La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 janvier 2016

CAUSERIE

Un spécial remerciement aux quelques militants qui nous ont soutenu en 2015, je leur souhaite tout le meilleur ou une bonne continuation, gardez le moral et continuez le combat...

Mes bonnes résolutions pour 2016 :

Renouveler mon permis de moto avant le 5 janvier, j'ai déjà un mois de retard car c'est une vraie galère bureaucratique !

Me réinscrire au consulat de France, avec 9 mois de retard !

Faire réparer le scooter, plus de démarreur électrique. Je l'ai acheté d'occasion pour Selvi il y a un mois !

Me faire opérer de la cataracte aux deux yeux. Pas urgent.

Me faire enlever une verrue à chaque pied. Pas urgent.

Faire encore réparer les dents. Urgent.

Couvrir la terrasse avant que la grosse chaleur ne revienne. Histoire de ne pas utiliser la climatisation trop tôt et d'économiser un peu de sous.

Finir la peinture et repeindre l'extérieur de la maison. Ouais, au bout d'un an à peine !

Finaliser le potager. C'est mon côté alimentaire, attention, pas réformiste, juste pour survivre et en faire profiter un tas de gens pauvres ou miséreux, donc plutôt humaniste ou désintéressé.

Etc.

Actualisation du portail sans trop se casser la tête.

J'ai affirmé dans une causerie que notre combat était perdu d'avance sans le parti, parce qu'il faut être lucide jusqu'au bout et ne raconter des histoires à personne, surtout pas aux militants qui doivent savoir à quoi s'en tenir, je persiste et signe. Cela dit, on continuera d'oeuvrer dans l'espoir qu'on arrivera un jour à le construire ou tout du moins à en construire les bases, que faire d'autres ? C'est tout le sens de ma modeste contribution.

Actualisation minimum, il est 14h50 et je dois terminer la peinture que j'ai commencé hier.

Passons à la politique, si, si, cela existe encore en 2016, étonnant, non ?

Il n'y avait aucune raison à ce que le 1er janvier soit différent du 31décembre ou 2016 de 2015... en pire assurément. L'Etat policier demeure en place et l'occupation militaire aussi, rien de tel pour parfaire le formatage policier des esprits et contribuer à leur militarisation.

Si nous n'avons aucune raison de noircir le tableau, nous n'en a également aucune à l'enjoliver.

Quelques jours avant le 31 décembre une de mes soeurs, pour qui apparemment le "réveillon" était déjà consommé ou n'occupait plus l'esprit, m'a écrit qu'en février elle irait skier à St Maurice en me fournissant des détails comme si elle ne pensait déjà plus qu'à cela. Alors toutes les questions sociales ou politiques que nous traitons ou que nous traiterons ne l'intéresseront manifestement pas, elle a l'esprit occupé ailleurs parce qu'elle en a les moyens.

Et ceux ou celles qu'elles pourraient intéresser, de quelle manière les aborderont-ils ? Avec désinvolture comme c'est souvent le cas, car la plupart des gens (et en premier lieu les militants) qui donnent leur avis sur un tas de questions ne les ont jamais étudiées sérieusement ou pas du tout, peu importe. Ils y sont encouragés par les médias officiels et les réseaux sociaux qui flattent leur ignorance, et n'allez pas leur reprocher on vous accuserait de despotisme pour vouloir les empêcher de d'exprimer, alors que telle n'était pas votre intention qui consistait à déterminer comment on en était arrivé à accorder une légitimité à des gens qui ne représentent rien du fait qu'ils ne sont même pas foutus d'avoir conscience de leur propre condition, représentant la multitude ou les masses ignorantes la notion de légitimité se retrouve ainsi dilluée à l'infini au point de ne plus savoir très bien qui peut s'en prévaloir, en dehors bien sûr de ceux qui nous gouvernent et qui profitent de cette situation, puisqu'ils se retrouvent sans concurrents sérieux susceptibles de leur tenir tête ou de les contredire sérieusement.

Pour mieux achever ce qui faisait office de démocratie, ils l'ont dilluée à l'infini de sorte qu'on se retrouve en dictature. Cet exercice n'a rencontré pratiquement aucune résistance du fait que ceux qui était en droit de faire prévaloir leur légitimité étaient corrompus ou leurs discours étaient inaudibles. On assista au même processus quand les ONG se sont mises à concurrencer le mouvement ouvrier déjà largement vidé de sa substance et vendu pour avoir abandonné le socialisme.

Instrumentaliser, manipuler idéologiquement toute cette masse sans direction pour la dresser contre ceux qui se battent contre le régime n'était plus qu'un jeu d'enfant. Voilà à quoi a abouti notre incapacité à défendre résolument le socialisme et notre refus de le diffuser parmi les masses, à faire en sorte que l'individualisme domine et empoisonne tous les rapports et signe l'arrêt de mort de tous nos droits, laissant à notre ennemi la possibilité de nous imposer les siens dans un esprit patriotique et le corporatiste nauséabond, pendant d'une conscience de classe inexistante, sauf chez les nantis évidemment.

Les sceptiques qui veulent toujours avoir le dernier mot nous répondrons que c'était inévitable. Pourquoi pas, mais rien ne justifiait que sur une période aussi longue nous n'en ayons tiré aucune leçon et aucun profit sur le plan politique.

Cet argument est démagogique ou hypocrite, et ne sert qu'à masquer la désertion ou la capitulation de nos dirigeants, leur faillite politique, ce qu'avait exprimé à sa manière le lambertiste qui m'avait reproché de répondre à la guerre que les représentants de la classe dominante menaient sur les plans idéologique et psychologique pour briser la résistance des masses. Sans le savoir pour en avoir pris connaissance tout dernièrement, en fait j'allais combler une des lacunes du marxisme qu'Engels (dans une lettre à Mehring) avait détecté très tardivement, après le décès de Marx, regrettant justement d'avoir gravement négligé ce facteur, comme quoi les oeuvres des marxistes méritent d'être étudiées sérieusement.

Autrefois, il s'agissait de convaincre les travailleurs de partager nos idées parce qu'on était convaincu qu'elles étaient bien-fondés, on y croyait, depuis les choses ont bien changé, on leur laisse le choix de penser ce qu'ils veulent, flattant leur susceptibilité et leur ignorance, comme si toutes les idées se valaient finalement, qu'elles soient étayées solidement ou non important peu, au nom sans doute de la liberté de pensée ou d'expression, pour ne pas apparaître dogmatique, pieuse intention de démagogue, alors qu'en réalité c'est renoncer à défendre ses propres idées ou en avoir une bien piètre opinion pour estimer qu'elles ne sont pas supérieures à bien d'autres et à ce titre cessent d'être légitimes, et logiquement une fois rabaissées à ce niveau elles doivent s'exposer à un flot de critiques inépuisables et impossibles à enrayer ou contrer du fait de leur inconsistance, pour à l'arrivée se retrouver dilluées dans une masses d'idées informes et sans véritable direction, conduisant à la dislocation les partis qui soutenaient ces idées.

Ils ont liquidé leurs partis, ils en ont changé les noms, ils ont balancé ou allégé leurs programmes, leurs drapeaux, etc. rien n'y a fait, autant de compromis et de reniements qui auront été inutiles (et ridicules) en somme. Tout cela pour en arriver là, à ce

vide politique sidéral qui laisse le champ libre à la réaction sur toute la ligne. Dans ces conditions vous ne voudriez tout de même pas qu'on soit optimiste pour la suite, sur la base de ce constat on est trop lucide pour ne pas savoir qu'en continuant dans cette voie on court infailliblement à notre propre perte ou que notre combat est perdu d'avance.

On a eu largement le temps au cours des sept dernières décennies écoulées de former les militants et les cadres à la méthode du marxisme, de les former pour qu'ils puissent répondre à la guerre idéologique et pychologique de la classe dominante telle qu'elle s'exprime à travers l'état d'esprit ou les discours que tiennent les travailleurs, de diffuser les idées du socialisme dans toutes les couches exploitées de manière à ce que chaque travailleur sache ce qu'il était en droit d'en attendre personnellement et s'exclame : Ah si j'avais su que c'était cela le socialisme, j'y aurais adhéré depuis longtemps ! sauf qu'ils ignorent toujours de quelle manière le socialisme transformerait leur mode de vie, bref, pour ces trois motifs et ce qui a été dit plus haut, j'en déduis que depuis la mort de Trotsky la continuité du marxisme n'a pas été assuré contrairement à ce que pensent certains, et que c'est là que réside notre problème et pas ailleurs.

La suite lundi ou mardi.

ACTUALITE EN TITRES

Etat de siège. C'est l'Etat qui parraine le Front al-Nosra et l'Emirat islamique qui vous terrorise.

- Réveillon à Paris : 11 000 hommes déployés sur l'agglomération - Francetv info

- Réveillon du Nouvel An : 100 000 policiers et gendarmes mobilisés dans toute la France - Francetv info

Leur seul réponse possible.

- Incidents à Ajaccio : Bernard Cazeneuve promet des renforts de gendarmes et de CRS - Francetv info

On aurait presque envie de les plaindre.

Qu'est-ce que cela peut faire chier les gosses ! Alors arrêtez d'en faire !

- Réveillonner sans les enfants, un casse-tête - Francetv info

Pour les parents, trouver un mode de garde pour leurs enfants est souvent synonyme de galère.

C'est mortel ?

- Menace terroriste : les policiers à bout de souffle - Francetv info

Quand le peuple abolit la Constitution bonapartiste de la Ve République ou quand l'oligarchie investit Juppé, l'ami fidèle d'Erdogan !

- Sondage: 3 Français sur 4 ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy à la présidentielle - AFP

Trois Français sur quatre (74%) ne souhaitent pas que François Hollande et Nicolas Sarkozy soient candidats à la présidentielle de 2017.

Sont encore davantage rejetées les candidatures du responsable du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon (76%), et de l'ancienne ministre EELV, Cécile Duflot (85%).

A l'inverse, l'ancien Premier ministre Alain Juppé est la seule personnalité politique dont les Français souhaitent majoritairement qu'il soit candidat (56% contre 42%). AFP 01.01

Ils ne savent plus quel patron ou actionnaire plaindre.

- Tourisme : les réservations en chute libre pour la Saint-Sylvestre - Francetv info

Boycott !

- Charlie Hebdo sort le 6 janvier un numéro spécial, tiré à près d'un million d'exemplaires - AFP

Intérêt économique des employeurs oblige !

- Inditex (Zara): accord signé sur le travail du dimanche et en soirée - AFP

Un accord sur le travail du dimanche et en soirée a été conclu pour les enseignes implantées en France du groupe Inditex (Zara, Bershka, Oysho...), ont annoncé mercredi la CFDT et la direction du groupe.

Il a été signé mardi soir par la CFDT (majoritaire) et la CFE-CGC, a précisé à l'AFP Imed Ben Ahmed, délégué syndical central CFDT de l'Unité économique et sociale (UES) Inditex en France.

L'accord inscrit aussi les horaires de fin de service à ne pas dépasser, "21h30 l'hiver et 22h00 l'été", a ajouté le responsable syndical.

Les salariés, dont beaucoup d'étudiants travaillant à temps partiel (40% des contrats sont à temps partiel), "y sont favorables à plus de 87%", a fait valoir M. Ben Ahmed.

Le volontariat sera "ponctuel", les salariés seront "consultés toutes les semaines sur leur envie de travailler ou non" les dimanches des deux semaines suivantes, a expliqué le délégué. L'accord prévoit la possibilité de faire appel à des salariés volontaires d'autres magasins alentour ainsi que, le cas échéant, la non-ouverture du magasin faute de volontaires, a-t-il ajouté.

L'entreprise "elle-même est contre l'ouverture systématique de toutes les boutiques" en zone touristique internationale (ZTI) - où les magasins peuvent ouvrir 52 dimanches et jusqu'à minuit - "parce qu'aujourd'hui il n'y a pas forcément un intérêt économique" à le faire, a souligné M. Ben Ahmed. AFP 30.12

Quand les fachos soutenus par l'OTAN et l'UE battent le pavé au coeur de l'Europe.

- Des milliers d'ultranationalistes défilent à Kiev pour commémorer un leader controversé - AFP

Plusieurs milliers de partisans de l'extrême droite ukrainienne ont défilé avec des flambeaux vendredi soir à Kiev pour commémorer l'anniversaire de la naissance du chef de file des nationalistes ukrainiens Stepan Bandera, dénoncé comme collaborateur nazi par Moscou et les rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine.

"Gloire à l'Ukraine! Gloire aux héros! Mort aux ennemis!", scandaient les manifestants, qui ont marché dans le centre-ville jusqu'au Maïdan, la place centrale de Kiev et haut lieu des protestations qui ont conduit au renversement en février 2014 du président prorusse Viktor Ianoukovitch.

Réunis à l'appel de partis d'extrême droite notamment Svoboda et Pravy Sektor, ils brandissaient des drapeaux nationalistes rouge et noir et un portrait de Stepan Bandera, né en 1909 et mort en 1959. AFP 01.01

Quand Erdogan se prend pour Hitler.

- Turquie: Erdogan cite l'Allemagne nazie pour défendre un système présidentiel - AFP

Le président islamo-conservateur turc, Recep Tayyip Erdogan, a évoqué l'Allemagne nazie d'Adolf Hitler pour défendre le système présidentiel fort qu'il veut instaurer en Turquie, rapporte vendredi la presse turque.

"Dans un système unitaire (comme la Turquie) un système présidentiel peut parfaitement exister. Il y a actuellement des exemples dans le monde et aussi des exemples dans l'histoire. Vous en verrez l'exemple dans l'Allemagne d'Hitler", a-t-il dit aux journalistes jeudi soir de retour d'une visite de travail en Arabie Saoudite, cité par les journaux. AFP 01.01

La dictature saoudienne l'a inspiré, normal !

La démocratie à l'américaine. Dorénavant ce sera à celui qui dégainera le premier.

- Le Texas autorise le port d'armes visibles - Reuters

Haut de page

Le 5 janvier 2016

CAUSERIE

Et que vive l'Opposition de gauche !

Deux réflexions pour bien commencer l'année.

1- J'ai constaté que les gens qui dénonçaient la pensée unique du pouvoir, des médias, la censure dont ils faisaient l'objet ou les mauvais traitements ou procès d'intention qu'ils leur réservaient, etc. ne se comportaient pas autrement envers ceux qui osaient critiquer leurs analyses ou positions ou exposaient l'impasse à laquelle elles conduisaient manifestement sur la base des faits, donc honnêtement ou loyalement, en les méprisant tout simplement.

C'est leur réponse, le mépris ou l'indifférence, qu'ils n'accorderont pas en revanche aux représentants de l'idéologie de la classe dominante qui incarnent les institutions et devant lesquelles ils se prosternent, puisque pour eux le capitalisme est indépassable ou la solution à la crise que traverse la civilisation humaine ne peut provenir que du capitalisme lui-même, ses représentants et institutions, et surtout pas de la masse des exploités qu'ils considèrent comme inférieurs, négligent ou méprisent tout autant.

Leur contestation de l'ordre établi est stérile, parce qu'elle ne dépasse pas le stade de la parole ou ne se traduira pas en terme d'action, et ils ne supportent pas qu'on leur fasse remarquer. Ils admettent qu'on ait des idées différentes des leurs à condition que cela n'engage à rien, bref qu'on les imite. Or, lorsqu'on est engagé politiquement on se doit de défendre ses positions quite à recourir à l'arme de la polémique pour démonter l'argumentation de nos adversaires ou ennemis, y compris toutes les sortes d'impostures.

Leur contestation de l'ordre établi est stérile parce qu'en dernière analyse elle incarne les intérêts de la classe dominante qu'ils n'entendent pas chasser du pouvoir, ils n'incarnent donc en aucune manière une conscience de classe indépendante, bien qu'ils se revendiquent indépendants du pouvoir et des médias, et c'est cette faiblesse et contradiction qui rend vulnérable, indéfendable leurs positions.

Pourquoi ? Parce que leurs analyses ne tiennent pas compte du développement historique du capitalisme, dont ils font une interprétation qui relève davantage du commentaire de salle de rédaction, que d'une étude rigoureuse du processus dialectique qui en est à l'origine et d'où découle la situation présente, ainsi que son évolution future qui forcément perpétuera les rapports existant entre les classes qui ont conduit au chaos, à la guerre et à la barbarie ou au contraire, rompra avec ces rapports en offrant à la civilisation humaine la possibilité d'entrevoir une nouvelle perspective de développement ou de renouer avec le progrès social à l'échelle de l'humanité toute entière.

A la base de toute idée ou position on trouve une interprétation ou une analyse de la situation ou de la réalité, qui correspond aux intérêts de classe de ceux qui les formulent ou à des intérêts individuels qui coïncident avec ceux d'une classe déterminée, selon leur conception de la société qui le plus souvent leur est dictée par leur statut social, celui du milieu dont ils sont issus ou dans lequel ils évoluent ou encore avec lequel ils s'identifient, ce qui n'en fait pas forcément une conscience de classe ou ne traduit pas obligatoirement une prise de conscience ou une réelle connaissance du processus historique inconscient à l'oeuvre.

Depuis l'avènement du capitalisme, et plus particulèrement depuis qu'il a atteint le stade de l'impérialisme, les contradictions inhérentes à sa nature n'ont cessé de mener à des crises et des guerres, engendrant des inégalités sociales et des injustices croissantes à l'échelle de l'humanité, démontrant ainsi que les rapports dans lesquels il évoluait constituaient un carcan condamnant la société à la décomposition, puis à la putréfaction, menaçant l'existence même de la civilisation humaine.

Il est établi ou il est parfaitement clair, que jamais sous le régime capitaliste les besoins et les aspirations légitimes des masses exploitées et opprimées ne seront satisfaites à l'échelle de l'humanité, alors que le niveau atteint par le développement des forces productives le permet...

C'est ce constat que dressèrent les marxistes au milieu du XIXe siècle, et qui fut confirmé par les faits une multitude de fois jusqu'à nos jours, constat mille fois renouvelé qui constitue la base théorique sur laquelle repose notre analyse de la situation et les conclusions pratiques que nous en avons tirées pour changer la société.

Cette analyse serait tout aussi inutile ou vaine que celles de ces intellectuels séniles, si les conclusions pratiques qui en découlaient ne se traduisaient pas en terme d'organisation consciente des masses expoitées dans la perspective politique

de s'emparer du pouvoir ; et puisqu'elles ne disposent d'aucun pouvoir économique ou politique contrairement aux exploiteurs qui les concentrent tous, elles n'ont pas d'autres alternatives possibles que de conquérir le pouvoir en faisant leur révolution, en faisant table rase de leur Etat, leurs institutions et leur mode de production.

Ce sont ces conclusions pratiques que rejettent ces intellectuels parce qu'ils sont soumis à l'ordre capitaliste. Cela vaut pour tous les partis de droite et d'extrême droite évidemment, ceux de la pseudo-gauche et leurs vassaux d'extrême gauche qui leur servent de caution.

En résumé, tous ces gens qui se veulent bien intentionnés à l'égard de notre classe, sincèrement ou hypocritement, desservent en réalité notre cause ou sont au service du capitalisme en s'évertuant à composer avec lui, à perpétuer l'ordre établi qu'il nous faut renverser.

Leur ignorance et leur absence de conscience de classe, d'indépendance de classe, leur refus de considérer le prolétariat comme la seule classe progressiste et indépendante du capitalisme capable de diriger la société, les amènent à se détourner du socialisme pour finalement se jeter dans les bras du capitalisme. Leurs discours qui se veulent critiques ou radicaux sont emprunts de démagogie et d'une confusion qui confinent à l'impuissance, à la démoralisation, à la démobilisation, au renoncement au combat politique. Il ne faut donc pas leur accorder davantage d'importance qu'ils ne méritent sous peine d'aboutir au constat qu'il serait impossible d'agir pour changer la société ou abdiquer notre idéal de démocratie, de socialisme, de liberté.

En conclusion, dévier du marxisme signe notre arrêt de mort politique.

Ces lignes m'ont été dictées après avoir adressé un courriel au responsable d'un portail (ou média dit alternatif) qui n'a pas trouvé bon de me répondre. C'était son droit et le mien de dire ce que j'en pense.

2- Nos lecteurs doivent être des gens heureux.

Quand on n'ouvre pas l'ordinateur et qu'on ne se connecte pas sur Internet une journée, quel bonheur, on en oublierait presque que le monde est devenu encore plus pourri qu'auparavant ! Il faut dire que sous 37°C à l'ombre et un temps radieux à la campagne un 4 janvier, on a des sérieuses excuses, la vie est si paisible et agréable qu'on a envie d'en profiter un peu, surtout arriver à mon âge. Ma compagne Selvi qui travaillait ce jour-là n'a pas eu la chance de pouvoir l'apprécier ou d'en dire autant... Du coup, ce bref instant de bonheur que je n'avais pas volé en fut largement atténué, car je ne pouvais le concevoir sans le partager avec mes semblables. Après qu'on ne vienne pas nous dire qu'on ne saurait pas faire preuve de mesure.

L'hypocrisie sert habituellement de morale aux bonnes consciences, on se réconforte comme on peut, surtout quand cela ne coûte rien. Le problème, c'est qu'on ne peut plus se départir de ce personnage peu amène qui n'offre aucune satisfaction, c'est frustrant car tellement futile, à croire que fuir la réalité n'a jamais aidé à la changer. Si cela n'apporte rien, au moins cela ne vous retire rien, c'est déjà cela de gagner. Si l'homme avait pensé en tout temps ainsi, il ne se serait jamais développé, il serait tombé à l'état végétatif et il aurait disparu... plus tôt.

Ces lignes m'ont été inspirées après avoir reçu un seul courriel d'un lecteur pour clôturer cette année de travail acharné.

Parole d'internaute.

- "l'Arabie Saoudite n'est autre qu'un État Islamique ayant réussi."

Et Hollande-Valls-Macron-Fabius au pouvoir n'est autre que la droite ayant réussi...

Extraits d'un article.

En 2013 on n'avait pas manqué de célébrer le centenaire de la fondation de la Fed. En 2014 on n'a pas manqué de célébrer un siècle d'imposture du PS. En 2015, poussé par les évènements on s'est senti obligé d'axer nos efforts contre l'opportunisme. En 2016, il se peut qu'on concentre notre puissance de feu contre l'impérialisme américain et l'oligarchie anglo-saxonne.

Qui renversera la statut de la liberté... de l'oligarchie?

- La solitude de Noam Chomsky - Arundhati Roy - legrandsoir.info 31.12

1- "les analyses sincères et véridiques ne sont pas autorisées dans les médias officiels. Trop d'intérêts financiers se nourrissent de la guerre."

2- "parmi les libertés innombrables revendiquées par le gouvernement des États-Unis, il y a la liberté d'assassiner, d'anéantir, et

de dominer d'autres peuples. La liberté de financer et de parrainer les despotes et les dictateurs à travers le monde. La liberté d'entraîner, d'armer et de protéger les terroristes. La liberté de renverser les gouvernements démocratiquement élus. La liberté d'accumuler et d'utiliser des armes de destruction massive — chimiques, biologiques et nucléaires. La liberté d'entrer en guerre contre n'importe quel pays avec lequel il est en désaccord. Et, le plus terrible de tout, la liberté de commettre ces crimes contre l'humanité au nom de la « justice », au nom de la « vertu », au nom de la « liberté »."

3- "cette croyance en sa propre divinité explique également pourquoi le gouvernement des États-Unis s'est accordé le droit et la liberté d'assassiner et d'exterminer les gens « pour leur bien »"

4- "L'empire des États-Unis repose sur des fondations macabres : le massacre de millions d'autochtones, le vol de leurs terres, et après ceci, l'enlèvement et l'asservissement de millions de Noirs d'Afrique pour travailler cette terre. Des milliers d'entre eux sont morts en mer tandis qu'ils étaient transportés comme du bétail en cage entre les continents. « Volés à l'Afrique, amenés en Amérique » (Stolen from Africa, Brought to America) — le « Buffalo Soldier » de Bob Marley contient un univers entier de tristesse indescriptible. Il parle de la perte de dignité, de la perte de liberté, de la perte d'une nature sauvage, de l'amour-propre brisé d'un peuple. Le génocide et l'esclavage sont les bases sociales et économiques de la nation dont les valeurs fondamentales rejettent la haine, les assassins et le mal." legrandsoir.info 31.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Entre fanatisme et hystérie. Abrutissement ou lavage de cerveau collectif.

A bas Charlie ! A vous donner envie de vomir dès le 3 janvier, l'année 2016 s'annonce laxative...

- Charlie Hebdo : la reconstitution des faits - Francetv info

Les attentats de Charlie Hebdo font l'objet ce dimanche 3 janvier d'un document qui reconstitue le déroulé des faits.

Ils ne savent pas où sont les locaux de la rédaction dans ce vaste bâtiment. Les frères Kouachi vont d'abord dans la loge des gardiens, trois agents sont présents. Ils demandent où se trouve Charlie Hebdo, les hommes ne savent pas, un coup de feu part, Frédéric Boisseau, l'un des agents est mortellement touché.

Les terroristes passent alors par une autre entrée du bâtiment, au 6 allée Verte, forcent la porte, tirent un coup de feu sans faire de victimes. Francetv info 03.01

Vous imaginez d'ici avoir l'idée de vouloir commettre un jour un carnage dans les locaux d'un journal et ne jamais procéder au repérage précis des lieux avant de passer à l'action, être débile à ce point-là, débarquer un beau matin la gueule enfarinée et demander au premier glandu rencontré où se trouve la porte d'entrée du journal, non mais qui peut croire une telle histoire à part des abrutis complets ?

Apparemment les choses ne se seraient pas passées exactement de cette manière ou alors, il ne s'agissait pas des mêmes personnes.

C'est ce qu'a confirmé, je cite Francetvinfo : "*le témoignage apporté par un journaliste travaillant à proximité des locaux de Charlie Hebdo qui avait discuté quelques mois avant l'attentat avec un homme qui cherchait à localiser les bureaux du journal. Ce journaliste en avait informé le chef de mission du service en charge de la protection de Stéphane Charbonnier, qui aurait rédigé un rapport à l'intention de la DGSI.*" francetvinfo.fr 04.01

Quelques mois avant, et cet homme n'aurait pas insisté, il ne serait jamais revenu sur les lieux avant le 7 janvier 2015, il n'aurait pas cherché à localiser précisément les bureaux de ce torche-cul, histoire de vérifier s'il n'y avait pas des vigiles, des policiers en faction, un code d'accès, une porte blindé, que sais-je, il n'aurait pas pris de photos avec son téléphone portable ou filmé les lieux. Non, non, ceux qu'ils décriront plus tard comme un commandot expérimenté et parfaitement organisé auront eu la légèreté de débarquer comme cela au risque de faire foirer lamentablement leur coup pour se retrouver bloqué par une porte fermée et infranchissable ou croiser des témoins...

De toutes manières, ce repèrage signalé par ce journalisme infirme la version officielle.

Voeux comme venin mortel.

- Attentats de janvier : les hommages débutent - Francetv info

François Hollande débute ce lundi 4 janvier son marathon des voeux. Il présidera une dizaine de cérémonies en janvier. Francetv info 03.01

Populisme. Ils étaient tous Charlie, les voilà tous Delpech, Galabru ! Et gare si vous n'en êtes pas !

- Hommage unanime à Michel Delpech qui a chroniqué la vie des Français - AFP

Télévisions, radios, monde politique et culturel étaient à l'unisson dimanche pour rendre hommage au chanteur Michel Delpech. AFP 03.01

ACTUALITE EN TITRES

En famille, pas ingrat.

- Déchéance: le vote de la droite "ne fera pas défaut" à Hollande, pronostique Estrosi - AFP

- Le Maire (LR) votera la réforme sur la déchéance de nationalité - AFP

- Grand Est: Philippe Richert (LR) tend la main à la gauche et au gouvernement - AFP

- Alain Juppé : "J'ai toujours été un homme ouvert, non sectaire, prêt à travailler avec les sociaux-démocrates" - Francetv info

Déchéance d'un régime aux abois.

- Déchéance de la nationalité: et maintenant, une extension à tous les Français? - lexpress.fr

J'ai appris que mon visa (PCI - Indian parent citizen) de 15 ans était dorénavant valable à vie pour peu que je remplisse les formalités exigées ou alors dans 13 ans à l'expiration de mon visa, ce qui revient en quelque sorte à m'accorder la double nationalité française et indienne. Jaï, jaï Bahrat, cela veut dire vive l'Inde en hindi, je déconne.

Craignent-ils que cela s'applique aux binationaux sionistes qui rejoignent Tsahal et vont massacrer des Palestiniens à Gaza ?

- SOS Racisme manifeste contre le PS pour la première fois de son histoire - Le Huffington Post

Rappelons que ce sont des sionistes qui ont fondé SOS Racisme, Dray, Kouchner, BHL en étaient notamment...

La déchéance de la nationalité française s'appliquera-t-elle à ceux qui font l'apologie du sionisme criminel ?

Pour un peu, c'est tout l'appareil d'Etat jusqu'à son sommet qu'il faudrait renouveler...

Etre de gauche, c'est roulé pour le PS ou le régime.

- Debout la Gauche, un nouveau mouvement politique se crée en Paca - francetvinfo.f

Debout la Gauche! c'est l'injonction lancée par le maire de la Seyne-sur-mer au lendemain du premier tour des régionales en Paca. C'est aussi le nom du nouveau mouvement politique qui verra le jour ce mois-ci dans la commune varoise, lancé par Christophe Pierrel, qui sera l'invité du 19-20 lundi.

Mettre la Gauche debout et lui redonner un nouvel élan pour partir à la reconquête des rêves (et des électeurs perdus), c'est donc le voeu formulé par les trois amis et ex-colistiers en ce début d'année. francetvinfo.fr 3.01

L'enfer est pavé de bonnes intentions, la preuve.

- Bien-être en entreprise : des petits efforts qui rapportent gros - Francetv info

France 3 s'est intéressée à une entreprise qui a décidé de mettre l'humain au centre de ses valeurs. Francetv info 04.01

Après les braves actionnaires de Wall Street philantropes, voilà les patrons humanistes, disons autant que les franc-maçons du gouvernement et du Medef...

Tentation de la dictature. Pour siffler la fin de la partie, il vous faudra attendre encore un peu...

- Guillaume Richard (PDG du groupe O2) - "J'aurais apprécié que le président Hollande siffle la fin de la lutte des classes" - LePoint.fr

Fabrication de preuves, leur spécialité.

- Voici la preuve par huit que le conflit syrien est inextricable - Slate.fr

Bachar el-Assad n'est qu'un obstacle parmi de nombreux autres qui empêchent d'extirper du chaos un pays déchiré par la guerre. Slate.fr 04.01

Au fait, avant qu'ils n'envoient leurs mercenaires armées déstabiliser la Syrie, il n'y avait pas de chaos dans ce pays...

Stratégie du chaos et de la guerre

- Contrôles aux frontières: Schengen est "en danger", selon Berlin - AFP

- Danois et Suédois instaurent des contrôles aux frontières - Reuters

- Ryad et ses alliés rompent avec l'Iran, la crise s'aggrave - AFP

- Nations Unies: démission du rapporteur spécial de l'ONU sur les territoires palestiniens - AFP

- Libye: assaut du groupe jihadiste EI contre une importante zone pétrolière - AFP

- Etats-Unis : des « miliciens » armés s'emparent d'un bâtiment dans un parc naturel dans l'Oregon - LeMonde.fr

- Quatre morts dans les combats dans le sud-est de la Turquie - Reuters

- Mexique: Une maire assassinée le lendemain de sa prise de fonction - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Un allié de Merkel dénonce les conséquences des sanctions antirusses- sputniknews.com

A la veille de sa visite à Moscou, l'allié bavarois de la chancelière Angela Merkel, Horst Seehofer, s'est prononcé contre les sanctions antirusses et a pointé du doigt les dommages provoqués par ces mesures pour l'économie allemande.

Selon le ministre-président du Land de Bavière et chef des chrétiens-démocrates (CSU), qui font partie de la coalition dirigeante allemande, le renoncement à la rhétorique de la guerre froide sera bénéfique pour la Bavière et l'Allemagne.

"Les sanctions causent de profonds dommages à l'économie et à l'agriculture de la Bavière. Nous devons nous demander si cet automatisme +les sanctions une fois — les sanctions toujours+ est bien justifié", a déclaré M. Seehofer dans une interview accordée au journal allemand Bild am Sonntag.

Auparavant, le chef des chrétiens-démocrates avait déjà mis en doute l'adoption des sanctions antirusses et avait exprimé sa

volonté d'établir un dialogue plus profond avec les autorités russes.

M.Seehofer compte rencontrer début février prochain Vladimir Poutine, sans la participation duquel la crise syrienne ne peut pas être résolue, estime l'homme politique allemand. sputniknews.com 03.01

2- Inde

Déstabilisation. Au tour de l'Inde ?

- Les intérêts militaires et diplomatiques de l'Inde attaqués sur son sol et en Afghanistan - AFP

Des hommes armés ont tenté dimanche de prendre d'assaut un consulat indien dans le nord de l'Afghanistan au lendemain d'une offensive contre une base aérienne du nord de l'Inde, dont le Premier ministre a amorcé un rapprochement avec son grand rival pakistanais.

A ce titre, Narendra Modi, un nationaliste hindou, a récemment effectué une visite surprise à Lahore pour y rencontrer son homologue pakistanais Nawaz Sharif, que Kaboul accuse de parrainer la rébellion des talibans.

Ces derniers n'ont pas revendiqué l'attaque du consulat indien de Mazar-i-Sharif, dans le nord afghan, mais ils ont fréquemment visé les intérêts de New Delhi en Afghanistan par le passé.

Dans la soirée de dimanche, deux explosions ont d'abord retenti dans Mazar-i-Sharif, selon un correspondant de l'AFP sur place, puis des tirs se sont fait entendre.

"Nous sommes attaqués", a déclaré un diplomate indien retranché dans une zone sécurisée du complexe, joint par l'AFP.

"C'est une attaque contre le consulat d'Inde. Nous ignorons si les insurgés ont pu pénétrer à l'intérieur", a précisé Mounir Farhad, porte-parole du gouverneur de la province de Balkh, dont Mazar-i-Sharif est le chef-lieu.

De source policière, un certain nombre d'assaillants ont pris position dans une maison proche du consulat et tiraient en direction des forces de l'ordre.

Vikas Swarup, un porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères, a indiqué à l'AFP qu'aucune victime indienne n'avait été signalée dans l'immédiat.

Mazar-i-Sharif n'a pratiquement pas été touchée par l'extension de l'insurrection des rebelles talibans à l'ensemble de l'Afghanistan ces derniers mois.

3- Etats-Unis

3.1- Une nation d'assassins? Un ancien ambassadeur US vide son sac - Sputniknews.com

"La paix mondiale ne sera pas garantie tant que les États-Unis continueront à vendre des armes et à déclencher des guerres", estime l'ancien ambassadeur américain Dan Simpson.

"Compte tenu de l'attitude de la communauté internationale envers la politique adoptée par les Etats-Unis en 2015, j'en viens à croire que nous sommes considérés comme une nation d'assassins aussi bien à l'étranger que dans notre propre pays", a relevé M. Simpson dans un article du journal Pittsburgh Post-Gazette en date du 1er janvier.

Et d'ajouter: "Telle est notre réputation, que cela nous plaise ou non. La plupart des étrangers avec qui je fais connaissance nous tiennent pour des cinglés. Nombreux sont ceux qui jugent que nous représentons un vrai danger pour la communauté internationale".

Certains pays, poursuit-il, n'ont d'autre choix que de prier leur ou leurs dieux, s'il y en a plusieurs, afin que la Maison Blanche ne s'ingère pas dans leurs affaires intérieures, soit par le biais d'une transition politique vers un régime qu'elle juge plus appropriée, soit par le biais de bombes larguées sur leur territoire ou de drones chargés d'éliminer leurs leaders sous prétexte des ignobles délits qu'ils auraient perpétrés.

Preuves à l'appui, M. Simpson donne de nombreux exemples évocateurs: l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, le Yémen, pour n'en citer que quelques-uns.

Il n'est pas étonnant, ajoute-t-il, que d'autres pays comme l'Inde, que Washington incite depuis tant d'années à rejoindre la short-list de ses meilleurs clients en matière de livraison d'armes, préfèrent avoir affaire avec la Russie, et pas avec les États-Unis.

En guise de conclusion, l'ancien ambassadeur a appelé le gouvernement américain à "retirer ses troupes".

"Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que nous ne le ferons pas. Ne soyons plus des assassins", a-t-il exhorté.

L'article en question a été bien accueilli par l'ancien ambassadeur américain à Moscou Jack Matlock, qui a souligné que "malheureusement, ce texte contient plus de vérité que certains d'entre nous voudraient l'admettre". Sputniknews.com 02.01

Témoignage intéressant, n'est-ce pas ? Les Etats-Unis sont haïs dans le monde entier, sauf en occident, chercher l'erreur.

3.2- Aux Etats-Unis, des fermiers en colère prennent les armes - sputniknews.com

Trois fermiers, épaulés par 150 partisans armés, ont pris le contrôle de bâtiments administratifs de la réserve nationale de Malheur, située dans l'État de l'Oregon, en signe de protestation contre l'arrestation de deux fermiers accusés d'incendie criminel.

Orchestrés par trois fils du fermier Cliven Bundy, — connu notamment pour ses bras de fer avec les autorités fédérales — les protestataires exhortent le gouvernement américain à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'État de l'Oregon, rapporte la chaîne RT.

"Nous nous engageons à libérer ce territoire pour que les fermiers puissent cultiver leur lopin de terre, que les bûcherons puissent abattre des arbres et que les mineurs puissent exploiter les mines sans avoir peur de la tyrannie dont ils subissaient les conséquences de plein fouet jusqu'alors", a déclaré l'un des chefs des insurgés, Ammon Bundy.

Prospère auparavant, le comté de Harney, poursuit-il, s'est vu relégué au rang d'État sous perfusion. Pour y remédier, Ammon Bundy propose de placer l'État de l'Oregon hors de la juridiction du gouvernement fédéral et de le peupler par des "patriotes" armés, qui constitueront par la suite un gouvernement autonome.

Quant au Bureau de Gestion du Territoire des États-Unis, un autre chef insurgé, Blane Cooper, l'a comparé à un cancre qui continuera de harceler ses camarades de classe tant qu'il ne sera pas remis à sa place.

"Tant que la ligne rouge ne sera pas franchie et que les gens ne diront pas +Nous en avons marre+, rien ne changera", a martelé Blane Cooper.

Les protestations, déclenchées par les Bundy, ajoute-t-il, galvaniseront les patriotes américains partout dans le pays, des patriotes qui n'hésiteront pas à s'allier à leur cause.

"Tel un rayon d'espoir, elles (les protestations, ndlr) embrasseront le pays entier, tous les États sans exception. Tout le monde a besoin de cet espoir puisque le gouvernement n'a cessé de nous oppresser, de nous opprimer et de nous enlever tout ce qui nous était dû. Et il n'y renoncera pas tant que nous ne lui dirons pas +stop+", a-t-il fustigé. sputniknews.com 03.01

3.3- Des dizaines de milliers d'Américains victimes des activités nucléaires des Etats-Unis - sahartv.ir

Selon les recherches, plus de 33.000 Américains ont perdu la vie en raison des activités nucléaires qui sont en cours aux Etats-Unis.

Les recherches d'une équipe indépendante des journalistes à McClatchy News montrent que les activités nucléaires menées aux Etats-Unis pendant les 70 dernières années, ont fait au moins 33.480 morts parmi les citoyens américains. Selon les recherches de l'équipe McClatchy News, les victimes ont perdu la vie après avoir été atteintes par les cancers et les maladies causées par les radiations nucléaires.

Dans la foulée, le journal américain Huffington Post a écrit qu'un grand nombre d'ouvriers, travaillant dans les centrales nucléaires des Etats-Unis, avaient perdu la vie afin de préparer les Etats-Unis à une éventuelle guerre nucléaire. sahartv.ir 03.01

4-Arabie saoudite

4.1- Le régime saoudien, parangon du crime et de l'incompétence - sahartv.ir

L'exécution du Cheikh Nimr Baqer al-Nimr, par le régime saoudien, a été, vivement, condamnée, dans le monde.

Cet événement tragique est un autre exemple de l'incompétence des dirigeants saoudiens, face aux crises auxquelles ils ssont confrontés à l'intérieur et à l'extérieur de leur royaume. En Arabie saoudite, les dirigeants de Riyad ne connaissent d'autres moyens que l'arrestation, l'emprisonnement, la torture et l'exécution, face aux protestations populaires et aux critiques formulées par les personnalités politiques et religieuses. L'exécution du dignitaire religieux chiite, l'Ayatollah Al-Nimr, est un autre exemple de la cruauté et de l'incompétence du régime saoudien. En outre, contrairement aux attentes des dirigeants de Riyad, l'exécution de ce leader religieux accentuera, sans aucun doute, la crise intérieure de l'Arabie saoudite.

Dans la ville orientale d'Al-Qatif, les habitants ont annoncé un deuil général, et de vives protestations populaires ont pris forme contre les dirigeants du régime saoudien, d'où l'intensification de la répression des habitants de cette région, par les forces armées du régime. D'après les sources locales, dans les heures et les jours qui viennent, les régions de l'Est de l'Arabie saoudite seront le théâtre de nouvelles vagues de protestations populaires contre les dirigeants du régime saoudien.

Au niveau régional, les Al-e Saoud se trouvent face à une crise très profonde, du jamais vu, dans le Sud-Ouest de l'Asie. La poursuite de la présence des militaires de l'Arabie saoudite, à Bahreïn, la guerre déclenchée, par Riyad, contre le Yémen, et les gros investissements des Saoudiens, pour former et armer les organisations terroristes, sont les principales raisons de l'aggravation de la situation sécuritaire de cette partie du monde. Mais la crise que les Saoudiens voulaient créer, pour les autres, commence, maintenant, à se développer, aussi, à l'intérieur du royaume saoudien.

Au niveau international, les politiques bellicistes de Riyad et le soutien total que les princes saoudiens accordent aux terroristes de Daech et à d'autres organisations terroristes, font du régime saoudien l'acteur principal du terrorisme, de l'extrémisme et de la violence, aux yeux de la communauté internationale. La violence et le fanatisme sont inhérents au régime de Riyad, qui viole, systématiquement, les droits de l'Homme, dans son territoire, notamment, les droits des femmes et des minorités. C'est pourquoi, les organisations de défense des droits de l'Homme critiquent de plus en plus les politiques inhumaines et la dictature du régime saoudien.

«Le procès du Cheikh Nimr Baqer al-Nimr, l'éminent religieux chiite, en Arabie saoudite, n'était pas équitable», a affirmé "Human Rights Watch" (HRW).

"Exempt de tout crime, l'exécution collective des prisonniers n'a fait que ternir davantage l'image des droits de l'Homme, en Arabie" a affirmé Sarah Leah Whitson, la directrice de "HRW", pour le Moyen-Orient, citée par "The Guardian".

«L'exécution du Cheikh Al-Nimr conduira à l'intensification des conflits sectaires et du chaos, dans ce pays», a ajouté Whitson, en qualifiant d'inéquitable, le procès du Cheikh Al-Nimr.

«La seule solution, pour instaurer la stabilité, dans les provinces, à l'Est de l'Arabie, est de mettre fin à la discrimination systématique, à l'encontre des citoyens chiites», a-t-elle précisé.

L'Arabie saoudite a annoncé, ce samedi, avoir exécuté 47 personnes, dont le Cheikh Nimr Baqer al-Nimr, l'éminent religieux chiite de l'Arabie saoudite, pour ses critiques, à l'encontre des Al-e Saoud. sahartv.ir 02.01

4.2- Riyad achète 10 milliards d'équipements militaires à Ankara - sahartv.ir

Les médias turcs ont fait part de la décision de l'Arabie saoudite d'acheter à la Turquie des équipements militaires dont la valeur s'estime à 10 milliards de dollars.

Au cours de sa récente visite, en Arabie saoudite, du Président turc Recep Tayyip Erdogan, le gouvernement saoudien a annoncé son intention d'acheter des véhicules blindés d'une valeur de 10 milliards de dollars, à la Turquie, écrit le quotidien turc Sabah. Cette nouvelle a été divulguée par l'un des journalistes accompagnant Erdogan dans sa visite à Riyad. « Après une réception et déjeuner officiel au palais Al-Yamama à Riyad, des discussions ont eu lieu à ce propos et M. Ismaël Damar, conseiller aux industries militaires saoudiennes, m'informé de l'existence d'une adjudication, pour dire que l'Arabie saoudite envisageait d'acheter entre 2,5 et 10 milliards de dollars d'armes et d'équipements militaires », a écrit dans une note un journaliste du quotidien turc Hürriyet. sahartv.ir 03.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- La Grèce ne cèdera pas sur les retraites, prévient Tsipras - AFP

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a prévenu dimanche qu'il ne cèderait pas à des "exigences déraisonnables" de la part des créanciers de la Grèce, alors que se préparent des négociations sur la réforme du système de retraites.

"Les créditeurs doivent savoir que nous allons respecter l'accord à la lettre, mais cela ne signifie pas que nous cèderons à des exigences déraisonnables et injustes", a-t-il déclaré dans une interview publiée dimanche par le journal Real News.

"Nous ne nous sommes pas engagés à trouver l'argent exclusivement à partir de coupes dans les retraites. Au contraire, l'accord (avec les créditeurs) prévoit la possibilité de mesures équivalentes, que nous avons déjà mises en route", a-t-il ajouté.

Il a toutefois admis que le système de retraites était "au bord de l'écroulement" et devait être réformé.

Le gouvernement de gauche de M. Tsipras a été forcé de renoncer en juillet dernier, face à la menace d'une possible sortie de la Grèce de l'euro, à ses promesses électorales anti-austérité et d'accepter un accord avec les créanciers européens de la Grèce prévoyant une aide de 86 milliards d'euros sur trois ans en échange de nouvelles réformes.

Depuis, le gouvernement a fait passer au parlement un certain nombre de réformes impopulaires, perdant au passage une partie de sa majorité.

Le Premier ministre s'est montré optimiste pour 2016, qui sera selon lui "l'année du retour de la Grèce après six ans de crise. Nous allons revenir à la croissance, mettre fin aux contrôles de capitaux, réduire la dette et revenir sur les marchés", a-t-il lancé.

Un optimisme loin d'être partagé par ses compatriotes. Selon un sondage publié dimanche par le journal Vima, 55% d'entre eux estime que les choses vont empirer cette année, et 61%, que la menace d'une sortie de l'euro réapparaîtra.

Le gouverneur de la Banque de Grèce, Yannis Stournaras, a prévenu de ce que la Grèce, si elle ne parvient pas à se mettre d'accord avec ses créanciers et à obtenir leur approbation dans l'évaluation qui se prépare, risque de revenir à une situation "qui rappellera l'expérience négative de la première moitié de 2015", ajoutant que "pour un certain nombre de raison, l'Union européenne est actuellement plus vulnérable, et moins capable de faire face à une nouvelle crise grecque".

M. Tsipras a dit de son côté espérer conclure la phase d'évaluation actuelle d'ici la fin février, et pouvoir ensuite passer à une discussion sur la réduction de la dette. AFP 03.01

En complément

- Accord sur la privatisation d'un complexe de luxe en Grèce - Reuters

- L'ex ministre grec Yanis Varoufakis revient en politique et va lancer un nouveau mouvement - 20minutes.fr

Intitulé « Democracy in Europe Movement 2025 » (ou Diem2025), le nouveau mouvement politique porté par Varoufakis devrait être présenté le 9 février prochain à Berlin. 20minutes.fr 04.01

ECONOMIE

Ukraine

- Kiev introduit des taxes sur les produits russes - Sputniknews.com

L'Ukraine a en outre interdit l'importation de certains produits fabriqués en Russie.

Le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk a signé samedi un décret imposant des taxes sur les produits russes qui seront appliquées du 2 janvier jusqu'au 31 décembre 2016.

"En réponse aux actions de la Fédération de Russie, le ministère ukrainien du Développement économique et du Commerce, avec la participation des organes centraux du pouvoir exécutif a mis au point des propositions afin d'installer des taxes sur les produits importés de Russie à partir du 2 janvier 2016 et d'interdire l'importation de certains produits russes à partir du 10 janvier", a indiqué le ministère dans un communiqué.

"Appliquer des taux de droit préférentiels (…) sur les produits importés de la Fédération de Russie d'ici le 31 décembre 2016", lit-on dans le décret signé par M.Iatseniouk.

Parmi les produits russes interdits d'importation en Ukraine figurent notamment la vodka, le chocolat, la viande, le poisson, la bière et les cigarettes. Selon le document, cet embargo restera en vigueur jusqu'au 5 août prochain.

C'est la réaction de Kiev à la suspension de l'Ukraine de la zone de libre-échange dans le cadre de la Communauté des Etats indépendants (CEI) qui était entrée en vigueur le vendredi 1er janvier.

Le président russe Vladimir Poutine a signé mercredi 30 décembre la loi fédérale sur la suspension de l'accord sur la zone de libre-échange entre la Russie et l'Ukraine en faisant toutefois une exception pour les droits de douane sur les exportations de gaz. L'accord a été suspendu suite au fait que l'aspect économique de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE devait entrer en vigueur à partir du 1er janvier 2016.

Le même jour, le cabinet des ministres de l'Ukraine a approuvé des mesures de protection contre l'embargo russe. Les ministres ont également voté la suspension de l'accord de libre-échange à partir du 1er janvier 2016.

Depuis 2009, l'Ukraine participe au programme Partenariat oriental de l'UE. En 2014, Kiev et Bruxelles ont signé un accord d'association. Toutefois, Bruxelles reste réticent pour l'instant, à l'égard d'une adhésion éventuelle de Kiev à l'UE, qui était l'une des promesses du président ukrainien lors de sa campagne présidentielle de 2014. Sputniknews.com 02.01

Haut de page

Le 6 janvier 2016

CAUSERIE

On a formaté en pdf la causerie de décembre 2015, 198 pages.

2016 : l'année du fascisme ou du socialisme ?

Quand des psychopathes fanatiques gouvernent le monde.

Erdogan se prend pour Hitler, et cela n'ébranle pas les chancelleries en Europe, le roi d'Arabie saoudite se prend bien pour Attila, et les Américains investis d'une mission divine se prennent bien pour les maîtres du monde !

Rompre les relations avec ces tyrans, mais vous n'y pensez pas malheureux, gauchiste va !

Soit, vous avez apprécié le capitalisme, vous avez aimé l'impérialisme, vous allez adoré la barbarie... à défaut de socialisme.

Quel dilemme insupportable quand il faut choisir, n'est-ce pas ? Non mais sans blague, quand on se pose la question de savoir si on doit ou non adopter le socialisme, il y en a qui hésitent encore.

On pourrait en être choqué, mais en réfléchissant un peu on se dit que c'est normal puisqu'ils ignorent tout du socialisme ou croient les sornettes qu'on leur a racontées à son sujet, confusément ils l'assimilent à un régime monstrueux alors qu'il est exactement le contraire.

C'est comme confondre un virus et un vaccin, c'est pour dire à quel niveau misérable a sombré le mouvement ouvrier. Est-ce contagieux ? Une pandémie en somme qui l'a déjà ravagé. Est-ce incurable ? On ose croire que non. Est-ce efficace ? Assurément, autant que les ailes d'un oiseau pour qu'il puisse voler, encore faut-il qu'il ne soit pas trop gros, trop lourds, trop gras car cela finit chez les hommes par ankyloser leur cerveau et bloquer chez eux certaines fonctions dont celle du discernement, de la volonté, du courage.

En fait on ignore tout du socialisme ? Pire encore, vous ignorez même comment il participerait au changement radical de votre mode de vie.

Imaginez un instant que chaque travailleur du privé ou du public, manuel ou intellectuel, à la ville ou à la campagne, appartenant à une catégorie professionnelle, ouvrier, employé, technicien, ingénieur, intellectuel ou enseignant, cadre, artisan, commerçant,

membre d'une profession dite intermédiaire, médecin, avocat, architecte, patron d'une PME, etc. voie réduit leur temps de travail à 5 ou 6 heures par jour, quatre jours par semaine, six à huit mois dans l'année, les mois restant étant pour moitié libres et l'autre moitié mis à la disposition de l'administration de la société, disons jusqu'à environ 50 ans ou plus selon les désirs ou capacités de chacun, disposant d'un revenu garanti minimum entre 1800 et 2000 euros nets, bénéficiant d'un accès gratuit à la médecine, aux connaissances (écoles et universités, formation professionnelle), aux transports, de tarifs réduits pour tous leurs besoins élémentaires (logement, eau, électricité, gaz, etc), la question du chômage, de la précarité et de la pauvreté étant résolue définitivement ainsi que les conséquences funestes qu'ils avaient engendrées, les haines, discriminations et violences en tous genres notamment, vous avouerez que leur vie en serait transformée radicalement pour leur bien-être et leur épanouissement, certes sans que toutes les inégalités aient disparu, mais ce serait déjà un progrès social remarquable par rapport à ce qu'ils vivent en régime capitaliste, ils ne seraient plus en proie à la concurrence qu'ils se livrent entre eux de sorte que pas un homme ou une femme ne se retrouverait exclu de la société.

Tout cela est bien beau, mais c'est du domaine du fantasme, du rêve, de l'utopie. Effectivement cela est voué à le demeurer aussi longtemps qu'ils ne s'en seront pas saisis eux-mêmes pour que cela deviennent la réalité, en attendant cela leur semblera extravageant, farfelu, ridicule, alors que c'est parfaitement réalisable en pratique dès maintenant. Ils croient le contraire parce qu'on a formaté leur cerveau de telle sorte qu'ils sont incapables de penser leur condition au-delà de celle qu'on leur impose et qu'ils ne supportent pas. La question est donc de les aider à briser ce carcan qui concourt à leur propre malheur, et donc à rompre avec le capitalisme et ses institutions qui leur imposent un mode de vie qu'ils n'ont pas choisi, ce qui nécessite qu'ils prennent leurs affaires ou leur destin entre leurs mains, sinon rien ne changera et leur vie continuera d'être un cauchemar ou de ne leur procurer que des satisfactions superficielles et éphémères, auxquelles succèdent toutes sortes de déconvenues, difficultés ou souffrances.

Il faudrait qu'ils commencent par poser comme condition que leurs droits, leurs besoins ou aspirations, sont parfaitement légitimes, ce qui n'est pas le cas de nos jours, et que rien ne justifie qu'ils soient bafoués ou que la démocratie en soit réduite à les nier systématiquement, déclarer illégitime toute politique s'y opposant, de sorte qu'ils conçoivent leur sort et leur destin, l'orientation de la société uniquement à partir de cette condition.

En gros, il existe 4 ou 5 couches de travailleurs distinctes, les ouvriers ou employés, les intellectuels, les artisans ou commerçants, les membres des professions dites intermédiaies ou libérales, les petits patrons. On pourrait concevoir un 4 pages qui reprendrait ce qui vient d'être dit et axé sur chacune de ces couches en fonction de leurs particularités, de manière à ce que chacun se sente concerné par la société qu'on leur propose et l'adopte.

Mais comment vaincre leur scepticisme, dès lors qu'ils ne croient plus en rien ou qu'ils n'ont plus d'idéal ? Répétons-le, ils y seront forcés à un moment donné par la force des choses.

ACTUALITE EN TITRES

Leur favori... après Hollande.

- Juppé entame une nouvelle phase de sa course d'obstacles vers 2017 - AFP

Alain Juppé, seule personnalité dont la candidature à la présidentielle est souhaitée par une majorité de Français, continue de dérouler son plan en vue de 2017. AFP 05.01

La famille PS-LR-FN enfin réunie.

La déchéance pour tous, à commencer par eux, ils sont nuisibles à la société, il faut les neutraliser, prendre le pouvoir.

- Le Roux (PS) défend l'idée de déchéance non réservée aux binationaux - Reuters

- Nicolas Sarkozy tenté d'approuver la révision constitutionnelle - LePoint.fr

En coulisses, Sarkozy se dit favorable à cette proposition, qui va dans le sens de l'opinion. La "droitisation brutale" de Juppé l'embête davantage. LePoint.fr 05.01

- 4 Vérités : "La déchéance de nationalité est une bonne mesure", déclare Brice Hortefeux - Francetv info

- Florian Philippot veut étendre la déchéance de la nationalité « aux crimes graves » - Public Sénat

Quand on écrivait sur la base de l'expérience passée que le PS était l'antichambre du fascisme ou le marche pied de l'extrême droite on nous qualifiait volontiersd'extrémiste, de gauchiste, on nous accusait de tenir des propos outranciers tenant éventuellement de la calomnie ou de la diffamation. Et aujourd'hui les faits le prouvent amplement, au point qu'au PS il y en a qui sont contraints de le reconnaître et qui s'en trouvent mal à l'aise, rassurez-vous pas avec leur conscience mais vis-à-vis de ceux qui leur réclament des comptes. Le régime de la terreur auquel ils soumettent la population, est également une méthode employée par les fascistes pour gouverner.

Faire planer une menace permanente sur la société, violente, impalpable, sournoise, aveugle, favoriser la suspicion généralisée, encourager la délation, de sorte qu'on en vienne à réfléchir à deux fois avant de s'exprimer ouvertement devant n'importe qui et à remettre en cause les rapports qu'on avait tissés avec des gens de longue date, qui plus est à s'engager avec des gens dont on ignore les intentions exactes, etc. conduit à l'auto-censure, à se taire, à restreindre et disloquer des rapports déjà fragilisés pour finalement se retrouver plus isolé ou seul que jamais face à un système oppressif contre lequel on est impuissant à lutter.

Situation démoralisante mettant les nerfs de la population déjà bien éprouvés à rude épreuve, la conduisant au bord de la dépression, du désespoir, la poussant à se renfermer sur elle-même, à ne croire que ce qu'elle voie ou uniquement ce qu'on lui sert sur un plateau la rendant plus vulnérable encore à toute sorte de manipulations, condition à laquelle elle peut échapper qu'en adoptant à son tour la propagande offiicelle que les médias distillent du matin au soir de manière à la rendre paranoïaque ou un peu plus schizophrène, nourrissant le manque de confiance en elle qui la tétanise littéralement, neutralise son esprit critique et d'initiative, pour finalement la réduire à l'état de lavette.

Diviser pour mieux régner ne suffisait plus manifestement pour parvenir à leurs fins, il fallait terroriser la population laborieuse pour qu'elle n'ose pas se rebeller contre ceux qui la gouvernement, mieux pour qu'elle leur confie aveuglément son destin à défaut de pouvoir lutter contre un ennemi fabriqué pour l'occasion, aussi imprévisble qu'invisible, insaisissable et omniprésent.

Ce qu'ils ne se doutent pas, c'est que ce jeu sordide n'est pas sans risque, car une fois acculées et n'ayant plus d'autres alternatives et ne supportant pas cette condition, une fois l'effroi passé les masses en arriveront à chercher une issue politique indépendante ou sur leur propre terrain de classe pour y mettre un terme, car personne ne peut se rédoudre indéfiniment à supporter un tel traitement sans chercher à comprendre ce qui se passe réellement ou sans réagir. Même le fascisme ou les pires dictatures militaires n'ont jamais duré qu'un temps, ils ne peuvent pas être des modes de gouvernance permanents, car ils ne déstabilisent pas seulement des individus, à un moment donné c'est l'ensemble des rapports établis dans la société qu'ils mettent en péril et l'existence du régime avec, parce qu'il ne peut pas fonctionner sans la participation ou le soutien de la majorité de la population, ils seront contraints de lui accorder des concessions politique ou de rétablir un semblant de démocratie sur fond de lutte des classes. L'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce, le Chili, l'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine ou centrale en ont fourni la preuve au XXe siècle, dans une moindre mesure la France et l'Allemagne.

On pourrait dire en quelque sorte que le monopole est à la concurrence sur le plan économique, ce que la dictature est à la lutte des classes sur le plan politique, que la concurrence ou la lutte des classes viennent à être neutralisée ou à disparaître et le régime en place privé de cette dynamique qui est indispensable autant à son fonctionnement qu'à son développement n'y survivra pas.

Au passage, c'était déjà un enseignement que nous avait légué Marx et Engels ainsi que Lénine, comme quoi le marxisme est toujours d'actualité.

L'Etat policier institutionnalisé.

- Pouvoirs de police renforcés à l'étude au Conseil d'Etat - Reuters

Un projet de loi confiant des pouvoirs renforcés à la police en dehors de l'état d'urgence, permettant notamment des perquisitions la nuit, a été transmis au Conseil d'Etat par le gouvernement, selon Le Monde qui en a révélé mardi le contenu.

Le gouvernement souligne dans le texte du projet qu'il entend "renforcer de façon pérenne les outils et moyens mis à disposition des autorités administratives et judiciaires, en dehors du cadre juridique temporaire mis en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence", écrit le quotidien.

Les perquisitions de nuit, qui peuvent être ordonnées par les préfets dans le cadre de l'état d'urgence, pourraient intervenir dès le stade de l'enquête préliminaire dans les affaires de terrorisme, et de manière préventive en cas de "risque d'atteinte à la vie ou à l'intégrité physique".

L'extension des outils de surveillance de la police judiciaire doit également être examinée. Reuters 05.01

Commentaires d'internautes

1- "Ils y prennent goût à l'état d'urgence au PS. Bientot le retour de la gestapo ?"

2- "En clair sur la base d'un simple soupçon ou d'une simple dénonciation calomnieuse la police peut venir à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit défoncer votre porte, fouiller de partout chez vous, tout mettre à sac sans avoir de compte à rendre à quiconque. Remarquez ce n'est qu'un retour en arrière, 75 ans en arrière..."

3- ""La lutte contre le trafic d'armes fait également partie des objectifs du texte, avec notamment un alourdissement des peines." HA HA HA HA HA.. Les armes utilisées par Coulibaly lui furent fournies par Hermant un collaborateur de la gendarmerie. La Voix du Nord poursuit son enquête sur les attentats de janvier et publie, ce 3 octobre, des déclarations de la défense de Claude Hermant, l'ancien mercenaire devenu indicateur de la gendarmerie et des douanes, suspecté d'être l'importateur des armes d'Amedy Coulibaly. Malheureusement pour l'enquête Cazeneuve y a opposé un "Secret d'Etat." Et les avocats d'Hermant affirment par ailleurs n'avoir jamais été entendus par la justice antiterroriste dans le cadre des attentats de Paris alors qu'au minimum 5 des armes des crimes de Coulibaly ont été importées par leur client via la société commerciale Seth Outdoor, spécialisée dans la vente d'équipements de survie."

4- "Et voilà, pendant qu'on se gargarise avec la déchéance, Hollande nous sort toute une série de mesures très très à droite ... et propre à nier toute notion de présomption d'innocence et à renforcer l'état policier que la loi sur le renseignement avait déjà bien installé ... Pour le moment c'est contre les terroristes mais demain ?"

5- "En bref la porte ouverte à tous les abus, la fin de l'état de droit et la fin de ce qui nous restait de démocratie. Sous couvert de lutte contre ... et tout en vendant des armes et en faisant des courbettes aux pays qui entretiennent, aident et financent l'Etat islamique..."

L'hommage des sionistes néolibéraux à Charlie est dans l'ordre des choses.

- Charlie continue d'emmerder le monde: respect! - Slate.fr

Tirez la chasse !

Haut de page

Le 7 janvier 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*.

On a modifié la présentation des causeries de 2012 et 2013 réunies respectivement dans un seul fichier. La causerie et les infos en bref de 2015 sont disponibles dans un seul fichier également, 2184 pages. Les causeries et infos en bref des 5 dernières années représentent plus de 10.000 pages (écran), pour un seul militant c'est pas mal, au moins on ne pourra pas dire plus tard : Je ne savais pas !

Préparez les ballons, les sifflets et les merguez pour la prochaine journée d'action, ce sera le 26 janvier...

On évoque souvent la schizophrénie et la paranoïa, des psychoses auxquelles ils vouent le peuple en le soumettant à une menace permanente, invisible. Il faut y ajouter les différents types de névroses (hystérie, nervosisme, neurasthénie, obsession, phobie, psychasthénie, l'hyperémotivité, l'angoisse, l'hypocondrie, etc.) qui reposent essentiellement sur un mécanisme inconscient consistant à amplifier la menace réelle ou fictive de certains facteurs extérieurs ou à leur accorder une importance démesurée, de sorte qu'une fois intériorisés on les alimente en permanence ou ils se nourrissent eux-mêmes selon un mode répétitif qui lui donne un caractère obsessionnel.

Cette tendance névrotique trouve un terrain favorable dans les événements éprouvants qui nous sont imposés et qui tendent invariablement à se répéter, tandis que la situation apparait figée, inextricable, sans issue, sans espoir, conduisant à affaiblir la volonté, à la passivité ou à se résoudre à faire avec en renonçant à imaginer qu'on pourrait agir dessus pour en changer l'orientation.

Qu'on s'invente une réalité qui n'existe pas ou qu'on parvienne à se convaincre qu'elle serait le produit de la fatalité, dans les deux cas c'est à en devenir fou, c'est le but.

Autre chose très vite.

Hollande veut réviser la Constitution de la Ve République pour renforcer son contenu antidémocratique ou dictatorial, afin que les représentants du régime disposent de moyens coercisifs ou de police supplémentaires pour appliquer leur programme antisocial correspondant aux besoins de l'oligarchie financière, mettant en lumière son contenu de classe qui n'a rien à voir avec les intérêts de la majorité de la population, justifiant ainsi le mot d'ordre d'abolition de cette Constitution et des institutions de la Ve République.

Qui entretient le mythe ou participe encore à l'imposture criminelle consistant à présenter le PS de gauche ?

Ils sont nombreux, toujours les mêmes crapules, tous à des degrés divers avec ou sans guillemets comme dans le dernier numéro (383) d'Informations ouvrières où on peut lire en page 2 "*A gauche, le PS se déchire comme rarement*". Et dans plusieurs articles ils ont tenu à distinguer le gouvernement de la droite, à croire que le gouvernement ne serait pas de droite !

Qu'il ne soit pas suffisamment à droite pour la droite officielle, l'extrême droite ou pour le Medef, cela va de soi, mais c'est une autre question. Car même lorsque la droite officielle est au pouvoir, il s'en trouve toujours dans ses rangs pour estimer que leurs représentants ne vont pas assez loin dans leurs attaques contre les travailleurs.

- "*A gauche, le PS se déchire comme rarement*", et vous savez pourquoi ? Ce serait à cause du "*projet de déchéance de nationalité pour les binationaux qui provoque la crise.*". Mais encore ? "... en réalité, cette décomposition accélérée s'inscrit dans la crise des institutions de la Ve République et dans la crise de l'Union européenne menacée aujourd'hui de désintégration pure et simple.".

Donc en résumé cette "crise" d'urticaire qui agite le PS n'aurait rien à voir avec la contradiction qui existe entre ce qu'il est réellement ou tel qu'il apparaît, son étiquette usurpée de gauche ou la manière dont il se présente à la population pour mieux la tromper, entre ce qu'il prétend être et ses réelles intentions ou encore, avec sa véritable nature que met en lumière la politique réactionnaire que le gouvernement applique, cela n'a rien à voir non plus avec l'image avantageuse que ses dirigeants se sont employés à forger d'eux-mêmes à grand peine et sa composition d'affairistes ou d'escrocs professionnels, de fossoyeurs du socialisme, de faussaires à l'ambition dévorante, autrement dit la "crise" que traverserait le PS serait uniquement le produit de facteurs extérieurs à ce parti, histoire de dire qu'il ne faut surtout pas y toucher, s'y intéresser de trop près, ne pas se pencher sur ce qui s'y passe, bref, sur ce qu'il est, il est urgent de le ménager (ainsi que le régime) ou de faire vivre l'illusion qu'il serait de gauche.

Aucun dirigeant, cadre ou militant du PS ne pourra se soustraire à l'accusation d'appartenir à un parti de droite qui partage les idées nauséabondes de LR et du FN, et ce n'est pas le POI qui leur sauvera la mise. Cet épisode est à ajouter au passé immonde du PS avec lequel la bonne conscience de ses dirigeants, cadres ou militants s'accommodent très bien habituellement, au POI également.

Couvrir et justifier la dernière imposture du tandem Hollande-Valls est assurément un exercice périlleux qui met à mal les apparences des uns et des autres qu'ils ont tant de mal à soigner ou sauvegarder pour continuer d'exister. Les relents de contestation stériles qui secouent le PS, expriment l'incompatibilité qui existe entre les besoins du régime qui exigent que chacun de ses membres s'y soumette comme un seul homme, quite à devoir sacrifier ses intérêts individuels, ce que certains renâclent à accepter, voià tout.

Les membres du PS se foutent éperdument du projet de déchéance de nationalité avancé par le gouvernement, comme ils se foutent du chômage de masse, de la précarité ou de la pauvreté qui frappent des pans entiers de la classe ouvrière ou encore de la guerre contre la Syrie, etc. faire croire le contraire c'est leur accorder un statut qu'ils ne méritent pas, et répétons-le encore une fois, entretenir l'illusion dévastatrice que ce parti serait de gauche et donc fréquentable. En somme, cela revient à le soutenir l'air de rien sans prendre de trop grands risques, puisque la plupart des militants ne s'en apercevront même pas, ils ont bien marché dans la combine pendant plus d'un demi-siècle !

ACTUALITE EN TITRES

Réaction. Déchéance en famille.

- Déchéance : Sarkozy célèbre une «victoire» idéologique - Liberation.fr

- Hortefeux: les députés Les Républicains voteront "très majoritairement" pour la déchéance de la nationalité - AFP

- Lagarde (UDI) favorable à la déchéance pour tous "binationaux ou mononationaux" - AFP

- Larcher (LR) votera pour la déchéance mais "pas favorable" à son extension - AFP

Coup d'Etat permanent.

- Nouveau projet de loi antiterroriste: le gouvernement compte recourir aux ordonnances - AFP

Le gouvernement compte avoir recours aux ordonnances pour adopter une partie des mesures liées au nouveau projet de loi antiterroriste. AFP 06.01

Le gouvernement de l'oligarchie.

- Valls au forum de Davos, une première pour un Premier ministre socialiste - AFP

- Pour Macron, Uber donne aux jeunes un "accès à l'activité économique" - AFP

Vive l'opposition de droite !

- Cosse (EELV): "L'opposition de gauche est une impasse" - AFP

Vous avez raison, restez à droite et laissez-nous l'Opposition de gauche qui vous sera toujours étrangère.

Toujours plus à droite.

- Besset, cofondateur d'EELV, claque la porte du parti écologiste - AFP

Jean-Paul Besset, ancien député européen et cofondateur d'Europe Ecologie-Les Verts, claque la porte du parti écologiste, en évoquant un "devoir de retrait" d'un parti selon lui en proie à une "marginalisation groupusculaire", des "discours doctrinaires", des "caprices de star" et des "stratégies tordues".

Dans une longue tribune publiée dans Libération, ce proche de Nicolas Hulot retrace l'histoire de ce parti créé fin 2010 après le succès de l'alliance entre Les Verts et Europe Ecologie aux européennes de 2009 puis aux régionales de 2010, création à laquelle il avait participé au côté de Daniel Cohn-Bendit.

"A cette époque, les lignes avaient bougé au sein de la conscience collective", rappelle M. Besset, évoquant une "dynamique inattendue", une "maturation culturelle et sociale autour de l'impératif écologique", avec notamment le pacte écologique de Nicolas Hulot et le Grenelle de l'environnement.

"Las!", poursuit-il, "les figures imposées d'un parti dont la culture militante rangea vite ce qui le distinguait - l'écologisme - au rang d'accessoire eurent tôt fait de reprendre le dessus". "A peine né, le parti de l'écologie politique redevint Les Verts et se referma sur le pré carré des affrontements binaires, surjouant les réflexes d'appartenance à un camp plutôt que le dépassement et la convergence vers les nouveaux enjeux de l'intérêt général", analyse-t-il.

Pour lui, EELV s'est "inféodé à un "ancrage à gauche" nostalgique, se déchirant ad nauseam entre gauche vociférante ou gauche agonisante", dans une allusion au débat qui a agité le parti l'été dernier entre défenseurs d'un rapprochement avec le Front de gauche et partisans d'un retour dans le gouvernement de Manuel Valls. AFP 06.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Washington envisage la démission d'Assad pour mars 2017 - sputniknews.com

La Maison Blanche présume que Bachar el-Assad restera chef de l'Etat syrien jusqu'en mars 2017, rapporte l'agence de

presse américaine Associated Press (AP).

Dans le meilleur des cas, pour les Etats-Unis, le président syrien Bachar el-Assad démissionnera en mars 2017, soit deux mois après l'arrivée en fonction d'un nouveau président américain, indique l'AP faisant référence à un document pour usage interne obtenu par l'agence.

Le document, préparé pour des responsables américains dans le cadre de la crise syrienne, fixe la date du départ d'el-Assad quelque part en mars 2017 tout comme celle de son "cercle intérieur". Cette période marquerait la cinquième année où Barack Obama exige publiquement la démission de M.Assad.

Ce soi-disant calendrier est basé sur le plan de paix en Syrie approuvé par le Conseil de sécurité de l'Onu en décembre dernier. Le plan de paix prévoit notamment un gouvernement de transition dans les six mois, ainsi que des élections parlementaires et présidentielles dans les 18 mois, sous le contrôle de l'Onu et conformément à la nouvelle Constitution syrienne.

Selon le document américain obtenu par l'AP, le processus politique en Syrie sera lancé en février prochain et prévoit la création d'un gouvernement de transition en avril, la dissolution parlementaire en mai et une amnistie partielle de certains responsables ainsi que des chefs de l'opposition modérée.

Le document prévoit également que le Conseil de sécurité de l'Onu reconnaîtra le gouvernement de transition et indiquera les étapes ultérieures en incluant des reformes politiques, la convocation d'un parlement intérimaire ainsi que la création d'une nouvelle constitution syrienne dont le texte sera soumis au référendum en janvier 2017.

L'Iran et la Russie, qui soutiennent Bachar el-Assad, soulignent que c'est le peuple syrien qui doit décider du sort du pays. La stratégie de la Maison Blanche avait auparavant visé le changement du régime en Syrie, mais Washington a récemment fait de la lutte contre Daech son objectif principal dans le contexte de la crise syrienne. sputniknews.com 06.01

2- Yémen

- L'armée yéménite contre les mercenaires saoudiens - sahartv.ir

« Nombre de forces d'occupation saoudienne ont été blessés ou tués lors des plus récentes opérations des forces yéménites contre les mercenaires saoudiens.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont repoussé, ce mercredi, les tentatives des mercenaires du régime des Al-e Saoud pour progresser au point de passage d'al-Toul, dans la province de Jizan, en Arabie.

Lors de cette attaque nombre de militaires et mercenaires saoudiens ont été tués ou blessés.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont pris le contrôle de quelques positions des mercenaires saoudiens, dans la province de Lahadj, dans le Sud du Yémen.

Les mercenaires saoudiens et les terroristes d'Al-Qaïda utilisaient ces positons pour attaquer les différents endroits dont la province de Taëz, dans le Sud du Yémen.

De même ces forces ont avancé vers la base militaire de Labousah et la base aérienne d'al-Aabd, dans la province de Lahadj.

Selon ce rapport, les localités d'al-Wazaaya et d'al-Charidja, dans le Sid de la province de Lahadj ont été nettoyées de la présence des terroristes et les équipements et les armes lourdes des agresseurs dans la localité d'al-Jawaf, dans la province de Maarib, dans le centre du Yémen ont été anéantis.

D'autre part, les avions de combat saoudiens ont bombardé les quartiers résidentiels, dans la localité de Saqin, dans la province de Saada, dans le Nord, tuant et blessant nombre de civils.

Le centre de la production de distribution de bombe de gaz domestique, le centre de la distribution de pétrole et les installations de la Compagnie de développements du forage de puits de pétrole dans la localité de Assr, dans l'Ouest de Sanaa, la capitale yéménite ont été pris pour cible par les avions de combat saoudiens. sahartv.ir 06.01

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Palestine occupée

- Tsahal empoisonne des terres agricoles à Gaza - sputniknews.com

L'Armée de défense d'Israël a empoisonné 150 hectares de terres agricoles dans la bande de Gaza en affirmant assurer la sécurité dans la région.

Le Tsahal indique avoir dispersé des pesticides sur les champs en vue de prévenir le placement d'engins explosifs dans la zone autour de la barrière de séparation entre la bande de Gaza et le territoire israélien.

"Au cours de ces dernières semaines, plusieurs engins explosifs ont été découverts à côté de la barrière (…). Le spray utilisé n'est pas dangereux pour l'environnement", a expliqué Tsahal dans un message.

Dans le même temps, les militants des droits de l'homme du groupe israélien Gisha ont dénoncé ces démarches de l'armée qui exposent selon eux les habitants locaux à un "danger mortel".

"Arroser les champs de pesticides qui détruisent les récoltes est comparable à ouvrir le feu sur des gens indépendamment de leur sexe ou leur âge", estiment les membres de Gisha.

Les fermiers palestiniens déplorent eux aussi l'emploi de pesticides par Tsahal et affirment avoir dû détruire l'ensemble de leur production agricole. sputniknews.com 06.01

ECONOMIE

Ukraine

- Ukraine: l'inflation supérieure à 43% en 2015 - sputniknews.com

Le taux d'inflation en Ukraine s'est établi à 43,3% à l'issue de l'année 2015, selon les statistiques officielles.

D'après le Service d'Etat ukrainien des statistiques, parmi les marchandises dont les prix ont grimpé le plus en 2015 figurent le gaz naturel (370%), l'eau chaude et le chauffage (78,4%), l'électricité (66,9%), les légumes (66,7%), l'huile végétale et les œufs (59,4%) ainsi que les boissons non-alcoolisés (57,8%).

La crise sociopolitique qui se poursuit en Ukraine affecte le budget national et l'ensemble de l'économie ukrainienne. En janvier 2015, selon les données du ministère des Finances, le salaire mensuel moyen dans le pays se situait à près de 160 dollars américains. Il s'agit de l'un des indices les plus bas enregistrés actuellement en Europe.

En 2015, la population ukrainienne a diminué de 164.000 personnes. Dans les six premiers mois de 2015, le chiffre d'affaires du commerce de détail en Ukraine a chuté de 24% en raison notamment de la baisse des revenus de la population due aux taux élevés d'inflation. Au cours de la même période, le PIB national a baissé de 16,3%.

Dans les six derniers mois de l'année 2015, l'économie ukrainienne s'est contractée de 15%. sputniknews.com 06.01

Haut de page

Le 12 janvier 2016

CAUSERIE

Cette rubrique ne sera plus actualisée, sauf en cas d'évènements exceptionnels ou lorsqu'on le jugera nécessaire. Les autres rubriques dont *Articles d'actualité* continueront d'être actualisées.

Haut de page

Le 18 janvier 2016

CAUSERIE

Quel bonheur de ne plus passer que 2 à 3 heures en moyenne par jour devant l'écran au lieu de 10 ou 12 depuis le 12 janvier ! J'ai changé la photo de l'animateur de ce portail qui date d'hier, l'ancienne datait d'un an environ, je l'avais prise peu de temps après avoir changé de compagne, admirez la différence, on dirait qu'il a rajeuni !

Cherchez l'erreur.

L'article *Qui a organisé les attentats de janvier et novembre 2015 à Paris ?* rappelle à ceux qui l'avaient oublié ou apprend à ceux qui l'igoraient qu'en épousant la raison d'Etat et l'économie de marché ou le capitalisme, en se fondant dans les institutions de la Ve République, le PS avait non seulement rompu avec son origine socialiste il y a un siècle, pire si l'on peut dire, il devait être lié à l'extrême droite ou au FN au moins depuis le milieu des années 80...

Ces faits d'une gravité exceptionnelle étaient parfaitement connus des dirigeants de l'OCI (POI), de la LCR (NPA) et de LO, ne parlons pas de ceux du PCF... qui feront en sorte de les escamoter, de les ignorer, de ne pas en tenir compte lorsqu'ils soutiendront ce parti de la réaction ou ses candidats lors de chaque élection pendant de nombreuses décennies jusqu'à nos jours, continuant malgré tout de cautionner la mystification criminelle consistant à le présenter comme un parti de gauche.

Quand on a ces faits à l'esprit, notamment, on ne s'étonnera pas que le gouvernement Hollande-Valls en soit arrivé à soutenir le régime néonazi de Kiev ou à envoyer en prison des ouvriers syndicalistes de Goodyear ou encore, pourquoi nous n'avons jamais pu construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut de nos jours avec de tels dirigeants (POI, POID, NPA, LO).

Les mêmes dirigeants de ces partis qui pendant des décennies se sont employés à nier de fait la véritable nature réactionnaire du PS appellent à se mobiliser contre l'état d'urgence instauré par ce parti actuellement au pouvoir.

Les mêmes dirigeants de la CGT qui avaient appelé à voter Hollande en 2012, appellent maintenant les travailleurs et les syndiqués à se mobiliser contre le gouvernement qu'ils accusent d'appliquer une "justice de classe" (communiqué du syndicat national des journalistes CGT du 14 janvier 2015) contre ces ouvriers de Goodyear.

On peut guère imaginer pire inconsistance, incohérence, mystification, imposture.

Voilà sciemment à quel jeu sordide ils jouent, et ensuite à les entendre ils ne seraient pas responsables de la situation actuelle !

Quel militant ouvrier peut accepter plus longtemps d'être ainsi manipulé pour le compte du régime en place ?

Si vous vous demandiez comment la réaction pouvait se livrer ainsi au procès du mouvement ouvrier, il ne faut pas chercher plus loin ou ailleurs, ces partis et ces dirigeants syndicaux en menant en permanence un double jeu lui laissent le champ libre pour le réprimer, sachant qu'elle n'avait rien à craindre de ces agents qui l'ont servie si docilement pendant des décennies, discrédités parmi les travailleurs.

Les militants sont condamnés à aller de désillusions en désillusions, car jamais ces partis (ou les groupes de militants qui en sont issus) ne constitueront les fondements d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, jamais.

Dans ces conditions à quoi bon perdre son temps à en dire davantage, cela servirait à quoi, à strictement rien sauf à m'user inutilement la santé.

Ce portail avait au moins le mérite, si je peux me permettre, de constituer une sorte d'antidote quotidienne à l'idéologie de la classe dominante, il était sans équivalent à ma connaissance, les portails de tous les partis sont médiocres, ils ignorent que des millions de travailleurs se connectent quotidiennement sur le Net à la recherche d'informations et d'analyses, ils s'en foutent en réalité... Apparemment les militants qui se connectaient à ce portail estiment qu'ils sont vaccinés, qu'ils me permettent d'en douter fortement, car dans le cas contraire ils auraient eu une toute autre attitude. Soit.

En attendant des jours meilleurs, on actualisera la rubrique *Articles d'actualité* deux fois par mois, cela sera largement suffisant.

Haut de page

Le 23 janvier 2016

CAUSERIE

On a ajouté quelques articles à la rubrique *Articles d'actualité*, plus un bref commentaire à la suite d'un article.

Laissons les uns et les autres mariner dans leur jus, n'en attendez rien, sauf à croire au miracle.

Que faire ? de Lénine (1902)

- "*Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc (1). Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois.*"

La note 1 précisait : "*Le trade-unionisme n'exclut pas le moins du monde toute "politique, comme on le pense parfois. Les trade-unions ont toujours mené une certaine agitation et une certaine lutte politiques (mais non social-démocrates)...*", on dirait aujourd'hui non communistes ou non socialistes.

Nous sommes donc en quête d'un ou de plusieurs intellectuels bourgeois pour reprendre le flambeau du marxisme, du socialisme. N'étant personnellement ni l'un ni l'autre, il ne nous est jamais venu à l'esprit de nous substituer à cet intellectuel bourgeois, nous avions émis l'idée qu'un collectif de cadres ou de dirigeants pourraient remplir cette fonction, mais hélas elle n'a pas été reprise ! Pourquoi ? Pour des motifs divers, tous individuels : manque d'audace, de courage ou de volonté, de détermination, de discernement, etc. au détriment de la cause pour laquelle ils étaient censés combattre et qui visiblement passe pour eux au second plan, dont acte.

On a déblayé le terrain, soyons patient, le XXIe siècle de l'ère vulgaire vient tout juste de commencer. Avec toutes les questions que nous avons traitées au cours des dernières années dans nos causeries, en attendant les militants sont armés pour continuer le combat sans avoir à se vautrer dans l'opportunisme ou l'aventurisme qui caractérise tous les partis.

Je suis épuisé physiquement, pris de vertiges quotidiennement, saturé intellectuellement, j'en ai franchement marre de lire des tas d'articles inutiles ou un tas de conneries pour faire bref, j'ai fourni un effort colossale et j'en paie le prix fort maintenant, seulement penser me fatigue, ce qui ne veut pas dire que je serais paumé, déçu, démoralisé ou je ne sais quoi encore, bien au contraire, personnellement j'ai un mode de vie équilibré, satisfaisant à bien des égards, à condition de s'en tenir à ce que raisonnablement je peux espérer de ma situation et pas davantage.

Dans la vie généralement, on va par ignorance de désillusions en désillusions, et être lucide ou avoir acquis un certain niveau de conscience n'est pas la panacée ou de tout repos dans le monde dans lequel nous vivons. Le plus difficile à supporter, c'est la multitude d'adversaires ou d'ennemis qu'on peut se faire en disant simplement ce qu'on pense, cette forme cruelle d'injustice dont on est victime et qu'on doit assumer.

Mais bon, c'est un choix et je n'ai nullement l'intention de renier pour plaire à quiconque, y compris mes proches. Et si le fait d'avoir une personnalité ou ses propres idées vous vaut l'excommunication, je n'y peux rien. Les gens habituellement vous jugent non pas sur ce que vous êtes vraiment ou ce que vous faites dans la vie, la manière dont vous vous comportez avec eux ou en général, mais sur l'idée qu'ils se font de vous à travers les leurs qui sont différentes des vôtres sans s'en apercevoir.

Ainsi quand ils vous sanctionnent pour une raison ou une autre, c'est davantage sur eux qu'ils portent un misérable jugement ou font preuve d'intolérance, alors que cela n'a jamais été mon cas. Je crois avoir tout de même acquis l'intelligence de ne pas tomber dans ce travers détestable qui consiste à juger les autres sans tenir compte de leurs conditions d'existence qui sont forcément différentes des miennes. J'en veux pour preuve le fait que je vis avec une femme indienne analphabète, profondément arriérée, ignorante ou inconsciente de tout ou presque, au-delà de ce que la plupart d'entre vous peuvent imaginer, j'arrive encore à en être surpris moi-même c'est pour dire, et bien pour autant nous arrivons à nous comprendre et nos relations sont aussi satisfaisantes que possibles, ce qui ne serait pas le cas si je ne tenais pas compte qu'elle a toutes les difficultés du monde à s'adapter au monde dans lequel elle vit et qui s'est transformé ici (en Inde) à une vitesse fulgurante au cours des dernières décennies. Vous êtes témoin une nouvelle fois que lorsque j'avance quelque chose, je l'étaie avec des faits matériels ou concrets..

Il y en a qui arrive à se raconter des histoires et à se convaincre de n'importe quoi, à vivre en permanence dans l'hypocrisie ou à pratiquer la démagogie, à vivre dans un monde qu'ils se dont fabriqués ou qui n'existe que dans leur cerveau, je crois bien que j'en serai toujours incapable. L'essentiel, c'est de progresser, qui plus est dans un monde rétrograde, qui régresse profondément, si on ne veut pas être emporté dans son sillage.

C'est une question d'idéal, on vise la perfection en toute chose, parfois en partant de très très loin, alors quand on se sait plutôt faible et fragile, on aura le choix entre le rester ou essayer de s'élever un peu au-dessus de la médiocrité ambiante dans laquelle nos contemporains se débattent ou se résignent à vivre.

Je vous propose une nouvelle formule pour traiter sommairement de l'actualité qui vaut ce qu'elle vaut. L'exercice consiste à relier la plupart des infos entre elles ou à la stratégie politique de l'oligarchie financière.

ACTUALITE EN TITRES DU 13 AU 23 JANVIER

ECONOMIE

En famille à Davos.

- Valls et Macron à Davos: une même mission, deux axes de communication - L'Express.fr

Plus riches, plus puissants.

- Les 62 personnes les plus riches du monde ont autant d'argent que les 3,5 milliards d'humains les plus pauvres - 20minutes.fr

- La rémunération du patron de JPMorgan s'envole de 35 % à 27 millions de dollars - LeMonde.fr

- La rémunération du patron de Goldman Sachs baisse pour la première fois depuis 4 ans et passe à 23 millions de dollars - LeMonde.fr

Et pendant ce temps-là les affaires continuent...

- Pop Milano et Banca Popolare discutent d'une fusion-sources - Reuters

- Sunpartner Technologies reprend une partie de l'activité de Nexcis - La Tribune

- Le promoteur immobilier Kaufman & Broad rachète Serge Mas Promotion - La Tribune

- Le groupe RG rachète le distributeur italien A+A Monferrato - La Tribune

- Deuxième journée du salon de Detroit: les challengers du luxe et des 4x4 en vedette - AFP

- Record de ventes pour Lamborghini en 2015 - AFP

- Le chinois Cosco, seul candidat au rachat du port du Pirée - Reuters

Ca va, ça vient...

- Etats-Unis/Immobilier: Goldman Sachs solde des poursuites pour 5,06 milliards de dollars - AFP

- Le fisc français découvre 38 000 comptes cachés en Suisse, pour un manque à gagner de 12 milliards d'euros - Francetv info

- Le crédit d'impôt (CICE) aurait porté sur plus de 27 milliards - Reuters

- La croissance chinoise au plus bas depuis 25 ans - La Tribune

- Les revenus du pétrole et du gaz de l'Algérie ont chuté de 41% - Reuters

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

En voilà un cas de conscience...

- Vague de froid: Comment bien protéger ses animaux de compagnie - 20minutes.fr

- Paris: mort d'un sans-abri, symbole du manque de places d'hébergement d'urgence - AFP

Et peu importe pourquoi ce pauvre type qui aurait pu être vous ou moi s'est retrouvé clochard, franchement qui se pose encore cette question ?

Antisocial et nouvelles grosses charrettes...

- Amiens : neuf mois de prison ferme pour huit anciens salariés de Goodyear - Francetv info

- «Chemise arrachée» à Air France: Le délégué CGT «regrette» son geste - 20minutes.fr

- McDonald's: appel à la "mobilisation mondiale" de syndicats français et américains - AFP

- Facture sociale à EDF : 3 500 postes supprimés et beaucoup d'inquiétudes - Liberation.fr

- General Electric va supprimer 6 500 emplois en Europe - Francetv info

- General Electric : suppression de 831 postes en France - Francetv info

- Vallourec va revoir son plan de restructuration en Europe, les syndicats inquiets - AFP

- Tata Steel supprimerait 1.050 emplois au Royaume-Uni - Reuters

Que vous travaillez ou non, vous coûterez toujours trop cher pour eux...

- Travailler plus pour économiser 500 millions d'euros, c'est ce que préconise un rapport sénatorial - Public Sénat

- Travailler 37 heures sans compensation ferait baisser le coût du travail de 3% - AFP

- Sombres perspectives pour l'emploi dans le monde, selon l'OIT - AFP

- 200 millions de chômeurs dans le monde en 2016 - LeMonde.fr

- La durée des indemnités chômage dans le collimateur - Public Sénat

- Le régime chômage français est-il trop généreux ? - Francetv info

- La Cour des comptes suggère de baisser les allocations chômage - Francetv info

- Assurance chômage : «S'il n'y a pas d'accord entre partenaires sociaux, nous prendrons un décret» prévient El Khomri - Public Sénat

Parce que ces salopards de dirigeants syndicaux continuent malgré tout quotidiennement de discuter avec le gouvernement et le patronat, notez bien, sans que cela ne change quoi que soit à l'attitude des dirigeants des partis ouvriers à leur égard, déduisez-en ce que vous voudrez...

- Syndicats et patronat unis autour d'un nouveau certificat - Reuters

- Pour Jean-Marie Le Guen, il y a trop de syndicats en France - L'Express.fr

- Un syndicat d'avocats juge "dangereuse" la réforme du Code du travail - AFP

- Droit de grève: réintégration de 11 employés de Sodexo licenciés pour abandon de poste - AFP

- Air France : la compagnie aérienne, désavouée par l'inspection du travail - Francetv info

- Renault: le numéro un de la CFDT tacle la communication "pas pertinente" de la CGT - AFP

- Travail dominical : les syndicats exaspèrent le gouvernement - Francetv info

- Travail dominical à la Fnac : trois syndicats majoritaires mettent leur veto - Francetv info

Franchement, vaut mieux être banquier ou trader.

- Les banquiers et traders de JPMorgan désormais libres le week-end - AFP

Il faut bien que les couches et les classes moyennes aient encore une raison de soutenir le régime en place...

- Seul un quart des logements HLM est destiné aux ménages les plus modestes - La Tribune

Chut, les fonctionnaires, les profs en profitent tous, l'aristocratie ouvrière ou les couches moyennes dans une moindre mesure...

Quelle source d'espoir quand même le capitalisme...

- Démographie : première baisse de l'espérance de vie en France depuis 1969 - Francetv info

Les négriers (et leurs serviteurs) sont au pouvoir...

- Les 35 heures sont-elles en péril ? - Francetv info

- Croissance: les sénateurs LR veulent revenir sur les 35 heures et réécrire le code du travail - AFP

- À Davos, Emmanuel Macron revient sur les 35 heures - Francetv info

- Le projet de réforme du temps de travail signe la fin "de facto" des 35 heures, selon Macron - Francetv info

Ils ont dû se donner le mot...

- Berger (CFDT) attend du président un "modèle économique" et "social" - AFP

- FN: Aliot attend un "changement important" sur l'économie - AFP

POLITIQUE

Etat policier permanent...

- Cazeneuve: des forces d'intervention rapide à 20 minutes maximum partout en France - AFP

- François Hollande veut faire passer le nombre des réservistes de 28.000 à 40.000 - La Tribune

- François Hollande annonce la création de 2 300 postes dans l'armée pour 2016 - Francetv info

- Sécurité: 9.000 emplois de policiers et gendarmes "recréés", selon Cazeneuve - AFP

- Vers des compensations pour des militaires sous pression - Reuters

- Paris : Ile-de-France: Contre le saute-mouton, la SNCF assermente ses agents de gare - 20minutes.fr

En Pologne ou ailleurs, mais pas en France...

- Pologne : comment faire respecter l'Etat de droit dans l'UE ? - LeMonde.fr

- Le gouvernement présentera, le 3 février, un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois - Francetv info

Tir à vue... dans un Etat dit de droit (pour ceux qui détiennent le pouvoir de préférence)...

- Bobigny : le policier qui avait tué un prisonnier en cavale d'une balle dans le dos a été acquitté - Francetv info

- Le policier acquitté du meurtre d'un braqueur d'une balle dans le dos sera rejugé - AFP

- Etats-Unis : un policier tire sur Leon Ford, noir et non armé - Francetv info

A la bonne heure !

- Terrorisme : le nombre de procédures a "plus que doublé" en un an - Francetv info

- Il préparait un attentat? Non, il allait chez sa mère: son assignation à résidence annulée - AFP

- Les actes antimusulmans ont triplé en 2015 en France - Francetv info

- Des portiques de sécurité dans les lycées en Auvergne - Rhône-Alpes - LeMonde.fr

- Royaume-Uni: A 10 ans, il est soupçonné de terrorisme à cause d'une faute d'anglais - 20minutes.fr

Des banquiers mafieux manipulateurs...

- Kerviel : comment la Société générale a "aidé" à rédiger le rapport d'enquête - Francetv info

- Affaire Kerviel : une magistrate juge que l'enquête a été "manipulée" par la Société générale - Francetv info

- Affaire Kerviel: Pas de décision sur un nouveau procès avant mars - 20minutes.fr

- J'ai honte pour la justice", lance Jérôme Kerviel après avoir demandé une révision de son procès - Francetv info

- Jérôme Kerviel, gagnant à tous les coups - LeMonde.fr

Le lobby sioniste a pris le pouvoir en France...

- Valls envisage des mesures contre les manifestations pro-boycott de produits israéliens - LeMonde.fr

- Kippa: Hollande juge "insupportable" que des citoyens français doivent "se cacher" - AFP

- Le Guen "bouleversé" par l'invitation faite aux juifs de ne plus porter la kippa - AFP

- Claude Goasguen : «Nous ne sommes pas juifs mais nous portons la kippa» - AFP

- « Touche pas à ma kippa » l'appel de Joël Mergui aux parlementaires - Public Sénat

- Des kippas sur la tête à l'Assemblée «par solidarité» - Liberation.fr

- Pour Christian Estrosi, il y a une différence entre kippa et voile - Le Huffington Post

- Serge Klarsfeld : « Malheureusement, Hitler est publié depuis longtemps dans le monde arabe » - Public Sénat

- Cazeneuve garantit aux juifs de France qu'ils resteront protégés Reuters

- Antisémitisme : l'inquiétante menace du terrorisme islamiste - Francetv info

- Antisémitisme : la haine des juifs a été scandée dans les rues de Paris - Francetv info

Enfin une bonne nouvelle...

- Les actes antimusulmans «ont triplé» en 2015, selon Cazeneuve - 20minutes.fr

Vous dégoûter de la politique, c'est leur objectif...

- Société : les Français sont las et n'ont plus confiance en leurs politiques - Francetv info

- Sondage: les Français las, moroses et demandeurs d'autorité - AFP

- "Vous ne comprenez rien, ni à la France ni à la gauche", lance Manuel Valls à Noël Mamère - Francetv info

OTAN que la Turquie serve à quelque chose...

- Migrants : que fait la Turquie ? - Francetv info

- Angela Merkel demande à la Turquie de retenir les migrants - Francetv info

- La crise migratoire fait imploser l'espace Schengen - LeFigaro.fr

Cela valait bien un prix, le prix Erdogan...

- Le prix Simone de Beauvoir remis à Giusi Nicolini, la maire de Lampedusa Liberation.fr

Comment ils ont déjà bouclé 2017...

Cette mascarade dure depuis 1962 (depuis que le régime existe en fait), on le dit en passant pour tous ceux qui y ont participé et l'ignoreraient encore...

- Alain Juppé et Emmanuel Macron plébiscités pour 2017 - Reuters

- Présidentielle : Juppé et Macron chouchous des Français - LeParisien.fr

- Présidentielle de 2017: les Français plébiscitent Macron et Juppé - L'Express.fr

- Présidentielle 2017: Les Français préfèrent Alain Juppé et Emmanuel Macron - 20minutes.fr

- Sondage : Emmanuel Macron préféré à Manuel Valls ou François Hollande pour 2017 - LeMonde.fr

- Macron préféré à Hollande et Valls, Juppé archi-favori pour 2017 - Le Huffington Post

- Présidentielle 2017: 80% des Français ne souhaitent pas que Sarkozy se présente - AFP

- Alain Juppé ferait gagner la droite à la présidentielle 2017, Emmanuel Macron la gauche - Francetv info

- Juppé et Valls meilleurs candidats pour la présidentielle de 2017 - AFP

- Déchéance de nationalité: Le Roux (PS) espère une "rédaction consensuelle" - AFP

- Etat d'urgence: une prolongation "de quelques mois" serait "utile et légitime", estime Schwartzenberg (PRG) - AFP

Primaire chez les primates...

- Politique : des primaires auront-elles lieu à gauche ? - Francetv info

- Primaire à gauche : think tank et politologues relèvent les limites de l'exercice - LeMonde.fr

- 78% de sympathisants de gauche favorables à une primaire - Reuters

- Pour Manuel Valls, François Hollande est le «candidat naturel» en 2017 - Liberation.fr

- Pour le PS, la candidature de Hollande en 2017 n'est plus liée à la baisse du chômage - LeParisien.fr

- Hollande pourrait être prêt à une primaire de toute la gauche sous conditions, selon Dray - AFP

- Présidentielle 2017: François Hollande «ne peut pas» être le candidat de la gauche pour Cécile Duflot et Pierre Laurent - 20minutes.fr

- Primaire à gauche: Mélenchon dénonce le "hold-up électoral" de Cambadélis - AFP

Crises politiques.

- Une majorité d'Espagnols pour un gouvernement de coalition - Reuters

- Espagne : faute de soutien au congrés des députés, Mariano Rajoy renonce pour l'instant à former un gouvernement - Francetv info

- La Moldavie s'enfonce dans une crise politique semblant sans issue - AFP

Bienvenue chez les démocrates adulés des chefs d'Etat occidentaux..

- Au Qatar, Blanche-Neige est jugée trop indécente pour les écoliers - Francetv info

- Un religieux saoudien lance une fatwa sur les échecs - LeFigaro.fr

- Turquie : le pouvoir déclare la guerre aux signataires d'une pétition pour la paix - AFP

- En Turquie, le régime arrête des universitaires signataires d'une pétition - Liberation.fr

- Turquie : une femme condamnée à onze mois de prison pour un geste obscène à Erdogan - LeMonde.fr

Intox et populisme. Alors que l'émission était enregistrée...

- «On n'est pas couché» : Valls fait la leçon chez Ruquier - LeParisien.fr

- Manuel Valls à « On n'est pas couché » : quand les politiques font le pari de l'infotainment - LeMonde.fr

- Manuel Valls invité d'"On n'est pas couché" : un débat risqué ou un coup de com' assuré ? - Francetv info

- "On n'est pas couché" : Valls s'emporte contre un invité - LePoint.fr

- Échange tendu entre Manuel Valls et Jérémy Ferrari dans ONPC - Le Huffington Post

Plus que trois décennies à attendre...

- La lutte contre l'EI est sur la bonne voie, estime John Kerry - Reuters

- Syrie et Irak: l'EI devrait être "très sérieusement atteint" d'ici fin 2016 - AFP

- François Hollande place l'armée sur tous les fronts contre Daech - LeFigaro.fr

- Hollande promet l'accélération des frappes contre Daech en 2016 - LeFigaro.fr

- Les Occidentaux veulent détruire les centres vitaux de l'EI et appellent Moscou à les suivre - AFP

- L'EI affaibli par la coalition, 22.000 jihadistes tués depuis l'été 2014 - AFP

Intox.

- Les députés votent de nouveaux droits pour les internautes - AFP

- La Commission ouvre une procédure particulière sur la Pologne - Reuters

- Après le Printemps arabe, la transition démocratique difficile pour les Tunisiens - LeFigaro.fr

C'est de la faute d'Assad, de Poutine, du Hezbollah et de l'Iran...

- Syrie : la situation sanitaire est dramatique à Madaya - Francetv info

- Syrie: aide pour Madaya affamée, Ban dénonce le siège comme "crime de guerre" - AFP

- Syrie: les humanitaires au secours des habitants de Madaya, l'ONU veut plus de convois - AFP

Ca trompe énormément...

- Etats-Unis: plusieurs célébrités signent une pétition anti-Trump - AFP

En famille. Un aveu, un lieu, une intention malsaine...

- Manuel Valls estime que l'on a tous un petit côté de droite - L'Express.fr

- "Vous ne comprenez rien, ni à la France ni à la gauche", lance Manuel Valls à Noël Mamère - Francetv info

- Valls ira à Davos, "un endroit où il faut être" - AFP

- Valls veut développer les compétitions de jeux vidéo en France - AFP

Pour qu'il y ait encore plus de psychopathes en France, à son image quoi !

La guerre idéologique a commencé en dessous de la ceinture...

- Pourquoi les lesbiennes sont-elles proportionnellement plus nombreuses à se marier en 2015? - Slate.fr

- Des députés socialistes veulent s'attaquer au sexisme dans les jeux vidéo français - LeMonde.fr

- Derrière le «féminisme» de Marine Le Pen, le vote déterminant des femmes - Slate.fr

- Le féminisme instrumentalisé par le FN - Liberation.fr

Stratégie du chaos et de la guerre à l'infini.

- Burkina Faso: Au moins «une vingtaine de morts» dans une attaque terroriste contre un hôtel et un café à Ouagadougou - 20minutes.fr

- Burundi: nouvelles violences à l'arrivée d'une délégation de l'ONU - AFP

- Yémen: dix morts dans un attentat suicide à Aden - AFP

- Le Pakistan sous le choc après une attaque meurtrière dans une université - AFP

- Kaboul: 7 morts dans un attentat des talibans contre un média afghan - AFP

- Explosion à Istanbul : en France, une cellule de crise a été activée - Francetv info

- La moitié des Centrafricains souffrent de la faim, selon le Pam - Reuters

- Somalie : deux voitures piégées explosent devant un restaurant de la capitale, suivies d'une fusillade nourrie - Francetv info

- Nouvelle attaque de l'EI contre un site pétrolier en Libye - Reuters

- Egypte : six morts dont trois policiers dans l'explosion d'une bombe au Caire - LeMonde.fr

- La Tunisie décrète un couvre-feu face à une contestation inédite depuis 2011 - AFP

- Indonésie : l'Etat islamique frappe le géant musulman - Liberation.fr

- Haïti: incidents en marge d'une manifestation à 5 jours de la présidentielle - AFP

- Cinq morts et deux blessés dans une fusillade dans une école au Canada - 20minutes.fr

Haut de page

Le 27 janvier 2016

CAUSERIE

Signataire de l'appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence, je condamne l'appel en direction de Hollande, auprès duquel les participants du meeting qui s'est tenu 23 janvier 2016 à Paris ont décidé d'envoyer une délégation.

Hollande en soutenant la guerre contre les peuples irakiens et syriens, en intervenant militairement au Mali et en Centrafrique notamment, en entretenant des relations amicales avec les régimes dictatoriaux d'Arabie saoudite, du Qatar, d'Israël et de Turquie, qui recrutent, entraînent, financent, arment, soignent les barbares d'al-Nosra et de l'Emirat islamique, Hollande a plus de sang sur les mains de peuples innocents (dont ceux du Yémen et de la Palestine) que Franco, Mussolini, Salazar et Pinochet réunis, dans ces conditions il est absolument hors de question qu'on alimente la moindre illusion sur sa nature fondamentalement réactionnaire, voire despotique quand on prend en compte l'ensemble de sa politique impérialiste alignée sur les cercles néolibéraux américains et sionistes.

Les participants à ce meeting ont décidé en connaissance de cause de faire l'impasse sur cet aspect criminel de la situation dont Hollande porte la responsabilité, considérant qu'il serait fréquentable ou qu'il y aurait quelque chose de bon à en attendre pour les travailleurs, alors qu'imperturblement depuis mai 2012 sa politique intérieure et internationale incarnent la pire réaction au pouvoir depuis 1958, caractérisation que certains d'entre eux avaient avancée précédemment mais qu'ils se sont empressés d'enterrer pour finalement tenir un double langage ou se livrer à un double jeu des plus sordides qui soit, auquel évidemment on se refuse de participer.

Nous n'avons aucun lien ou rapport avec Hollande et le PS considérant qu'ils figurent dans les rangs des ennemis de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, du socialisme, et nous nous en tenons à cette position qui n'est pas négociable, condition sans laquelle il est impossible d'adopter une politique indépendante correspondant aux besoins des travailleurs et au socialisme, à moins de réécrire l'histoire de la lutte des classes en la falsifiant..

Si nous avons soutenu l'organisation d'un tel meeting, à aucun moment nous n'avons perdu de vue que ses organisateurs avaient délibérément couvert l'imposture ou la mystification consistant pendant des décennies à prétendre que le PS et ses dirigeants étaient de gauche et qui nous a conduit à la situation actuelle.

Compte tenu de ces derniers développements nous retirons notre signature de cet appel dont nous nous désolidarisons désormais. Nous retirons également le lien vers cet appel.

Autrefois nos braves trotskystes (Gluckstein, Marie, Besancenot notamment parmi les orateurs de ce meeting) se faisaient un plaisir de rappeler que pendant la Seconde guerre mondiale les staliniens avaient négocié avec le régime fasciste de Vichy la parution de L'Humanité interdite, pour finalement aujourd'hui se livrer à une opération relativement similaire en tentant d'amadouer Hollande pour qu'il lève l'état d'urgence instauré le 13 novembre 2015. Ils piétinent de la sorte les principes auxquels restent attachés les trotskystes, ce qui au passage confime notre analyse en jettant une lumière particulièrement crue sur leur engagement politique du passé contre le stalinisme qui servait de caution à ses héritiers du trotskysme, puisque finalement ils entretiennent les mêmes relations avec le régime en place quel qu'il soit.

On a bien conscience qu'ils seront soutenus aveuglément par la plupart de leurs militants qui ont la chance de vivre dans un pays en paix ou que les bombardements épargnent, qui considéreront que notre discours est une fois de plus outrancier, voire calomniateur, qui considèreront que cette démarche en direction de leur souverain est légitime, faisant l'impasse sur l'illégitimité qui frappe le tyran, occultant le fait qu'il est ultra minoritaire parmi les travailleurs, qu'il est totalement isolé des masses exploitées qui le honnissent, le petit monarque en quête de popularité n'en esprérait pas tant, il pourra se prévaloir de cette légitimité inespérée pour continuer à appliquer sa politique ultra réactionnaire, alors que sa cote de popularité est à nouveau en chute libre, vous ne vouliez tout de même pas que nous en soyons, n'est-ce pas ?

Quelle déchéance, quelle indignité !

Et ne parlons même pas de leur précédent fait d'arme qui avait consisté à soutenir la gigantesque opération orchestrée par la Turquie avec le soutien de l'Arabie saoudite, du Qatar, d'Israël et des Etats-Unis conduisant plus d'un million de réfugiés syriens et irakiens à pénétrer illégalement en Europe, ces sordides aventuriers en redemandent même, à croire qu'ils se nourrissent du chaos auquel est livrée un peu plus chaque jour la société sous la conduite de Hollande, parce qu'il leur permet à moindre frais de se faire passer pour des opposants au régime avec lequel ils n'ententent pas rompre, encore moins l'affronter, à l'instar de la pseudo-gauche, ce qui leur permet de s'assurer le soutien de leurs militants et de préserver leurs appareils.

C'est ainsi qu'au lieu d'appeler à une manifestation nationale à Paris contre l'état d'urgence, contre la remise en cause du Code du travail, contre la guerre, etc., donc au lieu d'en appeler aux masses exploitées et à leurs partis ou organisations, ils ont préféré en appeler au chef de l'Etat des capitalistes, au chef des armées, au chef de guerre, au sauveur suprême de la démocratie, sans rire, dès lors toute mobilisation est inutile puisque notre sort est entre ses mains, espérons qu'il nous entendra, croisons les doigts, faisons une prière pour qu'il exhausse notre voeu, qu'a-t-il à craindre de tels opposants franchement ? En fait la question est ailleurs, mais ne comptez pas sur eux pour s'y attarder : La mise sous étroite surveillance de l'ensemble de la population, habituer les serfs à servir leurs maîtres docilement une fois abdiqués tous leurs droits en échange du sort qu'ils leur réserveront et dont ils se contenteront, convaincus qu'ils ne pourront pas espérer davantage, d'où l'inutilité d'accorder des droits d'expression à toute forme d'opposition en dehors de celle ayant reçu l'agrément des aristocrates qui gouvernent. Cela revient à demander au procureur qui vous a condamné à mort d'avoir la bonté de vous grâcier pour que vous puissiez continuer de le combattre.

Certes, certains estimeront que les conditions ne sont pas réunies pour assurer le succès d'une telle manifestation nationale, et ils auront sans doute raison de le penser, aussi on ne se posera pas la mauvaise question de savoir pourquoi puisque nous le savons, et cela ne nous avancerait à rien de le rabâcher, par contre on se demandera comment cela se fait-ils que tous ces partis et organisations ou associations ne sont pas capables de mobiliser leurs propres troupes, seraient-elles devenues fantomatiques, serait-ce la nature de leur engagement qui les rendrait si amorphe?

Pour conclure, on ne pourra pas nous accuser d'être sectaire ou dogmatique puisque nous avons signé cette pétition, nous l'avons publiée et soutenue en appelant nos lecteurs à la signer, on a même été jusqu'à soutenir l'appel à ce meeting tout en connaissant la personnalité et les intentions de la plupart de ses organisateurs ou orateurs, on estime donc avoir fait notre devoir de militant ouvrier socialiste. Mais on ne peut pas aller plus loin sous peine de cautionner une opération en direction d'un chef de l'Etat qui ne peut se justifier qu'à partir du moment où on considérerait qu'il serait de gauche lors qu'une telle mesure (état d'urgence) ne peut être que de droite sous un régime capitaliste, or il ne nous viendrait pas à l'idée de nous adresser à un président de droite pour qu'ils veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs ou du mouvement ouvrier, aussi nous ne nous adresserons jamais à Hollande que l'on considère de droite, il faut être sérieux, sinon quelle crédibilité aurions-nous, non ?

Contrairement aux opportunistes, pour nous la formule consistant à exiger quelque chose d'un représentant de l'Etat des capitalistes, le chef de l'Etat ou son gouvernement, les députés, présente uniquement une valeur éducative en direction des masses, qui revient à montrer de quel côté de la barricade ils se situent de manière à ce que les travailleurs comprennent leur véritable nature, rompent avec eux et prennent leur sort entre leurs mains, s'organisent, et non dans l'espoir de les faire reculer ou changer de politique. Nous ne diffusons aucune illusion dans les représentants du régime, nous restons fidèle au socialisme en ne comptant que sur la mobilisation des masses pour défendre leurs droits ou en obtenir d'autres dans la perspective du renversement du capitalisme et ses institutions, notre position et notre orientation politique est claire et cohérente.

Apparemment, qu'est-ce qu'il est devenu difficile de s'en tenir au socialisme...

On actualisera les *Articles d'actualité* dans une semaine environ, je n'ai relevé que trois ou quatre articles qui valaient vraiment le coup d'être mis en ligne depuis le 22 janvier..

Parole d'internaute

- Selon Zbigniew Brzezinski, l'éveil des peuples pourrait faire dérailler l'agenda du Nouvel Ordre Mondial. Lors d'une interview destinée à un public d'initiés, l'ancien conseiller à la sécurité des Etats-Unis Brzezinski déclare que, stimulée par les moyens modernes de communication tels que la télévision et internet, la « montée d'un activisme populiste mondial semble être insensible à une domination extérieure du même type que celle qui a prévalu dans l'âge du colonialisme et de l'impérialisme. » Brzezinski a conclu en disant que « la résistance populiste persistante et hautement motivée de la part de gens politiquement éveillés et historiquement hostiles à tout contrôle extérieur est de plus en plus difficile à supprimer. »

Ce personnage très connu dans les assemblées anti-NWO est l'un des piliers de la pensée néo-mondialiste contemporaine, et fut l'un des théoriciens à l'origine de la mise en place de la fameuse Aurore Rouge dénoncée par Serge Monast, qui est l'imposition par des élites dégagées de tous scrupules traditionnels d'un nouvel ordre tecnotronique (technocrate et électronique), dans lequel tout citoyen serait fiché et suivi électroniquement.

Dans son livre « Between two ages: America's role in the Technotronic Era » , le penseur néo-mondialiste écrivait: « L'ère technotronique implique l'apparence graduelle d'une société bien plus sous contrôle. Une telle société serait dominée par une élite qui ne serait plus contrainte par des valeurs traditionnelles. Bientôt il sera possible d'exercer une surveillance presque continue sur tous les citoyens et de maintenir des fichiers mis à jour contenant jusqu'aux informations les plus personnelles de chaque individu. Ces fichiers pourront être consultés de manière instantanée par les autorités… »

Lu dans un article de Slate.fr

- Désormais, les riches n'ont plus honte. C'est, pour beaucoup, un progrès et une modernité. L'ancien banquier Macron est l'avenir de la gauche, qui nous invite à compatir avec les angoisses des entrepreneurs, et, si ce n'est lui, ce sera Valls, qui aime l'entreprise. Zuckerberg et les philantropes sont l'avenir du monde, et les marchands d'armes –que le Rafale nous vienne en aide– sont notre salut. (...) De cela aussi, nous sommes délestés. François Hollande ne déteste plus les riches ni ne combat la finance. On vit pour échouer, trahir ou être trahi, et on vit après cela. Slate.fr 24.01

On leur fait confiance, le cynisme en prime, merci on le savait...

Qui a dit ?

Il s'est aussi targué de ce que le maintien au pouvoir de son parti (...) ait modifié les équilibres dans l'UE. "L'Europe n'est plus la même", a-t-il lancé, invoquant les changements politiques au Portugal. (AFP 24.01)

Réponse : Le Premier ministre grec Alexis Tsipras célébrant dimanche sa première année au pouvoir. Au même moment au Portugal le candidat conservateur Marcelo Rebelo de Sousa a été élu dimanche dès le premier tour. (Source : AFP 24.01)

Le b.a.-ba du charlatanisme : Le "plan B" de Mélenchon et Cie. est le clone du plan A enveloppé dans un paquet hygiénique...usagé !

Haut de page

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 11 février 2016

CAUSERIE

Finalement j'ai pris la décision de ne plus actualiser ce portail le temps que je termine mon installation après mon déménagement qui remonte au 18 janvier 2015. Ensuite on verra si on reprend ou non cette activité politique. Sans un soutien massif et sans perspective pratique, sans la collaboration ou l'association de cadres militants partageant l'essentiel de mes analyses et positions il ne faudra pas y compter.

J'en suis arrivé à la conclusion que le mouvement ouvrier et son avant-garde n'avaient été qu'une gigantesque entreprise de mystification (ou escroquerie politique) pour avoir rompu avec le marxisme et le socialisme. Accusation très grave que je m'emploie à étayer semaine après semaine sans avoir à fournir le moindre effort, puisque la matière nous est fournie par les intéressés eux-mêmes, il suffit juste de savoir lire.

On se souviendra qu'à l'époque de Marx et Engels ou à celle de Lénine et Trotsky, une multitude de théories très savantes sorties de la tête d'intellectuels avaient cours, mais qui toutes s'avèreront foireuses au final, hormis celle des marxistes. Ne pouvant pas prétendre à ce statut, non pas par modestie, mais parce que je n'ai pas trouvé le moyen de le justifier, je préfère m'abstenir en attendant des jours meilleurs s'ils arrivaient avant que je devienne grabataire ou trépasse.

Haut de page

Le 26 février 2016

CAUSERIE

Première partie rédigée le 20 février.

Le dynamitage en règle du Code du travail par le gouvernement et le PS n'étonnera pas nos lecteurs attentifs à nos causeries... Et ce n'est que le hors d'oeuvre.

Il ne serait pas étonnant qu'ils s'en prennent par la suite à la 5è semaine de congés payés ainsi qu'au 13è mois. Ils ont des arguments tout prêts pour le faire valoir, par exemple, c'est le Medef qui parle : il est aberrant, incongru qu'en période de crise

des salariés soient rémunérés à ne rien faire. Franchement comment nos entreprises peuvent-elles prétendre rivaliser avec leurs concurrentes sur le marché mondial quand sans produire quoi que ce soit ou davantage elles sont obligées de distribuer des salaires, il y a là quelque chose de scandaleux qu'il faut rectifier au plus vite. Si toute peine mérite salaire car somme toute c'est bien naturel, distribuer de l'argent sans produire de richesses supplémentaires, c'est affaiblir notre économie, c'est handicaper nos entreprises...

La 5è semaine de congés payés ainsi que le 13è mois n'ont aucune justification économique de nos jours, il faut donc sans tarder corriger cet anachronisme pour que nos entreprises gagnent en productivité, ce qui permettra de créer des millions d'emplois...

L'heure des comptes à sonner pour les syndicats et les partis faillis, corrompus ou traîtres ou les trois à la fois du mouvement ouvrier toutes tendances confondues. Leurs réactions ou les déclarations de leurs dirigeants sont pathétiques, démagogiques, on ne pouvait en attendre autre chose sauf à se bercer d'illusions fatales.

Nous vous renvoyons à nos causeries antérieures depuis août 2008, tout y a été dit en long en large et en travers pour qui sait lire ou veut s'en donner la peine pour comprendre la situation actuelle.

Vous remarquerez que si nos dirigeants ont infléchi ou radicalisé quelque peu leur rhétorique pour faire bonne mesure, dans la pratique ils ne changent rien, par exemple ils continuent comme si de rien n'était de s'adresser à Hollande qui incarne la pire réaction, quant à la défense du syndicalisme et des syndicats on se demande qui ils défendent en réalité puisque les appareils des syndicats sont inféodés au régime et il n'existe aucune tendance incarnant un syndicalisme indépendant de l'Etat ou tourné vers le socialisme. Tout cela relève de l'imposture, de l'aventurisme ou du charlatanisme.

Je ne sais pas si vous êtes de plus en plus nombreux à en prendre conscience, je constate seulement que depuis que le site n'est plus actualisé quotidiennement, il y a toujours autant si ce n'est plus de militants qui s'y connectent, pas seulement pour lire d'anciens articles, mais aussi pour lire les causeries des années antérieures. Que peut-on en déduire ? A ce stade, rien.

Seconde partie rédigée le 25 février.

"Les gens les plus dangereux (...) sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

L'opportunisme ayant conquis la quasi-totalité du mouvement ouvrier, on se retrouve bien seul pour lutter contre. Certains qui ne sont pas avares d'idées reçues auxquelles ils ne se sont jamais donnés la peine de réfléchir, en rajouteront une couche en affirmant que cela n'a jamais servi à rien d'avoir raison seul contre tous...

Faux, lorsque Lénine revint en Russie en avril 1917 et confia son analyse de la situation aux dirigeants du parti bolchevik, ce qu'on appellera plus tard les fameuses thèses d'avril de Lénine destinées à réarmer le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, il se retrouva totalement isolé avec la totalité du comité central contre lui, qui au mieux expliquèrent qu'absent (en exil forcé) de Russie depuis de longues années son analyse était le produit de la méconnaissance de la situation en Russie en avril 1917, au pire ils le traitèrent de déments, de fous furieux, le pauvre Lénine aurait perdu la tête disaient-ils, comment pouvait-il envisager sérieusement la prise du pouvoir à brève échéance, etc. Vous connaissez la suite les faits ayant donné raison à Lénine, ajoutons qu'à peine un mois plus tard la quasi-totalité des dirigeants bolcheviks adoptèrent l'analyse du "cinglé", comme quoi il n'est pas toujours inutile d'avoir raison seul contre tous. Cela montre aussi qu'à cette époque le parti bolchevik était véritablement un parti démocratique dans lequel la discussion pouvait avoir lieu, ce qui ne fut plus jamais le cas sous Staline (et ses successeurs) après la mort de Lénine.

Il faut se méfier comme de la peste de ces dirigeants ou militants prompts à sortir à tout bout de champ des formules (ou grandes théories) apprises par coeur auxquels ils n'ont en réalité jamais rien compris.

Osons une analyse marxiste. C'est ambitieux je vous l'accorde, mais il faut bien faire preuve d'audace parfois, vous comprendrez mieux pourquoi j'insiste lorsque vous aurez terminé la lecture de cet article.

Extrait du n°389 de (dés) Informations ouvrières.

Communiqué du bureau national du POI du 13 février ou quand l'imposture qui se confond avec l'impuissance se fait caricaturale.

- "Qu’est-ce qui permet à Hollande, alors que sa majorité se délite"

- "Comment peut-il se permettre"

- "Comment peut-il continuer de"

- "Qu’est-ce qui lui donne l’audace d’engager tout cela"

- "Comment Hollande peut-il se permettre de poursuivre et d’assumer une politique qui"

Diable quel mystère ! D'autant plus qu'ils ne répondront pas à ces questions qui se résument à une seule en réalité : Quelle est la nature sociale du PS depuis un siècle ?

Alors pourquoi ne répondront-ils pas à ces questions et plus particulèrement celle que l'on ose ? Parce qu'elle est trop compromettante. Pourquoi ? : Parce que le PS est un parti de droite, du capital, parce que les directions syndicales avec lesquelles le POI refuse de rompre sont toutes corrompues par le capital et soutiennent le gouvernement, parce que Hollande-Valls-Macron ont le soutien du Medef et des partis officiels de la réaction, de l'oligarchie financière dont ils sont les porte-parole.

Fastoche, non ? Trop !

Un complément de réponse s'impose : De qui Hollande détient-il ses prérogatives, son pouvoir ? De la Constitution de la Ve République, Constitution conçue par et pour les représentants du capital en charge des intérêts des capitalistes, du respect des rapports établis entre les classes à leur profit afin d'assurer la survie du système économique capitaliste, laissons de côté ici le Conseil constitutionnel, de sorte que quelles que soient leurs étiquettes le chef de l'Etat et son gouvernement, leur majorité parlementaire ne peuvent incarner que les besoins de la classe des exploiteurs. Ainsi Hollande et le PS ne peuvent représenter les intérêts d'une autre classe en tant que pilier du régime en place. Il en va de même pour tous les dirigeants et partis qui un jour ont participé à un gouvernement sous la Ve République, ajoutons tous ceux qui d'une manière ou d'une autre les ont soutenus.

Le POI (et le POID, le NPA et LO) pratique le déni de la réalité en refusant d'admettre ce simple constat comme chacun peut le vérifier par lui-même. Ne cherchez pas une telle argumentation dans Informations ouvrières, La tribune des travailleurs, L'anticapitaliste ou Lutte ouvrière, elle n'y figure pas.

Question : Pourquoi ? Pardi, mais parce que ce ou ces partis sont de la même trempe que les composantes du Front de gauche qui en tant qu'agents du capital n'ont jamais eu vraiment l'intention d'affronter le régime et ses représentants (dont le PS) dont ils s'emploient à camoufler la véritable nature réactionnaire, le véritable rôle, et avec lesquels ils n'ont jamais rompu à défaut de les caractériser politiquement comme il se devait, ceci explique cela, c'est dialectique en somme.

Du coup, quel os à ronger leur restent-ils à proposer à leurs militants ?

Les rogatons fossilisés des démagogues dépouillés de leurs artifices habituels, réduits à une "libre discussion" à laquelle sont appelés à participer des éléments étrangers au mouvement ouvrier, je cite, "les élus, les démocrates et les laïques, quelle que soit leur appartenance ou leur expérience politique", à ce stade de décomposition il est normal qu'ils le revendiquent ouvertement, car n'entendant pas leur "proposer de solutions toutes faites ni dicter à la population ce qu’elle doit faire ou ne pas faire", qui sait des fois qu'elles leur viendraient (ainsi que le socialisme) spontanément à l'esprit, ce qui par chance ne risque pas d'arriver un jour comme l'expérience passée nous l'enseigne, ce qui serait parfaitement inutile puisque le POI leur propose ni plus ni moins que voler au secours des institutions de la Ve République en axant la conférence nationale qu'il prépare sur la "défense de toutes les institutions démocratiques (...) issus de la Révolution française" qui comme chacun sait avait porté au pouvoir... le prolétariat, confirmant au passage en occultant la Commune de Paris - qui à ma connaissance n'avait pas remis en cause "les communes et les départements" ni "la laïcité républicaine", que le POI s'adresse bien à des éléments acquis au capitalisme ou s'accommodant du capitalisme ou encore pour lesquels la Commune de Paris demeurera éternellement une tâche sur l'histoire de France, donc des antisocialistes.

On atteint le comble du pathétique, quand pour masquer leur propre déchéance (ou trahison) qui en réalité remonte à des lustres, ils écrivent en guise de sauve-qui-peut "osons l’audace et laissons là les sauveurs suprêmes !", car voyez-vous il en faut de "l’audace" pour oser prétendre qu'il existerait des institutions qui fonctionneraient démocratiquement sous le régime de la Ve République. Rappelons à ce propos que parmi les prérogatives imposées aux maires figurent l'obligation de faire respecter par leurs administrés les termes de la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

La collusion avec le PS et la quasi-fusion avec les appareils corrompus des syndicats depuis 70 ans en rupture avec le marxisme, permettait de caractériser le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde de petite-bourgeois, réformiste, réactionnaire.

- "Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou on arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de

l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes. La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

Le mouvement ouvrier et sa soit-disant avant-garde ont le président et le gouvernement qu'ils méritent, pas les travailleurs et les militants demeurés fidèles au socialisme.

Autre chose très vite.

- Le marxisme appliqué au Pétrole par Vila - legrandsoir.info 22.2 L'auteur de cet article qui se veut marxiste s'est employé à vouloir démontrer que la chute du cours du baril de pétrole depuis janvier 2014 aurait uniquement une explication économique et je cite, ne relèverait pas d'un "complot étasunien contre la Russie ou le Venezuela" pour des motifs politiques.

Sur quoi repose son analyse et sa conclusion qui une fois de plus se borne à répéter celles qu'il a dû lire chez Marx et auxquelles il n'a manifestement rien compris ?

Toute sa démonstration repose sur la baisse du prix du baril de pétrole qui est passé de 150 dollars à 30 dollars, nous annonçant le plus sérieusement du monde qu'il remontera, quel prophète ! Cette chute du prix du pétrole sur les marchés serait due à la crise du capitalisme, au fonctionnement du capitalisme, etc.

Bien, il a oublié une chose, plus qu'un détail vous en conviendrez, c'est que quelques années auparavant le prix du baril de pétrole se situait aux alentours de 10 dollars, et que subitement pratiquement sans connaître d'interruption il allait monter et atteindre le sommet de 150 dollars en 2008. Précisons et c'est important, sans explication économique valable ou plausible, puisque la production de pétrole n'avait pas diminué et aucune menace ne pesait sur sa production, elle était largement en mesure de faire face aux besoins du marché à l'échelle mondiale, les différents acteurs étant prêts à augmenter leur production si nécessaire, donc aucun facteur nouveau ne devait justifier cette envolé du prix du pétrole sur le plan économique.

A aucun moment il n'évoquera la période précédant cette hausse vertigineuse du prix du pétrole, aussi il ne lui viendra pas à l'esprit que le prix actuel de 30 dollars qui se rapproche de celui auquel il s'échangeait sur le marché mondial avant 2001 à 10 dollars a tout simplement fait l'objet d'une manipulation à des fins économiques, militaires et politiques. Car qu'il ait commencé à grimper la première fois en 1973, juste après la désindexation du dollar à l'or (1971), puis plus brutalement encore à partir du coup d'Etat de septembre 2001 commandité par l'oligarchie financière américaine qui contrôle le marché mondial du pétrole était destiné à financer ses futures guerres impérialistes (Afghanistan, Irak, Lybie, Syrie, etc), la plupart de ces objectifs ayant été atteints, il s'agissait désormais de s'attaquer au gros du morceau, la Russie et la Chine qui ne sont pas encore entrés dans le giron du néolibéralisme dominé par les Américains, sans parler du Venezuela (et la Bolivie) qui possède les plus grandes réserves connues de pétrole dans le monde, faire chuter brutalement les prix du baril de 150 à 30 dollars sachant que le pétrole était une des principales sources de revenus ou de devises de la Russie et du Venezuela ne pouvait être qu'une décision politique destinée à les asphyxier économiquement de manière à ce que leur population se retourne contre leur chef de l'Etat ou gouvernement respectif.

Ajoutons que lorsqu'on prend en compte la loi de l'offre et de la demande sur le marché mondial, la crise du capitalisme et la faible croissance de l'économie mondiale ne pouvaient pas justifier à elles seules cette baisse du prix du pétrole du fait que les besoins en pétrole n'ont cessé de croître et la production également, y compris faut-il préciser à partir du pétrole de schiste américain qui a augmenté subitement en 2014 de 1,6 Mb/j, à 11,64 Mb/j (inclus les liquides de gaz naturel ; source : planetoscope.com), financé par le trésors de guerre à hauteur de centaines de milliards de dollars que les trusts pétroliers américains, donc les banquiers ou l'oligarchie américaine avaient amassés au cours des 13 années précédentes.

En conclusion, l'ensemble de ces facteurs tels qu'ils s'articulent depuis 2001, témoignent qu'on n'était pas simplement en présence d'un phénomène économique, mais bien plutôt face à une gigantesque manipulation à caractère politique et dont l'objet était avant tout politique.

Refuser de l'admettre devait aboutir à la confusion suivante : "Ceci voudrait dire que des capitalistes états-uniens aurait tous un avantage à voir le prix du brut continuer à dégringoler", pourquoi pas dès lors qu'ils en ont les moyens et qu'ils poursuivent un objectif politique, qui une fois atteint leur permettrait d'augmenter considérablement leur fortune, en somme un placement garantissant un retour sur investissement et des profits faramineux leur permettant d'accroître encore leur puissance économique et leur pouvoir politique sur le monde, faut-il ajouter avec le concours des libéralités de la Fed qui leur distribue des centaines de milliards de dollars gratis, un autre facteur que notre "marxiste" a oublié de prendre en compte !

Ceux qui veulent expliquer la crise du capitalisme ou la situation politique (en France ou ailleurs) et font l'impasse sur les acteurs du système financier mafieux qui dominent ou contrôlent les institutions américaines et le marché mondial, sur la stratégie politique néolibérale qui leur tient lieu de plan d'action, qui s'en remettent à une analyse disons classique du capitalisme en

partie obsolète ou dépassée, incomplète, sont tout sauf des marxistes. On a laissé de côté le cours du dollar et les manipulations dont il fait également l'objet, puisque la Fed peut en fabriquer autant que nécessaire pour éviter que le système capitaliste ne s'effondre.

En gros, les dés sont pipés à la base et qui l'ignore passera forcément à côté de l'essentiel ou produira des analyses aux relents marxistes sans intérêt et sans conclusion, qui finalement seront compatibles avec les explications fournies par les représentants de l'oligarchie financière, donc forcément très éloignées de la réalité ou de la vérité qu'ils n'ont pas intérêts à révéler.

Ceux qui palabrent ou s'égosillent sur la crise du capitalisme et en ont fait leur fond de commerce, logiquement ils sont amenés à nier l'importance des institutions politiques plus ou moins opaques ou secrètes que l'oligarchie financière a créées depuis le milieu des années 40 (Bilderberg, CFR, Commissions Trilatérales, etc.), dont les institutions financières et politiques internationales officielles (FMI, Banque mondiale, OTAN, ONU, etc.) ne sont finalement que la partie émergée ou les exécutants à son service. Parmi cette ribambelle de charlatans ou d'agents du capital agissant sous une fausse étiquette, pour camoufler leur véritable nature et intention ou mieux tromper militants et travailleurs, certains parmi eux appellent à rompre avec une partie de ces institutions officielles, sauf l'ONU inféodée depuis le premier jour à l'impérialisme américain, par exemple en votant la partition de la Palestine qui légitimera l'existence de l'Etat sioniste et dépouillera les Palestiniens de leurs droits.

Si on prend à la lettre l'analyse marxiste du capitalisme, on en arrive à la conclusion qu'il aurait dû s'effondrer depuis au moins un demi-siècle, mais force est bien de constater que tel ne fut pas le cas à ce jour. Un demi-siècle, c'est long, très long, pas pour des illusionnistes ou faussaires professionnels qui ont délibérément décidé de passer outre ou faire feu de tout bois, et qui vous expliqueront que le capitalisme possédait des vertus cachées ou des qualités insoupçonnables qui lui avaient permis de se sortir des pires difficultés ou crises, suggérant au passage à ceux qui sont sensibles à leur discours qu'il serait en somme inoxidable ou voué à durer éternellement, d'où un certain nombre de conclusions pratiques, la nécessité de s'en accommoder, de collaborer avec ses représentants, l'inutilité de s'étendre sur le socialisme devenu de fait caduc selon leur raisonnement, là où ils voulaient en venir.

Il en va de même de l'Etat ou des institutions de la Ve République, dont on nous a rabâché depuis 58 ans qu'elles étaient à l'agonie, prédisant le plus sérieusement du monde leur effondrement dans les jours, les mois ou les années à venir, alors qu'elles sont toujours en place en février 2016. Alors de là à croire là aussi qu'elles seraient éternelles il n'y a qu'un pas, avec également des conclusions pratiques dans tous les sens du terme, car légitimant ainsi leur collaboration ou leur participation aux institutions de la Ve République, et au diable l'Etat ouvrier, le gouvernement ouvrier, le combat politique dans la perspective de leur renversement, pour une République sociale, le socialisme.

C'est là qu'on s'aperçoit que l'opportunisme se doit de développer la même rhétorique sur les plans économique et politique, tout se tient admirablement bien, si bien qu'ils peuvent se permettre de conserver les mêmes étiquettes que par le passé, socialiste, communiste, trotskyste et prétendre n'être pour rien dans la situation actuelle qui incombe entièrement à ce diabolique capitalisme au pouvoir décidément incommensurable... A ce stade, vous avouerez qu'il y a franchement de quoi chez la plupart des militants s'avouer vaincu d'avance par un tel ennemi qu'on finira par ignorer en cessant le combat, ou dont on tentera de se concilier les bonnes grâces le justifiant si nécessaire par l'absence de toute issue politique conforme aux besoins fondamentaux ou collectifs des travailleurs.

Vous n'en êtes pas convaincus ? N'avez-vous pas observé par exemple comment ils ont évacué le développement de la situation en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande, en Tunisie, en Egypte, etc. suite aux crises que ces pays ont connu au cours des dernières années, en évitant soigneusement de relier les différentes phases par lesquels ils étaient passés depuis l'après-guerre ou la décolonisation jusqu'à ce jour, d'analyser le comportement des différents acteurs en présence et leurs rapports ? Cela vaut pour la France évidemment.

Là encore tout ce qu'ils trouvent à sortir en guise d'analyse et de conclusion pratique, c'est : Qu’est-ce qui a permis que..., comment ont-ils pu se permettre que..., comment peuvent-il continuer de... qu’est-ce qui leur donne l’audace de...

Parce que la classe dominante sait aussi bien que nous que le prolétariat n'ait jamais parvenu à se doter d'une nouvelle direction, une nouvelle Internationale, et que des pans entiers de la classe ouvrière et de la jeunesse peuvent bien résister et se mobiliser sporadiquement pour défendre leurs droits, dans ces conditions elle parviendra à ses fins, à les liquider ou à appliquer sa politique ultra réactionnaire.

Quand on voit des militants ouvriers faire confiance à d'ex-ministres de Chirac, Mélenchon pour ne pas le citer, à des partis qui ont gouverné avec Chirac, le PCF par exemple, à des partis qui avaient appelé à voter Chirac, le NPA notamment, des partis qui ont appelé à voter Hollande ou chasser Sarkozy ce qui revenait au même hypocritement, des militants supporter d'être dirigés par des escrocs à la Sécu et maîtres es théories foireuses et coups tordus, le POI et le POID, qui sont liés organiquement aux directions pourris des syndicats, ajoutons LO, etc. si vous êtes un représentant de la classe dominante et que vous en avez conscience, vous vous dites qu'avec une telle clique à la direction du mouvement ouvrier et de sa soit-disant avant-garde vous n'avez finalement pas grand chose à craindre, elle est là la réponse à leurs questions que les militants refusent d'admettre.

De mon côté j'estime avoir fourni aux militants tous les éléments pour comprendre la situation en France et à l'échelle internationale aussi bien sur le plan économique que politique, partant de là j'ai proposé une stratégie et défini de quelle manière on pouvait avancer sur le plan pratique et organisationnel, cela n'intéresse personne à part une poignée de militants qui tiennent sur les doigts d'une main, et encore car bourrés d'illusions, dont acte.

C'est malheureux à dire, mais je pense que les militants ont les dirigeants et les partis qu'ils méritent. Peut-être parce que la plupart d'entre eux n'appartiennent pas aux couches les plus dévorisées du prolétariat, ainsi ils n'éprouvent pas le besoin de se poser davantage de questions en tout cas pas au point de rompre avec le mode de pensée qu'ils ont adopté sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante ou de l'opportunisme qui en est le pendant plus présentable ou permet de tirer satisfaction d'un militantisme qui au mieux ne mène à rien, au pire consiste à lutter inconsciemment contre son propre camp.

Tenez, encore un exemple. Qquotidiennement depuis des mois on entend parler de la réforme constitutionnelle que Hollande veut faire passer, c'était l'occasion ou jamais d'avancer le mot d'ordre d'abrogation de la Constitution de la Ve République, précisons dans le cadre de laquelle Hollande mène sa politique ultra droitière, impérialiste, etc., donc il était possible de relier ce combat et cet objectif politique à celui pour la défense de chaque revendication de chaque couche de travailleurs, contre la guerre, etc. question : Quel parti, quelle organisation, quel groupe de militants, quelle tendance, quel courant du mouvement ouvrier s'en est saisie, vous connaissez la réponse, absolument aucun.

Qu’est-ce qui a permis que..., comment ont-ils pu se permettre que..., comment peuvent-il continuer de... qu’est-ce qui leur donne l’audace de..., vous avez là la réponse.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je ne peux pas vous dire si et quand je reprendrai l'actualisation du site. Laissons mûrir les esprits ou pourrir la situation, au choix et ce n'est pas moi qui en décide.

J'ai encore besoin d'environ 4 semaines pour finir mes travaux, alors qu'il fait déjà une chaleur à crever, 40°C à l'ombre à midi aujourd'hui, cela me casse littéralement, je ne tiens plus le coup physiquement.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29										

Le 8 mars 2016

CAUSERIE

Illustration de l'image du jour : Soyez Charlie ! Le 4 mars 2016 Hollande décore de la Légion d'honneur le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Nayef, dit aussi chef des barbares de l'Emirat islamique qu'ils prétendent combattre ensemble... avec leur allié Erdogan qui emprisonne à tour de bras journalistes et opposants avec la bénédiction de l'UE et Washington, de l'OTAN ; A gauche, leur oeuvre en Syrie... Au milieu le Code du travail auquel Hollande voue le même destin. Au centre, peuples déracinés, manipulés entre les mains criminelles de l'islamo-sioniste Erdogan. En bas, le visage sans masque de la haine du peuple.

Je pouvais difficilement demeurer silencieux !

La loi Travail constitue le couronnement de la violente offensive engagée au milieu des années 80 par les représentants du capitalisme contre les droits ou acquis sociaux de l'ensemble des travailleurs.

La loi Travail est le produit de la crise qui ronge le capitalisme jusque dans ces fondements, elle témoigne que l'existence même de ce système économique est devenue incompatible avec les besoins ou droits élémentaires légitimes de toutes les couches de travailleurs que ces représentants entendent liquider tout bonnement aujourd'hui.

La loi Travail est l'expression d'un régime en faillite, à l'agonie, entré en putréfaction, d'un système économique basée sur l'exploitation et l'oppression, fondée à partir des inégalités sociales existantes entre les classes au profit de celle qui détenait les moyens de production et concentre les richesses, tous les pouvoirs économiques et politiques que les travailleurs doivent lui arracher pour qu'elle cesse de nuire à l'ensemble de la société.

Ce système économique s'est développé en recourant à la division du travail que les capitalistes ont poussé à l'extrême à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, en surexploitatant les masses laborieuses aux quatre coins du monde sans pour autant jamais être en mesure de satisfaire les besoins sociaux ou les aspirations des travailleurs et leurs familles.

Quant à la mondialisation dont les représentants du capitalisme vantent tant les mérites, elle a eu pour effet d'accroître la concurrence entre les travailleurs se traduisant par une régression sociale généralisée pour les uns, la surexploitation dans des conditions dignes du XIXe siècle ou de l'esclavagisme pour les autres sur fond de dictature implacable, les travailleurs étant privés de droits syndicaux et politiques ou ne pouvant pas exercer ce droit sans être intimidés, menacés, emprisonnés ou pire encore.

Elle a eu également pour effet de multiplier les guerres de rapine que les différents impérialistes se livrèrent sur tous les continents

au détriment des droits de tous les peuples opprimés sauvagement agressés, massacrés, dont les pays furent en grande partie détruit, afin que les richesses dont ils disposaient continuent de profiter en priorité aux multinationales, à l'oligarchie qui a pu ainsi accroître sa puissance, étendre, concentrer le pouvoir dans des proportions inouies, dépossédant les peuples de tous leurs droits, les vassalisant, conformément à son idéologie destinée à pérenniser leur domination de classe gravement menacée par la crise qui ronge inexorablement le capitalisme.

Contrairement au mythe largement répandu, depuis son avènement le régime capitaliste a toujours rimé avec esclavage, surexploitation, haine, violence et guerre ininterrompue à travers le monde, jamais il n'a été synonyme de bien-être, harmonie ou paix pour tous les peuples qu'il est parvenu à asservir par la ruse ou la démagogie, achetant ou corrompant les représentants des travailleurs ou encore, en recourant à l'usage de la force, à la répression, à l'assassinat de ses opposants, à des coups d'Etat, à la guerre civile, au terrorisme, à des agressions armées à l'aide de mercenaires sanguinaires (Al-Qaïda et l'Emirat islamique dernièrement), imposant ainsi des souffrances sans nombre aux peuples épris légitimement de justice, de démocratie, de liberté et de paix.

Chaque fois que certains peuples ou certaines couches de travailleurs bénéficièrent d'une amélioration de leur condition suite à leur lutte de classe ou mobilisation, ou que les capitalistes leur accordèrent de nouveaux droits en rapport avec les besoins de développement de leur système économique, cela se traduisit par l'aggravation des conditions d'exploitation ou une profonde détérioration des conditions d'existence de couches entières de travailleurs dans leur propre pays ou de peuples entiers ailleurs dans le monde, préfigurant ce qui attendait à terme l'ensemble des travailleurs des pays dits développés ou dominants qui seraient tôt ou tard livrés au même traitement inhumain, sauvage, barbare, conséquences directes d'un modèle économique ayant épuisé ses tâches historiques.

Le régime capitaliste est parvenu de nos jours à un stade de putréfaction dans laquelle il entraîne l'ensemble de la société et l'humanité, où il n'est plus en mesure de permettre à la majorité des couches de travailleurs de vivre décemment de leur travail, et auxquels il promet un avenir pire encore ainsi qu'aux générations futures pour l'avoir déjà largement hypothéqué, en se maintenant en vie artificiellement depuis de longues décennies en recourant à un système financier mafieux sur le plan économique, en pratiquant le déni et l'imposture sur le plan politique, sous prétexte de lutter à la fois contre une crise économique qui est inhérente à sa nature ou à laquelle conduisent infailliblement ses contradictions, ce que ses représentants ne peuvent avouer sous peine de ne pas pouvoir justifier la politique d'austérité ou de régression sociale généralisée que ses représentants imposent à l'ensemble des travailleurs, et contre le terrorisme qu'il a contribué à créer, qu'il alimente, qui est à son image et qui est le produit de sa propre dégérescence, au point de ne plus tolérer l'expression la plus élémentaire de la démocratie, ce qui en pratique s'est traduit par l'adoption de lois toujours plus liberticides, répressives, destinées à contrôler toujours davantage les faits, gestes ou pensées de la population, à laquelle ils entendent imposer un modèle de société profondément injuste et inégalitaire basée sur un individualisme débridée et cynique, auquel correspond l'absence de droits sociaux et politiques collectifs des travailleurs, qui sont invités à se soumettre de gré ou de force au traitement que le marché ou l'oligarchie financière, le capitalisme leur a réservé.

Partant du constat que nos droits sociaux et politiques sont incompatibles avec l'existence du régime capitaliste, soit les travailleurs et les militants se rassemblent, s'unissent pour combattre pour ces droits dans la perspective de mettre fin au régime capitaliste, s'emparer du pouvoir politique puisque c'est la condition impérative pour entrevoir la satisfaction de nos besoins sociaux et notre aspiration légitime à vivre dans une société meilleure et plus juste, soit on adopte une autre orientation politique consistant à vouloir faire reculer le gouvernement, ce qui de fait ne règlerait absolument aucun problème auquel les travailleurs sont confrontés, après avoir constaté au fil des ans ou des décennies que d'une manière ou d'une autre les capitalistes parvenaient toujours à leurs fins...

Voilà l'orientation politique que nous proposons aux militants et aux travailleurs.

Volontairement pour ne pas alimenter la polémique, alors qu'il y a largement de quoi faire, nous nous sommes abstenus d'entrer dans les détails de ce projet de loi, ainsi que la manière dont les uns et les autres l'ont interprétée, toutes les manoeuvres politiques dont elle fait l'objet, la réaction des différents syndicats, cependant on ne peut pas s'empêcher de relever que cette loi ne concerne pas les 5 millions de fonctionnaires, les 14 millions de retraités, indirectement les 6 à 8 millions de chômeurs parfois prêts à accepter un emploi sous n'importe quelle condition, les millions de jeunes encore scolarisés qui n'ont qu'une vague idée de ce que lui attend plus tard, et à un certain niveau les millions de travailleurs abandonnés à leur triste sort et qui sont déjà soumis aux conditions d'exploitation qui prévaudraient si cette loi était adoptée, ainsi on aura compris qu'elle concerne plus directement l'aristocratie ouvrière, les salariés des entreprises du CAC 40, les couches moyennes, la maîtrise et l'encadrement qui bénéficient de privilèges par rapport au reste des exploités, bref, les couches qui constituent en grande partie le fond de commerce des syndicats dans le secteur privé, ainsi que celui des partis dits de gauche ou d'extrême gauche puisqu'ils sont indissociables, ce sont ces couches et leurs rejetons (étudiants et lycéens) qui se mobilisent parce qu'ils sont principalement visés.

Cela n'enlève rien à leur mérite si elles se mobilisent contre cette loi, encore faut-il savoir de quoi et de qui on parle et quelle orientation a pris ce mouvement social, quelle orientation leur propose les différents acteurs politiques, ceci afin de ne se faire aucune illusion sur l'issue de cette bataille ou ce qu'on est en droit d'en attendre, c'est préférable.

Notre orientation n'a pas vocation à rassembler les masses contre le régime puisque nous n'en avons pas les moyens matériels ou militants, elle a juste vocation à préciser à quel moment cette loi intervient et dans quel cadre s'inscrit la mobilisation des masses de manière à pouvoir combattre à la fois le gouvernement, le capitalisme et l'opportunisme.

Notre orientation rejoint en partie celle développée par le POID. Notre orientation est subordonnée non pas à l'objectif de faire reculer le gouvernement, mais à la nécessité de construire le part ouvrier révolutionnaire sans lequel il n'y aura jamais de changement de régime ou aucun changement politique ne pourra intervenir, même si 10, 20 ou 30 millions de travailleurs descendaient demain dans la rue.

Je vous rappelle que, bien que le CPE ait été retiré, il existe toujours plus de 20 contrats de travail précaires, on pourrait en dire autant des 35 heures, sachant que des millions de salariés travaillent en fait entre 38 et 40 heures par semaines, parfois plus encore. Etc. Etc., alors pas de démagogie entre nous s'il vous plaît, cela n'a jamais servi notre cause, le socialisme.

Haut de page

Le 9 mars 2016

CAUSERIE

Cela me démangeait et je n'ai pas pu résister !

Il n'y a pas "erreur".

Valls s'est à nouveau livré à un amalgame ordurirer dénonçant "*un antisémitisme dans l'extrême gauche*" et visant la population "*des quartiers populaires*" issue de l'immigration, lors du 31e dîner annuel de l'organisation sioniste d'extrême droite, le Crif, déclarant notamment : "*il y a la haine d'Israël, il y a l'antisémitisme, et il y a l'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël*", annonçant dans la foulée une mesure réclamée à cor et à cri par le président du Crif rappellera Libération, consistant à criminaliser la simple référence ou la condamnation des crimes commis par l'Etat sioniste qui pourrait être assimilée à un acte antisémite donnant lieu à des poursuites judiciaires : "*La disposition visant à sortir les délits antisémites et racistes du droit de la presse pour les faire rentrer dans le droit commun figurera dans le projet de loi Egalité et citoyenneté, soumis au Parlement au printemps*" (Source : AFP 08.03) Une nouvelle loi liberticide en perspective.

Sur ce, Libération racheté par le milliardaire sioniste P. Draghi s'est fendu d'un article au titre trompeur destiné à diffuser la propagande officielle Antisionisme et antisémitisme : l'erreur de Valls, qui n'en était pas vraiment une vous vous en doutez bien.

Liberation - A l'extrême gauche, enfin, la critique haineuse d'Israël - placée sous l'étiquette «antisioniste», qui suppose, au pied de la lettre, la destruction de l'Etat d'Israël - confine, à force de simplification propagandiste, aux préjugés antijuifs qui ont suscité tant de crimes.

Manuel Valls s'en serait tenu là qu'il aurait reçu une approbation sans mélange. (Cela revient finalement à adopter l'amalgame de Valls entre antisionisme et antisémitisme... et à s'en féliciter ! - LVOG)

... mais qu'on se rassure :

Liberation - les mouvements trotskistes, souvent dirigés par des Juifs, ont condamné le sionisme. Ils n'étaient pas antisémites…

Compte tenu que les médias institutionnels assimilent généralement les trotskistes à l'extrême gauche, cela revenait à les caractériser d'antisémites après avoir affirmé qu'ils ne l'étaient pas !

Après avoir rappelé qu'autrefois "*l'antisionisme fut aussi le fait… d'organisations juives*", notamment le Bund qui désapprouvera "*la création de l'Etat d'Israël*" et qu'"*aujourd'hui, une partie très minoritaire de l'opinion juive reste sur cette position*", histoire de falsifier les faits ou de faire croire que parmi les juifs qui constituent une infime minorité de la population mondiale, dans le monde seule une minorité soutiendrait l'antisionisme, ce qui n'est évidemment pas vraiment le cas de Libération, merci on s'en était déjà aperçu, et "*l'erreur*" si erreur il devait y avoir eu aurait consisté à en douter, ce qui ne risque pas d'arriver après ces précisions, on est bien en présence d'un porte-parole du sionisme et du gouvernement Hollande-Valls.

Si on ne peut pas accuser Valls d'avoir saisi (une nouvelle fois) cette occasion pour ressortir son amalgame nauséabond, on notera en revanche que la dénonciation de l'extrême gauche ou des trotskystes par Libération n'est pas anodine, car elle intervient au moment même où ils sont en premières lignes dans le combat pour exiger le retrait du projet de loi travail.

Les mythes ont la vie dure, mais ne sont pas éternels.

Dans une causerie antérieure j'estimais que la caste bureaucratique qui gouverne Cuba depuis 1959 s'était maintenue au pouvoir jusqu'à nos jours avec l'aval des Etats-Unis, et qu'il s'était instaurée une sorte de connivence entre les deux régimes qui profitaient de cette situation sur le plan politique en fonction de leurs intérêts spécifiques et plus particulièrement ceux des Américains.

A l'époque je n'avais pas pu étayer cette affirmation basée sur le constat qu'à tout moment les Etats-Unis auraient pu faire qu'une bouchée de Cuba, ce qui semblait plausible ou logique au regard de la supériorité militaire écrasante des Américains et du soutien qu'ils n'auraient pas manqué de recevoir des autres puissances occidentales alignées sur Washington ou vicéralement anticommunistes, sans pour autant que l'on caractérise le régime cubain de communiste il faut préciser.

Raul Castro Ruz l'a confimé à sa manière en expliquant qu'en cas d'agression américaine l'URSS n'aurait pas bougé le petit doigt pour voler au secours du régime castriste dont en principe les jours étaient comptés, or ce ne fut pas le cas et il bénéficia de la magnanimité des autorités américaines. Et Raul Castro Ruz précisa en 1993 que les Cubains le savaient "*depuis longtemps*".

Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi, alors qu'ils en avaient les moyens les Américains n'ont-ils pas éliminé ce régime situé à une encablure de leurs côtes comme ils ont pu le faire ailleurs dans le monde en Afrique, Asie, Amérique latine ainsi qu'en Europe au XXe siècle ? Comment comptaient-ils exploiter idéologiquement l'existence de ce régime qui se voulait communiste, anti-impérialiste ? A quoi pouvait-il leur servir ? Quel bénéfice politique espérait-il en tirer ?

En quelque sorte il suffit de poser ces questions pour avoir la réponse : diviser le mouvement ouvrier entre les opposants et les défenseurs du régime cubain, entre les sociaux-démocrates alignés sur Washington et les staliniens alignés sur le Kremlin, entre les différentes fractions de l'avant-garde trotskyste, maoïste, castriste, guévariste qui se déchireraient sur la caractérisation politique du régime cubain et le niveau du soutien qu'elles étaient disposées à lui apporter.

La construction du socialisme dans un seul pays s'avérant impossible, le régime cubain contrôlé par une caste bureaucratique parasitaire n'allait pas pouvoir permettre à la majorité du peuple cubain d'accéder à un niveau de vie décent et emploiera les mêmes méthodes que les staliniens de Moscou pour se maintenir au pouvoir. Cette situation sera sans cesse exploitée par les Américains pour détourner les travailleurs du monde entier du socialisme ou du communisme qui en auront ainsi une image détestable.

Parmi les cercles dirigeants américains, certains proposeront d'en finir une fois pour toute avec le régime cubain après la disparition de l'URSS, tandis que d'autres privilégieront l'exploitation politique qu'ils pourraient faire des contradictions du régime cubain qui seraient aggravées par l'embargo qu'ils allaient lui imposer, et c'est finalement ce second scénario qui l'emporta au grand soulagement des Castro.

On aura compris que la résistance "*héroïque*" des autorités cubaines face à l'agresseur américain a été largement un mythe fabriqué (et alimenté) de concert par Washington et la Havane dans leur lutte conjointe contre la révolution socialiste mondiale. C'est dans ce cadre et en tenant compte de cet objectif qu'il faut replacer le soutien apporté par Cuba à certains mouvements progressistes ou de libération nationale à l'instar de l'URSS, et non dans le but de propager le socialisme dont les castristes sont des ennemis au même titre que les staliniens et maoïstes, et la pire image qu'ils en donnèrent demeurera leur soutien à des groupes armés coupés de la population laborieuse, reléguant le socialisme à une vulgaire aventure gauchiste et guerrière.

Un jour j'ai écrit qu'il aurait sans doute été préférable que l'URSS et la Chine ainsi que leurs satellites respectifs disparaissent le plus rapidement possible, de manière à ce que les tenants du capitalisme ne puissent pas exploiter plus longtemps cette formidable amalgame ou mystification qui consista à faire dériver le stalinisme du socialisme.

Le soutien militaire des Cubains à la guerrilla armée en Afrique et en Amérique latine ou à certains régimes devait aussi permettre aux Américains de justifier ou légitimer en réponse devant ce qu'on appelle leur opinion publique et l'opinion publique internationale leurs propres opérations militaires, l'augmentation de leur budget militaire et l'installation de nouvelles bases militaires dans de nombreux pays, avantage non négligeable.

Pour conclure, il ne nous aura pas échappé que la récente "*réconciliation*" intervenue entre les autorités américaines et cubaines, l'ouverture de Cuba au marché et l'assouplissement du sort que le régime cubain réserve à ses opposants, qui pour la plupart sont des agents de Washington ou manipulés par les Américains, sont intervenus au moment où les Américains se sont trouvés un nouvel ennemi à combattre qu'ils ont largement contribué à fabriquer pendant des décennies, Daesh, du coup les Américains n'ayant plus besoin d'entretenir le mythe de la menace cubaine ou du communisme, et les Cubains ayant compris de leur côté que cette farce était parvenue à son terme ou qu'elle n'avait plus aucune utilité, ils étaient préférables qu'ils s'entendent à l'amiable sur la manière de sortir de cette situation ou pour normaliser leurs relations sans que ce secret de polichinelle ne vienne à s'ébruiter ou que sa divulgation ne porte atteinte à leur image.

C'est en grande partie réussi, puisque personne ou peu de gens ne s'attardent sur cet aspect des relations entre les Etats-Unis et Cuba ou ne remettent en doute une fois de plus la version officielle sur laquelle les uns et les autres s'étaient accordés depuis plus d'un demi-siècle.

On pourrait dire qu'une mystification en chasse une autre devenue obsolète, la lutte contre le terrorisme ayant supplanté la lutte contre le communisme, cette dernière est reléguée au second plan sans être totalement enterrée, puisque le spectre du communisme pourrait à nouveau hanter le monde au cours de la lutte des classes à venir. Le mythe du communisme incarné par l'URSS, la Chine, Cuba, etc a largement atteint son objectif, il ne reste plus aux Américains qu'à manier habilement l'arme redoutable du terrorisme pour les déstabiliser et en prendre le contrôle ou les soumettre à leur politique néolibérale, bref, parvenir à leur objectif final qui consiste à formater le monde à leur image.

Sans ennemi les gouvernements occidentaux ne pourraient pas justifier leur politique liberticide tournée contre leur propre peuple et leurs guerres.

- L'un des secrets les mieux gardés de l'Histoire de la Révolution cubaine - michelcollon.info 02.02.16

Le 15 septembre 1981, Raul Castro Ruz, alors ministre des Forces Armées Révolutionnaires et deuxième personnage politique de Cuba, rencontra à Moscou le plus haut dirigeant soviétique, Léonid Brejnev. Lors de cette réunion, le général Castro apprit que son pays pourrait se retrouver seul face à une agression de l 'administration Reagan. Cette affaire fut probablement l 'un des secrets les mieux gardés de l 'Histoire de la Révolution cubaine.

(...)

Raul Castro Ruz - La partie soviétique nous a fait savoir qu'elle n'était pas en état de donner aux États-Unis un quelconque avertissement relatif à Cuba, ni même de rappeler à Washington l'engagement de Kennedy d'octobre 1962, continuellement remis en question par chaque administration yankee (…)

(...)

Depuis longtemps, nous avions la conviction que l'URSS ne se lancerait pas dans une guerre pour Cuba et nous savions qu'il faudrait seulement compter sur nos propres forces pour nous défendre, mais ce fut justement à ce moment de grand danger que la direction soviétique nous fit solennellement, clairement et officiellement savoir que face à une éventuelle agression militaire du Pentagone, Cuba se retrouverait dramatiquement seule. Il ne t'échappera pas que le fait de connaître cette position soviétique aurait signifié pour les États-Unis l'encouragement à une nouvelle agression, sachant qu'ils jouiraient d'une totale impunité.

Cela nous obligea à garder jalousement le secret pour ne pas inciter l'ennemi, et à redoubler notre préparation pour livrer la Guerre de Tout le Peuple si l'impérialisme nous l'imposait. (…) Fin de l'extrait.

Castro en livrant ce "*secret*" n'aura finalement fait que tenter d'entretenir indéfiniment cette mystification que nous continuerons de combattre.

Entre nous, ce "*secret*" avait dû être largement éventé dès lors que les jours de l'URSS étaient comptés... A croire que ce discours de Castro était réservé aux staliniens et aux crypto-staliniens, ainsi qu'aux scribouillards de l'histoire officielle, aux manuels scolaires.

Haut de page

Le 10 mars 2016

CAUSERIE

Même sans actualiser le site je suis débordé ! Et je ne dors que 5 heures par nuit 6 jours sur 7 !

Pour tout vous dire, je consacre plus de temps à réfléchir aux conclusions auxquelles je suis parvenu, je reprends tout à zéro une énième fois sans a priori, plutôt que m'attarder à lire des articles qui ne nous apprennent rien de nouveau la plupart du temps ou ne nous éclairent pas davantage. Question de temps et d'efficacité, de productivité comme dirait monsieur Gattaz ou Macron, c'est la même chose !

Unité des travailleurs et de la jeunesse avec leurs partis et organisations pour le retrait de la loi travail !

Quelques réactions qui donnent le ton de ce mouvement social.

Francetv info - Ils étaient nombreux à Paris mais également dans toutes les grandes villes. Plus de 250 manifestations, 500 000 personnes selon les syndicats. Deux fois moins d'après la police. 100 000 personnes à Paris, 10 à 15 000 à Bordeaux, autant à Rennes. La mobilisation avait pour but d'envoyer un message au gouvernement. Ils ne veulent pas de la réforme du Code du travail.

"Sur le fond de cette journée de mobilisation, l'ensemble des personnes que j'ai pu rencontrer lycéens, étudiants ou salariés, toutes les personnes disent la même chose. Ils ne veulent pas d'aménagements concernant cette loi El Khomri et veulent sa suppression pur et simple", rapporte Josselin Debraux pour France 3.

Les manifestants appellent à une nouvelle journée de mobilisation le 17 mars prochain.

- Des slogans contre le gouvernement, pas seulement contre la loi El Khomri. "Déjà il y a la loi travail que je trouve vachement abusive, et y'a aussi un ras-le-bol général par rapport à toutes les lois, par rapport à l'État d'urgence, par rapport au gouvernement de François Hollande et Manuel Valls", explique un étudiant.

- "On a élu un gouvernement de gauche qui fait des lois que même la droite n'oserait pas passer. Y'a plus de droits du travailleur dans cette loi", s'indigne une jeune manifestante. "Je pense que les jeunes font très peur au gouvernement, car le mouvement de jeunes c'est par principe incontrôlable", ajoute une jeune fille. Francetv info 09.03

AFP - Dans le cortège, Mélody, 18 ans, se disait prête à "lutter jusqu'au retrait" du projet de loi travail, comme plusieurs milliers de jeunes descendus dans les rues de la capitale à l'appel de syndicats et organisations de jeunesse (Unef, UNL, EELV, Front de gauche, Jeunes communistes).

"C'est pas normal qu'on fractionne nos droits au travail comme ça", dénonce cette étudiante en première année de licence à l'université Paris-Diderot, "scandalisée" par ce gouvernement de gauche prêt, selon elle, à prendre à la jeunesse "tous les droits légués par les anciens".

"Ce sont les travailleurs qui apportent leur force de travail, c'est nous qui créons de la richesse, pas les patrons", explique Lucas, 21 ans, ouvreur dans un théâtre parisien. "Ce qui fait mal, c'est que c'est la gauche qui est au pouvoir et promeut des valeurs de droite", insiste le jeune homme, "politisé mais pas encarté".

"Ce qu'on veut, c'est le retrait de la loi", martèle aussi Paul, 17 ans, en terminale scientifique dans un lycée parisien. "En tant que jeunes, on est déjà assez précaires et cette loi fait de nous des précaires à vie." AFP 09.03

Liberation.fr - Fac de Paris-X, à Nanterre. Les prises de parole se succèdent, avec un dénominateur commun : les «potentialités» d'un vaste mouvement social existent. Le «ras-le-bol» de la politique menée par le gouvernement socialiste pourrait conduire, à les croire, à une «convergence des luttes».

Lucas, étudiant en licence de psychologie, est satisfait. «Il faut qu'on laisse nos différences de militantisme de côté pour amplifier le mouvement. Les gens sont presque unanimement contre la loi El-Khomri, il faut en profiter. Le fait que la mobilisation aujourd'hui soit assez forte va inciter plus de monde encore à se bouger demain.». Liberation.fr 09.03

Huffington Post - Cette première démonstration de force des anti-loi Travail, improvisée à la hâte sans véritable coordination syndicale, est d'ores et déjà un succès. En unissant leurs forces dans la rue, malgré le froid et la pluie, les sept familles des adversaires du texte (syndicats, partis politiques de gauche, frondeurs socialistes, étudiants et lycéens, pétitionnaires et internautes) ont démontré que l'opposition à la future loi Travail n'a rien de virtuel. Plus inquiétant encore pour le gouvernement, ce tour de chauffe social ressemble à s'y méprendre à celui du 7 février 2006, date des premières manifestations anti-CPE qui avaient réuni entre 218.000 et 400.000 personnes. Huffington Post 09.03

La journée de mobilisation d'hier ne constitue pas un tournant politique dans la situation, nous y reviendrons si nécessaire dans quelques jours.

Sauve qui peut : Faites chauffer la planche à billets des faux monnayeurs !

- Des taux proches de zéro pour très longtemps encore - Reuters 09.03

Les marchés financiers internationaux ont certes rebondi après les turbulences du début de l'année mais les scénarios de croissance et d'inflation intégrés dans les niveaux de prix de nombreux actifs laissent penser que l'économie mondiale est condamnée à une stagnation prolongée et à des taux d'intérêt proches de zéro pour au moins une décennie encore.

Les courbes des swaps de taux d'intérêt au jour le jour sont édifiantes: elles impliquent que le principal taux directeur de la Banque centrale européenne (BCE) ne repassera pas au-dessus de 0,5% avant 13 ans et qu'il aura du mal à franchir le seuil de 1% pendant les soixante prochaines années.

La situation est pire au Japon où le principal taux directeur resterait, à en croire ces courbes, sous 0,5% pendant encore au moins 30 ans.

Même aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, les deux grands pays occidentaux les plus avancés sur la voie de la normalisation monétaire, le marché des swaps de taux au jour le jour ne permet pas d'envisager un retour des taux directeurs à 1% avant six ans dans le premier cas et dix ans dans le second.

"Bien que les taux soient bas, ils ne sont pas accommodants", prévient toutefois Harvinder Sian, responsable de stratégie taux chez Citi. "L'ère des taux zéro va encore durer des années et des années, je ne serais pas surpris qu'elle se prolonge pendant cinq à dix ans."

Le Japon, la zone euro mais aussi la Suisse, le Danemark et la Suède se caractérisent par des taux négatifs sur les dépôts des banques auprès de la banque centrale, mais aussi sur la dette souveraine pour des maturités jusqu'à un minimum de cinq ans au Danemark et jusqu'à 20 ans en Suisse.

Un long combat.

Si les prix de marché sont parfois jugés irréalistes dans un environnement de liquidité très abondante, les politiques de taux d'intérêt proches de voire inférieurs à zéro ont aussi soulevé des interrogations.

Elles sont pourtant toujours en vigueur et 46 banques centrales ont assoupli leur politique monétaire depuis début 2015, neuf d'entre elles affichant des taux directeurs inférieurs à 1%.

La BCE et la Banque du Japon, qui ont adopté des taux négatifs, s'apprêtent à assouplir encore leur politique monétaire soit en allant plus avant encore dans cette voie soit en amplifiant leur programme de rachats d'actifs.

Si les banques centrales de deux des principales monnaies de réserve du monde assouplissent leur politique monétaire, la conséquence risque d'être une appréciation des deux autres - le sterling et le dollar - ce qui réduit les prix des produits importés et déprime les exportations au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, atténuant le besoin d'un durcissement de la politique monétaire dans ces deux pays.

Le long combat du Japon contre la déflation n'a rien d'encourageant. Confronté aux conséquences de l'éclatement d'une bulle immobilière et boursière, la Banque du Japon est entrée dans le monde des taux zéro au milieu des années 1990... et n'en est toujours pas sortie, malgré un taux de chômage très faible et un ratio d'endettement public sans équivalent.

"Les risques actuels de voir une inflation faible durablement installée basculer vers la déflation (...) sont au moins aussi graves que le problème de l'inflation des années 70. Ils nécessiteront eux aussi un changement des paradigmes de la politique économique pour être surmontés", a écrit la semaine dernière l'ancien secrétaire d'Etat américain au Trésor Larry Summers.

Pour la plupart des observateurs, le Japon montre qu'une stimulation monétaire massive par la banque centrale ne permet pas systématiquement de ranimer l'inflation ou les anticipations d'inflation, la demande intérieure et finalement la croissance, un phénomène connu sous le nom de "trappe à liquidité".

Pour Joseph Gagnon, chercheur au Peterson Institute for International Economics et ancien économiste auprès du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, tous les pays ne sont pas pour autant dans la situation du Japon.

Ainsi aux Etats-Unis, l'inflation de base et le taux de chômage sont proches des objectifs de la Fed. (Pas vraiment en réalité sinon la Fed ne poursuivrait pas la même politique, CQFC. Il faut se méfier du discours trompeur de l'AFP... - LVOG)

Mais pour lui, "si le Japon et la zone euro n'assouplissent pas leur politique de manière beaucoup plus agressive, ils resteront englués avec des taux zéro ou négatifs pendant des années." AFP 09.03

Quand une banque dépose 1 milliard de dollars ou euros à la Fed ou à la BCE par exemple, ce milliard n'est certes pas rémuné ou très faiblement, idem pour les obligations à taux proches de zéro ou négatifs, en revanche en échange elle peut recevoir 10 milliards de dollars de la banque centrale à un taux d'intérêt identique, donc pratiquement gratuitement, ensuite elle prête cet argent à des entreprises ou particuliers à des taux minimum 200 % supérieurs. Si par exemple la banque vous prête 1 euro et que vous le prêtez à votre tour et que vous en obtenez 3, vous réaliserez un gain substantiel, puisque 1 euro reviendra à la

banque quand vous la rembourserez et 2 euros resteront dans votre poche. Si vous empruntez de l'argent à 1% et que vous le prêtez seulement à 2%, vous réaliserez une plus-value de 100%, 200% à 3%, etc, appliquez cela à des sommes colossales et votre fortune gonflera démesurément en dormant !

En gros, les banques centrales en sont arrivées à fabriquer de la fausse monnaie parce que le système capitaliste a déjà épuisé ses réserves (soit que le taux de profit soit trop bas, soit que les placements rentables soient devenus rares hormis la spéculation et autres manipulations financières), et par ce biais il hypothèque à la fois son avenir et celui de l'humanité en escomptant ou pompant les profits à venir de l'économie productive déjà largement hypothétiqués dont témoigne le faramineux endettement mondial (plus de 200.000 milliards de dollars officiellement), ce qui explique et justifie leur politique néolibérale, la régression sociale généralisée qu'ils entendent imposer aux travailleurs du monde entier pour récupérer une partie plus importante de la plus-value produite au cours du cycle du capital.

Ceci n'est qu'un aspect de la situation, que l'on ne peut comprendre sans la relier à la stratégie politique qu'ils se sont fixés et qui détermine une partie des mesures qu'ils sont amenés à prendre. Sinon on ne peut pas comprendre pourquoi leur système économique ayant dépassé le stade de la faillite se maintient malgré tout en vie, artificiellement par des moyens de type mafieux.

C'est ainsi que la spéculation effrénée à laquelle ils se livrent et dont ils tirent des profits gigantesques, n'est pas seulement le pendant de la baisse du taux profit ou de la faillite du capitalisme en crise permanente, elle a également ou surtout pour fonction d'accroître la puissance et le pouvoir de l'oligarchie qui a parfaitement conscience que le capitalisme est gravement menacé, condamné à disparaître ou qu'il ne peut plus concourir au développement de la civilisation humaine, préparant les conditions politique destinées à instaurer un nouvel ordre mondial dont on peut de plus en plus nettement percevoir les contours sur tous les plans, aboutissant à une dictature mondiale dirigée par l'oligarchie et les intellectuels à son service, dans un monde militarisé, livré à l'arbitraire, une société policière, la population étant placée sous étroite surveillance, ne disposant plus d'aucun droit collectif social ou politique, totalement atomisée, individualisée, où domine le nihilisme sur fond d'imposture, de corruption des esprits, etc. et ce en recourant aux instruments numériques, au terrorisme, sans oublier la collaboration de classe avec les partis dits ouvriers ou de gauche et les dirigeants syndicaux ou syndicats inféodés au capitalisme et ses institutions.

Ces centaines de milliers de milliards de dollars que les banquiers se distribuent généreusement ont à la fois pour vocation d'empêcher que le système capitaliste ne s'effondre sur lui-même, tout en liquidant les bases sur lesquelles il reposait puisqu'elles constituent une menace mortelle pour lui sous la pression de la lutte de classe des exploités, ils servent donc à s'en émanciper ou à préparer l'avénement d'un modèle de société tellement antisocial, inhumain, cynique, qu'on a du mal à se l'imaginer, en quelque sorte ils en sont arrivés au stade où il leur faut réaliser le socialisme à l'envers pour assurer leur survie, ce qui nécessite d'asservir la totalité de la population en lui otant les moyens ou droits de s'y opposer ou de contester le nouvel ordre établi.

Un jour un crétin de lambertiste m'avait interpellé en me demandant pourquoi ils n'employaient pas ces centaines de milliers de milliards de dollars pour sauver le capitalisme, pardi, mais parce qu'ils savent pertinemment que c'est impossible tout simplement ! Les banquiers sont parfois plus marxistes dans leurs analyses que bien des militants. Eh oui les oligarques sont pragmatiques ! Ils partent uniquement de la réalité et non de dogmes pour déterminer les mesures financières et la stratégie politique qu'ils doivent adopter pour sauver leur peau ou garantir leur domination de classe. Quand on l'ignore on se perd en prédictions oiseuses ou théories foireuses.

Nous en sommes arrivés au point où ce sont les oligarques qui dictent la politique économique, sociale et politique que les différents gouvernements dans le monde doivent appliquer, autrement dit tous les partis politiques qui se succèdent au pouvoir ainsi que l'ensemble des institutions ne sont plus que des instruments (ou des relais) de l'aristocratie financière qui dicte sa loi aux peuples du monde entier en fonction de ses besoins ou la stratégie qu'elle a définie pour conserver ses privilèges.

Maintenant en quoi cela est-il important de prendre en compte cet aspect mafieux de l'économie ? Parce qu'il est impossible d'expliquer autrement la situation. Un jour un camarade m'a fait la remarque qu'aussi bien les discours sur la crise ou la fin de la crise du capitalisme ne tenaient pas debout ou étaient incompréhensibles et il avait raison, car c'était mal poser la question. Pourquoi ? Parce qu'effectivement le capitalisme est bien en proie à une crise, mais en même temps il s'est donné les moyens d'empêcher qu'elle n'entraîne l'effondrement de leur système économique, du coup, observant qu'elle traîne en longueur depuis près d'une décennie, on peut être porté à penser que le capitalisme peut très bien s'en accommoder, qu'elle n'est pas si grave ou profonde qu'on aurait pu le croire ou qu'on a voulu le dire, pour ne pas dire qu'il pourrait être condamné à vivre avec de sorte que son avenir ne serait pas menacé ou serait assuré, au-delà qu'il aurait encore de beaux jours devant lui. Qui plus est, du fait que l'analyse classique du capitalisme est inopérante pour expliquer comment il parvient à survivre à cette crise sans qu'elle se traduise par son effondrement. Si on évacue le système mafieux que l'oligarchie financière a mis minutieusement en place pas à pas à partir des années 70, on ne peut pas comprendre pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore écroulé. Au final pour être bref, on dira que le système économique capitaliste est bien en crise si on s'en tient aux facteurs et aux lois qui régissent son fonctionnement à partir des fondements sur lesquels il repose depuis son origine, mais qu'il s'est doté d'instruments mafieux pour la contrôler et l'orienter en fonction d'une stratégie politiqe que les oligarques ont définie afin de conserver leur pouvoir. Ainsi la crise du capitalisme est en rapport avec ses fondements et non avec la capacité des capitalistes de trouver les moyens de la canaliser, l'instrumentaliser, l'alimenter ou la freiner, la contrôler, ce qui peuvent donner l'impression (fausse) qu'elle n'existerait

pas ou serait résolue ou en voie de résolution.

Le système financier mafieux que les oligarques ont mis au point sert à combler les lacunes ou tares du capitalisme, et une fois théorisé, légitimé par le biais de traités (transpacifique et transatlantique notamment) qui auront valeur de loi ou de législation, à terme il sera appelé à se substituer au capitalisme et à la lutte des classes, en tout cas c'est ainsi que ses concepteurs l'ont conçu et qu'il s'agit de l'interpréter pour le combattre.

Si maintenant on refuse d'entrevoir cette dimension ou qu'on s'en tient au discours classique sur le capital, on sera amené à développer une argumentation incohérente contredite par la réalité des faits, et qui plus est on se condamnera à s'empétrer dans des contradictions sans fin sources de désaccords qui finalement ne mèneront nulle part.

Donc si on n'entend pas être soumis à la politique ou la stratégie que l'oligarchie financière entend nous imposer, qu'on entend les combattre, la première chose à faire consiste à rompre avec les partis et les institutions qui lui sont acquis, leurs agents au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats. Sinon il est impossible de définir une politique indépendante du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs, au socialisme.

Haut de page

Le 11 mars 2016

CAUSERIE

Service minimum.

Qu'on se le dise. Salauds de retraités !

- Retraites : des seniors de plus en plus pauvres Francetv info

Alors que de plus en plus de seniors cumulent retraite et travail, ils estiment également s'appauvrir. Leur sentiment correspond-il à la réalité ? "Ça va de plus en plus mal pour les retraités, d'autant plus que le minimum vieillesse n'a pas été revalorisé ces deux dernières années. Résultat, le nombre de retraités pauvres atteint le million : un million de retraités ont un revenu inférieur à 1 000 euros par mois", décrypte Olivier Poncelet, sur le plateau de France 3. Francetv info 10.03

- En France, plus de 450 000 personnes cumulent travail et retraite.

En 2016, les retraités français sont deux fois plus nombreux à travailler qu'il y a 10 ans. Et selon l'économiste Jean-Hervé Lorenzi, la tendance devrait encore s'accroître. "Le pouvoir d'achat d'un retraité est légèrement supérieur à ceux des actifs. C'est un équilibre non tenable à terme. Les pensions vont donc baisser et les gens travailleront plus longtemps", analyse-t-il pour France 3. L'an dernier en France, le revenu moyen d'un retraité s'élevait à 1 162 euros. Francetv info 10.03

Fainéants de jeunes !

- En France, 25% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. - Francetv info 10.03

Quand s'enrichir gratuitement vaut bien une prime de risque.

- La BCE sort l'artillerie lourde pour relancer l'activité et les prix - AFP

- La BCE baisse son principal taux directeur pour relancer la croissance - Francetv info

- La BCE rémunèrera les banques qui empruntent pour prêter - Reuters

La BCE va prêter aux banques au taux zéro et en plus leur verser une prime équivalente à 0,4% des prêts qu'elles auront accordés aux entreprises ou aux particuliers à des taux qui varient de 1 à 5, 6% ou plus. Elle n'est pas belle la vie de banquier !

Quand des monstres nous gouvernent.

- Les regrets de Manuel Valls sur la Syrie - Slate.fr

C'est une petite confidence glissée dans un long papier sur la politique internationale du président Barack Obama. Selon des propos rapportés par le magazine The Atlantic, le Premier ministre Manuel Valls a exprimé des regrets sur l'absence d'intervention américaine en Syrie en 2013, au moment où la ligne rouge des armes chimiques était franchie et qu'une intervention américaine semblait imminente. «En n'intervenant pas plus tôt, nous avons créé un monstre. [...] Si nous avions bombardé comme prévu, je pense que les choses seraient différentes aujourd'hui», a dit le Premier ministre, selon le journaliste Jeffrey Goldberg. Slate.fr 10.03

A l'instar de la Libye ou de l'Irak...

- Le prince héritier d'Arabie saoudite a reçu la légion d'honneur "à sa demande", selon "Causette" - Francetv info

Le magazine féminin Causette affirme, jeudi 10 mars, que le prince héritier d'Arabie saoudite a reçu la légion d'honneur "à sa demande". Or, l'entourage de François Hollande avait assuré, dimanche, que Mohammed ben Nayef avait reçu cette décoration "au titre de personnalité étrangère, une pratique protocolaire courante".

"Il me paraît indispensable de répondre à sa demande"

Pour affirmer cela, Causette met en ligne un échange de mails diplomatiques entre Bertrand Besancenot, l'ambassadeur de France en Arabie saoudite et David Cvach, le conseiller pour le Moyen-Orient de François Hollande. Le premier mail est envoyé le 2 mars par le premier au second.

"Cher David, je me permets de t'envoyer la copie jointe de la proposition de décoration pour le prince Mohamed ben Nayef", commence Bertrand Besancenot. Un message qui se termine par : "C'est aussi un geste envers le prochain Roi d'Arabie Saoudite. C'est dans ce contexte qu'il me parait indispensable de répondre à sa demande de recevoir la Légion d'Honneur, à un moment où il souhaite renforcer sa stature internationale." (sic)

Réponse de David Cvach : "Aucune raison de ne pas le faire : il faut que ce soit discret vis a vis des medias mais sans dissimulation, si nous ne le faisons pas ce sera vu comme un camouflet et si on nous interroge on repondra lutte contre daech et partenariat economique et strategique." (sic) L'échange se termine par la consultation de François Hollande sur le sujet, puis son approbation. Francetv info 10.03

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

- Les services de sécurité étudient la liste des 22.000 noms de Daech - LeFigaro.fr

- Le Pentagone annonce la capture du chimiste de l'Etat islamique - Reuters

Haut de page

Le 14 mars 2016

CAUSERIE

Demain j'ai rendez-vous au consulat de France pour préparer mon dossier de retraite, donc c'est très sérieux, après-demain je dois régler le problème du scooter encore en panne, je dois aussi trouver le temps d'aller porter plainte au commissariat de police de mon district contre le sale type qui ne m'a jamais remboursé les 500.000 roupies que je lui avais prêtés, ensuite les jours suivants je dois finir de couvrir la terrasse de la maison chauffée au fer blanc par un soleil de plomb, du coup la climatisation de la chambre doit fonctionner une bonne partie de la nuit parce que le plafond diffuse une chaleur insupportable, dès que je la coupe, la température remonte à vue d'oeil et impossible de dormir, comme la facture d'électricité, il me reste encore de la peinture à faire, le jardin à finir d'aménager, etc.

Le reste du temps je le consacre aux tâches ménagères que les deux femmes (Selvi et sa soeur Adi) qui partagent mon existence n'ont pas le temps de faire. C'est la moindre des choses, elles bossent 6 jours/sur 7, cuisiner de bons petits plats indiens pour se régaler ou se remonter le moral, quoique les filles affichent toujours une bonne humeur, chez nous quotidiennement chaque repas est gastronomique, à la fois un moment de détente et de plaisir, il en faut bien dans la vie n'est-ce pas ? l'air de rien cela prend du temps, je ne cuisine pas tous les jours, je cuisine pour plusieurs jours, chaque fois j'y passe

environ 3 heures, et puis cela leur fait tellement plaisir, on n'a rien sans rien, vous savez ce que c'est que les femmes, je déconne, à peine, pour une fois que je ne tombe pas sur des hystériques dépressives tyranniques, quel bonheur ! Vaut mieux finir polygame assumé que pervers, pédophile ou homosexuel, voilà qui va encore choqué les hypocrites ou les impuissants, je regrette juste que cela ne soit pas arrivé plus tôt. Et pour en rajouter une couche, je me suis réconcilié avec mon épouse dont je suis séparé, comme quoi je ne suis pas aussi rustre que certains le pensent, je sais aussi faire preuve de tact et de pédagogie, je laisse la démagogie à mes détracteurs. Détendez-vous, c'est bon pour la santé.

Passons à des choses plus sérieuses, bien que l'air de rien j'étudie le comportement de ces femmes, notamment le rapport entre l'arriération et l'absence de logique chez elles, je traque le moment où elle se développe, etc. je me livre à des expériences très instructives, sans être issues d'un milieu indigène ou sauvage elles n'en sont vraiment pas éloignées tant leur mode de vie et de pensée est rudimentaire tout en étant projetées dans un monde qui les dépasse où auquel elles ne comprennent rien, c'est passionnant. Cela me force à adapter mon discours ou ma démarche intellectuelle à leur niveau, ce qui n'est pas évident du tout, c'est bon pour découvrir l'origine du raisonnement, et oui il faut remonter jusque là, je dois m'y reprendre à plusieurs reprises, je teste différentes formules, je corrige mes erreurs, de quoi demeurer modeste par dessus tout ou ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, sinon cela ne fonctionne pas, et puis vaut mieux savoir où on en est soi-même, c'est préférable ! Un bon exercice pour tester et affermir sa force de persuasion, qui là encore ne fonctionne pas si elle n'est pas parfaitement honnête, absolument sincère, cela sert en politique, on ose l'espérer !

J'ai observé qu'il arrivait de plus en plus souvent ces derniers temps, qu'on trouve une info dans un article ou ce qui est présenté par son auteur comme un fait étayant une thèse ou autour duquel était construite sa démonstration, et de lire son démenti ou exactement l'inverse dans un article d'une autre source 24h ou à peine quelques jours plus tard, je parle d'articles publiés aussi bien par les médias institutionnels que par ceux qu'on appelle les médias alternatifs, ce qui franchement ne fait pas très sérieux.

C'est à se demander si leurs auteurs s'en aperçoivent ou s'ils s'en foutent, parce que leurs articles relèvent non de l'information mais de la propagande sans que leurs lecteurs en aient conscience de préférence.

Il est donc indispensable de prendre du recul par rapport aux faits qu'on recueille ou de vérifier leur authenticité, ce que la plupart des lecteurs ne feront pas faute de temps ou de volonté, ce dont on ne peut pas leur reprocher, mais en fera la proie idéale des faussaires ou manipulateurs en tous genres.

Sans tomber dans la paranoïa, nous appelons nos lecteurs à la plus grande vigilance qui soit, et qu'ils ne se laissent pas abuser par ceux qui tiennent en apparence un discours radical ou se veulent critiques vis-à-vis des médias, car le plus souvent ils emploient les mêmes méthodes, donc finalement ne les aident pas à comprendre la situation ou à trouver la voie pour en finir avec le régime. Notre avertissement risque de tomber dans l'oreil de sourds puisque

Pourquoi la Loi travail qui a notamment pour objet de faciliter les licenciements, contribuerait-elle à créer des emplois ?

Pourquoi poser cette question ? Mais parce que la plupart des commentateurs favorables ou opposés à ce projet de loi ne comprennent pas ou feignent de ne pas comprendre quel est son véritable objectif : remplacer les salariés ayant de l'ancienneté par de nouveaux salariés moins coûteux, ancienneté qui s'est traduite au fil du temps par une revalorisation salariale, donnant lieu ou non à une prime (1% de leur salaire brut par année de présence par exemple), des jours de congés supplémetaires selon la convention collective à laquelle est ratachée l'entreprise qui les emploie, etc.

Un travailleur qui a 20 ans d'ancienneté aura un salaire de 2.000 euros bruts mensuel par exemple, auquel viendra s'ajouter 20% au titre de l'ancienneté, et bénéfiera de quelques jours de congés supplémentaires, alors qu'un nouvel embauché sera rémuné 1.500 euros bruts mensuel, ne percevra rien au titre de l'ancienneté, de plus son employeur pourra bénéficier d'une exonération de cotisations sociales.

On comprend l'intérêt qu'aura cet employeur à virer ses salariés les plus anciens ou qui lui coûtent le plus cher, quite à en embaucher d'autres à des conditions de rémunération moins favorables, à moins que ce ne soit un sous-traitant qui prenne le relais ou qu'il délocalise les postes de travail de ces salariés, ce qui se traduira dans ce cas-là par aucune embauche en France.

Ceci explque aussi pourquoi le PIB ou ce qu'ils appellent la croissante soit fleurissante dans certains pays (d'Europe de l'est ou central) où des multinationales ou des grandes entreprises ont délocalisé une partie de leur activité, sans pour autant que le niveau de vie de la population n'augmente en rapport, car ce développement était destiné à profiter en priorité aux investisseurs étrangers, à leurs actionnaires, aux membres de leur conseil d'administration, aux rentiers. L'Allemagne en est l'illustration.

L'idéal pour les esclavagistes des temps modernes consiste à cumuler un coût du travail le plus bas possible, une réglementation du travail flexible et nettement favorable au patronat, ainsi qu'un chômage de masse qui présente de nombreux avantages, permet de tirer les salaires vers le bas, d'alimenter le chantage au chômage pour ceux qui ont un emploi et contraindre les chômeurs d'accepter un emploi à n'importe quelle condition, de justifier sans cesse la promulgation de nouvelles lois

permettant d'accroître l'exploitation, de rogner toujours plus les droits sociaux des travailleurs...

Dans une précédente causerie nous indiquions que ce projet de Loi travail visait en priorité l'aristocratie ouvrière ou la couche supérieure de la classe ouvrière, et que c'était parce qu'elle constituait une grande partie du fond de commerce des syndicats corrompus que ces derniers montaient au créneau. On pouvait nous accuser de raconter n'mporte quoi ou de se saisir de cette occasion pour attaquer injustement les directions syndicales. Voici un élément de réponse qui le confirme.

AFP - (Selon Mathieu Plane de l'OFCE) Dans le contexte fragile actuel, le risque serait plutôt de voir une "augmentation des licenciements boursiers dans les grands groupes". Et donc de précariser en premier lieu les salariés en CDI.

Patrick Liébus, patron de la Capeb (artisans du bâtiment), va dans le même sens: "nos petites structures n'ont pas de mal aujourd'hui à prouver au juge leurs difficultés économiques. Préciser les motifs des licenciements économiques dans la loi semble donc davantage fait pour faciliter les licenciements dans les grandes boîtes". AFP 11.03

Au fur et à mesure que les multinationales et les grandes entreprises réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires et leur profit hors de France ou qu'une aristocratie ouvrière et une classe moyenne se développent dans les pays dits émergents, l'intérêt de conserver une aristocratie ouvrière et une classe moyenne pléthoriques en France s'estompe ou disparaît, d'où la nécessité pour le patronat de s'y attaquer. Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir conjointement aux attaques contre la fonction publique, Bruxelles et le FMI qui sont les porte-parole de ses concurrents du secteur privé réclamant de nouvelles réformes structurelles.

Autre confirmation ou fait qui nous donne raison, quand nous affirmions que ceux qui se gargarisent du retrait du CPE ne voient qu'un aspect de la réalité, celui qui les intéresse et ferment les yeux sur ceux qui les dérangent. Nous avions précisé qu'il existait plus d'une vingtaine de contrats précaires et que le patronat n'avait que l'embarras du choix et se passait très bien du CPE.

AFP - En 2015, 87% des 23 millions de contrats signés l'ont été en CDD. Et 70% étaient inférieurs à un mois - avec une part majoritaire de réembauche.

Or, les contrats de moins d'un mois augmentent quand ceux de plus d'un mois diminuent, engendrant un phénomène de rotation extrême sur des contrats de plus en plus courts, ce qui accroît la précarité dont pâtissent essentiellement les jeunes, les femmes et les moins qualifiés. AFP 11.03

Voilà la preuve que CPE ou non, le patronat dispose déjà de suffisamment d'instruments pour transformer le marché du travail en foire aux esclaves. Que les syndicats qui refusent de rompre leurs relations avec le patronat s'en accommodent ne devrait pas surprendre les militants et les syndicalistes qui le plus souvent ne sont pas concernés, non, dites-moi si je me trompe. Tout s'explique que voulez-vous, je sais c'est désagréable à entendre, à chacun sa responsabilité, la nôtre n'est pas de couvrir la collaboration de classe avec notre ennemi, c'est ainsi et nous ne changerons pas.

Aux guerres préventives contre un ennemi qu'on a fabriqué pour justifier de nouvelles aventures impérialistes ou coloniales, viennent s'ajouter logiquement les licenciements à titre préventif dans l'intérêt général, tout comme la surveillance généralisée de la population pour soit-disant prévenir les actes terroristes ; une fois la société ayant atteint un niveau raisonnable de paranoïa ou de schizophrénie entretenu quotidiennement par les médias, ce serait franchement dommage de ne pas en tirer profit, telle est la conclusion de ceux qui nous gouvernent.

Un dernier mot à propos de la loi travail.

Après que le gouvernement eut recentré son discours sur la lutte contre la "dualité" du marché du travail, les termes sont de l'AFP hier, Hollande et El Khomri ayant à coeur le sort des travailleurs voilà qu'ils se transforment en défenseurs acharnés du CDI, en réalité une imposture de plus évidemment, car après l'adoption de l'ANI qui complétait les différentes mesures déjà existantes pour faciliter les licenciements, disposer d'un CDI ne constitue pas une garantie d'emploi pour les travailleurs contrairement à ce que Hollande et El Khomri prétendent. Et quant au coût de leur licenciement, au regard des centaines de milliars d'euros de profit qu'ont réalisé ces dernières années les entreprises du CAC40 ou les fortunes amassés par les oligarques durant la même période qui se chiffrent également en centaines de milliards d'euros, c'est vraiment une broutille. On en veut pour preuve les accords à l'amiable qui se sont développés pour rompre un CDI à l'instigation du patronat, qui à l'occasion se veut particulièrement généreux. Du coup, l'argument du coût faramineux des licenciements économiques tombent à l'eau, ajoutons, surtout au regard des millions ou dizaines de millions qu'ils octroient à leurs PDG ou cadres supérieurs démissionnaires ou congédiés, sans parler du bonus à l'embauche qui atteint aussi des sommes faramineuses à côté du coût du licenciement d'un ouvrier.

Encore trois éléments déterminants pour en finir avec les bonnes intentions de Hollande et Gattaz qui prétendent que la Loi travail contribuera à créer des emplois. Ils sont connus de tous mais on n'y pense pas toujours.

Réduire le coût des heures supplémentaires pour les patrons devraient les pousser à y recourir davantage au lieu

d'embaucher. Augmenter la durée du travail quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle ne peut aboutir qu'au même résulat, la surexploitation est en prime, pour les patrons évidemment. Inciter les travailleurs à partir à la retraite le plus tard possible conduit également au même résultat, priver un chômeur d'un emploi.

La ficelle est décidément un peu grosse à gaire avaler aux travailleurs et aux jeunes qu'ils prennent vraiment pour des abrutis. Sera-t-elle suffisante pour étouffer Hollande et le gouvernement, réponse dans les semaines à venir. A suivre.

Le rejet est total.

- Loi Travail: Près de 4 jeunes Français sur 5 sont contre la loi El Khomri - 20minutes.fr

Les Français de moins de 35 ans sont plus nombreux que leurs aînés à se déclarer «opposés» à la loi Travail, selon un sondage publié dimanche par Le Parisien. Si l'ensemble des Français se déclarent à 71% «plutôt opposés à la loi El Khomri et 28% «plutôt favorables» (1% ne se prononcent pas), les 18-34 ans se disent à 78% «plutôt opposés», selon cette enquête Odoxa.

Les plus nombreux à porter un regard positif sont les sympathisants de gauche (79%). 20minutes.fr 12.03

Traduire "sympathisants de gauche" par nantis.

Le réformisme a toujours rimé avec capitalisme.

Nous disions que le réformisme était la négation ou l'antithèse du socialisme quelle que soit la forme qu'il pouvait prendre ou la manière dont on le présentait, et que tous ceux qui s'en réclamaient étaient des réactionnaires qui s'ignoraient ou non, peu importe. On y reviendra une autre fois.

Disons que le réformisme c'est à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, l'alliance de l'aristocratie ouvrière avec l'aristocratie financière sur le dos des couches les plus défavorisées du prolétariat en France et ailleurs dans le monde qui se comptent en millions en France et beaucoup plus dans le monde.

Le réformisme contrairement au socialisme ou au marxisme est une idéologie. Pourquoi ? Parce qu'il repose sur une interprétation de la réalité qui ne prend en compte qu'un aspect de celle-ci qu'il substitue à la réalité elle-même en occultant des pans entiers inavouables de celle-ci, tandis que le marxisme ou le matérialisme historique s'applique à prendre en compte dans son analyse la totalité des faits et leurs rapports, de sorte qu'il est possible de concevoir deux orientations possibles de la société antagoniques, totalement opposées, irréconciliables, l'une menant au chaos, à la précarité généralité ou à l'esclavage, à la guerre, à la barbarie, l'autre à l'émancipation de l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la fin du règne de la nécessité, à la paix universelle, à la liberté.

Le réformisme contrairement au socialisme s'accommode de l'existence de millions de travailleurs, retraités, jeunes pauvres, parfois miséreux, subissant des conditons de travail et de vie insupportables, tout comme il s'accommode de l'appareil policier de l'Etat, des guerres impérialistes, coloniales, de rapine ou de brigandage, c'est la raison pour laquelle nous combattons le réformisme et nous militons pour le socialisme...

- La CFDT, syndicat "réformiste" allié précieux du gouvernement - AFP

La CFDT a signé toutes les réformes du quinquennat, au risque d'être taxée par ses détracteurs de "syndicat gouvernemental". Son ralliement à la loi travail paraît primordial pour l'exécutif, mais la centrale affirme rejeter l'idée d'être "instrumentalisée". (Inutile en effet, puisque dès l'origine ce n'est pas un syndicat ouvrier. - LVOG)

L'organisation, bien implantée dans le secteur privé, a signé toutes les grandes réformes depuis l'arrivée de François Hollande: marché de l'emploi, retraite, pacte de responsabilité, formation professionnelle, compte personnel d'activité...

Peu importe la couleur politique du gouvernement: "Nous ne sommes ni militants socialistes, ni proches d'aucun parti politique. Nous sommes autonomes", assure sa numéro deux, Véronique Descacq.

Mais certains syndicats soulignent la relation "privilégiée" de la CFDT avec le gouvernement, s'étonnant de la récente nomination comme directrice de cabinet adjointe au ministère du Travail d'Anousheh Karvar, ancienne responsable de la centrale.

La position de la CFDT est malaisée. "Étant en position centrale dans les discussions, elle prend le risque d'être accusée de connivence, ce qui n'est pas le cas. Le risque aussi, c'est de penser que vous représentez le monde salarié, ce qui n'est pas le cas non plus", dit Luc Bérille, président de l'Unsa. (Que l'Unsa défende la CFDT est la moindre des choses... Merci on avait compris que ces syndicats ne pouvaient pas à la fois représenter "le monde salarié" et les intérêts du patronat. - LVOG)

"Réformiste" la centrale? "Bien sûr", répond Mme Descacq.

Toutefois, Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, "dénie à la CFDT le qualificatif de réformiste", plutôt du ressort de FO, selon lui. (Il colle tout aussi bien à la peau des "trotskystes" implantés dans les instances de FO qui d'ailleurs le revendique également. - LVOG)

De son côté, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, qui a présenté une série de propositions pour réformer le code du travail, rejetant en bloc l'avant-projet actuel, considère que "le syndicalisme est par essence réformiste". (En tant que fossoyeur du syndicalisme, son discours est logique. - LVOG)

Guy Groux, chercheur au Cevipof, confirme: "Tout le monde est réformiste et souhaite que la société s'améliore", mais avec des différences. (Et si elle est devenue aussi pourrie votre société, c'est bien la preuve de la faillite du réformisme. - LVOG)

D'un côté il y a les "réformistes modérés" (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CFTC) qui "acceptent l'économie de marché (En réalité ils l'acceptent tous. - LVOG), considèrent qu'elle est légitime et que l'entreprise a un rôle à jouer dans les régulations sociales". De l'autre, il y a "une vision beaucoup plus conflictuelle des rapports sociaux: les syndicats considèrent que l'entreprise est encore prioritairement un lieu d'exploitation et de domination. Là on retrouve la CGT, SUD ou FSU". AFP 12.03

Les syndicats jaunes ou patronaux ne font pas recette.

- Loi travail : les syndicats "réformistes", dont la CFDT, peinent à mobiliser - Francetv info

Seules quelques centaines de personnes ont battu le pavé, ce samedi à Paris, à l'appel de ces organisations. En province, la mobilisation s'est traduite par des distributions de tracts et de petits défilés. Francetv info 12.03

Et toujours à bas l'état d'urgence !

Des centaines de personnes dans la rue contre l'état d'urgence - Le Monde.fr

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté, samedi 12 mars, à Paris et dans de grandes villes de province pour réclamer la levée de l'état d'urgence instauré après les attentats du 13 novembre.

Ce rassemblement, à l'appel de plusieurs collectifs (« Nous ne céderons pas », « Stop état d'urgence »), associations (Cimade, Réseau d'éducation sans frontières, Droits devant !…), rejoints par des syndicats comme la CGT et des partis politiques (EELV, PCF…), était le deuxième organisé dans la capitale après celui du 30 janvier. Le Monde.fr 12.03

Leurs maîtres leur conseillent de se sacrifier ou le suicide... pour la bonne cause, la leur.

lepoint.fr - Leur meilleur réflexe (A Hollande et Valls- ndlr) serait peut-être de considérer qu'ils n'ont plus rien à perdre…

A en faire saliver le Medef.

Enfin, des syndicats libres, autonomes, apolitiques, le bonheur... pour les exploiteurs.

La Finlande se lance dans un vaste plan de dévaluation interne - latribune.fr

Les syndicats finlandais ont accepté, sous la pression du gouvernement, un gel des salaires et une augmentation des cotisations et du temps de travail. Le but : rattraper le retard sur le voisin suédois.

La Finlande s'engage dans de rudes « réformes » pour tenter de retrouver sa compétitivité. Jeudi 10 mars, le comité directeur de l'Organisation des syndicats finlandais (SAK), a approuvé l'accord signé le 29 février dernier avec les organisations patronales. Sans l'accord de ce syndicat, qui représente les employés de l'industrie, cet accord eût été mort-né malgré la signature des deux principaux syndicats du secteur tertiaire. Désormais, la voie est ouverte pour ce que l'on appelle le nouveau « contrat social » finlandais.

Le contenu de l'accord

Qu'est-ce que ce « contrat » ? Un véritable remède de cheval qui vise à abaisser de 3,5 % le coût du travail en Finlande d'ici à trois ans. Les syndicats ont accepté de transférer vers les employés une partie des cotisations des employeurs sur les retraites et l'assurance-chômage. Les cotisations salariales vont donc augmenter de 1,2 % pour les retraites et les cotisations chômage de

0,85 %. Les salariés devront travailler sans augmentation de salaires une heure de plus par semaine chaque année, soit au total trois heures de plus par semaine. Les syndicats se sont par ailleurs engagés à ne pas demander d'augmentation de salaire l'an prochain. Enfin, dans le secteur public, les primes des employés seront réduites de 30 %.

Pourquoi les syndicats ont accepté

Les syndicats finlandais, à commencer par le SAK, n'ont cependant pas accepté de gaieté de cœur un accord aussi dur. Ils ont agi sous la pression du gouvernement de centre-droit dirigé par Juha Sipilä qui n'a pas hésité à pratiquer ce qui ressemble fort à un chantage. Le premier ministre avait en effet prévenu qu'en cas d'absence d'accord, il augmenterait les impôts et pratiquerait des coupes budgétaires pour un total de 1,5 milliard d'euros. En cas d'accord, il avait, en revanche, prévenu qu'il réduirait les impôts à hauteur de 1 milliard d'euros. Les syndicats étaient donc sous pression. D'autant que le gouvernement menaçait en réalité de reprendre la main si aucun accord n'était trouvé pour réduire le coût du travail. Cela eût signifié la fin d'une tradition, le fameux « consensus nordique », qui donne beaucoup de pouvoir aux syndicats. Du reste, l'accord pouvait sembler favorable aux salariés puisqu'il se situait sous l'objectif fixé par le gouvernement.

L'accord du gouvernement

Juha Sipilä a néanmoins béni l'accord. Mais pour les baisses d'impôts, il faudra attendre encore. Pour lui, les mesures décidées par les partenaires sociaux sont « un premier pas » qu'il faudra « mette en œuvre. » Il n'est donc pas certain que cet accord suffise. Le ministre des Finances Alexander Stubb, par ailleurs ancien premier ministre, a prévenu qu'il faudra sans doute « se mettre d'accord sur de nouvelles mesures. » Ce contrat n'est donc peut-être qu'un début à de nouvelles exigences. Le gouvernement s'attend à ce que cet accord crée 35.000 emplois alors que le pays compte 252.000 chômeurs et un taux de chômage de 9,4 %.

Reste à connaître la réaction des Finlandais. Un collectif anti-austérité, Joukkovoima (« ensemble de forces ») a appelé à des rassemblements ce week-end à Helsinki et Pori, mais la mobilisation sera sans doute assez faible. On notera que quelques syndicats, comme celui des transports ou le PAM dans les services, ont refusé l'accord. Les agriculteurs manifesteront aussi ce week-end contre la politique du gouvernement. Globalement, le mécontentement semble monter contre le gouvernement. Le dernier sondage de Taloustutkimus donnait dix points de plus que lors des élections de 2015 à la gauche et neuf points de moins à la coalition au pouvoir qui regroupe centristes, libéraux eurosceptiques et conservateurs. latribune.fr 11.03

Et dès le lendemain...

L'agence Fitch retire à son tour le triple A à la Finlande - La Tribune 12.03

Ils sont ultra minoritaires et illégitimes pour décider de notre sort et de l'orientation de la société.

Le gouvernement, le PS et sa "majorité" parlementaire sont ultra minoritaires dans le pays, illégitimes, il faut donc leur dénier le droit de s'attaquer à nos acquis.

En fait ce sont tous les partis qui ont participé à ces scrutins qui n'ont aucune légitimité, les institutions de la Ve République dont ils constituent les piliers qui sont massivement rejetées par l'immense majorité des travailleurs, posant la question d'un Etat, d'un gouvernement des partis, courants et tendances du mouvement ouvrier qui combattent à leur côté pour en finir avec ce régime incompatible avec la satisfaction de leurs besoins, pour une République sociale, le socialisme.

Outre le résultat de ces élections, un dernier sondage confirme l'illégitimité de Hollande et Valls, qui récoltent respectivement 17 et 24% de soutien à leur politique ultra réactionnaire. (OpinionWay pour Metronews et LCI publié dimanche.)

La question qui est posée est de savoir comment organiser cette immense majorité de travailleurs qui plus ou moins consciemment rejettent les institutions et le régime en place, comment faire en sorte que cette conscience mûrisse pour les balayer et instaurer une République sociale qui rompe avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions nationales, européennes ou internationales.

Certainement pas en suivant l'illusionniste Mélenchon qui veut "leur montrer comment on peut changer la vie" (lors de l'émission "C Politique" sur France 5.) sans changer les bases sociales sur laquelle repose la société, ce qui revient en réalité à ne rien changer du tout, 48 ans après mai 68 les faits le prouvent suffisamment.

Taux de participation dimanche 13 mars 2016 au premier tour de trois élections législatives partielles.

Yvelines : 29,25%.

Aisne : 33,97%.

Nord (10e circonscription) : 21,7%.

Résultats du PS laminé :

Nord : 11,24% (en 2012 : 30,77 %), soit 2,43%.

Yvelines : 12,98% (plus de 30 % en 2012), soit 3,79%.

Aisne : 15,69% (en 2012 : 35,47 %), soit 5,32%.

S'en trouvera-t-il encore parmi nous pour tenter de sauver le PS ?

En famille. Un despote en quête désespérément de soutien.

- Politique : Bernadette Chirac et François Hollande se réconcilient - Francetv info

A bas l'UE !

- Les Français souhaitent un référendum sur la sortie de la France de l'UE - 20minutes.fr

Les Français souhaitent majoritairement (53 %) l'organisation d'un référendum sur la place de leur pays dans l'UE comme ce sera le cas au Royaume-Uni le 23 juin prochain.

Même si, en cas de consultation, le « oui » au maintien de la France au sein des 28 l'emporterait, avec 45 % pour. 33 % se disent contre et 22 % restent indécis. C'est ce que révèle une étude dirigée par l'Université d'Édimbourg, publiée jeudi. 20minutes.fr 12.03

L'OTAN et l'islamo-sioniste Erdogan fer de lance de la fascisation de l'Europe

- A Magdebourg, dans l'est de Allemagne, l'AfD célèbre sa percée - Reuters

A Magdebourg, dans l'est de l'Allemagne, le parti anti-immigration AfD (Alternative pour l'Allemagne) a obtenu 24% des voix, formé il y a trois ans son score était encore impensable il y a un an.

Outre le résultat en Saxe-Anhalt, l'AfD a remporté 15% des voix dans le prospère Bade-Wurtemberg, et plus de 12% en Rhénanie-Palatinat. (source : Reuters 13.03)

Déstabilisation et stratégie du chaos.

- Duel entre le président Maduro et l'opposition dans les rues vénézuéliennes - LeMonde.fr

- Brésil: manifestations contre Rousseff en pleine tempête politique - AFP

- En Chine, plus de 99 % des personnes poursuivies par la justice jugées coupables en 2015 - LeMonde.fr

Le harcèlement de l'impérialisme américain et ses agents est permanent :

Les médias condamnent les grèves en France (journées noires)... et les célèbres en Chine.

- Chine : plusieurs milliers de mineurs en grève - Liberation.fr 13.03

Les médias condamnent les manifestations en France contre le pouvoir en place... et les célèbres au Brésil.

- Trois millions de Brésiliens dans la rue contre leur présidente - Francetv info 13.03

Haut de page

Le 17 mars 2016

CAUSERIE

Service minimum. Je me demande comment j'ai pu actualiser le site quotidiennement pendant tant d'années quand je vois à quel point je suis crevé.

Le soir je ne bosse plus, je me détends en regardant des vieux fims français en noir et blanc des années 30 à 60, pendant que les filles regardent un film tamoul. Par Internet je leur charge un film que je transfère sur une clé USB, que je branche ensuite sur la télé, moi je me contente de l'écran de l'ordinateur. Entre 22h30 et 23h Adi rentre dormir chez elle et extinction des feux.

Qui est responsable de quoi ?

- Obama satisfait de son action en Libye - par Valentin Vasilescu - voltairenet.org

Bien que la guerre contre la Jamahiriya arabe libyenne ait été menée au prétexte de protéger les populations civiles, il est aujourd'hui impossible de nier qu'elle a été conduite par les États-Unis avec l'intention de changer le régime. Les citoyens des États démocratiques qui ont soutenu cette opération en sont donc co-responsables. Mais jusqu'à quel point ?

Qu'ont fait les sociétés civiles, les médias et les citoyens anesthésiés de ces États occidentaux pour prévenir les catastrophes de la Libye, de la Syrie et d'autres pays touchés par le « printemps arabe » ? Les citoyens européens doivent-ils assumer les conséquences des actes de leurs dirigeants ? Je fais allusion aux attentats à Paris et en Europe, à la vague de « réfugiés », etc. voltairenet.org/fr 14.03.2016

Les responsables sont ceux qui disposent d'un pouvoir, du pouvoir de condamner le capitalisme et de combattre pour qu'il disparaisse et qui ne le font pas, et non le citoyen lambda qui ne dispose d'aucun pouvoir, hormis se mobiliser quand il en trouve la force et les moyens de contourner les obstacles qui se dressent sur leur chemin.

Ils se sont contentés ici comme ailleurs et toujours de commenter et condamner les méfaits du capitalisme et ses conséquences dramatiques pour les populations, en s'en remettant à des personnalités ou des institutions inféodées au capitalisme pour mettre un terme à ses méfaits, autrement dit ils ont demandé à ceux qui directement ou indirectement sont complices de la survie du capitalisme avec toutes les conséquences que cela impliquent de s'en charger sachant qu'ils n'en feront rien évidemment. C'est de la pure démagogie travestie en bonnes intentions qui ne coûtent rien puisque sans lendemain.

Décider de s'en remettre au capitalisme et à ses institutions pour mettre un terme à la situation dramatique dans laquelle ils ont plongés la société et le monde, tous les peuples, c'est tourner le dos à une issue politique qui serait conforme aux besoins des travailleurs, c'est refuser d'envisager un changement de société, parce qu'on refuse d'accorder son soutien à l'immense masse des exploités qui constituent la majorité de la population, c'est lui dénier le rôle historique qui lui revient, c'est nier que la classe ouvrière constitue la seule classe progressiste, et par conséquent c'est nier ses droits et sa capacité à gouverner la société, finalement c'est adopter une position idéologique qui ne peut que conforter le capitalisme au lieu de le combattre au-delà des apparences trompeuses.

Ils fustigent les puissants et leurs excès de pouvoir, mais ils ne peuvent s'empêcher de s'en remettre à eux, ils ne peuvent pas s'en passer, ils n'ont pas véritablement la volonté de les affronter, du coup logiquement ils en arrivent à fustiger les travailleurs qui porteraient la responsabilité des malheurs ou souffrances qui les accablent, ce discours est intolérable et témoigne dans quel camp se situent leurs auteurs, celui de la réaction.

Les travailleurs sont victimes de la propagande officielle, de l'idéologie de la classe dominante, de la désinformation permanente de la part des tenants du régime et leur porte-parole, les médias, de l'ignorance dans laquelle sciemment ils les maintiennent et sans laquelle ils ne pourraient appliquer leur politique antisociale, impérialiste, ultra réactionnaire.

Ce n'est certainement pas en ménageant le capitalisme et ses institutions ou en leur trouvant des vertus qu'on parviendra à élever le niveau de conscience politique des travailleurs ou à régler les difficultés auxquelles est confrontée la civilisation humaine. Ceux qui se présentent comme des opposants en privilégiant un impérialisme plutôt qu'un autre, un bloc contre un autre, des contestataires du néolibéralisme en lui préférant le libéralisme qui servait hier d'idéologie à la classe dominante, ceux qu'on présente comme des médias alternatifs ou critiques sont des bavards ignares, sots, stériles, impuissants qui brassent du vent ou ressassent des lieux communs, ce que confirment les conclusions de leurs articles ou analyses, à l'arrivée inutiles puisqu'ils avouent eux-mêmes qu'ils n'ont jamais réussi à empêcher la classe dominante de parvenir à ses fins.

Ce qui reste inchangé dans le projet de Loi des esclavagistes.

change.org - Ce qui ne change pas dans la Loi Travail : la possibilité pour une entreprise de licencier sans avoir de difficultés économiques, la suppression de la visite médicale obligatoire, la possibilité par accord de majorer seulement de 10% les heures supplémentaires, la possibilité par accord d'allonger le temps de travail, la possibilité de fractionner les 11 heures de repos hebdomadaires, l'augmentation du travail de nuit, la baisse de rémunération des heures complémentaires pour les temps partiels, la modulation du temps de travail sur 3 ans, la durée de vie réduite des accords d'entreprise, la possibilité de contourner les syndicats en organisant des référendums, la possibilité par accord d'imposer aux salariés une baisse de leur salaire et une modification de leur temps de travail, la suppression du minimum de 6 mois de salaire à titre de dommages et intérêts en cas de licenciement injustifié, l'abaissement de 12 à 6 mois du minimum de dommages et intérêts en cas de licenciement pour inaptitude à la suite d'un accident du travail ou de maladie professionnelle sans recherche de reclassement... change.org

Le Compte personnel d'activité (CPA) relève de la mystification.

Le Compte personnel d'activité (CPA) ne protège en rien les travailleurs, ne leur accorde en réalié aucun droit nouveau. Les chômeurs ont déjà le droit se suivre une formation. Il est inopérant ou inutile quand vous travaillez, puisque les droits que vous seriez susceptibles de faire valoir viendraient heurter ceux de votre patron qui n'hésiterait pas à saisir ce prétexte pour se séparer de vous si vous insistiez.

Car en effet, c'est lui et lui seul qui décide jusqu'à nouvel ordre, qui de lui ou de vous décide de l'organisation du travail dans l'entreprise, de votre temps de travail. Ainsi si vous passez outre cette réalité et que vous entendez faire valoir un droit quelconque (à la formation ou à un congé supplémentaire par exemple) qui se traduirait par une modification ou une diminution de votre temps de travail et forcerait votre patron à transférer une partie de votre charge de travail sur un autre poste de travail, et que votre patron le voit d'un mauvais oeil ou s'y oppose, si vous insistiez, vous seriez catalogué parmi les premiers salariés figurant sur la prochaine liste de licenciements ou ceux qu'il faudrait sanctionner ou mettre au placard pour les forcer à démissionner.

En fait de droits, sans les supprimer il ne sert qu'à rendre plus supportable les tares du capitalisme qui vous conduisent au chômage ou vous forcent à subir des conditions de travail qui vous épuiseront physiquement prématurément, il a pour vertu d'entériner les rapports sociaux existant et d'y soumettre chaque travailleur, pas n'importe comment, en faisant en sorte qu'ils en soient les complices de manière à ce qu'ils n'aient pas à les contester. Bref, on aura compris que le Compte personnel d'activité (CPA) doit servir avant tout à mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme.

Finalement, le Compte personnel d'activité (CPA) est une escroquerie, dans la mesure où il présente comme des droits nouveaux pour les travailleurs des droits déjà en vigueur, et dans la mesure où il recense le parcours professionnel de chaque salarié que les patrons pourront consulter, en guise de mesure sociale ou progressiste, il s'assimile davantage au carnet de travail promulgué par le régime de Vichy.

On peut assimiler le Compte personnel d'activité (CPA) à un fichage en règle de chaque travailleur, à un fichier mis à la disposition des patrons, qui en fonction de son contenu ou du profil qu'ils recherchent leur permettront de sélectionner les éléments les plus sains, dociles, les plus à même d'accepter les conditions (flexibles ou arbitraires) d'exploitation qu'ils leurs imposeront.

Compte personnel d'activité. Rappel.

- Compte personnel d'activité (CPA): la CFDT, FO et la CFTC sont partants - lentreprise.lexpress.fr 17.02.2016

Trois syndicats ont signé un texte de "position commune" sur le compte personnel d'activité. La mesure devrait figurer dans le futur projet de loi sur le droit du travail, porté par Myriam El Khomri.

FO a signé la position commune lundi et rappelé que le CPA "devait être garanti collectivement".

La CFTC a aussi apposé sa signature, mais en rappelant qu'elle souhaitait un dispositif "plus ambitieux", et en la conditionnant "à l'acceptation sans réserve du texte par le patronat".

Le 8 février, les partenaires sociaux se sont entendus sur une position commune a minima, après d'âpres discussions internes côté patronal (Medef, CGPME et UPA) sur le compte pénibilité, retiré du CPA puis réintégré in extremis. A l'issue des négociations, les organisations patronales ont annoncé qu'elles allaient consulter leurs instances pour signer le texte.

Le Medef attend notamment des garanties du gouvernement sur la "flexibilité" au sein du projet de loi El Khomri. lentreprise.lexpress.fr 17.02.2016

Projet de loi des négriers : les principales modifications du nouveau texte.

- Loi Travail : les principales modifications du nouveau texte - Francetv info

La loi Travail, revue et corrigée, a été à nouveau présentée par le Premier ministre Manuel Valls au patronat et aux syndicats, lundi 14 mars. Une nouvelle version censée apaiser les tensions nées autour du premier texte. Parmi les points d'achoppement, le plafonnement des indemnités prud'homales. Dans cette nouvelle version, ce projet est annulé. Concernant le forfait jour dans les très petites entreprises, qui cristallisait également les tensions, le dispositif est également annulé.

Un difficile compromis

Enfin, le projet de réforme du licenciement économique. Si les critères plus souples, inscrits dans le premier texte, sont maintenus, en revanche, le contrôle des licenciements dans les multinationales est renforcé. Des propositions censées permettre un compromis pour calmer la fronde syndicale, tout en conservant le soutien du monde patronal. Francetv info 15.03

La loi Travail fait ressortir que les besoins des exploiteurs et des exploités sont irrémédiablement inconciliables.

- Manuel Valls : "Nous allons jusqu'au bout" - Francetv info

Pour défendre la nouvelle version de la loi Travail, présentée lundi 14 mars aux syndicats et au patronat, Manuel Valls était l'invité du 20 heures de France 2. Il a assuré que le gouvernement allait "jusqu'au bout. Nous continuons à réformer. Mais ma mission, c'est d'écouter, d'entendre, pas seulement les partenaires sociaux, mais les Français, chefs d'entreprise ou salariés", a affirmé le Premier ministre, alors que la deuxième version du texte fait marche arrière sur plusieurs points, critiqués par certains syndicats.

"Privilégier le dialogue social"

"Je suis là pour trouver les compromis nécessaires, et avancer, parce que ce qui m'intéresse (…) c'est que nous puissions à travers ce texte, (…) privilégier le dialogue social au plus près des chefs d'entreprise et des salariés", a conclu le Premier ministre. Francetv info 15.03

Combat classe contre classe, à bas la collaboration de classes, le dialogue social !

- Loi Travail : la CFDT se rallie au texte présenté par Manuel Valls - Francetv info

- Loi travail: Cambadélis salue une "victoire de la concertation" - AFP

C'était le syndicat que le gouvernement devait convaincre, c'est fait. La CFDT a avoué sa satisfaction après les changements annoncés par Manuel Valls sur le projet de Loi Travail. "Nous avons pesé sur le projet de loi parce que nous nous sommes mobilisés", explique Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

Présentation le 24 mars prochain

Mais la CGT et Force ouvrière demandent toujours le retrait du texte. "Il y a quelques corrections (...) mais c'est nettement insuffisant", s'est exprimé Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO. Une insatisfaction partagée par le Medef qui dénonce "des reculades" et craint "la fin des haricots". La CGPME dénonce elle "une réforme à l'envers". Les étudiants qui étaient représentés par l'UNEF appellent eux à poursuivre les manifestations. La droite dénonce un texte vidé de sa substance. Le texte définitif sera présenté en Conseil des ministres le 24 mars prochain. AFP 15.03

Quelques réactions

Loi travail: réaction des organisations syndicales - AFP

- La mobilisation de la CGT contre le projet de loi Travail et la journée de grève prévue le 31 mars sont "plus que jamais d'actualité", a annoncé lundi Philippe Martinez, numéro un de la CGT, après les annonces de Manuel Valls.

- Le secrétaire général de Force ouvrière (FO) Jean-Claude Mailly a une nouvelle fois réclamé le retrait du projet de loi réformant le code du travail, n'étant pas satisfait par les modifications au texte présentées par Manuel Valls.

- L'Unef, premier syndicat étudiant de France, a appelé les "jeunes à continuer la mobilisation", au sortir de la réunion entre les partenaires sociaux et le Premier ministre sur la nouvelle version du projet de loi travail, alors que la Fage prône "la poursuite du dialogue".

- Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a salué les annonces lundi de Manuel Valls de réécriture du projet de loi travail, "potentiellement" porteur de "progrès pour les jeunes et les salariés".Alexandre Leroy, président de la Fage, deuxième syndicat étudiant, a pour sa part jugé que la nouvelle mouture permettait "la poursuite du dialogue" et n'a pas appelé à la mobilisation.

- Alexandre Leroy, président de la Fage, deuxième syndicat étudiant, a pour sa part jugé que la nouvelle mouture permettait "la poursuite du dialogue" et n'a pas appelé à la mobilisation. AFP 15.03

- Les Républicains voteront contre la loi Travail - Reuters

- Des jeunes ne veulent rien lâcher sur la loi Travail - Reuters

Vingt-trois organisations de jeunesse ont maintenu leur appel à manifester jeudi partout en France en dépit de la réécriture du projet de réforme du Code du travail présenté lundi par le Premier ministre, Manuel Valls.

La mobilisation s'annonce toutefois plus faible que le 9 mars, environ 80 rassemblements et manifestations figurant sur la carte de la mobilisation du collectif contre plus de 150 il y a une semaine, lorsque jeunes et salariés avaient défilé ensemble. Reuters 16.03

- Loi travail: Paris VIII vote le blocage jeudi pour obtenir le retrait - AFP

Mystification. Le bâton et la carotte.

- Économie : hausse générale des salaires à venir pour les fonctionnaires - Francetv info

Après six ans de gel, le fameux point d'indice devrait augmenter de 0,7 à 1,2%. Les derniers arbitrages sont encore en cours. Francetv info 15.03

- Notre-Dame-des-Landes : un référendum aura lieu en juin - Francetv info

Le référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes aura lieu en juin et ce sont les habitants du département qui voteront. Le débat n'est pour l'instant pas tranché. Francetv info 15.03

- La France, 32e pays le plus heureux du monde - LeFigaro.fr

Une étude internationale sur le bonheur publiée ce mercredi classe les pays en fonction du PIB par habitant, de l'espérance de vie, ou encore de l'absence de corruption. LeFigaro.fr 16.03

Pourquoi, parce que cela existerait des pays où la totalité de la population serait heureuse ? Connaît pas.

Et puis depuis quand chaque habitant profiterait à part égale du PIB d'un pays, bénéficierait de la même espérance de vie, serait égal devant la corruption ? Encore de la propagande idéologique.

On traduira par idéologie, l'interprétation que l'on fait de la réalité en fonction de ses besoins avoués ou inavoués, et non à partir des faits qui démontreraient qu'on ne peut les satisfaire qu'au détriment des autres, et quand il s'agit de la minorité qui détient le pouvoir, c'est injuuste et illégitime, et quand il s'agit de la majorité qui n'en détient aucun c'est juste et légitime.

Tous ceux qui refusent de combattre pour en finir avec le capitalisme sont des idéologues du régime déclarés ou non à des degrés divers qu'ils le veuillent ou non, avis aux amateurs ou à ses serviteurs. Vous comprenez pourquoi nous ne leur passons absolument rien, parce qu'on n'a pas du tout envie d'en faire partie ou de leur ressembler. C'est une question de principe, certes, mais aussi une question de survie politique, vous comprenez pourquoi le mouvement ouvrier est rempli de cadavres en décomposition...

Toujours plus fort. Lieux communs, inanités.

« Le lien très fort entre difficulté en lecture et difficulté sociale s'est aggravé » - LeMonde.fr

Michel Lussault, directeur de l'Institut français de l'éducation, analyse les enjeux de l'enseignement de la lecture aujourd'hui. LeMonde.fr 15.03

- Une étude du CNRS préconise de renoncer aux notes à l'école - LeFigaro.fr

Selon les conclusions du centre de recherches, l'évaluation par compétences permettrait notamment aux élèves de familles défavorisées d'augmenter leurs performances. LeFigaro.fr 16.03

Le CNRS craindrait-il un zéro pointé ? Ces gens-là se nourrissent de la décomposition du régime, ce sont des parasites.

La Légion d'honneur décernée à l'idéologie de la barbarie.

- Un scientifique français rend sa Légion d'honneur - sputniknews.com

L'anthropologue et préhistorien Alain Nicolas a rendu sa Légion d'honneur en signe de protestation contre la remise de cette décoration au prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Nayef Al Saoud.

L'ancien conservateur en chef des musées de France, l'anthropologue et préhistorien Alain Nicolas, a rendu sa Légion d'honneur en signe de protestation contre la remise de cette décoration au prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Nayef Al Saoud, rapporte le journal Liberation.

Le scientifique a adressé une lettre ouverte au président français François Hollande afin de lui annoncer sa décision.

"J'ai appris que vous avez remis la Légion d'honneur au prince héritier et ministre de l'Intérieur de l'Arabie saoudite. Ayant moi-même été décoré en 2002 par le président Chirac de cette même Légion d'honneur, je considère votre geste de président de la République française comme une insulte personnelle et collective insupportable", lit-on dans la lettre de M.Nicolas. L'ancien conservateur en chef des musées de France a déclaré qu'il ne voulait pas "figurer au côté de telles personnalités qui ne partagent pas les valeurs humaines et démocratique de la France". M.Nicolas a renvoyé sa décoration avec la lettre. sputniknews.com 14.03

Leur monde est à vomir. Guerre idéologique et propagande de guerre.

- Syrie 5 ans après : de la révolte au chaos - Public Sénat

270 000 morts, la moitié de sa population déplacée, 5 ans après les premières révoltes, la Syrie est plus que jamais en plein chaos. Ces dernières années ont vu se succéder la répression sanglante du régime de Bachar Al-Assad à celle de l'Organisation État Islamique. Public Sénat 15.03

L'amalgame pourri habituel...

- Chaos turc: à qui la faute? À Erdogan ou à la guerre en Syrie? - Slate.fr

Pour le chercheur franco-turc Bayram Balci, le président turc est loin d'être responsable de tous les maux dont on l'accuse. Surtout dans une situation aussi explosive, pris entre quatre feux. Slate.fr 15.03

Les voilà qui s'attendrissent sur le sort du malheureux frère musulman Erdogan "pris entre quatre feux". Ordures !

- Liban : une génération d'enfants syriens sacrifiée - Francetv info

5 millions de personnes ont fui la Syrie en cinq années de guerre en Syrie. La moitié sont des enfants et beaucoup se retrouvent dans des camps de fortune au Liban. Francetv info 16.03

Voilà que les porte-parole de la propagande de guerre du régime la main sur le coeur s'intéresseraient au sort des enfants qui en sont victimes en Syrie... Dégueulasse !

- L’allié français du paranoïaque Kadhafi - Libération.fr

Des archives prouvent que l’ex-régime libyen s’est servi d’un système développé par l’entreprise Amesys pour réprimer et torturer des opposants. Libération.fr 16.03

Traduire "opposants" par barbares armés wahhabites ou takfiristes. Il est vrai que pour décerner la Légion d'honneur au ministère de l'Intérieur saoudien il ne faut pas être paranoïaque, une pourriture finie suffit.

Haut de page

Le 22 mars 2016

CAUSERIE

Le 20 février dernier j'ai téléphoné à ma mère (82 ans et veuve), qui m'a dit qu'il lui restait 40 euros pour aller jusqu'au 4 mars. Cela dit, elle ne comprendra jamais pourquoi je me bats pour améliorer notre condition et pour le socialisme, quoique dorénavant elle me laisse parler, alors qu'avant elle me coupait systématiquement la parole et s'emportait si j'insistais...

Les autorités indiennes ont bloqué depuis un certain temps déjà l'accès à certains portails politiques, dont celui du PG, du groupe CPS et de la tendance Claire du NPA.

Je m'étais demandé si ce n'était pas ces formations politiques qui m'avaient bloqué l'accès à leur portail, et en passant hier matin dans une boutique Internet j'ai pu constater que ce blocage ne me concernait pas personnellement puisque je n'ai pas pu me connecter à ces portails, un message apparaissant à l'écran stipulait que ce blocage venait des autorités indiennes. Pourquoi ces portails? Je l'ignore.

Conditionnement des jeunes par les professionnels de la désinformation ou les propagandistes du régime subventionnés par l'Etat.

- Semaine de la presse à l'école : «On doit apprendre aux élèves où chercher l'information» - LeFigaro.fr

Au programme de cette 27e édition : sensibilisation des élèves aux médias et à la liberté d'expression. LeFigaro.fr 21.03

Traduisez : il ne faut pas qu'ils aillent chercher l'info là où il ne faut pas, où ils pourraient apprendre des choses que les médias aux ordres leur cachent ou que les médias institutionnels leur mentent ou manipulent les faits.

Ils ont tout faux, car un jeune a tendance à faire exactement l'inverse de ce qu'on lui recommande de faire généralement, ou il développe naturellement un esprit critique qui le porte à écarter ou à rejeter la voix institutionnelle qui ne prend pas en compte ses aspirations.

Il est comme un enfant à qui on intime l'ordre de ne pas faire quelque chose sans trouver les mots pour lui expliquer pourquoi, et qui pour cette raison n'en fera qu'à sa tête ou n'obéira pas.

Un jeune est curieux par nature et il se pose beaucoup de questions, ce qui constitue un défi insoutenable pour ceux qui tentent de le manipuler ou qui le prennent pour un imbécile ou un ignorant, il ne pourra pas répondre à ses questions et il en conclura que l'adulte qui s'adresse à lui n'en sait pas davantage que lui et qu'il n'a aucune raison de lui accorder la moindre confiance, dès lors il n'aura plus aucune emprise sur lui où éveillera des soupçons dès qu'il s'adressera à lui.

Quand les chaînes de l'exploitation deviennent socialistes !

On a généralement une conception du socialisme en rapport avec le milieu dont on est issu, sa condition ou son statut social. Combien de militants l'ignorent-ils ? Pour vous donnez une petite idée, selon Trotsky le nombre de marxistes parmi les dirigeants du parti bolchevik en Russie en 1917 tenait sur les doigts d'une main, mais sans rire en France aujourd'hui comme hier on ne compte plus le nombre de militants qui se prétendent marxistes ou socialistes parce qu'ils ont lu un tas d'ouvrages des maîtres du marxisme, ce qui en soi ne garantit en rien qu'ils soient parvenus à maîtriser le matérialisme dialectique et historique, bref, cherchez l'erreur.

- "Soyons tous socialistes !" - Lepoint.fr

Si je reprends l'annonce de notre ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, au cours de l'émission Des paroles et des actes du 12 mars 2015, dans laquelle il exprimait son souhait que chaque Français devienne actionnaire, nous pouvons lui dire : chiche, devenons socialistes ! (...)

Comme le socialisme prône dans sa philosophie la solidarité entre les différents acteurs de la société, nous pouvons donc affirmer que les actionnaires sont donc des socialistes par essence.

Ainsi il est donc dommage qu'une partie de leaders d'opinion, économistes, politiques, syndicalistes, et même médias, fustige les actionnaires comme étant les méchants dans la chaîne de valeur économique. Il est temps d'avoir un regard différent sur

ces investisseurs qui prennent des risques avec leur épargne. Lepoint.fr 20.03

Une dictature peut en cacher une autre.

- Elections au Kazakhstan : «Ils ont déjà décidé qui gagnera» - Liberation.fr 20.03

Il n'y a pas qu'au Kazakhstan que le pays est "minée par la crise économique et la corruption" (Liberation.fr). Vous avez du bol de déjà connaître votre prochain président.

Primaire à droite : Juppé (41%) devant Sarkozy (23%) dans les intentions de vote - LeParisien.fr 20.03

Un régime à bout de souffle.

La politique économique adoptée par le gouvernement Hollande-Valls et tous les gouvernements dans le monde témoigne que le système économique en place est incompatible avec les besoins et aspirations des travailleurs et qu'il doit disparaître. La crise du capitalisme a pris une telle ampleur qu'elle se traduit dorénavant par une crise politique permanente dans de plus en plus de pays dans le monde, et toujours autant ou plus de guerres...

Pour près de 9 Français sur 10, la politique économique du gouvernement est "mauvaise" - AFP

Près de neuf Français sur 10 jugent "mauvaise" la politique économique du gouvernement mais une majorité d'entre eux préfère le ministre de l'Economie Emmanuel Macron au Premier ministre Manuel Valls, selon un sondage Odoxa pour les Echos à paraître lundi.

Selon cette enquête réalisée pour le quotidien économique et Radio Classique auprès de 1.016 personnes de 18 ans et plus les 17 et 18 mars, 87% des Français jugent la politique économique du gouvernement "plutôt mauvaise" ou "très mauvaise". AFP 20.03

La crise politique qui ronge le régime.

- La popularité de Valls et Hollande dégringole - AFP

La cote de popularité de Manuel Valls est en forte baisse en mars (-6), en plein débat sur la réforme du Code du travail, et celle de François Hollande (-2) continue de s'effriter, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche diffusé lundi.

Avec 27% d'opinions favorables, le Premier ministre enregistre son pire score depuis son arrivée à Matignon en avril 2014. 72% ("6) des personnes interrogées se disent aujourd'hui mécontentes de son action à la tête du gouvernement.

En un mois, Manuel Valls perd 15 points chez les employés (à 23%), et 7 points chez les ouvriers (22%). Et si 57% des proches du Parti socialiste approuvent toujours son action, c'est 6 points de moins qu'en février.

L'impopularité du Premier ministre ne protège pas François Hollande, dont l'action à la tête de l'Etat n'est plus approuvée que par 17% des Français. 82% ("1) des personnes interrogées se disent au contraire mécontentes du président de la République. AFP 21.03

Les institutions de la Ve République sont illégitimes : Abolition !

Taux de participation du second tour des trois législatives partielles dans l'Aisne, le Nord et les Yvelines de dimanche :

- 26,12% dans la 2e circonscription des Yvelines,

- 34,25% dans la 2e circonscription de l'Aisne, le candidat

- 22,00% dans la 10e circonscription du Nord

Ont été élus :

Yvelines - Pascal Thévenot (Les Républicains) 72,25%, soit 18,87%

Aisne - Julien Dive (Les Républicains) 61,14%, soit 20,94%

Nord- Vincent Ledoux (Les Républicains 67,92%, soit 14,94%

Avec 18,87%, 20,94% et 14,94% ces "élus" sont ultra minoritaires et illégitimes, ils ne représentent que les nantis servis ou épargnés par le régime.

Que cela ne tienne, le populisme ne connaît plus de limites :

Nicolas Sarkozy a "félicité chaleureusement les trois candidats Républicains (...) qui ont confirmé et amplifié leurs résultats exceptionnels de dimanche dernier".

"En leur confiant une très nette majorité de suffrages, (les électeurs) ont exprimé que Les Républicains et leurs partenaires étaient les seuls à pouvoir incarner l'alternance nécessaire pour relever les défis qui attendent notre pays", a estimé M. Sarkozy. AFP 21.03

Soit, à l'heure où les travailleurs rejettent dans leur immense majorité tous les partis qui incarnent les institutions et le régime, les candidats à la présidentielle de 2017 se bousculent au portillon pour les légitimer, Poutou pour le NPA le dernier en date, après Arthaud pour LO, Mélenchon le charlatan...

Nous avons expliqué qu'il aurait fallu boycotter toutes les élections qui se sont déroulées dans le cadre antidémocratique de la Ve République et qu'une autre position était opportuniste ou une erreur politique, nous persistons et signons, ajoutons en avouant que c'est facile, que les faits nous donnent raison.

Les sceptiques qui veulent toujours avoir raison nous rétorqueront que ce n'était pas le cas il y a quelques décennies en arrière et qu'on verse dans la démagogie. De leur point de vue étriqué qui se limite à une interprétation de la situation soumise ou réduite au cadre institutionnel ils ont raison, mais sur le plan historique sur lequel se situe le combat pour préparer les conditions pour en finir avec le régime, ils ont tort, or c'est celui-là qui est déterminant.

La culture des illusions est si ancrée dans l'esprit de la plupart des militants, qu'ils sont prêts à le justifier en recourant à des arguments malhonnêtes dans lesquels ils ne croient pas eux-mêmes, sauf à convenir qu'ils ont fini par abandonner le combat pour le socialisme et s'accommoder du capitalisme, ce qu'ils nieront évidemment. Ils sont ainsi entraînés à tourner le dos à la majorité des travailleurs qui ne leur accordent pas davantage confiance, ce en quoi ils ont raison.

Le monde est à leur image, vieux, faible, usé, malade, grabataire, à l'agonie.

- La politique française est verrouillée par le vote des seniors - Slate.fr

Un facteur majeur pèse sur la définition de l'offre politique de la prochaine élection présidentielle: le vote des retraités. Ses implications idéologiques et politiques touchent la droite comme la gauche. Sa part relative ne cesse de croître sous le double effet du vieillissement démographique et de la surparticipation électorale croissante des seniors.

En effet, si le taux de participation des électeurs de plus de 60 ans, s'est établi, selon l'institut Ipsos, à plus de 87% au second tour de l'élection présidentielle de 2012 (contre 80% sur l'ensemble de l'électorat), cette tendance s'est accrue lors des élections intermédiaires. Ces dernières ont été marquées par une abstention plus élevée et le poids relatif des seniors y atteint des surproportions remarquables, toujours selon le même institut: 76% de participation aux dernières municipales (contre 61% pour la moyenne des électeurs), 60% aux européennes (contre 43%), 64% aux départementales (contre 50%), 67% aux régionales (contre 50%).

Quels sont les grands facteurs à l'œuvre? Premier point, la population française vieillit, et le poids des électeurs âgés parmi les électeurs augmente. Jusqu'ici, tout est très logique.

Deuxième point, la surparticipation électorale des électeurs âgés s'accroît. En l'absence d'études très poussées sur ce sujet, on peut émettre la double hypothèse que l'offre politique répond d'une manière plus satisfaisante aux préoccupations des électeurs âgés et que la politique effectivement menée par les gouvernements successifs fait de même. Sans compter que le phénomène majeur de la «mal inscription» électorale est concentré sur les jeunes et les actifs, alors que les électeurs âgés sont à la fois bien inscrits et utilisent massivement la procuration pour maintenir leur taux de participation.

Troisième point, les élections intermédiaires sont des élections où s'abstiennent prioritairement les actifs et où dominent les retraités...

Dernier point, la seule élection où les actifs «rentrent dans le jeu» est l'élection présidentielle, mais par un effet de persistance rétinienne, leur rôle dans l'élection en tant que tel est minorée car la logique médiatique est structurée par les mouvements des élections intermédiaires, qui surreprésentent les intérêts des électeurs âgés et font émerger des thématiques qui y répondent.

A mesure que l'électorat vieillit et que son rapport avec l'activité économique concrète devient un souvenir ou une abstraction, l'offre politique se structure autour d'un nouvel économicisme abstrait et moralisateur. Son objet est de faire se déplacer les arbitrages rendus nécessaires par les contraintes budgétaires en faveur des inactifs âgés contre les actifs (employés ou chômeurs), d'où la concentration des ajustements sur les actifs et le marché du travail plutôt que sur le niveau des pensions ou le système de santé. Slate.fr 21.03

Ce n'est pas pour rien qu'on a souvent entendu dire que les vieux étaient majoritairement réactionnaires, on en a là la preuve, si nécessaire. Normal, ils sont passés à côté de l'essentiel tout au long de leur vie à laquelle finalement ils n'ont rien compris, parole d'un vieux de 60 ans.

On s'est désintéressé de la question de la démographie mondiale ou en général, tout comme beaucoup de facteurs qu'on a traités par dessus la jambe ou en recourant à des formules obsolètes ou inappropriées, tout en prétendant fournir des analyses de la situation qui partant de là allaient être forcément foireuses.

Il faut bien avoir conscience que toutes les tendances qui aujourd'hui se manifestent avec une force irrésistible et qui allaient peser sur l'orientation de la société, étaient parfaitement prévisibles il y a plus d'un demi-siècle, avec toutes leurs conséquences économiques, sociales et politiques.

Nos dirigeants n'ont pas voulu en tenir compte dans leur stratégie politique pour notre plus grand malheur, hélas ! Et qu'ils ne viennent pas nous dire que la population mondiale serait passée de 3 à 7,3 milliards d'habitants en un clin d'oeil ou que personne ne l'aurait vu venir, idem pour l'espérance de la durée de vie qui a considérablement augmenté au cours de la seconde moitié du XXe siècle en France.

Les vieux sont portés à se foutre du futur parce qu'il est derrière eux, et les jeunes se foutent du passé parce qu'ils n'en ont pas eu, quant aux générations intermédiaires, elles sont condamnées à ne pas avoir de futur ou à en avoir un pire que le présent, et s'ils étaient nostalgiques du passé, ils ignorent comment ils pourraient le rattraper, qu'ils ne perdent pas leur temps à renouer avec lui, ce sera impossible aussi longtemps qu'ils ne regarderont pas devant eux, à condition de faire table rase du passé, ce qui nécessiterait de prendre conscience qu'il n'était finalement pas mieux que le présent.

Sans passé, pas de futur, et sans futur pas de passé, d'où la médiocrité du présent dans laquelle on s'enfonce un peu plus chaque jour.

L'idéologie criminelle wahhabite à l'honneur à Matignon.

"C'est une idéologie de mort", Manuel Valls, lundi, lors d'une réunion de "L'instance de dialogue avec l'islam de France" au ministère de l'Intérieur (AFP 21.03), à propos de l'idéologie véhiculée par les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique issue de l'idéologie officielle des régimes saoudien et qatari notamment que soutiennent Hollande et Valls ainsi que le gouvernement.

Comment faire pour détourner la radicalisation politique des masses contre le régime ?

- Valls : un "Islam fort" contre la radicalisation - AFP

- Le gouvernement veut renforcer la prévention de la radicalisation - LeFigaro.fr

- Le gouvernement sonne la mobilisation des acteurs musulmans contre la radicalisation - AFP

- Place Beauvau, on mobilise contre la radicalisation. - Liberation.fr

- Ciotti (LR) veut donner plus de moyens techniques aux prisons pour détecter la radicalisation - AFP

- Il faut comprendre la radicalisation djihadiste, admet Valls - Reuters

- Face au terrorisme, le chef de l'armée de terre réclame un «véritable projet de société» - Liberation.fr

Les communautaristes et racistes à la manoeuvre.

- Hollande lance la semaine contre le racisme et l'antisémitisme - AFP

Un régime en crise à l'échelle mondiale.

Pour éviter une crise politique, Cameron annonce le retrait d'une mesure budgétaire contestée - LeMonde.fr

Le ministre du travail avait donné sa démission vendredi pour protester contre une coupe de 1,3 milliard de livres dans les allocations d'invalidité. LeMonde.fr 21.03

Royaume-Uni: le gouvernement conservateur plongé dans une nouvelle crise interne - AFP

Le Premier ministre britannique David Cameron a été contraint lundi de retirer une mesure budgétaire qui a déclenché une crise gouvernementale, avec le référendum de juin sur le maintien dans l'UE en toile de fond. AFP 21.03

Le néofascisme en Europe : qui ne dit rien consent.

- Europe: les dirigeants occidentaux ferment les yeux sur le néofascisme - AFP

L'ex-président de la Croatie Stjepan Mesic signale le danger du fascisme qui pèse sur l'Europe, et critique la passivité de l'Occident face à ces phénomènes. Les dirigeants des pays occidentaux ferment les yeux sur le néofascisme en Europe, tout en sous-estimant la contribution soviétique à la victoire sur le fascisme, a indiqué l'ex-président de Croatie Stjepan Mesic dans un article publié dans le journal croate Novi list.

"La droite ne se contente pas de relever la tête, elle déploie aussi ses drapeaux fascistes dans les Etats dits en période de transition. Je ne citerai qu'un exemple. A Riga, les marches d'anciens légionnaires SS sont traditionnelles", constate M. Mesic, signalant le danger du nationalisme croate et de la "fascisation qui pèse sur la Croatie", ainsi que la passivité de l'Occident face à ce genre de manifestations.

"Quoi qu'il en soit, Angela Merkel garde le silence au sujet des événements à Riga (…). Le président français (François) Hollande et le locataire de la Maison Blanche (Barack) Obama n'en soufflent mot, eux non plus. Ils "ne remarquent pas" le néofascisme en Europe, tout en refusant de se rendre à Moscou pour participer aux célébrations du 70e anniversaire de la victoire sur le fascisme et ce, pour condamner la politique de (Vladimir) Poutine", a relevé l'ex-chef de l'Etat croate.

Selon lui, l'Union européenne est née de l'idée de la nécessité de mettre en place un mécanisme efficace de prévention d'une réédition de la guerre mondiale et de l'holocauste, mais ceux qui définissent aujourd'hui la politique de l'UE "l'ont oublié ou font semblant de l'avoir oublié". AFP 20.03

L'idéologie nazi compatible avec celle de l'UE.

- Un défilé des anciens soldats lettons de la Waffen SS - sputniknews.com

A Riga, le 16 mars est une date la date officieuse pour se rappeler les Légionnaires de la Lettonie, les soldats lettons qui ont servi dans Waffen SS et se sont battus à côté de l'Allemagne nazie dans la Deuxième Guerre mondiale.

Depuis 1994, les défiles réunissent un millier de personnes, malgré les protestations assidues des organisations antifascistes locales et internationales, malgré les demandes d'un Rapporteur Spécial des formes du racisme contemporain de l'ONU… Une fois de plus, cette année les anciens de la Légion Whaffen SS ont battu le pavé de la capitale lettonne, avec un muet consentement de l'Europe.

En 2000, le gouvernement letton a abolit la journée comme journée commémorative officielle. Mais ceux qui observent chaque année un millier de personnes défiler dans les rues de Riga ne sont pas dupes: l'indulgence effroyable des gouvernements des pays avoisinants de l'Europe réunie est évidente. Ca prend de l'ampleur même.

Pour Alexandre Prokopenko, Président du Parlement des non-représentés de Lettonie le message que tentent passer les manifestant est clair:

« La commémoration annuelle des Légionnaires de la Lettonie qui ont servi dans Waffen SS a une fonction très précise dans notre pays: notre gouvernement et tous ceux qui les soutiennent, essayent de réviser les résultats de la Seconde guerre mondiale. Etant de cote des nazis, ils ont perdu la guerre. Et maintenant, ils essayent organiser ces soi-disant « manifestations des vainqueurs » pour démontrer aux autres leur insignifiance. Ils essayent de dire: « Vous avez combattu de mauvais côté, il aurait fallu soutenir Hitler, c'est lui qui a libéré la Lettonie, et vous tous, ne sont que des occupants! »

Bien entendu, ni le Président, ni le gouvernement n'utilisent ces propos directs, mais ils sous-entendent cette opinion dans toutes leurs actions.

La preuve? Voilà: les manifestations antifascistes ne sont pas autorisées de défiler au centre-ville, on les envoie sur la périphérie. Et les descendants spirituels du nazisme, ainsi que quelques descendants directs des Légionnaires d'antan ont droit de passer en ville, sous les drapeaux d'état, et d'organiser une manifestation auprès du symbole de notre pays — la statue de la Liberté.

Cette année, les organisations antifascistes ont organisé une grande action de protestation. Ils ont fait la lecture des noms de gens qui ont péri: 400 000 personnes ont été tues par les nazis en Lettonie, dont 80 000 juifs. C'était une démarche très forte contre l'héroïsation du nazisme et le soutien gouvernemental dont elle bénéficie ».

La Russie est souvent critiquée assidument par les Pays Baltes, mais l'Europe ne lève pas sa voix contre eux… Pourtant, la, il a un prétexte très concret.

« Dans le système international du partage du travail politique, le rôle des Pays Baltes, et surtout le rôle de la Lettonie est tout particuliers. Ils doivent jouer le rôle d'un critique de la Russie, de jouer le rôle d'un chien qui aboie sur la caravane qui passe. Et ils sont récompenses par beaucoup d'indulgence. Certains dirigeant de l'Union Européenne peuvent les gronder de temps en temps, mais aucune action de ne suit les paroles ».

Pour le Père Patrick Desbois, président de l'association Yahad-In Unum et auteur du livre « La Shoah par balle », le révisionnisme vient souvent de l'ignorance:

« Je ne suis pas sûr que les jeunes de Riga aujourd'hui apprennent dans leurs livres d'Histoire les assassinats de masse. Je ne suis pas sûr qu'ils connaissent les fusillades de dizaines de milliers de personnes en Biélorussie par des Lettons. Et quand on ne sait pas, on ré-fabrique l'histoire. C'est l'ignorance qui fabrique l'histoire. La tentation fasciste est une tentation très forte. Ça donne une supériorité et ça a tenté des milliers de jeunes. Inconsciemment, ce genre de manifestations soutiennent des idéologies ».

L'écrivain Marek Halter considère que l'Europe ne doit pas être indulgente:

« Il faut que l'UE réagisse. L'appelle a la haine, les appelles racistes sont condamnes par les règles de l'UE. Riga fait partie de l'UE. L'UE doit prendre les mesures et demander aux gouvernements d'interdire ce genre de manifestations. Il y a des principes en Europe et c'est autour de ces principes et ces valeurs que l'Europe s'est constituée. La solidarité, les respects des autres, la condamnation du racisme et de l'antisémitisme. Si l'Europe ne réagit pas, il faudrait organiser devant les ambassades dans tous les pays européens ».

La Russie n'oubliera jamais le prix que son peuple a payé pour la victoire à la Seconde Guerre mondiale, mais les Pays baltes tentent de spéculer là-dessus et de d'attirer les faveurs de l'Europe:

« Il y a un problème avec certains pays baltes. Pendant la guerre, ils n'étaient pas de bonne côté de la barricade. La plupart de gardiens des camps d'extermination venaient de là-bas. Je crois que, contrairement à d'autres pays comme l'Allemagne, ils n'ont jamais fait leur mea-culpa. La « dénazification » dans les esprits n'a jamais été accomplie. On les a pris dans l'Europe sans leur demander les comptes sur leur passe.

A partir du moment qu'ils ont rentre dans l'Europe, ils ont accepté les conditions aussi et l'idéologie de l'Europe. Il faudrait que l'Europe se manifeste ».

L'Ambassade de Russie en Lettonie a commenté de son côté les manifestations à Riga. « La « Journée des Légionnaires » est une insulte à la mémoire des millions d'innocents de toutes les nationalités qui ont péris pendant la guerre » — lit-on dans le communiqué diffusé par l'Ambassade. sputniknews.com 21.03

Si l'idéologie nazi est compatible avec celle néolibérale de l'UE, qui elle-même est compatible avec celle du sionisme, le lien qui les unit réside dans la présetvation du capitalisme.

Plus sioniste que moi tu meurs !

Quand c'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui fait les présidents des Etats-Unis et orientent leur politique en fonction de sa stratégie politique néolibérale.

- Devant les juifs américains, Clinton et Trump s'affrontent sur Israël - AFP

La candidate démocrate à la présidentielle américaine Hillary Clinton et son rival républicain Donald Trump se sont affrontés lundi à propos d'Israël devant un puissant groupe de pression juif américain, faisant de l'alliance avec l'Etat hébreu un enjeu de la course à la Maison Blanche.

Les Etats-Unis comptent selon diverses estimations entre cinq et six millions de juifs américains, soit la plus grande communauté juive après celle d'Israël, et cet électorat, que l'on dit souvent acquis au camp démocrate, reste déterminant pour tout prétendant à la présidence américaine.

"Oui, nous avons besoin de constance, pas d'un président qui dit qu'il est neutre le lundi, pro-Israël le mardi, et on ne sait pas quoi d'autre le mercredi parce que tout est négociable. (...) La sécurité d'Israël n'est pas négociable", a attaqué Mme Clinton devant la conférence annuelle du groupe de pression pro-israélien Aipac.

Le favori des primaires républicaines Donald Trump a riposté quelques heures plus tard devant le même auditoire de 15.000 personnes: à ses yeux, l'ancienne secrétaire d'Etat (2009-2013) du président Barack Obama fut une "catastrophe complète" à la tête de la diplomatie américaine.

"Quand je serai président, il en sera fini des jours où l'on traitait Israël comme un citoyen de seconde zone", a promis le tonitruant milliardaire, originaire de New York où résident de très nombreux juifs américains.

Le passage de M. Trump devant l'Aipac avait été précédé de menaces de manifestations hostiles au magnat de l'immobilier, mais son discours a été plutôt bien accueilli par la salle.

Il a été particulièrement applaudi lorsqu'il a brisé un tabou sur le conflit israélo-palestinien en s'engageant, s'il est élu, à reconnaître Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu et à transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à la Ville sainte.

M. Trump a également juré de "démanteler l'accord catastrophique" scellé en juillet entre les grandes puissances et l'Iran sur son programme nucléaire et a accusé M. Obama d'avoir "peut-être été la pire chose qui soit jamais arrivée à Israël". AFP 21.03

Concentration du capital.

- Etats-Unis: grosse fusion dans les matériaux de construction - AFP

Le groupe américain Sherwin-Williams, spécialisé dans les revêtements industriels et matériaux de construction, a annoncé dimanche le rachat pour 11,3 milliards de dollars de son compatriote Valspar Corporation pour former un géant mondial du secteur.

La nouvelle entité emploiera 58.000 personnes à travers le monde et réalisera un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de dollars, affirme Sherwin-Williams, qui table sur des synergies de 280 millions de dollars à court terme. A terme, le groupe vise 320 millions de dollars d'économies.

Valspar, qui est basé à Minneapolis (Minnesota, nord), est spécialisée dans la fabrication de peinture (automobile, bâtiments et déco, emballage, peinture industrielle) et d'enduits. Le groupe, qui pesait 6,62 milliards de dollars en Bourse vendredi, est particulièrement présent en Europe et en Asie-Pacifique. AFP 20.03

Haut de page

Le 25 mars 2016

CAUSERIE

J'ai arrêté provisoirement mes travaux pour m'occuper de l'escroquerie dont j'ai été victime il y a deux ans. Du coup je dois rédiger des lettres en anglais destinées aux autorités indiennes, en français au consulat, et je n'arrête pas de faire des allers et retours à un commissariat de police situé à 15 kilomètres de chez moi. En tout avec mon épouse, séparément ou ensemble, nous sommes allés à 8 reprises dans deux commissariats différents sans parvenir à ce jour à faire enregistrer notre plainte indispensable pour entamer une action judiciaire contre notre voleur, malgré les preuves matérielles et le témoin que j'ai fournis, une histoire de dingue. J'ai un nouveau rendez-vous lundi prochain à 10 heures. Qui a dit que je n'étais pas patient ?

N'ayant plus le temps ni l'envie de me consacrer à des activités manuelles, il fait 40°C à l'ombre, j'en ai consacré une partie pour actualiser le site sommairement.

J'ai rédigé ce qui suit très vite ou d'un trait, cela vaut ce que ça vaut, je suis toujours épuisé.

Quelques réflexions politiques.

1- Le néolibéralisme avec ses conséquences sociales désastreuses, dramatiques pour tous les peuples, ses banquiers mafieux d'un cynisme sans fond, cruels, monstrueux, qui tirent les ficelles en toute impunité, leur élite intellectuelle misérable et néofasciste qui a pour tâche de corrompre les esprits ou soumettre les populations à l'ordre mondial infâme qu'ils entendent instaurer, les guerres de rapine ou coloniale et sans fin qu'ils livrent à des Etats ou des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre uniquement pour s'accaparer leurs richesses, leur armée de brigands, de mercenaires armés, de terroristes, de barbares qui sèment le chaos et la désolation derrière eux, qui essaiment la planète en faisant régner la terreur sur tous les continents, l'ensemble aboutit une société nauséabonde, insupportable, plus inégalitaire et injuste que jamais, policière, militarisée, finalement à la dislocation des acquis de la civilisation humaine promise à la pire barbarie si on ne les arrête pas, autrement dit si on ne renoue pas avec le socialisme.

Le néolibéralisme ou la stratégie politique adoptée par les sommets de l'oligarchie financière n'est pas le produit du hasard ou d'une erreur d'analyse, il n'est pas le fait d'idéologues égarés ou farfelus, de capitalistes plus cupides ou avides de richesses que les autres, au stade où en sont rendues les contradictions du capitalisme, la crise permanente qui le ravage, il est la seule réponse possible, la seule politique envisageable pour tenter de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme face au socialisme.

Tous ceux qui prétendent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ou qui affirment qu'un retour en arrière serait possible en vantant les mérites du libéralisme, du réformisme, de la démocratie, sont en réalité de funestes illusionnistes, des charlatans, des agents du capitalisme, des ennemis des exploités et des opprimés, ce sont des nostalgiques d'une époque révolue qu'ils enjolivent à loisir (Les jours heureux, les Trente glorieuses, etc.), alors qu'au même moment pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde cette époque fut un véritable cauchemar sur fond de colonialisme et de surexploitation, de guerres incessantes, de répression, de coups d'Etat, d'assassinats d'opposants, de génocides, de famines, etc.

S'ils recourent au néolibéralisme, c'est parce qu'ils n'ont pas le choix pour perpétuer leur hégémonie de classe ou conserver leur pouvoir, face au socialisme qui leur confisquerait au profit de l'immense majorité de la population qui produit les richesses ou assure le fonctionnement de la société, l'ensemble des travailleurs des secteurs privé et public.

S'ils recourent au néolibéralisme, c'est surtout parce qu'ils savent que le capitalisme est condamné à la faillite, qu'il est en proie à une crise insurmontable autrement par une guerre mondiale qui risquerait de les emporter également, d'où sa nature devenue permanente et le système financier mafieux qu'ils ont développé, pour à la fois faire face ou contenir les contradictions exacerbées qui menacent le capitalisme, et parallèlement ou simultanément instaurer un nouvel ordre mondial dictatorial afin de s'en émanciper et assurer leur avenir.

Les différents stades par lesquels le développement du capitalisme est passé sur le plan économique (concurrence, monopole, oligopole), se sont accompagnés de leurs équivalents, leur contreparties ou leurs traductions sur le plan politique, libéralisme, conservatisme, néoconservatisme ou néolibéralisme.

Si personne n'envisage de revenir au rouet, à la charrue, au pot de chambre, à la machette ou à l'âge de pierre, personne ne doit envisager de retourner à l'époque de l'esclavage, de la féodalité, de la monarchie, de la dictature démocratique bourgeoise qui sont des temps définitivement révolus. Or c'est justement dans cette direction que l'oligarchie financière veut nous entraîner sur le plan politique en instaurant un ordre mondial nous réduisant en esclavage, à la merci de seigneurs de droits divins, de souverains au pouvoir absolu, d'Etats policiers, militarisés, le tout régi par des traités indissolubles ou gravés dans le marbre pour l'éternité établis sur les cendres de la démocratie et de la république, de nos droits sociaux et politiques.

Il n'existe pas plus de "plan B" que de "troisième voie" à la politique néolibérale mise en oeuvre par les gouvernements des 28 Etats de l'UE, faire croire le contraire est une supercherie politique destinée uniquement à tromper les militants et les travailleurs pour qu'ils se résignent à accepter le sort que les capitalistes leur ont réservé.

De la même manière, le "socialisme du XXIe siècle" ou la "révolution bolivarienne" est une escroquerie politique amené à rejoindre rapidement le musée des théories foireuses ou figure déjà le réformisme et le stalinisme dans ses différentes déclinaisons russes, chinoises, cubaines.

Il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme. La preuve en est que, lorsqu'on refuse de l'admettre ou qu'on n'est pas capable de le comprendre, on en vient inéluctablement à s'accommoder du capitalisme, à collaborer avec lui ou ses représentants, ses institutions, à devenir un de ses agents au sein du mouvement ouvrier que l'on trahit de la sorte.

De la même manière que le terrorisme n'est pas dû à une quelconque faiblesse ou erreur de tel ou tel gouvernement ou lacune des services de renseignement, les capitalistes en sont à l'origine, le nourrissent, l'exploitent pour terroriser la population, afin que leur gouvernement puisse appliquer tranquillement sa politique antisociale et accroître la surveillance de la population.

Ceux qui tiennent ce discours sont les mêmes qui prétendent vouloir corriger les excès du capitalisme ou le réformer, alors que c'est impossible. Les capitalistes utilisent le terrorisme comme une arme de guerre contre les peuples pour les soumettre, il

s'inscrit dans la continuité du déni et du populisme dans lesquels ils versent en permanence, de leur propagande qui relève de l'imposture et de la désinformation. Au même titre que la guerre, le terrorisme est la continuité de la politique menée par la classe dominante contre le prolétariat pour briser sa résistance au néolibéralisme.

Le néolibéralisme, en recourant au nihilisme, au populisme, à la guerre et au terrorisme, à des méthodes crapuleuses, mafieuses, criminelles, illégales, secrètes, doit être caractérisé d'extrême droite. A notre époque, ce n'est pas seulement la frontière entre la droite et la pseudo-gauche qui a explosé sous les convulsions de la crise permanente du capitalisme, mais aussi celle avec l'extrême droite, le fascisme. C'est l'enseignement que l'on pouvait tirer de leur réaction à l'instauration d'un gouvernement néonazi en Ukraine qu'ils soutiennent, notamment.

Bien entendu, ceux qui en seraient restés aux caractérisations d'autrefois qui étaient déjà en majeure partie faussées, n'en tireront aucune leçon pratique pour l'avenir, autant dire que leur politique desservira notre cause ou servira à cautionner des piliers du régime.

2- Les intellectuels qui critiquent ou condamnent le néolibéralisme et ses conséquences sans s'engager pour un changement de régime ou en finir avec le capitalisme, ne sont que des commentateurs stériles, inutiles, médiocres.

Ils pondent des articles bien ficelés à la pelle qui tous conduisent à remettre notre sort et celui de l'humanité entre les mains de nos bourreaux ou à nous soumettre à l'ordre établi.

La radicalité de leur discours qui tient du sophisme ou du lieu commun est comparable à la virilité d'un eunuque, ils représentent un danger aussi grand pour le régime qu'un eunuque pour une prostituée à la retraite.

Ils ne veulent pas admettre ou comprendre que la situation actuelle dramatique ou terrifiante dans laquelle se trouve plongé le monde, s'inscrit dans le prolongement du développement du capitalisme ou qu'elle devait en être le produit inéluctable, dès lors que l'humanité n'était pas parvenue à se donner les moyens politiques pour dépasser ce mode de développement (production) économique devenu un obstacle à tout progrès social, ainsi qu'à toute manifestation de la démocratie devenue également son ennemi.

Ils se cantonnent ou se raccrochent à un système de pensée qui a pu faire illusion à une autre époque entièrement révolue. Ce sont en réalité de piètres penseurs sans consistance pour ne pas avoir à l'esprit le rapport permanent qui existe entre l'économie et la politique, la seconde étant soumise aux exigences ou lois de la première en dernier lieu.

Le fonctionnement de l'économie capitaliste et son essort furent stimulés par la concurrence que se livraient les capitalistes entre eux, avant d'être entravée sans jamais totalement disparaître à l'étape suivante par la formation de monopoles, qui allaient contribuer à l'extension du marché mondial dont la capacité et les limites n'étaient pas extensibles indéfiniment ou à volonté, ce qui à son tour allaient contribuer à amplifier les contradictions du capitalisme en engendrant de nouveaux centres de pouvoir qu'il faudrait unifier par la suite sous la direction des oligarques (anglo-saxons-sionistes) les plus puissants, d'où la formation d'oligopoles au pouvoir tentaculaire, concentrant puissance financière et pouvoir politique à une échelle toujours croissante, asphyxiant tous les autres acteurs économiques et politiques ou les soumettant, les corrompant à leur pouvoir et idéologie au moyen d'institutions supranationales qu'ils avaient créées eux-mêmes dans cet objectif, de sorte que la société et la marche du monde soient dorénavant orientées exclusivement en fonction de leurs besoins, en instaurant un nouvel ordre mondial régi par des traités leur octroyant les pleins pouvoirs ou une sorte de règlement de type policier que seul le nihilisme pouvait justifier en s'attaquant à tous les rapports sociaux et préjugés qu'ils s'étaient employés à forger et à imposer aux peuples jusque là, à toutes les classes, afin de les disloquer pour que leurs membres ne puissent plus résister ou se rassembler pour les combattre, si nécessaire en recourant à la guerre et à la terreur, au terrorisme, à la guerre civile, au génocide.

Si l'impérialisme stade suprême du capitalisme ne devait pas engendrer un hyper capitalisme comme le prétendit le renégat du marxisme Kautsky, qui selon lui devait permettre au capitalisme de surmonter ses contradictions et d'en finir avec ses crises, les guerres, etc. il n'en demeure pas moins que l'impérialisme pour réaliser l'unification ou l'intégration des différents oligopoles qui existent à travers le monde, a dû recourir à des méthodes illégales, mafieuses, criminelles, ce qui témoigne de son échec à réduire ses contradictions, dont la lutte de classe des exploités sur laquelle il n'a qu'une emprise limitée et temporaire, du fait qu'elle est soumise à des lois ou conditions qu'il lui est impossible de maîtriser, ainsi il ne peut pas empêcher un esclave qui a faim ou qui s'estime maltraité de se rebeller, de se soulever pour exiger que ses besoins soient satisfaits ou ses droits pris en compte.

Ce que l'impérialisme n'était pas parvenu à obtenir, disons par la voie légale au moyen des lois de fonctionnement du capitalisme ou par l'entremise des rapports entre les classes qui lui étaient favorables, il allait s'efforcer de l'atteindre en dérogeant ou en violant ces lois sur le plan économique, et en achetant les différents acteurs politiques institutionnels, en corrompant les autres au moyen de son idéologie, de sorte que l'ensemble de la société se retrouve soumise au marché, à ses objectifs. Pour ne pas avoir pris conscience de la dimension ou des conséquences de l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble de l'économie et de la société par des moyens détournés, on a commis l'erreur d'attribuer une valeur qui ne se justifiaient pas aux rapports contradictoires qu'entretenaient les différents acteurs politiques et les institutions, de favoriser ces rapports dont l'orientation n'était pas tributaire de la lutte des classes mais de l'évolution de l'impérialisme.

3- On s'étonnera que personne n'emploie le terme de lumpenprolétariat pour désigner l'armée de mercenaires recrutés par Al-Qaïda et l'Emirat islamique pour le compte de l'OTAN, de la CIA et du Pentagone, autrement dit les banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux.

Ils ont créé une gigantesque armée de déchets à l'échelle planétaire dont ils ne savent plus quoi faire, hormis les envoyer à la boucherie comme soldats ou bourreaux de peuples innocents sous les ordres de mercenaires recrutés par des officines privées, qui s'en servent pour le compte du Pentagone ou de l'OTAN, les envoient dans différents pays pour les déstabiliser, afin que ceux qui les gouvernent adhèrent à la politique dictée par l'impérialisme américain ou puissent justifier l'adoption de lois liberticides, toujours plus répressives, antisociales.

Terrorisme. A qui profite le crime ? A ceux qui ont créé les conditions sociales sur lesquelles il prolifère. Ceux qui le finance, l'arme.

- Qui nous menace vraiment ? - Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 22 mars 2016

Comment fait-on pour justifier la guerre s'il n'y a pas d'ennemi qui nous menace ? C'est simple, il suffit de l'inventer ou de le fabriquer. Mondialisation.ca

Fastoche ! Trop apparemment. Cela permet aussi de détourner l'attention des masses de la véritable nature de la guerre que mène la classe dominante, de ses véritables cibles et objectifs qui ne doivent être dévoilés à aucun prix. Et ceux qui malgré tout s'y emploieront seront dénigrés et taxés de complotistes.

Vraiment, un exemple d'intellectuel au discours en apparence très critique et qui en fait rame pour le régime.

- Attentats de Bruxelles, nouvel exemple d'incompétence politique majeure - Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 23 mars 2016

Incompétent : Qui n'a pas les connaissances suffisantes, l'habilité requise pour juger, pour décider d'une chose. Ignorant, incapable; incompétence (Le Grand Robert)

Comme si c'était une question de compétence qui était en jeu ; vous conservez le régime en place et ses institutions, vous changez le personnel politique ou vous adoptez quelques mesures et le tour est joué, ben voyons ! Des mesures encore plus contraignantes pour la population, tournées contre la population, évidemment. J'exagère ou je ne saurais pas lire ? L'auteur de cet article poursuivait ainsi :

- "... cela fait des mois que des informations circulent sur le manque de coordination au niveau des responsables politiques et autres services de renseignements censés protéger la population. Tant au niveau national, qu'européen. Et malgré des drames récents dans plusieurs pays, aucune coordination ne semble être mise en place qui indiquerait que ces autorités aient pris la mesure des évènements." Le reste de l'article était du même tonneau, l'auteur insistant lourdement...

Autrement dit ce sont les services de renseignements qui n'ont pas fait leur boulot, ils doivent manquer de moyens, cela tombe bien les différents gouvernements des pays de l'UE étaient tout disposés à leur en accorder davantage, tout comme à la police ou aux magistrats, il ne leur manquait que la bonne occasion pour se lâcher, quelle aubaine tout de même !

En conclusion, voilà encore un article qui se veut critique et qui finalement nous renvoie dans les sales pattes des tenants du régime. C'est le cas de 99% (pour ne pas dire 100%) des articles publiés par ce qu'ils appellent les médias alternatifs, qui ne sont pas si alternatifs que cela et le démontrent ici, puisque vous ne trouverez aucun article appelant à la rupture avec le capitalisme ou en faveur du socialisme.

Les ratés ou le lumpenprolétariat.

- «Les terroristes sont souvent des voyous ratés» - lefigaro.fr

Interview - Jérôme Pierrat, spécialiste du grand banditisme, observe que ce sont souvent des délinquants en mal de reconnaissance qui se radicalisent. Ils ont plus facilement accès à des armes, et passent par la case prison.

Le Figaro. - Khalid et Ibrahim El Bakraoui sont passés du grand banditisme au terrorisme. On a parfois appelé ce phénomène «gangterrorisme».

Jérôme Pierrat - Il n'y a pas eu beaucoup de vrais exemples de «gangterrorisme». Tous les terroristes qu'on a identifiés ces

dernières années, - que ce soit Mehdi Nemmouche, Mohammed Merah ou encore Amédy Coulibaly -, ont des parcours de délinquant mais pas de grand banditisme. Ce sont plutôt des voyous ratés qui ont essayé de se reconvertir dans le terrorisme, faute d'avoir su briller. Ils ont souvent fait de nombreux séjours en prison pour des affaires assez minables dans l'ensemble. Ils ont donc laissé leur délinquance médiocre, sans avenir, et pas très lucrative. Jusque-là, le gangterrorisme était plutôt un fantasme, on était plutôt face à des petits délinquants récupérés, des individus paumés plutôt loseurs. Mais il n'y a pas de gros caïd. Pour l'instant, il n'y a aucun dossier en France qui mêlerait des gros trafics internationaux de stupéfiants et le terrorisme.

Comment passe-t-on d'un petit délinquant «raté» à un individu radicalisé?

L'arme est souvent le lien dans ces affaires. Le petit délinquant de cité, qui a besoin de se fournir, va dans les quartiers où les gens sont pourvoyeurs. Ces types-là sont généralement originaires de filières de petite délinquance, ils passent par les mêmes personnes pour acheter des armes. Ce sont des trafics de fourmis auxquels les personnes du milieu de la délinquance ont accès. Mais vous n'avez pas besoin d'être un grand voyou pour vous acheter une kalachnikov. Il suffit d'être un dealer de quartier. Un Coulibaly ou un Merah connu des quartiers, qui a fait de la prison, avec le bouche-à-oreille, trouvera assurément des armes automatiques.

Comment s'opère le basculement dans le terrorisme?

C'est un aveu d'impuissance. S'ils étaient des «grands» et «brillants» trafiquants de stupéfiants, ils auraient plutôt intérêt à continuer dans leur voie. Quand vous avez dédié votre vie au crime ou au mal, il y a peu de chance que les gens changent. C'est pour ça que ce sont souvent des profils d'individus qui se sont perdus dans la délinquance, qui se perdent dramatiquement dans le terrorisme. En prison, c'est souvent là qu'ils rentrent en contact avec des prédicateurs. lefigaro.fr 24.03

Chassez l'opportunisme par la porte, il rentrera par la fenêtre ou quand le verbe précédait l'action.

- La chasse aux terroristes : avant ou après ? - Michel Collon - 23 mars 2016

Bien sûr, il faut tout faire pour arrêter les terroristes qui existent. Mais ne faut-il pas surtout empêcher que tant de jeunes le deviennent, encore à présent ? Et là, les autorités belges ou françaises sont coupables en ayant bloqué tous les débats sensibles :

Pour combattre le terrorisme, nos sociétés n’ont pas besoin de moins de libertés, mais de plus de libertés. Plus d’éducation, plus de débats de fond, plus d’aides aux jeunes en difficulté.

(Source : https://francais.rt.com/opinions/12468-chasse-terroristes-avant-apres - Publié le 28 décembre 2015)

Arrêter ou non les terroristes nous laisse totalement indifférent. Je dirais même que nous sommes opposés à "tout faire pour arrêter les terroristes", si cela doit être au prix de la suspension des libertés individuelles et collectives comme ont pris l'habitude de le faire ceux qui nous gouvernent.

Notre problème ce n'est pas la chasse aux terroristes qui relève d'un esprit policier, c'est sur le plan politique de neutraliser la classe dominante et ses représentants pour qu'ils cessent de nous pourrir la vie, donc renverser le régime en place, encore faut-il avoir la volonté ou le courage de l'affronter.

Au royaume des aveugles l'Arabie saoudite et le Qatar n'étaient que des mirages dans le désert.

- “On a fermé les yeux en Europe sur la progression des idées extrémistes” (Manuel Valls) - euronews.com 23.03

- Valls: "On a fermé les yeux sur la progression des idées extrémistes du salafisme" - AFP

Manuel Valls a estimé mercredi sur Europe 1 que "partout en Europe et aussi en France", "on a fermé les yeux" sur la progression des "idées extrémistes du salafisme". AFP

Mais pas en encaissant des chèques de leurs parains saoudiens, qataris...

A qui profite le crime ? Suivez le guide.

L'unité nationale a 17% de matière grasse ou crasse, le taux de popularité de Hollande...

- Hollande appelle à "l'unité nationale" face à la menace terroriste - AFP

Le président François Hollande a appelé mardi à "l'unité nationale" et au "rassemblement" face à la menace terroriste après "les lâches et odieux attentats" perpétrés à Bruxelles, estimant aussi que "c'est toute l'Europe qui est frappée" par ces attaques. AFP

Quand cela déclenche une crise chez un psychopathe...

- Attaques de Bruxelles : "Nous sommes en guerre", répète Manuel Valls - Francetv info

Les ministres concernés par la menace terroriste se sont réunis ce matin à l'Élysée autour de François Hollande. Francetv info

Vite des crédits supplémentaires...

- En France, des services débordés face à la menace - Liberation.fr

Au sein de l'antiterrorisme, l'heure est à la saturation. Les services n'établissent pas encore de lien entre les attentats de mardi et l'arrestation d'Abdeslam. Liberation.fr

... sans perdre de temps...

- La France muscle encore sa sécurité après les attentats de Bruxelles - AFP

Quatre mois après les attentats du 13 novembre, la France "en guerre" a manifesté mardi sa solidarité après les attentats meurtriers de Bruxelles et a renforcé ses mesures de sécurité avec le déploiement de 1.600 gendarmes et policiers supplémentaires. AFP

Etat de guerre perpétuel...

- Sécurité dans les transports : «L'un des dangers serait de baisser la garde» - Liberation.fr

Quelles mesures prendre pour réduire le risque terroriste dans les gares et les aéroports ? Le point avec François Bonhomme, sénateur et auteur d'un récent rapport sur la question. Liberation.fr

Etat policier renforcé...

- Attentats Bruxelles : Valérie Pécresse veut munir les transports franciliens d'équipement de sécurité - Public Sénat

Invitée de Preuves par 3 sur Public Sénat, Valérie Pécresse, présidente LR de la région Ile-de-France, a annoncé avoir demandé à Bernard Cazeneuve d' « accélérer » la mise en place d'équipement de sécurité dans les transports franciliens. Public Sénat

Devenons tous des barbares ! Au fait la vaccination sera gratuite ou payante ? Quelle question, connaissez-vous encore quelque chose de gratuit ?

- Hidalgo après les attentats: il faut "générer des anticorps" contre les actes barbares - AFP

Cette "société doit générer des anticorps" contre les "actes barbares" comme ceux survenus à Bruxelles, a indiqué mardi soir Anne Hidalgo en saluant la "foi dans la paix" du rassemblement des Voix de la Paix, à l'Hôtel de Ville. AFP

Parole d'un représentant de l'Europe qui soutient les néonazis ukrainiens, le régime turc qui abrite les barbares de Daesh qui se déversent en un flot continue depuis 5 ans sur la Syrie et l'Irak.

- Consigny - Tous unis contre la haine de l'Europe ! - LePoint.fr

La France et l'Europe doivent agir contre ce totalitarisme naissant qu'est la montée de l'islam radical, sans craindre le politiquement correct. LePoint.fr

Ils en ont trouvé un ou fabriqué un...

- Un homme arrêté pour un projet d'attentat «avancé» en France, annonce Cazeneuve - Liberation.fr

Les policiers de la DGSI ont effectué jeudi une «interpellation importante» qui a permis de «mettre en échec un projet d'attentat

en France conduit à un stade avancé», a annoncé Bernard Cazeneuve. Des perquisitions sont en cours à Argenteuil. Liberation.fr

Théâtralisation destinée aux faibles d'esprit.

- Hommage aux victimes de Bruxelles : bougies, fleurs et bière belge - euronews.com

La bière, je veux bien si elle est fraîche et gratuite...

La semaine de Kak : le dessin en réponse au terrorisme - L'Opinion

- Attentats à Bruxelles: Les Belges viennent dessiner à la craie leur hommage aux victimes - 20minutes.fr

Alors que la nuit tombe sur Bruxelles, les habitants ont ressenti le besoin de se retrouver tous ensemble sur la place de la Bourse… 20minutes.fr

- Dans le monde entier, des monuments éclairés aux éclairés aux couleurs de la Belgique - euronews.com

En hommage aux victimes des attentats de Bruxelles, à travers le monde, de nombreux monuments étaient éclairés mardi soir en noir, or et rouge, les couleurs du drapeau belge. C'est notamment le cas de la tour Eiffel, de la porte de Brandenbourg à Berlin et la fontaine de Trevi à Rome. euronews.com

- Attentats de Bruxelles : le FBI va se rendre sur place - Francetv info

L'agence américaine justifie son déplacement par la présence d'Américains parmi les victimes des attentats de Bruxelles. Francetv info

Ils n'allaient pas le justifier autrement, quand on sait qu'ils sont les coorganisateurs de la plupart des attentats commis aux Etats-Unis, 80% si j'ai bonne mémoire.

Attentats à Bruxelles: Les frères El Bakraoui étaient dans les fichiers anti-terroristes américains - 20minutes.fr

- Ils étaient identifiés aux Etats-Unis comme une « menace terroriste potentielle »... - 20minutes.fr

Ils ont fabriqué un monstre qu'ils ont ensuite lâché dans la nature ou sachant qu'à un moment donné il volerait de ses propres ailes ou il serait tenté d'agir pour son propre compte, et que par la suite ils commettraient des méfaits qui justifieraient la militarisation de la police et de la société. Connaissant ses intentions, ils n'auront aucun mal à le pister ou à retrouver sa trace pour l'éliminer le moment venu. Qui ne connaît pas encore ce scénario ?

Quelques autres infos.

- Réforme constitutionnelle: la déchéance quasi aux oubliettes, incertitude pour le reste - AFP

Le Sénat à majorité de droite vote solennellement mardi la révision constitutionnelle annoncée par François Hollande après les attentats du 13 novembre mais dans une version qui, de fait, scelle quasiment la fin de la déchéance de nationalité. AFP 24.03

Enfin, des bonnes nouvelles...

- Bolloré affiche un bénéfice 2015 en forte hausse (+ 134%. - ndlr) - AFP

- Hermès frôle le milliard d'euros de bénéfice net annuel - AFP

- Hermès: la marge opérationnelle s'élève à 31,8% en 2015. - Cercle Finance

C'est l'augmentation du smic que vous êtes en droit d'exiger....

Dépit... Leur propagande ne prend plus.

- Loi travail : à Paris, gros cortège et manif sauvage - liberation.fr

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont marché dans le pays ce jeudi, jour de la présentation du projet en Conseil des ministres. Une dernière répétition mouvementée avant la grosse mobilisation du 31 mars. liberation.fr 24.03

- Les Français restent massivement opposés à la loi El Khomri malgré sa réécriture - LExpress.fr

71% des Français sont opposés à la réforme du travail de Myriam El Khomri selon un sondage Odoxa, pour France Info et Le Parisien. Les changements apportés au projet de loi, qui doit être adopté ce jeudi en conseil des ministres, n'ont donc rien changé à l'état de l'opinion. En effet, le nombre de citoyens se déclarant opposés à la loi était du même niveau début mars (70%). LExpress.fr 24.03

C'est con ! Imaginez un peu que le même phénomène se produise quand vous réécrivez l'histoire, hein ? Ah ben cela en serait fini du régime !

Le chômage bondit en février - Libération.fr

Après avoir baissé au mois de janvier (-27 900), le nombre de demandeurs d'emplois inscrits en catégorie A (sans aucune activité) a bondi en février (+ 38 400), pour atteindre le chiffre record de 3,59 millions (3,85 millions avec les Dom). Un chiffre en progression de 1,1 % sur un mois et de 2,5 % sur un an. En incluant les catégories B et C (activité réduite), la hausse est largement amortie (+ 3 100 inscrits), pour un nombre total de chômeurs de 5,46 millions (5,76 millions avec les Dom). Libération.fr 24.03

Haut de page

Haut de page

Le 26 mars 2016

CAUSERIE

Comment dit-on déjà, bienvenue aux Bisounours. Descartes disait : je pense donc je suis, c'est un peu court tout de même, non ? Sans boussole vous risquez de dépérir rapidement, et ne comptez pas sur dieu pour vous guider ou vous en sortir, nos dirigeants je voulais dire...

Poussons la réflexion un peu plus loin si vous le voulez bien. Attention, c'est un exercice périlleux ou qui n'est pas sans risque ! Parfois déstabilisant, contraignant, déplaisant, etc... mais ö combien salutaire. En forme ? En pleine forme, remonté à bloc !

Quelques réflexions politiques

1- Chacun sait pertinemment à quoi s'en tenir, puisque nous avons accès aux mêmes informations.

Cela devrait suffire à condamner définitivement le capitalisme ou le régime en place, encore faudrait-il s'en tenir simplement aux faits, qui de plus en plus souvent au regard des données disponibles ne nécessitent aucune interprétation ou analyse pour en comprendre la nature, l'objet ou la portée, à qui ils profitent et au détriment de qui ou de quoi.

Sauf que voilà, les choses seraient beaucoup trop simples si chacun s'en tenait à ce constat et en tirait les enseignements pratiques qui s'imposent, rompre avec le capitalisme et ses institutions, aussi chacun s'emploiera-t-il à y ajouter sa petite touche individuelle selon ses dogmes qui dénatureront les faits au point de les rendre incompréhensibles et inexploitables, donc empêchera en dernier lieu d'en tirer des leçons et ainsi de suite.

C'est ainsi que des faits accablants pour le capitalisme, ses institutions, les partis qui lui sont inféodés, tous les acteurs politiques qui le soutiennent, qui permettraient d'en déterminer la nature exacte ou de se faire une idée précise sur leurs réelles intentions, sont détournés ou pour ainsi dire vidés de leur contenu.

Autrement dit, les connaissances et les outils logiques que l'on a acquis deviennent des obstacles à la compréhension de la situation, ou sont mis au service d'une autre cause que celle pour laquelle on prétendait combattre, en s'écartant de plus en plus de l'objectif politique qu'on s'était fixé jusqu'à le perdre de vue pour ne pas l'avoir eu en permanence à l'esprit.

A l'étape suivante pour justifier son interprétation des faits qui tient plus de l'idéologie ou du discours doctrinal, il faudra les maquiller, les tronquer, les sélectionner minutieusement en écartant ceux qui nous gênent, les triturer au moyen d'amalgames excentriques, de rapprochements hors de propos, de comparaisons douteuses, de figures de style incohérentes, bref, on en arrivera au point où chaque fait ayant fait l'objet d'un tel traitement contribuera à forger une interprétation si éloignée de la réalité et destinée à se substituer à elle, de sorte qu'on aura l'impression qu'il existait une multitude d'interprétations possible donnant lieu à des désaccords et des polémiques à n'en plus finir, alors qu'en réalité il n'en existait que deux possibles, celle définie par le régime conformément à ses besoins et celle de ses opposants, ses véritables opposants et non les charlatants qui se présentent comme tels sous de fausses étiquettes.

S'en tenir aux faits est devenu un exercice inaccessible à la plupart des militants gangrenés par l'idéologie de la classe dominante, parce qu'ils ne maîtrisent pas le matérialisme dialectique qu'ils confondent avec les sophismes que leur servent leurs dirigeants...

2- La dégénérescence du régime n'épargne aucun parti politique.

Peut-on être contre Maastricht, combattre pour la rupture avec l'euro, la BCE, l'UE, et soutenir Schengen qui était le pendant administratif et judiciaire, policier, de l'extension militaire de l'OTAN sous le commandement de l'impérialisme américain, comme le font la totalité des partis du mouvement ouvrier ?

Peut-on soutenir l'opération téléguidée par l'OTAN, donc les Américains, qui a consisté à se servir de la Turquie à la fois comme base arrière des barbares de l'Emirat islamique et camp de réfugiés syriens destinés à se déverser le moment voulu sur les pays dominant de l'UE pour les déstabiliser ou les livrer au chaos et au cauchemar du terrorisme, afin qu'ils adoptent des lois liberticides similaires à la législation américaine, augmentent leurs dépenses militaires et en matière de sécurité avec le soutien de leur population ?

Il n'y a rien d'étonnant à ce que ceux qui soutiennent Schengen, soutiennent également le flot de réfugiés qui se déversent sur l'Europe, qui n'avait rien de spontané ou de naturel dans la mesure où c'était l'OTAN par l'intermédiaire de la Turquie qui l'avait minutieusement orchestré. Schengen a surtout permis de légaliser le dumping social au sein de l'UE, et de favoriser l'immigration clandestine qui devait de manière limitée profiter au patronat, les Allemands en étaient si friands qu'Erdogan crut bon d'exhausser leur voeu au-delà de leurs attentes en rendant cette immigration légale et quasi hors contrôle, au point d'embarrasser les autorités allemandes et d'autres pays de l'UE déjà en proie à une grave crise sociale qu'ils peinent à maîtriser, pour en arriver à boucler leurs frontières ou à procéder à des expulsions.

Bien entendu, le chaos ainsi créé devait profiter à l'extrême droite, aux thèses racistes et xénophobes, à diviser les travailleurs, à accroître la concurrence entre eux, la pression au chantage du chômage qui pesait déjà sur eux, à monter le mouvement ouvrier embourgeoisé atteint de tiers-mondiste attardé contre les préjugés des masses, coupables à leurs yeux une fois de plus de ne pas marcher dans la combine de l'OTAN ou des Américains, accusées d'être égoïstes, alors qu'elles ne pensaient instinctivement qu'à leur survie déjà gravement menacée par la politique d'austérité du gouvernement, préoccupation étrangère à leurs procureurs qui disposent encore d'un mode de vie relativement confortable ou dont ils se satisfont à défaut de combattre pour renverser le régime en place.

Une nouvelle fois l'aveuglement ou le dogmatisme auront eu raison du mouvement ouvrier qui s'est dressé contre l'immense majorité des travailleurs qui se retrouvent abandonnés à leur triste sort ou poussés dans les bras de l'extrême droite prête à les broyer. Dans ces conditions, n'attendez rien de la journée d'action du 31 mars prochain, ni même dans l'avenir à court ou à moyen terme, il n'en sortira rien de bon pour les travailleurs, sauf pour ceux qui croient encore aux miracles.

Maintenant, il ne faudrait pas confondre aller à contre-courant des masses égarées emboîtant le pas à leur gouvernement ou qui par ignorance oeuvrent inconsciemment à leur propre perte, contre leurs propres intérêts de classe qu'elles confondent avec ceux de leur ennemi, ce qui est parfaitement légitime du point de vue du socialisme ou sur un plan historique, puisque suivre les masses conduirait à leur perte définitive ainsi que celle de l'humanité toute entière, et défendre une politique qu'elles rejettent parce qu'elles ont conscience qu'elle va à l'encontre de leurs intérêts, sous prétexte qu'elle coïnciderait avec un principe internationaliste sans tenir compte qu'il est isntrumentalisé par Erdogan qui s'en réclame, est condamnable.

Là en l'occurrence, le mouvement ouvrier ne va pas à contre-courant des masses pour défendre leurs intérêts, mais pour mieux les livrer pieds et mains liés à leurs bourreaux. Pourquoi s'en étonner, vous attendiez-vous à autre chose de la part de ses dirigeants? Curieux, à croire que personne ou presque n'a tiré les enseignements de la lutte de classe du XXe siècle. Franchement, une telle naïveté et un tel manque de rigueur à de quoi vous inquiéter pour l'avenir. Si certains se demandaient encore jusqu'à quel point la majorité des militants pouvaient se laisser manipuler, vous avez là la réponse, il n'y a pas de limite en vérité. C'est effrayant, n'est-ce pas ? Rappelez-vous les différentes phases par lesquelles le prolétariat allemand est passé dans les années 20-30 au siècle dernier, ensuite plus rien ne devrait vous surprendre ou vous stupéfier.

Ceci justifie si nécessaire la construction d'un parti sur la base des principes du marxisme et du léninisme, ce que contestent les mêmes dirigeants et les mêmes militants, normal puisqu'ils leur sont étrangers ou ils sont incompatibles avec les

positions politiques qu'ils adoptent dont on ne sait sur quoi ou sur quelle théorie elles reposent à part ce qu'on a évoqué plus haut, à savoir céder à la pression de l'idéologie dominante.

Cela ne vous étonnera pas non plus, que nos dirigeants aient adopté les versions officielles du 11 septembre 2001 aux attentats qui viennent de se produire en Belgique, vous pouvez même remonter plus loin jusqu'au début du XXe siècle.

Comme dirait l'autre, on peut se tromper une fois, deux fois, trois fois, mais quand cela devient systématique, vous admettrez que cela ne peut pas être dû au hasard ou à une quelconque faiblesse temporaire, c'est forcément intentionnel ou alors, on avait à faire à des gens aux capacités intellectuelles réduites ou défectueuses, qui par conséquent ne pouvaient pas être à la hauteur de leurs responsabilités.

Une non-information parmi des milliers d'autres qui vous font perdre votre temps.

Le titre :

- Plus fort recul des profits des entreprises américaines depuis 2008 - La Tribune

Ah ben alors, ce serait bien le début de la fin ! Pas du tout.

Dernier paragraphe :

- Toutefois, avec le ralentissement de la hausse du dollar depuis le début de l'année et le rebond des cours du brut, les bénéfices des sociétés sont attendus en hausse. La Tribune 25.03

On se disait aussi, ouf !

Que faire alors ? Cesser de traiter l'information au quotidien, la saisir mais ne l'analyser que quelques jours plus tard ou davantage.

Ils sont bien sur la même longueur d'onde.

Erdogan tient le même discours que les médias alternatifs (voir la causerie d'hier) et que certains soit-disant anticapitalistes.

- “Des gouvernements incompétents” : la charge de la Turquie après les attentats de Bruxelles - euronews.com

La Belgique ne connaissait pas les raisons de l’expulsion d’Ibrahim El Bakraoui de Turquie. Le pays est sur la défensive depuis qu’Ankara l’accuse d’avoir ignoré un avertissement concernant ce suspect des attentats. euronews.com

NPA - Attentats à Bruxelles: solidarité avec les victimes, vigilance démocratique.

(Communiqué de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire, section belge francophone de la Quatrième Internationale) du mardi 22 mars 2016)

Un amalgame dans le plus pure style de la propagande américaine ou de l'OTAN :

- " *... après un nouvel attentat meurtrier à Istanbul et un bombardement russe sur Raqqa en Syrie, qui a fait des dizaines de morts parmi les civils, nous constatons une fois de plus qu’on ne combat pas la terreur en bombardant le peuple syrien, en soutenant des régimes dictatoriaux...*"

Vous aurez compris que l'assassinat aveugle de dizaines d'innocents par les barbares de l'Emirat islamique dans un pays en pays, la Belgique, et que le bombardement des positions de ces barbares dans un pays auquel ils ont déclaré la guerre (Syrie ou Irak) et qui peut se solder par la mort de victimes civiles innocentes, c'est du pareil au même.

Mettre sur le même plan ou traiter de la même manière des évènements qui se produisent dans un pays en paix et dans un pays occupé ou en guerre, relève de la manipulation des faits, dès lors qu'on fait abstraction d'un ensemble de facteurs qui les distinguent. C'est l'oeuvre de démagogues ou populistes.

Voilà à quelle ignominie on arrive quand on a troqué son esprit critique au profit de la propagande officielle dont on devient de fait un relais, un agent.

- "*... la LCR entend honorer les victimes en plaidant pour un changement de cap radical vers une politique sociale généreuse, basée sur la solidarité, les libertés démocratiques et la lutte contre les inégalités, chez nous et dans le monde. C'est par la vie que l'on combat une politique de mort.*"

On atteint là le niveau zéro de l'analyse politique.

Cela dit, leur discours politique présente un contenu et une signification politique précis qu'il faut caractériser, qui consiste à faire croire que l'existence du régime serait compatible avec la mise en oeuvre d'"une politique sociale généreuse" pour peu que les travailleurs se mobilisent, autrement dit le régime ne serait pas condamné à la faillite, il disposerait encore des moyens de satisfaire les besoins des travailleurs, bref, il aurait encore de beaux jours devant lui.

Voilà qui est conforme aux réelles intentions ou aux réels objectifs politiques de ces imposteurs.

L'idéal du pouvoir absolue partagé par les féodaux, les monarques, les oligarques, ainsi que leurs créatures monstrueuses.

- Qu'ont en commun les djihadistes avec les «obscurantistes moyenâgeux»? - Slate.fr

Pourquoi, hier comme aujourd'hui, des personnes décident de vivre, mourir et tuer pour Dieu? Slate.fr 25.03

C'était un assassinat.

- Sivens : Rémi Fraisse aurait eu les mains en l'air quand il a été tué - LeMonde.fr

Selon de nouveaux témoignages, le militant écologiste mort en octobre 2014 sur le site du barrage de Sivens demandait aux gendarmes de cesser les tirs lorsqu'il a été tué. LeMonde.fr

Soyez Charlie avec l'OTAN, l'UE, Erdogan et Hollande.

- Turquie : la liberté de la presse sur le banc des accusés - euronews.com

Le procès de deux journalistes turcs anti-Erdogan s'est ouvert à Istanbul. Un procès qui questionne sur la liberté de la presse.

Can Dündar, rédacteur en chef du quotidien d'opposition Cumhuriyet, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont poursuivis pour un article accusant leur pays d'avoir livré des armes aux rebelles islamistes syriens.

"Ils ont essayé de tout faire pour cacher la situation, explique le journaliste Can Dündar. Et aujourd'hui comme la cour l'a dit, "nous sommes venus ici pour juger, pas pour être jugé." Et comme ils ne voulaient pas que ce jugement soit public, ils ont décidé qu'il se tiendra à huis clos."

Erdem Gül rajoute qu'"ils risquent la prison à vie parce qu'ils ont fait leur travail. Nous allons défendre la liberté de la presse", dit-il.

Les deux collègues ont été libérés en février après trois mois de détention provisoire, la Cour constitutionnelle jugeant leur emprisonnement illégal. Vidéo à l'appui, les journalistes avaient accusé les services de renseignement turcs d'envoyer des camions bourrés d'armes aux islamistes. L'article avait provoqué la fureur du président Erdogan : c'est pour cela qu'ils sont accusés d'espionnage et tentative de coup d'Etat. euronews.com 25.03

C'est pas ici, je m'en tape !

- Irak: au moins 30 morts dans un attentat suicide revendiqué par l'EI - AFP

Au moins 30 personnes ont été tuées vendredi dans un attentat suicide revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), après un match de football dans un village au sud de Bagdad. AFP

- Yémen: 22 morts dans trois attentats suicide revendiqués par l'EI - AFP

Trois attentats suicide à la voiture piégée revendiqués par le groupe Etat islamique (EI) ont fait au moins 22 morts vendredi à Aden, ville du sud du Yémen où règne l'insécurité. AFP

Ils font des bulles...

- Crédit auto américain : un nouveau risque de "subprime" ? - latribune.fr

L'agence de notation financière Fitch s'est officiellement inquiétée de l'état des encours des prêts automobiles. Elle juge que les créances à risque sont particulièrement élevées et font courir un risque majeur sur le secteur bancaire américain. Mais le statu quo monétaire vers lequel semble se diriger la Réserve fédérale américaine pourrait limiter les dégâts.

Le système bancaire américain serait-il menacé par le syndrome "mêmes causes, mêmes effets" ? L'agence de notation financière Fitch s'est en tout cas inquiétée, dans une note, de l'envolée des prêts automobiles aux États-Unis qui atteindraient 1.060 milliards de dollars, alors qu'ils ne pesaient que 700 milliards de dollars fin 2010. Elle estime que l'encours à risque concernerait 20% du total (soit près de 220 milliards de dollars) et que près de 5% des prêts présentent déjà des retards de remboursements supérieurs à 60 jours, soit un soit un taux jamais enregistré depuis septembre 2009 au faîte de la crise financière. Fitch juge que ce taux pourrait approcher le seuil des 10% d'ici la fin de l'année.

Des achats financés à crédit

La chute des cours du pétrole a poussé les ménages américains à acheter une voiture et les taux d'intérêt extrêmement attractifs les ont encouragés à passer par un crédit. Les taux en vigueur actuellement oscillent autour de 4% soit moitié moins que son niveau d'avant-crise.

Ces facilités de financement ont d'ailleurs été un moteur pour le marché automobile américain qui est revenu à son niveau d'avant-crise bien avant le marché européen. Il faut dire que le taux de pénétration des financements bancaires a atteint 85% des achats automobiles en 2014 tandis qu'il ne représentait que 74% des achats en 2009.

Déjà début 2015, les analystes avertissaient contre un emballement des prêts à risque. Khalid Aït-Yahia, économiste à la Coface, expliquait alors à La Tribune :

"L'inquiétude, c'est que, en 2014, quatre nouveaux prêts sur dix étaient classés subprimes, c'est-à-dire que l'emprunteur présente un risque de défaut non négligeable".

Paul Chollet, également économiste à la Coface, abondait en s'inquiétant des effets d'un resserrement monétaire :

"Avec la volonté de la Réserve fédérale américaine d'augmenter ses taux d'intérêt, on peut craindre que les taux réels de ces prêts puissent augmenter de 3 à 4 points sur cette période", nous expliquait-il alors.

Ce qui aurait comme conséquence d'augmenter les mensualités de remboursement des ménages. L'attitude déterminante de la Réserve fédérale

Et depuis, la Réserve fédérale américaine est effectivement passée à l'action en enclenchant en décembre 2015 une première hausse de 0,25 point de ses taux. Fitch constate que cette perspective avait été anticipée par les banques qui tentent de se débarrasser de leurs créances douteuses en les titrisant... Ce qui n'est pas sans rappeler la crise des subprimes en 2007.

Pour Stéphanie Villers, économiste chez Humanis, il n'y a pas de quoi s'alarmer : "la Fed devrait conserver le statu quo sur l'ensemble de l'année, et au-delà son objectif est un taux d'intérêt de 1,25% ce qui est très faible. En résumé, le contexte devrait rester très favorable aux emprunteurs", explique-t-elle à La Tribune.

Cela permettrait de ne pas accentuer la pression sur la capacité de remboursement des consommateurs.

En revanche, il est à craindre que les banques décident d'être plus sélectives dans les octrois de prêt, ce qui impacterait immanquablement l'industrie automobile américaine, et potentiellement créer une réaction en chaîne. Une chose est sûre, désormais, les investisseurs vont regarder de plus près cette donnée maintenant que Fitch s'en est publiquement inquiétée... latribune.fr 25.03

A retenir.

- La Fed prête aux banques à un taux d'intérêt proche de zéro (0,25%), qui à leur tour prêtent cet argent à des Américains à 4% ou davantage, soit un profit de 400%.

- Avec 1.060 milliards de dollars les prêts automobiles aux Etats-Unis atteignent le niveau des prêts accordés à des étudiants. Pour les prêts immobiliers il faut rajouter au moins un zéro...

- Un travailleur est exploité par tous les bouts. Cela commence lorsque son patron lui extorque une partie de sa force de travail ou la plus-value qu'il a produite, cela continue sous la forme d'impôts et taxes diverses (amendes aussi) qui ne serviront pas à améliorer son quotidien, et pour couronner le tout il se fait racketter par les banques ou les organismes de crédit auxquels il restitue sous la forme d'intérêts une partie de la plus-value qui lui a été versée au titre de son salaire.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 7 avril 2016

CAUSERIE

Au cours des 8 dernières années écoulées nous avons fourni aux lecteurs les instruments, la méthode et les éléments qui permettent d'interpréter la situation, de comprendre pourquoi et comment nous avons pu en arriver là, nous n'avons rien à ajouter.

Il suffit de relier entre eux les différents éléments qui composent la réalité, y compris ceux créés artificiellement quasi-quotidiennement (Panama Papers par exemple, piloté par les oligarques du groupe Bilderberg et relayé par des médias qui en font partie, la liste des participants des années antérieures le prouve et c'est suffisant pour comprendre cette mystification) par ceux qui détiennent le pouvoir pour avoir une vision globale de la situation et son orientation, ainsi que celle des deux camps qui s'affrontent.

Le refus de prendre en compte un ou plusieurs de ces éléments qui jouent un rôle important dans les rapports entre les classes, ne permet pas d'analyser correctement la situation et de répondre aux questions que les travailleurs et les militants se posent.

Absolument aucun argument ne peut justifier le refus de s'attaquer à la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses exploitées, sinon le refus d'affronter le régime en place.

La décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde n'est pas davantage une fatalité que la situation actuelle. Ceux qui refusent ce constat sont généralement les mêmes qui en portent la responsabilité, d'où leur impossibilité de l'admettre, ce que chacun comprendra.

On s'est gargarisé de victoires obtenues artificiellement ou largement surévaluées, par exemple après le référendum de 2005 où le non l'avait emporté grâce aux voix des populistes, des souverainistes, des nationalistes et ultra nationalistes, de l'extrême droite, bref, de tout un pan de la pire réaction, pour s'étonner ensuite que son résultat soit bafoué, ce qui n'a pu être possible que parce qu'en réalité le non ne l'avait pas réellement emporté, sauf à se satisfaire des apparences, ce qu'on a ignoré ou feint d'ignorer en refusant d'analyser sous tous les rapports l'ensemble des éléments qui avaient contribués à ce résultat, qui auraient fait apparaître une toute autre réalité que celle qu'on nous a présentée, qui tenait davantage de la fantasmagorie ou d'une interprétation de faits soigneusement sélectionnés destinée uniquement à justifier une analyse à la base corrompue de manière à donner raison à leurs auteurs.

Cela n'a rien d'étonnant quand on subordonne sa stratégie à la tactique ou qu'on substitue l'une à l'autre, on aboutit forcément à une impasse politique ou les leçons qu'on tirera d'une expérience seront à leur tour faussées ou nulles, il suffit d'observer la suite pour en avoir confirmation.

On en est arrivé au point où on interprète un événement en le déconnectant des rapports qui existent entre les classes, dans ces conditions il sera impossible d'agir sur ces rapports, c'est facile à comprendre, nos dirigeants en font la démonstration quotidiennement depuis des lustres.

Demain ils vont se gargariser du non hollandais à l'accord Ukraine-UE, alors que seulement 32% des Hollandais ont participé à ce référendum et le non ayant obtenu environ 61% des voix exprimées, soit 19,52%, sans se démonter le moins du monde ils célèbreront l'éclatante victoire de la démocratie, du rejet de l'UE, patati-patata. Ils ne se demanderont pas pourquoi au pays de la Royal Dutch Shell et du groupe Bilderberg un tel référendum était possible, sans valeur coercitive ou non contraignant pour le pouvoir en place qui n'est pas tenu de prendre en compte ses résultats, donc sans intérêt puisque sans conséquences ou sans effets, sauf de faire croire qu'il existerait un semblant de démocratie dans ce pays, panneau dans lequel tombent justement ceux qui vont l'exploiter politiquement, disons plutôt qu'ils s'en accommodent. Comment cela, mais pourquoi ?

Mais parce que cela leur évitera d'analyser précisément les rapports réels existant entre les classes, qui déboucheraient sur des tâches politiques dont ils ne veulent pas entendre parler, parce qu'elles nécessiteraient de modifier leur conception de la lutte des classes ou de l'adapter à la situation, à la société actuelle dont ils sont déconnectés ou à laquelle ils ne comprennent pas grand chose, ce qu'ils ne peuvent pas avouer évidemment mais qui transpire de l'orientation politique adoptée par leur parti.

Autrement dit, pendant qu'ils tirent des conclusions théoriques et pratiques erronées d'un événement en partant de rapports faussés entre les classes et à l'intérieur des classes, ils n'ont pas à se donner la peine d'analyser les rapports réels existant puisque l'analyse qu'ils ont fournie s'y substitue ou leur suffit, ce qui présente de nombreux avantages pour eux. Ils n'auront pas à reconnaître leurs erreurs et à en tirer les leçons, puisque d'une manière ou d'une autre ils s'arrangent pour que leur interprétation des faits leur donnent toujours raison, ainsi ils n'auront besoin de modifier ni leur ligne ou leur orientation politique, ni d'adapter leur conception de la lutte des classes qui par bonheur ont été validés par les faits une fois manipulés. Finalement cela signifie qu'ils continueront comme avant et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'ensuive, la nôtre.

Quand on ne maîtrise pas le rapport de cause à effet ou qu'on l'ignore, c'est le b.a.-ba de la logique la plus élémentaire qui est ainsi bafouée, ensuite on ne s'étonnera de rien qui puisse se produire, y compris que la civilisation humaine en soit rendue à nouveau à la barbarie, c'est dans l'ordre des choses dans ces conditions, et entre nous, vaut mieux l'admettre que de prendre le risque d'en être le complice consciemment ou non.

Ce qu'on a voulu expliquer ici, c'est qu'une interprétation ou une analyse de la situation destinée à agir sur elle, donnera lieu à des conséquences ou des développements pratiques déterminés, prévisibles, et qu'elle ne pouvait pas déboucher sur autre chose ou qu'on n'était pas en droit d'en attendre autre chose, dit autrement, ce qui devait se produire arrive, mais certainement pas par hasard, en tant qu'acteur politique on en porte la responsabilité et on se doit de l'accepter. Ensuite deux cas de figure se présentent à nous, soit on revoit notre copie et on se donne une chance de s'en sortir, soit on persiste dans notre erreur et les choses iront de mal en pis inexorablement.

Quand je travaillais en France, en entendant mes multiples patrons s'exprimer et en observant la manière dont ils géraient leur entreprise, je ne pouvais pas m'empêcher de constater qu'ils ne pensaient qu'en terme de chiffre d'affaires réalisé, en omettant systématiquement de penser à celui à côté duquel ils étaient passés du fait de leur manque de logique le plus souvent, davantage obnubilés par les seuls objectifs qu'ils s'étaient fixés et qui n'étaient représentés que par des chiffres, plutôt que de s'intéresser aux conditions qui leur permettraient de les atteindre ou de les dépasser, pour parfois se retrouver en difficulté ou finir par mettre la clé sous la porte, on dira bêtement. Mieux encore, connaissant mes idées qu'ils ne pouvaient pas partager évidemment, lorsque je leur glissais de bonnes idées pour améliorer les performances de leur entreprise ou d'un service, ils préféraient ne pas m'écouter, cela m'est arrivé d'en faire la remarque à quelques patrons une fois rendus au dépôt de bilan, histoire de leur montrer qu'ils étaient responsables de ce bilan calamiteux qui aurait peut-être pu être évité, s'ils avaient géré leur affaire plus intelligemment.

Cela vaut pour le mouvement ouvrier et particulièrement pour son avant-garde qui ne savent plus par quel bout prendre la situation et les masses qui leur échappent totalement, il suffit d'observer comment se développe le mouvement social qui accompagne le rejet de la Loi travail pour en avoir confirmation.

On notera qu'un certain nombre de facteurs qui témoignent de la radicalisation des masses sont dors et déjà réunis, sans qu'on puisse dire à ce stade si ces conditions déboucheront à court terme sur une explosion sociale. En tout cas cela prouve que les conditions sont favorables à la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Et si aucun parti n'en tire profit pour se développer, c'est qu'ils sont à côté de la plaque parce qu'ils en sont restés à ce que nous disions plus haut. Le jour où ils écouteront les travailleurs au lieu de s'écouter parler, l'humanité aura fait un grand pas en avant vers le socialisme.

Des millions de travailleurs et jeunes cherchent plus ou moins consciemment une issue à la crise du capitalisme qui a atteint un stade insupportable, à partir de leur propre vécu ou expérience, c'est donc de là qu'il faut partir pour les amener au socialisme et non faire l'inverse qui ne fonctionne pas. De très nombreux travailleurs et jeunes pensent davantage que les générations précédentes du fait qu'ils disposent de multiples canaux pour s'informer et communiquer qui n'existaient pas autrefois, ils cherchent à comprendre dans quel monde ils vivent, comment il fonctionne, il leur arrive de se mobiliser sans que le contenu et l'orientation

de leur mobilisation ne leur permettent de franchir un pas vers leur émancipation du capital en l'absence de perspective ou d'objectif politique qui les rassemblerait.

On peut leur fournir sans qu'on ne soit plus avancé pour autant, car le problème est ailleurs. Il réside dans le fait que quelque chose les empêche de parvenir à cette compréhension, et qu'il faut parvenir à en déterminer la nature pour qu'il cesse de constituer un obstacle à l'élévation de leur conscience politique. Ignorance, illusions, idées reçues, la classe dominante a développé son offensive idéologique tout azimut afin de multiplier ces obstacles, de sorte qu'il soit difficile de les identifier et d'avoir une emprise sur eux pour les éliminer. C'est le travail que doit effectuer le militant au lieu réciter son catéchisme selon je ne sais quel saint.

Dans ce portail on a fourni les clés ou la méthode pour résoudre ce problème, on l'a mise en pratique des milliers de fois à partir d'une multitude d'événements et on a pu vérifier que cela fonctionnait correctement. Qu'en ont retenu les lecteurs ou militants ? S'ils se sont reconnus dans les analyses que nous proposions ou les positions que nous avions adoptées et qu'ils s'en étaient tenus qu'à cela, ils n'ont rien appris ou ils n'ont pas progressé. Car le plus important résidait dans la méthode qu'il fallait acquérir pour analyser l'actualité sociale et politique. On pourrait ajouter les rapports qu'elle impliquait au capitalisme et à ses institutions, une totale indépendance vis-à-vis du régime ou de l'Etat, de ses institutions, de ses représentants et ses agents infiltrés dans le mouvement ouvrier, conditions sans lesquelles toute analyse ou ses conclusions seraient faussées.

Je ne me suis pas contenté de traiter l'actualité pendant des années, je me suis appliqué à en faire un outil pédagogique ou didactique au service des militants en me servant du matérialisme dialectique. On n'a vraiment rien à ajouter de plus. Et puis je n'ai ni le temps ni l'envie de partir dans de longs développements qui nous amèneraient à nous répéter. Au fil du temps j'ai conçu ce portail comme un sujet d'études et non pour commenter l'actualité.

Comme quoi je ne m'endors pas sous les cocotiers, j'aurais du mal vu que je ne les ai plantés il y a à peine un an. Un brouillon de causerie et d'infos en bref.

Tout se tient. Quelques exemples.

Intox. Les "pirates" ou l'oligarchie financière anglo-saxonne passe à l'action.

« Panama papers » : le cabinet Mossack Fonseca assure avoir été piraté et a porté plainte

La firme panaméenne spécialiste de la domiciliation de sociétés offshore a annoncé mardi avoir été victime d'un piratage informatique opéré à partir de serveurs étrangers. Les 11,5 millions de fichiers qui constituent les « Panama papers » proviennent des archives du cabinet. LeMonde.fr

Beau travail la NSA... A qui profite le crime ? Les Américains sont épargnés par ce scandale monté de toutes pièces, quelle surprise ! Non, les Etats-Unis possèdent leurs propres paradis fiscaux dans quatre Etats, sur place... Mais alors, oui, on est ou on n'est pas les maîtres incontestés du monde, y compris des paradis fiscaux ou de la finance internationale, il était temps de le rappeler à ceux qui l'auraient oublié...

Contre-propagande. A lire.

- Les #PanamaPapers sont un moyen de chantage idéal. - Moon of Alabama - legrandsoir.info 04.04.2016

- #PanamaPapers : le « journalisme d'investigation » du Ctrl+F - Moon of Alabama - legrandsoir.info 04.04.2016

Connaissiez-vous le Consortium International des Journalistes d'Investigation ? Avouez que vous n'en aviez jamais entendu parler avant. Et pourtant, il existe depuis 1997. Basé aux Etats-Unis (à Washington - quelle meilleure base arrière pour faire des enquêtes et lancer des alertes ?), le Consortium affiche une liste de médias plus prestititigieux les uns que les autres, véritable « dream team » de la presse libre : El Pais, El Mundo, le Monde, Le New York Times, Le Washington Post, BBC, The Guardian, El Nacion... (Des dirigeants du Monde, du New York Times et du Washington Post notamment ont déjà participé à des réunions annuelles du groupe Bilderberg - LVOG)

On se souviendra avec émotion du travail inoubliable accompli par ce Consortium du Monde Libre (*). Leur travail sur les attentats du 11 Septembre 2001 – un modèle du genre. Leur ténacité sur les armes de destruction massive en Irak – un bijou. Leur longues enquêtes sur la plus féroce et longue « tentative de crime humanitaire du 20ème siècle », et qui perdure, à savoir la tentative de blocus des Etats-Unis contre Cuba... Leur détermination à révéler les origines et relations de l'Etat Islamique – j'en pleure encore. Ah, sans oublier leur couverture des nazis en Ukraine...

Le Consortium International des journalistes d'investigation (ICIJ) fait partie du Projet de rapport sur le crime organisé et la corruption (OCCRP) qui est financé par le gouvernement américain à travers l'USAID. legrandsoir.info 04.04.2016

- La corruption à l'assaut des États. Comment les mafias gangrènent l'économie mondiale. - Par Prof Michel Chossudovsky - Mondialisation.ca, 06 avril 2016

Ce texte fut publié par Le Monde diplomatique en décembre 1996.

Une mystification qui finit de disloquer la gauche et l'extrême gauche corrompues.

- Migrants économiques ou réfugiés? Un démographe français fait le point

Venant de la terre et de la mer, environ un million de personnes sont entrées en Europe en 2015. Un tel afflux de personnes pose de nombreuses questions et "met à l'épreuve des valeurs fondamentales de l'Europe" assène Philippe Fargues, démographe à l'Ined, spécialiste du monde Le Huffington Post

Contre-propagande.

- L'invasion de l'Europe est-elle la conséquence de la « standardisation » mise en oeuvre par les néoconservateurs US ? - Par Valentin Vasilescu - Mondialisation.ca, 06 avril 2016

Selon le Daily Mail, le commandant des forces de l'Otan en Europe, le général états-unien Philip Breedlove, a tenu devant la Commission des forces armées du Sénat US un discours dans lequel il affirme que la Russie et le gouvernement d'el-Assad ont essayé de transformer la crise des migrants en une arme pour détruire la structure de l'UE et casser la détermination des Européens.

Le discours de Breedlove est simplement une continuation des aberrations de George Soros selon qui l'objectif de Poutine est d'accélérer la dissolution de l'Union Européenne et le moyen le plus efficace pour y parvenir est de forcer les Syriens à chercher refuge en Europe. Il omet de rappeler que l'afflux massif de réfugiés a commencé via la Libye, et que le réseau des médias et les 12 fondations mondiales « pour la démocratisation » de Soros ont guidé, pas à pas, certains réfugiés pour les amener au coeur de l'Europe depuis 2005.

Le milliardaire George Soros a déclaré que son objectif est la protection des réfugiés et que les frontières des États en Europe (et donc les identités nationales) sont des obstacles à la réalisation de cet objectif. Il a proposé à l'UE un plan pour résoudre la crise migratoire en établissant des « voies sécurisées de circulation » pour les demandeurs d'asile, leur permettant de passer sans contrôle de la Grèce et de l'Italie vers les pays de destination. Soros exhorte l'UE à recevoir au moins un million de réfugiés par an, d'abroger la législation européenne pour l'obtention de l'asile, et d'accorder à chaque réfugié 15 000 euros par an, pendant les deux premières années passées en Europe. La tendance actuelle des Européens, induite par la Maison-Blanche, nous montre qu'il suffit que quelques « progressistes » US de la stature de Soros ou de Breedlove disent que c'est Poutine qui s'oppose à ce que l'Europe fasse quelque chose, pour que toute l'Europe fasse exactement le contraire, quitte à aller au suicide, juste par esprit d'opposition à Poutine, pour ne pas lui permettre d'enregistrer une « victoire ». Le paradoxe est que cette « sombre » logique commune de Breedlove et de Soros va encore plus loin en continuant à donner l'ordre à l'Europe de montrer à la Russie qu'elle n'est pas déstabilisée. Comment ? En se suicidant, en prenant en charge tous les réfugiés (parmi lesquels se trouvent des terroristes, livrés par la politique de la Maison-Blanche et ses alliés, les monarchies du Golfe et la Turquie), d'après le principe selon lequel « encourager l'immigration est la solution mondiale ». Le plus grave, c'est que les immigrants en Europe sont encouragés à croire que leur loyauté devrait être exercée envers d'autres immigrants à venir, plutôt qu'envers les intérêts de la société européenne qui les a reçus. (...)

En 2001, les États-Unis ont inventé un nouveau concept militaire, la guerre contre le terrorisme pour leur permettre d'intervenir militairement en Afghanistan, en utilisant le réseau terroriste Al-Qaïda. Par la suite les États-Unis ont envahi l'Irak, la Libye pour renverser Kadhafi, et le « printemps arabe » soutenu par des fondations, a entraîné l'invasion de ce pays par des groupes terroristes islamistes. Toutes ces zones « pacifiées » et « démocratisées » par les Etats-uniens sont devenues du jour au lendemain un réservoir de migration. En réalité, au lieu de lutter contre le terrorisme, nous constatons que les États-Unis l'ont plus généré et l'ont dirigé à leur avantage. (...) Les attentats en France et en Belgique ont été commis par les Européens eux-mêmes, des personnes ayant la citoyenneté européenne, nés en Europe (France et Belgique). La propagande occidentale orchestrée par les faiseurs d'opinion transforme les auteurs des attentats terroristes de Paris et Bruxelles en immigrés, modifiant l'évidente réalité : ces gens sont bien des Européens, radicalisés, ayant grandi et ayant été éduqués dans leur propre milieu à part, à savoir des quartiers où les forces de l'ordre hésitent à pénétrer. Peut-on dire des noirs états-uniens qu'ils sont Africains, alors que leurs parents et grands-parents sont nés aux États-Unis ?

Selon l'opinion des faiseurs d'opinions européens, ces Européens qui ont commis des actes de terrorisme à Bruxelles et à Paris, ont bel et bien réalisé leurs actes après qu'ils aient rejoint les terroristes en Syrie, ces terroristes que leurs gouvernements soutiennent alors qu'ils commettent des actes terroristes contre les Syriens, au nom de la « nécessité » de renverser el-Assad.

L'Europe est donc simultanément sous les coups du terrorisme et envahie par des immigrants d'une manière qui semble orchestrée.

Les Européens, qui ont été soumis aux États-uniens par un long processus de lavage de cerveau, ne font aucun lien entre ces détails et le fait qu'ils doivent maintenant se réorganiser et se mélanger avec d'autres populations. Et pour cette nouvelle expérience de laboratoire, tirée apparemment de la doctrine Wolfowitz, il y a besoin d'un catalyseur comme une série de révolutions colorées, intitulées « printemps arabes » pour porter la démocratie. Au lieu de la démocratie, le « printemps arabe » a généré un énorme chaos dans les populations. (...)

Récemment, plusieurs théories du complot sont apparues sur internet, affirmant la volonté de Washington de prendre le contrôle total de la planète, la colonisation massive de l'Europe en étant l'un des éléments clés. Si c'est le cas, y aurait-il quelqu'un pour s'y opposer ? Les opportunistes de l'UE, dirigés par Angela Merkel ont oublié les règles imposées par l'Allemagne aux autres pays de l'UE et invitent maintenant des millions de réfugiés du Proche-Orient à venir en Allemagne. L'argument selon lequel l'UE a besoin de travailleurs supplémentaires pour couvrir le déficit de la main-d'oeuvre allemand est faux. Le taux de chômage moyen dans l'Union Européenne dépasse 11 %, en Espagne et en Grèce il atteint 25 %. En Espagne et en Grèce le chômage des jeunes est de plus de 55 %. (...)

Selon une de ces théories conspirationnistes, il fallait détruire l'identité nationale et religieuse de toute l'humanité pour arriver à une « gouvernance planétaire », dirigée depuis Washington. L'exemple le plus pertinent est l'expérience tragique de la manipulation, de l'extérieur, des conflits identitaires ethniques et religieux, à laquelle a été soumise la Yougoslavie. Des moudjahidin musulmans armés ont été amenés en Bosnie et des Albanais au Kosovo, pour se battre contre les Serbes orthodoxes. La Croatie et la Slovénie catholiques, se sont battues, à leur tour contre les Serbes orthodoxes, soutenues toutes deux par l'Otan. Si l'identité nationale se perd plus facilement par l'immigration massive, l'identité religieuse est plus difficile à neutraliser, et donc une guerre de religion permanente à travers la planète a été créée et entretenue artificiellement, à partir du modèle expérimenté dans l'ex-Yougoslavie. Cela met en évidence que la religion est la source des problèmes mondiaux qui doivent être éradiqués, pour faire place à une religion unique, éventuellement une croyance dans le Grand Architecte de l'Univers. (...)

L'échelle de Kardashev (conçue en 1964 par l'astronome soviétique Nikolai Kardashev) est une méthode de mesure du niveau technologique d'une civilisation basée sur l'énergie consommée dans l'effort de communication de cette civilisation.

Des théories conspirationnistes affirment que le « Project for the New American Century » a repris ce concept, l'adaptant pour les intérêts US de domination planétaire. Or, selon les néoconservateurs états-uniens, nous sommes une civilisation de type « 0 », et eux, en tant que dirigeants de la planète, vont nous envoyer rapidement à l'étape suivante de l'évolution, à savoir une civilisation de type « 1 », l'objectif déclaré étant » la survie de l'espèce humaine ». Ce processus n'est possible que s'il y a un effort global à l'échelle planétaire dans cette direction. Comment cela pourrait-il se réaliser, alors qu'il y a des États-nations ayant des intérêts différents, des ressources et des économies différentes ? Par le biais du mot-clé standardisation. En premier lieu, en unifiant les économies nationales. Il existe déjà l'Union Européenne et l'Union Africaine. Il y a une tentative de former une Union trans-pacifique. L'objectif poursuivi est le mélange des populations, c'est à dire amener les Africains et les Asiatiques en Europe, ce qui signifie tout standardiser, étant donné que certains sont bons dans certains domaines, d'autres dans d'autres.

Dans le livre de George Orwell « 1984 », écrit en 1948, il décrit le « ministère de la Vérité, de la Paix et de l'Amour », dont l'une des attributions est le contrôle des faits, des pensées et des sentiments de chacun, d'après le modèle « Big Brother », de désinformation, de mystification, etc. Le principal délit poursuivi est le « crime de pensée », ce qui signifie que les citoyens ne sont pas autorisés à remettre en question ni à penser à certaines choses. Dans le vocabulaire officiel le mot « coup » se réduit à l'impact physique entre deux corps, et il est interdit d'utiliser le terme « coup d'État » ou de le relier à d'autres idées, attitudes, etc.

Aujourd'hui, à l'ère du « politiquement correct » nous sommes assez près de l'atmosphère décrite par Orwell, dans le sens où nous ne sommes pas autorisés à dire certaines choses, la « Police de la Pensée » veillant à tout ramener à des termes génériques condamnables tels que fascisme, racisme, homophobie, etc. ou autres termes à la mode tels que russophilie ou autres.

Les graines du Mal ne sont pas apparues du jour au lendemain en Europe, mais datent de plusieurs décennies, sapant les fondements de la civilisation européenne. Cela a été induit par le multiculturalisme concomitant avec l'entretien du sentiment de minorisation de la majorité indigène, la tolérance excessive pour le mariage homosexuel, l'encouragement à la non appartenance à une Nation, le manque de respect pour le passé et les ancêtres, le choix d'une seule grande puissance, les États-Unis, comme leader, alors même que ce dernier sélectionne les dirigeants d'autres nations, l'irresponsabilité envers la postérité, etc… Il semble donc y avoir quelque chose de plus grave et de très bien planifié, au-delà de la tendance généralisée à blâmer les Russes pour tous les maux causés par les États-uniens dans le monde. L'Europe serait-elle la cible finale de ce plan diabolique conçu par les États-Unis depuis 15 ans ? Le 6 janvier 2000, le journal Libération a publié un rapport de la Division de la population des Nations Unies, qui montre que l'Europe est confrontée à un déclin démographique accéléré. La solution des auteurs US du rapport était d'amener en Europe 160 millions de migrants au cours des 25 prochaines années. Les experts US de l'Onu avaient déjà affecté des « quotas » nécessaires pour préserver l'équilibre démographique comme suit : la France devait avoir reçu 23 millions d'immigrés en 2025, l'Italie 26 millions, l'Allemagne 44 millions, etc… [1]. Ce que refusent d'accepter les politiciens de Bruxelles, c'est que, sur cette question, la Russie se trouve du côté des intérêts des nations européennes, s'opposant à la migration sous la forme conçue par Washington et désormais dictée à l'Union Européenne. Mondialisation.ca, 06 avril 2016

En complément. - Pour Der Spiegel, Erdogan est lié à Daech - sputniknews.com 02.04 Le magazine allemand Der Spiegel a accusé

le président turc Recep Tayyip Erdogan d'avoir laissé passer les extrémistes en Syrie via son pays. "Pour se venger de son adversaire, le président syrien Bachar el-Assad, Recep Tayyip Erdogan a misé sur les groupes islamistes et possiblement sur l'Etat islamique. Les services de sécurité turques laissaient passer les sympathisants de Daech via leur territoire, alors que les Kurdes et les autres insurgés menaient des combats en Syrie. Tous ces terroristes atterrissaient à Istanbul et ensuite traversaient la frontière syrienne sans être inquiétés", lit-on dans l'article du magazine allemand.

Washington, Bruxelles et Ankara ne manquent pas d'agents pour relayer leur stratégie :

POID (http://latribunedestravailleurs.fr) : A propos de la crise migratoire « Ouvrez les frontières » , maintenant et sans condition !

Militarisation de l'Europe.

- Europe : le réarmement est en marche.

C'est un virage pour l'Europe après des années de baisse continue de l'effort militaire. Le réarmement est en cours en France et au Royaume-Uni, mais surtout en Europe centrale. En cause, le réveil de la menace russe.

Le réarmement est en cours en France et au Royaume-Uni, mais surtout en Europe centrale.

Les budgets militaires explosent. Objectif : se défendre contre le puissant voisin russe et éviter la répétition du scénario ukrainien. Partout, les dépenses militaires augmentent, plus 33% en Lituanie, plus 22% en Pologne, plus 17% en Slovaquie, et plus 11% en Roumanie. Des pays qui passent aujourd'hui commande, et leur liste est longue. La Pologne prévoit d'acheter 80 hélicoptères, un système sol-air, trois sous-marins, 60 drones armés et huit missiles Patriot. Total 40 milliards d'euros. La Lituanie, elle, a de nouveau rendu le service militaire obligatoire. L'armée recrute à tour de bras. Francetv info

Etats policiers.

- Terrorisme: les sénateurs approuvent et durcissent la réforme pénale.

Les sénateurs ont voté massivement en première lecture, par 299 voix contre 29, le projet de loi sur la réforme pénale qui vise à prendre le relais du régime de l'état d'urgence, en vigueur depuis les attentats du 13 novembre. L'Express.fr

- Peine de mort : les exécutions ont bondi de plus de 50 % en 2015.

Selon un rapport d'Amnesty International, au moins 1 634 personnes ont été exécutées l'an dernier. 89 % de ces exécutions ont eu lieu en Iran, au Pakistan et en Arabie saoudite. LeMonde.fr

Des institutions toujours plus antidémocratiques.

- Présidentielle : les règles vont changer

L'Assemblée a adopté les principes applicables dès 2017 concernant notamment parrainages et temps de parole. LeFigaro.fr

Quel dommage, les opportunistes qui légitimaient le régime en présentant des candidats ne pourront même plus le justifier en prétendant que c'était pour se faire connaître ainsi que leur politique ! Ils trouveront autre chose.

L'extrême droite néolibérale a créé son mouvement et trouvé son candidat.

- "En marche!": Le nom du mouvement de Macron inspire les internautes.

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a annoncé mercredi soir à Amiens la création d'un "mouvement politique nouveau", baptisé "En marche" et qui ne sera "pas à droite, pas à gauche". Le Huffington Post

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats provoquées par les Etats-Unis.

- Brésil: premier avis parlementaire sur la destitution de la présidente Rousseff.

La procédure de destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff doit aller jusqu'à son terme au Sénat, a préconisé mercredi le rapporteur de la Commission parlementaire chargée de présenter un rapport non-contraignant sur le sujet. AFP

Contre-propagande.

- La guerre hybride est déclarée au Brésil, comme en Russie - Par Pepe Escobar - Mondialisation.ca, 05 avril 2016

Si la matrice idéologique et le modus operandi des révolutions de couleur sont maintenant dans le domaine public, ce n'est pas tellement le cas du concept de Guerre non conventionnelle [UW : Unconventional War].

UW a été énoncé en 2010 dans le manuel Special Forces Unconventional Warfare. Voici la citation qui vaut son pesant de cacahuètes :

«Le but des efforts US dans la guerre non conventionnelle [Unconventional Warfare] est d'exploiter la vulnérabilité politique, militaire, économique et psychologique d'une puissance hostile, par le développement et le soutien aux forces d'opposition, pour atteindre les objectifs stratégiques des États-Unis. […] Pour l'avenir prévisible, les forces américaines seront principalement engagées dans des opérations de guerre irrégulière [IW : Irregular Warfare].»

Les pouvoirs hostiles s'entendent non seulement au sens militaire ; tout État qui ose défier un quelconque aspect important de l'ordre du monde décidé à Washington – du Soudan à l'Argentine – peut être déclaré hostile. (...)

Dans le manuel UW, faire vaciller la perception d'une vaste population moyenne non engagée, est essentiel dans la voie du succès, de sorte que ces non-engagés se retournent finalement contre leurs dirigeants politiques. Le processus englobe tout, de l'«insurrection de soutien» (comme en Syrie) au «mécontentement plus large, par la propagande et les efforts politiques et psychologiques pour discréditer le gouvernement» (comme au Brésil). Et quand une insurrection dégénère, elle doit être accompagnée par «une intensification de la propagande ; une préparation psychologique de la population pour la rébellion». Voilà, en un mot, le cas du Brésil. Mondialisation.ca, 05 avril 2016

En famille. Journées d'action et mouvement social bidon pour faire passer la Loi travail.

- Loi travail: nouvelle journée d'action le 28 avril à l'appel de sept organisations

Sept organisations représentant salariés, étudiants et lycéens ont appelé mercredi à une nouvelle journée d'action le 28 avril pour réclamer le retrait de la loi travail, à l'issue d'une intersyndicale qui s'est tenue dans la soirée. AFP

- Plus d'un Français sur deux pour la mobilisation contre le projet de loi travail

56% des Français disent "approuver" la journée d'action de jeudi à l'appel de syndicats de salariés et organisations de jeunesse pour réclamer le retrait du projet de loi El Khomri. L'Express.fr 3.4

- Nuit debout : un mouvement éclectique qui prend de l'ampleur

Depuis jeudi, des milliers de personnes se relaient sur la place de la République, à Paris. Le mouvement Nuit debout prend de l'ampleur et s'étend sur une trentaine de villes de province. Francetv info

A lire.

- Les techniques secrètes pour contrôler les forums et l'opinion publique Par Korben - arretsurinfo.ch 04 avril 2016

Leur modèle social.

- Italie : quand les clandestins chinois font tourner l'économie

En Toscane, l'immigration économique chinoise fait débat. Et pour cause, le modèle économique chinois fait aussi partie du paysage... Francetv info

Quand les maquereaux sont au pouvoir.

- Prostitution: la pénalisation des clients enfin votée après plus de deux ans de bataille

La France a rejoint mercredi le camp des pays européens sanctionnant les clients de prostituées, avec l'adoption définitive par le Parlement de la proposition de loi PS renforçant la lutte contre la prostitution, au terme de deux ans et demi de vifs débats. AFP

La causerie et les infos en bref qui n'ont pas été publiés.

Il s'agit d'un brouillon.

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Qui a commandité les attentats en France et en Belgique ?

- « Il n'y a aucune raison que la bombe qui a explosé à Ankara, n'explose pas à Bruxelles ou dans une autre ville européenne (…) Là, je lance un appel aux États qui leur ouvrent les bras qui, directement ou indirectement, soutiennent les organisations terroristes. Vous nourrissez un serpent dans votre lit. Et ce serpent que vous nourrissez peut à tout moment vous mordre. Peut-être que regarder des bombes qui explosent en Turquie sur vos écrans de télévision ne signifie rien pour vous ; mais quand les bombes commenceront à exploser dans vos villes, vous comprendrez certainement ce que nous ressentons. Mais alors, il sera trop tard. Arrêtez de soutenir des activités que vous ne tolérez jamais dans votre propre pays, sauf lorsqu'elles sont contre la Turquie. ».

Quatre jours plus tard, des attentats frappent Bruxelles, faisant 34 morts et 260 blessés.

Réponse : Durant le sommet UE-Turquie, et donc indépendamment des décisions qui y furent prises, le président Erdogan prononce un discours télévisé à l'occasion du 101ème anniversaire de la bataille de Çanakkale (« la bataille des Dardanelles » ; la victoire de l'Empire ottoman sur les Alliés) et en mémoire des victimes de l'attentat perpétré à Ankara quelques jours plus tôt. (Le mobile des attentats de Paris et de Bruxelles, par Thierry Meyssan - 28 mars 2016)

Le monde entier peut le savoir, et cela peut changer la façon de voir de beaucoup de gens, s'ils observent l'attitude des principaux acteurs ou décideurs politiques et économiques envers Erdogan ils s'en écarteront, il ne leur restera plus qu'à rompre avec les institutions qui les ont mis en place ou les légitiment pour changer la société, comme quoi c'est tout à fait possible.

Abstention massive ou rejet de tous les partis de l'ordre, institutionnels, refus de négocier le dynamitage du droit du travail ou ce qu'il en reste, rejet de la collaboration de classes, rejet des médias diffusant la propagande officielle et pratiquant la désinformation en continu, convergence ou rassemblement de toutes les générations et de toutes les couches d'exploitées, jeunes, actifs et retraités, salariés du privé et du public, membres des couches et des classes moyennes, etc. tous les ingrédients d'une formidable explosion sociale ébranlant le régime sont en train d'être réunis, reste à lui donner une orientation et un objectif politique pour construire le parti ouvrier révolutionnaire au cours de ce processus de maturation politique, ce qui est tout à fait possible puisque des millions de travailleurs et jeunes sont à la recherche d'une issue politique.

L'argument selon lequel il faudrait créer un rapport de force pour que les revendication sociales des travailleurs puissent être satisfaites dans le cadre du régime en place relève de l'imposture, car ces revendications sont incompatibles avec l'existence du régime ou les besoins du capitalisme en crise. Tous les partis qui ont avancé cet argument dans le passé ont ainsi trompé délibérément les travailleurs, cela vaut pour l'ensemble des directions syndicales corrompues par le régime et tous ceux qui les ont soutenus ou ménagés.

Il faut dire en face la vérité aux travailleurs et aux militants, vous n'avez absolument rien à espérer des mobilisations en cours et vous n'aurez rien à attendre des mobilisations à venir, aussi longtemps que les conditions permettant d'envisager sérieusement le renversement du régime pour bâtir une société meilleure ou plus juste n'auront pas commencé à être réunies, aussi longtemps qu'un parti ouvrier incarnant ces objectifs n'émergera pas dans la perspective de conquérir la direction du mouvement ouvrier ou la confiance de millions de travailleurs sans lesquels aucun changement de société ne sera possible, ce qui nous incombe comme devoir et priorité, c'est de construire ce parti, c'est le seul objectif à notre portée et dont nous sommes comptables, auquel doit être subordonné notre combat politique. Tout autre objectif nous conduirait infailliblement à nous accommoder du régime et à devenir ses agents, à renier notre idéal et le socialisme.

Les militants qui s'accrochent aux illusions qu'ont colporté leurs dirigeants pendant plus d'un demi-siècle, n'en ont semble-t-il jamais subi les conséquences pour y être demeurés fidèles, contrairement à l'ensemble des travailleurs qui en ont été victimes à des degrés divers, dont les couches les plus défavorisées du prolétariat.

Un complément.

A la suite de la énième journée d'action (du 31 mars dernier) et après l'annonce des suivantes, bien que les conditions soient réunies pour que les masses se radicalisent, nous ne vous referons pas le coup *Où va la France ?* sachant qu'en l'absence du parti il ne faut se faire aucune illusion sur ce qu'on est en droit d'attendre de la situation et de la mobilisation en cours pour le retrait de la Loi travail.

Jamais depuis près d'un siècle dans aucun pays dans le monde les conditions n'ont été à nouveau réunies pour que le prolérariat soit en mesure de prendre le pouvoir, tout autre interprétation de la lutte des classes qui s'est déroulée jusqu'à nos jours relèvait de l'ignorance, de l'incurie ou de la supercherie politique.

C'est de ce constat qui repose uniquement sur les faits qu'il faut partir, pour comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui. Sinon il demeurera impossible d'y remédier ou de se donner les moyens pour réunir les conditions qui permettraient sérieusement d'envisager la possibilité de renverser l'ordre établi, notre objectif politique.

Un autre complément inachevé.

Pratiquement chaque jour qui passe apporte son lot de révélations sur le degré de pourriture du PS et ses dirigeants dont font notamment partie Hollande et Valls. Dans ces conditions et feignant la naïveté, on se demandera comment des dirigeants se réclamant du trotskysme, du socialisme, ont-il pu soutenir ou ménager un tel parti pendant plus d'un demi-siècle.

On se répète, parce qu'apparemment les militants continuent de refuser de prendre en compte ce facteur qui en grande partie explique pourquoi nous sommes dans cette situation là. Ils ont fait l'objet d'une mystification et refusent de l'admettre. C'était suicidaire, cela leur sera fatal. Nous sera fatal ainsi qu'au prolétariat dont le combat serait perdu d'avance s'il ne se dotait pas d'une nouvelle direction renouant avec le socialisme.

Le régime tient grâce à l'ignorance des masses, et les partis faillis ou traitres du mouvement ouvrier tiennent grâce à l'ignorance de leurs militants.

Quand quelque chose ne fonctionne pas, on essaie de comprendre pourquoi, d'en découvrir l'origine qui implique de faire preuve d'une logique rigoureuse ou implacable, au lieu de s'en tenir à des a priori qui peuvent s'avérer défecteux ou inopérants.

La situation imposait de prendre en compte un ensemble de facteurs et rapports en constante évolution en les estimant à leur juste valeur, donc en évitant de les sur ou sous-évaluer, sachant qu'ils s'inscrivaient dans un processus dialectique et historique orienté dans une direction précise rythmé par la lutte des classes, ou dont le développement des besoins des masses exploitées et les contradictions du capitalisme constituaient à chacun de ses pôles le fil conducteur déterminant leur avenir respectif.

Le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme ne pouvait s'orienter que dans une seule direction, se sachant à terme condamné à recourir à la barbarie pour affronter son ennemi et assurer sa survie. Mais l'affronter ne suffisait plus, il s'agissait désormais de le vaincre définitivement pour l'empêcher de se relever, en partant du constat que la principale menace qui pesait sur lui provenait de ses propres lois de fonctionnement dont il devait trouver le moyen de s'extraire ou de s'émanciper.

C'est ainsi qu'il en vint à briser les accords de Bretton Woods en 1971, en optant pour un système financier de type mafieux, opaque et totalement hors de contrôle du pouvoir politique, qu'il allait totalement corrompre ou soumettre à sa volonté, à sa stratégie politique. Pour réunir les conditions politiques afin d'atteindre cet objectif plus facilement, à partir de 1944, il se dotera d'institutions politiques et financières internationales auxquelles tous les Etats adhèreront, se plaçant ainsi sous sa domination ou acceptant son hégémonie.

Au cours des deux décennies suivantes, ce processus d'intégration mondiale allait se poursuivre et aboutir à l'implosion de l'URSS et ses satellites, permettre à l'UE de franchir une étape décisive dans sa construction (Maastricht), le tout émaillé de crises financières, produit de la dérégulation de la finance ou de la spéculation, mais demeurées sous contrôle, pour ne pas dire qu'elles ont été créées artificiellement ou que les sommets de l'oligarchie les ont laisser se produire, afin de mieux maîtriser ou éliminer certains de ses membres indisciplinés, ou tout simplement afin de réorganiser des pans entiers de l'économie ou en prendre le contrôle.

La décennie suivante allait être calquée sur les deux précédentes et s'achever en apothéose le 11 septembre 2001, date à partir de laquelle ce processus allait s'accélérer, s'emballer en débouchant sur de nombreuses guerres (occupation de l'Afghanistan et de l'Irak) auxquelles le coup d'Etat de 2001 servira de prétexte.

Celle qui devait lui succéder s'acheva comme elle avait commencée par l'agression de la Libye et des révolutions de palais en Tunisie et en Egypte, avant de s'attaquer à la Syrie par l'intermédiaire de leur nouvelle armée supplétive de l'OTAN et du Pentagone composée de mercenaires fanatiques et sanguinaires, l'Emirat islamique ou Daesh, armés, entraînés et financés par les régimes féodaux du Golfe alliés à Israël. Parallèlement ou simultanément à partir de 2008 ou la faillite ordonnée de Lehman Brothers allait servir de prétexte aux faux monnayeurs de la Fed pour créer à l'aide de la planche à billets des dizaines de milliers de milliards de dollars que les oligarques allaient généreusement se distribuer, afin d'accroître dans des proportions vertigineuses leur fortune et leur puissance politique, leur hégémonie sur l'économie mondiale, notamment sur l'économie européenne (plus de 7.000 milliards de dollars) en prévision de l'adhésion de l'UE au traité de libre-échange transatlantique aux alentours de 2016 .

Dans ce contexte et dans la perspective de se soumettre la Russie, il allait poursuivre les années suivantes en orchestrant un coup d'Etat en Ukraine en s'appuyant sur des milices fascistes, orchestrer la baisse du prix du baril de pétrole pour tenter d'étouffer l'économie russe, afin que sa population se retourne contre le gouvernement et parvenir à imposer un changement de régime à l'instar des républiques de l'ex-URSS, tandis qu'il allait plannifier des attentats particulièrement sanglants dans plusieurs capitales européennes, après Londres et Madrid, Paris et Bruxelles, pour mieux semer le chaos et justifier la militariseration de la société en proie à une crise et une contestation sociale et politique de plus en plus incontrôlable qui n'épargne aucun pays, le tout alimenter par la guerre en Syrie qui se poursuivait et le déversement d'une gigantesque marée de réfugiés sur l'Europe depuis la Turquie, histoire de fournir sur un plateau des arguments à l'extrême droite, qui en dernier recours lui servirait à mater toute velléité de révolution sociale. Ce tableau constitue à grands traits l'orientation économique et politique adoptée par le capitalisme au cours des dernières décennies jusqu'à aujourd'hui, conformément à la stratégie fixée par les sommets de l'oligarchie financière. On s'aperçoit tout de suite qu'il existe une interaction entre les objectifs économiques qu'elle s'était fixée et les décisions politiques que les différents gouvernements occidentaux ont été amenés à prendre, qui en fait coïncidaient avec celles prises par Washington ou que les Américains leur avaient dictées par l'intermédiaire de l'UE et du FMI notamment.

Chaque crise et chaque guerre pendant lesquelles les affaires continuent en s'avèrant particulièrement juteuse pour les oligarques les plus puissants car tirant profit de tous les côtés à la fois, se traduisent par une nouvelle concentration du capital et la rationalisation de la production poussée toujours plus loin, à un accroissement de la productivité et de l'exploitation dégageant de nouveaux profits précédant une nouvelle accumulation du capital prélude à une nouvelle crise et guerre.

Pour surmonter cette épreuve et sauver le régime, les Etats vont s'endetter auprès des banquiers qui en auront tiré profit en leur concédant une partie toujours plus importante de leur pouvoir politique, jusqu'au moment où ils s'en trouvent pratiquement totalement dépourvu et deviennent les marionnettes de l'oligarchie financière.

En principe ou logiquement, le capitalisme aurait dû s'effondrer dès la fin des années 60, on a vu plus haut par quels moyens étournés il était parvenu à retarder sa chute en contrôlant la crise qui le ravageait et qui au fil du temps allait devenir permanente. Il allait devoir pousser encore plus loin la division internationale du travail.

C'est ainsi qu'il cré les cinq Tigres et les quatre Dragons asiatiques par l'intermédiaire de l'exportation de capitaux qui précédèrent l'ouverture de la Chine aux investissements occidentaux, manoeuvre qui allait servir à la fois à retarder son effondrement en rétablissant artificiellement son taux de profit, et à mieux asservir les Etats dorénavant en proie à un chômage de masse, qui allait se développer inexorablement et servir de prétexte à la remise en cause des droits sociaux des travailleurs en procédant à un chantage scélérat, consistant à rendre responsable du manque de compétitivité des entreprises occidentales en général par rapports aux asiatiques les conditions de travail trop contraignantes et trop coûteuses pour les capitalistes occidentaux incapables de rivaliser sur le marché mondial avec les capitalistes asiatiques bénéficiant d'un coût du travail extrêmement bas et des conditions d'exploitation particulièrement avantageuses.

Simultanément allait se développer une classe moyenne et une aristocratie ouvrière dans les pays dits émergents dont les Brics, qui devaient supplanter celles des pays occidentaux auxquelles le capitalisme allait s'attaquer également, pour s'octroyer ou récupérer une part plus importante de la plus-value produite et qui lui échappa lors de la lutte des classes des décennies antérieures ou qu'il leur accorda pour assurer sa stabilité et son développement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Ce processus fut financé en recourant à un endettement général ou de populations toujours plus vastes jusqu'à atteindre les plus démunis auxquels étaient proposés des crédits ou des micro-crédits à des taux usuraires (en mars 2016 en Inde, l'Etat leur accorde des prêts à un taux d'intérêt de 48% l'an, source, la soeur de ma compagne.) ne leur laissant pratiquement rien pour satisfaire leurs besoins quotidiens les plus élémentaires et les maintenir ainsi dans un état de pauvreté, de dépendance ou d'indigence permanente et demeurent la proie de généreux donateurs parmi lesquels les partis institutionnels.

La dérégulation de la finance devait s'accompagner de la dérégulation du travail, sur fond de violation du droit international par ceux qui l'avait dicté et qui devait en profiter, tandis que les Etats transmettaient leur pouvoir politique à des institutions supranationales contrôlées par l'oligarchie.

Il lui était alors possible d'agir sur la totalité des leviers du pouvoir, des médias aux partis institutionnels en passant par la magistrature et les instituts de sondages. L'oligarchie financière a donc confisqué tous les pouvoirs économiques et politiques à son unique profit avec la connivence de l'élite intellectuelle à son service. Il ne lui reste plus qu'à mater les peuples, vaincre le prolétariat, définitivement.

On pourrait se demander pourquoi c'était une obsession chez eux qui allait tourner à l'hystérie jusqu'à la folie (Bush Trump), pourquoi ne se satisfaisaient-ils pas des colossales fortunes qu'ils avaient accumulées, sinon qu'une grave menace pesait sur leur système économique bien qu'ils en contrôlaient pratiquement tous les rouages, menace qui provenait des lois de fonctionnement du capitalisme et de ses fondements demeurés inchangés depuis son avènement qui devait le mener à la faillite tôt ou tard, inéluctablement, contre lesquels ils étaient impuissants, il leur fallait donc trouver une parade pour se libérer de cette contrainte ou réunir les conditions qui leur permettraient d'assurer leur pouvoir éternellement sur la masse des exploités et

des opprimés réduits à l'état d'esclaves, sans avoir à se préoccuper de savoir si elle serait légale ou non puisque ce serait eux qui en décideraient et personne ne s'y opposerait sous peine d'être ruiné ou écarté définitivement de toute source de pouvoir, physiquement éliminé. Sinon pourquoi se seraient-ils attaqués à des confetti comme la Grèce ou Chypre ?

L'origine de la crise actuelle du capitalisme est la même que lors des crises qui ont émaillé le XXe siècle, à ceci près qu'ils ont épuisé durant la même période tous les moyens pour y faire face, y compris en se privant de l'arme d'une nouvelle guerre mondiale qui les emporterait eux-mêmes. On pourrait se demander pourquoi sont-ils obnubilés par l'accroisement de la productivité et de ce qu'ils appellent la croissance, en réalité la production et la consommation de marchandises (et des services attenants), dont le volume devrait toujours augmenter et le cycle s'accélérer sur fond d'un gigantesque gâchis ou destruction de forces productives et d'une surproduction mondiale qui en sont les conséquences inévitables, se traduisant par un chômage de masse à l'échelle planétaire, qui à son tour concourt à la déflation et mène à une dépression, au ralentissement puis à la paralysie de l'ensemble de l'économie mondiale.

Contrairement à la période précédente, leur politique ne consiste plus à faire redémarrer l'économie des pays les plus exposés à cette crise du capitalisme en recourant à une redistribution des profits et à une libéralisation du crédit, histoire d'amorcer un nouveau cycle du capital qui leur permettrait d'accumuler rapidement de nouveaux profits jusqu'à la prochaine crise, elle consiste au contraire à littéralement étrangler toutes les couches de travailleurs qui jusqu'à présent faisaient tourner la machine capitaliste sans leur laisser le moindre espoir de s'y opposer et d''y échapper, comme s'ils avaient décidé d'en finir une bonne fois pour toutes avec les contradictions qui minent de l'intérieur le capitalisme parce qu'ils n'ont pas d'autres alternatives, hormis le plan ou la stratégie qu'ils ont mis au point pour soumettre à leurs bottes l'ensemble des exploités.

C'est ainsi que leur offensive généralisée contre nos droits sociaux et politiques ne se situe plus exactement ni dans le même contexte qu'autrefois ni dans la même perspective, un peu comme s'ils avaient subreptissement modifié les règles du jeu du capitalisme et de la lutte des classes qui sinon leur seraient défavorables à un moment donné au risque de leur échapper.

On peut observer qu'aussi bien leur polique que la manière dont ils la présentent et l'appliquent, qu'incarne au plus haut degré leur projet de traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne, relève d'un arbitraire absolu et cynique ou teinté d'un despotisme débridé, qu'ils ne se donnent même plus la peine de camoufler derrière une rhétorique démagogique, elle ne tient plus compte du rapport de force existant entre les classes, agissant déjà comme si la lutte des classes était neutralisée ou avait disparu, comme s'ils l'avaient définitivement gagnée au profit d'un régime régi par d'autres lois, un régime, une monarchie oligarchique fonctionnant selon un règlement de police qu'ils avaient élaboré et dont personne ne pourrait contester la légitimité ou s'y opposer, ayant prévu parallèlement à cet effet la militarisation de la société et la mise sous surveillance de la totalité de la population, armes contre lesquelles elle est impuissante à lutter, pire encore puisqu'elle tombe dans le panneau ou en redemande.

En publiant ce genre d'articles, pour qui roule ce portail et le courant politique qu'il incarne ?

- Obama, ne perdez pas l'occasion de faire quelque chose d'historique - legrandsoir.info - 20 mars 2016

- Lettre d'Adolfo Pérez Esquivel au président des États-Unis - legrandsoir.info - 23 mars 2016

Le stalinisme n'est pas mort.

Même cause, même effet, même remède : En finir avec le capitalisme.

- La «violence économique», comme le terrorisme, va encore durer longtemps - Slate.fr

Ce sont des agents du gang mafieux et barbare des oligarques anglo-saxons-sionistes et leurs monstrueuses créatures Al-Qaïda, Daesh, qui vous le disent, vous le promettent, vous le souhaitent. Ils n'ont aucun mérite, puisqu'ils savent que dans l'état actuel des choses nous ne sommes pas en mesure d'abattre le capitalisme, ni même de lui infliger une lourde défaite.

Une imposture peut en cacher une autre ou quand banquiers, mafiosi, gangsters et salafistes oeuvrent au même objectif politique.
La police italienne met à jour les liens entre Daesh et la Camorra - voltairenet.org 26.03

La police italienne a arrêté à Naples un Irakien de 46 ans, Aziz Ehsan, qui faisait office d'officier de liaison entre Daesh et la "Camorra" (organisation mafieuse de Campanie).

Les officiels évoquent également des liens de Daesh avec "Cosa Nostra" en Sicile et la "Ndrangheta" en Calabre.

Depuis septembre 2014, Daesh contrôle le trafic d'héroïne afghane. Cependant, jusqu'à présent cette information n'avait été publiée que par le Service fédéral russe de contrôle des stupéfiants, jamais par des autorités ouest-européennes [1]. voltairenet.org 26.03

[1] « La famille Karzaï confie le trafic d'héroïne à l'Émirat islamique », Réseau Voltaire, 29 novembre 2014.

- Le roi de Jordanie accuse la Turquie de préparer le jihad en Europe - voltairenet.org 26.03

Le 11 janvier 2016, le roi Abdallah de Jordanie participait à Washington à une réunion avec des membres de trois commissions sénatoriales (Renseignement, Affaires étrangères et Armées). Selon David Hearst (ancien journaliste du Scotman, puis du Guardian, actuel rédacteur en chef de Middle East Eye) qui a pu consulter les minutes de la rencontre, le roi aurait accusé le président Recep Tayyip Erdogan d'avoir organisé la vague de migrants vers l'Europe et d'y avoir intentionnellement placé des jihadistes.

Le roi aurait affirmé, concernant la Syrie, que la Turquie œuvre pour une solution confessionnelle, à l'encontre des efforts de la Jordanie.

Le roi aurait confirmé la responsabilité de la Turquie dans le trafic de pétrole volé par Daesh. Observant que l'armée turque entraîne l'armée somalienne, le roi aurait accusé la Turquie de contrôler des groupes jihadistes non seulement en Syrie et en Irak, mais aussi en Libye et en Somalie.

Enfin, le roi se serait interrogé sur la promesse européenne [désormais actée par le Sommet des 17 et 18 mars] de verser 3 milliards d'euros à la Turquie pour l'aider à faire face à ses réfugiés. Il aurait noté le caractère disproportionné de cette aide, laissant entendre que les Européens financent indirectement les ambitions turques. voltairenet.org 26.03

Après avoir semé le chaos et terrorisé la population, détruit la Syrie et adopté de nouvelles lois liberticides sur fond d'actvités militaires illégales et secrètes couvertes par leur propagande de guerre, ayant atteint en grande partie leurs objectifs, les voilà qui lâcheraient le morceau en s'apprêtant à sacrifier l'un des principaux exécutants de leurs basses oeuvres, Erdogan, sans doute histoire de tenter d'enrayer la chute de leur popularité et le rejet de l'ensemble des partis institutionnels par les peuples, afin de mieux faire passer leur traité de libre-échange qu'ils continuaient tranquillement de mettre au point, la prochaine étape décisive de leur plan.

L'agent de l'OTAN Erdogan soutenu par Hollande et Juppé a commandité les attentats de Paris et Bruxelles.

- La Turquie revendique le bain de sang de Bruxelles par Savvas Kalèdéridès - voltairenet.org 24.03

Depuis six mois, la Turquie menace la France, la Belgique et l'Allemagne et les somme de l'aider à éliminer le mouvement de libération nationale kurde. Idéologiquement le régime de Recep Tayyip Erdogan considère en effet que les Turcs sont une « race supérieure » et que les Kurdes doivent obéir ou être éliminés. La France, qui avait pris l'engagement d'aider la Turquie à résoudre la question kurde « sans porter atteinte à l'intégrité de son territoire » (c'est-à-dire en déplaçant les Kurdes turcs en Syrie), mais n'était plus en mesure de tenir sa promesse, fut la première touchée. La Belgique qui donne asile aux Kurdes, a été la seconde cible.

Tout terroriste choisissant sa cible, veille à passer un message pour justifier son action. La plupart du temps c'est ce message qui intéresse les terroristes et non pas l'ampleur de la catastrophe que va provoquer leur acte terroriste.

De la sorte, ils parviennent à contourner l'exclusion dont ils font l'objet de la part des médias conventionnels, et se trouvent soudain au centre du débat, sous le feu des projecteurs.

Dans le cas des attentats terroristes de Bruxelles, il pourrait y avoir plusieurs messages, dont un lié à l'existence même de l'UE [1]. Cependant, le message central, qui n'a cessé d'être répété par le gouvernement turc, par des groupes étatiques et para-étatiques et par la presse turque, concernait le soutien de la Belgique et de l'UE à la cause kurde.

Le président Erdogan en personne, pendant que se tenait le sommet de l'UE avec la Turquie, prononçait une attaque violente contre l'Union européenne accusée d'héberger et de soutenir des organisations du mouvement de libération nationale kurde.

Le quotidien Star, organe officieux du régime de Recep Tayyip Erdogan, ouvrait sa "une" du 22 mars 2016 (c'est-à-dire le matin même des attentats de Bruxelles) sous le titre « La Belgique État terroriste ». Elle était illustrée de photographies de Kurdes brandissant le drapeau du Rojava, la région autonome du Nord de la Syrie qui sert désormais de base arrière au PKK et constitue une menace majeure pour la Turquie.

Le même journal publie les menaces du président Erdogan envers la Belgique.

L'édition spéciale de Star du 23 mars est intitulée : « Le serpent que nourrissait la Belgique en son sein l'a mordue », faisant

référence au discours prononcé par le président Erdogan, le 18 mars dernier [2].

De plus, le journal islamiste Akita, un des organes du Parti de la Justice et du Développement, du 23 mars reprend le même argument en "une". Elle est illustrée par des photographies de l'ancien député Zoubair Indar, l'un des dirigeants du mouvement de libération nationale kurde, et de Fehriye Erdal, accusée du meurtre d'Ozdemir Sabanci, tous deux réfugiés politiques en Belgique. Un second titre précise : « La Belgique supporte les terroristes ».

Dans son éditorial d'aujourd'hui intitulé « Celui qui dort avec le terrorisme, se réveille avec lui », Khanty Ozisik, le principal chroniqueur du journal électronique pro-Erdogan Internethaber.com, écrit mot pour mot :

« Le gouvernement qui dirige ce pays [la Belgique], en dépit des protestations et des objections de la Turquie, autorise et permet au PKK de faire sa propagande. Il n'a pas dit mot lorsque le PKK montait ses tentes et organisait des rassemblements avec ses militants. D'autre part, le gouvernement belge, en soutenant les Forces de défense populaire (YPG) [3], qui sont considérées comme le plus grand ennemi de l'État Islamique en Irak et en Syrie, a agi comme s'il disait aux djihadistes "Venez me mettre des bombes" ».

Il y a d'autres documents et éléments attestant de la responsabilité turque, tout comme il y en a pour les attentats contre la France. Ces derniers ont eu lieu pour faire comprendre à François Hollande qui avait accueilli à Paris, à l'Élysée, les dirigeants du YPG en uniformes militaires, qu'il ne pouvait plus reculer quant à son engagement de créer un faux État kurde [4].

Ne prêtez pas attention à qui étaient les exécutants de ces attentats, ni au groupe dont ils se revendiquent. La Turquie constitue un allié stratégique de Daesh et est en mesure de passer « contrat » directement avec son équipe dirigeante.

J'espère que le Premier ministre grec et les membres de son gouvernement liront et analyseront tout cela, alors que par leurs actions ils ont livré notre pays en otage de la Turquie. S'ils ne se réveillent pas, nous serons confrontés à des événements inimaginables. voltairenet.org 24.03

[1] La Millî Görüs, la milice islamiste dont est issue le président Erdogan, est historiquement opposée à l'UE qu'elle considère comme une « club chrétien ». Ndlr.

[2] "Baskan Erdogan AB'yi tehdit", yazan Recep Tayyip Erdogan, Réseau Voltaire Sitesi, 18 Mart 2016.

[3] Les Forces de défense populaire (YPG) ont été constituées sur instruction personnelle d'Abdullah Öcalan pour défendre les populations kurdes du Nord de la Syrie. Durant la guerre d'agression contre la Syrie, elles se sont battues en collaboration avec l'Armée arabe syrienne. Cependant, le 31 octobre 2014, le chef du YPG, Salih Muslim, trahissant Öcalan, participait à une réunion secrète à l'Élysée avec François Hollande et Recep Tayyip Erdogan. Il était convenu de créer un État fantoche en territoire syrien, de nommer Muslim président, puis d'y expulser les membres du PKK turc, en application du plan Juppé-Davutoglu de 2011. Durant un peu plus d'un an, la plus grande confusion s'étalait dans les rangs kurdes de Syrie jusqu'à ce que la Russie et les États-Unis prennent les choses en main. Depuis le 15 mars, le YPG a retrouvé son unité. Il reçoit des armes de Moscou et de Washington et les transmets au PKK. Ndlr.

[4] « La République française prise en otage », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 16 novembre 2015.

Quand l'AFP soutient les régimes terroristes turc et qatari.

- Qatar: une base militaire turque en cours de construction achevée dans 2 ans - AFP

Une base militaire turque est en cours de construction au Qatar et sera achevée dans deux ans, a annoncé mercredi le ministre turc de la Défense à Doha.

L'établissement de cette base militaire fait partie d'un accord de défense plus large signé fin 2014 entre Doha et Ankara, tous deux membres de la coalition conduite par les Etats-Unis qui mène des frappes contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak.

"Nous voulons parvenir à coopérer dans les domaines de l'entraînement (militaire)" et "contribuer à la stabilité dans la région", a encore déclaré M. Yilmaz. (Ben voyons ! - LVOG)

Ce dernier a ajouté que des militaires et des avions qataris étaient actuellement présents en Turquie.

Le Qatar abrite par ailleurs la grande base aérienne d'al-Udeid, siège du Centcom, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient. Cette base est utilisée par les avions américains pour bombarder l'EI. (Qui le croit encore à part l'AFP ? - LVOG)

Dans le conflit syrien, la Turquie comme le Qatar soutiennent la rébellion face au régime de Bachar al-Assad. AFP 30.03
(Rébellion fantôme, traduire Al-Nosra et EI - LVOG)

Qui a dit ?

Quel est l'idiot utile du régime qui a sorti cette énormité ?

- "Nous avons donc un ennemi que nous bombardons là-bas et qui, ici, trouve des gens pour mener des opérations de commando. Nous sommes dans un état de guerre dont le principe de base est l'action imprévue et on ne peut pas savoir où on va être frappé", a-t-il ajouté.

Réponse : Mélenchon dimanche sur Canal+.

A notre connaissance notre "ennemi" est dans notre propre pays, apparemment pas pour ce charlatan...

Et d'en rajouter une couche en volant au secours de l'Etat, de la Ve République :

- La réponse au terrorisme, selon lui, ce n'est pas "d'espionner tout le monde par quartiers entiers". "Moi, je crois aux moyens humains, on infiltre, on met des gens" pour le renseignement. Or, a-t-il regretté, "l'État est anémié" et il manque des moyens humains pour mener cette action. AFP 27.03

Quel réac ! Vite plus de flics, CRS, etc. ! Humains de préférence !

Toujours plus réactionnaire, leur vraie nature.

Perpétuité réelle, peine de mort, assignation à résidence... Comment la droite fait de la surenchère sur les propositions sécuritaires.
- Francetv info

Après les attentats de Bruxelles, les politiques occupent le terrain médiatique avec des propositions toujours plus radicales.
Francetv info 29.03

Vous vous souvenez peut-être qu'un jour j'avais commis l'outrage de prétendre que finalement la droite et l'extrême droite c'était du pareil au même, quelle horreur, les nuances étaient uniquement une question de circonstance ... C'était parfaitement justifié, les faits le démontrent une fois de plus, si nécessaire.

- Sécurité : jusqu'où ira la droite dans la surenchère ?

La créativité et l'imagination en action... Trois jours après les tragiques attentats de Bruxelles, certains à droite s'empressent de dégainer des propositions pour le moins iconoclastes en matière de sécurité.

«Je demande à ce que l'on coule les bateaux des passeurs dans les ports», a expliqué Christian Estrosi, président de la région Paca, vendredi matin sur Europe 1. Avant de préciser : «Quand ils sont vides».

Olivier Dassault, député les Républicains de l'Oise, n'a quant à lui pas hésité à relancer hier le débat sur... la peine de mort. Un sujet qui était pourtant jusque-là l'apanage quasi exclusif du Front national.

Ces propos font écho à ceux de Xavier Bertrand qui, la veille, assurait qu'il « n'aurait pas voté l'abolition de la peine de mort » en 1981.

Quant à Laurent Wauquiez, spécialiste des sorties musclées sur le thème sécuritaire, il a ressorti de son chapeau et sur son compte Twitter sa mesure phare — qu'il avait déjà défendue en novembre dernier après les attentats à Paris — : « l'internement des fichés S et de ceux qui reviennent du djihad ». LeParisien.fr

Etat policier. L'Etat d'exception permanent.

- Des agents de sûreté armés vont patrouiller dans certains trains.

Cette annonce du président de la SNCF s'inscrit dans le cadre des mesures de renforcement de la sécurité, et notamment la loi Savary, entrée en vigueur mercredi. LeMonde.fr

- La réforme pénale va durcir l'état d'urgence - LeParisien.fr

Sans traiter directement de l'état d'urgence, le texte actuellement discuté au Parlement alourdit considérablement l'arsenal de la justice et des enquêteurs dans la lutte et la sanction des activités terroristes. Déjà voté en première lecture à l'Assemblée — où un amendement du député LR Guillaume Larrivé a introduit la possibilité pour les juges de prononcer une « perpétuité incompressible » —, le projet de loi est actuellement débattu par les sénateurs. Lesquels s'appliquent à durcir encore le dispositif préventif et répressif : perquisitions de nuit, régime plus rigoureux d'exécution des peines, circonstance aggravante permettant de criminaliser certains délits liés au terrorisme, extension du contrôle administratif des personnes de retour de zones djihadistes. Le Sénat envisage même de contourner la jurisprudence de la Cour de cassation en facilitant la saisie des flux et des stocks de courriers électroniques.

Autant de mesures presque d'exception qui complètent les dispositions de l'état d'urgence qui restent potentiellement applicables : assignation à résidence, interdiction de manifester et de circuler, etc. LeParisien.fr 30.03

- A Rennes, un syndicaliste frappé à terre par des policiers.

Cette fois-ci, ce ne sont pas des lycéens qui estiment avoir été violentés par les forces de l'ordre mais un syndicaliste rennais de 60 ans. L'homme, membre du syndicat Sud Santé sociaux affirme, vidéo à l'appui, avoir reçu plusieurs coups de la part de deux policiers en marge des manifestations de jeudi à Rennes.

La vidéo amateur, postée sur les réseaux sociaux, montre des policiers charger plusieurs opposants à la loi travail qui voulaient rejoindre le Parlement de Bretagne dans l'hypercentre, ce qui n'avait pas été autorisé par la Préfecture. On y voit notamment un homme tomber près d'une voiture, se rouler en boule et recevoir à terre plusieurs coups de matraque et de pieds de la part de deux policiers. «C'est bien mon client que l'on voit sur cette vidéo affirme Me Olivier Pacheu, l'avocat du syndicaliste. Un certificat médical atteste d'une ecchymose de 12 cm sur ses jambes et d'une incapacité de travail de trois jours. Il a pris de sacrés coups, il boite sérieusement.»

Interpellé quelques minutes plus tard, ce père de famille a ensuite été placé 48 heures en garde à vue. «En dehors des violences subies, cette garde à vue l'a éprouvé. D'autant plus qu'il a attendu 20 heures avant d'être auditionné la première fois et que le procureur voulait même le placer en détention provisoire au départ. Il l'a mal vécu», poursuit l'avocat. Remis en liberté samedi après-midi, il a été mis en examen et sera jugé le 22 avril pour «participation à un attroupement armé» et «violences envers un agent de la force publique avec armes [projectiles ndlr]». Ce qu'il conteste. «Le policier qui l'a interpellé dit qu'il lui a porté un coup pour l'immobiliser parce qu'il était menacé mais la vidéo prouve le contraire. Il a reçu plusieurs coups et il n'a lancé aucun projectile. Il n'a pas de casier judiciaire et comptait rentrer après la manifestation. Sur la vidéo on le voit courir pour éviter les gaz lacrymogènes, c'est tout.»

«Nous demandons des explications officielles indique à Libération Eric Adam, secrétaire départemental Sud Santé sociaux. Ce militant Sud était au sol et tenait un drapeau du syndicat au moment où les policiers l'ont chargé. Il s'agit d'une personne convaincue, déterminée et pacifique. Il n'a commis aucun acte répréhensible si ce n'est d'être dans le cortège. Cette vidéo traduit le manque de discernement de ces policiers alors qu'il n'aspirait qu'à défendre ses valeurs et ses idéaux.»

Goulven Bouilliou, infirmier et militant à Sud, manifestait au côté de son collègue avant de le perdre de vue et qu'il ne soit interpellé. Lui aussi dénonce une réponse totalement disproportionnée des policiers ce jour-là : «En début d'après-midi, on était une dizaine de notre syndicat parmi 1 000 à 2 000 jeunes qui voulaient accéder à la place du Parlement pour occuper la place toute la nuit. On pensait passer facilement le barrage mais les forces de l'ordre ont tout de suite balancé des gaz lacrymogènes. En dix ans de manifs, je n'ai jamais vu ça. Ils en ont envoyé plus d'une centaine. On n'arrivait plus à respirer. Certains manifestants ont alors répliqué mais c'est la police qui a commencé et c'était totalement démesuré.»

Samedi, neuf autres personnes dont trois mineurs, ont été présentées à un juge à Rennes. Elles ont été mises en examen et placées sous contrôle judiciaire en attente de leur jugement. Libération.fr 3.4

Etat policier. Une tendance mondiale.

- Vietnam: un haut-gradé de la police devient le nouveau président du pays.

Un haut-gradé de la police vietnamienne a été élu samedi, sans surprise, au poste de président du pays, l'un des postes les plus importants du régime communiste à parti unique. AFP 3.4

Fascisme au quotidien.

- Netanyahu défend la "moralité" de l'armée après la mort d'un Palestinien - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a défendu dimanche la "moralité" de l'armée après l'arrestation d'un soldat soupçonné d'avoir achevé d'une balle dans la tête un Palestinien blessé.

Une vidéo des faits survenus jeudi à Hébron en Cisjordanie occupée, a alimenté une vive polémique en Israël.

Elle montre deux Palestiniens à terre blessés par balles après qu'ils ont agressé au couteau un soldat israélien. L'un d'eux bouge encore faiblement la tête. Un soldat le met alors en joue bien qu'il ne représente apparemment plus de danger et lui tire une balle dans la tête.

Les défenseurs des droits de l'Homme ont dénoncé une "exécution" et les Palestiniens un "crime de guerre".

"Toute mise en cause de la moralité de l'armée est révoltante et inacceptable", a dit M. Netanyahu lors du conseil des ministres hebdomadaire, selon un communiqué. "Les soldats israéliens, nos enfants, respectent de hautes valeurs morales alors qu'ils combattent contre des assassins assoiffés de sang dans des conditions opérationnelles difficiles", a-t-il ajouté. "Je suis certain que l'enquête tiendra compte de toutes les circonstances" de l'incident. La radio militaire a révélé que 11 minutes s'étaient écoulées entre le moment où les Palestiniens avaient été blessés après avoir agressé le soldat et le moment où le tireur a ouvert le feu sur l'un d'eux. Selon un soldat présent sur place cité par la radio, le tireur lui a dit qu'un "terroriste qui poignarde un soldat mérite de mourir". AFP 29.03

Le Monde a choisi son candidat à l'élection présidentielle américaine : le clone de G.W. Bush !

La très jouissive revanche de l'ultra-conservateur Ted Cruz - LeMonde.fr

L'ancien pestiféré reçoit désormais les adoubements à la chaîne, il est aujourd'hui le dernier rempart encore debout face au bulldozer Donald Trump dans la course à l'investiture républicaine. LeMonde.fr 29.03

Sécurité à échelle variable.

- Pâques : un rendez-vous sous haute sécurité pour le pape François.

Le souverain pontife a adressé un message à la ville et au monde depuis le balcon du Vatican à l'occasion des fêtes de Pâques. Il a abordé les actions terroristes. Francetv info 28.03

- Pakistan: attentat-suicide dans un parc bondé, au moins 65 morts.

Au moins 65 personnes, dont de nombreux enfants, ont péri dimanche soir dans un attentat-suicide dans un parc bondé de Lahore, grande ville de l'est du Pakistan, où des chrétiens célébraient les fêtes de Pâques. AFP

L'intox mortelle suprême.

- L'objectif du désarmement nucléaire réaffirmé à Washington

La cinquantaine de dirigeants réunis à Washington pour assister à un sommet sur la sécurité nucléaire ont réaffirmé leur engagement contre la prolifération des armes et du matériel nucléaire, annonce vendredi un communiqué. Il reste encore beaucoup à faire pour empêcher des entités Reuters 02.04

Grille de lecture.

On avait eu l'occasion de lire dans un article bien informé publié par un média dit alternatif, que Washington allait consacré lors de la décennie à venir 1.000 milliards de dollars à la modernisation de son arsenal nucléaire et à la mise au point de nouvelles armes nucléaires.

Décadence d'un régime.

- Politique : des prises de parole de plus en plus vulgaires

Les hommes et les femmes politiques français se lâchent de plus en plus et n'ont plus aucune gêne à utiliser des mots vulgaires. Francetv info

Ils sont comme ils sont...

Marchandisation à outrance et inégalité infâme.

- Dans le Calvados, certains services des pompiers vont devenir payants

Les syndicats de pompiers et les élus de l'opposition contestent cette décision du Service départemental d'incendie et de secours, votée lundi et révélée par Ouest France . «Le citoyen devient un client», brocarde un conseiller municipal au Figaro .

Les habitants du Calvados risquent bientôt d'avoir une mauvaise surprise s'ils appellent les pompiers. Selon Ouest France, il faudra, dans ce département, payer en contrepartie de certains services des sapeurs-pompiers. C'est le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) qui a voté cette mesure lors de son conseil d'administration du lundi 21 mars. L'entrée en vigueur est fixée au 1er avril prochain.

La facture pourrait même être salée pour certains services: en cas d'alerte incendie alors qu'aucun feu n'est déclaré, la personne devra débourser 463 euros. Pour une personne en état d'ébriété ou qui nécessite un secours sans transfert à l'hôpital, il faudra payer 241 euros. Ouest France s'est procuré la grille tarifaire. Pour une simple recherche de documents administratifs, la note s'élève à 96 euros.

La décision fait déjà polémique. Les pompiers et les élus de l'opposition de gauche de la Ville de Caen ainsi que la minorité du conseil départemental sont mobilisés. Ils ont tenu une conférence de presse à ce sujet ce samedi. «On ne peut pas faire des économies sur le dos de la santé et de la sécurité», pointe Eric Vève, élu PS, qui condamne «des tarifs exorbitants». (On s'étrangle en entendant cela de la part d'un membre du PS qui saccage ou privatise le droit à la santé ! Notez d'ailleurs qu'il n'est pas contre le principe. - LVOG)

Plusieurs dossiers semblent miner les relations entre les pompiers et le Sdis, dans le Calvados. Fin décembre, les pompiers avaient fait grève pendant près d'un mois, en conflit avec leur direction, sur des questions de temps de travail. Ce samedi, une manifestation de soutien aux pompiers a lieu à Caen, contre la fermeture de six casernes décidée par le Sdis.

Pour compenser une baisse des budgets, certains services rendus par les pompiers sont déjà payants dans certains départements. C'est le cas en Haute-Savoie, par exemple, où des mesures ont été prises pour limiter les assistances injustifiées. LeFigaro.fr 26.03

Ici en Inde, les pompiers, c'est comme s'ils n'existaient pas, c'est mieux ! Quand la population fait face à un sinistre, elle doit se démerder toute seule...

20 jours auront suffi. Qui l'aurait cru possible ?

- Le régime syrien reprend au groupe EI la totalité de Palmyre - AFP 26.03

L'armée syrienne a repris dimanche le contrôle total de Palmyre après en avoir chassé les jihadistes du groupe État islamique qui tenaient cette ville antique du centre de la Syrie depuis près d'un an, a affirmé à l'AFP une source militaire à Palmyre.

"Après de violents combats nocturnes, l'armée contrôle entièrement la ville de Palmyre, y compris le site antique et la partie résidentielle. Ils (les jihadistes) se sont retirés".

D'après cette source, les combattants de l'EI "se sont repliés vers Sokhné, Raqa et Deir Ezzor", leurs fiefs dans le nord et l'est de la Syrie.

"Les unités d'ingénierie de l'armée sont en train de désamorcer des dizaines de bombes et de mines à l'intérieur de la cité antique" qui contient des trésors détruits en partie par le groupe extrémiste.

Les forces prorégime, appuyées par l'aviation russe, ont lancé le 7 mars une offensive pour reprendre Palmyre à l'EI, qui s'était emparé en mai 2015 de la ville et ses ruines antiques classées au patrimoine mondial de l'Unesco. AFP 26.03

Parole d'internaute

Il s'agit en fait de la loi loi TFUE article 121.

"Avec le recul du temps, la portée du traité de Maastricht m'apparaît plus clairement : ce fut un changement de régime. Le passage de la démocratie à l'oligarchie. La fin du grand cycle, après la monarchie et la république. Dès la fin de la seconde guerre mondiale,

le projet de la construction européenne fut promu avec force par Jean Monnet, un Français d'Amérique, ancien cadre supérieur de la Banque Lazard de New York, inspirateur de la Commission trilatérale. Il voulait abolir les souverainetés nationales, mais en tenant les peuples d'Europe dans l'ignorance de ce qui allait se passer. Il lui paraissait nécessaire d'avancer furtivement, par petits pas successifs, chacun d'eux appelant le suivant au nom de l'urgence économique; on a appelé cela le « système de l'engrenage » ou du cliquet. Il n'y a pas de marche arrière possible. C'est une machine à crans. La méthode n'est connue que du petit cercle de ses initiateurs. Mais on ne peut empêcher les gaffeurs de parler.

Ainsi Claude Cheysson, qui fut ministre des Affaires étrangères et membre de la Commission européenne, en fit- il l'aveu plus tard devant moi : « Dès les origines, nous nous sommes placés dans l'adémocratie. On a toujours mieux avancé hors du contrôle démocratique. » Depuis 1945, nos élites démocrates-chrétiennes et socialistes ont peur de la démocratie qu'elles ont rétablie. L'affaire de Maastricht et de la monnaie unique était trop compliquée pour les populations. On leur dirait, plus tard, que c'était pour leur bien.

Ainsi, récemment, le nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a tenu à dissiper les inquiétudes, après les élections en Grèce : « Dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités. Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens. » C'est beau comme l'antique ! Cela signifie que, désormais, la volonté ou la colère d'un peuple ne peut plus rien contre la broyeuse de Bruxelles. On n'a plus le droit de sortir de la camisole, même par le suffrage. C'est trop tard. La consultation du peuple grec par référendum provoqua des haut-le-cœur chez nos élites, au début de l'été. L'Europe obtint de la Grèce ce que les Anciens appelaient une paix carthaginoise. Le peuple grec fut mis en tutelle, condamné par Bruxelles à l'austérité.

Les hasards de la vie m'ont conduit à croiser la route du sociologue Michel Crozier. Il était l'auteur de la formule « la société bloquée ». Un jour, au café Procope, il me lut un extrait du rapport de 1975 de la Trilatérale intitulé : « The Crisis of Democracy », qu'il avait coécrit avec l'Américain Samuel Huntington. Il s'alarmait des signes avant-coureurs d'une pression trop forte des gouvernés sur les gouvernants. Et, pour la première fois, il anticipait l'émergence d'un nouvel âge raisonnable, « postnational et postdémocratique ». Derrière ce rapport et dans l'esprit des concepteurs de la fusion des nations européennes, il y avait un objectif caché, un but ultime - pour l'heure, dissimulé - c'était le dépassement des nations pour transformer le monde en un seul marché de consommateurs.

L'Europe unie n'était qu'une étape, c'était la première cuillerée d'huile de foie de morue ; il y en aurait une autre : le marché planétaire."

Pas Social.

- Présidentielle 2017: Il n'y a «pas d'alternative à François Hollande à gauche», selon Valls

Manuel Valls se prononce pour une candidature de François Hollande sans passer par la primaire... 20minutes.fr

Entre nous, le Conseil constitutionnel ferait mieux de désigner directement le prochain président de la République , Juppé par exemple...

- PS: le député René Dosière redoute une "bérézina pour la gauche aux législatives de 2017"

Le député socialiste René Dosière redoute "une véritable bérézina aux législatives" et "le plus mauvais résultat de la Ve République" pour le PS, si la gauche perd la présidentielle, "hypothèse qui paraît la plus probable", dans une interview au Figaro de samedi. AFP

Il y avait même des devins au PS !

- Le PS affaibli par la lente désertion de ses militants.

Le Parti socialiste a perdu entre 10 et 20% de ses adhérents depuis l'élection présidentielle de 2012. Une hémorragie qui concerne essentiellement les militants de l'aile gauche du PS, très critique envers l'action du gouvernement.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis 2012, plusieurs fédérations du Parti socialiste connaissent une baisse comprise entre 10 et 20% de baisse des effectifs militants. Une lente hémorragie constatée aux quatre coins du territoire.

C'est le cas à Paris, où la fédération du PS revendique 7800 adhérents, un recul de 10% depuis 2012, en Haute-Garonne (baisse de 4384 à 3760 en début d'année), ou encore en Isère (2400 à 2000) et en Loire-Atlantique (3311 à 2895). Et la situation s'aggrave dans les régions où le PS s'est retiré pour faire barrage au Front national aux régionales.

"Dans le Pas-de-Calais, on est dans l'ordre de 5 à 6000 militants contre 8000", dit un élu socialiste, sans préciser toutefois la période de référence. Mais, ajoute-t-il, "dans le département du Nord, ils sont exsangues, ils ont tout perdu, la région, etc..." Nord et Bouches-du-Rhône en perte de vitesse

La fédération PS du Nord, longtemps l'orgueil du PS, revendiquait 5500 adhérents à jour de cotisation en février, loin de la moyenne de 10 000 de ces dix dernières années.

Du côté de la rue de Solférino, on ne s'empresse pas de fournir des chiffres récents. Le Parti socialiste revendiquait en mai 2015, au moment du congrès de Poitiers, 131 000 militants "actifs", c'est-à-dire à jour de cotisation.

"Il y a davantage de gens qui partent mais il y a aussi des arrivées", assure un responsable socialiste, et les départs sont essentiellement des partisans de 'la motion B', autrement dit appartenant à l'aile gauche, très critique de la politique gouvernementale, jugée trop libérale.

Le phénomène "touche tous les partis"

Ce responsable estime d'ailleurs, sans trop cacher sa satisfaction, que cela peut "contribuer à changer le rapport de forces" au sein du Conseil national, le "parlement" du parti. Quant aux arrivées, il s'agit selon lui de personnes "qui en ont marre qu'on tape sur le gouvernement".

"Je n'identifie pas de mouvements massifs", déclare Emmanuel Grégoire, le "premier fédéral" parisien, mais "on surveille cela de près". Il fait remarquer toutefois que "les formes d'actions militantes et d'organisation que proposent les partis politiques sont totalement périmées par rapport aux attentes des citoyens" et que le phénomène "touche tous les partis".

"Ne restent que les gens qui veulent faire carrière"

"Les départs se font peu à peu. Il y en a qui sont partis sans rien dire", constate une militante parisienne. Il s'agit d'un processus de "mort lente", évoluant "à bas bruit". "Une érosion", abondent d'autres. "Vient un moment où les gens qui ne sont plus du tout d'accord s'en vont. On ne peut plus être à l'intérieur du parti en pensant à l'extérieur. Ce n'est plus possible", ajoute-t-elle.

Julien Jusforgues, trente ans au PS, a quitté le parti et rejoint La Nouvelle Gauche Socialiste. Il déplore que "ne restent au PS que les gens qui veulent y faire carrière et qui sont dépendants économiquement, ou salariés par le PS. On a perdu ce qui faisait sa force, les militants syndicalistes, étudiants, travailleurs".

"Le PS se vide totalement de ses militants. Je me demande bien comment ils vont pouvoir mettre en place la campagne (de 2017) et pouvoir, sans militants" participer aux campagnes électorales, renchérit Franck Rey, un ancien de l'aile gauche du PS. L'Express.fr

Au mieux ces "militants" étaient des réformistes ou de droite, les dirigeants du PS l'assumant, ils n'auront que l'embarras du choix jusqu'au FN.

Haut de page

Le 13 avril 2016

CAUSERIE

J'actualise le site avec moins de rigueur qu'auparavant par manque de temps et d'intérêt pour être tout à fait franc, c'est mon grand défaut, je sais. Il est plus destiné à servir de point de repère à mes réflexions ou analyses qu'à autre chose.

Au point où nous en sommes, nous n'avons plus rien à perdre, n'est-ce pas ? Nous pouvons donc dire directement ce que nous pensons réellement sans se soucier des susceptibilités des uns et des autres. Et si nous sommes incompris, cela ne nous changera guère.

Le mot du jour : En famille.

Entrons dans le vif du sujet

Poser la question "*comment est-il possible qu'un gouvernement à ce point déconsidéré et rejeté puisse continuer à porter des*

coups destructeurs d'une telle ampleur ?" (POI notamment) sert à éviter d'en poser une autre et surtout d'y répondre car ce serait trop compromettant : Comment est-il possible que les représentants de l'oligarchie financière puissent plus que jamais se livrer à de gigantesques impostures ou provocations à l'échelle planétaire qui constituent une falsification ou un déni permanent de la réalité qu'ils ont contribué à façonner ou qui est à leur image, un défi à la logique ou au bon sens le plus élémentaire ?

Parce que les partis ouvriers marchent systématiquement dans leurs combines monstrueuses, adoptent les versions officielles de toutes leurs machinations ou de tous leurs crimes dont ils deviennent ainsi les complices, certains diront par crainte d'être assimilés à des complotistes. Foutaise, en réalité c'est parce qu'ils sont fossilisés et corrompus jusqu'à la moelle et refusent de mener le combat contre la classe dominante sur le plan idéologique et politique.

Mener ce combat les exposerait à la critique féroce ou hystérique des agents de la réaction qui sévissent parmi la population et ils n'y tiennent pas. Ils préfèrent pépère continuer de s'en tenir à une conception de la lutte des classes obsolète qu'ils estiment suffisante dans la mesure où elle permet à leurs militants de défendre leur statut privilégié ou les intérêts des couches de l'aristocratie ouvrière qu'ils représentent, l'unique objectif de leur combat syndical ou politique. Et que cela les entraîne à reprendre à leur compte la démagogie des représentants de l'oligarchie financière ne leur pose pas vraiment de problèmes, puisque la majorité des militants l'ont déjà adoptée ou s'en accommodent très bien pour ne pas en percevoir les conséquences sur les rapports entre les classes, quand ils ne s'en foutent pas littéralement.

Bref, la plupart des militants sont aussi ignorants que les masses tout en étant persuadés du contraire, de surplus ils sont plus hypocrites et lâches que la moyenne, car quelque part ils savent pertinemment que quelque chose cloche dans le discours de leurs dirigeants, mais ils ne veulent pas les affronter ou en tirer les conclusions qui s'imposent. Ils préfèrent que les choses continuent comme avant, c'est plus tranquille ou moins risqué, quitte à ce que la situation pourrisse sur place, et eux avec bien entendu, ce qu'apparemment ils ne soupçonnent pas ou dont ils se moquent également, car après tout dans un monde aussi pourri, quand on a l'impression de l'être moins que les autres on s'en contente ou on peut s'estimer satisfait de soi, il y a toujours des gens pour se satisfaire de peu ou qui s'arrangent avec leur conscience.

On avait offert aux militants un moyen de rompre avec cette attitude détestable, il valait ce qu'il valait et méritait d'être examiné, au lieu de cela ils l'ont rejeté en bloc, ils n'ont même pas voulu l'étudier ou en discuter, confirmant ainsi notre constat.

Qu'est-ce que vous croyez, l'oligarchie et ses représentants observent quotidiennement ce qui se passe au sein du mouvement ouvrier, et ils ont bien compris qu'en menant leur offensive sur tous les plans ils le conduiraient à se renier toujours davantage quand il n'en arrivait pas à les soutenir directement sur un plan ou un autre, ce qui devait contribuer à amplifier ou accélérer sa dislocation ou tout du moins lui interdire de se doter d'une nouvelle direction, on peut dire que jusque là ils ont atteint tous leurs objectifs.

Mais vous ne pouvez pas dire qu'en défendant les acquis sociaux nos dirigeants agiraient en agents de l'oligarchie... Effectivement si on isole cet aspect là du reste de la situation qui est dominée par une formidable imposture qui s'auto-alimente à coups d'attentats, de guerres et de coups tordus en tous genres qu'ils ne dénonceront pas dans le pire des cas ou qui feront l'objet d'amalgames dans le meilleur de manière à embrouiller un peu plus les travailleurs, et surtout ne pas se brouiller avec les tenants des institutions ou du régime. Mais dès qu'on réintroduit l'ensemble des facteurs qui composent la réalité, on s'aperçoit qu'ils prêtent mainforte aux entreprises les plus monstrueuses de nos ennemis.

Par exemple, lorsqu'ils réclament l'ouverture des frontières à tous les réfugiés ou candidats à l'immigration vers l'Europe, sans se soucier le moins du monde qu'il s'agit d'un plan conçu par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste pour dissoudre les nations et les peuples qui incarnent le progrès social le plus élévé jamais atteint par la civilisation humaine, parce qu'il est devenu incompatible avec l'existence du capitalisme à l'échelle mondiale, pour disloquer ou liquider les acquis de la lutte de classe des exploités et des opprimés depuis l'avènement du capitalisme afin de les réduire en esclavage sur tous les continents, condition indispensable pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme. Je crois que les militants ne saisissent pas bien de quoi il s'agit ou pire, ils ne veulent pas en tenir compte croyant échapper à ce terrible destin qui pourtant est en train de se réaliser sous leurs yeux.

L'oligarchie anglo-saxonne-sioniste est en quelque sorte au sommet du capitalisme (ou de l'impérialisme pourrissant) le dépositaire de l'avenir du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend son existence, plus que du système capitaliste qu'elle sait condamnée à l'effondrement du fait de ses contradictions qui ne peuvent qu'aller en s'amplifiant avec le temps au rythme des inégalités et des injustices qui ne peuvent que se développer.

Au fil du temps elle a dû adapter sa stratégie et définir les différentes étapes qui lui permettraient de réaliser son plan, étapes qu'elle atteindrait à partir des occasions qu'allaient lui procurer un certain nombre d'évènements qu'elle allait provoquer ou instrumentaliser afin qu'ils jouent un rôle capital dans l'orientation de la société et du monde telle qu'elle l'avait déterminée. Tous ces événements (dont les cracks boursiers, les guerres, les génocides, les coups d'Etat, les attentats terroristes, etc.) allaient lui fournir un prétexte pour renforcer sa puissance financière et étendre son pouvoir politique dans l'objectif inavoué de gouverner le monde, sans partage ou à son seul profit.

Elle avait parfaitement conscience qu'elle ne pourrait pas atteindre cet objectif sans se libérer des contraintes qui lui étaient imposées par les rapports sociaux qui étaient à la base à la fois du régime capitaliste et de la lutte des classes, et qu'il lui fallait neutraliser. Dès lors comment s'y prendre pour avancer dans cette voie sans prendre le risque à la fois de précipiter la crise du capitalisme au point qu'elle devienne incontrôlable et d'alimenter la lutte de classe des exploités qui pourrait renouer avec le socialisme et constituer la pire menace sur son existence. En créant un certain nombre d'instruments financiers et de règles déconnectées du fonctionnement du capitalisme qui devaient se substituer ou prendre le relais de ses lois de fonctionnement défaillantes, de telle sorte que les oligarques puissent agir librement sur la crise du capitalisme et s'en servir simultanément pour mettre en place un système économique ayant un contenu purement juridique, totalement arbitraire ou despotique, s'appuyant sur un pouvoir politique acquis à leur cause ou corrompu, amené à le devenir également (despotique) une fois le mouvement ouvrier pourri de l'intérieur, divisé, disloqué, marginalisé par une miriade d'organisations ou associations liées aux institutions ou subventionnées par l'Etat, manipulé par des agents extérieurs, de manière à ce qu'ils reprennent à son compte des thèmes ou des revendications avancées par les représentants de l'oligarchie, qu'il adopte ou soutienne leurs positions, au point dans un certain nombre de domaines d'apparaître comme le fer de lance de la réaction.

Cette double offensive de l'oligarchie sur le plan économique et politique qui allait se combiner avec une guerre idéologique et psychologique tout azimut, avait pour but de cadenasser littéralement la société, de sorte que dorénavant ses opposants cessent de défendre l'idée qu'il serait encore possible de la changer radicalement et s'avouent vaincus, cessent le combat politique ou s'y soumettent. A ce stade, on peut observer qu'elle a largement atteint ces objectifs même si la guerre de classes n'est pas encore totalement terminée.

La faute ou la responsabilité en incombe aux dirigeants du mouvement ouvrier qui ont refusé ou qui n'ont pas été capables de définir la nature des principaux événements qui ont marqué le XXe siècle, quand ils n'en ont pas fait passer à la trappe un certain nombre d'entre eux tout bonnement. Or ce qu'il faut comprendre, c'est que puisqu'ils étaient tous liés par un même fil, en occulter certains revenaient à briser ce fil et à s'interdire d'analyser correctement la situation, de comprendre dans quelle direction s'orientait le capitalisme et la société, de telle manière qu'à partir de ce moment-là il devenait impossible d'agir efficacement sur la réalité, ce qui devait se traduire sur le plan pratique par l'incapacité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou doter le mouvement ouvrier d'une nouvelle direction.

C'était comme vouloir se rendre à un rendez-vous en vélo sans tenir compte que sa chaîne était cassée ou comportait des maillons défectueux, fatalement il allait s'avérer impossible d'arriver à temps ! Et dans quel état ! Si vous cherchiez où allait se nicher la théorie de la fatalité chère à la pseudo-avant-garde, il n'était pas nécessaire d'aller chercher bien loin, vous avez là la réponse.

Quand par exemple on examine les situations qui prévalaient avant, pendant et après les deux guerres mondiales du XXe siècle, on ne peut s'empêcher de constater qu'un fil les reliait entre elles, qu'il existait un rapport de cause à effet sur les plans économique et politique. On pourrait prendre la déclaration de Balfour en 1919 et la place qu'occupe Israël un siècle plus tard, ou encore la fondation de la banque d'Anglettre en 1694 et celle de la BCE trois siècles plus tard sur le même modèle, celui également adopté par la Fed en 1913, ou encore le 11 septembre 2001 et toutes les guerres qui l'ont suivi, ou encore la chute de Lehman Brothers et les quelque 20.000 milliards de dollars que les faux monnayeurs de la Fed allaient créer et se distribuer par la suite, dont 7 ou 9.000 milliards de dollars je ne sais plus au juste allaient servir à (finir de) noyauter l'économie européenne en prévision du traité de libre-échange transatlantique, le crack de 1929 suivi de l'étranglement de l'économique allemande favorisant la montée du nazisme, puis le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, etc. etc. etc. On aura constaté que chaque fois le pouvoir politique de l'oligarchie financière en est sorti renforcé (au détriment des Etats et des peuples), et que toutes les institutions financières ou politiques internationales qui allaient être créees à son initiative ou avec son accord dans la foulée serviraient exclusivement à réaliser le plan qu'elle avait défini.

Les campagnes orchestrées par les représentants de l'oligarchie contre le racisme, l'homophobie, le sexisme, la pollution, les préjugés ou croyances archaïques des peuples, l'ensemble des sciences sociales, etc. sont reliées au même fil, et poursuivent le même objectif pour avoir été initiés par les mêmes commanditaires, on peut ajouter le terrorisme, le Panama papers, etc.

Le refus d'admettre qu'un seul et unique fil reliait tous ces événements, n'a fait que confirmer que le fil du marxisme avait été rompu depuis l'assassinat de Trotsky pour ne pas remonter à la disparition de Lénine qui l'incarna au niveau le plus élevé au XXe siècle.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On pourrait ajouter que la réaction a tissé patiemment sa toile d'autant plus facilement, que les différentes composantes du mouvement ouvrier corrompues ou faillies étaient mûres pour tomber dedans, la suite vous la connaissez, elle se déroule quotidiennement sous vos yeux.

Au fait, c'est très récent et apparemment c'est en train de se généraliser, ils ont entrepris de rendre inaccessible pour ne pas dire de censurer tous les blogs ou portails qui ne seraient pas sécurisés ou qui présenteraient des failles de sécurité dans leur déclaration lors de leur création. C'est ainsi que depuis quelques jours seulement il n'est plus possible d'accéder au blog du POID, je l'ai découvert hier. Ils avaient commencé par certains blogs dont l'adresse commençait par www., maintenant ils s'attaquent à ceux en https. Il paraît que se serait pour protéger les internautes d'intrus éventuels dans leurs ordinateurs, les sachant particulièrement bien intentionnés à notre égard, on est en droit d'en douter fortement.

J'ai noté autre chose de nouveau et de préoccupant. Jusqu'à présent dans la première page des infos de Yahoo on trouvait des articles provenant de médias divers ou d'agences de presse, Le Monde, Libération, Le Figaro, Le Parisien, La Tribune, l'AFP, Reuters, Euronews, Le Point, etc. et bien depuis quelques jours cette page est truffée d'articles des portails d'extrême droite néolibérale sioniste Slate.fr et Atlantico.fr.

Devinette ou mauvais tour d'illusionnistes.

Voilà le genre de rhétorique à bannir à tout jamais :

- "*Que fera ce gouvernement, « affaibli comme jamais », au soir du 31 mars ? Cette question sera jeudi dans toutes les têtes des travailleurs et des jeunes, à l'issue de la grève et des manifestations.*" (POI - Informations ouvrières n°395)

Réponse : Rien. Ceux qui espéraient autre chose sont bourrés d'illusions ou sont des crétins, ils sont manipulés.

Mais Hollande et son gouvernement sont faibles, isolés, effectivement, quand on s'en tient aux apparences seulement. Mais c'est à n'y rien comprendre... Pour ceux qui ne veulent pas se donner la peine de comprendre, le plus souvent parce que cela les arrange, et je ne m'aventurerai pas à rechercher ceux qui comprennent tant leur nombre est insignifiant. Mais encore ? Je vois qu'il faut tout vous dire, bref on n'a pas progressé d'un pouce en 10 ans, c'est à désespérer.

Hollande incarne le régime, on est bien d'accord. Et à votre avis tous ceux qui descendent dans la rue et qui ne le remettent pas en cause ou qui n'ont pas pour objectif de le renverser, qu'incarnent-ils d'autre inconsciemment sinon le régime ? Ah, il ne fallait pas le dire, merde, trop tard c'est dit !

Eh oui, tout mouvement social à un contenu et une orientation politique qui permettent d'en définir la nature pour peu qu'on fasse l'effort d'en pousser l'analyse jusqu'au bout ! Comment, on ne vous l'avait jamais dit, vous n'y aviez pas pensé, et bien essayez de vous en souvenir pour la prochaine fois, cela vous évitera de cultiver des illusions à l'infini.

Pour tout vous dire, on finit pas être excédé de devoir toujours répéter les mêmes choses en vain.

Et puis Hollande n'est pas si faible que cela, il est encore soutenu par l'oligarchie financière, les maîtres du monde, un détail sans doute. Il a le soutien des Républicains, de l'UDI, du MoDem, du PS et ses satellites et alliés électoraux, la totalité des dirigeants syndicaux, les gauchistes ou les opportunistes qui marchent dans ses combines communautaristes ignobles, tiers-mondistes misérables, etc. c'est plutôt nous qui devrions nous sentir bien seuls !

Parole de manifestants pour le retrait de la Loi travail.

- «L'objectif, c'est la grève générale, mais pour cela, il faut se coordonner et que les syndicats de salariés appellent à la grève générale», poursuit-elle (Aïssatou Dabo, 18 ans, étudiante à Paris 8, en 2ème année de sciences politiques et porte-parole de la coordination nationale). Sauf que pour l'heure rien de tout ça. Pire, les centrales ont annoncé une prochaine date de manifestation bien trop tardive aux yeux des étudiants. «C'est désolant», explique Aïssatou Dabo. Les étudiants eux prévoient de manifester les 12, 14 et 20 avril prochain. Mais d'ici là, les annonces du gouvernement en faveur de la jeunesse, annoncées pour lundi, pourraient-elles changer la donne? «Non, assure la jeune femme. D'après ce qui ressort des assemblées générales dans les facs, la mobilisation n'est pas prête de flancher. On ne veut pas de modifications cosmétiques. C'est le retrait qui est demandé, tout simplement.»

Pas question donc de négocier autre chose avec l'exécutif. Ce que l'Unef a pourtant commencé de faire aux yeux de certains. «L'Unef, c'est juste une des forces. Pour le moment, il demande le retrait du texte. Mais on a peur qu'ils finissent par dire qu'il y a eu suffisamment de recul et qu'ils sont satisfaits, pointe Sébastien, un doctorant de l'école normale Ulm, de 24 ans. Quoi qu'il en soit, il n'en doute pas, le mouvement est parti pour durer, même s'il espère lui aussi un renfort plus marqué des salariés: "Quelques mesurettes ça ne suffira pas, il faut une réponse structurelle.»

D'autant que, poursuit Pierre, étudiant à la fac du Mirail, à Toulouse, «il y a un tel ras-le-bol, par rapport au quinquennat. Regardez les rassemblements Nuit debout. La loi El Khomri a ouvert un truc qui dépasse tout ça. On ne se laissera pas amadouer.» Pour Léa, 23 ans, étudiante en droit, ces gestes du gouvernement en faveur des jeunes, dont la probable extension de la durée des bourses pour les étudiants venant de terminer leurs cursus, «ne sont qu'un moyen pour calmer la mobilisation». Mais, ajoute-t-elle, «ça ne calmera rien!». Libération 09.04

A bas les journées d'action décrétées par les agents du régime ! Rupture avec les appareils pourris des syndicats.

Pourquoi les Américains veulent-ils liquider et dissoudre les nations et les peuples de l'Europe ?

Parce que c'est le siège de la lutte des classes mondiale sous le capitalisme depuis le XIXe siècle.

Ils font bien du fromage blanc à 0% de matière grasse.

- La popularité de Hollande au plus bas depuis un an et demi. - LExpress.fr

Jusqu'où peut descendre la courbe de popularité de François Hollande? Selon le baromètre YouGov France réalisé pour Le Huffington Post et iTélé, le président de la République recueille à peine 13% d'opinions favorables.

Le Premier ministre reste stable dans les sondages après avoir enregistré 3 mois de baisses consécutives, et est crédité de 20% d'opinions favorables.

D'une façon plus globale, l'ensemble du gouvernement chute aussi dans les sondages et ne recueille que 12% d'opinions favorables, soit deux points de moins par rapport au mois dernier.

Malgré un recul de leurs cotes de popularité, Alain Juppé et Emmanuel Macron restent en tête du palmarès des personnalités politiques les plus appréciées des Français (28% et 24% respectivement). LExpress.fr 07.04

En famille. Ce serait dommage de mettre fin à une telle mystification, le régime ne s'en remettrait pas.

- «En Marche» de Macron: Valls juge «absurde de vouloir effacer» le clivage gauche-droite - 20minutes.fr

En famille à l'extrême droite néolibérale.

- Le mouvement d'Emmanuel Macron hébergé à l'Institut Montaigne, proche du patronat. - 20minutes.fr

Le président du Medef Pierre Gattaz a fait part ce jeudi de son enthousiasme face à cette initiative. « Je trouve que c'est rafraîchissant, que ça permet de sortir de la politique politicienne », a-t-il déclaré.

L'Institut Montaigne, créé en 2000 par Claude Bébéar, fondateur du groupe d'assurances Axa et figure du patronat français, est un « think tank » d'obédience libérale. Il regroupe des chefs d'entreprises, des hauts-fonctionnaires et des universitaires. 20minutes.fr

Rappel.

- Droit du travail : les propositions chocs de l'Institut Montaigne - lesechos.fr 01.09.2015

Le think tank libéral préconise de laisser les entreprises fixer par accord leur propre Code du travail.

Concrètement, le think tank préconise de donner les quasi pleins pouvoirs aux entreprises pour « adapter à leurs besoins spécifiques » les règles issues du Code du travail, des branches et des accords interprofessionnels. lesechos.fr 01.09.2015

- Droit du travail: cette "bombe" de l'Institut Montaigne - challenges.fr 01.09.2015

L'Institut Montaigne veut étendre considérablement les domaines où la négociation d'entreprise fixe les règles, par exemple, le travail le dimanche, le recours au temps partiel, et même le droit du licenciement, la négociation collective fixant "sa propre liste de motifs de rupture du contrat de travail". challenges.fr 01.09.2015

En complément.

- 4 Vérités - Raffarin verrait bien Macron travailler avec Juppé. - Francetv info

Mystification. La nuit debout, le jour couché.

- « Nuit debout », un mouvement à dormir debout par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 10.04

La presse parisienne se pâme devant la naissance d'un mouvement politique, « Nuit debout ». Des centaines de personnes se rassemblent sur les grandes places des principales villes françaises pour discuter et refaire le monde.

Ce mouvement « spontané » s'est organisé en quelques jours. Il dispose désormais de deux sites internet, d'une radio et d'une télévision web. À Paris, place de la République, 21 commissions ont été constituées comme dans un inventaire à la Prévert : animation artistique, climat, cantine, création d'un manifeste, dessin debout, jardin des savoirs, manifestations, campement, démocratie, science debout, gréve générale, éducation, économie, féminisme, LGTBI+, TV debout, vote blanc, transparence, Françafrique, infirmerie, communication. C'est dans ce bavardage que se jouerait l'avenir du pays.

« Nuit debout » aurait surgi de la projection d'un film militant « ?Merci patron? » de François Ruffin, le 23 février. Les spectateurs auraient constitué un collectif « Convergence des luttes », avec l'idée de rassembler les préoccupations des salariés, des migrants, etc. [1]

Cependant, la lecture de l'appel rédigé par « Convergence des luttes » ne manque pas surprendre. On peut y lire : « Ce mouvement n'est pas né et ne mourra pas à Paris. Du printemps arabe au mouvement du 15M, de la place Tahrir au parc de Gezi, la place de la République et les nombreux autres lieux occupés ce soir en France sont l'illustration des mêmes colères, des mêmes espoirs et de la même conviction : la nécessité d'une société nouvelle, où démocratie dignité et liberté ne sont pas des déclarations vides » [2].

Si ce mouvement n'est pas né à Paris, comme l'affirment ses initiateurs, qui en a eu l'idée ?

Les références au « printemps arabe », au « mouvement du 15M », à la « place Tahrir » et au « parc de Gezi » renvoient toutes quatre à des mouvements clairement soutenus, sinon initiés par la CIA. Le « printemps arabe », c'est le projet du département d'État de renverser les régimes laïques arabes et de les remplacer par les Frères musulmans. Le « mouvement du 15M », en Espagne, c'est la contestation de la politique économique des grands partis tout en affirmant l'attachement aux institutions européenne. La « place Tahrir » en Égypte est habituellement considérée comme un des lieux du printemps arabe, et l'en distinguer ne peut faire référence qu'à son occupation par les Frères musulmans de Mohamed Morsi. Quant au parc Gezi, ce fut le seul mouvement laïque des quatre, mais il était instrumenté par la CIA pour mettre en garde Recep Tayyip Erdogan, qui n'en a pas tenu compte.

Derrière ces quatre références et bien d'autres, on trouve un même organisateur : l'équipe de Gene Sharp, jadis baptisée Albert Einstein Institute [3] et aujourd'hui Centre for Applied Nonviolent Action and Strategies (Canvas), exclusivement financée par les États-Unis [4]. Des gens très organisés, directement liés à l'Otan et ayant une sainte horreur du spontanéisme de Rosa Luxembourg.

La non intervention de la préfecture de police, le discret soutien de l'Union européenne à Radio Debout, et la présence parmi les organisateurs de personnalités jadis soutiens d'Action directe [5] ne semblent pas poser de problème aux participants.

Bien évidemment, le lecteur se demande si je ne force pas la dose en voyant ici aussi la main de Washington. Mais les manipulations de l'équipe de Gene Sharp dans une vingtaine de pays sont aujourd'hui largement attestées et étudiées par les historiens. Et ce n'est pas moi, mais les organisateurs de « Nuit debout » qui font référence à ses actions.

L'équipe de Gene Sharp intervient avec des recettes toujours identiques. Selon les cas, les manifestations manipulées visent soit à changer le régime, soit au contraire à stériliser l'opposition, comme c'est le cas ici. Depuis 2000, cette équipe utilise un logo emprunté aux communistes pour mieux les combattre : le poing levé. C'est évidemment le symbole qu'à choisi « Convergence des luttes ».

Le slogan de « Nuit debout », « On ne rentre pas chez nous », est nouveau dans la longue succession des opérations de Gene Sharp, mais il est tout à fait typique de sa manière d'intervenir : ce slogan ne comprend aucune revendication positive, ne propose rien. Il s'agit juste d'occuper la rue et de distraire les médias pendant que les choses sérieuses se déroulent ailleurs.

Le principe même de « Nuit debout » exclut toute participation des travailleurs. Il faut être bien noctambule pour pouvoir passer ses nuits à discuter. Les « salariés et les précaires » que l'on est censé défendre travaillent, eux, le matin et ne peuvent pas se permettre de nuits blanches.

Ce ne sont pas les commissions de « Nuit debout » —où l'on s'intéresse à tout sauf aux ravages de l'exploitation et de l'impérialisme— qui mettront fin à la domination de la France par une coterie de nantis, qui l'ont vendue aux Anglo-Saxons et viennent d'autoriser le Pentagone à y installer des bases militaires. Imaginer le contraire serait croire une histoire à dormir debout. Réseau Voltaire 10.04

[1] « Nuit debout : genèse d'un mouvement pas si spontané », Eugénie Bastié, Le Figaro, 7 avril 2016.

[2] « Appel de la Nuit Debout », place de la République le 8 avril 2016, Paris.

[3] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.

[4] La présence de l'équipe de Gene Sharp est attestée au moins dans : la chute des Caucescu (1989), la place Tian'anmen (1989), la Lituanie (1991), le Kosovo (1995), la « révolution des Bulldozers » en Serbie (2000), l'Irak (2002), la « révolution des roses » en Géorgie (2003), l'« insurrection de Maafushi » aux Maldives (2003), la « révolution orange » en Ukraine (2004), la « révolution du cèdre » au Liban (2005), la « révolution des tulipes » au Kirghizistan (2005), la « marche du désaccord » en Russie (2006-7), les « manifestations pour la liberté d'expression » au Venezuela (2007), la « révolution verte » en Iran (2009), « Poutine doit partir » (2010), la « révolution de jasmin » en Tunisie (2010), la « journée de la colère » en Égypte (2011), « occupy Wall Street » aux États-Unis (2011), le « mouvement du 15M » en Espagne (2011), le « sit-in » de Mexico (2012), « le départ » à nouveau au Venezuela (1014), la « place Maidan » à nouveau en Ukraine (en 2014), etc.

[5] Action directe fut un groupe d'extrême gauche, qui organisa 80 attentats et assassinats dans les années 80, et fut en définitive manipulé par le Gladio, c'est-à-dire les services secrets de l'Otan.

Vous ne trouvez pas cela étonnant (sic!) que ce ne soit pas un parti ouvrier qui publie ce genre d'articles ?

Tous les médias institutionnels et les instituts de sondages soutiennent cette imposture.

- Pour 80% des Français, le politicien idéal est un amateur

Les citoyens rêvent de femmes et d'hommes politiques qui ne soient pas des professionnels de la politique, selon une enquête dévoilée par « 20 Minutes »... 20minutes.fr

- Loi travail: "Nuit Debout" partout en France après des manifestations émaillées de violences

Le mouvement citoyen des Nuits Debout a essaimé samedi soir dans près de 60 villes, avec notamment une tentative de manifestation aux abords du domicile parisien de Manuel Valls, à l'issue d'une nouvelle journée de mobilisation contre la loi travail, marquée par une moindre affluence et des violences AFP

- Des Nuits Debout organisées partout en France (et même à Tulle)

Le concept né à Paris le 31 mars a fait des petits. Dans la nuit de samedi à dimanche 10 avril, le mouvement citoyen des "Nuits Debout" a en effet essaimé dans près de 60 villes, après une nouvelle journée de mobilisation contre la loi Travail. À Toulouse, Marseille, Reims, et Le Huffington Post

- "Nuit debout" : pourquoi sont-ils là ?

"Nuit debout" se poursuit partout dans l'Hexagone. France 2 revient sur ce mouvement populaire. Francetv info

A Nuit debout, «peut-être que chacun a envie de redevenir vivant» - Liberation.fr

- #NuitDebout : à la recherche de l'application parfaite

« Il faut vraiment se rendre compte du challenge. Nous essayons de construire une organisation qui entend gérer des milliers de personnes rassemblées en quelques jours. Rue89

- Jusqu'où ira #Nuitdebout ?

Alors que les pouvoirs publics empêchent le ravitaillement du mouvement à Paris, ses membres tentent d'organiser des actions concrètes. LePoint.fr

- La diffusion de #NuitDebout, miroir d'un mouvement très actif sur le Web

En comparant les données de Twitter et de Google à partir du mot-clé «Nuit Debout», on découvre que la forte popularité de l'initiative sur le Web est alimentée par les déclinaisons régionales et par un fort écho à l'étranger. LeFigaro.fr

- Danse, débats, et barricades à la Nuit debout parisienne

La place de la République à Paris a encore connu une forte affluence, samedi soir. Un groupe a tenté défiler sous les fenêtres du Premier ministre, des heurts on éclaté en fin de soirée. Liberation.fr

- « Nuit debout s'inscrit dans le sillage de son aîné espagnol »

Il y a cinq ans, les Indignés espagnols, mus par la volonté d'être gouvernés autrement, inventaient de nouveaux outils pour parvenir à leurs fins, rappelle le chercheur Sélim Smaoui. LeMonde.fr

- Nuit debout : un « débordement créatif » qui nourrit « une conscience citoyenne »

Après avoir été évacuée, Nuit debout est de retour. Il est difficile de dire combien de temps durera ce mouvement en marge des partis traditionnels. Pour l'heure, la réappropriation de la parole se mêle à une forme d'« insouciance ». Public Sénat

- Nuit Debout: les limites d'un mouvement sympathique

Le rassemblement nocturne qui dure depuis la fin du mois de mars devra surmonter les difficultés de la démocratie directe et la tentation de l'entre soi. L'étonnant est que la jeunesse ne se soit pas révoltée plus tôt, d'une manière ou d'une autre. Slate.fr

Le PCF en est naturellement.

Laurent (PCF) "choqué" par l'évacuation de la place de la République

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est déclaré "choqué" par l'évacuation du rassemblement "Nuit debout" de la place de la République. AFP

Manipulation des masses programmée

Ils sont issus des mêmes couches d'"*indignés*" qui ont donné naissance à Syriza, Podemos.

- Nuit debout : genèse d'un mouvement pas si spontané - LeFigaro.fr

Grille de lecture.

- On ne présente plus Syriza qui gouverne pour le compte de la troïka, et Podemos farouche partisan de l'OTAN, quant à EELV et au Front de gauche ils ont en commun avec eux l'UE et l'ONU. Bref, la droite réformiste.

- Cette opération consiste à canaliser le mécontentement grandissant des couches et des classes moyennes ainsi que leurs rejetons pour mieux les soumettre au régime, et éviter qu'elles se tournent vers la classe ouvrière qui en est absente, ils le disent eux-mêmes, lire plus loin.

Le collectif Nuit debout qui organise depuis sept nuits des réunions place de la République à Paris et dans d'autres villes de province, se veut autogéré, sans leaders définis ni appareil organisationnel. Dans leurs AG qui durent tard dans la nuit, on trouve pêle-mêle des militants d'EELV et du Front de gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des étudiants. Sans porte-paroles officiels, ce collectif disparate et mystérieux s'appuie pourtant sur une communication bien rodée: diffusion des AG sur Periscope avec un franc succès, lives sur les réseaux sociaux, un compte Twitter avec plus de 21.000 abonnés. Leur premier tweet date du 22 mars, et appelle à manifester le 31 sous le hashtag #Convergencedesluttes.

Si on observe de plus près ce compte Twitter, on s'aperçoit que les premiers comptes suivis sont celui d'Edwy Plenel, patron de Médiapart et de Pierre Jacquemain, ex-conseiller de Myriam el-Khomri qui a claqué la porte du ministère suite à la loi Travail. D'autres associations militantes de l'ultra-gauche, habituées à ce genre de manifestations, mettent leur expérience au service du mouvement. Ainsi, la demande d'occupation de la place de la République a été déposée par l'organisation altermondialiste ATTAC, tandis que la sono a été prêtée tantôt par l'association Droit au logement, tantôt par le syndicat Sud-solidaires. (Un ramassi de gauchistes, staliniens, néo et crypto-staliniens. - LVOG)

«Il ne faut pas que la place de la République se prenne pour le nombril de la France, il faut qu'elle déborde, que le mouvement s'étende aux couches populaires». «Ni les banlieues ni la classe ouvrière ne sont pour le moment représentées», reconnaît Julien Bayou, porte-parole d'EELV. LeFigaro.fr 07.04

Merci de cette précision. On se demandera au passage qui représentent le Front de gauche et ces syndicalistes à part eux-mêmes et leurs semblables.

NPA - Ce qui germe à République est en effet une promesse. Une promesse que le vieux monde pourrait s'écrouler et le nouveau apparaître. («Nuit Debout» : Repousser avril pour mieux accueillir le printemps! - Mercredi 6 avril 2016)

Les promesses n'engagent que les ignorants qui y croient, c'est bien ce qu'on dit généralement, non ? C'est aussi valable ici. Quand on a lu l'article du Réseau Voltaire accessible au NPA, on ne peut pas s'empêcher de se dire : quelle clique de dégénérés !

En famille ils gouvernent pour le compte du capital.

- La gauche plurielle à la portugaise, un insolite ménage à trois. - Slate.fr

Grille de lecture.

- La gauche, c'est le bras droit d'un bourreau manchot.

- Si leurs valeurs sont compatibles avec celles du PS qui partagent les siennes avec le régime, c'est qu'ils les partagent également, plutôt fastoche comme syllogisme.

Désormais, au Portugal, la «geringonça», c'est l'accord politique original qui permet au pays de fonctionner. Depuis novembre 2015, la gauche est revenue au pouvoir au Portugal grâce à cette «geringonça», l'alliance entre le PS, le Parti communiste et le «bloco de esquerda» (ou Bloc de gauche). Mais le PS gouverne seul; les deux autres partis plus radicaux ont accepté de le soutenir au Parlement tout en refusant d'entrer au gouvernement. Le petit parti écologiste, allié actuel du Parti communiste (et, dit-on, sa création), fait de même; comme il n'a que deux députés, il ne pèse guère.

«Cet accord est totalement inédit. Ce n'est ni une coalition, ni même un programme de gouvernement. C'est une sorte de compromis parlementaire qui a permis au Parti socialiste d'avoir une majorité à l'Assemblée nationale et de gouverner. Mais chaque parti garde son identité et ses valeurs», explique Ana Catarina Mendes, secrétaire générale adjointe du PS. Slate.fr 07.04

Finalement pendant de nombreuses décennies, en ménageant le PS, en appelant au front unique avec le PS, en appelant à voter pour ses candidats, en refusant de rompre avec les appareils des syndicats liés au PS, l'avant-garde du mouvement ouvrier a livré pieds et mains liés le prolétariat à la réaction et trahi le socialisme.

Corporatisme et dépolitisation. Comment achever le mouvement ouvrier.

On ne pouvait pas écrire comment interdire toute représentation politique des exploités au sein des institutions de la Ve République, puisqu'ils sont incompatibles.

- Pour 80% des Français, l'homme politique idéal est un amateur

Les citoyens rêvent de femmes et d'hommes politiques qui ne soient pas des professionnels de la politique, selon une enquête dévoilée par « 20 Minutes »… 20minutes.fr

- Présidentielle 2017: plusieurs collectifs veulent une "primaire citoyenne"

Plusieurs mouvements, dont le parti "Nous Citoyens" ou le mouvement "Bleu Blanc Zèbre" de l'écrivain Alexandre Jardin, veulent lancer une "primaire des Français" pour désigner un candidat de la société civile pour l'élection présidentielle de 2017.

Plusieurs mouvements, dont le parti "Nous Citoyens" ou le mouvement "Bleu Blanc Zèbre" de l'écrivain Alexandre Jardin, veulent lancer une "primaire des Français" pour désigner un candidat de la société civile pour l'élection présidentielle de 2017.

"Nous ne lançons pas un "Podemos" (du nom du mouvement espagnol) mais un "hacemos!"", a expliqué lundi Alexandre Jardin dans un café près de la Bastille, appelant à "cliquer" sur le "La primaire des Français" pour que s'organise une "primaire citoyenne" en France.

L'idée est de "réunir" au moins 500.000 signatures, "une masse critique", pour faire démarrer le processus. "On rassemble les "faizeux"", s'est félicité l'écrivain.

Se sont regroupés sur cette initiative "Cap 21" de l'ex-ministre Corinne Lepage, le parti "Nous Citoyens" présidé par Nicolas Doucerain, "la Transition" de Claude Posternak, Jean-Marie Cavada à la tête d'un nouveau mouvement "Générations citoyens", ainsi que le collectif "Bleu Blanc Zèbre" d'Alexandre Jardin, et le "Pacte civique".

Alexandre Jardin a fait savoir qu'il avait été en contact avec Pierre Larrouturou à l'origine du parti "Nouvelle Donne" et que celui-ci "réfléchissait" à l'idée de rejoindre l'initiative. AFP

- Laprimaire.org: un site pour renouveler la classe politique

A quelques mois du début de la campagne présidentielle de 2017, une plateforme numérique, laprimaire.org, milite pour la désignation d'un candidat à la présidentielle, issu de la société civile. Les concepteurs, un ingénieur et un avocat... AF

- Présidentielle de 2017 : "Notre citoyen candidat va gagner", assure Posternak

Claude Posternak, fondateur du site L'important et à l'initiative de l'organisation d'une primaire citoyenne, est l'invité politique du Grand Soir 3 ce lundi 11 avril. Francetv info

- Islande: le Parti pirate à l'abordage - AFP

Le Parti pirate islandais, fondé comme groupe contestataire marginal, se retrouve dans la situation étonnante de pouvoir prendre le pouvoir dans un pays écoeuré par son élite politique et financière. (Comme Syriza hier... - LVOG)

D'après les sondeurs, ce sont 43% des Islandais qui affirment vouloir voter pour lui...

Aux législatives de 2013, avec des moyens extrêmement limités, le nouveau-venu dépasse tout juste les 5% des voix nécessaires pour entrer au Parlement, où il a trois députés. Depuis, il n'a fait que déjouer les pronostics qui lui promettaient le sort d'autres mouvements protestataires, plus ou moins sérieux, nés des bouleversements de l'après-crise financière.

Au Parti pirate, on tâche de ne pas se laisser griser par cette popularité et l'intérêt des journalistes du monde entier, pour faire avancer des idéaux. Transparence, démocratie directe, lutte contre la corruption, indépendance vis-à-vis des milieux d'affaires, défense des libertés individuelles sont les thèmes des "Piratar", qui se disent en rupture avec la "vieille" manière de faire de la politique, droite contre gauche, majorité contre opposition. (A la virgule près le même discours que les manipulateurs de Nuit Debout relayé généreusement par les médias de l'oligarchie qui comme chacun sait a pour "idéaux" la démocratie et la "défense des libertés individuelles".... - LVOG)

"Dans les autres partis, quand on est jeune et qu'on s'engage en politique, c'est simple: on commence par écouter des discours des dirigeants du parti, et on applaudit. Ici, rien à voir. Tout le monde participe, tout le monde peut écrire des propositions qui seront débattues", souligne Karl Hedinn, militant de 21 ans qui se déplace dans la petite capitale en skate-board. (Tout et n'importe quoi, le populisme en guise de programme et d'orientation politique... - LVOG)

Le parti insiste sur sa structure "horizontale", avec une hiérarchie réduite à sa plus simple expression: un comité exécutif de sept membres et sept suppléants, à présidence tournante. (Une structure "horizontale", autre similitude avec Nuit Debout. - LVOG)

"Cette structure faible, c'est la force et la faiblesse des Pirates. Ils doivent trouver des gens compétents pour la faire fonctionner, sinon ce sera compliqué. En politique il faut être assez organisé pour que le jour du scrutin, vos électeurs potentiels aillent effectivement aux urnes", souligne Mme Oskarsdottir.

Ils pourraient vouloir connaître les alliances électorales envisagées, dans un pays où aucun parti n'a jamais obtenu seul de majorité parlementaire depuis l'indépendance en 1944. Or officiellement, personne ne discute d'une éventuelle coalition gouvernementale avec le Parti pirate, et inversement, dans une formation qui rassemble libertaires, militants de la gauche radicale, libéraux du centre ou de gauche, ou encore cyberactivistes hostiles aux idéologies. (Cela ne vous fait-il pas penser à Syriza ou au gouvernement portugais... de droite ? - LVOG)

"Nous travaillerons probablement avec la gauche. Avec la droite, le confiance aujourd'hui est rompue", répond la députée Helgadottir. (Elle ne l'était pas hier, révélateur. LVOG)

En famille les fossoyeurs du mouvement ouvrier

- Laurent (PCF): Hollande "disqualifié pour porter les couleurs de la gauche"

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, juge que François Hollande est "disqualifié pour porter les couleurs de la gauche" en 2017 et qu'il n'a donc pas sa place dans une éventuelle primaire, dans une interview au Parisien samedi. AFP

- Pourquoi Emmanuel Macron est à la fois de droite et de gauche

Le ministre de l'Économie a présenté son parti, En marche !, comme un mouvement transpartisan, "ni de droite, ni de gauche". En fait, il emprunte aux deux camps. Francetv info

En famille. Incroyable, le PS était aussi le parti de l'OTAN.

- Paris confirme sa pleine intégration dans l'OTAN

Le Parlement a confirmé jeudi l'intégration de Paris dans tous les organes de l'Otan en ratifiant le protocole sur le statut des quartiers généraux internationaux, ce qui selon les opposants entraînera l'installation de bases étrangères en France. Reuters 07.04

Quitter le PS en déclarant qu'on a pris cette décision parce qu'on ne supporte plus sa politique n'engage à rien ou ne signifie rien, faudrait-il encore se demander comment on a pu militer pendant des années ou des décennies dans un parti aussi pourri, comment on a pu se faire manipuler de la sorte, car rien ne dit qu'on ne continuera pas de l'être tout en n'étant plus au PS, il faudrait se demander à côté de quoi on était passé, bref, apprendre pour comprendre pour cesser de servir la réaction, même ou surtout quand on milite dans un parti réputé de gauche ou d'extrême gauche quand on sait à quel degré de décomposition ils sont parvenus...

C'est que cela rapporte !

- Vers une privatisation des radars ? « Faire du cash et du flash à tout va »

Le gouvernement veut confier la gestion des radars mobiles à des sociétés privées. A la limite de la légalité, selon Remy Joassim, avocat en droit routier, la mesure inquiète : la rentabilité va-t-elle prendre le pas sur la sécurité routière ? Public Sénat 07.04

A qui profite le crime ?

- Envol annoncé du fichier des passagers aériens

Le Parlement européen devrait donner mercredi son feu vert à un nouveau dispositif contre la lutte antiterroriste. Dont l'efficacité fait débat. Liberation.fr

Ils étaient faits pour s'entendre...

- Le Pentagone a besoin de nouveaux moteurs de fusée russes

Le Pentagone aura besoin de jusqu'à 18 moteurs de fusée RD-180, de fabrication russe, dans les six années à venir pour mettre sur orbite des satellites militaires, a déclaré vendredi à Reuters Robert Work, secrétaire adjoint à la Défense. Reuters

Panama Papers. Intox ou désinformation.

- En plein "Panama Papers", l'UE s'attaque à l'opacité fiscale des multinationales

La Commission européenne présente mardi à Strasbourg de nouvelles mesures pour lutter contre l'opacité fiscale des multinationales au moment où le méga-scandale des "Panama Papers" accentue la pression sur tous les grands pays pour combattre ce fléau. AFP

- Pierre Moscovici : « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas » - lemonde.fr

- En plein "Panama Papers", l'UE veut plus de transparence fiscale - AFP

Qui les écoute encore ? Pardi, ceux qui de préférence prétendent combattre l'UE !

Haut de page

Le 19 avril 2016

CAUSERIE

En vrac, je n'ai plus l'intention de consacrer plus de temps à ce portail. On archivera les causeries plus tard.

Commençons par une réflexion personnelle.

Dans la vie il faut éviter de se retrouver placé dans une situation caractérisée par des rapports de dépendance qu'on ne maîtrise pas forcément, vous me direz que c'est ce qui caractérise la plupart des rapports et que c'est pour ainsi dire impossible d'y échapper dans cette société puisqu'ils nous sont imposés.

Certes, on conçoit très bien que cela soit inévitable dans une large mesure, cela dit, il faut concéder qu'on a souvent tendance à en rajouter une couche, comme si la vie n'était pas assez compliquée comme elle est. Dit vulgairement, quand tout va bien ou aussi bien qu'on est en droit d'attendre de notre condition, on finit par s'emmerder, alors on se foutra volontairement dans la merde histoire de briser cette routine qui nous pesait ou que nous avions désignée comme notre pire ennemi.

C'est là commettre une faute quand on n'en a pas conscience ainsi que les conséquences désagréables qui pourront en découler un jour et que nous ne supporterons pas pour cette raison, nous retournant injustement contre celui, celle ou ceux qu'on accusera d'en être responsables.

C'est également commettre une faute que de pousser quelqu'un à en commettre une, qui plus est pour ensuite lui reprocher, c'est injuste évidemment.

Pour pouvoir penser librement, il faut éviter de se retrouver embringuer à la légère dans des rapports de dépendance qu'on ne supportera plus à un moment donné, parce qu'ils sont trop contraignants ou exigent de nous quelque chose qui se situe au-dessus de nos forces ou de nos capacités, au point de nous faire commettre des actes (ou des pensées) contraires à nos convictions et donc qui nous rabaisseront, au-delà du fait qu'il n'y a rien de bien glorieux là-dedans.

D'où l'intérêt de s'interroger régulièrement sur sa condition et de la maîtriser, de se connaître soi-même pour éviter de se retrouver dans ce genre de situation désagréable et peu envieuse, afin de progresser au lieu de prendre le risque de régresser, car c'est ce qui nous pend au nez quand on n'en a pas conscience.

Se placer (ou placer ses semblables) dans un état de faiblesse ou de vulnérabilité inutilement, est une faute qui témoigne de l'impasse à laquelle notre existence a abouti ou plutôt de l'interprétation erronée qu'on en a faite. Et nous ne tirerons profit de cette expérience pour ne pas avoir à la renouveler, qu'à condition d'admettre qu'on s'était surestimé ou leurré sur nos capacités ou notre niveau de conscience.

J'ai écrit cela non pas parce que je serais un familier du fait décrit ici, mais pour prendre le risque d'admettre dans mon existence des gens qui présentent ces caractéristiques, de sorte qu'un jour ou l'autre je me retrouverai forcément confronté à ce genre de difficultés que je n'avais pas du tout recherchées pour les avoir identifiées, pas toutes cependant, car on ne peut pas toujours imaginer de quoi l'homme ou la femme est capable, on préfère ne pas imaginer le pire pour rendre nos rapports vivables ou supportables, sinon ce serait impossible et on se condamnerait à la solitude.

Et puis je tiens beaucoup à ma tranquillité, à l'équilibre précaire que j'ai su créé pour que ma condition ne me pèse pas trop ou être le plus libre possible pour penser, ce qui constitue un paradoxe sachant que j'ai une existence particulièrement routinière (donc réputée abrutissante), mais explique très bien pourquoi il m'arrive de me placer dans des situations déstabilisatrices, histoire de tester mes capacités et de vérifier ainsi que je ne me leurre pas sur moi-même, quitte à me corriger si nécessaire et cela se produit évidemment, c'est un peu le but de l'opération, faire en sorte de se donner les moyens de progresser, ce qui ne conviendra pas à quelqu'un ayant une haute idée de lui-même ou qui se méprend sur ce qu'il est réellement, la plupart des gens, même les plus médiocres.

On commet tous de nombreuses erreurs au cours de notre vie, et si nombreux sont prêts à l'admettre, peu en revanche seront disposés à les corriger, alors qu'il n'est jamais trop tard quel que soit notre âge, encore faut-il avoir conscience de ne rien avoir à perdre, ce qui est rarement le cas.

Ces réflexions m'ont été inspirées par le comportement de ma compagne et son entourage familiale, mais pas seulement, par toutes mes expériences passées qui n'ont été qu'une suite de rapports de force imposés dont les règles étaient faussées à la base, qui pour ces raisons m'ont laissé un souvenir plutôt amer ou désagréable, ce qui expliquera pourquoi on ne trouvera nulle trace de nostalgie dans mon comportement ou si peu, qui relèverait de l'inscouciance dont se pare parfois la jeunesse ou l'existence, qui heureusement ou par chance ne se résume pas obligatoirement à une suite ininterrompue de mésaventures ou de déboires.

Je vous livre un élément de ma situation pour illustrer ce passage.

Je suis seul pendant une semaine, Selvi et Adi demeureront chez leur frère Kumar, puis chez leur frère aîné qui marie son fils Sankar le 22 avril. Il paraît que c'est une coutume. Donc en plus de leur dure journée de travail, elles devront servir de bonnes à leur frère aînée, son épouse et leur fils, ainsi qu'à la mariée qui n'en foutront pas une pendant une semaine.

Hier matin, ils sont venus les chercher à 5 heures du matin, du coup Selvi et Adi ont dû se lever à 4 heures. Selvi s'est ensuite tapée une dure journée, puisque c'est le lundi qu'elle lave à la main le linge de l'Italienne, y compris le linge de maison, les draps, etc. il fait 40°C, cette femme despotique est alergique à la machine à laver qui pourrait abîmer ses vêtements, tandis qu'elle n'a rien à faire des mains déjà très ridées de son esclave. Cette semaine va être épuisante pour Selvi, mais apparemment tout le monde s'en tape.

De mon côté, je ne verrai donc personne pendant une semaine, que je me démerde après tout, passé les convenances du début, cela fait déjà un moment que j'ai été relégué aux oubliettes, sauf quand ils ont besoin d'argent ou d'un service, là ils se souviennent que j'existe encore, je n'ai jamais connu d'autres relations en Inde.

J'ai tenté en vain d'expliquer sans insister à Kumar que cette coutume se justifiait peut-être quand les femmes ne travaillaient pas à l'extérieur, mais qu'aujourd'hui elle est insupportable, lui faisant remarquer que bien d'autres coutumes avaient disparu ou avaient été obligées de s'adapter à l'évolution de la société indienne au cours des deux dernières décennies.

Il n'a rien voulu savoir, parce que cette coutume présente un aspect contraignant uniquement pour les femmes, comme la plupart des coutumes qui épargent les hommes ou qui en tirent profit de préférence. Sur le coup j'ai trouvé cela injuste ou dégueulasse, je lui ai dit et notre discussion s'est arrêtée là, lui tout sourire me gratifiant d'un "*c'est comme cela*" qui ne méritait pas d'être relevé.

La vie est très dure pour les Indiens, alors imaginez un instant ce qu'elle peut être pour quelqu'un qui a vécu autre chose. Je ne vous demanderais pas de me plaindre, vous en seriez incapables. D'ailleurs je ne me plains pas, et franchement entre nous je me demande qui est le plus à plaindre. Encore une chance que je sois resté en Inde.

Quelques réflexions politiques

1- Au passage, l'état d'urgence destiné en partie à interdire les manifestations, à dissuader les travailleurs d'y participer, a fait long feu ! Du coup ils se vengent en les réprimant brutalement et aveuglément.

2- Ce qui marque les quarante dernières années, c'est la dégradation continue, profonde, inexorable de la condition des masses exploitées ou plus généralement de la situation ou la décomposition de la société livrée au carnage hystérique et sans fin du règne de l'exploitation de l'homme qu'incarne le capitalisme, dont l'existence et les exigences sont incompatibles avec la satisfaction des besoins et des aspirations des peuples, de l'humanité qu'il livre au chaos et à la barbarie.

Depuis que nous sommes entrés dans cette ère décadente et putride du capitalisme, il apparaissait clairement qu'il n'y avait pas lieu d'en attendre autre chose que le sort dramatique qu'il nous avait réservé de longue date, puisqu'il avait déjà achevé sa tâche historique depuis le début du XXe siècle. Pour ne pas en avoir pris conscience à temps ou s'en être lâchement accommodé, nous allions lui permettre de poursuivre son oeuvre destructrice, dont nous commençons seulement à saisir la portée toute aussi édifiante que terrifiante.

Dans ces conditions nous devions fatalement nous retrouver impuissants à le combattre efficacement. Pour autant cela ne signifiait pas que nous ne parviendrions pas à le vaincre, à le renverser, car inévitablement la conviction qu'il n'existait pas d'issue politique dans le cadre du capitalisme devait germer, puis mûrir dans la tête des masses exploitées du monde entier, pour finalement s'imposer. Il arrivera forcément un moment où cette conviction reposant sur une longue, injuste, douloureuse, voire cruelle expérience de la réaction sur toute la ligne, s'imposera logiquement à la majorité de la population laborieuse, puisque toute autre attitude serait fatale, suicidaire ou conduirait à partager le destin des couches ou des peuples qui en subissent les conséquences les plus effroyables, ce à quoi aucun travailleur n'aspire ou n'envisagera sans chercher à réagir ou à passer à l'action afin d'éviter de vivre ce sort effroyable.

S'il n'y a rien à négocier avec le gouvernement ou le patronat concernant la Loi travail, cela signifie que l'existence du régime capitaliste n'est pas négociable, il doit disparaître. Et si des millions de travailleurs et jeunes, voire la majorité d'entre eux estiment que la Loi travail doit être rejetée ou retirée, cela signifie que les conditions existent pour les rassembler et construire un parti ouvrier révolutionnaire ayant pour objectif l'abolition du capitalisme et de ses institutions.

C'est sur cet axe politique qu'il faut mener le combat, car ils unifient toutes les couches des exploités entraînant des pans entiers des classes moyennes ou de la petite bourgeoisie qui ne se reconnaissent plus dans le capitalisme ou ne supportent plus son existence et ses méfaits monstrueux qui mettent en péril la civilisation humaine. Il s'agit en somme ni plus ni moins que remettre à l'honneur le socialisme, tâche que l'on conçoit difficile après l'avoir renié ou s'en être délibérément écarté, mais pas impossible.

A l'opposé, axer son combat contre le gouvernement revient à refuser d'affronter le régime, sachant qu'aucun gouvernement ne pourrait appliquer une autre politique puisqu'aucun parti institutionnel ou ayant déjà gouverné n'a l'intention de rompre avec le capitalisme. Cette ligne politique sous-entend le contraire et nourrit des illusions dans le régime qu'incarnent ces partis qu'on le veuille ou non, autrement dit il suffirait de changer le personnel politique à la tête de l'Etat pour que la situation des travailleurs s'améliore... On comprendra pourquoi les travailleurs rejetteront instinctivement cette politique profondément opportuniste, qui s'inscrit dans le cadre de l'idéologie réformiste qui nous a conduits où nous en sommes.

A ce stade, la question n'est pas de savoir quel gouvernement satisferait nos besoins, puisque concrètement nous ne sommes pas en mesure d'y répondre autrement qu'en s'en remettant à un parti qui n'existe pas ou à un processus politique hypothétique, donc demeurant à l'état d'utopie à l'heure qu'il est, perspective posant davantage de questions qu'elle n'en résoud et qui pour cette raison n'inspira pas forcément confiance, mais plutôt de savoir si nos droits ou acquis, besoins ou aspirations sont oui ou non légitimes sans qu'on ait besoin de les justifier, ce qui permet à partir de cette base ou de cet acquis de poser la question des tâches et objectifs politiques qu'on doit se fixer pour envisager sérieusement la possibilité de les satisfaire.

La question est donc de partir de la situation actuelle en prenant en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui la composent, sans négliger ceux qui en seraient absents ou qui seraient relayés au second plan temporairement, et qui seront amenés à se développer dans le futur pour parvenir à modifier l'orientation de la société et entrevoir la possibilité d'en finir avec le capitalisme.

Notre démarche doit être claire, précise, cohérente, sérieuse, résolue, pour inspirer confiance ou pour que les militants et les travailleurs l'adoptent à leur tour. Plus que jamais la vérité est révolutionnaire.

3- Quelle issue politique ? Pour un changement de gouvernement ou pour un changement de régime, telle est la question à l'ordre du jour.

POI - Lu dans le n°396 d'Informations ouvrières.

- Un gouvernement isolé...

- Le gouvernement est totalement suspendu en l'air...

- Le gouvernement est fragilisé à l'extrême...

- Le PS est en crise de dislocation ouverte...

- Au sein du groupe parlementaire du PS, c'est une véritable foire d'empoigne...

Quelle affaire ! Toujours accroché aux basques du PS, en famille puisque le POI considère que le PS serait également de gauche, et peu importe si la majorité des sympathisants du PS sont satisfaits de M. Valls, donc toujours plus à droite, ce que vient de confirmer un sondage publié hier (54%). (source : AFP 16.4)

La question du gouvernement ramène à celle du parti qui pourrait gouverner en faveur des besoins des travailleurs, alors qu'il n'existe pas ou qu'aucun parti n'est en mesure d'inspirer confiance aux travailleurs du fait qu'ils ont tous liés leur propre sort à celui du PS et du PCF (ainsi que les appareils syndicaux) dans lesquels les travailleurs n'attendent rien, quelque part ils méritent tous le même traitement, ce qu'illustre la crise qu'ils traversent.

La question du gouvernement pose davantage de questions ou soulève plus de problèmes qu'elle n'en résoud, elle est donc contre-productive. Il est trop facile de la faire dévier de son objectif politique pour la lier à des questions de personne ou à des intérêts purement individuels, de la traiter sur le plan existentiel ce qui produira l'effet inverse de celui recherché.

La question du gouvernement relève plus de l'idéalisme que du matérialisme dans le contexte actuel parce qu'elle ne dépasse pas le stade hypothétique ou du conditionnel au lieu de s'appuyer sur de fermes, indépendantes, inébranlables convictions.

En revanche la question du régime pose directement celle de la condition à remplir sans laquelle tout changement de politique ou de société demeurera impossible, et elle renvoie à la légitimité de nos besoins ou aspirations indépendamment de l'existence du capitalisme ou des besoins du marché qui sont jugés illégitimes, autrement dit la poser suffit à la légitimer sans avoir à la justifier puisqu'on en assume d'avance les conséquences pratiques qui en découleraient si elle se réalisait.

La question du régime pose la question de savoir si oui ou non on considère nos droits, nos besoins ou nos aspirations légitimes et si on est prêt à se battre pour les défendre ou les faire triompher, ou si au contraire on se laisse vivre, on prie le ciel ou on baisse les bras dans l'espoir futile que le futur sera par miracle meilleur que le présent, alors que tout porte à croire qu'il sera pire comme c'est parti.

La question du régime remet à l'ordre du jour la nécessité de changer la société que chacun perçoit plus ou moins comme une nécessité, mais qu'il n'ose pas se poser faute de moyens pour y parvenir. Or en la posant il est possible de définir ces moyens, ce qui assure sa cohérence ou son sérieux. Et quant à sa crédibilité, elle respose autant sur les convictions qui en sont à la fois à l'origine et l'objectif dans lesquelles figure le développement historique du capitalisme, que sur ces moyens qui découlent des enseignements de la lutte des classes au cours de ce processus historique dont l'issue demeure incertaine ou ouverte

entre barbarie et socialisme.

La question du régime présente l'avantage de placer chacun face à lui-même, et de s'interroger non pas sur ce qu'il ne veut plus, mais de se demander plutôt sur ce qu'il veut vraiment et de s'y tenir sans flancher, sans concession, car on ne peut pas s'engager dans une voie indépendante conduisant à rompre avec le régime en place et dans le même temps y demeurer subordonné ou s'en accommoder, collaborer avec lui ou ses représentants, on se retrouve face à un choix ou une alternative qui impose de prendre une décision, de s'engager consciemment pour une cause qui embrasse toute notre existence présente et future.

Un exercice d'une logique implacable.

La question du gouvernement ne résoud rien, celle du régime résoud tout. Un changement de gouvernement ne suffit pas pour appliquer une autre politique, dit autrement, un changement de gouvernement sans un changement de régime ne permet pas de mettre en oeuvre une autre politique. Une autre politique est impossible sans renverser le régime en place. Seules le soulèvement des masses révolutionnaires peut atteindre cet objectif, encore faut-il qu'elles soient guidées par un parti ouvrier qui l'incarne, qu'elles portent au pouvoir et qui à son tour s'appuie sur elles pour que ce processus révolutionnaire soit mené à son terme. Le développement de la révolution et sa victoire dépend de ces deux facteurs déterminants irremplaçables, le mouvement révolutionnaire des masses et le parti qui incarne consciemment l'objectif de son combat politique.

Toute autre équation est vouée à l'échec comme nous l'enseigne la lutte de classes du passé jusqu'à nos jours. Il nous faut donc à la fois aider les masses à rompre avec le régime et à conquérir leur indépendance de classe en intervenant dans la lutte des classes et en élevant leur niveau de conscience politique, en les organisant et en construisant ce parti. Il n'existe pas d'autres alternatives, d'autres voies, d'autres moyens pour parvenir à notre objectif politique, s'emparer du pouvoir politique.

Ce ne sont pas là des formules, une théorie ou une doctrine, un choix idéologique, mais un simple constat auquel on se tient ou dont on s'écarte, qu'on peut toujours nier pour fatalement aboutir à une impasse politique ou finir par s'accommoder du régime. Axer sa politique contre le gouvernement ne peut que nourrir des illusions dans le régime, axer sa politique contre le régime ne peut que hâter son renversement en nourrissant la conscience des masses qu'elles n'ont rien à en attendre.

Pour illustrer ce propos.

Tout faux.

Entendu samedi dans les rues de Londres parmi les dizaines de milliers de manifestants contre la politique d'austérité du gouvernement de David Cameron :

- "*L'austérité n'est pas une nécessité économique, mais un choix politique*", a souligné de son côté Chris Nineham, membre du mouvement pacifiste Stop The War Coalition. "*Ce n'est pas seulement de David Cameron dont il faut nous débarrasser, mais de tout ce gouvernement conservateur pourri*". AFP 16.4

Pour le remplacer par un gouvernement travailliste tout aussi "*pourri*" ?

- Le chef des Travaillistes pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE - Liberation.fr

Jeremy Corbyn est sorti de sa réserve, jeudi, pour défendre «*la nécessité de rester membre de l'Union européenne*» à la veille de l'ouverture de la campagne officielle du référendum, qui se tiendra le 23 juin. Liberation.fr

Le clone de Tsipras, Iglesias, Mélenchon et Cie...

4- Pourquoi devrait-on nier que la réaction n'a cessé d'avancer à pas de géants vers son objectif final pendant que le prolétariat mondial subissait défaite après défaite ? Quelle en est la signification politique ?

Alors qu'ils ont réalisé la partition de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, du Soudan, alors qu'ils ont ravagé l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, Gaza, alors qu'ils sont parvenus à placer à la tête des Etats africains des présidents soumis à leur politique, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique, etc. alors qu'ils viennent de signer le traité de libre-échange transpacifique, alors qu'ils ont entrepris l'exploitation effrénée du gaz et du pétrole de schiste notamment aux Etats-Unis, alors continuent à faire marcher jour et nuit la planche à billets, Fed, BCE, BoJ, alors l'endettement généralisé à l'échelle mondiale se poursuit sans que le capitalisme ne s'effondre, alors que les budgets de la Défense et le marché de l'armement battent des records, alors qu'ils procèdent à la remilitarisation de l'Allemagne et du Japon, alors qu'ils sont dans la bonne voie pour reconquérir l'Amérique latine qu'ils n'avaient jamais totalement perdu d'ailleurs, Honduras, Argentine, Bolivie, Pérou, et demain le Brésil, le Venezuela, alors qu'ils ont réussi à déstabiliser le Liban, l'Ukraine, le Soudan, demain l'Algérie, alors qu'ils sont parvenus à mettre en place un régime néonazi en Ukraine envié par les pays baltes dont la Lettonie, alors qu'ils ont réussi à prendre le contrôle de la Grèce, alors qu'ils

se sont livrés à une suite d'attentats en Europe particulièrement sans avoir été le moins du monde inquiété par l'interprétation qu'en feraient les partis ouvriers, alors qu'ils ont créé une armée de mercenaires sanguinaires et barbares supplétif de l'OTAN et du Pentagone, Daesh, Al-Nosra, alors qu'ils ont ouvert de nouvelles bases militaires en Afrique ou renforcé celles déjà existantes, alors qu'ils sont parvenu à placer leurs hommes à la tête de tous les Etats ou à des ministères clés, alors qu'ils ont adopté toute une batterie de nouvelles lois liberticides, allant même jusqu'à imposer l'état d'urgence, alors qu'ils sont en train de militariser la société après avoir mis l'ensemble de la population sous surveillance, alors que tous les Etats européens sont en train de se réarmer dans la perspective d'une guerre à ce stade hypothétique, alors qu'ils ont réussi à imposer leur politique d'austérité, alors qu'un par un ils liquident tous nos droits sociaux et politiques, alors que le mouvement ouvrier est toujours incapable de se doter ne serait ce que d'un embryon d'une nouvelle direction, alors que l'extrême droite se porte mieux que jamais en Europe, alors qu'ils sont sur le point d'adopter le traité transatlantique, etc. etc. etc. excusez du peu, voyez-vous il n'y aurait pas matière à s'inquiéter, tout irait très bien en somme, on ne serait pas sur le point de perdre la guerre de classe car la classe ouvrière et les peuples résisteraient, bref, tant qu'il y a de l'espoir...

Pure démagogie, falsification ou déni de la réalité, car qu'ils résistent est une chose, le bilan de leur résistance en est une autre, et là le moins que l'on puisse dire c'est qu'il contredit l'argumentation suivante produite par Patrick Hébert, un dirigeant "trotskyste" du POI (Informations ouvrières n°396 page 2) :

Il y a quelques années, le milliardaire Warren Buffet a déclaré : « *Tout va très bien pour les riches de ce pays, nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes et c'est ma classe qui est en train de la gagner.*»

Il a raison sur un point. C'est bien une guerre de classes, par contre, il est certainement présomptueux d'affirmer que c'est sa classe qui va la gagner. En réalité, la politique imposée par le FMI et les institutions internationales se heurte à la résistance de la classe ouvrière et des peuples.

Sans rire, il a osé affirmer que "*c'est le mouvement de résistance qui l'emporte*", donc si vous aviez l'impression ou la conviction du contraire ou que la société et le monde devenait chaque jour qui passait pire que la veille depuis de longues décennies, c'est sans doute parce que vous étiez en proie à des hallucinations, et si tous les mouvements sociaux ou politiques sur tous les continents se sont systématiquement soldés par des échecs pour finalement renvoyer les peuples des décennies en arrière, il doit falloir s'en féliciter car cela aurait pu être pire encore.

On retrouve là l'idéologie réformiste selon laquelle le but n'est rien et le mouvement ou la résistance est tout, comme disait Couvertin à propos des jeux olympiques, l'essentiel c'est de participer, et ce ne sont pas les dirigeants syndicaux qui continuent de participer au dialogue social avec le gouvernement et le patronat qui diront le contraire

Hébert est un faussaire disions-nous, un autre exemple.

- "*Toutes les conquêtes sociales sont le produit de la lutte des classes. Rien n'a jamais été octroyé.*"

Faux, le capitalisme pour se développer a dû procéder à des réformes sociales, car comment faire tourner des usines avec des prolétaires illettrés, affamés, mal nourris, mal logés, par conséquent trop souvent absents car faibles, malades, quand il ne les a pas octroyées au prolétariat pour mieux le subordonner ou mieux le corrompre, quand elles n'ont pas fait l'objet d'un marchandage avec les directions traites du mouvement ouvrier lorsque le régime s'estimait menacé.

Patrick Hébert, après avoir déclaré que les mesures prises par le gouvernement depuis 2012 avaient consisté à "*détruire méthodiquement toutes les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance*", ne voilà-t-il pas que "*concernant les conquêtes de 1936, c'est la grève générale et non le Front populaire qui les a gagnées*", sur ce point nous sommes d'accord, cependant pour les staliniens ou néostaliniens (lu dans de nombreux articles publiés par Le Grand Soir auxquels nous renvoyons les lecteurs s'ils tiennent à le vérifier, au MPEP ou au PRCF également.) "*les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance*" étaient inclues dans le programme du Front populaire dont l'application avait été interrompue du fait de la guerre, ce qui revient de la part d'Hébert à faire les louanges du Front populaire.

Cette concession ou ce clin d'oeil au Conseil national de la Résistance (mélange de Front populaire et d'union nationale derrière les gaullistes avec les monarchistes) de la part d'un prétendu trotskyste (lambertiste) ne manque pas d'intérêt, quand on se souvient qu'autrefois ce courant politique vomissait dessus, en apparence faut-il croire, c'est ce que j'avais déjà suggéré en affirmant que leur soi-disant lutte contre le stalinisme n'avait finalement servi qu'à masquer leur soumission à la social-démocratie, au régime ou leur conversion au réformisme.

Finalement les lambertistes donnent raison aux gaullistes qui revendiquent "*les conquêtes sociales issues du Conseil national de la Résistance*", dont la Sécu et les nationalisations réalisées à cette époque.

5- Pour qui roulent-ils ?

Chacun sait ou est censé savoir que les médias institutionnels dont la presse nationale sont la propriété de l'oligarchie financière ou les banquiers, chacun sait ou est censé savoir que les grands patrons de presse participent aux réunions annuelles du groupe Bilderberg dirigé par les banquiers anglo-saxons-sionistes.

Chacun aura donc compris ou aurait dû comprendre instantanément que personne d'autre que cette oligarchie (via la NSA) ne pouvait être à l'origine des « Panama papers » relayés par leurs médias officiant au sein du Consortium international des journalistes d'investigation subventionné par Washington.

Dès lors, le minimum qui s'imposait consistait à dénoncer cette nouvelle grossière imposture, et au-delà poser la question à qui profite le crime sinon à ses auteurs, les banquiers américains qui dominent la couche des oligarques qui avaient monté de toutes pièces cette "fuite" d'informations, de manière d'une part à mieux contrôler ou soumettre les couches les plus riches à leur pouvoir, les rendre vulnérable pour mieux les mettre au pas, d'autre part à faire en sorte que leur fortune soit dorénavant, soit déclarée et taxée dans leur pays d'origine, de sorte que cet impôt serve à financer la dette des Etats envers le marché, autrement dit les mêmes banquiers principalement, soit qu'ils la transfèrent dans des paradis fiscaux anglo-saxon.

Pour détourner l'attention de la population des véritables intentions des auteurs de cette opération orchestrée par les oligarques américains, tout comme les attentats commis sous de faux drapeaux pour le compte des mêmes oligarques, à défaut de pouvoir livrer l'identité de ses auteurs, et pour cause, elle allait être présentée comme un acte démocratique à mettre au compte des médias aux ordres largement discrédités au sein de la population de manière à redorer leur blason, et ainsi renforcer un des piliers chancelant du régime en place.

Cette version étant la version officielle, tout ce que compte de représentants le régime se devaient de l'adopter au garde-à-vous, et c'est ce qui s'est passé, au-delà de leurs espérance peut-être puisse cela inclut tous les partis ouvriers semble-t-il. Un exemple

POID - 4 avril 2016 – 11,5 millions de documents internes du cabinet panaméen Mossack Fonseca, ont été obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation et analysés par 107 médias, dont le Monde en France. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias. Les « Panama papers » révèlent qu'outre des milliers d'anonymes, de nombreux chefs d'Etat, des milliardaires, des grands noms du sport, des célébrités ou des personnalités ont recouru à des montages offshore pour dissimuler leurs actifs. La justice française a ouvert ce lundi une enquête pour «blanchiment de fraudes fiscales aggravées ».

Voilà de quelle manière le Parti ouvrier indépendant démocratique a traité cet événement planétaire, en bon serviteur du régime, simple constat.

A lire le POID, ces médias, dont Le Monde, seraient indépendants pour n'avoir fait qu'exploiter le plus honnêtement du monde une "fuite d'informations", suggérant aux lecteurs ou aux militants que Le Monde et ces médias ne sauraient être impliqués de près ou de loin dans ce coup tordu, leur probité ou impartialité légendaire les plaçant au-dessus de tout soupçon, dès lors toute personne qui en douterait devrait être taxé de complotiste ou de dérangé du cerveau.

On remarquera au passage que le POID recourt à la même méthode ou au même mode de pensée pour vendre sa politique à la plèbe, évacuant d'avance tout questionnement comme si c'était la parole divine qui venait de s'exprimer et à laquelle chacun était appelé à adhérer.

Que les militants du POID se rassurent, ce n'est pas propre à ce parti qui participe ainsi à la manipulation des consciences des masses, qui là sont instrumentalisées pour le compte du sommet de l'oligarchie financière mondiale qui n'a rien à craindre d'un tel scandale.

Vous voyez où mène la soumission au capitalisme ? Au nom du socialisme ou du trotskysme. Cela devrait interpeller les militants, non ? Plutôt non généralement, malheureusement.

Partant de là, cet épisode ne fait que confirmer une multitude d'exemples similaires que nous avons traités dans ce portail, qui nous font dire qu'on est en droit de se demander si au cours du demi-siècle écoulé nos dirigeants ne nous avaient pas fourni des interprétations ou des analyses faussées guidées par les mêmes intentions ou intérêts politiques qui n'avaient rien à voir avec ceux qu'ils affichaient. Là on vient de les prendre une nouvelle fois en flagrant délit, donc personne ne pourra affirmer le contraire ou prétendre qu'on leur intenterait un procès d'intention.

Comme ils disent si bien, les faits, rien que les faits suffisent ici à comprendre la collusion qui existe entre le POID (c'est valable pour tous les partis ouvriers sans exception) et le régime ou ses représentants. On peut le nier, on peut tout nier, je peux nier être l'auteur de ces lignes, et après cela va nous avancer à quoi dites-moi ? Vous comprenez mieux pourquoi on n'a jamais réussi à contruire le parti ? Non, vous ne le voulez pas, alors c'est à croire que vous vous complaisez dans la situation actuelle.

Ces gens-là ont délibérément écarté un certain nombre de facteurs qui composent la situation qu'ils prétendent analyser, cela

fait sourire tellement c'est ridicule. Pourquoi d'après vous insistons-nous autant pour lier mondialisation et mondialisme, crise du capitalisme et statégie néolibérale, lois de fonctionnement du capitalisme et système financier mafieux, sinon qu'il est impossible d'analyser correctement les événements qui se produisent et qui semblent tomber du ciel si on ne prend pas en compte l'ensemble de ces facteurs et les rapports qu'ils entretiennent, à partir de là il est impossible de définir une conception de la lutte de classe et une ligne politique juste, des tâches et une stratégie correcte pour construire le parti.

Leur méthode conduit à laisser leurs militants totalement désarmés pour répondre aux questions que se posent les travailleurs et bien des militants, qui ne se bornent pas heureusement à leur littérature de faussaires. Il suffisait d'aller sur le Net et de chercher à en savoir plus sur ce Consortium international de journalistes, sur son origine et son financement pour être fixé, vous avouerez que c'était à la portée de n'importe qui, c'est donc délibérément que le POID trompe lecteurs, travailleurs ou militants.

C'est bien triste et dommage. Assurément vous avez le droit de vous inquiéter pour la suite, car on ne s'en sortira jamais de la sorte, c'est la seule chose dont on peut être sûr aujourd'hui.

6- Comment l'idéologie de la classe dominante parvient à s'ancrer profondément dans le mouvement ouvrier. Un exemple.

Lu dans le Communiqué commun des confédérations CGT, FO, FSU, Solidaires, de l'Unef, de l'UNL et de la Fidl daté du 31 mars 2016

- la détermination sans faille des étudiant-es, lycéen-nes, salarié-es, privé-es d'emploi et retraité-es...

- Le gouvernement doit entendre les milliers d'étudiant-es, de lycéen-nes, de salarié-es, de privé-es d'emploi et de retraité-es...

Quelle débilité affligeante ! C'est à croire que ces gens-là auraient quelque chose à se reprocher que cet exercice syntaxique grotesque sert à camoufler ou à faire oublier.

Quand j'évoque les hommes cela inclut les femmes, je n'ai donc pas besoin de le préciser, à moins de leur accorder des particularités qui nécessitent de les distinguer. Quelle différence y aurait-il entre un lycéen et une lycéenne, quelle différence y aurait-il entre deux salariés ou retraités de sexe différent ? Aucune, sauf quand on introduit un facteur extérieur à leur condition, ce qui signifie qu'au point de départ on était animé par cette intention qui n'avait rien à voir avec l'objet de notre discours, autrement dit on a introduit un élément parasite qui avait vocation à distinguer ce qui n'avait pas lieu d'être à seule fin de les opposer ou de les diviser.

Ainsi on crée artificiellement des oppositions ou ils n'en existent pas, de manière à ce qu'elles figurent sur le même plan que ce qui rassemblent les éléments en présence des deux sexes, afin d'affaiblir ce qui les réunit ou peut donner lieu inutilement à polémique, à division. On introduit dans le concept de la lutte de classe un facteur de discrimination entre les travailleurs, jeunes, actifs ou retraités qui vient heurter les préjugés archaïques des uns et progressistes des autres qui n'ont rien à voir avec leur combat.

C'est plus qu'une simple concession à la réaction, cet exercice témoigne du degré de soumission au régime de la part de ces auteurs qui placées sous l'emprise de son idéologie jusque dans les moindres détails ont adopté sa rhétorique.

Quand l'extrême droite néolibérale et sioniste a pris le pouvoir en France.

Mercredi 6 avril, Bernard-Henri Lévy a participé -pour la première fois- au gala annuel de l'Absi Keren-Or, association « *pour le bien-être du soldat israélien* ».

Au cours de son discours, l'essayiste a notamment présenté Israël comme « l'une des démocraties les plus exemplaires de la planète » et son armée comme « *la plus éthique au monde* »

Rappels :

- le gala annuel de l'ABSI -association déclarée en 2000- suscitait généralement de vives protestations en provenance des partis de gauche et des associations propalestiniennes. En cette année 2016, aucune polémique n'a été portée par une quelconque organisation française

- proche de Manuel Valls, le directeur-fondateur de l'Absi Keren-Or est Gil Taïeb, figure emblématique de la communauté juive, vice-président du Crif, sympathisant de la LDJ, ancien militant d'un groupuscule extrémiste dénommé "Bétar" et époux de l'élue PS Karen Taïeb. panamza.com

Lundi 28 mars, un éminent journal juif-américain et ultra-sioniste, fondé en 1972 et dénommé The Algemeiner, organisait son gala annuel dédié aux "100 personnalités influençant positivement la vie juive"

Présent à la cérémonie, Bernard-Henri Lévy a reçu le "Prix du Guerrier pour la Vérité" {https://youtu.be/D6Aot9W5Tu0}. panamza.com

- Lundi 4 avril, le Premier ministre a participé à un colloque -dénommé "le Sursaut 2016"- au cours duquel il fit savoir que le voile, présenté comme un «asservissement de la femme», était également un «signe politique qui vient confronter la société française».

Quelle était la principale organisation de ce colloque?

"L'American Jewish Committee" : Simone Rodan-Benzaquen, directrice de l'antenne parisienne, en fut la maîtresse de cérémonie

Qu'est-ce que l'AJC?

Littéralement, un "lobby", à savoir un groupe de pression dont l'activisme se concentre exclusivement à favoriser les intérêts de la communauté juive et d'Israël.

En 2013, Panamza a révélé et décrit en détail les liens étroits de l'AJC avec Manuel Valls, alors député-maire qui avait suivi une "formation" au sein de ce groupe ultra-sioniste

4 éléments d'information complémentaires à souligner :

- Le communiqué de presse officiel, publié sur le site du gouvernement, a édulcoré le rôle-clé du "Comité juif américain" en se contentant de son acronyme, non identifiable pour les non-connaisseurs : "AJC Europe".

- le 10 mars, la page Facebook du "Sursaut 2016" faisait savoir que les autre associations co-organisatrices étaient notamment "Onze janvier" (groupuscule fondé par Mohamed Sifaoui, agent médiatique de la mouvance sioniste) et "Henry Jackson Society" (influente association d'inspiration néoconservatrice et radicalement antimusulmane) Le journaliste indépendant Olivier Pechter et l'animateur du blog "5ème colonne" ont signalé dès la mi-mars que la mention de l'HJS avait disparu des communiqués ultérieurs.

- Le 4 avril, Le Monde a publié une tribune de personnalités qui soutiennent la tenue de ce colloque islamophobe organisé par la nébuleuse du sionisme international. Parmi les signataires : l'acteur-réalisateur Yvan Attal, l'humoriste Kev Adams, le réalisateur Arthur Benzaquen ("Aladin"), le professeur Samuel Mayol, Ahmed Meguini (bras droit de Caroline Fourest) et l'écrivain Boualem Sansal.

- Le 4 janvier 2016, l'AJC -visiblement agacé par les enquêtes à son sujet de Panamza- avait dénoncé, sans rire, un «site antisémite, conspirationniste et homophobe». panamza.com

Sans entrer dans cette polémique qui pue, il semblerait au regard des arguments douteux avancés parfois par l'auteur de ce portail, que cette accusation ne soit pas totalement infondée. Nous nous en tiendrons aux infos sourcées qu'il publie.

Brèves notes de lectures

Des discours calqués ou inspirés par la propagande officielle qui ne méritent que l'indifférence.

C'est à croire que cela leur manque ou qu'ils veulent terroriser un peu plus la population .

- Paul Craig Roberts sur la probabilité réelle d'une guerre nucléaire - Arrêt sur Info 08 avril

- Les États-Unis sont-ils sur le chemin d'une guerre mondiale ? - Sergueï Glaziev - Arrêt sur Info 08 avril

Les malheureux, heureusement que l'erreur est humaine. Allez, les Syriens leur pardonnent.

- Frédéric Pichon: Syrie – « Pourquoi l'Occident s'est trompé » - Arrêt sur Info 29 mars

Guerre idéologique tout azimut.

Bienvenue chez les idéologues néolibéraux dont la pseudo-gauche et extrême gauche s'inspirent ou partagent les préoccupations, pour ne pas dire les objectifs.

Un engouement pour la légalisation du cannabis pour le moins intéressé...

- La législation actuelle sur le cannabis est de plus en plus difficile à défendre

Lançons le débat sur le cannabis de manière transparente. Avec la prostitution, la légalisation du cannabis (parmi d'autres drogues douces) fait partie des hydres de mer du débat public en France. Le feu a été allumé par le secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen... Slate.fr

- La guerre au cannabis est une mauvaise politique

Il est temps de développer une «politique de santé des addictions» en insistant sur la santé et les addictions plus que la politique, alerte le médecin interniste et addictologue William Lowenstein, président de SOS Addictions. Slate.fr

La mystification du féminisme, c'était eux aussi.

- «Féministe», un mot inutile

Pour l'actrice Maisie Williams, qui joue Arya Stark dans «Game of Thrones», ce sont les personnes sexistes qu'il faut qualifier. Le féminisme, un concept dépassé? Après ce titre assez provocateur, vous vous attendez sûrement à ce que le mot féministe soit critiqué, vilipendé, jeté aux orties. Slate.fr

- Comment nos rues se féminisent et s'internationalisent (lentement)

Les femmes ne représentent pour l'instant que 15 des 200 noms de personnalités les plus donnés à nos rues, un de plus que les étrangers. Deuxième épisode de notre enquête data en trois parties sur les rues françaises. Slate.fr

- Un examen de médecine sexiste? Et alors?

Plusieurs ministres ont dénoncé la pratique mais peu de sanctions sont réellement prévues. Une femme fessée en réunion par son patron, devant ses collègues, arrive aux urgences pour une consultation. Mérite-t-elle d'aller au coin? C'est la question sexiste qui a été posée lors d'un examen... Slate.fr

- Examen blanc en médecine: encore un triste exemple de sexisme ordinaire

Les étudiants en médecine de trois facultés parisiennes passaient un iECN blanc ce vendredi durant lequel leur a été posée une question symptomatique d'un état d'esprit très «masculin». Pour certains, le trait d'humour a du mal à passer. Slate.fr

Tout ce qui est féminin ou favorise les femmes au détriment des hommes est correcte selon eux, cherchez l'erreur. Fastoche, elles dépendent toujours très largement des hommes, elles sont souvent plus faibles, plus fragiles, c'est donc une manière comme une autre de rabaisser les hommes, d'en faire des êtres soumis, sans volonté, des carpettes, le sort qu'ils réservent également aux femmes.

Ils mettent en scène ou dénoncent les préjugés envers les femmes qu'ils n'ont eu de cesse d'entretenir dans le passé, ils sont donc bien mal placés pour les combattre, on peut donc en déduire qu'ils sont animés de mauvaises intentions aussi bien envers les femmes que les hommes, ce qui n'empêche pas ces abrutis de la pseudo-gauche et extrême gauche de marcher dans leur combine pourrie.

L'éloge de la décadence.

- Un auteur gay de livres pour enfants a décidé d'arrêter de se cacher

Aux États-Unis, être homosexuel et travailler avec des enfants est encore parfois considéré comme suspect.«Est-ce que je suis marié? Pourquoi, c'est une proposition? Je suis un peu vieux pour toi, tu sais.» Slate.fr

- Homosexualité: plus de génétique, c'est moins d'intolérance.

Comprendre que l'orientation sexuelle est en grande partie déterminée par les gènes permet de réduire les préjugés négatifs dont sont victimes les minorités sexuelles. Savoir que l'homosexualité est en grande partie d'origine génétique -et que les homosexuels ne «choisissent» pas leur orientation... Slate.fr

Il est vrai que lorsqu'un homme devient soudain homosexuel à 30, 40 ou 50 ans ou plus jeune après avoir été élevé par une mère dominatrice, ou après avoir vécu des expériences décevantes avec des femmes, ou après avoir eu des rapports sexuels avec des dizaines de femmes ou davantage encore, blasé, complexé, infériorisé ou féminisé, cela n'a aucun rapport, on appelle cela du déni.

Personnellement je n'ai connu aucune de ces situations, et étrangement, il faut feindre l'étonnement pour ne pas être accusé de partie pris, sur le tard par hasard je suis devenu polygame, je suis épaoui sur le plan sexuel et mes deux compagnes féminines le sont tout autant.

Une société basée sur des inégalités et reproduisant ce rapport à tous les étages de la société en allant jusqu'à opposer les sexes entre eux, conduit fatalement chez certains d'entre eux à l'exclusion de l'un des deux jugé insupportable à vivre. L'homosexualité est largement due à des causes sociales et non génétiques.

- Oui, «PD», c'est homophobe

Petite leçon de sociologie à destination du Conseil des prud'hommes de Paris.Vous l'avez sûrement déjà vu passer tant elle est devenue virale: une décision du Conseil des prud'hommes de Paris, qui considère que le terme de «PD» adressé à un coiffeur n'est pas homophobe, a fait bondir... Slate.fr

Quand il y a exactement 40 ans mon père m'a traité de tante, de tantouse, de petite pédale, de gonzesse, parce que j'avais les cheveux longs ainsi que mes potes, cela ne m'a pas choqué, au contraire je me suis marré et je me suis dit qu'il était très con et qu'il allait le rester, ce qui n'a pas manqué jusqu'à son dernier souffle. Je ne lui en ai jamais voulu pour autant. Il voulait que je lui ressemble et c'était plutôt raté, à vrai dire c'était bien la dernière chose au monde que je me serais souhaité, et ce fut d'ailleurs ce qui détermina l'orientation que je devais donner à ma vie, sans regret.

Les homosexuels sont généralement de grands frustrés et qui le resteront. Pour autant que je me souvienne mon expérience homosexuelle qui dura quelques années au moment de la puberté et les années suivantes, le souvenir du plaisir intense que j'en éprouvai n'atteindra jamais le niveau de jouissance procuré lors de l'orgasme éprouvé avec une femme. Encore faut-il que cette femme soit également libérée de toute contrainte d'ordre mental ou psychologique pour que cette pulsion animale puisse s'exprimer pleinement ou sans retenu. En réalité, peu d'hommes et de femmes y ont accès au cours de leur vie, parce que l'un ou l'autre est incapable de faire abstraction d'un tas de préoccupations, de préjugés ou de complexes qui viennent court-circuiter ce processus naturel. N'oublions pas que l'aliénation de l'homme l'a rendu étranger à la nature, à sa propre nature, et qu'il ne se la réappropriera que lorsqu'il aura mis un terme aux rapports sociaux qui en sont à l'origine. Entre nous, vous avez le droit de le répéter, d'où l'intérêt d'adopter le socialisme libérateur ! Je plaisante, à peine.

Si un coiffeur adopte les gestes ou la mimique d'une femme, on pourra en déduire qu'il est homosexuel, ce qui est son droit et il n'y a pas lieu de s'étendre sur cette question qui ne regarde que lui. C'est personnellement mon attitude. Et si maintenant cela vient heurter les préjugés d'un ou une de ses clientes, ni lui ni cette personne n'en est responsable, puisque lui n'a pas été capable d'assumer le sexe qui lui a été donné à sa naissance sans qu'on lui en tienne grief, et cette personne n'a pas été en mesure de résister à ce préjugé que la société s'est employée à lui refiler au cours de son éducation quand elle était plus jeune, sans qu'on l'en blâme pour autant. Nous avons en horreur l'état d'esprit des procureurs du régime ou des chiens de garde de la pensée unique.

L'homosexualité et l'homophobie sont le produit d'une injustice qu'ils ne font que reproduire, et qui s'exprime par des gestes ou des mots, que ceux qui en portent la responsabilité instrumentalisent pour mieux les dresser les uns contre les autres afin de mieux les contrôler.

Pour eux c'est juste un instrument pour mieux asservir la population.

Cet engouement des porte-parole des sommets de l'oligarchie financière pour la cause homosexuelle a pour seul objectif de s'attaquer aux masses à travers les préjugés qu'elles véhiculent et que la classe dominante (et les religieux) leur a inculqués de longue date. C'est une manière comme une autre de les détourner des véritables responsables de leur condition, afin qu'elles se défoulent sur les victimes innocentes qu'elle leur a désignés, au-delà sur tout ce qui ne leur ressemble pas à titre individuel. Ils ont besoin de cette diversion pour gouverner ou appliquer leur politique réactionnaire, dresser toutes les couches de la société les unes contre les autres pour mieux les ficher et les réprimer par la suite.

Si vous êtes un homme et que vous aimez les femmes malgré tous leur défauts ou plutôt leurs faiblesses qui plus est en leur faisant savoir, c'est que vous n'êtes pas normal, à la limite vous feriez mieux de préferez les hommes dont les défauts ou faiblesses sont supportables.

Et si vous êtes une femme et que vous aimez les hommes malgré leurs grossiers défauts qui plus est dont vous avez conscience, c'est que vous n'êtes pas normale, à la limite vous feriez mieux de préferez les femmes dont les défauts ou faiblesses sont nettement moins violents ou prononcés.

On aura compris que les tenants de cette idéologie ne supportent pas l'attirance réciproque que peuvent éprouver deux personnes de sexe opposé, dans la mesure où inconsciemment ce rapport intègre ce qui permet de les distinguer, alors que le but de leur propagande consiste à le faire disparaître, à le nier au profit d'un être asexué, asocial, apolitique, bref, sans identité, sans personnalité, sans famille, sans statut, sans patrie, sans passé, présent ou avenir, un simple matricule enregistré au fichier unique du marché planétaire aux esclaves.

L'homosexuel, c'est comme la femme, l'handicapé, le malade, le jeune, le chômeur, le pauvre, le vieillard, l'étranger, l'Arabe, le Noir, l'Asiatique, l'Africain, un être faible ou réputé vulnérable sur lequel les masses ignorantes sont invitées à cogner, à insulter, et ils savent que cela fonctionne à merveille puisque quel que soit son statut il trouvera toujours quelqu'un au statut inférieur au sien auquel s'en prendre.

Ici en Inde je baigne dans un milieu particulièrement pauvre et profondément arriéré, et bien quand ils ont une blague à sortir, elle concernera de préférence plus miséreux qu'eux ou moins intégré encore dans la société, les conducteurs de rickshaw par exemple ou les Katuvasi crasseux ou en guenilles, les indigènes qui vivent en marge de la société dont finalement ils ne sont pas si éloignés que cela. Sinon ceux qui sont issus du même milieu qu'eux et qui sont parvenus à atteindre un statut supérieur, au-delà les autres couches et classes leur semblent inaccessibles pour s'y attaquer et ils y renoncent, c'est ainsi que le riche ou le puissant est épargné.

Connectez-vous au nouvel ordre mondial et déconnectez-vous du monde réel...

- Pour paraître sincère sur internet, attention à l'abus d'emojis.

Un abus de sourires à la fin d'un message a beaucoup plus de sens que l'on pense. Plus besoin de le démontrer: les emojis apparaissent bien souvent comme un complément indispensable aux mots dans les messages que l'on s'échange. Un sourire à la fin d'un texto permet de signifier... Slate.fr

Votre bracelet connecté peut vous sauver la vie.

Grâce aux données de son Fitbit, des médecins ont pu poser le bon diagnostic sur les troubles cardiaques d'un Américain de 42 ans - et lui proposer le bon traitementUn bracelet connecté, ça peut surveiller votre sommeil et vous réveiller en phase avec votre biorythme, vous rappeler de vous bouger Slate.fr

Si vous n'êtes pas encore cinglé, ils vont vous aider à le devenir.

- Vidéo. Comment recréer une invasion extraterrestre en quelques minutes

La chaîne YouTube Shanks FX propose un tutoriel pour tromper voisins et médias.En attendant qu'Hilary Clinton révèle la vérité sur les extraterrestres si elle est élue présidente des États-Unis, les spécialistes des effets spéciaux de Shanks FX proposent un tutoriel détaillé pour recréer une visite... Slate.fr

- Betty Hill, première femme à avoir (soi-disant) rencontré les extraterrestres

Première femme à s'être fait enlever par des extraterrestres en pleine Guerre froide, Betty Hill a posé les bases de l'imaginaire ovni aux États-Unis. En décembre 2015, alors que la course à l'investiture démocrate est largement entamée, Hillary Clinton déclare à un journal local du New Hampshire Slate.fr

- Cet Allemand est fin prêt pour la fin du monde.

Le journal Die Welt a rencontré un survivaliste paré à divers types de catastrophes.Imaginez que les centrales nucléaires d'un pays soient paralysées par une attaque informatique, que tout le réseau d'eau potable d'une ville se retrouve contaminé par des substances chimiques mortelles... Slate.fr

- Envie de regarder des zombies toute la journée? Il y a un site pour ça.

Sur Zombie Go Boom, préparez-vous tranquillement en attendant l'apocalypse zombie.Si vous êtes fans de The Walking Dead, vous vous demandez probablement quoi regarder après cette fin de sixième saison légèrement frustrante. The Wall Street Journal a trouvé une solution pour tous les fans de zombies... Slate.fr

The Wall Street Journal est toujours bien inspiré...

Comme ils sont généreux... ces va-t-en-guerre hystériques.

- Comment le Danemark a empiré la crise des réfugiés.

Le Danemark a joué un rôle précurseur dans la course européenne à l'abîme vers des politiques restrictives et de déviation. En juin 2015, l'alliance entre sociaux-démocrates et sociaux-libéraux a cédé la place à un gouvernement minoritaire formé du seul Parti libéral soutenu par les conservateurs. Slate.fr

Quand le Brexit les rend fébrile...

Cameron est leur porte-parole, il a annoncé qu'il allait faire campagne contre le «Brexit», alors pourquoi ce référendum ? Pourquoi prendre le risque de devoir quitter l'UE juste avant que le traité transatlantique ne soit signé ? Pour que la City dont le statut n'a rien à envier aux paradis fiscaux conserve sa totale indépendance ? Pour éviter d'être mêlé à quel événement à venir ? L'effondrement ou l'implosion de l'UE plus qu'improbable, sauf peut-être au cas où elle serait entraînée dans une guerre contre la Russie toute aussi improbable, mais pas impossible puisqu'ils multiplient les provocations pour y venir et la justifier ?

- Des hugs pour sauver la Grande-Bretagne du «Brexit».

Les Européens sont encouragés à témoigner tout leur amour des Britanniques pour faire pencher la balance du côté d'un maintien dans l'Union lors du vote du 23 juin prochain. Ils ne pourront pas voter, mais ça ne les empêchera pas de s'exprimer. Slate.fr

Un soutien qui n'a rien d'anodin, sauf pour les crétins.

- #NuitDebout, un mouvement parti pour durer

Derrière son apparente étroitesse sociologique, le rassemblement marque peut-être le début de quelque chose qui subsistera au-delà de l'occupation de la place de la République. Slate.fr

- Nuit Debout: les limites d'un mouvement sympathique

Le rassemblement nocturne qui dure depuis la fin du mois de mars devra surmonter les difficultés de la démocratie directe et la tentation de l'entre soi. L'étonnant est que la jeunesse ne se soit pas révoltée plus tôt, d'une manière ou d'une autre. Slate.fr

Ils ont enfin trouvé l'antidépresseur miracle.

- Macron et la figure du sauveur, un grand classique français.

Un grand espoir politique se lève. Il vient d'un camp, mais ne lui ressemble pas. Ça ne vous rappelle vraiment rien? On n'en finira jamais avec cette engeance, l'invention d'un sauveur qui dépassera les vulgarités de la droite et de la gauche et arrachera la France à son blocage dépressif... Slate.fr

Comment ils sélectionnent l'élite intellectuelle qui doit les servir...

- Invitation à une auto-dissolution des intellectuels.

Une remise en cause corrosive du privilège exorbitant des intellectuels, difficilement compatible avec l'exigence de l'égalité démocratique. Pour un suicide des intellectuels... Les intellectuels sont-ils une catégorie anti-démocratique vouée à disparaître? Slate.fr

Médiacrasse.

Enfin ! L'AFP s'impatientait.

- Le PNR européen, nouvel outil anti-terroriste, enfin devant le Parlement

Après cinq ans de débats, le registre européen des données des passagers aériens, dit PNR, doit enfin être voté jeudi par les eurodéputés en plénière, dans une UE en quête de nouveaux outils anti-terroristes après le choc des attentats de Paris et Bruxelles. AFP

En complément.

- Données personnelles : le nouvel accord entre l'UE et les Etats-Unis fait jaser - La Tribune

Propagande et désinformation.

Le Monde formule un voeu à haute voix

- Brésil : faut-il destituer Dilma Rousseff ? LeMonde.fr

- Brésil: Quelles sont les chances que la procédure de destitution de Dilma Rousseff aboutisse? Les députés brésiliens se sont massivement prononcés en faveur de la destitution dimanche... 20minutes.fr

La suite du coup d'Etat fomenté par les Américains

- Brésil : les députés votent en faveur de la destitution de la présidente Dilma Rousseff

Le camp de la destitution l'a emporté par 367 voix, 25 de plus que les 342 requises pour autoriser le Sénat à mettre en accusation la présidente. Francetv info

Le conditionnel des imposteurs.

Grille de lecture.

- Prétendre vouloir limiter le pouvoir des capitalistes sert à camoufler le refus de combattre pour en finir avec le capitalisme et sa soumission à l'ordre établi.

AFP - Invité du Grand Soir 3 ce mardi, Pierre Laurent estime qu'il faudrait "empêcher les paradis fiscaux ou encadrer les salaires des patrons". "Nous sommes les 99% et il faut faire quelque chose de cette force collective", explique-t-il.

"Ça passe par une révolution démocratique pour remettre le monde sur ses pieds. Ça passe par les élections, les mobilisations sociales comme sur la loi Travail ou la prise de parole politique du plus grand nombre comme Nuit debout", conclut Pierre Laurent. AFP 13.04

Comme en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, à croire qu'il ne s'est rien passé au cours des 12 derniers mois dans ces pays, Laurent prend vraiment les travailleurs pour des cons ! C'est le seul argument qu'il lui reste.

Quelle est la différence entre un aveu et un déni ? Cela demeure un complot pour ceux qui l'ignorent.

- Fraude fiscale : Christine Lagarde invite les multinationales à plus de transparence - La Tribune 17.4

Ceux qui veulent sanctionner les banquiers ne peuvent pas s'en passer en réalité.

La pétition que nous ne signerons pas...

- Eva Joly - #PanamaPapers: En finir avec le secret, sanctionnez les banques !

Comme quoi nous ne nous trompons pas d'ennemi, les initiateurs de cette pétition viennent de s'adresser aux députés pour qu'ils s'attaquent aux paradis fiscaux, no comment !

... et pour cause...

- PS, LR et FN unis pour approuver la directive sur le secret des affaires - LeMonde.fr

Un étrange hasard de calendrier avait programmé le vote du Parlement européen sur la directive sur le secret des affaires le 13 avril, dix jours après le début des révélations des « Panama papers » sur les sociétés offshore dans les paradis fiscaux.

Une directive très critiquée, notamment par les journalistes et les lanceurs d'alerte, qui y voient une menace sérieuse contre la liberté d'informer. Mais malgré une pétition signée par plus de 500 000 personnes, les députés européens ont voté à une très

large majorité (77 %) le texte proposé par la Commission européenne.

Les 74 eurodéputés français n'ont pas dérogé à cet unanimité : ils ont approuvé le texte à 81 %. Seuls les 10 représentants d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et du Front de gauche ont voté contre. Les Républicains, l'UDI, le Modem, Génération citoyens et le Parti radical de gauche ont voté « pour » comme un seul homme (à quelques absences près). La délégation du PS a connu de son côté 3 abstentions, 1 absence et 8 suffrages favorables. LeMonde.fr 16.4

Toutes les pièces du puzzle du nouvel ordre mondial sont en place.

- L'effondrement à venir ne peut être que global - Par Liliane Held-Khawam - arretsurinfo.ch 14 avril 2016

Une élite a décidé que la planète devait être réorganisée. Il est prévu de passer d'un monde structuré autour de nations à un monde intégré dans toute sa complexité autour d'une élite apatride, apolitique, areligieuse et araciale. Une élite transnationale, mondialiste et élitaire base tous ses espoirs sur la technologie et la puissance de la Science. Une myriade de processus regroupés sous des organisations supranationales ont récupéré l'ensemble des activités étatiques, publiques et collectives. (...)

Toute l'évolution de la société est sous nos yeux. Les composantes du puzzle sont étalées au grand jour. Il suffit pour cela de se donner la peine de reconstituer l'image finale. arretsurinfo.ch 14 avril 2016

Syrie ou le déni permanent dénoncé.

- Michel Raimbaud, ancien ambassadeur de France - Tempête sur le Proche et Moyen-Orient» paru en 2015 aux éditions Ellipses. Extrait. :

- Depuis cinq ans, nos politiciens combinards, nos journalistes complaisants, nos intellectuels perdus ou dévoyés participent, à quelques exceptions près, à l'énorme conspiration du mensonge qui fait passer la Syrie souveraine et légale pour usurpatrice et massacreuse, et ses agresseurs et leurs parrains, orientaux ou occidentaux, pour des libérateurs révolutionnaires. Outre l'horreur et l'effroi que soulèvent les images de cette guerre sauvage, comment ne pas avoir la nausée devant l'aveuglement, volontaire ou non, de nos élites qui préfèrent donner du crédit aux mensonges de leurs alliés et protégés criminels plutôt qu'aux témoignages innombrables des victimes qui désignent sans ambiguïté leurs bourreaux ?

Comment ne pas avoir la nausée devant cette complicité assumée, à peine camouflée par une omerta systématique ? Comment enfin ne pas frémir devant cet aplomb et cette bonne conscience bétonnée de nos faiseurs d'opinion ?

Il faut rendre justice à ce peuple martyrisé et humilié. Et la plus élémentaire des justices, la première, est de ne plus couvrir d'un voile de vertu les criminels féroces qui cherchent à détruire au nom de l'intolérance la Syrie tolérante… Assez de mensonges, assez d'hypocrisie, assez de leçons. arretsurinfo.ch 14 avril 2016

En complément.

- Syrie : le parti d'Assad remporte sans surprise « ses » élections législatives - LeMonde.fr

Le parti Baas, au pouvoir en Syrie, et ses alliés ont remporté sans surprise la majorité des sièges du Parlement à l'issue des législatives organisées le 13 avril dans les territoires contrôlés par le régime, selon les résultats officiels diffusés dimanche 17 avril.

5,08 millions des 8,83 millions d'électeurs en capacité de voter se sont rendus dans les bureaux de vote pour choisir parmi les trois mille cinq cents candidats à ces élections — soit une participation de 57,5 %. En Syrie, qui comptait quelque 23 millions d'habitants avant le conflit, 13,5 millions de personnes sont affectées ou déplacées par la guerre, selon l'ONU. LeMonde.fr 17.4

Où va se nicher leur dictature. Un neurone unique ne risque pas de transpirer par contact ou frottement. Voilà qui méritait bien une étude.

On aurait pu intituler cela sexe, drogue, sport, OGM, ONG, réseaux (anti) sociaux.

- Le « manspreading », une arme de séduction ? - LeMonde.fr

Contre

Analysons le terme du débat. Manspreading (littéralement, « l'étalement masculin ») : un mot apparu en 2014 pour désigner la propension – pas si nouvelle – des hommes à écarter les jambes en toutes circonstances. Héritage lointain de la lutte pour l'élargissement du territoire ? Au XXIe siècle, en tout cas, le manspreading a rejoint les conversations téléphoniques et les « frotteurs » au rang des pires calamités des transports en commun. Des blogueurs se déchaînent contre cette attitude jugée machiste, certains proposent des photomontages dans lesquels ils placent un objet ou un animal entre les jambes du fautif. Cette posture véhicule une image très animale, on ne peut plus directe, une volonté d'afficher sa virilité qui ne laisse aucune place à l'élégance, pas plus qu'à son voisin ou à sa voisine.

Pour

Certains hommes assurent que cette posture est avant tout liée à un besoin physiologique de laisser respirer une partie de leur anatomie souvent comprimée et de favoriser ainsi une meilleure ventilation des gonades, ce qui, on le sait, améliore la production de spermatozoïdes. Cette donnée serait-elle inscrite dans l'inconscient collectif ? C'est ce que tend à démontrer une récente étude menée par l'université Berkeley, en Californie. Ses chercheurs ont utilisé les applications de sites de rencontres pour mesurer le succès rencontré par la même personne avec deux photos différentes, l'une avec les jambes fermées, l'autre ouvertes. Conclusion : hommes et femmes sont plus sensibles aux profils qui laissent s'exprimer leur morphologie. De là à conclure que les femmes seraient plus attirées par les hommes adeptes du manspreading, il n'y a qu'un pas… que franchissent les chercheurs de Berkeley. LeMonde.fr 16.4

Vous n'aviez jamais pensé à cela, n'est-ce pas ? C'est que vous êtes mentalement équilibré, c'est rassurant.

Comme quoi on ne vit pas dans le même monde que ces cinglés. Et dire qu'ils paient des chercheurs pour faire ce genre d'études, qui, si elles n'apportent rien à la civilisation humaine participent à sa destruction. Ce serait intéressant de savoir quelle est la proportion des intellectuels qui se livrent à des activités inutiles ou nuisibles à la société, sans doute la majorité d'entre eux, quel gâchis ! Mais ce sont des parasites utiles au régime, surtout quand ils servent à la police de la pensée et des comportements, à culpabiliser, brimer, brider, soumettre les masses à leur ordre infâme et policier.

On emmerde ceux qui voudraient nous empêcher de respirer, au même titre que ceux qui voulaient nous faire taire.

Il est 11h10, il fait 36°C dans la pièce qui me sert de bureau, les deux fenêtres sont ouvertes en grand ainsi que la porte, le ventilateur est à fond à un mètre de mon siège et je transpire, je suis torse nu, je porte juste un short et j'ai le cul et les cuisses trempés, largement écartées pour aérer entre les deux l'objet humide qui me démange et réclame mon attention tellement sa situation est inconfortable, et quand je me mettrai à table en présence de Selvi et Adi j'adopterai la même position, je n'avais pas pensé que cela pourrait les exciter, à vrai dire ce n'était pas vraiment nécessaire ! Et si je préfère encore le scooter à la moto, c'est parce qu'on peut rouler les jambes écartées pour les mêmes raisons.

Et que dire de ces femmes en sari (toutes) qui ne portent pas de culottes, et celles comme Adi qui en plus ne portent pas de soutien-gorge, assurément des perverses, des allumeuses, des nymphos, de grosses salopes quoi, surtout qu'en plus elles ont une partie du ventre à l'air, ah quelles putains !

Hollandries.

Toujours plus bas

- Hollande à 14% de satisfaits, son plus bas niveau depuis son élection - AFP

Manuel Valls, avec 25 % de satisfaits, atteint lui aussi son niveau le plus bas depuis avril 2014...

Mais contrairement à ce qui se passe pour le président, une majorité de sympathisants PS sont satisfaits de M. Valls (54%, - 3 points). AFP 16.4

Vive la démocratie par les urnes ! N'est-ce pas Mélenchon et Laurent.

Revue de presse. Hollande au pilori au lendemain de sa prestation télévisuelle.

- Hollande: "Je poursuivrai jusqu'au bout" les réformes AFP

A David Pujadas qui lui demandait s'il avait encore assez d'autorité pour que la dernière année du quinquennat ne soit pas perdue, le président de la République a répondu sur France 2: "Je poursuivrai jusqu'au bout. Nous avons trois grandes réformes à mener", dont le projet de loi réformant le code du travail. "Je réformerai tous les jours de mon mandat, je l'ai fait dès le premier, je le ferai jusqu'au dernier jour de mon mandat", a-t-il ajouté plus tard. AFP 14.04

- France : malgré les manifs, la loi travail “ne sera pas retirée” (Hollande)

Malgré les nouvelles manifestations ce jeudi contre la loi travail à Paris et dans plusieurs villes de province, le gouvernement n’a pas l’intention de retirer son projet de loi. La mobilisation semble s’essouffler après les annonces faites lundi par le gouvernement en faveur de l’insertion professionnelle euronews.com

- Hollande sur France 2: la méthode Coué vouée à l'échec, selon des éditorialiste

La plupart des éditorialistes de la presse quotidienne sont sceptiques au lendemain de la prestation télévisée de François Hollande relevant avec sévérité que la "méthode Coué" utilisée par le président ne redressera pas son image dans l'opinion. AFP

- Economie, chômage des jeunes, imam de Brest... Trois intox de François Hollande dans l'émission "Dialogues citoyens"

Les propos de François Hollande n'ont pas toujours brillé par leur exactitude, jeudi soir sur France 2 à l'occasion de l'émission Dialogues citoyens. Francetv info

- Hollande, technocrate en manque d'audience

Trois millions et demi (contre 9,9 millions en février) de téléspectateurs ont regardé jeudi soir l?émission "Dialogues citoyens" avec le président François Hollande, selon France Télévisions. Un score relativement faible pour le chef de l'Etat, qui a égrené les réformes déjà engagées sans apparaître comme un leader visionnaire. Liberation.fr

- Le diagnostic optimiste de Hollande boudé par les Français

Les téléspectateurs ont boudé la prestation de François Hollande jeudi soir sur France 2, signe du désintérêt pour le président qui a défendu son action sans changer de cap, en tentant de rassurer la gauche sur ses choix, notamment économiques. Reuters

- Hollande sur France 2 : mauvaise audience TV et sur les réseaux sociaux

L'audience de l'émission de François Hollande sur France 2 jeudi soir, n'a pas été bonne. Les retombées sur les réseaux sociaux non plus. LeParisien.fr

- Tesson - Hollande, le président fantôme

Pour Philippe Tesson, François Hollande s'est montré aveugle sur France 2 face à la réalité des Français. Un président sur la défensive à court d'arguments. LePoint.fr

- Les ressorts d’un président que tout le monde a déjà enterré Dans une société éruptive qui menace de couper la tête de ses dirigeants, François Hollande joue la carte du dialogue citoyen, mais pour quel projet ? LeMonde.fr

- Hollande sur France 2: Le Président n'attire pas les foules et fait trois grosses erreurs 20minutes.fr

- La France « va mieux » : la méthode Coué de Hollande

François Hollande a voulu faire la pédagogie de son action devant quatre Français lors d'une nouvelle émission sur France 2. Public Sénat

- "Dialogues Citoyens": François Hollande très en dessous de la moyenne Dans l'émission Dialogues citoyens jeudi soir, François Hollande est resté attentif aux Français mais a perdu en force de conviction. Il n'a pas compris la mutation de l'économie et déroule une politique d'intentions plus que de réalisations. L'Express.fr

- L'étrange litanie des nécrologies du quinquennat

Il reste un an à François Hollande à l'Élysée. Mais opposants, médias et observateurs ne l'y voient déjà plus après 2017. Slate.fr

En représentant 7,75% des électeurs inscrits, ils n'ont aucune légitimité pour nous imposer la Loi travail (notamment).

- Législative partielle: duel PS-LR pour l'ancien siège d'Ayrault.

Avec 30,41% des voix, Mme Daniel (PS) devance nettement son adversaire de droite, Matthieu Annereau (Les Républicains/ UDI/MoDem), qui obtient 23,54% des suffrages.

Le taux d'abstention s'est établi à 74,51% lors de ce premier tour.

Pour l'emporter au second tour, le PS devra notamment rallier les voix du candidat écologiste, Jean-François Tallio (17,05%), qui relègue le Front national à la quatrième position (11,30%).

La position d'EELV est "très claire", "il n'y a pas de possibilité d'un appel à voter pour une candidate qui soutient le oui au référendum (sur le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, prévu le 26 juin, ndlr) et qui soutient la loi El Khomri", avait prévenu M. Tallio avant le premier tour. 11 candidats étaient en lice. AFP17.4

Une comparaison flatteuse.

- Emmanuel Macron apprécie être comparé à Tony Blair

Emmanuel Macron sera-t-il le Tony Blair français? L'actuel ministre de l'Économie apprécie la comparaison proposée par le journaliste Andrew Marr, dans une interview donnée à la BBC ce dimanche 17 avril. Le Huffington Post 17.4

Que la Belle et la Bête... immondes meurent.

- Le PS lance sa "Belle Alliance populaire" avec des radicaux et écolos

Le PS a mis sur les rails mercredi à Paris sa "Belle Alliance populaire", avec pour ambition de rassembler les représentants politiques et membres de la société civile se reconnaissant dans la "gauche de transformation". AFP

Les rats colleurs...

- Le PCF accuse le PS de vouloir "planter" la primaire à gauche

Le Parti communiste qui organise vendredi un conseil national devant "clarifier" sa position sur la primaire à gauche, a accusé mercredi la direction du Parti socialiste de vouloir "planter" ce processus en refusant l'organisation de débats publics d'ici l'été. AFP

- 2017: Hollande exclu du second tour, Macron candidat préféré pour représenter le PS

François Hollande ne se qualifierait pas pour le second tour en 2017 quelle que soit la configuration envisagée, selon une enquête TNS Sofres-OnePoint pour le Figaro, LCI et RTL publiée dimanche soir, qui montre également qu'Emmanuel Macron est le candidat préféré des Français pour représenter le AFP

A qui profite le crime ? Qui est à l'origine de cette législation ? Les Américains qui l'appliquent déjà.

- Les eurodéputés adoptent le PNR, nouvel outil anti-terroriste.

Après cinq ans de débats, le registre européen des données des passagers aériens, dit PNR, a enfin été adopté jeudi par les eurodéputés, dotant l'UE d'un nouvel outil antiterroriste après le choc des attentats de Paris et Bruxelles. AFP

- Le maire de Nice veut légaliser la reconnaissance faciale pour l'Euro-2016.

Christian Estrosi, maire (LR) de Nice, a indiqué vendredi avoir écrit au Premier ministre Manuel Valls pour demander la légalisation de l'utilisation de la reconnaissance faciale par les caméras de surveillance avant l'Euro-2016. AFP

- Comment la Belgique a renforcé son arsenal sécuritaire après les attentats.

Après avoir été taxées de laxisme au lendemain des attentats de Paris en novembre, puis de ceux de Bruxelles en mars, les autorités belges sont-elles en train d'opérer un tour de vis sécuritaire ? 20minutes.fr

Vous avez dit syndicalisme ?

- L'ex-patron de la CGT, Thierry Lepaon, recasé par le gouvernement - BFM Business

Qui va prendre la tête de la nouvelle Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, transformée en Agence de la langue française et de la cohésion sociale? L'ancien patron de la CGT Thierry Lepaon, qui avait dû abandonner son poste après la polémique sur le coût de son appartement de fonction. Une agence créée sur mesure pour lui permettre de continuer à percevoir une rémunération. Mercredi 13 avril sur BFMBusiness, son successeur Philippe Martinez, trouvait tout à fait normal que Thierry Lepaon soit ainsi recasé.

Et qui va en effet diriger le nouveau Haut commissariat à l'engagement civique? François Chérèque, l'ancien leader de la CFDT. En plein psychodrame de la loi El Khomri et au beau milieu de la négociation sur l'assurance-chômage, le gouvernement avait tout intérêt à faire un geste en direction de la CFDT qui est au coeur des négociations.

Il faut dire que la création d'organismes publics à l'utilité souvent peu évidente est une vraie maladie dans notre pays. Il y avait en France fin 2015 504 agences, instituts et autres établissements administratifs dépendant de l'Etat, en plus bien-sûr des administrations classiques. C'est le cas de Pôle emploi, du CNRS, de l'INA mais aussi de l'Agence des aires marines protégées ou encore de l'Agence pour la garantie des droits des mineurs.

Mais ce n'est pas tout. A côté de ces "opérateurs de l'Etat" comme on les nomme, il y a aussi 500 commissions administratives rattachées à tel ou tel ministère comme le Conseil d'orientation des retraites dépendant de Matignon, ou le Comité de l'environnement polaire rattaché à l'Ecologie. BFM Business

- La CGT en Congrès à Marseille pour réfléchir à son avenir - yahoo.com

Confrontée à la montée en puissance de la CFDT et toujours polluée par l'affaire Lepaon, la CGT va réfléchir à son avenir et son "efficacité" lors d'un congrès à Marseille de lundi à vendredi, qui promet d'être tendu.

"On a besoin d'une CGT qui s'adresse à tous les salariés", insiste Philippe Martinez, secrétaire général du premier syndicat français, 121 ans cette année.

Très présente auprès des CDI, dans les entreprises de plus de 500 personnes, la confédération reconnaît ne pas l'être assez auprès des précaires, des jeunes, des intérimaires. "On a de vrais efforts à faire dans ce domaine", dit M. Martinez.

Faute d'effort, la CGT, qui a obtenu 26,77% des voix lors des élections professionnelles nationales en 2013, risque de passer derrière la CFDT (26% en 2013).

Si le secrétaire général dit ne pas être "obnubilé par cette histoire de représentativité", il n'empêche que la CGT a déjà perdu depuis 2014 des points dans ses bastions historiques, dont la fonction publique, à la SNCF ou chez Orange.

Se pose donc la question de "l'efficacité du syndicalisme, de la CGT", souligne le document d'orientation, débattu au Congrès qui démarre à 14H00.

Ce rituel qui se produit tous les trois ans, est l'occasion de réfléchir à la feuille de route pour les années à venir: il y sera question de l'organisation et de l'évolution de la CGT, de son rapport aux autres syndicats, de sa place dans le syndicalisme européen et mondial, de celle du syndicalisme retraité, de la parité.

Le Congrès est aussi, à plusieurs titres, un test pour M. Martinez, élu en catastrophe en février 2015 après la démission de Thierry Lepaon, épinglé pour le coût exorbitant des travaux de ses bureau et appartement de fonction.

D'une part, comme le prévoit la tradition, M. Martinez sera adoubé par le millier de délégués présents au Congrès. C'est une formalité, mais elle est indispensable pour Philippe Martinez: il y a un an, il n'avait été élu que par une centaine de responsables cégétistes.

D'autre part, il va présenter sa garde rapprochée, le Bureau confédéral, composé de dix membres (cinq femmes-cinq hommes, dont lui-même). Il risque d'y avoir débat.

Enfin, le Congrès doit également élire la cinquantaine de membres de la Commission exécutive, sorte de "Bureau" élargi, également paritaire.

La confédération a du mal à tourner la page Lepaon, qui a "affecté douloureusement tous les syndiqués", relève le rapport d'activité préparé pour le Congrès. "Il y a eu des dysfonctionnements graves sur les prises de décision impliquant l'argent

des syndiqués. Il y a eu une responsabilité collective qui ne peut masquer des fautes individuelles".

L'ex-numéro un, qui n'a plus aucune responsabilité à la CGT, est toujours payé par cette dernière tant qu'il n'a pas trouvé d'emploi. La presse évoque sa nomination à la tête d'une agence gouvernementale pour la langue française.

La CGT Goodyear s'est agacée du "spectacle honteux du reclassement de Thierry Lepaon par François Hollande", se demandant s'il s'agissait d'"une récompense pour service rendu". En outre, elle prévoit de prendre la parole lors du Congrès, sans l'accord de la direction, pour "témoigner" de la condamnation des huit anciens salariés de l'usine d'Amiens-Nord pour la séquestration de deux cadres de cette entreprise promise à la fermeture.

Le projet de loi travail sera aussi omniprésent au Congrès, la CGT souhaitant son retrait. Un nouvel appel à manifester a été lancé pour le 28 avril par sept organisations syndicales, dont la centrale de Montreuil. Mais en son sein, des questions se posent sur l'efficacité de la stratégie adoptée, celle des manifestations et grèves à répétition.

Près de 3.000 amendements ont été déposés par les délégués. Une grande partie porte sur les relations CGT-CFDT: "il y a beaucoup d'interrogations en interne sur le fait qu'on discute avec la CFDT", dit M. Martinez, évoquant "beaucoup de rancoeur": "le soutien de la CFDT à la réforme des retraites en 2003 a marqué. Et puis là, sa position sur la réforme du travail, ça marque aussi". yahoo.com 18.4

Déstabilisation des Etats. Stratégie du chaos et de la guerre.

- La procédure de destitution de Dilma Rousseff est engagée.

La Cour suprême du Brésil a rejeté vendredi une tentative de la dernière chance de la présidente Dilma Rousseff d'éviter la procédure de destitution lancée à son encontre. Le ministre de la Justice, José Eduardo Cardozo, avait saisi la Cour suprême jeudi pour suspendre le vote Reuters

- Amnistie en Macédoine: nouvelle manifestation contre Ivanov, soutenu par Moscou.

Des milliers de personnes ont manifesté jeudi soir à Skopje contre le président macédonien Gjorge Ivanov, exigeant qu'il renonce à amnistier plus de cinquante personnalités impliquées dans un scandale d'écoutes illégales. AFP

- La Russie plus dangereuse que l'EI, assure le chef de la diplomatie polonaise.

Le chef de la diplomatie polonaise Witold Waszczykowski a estimé vendredi à Bratislava que la Russie présente une plus grande menace pour l'Europe que le groupe Etat islamique, "une menace très sérieuse" mais "non existentielle". AFP

- Le FMI prépare son retour en Argentine en septembre

Cette mission d'évaluation sera la première de l'institution financière dans le pays depuis juillet 2006. LeMonde.fr

Opération provocation-répression-récupération...

- Importantes dégradations à Paris en marge du rassemblement Nuit Debout.

Alors que plusieurs centaines de manifestants quittaient la place de la République, jeudi soir, avec l'idée de marcher vers l'Élysée, ils ont été déviés par les CRS vers le centre et le nord de la capitale lorsque des casseurs sont intervenus brisant notamment des vitrines et des véhicules LeFigaro.fr

- Nuit Debout : des casseurs hors contrôle.

La manifestation Nuit Debout a dégénéré hier soir lorsque plusieurs centaines de protestataires ont quitté la place de la République pour des quartiers du nord-est parisien. Des groupes de casseurs ont ensuite affronté les forces de l'ordre et dégradé équipements publics et commerces. M6info

Imposteurs et provocateurs sur fond d'impasse politique.

- Brésil: tension et insultes au vote sur la destitution de la présidente Rousseff.

Les députés brésiliens votaient dimanche soir à tour de rôle pour ou contre la destitution de la présidente de gauche Dilma

Rousseff, accusée de maquillage des comptes publics, lors d'une séance historique et survoltée. AFP

- Nuit debout: Finkielkraut conspué, indignation dans la classe politique.

Les images du philosophe Alain Finkielkraut invectivé samedi soir place de la République ont suscité dimanche des réactions indignées au sein de la classe politique française, la droite dénonçant "l'intolérance" du mouvement Nuit debout. AFP

Haut de page

Le 21 avril 2016

CAUSERIE

On actualisera le site demain. La tonalité sera particulièrement offensive, donc sans concession envers les agents de la réaction, Nuit debout, Mélenchon, la direction de la CGT, le gouvernement et le PS, sans oublier le portail Slate.fr...

Haut de page

Le 25 avril 2016

CAUSERIE

L'art de se coucher. Nuit Debout : Un cauchemar.

Grille de lecture.

- Le constat qu'il faut éviter d'évoquer : Avec l'accord de la Préfecture de police, du ministère de l'Intérieur, de Matignon et de l'Elysée. Ajoutons et la complaisance bienveillante des médias institutionnels.

- Comment faire pour récupérer et détourner les travailleurs, étudiants et lycéens de la mobilisation initiée par des militants de syndicats et de partis ouvriers pour exiger le retrait de la Loi travail ? Faire appel à tous ce que compte le mouvement ouvrier et au-delà de charlatans, d'aventuriers, de gauchistes, de décomposés ou de dégénérés.

C'est qui, c'est quoi ?

- Le DAL (Droit au logement) fut contacté pour réserver l'esplanade de la République auprès de la préfecture. On chercha à baptiser cet « after » manifestant un peu inédit : Nuit rouge ? Trop dur, trop connoté. Ce sera Nuit debout... La suite est désormais connue. Le Point 21.4

- ...le cofondateur du Parti de Gauche se dit convaincu que sa campagne présidentielle est aujourd'hui portée par la fronde anti-loi Travail ou par le mouvement "Nuit debout"... Huffington Post 21.4

Chirac président, non merde, Mélenchon président...

- Parti de gauche. Nuit debout dont certaines commissions sont animées par des cadres de son parti... Le Point 21.4

- A la Nuit debout, les réunions non mixtes des féministes font débat

- La commission « Féminismes » tient une réunion réservée aux femmes et aux minorités de genre, en plus d'une réunion mixte. Ce qui est revendiqué par elles comme un outil d'émancipation politique divise au sein de la Nuit debout, dont les débats se veulent ouverts à tous. LeMonde.fr

Pire que les néolibéraux en somme, bravo !

Révélateur.

- la liste des commissions et ateliers ignore la question du travail, alors même que Nuit debout est né d'une protestation politique et sociale contre un projet de réforme du Code du travail. (Michel Pigenet, professeur d'histoire du travail et des mouvements sociaux - Nuit debout, les enfants des sans-culottes - Le Point 22.4)

Dissolution. - Le « piège » de l'ultrahorizontalité.

Mais pas simple, face à l'infinie possibilité des schémas qui existent, de définir qui peut émettre les propositions, les soumettre, les débattre, les évaluer, puis les voter, si vote il doit y avoir. Et le mouvement arrive désormais à cette phase charnière où deux options s'offrent à lui : il faut soit se structurer, et risquer de faire perdre à Nuit debout son originalité par rapport à un mouvement politique classique ; soit choisir l'horizontalité absolue, au risque de ne jamais rien pouvoir décider. Et de finir par s'essouffler. lemonde.fr 23.4

Nuit Debout aussi l'apprécie.

- Yanis Varoufakis apprécie «beaucoup» Emmanuel Macron. - 20minutes.fr

Pour l'ex-ministre grec, le ministre français de l'Economie est le seul à avoir compris la crise en Grèce…

Emmanuel Macron, un héros pour la Grèce ? Dans une interview accordée à l'Opinion, l'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis n'hésite pas à confier qu'il « aime beaucoup, personnellement » le ministre de l'Economie français. « Nous avons travaillé ensemble, c'était le seul ministre français qui semblait comprendre ce qui était en jeu au sein de la zone euro ».

« C'est quelqu'un d'honnête et, en ami, il a essayé de jouer les intermédiaires entre nous [la Grèce] et la troïka de nos créanciers, même si on ne lui a pas permis de jouer ce rôle. Nous partageons la même vision des profonds défauts de la zone euro, de la différence entre productivité et compétitivité », poursuit celui qui avait jusqu'à présent affiché sa proximité avec le prédécesseur d'Emmanuel Macron, Arnaud Montebourg. 20minutes.fr

Ca se fête paraît-il chez les monarchistes.

- Emmanuel Macron présidera les fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans - 20minutes.fr

Emballage sous vide pour marchandise avariée.

- Emmanuel Todd : « Nuit debout contre le grand vide » - Le Grand Soir - 20 avril 2016

C'est le néant !

Lancée de pétitions... à la poubelle.

- Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP). - Soutien à toutes les Nuits Debouts, 8 avril

Nous appelons à soutenir cette initiative, à y participer et à signer la pétition lancée par le mouvement Nuit Debout.

Les militants du Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) iront remettre ces pétitions, dans chaque ville, aux citoyens rassemblés sur ces places.

De qui Nuit Debout est-il l'émanation ?

- Entretien de François Ruffin avec Emmanuel Todd sur le mouvement Nuit Debout

Emmanuel Todd : Les jeunes diplômés du supérieur, c'est désormais 40 % d'une tranche d'âge. Ce n'est plus une minorité privilégiée, c'est la masse. Il y a donc un énorme potentiel d'extension du bobo. Et surtout, il faut comprendre, faire comprendre, que les stages à répétition, les boulots pourris dans les bureaux, les sous-paies pour des surqualifications, c'est la même chose que la fermeture des usines, que la succession d'intérim pour les jeunes de milieu populaires. La baisse du niveau de vie, c'est pour toute une génération.

François Ruffin : Mais dans ce mouvement, il y a comme un refus de l'organisation…

Emmanuel Todd : C'est le drame de cette jeunesse : c'est nous, en pire. Les soixante-huitards ont découvert les joies

de l'individualisme, mais ils avaient derrière eux, dans leur famille, une solide formation dans des collectifs : le Parti communiste, l'Eglise, les syndicats. Là, ces générations sont nées individualistes, ce sont des soixante-huitards au carré, quasiment ontologiques. Il n'y a même pas le souvenir de ces collectifs forts. Et la volonté de ne pas s'organiser est presque élevée au rang de religion.

Mais c'est terrible parce que s'ils savaient, s'ils savaient à quel point les mecs en face d'eux, les patrons, l'Etat, le Parti socialiste, les banques sont organisés. Ce sont des machines. Et moi qui suis plutôt modéré, keynésien, pour un capitalisme apprivoisé, je me souviens de la leçon de Lénine : « Pas de révolution sans organisation » ! Le Grand Soir

Précisons la pensée de Lénine incomplète ici et on aura compris pourquoi : Pas de révolution sans théorie révolutionnaire, et pas d'organisation sans programme révolutionnaire, donc qui rompt avec le capitalisme et ses institutions.

Invitation au "voyage"... sur place.

- Voyage au bout de la Nuit debout - par Gearoid O'Colmain - Le Réseau Voltaire 21.4

Le journaliste irlandais Gearoid O'Colmain s'est rendu place de la République à Paris pour y voir le mouvement « Nuit Debout ». À sa grande déception, ce que l'on présente comme une prise de parole citoyenne n'était qu'un rassemblement gauchiste. Ici, loin de voir dans le capitalisme « le stade suprême de l'impérialisme », on déplore les mensonges d'un grand patron, mais on ignore la financiarisation de l'économie et l'on célèbre les coups d'État maquillés du « printemps arabe ».

Gearoid O'Colmain.

Dans son roman Voyage au Bout de la Nuit, Louis-Ferdinand Céline décrivait de manière provocante les soldats qui sont morts durant la Première Guerre mondiale comme des « idiots ». L'écrivain français faisait référence au fait que ces soldats avaient donné leur vie pour une cause qui n'était pas la leur — le massacre futile des pauvres pour le bénéfice des riches. Au long des nombreuses et pertinentes réflexions du livre sur la condition humaine, Céline note combien, dans la modernité, la rue en est venue à constituer le lieu des rêves. « Que fait-on dans la rue, le plus souvent ? On rêve. C'est un des lieux les plus méditatifs de notre époque, c'est notre sanctuaire moderne, la rue ».

Depuis que le gouvernement français a récemment introduit une législation réformant le droit du travail, un nouveau mouvement social « spontané » et sans leadership a pris racine à travers les villes de France — le mouvement Nuit Debout. Comme le suggère son titre, ce mouvement social se déroule pendant la nuit, et l'un de ses slogans est « Rêve Général ! » — un jeu de mots sur le terme « grève générale ». Donc, plutôt que d'appeler à une grève générale afin d'amener le gouvernement à genoux, les activistes appellent à rêver dans les rues !

Le mouvement a pris son envol après la sortie le 23 février du film du journaliste François Ruffin Merci Patron !, un film qui critique la ploutocratie française.

Bien que le film fasse la critique de l'avarice du capitalisme contemporain, il ne traite pas de la relation entre le capitalisme monopolistique, les guerres étrangères de conquête au service de l'accumulation de capital, la lutte des classes et la désinformation médiatique massive.

Le film de Ruffin n'expose pas non plus la complicité de toutes les officines médiatiques françaises dans des crimes de guerre et de génocide au Moyen-Orient et à travers l'Afrique, par la dissémination de mensonges et de désinformation sur le rôle de l'impérialisme occidental dans ces conflits. Il n'y a pas d'évocation du fait que la raison pour laquelle le président de Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo s'était fait kidnapper par les forces spéciales françaises en 2010 — son pays bombardé et son image démolie — tenait au fait qu'il avait défié le puissant Club de Paris, le cercle de banquiers français qui contrôlent l'argent de la néo-colonie africaine ; Gbagbo avait proposé que la Côte d'Ivoire imprime son propre argent — un geste courageux qui aurait permis à ce pays riche en ressources de construire sa propre base industrielle, indépendamment d'intérêts coloniaux.

Malgré le fait qu'il se trouve un stand sur la Place de la République affirmant exposer le rôle nuisible de la politique française en Afrique, il n'y a pas de réelles informations sur ce qu'est ce rôle, et aucun des intellectuels pan-africanistes ayant écrit sur le sujet n'a été invité à s'exprimer et à vendre ses livres. Le mouvement Nuit Debout est majoritairement blanc, et de la classe moyenne.

Le film de Ruffin échoue également à démontrer comment les patrons français des industries céréalières ont fricoté avec le terrorisme contre le peuple de Libye quand ils ont secrètement rencontré des traîtres libyens à Paris en novembre 2010, afin d'organiser le bombardement et la destruction du pays le plus riche et le plus démocratique d'Afrique.

La classe dirigeante française n'est pas seulement coupable de la destruction de siècles d'acquis sociaux des travailleurs français, ils sont complices de génocide et de crimes contre l'humanité. Alors pourquoi Ruffin n'en parle-t-il pas ?

Ruffin écrit pour des publications "gauchistes" qui ont soutenu les "rebelles" appuyés par l'Otan en Libye — des rebelles qui étaient en réalité des terroristes d'al-Qaïda au service de l'Otan. En 2011, le mensuel « de gauche » Le Monde diplomatique a publié un article sur la Libye affirmant qu'il n'y avait aucun doute sur la « brutalité du régime », en dépit du fait que tous les crimes imputés au colonel Kadhafi aient été perpétrés par les « rebelles » takfiristes.

Ruffin et les publications malhonnêtes pour lesquelles il écrit sont tous complices du génocide commis par l'Otan contre les peuples des états de l'Hémisphère Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique à l'Amérique latine.

Non, aucune de ces réalités inconfortables n'est décrite dans l'anti-capitalisme de Ruffin. En lieu et place, nous avons des slogans d'extrême gauche, de l'ironie de petit bourgeois et l'occupation écervelée d'une place publique par des jeunes, qui n'ont ni l'éducation ni l'expérience nécessaires pour comprendre les raisons structurelles et les implications profondes de la réforme du travail qu'ils affirment rejeter.

Le mouvement Nuit Debout n'est assurément pas spontané, il ne vient pas non plus de la base et n'est pas sans leadership, ainsi que le prétendent tellement d'observateurs.

Au contraire, il est le résultat de décennies d'analyse politique attentive de la part d'idéologues impériaux étasuniens. Depuis la dissolution non-démocratique de l'URSS en 1991, les États-Unis ont perfectionné une technique de changement de régime communément dénommée comme celle des « révolutions colorées ». La stratégie comprend la cooptation de slogans et de symboles gauchistes pour servir un programme de droite. Lénine et le parti bolchévique avaient plusieurs fois dénoncé Léon Trotsky pour l'utilisation de cette technique contre-révolutionnaire avant comme après la Révolution d'Octobre. C'est désormais devenu l'outil standard de la politique étrangère US. (Cet argument non étayé relève de la propagande destinée à amalgamer les trotskystes en général aux ennemis de la classe ouvrière, méthode chère aux staliniens mais pas seulement, qui vouent une haine farouche aux trotskystes parmi lesquels il y a certes des fripouilles et des gauchistes, parce que le trotskysme incarne encore la lutte pour la rupture avec le capitalisme à laquelle sont justement opposés l'auteur de cet article et les fondateurs ou dirigeants du portail qui publient cet article. Ils saisissent les occasions que leur fournissent les fossoyeurs du trotskysme non pas pour les dénoncer tels quels, mais pour s'attaquer au seul courant politique qui incarne encore le socialisme. Lire plus loin leurs références qui ne laissent aucun doute sur leur nature et leurs réelles intentions, qui n'ont absolument rien à voir avec la cause du mouvement ouvrier qu'ils combattent. - LVOG)

La manipulation de la naïveté et de la rébellion de la jeunesse dans le but de renverser un gouvernement hostile aux intérêts US, ou la création d'un mouvement d'opposition « de gauche » dans les pays impérialistes conçu pour étouffer toute opposition réelle - c'est une stratégie que tout aspirant activiste a besoin d'étudier s'il espère s'engager dans des mouvements capables de réel changement social, politique et économique.

Le mouvement Nuit Debout est dirigé par des petits-bourgeois-Bohème qui ne comprennent pas ou peu le capitalisme contemporain. Le mouvement est organisé selon les mêmes principes que les révoltions colorées appuyées par les USA en Europe de l'Est et pendant le « Printemps arabe » — des slogans vides de sens, des jeux de mots stupides et un infantilisme politique. Bien que nous ne puissions pas encore le prouver, l'usage du poing fermé comme logo du mouvement couplé à celui de slogans débiles rappelle très fortement les stratégies et tactiques de CANVAS, le Center for Applied Non-Violent Actions and Strategies [Centre pour les Actions et Stratégies Non-Violentes Appliquées, NdT], une organisation de formation de la jeunesse proche de la CIA.

La classe dirigeante française a de toute évidence passé plus de temps à lire Marx que leurs prétendus adversaires. Car les alliés objectifs du capitalisme monopolistique en Europe aujourd'hui sont les gens comme François Ruffin et l'autre idéologue éminent de la bourgeoisie gauchiste dans ce mouvement, Frédéric Lordon — qui tous les deux camouflent la nature réactionnaire de leur pseudo-anticapitalisme ou, pour être plus précis, leur « anti-néolibéralisme », avec un mélange de sémantique alambiquée, d'attitude pseudo-intellectuelle et de slogans d'extrême gauche.

Il y a des milliers d'authentiques organisations issues de la base populaire en France, et ils obtiennent une grande part de leurs informations de médias indépendants comme Meta TV, le Cercle des Volontaires, le Réseau Voltaire et beaucoup d'autres. Une réelle analyse du capitalisme est fournie par des organisations communistes telles que l'OCF et l'URCF (Des staliniens en réalité, ils le revendiquent eux-mêmes et ils en sont fiers, à lire dans leurs portails. - LVOG) . Une critique bourgeoise cohérente de l'impérialisme français et européen est fournie par le parti politique UPR (Issu du RPF et de l'UMP, flirtant avec l'extrême droite, Soral, Cheminade, etc. - LVOG).

Les activistes de Nuit Debout parlent d'une « convergence des luttes » alors que des journalistes et des activistes provenant de ces organisations véritablement issues du peuple ont été escortés sous la contrainte hors de la Place de la République et dénoncés comme étant des « fascistes ». Les Antifas sont une organisation qui prétend combattre le fascisme mais passe le plus clair de son temps à attaquer tous les activistes authentiquement anti-impérialistes en souillant leur nom avec l'étiquette « fasciste ».

Les Antifas ont encore été actifs dans le mouvement Nuit Debout où de réels anti-impérialistes français tels que Sylvain Baron ont été forcés de quitter la Place. v

L'auteur de ces lignes avait souligné à plusieurs reprises en 2011 que l'échec de la gauche à comprendre l'idéologie réactionnaire du « Printemps arabe », et le rôle des agences US dans son organisation et son exécution auraient de graves conséquences pour la politique progressiste. Dorénavant, des techniques similaires sont employées à travers le monde afin de criminaliser la vraie opposition anti-capitaliste et créer les conditions d'une dictature militaire. Les alliés objectifs de cette stratégie sont des anti-capitalistes petits-bourgeois comme François Ruffin et Frédéric Lordon ; ce sont des intellectuels putatifs et fantasmagoriques qui brillent dans les rues du monde onirique nocturne et métropolitain si éloquemment dépeint par Céline.

La représentation des guerres d'agression étrangères de l'impérialisme en tant que « révolutions » et « interventions humanitaires », mariée à la défense puérile de concepts vaseux comme « l'Europe sociale » — c'est là le rôle néfaste joué par ces « révolutionnaires » post-modernes, qui sont l'avant-garde de l'impérialisme réactionnaire. Une maladie quand l'auteur de ces lignes l'avait dénoncée en 2011, le pseudo-gauchisme a muté en une sérieuse pandémie planétaire. Si cette forme de gauchisme n'existait pas, l'impérialisme aurait été contraint de l'inventer. Le mouvement Nuit Debout s'étend maintenant à travers le monde. Les médias pseudo-gauchistes présenteront avec zèle ce mouvement comme une évocation mondiale du tableau de Delacroix La Liberté guidant le Peuple alors que malheureusement, il s'agit plutôt d'une sinistre version du Joueur de flûte de Hamelin.

Les soi-disant « anti-fascistes » de ce mouvement dénoncent comme « fascistes » ceux qui exposent les mensonges des médias corporatistes utilisés pour justifier les crimes des guerres étrangères de l'Otan — les guerres étrangères de l'accumulation du capital menées par les mêmes multinationales qui imposent domestiquement l'austérité et la lutte des classes ; mais ce sont eux qui sont les fascistes, ce sont eux qui sont les ennemis de la classe laborieuse !

La confusion idéologique est la grande pathologie politique de notre époque. Céline décrit la guerre et la maladie comme les deux « infinités du cauchemar ». L'écrivain français aurait pu inclure le fascisme parmi les cauchemars cités, la pernicieuse idéologie que son cynisme l'amena éventuellement à embrasser. L'on peut décrire les deux « infinités du cauchemar » contemporaines comme la prolifération de guerres d'agression et le triomphe de la répression capitaliste, due à la maladie politique du crétinisme d'extrême gauche qui a supplanté le mouvement travailliste au cours des 30 dernières années. Jusqu'à ce que notre jeunesse s'émancipe de l'influence pernicieuse de l'opposition sous contrôle et de l'idéologie pseudo-gauchiste — qui fait d'eux les idiots utiles du capitalisme monopolistique plutôt que des révolutionnaires — leur activisme de bon aloi est tragiquement destiné à précipiter le voyage au bout de la nuit de la civilisation. voltairenet.org 21.4

Je m'y suis repris à plusieurs reprises pour répondre à cet article dont je partage en grande partie le contenu, pour finalement préféré l'aborder en partant des différents acteurs auxquels il est fait référence, le mouvement ouvrier et ses partis, les intellectuels qui se prétendent anti-impérialistes (à géométrie variable ou de manière sélective), les néolibéraux et les officines qui relaient leur idéologie.

Les partis ouvriers qui lorgent sur les républicains, les démocrates de droite, les Républicains, le PRG, le PS et le MRC ou des think tanks, instituts (Jean Jaurès) ou fondations (Copernic) qu'ils ont fondés.

Les intellectuels qui s'expriment le plus souvent par l'intermédiaire de portails, composés de souverainistes, de nationalistes, de démocrates chrétiens, de staliniens, de membres proches ou issus, flirtant avec l'extrême droite. (Réseau Voltaire, Comité Valmy, Le Grand Soir, Agoravox, le Cercle des volontaires, Arrêt sur Info, OCF, URCF, UPR, etc). Le Réseau Voltaire va jusqu'àpublier des articles du FN, au nom de la liberté d'expression, sans rire du tout.

Les néolibéraux qui procèdent à un amalgame rouge-brun entre les deux premiers acteurs. (Conspiracy Watch, confusionnisme.info et Cie)

Vous aurez deviné tout de suite quel état le cocu de cette mauvaise comédie : le prolétariat et les militants demeurés fidèles au socialisme.

Qui représentent-ils ?

Les premiers, l'aristocratie ouvrière, la petite bourgeoisie ou certains pans des classes moyennes, les appareils syndicaux corrompus, dont les statuts, les avantages ou les prérogatives sont menacés. La classe ouvrière uniquement dans la mesure où ils en ont besoin pour étayer leur mobilisation.

Les seconds, la couche des capitalistes incapables de s'adapter à la mondialisation ou qu'elle menace d'absorber ou de broyer, ainsi que certaines couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes liées à celle de ces capitalistes et qui risquent de connaître le même sort. Leur collusion entre le stalinisme et l'extrême droite traduit leur anti-impérialisme à géométrie variable. La plupart se réclament du CNR. Ils militent pour un capitalisme régulé, réformé qui les épargnerait au détriment de la classe ouvrière à laquelle ils ne peuvent pas s'adresser, d'où leur haine farouche des couches du mouvement ouvrier qui incarnent à des degrés divers le socialisme, les trotskystes de préférence.

Les troisièmes, l'oligarchie financière parmi laquelle le cercle le plus réactionnaire, l'élite intellectuelle à son service.

Les premiers et les troisièmes accusent les seconds de verser dans le complotisme, tandis que ceux-ci pratiquent l'alliance gauche-droite, gaulliste-stalinisme, nationaliste-anti-impérialiste, quant à leurs discours aux relents marxistes ils ne servent qu'à cautionner le stalinisme ou l'allié fidèle de l'impérialisme. Ils reprochent également aux premiers leur imposture, leur gauchisme ou leur alignement sur leur impérialiste, leur rejet de toute alliance avec des partis issus du PCF ou du FN.

Bref, chacun s'emploient à défendre son fond de commerce tout en ajoutant toujours plus de confusion à la situation actuelle, de manière à ce que les travailleurs ne s'y retrouvent pas et que les militants se déchirent de plus belle, pendant que les représentants du régime appliquent la politique dictée par l'oligarchie.

Nuit Debout est l'expression achevée ou caricaturale de la décomposition du mouvement ouvrier qui n'offre plus depuis longtemps déjà aucune perspective politique aux travailleurs, qui avait surfé sur la vague de mai-juin 68 avant son atterrisage forcé au début des années 80, qui devait précéder son écrasement final au début des années 90 symbolisé par l'adoption du traité de Maastricht. Depuis il n'a cessé de se disloquer, processus facilité et accéléré par l'apparition de milliers d'associations le concurrençant, avant qu'Internet et les réseaux dits sociaux consacrent son atomisation finale.

L'avant-garde allait s'avérer incapable de prendre la mesure de ce processus, de sa portée, d'en définir les conséquences à venir ainsi que son orientation ou ses objectifs, et se priver ainsi des moyens d'adapter ou de modifier sa conception de la lutte des classes, ses tâches, qui nécessitaient de façon impérieuse de rompre avec les partis et les appareils syndicaux liés au régime, donc s'interdire de contruire le parti, partis et appareils syndicaux qui au cours de la période suivante allaient s'associer à la guerre idéologique et psychologique menée sur tous les fronts par la classe dominante contre les masses laborieuses, de sorte qu'ils allaient apparaître de plus en plus étrangers aux besoins des travailleurs en s'affichant aux cotés des partis de la réaction, dont le PS.

En complément

https://bourgoinblog.wordpress.com - OCF- Staline, et la direction du Parti Communiste de l'Union Soviétique, conscients de cette problématique se mirent à rédiger des documents essentiels qui nous permettent encore aujourd'hui de saisir la justesse des orientations, avant la guerre autant qu'après la guerre, tant sur le plan politique, idéologique, qu'économique. (Le socialisme, seule alternative au capitalisme - document programmatique de l'OCF -)

http://www.marxisme.wikibis.com - L'URCF est un des groupes oppositionnels au PCF les plus radicaux, proche de Communistes. À l'endroit où d'autres groupes, comme le Pôle de renaissance communiste en France, affirment refuser la criminalisation de l'expérience soviétique, l'URCF défend dans son ensemble l'expérience stalinienne et qualifie l'anti-stalinisme de «révisionnisme». C'est ce «révisionnisme» qui est , selon elle , responsable de la disparition de l'URSS et des États socialistes d'Europe, mais aussi du «déclin» des partis communistes d'Europe.

Elle se revendique aussi de l'héritage du PCF de l'époque stalinienne, c'est -à-dire la politique classe contre classe, le Front populaire, la Résistance et l'anti-colonialisme.

Chronique d'une faillite politique annoncée.

Ceux qui avaient misé sur les intellectuels, ainsi que les couches moyennes ou supérieures du prolétariat ont eu tout faux sur toute la ligne. Ils ont non seulement abandonné la majorité des masses exploitées à leur triste sort, ils les ont livrées désarmées à l'extrême droite ou à des charlatans.

Avant-hier Mélenchon encensait Tsipras, puis une fois la déconvenue passée il s'afficha avec Varoufakis qui fut présenté comme l'antidote de Tsipras, et voilà que le même Varoufakis encense le banquier Macron. Alors là trop c'est trop vont s'exclamer des militants dégoûtés qui ne comprennent plus rien à rien depuis longtemps ou qui n'ont jamais rien compris en réalité.

Et que dire de ces millions de travailleurs qui avaient un jour placé leur confiance dans Mélenchon, ils sortiront brisés, démoralisés de ces expériences douloureuses teintées d'illusions qui devaient s'avérer fatales.

Tout aura été fait délibérément pour casser leur résistance et les détourner de la politique, des partis ouvriers, du mouvement ouvrier. Laissez donc l'oligarchie gouverner à votre place, vous voyez bien que vous n'en êtes pas capables, puisque vous n'êtes même pas foutus de vous doter de dirigeants qui ne vous trahissent pas ou qui représentent réellement vos intérêts, qui ne soient pas corrompus par l'idéologie de la classe dominante au point de favoriser la réalisation de son plan ou d'y collaborer.

Nous ne prétendons pas être vertueux, nous estimons simplement que nous sommes en mesure de diriger la société parce que nous nous appuyons sur ceux qui la font tourner, fonctionner si vous préférez, l'ensemble des travailleurs ou producteurs de richesses, de biens ou de services, manuels et intellectuels, du public et du privé, des villes et des campagnes. C'est très concret,

on ne brasse pas du vent, et l'on sait que l'on ne trouvera un équilibre permettant de vivre en harmonie avec les autres, de s'épanouir sur le plan individuel que nous ne bannissons pas bien au contraire, sachant que c'est le point faible des hommes, que dès lors qu'on se sera débarrassé du capitalisme parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives. Ce qui au passage légitime le socialisme, ce qui prouve que ce n'est pas un dogme ou seulement une utopie.

L'interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire permet de définir concrètement dans quelle direction peut s'orienter l'humanité à partir des facteurs dominants qui ont façonné son développement, les forces productives et la lutte des classes, selon la classe qui la dirige ou le niveau de conscience et d'organisation de la population laborieuse, c'est donc en dernier ressort la combinaison (ou le rapport) de ces facteurs objectifs et subjectifs qui détermine le destin de la civilisation humaine. Et dès lors qu'on occulte ou nie l'un de ces facteurs, on ne peut plus comprendre la situation et on s'interdit d'agir pour l'orienter dans une direction donnée, il ne nous reste plus qu'à subir le sort que la classe dominante nous a réservé.

Les 1% et les miettes tombées de leur table.

Il y en a qui se gargarisent des 1% qui concentrent les richesses mondiales, au point de vouloir faire croire qu'ils seraient isolés ou seuls à défendre le système économique qui leur a permis de s'enrichir dans des proportions colossales, alors qu'en réalité ils peuvent compter sur le soutien de l'immense majorité de la population qui a des degrés divers en profite également ou en tirent quelques satisfactions, quitte à s'avilir ou à s'abaisser, à accepter d'importants sacrifices, qui ne sont rien à côté de ceux qui sont imposés sans compensation aux couches les plus déshéritées de la société.

Dans bien des cas à notre époque, c'est davantage l'hypocrisie et la cupidité aveugle calquée sur les plus riches que l'ignorance, qui déterminent l'état d'esprit ou le comportement des couches privilégiées des masses exploitées, dont font partie généralement ceux qui parlent en notre nom.

Les 1% qui concentrent l'essentiel des richesses mondiales ont conscience de leurs intérêts et ils sont très bien organisés, ils ne risquent pas de les confondre avec ceux des 99% qui ne le sont pas, à l'exception toutefois de ceux qui bénéficient d'un statut privilègié pour être indispensables à la classe dominante et qui s'identifie à elle, ainsi que ceux beaucoup plus nombreux qui de par le secteur économique dans lequel ils interviennent bénéficient d'importants avantages, reste enfin selon les pays ou leur degré de développement l'immense masse qui subit silencieusement son sort, parmi elle on distinguera ceux qui pour être intégrés dans le circuit de la consommation ou du marché jouissent de ce que la société peut leur offir sans se donner la peine de réfléchir à leur condition ou s'en contentent, et enfin il y a ceux qui cumulent les handicaps et qui de par leur condition profondément arriérée sont incapables de s'élever au-dessus du stade de l'insouciance ou de la résignation.

Parmi les 99%, il y a ceux qui tentent plus ou moins maladroitement d'éveiller à la conscience la population laborieuse sans y parvenir, car animés par une vanité dévorante qui ne cadre pas avec les généreuses intentions qu'ils affichent qui consiste d'abord à camoufler leur propre hypocrisie et cupidité, puisqu'ils n'ont pas l'intention de rompre avec le système économique en vigueur auquel ils doivent leur statut ou condition privilégiée.

Vous aurez remarqué que tous ceux qui s'indignent, s'opposent, se rebellent contre le capitalisme n'entendent pas rompre avec lui, ses représentants, ses institutions, toutes leurs critiques, leurs analyses, tous leurs discours ne servent finalement qu'à cautionner son existence ou conduisent à une impasse politique, ce qui revient au même, il n'y a que la manière de présenter les faits qui varie en fonction des circonstances.

Et quand ils abordent le passé, systématiquement ou presque il leur faut le réécrire, pas forcément en faisant appel à leur imagination, tout simplement en tronquant la réalité et en lui substituant celle qu'ils auront créée, à partir d'une sélection minutieuse de faits qu'ils mettront ensuite bout à bout ou en rapport, de manière à ce que cette version de la réalité colle à leur discours ou cautionne leur interprétation de la situation, leur donnant raison finalement, sinon à quoi bon, puisque c'était leur objectif. C'est ainsi qu'ils roulent pour eux et le régime.

On a vu que le 1% n'était pas si marginalisé que cela, loin de là.

Quand on évoque les acquis sociaux, généralement leurs auteurs évitent soigneusement de rappeler dans quelles conditions ils ont vu le jour, il en va de même de nos droits politiques.

Comme on l'a vu précédemment, on s'aperçoit qu'ils escamottent sciemment une partie des faits, qu'ils recourent à des méthodes malhonnêtes ou de faussaires qui caractérisent leur discours, et qui parce qu'elles le traversent de part en part dévoilent leurs réelles intentions ou leur véritable nature, car avec le temps, qu'ils y soient contraints ou non ils s'en hardissent, ils deviennent moins vigilants, ils vont commettre l'erreur fatale d'aller toujours plus loin dans l'imposture au point de se faire prendre en flagrant délit, bêtement quand ils ne s'en moquent pas sachant que les travailleurs et les militants ont également une mémoire très sélective.

Ce qui explique des forfaitures énormes, comme par exemple réhabiliter Bakounine à la barbe de Marx et Engels qui l'avaient exclu de l'Internationale, ou encore faire du social-patriote Jaurès un internationaliste à la moustache de Lénine et Trotsky, ils en sont

rendus à occulter la Commune de Paris ou la Révolution russe de 1917 au profit de la révolution bourgeoise de 1789 histoire de justifier les liens étroits ou permanents qu'ils ont tissés avec des pans de la réaction, à vanter les mérites du CNR qui n'était rien d'autre qu'une émanation du Front populaire ou la négation de la révolution socialiste pour tenter de briser leur isolement, à ménager ou soutenir, s'encanailler avec des partis figurant dans le camp de nos ennemis depuis un siècle ou presque sous prétexte qu'ils auraient été ouvriers autrefois, donc ne tenant pas compte de leur épouvantable orientation par la suite, de leurs multiples trahisons ou forfaits commis contre la classe ouvrière, allant même après certains événements jusqu'à couvrir les pires impostures commises par la classe dominante en adoptant leur version officielle, ce qui entre nous n'est pas une nouveauté, puisque leurs interprétations des deux guerres mondiales étaient déjà largement falsifiées, on peut même affirmer qu'ils n'ont jamais décrit la laideur extrême du vieux monde ou que leurs discours pour radicaux qu'ils aient pu être, n'ont jamais été à la hauteur de la description sans concession qu'en avaient faite les marxistes, description qui inspirait une haine farouche, infinie, indélébile, définitive ou irréversible du capitalisme.

Les mêmes qui vantent les vertus du CNR sont nostaliques de la IVe République, des "jours heureux", des "Trente glorieuses", bref, des jours de gloire de la France coloniale, miséreuse et des sans abris ! On a bien là l'alliance de l'aristocratie financière et de l'aristocratie ouvrière propre à l'impérialisme décrit par Lénine. C'est elle qui par la suite devait déterminer l'orientation du mouvement ouvrier et sceller son sort. Il ne s'en est jamais remis et il ne s'en remettra pas temps qu'on n'aura pas dressé cet inventaire ou ce bilan honnêtement, car on demeurerait incapable de corriger le tir ou nos erreurs, à jamais une tâche indélébile ternirait le mouvement ouvrier et l'empêcherait de s'élever au niveau de la tâche historique qu'il avait à accomplir.

Contrairement à nos adversaires ou nos détracteurs qui nous traitent en ennemis, on peut comprendre pourquoi, nous ne passons notre temps à refaire l'histoire, franchement soyons sérieux, à notre place on ne voit pas très bien quel intérêt on pourrait en tirer, on préfèrerait de loin à ne pas avoir à la rétablir dans son intégrité car cela dévore beaucoup de temps et d'énergie, pour nous concentrer sur la situation actuelle et son évolution. C'est dans la mesure où le passé refait irrésistiblement surface dans les discours des uns et des autres qu'on se doit de l'aborder à nouveau.

Les intellectuels ne sont pas en reste.

Il y a quelques jours un journaliste géopolitologue a comparé les prestations télévisuelles de Hollande et Poutine pour tout au long de son article encenser Poutine, alors que la condition des masses exploitées en Russie n'est guère meilleure qu'en France, peu importe, il fallait afficher son soutien au représentant de l'impérialisme russe qui serait un bon président pour l'ensemble du peuple russe au point que les travailleurs français pourraient l'envier...

Le plus sérieusement du monde et sans que cela ne choque leurs auteurs, c'est le même portail qui vient de publier deux articles dénonçant à juste titre l'opportunisme hystérique de Nuit debout.

On peut comprendre qu'ils ne trouvent aucune contradiction dans leurs différentes positions, puisque dans aucun des articles publiés par ce portail depuis de longues années vous n'en trouverez un qui soit en faveur de l'abolition du capitalisme.

L'art de tourner autour du pot.

LVOG - Tout sauf l'abolition du capitalisme ou comment cautionner le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne le capitalisme.

La dette illégitime n’est pas une notion technique ou juridique, c’est un concept politique.

LVOG - Un instrument financier destiné à l'asservissement politique des peuples réduit au rang insignifiant de "concept". Changer de "concept" et le capitalisme devient supportable, sa crise, envolée comme par enchantement, CQFD.

"Nous travaillons à la construction d’un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé" - Le Grand Soir 18 avril 2016

LVOG - Sur quelle orientation, quel axe, quelle ligne, dans quel objectif ? L'abolition du capitalisme ? Quelle horreur mon dieu, tout mais pas cela !

Jérôme Duval est un militant du CADTM, le Comité pour l’Annulation de la Dette du Tiers Monde, créé en 1990 à Liège, en Belgique, et devenu aujourd’hui un réseau mondial.

Quels sont les objectifs principaux du CADTM ?

Jérôme Duval - Tel qu’il est stipulé dans nos textes fondateurs, le CADTM s’engage à favoriser l’émergence d’un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples, de la justice sociale, de l’égalité entre les hommes et les femmes. Son travail principal, axé sur la problématique de la dette, consiste en la réalisation d’actions et l’élaboration d’alternatives radicales visant à l’émergence d’un monde basé sur la souveraineté, la solidarité et la coopération entre les peuples, le respect de la

nature, l'égalité, la justice sociale et la paix. Il s'agit de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement insoutenable au Sud comme au Nord et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement durables. (Que du vent ! - LVOG)

La dette fait partie d'un système qu'il s'agit de combattre dans son ensemble mais, pour le CADTM, l'annulation de la dette illégitime ne constitue pas une fin en soi. Il s'agit d'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour garantir la satisfaction des besoins et des droits humains. Il faut donc nécessairement aller au-delà et mettre en pratique d'autres alternatives radicales qui libèrent l'humanité de toutes les formes d'oppression : sociale, patriarcale, néocoloniale, raciale, de caste, politique, culturelle, sexuelle et religieuse. (Quelles "autres alternatives radicales" ? La réponse figure plus loin. En étant "soi-même le média", à croire que la conscience politique serait innée, quelle niaiserie ! En recourant au « peuple classe », comme si les "99%" appartenaient à la même classe, pardi, il se trouve que c'est justement l'objectif politique du 1% dissoudre toutes les classes afin qu'elles ne disposent plus de points de repères pour combattre le sort que leurs réserve l'oligarchie. - LVOG)

La dette illégitime n'est pas une notion technique ou juridique, c'est un concept politique (La non convertibilité du dollar en or, l'hégémonie planétaire du dollar, la planche à billets, les instruments financiers mafieux que l'oligarchie a créés dont la titrisation, tout cela ce ne sont que des idées, des concepts, rien de matériel ou de sonnant et trébuchant dans tout cela. Un déni pour justifier leur refus d'affronter le capitalisme. - LVOG) Une dette illégitime est une dette qui va à l'encontre des intérêts de la population, celle-ci n'étant donc pas tenue de la rembourser.

Il est important de rappeler que cette définition repose sur les principes généraux du droit international. (Défini par les maîtres du monde ! Vive l'ONU ! - LVOG) C'est sur ce concept que s'appuient de nombreux mouvements sociaux pour exiger le non-paiement de toute dette considérée illégitime, et celle-ci représente une très grosse partie de la dette publique de nos États, au nom de laquelle les pouvoirs publics appliquent des politiques antisociales d'austérité. (Ce qu'ils défendent en fait ce sont "nos États", ceux que nous devons renverser. Au moins on sait quel camp ils se situent. - LVOG)

Il est dès lors essentiel d'humaniser nos relations au quotidien, de socialiser le savoir et renforcer les expériences et résistances qui se multiplient à l'écart des grands débats médiatiques. Il faut être soi-même le média si l'on veut diffuser les nombreuses victoires de luttes locales qui ne sont pas relayées et même étouffées par les grands groupes médiatiques privés. Ces bonnes nouvelles (voir par exemple le site Bonnes nouvelles en français), aussi petites soient-elles, nous prouvent chaque jour que des alternatives sont possibles, elles œuvrent à la démolition du dogme capitaliste comme quoi il n'existerait pas d'alternatives, le célèbre TINA (« There is no alternative » de Margaret Thatcher) doit mourir. Cette information vitale et subversive peut nous encourager et nous rassembler afin d'élargir les cercles résistants à l'ordre capitaliste oppressif. Bien sûr ce n'est pas évident, mais comme disait Antonio Gramsci, « Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté ». Il faut récupérer les mots sans cesse détournés pour s'adapter au système que nous combattons, afin de parler, de créer, de résister ensemble pour vivre enfin au présent. L'émancipation des peuples passe par sa conscientisation de classe, son unification en tant que « peuple classe » des 99 % contre le 1 % qui l'exploite, mais la prise de conscience ne peut s'opérer sans libérer la parole en acte. (Sauf que "la parole en acte" n'a jamais changé quoi que ce soit, surtout pas la société, seule l'organisation des élément les plus conscients de la classe entraînant toutes les couches exploitées en est capable, cela s'appelle le parti ouvrier révolutionnaire. A-t-on vu un jour une armée combattre et vaincre son ennemi sans commandement, sans hiérarchie, sans discipline, sans tactique, sans stratégie ? Jamais, ces gens-là sont les apôtres de notre défaite annoncée. - LVOG)

Il (le CADTM - ndlr) participe, dans une perspective internationaliste, à la construction d'un large mouvement populaire, conscient, critique et mobilisé. Convaincu de la nécessité de faire converger les luttes émancipatrices, le CADTM international soutient toutes les organisations et coalitions qui agissent pour l'égalité, la justice sociale, la préservation de la nature et la paix. (Nulle part il n'a été question d'en finir avec le capitalisme, on est bien d'accord, on a bien tous lu la même chose, n'est-ce pas ? Ces petits bourgeois veulent juste pouvoir vivre tranquillement sous les cieux prospères du capitalisme, et tant pis si c'est au détriment du prolétariat ici ou ailleurs dans le monde. - LVOG)

Mystification et populisme.

Vive de Gaulle et le capitalisme !

- EDF-GDF. Avec la nationalisation, « la belle France qu'ils allaient faire » ! - François Duteil - Le Grand Soir18 avril 2016

A croire qu'il n'était pas non plus vraiment de gauche.

- En défense de la démocratie brésilienne - République sociale - Le Grand Soir 15 avril 2016

Un coup d'Etat est entrain de se dérouler sous nos yeux au Brésil, sous fond de fortes tensions sociales. La droite, les élites, appuyées par la diplomatie nord-américaine tentent une fois de plus de renverser un gouvernement de gauche, démocratiquement élu. Le Grand Soir 15 avril 2016

Sans blague ?

LO - À bas le secret des affaires ! - 18/04/2016

- Hollande a dit se réjouir des révélations de fraude fiscale par les Panama Papers. Quelle blague !

Les députés du PS, mais aussi ceux des Républicains et du Front national au Parlement européen viennent d'adopter, comme 77 % des députés européens, une directive qui renforce la protection du secret des affaires au niveau de l'Europe.

Ils veulent ainsi camoufler des révélations gênantes pour le grand patronat. Cela montre bien de quel côté se trouvent ces politiciens.

On a vraiment à faire à des abrutis à la direction de LO.

LO ne se demandera pas qui est à l'origine de cette "fuite", encore moins quel cercle de l'oligarchie financière ni pourquoi, dans quelle stratégie économique et politique elle s'inscrit. Normal, puisque LO nie qu'ils aient plannifié l'instauration d'un nouvel ordre mondial qu'ils gouverneraient et qu'ils sont en bonne voie pour y parvenir, parce que cela contredit leur dogme ou leur interprétation figée du capitalisme dont ils ne peuvent pas se passer, car cela les forcerait à revoir leur copie et ils en sont incapables, on allait ajouter sous peine de disparaître mais ce n'est même pas la peine puisqu'ils n'existent pour ainsi dire pas ou ils sont voués à végéter misérablement, ils sont déjà fossilisés.

LO ne se demandera pas non plus pourquoi des médias détenus par des oligarques ou des banquiers ont été choisis par ces derniers pour servir de relais à cette opération destinée à faire le ménage aux seins des couches les plus nantis, pour les mêmes raisons qu'énoncées ci-dessus.

LO s'en prend aux députés européens qui voudraient "camoufler des révélations gênantes pour le grand patronat", il faudrait donc féliciter ces médias et surtout ne pas se poser de questions...

Le plus fort, c'est que des militants en arrivent à identifier la stratégie politique de l'oligarchie financière à la théorie du complot, sans s'apercevoir que ceux qui procèdent à cet amalgame sont justement des porte-parole de ses idéologues, pas seulement puisque les dirigeants de la plupart des partis ouvriers ont adopté cette version officielle à la suite des partis institutionnels.

Nier l'existence de cette stratégie politique qui détermine l'orientation du capitalisme mondial depuis le début des années 70, et donc les mesures politiques qui l'accompagnaient, devait aboutir à la confusion à laquelle nous assistons ou à la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis dont nous ne sommes pas prêts de sortir malheureusement. Nuit Debout en est l'expression achevée ou la caricature.

Y a plus qu'à ! Ah ben c'est con, cela ne marche pas comme ça. Merde, je ne comprends plus rien. Cherche pas, c'est normal si tu les écoutes.

NPA - Paradis fiscaux et banques françaises : Oudéa menteur, Sapin enfumeur, socialisation des banques - Jeudi 7 avril 2016,

- ...il faut en finir avec ce système bancaire accros aux paradis fiscaux : Crédit agricole, Crédit mutuel, etc. y ont tous des filiales. Les banquiers démontrent jour après jour à quel point ils sont capables de commettre des délits dans le seul but d'augmenter leurs profits, il faut donc socialiser le secteur bancaire en expropriant les gros actionnaires sans indemnité pour aller vers un monopole public bancaire. C'est un point de passage nécessaire pour casser cette logique capitaliste dont salariés, chômeurs, jeunes, retraités, payent les conséquences.

Il faut, il faut, il faut, ils n'ont que cela à la bouche les uns et les autres, mais quand on leur demande comment ils comptent s'y prendre, là il n'y a plus personne pour vous répondre. Remarquez bien qu'ils sont très forts pour dresser des plans sur la comète, mais quand il s'agit d'aborder les moyens à mettre en oeuvre pour réunir les conditions qui permettraient d'envisager sérieusement la possibilité de changer la société, là il n'y a plus personne, ce qui somme toute est normal puisqu'en niant que la crise du capitalisme (qui est bien réelle) servirait les desseins de la stratégie des néolibéraux ou qu'elle ferait l'objet d'une manipulation de leur part pour atteindre un autre objectif, ils s'interdisent de se donner les moyens de la combattre, sans imaginer un seul instant que perdre la guerre idéologique devait conduire à perdre la guerre de classes.

Dire que les banquiers commettraient des délits est en dessous de la réalité ou ne rend pas compte de la situation exacte. La preuve ci-dessous.

Qui a dit ?

- « Nous ne devrions pas permettre que le fait de ne pas payer d'impôts soit légal »

- les lois sont trop souvent « mal conçues » et « permettent aux gens ayant assez d'avocats et de comptables d'échapper aux responsabilités auxquelles les citoyens ordinaires doivent se soumettre ».

Réponse : Barack Obama quelques jours après la publication des « Panama papers ». (La justice américaine ouvre une enquête sur les révélations des « Panama papers » - LeMonde.fr 20 avril 2016)

C'est quoi un système qui permet légalement à certains de se jouer de la légalité ? Un système mafieux. Merci à Obama de l'avoir confirmé.

Les militants le nient, normal, ils savent ces choses-là mieux que tout le monde ! Ils arrivent même à lire dans Le capital de Marx ce qu'il n'y a jamais figuré. Et pour cause, jusqu'à son époque les banquiers s'étaient contentés de magouiller avec l'argent de leurs clients dans leurs dos, ils n'avaient pas poussé le bouchon jusqu'à créer de la monnaie à partir de rien.

D'1% à l'autre : C'est l'impérialisme !

- Militantisme : les partis sont à l'agonie.

Exit les partis de masse, la grande époque où le RPR et le PCF revendiquaient 500 000 à un million d'adhérents. Aujourd'hui, c'est l'heure des basses eaux. Entre le PS (135 833 militants, mais 86 171 vraiment à jour de cotisation au 1er janvier), les Républicains (238 208 à jour au 1er janvier), le FN (84 000, mais 57 000 à jour au 1 er avril), le PCF (70 000 à jour environ), le MoDem (14 000), le Parti de gauche (8 000), les Verts (4 000 à 5 000 en 2015), à peine 1 % des Français de plus de 18 ans ont leur carte dans un parti.

C'est l'un des symptômes du rejet massif des électeurs envers la classe politique. La raison ? Le sentiment que les querelles d'hommes ont pris le pas sur le débat d'idées et que les partis ne sont plus que des écuries. leparisien.fr 23.4

Le titre est un clin d'oeil à la définition de l'impérialisme de Lénine...

Mystification. Vous avez le président que vous méritez, il est à votre image.

Hollande et le PS seraient devenus soudainement le 12 mai 2012 au soir les chantres de la réaction sur toute la ligne, et évidemment absolument rien ne permettait de le percevoir ou de le soupçonner avant, qui peut le croire ?

Entendu au Congrès de la CGT à Marseille

Au Congrès CGT de Marseille, les militants ont critiqué avec véhémence François Hollande, à la "solde de la finance", évoquant une "rupture" avec le président de la République pour lequel le premier syndicat français avait appelé à voter en 2012.

"Trahison": sur la tribune du palais des Congrès de Marseille mais aussi dans les couloirs, le mot est répété à l'envi par les militants dès qu'on évoque le chef de l'État.

"Il est sur des régressions sociales permanentes en direction de ceux qui lui ont fait confiance. La CGT a appelé à voter pour le candidat Hollande et c'est d'autant plus dérangeant, car elle a ainsi contribué à son élection. Et maintenant on est trahi", résume David Gistou, secrétaire général de l'Union départementale de l'Aveyron, interrogé par l'AFP.

"Il y a eu le discours du Bourget (du candidat Hollande, ndlr), les gens y ont cru. On s'aperçoit que c'est encore pire que la politique libérale de Sarkozy. C'est d'autant plus douloureux que ça vient d'un gouvernement dit de gauche", relève de son côté Lina Desanti (Tarn-et-Garonne). "Le candidat "ennemi de la finance" se montre au service du Medef."

"On ne l'a pas élu pour avoir la loi El Khomri", relève Jacques Bugon (La Réunion). yahoo.com 21.4

De deux choses l'une ou les deux à la fois, soit on a à faire à des abrutis finis pour n'avoir rien vu venir, soit se sont des vendus qui espéraient secrètement que Hollande les épargnerait, mais pas les autres couches de travailleurs dont le sort les laisse indifférents. Ils ont leur place à Nuit Debout...

Hollande ou quand un parangon de vertu a enfin trouvé un biographe à sa mesure.

- François Hollande, l'un des leaders mondiaux les plus influents, selon Time - Figaro.fr

Le philosophe Bernard-Henri Lévy, chargé de rédiger le court portrait du chef de l'État, salue «un grand leader mondial».

«Quoi que nous puissions penser de Hollande sur le front intérieur, pendant quatre ans, il a agi comme un grand leader mondial. Cela n'est une opinion. C'est un fait». Cette affirmation, signée Bernard-Henri Lévy, vise à décrire l'actuel chef de l'État français. François Hollande figure en effet dans la liste annuelle dressée par l'hebdomadaire américain Time des 100 personnes les plus influentes du monde. Il fait ainsi partie d'une liste de personnalités qui incarnent, selon le magazine, «une avancée: ceux qui brisent les codes, les records, les silences, les limites, pour révéler ce dont nous sommes capables».

Le philosophe - sollicité par le magazine américain, indique-t-il au Figaro - a ainsi été chargé de rédiger le court portrait présentant le président français. Un texte pour le moins élogieux, à travers lequel il qualifie Hollande «d'anti-Obama»: «l'un se tient en arrière-plan, l'autre dirige de devant». BHL explique que François Hollande «a été au premier plan des questions internationales» telles que la guerre en Syrie ou «la propagation du terrorisme en Afrique». Il rappelle qu'en août 2013, la France était prête à faire «comprendre à Bachar el-Assad qu'il avait franchi la ligne rouge» en utilisant des armes chimiques contre les rebelles. «Si Obama n'avait pas tout arrêté, si la position de Hollande avait prévalu, le monde serait peut-être différent. L'armée d'Assad aurait peut-être battu en retraite dans ses casernes; Daech aurait peut-être été tué dans l'œuf.» Figaro.fr 21.4

La décomposition atteint le sommet de l'Etat.

- Hollande : l'opération reconquête a commencé

Le président, en berne dans les sondages, va-t-il se représenter en 2017 ? Rien n'est moins sûr. En attendant, ses proches s'organisent. LePoint.fr

- Emmanuel Macron : le divorce semble consommé avec François Hollande

Rien ne va plus entre le chef de l'Etat et le ministre de l'Economie. Ce dernier multiplie les phrases qui déplaisent à François Hollande. Francetv info

- Emmanuel Macron déclare ne pas être «l'obligé» de François Hollande puis rétropédale Celui qui vient tout juste de lancer son mouvement « En marche » revendique sa liberté politique… 20minutes.fr

- ISF : Macron titille à nouveau Valls

Emmanuel Macron s'attaque à l'ISF dans la revue "Risques". La prise de position agace dans le camp socialiste, à commencer par Manuel Valls. Macron sur l'ISF : "Il ne faut pas empêcher les gens de s'enrichir" Francetv info

- Meeting de «Hé, oh, la gauche»: Emmanuel Macron snobé par Stéphane Le Foll?

Le mouvement initié par Stéphane Le Foll sera officiellement lancé lundi 25 avril... 20minutes.fr

- Woerth (LR) à Macron: "Chiche, vas-y Emmanuel, supprime l'ISF" - AFP

- Cambadélis tacle Macron sur Twitter après ses déclarations sur l'ISF

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a taclé sèchement le ministre de l'Economie jeudi dans un tweet, après ses déclarations sur l'ISF, estimant que "le jeu" n'est pas "d'être compatible avec Alain Juppé mais de l'empêcher de gagner"... AFP

- Le Drian recadre Macron: "il faut jouer collectif sinon on ne gagne pas"

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a appelé jeudi le ministre de l'Economie Emmanuel Macron à "jouer collectif" au sein du gouvernement et François Hollande à "se préparer" au "combat" pour la présidentielle de 2017. AFP

- Gouvernement : Macron poussé vers la sortie

En petit comité, François Hollande commence à s'agacer des insolences de son jeune ministre et surveille ses embardées. « Il se rend compte que Macron ne lui a pas tout dit... LeParisien.fr

- PS: des adhérents saisiront la justice si une primaire n'est pas organisée

Trois adhérents du Parti socialiste somment le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis de réunir "avant le 6 mai" un

Conseil national fixant le calendrier et les modalités d'organisation de la primaire prévue par les statuts du parti, menaçant au besoin de saisir la justice. AFP

Racisme d'Etat déguisé.

- Le débat sur l'islamophobie relancé

Il est revenu sur la table après l'appel à boycotter les marques qui proposent des « vêtements islamiques » et les propositions de bannir le voile des universités. LeMonde.fr

En famille à l'extrême droite.

- Marine Le Pen inquiète 64 % des Français...

Selon un sondage BFM TV, un tiers des personnes interrogées jugent que la présidente du FN "a la stature d'un président". Et 36 % la trouvent "honnête". LePoint.fr

... mais pas Macron...

- Présidentielle: Macron en tête à gauche, selon un sondage

Le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, est la personnalité de gauche préférée des Français pour l'élection présidentielle de 2017, selon un sondage Viavoice pour Libération publié jeudi. AFP

Quand on vous disait qu'ils étaient d'extrême droite...

- Manuel Valls fait du Marine Le Pen, c'est elle qui le dit

Marine Le Pen et Manuel Valls se posent-ils la même question à propos de la compatibilité de l'islam avec la République? C'est en tout cas ce que pense la présidente du Front national en faisant le rapprochement entre un livre qu'elle a publié en 2006 et les récentes déclarations du premier ministre dans Libération. Le Huffington Post

Même en famille à droite ils sont minoritaires.

En oligarchie quel que soit les résultats d'une élection, vous serez élu puisque ce n'est pas vous qui gouvernez.

25,08%

- Départementale partielle en Meuse: éliminé, le PS appelle à "faire barrage" au FN

La fédération PS de Meuse, dont les candidats à l'élection départementale partielle de Saint-Mihiel ont été éliminés dimanche par l'UDI et le FN, a appelé lundi à "faire barrage à l'extrême droite" au second tour.

"Considérant que le Front national et ses candidats représentent un danger pour notre territoire et notre pays, nous appelons les électeurs de ce dimanche 24 avril, en conscience et en responsabilité, à se mobiliser pour faire barrage à l'extrême droite", explique la fédération PS de Meuse dans un communiqué.

Avec 39% de participation, les 20,02% de voix recueillis par le binôme Séverine François et Thibaut Villemin ne leur permettent pas de se qualifier pour le second tour.

Ce sont les candidats de l'UDI, arrivés en tête avec 41,16%, et ceux du FN (38,81%) qui s'affronteront dimanche 24 avril. AFP

41,16% + 20,02% de 39% = 23,86%

Au second tour dimanche 24 avril l'UDI l'a emporté avec 57,8 % des voix le taux d'abstention s'est réduit à 56,6%, il a donc été élu avec 25,08% des inscrits

14,27%

- Le PS remporte la législative partielle en Loire-Atlantique - Le Monde.fr avec AFP

- Législative partielle en Loire-Atlantique : victoire du PS avec 55,44% des voix - lefigaro.fr

Avec 55,4% des voix, Karine Daniel devance son challenger de droite Matthieu Annereau (Les Républicains/UDI/MoDem), qui a recueilli 44,56% des suffrages dans cette circonscription aux mains de la gauche depuis près de 40 ans, lors d'un scrutin marqué par une très forte abstention (74,23%). lefigaro.fr 24.4

Commentaire d'internaute

- Obtenir 55,44 % des suffrages exprimés avec 74,23 % d'abstentions c'est représenter 14 % des inscrits.

La nouvelle député a donc été élue à minima mais revendiquera une très grande victoire pour la gauche rassemblée. Il fallait le dire et ils l'ont dit !

Nous sommes donc dans un système ou les représentants de 14 % des électeurs font la loi !

Un tel système doit bien porter un autre nom que démocratie. Lequel ?

L'oligarchie.

L'oligarchie, c'est aussi cela.

- L'extrême droite en tête de la présidentielle en Autriche Reuters

Le candidat de l'extrême droite autrichienne, Norbert Hofer, est arrivé dimanche largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle, montrent les projections de la chaîne publique ORF.

Avec 36% des suffrages, il devance les candidats indépendants Alexander van der Bellen et Irmgard Griss, respectivement crédités de 20% et 19%.

- Le taux de suicide explose aux Etats-Unis Libération.fr

Presque toutes les tranches d'âge et tous les groupes ethniques sont touchés. Isolement, crise économique et exigence de performance expliquent ces chiffres.

Entre 1999 et 2014, le taux de suicide a augmenté de 24% aux Etats-Unis, selon une étude des Centers for Disease Control and Prevention (CDC), la principale agence gouvernementale américaine de santé publique. Ainsi en 2014, 42 773 personnes ont mis fin à leurs jours, contre 29 199 en 1999. On compte désormais 13 suicides pour 100 000 habitants, le chiffre le plus élevé depuis 1986. Libération.fr 24.4

Quel monde de "cons" ! Le leur.

- L'invasion des «métiers à la con», une fatalité économique? slate.fr

Alors que la technologie devait nous libérer du travail, l'économie contemporaine crée toujours plus de «métiers à la con» que ceux qui les exercent savent parfaitement inutiles, déplore l'anthropologue David Graeber. Ou pourquoi la semaine de 20 heures est encore loin.

Dans cet article intitulé «A propos du phénomène des jobs à la con», le chercheur rappelle en introduction que le progrès technologique a toujours été vu comme l'horizon d'une libération du travail, mais que cet horizon s'est constamment éloigné à mesure que les progrès devenaient tangibles. En 1930, le célèbre économiste John Keynes estimait dans une fiction futuriste qu'on pourrait se contenter de travailler 15 heures par semaine un siècle plus tard et que d'ailleurs, on s'ennuierait tellement que le principal problème collectif serait de répartir le travail.

Or, le progrès n'a fait depuis que nous donner des raisons supplémentaires de travailler, dans des métiers que même ceux qui les occupent trouvent parfois profondément inutiles.

Les bullshit jobs de l'auteur appartiennent au secteur des services: les fonctions dites de support et les services aux entreprises (ressources humaines, management, droit, qualité, finance, communication, conseil, etc.) et plus largement les emplois

de bureau, de l'employé administratif au manager:

«Nous avons pu observer le gonflement, non seulement des industries de "service", mais aussi du secteur administratif, jusqu'à la création de nouvelles industries comme les services financiers, le télémarketing, ou la croissance sans précédent de secteurs comme le droit des affaires, les administrations, ressources humaines ou encore relations publiques.»

Des gens qui, au-delà des 15 heures de travail efficace hebdomadaire, passent selon lui «le reste de leur temps à organiser ou aller à des séminaires de motivation, mettre à jour leur profil Facebook ou télécharger des séries télévisées».

David Graeber est bien conscient que personne n'a la légitimité pour décider quels boulots sont utiles et quels boulots sont «foireux». Il ne s'agit même pas d'une distinction entre travail productif et improductif, mais plutôt entre travail socialement utile et travail vidé de sens. D'ailleurs, comme il l'observe, un métier est d'autant moins payé qu'il est utile à la société.

«Que se passerait-il si toute une classe de gens devait simplement disparaître?», se demande-t-il. A ce jeu là, ce ne sont évidemment ni les postes les mieux rémunérés ni les plus éloignés de la production qui viennent immédiatement à l'esprit: plutôt les éboueurs, les enseignants, les mécaniciens ou les infirmiers.

La critique de David Graeber est en fait moins économique que sociétale. L'auteur n'est pas anarchiste pour rien: il critique en fait le principe même de la division du travail, que d'autres considèrent comme étant justement le ciment de la cohésion sociale, dans la mesure où elle rend les individus plus interdépendants.

L'auteur précise d'ailleurs que les toiletteurs d'animaux de compagnie, les babysitters ou les livreurs de pizzas qui travaillent la nuit n'existeraient pas si les gens avaient du temps pour s'occuper de ces tâches. Or, ce qu'on vit va dans le sens contraire: nous allons vers un stade ultime de la division du travail social.

Graeber pense que l'explication de ce paradoxe des bullshit jobs n'est pas économique: elle est politique. C'est parce que «la classe dirigeante a réalisé qu'une population heureuse et productive avec du temps libre était un danger mortel» que le travail inutile continue à prospérer.slate.fr 24.4

Etat policier.

- Euro-2016 et Tour de France: le gouvernement veut prolonger l'état d'urgence - AFP

Le gouvernement français a décidé mercredi de prolonger de deux mois supplémentaires l'état d'urgence en vigueur depuis les attentats du 13 novembre pour couvrir la période de l'Euro-2016 de football et du Tour de France cet été face à la menace terroriste. AFP

- Lille : la police défonce la porte du local de la CNT. - Liberation.fr

Selon le procureur, les policiers agissaient en flagrant délit à la suite de violences sur un agent de la force publique, mais sans donner aucune précision sur leur nature. Liberation.fr

- Installation de portillons de sécurité dans des collèges des Bouches-du-Rhône. - LeMonde.fr

Les clôtures et portails des collèges du département sont également renforcés, et la vidéosurveillance développée. LeMonde.fr

Quadrillage policier du pays.

- Terrorisme: Cazeneuve muscle le GIGN et le RAID face aux risques d'attentats

Sept nouvelles antennes GIGN et Raid, effectifs renforcés, fin des frontières police/gendarmerie: le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a dévoilé mardi le "schéma d'intervention" censé mettre les unités d'élite en ordre de bataille en cas d'attentat de masse.

Bernard Cazeneuve a également annoncé un renforcement des moyens. Quatre nouvelles antennes régionales du GIGN verront le jour à Nantes, Tours, Reims et Mayotte, s'ajoutant à celles qui existent à Dijon, Orange et Toulouse.

Ainsi que trois nouvelles antennes du Raid à Montpellier, Nancy et Toulouse (en plus du GIGN) qui s'ajoutent à celles de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Rennes et Strasbourg.

La BRI, composée actuellement plus de cent hommes, verra ses effectifs doubler.

Selon Beauvau, "l'ensemble des agglomérations et territoires les plus sensibles sera ainsi couvert à bref délai".

- Militaires français morts au Mali: hommage national la semaine prochaine - BFMTV Deux soldats français sont morts des suites de leurs blessures provoquées par l'explosion d'une mine, mardi, dans le nord du Mali, qui avait déjà coûté la vie à l'un de leurs camarades. BFMTV

- Cazeneuve déplore une campagne "irresponsable" contre la police - Reuters

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a dénoncé mardi des "campagnes irresponsables et médiocres" contre la police, faisant allusion à une affiche d'une branche de la CGT déplorant des violences policières. Reuters

Chasse aux sorcières.

- Mathieu Laine - Motion de défiance au racolage anti-libéral de "Cash investigation" - LePoint.fr

Pour l'essayiste Mathieu Laine, l'émission d'Élise Lucet diffusée sur France 2 est clairement anti-libérale, alors que le service public se doit d'être neutre. LePoint.fr

Tirez la chasse !

Sa Majesté Cyril Hanouna ! - LePoint.fr

Dans la rubrique défoncez-vous et ne pensez à rien d'autres.

- Le Canada veut légaliser le cannabis au printemps 2017 - LeMonde.fr Cette annonce fait suite aux grandes lignes tracées début décembre par le premier minsitre, Justin Trudeau, dans son discours de politique générale. LeMonde.fr

- Vers la dépénalisation du cannabis au Mexique - euronews.com

Enrique Peña Nieto vient d'ouvrir une brèche dans la loi mexicaine anti-cannabis. Longtemps opposant à tout adoucissement de la loi, le Président de droite a changé d'avis. euronews.com

Bienvenue en oligarchie

- Vos gènes déterminent le moment de votre premier rapport sexuel

Une étude pointe du doigt l'impact de la génétique sur nos comportements sexuel et reproductif. Non, l'âge que vous aviez lors de votre premier rapport sexuel n'est pas le simple fruit des circonstances. Ce moment précis, nos gènes l'ont déterminé à hauteur de 25%... Slate.fr

- Femmes journalistes et hommes politiques, épisode 2 - Liberation.fr Le harcèlement sexuel est un sujet important: nous invitons les journalistes qui souhaitent s'en emparer de mener des enquêtes basées sur des faits recoupés. Liberation.fr

- Education nationale : Najat Vallaud-Belkacem annonce son plan de la lutte contre la pédophilie - Public Sénat

La ministre de l'Education nationale a énuméré ce vendredi plusieurs mesures pour renforcer la lutter contre la pédophilie dans l'Education nationale. Najat Vallaud-Belkacem a rappelé son attachement à la « loi Villefontaine » adoptée en début du mois : une législation jugée « dangereuse et inapplicable Public Sénat

Une obsession chez ces sauvages.

Une photographe belge capture l'intimité d'un couple de lions mâles

L'avocate de profession, premier prix du Wildlife Discovery of the Year, a publié sur son site six clichés des deux félins, réunis dans une série baptisée «True Love».

Les lions font partis des 450 espèces parmi lesquelles l'homosexualité a déjà été décrite par les scientifiques.

Des ébats entre lions mâles avaient déjà été décrits par les scientifiques. L'homosexualité des animaux sauvages est en réalité connue chez au moins 450 espèces. Interrogé par le Guardian Liberty Voice, le zoologiste Petter Bøckman rappelle que l'hétérosexualité exclusive n'a été démontrée chez aucune espèce à reproduction sexuée.

Observée dans la nature comme en captivité, l'homosexualité animale apparaît donc de plus en plus comme une donnée tout à fait naturelle, rendant l'un des arguments phare des opposants aux droits des homosexuels de plus en plus bancal. Slate.fr

Commentaire d'un internaute:

- "six clichés des deux félins réunis dans une série baptisée «True Love»"

J'imagine que les relations normales (hétérosexuelles) ne sont donc pas du véritable amour, il faut s'enculer pour connaître "le vrai amour" !

Guerre idéologique sur tous les fronts

- Faut-il confier le choix du prénom de son enfant à des professionnels?

Certaines agences spécialisées dans le «naming» ont trouvé une nouvelle clientèle: les parents anxieux de l'avenir de leur enfant.Quand ils choisissent un prénom pour leur enfant, les futurs parents souhaitent affirmer leur individualité en se démarquant des choix des autres parents. C'est ce Slate.fr

- Et si les inégalités face à l'orgasme étaient aussi d'ordre anatomique?

Pourquoi certain(e)s jouissent facilement, et d'autres pas? Parce que les orgasmes sont des phénomènes complexes impliquant des facteurs psychologiques, physiologiques et anatomiques, nous disent les chercheurs.À peu près 80% des femmes et 20% des hommes rencontrent des difficultés quelconques à Slate.fr

- On sait pourquoi la voix de Freddie Mercury était extraordinaire

Des chercheurs ont réalisé une analyse acoustique poussée du spectre vocal du chanteur de Queen.Une équipe de scientifiques européens vient de publier une analyse acoustique poussée de la voix de Freddie Mercury dans la revue Logopedics Phoniatrics Vocology. Pour leur article sur la fréquence vocale Slate.fr

- Shakespeare aurait voté contre le Brexit, c'est certain

Toute sa vie, l'auteur, dont on fête le 400e anniversaire de la mort, a combattu nationalisme et xénophobie.Shakespeare, dont on fêtera le 400e anniversaire de sa mort ce samedi 23 avril, doit se retourner dans sa tombe alors que le débat sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne Slate.fr

- Ce clavier qui permet de jouer du Finkielkraut va égayer votre weekend

Ce clavier va vous rendre hilare -comme il amuse l'Internet francophone depuis 24 heures. Il permet de jouer du Kylie Minogue («Can't get you out of my head») avec de petites interjections du philosophe Alain Finkielkraut, prononcées lors de son éviction de la place de la République... Slate.fr

- Comment les entreprises tentent de se protéger des lanceurs d'alerte

Pour se prémunir de fuites de documents par des lanceurs d'alerte, les entreprises ont recours à de nouveaux logiciels, du profilage et à de l'analyse comportementale. Slate.fr

- Fini le clickbait, Facebook veut vous offrir un fil d'actualité sur-mesure

Le réseau social va modifier son algorithme afin d'afficher sur votre fil d'actualité uniquement des articles sur lesquels vous passez du temps. Si vous utilisez Facebook depuis un moment déjà, alors vous savez mieux que quiconque que les fonctionnalités du réseau social ont tendance à évoluer... Slate.fr

- Les Chinoises alertées sur les risques de tomber amoureuses d'un étranger

Une bande dessinée réalisée par les autorités insiste sur les manoeuvres d'espionnage dont elles pourraient être victimes. Alors que de récents cas d'espionnage ont été observés dans le pays, la Chine a célébré le 15 avril dernier la première édition de son «National Security Education Day», Slate.fr

- La procédure de destitution de Dilma Rousseff n'est pas un coup d'État - Slate.fr

Le Donald Trump nouveau est arrivé Les médias américains s'émerveillent du tout nouveau ton «présidentiel» de Donald Trump. Slate.fr

Couac quoique...

Clinton et Trump, des vainqueurs toujours aussi impopulaires

La bonne nouvelle pour les favoris, c'est qu'ils ont gagné. Hillary Clinton et Donald Trump, sans surprise, ont remporté les primaires de l'État de New York, leur fief, avec une large avance.

La mauvaise nouvelle, c'est que les deux candidats sont de plus en plus impopulaires. Selon un sondage récent, un quart des Américains seulement ont une opinion favorable de Trump, contre 65 % qui le voient de manière très négative. Quant à Hillary, elle enregistre 32 % d'opinions favorables, contre 56 % de vues défavorables.

Vol MH17. Confirmation. Quel dommage pour ceux qui nous accusent de relayer les théories du complot.

Passage rédigé après avoir reçu un courriel.

C'est une accusation qui nous gonfle au dernier degré parce qu'elle est injuste ou infondée. On va enfoncer le clou. Ceux qui nous balancent cette accusation dégueulasse démontrent à quel point ils se trouvent sous l'emprise de la propagande officielle dont ils se font ainsi les agents. Oui, parfaitement et je pèse mes mots.

Parfois on se dit qu'on a à faire à des militants pas très futés ou qui ne sont pas habitués à réfléchir par eux-mêmes, aussi s'efforce-t-on de leur expliquer les choses en long, en large, en travers et en diagonal à partir des faits et uniquement des faits, on se dit qu'ils vont comprendre la même chose que nous tellement cela nous paraît évident, et bien non, en vain, parce qu'ils sont butés, bornés, bourrés d'idées préconçues, incapables de faire preuve de la moindre logique ou d'une mauvaise foi sans fond contre laquelle tout argument rationnel sera impuissant. Car voyez-vous, pour peu que les faits que vous relatez aient été publiés par des gens catalogués par les agents du régime comme des "complotistes", peu importe que ce soit ou non à juste raison, ils ne se donneront même pas la peine de considérer ces faits ou vos arguments, ils les rejetteront et vous avec qui sera assimilé à ces "complotistes". Si ce n'était que cela, à la limite on s'en foutrait, personne ne les oblige à avoir des relations avec nous ou à ce connecter à ce portail. Mais le plus grave, c'est qu'en se privant de ces faits ou de cette argumentation, ils se priveront de la possibilité d'interpréter la situation en toute indépendance pour finalement colporter la version officielle destinée à conditionner les travailleurs.

Ce qui fait le plus défaut aux militants notamment, c'est une faiblesse humaine semble-t-il, c'est l'absence de modestie, parce qu'ils ont lu Le capital ou les oeuvres des marxistes il aurait automatiquement acquis un niveau de conscience supérieur, qui leur permettrait de se déterminer sur une question avant même de l'avoir étudiée, pour un peu, avant même qu'on l'ait formulée ou qu'on leur ait soumise, la vérité révélée par les anges quoi.

Comme je l'expliquais au début, ils ne vous écoutent ou ne vous lisent même pas ou distraitement, normal car à leurs yeux vous êtes que dal, notez bien que ce n'est pas forcément une question de statut social, non, c'est plutôt l'idée supérieure qu'ils ont d'eux-mêmes qui les fait agir de la sorte. Quand j'observe leur comportement et que je le compare à celui de ma compagne illettrée et profondément arriérée, à laquelle j'ai finalement renoncé à faire comprendre quelque chose du fait de la pauvreté de son expérience de la société, je me dis que leur prétention est usurpée et le produit d'un individualisme dont ils sont inconscients. Quand vous baignez pour ainsi dire en permanance dans ce milieu profondément arriéré, vous reconnaissez au premier coup d'oeil l'attitude de ceux qui n'en sont pas si éloignés ou qui n'en sont jamais totalement sortis. Et peuvent y retourner, même avec bac + 7 ! Finalement ils sont comme l'idiot du proverbe chinois, qui au lieu de regarder la lune que lui désigne le philosophe, regarde son doigt. Et si le lendemain quelqu'un venait à lui demander s'il avait vu la lune la veille, il répondrait sur un ton assuré qu'il ne l'avait pas vu parce qu'elle ne devait pas être visible, alors qu'en fait il avait été occupé à regarder le doigt du philosophe.

Il y a vraiment de quoi être exaspéré parfois.

- Crash du vol MH17: la BBC met en cause la chasse ukrainienne - sputniknews.com

La BBC a procédé à une enquête approfondie qui a confirmé l'hypothèse selon laquelle le Boeing malaisien effectuant le vol MH17 aurait été abattu par un chasseur et non par un missile tiré depuis le sol.

Ce dimanche, certains journaux britanniques ont mis leurs lecteurs en effervescence en annonçant la projection d'un documentaire intitulé "Conspiracy Files: Who Shot Down MH17?". Le film sera diffusé le 3 mai sur la chaîne BBC Two.

Selon The Sunday Express, le documentaire contient de "nouvelles accusations choquantes" portant sur la tragédie survenue le 17 juillet 2014 dans le ciel du Donbass. Rappelons qu'un avion de ligne malaisien effectuant le vol MH17 d'Amsterdam à Kuala Lumpur avait été abattu par un missile de combat. Cette attaque avait emporté la vie des 298 personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil.

D'après les conclusions de l'enquête officielle menée pendant plus d'un an par le Bureau néerlandais pour la sécurité (OVV), l'avion a été détruit par un missile tiré depuis un système antiaérien Bouk. Différentes versions de ce système sont en service dans les forces armées russes et ukrainiennes. Dès le début, l'Occident s'est mis à promouvoir l'hypothèse non étayée par les faits selon laquelle le missile aurait été tiré depuis un système remis par la Russie aux insurgés de la République populaire de Donetsk (DNR). Et ce, malgré le fait que le rapport de l'OVV n'accusait formellement aucune des parties.

Cela dit, le Bureau néerlandais pour la sécurité a dès le départ écarté la piste présentée par un technicien de l'aérodrome militaire ukrainien d'où plusieurs chasseurs équipés de missiles air-air avaient décollé le 17 juillet 2014. Selon ce témoin, qui a dû fuir l'Ukraine pour s'établir en Russie, un de ces chasseurs était revenu sans missiles, et son pilote (le capitaine Vladislav Voloshin) était descendu, tout pâle, du cockpit. A la question de savoir ce qui s'était passé, le pilote avait répondu au technicien: "L'avion s’est retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment…".

Ce témoin-clé avait raconté de nombreux autres détails relatifs à la mission du capitaine Volochine, mais les médias occidentaux n'avaient pas pris son récit au sérieux.

Le film de la BBC fournit de nouveaux témoignages à l'appui de la thèse selon laquelle le Boeing malaisien aurait pu être attaqué par des chasseurs ukrainiens.

Les journalistes de la chaîne BBC Two ont interrogé des dizaines de personnes dans la région du crash. Ces témoins ont affirmé avoir aperçu depuis le sol deux chasseurs en train de survoler la région au moment où une explosion avait retenti dans le ciel.

Une des personnes interrogées, Natalia Beronina, a témoigné: "Nous rentrions la récolte lorsqu'une détonation s'est fait entendre. Au début, nous avons aperçu une fumée noire, mais une seconde après, deux petits avions sont apparus dans le ciel. Ils étaient tout petits, comme des jouets en argent. L'un d'entre eux a continué de voler en avant, mais l'autre a fait un demi-tour immédiatement après la détonation et est revenu en arrière".

The Sunday Express rapporte également que le journaliste d'investigation allemand Billy Six a retrouvé au moins sept témoins qui affirmaient avoir observé un chasseur au moment du crash du Boeing. L'un d'entre eux a déclaré qu'il avait vu le chasseur tirer un missile: "une ligne fine et courte comme un fil s’est échappée dans les nuages". Puis, une explosion a retenti.

D'après le journaliste allemand, le Boeing malaisien aurait pu être attaqué par deux chasseurs à la fois: l'un aurait lancé un missile et l'autre tiré avec un canon.

Le film de la BBC a ceci d'important qu'il est le premier documentaire à présenter au public occidental les récits de témoins réels et non les élucubrations de politiciens et de propagandistes. sputniknews.com 24.4

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 5 mai 2016

CAUSERIE

Il est 21h10 à Pondichéry et je n'ai plus le temps d'actualiser le portail, en attendant une image pour illustrer l'actualité sociale et politique. Le portail sera actualisé demain.

Le 3 mai 2016

CAUSERIE

La prochaine actualisation du portail dans une semaine ou plus, je n'ai pas terminé mes travaux et le statut d'homme au foyer n'est pas de tout repos.

L'ancienne adresse de l'auteur de ce portail, milarepa13@yahoo.fr, est de nouveau disponible depuis quelques mois après avoir été bloquée pendant des mois sans que j'aie réussi à savoir pourquoi.

En ouvrant cette boîte aux lettres il y a quelques semaines, j'ai découvert plus de 200 courriels. J'ai ainsi pu constater que je recevais toujours autant de messages politiques sans que je sache non plus pourquoi, à croire que ma littérature ne laisse pas tout le monde indifférent.

On est obligé de laisser tomber certaines infos qui datent de plus d'une semaine ou certains sujets par manque de temps.

On suit quotidiennement l'actualité sociale et politique internationale sans forcément en aborder tous les aspects pour les raisons qui viennent d'être évoquées, par exemple on n'a pas manqué la mobilisation des métallos allemands et l'importante manifestation qui a eu lieu à Londres contre l'austérité il y a environ trois semaines, ou celle contre le Tafta en Allemagne la semaine précédente.

Si on n'évoque qu'à la marge le mouvement social en cours en France contre la Loi travail ou pour son retrait, c'est parce qu'il ne sort pas des scénarios des décennies précédentes ou chacun des acteurs se partagent les rôles pendant que certains l'instrumentalisent pour le compte de leurs appareils, du gouvernement ou du régime.

La plupart de ceux qui se mobilisent sont sur une orientation purement corporatiste, qui ne laisse entrevoir aucune issue

ou perspective politique susceptible de se développer, la situation est donc plutôt condamnée à pourrir sur place.

Il y a quelques années j'avais affirmé que l'atomisation de la classe ouvrière ou son extrême hétérogénéité était devenue un obstacle majeure à la grève générale, et que si elle devait avoir lieu ce serait davantage sur le plan politique qu'elle surgirait, en prenant directement une tournure insurrectionnelle qu'aucun n'aurait vu venir... Je n'ai jamais creusé cette question depuis. On peut essayer d'aller un peu plus loin aujourd'hui.

Cela signifiait que les travailleurs confrontés à une multitude de difficultés quotidiennes s'accumulant sur leurs épaules et leur rendant la vie pratiquement insupportable, parviendraient à la conclusion politique qu'il était inutile de vouloir s'acharner à résoudre des problèmes puisque d'autres surgiraient aussitôt ou que la majorité d'entre eux demeureraient sans réponses ou non résolus, au point qu'une amélioration partielle ou à la marge de leur condition ne changerait finalement rien à l'aspect intolérable de leur situation, et que par conséquent seule une action soudaine, radicale, déterminée, violente si cela s'avérait inévitable visant l'ensemble des institutions ou l'Etat pourrait aboutir à un véritable changement social et politique qui permettrait de satisfaire l'ensemble de leurs besoins ou aspirations légitimes demeurés en suspens depuis des années ou de nombreuses décennies.

S'ils ne parvenaient pas à cette conclusion, alors il faudrait dire adieu à tout espoir de changement de société, au socialisme, nous serions condamnés à vivre l'enfer de l'oligarchie.

Le mouvement social actuel mobilise principalement les couches privilégiées du prolétariat et leurs enfant, qui craignent de ne pas pouvoir accéder à un statut social au moins équivalent à celui de leurs parents. Que tous les partis de la pseudo-gauche et extrême gauche plébiscitent Nuit Debout n'a rien d'étonnant, puisque leurs dirigeants et la plupart de leurs militants sont issus de ces couches supérieures et bien nantis et donc partagent le même fond de commerce à vocation corporatiste. Et quand ils souhaitent y associer la classe ouvrière (les syndicats) ou qu'ils se souviennent qu'elle existe encore, c'est pour mieux l'instrumentaliser et l'abandonner ensuite à son triste sort, ils n'ont jamais agi autrement dans le passé.

Nous avions rappelé dans différentes causeries une des conditions indispensables pour que le socialisme passe de l'utopie à la réalité, à savoir qu'il ne pourrait jamais vaincre avec un prolétariat embourgeoisé et corrompu par l'idéologie de la classe dominante, son embourgeoisement correspondant davantage un état d'esprit dû à l'amélioration de sa situation matérielle plutôt qu'une affaire d'enrichissement personnelle, c'est le constat que l'on peut faire en observant le mode de vie et de pensée des couches les plus défavorisées du prolétariat, constat aggravé ou amplifié lorsqu'on gravit les échelons de la hiérarchie sociale, une des vertus pernicieuses du réformisme.

Le développement du capitalisme et la lutte des classes telle qu'elle a été menée depuis l'après-guerre, devaient aboutir à une situation dramatique et inextricable, où les exploités connaîtraient une amélioration substantielle de leur condition qui leur permettrait de mieux supporter l'existence du capitalisme et les sacrifices toujours plus nombreux qu'il leur imposerait par la suite, qui se traduiraient par une profonde dégradation de leur condition de travail et d'existence, sans qu'ils soient en mesure de s'y opposer pour n'être jamais parvenus à élever leur niveau de conscience politique et à s'organiser pour affonter le régime et le renverser. Ils devaient donc y rester subordonnés et en subir toutes les conséquences sans qu'aucune issue politique ne pointe à l'horizon, ceci expliquant cela en somme.

L'amélioration de la condition des exploités a contribué à les corrompre au profit du régime, au lieu de constituer une ou des étapes vers leur émancipation totale ou complète du capitalisme. Cette vertu répétons-le est à mettre au compte du réformisme bourgeois, au détriment du socialisme dont il est l'antithèse.

Etant personnellement membre et issu du milieu ouvrier, ayant toute ma vie à 60 ans baigné parmi ses couches les plus défavorisées et profondément arriérées, j'ai pu constater à quel point elles pouvaient d'adapter à des conditions extrêmes et trouver le moyen de s'en satisfaire, alors on peut facilement imaginer ce qu'il devait en être des couches bénéficiant d'un statut social supérieur, qui vivront généralement dans la plus parfaite insouciance ou se laissont vivre, profitant des avantages que la société avait mis généreusement à leur disposition en espérant que cela dure le plus longtemps possible ou toute leur vie, et c'est seulement lorsque cette condition est remise en cause qu'elles se mobilisent, uniquement pour défendre leur statut social, d'où le contenu de leur mobilisation qui n'a rien d'anticapitaliste, de révolutionnaire ou de socialiste.

On s'aperçoit ici que quel que soit le statut social des exploités, défavorisé ou privilégié, tous acceptent de se placer sous le joug du capitalisme, qui leur impose un mode de vie qu'ils n'ont pas choisi ou qui est ponctué de nombreux sacrifices, car par exemple être cadre dans une entreprise privée, habiter dans un pavillon coquet et rouler en BMW nécessitera de sacrifier sa vie, sa famille, ses enfants à l'entreprise qui l'emploie.

Quelle que soit sa condition ou quel que soit son statut, en régime capitaliste l'exploité de sa naissance à sa mort n'a aucun droit dans la mesure ou ses conditions d'existence lui sont imposées, il est prié de faire avec, de s'en accommoder, ce qu'il parvient à faire par la force des choses ou contre son gré, mais il n'a pas le choix la plupart du temps ou le choix qui opportunément peut s'offrir à lui, sera toujours restreint et ponctué de nouvelles contraintes qui finiront tôt ou tard par lui paraître aussi insupportables que celles auxquelles il avait voulu échapper en changeant de vie. Il a tôt fait de se faire une raison habituellement ou de se résigner à

sa condition, car c'est le sort qui lui était destiné, voilà tout. C'est ainsi que vivent et pensent l'immense majorité des exploités toutes conditions confondues.

Et peu importe que l'amélioration de leur condition se fasse toujours au détriment d'autres exploités ici ou ailleurs quelque part dans le monde, dans quelles conditions économiques ou politiques puisqu'ils n'en ont aucune idée et s'en moquent. Tout aura été fait pour qu'il en soit toujours ainsi, car toute prise de conscience présenterait une menace pour l'ordre établi auquel ils étaient soumis jusque-là. Il ne fallait surtout pas qu'ils prennent conscience de leur condition et comprennent que l'organisation de la société était uniquement conçue pour les maintenir en servitude indéfiniment, tandis que ses concepteurs en seraient finalement les seuls bénéficiaires.

Au point de départ, on trouve l'abdication ou la négation de leurs droits, de leurs besoins, de leurs aspirations, leur soumission aveugle à un ordre régi par des rapports de classe qui leur sont défavorables, sans qu'ils se demandent sur quoi repose leur légitimité, qu'est-ce qui permet de justifier un tel traitement inégal, une telle injustice dont ils sont les victimes. Au lieu d'acquérir les connaissances qui leur permettraient de prendre conscience de ce processus destiné à broyer leurs droits tout au long de leur existence, pour ensuite envisager de passer à l'action pour le briser ou en modifier la trajectoire, leurs connaissances vont leur servir à autres choses ou être détournées de cet objectif politique, de sorte que leur destin continuera de leur échapper.

Ce serait stupide et injuste de leur en vouloir, car répétons-le tout aura été entrepris pour qu'il en soit ainsi. La faute en revient à nos dirigeants qui ont adopté une conception de la lutte des classes ne correspondant pas à la réalité pour ne pas dire pire encore.

Composée largement de dogmes, de doctrines, de théories, de formules répétées sans cesse, d'a priori, de tabous, figée, rigide, etc. elle devait rebuter tous ceux qui sincèrement ou honnêtement espéraient y trouver un instrument susceptible de rassembler les éléments les plus conscients parmi les exploités, afin d'entraîner l'immense masses des couches inférieures contre le régime, qui tour à tour exaspérés par tant d'incompétence devaient abandonner le combat ou s'en détourner généralement à jamais.

Des générations entières de travailleurs de toutes catégories sociales avaient pris courageusement le chemin de la lutte de classe pour ensuite l'abandonner, sans qu'on en tire le moindre enseignement ou sans qu'on modifie cette conception de la lutte de classes épouvantable, qui a fini par épouser les contours les plus détestables de l'opportunisme. Nos dirigeants, qui sont évidemment irréprochables, en sont fiers, on ne plaisante pas, ils le revendiquent, dès lors que faudrait-il en attendre ?

Dès que l'on parle de culture politique, qu'on évoque l'éducation des masses ou qu'on fait référence à une théorie, on passe pour un dictateur, un manipulateur des consciences, un pédagogue aux intentions louches, parce qu'on se méprend sur ces termes, après avoir inconsciemment adopté l'interprétation qu'en donne les représentants de la classe dominante, qui n'ont pas intérêt à ce qu'elles puissent se développer ou se répandre.

Les représentants de la classe dominante sont plus sérieux ou conséquents que nos incurables dirigeants, qui n'apprennent rien ou ne retiennent pas grand chose des expériences qu'ils peuvent avoir été amenés à vivre, ils n'ont assurément pas retenu la leçon qu'ils leur avaient donnée à plusieurs reprises quand ils affirmèrent qu'il suffirait que la population sache ce qu'ils (les banquiers) tramaient dans leur dos pour que leur pouvoir soit réellement menacé ou qu'il ne puisse plus tenir un jour de plus, de mémoire je citerai Lincoln, Rothchild et Rockefeller. Cette simple évocation va nous valoir l'accusation de "complotiste", alors que ce sont ceux qui en nient la réalité qui y participent ou s'en font les complices. Avez-vous observez de quelle manière lamentable ils ont traité l'affaire des "Panama papers" ? Le reste est à l'avenant, et le passé surtout.

De ce constat nos dirigeants auraient dû en tirer des leçons, modifier notamment leur conception des rapports entre les classes, à l'intérieur des classes ainsi que leur conception de la lutte des classes. Impossible puisqu'ils avaient abandonné l'étude ou l'analyse de ces rapports qui faisaient la force du marxisme qu'ils ont dénaturé en s'en tenant à des lieux communs ou aux apparences, et quant à leur conception de la lutte des classes, ils ne pouvaient pas la modifier puisqu'elle coïncidait avec l'orientation politique qu'ils avaient adoptée pour préserver leurs appareils, avec l'existence même de leur parti avec lequel elle se confondait, avec le statut de leurs dirigeants.

Plus on y pense, sans vouloir être désagréable pour le plaisir de l'être, plus on se dit qu'on est en présence de guignols, on va en donner un autre exemple flagrant.

Leur conception de la lutte de classe ou du militantisme se résume à l'intervention dans la lutte des classes, dont il faudrait attendre des miracles qui n'ont jamais eu lieu évidemment. Vous participez à une bataille, et hop votre niveau de conscience va franchir une étape décisive, qui pour un peu sans qu'on sache ni pourquoi ni comment va vous transformer, jamais plus vous ne verrez la société comme avant, vous voilà devenu un autre homme ou une autre femme, encore un petit effort et vous voilà mûr pour le socialisme...

Sauf qu'en réalité les choses ne se présentent pas du tout de cette manière-là. Car encore faudrait-il se demander sur quelle orientation politique vous vous mobilisez, question déterminante puisqu'en découlera que vous serez ou non capable d'en tirer des leçons pour la suite. Sinon on aurait déjà construit un parti qui compterait des millions de militants et on aurait déjà pris le pouvoir ! La nature d'un mouvement social, sa caractérisation politique ne les intéresse pas, partant de là il est impossible

de conserver les militants que l'on a recrutés et de construire le parti.

Cette attitude n'est pas un fait isolé ou qui ne concernerait qu'un aspect de la lutte des classes ou de leur interprétation de la société, c'est une constante chez eux d'écarter tous les facteurs qui s'inscrivent dans un processus dont l'objectif se situe au-delà du court terme ou dont ils ne maîtrisent ni les rythmes ni les délais. C'est ainsi par exemple qu'ils traitent par dessus la jambe la stratégie néolibérale destinée à instaurer un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie, qu'ils estiment inutile de se mêler à la guerre idéologique et psychologique que l'oligarchie mène contre la classe ouvrière (toutes les classes en réalité) laissant le champ libre à la pire réaction, et c'est parce qu'ils sont incapables ou refusent de mesurer la portée de certains événements qu'ils préfèrent ne pas aborder la question de leurs commanditaires ou adoptent leurs versions officielles, histoire de couper court à toute discussion qui pourrait les entraîner trop loin, ce qui au passage témoigne que leur politique ne sert que des intérêts immédiats et qu'ils n'ont pas d'autres objectifs politiques.

Nous appelons les militants à rompre avec ces conceptions erronées qui nous ont menés où nous en sommes.

Bien sûr que nous avons absolument besoin d'un parti, d'un programme, d'une théorie, d'une méthode pour interpréter le monde et mener notre combat, vaincre notre ennemi, encore faudrait-il tout faire pour que chaque militant se les approprie, les maîtrise, progresse, accède en pratique à un niveau de connaissance et de conscience qui en fasse de véritable porte-parole ou propagandiste du socialisme, au lieu de se contenter de généralités, d'analyses bâclées, de flatteries, de manifestations d'autosatisfaction pitoyables...

La formation des militants les répugne visiblement, l'éducation politique des travailleurs également, leurs dirigeants tiennent davantage du démagogue que du pédagogue qu'ils devraient être. On comprend pourquoi cela les répugne, c'est encore un processus qui s'inscrit dans la durée, qui ne donne pas de résultats immédiats, qui nécessite un réel engagement, et puis le temps à y consacrer serait au dépend de leur intervention dans la lutte des classes, quelle horreur ! Ils préfèrent encore être les champions des paniers percés ou des partis passoires, plutôt qu'avoir des militants ayant acquis un niveau de conscience auxquels ils auraient des comptes à rendre.

Vous allez peut-être penser que je me suis à nouveau livré à un réquisitoire contre nos dirigeants, alors qu'en réalité il s'agissait plutôt d'une plaidoirie en faveur du parti, du marxisme et du socialisme. Ai-je cité des noms, des courants, des partis en particulier ? Non, donc pas de procès d'intention s'il vous plaît, ne vous détournez pas du sujet traité ici parce qu'il présenterait des aspects embarrassants.

Quelques réflexions politiques

1- Le temps des fakirs ou des charlatans.

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose, tours imités de ceux des fakirs (Le Grand Robert de la langue française.)

Quand le mouvement ouvrier s'en remet à un fakir, il y a vraiment de quoi s'inquiéter pour l'avenir... Vu d'ici en Inde, quel spectacle pitoyable ! A part peut-être dans le nord de l'Inde dans les lieux touristiques, ils ont pratiquement disparu, à croire qu'ils ont émigré en France, gardez-les s'il vous plaît, merci !

2- Le cadavre puant du stalinisme bouge encore.

La décomposition du stalinisme s'est traduite au cours des dernières décennies par la création d'une multitude de partis n'ayant jamais rompu avec son idéologie contre-révolutionnaire. Nostalgiques de son heure de gloire acquise au détriment ou contre le socialisme, ces partis ne pouvaient se départir du social-patriotisme qui a nourri le stalinisme depuis son origine, plongeant ses racines dans les fondements du capitalisme auquel il devait demeurer lié sous la forme d'un rapport de subordination à l'ordre établi qu'il n'a jamais renié ou dont il fut un fidèle et zélé serviteur jusqu'à nos jours. Le stalinisme héritera du social-patriotisme adopté précédemment par la social-démocratie dégénérée une fois abandonné le socialisme.

Le social-patriotisme incarne l'illusion que les besoins de la classe ouvrière seraient compatibles avec ceux de la classe des capitalistes dans le cadre de l'Etat bourgeois conçu et fonctionnement par et pour les capitalistes qui par on ne sait quel miracle se mettrait au service des travailleurs. La réalité ou les faits se sont employés à prouver le contraire tout au long du XXe siècle. En 1936 sous le cri de guerre patriotique du briseur de grève Thorez intimant l'ordre à la classe ouvrière de reprendre le travail ("il faut savoir terminer une grève") alors que le pays était paralysé par une grève générale pour exiger que le gouvernement de Front populaire satisfasse leurs revendications, puis en 1945 en précisant son objectif politique en entonnant "Un seul Etat, une seule armée, une seule police"), alors qu'un mouvement insurrectionnel se développait pour le briser, tout au long de la IVe République il adoptera une position coloniale conforme aux besoins de son impérialiste, en mai-juin 68 il s'efforcera une énième fois d'épargner l'Etat, etc.

Le social-patriotisme prend ses racines dans le réformisme bourgeois qui pratique le culte de l'Etat capitaliste, à l'opposé du socialisme qui combat pour le renverser. Par conséquent, c'est bien dans le capitalisme et non dans le socialisme qu'il faut rechercher l'origine ou les racines du stalinisme. C'est ce culte de l'Etat capitaliste que l'on retrouve aujourd'hui dans les partis qui se réclament de la souveraineté de l'Etat et du Conseil national de la résistance puisque c'est autour de ce culte qu'il se structura. Leur opposition à l'Union européenne n'est qu'une imposture dans la mesure où ils ont adopté le même contenu réactionnaire, que leurs discours ne parviennent pas à masquer en refusant en dernière analyse de rompre avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions.

Social en parole, patriote ou impérialiste en acte, cette caractérisation de la social-démocratie s'applique au stalinisme. Concurrents en tant que fossoyeurs du mouvement ouvrier, alliés pour mieux le combattre et le neutraliser.

Le social-patriotisme n'incarne pas seulement l'illusion que les besoins de la classe ouvrière seraient compatibles avec ceux de la classe des capitalistes, il tend à nier la crise du capitalisme qui conduit les capitalistes à s'attaquer aux droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière, en prétendant qu'il suffirait que l'Etat rompt avec l'UE pour que leurs droits deviennent soudainement compatibles avec le capitalisme en crise ou que cette crise disparaisse miraculeusement, autrement dit tout serait possible sous un régime capitaliste, ce qu'un réformiste bourgeois ne démentirait pas. Comprenez, il suffit d'y penser ou d'y croire très fort pour que cela se réalise. Vous pouvez attendre longtemps, toute votre vie.

On continuera une autre fois sur le même sujet, il fait 42°C et je crève !

En attendant, une devinette.

Vous avez peut-être constaté comme moi que la dislocation du stalinisme ne signifiait pas forcément sa disparition, puisqu'elle a donné naissance à de nombreux partis qui en assurent la survie et la promotion. Le dernier en date, le Pardem ou Parti de la démondialisation. A quoi les reconnaît-on au premier coup d'oeil ? Attention, ils ne rassemblent pas forcément les mêmes caractéristiques dont la liste non exhaustive figure ci-dessous, il faut bien que quelque chose permette de les distinguer les uns des autres.

- Ils sont sociaux-patriotes.

- Ils prônent la souveraineté nationale.

- Ils sont férocement antitrotskystes.

- Ils revendiquent l'héritage de Staline ou du stalinisme.

- Ils se réclament du socialisme du XXIe siècle.

- S'ils envisagent la sortie de l'UE et de l'OTAN, ils demeurent attachés à l'ONU.

- Leurs principaux dirigeants sont issus du PCF.

Au camarade qui m'a envoyé un courriel, l'Institut d'Etudes Marxistes en Belgique en fait partie et le revendique.

En complément.

- Parti de la démondialisation (PARDEM) - Jacques Nikonoff (ex-PCF, Attac) : "Il est dommage de ne plus vouloir « refaire » le Front populaire". Encore un nostalgique de la Seconde Guerre mondiale ou des "jours heureux"... Pas du socialisme.

Ce sera sang nous...

- Un "appel des 100" pour un corpus de propositions à gauche en 2017 - AFP

Des socialistes, communistes, écologistes, des syndicalistes, associatifs et intellectuels lancent un "appel des 100", diffusé lundi, pour "favoriser l'irruption citoyenne dans le débat public", avec la volonté de constituer un "corpus de propositions de mesures d'urgences" en vue de 2017.

"Nous pensons que le rassemblement des forces de progrès, dans les domaines politique, syndical, associatif, culturel et intellectuel est indispensable pour créer les conditions de la mobilisation populaire", expliquent ceux qui ont paraphé le texte publié dans Mediapart, Politis et l'Humanité. AFP 02.05

3- Le PS fut un facteur de dislocation du mouvement ouvrier...

Le PS fut un facteur de dislocation du mouvement ouvrier depuis 1914 et plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale.

Depuis 1914 le PS incarnait mieux que n'importe quel parti l'impérialisme stade suprême du capitalisme à travers l'alliance scellée entre l'aristocratie financière et l'aristocratie ouvrière. Sans cette alliance objective l'impérialisme n'aurait pas pu atteindre ses objectifs politiques ou il aurait connu les pires difficultés pour opérer son virage ultra réactionnaire ou répandre le néolibéralisme.

Que ce soit dans les pays exerçant leur hégémonie sur l'économie mondiale que cette alliance se développa en premier ou que cette expérience fut menée le plus loin possible ou pour ainsi dire à son terme, la Grande-Bretagne, puis les Etats-Unis, n'aurait dû surprendre personne dans la mesure ou Engels et ensuite Lénine avaient décrit ce processus.

Lénine avait lancé un avertissement à l'adresse des dirigeants du mouvement ouvrier qui malheureusement devait tomber dans l'oreille d'un sourd.

- On conçoit que ce gigantesque surprofit (de l'exploitation des colonies - LVOG) (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de "leur" pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays "avancés" la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'"aristocratie ouvrière", entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class), de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux cotés de la bourgeoisie, aux côtés des "Versaillais" contre les "Communards".

Si l'on n'a pas compris l'origine économique de ce phénomène, si l'on n'en a pas mesuré la portée politique et sociale, il est impossible d'avancer d'un pas dans l'accomplissement des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale à venir. (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme - Lénine -1916)

LVOG - Et c'est effectivement ce qui se produisit, hélas ! En pire, puisque les dirigeants de l'avant-garde ouvrière se sont appuyés sur ces couches réactionnaires, et c'est encore le 29 avril 2016, un siècle plus tard, leur fond de commerce.

- A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. Car deux traits distinctifs essentiels de l'impérialisme, la possession de vastes colonies et le monopole du marché mondial, s'y sont manifestés dès la seconde moitié du XIXe siècle. Marx et Engels ont méthodiquement, pendant des dizaines d'années, observé de près cette liaison de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier avec les particularités impérialistes du capitalisme anglais. Ainsi, Engels écrivait à Marx le 7 octobre 1858 : "En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation, bourgeoise entre toutes, veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite l'univers entier c'est jusqu'à un certain point, logique." Près d'un quart de siècle plus tard, dans une lettre du 11 août 1881, il parle des "pires trade-unions anglaises qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient". Dans une lettre à Kautsky (12 septembre 1882), Engels écrivait : "Vous me demandez ce que pensent les ouvriers anglais de la politique coloniale. La même chose que ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des radicaux conservateurs et libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial." (id)

LVOG - Cette "tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers" sera théorisée par les dirigeants du mouvement ouvrier toutes tendances confondues, qui se livreront à un véritable culte du capitalisme d'Etat qui fournira un nouvel essort à l'aristocratie ouvrière après-guerre, contribuant au sein de la classe ouvrière "à renforcer parmi eux l'opportunisme", au point que la décomposition du mouvement ouvrier de "momentanée" il y a un siècle devienne permanente ou n'en finisse plus de s'approfondir un siècle plus tard, réduit à l'impuissance ou quasiment neutralisé quand il ne s'est pas littéralement disloqué dans certains pays (Etats-Unis).

- Ce qui distingue la situation actuelle, c'est l'existence de conditions économiques et politiques qui ne pouvaient manquer de rendre l'opportunisme encore plus incompatible avec les intérêts généraux et vitaux du mouvement ouvrier : d'embryon, l'impérialisme est devenu le système prédominant; les monopoles capitalistes ont pris la première place dans l'économie et la politique; le partage du monde a été mené à son terme; d'autre part, au lieu du monopole sans partage de l'Angleterre, nous assistons maintenant à la lutte d'un petit nombre de puissances impérialistes pour la participation au monopole, lutte qui caractérise tout le début du XXe siècle. L'opportunisme ne peut plus triompher aujourd'hui complètement au sein du

mouvement ouvrier d'un seul pays pour des dizaines et des dizaines d'années, comme il l'a fait en Angleterre dans la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans toute une série de pays, il a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé en fusionnant complètement, sous la forme du social-chauvinisme, avec la politique bourgeoise. (id)

LVOG - La "forme du social-chauvinisme" est la marque de fabrique des partis issus du PS et du PCF, à peut-être une ou deux exceptions près concernant le PCF, quoique je manque d'éléments pour le vérifier. Leur ligne politique en faveur de la "souveraineté nationale", de la défense de l'Etat des capitalistes, du produisons français, etc. exprime cette "forme du social-chauvinisme". Elle consiste à vouloir faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en parant l'impérialisme de vertus devenus obsolètes en raison des contradictions inhérentes au développement du capitalisme qu'ils ignorent ou refusent de prendre en compte dans leurs analyses.

- Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant pour accentuer et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle. (id)

LVOG - Est-il exagéré de prétendre que depuis longtemps déjà, les trotskystes qui faisaient figure d'avant-garde avaient totalement "fusionné" avec cette "opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire", non pas pour ne pas se couper des masses comme ils l'affirmeront, mais bien plutôt pour "maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme", condition de leur propre existence et mériter le même statut peu enviable.

Certains feignent de s'étonner que le PS soit aussi réactionnaire de nos jours, alors qu'il l'a toujours été depuis 1914. Sans faire dans la politique fiction, on peut se demander quelle tournure aurait pris la situation si l'avant-garde avait rompu avec lui une fois qu'il s'était vidé de sa composante ouvrière, soit au cours de la Seconde Guerre mondiale ou juste après, sans doute n'aurions-nous pas pu éviter qu'il se refasse provisoirement une santé à la faveur de la reconstitution du capitalisme français, sans pour autant se retrouver à court d'arguments pour le combattre, puisque des pans entiers du prolétariat allaient en démissionner ou en être exclus, encore aurait-il fallu adopter un discours révolutionnaire en direction de l'ensemble de la classe ouvrière dans lequel elle aurait pu éventuellement se reconnaître, au lieu de s'adresser à ces couches privilégiées acquises au réformisme bourgeois sur le ton de la flatterie, ce qui devait contribuer à conforter les illusions qu'elles avaient placées précédemment dans le PS auquel elles devaient rester fidèles sur le plan électoral.

A deux reprises au pouvoir entre 36 et 58, le PS (et le PCF) avait largement eu le temps de dévoiler sa véritable nature réactionnaire. Entre temps il s'était progressivement vidé de sa composante ouvrière pour ne conserver que certains pans de l'aristocratie ouvrière, recrutant principalement au sein des classes moyennes liées au capitalisme. Dès cette époque, il n'existait plus aucune raison de se tourner vers ce parti ou de ne pas rompre définitivement avec lui, sachant qu'il serait amené à accompagner le capitalisme en crise et à adopter sa politique toujours plus droitière, réactionnaire. Les dirigeants de l'avant-garde en décidèrent autrement en reprenant à leur compte le créneau du réformisme bourgeois qui avait servi à légitimer le PS et qu'il revendique encore en 2016.

On pourrait objecter qu'il existe une contradiction dans notre argumentation, après avoir affirmé que la situation à cette époque était propice au réformisme et qu'il aurait fallu le combattre au lieu de s'y associer, ce qui aurait conduit à s'isoler du mouvement des masses... A ceci près que cette objection ne reflète pas tout à fait la réalité, dans la mesure où les masses ne sont pas plus spontanément réformistes que révolutionnaires, elles y sont portées par tout un tas de facteurs, dont les partis qui interviennent dans la luttte des classes et particulièrement au sein du mouvement ouvrier dont ils ont le contrôle ainsi que les syndicats, elles adoptent généralement l'orientation adoptée par la direction du mouvement ouvrier ou celle qui est majoritaire à l'intérieur du mouvement ouvrier, dans leur immense majorité si elles aspirent naturellement au progrès social, elles ne participent pas non plus à la lutte des classes réservée à une minorité, c'est la raison pour laquelle elles peuvent tout aussi bien s'en remettre au parti officiel de l'ordre pour satisfaire leurs besoins immédiats ou leurs revendications démocratiques bourgeoises.

Le réformisme présente la particularité de n'être ni de droite ou de gauche pour avoir accompagné le développement du capitalisme, il en est pour ainsi dire un facteur constituant ou déterminant, une composante historique, par exemple lorsqu'il le conduisit à constituer une importante aristocratie ouvrière et classe moyenne. On voulait en venir au fait que c'est le capitalisme qui a rassemblé les conditions favorables à l'expression du réformisme et non les masses ou un autre acteur, par conséquent s'en réclamer revenait à se réclamer du capitalisme, partant de là on devait fatalement se retrouver dans l'impossibilité de représenter ou de défendre le socialisme.

L'opportunisme ne peut se justifier ou cautionner sa politique qu'en recourant aux masses et en instrumentalisant leurs illusions, et si vous observez bien, vous vous apercevrez que ceux qui nous gouvernent recourent à la même méthode, par exemple en sortant

un sondage favorable à une mesure quelques jours avant que le gouvernement la rende publique de sorte que la population croie qu'elle irait dans le sens de ses intérêts pour la soutenir et la boucle est bouclée.

De nos jours on s'émeut de vivre dans une société particulièrement réactionnaire, mais ce n'était pas mieux dans les années 50, toujours sur fond de guerres impérialistes (Corée, Indochine, Moyen-Orient, Afrique du Nord.), de surexploitation de type colonial et de pillage, et de censure de l'information... C'est dans ce cadre qu'est venu se greffer le réformisme bourgeois qui n'était plus tout à fait de la même nature que celui qui avait émergé lors de la phase ascendante du capitalisme, et qui pour avoir dans les faits démontré ses limites avait dû céder la place au socialisme. Le réformisme de la seconde moitié du XXe siècle ne devait pas voler au secours du capitalisme sur le plan politique uniquement, sur le plan économique également, précipitant ou accélérant le processus conduisant à de nouvelles crises dont finalement il finirait par faire les frais une fois ce processus parvenu à maturité.

L'illusion à laquelle il avait donné lieu allait soudainement s'envoler brutalement, aussi rapidement que nos droits, et le réveil allait s'avérer particulièrement douloureux pour tous ceux qui l'avait adopté ou en vivaient sans trop se soucier du lendemain. Le réformisme portait en germe la dislocation du mouvement ouvrier et de son avant-garde aussi sûrement qu'il était condamné d'avance par le développement du capitalisme, rien que pour cette raison il ne méritait aucun soutien de la part des militants ouvriers attachés au socialisme.

Au cours de cette période, la conception de la lutte de classe qui fut adoptée fut suicidaire. Elle consista à vivre au jour le jour au crochet du capitalisme jusqu'au jour où celui-ci largua les amarres sans se soucier du sort des parasites qu'il avait nourris si longtemps, voués désormais à dépérir lentement mais sûrement sur une île déserte sans ressources suffisantes pour survivre ou vivre décemment. Le mythe du capitalisme progressiste avait vécu, mais ses idéologues s'emploieront à le faire vivre jusqu'à nos jours.

Ne suffirait-ils pas de retourner en arrière ou de le réformer pour qu'il retrouve sa jeunesse ou se livre à une meilleure répartition des richesses qui le rendrait supportable, sauf pour ceux qui en seraient exclus, comme toujours, ce dont les dirigeants du mouvement ouvrier se foutent pas mal puisque seul compte pour eux la survie et la stabilité du régime. C'est là qu'on s'aperçoit que le réformisme d'hier et d'aujourd'hui prennent leur source aux mêmes origines du capitalisme, et non du socialisme dont il est la négation. Ils devaient connaître le même destin, alors s'y accrocher devait conduire ses partisans à s'éloigner toujours plus du socialisme, à se scléroser ou à littéralement pourrir sur place.

Par chance si on peut dire, l'intransigeance et le cynisme, dont font preuve ceux qui nous gouvernent, qui n'ont rien à envier à ceux d'autrefois, ainsi que la profonde et violente détérioration de la situation sociale, ne peuvent que conforter l'idée que le réformisme ne résoudra fondamentalement aucune des questions auxquelles les travailleurs sont confrontés, et qu'ils doivent envisager la nécessité de changer la société pour que leur sort puisse s'améliorer durablement, qu'il n'existe pas d'autres alternatives que le socialisme pour y parvenir. C'est le constat auquel était parvenue la classe ouvrière au début du XXe siècle quand sa condition était abominable, celle qu'elle connaît de nos jours s'en rapprochant par bien des aspects, il serait donc logique qu'elle renoue avec le socialisme. Encore faudrait-il pour que cet espoir renaisse, qu'un parti ouvrier incarne cette perspective politique au quotidien.

4- Pour qui roulent le blog Les Crises ? Devinez.

Olivier Berruyer (Les Crises) : «Les gens pensent qu'il n'y a pas de propagande dans les démocraties»
https://www.youtube.com/watch?v=Go0Bfd2js9M

Arrêt sur Info à propos de la vidéo d'Olivier Berruyer (Les Crises) :

- S'il exclut le «complot et le fait que des gens tirent les ficelles», il souligne néanmoins l'impact d'une telle tendance, notamment sur les questions internationales. Un problème qu'il résume en une phrase : «Dans les médias, il n'y a pas de complot, il y a des gens qui pensent pareil».

Quel crétin ou il le fait exprès ! Les médias sont une composante essentielle de leur dispositif, dans la mesure où ils ont pour tâche principale non pas d'informer, mais d'empêcher la population d'accéder à certains faits trop compromettant ou de lui dévoiler la vérité sur leurs réelles intentions, ce qui correspond à la définition du complot qu'il le veuille ou non.

Et quand tous les gens dont les articles sont publiés par Arrêt sur Info incluant les auteurs de ce portail "pensent pareil" que les médias institutionnels sur le capitalisme par exemple, assurément "il n'y a pas de complot", ils ne font que manifester leurs véritables intentions ou la collusion qui existent entre eux sans forcément que leurs lecteurs ne s'en aperçoivent.

L'oligarchie possède les médias, dès lors l'unique mission des journalistes qui y officient consiste à diffuser leur propagande, leur idéologie ou leur politique, de sorte que la majorité de la population soit conditionnée et y adhère pour que le gouvernement puisse appliquer tranquillement leur programme ou stratégie.

Bien entendu, quand les rapports qui existent entre ces différents acteurs et leurs objectifs sont présentés sous un angle avantageux, quitte à en occulter ou déformer certains aspects de la réalité qui mettraient en lumière leurs réelles intentions qui sont inavouables, il ne serait pas question de complot, il s'agirait d'une simple coïncidence en somme.

L'uniformité de la pensée ou l'homogénéité idéologique qui s'exprime à travers l'ensemble des médias participe à un gigantesque complot contre la population dans la mesure principalement où ils s'efforcent de le nier.

Pourquoi insistons-nous si lourdement sur ce point?

Parce que certains ne semblent pas comprendre pourquoi en apparence ils s'emploient à nous fournir en empruntant différents canaux une multitude de matériaux qui pourrait se retourner contre eux ou qu'on pourrait utiliser contre eux et le régime, alors que l'essentiel réside dans l'orientation qu'ils servent ou ce à quoi ils les destinent selon leurs besoins. Contrairement à ce que je pensais, la plupart des lecteurs prêtent davantage attention aux analyses qui figurent dans leurs articles, qu'aux informations inédites qu'ils peuvent y trouver. Comme quoi on n'a pas du tout la même manière d'appréhender la situation ou la réalité.

Et pourquoi sont-ils si sûrs d'eux ? Parce qu'ils partent du constat que seule une infime minorité de la population se sert ou est capable de se servir des données qu'ils mettent à sa disposition pour les combattre, sachant que l'immense majorité des travailleurs et des militants ne connaissent pas ces sources d'informations ou d'analyses ou s'en détournent, l'essentiel résidant là encore dans la majorité qu'il leur est facile de duper pour obtenir son soutien. Ils savent qu'ils peuvent compter sur l'absence de conscience politique des travailleurs, et en multipliant les analyses à l'infini en apparence, ils s'emploient à donner l'impression qu'il en existerait autant pour expliquer la situation au point de s'y perdre, c'est le but de la manoeuvre, aboutir à la conclusion qu'il est impossible de se faire une idée précise de la situation, alors qu'ils n'existent principalement que deux analyses possibles, dont l'une est favorable au régime et l'autre s'y oppose, toutes celles intermédiaires consistant à s'en accommoder ou à en attendre quelque chose tout en critiquant ses excès devant figurer parmi les analyses soutenant le régime. Cela participe à la confusion générale qui profite à ceux qui détiennent le pouvoir.

On a fourni aux lecteurs tout au long de nos causeries des clés ou des repères pour ne pas se faire manipuler, en vain apparemment, désolé, on ne peut pas faire davantage.

En conclusion, à les entendre, l'oligarchie, leurs représentants et les médias ne vous cacheraient rien, d'ailleurs quel intérêt auraient-ils à agir de la sorte franchement ? En gros, ils vous disent tout, ce qui est inexact évidemment, donc vous pouvez avoir confiance en eux, ils prétendront tout vous dire ou ne rien vous cacher parce qu'ils seraient adeptes de la liberté d'expression ou seraient animés des meilleures intentions du monde à votre égard, pourvus d'une morale irréprochable, ce qui également est destiné à vous mettre en confiance pour mieux vous embobiner ou parvenir à leurs fins. C'est de la démagogie pure ou du populisme.

5- Même pas peur !

Un article du Front syndical de classe et deux appels, un syndical et un de Nuits Debout.

Pourquoi nient-ils que le développement du capitalisme ou ses besoins soient à l'origine de certains progrès sociaux ? Pour ne pas avoir à aborder la question du développement du capitalisme qui en conclusion pose celle de son dépassement, ainsi que les moyens pour y parvenir, puisqu'ils tournent le dos au socialisme, cette question, cette analyse et les conclusions qui en découlent sont inutiles, donc autant les évacuer d'emblée.

- Les classes dirigeantes n’ont jamais rien octroyé qui ne leur ait été arraché : congés payés, sécurité sociale, droits à la santé, retraite, services publics de l’énergie, du transport...

D'ailleurs pourquoi envisager le dépassement du capitalisme puisque nos droits sociaux seraient compatibles avec son existence, autrement dit, si le capitalisme peut réaliser le socialisme pour peu qu'on fasse pression sur lui, alors à quoi bon une étude ou une analyse du capitalisme qui aboutirait à la conclusion qu'il doit être et peut être aboli.

- Panamas papers qui ont pour beaucoup révélé que des sommes considérables sont détournées d’un usage public au profit de la grande fraude montre le monstrueux mensonge des privilégiés et des réformateurs de tout poil selon lesquels il n’y aurait plus les moyens nécessaires pour garder et développer notre modèle social.

Il est dès lors possible de "construire des revendications portant une part d’utopie", puisque cela ne les engage à rien après avoir accepté de demeurer sous le joug du capitalisme, la rhétorique socialisante ne sert ici qu'à instrumentaliser les faibles d'esprit qui croiraient encore que l'utopie socialiste pourrait un jour devenir réalité, alors que cela n'a jamais été leur objectif politique.

Il en faudra davantage pour "faire peur à l’oligarchie, faire reculer le pouvoir" qui tremble déjà à l'idée que les syndicats qu'ils savent corrompus jusqu'à l'os puissent "rencontrer Place de la République à Paris pour débattre avec les acteurs de NuitDebout", qui comme en 1968 veulent changer la vie sans changer la société, ce qui aboutira au même résultat ou à assurer la pérennité

du capitalisme dont décidément ils ne peuvent pas se passer les uns et les autres. (Source : Convergence des luttes, convergence des forces : un impératif pour l'emporter ! - Front syndical de classe - publié par le portai stalinien Le Grand Soir 29.4)

6- Pardem. Comment cautionner les institutions de la Ve République en recourant au populisme.

- "... ceux qui appellent à boycotter les urnes désarment précisément les citoyens qui ont intérêt à barrer la route aux fascistes, aux droitiers et fauxcialistes.

Pour changer, le vote ne suffit pas, mais c'est aussi un outil.

7- Quand c'était juste une question de carrière...

- Aurélien Legrand : l'ancien du NPA qui gravit les échelons du FN

Candidat malheureux pour la LCR aux municipales de 2008, le conseiller régional FN en Ile-de-France devient le numéro deux du Rassemblement bleu marine. LePoint.fr

Qui a dit ?

Parole d'un malheureux.

- "*Je ne peux pas croire que les gens qui ne sont pas aimés puissent se sentir heureux.*"

Réponse : Le milliardaire américain Warren Buffett que son entourage aime forcément pour sa fortune, et cela suffit à son bonheur, comme quoi il n'est pas très exigeant en participant au malheur du monde.

Fascisme ordinaire en Europe.

Lettonie - "En vertu de l'article 71 du Code pénal de la Lettonie, ceux qui ont commis un crime contre le peuple letton ou contre la République lettonne ou l'ont insultée, peuvent être condamnées à cinq ans de prison".

Ne les traitez pas de fascistes, ils le prendraient pour un compliment...

PS : Echo en perdition...

- Hé oh la gauche": les soutiens de Hollande lancent la "contre-offensive" pour 2017

Etre "fier" du bilan du quinquennat et rappeler que "la gauche et la droite, ça n'est pas la même chose" : c'est le message qu'ont martelé lundi Stéphane Le Foll et quatre ministres, au cours d'une réunion publique aux allures de meeting de campagne à Paris. AFP

La résurrection impossible.

"La gauche et la droite, ce n'est pas la même chose": tout au long de cette réunion publique, chacun s'est évertué à ressusciter la vieille opposition entre PS et Républicains.

Aveu. Comme quoi ils ne les avaient jamais vraiment adoptées.

- "ce que nous avons fait est (...) conforme aux valeurs qui ont été toujours les nôtres"

Stéphane Le Foll, à Paris le 25 avril 2016.

Vous avez raison, c'est incurable, alors crevez !

- "On n'est pas là pour se soigner".

Najat Vallaud-Belkacem à Paris le 25 avril 2016

Assumer la continuité du régime...

- "Le mot 'gauche' est un beau mot qu'il faut pleinement porter, mais une gauche qui réforme et une gauche qui assume pleinement sa responsabilité de l'exercice du pouvoir", a-t-il estimé.

Manuel Valls en déplacement au Mont-Saint-Michel. yahoo.com 25.4

Il lui aura fallu quatre ans pour parvenir à s'en convaincre, il doit être le seul dans ce cas-là.

- Selon François Hollande, "les mous peuvent atteindre la perfection" - Francetv info

La zizanie qui règne au sommet de l'oligarchie atteint le sommet de l'Etat.

- Manuel Valls s'en prend une nouvelle fois à Emmanuel Macron - Francetv info

On ne peut pas imaginer qu'il soit question d'une querelle de personne...

Peut faire pire encore, ce sont eux qui le disent.

- Le PS en campagne pour dire que "tout n'est pas mauvais"

Le Parti socialiste a lancé lundi une initiative pour expliquer que "tout n'est pas mauvais" dans la politique menée par la gauche depuis l'élection de François Hollande en 2012, sur fond de fortes divisions à gauche. Reuters

Le gouvernement des terroristes et des casseurs...

- Le gouvernement s'inquiète face à la radicalisation de la CGT - LeFigaro.fr

Sur fond de grogne contre la loi El Khomri, le gouvernement est confronté à un mouvement social qui se durcit et mise sur les syndicats réformistes contre les organisations contestataires. LeFigaro.fr

- Violences : qui sont les casseurs ? - Francetv info

De nombreux heurts ont eu lieu lors de manifestations contre la loi Travail jeudi 28 avril. Qui sont ces casseurs ? - Francetv info

Des flics et des gauchistes instrumentalisés que les services d'ordre des manifs refusent de neutraliser ou d'expulser manu militari. Pourquoi ? Devinez.

La lutte des classes : Leur hantise, leur cauchemar, l'ennemi à neutraliser ou à abattre.

- Sondage : la lutte des classes reste d'actualité - LeParisien.fr

Les Français ne croient ni à Nuit debout, ni aux syndicats, ni aux partis politiques pour les représenter. En revanche, ils sont convaincus que la fracture entre riches et pauvres est plus profonde que jamais.

Un désenchantement total. Quelques semaines après le tsunami des Panama Papers, et alors qu'une 4e journée de manif contre la loi Travail s'est déroulée jeudi, un sondage réalisé en exclusivité par l'institut Odoxa pour « le Parisien » - « Aujourd'hui en France » montre que le fossé entre les Français et ceux qui sont censés les représenter n'a jamais été aussi grand.

En cette veille de 1er Mai, date symbole des grandes luttes ouvrières, les syndicats y font pâle figure : pour 7 Français sur 10, ils sont en effet jugés inefficaces. Et seuls 16 % des sondés pensent qu'ils sont vraiment en phase avec les salariés. Plus surprenant encore : Nuit debout et son espace de débats ouvert à tous les citoyens n'est plébiscité que par 17 % des personnes interrogées. Quant aux partis politiques, ils affichent le piteux score de 4 %. Plus encore qu'une colère sourde, c'est donc ce sentiment de ne plus être représentés — compris ? — par personne qui domine aujourd'hui et réactive la « fracture sociale » que Jacques Chirac s'était donnée pour mission de combler en 1995. LeParisien.fr 30.04

En complément. Une sourde crainte les terrorise.

- 78% des Français redoutent une explosion sociale, selon un sondage - AFP

François Hollande lors d'un bain de foule place de la Concorde le 14 juillet 2015 à Paris

Seuls 17% des Français sont d'accord avec l'affirmation de François Hollande selon laquelle la France "va mieux" et une large majorité d'entre eux (78%) redoutent au contraire une "explosion sociale", selon un sondage Elabe diffusé jeudi.

"Oui, ça va mieux", avait lancé le chef de l'État lors de son intervention télévisé du 15 avril. Mais 83% des personnes interrogées ne sont pas d'accord avec cette affirmation.

Près de huit Français sur dix (78%) estiment qu'il existe aujourd'hui en France "un risque élevé" d'"explosion sociale", contre 22% pour lesquels ce risque est "faible".

Enfin, seules 28% des personnes interrogées font confiance aux syndicats de salariés pour défendre leurs intérêts, contre 72% d'un avis contraire. Chez les seuls salariés, la confiance dans les syndicats grimpe à 34%, mais 66% d'entre eux ne leur font pas confiance. AFP 29.04

En oligarchie on peut s'en passer...

- Sondage: les partis politiques "nécessaires" pour un Français sur deux seulement - AFP

... en attendant à défaut de mieux...

- Une illusion tenace. - yahoo.com

Le directeur du département politique-opinion de Harris interactive, Jean-Daniel Lévy, a rappelé la forte proportion de Français se disant favorables à un gouvernement d'union nationale (77%), tout en soulignant qu'ils étaient à peu près autant (80%) à se reconnaître de droite ou de gauche et qu'une minorité ne faisait pas de différences entre les politiques conduites par la droite et la gauche. yahoo.com 25.4

Conditionnement. Encore une "fuite" providentielle ou la fin d'un "mystère".

Comment faire croire que les peuples y étaient initialement favorables, puis défavorables... pour finir par leur imposer parce que ce sont eux qui l'aurait voulu.

Il faut toujours se demander quelle idée ils ont derrière la tête, quand ils publient un article qui semble aller à l'encontre des intérêts qu'ils représentent. Ce n'est jamais un hasard ou anodin. Dites-le à nos crétins de dirigeants.

- Tafta : Bruxelles regrette des **“**malentendus**”** après la fuite de documents - euronews.com

C’est la fin du mystère Tafta [Partenariat transatlantique de commerce et d’investissement]. Les négociations autour du traité transatlantique étaient censées rester secrètes… mais c‘était sans compter sur Greenpeace. L’ONG a publié lundi sur internet les 280 pages de documents de travail des diplomates... euronews.com 02.05

- Tafta : un accord controversé en perdition. - Public Sénat

Sous la pression de l'opinion publique, les européens se montrent de moins en moins favorables à la création d'un vaste espace de libre-échange, commun avec les américains. Public Sénat

- Tafta : des documents confidentiels révèlent l**’**avancée des négociations - Le Monde

Le Monde a pu consulter une série de documents confidentiels très récents, et totalement inédits, concernant le désormais fameux « Tafta » (acronyme de Trans-Atlantic Free Trade Agreement), le traité commercial que l’Union européenne (UE) négocie dans la plus grande discrétion avec les Etats-Unis depuis près de trois ans. Obtenus par Greenpeace Netherlands, ils abordent presque tous les aspects de cette très vaste négociation : l’abaissement des tarifs douaniers, mais surtout la coopération réglementaire entre les deux parties.

Portant sur les deux tiers de l’ensemble des textes discutés, ils couvrent 13 chapitres – des télécommunications aux pesticides en passant par la coopération réglementaire – et ont pour l’essentiel servi de base au dernier cycle de négociation du TTIP (sigle du nom officiel du futur traité : Transatlantic Trade and Investment Partnership ou « Partenariat Transatlantique de Commerce et d’Investissement »), le 13e, entre l’administration Obama et la Commission européenne, qui s’est tenu du 25 au 29 avril dernier,

à New York.

Une négociation déséquilibrée et encore balbutiante

Ces documents seront rendus publics par Greenpeace dans leur intégralité, lundi 2 mai à 11 heures. Leur intérêt principal est qu'y figurent non seulement la position des Européens mais aussi celle des Américains qui, jusqu'à présent, était restée totalement confidentielle.

Cette série de documents confirme à quel point la discussion est déséquilibrée et peu avancée. Les Européens sont plus impliqués, plus intéressés à la négociation, ils ont produit davantage de propositions, veulent notamment obtenir un accès plus grand aux marchés publics américains, la reconnaissance de leurs indications géographiques et appellations d'origine (comme le parmesan ou le chablis), et une harmonisation la plus poussée possible des standards industriels (automobile, cosmétique…).

De leur côté, les Américains restent campés sur leurs positions, peu enthousiastes. Ils n'ont pas encore produit de proposition sur plusieurs chapitres de la négociation. Malgré l'insistance européenne, ils se refusent toujours, après douze cycles de négociations, à ouvrir les discussions sur la coopération réglementaire dans les services financiers, ou à dissiper les interrogations des Européens sur la portée réelle de l'ouverture des marchés publics (que les Etats fédérés pourraient contourner).

Une menace pour le principe de précaution

Ces documents rappellent aussi que les réglementations des deux côtés de l'Atlantique sont très divergentes. Et montrent que, pour surmonter cette difficulté, les parties envisagent de pratiquer la reconnaissance mutuelle des réglementations (l'UE reconnaît la norme américaine comme équivalente à la sienne, et donc acceptable), plutôt que l'harmonisation (l'UE et les Etats-Unis modifient leurs normes respectives pour les faire converger).

« Les promoteurs du Tafta nous disent que son principal intérêt est davantage d'ordre géopolitique qu'économique. Mais ces documents montrent que cet argument ne tient pas. L'UE et les Etats-Unis vont vers une reconnaissance mutuelle de leurs standards, ouvrant la voie à une course vers le bas des multinationales en matière d'environnement et de santé publique », assure Jorgo Riss, chef du bureau de Greenpeace UE à Bruxelles.

En l'état, le Tafta serait par ailleurs susceptible de porter un coup au principe de précaution, qui permet aujourd'hui à l'Europe de refuser certains produits et pratiques au nom de la santé ou de l'environnement. Il inverserait la charge de la preuve, en contraignant les autorités européennes à justifier chacune de leurs décisions par des preuves tangibles de leur dangerosité – pas toujours consensuelles, comme l'illustre le débat sur les OGM. Malgré les assurances récentes de la commissaire européenne chargée du commerce, Cecilia Malmström, les Européens ne font référence à aucun moment à ce principe central dans les documents de négociation consultés.

Attention toutefois, ces textes sont une photographie, datant d'il y a à peu près un mois, de l'état des négociations entre Europe et Etats-Unis. Par ailleurs, il s'agit de positions de négociation : chacun campe sur ses positions, et il est évidemment impossible de préjuger du résultat final, de là où les parties choisiront d'« atterrir » dans les mois (ou plus probablement les années) qui viennent. Le Monde 01.05

Inégalités. Les vases communicants.

- La rémunération des grands patrons américains en hausse en 2015 - Reuters

Les patrons les mieux payés sur la liste d'Equilar, principal fournisseur de données sur les rémunérations des cadres supérieurs, sont les co-directeurs généraux d'Oracle, Mark Hurd et Safra Catz, qui ont perçu chacun 53,2 millions de dollars l'an dernier.

La plus forte augmentation revient au patron d'Emerson Electric, David Farr, dont la rémunération de 13,9 millions de dollars en 2015, a augmenté de 113% par rapport à celle de 2014. Reuters

Loi travail ou l'épreuve de force...

- Loi travail : le gouvernement envisage le 49.3 - Le Point

Les premiers décomptes des députés PS ne sont pas encourageants. Faute d'une visibilité suffisante, le gouvernement Valls envisage de passer en force.

La loi travail, portée par Myriam El Khomri, subira-t-elle le même sort que la loi Macron ? « Le gouvernement envisage en effet de passer la loi au 49.3, » souffle au Point.fr une source gouvernementale. Les premiers décomptes réalisés par le groupe PS

à l'Assemblée nationale pour vérifier les soutiens privent le gouvernement de la visibilité nécessaire alors que le texte arrive en séance publique, mardi 3 mai. Le vote final est programmé au 17 mai. Le Point 02.05

- Loi Travail: El Khomri "je refuse de faire planer la menace" du 49.3 - AFP

La ministre du Travail Myriam El Khomri se dit "impatiente" de défendre à partir de mardi la loi Travail à l'Assemblée nationale, mais "refuse de faire planer la menace" du recours à l'article 49-3 de la Constitution pour imposer son texte.

Dans une interview à paraître mardi dans Le Parisien/Aujourd'hui en France, la ministre note que "la Constitution prévoit cet outil" de l'article 49-3, mais "je refuse de faire planer la menace". AFP 02.05

- La droite votera contre le projet de loi Travail - leparisien.fr

A l'heure qu'il est (3 mai), il n'existe pas de majorité à l'Assemblée nationale pour adopter ce texte.

Intox ou mystification.

- Chômage : "La baisse donne le sourire à François Hollande" - Francetv info

Le chômage a fortement reculé au mois de mars. L'occasion pour le gouvernement de respirer à un an de la présidentielle. Francetv info

Les médias dans le rôle de respirateur ou couveuse artificielle...

- Le Conseil de l'Europe juge la démocratie en grand danger - Reuters

L'Europe est en danger, affirme le Conseil de l'Europe, en constatant, dans son rapport annuel publié mercredi, un nouvel affaiblissement des piliers de la démocratie dans un contexte de crises multiples sur le continent. Depuis trois ans que l'organisation paneuropéenne Reuters

Il fallait oser...

- Macron met en garde contre une "disparition" de l'Union européenne - AFP

Le ministre français de l'Economie Emmanuel Macron a mis en garde contre une "disparition" de l'Union européenne faute d'une refondation du projet, dans une interview à paraître jeudi en Allemagne. AFP

Entendez par là, toutes les occasions sont bonnes pour plus d'UE...

Couac !

- Brésil: le Nobel de la Paix argentin, Esquivel, évoque un "possible coup d'Etat" institutionnel - AFP

Le Prix Nobel de la Paix de 1980, l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, a alerté sur la possibilité d'un coup d'Etat institutionnel au Brésil lors d'un discours jeudi devant le Sénat à Brasilia qui a provoqué l'indignation de nombreux parlementaires de l'opposition. AFP

Un monstre peut en cacher un autre. Hitler et les nazis ont participé à la création d'Israël.

- L'ex-maire de Londres suspendu du Labour pour ses propos sur Hitler - LeFigaro.fr

Ken Livingstone avait qualifié le führer de « sioniste ». Le Labour de Jeremy Corbyn est sous le feu de la critique après la multiplication de dérapages antisémites de certains de ses élus. LeFigaro.fr

- L'ancien maire de Londres sanctionné pour avoir mentionné la collaboration entre sionistes et nazis - RT

L'ancien maire de Londres Ken Livingstone a été suspendu du parti travailliste après avoir affirmé qu'Hitler avait été soutenu le sionisme, lors d'un entretien au cours duquel il défendait un collègue accusé d'antisémitisme.

«Rappelons-nous, lorsque Hitler a remporté l'élection en 1932, sa politique était de déplacer les Juifs en Israël» a-t-il confié à la

radio BBC jeudi, avant d'expliquer: «Il soutenait le sionisme avant de perdre la tête et de finir par tuer six millions de Juifs.» Cette déclaration a été condamnée par plusieurs députés travaillistes, ainsi que par le Premier ministre David Cameron, qui a affirmé que le parti travailliste avait «un problème avec l'antisémitisme».

Ken Livingstone a refusé de s'excuser pour sa déclaration, affirmant que la critique des politiques menées par le gouvernement israéliens ne devaient pas être confondues avec l'antisémitisme, après s'être écharpé avec le député travailliste John Mann qui l'avait accusé de faire «l'apologie du nazisme» de «réécrire l'histoire». L'altercation, qui a été filmée, s'est déroulée après la diffusion sur l'antenne londonienne de la BBC de l'émission où Ken Livingston défendait la député Naz Shah, accusée d'antisémitisme après avoir posté une série de messages Facebook.

Ken Livingstone faisait référence à l'accord de transfert (Haavara, en hébreu), qui a été conclu entre certains juifs sionistes et le Reich allemand entre 1933 et 1939, afin d'organiser le départ des juifs allemands vers la Palestine ainsi que le transfert de leurs biens financiers. Cet accord a fait polémique au sein de la communauté juive mondiale, certains juifs américains étant partisans du boycott des produits émanant de l'Allemagne nazie afin de faire plier Hitler sur sa politique envers les Juifs, boycott venant en contradiction avec l'accord conclu avec Hitler. Finalement, le boycott a échoué et la collaboration avec les nazis s'est poursuivi jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. L'historique de cet épisode controversé est notamment documenté par une étude de l'historien juif sioniste américain Edwin Black. A propos des écrits de Naz Shah, qui avait suggéré de relocaliser Israël aux Etats-Unis en 2014, l'ancien maire de Londres a assuré que ceux-ci n'étaient pas antisémites :

«J'ai entendu de nombreuses personnes critiquer Israël, mais s'il était question de la dénonciation du gouvernement d'Afrique du Sud, vous ne diriez pas qu'il s'agit de racisme – et l'une de mes préoccupations est que cette confusion entre l'antisémitisme et la critique du gouvernement israélien mine l'importance du fait de s'attaquer au véritable antisémitisme». RT 29.04 publié par Arrêt sur Info.

Le Labour acquis au sionisme, le PS n'est pas le seul... Au fait, ne parler pas de complot... Et Hitler n'a pas perdu la tête en supprimant 6 millions de juifs, il a appliqué le remède destiné à punir les juifs décrit par le théoricien du sionisme Théodore Herzel.

Rectifions, la diaspora sioniste n'avait jamais envisagé le transfert des juifs d'Europe vers Israël, bien au contraire, leur massacre en masse devait justifier la création d'Israël, et à vrai dire le coup n'a pas mal réussi.

Ils sont Charlie et adulés par Hollande.

La police égyptienne a fait une descente dans les locaux du syndicat des journalistes dimanche et arrêté deux journalistes qui s'étaient montrés critiques à l'égard du gouvernement, ont dit un responsable du syndicat ainsi que des journalistes. Reuters

- Plus de 200 interpellations pour le 1er-Mai à Istanbul

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau et interpellé plus de 200 personnes dimanche après des heurts à l'occasion du défilé du 1er-Mai à Istanbul, tandis qu'une partie des manifestants tentaient de rejoindre la Reuters

- Israël: Sans être inculpé, un journaliste palestinien en détention pour quatre mois

Les Palestiniens dénoncent une atteinte supplémentaire à la liberté de la presse de la part d'Israël... 20minutes.fr

Stratégie du chaos ou déstabilisation du Brésil et du Venezuela par les Américains et leurs alliés.

- Venezuela : le Parlement vote une motion de défiance contre le ministre de l'Alimentation

Le président du Parlement Henry Ramos Allup a déclaré que, en conséquence, le gouvernement du président Nicolas Maduro devait "démettre" ce ministre de ses fonctions. Francetv info

- Venezuela: révoquer Nicolas Maduro, une longue course d'obstacles

Si l'opposition vénézuélienne a réuni les signatures nécessaires pour lancer le processus d'un référendum contre le président socialiste Nicolas Maduro, il ne s'agit que de la première étape d'une longue course d'obstacles. AFP

- Les coupures de courant exacerbent la colère des Vénézuéliens

Economies d'énergie, pénuries et tension politique se conjuguent pour placer le pays sous haute tension. La semaine a été émaillée d'émeutes et de pillages. Liberation.fr

- Venezuela: près de deux millions de citoyens réclament le départ de Maduro

L'opposition au Venezuela a remis aux autorités électorales près de deux millions de signatures en faveur d'un référendum pour révoquer le président socialiste Nicolas Maduro, cible du mécontentement de la population face à la crise économique. AFP

Quand par décret les assassins qui gouvernent se déclarent innocents.

- Pour les Etats-Unis, le bombardement de l'hôpital de MSF en Afghanistan n'est pas un crime de guerre

Quarante-deux personnes avaient été tuées et 37 autres blessées dans la destruction de d'un hôpital tenu par Médecins sans frontières à Kunduz le 3 octobre. Le Pentagone a présenté vendredi son rapport. LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie, propagande et guerre idéologique permanente sur tous les fronts.

Après s'en trouvera-t-il encore pour ignorer qui sont les commanditaires à l'origine de ces campagnes ou de cette propagande nauséabonde, pour ignorer qui doit en profiter ?

- La France est-elle prête à interdire la fessée ?

Des dizaines d'événements se tiennent samedi afin d'aider les parents à trouver des solutions pour éduquer leurs enfants et poser des limites, tout en évitant les châtiments corporels. LeMonde.fr

- A-t-on vraiment besoin d'indiquer son sexe aux banquiers?

Kaelin en a fait l'amère expérience: il est très compliqué de sortir des normes genrées avec les établissements financiers.Kaelin est une personne qui ne correspond pas vraiment aux stéréotypes de genre. Slate.fr

- L'influence des stéréotypes genrés se fait sentir dès le berceau

Avant la puberté, il y a très peu de différences vocales liées au sexe entre les enfants. Ce qui n'empêche pas les adultes d'attribuer un sexe aux cris de bébés, avec des conséquences potentiellement délétères pour leur santé ou leur épanouissement. Slate.fr

- Une histoire du flou

À l'heure où l'on valorise de plus en plus le brouillage des identités, un ouvrage analyse comment l'art a questionné en premier les frontières de nos réalités. Slate.fr

- Le porno, c'est (potentiellement) la santé

Les hommes qui regardent du porno dans lequel les acteurs se protègent en mettant un préservatif ont tendance à plus se protéger eux-mêmes que les autres.Les hommes qui regardent du porno où les acteurs utilisent des préservatifs ont plus tendance que les autres à utiliser des préservatifs: c'est Slate.fr

- Aux États-Unis, une prof de collège virée pour avoir dit le mot «vagin»

Dans cette école du Michigan, il est tout bonnement interdit de prononcer le mot sans autorisation. L'art de Georgia O'Keeffe, peintre américaine majeure du XXe siècle, est plein de fleurs. Des fleurs aux couleurs obsédantes, aux formes voluptueuses, cocons de beauté dont le pistil vous happe Slate.fr

- Les femmes trompées gagnent toujours (ou presque) à la fin

Une nouvelle preuve que les femmes sont plus résilientes que les hommes. - Slate.fr

- Les règles synchronisées, un mythe tenace

Depuis la publication de l'étude qui a identifié le phénomène au début des années 1970, les chercheurs n'arrivent pas à en confirmer les conclusions.Avez-vous déjà entendu parler de l'effet McClintock ou du «phénomène du dortoir»? S Slate.fr

- Dans l'Oklahoma, si une victime de fellation forcée est complètement ivre, elle est jugée consentante

Une décision de justice fait polémique.Un acte peut-il être véritablement consenti sous l'emprise de 3,4 grammes d'alcool? C'est ce qu'a estimé un tribunal de l'État d'Oklahoma, dans une formulation étrange jugeant qu'on ne pouvait avoir été «forcé» à pratiquer une fellation... Slate.fr

- Colombie: légalisation définitive du mariage homosexuel

La Cour constitutionnelle de Colombie a définitivement légalisé jeudi le mariage entre personnes du même sexe, ce pays devenant ainsi le quatrième d'Amérique du sud à autoriser l'union homosexuelle. AFP

- Bonne nouvelle: la malchance n'existe pas (et la fatalité non plus)

Lorsqu'une bonne ou une mauvaise chose arrive par hasard, nous avons tendance à le mettre sur le compte d'une bonne étoile ou d'une malédiction. Ces deux concepts, la science a les outils pour les réduire en miettes.Trop beau pour être vrai. Ou trop pénible pour être accepté. Lorsqu'une Slate.fr

- Dans la vraie vie, les sabres lasers seraient l'arme la plus dangereuse du monde

Un seul coup et votre corps sera vaporisé. Dans la saga Star Wars, le sabre laser, arme de prédilection des Jedi, est d'une redoutable efficacité. Il tranche souvent des mains, parfois des corps, détourne les lasers de blasters, et peut même ouvrir des portes blindées.Mais au-delà de l'univers Slate.fr

- Pourquoi est-il si difficile de voyager quand on est végétarien?

Personne n'a la même définition du végétarisme à travers le monde, et cela peut parfois poser quelques problèmes.Parcourir le monde tout en restant fidèle à son régime alimentaire végétarien n'est pas toujours facile. Dans certaines régions du monde, exclure de son alimentation les viandes, les Slate.fr

- La consommation de viande rouge peut accélérer le vieillissement

Une étude pointe du doigt le lien entre une consommation excessive de viande rouge et des taux élevés de phosphate sérique dans l'organisme. Il est aujourd'hui prouvé que manger trop de viande rouge peut favoriser l'apparition de cancers. Slate.fr

- Uberisation ou Schtroumpfisation?

Saurez-vous distinguer ces phrases des Schtroumpfs des citations de la presse sur l'uberisation?Le festival du Mot de Charité-sur-Loire vient de lancer une consultation pour élire le «mot de l'année» 2016. Slate.fr

Mystification.

- La «révolution Sanders» survivra-t-elle à une défaite de plus en plus certaine?

Le mouvement politique autour du candidat pourrait marquer les futures élections américaines.Le candidat démocrate Bernie Sanders a déjà accompli beaucoup en s'imposant comme un concurrent sérieux face à Hillary Clinton et en ravivant auprès des électeurs-particulièrement chez les jeunes... Slate.fr

- Les nouveaux écolos ont tué l'écologie anxiogène

Fini l'écologie catastrophiste, normative et illisible dans le débat politique. Les nouveaux écolos ont le sourire, de l'humour, des smartphones et des milliers d'idées concrètes qu'ils mettent en oeuvre en cassant tous les modèles. Slate.fr

Regret.

- Les Français font mentir les calculs politiques: les attentats ne les ont pas rendus plus racistes

Le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) sur l'année 2015 montre une augmentation de la tolérance et un reflux des opinions xénophobes, notamment à l'égard des musulmans. 2015 était vraiment une année de merde: avec pour toile de fond les attentats Slate.fr

- Vive le retour de la droite pour sauver la gauche

Du bon usage des casseurs.

Les organisations contestataires sont promptes à ne voir dans les échauffourées que la seule dureté policière. Et ce n'est pas sans raison.Toute une partie de la gauche n'en peut plus d'attendre le retour de la droite. Slate.fr

- Les gènes du bonheur identifiés pour la première fois par une étude mondiale

Près de 200 chercheurs se sont penchés sur les variations génétiques liées au bien-être, à la dépression et au névrosisme. C'est l'une des plus grandes études jamais publiées sur les liens entre les gènes et les comportements humains, selon Medical News Today. Slate.fr

- Pourquoi Hollywood cache-t-il autant les acteurs noirs dans ses blockbusters?

Ces dernières années, beaucoup d'entre eux ont interprété des rôles qui nécessitaient qu'on change la couleur de leur peau ou qu'on les transforme entièrement. Slate.fr

- Le réquisitoire du grand poète syrien Adonis contre la religion musulmane

Dans ce livre d'entretiens avec la psychanalyste Houria Abdelouahed, Adonis dénonce sans ambages le caractère intrinsèque de la violence dans l'islam, mais laisse (trop) peu de place au débat. Slate.fr

Vous avez vu, tout y passe, hallucinant ! J'espère que cela a donné la nausée aux sceptiques qui estiment qu'on verserait dans la théorie du complot, dans l'anti-américanisme infantile...

Quelques infos en vrac...

- Athènes mise sur l'UE pour résoudre ses dissensions avec le FMI - AFP

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, en a appelé aux instances politiques de l'UE mercredi pour débloquer les négociations avec les créanciers de son pays, surtout le FMI, demandant la convocation d'un sommet des pays de la zone euro si rien n'avançait au niveau ministériel. AFP

- L'Arabie saoudite va se doter du plus grand fonds souverain au monde - AFP

L'Arabie saoudite a annoncé lundi son intention de vendre en Bourse une partie du géant pétrolier Aramco et de se doter d'un fonds souverain de 2.000 milliards de dollars (1.777 milliards d'euros), le plus grand du monde, dans le cadre d'un vaste plan visant à réduire sa dépendance du pétrole.

"Ce fonds va contrôler plus de 10% de la capacité d'investissement dans le monde (...) et le volume de ses avoirs représentera plus de 3% des actifs existants", a dit le vice-prince héritier Mohammed ben Salmane, également ministre de la Défense.

"Aucun projet d'investissement ou de développement dans n'importe quelle région du monde ne se fera qu'en passant par le fonds souverain saoudien", a-t-il prédit.

- Entre 170 000 et 500 000 personnes ont manifesté en France contre le projet de loi travail - LeMonde.fr

- Turquie: manifestations laïques contre une "constitution religieuse" - AFP

La police a dispersé par la force mardi plusieurs manifestations de partisans de la laïcité en Turquie, au lendemain d'une sortie controversée du président du Parlement appelant de ses voeux une "Constitution religieuse". AFP 26.4

- En Angleterre, grève "sans précédent" des internes des hôpitaux - AFP

Les internes des hôpitaux anglais ont mené mardi leur première grève totale et manifesté dans les rues de Londres contre une réforme de leurs conditions de travail imposée par le gouvernement conservateur de David Cameron.

Plus de 20.000 "junior doctors" ont participé au mouvement sur les 53.000 que compte la branche Angleterre du service public de santé (NHS) britannique, a indiqué cette dernière en évoquant une action "sans précédent".

Car si quatre grèves des internes ont déjà affecté les hôpitaux anglais depuis le début de l'année, il s'agit bien de la première à toucher aussi les unités d'urgence du NHS, créé il y a 68 ans. AFP 26.4

- Les Argentins manifestent contre les licenciements et l'austérité - LeMonde.fr

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, vendredi 29 avril, alors que le pays s'enfonce dans la crise. LeMonde.fr

- Sans gouvernement, les Espagnols rééliront leurs députés en juin - Reuters

Les Espagnols se rendront à nouveau aux urnes au mois de juin pour élire leurs députés, les ultimes tractations en vue de la formation d'un gouvernement issu des élections législatives du 20 décembre n'ayant pas permis mardi de trouver un accord.

Reconnaissant l'absence d'accord, le roi Felipe a annoncé qu'il ne proposerait pas de nouveau candidat pour le poste de chef du gouvernement, ouvrant ainsi la voie à un nouveau scrutin législatif. Celui devrait avoir lieu le 26 juin. Reuters 26.4

Haut de page

Le 8 mai 2016

CAUSERIE

Vous êtes en forme ? Cela vaut mieux et c'est tout le mal qu'on vous souhaite. Certains le seront peut-être moins après avoir lu cette causerie et nous n'y pouvons rien, car ce sont eux qui ont un problème à régler.

On s'est enfin décidé à formater en pdf les causeries depuis le début de l'année. Le coeur n'y était franchement pas comme l'on dit, mais la raison l'a emporté, encore heureux !

Cette causerie est particulièrement consistante. J'allais ajouter qu'elle était cohérente d'un bout à l'autre, puis j'ai eu soudain une hésitation, je me suis demandé si certains à l'esprit particulièrement tordu ou malintentionnés, conditionnés à leur insu, n'allaient pas en déduire qu'elle avait été fabriquée pour être orientée dans une seule et unique direction, un crime ou un élément forcément suspect chez les esprits policiers, et qu'il faudrait la lire en prenant une certaine distance ou en se couvrant le nez et la bouche avec un mouchoir pour éviter toute contamination, ah désolé, le mouchoir n'est pas fourni !

On passe énormément de temps à nous justifier, alors on en a plus que marre de vos soupçons à la con, vous comprenez cela ? Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

Dans le processus cognitif, le recours au doute de manière systématique, exagérée ou répétitive, à mauvais escient ou placé au mauvais endroit, constitue un obstacle majeur à l'acquisition de connaissances ou à la mémorisation, donc à tout progrès intellectuel... A l'arrivée, cela revient en quelque sorte à visiter un musée au pas de course, à écouter une sonate de Beethoven en regardant *Touche pas à mon poste*, à déguster un coq au vin en buvant du Coca Cola, à boire du Meursault couper d'eau, à lire le Capital en écoutant Claude François, bref, c'est rabaisser le travail que l'on fournit au service de l'idéal que nous sommes censés partager, ce n'est pas très sérieux.

C'est fâcheux et blessant, car méprisant et injuste après tous les efforts que nous produisons pour éviter que vous soyez manipulés justement.

Maintenant je comprends parfaitement que dans le contexte actuel ou la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes foutus, on en vienne à ne plus comprendre ce qui se passe réellement, et qu'en étant incapable de justifier cette incompréhension on en arrive à douter de tout et à sortir l'argument du complot pour éviter toute discussion sérieuse ou d'aborder nos désaccords.

Ce qui est étonnant, c'est que certains en soient encore là, après que le gouvernement ou les représentants de la réaction en général eurent employé cet argument une multitude de fois ces derniers temps dans leur propagande, pour détourner les travailleurs et jeunes des sources d'informations qui ne censuraient pas certains aspects de la réalité qu'ils devaient ignorer, afin qu'ils ne puissent pas s'en servir dans leur combat politique ou tout simplement pour l'interpréter correctement, voire en tirer des enseignements pour plus tard.

La majorité des masses rejettent les discours officiels, s'abstiennent aux élections, honnissent les institutions, le régime, donc elles

ne peuvent que douter du bien-fondé des versions officielles que le pouvoir leur sert à la suite d'événements importants ou conçus comme tels, alors que bien des militants y sont plus réceptifs apparemment. C'est à croire qu'ils gravitent dans un milieu particulièrement malsain qui les conduit à développer une tendance schizophrènique qui n'a par définition qu'un rapport éloigné avec la réalité, puisque nous ne leur avons jamais rien caché, en témoignent les milliers de page de ces causeries, la sincérité absolue de son auteur, sa parfaite honnêteté, c'est embarrassant d'en arriver à utiliser cet argument, pour finalement inspirer la méfiance.

C'est pire qu'une insulte, c'est insupportable. Mais cela ne m'étonne pas vraiment, j'en ai vu d'autres au cours de ma vie, et il en faudra beaucoup plus pour me dégoûter du genre humain, sachant que les gens ou les militants en général n'ont pas conscience de la portée de leurs paroles ou de leurs actes et qu'il ne faut pas les juger.

La prochaine actualisation du site à une date indéterminée, comme toujours désormais...

CIA papers, cela ne vous dit rien ? Si c'est le cas, c'est que vous vous êtes laissé manipuler, bravo ! Cela signifie que ce portail ne vous aura servi à strictement rien, désolé impossible de faire davantage.

Trois sujets d'actualité

1- Quand la révélation de secrets de polichinelle fait la Une de l'actualité des médias mainstream qui en sont à l'origine, c'est qu'on nage en pleine imposture.

Les Etats-Unis revendiquent le statut d'unique puissance financière mondiale, d'unique puissance militaire mondiale, d'unique puissance politique mondiale et... d'unique paradis fiscal mondial, sinon à quoi bon !

2- Trahison et soumission. Quand SUD Solidaires était en réalité un syndicat patronal.

Alors que les salariés du BHV du Marais à Paris s'étaient exprimés majoritairement en novembre contre le travail le dimanche, SUD Solidaires vient de signer un accord avec la CFE-CGC permettant l'ouverture le dimanche du grand magasin.

Pour le justifier, le représentant de SUD Solidaires BHV, François Le Menuet, a expliqué avoir voulu «négocier au mieux pour les salariés» face à une évolution à laquelle «on ne va pas échapper». (source : Libération 06.05)

C'est le discours d'un traître, d'un agent du patronat.

Travailleurs, militants, vous voilà avertis, comme il serait impossible de résister ou de s'opposer aux mesures antisosiales que les capitalistes entendent vous imposer, autant prendre les devant et les revendiquer, les adopter vous-mêmes.

L'argument selon lequel il serait impossible de résister ou de s'opposer aux mesures antisosiales des capitalistes, témoigne de la soumission au capital de son auteur et est étranger au syndicalisme ouvrier.

Vous avez aimé le réformisme qui vous a permis de vivre confortablement dans l'insouciance, vous apprécierez d'autant plus le corporatisme pour y avoir été préparés de longue date.

Les reniements d'un jour finissent toujours par se payer très cher. En refusant de rompre avec les appareils corrompus des syndicats et de fonder un nouveau syndicat ouvrier le moment venu au cours des 70 dernières années, les dirigeants des partis ouvriers sans exception hélas en partagent la responsabilité.

En complément, il fait la paire avec Hollande qui lui aussi estime qu'«on ne va pas (y) échapper».

- François Hollande défend le "compromis juste" de la loi Travail - Reuters

Juste pour qui ? Les esclavagistes des temps modernes...

3- Qui a dit ?

3.1 - «Elever des murs afin de s'isoler de l'économie globale ne fera que nous priver de perspectives incroyables. Au contraire, les Etats-Unis doivent écrire les règles. Les Etats-Unis doivent mener le bal. Les autres pays doivent jouer d'après les règles que les Etats-Unis et ses partenaires fixent»

- «Le monde a changé. Les règles changent aussi. Ce sont les Etats-Unis et non pas des pays comme la Chine qui doivent les écrire.»

Réponse : Obama dans une tribune au Washington Post (source : Russia Today publié par Arrêt sur Info le 4 avril 2016)

3.2 - «la fin du rôle global de l'Amérique […] serait très probablement le chaos mondial».

Zbigniew Brzezinski dans la revue The American Interest. (Zbigniew Brzezinski nous dévoile la nouvelle stratégie US en direction de la Russie et de la Chine - Arrêt sur Info 28.04)

CIA Papers

Le cabinet Mossak-Fonseca, vu du Panama - Réseau Voltaire 27.04

Vu de Panama, l'analyste politique Julio Yao Villalaz s'indigne de l'amalgame créé entre les fichiers du cabinet Mossak-Fonseca et sa patrie. Il serait plus juste de parler de CIA Papers, compte-tenu du rôle de l'Agence états-unienne dans la création du cabinet et vu qu'elle ne l'a pas créé au Panama.

En outre, la publication des fichiers du cabinet par la presse a été précédée de diverses opérations des services de police et du fisc états-unien.

Le cabinet Mossak-Fonseca a été créé par la CIA, en 1986, de manière à constituer les sociétés off-shore nécessaires à l'anonymisation et au transfert de l'argent de l'opération Iran-Contras. L'Agence s'était alors appuyée sur Jürgen Mossack, le fils du SS Erhard Mossack, recruté par le Gladio pour lutter contre les Soviétiques.

par Julio Yao Villalaz

Je ne pense pas rentrer dans le débat byzantin de savoir si la constitution d'entreprises off-shore est légale ou non, ni sur la question de leurs objectifs éventuels. Non que le sujet de la légalité de la chose me soit indifférent ou me semble sans importance. En effet, j'ai appris le mois dernier la responsabilité en la matière d'une certaine dame, agissant pour des raisons personnelles, et motivée par une volonté de vengeance : elle vendait, on le sait maintenant, depuis 2008-2009, une partie des documents de Mossack–Fonseca, et cela a été complété par les agissements d'un couple du même bureau et peut-être d'autres personnes.

Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir comment ces documents de Mossack-Fonseca sont tombés aux mains des agences étasuniennes « chargées de l'application de la loi » (US Law Enforcement Agencies) et si cela s'est produit avant ou après que la dame les remette ou les vende au journal Süddeutsche Zeitung. On sait que le Süddeutsche Zeitung les a remis au consortium des journalistes d'investigation (CPI) et que ceux-ci ont été soutenus par George Soros et les élites US hostiles à la Russie.

Le fait est que les dites agences se sont servies des documents de Mossack-Fonseca pour accuser et faire arrêter des narco-trafiquants, des terroristes, des trafiquants d'armes, des blanchisseurs d'argent, etc., et en outre pour agir contre certaines banques au Panama.

Cette question n'est plus du tout byzantine, parce qu'elle implique la participation éventuelle du gouvernement US, dans une action illicite d'ordre international. L'action contre la place bancaire et financière de Panama constitue une attaque contre l'une des bases de notre économie. Rien de byzantin non plus dans la révélation selon laquelle Mossack-Fonseca était de mèche et l'est encore, avec des personnages sinistres de presque tous les continents, liés à des services de renseignement, au moins depuis 1986, en particulier ceux qui ont trempé dans le scandale US-contra.

La firme Mossack-Fonseca n'est pas née en 1977 comme cela figure dans les archives mais en 1986, aux Iles Vierges (britanniques). En 1977 il n'existait que la Jürgen Mossack Law Firm (cabinet d'avocats). C'est en 1986 que naît la firme, à l'occasion du scandale US-Contra.

Comme l'affirme le New York Times dans son édition du 7 avril 2016 :

En 1986, tandis que le pays n'était pas encore sous le joug du général Manuel Noriega, Ramón Fonseca et Jürgen Mossack ont fusionné leurs modestes cabinets d'avocats et créé ce qui deviendrait le centre des opérations bancaires discrètes pour les élites. [1]

L'argent provenant de la vente d'armes était investi dans la drogue, que de hauts fonctionnaires —prétendant tomber des nues — introduisirent, à partir de Washington, dans les quartiers pauvres des US. Une partie des fonds ont été canalisés dans le Democracy Project pour faire tomber Noriega, de sorte que, d'un côté ils faisaient semblant de ne rien voir dans les quartiers non-blancs, et de l'autre, ils permettaient à des messieurs respectables et en smoking d'ouvrir la Mossack-Fonseca aux Iles

vierges, territoire que les US partagent avec la Grande-Bretagne.

Pourquoi ne pas l'avoir créée au Panama ? Peut-être parce que l'opération Piscis de la DEA à Panama venait de se terminer avec succès, et que notre pays (sous la direction de Ricardo de la Espriella) avait approuvé des lois qui entravaient les opérations clandestines et illégales comme la Contra-US.

Mossack-Fonseca aurait pris part, en connivence avec Washington, à une action qui violait le droit international, contre le Panama, tel que le renversement d'un gouvernement étranger ; et c'est pour cette raison que l'origine de Mosscak-Fonseca est confuse, car on sait maintenant que Mossack-Fonseca avait servi divers services de renseignement de différents pays.

L'année 1986 est capitale à cause du scandale US-Contras, mais aussi parce qu'il y a exactement trente ans, en avril 1986, le Conseil de sécurité nationale des USA avait pris la décision de renverser Noriega pour des raisons internes, et ne relevant pas des Panaméens qui demandaient un changement, de façon bien légitime. Chaque Panaméen peut bien avoir sa vision de Noriega, mais les US n'avaient pas le moindre droit de l'expulser, d'autant moins qu'ils savaient d'avance que ce serait l'occasion d'assassiner des milliers de Panaméens innocents.

Il faut refuser à l'échelle du monde entier que le nom de Panama, qui appartient à tous les Panaméens, soit détourné pour qualifier les papiers qui décrivent la pourriture et la dégénérescence la plus grave du capitalisme des temps modernes. Pour couper tout lien avec le préjudice qui affecte désormais de nombreux pays, organismes et personnalités, il faut interdire l'entrée au lupanar, ou mieux encore, le fermer. Réseau Voltaire 27.04

[1] "Panama Papers Cast Light on a Law Firm Founded on Secrecy", Kirk Semple, Azam Ahmed & Eric Lipton, The New York Times, April 7th, 2016.

Apparemment les dirigeants du POID (à lire plus loin) et des autres partis ouvriers n'ont pas de connexon Internet ou ils ignorent l'existence du Réseau Voltaire...

Les deux derniers articles que vous venez de lire sont d'une autre veine que la soupe insipide que nous servent nos pitoyables dirigeants.

Les informations très précises et précieuses fournies ici par Julio Yao Villalaz n'ont pas été inventées, puisqu'elles corroborent celles transmises par l'honorable (sic!) New York Times. Sans rire, se trouvera-t-il encore des militants pour estimer que ce genre d'articles relèveraient de la théorie du complot à l'instar de l'un d'entre eux qui me l'a écrit récemment ? Si tel était le cas, au lieu de se connecter à notre portail, il ferait mieux de s'en tenir aux médias institutionnels histoire d'éviter de se faire manipuler par l'auteur de ces lignes.

Une invitation.

Bonjour,

Vous trouverez ci-après l'invitation à la conférence–débat du samedi 21 mai 2016 au CERMTRI, 28 rue des Petites-Ecuries – Paris 10° (M° Château d'eau), avec Christophe Chiclet, membre du Comité de rédaction de la revue Confluences Méditerranée et auteur entre autres de Les communistes grecs dans la guerre. Histoire du Parti communiste de Grèce de 1940 à 1950. (Paris, L'Harmattan, 1987.)

LES GUERRES CIVILES GRECQUES (1943-1949)

La prise du pouvoir par la gauche radicale grecque de la Syriza en janvier 2015 a fait couler beaucoup d'encre, suscité des espoirs chez les uns, des peurs chez les nantis de tout poil. Son incapacité à sortir de l'austérité a été largement commentée. En revanche l'histoire contemporaine grecque est peu connue en France, souvent « victime » d'une importante production de qualité sur l'Antiquité hellénique.

Quant à l'histoire du mouvement ouvrier grec, il s'agit encore d'une terra incognita. Malgré son indépendance en 1832, le pays n'a jamais été maître de son destin, manipulé par les Puissances qui voulaient contrôler ce pays placé à une position géostratégique très importante : France, Royaume- Uni, États-Unis, sans oublier la Russie tsariste puis l'URSS. Cela a entraîné de multiples guerres civiles : quatre au XIX° siècle, une en 1916-1917 et trois entre octobre 1943 et mars 1944 , décembre 1944-février 1945, mars 1946-août 1949. Ces dernières étant l'objet de notre conférence.

La première voit s'affronter les résistants de gauche à ceux de droite (comme en Yougoslavie et en Albanie), antagonismes aiguisés tant par les Britanniques que par les nazis. La deuxième oppose la résistance de gauche qui vient de libérer seule 80% du pays et les troupes britanniques alliées aux anciens collabos « monarcho-fascistes » qui veulent l'empêcher de prendre le pouvoir. Enfin la troisième, la plus terrible, entre les partisans communistes et les forces royalistes soutenues par les

Britanniques, puis par les Américains. En Grèce, la guerre froide n'a pas été froide, elle a été brûlante comme les premiers essais des bombes américaines au napalm dès juin 1948.

Fraternellement

Le CERMTRI

Flagrant délit. Quand le POID marche dans leur combine.

Quand on écrivait sur la base des faits, que l'on ne va pas rappeler ici pour la énième fois, que désormais les partis ouvriers se contentaient de commenter l'actualité à la manière des chroniqueurs mondains, qu'ils n'étaient plus capables de produire la moindre analyse de fond, qu'ils se contentaient de lieux communs, des interprétations orientées, intéressées, voire frauduleuses produites par les représentants du régime et les médias aux ordres, et que de préférence au lieu de se référer aux informations révélées par des journalistes d'investigation que les médias institutionnels censuraient, délibérément ils reproduisaient leurs versions officielles fabriquées à la suite d'importants événements, et bien en voici une preuve supplémentaire.

2 mai 2016 – Négociations sur le traité transatlantique (TTIP) entre l'UE et les Etats Unis : la commission de Bruxelles a été prise la main dans le sac par les révélations sur ces négociations secrètes par l'ONG Greenpeace. (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195/)

Nous ne mettons pas en cause l'origine d'une information, mais la manière de la présenter qui le moins que l'on puisse dire porte à confusion, car elle tend à occulter le fait que ceux qui en sont à l'origine, pour être plus précis ceux à qui elle a été transmise, Greenpeace, ceux qui l'ont diffusée, Le Monde, et ceux qu'elle met en cause, la Commission européenne appartiennnet à la même famille ou représentent les mêmes intérêts, ceux des multinationales américaines. Et si ce sont leurs représentants à Washington et à Bruxelles qui négocient dans le plus grand secret ce traité, cette "fuite" ne peut venir que de chez eux et elle ne peut être qu'intentionnelle, et sachant que la Commission européenne a pour unique mission de servir les intérêts des Américains, ces "révélations" peuvent être destinées à faire pression sur ses membres pour qu'ils cessent de répercuter les craintes exprimées par les populations de l'UE opposées à ce traité et se plient aux exigences des Américains en acceptant d'en assumer les conséquences quel que soit le prix à payer, autrement dit qu'ils se débrouillent avec leurs peuples pour leur faire avaler la pilule un point c'est tout.

Autre explication, ce pourrait être un ou des membres de la Commission européenne qui auraient monté cette opération pour montrer qu'elle avait consenti d'énormes concessions aux Américains qui n'en avaient fait aucune, et qu'elle n'était pas disposée à en faire davantage sans prendre le risque que ce traité qui doit être ratifié par les parlements nationaux soit rejeté par l'un d'entre eux, ce qui le rendrait caduc, ce dont elle n'entend pas assumer la responsabilité qui selon elle reviendrait aux Américains, autrement dit, elle veut bien être le vassal de Washington, mais elle ne veut pas porter seule la responsabilité d'un échec.

Dans les deux cas, c'est la Commission européenne qui est prise entre deux feux, celui de Washington qui s'impatiente, Obama aurait voulu qu'il soit signé avant la fin de son mandat en novembre 2016, ce qui est inconcevable, et celui des peuples de l'UE qui rejettent ce traité, pour cette raison, bien que ces "révélations" ne soient pas à son avantage elles pourraient la servir en poussant les Américains à revoir certaines dispositions de ce projet de traité, tout du moins dans la forme pour les imposer lors de "négociations" ultérieures qui seraient prévues dans ce traité.

Une explication alternative existe, celle d'un individu isolé ("lanceur d'alerte") agissant pour son propre compte selon ses convictions, mais qui étrangement omet de préciser que le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca avait été créé par la CIA, information reprise par aucun média institutionnel, qui aurait été en mesure de pirater 11 millions de documents, ce qui aurait dû nécessité un temps considérable et de s'y reprendre à plusieurs reprises, des moyens informatiques importants pour les sauvegarder, se connecter ou entrer dans l'ordinateur de Mossack Fonseca sans laisser de traces, à croire que ces fichiers n'étaient pas cryptés ou protégés alors qu'ils contenaient des données sensibles.

Bref, cette officine de la CIA se serait laissé pirater comme de vulgaires débutants, c'est la version officielle servie par les médias aux ordres hormis la référence à la CIA qui n'y figure pas, et qui sera reprise en choeur par tous les partis politiques. Une telle unanimité aurait dû au minimum éveiller la suspicion, non ? Apparemment non, mieux ce serait plutôt poser cette question qui serait douteux !

Comme vous pouvez le constater on essaie de comprendre ce qui s'est passé, on ne se contente pas de reproduire une information comme s'il fallait la prendre telle quelle sans se poser de questions au risque de se faire manipuler et d'induire en erreur nos lecteurs.

A qui profite le crime est semble-t-il une question devenue tabou ou à bannir, car elle porte atteinte au politiquement correct que chacun est prié d'adopter. C'est une manière comme une autre de museler la liberté d'expression.

A qui profite le crime demandions-nous, aux paradis fiscaux anglo-saxons ou installés aux Etats-Unis ou au coeur de l'UE, dès lors ce devrait être dans cette direction qu'il faudrait orienter les rechercher pour débusquer ceux qui sont à l'origine de cette "fuite" destinée à rapatrier des centaines de milliards de dollars vers ces paradis fiscaux. Qu'elle ait épargné les Américains et que les médias qui ont eu accès à la liste de ces fraudeurs aient volontairement censuré certains noms, certaines entreprises ou multinationales aurait dû suffir à se méfier plutôt deux fois qu'une de ce genre de "révélation" à grand spectacle, de l'interprétation officielle qui en avait été donnée, ainsi que des objectifs qu'elle étaient supposée viser.

Pour faire diversion les médias ont lourdement insisté sur ses répercutions politiques, alors que cette opération avait été manifestement conçue à des fins financières. Ce que 20minutes.fr a confirmé à sa manière dans un article daté d'hier :

- Depuis début avril, les révélations des « Panama Papers » ont provoqué l'ouverture de nombreuses enquêtes dans le monde et conduit le Premier ministre islandais et un ministre espagnol à la démission. Ces documents ont plus généralement dévoilé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité. 20minutes.fr 06.05

Les Américains en sont les grands bénéficiaires tout en en sortant blanchis jusque là, au moment même où une autre fuite destinée à embarrasser la Commission européenne voyait le jour, sur les "négociations" en cours sur le traité transatlantique (TTIP), et cela dans un contexte politique qui aussi bien aux Etats-Unis qu'en France ou en Europe en général se traduit par le rejet de tous les partis institutionnels, pendant que les médias orchestraient une campagne destinée à clouer au pilori l'idée même de l'existence des partis politiques, au profit de ceux qui détiennent réellement le pouvoir et déterminent l'orientation ou l'avenir de la société ou du monde sans être le moins du monde inquiétés.

Tout se tient, non ?

Pour compléter cette analyse, une dernière explication qui pourrait être la plus vraisemblable. Parmi les Américains et les Européens il existe un puissant lobbying représentant les différentes couches de l'oligarchie implanté jusqu'au sommet de chaque Etat et institution, dont l'administration américaine, la NSA, la CIA et la Commission européenne. Ils sont donc en mesure s'avoir accès à un certain nombre de documents confidentiels, et selon que leur révélation peuvent servir leurs intérêts ils peuvent décider de recourir à ce moyen pour faire avancer leur cause au détriment de leurs concurrents. Il ne s'agit pas là d'une extrapolation gratuite au regard par exemple des nombreuses contradictions qu'on a eu l'occasion de relever dans les positions adoptées par Obama lors de la guerre contre la Syrie depuis 5 ans.

Dans nos analyses on doit tenir compte que les classes ne sont pas homogènes, qu'elles comportent différentes couches et que ces derniers se déclinent en différents cercles dont les intérêts ne sont pas forcément les mêmes. De plus, la crise du capitalisme et l'orientation néolibérale adoptée par les sommets de l'oligarchie financière créent d'énormes tensions au sein de cette classe jusqu'à menacer l'existence de certains de leurs membres, ce qui peut contraindre en désespoir de cause certains à chercher des alliés à l'extérieur de leur classe en instrumentalisant l'opposion de la population à la politique néolibérale ou auprès de leurs représentants au sein des Etats qui sont contraint de l'appliquer, mais en supportent de plus en plus difficilement les conséquences sur le plan politique.

Il faut donc veiller à l'évolution des rapports à l'intérieur de chaque classe pour comprendre leurs réactions ou la manière dont elles interprètent certains événements, comment leurs différentes couches peuvent les exploiter y compris sur le plan politique. Cela nécessite en premieu lieu de se tenir parfaitement informé ou de faire l'effort de s'informer auprès de différentes sources sans a priori, de recouper les données récoltées avant de tirer la moindre conclusion. On ne le fait pas toujours avec la rigueur exigée par manque de temps, ce qui nous oblige parfois à nous y reprendre en plusieurs fois ou à rectifier nos analyses ou nos conclusions. Que les militants ne nous en tiennent pas rigueur, on fait pour le mieux, l'essentiel demeurant que nos intentions et l'orientation dans laquelle s'inscrit notre politique demeurent fidèle à l'idéal que nous représentons ou la cause que nous défendons.

Bref rappel du contexte qui a précédé la "fuite" sur le Tafta.

12 avril

- Pierre Moscovici : « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas »

Mardi 12 avril, la Commission européenne a présenté son projet de « reporting pays par pays » des multinationales, exigeant désormais qu'elles rendent publics leurs profits et leurs impôts (dus et payés) non seulement dans les 28 pays de l'Union européenne, mais aussi dans les pays non coopératifs – en clair, dans les paradis fiscaux.

Le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici, fait partie de ceux qui, à Bruxelles, ont plaidé, ces derniers jours, pour une modification en urgence de ce projet de directive sur la transparence des comptes des entreprises, qui, initialement, n'avait rien prévu pour les paradis fiscaux. Afin de tenir compte du scandale « Panama papers », dont Le Monde a contribué à révéler l'existence.

Pierre Moscovici : ... au final, l'Union européenne a proposé quelque chose de très important car elle est la première zone du monde à proposer une telle transparence. Les ONG en demandaient plus... lemonde.fr 12.04

21 avril

- Le rejet du Tafta, dernière chance de François Hollande - Slate.fr

La question du libre-échange entre Europe et États-Unis pourrait devenir un argument central dans la campagne de 2017, alors que le gouvernement a multiplié les signes d'agacement sur le sujet ces derniers temps. Slate.fr

23 avril

-Traité transatlantique: Paris et Berlin affichent une position commune BFM Business

Alors qu'un nouveau round de négociations entre Américains et Européens s'ouvrira la semaine prochaine, la France et l'Allemagne ont listé les sujets sur lesquels les deux pays veulent faire pression.

- Tafta: Paris et Berlin listent les sujets sur lesquels ils attendent des avancées "concrètes" - AFP

Paris et Berlin ont listé vendredi les sujets sur lesquels les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique (Tafta) doivent avancer "concrètement", de la convergence réglementaire aux marchés publics en passant par l'agriculture, "sans quoi il n'y aura pas d'accord possible... AFP

- Paris et Berlin en ligne sur le commerce transatlantique Reuters

La France et l'Allemagne ont harmonisé vendredi leurs positions sur le contenu d'un éventuel accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (Tafta), qui devra selon eux permettre une réelle ouverture du marché américain.

24 avril

- Traité libre-échange : Paris et Berlin fixent leurs exigences - Atlantico.fr

Le Tafta, ensemble d'accords commerciaux entre l'Europe et les Etats-Unis, est de plus en plus décrié, alors que de nouvelles négociations débutent ce lundi. Atlantico.fr

- Manifestation anti-Tafta avant la venue d'Obama à Hanovre - Reuters

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Hanovre pour exprimer leur opposition à l'éventuel accord visant à créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (Tafta) avant la venue de Barack Obama. Reuters

- Les Allemands manifestent contre le traité de libre-échange - BFM Business

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Hanovre, dans le nord de l'Allemagne, contre le projet d'accord de libre-échange transatlantique que Barack Obama et Angela Merkel défendent à l'unisson, à la veille de la visite du président américain dans le pays. BFM Business

25 avril

- Obama plaide pour un accord sur le libre-échange cette année avec l'UE - AFP

Le président américain Barack Obama et la chancelière allemande Angela Merkel ont mis dimanche leur poids dans la balance pour défendre le projet d'accord de libre-échange UE-USA, malgré l'opposition croissante qu'il suscite des deux côtés de l'Atlantique. AFP

- Traité transatlantique : quelle considération pour la France ? - La Tribune

Aucune position défendue par la France n'est pour l'heure prise en compte comme elle le voudrait dans les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique, selon le secrétaire d'Etat au Commerce... La Tribune

26 avril

- A gauche comme à droite, le Tafta, ça ne passe pas en l'état - L'Express.fr

La prudence, voire l'hostilité, au Traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne (Tafta) déborde du Front de gauche et du Front national. Les Républicains comme le PS exigent des garanties. L'Express.fr

2 mai

- TTIP – Les pressions US sur l'UE révélées dans les documents secrets « fuités » par Greenpeace - RT

Selon un sondage réalisé récemment par YouGov pour le compte de la Fondation Bertelsmann, seulement 17% des Allemands pensent que le TTIP est une bonne chose, alors qu'ils étaient 55% à le croire l'année dernière. Aux États-Unis, ils ne sont plus que 18% en faveur de l'accord, contre 53% qu'ils étaient en 2014. RT 02.05

5 mai

- Commerce: le TTIP pose de "gros problèmes" en l'état pour Ségolène Royal

La ministre française de l'Environnement Ségolène Royal a estimé jeudi à Washington que le traité de libre-échange transatlantique actuellement en négociation pose de "gros problèmes" et nécessitait des "modifications".

Les titres des quelques articles que nous avons lus et téléchargés sur "Panama papers" :

- «Panama Papers» les révélations d'un scandale mondial d'évasion fiscale
- « Panama Papers » Le récap', épisode 1
- Panama papers 15 des 500 plus grandes fortunes françaises citées
- Panama Papers Jean-Pierre Chevènement met en doute « l'origine des fuites massives » Public Sénat
- Panama Papers le plan de Wolfgang Schäuble pour lutter contre les paradis fiscaux
- Panama Papers mais où sont les Américains
- Panama Papers qui sont les grands gagnants
- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique"
- 'Panamapapers' plus de 100 journaux révèlent les avoirs de personnalités dans des paradis fiscaux
- Paradis fiscaux la France va réinscrire sur sa liste le Panama
- Qu'est-ce que les Panama Papers ne vous ont pas dit sur la fortune de Poutine
- Pierre Moscovici « La révolution de la transparence est partie, elle ne s'arrêtera pas » - Yahoo Finance France
- Londres, le refuge doré des milliardaires
- Les «Panama Papers» ont enfin leurs théories du complot _ Slate.fr
- Les «partenariats» trans-antlantique et trans-pacifique ne sont qu'une mise sous tutelle corporatiste complète et globale Arrêt sur Info
- Les banques françaises font un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux
- Edward Snowden explique comment la NSA surveille les journalistes
- Cinq pays européens se réunissent contre l'évasion fiscale
- « Panama papers » Mossack Fonseca menace d'actions en justice si les documents sont mis en ligne
- « Panama papers » passe d'armes entre WikiLeaks et le Consortium international de journalistes
- Le lanceur d'alerte des 'Panama papers' explique ses motivations
- Panama Papers le lanceur d'alerte à l'origine du scandale sort du silence
- Sur les Panama Papers, Denis Robert en appelle à la prudence et à l'investigation Arrêt sur Info
- Wikileaks et plusieurs grands médias ont refusé les Panama Papers, révèle la source de la fuite
- Touche Pa…nama mondialisation
- Les Panama Papers : Opération véreuse pour s'approprier tout l'argent du monde

Le POID ne s'interrogera pas un seul instant sur l'origine de ces "révélations", Greenpeace financé par l'oligarchie, tout comme il ne s'interrogera pas sur la nature de leur destinaire, Le Monde notamment, appartenant à des oligarques. Ils leur balancent un os à ronger et ils s'empressent de sauter dessus à pieds joints comme s'ils n'avaient que cela à se mettre sous la dent ! On ne veut pas être méchant, mais on ne comprend pas qu'ils puissent tomber dans ce genre de panneaux, c'est quand même gros, non ?

Evidemment, à aucun moment ils ne se demanderont si ces "révélations" à répétition ne faisaient pas partie d'un plan d'ensemble savemment orchestré et conçu par une ou des officines en cheville avec quelques oligarques anglo-saxons parmi les plus puissants de la planète en vu d'atteindre un objectif politique, impossible car le POID ne tient pas à être assimilé aux théoriciens du complot, il préfère la proximité rassurantes des médias institutionnels qui constituent sans doute un gage de probité ou d'honnêteté à toutes épreuves.

Pour étayer ce propos, un bref rappel des infos en bref de l'avant-veille :

- Le Monde a pu consulter une série de documents confidentiels très récents, et totalement inédits, concernant le désormais fameux « Tafta » (...) Obtenus par Greenpeace Netherlands... (source : Le Monde 01.05)

Le Monde non plus ne s'est pas interrogé pour savoir comment Greenpeace avait-il pu se procurer ces "documents confidentiels". Et pour cause il avait déjà trempé dans la "fuite" précédente dans laquelle il avait également embarqué avec lui le POID. Les uns et les autres se passeront bien de révéler à leurs lecteurs, que dans l'affaire des "Panama papers" l'oligarque George Soros en était notamment à l'origine, et que le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dont faisait partie Le Monde était financé par USAid et la CIA, tout comme la société Mossack Fonseca. (source: Dommage collatéral des Panama Papers - Wayne Madsen - journaliste d'investigation, essayiste et éditorialiste. Il est membre de la Société des Journalistes Professionnels et du Club de Presse National. - publié par Arrêt sur Info le 29 avril 2016)

latribunedestravailleurs.fr - 4 avril 2016 – 11,5 millions de documents internes du cabinet panaméen Mossack Fonseca, ont été obtenus par le Consortium international des journalistes d'investigation et analysés par 107 médias, dont le Monde en France. Il s'agit de la plus grosse fuite d'informations jamais exploitée par des médias. (https://latribunedestravailleurs.fr)

A qui devait profiter le crime, hormis à ceux qui l'avaient commis nous demandions-nous il y a un mois, une question apparemment condamnée par le politiquement correcte adopté par le POID, précisons pour ne pas faire de jaloux, par tous les partis ouvriers sans exception.

Sans entrer dans les détails, la classe des capitalistes est aussi hétérogène que celle des exploités. Elle comporte une multitude de couches ou cercles répartis sur une échelle en haut de laquelle trônent les banquiers les plus puissants, parmis lesquels ils existent des divergences liées à des exigeances particulières quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre leurs objectifs, et dans la guerre qu'ils se livrent entre eux, les coups tordus qu'ils sont amenés à commettre sont à la hauteur de leur pouvoir ou peuvent prendre une ampleur gigantesque.

Cette nouvelle affaire est partie comme par hasard de Greenpeace Netherlands, donc des Pays-Bas, une monarchie liée au groupe Bilderberg depuis son origine, avant cela et depuis le début du XXe siècle aux pétro-oligarques anglo-saxons (Shell également appelée Royal Dutch Petroleum), précurseur de la légalisation de la drogue et de la pornographie élevés au rang d'industrie nationale, du lobby écologiste, féministe, homosexuel, transgenre, etc. membres fondateurs de l'OTAN, de l'Union européenne et de l'OCDE, abritant la Cour internationale de justice (CIJ), la Cour pénale internationale (CPI), la Cour permanente d'arbitrage (CPA), le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Europol, organisation de coopération entre les polices des pays de l'Union européenne, Eurojust, organisation de coopération entre les instances judiciaires des pays de l'Union européenne, etc. et c'est aussi dans la ville de Maastricht qu'a été signé le traité éponyme sur l'Union européenne, le 7 février 1992... (source : Wikipedia)

On aura compris que les Pays-Bas constitue un des piliers de l'architecture néolibérale avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne sans oublier Israël.

On passe beaucoup de temps à étayer notre argumentation, parce que apparemment nombreux sont ceux qui ne se posent pas les bonnes questions, somme toute souvent élémentaires, qui dit quoi, qui est-il, quelles sont ses intentions, quels intérêts représentent-ils, etc. parfois cela transpire de leur discours, parfois non, alors il faut aller chercher ces informations ailleurs, avec Internet c'est facile de les obtenir, ensuite vaut mieux les mémoriser, cela constituera des points de repères pour saisir rapidement un article ou la situation sans se faire manipuler ou démonter en un clin d'oeil une falsification des faits. Franchement, ce n'est pas la mer à boire, non ?

On va jouer les idiots, il y a des militants qui adorent car cela nous va si bien... Il y a de nombreux articles qui sont rédigés par des journalistes d'investigations et publiés par des médias dits alternatifs sur toutes ces affaires ou événements, qui fournissent de précieuses informations ou indications pour comprendre de quoi il retourne réellement ou qui permettent de se faire librement une idée qui ne correspondra pas forcément à la version officielle. Alors pourquoi les dirigeants des partis ouvriers ne les lisent-ils pas apparemment, pourquoi n'en tiennent-ils pas compte dans leur présentation des faits, dès lors on n'ose même pas se demander s'ils en tiennent compte dans leurs analyses ou l'élaboration de leur politique.

- Sur les Panama Papers, Denis Robert en appelle à la prudence et à l'investigation - Par Maxime Chaix - arretsurinfo.ch 05.05

Extraits.

...le magazine Foreign Policy, dans un article intitulé « L'affaire du "Twitter cubain" (http://foreignpolicy.com/2014/04/03/cuban-twitter-and-other-times-usaid-pretended-to-be-an-intelligence-agency/) et les autres exemples où l'USAID a agi tel un service secret », « plusieurs gouvernements ont accusé depuis longtemps l'Agence américaine pour le développement international [USAID] d'être un paravent de la CIA ou d'autres organisations visant à les renverser. Comme le montre l'affaire [du "Twitter Cubain"],

il semblerait qu'ils avaient raison. (…) Il existe peu de preuves pour étayer ces accusations [sic], du moins jusqu'à présent. Mais ce nouveau scandale à Cuba n'aidera pas l'USAID a restaurer sa réputation en lambeaux. »

Confirmation -"Parmi ses donateurs figurent effectivement l'USAID, l'agence américaine pour le développement, et le département d'État des États-Unis (…). Ses soutiens comportent aussi des organisations non gouvernementales, dont l'Open Society Foundation financée par le milliardaire George Soros, et le think tank Google Ideas". lemonde.fr 06.04

Les États-Unis sont devenus le plus « grand paradis fiscal au monde »

Denis Robert - ...il nous faut prendre en compte le contexte global dans lequel survient cette offensive médiatique contre le paradis fiscal panaméen, dans le sillage de la guerre juridique, financière et diplomatique lancée par Washington en 2008 contre le système financier suisse. J'ai donc rappelé à Marc Chesney cette analyse de Bloomberg.com, selon laquelle les États-Unis ont récupéré le marché offshore mondial au détriment de la Suisse et d'autres juridictions.

Voici ma traduction d'un extrait de cet important article : « Certains appellent [les États-Unis] la "nouvelle Suisse". Pendant des années, les USA ont fustigé d'autres pays car ils aidaient des Américains fortunés à dissimuler leur argent en dehors des frontières nationales. Or, les États-Unis sont en train de devenir un paradis fiscal de premier plan pour les riches étrangers, à qui le secret est garanti. En résistant aux nouveaux standards mondiaux de transparence, les USA créent un nouveau marché très attractif, devenant l'endroit préféré des étrangers qui souhaitent planquer leur fortune. Des avocats londoniens jusqu'aux sociétés fiduciaires suisses, tout le monde emboîte le pas, aidant les riches de ce monde à transférer leurs comptes depuis des places [offshores] telles que les Bahamas et les Îles Vierges britanniques vers le Nevada, le Wyoming et le Dakota du Sud. "Comme il est ironique – ou plutôt pervers – que les États-Unis soient devenus la nouvelle juridiction du secret bancaire, alors qu'ils se sont montrés si moralisateurs dans leurs condamnations des banques suisses", comme l'a écrit récemment dans une revue juridique Peter A. Cotorceanu, un avocat du cabinet zurichois Anaford AG. "Vous entendez ce 'monstrueux bruit de siphon' ? C'est le son de la ruée de l'argent vers les USA." » Marc Chesney m'a confirmé la justesse de cet article, en citant le Delaware et le Nevada comme exemples de paradis fiscaux en plein essor.

La veille de cette conférence, le responsable des questions fiscales à Oxfam affirmait que les Panama Papers étaient « l'arbre qui cachent la forêt ». Dix jours plus tard, Oxfam America publiait un rapport indiquant que les 50 plus grandes multinationales américaines auraient placé près de 1,3 billions de dollars dans des places offshores entre 2008 et 2014. Dans la même période, ces entreprises auraient bénéficié d'environ 11,2 billions de dollars d'aides publiques aux États-Unis – un pays pourtant réputé « libéral ». Mais dans ce rapport, l'angloterme « offshore », dont l'une des traductions littérales est « en mer », désigne principalement des îles exotiques telles que les Bermudes – un archipel où les multinationales américaines ont déclaré 104 milliards de dollars de profits en 2012, comme le rappelle Oxfam America. [1] Cependant, une recherche par mots-clés dans les 25 pages de ce rapport indique que les paradis fiscaux des États-Unis (Delaware, Nevada, Wyoming, Dakota du Sud…) ne sont pas cités. Or, si l'on prend l'exemple du Delaware, les principales multinationales américaines sont implantées « dans ce grand "trou noir" fiscal [où elles] font échapper à l'impôt une partie de leurs profits ». La City de Londres n'est pas non plus mentionnée dans cette étude d'Oxfam America, et pourtant…

Dans le sillage des Panama Papers, Jacques Attali a souligné qu'« il y a plusieurs États des États-Unis, tel le Delaware, et plusieurs pays européens, comme la Grande-Bretagne ou le Luxembourg » parmi les principales places offshores dans le monde. Il a ajouté que « les pays offrant des avantages fiscaux démesurés en toute légalité doivent être combattus. J'attends avec gourmandise la publication, un jour, des "London Papers", qui dévoileront comment la si respectable City abrite bien des turpitudes financières et fiscales, au détriment des pays dans lesquelles les richesses sont créées. Ce sera infiniment plus important et signifiant que les quelques révélations de Panama. » arretsurinfo.ch 05.05

Tu parles, quel crétin !

- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique" - AFP

La source des révélations des "Panama Papers" dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une "révolution numérique" dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi. AFP 6.05

- Wikileaks et plusieurs grands médias ont refusé les Panama Papers, révèle la source de la fuite - 20minutes.fr

La source des révélations des « Panama Papers » dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une « révolution numérique » dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi.

Sa décision de livrer gratuitement à une centaine de médias quelque 11,5 millions de documents du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca est « personnel (le) », parce qu'il s'est rendu compte « de l'ampleur des injustices » qu'ils dépeignent, explique-t-il, selon la traduction en français du quotidien Le Monde.

« Je ne travaille ni n'ai jamais travaillé pour un gouvernement ou un service de renseignement, ni directement ni en tant que consultant », se borne-t-il à préciser, ne livrant aucun indice sur sa nationalité, son identité ou ses fonctions.

Depuis début avril, les révélations des « Panama Papers » ont provoqué l'ouverture de nombreuses enquêtes dans le monde et conduit le Premier ministre islandais et un ministre espagnol à la démission. Ces documents ont plus généralement dévoilé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité.

Il dénonce également "l'érosion totale des critères éthiques qui conduit à un nouveau système que nous continuons d'appeler capitalisme mais qui revient à un esclavage économique". 20minutes.fr 06.05

- Les Panama Papers : Opération véreuse pour s'approprier tout l'argent du monde - Akil Cheikh Hussein - legrandsoir.info 01.05

Une guerre parmi les plus farouches est menée par les cercles qui préparent l'avènement d'un monde dont la population est réduite à quelques millions d'habitants puissants et extrêmement riches. Les Panama Papers en sont un front.

Le fameux chaos constructif ou constructeur n'est pas un « traitement » destiné à être administré au seul Moyen-Orient. Ou, plus généralement, aux pays déclarés officiellement comme ennemis des Etats-Unis.

Déstabilisation

Il est plutôt une étape de la guerre finale. Celle qui est en cours et qui devrait être couronnée par le triomphe non d'une puissance classique, notamment les Etats-Unis, mais d'une puissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité : Une puissance qui se sert de tous les puissants du monde, chacun selon ses pouvoirs, et en conséquence tout particulièrement du régime étasunien, pour instaurer le royaume des plus puissants à l'échelle mondiale.

Cette entreprise passe nécessairement par la destruction successive de tous les Etats et de toutes les sociétés pour ne laisser que l'Etat et la société internationaux et idéaux dont les citoyens sont riches et forts au point de ressembler aux anciennes divinités olympiennes qui, en dépit de leur appartenance à la mythologie caduque de quelques millénaires, continuent de coloniser les mentalités des humains, en l'occurrence celles des Occidentaux à l'ère du règne de la raison et des technologies les plus sophistiquées.

Les Panama Papers font partie de cette entreprise qui, au-delà des machinations opaques et des complications juridiques régies par un arsenal qui mobilise les meilleurs avocats et juristes du monde, vise à atteindre deux objectifs.

Le premier est la déstabilisation de l'entourage humain de toutes les personnes désignées par les documents en question comme étant des corrompus et des voleurs puisqu'elles se dérobent au payement des impôts et dirigent leur argent illégalement gagné vers des paradis fiscaux.

Le second est faire en sorte que cet argent illégal, comme d'ailleurs tout autre argent, jusqu'à même les deux shillings et six pences des enfants de Mr George Banks (du fameux ''Mary Poppins'') se dirige vers les banques étasuniennes.

Etasuniennes ? Oui, dans le sens où elles se trouvent sur le territoire des Etats-Unis et dont beaucoup parmi leurs propriétaires se trouvent être des Etasuniens, mais qui ne sont en vérité que des citoyens parmi les citoyens du royaume international qui est en train de supplanter tous les autres royaumes. Etant sous l'un de ses aspects un processus d'extermination massive ayant pour but de réduire la population du fameux monde à venir à quelques millions de personnes avant de le ré-réduire encore à un nombre encore plus réduit, le projet du nouveau monde a besoin pour être réalisé d'auteurs en mesure de réussir une telle tâche.

Le lâcheur lâché

Qui donc peut se porter candidat à l'application de cette tâche autre que les descendants de ceux qui, en 1945, ont massacré des centaines de milliers d'âmes humaines en lançant des bombes atomiques sur les villes japonaises ? Et de ceux qui trois ou quatre siècles auparavant avaient construit leurs Etats-Unis sur les cadavres de dizaines de millions de Peaux-rouges, la quasi-totalité des habitants du nouveau continent, et d'innombrables « esclaves » noirs acheminés d'Afrique pour travailler dans les fermes du Sud des Etats-Unis avant d'être affranchis pour un autre genre d'esclavage dans les usines des Yankees nordistes ?

Et de nos jours, qui peut recenser les victimes des guerres lancées par les Etats-Unis partout dans le monde et tout particulièrement depuis le début de la troisième guerre mondiale lancée à partir de 2001 par les Néoconservateurs étasuniens ?

Ou celles des autres guerres dirigées depuis Washington et New York, par des institutions spécialisées dans les affaires de la santé, de l'éducation, de l'agro-alimentaire et du prétendu développement et qui sont responsables de l'anéantissement de centaines de millions de personnes en Asie, en Afrique et en Amérique Latine ?

Comment expliquer le fait que des personnalités comme le roi de l'Arabie saoudite, l'émir des Emirats Arabes Unis, le monarque du Maroc et le premier ministre britannique, liés, d'une manière ou d'une autre, aux politiques des Etats-Unis, soient parmi les coupables désignés comme corrompus par les documents de Panama Papers ?

Et d'autres personnalités du même calibre et de la même obédience dont les noms n'ont pas été révélés subissent différentes formes de chantage qui les obligent à se plier aux dictats des constructeurs du nouvel ordre mondial ?

Rien n'est plus connu que la manière avec laquelle les Etats-Unis lâchent leurs serviteurs parmi les dirigeants des régimes fantoches. Et tout porte à penser qu'une fois les Etats-Unis en arrivent à atteindre le but direct de l'opération Panama Pappers, à savoir occuper la place de paradis fiscal unique dans le monde, ce sera le tour des Etats-Unis pour perdre leur place au profit du nouvel ordre mondial. legrandsoir.info 01.05

A retenir : le plus grave, le plus effarant, le plus inquiétant dans cette histoire, c'est que les partis ouvriers nient farouchement cette orientation ou l'existence de cette stratégie du capitalisme mondial. IIs sont donc hors jeu pour lutter efficacement contre ce qui se traduit par la dislocation finale du mouvement ouvrier à défaut de se recomposer sur une base saine qui prendrait en compte cette orientation ou cette stratégie destinée à pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans des conditions effroyables ou scellant le sort de la civilisation humaine désormais synonyme uniquement et il faut insister sur uniquement, de décadence, de chaos, de guerre et de barbarie.

Personne ne pourra dire qu'il n'avait rien vu venir ou qu'il ne savait pas, personne.

Le comportement des uns et des autres en est déjà fortement imbibé : individualisme forcené, susceptibilité maladive, scepticisme ou absence d'idéal, hypocrisie et couardise, autosatisfaction, orgueil et bonne conscience mal placé, matérialisme vulgaire, médiocrité ou corruption généralisée de la pensée, des arts, absence de discernement, de logique, reniement des valeurs morales universelles, etc.

On nage donc en pleine décomposition, toutes les faiblesses des hommes sont flattées au point de les entraîner de bassesse en bassesse dans un monde abjecte qui finalement est à leur image, d'où l'extrême difficulté d'en sortir. Résister sur le plan social ne suffit pas quand sournoisement vous êtes rongés par un mal qui s'immisce jusque dans les moindres recoins de votre existence pour vous transformer en agents inconscient de votre propre malheur.

Par votre mode de pensée et votre comportement, cédant inconsciemment à la pression permanente ou omniprésente de l'idéologie dominante, pendant que vous croyez lutter pour votre survie, simultanément vous vous employez à vous la rendre invivable par manque de discernement, aveuglés par votre propre ignorance que vous refusez d'admettre, ce qui apparemment vous protège du monde extérieur, l'idée supérieure que vous avez de vous-même, concourt en fait à vous renfermez sur vous-même ou à atteindre un stade de putréfaction irréversible qui vous destine à connaître un futur cauchemardesque et une fin extrêmement pénible.

Optez pour le matérialisme dialectique pour interpréter chaque pensée, idée, discours, geste, fait, faire preuve de modestie en toute circonstance, admettre sa propre ignorance ou faillibilité, concevoir que l'homme est perfectible, qu'il comporte de nombreuses faiblesses mais qu'il peut évoluer, qu'il doit impérativement oeuvrer à l'élévation de son niveau de conscience tout en agissant (en s'organisant) pour changer la société car dès lors se sera à sa portée, décelez partout, en toute occasion ou expérience, à tout moment comment l'idéologie de la classe dominante se manifeste pour la dénoncer, la combattre, la rejeter, telle est l'attitude à adopter pour la vaincre, pour trouver la voie pour vaincre définitivement le capitalisme, sinon ce sera peine perdue ou vous courrez à votre propre perte.

Ces lignes m'ont été inspirées par ma propre expérience, notamment par le comportement exécrable à mon égard de ma propre famille, de personnes qui se disaient être mes amis, et des militants avec lesquels j'ai été en relation à un moment donné, qui chacun à leur manière ont confirmé que l'homme manquait singulièrement de logique ou de discernement, et qu'il était attiré de préférence par ce qui fait son propre malheur.

Personnellement, c'est ce qui me rend malheureux et non mon attitude qui a toujours été sincère et fraternelle pour n'avoir jamais abandonné l'idéal qui m'anime depuis plus de 40 ans, même lorsque j'avais cessé de militer pendant 20 ans, bien qu'ayant commis de nombreuses erreurs au cours de ma vie, dont je me suis employé à essayer de tirer les enseignements au lieu de les nier stupidement, pour ne pas être condamné comme la plupart des gens à les trainer derrière moi comme un boulet tout au long de ma vie, dont finalement je n'ai pas à me plaindre, car si je faisais abstraction de tous ces gens qui s'étaient employés à me nuire d'une façon ou d'une autre, je devrais avouer être relativement heureux, ce qui m'agace entouré de tant de malheur et ayant conscience que le pire reste à venir dans l'état actuel des choses.

Je suis parfaitement lucide, comme j'ai à l'esprit qu'à 60 ans je me rapproche de la mort et que je n'aurai pas à subir le traitement effroyable que les dirigeants du vieux monde pourri nous réservent. Je pourrais très bien m'en foutre complètement et couler de vieux jours tranquillement dans mon trou en Inde, rien ne m'en empêche, sauf ma conscience, mon idéal de liberté qui me l'interdit, car étant lié pour toujours au sort du reste de l'humanité exploité et opprimé. Ce pourrait être mon testament.

A l'actif de l'horizontabilité : la terre est plate.

Grille de lecture.

- L'horizontabilité est le meilleur compagnon du nihilisme cher aux néolibéraux.

- L'horizontabilité flatte l'égocentrisme, l'individualisme, la mégalomanie.

- L'horizontabilité favorise l'expression de l'ignorance et de la médiocrité qui sont les plus répandues au détriment de la connaissance, l'expérience, la rigueur, la persévérance.

- L'horizontabilité est destinée à rabaisser ceux qui s'y adonnent en légitimant leur ignorance.

- L'horizontabilité, c'est le verticalisme (politique) à plat.

- L'horizontabilité, c'est l'égalitarisme décrétant que deux états de conscience quel que soit leur niveau mériteraient la même attention ou le même traitement, car ils seraient animés par les mêmes intentions a priori respectables donc légitimes, sans avoir à se demander s'ils possèderaient les mêmes qualités ou équivalentes.

- L'horizontabilité est antidémocratique, parce qu'elle conduit à plonger la conscience dans un bain d'inconscience pour qu'elle s'y noie.

- L'horizontabilité est le produit de la dislocation du mouvement ouvrier que certains voudraient achever en procédant à sa dissolution finale dans un magma d'illusions.

- L'horizontabilité reflète la confusion actuelle qui consiste à refuser d'admettre qu'il existerait un courant politique au sein du mouvement ouvrier qui aurait atteint un niveau de conscience supérieur digne d'intérêt ou d'inspirer confiance, ravalant toutes les composantes du mouvement ouvrier au niveau du caniveau au point d'avoir envie de le fuir, c'est l'objectif de ses promotteurs.

- Comment peut-on accorder la même légitimité à un apprenti et à un ouvrier expérimenté ? Comment peut-on accorder la même légitimité au discours d'un ouvrier profondément arriéré, illettré, ignare, inculte, et à celui d'un professeur d'université, par exemple ? Mettriez-vous votre existence, votre santé, vos dents, votre bagnole entre les mains d'un apprenti, d'un étudiant ou préfériez-vous recourir à un professionnel ?

- La démocratie ne consiste pas à permettre au peuple de s'exprimer ou de se prononcer sur tout et n'importe quoi ou des questions qui le dépassent, qu'il est manifestement pas en état de traiter sereinement. Elle consiste à lui fournir les matériaux qui lui permettront d'y parvenir, afin de pouvoir trancher entre les différentes propositions ou orientations qui s'offrent à lui en fonction réellement de ses besoins.

Avant cela, il est préférable qu'il ne détienne pas le pouvoir, car nulle ne sait ce qu'il serait capable d'en faire sachant qu'il est encore trop faible pour éviter de se faire manipuler. La preuve en est, puisque c'est l'état dans lequel il est qui l'a justement conduit à remettre son destin entre les mains de représentants peu recommandables qui n'oeuvrent pas vraiment à son bien à notre connaissance ou s'emploient à lui pourrir la vie au quotidien.

Personnellement j'en fais l'expérience quotidiennement en vivant avec deux femmes profondément arriérées, illettrées, etc. en leur interdisant de prendre des décisions à ma place dans certains domaines, sachant qu'elles n'ont pas acquis le niveau de conscience suffisant qui les empêcherait de commettre de terribles erreurs qui nous coûteraient très chers ou qu'on ne serait pas forcément en mesure d'assumer ou compromettraient gravement notre avenir.

J'en assume la responsabilité, qui consiste à veiller autant que faire se peut à leur bien-être en les laissant libre d'agir à leur guise de manière générale, ce qui n'est pas toujours facile ou de tout repos il faut bien l'avouer, car cela se traduit quotidiennement par bien des complications ou pire encore, des problèmes de tout ordre qui sont pratiquement inévitables, ce que je dois supporter dans la bonne humeur pour avoir accepté de partager leurs existences, sinon je serais un tyran, ce dont je n'ai jamais eu la vocation.

Donner le pouvoir au peuple, à n'importe qui dans n'importe quelle condition, c'est de la démagogie, une pure folie qui défie l'entendement. Et puis cette généreuse intention est malhonnête, car chacun sait ou devrait savoir que dans ces conditions il sera manipulé par plus malin et plus puissant que lui, ceux qui détiennent le pouvoir ou ses représentants. Idéaliser la

classe ouvrière, le peuple a toujours conduit aux pires catastrophes dans l'histoire.

L'horizontalité au service des pires crimes de l'impérialisme.

Ce n'est pas moi qui l'affirme mais le porte-parole du néolibéralisme, Raphaël Glucksmann, dans une interview à Liberation. Extrait.

Raphaël Glucksmann - Une des caractéristiques de ces mouvements est l'horizontalité, alimentée par Internet et les réseaux sociaux. Or, c'est aussi ce qui caractérise désormais le terrorisme…

En effet, il colle parfaitement à l'ère des réseaux sociaux, où chacun produit son propre manifeste. Chacun peut devenir un martyr et un soldat du jihad de son propre chef, en se revendiquant d'une organisation très lâche. Ce serait une erreur de croire, comme le répètent tous les dirigeants du monde à chaque acte de Daesh, que ceci n'a pas sa place au XXIe siècle. L'horizontalité en soi n'est pas une valeur positive. Elle donne à la fois les révolutions pacifistes et ouvertes qui ont émerveillé le monde et une nouvelle forme de jihadisme ou de populisme, à l'instar de Pegida, en Allemagne. Ce mouvement repose largement sur des masses spontanées, descendues dans la rue sans parti politique.

Il n'y a plus de parole a priori légitime. L'horizontalité entraîne à la fois une explosion positive de la prise de parole et le retour d'idéologies que l'on pensait bannies à tout jamais, mais qui étaient juste censurées. Il faut donc mener le combat là où les gens s'informent le plus : sur les réseaux sociaux, les blogs, les places. En septembre, face à l'afflux des réfugiés, en arguant de l'état de l'opinion pour ne pas ouvrir notre pays aux boat people du XXIe siècle, le gouvernement français l'a confirmé : le repli et le rejet de l'autre ont réellement progressé dans notre société. Or, ce n'est pas seulement la responsabilité des politiques, mais aussi celle des intellectuels, des organisations qui fondent la société civile d'essayer de comprendre où on a échoué et de repartir au combat. liberation.fr 04.05

A retenir : Il n'y a plus de parole a priori légitime. Mais en attendant il y a bien un pouvoir et un régime en place, une classe qui dirige la société, qui décide pour le peuple, plus précisément ses représentants qui gouvernent contre les intérêts du peuple.

La peste noire, "les réseaux sociaux, les blogs, les places" encensés par cet ultra réactionnaire.

Rappel du parcours de cette ordure professionnelle.

- Rappelons qu'il est lié au régime néonazi de Kiev par son épouse, Eka Zguladze qui fut nommé vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk. (Source : La Croix (http://www.la-croix.com/Archives/2012-09-18/Le-conseiller-francais-du-Prince-georgien.- RAPHAEL-GLUCKSMANN-_NP_-2012-09-18-854932), 18/09/2012).

- Raphaël Glucksmann a rejoint Kiev, huit jours après le début des manifestations (de Maidan - ndlr). Depuis, il a contribué – sans contrat et gratuitement – à la stratégie de Vitali Klitschko, l'exboxeur devenu l'un des leaders des manifestants pro-européens en Ukraine, a écrit ses discours et développé ses contacts en Europe et aux États-Unis. (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce (Ceux orchestrés par la CIA... - ndlr). Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- Il est également à l'origine de la création d'une ONG en faveur de la démocratie européenne, qu'il préside à Kiev : « J'essaye de dire aux oligarques ukrainiens que s'ils veulent prouver qu'ils sont devenus pro-européens ils doivent aider les autres (Biélorusses, Russes, Géorgiens) à faire leur révolution« , affirme-t-il. Avant de s'emballer, une lueur dans les yeux : « C'est tout de même la première fois que des gens meurent avec le drapeau européen dans les mains » (« La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2014).

- Il est cofondateur de l'association Études sans frontières, dont le comité d'honneur comprend la fine fleur des néoconservateurs français : Youri Afanassiev; Elena Bonner; Francis Bueb; Georges Charachidze; Yves Cohen; Dr. Michael Dewitte; Wilhem Donner; Olivier Dupuis; Michael Fischer; André Glucksmann; Romain Goupil; Pierre Hassner; Richard Herzinger; Kjell Olaf Jensen; Kerry Kennedy; Bernard Kouchner; Jack Lang; Pierre Lellouche; Pierre Moinot; Dr. Gérard Mortier, Rupert Neudeck; Yves Quéré; Josep Ramoneda; Jacques Rupnik; Alain Touraine.

- Pour Raphaël Glucksmann : « ce qui m'a toujours plu chez Bernard (BHL - ndlr), comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (http://www.bernard-henri-levy.com/2008-en-georgie-par-raphael-glucksmann-10388.html).

- Comme son père André Glucksmann, il est membre du cercle de réflexion du Cercle de l'Oratoire (cofondé par Michel Taubmann et son épouse), il contribue à l'édition de sa revue Le Meilleur des mondes (2006-2008). Créé de façon informelle, en 2001, le

Cercle de l'Oratoire est devenu un lieu de rencontre pour les différentes sensibilités pro-américaines en France : « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'antiaméricanisme qui régnait en France au lendemain du « 11-Septembre ». Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006). Le groupe prend forme peu à peu, avec des « intellectuels (les philosophes André Glucksmann et Pierre-André Taguieff, l'essayiste Pascal Bruckner, l'universitaire Stéphane Courtois, coauteur du Livre noir du communisme, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du monde, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris…) mais aussi de jeunes journalistes, des étudiants. Des personnalités (Bernard Kouchner, Nicolas Baverez, Fadela Amara…) » (« Les meilleurs amis de l'Amérique », Libération (http://www.liberation.fr/grand-angle/2006/05/09 /les-meilleurs-amis-de-l-amerique_38664), 09/05/2006). Pour leur première action, ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre », Le Monde du 8 novembre 2001). Pour son premier numéro en 2006, la revue Le Meilleur des mondes,

- L'essayiste André Glucksmann a annoncé son ralliement à la candidature présidentielle de Nicolas Sarkozy. Celui qui débuta sa carrière comme militant maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron et de collaborer à Exchange (un pseudopode de la CIA), bascule une nouvelle fois de la gauche vers la droite. (Le coeur de la campagne présidentielle - Le Réseau Voltaire - 6 février 2007)

L'instrumentalisation, récupération.

change.org - Caroline De Haas.

- "Prenez quelques minutes pour interpeller le ou la député de votre circonscription et lui demander de voter contre la Loi travail."

Interpeler qui, les députés qui ont voté toute une batterie de lois sclérates, liberticides, antisociales depuis mai 2012 ? Interpeler qui, les députés de partis qui participent au gouvernement le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République ?

On ne peut pas soutenir une initiative qui vise à faire passer à la trappe comment, pour qui ou contre qui le PS et ses satellites, leurs députés, leurs ministres, leur président ont gouverné depuis mai 2012.

On ne peut pas soutenir une initiative qui vise finalement à embrouiller les esprits afin de les empêcher de saisir la véritablement nature réactionnaire, de droite du PS et ses satellites ou destinée à les amener à réviser leur jugement sur ces partis quand ils étaient parvenus à cette conclusion sur la base des faits ou de leurs expériences.

Le PS étant un des piliers du régime que nous devons abattre, cette initiative sert donc les intérêts du régime, dès lors qu'elle consiste ou conduit à entretenir ou à faire renaître des illusions dans ce parti dans la tête des travailleurs. Le PS figure dans le camp de nos ennemis, c'est ce constat qui doit déterminer les rapports que l'on doit adopter envers lui.

Ils étaient Charlie... et Nuit Debout.

- Cazeneuve "fera tout" pour que Nuit Debout puisse continuer à se rassembler à Paris - AFP

Le ministre de l'Intérieur s'est dit mardi "intraitable avec les casseurs" tout en affirmant qu'il "fera tout" pour que le mouvement Nuit Debout puisse continuer à se réunir place de la République à Paris, malgré les incidents réguliers survenus en marge du rassemblement... AFP 03.05

Ils savent que ce "mouvement" est piloté par des aventuriers et qu'il est destiné à finir dans une impasse ou à pourrir sur place, dès lors il sert leurs intérêts et ils ont tout intérêt à ce qu'il dure aussi longtemps qu'ils l'auront décidé.

Et puis que des gauchistes se livrent à des violences aveugles ou gratuites, c'est toujours bon pour criminaliser le mouvement ouvrier et justifier la répression.

- Les rassemblements parisiens de Nuit debout interdits de 22 heures à 7 heures - LeMonde.fr

La préfecture de police de Paris a annoncé jeudi 5 mai l'interdiction des « activités liées ou générées par le rassemblement » des participants de Nuit debout place de la République à Paris, « à partir de 22 heures, jeudi 5 mai, jusqu'à 7 heures, le vendredi 6 mai 2016 ».

La consommation de « boissons alcooliques » et la formation de « cortèges constitués à partir de la place de la République » sont également prohibées, poursuit le communiqué de la préfecture. LeMonde.fr 06.05

Etat policier.

- Cazeneuve soutient la police face aux "affiches blessantes" - AFP

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a défendu, lors de la projection mercredi 4 mai de la nouvelle campagne de recrutement de la police nationale, les forces de l'ordre face aux "affiches inesthétiques" et "blessantes"... AFP

- Appel du syndicat Alliance à dénoncer la "haine anti-flic" - Reuters

Le syndicat de policiers Alliance a appelé mercredi à une journée de manifestations partout en France le 18 mai pour dénoncer un sentiment de défiance envers les forces de l'ordre, qualifié de "haine anti-flic". Reuters

- Le gouvernement propose une prolongation de deux mois de l'état d'urgence - Liberation.fr

Cette prolongation de cet état d'exception n'intégrera pas de perquisitions administratives, a indiqué ce mercredi Stéphane Le Foll. Liberation.fr

Quelle légitimité ont-ils ?

- François Hollande a son plus bas niveau, selon un sondage - Reuters

François Hollande atteint le plus bas niveau jamais enregistré depuis son élection à la présidence de la République avec 16% de confiance (-2), selon un sondage pour Les Echos et Radio Classique diffusé jeudi.

Désormais, 80% des personnes interrogées déclarent ne pas faire confiance au chef de l'Etat, près d'un sondé sur deux (49%) allant jusqu'à répondre "pas confiance du tout".

François Hollande entraîne dans sa chute le Premier ministre Manuel Valls qui est lui aussi au plus bas depuis son arrivée à Matignon en avril 2014 avec seulement 20% de confiance. Il perd deux points en un mois.

"Cette nouvelle baisse s'avère d'autant plus préoccupante pour l'exécutif qu'elle intervient après une série de bonnes nouvelles sur le front économique", souligne Elabe. Reuters

Sur la loi Travail

- La loi Travail rejetée par les trois quarts des Français - Francetv info

Le 49.3 plane sur l'Assemblée alors que débute ce mercredi 4 mai le deuxième jour d'examen du projet de loi Travail. Un texte rejeté par une grande majorité de Français. Francetv info

- Travail: le recours au 49.3 choque 71% des Français, mais Valls ne l'exclut pas - L'Express.fr

- Loi travail: LR et UDI déjà prêts pour une motion de censure en cas de 49.3 - AFP

Les groupes LR et UDI à l'Assemblée ont indiqué mardi qu'ils déposeraient une motion de censure contre le gouvernement si l'exécutif recourait au 49.3 pour faire adopter le projet de loi travail.

- Manuel Valls n'écarte par le recours au 49.3 pour la loi Travail - Reuters

Conscience à vendre. Comment ils soignent leur électorat de petits-bourgeois corrompus par le capitalisme.

Tout est à vendre, normal tout est à nous (NPA).

- Présidentielle 2017: A un an de l'élection, François Hollande soigne sa gauche - 20minutes.fr

Le chef de l'Etat a récemment multiplié les gestes en faveur de l'électorat de gauche... 20minutes.fr

- Manuel Valls annonce l'augmentation de 800 euros de la prime des professeurs des écoles à la rentrée 2016 - LeMonde.fr

L'indemnité des professeurs des écoles sera revalorisée à hauteur de celle perçue par les enseignants du second degré, soit 1

200 euros annuels, contre 400 euros actuellement. LeMonde.fr

... et les déshérités...

Quartiers prioritaires, zones de galère - AFP

Pas moins de 1.436 quartiers prioritaires, 5,3 millions de personnes concernées et des retards inouïs en terme d'emploi, de santé ou d'éducation: malgré une décennie de volontarisme politique, les disparités avec le reste du territoire sont loin d'être comblées, selon deux rapports publiés AFP

... si et si seulement...

François Hollande promet une "baisse" des impôts pour les "plus modestes", si les conditions sont réunies

Il faudra que le gouvernement dispose de "marges" budgétaires suffisantes. Francetv info

Ils ne croient plus en rien ou presque comme on vient de le voir...

- Economie: les Français sévères pour Hollande mais ne croient pas à la droite et au FN - AFP

Les Français jugent sévèrement le bilan économique de François Hollande, mais l'opposition de droite ne leur apparaît pas comme une alternative crédible dans ce domaine, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP

- Sondage: Hollande toujours en baisse à 13% - AFP

L'optimisme affiché par François Hollande avec la formule "ça va mieux" ne parvient pas à enrayer la chute de sa cote de confiance, en baisse de deux points à 13% en un mois, selon un sondage TNS-Sofres-Onepoint publié mercredi. AFP

Intox et conditionnement, imposture. A propos du Tafta ou TTIP

- «A ce stade», François Hollande dit non au Tafta, Washington y croit encore - 20minutes.fr

Un arrêt des négociations sur le TTIP est aujourd'hui « l'option la plus probable » a estimé ce mardi le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur... 20minutes.fr

- TTIP : le coup de bluff de François Hollande - Le Point

La France menace d'arrêter les négociations alors qu'elle n'en a pas le pouvoir. De facto, l'argument est avant tout politique. La France ne peut pas décider unilatéralement de s'en aller ou d'arrêter la négociation. Après avoir octroyé le mandat de négociation à la Commission européenne, Paris s'est engagé, comme ses 27 partenaires, à ne pas claquer la porte.

En réalité, la France ne pourra véritablement dire « non » au Tafta que lors du processus de ratification de ce dernier, qui aura lieu, selon toute probabilité, après la présidentielle de 2017. Cet accord devrait nécessiter la ratification par les 28 États membres. Et si un seul ne ratifie pas l'accord, c'est tout l'échafaudage qui s'écroule. On se souvient notamment de la mobilisation autour de l'accord anti-contrefaçon (Acta) qui a conduit en 2012 au vote négatif du Parlement européen et au retrait de plusieurs pays européens de l'accord. Le Point 03.05

Le TTIP, une étape cruciale vers l'instauration d'un gouvernement mondial.

TTIP, l'« Otan économique » - voltairenet.org - 4 mai 2016

Le géographe Manlio Dinucci propose ici une lecture cohérente de la stratégie de Washington incluant le TTIP, le renversement du régime ukrainien, les guerres de Libye et de Syrie, la vague de migrations depuis la Turquie, et le déploiement de l'Otan aux frontières de la Russie. Cet article est d'autant plus important que si beaucoup avaient compris une partie du puzzle, personne, à ce jour, n'avait pu expliquer le redéploiement de l'Otan en Europe.

par Manlio Dinucci

Des citoyens, des bureaux locaux, des parlements, des gouvernements, des États entiers sont privés d'autorité sur leurs

choix économiques, mis dans les mains d'organismes contrôlés par des multinationales et groupes financiers qui violent les droits des travailleurs, les exigences de l'environnement et la sécurité alimentaire, en démolissant les services publics et les biens communs : c'est pourquoi il faut rejeter le « Partenariat transatlantique sur le commerce et les investissements » (TTIP), négocié en secret par les États-Unis et l'Union européenne.

À ces raisons s'en ajoutent d'autres, dont on ne dit quasiment rien : celles à caractère géopolitique et géostratégique, qui révèlent un projet beaucoup plus ample et menaçant. L'ambassadeur des USA auprès de l'UE, Anthony Gardner, insiste : « il y a d'essentielles raisons géostratégiques pour conclure l'accord ».

Ce que sont ces raisons est indiqué par le Conseil national du Renseignement US ; lequel prévoit qu'« à la suite du déclin de l'Occident et de l'ascension de l'Asie, d'ici 2030 les États en voie de développement auront dépassé les États développés ». Pour cela, Hillary Clinton définit le partenariat USA/UE comme « un objectif stratégique majeur de notre alliance transatlantique », en projetant une « Otan économique » qui intègre l'Otan politique et militaire.

Le projet de Washington est clair : porter l'Otan à un niveau supérieur, en créant un bloc politique, économique et militaire USA-UE, toujours sous commandement états-unien, qui —avec Israël, des monarchies du Golfe et autres— s'oppose à l'aire eurasiatique en ascension, fondée sur la coopération entre la Russie, la Chine, ainsi qu'aux Brics, à l'Iran et à tout autre pays qui se soustraie à la domination de l'Occident.

Le premier pas pour réaliser ce projet a été de créer une fracture entre Union européenne et Russie. En juillet 2013 s'ouvrent à Washington les négociations pour le TTIP, qui ont du mal à avancer à cause d'intérêts contrastants entre les USA et les plus grandes puissances européennes, auxquelles la Russie offre des accords commerciaux avantageux. Six mois plus tard, en janvier-février 2014, le putsch de Place Maïdan organisé par les USA et l'Otan amorce la réaction en chaîne (attaques contre les Russes d'Ukraine, détachement de la Crimée et son adhésion à la Russie, sanctions et contre-sanctions), recréant en Europe un climat de Guerre froide.

En même temps, les pays de l'UE se trouvent soumis à la pression de flux migratoires provoqués par les guerres des USA et de l'Otan (Libye, Syrie), auxquelles ils ont participé, et par des attaques terroristes signés par l'État islamique (créature de ces mêmes guerres).

Dans cette Europe divisée par des « murs de contention » des flux migratoires, dans laquelle on répand la psychose par l'état de siège, les USA lancent la plus grande opération militaire depuis la fin de la Guerre froide, en déployant au bord de la Russie des chasseurs-bombardiers et navires de guerre à capacité nucléaire.

L'Otan sous commandement états-unien, dont font partie 22 des 28 pays de l'UE, intensifie les exercices militaires (plus de 300 en 2015) sur le front oriental surtout. Tout cela favorise le projet de Washington de créer un bloc politique, économique et militaire USA-UE. Projet qui recueille le consensus inconditionnel de l'Italie, outre celui des pays de l'Est plus liés aux USA qu'à l'Union européenne.

Les plus grandes puissances, notamment la France et l'Allemagne, sont encore en train de négocier. Mais en attendant elles s'intègrent de plus en plus dans l'Otan. Le Parlement français a adopté le 7 avril un Protocole qui autorise l'installation sur son territoire de commandements et de bases de l'Otan, installation que la France avait refusée en 1966. L'Allemagne —rapporte Der Spiegel— est disposée à envoyer des troupes en Lituanie pour renforcer le déploiement de l'Otan dans les pays baltes adossés à la Russie.

L'Allemagne —toujours selon Der Spiegel— se prépare à installer une base aérienne en Turquie, où opèrent déjà des Tornado allemands officiellement en fonction anti-Daesh, renforçant le déploiement de l'Otan dans cette zone de première importance stratégique.

L'intégration croissante de la France et de l'Allemagne dans l'Otan, sous commandement états-unien, indique que sur les divergences d'intérêts (en particulier sur les coûteuses sanctions économiques contre la Russie) sont en train de prévaloir les « raisons géostratégiques » du TTIP. voltairenet.org - 4 mai 2016

Du TTIP à l'OTAN

- Le général américain Scaparrotti prend les commandes d'une Otan en pleine mue - AFP

Le général américain Curtis Scaparrotti a pris mercredi le commandement des troupes de l'Otan en Europe, en s'engageant à poursuivre le renforcement militaire sans précédent à l'Est entamé par l'Alliance face à la Russie.

Le général Scaparrotti, qui, après avoir servi en Afghanistan, dirigeait jusqu'ici les troupes américaines en Corée du Sud, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie au QG militaire de l'Otan à Mons (Belgique).

Selon Jan Techau de l'institut Carnegie Europe, le général américain devra dans les trois années à venir, comme son prédécesseur, inlassablement "dire et redire aux Européens qu'ils doivent faire plus" pour enrayer enfin la chute dans leurs dépenses de défense et se donner les moyens de leurs ambitions.

Le général américain Curtis Scaparrotti a pris mercredi le commandement des troupes de l'Otan en Europe, en s'engageant à poursuivre le renforcement militaire sans précédent à l'Est entamé par l'Alliance face à la Russie.

Le général Scaparrotti, qui, après avoir servi en Afghanistan, dirigeait jusqu'ici les troupes américaines en Corée du Sud, a pris ses fonctions lors d'une cérémonie au QG militaire de l'Otan à Mons (Belgique).

Il prend le relais du général Philip Breedlove, dont les commentaires parfois acerbes à propos de l'implication de la Russie dans le conflit ukrainien ont rythmé les deux dernières années de tensions sans précédent entre l'Alliance et Moscou.

Durant cette période, "nous avons été les témoins du changement le plus significatif pour la sécurité en Europe depuis la chute du Mur de Berlin", a souligné le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, lors de la cérémonie.

"Les actions de la Russie en Ukraine ont changé notre paysage sécuritaire et l'Otan y répond", a-t-il assuré, expliquant la mission qui sera dévolue au général Scaparrotti, qui commande désormais 62.000 militaires américains en Europe et quelque 20.000 soldats d'autres nationalités en mission pour l'Otan dans le monde.

"Nous affrontons aussi l'instabilité et la violence en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ceci a conduit à des migrations de masse et des tragédies. L'Otan joue son rôle en envoyant des navires en mer Egée" pour lutter contre les passeurs de migrants, a rappelé M. Stoltenberg.

"L'Alliance a continué de s'adapter et nous n'en avons pas fini (...) face aux changements fondamentaux de notre environnement sécuritaire", a sobrement promis le général Scaparrotti, 60 ans, qui a promis de "continuer et renforcer" les plans de son prédécesseur.

"La Russie a été très active dans l'est de l'Ukraine et je ne vois aucun signe que cela va changer à court terme", a-t-il souligné, affirmant qu'il "étudierait" aussi la possibilité de livrer des armes à l'Ukraine, que Kiev réclame de longue date mais que les Alliés sont réticents à fournir, se contentant d'équipements non létaux à ce stade.

Plus prosaïquement, observe Jan Techau de l'institut Carnegie Europe, le général américain devra dans les trois années à venir, comme son prédécesseur, inlassablement "dire et redire aux Européens qu'ils doivent faire plus" pour enrayer enfin la chute dans leurs dépenses de défense et se donner les moyens de leurs ambitions.

La crise ukrainienne au printemps 2014, qui perdure malgré un cessez-le-feu conclu entre les rebelles prorusses et Kiev, a sonné le glas d'une ère d'optimisme des Occidentaux sur la possibilité de coopérer avec la Russie, poussant l'Otan à se lancer dans une "dissuasion moderne" sans précédent depuis la fin de la Guerre froide fondée sur un renforcement militaire substantiel à l'Est.

M. Stoltenberg, a rappelé que ce renforcement pourrait se traduire par le déploiement sous forme de rotations de quatre bataillons (pouvant compter chacun plusieurs centaines d'hommes) et les équipements associés dans les pays baltes et en Pologne.

A l'Est, de petites bases logistiques ont déjà été montées, sans oublier le renforcement des patrouilles aériennes et maritimes, la création d'une force très rapidement déployable et une multiplication des exercices.

Les Etats-Unis vont par ailleurs déployer, par rotations successives, une brigade blindée en Europe de l'Est (4.200 soldats) à partir de février 2017. Et ils prévoient de quadrupler l'an prochain, à 3,4 milliards de dollars, leurs dépenses visant à muscler la présence militaire américaine en Europe.

Le prochain sommet de l'Otan, dans deux mois à Varsovie, sera l'occasion "de cimenter ces décisions", selon le ministre estonien de la Défense, Hannes Hanso.

La Russie n'a pas attendu pour réagir.

Elle a annoncé mercredi la création de trois nouvelles divisions militaires dans l'ouest et le sud du pays afin de "contrecarrer le renforcement des forces de l'Otan" près de la frontière russe". AFP

- L'OTAN approuve l'ouverture d'un bureau israélien à son quartier général à Bruxelles Par Luc Delval, le 04 mai 2016 - http://arretsurinfo.ch

Après des années de blocage, Israël peut désormais ouvrir un bureau au quartier général de l'OTAN à Bruxelles. La décision, indique le quotidien Haaretz, a été notifiée mardi au gouvernement israélien, qui peut maintenant poursuivre la procédure d'accréditation de ses représentants. Le premier ministre israélien a confirmé, au cours d'une réunion des ministres appartenant à son parti, le Likoud, que la Turquie a levé son opposition, qui bloquait la décision depuis plusieurs années. arretsurinfo.ch 04.05

L'Otan accepte qu'Israël ait une représentation à son siège - Reuters

L'Otan a annoncé mercredi avoir accepté la demande d'Israël de disposer d'une représentation au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles, signe d'un timide rapprochement entre l'Etat juif, qui n'est pas membre de l'organisation, et la Turquie, qui en est un des piliers.

L'Otan a indiqué par un communiqué que l'ambassadeur d'Israël en Belgique allait désormais diriger la mission de son pays auprès de l'alliance atlantique. Reuters 04.05

- L'Otan accepte cinq nouveaux États « observateurs » Réseau Voltaire - 5 mai 2016

L'Otan a accepté que cinq États soient considérés comme « observateurs » et disposent d'un bureau au siège de l'Alliance.

Il s'agit du Bahreïn, d'Israël, de la Jordanie, du Qatar et du Koweït.

Les Émirats ne semblent pas avoir souhaité disposer également d'un bureau.

L'annonce avait été retardée par les négociations turco-israéliennes. Elle a été faite le 4 mai 2016, à l'occasion de la prise de fonction du nouveau Suprême commandeur de l'Alliance (Saceur), le général Curtis M. Scaparrotti. Réseau Voltaire 05.05

- Chypre invité à adhérer à l'Otan - Réseau Voltaire 30.04

Washington pousse à une solution de la crise chypriote qui inclut l'adhésion de l'île réunifié à l'Alliance atlantique. C'était le message de l'ambassadrice Victoria Nuland, le 19 avril à Nicosie. (...)

Il est vite apparu que le plan Nuland se traduirait en réalité par le maintien des troupes turques dans l'île, sous le drapeau de l'Otan cette fois. Il semble que Washington exerce un chantage sur le président Níkos Anastasiádis pour le contraindre à soutenir l'adhésion de l'île —jusqu'ici neutre— à l'Alliance atlantique.

Il aurait en effet créé avec Theofanis Philippou la société Imperium, laquelle aurait servie à la gestion des affaires de Leonid Lebedev qui font aujourd'hui l'objet de plusieurs procès, dont un à New York pour 2 milliards de dollars. Le président Anastasiádis a par ailleurs favorisé l'acquisition de la nationalité chypriote du milliardaire et sénateur russe. Réseau Voltaire 30.04

- Netanyahu dénonce "le poison de la propagande anti-Israël en Occident" - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fustigé mercredi "la propagande contre Israël" en Occident qu'il a qualifié de "poison", à la veille de la journée annuelle de commémoration de la Shoah.

"Ce qui a amené à la Shoah c'est l'incitation à la haine qui continue de nos jours contre Israël", a déclaré M. Netanyahu.

"L'antisémitisme n'a pas disparu avec la mort d'Hitler dans son bunker (...) la propagande dans le monde occidental contre Israël n'est pas moins un poison que celle de l'islam extrémiste et du monde arabe", a affirmé M. Netanyahu au mémorial Yad Vashem à Jérusalem lors d'une cérémonie officielle marquant l'ouverture de cette journée de commémoration.

"Si durant l'Histoire, les juifs ont été désignés comme ennemis de l'humanité, aujourd'hui, c'est l'Etat des juifs qui est l'ennemi de l'humanité et ce mensonge n'a pas de frontières", a-t-il ajouté. AFP

Flagrant délit. Désinformation.

- L'hôpital d'Alep avait été détruit, il y a sept mois - Réseau Voltaire 5 mai 2016

Le ministère russe de la Défense a publié des photographies satellitaires de l'hôpital Al-Qods d'Alep, prétendument détruit par l'aviation de la République arabe syrienne, le 27 avril 2016. Or, il était déjà détruit depuis au moins 7 mois.

L'annonce du prétendu bombardement de cet hôpital avait été faite par Médecins sans frontières ; une association humanitaire créée par Bernard Kouchner pour les services secrets français durant la guerre du Biafra. Réseau Voltaire 05.05

Propagande de la réaction.

- Brésil : une commission du Sénat recommande d'écarter Rousseff de la présidence

Une commission du Sénat brésilien a approuvé vendredi par 15 votes contre cinq un rapport préconisant la suspension de la présidente de gauche Dilma Rousseff, qui pourrait être appliquée dès la semaine prochaine et ouvrir la voie à sa destitution... AFP

- La source des Panama Papers prévoit une "révolution numérique"

La source des révélations des "Panama Papers" dresse un réquisitoire sévère contre l'inertie des politiques, de la justice et des médias contre les paradis fiscaux, pronostiquant une "révolution numérique" dans le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung vendredi. AFP

Un formidable instrument pour conditionner les couches moyennes ou supérieures des masses qui sont les plus influençables ou les plus aptes à se faire manipuler, de manière à ce qu'elles soutiennent et même revendiquent des mesures tournées contre elles, l'ensemble des exploités ou d'autres peuples. Elles trouveront toujours des arguments pour le justifier qui ne convaincront que leurs semblables, leurs maîtres ou les ignares. On ne peut pas avoir en permanence les yeux rivés sur son nombril et prétendre avoir une perception du monde extérieur qui soit fidèle à la réalité.

- Manger une banane de façon suggestive ne plaît pas à la Chine

Chine - Manger une banane de façon sexy devant sa caméra en direct sur internet? Cette technique de séduction n'emballe pas la Chine, qui a décidé d'interdire tout simplement de manger une banane devant sa webcam, comme le rapporte la chaîne de télévision chinoise CCTV News. Le Huffington Post

Gageons qu'il s'agit de tout autre chose et que pour la énième fois Le Huffington Post falsifie délibérément la réalité. A suivre.

- En Russie, la prison pour des «reposts»

Il devient de plus en plus dangereux de publier ou republier sur les réseaux sociaux des articles ou des images qui déplaisent au Kremlin. L'ingénieur-mécanicien Andrei Boubeev qui relayait un texte du journaliste radical de gauche Boris Stomakhine, lui-même détenu, a ainsi été à nouveau condamné. Liberation.fr

Gageons qu'il s'agit de tout autre chose et que pour la énième fois Libération falsifie délibérément la réalité. A suivre.

- Le problème n'est pas que Hollande n'a pas de récit, c'est qu'il n'est pas logique

Les Français considèrent qu'un projet consistant à moderniser le pays tout en en laissant en l'état les arrangements sociaux n'est pas faisable. Le président de la République française connaît actuellement une impopularité proprement historique. Slate.fr

L'article suggère que l'impopularité de Hollande viendrait de son manque de volonté pour venir à bout de ces "arrangements sociaux", nos acquis sociaux en somme, car voyez-vous les "Français" le réclameraient, et non l'oligarchie ou son représentant Hollande qui y seraient attachés.

- Obama s'en prend à Trump, le parti républicain en plein chaos

Le président Barack Obama a attaqué vendredi de front Donald Trump, désormais seul candidat à la Maison Blanche d'un parti républicain qui est plongé dans le désarroi après avoir échoué à freiner l'ascension du milliardaire. AFP

L'Agence Française de Propagande se range au côté des faucons du parti républicain qui souhaitent écarter la candidature de Trump, qui incarne une branche de l'oligarchie, mais qui critique un peu trop ouvertement la stratégie néolibérale des sommets de l'oligarchie...

A lire dans le portail du Réseau Voltaire deux articles de Thierry Meyssan : *Le général Mattis, prochain président des États-Unis ?* et *Mattis contre Trump*

Extrait.

En définitive, Trump a été invité la semaine dernière par The National Interest à prononcer son premier discours de politique étrangère. Cette revue est issue du Nixon Center regroupant les survivants de l'équipe d'Henry Kissinger. À la surprise générale —mais probablement pas à celle des organisateurs—, « le » Donald n'a pas égrené de positions sur divers sujets, visant à satisfaire tel ou tel lobby, mais a décliné une véritable analyse de la politique états-unienne et décrit sa complète refonte.

Selon lui, c'est une erreur fondamentale que d'avoir tenté d'exporter par la force le modèle démocratique occidental à des peuples qui n'y avaient aucun intérêt. Il s'est donc livré à une critique de l'idéologie néo-conservatrice, au pouvoir depuis le coup d'État du 11 septembre 2001.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi la scène avait été organisée par les amis d'Henry Kissinger, partisans du « réalisme » politique (realpolitik) et boucs-émissaires des néo-conservateurs.

Après avoir dénoncé les gigantesques dégâts humains et économiques, pour les pays concernés autant que pour les États-Unis eux-mêmes, il a embrayé sur une attaque indirecte du « complexe militaro-industriel », mettant en cause le trop d'armes en général dans le monde. Personne ne s'y est trompé : pour la première fois depuis l'assassinat de John Kennedy, un candidat à la présidence dénonçait la toute-puissance des fabricants d'armes qui ont phagocyté la presque totalité de l'industrie US.

Il peut paraître surprenant de prendre ainsi le taureau par les cornes devant les amis d'Henry Kissinger qui contribua plus que d'autres au développement de ce complexe. Cependant, l'histoire récente des États-Unis explique ce retournement. Tous ceux qui ont combattu le complexe militaro-industriel ont été bridés ou éliminés : John Kennedy fut assassiné lorsqu'il s'opposa à la guerre contre Cuba ; Richard Nixon fut éliminé par l'affaire du Watergate lorsqu'il conclut la paix au Vietnam et mena la détente avec la Chine ; Bill Clinton fut paralysé par l'affaire Lewinsky lorsqu'il tenta de s'opposer au réarmement et à la guerre au Kosovo.

Avec un certains sens de la provocation, Donald Trump a placé son projet de nouvelle politique étrangère sous le slogan « America First », par référence à l'association homonyme d'avant la Seconde Guerre mondiale.

Ce groupe est resté dans les mémoires comme un lobby nazi tentant d'empêcher le « pays de la liberté » de voler au secours des Britanniques attaqués par les génocidaires des juifs. En réalité, « America First », qui a effectivement été détourné de sa mission par l'extrême droite US, était originellement une vaste association, créée par des Quakers, dénonçant la Guerre mondiale comme un affrontement entre puissances impérialistes et refusant à ce titre de s'y impliquer.

C'est de manière mensongère que ses adversaires présentent donc Donald Trump. Celui-ci n'est absolument pas un isolationniste comme Ron Paul, mais bien un réaliste. (...)

Pour faire barrage à Donald Trump, le Parti républicain a organisé une alliance entre Ted Cruz et le dernier autre candidat en lice, l'ancien présentateur de télévision John Kasich. Tous deux ont accepté de renoncer à la présidence et de s'allier pour empêcher Trump d'obtenir la majorité absolue des délégués à la Convention. De la sorte, le Parti pourra proposer lors de sa convention un nouveau candidat, jusqu'ici inconnu du public.

D'ores et déjà des sondages d'opinions confidentiels sont réalisés, des fonds sont collectés, une équipe de campagne a été constituée autour du général James Mattis, bien que celui-ci jure la main sur le coeur ne pas envisager de carrière politique. Cependant, à l'évidence, l'ancien patron du CentCom se verrait bien en nouvel Eisenhower. En effet, en 1952, le vainqueur de la Seconde Guerre mondiale n'avait pas participé aux primaires car il était encore commandant des Forces en Europe. Il s'était glissé dans la compétition presque à la fin et avait été massivement désigné par la Convention du Parti républicain pour le représenter.

Le général Mattis est réputé être un intellectuel. Il a collectionné une vaste et célèbre bibliothèque privée de stratégie militaire, mais semble ne s'être intéressé à l'Histoire uniquement sous cet angle. Aujourd'hui chercheur à la Hoover Institution (université de Stanford), il est venu à Washington mener des consultations et a donné une conférence au CSIS.

Ce think-tank, traditionnellement proche de l'industrie pétrolière est aujourd'hui principalement financé par l'Arabie saoudite.

Après avoir annoncé un avenir « horrible » pour le Proche-Orient, le « moine-soldat » (selon le surnom que lui ont donné ses subordonnés) s'est appliqué à dénoncer le péril de la Révolution iranienne et à appeler à la guerre contre elle. Ce faisant, il reprenait à son compte le programme auquel George W. Bush et Dick Cheney furent contraints de renoncer devant la fronde de leurs autres généraux.

De facto, l'affrontement qui se dessine oppose d'un côté les partisans de la realpolitik d'Henry Kissinger, attachés aux principes de la Paix de Westphalie, c'est-à-dire à un ordre international fondé sur des États- Nations, aux partisans de la démocratisation

globale des néo-conservateurs, c'est-à-dire à la destruction des identités nationales et à l'imposition d'un régime universel de gouvernance. En un mot, c'est la vision de Richard Nixon contre celle des putchistes du 11-Septembre.

À retenir :

Donald Trump, candidat à la présidence US, veut limiter la puissance du complexe militaro-industriel. Il reprend le flambeau de John Kennedy (assassiné), de Richard Nixon (Watergate) et de Bill Clinton (Lewinsky).

Selon Trump, il est néfaste pour les États-Unis et pour les peuples étrangers de tenter d'exporter par la force le modèle démocratique occidental qui ne correspond pas à leurs aspirations.

Le complexe militaro-industriel prépare la candidature du général James Mattis et une guerre contre la Révolution iranienne.

- Hillary Clinton, « feminist in chief »

Timide en 2008, la féministe à l'intérieur de la candidate démocrate s'est bel et bien réveillée. LeMonde.fr

Que Le Monde encense l'ultra réactionnaire Hillary Clinton témoigne de son orientation politique, de sa vassalité inconditionnelle à son suzerain américain.

- Le pape plaide pour un « nouvel humanisme européen »

Récipiendaire du prix Charlemagne, le pape François a exhorté les Européens à aller de l'avant, rêvant d'une Europe « où être migrant ne soit pas un délit ». LeMonde.fr

Quelle généreuse et touchante intention qui rejoint celle de Hollande, Merkel et Erdogan, sans oublier les abrutis de tiers-mondistes et autres gauchistes décomposés...

- La Hongrie refuse toute amende en cas de refus de migrants

La Hongrie refuse catégoriquement la proposition de la Commission européenne, qui veut imposer une amende de 250 000 euros, pour chaque migrant non accueilli par un pays dans le cadre de quotas controversés. Le Premier ministre Viktor Orban appelle à renforcer la protection des frontières extérieures... euronews

Viktor Orban est dans l'oeil du cyclone de l'impérialisme américain et de la Commission européenne, après avoir adopté des mesures qui n'entrent pas dans le cadre de leur politique, il fait partie des présidents à abattre, comme Maduro, Rousseff, Assad, etc.

- Syrie : malgré leur "retrait", des forces russes toujours très présentes

Une équipe de France 2 a suivi des soldats russes sur le terrain, dans une opération de communication très travaillée. Francetv info

- Damas accusé après le raid contre un camp de déplacés

Paris a réclamé une enquête sur le raid «révoltant et inacceptable» qui a tué 28 civils, dont des enfants, à Sarmada, dans la province d'Idlib. Liberation.fr

Bienvenue en oligarchie

Chaque article ou plutôt chaque sujet minutieusement sélectionné par ces médias participe par le traitement qu'ils leur accordent de la guerre idéologique et psychologique, de la propagande. Il n'est même pas nécessaire d'en lire davantage pour le discerner au premier coup d'oeil. Si cela vous échappe, c'est que vous êtes corrompu par l'idéologie dominante.

Voilà un bon exercice pour tester votre maîtrise ou absence de maîtrise du matériallisme dialectique.

- Il reproduit l'Étoile Noire en bambou

Pour fêter la journée de «Star Wars», toutes les occasions sont bonnes. La saga de George Lucas inspire bien au-delà du cercle des cinéphiles.«May the Fourth be with you», formule du Star Wars Day inspirée de la célèbre réplique «Que la Force soit avec vous» ... Slate.fr

- Voici pourquoi certains finissent avec des partenaires bien «plus attirants»

Mieux on se connait avant de se mettre en couple, moins le physique compte.Dans le monde des séries télé, c'est un schéma très établi. Slate.fr

- Une école conseille aux filles de ne pas mettre de jupes, «ça distrait les garçons»

Tenez-vous le pour dit: si les garçons ont des mauvaises notes à l'école, c'est de votre faute, à vous, les filles. #soupirsUne avalanche de critiques. Une école aux États-Unis est sous le feu des projecteurs après avoir affiché un poster dans sa bibliothèque conseillant tout simplement aux jeunes... Slate.fr

- Une Barbie ballerine, noire, musclée et (presque) articulée, on dit oui

Mattel s'est inspiré de la première Afro-Américaine à avoir été nommée danseuse principale de l'American Ballet Theatre de New York. Slate.fr

- Le Brésil construit un parc d'attractions érotique (où le sexe est interdit)

ErotikaLand ouvrira en 2018. Voilà un parc d'attractions qui ne proposera certainement pas de réductions enfants. Dans trois ans, à Piracicaba, à moins de deux heures de São Paulo au Brésil, un parc assez particulier va ouvrir ses portes: ErotikaLand. Slate.fr

- Le mot «cisgenre» est entré dans le dictionnaire aux États-Unis, tout un symbole

Ce n'est pas encore le cas en France.C'est un événement symbolique, significatif d'une petite révolution dans la manière dont nous percevons notre identité, notre sexe et notre genre. Le mois dernier, le mot «cisgenre» («cisgender» en anglais) est entré dans le dictionnaire Merriam-Webster... Slate.fr

- Au nom de l'égalité, ils deviennent « pom-pom boys »

Les « fearleaders » sont un groupe de « pom-pom boys » déterminés à faire parler d'eux. En danse et en tenues sexy, ils veulent que les autres hommes prennent à bras-le-corps le problème de l'égalité homme-femme. Zoomin.tv

- En Pologne, des passionnés cherchent sans relâche les trésors des nazis

Dans la Basse-Silésie, région au sud-ouest de la Pologne pendant longtemps allemande, un groupe amateur fait de la recherche des trésors nazis un passe-temps. Des anciens bunkers, des habitations abandonnées, des tunnels profondément enfoncés sous les montagnes, tout est susceptible d'être exploré... Slate.fr

- Son poing levé face à des néo-nazis devient le symbole de l'antiracisme en Suède

Tess Asplund s'est opposé silencieusement à un cortège de 300 néo-nazis ce 1er mai. Un geste courageux largement partagé dans les médias et réseaux sociaux. Slate.fr

- Le régime de Bachar el-Assad collabore bien avec l'État islamique

Sky News révèle que le gouvernement officiel syrien et l'organisation salafiste terroriste échangent armes et informations. Slate.fr

- L’arme secrète d’Israël contre le terrorisme est palestinienne

L'année 2015 a été marquée par une recrudescence des actes de violence commis par les Palestiniens à l'encontre des Israéliens, qu'ils soient militaires ou civils. Atlantico.fr

- Quand les stéréotypes nous donnent la berlue

En moins d'une demi-seconde, les clichés peuvent modifier le système visuel de notre cerveau et nous faire croire qu'un individu est conforme à nos préjugés. Même si ce n'est pas vrai. Slate.fr

- L'«hawala», l'ingénieux système de paiement des migrants

Le système de l'«hawala» remonte au Moyen Âge et est idéal pour les réseaux criminels de passeurs.Si le business des passeurs est florissant, c'est aussi parce qu'ils ont une organisation financière ingénieuse: l'hawala. Slate.fr

- Propriété intellectuelle: au Moyen Âge, des armoiries en open access

Les réflexions d'un juriste médiéval sur la libre propriété des images. Slate.fr

- «Dieu, ma mère et moi», une bonne crise de foi

Le troisième film de Federico Veiroj suit les mésaventures d'un trentenaire décidé à sortir de la communauté des fidèles catholiques malgré un baptême. Slate.fr

- Polémique des abattoirs: la parole est aux animaux

Slate.fr est allé à la rencontre de ces victimes que l'on n'entend jamais dans les médias. Voici leurs dix propositions pour une vraie protection animale.On en assez de voir des vidéos d'abattoirs, toutes plus dégueulasses les unes que les autres. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

- Brésil/Corruption: le procureur demande d'enquêter sur Lula et trois ministres de Rousseff - AFP

Le procureur du Brésil a demandé mardi au Tribunal suprême fédéral (STF) l'autorisation d'enquêter sur l'ex-président Lula, trois ministres proches de la présidente Dilma Rousseff et 27 autres personnes dans le cadre du scandale de corruption Petrobras. AFP

Turquie

Couac!

- Turquie: le Nobel Orhan Pamuk au procès d'un écrivain jugé pour "injure" à Erdogan - AFP

Le Nobel de littérature turc Orhan Pamuk a soutenu mardi un écrivain qui comparaissait lors d'un procès pour "insulte" au président Erdogan, lequel multiplie les poursuites judiciaires depuis son élection, a rapporté l'agence de presse Dogan. AFP

- Un journaliste turc pris pour cible devant un tribunal - Reuters

- Deux journalistes turcs condamnés à cinq ans de prison - Reuters

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- COR-Accord de compétitivité signé chez Mahle-Behr - Reuters

Deux syndicats sur cinq de l'équipementier automobile Mahle-Behr, à Rouffach, dans le Haut-Rhin, ont signé mercredi un accord de compétitivité demandé par la direction pour ne pas aller au-delà des 110 suppressions d'emplois annoncées en janvier, a-t-on appris de source syndicale.

L'accord est réputé valide dans la mesure où les deux syndicats signataires, la CFE-CGC et l'Unsa, représentent un peu plus de 30% des salariés aux dernières élections professionnelles. D'autres syndicats représentant au moins 50% des salariés

peuvent toutefois le dénoncer.

La CFTC, premier syndicat au sein de cette usine qui fabrique des systèmes de chauffage et de climatisation, a refusé de signer, de même que la CGT et la CFDT.

Mahle-Behr, un groupe allemand basé à Stuttgart, demandait aux 870 salariés un effort équivalant à 8% de la masse salariale, faute de quoi les 110 suppressions d'emplois (aujourd'hui ramenées à 105) passeraient à 180.

L'accord prévoit l'abandon d'un jour de RTT sur la base du volontariat, celui des jours gagnés (un à deux) par les salariés en cas de fractionnement des congés jusqu'en 2023, et un quasi-gel des salaires avec une augmentation annuelle de 0,4% (0,5% pour les bas revenus) jusqu'en 2020.

En échange, la direction prévoit de rapatrier en Alsace trois lignes de produits prévues pour la République tchèque.

Mais elle refuse de s'engager sur un maintien de l'emploi sur la période, faute d'être certaine de bénéficier d'une charge suffisante pour faire tourner l'usine. Reuters 04.05

2- Les salariés du BHV Marais acceptent de travailler le dimanche - BFM Business

Les salariés du BHV Marais seront susceptibles de travailler le dimanche. Le syndicat CFE-CGC ainsi que Sud-Solidaires BHV ont signé l'accord proposé par la direction concernant ce grand magasin parisien, détenu par le groupe Galeries Lafayette.
En revanche, pour le magasin Galeries Lafayette du boulevard Haussmann, près de la gare Saint-Lazare, le doute persiste. Pour l'instant, aucun accord n'a été signé avec les syndicats.

La porte n'est toutefois pas fermée à un accord sur le travail dominical. La direction s'est dite prête à revoir la CFE-CGC, a déclaré à l'AFP Jacques Biancotto, président de la CFE-CGC commerce et services. Pour disposer d'un accord valable (signé par des syndicats représentant plus de 30% des voix aux élections professionnelles), sauf opposition d'autres syndicats, la direction a besoin de la signature de la CFE-CGC et de la CFTC, qui n'a pas non plus signé.

La CGT, le SCID et FO n'ont pas signé

Aux Galeries Lafayette, pour les premiers, les dimanches travaillés - plafonnés à sept par an - seraient majorés de 100% (payés double) et assortis d'une récupération. Pour les seconds, embauchés spécifiquement, les heures du dimanche seraient aussi majorées de 100%, mais sans récupération.

Au BHV, l'accord conclu pour trois ans prévoit un plafond de 15 dimanches travaillés (payés doubles et avec récupération) par an pour les salariés travaillant habituellement la semaine. Pour ceux de fin de semaine, les 15 premiers dimanches seront majorés de 100%, les suivants de 50%, sans récupération.

Le texte prévoit aussi un engagement de la direction à ne pas fermer trois magasins en région parisienne et à Lyon pendant la durée de l'accord, ainsi que la suppression de la nocturne hebdomadaire, a précisé François Le Menuet (Sud-Solidaires BHV).
Aux Galeries Lafayette, parmi les points qui bloquent pour la CFE-CGC, figurent des incertitudes sur les horaires d'ouverture ou sur les personnels concernés par les astreintes le dimanche. BFM Business avec AFP

3- Le travail, ce n'est pas vraiment la santé...

Malades du travail - Le Monde

Même si certaines entreprises ont pris conscience des risques psychosociaux, les salariés malades du travail apparaissent de plus en plus nombreux. Les jeunes diplômés n'échappent pas au phénomène.

De 30 000 à… 3 millions. Telle est l'impressionnante fourchette qui permet d'évaluer, en France, le nombre de personnes touchées par le burn-out (épuisement professionnel). Le premier chiffre est avancé par l'Institut de veille sanitaire (InVS), le second par un cabinet spécialisé dans la prévention des risques. Une estimation pour le moins imprécise, qui en dit long sur la difficulté à appréhender aujourd'hui le phénomène.

C'est en ce sens que la ministre de la santé, Marisol Touraine, a annoncé courant février la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir « médicalement le burn-out et la manière de le traiter ».

Si les travaux sur la définition du phénomène et sa prise en compte efficace en entreprise apparaissent considérables, les spécialistes du sujet s'accordent d'ores et déjà sur un constat : les cas de burn-out, et plus largement les risques psychosociaux,

sont en croissance dans les milieux professionnels. « La montée du burn-out et des dépressions est aujourd'hui frappante et s'accompagne de taux d'absentéisme importants », expose Thierry Rochefort, professeur associé à l'Institut d'administration des entreprises de Lyon.

Signe de la progression du sentiment de mal-être au travail, le nombre de dossiers présentés pour des affections psychiques devant les comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles augmente sensiblement depuis 2012. Des données que viennent corroborer les résultats d'une étude publiée à l'automne 2015 par Cegos.

Le spécialiste de la formation professionnelle s'est notamment intéressé au stress subi par les salariés. « Son intensité ne cesse d'augmenter, commente Virginie Loye, responsable des formations en ressources humaines chez Cegos. Le niveau d'intensité du stress perçu par les collaborateurs et managers a presque doublé en un an : 72 % des salariés et 79 % des managers évaluent leur niveau de stress à 7 et plus [sur une échelle de 0 à 10], contre respectivement 38 % et 41 % en 2014. »

La question du burn-out, point extrême des pathologies psychiques subies en entreprise, n'est jamais loin : le baromètre Cegos précise qu'« un quart de la population interrogée déclare avoir subi au cours de sa carrière un problème psychologique grave, de type dépression ou burn-out » (19 % chez les managers).

Qu'ils soient jeunes diplômés ou cadres plus expérimentés, les salariés doivent faire face à « un travail plus complexe, des contraintes plus fortes, des temps de réalisation réduits dans un environnement moins porteur, du fait de l'éloignement croissant du management ». Des évolutions au long cours, que le développement des technologies numériques a accentuées ces dernières années. Le climat économique morose ne pouvant, lui aussi, qu'encourager une telle tendance. « Plus il se durcit, plus les entreprises ont de pouvoirs sur leurs salariés », confirme Mme Lainé.

« Il s'agit toujours d'un sujet d'actualité, mais nous notons aujourd'hui que la mobilisation est plus difficile à impulser.

Face aux contraintes économiques, la question de la santé au travail peut passer au second plan, souligne Philippe Douillet, de l'Anact (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail). En outre, on constate parfois un découragement dans certaines entreprises, tant il est difficile d'obtenir des résultats probants et des améliorations visibles sur ces questions. » D'autant plus que « rien n'est jamais acquis ». LeMonde.fr 03.05

... et le remède...

L'Allemagne va légaliser le cannabis thérapeutique -20minutes.fr

La marijuana serait délivrée sur ordonnance uniquement dans les pharmacies... 20minutes.fr

---

ECONOMIE

Etats-Unis

1- Etats-Unis: de nouvelles règles de ratio à moyen terme fixées pour les grandes banques - AFP

Les régulateurs américains ont adopté mardi une nouvelle règle demandant aux grandes banques de maintenir un ratio de financement stable à moyen terme afin d'être plus solides en cas de crise financière.

La nouvelle règle NSFR (net stable funding ratio) qui porte sur l'établissement d'un ratio de financement stable à un an, vise les établissements ayant plus de 250 milliards de dollars d'actifs.

Elle entend "renforcer la résistance des grandes banques en réduisant leurs risques de défaut", a expliqué Janet Yellen, la présidente de la Fed lors d'une réunion du conseil d'administration.

Ces nouvelles propositions de régulation bancaire ont pour but de se débarrasser de la règle tacite du "trop important pour faire faillite" ("Too big to fail") qui a conduit l'administration à débourser des fonds publics pour sauver banques et groupes d'assurance en faillite pendant la crise de 2008. AFP 03.05

En réalité, c'est exactement l'inverse ou il s'agit de toute autre chose. Ces propositions ne consistent pas à écarter le risque d'une faillite des banques les plus puissantes, elles sont uniquement destinées à renforcer leur pouvoir. Entre nous, comment caractérisez-vous cette fâcheuse manie de l'AFP de fournir systématiquement une interprétation des faits contraire à la réalité ? De la propagande. Mais encore quand ils ont conscience de les dénaturer volontairement pour induire en erreur

les lecteurs, comment appelle-t-on cela ? Comploter.

Comme dans la plupart de leurs articles, ils comportaient deux niveaux ou deux types de messages destinés à un public différent, ici le second était seulement sous-entendu ou il était accessible par déduction pour peu qu'on soit versé dans la partie. Le premier se voulait rassurant il était destiné aux clients des banques, à la population en général, ne craignez rien dorénavant votre argent ou vos économies seront bien gardés par votre banquier, le second était destiné aux investisseurs, aux riches, à l'ensemble de l'oligarchie, histoire de leur dire que le démantèlement du système financier mafieux n'était pas pour demain la veille.

2- Berkshire Hathaway : l'empire de 322 milliards de Warren Buffett - Yahoo Finance International

Berkshire Hathaway (BRK-A) (BRK-B) était une entreprise textile en difficulté quand Warren Buffett y a investi de l'argent en 1962.

Aujourd'hui, elle vaut 322 milliards d'euros. D'après les mots de Warren Buffett, c'est un « conglomérat tentaculaire en constante expansion ».

Les sociétés d'assurance sont l'épine dorsale de la compagnie

Depuis qu'ils ont acquis le National Indemnity en 1967, les sociétés d'assurances de Berkshire ont augmenté l'expansion de la société.

Comme Berkshire a agrandi et diversifié son activité, ses opérations d'assurance sont devenues un contributeur aux bénéfices plus petit que par le passé. Mais elles restent une part importante de l'accès de la société à un capital permanent en générant ce que l'on appelle un « float ».

Le « float » est une somme d'argent mise de côté. Dans la société d'assurance Berkshire property & casualty (P&C), les primes sont collectées en amont, mais les indemnités sont souvent versées des années voire des dizaines d'années après, permettant ainsi d'utiliser l'argent pour les investissements.

Le float des assurances de Berkshire ne représentait que 1,4 milliard d'euros en 1990, mais a atteint 77 milliards d'euros en 2015, soit un TCAC (Taux de Croissance Annuel Composé) de 17,3% au cours de cette période.

Portefeuille d'actions

Le portefeuille d'investissement de Berkshire représente les idées de placement à long terme de Buffett.

Fin 2015, environ 60% de ce portefeuille d'actions a été investi dans cinq sociétés –Wells Fargo (WFC), Kraft Heinz (KHC), Coca-Cola (KO), IBM (IBM) et American Express (AXP). Et en plus de Kraft Heinz, qui faisait partie de l'investissement avec le partenaire 3G en 2013, Berkshire a détenu bien des intérêts dans ces positions depuis de nombreuses années.

Passage aux sociétés hors assurance

D'après UBS, en plus des 77 milliards d'euros du float d'assurance, Berkshire a également accumulé 229 milliards d'euros en actions, s'offrant ainsi un capital permanent de 310 milliards d'euros. Cela a permis à Berkshire de financer acquisitions et croissance organique sans avoir à accéder aux marchés de capitaux ni à prendre de décisions d'investissement sur le long terme.

Berkshire était, dans ses premières années, une compagnie d'assurance dirigée par la surperformance d'investissements. Mais elle a évolué en un grand conglomérat comprenant de nombreuses sociétés hors assurance.

Berkshire a développé des sociétés au capital fort. Les chemins de fer de Burlington Northern Santa Fe (BNSF), que Berkshire a acquis en 2009 pour 38 milliards d'euros, est l'un des plus grands chemins de fer de l'Amérique du Nord et transporte plus de 17% du fret interne. Berkshire a investi massivement dans cette entreprise. De plus, BH Energy possède quatre services publics desservant les clients dans 11 états du Midwest et de l'Est, deux sociétés de distribution d'électricité en Angleterre, deux sociétés pipelinières interétatiques, une entreprise d'énergie renouvelable et un cabinet de courtage immobilier.

L'industrie de fabrication, de service et de vente au détail de Berkshire (MSR) inclue absolument tout des sucreries aux jets. Les sociétés incluent les entreprises de la chaine d'alimentation McLane, les entreprises de fabrication (comme la société spécialisée en produits chimiques Lubrizol, la société de composants industriels Marmon, la société Shaw Industries et l'entreprise de peintures revêtements Benjamin Moore), les entreprises de service et de vente au détail (dont NetJets, See's Candy, Borsheim Jewelry Company, the Pampered Chef et Oriental Trading Company), le fabriquant Duracell récemment acquis et le fabricant de composants aérospatiaux Precision Castparts, que Berkshire a acheté 32 milliards d'euros en 2015.

Ses activités de financement se concentrent en grande partie sur la fabrication et le financement de maisons, ainsi que sur la

location de matériel de transport. Elles incluent Clayton Homes, ULTX, XTRA et d'autres sociétés de location et de financement.

Les opérations de fabrication, de service et de vente au détail représentent actuellement plus de la moitié des revenus. Yahoo Finance International 28.04

Haut de page

Le 12 mai 2016

CAUSERIE

J'ai planté des bananiers sans penser à Taubira, je préfère ma petite-fille, et Selvi a planté des cacahuètes histoire qu'on n'oublie pas nos origines. Si la récolte de tomates, de concombres et de melons a été nulle, celle de courgettes et d'aubergines est si fructueuse que j'ai dû en distribuer des dizaines de kilos et ce n'est pas terminé.

Un oranger est en fleur, les frangipaniers aussi, la nature est surprenante, magnifique, apaisante. Elle peut nous jouer de vilains tours, mais au moins elle ne passe pas son temps à nous contredire.

Pas une goutte de pluie depuis des mois, je suis obligé d'arroser et de remplir le réservoir tous les jours, résultat ma note d'électricité a explosé, car en plus je ne peux pas me passer de la climatisation pour dormir.

Elections générales en Inde le 16 mai. Je ne m'y suis pas du tout intéressé, pas le temps.

Un slogan : Le socialisme pour de vrai ou l'espoir retrouvé.

Ce qu'on vous cache est souvent inavouable ou mauvais pour vous, mais il arrive aussi que cela vous soit bénéfique.

Pourquoi lier le socialisme et l'espoir ? Parce que l'un sans l'autre ne veut rien dire.

Dorénavant on précise sioniste d'extrême droite.

Avec un temps de retard, on ne peut pas être partout à la fois, on fait une distinction entre le milliardaire Trump et les autres républicains. Un détail, certes, mais quand même.

On avait mal interprété le courant de l'oligarchie que représentait Kissinger. C'est sa présence à toutes les réunions annuelle du groupe Bilderberg qui nous avait induit en erreur. Un détail encore, mais qui a son importance pour comprendre les contradictions qui agitent les sommets de l'oligarchie...

Ils rêvent, font leur cinéma et sont mégalomanes, qui sont-ils ?.A chacun ses références.

On n'est pas couché est devenu quotidien avec... Nuit debout.

Je ne suis pas concerné par le titre puisque je me passe de télévision depuis 16 mois, et je peux vous assurer qu'on vit très bien sans, d'ailleurs c'est bien simple, on n'y pense même plus !

- Les "Nuit debout" construisent un cinéma place de la République - Le Huffington Post Nuit debout appelle à une mobilisation internationale le 15 mai - LeFigaro.fr10.05 La date a été choisie en référence au mouvement espagnol des Indignés, né à Madrid le 15 mai 2011. Le mouvement citoyen Nuit debout, qui occupe depuis plus d'un mois chaque soir la place de la République à Paris, a appelé samedi à une journée de mobilisation en Europe et dans le monde le dimanche 15 mai. LeFigaro.fr Ils ont réactivé le "printemps arabe" en quelque sorte...

Quelques réflexions politiques

1- Crise d'infantilisme.

Les riches aiment l'argent. Les riches ne pensent qu'à l'argent pour devenir toujours plus riches. Les riches planquent leur fric ou se livrent à des magouilles pour payer le moins d'impôts possible. Les riches sont à l'origine des lois qui leur sont favorables...

Tu parles d'une affaire, quelle découverte, quel scoop !

Du dernier des abrutis de la planète au docteur en science politique, tout le monde le sait. Et cela sert-il à quelque chose, en quoi cela change-t-il quelque chose ? A rien, en rien !

Ah ben alors, c'est con de le rabâcher ! C'est pitoyable, ouais ! C'est aussi con que le type qui scande en boucle, je vais mourir, je vais mourir et qui l'instant d'après est mort. Il aurait peut-être pu avoir une pensée un peu plus élevée avant de tirer sa révérence. Il sera mort comme il aura vécu le malheureux, en spectateur impuissant de son propre malheur, de sa déchéance finale.

Qu'il existe des riches, des supers riches, des ultra riches, c'est dégueulasse, indécent, etc. mais c'est tellement banal que la plupart des gens sont persuadés qu'il y en a toujours eu, au point de trouver cela normal, c'est si banal. Bref, c'est légitime, car après tout s'ils sont riches, c'est qu'il y a bien une bonne raison à cela, ils l'ont mérité ou ils sont utiles à la société, en quoi à part la pourrir, mystère ! L'ignorance présente l'avantage de se transmettre héréditairement, comme la richesse, comme quoi ils sont inséparables.

Ainsi raisonne le prolo arriéré, mais il n'est pas le seul loin de là, il faut ajouter tous ceux qui ne comprennent pas comment ils ont pu accumuler autant de richesses et qui les envient plus ou moins secrètement.

En gros, pourquoi sont-ils riches ? Pardi, parce qu'ils se sont mieux démerdés que les autres. Ils ont pigé le truc, ils sont moins cons que la moyenne, plus pourri avec une bonne dose de cynisme en prime. Parfois ils n'ont rien eu à faire pour le devenir, tandis que d'autres ont dû en chier pour y arriver. Toujours est-il qu'ils méritent tous le statut de voleur comme le signalait Marx, puisqu'on ne peut s'enrichir qu'au détriment d'autrui.

Le citoyen lambda n'est même pas foutu de répondre à la question élémentaire pour quoi il existe, lui le laborieux, alors tout le reste le dépasse ou est à l'avenant, car il baigne en pleine ignorance tout au long de sa vie. Pour le riche, la réponse est naturelle, il n'a même pas besoin de se poser cette question, alors que le serf n'est même pas capable de la formuler, et pour cause, de manière générale il va passer son temps à reproduire sa condition en imitant inconsciemment les générations antérieures, en adoptant aveuglément leurs idées et leurs mimiques...

Ce n'est pas une question existentielle, sauf peut-être quand notre propre évolution ne nous a pas permis de nous élever au-dessus du niveau primitif de nos ancêtres simiesques et qu'on l'ignore, ce qui expliquerait ce retour au stade de la sauvagerie ou d'où cet atavisme récurent que l'on appelle de nos jours barbarie, qui fut le point de départ du développement de la civilisation humaine. Jadis la barbarie fut un obstacle, de nos jours c'est une vertu au service d'une élite seulement.

Pour l'ignorer, c'est à croire qu'on était condamné à y retourner. Pourquoi ? Parce que notre éducation et nos connaissances auxquelles on vouait bien des vertus, étaient en réalité le produit frelaté de cette ignorance, car jusqu'à présent ou jusqu'à preuve du contraire l'homme n'a jamais réellement été en mesure de réfléchir consciemment à sa condition au point de pouvoir la maîtriser, il est demeuré plus proche du singe dans l'ordre des primates que de l'homme évolué ayant conscience qu'il doit être le propre acteur de sa libération du règne de l'ignorance qu'il hérita à sa naissance, et que c'est seulement cet engagement qui peut donner un sens à sa courte existence. Esclave de la nature qu'il maltraite, s'emploie à détruire ou saccager, esclave de sa propre nature qui lui est toujours aussi étrangère et qu'il gâche...

On n'a même pas conscience d'où on vient, ce qui devrait nous porter à la modestie. Nous avons été formaté afin de ne jamais parvenir à le découvrir. Il faut donc commencer par tout reprendre à zéro ou déconstruire pièce par pièce l'univers que nous nous sommes employés à forger autour de nous ou qui nous a été imposé. Avant de faire table rase du passé ou du vieux monde, pour avoir une chance d'y parvenir ou mieux, pour participer véritablement, activement et consciemment à cette oeuvre colossale, au lieu de passer notre temps à nous illusionner sur notre engagement politique dont on voit bien qu'on a été incapable de tirer des enseignements la plupart du temps, il faut faire table rase de tout ce qu'on a appris qui nous a induit en erreur jusqu'à présent, et qui constitue un obstacle à la réalisation des conditions qui permettraient de changer la société ou le monde. Dire qu'on juge un ouvrier à l'ouvrage ou aux pieds de l'établi, c'est insuffisant, il faut ajouter à ses outils et à l'art de les manier.

On ne dit pas, vous devez penser ceci ou cela, vous devez penser ainsi un point c'est tout, non, on dit simplement : apprenez à penser par vous-même, car ce n'est pas inné, cela s'apprend et prend du temps. Où avons-nous appris à penser ? Qui nous a appris à penser? Combien de temps y avons-nous consacré ? Y avons-nous ne serait-ce que réfléchi un instant au cours de notre vie ?

Il faut se poser ces questions tranquillement et y répondre honnêtement sans craindre une punition ou une sanction ou je ne sais quel jugement, nul procureur de la pensée entre nous, on est juste là pour essayer de progresser ensemble, afin de servir notre cause dans les meilleures conditions possibles pour vaincre notre ennemi.

En guise d'épilogue.

Hier soir j'étais seul et j'ai repensé à une tranche de mon passé, quand j'avais rejoint l'OCI en 1978.

En comparant ce que j'étais avant d'y entrer et quand j'en suis sorti en 1981, je me suis aperçu qu'entre temps j'étais devenu profondément sectaire et dogmatique, ce que je n'étais pas du tout avant, et ce que j'ai essayé de ne plus être par la suite.

Je ne m'en étais pas du tout rendu compte, par contre mon entourage si, au point de me trouver invivable et de perdre tous mes vieux potes qui ne voulaient plus du tout me voir. Je me suis retrouvé coupé de ma famille et de mes proches, de mes amis avec lesquels je partageais beaucoup d'idées ou de choses depuis des années, coupé du monde ou de la réalité dans lesquels j'avais toujours vécu, au profit d'un monde ou d'une réalité plus étroite, réduite à la politique, du fait qu'on était allé pour ainsi dire jusqu'à imaginer qu'on vivait au présent une utopie sur le point de se réaliser, alors qu'en réalité elle ne se réaliserait que bien plus tard, depuis on n'ose même plus l'évoquer, et c'est ce décalage entre cette sorte de délire fantasmagorique et la réalité qui était insupportable à mon entourage.

Je ne peux pas dire que j'ai gardé un souvenir impérissable de cette courte mais intense période, durant laquelle je m'étais livré à l'activisme politique. J'étais passé d'un embrigadement ou d'un formatage à un autre sans avoir la possibilité (et le temps) de maîtriser le processus dans lequel j'étais embringué, il faudra donc attendre d'en être sorti pour que bien des années plus tard (plus de deux décennies) j'en prenne conscience et que j'en tire quelques enseignements. Sur le plan personnel, cela m'a juste aidé à vaincre ma timidité excessive, et je n'en ai tiré pratiquement aucun profit sur le plan politique pour combattre désormais celle que nous avions adoptée à cette époque, qui consiste à n'accorder aucun répit au PS (et au PCF), au lieu de le ménager ou de considérer que son ignoble passé devait figurer au second plan, alors que de nos jours il a ressurgi avec une violence extrême, on est bien d'accord sur ce point, n'est-ce pas ?

Tout cela pour dire qu'on ne peut pas évoluer ou progresser si on n'est pas capable d'analyser son propre parcours, ses propres faiblesses, lacunes, erreurs, et bien entendu de les corriger. Comme je dis souvent, avant de juger les autres pour autant qu'on soit en mesure de le justifier, commençons par nous-même, or la plupart des gens ou des militants ne se sont jamais livrés à cet exercice ou s'y refusent. Dès lors quelle légitimité auraient-ils pour prétendre vouloir changer la société, puisqu'ils n'ont même pas encore acquis la capacité ou les instruments pour analyser leur propre comportement ?

Je pense que c'est la question que chacun devrait commencer par se poser, et peut-être qu'ensuite chacun parviendra à faire davantage preuve de discernement et de modestie, ce qui fait le plus défaut à l'heure actuelle où la confusion règne en maître, n'est-ce pas ? Je ne prétends pas qu'il faudrait commencer par changer les hommes pour ensuite espérer pouvoir changer la société, je dis seulement que seuls des hommes ou des militants conscients si vous préférez en seront capables, et qu'il est de notre devoir d'y travailler sans relâche.

Prendre en mains son destin, c'est bien, à condition de savoir d'où on vient pour vraiment savoir où on va, sinon on prend le risque de s'orienter dans une direction qui ne nous permettra jamais d'atteindre l'objectif qu'on s'était fixé, c'est juste une question de logique, de dialectique si vous préférez, pratique. On peut être animé des meilleures intentions du monde comme le sont la plupart des étudiants et des travailleurs qui participent a Nuit Debout par exemple, mais cela ne suffit pas, l'enfer est pavé de bonnes intentions dit-on, on ne devrait jamais l'oublié sous peine de se faire manipuler ou de se perdre soi-même à défaut de se connaître sans parodier Socrate.

On essaie juste de partager notre expérience et les leçons qu'on en a tirées, afin d'essayer de lever les obstacles qui empêchent les militants qui partagent le même idéal de se rassembler pour combattre ensemble et vaincre notre ennemi. On ne donne de leçons à personne, on ne juge ou ne condamne personne, on a l'esprit tranquille, on est parfaitement serein. Nous ne sommes pas tiraillés entre plusieurs théories ou doctrines, nous n'avons aucun intérêt d'appareil à défendre, nous ne cherchons pas à justifier notre stratégie politique pour convaincre qui que ce soit de la partager ou de l'adopter, pire, de nous accorder sa confiance, tout cela ne nous intéresse pas ici, nous nous sommes aperçus qu'après avoir abordé des sujets à une multitude de reprises en long, en large et en travers, nos lecteurs en étaient toujours au même point, donc nous nous sommes dit logiquement qu'il n'était pas souhaitable d'aller plus loin et qu'il fallait reprendre les choses au point de départ ou en amont si on voulait réellement progresser ensemble et aller de l'avant.

Je ne vous ferai pas le coup (démagogique) de vous dire que je ne détiens pas la vérité, puisque je suis convaincu du contraire sur un certain nombre de questions élémentaires qu'on ne devrait même plus avoir à aborder, alors que manifestement l'expérience prouve que malheureusement c'est encore nécessaire. Bien des militants nous lisent distraitement, ils se figurent qu'on leur fait la conversation, et puis sans réfléchir davantage ils passent à autre chose et ainsi de suite. Si tel est le cas, je leur dis sincèrement qu'ils perdent leur temps sur ce portail où l'auteur écrit en chinois ou en tamoul pour faire plus local, sur ce, poïté vangue, goodbye en tamoul.

2- Mystification.

Quand un mouvement social bénéficie généreusement d'une tribune dans Le Monde (« Nuit debout peut être porteur d'une transformation sociale de grande ampleur » relayé par le NPA le 4 mai), qui a pour fonction de relayer la propagande des sommets de l'oligarchie financière, la moindre des précautions commande de s'en méfier comme de la peste, parce que pour

que Le Monde y trouve son intérêt ou plutôt les banquiers qui sont à ses commandes, c'est que forcément nos intérêts de classe n'y ont pas leur place.

A moins qu'il ne s'agisse de tenter de récupérer un mouvement qui leur échappe, or cela n'a aucun sens ou aucune raison d'être, puisqu'il s'inscrit en marge du mouvement ouvrier qui hélas ne parvient pas à se doter d'une nouvelle direction, et on ne voit pas comment elle pourrait émerger de ce mouvement qui est voué à l'impuissance ou amené à péricliter, parce qu'il ne dispose pas de direction du tout, hormis ceux qui l'ont lancé et qui font office de directeurs du marketing ou de la communication.

On nous rétorquera qu'elle pourrait émerger tout de même de ce mouvement, spontanément. Bien, personnellement je ne connais qu'une forme de pouvoir susceptible de jaillir spontanément d'un mouvement révolutionnaire des masses, le soviet ou comité qui se répand dans tout le pays et se fédèrent au niveau national pour constituer un contre-pouvoir préparant les conditions indispensables pour pouvoir envisager sérieusement l'insurrection finale ou la prise du pouvoir, sans qu'il y ait au départ de grève générale qui peut aussi jaillir à tout moment dès lors que le processus révolutionnaire est enclenché.

Encore faut-il que la majorité des délégués élus de ce comité soient acquis à cette orientation politique, qui ne peut être impulsée que par les militants d'un parti conscients du développement de ce processus et des tâches qu'il implique pour atteindre ces objectifs politiques...

La fixation sur la grève générale présente la faiblesse suivante : Elle ne résoud pas la question de l'organisation des masses qui ne s'improvise pas au niveau de l'Etat parce qu'elle est politique. D'où la nécessité de lier la grève générale au renversement du régime tout en sachant qu'il en faudra beaucoup plus pour prendre le pouvoir et le conserver. Si tu comptes sur ton voisin pour donner une direction nouvelle à la société, on est mal baré selon moi, je préfèrerais m'en charger moi-même, et si cela s'avère impossible, je m'en remettrais à des dirigeants qui auraient étudié la question tout en conservant mon absolu liberté d'expression et d'action. La difficulté est de trouver un parti ou un groupe qui soit sur cette ligne.

On a pu observer que les partis politiques qui étaient nés d'un tel mouvement social avaient tous dérivés à droite, et qu'aucun n'avait remis en cause le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. C'est valable pour les coalitions qui finissent tous par se disloquer.

3 - Déni de démocratie et mystification. Etions-nous réellement en démocratie ? Depuis quand ? Pas vaiment, jamais.

Reaggan, Thatcher, Blair, Schröder, Bush, Sarkozy, Hollande...

Les uns (CFDT, CFTC, Unsa, etc.) soutiennent le gouvernement et sa loi Travail scélérate, les autres (VGT, FO, Sud, etc.) décrètent des journées d'action bidons pour mieux la faire passer, tandis que d'autres en marge du mouvement ouvrier passent des nuits debouts, à quoi faire au juste, à rêver, quel luxe !

Ce qui est en train de se passer s'inscrit dans la continuité de ce que nous avons vécu au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et ne devrait surprendre que ceux qui ont refusé de faire le bilan calamiteux de la lutte de classe durant cette période parce qu'ils en portent la lourde responsabilité ou pour y avoir été associés de près.

Tout comme le Labour ou le SPD, le PS était un parti de la réaction, de droite, anti-ouvrier, anti-socialiste depuis un siècle.

Nos dirigeants ont tout simplement oublié le constat que Lénine dressait en 1916 :

- Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. (L'impérialisme et la scission du socialisme. - V. Lénine)

Ils ont préféré retenir les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste sur le front unique qui étaient destinées à des partis de la IIIe Internationale qui pour la plupart d'entre eux étaient davantage opportunistes que communistes, à défaut de mieux il fallait bien s'en accommoder et trouver une formule de compromis pour éviter de les braquer, ce qui n'aurait servi à rien puisqu'ils étaient comme ils étaient.

Quant à la position de Lénine, elle était beaucoup plus tranchée comme on vient de le lire plus haut, et l'on doit dire qu'il l'a appliqué avec bonheur en Russie. Quand on n'est pas capable de s'adresser directement aux masses, on s'adresse à quelqu'un d'autre, celui-ci vient s'interposer entre les deux au point de le destiner à jouer un rôle irremplaçable dans la lutte de classe du prolétariat qu'il exécutera en fait pour le compte de son ennemi. Et quand il s'effacera ou assumera sa véritable nature de parti réactionnaire, les masses se retrouveront seules en face de lui et totalement désarmées politiquement et théoriquement pour l'affronter du fait que les partis ouvriers s'étaient compromis en orientant les masses vers le PS, alors qu'elles savaient très bien à quoi s'en tenir sur ce parti qui n'avait pas pour vocation ou objectif de renverser le régime ou changer la société.

Je me souviens encore des diffusions le dimanche matin sur le marché de Clichy (92), où les travailleurs avec lesquels on engageait une discussion nous souriaient au nez quand on évoquait le moindre changement après l'élection de Miterrand et d'une majorité de députés PS-PCF au Parlement, certains nous demandaient si on y croyait vraiment ou si on était vraiment sérieux, ils nous prenaient pour des naïfs ou des ignorants car ils n'y croyaient pas du tout.

Le PS était comme un médicament destiné à vous permettre de retrouver la santé, dont on a vanté les qualités en taisant ou en sous-estimant ses effets secondaires, qui pouvaient s'avérer mortels pour peu que votre système immunitaire ait été trop gravement atteint. Vous pouvez remplacer le système immunitaire par le mouvement ouvrier profondément décomposé et les jours de vos acquis ou droits sociaux sont comptés.

4- Pourquoi des millions et millions de travailleurs ne se sont-ils pas mobilisés ?

Ce qui m'étonnait depuis des années, c'est qu'aucun gouvernement ne soit pas aller plus loin, sachant qu'il n'existait aucune opposition organisée susceptible de rassembler les masses contre lui ou de s'opposer à sa politique ultra réactionnaire. Avec l'élection de Hollande, j'avais émis l'hypothèse qu'il pourrait être le meilleur représentant de la réaction qui oserait aller jusqu'au bout, puis j'avais été frustré dans un premier temps lors de la nomination d'Airault comme Premier ministre qui ne semblait pas être l'homme de la situation, mais quand il fut remplacé par Valls je me suis dit que l'heure du règlement de compte avec ce qui restait du mouvement ouvrier décomposé avait sonné, l'arrivée du banquier Macron devait le confirmer.

La loi Travail, c'est le code du travail individualisé, le contrat de travail individualisé, l'atomisation achevée de la population laborieuse qui perd ainsi son statut de classe, et devient si vulnérable qu'elle n'est plus en mesure de lutter efficacement pour améliorer sa condition autrement qu'en revendiquant ce statut dont elle a été spoliée, ce qui nécessitera qu'elle affronte directement les capitalistes en recourant à la grève illimitée jusqu'à satisfaction, et donc qu'elle parvienne au préalable dans un contexte particulièrement défavorable à vaincre les nombreux obstacles qui s'opposent à son unité.

Si maintenant on continuait dans le même registre à refuser de combattre ces obstacles sur le plan idéologique qui a largement contribué à façonner l'état d'esprit des travailleurs, à les affaiblir et à les soumettre à l'ordre néolibéral, la condition ouvrière serait vouée à se dégrader indéfiniment dans le futur.

Si la remise en cause de nos droits sociaux les plus élémentaires ne se traduit pas par la nécessité de changer de fond en comble la société ou ne renoue pas avec cet espoir qui était né au milieu du XIXe siècle, la civilisation humaine sera condamnée à péricliter ou à une régression sans fin qui menacera son existence. A ce stade on peut même se demander si cette référence signifiera encore quelque chose demain ou s'il ne faudra pas en parler au passé ou au conditionnel.

Pour bien montrer à quel point la quasi-totalité du mouvement ouvrier est corrompu et que ce n'est pas une vue de l'esprit, absolument aucune formation politique ne s'est réellement ou sérieusement posée la question de savoir pouquoi les travailleurs n'étaient pas descendus dans la rue par millions lorsqu'il leur avait été donné la possibilité de manifester un samedi ou un dimanche, alors que leur condition de travail était gravement menacée et qu'ils en avaient été parfaitement informés, pourquoi ? Cette question était-elle trop compromettante pour ceux qui la poseraient au point de s'en abstenir ? On est en droit de le penser car ils en portent la responsabilité.

Cette question pouvait faire l'objet de plusieurs explications.

La première aurait consisté à constater que la majorité des travailleurs étaient relativement satisfaits de leur condition au point d'envisager d'accepter de nouveaux sacrifices avant qu'elle ne leur apparaisse insupportable, sans imaginer ou en refusant d'imaginer que cela pourraît se produire plus rapidement qu'ils ne le pensaient, ou que d'ici là la situation pourrait s'améliorer et ils pourraient y échapper individuellement.

La seconde aurait consisté à constater que la majorité des travailleurs ne se reconnaissaient pas dans les syndicats et les partis ouvriers qui les avaient appelés à se mobiliser, et qu'ils n'étaient pas disposés à s'illusionner sur leurs véritables intentions ou leur détermination à mener ce combat jusqu'au bout, pour en avoir fait l'expérience amère durant des décennies ou plus d'un demi-siècle. La troisième aurait consisté en une combinaison des deux précédentes. Un tel constat n'aurait pas manqué de mettre en lumière l'immense responsabilité de nos dirigeants dans cet état de fait ou de condamner la conception de la lutte de classe qu'ils avaient adoptée ou dont la situation actuelle n'est que le produit, sauf bien entendu à se dire que c'était la fatalité et que personne ne pouvait y échapper et personne n'en portait la responsabilité finalement, hormis le capitalisme et ses représentants.

Explication que l'on rejette catégoriquement, car finalement cela signifierait que 70 ans de lutte de classe devait se conclure ainsi, autrement dit, quelle que soit la manière dont on l'aurait menée, on aurait infailliblement abouti au même misérable résultat, donc qu'elle ait été conduite sous les auspices de l'opportunisme ou du marxisme n'y aurait absolument rien changé, autant dire que l'opportunisme n'était pas en cause, puisque le marxisme n'aurait pas fait mieux, par conséquent il est inutile de condamner l'opportunisme ou de le combattre, et d'adopter le marxisme.

Ils ont tous appelé à voter Hollande ou à "chasser Sarkozy", ce qui revenait au même en plus hypocrite ou démagogique dans le second cas, partant de là ils sont tous disqualifiés pour combattre efficacement sa politique, on n'entend pas par là imposer une défaite à Hollande, mais construire le parti.

"Panama Papers". Un secret de polichinelle.

En directe de la Maison Blanche ou le quartier général de la CIA.

Les millions de documents des "Panama Papers" qui ont mis au jour un vaste scandale d'évasion fiscale à travers le monde seront accessibles au public à partir du 9 mai, a annoncé mercredi l'ICIJ, basé à Washington.

Les quelque 11,5 millions de documents du cabinet Mossack Fonseca, dévoilés par une centaine de médias, avaient déjà révélé l'utilisation à grande échelle de sociétés offshore permettant de placer des actifs dans des territoires opaques et à très faible fiscalité. AFP 08.05

L'article de l'Agence Française de propagande était accompagné d'une photo censée montrer " des manifestants défilent devant le bâtiment du cabinet Mossack Fonseca, à Panama, le 13 avril 2016", j'ai compté 6 personnes... Si l'AFP n'a pas mis en ligne une photo montrant davantage de "manifestants", c'est sans doute parce qu'il ne devait guère y en avoir plus.

Les paradis fiscaux ont une existence légale, ils sont reconnus par tous les Etats, ainsi que le FMI, la Banque mondiale, la BRI, les banques centrale et l'ONU sans oublier l'UE.

Nous ne sommes pas les seuls à le penser et à le dire.

- 30 ans de libéralisme - Vila - legrandsoir.info 07.05

Extrait.

- ...le point crucial à saisir absolument réside dans le fait que le virage libéral ne résulte pas d'une orientation politique quelconque, ni d'une affaire de goût ou de convenance personnelle. Cette politique libérale est vitale car elle est consubstantielle à la survie (momentané) du capitalisme. La libéralisation de l'économie n'a été que la condition indispensable pour prolonger le capitalisme jusqu'à aujourd'hui, menaçait qu'il était au début des années 1970 par la crise qui ne faisait alors que commencer. C'est donc parce que le capital en avait besoin pour maintenir son taux de profit, que des politiciens affidés l'ont appliqué. Comprendre ceci est d'autant plus important que cela condamne les économistes atterrés qui regrettent le capitalisme des années 60 et cela discrédite les naïfs qui croient au capitalisme vertueux grâce à de puissants gardes fous. Il est, de même manière, illusoire de condamner les politiques d'austérités sans comprendre que dans ce système économique là, c'est leur seul salut. legrandsoir.info 07.05

- Ce n'est pas le moment de céder aux manœuvres d'intimidation d'Israël sur l'« antisémitisme » - Arrêt sur Info 08.05

Le sionisme n'était pas l'antidote dont avait besoin le pire chapitre de l'anti-sémitisme en Europe : l'Holocauste. Le sionisme était la mauvaise réponse à cette atrocité. En réalité, quand les dirigeants européens ont apporté sans hésitation leur soutien au sionisme, leurs motifs, dans beaucoup de cas, ont été anti-sémites. Comment expliquer autrement une Europe qui est restée à regarder passivement pendant que le régime nazi génocidait les Juifs et qui a ensuite demandé pardon en soutenant un nouveau plan qui la débarrassait des Juifs en les expédiant coloniser la Palestine ? Pas étonnant que cette logique absurde n'ait pas tué la pulsion antisémite mais l'ait au contraire maintenue bien en vie !

Cependant, ce qui est fait est fait. Les colons juifs et les indigènes palestiniens se partagent un pays et vont continuer à le faire. La meilleure façon de combattre l'anti-sémitisme aujourd'hui est de faire de ce pays un véritable état démocratique, fondé autant qu'il est possible sur des principes économiques, sociaux et politiques justes et équitables. Ce sera une transformation complexe et douloureuse de la réalité présente sur le terrain, et qui prendra peut-être des décennies. Mais il est urgent de commencer à en parler clairement, sans peur et sans apologétique ou fausses références à de la realpolitik. (Ce n'est pas le moment de céder aux manœuvres d'intimidation d'Israël sur l'« antisémitisme » - Arrêt sur Info 08.05

En famille. Bienvenue chez la fausse gauche.

Non, nous ne nous adresserons pas aux députés du PS.

Change.org 10.05

Malgré les différentes mobilisations et le rejet par les parlementaires de la loi travail (El Khomri), le gouvernement a décidé de

passer en force en utilisant l'article 49-3.

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite. C'est aujourd'hui le seul moyen d'empêcher le gouvernement de nous imposer une modification du code du travail qui ne convient pas à l'immense majorité : (petites et moyennes entreprises et salariés).

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau. Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent doivent soutenir la motion de censure déposée par la droite et qui d'office permettra de rejeter ce texte. Change.org 10.05

Nous voterions la motion de censure déposée par LR et l'UDI afin de faire chuter le gouvernement et d'ouvrir une crise politique en France, dont certes personne ne peut prédire aujourd'hui de quelle manière elle se traduirait ou quelle en serait l'issue, sinon qu'elle serait étouffée lors des élections suivantes et plus personne n'y penserait quelques mois plus tard.

Podemos s'allie avec l'extrême gauche pour les législatives en Espagne - AFP

Le parti anti-austérité Podemos se présentera aux nouvelles élections législatives du 26 juin en alliance avec son rival d'extrême gauche Izquierda Unida afin de supplanter le parti socialiste, seconde force politique en Espagne.

L'alliance doit encore être approuvée par les bases des deux partis et de nombreux détails doivent être négociés cette semaine.

Mais les deux formations, Podemos fondé en 2014 et Izquierda Unida (IU), héritier du Parti communiste espagnol, qualifient déjà d'historique leur "pré-accord" conclu lundi soir.

Pablo Iglesias s'est donc résolu à s'allier avec un parti qu'il qualifiait l'année dernière de "schtroumpf grognon" de la gauche. Il l'accusait de "porter malheur" avec un programme trop radical qui effrayait l'électorat.

Un succès de leur alliance pourrait même changer le rapport de forces entre droite et gauche si le Parti socialiste, continuant à perdre des voix comme il le fait depuis des années, devait se résoudre à gouverner avec eux. "Pour gouverner, nous aurons besoin du PSOE. Nous voulons un accord avec le PSOE", a assuré Pablo Iglesias. AFP 10.05

Lu dans la page Facebook de La Tribune des Travailleurs (POID)

- En Espagne, le parti Podemos a passé un accord avec Izquierda Unida, héritier du Parti communiste espagnol pour se présenter aux nouvelles élections législatives du 26 juin. L'alliance doit encore être approuvée par les bases des deux partis.

Et le post suivant :

- Laurent Fillebeen, Philippe Tribouillard, Dominique Roux et 2 autres personnes aiment ça.

Ajoutons deux mots parce que contrairement à eux nous faisons un peu de politique: Syriza s'est déclaré social-démocrate comme Hollande, Podemos aussi, et il n'y a vraiment pas de quoi aimer cela !

Si la page Facebook du POID est le clone de l'AFP, elle ne sert à rien, à moins que...

Accord de coalition entre Verts et CDU dans le Bade-Wurtemberg - Reuters

Les chrétiens-démocrates (CDU, parti conservateur de la chancelière Angela Merkel) et les Verts ont signé lundi un accord pour former une coalition de gouvernement dans le Land de Bade-Wurtemberg - alliance qui pourrait préfigurer une future coalition entre eux au plan fédéral en 2017.

Les Verts ont remporté les élections régionales du 13 mars dernier dans ce riche Land du sud-ouest de l'Allemagne en y recueillant 30,3% des suffrages. La CDU, qui a longtemps dirigé le Bade-Wurtemberg, a terminé deuxième avec 27%, soit 12 points de moins que lors du précédent scrutin régional, en 2011.

Les Verts seront ainsi le plus important partenaire et la CDU jouera le second rôle au sein de cette coalition régionale. Aux précédentes élections en 2011, les Verts, en tant que première formation de gauche, avaient constitué au Landtag de Bade-Wurtemberg une coalition avec comme deuxième partenaire les sociaux-démocrates du SPD.

Un autre Land de l'ouest de l'Allemagne, la Hesse, où se trouve la capitale financière de l'Allemagne, Francfort, est déjà dirigé par

une coalition des Verts et des chrétiens-démocrates, mais dans ce cas, c'est la CDU qui joue le premier rôle. Certaines personnalités du Land de Hesse estiment qu'une coalition noir-vert (CDU-écologistes) pourrait aussi fonctionner au niveau fédéral. Reuters 10.05

La palme de la désinformation.

- La Turquie laissée "seule" contre l'EI, accuse Erdogan - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé dimanche les pays de la coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI) de laisser la Turquie "seule" contre les jihadistes, qui ont mené plusieurs attaques sur son sol. AFP 10.05

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémistisme.

Et pourtant, il n'y a vraiment pas de quoi en faire un plat :

- Le 7 mars, celui qui était encore candidat faisait savoir au "Jewish Chronicle" qu'il avait renoncé à prôner des «sanctions contre Israël» : la veille, le site communautaire juif avait dévoilé que le travailliste avait soutenu une telle position en 2009, lors de l'invasion israélienne de Gaza

Le 5 avril, lors du "Forum juif de Londres", Sadiq Khan a critiqué le boycott d'Israël et promis de favoriser -au contraire- «le business» avec Tel Aviv. Panamza

Vous voyez comme ils sont respectables et soumis ces dirigeants du Labour. A vomir.

En complément. Qui a dit ?

- "Durant les prochaines semaines, ma priorité sera que mon pays reste dans l'Union européenne. L'Europe apporte d'énormes avantages à ma ville et je ferai campagne de toutes mes forces contre le Brexit"

Réponse : le nouveau maire de Londres, Sadiq Khan, interviewé par France 2, le mercredi 11 mai. Francetv info11.05

Qui est-il ?

Il a été ministre de Chirac, il se voyait bien Premier ministre de Hollande, il a encore sa chance avec Sarkozy.

Évoquant sa « déprime » post-21 avril, il révèle qu'une chanson l'a sauvé : « Quelqu'un m'a dit » de Carla Bruni. « Quand on est en dépression, on a envie qu'on vous chuchote à l'oreille, pas qu'on vous crie dessus, raconte-t-il. C'est une chanson douce, tranquille. (…) Elle a un filet de voix qui est dans ma tête. »

Réponse : Mélenchon, dans une émission de Mireille Dumas sur France 3. lepoint.fr 09.05

« Quelqu'un m'a dit », le voilà qui entend des voix, pour un peu il serait comme Jeanne d'Arc qui inspire Macron ! Pourvu que Sarkozy ne soit pas jalou. Merde, il ne sera jamais son Premier ministre... Quel charlatan !

L'Agence Française de Progagande de l'oligarchie

C'est légitime...

"... les habitants concentrent leur exaspération sur leur président, (...) 68% d'entre eux souhaitent son départ et l'organisation de nouvelles élections, selon un récent sondage."

C'est illégitime...

"... les habitants concentrent leur exaspération sur leur président, (...) 70% d'entre eux estiment qu'il est un mauvais président et souhaitent qu'il ne se représente pas lors des prochaine sélections, selon un récent sondage."

Dans le premier cela se passe au Venezuela, dans le second en France, et c'est signé AFP, CAC40, Medef, PS, etc.

La méthode Coué en désespoir de cause.

- Hollande baisse, la France ne croit pas que "ça va mieux" (sondage) - AFP

François Hollande enregistre en mai une baisse de sa cote de satisfaction (-2 points), alors que près de trois Français sur quatre (73%) ne croient pas à l'instar du président de la République que "les choses vont mieux", selon deux sondages OpinionWay pour Metronews/LCI publiés dimanche.

Dans un premier sondage, 18% des sondés se disent satisfaits de l'action du chef de l?État (3% "très satisfaits", 15% "assez satisfaits"), alors que 81% ("2 points) sont mécontents de son action (33% "assez mécontents" et 48% "très mécontents"). 1% ne se prononce pas.

Manuel Valls obtient 23% de satisfaits (stable, 3% "très satisfaits" et 20% "assez"), contre 77% ("1) de mécontents (37% "assez" et 40% "très"). AFP 11.05

Ils avaient pour mandat de faire ce sale boulot en sachant d'avance quelles en seraient les conséquences. Ils s'en foutent complètement, leurs amis les recaseront, ils n'ont pas de soucis à se faire et d'ailleurs ils ne s'en font pas.

Loi travail

Communiqué commun - Projet de loi travail

Communiqué CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL

Alors que les salarié-es, les jeunes, les privé-es emploi, les retraité-es sont mobilisés depuis plus de 2 mois pour le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits, alors que l'opinion publique reste massivement opposée à ce texte, le gouvernement décide de passer en force en utilisant le 49.3. Inacceptable !

Ce sont les mobilisations qui ont contraint le gouvernement, à proposer des modifications au projet de loi pour tenter d'en minimiser les impacts. Le compte n'y est toujours pas !

Un code du travail par entreprise à l'opposé de la "hiérarchie des normes", élément protecteur et égalitaire, perdure dans le projet de loi. Scandaleux !

Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.), qui sont autant d'éléments d'appui et de dynamiques dans la poursuite, l'amplification et l'élargissement du rapport de force.

Cette situation renforce la nécessité d'amplifier les mobilisations déjà engagées le 12 mai sur tout le territoire.

A partir de tous ces éléments, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL invitent leurs structures à organiser des assemblées générales avec les salarié-es pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction.

Elles appellent leurs organisations à construire deux nouvelles journées de grèves et manifestations le mardi 17 mai et le jeudi 19 mai prochains.

Afin de faire valoir leurs propositions elles décident de s'adresser ensemble au Président de la République pour être reçues rapidement.

Une nouvelle réunion des organisations syndicales se tiendra dès le début de la semaine prochaine pour décider de nouvelles mobilisations. Fin

Ils auront tout fait pour qu'elle pourrisse sur place et que cette loi passe... Ils ont raison, aucun parti ouvrier n'osera rompre avec

eux, donc avec le régime, ah ben oui, il faut dire les choses telles qu'elles sont !

Loi Travail: Pour éviter d'être mis en minorité, le gouvernement a trouvé une parade (et ce n'est pas le 49-3) - huffingtonpost.fr

Myriam El Khomri a demandé à ce que les votes sur certains amendements soit "réservés". En clair, ces modifications ne seront pas soumises à l'approbation des députés tant que le gouvernement n'en aura pas décidé autrement. Devant un hémicycle très clairsemé (une cinquantaine de parlementaires), l'exécutif risquait d'être mis en minorité sur l'amendement premier de l'article 1. Il crée une commission chargée de proposer une refondation de la partie législative du Code du travail mais avait en réalité toutes les chances d'être supprimé.

Pour l'heure on ne sait donc pas quand les députés reprendront véritablement leurs travaux. Comme le suggère le député centriste, on ne sait d'ailleurs pas si les parlementaires finiront pas vraiment voter sur le texte. Car la majorité est loin d'être acquise sur le projet de loi défendu par Myriam El Khomri. Il manque toujours plusieurs dizaines de voix au gouvernement pour s'assurer un vote.

Celui-ci étant prévu mardi 17, l'hypothèse d'un nouveau passage en force est clairement envisagé. Manuel Valls a affirmé vendredi 6 mai qu'il ne fallait pas exclure l'utilisation de cette arme constitutionnelle, au risque d'enflammer encore davantage la contestation qui s'exprimera une nouvelle fois jeudi 12 mai. huffingtonpost.fr 09.05

Les 70% de la population qui rejettent la loi Travail sont minoritaires selon Hollande.

- Loi travail: Hollande estime que le 49-3 "convenait" dès lors qu'une "minorité" bloquait - AFP

François Hollande a estimé mercredi en conseil des ministres que le recours au 49-3 pour la loi travail "convenait" dès lors qu'une "minorité" de parlementaires "bloquait" son adoption, selon le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll. AFP

- La loi Travail passera, pas la motion de censure - Francetv info

Le fait que la motion de censure de la droite contre le 49.3 puisse être votée par des députés PS frondeurs ne fait pas du tout peur à l'Élysée. "Aucune crainte", affirme même un conseiller du président. Pour certains ministres, le mot qui revient est : "inconcevable". L'exécutif balaie cela d'un revers de la main. Il faut dire qu'un gouvernement renversé par sa propre majorité, ce serait du jamais-vu. Dans les faits, il faudrait que 40 députés socialistes mêlent leur voix à la droite et c'est encore de la politique-fiction. Hollande a su trancher

La gauche est plus que jamais divisée néanmoins. C'est la preuve ultime que François Hollande marche sur une qui avance et l'autre qui recule. C'est périlleux et ça engendre des accidents de parcours, comme à l'Assemblée. Mais c'est aussi un président adepte de la synthèse qui fait un choix : passer en force plutôt que faire preuve d'impuissance à réformer. Pas sûr que ce soit les meilleures conditions pour préparer une candidature et réunir son camp, un vrai champ de mines. Seul mérite : la clarification politique. Francetv info 11.05

- Emploi : le gouvernement fait marche arrière sur la surtaxation des CDD - Francetv info

Le gouvernement parle désormais d'une modulation concernant les taxes sur les CDD.

Moduler au lieu de surtaxer, un terme moins rigide pour tenter d'apaiser le patronat. Pour la CGPME, cela ne change rien. "C'est un non-sens économique puisque 87% des premières embauches se font en CDD. C'est aussi fragiliser l'équilibre économique des petites entreprises puisque certaines petites entreprises ont absolument besoin du contrat court parce que c'est leur modèle économique", explique François Asselin, président de la CGPME. Ce sont les partenaires sociaux qui fixeront les modalités de cette variation lors de la négociation sur l'assurance chômage. Francetv info

A bout de souffle, mais respire encore.

- La grogne contre la loi travail contraint Hollande à annuler sa visite en Normandie - LePoint.fr

La préfecture de Seine-Maritime a annoncé mardi l'annulation de la venue du président sur les terres du député PS de Seine-Maritime Guillaume Bachelay. LePoint.fr

- Manuel Valls sermonne Emmanuel Macron en pleine séance à l'Assemblée nationale - Francetv info La scène a duré de longues secondes, sous le regard de Michel Sapin et de Myriam El Khomri. Francetv info

- Ce présentateur de BFM lit en plein direct un SMS agacé du cabinet de Valls - Le Huffington Post

Alors que BFMTV avait sur son plateau deux invités pour débattre du recours à l'article 49-3 mardi 10 mai au soir, le présentateur a interrompu l'émission pour faire part aux téléspectateurs du texto qu'il venait de recevoir:

"Juste, en toute transparence, pour raconter comment se passent les choses à la télévision, je viens de recevoir un message du cabinet de Manuel Valls, à l'instant, me disant "tiens c'est bizarre, voici les gens qu'il y a sur votre plateau pour défendre ce... ce... pour parler de cette journée, où sont les légitimistes, ceux qui soutiennent le texte?"

Sur le plateau, on pouvait voir Olivier Falorni, député PS de Charentes-Maritime, qui s'était publiquement prononcé en défaveur de l'usage du 49-3 et Eliott Lepers, l'initiateur du site et mouvement Loi travail non merci.

Le présentateur a ensuite répondu en direct à ce SMS, à la manière de Cyril Hanouna qui en a fait sa marque de fabrique. Il a regardé la caméra en face pour déclarer:

"Et bien pour vous expliquer les choses très clairement aussi, personne n'a souhaité venir défendre ce texte, beaucoup ont été sollicités et personne n'a souhaité le faire."

Au cabinet de Valls, on tournera désormais sept fois le pouce avant d'envoyer un nouveau SMS. le Huffington Post 11.05

- 4 Vérités - Hamon : "La Ve République tue la démocratie" - Francetv info

Invité des 4 Vérités sur France 2 ce mercredi matin, le député frondeur Benoît Hamon a condamné le recours au 49.3 pour faire passer la loi El Khomri. "Cette loi Travail n'aura trouvé nulle part suffisamment de soutiens. Elle est rejetée par trois Français sur 4. Elle a réuni une mobilisation constante dans la rue. Elle n'a pas de majorité au Parlement. En dépit de cela, le gouvernement décide d'aller au bout", a regretté l'ancien ministre de François Hollande.

Le député, qui se sent "très socialiste", a répété que cette réforme allait "changer quelque chose de fondamental dans ce pays", indiquant que les accords d'entreprise pourraient désormais être plus défavorables aux salariés que les accords de branche.

Interrogé sur une motion de censure de gauche, Benoît Hamon n'a pas donné clairement sa position personnelle, mais a jugé "compliqué" de préférer Nicolas Sarkozy à Manuel Valls. Il a dit vouloir "consulter avec beaucoup d'énergie les parlementaires de gauche opposés à la loi Travail pour voir de quelle manière on peut traduire notre opposition. Je n'entends pas décider seul et je m'inscrirai dans une démarche collective".

Commentant encore le 49.3, le député socialiste s'est aussi dit en faveur d'une VIe République. "Aujourd'hui la Ve République n'est plus le modèle institutionnel avec lequel on peut faire fonctionner la démocratie correctement. Elle est en train de tuer et asphyxier la démocratie", a regretté Benoît Hamon en réclamant le passage à une VIe République. Francetv info 11.05

A retenir : La Ve République bonapartiste ou "le coup d'Etat permanent" (Mitterrand) fut un "modèle" de démocratie, tout comme le PS...

Etat policier.

- Lutte contre la radicalisation : fourre-tout ou consolidation ambitieuse ? - liberation.fr

On aura retenu :

- «renforcer la sécurité des transports ferroviaires»,

- «maintenir un très haut niveau d’exigence en matière de sûreté aérienne»,

- «affaiblir et détruire les capacités militaires des groupes jihadistes»,

- «renforcer les actions dans le cyberespace»

- «éduquer aux médias et à l’information». liberation.fr 09.05

- Contre la propagande djihadiste en ligne, le gouvernement se tourne vers le secteur privé - lemonde.fr

Le gouvernement se tourne largement vers le secteur privé, et pour cause : il reconnaît que le contre-discours émis par des sources officielles ne fonctionne pas.

« La prégnance du discours conspirationniste ou millénariste dans la propagande djihadiste et le risque de rupture sociale constaté parmi les personnes en voie de radicalisation rendent les messages officiels peu opérants. Le recours à l'initiative privée et aux acteurs indépendants de la société civile est donc indispensable. »

Initiatives individuelles et associatives sont donc bienvenues et le gouvernement annonce qu'il soutiendra, « le cas échéant financièrement », des initiatives préexistantes, afin de « donner toute leur place aux discours existants dans la société, qui contribuent à remettre en cause la propagande djihadiste, à en isoler les mécanismes et à en réfuter le contenu ».

Le gouvernement français et les grandes entreprises du Web cherchent un terrain d'entente depuis les attentats qui ont frappé la France en janvier 2015.

Dans son dossier publié lundi 9 mai, le gouvernement reconnaît que des progrès ont été faits par les grands acteurs du Web, tout particulièrement les réseaux sociaux, dans la lutte contre la propagande djihadiste. Cela a permis « d'accroître l'efficacité de la lutte contre l'accessibilité des contenus radicalisés », selon le texte.

Le gouvernement veut continuer dans cette voie et « associer les acteurs de l'Internet » – comprendre les principaux réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter – « à l'élaboration [de ce] contre-discours » afin que soient développés « des outils numériques » permettant « d'identifier les propagandes naissantes sur les réseaux sociaux, leurs vecteurs de diffusion, les principaux nœuds de propagation, et la méthode la plus efficace pour faire porter un contre-discours ».

Pour ce faire, le gouvernement veut développer « une coopération entre ceux qui portent l'expertise technique », notamment développeurs et experts marketing, « et ceux qui produisent et portent le contre-discours ». Une fondation, dont l'annonce a été faite il y a quelque temps par Manuel Valls mais qui semblait jusqu'à présent dans les limbes, sera chargée, à partir du second semestre 2016, d'entretenir cette coopération.

Au-delà de la simple lutte contre les contenus djihadistes, le gouvernement se tourne aussi vers Facebook, sans le citer, pour « lutter contre l'enfermement algorithmique ». Le fonctionnement technique de ces plateformes, qui fournissent des contenus personnalisés aux internautes en fonction de leurs goûts et de leur activité en ligne a, selon ce document, « l'effet imprévu d'enfermer l'utilisateur dans des contenus systématiquement orientés dans le même sens ».

Le gouvernement enjoint donc à ces entreprises de « prendre en compte d'autres facteurs » dans leurs mécanismes de recommandation, « comme par exemple les signalements et éventuels retraits passés de signalement similaires ». Et ce afin de casser le cercle de la recommandation djihadiste. Il va même plus loin, évoquant « la recommandation de contre-discours dans l'offre de contenus », ce qui signifierait l'injection artificielle de recommandations.

Le gouvernement assure, dans le document publié le 9 mai, avoir commencé à échanger avec ces acteurs sur cette question. Mais on ne sait pas aujourd'hui où en sont ces discussions, sur un sujet on ne peut plus sensible : les grands acteurs du Web ont toujours refusé de modifier leurs algorithmes à la demande d'un Etat pour valoriser ou censurer du contenu. lemonde.fr 09.05

Le parti officiel de l'ordre vous promet du sang et des larmes.

Conditionnement et tripatouillage.

- Les Français plébiscitent le programme économique de Juppé - BFM Business

Le projet de loi Travail a beau provoquer de nombreux débats, contestations et manifestations, les Français semblent plus libéraux qu'on peut le penser de prime abord.

Pour preuve, le cabinet Odoxa a sondé(*) leur avis sur les principales mesures d'Alain Juppé, candidat les Républicains à la primaire de la droite, qui sont pour le moins libérales. Et la grande majorité d'entre elles remporte l'adhésion des Français. "La part de Français se déclarant favorables aux mesures proposées par Alain Juppé est en moyenne de 58,5% pour les 6 mesures testées", relève Gaël Sliman, le président d'Odoxa dans sa note de synthèse.

Une baisse de la fiscalité de l'épargne populaire

Dans le détail, la mesure qui recueille le plus d'échos favorables reste l'allègement de la fiscalité de l'épargne avec 74% d'approbation (68% pour les sympathisants de gauche et 80% pour ceux de droite). Il faut croire que les Français n'ont guère apprécié l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail décidé par François Hollande.

Suivent la réduction du taux d'impôt sur les sociétés pour le ramener au niveau de la moyenne européenne (70% d'opinions favorables), et la liberté donnée aux entreprises de décider du retour au 39h de travail par semaine ou de conserver les 35h (66%). BFM Business11.05

Vraiment ?

- «Les Français ne sont pas devenus de parfaits libéraux» - liberation.fr

Le sondeur Jérôme Fourquet relativise l'adhésion des Français aux propositions économiques et sociales de Juppé, dont le succès tient moins à ce qu'il dit qu'à ce qu'il représente, entre un FN fort et une gauche déboussolée.

Est-il contradictoire que les Français rejettent nettement la loi El Khomri tout en plébiscitant Juppé, qui vient de dévoiler son programme libéral : 100 milliards d'euros de dépenses et 250 000 fonctionnaires en moins, suppression de l'ISF et des 35 heures, retraite à 65 ans, etc.?

Précisons d'abord que tant pour la loi El Khomri que pour le projet de Juppé, pas grand monde, au-delà des cercles les plus informés, ne sait précisément de quoi on parle. Il y a toujours un grand flou sur le contenu précis de la loi travail et encore une méconnaissance sur les intentions de Juppé. Mais ce que les Français ont bien compris et rejettent nettement, c'est la plus grande facilité donnée aux entreprises pour licencier. Avec 600 000 chômeurs de plus depuis 2012 et un chômage à 10 %, c'est le genre de choses qu'il est difficile de vendre à l'opinion et pas seulement à gauche.

Les Français (y compris une majorité d'électeurs PS) ont globalement intégré l'idée qu'il fallait restaurer les marges des entreprises car ils ont le sentiment que notre économie décroche. Mais ils ne sont pas pour autant devenus de parfaits libéraux. Avec la loi El Khomri, le bouchon a été poussé trop loin : le texte est apparu comme fragilisant en premier lieu les salariés.

Mais quand il s'agira, pour Juppé ou un autre, une fois élu, de supprimer concrètement 250 000 fonctionnaires dans le pays ou de réduire la dépense publique de 100 milliards, ce sera une autre histoire. On retrouvera dans la rue tous ceux qui y sont aujourd'hui et sûrement beaucoup d'autres. liberation.fr 11.05

Les Français ne sont pas devenus de parfaits libéraux. Le titre de Libération est intéressant, car il révèle ou confirme qu'ils visent une victoire de classe totale et définitive. Les masses doivent se soumettre impérativement et sans conditions au marché ou au néoibéralisme, ils ne peuvent accepter la moindre faille, le moindre compromis, le prolétariat doit être écrasé une fois pour toute pour ne jamais plus pouvoir contester l'ordre en vigueur.

Je me demande si on est nombreux à en avoir vraiment conscience, rien n'est moins sûr apparemment. Mais bon, moi je vis en Inde, je viens de recevoir ma ration de riz du gouvernement, et je n'ai absolument aucun droit et ma compagne qui travaille non plus, on a plus facilement une petite idée de ce que cela signifie...

La soumission totale ou la chute du régime ?

Je n'ose même pas écrire "au choix" et vous pouvez deviner pourquoi.

- La gauche implose pour cause de "dérive néolibérale"? Ce n'est rien à côté de ce que Alain Juppé et la droite préparent - huffingtonpost.fr

Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Tandis qu'une partie de la gauche s'apprête à voter la censure contre un gouvernement socialiste accusé de "dérive néolibérale", la chute (improbable) de l'exécutif ouvrirait un boulevard à une droite elle-même engagée dans une surenchère dérégulatrice en vue de 2017.

Est-ce un effet primaire ou la fin d'un tabou dans une famille politique de tradition étatiste? Toujours est-il que même le très modéré Alain Juppé, qui dévoile ce mercredi son livre-programme consacré à l'économie 5 ans pour l'emploi (Ed. JC Lattès), préconise une thérapie de choc économique à faire passer la loi El Khomri pour le programme du Front populaire.

Refonte du droit du travail, baisse des dépenses de 85 milliards sur le quinquennat, suppression de l'ISF, sortie des 35 heures avec "référence du travail à 39 heures", retraite à 65 ans, zéro charges sur le SMIC, plafonnement des minima sociaux, suppression de 250.000 postes de fonctionnaire, du tiers payant généralisé, du compte pénibilité... S'il se défend de vouloir "casser la baraque" comme son rival François Fillon, c'est bien un grand soir libéral que préconise le favori de la primaire.

Unanimité à droite pour un printemps libéral

Alain Juppé est loin d'être un cas à part. Parmi la douzaine de candidats engagés dans la primaire qui désignera le champion de la droite en 2017, presque tous militent pour des réformes profondes du modèle social français. La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, jadis jugée hautement impopulaire, fait désormais quasiment l'unanimité. Tout comme le report de l'âge légal de départ à la retraite, autre réforme socialement très délicate.

Dans cette course au moins-disant social, l'ancien premier ministre François Fillon fait incontestablement figure de pionnier. En se revendiquant de la britannique Margaret Thatcher, le député de Paris a accaparé le créneau de la "rupture" sur le plan fiscal et budgétaire. Et imposé sa ligne ultra-réformatrice à une droite qui n'a guère plus que le libéralisme économique comme seul dénominateur commun.

D'autres vont plus loin encore. Inspiré par les Républicains américains, le député Hervé Mariton prône pèle-mêle la suppression du logement socialet la fin de l'impôt progressif à la française qu'il souhaite remplacer par une "flat tax", un impôt proportionnel jugé profondément inégalitaire. Bruno Le Maire préconise de supprimer le statut de la fonction publique territoriale.

Critiquant une "une course à l'échalote pour savoir lequel sera le plus thatchérien, le plus schrödérien, le plus ultra-libéral", le député LR des Yvelines Henri Guaino, qui n'a toujours pas exclu de se présenter à la primaire, met en garde sa famille politique: "Oui, il faut de la liberté mais la liberté c'est pas l'idéologie néolibérale telle qu'on la subit depuis une trentaine d'années". huffingtonpost.fr 11.05

- Une incontournable surenchère libérale ? - LeMonde.fr

De la critique des politiques sociales à l'éloge de l'ouverture du marché, le libéralisme a le vent en poupe à un an de l'élection présidentielle, au grand dam des tenants du modèle français. Tant auprès de la droite, représentée par François Fillon, Bruno Le Maire ou Alain Juppé, qu'à gauche, avec Emmanuel Macron.

Pour Mathieu Laine, président de la société de conseil en stratégie Altermind et enseignant à Sciences Po, partisan d'un « libéralisme heureux », « Droite ou gauche, ou rien de tout cela, après tout, peu importe, dès lors que l'on mettra un terme au socialisme contemporain qui, bien trop, alimenta jusqu'à l'échec ces deux camps, et que l'on défendra, en toute hypothèse et sans que la main ne tremble, la puissance et le primat de la liberté ». LeMonde.fr

- Nicolas Sarkozy : «La défense est une priorité absolue» - Figaro.fr

L'ancien chef de l'État estime que dans la situation d'urgence sécuritaire actuelle, il faudra augmenter les dépenses militaires de 32 milliards d'euros durant le prochain quinquennat. Figaro.fr 08.05

La réaction portée par Hollande se déchaîne... Comme quoi ils figurent bien dans le même camp.

Entre corrupteurs et corrompus.

- Des pays corrompus à un sommet anti-corruption, admet Cameron - Reuters

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a été filmé en train d'expliquer à la reine Elizabeth que des dirigeants de pays "incroyablement corrompus", comme le Nigeria et l'Afghanistan, assisteraient jeudi au sommet international contre la corruption organisé par son gouvernement.

Ce sommet est censé déboucher sur des mesures concrètes permettant de lutter contre la corruption à tous les niveaux de la société. Reuters 11.05

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats par l'Empire.

- Brésil: la procédure de destitution de Rousseff reprend après une folle journée

La procédure de destitution de Dilma Rousseff a repris devant le Sénat au terme d'une journée marquée par deux rebondissements majeurs qui ont surpris jusqu'à la présidente brésilienne elle-même.

Cette décision est intervenue, lundi, quelques heures après que le président par intérim du Congrès des députés a annulé un précédent vote sur le sujet. AFP et Francetv info

- Brésil : le Sénat en passe de destituer la présidente Dilma Rousseff

Alors qu'un peu plus de la moitié des sénateurs a pu s'exprimer, sans surprise, une large majorité se dessine en faveur de la destitution de la présidente, accusée d'avoir maquillé les comptes de la nation pour se faire réélire. LeFigaro.fr

- Venezuela : l'opposition mobilise contre le président Nicolas Maduro

La majorité parlementaire anti-chaviste a organisé une journée de manifestation ce mercredi pour défendre l'organisation d'un référendum révocatoire contre le président. De nouvelles mobilisations sont prévues samedi. LeFigaro.fr

Bienvenue à bord du lobbying sioniste d'extrême droite.

On m'a accusé de faire dans le "complotisme", je pousserai donc la provocation jusqu'à reproduire des articles issus d'un portail ainsi étiqueté par le Crif et la vermine qui gravite autour. Personnellement, j'y ai lu des informations qui manifestement avaient été censurées par Yahoo news et je pense par la totalité des médias institutionnels.

J'ai sélectionné quelques articles qui fournissent un éclairage particulier sur le rôle de certains acteurs politiques et leurs liens avec des personnalités ou des officines sionistes d'extrême droite que de nombreux militants ignorent. Serait-ce un crime ? Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire, c'est cela ?

Vous constaterez qu'ils sont tous au garde-à-vous devant le Crif ou les sionistes d'extrême droite, qui rappelons-le une énième fois ne sont pas forcément juifs, mais néoconservateurs ou néolibéraux, d'ailleurs leur influence ne se mesure pas à leur nombre, mais à ce qu'ils représentent : l'ordre, l'idéologie, la stratégie néolibérale.

C'est donc sur le plan politique qu'il faut aborder ce sujet, sinon on ne comprend rien ou on peut dériver vers l'antisémitisme, le but de la publication de ces infos, c'est aussi de l'éviter.

- QUAND L'ANTI-CAPITALISTE MÉLENCHON FAIT LA PUB DE SPICEE, MÉDIA "ANTICONSPI" DU MILLIARDAIRE XAVIER NIEL.

Vendredi 6 mai, le site Spicee -qui s'est spécialisé dans la "chasse aux conspirationnistes"- a publié une vidéo inattendue.

On peut y découvrir l'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon, ancien sénateur socialiste, ex-journaliste, co-fondateur du Parti de gauche et candidat aux élections présidentielles de 2017, faisant chaleureusement la promotion de ce site d'information prétendument "indépendant" dont la publicité fut également assurée, le 9 février, par la ministre de l'Éducation nationale.

Détail passé sous silence par le tribun anti-capitaliste : Spicee a bénéficié d'un apport de plus d'un million d'euros par Xavier Niel, le milliardaire qui se vante d'acheter des médias pour "avoir la paix" quant aux "journalistes qui l'emmerdent".

Détail cocasse : le féministe Mélenchon salue aujourd'hui le site financé par l'ex-gérant de peep-shows Niel après avoir vivement critiqué ce dernier -le 29 juillet 2015, via Facebook- en l'accusant de faire vivre dans la précarité des étudiants de son école privée d'informatique.

Détail symbolique : Thomas Huchon, porte-parole médiatique de Spicee, réalisateur et "fils de" (Jean-Paul Huchon, ex-président PS du Conseil régional d'Île-de-France) a récemment reçu un prix (pour son pseudo-buzz autour de son faux-documentaire sur "les origines américaines du sida") des mains de... la désinformatrice Caroline Fourest. panamza.com

- 11-Septembre : un ex-collaborateur de la Maison Blanche accuse Israël

Le 21 avril, Steve Pieczenik, ex-envoyé spécial du président Jimmy Carter, a nommément accusé Israël d'avoir commis le 11-Septembre.

Né à Cuba en 1943, cet Américain, psychiatre de formation, diplômé en relations internationales du prestigieux Massachussets Institute of Technology et reconverti (avec succès) dans le thriller aux côtés de Tom Clancy, a fait carrière dans l'armée avant d'être recruté par l'Administration Nixon, au sein du Département d'État, pour diriger la gestion de crise et de traitement des otages.

L'homme, aujourd'hui retraité, était notamment l'envoyé spécial du président Carter en Italie pour négocier avec les Brigades rouges lors du kidnapping de l'ex-président du Conseil italien Aldo Moro. En 2008, un documentaire -diffusé par France 5- contenait l'une des rares interviews audiovisuelles de Pieczenik, présenté alors comme l'ancien "chef de la cellule anti-terroriste"

Toujours en 2008, Pieczenik avait rédigé un livre dans lequel il affirma que les États-Unis avaient délibérement "sacrifié" Moro pour garantir la "stabilité" de l'Italie. Cette révélation lui vaut désormais des poursuites judiciaires, intentées à la fois par les États-Unis et l'Italie.

Faut-il y voir la cause de ses divulgations, en guise de représailles contre son gouvernement, sur le 11-Septembre?

En mai 2011, cet homme du sérail avait déjà dénoncé la mise en scène de la capture de Ben Laden qui serait mort- selon lui- du syndrome de Marfan, dès 2001.

Près de cinq ans plus tard, à la date du 21 avril 2016, Pieczenik refait parler de lui sur les réseaux sociaux : sa vidéo-confession de 47 minutes avec Alex Jones, interviewer en chef d'InfoWars, a déjà cumulé plus de 88 000 vues en 5 jours.

Dans sa version courte de 15 minutes, la vidéo comporte l'essentiel des propos tenus par Pieczenik : celui qui fut longtemps membre (jusqu'en 2012) de l'ultra-élitiste Council on Foreign Relations tient désormais des déclarations explosives.

Il accuse les néoconservateurs - notamment l'Israélo-Américain Michael Chertoff, le rabbin Dov Zakheim et Paul Wolfowitz, alors secrétaire adjoint à la Défense (et grand ami du belliciste Bernard Kouchner)- d'avoir gangréné l'Administration Bush et réalisé, en partenariat avec des "agents saoudiens" et à l'instigation d'Israël, l'attentat "sous faux drapeau" du 11-Septembre. Pieczenik indique être prêt à témoigner, sous serment et devant une cour de justice fédérale, à propos de ses sources dont l'une serait un "général".

En dépit de l'embarras croissant d'Alex Jones - un animateur "populiste" vu de France mais qui s'avère être un vif partisan d'Israël qui préfère insister sur le rôle de l'Arabie saoudite -, Pieczenik revient - tout au long de l'interview longue de 47 minutes - sur la responsabilité principale d'Israël.

Il sera difficile aux chasseurs de conspirationnistes de le discréditer en lui apposant la carte de l'antisémitisme : Pieczenik est issu d'une famille juive d'origine russo-polonaise qui a échappé à l'Holocauste.

Son dernier ouvrage, un roman intitulé "Teodora"- est d'ailleurs consacré à sa "mère yiddish" partie vivre "le rêve américain". panamza.com 27.04

- AUDREY PULVAR ASSUME SA CONNEXION AVEC L'EXTRÊME DROITE ISRAÉLIENNE.

Mercredi 13 avril, l'animatrice-éditorialiste du groupe Canal+ Audrey Pulvar a rétorqué à la diffusion sur les réseaux sociaux de sa photographie capturée en Israël en compagnie de l'extrémiste franco-israélien Gilles-William Goldnadel, invité régulier de son émission "On ne va pas se mentir" d'I-Télé. "J'ai beaucoup aimé ce voyage, très instructif. Ne vous en déplaise" affirme ainsi Audrey Pulvar.

La photographie compromettante (à gauche de l'image) a été initialement dévoilée le 1er mars 2015 sur le compte Facebook d'une association sioniste toulousaine dénommée "All With Us-Tous Avec Nous".

Cette photographie et la réponse de Pulvar, fille d'un indépendantiste martiniquais, confirment son rapprochement de plus en plus décomplexé avec les partisans du régime colonial de Tel Aviv.

Le 1er novembre 2015, Panamza avait déjà signalé sa collaboration avec le Crif, organisation présidée par l'islamophobe ultra-sioniste Roger Cukierman.

La photographie (à droite de l'image) représente d'ailleurs Pulvar au dernier dîner du Crif (ici, avec Bernard Cazeneuve, Marek Halter et -au fond- Yann Moix).

Fin 2014, Panamza épinglait son attitude face à la sénatrice écologiste Esther Benbassa devant laquelle elle suggéra la nécessité d'une certaine délicatesse de la France à l'égard d'Israël en raison des exactions antisémites commises par le régime de Vichy.

En 2012, l'auteur de ces lignes avait également souligné sa condescendance envers l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin à qui elle reprocha ses critiques répétées d'Israël et -sans rire- son départ d'un dîner du Crif... avant la fin.

Détail cocasse : depuis le billet du 1er novembre 2015, la "journaliste" Pulvar a "bloqué" Panamza sur Twitter.

Info-Bonus-Panamza : lors de son voyage en Israël avec Goldnadel comme guide touristique et idéologique, Pulvar était également accompagnée de Guillaume Perrault, "grand reporter" au Figaro, et Roselyne Febvre, chef du service politique de France 24. panamza.com 18.04

On appelle cela aussi de la prostitution...

- RUDY REICHSTADT, MILITANT CRYPTO-SIONISTE : « COMPLOTISME = TERRORISME »

Lundi 2 mai, le compte Youtube du "Sursaut" (dénomination d'un colloque parisien organisé par le "Comité juif américain" en présence de Manuel Valls) a mis en ligne la vidéo d'un débat intitulé "Les jeunes et l'islamisme, l'extrémisme et le populisme" {https://youtu.be/slvv9MUZybw; http://panamza.com/valls-voile-ajc}.

Animatrice de la discussion : Audrey Pulvar, la "journaliste" qui se félicite sur Twitter de voyager en Israël avec l'extrémiste sioniste Gilles-William Goldnadel

Intervenant principal : Rudy Reichstadt.

Fonctionnaire de la Ville de Paris, animateur du site Conspiracy Watch, ex-collaborateur de la revue néonconservatrice Le Meilleur des mondes, ancien rédacteur du magazine pro-israélien L'Arche, co-fondateur de l'association "Onze janvier" (dirigée par Mohamed Sifaoui), camarade de Caroline Fourest et proche de l'Union des étudiants juifs de France, ce blogueur crypto-sioniste est devenu, en quelques semaines, le référent politico-médiatique de la mouvance "anticomplotiste".

Le 9 février, il avait ainsi inauguré la journée "contre le conspirationnisme" qui fut organisée par Najat Vallaud-Belkacem, ministre décorée le 2 avril par une obédience maçonnique {http://dai.ly/x3ris4j;

Le 12 février, Reichstadt participait à un "entretien" en vase clos sur le "complotisme" qui fut chapeauté par le Service d'information du gouvernement {http://dai.ly/x2hf4jt}.

Le 4 avril, lors du colloque du "Sursaut", Rudy Reichstadt a pris un air grave en présentant le "complotisme" comme "un moment du crime terroriste car il arme intellectuellement les jihadistes". Et de conclure : "Ce ne sont pas juste des histoires rigolotes, les théories du complot, ça a des conséquences réelles"

À noter : ce débat du "Sursaut" avait également convié Isabelle Weikstein-Steg, une avocate-réalisatrice qui avait récemment "mis en demeure" le fondateur de Panamza. Le prétexte? Un article du 13 octobre 2015 qui révélait son implication dans l'organisation de voyages "éducatifs" sur Israël à destination des musulmans français.

Isabelle Wekstein-Steg évoque d'ailleurs son recours en justice contre Panamza durant le débat en dénoncant -sans rire- un "site islamiste". panamza.com

- CONVOQUÉ, LE DIRECTEUR DE FRANCE INFO VEUT RASSURER L'EXTRÉMISTE MEYER HABIB.

Vendredi 15 avril, le député UDI Meyer Habib a fait savoir -via son compte Facebook- qu'il avait petit-déjeuné avec Laurent Guimier, directeur de la radio publique France Info.

Le 18 janvier, Habib lui avait adressé un courrier afin d'exprimer son mécontentement à propos de la "ligne éditoriale" de l'antenne radiophonique, jugée trop favorable aux Palestiniens. La lettre se terminait par ces mots : "Je vous demande de me recevoir dès que possible pour discuter de vive voix de ce sujet de préoccupation" {http://panamza.com/bkb}.

Quelques semaines plus tard, Guimier a obtempéré en accordant un moment de son temps au député. Selon Habib, le directeur de France Info -qui lui "a certifié n'avoir aucun à priori contre Israël"- a admis que certains titres avaient pu être maladroits" et "promis d'être plus vigilant à l'avenir".

Rappel : la radio France Info est impliquée dans l'élaboration de la future chaîne d'information du groupe France Télévisions. panamza.com 20.04

- Marine, Marion, Florian, Gilbert : le FN roule pour Israël.

En affichant aujourd'hui son intention de draguer ouvertement les électeurs juifs et sionistes, le Front national parachève sa soumission au régime de Tel Aviv.

Le 13 avril, le quotidien israélien Jerusalem Post annonçait en exclusivité le lancement imminent d'une association proche du Front national et destinée aux Français juifs tentés par un vote Marine Le Pen en 2017.

À la tête de ce collectif : Michel Thooris, policier syndicaliste et membre du comité central du FN depuis novembre 2014.

Un mois auparavant, à la date du 3 octobre 2014, Panamza avait esquissé son portrait singulier. Extraits :

Conseiller politique de Marine Le Pen chargé de la sécurité depuis 2011, Michel Thooris n'est pas seulement ce policier iconoclaste qui avait déclaré -en 2006- que la LDJ et le Bétar effectuaient "une mission de service public" (un propos que la LDJ s'était fait un plaisir de relayer et qui rappelle l'indulgence récemment exprimée par la présidente du FN envers cette milice).

Il n'est pas uniquement ce "juif élevé dans le christianisme", "ardent défenseur d'Israël" et chantre du terroriste Menahem Begin capable -toujours en 2006- de demander à Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, de renforcer la protection des établissements cultuels juifs en France au lendemain d'un attentat à Tel Aviv.

Il n'est pas simplement le perdant -estampillé Front national- des élections législatives de 2012 et municipales de 2014 en dépit du soutien apporté par un groupe fantoche intitulé "Union des Français juifs" (UFJ) et créé sous la houlette de Louis Aliot, vice-président du FN.

Candidat aux prochaines élections professionnelles au sein des personnels du ministère de l'Intérieur, Michel Thooris est aussi "l'ami" de Gilles-William Goldnadel, avocat de Grégory Chelli.

De 2005 à 2008, il animait -en tant que secrétaire général- le syndicat "Action Police CFTC" (rebaptisé ensuite "France Police"). Le site de ce groupuscule -qu'il a cofondé- a depuis disparu mais il est possible d'en retrouver des traces dans les archives du web.

Surprise, surprise : dans l'onglet intitulé "Nos amis", qui retrouvait-on parmi les soutiens de Michel Thooris, fervent partisan déclaré du "Grand Israël"?

Un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et président de l'association France-Israël (sans omettre de signaler les noms -figurant sur cette page- de l'ex-policier vindicatif Sammy Ghozlan, vice-président du Consistoire et mentor d'Hassen Chalghoumi, ainsi que celui de Gilbert Collard, un député FN qui considère que"la pérennité de l'État d'Israël est l'un des fondements de notre civilisation").

(…)

Michel Thooris, policier chargé de retranscrire les messages vocaux d'Ulcan à la "DDSP du 94" selon Sihem Souid, n'est pas censé y être affecté. Dans un entretien accordé en 2012 à l'Israël Institute (micro-think-tank fondé par un militant UMP qui leva récemment 100 000 euros pour l'armée israélienne), Thooris se présenta comme "un officier de policier judiciaire" (OPJ) basé dans "le Sud-Est de la France". En janvier 2014, l'homme précisa dans un quotidien local travailler dans la ville de Nice. Problème : la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique) évoquée par Souid (une citoyenne domiciliée dans le Val-de-Marne) est basée à Créteil, en région parisienne. Que vient alors faire le niçois Thooris, simple OPJ, dans cette affaire israélo-francilienne?

Le mariniste Thooris n'est pas le seul exemple emblématique de la mue ultra-sioniste du Front national.

Un certain Gilles-William Goldnadel, avocat et président de l'association France-Israël (sans omettre de signaler les noms -figurant sur cette page- de l'ex-policier vindicatif Sammy Ghozlan, vice-président du Consistoire et mentor d'Hassen Chalghoumi, ainsi que celui de Gilbert Collard, un député FN qui considère que"la pérennité de l'État d'Israël est l'un des fondements de notre civilisation").

(…)

Michel Thooris, policier chargé de retranscrire les messages vocaux d'Ulcan à la "DDSP du 94" selon Sihem Souid, n'est pas censé y être affecté. Dans un entretien accordé en 2012 à l'Israël Institute (micro-think-tank fondé par un militant UMP qui leva récemment 100 000 euros pour l'armée israélienne), Thooris se présenta comme "un officier de policier judiciaire" (OPJ) basé dans "le Sud-Est de la France". En janvier 2014, l'homme précisa dans un quotidien local travailler dans la ville de Nice. Problème : la DDSP (Direction départementale de la sécurité publique) évoquée par Souid (une citoyenne domiciliée dans le Val-de-Marne) est basée à Créteil, en région parisienne. Que vient alors faire le niçois Thooris, simple OPJ, dans cette affaire israélo-francilienne?

Le mariniste Thooris n'est pas le seul exemple emblématique de la mue ultra-sioniste du Front national.

Réactions à l'exclusion de JM Le Pen

Le 1er avril, L'Express avait déjà évoqué la nouvelle stratégie mise en place par Marine Le Pen pour conquérir l'électorat juif. Dans son papier instructif, le magazine évoque ainsi la députée Marion-Maréchal Le Pen (dont le conseiller com' est le "judéo-centré" Arnaud Stéphan), le député Gilbert Collard (qui prépare -pour juin- un voyage en Israël afin de faire nouer au FN de nouveaux liens avec le régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv), l'eurodéputé Nicolas Bay (dont Panamza avait déjà

évoqué l'appartenance au groupe Israël) et l'avocat du FN David Dassa-Le Deist (ex-militant du Bétar).

Le journal suggère que l'eurodéputé Florian Philippot serait le plus tiède en matière d'engagement pro-israélien : c'est passer rapidement sur le fait que l'homme -dont la défense judiciaire est assurée par Goldnadel- s'était distingué, l'été dernier, en soutenant l'opération de propagande "Tel Aviv sur Seine".

Un détail cocasse à souligner dans l'article de L'Express : l'un des promoteurs d'un rapprochement entre juifs et FN n'est autre que Richard Abitbol. Souvenez-vous : il s'agit de cet individu -cité régulièrement, selon l'hebdomadaire, par le Frontiste (tendance Jean-Marie) Bruno Gollnisch- qui avait exprimé sa rage à l'encontre de Panamza, site dont il a exigé -sans rire- "l'interdiction" auprès du ministère de l'Intérieur.

Bref, une chose est certaine : en dépit de l'opération-séduction récemment lancée à destination des "banlieues patriotes" (avec le truculent sioniste décomplexé Jordan Bardella à la manoeuvre), les citoyens musulmans ou propalestiniens -qui représentent pourtant une part considérable (et terrifiante pour Alain Finkielkraut) de l'électorat français- sont désormais ouvertement méprisés par le Front national. panamza.com 22.04

- 2002 : RENAUD VOULAIT "LIBÉRER LA PALESTINE OCCUPÉE". 2016 : RENAUD CÉLÈBRE "LE SOLEIL D'ISRAËL".

Le 23ème album du chanteur Renaud, 63 ans, comporte un morceau intitulé "Hyper Cacher" et dédié aux 4 otages de l'épicerie juive qui furent abattus le 9 janvier 2015.

Extrait

"Qu’ils reposent à Jérusalem
Sur la terre de leurs pères
Au soleil d’Israël
Je veux leur dédier ce poème
Leur dire qu’ils nous sont chers".

Précision : les 4 victimes de l'affaire Hyper Cacher étaient de nationalité française ou tunisienne. Leurs "pères" ou ascendants directs n'ont pas vécu en Israël.

Rappel : en 2002, Renaud revendiquait auprès de Thierry Ardisson un engagement constant pour "libérer la Palestine occupée" {http://dai.ly/x7kciy}.

Cinq ans plus tard, changement de ton : interrogé en juillet 2007 par Israël Magazine, Renaud avait -déjà- voulu rassurer la mouvance pro-israélienne et anti-palestinienne en rappelant, par exemple, qu'il avait manifesté pour Israël durant la Guerre des Six-Jours, refusé -en 1988- de serrer la main à Yasser Arafat et qualifié le port du voile dans la rue de "crime contre la dignité de l'être humain".

Détail mi-cocasse mi-accablant pour conclure : les paroles de la chanson "Hyper Cacher" ont été saluées, via son compte Twitter, par le militant ultra-sioniste Frédéric Haziza. panamza.com

Quelle fin pathétique ! Vaut mieux encore être emporté par une cirrhose ou une overdose !

- LE CRIF EN COLÈRE CONTRE L'UNESCO : SA DIRECTRICE RÉDIGE AUSSITÔT UNE LETTRE POUR RASSURER ROGER CUKIERMAN.

Mercredi 20 avril, le Conseil représentatif des institutions juives de France a publié sur son site un courrier adressé par Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO

Le sujet : la patronne de l'institution onusienne dédiée à la culture se démarque de la récente décision prise par le conseil exécutif de l'UNESCO au sujet de Jérusalem. Jeudi 14 avril, un engagement relatif à la "sauvegarde du patrimoine culturel palestinien et du caractère distinctif de Jérusalem-est" a provoqué la colère d’Israël et des organisations sionistes à travers le monde

Lundi 18 avril, le CRIF a ainsi publié un communiqué -adressé à l'Élysée- pour faire connaître son mécontentement envers l'UNESCO et la France qui a voté en faveur de ce texte

Dès le lendemain, Irina Bokova a rédigé sa lettre dans laquelle elle tient à rassurer personnellement Roger Cukierman de sa bonne volonté en se prévalant notamment du soutien du président (Likoud) du parlement israélien panamza.com

Bienvenue en oligarchie.

- Il faut encore plus de candidats à la présidentielle Ils sont quarante-sept à avoir présenté leur candidature à la présidentielle. Et si c'était une bonne nouvelle? Slate.fr

- L'état d'urgence est-il une tyrannie? Les différences établies entre le prince et le tyran au Moyen Âge offrent une piste de réflexion sur l'état d'urgence actuel.Qu'est-ce qui distingue un gouvernement légitime d'un gouvernement illégitime? Slate.fr

- Le gouvernement américain a manipulé l'accord sur le nucléaire iranien

Le conseiller qui a reconnu la fuite en profite pour tacler le travail des journalistes.Dans un portrait que lui a consacré le New York Times, Ben Rhodes, proche conseiller adjoint du président Barack Obama pour la politique nationale, reconnaît avoir exagéré plusieurs points de l'accord sur le nucléaire... Slate.fr

- Trump a fait campagne comme un porc. Pourquoi changerait-il?

Son «show» durant la primaire n'est que la plus pure expression de sa personnalité. - Slate.fr

- Et si Mitt Romney se présentait contre Donald Trump?

Quand un candidat battu en 2012 devient la dernière rumeur pour rassembler les anti-Trump.Pendant que Donald Trump commence à préparer l'élection générale de novembre, une partie du camp conservateur continue de chercher son candidat pour se lancer en indépendant. Slate.fr

- La lente prise de conscience française autour du harcèlement sexuel

De l'affaire DSK à l'affaire Baupin, les victimes présumées témoignent plus facilement, mais cela ne suffit pas à amorcer un mouvement de société.Elles ont mis des années à parler. Dans une longue enquête publiée par Mediapart et France Inter ce lundi 9 mai, plusieurs élues écologistes témoignent Slate.fr

- «J'accumule les relations vouées à l'échec, je me sens dans une impasse»

Cette semaine, Lucile conseille C., une expatriée qui a réussi sa vie professionnelle mais enchaîne les amants sans réussir à bâtir une histoire sérieuse. Slate.fr

- La lente prise de conscience française autour du harcèlement sexuel

De l'affaire DSK à l'affaire Baupin, les victimes présumées témoignent plus facilement, mais cela ne suffit pas à amorcer un mouvement de société.Elles ont mis des années à parler. Dans une longue enquête publiée par Mediapart et France Inter ce lundi 9 mai, plusieurs élues écologistes témoignent... Slate.fr

- Comment #NuitDebout gère les agressions sexuelles et le sexisme en son sein À Nuit Debout comme ailleurs, les femmes se font agresser, insulter, emmerder. Remarques sexistes et mains aux fesses sont monnaie courante. La commission Féminismes lutte depuis des semaines pour imposer des bonnes pratiques et chasser les relous. Déséquilibre de la parole en faveur des hommes, remarques Slate.fr

- Pour éviter d'autres Fort McMurray, combattons le changement climatique

Avec la tragédie survenue en Alberta, le sujet devient encore plus important, et il faut l'aborder tout de suite.Ce mardi 10 mai marque le huitième jour de l'incendie gigantesque qui ravage la forêt boréale canadienne et a déjà anéanti une grande partie de Fort McMurray, en Alberta -une ville Slate.fr

- Dormez-vous comme un Singapourien ou comme une Hollandaise?

Des chercheurs décryptent nos habitudes de sommeil grâce aux données d'une appli.En 2014, une équipe de chercheurs américains a mis en service une appli mobile, Entrain, qui permet aux voyageurs d'harmoniser leur rythme de sommeil avec le fuseau horaire de la zone dans laquelle ils se trouvent... Slate.fr

- Pour se consoler du billet de 500 euros, ces grosses coupures qui ne valent rien

La Banque Centrale Européenne (BCE) prend des mesures pour couper l'herbe sous le pied des trafiquants. Ainsi, le billet de 500 euros va disparaître en 2018. Si vous voulez flamber avec des grosses coupures, il est toujours possible de sortir de la zone euro. Slate.fr

- La France a raté une belle occasion de simplifier son Code du travail

Le passage en force du texte permet à Manuel Valls d'éviter de le vider de sa substance mais la simplification du code, à l'origine du travail de réforme, est totalement hypothétique compte tenu du calendrier de fin de mandat.Voulait-on alléger le Code du travail? Alors, c'est raté! Et peut-être Slate.fr

- À quel stade rêvasser devient-il dangereux pour la santé mentale?

Un professeur de psychologie israélien tente de faire reconnaître le «rêve éveillé inadapté» comme un symptôme psychologique. S'ennuyer n'est pas un problème, ce serait même bon pour la santé. Slate.fr

- L'homophobie au quotidien persiste en France - LeMonde.fr

Le rapport annuel de l'association SOS Homophobie, publié mercredi, fait état d'une situation comparable à celle des années 2005 à 2011. LeMonde.fr

- L'UNESCO, Daech et la diplomatie française... même combat?

L'UNESCO a réécrit l'histoire en niant tout lien entre le peuple juif et Jérusalem. Une résolution révisionniste adoptée dans l'indifférence générale avec le vote polémique de la France. Cela a un seul nom: le révisionnisme. Slate.fr

La stricte vérité.

Résolution sur Jérusalem : Manuel Valls regrette le vote de la France à l'Unesco - LeMonde.fr

Cette résolution adoptée par l'Unesco le 14 avril « dénonce vivement les agressions constantes commises par les Israéliens contre les civils ». LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- Un jeune Egyptien arrêté pour s'être moqué du gouvernement sur Facebook - L'Express.fr

Un jeune Egyptien de 19 ans a été arrêté au Caire pour avoir posté une vidéo satirique envers le gouvernement, sur Facebook. Les organisations internationales de défense des droits de l'Homme s'inquiètent de voir l'Egypte s'enfoncer dans la répression. L'Express.fr

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Grande-Bretagne

Mobilisation historique des étudiants londoniens contre le prix des loyers - LeFigaro.fr

Plus de mille étudiants londoniens refusent de payer le loyer de leur logement. Ce mouvement est qualifié comme étant «la plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni».

Cette fois-ci les étudiants britanniques ont décidé de passer à l'action. Il y a près de six ans déjà, les forces vives d'Albion défilaient dans la rue pour dire non à une augmentation sensible de leurs frais de scolarité, passant de 3798 euros à 11 394 euros. Les différentes manifestations n'avaient pas mené à grand-chose, puisqu'aujourd'hui les frais de scolarité universitaires sont passées à 9000 livres par an (11 394 euros).

Plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni

Mais aujourd'hui les étudiants ont décidé de ne pas se laisser faire. Selon The Independent, des grévistes de l'université de Roehampton et de l'Institut d'art de Courtauld ont rejoint ceux de Goldsmith et de l'University College London pour dénoncer le prix des logements qui selon eux «montent en flèche». Actuellement, ils sont plus d'un millier à protester et refuser de payer leur loyer. Ce mouvement a été qualifié de «plus grande grève des loyers de l'histoire du Royaume-Uni».

Plus de 380 000 euros de dédommagement aux étudiants touchés par des infestations de rats

«Cut the rent» (En français: réduisez le loyer) créé par des étudiants de l'Université de Londres, est le groupe leader de cette manifestation. Ils déclarent qu'avoir le droit à un logement abordable et qui respecte les conditions d'hygiène est un droit. À l'université de Londres (UCL), les logements étudiants sont les deuxièmes plus chers de la ville (335 euros par semaine) après ceux de la London School of Economics. Et en novembre dernier l'université de la capitale anglaise avait été condamnée selon l'Huffington Post, à payer plus de 380 000 euros de dédommagement aux étudiants touchés par des infestations de rats ainsi que d'excessives pollutions sonores au sein de leur logement.

Dans une déclaration publique, les grévistes ont déclaré que «malheureusement à l'université de Goldsmith, les loyers hebdomadaires sont en moyenne de 189, 63 euros — soit plus chers que la moyenne du marché pour cette localité». Une liste de problèmes a également été évoquée lors de cette déclaration. «Cette grève n'est pas seulement pour les étudiants actuels, mais aussi pour les étudiants futurs. Nous faisons partie d'un mouvement plus grand, avec près de 1 000 grévistes de Londres, d'UCL, de Roehampton en passant par Courtauld- qui croient qu'aller à l'université à Londres, devrait être ouvert à tous, peu importe les revenus des parents». Finalement, la grève pourrait faire perdre l'équivalent d'un million de livres aux universités. LeFigaro.fr 10.05

2- Belgique

- L'armée envoyée en renfort dans les prisons belges - LeMonde.fr

Quarante militaires ont été déployés, lundi, pour pallier une grève des surveillants pénitentiaires qui dure. Une première dans le royaume. LeMonde.fr

3- Grèce

- Grèce: le Parlement adopte une réforme des retraites controversée - AFP

Le Parlement grec a adopté -- majorité contre opposition -- une réforme des retraites, controversée mais réclamée par les créanciers UE et FMI, à quelques heures d'une importante réunion à Bruxelles de l'Eurogroupe sur la Grèce.

A l'issue de deux jours de débats, les 153 députés de la majorité gouvernementale, composée de la gauche Syriza et du parti souverainiste Anel, ont voté dans la nuit de dimanche à lundi en faveur de cette loi intitulée "un système unifié de sécurité sociale, réforme du système des retraites et règlement de l'impôt sur le revenu".

Les 143 autres députés présents dans l'hémicycle, tous membres de l'opposition, dont la droite de la Nouvelle-Démocratie, ont voté contre ce texte, contesté par les syndicats et qui prévoit la réduction des retraites les plus élevées, la fusion des multiples caisses d'assurance, l'augmentation des cotisations, des taxes et de l'imposition surtout pour les moyens et hauts revenus.

La loi refondant le système des retraites, qui était exigé par les créanciers du pays --UE et FMI-- en échange du nouveau plan d'aide signé en juillet dernier, a provoqué une mobilisation syndicale depuis vendredi et de nombreuses manifestations.

M. Tsipras a rétorqué que "le système de retraites nécessitait une réforme profonde que les précédents gouvernement n'avaient osé faire".

Le vote de la loi a provoqué la mobilisation des syndicats et une grève générale vendredi et samedi ayant surtout touché les transports en commun.

Les bateaux eux resteront à quai jusqu'à mardi. Aucune liaison maritime n'est effectuée entre la Grèce continentale et les îles

depuis vendredi.

Au total 26.000 personnes selon la police ont manifesté dimanche à Athènes et Thessalonique (nord).

Dimanche soir, aux abords du Parlement sur la place Syntagma à Athènes de brefs incidents ont opposé un groupe de jeunes et des policiers qui ont tiré de gaz lacrymogènes, selon des photographes de l'AFP.

La mobilisation était toutefois moins importante que lors de la dernière grande manifestation contre cette réforme, le 4 février, où 50.000 personnes avaient manifesté dont 40.000 à Athènes.

Entre la fin des vacances de Pâques et "le désespoir des gens" qui sont "lassés et déçus par le gouvernement de gauche", la mobilisation a été plus faible qu'espéré, regrettait auprès de l'AFP Maria, une quinquagénaire qui manifestait dimanche. AFP 08.05

Haut de page

Le 13 mai 2016

CAUSERIE

Je mettrai en ligne prochainement les courriels que m'avait adressés un camarade, auquel hélas je n'ai pas répondu par manque de temps, mais pas seulement, il devrait comprendre pourquoi, qu'il ne le prenne pas mal.

Exceptionnellement et parce que j'en ai trouvé le temps, j'ai actualisé le site.

Entre nous, mais ne le dites pas trop fort et tous à la fois, j'avais vu juste en axant notre intervention politique contre le PS, en écrivant dans le bandeau défilant : " *Le PS, un parti de droite, lié au FN, sioniste d'extrême droite, capitaliste, colonialiste, impérialiste, réactionnaire, un siècle de mystification, de mensonges, d'imposture, de guerres, de combat contre le socialisme. A bas le PS !* "

A aucun moment je n'ai soutenu un membre du PS ou une de ses positions, et si je me sens parfois bien seul avec mon drapeau, au moins il est sans tâche.

Lisez ou relisez attentivement dans cette page l'extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine, quel enseignement magistral !

Une petite causerie rédigée rapidement sur le coin de la table.

Il y en a qui croient au miracle, tandis que d'autres s'en remettent à la providence, à l'improvisation en guise de théorie politique, et ensuite ils hurlent lorsque ce qui leur paraissaît impossible finit par se produire.

Vous vous êtes emballés pour le Front populaire, le Conseil national de la résistance, le socialisme du XXIe siècle ou la révolution bolivarienne, vous avez eu tort. Plus grave, vous vous êtes trompés de camp.

La politique serait un truc personnel, un caprice, une lubie, un enfantillage, rien de consistant, de cohérent ou de sérieux auquel on croit, on s'accroche, on s'identifie comme on se fabrique une identité destinée à se rassurer, à se faire plaisir, à exister en somme.

Entre avoir une idée a priori sur une question et l'avoir étudiée à fond avant d'en tirer des conclusions, c'est ce qui sépare le militant conscient du dillettante, de l'aventurier, de l'illusionniste, du charlatan.

A de nombreuses reprises, on a rappelé que celui qui n'avait pas de passé, faisait preuve d'amnésie partielle ou totale, n'aurait pas de futur ou qu'il serait amené à le subir sans pouvoir agir dessus pour l'orienter dans une direction déterminée, il pourrait s'agiter dans tous les sens sans pouvoir y changer quoi que ce soit.

Ce qui caractérise ces différentes attitudes, c'est le manque de discernement, de logique, de cohérence qui se traduit par la plus grande confusion qui soit, qui peut aller jusqu'à nous amener à lutter contre notre propre camp tout en étant évidemment convaincu du contraire. Généralement elles nous réduisent ou nous condamnent à l'impuissance qui nous fait perdre un peu plus la tête car on digère de moins en moins bien nos défaites annoncées d'avance.

Ce n'est pas pour rien qu'on dit que les masses savent ce qu'elles ne veulent pas, mais ne savent pas ce qu'elles veulent, c'est aussi le cas des militants en général qui s'imaginent qu'il suffit de s'engager dans un syndicat ou un parti, de passer à l'action pour que quelque chose se passe ou change, or dans la réalité les choses ne se passent pas de la sorte.

C'est un peu comme un enfant qui serait parvenu à apprendre à lire, et qui désormais se figurerait qu'il serait en mesure de prendre son destin en mains, sous-tendant que ce serait suffisant pour comprendre le monde dans lequel il vit ou qu'il n'aurait plus rien à apprendre.

Quand j'ai débarqué en Inde il y a 27 ans, je me figurais trouver le pays tel que je me l'étais imaginé à la suite d'innombrables lectures que j'avais interprétées à ma manière, c'est-à-dire en y trouvant ce que j'y cherchais alors que la réalité allait être totalement différente, beaucoup plus dure et par bien des aspects particulièrement cruelle.

La surprise et le choc passés, j'ai évidemment tiré de précieux enseignements de cette expérience assez lamentable il faut bien le dire. Je me suis demandé comment j'avais pu m'illusionner à ce point-là, ne cherchant à aucun moment à en reporter la responsabilité sur les auteurs des ouvrages que j'avais lus, ce qui aurait été injuste et malhonnête de surcroît.

J'ai donc commencé par dresser un constat à partir des faits et de mes expériences aussi désagréables qu'elles furent, ensuite je l'ai admis, après j'ai corrigé mes erreurs d'appréciation, et pour finir j'ai adopté une attitude qui soit davantage en conformité avec la réalité de manière à avoir un mode de vie disons apaisé, moins conflictuel avec mon environnement, plus juste avec mon entourage, de façon à pouvoir continuer de progresser, car en optant pour le déni infailliblement on se condamne à piétiner ou on est voué à régresser le restant de ses jours et à connaître une fin épouvantable, ce qu'on souhaite à personne hormis son pire ennemi.

A aucun moment je me suis résigné ou je me suis satisfait de ma situation, et si j'ai pu remonter la pente, c'est parce que à aucun moment je n'ai cherché à jouer à cache-cache avec la réalité.

Le recours au 49.3 par le gouvernement soulève directement la question de l'abolition de la Constitution antidémocratique de la Ve République, du pouvoir ou de l'Etat.

Le combat dans les syndicats doit être axé sur la grève illimitée jusqu'au retrait de la loi Travail, et l'organisation d'une manifestation nationale à Paris devant l'Assemblée nationale à l'appel des syndicats et des partis participant à ce combat pour en finir également avec la Constitution et les institutions de la Ve République conçues par et pour le capital, au service exclusif de ses besoins.

A l'opposé de Nuit debout, dans chaque quartier, commune ou village les travailleurs et jeunes qui exigent une autre politique ou un changement de société doivent se rassembler avec les syndicats et les partis qui combattent à leur côté, se constituer en assemblée souveraine afin de réunir les conditions politiques qui permettront d'envisager l'instauration d'une République sociale débarrassée du capitalisme et de ses institutions.

Après plus de 30 ans de régression sociale et de guerres impérialistes pour ne pas remonter plus loin, personne ne peut imaginer sérieusement qu'une politique sociale ou progressiste, basée sur le principe du respect du droit des peuples à l'autodétermination, pourrait voir le jour dans le cadre des institutions en place que l'immense majorité des travailleurs rejettent, boycottent lors de chaque élection.

Nous appelons les travailleurs actifs, au chômage ou retraités, les étudiants et les lycéens à rejoindre le ou les partis qui combattent pour en finir avec la Ve République, à rompre avec l'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'OTAN, l'ONU.

Nous appelons les dirigeants de ces partis à rompre sans délai toutes les relations qu'ils ont tissées avec le PS et ses satellites, les institutions de la Ve République, par exemple au sein du Conseil économique et social, à rompre avec les instances dirigeantes des syndicats corrompus ou traîtres qui organisent des journées d'action à répétition pour aider le gouvernement à faire passer sa loi Travail scélérate.

Nous appelons ces dirigeants à prendre leurs responsabilités, et nous leur disons solennellement : Il est intolérable que vous appeliez à en finir avec les institutions de la Ve République, tout en continuant d'y participer directement ou indirectement, vous ne pouvez pas d'un côté dénoncer les journées d'action décrétées par les dirigeants vendus des syndicats, tout en continuant de siéger dans les instances de direction de ces syndicats à leur côté, à un moment donné il faut cesser ce double jeu suicidaire qui décrédibilise vos partis ou inspire la méfiance légitime des militants et des travailleurs qui sinon seraient prêts à vous rejoindre par milliers.

Nous appelons ces dirigeants à diffuser le plus largement possible le socialisme auprès des travailleurs qui ne peuvent en avoir qu'une idée totalement faussée, afin qu'ils s'arment théoriquement et puissent envisager sereinement qu'il est parfaitement possible de s'emparer du pouvoir politique et de fonder une société meilleure ou plus juste qui satisfera leurs besoins sociaux et

respectera leurs aspirations individuelles, dans la perspective de l'abolition du règne de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme à l'échelle de l'humanité.

Avec la loi Travail, la question qui est directement posée est de savoir dans quel type de société nous voulons vivre. En homme libre de décider de son propre destin et de l'orientation de la société, ou en esclave soumis aux lois que les capitalistes entendent nous imposer et qui sont responsables de la déchéance programmée de la société, qui conduisent au chaos et à la guerre sans fin, à la barbarie qui est à leur image.

Il n'existe pas d'autres alternatives ou de troisième voie, de voie moyenne qui serait une sorte de combinaison du capitalisme et du socialisme, sinon depuis près de deux siècle ou plus cela se saurait. Toutes les tentatives dans le monde allant dans ce sens ou consistant à ménager le capitalisme, à le réformer ont échoué. Quant au socialisme, il n'a jamais vraiment eu l'occasion de montrer ce dont il était capable, puisque toutes les tentatives allant dans ce sens ont avorté parce que toutes les conditions n'étaient pas réunies ou les peuples n'y étaient pas préparés.

Le capitalisme a fait son temps, il doit céder la place au socialisme. C'est une nécessité historique, c'est la conclusion à laquelle aboutit l'analyse du développement historique du capitalisme, et non une vulgaire lubie, un fantasme ou une idée farfelue qui aurait germé dans la tête de militants perpétuellement insatisfaits de leur sort ou en quête de pouvoir. Chacun aspire légitimement au bien-être, à se développer sur le plan individuel, à vivre en harmonie et en paix avec les autres peuples. Manifestement le capitalisme n'est pas qualifié pour incarner ou atteindre ces objectifs, bien au contraire puisqu'il s'emploie quotidiennement à infliger injustement mille frustrations, difficultés, souffrances ou cruautés à tous les peuples sans exception.

Change.org ou l'appel en direction de nos bourreaux pour leur permettre de poursuivre leur sale besogne.

- Urgent : François Hollande, renoncez au 49.3 !

Demandez à François Hollande de renoncer à ce déni de démocratie sur http://49-3.fr ! En 2006, François Hollande avait dénoncé l'utilisation du 49-3 par la droite...

Retrouvons-nous sur les places ce soir, avec Nuit Debout, pour débattre ensemble des moyens pour faire respecter la démocratie...

A Paris, un rassemblement est prévu à 18h devant l'Assemblée Nationale.

- Députés socialistes: Soutenez la motion de censure pour que la #loitravail ne voit pas le jour

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite.

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau.

Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent...

Vous étiez soumis à un régime démocratique jusqu'à présent. Qui l'aurait cru après qu'il ait piétiné le résultat du référendume du 29 mai 2005, notamment ? Ceux qui s'en accommodaient et soutenaient le régime.

- Vous aussi, censurez le gouvernement !

Nous lançons aujourd'hui avec 150 personnalités une motion de censure citoyenne. Vous aussi, ajoutez votre nom pour censurer ce gouvernement... (...)

Le Gouvernement n'a pas de majorité pour voter cette loi, ni dans le pays, ni à l'Assemblée. Il a décidé de passer en force, en utilisant une anomalie démocratique, l'article 49.3 de la Constitution. Ce Gouvernement n'a plus la confiance des salarié.e.s. Il n'a plus notre confiance.

Notez les prochains RDV de manifestation : les 12, 17 et 19 mai.

Quand l'article 49.3 de la Constitution qui relève d'un régime totalitaire est caractérisé de simple "anomalie démocratique", il faut en déduire que toute la politique antisociale et impérialiste qui a été adoptée par le gouvernement et les députés sans passer par cet article était légitime, ce que nous condamnons.

On n'est pas les seuls à le penser.

- Colonialisme, néocolonialisme et balkanisation : Les trois âges d'une domination - Saïd Bouamama - investigaction.net 09.05

Extrait.

Capitalisme sénile, balkanisation et islamophobie

Depuis ce qui a été appelé « mondialisation », le capitalisme est confronté à de nouvelles difficultés structurelles. L'approfondissement permanent de la concurrence entre les différentes puissances industrielles rend impossible la moindre stabilisation. Les crises se succèdent les unes aux autres sans interruptions. Le sociologue Immanuel Wallerstein considère que :

« Nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste. Ce qui différencie fondamentalement cette phase de la succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs, c'est que le capitalisme ne parvient plus à "faire système", au sens où l'entend le physicien et chimiste Ilya Prigogine (1917-2003) : quand un système, biologique, chimique ou social, dévie trop et trop souvent de sa situation de stabilité, il ne parvient plus à retrouver l'équilibre, et l'on assiste alors à une bifurcation. La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui la dominaient jusqu'alorsxiv. »

Il ne s'agit pas simplement d'une crise de surproduction. Contrairement à celle-ci, la récession ne prépare aucune reprise. Les crises se succèdent et s'enchaînent sans aucune reprise, les bulles financières s'accumulent et explosent de plus en plus régulièrement. Les fluctuations sont de plus en plus chaotiques et donc imprévisibles. La conséquence en est une quête du profit maximum par n'importe quels moyens. Dans cette concurrence exacerbée en situation d'instabilité permanente, le contrôle des sources de matières premières est un enjeu encore plus important que par le passé. Il ne s'agit plus seulement d'avoir pour soi-même un accès à ces matières premières mais aussi de bloquer l'accès à ces ressources pour les concurrents (et en particulier des économies émergentes : Chine, Inde, Brésil, etc.).

Les Etats-Unis, menacés dans leur hégémonie, répondent par la militarisation et les autres puissances les suivent afin de préserver également l'intérêt de leurs entreprises. « Depuis 2001, fait remarquer l'économiste Philip S. Golub, les États-Unis sont engagés dans une phase de militarisation et d'expansion impériale qui a fondamentalement bouleversé la grammaire de la politique mondialexv ». De l'Asie centrale au Golfe Persique, de l'Afghanistan à la Syrie en passant par l'Irak, de la Somalie au Mali, les guerres suivent la route des sites stratégiques du pétrole, du gaz, des minéraux stratégiques. Il ne s'agit plus de dissuader les concurrents et/ou adversaires mais de mener des « guerres préventives ».

A la mutation de la base matérielle du capitalisme correspond une mutation des formes de la domination politique. L'objectif n'est plus principalement d'installer des gouvernements fantoches » qui ne peuvent plus résister durablement aux colères populaires. Il est de balkaniser par la guerre afin de rendre ces pays ingouvernables. De l'Afghanistan à la Somalie, de l'Irak au Soudan, le résultat des guerres est partout le même : la destruction des bases mêmes des nations, l'effondrement de toutes les infrastructures permettant une gouvernabilité, l'installation du chaos. Il s'agit désormais de balkaniser les nations.

Une telle domination a besoin d'une nouvelle légitimation formulée dans la théorie du choc des civilisations. Cette dernière a vocation de susciter des comportements de panique et de peur dans le but de susciter une demande de protection et une approbation des guerres. Du discours sur le terrorisme nécessitant des guerres préventives à la théorie du grand remplacement, en passant par les campagnes sur l'islamisation des pays occidentaux et sur les réfugiés vecteurs de terrorisme, le résultat attendu est sans-cesse le même : peur, panique, demande sécuritaire, légitimation des guerres, construction du musulman comme nouvel ennemi historique. L'Islamophobie est bien un troisième âge du racisme correspondant aux mutations d'un capitalisme sénile c'est-à-dire ne pouvant plus rien apporter de positif à l'humanité, ne pouvant apporter que la guerre, la misère et la lutte de tous contre tous. Il n'y a pas choc des civilisations mais crise de civilisation impérialiste qui appelle une véritable rupture. Ce n'est pas la fin du monde mais la fin de leur monde qu'ils tentent d'éviter par tous les moyens. investigaction.net 09.05

Michel Collon et son équipe méritent amplement notre soutien.

Loi Travail. Les derniers développements.

- Faible mobilisation contre la loi Travail - Reuters

Les sept syndicats opposés à la loi Travail n'ont pas réussi jeudi à donner un nouvel élan à la mobilisation en dépit de la colère provoquée par le passage en force du gouvernement, qui a recouru la veille à l'article 49-3 de la Constitution.

Lors de cette cinquième journée nationale de manifestations, les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl ont rassemblé de maigres cortèges dans la plupart des villes et la CGT n'a pas donné de chiffre national de participation.

De nouvelles violences ont émaillé les défilés, à Paris, Nantes, Toulouse ou Caen, et l'opposition de droite a reproché au gouvernement de laisser se transformer les rues et places en scènes de guérilla urbaine.

Quelque 55.000 personnes ont manifesté dans toute la France et 82 individus ont été interpellés, a fait savoir le ministère de l'Intérieur. Au total, 18 policiers, gendarmes et militaires ont été blessés, a-t-il précisé dans un communiqué. Reuters 12.05

- Loi Travail : les manifestations dégénèrent - Francetv info

Les opposants à la loi Travail continuent de donner de la voix. Ce jeudi 12 mai, les violences et échauffourées se sont multipliées dans de nombreuses villes. Certains locaux du Parti socialiste ont été saccagés. A Toulouse, affrontements entre policiers et manifestants se sont déroulés au milieu des habitants. Jets de pierres et de bouteilles contre gaz lacrymogènes, le face à face a viré à l'affrontement direct.

"Valls est allé trop loin"

Même chose à Caen, la situation dégénère en quelques secondes. Les forces de l'ordre tentent d'empêcher des jeunes de s'introduire dans des locaux de la Caisse d'allocations familiales. Caen, Nantes, Le Havre, un peu partout en France, les manifestations contre la loi Travail ont dégénéré. Au Havre, c'est la permanence du Parti socialiste qui est prise pour cible. "Valls est allé trop loin, il a franchi un cap, maintenant ça va être la violence. Partout en France, ça gronde, ça monte", lance un manifestant. En France, les policiers ont procédé à des dizaines d'interpellations. Francetv info 13.05

J'observe la situation de loin et j'ai du mal à me faire une idée précise. J'ai l'impression que le mouvement se radicalise, qu'on assiste aux préludes de scènes d'émeutes sur fond de confusion...

- Loi travail : rejet de la motion de censure, le texte est adopté par l'Assemblée - publicsenat.fr

Sans surprise, la motion de censure déposée par la droite contre le gouvernement Valls n'a pas été adoptée. Faute de majorité sur le projet de loi travail, l'exécutif a de nouveau été contraint d'utiliser le 49.3 pour passer en force. Les députés Front de gauche et deux écologistes et des non-inscrits ont cependant joint leurs voix à celle des Républicains et de l'UDI.

Avec 246 voix, la majorité requise, de 288, n'a pas été atteinte pour l'adoption de la motion de censure. Le projet de loi a donc été adopté par l'Assemblée nationale. Dans le détail, aucun PS n'a voté la motion, 196 LR, 27 UDI, 1 élu du groupe RRDP (Thierry Robert), 2 membres d'EELV (Isabelle Attard et Sergio Coronado), 11 GDR (communiste) et 13 non-inscrit (dont Pourria Amirshahi, ex-PS).

Une motion de gauche a failli être aussi déposée. 56 députés, dont plusieurs anciens ministres du gouvernement, l'ont signée. Mais il a manqué 2 signatures. Que cela soit voulu ou pas, le symbole est fort sur l'état de division de la gauche et du PS.

Le projet de loi va maintenant poursuivre son processus législatif. Il va arriver au Sénat, où les auditions en commissions ont déjà commencé. La ministre du Travail, Myriam El Khomri, sera auditionnée mardi prochain. A la Haute assemblée, la majorité de droite et du centre, va modifier le texte sans « tabou », a déjà prévenu sur publicsenat.fr l'un des rapporteurs, le sénateur LR Jean-Baptiste Lemoyne. Paradoxe de l'histoire : les sénateurs pourraient se rapprocher de la version initiale du texte, telle que voulue par le gouvernement. Peut-être le début de « la clarification » qu'appelle de ses vœux Manuel Valls. publicsenat.fr 12.05

Que la bête meurt !

Comme disaient Engels et Lénine, il n'y a rien à récupérer de ce parti d'affairistes archi pourri, réactionnaire.

- Après la motion de gauche avortée, le PS plus que jamais fracturé - AFP

Après la tentative avortée d'une motion de censure de gauche, les divergences au sein du PS semblent plus profondes que jamais, et des voix s'élèvent de nouveau pour la tenue d'une primaire en vue de la présidentielle de 2017. AFP 12.05

- Motion de censure : Cambadélis saisit la Haute Autorité éthique du PS sur les députés signataires - Francetv info

Le premier secrétaire du PS a décidé de saisir cet organe indépendant de la direction du parti au sujet des 24 députés PS signataires de la motion de censure de gauche avortée contre le gouvernement. Francetv info 12.05

- Présidentielle 2017: Des adhérents PS assignent le parti pour l'obliger à organiser une primaire - 20minutes.fr

Ils demandent au TGI de Paris d'ordonner au parti de fixer le calendrier et les modalités de ces primaires... 20minutes.fr

Pour un syndicalisme de classe rompant avec le réformisme, l'antichambre du corporatisme.

Le syndicalisme apolitique, c'est le syndicalisme livré au capitalisme.

- 11% des salariés étaient syndiqués en 2013 - Reuters

Onze pour cent des salariés adhéraient à un syndicat en 2013, une proportion stable depuis le milieu des années 1990 et qui masque d'importantes disparités entre fonction publique et secteur privé, France métropolitaine et Outre-mer, selon une étude publiée jeudi.

Compilée par la Dares (direction des études du ministère du Travail), l'étude montre ainsi que le taux de syndicalisation des fonctionnaires (20%) est deux fois plus élevé que dans le secteur marchand et associatif (9%).

De même, il monte jusqu'à 24% en Outre-Mer, ce qui s'explique en partie par un poids plus important de la fonction publique parmi les salariés de ces départements (37% contre 23% pour la moyenne nationale).

Avec 11% de syndiqués, soit de l'ordre de 2,6 millions de salariés, la France est en queue du classement européen, au niveau de la Lituanie et de l'Estonie et bien loin de la Finlande (74%), la moyenne de l'Union se situant à 23%.

Mais la légitimité des syndicats est fondée dans le droit français sur leur score aux élections professionnelles, où la participation a atteint près de 43% en 2012 dans le secteur marchand et associatif et 53% dans les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) en 2014.

Dans le secteur privé et associatif, les taux de syndicalisation vont de 18% dans les transports, secteur où des PME côtoient de grandes entreprises publiques comme la SNCF et la RATP, à 4,1% dans la construction et l'hôtellerie-restauration.

Celui de l'industrie reste supérieur à la moyenne (12%) en dépit des restructurations à l'origine de la disparition d'anciens bastions syndicaux.

Parmi les salariés de la fonction publique, les plus syndiqués sont les employés de l'Etat (24% contre 17% dans les hôpitaux et 16% dans les collectivités territoriales).

Les gros bataillons de fonctionnaires syndiqués se trouvent dans l'éducation-formation-recherche (24%), secteur qui emploie un salarié sur cinq des trois fonctions publiques. Mais le taux de syndicalisation monte aussi jusqu'à 49% chez les policiers.

L'enquête de la Dares : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2016-025.pdf Reuters

Sur les 11% de syndiqués plus de la moitié sont affiliés à des syndicats jaunes ou des syndicats de cadres, et sur les 5% environ restants, la moitié ou les deux tiers appartiennent à l'aristocratie ouvrière et sont liés par leur statut ou leurs privilèges au régime. Il faut ajouter qu'une partie des adhérents de la CGT, de FO et de Sud font partie de la maîtrise ou de l'encadrement. Bref, les ouvriers et employés syndiqués n'appartenant à ces catégories de salariés doivent avoisiner 1 ou 2% maximum.

Bienvenue en oligarchie

- Les sans préférence partisane, premier parti de France.

Une enquête de l'institut Elabe révèle que les Français qui ne se sentent proches d'aucune des grandes formations politiques sont désormais les plus nombreux. Les Français sans préférence partisane forment aujourd'hui le premier groupe «politique» de la population en âge de voter. Slate.fr

Ils s'en réjouissent puisque cela sert leurs intérêts, car après l'adoption du traité de libre-échange, ce seront les multinationales et les banques qui gouverneront...

- Le syndrome «Fomo» expliqué par le Festival de Cannes.

Cette expression Internet signifie «Fear of Missing out», ou la peur de ne jamais être au bon endroit au bon moment. Slate.fr

Craindraient-ils un jour de se retrouver face un jury populaire qui les condamneraient à mort ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Dilma Rousseff suspendue au Brésil, Michel Temer lui succède - Reuters

Dilma Rousseff a été suspendue de ses fonctions jeudi après le feu vert donné par les sénateurs à l'ouverture d'un procès en destitution visant la présidente brésilienne, accusée d'avoir maquillé les comptes publics pour faciliter sa réélection en 2014.

La chef de l'Etat est remplacée par son vice-président Michel Temer le temps que durera le procès, d'une durée maximale de 180 jours, dont l'organisation a été approuvée par 55 sénateurs sur 81. Une majorité simple de 41 sénateurs suffisait.

Au terme de ce procès en destitution, une majorité des deux tiers, soit 54 voix sur 81, sera nécessaire pour acter la mise à l'écart définitive de Dilma Rousseff. Dans cette hypothèse, Michel Temer, membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), assurerait la présidence jusqu'à la fin de son mandat, le 31 décembre 2018.

Agé de 75 ans, centriste, spécialiste de droit constitutionnel qui a passé des décennies au Congrès, Michel Temer a nommé jeudi Henrique Meirelles, ancien président de la banque centrale, au poste de ministre des Finances.

Des conseillers de Temer ont expliqué que le futur gouvernement va annoncer prochainement une série de mesures d'austérité destinées à réduire le déficit budgétaire du pays.

L'objectif prioritaire de la nouvelle équipe sera de réformer le coûteux système de retraite, notamment en imposant un âge minimal de départ à la rétraite, a précisé un conseiller.

Avant de quitter ses fonctions, Dilma Rousseff a répété que sa destitution constituait un "coup d'Etat" et que la procédure engagée à son encontre en décembre était "frauduleuse".

Les sondages d'opinion montrent qu'une écrasante majorité de Brésiliens souhaitaient que Dilma Rousseff soit destituée, mais Michel Temer ne jouit pas non plus d'une immense popularité.

Selon un récent sondage de l'institut Datafolha, seuls 1% des électeurs brésiliens voteraient pour lui s'il se présentait comme candidat à la présidence en 2018, ce qu'il assure ne pas avoir l'intention de faire.

D'autres enquêtes d'opinion montrent qu'environ 60% des Brésiliens souhaitent qu'il soit destitué lui aussi. Reuters 12.05

C'était encore un coup des 1% ! Rousseff avait raison, il s'agissait bien d'un complot du 1% qu'elle s'est pourtant employé à ménager, elle aurait dû savoir que cela ne leur suffirait pas...

Haut de page

Le 15 mai 2016

CAUSERIE

On peut souscrire au communiqué du POID que nous avons mis en ligne.

Deux précisions.

La formulation, "*le gouvernement Hollande-Valls ne fait qu'exécuter servilement les exigences du FMI, de l'Union européenne et de*

la classe capitaliste", n'est pas suffisamment précise, car elle ne fait pas ressortir que cette politique est au choix, le produit de la crise du capitalisme ou correspond à la stratégie politique de l'oligarchie dans la perspective d'instaurer un nouvel ordre mondial, sachant le capitalisme parvenu en bout de course ou ne pouvant plus garantir son hégémonie de classe.

Si on comprend pour qui le gouvernement exécute cette politique, on peut avoir des doutes sur le pourquoi , car après toute ces "*exigences*" pourraient être d'ordre subjectif ou objectif, dictées par la cupidé des milliardaires ou par les besoins du capitalisme, faille dans laquelle peuvent s'engoufler les charlatans qui prétendent qu'une autre politique (favorable aux travailleurs) serait possible sans remettre en cause le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, les Mélenchon et les prophètes autoproclamés de Nuit debout notamment.

Ensuite, en écrivant que le gouvernement Hollande-Valls "*n'hésite pas à aller jusqu'au bout contre la démocratie*", cela laisse entendre qu'on aurait été dans le passé à un moment ou à un autre en démocratie, or cela n'a jamais été le cas depuis la Commune de Paris.

D'ailleurs, on se demandera par quel miracle cela aurait pu se produire, sachant que tous les gouvernements et toutes les républiques qui se sont succédés depuis, y compris sous le Front populaire et la IVe République, ont été dirigés par des partis soumis aux intérêts de la minorité capitaliste au lieu de représenter les besoins de la masse des expoités qui composaient la majorité de la population comme ils l'ont amplement prouvé.

Si la définition de la démocratie est bien le pouvoir du peuple pour le peuple, le pouvoir exercé par la majorité et pour la majorité et non le pouvoir exercé par la minorité pour la minorité, il y a lieu d'affirmer qu'elle n'a jamais réellement existé, hormis en de très rares exceptions pendant de brèves périodes, dont la Commune de Paris, la révolution russe de 1917.

On estime qu'une définition limitée ou amputée, approximative de la démocratie est de nature à induire en erreur les travailleurs et les militants sur la nature du régime en place, sur le rôle et les véritables intentions des différents acteurs politiques, elle n'aide en rien à comprendre pourquoi et comment nous en sommes arrivés à la situation actuelle, donc elle n'aide en rien les travailleurs et les militants à démasquer les ennemis de la démocratie pour rompre avec eux, et rejoindre le ou les partis qui combattent sincèrement pour son avènement, qui passera obligatoirement par le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les travailleurs.

Cela dit, nous appelons les militants, travailleurs et étudiants à adopter la ligne et les objectifs politiques qui figurent dans ce communiqué qui rejoignent les nôtres, et à participer au meeting organisé par le POID le 28 mai à Paris.

On n'est pas les seuls à en être arrivés à ces conclusions.

A bas l'opportunisme ! "*Demander la répartition de tous ces coûts*" ou une meilleure répartition des richesses, "*c'est demander de poursuivre l'exploitation, la domination et l'impérialisme*".

1- USA: Les dépenses militaires sont le carburant du capitalisme mondial - https://systemicdisorder.wordpress.com - publié par Arrêt sur Info 10.05

Le budget officiel du Pentagone pour 2015 était de $596 milliards, mais les dépenses réelles sont beaucoup plus élevées. (Nous utiliserons ici les chiffres de 2015 parce que c'est la dernière année pour laquelle les données sont disponibles pour faire des comparaisons internationales.) Si nous ajoutons les dépenses militaires enregistrées dans d'autres secteurs du budget du gouvernement fédéral étasunien, nous dépassons $786 milliards selon une étude menée par la Ligue des résistants à la guerre [War Resister's League – WRL]. Les prestations pour les anciens combattants ajoutent encore $157 milliards. WRL affecte aussi 80% des intérêts du déficit budgétaire et cela met le grand total bien au-dessus de $1 trillion [un milliard de milliards].

La Ligue des résistants à la guerre note que d'autres organisations estiment que 50% à 60% de l'intérêt serait plus exact. Alors divisons la différence – si nous affectons 65% du paiement des intérêts aux dépenses militaires passées (la moyenne entre les estimations haute et basse), alors le véritable montant des dépenses militaires des Etats-Unis était de $1.25 trillion. Oui, c'est une somme gigantesque. Si gigantesque que c'était plus que les dépenses militaires de tous les autres pays de la terre réunis.

Les États-Unis maintiennent des bases militaires dans 80 pays, et ont du personnel militaire dans environ 160 pays et territoires étrangers. Une autre manière de considérer cette question est le nombre de bases militaires étrangères : les Etats-Unis en ont environ 800 tandis que le reste du monde, pris ensemble, en a peut-être 30, selon une analyse publiée par The Nation. Presque la moitié de ces bases appartiennent à la Grande-Bretagne et à la France.

Alors pourquoi les dépenses militaires des États-Unis sont-elles si élevées ? C'est parce que l'usage répété de la force est nécessaire pour maintenir le système capitaliste. En tant que maître incontesté dans le système capitaliste mondial, il revient aux États-Unis de faire le nécessaire pour se maintenir eux et leurs sociétés multinationales dans le siège du conducteur. Cela a été un projet couronné de succès.

Les multinationales basées aux États-Unis détiennent la part la plus élevée au monde dans 18 des 25 grands secteurs industriels, selon une analyse parue dans New Left Review, et souvent en exigeant des marges – les multinationales détiennent au moins 40% de part mondiale dans 10 de ces secteurs.

Une liste partielle des interventions américaines depuis 1890, telle qu'elle a été compilée par Zoltán Grossman, professeur à Evergreen State College à Olympia, dans l'État de Washington, recense plus de 130 interventions militaires à l'étranger (sans y inclure l'usage de troupes pour réprimer des grèves aux Etats-Unis). Celles-ci ont été constamment utilisées pour imposer les diktats américains sur de plus petits pays.

Au début du XXe siècle, le président des Etats-Unis William Howard Taft a déclaré que sa politique étrangère consistait à «intégrer l'intervention active pour sécuriser nos marchandises et les occasions de nos capitalistes de faire des investissements rentables» à l'étranger. Taft a renversé le gouvernement du Nicaragua pour le punir d'avoir fait un emprunt auprès d'une banque britannique plutôt qu'à une banque américaine, puis a placé les recettes douanières de ce pays sous contrôle étasunien et confié à deux banques étasuniennes le contrôle de la banque nationale et des chemins de fer du Nicaragua. Peu de choses ont changé depuis, y compris les renversements des gouvernements de l'Iran (1953), du Guatemala (1954), du Brésil (1964) et du Chili (1973), et plus récemment l'invasion de l'Irak et la tentative de renversement du gouvernement du Venezuela.

Des hommes musclés pour les grandes entreprises

Il suffit de rappeler la déclaration du général du corps des Marines Smedley Butler, qui a résumé sa carrière très décorée de la manière suivante en 1935 :

« J'ai passé 33 ans et 4 mois [dans] le corps des Marines. […] Pendant cette période, j'ai passé la plus grande partie de mon temps à être un homme musclé de première classe pour les grandes entreprises, pour Wall Street et pour les banquiers. Bref, j'ai été un racketteur pour le capitalisme. »

Le refus des deux grands partis de reconnaître cela est illustré par les récits étasuniens concernant la guerre du Vietnam. Le débat mené dans les médias commerciaux ne se déroule qu'entre deux points de vue acceptables : un effort louable qui a échoué tragiquement ou un effort bien intentionné mais défaillant qui n'aurait pas dû être entrepris si les États-Unis n'étaient pas prêts à combattre sérieusement. Peu importe que le tonnage de bombes larguées sur le Vietnam ait été plus important que tout ce qui a été déversé par tous les combattants réunis pendant la Seconde Guerre mondiale, que 3 millions de Vietnamiens aient été tués, des villes réduites en décombres et des millions d'hectares de terres agricoles aient été détruites. Dans quelle mesure sensée cela a-t-il pu être qualifié de combattre «sans essayer vraiment», comme la mythologie de droite continue à l'affirmer ?

Aucune grande entreprise moderne ne serait complète sans la sous-traitance, et le Pentagone n'a pas lésiné sur ce plan. Ce n'est pas une référence aux bénéfices massifs, et souvent garantis, dont les marchands d'armements bénéficient grâce à des opérations d'approvisionnement par le biais de sociétés qui leur sont liées, mais plutôt dans l'enseignement des techniques de torture à d'autres armées, de manière à ce qu'une partie du sale boulot de maintenir le capitalisme puisse être exécuté localement.

L'infâme École des Amériques, école de l'armée étasunienne, qui se fait passer dernièrement sous le nom faussement inoffensif d'Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération en matière de sécurité (Western Hemisphere Institute for Security Cooperation), a longtemps été une école de fin d'études pour le personnel chargé de faire respecter la loi des dictatures civiles et militaires dans toute l'Amérique latine. Le major Joe Blair, qui a été le directeur de l'enseignement à l'École des Amériques de 1986 à 1989, avait ceci à dire au sujet du programme :

«La doctrine enseignée était que si vous voulez une information, vous utilisez la violence physique, la séquestration, les menaces aux membres de la famille et le meurtre. Si vous ne pouvez pas obtenir l'information que vous voulez, si vous ne pouvez pas obtenir que ces personne se taisent ou cessent de faire ce qu'elles font, vous les assassinez – et vous les assassinez avec l'un de vos escadrons de la mort.»

Le changement de nom, il y a plus de dix ans, était cosmétique, a déclaré le major Blair lors de son témoignage en 2002 lors d'un procès de manifestants contre l'École des Amériques :

« Il n'y a pas de changement fondamental à part le nom. Ils dispensent les mêmes cours que je ceux que je donnais, ils ont changé l'intitulé des cours et utilise les mêmes manuels. »

Toute l'histoire du capitalisme est construite sur la violence, et la violence a été utilisée à la fois pour imposer et maintenir le système, dès ses premiers jours. L'esclavage, le colonialisme, la dépossession des communs, les lois draconiennes forçant les paysans à aller dans les fabriques et le contrôle de l'Etat pour qu'il réprime toute opposition à la coercition économique ont construit le capitalisme. Les formes de domination change au fil des années, et aujourd'hui elles sont souvent financières plutôt qu'ouvertement militaristes (bien que le poing armé soit tapi derrière) ; peu importe, l'exploitation est le cœur de la richesse. Demander la répartition de tous ces coûts, c'est demander de poursuivre l'exploitation, la domination et l'impérialisme, et

rien d'autre. Arrêt sur Info 10.05

De nombreux intellectuels à travers le monde en arrive à la conclusion qu'il faut en finir une bonne fois pour toute avec le capitalisme et qu'il n'existe pas d'autres alternatives. Ils sont isolés et ne se connaissent pas forcément. Leurs intentions sont-elles réelles ou feintes comme chez les staliniens, sommes-nous en présence d'imposteurs ? Je n'en sais rien, et ce n'est pas sur la base d'un article qu'on peut en juger.

En admettant que leurs intentions soient sincères et honnêtes pour notre démonstration, leur conclusion est incomplète puisqu'elle ne débouche sur aucune action pratique pour qu'elle puisse se réaliser un jour, contrairement à Marx et Engels qui assignaient à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir politique pour se débarrasser du capitalisme.

Le développement des forces productives et la lutte des classes sont les principaux facteurs à l'origine de l'évolution de la civilisation humaine.

Il faut donc en déduire que cette lacune porte essentiellement sur leur analyse du développement de la civilisation humaine, plus précisément sur les facteurs déterminants qui en ont été à l'origine et les rapports intimes qu'ils entretenaient qui leur échappent. Comme ces facteurs agissent les uns sur les autres ou sont inséparables dans la réalité, il est impossible de comprendre leur évolution ou leur transformation, et par conséquent dans quelle direction ils peuvent s'orienter, dès lors qu'on ne les traite pas sur un plan dialectique et historique.

Ils sont inséparables depuis la nuit des temps, du fait que les hommes ne naissent pas égaux entre eux.

Certains sont grands, musclés, disposent de facultés physiques supérieures aux autres, d'autres se sont développés dans un environnement particulièrement favorables à l'épanouissement de leur sens de l'observation des manifestations de la nature, à l'acquisition des éléments à la base de la logique dont la maîtrise leur assure une supériorité sur les autres hommes.

Paradoxalement, c'est cette inégalité qui sera à l'origine du développement des forces productives, de l'émergence des différentes classes sociales et de la lutte incessante à laquelle elles se livreront par la suite jusqu'à nos jours.

On comprendra au passage pourquoi actuellement les représentants de la classe dominante déploient autant d'efforts pour nier ou tenter de gommer ces inégalités (y compris entre les sexes), car elles portent en germe les embryons de la société à venir qui sera la négation de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui n'aura pas pour fonction ou objectif de niveler ces inégalités, mais de les exploiter de manière à ce que chaque homme quelles que soient ses dispositions naturelles puisse s'épanouir librement, ce qui ne peut être possible que dans une société qui ne repose pas sur un système de domination ou d'oppression, d'exploitation de l'homme par l'homme.

Les inégalités monstrueuses auxquelles est parvenu le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant, une cinquantaine de milliardaires possèdent autant de richesses que la moitié de la population mondiale (3,6 milliards), témoigne de l'inanité sans appel de la théorie préconisant une meilleure répartition des richesses.

Vouloir en finir avec ces inégalités sans en finir avec le régime capitaliste, donc en s'en remettant aux capitalistes ou à ses institutions pour les réduire, puisque qu'il ne faut pas ouvrier que ce sont eux qui détiennent le pouvoir, devait aboutir fatalement à ce qu'elles s'accroissent dans des proportions démesurées, car elles étaient à l'origine de la crise qui mine et condamne ce régime et que, quant à choisir entre réduire ces inégalités ou distribuer une plus grande part du gâteau aux exploités et se couper du même coup des moyens pour assurer la pérennité de leur système économique, qui nécessite ou doit se traduire obligatoirement par une concentration du capital à un niveau toujours plus élevé, d'où la course effrénée à l'enrichissement sans fin des milliardaires, ou s'en octroyer une plus grande part, comme on vient de le voir l'évolution à venir du capitalisme et l'orientation que devaient adoptés les capitalistes étaient toute tracées.

Partant de ce constat, faire de la lutte contre les inégalités une fin en soi devait fatalement conduire à une impasse politique qui se traduirait par leur aggravation, une fois le mouvement ouvrier réduit à l'impuissance en l'absence de toute issue politique conforme au socialisme.

Pour justifier les réformes sociales inscrites à leurs programmes, les opportunistes nous expliquent que si le capitalisme avait bien supporté des réformes sociales après la Seconde Guerre mondiale, il n'existait aucune raison valable pour qu'il ne le supporte pas de nos jours, niant au passage la crise du capitalisme qui a atteint un niveau inégalé dans le passé et qui s'y oppose, occultant le fait que les réformes sociales concédées ou octroyées à la classe ouvrière l'avaient été en amplifiant l'exploitation et en recourant à l'endettement de nouvelles couches de travailleurs, ainsi qu'à de nouvelles guerres impérialistes, ce qui revient en somme en maintenant ce cap à soutenir les efforts entrepris par les capitalistes pour accroître encore l'exploitation et leurs guerres néocoloniales.

Voilà comment de bonnes intentions peuvent se transformer en leurs contraires ou conduire à soutenir le régime.

Que l'on s'accommode ouvertement du capitalisme ou que l'on exige des réformes sociales des représentants du régime revient au même ou à le cautionner.

Les uns ignorent le mouvement ouvrier, les intellectuels, les autres le manipulent parce qu'ils estiment que la classe ouvrière ne sera jamais en mesure d'affronter les capitalistes et de les vaincre, et ils font donc tout pour qu'il en soit ainsi avec un certain succès il faut bien l'admettre.

La critique du capitalisme aussi virulente ou radicale soit-elle demeurera vaine ou elle n'a aucune valeur, si elle ne s'inscrit pas dans la perspective du renversement du régime par une révolution réalisée par les masses exploitées.

Les intellectuels ne sont pas encore mûres pour le socialisme, tandis que les dirigeants du mouvement ouvrier y ont renoncé ou n'y croit plus. Qu'ils ne s'en prennent pas aux travailleurs ou aux militants qui ne sont pas responsables de la situation actuelle.

2- L'impérialisme des droits de l'homme. La construction idéologique des droits de l'homme [1/2] - Guillaume Borel - Arrêt sur Info 14.05

C'est donc avant tout en tant que membres de la bourgeoisie urbaine que les représentants du tiers-état vont mener la révolution, ce qui, comme nous allons le voir, va avoir une influence déterminante sur leur conception du nouvel ordre social « démocratique ».

L'assemblée nationale est tout d'abord modérée et envisage un régime parlementaire sur le modèle anglais. Le bicaméralisme, avec un sénat représentant les intérêts de l'aristocratie, est rejeté, mais le roi conserve néanmoins le pouvoir exécutif et un droit de veto. Si l'assemblée vote l'abolition des privilèges seigneuriaux, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, sanctuarise ainsi le régime de la propriété privée et les inégalités de richesse.

Une idéologie de la bourgeoisie

S'inspirant de la doctrine de l'égalité naturelle de Jean-Jacques Rousseau, et rompant ainsi avec les conceptions de l'antiquité grecque et romaine, l'assemblée proclame l'égalité des citoyens devant la loi et leur égale possibilité d'accéder aux charges publiques en fonction de « leurs vertus et de leurs talents. »

Cependant, moins jusqu'au-boutiste que le philosophe dans sa conception des inégalités, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen se fait également l'écho des préoccupations de la bourgeoisie, et, à côté de l'égalité formelle devant la loi, elle sanctuarise les inégalités de richesse.

L'article 1 tempère ainsi immédiatement l'égalité des droits en affirmant que les distinctions sociales sont « fondées sur l'utilité commune. »

A côté de l'égalité formelle des citoyens, se forme ainsi une justification des inégalités de richesse et de statut social qui reproduisent la vision bourgeoise du mérite héritée de la réforme protestante et de la philosophie utilitariste qui lui succédera.

L'article 2 consacre ainsi la propriété comme « droit imprescriptible », et l'article 17 enfonce le clou en la déclarant « un droit inviolable et sacré ».

L'éthique protestante dont s'est massivement emparée la bourgeoisie, et qui fait correspondre les obligations professionnelles, le travail, au moyen privilégié de servir Dieu et de concourir à sa gloire en rationalisant le monde et en le faisant fructifier, a ainsi largement présidé à la philosophie utilitariste de légitimation des inégalités en tant qu'elles sont l'expression du mérite et du travail personnel mais aussi en tant qu'elles contribuent à l'amélioration du bien-être collectif, la poursuite de l'intérêt personnel servant ainsi l'intérêt général[4].

Cette sacralisation de la propriété privée traduit ainsi les intérêts corporatistes de la bourgeoisie ainsi que la pénétration des idées libérales parmi ses représentants. (...)

L'agoraphobie politique des élites

Les députés du tiers-état vont bien entendu se réclamer du peuple et des « classes laborieuses » dans leur entreprise de libération, cependant, rares sont ceux qui vont se prononcer en faveur d'un régime démocratique sur le modèle athénien, doté par exemple d'une assemblée des citoyens et où ceux-ci exercent directement, sans intermédiation, leur souveraineté politique. C'est un système représentatif, doté d'une assemblée dans laquelle les intellectuels bourgeois exerceront le pouvoir politique en tant qu'interprètes et représentants de la volonté du peuple, qui s'impose à leurs yeux comme une évidence.

Le choix d'un régime politique représentatif correspond autant à la volonté des élites intellectuelles bourgeoises de conserver leur monopole d'accès aux charges publiques arrachées à l'aristocratie, qu'à leur agoraphobie politique et leur mépris du peuple, hérité aussi bien de la théorie politique antique que de leurs préjugés de classe.

Ainsi, selon Francis Dupuis-Déri, lorsque le mot démocratie est utilisé par les parlementaires du tiers-état, c'est avant tout pour évoquer le chaos, le règne tyrannique et violent des pauvres [7].

De par leur origine sociale, leur appartenance à l'élite intellectuelle et politique, leur qualité de propriétaires, c'est bien plus le régime aristocratique de la République romaine qui servit de référence aux parlementaires révolutionnaires, à la différence près que pour eux la propriété foncière devait s'effacer devant le mérite et la contribution personnelle au progrès matériel de la nation et de l'humanité. Le jacobin Antoine Barnave, avocat au parlement de Grenoble, défendra ainsi un système censitaire reposant sur la propriété et qualifiera la démocratie (directe) de « tout ce qu'il y a dans la nature de plus odieux, de plus subversif, de plus nuisible au peuple lui-même.[8] »

Le député « centriste » Jean-Joseph Mounier, favorable à un régime parlementaire sur le modèle anglais avec la constitution de deux chambres et un maintien de la royauté, exprime également ses préjugés de classe devant l'Assemblée :

« Jamais aucun peuple ne s'est réservé l'exercice de tous les pouvoirs. Tous les peuples, pour être libre et heureux, ont été obligés d'accorder leur confiance à des délégués, de constituer une force publique pour faire respecter les lois, et de la placer dans les mains d'un ou plusieurs dépositaires. [9]»

Si le discours justifiant les inégalités politiques par les inégalités naturelles, est ainsi abandonné par les élites, c'est pour lui en substituer un autre fondant la représentation politique sur les aptitudes individuelles des « meilleurs » ou des mieux « éduqués », seuls à même de représenter et défendre l'intérêt général. Pour la grande majorité des parlementaires, exceptés les plus radicaux comme les « enragés », le peuple et les classes laborieuses restent assimilés à la multitude gouvernée par ses passions et trop accaparée par sa survie et son labeur quotidien pour pouvoir prétendre jouer un rôle positif dans l'exercice du pouvoir politique, reprenant en cela la description d'Aristote ou Cicéron.

Le libéralisme, qui concède ainsi l'égalité par nature de tous les hommes, et l'institue politiquement par la citoyenneté, c'est à dire la reconstitution de la polis, promeut également une vision proportionnelle de cette dernière, dans la continuité d'Aristote, qui procède du mérite individuel fondé cette fois-ci, dans la tradition protestante, sur la constatation de l'inégalité des conditions sociales et des richesses, c'est à dire sur la réussite ou l'échec individuel.

Le premier impérialisme

(...) Jules Ferry, dans son discours du 28 juillet, à l'appui de la politique extérieure de son cabinet, plaçait la problématique des débouchés de l'industrie nationale comme la motivation centrale de l'expansion coloniale, ainsi :

« Sur le terrain économique, je me suis permis de placer devant vous, en les appuyant de quelques chiffres, les considérations qui justifient la politique d'expansion coloniale au point de vue de ce besoin de plus en plus impérieusement senti par les populations industrielles de l'Europe et particulièrement de notre riche et laborieux pays de France, le besoin de débouchés. [12]»

Cependant, l'impérialisme ne peut se réduire à un fait économique. Dans son entreprise de conquête mondial et de création de nouveaux marchés, il se donne pour tâche de remodeler la société, les structures politiques, et les mentalités mêmes des peuples soumis afin de les rendre « compatibles » avec un modèle de production qui procède étroitement de l'idéologie bourgeoise. Il promeut ainsi les droits de l'homme, la liberté individuelle réalisée dans la contractualisation et l'individualisation des rapports économiques, la sacralité de la propriété privée, et l'égalité devant la loi, à la base du salariat. Selon Marx, la classe dominante :

« contraint toutes les nations, si elles ne veulent courir à leur perte, à adopter le mode de production de la bourgeoisie ; elle les contraint à introduire chez elles ce qu'on appelle civilisation, c'est à dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à sa propre image. [13]»

Le colonialisme va ainsi se doter d'une idéologie de justification positive, empruntant largement au darwinisme social et établissant une hiérarchie des races et des civilisations.

C'est ainsi au nom de principes humanitaires que Jules Ferry justifie l'expansionnisme français, notamment auprès de la gauche. Il fait du colonialisme un devoir des « races supérieures » de « civiliser les races inférieures » et de les faire entrer dans le système du droit et l'économie de marché, c'est à dire le modèle de société bourgeois, considéré par ses promoteurs comme le stade le plus avancé de la civilisation. L'universalisme des « droits de l'homme » est avant tout un impérialisme et la liberté qu'il promeut n'est, selon Friedrich Hayek : « qu'un autre nom donné au pouvoir ou à la richesse. [14]»

Il s'agit ainsi de reproduire la révolution bourgeoise partout où elle n'est pas advenue, de détruire les anciennes structures féodales, les idéologies religieuses, les traditions et les coutumes tribales, afin de leur substituer son idéologie fondée sur la contractualisation des rapports économiques et les « eaux glacées du calcul égoïste ».

3- Le mouvement « Nuit Debout » empêche la création d'un nouveau monde - Gearóid Ó Colmáin - Arrête sur Info 14.05

Un facteur central de la stratégie impérialiste contemporaine implique la création de mouvements « anti-capitalistes » portés par la jeunesse qui servent la mondialisation plutôt que la défier. De tels contre-mouvements reçoivent fréquemment les accolades enthousiastes d'intellectuels gauchistes « radicaux » qui, à travers un amalgame d'orgueil et d'ignorance, accordent l'adoubement à une forme de dissidence en fait conçue pour exacerber les injustices du statu quo.

Un article collectif publié dans le journal Le Monde et intitulé « Nuit Debout contribue à la création d'un autre monde », affirme que le mouvement social actuel français, qui prétend s'être formé par opposition à des réformes du droit du travail nuisibles aux intérêts de la classe laborieuse, est l'amorce d'une chose d'une grande ampleur. L'article, curieusement affublé d'un autre titre dans sa version en ligne, est co-signé par plusieurs intellectuels dont les Trotskyistes Tariq Ali et Tony Negri. Donc, quelle est la nature de cette transformation sociale prétendument mise en œuvre par ce nouveau mouvement social?

L'article du collectif plaide que le Front National d'extrême-droite joue la carte anti-système tout en refusant de défier la « loi du marché ». Penchons-nous un peu sur ces allégations. Bien qu'il soit assurément vrai que le Front National est un parti de menteurs et de tricheurs qui misent sur le désespoir de la classe laborieuse dans leur quête de pouvoir, – cela a toujours fait partie de leur histoire et de leur mode opératoire – il est inexact de suggérer que le Front National prenne toujours publiquement la défense de politiques propices à l'expansion du capitalisme.

Il reviendra à l'esprit des auteurs qu'alors que les terroristes d'al-Qaeda soutenus par les monarchies du Golfe Persique ainsi que par Israël et par l'OTAN décapitaient et lynchaient les Noirs libyens dans les rues de Benghazi en 2011, la tête de file de la « gauche » anti-mondialiste, Jean-Luc Mélenchon, est apparu à la télévision française défendre la campagne de bombardements français en appui aux escadrons de la mort, tandis que Marine Le Pen, la dirigeante du Front National, avait dénoncé cette intervention.

Marine Le Pen a décrit l'emprise française sur la finance africaine sous la forme du FCFA (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) comme une « tragédie » pour les Africains, et elle s'est engagée à abolir ce système financier néocolonial; tandis que Jean-Luc Mélenchon a constamment préféré éviter le sujet. Il est facile de voir pourquoi une proportion de gens des classes laborieuses préfère ladite extrême-droite, à ladite extrême-gauche. Soyons clairs: aucun des deux candidats précités ne sert les intérêts des classes laborieuses. Mais il est possible de pardonner leur confusion dans leur choix pour décider lequel des deux représente l'extrême-droite.

Mais qu'en est-il des intellectuels « anti-capitalistes » de « Nuit Debout »? Les auteurs ont-ils pris la défense du Président Laurent Gbagbo de la République de Côte d'Ivoire en 2010, quand l'impérialisme français et sa « loi du marché » ont attaqué son peuple avec des escadrons de la mort après qu'il ait entrepris de mettre un terme à l'esclavage financier de l'Afrique sous le joug du système monétaire du FCFA? Que nenni. Nous pouvons distinguer les contours d'une idéologie gauchiste curieusement similaire au système qu'elle prétend combattre.

L'impérialisme a été défini par Lénine comme le capitalisme monopolistique, ou le dernier stade du capitalisme. Le capitalisme monopolistique décadent procède par l'accélération de l'accumulation primaire; c'est à dire, en volant et en pillant, et en envahissant et en bombardant de nouveaux territoires, de nouvelles nations et de nouveaux continents. La guerre est essentielle à la prolongation du mode de production capitaliste. C'est une loi élémentaire de l'économie politique capitaliste, de la « loi du marché » qui ne semble pas avoir été saisie par ces intellectuels enthousiasmés par « Nuit Debout ». Ces guerres se sont perpétuées pendant longtemps, mais elles se sont accélérées depuis la crise financière de 2008.

Soutenir la révolution bolivarienne et tous ses adversaires

Les auteurs proclament que le « néo-libéralisme » a été assailli de plusieurs façons depuis la chute du Mur de Berlin. Ils font les louanges du virage à gauche de l'Amérique Latine, illustré par la Révolution Bolivarienne. Ils mentionnent également le Printemps Arabe de 2011. Mais les auteurs ne parviennent pas à démontrer comment une révolution populaire, de gauche et venant de la base au Venezuela, qui a défié le Consensus de Washington et apporté un haut degré de progrès social et de démocratie, peut ressembler à des putschs ochlocratiques fabriqués par les USA en Tunisie et en Égypte suivis par des guerres impérialistes d'agression et de génocide en Libye et en Syrie – criminellement déguisées en interventions humanitaires et en révolutions.

Ces intellectuels échouent tout autant à expliquer comment ils parviennent à soutenir le Printemps Arabe tout en chantant les louanges de l'ancien Président du Venezuela, Hugo Chávez, qui entretenait des liens étroits avec Mouammar Qaddafi et Bachar al-Assad, et qui avait dénoncé le Printemps Arabe pour ce qu'il était en réalité: une série de coups d'État néocoloniaux d'extrême-droite contrôlés par des agences étasuniennes contre le développement du Tiers-Monde.

Ces coups d'État appuyés par les USA ont été, comme l'a confirmé l'ancienne Secrétaire d'État US Condoleeza Rice dans ses mémoires, le fruit de la tentative par l'ancien Président US George W. Bush de « démocratiser » et remodeler le Moyen-Orient. Quiconque a soutenu le Printemps Arabe soutient donc l'impérialisme US.

L'accession au pouvoir des Frères Musulmans d'ultra-droite en Tunisie et en Égypte n'était pas due à l'échec de ce que les auteurs attestent avoir été des révolutions « anti-néolibérales », mais plutôt à leur réussite. La Banque Mondiale, ainsi que des analystes politiques d'élite, se sont souvent lamentés de la nature fermée de l'économie tunisienne, tout comme de la manière dont Ben Ali favorisait la bourgeoisie nationale aux dépens des comprador au service d'investisseurs étrangers. La rémanence persistante d'un militantisme syndical dans le style français en Tunisie est une autre raison qui a mené les analystes politiques d'élite du Financial Times à dire de la révolution tunisienne qu'elle était « inachevée ».

Bien que ce soit peu reconnu, le « Fonds de Solidarité National » de Ben Ali en avait presque autant fait que les politiques de Hugo Chávez pour réduire la pauvreté; le modèle tunisien était sur le point d'être adopté par les Nations Unies dans son programme mondial contre la pauvreté – une politique qui aurait sans doute fait que des milliers d'ONG douteuses auraient dû mettre la clé sous la porte. Le Fonds de Solidarité National fut immédiatement aboli par les « révolutionnaires » du Printemps Arabe.

Dans la révolution égyptienne, les travailleurs y ont aussi perdu. L'une des premières mesures appliquées par les adeptes du Printemps Arabe au Caire aurait recueilli l'approbation de la Ministre du Travail française, Mme. El Khomri: ils ont réformé les lois du travail de sorte que les employés ne touchent plus leur salaire s'ils se mettent en grève, et que les patrons n'aient plus à les payer quand la production s'arrête par manque de commandes. Rien de mieux qu'une révolution fomentée par la CIA pour défier la « loi du marché »!

Pour ce qui est des autres pays du virage à gauche latino-américain, le Brésil a fait l'expérience d'un début de « Printemps Arabe » en 2013 pendant la « Révolution de Vinaigre » – une autre tentative de coup d'État par flash-mobs interposés, menée par des ONG et dirigée par les USA avec pour objectif de renverser un pays qui se rapprochait de la Russie et de la Chine. Quand à eux, tous ces auteurs anti-mondialistes avaient aussi soutenu cette révolution – tant qu'elle était confortablement revêtue d'un déguisement d'ultra-gauche.

Loin d'avoir été un soulèvement contre le néolibéralisme, le Printemps Arabe était une affaire d'expansion et d'approfondissement de l'emprise du capitalisme financier sur les pays en développement, à travers l'éruption d'un chaos « révolutionnaire ». Cette stratégie géopolitique a connu un succès stupéfiant et n'aurait pas pu réussir sans l'adhésion exubérante de l'infanterie prétentieuse et complètement délirante d'universitaires gauchistes, dont l'ignorance de la politique étrangère US et de la géopolitique dégoulinent sans cesse de leurs contributions écrites et orales aux non-débats politiques des médias grand public. Le philosophe marxiste français Michel Clouscard avait souligné, au cours des événements de 1968, que le capitalisme avait viré à gauche au niveau de la culture politique mais à droite au niveau socio-économique. Clouscard était le seul philosophe à comprendre entièrement et à théoriser les conséquences de ce paradoxe.

Les auteurs font la louange du mouvement anti-mondialiste parce qu'il défie le néolibéralisme, et en même temps ils reconnaissent que c'est un échec total. Ils ne comprennent pas que ces mouvements anti-mondialistes sont conçus pour échouer; c'est pourquoi des capitaines de la finance les subventionnent copieusement!

Les auteurs concèdent que le mouvement « Nuit Debout » est principalement blanc et issu des classes moyennes, et qu'il a échoué à attirer des gens provenant de pays post-coloniaux et/ou qui viennent du militantisme de la classe laborieuse. Citant le philosophe italien Antonio Gramsci, ils avancent que ces problèmes sont en cours de discussion parmi les « intellectuels organiques » de la Place de la République, et que par conséquent ils n'ont besoin d'aucune aide de la part des intellectuels traditionnels de l'intelligentsia – encore une aberration monumentale.

Ayant interviewé des douzaines de personnes du mouvement « Nuit Debout » et écouté de nombreux débats, je peux sans conteste affirmer qu'il y en a peu là-bas qui comprennent le capitalisme contemporain. Les activistes du mouvement « Nuit Debout » ne correspondent certainement pas à la conception de l'intellectuel organique de Gramsci.

Au contraire, des personnes comme Kémi Seba, un intellectuel français d'origine béninoise ou le rappeur Mathias Cardet, dont le nouveau livre expose l'idéologie réactionnaire et capitaliste du rap contemporain; ou les monologues en vidéo de l'Algérien Aldo Sterone commentant les problèmes de la jeunesse maghrébine en Europe – ces voix des exclus, du prolétariat post-colonial sont, mutatis mutandis, beaucoup plus proches de la notion de l'intellectuel organique de Gramsci que les activistes de « Nuit Debout ».

Hélas, si de tels auteurs essayaient de parler au mouvement « Nuit Debout », ils seraient probablement escortés hors de la place sous la contrainte, labellisés de « fascistes ». Le problème, par conséquent, ne se situe pas entre intellectuels organiques et traditionnels, mais plutôt dans l'occupation de l'espace académique et populaire par des pseudo-intellectuels pour celui-ci, en face d'une jeunesse désorientée et manipulée pour celui-là – et ce, au détriment dans les deux cas de ceux qui s'emploient à ériger la théorie sociale et l'action politique positive sur les fondations concrètes d'une analyse basée sur les rapports de classes. Si la

classe laborieuse et les minorités ethniques de France ne s'intéressent pas à « Nuit Debout », c'est parce qu'ils comprennent l'internationalisme néocolonial, raciste et bidon de l'idéologie gauchiste petit-bourgeois; ils ne sont pas dupes!

Les auteurs redoutent que le mouvement soit submergé par des forces « réactionnaires ». Font-ils référence à ceux qui manifestent contre les guerres fascistes de l'OTAN et les mensonges médiatiques utilisés pour les justifier? Beaucoup de « Nuit-Deboutistes » croient que les authentiques activistes anti-guerre sont, vous l'avez deviné, des fascistes! Et l'un des gourous du mouvement, Frédéric Lordon, a pris la défense de la police de la pensée des fascistes antifascistes se nommant eux-mêmes: les « Antifas »!

Le problème n'est pas comment des mouvements sui generis sont repris par des forces réactionnaires, mais plutôt comment des forces réactionnaires du complexe militaire, industriel, médiatique et du renseignement de l'impérialisme préemptent la résistance organique de la base à travers la création de contre-mouvements et de sous-cultures qui trompent, leurrent, démoralisent, découragent, divisent et défont tous les efforts entrepris pour briser le pouvoir du capital sur le travail, de la minorité sur la majorité. Quand l'intelligentsia organique occupera un espace public, produira une analyse concrète des classes et aura expulsé les réactionnaires gauchistes et bourgeois de nos universités, notre jeunesse pourra dormir la nuit et faire la révolution pendant la journée!

Vous avez été Charlie, êtes-vous Soros ?

Ces ONG, financées par un milliardaire américain, qui encouragent les migrants à s'installer dans l'UE - Atlantico

Ces ONG financées par un milliardaire américain qui chuchotent à l'oreille de l'Union européenne pour encourager les migrants à s'y installer

Alors qu'une grande crise migratoire traverse l'Europe depuis de longs mois, certaines ONG jouissent d'une influence non négligeable auprès des instances décisionnelles de l'Union européenne. Derrière plusieurs d'entre elles se cache l'ombre de George Soros, le spéculateur et philanthrope américain.

Atlantico : D'après vous, les ONG qui préconisent l'installation des migrants en Europe reçoivent leurs directives et leur financement du spéculateur américain George Soros et de l'Union européenne. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Bernard Carayon : Ce qu'il faut rappeler avant tout, c'est que l'Europe connaît un bouleversement humain, politique et social sans équivalent depuis 1945, avec l'arrivée de ce que l'on appelle les « migrants » dans notre novlangue collective : des étrangers en situation irrégulière et des réfugiés qu'on ne peut distinguer les uns des autres.

Une centaine d'ONG soutiennent l'installation de ces migrants en Europe. Un tiers d'entre elles sont subventionnées par l'Union européenne et par l'Open Society de George Soros. Le milliardaire spéculateur américain s'est fait connaître dans le passé pour avoir fait sauter la Banque d'Angleterre en 1992 et récupéré, au passage, plus d'un milliard de dollars, fait exploser les monnaies thaïlandaise et malaisienne en 1997, et spéculé contre le franc en 1993 ! Sa fortune est immense : près de 25 milliards de dollars ! Les revenus de ses capitaux ont été ou sont utilisés pour financer les « révolutions colorées » et des ONG, notamment pro-migrants : un milliard de dollars par an.

L'Open Society de George Soros et le think tank américain « Migration Policy Institute », domicilié à Washingthon D.C, ont par ailleurs publié en commun un rapport nommé « Accueillir l'engagement. Comment le sponsoring privé peut renforcer l'installation des réfugiés dans l'Union européenne ?« . Ce rapport se félicite que la Commission européenne ait encouragé l'appel aux sponsors privés et aux ONG pour réinstaller, hors-quotas, des migrants au sein des Etats-membres.

Autre élément : l'ONG PICUM, la « Plateforme pour la coopération internationale des sans-papiers », domiciliée à Bruxelles, exerce une influence considérable auprès des institutions européennes. Elle a produit récemment un guide à la suite de la directive de l'Union européenne « relative aux victimes », destiné à faire progresser l'accès à la protection, aux services, et à la justice des « migrants sans papiers ». Cette fois-encore, l'ONG est financée par l'Union européenne et par l'Open Society.

Troisième élément : l'ONG OXFAM, collaboratrice régulière de l'Open Society, finance avec cette dernière le mouvement « Y'en a marre » au Sénégal, qui est une tentative de « révolution colorée » dont Soros est coutumier ; Oxfam s'est investie aussi dans la lutte contre le charbon, à l'occasion de la COP 21, et est notamment financée par l'Union européenne, qui lui a versé 75,3 millions d'euros pour l'année 2013-2014.

Parmi tous les mauvais coups portés à la France – à l'industrie et aux banques françaises dans le passé –, OXFAM a exigé, dans son rapport « Solidarité avec le peuple syrien » d'octobre 2015, d'intensifier les programmes de réinstallation, critiquant la France parce qu'elle ne contribuait pas suffisamment à ces programmes, et a préconisé l'accélération des démarches pour les regroupements familiaux, l'accélération des modalités de parrainage communautaire ou des possibilités de bourse universitaire et de rémunération fondée sur le travail.

Un autre acteur du soutien aux immigrés est le réseau UNITED for Intercultural Action. Il est composé d'activistes d'extrême-gauche et notamment financé par le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et l'Open Society.

On ajoutera également que, parmi les principaux think tanks influents sur la question, lethink tank américain European Stability Initiative est en réalité l'inspirateur du plan Merkel d'octobre 2015. Ce plan préconise que l'Allemagne accueille davantage de migrants et les exempte de visas pour circuler librement.

Derrière cet obscur think tank, on retrouve encore une fois l'Open Society de Soros, le Rockefeller Brothers Fund et bien d'autres financeurs américains.

Tout nous ramène ainsi au même homme : George Soros, celui qui finance à la fois l'opération des Panama Papers (au travers de l'ICIJ et de l'OCCRP) et ces ONG. Ces ONG pèsent à leur tour sur les institutions européennes et les programmes gouvernementaux, comme en Allemagne, pour accueillir des étrangers en situation irrégulière.

Au fond, vous critiquez aussi le fait que l'Union européenne, elle-même influencée par les ONG, finance justement les mêmes ONG qui soutiennent les migrants. C'est un échange à circuit fermé en quelque sorte ?

Il y a une complicité intellectuelle et politique entre l'Union européenne et les ONG que je viens de citer. Toutes sont portées par une idéologie sans-frontiériste, l'Europe représentant un terrain de choix car ses institutions sont très perméables à leurs idées politiques.

Cette question du financement n'a pas encore été posée devant l'opinion publique : qui finance ces ONG ? Comment peut-on accepter qu'une institution européenne soutienne des opérations qui violent les lois et les règlements des Etats membres de l'Union ? Financer des activités illégales, avec l'argent du contribuable européen, est illégitime et illégal !

Je souhaite que, pour le temps de la crise du Proche-Orient, les politiques migratoires ressortent de la compétence des Etats-nations, puisque l'Union européenne a démontré son impuissance et s'absorbe dans des solutions scandaleuses.

Je suggère que les députés français des Républicains au Parlement européen demandent des comptes à la Commission. Qu'ils réclament des chiffres ! Combien les contribuables européens payent-ils pour soutenir des ONG qui préconisent l'installation chez nous, en Europe, d'étrangers en situation irrégulière ?

L'administration bruxelloise apparaît totalement décalée par rapport aux aspirations des peuples. Partout en Europe, elle suscite un rejet qui rejaillit sur la construction communautaire. Un sondage, paru début mars, montrait que 59% des Français étaient hostiles à l'accueil des migrants. Et pourtant, en dépit de la poussée des mouvements de contestation dans l'opinion, l'Union continue dans cette direction.

Le ministre de l'Immigration australien a accusé les ONG d'encourager les migrants à des actes désespérés pour imposer un changement de politique migratoire, suite au suicide d'un migrant. Pensez-vous que les ONG et les think tanks aient un dessein politique supérieur au rôle humanitaire proclamé ?

Nul ne peut dire que les ONG agissent plus pour des raisons humanitaires que politiques.

J'observe simplement que la plupart d'entre elles sont financées par George Soros et que ses préoccupations sont vraiment politiques. On l'a vu à l'œuvre en Crimée, en Ukraine, en Géorgie, cherchant sans cesse l'affrontement avec les Russes et entraînant l'Europe dans ses obsessions, au mépris de nos intérêts et de notre amitié historique avec la Russie.

Son projet politique est partagé par une kyrielle de mouvements d'extrême-gauche, rejetant les frontières. Son projet, c'est No borders !

Soros, qui est derrière l'affaire des Panama Papers, ne donne pas pour autant un exemple éthique dans la gestion de sa fortune personnelle. Celle-ci a longtemps été gérée à travers le Quantum Fund, créé en 1973 et domicilié aux îles Caïman et aux Antilles néerlandaises. Ce fond n'a plus, depuis 2011, qu'une seule activité : gérer le Soros Fund Management, créé en 1969, et astucieusement installé à New York.

Le Soros Fund Management, qui a le mérite, en apparence, d'être domicilié aux Etats-Unis, a changé de statut en 2011 au lendemain de l'adoption par les USA de la loi Dodd Franck Wallstreet Reform And Consumer Protection qui a imposé un plus grand contrôle des marchés financiers et donc des fonds spéculatifs. Soros Fund a alors été transformé en « family office« , qui est exclu des obligations de transparence ! Le statut très particulier de ces « family offices » a fait l'objet d'un lobbying effréné, à l'époque, de George Soros, sous prétexte que l'argent familial devait être géré librement par la famille. En résumé, le Soros Fund Management est installé aux Etats-Unis, bénéficie d'un statut opaque, mais est géré par un fond, le Quantum Fund,

domicilié dans des paradis fiscaux.

La Commission européenne propose une « contribution de solidarité » de 250 000 euros par réfugié pour contraindre les pays récalcitrants à l'accueil de réfugiés sur leur territoire : équivalent de leur suivi (éducation, logement, …) pendant 5 ans. Soit 50 000 euros par an. Pensez-vous qu'il y ait un décalage entre la cause des migrants et celle des Français dont le revenu de solidarité minimum est bien inférieur (socle du RSA : 6 288 euros par an) ?

C'est cela qui est scandaleux ! L'Union européenne se moque des travailleurs pauvres, issus des Etats de l'Union.

Je veux rappeler à nos bonnes consciences de gauche que le nombre de Français sans abris a progressé de 50% en 10 ans et de 84% à Paris, que le chômage des jeunes atteint en Europe 22%, près de 26% en France, alors que ces ONG exigent d'ouvrir le marché de l'emploi à ces migrants, négligeant les risques par ailleurs que représente leur infiltration par l'Etat islamique. D'ailleurs, puisque les ONG sont si promptes à agir avec tant d'énergie en faveur des migrants, je les invite à se mobiliser au service des SDF ou à rechercher l'accueil de leurs protégés auprès de l'Arabie Saoudite, du Qatar et de l'Algérie.

Sans compter que l'Union européenne a promis 6 milliards d'euros à la Turquie pour qu'Erdogan conserve chez lui les réfugiés de la région. Et il en profite pour obtenir la libre circulation des Turcs en Europe alors que son pays ne respecte pas les valeurs de l'Europe comme la liberté d'expression. Atlantico 12.05

Propos recueillis par Clémence Houdiakova

Bernard Carayon est avocat et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

En guise de complément.

On vous conseille la lecture de l'article en ligne sur le portail Arrêt sur Info : *L'ONG Avaaz : Duper les progressistes sur les guerres*

Avaaz revendique 43.1 millions de membres, alors qu'en réalité est membre quiconque a signé une fois une pétition Avaaz ! Extraits.

Avaaz a été créée en 2006 et lancée officiellement en 2007 par l'action civique MoveOn.org et le petit groupe mondial de défense beaucoup moins connu et qui lui est étroitement lié, Res Publica, Inc. Son important soutien financier est venu du philanthrope libéral George Soros et de ses fondations Open Society (alors appelé Open Society Institute).

Avaaz est organisée sous le nom de Fondation Avaaz, un groupe de pression à but non lucratif 501(c)(4), dont le siège est à Manhattan. Elle se décrit elle-même comme ayant «une simple mission démocratique : combler l'écart entre le monde que nous avons et celui que veulent la plupart des gens partout dans le monde».

Depuis environ 2010, l'organisation est considérée comme n'acceptant pas les donations d'entreprises ou de fondations – bien qu'elle ait reçu des subventions des fondations liées à George Soros au cours des trois années précédentes totalisant $1.1 million.

En réponse à notre demande sur le financement d'Avaaz et son lien, au début, avec Soros, la directrice de campagne Nell Greenberg a répondu :

«Nous avons reçu une aide au démarrage de l'Open Society Foundation de George Soros, mais pas après 2009. Aucune grande société, fondation ou membre du conseil n'a une influence sur les orientations ou les positions des campagnes de l'organisation. C'est extrêmement important de garantir que notre voix soit déterminée exclusivement par les valeurs de nos membres, et pas par un grand bailleurs de fonds ou un agenda quelconque.»

Avaaz a rapporté que la fondation est toujours composée des deux mêmes organisations membres – l'action civique MoveOn.org et Res Publica, Inc. (U.S.) — les groupes fondateurs originels.

Eli Pariser: président d'Avaaz et co-fondateur

En plus d'être un des fondateurs d'Avaaz et son président actuel, Pariser, basé à Brooklyn, a été un membre des conseils d'administration d'Access et du New Organizing Institute. Auteur à succès et ancien compagnon de l'Institut Roosevelt, Pariser a co-fondé et dirige la société de presse en ligne Upworthy. Actuellement, il est aussi membre du conseil consultatif des programmes étasuniens des fondations Open Society de George Soros.

Ricken Patel: directeur exécutif et co-fondateur d'Avaaz

Avant la fondation d'Avaaz en 2007, Ricken Patel, d'origine canadienne, était consultant pour un grand nombre d'organisations internationales bien implantées et sans but lucratif – l'International Crisis Group, les Nations Unies, la Fondation Rockefeller, la Fondation Gates, l'Université de Harvard, CARE International et l'International Center for Transitional Justice. En tant que directeur exécutif d'Avaaz depuis le début, Patel est le visage de l'organisation et il a été qualifié de «leader mondial de la protestation en ligne» par The Guardian.

Thomas Pravda: trésorier et co-fondateur d'Avaaz

Par deux de ses co-fondateurs – Tom Perriello et Thomas Pravda – Avaaz a des connexions dans les administrations gouvernementales des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Perriello (voir plus bas) est aujourd'hui envoyé spécial du Département d'Etat en Afrique pour la région des Grands Lacs et le Congo Kinshasa.

Pravda officie actuellement en tant que trésorier (non rémunéré) et est un des directeurs d'Avaaz, tout en occupant un poste de diplomate pour le ministère des Affaires étrangères pour le Royaume-Uni et le Commonwealth, communément connu sous le nom de Foreign Office. Il est aussi co-fondateur et dirigeant à Res Publica.

Comme le Foreign Office est «responsable d'assurer la protection et la promotion des intérêts britanniques dans le monde», cela pourrait ouvrir des possibilités de conflit d'intérêts par rapport aux relations étrangères et aux questions militaires du Royaume-Uni et des Etats-Unis qui pourraient être traitées par Avaaz. Cela peut inclure la défense par l'organisation d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, à laquelle tant les Etats-Unis que le Royaume-Uni pourraient s'attendre à participer. Notre enquête, cependant, n'a trouvé aucun exemple de quiconque soulevant une question précise sur le double rôle de Pravda en tant que diplomate britannique et directeur d'Avaaz, mais cette relation semble à première vue problématique.

La biographie fournie par Pravda lui-même montre qu'il a travaillé pour le Foreign Office depuis octobre 2003 et pour Avaaz depuis 2006, et qu'il a aussi été conseiller du Département d'Etat américain en 2009 et 2010 par rapport à la République démocratique du Congo.

Dans ses missions diplomatiques, Pravda a travaillé sur la politique du commerce et du développement de l'Union européenne, en tant que conseiller auprès du Représentant spécial pour le changement climatique, et en tant que représentant diplomatique du Royaume-Uni à Goma, en République démocratique du Congo. Il a aussi été consultant sur des questions de politique, de sécurité, de recherche et de défense pour des institutions comme le Département d'Etat américain, le Programme de développement des Nations Unies, l'International Center for Transitional Justice et Oxford Analytica.

Ben Brandzel: secrétaire et co-fondateur d'Avaaz

En plus d'œuvrer actuellement comme secrétaire (non rémunéré) d'Avaaz, Ben Brandzel est fondateur et directeur d'OPEN (Online Progressive Engagement Network), décrit comme une alliance des principales organisations militantes numériques nationales. À part être un membre fondateur du conseil de direction et militant chevronné d'Avaaz, Brandzel est le conseiller en chef pour les groupes membres d'OPEN au Royaume-Uni, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Irlande. Il a aussi été le premier directeur des revendications pour MoveOn.org et, en 2009-2010, il a dirigé les campagnes dans les nouveaux médias et de recherche de fonds pour le président Obama pendant la campagne sur la réforme de la santé. Il écrit souvent sur l'organisation numérique et la construction du mouvement transnational.

Tom Perriello: co-fondateur d'Avaaz

Si je devais nommer un suspect principal parmi les fondateurs d'Avaaz comme architecte de la défense d'une zone d'exclusion aérienne en Libye et en Syrie, ce serait Tom Perriello. Plus lié que quiconque à Avaaz depuis ses premiers jours, Perriello, depuis qu'il a quitté l'organisation – d'abord pour le Congrès puis pour le monde des cercles de réflexion avant de rejoindre le Département d'Etat américain – s'est révélé être un défenseur fiable de la guerre : pour poursuivre la guerre en Afghanistan, pour bombarder la Libye et renverser Kadhafi et pour prendre des mesures militaires en soutien aux rebelles syriens et chasser Assad du pouvoir.

Perriello défend la cause de l'intervention humanitaire et a salué les bombardements de l'Otan en Libye – avant la victoire des USA/Otan là-bas et avant que le pays aille par la suite en enfer – comme un exemple excellent de la manière dont cette approche peut réussir.

Selon une biographie en ligne, en 2002-2003 Perriello était conseiller spécial du procureur international du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, puis a été consultant pour l'International Center for Transitional Justice au Kosovo (2003), au Darfour (2005) et en Afghanistan (2007). En 2004, il a co-fondé Res Publica avec Patel et Pravda. Perriello a aussi participé à la Fondation Century et il est un co-fondateur de DarfurGenocide.org. Il a dit dans sa biographie en ligne qu'il avait «passé une grande partie de sa carrière à travailler en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient afin de développer des stratégies pour une paix durable, et qu'il était impliqué dans les processus de paix qui ont contribué à mettre fin aux guerres civiles en Sierra Leone et au Libéria».

Démocrate, Perriello a été élu au Congrès du 5e district de Virginie en 2008. (Il ressort de la déclaration que nous avons reçue d'Avaaz que si Perriello a quitté l'organisation en décembre 2009, il est resté au conseil de direction d'Avaaz pendant sa première année au Congrès.)

Pendant son unique mandat, Perriello a été un ardent partisan de la guerre mondiale contre le terrorisme, des crédits militaires pour poursuivre les guerres étasuniennes et du maintien de troupes américaines en Afghanistan et au Pakistan.

Battu en 2010 alors qu'il se présentait à l'élection, Perriello a continué à servir en tant que président et directeur général du Center for American Progress Action Fund [un centre de réflexion, NdT] et également comme conseiller au Center for American Progress, un cercle de réflexion qui soutient le Parti démocrate. De 2014 à aujourd'hui, il a travaillé avec le Département d'Etat, d'abord comme Représentant spécial du Secrétaire d'Etat pour la Revue quadriennale de la diplomatie et du développement, et depuis l'été dernier comme envoyé spécial des Etats-Unis pour la région des Grands Lacs et le Congo-Kinshasa. Bien qu'on dise qu'il n'y est pas impliqué actuellement, sa philosophie de l'intervention humanitaire semble bien se porter dans Avaaz, avec ses appels à des zones d'exclusion aériennes en Libye et en Syrie.

Dans cet extrait de son article de 2012 sur les interventions humanitaires, Perriello semble absolument désireux d'envoyer des bombes partout où sont commises des atrocités flagrantes et où des êtres humains souffrent. Et ceci, comme l'écrit Perriello, donnerait aux «progressistes l'occasion […] d'étendre le recours à la force pour faire avancer des valeurs essentielles».

Ensuite, deux paragraphes de l'article de Perriello donnent toute sa saveur à la philosophie de l'intervention humanitaire qu'il promeut.

«Des développements opérationnels depuis la fin de la Guerre froide ont considérablement amélioré notre capacité à mener des opérations militaires intelligentes, limitées dans le temps et leur portée et employant une force précise et écrasante», a écrit Perriello. «Cela représente pour les progressistes une chance – qu'on a trop souvent vue comme une malédiction – d'étendre le recours à la force pour faire avancer des valeurs essentielles.

» Nos capacités techniques, qui vont de la précision des systèmes de renseignement aux armes intelligentes, nous permettent maintenant des opérations auparavant impossibles. Aujourd'hui, nous avons la capacité de conduire des missions depuis les airs qui, historiquement, auraient requis des troupes au sol. Et nous possédons une capacité certes imparfaite, mais très améliorée, de limiter des dommages collatéraux, y compris les victimes civiles. Entre autres choses, cela signifie qu'il est possible d'atteindres les mêmes objectifs avec moins de bombes, et de premières estimations suggérent que la campagne aérienne en Libye a nécessité un tiers des sorties par rapport à celles qui étaient nécessaires dans les précédentes guerres aériennes…

» Nous devons réaliser que la force armée n'est qu'un élément dans une stratégie de sécurité nationale et de politique étrangère. Nous devons accepter la réalité – qu'on accepte ou non ses mérites – que d'autres pays ont tendance à percevoir nos motifs comme relevant davantage de nos intérêts que fondés sur des valeurs. Mais dans un monde où existent des atrocités épouvantables et de graves menaces, et où le Kosovo et la Libye ont modifié notre compréhension de ce qui est possible aujourd'hui, le développement de cette nouvelle génération de puissance peut être vu comme une occasion unique dans l'Histoire de réduire la souffrance humaine.»

Imaginez le culot de ces autres pays dont parle Perriello – qui ne parviennent pas à voir que les Etats-Unis s'engagent généreusement dans des bombardements fondés sur des valeurs : des bombes pour un monde meilleur.

Andrea Woodhouse: co-fondatrice d'Avaaz

Elle a travaillé pour la Banque mondiale et les Nations Unies et a été une fondatrice du programme Justice pour les pauvres de la Banque mondiale.

Jeremy Heimans: co-fondateur d'Avaaz

En plus d'être un co-fondateur d'Avaaz, Heimans a co-fondé Purpose en 2009, un groupe militant qui a lancé plusieurs nouvelles organisations importantes, dont All Out, un groupe de défense des droits LGBT riche de deux millions de membres.

David Madden: co-fondateur d'Avaaz

David Madden, un autre co-fondateur d'Avaaz, est un ancien officier de l'armée australienne et employé de la Banque mondiale et des Nations Unies. Il a co-fondé GetUp avec Jeremy Heimans. Madden a travaillé pour la Banque mondiale au Timor Leste, et pour les Nations Unies en Indonésie.

Le rôle de George Soros dans les premières années d'Avaaz

Ces dernières années, divers blogueurs sur internet ont demandé si Avaaz faisait en quelque sorte le jeu du philanthrope George Soros et de ses fondations Open Society, ou du gouvernement des Etats-Unis (ou de parties de celui-ci).

Il n'y a aucun doute qu'il y a eu des liens étroits entre Avaaz et Soros et ses organisations aux premiers jours d'Avaaz, mais de quelle manière – si c'est le cas – cela se traduit-il aujourd'hui ? Comme noté plus haut, dans l'une de mes rares questions auxquelles Avaaz a répondu directement, il y avait la reconnaissance d'une «aide financière au démarrage» de Soros, mais un démenti de toute implication persistante avec l'organisation.

Parmi tous les individus ou organisations extérieures à la structure d'Avaaz, cependant, les fondations de Soros ont joué le rôle le plus important pour aider Avaaz à décoller avec des subventions généreuses. En plus, l'Open Society Institute (le nom précédent des Fondations Open Society) ont servi de partenaire fondateur d'Avvaz dans des campagnes d'intérêt commun, et plus particulièrement en lien avec le Mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Avaaz a toujours un lien avec Soros – notamment, comme indiqué plus haut, par Eli Pariser qui siège dans un conseil consultatif d'Open Society. Et tous les deux, Avaaz et Soros, semblent partager une antipathie pour ce qu'ils qualifient d'agression russe, comme l'illustrent parfois les déclarations exagérées d'Avaaz sur la Russie en Syrie. (Par exemple, comme indiqué dans notre précédent article, Ricken Patel tient le gouvernement de Poutine pour responsable de complicité avec le gouvernement d'Assad dans la «coordination des atrocités» et «les assassinats ciblés de journalistes» au début de 2012. Voir aussi cette publication d'Avaaz du 30 septembre 2015, qui utilise des preuves fragiles pour accuser les avions russes de bombarder délibérément des quartiers civils.)

Les dons des Fondations Soros

Sur une période de trois ans débutant en 2007, les fondations de Soros – soit directement soit par Res publica – ont donné à Avaaz $1.2 million au total. En 2007, l'Open Society Institute a donné $150,000 à Res Publica pour le soutien général à Avaaz et $100,000 pour son travail sur le changement climatique.

En 2008, l'Open Society Institute a encore donné un total de $250,000 à Res Publica — dont $150,000 de nouveau pour le soutien général à Avaaz et les $100,000 restants pour son travail sur le changement climatique. L'année suivante, Soros a même été plus généreux. Dans le Form 990 qu'il a rempli pour 2009, sa Fondation pour promouvoir une société ouverte (Foundation to Promote Open Society) indique (page 87) avoir donné au total $600 000 à Res Publica à l'usage d'Aavaz – $300 000 pour le soutien général et $300 000 pour sa campagne sur le climat.

Avaaz a renforcé ses liens avec l'organisation de Soros en 2008 en choisissant ce qui s'appelait alors l'Open Society Institute (OSI) comme son partenaire de fondation pour superviser les quelque $325 000 de dons qu'Avaaz avait reçus de ses membres – en quatre jours seulement – pour soutenir le Mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Avaaz a dit qu'elle se liait avec OSI – «l'une des fondations les plus grandes et les plus respectées dans le monde – dans le but qu'OSI surveille ses subventions et ses dépenses».

Qui incarne la violence, qui en est responsable ?

Valls a déclaré après avoir annoncé le recours à l'article 49.3 de la Constitution antidémocratique de la Ve République pour faire passer en force la loi Travail, que ceux qui exigent son retrait "jouent le coup de force contre la légitimité de nos institutions", alors que ce soit dans les urnes ou dans la rue elles, le chef de l'Etat et son gouvernement sont ultra minoritaires, illégitimes. Par conséquent, si quelqu'un a décidé de recourir à un "coup de force" provovateur qui ne peut qu'alimenter la violence, c'est bien le gouvernement, et non les travailleurs et les étudiants qui forts du soutien de 75% de la population incarnent la démocratie et tentent par tous les moyens à leur disposition de la faire respecter.

Et quelques jours plus tard, Cambadélis dans une lettre aux autres dirigeants de partis "républicains" et d'organisations syndicales a déclaré, que l'exaspération des travailleurs et particulièrement des étudiants qui peut prendre une tournure violente face à ce déni de démocratie intolérable, constituait "une atteinte à la démocratie" que le PS et le gouvernement se sont appliqués à piétiner systématiquement depuis mai-juin 2012, et qu'ils en portaient l'entière responsabilité avec les partis officiels de la droite et de l'extrême droite, ainsi que le Medef et les syndicats jaunes qui y sont associés. (source : AFP 14.05)

Manifestations interdites, que craignent-ils vraiment?

- Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve : « Rennes et Nantes n'ont pas vocation à devenir un champ de bataille pour casseurs, animés par la haine de l'Etat et de la République. »

- Le préfet délégué de la zone de défense et de sécurité ouest Patrick Dallennes : « On oublie complètement les revendications

contre la loi travail, c'est de la violence contre l'économie, les institutions. » lemonde.fr 13.05

Haine de l'Etat des capitalistes et de la République des oligarques, violence contre l'économie néolibérale, les institutions antidémocratiques de la Ve République, cela nous semble tout à fait légitime a priori. Mais cette violence est inutile et contre-productive, voire nuisible quand elle n'est pas le produit de la radicalisation politique du prolétariat qui la condamnera.

- "Tous ceux qui disent qu'il y a de la complaisance à l'égard des casseurs, soit en laissant penser qu'il y a des instructions pour organiser des tensions sont des irresponsables qui manipulent et qui mentent."

Bernard Cazeneuve, invité du journal de 20 heures de France 2, vendredi 13 mai. Francetv info 13.05

La pire des complaisances consisterait à vous croire !

Profession : provocateurs et miliciens de la pensée néolibérale.

- Audrey Azoulay dénonce un ordre moral "nauséabond" - Reuters

La ministre de la Culture Audrey Azoulay a dénoncé samedi un ordre moral "nauséabond" après les pressions qui ont conduit à l'annulation d'un concert du rappeur Black M dans le cadre de la cérémonie de commémoration du centenaire de la bataille de Verdun. "Hier Reuters

- Loi Travail: Cambadélis appelle partis et syndicats à "condamner la violence" - AFP

Le patron du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a appelé les dirigeants de partis et de syndicats à "condamner la violence et les attaques de permanences de députés" à l'occasion de la contestation de la loi Travail, selon un communiqué du PS samedi. AFP

Qui a dit ?

Imposture grotesque. Retour à l'envoyeur ou délire mystificateur.

- "Ils ont le cynisme des apostats, l'arrogance des traîtres ; ils exsudent le mépris du peuple. Chez eux, point de scrupules, ni de honte. A l'époque de la guerre de libération algérienne, ils voulaient liquider « la racaille ». Après la Libération, ils sortirent les chars contre les mineurs. Sans parler de la « Non intervention » lors de la Guerre d'Espagne. Ont-ils vraiment été un jour véritablement « de gauche » ? "

Réponse : L'universitaire et stalinien de choc Jean Ortiz dans un article publié par Le Grand Soir.

Le plus fort, c'est qu'ils caractérisaient de gauche le PS dans le passé ! L'art du stalinien, c'est de réécrire l'histoire et particulièrement la sienne.

C'est bien Thorez qui avait balancé "il faut savoir terminé une grève", "la grève est l'arme des trusts" ou "un seul Etat, une seule armée, une seule police"... des capitalistes, alors fermez-là ! Quand on jugera les négationnistes d'extrême droite, on ne vous oubliera pas.

On a mis en ligne dans une ou deux causeries des articles du PCF des années 50, qui témoignaient qu'il était sur une position coloniale, comme le PS. Ce sont les staliniens qui ont saboté la révolution espagnole. De quels "chars" voulaient-ils parler, en Hongrie, en Tchécoslovaquie ? Le reste est à l'avenant.

En famille tous les coups sont permis...

- Loi travail : Martine Aubry juge le recours au 49-3 « pas acceptable » - LeMonde.fr

La maire de Lille écrit, dans une lettre aux militants PS du Nord, qu'il était possible de parvenir à un « accord collectif pendant le débat à l'Assemblée ». LeMonde.fr

- Un frondeur PS veut faire citer Valls comme "témoin" devant la Haute autorité du parti - AFP

Le "frondeur" PS Pascal Cherki a accusé vendredi Manuel Valls de préconiser "une scission" au sein du PS et envisage de faire citer le Premier ministre comme témoin devant la Haute autorité éthique du PS. AFP

- Loi Travail : une nouvelle motion de censure possible - Francetv info

Comme l'explique Caroline Motte, en direct de l'Assemblée nationale, "La loi Travail a encore un long chemin parlementaire devant elle. Le texte sera examiné par le Sénat le 15 juin, pour revenir à l'Assemblée pour une adoption définitive certainement en juillet."

On peut déjà supposer que l'adoption du texte passera par une nouvelle utilisation de l'article 49.3. Le gouvernement peut donc craindre une nouvelle motion de censure de gauche, alors que la mobilisation populaire se radicalise. "Tensions au sein des rassemblements, tensions au sein de la majorité. D'ailleurs, les 28 députés socialistes qui étaient prêts à censurer le gouvernement sont aujourd'hui menacés de sanctions", complète la journaliste. Francetv info 13.05

Le gouvernement Hollande-Valls-Macron était d'extrême droite.

- Les encombrants et inattendus soutiens d'Emmanuel Macron - lexpress.fr

Son libéralisme, ses positions et son charisme séduisent jusqu'aux tréfonds de la droite la plus dure. En rendant hommage à Jeanne d'Arc, Emmanuel Macron a encore enchanté des soutiens parfois embarrassants.

Emmanuel Macron n'en finit plus de se découvrir de nouveaux amis. Les récents agissements du ministre de l'Economie jettent une lumière crue sur certains soutiens, d'un genre encombrant.

Le directeur de Valeurs actuelles

Derniers lauriers en date, ceux d'Yves de Kerdrel, directeur de l'hebdomadaire Valeurs actuelles. Sur Twitter, il épaule le ministre trentenaire dont il estime qu'il est "injustement attaqué". "Il incarne le renouveau des idées dont la France a besoin", gazouille l'ancienne plume du Figaro. Un soutien qui fait tache, pour un hebdo ancré à droite, réputé pour ses couvertures outrancières. (...)

Il séduit les ultrasarkozystes de la Droite forte

Dans les rangs de la Droite forte, le courant ultrasarkozyste du parti Les Républicains (LR), le sourire de Macron séduit également. Son plus net appui? Sans doute Geoffroy Didier, cofondateur de cette officine de la Sarkozie. "Il est devenu le fantasme de la droite alors qu'il est depuis toujours ancré à gauche", assène le candidat à la primaire des Républicains, dans la revue trimestrielle Charles.

A droite, les actes politiques du Monsieur économie de François Hollande font mouche. Le parti LR a amplement soutenu la loi Macron. Par posture ou par conviction, d'aucuns l'ont trouvée "insuffisante" sans se priver de voter pour, tel Hervé Mariton. Outsider de la primaire, Bruno Le Maire n'a lui jamais camouflé sa sympathie à l'égard du poulain de François Hollande.

Qui plus est, Macron serait une prise de choix pour LR. Narquois, Nicolas Sarkozy l'invite à aller "au bout de ses idées" et à quitter la tutelle de Hollande, de sorte à venir engrosser les rangs du parti. "Soit Emmanuel Macron pense ce qu'il dit et il doit quitter le gouvernement et nous rejoindre, soit il n'en pense pas un mot, et il avoue qu'il a menti", tente ainsi l'ancien chef de l'Etat en septembre, après qu'Emmanuel Macron a remis en cause le statut des fonctionnaires. Dans un Talk du Figaro, Geoffroy Didier réitère, et l'appelle lui aussi à "se libérer de François Hollande", voyant dans cette hypothétique recrue "quelqu'un d'enfin pragmatique avec une liberté de ton".

Jusqu'à l'extrême droite dure

Ces parrainages ennuyeux traversent toutes les cloisons du spectre politique. Jusqu'à la figure de l'extrême droite radicale, Henry de Lesquen, ubuesque candidat pour 2017, qui l'a encensé son tour. "Macron n'est pas si mauvais", s'enthousiasme le fondateur du club de l'Horloge, qui a coutume de se décrire comme un "national-libéral". "Sa critique du 'capitalisme naïf' est légitime.

L'hommage à Jeanne d'Arc, la fibre nationale

Point d'orgue de ces ralliements, l'hommage qu'a délivré Macron samedi à Jeanne d'Arc à Orléans, et qui a déboussolé les observateurs. Une mue? D'ordinaire, la pucelle est louée par les nationalistes et le Front national. Yves de Kerdrel, de Valeurs actuelles, affirme lui avoir soufflé quelques billes. lexpress.fr 13.05

Avant l'accouchement du gouvernement despotique de l'oligarchie mondiale, la phase de travail s'avère plus "dure" et plus longue que prévue.

- TTIP: Bruxelles "travaille dur" pour faire aboutir la négociation mais sous conditions (Malmström) - AFP

La Commission européenne "travaille dur" pour voir aboutir sous l'administration Obama la négociation avec les Etats-Unis sur le traité de libre-échange TTIP (ou Tafta), mais le contenu de l'accord importe davantage que le respect du calendrier, a affirmé vendredi la commissaire au Commerce.

Les 28 ministres du Commerce extérieur de l'UE se sont réunis vendredi à Bruxelles pour discuter de ce projet d'accord de libre-échange transatlantique.

"Nous travaillons aussi dur que possible, mais bien sûr il faut que cela soit un bon accord, et donc le contenu est plus important que la rapidité", a souligné la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström, rappelant qu'un prochain round de négociations, le 14e, était prévu en juillet à Bruxelles.

Dans cette négociation, a-t-elle poursuivi, "nous devons nous assurer que nous n'abaissons pas nos normes, que nous avons une coopération sur le développement durable, une protection de nos indications géographiques".

Avec le TTIP, en discussion depuis 2013, l'UE et les Etats-Unis veulent éliminer leurs barrières douanières et règlementaires. Mais les sujets de dissensions ne manquent pas, tant sur l'ouverture des marchés que sur le principe de précaution ou les modalités du mécanisme de protection des investisseurs voulu par Washington.

En somme un "bon accord" devra "respecter nos lignes rouges, bien sûr, mais aussi nos priorités", et "nous donner le sentiment que les pays membres (de l'UE) l'entérineront", a dit la commissaire suédoise pour qui la question de l'accès des entreprises européennes aux marchés publics américains restait une des plus problématiques dans la négociation.

"Nous cherchons à progresser là-dessus avant d'entrer dans la négociation finale", a ajouté Mme Malmström. En ce sens, les prochains mois seraient "cruciaux", a prévenu la présidence néerlandaise de l'UE.

Les 28 Etats membres ont certes reconnu vendredi que "des progrès importants ont été accomplis dans les derniers mois, mais aussi qu'il reste beaucoup à faire avant que les négociations politiques puissent sérieusement démarrer", a souligné Lilianne Ploumen, ministre néerlandaise du Commerce extérieur.

De nombreuses voix dans l'UE, provenant notamment de grands Etats membres comme l'Allemagne et la France, se sont élevées récemment contre le manque supposé de concessions de la part des Américains, rendant très incertaine la perspective d'une négociation achevée avant la fin du mandat de Barack Obama, en janvier prochain.

"A ce stade, la France dit non dans l'étape que nous connaissons des négociations commerciales internationales", avait affirmé le 3 mai le président socialiste français François Hollande.

Les Etats-Unis n'ont fait "pratiquement aucune concession sérieuse" dans les discussions, a déploré quelques jours plus tard le ministre allemand de l'Agriculture, le conservateur Christian Schmidt. AFP 13.05

Sous l'emprise de la propagande de guerre et de la xénophobie orchestrée par l'OTAN.

- L'Ukraine bat la Russie à l'Eurovision - AFP

L'Ukraine a remporté le concours Eurovision de la chanson dans la nuit de samedi à dimanche à Stockholm, devant l'Australie, préférée par les jurys professionnels, et devant le favori des parieurs, la Russie. AFP

- Eurovision : regardez la prestation de Jamala, la gagnante ukrainienne - Francetv info

La représentante de l'Ukraine a remporté le concours avec "1944", un titre qui évoque l'histoire de son arrière-grand-mère et la déportation par Staline des Tatars de Crimée. Francetv info

Bienvenue en oligarchie.

- Comment représenter le monde complexe du capitalisme au cinéma? - Slate.fr

- Bienvenue dans l'ère des vaches à lait transgéniques

Un groupe de scientifiques est parvenu à créer des vaches sans cornes. Qui pourraient bientôt remplacer toutes nos vaches.Vous ne le saviez peut-être pas, mais en France, on coupe les cornes de la plupart des vaches. Pour une raison simple: la sécurité de l'éleveur et des animaux. Slate.fr

- Ordination de femmes diacres: le pape lève un premier tabou

François bouscule, une fois de plus, les conservatismes qui paralysent son Eglise divisée.Une révolution se prépare à la tête de l'Eglise catholique: l'accès des femmes à l'ordination sacrée! Slate.fr

- Au Japon, les femmes enceintes luttent contre «le harcèlement à la démission»

Le phénomène, appelé «matahara», touche une femme sur cinq dans l'archipel. «J'ai annoncé ma grossesse au travail, deux semaines plus tard j'ai reçu un avis de licenciement pour mauvaise attitude au travail.» Slate.fr

- Comment Daech imprime sa marque sur la société française

Un essai signé Jérôme Fourquet et Alain Mergier analyse comment les Français ont vécu l'année 2015, avec l'idée de jauger le seuil de résistance à la tentation sécuritaire de la partie la plus «ouverte» de la population.«Fluctuat nec mergitur». Slate.fr

- Et si la France devenait un pays d'accueil pour les jeunes?

Cette perspective ambitieuse est susceptible de mobiliser l'opinion. Mais pour la porter, il faut un homme d'État.Si vous avez entre 15 et 24 ans, vous appartenez à une population de 8 millions de jeunes français. Aujourd'hui, dans notre beau pays, un sur quatre parmi vous est au chômage... Slate.fr

- Pour faire oublier les Ouïghours, la Chine construit un Disney musulman

Malgré sa répression d'une ethnie musulmane dans le Xinjiang, la Chine ouvre un parc à thèmes musulman afin de promouvoir sa vision de l'Islam.La Chine aime les paradoxes. Elle peut très bien étouffer les revendications d'une ethnie musulmane et en encourager une autre. Slate.fr

- Pourquoi Facebook a décidé d'ajouter une supervision humaine à ses contenus populaires

Au commencement était l'algorithme.Facebook se serait probablement passé de cette polémique. Ce 9 mai, le site Gizmodo a accusé le réseau social «de ne pas mentionner des sujets sur des personnalités conservatrices alors que l'algorithme indiquait qu'ils étaient populaires»... Slate.fr

- Suicide d'Océane sur Periscope: quelle responsabilité pour les internautes?

La jeune femme âgée de 19 ans a brutalement mis fin à ses jours mardi 10 mai devant un millier d'internautes, qui regardaient son live sur Periscope. Slate.fr

- Trois dessins suffisent à révolutionner les publications scientifiques

La structure Center for Open Science est en train d'imposer la transparence comme une norme parmi les chercheurs américains. C'est en soulignant les bons comportements qu'on les favorise. Ce concept issu de la psychologie est aussi simple que connu. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

1.1- Au Venezuela, le président Maduro déclare l'état d'urgence en raison de menaces lemonde.fr

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a déclaré vendredi 13 mai l'état d'urgence pour une durée de 60 jours, en raison de ce qu'il a qualifié de complots venant des Etats-Unis et de l'intérieur du pays pour renverser son gouvernement. Le chef de l'Etat n'a

pas donné de précision sur le contenu de cette mesure.

Pour lui, la mise à l'écart de la présidente brésilienne Dilma Rousseff par le Sénat cette semaine est le signe qu'il est le prochain sur la liste. « Washington s'active, à la demande de la droite fasciste vénézuélienne, qui se sent enhardie par le coup d'Etat au Brésil », a déclaré vendredi l'ancien dirigeant syndical de 53 ans dans un discours télévisé.

Les relations entre Washington et Caracas sont tendues depuis des années, particulièrement depuis le soutien des Etats-Unis à une tentative de putsch manquée contre Hugo Chavez en 2002. Le Parti socialiste au pouvoir est par ailleurs un allié de longue date du Parti des travailleurs de Dilma Rousseff, et le départ de cette dernière achève d'isoler Maduro. lemonde.fr 13.05

1.2- Venezuela: le président ordonne la saisie des usines "paralysées par la bourgeoisie"

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a ordonné samedi la saisie des usines "paralysées par la bourgeoisie" et l'emprisonnement des entrepreneurs accusés de "saboter le pays", après avoir décrété la veille l'état d'exception, tandis que l'opposition a mis en garde contre un risque d'"explosion".

"Dans le cadre de ce décret en vigueur (...), nous prenons toutes les mesures pour récupérer l'appareil productif qui est paralysé par la bourgeoisie (...) Quiconque veut arrêter (la production) pour saboter le pays devrait partir et ceux qui le font doivent être menottés et envoyés à la PGV (Prison générale du Venezuela)", a déclaré M. Maduro devant des milliers de ses partisans dans le centre de Caracas.

"Usine arrêtée, usine remise au peuple !" (...) Vous allez m'aider à récupérer toutes les usines paralysées par la bourgeoise", a-t-il poursuivi.

Nicolas Maduro a par ailleurs annoncé avoir ordonné pour le 21 mai "des exercices militaires nationaux des Forces armées, du peuple et de la milice pour nous préparer à n'importe quel scénario" envisageable.

Il a à cet égard assuré que son homologue colombien Alvaro Uribe avait "appelé à une intervention armée", au cours d'une rencontre à Miami avec des dirigeants de l'opposition vénézuélienne. Y était aussi présent Luis Almagro, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), dont il affirme qu'elle est au service des Etats-Unis qu'il soupçonne de vouloir "en finir avec les courants progressistes en Amérique latine".

Vendredi, le président socialiste vénézuélien avait annoncé qu'il décrétait l'"état d'exception et d'urgence économique" afin de "neutraliser et mettre en échec l'agression extérieure".

L'opposition a de son côté averti samedi du risque d'"explosion" au Venezuela si elle ne parvenait pas à organiser un référendum pour révoquer le chef d l'Etat.

"Si vous verrouillez la voie démocratique, nous ne savons pas ce qui peut se passer dans ce pays. Le Venezuela est une bombe qui peut exploser à tout moment", a lancé le chef de l'opposition Henrique Capriles, appelant "tout le peuple à se mobiliser" pour obtenir le renvoi de M. Maduro.

Il s'exprimait devant des milliers de personnes venues manifester dans l'est de Caracas à l'appel de la coalition d'opposition de la Table pour l'unité démocratique (MUD), majoritaire au Parlement.

Le décret sur l'état d'exception, qui n'a toujours pas été publié, étend et proroge "pour les mois de mai, juin, juillet" un précédent "décret d'urgence économique", en vigueur depuis la mi-janvier et qui expirait samedi.

Il "sera étendu constitutionnellement pendant l'année 2016 et certainement pendant l'année 2017 afin de récupérer la capacité de production du pays", a ajouté le chef de l'Etat qui n'a pas précisé si l'état d'exception impliquait une restriction des droits civils.

Cette mesure a été prise pour "déstabiliser le pays et empêcher le référendum", a pour sa part dénoncé l'opposition.

L'"urgence économique" autorise le gouvernement à disposer des biens du secteur privé pour garantir l'approvisionnement des produits de base, ce qui, selon ses détracteurs, ouvre la voie à de nouvelles expropriations.

Le Venezuela, dont les réserves de pétrole sont les plus importantes du monde, est touché de plein fouet par la chute des cours du brut, dont il tire 96% de ses devises.

Il a enregistré en 2015 une hausse des prix de 180,9% et un recul du PIB (de 5,7%), pour la deuxième année consécutive.

S'ajoutant à l'effondrement économique, il est en proie à un bras de fer entre un gouvernement chaviste (du nom du défunt président Hugo Chavez, 1999-2013) et un Parlement aux mains de l'opposition.

La crise politique s'est accentuée depuis que l'opposition a collecté début mai 1,8 million de signatures en faveur du référendum pour révoquer Nicolas Maduro, qu'elle souhaite organiser d'ici à fin 2016.

La question du calendrier est cruciale : si le référendum survenait avant le 10 janvier 2017 et si le "oui" l'emportait, le Venezuela irait droit vers de nouvelles élections.

Mais à partir du 10 janvier, tout référendum couronné de succès ne conduirait qu'à une chose : le remplacement de M. Maduro par son vice-président Aristobulo Isturiz, membre du même parti.

Elu en 2013 pour un mandat de six ans, Nicolas Maduro est aujourd'hui très impopulaire puisque, d'après un récent sondage, 68% des Vénézuéliens souhaitent son départ et l'organisation de nouvelles élections.

Il accuse quant à lui l'opposition de vouloir perpétrer un "coup d'Etat", à l'image de ce qui, assure-t-il, s'est produit au Brésil, où la présidente de gauche Dilma Rousseff a été écartée du pouvoir par le parlement dans l'attente de son procès en destitution.

Selon le Washington Post, des responsables des services de renseignement américains estiment que le gouvernement vénézuélien pourrait être renversé par une insurrection populaire cette année.

Les Etats-Unis considèrent avoir peu d'influence sur le cours des événements au Venezuela et redoutent par dessus tout un effondrement de ce pays, écrit ce quotidien, qui fait état de la déception américaine face à une opposition vénézuélienne indisciplinée et divisée. AFP

Commentaire d'un internaute.

- "L'article entretient la confusion entre "Etat d'urgence économique", "Etat d'urgence", "Etat d'exception", pour faire croire que Maduro veut suspendre les libertés démocratiques au Venezuela, ce qui n'est pas le cas.

Ces mesures sont bien économiques et visent à faire face au pétrole bas et aux sanctions imposées par les Etats-Unis. Le reste relève du fantasme."

2- Brésil: des ministres riches, blancs et en délicatesse avec la justice AFP

Les 24 ministres du nouveau gouvernement brésilien auront sûrement bien des choses à se dire, compte tenu de leurs points communs : ils sont tous des hommes, blancs, conservateurs, et beaucoup ont des ennuis avec la justice.

Choisis par le président intérimaire Michel Temer, monté au pouvoir après la suspension jeudi de Dilma Rousseff, ils affichent un profil quasi-identique, qui tranche avec la diversité d'un pays continent de 204 millions d'habitants.

Sur le front de l'honnêteté, la tâche s'annonce plus difficile : au moins trois membres du gouvernement sont cités dans l'enquête Petrobras, dont Romero Juca, ministre-clé en charge de la Planification.

Trois autres font l'objet d'une enquête, selon le site spécialisé Congresso em Foco, tandis que deux ministres sont les fils d'hommes politiques cités dans le scandale Petrobras.

Et après un gouvernement mené par la première femme présidente du Brésil, l'équipe de Temer donne une étrange impression de retour en arrière : pas de femme, pas de Noir, pas de profil proche des classes pauvres.

Certains ministres semblent même avoir été choisis pour insister sur le virage conservateur : c'est le cas de celui de l'Agriculture, Blairo Maggi, surnommé "le roi du soja" et critiqué par Greenpeace comme l'un des plus grands responsables de la déforestation en Amazonie.

Le titulaire de l'Industrie, Marcos Pereira, est un pasteur évangélique qui avait même été envisagé pour les Sciences, une perspective qui avait suscité les protestations de la communauté scientifique.

Que dire, enfin, du ministre de la Justice, Alexandre de Moraes, jusqu'à présent chef de la sécurité à Sao Paulo. Sous ses ordres, la police est accusée de fréquentes violations de droits de l'homme, dont l'usage d'"escadrons de la mort" pour affronter les gangs.

Surnommé "le pitbull de Temer" par un journal brésilien, il aura également sous sa responsabilité les droits de la femme et l'égalité raciale.

La suppression du ministère de la Culture a elle été dénoncée par des artistes comme le musicien Chico Buarque et l'acteur Wagner Moura.

Mais le gouvernement ne semble guère s'émouvoir des réactions outrées suscitées par sa composition.

L'équipe gouvernementale compte de nombreux anciens parlementaires, alors même que cette institution, dont 60% des membres ont ou ont eu des ennuis avec la justice, est largement discréditée aux yeux des Brésiliens.

Mais c'est sûrement de bonne guerre : ce sont justement les députés puis les sénateurs qui ont permis, avec leur vote, d'écarter du pouvoir Dilma Rousseff pour la remplacer par Michel Temer, alors vice-président, qui a dû se sentir redevable.

Le nouveau ministre de la Ville, Bruno Arauja, était le député dont le vote a permis de franchir la barrière des deux tiers à l'Assemblée, pour faire avancer la procédure au Sénat.

A la Chambre haute, c'est le désormais ministre de l'Agriculture Blairo Maggi qui a lui aussi apporté le vote décisif.

Derrière ce casting, il y a une stratégie de la part de M. Temer: les ministres proviennent de 11 partis différents, assurant un large soutien parlementaire aux mesures d'austérité économique qu'il compte mettre en place.

"C'est très pragmatique", observe Michael Mohallem, professeur de droit à la Fondation Getulio Vargas, qui estime même que l'exclusion des femmes et des minorités de son gouvernement est également calculée, pour refléter un Brésil majoritairement conservateur et sous influence religieuse.

Pas sûr que les habitants approuvent un tel manque de diversité : ils pourraient "faire connaître leur sentiment dans les prochains mois", prévient-il. AFP 14.05

3- Argentine

L'ex-présidente argentine poursuivie pour une opération de spéculation sur les taux de change - LeMonde.fr

La justice accuse Cristina Kirchner d'avoir causé des centaines de millions de dollars de pertes à la banque centrale, dans les derniers mois de son mandat. LeMonde.fr 14.05

Haut de page

Le 18 mai 2016

CAUSERIE

Je viens d'apprendre que ma mère était hospitalisée et dans le coma, elle a 82 ans.

Je répondrai demain au dernier courriel de Stéphane.

On reviendra sur la question des partis, des institutions et du capitalisme abordée sommairement plus loin.

A quoi cela rime-t-il ou à quoi cela conduit-il de se revendiquer de gauche sans remettre en cause l'existence du régime capitaliste, autrement dit, à quoi cela rime-t-il ou à quoi cela conduit-il de se revendiquer de gauche en s'accommodant du capitalisme qui mène la société au chaos, à la guerre, à la barbarie ? A quelque chose d'infâme, de cruel, de monstrueux, assurément. Dans ce cas-là, être de gauche rime avec corporatisme...

Comment légitimer une imposture.

- Le NPA - Censurons ce gouvernement et sa politique - 10 mai 2016

Dans un premier temps, le NPA estimait que "ce gouvernement n'est plus légitime ni pour la population ni chez les travailleurs ni à gauche", le fut-il un jour à part pour le patronat, confusion inévitable quand on refuse de reconnaître la nature réactionnaire du PS, sauf à cautionner l'imposture qu'avaient constituée les élections présidentielles et législatives de 2012, qui dans le cadre de la Ve République n'ont pour fonction que faire élire les représentants du capital qui seront chargés d'assurer en l'amplifiant la poursuite de la politique anti-ouvrière conduite par leurs prédécesseurs, ce qui est valable pour tous les pays de l'UE comme on peut le constater notamment en Grèce et au Portugal, où Syriza et le Bloc de gauche gouvernent dans le cadre des institutions en place et de l'UE.

Partant de là, dans un second temps, logiquement le NPA se devait de cautionner plus ouvertement encore les institutions de la Ve République en appelant les travailleurs à se retrouver "massivement devant l'Assemblée Nationale", dont la majorité PS-PRG-EELV permit depuis 2012 au gouvernement d'adopter toute une batterie de lois ou mesures entièrement tournées contre les travailleurs et la jeunesse, plus antisociales, liberticides, impérialistes les unes que les autres, comme si soudainement la majorité (et l'opposition) parlementaire pourrait se défaire de sa nature fondamentalement réactionnaire pour rejeter la loi Travail et faire tomber le gouvernement, sauf que voilà le miracle tant espéré ne se produira pas.

Tout aussi logiquement, dans un troisième temps le NPA devait conclure par un numéro d'illusionniste sur "les places pour décider ensemble des suites de la mobilisation" ou participer au pourrissement de la situation.

En famille au chevet du régime. Intox institutionnelle.

- Loi travail : El Khomri compte sur « la sagesse » du Sénat de droite pour « améliorer » le texte - Public Sénat

Auditionnée par la Sénat, qui commence bientôt l'examen du projet de loi travail, la ministre Myriam El Khomri a souhaité « que la Haute assemblée puisse apporter, dans un dialogue constructif avec le gouvernement, de nouvelles améliorations au texte ». Public Sénat

- Chassaigne (FG) dénonce un "mépris total" du gouvernement envers les parlementaires portant des "idées différentes" - AFP

Le chef de file des députés du Front de gauche, André Chassaigne, a dénoncé mardi un "mépris total" du gouvernement envers les parlementaires qui portent des "idées différentes", assorti d'un "mépris" du mouvement social contre la loi travail. AFP

- Après le 49-3, le PCF veut pousser la construction d'une nouvelle majorité pour 2017 - AFP

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a estimé mardi que la tentative de dépôt d'une motion de censure de gauche la semaine dernière était un "évènement très important" devant conduire à amplifier le travail de construction d'une alternative de gauche en vue de 2017. AFP

Voilà de quoi faire trembler les gouvernants du vieux monde pourri.

- Dimanche, c'est Global Debout, à Paris, en France et dans le monde - Libération.fr

Dans une centaine de villes dans le monde et près de 300 villes en France, le mouvement Nuit Debout célébrera les cinq ans des Indignés espagnols avec une soirée Global Debout.

A 20 heures, une action symbolique est annoncée. Après s'être assis, les participants se relèveront tous au même moment. Libération.fr 15.05

Ce n'était qu'un "rêve", quel luxe !

- Nuit debout ne fait plus rêver - LeParisien.fr

Les Français ne croient pas en Nuit debout. Selon le sondage Odoxa réalisé pour notre journal, le mouvement de contestation né il y a un mois et demi place de la République à Paris divise toujours l'opinion, mais il perd nettement en popularité. S'il reste sympathique aux yeux d'un Français sur deux (49 %), ce soutien a chuté de 11 points en un mois. Malheureusement pour le gouvernement, c'est surtout auprès des sympathisants de gauche que Nuit debout conserve du crédit (65 %). (Lire, heureusement. - LVOG)

Six Français sur dix jugent qu'il ne « représente pas bien le peuple ».

Pour une majorité des Français, Nuit debout n'a guère d'avenir : 65 % pensent que le mouvement va « s'épuiser rapidement ». (La raison d'être et le destin programmés de cette supercherie, dont l'origine et le support sont similaires à ceux du "printemps arabe" . - LVOG)

Les Français ne croient pas non plus que Nuit debout pourrait se transformer en mouvement politique national, comme Podemos en Espagne. (En voie de s'allier avec le PSOE. Quel dommage pour le PS, à croire qu'il serait destiné à connaître la fin pitoyable du PASOK, mais rien n'est moins sûr, ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué. - LVOG)

« Même parmi les sympathisants de gauche, qui sont à la fois les plus nombreux à soutenir le mouvement et à se sentir orphelins d'une représentation politique valable, seule une minorité (43 %) croit en la possibilité de voir naître un Podemos à la française », relève Gaël Sliman, président de l'institut Odoxa. Et si cela arrivait, ce mouvement aurait du mal à s'imposer dans les urnes en 2017 : 76 % des Français affirment qu'ils ne voteraient pas pour lui. (Cela lui laisse 24% d'électeurs, c'est important, du coup c'est à croire que les tenants du régime seraient favorables à une telle évolution... - LVOG) LeParisien.fr 15.05

C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas prêts à remettre en cause le régime et les institutions.

- Près de 90% des Français estiment que le pays ne va pas mieux - Francetv info

Est-ce que ça va mieux en France ? François Hollande a estimé que oui lors de l'émission "Dialogues citoyens" sur France 2, à la mi-avril. Les habitants sont toutefois loin d'être d'accord avec lui. Plus de quatre Français sur cinq (86%) estiment que la situation du pays ne s'est pas améliorée, selon un sondage Ifop pour Europe 1.

Si l'optimisme de François Hollande n'est pas communicatif sur la situation du pays, les Français semblent relativement satisfaits de leur situation personnelle. Ils sont en effet 51% à répondre "oui" à la question : "Diriez-vous que ça va mieux pour vous ?" Francetv info 15.05

Ceci explique cela, non ?

L'art de dresser les générations les unes contre les autres ou diviser pour mieux régner.

- Pour 65% des jeunes, le problème politique vient des élus, pas des institutions - 20minutes.fr

Selon 65 % des 18-30 ans sondés, la classe politique actuelle endosse une responsabilité plus importante que les institutions dans les problèmes qu'ils rencontrent. Un résultat logique pour le politologue Thomas Guénolé : « Les jeunes portent un regard très critique sur cette génération qui a l'âge de leurs grands-parents et qu'ils considèrent comme responsable de leur situation. Cela s'explique notamment par une raison matérielle : ils sont davantage touchés par le précariat, c'est-à-dire par des revenus et une situation professionnelle instables ».

La question de la représentativité est également problématique puisque 82 % des jeunes interrogés ont le sentiment que leurs idées et leurs préoccupations ne sont pas suffisamment exprimées dans le débat public.

Autre enseignement à tirer de cette enquête, l'image que porte cette génération sur elle-même : 71 % des 18-30 ans n'ont pas le sentiment de contribuer à faire évoluer la société et 57 % pensent qu'ils ne seront pas en mesure de réinventer le vivre ensemble ou la vie en société. « La classe supérieure âgée étant surreprésentée dans le débat public, on assiste à une diabolisation ad nauseam de la jeunesse ». Seul point positif avancé par les sondés, cette résignation semble apparaître comme un salut pour beaucoup puisque 51 % des jeunes placent le fait « d'être dos au mur » et « l'obligation de se bouger » comme l'atout principal pour réussir. 20minutes.fr 16.05

Le salut individuel dans une société aussi nauséabonde ne peut que contribuer à la rendre encore plus abjecte. Rien ne dit que l'interprétation des résultats de ce sondage ne soient pas faussées pour détourner la jeunesse de la lutte de classes.

Car qui voudrait "contribuer à faire évoluer" une société sans au préalable vouloir la changer, tant son orientation est profondément antisociale, infâme ? Comment peut-on avoir ne serait-ce qu'envie de participer à une société dont la dérive néolibérale est synonyme d'inégalités croissantes, d'injustices, de chaos, de guerres ? Bref, comment peut-on s'estimer satisfait de vivre dans une société ou règne en maître l'arbitraire ou qui bafoue les valeurs humanistes universelles les plus élémentaires, qui piétine la démocratie ?

La démocratie est dans la rue, Hollande et son gouvernement sont minoritaires et illégitimes : Dehors !

- 54% des Français favorables à la mobilisation contre la loi Travail - 20minutes.fr

Au total, 54 % des personnes interrogées disent « approuver » le mouvement des syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl) qui appellent à deux nouvelles journées d'action les 17 et 19 mai avec grèves et manifestations. 20minutes.fr

De Reaggan à Obama, ils n'auraient pas dit mieux. Le coup d'Etat permanent, c'est la démocratie.

Valls sur BFMTV :

- "A un moment quand il y a blocage, soit on recule, on abandonne le texte, c'est ce que je ne souhaitais pas. Soit on avance, et on avance en utilisant aussi les armes de la démocratie", a-t-il répondu à une jeune militante socialiste qui critiquait le recours au 49-3 sur le projet de loi travail. AFP 18.05

L'avenir que vous réserve le capitalisme et l'Union européenne : la précarité à vie.

57% des Européens de 16 à 30 ans se sentent marginalisés par la crise : comment l'abandon de sa jeunesse par l'UE pourrait lui être fatale - Atlantico.fr

Un sondage réalisé par le Parlement européen dresse un constat alarmant : la majorité des jeunes Européens se sentent exclus économiquement et socialement. Cette dépression dont souffre la jeunesse ne sera pas sans conséquences pour l'avenir de l'Union. Atlantico.fr

... et ils n'en sont qu'au hors d'oeuvre, parole de banquier.

- La Banque de France prône une amplification des réformes - Reuters

Une amplification "substantielle" des réformes est nécessaire et possible en France pour augmenter le potentiel de croissance de son économie, a déclaré mercredi François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Dans sa lettre annuelle aux présidents de la République, du Sénat et de l'Assemblée nationale publiée mercredi, il estime que ces réformes sont non seulement impératives mais aussi nécessaires pour asseoir la crédibilité de la France en Europe et permettre d'avancer vers une plus grande coordination des politiques budgétaires.

Pour le gouverneur de la Banque de France, les progrès accomplis ces dernières années pour améliorer la productivité de l'économie française sont "sensibles" mais "le chemin à parcourir reste très significatif" pour augmenter la croissance potentielle.

"Une amplification substantielle des réformes est non seulement nécessaire mais possible", indique celui qui a été nommé l'automne dernier par François Hollande pour succéder Christian Noyer.

Se faisant l'écho des préconisations faites de longue date par les institutions internationales (FMI, OCDE, Commission européenne) mais aussi la Cour des comptes et France Stratégie, François Villeroy de Galhau insiste sur la nécessité de s'attaquer aux rigidités sur les marchés des biens et services, d'améliorer la formation des jeunes et des chômeurs et de réformer l'Etat.

Il prône en outre un dialogue social "rénové et décentralisé au niveau de l'entreprise, au plus près de la réalité économique et humaine", jugeant sur ce point que le projet de loi Travail "apporte des progrès bienvenus en ce sens".

S'agissant de la réforme de l'Etat et, plus globalement, de la sphère publique, le gouverneur souligne que la "maîtrise des dépenses publiques est clé" et souhaite pour cela "de vrais choix de missions, au-delà de la succession de 'coups de rabots' trop génériques".

"Il est essentiel (...) de ne rien relâcher de la discipline budgétaire et de passer nettement sous 3% de déficit (par rapport au PIB) en 2017", dit-il dans sa lettre en référence aux objectifs du gouvernement.

Pour ces réformes, François Villeroy de Galhau appelle à une "mobilisation collective dans la durée" et souligne les succès des efforts menés par des pays comme la Suède ou l'Allemagne qui montrent, selon lui, "qu'il n'y a pas fatalement à choisir entre un modèle économique plus performant et un modèle social auquel nos concitoyens tiennent légitimement".

"Faire preuve de la même ambition en France n'est pas seulement un impératif pour notre pays, c'est aussi une condition de notre crédibilité en Europe pour pouvoir avancer vers une plus grande coordination de nos politiques budgétaires et structurelles", dit-il.

"Celle-ci est indispensable, en relais de la politique monétaire active, pour relancer la croissance et l'emploi". Reuters 18.05

En complément, suivez le guide.

- La Bourse de Paris en petite baisse attendant d'en savoir plus sur la Fed - AFP 18.05

- Bruxelles prête une oreille attentive aux doléances des banques - LeMonde.fr

Le commissaire européen aux services financiers a reconnu, mardi 17 mai, que la régulation bancaire issue de la crise pouvait limiter la croissance économique. LeMonde.fr 18.05

En famille. Idéologie et business.

Le groupscule spécialisée dans les provocations violentes Action antifasciste Paris-Banlieue a bénéficié de nombreux articles promotionnels et de généreuses tribunes dans la presse aux ordres (AFP, Le Monde, Le Figaro, Libération, Marianne, France Soir), dont 19 en moins de trois ans sont référencés dans la page que Wikipédia lui consacre.

On a relevé qu'en 2015 le site StreetPress destiné aux "jeunes urbains" lui avait consacré un article dans lequel figurait le lieu de rendez-vous des membres de ce groupscule. Le Monde consacra un article dithyrambique à StreetPress le 5 novembre 2014, *StreetPress, le pure player qui s'assume jeune et urbain* .

Dans cet article du Monde on apprenait que StreetPress était "soutenue notamment par la fondation belge Evens, consacrée à l'Europe et la « diversité », ainsi que l'Open Society du milliardaire George Soros", ou encore que "StreetPress tire 80 % de son chiffre d'affaires (400.000 euros - ndlr) de son activité d'agence de contenus, pour des clients institutionnels ou entreprise", et que parmi sa "direction éditoriale figurent au coté d'un "diplômé de l'Essec", une journaliste du Figaro ainsi que du fonds d'investissement Lior Gestion.

La fondation belge Evens a pour fonction "de contribuer à la construction de l'Europe" et de "renforcer la cohésion sociale entre les citoyens de l'Union européenne (irenees.net), bref de promouvoir l'UE. Sa cofondatrice et présidente honoraire, Corinne Evens, ainsi que Daniel Kropf (evensfoundation.be) figurent également parmi les membres de la JCIE (Jewish Contribution to an Inclusive Europe) présidée par le Baron Alain Philippson, président, président d'honneur de la Banque Degroof (ceji.org)

Précisons encore que paarmi ses généreux donateurs on trouve la Fondation roi Baudouin (http://prouv.net), et parmi ses partenaires le think tank Notre Europe de J. Delors.

Sans savoir où nous entraînerait nos recherches sur les "antifas", en passant par plusieurs intermédiaires, on a atterri chez les aristocrates et banquiers anglo-saxons-sionistes.

Vive le capitalisme ! Le maoïsme revendique le statut d'économie de marché.

- Statut d'économie de marché: Pékin juge le vote du Parlement européen "non constructif" - AFP En votant contre l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché, le Parlement européen a agi de façon "non constructive", a jugé lundi le chef de la diplomatie chinoise, lors d'une rencontre avec son homologue français Jean-Marc Ayrault. AFP

Quand on vous disait que le stalinisme n'avait rien à voir avec le socialisme...

Propagande xénophobe planétaire en chanson de l'Union européenne.

- Eurovision 2016 : "une campagne orchestrée" contre la Russie - Francetv info

- L'Ukraine remporte le concours de l'Eurovision de la chanson - Reuters

La candidate ukrainienne Jamala a remporté samedi le 61e concours de l'Eurovision, avec sa chanson "1944" sur la déportation des Tatars de Crimée par l'Union soviétique, une victoire surprise susceptible de créer la controverse.

Dans la chanson qu'elle a composée, l'interprète tatare âgée de 32 ans évoque l'histoire d'étrangers venus "tous vous tuer", alors que "nous ne sommes pas coupables".

Les paris anticipaient un gagnant russe, suivi de l'Australie et de l'Ukraine. L'année dernière, le pays en plein conflit dans sa partie orientale avait décidé de ne pas participer.

Il est en théorie interdit de présenter à l'Eurovision des chansons engagées, mais l'entrée de Jamala a rendu cette règle pratiquement obsolète.

L'organisateur de l'événement, l'Union européenne de radio-télévision (UER), a dit que la proposition ukrainienne ne contenait pas de message politique et ne contrevenait donc pas au règlement.

"La chanson fait référence à un fait historique et Jamala parle d'une histoire qui est arrivée dans sa famille", a déclaré à Reuters la directrice de l'UER après le spectacle, expliquant que le texte évoquait les événements de 1944, et non des épisodes plus récents.

La Crimée a été annexée par la Russie de Vladimir Poutine en mars 2014. Les Tatars s'y sont opposés. Reuters 15.05

- Le concours de l'Eurovision 2017 aura lieu l'année prochaine à Kiev. Reuters 15.05

Samedi 15 mai, la chanteuse Jamala, une Tatare de Crimée de 32 ans, a apporté à l'Ukraine sa deuxième victoire à l'Eurovision.
- sputniknews.com

A l'issue du vote des téléspectateurs, c'est le Russe Sergueï Lazarev qui est arrivé en tête. Cependant, le jury de professionnels ne l'a placé qu'au cinquième rang.

Le public, lui, n'est pas dupe et reste à mille lieues du show politique dans lequel s'est transformé le concours de chanson.
Un exemple parlant s'il en est: les téléspectateurs ukrainiens ont donné 12 points à la Russie, soit le nombre le plus important de suffrages fournis par ce pays. sputniknews.com 16.05

France. Etat policier.

- Justice : un lycéen écroué à Nantes - Francetv info

À Nantes (Loire-Atlantique), un lycéen de 18 ans a été mis en examen samedi 14 mai pour tentative de meurtre sur personne dépositaire de l'autorité publique. Le 3 mai à Nantes, un policier à terre est quasiment inconscient. Il vient de subir une agression d'une extrême violence. Il a été la cible des casseurs. La scène se déroule sous les yeux d'une dizaine de témoins au cours d'une manifestation.

Un groupe de quatre à six manifestants se jette sur le commandant de police alors isolé par rapport à ses collègues. "Il a été encerclé, roué de coups", explique Thierry Spitz, du syndicat de police Alliance Pays de la Loire. Le policier aura le nez cassé et un traumatisme crânien. Le 12 mai dernier, l'un de ses agresseurs est repéré et arrêté dans une nouvelle manifestation. C'est un lycéen de 18 ans, inconnu des services de police. Il a fini par reconnaître avoir été présent lors de l'agression du policier, mais nie lui avoir porté des coups. Le jeune homme, placé en détention provisoire, a été mis en examen pour tentative d'homicide, un acte qui pourrait l'envoyer en cour d'assises. Francetv info 15.05

- Rennes : Bernard Cazeneuve aux côtés des forces de l'ordre - Francetv info

- Cazeneuve reçoit du renfort du PS, pardon de FO, Mailly à sa carte du PS dans sa poche.

Mailly combat la politique du PS et du gouvernement d'une main et la soutient de l'autre, tout le reste est à l'avenant. Quand on sait que FO organise des militants de l'extrême gauche à l'extrême droite et que sa ligne politique est censée leur convenir, on ne s'étonnera pas qu'il manifeste au côté d'Alliance ou de LR.

- Loi travail: Mailly (FO) n'"incrimine pas" les policiers, "en burn-out" selon lui - AFP

Le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a souligné lundi qu'il n'"incriminait" pas les policiers pour les violences survenues en marge des manifestations contre le projet de loi travail, appelant à comprendre une profession "un peu en burn-out".

"Moi je ne remets pas en cause les policiers", a-t-il déclaré sur RTL, rappelant qu'il avait "condamné" l'affiche controversée d'un syndicat CGT qui entendait dénoncer les violences policières en montrant une matraque, une flaque de sang et un insigne de CRS.

"S'il y a des dérapages", les policiers "doivent être sanctionnés, bien entendu, ça c'est logique. Mais ils font un métier pas facile avec parfois ordres, contre-ordres pas faciles à suivre sur le terrain", a expliqué le leader de FO. v"Ils sont un peu en burn-out, faut bien comprendre aussi, entre l'état d'urgence, les manifs aujourd'hui, l'Euro 2016 demain", a-t-il ajouté, rappelant les "18

millions d'heures supplémentaires dans la police nationale qui aujourd'hui ne sont pas payées", les policiers ne pouvant "pas prendre tous leurs congés de récupération".

"Donc je n'incrimine pas les policiers", a insisté M. Mailly, assurant que des membres de FO participeraient à la manifestation prévue mercredi à l'appel notamment d'Alliance (syndicat majoritaire) contre "la haine anti-flic".

"On est bien représentés dans la police nationale que je qualifie, en tous les cas pour ceux qui sont adhérents à FO, de "police républicaine"", a-t-il ajouté.

"On a toujours dénoncé" les casseurs, a-t-il fait valoir. "Lors de la dernière manifestation à Paris, les casseurs ont voulu entrer dans le cortège syndical et c'est notre rôle de protéger le cortège, et on a eu des camarades du service d'ordre qui ont été blessés", a-t-il rappelé.

Dimanche, le syndicat Unsa Police avait mis en cause dans un communiqué la CGT et FO, les accusant d'avoir "donné une légitimité morale et un sentiment d'impunité à ces casseurs".

Depuis plus de deux mois, les manifestations contre le projet de loi travail, adopté en première lecture à l'Assemblée grâce à l'article 49-3 de la Constitution, sont parfois émaillées de violences, faisant des blessés chez les manifestants comme chez les forces de l'ordre.

Pour la première fois le 12 mai, les casseurs s'en sont pris aux services d'ordre syndicaux. AFP 16.05

Mailly ne dira pas que les flics instrumentalisent les "casseurs" parmi lesquels se trouvent des flics, cela a été prouvé photos à l'appui. Le refus d'affronter le régime le conduit à refuser de cerner et neutraliser les "casseurs" qui s'en prennent à des syndicalistes ou de simples manifestants, et à s'en remettre à la police pour faire le sale boulot qui consiste à s'attaquer indistinctement aux manifestants au lieu d'arrêter les "casseurs" facilement identifiables.

C'est donc l'attitude provocatrice ou répressive aveugle du gouvernement et de la police, qui pousse des jeunes et des travailleurs exaspérés qui ne sont pas des "casseurs", à se livrer à des actions violentes. S'il n'est nullement question pour nous de les encourager, nous ne les condamnerons pas non plus, c'est uniquement le gouvernement et ses larbins du type de Mailly qui sont responsablee de cette situation.

Sans appeler à casser du flic, on se passera de soutenir un des corps de l'appareil répressif de l'Etat. Quand on a choisi de servir le régime, c'est pour le meilleur et pour le pire, on s'expose à en subir les conséquences désagréables ou il faut l'assumer.

Il arrive un moment où, lorsque la démocratie est systématiquement bafouée, le recours à la violence pour la faire respecté s'impose légitimement. Et quand des couches entières des masses exploitées en arrivent à cette conclusion ou adoptent ce principe, la situation est mûre pour un soulèvement révolutionnaire ou pour poser directement la question du renversement du régime, du pouvoir politique, de l'Etat.

Reste que sans un parti pour traduire les différentes étapes de ce processus et son objectif politique dans lequel ces couches se reconnaîtraient et se rassembleraient, toute révolution est vouée à l'échec.

- La justice annule la majorité des interdictions de manifester - Le Huffington Post

La police peut-elle interdire l'accès des manifestations contre la loi Travail à certains militants? Oui, mais à de très strictes conditions, a répondu en urgence le tribunal administratif de Paris mardi 17 mai. Sur les dix interdictions de manifester qui étaient contestées, le juge en a confirmé seulement une seule. Les neuf autres ont été annulées et les personnes concernées sont de facto autorisées à participer immédiatement aux défilés en cours. Le Huffington Post

En complément.

L'arrêté remis au militant précisait : «Considérant que M. X a été remarqué, à de nombreuses reprises, lors de manifestations contre, notamment, les violences policières (...) que ces manifestations ont dégénéré en troubles graves à l'ordre public et notamment des affrontements violents avec les forces de l'ordre ; que des groupes d'individus masqués et portant des casques sont systématiquement à l'origine des ces désordres ; qu'il y a, dès lors, tout lieu de penser que la présence de M. X aux rassemblements (...) vise à participer à des actions violentes ; que, compte tenu de ces éléments, il y a lieu d'interdire sa présence à la manifestation organisée le mardi 17 mai 2016 ".

La préfecture de police a confirmé à l'AFP, sans en préciser le nombre, que des arrêtés ont été notifiés à «des personnes à l'origine ou associées à des faits de violence, pour ne pas que des actes de violences se produisent de nouveau». lefigaro.fr 16.05

- Alain Juppé «Les policiers, il faut les soutenir» - L'Opinion

- Loi travail: Valls "inquiet" des violences en marge des manifestations - AFP

Manuel Valls s'est dit "inquiet" mercredi des incidents et des violences commises en marge des manifestations contre le projet de loi Travail, en affichant de nouveau sa volonté de ne pas reculer. AFP

- Une manifestation contre les violences policières interdite par la préfecture de Paris - LeMonde.fr

Le collectif « Urgence, notre police assassine » prévoyait une contre-manifestation peu avant celle du syndicat de police Alliance, qui doit avoir lieu à midi à Paris. LeMonde.fr

- Non, "tout le monde" ne déteste pas la police - Le Huffington Post

- Sécurité : Nicolas Dupont-Aignan veut des mesures chocs - LeFigaro.fr

Le président de Debout la France, candidat à la présidentielle, veut durcir la loi en faveur des forces de l'ordre. Il s'en explique au Figaro. LeFigaro.fr

- Le gouvernement veut étendre la vidéosurveillance en prison - LeFigaro.fr

A Paris hier dans la manifestation.

Libération - Les slogans démarrent en même temps que le cortège, dont le terminus se trouve à Denfert-Rochereau. «Résistance !», «Tous ensemble tous ensemble grève générale !», «Retrait, retrait, de la loi El Khomri!»... Mais, très vite, leurs voix deviennent inaudibles pour quiconque se trouve à l'avant de la manifestation. Car devant, non loin des services d'ordre (SO) des syndicats et les CRS, c'est plutôt des paroles anti-forces de l'ordre qui fusent.

«SO, collabos !», «Flics, SO, même combat !»... Ils sont certes minoritaires, mais semblent agacer les personnes concernées par leurs propos. L'ambiance est de plus en plus tendue. Un CRS invective une femme, les SO enfilent leurs casques de protection. Le souvenir des dernières manifestations, où des syndicalistes se sont fait agresser, est toujours prégnant. «C'est la première fois, en 18 ans de manifs en tant que SO, que j'en porte un, explique un membre de FO. Mais je préfère avoir l'air con que de me taper un traumatisme crânien.» Pour certains manifestants, ce geste de protection préventif est de la provocation. Certains accusent même les SO d'avoir précédemment usé de violences sur eux, «en aidant la police à virer des gens». Pour une membre de FO, c'est plutôt ceux qui s'en prennent à la police qui attisent les tensions, assurant que leur rôle «est justement de permettre au cortège d'avancer en sécurité».

A l'avant, un groupe de personnes, habillées intégralement de noir, se couvre spontanément le visage avec des écharpes et des lunettes de piscine. La plupart des journalistes portent, à l'image des forces de l'ordre, des casques. Ça va dégénérer, tout le monde le sait et le sent et ça ne manque pas : peu avant 16 heures, de premiers débordements éclatent.

Flics ou pas flics, les débordements reprennent peu avant 16 h 15. Des manifestants quittent le cortège principal et empruntent une petite rue qui, de l'avis de l'un d'eux, mènerait «vers Matignon». Ils sont vite ramenés vers la foule, évacués par des gaz lacrymogènes de CRS. Au passage, deux d'entre eux embarquent des chaises posées sur la terrasse d'un restaurant. Ils les cassent méthodiquement pour s'en faire des bâtons. Une poubelle prend feu, des vitrines sont cassées, les CRS n'hésitent pas à bousculer les journalistes s'approchant trop près.

L'arrivée à Denfert-Rochereau, fin de l'itinéraire, est quelque peu confuse. Les SO sortent leurs matraques, ressemblant fortement à des battes de baseball. «On se laisse plus faire», assure l'un d'eux. Les lacrymos continuent de pleuvoir, dans une tentative de disperser la foule et, a fortiori, d'arrêter la manif. 12 personnes auraient été interpellées. liberation.fr 17.05

Question: Pourquoi attendent-ils la fin de la manifestation pour virer ou neutraliser une poignée de provocateurs? A leur place, dès qu'ils manifesteraient les premières violences, je demanderais au SO de les cerner et je demanderais aux flics de les saisir et de les garder le temps de la manifestation avant de les relâcher, sinon on s'en chargerait nous-mêmes.

La gauche n'était plus qu'un "mythe".

- Ces mots qui nous gouvernent : la gauche - lepoint.fr

Qu'est-ce qu'être de gauche ? Est-ce être conservateur ou progressiste ? Frédéric Lazorthes se penche sur ce terme qui suscite

tant d'interprétations...

La gauche française est en guerre avec elle-même. Pour la première fois, sous la Ve République, vingt-six députés issus du parti présidentiel ont tenté de déposer une motion de censure contre leur gouvernement. La querelle porte sur le droit à se réclamer de la gauche. Dans la rue, des locaux du PS sont saccagés. Sur les rangs de l'Assemblée nationale, les « frondeurs » du Parti socialiste dénoncent dans le « projet de loi visant à instituer de nouvelles libertés et de nouvelles protections pour les entreprises et les actifs », connu sous le diminutif de « loi travail », un renoncement à l'essence de la gauche tandis que les défenseurs du gouvernement mettent en avant une gauche moderne. (Le réformisme n'a jamais été "l'essence de la gauche", plutôt la tombe. - LVOG)

La discorde à gauche est une rançon de l'histoire. Ne devrait-on pas plutôt parler de la gauche au pluriel ? Mais dire les « gauches » reviendrait à renoncer à l'efficacité symbolique du mot que la France imposa au reste du monde : celle d'une division de la démocratie en deux camps, l'un attaché au progrès, l'autre à la tradition ; l'un au « mouvement », l'autre à « l'ordre ». Mais, précisément, ce n'est pas un contenu que la langue politique française privilégie, mais une position dans les assemblées. Dès la Révolution française, le « coin gauche » se rassemblait, selon l'observation d'un député de l'époque, « des hommes qui ont des opinions exagérées, mais qui, en général, ont de la liberté et de l'égalité une idée très élevée ». Même, au cœur de la Terreur, lorsque les Girondins furent mis aux arrêts en juin 1793, le « côté droit » de la Convention resta un temps désert… La gauche à la fois se voulait un camp et tout le peuple…(En fait la bourgeoisie avait besoin du peuple pour prendre le pouvoir. - LVOG)

La gauche désignait les partisans des acquis de 1789

Mais où donc passe la ligne de partage ? Au début du XIXe siècle, la gauche désignait les partisans des acquis de 1789. « Toute la France est de centre gauche », selon Stendhal. Le libéral Benjamin Constant défendait l'unité de la gauche. Les Républicains de 1875 étaient des bourgeois de gauche. Mais l'émergence du mouvement ouvrier introduisit une fracture dont les débats actuels, en France, portent la marque, comme d'une colonne absente et évanouie : celle du socialisme. Les frondeurs seraient-ils les derniers gardiens d'un temple abandonné, d'autant plus nostalgiques que l'adieu au socialisme et le renoncement au marxisme n'ont jamais été proclamés afin de préserver ce qu'Aron appelait « le mythe de la gauche » ?

François Hollande l'a bien compris. Qu'importe le contenu de sa politique, l'essentiel réside dans la mythologie qu'elle invoque et dans l'imaginaire qu'elle porte. Paradoxe français, la gauche, depuis 1789, regarde toujours l'avenir à travers le prisme du passé. Le 3 mai, à l'occasion d'un colloque sur « la gauche au pouvoir » célébrant le 80e anniversaire de la victoire du Front populaire et le 25e de l'élection de François Mitterrand, François Hollande prononça l'un de ses discours les plus inspirés. Le fil conducteur : moi président, c'est la vraie gauche au pouvoir. Au fil de ce discours, qui définit la gauche comme le parti de la démocratie, de la justice, de l'égalité et de la « modernisation du pays », Hollande procède à un renversement de la mythologie de la gauche dans son rapport au pouvoir, dont le Littré, à sa manière, portait la marque : « gauche : parti de l'opposition dans les chambres françaises ».

Alors que longtemps la gauche française s'est pensée et vécue comme oppositionnelle, dressée contre le pouvoir, François Hollande réécrit l'histoire de la gauche en en faisant le parti du gouvernement de la France, associé à « toutes les grandes lois de la République ». La gauche, rappelle Hollande, c'est depuis Blum, le courage de gouverner : « La gauche doit, à chaque fois, prendre des décisions difficiles, assumer des responsabilités graves, et parce qu'elle est la France, être en avance même, par rapport à d'autres. » (Elle n'a pas de mal à "être en avance même" sur la réaction! LVOG)

Nul besoin de faire le deuil du socialisme

Être de gauche, c'est tout simplement assumer de gouverner. Une telle posture vise à la fois à mobiliser un électorat perdu et à séduire cette part croissante de l'opinion qui ne croit plus à la pertinence du clivage droite-gauche. La rhétorique hollandienne emprunte ainsi habilement au gaullisme : le « tragique » de l'histoire continue de peser sur le cours des nations, l'homme d'État est un homme d'« action » qui doit « moderniser » le pays, son sens de la « responsabilité » est sa « grandeur »… Nul besoin, dès lors de faire le deuil du socialisme. Et pour Hollande, la preuve qu'un gouvernement est de gauche, c'est qu'il apporte « toujours des droits nouveaux », sans prendre la mesure que le triomphe des droits individuels a fini par rendre le socialisme obsolète, mais aussi peut-être ce gouvernement républicain qu'il entend incarner. lepoint.fr 16.05

Un article intéressant.

On retiendra que dès 1789 la gauche était représentée par des bourgeois, et que c'est l'avènement du socialisme ayant pour objectif l'abolition du régime capitaliste qui lui redonnera un nouveau contenu révolutionnaire. Tous ceux qui ne devaient pas se réclamer du socialisme ou qui devaient le renier ou s'en détourner au fil du temps, rejoignaient de fait le camp des bourgeois de gauche ou du régime capitaliste, que depuis ils n'ont cessé de représenter, le PS en tête.

La preuve.

- Macron est un recours idéal pour 2017, selon Gérard Collomb - Reuters

Le maire socialiste de Lyon, Gérard Collomb, voit en Emmanuel Macron un candidat de substitution à François Hollande pour la présidentielle de 2017 si le chef de l'Etat ne parvient pas à redresser sa courbe de popularité et s'est dit prêt mercredi à lui apporter son soutien. Reuters

- Pour Gérard Collomb : "Emmanuel Macron est capable de réunir la France" - Francetv info

Le maire de Lyon a estimé, mercredi sur BFMTV, que le ministre de l'Economie apportait "un air frais" au gouvernement. Francetv info

- Présidentielle : pour Gérard Collomb, la candidature de Macron se fera «naturellement» - LeParisien.fr

Et voilà un nouveau point commun entre Ségolène Royal et Emmanuel Macron. LeParisien.fr

Avec les remerciements du patronat allemand...

- Des milliers de réfugiés effectuent des "petits boulots" payés un euro de l'heure en Allemagne - AFP

Distribuer les repas, réparer les lits ou arroser des plates-bandes: des milliers de réfugiés effectuent des "petits boulots", mais l'efficacité de cette mesure pour une intégration réussie sur le marché du travail fait débat. AFP 15.05

- Des jobs à 1 euro font débat en Allemagne - LePoint.fr

Alors que le pays fait face à un afflux de migrants sans précédent, 4 000 d'entre eux occupent des petits boulots dans des centres d'hébérgement. LePoint.fr

Le système capitaliste noyé sous un "océan de produits financiers" devenus incontrôlables ou ils sont devenus cinglés et le disent eux-mêmes.

La spirale infernale que rien ne peut arrêter ou la course à l'abîme...

L'insensée envolée des produits dérivés sur les marchés financiers - BFM Business

Savez-vous ce que les Anglo-saxons entendent par "Quadrillion"? Il s'agit d'un terme de quantification mathématique, utilisés en sciences essentiellement, mais aussi sur les marchés financiers et plus précisément sur le segment des produits dérivés. En effet, selon une enquête de Marketwatch; l'ensemble des encours sur ce type de produits représente… plus de 1 million de milliards de dollars, autrement dit plus de 1 quadrillion (1.000.000.000.000.000). Un montant incroyable qui pose de multiples problèmes, ne serait-ce que d'appréhension même de ce qu'il peut représenter. Il est d'ailleurs impossible d'utiliser un tel chiffre sur la calculatrice d'un téléphone mobile standard.

Plus que l'ensemble des bourses mondiales

Du coup, impossible de diviser ce chiffre par quoi que ce soit de représentatif (prix d'un Airbus A 380, d'un réacteur EPR ou PIB d'un pays), puisque la donnée de base est impossible à afficher…

Il s'agit pourtant de la somme totale des produits dérivés qui existent sur le marché. 1,2 "Quadrillion" très précisément, soit 1.200.000.000.000.000 dollars. Largement plus que l'ensemble des pièces, billets et des sommes déposées sur les comptes de dépôts de liquidités de l'ensemble de la planète, estimés à 81.000.000.000.000 dollars (81 trillions). Et bien au-delà de la valeur boursière de toutes les entreprises et entités cotées sur l'ensemble des places boursières mondiales (70 trillions de dollars). Un chiffre vertigineux donc, qui exprime également l'engouement et la frénésie qui entoure ce marché.

Preuve aussi combien les investisseurs sont plus friands de produits dérivés (options, ETF, swaps, etc…) que des actifs calculés en sous-jacent (Actions, obligations, matières premières, taux, etc).

Croissance continue et accélération

La première raison tient aux caractéristiques intrinsèques de ces produits financiers. Techniquement, parier sur une option permet de maximiser les gains, par rapport à un investissement dans un actif lambda. On bénéficie d'un effet de levier et de choix multiples, pour maximiser ses profits.

Ensuite, les techniques qui ont évolué. Ce sont notamment les ETF qui ont changé la donne. Au milieu de marchés volatils et compliqués à suivre, ces instruments qui ne font que suivre la tendance sans chercher à arbitrer de manière plus précise ont

connu un succès croissant ces dernières années. Rien qu'aux Etats-Unis, leur montant est estimé à 2 ou 3.000 milliards (2 ou 3 "trillions") de dollars.

Et le marché grimpe de 13 à 15% par an. Un phénomène en accélération du fait de la croissance exponentielle des Fintech : beaucoup de ces entreprises financières non-bancaires proposent des solutions d'épargne et de placement via des ETF, gérés automatiquement par ordinateur.

Produits dérivés : une menace systémique?

Ces ordinateurs sont également au cœur de la stratégie des hedge funds les plus performants de la planète. Là encore pour maximiser les profits de ces derniers. Mais il y a de forte chance que les encours de ces produits dérivés continuent de progresser. Soulevant quelques inquiétudes, du fait de la masse inimaginable qu'ils constituent, et de l'aspect systémique de cet océan de produits financiers.

L'inconvénient est le lien étroit qui relie des classes d'actifs très disparates, mais qui au final pose la question centrale: qui sera en mesure de payer en cas d'effondrement?

Beaucoup d'observateurs estiment que si une nouvelle crise financière devait arriver, les dérivés, par nature très volatiles et de qualité très diverses, en seraient l'instrument principal, et deviendraient rapidement une menace pour l'équilibre économique mondial. BFM Business 16.05

Cela donne le vertige, n'est-ce pas ? Pas de quoi nous impressionner, on le savait déjà.

Il y a quelques années déjà, j'avais reproduit un article qui précisait que les produits dérivés se montaient à 1,4 million de dollars, ce chiffre m'avait laissé perplexe, le voilà confirmé.

A côté tous les autres facteurs ou chiffres que l'on a l'habitude de manier semblent bien dérisoires. Eux en sont à manier des sommes vertigineuses, et nous nous en sommes encore à compter sur nos doigts comme dans une cour de récréation de maternelle les profits engrangés par les entreprises du CAC40, cherchez l'erreur...

Le capitalisme n'est pas homogène et comporte des couches aux intérêts contradictoires.

- 300 femmes et hommes d'affaires britanniques se prononcent pour le Brexit - Lexpress.fr

Dans une lettre ouverte publiée ce lundi par le Daily Telegraph, ils mettent en avant la dimension "de niveau mondial" de l'économie britannique et dénoncent "une bureaucratie bruxelloise étouffante".

Plus de 300 femmes et hommes d'affaires britanniques ont appelé ce lundi au départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, tablant sur une meilleure croissance de leurs entreprises hors du giron bruxellois, dans une lettre ouverte au Daily Telegraph.

"En dehors de l'UE, les entreprises britanniques seront libres de croître plus vite, de s'étendre sur de nouveaux marchés et de créer davantage d'emplois. C'est le moment de voter pour partir et de reprendre en main notre destinée", ont écrit les signataires, dans cette tribune publiée à un peu plus d'un mois du référendum du 23 juin sur le maintien ou non du pays dans l'UE.

Parmi les signataires, qui ont apposé leur paraphe à titre personnel et pas au nom de leur entreprise, figurent le président de la chaîne de pubs Wetherspoon, Tim Martin, ou encore Elaine Harries, la directrice exécutive de la société de livraisons Action Express. Responsables de petites et moyennes entreprises

Quelques ex-dirigeants de grandes entreprises y figurent, comme l'ancien président du géant du tabac British American Tobacco, Patrick Sheehy, et le fondateur de la chaîne de produits d'hygiène Superdrug, Peter Goldstein.

La plupart des signataires sont toutefois des cadres ou responsables de petites et moyennes entreprises. Les dirigeants des principales entreprises britanniques, cotées à l'indice FTSE-100 de la Bourse de Londres, se sont prononcés pour leur part ces derniers mois en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE ou sont restés neutres dans le débat.

Dans leur courrier, les signataires de ce lundi mettent en avant la dimension "de niveau mondial" de l'économie britannique, membre du club des pays riches du G7, source d'innovation et fer de lance de la pratique de l'anglais, la langue des affaires par excellence. "Bureaucratie bruxelloise étouffante"

"Nous pensons toutefois que la compétitivité du Royaume-Uni est sapée par notre appartenance à une UE en pleine échec", expliquent ces responsables, qui dénoncent "une bureaucratie bruxelloise étouffante pour les 5,4 millions

d'entreprises britanniques, alors que seule une minorité d'entre elles commerce concrètement avec l'UE".

Cette lettre a été publiée quelques jours après deux interventions très remarquées dans le débat, en faveur du maintien dans l'UE cette fois: la Banque d'Angleterre comme le Fonds monétaire international ont chacun prévenu qu'une éventuelle décision de quitter le navire européen pourrait, dans le cas d'un scénario pessimiste, entraîner le Royaume-Uni dans la récession.

"Quitter l'UE constitue un aller simple vers plus de pauvreté pour notre pays", a martelé ce lundi le ministre des Finances, le conservateur George Osborne, grand partisan du maintien comme son Premier ministre David Cameron ainsi que l'opposition travailliste. Lexpress.fr 16.05

Ce qu'a dit Osborne signifie que "quitter l'UE" pourrait favoriser les plans de l'oligarchie qui vise à "plus de pauvreté" en Grande-Bretagne, ce qui expliquerait pourquoi Cameron a pris l'initiative de ce référendum. Ce serait différent si c'était un parti ouvrier qui l'avait prise.

Parfois, un peu hâtivement et de manière inopportune, on peut être amené à se féliciter d'une mesure prise par des chefs d'Etat ou de gouvernement que l'on réclamait ou y adhérer, alors qu'en réalité, puisque ce sont des représentants du capitalisme qui en sont à l'origine, ils feront en sorte qu'elle ne serve uniquement que les intérêts des capitalistes.

Il en va ainsi de la rationalisation et de la socialisation croissante de la production, de la mondialisation, de l'Europe, etc. qui sous l'égide des capitalistes se traduira par toujours plus d'exploitation et d'oppression, alors que si c'était le prolétariat organisé qui en était à l'initiative, ces différents processus conduiraient à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Quitter l'UE n'est pas la panacée que certains agitent comme un hochet depuis des décennies, car sans être associé à la rupture avec le capitalisme, cela contribuerait à le renforcer au lieu d'avancer sur la voie pour l'éradiquer de la surface de la planète. C'est la raison pour laquelle nous n'en avons jamais fait notre objectif prioritaire, qui demeure la chute des institutions nationales et la rupture avec le capitalisme, et quant à la rupture avec l'UE, dès lors elle coulera de source ou elle s'imposera naturellement, il n'y aura plus qu'à l'acter.

En complément.

- Le Pentagone abat ses cartes sur son objectif pour l'Europe : empêcher le rapprochement entre Europe et Russie à tout prix - Atlantico.fr

L'absence de moyens et d'unités de vue des Européens vis-à-vis de la Russie empêchent la formation d'une véritable politique de défense européenne. La France et l'Europe sont donc condamnées à s'aligner sur les intérêts américains. Atlantico.fr

Non, incroyable, 54 ans plus tard il confirme la version des "complotistes" de l'époque.

- Un agent de la CIA serait bien à l'origine de l'arrestation de Mandela en 1962 - Liberation.fr Donald Rickard, ancien vice-consul américain à Durban, aurait révélé avoir lui même divulgué des informations qui ont permis à la police sud-africaine d'arrêter Nelson Mandela le 5 août 1962. Liberation.fr

Question : Faudra-t-il attendre aussi longtemps pour que les versions qui nous ont été données des guerres, guerres civiles, génocides, famines, coups d'Etat, d'assassinats d'opposants, d'attentats, du terrorisme, cracks, etc. et auxquelles la plupart des travailleurs et militants ont adhérés les yeux fermés soient réduites officiellement en poussière ?

Notez bien, de préférence quand il est trop tard pour en tirer des enseignements politiques. Bien qu'il n'est jamais trop tard pour rectifier son interprétation du cours de l'histoire, cela demande un certain courage...

Propagande de la réaction. Belliqueuse, vengeresse, haineuse.

- Au Venezuela, des hôpitaux « tout droit sortis du XIXe siècle »

Conséquence de la situation économique et des coupures régulières de courant, le système de santé ne peut plus faire face à l'afflux de patients. LeMonde.fr

- «Il est impossible d'évoquer la Révolution culturelle sans rappeler ses horreurs»

Il y a cinquante ans jour pour jour, la grande Révolution culturelle prolétarienne plongea la Chine dans un tourbillon féroce. L'épreuve dura dix ans. LeFigaro.fr

Ils se désolent...

- Après la chute de Dilma Rousseff, le nouveau gouvernement brésilien ne séduit pas - LeMonde.fr

Censé apaiser un pays au bord de l'abîme économique, supposé réconcilier une nation déchirée entre les pour et les contre l'impeachment, Michel Temer, le président par intérim, a raté son entrée. LeMonde.fr

- Venezuela : pas de référendum pour révoquer le président - LeMonde.fr

Paroles de prostituées. Instrumentalisation, récupération.

- Sexisme : le ras-le-bol d'anciennes ministres - Francetv info

17 anciennes ministres de droite, de gauche et du centre ont cosigné un texte contre le sexisme dans la sphère politique. Francetv info

La milice de la pensée au service de l'union nationale

Et c'est l'ONU qui fait office de maquereau.

- Quatrième édition de la conférence Women Deliver à Copenhague - Reuters

La chanteuse britannique Annie Lennox et la princesse Marie du Danemark ont invité lundi les hommes à se joindre à la lutte pour les droits des femmes, à l'ouverture de la quatrième édition de la conférence "Women Deliver", organisée à Copenhague

Pendant trois jours, les 5.500 délégués venant de plus de 160 pays vont débattre des moyens à mettre en oeuvre pour que les filles et les femmes soient au cœur des objectifs de développement durable (ODD) approuvés en septembre par les Etats membres de l'Onu pour lutter contre les inégalités et l'extrême pauvreté. Reuters

Quand on vous le disait que les monarchies étaient progressistes au XXIe siècle. A défaut de socialisme du XXIe siècle, ses adeptes se sont rabattus depuis longtemps sur la monarchie du XXIe siècle...

Bienvenue en oligarchie

- Présidentielle: ce n'est plus l'économie qui compte, imbécile!

Les questions économiques pourraient bien ne pas être la clef du scrutin de 2017. Slate.fr

- Marcel Gauchet: sous le malheur, le complot!

Il y a dans le dernier ouvrage de l'essayiste quelque chose qui dérange et qui cloche. Slate.fr

- Plaidoyer pour les voyages en solo

Vous trouvez bizarre de voyager seul? Mais non! C'est formidable. Voici quelques excellentes raisons d'attraper son sac à dos en solo. Il y a deux sortes de réactions lorsque vous dites à quelqu'un que vous avez passé une semaine ou un mois à voyager seul dans un pays lointain. Slate.fr

Individualisé, atomisé, sodomisé... le bonheur on vous dit...

- Le plaisir féminin, à bouche que veux-tu On a bien répété aux femmes que leur sexe était sale. Elles en déduisent donc que le cunnilingus est une faveur, voire un sacrifice… alors même que la majorité des hommes le pratiquent pour leur plaisir. LeMonde.fr

- James Franco «un peu gay»: le filon commercial de l'ambiguïté sexuelle

L'acteur-réalisateur-artiste contemporain ne cesse de jouer en interview et sur les réseaux sociaux sur la confusion de sa propre identité sexuelle. Dommage, il y a bien plus intéressant chez lui que de savoir s'il est ou non homosexuel.James Franco est quelqu'un de captivant. Slate.fr

- Cinquante ans après son adoption, le Civil Rights Act protège aussi les transgenres

Aux Etats-Unis, le texte de 1964 déclare illégales les discriminations de « race, couleur, religion ou origine nationale ». Au dernier moment, le mot « sexe » a été ajouté. Cette loi sert aujourd'hui de cadre aux revendications de la communauté LGBT. LeMonde.fr

- Il avait inspiré «Mad Men», le créateur de la pub la plus célèbre de l'histoire est mort

Bill Backer, 89 ans, avait inspiré le personnage de Don Draper dans la série «Mad Men».Le 12 février 1971, un spot pour Coca-Cola change l'histoire de la publicité. Son créateur, l'Américain Bill Backer, est mort vendredi 13 mai aux États-Unis. C'est lui qui avait eu l'idée de cette publicité... Slate.fr

Haut de page

Le 20 mai 2016

CAUSERIE

Allez, on se dit tout.

Ma mère est sortie du coma.

Vous ai-je dit que Selvi, ma compagne, était l'heureuse propriétaire de deux chèvres offertes par Jayalalhita, la Chief minister du Tamil Nadu (+ de 60 millions d'habitants) ? Du coup lundi lors des élections législatives, elle a voté AIADMK, le parti tamoul bourgeois d'amma (mère en tamoul), Jayalalhita, qui l'a emporté au niveau de l'Etat, elle est donc reconduite dans ses fonctions pour 4 ou 5 ans, je ne sais plus au juste.

Trois mois avant les élections, en tapant dans la caisse de l'Etat du Tamil Nadu, elle a offert deux chèvres à toutes les veuves, et à chaque foyer un mixeur, un appareil pour préparer la pâte à dossaï, des crêpes à base de riz et de lentille, ainsi qu'un ventilateur. Elle avait aussi fait fissa pour remettre en état toutes les routes défoncées lors de la mousson exceptionnelle en novembre dernier. Du coup, elle a écrasé tous ses concurrents.

Adi, la soeur de Selvi qui mange tous les soirs chez nous, l'adore. Je n'ai pas fait de commentaires désagréables à table pour ne pas perturber leur bonne humeur, à quoi cela aurait-il servi, à rien. Vous voyez que je ne suis pas aussi rustre que j'en ai l'air. Je respecte les travailleurs les plus arriérés, la preuve, sauf s'ils dirigeaient leurs armes contre moi. Quand je parle de modestie et de tolérance, je sais de quoi je parle. Cela dit nos rapports ne sont pas toujours faciles, elles font conneries sur conneries, pire, elles m'en font faire, mais c'est une autre histoire, entre nous.

C'est con que Bruxelles surveillent le budget de l'Etat français, sinon Hollande aurait pu aussi vous offrir deux chèvres, non, plutôt deux bassets, nains si possible. Non mais sans déconner, vous ne savez pas à côté de quoi vous allez passer, selon Buffon il paraît qu'on peut chasser le renard avec des bassets, et des renards ce n'est pas cela qui manque !

Si je terminais en disant que je préfère les poules, cela m'attirerait les foudres des féministes décomposés qui pourraient me traîter de renard, un compliment que j'accepterais volontiers, puisque selon un proverbe, un bon renard ne mange pas les poules de son voisin, effectivement, je préfère qu'elles soient libres !

Chez nous on se marre bien quand même.

Après ce bref instant de détente (trop rare hélas!), passons aux choses sérieuses, à la politique.

Le mot du jour.

C'est fou le nombre de gens qui s'adressent à Hollande, alors que son taux d'impopularité dépasse 85%. Voudraient-ils l'aider à se faire une légitimité qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, non ?

Un courriel reçu.

Je vous propose un courriel que j'ai reçu le 17 mai, et la réponse que j'avais rédigée le jour même à propos du soutien que

j'avais apporté au POID suite à son communiqué daté du 14 mai, ignorant que la veille l'organisation de la jeunesse du POID, Jeunesse Révolution, s'adressait à Hollande dans une "lettre ouverte", initiative que je condamne (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs-1126549334023195).

Du coup ma réponse à ce camarade doit être relativisée ou prise au conditionnel et nécessite une mise au point. Je vous conseille de la lire avant de lire la suite pour comprendra à la fois l'état d'esprit qui nous anime ou nos réelles intentions et éviter toute confusion entre nous.

Les dirigeants de ce courant politique sont depuis des lustres familiers de ce genre de pratiques détestables qui relèvent du pur opportunisme. Pire encore, car dans le cas présent, et je pense que je ne suis pas le seul militant dans ce cas-là, elle tend à y associer les militants qui ont exprimé sincèrement leur soutien à l'un de ses partis sur la base de positions ou d'une orientation qu'ils partageaient, et que ces partis se sont ensuite empressés de renier, sans que ces militants aient imaginé un instant qu'ils pourraît être associés à une telle manipulation dont finalement ils sont victimes.

C'est très fort d'écrire dans un communiqué daté du 14 mai "dehors le gouvernement Hollande-Valls", et d'avoir lancé pratiquement simultanément, apparemment la veille, une "lettre ouverte à François Hollande" qui l'auréolait d'une soudaine légitimité pour décider du sort de la jeunesse et des travailleurs. Rappelons que l'impopularité qui frappe Hollande dépasse 85%. Question : Pour qui rame vraiment le POID, apparemment pas pour ces 85%, alors pour qui ?

A mon avis, cet énième coup tordu de ces professionnels du double langage consiste à ménager le PS, Hollande et son gouvernement, le régime, dans la mesure où cette lettre s'adresse à la jeunesse qui est mobilisée contre la loi Travail, alors que le PS contrôle le principal syndicat engagé dans ce combat, la FIDL, qu'il ne faudrait pas froisser en dressant la jeunesse contre Hollande et le gouvernement qui ont vocation à la représenter comme chacun devrait le savoir.

D'après vous, qui de la jeunesse sacrifiée et vouée à la précarité à vie avec la loi Travail ou du POID, entretient ou a intérêt à entretenir des illusions dans Hollande et le PS ?

Cette pratique est misérable, épouvantable, digne de l'opportunisme à l'état pur que nous combattons sans répit. Ils ont osé écrire dans leur communiqué que le gouvernement Hollande-Valls était le "fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers", pour finalement l'imiter ou lui venir en aide.

Partant de là, je conçois qu'il soit difficile, voire impossible d'appeler les militants à soutenir le POID, parce que les militants ne sont pas stupides et refusent de se faire ainsi manipuler. Mon intention était sincère contrairement à celle de ces dirigeants, dans lesquels on ne peut décidément avoir aucune confiance, c'est regrettable. Quand on dit et répète depuis des années qu'aucun parti ouvrier n'est crédible, ce n'est malheureusement pas une vue de l'esprit, on en a la preuve ici, mille fois hélas !

J'appelle les jeunes et les travailleurs à ne pas signer la lettre du POID adressée à Hollande.

Le courriel du camarade Stéphane

(Mes commentaires figurent entre parenthèses et signé JCT)

Bonjour,

La lecture du dernier communiqué du POID, et tes commentaires, m’ont suscité quelques remarques.

La formulation, "le gouvernement Hollande-Valls ne fait qu’exécuter servilement les exigences du FMI, de l’Union européenne et de la classe capitaliste", n'est pas suffisamment précise

Venant du POID, c’est au contraire bien précis, puisqu‘eux ou le POI, et avant eux les autres orgas depuis l’OCI se sont toujours réfugiés derrière les partis ouvriers bourgeois réformistes, en ne fustigeant que leurs dirigeants, mais jamais leur ligne politique. En gros, ils indiquent que les responsables sont uniquement les personnes, jamais l’orientation de ces partis.

(C'est un peu caricatural, sans vouloir faire dans la surenchère, ce serait plutôt la nature du PS qu'ils ont gravement négligée sous différents prétextes. - JCT)

Leur seule ligne est de s’en prendre aux institutions européennes, ou internationales, au mieux à la Ve République. Il ne porte jamais leur accusation sur la bourgeoisie française, et ne parle tout au plus que de la classe capitaliste. (Entre nous, c'est déjà mieux que le NPA ou LO. - JCT) Mais surtout, et c’est là qu’on voit leur véritable visage, l’unique ligne revendicative, c’est la démocratie (bourgeoise, j’imagine) et l’appel à une constituante (bourgeoise aussi). Jamais on ne lira de leur part, l’appel à la dictature du prolétariat, et la constitution d’un parti qui met en avant cette perspective. (Il serait particulièrement maladroit de

lancer un appel en faveur de la dictature du prolétariat, sachant que le terme de dictature a dans l'esprit des militants et des travailleurs une connotation négative de nature à les effrayer, leur faisant penser à juste titre au stalinisme ou au fascisme, à un régime despotique plutôt qu'à la démocratie ou au socialisme. On le réservera à des publications d'ordre théorique destinées aux militants. - JCT)

Même si dans tes commentaires, tu évoques des « imprécisions » (dont je viens de définir la véritable origine) avec raison, en partie, je m'étonne de la chute finale : Cela dit, nous appelons les militants, travailleurs et étudiants à adopter la ligne et les objectifs politiques qui figurent dans ce communiqué qui rejoignent les nôtres, et à participer au meeting organisé par le POID le 28 mai à Paris.

Peut-on vraiment appeler les militants (lesquels d'ailleurs) (Ceux qui se connectent au portail. - JCT) à rejoindre cette ligne politique aussi foireuse, et que dire des objectifs…encore plus floutesque. (J'ai estimé qu'avancer : "Dehors la loi travail ! ; Dehors le gouvernement Hollande-Valls, fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers ! ; Dehors la Ve République ! ; Dehors l'Union européenne, ses traités et ses plans destructeurs !", constituait un axe de combat clair, des tâches et des objectifs politiques conforment à la situation que l'avant-garde pouvait adopter, personnellement je les partage. - JCT)

Si ce n'est que pour se raccrocher à la dernière branche pourrie d'un parti qui ne cesse de sombrer dans le social-chauvinisme, forcément tiré vers le bas des autres PSC-FdG et PS, à la remorque desquels ils sont attachés depuis plusieurs décennies. (Je ne vois pas très bien en quoi ce serait être à la remorque de ces partis de dire "Dehors le gouvernement Hollande-Valls, fossoyeur de la démocratie, des droits ouvriers !" - JCT) Je trouve dommage et dommageable pour quelqu'un qui souhaite s'appuyer sur les enseignements de Marx, Engels et Lénine ou Trotsky, et à juste raison, d'en arriver à supporter des organisations dont la ligne s'en est aussi éloignée.

(Quand leur ligne s'en éloigne selon moi, je la dénonce, et quand elle s'en rapproche, je la soutiens, cela me semble logique, il n'y a là aucune contradiction, sauf naturellement si on estime que ce serait juste une manoeuvre de leur part et qu'on leur prête de mauvaises intentions. Je suis peut-être naïf mais j'ose espérer que ce n'est pas le cas ici.

J'ai le défaut de faire en général crédit a priori aux gens en privilégiant les qualités qu'ils sont censés posséder, que j'ai cru discerner en eux ou qu'ils ont déjà eu l'occasion de manifester, sans préjuger si c'est à tort ou à raison, seule l'expérience à venir nous le dira ou servira de révélateur, d'où bien sûr parfois des déboires, c'est inévitable quand on prend ce genre de risque, il faut savoir parfois faire preuve d'audace dans la vie, et d'autres fois des bonnes surprises ou la satisfaction de partager des expériences enrichissantes avec des gens ou faire un bout de chemin ensemble, là encore sans préjuger au départ pendant combien de temps durera cette liaison et quand elle prendra fin, ne sachant pas à l'avance quels aléas nous réserve l'existence ou la société.

Je soutiens temporairement le courant politique qui incarne le mieux mes idées, cela me semble normal, de toutes manières je n'ai pas le choix. J'irai plus loin, et sachant que dans ce cas-là généralement c'est parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives à ma disposition, je ne peux pas les inventer tout de même pour faire plaisir à quelqu'un, c'est parce que c'était le bon choix, je l'assume entièrement.

J'ai toujours affirmé que ce courant politique l'emportait sur tous les autres sur le plan intellectuel, même s'il fait selon moi l'objet de graves confusions ou lacunes qui sont préjudiciables à sa crédibilité, et pour être tout à fait sincère j'ajoutais que je le regrettais profondément. - JCT)

Alors, sous quel prétexte faire encore crédit à de tels charlatans ? Parce qu'il constitue encore une force numérique dont on peut encore espérer quelque chose ? Mais à ce que compte-là pourquoi pas compter sur le PCF qui a encore au moins 10 ou 30x plus d'adhérents. Sur le tas, même une partie infime de militants encore « récupérables » , on arriverait bien à s'en tirer à meilleur compte. (Vaut mieux encore s'adresser aux dizaines de millions de travailleurs inorganisés qui n'ont jamais été piquousés au stalinisme, au réformiste ou au trotskysme conciliateur. - JCT)

Au passage, il faudra m'expliquer le sens de « les nôtres ». Dois-je comprendre que cela signifie un « nous » d'une formation constituée (et si oui laquelle), ou un « nous » imaginaire.

(Comme tu y vas, jusqu'à preuve du contraire je n'ai de compte à rendre à personne, puisque je suis le seul à essayer d'animer le courant politique dont je me revendique ou ce portail, donc je suis libre d'employer les formules syntaxiques que j'estime les plus appropriées selon le sujet traité, dans la mesure où elles n'engagent personne d'autres que moi, laissant à chacun le droit de se les approprier ou non selon qu'elles leur conviennent ou non, ce qui n'engagent qu'eux. Mais je vais te répondre.

J'emploie la première personne du pluriel, soit lorsque je considère que je ne suis pas le seul à partager les mêmes idées, soit pour marquer une distance entre moi et les idées que j'expose parce que j'estime qu'elles ne m'appartiennent pas, parce que je n'en suis pas forcément à l'origine ou plus généralement, parce qu'elles sont le produit d'une réflexion collective ou de plusieurs militants ou personnes, procéder autrement consisterait à me les approprier et à faire croire que j'en serais l'auteur, ce qui serait injuste et malhonnête.

De plus, détestant me mettre en avant ou en scène, bien que j'y sois obligé trop souvent à mon goût, employer à tout va la première personne du singulier ne correspondrait pas à mon état d'esprit, car ayant horreur des gens qui se font passer pour ce qu'ils ne sont pas je ne tiens pas à les imiter, cette attitude me semble donc conforme à mes principes, aux rapports que j'entretiens avec le monde extérieur qui ne sont pas axés sur ma petite personne. Et puis, sachant à la fois que mes causeries peuvent influencer ceux qui les lisent et que ma contribution demeure somme toute fort modeste, je préfère éviter que mes idées fassent l'objet d'une personnalisation ou que les lecteurs les identifient à une personne, moi en l'occurrence, pour ensuite procéder de même en supposant qu'ils se les sont appropriés, ce en quoi ils sont encouragés du fait que peu de gens ou personne ne me connaît, ce qui serait contraire à mes principes. - JCT)

Aujourd'hui, j'estime que ceux qui sont restés les plus fidèles aux idées que tu défends sont plus nombreux au sein du GMI. Certes, ils sont en phase de reconstruction et c'est un regroupement assez jeune (historiquement, depuis avril 2013)…

(Non, le GMI n'est pas jeune du tout, ou alors il faudrait en dire de même du POI, du POID et du NPA. En fait ses dirigeants doivent déjà avoir un certain âge et viennent de l'OCI-PCI. Ils sont restés des lambertistes pur jus et ils présentent les mêmes travers que le POI et le POID en plus accentués, en somme ils sont plus lambertistes que les lambertistes du POI ou du POID pour n'avoir jamais été capables d'en faire l'analyse jusqu'au bout, se référant encore aux discours délirants de Stéphane Just sans en avoir fait la critique ni tiré le moindre enseignement par conséquent, ce qui les amène à s'adresser aux dirigeants vendus des syndicats pour qu'ils appellent à la grève générale, bref, ils n'ont rien appris de la lutte de classe de l'après-guerre à nos jours, ils sont profondément sclérosés, et reproduisent les mots d'ordre des années 60-70 qui dans le contexte actuel me file littéralement la nausée, mots d'ordre ou ligne politique que j'ai eu l'occasion d'analyser et de caractériser d'opportunistes pour finalement les rejeter.

D'un côté, ils dénoncent "les multiples journées d'action avec le soutien du PdG, du PCF, du NPA, de LO, du POI, du POID, d'AL, etc." et d'un autre côté, ils lancent un appel en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils se prononcent pour la grève générale qui pour eux est une fin en soi, car sans se soucier du fait que ces dirigeants syndicaux s'emploieraient à la briser d'une manière ou d'une autre ou à faire en sorte qu'elle ne prenne pas un tour insurrectionnel tourné vers le régime qu'ils condamneraient, ce qui contribuerait à démasquer leur nature contre-révolutionnaire.

Souhaiter que les fossoyeurs du mouvement ouvrier, du syndicalisme, du socialisme, prennent la direction des opérations ou de la grève générale, c'est le meilleur moyen pour préparer les défaites de demain. C'est d'autant plus navrant que la grève générale ne se décrète pas et que j'avais reproduit récemment un passage de Lénine sur cette question, mais peut-être que tu ne l'as pas lu ou que tu en as tiré d'autres conclusions que moi.

Il y a quelques années, j'ai eu l'occasion d'échanger une correspondance avec plusieurs militants du CCI-T et du groupe bolchevik, dont un de leurs dirigeants qui dans la plus pure tradition lambertiste m'avait témoigné son mépris en estimant que mes causeries étaient de la merde, ce qui m'avait amené à conclure, qu'en étant animé par un tel état d'esprit, il n'y avait rien à en attendre jusqu'à preuve du contraire. Ils ne sont pas les premiers à avoir rompu avec un parti pour finalement adopter les mêmes pratiques... qu'ils condamnent chez les autres. Je pense avoir suffisamment démontré que cela ne me concernait pas, pour avoir reproduit dans ce portail des centaines ou des milliers d'articles dont je ne partageais pas les analyses ou les conclusions, chacun devant assumer ses responsabilités jusqu'au bout ou faire autre chose. - JCT)

C'est assez consternant qu'après 140 ans, et déjà les critiques formulées par Marx contre le programme de Gotha au Parti Ouvrier Allemand, et en particulier aux Lassaliens, le niveau de conscience politique de la classe ouvrière en soit resté au niveau zéro…mais d'un autre côté, on peut comprendre pourquoi. Je ne crois pas que tu me contrediras sur ce point.

(Et bien je voudrais bien que tu nous expliques pourquoi, ce que personnellement j'ai déjà fait à plusieurs reprises dans des causeries antérieures pour ne pas avoir à y revenir ici. On peut énoncer pêle-mêle : le stalinisme, le réformisme, l'opportunisme conciliateur, le dogmatisme, le sectarisme, le gauchisme, l'aventurisme, le parlementarisme, le républicanisme, le démocratisme, le trotskysme conciliateur, etc., qui pour s'imposer ou se justifier recourent à des méthodes déloyales ou détestables, qui à l'arrivée quand on les a l'esprit donnent une image épouvantable des partis ou du mouvement ouvrier. J'arrêterai là, car j'ai autres choses à faire. - JCT)

Cordialement,

Stéphane

La Constitution de la Ve République est incompatible avec la démocratie.

Le recours à l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer une loi rejetée par la majorité de la population laborieuse, démontre que la Constitution de la Ve République est incompatible avec la démocratie, et que par conséquent elle doit être abolie pour que la démocratie soit respectée.

Le recours à l'article 49.3 ne témoigne pas seulement de la crise des institutions que les rédacteurs de la Constitution de la

Ve République avaient prévue, il démontre que la démocratie est incompatible avec le régime capitaliste en crise qu'il faut abolir également pour qu'elle puisse s'exprimer librement.

Il est parfaitement clair que refuser d'admettre ce constat, nous condamne fatalement à subir indéfiniment les conséquences de la crise du capitalisme, et à nous soumettre au carcan des institutions antidémocratiques de la Ve République qui mènent la société au chaos, à la banalisation de la violence, voire de la cruauté, de la barbarie.

Quand deux parties revendiquent la propriété d'un bien et qu'une seule peut le posséder comme c'est le cas sous le régime capitaliste, l'autre partie sera spolié de ce droit et de ce bien. Quant à l'usage qu'ils en feront et au profit qu'ils en tireront, selon qu'il aura été acquis à titre privé ou collectif, ils seront de nature différente et incompatible entre eux.

Le propriétaire privé l'exploitera exclusivement pour son compte ou pour satisfaire ses propres besoins, tandis que la collectivité l'exploitera pour le compte de la totalité de ses membres. Le propriétaire privé accaparera à titre personnel l'essentiel du profit qu'il aura tiré de son exploitation, en cédant à ceux qui l'ont produit tout juste de quoi survivre pour continuer de les exploiter, tandis que les membres qui le possèdent à titre collectif l'exploiteront en commun et se partageront les richesses produites de manière à satisfaire leurs besoins.

Dès lors nous sommes en présence de deux modes de production et de répartition des richesses incompatibles entre eux ou qui ne peuvent coexister. L'un privilégie sa valeur d'échange pour satisfaire ses besoins à titre exclusif, l'autre sa valeur d'usage pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la collectivité. Le premier correspond au capitalisme, le second au socialisme.

Les produits que la nature a créés ou qu'elle met généreusement à la disposition des hommes n'appartiennent à personne, ils devraient être le bien commun de la collectivité humaine. C'est ce droit que revendique le socialisme et que le capitalisme a confisqué à son profit.

Au départ, avant l'apparition de la moindre trace de conscience, les hommes régis par l'instinct animal étaient placés dans un état de dépendance à la nature. Ils s'employèrent alors à maîtiser leur environnement ou à domestiquer la nature pour remédier à cet inconvénient. Comment ? En mettant leur force de travail au service du développement de forces productives. Il s'en suivit du fait que les hommes ne naissaient pas égaux et qu'ils bénéfiaient selon le lieu où ils étaient venus au monde d'un environnement avantageux ou défavorables, que certains parvinrent à développer ces forces productives plus rapidement que d'autres et à former une caste de privilégiés capables de produire au-delà de leurs besoins, donnant naissance aux différentes classes sociales.

Une fois ce processus d'accumulation enclenché, les hommes n'eurent de cesse de se découvrir de nouveaux besoins, dont certains étaient inspirés inconsciemment par celui de s'émanciper du règne de la nécessité, qui les maintenait dans une situation de dépendance à la nature, ensuite à d'autres hommes s'étant mis à les exploiter et à les opprimer, la lutte des classes était née.

A partir de cette époque, les forces productives n'allait cesser de se développer, et il faudra attendre l'avènement du mode de production capitaliste pour qu'elles atteignent un niveau permettant d'entrevoir la possibilité de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population ou de l'humanité. Mais comme sur ce mode de production était venu se greffer dès son origine un mode de répartition des richesses produites destiné à satisfaire principalement les besoins de la minorité qui s'était accaparé ou possédait les moyens de production, la majorité de la population serait injustement et violemment privée du droit de bénéficier du produit du développement des forces productives, ce qui se traduirait concrètement par l'impossibilité de satisfaire ses besoins, et la conduisait à lutter pour faire valoir ce droit légitime, la lutte des classes devenant ainsi après le développement des forces productives, le second facteur déterminant ayant contribué à l'évolution de la civilisation humaine.

L'ensemble de ce processus devait se dérouler sans que les hommes aient conscience de ses tenants et de ses aboutissants, les privant du même coup de la possibilité de lui donner une orientation qui leur permettrait d'aboutir à un développement harmonieux et de vivre en paix, et leur interdirait de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté.

Il aura fallu attendre le milieu du XIXe siècle après J-C pour que cette conscience jaillisse du conflit entre le mode de production capitaliste devenu trop étroit pour contenir les forces productives qu'il avait contribué à développer et ces forces productives elles-mêmes que les capitalistes allaient s'employer dans le futur à détruire massivement, tout en continuant comme dans le passé à les développer en recourant sans cesse à de nouveaux besoins, dont en partie les uns chasseraient les autres, sans que le rapport entre les classes change, ce qui se traduirait inexorablement par un accroissement de l'accumulation ou de la concentration du capital ou de richesses à un pôle de la société, et l'extension de la pauvreté et de la précarité à l'échelle mondiale à l'autre pôle.

Cette prise de conscience de ce processus matérialiste et dialectique, historique, était l'aboutissement des efforts qu'avaient entrepris les hommes pour se libérer du joug du règne de la nécessité, une fois que les forces productives avaient atteint un degré de développement permettant d'envisager la satisfaction des besoins de l'ensemble de l'humanité.

Mais les hommes, ceux qui étaient particulièrement concernés par cette nouvelle perspective débouchant sur leur émancipation

du règne de l'exploitation et de l'oppression, la classe des producteurs, les exploités, n'allaient pas être en mesure de saisir cette opportunité qui s'offrait à eux, pour avoir été maintenu dans un état d'ignorance tel de ce processus historique devait continuer d'échapper à leur conscience pendant encore longtemps.

Cette ignorance allait les conduire à se subordonner encore davantage au règne de la nécessité au lieu de s'en détourner ou de le combattre, en adoptant systématiquement tous les besoins que les capitalistes allaient créer spécialement pour eux ou pour entretenir leur sysème économique, ce qui devait aboutir à la plus grande confusion qui soit, au point d'identifier le bonheur ou le bien-être à leur capacité d'accumuler des biens ou consommer toujours davantage, et par conséquent abandonner tout espoir de changer les bases sociales de la société, alors que les conditions objectives ou matérielles étaient réunies pour l'envisager sérieusement.

Dès lors que les exploités ne parviendraient pas à élever leur conscience à un niveau suffisant ou à réunir les conditions subjectives indispensables pour agir sur la société et la changer, la civilisation humaine serait condamnée à une régression sans fin, à se décomposer, à se putréfier, à devenir invivable, une source de conflits et de violences, de guerres perpétuelles, à pourrir littéralement sur place jusqu'à son extinction finale.

Le cycle historique de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a contribué au développement de la civilisation humaine est parvenu à son terme. Devra-t-elle s'éteindre avec lui ou trouvera-t-elle la force de s'en délivrer une fois pour toute ?

La pétition que nous ne signerons pas parce qu'elle cautionne la Constitution de la Ve République, donc le régime et le gouvernement.

Change.org - Suppression du 49.3 dans la constitution française.

La démocratie c'est le vote, la démocratie c'est le débat parlementaire, la démocratie c'est le droit et le devoir du peuple de contester une loi.

La démocratie ce n'est pas le passage en force.

La démocratie ce n'est pas le 49.3 !

Supprimons cet article inique et surtout d'un autre temps.

Redonnons du pouvoir à notre vote.

Non, la démocratie ce n'est pas "le vote", dès lors qu'à la base le mode de scrutin est truqué, du fait que tous les partis ne bénéficient pas des mêmes privilèges pendant les campagnes électorales.

Non, la démocratie ce n'est pas "le débat parlementaire", dès lors qu'aucun parti n'exprime les besoins de la classe ouvrière.

Non, la démocratie ce n'est pas "le droit et le devoir du peuple de contester une loi", la démocratie c'est avant toute chose le droit et le devoir du peuple de faire la loi, ce que lui interdit la Constitution de la Ve République qui doit être abolie.

La France est devenu un Etat policier grâce à Hollande et au PS.

- Etat d'urgence: le Parlement adopte une 3e prolongation, jusqu'à fin juillet - AFP

Pour la troisième fois, le Parlement a adopté jeudi, par un vote de l'Assemblée, une prolongation de l'état d'urgence post-attentats, cette fois pour deux mois, après un débat très polémique dans l'hémicycle autour des violences dans les manifestations ces derniers jours. AFP

- Vers l'adoption définitive de la loi antiterrorisme - Reuters

Les députés français ont approuvé jeudi le projet de loi contre le terrorisme mis au point par une commission mixte paritaire (CMP) Assemblée-Sénat qui prévoit de faire entrer dans la loi des dispositions jusqu'ici spécifiques à l'état d'urgence. Reuters

- État d'exception avec état d'urgence, par Jean-Claude Paye - Réseau Voltaire 18.05

Extraits.

- Remarquons d'abord qu'il est paradoxal d'invoquer l'État de droit pour justifier la prorogation de 3 mois d'un état d'urgence qui n'a d'autre objectif que de s'affranchir du principe de séparation des pouvoirs, de liquider le pouvoir judiciaire et de concentrer l'ensemble des prérogatives aux mains de l'Exécutif et de sa police.

- On doit parler d'un changement de régime politique, le passage d'un régime démocratique à un état d'exception permanent, un oxymore servant de cache sexe à un État policier.

- Depuis le début de l'état d'urgence, la plupart des perquisitions administratives ont été conduites, non pas pour des matières touchant au terrorisme, mais pour des affaires relevant du maintient de l'ordre, par exemple, à l'encontre de militants écologistes, ou de droit commun, sans aucun lien avec la lutte contre « le terrorisme de guerre », confirmant ainsi quel la « guerre contre le terrorisme » est avant tout un conflit entre le gouvernement et ses populations.

- Les perquisitions de nuit, sans autorisation judiciaire, peuvent avoir lieu s'il existe « des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace. » Elles remettent en cause l'inviolabilité du domicile et peuvent se dérouler pour des raisons vagues et détachées de tout élément matériel.

- La perquisition s'inscrit ainsi dans un système global de mise sous contrôle des populations.

- Grâce à la notion d'atteinte à l'ordre public, le texte donne une grande marge d'appréciation pour dissoudre les associations ou groupements qui s'opposeraient à la politique gouvernementale, des groupes « qui participent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ou dont les activités facilitent cette commission ou y incitent ». (...) La possibilité de dissolution est largement étendue par la notion d'atteinte à l'ordre public et pourrait potentiellement concerner tout groupe d'opposition à la politique gouvernementale.

- Quant aux conditions de l'assignation à résidence décidée sans intervention d'un juge, elles sont durcies. (...) La formulation est beaucoup plus large et floue, car les « raisons sérieuses » ne sont pas spécifiées. En passant de « l'activité » au « comportement » et à la « présomption », la nouvelle loi abandonne la matérialité des faits pour se rapprocher d'un délit d'intention.

- Les assignations à résidence se fondent en grand partie sur les « notes blanches » des services de renseignement, des documents non signés, non datés et sans en-tête de service.

- Les mesures attentatoires aux libertés privées, contenues dans les différentes lois installant une surveillance des populations, ont immédiatement été prises pour une durée indéterminée. Elles ne relevaient donc pas d'un état d'urgence, mais étaient l'expression d'un changement de régime juridique et politique, de la mise en place progressive d'un régime autoritaire. Il en est de même en ce qui concerne les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de l'état d'urgence.

- L'assigné à résidence dépend ainsi totalement du bon vouloir et des caprices de l'administration, non seulement en ce qui concerne les motivations (les raisons sérieuses de penser) de la mesure à laquelle il est soumis, mais aussi pour sa durée.

- En bref, les raisons sérieuses de penser que les personnes iront manifester justifie les mesure devant les empêcher d'exercer leurs droits politiques et constitutionnels.

- Finalement, François Hollande a renoncé provisoirement à constitutionnaliser l'état d'urgence, suite à l'impossibilité de mettre d'accord les parlementaires sur la procédure de retrait de la nationalité aux Français condamnés pour terrorisme. Cette volonté gouvernementale d'opérer un changement de régime politique est confirmée par un projet, aujourd'hui abandonné, de régler la « sortie » de l'état d'urgence en prolongeant les pouvoirs de la police et du parquet pendant une période indéterminée, pendant laquelle les pouvoirs d'exception, selon l'évolution de la situation seraient progressivement abandonnés, selon la propre évaluation de l'Exécutif. Le second projet gouvernemental a abouti à la loi sur la procédure pénale « renforçant la lutte contre le terrorisme et le crime organisé ». Cependant, le gouvernement pensait aller encore plus loin en créant un délit « d'obstruction à la perquisition ». Il s'agissait bien d'indiquer aux citoyens qu'ils n'ont aucun droit face à la police. En outre, il était aussi envisagé que les policiers pourraient saisir tout objet ou document sans en référer au procureur. La police aurait été libérée du dernier élément du contrôle judiciaire, celui du procureur, d'un magistrat pourtant directement soumis au pouvoir exécutif. Réseau Voltaire 18.05.2016

Rappel. J'ai retrouvé des extraits de causeries antérieures où j'avais voulu attirer l'attention des lecteurs sur l'orientation de la société virant à la dictature ouverte.

Le 27 juin 2008

- Le tentation de la dictature se précise.

Tempête contre la "reprise en main" de la télévision publique.

Le 4 novembre 2008

- La tentation de la dictature. Le gourou et le vaudou.

Le 17 janvier 2009

- A propos de Sarkozy : ... la tentation de la dictature transpire à travers ses interventions et sa politique...

Le 8 novembre 2010

- ... la tentation du pouvoir en place de recourir aux mêmes moyens qu'une dictature sur le plan politique et judiciaire...

Le 5 juin 2013

- La tentation de la dictature. Changez-moi ces juges !...

Le 30 décembre 2013

- La tentation de la dictature écrivions-nous sous Sarkozy, elle s'amplifie sous Hollande.

Le 5 janvier 2016

- Tentation de la dictature. Pour siffler la fin de la partie, il vous faudra attendre encore un peu...

- Guillaume Richard (PDG du groupe O2) - "J'aurais apprécié que le président Hollande siffle la fin de la lutte des classes" - LePoint.fr

Flagrant délit. Le vrai visage réactionnaire de l'ONG Human Rights Watch

L'ONG Human Rights Watch et quatre ex-présidents colombiens ont de leur côté appelé les membres de l'Organisation des états américains (OEA) à se prononcer fermement sur la crise au Venezuela, à l'occasion de la présentation à Bogota d'un livre de l'opposant vénézuélien emprisonné Leopoldo Lopez. AFP 20.05

Le refus d'affronter le régime conduit fatalement à l'impuissance, ou pire, à s'associer à ceux qui se mobilisent et sapent toute tentative ou espoir de changer la société.

Grille de lecture.

- En lisant de larges extraits de cet article du portail néolibéral Slate.fr, vous aurez compris pourquoi ils l'ont publié en prêtant une attention particulière à la conclusion pratique à laquelle arrivent deux des nombreux acteurs qui entendent intervenir sur le plan politique tout en refusant de caractériser le régime et de l'affronter, encore moins envisager de le renverser, sinon Slate.fr ne leur accorderait pas cette tribune.

- La conclusion pratique à laquelle ils arrivent est de nature à rassurer les porte-parole de l'oligarchie anglo-saxonne, puisqu'elle les conduit à se détourner du combat politique pour le recentrer sur les individus, à travers "davantage d'action européenne commune aux mouvements qui émergent aussi dans d'autres pays", qui sont tous manipulés par des idéologues ou des agents de l'oligarchie.

- Numérique: «Face à un mur, il faut savoir faire autre chose que se taper la tête contre» - Slate.fr 19.05

Il existerait "un malaise dans le dialogue avec les politiques" :

- « Après des années de violence légale, de défaites et de recul des libertés fondamentales, face à une représentation politique dont la seule logique est sécuritaire, La Quadrature du Net refuse de perdre davantage de temps à tenter d'influencer rationnellement ceux qui ne veulent rien entendre et choisit de réorienter ses actions. »

Qui se traduirait par "un ras-le-bol politique qui ne date pas d'aujourd'hui" :

- « On a eu le sentiment qu'il y a eu un vrai ras-le-bol vis-à-vis de l'empilement des lois sécuritaires, notamment une vraie difficulté

à savoir comment agir quand les méthodes traditionnelles ne fonctionnent plus. »

Un ressenti qui ne se limite pas à l'association: elle nous explique que lors des discussions que la Quadrature du Net peut avoir avec d'autres associations ou syndicats, elle a pu constater que le «ras-le-bol est partagé» –symbole de ce ras-le-bol partagé

Thomas Watanabe-Vermorel, porte-parole du Parti pirate :

- « On partage complètement ce sentiment de ras-le-bol, d'impuissance et de quelque chose de l'ordre de l'injustice. En essayant d'être des citoyens motivés, qui sont capables de proposer, d'être constructifs, on se heurte à un mur qui oscille entre l'arrogance, la condescendance, et le mépris le plus total.»

Face à l'empilement de lois (renseignement, réforme pénale, loi numérique), Adrienne Charmet admet un sentiment d'impuissance. Mais elle n'est pas la seule. La présidente de la Ligue des droits de l'Homme reconnait que ce sentiment est partagé par beaucoup de monde, notamment depuis ce qu'elle qualifie de «virage sécuritaire et autoritaire» pris par le gouvernement.

Elle qualifie notamment la récente réforme pénale présentée par Jean-Jacques Urvoas de «l'un des pires dialogues que la Quadrature a pu avoir avec des parlementaires. Il n'y avait aucune ouverture. C'était un vrai rouleau compresseur. Il n'y a pas d'actions vraiment possibles.» De son côté, Françoise Dumont a l'impression que parfois les discussions sont simplement impossibles, et ce alors qu'elle reconnaît aisément «n'avoir jamais été très entendue»:

«On a vraiment l'impression de ne plus avoir d'interlocuteurs avec qui discuter.»

Frédric Toutain, attaché parlementaire de la députée apparentée écologiste Isabelle Attard –qui a souvent partagé les combats de la Quadrature du Net : «la solution passe par une reprise en main du pouvoir par les citoyens.»

Face à tout cela, la Quadrature du Net a donc décidé de se recentrer pour agir là où elle peut encore réussir à influencer le débat. La décision date d'il y a quelques semaines déjà. Au programme, note-t-elle dans son communiqué, «moins de suivi législatif français, davantage d'action européenne commune aux mouvements qui émergent aussi dans d'autres pays. [...] Moins de travail avec le monde politique, et davantage avec les individus volontaires pour nous accompagner sur ce terrain. Nous nous consacrerons à plus de sensibilisation de fond, plus de participation, de décentralisation de nos actions, d'engagement des bénévoles, plus d'indépendance face aux agendas imposés». slate.fr 19.05

En famille, même pas besoin de les cloner tellement ils se ressemblent. Parole de banquiers.

Voilà la dernière imposture pilotée par l'oligarchie et le PS. Après "notre ennemi c'est la finance", au tour des banquiers de Libération de lancer de lancer un appel aux oligarques du CAC 40.

Avant de lire un extrait de l'appel que quarante personnalités ont signé en direction du gouvernement pour qu'il limite les salaires des patrons, il est bon de lire les deux articles ci-dessous histoire de mieux cerner le contexte dans lequel cet appel s'insctit, j'allais écrire pour cerner leurs réelles intentions, puis je me suis ravisé car c'était inutile!

- Emmanuel Macron "incarne mieux le libéralisme" que les présidentiables de droite - L'Express.fr

Le ministre de l'Economie continue de tracer son sillon dans le paysage politique français. Il est même en train de se construire une solide image d'homme "libéral". Aussi bien chez les sympathisants de gauche, que chez les électeurs de droite. L'Express.fr 19.05

- La France promeut l'arbitrage privé du Tafta au sein même de l'Europe - LeMonde.fr

Une proposition soutenue par la France, que « Le Monde » a consultée, suggère d'instaurer de nouveaux tribunaux d'arbitrage privés – déjà critiqués – au sein même de l'Union européenne.

La France, hérault de la lutte pour un Tafta plus équitable et contre des tribunaux privés au service des multinationales ? Cette image que le gouvernement tente de renvoyer depuis quelques semaines risque d'être mise à mal par un document confidentiel consulté par Le Monde, dans lequel un groupe de cinq pays européens, dont la France, propose l'instauration d'une juridiction d'exception européenne au service des entreprises souhaitant attaquer les décisions des Etats.

Ce document de travail rédigé par la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et les Pays-Bas, obtenu par le réseau militant Seattle to Brussels, a été transmis le 7 avril au Conseil des ministres européens. Il répond à l'offensive lancée à l'été 2015 par la Commission européenne pour abroger les quelque 200 traités d'investissement bilatéraux toujours en vigueur entre les « anciens » et les « nouveaux » Etats-membres de l'Union européenne, issus des élargissements récents.

L'institution bruxelloise juge ces accords non seulement inutiles – car le marché unique a déjà uniformisé les règles d'investissement entre les Vingt-Huit –, mais surtout incompatibles avec le droit européen – car générateurs de discriminations entre eux.

Menacés plus ou moins directement de sanctions par la Commission pour avoir conservé ces traités obsolètes, conclus dans les années 1990, ces cinq pays se disent prêts à les abroger, à condition qu'un nouveau régime harmonisé de protection des investissements leur succède.

« Ni utile ni nécessaire », disait la France

Et c'est là que le bât blesse. Car le quintet ne se contente pas de réclamer un cadre législatif clarifié. Il souhaite sauver le mécanisme de règlement des différends investisseurs-Etats, une juridiction arbitrale privée vers laquelle les entreprises peuvent se tourner en lieu et place des tribunaux nationaux. Plus connu sous son acronyme anglais ISDS (investor-state dispute settlement), ce système est l'un des volets les plus controversés du traité transatlantique Tafta/TTIP, en négociation entre l'UE et les Etats-Unis.

Pourquoi conserver un tel système arbitral hors-sol, dont les sentences jugées contraires au droit européen se sont multipliées au cours des dernières années ? Pourquoi ne pas profiter de cette remise à plat pour se débarrasser de ce mécanisme que la France avait qualifié l'an passé de « ni utile ni nécessaire » dans le cadre des négociations transatlantiques ?

L'argumentaire déployé ressemble à celui adressé par le lobby européen de l'industrie Business Europe à la Commission européenne en février, comme le souligne Seattle to Brussels. Le maintien de l'ISDS serait justifié par le fait que « les systèmes judiciaires nationaux peuvent susciter des préoccupations en termes de lenteur des procédures, de qualité du système judiciaire et de perception de l'indépendance judiciaire », de même que les « administrations publiques » et les « environnements d'affaires » de certains Etats-membres. Les nouveaux entrants d'Europe centrale et orientale, indirectement pointés du doigt, apprécieront.

Autre argument déployé dans le document : si les Européens renonçaient à de tels mécanismes en interne, « il serait d'autant plus difficile de plaider en [leur] faveur » dans les négociations commerciales en cours avec leurs partenaires extérieurs, tant avec les pays en développement qu'avec les Etats-Unis. Pire : cela pourrait créer « un avantage compétitif pour les investisseurs étrangers », qui bénéficieraient d'une meilleure protection sur le sol européen que leurs homologues européens.

Un arbitrage vraiment amélioré ?

Au niveau institutionnel, la France et ses partenaires veulent officiellement saisir l'occasion pour mettre en oeuvre l'« investment court system » (ICS), un ISDS nouvelle version élaboré fin 2015, que l'Europe essaie d'imposer aux Etats-Unis dans les négociations transatlantiques. Celui vise à muscler les garde-fous contre les dérives du système arbitral, qui menace parfois les politiques publiques sanitaires ou environnementales des gouvernements au nom de la « protection des investissements ».

Problème : plutôt que de créer une nouvelle cour permanente ex nihilo où ils auraient les mains libres, le groupe des cinq privilégie la rapidité en suggérant d'adosser le futur mécanisme à la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye. Or, d'après Florian Grisel, chercheur spécialiste de l'arbitrage international à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, aucun des grands principes de l'ICS ne saurait trouver sa place dans cette institution au cadre très contraint : impossible de substituer aux arbitres ad hoc des juges permanents réputés plus impartiaux, de leur interdire d'exercer en parallèle des activités d'avocat, de renforcer leurs règles d'éthique pour limiter les conflits d'intérêts, et encore moins d'instaurer un mécanisme d'appel des décisions. « Il est donc possible que cela ne change absolument rien au système actuel d'ISDS », souligne l'universitaire.

« Peut-être que cette voie sera trop compliquée », reconnaît-on timidement au Quai d'Orsay, sans pour autant s'avouer vaincu. Pour la France, il est de toute façon « trop tôt » pour savoir si ces exigences seront techniquement applicables, et politiquement acceptables pour les Vingt-Huit. LeMonde.fr 19.05

- Quarante personnalités appellent le gouvernement à limiter les salaires des patrons - Francetv info

Parmi les premiers signataires : le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, la maire de Paris Anne Hidalgo ou encoe Philippe Martinez, le numéro un de la CGT, l'économiste Thomas Piketty, l'écologiste Nicolas Hulot et l'historien Pierre Rosanvallon. Quarante personnalités appellent dans Libération le gouvernement à légiférer afin de limiter les salaires des patrons, mercredi 18 mai.

Les signataires de cet "appel des 40 au CAC 40", à l'initiative du quotidien et assorti d'une pétition sur le site Change.org, souhaitent que "désormais, en France, un patron ne puisse pas être rémunéré plus de 100 Smic, soit 1,75 million d'euros par an". Ils dénoncent "une période inédite dans l'histoire du capitalisme contemporain" avec un écart entre le salaire des PDG et le salaire moyen qui a "explosé".

Les pétitionnaires notent que "le principal argument patronal pour justifier de telles pratiques - celui d'un marché mondial des très hauts dirigeants qui nécessiterait un alignement des salaires par le haut - n'est corroboré par aucune étude économique sérieuse". Et ils soulignent qu'"en se comportant de la sorte, notre élite économique entretient un sentiment de chacun pour soi délétère".

Cet appel intervient après les polémiques sur les salaires de patrons comme ceux de Renault et de PSA, Carlos Ghosn et Carlos Tavares, et la menace brandie mardi par François Hollande de passer par la loi. Francetv info 19.05

- Quelques-uns des signataires de l'« appel des 40 au CAC 40 » - lemonde.fr

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis, le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone (PS), la maire de Paris Anne Hidalgo, les députés socialistes Benoît Hamon et Karine Berger ou encore l'ex-ministre Arnaud Montebourg (PS) et la députée écologiste Cécile Duflot figurent parmi les signataires de ce texte.

Les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT), Philippe Martinez (CGT), Carole Couvert (CFE-CGC), Luc Bérille (Unsa), Eric Beynel et Cécile Gondard Lalanne (Solidaires) ont également paraphé l'appel, comme l'économiste Thomas Piketty, le militant écologiste Nicolas Hulot, ou le président de l'Unef William Martinet.

Ont aussi apporté leur soutien les sociologues Dominique Méda et Michel Wieviorka, l'historien Pierre Rosanvallon, la pneumologue Irène Frachon, ou encore l'écrivain et réalisateur Raphaël Glucksman. lemonde.fr 19.05

Les raclures habituels maîtres & imposture !

Derniers développement de la mobilisation pour le retrait de la loi Travail

- Regain de mobilisation dans les rues contre la loi Travail - Francetv info

Il y avait plus de manifestants ce 19 mai que dernièrement. Les syndicats ne veulent pas lâcher. (Quel dommage ! - LVOG)

C'est l'un des enseignements de cette journée de mobilisation contre la loi Travail - la 7e depuis le mois de mars - ce jeudi 19 mai : davantage d'opposants se sont mobilisés par rapport à la journée de mardi. Les autorités ont compté 128 000 manifestants dans toute la France; la CGT en a compté 400 000.

A Paris, on défilait pour dénoncer la fermeté du gouvernement. Ce matin, Manuel Valls avait appelé les syndicats à la responsabilité après les violences qui ont émaillé les derniers rassemblements. "Qu'il retire son projet de loi et on en reparlera", répond Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, au micro de France 2.

Malgré un gros dispositif des forces de l'ordre, quelques débordements ont éclaté en fin de manifestation dans la capitale. Dans plusieurs villes de France, la mobilisation était semblable. "Il faut se défendre et ne pas laisser passer des lois pareilles et laisser le gouvernement passer en force comme ça", lance une femme à Rouen (Seine-Maritime). Une intersyndicale se réunit ce soir pour décider de la suite du mouvement. Francetv info 19.05

- Loi travail: FO va appeler à une "grève interprofessionnelle" en juin - AFP

Force ouvrière appelle à une "journée de grève interprofessionnelle" en "juin" contre le projet de loi travail, assortie d'une "manifestation nationale" à Paris, a annoncé jeudi le syndicat, qui propose aux autres centrales contestataires de s'associer à son appel.

La commission exécutive de Force ouvrière "décide un renforcement de la mobilisation en s'inscrivant dans une manifestation nationale interprofessionnelle en juin, avec appel à une journée de grève interprofessionnelle", écrit-elle dans un communiqué.

Depuis le début de la mobilisation, les appels à la grève étaient sectoriels et par entreprise, et les manifestations se déclinaient dans toute la France et non dans un cortège "national" unique.

Le syndicat "invite les organisations syndicales réclamant le retrait du projet de loi à s'associer" à son appel, alors qu'une intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl, UNL) est prévue jeudi dans la soirée, au terme d'une septième journée nationale unitaire contre la réforme.

Pour la centrale de Jean-Claude Mailly, le texte reste un "projet rétrograde", qui, "avec l'inversion de la hiérarchie des

normes", "s'inscrit dans une réduction de la couverture conventionnelle des salariés et un développement du dumping social dans une logique à contre-sens du progrès social et économique".

Par ailleurs, le syndicat, qui observe un "endurcissement des pouvoirs publics", rappelle qu'il "dénonce toutes formes de violences et prendra toutes ses responsabilités pour préserver la démocratie, la liberté d'expression et la liberté de manifestation". AFP 19.05

Une énième journée d'action ? Interprofessionnelle, s'il vous plaît, cela impose le respect paraît-il...

Quand l'Etat policier entre à l'école.

- L'Ile-de-France adopte les tests salivaires de détection de drogue dans les lycées - LeMonde.fr

Ce projet controversé, porté par la présidente de la région, Valérie Pécresse, a été adopté malgré l'opposition de la gauche et l'abstention du Front national. LeMonde.fr

Règlement de compte

- Salaire des patrons: Macron contredit Valls (et se contredit lui-même) - Le Huffington Post

A force de faire entendre sa petite musique, Emmanuel Macron se prend les pieds dans sa propre partition. Invité ce jeudi à s'exprimer devant une conférence d'investisseurs, le ministre de l'Economie a estimé que la loi n'était "pas la bonne méthode" pour encadrer. Alors que Manuel Valls venait de déclarer sur RTL son intention de "légiférer" sur la question du salaire des patrons. Le Huffington Post et AFP 19.05

- Loi Travail : le PS somme ses frondeurs de s'expliquer après la motion de censure - Francetv info

La Haute autorité éthique du Parti socialiste a envoyé une lettre à ses députés ayant signé la motion de censure.

Des "explications". Voilà ce que la Haute autorité éthique du Parti socialiste demande à ses 26 députés frondeurs qui ont signé le projet de motion de censure de gauche contre le gouvernement, après que ce dernier avait utilisé l'article 49.3 de la Constitution pour faire voter le projet de loi Travail. Le parti leur a envoyé une lettre que reproduit BFMTV, jeudi 19 mai.

Selon BFMTV, les frondeurs ont l'intention de rédiger une réponse commune à la Haute autorité et ils ont déjà dévoilé une partie de leur argumentaire. "Ce conflit n'est pas éthique mais bel et bien politique", fait valoir Yann Galut. "Le 49.3 n'est pas dans l'esprit du parti, nous allons insister sur ce point", argumente de son côté Laurent Baumel. Les frondeurs comptent également retenter de déposer une motion de gauche en juillet, à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi El Khomri à l'Assemblée. Francetv info 19.05

Traitement des déchets ou récupération de la vermine.

- Implosion du groupe écologiste à l'Assemblée, une partie rallie les socialistes - AFP

Point final à l'Assemblée d'une fracture ouverte en 2014, le groupe écologiste a cessé jeudi d'exister sous sa forme actuelle, les députés pro-gouvernement actant le divorce d'avec leurs collègues opposés à l'exécutif pour rejoindre les socialistes. AFP 19.05

- Écolos : "On est des victimes collatérales de la motion de censure" - LePoint.fr

Selon Danielle Auroi, députée EELV, le démantèlement du groupe écologiste à l'Assemblée est une mesure de représailles après l'épisode du 49.3. LePoint.fr 19.05

- Le fait politique du jour - Hollande, les Verts et la bombe à retardement - LeFigaro.fr

L'éclatement du groupe écologiste à l'Assemblée nationale complique encore un peu plus une candidature de Cécile Duflot en 2017. Et sert le président de la République. LeFigaro.fr 19.05

Bienvenue en oligarchie.

- Non, la France n'a jamais été gagnée par une «haine antiflic»

Un sondage Odoxa publié ce mardi 17 mai annonce que 82% des Français ont une bonne opinion de la police. Un chiffre qui n'a rien d'exceptionnel et masque d'autres réalités. Slate.fr

- L'amalgame des conflits fait courir un énorme risque au gouvernement

Même si les préavis de grèves n'ont pas tous le même objet, ils font courir un risque de blocage de l'économie. L'heure n'est plus à la pédagogie, mais à la recherche d'une solution d'apaisement. s'emballe. Slate.fr

- Oui, manger bio a du sens

Au minimum, il ne semble pas tout à fait insensé de s'interroger sur ce que l'on mange... Slate.fr a publié le 12 mai la tribune de Gérard Kafadaroff, ingénieur agronome et ancien directeur chez Monsanto, affirmant qu'il faut cesser d'attribuer de fausses vertus à l'agriculture biologique... Slate.fr

- Des hommes expliquent pourquoi ils envoient des photos de leur sexe

Chacun a ses raisons.Vous arrive-t-il d'envoyer des photos de votre sexe? Ou d'en recevoir? En citant une étude menée par l'entreprise McAfee, spécialisée dans la sécurité informatique, le New York magazine explique que 49% des Américains ont déjà pratiqué le «sexting», et donc envoyé des photos de leur sexe... Slate.fr

- Au XVIe siècle, en France, les troubles de l'érection étaient punis par la loi

L'impuissance était l'affaire de tous.Les troubles de l'érection n'ont pas d'âge. Dès le XVIe siècle, ils constituaient déjà un véritable problème de société. À cette différence près que l'impuissance était légalement répréhensible et passible de procès. Slate.fr

- Lever l'omerta contre le harcèlement sexuel ne suffira pas

Pour que le harcèlement cesse, en politique comme ailleurs, la «fin de l'omerta» n'est qu'une étape, explique dans cette tribune Maxime Poisot, ancien collaborateur parlementaire. Slate.fr

- Non, les préservatifs anti-zika ne protègent pas mieux que les autres

La délégation olympique australienne en sera équipée aux Jeux olympiques de Rio cet été.On connaissait les préservatifs nervurés, parfumés, extra lubrifiés... Il faudra désormais compter sur la capote anti-Zika que nous présente le Slate américain. Slate.fr

- Facebook veut transformer vos visages en emojis

Le réseau social réfléchit à une option permettant de transformer vos photos. Dans vos conversations en ligne, dans vos textos, sur vos réseaux sociaux préférés... Les emojis sont partout, y compris sur Facebook. Slate.fr

Quel degré de débilité !

- Voici à quoi devrait ressembler la cyberguerre contre l'État islamique

Cette stratégie a fonctionné à merveille contre les insurgés en Irak.Pendant le mois d'avril, les représentants du Pentagone ont annoncé qu'ils luttaient contre Daech non seulement avec des bombes et des attaques sur le terrain, mais aussi avec des opérations de cyberoffensive. Slate.fr

- Donald Trump et Kim Jong-un, la rencontre?

Le candidat républicain s'est dit prêt à renouer le dialogue avec le dirigeant nord-coréen. Retour, en vidéo, sur ses nombreuses déclarations sur la Corée du Nord. Slate.fr

- Donald Trump a tout de la posture du «mâle alpha» et rien de sa finesse stratégique

Un spécialiste des comportements des chimpanzés appliqués à la politique explique pourquoi le candidat républicain n'est pas assez stratège pour jouer le rôle du «mâle alpha» dans la campagne présidentielle. Slate.fr

- Les forces afghanes ont-elles cherché à détruire un hôpital de Médecins sans Frontières?

Une enquête du New York Times essaie de faire la lumière sur cette affaire. Le 3 octobre 2015, 45 personnes ont été tuées dans un hôpital tenu par Médecins sans Frontières à Lunduz, en Afghanistan, lors d'un bombardement américain. Officiellement, c'était une erreur. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Otan

- Le Monténégro invité à rejoindre l'Otan - sputniknews.com

Les chefs de diplomatie des 28 pays de l'Otan et le premier ministre du Monténégro ont signé le protocole d'accession de ce petit Etat balkanique à l'Alliance, qui l'avait pourtant bombardé il y a 16 ans.

Les ministres des Affaires étrangères des 28 Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et le premier ministre monténégrin Milo Dukanovic ont signé jeudi le protocole d'accession du Monténégro à l'Otan.

Ce document doit encore être entériné par le Sénat américain et les assemblées législatives des 28 autres Etats membres de l'Otan, dont le Monténégro doit devenir à terme le 29e.

"C'est la preuve que nous avions une vision claire de notre avenir à l'époque et que nous nous y sommes engagés (…) En ces temps troubles, la sécurité collective est plus importante que jamais", a déclaré le chef du gouvernement monténégrin Milo Dukanovic, après avoir signé le protocole d'accession au QG bruxellois de l'Otan.

Selon le secrétaire général, ce protocole d'accession est une étape supplémentaire dans le processus d'adhésion du Monténégro à l'Alliance, mais "les réformes amorcées doivent se poursuivre".

Il a particulièrement insisté sur la lutte contre la corruption et la modernisation des institutions de la Défense.

La Russie n'a pas manqué de critiquer ce nouvel élargissement de l'Otan et a promis de tout mettre en œuvre pour défendre sa sécurité nationale et ses intérêts.

"La signature du protocole d'accession du Monténégro à l'Otan est une nouvelle tentative de modifier le paysage politique et militaire de l'Europe (…) La décision de l'Alliance de s'élargir au Monténégro affecte les intérêts de la Russie et la contraint de réagir", lit-on dans le communique du ministère russe des Affaires étrangères. sputniknews.com 19.05

2- Israël

- Etat sioniste. "Le gouvernement le plus extrémiste à avoir jamais servi" - AFP

Israël se dirige vers le gouvernement le plus à droite de son histoire - AFP

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu semblait en passe jeudi d'élargir son gouvernement pour en faire le plus à droite de l'histoire d'Israël avec le retour probable de l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, figure détestée des Palestiniens, au ministère de la Défense.

Les proches de M. Netanyahu continuaient à négocier jeudi avec ceux de M. Lieberman pour que celui-ci rentre dans la coalition gouvernementale avec Israël Beiteinou, le parti de la droite dure qu'il dirige.

Les fuites de part et d'autre dans la presse présentaient un accord comme proche. Israël Beiteinou compte six députés, mais après les fuites sur un accord, Orly Levi-Abekasis a annoncé sur Facebook son départ du parti tout en maintenant son siège au Parlement, disant vouloir travailler sur des questions socio-économiques "suivant les impératifs de ma conscience".

Mais même avec cinq voix d'Israël Beiteinou au Parlement, M. Netanyahu verrait réalisée son ambition publiquement avouée d'élargir sa majorité.

Sa victoire inattendue aux législatives de mars 2015 avait accordé à M. Netanyahu la plus ténue des majorités (61 voix sur 120), le laissant à la merci des caprices de ses alliés et faisant peser un doute permanent sur la durée de son quatrième gouvernement.

Le retour au gouvernement de M. Lieberman, qui fut le ministre des Affaires étrangères de M. Netanyahu de 2009-2012 puis de 2013-2015 et qui demeure une figure incontournable et controversée de la politique israélienne, s'opérerait après un retournement de situation abracadabrant.

Car, M. Netanyahu avait semblé proche, mercredi matin, après des mois de théâtre d'ombres, de conclure un accord avec le chef du Parti travailliste, Isaac Herzog, se posant en champion de la paix avec les Palestiniens.

Le retour de M. Lieberman risque de susciter les inquiétudes de la communauté internationale quant à la politique du gouvernement Netanyahu, en particulier sur le conflit israélo-palestinien, alors que les craintes d'une nouvelle escalade sont déjà vives.

Au ministère de la Défense, M. Lieberman superviserait les activités de l'armée dans les Territoires palestiniens. Les commentateurs posent déjà la question d'un durcissement sous l'influence d'un homme qui, il y a quelques jours, accusait le gouvernement Netanyahu de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas construire dans les grands blocs de colonies de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

La poursuite de la colonisation --la construction d'habitations civiles sur des territoires occupés par Israël-- est illégale aux yeux de la communauté internationale qui y voit un obstacle majeur à la paix.

M. Lieberman a réclamé la peine de mort contre les auteurs d'attentats anti-israéliens pour entrer dans la coalition. Il a laissé entendre mercredi que le gouvernement pourrait accéder à cette exigence, parmi d'autres comme celle, essentielle, du portefeuille de la Défense.

Le retour au gouvernement israélien d'un homme "connu pour ses vues d'extrême droite sur les Palestiniens est une preuve supplémentaire du fait que Netanyahu préfère promouvoir l'extrémisme au sein de son gouvernement", a réagi le ministère palestinien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Les discussions sur l'élargissement du gouvernement ont coïncidé avec une déconcertante intervention du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi évoquant "une opportunité réelle" de résolution du conflit israélo-palestinien. Elle a poussé certains commentateurs israéliens à spéculer sur une action concertée de MM. Netanyahu et Sissi pour pousser à l'entrée des travaillistes dans le gouvernement israélien.

Ces tractations ont capoté spectaculairement mercredi, laissant le Parti travailliste en lambeaux.

"Au lieu de présenter au monde un gouvernement plus modéré en prévision des graves défis qui nous attendent, Netanyahu lui présente le gouvernement le plus extrémiste à avoir jamais servi", écrivait jeudi le quotidien Yedioth Ahronoth.

Pour son concurrent Maariv aussi, c'est avec le gouvernement "le plus extrémiste depuis la fondation d'Israël" que le pays va au-devant d'un "siège diplomatique". Mais "l'essentiel, c'est que Netanyahu soit sain et sauf", ironisait-il. AFP 19.05

Commentaires d'internautes

1- Il faut être aveugle et sourd pour ne pas s'en rendre compte depuis 50 ans. Israël se comporte comme les tortionnaires nazis. C'est connu, cela se sait mais qui oserait condamner Israël, ce prétendu peuple élu ?

2- C'est bizarre : à propos de n'importe quel autre pays il y aurait une explosion mondiale d'indignation : "L'extrême-droite a pris le pouvoir !" etc etc, mais quand il est question d'Israël, le ton change totalement : c'est "le plus à droite", ce qui est une manière de dire que non, non et non, ce n'est pas de l'extrême-droite qu'il s'agit !

3- Ah bon, car aujourd'hui l'entité sioniste n'est pas très extrême, c'est quoi être plus à droite chez les sionistes : balancer une bombe atomique sur les Palestiniens ?

4- C'est clairement un régime judéo-nazi (dixit feu le professeur Leibowitz) bâti sur une idéologie suprémaciste raciste.

5- Plus à droite que l'extrême-droite, c'est le fascisme, mais ça n'a l'air d'étonner personne. Hitler doit bien rigoler...

6- Le nazionisme.

7- Apres Israel, il y a beaucoup de pays qui vont devenir les plus à droite de leur histoire : USA, France, Belgique, etc. (sauf Allemagne).

8- Sarkozy : "La sécurité d'Israël est le combat de ma vie"

Manuel Valls : " Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive ! "

Haut de page

Le 21 mai 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*.

Pour revenir brièvement sur la causerie d'hier.

Je me demande comment les militants du POID peuvent-ils justifier que leurs dirigeants dans un document déclarent : "dehors Hollande", après qu'il eut affirmé à plusieurs reprises qu'il ne retirera pas son projet de loi Travail, qu'il ira jusqu'au bout, et que simultanément ils en publient un autre dans lequelle ils s'adressent à Hollande pour exiger qu'il retire ce même projet de loi, je dois avouer que cela me dépasse.

J'ignore ce que vous en pensez, mais si je dis à quelqu'un de dégager, ce n'est certainement pas pour lui demander quelque chose ou en attendre quelque chose par la suite, il faut arrêter de délirer à un moment donné. Une si flagrante incohérence témoigne des contradictions et de la confusion la plus totale qui traversent ce parti ou ses différents courants.

C'était bien la peine de créer le POID, si c'était pour en arriver à un tel degré d'opportunisme qui tourne franchement au ridicule. On attend qu'un militant du POID nous explique comment il peut s'y retrouver. On est curieux de voir comment il tentera de s'en sortir.

Haut de page

Le 24 mai 2016

CAUSERIE

J'ai rectifié une erreur dans les liens des causeries de janvier à avril 2016. Ces fichiers sont disponibles au format pdf, sorry !

Le chiffre du jour : 6,6 mille milliards de dollars.

C'est le montant total de la dette des entreprises américaines, près de 10% du PIB mondial. (lire l'article plus loin)

J'ai reçu deux courriels en réponse aux causeries des derniers jours, j'ignore si je trouverai le temps d'y répondre et si cela en vaut vraiment la peine. Pour ajouter quoi qu'on n'a pas déjà dit et répété ? On se contentera des ces quelques réflexions en attendant.

Le premier (un lambertiste ou sympathisant du POID) a dégoté une citation de Lénine vieille d'un siècle, un "*vrai argument*" selon lui, il ne doute de rien décidément, un tel jésuistisme l'honore, bravo ! Les disciples sont souvent plus vils que leurs maîtres.

En réalité n'y a rien de commun entre Hollande et le PS d'un côté, et Kerensky et le parti socialiste-révolutionnaire de l'autre, tout comme il n'y a rien de commun entre la situation politique actuelle en France et celle de la révolution russe au mois d'août 1917. Quel délire, mais quel délire ! Passons.

Parce que l'UNEF, la FIDL, L'UNL sont "*dirigés par des militants du PS, pour qui Hollande est un "moindre mal'*"" et et parce qu'ils "*sont suivis malgré tout par quelques milliers de jeunes*", il faudrait déterminer notre politique par rapport à eux.

Autant dire que la lettre adressée à Hollande par l'organisation de la jeunesse du POID confirme que ce parti est incapable de

rompre avec le PS et de définir une ligne politique indépendante, de l'Etat ou du régime. Il faut toujours qu'il se cale sur les éléments les plus droitiers ou qui comportent le plus d'illusions dans le PS. Ce courant politique ne s'adresse jamais à l'ensemble des travailleurs, il s'adresse uniquement aux couches qui le composent et dont les intérêts (ou les statuts) sont menacés ou remis en cause. A aucun moment, sauf quand il lui arrive de verser dans le gauchisme, il se souvient que la classe ouvrière ne se limite pas à l'aristocratie ouvrière, aux intellectuels ou aux fonctionnaires, à la petite bourgeoisie, aux appareils qui incarnent leurs intérêts au côté de ceux des capitalistes.

Le reste est à l'avenant en pire, amalgames et calomnies en prime comme il se doit, ce qui nous laisse totalement indifférent.

Le second (un militant syndicaliste) s'acharne inutilement sur le POI et le POID. Il a une idée préconçue sur ce courant politique et je ne vais pas m'épuiser à essayer de le convaincre de l'abandonner. Quand vous écrivez quelque chose sur un parti ou ses dirigeants, la plupart des lecteurs ne retiennent que ce qui les intéressent.

Quant à ce que j'ai écrit sur le tract du GMI. Contrairement à ce qu'il croit, j'ai lu ce document en entier, et j'estime que le titre qui détermine leur orientation politique ne correspond pas à son contenu, cela participe du double langage, ou alors il faudrait m'expliquer où ils veulent vraiment en venir, car la dénonciation des agissements des dirigeants syndicaux ou des différents partis n'a jamais fait une ligne politique ou un programme.

Il me parle de l'INEM, j'ignore ce que c'est.

Il a terminé en me donnant un conseil qui ne me concerne pas à ma connaissance, mais je peux admettre qu'il n'ait pas lu toutes mes causeries ou qu'il ne les ait pas à l'esprit :"*quand on veut dénoncer les erreurs de jugement des autres, il faut aussi être capable de faire son auto-critique avec le ton aussi acerbe.*". Je vais te dire un truc entre nous, d'autres que moi qui n'ont pas ma patience ou qui ne seraient pas forcément animés d'aussi bonnes intentions à ton égard ou d'aussi bonne humeur, t'enverraient proprement balader. Mais je n'en ferai rien, car je préfère la pédagogie à la démagogie.

Voyez-vous, spontanément le terme "auto-critique" me renvoie aux procès de Moscou des dirigeants bolcheviks au milieu des années 30, et me donne un violent accès de fièvre que j'ai du mal à maîtriser. Et comme quoi j'ai bien la tête sur mes épaules, dans le Grand Robert de la langue française, à l'alinéas correspondant à sa signification politique, ils en ont donné la traduction russe, samokritika, datant de 1930, en citant... Maurice Thorez !

L'autocritique se rapporte à la critique de soi-même ou de ses comportements, plus généralement quand elle est agitée par une tierce personne, à une erreur qu'on aurait commise et qu'on n'aurait pas reconnue jusque là. Personnellement, chaque fois que j'ai eu l'occasion de prendre conscience d'avoir commis une erreur, je l'ai aussitôt reconnue et rectifiée publiquement, les lecteurs en sont témoins. Dans la vie en général je n'agis pas autrement.

Allons plus loin en décryptant ce procédé détestable.

Nous sommes en présence d'un militant qui m'impute une erreur et qui me demande de la reconnaître, sans même se demander si j'y suis prêt ou non, à croire que j'y serais obligé, c'est un peu fort, si je vais partager son jugement, sans même avoir pris connaissance de mes arguments qui peuvent prouver que je n'ai commis aucune erreur, ce qui est le cas ici, comme si je devrais d'emblée me ranger à son appréciation et accepter ce procédé qui relève de l'autoritarisme ou de l'arbitraire le plus absolu.

Je vais t'avouer un truc, si j'y suis si sensible, c'est parce que j'ai été un enfant battu, et j'en ai été traumatisé au point d'avoir en horreur toute forme d'autoritarisme, de la plus insignifiante manifestation de supériorité aux comportements calqués sur les aristocrates ou les militaires, arrogeants, hautains, suffisants, méprisants, humiliants, blessants, uniquement destinés à vous rabaisser, à vous écraser, à vous faire comprendre que vous êtes faible, impuissant, inférieur.

En politique, l'autocritique est un procédé autoritaire qui consiste à obtenir les aveux de quelqu'un, sur la base de l'accusation qui a été formulée contre lui, sans qu'il lui soit permis de la remettre en cause, car il est jugé coupable sans autre forme de procès.

On vous soupçonne d'avoir prononcé un jugement sur un document sans l'avoir lu ou en étant resté au titre, et cela suffit pour faire de vous un coupable qui doit expier son crime en se livrant à son autocritique. Si je n'avais pas déjà répondu plus haut, je dirais que tu peux attendre longtemps !

Tu n'as pas de bol, car vois-tu, cela fait plus de 35 ans que j'analyse mon comportement, sans en faire une fixation rassure-toi, je préfère le préciser, et tu ne peux pas imaginer le nombre de fois ou j'ai dû me sermoner ou je me suis traité de con, d'abruti, car pour aboutir dans ce trou en Inde, cela signifie que les occasions n'ont pas manqué !

Cela vient du fait que j'ai étudié la psychanalyse pendant plusieurs années avec le même acharnement que j'ai étudié le marxisme, car lorsque j'étais jeune j'ai été confronté à des problèmes relationnels, notamment avec les femmes et les personnes qui faisaient preuve d'autoritarisme qui m'intimidaient ou me mettaient fort mal à l'aise.

C'est d'ailleurs ce qui m'a sauvé en grande partie d'un naufrage précoce certain annoncé. C'est seulement après que j'ai découvert le marxisme et que j'ai été définitivement sauvé, j'entend par marxisme le matérialisme dialectique pour interpréter le monde, la société, la nature, mais aussi les hommes et leur comportement.

Je suis un ouvrier conscient, baignant dans un milieu profondément arriéré depuis ma naissance, formé principalement à l'école de la philosophe (d'Héraclite à Bergson), de la psychanalyse (Freud et Reich principalement), du marxisme.

Si tu faisais le rapprochement entre le milieu profondément arriéré dans lequel je vis en permanence et le niveau de conscience que j'ai acquis au fil du temps, tu t'apercevrais qu'il faut forcément avoir atteint un niveau de discernement très élevé pour ne pas être aspiré vers le bas ou pour ne pas mépriser les gens dont je partage l'existence ou me prendre pour quelqu'un de supérieur.

Ma situation est anachronique et pas toujours facile, je ne l'assume pas toujours comme je le voudrais parce que je ne suis pas infaillible, d'où mes rappels constant à faire preuve de modestie, ce qui ne correspond pas à la personnalité de quelqu'un qui se verrait un jour obligé de faire son autocritique, cela fait 35 ans que je me livre à mon autocritique quotidienne, donc je n'ai besoin de personne pour me rappeler à mon devoir, car cela en est un, je l'ai élevé au rang d'un principe auquel je me tiens, et si chacun en faisait de même au lieu de juger les autres, on s'en porterait sans doute beaucoup mieux.

Comme ces heures passées devant l'écran m'épuisent rapidement, je vais à nouveau réduire la cadence.

On n'est pas les seuls à le penser avec Marx. Les "droits de l'homme" ou les "droits humains" ne servent qu'à légitimer la propriété privée ou le capitalisme.

- Petite critique du droit bourgeois - Benedikt Arden - legrandsoir.info 20.05

Extrait.

- Dès lors que les droits humains sont définis comme « naturels », déconnectée du devoir civique et centré sur la protection de la propriété privée, la mise en place de l'égalité est dénoncée comme étant une atteinte aux droits de l'homme. Et ceci bien sûr malgré que le respect de ces droits ne protège en rien les humains de l'exploitation éhontée que l'on constate tous les jours. Malgré son aspect social relativement avancé, la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) comporte ce même problème, car l'article 17 précise bien que « toute personne [...] a droit à la propriété » et que « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ». De plus, l'article 2 nous précise que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune (et notamment) [...] de fortune ». Et pour ceux qui comprendraient pas encore le caractère « impératif » & « catégorique » de ce droit de propriété, il est inscrit dans l'article 30 qu' « aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés ».

De manière plus polémique et interprétative, cette charte nous apporte la logique qui suit : l'homme a le droit à la propriété (art.17). Il ne peut en aucun cas être discriminé en raison de sa fortune ou propriété (art. 2). Il a le droit de s'extraire de ses responsabilités civiques s'il n'enfreint pas les autres droits (art. 12). Il a le droit de quitter la collectivité qu'il a spoliée s'il en ressent le besoin (art. 13) et aucun de ces droits n'est limitable d'une quelconque façon (art. 30).

De ce point de vue, la DUDH ne respecte que les droits de l'homme bourgeois et non pas les droits des humains dans leur ensemble, car, même si celle-ci invite les gouvernants aux mesures sociales, elle condamne les bases de leur mise en pratique dans le monde réel.

Le problème que contiennent ces chartes de droits est que la notion de « propriété » n'est pas définie et englobe tout ce qui rentre dans le domaine de la propriété du monde capitaliste. De la paire de souliers aux puits de pétrole en passant par les moyens de communication. Il est pourtant évident qu'il y a une différence de nature entre la valeur d'usage et la valeur d'échange d'une propriété. L'une est dédiée à l'individu et l'autre à la société. C'est donc de manière tout à fait arbitraire que l'on postule un droit de propriété absolu sans même tenir compte de l'effet social que cette possession peut engendrer sur la condition de vie des autres. Il est donc inexact de prétendre que l'évolution du féodalisme au capitalisme en termes de droit humain serait une grande avancée pour l'ensemble du peuple. Le despotisme de droit divin et la propriété foncière ne sont pas plus juste que le droit de propriété tout court, si celle-ci impose un contrôle tout aussi despotique sur la vie des citoyens dans les faits. Car ne l'oublions pas, il n'y a nul choix pour le salarié de s'extraire de sa condition si celui-ci n'est pas possesseur de ses propres moyens d'existence. Alors, de choix il n'est nulle question et le despotisme envers les pauvres n'est en rien dépassé dans cette société de droit bourgeois.

La seule façon d'en finir une fois pour toutes avec l'asservissement et de mettre en place un droit réellement humain est de circonscrire le droit de propriété à sa nature d'usage et d'inscrire le « devoir » comme élément constitutif du droit, car de cette façon nous officialisons sa contrepartie nécessaire. Tout ce qui revient à la société devra donc être socialisé afin de pouvoir mettre

en place les droits universels des humains moins rêvés que concrets, soit ceux qui vivent en société de manière interdépendants. Le caractère social du travail et de la production sera enfin en phase avec sa nature et les droits de l'homme seront enfin respectés. legrandsoir.info 20.05

Ils sont ultra minoritaires, illégitimes pour imposer la loi Travail qui relève d'un coup de force.

Plus de 76% des électeurs ont boycotté les législatives partielles à Nice et à Strasbourg.

LeParisien.fr - Le PS s'en sort bien à Strasbourg (Bas-Rhin) mais s'effondre à Nice (Alpes-Maritimes). Les électeurs étaient appelés aux urnes ce dimanche à l'occasion des premiers tours de deux élections législatives partielles.

A Nice, selon les premières estimations, la candidate LR qui brigue la succession de Christian Estrosi, Marine Brenier, a rassemblé plus de 47 % des suffrages tandis que le PS s'effondrait avec 6,4% des voix, devancé par le Front de Gauche (7,2%). Le candidat FN, Michel Brutti, arrive deuxième avec 30,5% des suffrages. Le second tour verra donc un duel LR-FN dimanche 29 mai.

A Strasbourg, dans la 1ere circonscription du Bas-Rhin, Eric Elkouby, le dauphin du député sortant PS Armand Jung (démissionnaire pour raisons de santé), a viré en tête avec 30,5 % des voix. Le candidat LR, Jean-Emmanuel Robert, se classe deuxième avec 19% et la FN Andrea Didelot troisième (10,4%) est éliminée. Eux aussi éliminés, le candidat EELV, Simon Baumert, a frôlé les 10% (avec 9,26%), tandis que l'UDI Laurent Py a obtenu 7,64%, tout comme les neuf autres «petits» candidats, dont l'un des mieux placés (4,25%) est le représentant du mouvement «Ma Voix», qui n'avait aucun programme, si ce n'est de relayer au Parlement la volonté des électeurs.

Comme souvent lors d'élections partielles, c'est un énorme taux d'abstention qui a marqué ces scrutins : 77,7% à Strasbourg et 76,7 % à Nice. LeParisien.fr 22.05

Plus les faits sont à leur désavantage, plus ils s'enfoncent dans le populisme ou le déni de la réalité.

Tandis que le candidat du PS à Strasbourg a obtenu le score misérable de 6,80 % (30,5x22,3:100) des voix des électeurs inscrits, Libération.fr du 23 mai titrait : le PS s'accroche à Strasbourg.

Un député du PS en rajoutait une grosse couche : - «C'est un résultat encourageant, un beau résultat, comparé à d'autres législatives partielles», estime Philippe Bies, député socialiste de la circonscription voisine. Libération.fr 23.05

A Nice le PS a disparu du champ politique avec 1,49% (6,4x23,3 :100) des voix des électeurs inscrits.

Pour que le parti officiel de l'ordre (LR) et son supplétif (PS) assurent le fonctionnement normal ou la continuité des institutions de la Ve République au service du capitalisme, il faut qu'ils bénéficient du soutien électoral de la majorité des masses laborieuses, dans le cas contraire les institutions entrent en crise et le régime se retrouve affaibli à son tour, puisque son vernis démocratique n'est plus là pour le protéger des assauts de la lutte des classes, laissant apparaître violemment sa nature fondamentalement réactionnaire.

Partant de ce constat, pour aider les travailleurs a saisir la situation et en faire un levier pour la suite de leur combat, il est de notre devoir de leur expliquer les liens qui existent entre ces différents facteurs, pourquoi et comment leurs rapports évoluent pour dégager une issue politique qui rompt avec les institutions du capital et ses représentants.

Dès lors, chacun comprendra qu'il est hors de question de leur soumettre des mots d'ordre ou une tactique qui les ramènerait dans les sales pattes d'un des partis qui constitue un des piliers des institutions ou du régime, sauf à les ménager ou voler à leur secours.

Toute initiative lancée en direction de l'un de ces partis, le PS en l'occurrence, délégation, adresse, lettre, pétition, etc. ne servirait, volontairement, et il faut bien insister sur cet aspect particulièrement nuisible ou opportuniste de cette démarche, qu'à alimenter les illusions des masses dans ce parti, pour être plus précis encore, de sorte qu'elle donnera l'impression en cas de refus du PS de soutenir ou de partager votre position ou revendication, que finalement rien ne serait possible, que la situation est bloquée et qu'il n'existe pas d'issue, ce qui ne peut que conduire à battre en retraite, à la démobilisation, à la démoralisation, à la passivité, à subir son sort docilement.

A l'opposé, on doit proposer aux travailleurs et aux militants qui partagent notre position sur une question précise de nous organiser pour mener le combat ensemble, sans préjuger des désaccords que l'on peut avoir sur d'autres questions, qui sont une source de division ou de dispersion de nos forces pour combattre le patronat et le gouvernement.

Ceux qui affirment qu'il faut absolument s'adresser aux dirigeants du PS ou d'autres partis liés au régime, contribuent à diviser les travailleurs et les militants qui dans leur immense majorité ne se reconnaissent pas dans ce parti ou n'en attendent rien de bon.

Contrairement à ce qu'ils affirment, sur la base des faits qui l'ont largement et tragiquement prouvé au XXe siècle, ils font le jeu de notre ennemi de deux manières : Une, en alimentant des illusions criminelles dans ce parti au lieu de le combattre avec acharnement et sans répit ; Deux, en désarmant les travailleurs qui devraient ainsi davantage compter sur le soutien de ce parti que sur leurs propres forces ou leur propre mobilisation.

Notre tactique est déterminée par notre caractérisation de la nature du PS en tant que parti fondamentalement réactionnaire, de droite, capitaliste, qu'il n'a cessé de renforcer et de révéler au grand jour ou d'assumer ouvertement jour après jour, au point que leurs dirigeants sont devenus les porte-parole ou les représentants officiels de l'oligarchie financière qui a porté ce parti au pouvoir.

Il faut avoir en permanence à l'esprit que, lorsque vous vous adressez à un dirigeant, un député, un ministre du PS ou au président de la République, vous vous adressez à un porte-parole de l'oligarchie financière et à personne d'autres. Vous admettrez volontiers, que remettre son sort entre les mains d'un représentant du capitalisme n'est pas très sérieux ou relève de l'inconscience, du plus pur opportunisme.

Popularité: Manuel Valls au plus bas - LExpress.fr

Dans un contexte de crise sociale, la cote de popularité du Premier ministre est en chute libre. Dans un sondage Ifop publié ce dimanche dans Le Journal du Dimanche, seuls 22% des Français sont satisfaits de l'action de Manuel Valls.

Manuel Valls baisse alors que François Hollande reprend quelques couleurs. La cote de popularité du chef de l'Etat atteint péniblement les 15% de satisfaits et gagne un point par rapport au mois d'avril.

Le total des mécontents de l'action du couple exécutif reste très largement majoritaire avec respectivement 84% et 77% d'opinions négatives pour François Hollande et Manuel Valls. LExpress.fr 22.05

Quand la température baisse, un lambertiste a trouvé la parade, il faut casser le thermomètre. Quelle imagination !

On se demandera en feignant la surprise, qu'est-ce qui le dérange dans le fait que la popularité de Hollande et Valls soit si basse, le regretterait-il pas hasard, car cela ne ferait pas son affaire, pourquoi diable ? Pardi, parce que dans ces conditions l'opportunisme de la ligne politique de ses chers dirigeants qui s'adressent à Hollande apparaîtrait au grand jour.

Ira-t-il jusqu'à nier les résultats de ces élections partielles d'où le PS est sorti plus que laminé en atteignant le score de 1,49% à Nice ? Jusqu'où les lambertistes vont-ils se réfugier dans le déni de la réalité ?

Selon le sympathisant du POID qui m'avais envoyé un courriel, outre toutes mes tares, je ferais "*aveuglément confiance à des sondages arrangés et à des sites bidon*"... Apparemment je ne suis pas le seul :

Tribune des Travailleurs n° 39 - Edito du 20 mai de D. Gluckstein.

Extrait - "Tout cela dans un objectif : tenter d'étouffer la détermination de la classe ouvrière et de la jeunesse — soutenues par trois quarts des citoyens interrogés dans les sondages — à imposer le retrait de la loi El Khomri."

Comment aider le gouvernement Hollande-Valls à faire passer la loi Travail du XIXe siècle.

En organisant une huitième, une neuvième, une dizième, une onzième, etc. journée d'action destinée à briser la détermination et le morale des travailleurs qui exige le retrait de cette loi infâme.

Journées d'action à répétition : 17 mars, 24 mars, 31 mars, 9 avril, 28 avril, 12 mai, 17 mai, 19 mai, 26 mai, 14 juin...

Après que les dirigeants des syndicats ont renoncé à mobiliser l'ensemble des adhérents de leurs syndicats pour exiger le retrait de la loi Travail, et décrété ou encouragé la reconduction de grèves dans certains secteurs d'activité ou administrations, ainsi que des blocages, les voilà qui appellent à "généraliser les grèves" (Martinez - CGT), qui risquent fort d'être ou de devenir impopulaires pour la raison évoquée plus haut, et avec un peu de chance qui verront se dresser les travailleurs les uns contre les autres, c'est leur objectif et non obtenir le retrait de ce projet de loi.

Si les travailleurs de secteurs entiers comme la banque, l'assurance, la chimie, la sidérurgie, les organismes sociaux, le bâtiment, l'automobile, l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'armement, l'université, le collègue, etc. ne se mettent pas en grève, ne faudrait-il pas se demander pourquoi, quel est l'état d'esprit de ces travailleurs ?

Généralement avant même de se fixer un objectif, on doit se demander si les conditions sont réunies pour avoir une chance de l'atteindre, et si tel n'est pas le cas on doit déterminer quels moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, sinon autant dire qu'on

n'y tient pas vraiment ou qu'on s'en moque.

La question est de savoir, pourquoi ces travailleurs n'ont pas mesuré l'extrême nocivité de cette loi et de la gravité de la situation.

En guise d'explication, il est évident notamment que les syndicats n'ont rien fait pour qu'ils en prennent réellement conscience, dès lors qu'ils n'ont pas agi au niveau des branches d'activité pour envisager une action commune des travailleurs de toutes les entreprises ou administrations concernées au niveau national, ils ont fait en sorte qu'ils demeurent isolés, et ils savent très bien que ce n'est pas une grève dans une entreprise ou un service qui fera reculer le gouvernement, donc ils ne sont pas prêts à se lancer dans ce genre d'actions sans lendemain qui leur ferait perder inutilement des jours de salaire.

On peut aussi invoquer que la plupart d'entre eux appartiennent aux couches d'exploités relativement satisfaits de leur condition, soit qu'ils aient un statut et une rémunération supérieurs à la moyennes des salariés, soit qu'ils ne soient pas menacés par le chômage ou la précarité de l'emploi, l'un ou l'autre de ces facteurs ou les deux à la fois ayant contribué à façonner leur état d'esprit qui les pousse à la passivité.

Quand vous êtes face à une menace réelle, en général vous réagissez, si vous ne le faites pas, c'est que, soit vous n'en avez pas conscience, soit vous estimez qu'elle n'est pas sérieuse, dans les deux cas vous êtes insouciant ou irresponsable au point de mettre votre vie en danger. Tenez, en deux jours, juste devant la porte d'entrée de la maison, on a tué deux scorpions.

Quand on engage une bataille et qu'on se fixe un objectif, vaut mieux au préalable se demander d'où on part et si on aura une chance de l'atteindre, et si on part au combat avec un effectif insuffisant on prendra le risque d'échouer. Quant à la détermination des combattants, elle sera certes le facteur déterminant au début de la bataille, mais au fur et à mesure qu'ils prendront des coups et enregistreront des pertes, elle sera mise à rude épreuve, et plus leur armement s'avèrera désuet ou leurs coups portés à l'ennemi inefficaces, plus ils seront portés à déserter en l'absence de renforts.

La question n'est pas de savoir si telle ou telle bataille vaut le coup d'être menée, mais d'avoir conscience des conditions dans laquelle on s'apprête à l'engager, de sorte qu'en cas de défaite on sera capable d'en tirer des leçons pour les prochaines batailles, dans le cas contraire le même scénario se reproduira indéfiniment. En quelques mots, voilà le bilan de la lutte de classe des 70 dernières années.

Beaucoup de militants refusent de se poser cette question ou d'y réfléchir sérieusement, parce qu'ils n'admettent pas ce bilan. Ils n'ont pas compris que les années 70 avaient sonné le glas de la conception réformiste de la lutte de classe qui avait contribué à enchaîner les travailleurs plus solidement au capitalisme depuis l'après-guerre, et que sans en tirer toutes les conséquences il leur serait impossible de revenir à une conception révolutionnaire de la lutte de classe, ce qui les condamnerait à subir échec après échec et finalement à perdre définitivement espoir qu'il serait possible de changer la société, ce qui est beaucoup plus grave.

AFP - Blocage de raffineries et de ports, huitième journée nationale d'action, tentative de "généraliser la grève": les partisans d'un retrait de la loi travail promettent de durcir encore leur mouvement la semaine prochaine, pour faire plier le gouvernement.

Les opposants au projet de loi battront le pavé jeudi, lors d'une huitième journée nationale de grèves et de manifestations à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-FSU-Unef-Fidl-UNL. Une neuvième journée est déjà programmée le 14 juin, avec ce jour-là, un rassemblement unique à Paris.

L'enjeu, pour les syndicats, est désormais de propager la mobilisation de la rue aux entreprises, en multipliant les arrêts de travail. Le leader cégétiste Philippe Martinez a appelé mardi à "généraliser les grèves". AFP 22.05

Un voyage dans une dictature "amie" encadré par une organisation d'extrême droite, le Crif.

- À Tel Aviv, Manuel Valls se présente en « ami d'Israël » - LeFigaro.fr

- Valls essaie de convaincre Israël en "ami", avant une rencontre avec Netanyahu - AFP

Le Premier ministre français Manuel Valls a multiplié dimanche les gages d'amitié envers Israël...

Le Premier ministre français Manuel Valls est arrivé samedi soir en Israël en amont d'une visite de trois jours dans l'Etat hébreu et dans les Territoires palestiniens, où il doit notamment défendre l'initiative française de relance du processus de paix, a indiqué son cabinet.

Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Roger Cukierman, son frère Henri Cukierman, président de la chambre de commerce France-Israël, les défenseurs de la mémoire de la Shoah Serge et Beate Klarsfeld, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach, le cinéaste Alexandre Arcady, la chanteuse Keren Ann, le réalisateur Rani Massalha

et l'anthropologue Marion Slitine sont du voyage. AFP 21.05

En complément.

- Des policiers accusés d'avoir violemment frappé un arabe israélien à Tel-Aviv - lemonde.fr

Des médias israéliens ont publié dimanche 22 mai une vidéo sur laquelle on voit un employé de supermarché arabe israélien être violemment battu par des policiers à Tel-Aviv. Selon plusieurs témoins, cette agression était injustifiée. L'un d'eux, Erez Krispin, a détaillé le déroulé des événements sur sa page Facebook.

L'homme était à l'extérieur de l'établissement quand un individu, habillé en civil lui a demandé ses papiers d'identité. L'employé répond alors à son interlocuteur que ses documents sont à l'intérieur du supermarché, avant d'inviter ce dernier à se présenter. « A peine avait-il fini de parler qu'il a reçu des coups violents de l'homme et d'un ami qui était avec lui, poursuit alors M. Krispin. Je n'ai jamais rien vu de pareil. Ses dents ont volé en l'air. L'arabe était anéanti. »

Un jeune-homme « suspect », selon la police

Les images reprises par plusieurs sites d'informations de l'Etat hébreu montrent deux individus en train de rosser un troisième. Dans un communiqué, la police a reconnu que les deux assaillants sont des membres des forces de l'ordre et donne sa version des faits : « [Ils] ont identifié un jeune homme qu'ils pensaient suspect et lui ont demandé de décliner son identité. Le suspect a refusé de s'identifier et a attaqué les policiers, dont l'un a été mordu. »

Le gérant du supermarché, Kobi Cohen, cité par la chaîne privée « 2 », doute quant à lui que la légitime défense soit la véritable cause de cet accès de violence. « La police a agi comme un gang et l'a frappé seulement parce qu'il était un arabe », insiste-t-il. Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leur terre après la création d'Israël. Citoyens israéliens, ils représentent 17,5 % de la population de l'Etat hébreu. Ils se revendiquent Palestiniens pour leur grande majorité. lemonde.fr 22.05

France. Etat policier.

- Le policier agressé par des casseurs a été décoré et promu - Francetv info

Le jeune homme était jusqu'alors adjoint de sécurité aux fonctionnaires de police. Il avait raté son concours de gardien de la paix. Francetv info 22.05

- Véhicule policier incendié : qui est Antonin, l'un des quatre suspects ? - Francetv info

Antonin, 21 ans, est présenté comme faisant partie du groupe Action antifasciste paris-banlieue. Il a grandi dans les quartiers aisés de la capitale... Francetv info 22.05

Comment le FN vole au secours de Hollande.

- Etat d'urgence: Marine Le Pen pour l'interdiction des manifestations - AFP

Marine Le Pen, présidente du FN, a prôné vendredi l'interdiction de toutes les manifestations en période d'état d'urgence et accusé le gouvernement de "profiter" de ce régime prolongé jeudi par le Parlement pour faire adopter la loi travail. AFP 22.05

Comme c'est uniquement la mobilisation des masses qui peut contraindre Hollande à retirer son projet de loi Travail, se positionner contre son adoption tout en voulant interdire les manifestations revient à favoriser le passage de cette loi du XIXe siècle.

Comment généraliser la pauvreté et la précarité... et au passage vous réduire en esclavage.

- Bientôt un revenu universel de base à 750 euros? - bfmtv.com

Le versement d'un revenu universel couvrant les besoins minimaux pour le logement, la santé ou la retraite est-il possible? Oui, si son montant est "proche du seuil de pauvreté", répond dans une étude la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste.

Versée à tous les Français jusqu'à 65 ans, l'allocation serait fixée à 225 euros jusqu'à 15 ans, puis 375 euros jusqu'à 18 ans. Elle atteindrait 750 euros entre 18 et 65 ans pour atteindre 1.125 euros après 65 ans, suggère l'étude.

Une mesure dont le coût est évalué à 565 milliards d'euros, soit 26% du PIB, et qui "pourrait être financée en réorientant

l'ensemble des dépenses actuelles de protection sociale (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), à l'exception de celles consacrées à la prise en charge des affections de longue durée", écrit le groupe de réflexion.

A cela s'ajouterait "une hausse de deux points de la TVA, dans une logique consistant à faire peser davantage la protection sociale sur la consommation plutôt que sur le travail", poursuivent les auteurs.

Le versement de tout ou partie de la prestation pourrait être réalisé sous la forme de bons échangeables contre des prestations de services publics dans les secteurs des transports, du logement, de la santé ou encore de la culture, suggèrent-ils. bfmtv.com 22.05

En l'échange d'un revenu universel de base misérable, vous abdiqueriez tous vos droits (retraite, assurance-maladie, chômage, allocations familiales), et en imaginant que pour une raison ou une autre ce revenu vous serait refusé, vous vous retrouveriez avec un statut similaire aux travailleurs du XVIIIe et XIXe siècle.

La semaine de travail de 20 ou 25 heures est parfaitement possible. Ce sont eux qui le disent eux-mêmes.

- Semaine de 30 heures: des entreprises suédoises vantent les bienfaits du travail allégé - Slate.fr

Depuis 2015, plusieurs entreprises de la région de Göteborg, deuxième ville de Suède, testent la semaine de 30 heures. Et ils en sont très satisfaits, rapporte le New York Times.

«Nous sommes plus heureux et un travailleur heureux c'est un meilleur travailleur», se réjouit Arturo Perez, aide-soignant à Svartedalens dans la banlieue de Göteborg maintenant habitué à ses six heures de travail quotidiennes. L'expérience dans la commune porte ses fruits. Plusieurs études montrent qu'elle réduit non seulement l'absentéisme mais améliore aussi la productivité et la santé des employés. La première expérience de ce type en Europe était née en Finlande dans la seconde moitié des années 1990. Selon l'OCDE, en 2014, la durée moyenne de travail en Suède était de 35,8 heures contre 36,1 en France.

«Maintenant, il est plus facile de me reposer et avoir le temps à la maison de parler avec mes enfants», abonde Gabrielle Tikman, infirmière chirurgicale. «Nous souhaitons un nouveau débat en Suède pour que la vie professionnelle ait pour but de maintenir un état de bien-être», estime pour sa part Daniel Bernmar, chef du parti de gauche au conseil municipal de Göteborg, à l'origine de cette nouvelle organisation du temps de travail.

Employeurs séduits

On pourrait se dire que seuls les salariés profitent de ce système promouvant l'harmonie entre la vie professionnelle et le temps libre, pourtant la mesure ravit les patrons. «Nous pensions qu'une semaine de travail plus courte signifierait que nous aurions à embaucher plus, mais cela ne s'est pas vérifié car tout le monde travaille plus efficacement», explique Maria Brath, fondatrice d'une start-up spécialisée dans l'optimisation des moteurs de recherche dont les employés travaillent six heures par jour depuis trois ans. Malgré la réduction horaire, la société a doublé son chiffre d'affaires et ses profits chaque année.

L'initiative débutée dans un centre technique du constructeur Toyota pour répondre au stress des employés et aux plaintes des clients possède ses opposants. Ils y voient un risque de perte de compétitivité notamment dans les grandes entreprises. Mais la démarche fait son chemin. À l'heure où l'Europe se tourne vers des durées de travail plus importantes, la Suède nous questionne en prenant le contre-pied parfait de cette tendance. Slate.fr 23.05

Si en réduisant la journée de travail à 30 heures le niveau de la production est maintenu ou même s'accroît sans qu'il soit indispensable d'embaucher, et bien pour résorber le chômage de masse et parvenir au même résultat, il est possible de descendre bien en-deça des 30 heures.

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue chez les parrains des barbares soutenus par les ONG toujours animés de bonnes intentions, humanistes s'il vous plaît.

- Turquie: un sommet inédit à Istanbul pour mieux répondre aux crises humanitaires - AFP

Des dirigeants et ONG du monde entier se réunissent lundi à Istanbul pour un sommet inédit, parrainé par l'ONU, visant à améliorer la manière globale de répondre aux crises humanitaires provoquées par les conflits et le réchauffement climatique.

"Il s'agit d'une opportunité unique de mettre en place un programme ambitieux et de long terme afin de changer la façon dont nous apaisons et prévenons les souffrances des plus vulnérables de ce monde", a déclaré dimanche à la presse le sous-secrétaire de l'ONU aux Affaires humanitaires Stephen O'Brien.

L'ONG MSF, dont 75 hôpitaux ont été attaqués l'année dernière, a indiqué qu'elle boycotterait le sommet en raison du manque d'initiatives concrètes pour mettre fin aux "graves restrictions mises en places par certains Etats" en termes d'accès humanitaire. (Visant la Syrie notamment, MSF plus pourri que l'ONU qui n'en fait pas assez... - LVOG)

Malgré tout, les participants, dont de nombreuses ONG de petite ou moyenne taille en première ligne des crises humanitaires, espèrent que le sommet impulsera au moins un élan dans la bonne direction. (La tirelire, le gros chèque... - LVOG)

"Les attentes concernant le sommet ont progressivement diminué", a déclaré à l'AFP Rob Williams, de l'ONG War Child. Mais, a-t-il ajouté, "nous avons toujours le sentiment qu'il y a beaucoup de bonne volonté". (Pour continuer les guerres, assurément... - LVOG) AFP 22.05

L'Ongisme, c'est la syphilis du mouvement ouvrier.

Avec les félicitations des "amis" de la Syrie et du Yémen, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Turquie, Arabie saoudite, Qatar, Israël

- Des attentats de l'EI font près de 150 morts sur la côte syrienne - Reuters

Une série d'attentats à la bombe revendiqués par l'Etat islamique ont fait près de 150 morts et au moins 200 blessés lundi à Tartous et Jableh, deux villes situées sur la côte méditerranéenne de la Syrie dans une région contrôlée par le gouvernement qui héberge des bases russes, rapportent la presse et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Reuters 23.05

- Yémen: l'EI s'acharne contre les forces loyalistes, tuant 41 soldats - AFP

Le groupe jihadiste Etat islamique (EI) s'acharne sur les forces gouvernementales yéménites et sur les jeunes soldats qu'elles tentent de recruter dans le sud du pays où un double attentat a fait au moins 41 morts lundi. AFP 23.05

Quand le Pentagone se lance dans des guerres fictives... en attendant.

On a l'habitude de parler des guerres, du Pentagone, du complexe militaro-industriel d'un côté, du capitalisme, de la finance, de l'oligarchie d'un autre côté. Or les deux sont intimement liés en permanence.

- Ces cinq nations inventées pour l'armée US - sputniknews.com

L'armée américaine a créé cinq pays, avec leur propre histoire, élaborés pour les utiliser comme des adversaires potentiels dans ses exercices militaires. Sans surprise, ces entités politiques fictives ressemblent à des pays existants tels que la Russie et l'Iran.

Un document intitulé "Decisive action Formation Environnement (DATE)" (environnement de formation d'action décisive) contient toutes les informations sur les cinq faux pays, tels que l'Ariana, l'Atropia, la Donovia, la Gorgas et la Limaria, aussi bien que la façon de les affronter lors des exercices. La version la plus récente a été publiée en avril 2015.

"Chaque pays est décrit de manière très détaillée, y compris avec ses structures politiques, ses considérations économiques, ses types de troupes, ses matériels militaires et d'autres caractéristiques qui auront un impact sur la façon dont les soldats américains auront à agir pendant des exercices. Une histoire centrale relie tous les détails ensemble dans un monde imaginaire commun", raconte le journaliste Joseph Trevithick pour le site War is Boring.

La question des relations avec la Russie a scindé l'Otan

Les fausses nations sont situées dans la région du Caucase, qui sert comme tremplin le plus probable en cas de conflit avec la Russie, et rassemblent la Russie (Donovia), l'Iran (Ariana), l'Azerbaïdjan (Atropine), l'Arménie (Limaria) et la Géorgie (Gorgas). Les officiels affirment, toutefois, qu'elles ne sont pas calquées sur des Etats particuliers.

Prenez, par exemple, la Donovia. Le manuel DATE décrit le pays comme "une nation renaissante, avant le début des années 1990, elle était un acteur politique, économique, militaire et social dominant dans la région".

"Les troubles internes ont amoindri l'influence de Donovia au cours de la période allant des années 1990 aux alentours de l'an

2000. Maintenant, sur une tendance de prix du pétrole élevés, la Donovia revigorée cherche à rétablir son influence régionale et internationale grâce à une combinaison de diplomatie autoritaire et de puissance militaire", ajoute le document.

Retour vers les années 80: les USA raniment le programme Guerre des étoiles Cette description correspond à la vision de Washington et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) du comportement et des stratégies de la Russie. De hauts responsables américains et des représentants de l'Otan ont souvent décrit la Russie comme "renaissante" et "autoritaire" pour son ingérence présumée dans la crise ukrainienne et pour sa politique étrangère indépendante.

A son tour, Moscou a toujours affirmé qu'il n'avait pas pris part au conflit ukrainien et qu'il avait fait tout ce qui était possible pour résoudre la guerre civile meurtrière.

L'Ariana a apparemment été vaguement calquée sur l'Iran. Le pays, selon le document, dispose de grandes réserves de ressources énergétiques dans la région sud-ouest, le long du golfe Persique.

"Le gouvernement de l'Ariana est agressif, capable, révolutionnaire et a l'intention de répandre sa vision de la gouvernance islamique et de mettre en place une nouvelle hégémonie arianiaiène dans toute la région. Ariana mobilise les populations cibles à l'aide de la politisation de l'islam pour atteindre ses objectifs à long terme", raconte le document.

Cette description reprend les propos, souvent entendues à Washington, à Tel-Aviv ou à Riyad, qui accusent la République islamique d'Iran de fomenter des troubles à travers le Proche-Orient. sputniknews.com 22.05

Bienvenue en oligarchie

Voyez à quoi ils pensent, comment ils pensent, c'est très instructif. Sur le plan psychopathologique, je les place au même niveau que les nazis, ils sont aussi cyniques et nuisibles à l'humanité, ce sont des détraqués mentaux qu'il faudra exterminer.

- Un acte terroriste contre le vol MS804 validerait un scénario noir craint par les autorités

Plus que tout, les pays occidentaux craignent que les terroristes nouent des complicités internes au sein des aéroports. Slate.fr

- Les positions de Jesse Hughes ne devraient pas nuire à Eagles of Death Metal

Le chanteur et guitariste du groupe qui jouait au Bataclan le soir du 13 novembre choque par ses propos. Problème: tout le groupe en pâtit. Les opinions et les prises de position d'un musicien doivent-elles avoir des conséquences sur sa tournée? Slate.fr

- Deux festivals déprogramment Eagles of Death Metal - Reuters

Deux grands festivals français de musique ont annoncé vendredi l'annulation des concerts du groupe américain Eagles of Death Metal, prévus cet été, à la suite de nouveaux propos controversés du chanteur Jesse Hughes sur l'attentat du Bataclan, où il se produisait le soir du 13 novembre 2015.

Dans un communiqué commun, les organisateurs de "Rock-en-Seine", prévu fin août au parc de Saint-Cloud, près de Paris, et de "Cabaret Vert", à la même période à Charleville-Mézières (Ardennes), expliquent être "en désaccord total avec les récents propos tenus par Jesse Hughes, chanteur de Eagles of Death Metal, à un média américain".

Jesse Hughes affirme avoir reconnu parmi eux, après coup, Salah Abdeslam, le dernier survivant présumé des commandos du 13 novembre, alors que le jeune homme n'était pas au nombre des tireurs. Il ajoute avoir vu "des musulmans célébrer les attaques dans la rue" pendant leur déroulement. (N'aurait-il pas confondu avec ces agents du Mossad qui hurlaient de joie à New York un certain 11 septembre 2001 ? - LVOG)

Il reproche en outre aux Parisiens leur "absence de colère" après les attentats. "Ils n'ont pas blâmé l'islam. En fait, beaucoup blâmaient les juifs. On avait l'impression qu'ils étaient davantage préoccupés que nous n'incitions à la xénophobie que de dénoncer les terroristes". Reuters 20.05

- Un mouvement social handicapé par sa fascination pour la violence

Les idées de «provocations» policières ou d'une violence qui serait indispensable au changement de l'ordre établi paraissent plus que jamais populaires, sans être aucunement prouvées.«C'est normal que les gens ne viennent plus en tee-shirt en manif», explique tranquillement un jeune homme... Slate.fr

- Europe: le «beau risque» de Yanis Varoufakis

Evincé du pouvoir il y a près d'un an, l'ancien ministre de l'Economie d'Alexis Tsipras ne rêve pas de gauchir l'Union européenne, mais de la démocratiser d'ici 2025. Le 5 mai dernier, à Vienne, Yanis Varoufakis réunissait son mouvement pour la démocratisation de l'Union européenne... Slate.fr

- L'Empire économique de Trump profite de sa candidature

Les sources de revenus de l'empire du candidat milliardaire, dévoilées par une commission électorale, révèlent que la mauvaise publicité autour de Trump ne l'empêche pas de prospérer dans ses affaires. Slate.fr

- La révolution sera californienne et technolibérale

Inspirée par la pensée libertarienne et la contre-culture des années 1960, la révolution internet participe aujourd'hui à la renaissance du capitalisme, autour d'un «modèle californien» à la fois collaboratif et libéral. Slate.fr

- Dans les sociétés progressistes et égalitaires, les filles sont meilleures en maths

En matière d'égalité entre hommes et femmes, les valeurs se transmettent entre parents et enfants, ce qui se répercute sur leurs performances scolaires. Le «fossé mathématique» entre les filles et les garçons se comble dans les pays les plus progressistes et égalitaristes... Slate.fr

- Pourquoi la greffe de pénis est en train de prendre

Les États-Unis viennent d'annoncer leur première transplantation pénienne. C'est la troisième au monde. Qui peut être concerné par cette prouesse chirurgicale? Les candidats potentiels sont plus nombreux qu'on pourrait l'imaginer. Slate.fr

- La démocratie et l'égalité sont bonnes pour le football

Les études historiques comme l'analyse des droits TV nous prouvent qu'elles rendent les compétitions plus incertaines et excitantes. Slate.fr

- Qu'est-ce qu'un «mogai»? Et autres considérations LGBTQQIAAP

Mogai (et non Mogwai, oui, notre photo est trompeuse) est le nouvel acronyme en vogue pour «LGBT». Une façon de contrer l'allongement sans fin du sigle LGBT, devenu LGBTQ, LGBTQI, et même LGBTQQIAAP...En lisant ce titre, vous avez peut-être songé au groupe de rock instrumental écossais Mogwai. Slate.fr

- Ce générique de «Game of Thrones» est moisi

Une vidéo recrée le générique de la série HBO avec de la moisissure. Et c'est étrangement beauAlors que les fans continuent de regarder la sixième saison de Game of Thrones, les internautes redoublent d'inventivité pour renouveler le désormais classique générique de la série. Il y a eu celui Slate.fr

- Martin Riese, le sommelier star qui conseille sur les différentes eaux

Et c'est très sérieux.Martin Riese est un sommelier un peu à part. Ce n'est pas un professionnel du vin. Non, sa passion, c'est l'eau. «C'est dur de ne pas se moquer de lui, et il le sait», commence Pacific Standard dans un article qu'il lui consacre. Slate.fr

- Pour savoir si un film est flippant ou drôle, il suffit d'humer l'air de la salle

Des scientifiques ont analysé la composition de l'air à la fin des séances de cinéma.Mauvaise nouvelle pour ceux qui pensent savoir mentir, votre corps trahit quand même vos émotions. Pas par le ton de votre voix, le rougissement de vos joues ou un tic quelconque, mais par votre souffle et ... Slate.fr

- Pourquoi le cinéma hollywoodien caste-t-il toujours le même chat?

Le chat figurant dans le dernier film de Steven Spielberg est exactement le même que celui de «Alien», «Gone Girl» ou encore «Inside Llewyn Davis». Académisme félin? Racisme anti chat noir? Vies multiples du même chat rouquin? Mystère. Slate.fr

- Au piano, les sonneries de téléphone deviennent des oeuvres d'art

Grâce à son piano et à beaucoup d'imagination, cet artiste est parvenu à sublimer les sonneries de téléphones qui nous agaçaient jusque-là.Quoi de plus familier (ou de plus agaçant) qu'une sonnerie installée par défaut sur votre téléphone portable? Slate.fr

- Comment la ministre de la Justice américaine est devenue la meilleure défenseure des droits des trans

Le discours du 9 mai de Loretta Lynch marque un virage dans l'histoire des droits des LGBTQ aux États-Unis.Sur le papier, le conflit qui oppose le ministère de la Justice américain et la Caroline du Nord peut sembler aride, tout théorique même. Slate.fr

- En Russie, les écoliers bientôt formés aux fusils d'assaut

Une nouvelle «option militaire» proposent aux collégiens et lycéens d'apprendre à manier les armes, à sauter en parachute ou encore à s'essayer au tir de précision. C'est un symptôme de plus de la montée en flèche du nationalisme guerrier en Russie... Slate.fr

- Sur internet, la Chine pratique la «censure à l'envers»

Des propagandistes chinois écrivent 488 millions de faux posts sur internet chaque année. Objectif: tuer les débats à coups de banalités plutôt que les enflammer.L'armée de «commentateurs internet» payés par le gouvernement chinois pour diffuser des posts de propagande est connue en Chine... Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

- Brésil: le gouvernement intérimaire rattrapé par le scandale de corruption Petrobras - AFP

Le scandale de corruption Petrobras n'a mis que 12 jours pour exploser au sommet du nouveau gouvernement brésilien et coûter lundi son poste à l'un des ministres les plus proches du président par intérim Michel Temer. AFP 23.05

2- Etats-Unis

- Un policier acquitté après la mort d'un jeune Noir à Baltimore - Reuters

Un policier de Baltimore a été acquitté lundi de l'ensemble des charges retenues contre lui après la mort en 2015 d'un jeune Noir, Freddie Gray, après son arrestation, un événement qui avait déclenché des émeutes et des manifestations. Reuters 23.05

3- Chypre

- Chypre: un nouveau Parlement fragmenté à l'issue d'un scrutin boudé - AFP

L'abstention record aux élections législatives chypriotes de dimanche a donné naissance à un Parlement fragmenté, avec l'entrée pour la première fois d'un parti d'extrême droite, au terme de trois années de difficultés économiques et de scandales de corruption dans la classe politique.

Les résultats définitifs donnent gagnante Disy (droite), parti au pouvoir et première formation du Parlement sortant, avec 30% des voix.

De ce suffrage sort une assemblée très fragmentée où l'extrême droite fait son entrée pour la première fois.

Ce parti, Elam, défend le coup d'Etat nationaliste de 1974 qui visait à rattacher l'île à la Grèce et avait déclenché l'invasion du nord de l'île par la Turquie. Il a obtenu 3,7% des voix, lui assurant deux sièges dans le prochain Parlement.

Le principal parti d'opposition Akel (communiste) a lui recueilli 25% des votes, en baisse de 7%.

Selon les responsables du suffrage, seulement 67% du demi-million d'électeurs a voté, un taux d'abstention record dans un pays où le vote est théoriquement obligatoire, contre 21% lors des précédentes élections législatives de 2011.

Cela a favorisé l'entrée au Parlement de petites formations: huit partis vont ainsi se partager les 56 sièges de l'assemblée contre cinq auparavant.

Les deux principaux partis, Disy et Akel, ont passé la majeure partie de la campagne à tenter de convaincre les électeurs désillusionnés de se rendre dans les bureaux de vote.

Les résultats ne devraient pas avoir d'impact sur les négociations sur la réunification de l'île méditerranéenne, divisée en deux depuis 1974.

Les dirigeants des deux parties de l'île ont relancé les pourparlers en mai 2015 et les ont intensifiés depuis novembre, avec le soutien de l'ONU, de l'UE et des Etats-Unis, avec l'objectif de créer un Etat fédéral. AFP 23.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- La Grèce adopte des mesures de rigueur en vue d'un nouveau prêt - AFP

La Grèce a adopté dimanche de nouvelles mesures de rigueur réclamées par ses créanciers comme condition pour le versement de la prochaine tranche de prêt avant une réunion de l'Eurogroupe mardi.

Plus de 10.000 personnes, selon la police, ont manifesté à Athènes devant le Parlement et tous les transports publics ont été bloqués dans la capitale pour le week-end avant l'adoption des nouvelles mesures très impopulaires.

Le texte de 7.000 pages a déjà été adopté vendredi en commission parlementaire avec les seules voix de la majorité gouvernementale qui allie la gauche Syriza du Premier ministre Alexis Tsipras au petit parti souverainiste Anel.

M. Tsipras a souligné dimanche que c'était "la première fois que les sacrifices semblent avoir une chance de payer". "C'est la première fois que la question de la dette est discutée avec l'attention appropriée au sein des institutions internationales", a-t-il ajouté.

Une députée de Syriza, Vassiliki Katrivanou, a toutefois voté contre certains des articles du texte et a ensuite démissionné du parti, évoquant "une profonde impasse politique et existentielle".

"Nous (Syriza) mettons en oeuvre des mesures et des politiques qui vont contre le coeur de nos valeurs et de notre politique, mais je ne vois aucune alternative fiable. C'est pourquoi je démissionne", a écrit la députée sur Facebook, en remettant son siège au parti.

Mme Katrivanou avait voté pour le projet dans son ensemble, mais contre les articles sur le mécanisme de correction automatique et sur la création du nouveau fonds de privatisations.

Le gouvernement grec espère que l'adoption des mesures de rigueur permettra la reprise du plan d'aide accordé l'été dernier par la zone euro mais bloqué depuis plusieurs mois.

"Les Européens reçoivent le message que la Grèce tient ses promesses. Maintenant, c'est leur tour", a déclaré M. Tsipras avant le vote.

Athènes attend que ses créanciers débloquent mardi quelque 5,4 milliards d'euros et allègent l'énorme dette grecque qui représente environ 180% de son produit intérieur brut.

Le projet de loi instaure également une Autorité indépendante des revenus publics, pour lutter contre fraude et évasion fiscales, relève d'un point, à 24%, le taux de TVA sur une série de biens, impose à partir de 2018 une "taxe de résidence" à l'hôtellerie, et met en place un nouveau fonds de privatisations pour accélérer les cessions d'actifs publics et doper leur exploitation.

Ce fonds, dénommé Société de participations publiques, avait été exigé par Berlin lors du bras de fer ayant précédé la conclusion en juillet du nouvel accord entre et Athènes et ses créanciers UE-FMI pour éviter au pays banqueroute et sortie de l'euro.

En dépit d'une grogne sociale montante et des mises en garde de nombreux économistes contre les effets récessifs de ces mesures, le gouvernement avait déjà obtenu le 9 mai que ses 153 députés, sur 300 au Parlement, adoptent deux douloureuses réformes des retraites et de l'impôt sur le revenu également requises par les créanciers.

Les journaux grecs étaient très critiques dimanche sur l'absence de garantie de la part des Européens d'un allègement de la dette grecque contre ces nouvelles mesures de rigueur. AFP 22.05

ECONOMIE

Etats-Unis

- L'endettement des sociétés américaines à son plus haut historique - sputniknews.com

Les entreprises américaines se sont plongées dans un vrai océan de problèmes liés à l'endettement. L'étude des données financières de près de 2.000 sociétés effectuée par les économistes Andrew Chang et David Tesher du groupe S&P Global Ratings dévoile clairement cette situation catastrophique.

L'étude réalisée par les économistes fait l'objet d'un article publié dans Business Insider. Les informations concernant l'endettement des sociétés américaines révèlent une crise financière sérieuse.

Les analystes affirment que le montant des dettes contractées a été multiplié par 50 par rapport à la quantité d'argent liquide en circulation. En chiffres absolus, le volume total de la dette des entreprises a augmenté de 850 milliards de dollars pour atteindre 6,6 trillions de dollars.

Un signe encore plus alarmant est la répartition des dettes et de l'argent liquide parmi les sociétés qui faisaient l'objet de l'étude. Les calculs effectués montrent que l'année dernière a été marquée par une augmentation des dettes de 730 milliards de dollars et par une diminution de la trésorerie à disposition des sociétés de 40 milliards de dollars.

Business Insider souligne que les économistes de S&P Global Ratings ne mentionnent pas que la somme énorme de 1,84 trillion de dollars de trésorerie appartenant à ces 2.000 entreprises représente un montant historique. Pourtant, cet argent est incapable de cacher les gigantesques dettes de ces sociétés.

Les économistes estiment que cette statistique s'explique par les appétits d'investissements sans fin des sociétés. Ces dernières partent à la conquête des instruments offrant d'énormes revenus: elles émettent des obligations pour trouver les ressources financières nécessaires.

Business Insider conclut que cette situation pourrait engendrer des conséquences désastreuses pour le marché des titres. sputniknews.com 22.05

Haut de page

Le 22 mai 2016

CAUSERIE

On se disait bien qu'en titillant les lambertistes, ils finiraient bien par réagir.

Un courriel reçu

Les sophistes se démasquent "vraiment".

- "*Je crois, Tardieu, que tu as vraiment un problème avec la dialectique !! On peut être vraiment sur l'orientation stratégique "d'en finir avec la cinquième république et l'union européenne" ET EN MÊME TEMPS développer une tactique visant à démasquer les représentants de ces institutions, donc entre autres Hollande, pour regrouper autour de soi et construire le parti révolutionnaire !! Ce n'est pas le POID seul qui peut abattre ces institutions au service du capital financier !!!*"

Inutile de vous exciter sur votre clavier !

Décryptons ensemble ce numéro d'illusionnisme digne de Nuit debout. Mais avant d'y venir une précision pour cadrer notre sujet.

Si vous avez lu dans la causerie du 20 mai l'article que j'avais consacré au POID, vous aurez constaté que dans la réponse de mon détracteur ne figurait absolument aucun fait que j'avais cité pour étayer ma démonstration.

C'est leur méthode habituelle et ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là. Elle consiste à dénoncer votre position par exemple, mais ils ne veulent pas entendre parler des facteurs ou des faits sur lesquels elle reposait, seuls les leurs méritent d'être retenus selon eux. Du coup aucune discussion sérieuse ne peut avoir lieu entre nous. Vous devez adopter leur point de vue, un point c'est tout. Vous imaginez bien que nous condamnons cette méthode.

Je crois, Tardieu, que tu as vraiment un problème avec la dialectique !! (Une croyance aussi appuyée (vraiment) relève de l'auto-persuasion, à moins qu'inconsciemment cette forme d'insistance ne serve à camoufler un doute. - LVOG)

On peut être vraiment (Vraiment ? Encore ? Mais qui voulez-vous ainsi convaincre de croire à vos élucubrations, vous ou moi ? - LVOG) sur l'orientation stratégique "d'en finir avec la cinquième république et l'union européenne" ET EN MÊME TEMPS développer une tactique visant à démasquer les représentants de ces institutions, donc entre autres Hollande (Qui avec un taux d'impopularité qui dépasse les 85% ne serait pas encore démasqué, là vous faites dans le déni de la réalité. - LVOG), pour regrouper autour de soi et construire le parti révolutionnaire !! Ce n'est pas le POID seul qui peut abattre ces institutions au service du capital financier !!! (Non, sans blague ! - LVOG)

Ce penchant à l'auto-persuasion est indispensable quand on n'est pas sûr de son fait ou de ses convictions. Elle sert à masquer l'incohérence d'un raisonnement ou d'une analyse qui présente des lacunes sur lesquelles on ne souhaite pas s'étendre, parce qu'elle témoigne d'une incompréhension de la réalité ou du refus de prendre en compte certains aspects de la réalité qui contredisent l'interprétation qu'on en fait, ce qui est le fait de gens qui veulent toujours avoir raison et qui sont d'une mauvaise foi incurable.

Ils arrivent à s'en persuader eux-mêmes comme on vient de le voir au point de le théoriser, c'est la marque de fabrique des lambertistes, des trotskystes conciliateurs.

Leur objectif n'est pas de vous aider à comprendre quelque chose ou la situation, il consiste uniquement à vous amener à partager leur analyse ou leur position, qui parce quelles reposent sur un déni de la réalité s'apparente à un coup de force, qui dès lors ne peut supporter la moindre critique et interdit toute discussion, vous devez adopter leur point de vue un point c'est tout, sinon allez voir ailleurs.

J'ai eu l'occasion à de multitudes occasions depuis 2005 d'être confronté à ce genre d'esprits étroits et limités, auxquels j'ai chaque fois répondu en partant des faits.

Par exemple, j'ai mentionné des dizaines de fois que les travailleurs des différentes générations avaient amplement eu l'occasion de se faire une idée assez précise sur le PS et ses dirigeants, pour saisir qu'ils étaient étrangers au socialisme ou que jamais ils n'avaient eu l'intention de changer la société ou ne serait-ce que résoudre favorablement leurs problèmes, que finalement quand ils votaient encore pour les candidats du PS lors d'élections, c'était par dépit et non parce qu'ils auraient eu la moindre illusion dans ce parti, ce qu'ils n'ont cessé de témoigner par ailleurs, dont les 85% d'impopularité témoigne si nécessaire, sans parler de l'abstention massive et le rejet des candidats du PS.

Le sophiste a l'art de faire passer les apparences pour des convictions ou de les situer au même niveau pour berner son auditoire.

Le sophiste a l'art d'attribuer au peuple ses propres illusions pour servir ses intentions inavouables et se servir du peuple pour les assouvir ou en tirer profit.

Comme l'a rappelé Thierry Meyssan dans son excellent article consacré à la propagande militaire moderne, le sophiste a l'art de présenter n'importe quel présupposé comme logique, de sorte que celui qui ne l'adopte pas passera pour quelqu'un d'illogique, d'immature intellectuellement, un imbécile, quoi.

Généralement il procède à l'aide de syllogismes fabriqués pour l'occasion, qui reposent sur des postulats erronés à l'insu de leur auditoire dépourvu de connaissances suffisantes pour détecter les rapports falsifiés ou défectueux qui figurent entre ses termes.

Ici en l'occurrence, le terme défectueux, ce sont les illusions dans Hollande que notre sophiste prête à la jeunesse et aux travailleurs, qui relève de la volonté d'attribuer absolument dans l'avenir un rôle au PS, dont décidément les trotskystes concilateurs ne peuvent plus se passer depuis, depuis quand au juste, la mort de Lénine si on remontait aux origines.

Rappelez-vous qu'ils avaient élevé au rang de stratégie le front unique en direction du PS et du PCF, comme j'avais eu l'occasion de le mentionner dans une causerie antérieure ou un article à partir de leurs déclarations, rompant ainsi avec le marxisme et le léninisme. Ne pouvant plus entonner ce refrain, ils le présentent sous la forme (ou une variante) plus présentable mais bien maladroite, d'une tactique qui ne dupera personne, puisqu'ils sont obligés de recourir à un artifice qui consiste à occulter l'impopularité de Hollande au risque de se ridiculiser.

Quand j'affirme que la jeunesse et les travailleurs n'ont aucune illusion dans Hollande et qu'on n'a pas besoin de le démasquer, parce qu'il s'est démasqué lui-même ou que tout le monde savait pertinemment bien avant qu'il soit élu président, qu'il n'y aurait rien à en attendre de bon pour les travailleurs, je n'invente rien, je pars des faits j'étaie mon assertion, j'argumente le constat ou la conclusion à laquelle je suis arrivé, je ne balance pas un truc en l'air ou à la légère comme le font les sophistes, ma démonstration ou mon analyse est cohérente du début à la fin, je ne me borne pas à dire à mes lecteurs, croyez-moi sur parole ou allez voir ailleurs.

Les lambertistes sont des illusionnistes. Au lieu de s'appuyer sur l'immense majorité des travailleurs et jeunes qui n'ont aucune illusion dans Hollande et le PS ou les travailleurs les plus avancés, ils vont dégoter des travailleurs ou certaines couches (privilégiées) qui en conservent encore dans Hollande et le PS uniquement pour justifier leur ligne opportuniste ou proclamer qu'ils ont raison, parce qu'il ne peut pas en être autrement.

En présence d'un serpent, à les entendre, au lieu de le chasser ou de le tuer, je devrais commencer par me demander s'il présente ou non un réel danger et prendre ainsi le risque de ne plus être en état de répondre à cette question une fois qu'il m'aurait attaqué, ce qui serait stupide et hélas fatal !

Sachant qu'un serpent est potentiellement dangereux ou présente une menace pour mon existence, mon instinct de conservation me portera spontanément à le faire fuir ou à le neutraliser, ensuite seulement je me demanderais peut-être s'il était aussi dangereux que cela, c'est préférable.

Mon comportement est déterminé par le fait que je ne connaissais pas les différentes espèces de serpent qui existent, donc je pars du principe qu'ils sont tous dangereux et qu'il faut éviter tout contact avec eux.

Mais dans le cas de Hollande et du PS, depuis mai-juin2012 ils ont eu une multitude d'occasions de démontrer aux travailleurs à quel point ils étaient dangereux pour leurs acquis ou droits, TSCG, ANI, contre-réformes antisociales en tous genres, lois liberticides, etc. à quel point ils incarnaient les besoins des capitalistes, la réaction sur toute la ligne. C'est à croire que Valls ne serait pas Premier ministre et que le banquier Macron ne serait pas ministre de l'Economie.

Le POID fait pour ainsi dire, comme si finalement il ne s'était rien passé depuis 4 ans. Mieux, comme si les jeunes et les travailleurs n'avaient tiré aucun enseignement de cette expérience, il les prend pour des abrutis finis, ce que les faits démentent une fois de plus (l'impopularité record de Hollande, le scrore misérable des candidats du PS aux différentes élections partielles, etc.). Mais ils en ont cure au POID, ils ont défini au préalable une ligne politique à laquelle ils se tiennent, en réalité une stratégie et non une tactique qui consiste non pas à démasquer Hollande puisque c'est déjà fait, mais bien à tenter de le légitimer coûte que coûte, car une fois de plus ce n'est pas leur stratégie qui doit s'adapter à la réalité, mais la réalité qui doit aux prix de contorsions abracadabrantes se plier à leur stratégie, d'où le déni permanent dans lequel ils versent et qui ne peut conduire qu'à une impasse politique ou finalement à soutenir le régime.

On actualisera le site demain ou plus tard.

Haut de page

Le 25 mai 2016

CAUSERIE

On a ajouté l'excellent article de l'Observatoire du néoconservatisme : *Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice* .

On a également ajouté *Socialisme de juristes* de F. Engels et K. Kautsky -1886.

En deux mots, aborder la question que faire pour améliorer la société pour la rendre plus juste, voire la changer sur le terrain du droit ou de l'humanisme, conduit fatalement à s'accommoder du capitalisme, puisque ce sont les conditions économiques ou les rapports sociaux de production qui déterminent le droit et non l'inverse.

Les discours et les programmes des partis promettant aux travailleurs une meilleure répartition des richesses ou une société plus juste en mettant l'humain au centre de leurs préoccupations, sont une supercherie, dès lors qu'ils ne remettent pas en cause l'existence ou les fondements du système économique capitaliste. Et la volonté qu'ils affichent bruyamment de rompre avec tel ou tel aspect du capitalisme ou telle ou telle institution du capital, n'est qu'un numéro d'illusionnisme qui ne sert qu'à masquer leur refus d'affronter le capitalisme, une imposture ou la trahison de l'idéal qu'ils prétendent représenter.

Vous pouvez rompre avec toutes les institutions que vous voulez, mais si vous ne rompez pas avec le capitalisme qui repose sur des fondements et fonctionne selon des lois qui sont inhérentes à la nature des rapports sociaux de production, vous en subirez les contradictions qui l'ont conduit au stade de l'impérialisme pourrissant et vous continuerez que vous le vouliez ou non à en subir toutes les conséquences, autrement dit, vous vous interdirez de mener une autre politique que celle des représentants du capitalisme, vous vous condamnerez à en devenir des agents ou à servir les intérêts des capitalistes.

Le combat pour la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière n'a de sens ou cesse d'être opportuniste, que s'il est lié à l'objectif de l'abolition du capitalisme et le passage au socialisme.

Tous les régimes qui ont été qualifiés abusivement de gauche ou de socialiste en Amérique latine ou ailleurs, étaient condamnés à tomber du fait qu'ils avaient laissé intact le capitalisme, bien que parfois ils se soient dotés d'une nouvelle Constitution ou de nouvelles institutions.

Que dans la vie ou en politique il faille faire preuve de mesure, qu'il faille passer des compromis, que l'on conçoive qu'il faut passer par différentes étapes avant d'atteindre un objectif, c'est une chose, mais qui ne doit pas occulter pour autant le fait qu'il arrive parfois qu'on soit placé face à une situation où il est indispensable de rompre radicalement ou brutalement avec certaines habitudes ou certains comportements, qu'il nous faille changer ou inverser les rapports qui existaient entre différents facteurs, sans quoi nous nous condamnons à ce qu'ils reproduisent indéfiniment les mêmes effets, ce qui n'est pas le but recherché en l'occurrence, lorsqu'on se destine de changer de fond en comble la société.

On a semble-t-il oublié qu'il y a des questions ouvertes qui appellent des réponses de type périphrase, dans lesquelles figurent certaines conditions potentiellement réalisables pour valider une réponse plutôt qu'une autre, et qu'il y a des questions de type fermé où le conditionnel est exclu, ce qui sous-entend que toutes les hypothèses qui y étaient liées ont été épuisées, et dont la réponse ne peut être que oui ou non. Oui ou non en est-on arrivé à la conclusion qu'il faut en finir avec le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

La question qui est posée aux travailleurs et aux militants, est de savoir ce qu'ils veulent vraiment et s'ils le savent réellement eux-mêmes, ce dont on est en droit de douter fortement à l'heure qu'il est. Notre devoir est donc de les aider à y parvenir le plus rapidement possible par tous les moyens à notre disposition. Et tous les articles que nous publions ont vocation à les y aider, dès lors qu'on les relie à la stratégie que nous avons adoptée qui est résolument axée sur l'abolition du capitalisme et ses institutions, les deux objectifs politiques étant inséparables pour les raisons exposées plus haut.

Un petit mot personnel.

Il est déjà 10h30 et e n'ai pas encore commencé à collecter les infos de la veille, aussi le site ne sera pas actualisé aujourdhui. J'ai des courses à faire, j'ai peu et mal dormi, hier soir la prise du climatiseur a brûlé, cela a fait sauter le fusible du compteur situé à l'autre bout du jardin, il était un peu moins de minuit.

J'ai mis du temps à réaliser d'où venait la panne, car les six fusibles du tableau situés dans le garage étaient intacts, et ce n'est qu'au bout d'un moment que j'ai eu l'idée d'aller voir au compteur, ce qui ne m'enchantait pas tellement, car à plusieurs reprises j'en avais chassé des serpents, alors en pleine nuit, marcher dans l'herbe, je n'étais pas très fier. J'ai fait un peu de bruit au cas où pour les chasser et en cinq minutes l'affaire était réglée. Il ne me restait plus qu'à démonter les prises mâle et femelle de la climatisation, couper les fils et les raccorder directement à l'entrée de l'onduleur, et enfin j'ai pu aller me recoucher, j'étais trempé de sueur comme si je veais de prendre une douche, il était 0h30. Du coup, je n'ai encore dormi que 5 heures et je suis crevé. Quant à ma compagne Selvi, elle s'était couchée avant moi et avait mis en route le ventilateur, elle a continué de dormir comme si de rien n'était !

Haut de page

Le 26 mai 2016

CAUSERIE

Il fait 43°C à l'ombre, 39°C à ma table de travail, c'est insupportable. Au lieu de me rafraîchir un peu (?) avec le ventilateur, je l'ai mis à fond et je l'ai placé du côté de la carte mère et de l'alimentation de l'ordinateur en espérant qu'elles ne brûlent pas !

Tous les soirs j'arrose le jardin, j'en ai pour plus d'une heure à chaque fois, surtout en ce moment. Immédiatement après je mets le pumpset (moteur) en marche pour remplir le réservoir de 2.000 litres. Je crains plus les coupures de courant et de manquer d'eau que les serpents ou les scorpions, à croire que j'y suis plus habitué grâce ou à cause de mon engagement politique... Non, pas les peaux de bananes, car cela ne traîne pas ici, les vaches les mangent.

J'arrête mon bavardage, Selvi (ma compagne) vient de m'appeler et je vais la chercher en scooter à la sortie de son boulot, c'est à 10 minutes de la maison, il est 16h58. Reste le jardin à arroser et c'est moi qui m'en charge, c'est mon boulot.

Les causeries de mai sont disponibles au format html.

J'ai à nouveau corrigé les liens vers les causeries des mois précédents, sorry, je suis distrait. Mettons cela malhonnêtement sur le dos de la chaleur accablante !

L'info du jour : Attention on pourrait y retourner un jour...

- 140 000 ans avant « Homo sapiens », Néandertal s'aventurait au fond des grottes - LeMonde.fr 25.05

En voilà une affaire qui mobilise la rédaction de ce torchon institutionnel, et attendez, c'est qu'ils sont perspicaces au Monde :

- "Est-il si surprenant que cet homininé robuste n'ait pas eu peur du noir ?"

Parce que figurez-vous qu'à cette époque fort reculée, la nuit régulièrement ils n'étaient pas plongés dans la pénombre, quel crétin !

On ne demandera pas à ce journaleux s'il a "peur du noir" puisqu'on connaît la réponse.

Et vous payez pour lire ça ?

Quelle conception du syndicalisme ?

Rappel. Lu ce matin dans un article :

- En 1995, il s'agissait de combattre le plan Juppé sur la Sécurité sociale, qui prévoyait d'aligner le régime de retraite des fonctionnaires sur celui des salariés du privé. Alain Juppé a reculé sur les retraites, mais il a maintenu le reste de son plan sur la Sécurité sociale. Le Parisien 25.05

Les syndicats mobilisèrent leurs troupes au sein de la fonction publique dans l'unique but de défendre leurs statuts, et lorsque les fonctionnaires furent servis, ils s'empressèrent de reprendre le boulot abandonnant, pardon, livrant les travailleurs du secteur privé au gouvernement Chirac-Juppé.

Il en est ainsi depuis les années 40-50, vulgairement, chacun pour soi ou pour sa gueule, selon la division du travail entre travailleurs des secteurs public et privé qui permet de diviser ou d'affaiblir le prolétariat et le mouvement ouvrier, de manière à ce qu'ils demeurent soumis au régime ou pour assurer sa stabilité.

On aura compris que leur conception détestable du syndicalisme ne comprend la solidarité entre tous les travailleurs quelles que soient leurs conditions ou statuts au détriment des couches d'exploités les plus défavorisés qui sont ainsi abandonnés à leur triste sort, vous savez ceux dont ils sont prompts à faire le procès à cause de leurs préjugés jugés archaïques et dont évidemment ils sont responsables.

Il aurait été normal en 1995 que les travailleurs et les syndiqués de la fonction publique demeurent mobilisés ou poursuivent leur grève jusqu'au retrait de la totalité des mesures annoncées par Juppé. De la même manière, lorsque les travailleurs du secteur privé entament un mouvement social, les travailleurs du secteur public devraient également se mobiliser pour les soutenir, et lorsque ce sont les travailleurs du secteur public qui sont attaqués par le gouvernement, il serait normal que les travailleurs du privé les soutiennent. Du coup, la question de la grève générale se poserait tout autrement et aurait plus de chance de venir à l'ordre du jour, ce qu'il faut absolument éviter, chacun l'aura compris.

Cette partition entre secteur public et secteur privé fait le bonheur du patronat et de l'Etat. On peut aussi se demander pourquoi quand des sujets d'actualité mettent en cause des secteurs d'activité, pourquoi les syndicats de ces secteurs d'activité ne

mobilisent pas travailleurs. Par exemple, fraude fiscale, évasion fiscale, optimisation fiscale, paradis fiscaux, augmentation des impôts, etc. pas de mobilisation du secteur des impôts ; baisse des remboursements des médicaments ou de certains traitements, scandales liés à la commercialisation de certains médicaments ou produits, etc. pas de mobilisation du secteur de la santé ; magouilles des banques, pas de mobilisation des employés des banques ; manuel scolaire dont les contenus relèvent ouvertement du négationnisme ou de la falsification de l'histoire, pas de mobilisation des enseignants, etc.

On aura compris que leur conception du syndicalisme n'intègre pas le fonctionnement du secteur d'activité dans lequel les travailleurs évoluent ainsi que ses conséquences pour l'ensemble de la société, ce qui revient à laisser à ceux qui détiennent le pouvoir de faire ce qu'ils veulent.

Leur conception du syndicalisme intègre le fonctionnement du secteur d'activité dans lequel les travailleurs évoluent, uniquement quand une mesure concerne leur condition de travail ou leur statut. Et par exemple, quand une mesure concerne le personnel hospitalier et les malades, donc la population en générale, le personnel de l'Education nationale et les élèves des écoles, collèges ou les étudiants, donc la population en générale, etc eux seuls sont appelés à se mobiliser, mais par le reste de la population qui demeure neutre ou passive ou pire, qui condamne les grèves qui perturbent leurs routines quotidiennes et abrutissantes.

Et après on s'étonne ou plus généralement on feint de s'étonner hypocritement que le syndicalisme tend vers le corporatisme, mais c'est normal, car tout aura été fait pour qu'il en soit ainsi, c'est la conclusion à laquelle on arrive quand on se penche sérieusement sur cette question.

Ce qui est vraiment surprenant pour le coup, c'est que cela ne vienne pas à l'esprit des militants, car lorsqu'on lit la littérature des différents partis dits ouvriers, on trouve nulle trace de ce qu'on vient de relever, comme si finalement les militants de toutes tendances partageaient la conception du syndicalisme de leurs dirigeants syndicaux, ce qui assurément ne permettra pas d'élever le niveau de conscience des syndiqués et des travailleurs. Vous me direz, à quoi bon, puisque ce n'est manifestement pas leur priorité, quand ils ne le revendiquent pas eux-mêmes.

Tout cela j'ai pu le constater personnellement quand je travaillais en France. Je rappelle que j'ai quand même bossé dans plus de 45 boîtes différentes et que j'ai été délégué syndical notamment.

Après on s'étonnera qu'on en soit rendu là. On a envie de répondre que c'était prémédité.

Ils sont bien complètement cinglés.

- Quand le patron d'Apple croit voir un iPhone dans un tableau du 17ème siècle - BFM Business

Dommage qu'il s'agisse d'un peintre flamand, sinon le patron d'Apple aurait pu se prendre pour Léonard de Vinci !

Conditionnement. Une intrigeante et malfaisante préoccupation.

« Le futur doit gagner du poids politique » nous dit-on, quel futur, celui qu'ils sont en train de nous concocter à l'image du présent nauséabond ?

Il faut avoir à l'esprit qu'ils visent la conquête totale ou sans partage du pouvoir politique, le pouvoir politique absolu, c'est-à-dire la neutralisation de la lutte des classes, pour instaurer un nouvel ordre mondial, et que par conséquent ils ont imaginé un plan dont les contours apparaissent chaque jour un plus clairement, ils ont élaboré une stratégie politique pour atteindre cet objectif dans un futur indéterminé, sachant leur domination de classe de plus en plus gravement menacée par la crise devenue permanente du capitalisme.

Ils ne se bornent pas à gérer leurs affaires au quotidien ou à accroître leur fortune par n'importe quel moyen, ils sont en train de mettre en place un modèle unique de société, et chaque mesure qu'ils préconisent ou parviennent à imposer sur le plan économique ou politique, constitue déjà la concrétisation de leur plan ou les rapproche pas-à-pas de leur objectif final, dont évidemment la population n'a nullement conscience.

Cependant on a pu constater au cours des dernières années, qu'ils étaient parvenus au point où ils devaient associer la population à certain aspect de leur plan pour qu'elle y adhére, et pouvoir ainsi franchir de nouvelles étapes, sans lui avouer toutefois leurs véritables intentions ou objectifs et pour cause. Ils y sont également contraints par la crise du capitalisme, tout en présentant leurs objectifs sous un angle avantageux.

Les sociétés contemporaines ont une énorme capacité à produire des futurs, c’est-à-dire de les conditionner ou de les rendre possibles.

Ces réflexions m'ont été inspirées par un article du Monde, qui par le biais d'un "professeur de philosophie politique" sorti de nulle part, s'interroge sur le rôle que le futur doit jouer en politique et s'inquiète qu'il soit malmené, peut-être parce qu'il pressent qu'il est compromis pour les générations à venir. Comment penser le futur et y faire adhérer la population quand il est si mal embringué, sinon en le falsifiant.

- « Le futur doit gagner du poids politique » - LeMonde.fr

La principale urgence des démocraties contemporaines n'est pas d'accélérer les processus sociaux. Prendre le futur au sérieux exige d'abord que l'on introduise le long terme dans les considérations stratégiques et les décisions politiques, explique le professeur de philosophie politique Daniel Innerarity.

Par Daniel Innerarity, professeur de philosophie politique à l'université du Pays Basque (Espagne)

Nous, êtres humains, devons avoir une relation avec notre futur si nous voulons réaliser des opérations qui aillent au-delà du moment présent. (Quelle envolée d'esprit ! - LVOG) Cela vaut également pour les sociétés, qui doivent maintenir un rapport intelligent avec leur futur (Enfin, un prophète ! - LVOG). Les difficultés actuelles de la société au moment de se penser en termes de finalité et de promesse collectives mettent précisément en évidence le fait que le futur n'est pas bien traité. (Pour ne pas dire qu'il est déjà largement hypothéqué et d'une laideur effrayante. - LVOG)

Le futur s'est converti en un problème dans les sociétés contemporaines, peut-être notre plus grand problème, mais peut-être aussi la voie d'une solution pour procéder à une réforme de la politique. (Nous y voilà ! - LVOG) Notre plus grand défi consiste à repenser et à articuler dans la pratique la relation entre action, connaissance et responsabilité. Et il se peut qu'une réintégration du futur dans l'activité politique soit un élément de transformation et d'innovation de la vie démocratique. (Alors qu'on s'achemine à marche forcée dans la direction opposée ! - LVOG)

Mais si la politique a une quelconque justification qui la distingue de la simple gestion, c'est parce qu'elle tente de gouverner ce futur moins visible mais non moins réel et dans lequel se joue le plus important. (D'où la nécessité de se doter d'une stratégie politique, ce que l'oligarchie financière a compris, mais pas nos dirigeants, hélas : - LVOG)

Quand il s'agit de réformes politiques, leur seule justification est d'aller au-delà des intérêts des privilégiés actuels et de se demander s'ils ouvrent effectivement des opportunités pour ceux qui ne sont pas puissants dans le présent – comme les chômeurs et les jeunes – mais auxquels le futur appartient aussi. (Merci d'avoir une toute petite pensée pour eux ! On sent le nantis dans ce discours. Et comme il ne s'agit pas de s'attaquer aux puissants qui ne sont même pas identifiés ici, il faut en conclure que dans le futur qu'il appelle de ses voeux rien ne changera... ou en pire. - LVOG) LeMonde.fr 25.05

Formule qui résume bien ce qui se déroule sous nos yeux, à savoir que "la principale urgence des démocraties contemporaines n'est pas d'accélérer les processus sociaux, effectivement puisqu'elles procèdent systématiquement à leur démantèlement ou à leur destruction, en recourant à une conception de la politique opaque, voire secrète pour le citoyen lambda, parce qu'animée d'intentions et de moyens inavouables tendant à rendre sciemment le " futur moins visible" de préférence, vaut mieux quand on pense à l'avenir cauchemardesque qu'ils sont en train de nous fabriquer, ils ne vont pas le hurler sur les toits !

Article 2 de la loi Travail, c'est "le cœur de la philosophie du texte" (Valls), c'est le retour au patron de droit divin du XIXe siècle.

- Loi Travail : c'est quoi le problème avec l'article 2 ? - francetvinfo.fr

Les syndicats opposés à la réforme du Code du travail réclament sa suppression, le patron des députés socialistes propose de le réécrire, le gouvernement refuse d'y toucher.

L'article 2 du projet de loi Travail inverse la hiérarchie des normes. "La primauté de l'accord d'entreprise en matière de durée du travail devient le principe de droit commun", y est-il écrit. En clair, l'accord d'entreprise primerait dorénavant sur l'accord de branche. En matière de temps de travail, de nombre maximum d'heures par jour et par semaine, de majoration des heures supplémentaires, de temps de repos ou de congés payés, l'accord d'entreprise pourrait être "moins disant" que l'accord de branche, liste Le Parisien.

Avec cet article 2, le gouvernement entend donner plus de souplesses et de marges de manœuvre aux entreprises, afin qu'elles puissent adapter leur fonctionnement en fonction de leur activité économique et des contraintes de leur secteur.

Les opposants à la loi Travail redoutent que cette "inversion de la hiérarchie des normes" ne permette un "chantage à l'emploi", observe Le Monde. La direction d'une entreprise pourrait ainsi être tentée, par exemple, de menacer de supprimer des postes, en prenant pour prétexte une dégradation de la situation économique, afin de contraindre les syndicats à signer un accord moins favorable aux salariés que l'accord de branche.

Ils ont dit.

- Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : « Il n'est pas prévu de revoir les principes de l'article 2 ».

- Bruno Le Roux : il n'est pas question de « revenir sur la philosophie » de l'article 2.

- Manuel Valls a déclaré à l'Assemblée nationale qu'il n'y aurait « Il n'y aura ni retrait du texte, ni remise en cause de l'article 2, car c'est le cœur de la philosophie du texte ».

- A propos d'un tract de la CGT appelant au retrait du texte et représentant une charge explosive, M. Le Roux a déclaré : "J'attends de M. Martinez qu'il dise qu'il y a des choses inacceptables dans notre démocratie. " lemonde.fr 25.05

Pourquoi, il ne l'a jamais dit ? Etonnant. Non, je déconne...

- Le gouvernement tient bon sur la loi Travail, face aux blocages - Reuters

- Blocages : Hollande et Valls dénoncent la stratégie d'une «minorité» - L'Opinion

- Loi travail: une centrale syndicale ne fait pas la loi, lance Cambadélis à la CGT - AFP

- Myriam El Khomri. Pénurie de carburant : les "Français pris en otage" - Francetv info

- Nathalie Kosciusko-Morizet : "Le droit de grève n'est pas celui de bloquer" - Francetv info

- La CGT joue "gros" et avec "le feu", estime la presse - AFP

La presse quotidienne après avoir fustigé mardi le "jusqu'au-boutisme" de la CGT, dans l'actuel conflit social, estime mercredi que le syndicat et son secrétaire général, Philippe Martinez, jouent "gros" et avec "le feu" en adoptant un tel comportement. AFP

- Electricité: la CGT-énergie appelle à un mouvement "le plus fort possible" jeudi - AFP

La CGT-Energie a appelé mardi à un mouvement d'action, notamment dans ses centrales nucléaires, "le plus fort possible" jeudi contre la loi travail et la dégradation de la filière, n'excluant pas "des baisses de charges" électriques. AFP

- Centrale nucléaire, ports, raffineries... la carte des blocages contre la loi Travail - Le Huffington Post

Loi travail - La grève contre la Loi Travail prend de plus en plus d'ampleur. La CGT du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) et de Fluxel a appelé mardi 24 mai à un arrêt de travail "du mercredi 25 mai inclus au vendredi 27 mai inclus". Le Huffington Post

- Loi travail : la CGT assure qu'au moins 16 centrales nucléaires ont voté la grève - LeMonde.fr

La fédération Energie, majoritaire dans le secteur, annonce des mouvements de grève et le recours à des baisses de charge, jeudi, dans la majorité des 19 centrales françaises. LeMonde.fr

- SNCF: la CGT appelle à son tour à la grève reconductible à partir du 31 mai - AFP

A moins de trois semaines du début de l'Euro de football, la CGT, premier syndicat à la SNCF, a déposé mardi à son tour un préavis de grève à compter du 31 mai à 19H00 pour peser dans la phase finale de négociations sur les conditions de travail des cheminots. AFP

- Grève chez Amazon sur des revendications salariales et contre la loi travail - AFP

- Berger (CFDT): retirer la loi travail serait "inacceptable" - AFP

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, a estimé mercredi que retirer le projet de loi travail, comme le réclament la CGT et FO, serait "inacceptable". AFP

- Montebourg: "Un référendum sur la loi Travail serait une bonne recommandation" - L'Express.fr

"Les torts sont partagés" dans le blocage actuel entre le gouvernement et les syndicats sur la loi El Khomri, a estimé Arnaud Montebourg sur BFMTV. L'Express.fr

- "Chienlit", "rage folle", "guerre des gauches": la droite fustige les blocages - L'Express.fr

Alors que les mouvements de grève se prolonge, la droite monte au créneau pour appeler à la "réquisition" des personnels et au "déblocage" de force des sites concernés. Et se retrouve paradoxalement à défendre le passage en force de la loi Travail. L'Express.fr

Le chômage a baissé au mois d'avril : 55.700 radiations de Pôle emploi de plus qu'en mars.

- Chômage: deuxième baisse consécutive en avril en France - AFP

L'horizon s'éclaircit enfin : le chômage a enregistré en avril un deuxième mois consécutif de baisse, série inédite depuis début 2011, l'indicateur passant également dans le vert sur les douze derniers mois, une première depuis la crise.

Après la forte baisse de mars, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a continué de diminuer en avril, de 19.900 personnes (-0,6%), pour s'établir à 3,51 millions en métropole, a annoncé mercredi le ministère du Travail.

En avril, la baisse a été encore plus forte (-1,1%) en incluant l'outre-mer et les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité. Au total, 5,69 millions de personnes étaient inscrites dans les catégories A, B, et C de Pôle emploi.

Mais cette baisse coïncide avec une "hausse inhabituellement forte" des sorties pour défaut d'actualisation, avertit la Dares, le service des statistiques du ministère.

A la fin de chaque mois, les demandeurs d'emploi sont tenus de déclarer leur situation à Pôle emploi, sous peine d'être désinscrits d'office. En avril, 276.700 personnes sont sorties des listes pour ce motif, soit 55.700 de plus qu'en mars.

Le cabinet de Mme El Khomri explique cet événement statistique par le grand nombre de jours fériés début mai, pendant la période d'actualisation, et par des oublis de demandeurs d'emploi ayant retrouvé une activité.

Selon l'économiste Bruno Ducoudré (OFCE), toutefois, "on peut s'attendre à un effet de bascule le mois prochain, avec le retour d'une partie de ces personnes sur les listes de Pôle emploi".

De leur côté, les deux fers de lance de la mobilisation, la CGT et Force ouvrière, ont immédiatement relativisé les bons chiffres. "Une manipulation semble être à loeuvre pour obtenir une baisse artificielle du nombre de demandeurs d'emploi", a accusé la CGT, tandis que FO a appelé à "ne pas se contenter des apparences".

La centrale de Jean-Claude Mailly a par ailleurs fait remarquer, non sans ironie, que "ces chiffres démontrent une fois de plus que le marché du travail et de l'emploi n'a pas besoin d?une loi d'inspiration libérale", mais de "croissance économique". AFP 25.05

Propagande des médias de l'OTAN. Médias zélés, hystériques, enragés.

- La "Jeanne d'Arc" ukrainienne libérée de Russie - Francetv info

- Retour triomphal en Ukraine de la pilote Savtchenko échangée contre deux Russes - AFP

- Nadia Savtchenko rentre au pays et gagne son combat - Liberation.fr

Bienvenue en oligarchie

- Internet, voici tout simplement la plus folle infographie «Star Wars» jamais réalisée

En 123 mètres de long, toute l'histoire de l'épisode IV: «Un nouvel espoir». Il suffit de scroller.Quand on aime Star Wars, on ne compte pas. Quelques semaines avant le trente-neuvième anniversaire de la sortie dans les salles du premier film de la saga de George Lucas, le 25 mai 1977... Slate.fr

- Partez en road-trip avec Shia LaBeouf

Pendant un mois, l'acteur américain va mettre en ligne les coordonnées GPS de l'endroit où il se trouve et se laissera porter à travers les États-Unis.Shia LaBeouf a quelque chose de fascinant. Après avoir passé vingt-quatre heures dans un ascenseur à l'université d'Oxford... Slate.fr

- Coming-out, mariage et orgasme... Une étude raconte les amours LGBT

Les résultats dénotent que la tolérance gagne du terrain.Les hommes hétérosexuels jouissent plus souvent que les hommes homosexuels. C'est en tout cas ce qu'affirme Match. L'application de rencontre publie chaque année depuis six ans une étude portant sur les célibataires Américains... Slate.fr

- NBA: quand les médias américains tournent autour des «couilles» de Steven Adams

«Bijoux de famille», «kiwis», «en-dessous de la ceinture», «aine», «entre les jambes», «quelque part», «ding ding»... Les expressions ne manquent pas pour décrire le coup que s'est pris le joueur d'Oklahoma. Slate.fr

- Entre sexisme et hypermédicalisation, la grossesse vue par votre smartphone

Faites le tour des stéréotypes véhiculés par les applications grossesse.Que serait l'humain du XXIe siècle sans les applications de son smartphone? Il s'en remet à elles pour réserver ses trains, retrouver son chemin, communiquer avec ses amis, pour occuper ses enfants dans la salle d'attente... Slate.fr

- «Les hommes sont attirés par les femmes froides qui agissent comme des chieuses»

Cette semaine, Lucile conseille Pomme-poire, qui en a marre de se retrouver dans un schéma de non-réciprocité amoureuse.«C'est compliqué» est une sorte de courrier du coeur moderne dans lequel vous racontez vos histoires -dans toute leur complexité- et où une chroniqueuse vous répond. Slate.fr

- Le prochain 007 sera une femme et voici ses «Jane Bond boys»

Twitter a choisi: le nouvel espion qui ne meurt jamais devrait être incarné par Gillian Anderson. Nous avons donc casté ses partenaires de jeux.Daniel Craig quittera le navire après un prochain James Bond. L'espion britannique 007 risquait donc de se retrouver à nouveau sans corps et sans visage. Slate.fr

- Dès 2008, un fan de «Game of Thrones» prédisait pourquoi Hodor ne disait qu'«Hodor»

Le reste de sa théorie était moins réussi.AVERTISSEMENT SPOILERS: Cet article révèle des informations concernant le cinquième épisode de la saison 6 de «Game of Thrones».Si vous n'avez pas encore vu le cinquième épisode de la sixième saison de Game of Thrones, il est encore temps de faire demi-tour. Slate.fr

- On a testé… « Overwatch », le jeu de tir en équipes qui mêle samouraïs, robots et cow-boys

Coloré, nerveux et varié, « Overwatch » réussit à réintroduire une bonne dose de stratégie dans un jeu de tir efficace. LeMonde.fr

- Trump président? C'est improbable, mais possible

Il suffirait d'une mobilisation exceptionnelle des électeurs blancs. Ou d'une récession. Ou d'un parti démocrate déchiré...En ce moment, les sondages indiquent un fort redressement de la campagne de Donald Trump. Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue chez les "amis" de Valls et Hollande.

- Israël: l'ultranationaliste Lieberman entre au gouvernement - AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a conclu mercredi un accord sur l'entrée dans son gouvernement

de l'ultranationaliste Avigdor Lieberman qui a promis de se montrer "responsable", face aux interrogations sur un durcissement de la politique vis-à-vis des Palestiniens.

Après une semaine de laborieuses discussions, les alliés de MM. Netanyahu et Lieberman se sont entendus pour que ce dernier prenne le poste crucial de ministre de la Défense, qui supervise les Territoires palestiniens occupés. Un autre membre de sa formation Israël Beiteinou, Sofa Landver, deviendra ministre de l'Intégration. Leur investiture doit avoir lieu la semaine prochaine.

Le remaniement porte de 61 voix à 66 la majorité de M. Netanyahu au Parlement, où siègent 120 élus. Il fait de ce gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël selon les commentateurs.

Cet accord, signé au terme d'une semaine d'intenses négociations, permet à Benyamin Nétanyahou d'élargir significativement sa majorité. À la tête d'une coalition de six partis allant du centre à l'extrême droite religieuse, en passant par le Likoud et les grandes formations ultraorthodoxes, il ne pouvait jusqu'à présent compter qu'avec le soutien de 61 députés sur 120. Une coalition étriquée qui l'exposait à tous les chantages. Grâce au soutien d'Avigdor Lieberman, il aura désormais le soutien de cinq députés supplémentaires. La sixième élue du parti Yisraël Beiteinu, Orly Levi-Abecassis, s'est pour sa part désolidarisée du groupe parlementaire en raison de son désaccord avec les termes de l'accord de coalition.

M. Lieberman, connu pour ses diatribes anti-arabes et son populisme belliqueux, est une figure détestée des Palestiniens.

Avant d'engager les négociations avec M. Netanyahu, M. Lieberman accusait le gouvernement de manquer de fermeté face aux attaques palestiniennes et de ne pas construire dans les grands blocs de colonies de Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

M. Lieberman défend la possibilité accrue d'infliger la peine de mort aux auteurs d'attentats anti-israéliens. Il a obtenu que la peine prononcée par les tribunaux militaires en Cisjordanie ne le soit plus à l'unanimité des trois juges, mais à la majorité. Israël n'a pas appliqué la peine capitale depuis 1962. AFP et Figaro.fr 25.05

A quoi bon, ils assassinent déjà en toute impunité des Palestiniens pratiquement quotidiennement. En facilitant le recours à la peine de mort, ils constitutionnalisent le massacre d'innocents.

Haut de page

Le 27 mai 2016

CAUSERIE

Un petit mot personnel.

40°C à l'ombre seulement aujourd'hui...

Ma mère sortira de l'hôpital samedi, ce fut une fausse alerte...

Mon épouse va attaquer la CAF en justice, si l'avocat que j'ai trouvé tient la route...

La riche patronne italienne de ma compagne Selvi est un véritable tyran...

Je n'ai toujours pas terminé mes travaux, exceptionnellement je réactualise le portail à cause de cette foutue loi Travail... Ici en Inde, le code du travail n'existe pas, c'est plus simple pour les esclavagistes...

Sorry pour les fautes de frappe ou d'orthographe, je me relis rapidement, parfois je n'en ai même pas le temps.

La "véritable démocratie", c'est tout le pouvoir à la majorité de la population, aux travailleurs

- "pour (...) l'établissement d'une véritable démocratie mettant au centre les travailleurs." PRCF 24.05.2016

Au "centre", entre quoi et quoi ?

Nous, nous les plaçons résolument aux commandes de l'Etat, de la société, ce n'est pas du tout pareil, car cela implique une inversion des rapports sociaux, le renversement du régime en place, autrement dit une révolution sociale remettant en cause les fondements du capitalisme, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière en avançant sur la voie du socialisme.

Une "véritable démocratie" peut-elle exister sans que la classe ouvrière soit parvenue à s'emparer du pouvoir politique ? Telle est la question qui est éludée dans cet article publié par l'officine stalinienne Le Grand Soir.

Toutes les déclarations, tous les discours ou programmes qui abordent ce sujet en éludant soigneusement cette question, témoignent de la volonté de leurs auteurs de refuser d'affronter le régime, afin de tromper les travailleurs et les militants pour assurer la pérennité du régime, leur unique raison d'être et objectif.

La "véritable démocratie" portait un nom autrefois, avant que les staliniens ne le balancent par dessus bord, la dictature du prolétariat ou le pouvoir politique assuré par la majorité du peuple, la classe ouvrière.

Flagrant délit de délire.

Suite de deux causeries précédentes.

Le sympathisant du POID avait écrit dans le courriel qu'il m'avait adressé le 22 mai :

- "Qui donc est complètement hors de la réalité, faisant aveuglément confiance à des sondages arrangés et à des sites bidon".

Lu dans l'édito signé D. Gluckstein du n°40 de l'hebdomadaire du POID Tribune des travailleurs :

- "Mais qui représente une minorité, sinon ceux qui nous gouvernent ? Ils sont la minorité : sondage après sondage se confirme le soutien apporté par l'immense majorité de la population à l'exigence de retrait de la loi Travail."

- "Ils sont la minorité : jamais le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Parti socialiste lui-même n'ont été aussi bas dans les sondages et à ce point rejetés (1)."

Traduisez, quand ce sont les dirigeants du POID qui font usage des sondages, c'est normal, ils ont toute leur tête, ils savent forcément ce qu'ils font, tandis qu'un pauvre type comme moi, un écervelé, un mégalomane, en fera forcément un usage inconsidéré ou "aveugle".

Voyez-vous, je me demande lequel des deux, entre ce sympathisant du POID et moi, soutient vraiment le POID, tout du moins sa manière de traiter la loi du Travail et la mobilisation en cours pour obtenir son retrait.

Votre haine des militants qui ne partagent pas la totalité de vos analyses ou conclusions, qui osent vous contredire, qui osent aborder des sujets estampillés "complotistes" par les chroniqueurs de l'extrême droite néolibérale, qui osent se connecter à des portails gratifiés du même label par les mêmes ignobles personnes, qui osent critiquer vos dirigeants, explose au grand jour et c'est très bien ainsi, car c'est une excellente leçon adressée aux autres militants de ce qu'il ne faut surtout pas faire quand on cherche par tous les moyens loyaux ou honnêtes à se rassembler pour mener ensemble le combat sur le ou les mêmes objectifs, au-delà de nos désaccords qui sont parfaitement légitimes dès lors qu'ils reposent sur des arguments clairement identifiés.

C'est l'attitude des militants particulièrement vulnérables, fragiles, faibles, présentant de graves lacunes psychologiques, au développement intellectuel limité, à l'armement théorique désuet ou obsolète, à l'état d'esprit obtus et borné, autoritaire, belliqueux, et qui ne parviennent pas à s'assumer tels qu'ils sont, qui finalement ne comprennent pas mieux la situation qu'ils ne se connaissent eux-mêmes, cela les excite au dernier degré, les rend pratiquement fou quand on ose les défier, ils prennent cela pour une provocation, ils se sentent menacés personnellement, ils rentrent quasiment en transe, alors il faut que cela sorte ou que cela d'exprime d'une façon ou d'une autre, violemment de préférence, de manière maladroite ou désordonnée et grotesque, dévoilant au passage une facette de leur personnalité qui n'est guère à leur avantage, ce qui est dommage, car par ailleurs ils peuvent être d'excellents militants.

Moi non plus je ne supporte pas ma condition, mais ce n'ai pas une raison pour m'en prendre aveuglément au premier venu pour autant ou à n'importe qui, car dans mon cas ce serait si facile de martyriser injustement mon entourage profondément arriéré, je m'en abstiens par respect pour ces personnes qui sont finalement dans le même cas que moi ou embarqués dans la même galère.

On dit ce qu'on pense, et on fait ce qu'on dit.

Il y en a qui se font une idée partiellement ou totalement fausse du POID et ses dirigeants, c'est leur droit et je ne les juge pas là-dessus.

On pourrait m'accuser d'en être en partie responsable, mais je récuse par avance cette accusation qui a pour seul objectif de ne faire entendre qu'une seule voix, comme on ne voudrait voir dépasser aucune tête dans nos rangs, tous au garde-à-vous devant le chef vénéré. Si on encourage les travailleurs et les militants à développer leur esprit critique, ce n'est pas pour ensuite leur reprocher pour peu qu'ils soient honnêtes.

J'ai lu attentivement le dernier éditorial de la Tribune des Travailleurs et j'estime qu'il est en accord avec mon analyse de la situation, donc je le reproduis ici :

POID - L'édito du n°40 de la Tribune des Travailleurs par D. Gluckstein.

- Ils sont la minorité !

Le gouvernement pousse-t-il au pourrissement de la situation ?

Mardi matin, Hollande et Valls ordonnaient l'intervention policière contre les piquets de grève des raffineries. Cela après la répression frappant brutalement les jeunes et les manifestants depuis de nombreuses semaines, et après le recours à l'article 49-3 !

Réaction immédiate : toutes les raffineries du pays étaient en grève dans les heures qui ont suivi.

Que cherche le gouvernement ? Pour justifier l'intervention contre les piquets de grève, Hollande a dénoncé « une stratégie portée par une minorité ». Mais qui représente une minorité, sinon ceux qui nous gouvernent ? Ils sont la minorité : sondage après sondage se confirme le soutien apporté par l'immense majorité de la population à l'exigence de retrait de la loi Travail.

Ils sont la minorité : incapables de trouver une majorité dans le Parlement croupion de la Ve République, ils ont dû recourir à l'article 49-3 (avec la complicité d'une partie de ceux qui prétendaient s'opposer à la loi) pour passer coûte que coûte.

Ils sont la minorité : jamais le chef de l'Etat, le Premier ministre, le Parti socialiste lui-même n'ont été aussi bas dans les sondages et à ce point rejetés (1).

Ils sont la minorité : ils représentent les intérêts d'une poignée de capitalistes et de profiteurs qui veulent pouvoir toujours davantage licencier, baisser les salaires et gonfler leurs profits.

La démocratie, c'est la loi de la majorité. La démocratie, c'est donc que la loi Travail soit retirée. Et si le gouvernement s'acharne, la démocratie exige non seulement que cette loi soit balayée, mais que le soit, avec elle, le gouvernement qui la porte.

Comment ? Instinctivement, dans tout le pays, les travailleurs et les jeunes ont exprimé leur solidarité avec ceux des raffineries. Tous se sentent concernés. Et d'autant plus concernés que, depuis près de trois mois, ils ne cessent de répondre aux appels à des journées d'action, des grèves et des manifestations pour le retrait de la réforme El Khomri.

Manifestations élémentaires d'une solidarité ouvrière qui – comme l'écrit une motion adoptée par un congrès syndical ce 24 mai – « passe par l'organisation de la grève unie de tous les travailleurs jusqu'au retrait de la loi El Khomri ».

Le gouvernement ne craint pas de précipiter le pays dans l'aventure au risque d'aboutir à une situation de pourrissement et de chaos. Face à une telle situation, il revient au mouvement ouvrier d'opposer la voie de la démocratie, celle qui rassemble l'immense majorité du peuple. L'action unie des travailleurs et des organisations a la capacité, par la grève jusqu'au retrait, d'écarter les dérives qui menacent et d'imposer la solution conforme à l'exigence démocratique.

(1) Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le combat pour mettre en échec la politique du gouvernement et des partis qui le soutiennent. Cela ne saurait se confondre avec les attaques de locaux de partis. L'existence des partis politiques comme des organisations syndicales est une composante de la démocratie.

Gluckstein a raison d'insister sur le fait que Hollande et son gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays et n'ont donc aucune légitimité pour légiférer plus longtemps, ils doivent dégager.

Je ne vais pas critiquer cet éditorial puisqu'il me convient, et tant pis pour ceux qui ne le comprendraient pas.

Si j'avais une observation à faire, c'est qu'il manque dans l'argumentation du POID une explication approfondie des conséquences de cette loi qui tend à démanteler ou disloquer la classe ouvrière, ce qui veut dire qu'à terme absolument chaque travailleur sera concerné, ce qui n'est pas le moindre des arguments pour amener d'autres couches de travailleurs à en prendre conscience ou à se mobiliser.

Il faut donc ne pas se contenter d'un discours académique réservé à un public averti ou destiné à des militants prétendument aguerris, mais dont en réalité le niveau théorique est plus proche de zéro, sinon on prend le risque une fois de plus de passer pour des doctrinaires bornés voulant absolument imposer leurs idées, alors que la portée de cette loi Travail est d'une gravité exceptionnelle et concerne la totalité des travailleurs et les générations à venir, on n'est pas en présence d'une simple modification à la marge de nos conditons de travail, elle les soumet à de nouveaux rapports si implacables et qui leur seront si défavorables, que c'est l'ensemble des rapports sociaux au sein de la société qui en pâtiront gravement, elle correspond à une étape décisive vers l'instauration d'une société profondément inégalitaire, injuste, individualiste, inhumaine, de sorte que la concurrence entre les travailleurs s'en trouvera aggravée au point de leur rendre la vie insupportable, puisqu'ils seront sommés de s'y soumettre de gré ou de force.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'au-delà de l'amplification de l'exploitation à laquelle elle est destinée, cette loi doit contribuer à modifier en profondeur les rapports entre les classes au profit des exploiteurs qui détiendront ainsi le droit d'exercer leur pouvoir de manière illimitée sur les travailleurs, sans qu'ils puissent réellement s'y opposer ou très difficilement, puisque seule une nouvelle loi pourrait l'abolir. Or on ne voit ni qui ou quel parti au pouvoir pourrait prendre une telle initiative dans le cadre des institutions de la Ve République , ni comment y parvenir puisqu'il sera toujours impossible à un tel parti de parvenir au pouvoir dans ce cadre-là, seul un soulèvement révolutionnaire victorieux en serait capable, or nous en sommes encore loin. Ce qui nous impose d'inscrire notre combat dans cette unique perspective pour construire le parti, sinon nous nous condamnons à accompagner la descente aux enfers à laquelle nous sommes promis.

Place à la mobilisation et à l'organisation de l'ensemble de la classe des exploités qui constituent l'immense majorité de la population, pour se doter d'organismes politiques indépendant de l'Etat et de la classe des capitalistes, d'un gouvernement des travailleurs qui décidera d'abolir la Constitution antidémocratique de la Ve République et le capitalisme, de fonder une République sociale !

Seuls les droits et les apirations des travailleurs sont légitimes, et pour qu'ils soient satisfaits ou qu'ils se réalisent, dans chaque entreprise, dans chaque commune, les travailleurs et les militants des différents syndicats et partis ouvriers qui s'en réclament ou les revendiquent, doivent se rassembler pour constituer des comités d'action ou des assemblées souveraines pour décider des tâches à accomplir pour avancer vers l'instauration de cette République sociale.

Loi El Khomri : l'aveu - Bernard Gensane - legrandsoir.info 26.05

Extrait - ... un député PS vient de commettre la bourde de sa vie en rendant public un document technique de la commission des Affaires sociales.

Le député du Nord rappelle que la loi du 4 mai 2004 « autorise les accords d'entreprise, notamment en matière de durée du travail, à déroger aux conventions de branches dans un sens moins favorable aux salariés ». Sauf dans les domaines « sanctuarisés » des salaires minima, des classifications, des garanties collectives et de la mutualisation des fonds de la formation professionnelle. Cette disposition, reconnaît le député solférinien, fut « la première entorse importante au " principe de faveur " selon laquelle un accord de rang inférieur ne pouvait déroger à un accord de rang supérieur que dans un sens plus favorable au salarié. »

Le Solférinien de service explique sans aucune vergogne que la nouvelle loi « achève ce processus en accordant désormais un primat généralisé à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche, y compris pour fixer des règles moins favorables aux salariés, pour l'ensemble des règles applicables à la durée du travail, au repos et au congés payés. » legrandsoir.info 26.05

L'article 2 du projet de loi Travail participe à la dislocation de la classe ouvrière, à sa disparition en tant que classe face à celle des capitalistes, à l'atomisation de chaque travailleur dont les droits seraient individualisés et ne dépendraient plus que du bon vouloir de chaque patron, rendant plus difficile, voire impossible leur résistance face à l'exploitation, le but de cet article de loi.

Que ce soit le PS qui s'y colle, on a envie de dire qu'au regard de son abominable passé qui nous ramène tout de même un siècle en arrière, siècle au cours duquel il eut le temps d'illustrer une multitude de fois de quel côté de la baricade il combattait, il n'y a vraiment rien de surprenant à cela.

Un siècle d'imposture continue, c'est long, très long, ce qui est surprenant, c'est une manière de parler parce qu'on en connaît les raisons, c'est qu'elle ait pu durer aussi longtemps, et il y a lieu de penser que sans bénéficier de complicités actives au sein du mouvement ouvrier, cela aurait été impossible.

Alors évidemment, quand il vous assène à nouveau un coup d'une violence extrême et qu'on tombe des nus ou qu'on a fait durer le plaisir en le ménageant pendant plus d'un demi-siècle ou en le dotant abusivement de vertus parce que cela nous arrangeait, on se trouve comme dans la fable fort dépourvu pour l'affronter ou expliquer comment on a pu en arriver là, sans se prendre les pieds dans ses propres contradictions qui révèlent notre incurie politique ou notre opportunisme.

On a beau se reprendre ou tenter de corriger le tir, on a envie de dire qu'il est beaucoup trop tard pour espérer que cela ait le moindre effet, il ne faut pas rêver, tout se paie un jour.

Ce que les travailleurs et les militants attendent, c'est qu'on leur dise un jour la vérité, toute la vérité, y compris celle qui est plus difficile à dire qu'à entendre, et n'allez pas croire qu'ils ne seraient pas prêts à tout entendre du moment que vos explications sont claires et cohérentes, et surtout que vous êtes sincères.

On continuera une autre fois, car ce sujet nous emmène très loin

Les derniers développements autour de la loi Travail

- Loi travail : la bataille de l'article 2 - LeMonde.fr 26.05

La bataille se cristalise autour de cet article, ce qui devrait permettre au plus grand nombre de prendre conscience du danger extrême que représente cette loi.

- Les opposants à la loi Travail n'abdiquent pas - Reuters 26.05

Pas de bol !

- "Les Français sont contre cette loi" - Francetv info 26.05

Ils expriment là un regret...

- Après trois mois, la rue tient la distance - Liberation.fr

- La mobilisation nationale de jeudi a rassemblé des manifestants déterminés. Liberation.fr 26.05

C'est navrant, on sait !

- Loi Travail: Les organisations de jeunesse restent mobilisées - 20minutes.fr 26.05

Ah ben il ne manquait plus que les jeunes... au présent et à l'avenir sacrifiés...

- C à Vous : El Khomri exfiltrée, l'émission interrompue par des manifestants - LePoint.fr

L'émission de France 5 a été interrompue ce jeudi 26 mai après l'arrivée de manifestants anti loi El Khomri dans la cour du studio. LePoint.fr 26.05

Diabolisation du mouvement social

- Pénurie d'essence : les automobilistes en panique - Francetv info 26.05

- Loi Travail : des heurts éclatent à Paris en marge de la manifestation - Francetv info 26.05

- «Il y a des moments où c'est intelligent d'aller tout péter» -

«Libération» a rencontré lundi un «casseur» et une «casseuse» qui estiment que le recours à la violence est légitime. Liberation.fr 26.05

Ils ne savent plus où donner la tête et craignent le pire

- Loi Travail : "La pression s'accentue sur le gouvernement" -

Après les multiples manifestations contre la loi Travail, le gouvernement se dit déterminé, mais "reste ouvert". Francetv info 26.05

- Loi Travail : le gouvernement poussé dans ses retranchements -

Carburants, énergies, transports... Ça commence à faire beaucoup de perturbations à gérer pour le gouvernement. Francetv info 26.05

- Loi travail: El Khomri exclut de "dénaturer" son texte en revenant sur l'article 2 - AFP

La ministre du Travail, Myriam El Khomri, a exclu jeudi sur France 5 de "dénaturer" son projet de loi sur le travail en revenant sur l'article 2, qui consacre la primauté de l'accord d'entreprise en matière d'aménagement du temps de travail. AFP 26.05

- Loi Travail: Manuel Valls juge «inacceptable» de «bloquer un pays» - 20minutes.fr Sénat - Le Premier ministre a estimé qu'« on ne peut pas s'en prendre ainsi aux intérêts économiques de la France »… 20minutes.fr 26.05

- La loi permet-elle de restreindre le droit de grève ? - Liberation.fr

Face au blocage des raffineries, et désormais des centrales, par les syndicats opposés à la loi travail, Manuel Valls a promis une «réponse extrêmement ferme». Liberation.fr 26.05

- Loi Travail : le couac du gouvernement fait réagir les sénateurs PS - Public Sénat

Récrira, récrira pas ? L'imbroglio continue dans la majorité autour d'une possible réécriture de l'article 2 de la loi Travail. Public Sénat 26.05

- Le fait politique du jour - François Hollande et la «méthode Couac» - LeFigaro.fr 26.05

- Loi Travail: le gouvernement perdant à tous les coups - L'Express.fr

Les récents couacs de l'exécutif sur les modifications à apporter à la loi El Khomri soulignent la difficulté pour le gouvernement à trouver une voie de sortie de crise. C'est normal: il n'y en pas. Enfin, aucune qui ne soit pas douloureuse. L'Express.fr 26.05

- Loi travail : «La responsabilité des blocages est prioritairement attribuée à l'exécutif» - Liberation.fr 26.05

- CGT, la dictature tranquille - LePoint.fr 26.05

- L'Opinion et la presse quotidienne interdits de paraître : le chantage honteux de la CGT - L'Opinion

La CGT a en effet décidé de bloquer l'impression des journaux qui avaient refusé de publier sous la contrainte un tract appelant le gouvernement à retirer la loi Travail. L'Opinion 26.05

En complément, Hollande réactionnaire sur toute la ligne.

- Hollande et Trudeau appellent à mettre en œuvre l'accord de libre-échange UE Canada - Liberation.fr

En marge du G7, le président français et le Premier ministre canadien canadien ont défendu le Ceta, ce traité de libre-échange entre l'UE et le Canada, pourtant proche du Tafta rejeté par l'Elysée. Liberation.fr 26.05

Comme quoi ce "rejet" n'était qu'une posture ou une imposture, de l'intox.

Ils sont tous entre les mains de l'oligarchie financière, chut, c'est un secret !

- Sénat: adoption de la proposition de loi sur l'indépendance des médias - AFP

Le Sénat a adopté jeudi en première lecture en la modifiant la proposition de loi de députés socialistes sur l'indépendance des médias, prévoyant en particulier le renforcement du secret des sources, de la protection des lanceurs d'alerte... AFP 26.05

Alors qu'ils leur refusent le droit d'asile (Assange, Snowden, etc.).

- Les députés posent un cadre de protection pour les lanceurs d'alerte - LeFigaro.fr

Quelques semaines avant l'examen du projet de loi Sapin 2, les députés ont adopté en commission une définition et une meilleure protection du statut de lanceur d'alerte. LeFigaro.fr 26.05

En famille, ils se soutiennent mutuellement.

- Panama papers : le Sénat ne transmet pas à la justice le cas du patron de Société générale, Frédéric Oudéa

Le bureau du Sénat a décidé de ne pas saisir le procureur pour un éventuel faux témoignage suite aux propos de Frédéric Oudéa tenus devant le Sénat en 2012. Il avait déclaré que sa banque s'était retirée de Panama, alors que la Société générale est mêlée à l'affaire des Panama papers. Public Sénat 26.05

Bienvenue chez les néonazis de l'Otan en Ukraine.

- Mikhaïl Gorbatchev indésirable en Ukraine - Reuters

Mikhaïl Gorbatchev, auquel Kiev reproche d'avoir pris parti pour l'annexion russe de la Crimée en mars 2014, a été déclaré persona non grata pour cinq ans en Ukraine, ont fait savoir jeudi les services de sécurité. Reuters 26.05

Bienvenue en oligarchie

Dit vulgairement, si vous êtes réceptifs à toutes ces conneries, c'est que vous êtes très mal barrés...

- Vous connaissez Doraemon, la plus grande star japonaise du manga?

Au panthéon des héros de la pop culture japonaise, il trône au sommet. Omniprésent à la télé, dans les jeux vidéos, et surtout dans le merchandising et les produits dérivés au Japon, Doraemon s'exporte difficilement dans l'Hexagone. Slate.fr

- Quelle start-up va révolutionner notre quotidien ?

Trouver la meilleure idée qui va changer la vie de tout un chacun. C'est l'objectif du Challenge #100 lancé à l'occasion de Viva Technology, un rendez-vous international autour de la transformation... LeParisien.fr

- Le fantasme d'une nouvelle Guerre froide ne doit surtout pas devenir réalité

Plutôt que chercher à résoudre leurs différends, les États-Unis et la Russie préfèrent s'affronter au sujet de la défense antimissile. Le 10 mai 2016, un nouveau système américain de défense antimissile a été inauguré à grand bruit en Roumanie. Les officiels russes ont aussitôt dénoncé une provocation... Slate.fr

- Comment Spotify a (presque) réussi à cerner mes goûts musicaux

Retour sur plusieurs semaines d'écoutes de «Discover Weekly», le service qui veut vous faire aimer ce que vous ne connaissez pas encore.En 2011, j'ai découvert Pandora et ma vie a (en partie) changé. Slate.fr

- Insulté, un jeune arbitre lâche le foot, pas son combat contre l'homophobie

Le cas de Jesús Tomillero témoigne de la triste condition des gays dans le monde du football.En 1990, Justin Fashanu devint le premier footballeur à faire son coming out en une du Sun. Slate.fr

- Une photo du footballeur Özil à la Mecque fascine les Allemands

Le milieu d'Arsenal sera à l'Euro 2016 sous les couleurs de la Mannschaft dans quelques semaines.À quelques semaines du coup d'envoi de l'Euro 2016, une photo postée dimanche 22 mai 2016 par le footballeur Mesut Özil sur les réseaux sociaux fait fureur sur le web et dans la presse allemande... Slate.fr

- Transgenres: la «bataille des toilettes» prend de l'ampleur aux États-Unis

Onze États américains, Texas en tête, ont porté plainte contre une circulaire du gouvernement Obama qui laisse aux personnes transgenres la liberté de choisir quel lieu d'aisance - pour hommes ou pour femmes - utiliser. Les conservateurs jugent cette directive «dangereuse». LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'oligarchie resserre les mailles de son filet.

Microsoft et Facebook s'allient pour construire un câble sous-marin entre les USA et l'Europe euronews.com

Microsoft et Facebook annoncent qu'ils font installer ensemble un gigantesque câble internet sous-marin à travers l'océan Atlantique.

Le câble sera baptisé "Marea". D'une longueur de plus de 6000 kilomètres, il reliera la côte est des Etats-Unis et l'Espagne. De là, il pourra être relié à d'autres réseaux vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Dans un communiqué commun publié ce jeudi, les deux géants technologiques américains affirment que cet équipement est censé faire face "à la demande croissante des consommateurs pour des connexions fiables et à haut-débit".

Cela permettra donc d'accélérer le fonctionnement d'internet en priorité pour les utilisateurs de Microsoft et de Facebook.

La construction commencera cet été et s'étalera jusqu'en octobre 2017.

Le réseau sera ensuite géré par Telxius, une filiale du groupe de télécommunications espagnol Telefonica spécialisée dans les infrastructures. euronews.com 26.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

- Japon : les manifestations fleurissent contre la tenue du sommet du G7 - Francetv info

République démocratique du Congo

- Manifestation en RDC: 2 morts selon l'ONU, la police dément - AFP Une policière et un manifestant ont été tués jeudi 26 mai à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), lors de manifestations hostiles au président Joseph Kabila qui avaient été interdites par les autorités locales, selon des informations de l'ONU démenties par la police congolaise AFP 26.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Belgique

- Grève des cheminots reconduite en Belgique - LeMonde.fr 26.05

Espagne

- Troisième nuit de violences à Barcelone - euronews.com

Une expulsion a tourné à l'émeute en Espagne. Manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés mercredi soir dans les rues de Barcelone, pour la troisième nuit consécutive. Six policiers et cinq manifestants ont été blessés, un homme a été arrêté. euronews.com 26.05

Chili

- Chili : nouvelles manifestations violentes pour une éducation gratuite - AFP

De violents affrontements ont opposé jeudi forces de l'ordre et étudiants chiliens qui manifestaient à nouveau par milliers pour réclamer une éducation gratuite pour tous, promise par la présidente socialiste Michelle Bachelet. AFP 26.05

Haut de page

Le 28 mai 2016

CAUSERIE

J'ai ajouté Prince et Lenny Kravitz à ma discothèque.

Comrades, are you alive ? Tell me, have you the feel to be alive? Yeah ! (Metallica)

Alors c'est parti pour un bref instant de détente et de rigolade qui vous est offert gracieusement par le Premier secrétaire du Parti socialiste (jeanchristophecambadelis@parti-socialiste.fr), sans déconner, en ouvrant ma boîte aux lettres ce matin j'ai découvert une lettre adressée aux "*aux militants et sympathisants*" du PS, dont j'ignorais que je faisais partie.

- "*Nous sommes LE grand parti de la gauche entouré de milliers de sympathisants qui ne se préoccupent pas de nos querelles internes, mais qui ont peur de ce qui vient.*" Et de quoi ont-ils si "*peur*"? Devinez, de l'extrême droite à laquelle le PS fait la courte échelle ! Pourquoi, pardi parce que "*l'Autriche le démontre : la victoire de l'extrême droite est possible.* "

En cause, je vous le donne en mille, la CGT, qui par "*une action minoritaire*"veut "*ruiner tout crédit aux socialistes*" comme si le gouvernement Hollande-Valls ne s'en chargeait pas avec se loi Travail scélérate, pire encore, qui veut "*s'attaquer à ce qui fut durement acquis depuis Epinay : l'image et la réalité d'un parti de gauche et de gouvernement.*, à croire qu'il est déjà grabataire, le PS n'a cessé de gouverner pour le capital ou de combattre à ses côtés.

Le but, pitoyable, électoraliste, éviter "*le retour de la droite*" que le PS incarne mieux que LR et l'UDI réunis, c'est le patronat qui l'a dit, on n'invente rien, prédisant au passage la bérézina pour le PS lors des législatives de 2017 ou que "*le FN sera, à l'Assemblée nationale, l'opposition au parti qui aura gagné l'élection présidentielle*", ce qui présenterait au moins l'avantage, on a envie de préciser enfin, de montrer le vrai visage de la Ve République, car dès lors plus aucun parti soit-disant ouvrier ne pourrait se tourner vers les institutions pour en attendre quelque chose, clarification intéressante pour confondre la cohorte d'opportunistes qui sèment la confusion dans le mouvement ouvrier, car dès lors la rue ou la mobilisation unie des travailleurs demeurerait la seule arme à leur disposition pour combattre le régime, ce qui n'est pas pour nous déplaire.

Comme quoi il ne faut jamais désespérer, the show must go on, la lutte des classes continue...

Comrades, are you still alive ? Vous êtes encore en vie, bravo !

Allez, on se remet un petit coup d'*American woman*, un duo époustouflant Prince-Lenny Kravitz en live, après on m'accusera de faire dans l'anti-américanisme, Stéphane, tu as oublié que j'adorais les femmes, on est samedi, il est 16 heures, on décompresse, ensuite aux fourneaux ! C'est aussi cela aimer les femmes, mais pas les féministes atteintes de prurit psychosomatique. Pour elles, ce sera *Sexe machin* de James Brown.

Vous voyez que je suis toujours (ou presque) de bonne humeur, et non un vieux con aigri qui passerait son temps à ressasser le passé ou des formules. En fait, tout est une question de condiment en un seul mot, je vous laisse devinez lequel, en trois mots façon créole cela donnerait con dit ment, comment, moi, jamais, sauf aux patrons, aux juges ou aux flics, mais là c'est normal, c'est même fortement conseillé. Je souhaite à tous les jeunes de parvenir à 60 ans et d'avoir toujours "*vert l'arbre éternel de la vie*". (Goethe cité par Lénine)

Have a good week-end.

Passons aux choses sérieuses.

De quoi parle-t-on au juste ?

La discussion sur la démocratie est faussée, quand ceux qui prétendent représenter les intérêts du peuple ou de la nation pour reprendre leur expression, ceux qui gouvernent leur cache la réalité de la situation, ainsi que leurs réelles intentions.

Avant même d'évoquer la démocratie, il faut que le peuple puisse juger sur pièces ce qu'on lui propose, c'est la première chose. Ensuite, il faut que ce qu'on lui propose soit présenté suffisamment clairement et simplement pour que le peuple puisse s'en saisir ou comprendre de quoi il s'agit. Et pour terminer, il faut que les différents acteurs politiques susceptibles de lui soumettre différentes propositions disposent des mêmes droits ou moyens pour lui exposer.

Force est de constater qu'aucune de ces trois conditions n'existe, n'a jamais été réunie et ne le sera un jour sous le régime bonapartiste de la Ve République, qui a été fondé par la minorité des capitalistes pour servir ses intérêts.

Un régime qui pour exister requiert justement que ces trois conditions ne soient jamais réunies ne peut être caractérisé de démocratique, et ce n'est pas la reconnaissance de la lutte des classes ou le droit accordé à la majorité des exploités de disposer de droits politiques qui y change quelque chose, puisque dès qu'ils entendent faire respecter le droit de la majorité à décider de l'orientation de la société, l'Etat les répriment ou suspend ce droit (49.3, coup d'Etat).

Nous ne vivons pas en démocratie, mais sous un régime ayant confisqué la démocratie au profit de la minorité des capitalistes. Il ne s'est pas contenté de confisquer la démocratie, il a théorisé sa négation à l'aide d'artifices juridiques ou institutionnels (Constitution) destinés à camoufler sa véritable nature antidémocratique ou dictatoriale.

Le régime repose à la fois sur l'ignorance des masses exploitées de sa véritable nature et de leurs conditions, ainsi que la nature des différents acteurs politiques qui parlent en leurs noms, et qui pour adopter une politique contraire à leurs intérêts pratiquent effrontément le déni ou versent dans la propagande, leur mentent ou les trompent délibérément.

Le développement effréné de la mondialisation au cours des 45 dernières années a eu pour conséquence de pousser les contradictions du capitalisme jusque dans leurs derniers retranchements et de révéler au grand jour son incompatibilité avec la démocratie. Toutes les politiques que les représentants du capitalisme ont adoptées depuis le début des années 70 se sont révélées impuissantes à régler la question de la crise qui mine l'existence du capitalisme, au point d'atteindre ses fondements et de fragiliser, de menacer son existence même, d'où le recours devenu systématique à des pratiques, officines ou moyens mafieux ou criminels pour en assurer la survie, que les discours trompeurs sur la démocratie ou la liberté qui un temps firent illusion, permettent de moins en moins de justifier.

Ces contradictions s'exprimant de plus en plus violemment au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'appronfondit et que ses fondements se retrouvent à découvert, le capitalisme apparaît désormais de plus en plus ouvertement tel qu'il est réellement, le vernis démocratique dont il s'était paré craquant de partout ou étant délibérément abandonné pour céder la place à un discours arrogeant, provocateur, cynique et digne des pires despotes du passé.

Dans ces conditions, la discussion sur le "rapport de force" qu'il faudrait créer pour peser sur la situation ou en inverser le cour au profit de la majorité du peuple sera forcément biaisé ou profondément teinté de démagogie, dès lors qu'il ne repose pas sur le constat que nous venons de dresser et la conclusion à laquelle nous sommes parvenus qui ne peut se solder que par l'abolition du régime capitaliste.

Car au-delà de la nécessité de créer un rapport de force favorable aux travailleurs, faut-il encore que son contenu et son orientation s'inscrivent dans une perspective historique permettant d'ouvrir la voie à une issue politique qui résoudrait la crise du capitalisme, d'entrevoir le dépassement du capitalisme. Or, ce n'est pas dans cette direction que les principaux acteurs politiques qui s'expriment au nom des exploités entendent situer leur combat, considérant qu'en aucun cas ce rapport de force, pour peu qu'il serait favorable aux travailleurs, ne doit remettre en cause l'existence du capitalisme qu'ils refusent d'affronter au-delà de certaines limites acceptables pour les capitalistes, ce qui peut donner l'impression que la démocratie s'exprimerait, alors qu'en réalité elle est bafouée.

Le dénouement de la crise du capitalisme ne peut prendre la forme et le contenu que de la barbarie ou du socialisme. C'est plus qu'une formule ou la conclusion de l'étude du développement du capitalisme, c'est chaque jour qui passe un peu plus une évidence que les travailleurs et les militants doivent parvenir à partager.

S'ils n'y sont pas prêts, on peut mettre cela sur le compte de leur ignorance, c'est facile mais cela ne nous avancera guère, c'est un lieu commun. Il faut aller plus loin et se demander pourquoi.

S'accommoderaient-ils de leur condition, y trouveraient-ils suffisamment de satisfaction pour ne pas souhaiter en changer, ne seraient-ils pas angoissés par l'orientation que prend la société, leur offrirait-elle les moyens de s'épanouir librement, comment pourraient-ils le justifier ou se donner bonne conscience alors qu'une multitude autour d'eux ou parmi leurs proches n'en ont pas le loisir, n'auraient-ils pas un minimum conscience de la menace potentielle que fait peser sur leur avenir la propagande de guerre permanente à laquelle se livrent le gouvernement et les médias, seraient-ils épargnés par la décomposition de la société qui concerne absolument tous les rapports sociaux, seraient-ils indifférents au climat délétère qui règne dans ce pays, comment dans ces conditions pourraient-ils croire qu'ils seront toujours épargnés si le mauvais sort ne s'est pas encore acharné sur eux ?

Raisonnablement, on peut penser que pas un travailleur n'échappe à ces tourments ou difficultés quand ils n'hantent pas déjà

leurs esprits ou ne leur pourrissent pas déjà l'existence. Etant tous concernés à des degrés divers et ne participant pas à la lutte des classes pour la plupart d'entre eux, c'est parfois sous un de ces angles qu'ils abordent la situation et qu'on peut engager la discussion avec eux, pour les amener ensuite à participer à notre combat politique.

Etre ignorant ne signifie pas être insensible au monde extérieur, du fait qu'il nous impose des rapports qu'on a de plus en plus de mal à supporter ou qu'on estime détestables. Croire que les travailleurs sont capables de s'élever au-dessus de leur condition ou d'en prendre conscience est le b.a-ba du socialisme.

La totalité des travailleurs à terme est directement concerné par la loi Travail.

- Grèves, blocages et cohérence - Jacques Sapir - legrandsoir.info 27.05

- "Il est clair que ces formes de luttes créent un désordre, et touche des personnes qui ne sont pas directement impliquées."

Ce n'est pas parce qu'elles n'en ont pas forcément conscience pour eux, leurs enfants ou leurs petits enfants ou les générations à venir, qu'elles ne seraient pas concernées. Et si même c'était le cas, comment vivre dans une telle société tendant toujours davantage vers la précarité sociale pour le plus grand nombre, le chaos ?

Podemos ou l'exemple à ne surtout pas suivre.

- Le cas de Podemos (Espagne) est exemplaire, qui a dû se forger un programme consensuel et rompre ses liens avec la révolution bolivarienne. Son dirigeant Pablo Iglesias a souhaité la libération de Leopoldo Lopez (leader d'extrême-droite condamné pour sa responsabilité directe dans les violences et la mort de 43 personnes en 2014) et déclaré que le "pays est au bord de la guerre civile". Il sait que c'est faux car il connaît la réalité. Mais pourquoi ne pas sacrifier un réel lointain si cela permet d'améliorer son image dans les médias et de gagner des voix? (Venezuela, pierre de folie - Thierry Deronne - Arrêt sur Info 26.05)

Les merveilles de la propagande officielle diffusée par le système scolaire.

- Une bombe A sur Hiroshima, la moitié des Américains ignorent la vérité - sputniknews.com

Bon nombre d'Américains ignorent toujours que les Etats-Unis sont jusqu'ici le premier et unique pays au monde qui a usé de l'arme nucléaire à des fins militaires, témoignent les résultats d'un sondage journalistique réalisé à Washington et à New York à la veille de la visite de leur président à Hiroshima.

A la question de savoir quel pays avait utilisé en premier une arme nucléaire à des fins militaires, les passants citaient la Corée du Nord, l'Allemagne, l'Irak, la Corée du Sud, Israël et même le Japon.

En effet, rien que la moitié des sondés ont répondu que c'était bien leur pays qui avait anéanti par des bombes atomiques les villes nippones d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945. sputniknews.com 27.05

Les derniers développements autour de la loi Travail.

- Loi travail: l'intersyndicale appelle à "amplifier les mobilisations" - AFP

Les opposants au projet de loi travail ont appelé à "amplifier les mobilisations", en particulier dans les secteurs qui restent engagés dans des mouvements de grèves, dans un communiqué publié dans la nuit de jeudi à vendredi.

"Les organisations appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations", notamment "en multipliant et en soutenant les actions décidées par les salarié-es en assemblées générales, y compris reconductibles", a écrit l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, Fidl, UNL.

Près de 300.000 personnes selon la CGT, 153.000 selon les autorités, ont défilé dans le pays jeudi, 8e journée d'action depuis début mars.

Si elle souhaite "des temps forts de convergences de luttes interprofessionnelles (...) dans les prochains jours", l'intersyndicale garde en ligne de mire la date du 14 juin pour sa 9e journée de mobilisation, avec "une puissante manifestation nationale" à Paris. Une date choisie pour coincider avec le début des débats sur le texte controversé au Sénat.

Les organisations annoncent qu'elles "déploieront dès le début de la semaine prochaine" leur "votation citoyenne", une

grande consultation sur le projet de loi travail qui doit être menée jusqu'au 14 juin dans "les entreprises, les administrations et lieux d'études".

Ces syndicats déplorent aussi le silence de l'exécutif alors qu'ils ont demandé à être reçus dans un courrier à Francois Hollande la semaine dernière: "Alors que celui-ci dit faire du dialogue social sa méthode de gouvernement, les organisations attendent toujours la réponse à leur courrier".

"La violence des propos tenus par le gouvernement, le mépris à l?égard du mouvement social et son entêtement à ne pas retirer le projet de loi renforcent la détermination" des opposants au texte, estiment-ils aussi. AFP 27.05

Violences policières. Charge à l'aide d'une grenade de désencerclement " contre des "manifestants qui ne sont visiblement ni armés ni menaçants".

- Contestation de la loi travail : un nouveau cas de violence policière - LeMonde.fr

« Un jeune homme a été blessé sérieusement », puis hospitalisé, à la suite de heurts en marge du cortège parisien contre la réforme du code du travail, jeudi 26 mai, a indiqué le ministère de l'intérieur dans un communiqué. Le jeune homme de 28 ans, qui se présente comme un journaliste indépendant, et qui s'est effondré juste après le lancement d'une grenade de désencerclement, est toujours hospitalisé et son état n'est pas stabilisé, selon le parquet de Paris.

Jeudi, 18 h 30, la place de Nation est vide. La manifestation s'est terminée, comme à l'accoutumée, par des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Les derniers manifestants ont été chassés à grand renfort de gaz lacrymogènes. Un cordon de policiers borde encore l'ensemble de la place.

A moins d'un kilomètre de là, une centaine de manifestants s'est regroupée vers la porte de Vincennes, après avoir été « refoulée par les gendarmes qui avançaient vers l'avenue du Trône », rapporte Olivier Laban-Mattei, photographe de l'agence MYOP, qui couvrait les manifestations pour Le Monde. Sur ce point, la préfecture de police de Paris assure qu'un cortège autonome s'est dirigé de lui-même vers la porte de Vincennes.

Le rassemblement se mue alors en manifestation sauvage, où des velléitaires au blocage du périphérique se font entendre. « Tous au périph ! », lancent certains, selon John (le prénom a été modifié), secouriste dans les manifestations. Un projet rapidement avorté en raison de la présence, massive, des forces de l'ordre. Certains d'entre eux, notamment des policiers en civil, tentent d'interpeller des manifestants, qui commencent à se disperser. Un lycéen est arrêté par une compagnie d'intervention.

Son interpellation suscite l'indignation des manifestants qui invectivent les policiers. Ces derniers – au nombre de dix selon un témoin et de cinq selon la préfecture – se retranchent dans un immeuble, après avoir sonné à l'interphone, situé à l'angle de l'avenue du Trône et de la rue du Général-Niessel. « Les gens se massent devant et demandent sa libération. La foule est très énervée. Certains hurlent », assure John.

Là, des renforts arrivent sur place et sont pris à partie. Selon la préfecture de police de Paris, les forces d'intervention essuient des jets de projectiles. D'après un journaliste du Monde, aucune dégradation de mobilier urbain n'a été constatée.

John, lui, assure que les forces de l'ordre « ne sont pas acculées par une foule de manifestants ». Le photographe Olivier Laban-Mattei nous confirme cette version : « Les manifestants n'ont pas l'intention de s'en prendre physiquement aux forces de l'ordre. » Ces dernières décident pourtant de les disperser à l'aide de gaz lacrymogènes et de grenades de désencerclement selon certains manifestants – une au moins est reconnue par la préfecture.

Sur deux vidéos, relayées sur les réseaux sociaux, les policiers semblent sur la défensive ; l'un d'entre eux jette vers le sol une grenade de désencerclement en direction de manifestants qui ne sont visiblement ni armés ni menaçants. Consécutivement à l'explosion de la grenade, à moins de deux mètres de l'explosion, un jeune homme, ayant une GoPro vissée sur la tête, s'effondre au sol. Les manifestants se ruent alors vers lui pour lui porter secours et le mettre à l'écart. Le jeune homme, qui se présente comme un journaliste indépendant, saigne fortement au niveau de la tête, rapporte John, qui lui a porté secours :

« Je vois que deux autres secouristes sont présents. Je mets mon matériel à disposition. Le manifestant est couvert de sang. Il a une grosse hémorragie au niveau de la tempe. »

Des policiers de la BAC et des gendarmes, l'air hagard, se massent ensuite autour de la victime, alors qu'en arrière-plan, une autre compagnie d'intervention continue de riposter contre les manifestants. « On a senti qu'ils voulaient prendre le contrôle de la situation. Un gendarme nous tend un pansement compressif. Un CRS secouriste arrive derrière », rapporte John.

Les pompiers, eux, arrivent vingt minutes plus tard pour prodiguer les premiers soins à la victime, dont l'hémorragie a été stoppée par les passants. Deux fonctionnaires montent dans leur véhicule, qui s'éloigne, à quelques centaines de mètres plus loin,

pour transférer la victime dans un camion de réanimation.

« C'est très courant dans ce genre de situation que les pompiers demandent à des fonctionnaires de les accompagner pour des raisons de sécurité », rapporte Luc Poignant, membre du syndicat Unité SGP Police. « Quand une personne est blessée, les policiers l'accompagnent parfois, surtout quand la victime est seule, ce qui était le cas », abonde la préfecture de police de Paris.

Les pompiers, eux, arrivent vingt minutes plus tard pour prodiguer les premiers soins à la victime, dont l'hémorragie a été stoppée par les passants. Deux fonctionnaires montent dans leur véhicule, qui s'éloigne, à quelques centaines de mètres plus loin, pour transférer la victime dans un camion de réanimation.

« C'est très courant dans ce genre de situation que les pompiers demandent à des fonctionnaires de les accompagner pour des raisons de sécurité », rapporte Luc Poignant, membre du syndicat Unité SGP Police. « Quand une personne est blessée, les policiers l'accompagnent parfois, surtout quand la victime est seule, ce qui était le cas », abonde la préfecture de police de Paris.

Selon les témoins sur place, au moment de son transfert dans le camion de réanimation, la victime a poussé des hurlements, notamment contre les pompiers. L'état de la victime n'est pas stabilisé, rapporte le parquet de Paris :

« Il est toujours à l'hôpital, son état n'est pas stable, il n'a pas pu être entendu. »

Selon les premiers éléments de l'enquête communiqués par le parquet de Paris, les forces de l'ordre ont bien eu recours « à une grenade de désencerclement ». Ces dernières, qui projettent des plots de caoutchouc en explosant, peuvent blesser gravement en cas d'utilisation inappropriée. Les forces de l'ordre ont en principe pour consigne de s'en servir en cas de danger, par exemple lorsqu'elles sont en « situation d'encerclement ou de prise à partie par des bandes armées ». Elles doivent également les lancer au sol.

Au regard des éléments rapportés par les témoins sur place, la posture de non-violence des manifestants ne justifiait pas d'avoir recours à cette arme non létale, estime John :

« L'usage des grenades de désencerclement doit permettre de se dégager face à un péril imminent, quand les forces de l'ordre sont acculées. Or là, dans ce mouvement social, elles les utilisent pour ouvrir une charge. C'est quelque chose qu'on n'avait pas vu dans les mobilisations précédentes. » LeMonde.fr 28.05

Les témoignages de violences policières sont tellement nombreuses à travers tout le pays, que les médias oligarchiques ne peuvent plus les nier sous peine de perdre toute crédibilité vis-à-vis de leurs lecteurs...

Hollande assure qu'il «tiendra bon» sur la loi travail et ira «jusqu'au bout» - LeFigaro.fr

Le président s'est montré inflexible et a tenté de rectifier l'impression de confusion qui règne au sommet de l'État depuis une semaine, à l'issue d'une série de couacs. LeFigaro.fr 27.05

Loi travail: des signataires de la motion de censure de gauche en appellent à Hollande - AFP

Une cinquantaine de députés PS "frondeurs", écologistes et du Front de gauche ont écrit vendredi à François Hollande pour lui demander "d'agir sans attendre pour une sortie de crise" tenant compte "de l'opposition majoritaire en France" au projet de loi travail. AFP 27.05

Juppé (LR) appelle le gouverment à "rétablir le dialogue" - AFP 27.05

Martinez invite Hollande à discuter pour mettre fin aux grèves - Reuters

Les manifestations et les grèves contre la loi Travail peuvent cesser dès lundi si François Hollande accepte de reprendre "tout à zéro" avec les partenaires sociaux, a déclaré vendredi à Reuters le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez. Reuters 27.05

Mailly (FO) appelle à suspendre les débats au Parlement - AFP

Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière (FO), a appelé vendredi le gouvernement à suspendre les débats au Parlement sur le projet de loi travail, pour ouvrir des négociations avec le patronat et les syndicats. AFP 27.05

Le Medef dénonce des "méthodes de voyous" des syndicats - Reuters 27.05

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a déploré vendredi les pratiques des syndicats hostiles au projet de loi Travail, qu'il a qualifiées de "méthodes de voyous", au lendemain d'une nouvelle journée de mobilisation. Reuters 27.05

Jean-François Copé. « Notre pays est en train d'être complètement étranglé » - Sciences Po TV Sciences Po TV 27.05

Parole de banquier. Tout pour les exploiteurs.

- Emmanuel Macron prône une modération des salaires pour poursuivre le redressement industriel. - 20minutes.fr

Emmanuel Macron a estimé ce mardi que les entreprises devaient préférer les investissements productifs aux augmentations salariales, dans un entretien aux Echos.

« Sur la fonction production, nous avons rattrapé une bonne partie de notre retard compétitivité-coût des années 2000 via le pacte de responsabilité, le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et la fin de la modération (salariale) allemande depuis 2013. Mais il faut tenir et maintenir l'impact de cette dévaluation fiscale. Et la clef, c'est la modération salariale », a affirmé le ministre de l'Economie.

« Pour relancer l'industrie française, il faut du temps et il faut privilégier l'investissement productif. Pour les salaires, il faut privilégier des négociations salariales au plus proche de la situation de l'entreprise », a-t-il souligné.

Interrogé sur la nécessité d'aller au-delà de la future loi El Khomri, qui se limite essentiellement au temps de travail, Emmanuel Macron répond « oui ».

« Il faudra élargir le champ de la négociation collective au niveau de l'entreprise à d'autres domaines. Plus on ira vers l'entreprise, plus ce sera efficace. On ne peut pas prétendre aimer l'industrie et refuser les conditions de son succès », argumente-t-il. 20minutes.fr 24.05

- Emmanuel Macron : « Le meilleur moyen de se payer un costard c'est de travailler » - LePoint.fr

Violemment pris à partie par des grévistes ce vendredi à Lunel, le ministre de l'Economie s'est emporté, agacé par les attaques verbales de ses interlocuteurs.

Une visite qui se tenait dans un fort climat de tension sociale. Climat qui a même obligé le ministre à reporter sa venue à Marseille, prévue ce samedi, pour des raisons de sécurité, selon le quotidien La Provence. Il devait y lancer son mouvement politique « En Marche ! ». LePoint.fr 27.05

Corporatisme. Cette "gouvernance" contribuerait à "l'acceptation de ceux dont elles affectent les modes de vie", comme l'exploitation est joliment emballée !

- Pour « une gouvernance mixte ou hybride des entreprises » - Le Monde

Par François Galichet, professeur émérite à l'université de Strasbourg

Dans un article du Monde (« La finalité humaine et écologique de l'économie doit déterminer les politiques et les réformes », 11 mai 2016), Philippe Vadjoux propose, pour contrer les méfaits du capitalisme ultralibéral, de développer une « économie hybride, dans laquelle l'entreprise solidaire viendrait concurrencer l'entreprise traditionnelle ».

C'est évidemment une orientation essentielle, qui peut casser la logique du profit à court terme actuellement dominante. Mais est-ce la seule ? L'économie sociale et solidaire est encore relativement peu développée, et seulement dans certains secteurs (services à la personne, etc.).

Si l'on attend qu'elle gagne les domaines qui font actuellement le plus de dégâts écologiques et sociaux – notamment les secteurs de la production industrielle et du grand commerce – on risque de laisser perdurer des situations hautement dommageables pour l'avenir du monde.

C'est pourquoi il faut aussi agir sur la gouvernance des entreprises traditionnelles.

Capital humain

Actuellement elle est assurée – sauf dans quelques pays comme l'Allemagne pratiquant la cogestion – par les actionnaires seuls. La propriété financière de l'entreprise est considérée comme l'unique fondement du pouvoir gestionnaire. D'où les dérives maintes fois dénoncées : gestion à court-terme, rémunérations aberrantes des dirigeants, licenciements abusifs, non prise en compte des externalités, etc.

Les évolutions actuelles montrent que désormais la propriété n'est plus qu'une composante de la réalité de l'entreprise. Le capital humain, dans une économie reposant sur des technologies de plus en plus sophistiquées, compte autant que le capital financier.

Une entreprise appartient aussi aux consommateurs (...). Il serait logique qu'ils soient eux aussi présents dans les conseils d'administration

Les salariés sont souvent plus conscients des coûts externes de la production, parce qu'ils vivent celle-ci au plus près, contrairement aux actionnaires. Ils sont plus clairvoyants sur les intérêts à long terme. Quant à la prise de risque, qui a longtemps servi à justifier le pouvoir des actionnaires, elle est au moins aussi importante pour ceux qui engagent dans une entreprise plusieurs années de leur vie que pour les financeurs qui n'y engagent que leur argent. Il serait donc normal qu'ils soient représentés au conseil d'administration au même titre que les actionnaires.

Une entreprise appartient aussi aux consommateurs

Pareillement, une entreprise appartient aussi aux consommateurs qui subissent les conséquences des choix opérés par les gestionnaires et participent aux risques qu'ils impliquent, comme le montre l'affaire Volkswagen après bien d'autres. Il serait logique qu'ils soient eux aussi présents dans les conseils d'administration.

Des entreprises gouvernées par des conseils composés de tous les acteurs du secteur – investisseurs, mais aussi salariés et consommateurs – seraient plus soucieuses de tous les aspects de l'activité économique : rentabilité, mais aussi équité et durabilité des choix. Cette gouvernance mixte ou hybride introduirait de la solidarité dans le secteur marchand, sans attendre qu'il évolue vers l'économie sociale et solidaire.

Elle exprimerait le caractère composite des entreprises modernes, qui ne dépendent plus des seules initiatives de leurs actionnaires, mais aussi de l'engagement des salariés, de l'intérêt des consommateurs et de l'acceptation de ceux dont elles affectent les modes de vie. Elle ferait évoluer le capitalisme financier vers un « capitalisme coopératif » qui ne nierait pas l'importance du capital dans l'activité économique, mais reconnaîtrait la diversité de ses formes. Le Monde 27.05

ACTUALITÉ DU JOUR

- Quinze ex-militaires condamnés en Argentine pour le plan Condor - AFP

La justice argentine a condamné vendredi 15 anciens militaires, dont un ex-dictateur, pour leur participation au Plan Condor, une opération des dictatures sud-américaines des années 1970 pour éliminer des opposants dans les pays voisins.

Six pays ont uni leurs forces pour pourchasser les militants de gauche hostiles à leur régime: l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Brésil.

Le dernier dictateur de l'Argentine, Reynaldo Bignone (1982-1983), 88 ans, fait partie des condamnés. Il s'est vu infliger une peine de 20 ans de prison.

Des centaines d'ex-militaires ont été jugés en Argentine au cours des dix dernières années, seul pays d'Amérique latine à avoir entrepris une sorte de Nuremberg de la dictature.

Les Etats-Unis étaient au courant de l'existence du Plan Condor et ne s'y sont pas opposés, voyant dans ces dictatures un rempart face à l'avancée de la gauche, dans un contexte de Guerre froide.

"S'il y a des choses qui doivent être faites, faites-les rapidement. Mais vous devez reprendre rapidement les procédures normales", a répondu le secrétaire d'Etat Henry Kissinger à un ministre argentin qui l'informait de l'opération, selon un document versé au dossier d'accusation.

C'est la première fois qu'un procès est consacré au Plan Condor en tant qu'organisation criminelle, même si des militaires sud-américains ont déjà été condamnés pour des crimes commis dans le cadre de ce plan.

La plupart des dix-huit accusés ont été condamnés pour le délit de crime en bande organisé, à l'issue de trois ans d'audiences.

Les accusés n'étaient pas présents dans la salle d'audience lors de la lecture du jugement par le président du tribunal Oscar Almirante.

Quand le procès a débuté en février 2013, ils étaient 25 accusés. Ils ne sont plus que 17 en vie, âgés de 77 à 92 ans. Huit sont décédés durant le procès, notamment l'ancien dictateur argentin Jorge Videla (1976-1981), mort dans sa prison. Dans les autres pays du continent, les anciens militaires ont généralement bénéficié de lois d'amnistie, à quelques exceptions près.

Environ 300 témoins ont été appelés à la barre durant les trois ans du procès.

Les magistrats se sont appuyés sur ce que l'on appelle les Archives de la terreur, découvertes au Paraguay dans les années 1990, et sur des documents déclassifiés par les Etats-Unis.

Si leur pays d'origine avait accepté les demandes d'extradition de l'Argentine, le nombre des accusés aurait été supérieur.

La troisième phase du Plan Condor, la neutralisation d'exilés en Europe ou à l'extérieur de l'Amérique du sud, a finalement été suspendue après l'attentat exécuté par un agent des services chiliens, un ancien de la CIA, contre Orlando Letelier, selon l'avocate Luz Palmas, mentionnant des opérations prévues en France et au Portugal.

Letelier, ancien ministre de Salvador Allende, a été tué le 21 septembre 1976 lors d'un attentat à la voiture piégée à Washington, considéré comme l'une des premières attaques terroristes commises en territoire américain. Sa collaboratrice américaine Ronni Moffitt a elle aussi péri dans l'attentat. AFP 27.05

Bienvenue en oligarchie.

Matraquage quotidien. Tous les aspects ou rapports y passent. Mais qui a réellement conscience que cela s'insère dans une stratégie politique globale ? Pourquoi se donnent-ils autant de mal ? Devrait-on refuser de se poser ces questions ? Au nom de quoi ?

- Trump veut transformer le parti républicain en «parti des travailleurs»

Le candidat milliardaire pense que le parti républicain du futur sera moins néo-libéral. Dans une interview avec le magazine Bloomberg, le candidat républicain Donald Trump, qui vient officiellement d'obtenir assez de délégués pour être investi, a évoqué sa vision de l'avenir du parti républicain...

Dans une interview avec le magazine Bloomberg, le candidat républicain Donald Trump, qui vient officiellement d'obtenir assez de délégués pour être investi, a évoqué sa vision de l'avenir du parti républicain.

«Dans cinq, dix ans –ce sera un parti different. Ça va être un parti des travailleurs. Un parti pour les gens qui n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis dix-huit ans, et qui sont en colère. Ce que je veux faire... couper le budget de la sécurité sociale est une grosse erreur pour le parti républicain.»

Ce choix de mots –qui rappelle des partis socialistes ou communistes– est en complète rupture avec le parti républicain de Mitt Romney ou Jeb Bush. Au lieu du laissez-faire économique et de l'interventionnisme en politique étrangère, Trump prône des restrictions du libre-échange et l'isolationnisme. Slate.fr 27.05

- Les Iraniens sont trop nombreux à vouloir combattre Daech en Syrie

Alors que l'armée syrienne subit de lourdes pertes sur le terrain, les milices iraniennes jouent un rôle essentiel dans le conflit qui déchire la région. Certaines familles se désolent même de ne pas pouvoir envoyer plus d'un homme au combat. Slate.fr

- Pour être plus productif, mieux vaut un bureau debout

Une nouvelle étude vient contredire les fermes partisans de la position assise.Au coeur des débats qui agitent le monde de l'open space, la question du bureau debout revient régulièrement dans les études. Slate.fr

On préfèrerait allongé, ce n'est pas possible ?

- Une Américaine de 13 ans sortie de cours à cause d'un T-shirt pro-LGBT

L'administration de son lycée a jugé que le vêtement constituait un élément «perturbateur».«Certaines personnes sont gays, ce n'est pas la fin du monde!» L'inscription était plutôt bon enfant mais le T-shirt à message d'Ali Chainey, une Texane de 13 ans, n'a pas plu à l'administration... Slate.fr

- Au Pakistan, une militante trans meurt après que des médecins refusent de la soigner

Selon les proches de la victime, le personnel soignant a mis plusieurs heures avant de décider si Alisha devait être placée dans une chambre avec des hommes ou des femmes. Slate.fr

- Polémique Kinder: la réponse hilarante du web aux racistes de Pegida

Le remplacement du célèbre enfant blond qui orne depuis des décennies les paquets de la marque pour l'Euro 2016 est très critiqué par les sympathisants d'extrême droite. Les internautes ont trouvé de quoi leur répondre. Vous en avez sans doute entendu parler cette semaine... Slate.fr

Haut de page

Le 30 mai 2016

CAUSERIE

Je rappelle au passage que La voix de l'Opposition de gauche est à la fois un courant politique, un portail de combat politique et d'information. Et au diable les censeurs pointilleux, malveillants !

11 septembre 2011. Les langues se délient et la vérité affleure à la surface.

- La presse saoudienne accuse les USA d'avoir détruit le World Trade Center pour prétexter une guerre perpétuelle (Arrêt sur Info 28.05)

On a mis cet article en ligne. Il est incomplet, évidemment, puisqu'il épargne Israël et le Mossad, chacun comprendra pourquoi puisque les Saoudiens (sémites) et les Israéliens (antisémites) s'entendent désormais comme larrons en foire. La preuve.

- Exclusif : L'Arabie saoudite construit une ambassade en Israël - Réseau Voltaire 29.05

Le Royaume d'Arabie saoudite a débuté la construction d'une gigantesque ambassade en Israël, probablement la plus importante à Tel-Aviv.

Officiellement, les deux États n'entretiennent pas de relations diplomatiques du fait de l'expulsion par Israël de la majorité de sa population palestinienne, en 1948 (la Nakba).

Cependant le Pacte du Quincy, signé entre le président Roosevelt et le roi Abdelaziz, en 1945, et renouvelé par le président Bush et le roi Fahd en 2005, prévoit entre autres que le Royaume ne s'opposera pas au foyer juif de Palestine (futur État d'Israël) [1].

Le roi Abdallah finança à la place des États-Unis l'opération israélienne « Plomb durci » contre la bande de Gaza, en 2008-09 [2]. Ce rapprochement mettait fin à la « doctrine de la périphérie » selon laquelle Tel-Aviv cherchait à unifier les acteurs non-arabes de la région (Iran, Turquie, Éthiopie) contre les pays arabes.

Le président Shimon Peres s'exprima par vidéo devant le Conseil de sécurité du Golfe, en novembre 2013. Les membres du Conseils purent lui poser des questions non pas directement, mais par l'intermédiaire de Terje Rød-Larsen [3].

Actuellement, les deux pays mènent ensemble une guerre au Yémen depuis un état-major commun installé dans l'État non-reconnu du Somaliland [4]. La Force "arabe" de Défense commune reproduit le concept du Pacte de Bagdad qui était identiquement militairement commandé par un État qui n'en était pas membre (les États-Unis en l'occurrence). Ils projettent ensemble plusieurs opérations d'exploitation pétrolière au Yémen et dans la Corne de l'Afrique [5].

Le roi Salmane a désigné le prince Walid Ben Talal (5ème fortune mondiale avec Citigroup, Mövenpick, Four Seasons) comme prochain ambassadeur du royaume à Tel-Aviv. Réseau Voltaire 29.05

Notes.

[1] Les termes exacts du pacte sont toujours secrets.

[2] « La guerre israélienne est financée par l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 6 janvier 2009.

[3] « Shimon Peres s'est exprimé devant le Conseil de sécurité du Golfe, fin novembre », Réseau Voltaire, 3 décembre 2013.

[4] « La Force "arabe" de Défense commune », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 20 avril 2015.

[5] « Exclusif : Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2015.

Circulez il n'y a rien à voir. Le numéro d'illusionnisme du fakir est terminé.

Apparemment, on n'entend plus parler de Nuit debout, à croire qu'il ne s'agissait que de somnambules ou qu'ils se sont déjà couchés.

C'est vrai que la CGT compte plus d'adhérents que la totalité des partis de la réaction qui soutiennent la loi Travail ou qui composent la totalité des partis présents au Parlement.

Rappel aux nostalgiques de la démocratie.

En régime capitaliste, quel que soit le régime en place ou quelle que soit la composition du Parlement, c'est toujours une minorité qui détient le pouvoir économique et politique, et jusqu'à preuve du contraire il n'en a jamais été autrement depuis que le capitalisme existe nulle part dans le monde. Et jamais dans le passé aucun parti incarnant réellement le socialisme n'ait parvenu à détenir le pouvoir politique ou à conquérir la majorité parlementaire dans le cadre des institutions politiques créées par le capital et pour le capital.

Quelle que soit la forme du régime adoptée par les représentants du capitalisme pour défendre les intérêts des capitalistes, la plus progressiste a été tolérée dans le passé parce ses opposants n'avaient nullement l'intention de renverser le régime en place.

Si le suffrage universel fut un acquis de la lutte des classes au tournant du XXe siècle, pratiquement immédiatement il démontra ses limites ou il fit apparaître la véritable nature du régime, son incompatibilité avec les besoins sociaux des travailleurs, de tous les travailleurs il faut bien préciser, donc de la démocratie.

Friedrich Engels - Lettre à F. Mehring - 14 juillet 1893

- "C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens." - "...nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations..."

- "Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. "

Marx et Engels ont fait ce qu'ils ont pu à leur époque, et nous leur en serons éternellement reconnaissant. Maintenant c'est à nous de nous atteler sérieusement à combler cette "négligence", ce que nous essayons de faire à notre modeste échelle.

Opposer la république à la monarchie, à tout régime autocratique, est insuffisant ou ne veut pas dire grand chose, jadis les Vénitiens et les Génois par exemple, appellaient leurs États République quoique leur gouvernement soit oligarchique. De nos jours ce sont des affairistes qui gouvernent pour le compte de ploutocrates ou oligarques dans une république où le président détient autant de pouvoir qu'un monarque absolu, sans parler de son caractère quasi héréditaire, du fait que les partis qui se succèdent au pouvoir sont tous liés à la même classe minoritaire dans la société, et n'ont jamais représenté les intérêts de la majorité du peuple, y compris sous la IIIe République ou le Front populaire qui s'est soumis à la Bourse ou aux banquiers au lieu de les exproprier.

Toutes les républiques qui se sont succédés depuis l'Antiquité ont été conçues par une minorité pour qu'elle exerce le pouvoir, l'impose à la majorité et perpétue sa domination de classe. La définition qu'en avait donné J-J. Rousseau était pour le moins approximative, idéaliste, démagogique : "J'appelle donc république tout État régi par des lois (…) car alors seulement l'intérêt public gouverne", l'intérêt public en soi, qui gouverne pour qui, non, pour soi, pour soi car les lois qui seront promulguées auront été rédigées par les représententants de la minorité qui détenait le pouvoir économique et

correspondraient forcément avec leurs intérêts.

Plus la minorité concentre le pouvoir économique, plus elle est amenée à concentrer aussi le pouvoir politique, à promulguer des lois de plus en plus injuste de sorte que les inégalités se renforcent, donc à s'écarter de plus en plus de la république et de la démocratie.

Puisque la république et la démocratie ont toujours servi les intérêts d'une minorité d'exploiteurs, au lieu de s'en réclamer, il est préférable d'expliquer aux travailleurs de quelle manière la classe dominante s'en est servie hypocritement ou démagogiquement pour mieux les asservir, et qu'au lieu de lutter pour des chaînes dorées, ils doivent combattre pour les briser ou conquérir le pouvoir politique, pour qu'enfin la république et la démocratie cesse d'être un leurre ou une vaste escroquerie destinée à les duper.

Prétendre que la république et la démocratie aurait réellement existé sous un régime capitaliste, revient à prétendre que les capitalistes auraient accordé aux masses laborieuses les moyens de renverser leur régime par la voie institutionnelle, on mesure là l'absurdité d'une telle affirmation, qui n'a pour seule vertu que d'enfermer les travailleurs dans le cadre institutionnel pour qu'ils s'y soumettent.

La forme républicaine de l'Etat et le type de gouvernance démocratique qu'il a adopté, étaient justifiés à un stade du développement économique impliquant un plus grand nombre de citoyens dans la production des richesses, et dans le fonctionnement de la société qui ne pouvait pas les exclure ou les tenir à l'écart indéfiniment de la scène politique. Impliquer à tous les stades de la production et de la commercialisation des marchandises, il devait l'être également sur le plan politique, au départ en recourant au vote censitaire, puis en l'élargissant, pour passer enfin au suffrage universel, modifiant sensiblement sans les remettre en cause la répartition des richesses entre les différentes classes, sans que les rapports entre les classes ne soient fondamentalement modifiés, évidemment, sinon, à quoi bon, puisque la règle et le but du jeu consistaient à se donner les moyens politiques pour conserver le pouvoir en toute circonstance.

On a le choix entre respecter cette règle du jeu qui a été instituée par notre ennemi de classe en sa faveur ou la changer à son détriment, s'accommoder du régime en place, s'y soumettre, ou l'affronter, le combattre pour le renverser.

Le POID des mots.

https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs

POID - Salle comble et succès du meeting internationaliste du 28 Mai à Paris.

La-Tribune-des-Travailleurs. 27 mai 2016 – Mailly (FO) en appelle à Hollande qui vient de réitérer sa volonté d'aller jusqu'au bout : « ne soyez pas rigide, regardez en face la situation (…) Cet article 2, vous le retirez et vous demandez aux organisations patronales et syndicales de négocier (…) S'il y a une suspension, qu'on n'est plus soumis à un calendrier et qu'on est prêt à discuter sur le fond, mais bien sûr qu'on peut en sortir » de ce conflit.

LVOG - De son côté sur BMFTV, Philippe Martinez a proposé de suspendre la discussion parlementaire en cours sur le texte de la loi Travail et de reprendre les négociations sur de nouvelles bases. BFMTV 29.05

Retirez l'article 2 pour négocier quoi, avec qui, un président et un Premier ministre ultra minoritaires, c'est leur faire bien trop d'honneur ou leur accorder une légitimité inespérée que les masses laborieuses leur refusent. Pire, c'est laisser miroiter aux travailleurs que le retrait de la loi Travail qu'ils n'ont pas encore obtenu en se mobilisant, pourrait intervenir dans le cadre des salons feutrés des ministères, les incitant ainsi à lever le pied ou à cesser de se démobiliser.

Replacer la loi Travail dans le cadre institutionnel d'où elle était sortie pour atterrir dans la rue, c'est tenter d'en dessaisir les travailleurs et les militants pour mieux la faire passer.

La-Tribune-des-Travailleurs. 26 mai 2016 – La presse continue à publier des sondages selon lesquels une forte majorité de français estiment le mouvement social contre la loi travail « justifié» et désignent Hollande et Valls comme « principaux responsables des tensions sociales actuelles ».

Vous vous souvenez qu'un lambertiste m'avait interpelé parce que je faisais usage des sondages, un crime selon lui. Suite.

Ah quels crétins ces dirigeants, les vôtres, qui une fois de plus se fient à des sondages !

Et cessez de me harceler avec vos courriels qui vont désormais directement à la poubelle.

La-Tribune-des-Travailleurs. 26 mai 2016 – Sans préavis, les cheminots de la compagnie de chemin de fers nationale (SNCB) du sud de la Belgique ont cessé le travail pour protester contre la suppression de jours de récupération. Le mouvement a été reconduit vendredi. En outre, les délégués wallons du syndicat CGSP ont voté à l'unanimité, une motion appelant à une grève continue à partir du 31 mai, dans l'ensemble des services publics, dans le but avoué de faire tomber le gouvernement, accusé de couper dans tous les budgets de fonctionnement de l'Etat.

Législative partielle à Strasbourg. 10,92%, c'est la majorité, c'est la démocratie.

Au second tour de l'élection législative partielle dans le première circonscription du Bas-Rhin, à Strasbourg, Eric Elkouby (PS) a obtenu 53,77 % des voix contre 46,22 % pour son adversaire Les Républicains, Jean-Emmanuel Robert.

La participation, qui n'avait pas dépassé 22,8 % le 22 mai, a encore baissé, à 20,31 % ce dimanche.

Eric Elkouby a donc été élu avec 10,92% des voix des électeurs inscrits, un peu moins si on enlève les bulletins blancs et nuls. Mais c'est "une belle victoire" quand même, certainement pas de la démocratie à laquelle on dénie le droit au PS de se réclamer. (source : AFP 29.05)

Quand la machine à propagande s'emballe.

La popularité de Valls plonge, selon un sondage BVA - Reuters

Le Premier ministre, Manuel Valls, en première ligne dans le bras de fer avec la CGT et Force ouvrière (FO) sur la loi Travail, plonge de six points (24% - ndlr) dans un sondage BVA pour Orange et iTELE, à son plus mauvais niveau depuis son arrivée à Matignon. Reuters

Soit, il faut rééquilibrer cela.

Loi travail: 67% des Français ont une mauvaise opinion du leader de la CGT - AFP

Près de sept français sur dix (67%) ont une mauvaise opinion de Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en première ligne contre le projet de loi travail, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/Aujourd'hui-en-France dimanche. AFP

Seuls 13% des Français veulent que la loi Travail soit conservée en l'état - L'Express.fr

Selon un sondage Ifop pour le Journal du Dimanche, 46% des Français souhaitent le retrait pur et simple de la loi El Khomri. L'Express.fr

Valls parie sur un essoufflement du mouvement anti-loi Travail - Reuters

A l'orée d'une semaine décisive dans l'épreuve de force entre le gouvernement et les opposants à la loi sur le Travail, Manuel Valls parie sur l'essoufflement du mouvement conduit par la CGT, avec l'appui de Force ouvrière et cinq autres organisations.

"Quand un texte a été discuté, qu'il a suscité des compromis avec les partenaires sociaux, qu'il a été adopté à l'Assemblée nationale, je considère que ma responsabilité c'est d'aller jusqu'au bout", déclare le Premier ministre dans une interview publiée samedi par Le Parisien.

"Je ne pense pas que le mouvement va s'amplifier", ajoute Manuel Valls, qui dit cependant rester "prudent".

Il n'y aura pas de retrait du texte porté par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, ou de son article 2, le plus contesté, qui vise à décentraliser et généraliser le dialogue social au niveau de l'entreprise, poursuit-il.

"Nous avons construit un compromis solide avec les syndicats réformistes et tout ce qui remettrait en cause le dialogue social dans l'entreprise mettrait fin à cet accord." Reuters 28.05

Carburants: les industriels reçus à Matignon - AFP

Les industriels du pétrole ont été reçus samedi matin à Matignon, pour aborder la question des blocages de raffineries et des pénuries d'essence. AFP 29.05

Loi travail: "Il faut maintenir l'article 2 et davantage l'expliquer" (Berger, CFDT) - AFP 29.05

Vive le Medef !

Une instrumentalisation qui a marché à fond.

- Trois ans après, le bilan du mariage pour tous en chiffres - lefigaro.fr

En 2013 comme en 2014, les mariages entre personnes de même sexe ont représenté environ 4 % de l'ensemble des mariages. En 2015, l'effet de nouveauté s'est estompé. Avec 8 000 unions, le nombre de mariages homosexuels a baissé par rapport à l'année précédente. lefigaro.fr 28.05

Et il baissera encore dans l'avenir...

Commentaire d'interanutes

1- "On peut également avoir des stats sur les divorces svp ?"

Chut !

2- "Tout ça pour ça! 4% une fois de plus ce sont les minorités qui font la loi, on ne dit pas combien de divorce depuis."

Une infime minorité possède l'essentiel des richesses et ce sont les mêmes qui font les lois, ils appellent cela la démocratie.

3- "4% de mariage homosexuels c'est ridicule. Le drame c'est que maintenant les lgbt poussent pour autoriser la pma et surtout la gpa pour tous, soit la marchandisation de l'enfant. Aux Etats-Unis les revendications des LGBT sont allées très loin."

On oligarchie, tout est à vendre...

Bienvenue en oligarchie

Bienvenue chez les dégénérés qui rêvent que vous leur ressembliez. Attention, ne vous laissez pas tenté, c'est irréversible...

- Le rosé, c'est (pas) que pour les filles

Pourquoi dit-on que les femmes préfèrent le blanc ou le rosé?L'été approche, les vêtements raccourcissent, les pique-niques, apéros et autres soirées entre copains s'organisent et l'on s'interroge: «Quel vin on amène ce soir?» Réponse: du blanc ou du rosé, c'est plus frais. Slate.fr

- « C’est toujours moi qui prends l’initiative du rapport sexuel »

Dans un couple ou entre amants, la synchronicité des désirs n’est pas toujours au rendez-vous. La chroniqueuse de La Matinale du Monde Maïa Mazaurette suggère des pistes pour sortir du piège de la demande à sens unique. LeMonde.fr

- Disney est-il prêt à (enfin) embrasser la cause LGBT?

Le studio est sous pression.Une courte séquence dans la bande annonce du Monde de Dory a lancé la rumeur. Y aurait-il un couple de lesbiennes représenté dans la suite des Aventures de Nemo? Un couple de femmes homosexuelles avec enfant! Slate.fr

- Jean, jupe, cravate: que doivent porter les politiques?

Le jean porté par Cécile Duflot lors du premier conseil des ministres du gouvernement Ayrault a suscité de nombreuses réactions. Un ministre, un député ou un sénateur peut-il s'habiller comme il veut dans l'exercice de ses fonctions? Slate.fr

- Vous avez un secret, et il se devine dans vos e-mails

En analysant le contenu de milliers de messages électroniques, des chercheurs ont établi les principaux tics de langage qui trahissent que l'on cache quelque chose. Slate.fr

- La fuite en avant de la CGT

Sans stratégie de sortie, attisant la violence, avec pour seul objectif de faire céder un gouvernement impopulaire pour montrer qu'elle existe encore et d'affaiblir sa rivale la CFDT, la centrale syndicale a choisi la politique du pire. Slate.fr

- Mon oncle était garde rouge pendant la Révolution culturelle - Slate.fr

Lishui est le surnom de mon oncle, un fermier qui a vécu toute sa vie dans la banlieue de Tianjin, une grande ville du nord-est de la Chine.

Plus je pense à Lishui, plus je suis troublée par le fait qu'il ait été Garde rouge pendant la Révolution culturelle, mouvement mené entre 1966 et 1976 par le dirigeant de l'époque, Mao Zedong, qui a provoqué de grands bouleversements et infligé d'immenses souffrances au peuple chinois. Ce qui me perturbe le plus, c'est que mon oncle si gentil et honnête affirme ne pas regretter le moindre de ses actes -même pas aujourd'hui, alors qu'il est largement admis, à la fois en Chine et ailleurs, que la Révolution culturelle fut une énorme erreur historique. Slate.fr

- Depuis New York, Garry Kasparov veut faire échec et mat à Poutine

Garry Kasparov, l'ancien champion du monde des échecs, vit désormais en exil à New York. De là, il organise la résistance contre Poutine et prédit une nouvelle guerre froide avec Moscou. Rencontre avec l'ennemi public russe numéro un. Slate.fr

- À Cologne, un prêche sur un bateau en hommage aux réfugiés morts

«Celui qui laisse des gens se noyer dans la Méditerranée laisse Dieu se noyer», a-t-il proclamé. Une barque en guise d'autel. C'est l'idée originale de l'archevêque de Cologne Rainer Maria Woelki, qui a célébré la messe de la Fête Dieu, jeudi 26 mai 2016, à bord d'un bateau placé sur... Slate.fr

- Désolé les droitiers, mais les gauchers sont meilleurs en maths

C'est la conclusion de récentes recherches sur le sujet. Il fallait bien qu'être gaucher serve à quelque chose: des chercheurs des universités de Liverpool et Milan (ça rappelle la Ligue des Champions 2005) semble avoir déniché une caractéristique encourageante... Slate.fr

- Au Meurice et à la Tour d'Argent, l'excellence regoûte à la créativité - Slate.fr

- Pourquoi le linge sale sent mauvais? La réponse de la science.

Où l'on apprend aussi que les lessives «éco-responsables» à basse température ne servent pas à grand chose, si ce n'est à tomber malade. C'est dimanche, c'est peut-être l'heure de la lessive, alors vous serez sans doute heureux d'apprendre l'existence d'une étude (financée par Procter & Gamble) identifiant pas moins de six molécules responsables de la mauvaise odeur de votre bac à linge sale. Des molécules qu'un lavage à basse température sera incapable d'annihiler, qu'importe la marque de votre détergent et les promesses de son fabricant. Slate.fr

Ah la "science" ! Coucou, on n'est pas encore mort et cela ne pue pas chez nous ! Quelle connerie !

Par mesure d'économie, j'utilise depuis 20 ans des machines à laver à froid, à chaud le prix est le double à l'achat, et comme l'eau est hyper calcaire, au bout de quelques mois elle serait hors d'usage, la machine à café a tenu un mois, depuis je ne bois plus que du Nescafé.

Et les centaines de millions d'Indiens (Indiennes) qui lavent leur linge à la main le lavent à l'eau froide sans "tomber malade".

Les oligarques et leurs idéologues peuvent laver leur linge à 100°C, ils pueront toujours autant !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Le fabricant de l'iPhone remplace 60.000 ouvriers par des robots - lefigaro.fr

L'entreprise taïwanaise Foxconn, sous-traitante d'Apple et d'autres sociétés de nouvelles technologies, a annoncé samedi avoir remplacé plus de 60.000 ouvriers par des robots. L'une de ses usines située dans la ville de Kunshan, en Chine, a réduit presque de moitié ses effectifs humains au profit de l'utilisation de machines capables d'assembler les différents éléments présents sur la chaîne de montage. Elle employait jusqu'ici 110.000 personnes.

Un porte -parole de Kunshan, interrogé par le South China Post, se félicite plutôt de la réduction du coût du travail. «D'autres usines vont suivre [cet exemple]», promet-il. Foxconn a vu sa croissance ralentir ces dernières années, comme de nombreuses autres entreprises chinoises. Plus de 4 milliards de yuans (545,8 millions d'euros environ) ont été investis par 35 entreprises taïwanaises dans l'intelligence artificielle et la robotique. Des centaines d'autres seraient intéressées. La tendance à la robotisation ne se limite pas à la Chine: près de 240.000 robots industriels ont été installés dans le monde en 2015. lefigaro.fr 28.05

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, je dois cuisiner. Eh oui, l'homme au foyer à des contraintes que les femmes ignorent parfois !

Organisez-vous

On peut observer que, bien qu'ils n'ont jamais réellement changé, des gens découvrent encore ou soudainement que les médias sont totalement corrompus, que le PS n'était pas de gauche, que le capitalisme était monstueux.

S'ils n'ont pas de mémoire ou s'ils ont une mémoire relativement sélective, cette reconnaissance est de nature occasionnelle ou temporaire, elle ne correspond pas à la conclusion d'une analyse, tout au plus elle est le produit d'expériences individuelles et ponctuelles qu'ils auront aussi vite fait d'oublier lorsque leur situation s'améliorera ou dès qu'ils auront une autre préoccupation en tête ou l'occasion de passer à autre chose.

Ils n'en tireront donc aucun enseignement et ils ne progresseront pas, puisque demeurant inorganisés, sachant que seule l'organisation permet de réaliser en pratique le lien entre la théorie et leurs propres expériences pour se forger une conscience ou des convictions profondément enracinées dans leur cerveau au point qu'ils n'interprèteraient plus jamais la société comme avant.

Les médias seraient plus pourris qu'autrefois. Vraiment ?

Avant-hier soir, j'ai regardé Quai De Grenelle, un film de 1950, où un jeune homme, costaud, fraîchement débarqué de province, tout ce qu'il y avait de plus d'honnête homme, se retrouvait accusé à tort d'avoir participé à un hold-up, et qui traqué par un journaliste l'ayant présenté comme un assassin, un monstre abominable, finit par commettre deux crimes, dont un accidentellement et le second par vengeance, avant d'être abattu à la fin du film par un policier.

L'histoire avait commencé par un incident banal, quand traversant en dehors des passages cloutés pour rejoindre sa fiancée, il fut interpelé par un policier zélé. Un peu naïf et croyant qu'il plaisantait ou qu'il avait bu, il résista, mais voyant que l'agent de police prenait l'affaire très au sérieux et voulait l'emmené au commissariat, il prit la fuite. Sur ce, parmi les badauds que l'esclandre avait attiré, deux personnes signifièrent au policier qu'elles l'avaient reconnu pour être un des gangsters qui avaient attaqué une banque quelques jours plus tôt, ce qui était impossible puisqu'il n'était pas à Paris à ce moment-là.

Ce film étant inspiré de la réalité, il fallait en déduire que la presse écrite était déjà aussi pourri qu'aujourd'hui il y a belle lurette (ou toujours), et que passer son temps à s'en émouvoir comme le font certains, relève du lieu commun sans intérêt dès lors qu'ils n'en tirent aucun enseignement politique.

Le Net regorge de portails ou blogs de ce type, parfaitement inutiles, qui finalement ne servent qu'à détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel, des questions qu'ils devraient se poser suite à une expérience personnelle ou un événement en les reliant à l'ensemble de la situation. Car on ne peut les comprendre ou en tirer profit pour la suite qu'en tenant compte des facteurs qui composent la situation, en remontant à leur origine et en examinant les transformations qu'ils ont subies.

Sinon on en reste au stade de l'abstraction, des apparences, du superficiel, qui ne sont pas vraiment aptes pour se forger de solides convictions, d'où la tendance à les oublier au fur et à mesure que de nouvelles expériences se présentent à nous ou de nouveaux événements se produisent qui pour ainsi dire chassent les précédents au fin fond des oubliettes de notre mémoire. En poussant plus loin, on pourrait dire que c'est ainsi que la plupart des gens passent malheureusement à côté de leur propre existence sans y avoir jamais rien compris ou si peu, ce qui explique pourquoi on est appelé malgré nous à devoir répéter les mêmes discours, et non parce qu'on serait sclérosé ou obnubilé par je ne sais quoi.

Les médias ont toujours été à l'image du régime.

La rhétorique qui consiste à cristaliser l'antifascisme sur l'extrême droite ou le FN relève tout autant de la supercherie, dans la mesure où aujourd'hui la véritable extrême droite est incarnée par Hollande, Valls, Macron, BHL, Draghi, Joffrin, Le Point, Le Monde, BFMTV, TF1, l'AFP, Slate, Atlantico, bref, pratiquement l'ensemble des médias de la presse écrite, de la télévision et de la radio, les think-tanks acquis au néolibéralisme et à l'ultra sionisme.

Toutes ces ordures se sont égosillés hypocritement à l'idée que l'extrême droite aurait pu se hisser à la présidence en Autriche, mais ils ne s'émeuvent pas quand elle est au pouvoir en Ukraine ou en Israël, aux Etats-Unis notamment.

Cela donne une idée assez précise du régime abominable sous lequel nous vivons en France.

Le cadre étant dressé, on se demandera comment est-il possible que tant de monde se bouscule au portillon pour participer à la mauvaise farce de l'élection présidentielle de 2017, finalement comme si de rien n'était. On aurait déjà pu dresser le même constat sans appel en 2012, depuis de nombreuses années, des décennies.

Quand on observe en prenant suffisamment de recul à quel point la société était déjà pourrie dès les années 60-70, lorsque ceux qui nous gouvernaient justifiaient la guerre d'Algérie, du Vietnam, l'apartheid en Afrique du Sud et en Israël, les dictatures en Afrique et en Amérique latine, etc. on se dit que non seulement rien n'a changé depuis cette époque, mais on n'en a tiré aucun enseignement, ce qui est le plus dramatique et le plus tragique pour les générations à venir.

Hormis les intellectuels nostalgiques de la terreur stalinienne depuis la disparition de l'URSS et ses satellites, qui se sont recyclés dans le social-patriotisme ou chauvinisme, le nationalisme ou le souverainisme, à ma connaissance aucun parmi ceux les plus en vue en France n'a rejoint le camp du socialisme, privilégiant leur statut ou leur carrière, leur petit confort, au détriment d'un idéal humaniste, qui lorsqu'ils l'évoquent, ne sert plus que la cause de la plus honteuse et plate démagogie, au service de l'ordre établi devant lequel ils se prosternent misérablement tout en feignant d'avoir encore une conscience, ce qui leur permet de se prétendre progressistes et d'être présentés comme tels, car il en faut au régime pour ne pas être caractérisé de dictature, tout comme des bouffons, des histrions, des aventuriers, des idiots utiles qu'il instrumentalise avec leur complicité de préférence, voyez Mélenchon par exemple. Ne reculant devant aucun artifice, il en est même venu à s'assurer les services d'un fakir pour faire bonne impression sur les esprits crédules ou naïfs, qui semble-t-il n'attendaient qu'une occasion pour étaler leur crétinisme à la face du monde.

Recourant au chaos et en sémant la terreur, il croyait venir à bout de la lutte des classes en jouant le pourrissement, et bien c'est raté !

Les esprits s'échauffent, les consciences sont soumises à une telle pression, qu'elles sont condamnées à mûrir lentement mais sûrement ou périr au grand dam de ceux qui rêvaient de les contenir, elles bouillonnent d'idées, cherchent encore maladroitement la voie de l'affrontement avec un régime de plus en plus honni par la plèbe, la résistance peine à s'organiser, mais elle ne s'avère pas vaincue pour autant, car répétons-le, c'est une question de survie ou dans quelle société nous voulons vivre qui est posée à chacun d'entre nous.

Voilà le formidable défi que le régime nous contraint d'affronter. Saurons-nous capable de le relever et d'en sortir vainqueur, en trouverons-nous la force, en aurons-nous le courage, la volonté, et nous en donnerons-nous les moyens, ou nous défilerons-nous pour en sortir brisé ?

Parfois on a l'impression de prêcher dans le désert, alors qu'on n'a jamais été animé par une autre intention que servir notre cause, porté par notre idéal, le plus humaniste et le plus élevé qui soit, éradiquer de la surface de notre planète la guerre,

l'exploitation de l'homme par l'homme, mettre un terme au règne de la nécessité pour enfin atteindre celui de la liberté, si chère au coeur de tous les socialistes, communistes, trotskystes, anarchistes, de tous les travailleurs qui n'osent pas y penser à haute voix, mais qui secrètement sommeille en eux parce que cette aspiration de tous les peuples est légitime ou se passe de toute justification.

Nous vivons sous un régime qui justifie les pires inégalités et injustices, la tyrannie, un tel régime ne mérite pas d'exister un instant de plus et doit être aboli de gré ou de force, renversé par une révolution s'il refuse d'abdiquer, ses représentants doivent être jugés et impitoyablement chatiés jusqu'aux derniers comme ils le méritent pour tous les crimes qu'ils ont ordonnés ou commis ou dont ils ont été complices.

Notre unique objectif demeure le renversement du régime et la prise du pouvoir politique par le prolétariat pour instaurer une République sociale, qui sur les cendres de l'Etat bourgeois abolira le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. République sociale qui s'inscrira dans la perspective de la Fédération des Républiques sociales d'Europe, de la République sociale universelle. Pour atteindre ces objectifs politiques ou vaincre notre ennemi, il faut une détermination sans faille qui soit en permanence tendue vers ces objectifs, un caractère trempé aussi résistant que l'acier, des convictions inébranlables, maîtriser les éléments de base du matérialisme dialectique

Nous devons construire le parti ouvrier qui servira de pôle de regroupement à ses éléments les plus avancés ou conscients, mais le parti seul ne pourra jamais venir à bout du régime, de même que le prolétariat ne trouvera jamais seul ou sans guide la voie pour abattre le régime, c'est ensemble qu'ils viendront à bout de tous les obstacles afin de réaliserles tâches historiques qu'ils leur reviennent d'accomplir. Sinon, il ne faut espérer aucun changement de politique ou de société.

Au bon dieu et à ses saints, priez pour eux, amen.

Le Grand Soir.

- A Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon.

- Lettre à Obama pour Ana Belen.

GMI.

- "Martinez, Mailly, appelez à la grève générale !"

Sans blague !

Hollande, Valls et Cazeneuve seraient des "serviteurs du capital". Vraiment, ne seraient-ils pas plutôt des agents du capital, ce qui n'est pas du tout pareil, parce que cela implique tout à fait autre chose, de caractériser le PS comme, non pas un parti ouvrier bourgeois, mais un parti bourgeois ou du capital tout court.

En conséquence de quoi en fonction de la caractérisation sociale qu'on aura retenue, on n'entretiendra pas les mêmes rapports avec le PS, les appareils des syndicats contrôlés par le PS. Cela se traduirait sur le plan pratique par la nécessié de réviser notre conception de la lutte de classe et donc de rompre avec la conception conciliatrice qu'on avait adoptée jusque là envers ce parti.

Mais là c'est beaucoup trop demander, car ce serait 70 ans d'opportunisme qu'il faudrait passer au peigne fin afin de : soit le justifier, soit le remettre en question, les deux exercices s'avérant pour le moins plutôt périlleux de nos jours au risque de s'empétrer dans des contradictions inextricables et révélatrices ou d'entraîner leurs auteurs beaucoup trop loin, pour arriver au constat qu'il ne leur restait plus que s'enfoncer un peu plus dans le déni ou l'aveu de leurs erreurs qu'ils n'ont eu de cesse de reproduire, ce qui demeure toujours impensable puisque cela nécessiterait de leur part des qualités que manifestement ils n'ont jamais possèdées, en somme une épreuve à la fois accablante et cruelle.

- "Hollande et Valls comptent sur la énième capitulation de la majorité des députés PS".

On ne voit pas comment des affairistes qui adoptent des lois conformes à la nature de leur parti, aux besoins de la classe dont il incarne les intérêts, au camp dans lequel ils combattent, pourraient "capituler", sauf à se renier, autant demander à un banquier de vous remettre la clé de son coffre-fort ou de cesser d'être un capitaliste.

Pour que les députés du PS capitulent, un grand mot, il faudrait qu'ils adoptent des mesures incompatibles avec l'existence du capitalisme et pas seulement avec ses besoins ponctuels, c'est grotesque ou complètement farfelu, car cela n'a jamais eu lieu depuis 1914.

Une telle formulation ne sert qu'à entretenir l'illusion que ce serait possible et à masquer la véritable nature du PS.

- "Pour gagner, il ne faut pas des grèves, il faut la grève !"

La grève générale clament-ils.

Question : Entre les grèves et la grève générale, n'existerait-il rien d'autres ?

J'ai été délégué syndical autrefois, et lorsque la question de la grève s'est posée pour faire aboutir notre revendication salariale, j'ai été très clair. J'ai consulté l'ensemble du personnel, car c'était à lui de se prononcer et non à moi de décider à sa place quel type d'action à adopter. Selon ma conception démocratique du militantisme, le délégué syndical informe, explique, propose, organise, mais ne décrète rien, n'impose rien aux travailleurs.

Mitterrand venait d'adopter un plan de rigueur aboutissant au blocage des salaires.

J'ai demandé aux salariés s'ils étaient prêts à se mettre en grève, ensuite je leur ai demandé s'ils étaient prêts ou non à aller jusqu'au bout pour obtenir satisfaction, auquel cas il faudrait que cette grève soit dès le départ illimitée, car dans le cas contraire elle risquerait de ne servir à rien, sauf à leur faire perdre des jours de salaire. Je leur ai demandé de choisir entre deux types d'action, la grève limitée ou la grève illimitée aussi longtemps que le personnel réuni en assemblée générale déciderait de la poursuivre, car là encore ce n'était pas à moi de leur imposer.

La différence entre la grève dite reconductible et l'adoption dès le départ du principe de la grève illimitée, c'est que la détermination affichée par les travailleurs face à la direction (ou au gouvernement) n'est pas exactement la même.

Dans le cas de la grève reconductible on laisse entrevoir que la grève pourrait cesser à tout moment sans même avoir obtenu satisfaction, ce qui laisse encore un espoir à la direction, elle témoigne donc d'emblée une faiblesse dans le dispositif adopté par les salariés et leurs syndicats et potentiellement dans leur détermination, ce dont profitera la direction.

Alors que dans le cas de la grève illimitée jusqu'à satisfaction, la reconduction de la grève lors des assemblées générales du personnel quotidienne ne sera qu'une pure formalité, puisqu'il a décidé qu'elle serait illimitée, ce n'est pas obligatoire évidemment, il peut y avoir des défections, mais disons que le cadre dans lequel le personnel a décidé souverainement de se mobiliser l'a uni, soudé plus solidement et favorise la poursuite de la grève. Notre grève se solda par un succès total, obtenant même le paiement des 4 jours de grève pendant laquelle l'entreprise était totalement à l'arrêt, la quasi totalité du personnel ayant cessé le travail, y compris l'encadrement.

S'agissant de la situation actuelle, il faudrait savoir combien d'entreprises sont concernées par des grèves dans le pays, quel type d'entreprises, de quelle taile, qui y participent, quelles couches de travailleurs, sur quelles revendicatons, comment ces grèves sont organisées, par qui, qui les soutiennent, sinon on parle à tort et à travers ou dans l'impossibilité de se faire une idée suffisamment précise de la situation pour déterminer quelles tâches et objectifs les travailleurs peuvent se fixer et quels moyens ils doivent adopter pour les réaliser et les atteindre, qu'est-ce qu'on peut leur proposer en fonction de ces facteurs.

Puisque personnellement je n'en sais rien, je n'irai pas plus loin que ce qui a été évoqué plus haut, à savoir que seule une grève illimitée valait le coup d'être adoptée dans tous les cas de figure, encore faut-il qu'elle le soit par la majorité des travailleurs des entreprises ou des administrations et non par des syndicats.

Pourquoi ces précisions ou rappels ?

Parce qu'il semblerait que certaines grèves et certains blocages ont un contenu corporatiste pour lequel la mobilisation pour le retrait de la loi Travail n'est qu'un prétexte, et il y a fort à parier que ces grèves et blocages cesseront dès que les directions des grandes entreprises ou des multinationale ou encore le gouvernement aura lâché quelque chose sur leurs revendications catégorielles, laissant ainsi passer la loi Travail qui ne frappe pas directement l'aristocratie ouvrière.

Les esprits malintentionnés nous accuseront sans doute de se référer à un argument avancé par la réaction, voire de soutenir la réaction... Ce genre de procédé détestable qui relève de l'amalgame et de la calomnie nous laisse indifférent pour y être habitué, car ce n'est pas parce que la réaction en a fait usage dans un but déterminé, qu'on devrait se passer de l'évoquer dans notre analyse de la situation puisqu'il en fait partie, sauf à raconter des histoires aux travailleurs et aux militants ou à déformer la réalité.

Quand on lit les discours des uns et des autres, on ne peut pas dire que la rigueur soit leur point fort, on a plutôt la désagréable impression d'avoir à faire à des gens qui se contentent comme toujours de généralités et de formules, de mots d'ordre plaqués sur la réalité, qu'ils présentent comme cela les arrange et non telle qu'elle est vraiment, ce qui ne peut qu'induire en erreur, soulever un enthousiasme inconsidéré chez les militants qui sera rapidement suivi de désillusions dévastatrices pour leur moral et la suite de leur combat, procédé que nous réprouvons pour nous avoir mené là où nous en sommes.

Comme quoi il y a des illusions qui durent moins longtemps qu'il n'en faut pour lire un tract.

- Martinez (CGT) salue la reprise du dialogue avec le gouvernement - AFP

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a salué mardi la reprise" du dialogue avec le gouvernement sur le projet de loi travail, jugeant que "quand on se parle, c'est quand même mieux", lors d'un déplacement à Fougères (Ille-et-Vilaine). AFP 31.05

Entre nous, c'est à ceux qui appellent Martinez et Mailly à rompre avec le gouvernement qui feraient bien de commencer par rompre avec eux, cela ne concerne pas seulement les lambertistes.

La nuit porte conseil ou le monde appartient à ceux qui se lèvent tôt.

- Le mouvement Nuit Debout s'est-il couché? - Huffington Post 31.05

Quand la vérité sort de la bouche des idéologues acquis au capitalisme.

- Trop de fainéants ou pas assez d'emplois en France ? - Atlantico.fr

Eric Heyer directeur du Département analyse et prévision depuis 2015 à l'OFCE, et Nicolas Goetzmann est responsable du pôle Economie pour Atlantico.

- Aujourd'hui, c'est la faiblesse de la demande qui empêche les embauches.

LVOG - Le chômage de masse, la précarité et la pauvreté, les salaires ou retraites misérables qui concernent des millions de travailleurs et leurs familles.

- Aujourd'hui, c'est bien le manque de travail qui caractérise l'économie française, et non la fainéantise supposée de sa population.

LVOG - S'ils le disent, pour une fois on peut les croire.

- Aujourd'hui, les entreprises n'embauchent pas parce qu'elles sont contraintes par leurs carnets de commandes et le chômage est essentiellement un chômage involontaire.

LVOG - Cela ne s'invente pas effectivement.

- Le discours anti-assistanat trouve son écho le plus fort chez les retraités, comme le révélait un sondage IFOP sur la réforme de l'indemnisation du chômage, ou seuls les plus de 65 ans étaient majoritairement favorables (53%) à une baisse des allocations et à raccourcir la durée d'indemnisation. Le fait est que les plus de 65 ans n'ont jamais véritablement connu une crise de cette nature.

LVOG - Il en a toujours été ainsi. Dans les années 70, quand il n'y avait pas de chômage de masse, je refusais d'accepter n'importe quel emploi et un salaire misérable, bien que je sois finalement contraint de les accepter, mon père me traîtait déjà de fainéant.

- Il existe donc bel et bien une incompréhension générationnelle, où des grands parents sont confrontés à des enfants, ou à des petits enfants qui ne trouvent pas d'emploi, et qui ne peuvent pas s'imaginer qu'il n'y a pas d'emploi à trouver. atlantico.fr 31.05

LVOG - C'est faux ou plutôt, ils instrumentalisent un rapport qui n'est pas nouveau pour dresser les générations les unes contre les autres, diviser pour mieux régner.

Derniers développements de l'actualité liée à la loi Travail.

- Pierre Gattaz accuse les syndicalistes d'agir en "terroristes"

Le président du Medef, Pierre Gattaz, se livre dans le Monde de mardi à une nouvelle charge contre les syndicalistes opposés au projet de loi Travail, CGT en tête, qu'il accuse de pratiquer la "terreur" et de se comporter comme des "terroristes".

Le patron du Medef parle même de "dictature stalinienne" pour qualifier la décision du syndicat du livre-CGT de bloquer la parution de la plupart des quotidiens jeudi dernier, lors d'une huitième journée de mobilisation.

Selon le Syndicat de la presse nationale, la CGT a agi ainsi en guise de représailles au refus de ces journaux de publier une tribune du numéro un du syndicat, Philippe Martinez.

Mené par la CGT mais aussi Force ouvrière (FO), le front des opposants au projet de loi porté par Myriam El Khomri a durci ces dernières semaines le mouvement, en multipliant les appels à la grève dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, et dans les transports.

"Il faut tout faire pour ne pas céder au chantage, aux violences, à l'intimidation, à la terreur. Ce n'est pas ma conception du dialogue social mais c'est visiblement celle de la CGT", juge Pierre Gattaz dans le Monde.

"Faire respecter l'Etat de droit, c'est faire en sorte que les minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes, ne bloquent pas tout le pays", ajoute-t-il.

D'après le président du Medef, "ces blocages, qui sont la plupart du temps illégaux, vont créer du chômage. C'est pourquoi nous demandons le retour de l'Etat de droit."

Pierre Gattaz avait déjà évoqué vendredi dernier des "méthodes de voyous", sans aller aussi loin dans la condamnation des actions menées par la CGT.

Dans le Monde, il exhorte à nouveau le gouvernement à ne "surtout pas toucher à cet article 2", lequel contient la disposition consacrant la primauté des accords d'entreprise, la plus controversée du projet de loi.

"Si (l'article 2) disparaissait, nous demanderions le retrait du projet de loi", prévient Pierre Gattaz.

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a qualifié lundi de "scandaleux" les propos du patron du Medef et a même évoqué sur RTL une éventuelle plainte pour diffamation. Reuters

- Le Medef invite les entreprises à porter plainte - Reuters

Le Medef a invité mardi les entreprises victimes de blocages dans le cadre du mouvement contre le projet de loi Travail à porter plainte pour délit d'entrave à la liberté de travail.

Dans un communiqué intitulé "halte aux blocages et aux méthodes de voyous", l'organisation patronale précise qu'elle a mis en place une cellule de crise pour accompagner les entreprises souhaitant s'engager dans cette démarche.

"On ne peut plus accepter les actions qui conduisent à bloquer l'économie", déclare le président du Medef, Pierre Gattaz, dans ce communiqué.

"Je regrette que le Medef n'ait pas la capacité à agir directement contre ces actions scandaleuses", ajoute-t-il. "J'incite néanmoins les entreprises à se mobiliser juridiquement dans le respect de la loi."

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, a annoncé mardi qu'il avait porté plainte pour diffamation contre Pierre Gattaz, qui avait estimé la veille que le syndicat avait des méthodes de "terroristes". Reuters 31.05

- Hollande sur la loi Travail: "Le projet de loi ne sera pas retiré" - AFP

L'article 2, qui consacre la primauté de l'accord d'entreprise sur la convention de branche en matière d'aménagement du temps de travail, "prévoit que l'accord d'entreprise, pour être valide, devra être approuvé par les syndicats qui représentent une majorité de salariés. C'est un verrou très sérieux", estime le chef de l'Etat dans un entretien à paraître mardi dans le quotidien Sud Ouest.

Quant au projet de loi, "ce texte assure de meilleures performances pour les entreprises et offre des droits nouveaux aux salariés. C'est parce que c'est une loi de progrès utile à notre pays que je considère qu?il est nécessaire de le mener jusqu?à son terme", souligne-t-il.

- Blocages : le plan de sortie de crise du gouvernement - Francetv info

François Hollande et le gouvernement ont un scénario en tête pour sortir du blocage : ne rien céder sur la loi El Khomri mais lâcher de lest sur les conflits annexes. Francetv info

- Loi Travail: en coulisses, les cadeaux du gouvernement aux syndicats - L'Express.fr

SNCF, RATP, aviation civile... Une nouvelle semaine de contestation contre le projet de loi Travail débute ce lundi. Pour le moment, l'exécutif promet de ne pas céder sur le contenu du texte, en particulier sur l'article 2. Et mise sur les négociations sectorielles.

Déminer, étape par étape, chacune des négociations sectorielles à l'origine de la crise sociale qui secoue le pays depuis des semaines. Tel est, aujourd'hui, le défi du gouvernement pour tenter d'en finir avec les manifestations et autres opérations de blocage contre la loi El Khomri. Il ne pouvait sans doute en être autrement, depuis que François Hollande et Manuel Valls ont tous deux exclu toute réécriture de l'article 2 du projet de loi, malgré les appels du pied de Bruno Le Roux ou encore de Michel Sapin. L'Express.fr

- Intermittents : l'Etat met la main à la poche pour calmer la fronde - Liberation.fr

L'accord trouvé au sein de la profession du spectacle ne produirait pas assez d'économies, selon le Medef et la CFDT. Le Premier ministre assure que le gouvernement comblera le trou. Liberation.fr

- Grève à la SNCF : le gouvernement plie face aux syndicats - Francetv info

Face aux mouvements sociaux qui font rage dans plusieurs secteurs, le gouvernement a reculé sur l'essentiel des conditions de travail des cheminots.

Guillaume Pépy négocie cette réforme depuis plusieurs mois et comptait dessus pour "redonner de la compétitivité à l'entreprise". Mais le gouvernement a fait le choix d'éteindre cette contestation et a repris la main pour tenter de négocier un accord avec certains syndicats.

Ces négociations suffisent "pour que la CFDT, très bien représentée chez les conducteurs, renonce à cette grève" selon la journaliste, et un autre syndicat pourrait peut-être suivre. Restent la CGT, premier syndicat de la SNCF, et Force ouvrière, qui sont aussi mobilisées contre la loi El Komri, qui ne concerne pas les cheminots. Difficile de savoir si elles pourront emmener leurs troupes sur ces thèmes. Francetv info

- Manuel Valls veut prévenir une nouvelle crise des intermittents - Reuters

François Hollande renonce à amputer le budget de la recherche de 134 millions d'euros

Des prix Nobel avaient dénoncé dans une tribune ces coupes budgétaires qui "s'apparentent à un suicide scientifique et industriel". Francetv info

- Pilotes d'Air France : «On en est réduits à faire grève» - Liberation.fr

A quelques jours de l'Euro, alors que les préavis de grève persistent dans les transports publics, le principal syndicat de pilotes d'Air France a voté à une très large majorité le principe d'arrêts de travail de longue durée pouvant excéder six jours. Liberation.fr

- Loi travail : blocage de la plus grosse usine de traitement des déchets de la région parisienne - Liberation.fr

Une centaine d'éboueurs et égoutiers, agents territoriaux de la ville de Paris, bloquent depuis lundi matin le centre de traitement de déchets d'Ile-de-France à Ivry-sur-Seine/Paris 13, (Val-de-Marne) «face au jusqueboutisme du gouvernement» dans sa volonté d'imposer le projet de loi El Khomri, a-t-on appris de sources concordantes. «Rien ne rentre et rien ne sort», a déclaré à l'AFP Baptiste Talbot, de la CGT services publics. Liberation.fr

- Education : les salaires de tous les enseignants vont être augmentés - Francetv info

Les enseignants vont bénéficier d'un milliard d'euros par an de revalorisations salariales et les salaires vont augmenter à tous les niveaux.

Tous les enseignants vont être augmentés progressivement d'ici à 2020, avec un bonus spécial pour ceux qui exercent en zone d'éducation prioritaire. Un moyen de revaloriser le métier et de susciter de nouvelles vocations. Cette augmentation mensuelle brute représentera 86 euros pour un professeur de collège en début de carrière, 123 euros après 20 ans d'ancienneté et 912 euros par mois en fin de carrière dans un établissement difficile. Francetv info

Ils savent ce qu'ils font, à qui ils s'adressent et comment il faut s'adresser à eux... Après qu'on ne vienne pas m'accuser de l'inventer, cela ne s'invente pas, cela se passe sous nos yeux, il suffit de les ouvrir pour saisir le sens de la manoeuvre. On en recausera dans quelques jours.

En famille au chevet des institutions.

- Elections: de nouvelles règles d'inscription, outil anti-abstention? - AFP

Pour tenter de réduire l'abstention mais aussi s'adapter à des Français plus mobiles, l'Assemblée nationale a voté mardi trois propositions de loi PS-LR consensuelles réformant les règles d'inscription sur les listes électorales, mais seulement après 2017.

Les propositions de loi, dont deux organiques, devraient être débattues en juin au Sénat, dans l'espoir d'une adoption définitive en juillet, lors de la session extraordinaire du Parlement.

"Alerte pour la vitalité de notre démocratie", près de 6,5 millions d'électeurs sont "mal-inscrits", dans un bureau ne correspondant plus à leur lieu de résidence effective, et 3 millions sont "non-inscrits" sur les listes, selon les auteurs des textes, une députée socialiste, Elisabeth Pochon, et un LR, Jean-Luc Warsmann.

La France compte quelque 45 millions d'inscrits sur les listes électorales.

Mesure phare des propositions applicables entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018, il sera possible de s'inscrire jusqu'à 30 jours avant un scrutin, quelle que soit sa date. La première année d'application, ce délai pourrait être de 45 jours en cas de difficultés.

Dans un hémicycle dégarni, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a exprimé le "soutien sans réserve" du gouvernement mais aussi du président de la République à une "réforme structurelle" et d'esprit "bipartisan" pour "lutter contre l'abstention, qui mine notre démocratie".

S'il est positif de "favoriser la participation aux élections", l'orateur du Front de Gauche, Marc Dolez, a prévenu que cela ne suffira pas à contrer "la crise démocratique" détournant une importante proportion de Français des urnes.

En France, la réforme n'aura pas d'influence sur la présidentielle et les législatives de 2017.

L'application de la panoplie de mesures est prévue au plus tard le 31 décembre 2018.

La liste électorale sera gérée nationalement, avec un répertoire unique tenu par l'Insee.

Les mairies n'auront qu'à faire une extraction pour avoir leur liste électorale communale, mais les maires continueront à gérer les inscriptions, compétents pour les inscriptions et radiations.

La révision annuelle de la liste électorale communale sera supprimée, au profit d'une révision permanente, "au fil de l'eau", selon la formule de M. Warsmann.

Et la condition d'attache à la commune sera réduite de 5 à 2 ans.

Entre autres modifications, les personnes ayant acquis la nationalité française seront inscrites d'office, comme aujourd'hui les jeunes atteignant 18 ans.

Les jeunes devenant majeurs entre les deux tours d?une élection pourront participer au second tour.

Dans les retouches faites dans l'hémicycle, il a été permis, sur initiative du LR Sébastien Huyghe, aux moins de 26 ans de rester inscrits dans la commune de leurs parents. AFP 31.05

Donc, si on ajoute aux plus de 20 millions d'électeurs qui se sont abstenus ou qui ont voté blanc lors des derniers scrutins, les 6,5 millions d'électeurs "mal-inscrits" et les 3 millions qui sont "non-inscrits" sur les listes électorales, on atteint ou dépasse les 30 ou 33 millions d'électeurs sur un total de 54,5 millions qui rejettent les partis institutionnels. Du coup la question sommes-nous en démocratie ne se pose même plus.

Des sans-dents aux sans-jambes.

- Les voitures d'avant 1997, interdites de circulation dans Paris à partir du 1er juillet - LeMonde.fr

Le nouveau classement des véhicules par vignettes va finalement être publié. Les véhicules les plus polluants seront bien mis à l'index. LeMonde.fr

Qui peut encore rouler avec une aussi vieille bagnole, sinon les plus pauvres...

Bienvenue en oligarchie.

Attention, rubrique à déconseiller aux esprits faibles, déséquilibrés ou déjà très perturbés.

- Alain de Botton, thérapeute du bonheur

Cet auteur anglo-suisse, qui se définit comme « philosophe du quotidien », a fait de la recherche de l'épanouissement personnel un business florissant. LeMonde.fr

Le malheur des uns, fait le bonheur des autres, c'est bien connu... A moins que ceux qui regorgent de fric soient si blasés que même le bonheur leur est refusé, c'est peut-être la seule chose qui n'a pas de prix ou qu'ils ne peuvent pas se payer, c'est dommage, leur cynisme se retourne contre eux, ce qui est le juste retour des choses. Un vrai bonheur, n'est-ce pas !

- Qui a dit ces phrases sexistes: un journaliste ou un coach en séduction?

Les éditorialistes font régulièrement des sorties qui désespèrent les défenseurs des droits des femmes. Jusqu'à ce que l'on confonde leurs déclarations avec celles de coachs en séduction? Testez par vous-même. Pour aller directement au quiz, cliquez ici. Slate.fr

La milice de l'inquisition veille jour et nuit sur vos pensées...

Sans rire, ils ont développé exactement le même état d'esprit que les inquisiteurs ou plus près de nous que les fascistes, qui se livraient à des pogroms et des autodafés, des assassinats d'intellectuels, d'artistes, etc. sur la base de dénonciations ou de vengeances basses ou aveugles... Mais Slate ne risque pas la censure sur le Net...

- Retour en grâce de la MDMA, la « drogue de l'amour »

Plus connue quand elle se trouve sous la forme d'ecstasy, cette drogue ne détrône pas le cannabis en termes de consommation en Europe, mais elle talonne la cocaïne. LeMonde.fr

Vite, jetez-vous dessus !

- Le vocabulaire de la présomption d'innocence peut aussi se retourner contre les femmes

Les termes «victime présumée» semblent insinuer que les femmes ne sont pas vraiment victimes, s'inscrivant ainsi dans une longue histoire des violences faites aux femmes où elles étaient systématiquement considérées comme des menteuses. Slate.fr

Inimaginable, seuls les hommes mentent! Eux, ils sont présumés coupables et c'est normal. Question : Voudraient-ils nous dégoûter des femmes ? C'est raté !

- Cette sociologue sait pourquoi vous swipez à droite ou à gauche sur Tinder

Jessica Carbino travaille chez Tinder et doit comprendre pourquoi telle ou telle personne vous plaît ou non. Sur Tinder, tout se joue en quelques secondes. Le profil d'un autre membre apparaît sur votre écran et vous devez décider si cette personne vous plaît ou non. Slate.fr

Ils parlent en quelle langue ici ?

- Le gouvernement chinois appelle à un changement de régime... alimentaire

Selon Pékin, les Chinois consomment beaucoup trop de viandes. À Pékin, le gouvernement vient de lancer un appel pour que les 1,3 milliard de Chinois limitent leur consommation de viande, raconte Quartz. Slate.fr

Pourquoi, il ne vous plaît pas le régime chinois, c'est pourtant lui qui finance la dette abyssale américaine et son économie de guerre...

- Non, Hillary Clinton ne va pas planter sa campagne - Slate.fr

Un voeu à haute voix de la pire réaction...

- Ne prenons pas nos désirs de vaincre l'État islamique pour la réalité - Slate.fr

Le livre de Scott Atran «L'État islamique est une révolution» et le film de Bernard-Henry Lévy «Peshmerga» nous rappellent opportunément que, pour vaincre une idéologie comme celle de Daech, la volonté de combattre est essentielle. Nous avons la mémoire courte, très courte. Les manifestations et les grèves, les violences urbaines et la lutte des classes ont effacé de notre quotidien la menace terroriste, la guerre que nous menons, soi-disant, depuis plus de six mois contre l'État islamique (EI).

Mais c'est une illusion que de croire que «nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts», pour paraphraser la phrase tristement célèbre prononcée en septembre 1939 par Paul Reynaud. (...) Nous rappeler cette réalité, c'est tout le mérite d'un petit livre de l'universitaire franco-américain Scott Atran titré L'État islamique est une révolution et du film Peshmerga, très réussi, de Bernard-Henry Lévy. (Qui en douterait franchement, les Peshmerga sont encadrés par les sionistes et oeuvrent à la dislocation de la Syrie. - LVOG)

Le livre de Scott Atran nous montre la nature réellement révolutionnaire de l'EI: la volonté de combattre et de se sacrifier des hommes et des femmes qu'il recrute portés par des «valeurs sacrées». Le documentaire de BHL renforce cette analyse en prouvant que, pour faire front, dans tous les sens du terme, et vaincre les djihadistes, la volonté de se battre est la première arme. Les seuls à la posséder aujourd'hui avec au moins autant de force que les fanatiques de l'État islamique sont les peshmergas kurdes. (Traduire, Israël. Lire à ce sujet les articles qui ont été publiés par le Réseau Voltaire. - LVOG)

L'islamisme radical n'est pas un simple nihilisme (...) , c'est une vision des choses réconfortante, mais qui ne correspond pas à la réalité. Bien sûr, il y a des marginaux et des délinquants qui rejoignent l'EI, tout comme il y en avait dans les rangs des SA et des bolchéviques, mais sa dynamique et son succès reposent sur un projet profondément séduisant car il est le seul aujourd'hui qui se propose de changer le monde. (...)

L'EI est au djihadisme ce que le bolchevisme était au communisme. En construisant un État central attaqué de toutes parts mais qui résiste, il a mangé al-Qaida de la même façon que les bolcheviques ont absorbé et annihilé les anarchistes et les mencheviks. Slate.fr 30.05

L'amalgame ordurier SA et bolchéviques, al-Qaida et bolchéviques, laisse à penser que le bolchevisme leur inspire toujours la même terreur, alors pour ne pas les contredire ou leur être agréable, nous avouons qu'ils ont raison, car en cas de révolution on ne donnerait pas cher de leurs peaux.

- 9 mois après Aylan, une nouvelle photo de bébé migrant noyé choque le monde

Une photo comme une tragique piqûre de rappel. Quasiment neuf mois après celle d'Aylan Kurdi, cet enfant syrien retrouvé mort sur une plage turque dont les images avaient ému le monde, c'est la photo d'un bébé noyé qui suscite la tristesse et la consternation. Le Huffington Post

Et c'est bien sûr une saloperie d'ONG qui en est à l'origine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Otan

- L'Otan appelle les alliés à se préparer face à "la menace potentielle" de la Russie - Francetv info

C'est une déclaration qui va relancer le débat sur un éventuel retour de la guerre froide avec la crise en Ukraine. L'assemblée parlementaire de l'Otan a appelé, lundi 30 mai, les alliés à se tenir prêts à répondre à "la menace potentielle" de la Russie contre l'un d'entre eux.

"Le défi en provenance de la Russie est réel et sérieux", a déclaré l'Américain Michael Turner, président de l'assemblée qui a réuni quelque 250 parlementaires des 28 pays membres de l'Alliance, à l'issue d'une session de trois jours à Tirana.

La déclaration adoptée à l'unanimité déplore "l'usage de la force par la Russie contre ses voisins et les tentatives d'intimidation des alliés" de l'Otan. Dans ces circonstances, l'Otan "n'a pas d'autre choix que de considérer l'éventualité d'une action agressive de la Russie contre un membre de l'Alliance comme une menace potentielle, et d'adopter des réponses adaptées et proportionnées", ajoute la déclaration.

La déclaration appelle également les alliés à "fournir des garanties" aux pays membres, situés notamment à l'est de la zone Otan, qui estiment que leur sécurité est menacée. Francetv info 31.05

Commentaire d'un internaute.

- "'Otan "n'a pas d'autre choix que de considérer l'éventualité d'une action agressive de la Russie contre un membre de l'Alliance comme une menace potentielle, et d'adopter des réponses adaptées et proportionnées"..... trop fort de la part du va-t-en guerre US.

Tout est dit ! Belle démonstration de la technique du retournement qui consiste à accuser celui que l'on vise des forfaitures que l'on commet."

2- Brésil

2.1- Le gouvernement brésilien à nouveau ébranlé par un scandale - Reuters

Le ministre chargé de la lutte contre la corruption du nouveau gouvernement brésilien a dû se défendre à son tour lundi d'implication dans un scandale de corruption qui ébranle le pays depuis des mois.

Fabiano Silveira, ministre de la Transparence, est le deuxième membre de l'administration du président intérimaire Michel Temer à faire l'objet de soupçons. Plusieurs centaines d'employés de son ministère lui ont interdit lundi l'accès au bâtiment puis ont défilé en direction du palais présidentiel pour réclamer son départ.

La semaine dernière, Romero Juca, sénateur nommé ministre de la Planification dans le gouvernement intérimaire, avait déjà été contraint à la démission.

Michel Temer s'en défend. Mais les révélations accablant son ministre de la Transparence, une semaine après la démission de son ministre de la Planification, noircissent le tableau et donnent des arguments aux pro-Rousseff, pour lesquels l'administration intérimaire n'a pas de légitimité.

Les accusations portées contre le ministre de la Transparence découlent de conversations enregistrées à son insu il y a plus de trois mois et révélées dimanche soir par la chaîne de télévision Globo.

On y entend Fabiano Silveira critiquer les procureurs chargés de l'enquête sur l'existence de ce vaste réseau de surfacturations et de corruption autour de Petrobras et expliquer au président du Sénat, Renan Calheiros, comment se défendre au mieux.

D'après Globo TV, d'autres enregistrements suggèrent que le ministre a tenté à plusieurs reprises d'obtenir des procureurs des informations sur le déroulement de leur enquête et en aurait fait part à Calheiros. Silveira était alors conseiller du Conseil de justice nationale, chargé de superviser le fonctionnement de la justice brésilienne.

Un porte-parole du ministre a confirmé la réalité de ces conversations mais a assuré que les extraits avaient été sortis de leur contexte. De source gouvernementale, on indique que Silveira restera en fonction.

2.2- Le patron de Petrobras présente sa démission - Reuters

Aldemir Bendine, le directeur général de Petroleo Brasileiro SA (Petrobras), a présenté lundi sa démission au conseil d'administration de la compagnie pétrolière publique brésilienne, au coeur d'un scandale de corruption, et il devrait être remplacé par Pedro Parente, a déclaré lundi à Reuters une source proche du dossier.

Agé de 63 ans, Pedro Parente, ingénieur de formation, a été ministre du Plan et chef du cabinet présidentiel pendant la présidence de Fernando Henrique Cardoso.

Il a dirigé la filiale brésilienne du géant américain du négoce de matières premières Bunge et préside actuellement le groupe BM&F Bovespa, le premier opérateur boursier du Brésil.

Il a déjà siégé au conseil d'administration de Petrobras lorsque Fernando Henrique Cardoso présidait le pays. Reuters 31.05

3- Venezuela

- Latam, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, suspend ses vols vers le Venezuela - AFP

Après l'allemande Lufthansa, Latam, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine, a annoncé lundi qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre ses vols à destination du Venezuela, en raison de la crise économique qui frappe ce pays.

Invoquant le "scénario macroéconomique complexe que traverse la région", Latam "suspend pour une durée non définie ses opérations à l'aéroport international Simon Bolivar de Caracas", indique le communiqué de la compagnie, née de la fusion de la chilienne LAN et de la brésilienne TAM. AFP

ECONOMIE

OCDE

L'OCDE au chevet de la productivité en berne des pays du G20 - Libération.fr

Cet enjeu est le thème central des deux jours du forum de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui a ouvert ses portes ce mardi, à Paris.

Au menu des discussions : la faible croissance de la productivité des économies du G20. Le dernier exemple vient des Etats-Unis. La première puissance économique mondiale a beau multiplier les embauches à tour de bras, frôler le plein-emploi avec un taux de chômage d'à peine 5%… Rien n'y fait, sa productivité enchaîne les records de baisse. Elle n'a augmenté que d'un petit 0,3 % en 2015, soit un niveau cinq fois inférieur à la normale. «C'est un rythme absolument misérable», a commenté la présidente de la banque centrale américaine (Fed), Janet Yellen, vendredi à Harvard.

Les autres pays du G20 ne sont pas en reste. Selon les données de l'OCDE, la hausse annuelle de la productivité des économies les plus riches (pays émergents compris) est passée de 2 % en moyenne entre 1990 et 2000 à 0,9 % entre 2007 et 2014. Et la chute se poursuit en 2016 avec une petite hausse de 0,7%. La faute à la crise, «dont les séquelles sont toujours visibles», estime Angel Gurria, secrétaire général de l'OCDE. «Croissance atone, chômage obstinément élevé dans plusieurs pays, échanges et investissement en berne, et perte de confiance profonde de la part des citoyens. Toute perspective de voir les économies avancées ou émergentes renouer résolument avec la croissance s'éloigne depuis un an», ajoute-t-il.

«L'énigme de la croissance»

Or, la faiblesse de la demande dans la plupart des pays de l'OCDE freine l'investissement. Et c'est ce dernier, estime l'organisation, qui est source de hausse de la productivité… et donc de croissance et de richesse des économies. «Il faut donc entamer des réformes», suggère le secrétaire général de l'OCDE qui pointe des économies dont la croissance économique est freinée aussi par un creusement durable des inégalités de chances, de patrimoine, de revenus et de bien-être. «Tandis que les riches sont devenus plus riches, les classes moyennes, presque partout en diminution, n'ont enregistré au mieux qu'une faible amélioration de leurs revenus, et de nombreux bas salaires ont sombré dans la pauvreté. Depuis trente ans, jamais la croissance de la productivité n'a été aussi faible et les inégalités salariales aussi importantes», a-t-il déclaré. «Le poids croissant de la finance dans l'économie mondiale pourrait avoir détourné l'investissement des activités productives et provoqué une plus forte concentration de la richesse au sommet de la distribution des revenus», s'interrogent les experts du château de la Muette.

Le ralentissement de la croissance de la productivité aurait affecté tous les secteurs de l'économie. «Il est particulièrement marqué dans les industries où les dernières innovations technologiques et numériques devaient procurer le plus de bénéfices tels que les secteurs de l'information, de la communication, de la finance et de l'assurance», précise Angel Gurria.

«Stagnation séculaire» ou difficultés à quantifier

Aujourd'hui, deux écoles s'opposent pour expliquer cette baisse de la productivité. La première est plutôt du côté des tenants de la «stagnation séculaire». Dans le sillage de deux économistes américains (encore) Robert Gordon ou Larry Summers, ces derniers estiment que le progrès technique engendré par la révolution numérique n'a pas le même pouvoir de transformation que

les précédentes révolutions industrielles, celles qui furent engendrées pendant les Trente glorieuses. Pendant ce régime de croissance qualifié de «fordiste», la combinaison du travail et du capital débouchait sur une production de masse, une consommation de masse… Le tout sur fond de progrès technique, de transformations des organisations du travail et de partage (plus équitable) de la valeur ajoutée entre d'un côté les actionnaires et de l'autre les salariés.

A la fin des années 70, ce régime fordiste entre en crise et sera vite remplacé par celui où finance et dérégulation donnent le «la» dans la plupart des économies. Et c'est justement ce nouveau modèle qui va rencontrer les fameuses TIC (technologies de l'information et de la communication). Bien sûr, ces technologies créent elles aussi une rupture, mais pas aussi forte que celle engendrée par le fordisme… La productivité augmente, mais par palier seulement. Tandis que celle du fordisme était en constante augmentation.

La seconde école suggère une autre explication. Et si la productivité était simplement moins facile à mesurer aujourd'hui qu'hier ? Et de mettre en avant un monde où les économies sont (de plus en plus) dominées par les services dont la productivité ne peut se mesurer par une production horaire. Sans vraiment prendre part pour l'une ou l'autre des deux thèses, l'OCDE préfère s'en remettre à des vieilles recettes : investir toujours plus. Dans l'espoir qu'un jour peut-être… Libération.fr 31.05

Je n'ai plus le temps de commenter cet article, on verra cela demain. Ils augmentent la productivité en créant sans cesse de nouveaux besoins, c'est un élément de réflexion.

Haut de page

Le 3 juin 2016

CAUSERIE

A lire dans la rubrique *Articles d'actualité* : ATTAC et ses relations avec les puissances globalistes. (29.05)

Courriel adressé à Arrêt sur Info le 3 juin 2016.

Bonjour,

Vous n'êtes pas à la fin de vos "découvertes" !

Silvia Cattori : Nous découvrons coup sur coup – ce qui nous avait échappé à l'époque, en 2010 – qu'il y a une caste de vrais racistes qui peuvent tout se permettre. Que la haine qu'ils peuvent distiller, les calomnies les plus violentes pour diffamer des peuples ou des individus, ne sont pas un obstacle à leur ascension. (« La Suisse, cette pute » : la dernière pitrerie de Yann Moix) Il se trouve que l'article Qui sont les faiseurs d'opinion en France ? par Youssef Hindi, publié le 31 mai 2016 par Arrêt sur Info, participe comme beaucoup d'autres publiés par votre portail à la désinformation que vous dénoncer par ailleurs.

Comment ? De par la crasse ignorance dont a fait preuve son auteur ou son anticommunisme primaire, hystérique qui l'aveugle ou dont il fait commerce, qui à l'instar de Porochenko par exemple ou bien des dirigeants occidentaux acquis au néolibéralisme, consiste à réaliser un amalgame ordurier entre communisme et stalinisme dans ses différentes versions (russe, chinoise, albanaise, cubaine, etc.), en présentant Benny Levy et Louis Althusser, l'Union des étudiants communistes, l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes, la Gauche prolétarienne, comme des "marxo-trotskistes", alors qu'ils ont toujours été les pires ennemis du marxisme et du trotskysme, du socialisme ou du communisme.

On pourrait faire un parallèle avec le procédé employé par les médias mainstream qui diabolisent Poutine en le présentant comme un descendant des bolcheviks sanguinaires ayant inspiré Daesh ; je viens de lire un article de Slate.fr sur ce thème (Ne prenons pas nos désirs de vaincre l'État islamique pour la réalité publié le 30 mai), ou encore, Le Point ayant assimilé la CGT à ces barbares fabriqués par les Etats-Unis (Editorial de Franz-Olivier Giesbert publié le 1er juin). A qui profite le crime, sinon à l'impérialisme américain, aux tenants du capitalisme. Puisque le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme, et que manifestement la quasi-totalité des médias dits alternatifs ou anti-impérialistes ne veulent pas en entendre parler ou haïssent le socialisme par ignorance, pour ne pas avoir pris la peine de l'étudier, ils en viennent à adopter eux-mêmes ou à reproduire cet amalgame qui relève de la falsification de l'histoire de la lutte des classes, considérant que le capitalisme est indépassable comme s'il existait de toute éternité, impasse, impuissance ou inanité politique à laquelle conduisent fatalement la totalité de leurs analyses quand ils ne s'en remettent pas à l'ONU inféodée aux Etats-Unis, trahissant au passage la confusion extrême dans laquelle se trouvent ces journalistes ou intellectuels pour être consciemment ou non sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante, appelant de leurs vœux le retour à un capitalisme plus présentable ou tel qu'il existait il y a quatre ou cinq décennies en arrière, alors que tous les peuples étaient soumis à la même exploitation et oppression qu'aujourd'hui ou que des guerres sévissaient un peu partout dans le monde, mais dont l'écho semble-t-il était moins bruyant que de nos jours et les

rendant plus supportables à ceux qui n'en étaient pas directement les victimes ou pire, qui en profitaient car vivant confortablement ou sans que cela dérange plus que cela leur bonne conscience, en tout cas pas au point de chercher une issue politique à la crise du capitalisme ou en arriver à la conclusion qu'il fallait absolument l'abolir.

Ce qui est dommage, car outre que ce procédé porte atteinte à l'image ou à la crédibilité de ces médias alternatifs, les lecteurs seront portés à douter de la véracité des informations qu'ils publient ou ils hésiteront à deux fois avant d'en faire usage ou de les partager avec le plus grand nombre, pour ne pas dire qu'ils ne leur seront d'aucune utilité pour comprendre la situation.

Précision, il n'existe par d'autre alternative au capitalisme que le socialisme, parce qu'entre la propriété privée des moyens de production et la propriété collective des moyens de production, il n'existe pas d'autre type de propriété ou de mode de production et de répartition des richesses possible. Cela fait plus de deux siècles qu'il y en a qui s'acharnent à en trouver ou à en inventer un autre, en vain.

C'est là le nœud du problème que la civilisation humaine a à résoudre de toute urgence. Et si elle en était incapable, l'humanité serait vouée indéfiniment au chaos et à la guerre, à la barbarie ou jusqu'à ce qu'elle disparaisse.

Le non-droit social : Promis, c'est le bonheur.

Le triste sort réservé au trois quart des travailleurs indiens qui sont employés dans l'économie dite informelle et l'agriculture plébiscité ou un miracle signé Ipsos.

Sans aucun droit, sans code du travail, sans contrat de travail, sans feuilles de paie, sans certificat de travail, sans agence pour l'emploi, sans allocation chômage, sans congés payés, avec un seul jour de repos par semaine, sans aucune protection sociale. Retenez bien cela avant de lire la suite.

Selon une enquête sur le bien-être au travail réalisée par Edenred-Ipsos en janvier 2016, sur 14 pays sélectionnés sur tous les continents dont les Etats-Unis et plusieurs pays de l'UE, ce serait les travailleurs indiens qui s'estimeraient bénéficier des meilleures conditions de travail.

No comment !

Ou si, un tout frais, il date d'avant-hier. Selvi (ma compagne) a été prise d'une violente douleur à l'estomac hier après-midi. Elle s'est rendue chez un médecin. Elle a pris un comprimé et elle est retournée travailler. Et comme elle s'était absentée près de deux heures, elle les a rattrapées sur le champ et je suis allé la chercher en scooter à 19h30 au lieu de17h30. J'enrageais !

On a envie de les buter, pas vous ?

Une piste de réflexion

- En Afrique, la dangereuse tentation des gouvernements parallèles - lemonde.fr

Pour louable qu'il paraisse dans des pays privés d'alternance politique, le projet de gouvernement parallèle n'en comporte pas moins des limites et des risques politiques.

En effet, rien n'indique, à ce stade, que les opposants pourront, au Tchad, au Congo ou à Djibouti, susciter le ralliement d'institutions régaliennes (armée, police, justice) et avoir le contrôle des régies financières (fisc, trésor, douanes). En clair, avoir la mainmise sur le nerf de la guerre. lemonde.fr 02.06

En France et dans tous les pays d'ailleurs, le mouvement ouvrier est bien trop corrompu pour envisager de former une sorte de gouvernement parallèle qui serait composé de délégués élus à partir d'assemblées populaires qui se réuniraient dans chaque grand ville, chaque département et fédérées à l'échelon nationale, créant une situation de double pouvoir posant la question : qui est légitime pour gouverner, quelle classe, de quel Etat avons-nous besoin pour réorienter la société en fonction des besoins des travailleurs...

De qui s'agit-il ?

Selon Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national du PCF présent à son 37ème congrès.

- "*Il s'est raillé à François Hollande dès 20H02, le soir du premier tour de la présidentielle de 2012, alors qu'il connaissait parfaitement son programme*"

Réponse : Mélenchon "en visite" au Congrès du PCF.

Une vidéo.

- Le monde selon Gates - Envoyé Spécial - France 2 - William Henry Gates III et Monsanto - l'Arnaque de la Fondation Bill et Melinda Gates.

http://www.dailymotion.com/video/xpho8g_le-monde-selon-gates-envoye-special-france-2-william-henry-gates-iii-et-monsanto-l-arnaque-de-la-fon_news

Le monde selon Gates. Documentaire de Jérémie Drieu et Jean-François Monier diffusé sur Envoyé Spécial. Sur l'alliance Gates et Monsanto à 21'. Sur les liens entre la Fondation et l'industrie de l'armement aller à 14'30. http://arretsurinfo.ch 26.05

Un aveu ou une confirmation. Quand l'impérialisme français soutient les barbares de Daesh et d'Al-qaïda.

- Pour Ayrault, l'opposition modérée en Syrie commence à poser problème - Par Sputnik News - Arrêt sur Info

Gérard Bapt, député PS et président du groupe d'amitié France-Syrie, s'est entretenu ce matin avec Jean-Marc Ayrault au sujet d'Ahrar Al-Sham et Jaysh al-Islam, deux groupes impliqués dans le récent massacre de Zara'a, mais bizarrement absents de la liste des groupes terroristes. Le député livre les résultats de cet entretien à Sputnik.

Gérard Bapt a adressé une lettre qui n'est pas encore ouverte au ministère des Affaires étrangères concernant le massacre du 12 mai de Zara'a, indiquant que les « groupes responsables n'étaient ni Daech ni Al-Nosra, mais un conglomérat parmi lesquels on trouve surtout Ahrar Al-Sham et Jaysh al-Islam, que les Occidentaux ont refusé d'inscrire lors d'une récente réunion au Conseil de sécurité de l'Onu sur la liste des organisations terroristes.

Lors d'une réunion du groupe socialiste qui a eu lieu ce matin, le président du groupe d'amitié France-Syrie a interpellé à ce sujet le ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault.

« Il m'a répondu très honnêtement que ces groupes posaient certainement problème et que le ministre des Affaires étrangères en avait déjà parlé avec ses alliés occidentaux », a confié M. Bapt dans un entretien à Sputnik.

Lors du massacre qui a eu lieu dans la nuit du 12 mai dernier dans le village alaouite syrien d'Al-Zara, au centre du pays, les terroristes ont enlevé des femmes et tué, selon diverses informations, entre 70 et 100 civils.

Parmi les organisateurs de l'attaque figurent deux groupes armés que le Conseil de sécurité de l'Onu a récemment refusé de porter sur la liste noire des organisations terroristes. Ces groupes, Arhar al-Sham et Jaysh al-Islam, sont connus pour leurs liens avec les terroristes du groupe Etat islamique (Daech ou EI) et Al-Qaïda. Arrêt sur Info 31.05

Des armes et des vivres destinées aux barbares.

- Washington demande au Pam des largages aériens d'aide en Syrie - Reuters

- Syrie : la France demande à l'ONU des largages humanitaires sur les villes assiégées - Francetv info

Erreur de Washington et de Moscou - Réseau Voltaire 01.06

Washington et Moscou collaborent pour développer la force militaire des Kurdes de Syrie prétendument contre Daesh, en réalité contre le président Erdogan dont les deux Grands veulent se débarrasser. Mais l'apprenti dictateur d'Ankara se prépare à renverser la table : il a commencé à changer la population à la frontière syrienne de sorte de prendre les Kurdes turcs en tenaille, et s'apprête à utiliser son espion kurde syrien, Salih Muslim —armé par les États-Unis et la Russie—, pour créer un Kurdistan en Syrie et y expulser les Kurdes turcs.

par Thierry Meyssan

es États-Unis et la Russie se sont entendus, en décembre 2015, pour faire tomber le président Erdogan. Côté russe, c'est le soutien des amis d'Erdogan —les fondations IHH et Imkander— aux jihadistes du Caucase de 1995 à la fin des années 2000, puis aujourd'hui le soutien de Recep Tayyip Erdogan en personne à Daesh, et enfin la destruction programmée d'un Soukhoï au-dessus de la Syrie en novembre dernier qui ont déclenché la colère. Sachant que les empires turco-mongols ont été des ennemis historiques de la Russie, Moscou ne se préoccupe pas de l'avenir du pays, uniquement d'en faire tomber le chef quel

qu'en soit le prix. Côté états-unien, on distingue au contraire la Turquie, État allié membre de l'Otan, du président Erdogan, un autocrate qui cède à la folie des grandeurs et foule aux pieds les idéaux occidentaux. Le renverser est une nécessité à la fois pour pouvoir continuer à présenter l'Otan comme le défenseur des démocraties, et parce qu'aucun leader ne doit défier Washington sans être sanctionné. La CIA lui a déjà fait perdre les élections de juin en créant de toute pièces le HDP, mais a été dépassée par le trucage massif des élections de septembre. Barack Obama et Vladimir Poutine se sont donc accordés pour soutenir les Kurdes syriens contre Daesh, en pensant qu'à terme ils pourraient représenter une puissance militaire capable de perturber le jeu de l'apprenti dictateur d'Ankara. De fait, Recep Tayyip Erdogan a condamné avec véhémence le soutien du Pentagone au YPG et les voyages en Syrie du commandant de la Coalition anti-Daesh, Brett McGurk, et du patron du CentCom, le général Joseph Votel. De fait, les services secrets turcs (le MIT) ont augmenté leur aide à Daesh pour qu'il résiste à cette offensive.

Mais il semble que la Maison-Blanche et le Kremlin se soient trompés sur leur adversaire. Loin d'estimer dangereux le développement du YPG, le président Erdogan l'a intégré à sa stratégie.

Les États-uniens et les Russes considèrent à tort que les Kurdes de Syrie forment un groupe soudé. En réalité, le YPG est la branche armée du PYD qui a deux co-présidents : une femme, Asya Abdullah, et un homme, Salih Muslim. La première est fidèle aux principes d'Abudllah Öcalan —le fondateur du PKK— et entend créer un Kurdistan sur le territoire turc. Le second est un traître qui a négocié, lors d'une réunion secrète le 31 octobre 2014 à l'Élysée, un accord avec les présidents Hollande et Erdogan.

Dans ces conditions, Recep Tayyip Erdogan entend tourner à son avantage le piège que les États-uniens et les Russes lui tendent.

Sur ses instructions, la police et l'armée turque mènent actuellement des opérations contre les Kurdes du PKK. Ces forces de répression ont déjà détruit plusieurs villages et terrorisé la population de plusieurs autres, les forçant à fuir. Au cours des dernières semaines, cette campagne de terreur a ainsi provoqué le déplacement des populations kurdes de plusieurs villages turcs situés à la frontière syrienne. Le Palais blanc a alors offert ces habitations à des réfugiés sunnites syriens qu'il pense favorables aux jihadistes. Ainsi a débuté un changement de population le long de la frontière turco-syrienne.

Pour comprendre ce que le président Erdogan est en train de faire, on doit se rappeler qu'à la fin du XIXe siècle, le sultan Abdülhamid II —qui voulait lui aussi homogénéiser la population turque— encouragea les Kurdes à expulser les chrétiens, voire à les massacrer. Ce programme continua et prit de l'ampleur avec les Jeunes Turcs qui massacrèrent un million et demi de Grecs pontiques et d'Arméniens. La fin de ce programme suppose que l'on expulse les Kurdes cette fois, pour les remplacer enfin par des Turcs, ou à défaut par des arabes sunnites.

C'est ce programme que la France s'était engagée, en 2011, à conduire avec la Turquie, en limitant les massacres. Selon un Traité secret signé par les ministres des Affaires étrangères de l'époque, Alain Juppé et Ahmet Davutoglu, Paris et Ankara devaient créer un nouvel État en Syrie pour y expulser les Kurdes du PKK. C'est cet accord que François Hollande s'était engagé à appliquer en organisant à l'Élysée la rencontre Erdogan-Muslim. Et c'est cet accord que, sans le savoir, Washington et Moscou sont en train de réaliser.

- L'UE prolonge d'un an ses sanctions contre le gouvernement syrien - Arrêt sur Info

Alors qu'il eut fallu lever les sanctions qui étranglent l'économie depuis 2011 – contraignant des millions de Syriens à fuir vers l'Europe – les pays de l'Union européenne les prolongent ! Ceci en sachant que cette mesure pénalise la population, aggrave leur quotidien déjà très précaire. Ce qui laisse penser que la priorité des pays de l'UE est de faire tomber l'Etat syrien, le seul Etat laïc de la région. Au prix d'un exode aggravé. Curieusement les zones sous le contrôle des groupes armés, en violation des lois internationales, ne sont pas soumises aux sanctions. Tout cela est d'un cynisme révoltant.

L'Union européenne (UE) a annoncé vendredi la prolongation de ses mesures restrictives contre le gouvernement syrien jusqu'au 1er juin 2017.

Selon un communiqué publié par le Conseil de l'UE, la décision est en conformité avec les conclusions du Conseil atteintes en décembre 2014, qui affirment que l'UE continuera d'imposer et de faire respecter les sanctions contre le gouvernement syrien et ses soutiens « tant que la répression continuera ».

L'UE a indiqué qu'elle reste engagée à trouver une solution durable au conflit syrien et qu'elle soutiendra davantage les efforts du Groupe de soutien international à la Syrie (ISSG) pour renforcer la mise en oeuvre de la cessation des hostilités en Syrie. Arrêt sur Info 29.05

A la manière des groupes, Arhar al-Sham et Jaysh al-Islam soutenus par la France notamment...

Quand la vérité émerge petit à petit à la surface.

- Un ex-diplomate français suggère que Washington pourrait être à l'origine de la crise ukrainienne - Arrêt sur Info

Ambassadeur de France à Moscou jusqu'en 2013, Jean de Gliniasty estime que les Européens auraient dû «donner» Sébastopol à la Crimée et juge que la Crimée a «toujours été russe».

«On s'est mis dans la main des Américains», regrette le diplomate qui voit la main de Washington dans la rupture épisodique des cessez-le-feu, constatée dans le Donbass. Ce fut notamment le cas il y a deux semaines, l'Union européenne décidant dans la foulée de prolonger les sanctions contre la Russie jusqu'au mois de janvier 2016.

Selon l'ex ambassadeur, qui dénonce ces mesures de représailles, l'Ukraine resterait donc l'un des terrains de jeu favori de la diplomatie américaine, permettant de bloquer dans l'ancien espace soviétique, toute velléité d'impérialisme russe: c'est la fameuse doctrine Brzezinski qui inspirerait depuis trente ans la diplomatie américaine, y compris celle d'Obama, selon Jean de Gliniasty. Arrêt sur Info 29.05

Hollande-Valls, plus minoritaire et illégitime que jamais pour faire passer la loi Travail : Dehors !

- Pluie de mauvais sondages pour le tandem Hollande-Valls - AFP

Longtemps préservé de l'impopularité qui frappait le chef de l'État, le Premier ministre voit à son tour sa cote plonger à des niveaux inédits pour lui.

Dans un sondage YouGov pour le Huffington Post et iTELE diffusé jeudi, le chef de l?État n'est ainsi plus crédité que de 11% d'opinions favorables (-5 points) et le Premier ministre de 14% (-8) - un "record" pour l'un comme pour l'autre.

Le recul de Manuel Valls est de la même ampleur dans le baromètre TNS Sofres-OnePoint pour le Figaro Magazine: si la cote de confiance de François Hollande y est stable à un bas niveau en mai (13%), le Premier ministre y chute de 8 points. Il atteint son plus bas niveau dans ce baromètre depuis sa nomination à Matignon fin mars 2014.

Records d'impopularité également pour le couple exécutif dans un sondage Elabe publié jeudi pour Radio Classique et Les Échos: la cote de confiance de François Hollande y atteint 15% (-1% par rapport au mois précédent) et celle de Manuel Valls 18% (-2%). Un niveau inférieur de quatre points au plus bas enregistré par Jean-Marc Ayrault quand il était Premier ministre.

"L'exécutif paye cher la contestation de la loi travail", note Yves-Marie Cann, directeur des études politiques chez Elabe. "Dans les différents sondages, la méthode voire le jusqu'au-boutisme du gouvernement est aujourd'hui mal perçue, pour un projet de loi contesté. On en retrouve des traces très fortes en terme d'impopularité, d'autant plus préoccupantes qu'elles viennent des rangs de la gauche."

A moins d'un an de la présidentielle, la qualification du président de la République au second tour de l'élection semble mission impossible, comme en témoigne l'enquête Ipsos-Sopra Steria-Cevipof publiée dans Le Monde mercredi: le chef de l'État -pas encore candidat- n'y est crédité que de 14% des intentions de vote, loin du candidat de la droite et de la présidente du Front national -et seulement un point devant François Bayrou (MoDem) et deux devant Jean-Luc Mélenchon (PG).

"Il est à un niveau tellement bas qu'on voit mal comment il pourrait envisager sereinement l'élection présidentielle", juge M. Cann.

Comment remonter la pente? Pour le sondeur, il faut "trouver une porte de sortie honorable" à la loi travail, espérer que l'amélioration du contexte économique se confirme, et trouver pour le futur candidat "le moyen de rassembler les différentes composantes de la gauche".

Soucieux d'afficher la cohésion de la majorité dans cette passe difficile, le Premier ministre, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll et la ministre du Travail Myriam El Khomri devraient tenir une réunion publique à Paris mercredi prochain, selon des proches du Premier ministre.

Solidarité de façade? Pour un député proche de Manuel Valls, François Hollande est "plus abîmé" que lui, et il "aura du mal à se représenter". "Pour François Hollande, c'est plus compliqué", note aussi un membre du gouvernement.

Des affirmations qui vont à l'encontre des observations des sondeurs: "On est sur la fin d'une anomalie", où François Hollande enregistrait des scores très inférieurs à son Premier ministre, observe auprès de l'AFP Emmanuel Rivière, de TNS-Sofrès. Manuel Valls est "sanctionné pour son obstination sur une loi qui est rejetée, et pour le désordre que cela génère", note-t-il. AFP 02.06

Pourvu que ce sondage convienne au lambertiste Coquéma.

Une insulte au genre humain

- Le fait politique du jour : Hollande - Hanouna, même combat - Figaro.fr

Sur l'océan d'impopularité où navigue le président de la République, vient d'apparaître un petit ilot de réconfort. Une prédiction sur l'élection présidentielle de 2017 formulée dans Le Point par Cyril Hanouna. Lequel a «une petite idée sur celui qui va gagner : Hollande». Figaro.fr 02.06

Dossier loi Travail

Loi Travail : nouvelle journée de mobilisation contre le projet de loi - Francetv info

Après deux mois de contestation contre le projet de loi Travail, ce jeudi 2 juin était une nouvelle journée de mobilisation dans les rues de Lyon, Marseille ou Rennes. Francetv info 02.06

SNCF: la grève est reconduite pour vendredi - La Tribune

Air France: grève unitaire des syndicats de pilotes du 11 au 14 juin - AFP

- Grèves, blocages, casseurs : Valls célèbre Israël aux Folies Bergère.

Lundi 30 mai, le Premier ministre a secrètement participé à "la fête d'indépendance d'Israël". La preuve en images. 02.06

Incroyable mais vrai : six jours seulement après son retour calamiteux d'Israël et en pleine crise politique suscitée par la Loi Travail, le Premier ministre Manuel Valls a cru judicieux de se joindre à une célébration parisienne du régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv.

Lundi 30 mai, l'ambassade israélienne a organisé "l'anniversaire de l'indépendance" d'Israël dans un lieu inattendu : la salle de spectacle des Folies Bergère.

L'information est vérifiable sur le site de la Chambre de Commerce France-Israël. (http://www.israelvalley.com/news/2016/05/31/50143/a-paris-anniversaire-de-l-independance-d-israel-oyster-un-ballet-magnifique)

Le tweet d'un internaute informé avait d'ailleurs fait état -en direct- de la présence de Manuel Valls dans ce prestigieux théâtre géré par Jérôme Langlet du groupe Lagardère (également détenteur du Bataclan depuis son rachat -en septembre 2015- à la famille israélienne Touitou).

Détail accablant pour le Premier ministre : dans l'agenda officiel de Matignon, aucune mention n'est faite de ce déplacement idéologiquement connoté. (http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/ministre/agenda-pdf/agenda_previsionnel_de_manuel_valls_premier_ministre_du_samedi_28_mai_au_samedi_4_juin_2016.pdf)

Panamza s'est procuré deux photographies capturées par deux participants de la soirée (parmi lesquels figuraient notamment Hassen Chalghoumi et Pierre Dassas) : on y distingue Valls debout sur l'estrade et -presque visible- le sigle "ambassade d'Israël" apposé en français et en hébreu sur le pupitre.

Détail accablant pour la corporation journalistique traditionnelle : Aucun média hexagonal de la presse écrite et audiovisuelle n'a rapporté la présence incongrue de Valls -a fortiori durant une crise sociale majeure- à la cérémonie patriotique d'une nation étrangère en infraction permanente avec le droit international.

Rappel en guise de conclusion : le 14 mai 2014, Panamza avait révélé une innovation singulière de Matignon.

Pour la première fois sous la Vème République, un Premier ministre -en l'occurrence, Manuel Valls- s'était rendu à une cérémonie organisée par l'ambassade israélienne en vue de célébrer… la fête nationale d'Israël. panamza.com

- La CFE-CGC élit un président qui appelle l'exécutif à reculer sur la loi travail - AFP

- La CFE-CGC veut l'arrêt du débat sur le projet de la loi Travail - Reuters

Le nouveau président de la CFE-CGC a demandé mercredi, au soir de son élection à la tête du syndicat de l'encadrement, la suspension du débat parlementaire sur le projet de loi Travail, qui risque selon lui d'ouvrir la porte au "dumping social".

La CFE-CGC, traditionnellement classée parmi les syndicats "réformistes" comme la CFDT et la CFTC, qui soutiennent le texte porté par la ministre du Travail, Myriam El Khomri, tient son congrès à Lyon mercredi et jeudi.

"Le gouvernement serait bien inspiré et sage de suspendre le débat parlementaire sur la loi El Khomri et de donner un espace à la nécessaire concertation sociale sur certains sujets particulièrement critiques", a déclaré à Reuters François Hommeril, 54 ans, tout juste élu à la place de Carole Couvert.

Il assure que la CFE-CGC, malgré son étiquette réformiste, "est contre la loi El Khomri depuis le début", tout en prenant part "autant que faire se peut à tous les dispositifs mis en place pour essayer de faire évoluer les choses".

Mais "le gouvernement considère que tant qu'on a pas poussé un coup de gueule, on sera de bons toutous. Eh bien non."

Contrairement à la CGT et Force ouvrière, à la pointe des manifestations et des grèves contre le texte, la CFE-CGC ne réclame pas son retrait et ne s'est pas mêlée à ces mouvements. [nL8N18T2BN]

Mais comme la CGT et FO, elle estime que ce projet de loi n'aura aucun impact sur l'emploi et dénonce notamment l'article 2, qui instaure la primauté des accords d'entreprise sur les conventions de branche ou interprofessionnelles.

"L'inversion de la hiérarchie des normes n'est ni plus ni moins que la porte ouverte au dumping social", explique François Hommeril, selon qui aucune "modification à la marge" ne pourra concilier la diversité des points de vue sur ces dispositions.

Il dit redouter une "surenchère politique" lors du passage du texte au Sénat, où la majorité de droite compte le réécrire complètement dans un sens plus libéral.

"Un dispositif totalement brouillé sur le plan social va devenir totalement instrumentalisé sur le plan politique", souligne le nouveau président de la CFE-CGC.

"Plus personne ne va rien reconnaître", ajoute-t-il. "Cette loi est devenue un peu un magasin de farce et attrapes."

Il estime que le Premier ministre, Manuel Valls, et son gouvernement "ne devraient pas trop répéter qu'ils veulent aller jusqu'au bout".

"Répéter aujourd'hui 'on ira jusqu'au bout quoiqu'il arrive', pour moi, ce n'est pas sérieux", explique-t-il.

"On va jusqu'au bout de quoi ? De l'incompréhension, du mécontentement, du désordre social ? Pour un dispositif qui n'est pas abouti et qui n'apporte rien en termes d'impact sur l'emploi, je ne vois pas l'intérêt", conclut-il. Reuters 01.06

- Philippe Martinez : « La porte est ouverte mais on ne peut pas entrer » - lemonde.fr

Philippe Martinez a accusé, mercredi 1er juin, le gouvernement de refuser le dialogue sur le projet de loi El Khomri. « Le gouvernement dit : “le dialogue est possible, ma porte est ouverte…” Pour l’instant, elle est ouverte, mais on ne peut pas rentrer, c’est ça la réalité », a contre-attaqué le leader de la CGT, invité de l’émission « Questions d’info » sur LCP en partenariat avec Le Monde, France Info et l’AFP.

Mardi, la ministre du travail, Myriam El Khomri, avait dénoncé « la politique de la chaise vide » de la CGT, l’exhortant à faire « des propositions ». Le leader cégétiste a rappelé qu’il avait récemment cosigné, notamment avec FO, un courrier au président de la République, pour lui demander audience. « Je sais que François Hollande est très occupé, il fait beaucoup de déplacements, mais nous n’avons pas de réponse », a-t-il déploré, tout en assurant qu’il était « toujours temps de discuter ».

Depuis lundi soir, une évolution notable s’est produite à la CGT : Philippe Martinez ne fait plus du retrait du projet de loi un préalable mais, mardi, le premier ministre, Manuel Valls, s’est montré très ferme, en rappelant qu’il n’était pas question pour le gouvernement de reculer sur l’article 2 qui porte sur la négociation en entreprise et cristallise les tensions.

A neuf jours de l’Euro de football, une grève illimitée a été votée à la SNCF. Philippe Martinez s’est défendu de vouloir perturber la compétition. « Il n’est pas question de bloquer l’Euro », a-t-il assuré, en prenant de nouveau à partie Manuel Valls : « Si le gouvernement, demain, dit : “on discute”, il n’y a plus de grève. Que chacun prenne ses responsabilités. »

Le responsable syndical a une nouvelle fois fortement réagi aux propos de Pierre Gattaz, le patron du Medef, qui avait qualifié de « terroristes » les militants CGT. « Terroriste, dans ce pays, dans le climat actuel, l’année que nous venons de vivre, c’est une insulte », s’est-il insurgé. Dans la matinée, Pierre Gattaz est revenu sur l’utilisation de ce terme, condamné à la fois par

le gouvernement et la CFDT. « Ce mot a été mal compris et peut choquer, notamment les personnes qui ont été touchées par les événements récents qui ont endeuillé notre pays », a déclaré le président du Medef dans un communiqué, tout en ajoutant : « Les méthodes de voyous employées par la CGT doivent cesser. »

Aux socialistes qui reprochent à la CGT de favoriser la droite en menant la bataille contre le projet de loi, Philippe Martinez a riposté : « C'est toujours facile de renvoyer la balle dans la cour du voisin », et raillé la « vieille rengaine » du « au secours, la droite revient ». Il a précisé que la CGT serait présente ce week-end au congrès du PCF, à l'invitation de ce dernier.

Faire barrage au FN comme seule consigne de vote

Se défendant d'être entré en guerre contre François Hollande, Philippe Martinez a indiqué qu'« à titre personnel », la seule consigne de vote qu'il donnerait en 2017 serait « de faire barrage au Front national ». « Il faut qu'on en discute dans l'organisation, mais moi, à titre personnel, je serais favorable à ce qu'on le fasse. »

Le leader de la CGT a salué l'initiative d'Anne Hidalgo, la maire de Paris, d'ouvrir dans le nord de la capitale un camp d'accueil pour les migrants. « L'immigration a toujours été une richesse pour notre pays. Donc il faut continuer dans cette logique-là, dans cette démarche-là », a-t-il déclaré.

Il a en revanche ironisé à propos du ministre de l'économie, Emmanuel Macron, qui, selon Le Canard enchaîné et Médiapart, serait contraint de payer rétroactivement l'ISF après une réévaluation de son patrimoine. « Si les informations sont avérées, c'est grave, parce que c'est quelqu'un qui fait la leçon à tout le monde. Quand on est ministre, il faut être humble et s'intéresser à la vraie vie », a-t-il ajouté. lemonde.fr 01.06

- Un jeune syndicaliste CGT en préventive - Liberation.fr

Le militant lillois est en prison depuis deux semaines pour un coup de poing à un policier qu'il nie avoir donné.

Un militant CGT est en prison depuis deux semaines et pourrait y rester jusqu'à son jugement, le 9 juin à Lille. La justice reproche à Antoine C. 28 ans, brancardier à Lille, un coup de poing sur un policier à la manifestation lilloise du 17 mai contre la loi El Khomri. Ce qu'il nie. A la cour d'appel de Douai, le parquet a requis son maintien en détention provisoire au motif que le jeune homme pourrait réitérer dans les prochaines manifestations, et au motif qu'il pourrait ne pas se présenter à l'audience.

Que s'est-il passé ? Le 17 mai, en début de manif, trois costauds se ruent sur cet homme de petite taille. Il se débat, il est maîtrisé, à terre, un genou sur sa tête. Ce sont des policiers en civil. Selon eux, ils se sont approchés d'Antoine pour contrôler son identité, et le militant CGT a répondu par un coup de poing au visage de l'un des fonctionnaires, Anthony S. Le militant nie. Il dit qu'il s'est débattu parce que des gens dont rien ne dit qu'ils étaient policiers lui ont sauté dessus. De fait, sur une vidéo qui circule sur Facebook (mais qui ne montre pas le début de la bagarre), ceux qui tapent sont en jean et Tee-shirt et ne portent aucun brassard. Ce que confirment dans le dossier les policiers qui ont analysé la vidéo image par image, selon l'avocat d'Antoine C., Florian Régley. Pourquoi ont-ils ciblé Antoine ? Il avait un casque sur la tête, et des lunettes de ski, ce qu'il ne nie pas. Sur les images, on ne voit pas le casque, mais on aperçoit le drapeau CGT qu'il a gardé à la main. Et on voit le jeune homme frappé à coups de matraque, recevoir au moins un coup de pied dans le dos quand il est à terre, par des grands costauds qui finissent par s'asseoir sur lui.

L'audience a eu lieu par visioconférence, dans une petite salle de la cour d'appel. Ses parents sont là, silencieux et tendus. Une quinzaine de militants CGT de toute la région attendent dehors. A l'écran, le jeune homme semble minuscule dans une pièce vide de la maison d'arrêt de Sequedin, près de Lille, avec une table et quelques chaises. Dans son dossier, censé justifier sa détention provisoire : un tatouage sur la poitrine avec les lettres «ACAB», l'acronyme de all cops are bastards («tous les flics sont des salauds»), qu'il a fait faire à 19 ans, et qu'il dit regretter, et une condamnation avec sursis à la même date pour «outrage», qu'il qualifie d'«erreur de jeunesse». Casier «peu fourni», de l'avis du président. Lequel ajoute quand même : «Si on vous remet en liberté, il y a un risque que vous recommenciez.» Antoine : «Je ne comprends pas qu'on puisse me faire passer pour un casseur, je défends un syndicalisme classique. A la manifestation, je portais le drapeau de mon union locale.»

En marge de l'audience, le père d'Antoine, Lionel, délégué syndical à Roubaix, raconte qu'il communique par lettre avec son fils. «Ce ne sont pas des brûlots, il nous dit qu'il nous aime, et que sa mère, moi et ses frère et sœur, on lui manque.» Le père insiste : «S'il avait eu une barre de fer ou un couteau, j'aurais été le premier à le blâmer.» Il l'a revu le 19 mai à l'audience de comparution immédiate – laquelle a été reportée au 9 juin. «Le voir les mains dans le dos avec des menottes, comme s'il avait commis un braquage, c'est dur. Macron, il ne paie pas ses impôts, Cahuzac, il n'est toujours pas jugé, mais mon fils, il passe en comparution immédiate.» Décision jeudi à 14 heures. Liberation.fr 01.06

- Des enfants hospitalisés après une intervention policière - Reuters

Huit enfants ont été légèrement blessés et trois autres hospitalisés jeudi à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) à la suite d'une

intervention policière visant à déloger des parents d'élèves de l'entrée d'un collège, a-t-on appris auprès de syndicats d'enseignants.

Une centaine d'élèves et leurs parents s'étaient rassemblés dans la matinée devant les grilles du collège Surcouf pour protester contre la fermeture de l'établissement, prévue en 2017, lorsque des forces de police sont intervenues.

"L'un des enfants hospitalisés souffre d'une fracture de la jambe et un autre d'une fracture au poignet. Et une troisième élève a un genou abîmé", a déclaré à Reuters Gwenaël Lepaih, secrétaire régional du SNES, qui a également parlé de "blessures psychologiques" et d'élèves "très choqués".

Plusieurs enfants sont tombés à terre lors de la bousculade survenue pendant l'intervention de la police.

"Il y a un traumatisme face à une réponse démesurée à une expression de colère qui se déroulait dans une ambiance bon enfant. Nous sommes également très surpris par la rapidité de cette intervention qui s'est produite sans la moindre recherche de dialogue", a ajouté Gwénaël Lepaih.

Les pompiers, cités par différents médias locaux, ont confirmé le nombre de blessés et d'enfants hospitalisés, faisant état de "blessures superficielles".

La fermeture du collège Surcouf, situé dans une zone d'éducation prioritaire, avait été annoncée en début de semaine par le Conseil départemental de l'éducation d'Ille-et-Vilaine.

Lors d'une conférence de presse organisée jeudi après-midi devant le collège Surcouf, des parents d'élèves ont dit vouloir porter plainte pour les blessures subies par leurs enfants. Reuters 02.06

Saint-Malo: des enfants hospitalisés après l'évacuation d'un collège par la police - LeFigaro.fr

Trois collégiens blessés lors d'une intervention de la police à Saint-Malo - LeMonde.fr

- A Rennes, la police charge les manifestants en voiture - Liberation.fr

Les forces de l'ordre sont intervenues avec des véhicules roulant à «vive allure» pour stopper des manifestants cherchant à bloquer la rocade. Plusieurs journalistes ont également été frappés.

Stupeur et émotions lors de la mobilisation contre la loi travail, ce jeudi, à Rennes. La manifestation s'est déroulée dans le calme, jusqu'à ce que 300 à 400 personnes se dirigent vers la rocade, afin de bloquer la circulation.

Plusieurs témoins font état d'une charge particulièrement rapide et brutale des forces de police, qui sont intervenues avec des véhicules, puis à pied, pour empêcher les manifestants d'atteindre la rocade. «C'est la première fois qu'on voit le corps départemental d'intervention de la police nationale charger en voiture», s'insurge avec étonnement Serge Bourgin, porte-parole de Solidaires. Ces véhicules seraient intervenus «à vive allure» pour chasser les manifestants, avant que les policiers en civil ne se lancent à leur poursuite. Trois personnes auraient été hospitalisées à la suite des heurts.

«C'est la quatrième fois que je reçois des coups en un mois !»

Coups de matraque, appareils photo ou caméras endommagés, plusieurs journalistes se sont également plaints d'avoir été la cible de violences policières délibérées. «Quatre journalistes ont été pris pour cible et ont reçu des coups de matraque alors qu'ils suivaient la manif, témoigne Vincent Feuray, photographe indépendant et collaborateur de Libération. Personnellement, c'est la quatrième fois que je reçois des coups en un mois ! Les violences contre les médias indépendants comme les médias mainstream se font de plus en plus systématiques.»

Des journalistes de France 3 Bretagne, de M6 et du quotidien Ouest-France auraient notamment pris des coups. «Les relations se sont tendues ces derniers temps entre forces de l'ordre et journalistes, poursuit Vincent Feuray. On a pourtant eu des réunions avec le préfet à ce sujet, mais cela n'a rien changé au problème.» Liberation.fr 02.06

- Des "casseurs" sèment la panique dans le XVe, à Paris - Reuters

Une centaine de casseurs qui s'étaient infiltrés dans une manifestation de cheminots ont provoqué d'importants dégâts jeudi après-midi rue de Vaugirard, dans le XVe arrondissement de Paris, a-t-on appris auprès de la préfecture de police.

Les jeunes, cagoulés et armés de barres de fer, ont brisé des vitrines de commerces et tagué les devantures de magasins.

Le groupe a créé un véritable mouvement de panique chez les riverains et les commerçants, selon Le Parisien, qui a révélé l'information.

Les manifestants poursuivis par des CRS se sont acharnés à coups de hache sur plusieurs fenêtres et portes à la hauteur de la mairie de l'arrondissement, précise le quotidien.

Ces manifestants avaient infiltré un cortège de cheminots anti-loi El Khomri, qui défilaient devant le parc des expositions de la Porte de Versailles, où se tient le congrès des maires de France qui accueillait François Hollande, a-t-on précisé de source policière. Reuters 02.06

Ils sont obligés de reconnaître que les mouvements sociaux sont légitimes.

- « Les mouvements sociaux sont toujours faits par des minorités » - lemonde.fr

Comment qualifier les stratégies des syndicats face à la loi travail ? Quelle est la représentativité des différents acteurs ? Quels sont les traits marquants de la contestation ? Alors que le Sénat a entamé l'examen du projet de loi de réforme du code du travail et que la mobilisation contre ce texte se poursuit, la sociologue Irène Pereira, coprésidente de l'Institut de recherche, d'étude et de formation sur le syndicalisme et les mouvements sociaux (Iresmo) et auteure de Travailler et lutter (L'Harmattan, 2016), a répondu aux questions des internautes du Monde.fr.

So6 : Dans un pays où seuls 10 % des actifs sont syndiqués, peut-on encore parler de représentativité des organisations syndicales pour négocier et discuter d'un projet de loi ?

On distingue en général trois choses : le taux de syndicalisation, la participation aux élections professionnelles et la confiance que la population accorde aux syndicats pour défendre ses intérêts. Donc le taux de syndicalisation ne reflète pas l'adhésion des salariés aux syndicats.

Il faut en outre tenir compte de deux autres variables : dans certains pays européens, le taux de syndicalisation peut être plus important, mais les syndicats n'ont pas la même fonction qu'en France (ils peuvent gérer des services comme les mutuelles, des services sociaux…) ; et il y a des secteurs où il est très difficile de se syndiquer, comme dans les petites entreprises, par exemple. La précarité et la crainte, dans certains secteurs, de la répression syndicale, peuvent également limiter la syndicalisation.

Jose Oliver : Près d'un jeune sur trois n'a pas de travail en France. Pourquoi les syndicats, et en particulier la CGT, ne reconnaissent pas le droit des chômeurs et des jeunes à travailler et ne les incluent jamais dans leurs revendications ?

Le syndicalisme tel qu'il s'est construit en France est fondé sur l'activité professionnelle. Etre chômeur, ce n'est pas une activité professionnelle : un chômeur est rattaché au syndicat de la profession qu'il exerçait avant. Pourquoi ? Parce qu'autrement, ça reviendrait à reconnaître qu'être chômeur, c'est un statut social légitime. Pour les jeunes, c'est pareil : on ne se syndique pas par catégories d'âge, les jeunes d'un côté, les seniors de l'autre et les actifs « employables » au milieu. A partir de là, le but du syndicat, c'est plutôt de défendre le droit au travail et de créer des solidarités entre les travailleurs, sur la base de leur activité, de leur secteur professionnel, de leur condition de travailleur.

Patrique : Il y a plus d'adhérents à la CGT que dans n'importe quel parti politique. Pourquoi ne le dit-on jamais ?

Les partis politiques français ne sont pas des partis de masse. Moins de 1 % de la population est adhérente d'un parti, ce qui est plus faible que le taux de syndicalisation. Au contraire, une organisation syndicale a vocation à être une organisation de masse, réunissant l'ensemble des travailleurs. L'idée d'un syndicat, c'est que l'union fait la force, donc le nombre d'adhérents et son pouvoir de mobilisation sont une dimension plus importante que pour un parti politique. Le parti, lui, va fédérer davantage sur des enjeux électoraux (sans être adhérent, on va voter pour le parti au moment des élections). Ce ne sont pas les mêmes logiques : un parti attend qu'on vote pour lui alors qu'un syndicat peut aussi avoir comme objectif de mobiliser dans des grèves et des manifestations, au-delà des élections professionnelles.

Arthk : Comment expliquer le fait que la mobilisation semble s'amplifier chez les travailleurs alors que le nombre de manifestants dans les rues tend à baisser ?

C'est un conflit qui a une temporalité assez étonnante. On a, dans un premier temps, une forte implication des lycéens et des étudiants ; puis un gouvernement qui revoit sa copie ; ensuite, les syndicats se divisent sur cette deuxième proposition (soutenue par la CFDT) ; en parallèle, il y a l'émergence du mouvement Nuit debout et des tensions dans les manifestations ; pour finir, une loi qui est votée au 49.3. Tous ces éléments ne sont déjà pas habituels, avec en plus un conflit qui se radicalise après l'adoption de la loi. C'était différent en 2003 et 2010 contre les réformes des retraites : lorsque les lois ont été votées, les mobilisations ont cessé.

Globalement, la radicalisation du conflit doit être comprise dans un contexte plus large de désaveu du gouvernement et de sa politique, qui ne correspondait pas aux attentes de son électorat. Donc la mobilisation syndicale actuelle cristallise ce mécontentement. Elle permet aux syndicats les plus contestataires, comme la CGT ou Solidaires, de renforcer leur légitimité dans la défense des travailleurs. De fait, la mobilisation des travailleurs et la grève des secteurs stratégiques (nucléaire, transports, etc.) peuvent rencontrer un soutien plus large de la population.

Il ne faut pas lire ce conflit uniquement en termes de cuisine syndicale, de positionnement de la CGT vis-à-vis de la CFDT en vue des élections professionnelles. Il faut tenir compte du contexte social plus général.

Dranemjj : La CGT, en durcissant sa ligne, se sert-elle malgré tout de la loi travail comme alibi pour retrouver de la légitimité, alors qu'elle risque de se retrouver derrière la CFDT aux prochaines élections professionnelles ?

A mon avis, il n'est pas pertinent de réduire un mouvement social comme celui-ci à un seul facteur, relativement superficiel au vu de ce que nous apprennent l'histoire et la sociologie sur l'analyse des faits sociaux. Depuis un siècle, les chercheurs replacent les mouvements sociaux dans un contexte social plus profond. Aujourd'hui, le travail reste une question centrale qui mobilise une société entière, qui dit des choses sur ce qu'est cette société. Ainsi, les mouvements sociaux sont des révélateurs des rapports sociaux.

M. Simon : Quelles sont, selon vous, les raisons du recul des voix exprimées en faveur de la CGT lors des récentes élections professionnelles ? Pensez-vous que l'engagement de la CGT dans le mouvement contre le projet de loi travail va lui permettre de gagner de nouveaux soutiens lors des prochaines élections ?

En général, la conflictualité peut bénéficier à un syndicat lors des élections professionnelles. Mais pour moi, cela reste une dimension assez superficielle des mouvements sociaux.

Lors de son dernier congrès, la CGT a adopté un positionnement qui va vers plus de radicalité. Cependant, il ne faut pas interpréter cela uniquement en termes de stratégie syndicale. Cette affirmation de radicalité peut être aussi lue comme l'expression d'un désaveu de la classe politique. Les syndicats vont se sentir d'autant plus légitimes à porter les revendications du monde du travail en raison de l'effondrement de la gauche radicale politique. A travers les syndicats, les travailleurs retrouvent un moyen d'expression, sur les questions sociales, qu'ils ne trouvaient plus dans les partis politiques. Avec le conflit actuel, les syndicats monopolisent la question sociale, qui avait été captée par l'extrême droite ces derniers temps.

Rnst Via : La grève se manifeste-t-elle toujours par un blocage des entreprises ou institutions ? Pourquoi la contestation n'entraîne-t-elle pas une gratuité du service ? Ce serait un levier plus fort qui ne pénaliserait pas la France entière, mobiliserait autant les manifestants et donnerait une image bien plus positive et constructive de la protestation…

L'avantage des blocages, c'est qu'ils paralysent des nœuds stratégiques. Ce que l'on peut remarquer depuis au moins décembre 1995, lors de la mobilisation contre la loi Juppé sur la réforme de la Sécurité sociale, c'est l'importance de paralyser les voies de communication, les voies de transmission de l'approvisionnement énergétique… Cela correspond à l'organisation de notre société industrielle, qui est très vulnérable lorsque l'on atteint ces points stratégiques de communication et d'approvisionnement.

Dans une grève, il faut distinguer les grévistes et ceux qui les soutiennent. Le blocage est minoritaire, mais il peut bénéficier d'un plus large soutien de la population. De même lorsqu'il y a une grève, celle-ci n'est jamais votée au pourcentage du nombre de salariés, mais au nombre de présents à l'assemblée générale. La vision de la démocratie dans l'histoire du syndicalisme, c'est une démocratie directe des minorités actives. Les mouvements sociaux sont toujours faits, dans l'histoire, par des minorités. Ensuite, la question est de savoir si ces minorités ont le soutien de la population. Aujourd'hui, par exemple, les syndicats se sentent légitimes car la majorité de la population était opposée au passage de la loi par le recours à l'article 49.3.

La gratuité peut être pratiquée, c'est par exemple une pratique courante dans le secteur des musées ; elle s'organise souvent avec des caisses de soutien de la part des visiteurs. Mais il faut prendre en compte dans les conflits la question de l'efficacité : la gratuité peut avoir une vertu positive symbolique, mais le blocage impacte plus profondément l'économie. Il introduit un rapport de force plus important, plus large. Il y a dans les conflits sociaux la crainte des organisations syndicales que les équipes de grévistes s'épuisent si la mobilisation n'est pas efficace et doit se prolonger.

Stopyra : Le militantisme syndical est-il influencé par les nouvelles pratiques sociales : individualisation, réseaux sociaux, etc. ?

On met parfois en avant les nouvelles formes de militantisme et d'actions (pétitions, blocages de sites institutionnels, etc.) qui tendraient à faire disparaître les anciennes formes. Pour les sociologues, c'est une lecture superficielle. Les outils technologiques sont des instruments, mais ils ne modifient pas en profondeur, pour l'instant, les répertoires d'action. On voit que l'essentiel de la mobilisation continue à se jouer dans les grèves et les manifestations. Les réseaux sociaux jouent un rôle dans la communication, mais Internet ne constitue pas l'espace où se jouent les rapports de force. lemonde.fr 02.06

Les médias institutionnels et les réseaux "sociaux" ne peuvent remplacer les grèves et les manifestations au grand dam des tenants du régime qui ne peuvent pas les manipuler.

La loi travail vue par les économistes de l'oligarchie.

Grille de lecture.

- La régression sociale, c'est pour votre bien, vous devriez vous en convaincre au lieu qu'on soit obligé de vous l'imposer.

- Cette rhétorique peut facilement être démontée. Sur quoi repose-t-elle ? Un déni, celui des droits ou aspirations indépendant des travailleurs. Leur discours bien rodé consiste à les faire passer à la trappe, dans la mesure où le seul droit qu'ils leur concèdent consiste à adopter les mesures préconisées par le patronat jugées indispensables et progressistes en guise de justification, estimant que ceux qui s'y refusent sont des faibles d'esprit ou des ignorants incapables de faire la part des choses, et par conséquent de justifier leur position jugée conservatrice, égoïste, intransigeante, extrémiste, excentrique, farfelue.

En d'autres termes, les droits des capitalistes sont légitimes, les vôtres non. Donc à quoi bon les exprimer, autant ne pas les citer. D'ailleurs cela ne se discute pas. La question n'est pas de savoir si vous allez ou non vous adapter aux besoins des capitalistes puisque la chose est entendue d'avance, vous n'avez pas d'autre choix que de vous y soumettre, un point c'est tout.

Là où le mouvement ouvrier a un grave problème à résoudre, c'est qu'il est incapable de faire preuve de la même fermeté, de s'en tenir strictement aux droits ou aux besoins des travailleurs qui seuls devraient guider son action, de se situer sur un terrain de classe indépendant du capitalisme et son Etat.

- Ces deux articles sont longs mais très instructifs, ils devraient être lus attentivement et faire l'objet d'une étude de la part des militants, car un fil conducteur traverse ces articles, qui assure leur cohésion et indique l'objectif poursuivie par l'oligarchie, comment la loi Travail s'insère dans leur disposition pour nous soumettre à leur idéologie ou leur conception du monde ou du nouvel ordre mondial qu'ils mettent en place pas à pas.

- Porte-parole de l'oligarchie, de quels arguments dispose-t-il pour tenter de rallier la population à leur politique ultra réactionnaire ? Il leur faut présenter l'économie néolibérale animée des meilleurs intentions du monde. C'est ainsi que :

- "L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur." On en a la preuve tous les jours en semant le chaos et la guerre...

- "Le problème ne vient pas de la tyrannie de l'économie." L'expression est encore trop faible pour décrire l'effet dévastateur de la survie du capitalisme ou du néolibéralisme à l'échelle planétaire...

- "... il paraîtrait normal que ceux qui prétendent réformer expliquent en quoi les mesures qu'ils veulent faire passer sont inspirées par le souci du bien commun." Ce qui nécessiterait qu'ils fassent disparaître les conséquences catastrophiques de leurs réformes sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs ou la formidable régression sociale qui en est le corollaire. Le contrat de travail "zéro" en Grande-Bretagne, le salaire à 1 euro de l'heure en Allemagne, etc. ont été institutés dans "le souci du bien commun".

- "l'article (2 de la loi Travail doit demeurer) tel quel parce qu'il offre une vraie démocratie dans l'entreprise en poussant les salariés à se syndiquer pour obtenir des avancées sociales."

- A bas la réforme, vive la révolution !

- Retirer la loi, ou presque - Slate.fr

Par J. Attali (Banquier PS et néolibéral ultra sioniste assumé, cofondateur du portail Slate.fr.)

Rien ne serait plus désastreux pour le gouvernement que de retirer le projet de loi sur la réforme du Code du travail. Il serait vu comme cédant aux pressions de syndicalistes minoritaires, comme incapable de réussir une réforme, et surtout une réforme à laquelle il tient particulièrement. Et, comme l'a dit le Premier ministre, c'est l'idée même de réforme qui mourrait alors.

À l'inverse, il y a aussi d'excellentes raisons de retirer ce texte. D'abord, il est très mal parti, depuis sa conception: sa première version, qui ne visait en fait qu'à faciliter le licenciement, pouvait difficilement convaincre qu'elle allait permettre de créer des emplois; les innombrables versions suivantes, issues de négociations tous azimuts, ne pouvaient aboutir qu'à des résultats totalement contradictoires. À la CGT, on accordait le maintien du tarif des heures supplémentaires pour les transporteurs et l'extension du Code du travail aux franchises, à la CFDT l'inversion (dans l'article 2, qui occupe plus du quart de l'ensemble

du texte) de la hiérarchie des normes, donnant pouvoir aux syndicats majoritaires de négocier avec le patronat des accords d'entreprise dérogatoires aux accords de branche, au grand soulagement des patrons.

La nouvelle version de la loi, qui vise ainsi à contenter tout le monde, ne satisfait plus personne, au point qu'aujourd'hui, si chacun veut publiquement qu'on la modifie, nul ne serait mécontent qu'on la retire, à condition de ne pas en porter la responsabilité.

Loi au forceps

Ce texte convient encore moins aux chômeurs, puisqu'on n'y débat plus de leur formation. Et si le projet contient une avancée, avec le principe du droit à la formation attaché à la personne, il n'est pas garanti dans ce texte obscur et pas plus financé.

Le gouvernement doit choisir: garder le texte et passer en force, en ne faisant que des mécontents, ou retirer le texte et perdre la face

Enfin, pourquoi faudrait-il garder un texte qui sera évidemment, s'il devient loi au forceps, remis en cause par le prochain président de la République et la prochaine majorité? Il ne fait malheureusement pas partie de ces progrès sociaux si évidents que, une fois votés, ils sont irréversibles.

Ce désastre s'explique aisément: le projet initial n'était pas clairement pensé, ne s'inscrivait pas dans une vision du monde, dans une conception claire de l'évolution du marché du travail et des conditions du salariat: il en est resté à la pathétique bataille des soi-disant «partenaires sociaux», qui ne pensent qu'à préserver leurs privilèges et leur influence, même au détriment de l'intérêt général, dont ils ne sont pas comptables.

Trop tard et trop tôt à la fois

Aujourd'hui, il est trop tard et trop tôt à la fois pour remettre en chantier un projet de loi qui échangerait flexibilité contre sécurité, et qui assurerait une vraie formation diplômante et qualifiante à ceux qui voudraient ou devraient changer de métier. Le gouvernement doit choisir: garder le texte et passer en force, en ne faisant que des mécontents, ou retirer le texte et perdre la face.

Pour ma part, quand un tel choix binaire m'est proposé, je cherche toujours à lui échapper. C'est ici possible: alors que le débat va se concentrer sur les amendements à apporter à l'article 2, pour le vider de son contenu, je propose de faire l'inverse. Garder l'article tel quel parce qu'il offre une vraie démocratie dans l'entreprise en poussant les salariés à se syndiquer pour obtenir des avancées sociales. Et renoncer au reste du texte, pour rédiger une loi sur la formation professionnelle des chômeurs, dont le pays a tant besoin et dont les syndicats n'ont que faire.

Cette solution serait la moins favorable aux intérêts tactiques des divers groupes de pression, et la plus favorable aux intérêts à long terme du pays. C'est sans doute pour cela qu'elle ne sera pas retenue. Slate.fr

- Les économistes ont de bonnes idées pour réformer le droit du travail - Slate.fr

Quel que soit le sort réservé à la loi El Khomri, il devra y en avoir d'autres, beaucoup d'autres et bien plus profondes. Les économistes nous donnent quelques pistes; aux politiques de prendre les décisions appropriées.

L'opposition à la loi El Khomri est plus profonde qu'on ne pourrait le croire. Il y a certes celle d'une organisation syndicale sur le déclin qui cherche à se sauver et à sauver ses permanents, quitte à entrainer les salariés qu'elle est censée défendre dans une aventure qui ne peut que se terminer mal: si ce n'est pas François Hollande qui fait cette réforme, ce sera un autre qui agira, sans doute beaucoup plus brutalement; et, sans réforme, les emplois seront créés ailleurs.

La position de la CGT conduit le pays dans une impasse. Le prétexte d'une réforme qui aurait été imposée sans concertation ne tient pas: il est exact que le pouvoir exécutif s'y est très mal pris, en mettant dans la première version de son projet des dispositions qui n'étaient pas prévues, mais les syndicats qui ont joué le jeu de la négociation, comme la CFDT, ont obtenu des modifications substantielles.

Et réclamer aujourd'hui une nouvelle négociation en disant que de toute façon on ne veut rien d'autre que le retrait complet du texte, c'est une façon bien curieuse d'ouvrir le dialogue. FO semble avoir compris que le front du refus va dans le mur et suggère maintenant qu'un accord pourrait être trouvé moyennant quelques aménagements, mais il est un peu tard.

Résistances au changement

Ces jeux tactiques ne sont qu'un aspect du conflit. La réalité profonde est que, selon certains sondages, environ sept Français sur dix refusent la loi El Khomri. Comme il est hautement probable que moins d'un François sur dix a lu le texte de la réforme (la réalité est certainement plus proche de moins d'un sur cent), cela signifie qu'il y a une opposition de principe au changement, quel qu'il soit.

Cela peut se comprendre. Notre droit social est le résultat d'une longue série de luttes: toute remise en cause peut être considérée comme un retour en arrière si elle n'est pas expliquée de façon approfondie et si les salariés ou les demandeurs d'emploi n'y voient pas un intérêt.

Il n'y a pas d'un côté une petite minorité de gens intelligents ouverts sur le monde et l'avenir et d'un autre côté des masses peu éduquées et passéistes qui ne comprennent rien

D'une façon plus générale, en dehors des problèmes soulevés par la réforme du droit social, on sent en France une certaine inquiétude face à l'avenir. Un gouffre sépare l'univers des start-ups de celui de la plupart de nos compatriotes, qui ne semblent guère fascinés par l'univers des robots, de l'homme «augmenté» auquel on réfléchit en Californie, des objets connectés et du big data.

Ces résistances au changement, ces hésitations face à des lendemains qui n'ont pas l'air de beaucoup chanter, cette méfiance face à un «progrès» qui bouleverse trop vite et trop profondément les modes de vie doivent être prise en compte. Il n'y a pas d'un côté une petite minorité de gens intelligents ouverts sur le monde et l'avenir et d'un autre côté des masses peu éduquées et passéistes qui ne comprennent rien. L'avenir n'est pas écrit par quelques-uns, il résultera de l'action collective.

Cela dit, les pages sur lesquelles on va écrire demain ne sont pas complètement vierges. Des mouvements de grande ampleur lancés au cours des dernières années se poursuivent et vont encore faire sentir leurs effets: la montée en puissance des grands pays émergents, la numérisation de l'économie, pour ne citer que ces deux phénomènes majeurs, ont des conséquences que l'on peut déjà constater et d'autres que l'on peut d'ores et déjà tenter de prévoir, pour les accompagner ou les éviter, selon les cas. Si on ne veut pas avoir à subir l'avenir, il faut le préparer.

Trouvez-moi un économiste manchot!

Là, les économistes ont un rôle à jouer. Chacun a en tête la fameuse phrase de Churchill: «Si vous mettez deux économistes dans une pièce, vous aurez deux avis différents. À moins que l'un d'entre eux ne soit Lord Keynes. Dans ce cas, vous aurez trois avis différents.» Dans son dernier ouvrage, Économie du bien commun, Jean Tirole rappelle aussi cette exclamation du président américain Harry S. Truman, «Trouvez-moi un économiste manchot!», à un moment où il était particulièrement excédé par des conseillers qui n'arrêtaient pas de lui dire «on one hand…. on the other hand», c'est-à-dire «d'un côté…. de l'autre».

Mais ces plaisanteries, à la fois faciles et justifiées, ne sauraient faire oublier l'essentiel: il y a des faits et des tendances que l'on ne peut ignorer et des problèmes dont on sait pertinemment qu'ils vont se poser. Et les économistes sont là à la fois pour poser les problèmes et pour proposer des solutions.

En deux ans, Jean Tirole a pu mesurer tous les avantages et les inconvénients de la notoriété. Quand vous avez un prix Nobel, votre voix porte davantage, mais on vous demande de vous exprimer sur tout et n'importe quoi. Il y a des gens que cela ne dérange pas: tous les journalistes, surtout ceux de la radio et de la télévision, connaissent des économistes qui ne sont pas manchots et ont toujours une main posée sur leur téléphone, prêts à décrocher à la première sonnerie. Ce n'est pas précisément dans les habitudes de Jean Tirole, qui se fait une plus haute idée de la science et de ses responsabilités.

Vous voulez mon point de vue? Lisez ces 600 pages. Et si vous ne trouvez rien sur tel ou tel sujet, ce n'est pas la peine de venir m'importuner: si je n'ai rien dit sur ce sujet, c'est que je ne l'ai pas particulièrement étudié et donc que je n'ai rien de pertinent à déclarer. Dans ces 600 pages, Jean Tirole nous en dit beaucoup sur son métier, sur quelques grands problèmes qui se posent aujourd'hui et sa façon de les aborder.

Rendre le monde meilleur

Quand on lit certains propos sur la loi El Khomri, on ne peut s'empêcher de penser à ce qu'il écrit sur la façon dont nous formons nos jugements: «Nous interprétons les faits au prisme de nos croyances, nous lisons les journaux et recherchons la compagnie des personnes qui nous confortent dans nos croyances, et donc nous nous entêtons dans ces croyances, justes ou erronées.»

Ce refus de voir les choses en face, sans parti-pris, s'explique en partie par le besoin de se rassurer. Par exemple, «nous ne voulons pas entendre que la lutte contre le réchauffement climatique sera coûteuse. D'où la popularité dans le discours politique de la notion de croissance verte, qui suggère dans son intitulé qu'une politique environnementale serait "tout bénéfice"». Il y a ce que l'on ne voit pas et ce que l'on ne veut pas voir.

Sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique

Jean Tirole, dans Économie du bien commun

Jean Tirole croit à l'économie. «Elle récuse le tout-marché comme le tout-État. L'économie est au service du bien commun; elle a pour objet de rendre le monde meilleur.» L'économiste est celui qui aide à faire les bons choix. Mais, comme l'actualité nous le rappelle, ces choix peuvent être vivement discutés s'ils ne sont pas compris. «On a les politiques économiques que l'on mérite et […], sans culture économique du grand public, faire les bons choix peut requérir beaucoup de courage politique.» Il est donc impératif que les informations et les connaissances circulent

C'est d'autant plus important, selon Jean Tirole, que certaines propositions des économistes ne sont pas toujours facilement comprises. Ainsi, «l'idée selon laquelle flexibiliser les licenciements faciliterait la résorption du chômage est contre-intuitive». Pourtant, il en est persuadé et explique pourquoi, avant de conclure qu'il faudrait «un minimum de consensus politique sur la nécessité de changer le contrat de travail». Apparemment, ce consensus n'existe pas encore.

Le vrai sujet: les inégalités

Pierre-Noël Giraud est aussi peu désireux que Jean Tirole d'intervenir à tout propos dans le débat public, mais tout aussi soucieux que lui de contribuer à un «bon usage de l'économie», ainsi que le manifeste son dernier et remarquable ouvrage L'Homme inutile (si vous ne lisez qu'un livre d'économie par année, voire par décennie, c'est celui-là qu'il faut lire). Cet auteur singulier ne cultive pas le dogme de la «sacro-sainte» croissance. D'ailleurs, il croit (et il explique pourquoi) que l'objet central de l'économie ne doit pas être la croissance, mais l'inégalité des revenus et plus généralement l'inégalité «d'accès aux biens de ce monde».

Selon lui, l'injection des idées économiques dans le débat politique se fait en quatre temps. D'abord l'analyse et la prospective; on formule des conjecture sur ce qui va se passer si les politiques des États restent inchangées ou évoluent peu. Dans un deuxième temps, à partir de ces projections, le pouvoir politique décide, si besoin est, de nouvelles orientations. Les économistes reviennent au troisième temps pour élaborer les politiques économiques qui peuvent permettre d'atteindre ces objectifs et le quatrième temps est de nouveau politique: c'est celui de la mise en œuvre.

Le bon usage de l'économie implique donc cet aller-retour permanent entre l'économie et le politique, sachant que le plus difficile n'est pas d'élaborer des politiques mais de les mettre en œuvre. Dans un monde où la finance est instable, où la population mondiale va encore croître de 2,4 milliards d'ici à 2050, où le risque est grand, avec les changements climatiques, que localement des hommes ne puissent plus trouver le «capital naturel leur permettant de mettre en œuvre leur capital humain», il est impératif que les politiques menées au niveau mondial changent de façon radicale.

L'auteur ne craint pas de préconiser des mesures qui ne sont pas (pas encore?) dans l'air du temps: «Il faut limiter la liberté de mise en circulation des biens-services et des capitaux par les firmes globales, sans aller, loin de là, jusqu'à l'autarcie des grands blocs, et il faut que les politiques économiques restent suffisamment indépendantes tout en étant en partie coordonnées.»

Au passage, on notera que cet économiste, si soucieux d'éviter qu'il n'y ait «de plus en plus d'hommes inemployés, piégés dans les trappes du travail précaire, dans l'extrême pauvreté, réduits à l'inutilité à soi et aux autres», penche lui aussi , comme Jean Tirole, pour l'existence d'un contrat de travail unique avec des droits progressifs pour le salarié et se montre également favorable à la possibilité de négociations à l'allemande: «flexibilité du temps de travail et du salaire versus maintien de l'emploi pour passer les caps difficiles».

Bref, il serait bon que les opposants par principe aux réformes commencent à se demander si le maintien toujours et partout du statu quo est la meilleure protection contre les risques futurs. Dans le même temps, il paraîtrait normal que ceux qui prétendent réformer expliquent en quoi les mesures qu'ils veulent faire passer sont inspirées par le souci du bien commun.
Le problème ne vient pas de la tyrannie de l'économie –au final, ce sont toujours les politiques qui ont et doivent avoir le dernier mot–, mais peut-être d'une insuffisante qualité du débat économique. Slate.fr 01.06

Que recouvre la formulation "opposants par principe aux réformes", sinon que nous ne devrions pas avoir de principes, pas de droits, pas de besoins, pas d'aspirations en dehors de ceux de l'oligarchie et nous soumettre silencieusement au sort abominable que ces tyrans nous préparent. Désolé, place à la lutte de classe.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Somalie: un attentat contre un hôtel de Mogadiscio fait plus de 10 morts - AFP

L'attaque d'un hôtel de Mogadiscio revendiquée par les islamistes somaliens shebab a fait plus de dix morts, dont deux députés, en plus des assaillants, tués dans un face à face de plus de douze heures avec les forces de sécurité qui s'est achevé jeudi matin. AFP 02.06

- Attentat suicide meurtrier près d'une mosquée de Lattaquié - Reuters

Un attentat suicide a frappé jeudi la ville de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, sous le contrôle des

forces gouvernementales, rapporte la télévision publique syrienne et la chaîne du Hezbollah, Al Manar. Reuters 02.06

- Nigeria : six morts dans l'attaque d'un navire d'une compagnie pétrolière - LeMonde.fr Les attaques contre les infrastructures pétrolières du pays se multiplient depuis plusieurs semaines. LeMonde.fr 02.06

- Etats-Unis : le meurtrier de UCLA avait une "liste de personnes à tuer" - euronews.com L'homme qui a tué un professeur de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) avait une liste de "personnes à tuer" dont une femme qui a été retrouvée morte dans le Minnesota. Le meurtrier était un homme de 38 ans et s'appelait Mainak Sarkar. euronews.com 02.06

- Les corps de 85 migrants rejetés sur la côte libyenne - Reuters Les corps de 85 migrants morts noyés en mer Méditerranée ont été rejetés sur la côte libyenne, près de la ville de Zouara, non loin de la frontière avec la Tunisie, a annoncé jeudi un responsable du Croissant-Rouge. La plupart semblent venir d'Afrique subsaharienne... Reuters 02.06

- Colombie: Des maisons de tortures découvertes dans un quartier dangereux de Bogota - 20minutes.fr Les forces de l'ordre ont également porté secours à plus de 200 mineurs victimes d'exploitation sexuelle et quelque 1.500 sans-abri réduits en esclavage... 20minutes.fr 02.06

Bienvenue en oligarchie.

- Crise d'ado et discours populo: le débrief du dernier épisode de «Game of Thrones»

Chaque semaine, notre analyse du dernier épisode en date avec la chronique «After Show».«After Show», la chronique qui débriefe sur YouTube et Slate.fr le dernier épisode de la saison 6 de Game of Thrones, avec Nora Bouazzouni (Slate.fr, Libération) et Léonard Desbrières (GQ, Technikart)... Slate.fr

- En Australie, un café «destructuré» devient viral

Le café, servi dans trois petits récipients, a provoqué l'indignation. Cette boisson proposée dans un café australien pourrait «signaler le déclin irréversible» de nos sociétés, selon Mashable. De quoi s'agit-il? Rien de bien méchant: un café «déstructuré». Slate.fr

- Pour lutter (un peu) contre l'obésité, une assiette-éponge qui absorbe l'huile

La Thaïlande lance ce plat percé de petits trous, qui permet de récupérer un peu de la matière grasse, très présente dans la cuisine locale.La cuisine thaïlandaise est délicieuse mais aussi très grasse. Entre le pad thai, le laap ou le yam, ce n'est pas l'huile qui manque. Slate.fr

- Non, la femelle panda ne «simule» pas sa grossesse (c'est plus compliqué)

Certaines femelles, trompées par leurs hormones, adoptent inconsciemment un comportement de future mère, même si aucun bébé ne naîtra au final.Huan Huan accouchera-t-elle d'un bébé panda ou pas? Ces jours-ci, la femelle du zoo de Beauval (Loir-et-Cher) cristallise les attentions. Slate.fr

- Les toilettes n'ont pas toujours été séparées (puis est venu le sexisme)

La séparation des toilettes a été imposée aux entreprises au début du XXe siècle, dans la foulée d'une idéologie de séparation des sexes qui voulait empêcher les femmes de sortir et de travailler.Outre-atlantique, le débat fait rage... Slate.fr

- «Ils violent tellement de filles par jour qu'ils sont obligés d'utiliser des médicaments»

Parmi les armes à feu, les bombes et les machettes retrouvées dans les repaires de Boko Haram par l'armée nigériane, les militaires découvrent aussi des réserves d'une toute autre utilité, selon The Daily Beast: des bibelots, des amulettes magiques mais surtout, d'importantes quantités de Viagra et de toutes sortes de comprimés similaires. Slate.fr

- Sur Facebook, la façon de s'exprimer des hommes et des femmes diffère

Des chercheurs se sont penchés sur la façon dont les hommes et les femmes s'expriment sur Facebook, ainsi que sur les sujets dont ils parlent. LeMonde.fr

- Quand l'attractivité de la France décroche, c'est l'emploi qui trinque

Même si la courbe du chômage s'inverse, le recul de l'attractivité de la France pénalise la création d'emplois. Dommage. C'est lorsque l'Insee fait état de statistiques plutôt encourageantes pour l'économie française que les mouvements sociaux risquent de porter un coup d'arrêt au mouvement ainsi amorcé. Slate.fr

- Le premier article de quenelles studies vient de paraître

Signé d'une chercheuse de l'université de Bologne, l'article revient sur la «nébuleuse sémantique» qu'est devenu ce «geste-discours» du polémiste. Il fallait bien que ça arrive un jour. Les universitaires se penchent sur «la quenelle»... Slate.fr

- Réquisitoire de Clinton contre Trump, candidat "dangereux"

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a prononcé jeudi un virulent réquisitoire contre son rival républicain Donald Trump, dénonçant ses positions "dangereusement incohérentes" en matière de sécurité et politique étrangère. AFP

En famille. Bienvenue chez les ultra sionistes.

Avertissement.

Je rappelle pour la énième fois, que ce portail est également destiné à diffuser les informations autocensurées par les médias aux ordres. En lisant les articles plus loin, vous comprendrez immédiatement pourquoi il leur arrive d'être fort discrets ou de censurer certaines informations trop compromettantes pour le gouvernement.

Je publie ces articles parce qu'ils ne comportent aucun propos prêtant à confusion, et parce que toutes les infos qu'ils contiennent sont vérifiables.

On évoque souvent les think-tanks, les fondations ou instituts néoconservateurs ou néolibéraux auxquels sont liés les dirigeants de LR et du PS notamment, l'influence du puissant lobby ultra sioniste ou d'extrême droite sur le gouvernement français, comment il influence sa politique intérieure et étrangère, on en a chaque semaine la preuve.

Ce n'est pas une obsession, c'est un simple constat. On peut ajouter qu'il n'aurait pas acquis le même pouvoir au sein de l'UE et de la totalité des institutions internationales s'il n'était pas lié organiquement à l'oligarchie financière anglo-saxonne, car en dernier lieu, c'est elle qui lui dicte sa politique, quel moyen mettre en oeuvre pour parvenir à l'appliquer, quel homme ou quelle femme à placer à tel ou tel poste, qui soutenir ou qui diffamer, et tire les ficelles.

Pourquoi insiste-t-on si lourdement ? Parce que la plupart des militants ne comprennent pas quel est l'enjeu de toutes ces manigeances, tout comme ils ne comprennent pas la place et le rôle d'Israël dans le dispositif ou la stratégie politique néolibérale. Il n'est pas du tout question de religion, de race ou de peuple, terrain sur lequel ils entraînent les esprits faibles ou naïfs, les ignorants qui peuvent sombrer dans l'antisémitisme, mais uniquement de pouvoir, économique et politique.

On part du principe qu'on ne peut pas combattre efficacement un ennemi, si on n'est pas capable de le démasquer et de caractériser politiquement les rouages de sa stratégie. On n'a pas à se justifier davantage, et s'il y en avait pour interpréter autrement notre démarche qui est parfaitement claire, c'est que leur esprit soumis à la pression de l'idéologie de la classe dominante serait devenu particulièrement malsain ou tordu. Au regard de la confusion générale qui règne en France, gageons qu'il s'en trouvera, ce qui est inévitable et nous laisse indifférent.

Pour terminer cette présentation, alors que Hollande et ses ministres ne cessent de clamer sur tous les tons qu'ils sont les champions de la lutte contre l'extrême droite, qu'elle représente un véritable danger, etc. les lecteurs pourront constater eux-mêmes qu'ils s'en accommodent très bien quand l'extrême droite est israélienne ou sioniste, mieux, qu'ils lui vouent un véritable culte et la soutienne à fond.

- FRANÇOIS HOLLANDE, DÉSIGNÉ "HOMME D'ÉTAT MONDIAL" 2016 PAR UN RABBIN PRO-ISRAÉLIEN ET VA-T-EN-GUERRE.

Jeudi 26 mai, la presse française rapporte qu'une "fondation américaine" a décerné le prix de "l'homme d'État mondial" de l'année à François Hollande en raison de " son leadership dans la sauvegarde de la démocratie et de la liberté dans un moment d'attaques terroristes et pour sa contribution à la stabilité et la sécurité mondiales".

Un élément d'information est totalement ignoré ou passé sous silence par l'ensemble des médias traditionnels ayant rapporté cette information : depuis 1965, le président-fondateur de cette "fondation" est Arthur Schneier, un proche du criminel de guerre Henry Kissinger et un rabbin orthodoxe de la synagogue new-yorkaise de Park East qui cultive une étroite proximité avec l'oligarchie américano-sioniste et l'appareil d'État israélien.

Le 14 avril, il avait ainsi convié dans sa synagogue John Bolton, ex-ambassadeur américain et néoconservateur emblématique de la guerre en Irak, ainsi que le général israélien Yaron Rosen pour une conférence organisée par l'armée de l'air israélienne et relative -selon son titre digne de Benyamin Netanyahou- à la "lutte antiterroriste, depuis l'Iran jusqu'à Daech".

Le rabbin Schneier avait annoncé sur le programme sa "prière spéciale pour Israël". panamza.com

- Hollande "homme d'Etat de l'année" pour une fondation US, pas pour les Français - sputniknews.com

L'homme d'Etat de l'année 2016 est donc François Hollande, cet homme dont les trois quarts des sondés en France pensaient, au mois de mars dernier, qu'il ferait un mauvais président pour 2017.

La fondation interconfessionnelle new-yorkaise Appeal of Conscience (Fondation faisant appel à la conscience) vient de désigner le président français François Hollande "Homme d'Etat mondial" 2016 pour "son leadership dans la sauvegarde de la démocratie et de la liberté", rapporte la presse internationale.

"Ce prix honore les dirigeants qui soutiennent la paix et la liberté, par la promotion de la tolérance, de la dignité humaine et des droits de l'Homme, en défendant ces causes dans leur pays et en travaillant avec d'autres dirigeants mondiaux pour bâtir un avenir meilleur pour tous", lit-on dans le communiqué de la fondation.

Oubliées les journées de mobilisation en France, oubliée l'impopularité chronique du président de la République. François Hollande est "l'homme d'Etat mondial" de l'année 2016.

Quoi qu'il en soit, François Hollande n'est pas le premier président français à recevoir cette distinction. En 2008, Nicolas Sarkozy l'avait mérité. Il avait fait pour l'occasion un discours promouvant la paix interconfessionnelle.

La fondation Appeal of Conscience a été fondée en 1965 par le rabbin Arthur Schneier, survivant de la Shoah devenu, en 1962, rabbin de la Park East Synagogue de New York. sputniknews.com 27.05

- C'EST OFFICIEL : LA FRANCE CÉLÉBRERA ISRAËL "TOUTE L'ANNÉE 2018".

Vendredi 20 mai, le site de France Info rapporte qu'Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, accompagnera demain Manuel Valls en Israël -en présence du président du Crif ainsi que des réalisateurs ultra-sionistes Alexandre Arcady et Yvan Attal.

Détail à souligner : selon la radio publique, Azoulay "s'attelle aux préparatifs de l'année France-Israël. Ces échanges culturels croisés entre les deux pays s'étaleront sur toute l'année en 2018.

Destiné à "valoriser et renouveler l'image de notre pays comme celle du pays invité" ainsi qu'à "favoriser la connaissance et la compréhension mutuelles" selon le Quai d'Orsay, cet évènement (qui se tiendra à l'occasion des 70 ans du régime colonial et ségrégationniste de Tel Aviv) a été acté lors de la visite de François Hollande en Israël, fin 2013, au cours de laquelle le chef de l'État s'était déclaré prêt -comme l'avait révélé Panamza- à "entonner un chant d'amour pour Israël et pour ses dirigeants" panamza.com 20.05

- "JE SUIS LIÉ DE MANIÈRE ÉTERNELLE À LA COMMUNAUTÉ JUIVE ET À ISRAËL" : CETTE PHRASE DE VALLS VOUS CHOQUE ? VOUS FAITES PARTIE DE LA "FACHOSPHÈRE" SELON LE MONDE.

Samedi 21 mai, le site du quotidien Le Monde a publié un article intitulé "Manuel Valls, l'ami d'Israël, en visite à Tel-Aviv" et rédigé par le "journaliste politique" Bastien Bonnefous.

Extrait :

"En 2011, quelques mois après son mariage avec Anne Gravoin, Manuel Valls se déclare « par [sa] femme, lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël », lors d'une rencontre organisée par Radio Judaïca à Strasbourg. Une phrase qui depuis ne cesse d'alimenter les sites Internet complotistes et antisémites de la « fachosphère »".

Vous avez bien lu.

S'intéresser ou faire connaître autour de vous cette stupéfiante déclaration -révélée en septembre 2011 par l'auteur de ces lignes- vous assimile, selon le quotidien emblématique de la presse française, à un "complotiste antisémite" de la "fachosphère".

Rappel : Le Monde, dont la réaction est co-dirigée par Luc Bronner (un fervent défenseur de Charlie Hebdo) et Christophe Ayad (un journaliste pétrifié devant BHL), est financé par Pierre Bergé, mécène de la mouvance sioniste proche de BHL, et piloté par Louis Dreyfus (fils de Tony Dreyfus, un ex-député du groupe France-Israël et intime de Valls).

Détail à souligner : depuis 2015, les 8 sites du Groupe Le Monde (Le Monde, Télérama, Le Huffington Post, Courrier International, La Vie, L'Obs, Le Plus et Rue89) utilisent les services d'Outbrain, compagnie dirigée par Yaron Galai -un membre actif du complexe militaro-technologique israélien (via le Centre interdisciplinaire d'Herzliya, antenne du Mossad). panamza.com 25.05

- ALLAUD-BELKACEM «EXPRIME SON DÉSIR DE VISITER ISRAËL» AUPRÈS D'UN MINISTRE D'EXTRÊME DROITE.

Mercredi 1er juin, l'ambassade d'Israël en France a publié -via Twitter- une photographie représentant Ofir Akunis, ministre israélien des Sciences de passage à Paris, en compagnie de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale -tout sourire.

Selon l'ambassade, Vallaud-Belkacem lui a fait connaître «son désir de visiter Israël».

Précision : membre du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, Akunis -issu lui-même de la frange droitière du parti nationaliste Likoud- s'était vanté à la Knesset d'être, si besoin, le «dernier homme sur Terre» à s'opposer totalement à la création d'un État palestinien {https://youtu.be/kkGMWU0V3lI}.

Akunis s'est également distingué en prenant la défense d'Elor Azria, ce Franco-Israélien engagé dans l'armée israélienne qui avait froidement exécuté un assaillant palestinien blessé et gisant au sol..

Rappel : le 16 mars 2015, à la veille des élections départementales, Vallaud-Belkacem, ministre chouchoutée par Valls et récemment décorée par la franc-maçonnerie, avait présenté le Front national, incarnation emblématique de l'extrême droite française, comme "le parti de la haine" {https://youtu.be/zi8VmNi8LCM.

À souligner : contrairement à l'ambassade israélienne, Vallaud-Belkacem n'a fait aucun communiqué sur son compte Twitter ou sur le site du ministère à propos de sa rencontre visiblement chaleureuse avec un ministre israélien d'extrême droite. panamza.com

- SPONSORISÉ PAR VALLAUD-BELKACEM, THOMAS HUCHON VEUT REMPLACER LES "THÉORIES DU COMPLOT" PAR DES "CONTENUS VERTUEUX".

Vendredi 20 mai, la chaîne Public Sénat a diffusé un débat (sans contradicteur) à propos de "la haine sur le net".

Invités : Sacha Reingewirtz, président de l'Union (ultra-sioniste) des étudiants juifs de France + Thomas Huchon, porte-parole médiatique de Spicee, "fils de" (Jean-Paul Huchon, ex-président PS du Conseil régional d'Île-de-France) et lauréat d'un prix bidon remis par Caroline Fourest.

Invité (pour la 2ème fois en 3 mois) et interrogé de manière complaisante par l'animatrice Caroline Deschamps, Huchon a "lancé un appel" aux "géants du net" (Google, Facebook, Twitter) afin qu'ils remplacent -dans leurs choix aléatoires proposés aux internautes- les "théories du complot" par des "contenus vertueux" {https://youtu.be/RAJQx19Cz1Y}.

Précision : salarié d'un site promu par la ministre de l'Éducation nationale et financé par le milliardaire (et ex-gérant de peep-show) Xavier Niel, Huchon s'est vanté au cours de l'émission d'avoir pu se rendre dans "21 lycées depuis janvier" afin d'y effectuer des ateliers "pédagogiques" contre le "conspirationnisme sur internet". panamza.com

- DÎNER AU CRIF ET INTERVIEWER TENDREMENT SON PRÉSIDENT : LE CAS WENDY BOUCHARD, JOURNALISTE-FAN D'ISRAËL.

Samedi 21 mai, la radio Europe 1 a diffusé un entretien particulièrement mielleux et déférent de Roger Cukierman, président ultra-sioniste et islamophobe du Conseil représentatif des institutions juives de France qui accompagne dès aujourd'hui Manuel Valls en Israël.

L'intervieweuse : Wendy Bouchard, 35 ans, présentatrice vedette de Zone Interdite (M6), future animatrice d'une émission culturelle sur la chaîne publique France 3, conférencière de l'association "Les Amis du Crif", participante du dernier dîner du Crif, fan du comploteur d'État Shimon Peres et chantre d'Israël- ce "pays magnifique".

Rappel : Europe 1 a été co-fondé par le Franco-Israélien Jean Frydman, ami du criminel de guerre Ehud Barak. Son directeur général est le pro-israélien Fabien Namias. panamza.com21.05

- "ILS SONT PARTOUT" : VALLS, CAZENEUVE, LANG ET CHALGHOUMI ONT DÉJÀ VU LE FILM D'YVAN ATTAL.

Jeudi 19 mai, au cinéma Gaumont Opéra de Paris, le réalisateur ultra-sioniste Yvan Attal a projeté en avant-première (13 jours avant sa sortie nationale) son film intitulé "Ils sont partout", produit par Thomas Langmann, soutenu par Canal + et consacré à "l'antisémitisme" en France.

Étaient présents dans les premières rangées : le Premier ministre et son épouse Anne Gravoin, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et son épouse Véronique Cazeneuve, le président de l'Institut du monde arabe Jack Lang et "l'imam" Hassen Chalghoumi.

À la droite de Manuel Valls étaient assis Karen Taïeb, élue PS, et son mari Gil Taïeb, vice-président du Crif et fondateur d'une association dénommée "Pour le bien-être du soldat israélien".

Précision : lors d'un entretien diffusé en juin 2015 par la chaîne israélienne i24news, Yvan Attal a fait savoir qu'il avait été "encouragé" par Manuel Valls pour faire son film {https://youtu.be/SuWqlB-o0uo?t=9m36s}.

Le Premier ministre sera d'ailleurs accompagné par Attal -un natif de Tel Aviv- lors de sa visite en Israël, du 21 au 24 mai.

À souligner :

- le 4 avril, Le Monde a publié une tribune de personnalités qui ont soutenu la tenue d'un colloque islamophobe dénommé "Le Sursaut" et organisé à Paris par la nébuleuse du sionisme international. Parmi les signataires : Yvan Attal .

- ce vendredi 20 mai, Attal a déclaré au micro d'Europe 1 qu'il avait été traité de "sale juif" durant le tournage "en banlieue". Il a également tenu à préciser qu'il s'agissait d'un individu s'exprimant "en arabe" panamza.com 20.05

- LA FARCE CONTINUE : HASSEN CHALGHOUMI REÇOIT LA "MÉDAILLE DU COURAGE" À BEVERLY HILLS.

Lundi 18 avril, The Hollywood Reporter rapportait la tenue du "principal rassemblement annuel de la communauté juive de Los Angeles" au Beverly Hilton, hôtel 4 étoiles situé dans la banlieue cossue de Beverly Hills.

Maître de cérémonie : le Centre Simon Wiesenthal, organisation ultra-sioniste californienne qui avait notamment -le 27 septembre 2012- visité et salué Manuel Valls pour sa "défense de la communauté juive française".

À l'honneur de cette soirée qui a réuni le gratin d'Hollywood et des décideurs politiques locaux : Hassen Chalghoumi, président autoproclamé de "la Conférence des imams de France" (coquille vide lancée en 2009 par son ami extrémiste israélien Sammy Ghozlan).

Chalghoumi a ainsi reçu la "médaille du courage" en raison de sa "promotion du dialogue interreligieux". panamza.com 21.05

- EUROVISION : AMIR A COLLABORÉ AVEC LE KKL, ORGANISATION ISRAÉLIENNE ACCUSÉE DE "NETTOYAGE ETHNIQUE".

Le 4 mai, Panamza avait révélé que le chanteur franco-israélien Amir Haddad avait été "validé" par Delphine Ernotte, PDG de France Télévisions, pour représenter la France au concours de l'Eurovision qui se tiendra le samedi 14 mai {https://youtu.be/boYQovCybYQ}.

Amir sera d'ailleurs en concurrence avec un autre Israélien, venu représenter officiellement le régime colonial de Tel Aviv et dénommé Hovi Star {https://youtu.be/SpWKfcjXcp0}.

Un élément d'information biographique à propos d'Amir n'est jamais rapporté par la presse traditionnelle française : fervent interprète de l'hymne israélien, il avait accepté -en mai 2014- de participer à un concert parisien dédié à la célébration des 66 ans d'Israël et organisé par le KKL {https://vimeo.com/91936991; https://youtu.be/Vr9Isgq4HAc}.

Partenaire du gouvernement Netanyahou, cette organisation ultra-sioniste est régulièrement accusée -notamment par des associations juives indépendantes des réseaux communautaires- de pratiquer le "nettoyage ethnique" à l'encontre des Palestiniens en leur expropriant des terres dont l'usage ultérieur sera interdit aux non-juifs panamza.com13.05

- LE FESTIVAL DE CANNES DÉROULE LE TAPIS ROUGE À MIRI REGEV, MINISTRE ISRAÉLIENNE

D'EXTRÊME DROITE.

Elle a été porte-parole de l'armée israélienne.
Elle a été chargée de la communication du gouvernement d'Ariel Sharon.
Elle a comparé les immigrants soudanais à un "cancer dans notre corps".
Elle est favorable à la destruction des maisons familiales des "terroristes" palestiniens.
Elle menace de couper les budgets des institutions culturelles qui ne seraient pas "loyales" envers Israël et "respecteuses" de son image.

Miri Regev, ministre de la Culture et membre du Likoud, a monté les marches du Palais de Cannes, dimanche 15 mai, en compagnie du maire LR David Lisnard (à sa droite) et de Pierre Lescure, président du Festival.

Détail complémentaire à souligner : le site Geopolis du groupe France Télévisions rapporte que "le drapeau d'Israël flotte, pour la première fois, au village international du Festival de Cannes". Le motif : l'installation d'un pavillon dédié au cinéma israélien et inauguré par Miri Regev. panamza.com 17.5

- TEL AVIV SUR CANNES : BHL INVITÉ IN EXTREMIS DANS LA SÉLECTION OFFICIELLE.

Lundi 16 mai, à 13h, le Festival de Cannes a publié un communiqué relatif à la "projection de dernière minute" en sélection officielle d'un documentaire qui sortira au cinéma le 8 juin : "Peshmerga", réalisé par Bernard-Henri Lévy, un militant ultra-sioniste qui a récemment participé à une levée de fonds pour l'armée israélienne panamza.com

- COMING OUT : ZEMMOUR ARBORE UNE KIPPA DANS UNE ANTENNE DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE.

Mercredi 1er juin, le polémiste Éric Zemmour a donné une conférence intitulée "Qu'est-ce qu'être Français et juif?".

Le lieu : la Grande synagogue de la Victoire, établissement religieux qui sert -comme l'avait révélé Panamza en mai 2014- de base de recrutement pour l'armée israélienne.

La nouveauté : pour la première fois en public et devant des caméras, Zemmour, âgé de 57 ans, arbore une kippa, couvre-chef qu'il avait pourtant qualifié -le 14 janvier, sur RTL- de "selfie religieux" {https://youtu.be/TAMAsr9yV9k}.

Rappel : adulé par la droite identitaire française (FN, Fdesouche, etc), Zemmour avait déclaré -le 28 février, sur BFM TV- que les Français musulmans devaient -quant à eux- "se détacher de l'islam" {https://youtu.be/v0jL8ggksgE?t=10m47s}.

Pour en savoir plus sur le crypto-communautariste Éric Zemmour, consultez l'article de Panamza intitulé "Zemmour, cet admirateur d'Israël pour qui les Français musulmans sont des «colons»".

INFO-BONUS : l'un des fils d'Éric Zemmour, prénommé Thibault, a publié le 24 juillet 2015 sur son compte semi-public Facebook une photographie (à droite de l'image) le représentant avec sa petite amie, habillée en soldate de l'armée israélienne et munie -tout sourire- d'un fusil. panamza.com

- Condamné par la justice pour avoir qualifié Caroline Fourest de « désinformatrice »

Démystifier publiquement le pseudo-travail journalistique de Caroline Fourest peut vous faire sanctionner par un tribunal. Tel est mon cas.

Journaliste indépendant et fondateur du site d'investigation Panamza, j'ai été condamné aujourd'hui par la 17ème chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris.

Alignée sur la position du ministère public, la magistrate Fabienne Siredey-Garnier m'a déclaré « coupable du délit de diffamation » envers Caroline Fourest, suite à l'audience qui s'est tenue le 22 mars.

Rappel des faits : l'essayiste m'avait poursuivi pour l'avoir notamment qualifié de « désinformatrice » dans un article de février 2013 dans lequel je révélais son altération d'un témoignage relatif à l'arrestation -par la police américaine- d'agents du Mossad le 11 septembre 2001.

En dépit de mon "offre de preuve" (constituée par la lettre de Raphaël Berland, le témoin en question qui certifie que ses propos ont été modifiés et tronqués), la juge a préféré accréditer la version de Fourest : il s'agirait simplement, selon elle, d'une mauvaise retranscription commise par sa monteuse Laure Matthey. Celle-ci, dans sa lettre pourtant jugée irrecevable car remise hors-délai, assure avoir elle-même commis cette « erreur » en raison des propos « confus » et « inaudibles » de Berland.

Cerise sur le gâteau : dans la copie du jugement qui m'a été adressée par mon avocate Isabelle Coutant-Peyre, il est précisé que « les propos poursuivis » et jugés litigieux par Fourest ("désinformatrice, menteuse, fraude journalistique, trucage") ne « reposent pas sur une base factuelle suffisante ».

Vous avez bien lu.

Malgré les nombreuses et flagrantes contre-vérités formulées par Fourest tout au long de sa carrière et citées en audience à titre d'illustration complémentaire, le tribunal a néamoins estimé que j'avais porté « atteinte à son honneur et à sa considération ». panamza.com 31.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne

- Grande-Bretagne : le Brexit annoncé par les sondages - euronews.com

Les sondages révèlent un tournant marquant, puisque désormais 52% des électeurs disent oui au divorce, contre 48% qui veulent rester dans l'UE.

Si la classe ouvrière est la plus europhobe, les jeunes au contraire sont les plus europhiles : trois quart des moins de 25 ans sont opposés au Brexit...

La participation générale devrait avoisiner les 60%, toujours selon les sondages. euronews.com 02.06

Turquie. Le führer s'emporte.

- Fureur turque après la reconnaissance du génocide arménien par les députés allemands - AFP La Turquie a réagi avec colère jeudi à l'adoption à la quasi-unanimité par les députés allemands d'une résolution qui reconnaît le génocide arménien, rappelant son ambassadeur à Berlin et menaçant d'une riposte en pleine crise migratoire. AFP 02.06

Yémen. Le massacre oublié.

- Guerre au Yémen: l'ONU épingle la coalition arabe pour les morts d'enfants - AFP

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a placé jeudi la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite sur sa liste noire des pays violant les droits des enfants, l'accusant de la mort de centaines de mineurs au Yémen. AFP 02.06

Venezuela. Opération déstabilisation-destitution.

- Venezuela : «Nous avons faim» scandent les manifestants devant la présidence

Une réunion cruciale pour l'organisation du référendum révocatoire contre le président a été annulée par les autorités chavistes qui font tout pour retarder son organisation. Les manifestations spontanées pour protester contre les pénuries de nourriture se multiplient à travers le pays. LeFigaro.fr 02.06

ECONOMIE

L'Arabie saoudite. Les féodaux adoptent l'ubérisation.

- L'Arabie saoudite investit 3,5 milliards de dollars dans Uber - AFP

Haut de page

Le 7 juin 2016

CAUSERIE

Apparemment le POID ne dit plus dehors Hollande, et la lettre de son organisation de jeunesse adressée à Hollande a été abandonnée. Je me réfère aux maigres documents que j'ai trouvés dernièrement sur le Net, dont la "news letter" de mai de Jeunesse révolution, et l'Appel du POID à une conférence nationale de travailleurs et de jeunes.

Je ne reçois plus Informations ouvrières du POI, le camarade qui me l'envoyait n'est plus abonné.

La confrontation des idées impossible.

Nous sommes une insignifiante minorité parmi l'infime minorité des militants ouvriers qui luttons pour renverser le régime capitaliste, à avoir intégré dans notre analyse de la situation à la fois la crise du capitalisme, la lutte des classes, les enseignements du marxisme ou le socialisme, et le mondialisme ou la stratégie politique néolibérale qui en est la négation, de sorte que chaque événement qu'on aura à interpréter s'intègrera dans l'orientation actuelle de la société ou sera le plus conforme possible à la réalité, ensuite et ensuite seulement en fonction de son importance et des outils théoriques à notre disposition, on évaluera en quoi et dans quelle direction il serait susceptible d'en modifer le cours.

Voilà qui nous vaut bien des inimitiés, calomnies, insultes et j'en passe.

Vous avouerez que cette démarche n'a rien à voir avec je ne sais quel a priori sujet à une déviation d'ordre mégalomaniaque ou aventurière, accusation dont nous faisons souvent l'objet de la part de ceux qui refusent ou sont incapables pour différentes raisons de prendre en compte l'ensemble des facteurs cités plus haut et les rapports qu'ils entretiennent.

Parmi nos procureurs, nous distinguerons les éléments appartenant au mouvement ouvrier et les intellectuels oeuvrant à sa marge.

Les premiers ignorent le mondialisme ou la stratégie politique néolibérale et nous reprochent d'y faire référence, les seconds, la lutte des classes, les enseignements du marxisme ou le socialisme, parce qu'ils dénient à la classe ouvrière la capacité de décider de son propre sort et de l'orientation de la société qui devraient leur revenir au côté de la classe des capitalistes puisqu'ils estiment qu'elle n'aurait pas encore épuisé le rôle historique qu'elle devait remplir au cours du développement de la civilisation humaine.

Partant de là, on se fait pour ainsi dire que des adversaires ou des ennemis et très peu d'amis.

Les uns et les autres refusent obstinément d'examiner nos arguments ou évitent soigneusement toute confrontation d'idées, ils ne cherchent pas à mieux comprendre la situation parce qu'ils estiment l'avoir comprise une fois pour toute un point c'est tout, en y mettant parfois les formes hypocritement, histoire qu'on ne les accuse pas de refuser toute discussion, qui en réalité tourne pratiquement toujours au monologue ou à la confrontation violente d'où rien ne sortira.

J'ai adressé un courriel au portail suisse francophone Arrêt sur Info, il figure intégralement dans la causerie du 3 mai. J'ai reçu une réponse de sa responsable qui a évité soigneusement de reprendre les éléments que j'avais exposés :

Merci de votre feed back

Je crois que lorsqu'il affirme que les mouvements révolutionnaires socialistes, marxistes, trotskistes et autres, ont pour origine le messianisme kabbalistique il se réfère à des sources dont le spécialiste de ces mouvements : Mochaël Lowy

Bien à vous

Silvia Cattori

Journaliste indépendante

Arrêt sur Info

Voilà un exemple qui confirme de manière éclatante ce que nous avancions. Pour éviter de répondre à une question un peu trop précise, il reste le hors sujet.

En lisant ce courriel on pourrait penser que j'aurais fait référence au "messianisme kabbalistique", or nullement, son contenu abordait un tout autre sujet purement politique qui n'apparaît nulle part dans la réponse de madame Cattori, qui visiblement n'a pas souhaité répondre aux questions politiques précises que j'avais soulevées. Notamment celle relative à un article qu'elle a publié dans son portail, et dans lequel son auteur s'était livré à un anticommunisme primaire à l'aide d'un amalgame ordurier entre le communisme et le stalinisme, présentant des staliniens assumés pour des "marxo-trotskistes" adeptes du "marxo-bolchévisme", ensuite quant au refus des intellectuels de rompre avec le régime capitaliste pour l'affronter, ce qui les condamne à l'impuissance ou les conduit fatalement à s'y soumettre. En rédigeant ces lignes, je pensais à haute voix à tous les intellectuels dont Silvia Cattori publie les articles, ainsi que les siens.

Ceci explique sans doute cela.

On se demandera qu'est-ce que vient faire ici le "messianisme kabbalistique", qu'est-ce que viendrait faire une interprétation archaïque, métaphysique et ésotérique de l'univers dans la tradition du mouvement ouvrier révolutionnaire profondément influencée par le marxisme ou le matérialisme dialectique, et pourquoi nous renvoyer à Michaël Lowy, descendant d'immigrés juifs de Vienne (Wikipédia) qui était lié à la LCR, membre d'ATTAC et de la Fondation Copernic, un think-tank du PS auquel le NPA s'est associé lors de différentes campagnes, aux Forums sociaux mondiaux, etc. sinon que cette association est le produit d'une obsession quasi-névrotique, malsaine ou nauséabonde qui tend à ramener tout sujet ou toute discussion aux juifs et à leur histoire, ce qui n'a absolument rien à voir avec le plan sur lequel j'avais situé mon courriel, celui de la lutte des classes.

En fait, Silvia Cattori n'a pas répondu à mon courriel, elle s'est bornée à citer Youssef Hindi, pour lequel il n'y avait "*Rien d'étonnant à voir ces athées marxo-trotskistes passer au messianisme religieux lorsque l'on sait que ces mouvements révolutionnaires des XIXe et XXe siècles trouvent leurs sources dans le messianisme kabbalistique.*, alors que Marx et Engels devaient rompre avec la métaphysique, la religion et la philosophie, dont les théories ou les systèmes reposaient essentiellement sur des spéculations, des révélations, y compris le socialisme utopique ou préscientifique imbibé de ces croyances, pour adopter le matérialisme dialectique reposant uniquement sur des faits matériels ou objectifs pour interpréter la nature, le monde et l'univers.

En famille à gauche. L'espoir dans le FMI fait vivre.

- « Le néolibéralisme a-t-il été surestimé ? » se demande le FMI. - Coralie Delaume - Le Grand Soir 06.06

Extraits.

- Au lieu de relancer l'activité, certaines politiques néolibérales ont accru les inégalités, compromettant en retour la croissance durable de l'économie. (On aura apprécié "certaines", ce qui signifie que certaines politiques néolibérales ont contribué à réduire les inégalités... dans un pays ou sur un continent pour les renforcer ailleurs, peu importe... - LVOG)

- Il y a certes eu des éléments positifs dans l'explosion néolibérale. (S'ils le disent ! - LVOG) L'expansion du commerce mondial a sorti des millions de personnes d'une pauvreté abjecte. (De pauvres et libres ou sans travailler, ils sont désormais endettés jusqu'au coup et esclaves du marché tout en étant toujours aussi pauvres, puisque ce qu'ils recoivent d'une main, ils le reversent de l'autre. En vivant en Inde je peux l'observer quotidiennement. - LVOG)

- En somme, les avantages des politiques néolibérales semblent avoir été quelque peu exagérés. (Non, en êtes-vous vraiment certain ? - LVOG)

- Ce qui précède suggère la nécessité de nuancer les bienfaits du néolibéralisme (Crescendo ils vont finir par l'adorer. Ah ces staliniens ! - LVOG). Le FMI, qui supervise le système monétaire international, a été à l'avant-garde de ce réexamen. (Faites-lui confiance. - LVOG)

- L'avis du FMI a également changé sur la libéralisation des capitaux – on est passé d'une hostilité initiale aux contrôles à une meilleure acceptation des contrôles pour faire face à la volatilité des flux de capitaux. (Et qui supervise ces "contrôles" ? Les Américains et leurs alliés pour être sûrs que ces capitaux ne leur feront pas de l'ombre ou en tirer profit. - LVOG)

- Les décideurs politiques et les institutions qui les conseillent comme le FMI, doivent être guidés non par l'idéologie, mais par les preuves tangibles de ce qui fonctionne réellement. (Ben voyons, selon leurs critères. Pour un peu elle voudrait nous faire croire qu'ils pourraient être "guidés" par les besoins des peuples. - LVOG)

Cet article publié par Le Grand Soir cautionne le FMI, abjecte.

L'éclectisme de Slate est un exercice de démagogie.

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

A en croire le titre et le contenu de l'article rédigé par Slate.fr, L'esclavage ne recule pas dans le monde… au contraire, on pourrait croire qu'on serait en présence de gens particulièrement généreux, remplis de bonnes intentions envers l'humanité toute entière, particulièrement des déshérités en soutenant le combat contre l'esclavage engagé par des philanthropes totalement désintéressés ou animés par une morale supérieure au point que Slate nous invite à les prendre pour modèle ou à les aimer.

Or, il s'avère que la réalité est tout autre, car ces apparences flatteuses sont uniquement destinées à tromper la population pour qu'elle soutienne ces braves philanthropes qui se livrent par ailleurs à des activités d'une toute autre nature et inavouables, finalement leur entreprise philanthropique leur sert uniquement de caution morale à des activités destinées à accroître leur fortune et leur pouvoir au détriment de tous les peuples en recourant à des méthodes des plus cyniques, mafieuses et criminelles, mais légales puisque ce sont eux aussi qui dictent leurs lois aux gouvernants.

Bref, tandis qu'ils affament une partie de la population ou la maintienne dans un état de sous-développement, ils prétendent voler à son secours ou oeuvrer à son bien-être.

Pour que l'imposture soit parfaite, il faut que les liens qui existent entre ces deux types d'activités, l'une consistant à amasser une forture colossale en répandant la misère à travers le monde, et l'autre consistant à venir en aide aux plus déshérités, il faut que ces liens soient les plus dillués possibles, de sorte que le citoyen lambda ne puisse le soupçonner ou remonter à la source de leurs véritables intentions qui sont inavouables.

Ce sont ces liens que nous allons nous attacher à rétablir ici. Une fois que nous en serons venu à bout, nous expliquerons pourquoi nous nous sommes attardés sur cet aspect de la propagande officielle de l'oligarchie.

- L'esclavage ne recule pas dans le monde… au contraire par Slate.fr 04.06

L'esclavage a augmenté dans le monde de près de 30% depuis 2014. C'est la conclusion effrayante de l'étude annuelle sur l'esclavage publiée par l'Association australienne de défense des droits de l'homme, Walk Free Foundation. 04.06

L'ONG Walk Free Foundation a été fondée par Andrew et Nicola Forrest.

Qui est Andrew et Nicola Forrest ?

Ami de Rupert Murdoch, avec une fortune estimée à 2.83 milliards de dollars en 2015, selon le magazine australien BRW, il fait partie des 10 Australiens les plus riches. Précédemment sa fortune dépassait les 9 milliards de dollars. Encouragé par Rockefeller, Warren Buffett, Melinda et Bill Gates, il fonda une ONG dès 2001, l'Australian Children's Trust,

Walk Free Foundation fait partie de la Freedom Fund qui fut fondée en 2013 sous les auspices de Bill Clinton alors Président des Etats-Unis.

Qu'est-ce que la Freedom Fund ?

Basée à Londres, officiellement elle a pour mission de combattre l'esclavage à travers le monde. Son Président est Nick Grono.

Qui est Nick Grono?

Nick Grono a été président de l'International Crisis Group basée à Bruxelles et de la Walk Free Foundation.

Qu'est ce que l'International Crisis Group ?

Une ONG internationale créé en 1995 dans la foulée d'une réunion qui avait eu lieu en janvier 1993 entre l'ex-secrétaire d'Etat américain sous George H. W. Bush, Morton I. Abramowitz, et le président d'une officine de la CIA, la Carnegie Endowment for International Peace et futur vice-président de la Banque mondiale, Mark Malloch Brown.

Notons que Morton I. Abramowitz qui fut ambassadeur sous Reaggan et Carter, est également directeur d'une autre officine de la CIA, la NED (National Endowment for Democracy).

Les pays visés par la Walk Free Foundation.

L'Inde, la Corée du nord, la Chine, le Pakistan, la Syrie, l'Iran, l'Erythrée, la Guinée Equatoriale, l'Irak, le Yémen et les Territoires palestiniens.

Chacun aura compris que l'aspect humanitaire de cette ONG sert de couverture à une entreprise financière et politique destinée : soit à facilité l'implantation de multinationales américaines dans certains pays (Monsanto et ses OGM par exemple), soit à destabiliser certains Etats ou à influencer leur politique pour le compte de l'oligarchie financière qui a pris le pouvoir aux Etats-Unis.

Bien entendu les médias occidentaux se bornent à présenter ces ONG sous un angle avantageux. Et quand bien même leur prétendue vocation (Santé, hygiène, éducation, agriculture, etc.) s'inscrirait en totale contradiction avec celle des multinationales auxquelles elles sont liées ou qui les financent, par exemple la fondation Gates et Monsanto ou Mcdonnell Douglas (armement), ils s'arrangeront toujours pour qu'au bout du compte les aspects en apparence positifs de leurs actions l'emportent afin que la population y adhère, partant du principe que personne ne souhaiterait qu'un enfant soit victime d'esclavage ou meure de faim quels que soient les moyens employés pour éradiquer ces fléaux et sur lesquels personne ne s'attardera, ce qui contribuera à perpétuer ces fléaux, voire à les étendre à une population encore plus nombreuses, pendant que ces généreux philanthropes augmenteront encore leur fortune et leur pouvoir politique, leur pouvoir de nuisance sur le monde.

C'est ainsi qu'il s'en trouve pour soutenir la culture des OGM car cela permet de lutter contre la faim dans le monde, les campagnes de vaccination en Afrique organisées par la fondation Gates car cela permet de sauver des millions d'enfants, etc. Quant aux conséquences de ces actions qui ne sont jamais désintéressées sur le plan financier ou politique, du moment qu'elles servent à sauver des vies, on ne cherchera pas à savoir, ni dans quelle condition ni à quelle condition, ni encore moins à quoi elles peuvent servir par ailleurs.

En politique, on a assisté au même phénomène (inconscient) depuis l'après-guerre, en réalité depuis bien plus longtemps, se bornant à se satisfaire du présent et des apparences sans chercher plus loin, du moment que le capitalisme était présenté comme à l'origine du progrès social ou que la lutte des classes permettait d'obtenir une amélioration de la condition ouvrière, pourquoi s'en faire, pourquoi envisager l'abolition du capitalisme, pourquoi aurions-nous dû combattre dans cette perspective politique puisque le capitalisme et la lutte des classes pourvoyaient à nos besoins, il n'y avait aucune raison que cela cesse un jour, et pourtant !

Bill Gates et ses amis milliardaires actionnaires de Monsanto lutte avec leurs fondations philanthropiques contre l'esclavage et la faim... que Monsanto s'emploie à répandre, conduisant des milliers d'agriculteurs au suicide ou à vendre leurs terres pour finir réfugiés dans un bidonville d'une mégalopole.

C'est exactement le même processus décrit au paragraphe précédent avec les mêmes tragédies.

Je sais que parmi nous il y en a qui vantent les vertus des OGM et du réformisme sans se poser davantage de questions, qui croient par ignorance aux vertus du présent parce qu'il est généreux envers eux, car il faut bien dire à un moment donné les choses telles qu'elles sont. On se demandera s'ils ont enfin compris que cela ne durera pas indéfiniment ou quand ils en prendront réellement conscience, disons avant qu'il ne soit trop tard, comme c'est déjà le cas pour des millions et millions de travailleurs en France, davantage encore à travers le monde, ce dont apparemment ils ne se sont jamais vraiment souciés, hormis peut-être en parole, nous leur accordons, mais aujourd'hui cela ne suffit plus, nous leur disons que cela dépasse les bornes de l'indécence et qu'il y a urgence à ce qu'ils revoient leur copie ou balancent leurs vérités dans la première fosse commune venue, avant que l'odeur de charnier qui s'en dégage les emporte également.

Gates le grand seigneur au grand coeur aussi respire la mort à plein nez, il a cela en commun avec ceux qui croient encore au réformisme ou qui refusent obstinément d'envisager l'abolition du capitalisme parce qu'ils y trouvent leurs intérêts.

Elections présidentielles et législatives. Au fil du temps c'est devenu "un piège à cons". Pourquoi, comment, dans quel but ? Suivez le guide.

Norman Montagu, gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'adressant à l'association des Banquiers des États-Unis, à New York en 1924, vous fournit le mode d'emploi qu'ils n'ont cessé depuis d'affiner.

- « Le capital doit se protéger par tous les moyens possibles, à la fois par la combinaison et la législation. Les dettes doivent être collectées, les hypothèques saisies le plus rapidement possible. Lorsque, en vertu de la loi, les gens perdront leurs maisons, ils deviendront plus dociles et plus faciles à gouverner grâce au bras fort du gouvernement mis en œuvre par un pouvoir central de la richesse sous le contrôle de grands financiers. Ces vérités sont bien connues parmi nos principaux hommes qui sont maintenant engagés dans la formation d'un impérialisme pour gouverner le monde. En divisant les électeurs par le système des partis politiques, nous pouvons les amener à dépenser leur énergie en se battant pour des questions sans importance. C'est donc par l'action discrète que nous pouvons obtenir pour nous-mêmes ce qui a été si bien planifié et ainsi accompli avec succès. »

Tous les moyens sont bons, "combinaison" et "action discrète", mais aussi "largesses" destinées à l'aristocratie ouvrière, à l'élite intellectuels au service du régime, pour parvenir à leurs fins ou faire en sorte que ceux qui n'ont aucun intérêt à la survie du régime le soutiennent ou s'abstiennent de le combattre par ignorance, cette précision a été fournie par John Sherman à New York le 25 juin 1863 dans un communiqué aux associés de Rothschild Brothers of London :

- « Les rares personnes qui comprendront le système seront soit intéressé par ses profits, soit si dépendants de ses largesses qu'il n'y aura pas d'opposition à craindre de cette classe-là. La grande masse des gens, mentalement incapables de comprendre l'immense avantage retiré du système par le capital, porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts. »

Comme quoi notre ennemi ne s'embarrasse pas de fioritures pour dire ce qu'il pense et imposer sa politique, ce qui de notre côté nous vaudra d'être cloué au pilori par ceux qui au lieu de s'en tenir à ce qui pourrait nous rassembler, s'emploient à mettre en avant ce qui nous divise, ce qui a le don de nous réduire à l'impuissance.

On nous rétorquera que mettre en avant des positions radicales divisent plus qu'elles ne rassemblent, et que par conséquent nous serions mal placés pour tenir ce genre de discours. Autrement dit, il vaudrait mieux adopter des positions conciliatrices envers le capitalisme et ses institutions avant d'envisager d'aller plus loin ou la rupture. Sauf qu'on a pu observer que cela ne fonctionnait pas non plus ou que dans ce cas-là, la rupture avec le capitalisme était renvoyée aux calendes grecques, car la conciliation avec le capitalisme aboutissait systématiquement à la soumission ou à la capitulation devant l'ordre établi qu'il n'était plus question de renverser.

Donc cet argument, qui a été démenti par les faits, ne tient pas ou il est malhonnête, par conséquence nous n'avons aucune raison de modifier nos positions ou de changer de stratégie. Par contre on doit se demander pourquoi elles demeurent incomprises ou pourquoi nous ne parvenons pas à les faire partager par un plus grand nombre de militants et de travailleurs.

On peut répondre qu'elles n'ont été reprises par aucun parti ouvrier, puisque tous ont opté à des degrés divers pour la conciliation avec des représentants du régime et ses institutions, et que c'est peut-être là l'origine du problème que nous avons à résoudre.

Il semble évident que plus on adopte des positions tranchées ou radicales, plus il faut les expliquer aux militants et aux travailleurs pour ne pas les effrayer ou passer pour de furieux ou dangereux extrémistes, il ne faut pas seulement justifier pourquoi on les a adoptées, il faut surtout expliquer pourquoi la politique adoptée par les représentants du capitalisme s'inscrit dans le cadre du développement du capitalisme ou elle en est le produit inévitable, signifiant par là que le capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme ne peut plus participer au progrès social, ne peut plus survivre sans s'attaquer brutalement aux droits ou acquis sociaux qu'il avait dû concéder aux travailleurs au cours du siècle précédent sur fond de lutte des classes, qu'il n'existe pour lui aucune autre alternative, aucune autre politique possible, sauf à menacer lui-même sa propre existence ou à disparaître, ce qui n'adviendra jamais de lui-même, d'où la nécessité pour les masses laborieuses de s'organiser, de se soulever pour prendre le pouvoir politique afin de le renverser ou l'abolir.

On a dit que le passage au socialisme était une nécessité historique et c'est rigoureusement exact, encore faut-il expliquer en quoi elle consiste, de quel processus dialectique elle est la conclusion ou comment on est parvenu à cette conclusion. Sinon, cela pourrait laisser penser qu'elle serait le produit d'a priori, d'idées préconçues fabriquées, de frustrations mal assumées ou d'intérêts obscures, etc. qui auraient germé dans la tête de militants conditionnés par une théorie ou une doctrine partisane, dont il serait préférable de se détourner ou à laquelle il serait souhaitable de ne pas prêter attention pour ne pas se retrouver soi-même contaminé, alors qu'elle est la conclusion de travaux scientifiques auxquels se réfèrent encore les représentants du capitalisme, parce que les faits et le cours du capitalisme de la seconde moitié du XIXe siècle à nos jours n'ont cessé d'en confirmer la validité, la cohérence, le sérieux, et qu'il n'existait pas d'autre interprétation pour expliquer comment et pourquoi l'évolution du capitalisme et sa survie devait conduire infailleblement au chaos, à la guerre, à la barbarie... ou au socialisme.

Les capitalistes ne retiennent que le premier scénario et c'est bien naturel, celui qui se déroule sous nos yeux, tandis que le mouvement ouvrier, trahi par la social-démocratie puis par le stalinisme qui en partagent le contrôle, a abandonné le second, le socialisme.

Partant de là, il faut comprendre qu'on ne pourra jamais renouer avec le socialisme sans se réapproprier les enseignements de la lutte de classe que nous ont légué les marxistes, les enseignements du Capital, de la Commune de Paris, de la révolution russe de 1917, en les adaptant au contexte actuel ou en tenant compte des profondes transformations qu'a subi la société et le monde depuis un siècle, sinon ce sera peine perdue et nous seront vaincus, la civilisation humaine qui n'aura plus rien de civilisée ou d'humaine sera condamnée à dépérir lentement ou violemment, mais sûrement.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ce ne sont pas les masses exploitées qui ne sont pas aptes à comprendre ce que nous venons d'évoquer, mais bien plutôt nous qui sommes incapables de leur tenir un discours adapté à leur niveau de connaissance ou de conscience que l'on confond avec leur état d'esprit, leur condition et la manière dont elles l'interprétent, pour les amener au socialisme, sachant que dans un premier temps, seuls parmi elles ses éléments les plus avancés ou les

plus conscients sont susceptibles d'y parvenir.

A force de vouloir conciler l'inconciliable, de s'abaisser au niveau du mouvement spontané des masses pour répondre à leurs besoins immédiats quitte à brader l'objectif du combat politique du mouvement ouvrier, on aura tout perdu et rien gagner en échange, on se retrouvera impuissant, anéanti, et vous aurez pu observer pour peu qu'on soit objectif, qu'on en prend bien le chemin.

On peut continuer dans cette voie suicidaire ou rompre avec elle.

Si Le Monde et Libération offre généreusement une tribune au fakir, c'est qu'il ne présente absolument aucun danger pour le régime.

- La « macronite ?» C'est « le socialisme dans sa phase terminale » par François Ruffin (Journaliste et cinéaste) - Le Monde 04.06

- Réponse à François Ruffin sur les accusations de censure par «Libération» - Liberation.fr

Le cinéaste et responsable du journal «Fakir», dont «Libération» publie une interview ce lundi, reproche au quotidien d'avoir passé à la trappe plusieurs questions.

Deux pleines pages sur ses propositions, son positionnement politique, sa stratégie. Deux pleines pages sur le fond. Enfin. C'était trop beau. Et tellement contraire à ce qu'il dénonce. Qui plus est quand le média qui l'accueille s'appelle Libération, ce journal qui «trahit». Dans une espèce de réflexe pavlovien, il fallait donc redresser la barre. Sauver la petite entreprise de dénonciation. S'ériger en victime. Mais sans aller - il ne faut pas pousser non plus - jusqu'à refuser la tribune, et l'appel en une du journal, que proposait ce média mainstream tant honni. Liberation.fr 06.06

- François Ruffin lance une campagne contre le vote PS - AFP

Le journaliste François Ruffin, à l'origine du mouvement Nuit debout et réalisateur de "Merci patron!", a annoncé à l'AFP le lancement mardi d'une campagne contre le vote PS, en raison de "l'absence de rébellion massive contre la loi travail" des parlementaires socialistes. AFP 06.06

Qu'est-ce que cela signifie ? Les "parlementaires socialistes", ceux qui sont en poste depuis juin 2012 ne seraient pas socialistes... Et alors ? En voilà une découverte ou un scoop. Parce qu'ils auraient dû l'être ? Pourquoi ? Et après ? Non, avant, car on ne peut pas comprendre le présent si on n'a pas compris le passé.

Or, ici le passé du PS passe à la trappe ou sera magnifié, un parti pris faussant toute analyse sérieuse sur son rôle de fossoyeur du socialisme depuis 1914. Analyse, qui, parce qu'elle ne remontera pas à l'origine de l'abandon du socialisme ou n'en tiendra pas compte, ne permettra pas de renouer avec le socialisme assimilé au réformisme. Réformisme qui entre temps a cédé la place au social-néolibéralisme qui demeure seul en lice, et qui, tout comme le réformisme ne peut se justifier qu'en s'en remettant au capitalisme, qui, parce qu'il demeure leur modèle économique et social ou leur horizon indépassable n'a nullement besoin de justification, par ce tour de passe-passe ces opposants au PS, ces réformistes peuvent ainsi se faire passer pour des progressistes et justifier leur soumission au capitalisme ou leur refus de rompre avec lui et la boucle est bouclée.

Le réformisme et ses variantes libérales ou néolibérales qui ont vu le jour plus tard ont les mêmes racines, et leurs représentants sont juste en concurrence pour savoir lesquels d'entre eux sont les mieux placés pour gérer la société pour le compte des capitalistes.

Dans le même registre.

- PCF: Laurent lance "un appel" aux socialistes excluant Hollande pour 2017 - AFP

Le secrétaire national du parti communiste Pierre Laurent, reconduit dimanche à son poste par le Congrès, a lancé un appel aux "électeurs socialistes": "Hollande ne peut pas être votre candidat" en 2017.

"Je lance à nouveau un appel à toutes les femmes et les hommes de gauche de ce pays, à tous les électeurs socialistes, à tous les socialistes, je leur dis: "rendez-vous à l'évidence, François Hollande ne peut pas être votre candidat, il ne peut plus être le nôtre, il ne peut plus être en 2017 le candidat qui fait gagner la gauche", a déclaré M. Laurent en clôture de quatre jours d'un Congrès qu'il a qualifié de "clair et offensif".

Signe d'une évolution du parti, M. Laurent est parvenu lors de son discours à faire applaudir le pape François, citant une de ses déclarations: "un Etat doit être laïque, les Etats confessionnels finissent mal".

Quelques minutes auparavant, M. Laurent, seul candidat, avait été réélu au poste de secrétaire national avec 81% des voix

(8% contre). Le patron du parti communiste depuis 2010 n'a pas fait le plein après les interrogations qui ont divisé le parti dans le choix de la stratégie pour 2017. AFP 06.06

Comme au PS, le PCF est devenu un parti d'affairistes, c'est la seule chose qui les intéresse.

Comment être à la fois de gauche et un "anti-communiste radical" ?

Cela ne s'invente pas. Emmanuel Todd est la caricature poussée à l'extrême de l'imposture qui a consisté à considérer de gauche le PS ou tout parti qui prétendait parler au nom des "classes populaires" ou du socialisme, alors qu'ils y étaient totalement étrangers ou les combattaient en réalité. Il est le produit achevé de cette supercherie, dont manifestement il ne comprend pas ou il ne peut pas comprendre l'origine étant corrompu lui-même par l'idéologie de la classe dominante. Il le fit lui-même quand il déclare "je n'ai pas trouvé la solution" au "blocage du système".

Emmanuel Todd fait partie de ces intellectuels qui doivent leur statut social au régime, qui brassent du vent sur un ton assuré et qui finalement ne comprend pas grand chose à la situation, là également il le dit lui-même quand il affirme que "le parti socialiste, pour des raisons mystérieuses, se comporte comme un parti de droite", alors qu'il n'y a absolument rien de mystérieux dans la mue néolibérale du PS, qui n'a fait que confirmer qu'il était un parti de droite depuis un siècle.

Et si de nos jours aucun part ouvrier n'est crédible aux yeux des travailleurs et tous sont en crise, c'est parce que tous les courants du mouvement ouvrier ont participé à cette innommable infâmie politique. Et s'ils parviennent encore à s'en sortir, c'est uniquement parce que les militants et les travailleurs sont amnésiques ou oublient au fur et à mesure les expériences qu'ils ont vécues pour n'en avoir tiré aucun enseignement politique. C'est ainsi par exemple que les ministres de Chirac ou les partis qui avaient accepté de participer à un gouvernement présidé par le PS (Jospin) et le RPR (devenu par la suite UMP puis LR) peuvent se réclamer de la gauche et se présenter sous cette étiquette à l'élection présidentielle de 2017 (Mélenchon).

Parmi les militants du Front de gauche par exemple, personne n'osera le relever. Pourquoi ? Mais parce que ce Front n'a de gauche que le nom, c'est juste une étiquette électorale, électoraliste, tandis que les prébendes ou les avantages qu'ils comptent en retirer sont de droite ou les dividendes qu'ils sont en droit d'attendre de leur soumission aux institutions ou au régime.

Je voudrais vraiment en parler comme chercheur, c'est-à-dire en avertissant que je n'ai pas trouvé la solution et que je suis réellement conscient du fait que l'on a ici un problème d'interprétation de ce qui se passe (...) il y a longtemps que moi, ou d'autres, ont perçu le blocage du système. (...)

Le Bloc MAZ, constitué des classes moyennes, des personnes âgées, très importantes, et des ex- catholiques, donnaient une sorte de base électorale à une forme de conservatisme politique qui permettait à l'oligarchie supérieure, aux 0.1%, de faire ce qu'ils voulaient. Le résultat est une société bloquée (...) un système social immobile, qui condamne les jeunes et le monde ouvrier à la destruction sociale. Il est donc normal d'assister à la montée d'une certaine violence. (...) Ce qui est spécifique de la France, c'est son état d'immobilité sociale. (...)

...en fait, nous traversons une rupture systémique. Parmi les instruments du droit constitutionnel, on avait la distinction entre le mandat impératif et le mandat représentatif. Tout le monde est aujourd'hui d'accord sur le fait que seul le mandat représentatif permet un fonctionnement normal des démocraties libérales, avec des citoyens qui votent, qui élisent des représentants qui prennent des décisions librement à l'intérieur des lignes générales préférées par les électeurs. Or, les intervenants ne semblaient pas se rendre compte que le comportement actuel de François Hollande et du PS suggère l »existence d'un troisième mandat ; le mandat « jemenfoutiste« . Ici, l'élection devient parodique, les électeurs votent, mais il est entendu dans l'esprit du grand parti politique de gauche que ce que dit l'électeur n'a aucune importance, et qu'il a donc le droit de faire exactement le contraire. Ce qui est tolérable à droite, comme Jacques Chirac en 1995, mais avec Hollande, c'est quand même plus compliqué. C'est une rupture. Parce que s'il y a des lois, il y a aussi l'esprit des lois. Actuellement, le respect des règles constitutionnelles formelles nous aveugle sur le fait que l'esprit des instituions est bafoué. Il y a une évolution des mentalités, dans la Ve République, qui fait que le corps électoral ne compte plus. Quelle évolution des mentalités a permis cette dénaturation ? L'article 4 de la constitution nous indique que les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, mais là, en pratique, cet article a été aboli. Le parti socialiste participe à la dénaturation du suffrage, c'est un problème constitutionnel. C'est à partir de ce cadre conceptuel qu'il faut comprendre l'attitude d'action anormale de la CGT. Je crois que François Hollande ou Manuel Valls ne sont pas conscients du fait qu'ils sont en train de détruire le droit constitutionnel français. Mais je ne crois pas non plus que la CGT soit consciente de ce qu'elle représente. (...)

Les gens pensent que je suis super à gauche, ce qui est faux, parce que j'ai été membre du parti communiste pendant deux ans lorsque j'étais gamin. Mais j'ai eu, par la suite, une solide carrière anticommuniste, en prédisant l'effondrement de l'Union soviétique, en écrivant « La chute finale » ou en associant le communisme à une variante de la schizophrénie dans « le fou et le prolétaire ». Mon travail sur les systèmes familiaux ramenait le communisme à la préexistence d'un système familial autoritaire et égalitaire.

Je suis un anti-communiste radical. Donc, si je dis du bien de la CGT, cela ne doit pas être mal compris. C'est la CGT dans sa

fonction actuelle de force, nouvelle et inattendue, qui, par effet de vide et de positionnement aléatoire, se trouve défendre la démocratie libérale en France. (...) Tous ceux qui croyaient qu'on pouvait faire n'importe quoi en désignant un bouc émissaire sont tout d'un coup, par volatilité, passés au radicalisme de la lutte des classes. (...)

Les socialistes ou Pierre Gattaz, c'est pareil. Je commence à avoir la nostalgie de Laurence Parisot, que l'on n'imagine pas sombrer dans cette ineptie. (...) Si le parti socialiste pense que ses électeurs doivent lui obéir, alors on comprend leur concept de pédagogie ; c'est la stratégie du maître qui doit faire comprendre aux enfants, par l'obéissance. Le même problème de crise de représentation se pose à propos du FN. Parce que les cadres du parti sont des gens d'extrême droite, et on l'a senti au moment de la crise. Ils voulaient de l'ordre. Face à un évènement réel, les cadres du FN sont justes des gens très à droite, et ils se foutent de leurs électeurs ouvriers. Le PS méprise son électorat, mais le FN aussi. (...) Le PS est probablement plus dangereux pour la liberté d'expression que la droite. Ce n'est pas l'intolérance des gens d'extrême gauche, qui n'en auraient pas les moyens.
Les socialistes sont beaucoup plus intolérants, en fait, que les gens de droite. Ce n'est pas un hasard. Si je fais la somme de ce que les socialistes ont fait, en termes de contrôle de la presse, d'inversion des valeurs de la gauche sans tenir compte de leur électorat, le bon concept est un concept violent et doux à la fois ; il s'agit du fascisme rose, le mot rose évoquant la douceur du processus. (...)

J'ai senti une crise d'identité de la droite en voyant ses candidats perturbés par le fait que les socialistes n'avaient pas été élus pour faire ça. La droite est en pilotage automatique lorsqu'il s'agit de critiquer la CGT, ce sont des gens de droite et complètement estimables en tant que tels. Mais on sent que ce que fait le PS est un problème pour eux, cela devrait donc être également un problème pour les chercheurs.Je peux très facilement faire un numéro sur le thème de François Hollande est « méchant » ou « débile » mais ce n'est pas le problème. Le problème est de savoir pourquoi le PS fait une politique tellement à droite, et surtout sur les implications du détraquage du système politique que cela induit. Cela passe, comme je l'ai déjà dit, par le mot « radicalisation ». Il y a quelques mois, nous avions le radicalisme islamique. On le dénonçait et on le combattait.
Mais aujourd'hui, selon les socialistes, tout est radicalisé. Tout le monde est en train de prendre conscience du fait que le parti socialiste, pour des raisons mystérieuses, se comporte comme un parti de droite. Mais cela produit une dérive générale de tout le système politique. Cela pose un problème existentiel d'autodéfinition à la droite classique. Tous les candidats de la droite classique font de la surenchère libérale. C'est un effet du glissement à droite du PS. La question est pourquoi ?Quand on voit la gauche allemande, elle a fusionné avec la droite au gouvernement, la question est donc réglée. (...)

Le PS est un parti d'un genre nouveau, organisé comme l'église catholique ancienne. Avec des électeurs qui votent, des députés qui se foutent de ce que votent les électeurs, où les cadres supérieurs du PS se foutent de savoir ce que pensent les députés, et le Président et ceux qui l'entourent se foutent de ce que pense le reste du PS. Il y a, en France, une sorte de détraquage général qui fait que la droite, d'après son implantation territoriale, devrait passer à la gauche du PS. Il y a une erreur de positionnement. Atlantico.fr 02.06 - publié par Arrêt sur Info le 06.06

Ils sont trop solidement enchaîné au capitalisme.

Chut, il ne faut pas le dire, il ne faut pas que cela se sache ! Pourquoi ? Devinez.

- Non massif des Suisses au revenu de base inconditionnel - Reuters

L'initiative en faveur d'un revenu de base inconditionnel (RBI) a été rejetée par près de quatre électeurs sur cinq lors d'une votation ce dimanche en Suisse, selon une projection de l'institut GfS pour la télévision helvétique.

La nette défaite des partisans du RBI n'est pas une surprise, les sondages ayant prévu un rejet de cette ampleur.

Les partisans du RBI estiment que mettre en place un revenu mensuel de 2.500 francs suisses (2.250 euros) par adulte et de 625 francs suisses (560 euros) par enfant serait un progrès pour la dignité humaine et pour les services publics.

Mais aussi généreuse soit-elle, l'idée qu'on puisse recevoir de l'argent sans contrepartie apparaît inconcevable aux yeux d'une grande majorité des Suisses, qui portent aux nues la valeur travail. En 2012 déjà, inquiets de voir leur compétitivité baisser au niveau international, les électeurs suisses avaient refusé de porter leurs congés payés de 4 à 6 semaines.

Lors d'une autre votation, ce dimanche, les électeurs suisses ont rejeté à 67% une initiative populaire fédérale "en faveur du service public", selon une projection de GfS diffusée par la radiotélévision helvétique. Cette initiative demandait à la Confédération de ne pas viser prioritairement les bénéfices au sein des sociétés contrôlées majoritairement par l'Etat, comme Swisscom, La Poste suisse ou la société des chemins de fer CFF. Reuters et Le HuffPost 06.06

Contrôle des populations et formatages des consciences.

- Faut-il faire de l'information positive ? - lemonde.fr

Grille de lecture.

- "l'information « sérieuse » forcément négative" parce qu'elle ramène aux fondements du régime...

- "Les « nouvelles positives » seraient centrées sur les solutions plutôt que sur les problèmes", c'est préférable quand on n'a pas l'intention de s'attaquer aux causes des problèmes qu'on a soi-même créés ou contribués à créer.

- "tout type d'histoires susceptibles de célébrer la générosité, le progrès ou l'égalité", bref la crasse ignorance ou l'insouciance, le corporatisme, la collaboration de classes...

- "Les internautes sont invités à proposer leurs idées", à faire leur propre malheur... La preuve par un internaute :

"Nous vivons une époque de grands changements et des initiatives sont prises en grand nombre partout dans le monde pour construire une société plus juste : collaboration, partage, partenariat, mise en réseaux"... pendant que la décomposition de la société s'accélère, le chaos et la barbarie gagnent du terrain tous les jours, on vous appelle à y mettre la main.

Le Monde - La guerre, le terrorisme, la corruption et les crises politiques font bien souvent l'ouverture des journaux télévisés et la « une » des sites d'information. On finirait par penser qu'il ne se passe que des choses atroces dans le monde. Or, il se passe aussi beaucoup de choses positives, dont l'impact est peut-être moins immédiat, moins « transformateur » à court terme qu'une crise géopolitique, mais tout aussi essentiel : on repousse des épidémies, on invente de nouveaux médicaments, on apprend peu à peu à dépenser moins d'énergie…(Alors que ce sont les mêmes qui sont victimes des épidémies, qui manquent de médicaments ou ne peuvent pas se les payer, qui n'ont pas l'électricité ou ne peuvent pas payer leurs factures. - LVOG)

De nombreuses études psychologiques ont montré que les gens préfèrent les actualités négatives. Un vieil adage des rédactions anglo-saxonnes dit d'ailleurs « if it bleeds, it leads », « s'il y a du sang, ça fait la une ». En 2007, le Pew Research Center avait combiné 165 sondages sur les préférences des Américains en termes d'actualité. La guerre et le terrorisme arrivaient en tête, loin devant le sport et le divertissement. Mais l'arrivée des réseaux sociaux a légèrement transformé la donne. En effet, les nouvelles « positives » sont plus partagées en ligne que les contenus négatifs. (Ils façonnent la psychologie des gens et ensuite ils expliquent qu'ils leur servent ce qu'ils réclament dont ils sont en réalité à l'origine, on appelle cela la manipulation ou le formatage des consciences. - LVOG)

Liens entre émotion et viralité

Une étude réalisée par l'université de Pennsylvanie a tenté d'évaluer les liens entre émotion et viralité en analysant trois mois de contenus publiés sur le site du New York Times, soit près de 7 000 articles. Selon les résultats de cette étude, les articles les plus positifs ont plus de chances de se retrouver dans la liste des « contenus les plus partagés par e-mail ». Notons que la même expérience peut être réalisée à peu près n'importe où, en observant les partages sur les réseaux sociaux. Chez Big Browser, par exemple, où il suffit de relayer l'histoire d'une grand-mère qui préfère partir en road trip plutôt que de faire sa chimiothérapie pour se retrouver en tête des articles les plus partagés.

Si l'on choisit d'être cynique un moment, les médias auraient donc aujourd'hui tout intérêt à diffuser plus d'informations positives, tout simplement parce qu'elles génèrent plus d'audience. Beaucoup ont essayé. Le site Upworthy, par exemple, fonctionne sur la base d'une ligne éditoriale axée sur le divertissement et les contenus « socially conscious », c'est-à-dire tout type d'histoires susceptibles de célébrer la générosité, le progrès ou l'égalité. Les internautes sont invités à proposer leurs idées. Ouvert en 2013, Upworthy a été propulsé en quelques mois en tête des sites dont les contenus sont les plus partagés sur Facebook, selon Business Insider.

« Solutions, innovations, réponses » Le problème de l'information positive est que la joie n'est pas en soi un critère pour déterminer la valeur d'une information. Tout comme on ne choisit pas de parler des migrants « parce que c'est triste », on ne peut pas choisir de traiter une actualité « parce qu'elle est positive ». Ce n'est tout simplement pas une raison suffisante (sauf chez Jean-Pierre Pernaut). À ces nouvelles positives, on pourrait donc reprocher leur futilité, leur déconnexion d'avec les problèmes du monde réel. Sur le fil entre information et divertissement, celles-ci n'auraient donc pas leur place dans un média d'information comme le Guardian.

Le quotidien britannique a néanmoins demandé à ses lecteurs s'ils apprécieraient de lire plus de nouvelles positives. « Un nombre significatif d'entre eux nous a répondu que nous voyions constamment le verre à moitié vide », explique le site du Guardian. Les lecteurs sont invités à proposer leurs idées, via un formulaire disponible en bas de l'article, pour alimenter une nouvelle série d'articles intitulée « Half full », « à moitié plein ». Sous-titrée « solutions, innovations, réponses », la série « Half full » propose déjà deux articles : l'un sur les solutions imaginées par des start-up pour nourrir la planète, et l'autre sur le revenu universel.

Le « journalisme constructif » veut donc prendre le contre-pied de l'opposition entre le divertissement pur et l'information « sérieuse » forcément négative, en montrant qu'il est possible de proposer un journalisme positif sans appauvrir l'information. Non, le positif

n'est pas forcément cantonné aux chats qui font du skateboard ou à ces vidéos de soldats américains retrouvant leurs enfants, qui ressurgissent tous les ans des profondeurs de l'internet. Les « nouvelles positives » seraient centrées sur les solutions plutôt que sur les problèmes. Leur sérieux, leur valeur informative et leur importance ne seraient pas entamés pour autant. C'est en tout cas ce que promet le Guardian :

« Ceux qui ont essayé de s'opposer au cours habituel des actualités ont souvent été tournés en dérision. On les accusait de tomber naïvement dans le piège de la futilité et du buzz, ou alors de passer à côté de l'info. Nous croyons qu'il existe un juste milieu. Ce ne sont pas des "bonnes nouvelles", mais un journalisme constructif, centré sur les solutions et les réponses, sans pour autant les approuver. » lemonde.fr 03.6

Dans tous les cas de figure, actualité "positive" ou "négative", on observera qu'il s'agit de privilégier les émotions au détriment de la réflexion pour influencer les choix ou décisions politiques de la population ou obtenir son adhésion, quand ce n'est pas l'abrutir davantage.

Qui aurait cru que c'était parti de là ? Promotion de "l'homosexualité à des fins politiques ou économiques".

- Accusations de "pinkwashing" autour de la Gay Pride de Tel Aviv - euronews.com

Polémique cette année autour plus grande Gay Pride d'Asie: celle de Tel aviv, qui a réunit selon la ville 200.000 homosexuels, transsexuels, et sympathisants ce vendredi.

Depuis plusieurs années Israël fait son possible pour convaincre les touristes LGBT de faire le voyage, et ça marche: Des dizaines de milliers d'entre eux ont encore fait le déplacement pour l'occasion.

Mais l'événement a faillit être annulé cette année, après la découverte par des organisateurs, du coût d'une campagne publicitaire destinés à l'Europe: 2,2 millions d'euros (11 millions de shekels), soit 10 fois plus que les subventions annuelles de l'État aux associations LGBT.

De quoi raviver les accusations de pinkwashing qui visent régulièrement l'État hébreux. Une technique de communication visant à promouvoir – surtout en surface – l'homosexualité à des fins politiques ou économiques.

Face à la menace de la communauté LGBT d'annuler le rassemblement, les autorités ont débloqué de nouvelles aides aux associations, du même montant que la fameuse campagne de communication. Pour le plaisir des fêtards. euronews.com 03.06

Enfin une bonne nouvelle : L'économie de guerre se porte bien

- Ventes d'armes : en 2015, la France a explosé les compteurs - AFP

La France a enregistré en 2015 des commandes record d'armements. Et l'année en cours sera encore meilleure !

On le sait depuis un moment : la période est faste pour les ventes d'armement français. En 2015, les industriels français ont enregistré 16,9 milliards d'euros de commandes, ce chiffre record étant officialisé par le ministère de la Défense dans son rapport au Parlement 2016 sur les exportations d'armement de la France, publié 1er juin sur le site du ministère de la Défense (bon courage pour le trouver, il est bien caché !). Ce chiffre est d'autant plus spectaculaire qu'il traduit un accroissement exceptionnel. Après un coup de mou en 2012 (4,8 milliards d'euros), les chiffres n'ont cessé de progresser : 6,8 milliards en 2013, 8,2 milliards en 2014, pour faire mieux que doubler en 2015. Quant à 2016, cette année pourrait faire exploser les compteurs avec le gigantesque contrat de sous-marins pour l'Australie, dont la part française devrait être comprise entre 8 et 17 milliards d'euros.

Ce qui manquait le plus à l'industrie d'armement française depuis des années s'est enfin produit : elle a vendu des « plateformes », générant sur la durée des besoins techniques et opérationnels considérables. S'agissant des meilleurs clients de la France sur les neuf dernières années, les clients les plus rentables sont connus : il s'agit en premier de l'Arabie saoudite, suivie du Qatar et de l'Égypte. Viennent ensuite le Brésil et l'Inde (qui ont tous deux passé de grosses commandes de sous-marins Scorpène), puis les Émirats arabes unis et les États-Unis.

Malgré les critiques sévères des défenseurs de droits de l'homme, le soutien politique spectaculaire marqué par la France à ces trois États a joué à plein, ce que l'on reconnaît volontiers chez le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

N'oublions pas l'engagement jamais vu dans de telles affaires du ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, souligné par tous les acteurs de ce dossier. Sans états d'âme, jouant à la perfection son rôle de marchand de canons en chef, il a surfé avec habileté sur les conditions stratégiques de l'heure et sur la montée des tensions. Dans sa préface au rapport, il écrit que ces succès constituent « un signe tangible et concret de la volonté du gouvernement de doter notre pays d'une industrie performante, au

service de sa défense, mais aussi de son économie, dans le respect des engagements internationaux, dont nous serons toujours les garants vigilants ». AFP 05.06

Dossier loi Travail

Grèves en cours

- Les grèves se multiplient pour l'ouverture de l'Euro - BFM Business

- SNCF: Valls appelle à l'arrêt "le plus vite possible" de la grève, "totalement incompréhensible" - AFP

Manuel Valls a appelé samedi à l'arrêt "le plus vite possible" du mouvement de grève à la SNCF, qu'il a qualifié de "totalement incompréhensible". AFP

- SNCF: après Pepy, Valls appelle à l'arrêt de la grève par "solidarité" avec les Français - AFP

- SNCF: la poursuite de la grève votée malgré l'appel de Pepy AFP

- Euro-2016: Hollande admet une "menace" contre la sécurité et souhaite l'arrêt des grèves - AFP

François Hollande a prévenu dimanche que la menace contre la sécurité de l'Euro-2016 "existe" et "vaut pour un temps qui sera long", lançant également un appel implicite à l'arrêt des grèves à la SNCF ou à Air France pour ne pas gâcher la fête. AFP

- Loi Travail: "Il faut savoir arrêter une grève" lance François Hollande - L'Express.fr

Dans une interview à La Voix du Nord, le chef de l'Etat appelle à la fin de la fronde sociale, estimant que le "gouvernement a montré sa volonté de dialogue". L'Express.fr

- SNCF: 75 élus LR d'IDF appellent à la suspension de la grève - AFP

Soixante-quinze élus Les Républicains d'Ile-de-France, au premier rang desquels la présidente de région Valérie Pécresse, le président du Sénat Gérard Larcher et le député de Paris François Fillon, ont appelé dimanche les grévistes SNCF à suspendre leur mouvement "en raison des inondations"... AFP Recul du mouvement anti-loi Travail dans les transports Reuters

La mobilisation contre le projet de réforme du Code du travail a marqué le pas vendredi dans les transports, notamment à la SNCF où le taux de grévistes répondant à l'appel de la CGT et de Sud-Rail est tombé à 10,5%, selon la direction.

A la RATP, où a débuté jeudi une grève censée être illimitée à l'appel de la CGT, la direction n'a relevé aucune perturbation sur les réseaux de métro, de bus, de tramway ou de RER - lequel était en revanche affecté par les inondations sur un tronçon exploité par la SNCF.

Les contrôleurs aériens ont par ailleurs levé jeudi leur préavis pour ce week-end, mais l'intersyndicale des pilotes d'Air France a appelé le même jour à la grève du 11 au 14 juin pour défendre les rémunérations.

Les hôtesses et stewards d'Air France sont pour leur part appelés à la grève du 27 juillet au 2 août inclus, a annoncé vendredi soir l'intersyndicale PNC.

Dans les raffineries, les salariés de Grandpuits ont voté la fin de la grève vendredi (62% - ndlr), a-t-on appris auprès de Total. Trois autres sites opérés par le groupe pétrolier (Normandie, Donges et Feysin) restaient à l'arrêt et la plateforme de La Mède (Bouches-du-Rhône) tournait à 80% de ses capacités.

A Donges (Loire-Atlantique), les salariés ont reconduit le mouvement vendredi. Selon la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), des "clous de fabrication artisanale" ont été répandus sur la route permettant d'accéder au dépôt de carburant voisin de cette même raffinerie.

Le mouvement anti-loi Travail touche aussi le secteur du traitement des déchets et des ordures ménagères, en particulier en Ile-de-France où trois des quatre principaux centres sont bloqués - à Ivry-sur-Seine, Saint-Ouen et Issy-les-Moulineaux.

D'après la fédération CGT des services publics, la collecte et le traitement des déchets sont paralysés à Saint-Etienne (Loire), où quatre sites sont bloqués, de même qu'un dépôt de bennes à ordures à Toulouse.

"On est parti pour continuer la semaine prochaine et faire en sorte que ça s'étende", a dit à Reuters Baptiste Talbot, secrétaire général de la CGT-services publics. "Jusqu'au 14 juin, il peut y avoir une montée en puissance, même s'il peut y avoir des variations d'intensité."

- Air France: les hôtesses et stewards appelés à la grève du 27 juillet au 2 août - AFP

- Loi travail: 54% des Français désapprouvent la poursuite des grèves - AFP

Il y a trois semaines, la même enquête avait donné un résultat exactement inverse, avec 54% des Français approuvant les grèves et manifestations, contre 45%.

Les sympathisants des partis à la gauche du PS approuvent à une écrasante majorité (94%) le mouvement social, selon le sondage publié dimanche, ceux d'Europe Ecologie Les Verts aussi (55%). En revanche, ceux du PS ne sont que 36% à l'approuver. (C'est bien un parti de droite. LVOG)

Concernant les suites à donner au projet de loi et parmi trois propositions, les Français optent pour la renégociation. Ils sont quatre sur dix (41%) à estimer que le texte doit être renégocié par le gouvernement et les syndicats.

La même proportion de Français (29%) pense que le gouvernement doit "maintenir en l'état" le projet de loi que le "retirer".

Logiquement, cette dernière solution recueille les suffrages des sympathisants des partis à la gauche du PS (67%), contre seulement 6% de ceux du PS. (C'est bien un parti de droite. LVOG)

Quant à la renégociation, elle remporte les suffrages de 55% des sympathisants PS, comme de ceux du MoDem, et de 40% de ceux des Républicains.

Le maintien en l'état du texte de la ministre du Travail Myriam El Khomri ne recueille une majorité que chez les sympathisants de l'UDI (52%). AFP 05.06

Mailly débloque ou tel qu'il est.

- Mailly (FO): "Personne n'a dit on va bloquer l'Euro" - AFP

"Personne n'a dit on va bloquer l'Euro, on n'est pas stupide", a-t-il déclaré lundi sur LCI. AFP 06.06

Quand l'Etat réprime

- Violences policières contre des journalistes à Rennes : le Défenseur des droits saisi - Liberation.fr

Le ministre de l'Intérieur se dit prêt à recevoir les organisations de journalistes qui ont dénoncé ces violences, tout en défendant le travail des forces de l'ordre. Liberation.fr

- Vives critiques contre les méthodes de maintien de l'ordre en Bretagne - LeMonde.fr Des journalistes matraqués, une « charge » policière motorisée : les forces de l'ordre sont accusées d'employer des moyens disproportionnés pour contenir les manifestants. LeMonde.fr

- Loi travail : 48 enquêtes judiciaires ouvertes par la « police des polices » pour des violences contre des manifestants -

Ces enquêtes ont été ouvertes après des accusations de violences policières, principalement à Rennes et Paris, a indiqué la directrice de l'Inspection générale de la police. LeMonde.fr

- Insultes et menaces de mort : panique au standard de la CGT - LePoint.fr

Depuis une semaine, les standardistes du siège de la CGT à Montreuil sont débordés par les appels douteux. LePoint.fr

- "Chienlit": quand la loi Travail ravive un mot qui "ne sent pas bon" - AFP

C'est un mot qui "ne sent pas bon" et qui revient de façon épisodique dans le discours politique mais avec une insistance accrue

ces dernières semaines autour de la loi travail: "la chienlit", un terme étroitement associé à Mai 1968. AFP

- Un manifestant dans le coma: des images à charge contre les CRS - Liberation.fr

Le 26 mai à Paris, Romain D. s'écroule en fin de mobilisation contre la loi travail. Une nouvelle vidéo montre qu'une grenade de désencerclement venait juste d'exploser.

Romain D., 28 ans, est dans le coma depuis le 26 mai, jour de la dernière mobilisation contre la loi El Khomri. Victime, a priori, d'un jet intempestif de grenade de désencerclement. Une enquête pénale pour «violence volontaire par dépositaire de l'autorité publique» a été ouverte par le parquet.

Ce jour-là, à Paris, après dissolution du cortège syndical, un groupe part vers la Porte de Vincennes. Rue du Général-Niessel, les CRS interpellent un ado, puis se replient dans un jardinet attenant. D'où ce mini-attroupement de plusieurs journalistes et quelques badauds scandant «libérez notre camarade». Le garçon en question sourit quand une caméra le filme. «L'ambiance était bon enfant, témoigne un photographe présent sur place. Un reliquat de manif, des journalistes, des passants, dont une petite vielle.» Et Romain, donc, «pas vraiment manifestant mais observateur», souligne sa famille.

D'autres CRS arrivent rapidement en renfort, et l'un d'entre eux lance, sans plus de formalité, une grenade de désencerclement. Apparemment dans les formes techniques requises, c'est-à-dire dans les jambes, au ras du sol… Mais certainement pas au motif requis par une circulaire de la police, qui prévoit d'y recourir «lorsque les forces de l'ordre se trouvent prises à partie par des groupes violents ou armés».

Selon de premières images diffusées sur Internet, on voit d'abord la grenade jetée, puis, dans un deuxième temps, Romain allongé au sol. Mais sur de nouvelles vidéos, dont l'une doit être diffusée ce lundi dans le Petit Journal de Canal + (et que Libé a pu visionner), l'homme s'écroule dans la foulée de l'explosion de la grenade. Ce qui renforcerait le lien de causalité entre l'acte du CRS et la blessure de Romain. Selon l'avocat de sa famille, Me Hugues Bouget, il pourrait avoir été touché par le bouchon déclencheur de la grenade.

Bitume.

Deuxième acte, quelques instants plus tard. Selon les témoins interrogés par Libération, les CRS lancent derechef une bombe lacrymogène en direction des passants s'étant illico greffés autour du corps de Romain, allongé sur le bitume. Attroupement intempestif, ont manifestement considéré les CRS. Une action contraire, encore une fois, aux règles qui régissent l'utilisation d'une grenade de désencerclement : «Après usage, il convient de s'assurer aussitôt de l'état de santé de la personne et de la garder sous surveillance ; au besoin, un examen médical doit être effectué dans les meilleurs délais.»

Troisième épisode : un camion de pompiers débarque enfin sur les lieux. Romain y est embarqué sur un fauteuil roulant, visage bandé mais manifestement éveillé, voire souriant pour rassurer ses proches. Deux CRS harnachés et casqués montent alors à bord. Un témoin affirme qu'un troisième CRS portant une mallette de survie se serait glissé dans le camion.

Impatience.

La suite nous est racontée par deux autres témoins oculaires, Paul et Marie (1). Peu de temps après avoir démarré, l'estafette des pompiers se gare quelques centaines de mètres plus loin, le temps qu'un autre véhicule, mieux médicalisé, ne prenne en charge Romain. «Le voyant entrer bien portant dans le camion des pompiers, on a trouvé bizarre que deux CRS s'y engouffrent. Du coup, on l'a suivi.» Ils disent ensuite avoir vu, via une vitre latérale, «deux CRS casqués se pencher sur lui», le pompier de service restant «en retrait» de la cabine. Nos témoins n'ont pu observer directement le corps de Romain, seulement les deux CRS. Mais ils affirment que «leurs gestes étaient violents, au point de faire bouger le fourgon». Premier secours, acte d'intimidation ? Dans un appel téléphonique passé à des proches depuis le camion de pompiers (Libération a eu accès à la bande audio), on entend juste Romain crier sa douleur.

Ces faits mériteraient une enquête impartiale. Mais la procédure n'en prend pas, pour l'instant, le chemin. Depuis l'ouverture d'une enquête administrative diligentée par l'IGPN (police des polices), doublée d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Paris, le CRS ayant lancé la grenade initiale n'a toujours pas été convoqué - il ne sera auditionné que cette semaine. Me Bouget, lui, ne cache pas son impatience de voir désigné un juge d'instruction : «Ce serait un geste fort de le faire rapidement, pour ainsi démontrer que l'enquête va se faire en toute transparence et en toute indépendance, comme les pouvoirs publics s'y sont engagés, au plus haut niveau, envers la famille.»

(1) Les prénoms ont été changés. Liberation.fr 05.06

- Loi travail : après la pétition, la votation - Liberation.fr

Les syndicats opposés au projet législatif organisent un référendum de terrain, dans toute la France, pour «élargir la mobilisation» et répondre «au déni de démocratie». Objectif : récolter deux millions de voix favorables au retrait du texte.

«Prenez la parole avec des bureaux de vote citoyens dans les entreprises, les administrations, les espaces publics, les lieux d'études.» Après la pétition en ligne lancée par des militants, en février, c'est au tour de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU, Unef, UNL et FIDL) opposée au projet de loi travail de s'essayer à une forme alternative de mobilisation, en parallèle des manifestations : la «votation travail». «Autoritarisme et répression»

Au menu de ce référendum sur le texte porté par Myriam El Khomri, deux questions : êtes-vous «pour» ou «contre» le «retrait du projet de loi travail» ? Et «faut-il aujourd'hui des droits nouveaux pour les salarié-e-s, jeunes, privé-e-s d'emplois et retraité-e-s» ? Lancée le 29 mai, l'initiative vise à «élargir encore la mobilisation» et «permettre aux salarié-es de s'exprimer et [de] s'engager dans la mobilisation sous toutes ses formes». Mais aussi à répondre au «déni de démocratie avec l'utilisation du 49.3» par le gouvernement et à «l'autoritarisme et la répression», précisent les sept syndicats.

Partant du constat que «70% de la population est opposée à ce projet de loi», les syndicalistes espèrent, au total, récolter quelque deux millions de votes de travailleurs, étudiants et lycéens au cours des prochains jours. Pour ce faire, une plateforme sur Internet, en cours de construction, a été mise en place pour faciliter l'organisation des votations sur le terrain et fournir le «matériel» de vote, c'est-à-dire les bulletins. Des militants peuvent ainsi se porter volontaire, via ce site, pour organiser un référendum. «Remis au Président»

Usine, bourse du travail, lycée, place publique : plusieurs lieux de vote sont déjà référencés aux quatre coins de la France, sur une carte en ligne. Vendredi, le compte Twitter @votationtravail comptabilisait 200 lieux de vote. Comme celui de l'aéroport de Clermont-Ferrand, où la votation a eu lieu mercredi. Ou encore celui du site ERDF de Montpellier, où «une majorité de salariés a pris part au vote», souligne, sur Twitter, Benjamin Ordon, secrétaire général du syndicat CGT-Ufict mines et énergie de l'Hérault. Résultat : «94% sont pour le retrait.»

Et après ? Pour l'heure, aucune date butoir n'est fixée. «Une manifestation nationale a lieu le 14 juin, et les résultats de la votation seront remis au président de la République dans la deuxième quinzaine [du mois]», précisent toutefois les organisateurs. Soit en pleine période d'examen du projet de loi travail par les sénateurs de droite, qui promettent de durcir encore plus le texte. De quoi faire monter la gronde des opposants au projet. Liberation.fr 03.06

Comme quoi il y a un début à tout. Finlande : "la première fois depuis un siècle un recul des droits des salariés".

- Accord sur la réforme du Code du travail en Finlande - Reuters

Au terme d'une année de négociations jalonnées de grèves, le gouvernement finlandais de centre-droit s'est entendu vendredi avec les partenaires sociaux sur une réforme du Code du travail, qui prévoit pour la première fois depuis un siècle un recul des droits des salariés.

Les principaux syndicats et le patronat ont donné leur aval à cette "dévaluation interne" qui a pour but de relancer les exportations et la compétitivité d'une économie stagnante.

Augmentation du temps de travail, gel des salaires pendant un an, hausse des cotisations retraite pour les salariés et baisse de celles des employeurs sont quelques une des mesures retenues.

"Aujourd'hui, en Finlande, nous écrivons l'histoire. Peu de pays sont capables de prendre une décision si difficile d'un commun accord", se félicite le Premier ministre, Juha Sipilä, sur son blog.

"Avec ces mesures, nous allons réduire considérablement le déficit de compétitivité avec la Suède et l'Allemagne", ajoute-t-il. Reuters 03.06

Intox. L'art du consentement ou comment vaincre "la défiance voire le rejet de l'opinion" afin de permettre "aux réformes d'être menées".

- La loi "Sapin II" débattue à l'Assemblée veut rassembler la gauche - AFP

Salaires des grands patrons, lutte contre la corruption, encadrement des lobbies: l'Assemblée a entamé lundi les débats sur le projet de loi "Sapin II" qui vise à "combattre une finance débridée", occasion d'un rassemblement d'une gauche déchirée par la loi travail. AFP

- Loi Sapin 2 : « Le lobbying doit œuvrer à faire respirer la vie démocratique » - LeMonde.fr

Les acteurs économiques peuvent aider, au travers du lobbying, à un meilleur processus décisionnel en France, à des lois plus en lien avec les réalités économiques et sociales, aboutissant ainsi à des décisions plus légitimes, moins contestées par les parties prenantes, expliquent Laurent Mazille, président de l'Association professionnelle des responsables des relations avec les pouvoirs publics) et Fabrice Alexandre.

En France, la défiance culturelle de l'opinion vis-à-vis des intérêts particuliers, notamment quand ils sont économiques, a des racines historiques profondes : la Révolution d'inspiration rousseauiste s'est construite contre les particularismes de l'Ancien Régime, au nom d'une volonté générale qu'ils ne pouvaient que menacer.

Or, la légitimité de ces intérêts à dialoguer avec les acteurs publics étant consubstantielle à la démocratie, il n'est dans les faits pas une décision, pas une loi, pas un règlement qui ne soit pris sans qu'ils interviennent. Mais ce dialogue est mal assumé : les pouvoirs publics l'admettent du bout des lèvres, le cachent, voire le dénoncent quand il s'agit de discréditer un adversaire, contribuant ainsi à garder dans l'ombre l'activité de certains représentants d'intérêts et à entretenir la défiance voire le rejet de l'opinion.

C'est pourquoi renouveler la décision publique, installer une culture du dialogue ouvert et de la solution partagée serait plus utile que de créer de nouvelles contraintes administratives. Cela bénéficierait aux acteurs économiques et sociaux, qui évolueraient dans un cadre réglementaire plus adapté, plus lisible et plus stable, et aux pouvoirs publics, dont les décisions seraient mieux fondées, plus représentatives et plus légitimes, permettant ainsi aux réformes d'être menées.

La confiance des citoyens n'en serait que renforcée. LeMonde.fr 06.06

Mélenchonade d'un ex-ministre de Chirac. La soumission bien ordonnée commence par soi-même.

Il a annoncé que "le temps des programmes minimums est fini".

Diable, aurait-il renoué avec le programme de la révolution socialiste, aurait-il rompu avec la chimérique "révolution par les urnes", et admis que seul un soulèvement révolutionnaire des masses pourrait venir à bout du régime et ses institutions? Pas vraiment.

Prenons le cas de la loi Travail.

Et bien "pour bloquer la loi il ne reste que la censure", autrement dit il compte sur les députés de droite qui voyez-vous se placeraient naturellement au côté de l'immense majorité des travailleurs qui exigent son retrait car ils y seraient également défavorables, en réalité parce qu'elle ne va pas encore assez loin à leur goût.

Bref, vous pouvez en déduire que se mobiliser ne sert à rien, à une autre époque, tenir un tel discours en pleine mobilisation vous valait d'être accusé de trahison.

Se mobiliser ne sert à rien, sauf pour porter la candidature de l'histrion du régime à l'ambition dévorante à la présidentielle de 2017 !

Et le populiste prophétise que " la censure (...) sera votée", y compris par les députés du PCF qui " sont toujours communistes que je sache !", alors qu'ils ne l'ont jamais été, peu importe pour ce fossoyeur du communisme depuis 35 ans, dans un autre document (http://melenchon.fr/2016/05/30/5-juin-a-lecole-de-lutte) il va jusqu'à "remerciés (Martinez et la CGT) pour ce qu'ils organisent", une multitude de journées d'action pour briser la résistance des militants mobilisés pour obtenir le retrait de la loi Travail.

Une fabrication électorale des oliga-médias.

Mélenchon, (pas si) seul contre tous - Le Huffington Post

"La force va à la force", répète l'entourage de Jean-Luc Mélenchon. Traduction: vous allez voir ce que vous allez voir. Parti en solitaire dans la course à la présidentielle, le candidat de la "France insoumise" veut se compter ce dimanche en convoquant son premier meeting de campagne place Stalingrad, à Paris. Très à l'aise dans ces rendez-vous en plein air devenus sa marque de fabrique depuis 2012, le tribun y prononcera un discours centré sur 2017 devant plusieurs milliers de partisans.

Objectif de cette "démonstration de force": réaffirmer qu'il est aujourd'hui le seul à gauche capable d'offrir un débouché politique à la contestation contre la loi El Khomri, réforme dont il est l'un des plus farouches opposants. "C'est du contexte que vient l'impulsion la plus forte! Le mouvement social contre la loi El Khomri et les Nuits Debout nourrissent notre mobilisation et nous contribuons à celle du mouvement social", veut croire le candidat sur son blog, qui se rêve en représentant "des insoumissions en cours qui

courent le pays". Le Huffington Post 04.06

- 2017: 27% des Français font confiance à Mélenchon pour vaincre la crise - L'Express.fr

Jean-Luc Mélenchon lance ce dimanche sa campagne en vue de l'élection présidentielle de 2017. Selon un sondage, un petit tiers de l'électorat le croit capable de sortir le pays de la crise s'il était élu. L'Express.fr 05.06

- Mélenchon lance sa campagne avec des insoumis mais sans les partis - lefigaro.fr

Avec son «Défilé des Insoumis» place de Stalingrad dimanche après-midi, Jean-Luc Mélenchon commence sa campagne sans être parvenu à agréger autour de lui les forces qui ont constitué le Front de gauche lors de la présidentielle 2012. Les communistes en particulier, qui se sont agacés de le voir organiser son meeting le jour de la clôture de leur 37e congrès. Non seulement leur secrétaire national Pierre Laurent n'a pas rejoint sa dynamique mais en plus, il a jugé «extrêmement dangereuse» pour la suite, la stratégie de celui - sans citer explicitement Jean-Luc Mélenchon - qui part «seul dans son couloir en surfant sur la crise».

Dans une intervention prononcée samedi devant les délégués du congrès organisé à Aubervilliers, il a martelé l'importance de «construire des alliances avec des courants transformateurs et réformistes qui seraient prêts à agir avec nous». Les réformistes étant les socialistes frondeurs à qui le chef de file du PCF tend encore la main, contrairement à Jean-Luc Mélenchon. Sinon, a prévenu Laurent, «c'est de l'hégémonisme du seul courant révolutionnaire sur la majorité de la population». Ne pas s'engager dans cet hégémonisme serait faire preuve de «lucidité», a encore indiqué à une partie de ses troupes et à Mélenchon celui qui va être largement réélu dimanche matin à la tête du parti.

«C'est le Yalta de la vieille gauche», dénonce Duflot

La priorité des communistes, ce sont les législatives. Certains optimistes, dans les couloirs du congrès, calculent que le parti pourrait même emporter «une trentaine de sièges» avec le possible effondrement socialiste et des alliances à nouer avec des frondeurs du PS et des écologistes, en opposition à la gauche de gouvernement.

Jean-Luc Mélenchon a lui, les yeux rivés sur la présidentielle. Ses opposants disent qu'il veut sa revanche face à François Hollande, voir le battre au premier tour puisque les deux hommes se talonnent dans les sondages, entre 12 et 14%... Et que François Hollande, lui qui rêve au trou de souris vers le deuxième tour, voudrait un espace totalement libre à sa gauche en dehors de l'inévitable candidat de gauche radicale. «Je ne ferai pas campagne contre François Hollande, il m'indiffère», a cru bon de souligner Jean-Luc Mélenchon sur RTL. «C'est le Yalta de la vieille gauche, comme à l'ancienne», a dénoncé Cécile Duflot lors de son rapide passage vendredi au congrès des communistes. La député écologiste se prépare à sa propre possible campagne.

En attendant, Jean-Luc Mélenchon, fort du soutien affiché de figures du PCF comme l'ex secrétaire nationale, ancienne ministre et député Marie-George Buffet, espère au moins 6000 personnes dimanche après-midi sur la place de Stalingrad où il avait déjà lancé - et clôt- la campagne présidentielle du Front de gauche en 2012. Même s'il ne sait pas s'il obtiendra les 500 signatures, il se targue de l'appui de «110 000» personnes et de «1000 groupes de base» répartis en France. Il ne compte pas sur les frondeurs qui, a-t-il dit dans la revue Regards, ont «beaucoup voté et soutenu les gouvernements Hollande-Valls» et qui forment «de nombreux clans concurrents». Pas plus que sur les écologistes «atomisés». «Il est de mon devoir d'avancer sans attendre le bon vouloir de qui que ce soit», juge le candidat. lefigaro.fr 04.06

- Mélenchon réunit des milliers de personnes pour "une campagne victorieuse" - AFP

- Présidentielle : Mélenchon lance sa campagne anti-Hollande - lefigaro.fr

«Les bulletins de vote sont les balles de nos fusils!» Place de Stalingrad, Jean-Luc Mélenchon est reparti en campagne. Non pas comme en 40 mais comme en 2011. La même fleur au fusil qu'il y a cinq ans. Même ton, même radicalité, même passion. «La lutte est notre dignité», a-t-il lancé à une foule bigarrée - familiale, syndicale, associative - de quelques milliers de personnes, 10.000 selon les organisateurs. Même s'ils n'étaient que la moitié, son pari est gagné. Marie-George Buffet, ancienne secrétaire nationale du PCF, avait fait le déplacement.

Ce premier meeting précédé d'un «défilé des insoumis» restait pour lui une incertitude. Le candidat est parti en campagne en début d'année sans attendre les avis de ses camarades communistes, écologistes ou socialistes opposés au gouvernement. Et ces derniers - la direction du PCF en particulier - laissent libre court à leurs critiques contre son «solo». Conséquence: pas de coalition du Front de gauche cette année. «Il faut partir de loin pour convaincre tête par tête et cœur par cœur», s'est justifié le candidat devant une assemblée motivée, malgré le temps gris et les grèves.

Mélenchon juge dépassé le temps des partis. Il veut désormais «fédérer le peuple, sans arrangement ni compromis». Un peuple transformé en «multitude organisée». «Ce n'est pas le temps des programmes minimums», encore moins «celui des candidats champignons», a-t-il lancé, piquant l'écologiste Nicolas Hulot - sans le citer -, ce candidat «passe-muraille qui gêne

le moins». «Il faut du caractère et de la volonté» pour se lancer, a tonné Mélenchon sous les applaudissements.

Intérieurement, Jean-Luc Mélenchon rêve absolument d'en découdre avec son ennemi de 2012, François Hollande, qu'il avait abondamment attaqué, moqué, démonté au point d'en exaspérer ses camarades communistes, qui lui reprochaient de trop taper sur celui qu'ils jugeaient encore être à gauche. Au final, le Front de gauche, malgré ses 4 millions de voix, avait bien été obligé d'en appeler à voter au deuxième tour pour le candidat PS face à Nicolas Sarkozy… Son rêve cette année, alors qu'il le talonne dans les sondages - deux points les séparent selon une dernière enquête d'Ipsos - c'est au moins de le dépasser. Mais le ton est plus mesuré. La gauche le regarde et l'écoute. Beaucoup hésitent. Surtout les déçus du gouvernement.

Mélenchon ne veut pas abîmer le bel espace encore libre entre lui et le chef de l'État dont la candidature est de moins en moins incertaine. Inutile de tirer sur l'ambulance. À peine, donc, a-t-il parlé de «ce petit monsieur qui nous dirige et qui nous a tellement menti». En revanche, le danger est à droite. Face à un électorat populaire déçu il prévient: «Si vous ramenez le loup dans la bergerie», ce sera «la dislocation aggravée de la France» et «encore plusieurs milliards offerts au Medef». Le loup, c'est Nicolas Sarkozy, «celui qui attend son heure», jugé «le plus dangereux, car le plus déterminé». Mais Jean-Luc Mélenchon, qui dit former «un bataillon au milieu de la France en lutte contre la loi El Khomry», n'en pense pas moins de François Hollande et des «quarante obstinés du gouvernement». lefigaro.fr 05.06

- Loi Travail : Mélenchon s'en prend à Macron, Hollande et Valls qui «ne comprennent rien» - L'Opinion 06.06

Pourquoi ? Que devrait-il comprendre ? Au contraire, ils ont parfaitement compris les enjeux de la loi Travail et ils y adhèrent en tant que représentants du capital. Où est le problème ? Il n'y en a pas, ils sont parfaitement dans leurs rôles et surtout qu'ils ne changent rien.

Qu'est-ce que cela signifie, sinon qu'en tant que socialistes, que représentants des travailleurs ils n'auraient jamais dû rédiger et soutenir une telle loi, ce qui revient à perpétuer l'illusion qui nous a conduit où nous en sommes et dont Mélenchon partage la responsabilité.

Un non-événement.

- PCF: rassembler à gauche autour d'un "pacte d'engagements communs" - AFP

Le Parti communiste a adopté en Congrès samedi, malgré des divisions internes, sa stratégie d'un "pacte commun" pour 2017, un rassemblement au-delà du Front de gauche et qui accueillerait la partie du PS contestant la politique gouvernementale.

Après le trouble ayant saisi le parti, qui avait envisagé de participer avec le parti socialiste à une primaire des gauches et des écologistes en janvier, le 37e Congrès s'est voulu un "Congrès de clarification", a décrypté le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles.

Par 71% des voix, la stratégie politique défendue par le secrétaire national Pierre Laurent pour la présidentielle et les législatives de 2017 a été adoptée, dans un texte très largement amendé depuis le début de sa rédaction en plein débat sur la déchéance de nationalité au début de l'année.

"A partir de lundi, nous avons une feuille de route pour une démarche claire", s'est réjoui M. Dartigolles à l'issue du vote lors de ce 37e Congrès, qui se tient jusqu'à dimanche à Aubervilliers.

Concrètement, le texte prévoit de "s'appuyer sur l'expérience du Front de gauche", qui réunissait le PCF, le Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon et Ensemble de Clémentine Autain, pour construire un "Front populaire et citoyen". Un mouvement "plus large, plus populaire, plus citoyen" que le Front de gauche et "à vocation majoritaire".

Il s'agit, assure le PCF, de "rassembler les forces de gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création" afin de rédiger un "pacte d'engagements communs".

Une fois prêt en octobre, ce pacte serait soumis à une "votation citoyenne nationale" pour lui donner "un mandat populaire". A l'issue de quoi viendrait le temps de la désignation d'un candidat, au besoin par le biais d'une primaire.

Mais cette décision n'a pas été facile. Nombre de délégués se sont élevés pendant deux jours de débats contre toute alliance avec des socialistes, quand d'autres ont appelé à rejoindre Jean-Luc Mélenchon qui s'est déjà lancé dans la campagne présidentielle sans le PCF.

Et nombre d'entre eux ont exprimé leur attachement au Front de gauche, créé en 2009, et qui, selon un militant au micro, "reste un repère important pour des milliers de personnes, continue de représenter un espoir pour des politiques anti-libérales et, de plus

en plus, anti-autoritaires".

Ce "Front populaire et citoyen" va donner lieu à "des magouilles politiciennes dans lesquelles les travailleurs seront mis à l'écart", estime Cyril Morlot, secrétaire départemental du PCF de Haute-Saône. Il a voté contre la stratégie pour 2017 car pour lui, c'est une manière de "sauver le PS, une soi-disant refondation de la gauche".

"Mais moi, je ne suis pas de gauche, je suis communiste, les ouvriers, refonder la gauche, ça ne les intéresse pas, ce qu'ils veulent c'est un projet politique", argumente le jeune homme.

A l'inverse Françoise Goissede, militante dans la fédération de l'Essonne, est favorable au texte. "Je suis attachée à une démarche qui consiste à s'ouvrir, bien sûr avec des bases sous lesquelles il ne faut pas descendre", explique-t-elle.

"Je ne me crispe pas sur la question du Parti socialiste", renchérit Jean-Marie Baty, trésorier de la section de Roissy. "L'électorat socialiste est mécontent. Si on ne veut pas faire de la courte vue, il faut rassembler tous ceux qui veulent transformer la société", poursuit-il.

"Les forces qui sont disponibles pour un rassemblement, ce sont celles qui ont voté François Hollande au premier tour en 2012, qui sont aujourd'hui dans la rue contre la loi Travail ou qui se sont toujours senties proches du PS et ne se résignent pas à abandonner l'idée d'une gauche debout", résume Olivier Dartigolles.

Depuis le début du Congrès jeudi, de nombreuses personnalités politiques se sont succédé dans la salle, de Jean-Luc Mélenchon à l'ancien ministre socialiste Benoît Hamon en passant par l'écologiste Cécile Duflot. Le socialiste proche de Manuel Valls Luc Carvounas est attendu samedi après-midi et le secrétaire national d'Europe Écologie-Les Verts David Cormand dimanche. AFP 04.06

Infos diverses

- Une majorité de Français pour une démission d'Emmanuel Macron - Reuters

Les Français sont 52% à souhaiter que le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, démissionne du gouvernement, selon un sondage Odoxa pour CQFD et iTELE publié vendredi. Reuters

Décidément le capital rend fou !

- Les étranges liens entre addiction au travail et troubles psychiatriques - BFM Business

Quelques infos internationales

- Le camp du Brexit creuse l'écart au Royaume-Uni

Trois nouveaux sondages placent lundi le camp du Brexit devant le camp des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, avec deux à cinq points d'avance, en vue du référendum du 23 juin. Reuters 06.06

- Mexique: revers électoral historique pour le parti du président Nieto - AFP

- Kenya : la répression des manifestations fait deux nouvelles victimes

L'opposition réclame la dissolution de la commission électorale jugée trop favorable au président Uhuru Kenyatta qui sera à nouveau candidat au scrutin de 2017. LeMonde.fr

- Haïti : le premier tour de la présidentielle annulé, de nouvelles dates annoncées

Le premier tour du scrutin présidentiel, tenu le 25 octobre 2015, a été annulé en raison de fraudes. Les deux tours de l'élection auront lieu le 9 octobre prochain et le 8 janvier 2017. LeMonde.fr

Dossier Syrie

- Syrie: Les Etats-Unis ont demandé à la Russie de ne pas frapper le Front al-Nosra - arretsurinfo.ch

C'est le genre d'informations qui nous indiquent que les Etats-Unis et ses alliés ne combattent par le terrorisme mais qu'ils s'en servent ici pour contrer la Russie et l'axe de la résistance. La poursuite de la guerre, les souffrances générées et le flot continu des populations qui la fuient, est le dernier de leurs soucis.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a indiqué vendredi que Washington avait demandé aux Russes de ne pas viser al-Nosra, branche syrienne du groupe terroriste al-Qaïda, par crainte de toucher l'opposition modérée[Il n'y a pas d'opposition modérée, ndlr].

Les Américains «nous disent de ne pas le frapper [le Front al-Nosra] parce qu'il y a une opposition « normale » à côté», a indiqué le ministre dans une intervention télévisée rapportée par l'agence de presse Associated Press. arretsurinfo.ch 04.06

- Washington demande à Moscou de ne pas frapper Al-Qaïda - Réseau Voltaire

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré le 4 juin 2016 que les États-Unis avaient demandé à la Russie de ne pas frapper al-Qaïda en Syrie.

Dans la région d'Idleb, les forces qualifiées par Washington de « rebelles modérées » sont mêlées à celles du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'accord de cessation des hostilités du 27 février dernier prévoyait que les Forces soutenues par les États-Unis se sépareraient des groupes listés « terroristes » par l'Onu. Mais cela n'a pas été le cas.

Officiellement, al-Qaïda a conçu et perpétré les attentats du 11 septembre 2001 qui firent 2 977 morts. Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Émirat islamique d'Afghanistan et contre l'Irak notamment au motif du soutien qu'ils auraient apporté à al-Qaïda (même si depuis, Washington a admis que l'Irak n'était en réalité pas impliqué).

Au cours des dernières années, al-Qaïda a financé l'AKP turc, aidé l'Otan à renverser la Jamahiriya arabe libyenne, et fait du « bon boulot » en Syrie selon l'expression de Laurent Fabius.

Depuis la publication du livre de Thierry Meyssan, L'Effroyable imposture, la plupart des États membres de l'Otan qualifient la contestation de la culpabilité d'al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre de « complotiste ». Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a déclaré le 4 juin 2016 que les États-Unis avaient demandé à la Russie de ne pas frapper al-Qaïda en Syrie.

Dans la région d'Idleb, les forces qualifiées par Washington de « rebelles modérées » sont mêlées à celles du Front al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda. L'accord de cessation des hostilités du 27 février dernier prévoyait que les Forces soutenues par les États-Unis se sépareraient des groupes listés « terroristes » par l'Onu. Mais cela n'a pas été le cas.

Officiellement, al-Qaïda a conçu et perpétré les attentats du 11 septembre 2001 qui firent 2 977 morts. Les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Émirat islamique d'Afghanistan et contre l'Irak notamment au motif du soutien qu'ils auraient apporté à al-Qaïda (même si depuis, Washington a admis que l'Irak n'était en réalité pas impliqué).

Au cours des dernières années, al-Qaïda a financé l'AKP turc, aidé l'Otan à renverser la Jamahiriya arabe libyenne, et fait du « bon boulot » en Syrie selon l'expression de Laurent Fabius.

Depuis la publication du livre de Thierry Meyssan, L'Effroyable imposture, la plupart des États membres de l'Otan qualifient la contestation de la culpabilité d'al-Qaïda dans les attentats du 11-Septembre de « complotiste ». 05.06

Bienvenue en oligarchie

A la lecture de cette rubrique on ne s'étonne plus qu'ils aient produit les barbares de l'Emirat islamique. En fait, ce sont davantage ceux qui sont réceptifs à leur propagande qui sont dégénérés ou qui finiront par le devenir.

- La prochaine étape de notre évolution est de devenir cyborgs

L'implantation croissante de prothèses cybernétiques dans notre cerveau encourage la naissance d'«hommes-machines». Ce n'est pas encore Terminator, mais nous y sommes presque. Le recours fréquent aux prothèses cybernétiques neurologiques redéfinit le rapport entre l'homme et la machine... Slate.fr

- À Hollywood, la mode des «sequels» pourrait ne pas connaître de suite

Face aux échecs à répétition de ce genre de films, l'industrie du cinéma veut éviter les séquelles. Hollywood est en train de vivre des semaines particulièrement éprouvantes. Paramount Pictures, qui a dépensé 235 millions de dollars pour faire et vendre la suite

du film Ninja Turtles... Slate.fr

- Pour affronter la crue, j'ai tenté de devenir un survivaliste grâce à internet

Parce qu'acheter dix packs de bouteilles d'eau pour chez moi ne suffisait pas à me rassurer. Ce vendredi, l'angoisse est palpable. Le niveau de la Seine a dépassé le seuil d'alerte et la crue devrait atteindre son pic dans la capitale parisienne... Slate.fr

- Le célèbre pierre-feuille-ciseaux est tout sauf un jeu de hasard

Anticipations, calculs et même recours à un robot: il existe des techniques pour gagner (presque) à coup sûr au chifoumi. Slate.fr

- Trump, l'idiot du village mondial

Ce n'est pas une coïncidence si deux des dictateurs les plus rusés du monde -le russe Vladimir Poutine et aujourd'hui, semble-t-il, celui de Corée du Nord, Kim Jong-un- se réjouissent à l'idée que Donald Trump puisse remporter les élections présidentielles américaines de cet automne. Slate.fr

- Qui acceptera d'être le numéro 2 de Donald Trump? - Slate.fr

- Arrêtez de vous excuser d'être juif auprès de la gauche comme de la droite

La communauté juive américaine devrait accorder bien plus d'attention à ce qui se dit sur les juifs à l'occasion de la campagne électorale américaine écrit dans Forward Noam Neusner, expert en communication et ancienne plume à la Maison Blanche de George Bush. Forward est un célèbre journal juif... Slate.fr

- L'Iran est-il un pays aussi fragile que l'Irak et la Syrie?

Une des raisons souvent avancées pour expliquer les guerres civiles, ethniques et religieuses qui détruisent l'Irak et la Syrie est le caractère artificiel de ces Etats nations. Leurs frontières ont été établies sans tenir compte des populations et sont le fruit de savants calculs géopolitiques... Slate.fr

- Ces parlementaires français qui reprennent mot pour mot les éléments de langage du Kremlin

Cette enquête décrypte ce qu’est le poutinisme considéré par certains comme un modèle de civilisation, révèle les revirements spectaculaires d’hommes politiques de premier plan, les opérations d’espionnage du Kremlin et sa guerre de propagande. Atlantico.fr

- Sputnik, Russia Today et consorts : ces médias russes en français financés par le Kremlin qui trouvent de plus en plus d’écho dans l’Hexagone

A l'occasion de la parution de son dernier livre "La France russe", Nicolas Hénin revient sur la façon dont la Russie de Vladimir Poutine transcende les clivages français et joue sur les fractures sociétales actuelles pour imposer son modèle civilisationnel. Atlantico.fr

- 27 ans après Tiananmen, Pékin maintient la pression sur les militants et les familles - AFP

- Désavoué par l'État, Pépy peut-il encore mener la réforme de la SNCF?

En contournant le PDG de l'entreprise publique pour négocier une sortie de crise avec les syndicats, le gouvernement torpille son autorité au moment même où il prépare la libéralisation controversée du chemin de fer. Guillaume Pépy peut-il rester à la tête de la SNCF? Slate.fr

- Que font les animaux quand il pleut?

Si c'est la question que vous vous êtes posée, un oeil sur Vigicrues, l'autre sur les cours du parpaing et des sacs de sable, voici quelques éléments de réponse. 1.Les chèvres paniquent. Les chèvres font partie des animaux domestiques les plus sensibles à la pluie... Slate.fr

- Je suis allée manger dans le deuxième meilleur resto du monde: merci Netflix

À l'origine de ce périple, il y a la série «Chef's Table». Son héros, c'est le chef de l'Osteria Francescana, Massimo Bottura. Et l'addition, le retour à la réalité.Je n'avais plus faim ce jour-là, j'avais déjà dîné, c'était un vendredi soir. Slate.fr

- L'école est-elle raciste?

Et les parents, les enseignants et les élèves le sont-ils, consciemment ou non? La réponse est oui. Un joueur de football s'indigne des choix du sélectionneur de l'équipe de France et l'accuse d'être influencé par la partie «raciste» de l'opinion française. Slate.fr

- Au collège comme au lycée, le mois de juin est synonyme d'oisiveté

La reconquête du mois de juin n'aura pas lieu.C'est officiel: la date des vacances scolaires d'été 2016 est fixée depuis belle lurette au mardi 5 juillet après les cours. Slate.fr

- Dans « Les Sims », vêtements et voix ne seront plus liés au sexe

Maxis, le studio à l'origine du jeu vidéo Les Sims 4, a annoncé jeudi 2 juin que cette simulation de vie sociale ne ferait plus de différence entre les avatars hommes et femmes, concernant les possibilités de personnalisation. Plus de 700 éléments, qui jusqu'ici n'étaient applicables qu'à l'un ou l'autre... LeMonde.fr

- Port du voile au travail : comment la Cour de Justice de l'Union européenne, comme la loi El Khomri, entend protéger la liberté religieuse (mais à quel prix ?) - Atlantico.fr

- Comment trouve-t-on l'amour?

Peut-être en lisant ces deux livres qui explorent l'histoire et l'évolution des rencontres et des relations amoureuses.C'est un sujet qui ne s'épuise jamais: comment trouver une personne que l'on aime avec qui partager sa vie? C'est l'objet de deux livres... Slate.fr

- «S'aimer comme on est» est vraiment une très mauvaise idée

Sur le campus d'Harvard, un philosophe tient un discours détonnant sur le bonheur. Il n'est plus question d'apprécier ses défauts, et d'en jouer. Cela ne sert à rien. Il faut changer et vite.À Harvard, le cours de Michael Puett est le troisième plus prisé de la célèbre université. Slate.fr

- Comment réagissent les gens qui reçoivent des photos de sexes?

Pas seulement en manifestant de l'horreur ou de la fascination, mais des sentiments bien plus nuancés.Voir débarquer le sexe de son interlocuteur sur un écran de téléphone portable ou d'ordinateur semble un élément très courant (si ce n'est une loi) des échanges sexualo-sentimentaux numériques... Slate.fr

- Jouir et faire jouir autrement : comment bien choisir un sextoy ?

Loin d'être un simple accessoire, le sextoy peut peser lourd, très lourd, dans la satisfaction sexuelle. Encore faut-il ne pas se tromper à l'achat. LeMonde.fr

- La deuxième vie des « escort girls virtuelles » du site de rencontres Ashley Madison

Deux artistes suisses font revivre les « bots » du site de rencontres adultères Ashley Madison, victime d'un vaste piratage en 2015. LeMonde.fr

- New York fait campagne pour l'usage des toilettes selon l'identité de genre

La ville a lancé lundi une campagne publicitaire qui promeut l'usage des toilettes publiques selon l'identité de genre et pas nécessairement selon le sexe de naissance, un sujet qui fait débat dans plusieurs Etats américains. LeMonde.fr

Haut de page

Le 9 juin 2016

CAUSERIE

Une initiative avortée.

J'avais envisagé de m'adresser aux responsables de certains médias dit alternatifs dans ces termes avant d'y renoncer et j'explique pourquoi plus loin :

- Pourquoi les différents auteurs des articles que vous mettez en ligne ne pourraient-il pas se rassembler dans un appel aux peuples du monde entier pour exiger un changement de régime aux Etats-Unis qui sème la guerre et le chaos sur tous les continents ?

Pourquoi ne peuvent-ils pas lancer un tel appel ?

Ils ne le peuvent pas parce qu'ils sont anticommunistes ou antisocialistes. Comment cela ? L'un n'empêche pas l'autre ? Si. Pourquoi ? Parce qu'ils se prétendent anti-impérialistes ou se disent opposants à la politique américaine, mais comme tous les gouvernements des pays occidentaux dont ils font partie sont alignés sur la politique de Washington se trouve être néolibérale, impérialiste, ils peuvent condamner cette politique antisociale ou belliciste mais ils ne peuvent pas aller plus loin pour au moins deux raisons.

La première, parce que la politique néolibérale est la seule politique qui soit à la fois conforme aux besoins de l'oligarchie qui trône au sommet du capitalisme mondial, et qui permette d'empêcher par des moyens mafieux les contradictions exacerbées du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant de conduire à une explosion de l'économie mondiale. Le néolibéralisme est la seule politique compatible avec le niveau atteint par le développement du capitalisme pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, et comme elle correspond à l'ultime étape du capitalisme mondialisé pour le sauver, elle prend forcément une tournure ouvertement antidémocratique, violente, guerrière.

La seconde, parce qu'il n'existe pas de relais dans la société pour soutenir une autre politique disons moins réactionnaire, tout simplement parce que la base sociale fait défaut, ce qui nous ramène au point précédent, car entre le néolibéralisme et le socialisme il n'existe aucune autre alternative viable du point de vue des besoins du capitalisme qui n'est pas réformable. Et comme ils y sont subordonnés, il ne leur reste plus qu'à étaler leur impuissance et à se soumettre au néolibéralisme au lieu de l'affronter puisqu'ils exècrent le socialisme, ce que traduisent leurs appels en direction de différents chefs d'Etat, de l'ONU ou d'autres institutions du capital ou leur attachement au droit international.

En conclusion, leur attachement au capitalisme et à leur petit confort personnel est plus fort que leur détestation de l'impérialisme ou du néolibéralisme ou la cause des exploités et des opprimés qu'ils prétendent défendre... en parole, mais jamais en acte.

Cette analyse et cette conclusion valent pour tous les appels lancés dernièrement par des intellectuels, lire plus loin le dernier en date qui le confirme.

Réunion annuelle du groupe Bilderberg. Quand les maîtres du monde orientent le cours de l'humanité vers l'abîme.

- Les plus influents défenseurs du capitalisme vont (enfin) se pencher sur «le précariat» - Slate.fr

Le thème est au programme cette année de la célèbre conférence Bilderberg.

Chaque année depuis 1954, le groupe Bilderberg réunit une centaine de membres parmi les personnages les plus influents du monde occidental. Née après la Seconde Guerre mondiale, l'organisation poursuit l'objectif de promouvoir le système d'économie de marché capitaliste, considéré comme le seul à même de maintenir la paix dans le monde.

Cette année, la réunion des membres du célèbre groupe Bilderberg aura lieu près de la ville allemande de Dresde. 130 personnes venant de 20 pays représenteront les élites politiques, industrielles, financières, académiques et médiatiques.

Les invités du Bilderberg ont pour consigne de garder secrets les propos échangés lors des débats, et aucun journaliste n'est accepté lors des rencontres. Cette atmosphère de secret a installé une réputation sulfureuse autour du Bilderberg, qui culmine avec certaines théories conspirationnistes qui lui attribuent de décider en secret de l'avenir du monde. Le Bilderbeg ne serait, à entendre ses organisateurs, qu'un forum de discussions informelles à la bonne franquette entre grands de ce monde. Entre autres «CEO» et responsables politiques de premier plan, l'édition 2016 accueillera sous la présidence du Français Henri de Castries, PDG du groupe d'assurances AXA, un ancien chef des services secrets britanniques, Sir John Sawers et un ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus.

A noter que parmi les rares Français présents, on ne compte que deux responsables politiques. L'actuel président du

Conseil constitutionnel Laurent Fabius et le député-maire du Havre Edouard Philippe. L'homme joue également un rôle-clé dans l'équipe de pré-campagne d'Alain Juppé, au titre de porte-parole. De quoi faire tourner à plein régime la machine à complot puisque le Bilderberg a la réputation d'apporter son soutien à un des candidats de chaque élection présidentielle américaine –de préférence le gagnant, et d'apporter un sérieux coup de pouce aux carrières en pleine ascension. Christine Lagarde, Herman Van Rompuy, Manuel Valls ou Emmanuel Macron ont eu le privilège d'être sur la liste des invités des éditions précédentes. Slate.fr 08.06

On aura compris pourquoi les médias institutionnels et les instituts de sondages liés à l'oligarchie font la promotion de Juppé, leur candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Quand un sportif ou un comédien insignifiant ou vulgaire éructe trois mots, tous les médias s'en emparent, le commentent, etc. c'est normal, mais quand 120 personnalités parmi les plus influentes ou puissantes de la planète se réunissent, tous les médias détournent le regard et les oreilles ailleurs, s'autocensurent, ce serait normal.

Mieux encore. Et ceux qui le relèvent ou s'en étonnent sont taxés de "conspirationnistes". Par qui ? Pardi, par leur porte-parole! Pire, et dire que parmi les militants ouvriers il y en a qui leur donnent raison. On cherche à comprendre ce que cela signifie, c'est normal. Du coup on comprend mieux pourquoi, en étant ainsi sous leur influence, ils ne peuvent que témoigner une moindre attention à nos analyses ou du mépris.

Les principaux thèmes à l'ordre du jour de cette réunion recoupent l'actualité ou la stratégie qu'ils ont adoptée :

- Chine
- Russie
- Moyen-Orient
- Europe: migrations, la croissance, la réforme, la vision, l'unité
- Etats-Unis paysage politique et économique : la croissance, la dette, la réforme
- La cyber-sécurité
- La géopolitique de l'énergie et des matières premières
- L'innovation technologique
- Le précariat et la classe moyenne

Bilderberg: Extrait de la liste des participants à la réunion annuelle 2016 qui aura lieu en Allemagne.

France

- Fabius, Laurent (FRA), President, Constitutional Council
- Barbizet, Patricia (FRA), CEO, Artemis
- Baverez, Nicolas (FRA), Partner, Gibson, Dunn & Crutcher
- Blanchard, Olivier (FRA), Fred Bergsten Senior Fellow, Peterson Institute
- Charpentier, Emmanuelle (FRA), Director, Max Planck Institute for Infection Biology
- Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point
- Philippe, Edouard (FRA), Mayor of Le Havre

Institutions internationales

- Lagarde, Christine (INT), Managing Director, International Monetary Fund
- Schwab, Klaus (INT), Executive Chairman, World Economic Forum
- Coeuré, Benoît (INT), Member of the Executive Board, European Central Bank
- Barroso, José M. Durão (PRT), Former President of the European Commission
- Georgieva, Kristalina (INT), Vice President, European Commission
- Goulard, Sylvie (INT), Member of the European Parliament

- Institutions américaines

- Rubin, Robert E. (USA), Co-Chair, Council on Foreign Relations
-Burns, William J. (USA), President, Carnegie Endowment for International Peace

Médias

- Noonan, Peggy (USA), Author, Columnist, The Wall Street Journal
- Micklethwait, John (USA), Editor-in-Chief, Bloomberg LP
- McArdle, Megan (USA), Columnist, Bloomberg View

- Applebaum, Anne (USA), Columnist Washington Post;
- Engel, Richard (USA), Chief Foreign Correspondent, NBC News
- Minton Beddoes, Zanny (GBR), Editor-in-Chief, The Economist
- Wolf, Martin H. (GBR), Chief Economics Commentator, Financial Times
- Cebrián, Juan Luis (ESP), Executive Chairman, PRISA and El País
- Gernelle, Etienne (FRA), Editorial Director, Le Point

Les médas font clairement partie de leur dispositif (idéologique et psychologique) en ayant pour mission de diffuser leur propagande (de désinformation) afin de faire adhérer les populations laborieuses à leur politique ou de neutraliser toute velléité de résistance de leur part.

Les autres participants sont des dirigeants de multinationales, des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, des ministres, des parlementaires et même un monarque, l'ensemble représente les différents cercles qui se partagent le pouvoir ou le servent.

Quelques compléments dans le même registre

Que leur monde est "bon" !

- Patrick Drahi : « En fait, le monde de la finance est un bon monde » - Public Sénat

- Toujours plus de millionnaires dans le monde - lemonde.fr

En dépit de la crise, les riches sont toujours plus riches, même si leur fortune a crû un peu moins vite en 2015 que les années précédentes, et le nombre de millionnaires continue de progresser. Telles sont, en substance, les conclusions du rapport 2016 sur la richesse mondiale des ménages, publié mardi 7 juin par le Boston Consulting Group (BCG), un cabinet américain de conseil en stratégie.

Ce rapport révèle que « la richesse mondiale privée », c'est-à-dire les actifs financiers des ménages hors immobilier – épargne bancaire (comptes, livrets, etc.), épargne financière (actions, obligations, etc.) et assurances-vie – s'est établie à 167 800 milliards de dollars (147 720 milliards d'euros) en 2015, en hausse de 5,2 % sur un an. C'est moins que la hausse enregistrée en 2014 (+ 7,5 %).

Dans le détail, et sans surprise, la hausse la plus forte a été enregistrée en Asie-Pacifique (+ 13,4 % en 2015), une zone économique en plein développement. La progression a en revanche ralenti en Amérique du Nord (+ 1,8 % en 2015 après + 6,4 % en 2014) et en Europe de l'Ouest (+ 4,3 % en 2015 après + 6,1 %). « Les incertitudes sur le futur de l'Union européenne et les prix durablement bas des matières premières ont pesé sur les marchés actions en dépit du début d'année prometteur », explique le rapport.

Ces chiffres restent néanmoins très supérieurs à la croissance du produit intérieur brut (PIB) enregistrée sur la même période dans ces régions : 2,4 % en 2015 aux États-Unis et 1,7 % en zone euro. L'Amérique du Nord se classe largement en tête du classement des régions du monde recélant le plus de ménages riches et devrait s'y maintenir à l'horizon 2020. Si l'Amérique du Nord, particulièrement les Etats-Unis, sort grande gagnante du concours de millionnaires (8 millions), elle est aussi championne des inégalités. Toujours selon le BCG, l'extrême concentration des richesses est particulièrement marquée en Amérique du Nord, où les 60 400 milliards de dollars cumulés de fortunes privées sont détenus à 63% par les millionnaires.

La place de numéro deux, aujourd'hui occupée par l'Europe de l'Ouest, pourrait revenir à la région Asie pacifique à l'horizon 2020.

En outre, non seulement la crise a épargné les millionnaires, mais ceux-ci se portent toujours mieux et sont surtout de plus en plus nombreux : ils sont 6 % de plus en 2015, selon le BCG. Ces millionnaires détiennent aujourd'hui 47 % de la richesse mondiale privée – une part qui devrait dépasser les 50 % en 2020, estime le cabinet.

Les paradis fiscaux toujours bien portants

Dans le détail, c'est la fortune des ménages les plus aisés (plus de 100 millions de dollars) qui a le plus progressé en 2015 (+ 10 %), en particulier dans la région Asie-Pacifique (+ 16 %). Le nombre de multimillionnaires a explosé en Inde et en Chine (2 millions). Mais, sans surprise là aussi, la plus forte concentration de millionnaires est toujours enregistrée… au Liechtenstein et en Suisse. La France compte 445 000 millionnaires, selon le cabinet de conseil.

Le rapport se penche également sur la « richesse offshore » des ménages, c'est-à-dire celle placée hors de leur pays d'origine, soit pour l'essentiel dans des Etats ou territoires offrant des régimes fiscaux avantageux (Royaume-Uni, Suisse, Singapour, Panama, etc.). Le BGC l'estime à 10 000 milliards de dollars en 2015, en hausse de 3 % sur un an, ce qui montre notamment que

les paradis fiscaux continuent de bien se porter.

Mais, du fait du début de « rapatriement de leurs actifs à l'étranger par les investisseurs des pays développés », la richesse offshore des Nord-Américains, des Européens de l'Ouest et des Japonais a chuté de 3 % l'année dernière. Elle continue en revanche d'augmenter pour les ressortissants des pays émergents… lemonde.fr et liberation.fr 07.06

- Le Canard révèle comment, en 2015, Liliane Bettencourt a échappé à l'ISF - BFM Business

L'hebdomadaire satirique révèle ce mercredi la liste de 50 ultra-riches français, parmi lesquels l'héritière de L'Oréal, ayant "économisé" plusieurs dizaines de millions d'euros grâce au bouclier fiscal. La divulgation de données "couvertes par le secret fiscal" étant interdite, Bercy a décider de porter plainte.

La première fortune française n'a pas payé l'ISF en 2015, révèle le Canard enchaîné mercredi 8 juin. Le tout grâce à un habile montage rendu possible par le fameux "bouclier fiscal".

Ce dernier, qui rend "confiscatoire" un taux d'imposition global supérieur à 75%, instaure de fait un plafond au-delà duquel il est impossible de se voir taxer. L'héritière du groupe L'Oréal et ses conseillers l'ont bien compris. En clair: la milliardaire, en déclarant 80 millions d'euros de revenus, ne peut pas être taxée au-delà de 61 millions. Une somme atteinte une fois acquittés l'impôt sur le revenu et la CSG. Reste l'ISF, calculé, lui, sur le patrimoine. Et par un heureux hasard, celui-ci s'élevait en 2015, à… 61 millions d'euros. Le plafond ayant déjà été atteint, aucune chance de voir le fisc les réclamer à Liliane Bettencourt.

Tout est parfaitement légal. Pour atteindre le résultat escompté, il suffit en effet de "laisser dormir dans des sociétés financières les dividendes d'action et les revenus d'assurance-vie", explique Le Canard. Et de ne retirer que le strict minimum, de manière à atteindre le plafond le plus rapidement possible.

Hormis Liliane Bettencourt, près de 50 ultra riches français ont bénéficié de ce bouclier fiscal. Parmi eux, on trouve le patron de LVMH Bernard Arnault, qui a "économisé" plus de 5 millions d'euros d'ISF. Mais aussi Hélène Darty (plus de 2 millions, soit presque la totalité), Hélène Leclerc (1,5 million) ou le président du Racing 92 Jacky Lorenzetti (1,5 million).

Quelques heures après ces révélations, Bercy a réagi en annonçant avoir porté plainte contre X. La publication de ces informations, "couvertes par le secret fiscal", est "un fait d'une très grande gravité", ont réagi dans un communiqué Michel Sapin, ministre des Finances, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat au Budget, faisant part de leur "indignation". "La divulgation d'informations fiscales nominatives par des personnes qui en sont dépositaires à titre professionnel constitue un délit sanctionné par le code pénal", ont souligné les deux ministres. bfmtv.com 09.06

- Scandales financiers : 15 magistrats pour 358 affaires - Public Sénat

Une dizaine de bureaux répartis sur un étage dans lesquels cohabitent une vingtaines de personnes et c'est tout…Voilà la « task force » française chargée de lutter contre l'évasion fiscale. Le Parquet national financier (PNF) gère des dossiers colossaux : Panama Papers, fraude fiscale chez Google ou corruption à la Fifa pour ne citer que les plus médiatiques. Public Sénat 08.06

- Google a recruté près de 70 fonctionnaires européens en dix ans pour son lobbying - LeMonde.fr

Une étude indépendante met en lumière le recrutement opéré par Google chez les fonctionnaires de l'administration française pour son service de lobbying. LeMonde.fr 08.06

- Des milliers de «dîneurs en blanc» place Vendôme - LeFigaro.f

Des centaines de «dîneurs en blanc» ont investi mercredi soir la très chic place Vendôme, à Paris, à l'occasion d'un flash mob gentiment snob sous les fenêtres du ministère de la Justice et des grands joailliers.

Reposant sur l'art de vivre, le concept est de réunir des «amis» pour un dîner dans les plus beaux endroits de Paris. Ces dernières années, le Diner en blanc s'est déroulé sur les trottoirs des Champs-Élysées, place de la Concorde, au pied de la Pyramide du Louvre et, l'an dernier, dans les jardins du Palais-Royal, sous les fenêtres du ministère de la Culture et du Conseil d'État. LeFigaro.fr 08.06

Récupération et imposture.

- « La grève et les occupations sont des outils légitimes de lutte face aux abus des pouvoirs » - Le Monde

Collectif

« Bloqueurs », « archaïques », « casseurs » voire « terroristes » : les opposants à la loi travail sont bruyamment stigmatisés dans l'espace médiatique. Il convient pourtant de rappeler quelques faits.

Le projet contesté s'inscrit dans une longue série de « réformes structurelles » prônées par les milieux d'affaires et les institutions européennes. Cette série a affaibli les protections collectives sans déboucher sur les créations d'emplois promises, et accru les inégalités et la peur du lendemain pour celles et ceux qui ne disposent pas d'un confortable patrimoine. D'après des sondages convergents, l'opinion pense très majoritairement que ce projet de loi favorise les entreprises, c'est-à-dire leurs propriétaires, au détriment des salariés de base, et que le gouvernement devrait retirer ce projet inéquitable. D'où la virulence de médias largement contrôlés par les plus grandes fortunes.

Quand les privilégiés s'enrichissent sans limites ni vergogne (dividendes et salaires de patrons outranciers, évasion fiscale organisée par les banques, etc.) avec l'acquiescement de l'État, quand les gens ordinaires n'entrevoient en guise d'avenir, pour eux et leurs enfants, qu'insécurité sociale et nature saccagée, alors l'injustice structurelle débouche sur la violence ouverte. Violence des promesses électorales bafouées, des mots et des projets gouvernementaux écrits par le MEDEF ou empruntés à la droite extrême. Violence et cynisme d'État de ceux qui, comme Manuel Valls, déclarent la « bataille identitaire » prioritaire sur la lutte contre le chômage. Qui jouent avec les préjugés contre les immigrés et les réfugiés, le mépris des musulmans, le ressentiment contre les plus pauvres. Qui profitent du choc des attentats terroristes pour faire passer des réformes impopulaires au nom d'un « état d'urgence économique ». Qui écartent tout débat par le recours au 49.3 et donnent aux forces de l'ordre des consignes « d'extrême fermeté ».

Ce qui surprend alors est la grande patience de la société, la dignité du mouvement social et la rareté des débordements. La grève, l'interruption des flux de marchandises, les occupations sont des outils légitimes de lutte face aux abus des pouvoirs. Dans ces luttes, sur les places, se retissent les liens et les solidarités qui font une société vivante. Non, MM. Hollande et Valls, les protections sociales ne sont pas du luxe. Non, la loi de la compétitivité ne doit pas disloquer la société. Non, l'État n'est pas la propriété des privilégiés. Non, la rhétorique du « choc des civilisations » et la lutte orchestrée des pauvres contre les pauvres, ne sauraient faire oublier une lutte des classes de plus en plus âpre et inégale. La résistance à l'oppression est un droit naturel et imprescriptible inscrit dans la déclaration de 1789. Nuit Debout, l'intersyndicale, les manifestants et les milliers de citoyens qui mettent leur corps en travers de l'injustice sont le cœur de cette résistance populaire. Nous sommes à leur côté, contre la loi Travail et son monde.

Premiers signataires : Christophe Bonneuil (historien), Geneviève Azam (économiste), Dominique Méda (sociologue), Yves Sintomer (politiste), Thomas Coutrot (économiste), Dany-Robert Dufour (philosophe), Antoine Peillon (journaliste), Jean-Claude Guillebaud (écrivain), Emmanuel Dockès (juriste), Pierre Dockès (économiste), Jean Pélissier (juriste), Christian Laval (sociologue), Pierre Dardot (philosophe), Etienne Balibar (philosophe), Sophie Wahnich (historienne), Jérôme Pelisse (sociologue), Jean Gadrey (économiste), Julia Cagé (économiste), Mathilde Larrère (historienne), Dominique Plihon (économiste), Aurélie Trouvé (économiste), Nicolas Bouleau (mathématicien), Susan George (écrivaine), Pierre-Henri Gouyon (biologiste), Giuseppe Longo (mathématicien). Le Monde 08.06

Pourquoi cet appel est inoffensif pour le régime et bénéficie-t-il d'une tribune dans Le Monde ?

Passons sur la personnalité des signataires, on n'a pas le temps de s'y attarder, ce serait leur accorder trop d'importance.

On retiendra :

- "Violence des promesses électorales bafouées". Hollande était le candidat fétiche de l'oligarchie financière, il a donc rempli ou respecté à la lettre le mandat qu'elle lui avait confié. Quant aux promesses destinées aux autres classes, elles n'engageaient que ceux qui voulaient y croire, les nantis des classes moyennes, de l'aristocratie ouvrière ou les intellectuels vendus au régime. Au-delà, qu'est-ce que cela signifie ? On a envie de dire, toujours la même chose, il aurait fallu que Hollande et le PS soient à la hauteur des illusions que colportaient en lui ces intellectuels et qu'en retour ils ne soient pas ingrats envers eux, c'est la seule raison pour laquelle ils leur en veulent.

- "l'État n'est pas la propriété des privilégiés". Désolé, si, et il ne peut pas en être autrement. Là ils en veulent à ses représentants pour la raison qu'on vient d'évoquer, ils auraient pu se montrer plus généreux envers eux, ne participent-ils pas loyalement à la stabilité du régime ? En fait, ils auraient voulu qu'ils leur cèdent un peu de pouvoir ou les associent à la mise en oeuvre de leur politique, sachant que chaque fois cela s'accompagne de prébendes et d'avantages en nature. Ils sont frustrés ces petits-bourgeois, et lorsqu'ils évoquent le mauvais sort que Hollande et le PS devaient réserver à la plèbe, leur rhétorique sert juste à cautionner leurs misérables manoeuvres et camoufler leur soumission au régime, voilà tout.

Mélenchonade. Vous n'avez rien compris, en fait le monarque de Gaulle était profondément réublicain.

- Mélenchon fait un carton chez les francs-maçons - lexpress.fr

Jean-Luc Mélenchon a tenu le 30 mai une conférence à huis clos ("tenue blanche fermée") au Grand Orient de France, rue Cadet à Paris (IXe), devant 250 personnes. Thème: refonder la République.

Le grand maître Daniel Keller s'est ensuite dit d'accord avec de nombreux aspects du diagnostic présenté par le cofondateur du Parti de gauche (et franc-maçon assumé): démantèlement de l'Etat, rôle de l'école, inquiétudes sur le prolongement de l'état d'urgence et... critique de l'inversion de la hiérarchie des normes dans la loi El Khomri (l'accord d'entreprise pouvant s'imposer plus facilement sur les accords de branche).

Keller a, en revanche, exprimé des réserves sur les positions du candidat à la présidentielle concernant l'Europe. "On a besoin d'une construction politique, ce que n'est pas, hélas, l'Union européenne, mais pas d'un repli souverainiste."

Pendant son exposé, Mélenchon a tressé les louanges du général de Gaulle, évoquant son sens républicain et sa capacité à s'opposer, comme lors de la sortie de l'Otan, référence qui n'a pas manqué de surprendre les frères présents. lexpress.fr 07.06

La franc-maçonnerie, c'est de nos jours la caution républicaine, laïque, du néolibéralisme sioniste. Une autre imposture, n'en jetez plus la cour est pleine !

Un petit exercice pour s'entraîner.

D'après vous, à qui s'adressait Valls ?

- "Quel est le choix qui se présente devant nous? Les méthodes régressives de la droite (ou) l'immobilisme, le statu quo, c'est à dire le déclin pour la France? Ou bien bâtir ensemble des réformes faites de compromis et de progrès", a lancé le Premier ministre pour défendre sa position de fermeté face à la CGT et aux frondeurs.

"Comme vous, je n'accepte pas tous ces procès en trahison de la gauche, ces anathèmes, ces querelles d'arrière-garde. Ils ne font que nous affaiblir collectivement", a-t-il lancé. AFP 09.06

Qui était "nous" dans la première proposition du premier paragraphe et dans la dernière du second paragraphe ? De quel "choix" parlait-il ?

Nous exprimait la classe dont il représente les intérêts, celle des capitalistes, et qu'il l'ait employé à l'adresse de l'assistance composée de dirigeants du PS était naturel, puisque c'est bien cette classe que sert le PS.

Quant au "choix", il devait servir à cautionner l'imposture qui consiste à faire passer "l'immobilisme" ou le rapport de force entre les classes issu de la lutte des classes des générations passées favorable à la classe ouvrière et qui figure encore dans le droit ou qui a été retranscrit sous forme de lois, pour rétrograde, réactionnaire, dépassé, inadapté à notre époque, tandis que les "réformes" antisociales qu'il appelle de ses voeux incarneraient le progrès.

Son discours relève de la propagande de ses maîtres que ses troupes doivent adopter, sans se soucier des conséquences ou accusations de "trahison de la gauche" puisqu'il n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres auxquels il est totalement dévoué, il a donc appelé l'ensemble des dirigeants du PS à l'imiter.

Quel est le niveau de la collaboration de classe des syndicats avec le patronat en France ?

El Khomri : "Oublie-t-on que 40.000 accords d'entreprises se négocient chaque année dans le pays" et que "ces accords sont signés à plus de 80% par la CGT et FO?" AFP 09.06

C'est ainsi qu'ils cadenassent et pourrissent le mouvement ouvrier. Voilà un aspect de la situation qu'étrangement les militants adeptes de la politique dite contractuelle avaient négligé ou soudainement oublié, le Medef en redemandent, normal, non ? C'est là qu'on mesure le degré de dégénérescence du mouvement ouvrier. Cela vous étonne ?

Alors raison de plus : Dehors !

- Valls : «La démocratie, ce n’est pas la rue ! La démocratie c’est le vote !» - Liberation.fr 10,92% des voix des électeurs inscrits à Strasbourg, 1,49% à Nice, lors des deux dernières élections législatives partielles...

Confirmation

- Sondages: Valls dégringole, Hollande continue de descendre - AFP

Manuel Valls est en chute libre en juin, avec une perte de neuf points de confiance et 28% seulement d'opinions positives sur son action, et François Hollande, au plus bas, limite les dégâts (-2) à 16%, selon un sondage Ifop-Fiducial publié mercredi.

A dix mois de l'élection présidentielle, 83% ("2) des Français n'approuvent pas son action à la tête de l'Etat... AFP 08.06

Populisme effréné.

- Manuel Valls cible la droite pour remobiliser le PS - Reuters

Les ténors du PS, Manuel Valls en tête, ont taclé mercredi une droite "destructrice" de "modèle social" lors d'un meeting destiné à remobiliser un camp divisé par le débat sur la loi Travail, source de troubles sociaux depuis des semaines. Reuters 08.06

- Parce qu'il est «un homme de gauche», Moscovici ne suivra pas Macron - 20minutes.fr

Le commissaire européen n'est pas très fan du mouvement « En Marche ! » lancé par le ministre de l'Economie… 20minutes.fr 08.06

La question qui tue.

- Robert Boulin a-t-il été assassiné ?

En 1979, le ministre du Travail est retrouvé mort. Officiellement il s'agit d'un suicide. Mais un témoignage inédit remet en question cette thèse. Francetv info

Loi Travail : faits et déclarations.

- SNCF: grève reconduite par les assemblées générales, selon SUD et FO - AFP

La grève à la SNCF a été reconduite pour mercredi par les assemblées générales de cheminots, selon SUD-rail et FO-cheminots, qui, insatisfaits du projet d'accord sur la table, ont appelé mardi à poursuivre le mouvement entamé il y a une semaine.

Dans un communiqué, SUD-Rail, troisième syndicat, "appelle à poursuivre et à amplifier la grève comme viennent de le faire l'ensemble des assemblées générales". Mercredi sera la huitième journée de grève consécutive.

Selon un nombre significatif de résultats recensés par FO (non représentatif) dans une trentaine de villes, "la tendance est identique à celle des journées précédentes, toutes les AG ont reconduit", a indiqué à l'AFP son porte-parole François Grasa, qui maintient également sa consigne.

La CGT-cheminots, premier syndicat à la SNCF, n'a en revanche pas donné de mot d'ordre. "Il appartient aux cheminots réunis en assemblée générale de déterminer les suites qu?ils entendent donner au mouvement", écrit la fédération dans un communiqué envoyé en milieu d'après-midi.

Sans donner de position définitive sur le projet d'accord sur le temps de travail ouvert depuis mardi matin à la signature après des négociations marathons, le syndicat souligne néanmoins qu'il est "au niveau" de la règlementation actuelle et évoque "des améliorations arrachées par la mobilisation". AFP 07.06

- SCNF : « Ils n'ont aucune raison de faire grève aujourd'hui, ni par rapport à la loi travail, ni pour l'accord d'entreprise », martèle Manuel Valls - Public Sénat

Alors qu'un compromis d'accord a été trouvé cette nuit entre la direction de la SNCF et les syndicats, Manuel Valls a appelé ce mardi les cheminots grévistes « à prendre leur responsabilité ». Pour lui, ils n'ont « aucune raison de faire grève aujourd'hui ni sur la loi travail, ni sur l'accord, et encore moins vis-à-vis de l'Euro 2016 ». Public Sénat

La Grève à la SNCF n'a plus lieu d'être pour Laurent Berger

Invité de l'émission Preuves par 3, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, est revenu sur les différents conflits sociaux qui impactent la France : loi Travail, SNCF, Air France. « Ce qui se passe dans cette période donne une image du syndicalisme qui n'est pas la réalité ». Public Sénat

Une grève des pilotes d'Air France? "Minable", juge Fillon - AFP

François Fillon, ancien Premier ministre et candidat à la primaire de la droite, a qualifié mardi sur TF1 de "minable" la menace des pilotes d'Air France de faire grève pendant l'Euro de foot en France. AFP

Air France : les syndicats maintiennent le préavis de grève de samedi - LeMonde.fr

Les deux principales organisations représentant les pilotes dénoncent le « flou » de la direction. Le mouvement est prévu du samedi 11 au mardi 14 juin, durant les premiers jours de l'Euro de football. LeMonde.fr

Déchetterie d'Ivry : une grève en soutien au secteur privé - Liberation.fr

Mercredi matin, les conducteurs de bennes à ordures ont rejoint le mouvement de grève au centre de traitement de déchets d'Ivry-sur-Seine-Paris XIII. Ils réclament le retrait de la loi El Khomri qui pourtant ne les concerne pas directement. Liberation.fr

Déstabilisation des Etats. Harcèlement et offensive de l'Empire du chaos. Les médias oligarques en première ligne.

Venezuela

- Venezuela: les signatures pour un référendum anti-Maduro validées - AFP

Les autorités électorales vénézuéliennes ont validé mardi la majorité des 1,8 million de signatures présentées par l'opposition en faveur d'un référendum pour révoquer le président socialiste Nicolas Maduro, premier pas d'un long processus pouvant mener à de nouvelles élections.

Désormais, les signataires ou une partie d'entre eux devront confirmer leur choix, en personne et avec leur empreinte digitale, selon une procédure qui sera détaillée mercredi par le CNE, a expliqué M. Torrealba. Il faudra ensuite réunir quatre millions de signatures en trois jours pour avoir le droit d'organiser le référendum.

L'opposition de centre-droit est engagée dans un contre-la-montre, car si cette consultation a lieu d'ici le 10 janvier 2017, elle peut provoquer de nouvelles élections. Sinon, M. Maduro serait simplement remplacé par son vice-président.

Ce premier feu vert est survenu au terme d'une nouvelle journée de protestation de l'opposition, où la police a dispersé avec des gaz lacrymogènes une manifestation à Caracas se dirigeant vers les bureaux du CNE pour exiger le référendum. AFP 07.06

- Echauffourées à Caracas pour pénurie de nourriture - AFP

Des échauffourées ont éclaté mercredi 8 juin à Caracas entre les forces de l'ordre vénézuéliennes et un groupe de personnes qui réclamaient de la nourriture devant un supermarché. Durée : 00:34 AFP 08.06

- Venezuela : le tribunal suprême interdit la diffusion d'images de lynchages - LeFigaro.fr

Des vidéos montrant des présumés voleurs frappés par la foule parfois jusqu'à la mort ont été diffusées sur les médias vénézuéliens ces derniers mois. Elles témoignent de l'exaspération des Vénézuéliens face à la violence. LeFigaro.fr

Chine

- Washington et Pékin s'écharpent sur les droits de l'homme et la mer de Chine - AFP

Les Etats-Unis et la Chine se sont écharpés en coulisses mardi sur les droits de l'homme et la mer de Chine tout en vantant leur coopération sur des sujets plus consensuels, au terme de deux jours de Dialogue stratégique et économique à Pékin. AFP 07.06

- Chine : les parias du "miracle" économique - LePoint.fr

Le journaliste Patrick Saint-Paul a fait une plongée dans les sous-sols de la capitale chinoise où vivent des centaines de milliers de travailleurs pauvres. LePoint.fr 07.06

- A Hongkong, Lancôme cède aux pressions de Pékin - Liberation.fr

La marque détenue par l'Oréal a annulé un concert de la chanteuse Denise Ho, engagée dans les grandes manifestations prodémocratiques de 2014. Liberation.fr

- Le ministre des sports russe accusé d'avoir couvert le dopage - LeMonde.fr

Vitali Moutko, proche de Vladimir Poutine, est la cible d'une nouvelle enquête de la télévision allemande, qui l'accuse d'avoir couvert un cas de dopage dans le football russe. LeMonde.fr

- Moscou cherche à "déstabiliser l'UE", assure le président bulgare - AFP

La Russie cherche à "déstabiliser l'UE", a mis en garde mercredi le président bulgare Rossen Plevneliev devant le Parlement européen, estimant que la crise ukrainienne avait marqué l'entrée dans une période de "paix froide". AFP

... et le retour de bâton...

Brésil

Au Brésil, le président du Sénat inquiété par la justice - Reuters

Le procureur général du Brésil a demandé à la Cour suprême d'autoriser l'arrestation du président du Sénat et du président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du chef de l'Etat par intérim, pour tentative d'obstruction à la justice, rapporte mardi le quotidien O Globo.

Outre le président du Sénat, Renan Calheiros, et le dirigeant du PMDB Romero Jucá, le magistrat veut obtenir l'autorisation d'arrêter Eduardo Cunha, président suspendu de la Chambre des députés, et José Sarney, ex-président du Brésil (1985-1990) et sénateur jusqu'en 2014.

Le procureur Rodrigo Janot les soupçonne d'avoir tenté de stopper l'enquête en cours depuis deux ans sur un système de corruption autour de la compagnie pétrolière Petrobras.

Leur arrestation pourrait affaiblir encore le gouvernement intérimaire de Michel Temer. L'ex-vice-président a succédé le mois dernier à Dilma Rousseff, écartée du pouvoir le temps que le Sénat instruise son procès en destitution pour avoir manipulé les comptes publics.

Son gouvernement a déjà perdu deux ministres, impliqués dans le scandale, et le ministre du Tourisme est à son tour visé.

Si en plus d'être arrêté, Renan Calheiros était, ainsi que le réclame également le procureur Janot, relevé de la présidence du Sénat, le poste reviendrait à un allié de Dilma Rousseff, le sénateur Jorge Viana. Reuters 07.06

- Brésil: Le flic anti-corruption était lui-même un ripoux - 20minutes.fr

Ils continuent d'armer les barbares.

- Le Pentagone parachute des armes en Syrie - Réseau Voltaire

Le 3 juin 2016, le Pentagone a parachuté des armes à des groupes armés à Marea (Syrie). Washington espère que ces combattants l'aideront à faire reculer Daesh dans la province de Rakka.

Les groupes armés qui ont bénéficié de cette aide en violation du droit international sont :

- soit affiliés au YPG kurde,

- soit des Turkmènes encadrés par des soldats turcs,

- soit encore des arabes ayant fait partie de l'Armée syrienne libre encadrée par des soldats français.

Ces deux derniers groupes ont combattu préalablement la République arabe syrienne aux côtés du Front al-Nosra (Al-Qaïda) et d'Ahrar el-Sham, deux organisations responsables de crimes contre l'humanité. Réseau Voltaire 04.06

Un ministère du conditionnement et de la désinformation pour mieux soumettre le peuple à l'ordre néolibéral.

- Washington veut créer un "ministère de la Vérité" - sputniknews.com

Les législateurs américains ont introduit discrètement au Congrès un projet de loi controversé, visant à créer un "ministère américain de la Vérité", équivalent du ministère de la propagande de 1984, la célèbre dystopie de George Orwell.

Présenté par les membres du Congrès Adam Kinzinger et Ted Lieu, la Loi sur la lutte contre la propagande et la désinformation étrangère de 2016 (Countering Foreign Propaganda and Disinformation Act of 2016), sous couvert de menace extérieure, cherche une "approche pan-gouvernementale sans restrictions bureaucratiques" pour contrer "la désinformation et la manipulation étrangères", lesquelles, selon les parlementaires américains, menacent "la sécurité et la stabilité" du monde entier, informe le site Zero Hedge.

"De l'Ukraine à la mer de Chine du Sud, des campagnes étrangères de désinformation font plus que répandre des sentiments anti-occidentaux, ils manipulent la perception du public en changeant les faits sur le terrain et en subvertissant la démocratie et les intérêts des Etats-Unis" a déclaré M. Lieu, soulignant l'importance de ces dernières paroles.

Le membre du Congrès ne cache pas quel pays est particulièrement ciblé par cette loi, le qualifiant de "menace la plus importante".

"La Russie continue à cracher sa désinformation et ses mensonges, minant les États-Unis et leurs intérêts dans des endroits comme l'Ukraine, tout en alimentant l'instabilité dans ces pays," a expliqué M. Kinzinger dans un communiqué sur son site officiel.

Ce projet de loi ne propose pas de créer une équipe d'honorables enquêteurs, qui sépareraient la vérité de fausses informations des gouvernements étrangers en vue d'améliorer la vie des Américains et des populations alliées. Non, ce document, loin de l'attention du public, devient un clou de plus dans le cercueil de la liberté de la presse en rendant vains les efforts pour créer un système d'informations objectives.

Le document, néanmoins, prévoit la création d'un organisme spécial qui devrait cerner les sources de désinformation, analyser les données, et, d'une manière vraiment dystopique, "élaborer et diffuser des discours basés sur les faits" pour contrer la propagande mensongère.

Une autre raison qui fait réfléchir sur les vrais motifs du gouvernement américain est le fait que le secrétaire américain d'État à la coordination du secrétaire de la Défense et le directeur du renseignement national sont chargés de créer cet organisme spécial, nommé Centre d'analyse des informations et des réponses.

i on jette un coup d'œil sur la liste des fonctions de ce centre, il est évident que le projet de loi représente un retour spectaculaire à l'époque de la guerre froide.

"Identifier les tendances émergentes et actuelles de la propagande et de la désinformation étrangères, y compris (…) l'utilisation des opérateurs et des agents spéciaux secrets ou clandestins pour influencer les populations et les gouvernements ciblés, afin de coordonner et de façonner le développement des tactiques, des techniques et des procédures pour exposer et réfuter la désinformation étrangère"

Cela signifie que si le projet de loi est adopté, il permettra à la propagande pro-américaine d'infiltrer tous les médias mainsteam, aussi bien que les médias sociaux et les services d'information en ligne, autrement dit de s'immiscer partout.

Il est évident que, pour les contribuables américains, le fardeau sera encore très lourd.

"Alors que les dépenses des Etats-Unis pour Voice of America sont assez faibles, le Kremlin alloue d'énormes fonds pour son agence d'information RT (Russia Today)", a expliqué le sénateur Rob Portman, signifiant ainsi que cette nouvelle initiative coûtera cher à Washington. sputniknews.com 07.06

En complément.

- "Les médias, une arme géopolitique dans les mains de l'Occident" - sputniknews.com

Depuis longtemps, l'Occident se sert des médias comme d'une arme et ce dans le but d'atteindre ses objectifs géopolitiques, assure dans un entretien à Sputnik le journaliste vénézuélien et reporter de la chaîne Telesur Rolando Segura.

"Il en existe de nombreuses preuves. Je mentionnerais le rôle joué par la presse occidentale dans le renversement du leader

libyen Mouammar Kadhafi. J'étais correspondant dans ce pays et j'ai tout vu de mes propres yeux. Les journaux et les chaînes répétaient à longueur de temps qu'une +intervention humanitaire+ était indispensable dans ce pays pour protéger les civils contre le dictateur sanglant", a-t-il déclaré lors du forum intitulé "Nouvelle ère du journalisme: adieu aux grands médias internationaux".

Et voilà que cette "mission humanitaire" s'est traduite par des bombardements qui ont fait entre 30.000 et 100.000 victimes, poursuit-il.

"Ces mêmes médias qui accusaient sans répit Kadhafi de tous les maux, n'ont pas prononcé un seul mot sur les bombardements occidentaux sur des hôpitaux, écoles, immeubles résidentiels, installations d'approvisionnement en eau et en électricité", a pointé M. Segura.

Et d'ajouter que les médias libyens officiels avaient été abolis, si bien que la population de ce pays ne pouvait plus être informée sur ce qui se passe dans le pays. "Ainsi, ils ont pris le contrôle même sur l'espace médiatique de ce pays", a-t-il rappelé.

"Une rhétorique similaire résonne aujourd'hui et vise des pays comme la Russie et le Venezuela. Les médias américains peignent quotidiennement en noir la situation dans mon pays, appelant à une intervention extérieure et ce +pour le bien du peuple vénézuélien+", a lancé Rolando Segura.

Selon ce dernier, les médias qui diffusent un point de vue alternatif sur les événements internationaux doivent s'unir pour faire front uni face à "la guerre médiatique occidentale".

"C'est avec tout le sérieux possible qu'il faut prendre les déclarations des leaders occidentaux appelant à torpiller le travail des médias comme RT, Sputnik ou Telesur. Nous devons nous entraider pour leur compliquer la tâche qui n'est autre qu'une attaque à la liberté d'expression", a conclu l'expert.

Le forum "Nouvelle ère du journalisme: adieu aux grands médias internationaux" a démarré à Moscou le lundi 6 juin. Des experts des médias de 30 pays, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Inde, la Chine, l'Egypte, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et les Emirats arabes unis, participent au forum qui se tient dans l'agence Rossiya Segodnya.

L'événement a été inaugurée par une session intitulée "Le journaliste à l'époque de l'après mainstream" où des experts russes et étrangers se sont réunis pour discuter des tendances actuelles dans les médias et des traits caractéristiques de cette époque pour tenter de pénétrer la dynamique de son développement. sputniknews.com 06.06

Quand l'oligarchie détiendra tous les pouvoirs, plus besoin de partis ou de la politique.

- C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons - Slate.fr

Cet article publié par Slate est signé Christian Caryl, journaliste à Foreign Policy ou la voix de l'oligarchie anglo-saxonne, de la Fed et du Pentagone.

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale.

Nous continuons de classer nos politiciens à droite et à gauche, en ignorant généralement que cette distinction date de la Révolution française.

(Ces "divisions idéologiques" disparaissent parce que tous les partis institutionnels assument ouvertement de nos jours leur subordination au capitalisme. Pourquoi ? D'une part, parce que la crise du capitalisme le nécessite, d'autre part parce qu'à la suite de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme le mouvement ouvrier international n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction, il ne s'en est jamais remis et la menace de la révolution socialiste s'est éloignée. On pourrait ajouter la moindre concentration de la classe ouvrière dans les pays occidentaux, son atomisation croissante, son extrême hétérogénéité, son embourgeoisement l'ayant conduite à s'accommoder du capitalisme jusqu'à en perdre toute notion du socialisme assimilé au réformisme bourgeois ou au stalinisme.

Ces "divisions idéologiques" étaient devenues une imposture que les uns et les autres entretinrent minutieusement et cyniquement à l'aide d'artifices démagogiques depuis le premier quart du XXe siècle, de sorte que le jour où elle s'étalerait au grand jour ou prendrait fin les travailleurs ne comprendraient pas ce qui se passerait et se retrouveraient totalement désarmés théoriquement et politiquement pour en tirer les enseignements politiques qui leur auraient permis de renouer avec le socialisme. Et dès lors qu'aucun parti ouvrier ne serait en mesure d'incarner une issue politique à la crise du capitalisme susceptible de rassembler les éléments les plus avancés du prolétariat, la réaction représentée par la droite et la gauche (et l'extrême droite) allait avoir le champ libre pour passer à l'offensive généralisée contre la classe ouvrière pour lui reprendre tous les droits ou acquis sociaux qu'elle avait dû lui concéder lors de la lutte des classes des décennies antérieures, sans qu'elle trouve les moyens de s'y

opposer efficacement tant elle demeurait divisée, faiblement organisée et empétrée dans une confusion qui à ce jour demeure inextricable. On a préféré s'en tenir ici à des facteurs objectifs ou matériels auxquels les lecteurs peuvent facilement se référer pour comprendre ce processus, plutôt que d'évoquer des facteurs subjectifs sujets à des polémiques sans fins qui ne mènent nulle part. - LVOG)

Les deux pôles idéologiques de droite et de gauche reflétaient autrefois une vraie réalité sociale, la division fondamentale entre la classe laborieuse industrielle et agricole et ceux qui leur donnaient des ordres. Les sociétés occidentales ne sont plus organisées aussi simplement.

(Sans que fondamentalement les rapports entre les classes n'aient changé, une infime minorité continuant d'exploiter et d'opprimer l'immense majorité qui produit les richesses sous forme de biens ou de services. Qu'il soit plus aisé de saisir ce que signifie l'exploitation quand on travaille sur une chaîne de production ou sur un chantier, plutôt que lorsqu'on travaille dans un bureau, cela a toujours été. Autrefois très souvent les employés se rangeaient au côté de la direction contre les ouvriers, ils étaient assimilés aux cols blancs, aux mains propres, ce qui n'interdisait pas leur fraternisation. De nos jours ce qui les réunit, c'est davantage le mode ou le niveau de vie qu'ils partagent, la pauvreté et la précarité, ainsi que les innombrables difficultés auxquelles ils sont confrontés ou tout simplement pour survivre. Qu'on soit employé, ouvrier, technicien ou cadre dans le privé, qu'on travaille dans une TPE ou une multinationale, on doit toujours affronter un capitaliste, un patron, des actionnaires, et le profit, la productivité, la compétitivité, demeurent les critères que leurs dirigeants privilégient et opposent à leurs revendications. Il en va de même chez les fonctionnaires toutes catégories confondues qui ont pour patron l'Etat placé sous la tutelle des marchés financiers. En revanche, leurs statuts qui diffèrent notamment sur la question de la garantie de l'emploi a pris davantage d'importance avec le chômage de masse, au point que bien des fonctionnaires s'en contentent ou s'estiment heureux comme ils sont, cela vaut également pour les travailleurs des secteurs protégés et privés qui seront portés vers le corporatisme. L'absence de revendications collectives ou communes aux travailleurs du privé et du public, donc politiques, ne contribue pas à leur unité. - LVOG)

Les distinctions de classe existent encore de toute évidence, mais elles sont bien plus compliquées qu'autrefois. (Il suffit de réintégrer les services dans la production des marchandises quand ils en sont une extension ou, de leur rendre la place qu'ils occupent dans le fonctionnement de la société quand ils lui sont indispendables, pour que ce qui semble au premier abord "compliqué" le devienne beaucoup moins, les uns et les autres remplissant une fonction irremplaçable dans la société. - LVOG)

Il est possible que nous soyons en train de vivre un genre de réalignement politique fondamental, un profond déplacement de l'équilibre des forces sociétales, et que nous ne voyions pas encore où tout cela nous mène. (Ils feignent de n'y être pour rien. - LVOG) Mais il y a une autre possibilité, plus radicale: celle que la démocratie libérale occidentale soit témoin de rien moins que de la fin de la politique telle que nous la connaissons –et que les effets en soient potentiellement tumultueux. À en juger par les convulsions qui secouent en ce moment le système politique occidental, je ne suis pas sûr que nous puissions exclure cette possibilité. Slate.fr 07.06

(Qu'en réalité ils appellent de leurs voeux, mais qu'ils ne peuvent qu'esquisser pour le moment. La "fin de la politique" se traduirait simultanément par le contrôle total de la société par l'oligarchie qui concentrerait entre ses mains tout le pouvoir économique et politique. La "fin de la politique" est inscrite dans le projet de traité transatlantique de libre-échange E-U-UE (et le traité transpacifique), qui n'est rien d'autre que le programme politique de l'oligarchie anglo-saxonne destiné à lui transmettre tous les pouvoirs, y compris judiciaire. - LVOG)

La classe ouvrière et la lutte des classes existent encore, il ne manque plus que le socialisme.

- Qui sont les ouvriers d'aujourd'hui ? - lemonde.fr

Lorsque Martin Thibault, sociologue du travail à l'université de Limoges, a entamé son enquête, Ouvriers malgré tout (Raison d'agir éditions, 2013), auprès des agents de maintenance de la RATP, l'entreprise lui a répondu qu'il n'y avait pas d'ouvrier chez elle. Souvent, les agents eux-mêmes ne se disaient pas ouvriers, jusqu'à ce qu'ils soient rattrapés par la réalité de leur métier – physique, répétitif, très encadré et exercé dans des hangars où il fait trop chaud ou trop froid. Dans les entrepôts de la grande distribution, même constat : ni les préparateurs de commandes ni les caristes ne se disent ouvriers. Et chez Amazon, les salariés sont des « associates ».

Mais alors, comment définir les ouvriers d'aujourd'hui si eux-mêmes ne se disent pas ouvriers ? Où est la classe ouvrière qui, au moins en partie, se vivait comme telle, avec ses codes, ses fiertés, ses savoir-faire et ses représentants ? Où sont les bataillons d'ouvriers entrant et sortant en même temps de l'usine ? L'ouvrier est-il une espèce en voie de disparition ? La notion de classe ouvrière a-t-elle encore un sens ?

Un monde ouvrier tertiarisé

Maçons, chauffeurs, soudeurs, jardiniers, métalliers, commis de cuisine, dockers, ostréiculteurs… Selon l'Insee, la France compte 6,3 millions d'ouvriers, classés en trois catégories : qualifiés, non qualifiés et agricoles. Un chiffre en net recul par rapport aux

années 1970. Alors qu'ils occupaient 40 % des emplois il y a quarante ans, ils n'en occupent plus que 20,5 % aujourd'hui. Continental, Metaleurop, Goodyear… Ce sont avant tout des postes non qualifiés du secteur industriel qui ont disparu : en moins de quinze ans, l'industrie a perdu près de 1,4 million d'emplois.

Mais si la figure mythique de l'ouvrier en bleu de travail sur une chaîne de production n'est plus centrale, les ouvriers ont investi d'autres secteurs : la moitié d'entre eux travaillent désormais dans le tertiaire, ils sont 15 % dans le bâtiment et, dans certains domaines, comme la logistique, leur nombre augmente.

Au total, un homme français sur trois ayant un emploi est encore un ouvrier. Et s'ils ont vieilli, les ouvriers restent plus jeunes que les « jeunes cadres dynamiques » : un sur quatre a moins de 30 ans, contre un cadre sur huit. « Leur déclin numérique est réel mais relatif, affirme David Gaborieau, sociologue du travail. Les ouvriers représentent encore près du quart (21,5 %) de la population active, c'est important. Ce qui a vraiment décliné, c'est leur visibilité. »

« Avant, il y avait les mines, la sidérurgie, Boulogne-Billancourt, de gros établissements dans de grandes régions industrielles où les ouvriers étaient regroupés, observe Roger Cornu, sociologue et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Depuis, il y a eu une baisse drastique de la main-d'œuvre dans les grandes unités de production : aujourd'hui, plus de la moitié des ouvriers travaillent dans des établissements de moins de cinquante salariés, souvent situés dans des zones rurales. Tout ce qui était spectaculaire s'est démantelé progressivement. Du coup, les ouvriers disparaissent. »

« On s'intéresse rarement à l'intérieur des usines, comme s'il n'y avait plus que des ouvriers sans emploi. »

Peu visibles dans l'espace public, les ouvriers le sont aussi dans les médias. A la télévision, seules 3 % des personnes interviewées sont des ouvriers, contre 61 % de cadres, selon le baromètre de la diversité du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). « Lorsqu'ils apparaissent dans les médias, les ouvriers sont soit accusés d'être responsables de la montée du Front national, ce qui est en partie faux puisqu'ils sont très largement abstentionnistes, soit interrogés alors qu'ils viennent de perdre leur emploi après une délocalisation, regrette Martin Thibault. Ils apparaissent comme un monde vieux, finissant. On s'intéresse rarement à l'intérieur des usines, comme s'il n'y avait plus que des ouvriers sans emploi. »

Un autre facteur a contribué à la perte de visibilité des ouvriers : l'affaiblissement des organisations syndicales et politiques qui parlaient en leur nom – même si elles n'ont jamais représenté tous les ouvriers, et notamment les immigrés et les femmes. Le Parti communiste français (PCF), en particulier, a considérablement perdu de son influence. Il a aussi cessé, dès les années 1980, d'œuvrer à former et promouvoir des élites ouvrières militantes. Dans le champ de la représentation politique, plus personne, ou presque, n'est issu du monde ouvrier. « Dans certains secteurs d'activité, le groupe [ouvrier] n'a plus les moyens de se représenter en tant que tel », résume David Gaborieau.

Ouvriers et employés, une frontière floue

Autre évolution, la frontière entre le monde des ouvriers et celui des employés n'a jamais été aussi floue. Une caissière qui accomplit une tâche d'exécution répétitive, codifiée et fortement encadrée n'est-elle pas, d'une certaine façon, une ouvrière ? Et un employé d'un centre d'appel ? D'une chaîne de restauration rapide ? Les classifications de l'Insee disent-elles tout du travail ouvrier ?

En décembre, la revue Savoir/Agir (éditions du Croquant) titrait : « De la classe ouvrière aux classes populaires ». « La notion de classe populaire, qui rassemble ouvriers et employés, permet de prendre en compte un double mouvement, explique Cédric Lomba, chargé de recherche au CNRS. D'un côté, le travail des employés s'est industrialisé, standardisé. Et à l'inverse, une partie des ouvriers réalise des tâches éloignées du monde manuel. Dans la sidérurgie par exemple, les opérateurs de production interviennent assez peu sur le produit et contrôlent un processus informatique. »

La notion de « classes populaires » traduit aussi une mixité nouvelle. Avec l'arrivée des femmes sur le marché du travail, les familles ouvrières ont été remplacées par des familles « hybrides », avec un père ouvrier – le secteur reste masculin à 80 % – et une mère employée – plus de 75 % des employés sont des femmes. « C'est une évolution importante, insiste Henri Eckert, professeur de sociologie à l'université de Poitiers. Historiquement, ouvriers et employés n'avaient pas les mêmes comportements vis-à-vis de la propriété, de la consommation… Et pendant longtemps, être employé était plus prestigieux. »

Si le monde employé a perdu de son aura, c'est aussi le cas du monde ouvrier. « A l'époque, quand on obtenait un CAP ou que l'on était apprenti, c'était une promotion, indique Roger Cornu. Aujourd'hui, si vous n'avez pas le bac, vous êtes considéré comme un déchet. Devenir ouvrier ne fait plus rêver. »

« Beaucoup d'enfants deviennent ouvriers comme leurs parents – plus d'un ouvrier sur deux est un enfant d'ouvrier, quasiment comme il y a trente ans –, alors qu'ils ont fait des études beaucoup plus longues, ajoute Martin Thibault. Ils ont une autre grille de lecture et sont plus sensibles à la représentation dominante, très dévalorisante. Mais la position ouvrière est souvent la seule à laquelle on peut accéder sans diplôme d'enseignement général. »

Les ouvriers, des précaires

De fait, les ouvriers sont les premiers touchés par la précarisation de la société. Ils sont la catégorie professionnelle la plus frappée par le chômage (14,7 % en 2014) et la plus exposée aux contrats temporaires. Dans les grands groupes, le chômage partiel se multiplie. « Les fermetures d'usine ne sont souvent que l'aboutissement d'une longue série de restructurations partielles, détaille Cédric Lomba. A chaque fois, on diminue le nombre d'intérimaires, on ne reconduit pas un CDD, on licencie une partie des travailleurs stables ou on ne remplace pas des départs à la retraite… Cette condition d'incertitude, cet état de restructuration permanente font partie du quotidien des ouvriers. »

« Beaucoup de jeunes sont précaires avant d'être ouvriers. »

« Des jeunes travaillent six mois dans une usine, puis sont au chômage, puis se retrouvent deux mois dans une société de surveillance, ajoute Henri Eckert. Ils vivotent d'emplois ouvriers en emplois non ouvriers. Ce sont des précaires avant d'être des ouvriers. »

Si une partie des emplois se sont qualifiés, par exemple dans l'automobile, l'automatisation n'a pas toujours permis de rendre le travail plus gratifiant, et les possibilités d'ascension sociale se sont tassées. Avec la réduction des effectifs, les postes d'encadrement sont moins nombreux ou réservés aux plus diplômés. « Dans la logistique pharmaceutique par exemple, quand il y a deux chefs d'atelier pour 150 personnes, les ouvrières essaient au fil des années de trouver un poste un peu moins pénible mais ne changent pas de salaire ni de statut, raconte Cédric Lomba.

Ce sont des carrières horizontales. »

Invisibles et souvent précaires, privés d'une représentation forte et valorisante, les ouvriers n'ont pourtant pas disparu. « La notion de classe populaire a un sens, assure Cédric Lomba. La bourgeoisie est la classe la plus mobilisée pour défendre ses intérêts, mais ce n'est pas parce que les autres classes sont moins mobilisées qu'elles n'existent pas. » lemonde.fr 07.06

Bienvenue en oligarchie.

- «Peshmerga», quand le poids des mots plombe la force des images

Aux côtés des combattants kurdes face à Daech en Irak, Bernard-Henri Lévy a recueilli des séquences impressionnantes, mais soumises à un commentaire envahissant et réducteur. Slate.fr

- François Hollande devrait engager Zlatan pour s'occuper de sa com'

«Je peux le rendre populaire si je veux», a déclaré le footballeur mégalo au Monde. Chiche. L'échange est surréaliste. Dans les colonnes du Monde mardi 7 juillet, le footballeur suédois du PSG Zlatan Ibrahimovic a livré une prestation à la hauteur de sa réputation de mégalomane. Slate.fr

- Macron ou la «révolution passive» des élites françaises

La recette politique macronienne repose sur un projet social-libéral, doctrine pourtant aujourd'hui minoritaire dans l'opinion, mais qui répond en revanche à une forme d'urgence idéologique pour les élites au pouvoir: s'adapter et survivre dans une période de décomposition. Slate.fr

- C'est probablement la fin de la politique telle que nous la connaissons

Les divisions idéologiques traditionnelles entre droite et gauche sont en train de disparaître. Et cela pose de grandes questions sur l'avenir de la démocratie libérale.Les élections présidentielles américaines de cette année 2016 sont assez extraordinaires. Qui aurait pu prévoir l'incroyable Slate.fr

- Dans les médias, le ramadan n'est plus «ce corps étranger» qu'il faut traiter

Depuis une petite dizaine d'années, la couverture de la fête musulmane tend à se banaliser. Décryptage d'un traitement qui ressemble de plus en plus à celui d'un marronnier. Slate.fr

- «Game of Thrones» a libéré l'inceste... dans les fanfictions

Les amateurs de «Game of Thrones» multiplient les relations incestueuses façon Jaime et Cersei Lannister.Cet article contient

des spoilers sur le quatrième épisode de la saison 6.Game of Thrones est une série de vicieux devant laquelle on s'attendrit d'une relation entre un frère et sa soeur... Slate.fr

- Les jeux vidéo de Blizzard bientôt diffusés en streaming sur Facebook

Les joueurs de « World of Warcraft », « StarCraft 2 » ou encore « Diablo 3 » pourront sous peu partager leurs parties en direct sur leur fil d'actualité Facebook. LeMonde.fr

Haut de page

Le 10 juin 2016

CAUSERIE

Les causeries et info en bref de mai son disponibles au format pdf, 168 pages.

On a actualisé la rubrique "Articles d'actualité.

La suite demain car je croule sous les emmerdements et j'ai un tas de trucs à faire chez moi en urgence.

En attendant, un commentaire intéressant d'un internaute.

- "Voici un extrait du plan menant à la gouvernance mondiale. Ce texte abordant quantités de moyens d'asservissement, est issu du fameux « Protocole de Toronto 6.6.6.".

6.6.6. désignant ceux qui dirigent les 6 plus grandes banques mondiales, les 6 plus grands consortiums énergétiques de la planète (dont le pétrole fait partie), et les 6 plus grands consortiums de l'agroalimentaire (dont fait partie le contrôle des principales routes alimentaires du monde).

Extrait :

« Aujourd'hui, nous devons faire en sorte que cet "Esprit" se traduise par une "Société Mondiale du Loisir" sous toutes ses formes. Ce "Loisir" doit se composer du [Sexe], des [Drogues], du [Sport], des [Voyages/l'Exotisme], et des [Loisirs] en général, mais accessibles à toutes les couches de la Société. L'Homme doit arriver à croire qu'il est "Moderne", et que sa modernité est composée de sa capacité, et de sa possibilité de pouvoir jouir largement, et maintenant de tout ce qui l'entoure.

Pour parvenir à cet objectif, il est impératif de pouvoir infiltrer les Médias (Radio, Télévision, Journaux), les milieux de la "Mode" et la "Culture" (les milieux de la Nouvelle Musique) par lesquels nous influencerons, à coup sûr, toutes les couches des Sociétés Occidentales. Ainsi en tenant sous la coupe des "Sens" la jeunesse (les adultes de demain), nous aurons par conséquent la voie libre pour infiltrer, et transformer en profondeur, sans être inquiétés, le Politique, le Système Légal et l'Education; ce qui nous permettra de modifier en profondeur le cours, l'orientation future des Sociétés visées par notre "Plan".

Les populations, nous le savons, n'ont pas de mémoire historique. Ils répètent inlassablement les erreurs du passé sans se rendre compte que ces mêmes erreurs avaient conduits leurs pères, avant eux, aux mêmes déchéances qu'ils vivront en pire avant la fin de ce siècle. Voyez, par exemple, ce que leurs grands-pères ont vécu au début de ce siècle grâce au travail acharné de nos prédécesseurs." Fin.

Récemment je me suis fait la réflexion suivante :

Internet et les réseaux dits sociaux flattent l'égo ou l'individualisme inconscient et effréné de la plupart des gens, pendant que leurs droits sont individualisés, donc détruits les uns après les autres, sans que cela ne les fasse réfléchir davantage ou n'influe sur leur comportement qui tend invariablement à se décomposer.

Ils leur donnent l'impression trompeuse d'enfin exister, de sortir de l'anonymat dans lequel frustrés ils végétaient, cela leur donne de l'importance, ils ont la sensation de détenir du pouvoir, ils s'expriment à tort et à travers sur tout et sur rien sans rien n'avoir véritablement étudié sérieusement ou expérimenté, à quoi bon puisqu'à part s'écouter parler ils sont incapables de tirer le moindre enseignement d'une discussion, car dorénavant ils considèrent détenir la vérité et à ce titre ils se permettent de juger ou demépriser les travaux de ceux qui leur ont consacré de nombreuses années ou la totalité de leur vie.

C'est ainsi que vous pouvez aborder un sujet une multitude de fois étalé sur plusieurs années, sous des angles différents, en développant une argumentation étayée par de nombreux faits, en exposant les différentes étapes de votre réflexion ou le processus intellectuel logique sur lequel repose votre démonstration, rien n'y fait, à peine ont-ils parcouru vos articles qu'ils les critiquent, les descendent en flèche, bref, vous font comprendre que vous êtes un con et qu'eux savent tout mieux que tout le monde.

Internet et les réseaux dits sociaux vous donnent le pouvoir d'étaler votre ignorance élevée au rang de vertu, votre manque de discernement. Ce sont les pires ennemis de la modestie indispensable pour évacuer tout a priori et pouvoir réfléchir sereinement sur un sujet pour réellement progresser, ce qui certes nécessiterait davantage d'efforts et de courage, de volonté et de persévérance, ce qui prendrait également plus de temps, l'ennemi de l'immédiateté dans laquelle on se laisse emporter et qui finit par nous s'abrutir littéralement au point d'en avoir des vertiges, que dans une suprême confusion on prend pour un éclair de conscience.

Internet et les réseaux dits sociaux rendent mégalomanes, schizophrènes, ils participent au conditionnement des masses, au formatage des consciences selon des critères qui échappent à ceux qui les utilisent, à leur insu donc. Ils leur indiquent ce à quoi ils doivent penser pendant qu'ils ne penseront pas à autres choses, donc cela influe sur le choix et l'orientation de leurs préoccupations qui sont dictées par ceux qui les manipulent et s'emploient à déstructurer ou déstabiliser leur personnalité devenue particulièrement vulnérables.

A l'arrivée on se retrouve face à des gens qui semblent tous formater selon le même modèle, et qui ne supportent plus ceux qui ne leur ressemblent pas, ce en quoi ils sont encouragés ou se croient légitimes, du fait que la multitude adopte le même comportement, pour un peu ils y verraient un exemple de démocratie, pas que les médias institutionnels n'ont pas hésité à franchir sans la moindre réaction de leur part puisque dorénavant ils sont conditionnés.

Le plus grand danger et la plus grande réussite que peuvent revendiquer Internet et les réseaux dits sociaux en privilégiant le traitement immédiat de l'information, c'est d'avoir réussi à briser le lien qui existe entre le présent et le passé, le lien logique qui existe entre eux, et donc l'instrument essentiel à toute réflexion ou tout raisonnement pour interpréter le monde dans lequel nous vivons.

La logique est l'instrument que l'on acquiert à l'école ou au cours de nos multiples expériences, qui fait défaut à l'illettré qui agit avant de penser de préférence, j'en ai l'exemple sous les yeux quotidiennement avec ma compagne Selvi et sa soeur Adilakshmi pour en parler, et entre nous je peux vous dire que ce n'est pas de la tarte, même si en compensation elles sont généralement de bonne humeur et m'aide ainsi à garder le moral, ce qui ne sera pas le cas d'une personne plus développée qui ruminera sans cesse des choses désagréables ou noires jusqu'à en avoir la nausée, j'ai connu cela aussi.

Bref, briser cet instrument merveilleux pour peu qu'on le cultive et le développe, est le meilleur moyen pour vous faire perdre tous vos repères, vous conduire à tout confondre, à ne plus savoir quoi penser, et nombreux semble-t-il sont les gens qui de nos jours en sont arrivés à cette conclusion dramatique, ne plus savoir quoi penser ou ne plus oser penser autrement, en être devenu incapable sans savoir pourquoi, sans même se le demander, cela va de soi, se contentant de ce qu'ils sont ou de leur manière de penser qu'ils estiment satisfaisante, alors qu'elle est particulièrement médiocre, aussi médiocre que celle de Selvi et Adilakshmi qui n'y sont pour rien et qui ont des excuses donc qu'il ne faut pas juger.

Quand on parle au nom des travailleurs ou du socialisme, on se doit de ne pas imiter les masses les plus profondément arriérées, fort d'une riche expérience qu'elles n'ont pas eu la chance de connaître, on se doit de développer les facultés et les outils logiques qu'on a eu l'occasion de mettre à l'épreuve au cours de notre passé, afin de parvenir à un niveau de discernement satisfaisant ou à un niveau de conscience supérieur qui nous permettent d'interpréter chacune de nos expériences, sinon nous en sommes indignes. A suivre.

Haut de page

Le 11 juin 2016

CAUSERIE

Une vidéo.

Syrie : un autre éclairage du conflit qui dure depuis 5 ans - juin 2016

https://www.youtube.com/watch?v=_2rf5DcM-t0

Dans cette interview réalisée pour Be Curious TV par une journaliste indépendante, un Syrien chrétien, médecin, évoque le quotidien des Syriens. Il appelle à ouvrir les yeux sur la "malinformation" qui entraîne une compréhension erronée de la réalité syrienne et retarde le retour à la paix.

Le réformisme ou le « moindre-malisme » : Le pire mal causé au mouvement ouvrier, assurément.

POID - Il n'est pire mal que le « moindre-malisme » - Editorial de la Tribune des travailleurs du 1er juin 2016

Extrait.

- "*Du point de vue de la classe ouvrière et de l'indépendance de ses organisations, il n'est pire mal que le moindre-malisme, qui remet en cause l'indépendance et l'unité du mouvement ouvrier forgée sur les revendications, et s'accommode du démantèlement des droits collectifs.*"

Effectivement c'est au nom du "moindre-malisme" que les lambertistes ont ménagé ou soutenu ouvertement le PS et dans une moindre mesure le PCF, notamment, qui se sont avérés être le "pire mal" causé au mouvement ouvrier.

Oser encore affirmer que les syndicats seraient indépendants (de l'Etat) après n'avoir jamais cessé de démontrer le contraire depuis que la CGT fut stalinisée, c'est démagogique, un pur mensonge et se rendre complice de leurs appareils corrompus.

Nous leur rappelons que ce ne sont pas les revendications qui forgèrent à l'origine la nature et l'unité du mouvement ouvrier, mais l'objectif de son combat, en finir avec le salariat, donc le capitalisme, objectif que les syndicats qui l'avaient un jour adopté ont abandonné depuis des lustres.

L'unité du mouvement ouvrier "forgée sur les revendications" sociales, cela porte un nom, cela s'appelle le réformisme (bourgeois), dès lors qu'elle ne s'inscrit pas dans la perspective du renversement du régime en place ou d'inverser les rapports sociaux en vigueur.

Que des revendications sociales à caractère collectif servent de cataliseur à la mobilisation des masses et à la réalisation de leur unité, personne ne le niera, mais cela n'est qu'un pur constat, un lieu commun qui ne mène nulle part hormis s'accommoder du régime en place.

Les lambertistes réécrivent l'histoire du mouvement ouvrier en effaçant les uns après les autres les épisodes qui justement ne s'insèraient pas dans le « moindre-malisme » qu'ils ont eux-mêmes adopté en guise de théorie sous un vocable à résonante révolutionnaire pour capter l'attention des travailleurs les plus avancés ou conscients, et finalement les conduire dans une impasse politique que traduit la dislocation et la décomposition de l'avant-garde, car cela concerne également les autres courants se réclamant du trotskysme.

Le « moindre-malisme » est à l'origine de la dégénérescence de la social-démocratie, puis de l'avènement du stalinisme

Le « moindre-malisme », c'est aussi le programme du Front populaire, du Conseil nationale de la résistance, qui consistait en un certain nombre de réformes sociales concourant à l'amélioration de la condition ouvrier dans le cadre du régime capitaliste qu'il était hors de question de remettre en cause ou de renverser en 1936 comme en 1945, ce que Thorez résumera dans une formule lapidaire mais ô combien révélatrice de la nature du stalinisme : « il ne doit y avoir qu'un seul Etat, une seule armée, une seule police » (Le 19 novembre 1946, interviewé dans le Time).

Le « moindre-malisme », c'est à l'origine disions-nous le programme antisocialiste des Dühring ou Bernstein opposé à celui d'Engels consistant à abandonner le but de la lutte de classe du prolétariat au profit du mouvement, la lutte, la lutte, rien que la lutte jusqu'à l'épuisement ou le pourrissement si vous préférez, devant conduire pas à pas à réaliser le socialisme après avoir nié la crise qui ronge le capitalisme et nécessite la remise en cause des droits sociaux et politiques acquis ou concédés à la classe ouvrière, révélant la nature contre-révolutionnaire de ce programme destiné à soumettre les travailleurs au capitalisme et à leur faire abandonner toute autre perspective politique.

C'est ce programme « moindre-malisme » ou antisocialiste que le PS et le PCF devaient adopter après être devenus des agents du capital, des ennemis de la classe ouvrière, entraînant dans leur sillage les syndicats qu'ils contrôlaient et qui n'avaient donc rien d'indépendants ou si, de la classe ouvrière.

R. Luxemburg : Réforme sociale ou révolution ?

Extrait de la préface.

La social-démocratie peut-elle donc être contre les réformes sociales ? Ou peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but.

(On remarquera que de nos jours à part des intellectuels porte-parole du régime qui évoquent la fin du capitalisme, du salariat, etc. plus aucun parti n'ose produire des articles destinés à un large public comportant cet objectif ou y faire référence dans leur propagande. Bien entendu, quand ces intellectuels évoquent cette éventualité, c'est pour mieux nous asservir au nouvel ordre mondial qu'ils appelent de leurx voeux et qui est censé remplacer le modèle économique actuel, et non pour nous proposer de passer au socialisme.

Nous devons préciser que "la réforme" ne peut être un "moyen" pour nous rapprocher de notre "but", la "révolution sociale", que dès lors qu'ils demeurent indissolublement liés et qu'on s'emploie à expliquer patiemment en quoi et pourquoi ils sont liés, au lieu de le passer sous silence, ce qui revient en pratique à briser ce lien, et donc à s'aligner sur le « moindre-malisme ». - LVOG)

Ces deux éléments du mouvement ouvrier, nous les trouvons opposés pour la première fois dans les thèses d'Edouard Bernstein, telles qu'elles sont exposées dans ses articles sur les "Problèmes du socialisme", parus dans la Neue Zeit en 1897-1898, ou encore dans son ouvrage intitulé : Die Vorausssetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie. Sa théorie tout entière tend pratiquement à une seule chose : à nous faire abandonner le but final de la social-démocratie, la révolution sociale, et à faire inversement de la réforme sociale, simple moyen de la lutte de classe, son but ultime. Bernstein lui-même a formulé ses opinions de la façon la plus nette et la plus caractéristique, écrivant : "Le but final, quel qu'il soit, n'est rien, le mouvement est tout".

Or, le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime ; ceci étant, l'alternative posée par Bernstein : "réforme sociale ou révolution" équivaut pour la social-démocratie à la question : être ou ne pas être.

(En brisant le lien entre les moyens et le but du combat du mouvement ouvrier et du prolétariat, les partis ouvriers de socialistes deviennent démocrates bourgeois. - LVOG)

Dans la controverse avec Bernstein et ses partisans, ce qui est en jeu - et chacun, dans le parti, doit en être conscient - c'est non pas telle ou telle méthode de lutte, non pas l'emploi de telle ou telle tactique, mais l'existence tout entière du mouvement socialiste.

(Pour ne pas l'avoir compris, nos dirigeants ont compromis "l'existence tout entière du mouvement socialiste". - LVOG)

Est-ce un slogan du FN ?

- Euro 2016 : la France s'habille en bleu-blanc-rouge - Francetv info

Le premier match des Bleus est très attendu des supporters tricolores partout en France. Francetv info 10.06

Le droit du travail ou la justice privatisée.

- A Lille, un militant CGT condamné à huit mois de prison avec sursis - libération.fr

Lors de la manif du 17 mai, Antoine C. avait été frappé et maîtrisé par trois policiers sans signes distinctifs. Mais c'est bien lui qui a été condamné jeudi par un tribunal.

Antoine C. est un jeune homme fluet. Le 17 mai, pendant la manifestation contre la loi travail à Lille, il a été frappé et maîtrisé avec violence au sol, genou sur la tête, par trois malabars costauds. Jeudi soir, c'était pourtant lui qui était jugé pour violences, et deux des trois costauds étaient partie civile. Les trois policiers sont membres du Groupe de voie publique, chargé de rechercher des flagrants délits : l'apparente échauffourée était donc une arrestation. Antoine C., lui, affirme qu'il s'est débattu et qu'il ne savait pas que ces hommes étaient de la police.

Sur une vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux militants, rien ne permet de dire qu'ils sont policiers. Pas de brassard visible. Après trois semaines de prison préventive, Antoine C., 28 ans, brancardier intérimaire et militant CGT, a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour violences sur policiers, deux mois avec sursis pour refus de prise d'empreinte génétique, et deux ans d'interdiction de manifester dans le Nord. Philippe Martinez, patron de la CGT, le dessinateur Tardi, l'économiste Frédéric Lordon et Clémentine Autain (parti Ensemble) avaient signé une pétition pour demander sa libération, et une centaine de

militants avaient organisé un barbecue avec sono devant le palais de justice de Lille pour le soutenir. Les policiers n'ont pas réclamé de dommages et intérêts.

Coup de pied aux fesses

Le 17 mai, dans la manif lilloise, le cortège vient de démarrer quand il est séparé en deux par les Compagnies départementales d'intervention, des policiers harnachés. Motif : des casseurs se trouveraient dans une portion de la manif, munis de pavés. C'est là que se trouve Antoine. Le policier Anthony S. le voit mettre un casque et chausser ses lunettes par-dessus. Sur la vidéo, on ne voit pas le début de l'interpellation, mais les policiers assurent qu'ils se sont présentés pour contrôle d'identité. Il est maîtrisé. Autour, des manifestants scandent «tout le monde déteste la police». Le policier Anthony S. dit qu'Antoine a cherché à le mordre, lui a donné coups de pied et coups de poing. La procureure, Aline Clérot, explique que le policier n'a pas voulu voir de médecin, parce qu'il ne s'estimait pas «blessé», et que c'est elle qui l'a poussé à le faire. Les médecins ont constaté un «stigmate contusionnel à l'œil droit», sans incapacité temporaire de travail.

Alors qu'Antoine se débat à terre, on voit un des policiers, Grégory D., lui donner un coup de pied aux fesses. Juste après, un manifestant, une partie du visage dissimulé par une capuche, donne à son tour un coup de pied aux fesses au policier. Ce manifestant, c'est François D., 45 ans, non syndiqué, prof de tai-chi-chuan au RSA. Arrêté et jugé en même temps qu'Antoine, il a écopé jeudi de six mois de prison avec sursis et, comme Antoine, de deux ans d'interdiction de manifester dans le Nord.

«Eosine»

Antoine finit un genou sur sa tête. Arrestation «pas idéale, mais régulière», estime la procureure. Pourquoi lui ? Parce qu'il «dissimulait son visage», selon les policiers. Il avait un casque intégral de moto sur la tête. Et dans son sac à dos, du sérum physiologique, de l'éosine et un brassard CGT qu'il n'a pas mis. Sur les images, on n'aperçoit que le drapeau CGT accroché à son sac. Le juge le gronde comme un petit garçon : «Est-ce qu'il est normal qu'un manifestant, de surcroît syndiqué, se présente sur les lieux d'une manifestation avec de l'éosine, du sérum physiologique, des gants, un casque intégral, un foulard ? Expliquez-vous monsieur !» Antoine, le visage sombre : «Je vois plein de syndiqués, de journalistes, conscients de la tension qui existe en ce moment, le faire.» Il explique que le 12 mai, cinq jours avant les faits, la manif lilloise n'avait rien eu de bon enfant. Coups, flash-balls, lacrymos. «Il est de mon devoir d'être en capacité de protéger mes camarades plus jeunes et plus vulnérables. On avait fait une trousse de secours.» Le juge : «Il n'y a pas la possibilité de revendiquer les choses calmement ?» Autre problème : Antoine a un tatouage vieux de 10 ans sur le ventre : «ACAB» («Tous les policiers sont des salauds», en anglais). «Erreur de jeunesse», dit Antoine, qui «regrette».

Go pro

Le policier Grégory D. avait une caméra autour du cou, il ne l'a pas mise en route. Il y avait, d'après le dossier, cinq ou six caméras Go pro autour du cou des policiers dans la manif, mais la police n'a rien transmis, au motif qu'il n'y avait rien à en tirer. «On avait grand espoir dans les cinq ou six Go pro, s'étrangle Florian Régley, l'avocat d'Antoine. Elles n'ont pas été saisies par le juge, ni exploitées.» La procureure a estimé qu'Antoine C. n'était «pas un casseur». Elle avait requis huit mois de prison, dont six avec sursis pour les violences, et deux mois ferme pour le refus de prise d'empreintes, le tout aménageable pour éviter une nouvelle détention, parce que «sa place est dehors, pas en prison». libération.fr 10.06

Une justice à charge, de classe, quoi.

La présomption d'innocence n'est plus que virtuel, pour peu qu'elle ait existé un jour. Il faudrait davantage parler de présomption de culpabilité, puisque quels que soient les arguments avancés par la personne accusée d'avoir commis un délit lors de son jugement pour prouver son innocence, aucun ne seront retenus, en revanche tous ceux qui seraient favorables pour établir sa culpabilité seront retenus par le juge ou le parquet, le ministère privé de l'Injustice, c'est ce qui ressort clairement de ce simulacre de procès lorsqu'on lit attentivement cet article.

La loi Travail a été dictée par des intérêts privés, les besoins des capitalistes, donc tous ceux qui la défendent sont forcément innocents ou au-dessus de tout soupçon, leur parole a valeur de référence ou de vérité. Par contre tous ceux qui s'y attaquent, donc qui s'en prennent à ces intérêts privés ou à leurs défenseurs, dont l'appareil répressif de l'Etat, les policiers, sont forcément des menteurs et coupables.

Un autre jour je vous raconterai les démêlés de mon épouse avec la Caf, c'est du même tonneau, à ceci près que ce sont les syndicats qui gèrent les organismes sociaux, principalement FO, ce qui veut dire que je ne peux même pas me tourner vers eux pour défendre mon épouse accusée injustement de fraude. Aux dernières nouvelles, ils lui réclament le remboursement de 21.000 euros et ils ne lui laissent plus pour vivre que 671 euros par mois sur son allocation d'handicapé, ce sont des ordures finies. Depuis avant-hier un avocat se charge de son affaire.

Nouvelle cuisine pour les riches à la sauce américaine agrémentée d'amendes.

- La «convention judiciaire d'intérêt public», mesure de pragmatisme ou symbole d'une justice à deux vitesse ? - Liberation.fr

Adoptée par l'Assemblée mardi, le texte permet aux entreprises accusées de corruption d'éviter un procès en échange d'une amende. Un système pour plus d'efficacité ou une échappatoire pour les plus riches ? Liberation.fr 10.06

La cocotte minute.

- El Khomri prête à recevoir Martinez "dans la minute" - AFP

La ministre du travail Myriam El Khomri a déclaré vendredi à l'AFP être "prête à recevoir Philippe Martinez dans la minute si cela peut permettre de lever tous les blocages dans le pays", sans attendre un rendez-vous "convenu" avec lui le 17 juin.

"Soyons clair, le gouvernement n'a pas l'intention de retirer ce texte (projet de loi travail), ni même de le détricoter mais je suis à l'écoute des propositions de la CGT comme de celles des organisations syndicales que je reçois", a expliqué encore Mme El Khomri. AFP 10.06

Les ordures sont de sortie.

Le gouvernement offre une porte de sortie à la CGT - Reuters

François Hollande et Manuel Valls n'excluent pas des réquisitions pour acheminer les supporters de football vers les stades qui accueillent l'Euro, notamment ce vendredi, pour le coup d'envoi de la compétition au Stade de France. Reuters 10.06

Pas besoin, message reçu 5/5.

- La CGT encourage ses militants à ne pas bloquer l'accès au Stade de France - BFM Business

Euro-2016 : "Toutes les ordures seront ramassées", promet Hidalgo - AFP

La maire (PS) de Paris Anne Hidalgo a promis que "toutes les ordures ser(aie)nt ramassées" dans la capitale malgré la grève des éboueurs, plusieurs autres villes étant touchées par des perturbations, alors que l'Euro de football débute vendredi.

Jeudi, la Ville de Paris a annoncé "redéployer" son dispositif afin de faire enlever les poubelles par des entreprises privées, qui se chargent déjà en temps normal de la moitié des arrondissements parisiens, les dix autres étant gérés en régie publique.

"Je me félicite qu'Anne Hidalgo ait eu la force de s'opposer à ceux qui voulaient avoir une attitude dangereuse pour l'environnement des Parisiens et l'image du pays", a réagi sur LCP le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

"Il ne faut pas que des grèves qui n'ont plus de raison d'être du point de vue social, qui ont essentiellement un caractère politique, viennent aujourd'hui perturber le bon fonctionnement du pays", a-t-il également déclaré. AFP 10.06

Comment "***articuler le populisme à une culture politique plus riche***" fidèle à "***la gauche historique*** ".

- Unidos Podemos: la véritable «belle alliance» de la gauche? - Slate.fr

Alors que la «belle alliance populaire» de Jean-Christophe Cambadélis ressemble toujours à une coquille vide en France, un autre rassemblement politique a été négligé en Espagne: celui de Podemos et de la Gauche unie.

Depuis l'échec des forces politiques espagnoles à former un nouveau gouvernement, et dans l'attente des résultats d'un nouveau scrutin, qui se tiendra le 26 juin, l'actualité de la gauche au sud des Pyrénées est largement passée sous les radars médiatiques français. Pourtant, un événement de taille s'est produit: la formation d'une alliance électorale entre d'un côté Podemos, désormais célèbre pour son ascension fulgurante dans le champ politique espagnol; et de l'autre Izquierda Unida (IU, Gauche unie), rassemblement historique de la gauche radicale autour du Parti communiste, largement dépassé dans les urnes par son nouvel allié.

Vu de loin, l'annonce de cette coalition dans les urnes pourrait sembler une péripétie négligeable, surtout si l'on rappelle qu'IU, capable de tutoyer la barre des 10% des suffrages au milieu des années 1990, a réalisé le pire score de son existence en décembre 2015 (3,7% et deux sièges à la chambre des députés). En fait, l'existence de cette nouvelle alliance, «Unidos Podemos» (ce qui se traduit par «Unis, nous pouvons!»), se révèle importante à trois égards: l'enjeu électoral, la question

de l'identité et de la stratégie des forces politiques qui composent l'alliance, et l'espoir que caresse Podemos: dépasser le Parti socialiste (Psoe).

L'enjeu électoral

Le score d'IU au dernier scrutin législatif s'élevait à un niveau certes faible, mais plus élevé tout de même que l'écart qui séparait Podemos du Psoe (1,3 point). Face à des socialistes qui ne se sont pas effondrés de manière aussi brutale qu'en Grèce, l'enjeu pour la gauche alternative consiste donc à unir ses forces dispersées, afin de les devancer pour la première fois dans l'histoire. Si jamais le Psoe, qui est tout de même l'un des deux piliers du bipartisme imparfait ayant prévalu depuis les années 1980, se retrouve relégué au troisième rang des forces politiques espagnoles, alors le choc sera considérable.

Il ne s'agit pas d'un scénario impossible. En plus de l'indication déjà donnée par les résultats du mois de décembre, les sondages effectués depuis plusieurs semaines attribuent de façon récurrente (mais pas systématique) une avance de 1 à 5 points aux listes d'Unidos Podemos. Un autre enjeu réside cependant dans la transformation de ces voix en sièges. De ce point de vue, les projections faites par les instituts sont à la fois plus incertaines et plus contrastées.

Constituer des listes unies permet de limiter en partie les biais défavorables à la gauche alternative

Et pour cause: plusieurs mécanismes limitent la proportionnalité du mode de scrutin et tendent à favoriser les deux grands partis actuels de gouvernement. Le vote pour les législatives se déroule dans une cinquantaine de circonscriptions, ce qui implique un faible nombre de sièges attribués dans chacune d'elle: on dit alors que la magnitude est basse, ce qui avantage les grands partis traditionnellement en tête. De plus, les provinces rurales (avec une population plus âgée, aux loyautés électorales plus solides) se trouvent surreprésentées dans cette répartition des sièges.

Or, constituer des listes unies permet justement de limiter en partie ces biais défavorables à la gauche alternative. Cela maximise ses chances, à comportement équivalent des électeurs, d'arriver dans les listes de tête et de ne pas «gaspiller» des voix à cause de sa fragmentation. L'alliance a aussi pour objectif d'influencer le comportement des électeurs hésitants, en déjouant les calculs de «vote utile» et en jouant sur la symbolique positive de l'union.

Podemos: populiste, mais surtout de gauche…

Au-delà des aspects purement électoraux, l'alliance nouée entre Podemos et IU traduit le fait que ces deux formations appartiennent bien au même espace, sinon à la même famille politique. Il est vrai que la revendication par Podemos d'une «centralité» sur la scène politique espagnole, sa redéfinition des antagonismes sous la forme du «peuple souverain contre la caste corrompue» ainsi que son refus de s'enfermer dans le langage et les postures de la «vieille gauche» ont fait et continuent de faire l'originalité du parti.

Pour autant, Podemos ne s'est pas créé dans le seul souffle des indignados et des «marées» actives dans le secteur social. L'organisation a été largement construite par des cadres ayant fait leurs armes au sein de la gauche radicale, dont ils ont tenté de dépasser les limites plutôt que de liquider l'héritage. Pablo Iglesias, dont la compagne est membre et élue madrilène de la Gauche unie, a lui-même été formé aux Jeunesses communistes. C'est justement après avoir été dépité par l'immobilisme persistant d'IU qu'il s'est résolu à lancer l'initiative Podemos. Celle-ci a ensuite reçu le concours expérimenté des militants d'Izquierda Anticapitalista (IA, Gauche anticapitaliste), un groupe politique (désormais dissous) qui avait fait partie d'IU jusqu'en 2008.

Cette réaffirmation publique de l'incontestable ancrage à gauche de Podemos n'est certes pas du goût du numéro 2 du parti, Iñigo Errejon, pour qui elle entre en contradiction avec la méthode «populiste» de mobilisation de l'électorat, inspirée des écrits des philosophes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe (voir sur Slate les analyses de Gaël Brustier à ce sujet, ici ou là). Mais Errejon a contre lui que la configuration électorale actuelle incite plutôt à faire de cette méthode une composante parmi d'autres d'un puzzle stratégique plus vaste, qui exige aujourd'hui de se rapprocher de la gauche traditionnelle.

C'est d'ailleurs ce qu'a exprimé récemment un autre cadre du mouvement aujourd'hui en retrait, Juan Carlos Monedero, ainsi que l'a rapporté le 27 mai l'historien Christophe Barret dans un article éclairant pour Mémoire des luttes. Dans ces débats intenses, le populisme pratiqué par Podemos est cependant loin d'être renié. Un tel choix serait d'ailleurs absurde au regard des succès déjà enregistrés. Cependant, face à la résistance du monde ancien et au risque de placer trop d'espoirs dans la force du discours, le défi actuel semble être d'articuler le populisme à une culture politique plus riche, dont la filiation avec la gauche historique est difficilement contournable.

Une acculturation parallèle avec la Gauche Unie

Cela confirme au passage que le populisme, en tant que valorisation du peuple contre les élites et défense de la souveraineté populaire, n'est qu'une idéologie «fine», qui doit être «branchée» à d'autre corpus d'idées pour embrasser les

problèmes généraux d'une société[1]. Or, Podemos ne se résume pas à une idéologie aussi fruste: les réponses qu'il souhaite apporter (contre l'austérité, pour un nouveau modèle de développement, pour plus d'implication populaire…) s'inscrivent bien dans les combats de la gauche historique, qui trouvent à s'exprimer d'une nouvelle manière dans le contexte de crise structurelle que nous vivons depuis 2008.

Le défi actuel semble être d'articuler le populisme à une culture politique plus riche, dont la filiation avec la gauche historique est difficilement contournable

Ajoutons enfin que, si Podemos opère là un réajustement stratégique crucial, la chose est aussi vraie de la Gauche unie, dont les orientations vis-à-vis des autres forces de gauche ont été fluctuantes et sources de divisions par le passé. On peut d'ailleurs voir dans le soutien et la participation d'IU à des exécutifs locaux dirigés par le Psoe, une des explications à sa faible progression durant la crise, en plus des tensions internes qui ont miné son projet de «relance de la gauche» annoncé en 2009. Le nouveau leader de la Gauche unie, Alberto Garzon, est d'ailleurs conscient des limites de son parti, trop institutionnalisé, tout en critiquant la négligence des classes sociales qu'il a perçue chez les leaders de Podemos.

Sa défense d'une refondation démocratique (et même républicaine) de l'État espagnol, ainsi que sa conviction d'une indispensable «convergence» des forces de transformation sociale, en font au final un partenaire tout à fait compatible avec l'actuel exécutif de Podemos. On semble donc assister à une acculturation parallèle des deux forces nationales de la gauche alternative espagnole: du côté du partenaire le plus fort, un ancrage à gauche plus assumé; du côté du partenaire le plus faible, une ouverture à des stratégies de mobilisation et d'identification politiques moins traditionnelles.

La signification historique d'un «sorpasso»

En tous les cas, si jamais le pari d'un «sorpasso», —terme italien utilisé en Espagne pour désigner l'éventualité du dépassement du score du Psoe par la gauche alternative–, réussit, l'histoire politique espagnole aura connu un sacré retournement. En effet, il faut rappeler que la colonne vertébrale d'IU, le Parti communiste espagnol, a légitimé avec le Psoe une transition démocratique dont l'héritage est aujourd'hui contesté par Podemos. Cette transition a en effet épargné une bonne partie des institutions et du bloc historique de forces sociales qui soutenait le régime franquiste, au détriment des citoyens ordinaires, dont les partis de gauche n'ont pas osé utiliser la capacité de pression sur les élites.

Les communistes emmenés par Carillo sont même apparus comme des partenaires privilégiés du centre droit, comme une sorte de gage pour leur légalisation et la construction ultérieure du socialisme dans un cadre démocratique. Ce cap stratégique hasardeux s'est ajouté à l'autoritarisme de Carillo en interne, pour miner la cohérence du parti et laisser champ libre au Psoe. Ce dernier s'est alors construit un socle électoral large, de la gauche vers le centre, où il a pu se repositionner sans crainte de sanctions de la part d'une concurrence désorientée et émiettée[2]. De là provient sa puissance aujourd'hui remise en cause.

Au-delà du symbole, qu'en sera-t-il concrètement du point de vue de la formation d'un nouveau gouvernement? À lire les sondages publiés, la situation risque d'être peu ou prou la même qu'après le scrutin de décembre, aucun bloc «naturel» ne disposant d'assez de sièges cumulés pour réunir une majorité absolue. Quant à la possibilité pour le bloc de gauche de l'atteindre grâce aux élus nationalistes, elle posera le même problème qu'aujourd'hui, à savoir sa très difficile acceptation pour le Psoe.

En revanche, la gauche alternative se retrouverait dans une situation sans doute plus enviable que jusqu'à présent, c'est-à-dire soit en force principale de l'opposition (éventuellement face à une grande coalition qui lui permettrait de fustiger la défense par le Psoe d'un régime à bout de souffle), soit en position de diriger un gouvernement de coalition (dont le ciment tiendrait alors à la démocratisation des institutions et à la sortie de l'austérité). Slate.fr 10.06

1 — Ben Stanley, «The thin ideology of populism», Journal of Political Ideologies, 13 (1), 2008, pp. 95-110. Citons également les travaux d'un autre politiste ayant spécifiquement étudié le contexte latino-américain qui a inspiré les leaders de Podemos : dans «Clarifying a Contested Concept» (Comparative Politics, 34(1), 2001, pp. 1-22), Kurt Weyland parle du populisme comme d'un outil de conquête et d'exercice du pouvoir, plutôt que comme un caractère ontologique de telle ou telle force politique. Retourner à l'article

2 — Patrick Camiller, «Spanish Socialism in the Atlantic Order», New Left Review, I/156, 1986.

On retiendra : "la situation risque d'être peu ou prou la même qu'après le scrutin de décembre", il ne restera plus à l'Unidos Podemos qu'à imiter Syriza...

En Catalogne la «belle alliance» a fait long feu.

- En Catalogne, l'alliance indépendantiste se déchire - AFP

L'alliance indépendantiste au pouvoir en Catalogne (nord-est de l'Espagne) s'est déchirée mercredi, sa composante la plus radicale,

la CUP, ayant décidé de ne pas voter le budget, au risque de déboucher sur l'organisation de nouvelles élections.

La crise intervient moins d'un an après le scrutin de septembre 2015 qui avait permis aux séparatistes de devenir majoritaires au Parlement catalan, pour la première fois.

L'échec des négociations sur le budget repousse ainsi l'aboutissement de sa feuille de route, sans doute au-delà de 2017.

M. Puigdemont a annoncé qu'il envisageait de se soumettre à une motion de confiance du Parlement, en septembre.

S'il était renversé, le Parlement catalan aurait deux mois pour investir un nouveau gouvernement, faute de quoi de nouvelles élections seraient convoquées. AFP 08.06

En guise de complément. C'est quoi la gauche ? Le parti des milliardaires.

- Présidentielle américaine : comment les Démocrates sont devenus le parti des riches (et pourquoi ça se confirme) - Atlantico.fr

Alors que les 4% des Américains les plus riches avaient voté démocrate lors de l'élection présidentielle américaine (fait rarissime dans l'histoire politique de ce pays), la situation pourrait bien se répéter lors de la présidentielle de 2016 entre Hillary Clinton et Donald Trump. Atlantico.fr 10.06

- Elizabeth Warren, figure de la gauche, soutient Hillary Clinton - Reuters

Hillary Clinton a rencontré vendredi la sénatrice Elizabeth Warren, figure de la gauche américaine, après avoir reçu la veille le soutien de Barack Obama en vue de la présidentielle américaine du 8 novembre. La sénatrice du Massachusetts a annoncé jeudi soir qu'elle appuyait la candidature d'Hillary Clinton... Reuters 10.06

Déjà... barbare.

En résumé, dans le futur vous aurez le choix entre deux modèles de société : l'oligarchie ou le capitalisme consenti.

- Le capitalisme, bientôt une relique barbare - La Tribune

Le capitalisme est dépassé. Mais par quoi sera-t-il remplacé? Les progrès fulgurants de la science et de la technologie seront-ils mis au service de la liberté individuelle et de notre qualité de vie commune ? Par Michel Santi, économiste

«Les grandes luttes du XXème siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont terminées par une victoire décisive des forces de la liberté et du seul modèle possible de succès : liberté, démocratie et libre entreprise. Au XXIème siècle, seules les nations qui s'engageront à protéger les droits de l'Homme et à garantir la liberté économique seront capables d'assurer leur prospérité». Écrite en 2002 par le conseil américain de «stratégie de sécurité nationale» sous l'impulsion du Président de l'époque George W Bush, cet auto satisfecit appartient à des temps révolus. En effet, le capitalisme occidental - survivant de justesse à la crise des années 2007 à 2010 l'ayant laissé mortellement blessé- est en phase terminale car ses plaies infectées crachent l'inégalité, le mécontentement social et les endettements colossaux.

Loin du début des années 90

Qu'il est loin aujourd'hui le triomphalisme du début des années 1990 qui avait vu le sacre du standard capitaliste américain érigé en valeur morale suprême ! Tout avait pourtant bien commencé. La démocratie n'était-elle pas supposée être en quelque sorte une sécrétion naturelle dès lors que la Russie et que la Chine embrasseraient le capitalisme ? Milton Friedman -qui affirmait qu'une société qui privilégie l'égalité des revenus à la liberté «finit par n'avoir ni l'égalité ni la liberté»- est aujourd'hui totalement ringardisé car notre liberté n'a plus à nos yeux qu'une valeur instrumentale, tout au plus un levier permettant de parvenir à des objectifs matériels. Notre défense des libertés -de la Liberté- semble bien peu crédible alors même que nous l'abdiquons au profit d'entreprises et de banques à taille de mastodonte qui nous imposent en permanence leurs diktats.

Ce qui remplacera le capitalisme?

Comment pouvons-nous nous prévaloir de ces valeurs humanistes, comment simplement être crédibles pour imposer à d'autres nations le concept des droits de l'Homme, alors que -sous couvert de cette même liberté- une minorité infime concentre chez nous en ses mains richesses et pouvoirs excessifs ? Dans un tel contexte, il est bien plus simple d'imaginer la fin du capitalisme. Après tout, nul système social n'a duré éternellement, à plus forte raison s'il s'agit d'un ordre aussi intrinsèquement instable que celui dicté par le capitalisme. La question n'est donc pas tant si le capitalisme va péricliter et disparaître, que ce qui le remplacera dans un monde -celui de demain !- où le travail humain ne sera plus une nécessité. (C'est déjà

le cas pour les rentiers, les banquiers, les spéculateurs, les gros actionnaires, etc. bref, les parasites qui nous pourrissent l'existence et dont il faut se débarrasser. - LVOG)

Quel modèle de société?

Pourtant, personne -et certainement pas les politiciens- ne s'interroge ni ne se préoccupe du modèle de société que nous voulons organiser pour notre avenir immédiat. Est-ce une société où les individus auront la possibilité (s'ils le souhaitent) de s'affranchir du travail ? Une société offrant à chacun accès aux soins, au logement et à la décence matérielle, même sans labeur ? Ou est-ce un ordre hiérarchisé où une élite dominera la masse tout en exerçant un contrôle strict sur son accès aux ressources et aux biens ?

En d'autres termes, les progrès fulgurants de la science et de la technologie seront-ils mis au service de la liberté individuelle et de notre qualité de vie commune ? Ou la domination économique et financière accentuera-t-elle son emprise et achèvera-t-elle d'asservir le plus grand nombre selon les critères impérieux de la compétitivité et du profit ? L'oligarchisation, ou le capitalisme entre adultes consentants ? La Tribune 10.06

Certains constats sont intéressants, notamment sur la "phase terminale" du capitalisme...

Qui peut croire un instant que le capitalisme pourrait donner naissance à un modèle de société humaniste, philanthropique, meilleur, plus juste ? Personne.

Alors osons le socialisme...

Dossier Syrie

- La Turquie achemine des armes et des munitions vers les jihadistes en Syrie - Réseau Voltaire

Le ministère russe de la Défense a publié, le 3 juin 2016, une vidéo prise depuis un avion de reconnaissance. On y voit de longues files de camions, venant de Turquie et transportant des armes et des munitions aux groupes armés d'Idleb, en Syrie.

Il est actuellement impossible de dire avec précision qui compose ces groupes armés. Tout au plus sait-on que les Occidentaux soutiennent actuellement à la fois des Turkmènes, des Kurdes, et des arabes anciennement membres de l'Armée syrienne libre. Selon les ministères russe et syrien de la Défense, la majorité de ces combattants est membre du Front al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda.

Le Pentagone a lui-même parachuté des armes et des munitions, le même jour à Marea. On ignore quel groupe a récupéré cette logistique.

La libération d'Idleb permettrait à la Syrie et à la Russie de libérer Alep, la seconde ville de Syrie, ce qui marquerait un coup d'arrêt définitif aux projets de renversement de la République et d'instauration d'un gouvernement islamiste. Réseau Voltaire 05.06

- Syrie: une nouvelle erreur US fait dix morts parmi les combattants anti-EI - sputniknews.com

Une fois de plus les frappes "erronnées" de l'aviation américaine ont visé les forces alliées luttant contre Daech

Le Pentagone a lancé une enquête sur une frappe aérienne qui a visé un groupe allié qui combat Daech en Syrie, annonce le journal The Wall Street Journal se référant au ministère américain de la Défense.

Selon le journal, les 27 et 28 mai, des avions américains ont effectué des frappes près de la localité syrienne d'al-Maara. Le porte-parole du Commandement central de l'Armée de l'air américaine Patrick Rider a confirmé au journal qu'une des frappes avait touché les positions des combattants de la Mutasim Brigade, en lutte contre les djihadistes de Daech.

"Initialement, il a été annoncé que la frappe aurait fait quatre morts", a indiqué le porte-parole. Selon lui, une enquête a été lancée suite à cet incident.

"Nous continuerons à soutenir les forces luttant contre Daech et nous mettrons en pratique toutes les leçons tirées de l'enquête afin d'augmenter à l'avenir l'efficacité de nos opérations", a souligné le porte-parole.

Auparavant, les chefs de la brigade ont annoncé aux médias que la frappe américaine avait fait dix morts parmi ses combattants. Le Pentagone a confirmé les frappes d'al-Maar, déclarant toutefois qu'elles avaient porté sur deux unités séparées de

Daech, détruisant deux véhicules de combat et une auto. sputniknews.com 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Grande-Bretagne

- Un sondage donne le camp du Brexit gagnant avec 55% des voix - Reuters

Cinquante-cinq pour cent des Britanniques affirment qu'ils voteront pour une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, contre 45% qui se disent pour un maintien, selon un sondage ORB pour le quotidien The Independent publié vendredi.

Cette avance de dix points du camp du "Leave" à deux semaines du référendum du 23 juin prochain est la plus marquée depuis le début de cette série de sondages il y a un an, précise The Independent. Reuters 10.06

Bienvenur en oligarchie.

- A la tête de l'équivalent d'un continent, mais jamais élu : Mark Zuckerberg est-il un "dictateur", comme l'affirme le fondateur de The Pirate Bay ?

Peter Sunde, co-fondateur du site de partage ThePirateBay a déclaré que "Facebook est la plus grande nation du monde et nous avons un dictateur. Si vous y regardez de plus près et du point de vue de la démocratie, Mark Zuckerberg est un dictateur. Atlantico.fr 10.06

- Pour arrêter de fumer, les femmes ont intérêt à être en phase avec leur cycle menstruel

Chez les fumeuses, les fluctuations hormonales feraient varier les circuits cérébraux impliqués dans la prise de «bonnes» ou de «mauvaises» décisions. Les fumeuses qui voudraient arrêter la clope pourraient mettre toutes les chances de leur côté en phasant leur désintoxication avec leur cycle menstruel... Slate.fr

- A quel moment a-t-on commencé à parler de cyberharcèlement ? - Rue89

- Argentine : le guide ultra-misogyne de Fiat

La marque italienne a été épinglée après avoir proposé des guides d'utilisation sexistes dans ses voitures. Les dépliants ont été retirés. LePoint.fr

- Des GIFs de chèvres pour inciter les Britanniques à voter

Les chats, ce n'était pas assez original.Les Britanniques présents sur Facebook qui ne se sont pas inscrits pour le référendum sur le maintien ou non dans l'Union européenne l'auront vraiment voulu. Slate.fr

- GIFs, histoire d'un business

Depuis que les GIFs existent, des entreprises ont tenté d'en tirer profit. Voici une petite histoire (en vidéo) de cette exploitation économique. Sur les sites d'information, sur les réseaux dans lesquels vous êtes inscrits, dans vos conversations en ligne, dans vos mails... Slate.fr

- Obliger son cerveau à se concentrer, c'est possible

Des scientifiques américains planchent sur une méthode appelée «Smart». Bon nombre de lycéens fans de foot entrent aujourd'hui dans une période sombre. Ils devront trouver un moyen de profiter de l'Euro de football, qui débute ce 10 juin en France tout en préparant les terribles épreuves du baccalauréat... Slate.fr

- Vous ne pourrez bientôt plus mentir après un accident de voiture

Tesla est aujourd'hui à la pointe de cette chasse connectée aux mauvais conducteurs appelée à très vite se démocratiser.Le premier flagrant délit de mensonge a été révélé la semaine dernière, rapporte Electrek. Slate.fr

- La première caricature des Juifs était-elle une satire politique du XIIIe siècle?

Un dossier fiscal anglais représente un stéréotype propre à la communauté juive. La première représentation caricaturale de Juifs trouve-t-elle son origine au XIIIe siècle? Dans un dossier fiscal anglais de 1233, un scribe a dessiné une scène satirique représentant le prélèvement des impôts... Slate.fr

- Pour être heureux, oubliez-vous!

Plusieurs essais récents tentent de détruire la croyance la plus partagée de ce début de siècle: celle selon laquelle la voie vers le bonheur serait introspective et individuelle. De nos états de conscience les plus troubles à la régulation de l'écosystème bactérien de nos intestins, la quête du bien-être... Slate.fr

- Comment les assistants virtuels s'immiscent dans nos vies

Les assistants virtuels intelligents peuvent vous donner les dernières nouvelles, vous commander une pizza et vous raconter des blagues. Il suffit de leur faire confiance. Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ukraine

- Ukraine : les habitants de Donetsk opposés à une mission armée de l'OSCE - euronews.com

La population de Donetsk a manifesté ce vendredi car elle ne veut pas d'une mission armée de l'OSCE dans l'est du pays.
Un rassemblement de 5.000 personnes pourtant pas vraiment spontané, selon plusieurs témoignages sur place.

Ainsi, plusieurs personnes ont affirmé à l'AFP avoir été "fortement incitées" à participer à la manifestation.

Mais certains étaient là, quand-même, par conviction :

"Sous le prétexte d'une mission armée, déclare Konstantin, ils peuvent déployer tous les unités terroristes qu'ils veulent, avec un bon déguisement".

Depuis des mois Kiev demande le déploiement sur place d'une mission armée dans l'est de l'Ukraine, et certains ici sont très méfiants, jusqu'à imaginer des théories du complot :

"Nous comprenons tous clairement que l'armée ukrainienne pourrait facilement prendre pour cibles les moniteurs de l'OSCE et comme d'habitude, nous accuser ensuite".

Donetsk et la région du Donbass sont sous contrôle des séparatistes pro-russes de la République populaire autoproclamée de Donetsk. euronews.com 11.06

Un article très orienté.

- Un rassemblement de 5.000 personnes pourtant pas vraiment spontané...

- ...plusieurs personnes ont affirmé à l'AFP avoir été "fortement incitées" à participer à la manifestation...

Quand on sait à quel point l'incitation à manipuler les faits est fortement ancrée à l'Agence Française de Propagande, pour ainsi sa seconde nature, il est plus que recommandé de ne pas prendre pour argent comptant les informations qu'elle diffuse et qui sont reprises par l'ensemble des médias-oligarques.

ECONOMIE

Grande-Bretagne

- Les 10 principaux dirigeants du FTSE 100 largement augmentés en 2015 - La Tribune

Un bond de 28 millions de livres. Entre 2014 et 2015, le salaire de Sir Martin Sorrell, Pdg du groupe publicitaire WPP, est passé de 42,7 millions de livres à 70,4 millions de livres (89 millions d'euros), représentant à lui seul plus d'un quart des 100 millions d'augmentation des 10 principaux dirigeants du FTSE 100, rapporte vendredi le quotidien The Guardian.

Pêle-mêle suivent Tony Pidgley, à la tête de Berkeley Homes, avec une hausse de 520% sur un an (de 3,8 millions à 23,3 millions de livres), le Pdg du groupe médical Shire, Flemming Ornskov, ainsi que celui de Sky, Jeremy Darroch. Dans le Top 10, sept dirigeants ont vu leur salaire au moins doubler sur la même période.

"Ce sont des augmentations énormes qui viennent s'ajouter à des salaires déjà excessifs", a déploré Paul Nowark, secrétaire général adjoint du syndicat TUC. "Quand les travailleurs voient leur rémunération augmenter de manière modeste (2,9% en moyenne, ndlr), c'est exaspérant de voir celle des multimillionnaires exploser."

Autre membre du Top 10 augmenté en 2015, le Pdg de la Royal Bank of Scotland Ross McEwan a vu son salaire doubler à 3,78 millions de livres. Seul hic, la banque, toujours détenue à 72% par l'Etat après son sauvetage de 2009, a enregistré des pertes (2 milliards de livres en 2015) pour la huitième année consécutive... La Tribune 10.06

Haut de page

Le 14 juin 2016

CAUSERIE

A quoi bon s'exprimer sur le mouvement social en cours en France pour le retrait de la loi Travail, le 14 juin est une énième journée d'action sans lendemain, je crains que mon analyse ne choque les âmes sensibles un peu trop portés à privilégier les apparences, aussi je m'abstiendrai. Les faits parlent d'eux-mêmes pour ceux qui veulent bien les prendre en considération, trop quand on n'est pas prêt à les admettre.

On n'a envie de convaincre personne de quoi que ce soit, tant il semblerait que nous ne vivions décidément pas dans le même monde ou que nous ne disposions pas tout à fait des mêmes instruments ou de la même méthode pour interpréter la situation ou la réalité. Il serait plus profitable de partager avec vous mes expériences dont j'ai tiré quelques enseignements.

J'ai passé ces deux derniers jours à tout autre chose, par hasard j'ai dû encore revenir sur le 11 septembre 2001.

Suite à l'annonce par le ministre des Affaires étrangère, Ayrault, qui par le ton belliqueux employé à l'encontre de la Syrie témoigne qu'il a adopté la position de Fabius, du bombardement de la ville syrienne de Daraya en pleine distribution d'aide humanitaire par l'armée syrienne coupable selon lui de "duplicité" lors d'une conférence de presse à New York vendredi dernier, emboîtant le pas au porte-parole de la diplomatie américaine, Mark Toner, qui au même moment tenait à la virgule près exactement le même discours.

Ayrault en a rajouté une couche en déclarant que "le régime malgré ses déclarations choisit jour après jour de continuer à attaquer son propre peuple", et pour bien montrer qu'il marchait bien dans les pas de son précédesseur, il a repris à son compte la propagande ou les accusations demeurées sans preuve proférées depuis des années par les porte-parole des terroristes "modérés" (sic!) que l'armée syrienne continuerait à procéder à "des bombardements quotidiens avec des barils de dynamite qui vont directement sur les civils", et pour témoigner sa totale soumission à l'aile la plus réactionnaire du Pentagone ou de l'administration américaine, il a dénoncé "des crimes contre l'humanité dans le cadre d'une politique d'Etat systématique", soulignant que la France "va continuer à pousser pour que les auteurs rendent des comptes" (source : AFP 10.06)

Je sais que la ville de Daraya tombée aux mains des barbares de Daech était encerclée depuis deux ans par l'armée syrienne, sans en savoir davantage sur la situation sur le terrain, donc j'étais spontanément porté à prendre du recul par rapport à ces informations rapportées par l'Agence Française de Propagande du régime en attendant d'en savoir plus.

Du coup, au moyen d'Internet j'ai essayé d'avoir rapidement plus d'infos, en vain. Sachant que le Réseau Voltaire était présent à Damas, j'ai tenté ma chance de ce côté-là, en vain, à moins que j'ai mal cherché, ce qui est possible. Par contre parmi les

articles proposés par Google en première page, je suis tombé sur un titre remettant en cause la version de Thierry Meyssan sur le 11 septembre 2001, particulièrement l'épisode consacré à l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone. N'ayant aucun a priori sur ce sujet et curieux d'en apprendre davantage, j'ai cliqué sur ce lien, et là j'ai découvert un portail réalisé par un Français uniquement dédié à ce point précis du 11 septembre 2001, Jean-Pierre Desmoulin (http://jpdesm.pagesperso-orange.fr/pentagon/francais.html)

Voici ce qu'on peut lire dans la présentation de ses travaux :

Jean-pierre Desmoulins a travaillé 15 ans comme ingénieur électricien, dans le domaine des sytèmes et de l'informatique industrielle. Il est maintenant professeur, et a créé en 1996 un département multimédia dans son université. Il a aussi une licence de pilote privé. Convaincu, quoique sceptique, que les attaques du 11 septembre pouvaient être une tricherie, il a conduit une recherche personnelle, se focalisant sur le crash du Pentagone.

Son approche est rationnelle. Il examine des faits et tente d'inférer des scénarios, les critiquant avec le pour et le contre. Il a publié ses réflexions sur un site web dès septembre 2002. Ce site, dont les versions successives sont disponibles en ligne, montre le cheminement de sa pensée. Il dit que, comme beaucoup de chercheurs sur ce crash, il a été induit à inférer des théories fausses parce qu'il a pris des images de la scène de crash pour des faits, et a réalisé plus tard que ces théories violaient les lois de la physique, les capacités des avions en vol, ou qu'elles impliquaient des prémisses conspirationnistes trop étendus. Il a ainsi démontré, ab absurdo, que certaines des images les plus connues de ce crash, telles que les images de la "caméra de sécurité du parking" ou encore les images des "débris aux lettres rouges" sont des faux.

Le scénario qu'il propose maintenant comme le plus probable est que le vol 77, un Boeing 757 avec environ 60 personnes à bord, s'est bien écrasé sur l'aile ouest du Pentagone le 11 septembre. Soit l'avion était piloté par le pilote Hani Hanjour, soit il était piloté à distance par une technologie telle que "global hawk" : il n'y a pas de fait disponible pour etayer l'une ou l'autre de ces hypothèses. Il conjecture que certains témoignages précis, les rapports et les photos des dommages dans le bâtiment, ainsi que le fait que des images de ce crash aient été cachées ou falsifiées, rend très probable le fait que cet avion ait embarqué une charge militaire agressive, comme une charge creuse anti-bunker, un "pénétrateur" à uranium appauvri, ou une bombe de type "broach" qui est une combinaison des deux. Fin.

A première vue je me suis dit qu'on était en présence de quelqu'un de sérieux et ayant certaines compétences pour s'exprimer sur ce sujet, quelqu'un de mesurer, sans a priori apparemment, prêt à étudier honnêtement différentes hypothèses avant d'arriver à une conclusion, donc sa démarche semblait suffisamment rationnelle pour y accorder toute l'attention qu'elle méritait.

Cela m'a amené à télécharger la totalité des 39 fichiers qu'il avait réalisés afin de suivre pas à pas son raisonnement. A cette occasion j'ai découvert de graves lacunes remettant en cause sa conclusion.

Il faut que je précise pour qu'on comprenne ma propre démarche, que jusqu'à présent j'en étais resté à la version proposée par Thierry Meyssan et beaucoup d'autres personnes aux Etats-Unis et dans le monde, à savoir qu'aucun avion ne se serait écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001, du fait qu'on n'en a jamais retrouvé la moindre trace, et que le FBI a saisi la totalité (une centaine) des bandes des caméras vidéos de surveillance qui étaient implantés autour ou à proximité du Pentagone comme si manifestement elles étaient compromettantes ou remettraient en cause la version officielle faisant état d'un Boeing 757-200, alors qu'en principe la diffusion de ces images aurait permis de mettre un terme à ce que le département d'Etat américain et l'ensemble des médias à sa suite ont qualifié de théorie du complot. J'ai donc ouvert ces 39 fichiers et lu attentivement la totalité des articles du portail de monsieur Jean-Pierre Desmoulin, pour finalement arriver à la conclusion que son étude manquait singulièrement de rigueur, or la rigueur la plus absolue est indispensable en la matière, car la moindre faille peut faire capoter l'hypothèse la mieux étayée, mais pas seulement, partant de là j'ai bien été obligé de me rendre à l'évidence que pour parvenir à la conclusion à laquelle il était arrivé, il n'avait pas tenu compte de certaines lacunes ou approximations qu'il avait lui-même mis en évidence ou qui découlaient directement de sa démonstration. Je vais en donner quelques exemples parmi les plus flagrants ou qui ne peuvent pas être contestés tellement ils parlent d'eux-mêmes.

Gardons en mémoire que l'exercice consiste à démontrer qu'un avion s'était bien encastré dans la façade ouest du Pentagone à Washington.

1- Il reconnaît que précédemment il a été victime d'une manipulation.

- "J'ai montré sur les versions précédentes de ce site web une photo montrant un pneu "dans le voisinage du Pentagone", reposant contre ce qui semble être des échafaudages, avec des débris métalliques tout autour. D'aprés un de mes correspondants, Cécile, cette photo proviendrait de New York, et pourrait même être extraite de la video des frères Naudet. Je confirme qu'en effet il s'agit d'une erreur. Cette photo serait effectivement prise à New York, à deux blocs du World Trade Center. Voir la photo nommé "Jet tire two blocks away" sur le site www.voskuil.org. Toutes mes excuses pour cette erreur et bravo à Cécile !"

2- Il s'attarde sur d'autres photos montrant d'autres débris supposés de l'avion.

- "Les photos ci-dessous montrent d'autres débris très intéressants censés avoir été trouvés dans les décombres du pentagone. "

3- Cela lui suffit pour se forger une certitude. - Il n'y a pas de doute possible, à moins d'imaginer que tous ces débris ont été disposés là en tant que fausses preuves, qu'un avion de grande taille (de la taille d'un appareil commercial) avec un train d'atterrissage fabriqué par Goodrich a frappé le Pentagone le 11 septembre 2001. Les photos présentées ci-dessus laissent penser, avec un certain degré de certitude, qu'il s'agit d'un Boeing 757.

Reprenons point par point.

Il reconnaît son "erreur", mais il en reste là. Il ne lui viendra pas à l'esprit qu'il aurait pu être victime de la même "erreur" avec les autres photos, dont le cadrage était si serré qu'il était impossible de déterminer si elles avaient bien été prises à l'intérieur du Pentagone, or c'est la première question qu'il aurait dû se poser. Cependant, on perçoit qu'inconsciemment, parce qu'il ne s'y arrête pas, qu'il a un doute.

Il écrit que les débris qui figurent sur d'autres photos sont "censées avoir été trouvés dans les décombres du pentagone", il n'en est plus tout à fait sûr, mais il n'en tiendra plus compte par la suite.

Question : Où a-t-il trouvé ces photos, d'où provenaient-elles, qui les avait prises, qui les a diffusées si grâcieusement, le Pentagone, le FBI, qui, pourquoi ne donne-t-il sa source ?

J'ai relevé que tout au long de sa démonstration ou dans les commentaires qui accompagnaient chaque photo il avait pris soin d'employer le conditionnel (Il semble que ; Qu'il lui semblait, Il pourrait s'agir ; Elle pourrait tout aussi bien ;) ou de se livrer à des suppositions (Censés ; Sans certitude ; Rien ne permet d'être sûr que ; La jante semble ; Cela n'est qu'une impression ; Laissent penser ; Certain degré de certitude) qui se faisant ni une ni deux allaient se transformer en preuves matériels suffisamment solides pour être incontestables.

C'est ainsi qu'il saute à la conclusion incroyable, selon laquelle "il n'y a pas de doute possible", c'est bien "un avion de grande taille (de la taille d'un appareil commercial) qui s'est écrasé sur le Pentagone.

A ce stade qu'il nous soit encore permis d'en douter à défaut de preuves. Voici ce qu'en disait en 2007 le réalisateur états-unien Michael Moore : 9/11 : Michael Moore veut voir les vidéos du Pentagone - Réseau Voltaire 17.07.2007

- En tant que réalisateur, il est particulièrement sensible au manque d'images de l'attentat au Pentagone. Ce, malgré les centaines de caméras de sécurité filmant en permanence l'une des institutions les plus surveillées au monde : « Laissez moi juste vous dire quelque chose que je me demande depuis longtemps. J'ai filmé le Pentagone avant le 11 septembre. Il y a des centaines de caméras installées sur les bâtiments, les arbres. Ils avaient la possibilité de filmer l'arrivée de cet avion sous cent angles différents. Comment cela se fait-il qu'on ne peut pas voir ce crash du début à la fin ? Je veux voir ces centaines de vidéos qui existent de cet événement. Pourquoi ne peut-on pas voir cet avion arriver sur les bâtiments du Pentagone ? ».

Soit parce qu'il n'a jamais existé, soit parce qu'il s'agissait d'un tout autre avion, ou encore parce que les images auraient peut-être pu montrer qu'un autre avion survolait le Pentagone au même moment.

J'ai passé des heures à lire tous ces articles et à réfléchir, de plus j'ai lu ou relu des tas d'articles publiés par le Réseau Voltaire. Il y a encore un point qui me chiffonne et non des moindres. Passons sur tous les autres débris du soi-disant avion présentés par Jean-pierre Desmoulins, qui sont du même tonneau que ceux qu'on vient d'examiner, d'ailleurs parfois il arrive à la conclusion qu'ils ne collent pas avec la théorie d'un boeing 757-200.

Il reste les supposés témoins qui auraient vu ce boeing s'encastrer dans la façade ouest du Pentagone. Qui a récolté leurs témoignages ? Quand ? Pour le compte de qui ? S'agissait-il de témoignages spontanés ? Qui étaient ces témoins ? Existent-ils vraiment ? Que pouvaient-ils voir d'où ils étaient ? Qui l'a vérifié ?

L'hypothèse d'un avion, d'un boeing 757-200 n'est pas farfelue, qu'il ait embarqué une bombe à uranium appauvri non plus au regard des énormes dégâts causés au bâtiment du Pentagone, à l'explosion qui a suivi le choc, etc. qu'il ait été téléguidé ou commandé de l'extérieur par des militaires du Pentagone non plus et non piloté par un pirate de l'air incapable de poser un petit avion de tourisme ou un jet, on veut bien croire n'importe quelle version, à condition qu'elle soit cohérente, étayée par des preuves matérielles irréfutables, ce qui ne remet pas en cause le fait que le 11 septembre ait été réalisé par une branche du Pentagone pour le compte du complexe financier-militaro-industriel américain pour justifier toutes les guerres (budgets ou dépenses militaires) dans lesquelles l'impérialisme américain allait se lancer par la suite, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie...

Vous penserez peut-être que je perds mon temps, je ne suis pas d'accord, car cela me permet de mettre à l'épreuve la méthode d'analyse que j'ai adoptée pour voir tout d'abord à quel niveau je la maîtrise, et ensuite si je suis capable ou non de traiter

à fond un sujet ou une question sans me laisser aveugler par des a priori, je voulais voir jusqu'à quel profondeur d'analyse je pouvais parvenir.

Et puis, il faut être curieux dans la vie, on ne peut pas se contenter de généralités, de propos rapportés, de conditionnels, d'approximations ou de lieux communs pour se faire une idée sur des événements, il y a un moment où il faut être sérieux.

On a envie de connaître la vérité sous peine de se faire manipuler ou de demeurer dans l'ignorance, qu'il est de notre devoir de combattre quotidiennement, la nôtre aussi, surtout la nôtre, en priorité la nôtre.

On évoque souvent la nécessité de se forger un esprit critique, libre, car cela n'est pas inné, cela ne s'acquiert pas spontanément, il faut en passer par des tests ou des exercices pratiques pour mesurer notre progression, s'assurer qu'on ne se leurre pas soi-même, sinon on en reste au stade de la bonne intention, des paroles qui ne servent qu'à se faire passer pour ce qu'on n'est pas ou tromper les autres, ce qui est détestable.

Tout cela prend du temps bien sûr et nous en manquons tous, il faut faire des choix dans la vie et aller à l'essentiel, cela réclame des efforts d'attention, de concentration, c'est épuisant, mais ô combien gratifiant personnellment à l'arrivée. C'est l'école de la vie, quoi !

Si la même méthode était employée par un parti ouvrier dans sa presse pour analyser la situation sociale et politique, des événements ou déclarations, peut-être que le niveau de conscience des militants et des travailleurs progresserait, vous ne pensez pas ? C'est tellement élémentaire, on en a même oublié que penser ou réfléchir cela s'apprend. A ne pas confondre avec comment penser que les uns et les autres tendent à nous imposer, les donneurs de leçons, etc.

Il y a tellement de gens qui pensent pour nous ou qui en ont fait profession, qu'on se demande comment avec tant de penseurs à notre service on a pu en arriver à la situation actuelle, non ?

A l'ordre du jour des maîtres du monde.

- Réunion du Bilderberg à Dresde : pendant la crise, le mondialisme continue - Arrêt sur Info

Extraits.

- Le gratin du mondialisme participe à la réunion de Dresde

Parmi les politiciens étrangers, il faut noter une forte participation néerlandaise, avec le roi Willem-Alexander, le premier ministre Mark Rutte et le maire de Rotterdam, Ahmed Aboutaleb. On remarque aussi l'ancien président de la commission européenne Manuel Barroso, le ministre allemand de l'intérieur Thomas de Maizière, le premier ministre belge Charles Michel, un bon paquet de ministres des finances, dont celui de république fédérale, Wolfgang Schäuble, et le vice premier ministre turc, Mehmet Simsek. Il n'est pas rare en outre, et conforme à l'usage du Bilderberg, qu'un ou plusieurs invités dont le nom ne figure pas sur la liste vienne se joindre aux travaux.

- L'élite du mondialisme est à la page, elle sait parfaitement que la maîtrise de la planète passe par le contrôle de l'information (sécurité informatique), de l'énergie (géopolitique de l'énergie) et de la science (évolution technique). Arrêt sur Info 11.06

Bienvenue chez les manipulateurs de l'information.

Ils méritent bien le titre de médiamensonges, de pressetituées, de médias aux ordres, du régime.

- Retour sur 3 mensonges à « Des paroles et des actes ». - legrandsoir.info

Présentée par David Pujadas comme « agricultrice », Céline Imart avait été directrice financière de Bolloré au Chili. Elle dirige une propriété de 150 hectares et est vice-présidente des jeunes Agriculteurs, organisation liée organiquement et électoralement à la FNSEA, ce qu'elle a nié à deux reprises.

Djibril Bodian, est présenté comme « boulanger ». Il défend la loi El Khomri. Personne n'a dit qu'il a été fournisseur de pain à l'Elysée sous Sarkozy et Hollande.

François Lenglet, l'économiste de l'émission, a flingué le président de la Bolivie : « C'est un corrompu. […] La petite amie de M. Morales, qui est la mère de son fils, a bénéficié de 500 millions de dollars de commandes publiques… ».

La vérité est qu'Evo Morales a eu une liaison il y a dix ans avec une femme qui s'est révélée plus tard être une aventurière. Grâce à un document falsifié émanant d'une maternité, elle prétendit avoir eu de lui un enfant mort-né, puis elle affirma qu'il vivait. Elle refusa de le soumettre à un test ADN qui fut ordonné par la justice et qui démontra que Morales n'en était pas le père. La Justice bolivienne a démasqué l'affabulatrice. Mais les Français l'ignorent, d'où le mensonge de Lenglet.

Bref, l'agricultrice est liée à l'oligarchie et à la FNSEA, le boulanger fréquente l'Elysée, Lenglet est abonné au mensonge (il y a eu des précédents. Voir http: //www.fakirpresse.info/Les-Voleurs-de-debat-1-Francois.html) et David Pujadas est le tenancier d'une gargotte coupe-gorge où le client est sûr de recevoir un mauvais coup. legrandsoir.info

Le PS ou la voix de son maître : Le Medef.

- Cambadélis presse l'exécutif de ne pas céder à la CGT - Reuters

Le gouvernement ne doit "pas céder aux injonctions" de la CGT sur la loi Travail, a déclaré dimanche le dirigeant du Parti socialiste à l'approche d'une nouvelle journée de mobilisation nationale dont Philippe Martinez entend faire une démonstration de force. Reuters 12.06

Qui est nuisible à qui ?

- Loi Travail : pour Serge Dassault, « la CGT doit être mise hors d'état de nuire » - Public Sénat

Alors que la Haute assemblée a entamé l'examen de la loi Travail, le sénateur LR de l'Essonne, Serge Dassault s'en est pris à la CGT qui, selon lui, « empêche la liberté du travail ». « Le port du Havre est paralysé par ces abrutis » s'est-il emporté. Public Sénat

Marchands de mort

- Défense : 2015, une année record pour la vente d'armes - Francetv info

Avions de combat, missiles, sous-marins... Jamais le monde n'avait acheté autant d'armement : +11% en 2015. C'est désormais un marché à 58 milliards d'euros, soit 6 milliards de plus qu'en 2014. Et le continent où l'on s'arme le plus, c'est l'Asie. L'Inde se classe ainsi deuxième acheteur mondial, l'Australie est troisième et la Corée du Sud est cinquième. Même les pays les moins riches de la région comme le Vietnam, les Philippines ou le Bangladesh rejoignent cette course à l'armement. Francetv info 13.06

L'heure a sonné : Suicide ou lobotomie.

- Cambadélis au PCF et à EELV: "Réfléchissons ensemble mais surtout réfléchissez" - AFP

"Réfléchissons ensemble mais surtout, réfléchissez", a lancé dimanche le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis à l'adresse du Parti communiste et d'Europe Ecologie-Les Verts dont les Congrès ont acté la rupture totale avec le PS.

Pour M. Cambadélis, les élections législatives de 2017 vont être un "problème" pour ces deux partis qui ont décidé, le 5 juin pour les communistes, samedi pour les écologistes, de ne pas faire d'alliance avec les socialistes.

"Est-ce qu'ils sont pour une alliance de l'ensemble des forces de gauche, ce qui leur permettrait d'avoir une existence dans la future Assemblée, que nous ayons gagné ou perdu la présidentielle ? Ou est-ce que par haine d'appareil, ils ont décidé de se suicider ?", a interrogé M. Cambadélis invité du Grand Rendez-vous Europe1-iTELE-Le Monde.

"Je fais le pari qu'ils n'ont pas décidé de se suicider et que le congrès passé, on a excité un peu l'ensemble des cadres du parti communiste et des écologistes, on va revenir à une discussion normale", a-t-il assuré, regrettant une "orientation punitive vis-à-vis du PS". AFP 12.06

Quoi qu'ils décident, ils en ressortiront laminés. A moins qu'ils optent pour un scénario à l'espagnole pour tenter de sauver les meubles déjà bien attaqués par la vermine, qui ne leur offtira dans le meilleur des cas qu'un répit de courte durée. Tous ceux qui ont inscrit leur combat politique dans le sillage du PS au cours des 70 dernières années, sont condamnés à connaître le même sort.

Quelle généreuse attention !

- Priorité à la jeunesse : introduire le droit de vote à 16 ans ! - LePoint.fr

L'école n'étant plus obligatoire après 16 ans et les jeunes étant autonomes de plus en plus tôt, pourquoi ne pas leur accorder le droit de vote plus tôt ? LePoint.fr

Ils sont ultra minoritaires et sont illégitimes pour gouverner.

- L'impopularité de François Hollande atteint un nouveau record -

Le président de la République perd encore 2 points dans le baromètre OpinionWay et tombe à 14% de Français satisfaits, au plus bas depuis son élection.

La courbe de popularité de François Hollande ne s'inverse pas. En juin, le président continue de chuter dans les sondages, selon le baromètre Opinionway pour LCI et Metronews. Seuls 14% de Français se disent satisfaits de l'action du président de la République (en chute de 2 points par rapport à mai), contre 83% de mécontents. C'est le taux le plus faible pour le chef de l'Etat sur ce baromètre depuis son élection en mai 2012.

La popularité Manuel Valls s'écroule

Le président entraîne dans sa chute le Premier ministre. Ils ne sont que 19% de Français à se dire satisfaits de Manuel Valls, en chute de 4 points. C'est également un record d'impopularité pour le chef du gouvernement, qui a vu son taux de satisfaction divisé par deux en seulement une année. Francetv info 12.06

Comment font-ils pour tenir avec un tel niveau de popularité ? Parce qu'ils contrôlent tous les pouvoirs, la Bourse, les médias, la magistrature, la police, l'armée, toutes les institutions, partis politiques institutionnels, ONG et syndicats, hormis les syndicalistes qui sont davantage au côté des travailleurs que de leurs appareils corrompus.

En famille, il assume.

- Hollande à Colombey, une première pour un président socialiste - AFP

François Hollande s'est rendu lundi après-midi à Colombey-les-Deux-Eglises (Haute-Marne), où il s'est recueilli sur la tombe du Général De Gaulle et devant la Croix de Lorraine, une première pour un président socialiste en exercice. AFP 13.06

Vert est mon business

- EELV élit son nouveau patron, espère un nouveau départ - Reuters

David Cormand a été élu samedi secrétaire national d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) au cours d'un congrès qui devait offrir un "nouveau départ" à la formation écologiste, d'après son porte-parole, Julien Bayou.

David Cormand, dont la motion a reçu 60,05% des voix, occupait ce poste par intérim depuis le départ d'Emmanuelle Cosse pour le gouvernement, le 11 février dernier.

"C'est un nouveau départ", a déclaré à Reuters Julien Bayou, qui a été confirmé samedi dans son rôle. "C'est un congrès qui acte une clarification sur une rupture très claire avec le gouvernement", a-t-il ajouté.

Divisé entre les "réformistes" pro-gouvernement et les "contestataires" favorables à une rupture claire avec le Parti socialiste, EELV a traversé en 2015 une année noire, marquée par le départ de plusieurs de ses responsables.

L'entrée d'Emmanuelle Cosse au gouvernement, où elle est désormais ministre du Logement, a achevé de plonger le parti dans la crise. Puis EELV a perdu fin mai son groupe à l'Assemblée nationale, après le départ de six de ses membres vers le groupe socialiste.

Dans un entretien au Point samedi, le député François de Rugy, ex-EELV, estime que le parti "s'enfonce dans une dérive gauchiste basée sur l'éthique protestataire".

"On est dans le registre du suicide politique", ajoute-t-il.

Une analyse que rejette Julien Bayou. "On est plutôt phénix que suicidaire", assure-t-il.

Fort de sa nouvelle équipe, EELV entend soutenir une candidature écologiste à l'élection présidentielle de 2017, qui pourrait

émaner de la société civile comme de son mouvement, indique son porte-parole. Reuters 13.06

Le chômage a dépassé les 15% officiellement.

- Les jeunes plus fréquemment au chômage, les seniors plus longtemps - AFP

Un jeune actif sur quatre était au chômage en 2015, contre seulement un senior sur quinze, mais les aînés restent en moyenne plus longtemps sans emploi, selon une étude publiée lundi par l'Insee.

L'année dernière, le taux de chômage des "15-24 ans" s'élevait à 24,0% et celui des "50 ans ou plus" à 6,8%, rapporte l'Institut national de la statistique dans sa "photographie du marché du travail en 2015".

Mais une fois au chômage, les seniors avaient plus de difficulté à retrouver un emploi: environ 60% des chômeurs seniors cherchaient du travail depuis plus d'un an (37% depuis plus de deux ans), contre 27% des jeunes chômeurs.

Par contre, lorsqu'ils avaient un emploi, les jeunes étaient beaucoup moins en CDI (44,9%) que les seniors (93,2%) et beaucoup plus souvent en sous-emploi (12,5% contre 5,5%). Cette catégorie regroupe des personnes en emploi qui souhaiteraient travailler davantage, essentiellement des personnes en temps partiel subi.

En moyenne, toutes classes d'âges confondues, 85,6% des salariés en emploi étaient en CDI. Quant au sous-emploi, il concernait 6,6% des travailleurs.

Plus globalement, 28,4 millions de personnes de 15 à 64 ans étaient en 2015 sur le marché du travail en métropole, qu'elles aient ou non un emploi, soit 71,5% de la tranche d'âge. Parmi elles, 2,9 millions étaient au chômage, soit un taux de 10,0% (10,4% avec l'outre-mer).

Outre les chômeurs, 1,4 million de personnes faisaient partie du "halo autour du chômage", c'est-à-dire qu'elles souhaitaient travailler mais n'étaient pas comptabilisées comme chômeuses parce qu'elles ne cherchaient pas activement ou n'étaient pas disponibles immédiatement.

Chômeurs et "halo" confondus, 4,3 millions de personnes étaient sans emploi et souhaitaient travailler en 2015. AFP 13.06

Donc officiellement le chômage aurait dépassé les 15%.

France. L'Etat policier nous soûle.

- La Cour des comptes condamne la « tolérance » de l’Etat sur l’alcool - LeMonde.fr

Les politiques publiques de lutte contre les consommations nocives d’alcool en France sont peu efficaces, estime la Cour dans un rapport. LeMonde.fr 13.06

Un message aux médias qui en cache un autre.

- La CIA va publier des documents confidentiels sur le 11/9 - Reuters

Le directeur de la CIA a déclaré dimanche matin que les 28 pages confidentielles d'un rapport du Congrès américain sur les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis seraient publiées et qu'elles exonéreraient l'Arabie saoudite de toute responsabilité.

John Brennan s'exprimait dans le cadre d'un entretien accordé à la chaîne de télévision saoudienne Arabiya TV. Le rapport en question date de 2002.

"Ces 28 pages vont, je pense, être rendues publiques et je crois que c'est une bonne chose. Elles ne doivent pas être considérées comme des preuves de complicité saoudienne dans les attentats", a-t-il déclaré, selon une transcription fournie par la chaîne. Reuters 12.06

- Extrémisme: Clinton dénonce Arabie Saoudite, Koweït et Qatar - AFP

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a dénoncé lundi 13 juin le rôle de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Koweït dans le financement mondial de l'idéologie extrémiste, au lendemain de l'attentat d'Orlando mené par un tireur qui avait prêté allégeance à l'organisation Etat islamique. Clinton a affirmé qu'il est essentiel de parvenir à "empêcher les terroristes

d'obtenir des armes". AFP 14.06

Bienvenue en oligarchie

Il y aurait selon eux les "bonnes inégalités" et les mauvaises, les «bonnes» et «mauvaises» mères célibataires, comme il y aurait les bons et les mauvais capitalistes, banquiers, patrons... Le monde est tel qu'il est et personne n'y peut rien, il faut s'y faire, et puis il faut de tout pour faire un monde, etc. la démagogie poussée au-delà du grotesque.

- La France a besoin de plus d'inégalités

Il faut de plus fortes et bonnes inégalités, elles permettront la croissance qui donnera les moyens de combattre les mauvaises inégalités. Slate.fr

- Non, l'article 2 de la loi Travail n'est pas un retour au Moyen Âge - Slate.fr

C'est pire encore ?

- La longue et tragique histoire des attentats contre les communautés homosexuelles aux Etats-Unis

Avant le Pulse, il y avait eu UpStairs Lounge, le Backstreet café, l'Otherside Lounge ou le Neighbours.Le massacre dans une boîte de nuit LGBT d'Orlando, le Pulse, qui a fait au moins 50 morts, n'est que le dernier chapitre d'une longue histoire de violences dans des clubs et des bars... Slate.fr

On n'en a strictement rien à foutre. On a d'autres priorités.

Tenez, il se pourrait que ma compagne Selvi perde son boulot, la riche italienne qui l'employait a disparu depuis une semaine, les policiers sont venus à trois reprises à son domicile pour mettre la main dessus, apparemment elle n'avait pas renouvelé son visa depuis 10 ans. En principe elle reçoit sa paie le 15 du mois, donc demain. Si Selvi perd ce boulot notre revenu total va baisser brutalement de 30%, passant de 25 à 18.000 roupies, soit environ 240 euros, sachant qu'on dépense en moyenne entre 12 et 15.000 roupies par mois, on ne pourra plus économiser une roupie pour se soigner, s'habiller, etc. on pourra tout juste survivre et encore.

Les histoires de LGBT, c'est bon pour les nantis, les petits bourgeois décomposés d'extrême gauche.

- Avant Orlando, les LGBT étaient déjà la cible de Daech en Irak et en Syrie - Slate.fr

- Orlando : la classe politique française montre sa carence honteuse

Pour Didier Lestrade, figure de la cause LGBT, les réactions à la tuerie d'Orlando soulignent la non-dits de la société française.

L'universalisme français, de droite ou de gauche, s'est tellement opposé au concept communautaire qu'il a banni les mots qui l'accompagnent.

La classe politique française montre ainsi sa carence honteuse dans la représentation des minorités. On l'a vu avec les musulmans. Aujourd'hui, c'est les pédés.

Nous n'avons pas besoin d'être protégés par la police devant nos clubs.

Orlando marque l'incapacité de la société française à comprendre ce que nous sommes, gays, lesbiennes, bi et trans. Nous ne sommes pas égaux, la droite nous déteste et la gauche ne nous aime pas non plus. Liberation.fr

L'intelligence est décidément une faculté très inégalement répartie sur terre, au point que ce sont ceux qui en manquent singulièrement ou qui sont les plus dégénérés, qui contrairement aux apparence semblent en posséder le plus pour imposer leur orientation à la société.

Contrairement à ce qui est écrit plus haut, les partis institutionnels et particulièrement ceux de gauche et d'extrême gauche n'ont pas banni le "concept communautaire", ils l'ont plutôt cultivé et élevé au rang de vertu suprême pour supplanter la lutte des classes.

- Arrêtons de hiérarchiser les «bonnes» et «mauvaises» mères célibataires

Il est idiot de dénigrer celles qui ont choisi d'élever leurs enfants toutes seules. Slate.fr

C'est le must pour les représentants de cette classe dont les relations ou liaisons sont de l'ordre de la prostitution...

Vous aurez remarqué qu'ils prennent systématiquement le parti des minorités, qui souvent sont les plus mal loties, à les entendre leur statut serait enviable ou elles constitueraient un modèle qu'il oppose à celui de la majorité qu'ils s'emploient systématiquement à détruire...

- Stressez un bon coup, vos neurones vous diront merci

À quelques jours du lancement des épreuves du baccalauréat, cette information ne peut pas faire de mal. Le stress, c'est bon pour la santé. Il suffit simplement de le consommer avec modération. Slate.fr

- Xbox One S, Project Scorpio : Microsoft annonce deux nouvelles consoles dans la gamme Xbox

Disponible dès août 2016, le premier modèle de Xbox One sera plus petit, plus léger et compatible avec la norme d'affichage 4K. Le second sera compatible réalité virtuelle. LeMonde.fr

- Comparé aux animaux, l'homme n'a rien d'exceptionnel

Plusieurs études démontrent que les capacités humaines ne sont pas si extraordinaires.Charles Darwin se retourne dans sa tombe. Malgré tous les efforts consentis ces deux derniers siècles par sa théorie de l'évolution dans le but de placer l'être humain au-dessus de toutes les autres espèces... Slate.fr

Surtout les hommes de votre espèce...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

Brésil : manifestations réclamant le départ de Michel Temer - euronews.com

Des rassemblements de soutien à Dilma Rousseff ont eu lieu vendredi dans les grandes villes brésiliennes, comme ici à Rio. Les manifestants réclament le départ du président par intérim Michel Temer, soupçonné de corruption, et espèrent un retour de la présidente. Le Sénat devrait se prononcer définitivement mi-août sur la destitution de Dilma Rousseff. euronews.com 12.06

2- Mexique

- Mexique: violences suite à l'arrestation d'un syndicaliste enseignant - euronews.com

Des heurts entre policier et enseignants syndiqués ont éclaté dans la nuit de samedi à Dimanche. Les raisons de leur colère: l'arrestation de Ruben Nunez, une figure du syndicalisme enseignant. La justice l'accuse de détournement de fonds et de blanchiment d'argent. Mais au sein des rangs du CNTE, le sydicat de Mr Nunez, il s'agit d'un coup de force politique.

"Je leur dis, au gouvernement, que nous ne sommes pas prêts d'abandonner notre combat. Et notre leader et secrétaire général, le camarade Nunez, où que tu sois sache que les travailleurs de l'éducation te soutiennent fortement", a promis Juan Garcia, un des leaders de l'organisation.

Ruben Nunez a été arrêté dimanche et transféré à la prison de Sonora dans le Nord-Ouest du pays. Un autre syndicaliste enseignant a été arrêté, Francisco Villalobos. Leur syndicat, le CNTE, s'oppose depuis 2013 à une réforme de l'éducation voulue par le gouvernement du Président Pena Nieto. euronews.com 12.06

ECONOMIE

BCE

La BCE entame au pas de charge ses achats de dette d'entreprise - Reuters

La Banque centrale européenne a annoncé lundi avoir acheté pour 348 millions d'euros d'obligations d'entreprise lors de la première journée de mise en oeuvre de son nouveau programme d'assouplissement quantitatif, un montant bien supérieur aux attentes qui illustre sa détermination à agir autant que possible pour soutenir la croissance et l'inflation.

Ces achats équivaudraient à plus de sept milliards d'euros par mois si le rythme du premier jour était maintenu, mais cela ne devrait pas être le cas. Ils indiquent néanmoins que la BCE entend faire taire les interrogations sur sa capacité à acheter pour plus d'un milliard d'euros par mois d'obligations "corporate".

Annoncé en mars pour renforcer le programme d'assouplissement quantitatif (quantitative easing, QE) d'un montant total de 1.740 milliards d'euros d'ici mars 2017, le "programme d'achats de titres du secteur des entreprises" (corporate sector purchase programme, CSPP) a été mis en oeuvre mercredi dernier. Il porte sur des obligations émises par des entreprises privées notées en catégorie d'investissement.

En faisant baisser les coûts de financement des entreprises, ils visent à favoriser l'investissement et la croissance de l'activité du secteur privé.

"Il ne faut pas sur-interpréter les chiffres d'une seule journée car la BCE a sciemment réalisé ces achats dans le but d'adresser un signal le lundi suivant", a commenté Michal Jezek, responsable de stratégie crédit de Deutsche Bank. "Ce signal semble confirmer nos prévisions, à savoir que la BCE a l'intention de procéder à des achats importants d'obligations d'entreprise."

"Je ne pense pas qu'elle maintienne ce rythme-là sur le marché secondaire. Si c'est le cas, avec des achats sur le primaire en plus, ce serait une grosse et bonne surprise", a-t-il ajouté.

Les taux d'intérêt, notamment pour les petites et moyennes entreprises des pays "périphériques" de la zone euro ont fortement baissé, a noté de son côté Erik Nielsen, chef économiste d'UniCredit, les taux pratiqués en Italie pour les prêts allant jusqu'à cinq ans revenant pratiquement au même niveau que ceux en vigueur en Allemagne alors qu'un écart de 130 à 140 points de base les séparait il y a deux ans.

La dette d'entreprise non financière "investment grade" de la zone euro affichait en fin de semaine dernière un rendement de 1,113%, contre 1,6% environ en mars lors de l'annonce du CSPP par la BCE. Reuters 13.06

Quand ils évoquent la Chine, ils parlent de dumping social, mais eux se livrent à un dumping financier. Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais...

Haut de page

Le 15 juin 2016

CAUSERIE

On va ralentir le rythme, histoire d'avoir davantage de temps pour penser.

Pour croire à la gauche, il faut être de droite.

Comment se faire passer pour quelqu'un de droite, quand on était de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche.

Comment se faire passer pour quelqu'un de gauche, quand on était de droite en se faisant passer pour quelqu'un de gauche.

Si vous avez compris qu'il s'agissait des mêmes personnes, bravo !

Suite de l'article d'hier sur le 11/9.

Coïncidence, hier j'ai publié un article sur le 11 septembre 2001, et ce matin je découvre que le blog Les Crises venait de faire de même, mais en soutenant la théorie officielle de l'avion qui se serait écrasé sur le bâtiment du Pentagone.

Tout comme Jean-pierre Desmoulins, Olivier Berruyer du blog Les Crises expose un certain nombre d'arguments pour soutenir sa théorie en refusant d'aborder ceux qui la mettent en pièces.

- Les « théories fumeuses » du 11 Septembre : Le Pentagone - Les crises.

Extraits.

6-1. Les témoins.

...nous avons pu constituer une première liste de témoins oculaires affirmant qu'un Boeing s'est bien précipité contre le Pentagone ce 11 septembre au matin. Nos contacts personnels à Washington, la consultation de la presse locale écrite et télévisée des 11 et 12 septembre ont permis en l'espace de trois jours de répertorier dix-huit personnes, vivant dans la région d'Arlington ou à Washington, et facilement joignables en consultant les annuaires locaux. Il s'agit des personnes suivantes, qui décrivent toutes, avec de nombreuses similitudes, la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone

Dans le cas présent, interroger de manière détaillée certains témoins présentait une difficulté de principe : puisque le Pentagone abrite près de 23 000 employés du ministère de la Défense, une partie non négligeable des témoins présents dans l'environnement de la bâtisse, le 11 septembre au matin, appartenaient au personnel de cette administration. Nos contacts personnels à Washington, la consultation de la presse locale écrite et télévisée des 11 et 12 septembre ont permis en l'espace de trois jours de répertorier dix-huit personnes, vivant dans la région d'Arlington ou à Washington, et facilement joignables en consultant les annuaires locaux. Il s'agit des personnes suivantes, qui décrivent toutes, avec de nombreuses similitudes, la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone. Fin.

Outre les copier/copier de certaines portions de phrases (la trajectoire de l'avion avant l'impact contre le Pentagone), rien ne nous dit s'ils ont réellement rencontrés ces personnes ou s'il s'agit de témoignages rapportés dans la presse locale écrite ou à la télévision. On ignore également dans quelles conditions auraient eu lieu ces entretiens. On ignore également si ces témoins ont un lien de près ou de loin avec le Pentagone. Ces témoignages renvoient à des liens qui sont tous en réalité des médias acquis à la thèse officielle du 11 septembre 2001.

Donc rien de nouveau de ce côté-là. Cela va m'inciter à faire des recherches sur ce point précis quand j'en trouverai le temps. A suivre.

Le passage suivant est plus cocasse, mais plus sérieux, car là au moins nous sommes en présence d'un fait établi ou irréfutable, qui hélas ne pêche pas vraiment en faveur de la théorie officielle : le FBI a confisqué les 85 films de caméras de surveillance de la zone couvrant le périmètre du Pentagone !

Pourquoi ?

6-2. Les images

Hélas, aucune caméra n'était tournée correctement à ce moment-là pour filmer clairement l'impact sur le Pentagone.

Le FBI a saisi 85 films de caméras de surveillance de la zone, n'en révélant qu'une partie, sur lesquels rien de totalement probant n'est hélas visible.

Ceci alimentant les rumeurs complotistes, et à la demande officielle d'un citoyen américain, la justice a demandé à un agent assermenté du FBI, Jacqueline Maguire, de lui faire un compte-rendu de ces 85 vidéos.

Résultat : sur les 85 vidéos :

72 ne montraient pas le Pentagone, ou ne montraient pas le site du crash ou l'impact de l'avion

13 montraient le site du crash, mais 12 ne le faisait qu'après l'impact, et une seule montrait le crash, celle du parking.

Cette vidéo était double vidéo, et les deux ont été rendues publiques et filmaient bien l'impact, sauf que, s'agissant de caméras de surveillance d'un parking, leur taux de rafraîchissement n'était que d'une image par seconde ; hélas, les seuls éléments discernables sont des formes indistinctes et de la fumée blanche.

Pourtant, je trouve qu'on y discerne quand même bien l'avion... Fin.

On aura admiré "quand même" avec beaucoup d'imagination "des formes indistinctes" peuvent se transformer en un avion, en guise de certitude ou de preuve vous admettrez qu'on peut guère trouver pire.

Le propriétaire de ce blog, Olivier Berruyer, un économiste de formation, en a changé l'orientation qui était dédiée à l'économie pour s'improviser géopoliticien, Géo trouve tout, quoi ! Il paraît que ce blog demeure le plus visité en France pour ses analyses économiques, et qu'il figure parmi les 100.000 blogs ou portails les plus fréquentés de la planète, il a donc acquis une certaine notoriété.

Le portail OJIM rapporte que monsieur Berruyer était il y a peu de temps encore "l'invité régulier de nombreux médias", dont BFM Business, France 3, Radio Ici & Maintenant, France 24, etc. bien qu'il soit connu pour ses positions anti-néolibérales ou qu'il tienne un discours similaire à celui des souverainistes, des nationalistes, des opposants à l'UE, jusqu'au jour où il commis l'erreur fatale ou que ne lui pardonnent pas les médias aux ordres dont Le Monde et Libération notamment, mais aussi Mediapart, d'avoir pris fait et cause pour la Russie contre l'Ukraine, autrement dit de s'attaquer à la propagande de l'Otan, ce qui lui valu du jour au lendemain de violentes attaques et de figurer parmi les "conspirationnistes", ce qu'apparemment il n'a pas supporté.

On pourrait ajouter que pour avoir comme clients en tant qu'actaire (analyste si vous préférez) des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, qui le font vivre car ce n'est pas avec son blog qu'il aurait le train de vie d'un économiste, il se peut qu'il ait connu quelques difficultés avec ces clients au point de vouloir se racheter ou regagner la confiance des uns et des autres, d'où cette idée d'articles sur le 11 septembre 2001 qu'ils approuveront tous assurément.

En recoupant tous ces éléments et en les rapprochant de ces articles dans lesquels il visait le principal protagoniste de la théorie sur le Pentagone niant l'existence d'un avion dans l'attaque contre le Pentagone et catalogué comme" complotiste", Thierry Meyssan, le fondateur du Réseau Voltaire, qui est lui-même un géopoliticien réputé mondialement, il se pourrait que monsieur Berruyer envisage de revendre son blog ou en bon démagogue qu'il est, il ait décidé de modifier l'image que ses pairs ont de lui pour à nouveau être présentable à leurs yeux et être à nouveau invité sur les plateaux de télévision. On se souvient que le blog Rue89 était étiqueté plutôt à gauche, jusqu'au jour où il fut racheté par le Nouvel Observateur qui était franchement à droite, ce qui révéla aux naïfs qu'ils avaient été manipulés, tout comme Libération.

Nous vivons dans un monde glauque où domine l'imposture et la désinformation, la démagogie et le mensonge, aussi faut-il se méfier ou vaut-il mieux s'y reprendre à deux fois avant de caractériser quelqu'un, avant d'accorder sa confiance à qui que ce soit, avant de s'associer à quoi que ce soit, sinon on prend le risque de se faire manipuler.

Vaut mieux toujours prendre du recul, prendre le temps de réfléchir, s'y reprendre à plusieurs fois si nécessaire, rien ne presse, et dans le doute vaux mieux encore s'abstenir ou avouer son ignorance, ce qui n'est pas un crime, sauf bien sûr quand on a une haute opinion de sa petite personne.

Brexit. Les dés sont pipés.

Grille de lecture.

- Devinez pourquoi nous n'avons pas utilisé cet argument. C'est le milliardaire Rupert Murdoch qui vous fournit la réponse.

- Je m'étais contenté de dire que si c'était Cameron, le représentant de l'oligarchie au pouvoir, qui avait pris cette initiative d'un référendum, c'était qu'il y avait anguille sous roche et qu'en aucun cas il avait pris cette décision seul, c'était totalement impensable, elle lui avait été forcément dictée par l'oligarchie qui souhaitait que la Grande-Bretagne rompt avec l'UE, reste à savoir exactement pourquoi ou qu'est-ce que cela présage dans un proche avenir, rien de bon au regard de la propagande de guerre incessante de l'OTAN montant l'UE contre la Russie, voyez l'actualité qui le confirme quasi quotidiennement. A moins que cela précède l'effondrement financier de l'UE qui favoriserait ensuite l'adoption du traité transatlantique de libre-échange que la Grande-Bretagne s'empresserait également de ratifier.

Le second scénario peut précéder ou précipiter le premier (une guerre).

Autre explication possible, ce serait pour obliger la pseudo-gauche britannique et les syndicats corrompus à constituer une sorte d'union nationale avec les conservateurs et Cameron, afin de pouvoir appliquer une politique encore plus réactionnaire. Mais le prix semble un peu fort au regard de l'onde de choc incontrôlable que pourrait déclencher la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, encourageant d'autres pays à l'imiter, quoique pratiquement aucun parti suffisamment puissant ou susceptible d'accéder au pouvoir dans aucun pays n'envisage sérieusement de rompre avec l'UE, donc ce risque demeure limité pour ne pas dire insignifiant à l'heure qu'il est.

- Le camp du Brexit, soutenu par le Sun, creuse l'écart - Reuters

A neuf jours du référendum du 23 juin, quatre nouveaux sondages donnent mardi jusqu'à sept points d'avance aux partisans d'un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne tandis que le Sun, principal titre de la presse tabloïd, appelle ses lecteurs à voter en faveur du Brexit.

"BeLEAVE in Britain", peut-on lire en toutes lettres en une du tabloïd aux 4,5 millions de lecteurs. Un jeu de mots qui phonétiquement signifie "croire en la Grande-Bretagne" tout en comprenant le terme "sortie (de l'UE)".

"Nous sommes sur le point de prendre la plus grande décision politique de nos vies. Le Sun exhorte aujourd'hui tout le monde à voter pour la SORTIE" lors du référendum du 23 juin, écrit le quotidien populaire, propriété de Rupert Murdoch, le magnat australo-américain des médias.

Entravé par "l'expansion sans relâche de l'Etat fédéral allemand", le futur du Royaume-Uni serait "bien plus sombre" au sein du bloc des 28, poursuit le journal, qui voit dans un Brexit l'opportunité de "réaffirmer" une souveraineté compromise par la "dictature de Bruxelles".

"C'est notre chance de rendre la Grande-Bretagne encore meilleure, de reprendre notre démocratie, de préserver les valeurs et la culture dont nous sommes fiers à juste titre", argumente le Sun, premier quotidien national britannique à prendre aussi franchement position en faveur du Brexit.

"The Sun appelle chacun à voter 'Leave'. Nous devons nous libérer de la dictature bruxelloise", écrit le tabloïd de Rupert Murdoch, premier titre de la presse quotidienne britannique avec une diffusion de 1,7 million d'exemplaires.

Pour tenter d'inverser la tendance, les partisans du statu quo s'apprêtaient à lancer une nouvelle offensive mardi avec un rassemblement au siège de la grande confédération syndicale, le Trade Union Congress (TUC).

La réunion devait rassembler plusieurs responsables du Labour, le principal parti d'opposition, dont son président Jeremy Corbyn, régulièrement accusé de ne pas en faire assez pour mobiliser ses troupes.

Dans un communiqué commun publié mardi, de hauts responsables travaillistes ont mis en garde contre les conséquences d'une éventuelle sortie de l'UE, qui pourrait coûter selon eux 525.000 emplois dans le secteur public.

"Si nous quittons (l'UE), le choc ressenti par notre économie pourrait se traduire par un trou noir de 40 milliards de livres dans nos finances publiques", écrivent-ils, alors que la livre sterling était sous pression sur les marchés des changes.

En fin de journée, la campagne référendaire donnera lieu à une nouvelle joute oratoire avec un débat Telegraph-Huffington Post-YouTube opposant le conservateur Boris Johnson, chef de file des partisans du Brexit, et Alex Salmond, député du parti indépendantiste écossais SNP, pro-européen. Reuters 14.06

- Les adversaires du «Brexit» parlent comme si la disparition de leur pays était imminente - Arrêt sur Info

Les adversaires du Brexit ont mobilisé, les dernières semaines, tout le beau monde dans l'univers des «élites». D'abord, le président des Etats-Unis Obama et la directrice du FMI Lagarde déconseillaient de quitter l'UE et prévoyaient pour le Royaume Uni une catastrophe économique. Maintenant, des «scientifiques» ont levé leur voix, comme par exemple Stephen Hawking. Son «argument»: «Les temps sont passés où nous pouvons survivre seuls contre le monde. Nous devons faire partie d'un assez grand groupe de nations, tant pour notre sécurité que pour notre commerce.»

«Historians for Britain in Europe»

Plus de 300 «historiens» du pays se sont adressés au public, avec un bref texte dans «The Guardian». Leur «porte-parole» fut invité quelques jours plus tard au bureau du ministre britannique des Finances, pour y présenter leurs avis. Les 300 «historiens» s'appellent «Historians for Britain in Europe» et font ainsi opposition contre les «Historians for Britain», prônant la sortie de l'UE ou bien d'envisager de nouvelles négociations avec l'UE. Les «historiens» pour la Grande-Bretagne dans l'UE disent qu'en restant membre de l'UE «la cohésion de notre continent dans un monde dangereux» serait renforcée.

La question est de savoir si les allégations de Stephen Hawking ou des «historiens» britanniques ont affaire avec l'UE réellement existante, et si la Grande-Bretagne y a sa place en tant que membre ou non. Ces «scientifiques» ont-ils oublié que l'UE n'est pas l'Europe? Ces «historiens» ont-ils pensé au fait que cette construction intellectuelle d'un appareil bureaucratique de pouvoir supranational, qui s'appelle Union européenne, avec ses intrusions permanentes dans des Etats souverains, contredit tous les enseignements qu'on peut tirer de l'histoire européenne? Telles que l'aspiration inconditionnelle à la liberté, le droit et la démocratie, donc dans des Etats-Nations souverains, libertaires et démocratiques où règne le droit?

(Sautons à la conclusion - LVOG)

L'Europe a besoin d'une nouvelle base. Une base orientée vers le futur. Le retour aux temps avant l'existence de l'UE n'a aucune perspective. Personne ne veut sérieusement retourner avant 1945. Pourquoi ne pas élaborer une «Charte pour l'Europe», inspirée de la Charte des Nations Unies? Un Conseil de l'Europe nouvellement constitué pourrait y fournir le cadre institutionnel. Arrêt sur Info 14.06

En complément.

Dans une récente causerie, j'étais revenu sur la soumission de ces intellectuels au capitalisme et à l'ONU. Ce sont des anti-impérialistes à géométrie variable, dont finalement l'orientation politique est fonction de leurs besoins qu'ils sentent menacés par l'impérialisme américain, et le souci qu'ils affichent du sort du reste du monde ne leur sert qu'à se donner bonne conscience, c'est leur caution humaniste en quelque sorte.

- Après la France et l'Amérique, l'ONU à genoux devant les coupeurs de têtes - Arrêt sur Info

C'est un fait sans précédent qui en dit long sur l'état de déliquescence d'un monde dont les pays et les organisations internationales sont contrôlés par des dirigeants lâches et corrompus. Alors qu'il venait de publier un rapport mettant en cause la coalition menée par l'Arabie Saoudite pour sa responsabilité dans la mort de centaines d'enfants au Yémen, le secrétaire général de l'ONU fait soudainement volte-face et retire l'Arabie Saoudite de la liste.

Dans son rapport annuel sur le sort des enfants dans les conflits armés (1), le secrétaire général des Nations-Unies, Monsieur Ban Ki-Moon écrit: « L'ONU a établi que le nombre d'enfants tués et blessés avait sextuplé par rapport à 2014, avec un total de 1 953 victimes (785 enfants tués et 1 168 blessés). Plus de 70 % étaient des garçons. »

L'ONU et son secrétaire général mettent précisément en cause les responsables: » Soixante pour cent des victimes (510 morts et 667 blessés) ont été imputées à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et 20 % (142 morts et 247 blessés) aux houthistes. Dans 324 cas, il n'a pas été possible d'identifier la partie responsable. »

On peut difficilement être plus précis. D'ailleurs, dans l'introduction du rapport, il est écrit:« L'Organisation des Nations Unies a vérifié l'exactitude de toutes les informations consignées dans le présent rapport et ses annexes… Le présent rapport et ses annexes sont le fruit de vastes consultations menées au sein du système des Nations Unies, au Siège et sur le terrain, et avec les États Membres concernés. »

En résumé, l'ONU a enquêté, vérifié, recoupé et établi que la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, ce grand défenseur des droits de l'homme qui coupe les têtes et lapide les femmes, est directement responsable de la mort de 510 enfants au Yémen.

Dans l'annexe I du rapport, figure donc une liste:

« Liste des parties recrutant, utilisant, tuant, mutilant ou enlevant des enfants, les violant ou commettant d'autres formes de violences sexuelles à leur encontre, ou attaquant des écoles ou des hôpitaux dans des situations de conflit armé dont le Conseil de sécurité est saisi. »

Et dans cette liste, à la rubrique « Yémen » figurent: le mouvement houthiste, les forces gouvernementales, Al-Quaïda et… « La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite »

Une volte-face inédite et surréaliste:

A peine le rapport de l'ONU sorti, les dirigeants Saoudiens, grands défenseurs des droits de l'homme devant l'Eternel, font chauffer leurs téléphones. Quoi ? Comment ? Nous on ne tue pas les enfants, on les aime, on les adore. Il n'y a qu'à venir voir comment on les traite chez nous. Surtout ceux qui volent et dont on coupe les mains. Alors vous allez enlever immédiatement notre nom de cette liste ou vous allez voir de quel bois on se chauffe.

C'est Ban Ki-Moon lui même qui avoue en pleurnichant avoir agit sous la pression des monarques enturbannés: « La décision de retirer la coalition de la liste noire a été l'une des plus douloureuses et difficiles que je n'aie jamais prises », s'est-il justifié au cours d'une conférence de presse.

Ah bon, mais pourquoi avoir retiré l'Arabie Saoudite de la liste alors ? Et bien tout simplement parce qu'on lui a fait un chantage:

« J'ai aussi dû tenir compte de la perspective très réelle de voir des millions d'autres enfants souffrir gravement si, comme cela m'a

été suggéré, certains pays supprimaient des financements à plusieurs programmes de l'ONU. Il y a des enfants déjà vulnérables en Palestine, au Soudan du Sud, en Syrie, au Yémen. Il est inacceptable pour des Etats membres d'exercer des pressions injustifiées »

En d'autres termes, les Saoudiens lui ont dit, soit tu retires notre nom, soit on te coupe la tête. Non, on déconne, soit on te coupe les vivres.

On arrive donc à une situation surréaliste où le secrétaire générale de l'ONU vient nous expliquer que pour le bien de certains enfants, il décide de ne pas mentionner le nom du bourreau d'autres enfants, tout simplement parce que ce bourreau est un gros enculé, pardon, un gros financeur. Exactement comme si un état renonçait à juger un terroriste sous prétexte qu'il a placé beaucoup d'argent chez lui.

Quoi ? Comment ? C'est déjà le cas ?

Un chantage à 750 milliards de dollars

Au Etats-Unis, un projet de loi est en préparation qui permettrait aux familles des victimes du 11 septembre de traîner devant les tribunaux les dirigeants de l'Arabie Saoudite afin de d'obtenir des dommages et intérêts. (2)

Pour ceux qui l'ignorent encore, 15 des 19 terroristes impliqués dans les attentats du 11 septembre étaient ressortissants d'Arabie Saoudite. Pour ceux qui l'ignorent encore, l'Arabie Saoudite a largement contribué au financement d'Al-Quaïda. Enfin, pour ceux qui ne savent ni lire, ni écrire et qui n'ont jamais entendu parler du 11 septembre, 28 pages du rapport rédigé par les autorités américaines suite aux attentats sont classées et n'ont jamais été publiées car elle mettent en cause l'Arabie Saoudite dans le financement et l'organisation des attentats.

Dans l'émission « 60 minutes » de CBS (3), Bob Graham, un ex-sénateur ayant pu lire les pages confidentielles confirme toutes ces informations.

A peine ce projet de loi connu, les dirigeants saoudiens ont immédiatement sorti l'artillerie lourde et ils ont dit en substance aux américains: attention, si vous sortez cette loi permettant à votre justice de demander des comptes à nos dirigeants, nous retirons tous nos avoir chez vous, soit environ 750 milliards de dollars…

Immédiatement, Barak Obama s'est déclaré opposé à ce projet de loi.

Finalement le terrorisme arrange tout le monde

Au nom de la lutte anti-terroriste, les Américains sont donc capables d'envahir des pays, de massacrer des centaines de milliers de personnes. Ils sont aussi capables de créer des zones de non-droit pour y enfermer sans jugement des personnes qui n'ont jamais commis un seul attentat. Au nom de la lutte anti-terroriste, la France met sur écoute toute sa population, elle institutionnalise l'état d'urgence, mais elle est aussi capable de bombarder des pays souverains en y tuant, elle aussi des enfants. Au nom de la protection des enfants, l'ONU, sous la signature de son secrétaire général publie un rapport accablant pour ceux qui tuent ou mutilent des enfants.

Mais au nom du réalisme politique, les Américains renoncent à publier un rapport qui met en cause l'Arabie Saoudite dans les attentats du 11 septembre. Mais au nom du réalisme politique, la France offre la légion d'honneur aux dirigeants Saoudiens. Mais au nom du réalisme politique, l'ONU enlève de sa liste noire des pays tueurs d'enfants l'Arabie Saoudite. C'est du vraiment du réalisme ? Ne serait-ce pas plutôt de la lâcheté ou de la corruption ?

Qui finance l'Arabie Saoudite ? Les pays occidentaux qui lui achètent du pétrole.

Qui arme l'Arabie Saoudite ? Les pays occidentaux au premiers rangs desquels l'Amérique et la France qui lui vendent des armes.

Il est clair aujourd'hui que la menace terroriste est entretenue pour maintenir les peuples dans la peur et leur imposer une restriction de leurs libertés sans précédent. Il est clair également que la menace terroriste permet aux puissances coloniales d'envahir des pays souverains, d'y semer la terreur et le chaos afin de s'approprier leurs ressources.

Les pilotes Saoudiens du 11 septembre, les prisonniers de Guanatanamo, les Merah, Coulibaly ou Salah, tous ces terroristes en herbe ne sont que la face visible d'une organisation beaucoup plus importante et beaucoup plus puissante qui gère le terrorisme à l'échelle mondiale mais que personne, pas même l'ONU n'ose mettre en cause.

Alors de deux choses l'une. Soit c'est l'Arabie Saoudite et son régime qui compte parmi les plus sanguinaires de la planète

qui gouverne le monde avec ses pétrodollars. Soit la vague terroriste sans précédent que nous connaissons depuis 15 ans arrange bien nos dirigeants et en aucun cas, ils ne veulent punir le vrai coupable qu'ils connaissent parfaitement.

A bien y réfléchir, les deux ne sont pas vraiment incompatibles. Arrêt sur Info 11.06

L'auteur de cet article pourrait ajouter à la liste des complices les intellectuels qui refusent de rompre avec les régimes qui sévissent dans leur pays, qui jusqu'à preuve du contraire leurs permettent de vivre confortablement, car n'étant pas vraiment ou directement frappés par les souffrances ou malheurs qui s'abattent sur tous les peuples.

Dossier loi Travail

Deux autres journées d'action ont été programmées les 23 et 28 juin...

Le camp naturel des olimédiarques.

Les non-manifestants du 14 juin - Liberation.fr

Bataille de chiffres sur la mobilisation anti-loi Travail - Reuters

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté mardi à Paris à l'appel de la CGT et de Force ouvrière (FO), qui voulaient montrer que l'opposition à la loi Travail ne plie pas, mais la mobilisation donne lieu à une bataille de chiffres.

FO a revendiqué en fin de journée un million de manifestants dans la capitale, tandis que la police dénombrait 75.000 à 80.000 personnes.

La CGT a évalué pour sa part le nombre des manifestants à 1,3 million dans toute la France et le ministère de l'Intérieur à 125.000 à 130.000, dont 50.000 en province.

Les sept organisations syndicales et de jeunesse mobilisées espéraient une participation supérieure à celle du 31 mars, qui avait marqué un pic avec 400.000 manifestants en France selon la police, et 1,2 million selon les syndicats.

Fort de cette nouvelle mobilisation, qui a été émaillée d'incidents provoqués par des "casseurs", "le gouvernement a tort de ne pas vouloir discuter et de faire des a priori à toute discussion", a déclaré Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, à la presse.

"J'espère que vendredi, on enlèvera tous ces a priori et que la discussion permettra d'avancer", a-t-il dit en évoquant sa rencontre prévue avec la ministre du Travail Myriam El Khomri.

Pour la "manifestation nationale" dans la capitale, une foule nombreuse s'est ébranlée de la place d'Italie jusqu'aux Invalides, derrière une pancarte proclamant "Pour le retrait. Pour de nouveaux droits".

Une fois de plus, plusieurs centaines de jeunes cagoulés d'extrême gauche se sont livrés à des débordements en se livrant dès le départ du cortège à des dégradations et en lançant des projectiles sur les forces de l'ordre.

Des heurts se sont poursuivis notamment devant l'hôpital Necker, qui accueille des enfants malades et où des vitres ont été brisées, devant le musée de l'armée, ainsi que sur l'esplanade des Invalides.

Tout au long du défilé, des poubelles ont été brûlées, des vitrines brisées, et les policiers ont répliqué avec des gaz lacrymonèges et des canons à eau.

Selon la préfecture de police de Paris, 58 personnes ont été interpellées pour jets de projectiles et dégradations, notamment pris sur un chantier, et port d'arme prohibée. Vingt-neuf policiers et ont manifestants ont été également blessés.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a dénoncé des "sauvageons" qui ont crié leur haine de la police alors que deux fonctionnaires ont été tués lundi à Magnanville (Yvelines), lors d'une attaque revendiquée par l'Etat islamique (EI).

"Nous avons vu des manifestants crier 'un policier, une balle' (...) après ce qui s'était passé hier. Cela n'a que trop duré !", a-t-il dit sur France 2.

Bernard Cazeneuve leur a également reproché d'avoir brisé des vitres de l'hôpital Necker alors que l'enfant des policiers tués dans les Yvelines y a été admis.

Dans la soirée, 150 à 200 manifestants cagoulés et vêtus de noir ont brisé des panneaux publicitaires et incendié deux véhicules du service Autolib, rue Saint-Maur, dans le XIe arrondissement de Paris, a-t-on constaté sur place.

L'afflux de manifestants venus de province à Paris n'a pas empêché la tenue de défilés dans quelques autres villes.

Entre 6.000 personnes, selon la police, et 30.000 selon les syndicats, ont ainsi défilé à Toulouse (Haute-Garonne), pour demander le retrait de la loi Travail.

"Nous ne perdons pas espoir de faire plier le gouvernement car on a déjà vu dans le passé des lois votées mais pas mise en application", a déclaré Bernard Dedeban, secrétaire départemental de la FSU.

A Marseille, environ 140.000 personnes ont également manifesté, selon la CGT, et seulement 5.000 selon la police. A Lyon, la police a dénombré 3.800 manifestants et les syndicats 9.000.

Le terme de "baroud d'honneur" a été récusé à la fois par Philippe Martinez et Jean-Claude Mailly, le dirigeant de Force ouvrière, les deux syndicalistes rappelant que deux autres journées de manifestations sont prévues, les 23 et 28 juin.

Des grèves, notamment contre la loi Travail, se sont poursuivies en France, notamment à la SNCF, où la direction comptabilisait 7,3% de grévistes au 14e jour de grève, contre 4,6% lundi.

Air France prévoyait d'assurer près de 80% de ses vols au dernier jour d'une grève qui mobilisait 27% de pilotes, selon la compagnie.

Les syndicats de pilotes, qui appellent à défendre l'emploi et les conditions de rémunérations, étudient "les suites à donner au mouvement".

La tour Eiffel et le château de Versailles étaient fermés au public en raison de la grève. Reuters 14.06

Etat policier et dictature en marche. La réaction est mobilisée.

Pourquoi une telle audace ou arrogeance, qu'est-ce qui donne des ailes à la réaction ?

Hollande et le PS qui en faisant une politique ultra réactionnaire les encouragent, cautionnent leur discours haineux à l'encontre des travailleurs et des syndicats.

On peut ajouter les dirigeants syndicaux vendus, qui en organisant des journées d'action étalées sur plus de deux mois participent sciemment au pourrissement de la situation dont se nourrit la réaction.

Délation.

- Anne Hidalgo dénonce publiquement les injures sexistes d'un maire

L'édile de Paris a publié sa lettre envoyée à Philippe Pemezec, maire du Plessis-Robinson, pour dénoncer les propos insultants qu'il a eus à son égard. LePoint.fr

Identification.

- Policiers tués : émotion à l'Assemblée, les députés marqués.

Émotion intense à l’Assemblée nationale ce mardi. Visages graves, les députés étaient très marqués par l’assassinat des deux policiers lundi soir à Magnanville. L'Opinion

Parole d'un assassin.

- Bernard Cazeneuve appelle les "anti-flics" à "l'humanité"

Le ministre de l'Intérieur a appelé mardi à l'"humanité" envers les forces de l'ordre, au lendemain de l'assassinat d'un couple de policiers, en fustigeant les manifestants qui s'en prennent aux forces de sécurité mais aussi des syndicalistes de la CGT.

"Moi, a-t-il poursuivi, je ne peux plus supporter comme ministre de l'Intérieur, alors que je vois la dignité de ces policiers, que je vois les souffrances accumulées, que je vois les familles déchirées derrière les cercueils (...), je ne peux plus supporter ces postures, ces propos, ces affiches qui mettent en cause ceux qui portent l'uniforme et qui en raison de l'uniforme qu'ils portent incarnent le droit."

Le ministre évoquait notamment un tract publié le 16 avril par la section Info'com (salariés de l'information et de la communication) de la CGT sur lequel on peut voir une matraque et un insigne de CRS près d'une flaque de sang avec ces mots : "La police doit protéger les citoyens, non les frapper".

Des policiers ont été par ailleurs pris pour cibles dernièrement par des "casseurs", à Paris et en province, qui se sont mêlés à des rassemblements contre la loi Travail pour s'en prendre à des fonctionnaires. Des policiers avaient manifesté le 18 mai à Paris contre la "haine anti-flic".

Des incidents ont été signalés mardi lors d'une nouvelle manifestation à Paris sous l'égide de la CGT.

"Au moment où il y a des manifestations à Paris, j'appelle tous ceux qui sont dans la violence, qui s'attaquent aux policiers, qui veulent s'en prendre à eux, à retrouver un peu au fond d'eux-mêmes d'humanité, de tolérance, de respect, simplement en respect de ceux qui sont tombés hier et en respect de ce petit enfant auquel nous nous devons de donner une image digne de la France", a dit Bernard Cazeneuve sous les applaudissements. Reuters

Commentaire d'un internaute

- "*S'il aime tant l'humanité qu'il cesse d'être l'ami des vrais terroristes de ce monde à savoir les USA, l'Arabie Saoudite, le Quatar, Israël.*

Bon nombre de gens ont compris qu'à travers les droits de l'homme l'agression de ces pays dits " civilisés" cherchent tout simplement à s'accaparer les richesses des pays dénommés non démocratiques par eux.

Vivement un vrai tribunal pour juger tous ces criminels."

Amalgame ordurier entre syndicalistes et "casseurs" ou terroristes.

- Le Medef dénonce le "sentiment d'impunité" des syndicalistes

A quelques heures d'une nouvelle démonstration de force des opposants au projet de loi réformant le marché du travail, le président du Medef a dénoncé mardi les "méthodes de la CGT" et le "sentiment d'impunité" que donnerait, selon lui, aux militants syndicaux... Reuters

La grève hors la loi

- Michel Richard - Une grève tellement indécente

Malgré l'Euro et le meurtre sauvage de deux policiers, la CGT ne renonce pas à la grève et les casseurs s'en donnent à coeur joie sur les forces de l'ordre ! LePoint.fr

- Sécurité : droite et extrême droite réclament un nouveau tour de vis

«La riposte doit monter d'un cran, là, maintenant, tout de suite», a réclamé Valérie Pécresse (LR), au diapason de la présidente du FN Marine Le Pen. Liberation.fr

- Policiers tués à Magnanville : la droite demande une lutte antiterroriste plus féroce

Après le meurtre des deux policiers à Magnanville, la droite réclame de nouvelles mesures. Et d'utiliser notamment la loi pour éradiquer de potentielles menaces terroristes. Francetv info

- Magnanville : «au bout du rouleau», les policiers demandent l'extension du port d'armes

Après le double-meurtre dans les Yvelines, les syndicats de police font valoir que les policiers sont désormais visés jusque dans leur vie privée et demandent que les forces de l'ordre soient autorisées à porter une arme en permanence, même en-dehors de l'état d'urgence. LeFigaro.fr 13.06

... et dés le lendemain...

- Les policiers pourront garder leur arme en permanence après l'état d'urgence

L'autorisation pour les policiers d'être armés hors service sera prolongée au-delà de l'état d'urgence, en vigueur jusqu'au 26 juillet. Cette annonce a été faite mardi par les syndicats policiers, à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Intérieur. LeFigaro.fr 14.06

- Contre les violences policières, le succès de la pétition de Quentin

Plus de 100 000 signatures. Sur change.org, une ou deux pétitions dépassent ce seuil chaque mois. Le succès du moment est un appel à dénoncer « les violences policières ». Il proclame : « Il n'est pas normal que les policiers empêchent les citoyens de s'exprimer. Sans stigmatiser les forces de l'ordre Rue89

En complément.

- Le gouvernement allemand durcit les lois anti-terroristes - Arrêt sur Info

Le gouvernement allemand a approuvé mercredi 1er juin un nouveau durcissement des lois anti-terroristes. Partout en Europe, les attentats terroristes de Bruxelles et Paris servent de prétexte à la mise en place d'Etats policiers, comme ce fut déjà le cas aux Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001

Dans sa déclaration sur le projet de loi, le ministre allemand de l'Intérieur Thomas de Maizière s'est vanté d'instaurer un véritable Etat de surveillance: « Nous avons introduit la conservation des données des communications électroniques, nous avons renforcé l'effectif de la police fédérale et ceux de l'Office fédéral de la police criminelle (BKA), nous avons adopté en Europe une nouvelle directive sur l'échange de données des passagers aériens et l'échange d'informations entre autorités policières. »

Tout cela est « très bien », a poursuivi de Maizière. Et pourtant, le gouvernement fédéral s'était « demandé après les attentats de Bruxelles, Paris et Istanbul […], où se trouvent encore des failles dans la sécurité et que faut-il faire pour mieux protéger notre population. » Il a ajouté sur un ton menaçant : « La connaissance c'est le pouvoir. Et nous voulons combattre puissamment les organisations terroristes et pour cela il est nécessaire de se partager les connaissances. »

Le projet de loi, que le ministre de l'Intérieur veut rapidement faire voter au parlement, contient trois points centraux: plus de pouvoirs seront attribués aux services de renseignement et à la police fédérale; les échanges de données avec les services de renseignement étrangers seront élargis; et les communications par téléphones portables prépayés seront soumises à une surveillance et à un contrôle accrus. Le résumé du projet de lois dit aussi que « Les lacunes pénales existant dans le cas de soutien à la poursuite d'organisations interdites » seront comblées ».

Si l'on examine les détails du projet de 39 pages, on peut voir jusqu'où vont ces mesures. Les lois ayant trait entre autres à l'Office fédéral de protection de la constitution (BfV), au Service fédéral de renseignement (BND), à la police fédérale, à l'accès aux données Internet, celles couvrant les associations bénévoles, le BKA, les télécommunications et le code pénal, doivent toutes être modifiées.

De plus, conformément à l'Article 5, « le droit fondamental au secret des communications (Article 10 de la constitution) sera restreint. » Cela signifie qu'« en cas d'urgence, la collecte de données débutera le jour du dépôt de la demande et avant que la mesure de restriction soit approuvée. » En d'autres termes, il sera légal à l'avenir de procéder sans ordre d'un juge à une mise sur écoute.

Les compétences de la police fédérale seront également élargies. L'Article 3 modifié de la loi sur la police déclare: « Avec l'insertion du chiffre 4 dans la section 28 du paragraphe 2, la police fédérale, comme presque toutes les forces de police du pays et de l'Office fédéral de la police criminelle, sont habilitées à recourir à des agents secrets dans les limites de leur juridiction dans le but de protéger la sécurité publique et pas seulement en vue d'assurer l'application de la loi. »

Tout comme le BKA, la police fédérale sera dans certain cas en mesure d'effectuer des enregistrements audio et vidéo dans des logements privés « à l'insu des personnes affectées. »

La version amendée de la loi sur les télécommunications déclare que les acheteurs de téléphones portables prépayés doivent produire leur carte d'identité, leur passeport ou « autre document officiel valide muni d'une photographie du détenteur. »

Parallèlement, les opérateurs téléphoniques seront contraints, en vertu de la section 111 (demandes d'informations auprès des autorités chargées de la sécurité), « de relever et de sauvegarder immédiatement le numéro de téléphone et autres coordonnées du numéro attribué, le nom et l'adresse de l'abonné, sa date de naissance, l'adresse du numéro attribué, le numéro

de l'appareil et la date du début du contrat avant ouverture de la ligne. »

Pour faciliter la mise en liaison des services secrets, le projet de loi dit, « L'Office fédéral de protection de la constitution (BfV) [les services secrets intérieurs] peut établir des données communes, aux fins de coopération avec les autorités étrangères qui sont habilitées à des activités de renseignement (services secrets étrangers) visant la recherche ou les activités portant sur certains événements ou cercles de personnes… » De même, il peut « utiliser les fichiers de données communs qui sont créés par les services secrets étrangers. »

Alors que l'étroite collaboration entre le Service fédéral de renseignement (BND) et l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) avait été considérée il y a quelque temps comme un scandale, elle doit à présent être officiellement autorisée par les services secrets intérieurs.

Compte tenu de ces projets d'accroissement massif des pouvoirs de l'Etat, on a du mal à ne pas avoir l'impression que l'annonce, le lendemain même, du « démantèlement d'une cellule terroriste présumée » à Düsseldorf tombait à pic pour le gouvernement et les médias.

Le directeur du BND, Gerhard Schindler, a averti sur la chaîne publique ARD qu'il fallait enfin s'occuper de régler « ces problèmes ». Ceux-ci ne « résident pas dans l'échange d'information mais dans la procuration des informations. Nous avons besoin d'une plus forte pénétration des réseaux terroristes par des ressources humaines et nous avons besoin d'une meilleure surveillance des communications terroristes. »

En fait, les circonstances entourant l'arrestation jeudi dernier de trois citoyens syriens par les services de sécurité allemands restent floues. Selon la déclaration officielle du bureau de l'avocat général fédéral, les quatre accusés « projetaient un attentat en Allemagne au nom du groupe terroriste étranger 'Etat islamique d'Irak et de Syrie (EI)' ». Mais la même déclaration disait aussi, « Rien ne prouve que les prévenus avaient déjà commencé la mise en œuvre concrète de leur plan d'attaque. »

Alors que politiciens et médias attisent une hystérie terroriste permanente, il est désormais clair que l'état d'urgence proclamé en France et en Belgique ne sert pas à combattre les réseaux terroristes islamistes. Les pouvoirs considérablement accrus de l'Etat visent l'opposition grandissante des travailleurs et des jeunes. Le gouvernement français se sert des pouvoirs d'exception pour disperser des occupations de lieux de travail, interdire des manifestations pacifiques et menacer de longues peines de prison des manifestants qui sont contre les réformes réactionnaires de la loi El Khomri.

Le renforcement des pouvoirs de l'Etat en Allemagne a le même objectif. La première loi anti-terroriste a été introduite en Allemagne par le gouvernement social-démocrate/Vert de l'époque, parallèlement à l'introduction des réformes Hartz sur la protection sociale et le marché du travail. Le durcissement des lois anti-terroristes annonce des attaques encore plus sévères contre la classe ouvrière.

Dans son édition du 1er juin, le quotidien conservateur Die Welt a prévenu que l'économie allemande était en train de perdre « sa compétitivité » et l'Allemagne son « attrait ». La principale raison indiquée par le journal était la faible « performance économique par rapport au capital – une tendance qui est principalement due à la hausse des coûts de la main-d'œuvre. » Arrêt sur Info 14.06

Les parrains du nouvel ordre mondial barbare.

- L'Otan et Israël peuvent "vaincre l'EI" ensemble: Netanyahu

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a assuré mardi 14 juin après une réunion avec des ambassadeurs de pays de l'Otan que l'Otan et Israël peuvent ensemble "vaincre l'EI". AFP

- Mafia du CO2 : 80% de l'argent volé en France est parti en Israël - Arrêt sur Info

L'essentiel des gigantesques sommes (entre 1,7 et 3 miliards d'euros) volées au contribuable français par une bande d'escrocs franco-israéliens a pris le chemin d'Israël, et l'Etat français n'a guère manifesté à ce jour sa volonté de les récupérer.

Dans un nouvel article consacré à cette « mafia du CO2 » dont une partie des membres sont actuellement jugés à Paris, le correspondant en France du quotidien Haaretz, Dov Alfon, annonce tout de même que la justice française va se montrer un peu plus dynamique à l'avenir.

Un premier procès impliquant les membres de la bande présents en France (les autres sont soit réfugiés en Israël, soit morts des suites de règlements de comptes internes) vient de se terminer devant le tribunal correctionnel de Paris. Le procureur a requis à l'encontre du principal accusé, Arnaud Mimran, une peine de 10 ans de prison et la confiscation de tous les biens sur lesquels il sera possible de mettre la main. Selon Haaretz, à peine 30 millions d'euros de transferts de la fraude hors de France vers

Israël auraient à ce stade été identifiés (ce qui ne veut pas dire récupérés, bien entendu).

Mis en délibéré, le jugement sera rendu le 7 juillet prochain, et on ne sait évidemment pas si Arnaud Mimran et ses comparses auront d'ici là été eux aussi se mettre à l'abri en Israël, des fois que les juges français aient la mauvaise idée de suivre les réquisitions du procureur.

Sitôt le jugement du 7 juillet rendu, écrit Dov Alfon, le parquet financier devra décider de lancer ou pas une « chasse au trésor » qui s'annonce difficile, même avec de la bonne volonté, en raison des innombrables complicités dont ont bénéficié les fraudeurs. Par Haaretz - Arrêt sur Info 14.06

Médiaoligarchie.

- George Soros investit dans les médias (anti-PiS) en Pologne - Arrêt sur Info

LE GROUPE MÉDIATIQUE POLONAIS AGORA, PROPRIÉTAIRE, ENTRE AUTRES DU JOURNAL GAZETA WYBORCZA ET DE LA STATION DE RADIO TOK FM, DEUX MÉDIAS GAUCHO-LIBERTAIRES VIOLEMMENT ANTI-PIS, A ANNONCÉ LUNDI DERNIER DANS SES COMMUNIQUÉS BOURSIERS LE RACHAT PAR MDIF MEDIA HOLDINGS DE 11,2 % DE SES ACTIONS.

MDIF Media Holdings fait partie du fonds d'investissement Media Development Investment Fund (MDIF) alimenté, entre autres, par les Open Society Foundations et le fonds Geosor Corp de George Soros. L'information sur ce rachat a été annoncée par le site polonais d'information sur les médias Wirtualnemedia.pl et a été rapidement reprise par d'autres médias polonais.

Ainsi que nous l'indiquions sur le site de l'OJIM le 17 avril dernier dans un article sur la diversité des médias polonais, Gazeta Wyborcza, qui appartient au groupe Agora S.A. à capital polonais, alimente en informations sur la Pologne la plupart des médias internationaux, parmi lesquels les médias français, à commencer par le journal Le Monde dont il est proche par les liens personnels et par les idées. Même un journal comme La Croix, quand il est interrogé sur ses sources, se réfère à Gazeta Wyborcza. Et quand les journalistes de France Culture préparent une émission de propagande sur la situation de l'État de droit en Pologne, c'est aussi vers les médias d'Agora qu'ils se tournent. Adam Michnik, qu'Arielle Thedrel, du Figaro, qualifie péremptoirement de « conscience morale de la Pologne », est le rédacteur en chef deGazeta Wyborcza depuis maintenant 28 ans. Sans attendre la victoire des conservateurs du PiS, Adam Michnik, dont le journal soutenait la coalition PO-PSL précédente, comparaît en 2013 dans une interview pour l'hebdomadaire allemand Der Spiegel le Hongrois Viktor Orbán à Hitler et mettait en garde les Allemands contre un Jaroslaw Kaczynski (le leader du PiS) autoritaire et fascisant.

Mais le groupe Agora a aujourd'hui un double problème : avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs à l'automne dernier, il a perdu sa position privilégié en ce qui concerne les annonces publicitaires publiques et les abonnements des administrations et, par ailleurs, son journal phare Gazeta Wyborcza perd des lecteurs d'année en année, payant ainsi son militantisme politique et son manque d'objectivité et d'honnêteté journalistique.

L'année dernière, le groupe Agora a perdu 5,6 millions de zlotys après avoir enregistré un bénéfice de 1,3 million en 2014. C'est la presse écrite, et donc principalement Gazeta Wyborcza, qui le tire vers le bas. Avec 150 640 exemplaires vendus en moyenne au premier trimestre 2016, le quotidien phare du groupe a connu une chute de 8,79 % d'une année sur l'autre, soit la plus forte baisse enregistrée sur le marché de la presse quotidienne nationale en Pologne.

Depuis la fin 2015, Gazeta Wyborcza soutient activement lesmanifestations anti-PiS organisées par le « Comité de défense de la démocratie » (KOD). Notons au passage que le milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, qui avait en son temps promis de renverser Viktor Orbán dans son pays d'origine, est soupçonné de financer les manifestations du KOD (voir ici etici).

MDIF Media Holdings a racheté son paquet d'action d'Agora S.A. entre autres auprès du fonds de pension PTE PSU qui avait lui-même acquis un paquet d'actions d'Agora en janvier dernier. Le ministre du Trésor polonais Dawid Jackiewicz avait alors qualifié l'investissement du fonds PTE S.A. de décision visant à sauver le groupe médiatique plutôt qu'à gagner de l'argent.

Le fonds MDIF se vante d'investir dans les pays où la liberté médiatique est menacée. D'après le journal économique polonais Puls Biznesu, la transaction avec Agora lui aura coûté l'équivalent de 17 millions de dollars américains qui sont à comparer aux 153 millions de dollars investis par MDIF ces deux dernières décennies dans plus de 100 entreprises de 40 pays. Source: Ojim - Arrêt sur Info 13.06

Xénophobie et propagande de guerre

- Euro 2016 : la Russie sanctionnée après les violences de Marseille - euronews.com

Suspension avec sursis de l'équipe russe de l'Euro 2016 et 150 000 euros d'amende : l'UEFA a sanctionné la Russie pour

les violences provoquées par ses supporters à l'issue du match Russie – Angleterre.

Le porte-parole de l'instance européenne du football Pedro Pinto a expliqué la sanction.

"La disqualification est en sursis jusqu'à la fin du tournoi" a-t-il dit. "Le sursis pourrait être levé si des incidents d'une nature similaire, si des désordres au niveau du public avaient lieu à l'intérieur du stade lors d'un match de l'équipe de Russie pendant le tournoi.

Côté russe, l'attaquant du Zénith de Saint-Pétersbourg Artem Dziuba estime que la Russie ne devrait pas être la seule sanctionnée et que la responsabilité devrait être partagée.

"Il est impossible qu'il n'y ait qu'un coupable et que les autres ne soient que les victimes" a-t-il dit en conférence de presse. "Je crois que les uns et les autres doivent surveiller leurs supporters et faire passer le message. La Russie ne devrait pas être la seule sanctionnée."

Six supporters russes font l'objet d'une procédure d'expulsion à la suite des violences qui ont suivit le match Russie – Angleterre. La police française estime qu'ils représentent une menace pour l'odre public.

De son côté, le ministre des Sports russe Vitali Moutko a indiqué que son pays respectera les sanctions prises par l'UEFA, même si Moscou juge ces sanctions "excessives." euronews.com 14.06

- Marseille : Pourquoi un "hooligan russe" porte-t-il un tatouage pro-ukrainien ? - gaideclin.blogspot.in

Depuis hier, suite aux incidents de Marseille, nous assistons à un déchainement anti-russe dans les médias qui vont même jusqu'à sous-entendre que les fameux hooligans russes seraient "manipulés par Poutine pour gâcher la fête de l'Euro en France en représailles des sanctions françaises et se venger de l'affaire des navires Mistral". Conspirationnisme de bon aloi entendu au "grand journal" de Canal +... Les éditorialistes rivalisent d'indignation sélective et appellent à retirer la Coupe du Monde 2018 à la Russie (pour la donner à l'Ukraine?).

On peut même lire que "le gouvernement balaie la polémique et vise la Russie" alors que les forces de l'ordre n'ont pas réussi a arrêter un seul hooligan russe sur 116 arrestations! Ce n'est pourtant pas faute d'avoir été jusqu'à organiser des descentes de police dignes de l'anti-terrorisme dans des hôtels ou logeaient des supporters russes apparemment sans histoire...

Les seules images indiscutables de hooligans russes violents dont on dispose en réalité sont celles prises dans le stade Vélodrome lors des échauffourées survenues à la fin du match Angleterre - Russie. Bizarrement, un des hooligans que l'on voit sur plusieurs photos arbore un tatouage représentant Tarass Boulba, héros des nationalistes ukrainiens. (voir ci-dessus) Cela ne prouve rien sur sa nationalité bien entendu, l'homme peut très bien être un Néo-Nazi russe pro-ukrainien (si si, cela existe bel et bien) mais pour un "complot organisé par Poutine", vous reconnaitrez que c'est quand même étrange...

Autres photos ou l'on voit le même hooligan russe tatoué.

Par ailleurs, sur la photo suivante et sur beaucoup d'autres, on constate que les "russes" qui tabassent les anglais dans les rues de Marseille ont généralement le teint très foncé pour des slaves, ou bien bronzent-ils très vite? gaideclin.blogspot.in 13.06

- Russes à l'Euro: qu'allez-vous faire si quelqu'un essaye de vous casser la figure? - sputniknews.com

Alors que l'arrestation des Russes après le match Russie-Angleterre fait écho dans les médias, le comportement des supporters et le déroulement des accrochages restent peu discutés. Un supporter et un témoin russes confient à Sputnik des détails de l'incident, des affrontements des supporters britanniques avec la police et le contexte politique.

"Nous sommes arrivés à Marseille, il y avait un Russe pour dix Anglais dans la ville", raconte un des supporters russe venu à Marseille pour soutenir l'équipe de son pays.

Selon lui, durant toute la journée, il y avait de petits affrontements qui ont finalement abouti à de nombreux incidents où des Britanniques ont commencé à lancer des bouteilles en direction des supporters russes.

"Quand tu es Russe et que tu portes un t-shirt avec des symboles russes, tu risques de recevoir une bouteille ou des pièces de monnaies dans la figure juste en passant", souligne-t-il dans un entretien à Sputnik.

Et de préciser qu'il n'y avait aucun bar à Marseille où il n'avait pas de supporters britanniques.

De surcroit, ce n'était pas que sportif, c'était aussi des provocations politiques. Les supporters britanniques insultaient les Russes dans les rues en criant des grossièretés visant le président russe Vladimir Poutine, contenant des insultes en russe dont ils ne semblaient pas comprendre le sens exact.

"Encouragés par leur supériorité numérique car il n'y avait qu'environ 10.000 supporters russes, le reste étant des supporters britanniques, avec 67.394 places au stade de Marseille, les fans britanniques prenaient plaisir à provoquer les Russes, les insultant même avant le match, dans les rues de Marseille et surtout quand les Russes ont égalisé".

Les Britanniques ne se tardaient pas à se quereller avec des policiers, ces derniers obligés de les calmer en appliquant du gaz lacrymogène.

Les fans russes, ne voulant pas provoquer la police, n'ont pas eu de problèmes à la veille du match, certains d'entre eux pour autant blessés dans les échauffourées, au visage ou sur la tête.

"Complétement bourrés, les supporters britanniques jetaient des bouteilles sur tous ceux qui portaient des symboles russes et insultaient les habitants locaux, presque tous!", a confié à Sputnik un témoin russe ayant également assisté au match.

"Les locaux et la police étaient presque tous de notre côté car ils en avaient assez de ces gens venus des îles (les supporters britanniques, ndlr) avec leur comportement de sauvages… Je voudrais voir comment vous, vous allez régler une situation quand on essaye de vous casser la figure avec une bouteille. Allez-vous essayer de les calmer en leur parlant tout simplement?", a souligné le témoin.

Cerise sur le gâteau, nous vous proposons des photos, des vidéos et des tweets montrant des "gentlemans hooligans" britanniques qui parlent d'elles-mêmes. sputniknews.com 14.06

- Suite de l'affaire du bus des supporters russes: tous mis en garde à vue - Arrêt sur Info

Tous les supporters russes se trouvant dans le bus bloqué sur le parking de la gendarmerie de Cannes sont mis en garde à vue sur ordre du Procureur de Marseille, femmes et conducteur compris, dans le cadre de l'affaire pénale concernant les coups et blessures portés sur le supporter anglais entre la vie et la mort.

Ainsi, alors que les gendarmes, après 10h de recherches divers et variées et n'ayant strictement rien trouvé, décident de libérer les supporteurs russes, le Procureur de Marseille annule cette décision, fait revenir ceux qui avaient été déjà envoyés vers l'aéroport pour être expulsés vers la Russie et tous, avec les femmes et même le chauffeur, sont envoyés comme des criminels en garde à vue jusqu'à demain matin à Marseille.

Dans le système judiciaire français, le procureur dépend directement du Ministère de la Justice.

Le Procureur décide de détenir 50 personnes qui ne sont impliquées en rien, individuellement rien n'a pu leur être reproché – sauf d'être russe et supporter, mais gardés à vue parce que le supporter anglais risque de bientôt décéder de ses blessures. Juridiquement, cette position est particulièrement surprenante. Mais politiquement, c'est clair.

Or, les forces de l'ordre française n'ont rien trouvé contre ce groupe de supporteurs russes. Mais ils seront tous gardés à vue. Ainsi, il reste encore quelques heures pour trouver, et lorsque l'on cherche bien et que l'on a de l'imagination, on peut trouver n'importe quoi, qui les impliquera dans le cadre de l'enquête pénale concernant le futur décès de ce supporteur anglais.

C'est tragique de voir un homme mourir, mais faut-il accuser un peuple de cela? Car, en fait, c'est de cela qu'il s'agit: vous êtes russes, vous êtes coupables. Nous n'avons rien trouvé contre vous, mais nous allons chercher. Interviewé par la chaîne fédérale russe Life News, le président de l'association des supporters russes appelle tous ses concitoyens à quitter le pays. Notre pays. Car ils ne sont plus en sécurité.

Pendant ce temps, la Russie tente de calmer les choses, le Consulat intervient auprès des autorités françaises, tous évitent de mettre d'huile sur le feu. Sa position est délicate et l'attitude compréhensible. Mais si cette attitude persiste alors que demain des accusations pénales sont prononcées contre ces supporteurs, elle risque d'être prise pour de la faiblesse (et non de la sagesse), avec des conséquences lourdes pour ces supporteurs, puisqu'alors, tout sera permis. Arrêt sur Info 14.06 (Source: http://russiepolitics.blogspot.ch/2016/06/suite-de-laffaire-du-bus-des-supporters.html)

- Des hackers du Kremlin s'attaquent aux données US... mais existent-ils vraiment? sputniknews.com

On n'endort jamais la vigilance des Etats-Unis! Maintenant, ils disent qu'une équipe hautement qualifiée d'"hackers gouvernementaux" russes aurait piraté les servers du parti démocrate et volé le dossier sur le candidat à la présidentielle

américaine Donald Trump, et ça il y a... un an.

Ces hackers méchants avaient accès aux servers des démocrates depuis un an, mais tous ont été détectés le week-end dernier dans le cadre d'une campagne majeure de ratissage. Bravo, quelle vitesse! Entre-temps, les personnes "touchées" disent que ni données personnelles, ni financières, ni les renseignements sur les donateurs n'ont été volés. Mais à quoi bon donc pirater le server?

Les hackers "gouvernementaux" ont prétendument eu accès à la correspondance et à la base de données du comité national du parti démocrate, ainsi qu'aux servers des candidats à la présidentielle Hillary Clinton et Donald Trump, a affirmé le Washington Post sans préciser les volumes des données piratées. Il s'agit d'espionnage et plus concrètement de s'approprier le dossier sur l'adversaire du parti démocrate, M. Trump. Tout ça pour mieux comprendre les points forts et les faiblesses de l'éventuel président américain, explique-t-on.

En octobre dernier, un groupe de hackers russophones, soi-disant associés au gouvernement russe, aurait également eu accès à des données confidentielles de structures diplomatiques et de défense des Etats-Unis, les criminels russes démontrant un niveau d'ingéniosité à envier. Là, les hackers se sont vus attribuer le nom d'"Ours toxique".

De beaux noms, c'est bien, mais ces habiles hackers existent-ils ailleurs que dans l'imagination des Américains? sputniknews.com 14.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

- Bahreïn: le pouvoir suspend les activités du principal groupe d'opposition

Le pouvoir à Bahreïn est resté sur une ligne dure mardi en suspendant les activités du principal mouvement d'opposition chiite, ignorant les inquiétudes exprimées par l'allié américain après l'arrestation d'un célèbre dissident. AFP

2- Venezuela

2.1- Washington irrite le Venezuela en soutenant le référendum anti-Maduro

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry a plaidé mardi en faveur d'un "référendum juste et opportun" pour révoquer le président vénézuélien Nicolas Maduro, suscitant la colère de Caracas qui a accusé les Etats-Unis d'ingérence. AFP 14.06

... et l'erreur fatale...

2.2- Maduro annonce la reprise du dialogue entre Venezuela et Etats-Unis

Le président du pays latino-américain a fait cette annonce, mardi 14 juin, après une rencontre entre les chefs de la diplomatie vénézuélienne et américaine à Saint-Domingue. LeMonde.fr 14.06

ECONOMIE

Union européenne

- Accord entre pays de l'UE sur les fonds monétaires - Reuters

Les pays membres de l'Union européenne sont parvenus à un accord sur la régulation des fonds monétaires, a annoncé mardi le commissaire aux Services financiers, Jonathan Hill, un compromis qui pourrait mettre fin à trois ans de blocage sur un dossier qui divise l'UE.

Le marché européen des fonds monétaires, qui représente plusieurs milliers de milliards d'euros, a été mis en cause pour son rôle dans le déclenchement de la crise financière de 2007-2008.

Les autorités européennes ont tenté d'interdire les fonds dits "à valeur liquidative constante" (constant net asset value, CNAV), qui représentent la moitié environ du marché européen et qui ont pour principale caractéristique d'émettre des titres dont la valeur est garantie quelles que soient les fluctuations des marchés, ce qui les expose à un risque accru.

L'accord évoqué mardi par Jonathan Hill lors d'une audition au Parlement européen prévoit de donner aux fonds CNAV la possibilité d'investir dans des produits moins risqués ou de se transformer en fonds à valeur liquidative variable dans un délai de deux ans après l'adoption des nouvelles règles, explique un projet que s'est procuré Reuters.

Rédigé par les Pays-Bas, qui président le Conseil européen jusqu'à la fin du mois, le projet devrait être adopté mercredi par les représentants des Etats membres et avalisé vendredi par les ministres des Finances de l'UE.

L'Allemagne souhaite la disparition totale des fonds CNAV mais certains pays dans lesquels la gestion de fonds représente une activité importante, comme l'Irlande, le Luxembourg ou la Grande-Bretagne, s'y opposent.

L'accord devra être approuvé par un vote du Parlement européen avant de pouvoir être appliqué. Reuters 14.06

L'Irlande, le Luxembourg ou la Grande-Bretagne : des paradis fiscaux !

Haut de page

Le 16 juin 2016

CAUSERIE

Suite à la manifestation parisienne d'hier et aux violences qui l'ont émaillée, deux remarques et une conclusion.

Il est tout à fait remarquable qu'aucun commentateur ne s'en tient aux faits.

- Hollande, Valls et Cazeneuve, l'ensemble des médias accusent les organisateurs de cette manifestation, or on peut observer que ceux qu'ils appellent les "casseurs" précèdent la banderole qui figure en tête de la manifestation, contrairement aux manifestants qui se tiennent derrière, donc il est inapproprié de ranger ces "casseurs" parmi les manifestants, ils sont venus pour autre chose qu'exiger le retrait de la loi Travail, ils se sont placés eux-mêmes comme chaque fois hors de cette manifestation encadrée par le service d'ordre des syndicats.

Dès lors, il est parfaitement possible de les isoler de la manifestation et de les neutraliser, de les chasser ou de procéder à leur arrestation compte tenu que leur accoutrement témoigne de leur volonté de se livrer à des violences.

On doit donc en déduire que les laisser faire revient à s'en faire les complices.

- S'agissant des dégâts mineurs causés à l'hôpital Necker et qui ont été exagérés, il faut relever que ce n'était pas cet hôpital qui était visé, mais le cordon de CRS qui s'était posté à cet endroit-là, devant ou à proximité d'une facade vitrée potentiellement fragilisée ou susceptible d'être atteinte par des projectiles lancés sur les CRS.

Ce placement a-t-il été délibéré ou était-ce une erreur que l'on ne peut pas imputer aux organisateurs de cette manifestation.

En conclusion, la présence de ces "casseurs" que finalement aussi bien le ministère de l'Intérieur que les syndicats tolèrent lors de ces manifestations arrange les uns et les autres.

Le ministère de l'Intérieur on comprend immédiatement pourquoi. Quant aux syndicats, on ne peut le comprendre qu'en faisant la distinction entre les appareils pourris des syndicats qui ont organisé une dizaine de journées d'action depuis deux mois et demi dans l'unique objectif d'aider le gouvernement à faire passer la loi Travail, et les syndicalistes qui combattent véritablement ou sincèrement pour le retrait de cette loi.

En fait ce sont ces derniers qui sont visés par ce laisser-faire ou cette bienveillance ou cette tolérance affichée par le gouvernement et des appareils syndicaux envers ces "casseurs", ainsi que les travailleurs et jeunes qui envisageraient de manifester mais

s'en dissuadent de crainte des violences qui émaillent chaque manifestation.

Je me suis refusé à publier les déclarations de Martinez et Mailly reproduites par l'ensemble des médias et complaisamment reprises par les partis dits ouvriers pour cette raison, car en dehors d'exonérer leur propre responsabilité dans ces violences ces déclarations ne présentaient aucun intérêt.

Vous comprendrez ou non, peu importe, qu'on ne souhaite pas être les complices de leur duplicité, sinon à quoi bon parler d'indépendance politique, n'est-ce pas ?

Vous aurez pu observer qu'aucun parti ne développe cette argumentation. Vous êtes assez grands pour deviner pourquoi, aussi je vous laisse en déduire ce que vous voudrez, vous savez ce qu'on en pense pour ne pas m'y attarder ici.

On laissera de côté la polémique sur le nombre de manifestants à Paris, un million disent les syndicats, 70 à 85.000 dit le ministère de l'Intérieur, je crois qu'en fonction de son itinéraire et de sa durée, la moyenne doit tourner aux alentours de 250 à 300.000.

Ci-dessous, deux articles qui fournissent quelques indications précieuses, suivis du déchaînement haineux de la réaction contre les syndicats ou plutôt les syndicalistes et les travailleurs qui continuent de manifester pour le retrait de la loi Travail.

Instrumentalisation de la violence dont ils sont les initiateurs et amalgames d'extrême droite.

- L'hôpital Necker a-t-il vraiment été «dévasté» par les «casseurs» ? - liberation.fr

Que s’est-il passé ?

Il est près de 15h30 quand le cortège de tête, constitué notamment de plusieurs centaines de manifestants cagoulés et équipés pour harceler les forces de l’ordre, arrive à l’angle du boulevard du Montparnasse et de la rue de Sèvres, au niveau du métro Duroc.

Les affrontements avec les CRS, qui n’ont pas cessé depuis le départ de la manifestation place d’Italie, reprennent de plus belle. Des militants radicaux, tout de noir vêtus, lancent des projectiles en direction de forces de l’ordre situées sur leur gauche, qui répliquent à coups de grenades lacrymogènes.

L’hôpital Necker, juste à côté du cordon des forces de l’ordre, n’est clairement pas la cible de la majorité des manifestants. S’il est tout à fait probable que des pierres ou des canettes de bière aient pu endommager sa façade, c’est surtout les coups de marteau portés par un ou deux manifestants qui ont causé la majorité des dégâts. On le voit sur cette vidéo tournée par un journaliste du Monde (à partir de 4’20"). A noter, par ailleurs, l’intervention d’un homme qui tente d’arrêter l’individu en lui disant : «Hé, c’est un hôpital de gosses.» (Tout cela pour "un ou deux manifestants" surexités, s'ils s'agissaient vraiment de manifestants... - LVOG)

Les échauffourées au milieu du carrefour durent assez longtemps, peut-être une vingtaine de minutes. Sur cette vidéo, on voit même des «casseurs» détacher des plaques entières de bitume à coups de marteau, pour s’en servir ensuite de projectiles. Il faut l’intervention du canon à eau de la préfecture de police, qui scinde le cortège en deux, pour repousser la tête de manifestation plus en avant, vers le boulevard des Invalides.

Quels sont les dégâts ?

Les principaux dégâts concernent des bris de vitres, au niveau du rez-de-chaussée de l’établissement. Une quinzaine de parois, côté rue, ont ainsi été fracturées, sans par ailleurs céder. Mais «personne n’est entré dans l’hôpital, il n’y a pas de dégâts à l’intérieur», explique le professeur Noël Garabédian, présent sur place mardi.

Aussi gratuits et stupides qu’ils puissent être, ces actes sont donc loin d’avoir laissé derrière eux un bâtiment «dévasté», comme l’a dit Manuel Valls. liberation.fr 15.06

- Loi travail : «Les manifestations ne sont pas plus violentes que par le passé» - lefigaro.fr

Olivier Cahn, chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, estime que le niveau de violence des manifestations a baissé malgré quelques débordements individuels.

LE FIGARO. - Les manifestations sont-elles plus violentes aujourd'hui?

Olivier CAHN. - Non, les manifestations ne sont pas plus violentes de nos jours. Le niveau de violence a même eu tendance à

baisser depuis les années 1970-1980. Les débordements que l'on voit aujourd'hui n'ont d'ailleurs rien à voir à ce qui a pu se produire avec le mouvement des sidérurgistes et des marins-pêcheurs des années 1990. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'au cours des trois derniers mois la contestation contre la loi travail n'a pas donné lieu à des débordements individuels, parfois très graves.

Les trois mois de contestation n'ont-ils pas favorisé un certain pourrissement de la situation?

C'est davantage la manière dont le gouvernement a géré le texte qui a nourri une forme d'exaspération avec le recours au 49.3, les déclarations contradictoires du gouvernement… Le contexte est aussi particulier: nous sommes face à un exécutif impopulaire à qui les manifestants reprochent de ne pas avoir répondu aux aspirations populaires de la dernière présidentielle.

La forte présence des forces de l'ordre pour encadrer les manifestations est-elle en cause?

Structurellement, le maintien de l'ordre s'est durci ces dernières années en France alors qu'à l'étranger la tendance est à la désescalade. La tradition française, qui était de maintenir à distance les manifestants pour faire le moins de blessés, a évolué. Elle a progressivement laissé la place à une vision plus légaliste où les autorités vont moins rechercher le dialogue avec les syndicats au cours de la manifestation. De façon plus conjoncturelle, vous avez des fonctionnaires de police qui sont épuisés. D'ailleurs, les cas de violences policières sont ainsi le fait de débordements individuels. Les policiers eux-mêmes ont le sentiment que tout n'est pas fait pour les protéger.

Quelle est la part de responsabilité des syndicats?

Le service d'ordre de la CGT a très clairement essayé d'isoler les autonomes du reste de la manifestation afin de faciliter l'intervention des forces de l'ordre. Ils ont d'ailleurs été pris à partie par certains manifestants. Au final, les syndicats n'ont aucun intérêt dans ces violences. Celle-ci ne sert que deux acteurs: le gouvernement et les autonomes. lefigaro.fr 15.06

Observation et conclusion erronées.

- La CGT en accusation après les violences de Paris - Reuters

Les ambiguïtés de la centrale

La CGT aurait-elle du mal à tenir ses troupes ? Si Manuel Valls a haussé le ton, hier matin, c'est qu'il disposait d'éléments pour le moins troublants. « Apparemment, des manifestants CGT ont participé à certaines violences », glisse-t-on dans l'entourage du Premier ministre. Selon nos informations, un cégétiste a bien été interpellé mardi. Le syndicat confirme. Mais réfute tout lien avec les violences. « Il y a eu une tentative de manifestation spontanée, avant le départ du cortège officiel. C'est à ce moment-là que notre militant a été interpellé », nous assure Fabrice Angei, secrétaire confédéral chargé du projet de loi Travail. Problème, des dockers cégétistes auraient également été vus en train de desceller des pavés place Vauban (VIIe arrondissement). De quoi faciliter la tâche des casseurs... « Cela, on le nie catégoriquement », rétorque Fabrice Angei. Mais ce n'est pas tout. Selon une source policière, certains syndicalistes se trouvaient aux côtés des casseurs à la fin de la manifestation. « Aux Invalides, plusieurs membres de la CGT, présents parmi les casseurs, nous ont pris à partie. Sur les images de vidéosurveillance (voir photo), on voit clairement l'un d'eux un pavé à la main et un autre renvoyer une grenade lacrymogène vers les forces de l'ordre », explique un cadre de la préfecture de police. LeParisien.fr

- Casseurs des manifs : les ambiguïtés de la CGT

La CGT aurait-elle du mal à tenir ses troupes ? - LeParisien.fr

- Hollande veut mettre KO la CGT - LeParisien.fr

« C'est la première fois qu'un hôpital est la cible des casseurs. C'est une attaque vandale contre un lieu de solidarité qui discrédite tous ceux qui en sont à l'origine. » LeParisien.fr

- La CGT ne désarme pas, malgré les menaces de Valls - Reuters

L'intersyndicale opposée à la réforme du Code du travail a décidé de maintenir les journées d'action prévues les 23 et 28 juin malgré les menaces d'interdiction de l'exécutif, a annoncé mercredi soir le secrétaire général de la CGT. Reuters

- Bayrou (MoDem): "Les personnes et les biens sont menacés" - AFP

François Bayrou a jugé mercredi sur BFMTV que François Hollande avait utilisé une "formule incroyable" en évoquant la

possibilité d'interdire les manifestations car les "personnes et les biens sont menacés" depuis "des semaines".

Interrogé sur ce qu'il ferait s'il était à la place de l'exécutif, M. Bayrou a répondu: "j'aurais dit à l'avance que s'il y avait un débordement nouveau la manifestation serait interdite". "Des débordements on en voit depuis des semaines", a-t-il insisté. AFP

- Juppé pour l'interdiction des manifestations si "menace évidente" - AFP

Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite pour 2017, s'est prononcé mercredi pour l'interdiction "des manifestations qui constituent une menace évidente à l'ordre public", au lendemain des défilés contre la loi travail, émaillés d'incidents. AFP

- Cambadélis demande à la CGT "une pause dans les manifestations" - AFP

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a demandé mercredi à la CGT de faire une "pause dans les manifestations", estimant qu'elle est "instrumentalisée" par les casseurs, au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences. AFP

- Daniel Cohn-Bendit s'emporte contre les casseurs, «des frappadingues» - L'Opinion

Dans sa chronique sur Europe 1 ce mercredi, il a été particulièrement virulent contre les casseurs de la manifestation de mardi. Pour lui, « l'idée d'une démocratie ouverte, une démocratie tolérante » est en danger. L'Opinion

- Sarkozy: que soit "engagée la responsabilité civile et financière de la CGT" - AFP

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, a demandé mercredi que "la responsabilité civile" et "financière de la CGT soit engagée", au lendemain d'une nouvelle journée d'action émaillée de violences. AFP

- Loi travail : après « Nuit Debout », « Casseroles Debout » veut faire du bruit -Public Sénat

Les opposants à la loi travail sont appelés à se rassembler devant les mairies vendredi à 20 heures pour « faire un maximum de bruit » à coup de casseroles. Une initiative lancée par la féministe militante Caroline de Haas, opposante de la première heure au projet de loi. Public Sénat

Déliquescence.

- 2017: les universitaires lâchent Hollande - LExpress.fr

François Hollande aura du mal à récolter les voix des universitaires à l'élection présidentielle de 2017. Les résultats du dernier baromètre EducPros révèlent une véritable fracture entre eux et le président. Ainsi, les trois quarts des personnels interrogés estiment que le chef de l'Etat a eu un impact négatif sur l'enseignement supérieur et la recherche.

Pour les deux tiers, même, les conditions de travail se sont dégradées depuis que la gauche est arrivée au pouvoir - alors que, durant le quinquennat, le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été relativement préservé. Ce verdict est d'autant plus sévère qu'il émane d'une communauté historiquement acquise à la gauche.

Parmi les sondés qui ont rendu compte de leur vote dans cette enquête (soit les trois quarts), plus de 78% avaient voté pour François Hollande en 2012, contre 8% pour Nicolas Sarkozy. LExpress.fr 15.06

- Législative partielle/Ain: la candidate LR élue - Lefigaro.fr

Etienne Blanc, a recueilli 73,32% des voix devant le candidat du Front national, Gaétan Noblet, qui a totalisé 26,68% des suffrages.

Plus encore que dimanche dernier, cette élection a été marquée par un très fort taux d'abstention (78,12%). Lefigaro.fr 12.06

Le candidat du PS arrivé en quatrième position lors du premier tour avait obtenu 13,2% des suffrages et avait été éliminé. Le taux de participation au premier tour avait été de 22,3%. Autrement dit, le candidat du PS avait atteint le score de 2,94% des suffrages exprimés.

Une autre fois : Pourquoi le taux d'abstention est beaucoup plus faible lors des municipales et des présidentielles?

Bienvenue en oligarchie

- La sexualité est-elle bien enseignée ?

Le Haut conseil à l'Egalité remet ce mercredi aux ministres de l'Education et des Familles et droits des femmes un rapport sur l'éducation à la sexualité des jeunes. Liberation.fr

Entre nous, sans excercices pratiques cela ne présente aucun intérêt...

- Les ados youtubeurs sont les nouvelles stars de la récré.

Si elle avait été youtubeuse, l'écrivain Annie Ernaux n'aurait eu aucun mal à retrouver la fille qu'elle était à 17 ans. Son livre de recherches, « Mémoire de fille », n'aurait pas eu lieu d'être : toute la matière aurait été à sa disposition. Elle aurait pu s'entendre parler pendant des heures... Rue89

Pourquoi, elle ferait autre chose ?

- Comment l'hôpital Necker est devenu le symbole de ce qui agite la France

En marge de la manifestation contre la loi Travail, plusieurs casseurs s'en sont pris à cet hôpital pour enfants où est hospitalisé le fils des policiers tués par Larossi Abballa à Magnanville. Slate.fr

Mais dites-le merde, des salopards de syndicalistes visaient ce fils de pute...

- Batailles champêtres, arts martiaux... L'entraînement des hooligans russes

Pour éviter l'intervention des autorités, les supporters les plus violents organisent des combats dans des endroits reculés. Slate.fr

Et les hooligans britanniques ?

- Rien y fera, vous dormirez moins bien la première nuit dans un nouvel endroit

Vous n'y pouvez rien, c'est une question de «survie». Le film de Sofia Coppola, Lost In Translation, prend désormais un tout autre sens. On comprend mieux pourquoi Bill Murray erre en pleine nuit dans les couloirs de son hôtel tokyoïte. Slate.fr

Même une seule nuit, ce n'est pas votre conscience qui vous empêchera de dormir...

- Face au « harcèlement de rue », les étudiantes messines entre résignation et épuisement

Sur 300 étudiantes de Metz, 87 % ont déclaré avoir été victimes de « petits harcèlements » dans l'espace public. Pauline Pélissier a analysé le phénomène dans un mémoire de sociologie qui vient d'être primé par l'Observatoire de la vie étudiante. LeMonde.fr

Quel enfer dites-donc votre société...

- Applis, sites, groupes Facebook : le vigilantisme s'installe en France

C'est un symptôme du malaise social profond que connaît notre pays, et pourtant le vigilantisme reste peu connu du public. Par ce terme, on désigne l'ensemble des initiatives privées, prises en dehors des instances légales et ayant trait à la surveillance et au maintien de l'ordre. Rue89

Les chiens de garde ou la milice de la pensée monte la garde...

ACTUALITÉ DU JOUR

Miracle !

- Rosneft et ExxonMobil découvrent de gigantesques réserves de pétrole - voltairenet.org

Rosneft et ExxonMobil ont découvert des réserves de pétrole comparables à celles dont disposaient l'Arabie saoudite au XXe siècle. Elles sont situées en mer de Kara (c'est-à-dire au Nord de la Sibérie occidentale, donnant sur l'océan Arctique). Le champ de Pobeda a été découvert fin 2014. Les deux sociétés disposent désormais d'une cartographie en trois dimensions.

L'exploration de cette zone est particulièrement difficile car elle est gelée dix mois par an.

Ces réserves s'ajoutent à celles découvertes au cours des trois dernières années au Venezuela, dans le golfe du Mexique et sous la Méditerranée. voltairenet.org 15.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Lavrov qualifie d'« inacceptable » le comportement de la France - voltairenet.org

Répondant aux questions des députés lors de la séance de contrôle du gouvernement à la Douma, le 15 juin, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, a qualifié d'« inacceptable » le comportement des autorités françaises vis-à-vis des supporters russes venus assister à l'Euro 2016.

Le 11 juin, des supporters anglais venus assister au match Angleterre-Russie à Marseille se sont imbibés d'alcool et se sont livrés à diverses provocations, d'abord contre les Marseillais d'origine maghrébine, puis contre les supporters russes. En définitive, les Marseillais d'abord, puis les Russes ont répondu à ces provocations. Les bagarres, d'une rare violence ont fait au moins 35 blessés.

Par la suite, les supporters anglais ont provoqué un vacarme assourdissant durant l'hymne national russe au début du match.

Les autorités françaises —qui n'ont arrêté aucun supporter russe en flagrant délit, mais de nombreux Anglais— ont immédiatement accusé la Russie d'être responsable des affrontements. Des journalistes ont dénoncé « l'organisation paramilitaire » des supporters russes.

L'UEFA, qui gère l'Euro 2016, a menacé l'Angleterre et la Russie de « disqualification » du tournoi « en cas de nouvelles violences » de leurs supporters.

La Fédération de football russe a invité ses adhérents à quitter la France.

Le ministère français de l'Intérieur a établi une interdiction de vente, transport et consommation d'alcool lors des « matchs à risque ». Cependant, pour une raison inconnue, cette interdiction n'avait pas été instituée à Marseille malgré les nombreuses mises en garde.

Le procureur de Marseille —qui reçoit ses instructions du ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas— a fait arrêter par des Forces de police spéciales un autobus affrété par les supporters russes qui quittaient la ville. Tous les occupants, y compris les femmes et les enfants, ont été placés en garde à vue. En violation de la Convention de Vienne, le procureur de Marseille n'a pas prévenu le consulat de Russie et s'est opposé aux contacts entre les ressortissants russes et leur représentation diplomatique. Informés par les réseaux sociaux, ce sont les diplomates russes qui ont dû intervenir pour pouvoir porter assistance à leurs ressortissants.

Depuis le coup d'État de Kiev, la France mène campagne contre la Russie. Elle est ainsi parvenue à imposer à l'Union européenne de lourdes sanctions économique contre Moscou et a rompu unilatéralement un important contrat pour la livraison de deux porte-hélicoptères.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitry Peskov, a appelé la France à conduire les investigations sur les rixes du 11 juin dans la plus totale impartialité.

Le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie s'est réuni, sous la présidence du Vladimir Poutine. Le Premier ministre Dmitry Medvedev, le chef de cabinet de la présidence Sergey Ivanov, la présidente du Conseil de la Fédération Valentina

Matviyenko, le secrétaire national de sécurité Nikolai Patrushev et son adjoint Rashid Nurgaliyev, le ministre des Affaires étrangères Sergey Lavorov, le ministre de l'Intérieur Vladimir Kololtsev, le ministre de la Défense Sergey Shoigu, le directeur central du FSB Aleksandr Bortnikov et le directeur du SVR (service de renseignement extérieur) Mikhail Fradkov participaient à la réunion.

À l'issue de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de France à Moscou, Jean-Maurice Ripert (ancien camarade de promotion à l'ENA du président François Hollande). voltairenet.org 15.06

Brésil

- Au Brésil, le président par intérim mis en cause dans le scandale Petrobas

Un ex-dirigeant de la compagnie pétrolière accuse Michel Temer d'avoir utilisé des sommes d'argent issues du système de corruption pour financer la campagne de son parti. LeMonde.fr 15.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Des milliers de Grecs manifestent aux abords du parlement - Reuters

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté mercredi à Athènes contre le gouvernement dominé par le parti de gauche radicale Syriza et contre la dernière série en date de mesures d'austérité exigées par les créanciers internationaux de la Grèce en échange du déblocage d'une aide financière.

Si le rassemblement de mercredi aux aobrds du parlement était le plus important depuis le mois de février, avec plus de 5.000 participants, il a été bref et s'est déroulé dans le calme.

Les manifestants ont déployé des banderoles avec des slogans comme "Rentrez chez vous !" et ont scandé "Honte à vous !".

"Nous protestons contre les mensonges que (le Premier ministre) Alexis Tsipras a racontés au peuple grec", déclarait un manifestant de 60 ans, Ioannis Papadopoulos, en agitant une pancarte avec ce mot: "Démission !"

"Ils (les membres du gouvernement de coalition) ont détruit la Grèce", estimait-il.

Le rassemblement place Syntagma, théâtre de violents heurts avec les forces de sécurité ces dernières années, s'est déroulé alors que les députés débattaient d'un projet de loi offrant aux gros investisseurs plus de dix années sans hausse d'impôt, cela pour promouvoir l'entrepreneuriat dans un pays qui cherche à renouer avec la croissance après pratiquement sept années de récession.

Aux abords du parlement, les manifestants ont diffusé l'enregistrement de discours prononcés par Alexis Tsipras durant la campagne électorale, dans lesquels il s'engageait à protéger les retraites et à abroger une impopulaire taxe sur la propriété immobilière. Reuters 15.06

Haut de page

Le 17 juin 2016

CAUSERIE

J'ai rajouté dans la rubrique *Articles d'actualité* : Un mensonge d'État qui nous prend pour des idiots : l'hôpital Necker « dévasté » par des sauvageons… (16.06)

Etre de gauche, c'était être de droite, dès lors qu'on ignorait ce que signifiait être de gauche ou que la gauche n'exitait plus depuis près d'un siècle. On nous dira que ce n'était pas possible. Qu'est-ce qui n'était pas possible, ignorer ce que signifiait être de gauche, et pourtant c'était bien le cas, il suffit de questionner les militants pour en avoir la preuve ou de constater que des gens de droite

se prétendent de gauche, c'est plus que possible puisque c'est un constat, constat qu'on pouvait déjà faire dans les années 70 pour ne pas remonter plus loin. Des républicains et des démocrates furent assimilés à la gauche sans avoir jamais envisagés d'oeuvrer au renversement du régime en place, c'était donc une erreur d'appréciation politique ou un numéro d'illusionnisme.

La gauche faillit cesser d'exister en août 1914 quand la SFIO ou la social-démocratie trahit le socialisme, puis elle cessa définitivement d'exister quelques années plus tard lorsque le Parti communiste trahit à son tour le socialisme en se ralliant au stalinisme, car à partir de ce moment-là il n'existera plus qu'une infime minorité de militants restés fidèles au socialisme, isolés ou inconnus des travailleurs qui se regrouperont au sein de l'opposition de gauche dirigée par Trotsky, eux seuls devaient désormais incarner la gauche en France.

Qu'un lionceau se nourrisse de lait en têtant sa mère, puis se mette à manger de la chaire animal est normal puisque c'est un mammifère carnassier. Cela l'est moins si on l'avait pris pour une chèvre ou un koala! Il suffisait de remonter à l'origine de la fondation de la SFIO et du PC pour constater que l'un n'avait jamais été véritablement socialiste et l'autre n'avait jamais été véritablement communiste, ce n'est pas moi qui l'invente, ce sont Lénine et Trotsky qui l'ont affirmé et les faits n'ont fait que le confirmer. Sauf que voilà, il semblerait que nos dirigeants aient eu en horreur le matérialisme dialectique pour n'avoir jamais tenu compte de ce constat.

Le révisionnisme du socialisme était omniprésent au sein de la SFIO et du PC dès leur fondation en 1905 et en 1920, la révolution socialiste n'ayant pu se développer dans d'autres pays que la Russie à partir de 1917, il devait finir par conquérir la totalité de ces partis ou des sections de la IIe et de la IIIe Internationale au point de constituer jusqu'à nos jours sa véritable nature ou sa marque de fabrique.

Quand le PS adopta officiellement l'économie de marché en 1983, il ne fit que confirmer son attachement au capitalisme, tandis que le PC fit de même pratiquement à la même époque lorsqu'il renoncera officiellement à la dictature du prolétariat. En fait le PS et le PC assumaient publiquement leur renoncement au socialisme, leur soumission au régime capitaliste devenant officiellement des partis de droite, ce qu'ils étaient en réalité depuis belle lurette.

Le PS devait s'adapter jusqu'à nos jours à l'évolution de l'idéologie de la classe dominante au fur et à mesure que la crise du capitalisme mondial se développait, tandis que le PC devait demeurer fidèle au réformisme devenu obsolète, le PS prenant de plus en plus ouvertement en charge les besoins des capitalistes au point de mettre à nu sa nature foncièrement réactionnaire, imité à sa manière par le PC qui fait allégeance aux institutions de la Ve République et à l'UE notamment. Les circonvolutions et autres numéros d'illusionnisme d'un Mélenchon appartiennent au même registre avarié et infâme que ces imposteurs.

En y repensant après coup, on a l'impression d'avoir vécu un cauchemar permanent depuis 1940 dont on peine à sortir. On s'étonne que la situation soit devenue inextricable et nauséabonde.

Entre nous, ce n'est pas la première fois que cela se produit, rappelons-nous qu'à une autre époque ces partis avaient déjà soutenu les guerres coloniales de l'impérialisme français, notamment, avant de les dénoncer quand elles étaient sur le point de s'achever, et comme toujours on s'empressa de louer leur engagement en faveur de la paix ou de la décolonisation, en faisant soigneusement l'impasse sur leur engagement en faveur de la guerre comme s'il n'avait jamais existé, ainsi alla l'opportunisme jusqu'à nos jours.

Après on se demandera naïvement comment on a pu en arriver à une telle confusion, sinon qu'on avait perdu ou lâcher le fil du socialisme, je n'ai pas d'autres explications à vous proposer.

Le mouvement ouvrier et le prolétariat ont été les victimes d'une abominable supercherie politique que les opportunistes n'ont cessé de couvrir ou d'entretenir en refusant de caractériser le PS et le PC comme des partis de la réaction, sous des prétextes qui se sont tous avérés fabriqués ou fallacieux, et qui n'auraient pas résisté à un examen critique impartial, qui malheureusement n'existera pas ou sera systématiquement étouffé. C'est ainsi que la voix de l'opposition de gauche s'éteignit à son tour.

Il existait pourtant une autre stratégie politique reposant sur la réalité objective et non sur une théorie foireuse, qui aurait consisté à garder le cap de la révolution socialiste pour recruter les éléments les plus conscients ou les plus déterminés des masses exploitées, tout en réalisant un travail en profondeur en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, donc les plus aptes ou motivés à rompre avec le régime, combinaison qui aurait permis de rassembler dans le même parti le meilleur des couches supérieures et inférieures des masses laborieuses incluant des éléments des classes moyennes, des intellectuels, de sorte qu'auraient été garantis à la fois le fonctionnement démocratique de ce parti et son orientation ou l'objectif de son combat politique, la prise du pouvoir par la classe ouvrière. A suivre.

Haut de page

Le 18 juin 2016

CAUSERIE

Ils ne peuvent plus cacher leur haine viscérale du prolétariat.

Quand les Américains bombardent un hôpital en Afghanistan, les Israéliens à Gaza, les Saoudiens au Yémen, etc. l'Elysée ne les condamnent pas, tel un vassal impotent il se fend tout juste d'un communiqué pour demander poliment des explications...

Le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, s'est livré à un amalgame ignoble entre les terroristes, les hooligans, et le mouvement social, tandis que Valls et Cazeneuve accusaient ouvertement des syndicalistes de s'en être pris délibérément à la façade vitrée de l'hôpital Necker, parce qu'il abritait le fils des deux policiers de Magnanville assassinés par un barbare de Daesh, le tout pour justifier une éventuelle interdiction de futures manifestations à Paris pour exiger le retrait de la loi Travail.

Ainsi un cran a été franchi dans l'abjection et la réaction par Hollande et son gouvernement digne de l'extrême droite.

Souvenez-vous qu'il y a quelques mois, nous affirmions que le PS était l'antichambre de l'extrême droite, et que loin de figurer parmi ses ennemis l'extrême droite était en réalité le complément naturel du PS, que cette collusion consistait en temps normal à se partager les tâches et les rôles couverts par un discours bien rodé destiné à tromper les naïfs, mais qu'il n'existait pas de frontières idéologiques étanches entre les deux, au point que le PS pouvait non seulement mettre en oeuvre une politique antisociale que l'extrême droite n'aurait pas reniée, allant jusqu'à recourir si nécessaire aux mêmes méthodes pour la faire passer, le recours aux provocations policières suivies de la répression aveugle et violente de manifestants présentés comme des voyoux ou pire encore, et pour finir l'interdiction de manifester ou la remise en cause des libertés individuelles et collectives ou les droits politiques de la classe ouvrière.

Notons au passage que le décryptage de l'actualité ou l'analyse de la situation seront biaisés ou faussés, dès lors que l'on ne caractérise pas la politique néolibérale de réaction sur toute la ligne ou d'extrême droite. Il faut aussi avoir à l'esprit que pour Hollande et le PS, le gouvernement néonazi de Kiev issu d'un coup d'Etat préparé par l'OTAN et réalisé à l'aide de milices fascistes, est démocratique, tout comme celui de Netanyahu en Israël.

Le développement de la situation sociale créée depuis l'annonce de la remise en cause du code du travail il y a un peu plus de deux mois, met en lumière la nature de l'Etat et du PS et les fragilise, au point que les discours de leurs représentants et porte-parole médiatiques prétendant incarner l'intérêt général en défendant cette loi scélérate ne passent plus du tout auprès de la population laborieuse.

Le dernier sondage en date réalisé par Tilder/LCI/OpinionWay et publié hier en témoigne, je cite l'AFP : plus de six Français sur dix (64%) estiment que, "face aux mouvements sociaux", le gouvernement "doit retirer" le projet de loi travail, ce qui signifie que l'opération du gouvernement et du patronat consistant à criminaliser les opposants à cette loi a échoué lamentablement.

Si le PS n'a pas commis d'erreur en sortant cette loi infâme puisqu'elle est fidèle à son engagement au côté des capitalistes, en revanche il ne pouvait pas éviter qu'elle déclenche une résistance farouche parmi les militants ouvriers et au-delà qui en comprendraient immédiatement l'extrême gravité, et seraient plus déterminés que jamais à la combattre jusqu'à son retrait total et définitif, ce qui laissait présager une lutte de longue haleine ou étalée sur plusieurs mois.

Or, c'était le pire scénario que le gouvernement pouvait envisager parce que le temps passant, alors qu'au départ personne ou presque ne connaissait le contenu exact de cette loi, cet affrontement entre partisans et opposants à cette loi allait donner lieu à une multitude de déclarations et articles polémiques, qui allaient petit à petit en révéler la nocivité extrême pour les travailleurs, qui découvraient la portée des remises en cause des droits acquis qu'elle se destinait de réduire en miettes ou le sort peu enviable qu'elle leur réservait ou à leurs enfants, de sorte que le nombre d'opposants à cette loi ne pouvaient qu'augmenter au fil du temps.

Le gouvernement et le patronat espéraient que les journées d'action programmées par les appareils pourris des syndicats finiraient par avoir raison de la détermination des syndicalistes les plus acharnés à combattre cette loi, c'est râté, ils comptèrent sur les inondations et l'Euro2016 en entonnant le refrain de l'union nationale qui fit un flop tout aussi lamentable, mais surtout ils durent faire le calcul cynique qu'en laissant se développer la violence et la répression aveugle au cours de ces manifestations, cela suffirait à décourager travailleurs et syndicalistes de continuer à manifester, apparemment c'était mal connaître l'état d'exaspération des travailleurs ou leur radicalisation en cours, après que Hollande eut poursuivi et amplifié la politique de régression sociale de son prédécesseur rendant leur existence quotidienne de plus en plus insupportable, de sorte que cette loi apparaisse comme la goutte qui fait déborder le vase, la contre-réforme de trop, alors qu'on sait qu'en réalité, elle n'est que le hors d'oeuvre de leur plan destiné à laminer la totalité de nos droits sociaux.

Ce qui sauve pour le moment Hollande et son gouvernement, et ce qui permettra à terme de faire passer cette loi, c'est

l'absence d'unité entre les syndicalistes et les militants des partis ouvriers, parce qu'elle ne peut se forger qu'à partir d'un seul et unique objectif sur lequel ils sont profondément divisés : le renversement du régime en place et la fondation d'une République sociale débarrassée du capitalisme et des institutions de la Ve République.

Si les syndicalistes et les militants des partis ouvriers se donnaient cet objectif, qui correspond à celui du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire tel qu'il avait émergé au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et qu'il avait abandonné lors du premier quart du XXe siècle, et qu'ils s'organisaient dans des comités d'action sur cette base, ils pourraient rallier des millions de travailleurs, ce qui précipiterait la crise des institutions et du régime et ouvrirait une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs ou permettrait d'avancer vers le socialisme.

C'est à ces militants issus de différents syndicats ou formations politiques de prendre l'initiative de constituer dans tous le pays ces comités d'action au-delà de leurs désaccords, de les fédérer, de définir des tâches et des objectifs, etc. afin d'amplifier ce processus révolutionnaire et de se doter d'une direction nationale susceptible de créer une situation de double pouvoir dans le pays en prévision de l'assault final contre le régime. Nous en sommes très loin, certes, mais le processus peut s'accélérer pour peu qu'il parvienne à s'enclencher, or c'est cette étape qui est la plus difficile à réaliser actuellement.

Il faut se souvenir que rien et encore moins une révolution n'est impossible sans les masses, sans organiser des pans entiers des masses qui entraîneront le moment voulu le gros des bataillons des exploités à l'assaut du régime.

En conclusion, la situation pour inextricable qu'elle paraisse n'est pas sans issue politique, pour peu qu'on en ait réellement la volonté ou qu'on sache ce que l'on veut, et qu'on s'accorde sur les moyens pour atteindre les objectifs qu'on s'est fixé. Or, il semble que malheureusement les militants n'en soient pas encore rendus là. Sauront-ils tirer les enseignements de cette expérience ou parviendront-ils à cette conclusion, c'est le seul souhait que nous pouvons formuler.

Vous aurez constaté que nous n'avons pas évoqué la grève générale qui s'imposera au cours du processus que nous avons décrit sommairement. Nous privilégions le mûrissement politique des militants, qui ne pourra avoir lieu une fois seulement qu'ils auront laissé de côté leurs querelles d'appareil ou leur dogmatisme pour se concentrer sur l'essentiel, à savoir lutter ensemble jusqu'au renversement du régime. Il est évidemment que ce processus ne pourra se développer que si les militants l'imposent aux dirigeants de leurs formations politiques et aux différentes instances de leurs syndicats, ne comptant pas évidemment sur Martinez ou Mailly pour appeler à constituer des soviets ou comités, il faut être sérieux. Il nécessite qu'un parti ouvrier impulse cette stratégie. A suivre.

Il fallait le courage de le dire

Quelles alternatives à l'Otan? Intervention de Michel Collon au Parlement Européen

http://www.investigaction.net/suivez-michel-collon-en-direct-au-parlement-europeen-sur-les-alternatives-a-lotan/

L'intervention de Michel Collon à partir de 1 h 44' 38

Sous-titres disponibles en plusieurs langues (en bas à gauche)

Qui est le candidat du groupe Bilderberg à l'élection présidentielle française ?

Réponse : Alain Juppé, dont le porte-parole Édouard Philippe vient de participer à la réunion annuelle du groupe Bilderberg.

Suites de la manifestation à Paris le 14 juin.

- Témoignages et réflexions de militants PCF de Vénissieux montés à Paris le 14 juin. (http://lepcf.fr)

- "Les groupes de casseurs ne sont pas intégrés dans la manifestation, mais on ne peut pas dire qu'ils lui soit étrangère. Ils y entrent, en sortent, s'y réfugient."

Je ne suis pas sur place pour identifier ce que les uns et les autres appellent casseurs, je n'ajouterai rien à ce que j'ai dit hier en espérant n'avoir pas dit de bêtises, sinon reprenez-moi.

- "Tant que nous n'arrivons pas à mobiliser autant de précaires que de statutaires, de RSAistes que de fonctionnaires, le peuple reste divisé dans la concurrence et le capital peut s'en sortir... Il n'a donc alors aucune raison de céder... Dans le monde actuel, on ne peut gagner contre le capital dans un "compromis" sur le partage de marges qui n'existent plus. "

Ce militant du PCF confirme ce que j'ai écrit sur la nature de ces manifestants. Sa réflexion est juste et la stratégie que j'ai

proposée répond à la question de savoir comment associer les travailleurs à notre combat au-delà d'une frange de fonctionnaires.

Effectivement le capitalisme en crise ne dispose plus d'aucune marge de manoeuvre sur le "partage". On pourrait faire le même constat de notre côté, et en en tirer la leçon qu'il faut en finir avec le régime, que c'est l'objectif politique qu'il faut adopter et soumettre aux travailleurs.

- "Il faut distinguer la discipline nécessaire des manifestations, le rejet des actes gratuits et improductifs, qui eux sont effectivement gauchistes, et la riposte aux agressions policières qui est parfaitement légitime."

Ce discernement est la moindre des choses.

- "Les faits récents montrent que la fonction première de la police est inchangée : attaque contre les piquets de grève, agression contre les manifestants pacifiques et tolérance envers les casseurs, quand il ne s'agit pas de provocations sciemment organisées et évidemment au plus haut niveau."

Les capitalistes s'accrochent au pouvoir par tous les moyens et c'est normal, alors pourquoi ne devrait-on pas envisager tous les scénarios, y compris un soulèvement révolutionnaire, pour leur retirer le pouvoir politique.

Pardem. Quand Nikonoff se prend pour de Gaulle ou stalinien for ever.

- Rassemblement pour la démondialisation - Jacques Nikonoff

Candidat à l'élection présidentielle, c'est aujourd'hui, le 18 juin 2016, que j'appelle au Rassemblement pour la démondialisation (RD). Cette date ne doit rien au hasard. Toutes proportions gardées, elle est un hommage à l'Appel du 18 juin 1940 lancé par le général de Gaulle. nikonoff2017.fr 18.06

Récemment c'était Mélenchon qui avait loué de Gaulle devant les franc-maçons, on ne choisit pas ses maîtres à penser.

Pire qu'une chèvre Filoche, un âne !

- Gérard Filoche : "Même une chèvre gagnerait contre Hollande" - LePoint.fr

Gérard Filoche, membre du bureau national du PS :

- Moi, personne ne me fera céder. J'irai chercher les dividendes. Je ne trahirai jamais une promesse. Vous savez, personne ne croyait à Bernie Sanders aux États-Unis ou à Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne au début…

J'ai été très nuancé avec lui (Hollande - ndlr) pendant les trois premières années de son quinquennat (Pendant lesquelles il a adopté le TSCG, l'ANI, etc. une paille, quelle loque ! - LVOG) . Puis, j'ai eu le projet de la loi El Khomri entre les mains. Je n'aurais jamais imaginé que ce serait aussi scandaleux. C'est le pire texte jamais produit depuis un siècle. Macron et Valls, c'est la faute de Hollande. Tout le monde le sait. LePoint.fr 17.06

Bernie Sanders qui s'apprête à rallier H. Clinton et Corbyn qui se pose en porte-parole de l'UE, après on comprend pourquoi rien ne fera "céder" Filoche puisqu'il a déjà céder sur l'essentiel, quel démagogue !

Tenez, monsieur Filoche, il ne manquait plus que vous sur la photo de famille.

- David Cameron et Jeremy Corbyn côte à côte pour rendre hommage à Jo Cox - L'Express.fr 17.06

Tout fout le camp...

- Tesson - La Ve République est gangrenée - LePoint.fr

- Macron sur le Brexit: on est "à la fin d'une Europe ultra-libérale" - AFP

Le référendum organisé au Royaume-Uni sur une sortie ou pas de l'Union européenne montre qu'on est à "la fin d'une Europe ultra-libérale qui n'a plus de projet politique", a estimé vendredi le ministre de l'Economie Emmanuel Macron, qui a appelé à sa "refondation". AFP 17.06

Martinez négocie sa capitulation.

- Loi travail: Myriam El Khomri et Philippe Martinez constatent leurs désaccords - AFP

La ministre du Travail et le secrétaire général de la CGT ont fait le constat de leurs désaccords persistants sur la loi travail vendredi à l'issue d'une rencontre très attendue, la première depuis début mars, qui leur a toutefois permis de renouer le dialogue.

"Il y a des points de désaccords entre la CGT et le gouvernement sur des choses de fond, ces désaccords se sont confirmés aujourd'hui", a déclaré Philippe Martinez à sa sortie du ministère du Travail, après un entretien d'environ une heure et demie avec Myriam El Khomri.

Cette dernière a confirmé que le gouvernement et la CGT n'avaient "pas trouvé de consensus". "Nous avons des désaccords qui ne sont pas nouveaux", a-t-elle ajouté, mais "nous avons eu un échange constructif, argumenté, sur cette primauté que nous entendons donner à l'accord d'entreprise" sur l'accord de branche, l'un des points du texte auxquels s'oppose la CGT.

Tout en insistant sur le respect de la hiérarchie des normes, M. Martinez a évoqué pour la première fois de possibles "dérogations" dans les entreprises, dont le bien-fondé serait contrôlé par une "commission de branche".

Parmi les divergences avec le gouvernement, il a cité les questions "des licenciements économiques, de la médecine du travail, du référendum" d'entreprise. "Il faut retirer ou réécrire ces articles", a-t-il insisté.

M. Martinez a fait des propositions en ce sens à Mme El Khomri, qui a assuré qu'elle allait les "regarder attentivement".

Après avoir récemment accusé la CGT de pratiquer "la politique de la chaise vide", la ministre a estimé qu'il était "important" d'avoir "renoué le dialogue" avec la centrale de Montreuil.

L'absence de consensus sur la loi travail "ne veut pas dire que nous ne sommes pas en capacité de mieux travailler ensemble", a-t-elle ajouté.

Toutefois, le gouvernement ne retirera pas les articles qui fâchent la CGT. "Enrichir le texte oui, mais sans en dénaturer la philosophie, c'est très clair de ce point de vue-là, et notamment la primauté de l'accord d'entreprise en matière de temps de travail", a-t-elle déclaré.

Il a l'opinion publique pour lui: plus de six Français sur dix (64%) estiment que, "face aux mouvements sociaux", le gouvernement "doit retirer" le projet de loi travail, selon un sondage Tilder/LCI/OpinionWay.

Parmi ses militants, certains restent sur la ligne dure du retrait, quand d'autres s'interrogent sur la capacité de la CGT à maintenir une mobilisation en perte de vitesse face à un gouvernement inflexible.

La première organisation syndicale doit aussi compter avec les six autres membres de l'intersyndicale (FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL, Fidl), qui se montrent "déterminés".

FO a prévenu: "S'il prenait l'idée au gouvernement de passer en force à l'Assemblée nationale en juillet avec le 49-3, elle ne lâcherait pas, y compris à la rentrée." M. Martinez a lui-même indiqué vendredi qu'il ne voyait "aucune raison" de renoncer aux prochaines journées d'action.

Le 23 juin, l'intersyndicale appelle à des grèves, rassemblements, manifestations. Le 28 juin, jour du vote au Sénat, nouvelles grèves et manifestation. Elle compte aussi remettre les résultats de la votation citoyenne qu'elle a organisée à la Présidence de la République.

L'exécutif a menacé d'interdire les manifestations après les nouvelles violences intervenues lors du défilé parisien mardi contre la loi travail. AFP 17.06

Le parti officiel de l'ordre est encouragé par Hollande-Valls à faire du zèle.

- Loi travail: Bruno Le Roux (PS) n'exclut pas un recours au 49-3 - AFP

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale a affirmé vendredi ne pas exclure que le gouvernement puisse recourir à l'article 49-3 pour l'adoption en deuxième lecture de la loi travail. AFP 17.06

- Demande d'une commission d'enquête sur les syndicats - Reuters

Une quarantaine de députés de droite demandent la création d'une commission d'enquête sur la représentativité syndicale dans le but de proposer des réformes, en pleine contestation sociale du projet de réforme du Code du travail.

"Il s'agit de réformer le syndicalisme français et son fonctionnement, face à l'absence d'initiatives du gouvernement sur ce sujet urgent", affirment les députés dans un communiqué.

Dans l'exposé des motifs de leur proposition, les élus de droite protestent contre le fait que "depuis plus de trois mois, une minorité syndicale tente de paralyser le pays".

"A l'heure où la réforme de notre Code du Travail est plus que jamais urgente, attendue et cruciale, le gouvernement refuse de s'attaquer à la racine de notre blocage : la représentativité syndicale", affirment-ils.

"Est-il normal qu'une organisation syndicale comme la CGT, qui compte 688.000 adhérents, soit seulement 2,6% des salariés, bloque nos secteurs stratégiques ?", s'interrogent-ils.

Les députés LR soulignent que, d'après l'OCDE, seulement 8 % de la population active française est syndiquée et seulement 5 % dans le secteur privé alors que "la moyenne européenne tourne pourtant autour de 25 % par pays". Reuters 17.06

La BCE se languit et en remet une couche.

- Benoît Coeuré (BCE) : la France "encore à la traîne" sur ses réformes du marché du travail - Atlantico.fr

La Banque centrale européenne (BCE) a adressé le 17 juin un messages politiques aux gouvernements européens, par la voix d'un de ses membres du directoire, Benoît Coeuré, rapporte le quotidien Les Échos.

Même si plusieurs pays en crise (Espagne, Italie, Portugal et Grèce) ont adopté des plans pour alléger les coûts de leur marché du travail, du côté de la France, M. Coeuré est plus réservé, la voyant "encore à la traîne" sur ce point.

Selon M. Coeuré, il faudrait au préalable libéraliser les marchés des produits et services, mesure que les gouvernements européens ont plutôt écartée, en privilégiant d'abord les grandes réformes pour l'emploi. Atlantico.fr 17.06

Les fachos sont de sortie.

- Le "Printemps patriotique" de l'extrême droite européenne - Reuters

Portés par leur progression électorale et les perspectives d'un possible Brexit, les partis européens d'extrême droite, réunis vendredi à Vienne, ont annoncé qu'ils allaient travailler à l'émergence d'un "Printemps patriotique" qui fera reculer les pouvoirs de l'Union européenne et stoppera les flux migratoires en provenance du Moyen-Orient. Reuters 17.06

- Loi Travail : le gouvernement est incapable d'assurer la sécurité, selon Philippot - Francetv info

Le vice-président du Front national était l'invité du Grand Soir 3, ce jeudi 16 juin. Il a notamment évoqué les violents incidents qui ont émaillé la dernière manifestation contre la loi El Khomri. Francetv info 17.06

- Gilbert Collard : « Les casseurs appartiennent à la mouvance des islamo-gauchistes » - Public Sénat

Invité de Territoires d'Infos sur Public Sénat et Sud Radio vendredi, le député FN Rassemblement bleu marine Gilbert Collard, a dénoncé les casseurs des dernières manifestations contre la loi travail. Il y voit des « islamo-gauchistes ». Public Sénat 17.06

- Les 4 Vérités - Un "printemps du patriotisme un peu partout en Europe", selon Nicolas Bay - Francetv info

Le secrétaire général du Front national, Nicolas Bay, est l'invité de Roland Sicard sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce vendredi 17 juin. Francetv info 17.06

Le rejet qui appelle le retrait de la loi Travail

- Sondage : le rejet de Hollande s'amplifie à gauche - LeFigaro.fr

Selon une enquête TNS Sofres OnePoint pour RTL , LCI et Le Figaro , seuls 19 % des sympathisants de gauche estiment que le chef de l'État serait le meilleur candidat pour affronter la droite en 2017.

Un nouveau sondage catastrophique. Pour François Hollande, chaque enquête apparaît comme un couteau remué dans la plaie. Notre enquête TNS Sofres OnePoint pour RTL, LCI et Le Figaro vient en effet doucher encore un peu plus les espoirs de réélection du président de la République, s'il lui prenait l'envie de se représenter.

Mais c'est auprès de l'ensemble des Français que le chef de l'État est jugé le moins bon des candidats de gauche. Il est même relégué, avec 7%, en queue de liste avec ce qui est communément appelé les «petits candidats»… LeFigaro.fr 17.06

Place à la lutte des classes.

- Sur internet et dans les médias: l'inéxorable épuisement de Nuit Debout - Slate.fr

Le ballon de baudruche se dégonfle lentement mais surement. Nuit Debout (...) n'attire plus les curieux ni sur la place où les derniers regroupements ponctuels sont au mieux sporadiques ni sur internet comme le montre le graphique de Google Trends. De même les médias y consacrent moins d'articles avec le temps.

Dès le début du mouvement, on trouve plus d'un demi-millier d'articles par jour sur Nuit Debout par l'intermédiaire de Google Actualités. La thématique atteint même un pic pendant la semaine du 11 avril en fleurtant avec les 1.000 articles consacrés au sujet chaque jour. Puis c'est la perte de vitesse. Si la semaine du 25 avril avoisine les 500 publications quotidiennes, celle du 2 mai, dominée par des mouvements de grève plus généralisés, avale Nuit Debout qui rassemble entre 150 et 200 articles par jour jusqu'à la semaine du 23 mai.

À partir de cette date, la pénurie de carburant dans l'Hexagone domine les débats, tout comme la crue de la Seine quelques jours plus tard. On ne trouve alors guère plus d'une dizaine d'articles accordés à l'action citoyenne débutée deux mois plus tôt. Une tendance que l'on retrouve jusqu'à la semaine du 13 juin. Prouvant une nouvelle fois que sur internet, chez les internautes ou dans les rédactions, Nuit Debout s'est essouflé. Peu à peu depuis la fin avril, ce sont les manifestations et le bras de fer opposant le gouvernement et la CGT qui ont été suivis avec davantage d'intérêt. Slate.fr 17.06

On conçoit que Slate soit dépité. Il faut dire qu'affronter le gouvernement, c'est autre chose que passer son temps à rêvasser à un monde meilleur...

Calcul d'épicier

- L'Insee confirme la reprise en France en 2016 - Liberation.fr

Avec 1,6% de croissance estimée pour l'ensemble de l'année, l'économie créerait assez d'emplois pour faire baisser le chômage de 0,4 point. Liberation.fr 17.06

Ils inventent l'augmentation rétroactive.

- Hausse rétroactive des tarifs réglementés de l'électricité « de 1,50 euro par mois sur 18 mois » - lefigaro.fr

Quelque 28 millions de ménages et les plus gros consommateurs d'électricité devront s'acquitter d'une augmentation rétroactive de leur facture. Le Conseil d'Etat a en effet annoncé, mercredi 15 juin, l'annulation d'un arrêté qui limitait à 2,5 % l'augmentation des tarifs de l'électricité survenue en 2014 et qui portait sur la période du 1er novembre 2014 au 31 juillet 2015. Il estime que ces tarifs « avaient été fixés à un niveau manifestement insuffisant pour assurer le rattrapage des écarts tarifaires passés ». La haute juridiction donne trois mois au gouvernement pour publier de nouveaux arrêtés fixant cette hausse rétroactive.

Ce rattrapage sera d'environ « 1,50 euro par mois sur dix-huit mois », soit une trentaine d'euros en moyenne par foyer, a précisé Ségolène Royal, la ministre de l'environnement et de l'énergie, jeudi matin, sur Europe 1. Elle a également indiqué que la hausse prévue au 1er août pour la période 2016-2017 sera « de moins de 1 %, peut-être aux alentours de 0,5 % ». lefigaro.fr 16.06

Aux Etats-Unis cela fait belle lurette qu'ils ont inventé les taxes ou impôts rétroactifs...

Etat policier. Il fallait l'inventer, c'est fait.

- Les députés font du sexisme une circonstance aggravante des crimes et délits - 20minutes.fr

Un amendement socialiste adopté jeudi soir ajoute à l'article 132-77 du code pénal la mention des crimes et délits perpétrés contre des personnes en raison de « leur sexe » comme motif de circonstances aggravantes.

Selon l'exposé des motifs de l'amendement porté par Maud Olivier, membre de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée, c'est un « enjeu sociétal » et les institutions internationales recommandent de prendre en compte le caractère sexiste.

Sur le même sujet, un amendement du gouvernement également adopté en commission vise à interdire tout agissement sexiste dans la fonction publique, en ajoutant à la loi qu'« aucun fonctionnaire ne doit subir » de tels agissements. 20minutes.fr 17.06

Qui irait tuer une personne en raison de son sexe à part peut-être des députés du PS ou d'EELV ?

Imaginez que vous soyez fonctionnaire et que vous fassiez une blague à une fonctionnaire, il suffirait qu'elle détourne cette blague en lui donnant un contenu sexiste pour que vous soyez sanctionné. Quel bande de salopards !

Messieurs les assassins, si vous ne voulez pas agraver votre cas, choisissez le sexe de votre victime, un mâle de préférence si vous en êtes un, mais assurez-vous tout de même qu'il ne soit pas homosexuel pour ne pas être accusé d'homophobie, un blanc de préférence si vous êtes blanc pour ne pas être accusé de racisme, un bon Français de préférence pour ne pas être accusé de xénophobie, bref, cela va restreindre considérablement le champ de vos victimes potentiels au point de rendre votre passage à l'acte impossible, entre nous, vous pouvez aussi vous suicider, là personne ne vous reprochera quoi que ce soit, quoique...

Les membres du PS respirent, transpirent, suintent, dégoulinent de haine envers tous ceux qui ont le privilège de ne pas leur ressembler et c'est tout à leur honneur.

Quand cela les arrange ou selon les circonstances, les femmes prétendent être inférieures aux hommes ou recherchent leur protection, pour ensuite les accuser d'être dominateurs ou possessifs ou je ne sais quoi encore, car elles ne savent pas ce qu'elles veulent, ce qu'on ne leur reprochera pas puisque la société ne leur offre pas pas d'autres alternatives que d'être dominées ou dominatrices, de reproduire les rapports sociaux existant entre les classes sans en avoir conscience.

La femme l'égale de l'homme, cela ne peut pas exister sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, y avez-vous déjà pensé ? J'ai cru généreusement et naïvement le contraire autrefois et mal m'en a pris, erreur fatale, j'ai été jeté comme un chien ayant la rage à l'arrivée, une bien cruelle injustice.

Le législateur instrumentalise donc cette situation et leur inconscience pour renforcer son appareil répressif, et les abrutis de féministes (y compris de gauche et d'extrême gauche) d'applaudir à tout rompre, normal elles ou ils n'ont aucune conscience de classe, aussi se rangent-ils au côté du législateur sans qu'il y ait besoin de rappeler les intérêts de quelle classe il représente.

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Washington fustige Moscou après l'attaque de groupes luttant contre l'Etat islamique - LeMonde.fr

Les frappes russes ont visé certains combattants soutenus par le Pentagone, jeudi, en Syrie. Lors d'une conférence de presse, le secrétaire à la défense des Etats-Unis a estimé qu'il pourrait s'agir d'une erreur. LeMonde.fr 17.06

Combattants soutenus par le Pentagone qui sont en réalité issus du Front Al-Nosra et soutenus par l'Arabie saoudite, mais que les Américains ont refusé de mettre sur la liste des groupes terroristes...

- Venezuela: des détenus sortis de prison pour défendre le président - AFP

Le gouvernement vénézuélien a fait sortir de prison vendredi plusieurs centaines de détenus afin qu'ils manifestent pour dénoncer l'utilisation frauduleuse par l'opposition de leurs signatures en faveur d'un référendum pour révoquer le président Nicolas Maduro. AFP 17.06

Sans doute une pure invention de l'opposition liée aux Américains reprise complaisamment par l'Agence Française de Propagande...

Intox.

- Accord préliminaire à l'UE sur la lutte contre l'évasion fiscale - Reuters

Les pays membres de l'Union européenne ont conclu vendredi un accord provisoire sur de nouvelles règles visant à lutter contre l'évasion fiscale des multinationales mais certaines dispositions ont été édulcorées par rapport à leur version initiale...

Reuters 17.06

Ouf!

- Migrants : Médecins sans frontières refuse les aides financières de l'UE - Atlantico.fr

Ce vendredi, MSF annonce qu'il n'acceptera plus les fonds en provenance de l'Union européenne, en désaccord sur sa politique de gestion de la crise des migrants. Atlantico.fr 17.06

Cette ONG acceptera celles de l'ONU, d'Israël ou des Américains...

Bienvenue en oligarchie

- Aux États-Unis, une personne reconnue pour la première fois «ni homme, ni femme»

Jamie Shupe, né homme, a vécu 50 ans en tant que femme. La justice américaine vient de l'autoriser à ne plus se définir en fonction de son sexe. En France, des associations réclament la mention de «genre» plutôt que «sexe» sur les papiers d'identité. LeFigaro.fr

Même pas un homo sapiens, puisqu'on ne peut pas lui appliquer la définition du dictionnaire : Espèce zoologique formée par l'Homme au sein des Primates ou encore l'homme, en tant qu'espèce capable de pensée abstraite, de connaissance. (Le Grand Robert de la langue française).

- Appel à témoignages : parents gays, comment parler d'Orlando à vos enfants ?

L'attentat, qui a fait 49 morts dans la ville américaine, dimanche, soulève des questions au sein de la communauté LGBT, notamment celle des mots à employer pour s'adresser aux plus jeunes. Racontez-nous votre expérience. Liberation.fr

Quels enfants ?

- Taylor Swift et Calvin Harris: l'amour dure trois Instagram

La chanteuse et le DJ ont raconté leur vie de couple sur les réseaux sociaux, des premiers émois à la rupture douloureuse. Avant de tout effacer. En vain.«TayVin» était le couple le plus parfait au monde. Ou le plus agaçant. Ou le plus flippant. Slate.fr

- Bac de français 2016 : de « mâles louanges » qui relancent les critiques sur le manque d'auteures

Encore une fois, aucune femme écrivain n'a figuré aux épreuves de français du bac général et technologique. Et le texte empreint de testostérone d'Anatole France n'a rien arrangé. LeMonde.fr

Les chiens de garde de la pensée unique veillent...

Ce sont des obsédés, non ?

- En Chine, des prêts contre des photos dénudées

Vous connaissez les prêteurs sur gage ? Ces boutiques glauques qu'on voit souvent dans les films américains et dans lesquelles les personnages en rade d'argent déposent un objet pour obtenir du cash ? En Chine, il semblerait que ce métier se renouvelle sur Internet. Rue89

Ah ces Chinois !

- Selon une étude, les femmes diffusent mieux la propagande extrémiste

Disposant d'un rôle plus central sur les réseaux sociaux que les hommes, elles constitueraient le principal vecteur de la parole terroriste. Les apparences sont parfois trompeuses. Alors que notre image des réseaux terroristes est essentiellement masculine... Slate.fr

Voilà de quoi vous faire aimer un peu plus les femmes...

- Brexit: pourquoi les référendums sont plus violents que les élections

Comparé aux autres élections, le résultat est plus définitif.Les référendums sont souvent des moments particulièrement intenses dans l'histoire politique d'un pays. Souvenez-vous de celui du 29 mai 2005 en France, sur le traité établissant une constitution pour l'Europe. Slate.fr

On comprend pourquoi ils détestent les référendums...

- L'État islamique et al-Qaida seront-ils éternellement rivaux?

L'union aurait des avantages, mais les objectifs des deux groupes sont bien différents. - Slate.fr

Un regret, avec les encouragements de Slate...

- La footophobie, ce mal français - Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil : démission d'un troisième ministre dans le cadre de l'affaire Petrobras - LeMonde.fr

Au pouvoir depuis moins d'un mois, le président par intérim Michel Temer a dû essuyer le départ de son ministre de la planification, de celui de la transparence et maintenant du ministre du tourisme. LeMonde.fr 16.06

Venezuela

- Venezuela : la capitale de l'Etat de Sucre en «quasi état de siège» - LeFigaro.fr

Mardi 14 juin, de graves émeutes ont eu lieu à Cumana, capitale de l'Etat de Sucre au Nord-est du pays. Trois personnes ont été tuées par la police qui a procédé à plus de 400 arrestations. Des dizaines de commerces ont été pillés. LeFigaro.fr 16.06

Croatie

- Le gouvernement croate n'aura tenu que cinq mois - euronews.com

Le Parlement croate a adopté une motion de défiance à l'encontre du gouvernement de droite, à 125 voix contre 15 ce jeudi. Le cabinet chute cinq mois seulement après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Tihomir Oreskovic, un homme d'affaires sans expérience politique.

Cinq mois que ce dernier essuie des critiques, sur le virage à droite entrepris par le pays et la minimisation, par son gouvernement, des crimes du régime oustachi pro-nazi. Les nationalistes du HDZ, principal parti de la coalition, avaient annoncé la veille qu'ils retiraient leur soutien au cabinet, formé avec le Most, de centre-droit. euronews.com 16.06

Haut de page

Le 19 juin 2016

CAUSERIE

Le chiffre du jour : 497.

C'est le nombre de clochards (sans-abri) qui sont décédés en France en 2015 selon le Collectif «Les morts de la rue».

A quoi rêvent les hyper riches. A un Dreamliner !

Voilà un Boeing Business Jet ou Boeing 787-8 disposant d'un espace de 230 m² entièrement conçu comme un appartement de luxe avec profusion d'écrans géants, divans convertibles, lit king-size, marbre dans la salle de bain, douche italienne. Il est destiné à accueillir seulement une quarantaine de passagers. Il a été acquis pour la bagatelle de 315 millions de dollars les luxueuses modifications incluses, par la compagnie chinoise HNA qui le louera à une riche clientèle. Source : bfmbusiness.bfmtv.com 18.06

Fan zone, c'est quoi ?

Un nouveau camp d'internement ? Pour les humains ou le bétail ?

Un espace de divertissement collectif paraît-il ! Et tout a été prévu, les "fans" sont canalisés vers cet enclos gardé par des vigiles, protégé par des policiers, surveillé par des caméras, un vrai espace de liberté... Ah ben ouais, il vaut mieux s'habituer tout de suite à vivre au quotidien sous protection pour se sentir vraiment bien ou en sécurité dans la société du futur merveilleuse qui prend corps sous nos yeux...

Existe-t-il au monde quelque chose de plus abrutissant que le sport, disons en tant que spectateur, à part les jeux vidéos ?

Je réagis à retardement, en étant à 10.000 kms et en ayant quité la France depuis 20 ans, je n'y ai pas remis les pieds depuis 2002, je découvre des trucs incensés qui n'existaient pas à cette époque. Je dis cela pour ceux qui découvrent ce portail.

La faillite du concept de droit international était inscrite dès sa formulation ou dans ses gènes.

Grille de lecture.

C'est ce constat que les intellectuels s'acharnent à refuser d'admettre.

Plus encore qu'à d'autres époques, sous l'impérialisme c'est par le recours à la force, à la violence, à la guerre que se règlent les conflits entre Etats, et cela n'a pas changé depuis le début du XXe siècle, y compris pendant les périodes de pays armés.

La réalité, c'est qu'en fonction de l'intérêt qu'ils portent à certaines causes selon des critères individuels ou sélectifs qui n'ont rien à voir avec une véritable prise de conscience du développement du capitalisme, les intellectuels s'accommodent habituellement du capitalisme et des conséquences de ses méfaits sur les peuples comme si ces derniers pouvaient finalement les imiter, bien que figurant dans une position bien plus inconfortable que la leur.

En gros, ce sont des bavards et rien de plus, qui n'apportent rien de plus.

Le droit international a été dicté par l'impérialisme dominant en fonction de ses besoins et des rapports qu'il tendait à imposer aux autres puissances impérialistes, rapports étendus ensuite aux autres nations plus faibles, dominées ou vassalisées aux différents impérialistes, dont l'indépendance ou la souveraineté n'ont jamais été davantage que le produit d'un statu quo précaire ou de circonstance, que les intellectuels, mais pas seulement, ont pris aux mots en se contentant des apparences qui un jour ou l'autre devaient voler en éclats, c'est cela qui les étonnent ou les scandalisent aujourd'hui après avoir cautionné cette mystification pendant des décennies.

Ils oublient que le droit international est né dans la douleur de guerres impérialistes dont le seul perdant ne pouvait être que le prolétariat, les peuples exploités et opprimés, donc forcément les représentants de l'impérialisme victorieux n'allaient pas édicter un droit favorable à ces peuples qu'il venait juste d'envoyer à la boucherie, un peu de sérieux s'il vous plaît.

Maintenant qu'il ait dû tenir compte du rapport établi entre les classes à un moment donné, ne l'engageait nullement à le respecter dès lors que la classe des capitalistes conservaient le pouvoir économique et politique, elle devait forcément tirer profit de cet avantage pour le pousser plus loin encore dès que les conditions le permettraient, conditions qu'elle n'aurait de cesse de contribuer à réunir pour se lancer dans une nouvelle offensive contre le prolétariat mondial, bazardant par dessus bord les traités qu'elle avait rédigés et signés quelques décennies plus tôt comme s'il s'agissait de vulgaires morceaux de papier sans intérêt.

Sa désinvolture, son audace, son arrogeance surprendront ceux qui avaient fait une fixation sur ce principe, pour avoir ignoré le processus historique dans lequel il s'inscrivait et qui allait poursuivre son évolution en fonction de la crise du capitalisme, facteur déterminant qui en réalité en était à l'origine, la guerre n'ayant résolue aucune des contradictions du capitalisme, celles-

ci devaient à terme s'imposer et faire voler (à nouveau) en éclats cette fragile et boîteuse construction qu'ils ont appelé le droit international, au profit de la loi du plus fort, de l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain.

- Le droit international et les puissances occidentales : tentatives de liquidation - legrandsoir.info

Extraits.

Aujourd'hui, à l'instigation surtout des États-Unis (EU), qui ont tous les moyens à leur disposition, le droit international fait l'objet de manipulations : il est instrumentalisé pour des causes qui lui sont contraires. Il est même victime d'une tentative de liquidation, du moins dans tous les secteurs qui handicapent la liberté de manoeuvre des grandes puissances, particulièrement les EU.

C'est ainsi, par exemple, que la « non ingérence » dans les affaires intérieures des États et des peuples, disposition centrale de la Charte des Nations unies, devient par la grâce « étasunienne » son contraire avec l'ingérence dite « humanitaire » et le « devoir de protéger » les peuples contre leur propre État. La pratique de quelques Puissances, désireuses de produire à elles seules un « droit coutumier », devient une source fondamentale en lieu et place de l'accord entre États.

Cette pratique présente les caractères les plus arbitraires, les plus discriminatoires et les plus contradictoires : elle ne relève d'aucun principe, quel que soit le discours officiel, mais d'une simple évaluation des rapports de force et des possibilités qu'ils ouvrent. C'est qu'en effet dans tous les États, y compris ceux se réclamant haut et fort de la démocratie, la politique étrangère est entre les seules mains des Chefs d'État et de gouvernement, assistés de leurs services plus ou moins spéciaux, en collaboration avec les ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Les peuples et leurs représentants sont réduits à n'être que des sujets : malgré les discours sur la « mondialisation heureuse », l'homme est toujours en exil dans la société internationale. Roland et Monique Weyl ont raison lorsqu'ils constatent une « abdication » citoyenne. Seules, pourtant, les organisations populaires peuvent prendre en charge le Droit international, après avoir pris conscience de l'importance politique de ses principes et de ses normes aptes à limiter tous les pouvoirs publics et privés.

Le droit international devient un ensemble de normes confuses dont on ne connaît avec précision ni les sources réelles ni le contenu. Il perd toute pertinence dans la mesure où même les règles les plus limpides font l'objet d'interprétations obscures mais « utiles » à certains intérêts. Malgré toutes ses faiblesses, cette doctrine dominante peut se contredire sans se discréditer en raison de l'absence de mémoire politique de l'opinion et du caractère opportuniste de ses prises de positions successives.

La plupart des juristes s'inscrivent dans le climat ambiant, adhérant à l'agenda de leur gouvernement, et ne se placent pas à contre courant. Bien que les problèmes sociaux les plus massifs, telle la malnutrition, l'insuffisant accès aux soins, à l'éducation, au logement, au travail et aux ressources vitales, telle que l'eau demeurent irrésolus et n'ont pas de perspectives de solutions à court ou moyen terme, les acteurs du monde occidental, dont les juristes ou les ONG, qui sont en mesure de sensibiliser l'opinion, acceptent la logique du système socio-politique. Le sort des pandas ou des baleines peut, dans certains cas, prendre la place de la misère des bidonvilles du Tiers Monde ; les oppositions raciales ou religieuses, artificiellement gonflées, parce qu'elles opposent les pauvres entre eux, peuvent se substituer avec avantage aux clivages sociaux qui mettent en cause les intérêts dominants ; le spectacle sportif international peut devenir un « opium » des peuples tout comme l'étaient les jeux de cirque durant l'Antiquité. L'ensemble de ces diversions pervertissent tous les combats, y compris juridiques. Par exemple, les luttes en faveur des droits humains se transforment en une bataille pour les seuls droits électoraux ; les luttes anticoloniales (comme celle des Palestiniens) se liquéfient en problème exclusivement humanitaire...

L'« optimisme », qui n'a aucune signification scientifique, est pourtant dominant, quelles que soient les crises multiples et les drames humains qui se produisent (par exemple, la question palestinienne ou la question afghane). Lorsque l'échec des politiques occidentales est patent, constituant des « exemples » peu « exemplaires », les juristes néoconservateurs « passent à autre chose » : rien de plus éclairant que de suivre les travaux successifs d'un même auteur et de constater ses autocorrections ! La sérénité reste de rigueur : « l'ordonnancement international sera durablement le résultat d'un équilibre (...) entre les exigences de liberté et celles de la solidarité » (3). Pas question de déséquilibre et d'inégalité flagrante puisque, est-il dit, « l'Humanité est aujourd'hui plus consciente que jamais de son unité »... C'est ainsi, par exemple, que l'échec de la gestion de la « paix » imposée en Irak et de l'occupation est occulté par la chute de la dictature ; même chose pour les interventions en Afghanistan conclues par le renversement du régime taliban, même si le conflit se prolonge sans résultat ; on passe outre le chaos libyen postérieur à l'intervention de l'OTAN et les multiples conséquences dans l'environnement régional de la Libye (en particulier au Mali).

Sur le plan de la doctrine, les ONG occidentales adoptent la même attitude que les médias : le silence s'impose lorsque les initiatives euro-étatsuniennes ne sont pas couronnées de succès. L'exemple le plus flagrant est celui des accords d'Oslo en 1993 présentés comme « permettant de faire entrer le Moyen Orient dans une ère nouvelle » sans que, vingt ans après, on ne souligne leur échec total. Quant à l'Union Européenne, opportunément récipiendaire du Prix Nobel de la Paix 2012, succédant au marché commun qui devait aboutir, selon tous les juristes spécialistes, à la prospérité générale, elle reste, malgré ses 25 millions de chômeurs et ses spéculations bancaires, positivement évaluée.

La « lobbycratie » de Bruxelles n'est en rien remise en cause par les juristes européens. Plus généralement, on reste attaché

au monde « globalisé », « unifié » par l'économie de marché et les grandes firmes, on demeure hostile à la souveraineté des États (4). On se désintéresse du sous-développement qui n'a pas reculé. Ce sont le « droit des affaires internationales », avec les règles de l'OMC, la jurisprudence de son organe de règlement des conflits, les instruments juridiques d'ajustement structurel du FMI, les opérations financières du système bancaire international et de la Banque mondiale, qui seuls peuvent permettre la « croissance » pour tous !

Ce sont les médias et l'intense propagande pro-étasunienne et pro-capitaliste qui créent le climat nécessaire (5) à l'acceptation de ce qui doit, selon les EU et leurs alliés, passer pour du droit alors que les normes ne peuvent changer qu'avec l'accord des États (voir les arrêts de la Cour internationale de justice qui le rappellent expressément dans l'affaire « Détroit de Corfou », 1949, et celle concernant le « différend Nicaragua/EU », 1986).

Les violations flagrantes se transforment en interprétations « souples » (6), « justifiées » par des besoins humanitaires auxquels nul État ne saurait se soustraire : c'est ainsi que l'agression devient une opération de protection des personnes civiles. Il en a été ainsi pour les affaires yougoslave, irakienne, libyenne. Le droit cède devant le « devoir » : une Faculté de droit de Paris, assistée du docteur Kouchner et du juriste Mario Bettati, a ainsi, avec l'appui de la plus haute autorité française, réinventé « l'ingérence humanitaire », produit archaïque du XIXe siècle intitulé à l'époque « intervention d'humanité » visant à protéger les chrétiens d'Orient !

Certes, le droit international ne s'est jamais bien porté : tous les États, au prorata de leur force, l'ont violé, bien que contribuant aussi à le façonner. Mais la situation est telle aujourd'hui, y compris dans les milieux juridiques, qu'il est difficile d'aller à contre-courant lorsqu'une thèse a été martelée à tel point qu'évoquer simplement la légalité apparaît comme un « engagement idéologique immoral ».

Le monde est en crise et le droit international est entré dans un coma profond. investigaction.net - legrandsoir.info 18.06

Place à la lutte des classes messieurs les intellectuels. Il ne vous reste plus qu'à assumer votre soumission au capitalisme ou à l'affronter ainsi que ses institutions. On sait, c'est dur à admettre, mais il n'existe pas d'autres alternatives. En vous prosternant devant le droit international vous avez voulu faire dans la demi-mesure, voyez où cela vous a mené, nulle part, soyez honnêtes, admettez-le...

Nos droits sont légitimes, et il est légitime qu'on impose leur respect par n'importe quels moyens.

- 60% des Français considèrent "justifiée" la mobilisation contre la loi travail - AFP

Une majorité des Français, 60%, considèrent "justifié" le mouvement contre la loi travail et ce malgré les violences lors de la manifestation parisienne du 14 juin, selon un sondage Ifop à paraître dans Dimanche Ouest-France. AFP 18.06

En complément. Ce serait tellement mieux un "vote normal au Parlement" et un "gouvernement plus ouvert".

Pour Mailly (FO), samedi sur France Inter : "le gouvernement est maintenant confronté à un double choix: ou il ne change rien, il reste ferme sur ses positions en n'écoutant rien sur un projet de loi dont je rappelle qu'il est multiminoritaire (...) ou le gouvernement bouge et on peut espérer un vote normal au Parlement".

"Ou le gouvernement retrouve la raison face à un projet ultra-minoritaire (...) ou c'est un entêtement de caractère politicien et ils prendront leurs responsabilités. Le meilleur moyen d'arrêter les manifestations c'est d'avoir un gouvernement plus ouvert", a-t-il insisté. AFP 18.06

Vivement les vacances, Hollande, Martinez et Mailly vont pouvoir pousser un ouf de soulagement...

- Fin de la grève aux terminaux pétroliers de Fos et Lavéra - Reuters

La CGT a levé la grève qui paralysait depuis 26 jours les terminaux pétroliers de Fos-sur-Mer et de Lavéra (Bouches-du-Rhône), a-t-on appris auprès de la direction de Fluxel, la société qui gère les deux ports pétroliers. Reuters 18.06

De la tendance à la dictature à la tentation du dictateur.

- Loi travail : Manuel Valls souhaite l'annulation des manifestations jeudi - LeMonde.fr

Dans un entretien au Journal du dimanche du 19 juin, Manuel Valls estime que les syndicats opposés au projet de loi travail devraient renoncer aux rassemblements prévus lors de leur prochaine journée d'action, jeudi, en raison du contexte de sécurité actuel. Le premier ministre ajoute qu'il y aura des discussions sur le sujet dans les prochains jours entre les parties concernées.

« Le principe de notre droit, c'est la liberté de manifester. La responsabilité du gouvernement, c'est s'assurer que les conditions de sécurité sont remplies. »

« Compte tenu de la situation, des violences qui ont eu lieu, de l'attentat odieux contre le couple de policiers mais aussi de la tenue de l'Euro, les organisateurs devraient annuler eux-mêmes ces rassemblements. C'est du bon sens ! », argue-t-il. Et d'appeler la Confédération générale du travail (CGT) à « sortir de l'impasse ».

« Or, c'est un fait : des syndicalistes peuvent agir avec des casseurs, c'est inadmissible. Les organisateurs ne veulent pas prendre leurs responsabilités, se désolidariser clairement des violences, si nous constatons que ces manifestations font peser de nouveau un danger pour les forces de l'ordre et les biens publics, alors le gouvernement prendra ses responsabilités. »

Le premier ministre avait laissé entendre cette semaine que l'exécutif pourrait interdire des manifestations après les violences qui ont émaillé celle de mardi à Paris contre le projet de loi. Insinuations

Manuel Valls prend la défense des forces de l'ordre face aux accusations de violence policière des opposants au texte et dément fermement qu'elles aient reçu pour consigne de laisser les casseurs agir. « Jamais nos forces de l'ordre n'ont eu à faire face à autant de situations difficiles en même temps. »

« Alors que deux policiers viennent d'être sauvagement assassinés [lundi à Magnanville], je supporte encore moins les insinuations concernant notre police républicaine sur des prétendues consignes de laisser-faire pour discréditer le mouvement ou sur les soi-disant violences policières. »

Il fait valoir que ceux qui discréditent les mouvements sociaux sont « ceux qui ne condamnent pas les violences, voire y participent ».

Manuel Valls se défend également de toute « posture » dans la bataille autour du projet de loi qui l'oppose à la Confédération générale du travail (CGT) et à son secrétaire général Philippe Martinez. « Je crois au compromis dans l'entreprise et dans la nécessité de faire confiance aux acteurs de terrain. »

« Nous sommes dans un moment de clarification syndicale mais aussi de clarification politique au sein de la gauche. Si nous cédions à la rue, si nous retirions le texte, si nous remettions en cause sa philosophie, ce serait une régression pour les salariés, un coup porté à l'autorité de l'État, cela voudrait dire qu'on ne pourrait plus réformer sauf par la brutalité. » LeMonde.fr 19.06

Etat policier. Parodie de justice, justice arbitraire, à charge, pour l'exemple...

- Manifestation du 14 juin : «J'ai été arrêtée parce que je m'habille en noir» - lemonde.fr

Une « métalleuse » en larmes, un fiché « S » qui veut devenir avocat et un étudiant en philo suréquipé : le défilé des prévenus jugés en comparution immédiate, jeudi 16 juin, deux jours après la manifestation parisienne contre la loi travail marquée par de violents affrontements, n'aura pas beaucoup éclairé sur le profil des « casseurs ».

Dix-huit personnes étaient jugées en comparution immédiate, jeudi, devant le tribunal correctionnel de Paris pour « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique ». Lors de la journée d'action, 58 hommes et femmes avaient été appréhendées à Paris et 44 d'entre eux placés en garde à vue. Le préfet de police, Michel Cadot, a estimé à 800 le nombre de « casseurs » qui participaient au défilé. Et accusé certains militants de la CGT d'avoir pris part aux violences, déclenchant une vive polémique entre le syndicat et le gouvernement.

Jeudi, le seul syndicaliste CGT à comparaître, accompagné d'un comité de soutien, obtient le renvoi de son procès. Elu local et employé municipal, il est accusé de violences lors de son interpellation. Placé sous contrôle judiciaire, il échappe au mandat de dépôt.

« Ne laissez pas mourir son chat ! »

Marine B. est la seule femme sur le banc des accusés. « Ne laissez pas mourir son chat ! » Me Adrien Mamère, son avocat est mi-énervé mi-ironique quand il demande la relaxe de sa cliente. Cette assistante d'éducation de 29 ans est en larmes à la barre. Son chat est seul dans son appartement à Amiens depuis mardi. Elle a peur. Mais elle s'inquiète aussi pour elle. « Je travaille pour l'Etat, si j'ai un casier judiciaire, je vais perdre mon travail », articule-t-elle entre les sanglots.

Marine B. est venue mardi avec un bus de Force ouvrière (FO). Un coup de tête pour la jeune femme qui n'est pas syndicalisée. Dès le début de la manifestation, elle s'éloigne du groupe FO avec une amie. Elle veut défiler « en tant que citoyenne libre ». D'autres habitants d'Amiens sont en début de cortège, elle tente de les rejoindre. Mais la jeune femme se retrouve à côté d'un

groupe vêtu de noir, qui jette des projectiles sur les CRS. Ces derniers chargent à ce moment-là. La jeune femme est interpellée vers 14 h 30 avant d'être conduite à l'hôpital. Trois points de suture le crâne, trois jours d'arrêt de travail. « Je me suis juste mis en boule après avoir reçu un coup à la tête, lâche-t-elle. J'ai été arrêté parce que je m'habille en noir, j'ai un look de métalleuse. » Après avoir répété sans relâche qu'elle était « au mauvais endroit, au mauvais moment », la jeune femme fond de nouveau en larmes. Le procureur requiert six mois de sursis et d'interdiction de se rendre à Paris. Elle est relaxée.

Masque de carnaval

D'après les forces de l'ordre, à 17 h 30 mardi, Faisal A. jetait des pierres sur l'esplanade des Invalides. Ou plutôt voulait le faire. Le jeune homme assure qu'il s'était baissé pour refaire son lacet, et non pour ramasser des cailloux. A 27 ans, cet étudiant parisien vient d'obtenir son master en droit des affaires. Il veut passer l'examen du barreau en septembre. Surprise, Faisal A. fait l'objet d'une fiche « S ». « Je l'apprends », assure-t-il. « C'est à cause de mes engagements de militant antiraciste et anti-islamophobie. » Son dossier évoque plutôt un port d'arme prohibé, des violences aggravées envers une personne dépositaire de l'ordre public et la présence dans un groupe armé. Tous les soupçons remontent, ou sont antérieurs à 2007. Son casier judiciaire est vierge.

Mais Faisal A. portait mardi deux masques empêchant de l'identifier pendant la manifestation. Un masque de carnaval, vénitien, doublé d'un autre, chirurgical, juste en dessous. « Le chirurgical, pour les gaz lacrymogènes, et le vénitien, pour réaliser de belles photos », explique-t-il avec aisance. Le procureur est ferme. A aucun moment il n'est fait mention de gaz lacrymogènes sur le site, qui justifierait le port d'une quelconque protection. Le jeune homme est condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 300 euros et une interdiction d'aller dans divers lieux propices au rassemblement de la capitale.

Un masque de plongée, une casquette coquée, des protège-tibias, un protège-sexe et un K-Way noir : c'est l'équipement de Quentin G., un étudiant en philosophie de Poitiers, pour la manifestation parisienne. Le jeune homme de 22 ans se défend : « En voyant les images des CRS et manifestants blessés à la télé, j'ai voulu prendre mes précautions. » Il est interpellé en fin d'après-midi, vers 17 h 30, alors qu'il se trouve près d'un groupe d'une cinquantaine d'individus. Des casseurs.

L'un des agents des forces de l'ordre le remarque, l'interpelle. Le jeune homme lui jetait des projectiles, selon l'agent, qui s'est porté partie civile. L'avocate de l'accusé plaide une méprise de la part du policier. Son client n'a pas réalisé, il n'a pas eu le temps de s'éloigner des casseurs. Son profil – il est décrit comme un élève brillant par ses professeurs – ne colle pas du tout avec celui d'un casseur. La présidente lit alors un passage de la déposition de Quentin G. : « Si je devais me préparer à l'affrontement, je prendrais un marteau et une kalachnikov. » De l'ironie, selon son avocate. La présidente laisse échapper une grimace. « Pensez-vous que dans le contexte actuel, il soit judicieux d'utiliser ces termes pendant une garde à vue ? » Quentin G. est finalement condamné à six mois de prison avec sursis et 200 euros d'amende pour préjudice moral contre le policier. lemonde.fr 17.06

Les jeunes qui vont manifester ignorent que tout ce qu'ils diront par la suite en cas d'arrestation sera retenu contre eux, ou qu'ils devront le justifier en prenant le risque de s'emmêler dans leurs explications. Le contexte se prête à se laisser aller à tenir un discours qui sera retenu contre eux, le procureur interprétant abusivement chaque parole en acte ou menace...

Nous exigeons l'annulation de ces peines et la libération immédiate de ces jeunes ou travailleurs. A suivre

Le suicide annoncé, acte I.

- François Hollande prend le risque d'une primaire pour se relégitimer - AFP

Fait inédit dans la Ve République pour un président sortant: François Hollande passera, selon toute vraisemblance, par une primaire s'il veut se représenter en 2017, après la décision du Conseil national du PS d'organiser une telle consultation les 22 et 29 janvier.

À moins d'un an de la présidentielle, le parlement des socialistes a approuvé samedi "à l'unanimité" une résolution affirmant que, "faute de soutien des Verts et du PCF à une primaire de toute la gauche, le Parti socialiste décide d'organiser une primaire ouverte aux acteurs de la Belle Alliance populaire et (à) tous ceux qui soutiendraient la démarche".

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait mis fin vendredi soir à un long suspens, en annonçant son intention de proposer au Conseil national l'organisation de cette primaire ouverte à tous les citoyens, mais resserrée sur le périmètre politique de la Belle Alliance populaire (PS, PRG, écologistes pro gouvernement).

Il a redit samedi qu'il "souhaitait" la participation du président de la République.

"Je crois que le président de la République a hâte d'expliquer quels ont été ses choix (...) et de souligner devant l'ensemble des Français comment il a réussi et comment les résultats, que ce soit de la croissance ou de l'emploi, sont bons aujourd'hui et comment tous les indicateurs sont au vert", a ajouté M. Cambadélis sur TF1.

Lors d'une conférence de presse après le conseil national, le patron du PS a affirmé avoir "prévenu hier François Hollande de (sa) décision". "Il m'a simplement dit que c'était celle du parti socialiste et que cela ne l'étonnait pas".

"Si je ne suis pas en mesure de remporter la primaire, comment pourrais-je espérer remporter la présidentielle?", a confié à des visiteurs le chef de l'État, élu en 2012 après avoir remporté la primaire de son parti, mais actuellement en position très défavorable pour 2017 dans les sondages.

Le calendrier proposé apparaît sur mesure pour le président de la République, qui doit annoncer en décembre sa décision sur une éventuelle candidature pour un second mandat. Le texte propose d'organiser ces "primaires de l'unité les 22 et 29 janvier". La date d'ouverture des candidatures est fixée au 1er décembre, la clôture au 15 décembre.

- 'Dernier clou sur le cercueil' -

Primaire de "relégitimation" pour certains, aveu de faiblesse pour d'autres: l'organisation de la primaire est la preuve qu'il n'y a "plus de candidat naturel" du PS à la présidentielle, selon le député et ancien ministre Benoît Hamon (aile gauche du PS).

Sentiment partagé dans l'opposition: "C'est un peu le dernier clou sur le cercueil électoral du Parti socialiste que d'imposer à un sortant (...) de passer par une primaire", a ironisé sur BFMTV Thierry Solère (LR), président du comité d'organisation de la primaire de droite.

Proche du Premier ministre Manuel Valls -un des participants de la primaire 2011-, le sénateur Luc Carvounas a préféré insister sur la "modernité" d'une telle démarche, M. Cambadélis en soulignant le "panache".

Y a-t-il un risque pour le président de la République ? "Evidemment, c'est un risque", a répondu le premier secrétaire.

"Est-ce que c'est un risque pour Benoît Hamon? Vraisemblablement. Est-ce que c'est un risque pour Arnaud Montebourg? Assurément. Est-ce que c'est un risque pour Marie-Noëlle Lienemann? Certainement. Est-ce que c'est un risque pour Gérard Filoche? Je le pense. Donc tous ceux qui se lancent dans cette campagne, c'est un risque pour eux évidemment", a-t-il glissé, pointant ironiquement la multiplicité des candidatures potentielles sur le flan gauche de M. Hollande.

Dans le camp des partisans de la primaire, les réactions étaient contrastées samedi.

Chef de file des frondeurs, Christian Paul a jugé "acceptable" le texte adopté.

Porte-parole de l'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg, François Kalfon aurait souhaité voir écrit que les modalités 2017 seraient les mêmes que celles de 2011.

Il n'a eu que partiellement gain de cause, la direction du PS ajoutant au texte initial une phrase selon laquelle "les modalités de vote et de débat", qui ne seront fixées définitivement que le 2 octobre, "s'inspireront des primaires citoyennes de 2011".

"Je voudrais dire à l'ensemble des courants de ne pas avoir d'inquiétude", a affirmé M. Cambadélis.

Mais, a-t-il avoué, vu l'organisation "dans l'urgence", il n'y aura "pas autant de votants que la dernière fois", où la participation avait avoisiné les 2,8 millions. AFP 18.06

Voilà le scénario qu'ils ont mis au point.

Le courant ou la coalition de courants qui détient la majorité au sein du PS et qui gouvernent a décidé d'imposer au PS et à ce qu'ils osent appeler la gauche, la candidature de Hollande à l'élection présidentielle de 2017, dès lors il lui est impossible de présenter un autre candidat contre Hollande, Valls par exemple. Et comme à côté les candidatures des autres courants se bousculent, Hollande est sûr de l'emporter.

Par conséquent, la dislocation du PS va s'accélérer, et face à M. Le Pen et Juppé, Hollande est sûr d'être éliminé au premier tour, même si le nombre de candidats dits de gauche ou d'extrême gauche étaient réduits au minimum, pour un peu il pourrait même finir en quatrième position.

Nous appellons au boycott des élections présidentielles et législatives de 2017.

La dictature en marche en France.

- Fan zone Nice: Estrosi (LR) s'insurge contre un vigile qui a fait une prière musulmane - AFP

Christian Estrosi (LR), 1er adjoint de Nice, s'est insurgé samedi contre la présence dans la fan zone de sa ville d'un vigile privé qui a fait vendredi après-midi une prière musulmane dans cet espace et qui appartiendrait selon lui à "une mouvance radicale".

"Nous avons demandé à la police nationale d'intervenir immédiatement et d'exfiltrer cet individu. Après un simple contrôle d'identité, aucune poursuite n'a été engagée", précise M. Estrosi. AFP 18.06

Commentaires d'internautes.

1- "Estrosi qui fête kippa sur la tête Hannoucha peut évidemment donner des leçons (vidéo sur internet). Les politiques ne sont jamais à un paradoxe près ! Quoique, électoralement sa stratégie est payante..."

2- "Le 10 décembre 1948, les 58 États Membres qui constituaient alors l'Assemblée générale ont adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris au Palais de Chaillot .

L'article 18 de cette Déclaration dit :

"Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.""

Mon pauvre monsieur, ils bombardent ou occupent militairement des pays en violant les traités qu'ils ont rédigés et signés, alors imaginez l'idée qu'ils se font de votre Déclaration universelle des droits de l'homme qui n'a pourtant rien de révolutionnaire, ils l'ignorent allègrement.

- A Nice, une Franco-tunisienne condamnée à 3 ans de prison pour apologie du terrorisme - LeMonde.fr

Une Franco-tunisienne de 28 ans, en possession à son domicile d'une impressionnante bibliothèque d'ouvrages fondamentalistes et de vidéos d'exécutions du groupe Etat islamique, a été condamnée vendredi à trois ans de prison ferme, a confirmé le parquet de Nice, samedi 18 juin. La jeune femme, qui transmettait aussi à d'autres ses vidéos et photos de décapitations, a été condamnée pour apologie publique d'un acte de terrorisme et recel de documents faisant l'apologie du terrorisme. La jeune femme du Cannet (Alpes-Maritimes), fichée S (pour « sûreté de l'Etat », revenait d'un voyage en Tunisie, lorsque les douaniers ont contrôlé mercredi ses bagages à l'aéroport, selon Nice-Matin. LeMonde.fr 19.06

- Elle possédait des centaines de photos et vidéos de décapitation: 3 ans ferme pour apologie de terrorisme - nicematin.com

Je reproduis cet article, parce que l'accusation retenue par le parquet d'apologie du terrorisme ne reposait sur aucune preuve. Mieux, le procureur n'a pas été en mesure de prouver que la personne interpelée aurait eu des relations avec des barbares de Daesh, et quant à la diffusion de documents à certaines personnes, livres, articles ou vidéos portant sur les crimes commis par Daesh, rien ne permet d'établir qu'elle leur aurait adressés dans le but de les convertir à l'idéologie de ces barbares, elle aurait très bien pu leur envoyer à titre d'information, je n'en sais rien et le procureur non plus, sauf que lui il a le pouvoir de l'accuser et de la condamner sur uniquement la base de soupçons. Autrement dit, non seulement le principe de présomption d'innocence a été bafoué, aussi ou plus grave encore, ce cas constitue une violation des libertés individuelles les plus élémentaires ou la traduction directe de la mise sous surveillance généralisée de la population.

Dans une autre dictature plus avancée, l'Ukraine, c'est la possession de documents relatifs au communisme qui peut constituer un délit et vous envoyer en prison, sous prétexte qu'ils seraient des instruments au service d'une propagande illégale. Le juge a envoyé cette jeune femme du Cannet en prison sous prétexte qu'elle aurait fait l'apologie du terrorisme sans être en mesure de le prouver, c'est ce que nous retiendrons, l'Etat de droit ou de la défense en France n'existe plus.

Certains estiment qu'en présence de millions de données provenant de différents moyens ou canaux de communication (téléphone, Internet, SMS, etc.) les services de renseignement ne seraient pas en mesure de les exploiter pour cibler une population donnée. Cet article prouve le contraire.

Nice Matin - Ancienne chef de rang dans un restaurant, une habitante du Cannet, Franco-Tunisienne de 28 ans, fichée S, a été contrôlée à l'aéroport de Nice, de retour de Tunisie, avec de la propagande de Daesh.

Son téléphone et sa tablette étaient bourrés de propagande de Daesh. 80 vidéos, 221 photos de meurtres et de décapitations, des livres prônant un islam radical ont été trouvés lors de la perquisition.

Le mot de passe de sa tablette est évocateur: "Djihad 11/09/2001". Référence aux attentats de New York. Elle l'utilise depuis deux ans. Marouah Labidi, Franco-Tunisienne de 28 ans, vêtue du hijab, visage austère, apparaît comme particulièrement inquiétante.

Mercredi, les douaniers ont contrôlé ses bagages à l'arrivée d'un vol en provenance de Tunis. Cette habitante du Cannet, fichée "S", venait de passer un mois au Maghreb. Son téléphone et sa tablette numérique sont bourrés de propagande de Daesh.

Elle a été chef de rang dans un restaurant pendant des années, mais vit depuis avril 2014 du RSA. Elle a été jugée, vendredi, en comparution immédiate à Nice pour apologie du terrorisme.

Elle venait de rendre visite, dit-elle, à sa grand-mère malade. "Vous avez encore des sentiments humains donc…", observe Bernadette Riviere-Caston, la présidente du tribunal correctionnel qui brandit quelques photos des exactions de Daesh. "Qu'est-ce qui vous a amené à lâcher votre métier pour vous passionner pour les meurtres et les décapitations?", poursuit la présidente.

"A titre informatif", répond-elle sans convaincre le tribunal.

"Embrigadement"

À force d'être questionnée, la prévenue finit par lâcher le mot "embrigadement", évoque ensuite "une humeur dépressive".

- "Votre livre de chevet n'est pas le Coran mais des films de meurtres. Vous trouvez ça normal?

- Non."

Lors des perquisitions à son domicile au Cannet, les policiers de la PJ de Nice ont découvert une cinquantaine de livres religieux, pour certains fondamentalistes. "Cela semble être votre unique centre d'intérêt", remarque la présidente.

Dès l'entame de son réquisitoire musclé, le procureur Sylvie Canova évoque la policière de 36 ans égorgée cette semaine dans les Yvelines par un fanatique. Elle demande la condamnation pour apologie du terrorisme de la jeune femme et requiert trois ans ferme contre une prévenue qui encourt sept ans d'emprisonnement.

"Dissimulatrice"

"80 vidéos, 221 photos que vous regardez à longueur de temps, depuis deux ans, ce qui fait frémir, ce qui fait pleurer. Un choix de mauvais goût? Une erreur? De la naïveté dites-vous? Moi, je ne serai pas naïve."

Le procureur se pose des questions sur l'utilisation de ses deux passeports? Est-ce pour cacher sa présence à Sousse au moment des attentats? "Vous avez affaire à une dissimulatrice", prévient le magistrat.

"Je suis abasourdi par la peine requise", plaide pour la défense Me Nadir Icherqaouine. "L'expertise le dit: il n'existe aucune preuve formelle de transmission à des tiers d'images faisant l'apologie du terrorisme. Son entourage est non musulman. Et quatre livres sur 50 prônent un islam radical".

L'avocat rappelle que sa cliente n'a pas de casier judiciaire: "Son environnement familial est sain, sa mère et ses sœurs sont vêtues à l'occidental." (Me Nadir Icherqaouine, le procureur se fout éperdument de vos arguments, puisqu'il avait décidé de la culpabilité de votre cliente avant même le début de cette parodie de procès. - LVOG)

Des arguments qui ne suffisent pas à rassurer le tribunal. Cette inquiétante Azuréenne est condamnée à trois ans d'incarcération à exécuter sur le champ. nicematin.com 18.06

Mystification.

Pendant qu'il cautionne le traitement infâme dont font l'objet les peuples en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient notamment, de la part des mêmes Etats, sans parler du sort qu'ils réservent à leur propre population.

- Ban Ki-moon en Grèce pour enjoindre le monde à mieux traiter les migrants - AFP

La Grèce dirigée par un gouvernement aux ordres de la troïka...

La Turquie islamiste du parrain de Daesh.

- Turquie: la police disperse une manifestation à Istanbul - AFP

La police a dispersé samedi soir plusieurs centaines de manifestants qui protestaient dans le centre d'Istanbul après une attaque menée la veille par des islamistes contre des fans de Radiohead réunis pour écouter le dernier disque du groupe de rock, en plein ramadan.

La police a fait usage de canons à eau et à tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes, dispersant quelque 500 manifestants dans le quartier de Cihangir, au coeur de la plus grande ville de Turquie, a rapporté un photographe de l'AFP.

Les manifestants, qui s'étaient retrouvés en début de soirée, ont crié des slogans tels "tous ensemble contre le fascisme" ou qualifiant le président turc Recep Tayyip Erdogan de "voleur" et de "meurtrier".

Vendredi soir, une vingtaine d'islamistes avaient fait irruption dans la petite boutique d'un disquaire où s'étaient réunis autour d'un verre des amateurs de musique pour écouter le dernier album du groupe de rock britannique Radiohead.

Une vingtaine de personnes en colère, criant "Qu'est-ce que vous faites ici pendant le ramadan, sortez!", étaient entrées au Velvet IndieGround situé dans le quartier branché de Tophane où des fans écoutaient l'album "A Moon Shaped Pool" ("Une piscine en forme de lune").

Les islamistes, qui dénonçaient la consommation d'alcool lors du mois de jeûne musulman, ont dégradé du matériel et poussé les gens à l'extérieur du magasin en les insultant et en les frappant, selon une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux.

"Nous vous tuerons, espèces de bâtards", a lancé l'un des assaillants.

Le groupe Radiohead a dénoncé l'attaque dans un communiqué sur internet. AFP 19.06

Haut de page

Le 20 juin 2016

CAUSERIE

Un portail, un courant politique qui aide à réfléchir, qui ne se borne pas à des constats ou des lieux communs, qui propose des analyses, une stratégie, une issue politique, qui mène la guerre de classe sur tous les fronts sans a priori ou tabous, qui se plante parfois et rectifie, qui se mouille, qui ne craint pas la polémique, indépendant de l'Etat...

Je m'étais demandé dans une précédente causerie si le POID continuait de dire dehors Hollande et c'est bien le cas. Entre nous, j'aurais envie de dire que c'est trop tard et inutile, bien des mois après qu'il fut tombé à un taux de popularité misérable selon les instituts de sondages, mais bon, on se fait plaisir comme on peut.

Les médias n'informent plus, ils communiquent. Ils relaient la propagande officielle quand ils ne la précèdent pas.

Une expérience vaut d'être vécue, uniquement si on est en mesure d'en tirer des enseignements.

Un constat et une analyse.

- L'OTAN ne peut pas aller trop loin - Arrêt sur Info

Les Etats-Unis font feu de tout bois en ce moment. (...) Toujours est-il qu'en Europe de l'est, l'OTAN prend un ton offensif et multiplie les provocations à l'égard de Moscou sous couvert, bien entendu, de lutter contre « l'agression russe » (défense de rire).

A tel point que cela a entraîné – fait extrêmement rare – une cinglante critique du ministre allemand des Affaires étrangères contre l'organisation militaire dont il fait pourtant partie. Frank-Walter Steinmeier s'est lâché contre le « bellicisme » de l'alliance atlantique :

« A l'heure actuelle, on ne doit pas aggraver la situation par le cliquetis des armes et une rhétorique guerrière. Celui qui pense que les parades militaires symboliques de chars à la frontière Est de l'OTAN favorisent le climat de sécurité, se trompe« .

Paroles de simple bon sens mais qui mettent au jour de profondes fractures au sein du bras armé US entre les hystériques balto-polonais soutenus par les Anglo-saxons et la « vieille Europe » un peu plus réticente à servir de chair à canon.

Ces déclarations font suite à l'étonnante réaction du Premier ministre bulgare le 16 juin. Boyko Borissov est pourtant un bon petit soldat du système impérial, formé aux Etats-Unis, ayant torpillé le South Stream sur demande US et contre les intérêts de son pays. Mais jeudi dernier, il s'est opposé tout net à la création d'une flotte otanienne de la Mer noire et a exclu la participation de Sofia. Arrêt sur Info 19.06

- La folie collective du Département d'État des Etats-Unis (Consortium News) - Par Robert Parry - legrandsoir.info 19.06

(Robert Parry, né le 24 juin 1949, est un journaliste d'investigation, principalement connu pour la divulgation et le suivi de l'Affaire Iran-Contra pour l'Associated Press et Newsweek. https://consortiumnews.com/)

Plus de 50 « diplomates » du Département d'Etat des Etats-Unis [Ministère des Affaires Etrangères – NdT] ont envoyé un rapport « dissident » exhortant le président Obama à lancer des frappes militaires contre l'armée syrienne, un signe de plus que ce Ministère a disjoncté de façon collective.

Au cours des dernières décennies, le département d'Etat des Etats-Unis qui était jadis une maison raisonnablement professionnelle et réaliste en matière de diplomatie est devenu un repaire de bureaucrates guerriers possédés par des obsessions impériales, un phénomène dangereux souligné par la récente « dissidence » de masse en faveur de nouvelles tueries en Syrie.

51 « diplomates » du Département d'Etat ont signé une note de service distribuée par un « canal de la dissidence » officiel, demandant des frappes militaires contre le gouvernement syrien de Bachar al-Assad dont les forces ont mené la contre-offensive contre les extrémistes islamistes qui cherchent à contrôler cette importante nation du Moyen-Orient .

Le fait qu'un si grand nombre de fonctionnaires du Département d'Etat plaident en faveur d'un élargissement de la guerre d'agression en accord avec l'agenda néoconservateur, qui a placé la Syrie sur une liste noire il y a vingt ans, est révélateur du degré de folie qui s'est emparé du Département d'Etat.

Le Département d'Etat semble être devenu un mélange de néoconservateurs pur jus, de libéraux interventionnistes et de quelques arrivistes qui ont compris qu'il était dans leur intérêt de se comporter comme des proconsuls globaux qui imposent leurs solutions ou recherchent un « changement de régime » plutôt que de se comporter en diplomates respectueux à la recherche de véritables compromis.

Même certains fonctionnaires du Département d'Etat, que je connais personnellement et qui ne sont pas vraiment néoconservateurs ou libéraux-faucons, agissent comme s'ils avaient avalé la pilule et toute la boîte avec. Ils parlent comme des durs et se comportent avec arrogance envers les populations des pays sous leur contrôle. Les étrangers sont traités comme des objets stupides tout juste bons à être soumis ou soudoyés.

Il n'est donc pas tout à fait surprenant que plusieurs dizaines de « diplomates » étasuniens s'en prennent à la position plus modérée du président Barack Obama sur la Syrie tout en se positionnant en prévision de l'élection d'Hillary Clinton, qui devrait autoriser une invasion illégale de la Syrie - sous couvert d'établir des « zones d'exclusion aérienne » et des « zones de sécurité » - ce qui signifie en clair, tuer d'avantage de jeunes soldats syriens. Les « diplomates » demandent l'utilisation d' « armes à longue portée et aériennes ».

Ces faucons sont si avides guerres que le risque d'un conflit direct avec la Russie ne les dérange pas. D'un léger revers de la main, ils balaient la possibilité d'un conflit avec une puissance nucléaire en affirmant qu'ils ne préconisent pas « d'emprunter une pente glissante qui se terminerait dans une confrontation militaire avec Russie. »

Dis comme-ça, ça rassure.

Risquer une victoire Djihadiste

Il y a aussi le risque qu'une intervention militaire directe des Etats-Unis pourrait faire s'effondrer l'armée syrienne et ouvrir la voie à une victoire du Front Al-Nusra/Al-Qaïda ou de l'Etat Islamique. La note ne précise pas comment ils comptent réaliser la délicate opération d'infliger suffisamment de dégâts à l'armée syrienne tout en évitant une victoire pure et simple des djihadistes et une confrontation avec la Russie.

On peut supposer que, quels que soient les dégâts infligés, ce sera à l'armée US de nettoyer après, en supposant que l'abattage d'avions militaires russes et la mort de militaires russes ne dégénérera pas en une conflagration thermonucléaire à

grande échelle.

En bref, il semble que le Département d'Etat est devenu un asile de fous dont les malades auraient pris le contrôle.

Mais cette folie n'est pas une aberration temporaire qui pourrait être facilement corrigée. C'est quelque chose qui vient de loin et il faudrait un nettoyage de fond en comble du « corps diplomatique » actuel pour rétablir le Département d'Etat dans son rôle traditionnel qui est censé être celui d'éviter les guerres plutôt que de les provoquer.

Bien qu'il y ait toujours eu des cinglés au sein du Département d'Etat – généralement placés aux échelons les plus élevés - le phénomène d'aliénation mentale institutionnelle n'est apparue qu'au cours des dernières décennies. Et j'ai vu le changement.

J'ai couvert la politique étrangère des Etats-Unis depuis la fin des années 1970 quand il y avait nettement plus de gens sains d'esprit au sein du corps diplomatique. Il y avait des gens comme Robert White et Patricia Derian (tous deux décédés) qui défendaient la justice et les droits de l'homme, et tout ce qu'il y avait de meilleur aux Etats-Unis. Mais la déchéance du Département d'Etat des Etats-Unis devenu un repaire de petits voyous bien habillés, beauxparleurs et serviteurs zélés de l'hégémonie US, a commencé sous l'administration Reagan. Le Président Ronald Reagan et son équipe avaient une haine pathologique des mouvements sociaux d'Amérique centrale qui cherchaient à se libérer des oligarchies oppressives et leurs forces de sécurité brutales.

Pendant les années 1980, les diplomates US dotés d'intégrité ont été systématiquement marginalisés, harcelés ou écartés. (Derian, qui était Coordinatrice des Droits Humains, a quitté ses fonctions à la fin de l'administration Carter et a été remplacée par le néoconservateur Elliott Abrams. Blanc fut congédié comme ambassadeur US en El Salvador, en expliquant : « Le Secrétaire d'Etat, Alexander M. Haig Jr. , m'a demandé de recourir aux canaux officiels pour couvrir la responsabilité de l'armée salvadorienne pour les meurtres de quatre soeurs religieuses américaines. J'ai refusé »)

La montée des néoconservateurs

Au fur et à mesure des départs des professionnels de la vieille garde, une nouvelle génération de néoconservateurs agressifs prenaient leur place, des gens tels que Paul Wolfowitz, Robert McFarlane, Robert Kagan et Abrams. Après huit années de Reagan et quatre années de George H.W. Bush, le Département d'Etat avait été remodelé en un foyers de néo-conservateurs, mais quelques poches de professionnalisme avaient résisté aux assauts.

Alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que l'administration Démocrate de Clinton inverse la tendance, ce ne fut pas le cas. Au lieu de cela, la « triangulation » de Bill Clinton fut appliquée aussi bien en politique extérieure qu'en politique intérieure. Il était toujours à la recherche de ce « juste milieu » confortable. Vers fin des années 90, la décimation des experts en politique étrangère de la trempe de White et Derian n'a laissé que quelques survivants du côté Démocrate avec le courage ou les compétences pour défier les néoconservateurs profondément enracinées. De nombreux démocrates de l'ère Clinton se sont acclimatés à la domination des néoconservateurs en se réinventant comme « progressistes interventionnistes », en partageant l'amour des néoconservateurs pour la force militaire mais justifiant les tueries par des raisons « humanitaires ».

Cette approche était une façon pour les « progressistes » de se protéger des accusations de « faiblesse » lancées par la droite, une accusation qui avait profondément marqué les Démocrates pendant les années Reagan / Bush. Mais cette posture de « Démocratique dur » n'a fait qu'isoler un peu plus les diplomates sérieux favorables à une politique de donnant/donnant avec les dirigeants étrangers et leurs peuples.

Il y avait donc des Démocrates comme l'Ambassadrice auprès des Nations Unies (et plus tard secrétaire d'Etat) Madeleine Albright qui justifiait les sanctions brutales de Bill Clinton envers l'Irak, sanctions qui selon l'ONU ont provoqué la mort de 500.000 enfants irakiens, comme « un choix très difficile, mais le prix - nous pensons que cela en valait le prix ».

Les huit années de la politique du « juste milieu » de Bill Clinton, qui comprenait la guerre aérienne brutale contre la Serbie, ont été suivies par huit années de George W. Bush, qui a renforcé encore plus l'influence des conservateurs sur la politique étrangère des Etats-Unis.

A ce stade, ce qui restait des anciens Républicains « réalistes » tels que Henry Kissinger et Brent Scowcroft, vieillissait ou était tellement compromis que les néo-conservateurs n'avaient plus d'opposition significative dans les cercles républicains. De plus, la politique étrangère officielle des Démocrates était presque impossible à distinguer de celle des néoconservateurs, à l'exception de leur recours à des arguments « humanitaires » pour justifier les guerres d'agression.

La capitulation des médias.

Avant l'invasion de l'Irak par George W. Bush, une grande partie de l'élite des médias « progressistes » - du New York Times au New Yorker – s'est alignée derrière la guerre, et n'a posé que quelques rares questions gênantes sans offrir de véritable

résistance. Etre favorable à la guerre devint un plan de carrière « sage ».

Mais un mouvement anti-guerre surgit des rangs démocrates, propulsant Barack Obama, un Démocrate opposé à la guerre en Irak, à la nomination du parti pour l'élection présidentielle de 2008 au détriment de la va-t-en-guerre Hillary Clinton. Mais les sentiments pacifistes de la « base » du parti Démocrate n'ont pas eu grand effet chez les ténors Démocrates en matière de politique étrangère.

Lorsque Barack Obama est entré à la Maison Blanche, il a du faire face à un défi difficile. Le Département d'Etat avait besoin d'une purge complète des néoconservateurs et des faucons/libéraux, mais les experts en politique étrangère qui n'avaient pas vendu leur âme aux néoconservateurs étaient devenus rares. Une génération entière de décideurs politiques démocrates avait été élevée dans un monde dominé par des conférences, des réunions, des éditoriaux et des think tanks néoconservateurs, où un discours musclé passait bien et où un discours diplomatique plus traditionnel vous faisait passer pour un mou.

En revanche, de plus en plus de gens au sein de l'armée US et même de la CIA étaient favorables à des approches moins agressives, en partie parce qu'ils avaient effectivement combattu dans la « guerre mondiale contre le terrorisme » sans espoir de Bush. Mais le haut commandement, soigneusement désignée par Bush et aux penchants néo-conservateurs - comme le général David Petraeus - sont restés en place et ont favorisé l'extension des guerres en Irak et en Afghanistan.

Obama a ensuite pris l'une des décisions les plus fatidiques de son mandat. Au lieu de nettoyer le Département d'Etat et le Pentagone, il a prêté l'oreille à certains conseillers qui ont brandi la notion, astucieuse sur le plan de la communication, d' « Equipe de Rivaux » - une référence au premier cabinet d'Abraham Lincoln pendant de guerre civile [des Etats-Unis] - et a maintenu à leurs postes la direction militaire de Bush, y compris Robert Gates comme secrétaire à la Défense, et a tendu la main au sénatrice belliciste Hillary Clinton en lui proposant le poste de secrétaire d'État.

En d'autres termes, non seulement Obama n'a pas pris le contrôle de l'appareil de politique étrangère, il a renforcé le pouvoir des néo-conservateurs et des faucons libéraux. Il laissa alors ce puissant bloc Clinton-Gates-Petraeus l'entraîner dans une contre-insurrection téméraire en Afghanistan dont le seul bilan fut la mort de 1.000 soldats US supplémentaires ainsi que de nombreux autres Afghans.

Obama a également laissé Clinton saboter sa tentative de rapprochement avec l'Iran en 2010 sur la question de son programme nucléaire et il a succombé à sa pression en 2011 pour envahir la Libye sous le faux prétexte d'établir une « zone d'exclusion aérienne » pour protéger les civils, et qui se transforma en une catastrophique « changement de régime » qu'Obama a désigné comme sa plus grande erreur de politique étrangère.

Le conflit syrien

Obama a résisté aux appels du Secrétaire Clinton pour une autre intervention militaire en Syrie tout en autorisant un certain soutien militaire limité aux rebelles prétendument « modérés » et a permis à l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie de faire beaucoup plus pour soutenir les djihadistes liés à Al-Qaïda et même à l'État islamique.

Sous Hillary Clinton, le bloc néoconservateur / libéral-faucon a consolidé son emprise sur le corps diplomatique du département d'Etat. Sous la domination néo-conservatrice, le Département d'Etat est passée d'une « pensée collective » à une autre. N'ayant rien appris de la guerre en Irak, la pensée unique continua sa lancée en Libye, en Syrie, en Afghanistan, en Ukraine, en Russie, en Chine, au Venezuela, etc.

Partout, l'objectif était le même : imposer l'hégémonie des Etats-Unis, forcer les populations à se plier aux diktats US, les orienter vers des solutions néo-libérales et de « marché libre » qui étaient souvent assimilées à la « démocratie », même si la plupart des gens concernées n'étaient pas d'accord.

Le double-discours et la double-pensée prirent la place d'une pensée politique axée sur des réalités. Le terme « Communications stratégiques », à savoir l'utilisation agressive de la propagande pour faire avancer les intérêts étasuniens, devint un mot d'ordre. Un autre fut « Smart Power » [« pouvoir intelligent » – NdT], à savoir l'application de sanctions financières, de menaces d'arrestations, des frappes militaires limitées et d'autres formes d'intimidation.

Chaque occasion de propagande, comme l'attaque au gaz sarin en Syrie en 2013 ou l'abattage du vol 17 de Malaysia Airlines dans l'est de l'Ukraine, fut exploitée au maximum pour pousser les adversaires sur la défensive, même si les analystes du renseignement US doutent que les éléments présentés constituent des preuves.

Le mensonge au plus haut niveau du gouvernement des Etats-Unis - mais surtout chez les hauts fonctionnaires du Département d'Etat – devint une épidémie. Peut-être pire encore, le « diplomates » étasuniens semblaient croire à leur propre propagande.

Pendant ce temps, les médias traditionnels étasuniens ont connu une dérive similaire pour finir dans l'orbite de domination

des néoconservateurs et du carriérisme professionnel, ce qui exclut les principaux organes de presse que tout type de contrôle sur des mensonges officiels.

Les nouvelles têtes d'affiche

La nouvelle star du Département d'Etat – qu'on attend à être nommée à un poste important par la Présidente Clinton - est la néoconservatrice et Secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes, Victoria Nuland, qui a orchestré le putsch de 2014 en Ukraine qui a renversé un président élu, pro-russe pour le remplacer par un régime nationaliste ukrainien dur qui a ensuite lancé des attaques militaires dans l'est du pays contre les Russes ethniques qui résistaient aux putschistes.

Quand la Russie est venue en aide à ces citoyens ukrainiens retranchés, y compris en acceptant la demande de la Crimée de rejoindre la Russie, les médias du Département d'Etat et des États-Unis ont parlé d'une seule voix pour dénoncer une « invasion russe » et soutenir les manoeuvres militaires de l'OTAN sur les frontières de la Russie pour dissuader toute « agression russe. »

Toute personne qui ose remettre en question cette dernière « pensée de groupe » - qui plonge le monde dans une dangereuse nouvelle guerre froide - est accusé d'être un « apologiste du Kremlin » ou un « larbin de Moscou », tout comme les sceptiques de la guerre en Irak ont été raillés comme des « apologistes de Saddam. » Pratiquement tous ceux qui comptent dans les milieux officiels à Washington sont sur le sentier de la guerre. (Victoria Nuland est mariée à Robert Kagan, ce qui fait d'eux l'un des principaux couples de pouvoir à Washington.)

Voilà le contexte de la dernière rébellion du Département d'Etat contre la politique plus tempérée d'Obama en Syrie. En prévision d'une probable élection d'Hillary Clinton, ces 51 « diplomates » ont paraphé une déclaration « dissidente » qui préconise le bombardement de l'armée syrienne pour protéger les rebelles syriens « modérés » qui – en admettant qu'ils existent - se battent pour la plupart sous les couleurs du front Al-Nusra, une filiale d'al- Qaïda, et son proche allié, Ahrar al Sham.

La pensée confuse dans cette « dissidence » affirme qu'en bombardant l'armée syrienne, le gouvernement US pourra accroître l'influence des rebelles et forcer Assad à négocier son retrait. Mais il n'y a aucune raison de penser que ce plan pourrait marcher.

Au début de 2014, lorsque les rebelles occupaient une position relativement forte, les pourparlers de paix initiés par les Etats-Unis se sont transformés en une conférence dominée par les rebelles et posait comme condition préalable le départ d'Assad, tout en excluant les alliés iraniens de la Syrie. Sans surprise, le représentant d'Assad est rentré chez lui et les négociations ont échoué.

Désormais, avec Assad dans une position relativement forte, soutenue par la puissance aérienne russe et les forces terrestres iraniennes, les diplomates étasuniens « dissidents » disent que la paix est impossible parce que les rebelles ne sont pas en mesure de contraindre Assad de partir. Ainsi, les « dissidents » recommandent que les États-Unis étendent leur rôle dans la guerre pour donner un nouveau coup de main aux rebelles, ce qui entraînera de nouvelles exigences maximalistes de leur part.

Risques graves

Ce projet de guerre élargie présente de très graves risques, dont celui d'un effondrement de l'armée syrienne, ce qui ouvrirait les portes de Damas au front al-Nusra/Al-Qaïda (et ses alliés) ou à l'État islamique - un scénario qui, comme le souligne le New York Times, « n'est pas abordé dans le memo »

À l'heure actuelle, l'État islamique et - dans une moindre mesure - le Front Al-Nusra sont sur la défensive, pourchassés par l'armée syrienne avec le soutien de l'aviation russe et par certaines forces kurdes avec le soutien des Etats-Unis. Mais ces avancées pourraient facilement être renversées. Il y a aussi le risque de déclenchement d'une guerre plus large avec l'Iran et / ou la Russie.

Mais faire des étincelles près d'un baril de poudre n'a jamais fait peur aux néo-conservateurs et aux faucons libéraux. Ils ont toujours concocté des plans qui peuvent paraître séduisants lors d'une conférence ou dans un éditorial, mais échouent face à la réalité du terrain où les des soldats étasuniens sont censés réparer les dégâts.

Nous avons vu comment cette pensée magique a mal tourné en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Ukraine et même en Syrie où, après l'accord d'Obama de fournir des armes et une formation aux soi-disant « licornes » - ces rebelles « modérés » difficiles à observer – on a vu les combattants rejoindre avec armes et bagages les rangs d'Al-Qaïda ou de l'État islamique.

Pourtant, les néo-conservateurs et faucons libéraux qui contrôlent le Département d'Etat - et qui attendent avec impatience l'élection d'Hillary Clinton - ne cesseront jamais de sortir de nouvelles idées folles de leurs chapeaux tant qu'un effort concerté ne sera pas entrepris pour évaluer leurs responsabilités dans tous les échecs subis par la politique étrangère des États-Unis.

Tant qu'il n'y aura pas de responsables - tant que le président des Etats-Unis ne freinera pas ces bellicistes - cette folie ne fera que s'amplifier et deviendra de plus en plus dangereuse. legrandsoir.info 19.06

Inquiétant, n'est-ce pas ? Apparemment plus rien ni personne ne semble en mesure de s'opposer efficacement aux partisans de la guerre aux Etats-Unis. Cela dit ce genre d'articles comporte une grave lacune.

Ce n'est pas Hillary Clinton qui décidera quoi que ce soit si elle était élue, mais le cercle le plus puissant de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui a investi les institutions américaines ou les contrôle.

Le plus puissant ne veut pas dire qu'il serait majoritaire ou pourrait faire tout ce qu'il veut quand il veut, sinon les Etats-Unis auraient déjà bombardé Damas par exemple.

De la même manière, que tous les cercles de pouvoir constituent un consensus c'est une chose, cela ne signifie pas pour autant que la majorité du peuple y adhèrerait aveuglément.

Pour y parvenir ou le neutraliser ils recourent à des expédients, genre attentats terroristes ou massacres aveugles de civils innocents qu'ils programment et/ou instrumentalisent afin de justifier de nouvelles guerres ou l'adoption de nouvelles lois liberticides, discréditer ceux qui sont opposés à leur politique antisociale ou impérialiste présentés comme des traîtres ou des complices de ces actes barbares.

L'oligarchie donne les ordres, leurs officines ou leurs agents les exécutent, le gouvernement les couvrent et les médias les relaient en procédant à une falsification des faits en recourant au non-dit à moins que ce ne soit l'inverse parfois, le tout à l'insu du peuple, qui en ignorant la connivence qui existe entre eux ou leur degré de complicité dans la réalisation de ces actes criminels est finalement victime de ce qu'il faut bien appeler un complot, d'où l'hystérie de leurs porte-parole contre tous ceux qui révèlent l'incohérence de la version officielle qui ne peut souffrir aucune critique, pas même soulever des questions.

Leur acharnement à obtenir le soutien du peuple à leur politique pour pouvoir l'appliquer tranquillement est une partie seulement de l'explication. Au-delà il leur faut absolument éviter que le peuple se détourne et rejette ceux qui incarnent le régime en place, car cela pourrait l'inciter à chercher la voie politique pour l'affronter, le conduire à s'organiser pour le vaincre.

D'où l'extrême importance d'informer correctement les travailleurs et de démonter leurs machinations destinées à les duper.

En France, le gouvernement prétend que la loi Travail serait destinée à lutter contre le chômage, alors qu'en réalité elle est destinée notamment à faciliter les licenciements, dans ces conditions tous les travailleurs qui en ont entendu parler ne seront pas dupes et la rejettent en bloc. Là les choses sont faciles à comprendre.

Mais par exemple dans le cas de l'engagement de la France (ou des Etats-Unis) en Syrie, au premier abord cela peut paraître plus compliqué. Cependant il suffit de se rappeler les propos tenus par Fabius pour que les choses deviennent beaucoup plus claires, à savoir qu'Al-Nosra qui est la branche syrienne d'Al-Qaïda en Syrie "fait du bon boulot", Al-Qaïda qui est accusé par les Etats-Unis d'avoir perpétré les attentats du 11 septembre 2001 et qui figure sur leur liste d'organisations terroristes à abattre reçoit ainsi les félicitations du gouvernement français, dès lors on comprend immédiatement que le discours du gouvernement consistant à faire croire qu'il combattrait le terrorisme en Syrie est un grossier mensonge, une pure imposture.

Il est donc très facile de démonter la propagande officielle, pour peu qu'on en est réellement la volonté et qu'on ait compris l'importance de la combattre, pour que les travailleurs prennent leur distance ou rompent avec le gouvernement, ses partis, les institutions, le régime. Pourquoi ? Parce que si les travailleurs n'ont plus confiance dans les institutions et leurs représentants, la question va se poser de savoir par quoi et par qui les remplacer, en réalité une multitude de questions va jaillir une fois ce processus de prise de conscience enclenché, d'où la nécessité de l'alimenter et de proposer une issue politique aux travailleurs.

Je ne sais plus qui a dit que la critique était facile mais l'art difficile, et bien c'est la même chose en politique. Cela ne sert à rien de dénoncer les machinations, manipulations, falsifications, mensonges, impostures des représentants du régime, si on n'explique pas pourquoi ils recourent à ces moyens malhonnêtes et si on ne propose pas une perspective politique aux travailleurs comme réponse à la crise du capitalisme.

On dit aussi que la politique a horreur du vide, de la même manière que toute question appelle une réponse, n'importe laquelle, ne serait-ce que pour pas passer pour un ignorant ou un idiot, alors on adoptera celle qu'on a sous la main, qu'on nous sert sur un plateau, et si on l'entend répéter en boucle du matin au soir pendant des jours ou des semaines, voire des années (Syrie) par les médias, c'est que c'est forcément la bonne réponse, jusqu'au jour où un grain de sable vient enrayer cette belle mécanique à propagande, par exemple quand le ministre des Affaires étrangères rend publiquement hommage à Al-Nosra ou Al-Qaïda, et patatras nos convictions se fissurent, volent en éclats et on réalise enfin qu'on a été trompé, il faut donc reposer notre question et chercher une autre réponse qui ne pourra plus venir du gouvernement.

Au lieu de perdre notre temps en tenant de longs discours, on ferait mieux d'aller à l'essentiel, dans neuf cas sur dix cela sera suffisant pour ébranler les idées fausses que les travailleurs peuvent avoir adoptées et les aider à réfléchir au-delà. On peut aussi leur conseiller de se détourner des médias institutionnels en les informant de l'existence d'autres sources d'information, qui certes sont loin d'être parfaits, mais peuvent nourrir leur réflexion. A suivre.

Un président, un gouvernement, des élus et des institutions, une Constitution, ultra minoritaires et illégitimes.

- La droite remporte deux départementales partielles dans les Deux-Sèvres - lemonde.fr

Canton de Niort-1 : Le binôme constitué de Romain Dupeyrou et Rose-Marie Nieto (divers droite), a remporté cette élection avec 53,41 % des voix, devant Hermann Cadiou (PS) et Monique Johnson (EELV) à 46,59 %. Les candidats du Front national avaient été éliminés au premier tour avec seulement 6,3 %.

Canton de Niort-3 : Le tandem centre-droit Agnès Jarry-Guillaume Juin a remporté plus facilement ce second tour avec 59,19 % des suffrages exprimés, battant le binôme socialiste Désirée Roua et Nicolas Videau, crédité de 40,80 % des suffrages. Le binôme FN avait obtenu 8,72%.

Les Niortais se sont un peu plus mobilisés pour ce deuxième tour marqué toutefois par une faible participation de 22,53 %. Le premier tour avait battu des records d'abstention avec seulement 20,35 % des électeurs inscrits, en moyenne sur les deux cantons, qui étaient allés voter. lemonde.fr 19.06

Le score obtenu par les supplétifs du parti de l'ordre PS-EELV Cadiou-Johnson et celui Roua-Videau représente respectivement 10,49% et 9,19% des électeurs inscrits...

Il ne leur reste plus que le coup de force. Question : Qui est à l'origine de la violence, qui sont les casseurs ?

- Loi travail : pour Valls, "il n'y aura ni retrait, ni modification, ni réécriture" - BFM Busines

- Loi El Khomri : Manuel Valls demande l'annulation de la prochaine manifestation - Francetv info

Fermer ce chapitre d'intense contestation sociale. Le Premier ministre, Manuel Valls a exprimé clairement ses intentions concernant la loi Travail dans un entretien au Journal du Dimanche publié ce dimanche. «Maintenant, il faut aller vite et faire adopter ce texte», a-t-il insisté sans répondre sur un nouvel usage du 49-3.

Prié de dire si ce souci de vitesse signifie un deuxième recours à l'arme constitutionnelle du 49-3 pour faire adopter le texte sans vote à l'Assemblée, Manuel Valls se borne à répondre: «Je prends les étapes les unes après les autres».

Manuel Valls a appelé dimanche 19 juin à annuler les prochaines manifestations contre la loi El Khomri.

"Les syndicats devraient eux-mêmes annuler les rassemblements, c'est du bon sens !", a-t-il déclaré. Philippe Martinez, lui, a répondu ce matin, il maintient les défilés prévus jeudi prochain. "C'est au gouvernement de montrer des signes de sortie de crise, ça fait quatre mois que le gouvernement s'oppose à toute discussion".

Invité dimanche du « Grand Jury » de RTL, LCI et Le Figaro, le sénateur Les Républicains (LR) et ancien ministre Jean-Pierre Raffarin a appelé le gouvernement à interdire les manifestations contre la « loi travail » pour se concentrer sur « l'ennemi extérieur », le terrorisme.

M. Raffarin a également dit que la CGT avait « fait une faute » en maintenant son appel à manifester pour les 23 et 28 juin. « Quand une manifestation dérive, les organisateurs de cette manifestation ne sont pas innocents de ces dérives. »

Philippe Martinez a réaffirmé, dimanche 19 juin, qu'il « maintenait les journées d'action » des 23 et 28 mai contre la « loi travail ». Le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT) était l'invité du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, Le Monde et iTélé.

A propos des violences en marge des manifestations, Philippe Martinez s'est interrogé sur les « ordres donnés » aux forces de l'ordre. « Oui, il y a un problème avec la violence, les policiers font du bon travail, ont beaucoup de travail, le problème qu'on dénonce ce sont les ordres qui leur sont donnés de non-intervention vis-à-vis des casseurs. On veut faire porter au mouvement social les problèmes en dehors des manifestations », a-t-il dit. « Pourquoi ces casseurs continuent à casser ? », s'est-il interrogé.

« Les hooligans à Marseille [en marge de l'Euro], on les a arrêtés en moins de quarante-huit heures. Pourquoi les casseurs qui sont identifiés à toutes les manifestations, on les laisse sévir, comme ce qui s'est passé à Necker ? » invité du « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, Le Monde et iTélé.

« Toutes les violences se font en dehors des cortèges syndicaux. La question que nous posons c'est pourquoi ça continue ? Qui donne des ordres ? Ca ne peut se passer qu'au niveau du préfet ou du ministre de l'Intérieur », a-t-il insisté, en rappelant que la protection de la sécurité à l'extérieur des cortèges relevait de la police et que les manifestations étaient autorisées par les préfectures de police. Francetv info, lemonde.fr et 20minutes.fr 19.06

Gavage. Vous aussi ?

- Réseaux sociaux : les politiques en raffolent - Francetv info

Échanges en direct avec les électeurs, vlogs, vidéos : même les plus réfractaires s'y sont mis.

Alain Juppé dispose d'une équipe web d'une cinquantaine de bénévoles en France. Cela leur permet de communiquer, mais aussi de scruter les attaques dont il est victime. Francetv info 19.06

C'est ce genre "d'équipes" qui postent des commentaires réactionnaires à la suite des articles publiés sur le Net. Ils ne sont pas les seuls évidemment.

Jugé coupable sur la base de convictions et non de preuves matérielles.

- Bruno Le Maire réclame une "justice d'exception" Reuters 19.06

Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite en vue de l'élection présidentielle de 2017, a plaidé dimanche pour l'instauration d'une "justice d'exception" applicable aux personnes convaincues de terrorisme. Reuters

Il faut avoir en mémoire que pour Le Maire et ses semblables le refus de partager la version officielle d'un acte terroriste, suffit à vous qualifier de complice des terroristes qui l'ont commis ou de terroriste tout court.

Les masques tombent.

Avant, "une jeune avocat".

- Municipales en Italie: une jeune avocate à l'assaut de Rome - AFP

... après, une "populiste".

- La populiste Virginia Raggi s'empare de la mairie de Rome - AFP

Virginia Raggi, la candidate populiste du Mouvement 5 Etoiles, a été triomphalement élue dimanche maire de Rome --une première pour une femme-- en infligeant un véritable camouflet au Parti démocrate (PD) du chef du gouvernement Matteo Renzi.

Les résultats partiels, après dépouillement dans 80% des bureaux de vote, accordent à cette avocate de 37 ans environ 67% des voix, loin devant Roberto Giachetti, le candidat du PD (centre-gauche).

A Turin (nord-ouest), une autre novice du MS5, Chiara Appendino, 31 ans, a détrôné avec environ 54% l'expérimenté maire sortant Piero Fassino, une figure du PD, qui a dénoncé l'appel de la Ligue du Nord de Matteo Salvini, allié du Front national français, à voter pour les deux candidates du M5S afin de battre M. Renzi.

"Nous avons fait l'histoire", s'est réjouie Mme Appendino sur son compte Twitter.

En revanche à Milan (nord), la capitale économique du pays, le candidat du PD Giuseppe Sala, ancien commissaire de l'Exposition universelle, l'a emporté avec plus de 51% des voix selon des résultats quasi définitifs.

Le parti de M. Renzi se maintenait aussi à Bologne (centre), un fief historique de la gauche, mais n'était même pas au second tour à Naples (sud-ouest), où le maire sortant Luigi De Magistris, homme de gauche atypique et ennemi juré de M. Renzi, a été largement réélu.

Pour ces élections partielles, qui concernaient près de 9 millions d'électeurs dans un peu plus d'une centaine de villes, la participation, déjà en berne au premier tour, a accusé un nouveau coup, à Rome comme ailleurs, dépassant à peine les 50% selon le ministère de l'Intérieur. AFP 19.06

Vous aurez apprécié le mépris de l'Agence Française de la Propagande officielle envers "cette avocate de 37 ans" et "candidate populiste".

S'agissant d'élections municipales, on peut donc en déduire que la décomposition politique du régime est encore plus profonde en Italie qu'en France.

Généralement l'abstention est moins prononcée aux municipales, parce que c'est davantage une élection de proximité ou dont les acteurs sont directement en contact avec la population et les enjeux plus palpables.

Quant à l'élection présidentielle, dans la tête des électeurs, elle est censée porter au pouvoir celui qui incarne une certaine idée et orientation du pays y compris dans le monde, il incarne leur destin ou leur avenir, ils s'identifient à lui jusqu'à un certain point en le chargeant de leurs illusions sans forcément être dupes, aussi estiment-ils indispensable de se prononcer ou d'y participer, de crainte qu'un candidat pire que celui pour lequel ils vont voter ne soit élu.

Rares sont les électeurs qui vont voter sur la base des promesses des candidats auxquelles ils ne croient pas, à part les niais ou ceux qui espèrent y trouver leurs intérêts, ceux sur lesquels malheureusement les partis ouvriers s'appuyent ou qu'ils flattent démagogiquement.

Haut de page

Le 22 juin 2016

CAUSERIE

J'ai un énorme problème à régler en urgence de fosse septique et d'évacuation des eaux usées dans un réservoir séparé en béton, les deux sont pleins, alors que j'ai fait vider la fosse septique il y a deux semaines seulement.

Je fais les trois quart des travaux moi-même par mesure d'économie, mais je ne n'ai plus 20 ans ! Je dois péter à la barre à mine une partie de la dalle en ciment du garage et creuser pour accéder aux canalisations.

Du coup, je vais ralentir le rythme d'actualisation du site. Je sais que c'est une manière d'évacuer mon stress, mais là j'ai vraiment plus urgent à évacuer si vous voyez ce que je veux dire. Non ce n'est pas dégueulasse, on vit dans un monde franchement dégueulasse et il est difficile de rester là sans réagir.

Sur ce, je vais bosser, après je dois encore cuisiner, je n'arrête pas une minute...

Suite de notre causerie sur le 11 septembre 2001.

Je reviendrai plus tard sur le 11 septembre 2001 et le Pentagone. J'ai échangé à ce sujet une correspondance avec Thierry Meyssan qui m'a transmis des documents, dont son livre Pentagate au format pdf.

Provisoirement on s'en tiendra à sa version du fait que le FBI et le Pentagone ont confisqué les 85 films des caméras vidéos de surveillance qui auraient permis d'établir la preuve formelle qu'un avion s'était encastré dans le bâtiment du Pentagone, s'ils n'ont pas tenu à les divulguer, c'est qu'il devait s'agir d'autre chose qu'un avion ou en tout cas pas un Boeing 757-200.

De plus, le Département de la Défense ayant refusé de recenser le seul morceau de tôle à peu près présentable figurant sur une photo comme ayant appartenu au vol 77 de l'American Airlines qui se serait écrasé sur le Pentagone, alors qu'il aurait pu s'en servir pour étayer sa version des faits et faire taire définitivement la polémique sur ce point, on ne va pas être plus royaliste que le roi et on dira que, soit ce morceau de tôle provenait d'un autre appareil, soit qu'il a été ajouté sur la photo puisque de nombreux témoins ayant parcouru cette zone ne l'avait pas remarqué.

J'ai noté également que les photos présentées avaient toutes été prises par des militaires, où, quand ? Questions qui n'effleurera pas ceux qui utilisent à tort et à travers ces photos. Quant aux témoignages visuelles ils sont contradictoires, certains ont même donné plusieurs versions à quelques heures d'intervalle dont un pompier ou se sont rétractés. De plus, effectivement on peut

se demander ce que voie réellement passer une personne entre une fraction de secondes et une ou deux secondes quand un engin se déplace à une vitesse entre 500 et 800 kms/h. Quand on observe attentivement la façade du bâtiment qui a été frappée par un appareil, on s'aperçoit que les piliers situés de part et d'autre à 15 mètres du trou n'ont pas été cisaillés par les ailes d'un avion, ils ont été endommagés, ils ont été en partie soufflés par l'explosion ou ont partiellement fondu avant de s'effondrer. En réalité les trente mètres de la façade ont été ravagés de l'intérieur, et ce n'est pas trente mètres ou l'équivalent approximatif de la voilure d'un Boeing 757 (38 mètres) qui seront si gravement endommagés qu'il faudra les détruire, mais cent mètres qui seront voués à la démolition. Le cockpit ou le nez d'un Boeing est en carbone, donc très léger, fragile, il n'a donc pas pu provoquer un trou parfaitement rond après avoir traversé 6 murs, c'est matériellement impossible, il aurait été désintégré avant. 6 murs, car trois bâtiments séparés par un large couloir ont été transpercés, chaque bâtiment comportant évidemment un mur de chaque côté.

Autre élément, la température suite à l'explosion intervenue une fraction de secondes après le choc s'élèvera à environ 3000°C, de quoi liquéfier tout ce qui se trouvait aux alentours ou au centre du foyer de l'incendie monstrueux qu'il déclenchera, où se serait trouvé l'épave de l'avion, mais des petits malins relèveront les empreintes digitales de quelques passagers. Quant au chauffeur de taxi qui avait prétendu qu'un lampadaire était venu s'encastrer dans le pare-brise de son véhicule, il a été prouvé photo à l'appui qu'il n'avait pas pu se trouver à l'endroit qu'il avait indiqué, en réalité il s'était fait casser sa bagnole et il avait semble-t-il des problèmes avec sa compagnie d'assurance.

Bref, il semblerait que plutôt qu'un missile, un drone transformé en missile ou chargé d'une bombe à uranium appauvri et peint aux couleurs de l'American Airlines ait fait l'affaire, d'où peut-être, je dis bien peut-être la présence de ce qui ressemblait à un morceau de train d'atterrissage sur un cliché, s'il a vraiment été pris à l'intérieur du Pentagone. A suivre.

Oui, je sais, c'est très con de perdre son temps avec ce genre d'histoires, mais on ne se refait pas. Je ne fais pas partie de ceux à qui on peut faire avaler des couleuvres ou qui se contentent de la première explication venue et qui ensuite la colporte, j'espère que vous apprécierez ma détermination ou ma persévérance, il en faut.

Qu'un travailleur profondément arriéré soit prêt à croire n'importe quoi, on peut l'admettre, c'est normal, mais que des travailleurs évolués en soient encore à croire Bush, le Pentagone, le FBI, la CIA, etc. c'est inquiétant, comme quoi ils ne sont pas aussi évolués qu'on le croie ou qu'ils le pensent eux-mêmes. Sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante on est facilement manipulable.

Il faut rappeler que tous les partis dits ouvriers ont adopté en choeur la version des militaires américains. J'aurais tendance à dire que s'ils font confiance aux militaires américains sachant à qui devait profiter le crime, c'est qu'ils ne sont pas digne de notre confiance.

Pour ceux que cela intéresse :

- 11 septembre, 8 pages comprenant 580 articles

http://www.voltairenet.org/mot37.html?lang=fr

Je les ai pour ainsi dire tous lus et parfois relus évidemment, plus les vidéos que j'ai visionnées.

Tenez, la dernière couleuvre que nous n'avalerons pas pour cause d'indigestion ou la fosse septique est pleine !

La pétition que nous ne signerons pas et nous expliquons pourquoi.

J'ai pris connaissance de l'existence d'une "*Pétition Appel pour le respect des libertés démocratiques et du droit de manifester*" dont les destinataires semblent être "*Pour : Président de la République, gouvernements, parlementaires*", (j'ai laissé la faute d'orthographe à gouvernements).

Tiennent-ils tant que cela à les légitimer ?

Elle a été signée par quelques dizaines de représentants ou dirigeants de différents syndicats (CGT, FO, FSU) ou partis (POID, PCF, Parti de gauche, PARDEM) parfois présentés sous leur statut professionnel ou social (historien, philosophe, etc.) ainsi que quelques élus. Depuis quelques centaines de personnes l'ont signée.

Question : D'un côté, comment le POID peut-il déclarer : dehors Hollande et son gouvernement en insistant sur le fait qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays et illégitimes pour légiférer, et d'un autre s'adresser à eux pour que finalement ils appliquent une autre politique ?

Est-ce possible ? L'essentiel c'est de le faire croire.

De deux choses l'une, soit Hollande et son gouvernement sont ultra minoritaires et illégitimes et il y a lieu de rien en attendre et le mot d'ordre dehors se justifie, soit on estime qu'ils peuvent incarner la démocratie, autrement dit qu'ils peuvent entendre la majorité des masses laborieuses qui exigent le retrait de la loi Travail et leur donner satisfaction en les laissant manifester librement et ce mot d'ordre ne se justifie pas.

On ne peut pas prétendre à la fois qu'on n'attendrait rien d'un président de la République et de son gouvernement et appeler à les chasser, tout en s'adressant à eux comme s'ils disposaient d'une quelconque légitimité à gouverner ou pour légiférer ce qui supposent qu'ils devraient rester en place.

Comment s'appelle ce procédé ? Le double langage habituel des opportunistes qui ont pourri le mouvement ouvrier.

Ils ont fait croire (une fois de plus) aux militants et aux travailleurs que Hollande et son gouvernement pourraient "reculer" et retirer leur loi Travail, tout en sachant pertinemment que dans le contexte actuel la mobilisation pour exiger le retrait de cette loi n'atteindrait jamais le niveau indispensable pour atteindre cet objectif.

La loi Travail n'est pas une loi comme les autres.

Au-delà de la régression sociale généralisée à laquelle elle conduirait si elle était adoptée, elle présente la particularité d'être structurée sur un axe précis : le dialogue social, la collaboration de classes ou le corporatisme qu'il s'agirait d'instituer dans les rapports entre les classes, entre les exploiteurs et les exploités, entre les patrons et les travailleurs, modifiant qualitativement la nature des rapports sociaux établis entre les classes, de sorte que les travailleurs deviendraient les agents de leur propre exploitation ou se soumettraient aux besoins de l'entreprise qui les emploient au détriment des leurs.

La loi Travail implique donc la capitulation de la classe ouvrière, la négation pure et simple de ses droits sociaux, pire de la lutte des classes.

Donc la question qui est posée ici n'est pas celle du gouvernement, mais bien celle du régime capitaliste en crise qui exigent pour assurer sa survie que les travailleurs renoncent à leurs droits sociaux et soient totalement soumis aux lois du marché, au capital.

La loi Travail pose la question de savoir si oui ou non le régime capitaliste est compatible avec la satisfaction des besoins ou aspirations légitimes des travailleurs.

On répondra par oui si on estime qu'il suffirait que le gouvernement fasse preuve de bonne volonté de gré ou de force pour entendre les revendications des travailleurs ou qu'un simple changement de gouvernement permettrait d'atteindre cet objectif, auquel cas on s'adressera à lui, on fera pression sur lui, etc.

On répondra par non, si on estime qu'aucun gouvernement sous la Ve République ne légifèrera en faveur des travailleurs, auquel cas on ne s'adressera pas à lui, on situera ouvertement notre combat politique dans la perspective du renversement du régime et des institutions, de l'établissement d'une République sociale sur ses cendres.

En répondant par oui on fera naître ou on nourrira des illusions dans le gouvernement et le régime, en revanche, en répondant non, on indiquera clairement aux travailleurs les conditions à remplir pour entrevoir sérieusement la possibilité de satisfaire nos besoins.

Mettre en avant dehors Hollande et son gouvernement sert ainsi à masquer le refus des signataires de cette pétition d'affronter le régime. Cette pétition s'inscrit donc dans une démarche réformiste, qui est le pire ennemi du socialisme au sein du mouvement ouvrier, en ne proposant aux travailleurs aucune issue politique au-delà du capitalisme, alors que des pans entiers de la classe ouvrière sont prêts à rompre avec le régime.

On pourrait ajouter qu'en admettant l'idée hypothétique que la loi Travail pourrait être retirée et qu'un gouvernement succèderait à celui en place aujourd'hui, cela ne changerait absolument rien aux conditions épouvantables que vivent des millions de travailleurs depuis des décennies, toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis plus de 30 ans continueraient de s'appliquer et d'une manière ou d'une autre la condition ouvrière ne cessserait de se dégrader.

Il ne pouvait pas en être autrement hier, il ne peut pas en être autrement aujourd'hui comme il ne pourra pas en être autrement demain en s'y prenant de cette manière-là. Ceux qui se sont gargarisés du retrait du CPE, pendant que plus de 20 types de contrats de travail précaires continuaient d'exister, à croire qu'ils n'étaient pas vraiment concernés ou s'en accommodaient. Le retrait du CPE a changé quoi ? Absolument rien. C'est avec cette politique opportuniste qu'il faut en finir.

Autrefois, jadis devrait-on dire de nos jours, les militants ouvriers social-démocrates ou communistes participaient à la lutte de classe quotidienne au côté des travailleurs drapeaux de la révolution déployés, un tract dans une main, leur programme révolutionnaire dans l'autre, ils ne sortaient pas masqués, eux, leur programme n'était pas remisé au fond d'un tiroir, ils étaient fiers de leur drapeau...

C'est avec cette tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier qu'il faut impérativement renouer s'il ne veut pas être broyé, quand sous l'impulsion du socialisme scientifique ou du marxisme il combattait pour renverser l'ordre établi et non pour quelques miettes afin que le prolétariat supporte mieux le sort que le capitalisme lui avait réservé.

On est en présence de deux conceptions antinomiques de la lutte de classe qui poursuivent des objectifs différents, l'un consistant à (certaines couches privilégiées de) mieux vivre en régime capitaliste, l'autre à le renverser ou à changer la société.

De tous temps, à toutes les époques, quel que soit le contexte, des millions de travailleurs ont dû subir des conditions d'exploitations pires que celles réservées aux couches supérieures corrompues par le capitalisme, les portant à haïr le capitalisme, à rompre avec lui sans qu'on ait vraiment besoin de les y pousser, leur sort misérable leur interdisait de donner un sens à leur existence, sans espoir, livrés à eux-mêmes, abrutis par le travail, en proie à mille difficultés ou souffrances injustes, alors qu'aujourd'hui ils ont tous été scolarisés ou sont plus évolués ou développés que leurs ancêtres, comment imaginer un seul instant qu'ils rejetteraient notre discours, pour peu qu'on sache adapter notre discours à leur état d'esprit, peut-être ou sûrement plus qu'à leurs besoins puisqu'ils savent quelque part qu'ils ne seront jamais satisfaits aussi longtemps que l'ordre établi n'aura pas été renversé, on pourrait ajouter, contrairement à tous ces militants qui en vain voudraient leur faire croire le contraire ou qui n'ont pas compris grand chose à la condition ouvrière, qu'ils ne perçoivent qu'à travers le petit trou de la lorgnette de leur propre condition très souvent relativement confortable.

Les nantis parmi nous se souviennent soudain de l'existence de ces couches défavorisées de la classe ouvrière, lorsqu'ils risquent d'y basculer quand le gouvernement s'attaque à leurs privilèges, ils n'y sont pas préparés, il s'y prennent forcément maladroitement et ils ne parviennent pas à les entraîner dans leur mouvement pour les avoir négligées pendant des décennies et des décennies, toujours ou presque.

Jadis, quand on évoquait les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, on parlait de masses arriérées, profondément arriérées, illettrées, en proie à toutes sortes de croyances ou superstitions, donc difficile à atteindre, généralement elles étaient destinées rester arriérées (c'est ce que je suis en train d'oberserver en Inde), mais ce n'est plus le cas de nos jours, elles sont instruites, elles ont acquis des instruments pour réfléchir, donc pour progresser rapidement en tirant les leçons de leurs expériences, dans ces conditions, dans les couches les plus pauvres il existe forcément des millions de travailleurs plus avancés que les autres dans toutes les générations, pour en faire partie j'en suis le témoin et il serait inconcevable que je serais un cas isolé.

De la même manière, il est étrange que parmi les intellectuels ou les travailleurs les plus évolués, il y en ait si peu qui soient capables de davantage de discernement ou d'adopter le matérialisme dialectique, sachant qu'eux aussi sont en proie à de multiples déconvenues et difficultés au cours de leur existence. Si la société leur offre des compensations, ils sont pris dans le même engrenage que les autres travailleurs et ils ne tirent qu'une satisfaction superficielle et ponctuelle de leur statut social supérieur à laquelle se mêlent bien des sacrifices et souffrances. Je dirais même que leur situation est peu enviable car particulièrement inconfortable, ne pouvant justifier leurs privilèges qu'en recourant à la démagogie ou au mépris, à défaut d'avoir conscience du rôle qu'ils remplissent dans la société ou pour le régime.

En conclusion, au lieu de s'adresser à Hollande et son gouvernement dont il n'y a rien à attendre, on ferait mieux sans renier nos principes d'adapter notre discours à ces différentes couches de travailleurs pour les organiser et construire le parti dans l'unique perspective de la prise du pouvoir politique.

L'article suivant confirme à sa manière ce qui vient d'être dit.

Entre nous, c'est mieux que reproduire une citation des oeuvres des marxistes pour justifier une analyse ou une position ou dire : voyez comme j'ai raison, je suis un vrai marxiste, faites-moi confiance, n'est-ce pas ?

Survivre ou "le nouveau rêve américain". A bas le capitalisme !

The socialism, yes we can ! If they told themselves, we can believe it.

- Pourquoi les jeunes américains sont en train d'abandonner le capitalisme - slate.fr

Une tribune de l'anthropologue et journaliste Sarah Kendzior dans le magazine Foreign Policy, intitulée «Pourquoi les jeunes Américains sont en train d'abandonner le capitalisme». Extrait.

Ce cri de détresse, ou plutôt de désabusement, intervient après la publication d'un sondage réalisé par l'université d'Harvard et publiée en avril 2016. Celui-ci indique que 51% des 18-29 ans rejettent le modèle capitaliste alors que 42% le soutiennent. 33% déclarent par ailleurs pencher pour le socialisme.

«La façon dont le capitalisme est appliqué aujourd'hui, dans l'esprit des jeunes générations, voilà ce qu'ils rejettent», précise John Della Volpe, à la tête de cette étude. Les promesses d'Obama n'ont pas été tenues selon elle. Pire, la réalité d'un marché du travail ultra précaire serait déguisée sous un taux de chômage très bas (4,7%, soit le niveau des années 2006-2007). Les contrats courts, les piges et les mini salaires sont ainsi comptabilisés dans la population active.

«C'est à cela que ressemble l'emploi aujourd'hui ici. On est loin de l'épanouissement personnel ou du plan d'avenir. Survivre est le nouveau rêve américain». Les espoirs nés du mouvement Occupy Wall Street, ou plus récemment des manifestations «Fight for $15» pour un salaire minimum de base, n'ont pas convaincu. Trop peu de réformes concrètes et radicales.

Plus globalement, c'est le sens que les jeunes accordent aux termes «capitalisme» et «socialisme» qui interpelle les chercheurs américains.

«Le mot "capitalisme" ne signifie plus ce qu'il avait l'habitude de signifier, décrypte le professeurs d'Harvard Zach Lustbader, dans le Washington Post. Pour ceux qui ont grandi durant la Guerre froide, le capitalisme signifiait la liberté contre l'Union soviétique et les autres régimes totalitaires. Pour les générations plus récentes, cela renvoie à une crise financière que l'économie globale ne parvient toujours pas à digérer.»

De quoi expliquer le succès du candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders, notamment chez les plus jeunes, lui qui a remis le mot socialisme au goût du jour.

«Les conditions de travail sont devenues tellement pourries et la course à la stabilité classique si insurmontable, que les ambitions modestes –un salaire qui couvre vos factures, la capacité d'acheter une maison ou d'aller au lycée sans s'endetter énormémement– sont devenues un luxe, une fantaisie.»

Il ne faut pour autant développer une réflexion binaire, ce que se garde bien de faire la journaliste. 47% des sondés estiment qu'avoir de quoi manger et dormir sous un toit sont des droits que le gouvernement doit pouvoir fournir aux plus nécessiteux. Cela n'en fait pas nécessairement des socialistes. Seulement des citoyens qui tentent de réhabiliter le principe d'égalité au «pays de la liberté». slate.fr 21.06

Comme quoi "l'égalité" n'a jamais existé en dehors du principe pour ceux qui voulaient bien y croire... La liberté uniquement pour les 6 millions de millionnaires américains...

L'égalité est un principe démagogique, une imposture, dès lors le mouvement ouvrier américain a le choix entre combattre pour plus d'égalité et reproduire indéfiniment les erreurs du passé, ou combattre pour renverser le régime et les institutions.

Encore un élément tout frais d'avant-hier qui confirme notre analyse. Entre nous, qui fabule, qui est mégalomane, qui est à côté de la plaque ?

Hollande, "un bon président" pour une minorité de nantis.

- Cotes de popularité au plus bas pour François Hollande et Manuel Valls - LeMonde.fr

En pleine contestation de la loi travail, la cote de popularité de François Hollande et de Manuel Valls continue de baisser en juin tandis qu'Alain Juppé et Emmanuel Macron enregistrent une chute, selon un sondage Odoxa publié mardi 21 juin.

Seules 16 % des personnes interrogées considèrent François Hollande comme « un bon président », contre 84 % d'un avis contraire. Il enregistre ainsi une baisse d'un point de popularité en un mois. Manuel Valls poursuit quant à lui sa chute amorcée depuis novembre, en perdant encore 2 points, avec 24 % des Français qui le considèrent comme « un bon premier ministre », contre 75 % (+2 points). Les deux têtes de l'exécutif se retrouvent ainsi à leur plus bas niveau depuis leur entrée en fonction, dans ce baromètre réalisé pour la presse régionale, L'Express et France Inter. LeMonde.fr 20.06

En famille.

- Hollande rend hommage à Chirac, créateur du Musée du Quai Branly - AFP

François Hollande a rendu un vibrant hommage à Jacques Chirac, créateur du musée du Quai Branly à Paris, consacré aux Arts premiers, qui portera également le nom de l'ancien président à partir de mardi. AFP 20.06

- Entre Sarkozy et Hidalgo, c'est l'entente cordiale - L'Express.fr

Loi Travail. Le PS était en réalité un parti anti-ouvrier et on vous l'avait caché pendant 70 ans.

Demandez-vous pourquoi...

- Bernard Cazeneuve ne veut pas de défilé anti-loi Travail à Paris - Reuters

L'exécutif, qui souhaite limiter la mobilisation de jeudi contre la réforme du travail à un simple rassemblement statique à Paris, et les syndicats, hostiles à cette idée, se sont renvoyé la balle lundi sans trouver de solution de compromis.

Dans une lettre au numéro un de la CGT, Philippe Martinez, le ministre de l'Intérieur lui demande de "prendre en considération" la proposition du préfet de police d'organiser un rassemblement statique place de la Nation et menace en termes à peine voilés d'interdire toute autre forme de manifestation.

Les syndicats opposés au projet de loi Travail ont dénoncé en réponse "une remise en cause d'un droit fondamental" et demandent à Bernard Cazeneuve de "faire une nouvelle proposition de manifestation garantissant la sécurité de tous".

Un défilé comme celui du 14 juin à Paris, marqué par des violences et des dégradations, "n'apparaît pas envisageable", explique dans sa lettre le ministre de l'Intérieur, soulignant la mobilisation des forces de l'ordre contre la menace terroriste et pour la sécurité de l'Euro de football.

La place de la Nation est le point d'arrivée envisagé par les sept syndicats organisateurs, dont la CGT et Force ouvrière (FO), pour le cortège de jeudi.

"Je vous demande de prendre en considération cette proposition qui, aujourd'hui, apparaît comme la seule voie responsable de l'expression des revendications que vous portez", écrit Bernard Cazeneuve.

Dans leur réponse à Bernard Cazeneuve, les syndicats réunis autour de la CGT et de FO réfutent une nouvelle fois les accusations de l'exécutif, en particulier celle selon laquelle des militants auraient agressé des policiers.

La CGT, FO et les cinq autres membres de l'intersyndicale (FSU, Solidaires, Unef, Unl, Fidl) ont renouvelé, à plusieurs reprises au cours de la journée, leur appel à deux nouvelles journées de mobilisation, jeudi et le 28 juin.

Ces organisations ont déposé auprès de la préfecture de police de Paris, pour jeudi, un projet de parcours entre les places de la Bastille et de la Nation.

Pascal Joly, numéro un de la CGT Ile-de-France, a expliqué à Reuters le choix de cet itinéraire, plus court que celui de la semaine dernière, par des impératifs de sécurité.

"Je ne vois pas ce qui pourrait nous inciter à renoncer à notre droit constitutionnel de manifester", a-t-il ajouté. Il a cependant précisé que la décision serait prise in fine à sept : "Ça sera une réponse unitaire."

Son homologue de FO à Paris, Gabriel Gaudy, a pour sa part jugé inacceptable la proposition du ministère de l'Intérieur.

"A chaque rassemblement place de la Nation on s'est fait 'canarder' des deux côtés, par les forces de l'ordre et par les casseurs", a-t-il expliqué à Reuters. "Jamais on n'ira dans une telle souricière."

"Le Premier ministre prendra ses responsabilités. Nous, nous maintenons la manifestation telle que nous l'avons prévue" avait-il auparavant déclaré. Reuters 20.06

Commentaire d'un internaute membre des forces de l'ordre établi.

- "*Manifestation du 9 avril à Paris vécue par des collègues de terrain.*

- Les autorités ont laissé partir la manif de République malgré la présence de groupuscules violents anarchistes cagoulés. Aucune action n'a été menée pour empêcher la progression vers Bastille puis vers Nation de ce groupe de casseurs.

À Bastille, un officier CRS a reçu un tir de mortier feu d'artifice tiré par ce groupe dans une jambe : plaies saignantes et profondes.

Où sont les moyens de la DOSTL ? Tels que des barres ponts et les lanceurs d'eau, qui auraient pu éviter aux malheureux collègues des compagnies d'intervention de se faire bombarder pendant plus d'une heure. Plusieurs blessés parmi les collègues des compagnies d'intervention, qui auraient pu être évités si des moyens de protections existants avaient été utilisés. Merci à la

haute hiérarchie, bien au chaud dans des bureaux, de se soucier du sort des fonctionnaires de police sur le terrain…

- Tout a été fait pour ne pas inquiéter ces casseurs du début jusqu'à la fin de la manifestation et ce ne sont pas les 140 grenades mp7 lancées place de la Nation qui ont eu le moindre effet pour les contrer efficacement et permettre à la manifestation de se dérouler sereinement.

- Vers 22h45, la station directrice parisienne l'avise qu'un groupe de 200 à 300 anarchistes arrivant de la gare du Nord justement par le boulevard Magenta pour rejoindre la place de la République.

Ordre lui est donné de se déplacer à l'opposé de son emplacement et de stationner boulevard Voltaire…. Encore une fois la hiérarchie préfère éviter toutes confrontations.

- Enfin, au lieu de les pourchasser et de les interpeler, pour disperser ce groupuscule ultra violent, la compagnie de CRS a été libérée sur le champ et sommée de quitter les lieux….

Ces individus ont ainsi pu quitter l'avenue de la République et l'avenue Parmentier pour rejoindre la rue Keller, lieu de résidence du premier ministre. Sur le chemin, ils ont au passage saccagé le commissariat du 11e et de nombreux commerces.

Enfin, des mesures ont été prises pour défendre le domicile du premier ministre !

- La CGT-Police constate qu'une fois de plus les forces de l'ordre ont servi à protéger les intérêts particuliers de certains. En effet, les policiers n'ont pas été autorisés (et on ne leur a pas donné les moyens) à intervenir pour protéger les manifestants pacifiques, les commerçants, les collègues, des biens, un commissariat… Par contre, pour protéger le domicile du premier ministre, là, tout à été fait.

- Pour quel bénéfice ?

Les conséquences d'avoir laissé le champ libre aux casseurs :

- Décrédibiliser les manifestations contre le projet de Loi EL KHOMRI et le mouvement « Nuit Debout »;

- Décrédibiliser les forces de police et creuser encore plus le fossé entre police/population ;

- Faciliter des cas de « violences policières », en choisissant de rétablir l'ordre par la force, plutôt que d'écarter au plus vite les éléments perturbateurs ;

- Laisser les personnes user de violences en toute impunité,

La tactique semble claire « diviser pour mieux régner » et éviter le débat de fond sur les choix de société, en mettant en avant des « faits divers ».

- Les attentats de 2015 ont rapproché la police de la population, ce qui semble intolérable pour le gouvernement en place.

Le gouvernement a peut-être peur que l'on suive l'exemple des policiers italiens, qui ont retiré leur casque antiémeute, lundi 9 décembre 2015 à Turin, en signe de solidarité avec les « forconi » (« fourches »), ces manifestants venus de tous les horizons pour dénoncer la politique d'austérité.

Nos collègues italiens ont été acclamés par la population, un exemple à suivre par nous, homologues du pays des Droits de l'Homme. "

Qui a dit à bas la police ? Quelle connerie ! A bas le ministre de l'Intérieur, Valls, Hollande, c'est déjà plus à propos...

- Loi travail : le sort de la manifestation parisienne en suspens - AFP

Le gouvernement va-t-il interdire le défilé parisien contre la loi travail jeudi ? Après 24 heures de négociations, le sort de la manifestation restait en suspens mardi, les syndicats ayant persisté dans leur refus d'un "rassemblement statique".

Mardi en fin de matinée, une réunion à la préfecture de police a débouché sur un "constat de désaccord", selon les syndicats d'Ile-de-France qui ont "catégoriquement refusé" un rassemblement place de la Nation.

Ils ont précisé avoir fait des "propositions alternatives de parcours": Bastille-Place d'Italie, ou Denfert-Rochereau-Place d'Italie. "Les discussions se poursuivent et à ce stade aucune décision n'a été prise", affirmait-on à la préfecture de police en fin d'après-midi.

Les sept syndicats contestataires (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl) souhaitaient initialement défiler entre la place de la Bastille et la place de la Nation jeudi à 14 heures, dans le cadre d'une journée de mobilisation contre le projet de loi travail dans toute la France. Un trajet court pour "tenir compte", selon eux, des conditions de sécurité.

Mais les autorités insistent depuis lundi pour qu'ils choisissent une manifestation statique plutôt qu'un défilé, en invoquant des raisons de sécurité, après les violences qui ont émaillé la manifestation nationale du 14 juin dans la capitale. Faute de quoi, ont-elles prévenu, la manifestation sera interdite - une mesure exceptionnelle. AFP 21.06

- Manifestation du 23 juin : les autorités affichent leur fermeté - LeMonde.fr

Le préfet de police a refusé le parcours des syndicats, lundi 20 juin, expliquant qu'il donnerait seulement son autorisation pour un rassemblement, place de la Nation. LeMonde.fr 21.06

En complément.

Travailler plus pour gagner autant : le Sénat adopte les accords offensifs pour l'emploi - Public Sénat

Travailler plus pour gagner autant. Ce sera possible en cas d'accord offensif pour l'emploi. Ce point de la loi travail a été adopté par le Sénat. L'exécutif prévoit qu'un accord ne peut pas diminuer la rémunération mais en cas de refus de l'accord, un salarié pourra être licencié... Public Sénat 21.06

- Les pilotes d'Air France lèvent leur préavis de grève - Reuters

- Le site FranceTV Info en grève à partir du 28 juin contre le projet de chaîne d'information publique - LeMonde.fr

Les journalistes s'inquiètent d'un partage de la production de l'information numérique avec France info qui pourrait leur être défavorable. LeMonde.fr

La loi Travail ou la loi du silence.

- Malaise sur beIN Sports: une supportrice de l'euro donne un carton rouge à la loi Travail - slate.fr

Un journaliste fait tranquillement son interview après le match avec des supporters maquillés, avant que la femme interrogée (l'intermittente Sophie Tissier, qui s'était déjà fait remarquer dans Touche Pas à Mon Poste et la campagne «On Vaut Mieux Que Ça», comme l'ont remarqué plusieurs personnes sur Twitter et Facebook) ne finisse par sortir un prospectus «Carton Rouge à la Loi Travail», et n'évoque «les choses qui se passent en ce moment dans ce pays».

Sur Twitter, quelques heures après cette interview, Sophie Tissier nous explique qu'elle est bien «mobilisée contre la loi Travail» et que tout ceci était «une action revendiquée par Paris Debout - Nuit Debout».

Lorsqu'il voit le carton rouge, le journaliste de BeIn est alors plutôt embarrassé et essaie de faire comme il peut pour la faire taire, expliquant qu'il «n'est pas là pour faire leur publicité», qu'on «va parler de football», et de la pousser hors du champ de la caméra, sous le regard vide des deux autres supporters à côté. Suivent de longues secondes de malaise, avant que le journaliste en plateau, Darren Tulett ne reprenne la main.

Pour beIN Sports, pas de politique quand on parle de foot.

C'est devenu l'un des jeux préférés des chaînes d'info en continu et des chaînes de sport. Après chaque match de l'Euro, des journalistes présents autour du stade et dans les fan-zones interrogent des supporters de différents pays pour recueillir leur réaction après la victoire, défaite, qualification ou élimination de leur équipe.

Si parfois cela donne des images très sympas et parfois très drôles quand ces supporters décident de rendre la vie impossible aux journalistes, cela se retourne aussi parfois contre les chaînes quand les personnes interrogées décident d'aborder des sujets qui n'étaient visiblement pas prévus au programme.

On en a eu l'exemple ce dimanche sur BeIn Sports. Un journaliste fait tranquillement son interview après le match avec des supporters maquillés, avant que la femme interrogée (l'intermittente Sophie Tissier, qui s'était déjà fait remarquer dans Touche Pas

à Mon Poste et la campagne «On Vaut Mieux Que Ça», comme l'ont remarqué plusieurs personnes sur Twitter et Facebook) ne finisse par sortir un prospectus «Carton Rouge à la Loi Travail», et n'évoque «les choses qui se passent en ce moment dans ce pays».

Sur Twitter, quelques heures après cette interview, Sophie Tissier nous explique qu'elle est bien «mobilisée contre la loi Travail» et que tout ceci était «une action revendiquée par Paris Debout - Nuit Debout».

Lorsqu'il voit le carton rouge, le journaliste de BeIn est alors plutôt embarrassé et essaie de faire comme il peut pour la faire taire, expliquant qu'il «n'est pas là pour faire leur publicité», qu'on «va parler de football», et de la pousser hors du champ de la caméra, sous le regard vide des deux autres supporters à côté. Suivent de longues secondes de malaise, avant que le journaliste en plateau, Darren Tulett ne reprenne la main.

C'est loin d'être la première polémique autour du fait qu'il ne faut pas parler de politique lors de cet Euro.

Le ministère de l'Intérieur avait déjà demandé aux supporters de ne pas évoquer le sujet. Dans un guide publié le 9 juin, veille du début de l'Euro, la place Bauveau demandait de ne pas «tenir de propos politiques, idéologiques, injurieux, racistes ou xénophobes» aux abords des stades.

Devant la polémique, le ministère de l'Intérieur avait fini par se justifier en indiquant que les consignes venaient de l'Uefa (même si ce n'est pas tout à fait le cas) et reculer deux jours plus tard. Pour bien se comporter, il ne faut désormais «pas exprimer ou diffuser des messages injurieux, racistes, xénophobes, sexistes ou religieux». La supportrice anti-loi Travail pourra toujours dire qu'elle a bien respecté tout ça. slate.fr 20.06

Tu regardes la baballe et tu fermes ta gueule, compris ?

La réaction se déchaîne.

- Après les attentats, un Français sur cinq se dit prêt à pratiquer la torture - LeFigaro.fr

- Lyon: Des néo-nazis ukrainiens dans les tribunes de l'Euro - arretsurinfo.ch

- Guaino : « Le syndicalisme est en train de détruire l'objectivité et l'impartialité de la magistrature » - Public Sénat

Invité de Preuves par 3, Henri Guaino s'en est pris au syndicat de la magistrature « qu'il faudrait interdire ». Public Sénat 21.06

La justice version OTAN

- Non-lieu validé pour le naufrage du Bugaled Breizh - Reuters

La Cour de cassation a validé mardi le non-lieu prononcé dans le dossier du naufrage du chalutier breton Bugaled Breizh au large des côtes britanniques, qui avait fait cinq morts en janvier 2004. Elle a suivi les réquisitions du ministère public... Reuters 21.06

Xénophobie et propagande de guerre.

Russie

- Athlétisme: le drapeau russe interdit de JO - arretsurinfo.ch

- Euro 2016 : le Pays de Galles humilie la Russie - LeMonde.fr

- Ukraine: la pilote Savtchenko dénonce à Strasbourg la "traîtrise" de Moscou - AFP

La pilote militaire et députée ukrainienne Nadia Savtchenko, libérée en mai après deux ans de détention en Russie, a dénoncé lundi, devant ses homologues parlementaires du Conseil de l'Europe réunis à Strasbourg, la "traîtrise" de Moscou dans le conflit ukrainien. AFP

-«C'est qui ce joueur?» : en Russie, les naturalisations font débat - Slate.fr

-Être supporter de foot en Russie, une certaine idée de l'enfer - Slate.fr

Quand la police anti-émeutes, le racisme, le manque de moyens et les cocktails Molotov sont monnaie courante à chaque match, est-il si étonnant que le comportement des hooligans russes en France soit si violent? Il existe un mot particulier, en russe, pour désigner cette odeur d'alcool qu'exhale... Slate.fr 21.06

- L'utilisation d'armes à sous-munitions en Syrie trahie par la télévision russe - LeMonde.fr

Venezuela

- L'opposition vénézuélienne mobilise contre Nicolas Maduro - Reuters

- Le Venezuela au bord de la faillite et de la pénurie - Francetv info

Le Venezuela, qui abrite les premières réserves de pétrole de la planète, est le théâtre depuis plusieurs semaines d'émeutes de la faim avec des files d'attentes qui s'allongent. Francetv info

Leur vieux monde hideux, cruel, monstrueux

- Plus de 65 millions de personnes ont été déplacées en 2015, un nouveau record mondial - Francetv info

Depuis 2011, le nombre de personnes ayant fui leur pays en raison des guerres et des persécutions augmente chaque année.

Par rapport à 2014, la hausse est de 9,7%. Et depuis 2011, date du début du conflit syrien, ce chiffre ne cesse d'augmenter, selon ce dernier rapport statistique annuel. Parmi les 65,3 millions de déracinés dans le monde, 21,3 millions sont des réfugiés ayant quitté leur pays et 40,8 millions – un chiffre record – sont des "déplacés internes" qui sont partis de leur foyer sans quitter le pays. Les 3,2 millions restants sont des demandeurs d'asile dans les pays industrialisés. Francetv info 20.06

J'hésite à demander l'asile à la France, non, c'est une blague, on me le refuserait !

Bienvenue en oligarchie.

- L'Europe se tire des balles dans le pied, les Européens y croient encore

Malgré l'ampleur et l'évidence des défauts de l'Union européenne, je continue de croire à une Europe plus forte. Et je ne suis pas le seul. Europhile... Slate.fr

- Pourquoi Donald Trump attire tant de fans violemment antisémites - Slate.fr

- Voici l'explication la plus drôle que vous verrez sur les conséquences du Brexit

Elle est signée de l'humoriste anglais John Oliver. Il compare notamment l'Union européenne à Gérard Depardieu. Slate.fr

- MSF lance une websérie satirique pour dénoncer la politique migratoire de l'Europe

À l'occasion de la journée des réfugiés, l'ONG Médecins sans frontières a lancé lundi 20 juin une campagne sur son site afin de dénoncer la politique migratoire européenne mais aussi pour sensibiliser l'opinion publique sur sort des migrants. LeFigaro.fr

- Réfugiés : et si on cohabitait ?

Nous publions ce reportage d'une étudiante en journalisme, primé par le prix HCR- « Le Monde » 2016. LeMonde.fr

- L'expo sur les migrants qui passionne les jeunes

Une cinquantaine de photos de réfugiés en pied, le regard direct : l'exposition « I AM with them », à l'Institut du monde arabe, fait le buzz chez les moins de 25 ans. Au point d'être prolongée jusqu'au 24 juillet. LeMonde.fr

- Bac : « Le ramadan est un challenge supplémentaire »

Les écrits du bac tombent en même temps que le mois de jeûne du ramadan. Des candidats qui ont fait le choix de vivre leurs traditions tout en passant les épreuves témoignent. LeMonde.fr

- Une majorité d'articles sont partagés sur les réseaux sociaux sans même être lus

«Les gens se forment une opinion basée sur un résumé, ou un résumé de résumés». Ils sont 46.000 à n'avoir rien vu venir... Slate.fr

- Oubliez le yoga et la méditation, le must, c'est le câlineur professionnel

Ses expériences tactiles consensuelles se développent depuis une dizaine d'années aux États-Unis.Les câlineurs profesionnels ont la côte. The New York Times consacre un article à ces nouveaux practiciens qui gagnent leur vie en faisant des câlins et des chatouilles. Slate.fr

- Paris montre à Orlando comment survivre à la tragédie - Slate.fr

- « Chez moi » : le très beau texte d'un journaliste sur la nuit gay

Nous avons lu et aimé ce texte publié sur Medium de Philippe Corbé, correspondant aux Etats-Unis pour RTL, qui a tourné tout le week-end sur les réseaux sociaux.Nous l'avons aimé car il dit très simplement l'essence profonde des lieux auxquels s'est attaqué l'Etat islamique dans la nuit du 11 au 12 juin Rue89

- Une lettre ouverte accuse Twitter « d'inaction » face aux messages homophobes

Jean-Luc Romero-Michel, président de l'association Elus locaux contre le sida, et Jérôme Beaugé, président de l'Inter-LGBT, fustigent le « silence » de la direction du réseau social. LeMonde.fr

- Comprendre les sondages sur le harcèlement et les violences sexuelles

Selon une étude, 87 % de femmes ont déjà été victimes de harcèlement dans les transports publics. Mais la méthodologie de l'enquête pose question. LeMonde.fr

- On sait (enfin) pourquoi les règles peuvent être si douloureuses

Derrière les inflammations aiguës, la protéine C réactive.La revue Journal of Women's Health vient de publier les résultats d'une recherche qui ne manquera pas d'intéresser toutes les personnes dont le PMS (syndrome prémenstruel en français) est infiniment douloureux. Slate.fr

- Les parents ne doivent surtout pas commenter le poids de leur fille

C'est de là que viennent les complexes.«T'as pas un peu grossi?», «Tu es sûre de vouloir reprendre du dessert?», «Tu devrais faire attention, non?»... Slate.fr

- L'épisode le plus violent de «Game of Thrones» était aussi le plus beau

L'épisode 9 de la saison 6 a un dénouement facile, mais il réinvente la façon de filmer une guerre médiévale. Slate.fr

- Comment les acteurs et les actrices de «Game of Thrones» apprennent la mort de leur personnage

C'est tout un rituel. Attention, cet article est rempli de spoilers, y compris sur l'épisode 9 de la saison 6.C'était un épisode que tout le monde attendait. «La bataille des bâtards» a offert au public de Game of Thrones le moment qu'il attendait depuis plus de deux mois... Slate.fr

- Avec Netflix, laissez-vous initier au Manzai, cet art humoristique japonais

La plateforme de SVOD a mis en ligne l'ambitieuse série «Hibana: Spark». Une parfaite introduction à un certain type d'humour verbal codifié à l'extrême qu'a longtemps pratiqué Takeshi Kitano. Slate.fr

- Pour économiser la batterie de votre ordinateur, vous devriez utiliser ce navigateur

Selon un test de Microsoft, Microsoft Edge est le meilleur. Slate.fr

- À São Paulo, la pizza au feu de bois est décriée: elle pollue beaucoup trop

Même s'ils polluent bien moins que les voitures, les fours à bois sont une source d'émission de particules fines à ne pas négliger dans la plus grande ville du Brésil. Slate.fr

- «C'est qui ce joueur?» : en Russie, les naturalisations font débat - Slate.fr

- Être supporter de foot en Russie, une certaine idée de l'enfer

Quand la police anti-émeutes, le racisme, le manque de moyens et les cocktails Molotov sont monnaie courante à chaque match, est-il si étonnant que le comportement des hooligans russes en France soit si violent?Il existe un mot particulier, en russe, pour désigner cette odeur d'alcool qu'exhale... Slate.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

- L'UE étale ses divisions sur les sanctions contre Moscou - Reuters

L'Union européenne a affiché lundi ses divisions sur la manière de mettre fin à son bras de fer avec la Russie sur la crise en Ukraine, la Grande-Bretagne appelant les pays membres à maintenir une position dure vis-à-vis de Moscou tandis que la Slovaquie jugeait intenable l'actuelle politique de sanctions.

A la veille du renouvellement pour six mois, jusqu'à la fin de l'année, des sanctions contre Moscou, la France a réaffirmé la position selon laquelle il ne pourra y avoir de changement dans le régime des sanctions contre Moscou tant que la Russie ne cessera pas de soutenir les séparatistes du Donbass, même si Paris souhaite également que les dirigeants de l'UE cherchent à se rapprocher du Kremlin.

La Slovaquie, qui s'apprête à prendre la présidence tournante de l'UE, a estimé que les Vingt-Huit ne pouvaient ignorer les pressions politiques auxquelles doivent faire face certains pays membres en faveur d'un assouplissement des relations avec la Russie, principal fournisseur de gaz de l'Europe. L'Italie, la Bulgarie et la Grèce ne cachent pas leur souhait de voir levées une partie des sanctions.

Le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajcak, dont le pays présidera l'UE de juillet à décembre, a évoqué "une demande croissante pour une discussion politique" sur les sanctions.

Une telle "discussion" masque simplement un allègement des mesures de rétorsion imposées depuis juillet 2014 à Moscou en réaction à l'annexion de la Crimée par la Russie, indique-t-on de sources diplomatiques.

Dimanche, dans une interview, le chef de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier a estimé que l'UE devrait lever progressivement les sanctions si des progrès importants sont enregistrés dans l'application des accords de paix de Minsk.

Mais la chancelière Angela Merkel a réaffirmé sa position selon laquelle les sanctions européennes envers la Russie ne pourront être levées que si les accords de Minsk sont pleinement respectés, a déclaré son porte-parole.

"Les sanctions seront levées une fois que la Russie aura rempli ses obligations", a déclaré le porte-parole Steffen Seibert lors d'une conférence de presse du gouvernement.

Cette annonce confirme la position prise par les pays du G7 le mois dernier.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, partage également ce point de vue. "Je pense qu'il ne faut pas lever les sanctions économiques tant que la Russie n'aura pas changé de comportement. Je crois qu'il y a un consensus sur la question dans l'Union européenne", a-t-il déclaré à Reuters lundi. Reuters 21.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Percée du M5S aux municipales en Italie, revers pour Renzi - Reuters

Quelque 8,6 millions de personnes, soit un cinquième de l'électorat, étaient concernées par ce second tour qui se déroulait dans les 126 communes où aucun candidat n'avait remporté plus de 50% des voix au premier tour, le 5 juin.

Le taux de participation est tombé à 50,5%. Il était d'environ 60% il y a deux semaines. Reuters 20.06

2- Turquie

2.1- Ahmet Ogras, tête de pont d'Ankara dans l'islam français - Liberation.fr

Discret, l'islam turc pèse d'un vrai poids en France. Dès 2017, ce proche de l'AKP pourrait devenir le président du Conseil français du culte musulman. Liberation.fr

2.2- A Istanbul, les journalistes s'inquiètent des atteintes à la liberté d'expression - lefigaro.fr

Les arrestations de personnalités qui luttent pour des médias libres se multiplient en Turquie. La répression est rude à l'encontre de toute voix critique à l'égard du président Recep Tayyip Erdogan. lefigaro.fr 21.06

2.3- Turquie : ces enfants syriens au travail, plutôt qu'à l'école - Francetv info

En Turquie, les ateliers clandestins grouillent d'enfants syriens privés d'éducation, obligés de subvenir aux besoins de leur famille. Francetv info

3- Afrique du Sud

- Afrique du Sud : violentes manifestations à Pretoria avant les municipales - LeMonde.fr

Des incidents ont éclaté dans la capitale sud-africaine, Pretoria, lundi 20 et mardi 21 juin après l'annonce de la nomination d'un candidat à la mairie pour les municipales d'août. Une vingtaine de véhicules ont été incendiés et des routes bloquées par des pierres et des pneus en feu.

Des habitants de Tshwane, la municipalité qui englobe Pretoria, sont descendus dans la rue pour dénoncer la décision du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC), de parachuter Thoko Didiza comme candidate à la mairie, au lieu de reconduire l'édile sortant, Kgosientso Ramokgopa.

Dix-neuf bus ont été incendiés lundi soir à Mamelodi, le plus grand township de Tshwane, selon le ministère des transports. Mardi, au moins un bus et un camion ont été également brûlés dans le township d'Atteridgeville.

Lors d'une conférence de presse, la ministre de la défense, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, a dénoncé, dans des termes forts, ces actes de violence. « Il s'agit de la capitale et nous n'allons pas laisser des anarchistes, des hooligans et des gangsters (...) la transformer en zone d'anarchie », a-t-elle déclaré, ajoutant que pour l'heure l'armée n'avait pas été déployée. La police a toutefois procédé à « plusieurs arrestations » et des suspects seront déférés « peut-être dès mercredi » devant la justice, a-t-elle précisé.

L'ANC contrôle la vie politique sud-africaine depuis la chute officielle du régime ségrégationniste d'apartheid en 1994. Mais le parti de Nelson Mandela pourrait connaître des déconvenues lors des municipales, alors que le président Jacob Zuma, leader de l'ANC, accumule les déboires.

Selon un sondage réalisé la semaine dernière par Ipsos South Africa, les élections seront particulièrement serrées dans plusieurs grandes métropoles du pays. Dans cette étude d'opinion, le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique, qui détient déjà la ville du Cap, devance l'ANC à Port Elizabeth (sud-est) et à Pretoria, et talonne le parti au pouvoir à Johannesburg. LeMonde.fr 21.06

4- Israël

4.1- Assassinat ordinaire

- Un Palestinien tué dans un incident lié aux lanceurs de pierres - euronews.com

Un adolescent palestinien de 15 ans a été tué par balle par des soldats israéliens qui semblent l'avoir confondu avec un lanceur de pierres et d'engins incendiaires. L'incident a eu mardi à l'aube et quatre autres adolescents, dont deux frères de la victime décédée, ont également été blessés. euronews.com

4.2- Ils l'assument. Mossad et SS, même combat.

- Comment le protégé de Hitler a commencé à travailler pour le Mossad - lepoint.fr

La revue "Sang-froid" raconte l'incroyable histoire d'Otto Skorzeny, ancien militaire SS devenu agent des services de renseignements israéliens…

Après l'armistice, l'homme trouve refuge dans l'Espagne de Franco et devient un indispensable relais pour les nazis en fuite. Ses activités le conduisent à voyager un peu partout dans le monde, mais surtout en Égypte, où il conseille plusieurs dignitaires du régime du roi Farouk. Il y fait la connaissance de scientifiques allemands qui se sont mis au service de l'armée égyptienne et qui participent à un programme militaire top secret. L'information n'échappe pas au Mossad qui va répondre à la menace par des assassinats ciblés. En 1960, Otto Skorzeny, qui joue les entremetteurs des puissances arabes, est placé en tête de la liste des personnes à abattre. Il le restera jusqu'à l'été 1961.

Cette année-là, le Mossad change d'avis et se met en tête… de le recruter. Lui, l'ancien nazi, va devenir un agent secret à la botte d'Israël. Un soir, alors qu'Otto Skorzeny boit des verres avec son épouse, un couple les séduit. Elle, Anke, terriblement attirante, lui, Yosef, beau parleur. Les deux sont en réalité des espions. Otto et sa femme se laissent approcher et convient le couple à leur domicile pour une soirée libertine. Arrivé à son appartement, l'ancien militaire SS met en joue Yosef, lui indiquant qu'il l'avait démasqué. Les discussions commencent entre les deux hommes. Skorzeny affirme qu'il collaborera en échange d'une seule chose : que son nom soit rayé de la liste des criminels de guerre. « Je ne suis pas un criminel de guerre, dit-il, selon des propos rapportés par Sang-froid. [...] J'étais un simple soldat. »

S'ensuivra une rencontre avec l'état-major du Mossad, une visite du Yad Vashem (le mémorial dédié à la mémoire des millions de juifs victimes de l'Holocauste), et une longue et fructueuse collaboration. lepoint.fr 20.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

5- Mexique

- Mexique : une manifestation d'enseignants dégénère en heurts meurtriers - euronews.com

Six morts et plus d'une centaine de blessés, c'est le bilan de violents affrontements dans la ville Asunción Nochixtlán. Ils ont éclaté dimanche lors d'une manifestation de syndicats d'enseignants dans cette ville de l'Etat d'Oaxaca, dans le sud du Mexique. Ces derniers protestaient depuis plusieurs jours contre une réforme de l'éducation. Ils bloquaient une des principales routes de cette localité quand des centaines de policiers sont intervenues pour les déloger.

Selon la police fédérale, des individus armés se sont glissés parmi les manifestants et sont à l'origine des débordements. Ils auraient ouvert le feu à la fois contre les civils et les policiers. Mais les versions divergent, certains accusent la police d'avoir aussi tiré à balles réelles. Une cinquantaine de membres des forces de l'ordre ont été blessés, et autant de civils. 21 personnes ont été arrêtées. euronews.com 20.06

ECONOMIE

1- Concentration du capital (fusions-acquisitions).

- «En 2015, une forte reconfiguration de la structure capitalistique des multinationales» - libération.fr

Les investissements directs étrangers ont augmenté de 38% l'an denier dans le monde, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.

A en croire la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), l'optimisation fiscale se porte à merveille. Certes, les fusions-acquisitions ont battu un record en 2015 atteignant 721 milliards de dollars, contre 432 milliards en 2014, indique le rapport de la Cnuced sur l'investissement dans le monde. Mais cette envolée, qui explique un net rebond des IDE (Investissements directs étrangers) dans le monde en 2015, répond également à des logiques d'optimisation fiscale, visant à réduire le montant des impôts en localisant le siège dans un pays à fiscalité réduite. Entretien avec Astrit Soulstarova, l'un des rédacteurs du rapport rendu public ce mardi par l'antenne onusienne.

Que ce soit la Banque mondiale, le FMI ou encore l'OCDE, tout le monde révise à la baisse la croissance économique mondiale. Mais à la Cnuced vous mettez en évidence une forte hausse des investissements directs étrangers au niveau mondiale en 2015. Comment expliquez-vous cette distorsion?

Le rapport 2016 sur les investissements directs étrangers présente en effet ce qui peut ressembler, a priori à une bizarrerie puisque le niveau des investissements directs étrangers est sans relation apparente avec l'état de la conjoncture économique mondiale. Nous montrons dans notre dernier rapport que les investissements directs étrangers se sont élevés à quelque 1 800 milliards de dollars en 2015 (1 590 milliards d'euros). Comparée à l'année précédente, les IDE ont donc progressé de 38% en 2015. Mais il faut nuancer la portée d'une telle croissance. Le mariage entre les géants du ciment, le français Lafarge et le suisse Holcim ou encore l'union des deux chimistes américains DuPont et DoxChemical… Les fusions acquisitions ont battu un record en 2015. En fait, nous avons assisté, en 2015, à une forte reconfiguration de la structure capitalistique des multinationales. Ce sont ces opérations capitalistiques qui expliquent en grande partie cette envolée apparente des IDE.

De quoi s'agit-il?

Nous avons vu, par exemple, de nombreuses multinationales américaines acquérir des entreprises en Irlande dans un premier temps. Elles achètent pour ensuite adopter un schéma de plus en plus classique. En clair, ces entreprises américaines ou encore européennes, domicilient ensuite leur maison mère en Irlande, alors qu'elles étaient localisées jusqu'ici aux Etats-Unis. Nous voyons que des circuits d'optimisation fiscale passent de plus en par l'Europe. D'ailleurs, les Pays-Bas ou encore le Luxembourg sont eux aussi, à l'instar de l'Irlande des havres de paix pour de nouvelles sociétés holding. Mais tout le monde a compris que ces mêmes multinationales n'ont pas délocalisé leur production. Il suffit ensuite de faire remonter les profits par des opérations intragroupe des filiales de production aux sociétés holding. Ce mouvement s'est fortement accéléré en 2015 par rapport à 2014. Sur les 1 800 milliards de dollars d'IDE qui ont circulé à travers le monde en 2015, près de 300 milliards s'expliquent par ces opérations d'acquisitions d'entreprises à l'étranger ou encore de créations de nouvelles sociétés holding dont le seul but est de faire de l'optimisation fiscale.

Et ce sont les pays développés qui en ont profité le plus ?

Oui. Mais en réalité, les IDE productifs ne se sont pas élevés à 1800 milliards mais plutôt à 1300 milliards de dollars (1 155 milliards d'euros). La progression mondiale des IDE est donc de 15% en 2015 par rapport à 2014. Qu'en est-il des pays émergents?

Hongkong, la Chine, Singapour, l'Inde et la plupart des autres pays de l'Asie émergente ont continué à connaître une forte progression des entrées d'IDE. Par contre, les pays d'Amérique latine enregistrent un recul. Ainsi, le Brésil qui est confronté à une grave crise économique et politique, n'a attiré que 65 milliards de dollars d'IDE en 2015 contre 73 en 2014. Mais il faut noter que 10 pays émergents figurent désormais dans les 20 premiers pays qui attirent le plus d'investissements étrangers au niveau mondial. Plus globalement, la part des pays en développement dans le total des IDE est de 45%, ce qui marque un recul par rapport aux années précédentes. Le reste, soit 55% va du côté des pays industrialisés. Mais encore une fois, cette répartition s'explique par une intensification de la recomposition capitalistique des multinationales. La seule raison d'être de ces flux à destination des pays industrialisés à faible fiscalité est de payer le moins d'impôts possible.

Comment ces investissements ont-ils affecté les pays producteurs de matières premières?

On parle ici des pays qui sont dans la catégorie des pays en développement ou encore des pays les moins avancés. Dans un contexte de croissance économique mondiale atone, ces pays ont tous souffert des programmes de réduction des investissements de firmes multinationales qui travaillent à l'extraction de leurs matières premières. Pour donner un ordre de grandeur, le poids de ces entreprises qui travaillent dans le secteur du pétrole, du gaz, des minerais et autres matières premières ne représente qu'à peine plus de 10% du total des investissements productifs dans les pays industrialisés. Par contre, la part des investissements de ces mêmes entreprises dans la plupart des pays riches en matières premières, notamment l'Afrique, est sensiblement supérieure. Et ce sont justement ces pays qui ont besoin de ces investissements source de croissance, de rentrées fiscales et donc de dépenses publiques. libération.fr 21.06

2- Chine

- Les Chinois font un grand bond en avant dans les fusions-acquisitions - latribune.fr

Selon des données publiées ce lundi 20 juin par Thomson Reuters, les entreprises et investisseurs chinois ont acquis pour

111,6 milliards de dollars de sociétés étrangères, depuis le 1er janvier. Un montant qui correspond à celui réalisé sur… l'ensemble de l'année 2015.

C'est un euphémisme de dire que les Chinois sont des interlocuteurs avec lesquels le monde des fusions-acquisitions doit désormais compter. Selon des données publiées ce lundi 20 juin par Thomson Reuters, les entreprises et investisseurs chinois ont acquis pour 111,6 milliards de dollars (98,5 milliards d'euros) de sociétés étrangères, depuis le 1er janvier. Un montant qui correspond à celui réalisé sur... l'ensemble de l'année 2015. Il faut dire que la mainmise de ChemChina sur Syngenta a pesé lourd dans cette performance du premier semestre 2016 : l'entreprise publique chinoise a déboursé 43 milliards de dollars afin de s'emparer du groupe suisse, numéro un mondial des pesticides. Jamais un acquéreur chinois n'avait aligné une telle somme pour remporter une entreprise étrangère.

Mais l'importance de cette transaction ne doit pas masquer une dynamique à l'œuvre dans bien d'autres secteurs d'activité, depuis le début de l'année. A commencer par l'hôtellerie, avec la montée régulière de Jin Jiang au capital d'AccorHotels : passé d'un peu plus de 5% du capital au mois de janvier à plus de 15% aujourd'hui, le poids lourd chinois de l'hôtellerie est ainsi devenu ni plus ni moins que le premier actionnaire du groupe français. A quoi s'ajoutent les infrastructures, le port du Pirée étant devenu la propriété du transporteur maritime chinois Cosco, mais également le prêt-à-porter, avec le passage des marques Sandro, Maje et Claudie Pierlot dans le giron du groupe de textile Shandong Ruyi Technology Group, ou encore le football, l'Inter de Milan étant récemment passé sous la coupe du distributeur de produits électroniques Suning.

Volonté de diversification face à une économie domestique qui ralentit

Autant de cibles qui montrent un intérêt particulier de la Chine pour le Vieux Continent. De fait, entre le 1er janvier et le 7 juin, les acquéreurs asiatiques, et principalement les Chinois, ont dépensé un total de 79 milliards d'euros en acquisitions de sociétés européennes, un montant en hausse de 65% par rapport à la même période de l'an dernier, d'après des chiffres de BNP Paribas. Certes, leurs rachats d'entreprises américaines ont doublé dans le même intervalle, mais pour atteindre 49 milliards d'euros "seulement".

« Les investissements chinois en Europe sont l'une des grandes tendances du moment, sur le marché des fusions-acquisitions. Les investisseurs chinois veulent diversifier leurs placements, face à une économie domestique qui ralentit [la croissance chinoise est tombée en 2015 à son plus bas niveau des 25 dernières années, à 6,9% ; Ndlr], et importer des savoir-faire technologiques », a expliqué Sophie Javary, responsable de l'activité de « corporate finance » pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient chez BNP Paribas, lors d'une conférence de presse, le 7 juin.

La banque conseille d'ailleurs la compagnie aérienne Air-France KLM dans le cadre de la cession de sa filiale de restauration Servair, valorisée 475 millions d'euros, au conglomérat chinois HNA. Pour Sophie Javary, pas de doute, cette propension des acquéreurs chinois à faire leurs emplettes en Europe "est là pour durer". "Ils font montre d'une professionnalisation croissante et d'une grande capacité à financer les deals, à tel point qu'il sont souvent les mieux-disants", explicite la responsable du "corporate finance" Europe chez BNP Paribas. Sans oublier l'importance des synergies de revenus que peut représenter l'ouverture du marché chinois pour un groupe européen.

Un appétit qui inquiète jusqu'au plus haut niveau des Etats

Mais cet appétit des acquéreurs chinois pour les entreprises du Vieux Continent n'est pas sans susciter des inquiétudes au plus haut niveau. Surtout quand l'ombre de l'Etat chinois plane derrière les prétendants en provenance de l'Empire du Milieu, comme c'est le cas avec Jin Jiang, contrôlé par la mairie de Shanghaï. « Accor a des actionnaires chinois car son développement se fait également en Asie. Mais je suis très attentif à ce que le capital de ce grand groupe à taille mondiale reste diversifié », a ainsi déclaré le président de la République, François Hollande, dans les colonnes de La Voix du Nord, le 7 juin.

Trois jours plus tard, c'est Sigmar Gabriel, ministre allemand de l'économie et vice-chancelier du gouvernement d'Angela Merkel, qui s'est ému du projet de rachat de Kuka, l'un des fleurons de la robotique allemande, par le géant chinois de l'électroménager Midea. Dans une tribune publiée par l'hebdomadaire Wirtschaftswoche du 10 juin, Sigmar Gabriel invite ses homologues européens à envisager l'instauration de barrages à des rachats d'entreprises européennes par des acteurs non européens, lorsque les cibles appartiennent à des industries "portant les germes de la prospérité et de la création de valeur de demain".

Au-delà de cette levée de boucliers, une autre raison pourrait diminuer l'appétit des Chinois pour les entreprises étrangères au cours des prochains mois. A savoir la volonté de Pékin de freiner l'érosion des réserves de change du pays, lesquelles ont chuté de près de 513 milliards de dollars l'an dernier. Ces sorties de capitaux mettent en effet le yuan sous pression. China International Capital Corp, la plus importante banque d'affaires de Chine, s'attend donc à ce que les rachats d'entreprises étrangères par des acquéreurs chinois n'excèdent pas 150 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2016. Ce qui représenterait tout de même un bond de 34,5% par rapport à 2015. latribune.fr 20.06

Haut de page

Le 23 juin 2016

CAUSERIE

« Segui il tuo corso, e lascia dir le genti ! » - (Poursuis ton chemin, et laisse dire les gens !)

Karl Marx, Préface de la première édition du Capital, 25 juillet 1867.

Capitulation en rase campagne.

Brexit. La gauche n'était qu'une posture... réactionnaire

Le réalisateur Ken Loach, récemment couronné de la Palme d'Or à Cannes, s'est résolu à voter pour mais sans grand enthousiasme. "L'Union européenne actuelle est un projet néolibéral. Mais si nous sortons, alors nous serons confrontés à un gouvernement très à droite. Donc, ma position comme celle de nombreuses personnes de gauche, est que nous allons voter pour rester mais en ayant une attitude très critique vis-à-vis de l'UE." Huffington Post 22.06

Ken Loach est la coqueluche du NPA...

La situation qui s'est développée ces dernières année est cruelle et doit être un véritable cauchemar pour des centaines de milliers de militants ou davantage encore qui se disaient de gauche ou d'extrême gauche et qui réalisent qu'ils ont été manipulés ou se sont laissé manipuler, parce qu'ils ignoraient ce que signifiait réellement être de gauche au point de ménager ou soutenir le PS. Au même titre que les adhérents du PS ils pourraient se voir traiter de réactionnaires, ce qui n'est pas franchement agréable ou enviable, disons que cela fait réfléchir... en principe.

Mais ce n'est pas certain, car ils pourront toujours justifier leur attitude ou se donner bonne conscience, s'ils ne réalisent pas que le PS n'avait jamais changé au cours du siècle écoulé. Dans ce domaine, il y a tout lieu de ne pas tirer de conclusions hâtives sous peine de se faire des illusions. Leur ignorance ne concernait pas seulement le rôle et la nature du PS, elle s'appliquait au processus historique dans lequel s'inscrivaient le développement du capitalisme et la crise qui le rongeait auxquels ils n'ont manifestement rien compris ou pas grand chose, un simple constat. Cette ignorance devait déteindre sur l'interprétation qu'ils faisaient de leur condition en fonction de leur statut social et les satisfactions qu'ils en tiraient, aussi leur est-il difficile de se passer de l'un sans se séparer de l'autre.

En gros, la critique de la société actuelle et particulièrement de ses méfaits ou tares ne vaut pas grand chose ou n'avance à rien, si on ne remonte pas à leurs origines. C'est ce processus qui constitue le meilleur enseignement, dès lors qu'on se débarrasse de tout a priori ou qu'on fait abstration de sa condition, cependant il est extrêmement rare que des militants parviennent à le conduire jusqu'au bout. Comme disait Marx dans la préface du Capital, cela suppose qu'on veuille "*apprendre quelque chose de neuf et par conséquent aussi penser par eux-mêmes*". (Hier soir on a subi une longue coupure de courant, et comme Selvi ma compagne regardait un film tamoul dans l'autre pièce, pour économiser les batteries j'ai éteint l'ordinateur et j'ai fait un peu de lecture avant d'aller me coucher, j'ai relu le passage sur la force de travail et la formation de la plus-value, voilà, vous savez tout !)

C'est « catégorique » : Pas question d'aller à l'affrontement avec les représentants du régime.

POID - Les syndicats d'Ile-de-France ont réaffirmé leur refus « catégorique » de substituer au défilé un « rassemblement statique »... 21.06

- le ministère de l'Intérieur a proposé un parcours quasi-statique autour de la place de la Bastille, que les syndicats ont accepté. (huffingtonpost.fr 22.06)

LO - Après avoir tenté de forcer les directions syndicales à annuler leur appel à manifester, après avoir proclamé qu'il ne tolèrerait pas la manifestation syndicale appelée le 23 juin à Paris, le gouvernement a dû finir par l'autoriser, bien que sur un parcours réduit. Nathalie Arthaud 22.06

PCF - ... le gouvernement vient d'autoriser celle-ci sur un parcours négocié avec les organisations syndicales.

C'est une victoire de la mobilisation et de la détermination des démocrates à faire respecter les libertés publiques fondamentales. 22.06

Sans rire, Mailly qui ne craint pas le ridicule a osé déclarer que c'était une "victoire pour les syndicats et la démocratie", pourquoi

pas pour le socialisme pendant qu'il y était ! Et ce ne sont pas les vendus de gauche et d'extrême gauche qui le contrediront.

Au pas.

Certains chroniqueurs évoquent en ironisant un parcours "hermétisé", "semi-statique", "quasi-statique", et qui sera pour le coup quasiment statique si la surface prévue s'avèrerait trop restreinte pour contenir la totalité des manifestants qui seraient condamnés à faire du sur-place, à moins que pour se dégourdir un peu les jambes ils fassent au pas ou à la queue leu leu le tour du bassin de l'Arsenal en dansant la farandole.

Je ne me moque des manifestants en général, uniquement de ceux qui ménageront Martinez et Mailly

- Manifestation du 23 juin contre la loi travail : un parcours de moins de deux kilomètres - lemonde.fr

Interdite, la manifestation contre la loi travail prévue jeudi 23 juin à l'appel des syndicats se tiendra finalement dans un espace des plus réduits.

Après une matinée de tensions, un accord a été trouvé in extremis, qui permet à chacun de « sauver la face » : les syndicats refusaient en effet l'idée d'un « rassemblement statique » (c'est-à-dire sans parcours) proposé par la préfecture. Ils auront donc la possibilité de défiler dans un parcours très réduit, 1,8 km au total, consistant en une boucle autour du bassin de l'Arsenal qui jouxte la place de la Bastille, dans le 11e arrondissement de Paris.

Un marcheur isolé met, selon Google, une vingtaine de minutes à effectuer ce tour, dont on peut se demander, vu sa taille, s'il ne présente pas de risques en cas d'afflux important de manifestants.

On peut calculer approximativement la surface attribuée à ce parcours : environ 32 500 m2 pour la place de la Bastille, environ 20 000 pour le boulevard éponyme, et la même chose pour le boulevard Bourdon de l'autre côté du Bassin. Au total, 72 000 m2 environ.

Si l'on s'en tient aux chiffres policiers, 75 000 manifestants ont défilé à Paris le 14 juin. Or, leur parcours faisait environ 300 000 m2, soit une surface quatre fois plus importante ! Si les images montrent un cortège où l'on circulait sans problème, il paraît difficile d'envisager que le même nombre de manifestants ne soit pas « tassé » à raison de moins de 1 m2 par personne. lemonde.fr 22.06

- Volte-face du gouvernement: la manifestation interdite puis autorisée à Paris - AFP

Le gouvernement a fait volte-face mercredi en autorisant finalement, juste après l'avoir interdite, une manifestation organisée par les syndicats opposés à la loi travail, jeudi à Paris, sur un parcours court qui fera l'objet de mesures de sécurité renforcées.

La manifestation se déroulera "sur un parcours proposé par le ministre de l'Intérieur", une boucle de 1,6 km autour du bassin de l'Arsenal, près de la place de la Bastille, a annoncé mercredi l'intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et Fidl).

La décision a été qualifiée de "victoire pour les syndicats et la démocratie" par les secrétaires généraux de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly, qui s'étaient entretenus dans la matinée avec le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Elle a suscité un tweet ironique du cofondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon: "La manif officiellement interdite est officiellement autorisée à tourner en rond de façon statique. Valls obtus et confus."

Jeudi, plus de 2.000 policiers seront mobilisés sur la manifestation, pour laquelle des mesures d'"interdiction de paraître" ont été prises contre une centaine de personnes. Un "pré-filtrage" sera mis en place pour éviter notamment que des projectiles soient introduits.

"On va tout faire pour que les choses se passent bien", a déclaré Jean-Claude Mailly mercredi soir sur BFM, indiquant que "FO renforce demain à nouveau son service d'ordre" et "la CGT aussi".

Si les secrétaires généraux de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly ont qualifié la décision de "victoire pour les syndicats et la démocratie", le parcours suscite néanmoins l'ironie de nombreux observateurs.

Lors de la conférence de presse donné par les syndicats à la veille du 23 juin, Jean-Claude Mailly a montré un étrange sens de la répartie. Face à une journaliste jugeant que le tracé (très court) du parcours prouve qu'il s'agit d'une manifestation statique, le secrétaire général de Force Ouvrière a rétorqué "Ah bon? Demandez à un unijambiste, vous verrez si c'est statique!"

"Nous poursuivrons ce texte (...) et nous le ferons adopter parce qu'il en va de l'intérêt du pays", a assuré le chef du gouvernement lors d'une séance de questions à l'Assemblée. AFP, Reuters, huffingtonpost.fr 22.06

- Manifestation contre la loi travail : les dessous d'un cafouillage gouvernemental - lepoint.fr

Bernard Cazeneuve avait trouvé la solution d'un compromis dès mardi soir. Mais Valls ne voulait pas en entendre parler. Et Hollande a laissé flotter...

Manuel Valls ne décolère pas. L'interdiction de la manif parisienne, c'était son idée. Il a été une nouvelle fois désavoué par François Hollande... En fait, Bernard Cazeneuve avait, quant à lui, trouvé une solution dès mardi soir avec la CGT et FO : un tracé de 500 mètres décidé par ses services de manière à assurer un maximum de protection aux biens et aux personnes et à mettre la manifestation contre la loi travail à l'abri des casseurs. Mais les leaders syndicaux s'arc-boutent encore sur un défilé de République à Bastille.

Le Premier ministre prend donc sur lui l'interdiction de la manifestation puisque ni la CGT ni FO n'acceptent la manifestation statique. Prévenu mardi soir, François Hollande se tient à distance et laisse faire le gouvernement. Il campe sur une position ambivalente : si la protection des biens et des personnes ne peut être assurée, alors l'interdiction de manifester se justifie. En somme, il donne alors le sentiment de soutenir son Premier ministre mais à condition qu'il soit démontré qu'on ne peut assurer l'ordre public autrement que par l'interdiction. On ne se méfie jamais assez des "petites clauses" de réserve du président.

En tout cas, Valls croit tenir une position ferme. C'est mal connaître le jésuitisme présidentiel. Quand, ce matin, le ministre de l'Intérieur annonce l'interdiction, c'est la bronca ! Et voilà que la CFDT se mêle au concert des critiques. La réunification du front syndical devient rapidement très problématique. Cazeneuve ressort sa solution de la veille : une manif sur un mini-parcours contrôlé. Hollande donne son feu vert. Le ministre de l'Intérieur reçoit dans la matinée Philippe Martinez de la CGT et Jean-Claude Mailly, le leader de FO, lequel, à la sortie du rendez-vous, laisse filtrer son sentiment : "Nous ne sommes ni optimistes, ni pessimistes. On est zen, j'aimerais qu'à Matignon ils le soient autant." Ils viennent d'accepter la solution du ministre de l'Intérieur.

Ce qui est terrifiant dans cette volte-face, c'est que le pouvoir ne semble pas apprendre de ses nombreuses erreurs passées du même acabit. Un "stop and go" quasiment permanent qui donne l'impression qu'il n'y a pas de pilote dans l'avion. On annonce une décision qu'on retire deux heures plus tard. La France qui attend de l'ordre ne s'y retrouve pas ; la France qui manifeste est confortée dans l'idée qu'une décision s'arrache sous la pression... Et, au passage, dégât collatéral : le Premier ministre est discrédité comme il le fut à l'époque de la déchéance de la nationalité, qu'il a soutenue sans mesure, comme sur la première version de la loi travail avant que Hollande et la CFDT s'accordent sur un compromis...

"Le tandem Hollande-Valls est à bout de souffle, constate, navré, un député PS. Le Premier ministre est tendu comme un arc. Il prend toutes les questions que nous lui posons en réunion de groupe comme un attentat terroriste. Il serait temps qu'il parte et qu'à Matignon, Hollande nous mette un Cazeneuve, plus rond, plus calme." Voilà qui ne devrait pas arranger l'humeur du Premier ministre... lepoint.fr 22.06

Mimétisme.

- Philadelphie, première grande ville américaine à taxer les sodas - yahoo.fr 17.06

- Des députés veulent surtaxer les sodas - AFP 22.06

Des députés ont proposé mercredi de surtaxer les boissons sucrées pour compenser la suppression d'autres petites taxes sur les produits agroalimentaires, au nom de la "simplification" de la fiscalité mais aussi pour des raisons de santé publique. AFP 22.06

Inculture politique. Et dire qu'il ne le savait pas...

- PSplusjamais.fr : « Le but de ce site, c'est qu'on n'oublie pas » - rue89.nouvelobs.com

Au téléphone, le trentenaire « clairement militant associatif » ne décolère pas. Lundi, il a lancé le site internet « PS : plus jamais ! », où il invite les électeurs de gauche déçus à expliquer pourquoi ils ne voteront plus pour le Parti socialiste « aux premiers, comme aux seconds tours ».

Ce site est « une réaction d'ulcération, d'exaspération après des mois d'incompréhension », nous explique son créateur, ingénieur en informatique, qui nous a demandé pour l'occasion de le prénommer « Pierre-Sacha ».

Lui se décrit comme un militant passé par le Nouveau Parti Anti-capitaliste, puis par le Front de gauche.

« Mais je ne suis plus encarté depuis 2012 et je ne suis pas syndiqué. »

Il explique néanmoins avoir « toujours voté PS, par réalisme, au second tour ». rue89.nouvelobs.com 22.06

On sait ce qu'il advient de tous ces petits bourgeois, ulcérés, exaspérés, indignés, etc. qui ne vont jamais au bout de leurs analyses, c'est bien pourquoi Le Nouvels Obs lui offre gracieusement cette tribune...

Vous penserez peut-être qu'il peut encore évoluer... On ne va pas attendre qu'ils évoluent tandis que des millions de travailleurs ont déjà réalisés ce constat depuis belle lurette ou que le PS était un parti pourri de droite, c'est vers eux qu'il faut se tourner.

A vau-l'eau ou la réaction sur toute la ligne.

- Le Conseil de l'Europe renonce à sanctionner Ankara - Reuters

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a dénoncé mercredi les violations des droits de l'Homme et de l'Etat de droit en Turquie, jugées contraires aux principes de l'organisation, tout en renonçant à sanctionner Ankara. Reuters 22.06

- La justice américaine invalide la réglementation de la fracturation hydraulique édictée par Obama - LeMonde.fr

Un juge fédéral du Wyoming a invalidé, mercredi 22 juin, la série de mesures édictées il y a un peu plus d'un an par l'administration Obama pour réguler la fracturation hydraulique sur les terrains publics. Cette technique de forage notamment utilisée dans l'extraction du gaz et du pétrole de schiste, fait l'objet de vives critiques de la part des organisations de protection de l'environnement.

Le juge considère que « le Congrès n'a pas délégué au département de l'intérieur [l'administration qui gère les ressources naturelles] l'autorité pour réguler la fracturation hydraulique », ajoutant que l'initiative du Bureau of Land Management (BLM), l'agence en chargée des terrains appartenant à l'Etat, s'apparente à « un abus d'autorité » et est « contraire à la loi ».

La fracturation hydraulique, qui consiste à fissurer la roche en injectant à très forte pression de l'eau, du sable et des produits chimiques pour y récupérer le pétrole et le gaz difficiles à extraire, suscite de plus en plus d'opposition aux Etats-Unis. « Il y a beaucoup de crainte et d'inquiétude de la part du public, particulièrement à propos de la sécurité de l'eau souterraine et de l'impact de ces opérations », avait affirmé Sally Jewell, la secrétaire à l'intérieur, en mars 2015, lorsque les mesures avaient été annoncées. Le BLM avait reçu auparavant plus de un million et demi de contributions de la part de particuliers et d'associations favorables à ces nouvelles règles.

Protection des secrets industriels

Celles-ci consistent à obliger les groupes pétroliers et gaziers à renforcer l'étanchéité de leurs puits et à tester systématiquement la qualité des parois en ciment censées empêcher la contamination des nappes phréatiques. Il est également demandé aux sociétés de fournir davantage d'informations concernant le stockage des fluides toxiques utilisés. Il est aussi question de sécuriser les eaux usées dans des réservoirs couverts, au lieu de les évacuer, comme c'est parfois le cas, dans des fosses creusées à même le sol. Enfin, les compagnies pétrolières étaient censées publier dans un délai de 30 jours quels produits chimiques elles injectent dans le sol pour permettre l'extraction.

Une question sensible pour les compagnies pétrolières, qui sont très jalouses de leurs secrets industriels. Ainsi, en 2015, en Caroline du Nord, Halliburton a fait un intense lobbying pour faire passer une loi, qui condamne toute personne qui divulguerait la liste des produits chimiques utilisés pour la fracturation hydraulique.

La remise en cause de ces mesures a été accueillie favorablement par le lobby pétrolier, qui avait porté plainte, bien que leur coût pour les compagnies reste relativement modeste. Le gouvernement l'avait évalué à 32 millions de dollars (29,5 millions d'euros) par an, soit à peine 1 % du coût d'exploitation moyen d'un puits. « La décision démontre que les Etats sont – et l'ont été pendant plus de 60 ans – les mieux placés pour réguler de façon sécurisée la fracturation hydraulique », estime Neal Kirby, un responsable de l'Independent Petroleum Association of America.

De son côté, Cynthia Lummis, la représentante républicaine du Wyoming, qui avait également porté plainte aux côtés de l'Utah et du Colorado, estime que c'est une victoire pour les droits des Etats fédérés : « Ces mesures sapaient la régulation prudente et efficace que les Etats ont mis en place à propos de la fracturation hydraulique, comme c'est le cas au Wyoming. » Les mesures étaient censées concerner 11 % du gaz et 5 % du pétrole consommés aux Etats-Unis. L'immense majorité de l'extraction est effectuée en effet sur des espaces privés ou appartenant aux Etats fédérés, qui restent libres d'appliquer leurs propres règles.

Si le gouvernement peut encore faire appel de cette décision, il s'agit d'un nouveau revers pour Barack Obama, qui a tenté de prendre plusieurs initiatives en faveur de l'environnement, mais qui ont été remises en cause par les tribunaux. C'est notamment le cas d'une décision de l'Environmental Protection Agency qui veut mettre sous la protection fédérale plus de plans d'eau et de zones humides. Une initiative bloquée par une cour d'appel fédérale en octobre 2015. Par ailleurs, en février 2016, la Cour suprême a mis son veto temporaire à la limitation des émissions de CO2 générées par les centrales thermiques. LeMonde.fr 22.06

Leur modèle de société.

- SDF et affamés : une étude pointe la précarité de 50 000 étudiants californiens - LeMonde.fr

Sans domicile fixe et souvent affamés : c'est le misérable quotidien de près de 50 000 étudiants californiens effectuant leur cursus au sein du réseau universitaire public Cal State, le plus vaste et l'un des plus abordables des Etats-Unis. « Quand on voit ces chiffres, on a le souffle coupé », a reconnu le chancelier Timothy White, pour qui le problème serait national, et largement sous-estimé.

Selon l'enquête, entre 8,7 % et 12 % des 460 000 étudiants sur les 23 campus du réseau Cal State n'ont pas de logement fixe, et entre 21 % et 24 % n'ont pas d'accès régulier à la nourriture.

Les étudiants qui ont répondu ne pas avoir de logement fixe passent en majorité d'un logement à l'autre, chez des amis ou de la famille. Les autres dorment dans des voitures, tentes, stations de train ou de bus, parkings, motels, campings ou refuges. L'étude note que les étudiants qui n'ont pas assez accès à la nourriture et sont SDF sont « invisibles et il y a très peu de recherches sur cette population ».

Cal State, qui se définit comme « le plus vaste réseau d'universités du pays, le plus divers et l'un des plus abordables », propose des frais de scolarité d'environ 5 000 dollars par an, soit bien inférieurs à ceux du prestigieux réseau d'universités publiques University of California (UC) – plus de 12 000 dollars l'année – lui-même bien moins cher qu'une université privée. LeMonde.fr 22.06

Ils ne pensent qu'à cela.

- Pour s'enrichir, mieux vaut miser sur les voitures que sur l'immobilier - bfmbusiness.bfmtv.com

Un rendement de 467% sur 10 ans: voilà ce qu'ont rapporté aux investisseurs avisés les voitures de collections depuis le milieu des années 2000. Difficile de faire mieux.

Oubliez l'or, la bourse, l'immobilier et même les hedge funds. Depuis 10 ans, le meilleur placement possible c'est l'automobile et de loin. Évidemment il ne s'agit pas d'investir dans une Clio, une Golf ou une Fiesta. Les automobiles qui prennent de la valeur avec le temps sont celles que les constructeurs vendent cher et produisent en petite quantité. Les Porsche et les Ferrari de collection ont ainsi toutes les chances de prendre une sacrée cote. Selon une étude de Knight Frank Luxury Investment, les chanceux qui ont les moyens d'investir dans des modèles de collection ont bénéficié de rendement hors du commun. De 161% sur 5 ans et même de 467% sur 10 ans. Autrement dit, avec un investissement initial de 50.000 euros en 2006, votre capital serait aujourd'hui de 283.500 euros.

Aucun autre type de placement ne peut soutenir la comparaison. Si vous aviez placé la même somme à la Bourse de Londres (l'étude est britannique), votre capital n'aurait pas pris un penny. Et si vous l'aviez confié à un fonds d'investissement, il aurait pris 7,83% si l'on juge les données de Prequin. Même l'immobilier et l'or n'ont pas autant rapporté sur la décennie passée. Pour un investissement dans le centre de Londres, la plus-value se serait limiitée à 100% (les prix ont doublé...). Et l'once d'or qui a beaucoup fait le yo-yo depuis dix ans a généré, elle, un rendement de 250%.

Les voitures de collection peuvent atteindre des prix hallucinants aux enchères. En février, cette Ferrari 335 Sport Scaglietti de 1957 a ainsi été adjugée pour 32 millions d'euros. Un record pour une voiture. Il s'agit certes d'un modèle très rare produit à l'époque à une poignée d'exemplaires. Et il n'y a pas que les Ferrari. Une Jaguar a par exemple atteint la somme de 7,25 millions d'euros en mai dernier lors d'une vente à Monaco. Jamais une automobile de la marque anglaise n'avait atteint un tel prix.

La star du moment c'est la Ferrari Dino. Selon le site suisse Bilan, la voiture de sport des années 60 qui porte le nom du fils du créateur de la marque valait 35.000 euros il y a 5 ans. Elle en vaut aujourd'hui 10 fois plus! De quoi aiguiser l'appétit des investisseurs.

Sauf que les bonnes affaires, c'est peut-être fini. Avec la flambée des prix, le ticket d'entrée est aujourd'hui inaccessible. Et la possibilité de faire la culbute limitée. "Si vous voulez acheter une Ferrari en espérant que sa valeur double ou triple d'ici quelques années, ce n'est pas la meilleure chose à faire, explique dans le Financial Times Fritz Kaiser, collectionneur et gestionnaire de fortune basé au Liechtenstein. Mais si vous êtes déjà un collectionneur, c'est le bon plan pour vous."

Quand la Chine s'éveillera à la voiture de collection

Comme pour l'art et les grands vins, la spéculation atteint des niveaux tels qu'il devient de plus en plus difficiles de trouver de petites pépites à fort potentiel. Certaines marques comme Ferrari sont désormais intouchables. "La spéculation sur les Ferrari a commencé à la suite du décès de son fondateur en 1988, explique Christian Rochet, un collectionneur dans Bilan. Il y a eu des rumeurs sur le fait que la construction de ces voitures allait s'arrêter. Certains modèles se sont dès lors revendus trois fois le prix une année seulement après leur sortie." Mieux vaut selon lui miser sur d'autres marques comme Porsche, Mercedes ou Aston Martin.

Mais il faut bien être un expert, écumer les garages et se tenir au courant des enchères pour espérer dénicher un modèle à fort potentiel. Et surtout avoir de la chance. Flairant le bon plan, certains fonds d'investissements se sont spécialisés dans ce secteur. Comme IGA Automobile lancé en 2011 par un groupe de passionnés parmi lesquels on retrouve Nick Mason, le batteur de Pink Floyd. Un fonds réservé aux personnes fortunées avec un droit d'entrée fixé à 390.000 euros. Mais pour l'heure le succès semble mitigé. La cote a trop grimpé pour attirer les spéculateurs et les succès sont trop aléatoires. Mais la donne pourrait changer avec l'arrivée des Chinois sur ce marché. "Il n'y a actuellement pas d'acheteurs en Chine, car il est impossible d'y importer des voitures anciennes, explique dans GQ Pierre Novikoff de la maison de vente Artcurial. Le jour où ça changera, le marché pourrait exploser." bfmbusiness.bfmtv.com 22.06

Bienvenue en oligarchie

- En 1992, un pays disait «non» à l'Europe puis «oui» à l'Euro

Le scénario qu'a vécu le Danemark en 1992 fait rêver les supporters de l'Angleterre favorables au Brexit.Un pays dit «non» à l'Europe, puis «oui» à l'Euro juste après. Slate.fr

- Tests Pisa: en France, les maths creusent les inégalités sociales

Un nouveau rapport de l'OCDE souligne l'élitisme du système scolaire français. Slate.fr

- Saurez-vous reconnaître le vrai sens de ces emojis?

Méfiez-vous, les apparences sont parfois trompeuses.C'est officiel, la baguette de pain, si chère dans le coeur des Français, est officiellement devenu un emoji. Le Consortium Unicode, organisme qui décide des caractères universels sur nos outils électroniques, a publié la version 9.0 du standard... Slate.fr

- En Syrie, une centaine de petits Hezbollahs

En Syrie, dans les régions contrôlées par Assad, le groupe libanais se fait des amis, influence des milices et développe un nouveau modèle de guerre asymétrique. Sayyida Zeinab (Syrie) Cette banlieue du sud de Damas croule sous les morts. Chaque jour amène son lot de nouveaux martyrs. Slate.fr

Haut de page

Le 24 juin 2016

CAUSERIE

Cessez de gaspiller, de consommer à outrance, d'acheter n'importe quoi parce que vous en avez les moyens, car en agissant de la sorte vous ne faites que participer à la reproduction du cycle du capital au cours duquel la plus-value est produite et qui sert à renforcer le pouvoir ou la puissance des capitalistes ou de l'oligarchie financière.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en lisant ce matin un article consacré à la situation économique des Etats-Unis publié par le Réseau Voltaire (notamment) - L'économie US ne parvient pas à sortir de l'ornière, dans lequel on pouvait lire que la récession qui menacerait les Etats-Unis et l'économie mondiale traduirait une "crise de la productivité" qui serait liée à "l'absence d'innovation".

Effectivement il existe un rapport direct de cause à effet entre les deux facteurs que l'on connaissait déjà, puisqu'il figure au premier plan des contradictions du capitalisme, et constitue un des éléments concourant à à la formation et à l'accélération de la crise du capitalisme en se traduisant par la baisse du taux de profit.

Je ne me suis pas arrêté à ce constat, qui pour ainsi dire n'est pas de notre ressort ou sur lequel nous ne pouvons pas agir à moins d'être un capitaliste. Le cerveau fonctionnant aussi par association d'idées, cette "absence d'innovation" m'a fait penser à un autre facteur déterminant pour la réalisation du cycle du capital, à savoir que toute marchandise produite devait trouver un acquéreur, ce qui évidemment est rendu plus compliqué ou peut être compromis quand les salaires baissent ou stagnent, en présence d'un chômage de masse, etc. Mais ce n'est pas le seul aspect de cette question, il faut aller plus loin et se demander ce que recouvre le facteur marchandise.

La population en fonction du développement économique du pays et de ses revenus va acquérir un certain nombre de marchandises qui correspondent à des besoins qu'elle satisfait de la sorte. Qu'il s'agisse de marchandises correspondant à des besoins quotidiens, alimentaires ou élémenaires ou des marchandises correspondant à des biens durables ou d'équipement, le capitalisme s'emploie à créer sans cesse de nouvelles marchandises qui corrrespondent aux besoins que nous venons d'évoquer ou à de nouveaux besoins qu'il a créés pour que la population consomme toujours davantage de marchandises.

C'est ainsi que le capitalisme a besoin en permanence d'innover pour proposer de nouveaux produits aux consommateurs potentiels qui couvriront ses besoins courants ou dont l'usage s'étend sur une période plus ou moins longue. Il faut donc imaginer que le capitalisme pourrait tomber en panne d'imagination ou ne serait plus en mesure d'innover non pas en terme de marchandises mais de besoins, car l'homme ne peut pas s'inventer des besoins à l'infini surtout quand son existence en est déjà pleine, trop même, on a envie de dire n'en jeter plus, la cour est pleine !

Ils ont déjà inventé des milliers de produits si inutiles que peu de gens les acquièrent, par exemple une montre connectée à Internet. En fait la plupart de leurs "innovations" consistent en l'amélioration d'un produit déjà existant et dont la plupart des gens sont déjà équipés. A partir de là, il faut les inciter à en changer, même lorsque la limite de la durée de vie de leurs biens d'équipements est loin d'être atteinte ou qu'ils pourraient encore les utiliser pendant de nombreuses années, par exemple un réfrigérateur, une télévision, une machine à laver, une voiture, etc.

On a envie de dire : dépenser autrement le produit de la vente de votre force de travail, au lieu de contribuer à faire marcher la machine du capitalisme et ainsi assurer sa pérennité.

Rassurez-vous, je ne vous demanderai pas de me faire un don, car si mon revenu ou mon niveau de vie n'a cessé de baisser au cours des dernières années, environ de 70% tout de même, j'avais déjà anticipé cette situation en réduisant mes besoins au strict nécessaire ou presque, de manière à pouvoir continuer de vivre sans dépendre de personne dans l'avenir.

Donc je me suis fait la réflexion que "l'absence d'innovation" ne devait pas seulement concerner la productivité, mais aussi les besoins que les capitalistes créent à destination de la population, besoins qui font partie de ce que les économistes appellent la croissance économique ce dont vous avez tous entendu parler. Et évidemment ce n'est pas un hasard s'ils insistent tant sur ce facteur puisqu'il est déterminant pour la survie du capitalisme.

En réfléchissant à cette question, je me suis penché sur mon propre comportement passé, qui a évolué davantage en fonction de mes revenus plutôt que l'évolution de ma conscience politique je dois avouer jusqu'à une date relativement récente.

Je me souviens dans les années 80, quand mes revenus étaient confortables et que je vivais avec ma première épouse, avoir fait du shopping les samedi et dimanche après-midi en guise de passe-temps, et pour conserver un souvenir impérissable de ces sorties mémorables, généralement il nous fallait dépenser de l'argent dans des choses dont l'utilité était fort discutable. Autrement dit, si on avait disposé d'un revenu plus élevé, nous aurions dépensé davantage et ainsi de suite jusqu'à en avoir la nausée.

Cela dit, nous n'étions pas complètement stupide au point de dépenser tout notre revenu ou de nous endetter, au contraire, nous économisions à l'époque des dizaines de milliers de francs et nous nous comportions en parfaits petits bourgeois qui ne se souciaient guère du reste de la société, en quelque sorte, après avoir cessé de militer, nous avions trouvé une compensation aussi futile qu'illusoire qui aujourd'hui me fait horreur. Voilà ce qui arrive quand on a aime aveuglément ou qu'on se leurre sur soi-même, mais là n'est pas notre sujet.

On pourrait se dire encore que lorsque les gens disposent de tous les biens d'équipement correspondant à leurs besoins et qu'ils sont endettés, ils vont cesser de dépenser leur salaire dans ces marchandises, ce qui n'est pas malheureusement pas le cas.

Et puis il y a les services qui sont également des besoins, et dans ce domaine depuis la révolution électronique ou de l'informatique les capitalistes ont mis le paquet pour en créer une multitude, sans parler que sous forme d'applications ou programmes elle a enrichi l'usage de la plupart des biens d'équipement rendant complètement obsolètes ou archaïques ceux d'autrefois tout juste bons à la feraille.

L'usage des services est devenu frénétique au point de changer de téléphone portable tous les ans ou plusieurs fois par an par exemple. Cela s'explique du fait que la population étant entièrement équipée en biens d'équipement renouvelables en principe au bout d'un certain nombre d'années, il fallait trouver un autre moyen pour la forcer à continuer de consommer, de préférence toujours plus, mieux encore, qu'elle ne puisse plus s'en passer.

Cela dit, il arrive bien forcément un jour où la limite des besoins que l'homme pouvait imaginer est atteinte dans un contexte économique donné, ce qui ne signifie évidemment pas que les besoins de tous les hommes seraient satisfaits, loin s'en faut, mais était-il besoin de le préciser.

Le plus fort dans tout cela, c'est qu'on ne s'est même pas demandé ce que recouvrait cette notion de besoin, qui en partie est naturel, et pour le reste le résultat d'un processus historique lié au développement des forces productives. Ce qui prouve qu'elle est largement encore inconsciente, et il en sera ainsi aussi longtemps que l'immense masse de la population n'aura pas pris son destin en mains.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne faisons pas une priorité de cette prise de conscience ou que nous portons aucun jugement sur le comportement des masses contrairement à la gauche et l'extrême gauche dégénérées.

Alors pourquoi aborder ce sujet ? Parce qu'on ne peut pas prétendre parler au nom des travailleurs, du socialisme, avoir acquis un certain niveau de conscience et se comporter n'importe comment dans la vie quotidienne ou participer à la survie du capitalisme quand il est possible ou facile de faire autrement, sans que cela ne nous coûte aucun effort, c'est juste une question de cohérence entre les idées que l'on défend et la manière dont on les met en oeuvre au quotidien.

Si notre comportement est dicté par le capitalisme quand on peut facilement agir autrement, il y a lieu de penser qu'on n'est pas si pressé que cela de s'en débarrasser, ou que les avantages qu'on en retire influent à la fois sur notre comportement et l'interprétation qu'on en fait, ainsi que de la situation ou de la société.

La question est de savoir jusqu'à quel point nous subissons l'influence du capitalisme et de son idéologie, ensuite et ensuite seulement on pourra déterminer notre degré d'indépendance vis-à-vis du capitalisme, sachant qu'on ne pourra pas vivre en dehors du capitalisme tant qu'il existera.

On était parti de la "crise de la productivité" qui proviendrait de "l'absence d'innovation" du capitalisme, autrement dit, on était parti de la réalité, on n'a pas rêvassé à la manière d'un philosophe ou d'un sociologue, on a mis à profit notre expérience et notre imagination pour essayer de mieux comprendre un aspect du capitalisme en relation avec le combat que nous menons pour l'abattre, toujours avec l'obsession de progresser, ensemble de préférence, sinon à quoi bon.

S'informer pour comprendre et agir.

Investig'Action : Ni pub ni subside, seulement vous! (appel de Michel Collon)

https://www.youtube.com/watch?v=5bFLV-8h15g

Dehors l'ignoble imposteur !

- Hollande: "nous irons jusqu'au bout" sur la loi travail - AFP

Le président François Hollande a réaffirmé jeudi sa volonté d'aller "jusqu'au bout" sur la loi travail, alors que les opposants défilent à nouveau dans l'après-midi pour manifester leur désaccord.

"Sur ce projet de loi, nous irons jusqu'au bout, parce que c'est essentiel de pouvoir (...) permettre aux entreprises de pouvoir embaucher davantage, permettre que nous ayons davantage de formation pour ceux qui sont les plus éloignés de l'emploi, davantage d'embauches avec des contrats à durée indéterminée, et davantage pour ce que nous pouvons faire en matière d'insertion", a affirmé M. Hollande, à l'occasion de l'inauguration d'un centre social rénové dans le XIIIe arrondissement de Paris.

Le président de la République a inscrit son action dans le prolongement de la "règle d'or" sociale proposée lors de l'élection présidentielle de 2012, "faire en sorte qu'il y ait une possibilité d'éducation pour tous".

Il a défendu dans son discours son action en faveur de la lutte contre la pauvreté depuis le début du quinquennat.

"Voilà pourquoi il faut se battre (...) Il faut se battre jour après jour pour que nous puissions faire avancer les droits, pour que nous puissions améliorer la situation des plus modestes, et l'ambition que je porte depuis quatre ans, c'est de réduire les inégalités (...) C'est long de réduire les inégalités", a-t-il dit devant le personnel et les résidents de la Cité du refuge, un centre social de l'Armée du Salut conçu par Le Corbusier et Pierre Jeanneret en 1933.

"Quand on parle des plus pauvres, parfois on a l'impression de déranger les autres. Quand on parle des plus pauvres, on a parfois

le sentiment qu'on viendrait prodiguer un assistanat, une sorte de détournement de fonds publics pour celles et ceux qui ne voudraient pas travailler, qui seraient trop fragiles. Eh bien non, dans la France d'aujourd'hui -ce sera je l'espère toujours le cas-, les plus fragiles, les plus démunis, les plus modestes ont droit de cité. Et leur cité n'est pas simplement un refuge, leur cité est la République française", a-t-il dit. AFP 23.06

Quelle audace, quel cynisme ! Hallucinant, stupéfiant comme discours, provocateur, non ? C'est la première réaction qu'on peut avoir en le découvrant, et généralement la réflexion du militant n'ira pas plus loin, celle de ses dirigeants non plus. Et pour cause, les "plus pauvres" ils s'en tous détournés, ils les ignorent, alors Hollande a le beau rôle.

Hollande est le produit ou le point d'orgue de 70 ans d'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier tous courants confondus. La CGT a appelé à voter pour lui, la direction de la CGT a été reconduite à son dernier congrès, les militants n'ont que ce qu'ils ont mérité avec Hollande-Valls-Macron-Cazeneuve.

Chut, ils "négocient en secret" le passage de la loi Travail.

- Loi travail : pendant la manif, on négocie en secret - lepoint.fr

L'article 2 de la loi travail qui heurte FO et la CGT fait l'objet de tractations secrètes. Puisque François Hollande et Manuel Valls se montrent inflexibles, certains parlementaires socialistes – avec les encouragements du patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis – ont pris les choses en main en attendant que la loi travail revienne en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Des discussions ont lieu en marge des manifs. Jean-Claude Mailly, le leader de FO, se montre moins fermé. L'inversion de la hiérarchie des normes serait maintenue, mais un rôle serait dévolu à la branche sur l'accord d'entreprise. FO militait jusqu'ici pour un droit de regard ex ante de la branche sur l'accord d'entreprise. « Il semble que sa position évolue, souffle un proche de la négociation. FO a compris son intérêt à sortir au plus vite du conflit, car c'est la CGT qui a ramassé la mise. »

Pour autant, si FO évolue, il faut en même temps s'assurer que la CFDT, qui soutient l'article 2 tel quel, n'en soit pas froissée. Ce fut l'objet des discussions au début de la semaine. Alléluia ! Laurent Berger a donné son accord à une évolution qui ne déséquilibre pas le texte. C'est d'ailleurs à lui que reviendrait la mission de convaincre François Hollande que la nouvelle écriture de l'article 2 serait une bonne chose. Le monde à l'envers en somme : c'est à la CFDT de convaincre le chef de l'État qu'un compromis est possible entre la majorité des forces syndicales et qu'il ne sert plus à rien de camper sur une position fermée...

Scénariser la sortie du conflit

En somme, la nouvelle écriture de l'article 2 permettrait à chacun de sauver la face : la CFDT proclamerait que l'essentiel, à savoir la primauté de l'accord d'entreprise, est préservé et que cette primauté est à l'origine de la nouvelle rédaction ; FO pourrait dire qu'elle a obtenu la réhabilitation de la branche. Et la CGT pourrait râler en disant que c'est insuffisant, mais ranger les pancartes et retourner au travail... « Plus que l'article 2 en soi, on cherche désormais à scénariser la sortie du conflit », explique notre source.

Mais si l'article 2 doit être amendé, il ne faut plus tarder. Le dépôt des amendements doit se faire au plus tard le 29 juin, à 17 heures. Tout l'enjeu des jours à venir consiste donc à convaincre Hollande de ne pas utiliser l'article 49.3 lors du retour de la loi travail à l'Assemblée nationale. Pour l'instant, Manuel Valls ne bouge pas : il compte bien dégainer le 49.3 sans discussion générale. Mais des attitudes jusqu'au-boutistes de ce gouvernement, nous savons désormais ce qu'il faut penser... lepoint.fr 23.06

Trois petits tours et puis s'en vont...

- Bastille et le bassin de l'Arsenal sécurisés façon fan zone - Le Huffington Post

Pour faire face aux casseurs, un syndicat de police avait réclamé que les manifestations contre la loi Travail soient bouclées comme des fan zones. Son voeu est en partie exaucé. Le Huffington Post 23.06

- Notre reportage dans la manifestation "circulaire" - Le Huffington Post

Rapidement, la tête de cortège a rattrapé la queue du défilé, certains manifestants décidant alors de se lancer dans un deuxième tour tandis que d'autres faisaient demi-tour. Un surprenant va-et-vient. Le Huffington Post 23.06

- Loi travail : la manifestation parisienne, un petit «manège» très sécurisé - LeFigaro.fr

À Paris, les autorités ont déployé les grands moyens pour prévenir tout débordement. La manifestation de jeudi, très courte et complètement verrouillée, a parfois pris des airs de procession. LeFigaro.fr 23.06

- La drôle de manifestation contre le projet de loi travail à Paris - LeMonde.fr

Avec son parcours atypique autour du bassin de l'Arsenal, l'aller-retour du défilé contre la loi El Khomri a pris des airs de balade dans Paris.

« La manifestation la plus courte que j'ai jamais faite. » Jessica n'en revient pas. Le rassemblement contre le projet de loi travail porté par Myriam El Khomri s'est transformé en balade dans Paris pour la bénévole de « Street Medic », l'équipe de sauveteurs en tête du cortège. « J'ai vu le côté gauche de la place, puis le côté droit. » Soit 1,6 kilomètre en 46 minutes.

Comme elle, ils sont nombreux à déplorer ce parcours proposé par le gouvernement, et accepté par les syndicats : un aller-retour place de la Bastille, en faisant le tour du bassin de l'Arsenal. « C'est une nasse, j'ai l'impression qu'on n'a pas eu le droit de manifester et qu'ils ont réussi leur coup », s'emporte Jérôme M., 41 ans, face à ce défilé qui n'en est pas vraiment un. LeMonde.fr 23.06

- Loi travail : «On voulait une manif, pas un tour de manège» - Liberation.fr

«Nasse party», «zoo», «cage à hamster» : les participants au cortège parisien contre la loi travail, jeudi, ne manquaient pas d'ironie pour qualifier cette dixième manifestation organisée dans la capitale depuis le début du mouvement.

Foulards et masques prohibés, double fouille des sacs, parcours circulaire réduit à 1,6 kilomètre, zone du cortège entièrement entourée par la police et des grilles de protection, le dispositif sécuritaire (lire ci-contre) a provoqué l'amertume de plus d'un participant. «J'ai failli ne pas venir, explique François, la cinquantaine, qui se dit non encarté. Les syndicats n'auraient jamais dû accepter d'être enfermés comme ça, c'est une honte.» Sa voisine opine : «Moi aussi, j'ai hésité. C'est vraiment pas normal, on est où là ?».

Le trajet est si court que, trente minutes plus tard, le cortège entame le retour, de l'autre côté du bassin. «On voulait faire une vraie manif, pas un tour de manège», s'agace Grégory, militant de la CGT Santé de Clermont, dans l'Oise. Avec ses deux comparses, Carole et Valérie, il sont déçus de s'être déplacés «pour ça». «On a l'impression qu'on veut nous donner un os à ronger, s'énerve Carole. Mais on ne compte pas s'en contenter.» Tous trois songent à des actions plus longues, sur plusieurs jours, en participant notamment à des blocages. «On tourne en rond, comme si on nous avait mis dans une bergerie», se désole également Alex, street medic, alors que la tête de cortège se déverse maintenant place de la Bastille. Liberation.fr 23.06

Quand les agents du régime légitiment Hollande.

- Les opposants à la loi Travail en appellent à François Hollande - Reuters

La CGT et Force ouvrière, les deux fers de lance de l'opposition au projet de loi Travail, en ont appelé une nouvelle fois jeudi à l'intervention de François Hollande pour débloquer la situation en mettant en cause l'intransigeance supposée de son Premier ministre, Manuel Reuters 23.06

- Loi Travail: pour Philippe Martinez, "Manuel Valls met de l'huile sur le feu" - Reuters

Sur Europe 1 jeudi, le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly a constaté que, "sur ce dossier, c'est Manuel Valls qui bloque l'ouverture d'un dialogue". "Du coup, les manifestations continuent", observe-t-il, alors que "quand il y a un vrai dialogue comme mercredi avec le ministre d'Intérieur, quand vous avez un interlocuteur qui accepte de dialoguer, on trouve une solution".

Jean-Claude Mailly a opposé pour sa part le dialogue mené avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, qui a permis un compromis sur la tenue de la manifestation parisienne de ce jeudi, et l'attitude du chef du gouvernement.

"Quand vous avez un interlocuteur qui accepte de dialoguer on finit par trouver une solution. Ça a été le cas hier. J'aimerais bien que le Premier ministre il sache dialoguer également", a-t-il indiqué.

"S'il acceptait de discuter des points clés, qu'il soit pas raide comme il l'est depuis plusieurs semaines, ce conflit serait terminé depuis longtemps", a ajouté le secrétaire général de FO.

"Si Manuel Valls n'avait pas fait ses déclarations intempestives publiques, il n'y aurait pas eu de manifestation aujourd'hui", a souligné le leader de FO Jean-Claude Mailly. (Vous avez bien lu ! Plus question de retrait. - LVOG)

Le secrétaire général de FO demande à être reçu directement par François Hollande. "Les conflits importants, comme le CPE en 2006, à un moment donné, c'est au niveau de l'Elysée que ça s'est réglé. C'est à lui [le président de la République] à un moment de prendre une responsabilité. Est-ce que c'est stop ou encore?"

Le président de la République "peut aller jusqu'au bout en passant en force, en utilisant le 49-3, mais il peut aussi aller jusqu'au bout en discutant et en faisant des changements", a commenté M. Mailly. (Vous avez bien lu ! Plus question de retrait. - LVOG)

Même tonalité chez Philippe Martinez, son alter ego de la CGT. "A chaque fois qu'on essaye d'apaiser les choses, le Premier ministre met de l'huile sur le feu", dénonce-t-il sur RMC et BFMTV. "Il est dans une posture qui va au-delà de la loi Travail", croit savoir le secrétaire général de la confédération syndicale qui ne lui a pas parlé depuis samedi directement.

"Nous avons une oreille de plus en plus attentive [du gouvernement sur la loi Travail, pas forcément de monsieur Valls", ajoute celui qui qualifie de "signe intéressant" la rencontre de vendredi avec Myriam El-Khomri. "Dimanche, il [Valls] remet de l'huile sur le feu", regrette Philippe Martinez en référence à l'interview du Premier ministre dans le Journal du dimanche dans laquelle il menaçait d'interdire les manifestations.

Le secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, a laissé entendre que le chef de l'Etat ne prévoyait pas de les recevoir pour le moment.

"Je ne pense pas que, aujourd'hui, les choses soient prévues comme cela", a-t-il dit sur RTL avant une nouvelle journée de mobilisation contre le texte de la ministre du Travail, Myriam El Khomri.

"Il faut qu'il prenne les affaires en main", a déclaré le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, à propos de François Hollande, en soulignant que la CGT n'avait reçu à ce jour aucune réponse à un courrier adressé le 20 mai à l'Elysée. Reuters et LExpress.fr 23.06

A quoi bon manifester, puisque c'est à Hollande de prendre "les affaires en main" ?

En complément : la voix du patronat.

- Berger (CFDT): il serait "inacceptable" de céder sur les accords d'entreprise - AFP

Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a prévenu jeudi qu'il serait "inacceptable" que le gouvernement cède aux anti-loi travail sur la primauté des accords d'entreprise, son syndicat ayant par ailleurs fait de nouvelles "propositions d'amélioration" du texte au parlement. AFP 23.06

Finalement pour rien.

- Bayonne : un altermondialiste basque passé à tabac par la police - liberation.fr

Figure de la cause altermondialiste et non violente dont nous avions dressé le portrait en 2014, Txetx Etcheverry a été «passé à tabac» jeudi matin lors d'une action à la sous-préfecture de Bayonne pour «dénoncer la loi travail et les tentatives du gouvernement d'interdire les manifestations syndicales», comme le rapporte Bizi, l'organisation dont il est l'un des principaux animateurs.

«La police avait clos les entrées de la sous-préfecture pour empêcher une occupation du bâtiment. Mais cinq militants de Bizi ont réussi à pénétrer dedans et ont arboré des panneaux anti-Loi Travail pendant près d'un quart d'heure à l'intérieur. La police est intervenue pour les arrêter et les a traînés sur le sol sans qu'il n'y ait d'incident à déplorer, raconte Bizi, photos à l'appui. Par contre, une fois à l'abri du regard des journalistes, dans un couloir de la sous-préfecture, la police a couché, ventre et visage face au sol, un des cinq militants, Txetx Etcheverry».

Et de détailler les faits : «Il a alors subi un passage à tabac en règle de la part d'un des policiers (que Txetx ne connait pas) qui s'en prenait personnellement à lui, en l'appelant Txetx et en lui disant «tu nous emmerdes, on en a marre de toi etc.». Le policier a donné de nombreux coups de matraque sur le dos et les jambes de Txetx, et alors que ce dernier était menotté dans le dos et toujours couché face au sol lui a infligé deux violents coups de rangers dans le visage. Puis il a serré de tout son poids la tête de Txetx sur le sol, de profil, le cou tordu. Txetx a protesté en avertissant que cela lui causait une tension insupportable au niveau des vertèbres cervicales, et qu'il risquait le «coup du lapin». Malgré cela le policier a continué, aggravant sa pression».

Placé en garde à vue avec les quatre autres militants -ils en sont sortis à 13H30-, Txetx y a été examiné par un médecin, «qui a établi un certificat constatant plusieurs lésions et hématomes sur les jambes, les bras, le dos et le visage», précise Bizi.

«Je me sens comme un petit vieux tout courbaturé», confie l'intéressé à Libération, stoïque. «C'est un cas parmi beaucoup d'autres, il y en a partout en ce moment, entre les flics à bout et ce climat délétère, ça dégénère. Mais là, ce qui est choquant, c'est que le policier m'a frappé de sang-froid, gratuitement, alors que tout était calme». liberation.fr 23.06

Une capitulation qui en appelle d'autres.

- La CGT va permettre aux accords de la SNCF d'entrer en vigueur - Reuters

La CGT-cheminots a annoncé jeudi qu'elle n'exercerait pas son droit d'opposition contre les accords d'entreprise et de branche sur un nouveau cadre social pour la SNCF et le secteur ferroviaire, qui pourront donc entrer en vigueur.

La CGT-cheminots et Sud-Rail avaient fait des négociations sur ces accords un élément de leur bras de fer avec le gouvernement contre le projet de loi Travail.

Ces deux organisations ont refusé de signer ces accords conclus par les deux autres syndicats de la SNCF, l'Unsa et la CFDT. Mais seul Sud-Rail a décidé de s'y opposer, ce qui ne suffit pas à empêcher leur mise en oeuvre.

S'opposer à la convention collective nationale de branche et à l'accord d'entreprise serait prendre le risque de pénaliser les cheminots et de "remettre en cause le fruit de (leur) mobilisation", explique la CGT-cheminots dans un communiqué.

"La fédération CGT des cheminots a donc de nouveau consulté ses instances et celles-ci ont décidé de ne pas exercer leur droit d'opposition", ajoute-t-elle, précisant que la "stratégie de la terre brûlée" n'est pas sa "conception du syndicalisme". Reuters 23.06

- Travail le dimanche: une décision favorable aux Galeries Lafayette - AFP

Les Galeries Lafayette vont pouvoir ouvrir le dimanche leur grand magasin parisien à partir de l'an prochain, à la suite d'une décision de justice invalidant de fait le droit d'opposition exercé par trois syndicats contre l'accord sur le travail dominical, a-t-on appris jeudi de source proche de l'enseigne.

L'enseigne avait signé le 20 mai un accord sur le travail dominical avec la CFE-CGC et la CFTC au sein de son navire amiral du boulevard Haussmann, mais trois syndicats représentant plus de 50% du personnel - la CGT, le SCID et FO - avaient décidé d'exercer leur droit d'opposition, l'invalidant de fait.

Mais la représentativité du SCID est contestée par la direction et par la CFDT depuis qu'il s'est désaffilié de la centrale au début de l'année. Le SCID avait de son côté saisi la justice pour contester le mandat d'un délégué syndical nommé par la CFDT pour représenter les salariés du syndicat, qui avaient participé aux dernières élections professionnelles sous l'étiquette de la centrale.

Or, selon une source proche du dossier qui confirme une information du Figaro et des Echos, le tribunal d'instance du IXe arrondissement de Paris a légitimé mardi le mandat du délégué CFDT, invalidant de fait le droit d'opposition contre l'accord contre le travail dominical, les trois syndicats n'atteignant plus le seuil requis de 50%. Cela ouvre selon cette source la voie à une ouverture du magasin du boulevard Haussmann le dimanche, à partir du début 2017, une fois notamment les recrutements nécessaires effectués.

Interrogé par l'AFP, le SCID a d'ores et déjà indiqué qu'il allait se pourvoir en cassation. Selon le syndicaliste Alexandre Torgomian, le tribunal a "annulé le mandat pour un problème de forme" et non sur le fond.

"On se sert du jugement pour parler de la représentativité du SCID, mais c'est faux, le jugement n'a pas été rendu sur ça. C'est une interprétation de la direction des Galeries Lafayette. Les raccourcis vont vite, le magasin ne va pas du tout ouvrir le dimanche", a-t-il affirmé, ajoutant qu'un jugement sur la représentativité de son syndicat était attendu le 22 septembre. AFP 23.06

Avec leur justice de classe, tout est une question d'interprétation.

En théorie ou sur le papier il existe une loi, mais en pratique il en existe une autre puisqu'ils peuvent l'interpréter arbitrairement ou en fonction de la situation, de leurs besoins... Les faits importent peu ou pas du tout s'ils sont discutables ou peuvent porter à controverse, dès lors c'est leur interprétation qui primera sur la vôtre et vous n'aurez aucun recours possible.

Mon épouse qui est en butte à l'arbitraire de la Caf en fait l'expérience.

Depuis 10 ans qu'elle a obtenu le statut d'handicapée (à 80%) elle a rencontré une multitude d'agents de la Caf et d'assistantes sociales, elle a reçu une dizaine de courriers, jamais personne ne lui a stipulé quelles étaient les conditions à remplir pour percevoir l'allocation adulte handicapé et l'allocation logement, on avait donc déduit qu'elle pouvait s'absenter de France pendant environ la moitié de l'année en interprétant ce que j'avais trouvé sur le portail de la Caf, à savoir qu'elle devait résider en France, ce qui est son cas, sans plus de détails.

Or il se trouve qu'un article du code de la Sécu que personne ne connaît et que personne n'a porté à sa connaissance ni oralement

ni par écrit que j'ai découvert par hasard il y a quelques semaines, stipule que pour percevoir ces allocations l'assuré social ne doit pas quiter la France plus de 3 mois par an et non 6 comme je le croyais. Aussi la Caf lui réclame-t-elle le remboursement de 21.000 euros amende comprises.

Les agents de la Caf ont commis une faute professionnelle en ne l'informant pas pendant 10 ans, ils ne se sont pas assurés que mon épouse connaissait ses droits et ils l'ont maintenue dans l'ignorance durant toute cette longue période. Du coup, ils lui retiennent chaque mois une partie de ses allocations ne lui laissant pour vivre que 691 euros.

On a contacté deux avocats qui apparemment ne veulent pas s'occuper de cette affaire qui demanderait un trop grand investissement de leur part pour un profit aléatoire, car il s'agit de faire ressortir l'interprétation abusive ou arbitraire d'une information incomplète ou défectueuse délivrée par la Caf, donc de démontrer la mauvaise foi ou le parti pris de la Caf au profit d'une pauvre femme sans défense qui ne comprend pas ce qui lui arrive, ce qui réclame un certain courage.

Bien entendu on dispose de preuves matérielles pour prouver la bonne foi de mon épouse, puisque nulle part dans aucun courrier que la Caf lui a adressé à ce jour ne figure une référence à cet article du code de la Sécu, elle est donc censé toujours l'ignorer, c'est moi par téléphone qui as informé mon épouse de son existence, on pourrait même en arriver à la conclusion que les agents de la Caf l'ont maintenue dans l'ignorance de ce code de la Sécu délibérément. Et puis il existe tous les courriels que j'ai adressés à la Caf qui prouvent sincèrement que nous avions été induits en erreur par la Caf elle-même. Ne me demandez pas ce que je pense des agents de la Caf... A suivre.

Quand le travail devient "votre plus grand ennemi".

- Que faire pour ne pas mourir au travail - sputniknews.com

Vous travaillez sans relâche, vous sautez des repas, vous voyez le soleil se lever au bureau et le mot "vacances" ne fait pas partie de votre vocabulaire? Prenez garde, il semble que le travail soit désormais votre plus grand ennemi bien que vous puissiez penser différemment...

Le phénomène de bourreau de travail pénètre de plus en plus la vie quotidienne tant de professionnels expérimentés que de jeunes. Ce sont les habitants des mégalopoles qui sont le plus susceptibles de travailler jusqu'à perdre conscience. Et ces travailleurs acharnés sont à leur tour vulnérables à des maladies psychiques, à l'angoisse, à la dépression, à l'agressivité irrationnelle, et même aux suicides, précise l'une des récentes études de l'université de Bergen.

Plus généralement, ils s'approprient le syndrome de l'épuisement émotionnel, une maladie tristement populaire au 21e siècle.

Au Japon, par exemple, ce fléau prend souvent une ampleur exagérée. Le péché le plus grave pour les Japonais est de ne pas être productif, d'économiser ses forces et d'être paresseux en général. Ce qui entraîne l'apparition d'un héros national, véritable bourreau de travail, et à la fois du terme "karosi" qui a déjà traversé les frontières du pays signifiant mort par surcharge de travail.

Certains Japonais y trouvent une issue: ils font semblant de s'agiter sans pour autant faire quelque chose d'important. Mais quoi faire si l'on n'est pas si ingénieux ou si l'on ne peut pas se permettre de fainéanter?

La Russie, par exemple, n'a pas été épargnée par ce problème avec de plus en plus de personnes atteintes de syndrome de la fatigue chronique. Et l'âge des personnes touchées ne cesse de s'abaisser: maintenant un jeune homme de 25 ans souffrant de fatigue chronique ou d'épuisement émotionnel n'est qu'une triste réalité.

Le remède? Ne rien faire, peu importe si cela est difficile. Bien que la tendance générale soit de condamner la paresse, elle se révèle être l'unique moyen de combattre ce fléau. Et ce que rappellent à l'unanimité les médecins: les idées géniales arrivent le plus souvent quand le cerveau fonctionne en mode passive, pas quand on s'acharne à les chercher. sputniknews.com 23.06

Syrie. Combattre la désinformation.

- L'armée syrienne recule face aux armes chimiques - voltairenet.org/fr

Dans la province de Rakka, alors que l'armée arabe syrienne avançait et libérait des villages tenus par Daesh et ses alliés, ceux-ci ont fait usage de gaz sarin, ou plus précisément de sa version la plus dangereuse, le gaz VX.

L'armée syrienne a été contrainte de se replier.

Pour protéger les soutiens qataris, saoudiens et turcs des jihadistes, la propagande atlantiste assure que les forces syriennes

sont exténuées par des années de guerre. voltairenet.org/fr 23.06

Bienvenue en oligarchie.

Ils ne savent plus quoi inventer...

- Le Brexit peut-il compromettre le tournage de «Game of Thrones»?

Une grande partie de la série est tournée en Irlande du Nord... et bénéficie de fonds européens à la création. Et si c'était le seul argument de nature à faire basculer le referendum sur la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne? Slate.fr

Le stade de l'hystérie est dépassé...

- Brexit: le nain Gimli du «Seigneur des Anneaux» ne peut pas voter (et ça le met en colère)

Dans le référendum crucial qui doit décider du maintien ou de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les Britanniques possèdent des règles de vote très particulières. Comme à son habitude, il est grincheux... Slate.fr

Cela relève de la psychiatrie...

- Un animateur de chez Cauet «déguisé» en «Fatoumata» (revoilà le blackface #soupirs)

Loris Giuliano, «coordinateur et assistant de production» de l'émission «C'Cauet» sur la radio NRJ, est apparu grimé en femme noire. Slate.fr

Il sera lobotomisé avant...

- Votre enfant ne sera jamais à la hauteur de vos rêves

Dans votre tête, votre futur bébé est beau, brillant (oui dès la naissance), drôle, il ne pleure pas. Et puis ensuite arrive le bébé réel. Quand vous êtes enceinte, vous ne comprenez pas pourquoi les lois de l'évolution biologique ont maintenu un temps de gestation de neuf mois. Slate.fr

Ce sera au plus dégénéré que moi tu meurs...

- Nous pourrions un jour tous regarder nos séries préférées en accéléré

Le nombre de séries a augmenté de manière exponentielle en quelques années. Un journaliste a trouvé la solution pour ne pas les manquer: les visionner en accéléré. Et il adore ça. «J'ai une habitude qui terrifie la plupart des gens. Je regarde la télévision et les films en accéléré.» Slate.fr

Haut de page

Le 25 juin 2016

CAUSERIE

Pondichéry 14h40

J'ai finalement terminé l'actualisation du portail, que ceux qui s'étaient connectés ce matin trouveront plus loin. L'article qui suit a été publié tôt ce matin, tôt chez vous en France.

Je vous propose une analyse à chaud des résultats du référendum britannique sur le Brexit.

Comme j'ai passé la matinée à la rédiger et à télécharcher les articles de presse de la veille pour préparer les infos en bref, je n'aurai peut-être pas le temps d'actualiser cette rubrique aujourd'hui.

J'ai ajouté le communiqué du POID dont je partage l'essentiel du contenu.

Quelle est la proportion d'intox, d'hypocrisie, de désinformation, de propos intéressés ou dogmatiques, idéologiques dans toutes les déclarations qu'on a pu entendre ou lire depuis l'annonce des résultats du référendum britannique ou Brexit ?

C'est peut-être la première question qu'on devrait se poser avant d'aborder ce sujet, non ? Mais apparemment même cette question élémentaire est devenue tabou ou prête à caution. Pourquoi ? Mais parce qu'elle soulève une multitude de questions que les uns et les autres ne tiennent pas à poser.

Voyons d'abord les chiffres.

Quelque 46 millions d'électeurs britanniques étaient invités à se prononcer sur le Brexit.

Environ 72% ont participé à ce référendum, donc un peu plus de 33 millions d'électeurs sont allés voter le 23 juin. Le vote en faveur de la sortie de l'UE a obtenu 51,89%, donc le 1,89% d'électeurs ou l'écart qui sépare le oui du non représente seulement 623.700 voix, ce qui est extrêment faible, sur la totalité des électeurs inscrits cela représente 1,36% et si on ajoute les quelques millions qui n'étaient pas inscrits cet écart doit tomber autour de 1%.

Donc tout ce ramdam ou toutes ces déclarations tonitruantes et autres analyses alambiquées censés interpréter les résultats de ce référendum et leur portée ou leurs conséquences reposent sur ce 1% qu'il s'agit évidemment d'occulter, disons pour le moment, car gageons que rapidement il fera l'objet de spéculations de la part de ceux qui souhaitaient le maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE pour contester les résultats de ce référendum, tandis que ses adversaires s'en abstiendront pour faire valoir que les faits leur avaient donné raison, histoire de justifier leur ligne politique teintée d'opportunisme qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche.

Poursuivons par le contenu de ce vote. Rappelons au passage que l'un des principaux quotidiens britanniques, le Sun, du milliardaire Rupert Murdoch, avait fait campagne en faveur de la sortie de l'UE.

Il est clair que les électeurs britanniques ne se sont pas prononcés en fonction des mêmes critères (sociaux, économpiques, nationalistes, souverainistes, racistes, xénophobes, etc.) qu'ils aient voté "in" ou "out", ce que nos chroniqueurs à la petite semaine du mouvement ouvrier se passeront bien d'analyser pour les mêmes raisons que celles évoquées précédemment.

Pourquoi ? Parce que ce sont des institutionnalistes ou des légitimistes, soumis à l'ordre établi ou bien disciplinés, davantage habitués à penser en comptable qu'en dialecticien, toute analyse un peu fouillée qui viendrait à mettre à mal leur interprétation de la situation en faisant ressortir certaines contradictions est à bannir, et ceux osent qui s'y livrer sont voués à l'excommunication, doivent être censurés ou il faut les faire taire.

Ils hurlent victoire et ils ont déjà échaffaudés toute une théorie ou confirmés leur stratégie dans la foulée, qui parce qu'elle ne tient pas compte des facteurs que nous venons d'énoncer ou tout simplement de la réalité, s'avère aussi foireuse que les précédentes et débouchera comme précédemment sur un néant politique. Et s'ils s'en moquent éperdument, c'est parce que les résultats de ce référendum correspondaient à la position adoptée par leurs partis et leurs militants, ils renforcent ainsi leurs dirigeants qui peuvent ainsi continuer de surfer tranquillement sur la vague des illusions qu'ils n'ont eu de cesse d'insuffler à leurs troupes ou le venin de l'opportunisme qui ronge le mouvement ouvrier ou son avant-garde.

Nous avions pu observer l'année dernière qu'ils n'avaient tiré aucun enseignement de l'expérience grecque, à savoir que la question prioritaire qui était posée à tous les peuples n'était pas de demeurer ou sortir de l'UE, mais bien de rompre avec les institutions nationales et le capitalisme dans chacun des pays concernés, ce qui du même coup rendraient caducs tous les traités signés antérieurement avec des Etats ou des institutions internationales de capital, et permettrait d'envisager sérieusement la mise en oeuvre d'une politique conforme aux besoins des travailleurs, ce que la sortie de l'UE ne signifie nullement ou ne garantit en rien.

Depuis Maastricht ou 1992, ils n'ont eu de cesse de balader les travailleurs et les militants à Bruxelles, alors que l'ennemi de la classe ouvrière se trouvait dans son propre pays, à Paris, Londres, Berlin, Rome, Madrid, Athènes, etc. Pour quel résultat politique ? Le néant politique accompagné d'une régression sociale généralisée sans fin que rien ni personne ne semble pouvoir stopper...

Cela dit, on peut se féliciter des résultats de ce référendum, à condition de ne pas les instrumentaliser ou de garder les pieds sur terre, car ils ne règlent absolument aucun des problèmes auxquels la classe ouvrière est confronté comme nous venons de le souligner.

On va nous dire que c'est une étape dans la bonne voie, on voudrait bien le croire, cependant il faut avoir à l'esprit ce que nous relevions au début de notre analyse. On nous dit que c'est une victoire de la classe ouvrière, on peut le concevoir sur le plan

de l'agitation politique, mais au-delà on ne peut pas occulter le fait que ce sont aussi des travailleurs à pratiquement égalité qui ont voté pour rester dans l'UE, sans parler de ceux qui ont été réceptifs aux discours xénophobes entre autres, sinon on se raconte des histoires ou on part d'une interprétation faussée de la réalité.

Nous prenons acte des faits et nous nous en tiendrons là.

Je ne sais pas si on peut s'en servir en France comme levier pour avancer dehors la Ve République comme le fait le POID, puisqu'on est en présence d'un scénario inverse de celui qu'il aurait fallut réaliser. Mais pourquoi pas à destination des millions de travailleurs qui peuvent s'identifier à leurs collègues britanniques et qui rejettent la loi Travail ou n'en peuvent plus de la politique ultra réactionnaire appliquée par le gouvernement Hollande-Valls et dictée par l'UE pour le compte des capitalistes, travailleurs qui de plus en plus s'abstiennent à chaque élection ou qui rejettent les institutions de la Ve République.

Finalement, en réalisant ce lien qui légitime leurs droits, on peut aider au mûrissement de la conscience de classe des travailleurs, encourager leur combativité et leur radicalisation en leur indiquant dans quelle direction ils doivent orienter leur combat, contre les institutions de la Ve République qu'il faut abattre pour instaurer une République sociale, composante de la Fédération des Républiques sociales d'Europe débarrassées du capitalisme.

Aussi je pense qu'on peut soutenir le communiqué ou la démarche du POID qui montre la voix à suivre sans forcément partager l'ensemble de ses mots d'ordre ou de ses positions.

- Le communiqué du POID

La suite de ce matin

Qu'est-ce que le Comité Orwell ? Pour qui rame-t-il ?

Une association de journalistes pleins de bonnes intentions, en apparence seulement comme nous allons le voir, qui prétend " faire entendre une voix différente dans un paysage médiatique trop uniforme" et dont la "responsabilité (serait) de défendre la liberté d'expression et le pluralisme des idées", ce qui n'est pas fait pour nous rassurer puisque tous les médias entonnent ce refrain en boucle depuis janvier 2014. Poursuivons.

Il dénonce l'"*idéologie dominante « libérale-libertaire », qui fait du libre-échange mondialisé un horizon indépassable et du primat de l'individu sur tout projet commun la condition de l'émancipation, l'association entend défendre notre héritage social et politique fondé sur la souveraineté populaire.*", reste à savoir ce qu'il entend par "*projet commun*" et qui cela concerne, sans prendre trop de risques cela nous fait penser à l'intérêt général cher à tous les partis institutionnels ou au Medef. Quant à l'"*héritage social et politique fondé sur la souveraineté populaire*", il semblerait qu'il ait davantage profiter à la classe qui détient le pouvoir, aussi il serait étonnant qu'il s'y attaque. Vérifions-le.

Dans la présentation de leur association, ils citent abondamment George Orwell (1984) duquel se seraient largement inspirés les idéologues du néolibéralisme pour instaurer leur dictature mondiale, mais si les similitudes sont nombreuses et indiscutables, pour autant "Si la mondialisation est un fait, la globalisation" n'est pas une idéologie comme on peut le lire dans un de leurs articles, globalisation qu'il faut traduire ici par mondialisme et qui correspond à l'étape à laquelle est parvenu l'impérialisme rendu au stade de la putréfaction par l'entremise d'instruments financiers mafieux ou l'ultime effort déployé par les sommets de l'oligarchie financière pour perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou substituer au système économique capitalisme mauribond un modèle de société basé uniquement sur un règlement de type policier ou despotique, de sorte que l'hégémonie de classe des capitalistes soit assurée pour l'éternité en s'émancipant des contradictions économiques inhérentes aux fondements et aux lois de fonctionnement du capitalisme qui en découlent, et qui menacent son existence en alimentant la lutte des classes qu'il s'agit de mettre hors la loi ou de neutraliser, conditions indispensables pour parvenir à leur fin.

En caractérisant d'idéologie la "globalisation" ou le mondialisme, l'étape actuelle de l'impérialisme, il s'agit une nouvelle fois de faire croire que le capitalisme pourrait emprunter une autre voie, ce qui revient à nier le développement historique dont l'impérialisme est le produit, ce qui revient à légitimer l'existence du capitalisme qui pour ces journalistes est indépassable à défaut d'adopter le socialisme.

Quant à leur dénonciation du "contrôle de l'information et à la marginalisation de toutes pensées alternatives" et l'émergence d'"*un monde uniforme et post-national* ou encore du "consumérisme", il semble être le fait de journalistes mis au rencart de nombreux médias pour avoir tenu un discours qui ne respectait pas les critères idéologiques dominants ou le partage des rôles que se sont distribués les différents acteurs qui interviennent sur la scène politique de sorte qu'ils les mettaient en porte-à-faux, ce qu'ils détestent.

On aurait pu commencer par dire que la journaliste Natacha Polony qualifiée de *néoréac* par Arrêt sur image (Wikipédia), était

à l'origine de ce think tank, mais mon article n'aurait plus eu aucun intérêt !

Un citation de George Orwell reproduite par Natacha Polony : « Parler de liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre ».

Or c'est justement la conception de la liberté du porte-parole du capital Sarkozy, qui déclarait qu'il faudrait travailler plus pour gagner moins, on ne peut pas dire que ce soit vraiment ce que les gens avaient envie d'entendre.

Non madame, la liberté, c'est de dire aux gens ce que les médias leur cachent pour les maintenir dans l'ignorance et pouvoir les manipuler, afin qu'ils ne prennent pas conscience de leur condition et ne se révoltent pour en changer ou changer la société.

L'Etat sioniste soutient officiellement Daesh

- Le chef du renseignement militaire israélien affirme qu'Israël s'oppose à la défaite de l'Etat Islamique - arretsurinfo.ch

Alors qu'Israël a déclaré dans le passé qu'elle préfère Daesh, aussi connu comme ISIS / État islamique, plutôt que le gouvernement syrien d'Assad, le chef du renseignement militaire israélien le Major général Herzi Halevy a poussé cette affirmation plus loin, en affirmant lors de la Conférence Herzliya cette semaine qu'Israël ne veut pas voir le groupe fondamentaliste être vaincu.

Halevy a dit à la conférence que les trois derniers mois ont été les «plus difficiles» pour Daesh depuis qu'ils ont déclaré leur Califat, et il a été cité par des sources d'information israéliennes affirmant que: «Israël ne veut pas que la situation en Syrie se finisse par la défaite de [Daesh] « .

Le général israélien a déclaré que, «le Retrait des superpuissances de la région et le fait de laisser Israël seul en face du Hezbollah et de l'Iran qui possèdent de bonnes capacités mettra « Israël » dans une position difficile. Par conséquent, nous devons faire tout notre possible pour de ne pas nous retrouver dans une telle situation ». arretsurinfo.ch 24.06

Attention, toute référence aux propos de ce général israélien pourra être qualifiée d'antisémitisme ! A diffuser largement.

Les médiamensonges se lamentent

Il fallait oser le dire après leur campagne hystérique des médias en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

- "Les médias portent leur part de responsabilité" dans le vote pour le Brexit - L'Express.fr

Vraiment, on ne le dirait pas !

- Hollande: le Brexit "'met gravement l'Europe à l'épreuve" - AFP

- Brexit : « C'est un suicide du Royaume-Uni » - Public Sénat

- Brexit: Un leader pro-Brexit admet qu'un argument clé des partisans du «Leave» était faux - 20minutes.fr

- Brexit : réveil difficile pour les Londoniens - Francetv info

- Brexit : les Britanniques souffriront-ils de la sortie de l'UE ? - Francetv info

- Brexit : l'appréhension règne à la Gare du Nord - Francetv info

- L'Ile-de-France fait sa pub auprès des naufragés du Brexit - Liberation.fr

- En Dordogne, les électeurs anglais sont déçus du Brexit - Francetv info

- Brexit : «Tout cela va avoir de sales conséquences» - Liberation.fr

- "Où va-t-on maintenant ?" Après le Brexit, les Anglais s'interrogent sur leur avenir - Francetv info

- Brexit: les citoyens européens du Royaume-Uni inquiets - AFP

- Brexit : un réveil difficile pour les retraités installés en France - LePoint.fr

- Ces Britanniques qui ont voté «Leave» et qui le regrettent déjà - Slate.fr

- Brexit: la réaction identitaire percutera aussi la France - Slate.fr

- «Passez moi le vin»: sur Twitter, les jeunes britanniques sont bouleversés et sonnés - Slate.fr

- Brexit, le clash des générations - Slate.fr

En complément. Ils vont en profiter pour en rajouter une couche

- Brexit: Sarkozy demande un "nouveau traité" européen - AFP

- Brexit: VGE plaide pour une Europe plus concentrée - AFP

Brexit, ce n'est pas encore fait.

Qui sait, c'est déjà un paradis fiscal !

- Menacé à court terme, le Royaume-Uni pourrait devenir à long terme un pays prospère basé sur la finance, à l'image de Singapour. Francetv info 23.06

D'autant plus que...

Concernée en premier chef par les répercussions du référendum, la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué qu'elle était prête à injecter 250 milliards de livres (326 milliards d'euros) de fonds additionnels. Dans la foulée, la Banque centrale européenne (BCE) s'est dite également "prête à fournir des liquidités supplémentaires".

La Réserve fédérale américaine s'est aussi montrée disposée à fournir des liquidités en dollars aux autres banques centrales pour faire face aux "pressions". AFP 24.06

Tous les prétextes sont bons pour que les faux monnayeurs fassent tourner à plein régime la planche à billets...

Et puis, on ne s'inquiète pas pour les banquiers, ils ont dû parier autant sur le oui que sur le non...

La Banque du Japon (BoJ) a fait des déclarations similaires... AFP 24.06

Les réactions.

- Les Britanniques tournent le dos à l'UE, séisme mondial - AFP

- Brexit : le Royaume-Uni choisit la sortie de l'UE - Francetv info

Les électeurs britanniques ont voté en faveur du retrait définitif de leur pays de l'Union européenne à hauteur de 51,9%, ce jeudi 23 juin. Francetv info 24.06

- Brexit : David Cameron, première victime de la sortie du Royaume-Uni de l'UE - Francetv info

La démission de David Cameron est la première conséquence visible du Brexit. Le Premier ministre quittera son poste d'ici quelques mois. Francetv info 24.06

- Brexit : les capitales européennes en état de choc - Francetv info

- Bruxelles n'a pas fermé l'œil. La capitale belge a passé la nuit à éplucher les résultats - Francetv info Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, fait grise mine face à une situation sans précédent.

"L'Europe ne doit pas se perdre en procédures"

Les réunions entre dirigeants de l'Union européenne se multiplient, signe que l'Europe est bien en état d'urgence. Les piliers de l'UE réagissent tour à tour. François Hollande appelle à prendre en compte le message de défiance envoyé par les Britanniques et souhaite que l'UE se réinvente. "L'Europe ne doit pas se perdre en procédures. Elle doit être comprise et contrôlée par les citoyens." De son côté Angela Merkel lance un appel au calme. Lundi 27 juin, les ministres des Affaires étrangères des six membres fondateurs de l'UE se réuniront d'urgence à Berlin. Francetv info 24.06

Commentaire d'un internaute

- "C'est dire le fossé qui existe entre les politiques et la population ....ils sont tous étonnés ? de voir que le petit peuple qui souffre de leurs décisions débiles se révolte."

Ils ont de la suite dans les idées...

- Brexit : plus de 300 000 Britanniques signent une pétition pour réclamer un second vote - Francetv info

Les partisans du "Remain" ne veulent pas en rester là. Plus de 300 000 Britanniques ont signé

Une pétition réclamant la tenue d'un second référendum, vendredi 24 juin, au lendemain de la victoire de pro-Brexit. Sur un site mis en place par Parlement britannique, pour que les citoyens puissent leur soumettre des pétirions, le document demande qu'en cas "de victoire du Brexit à moins de 60 % des voix, un autre vote soit organisé".

Au delà de 100 000 signatures, le texte doit être soumis à un débat au Parlement, explique le quotidien. Un porte-parole de la Chambre des communes a déjà fait savoir que le comité se réunirait le 28 juin pour examiner cette pétition, indique le Monde. Francetv info 24.06

- Et si le Royaume-Uni revenait sur sa décision ? - Reuters

Officiellement, la France demande à Londres et aux Européens de tirer rapidement les conséquences du vote britannique en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Mais en privé, des diplomates français n'excluent pas que le Royaume-Uni, prenant conscience du coût énorme d'un Brexit, finisse par y renoncer dans les mois ou les années à venir.

Le Premier ministre britannique, David Cameron, grand perdant du référendum de jeudi, et son rival conservateur, Boris Johnson, qui a fait campagne pour le Brexit, ont d'ailleurs montré qu'ils entendaient prendre leur temps.

David Cameron a repoussé à l'automne sa démission et laissé à son successeur le soin d'invoquer l'article 50 du traité de Lisbonne, première étape de la procédure, jusqu'ici sans précédent, de sortie de l'UE d'un pays membre.

"Il est vital de souligner qu'il n'y actuellement nul besoin de se hâter et en effet (...) rien ne changera à court terme", a pour sa part déclaré Boris Johnson. "Il n'y a aucune raison de se précipiter pour invoquer l'article 50."

François Hollande a au contraire souhaité que les procédures prévues par les traités européens soient "rapidement appliquées" pour couper court à toute période d'incertitude.

Le chef de l'Etat français demande "que l'application des règles pour la sortie se fasse dans les délais les plus courts car (...) il faut que les choses soient claires", a expliqué le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll.

"Il faut que (...) l'ensemble des acteurs économiques puissent savoir où nous allons et comment nous y allons", a-t-il ajouté, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

Le calendrier est semé d'embûches et les Britanniques en détiennent la clef dès lors qu'ils peuvent choisir le moment de notifier à Bruxelles leur demande officielle de sortie.

Des diplomates français ont une autre perception de la situation et n'excluent pas un futur revirement britannique.

L'histoire de l'Union européenne est jalonnée de nouveaux votes après un référendum perdu, comme en France, au Danemark et

en Irlande, fait valoir l'un. "C'est un sujet, on en discute", disait-il quelques jours avant le référendum britannique.

Un autre mise sur une prise de conscience des Britanniques quand ils mesureront le coût économique et politique du Brexit. Pour eux aussi, c'est un "saut dans l'inconnu", fait-il valoir.

La succession de David Cameron sera tout sauf facile. Et le parti conservateur est si déchiré entre pro- et anti-Brexit que trouver une majorité aux Communes ne sera pas aisé.

Si l'Ecosse et l'Irlande du Nord, qui ont voté massivement pour le maintien dans l'UE, menacent de quitter le Royaume-Uni, cela peut aussi faire réfléchir l'opinion publique.

"Rien ne doit être exclu, y compris parce qu'on risque d'avoir une crise politique", souligne ce diplomate.

Dans ce cas de figure, comme dans celui d'un Brexit consommé et assumé, le chemin est en tout cas étroit.

Une partie du gouvernement français paraît tenté par une "fermeté absolue" à l'égard des Britanniques, selon la formule d'un ministre favorable à cette ligne.

Pour le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, il importe au contraire d'éviter tout esprit de revanche, qui reviendrait non seulement à "punir" collectivement les électeurs britanniques qui ont "mal voté", mais également la masse de ceux qui ont voté en faveur du maintien dans l'UE. Reuters 24.06

Commentaires d'internautes

1- "Et voilà, quelques heures après, on commence à dire qu'on se tamponne du vote démocratique et qu'on va trouver une solution pour ne pas en tenir compte; Cela s'appelle une dictature."

2- "Un coup d'état comme en 2005."

3- "Le mieux et surtout le plus honnête serait de supprimer carrément le recours à la démocratie directe qu'est le referendum. On ne demanderait plus son avis au peuple, mais à ses représentants."

Et dire qu'il y en a encore dans nos rangs pour participer aux différentes élections. En fait ils n'ont tiré aucune leçon de 2005...

- Le Brexit en trompe l'oeil ? Pourquoi le Royaume-Uni ne risque pas de sentir de si tôt les effets recherchés de sa sortie de l'Union européenne - Atlantico.fr

Le "premier jour" ne serait pas celui du référendum, mais celui où le gouvernement britannique transmettrait sa décision de lancer la procédure dite de l'article 50 (qui est l'article du traité sur l'UE qui prévoit la possibilité de sortir de l'Union européenne). Cet article prévoit une négociation pour régler les conditions du divorce.

Pendant cette négociation, qui durerait au minimum 2 ans, et probablement davantage, le Royaume-Uni resterait membre plein de l'UE, en gardant son plein accès au marché intérieur et le bénéfice des accords commerciaux que l'UE a conclus avec des pays tiers.

C'est seulement à l'issue de ces 2 ou 3 ans, lorsque l'accord " de retrait " aurait été conclu, que le Royaume-Uni deviendrait un pays tiers. Atlantico.fr 24.06

La finance s'emballe, sans plus...

- Brexit : panique sur les marchés financiers - Francetv info

- L'annonce de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ce jeudi 23 juin a fait plonger les bourses mondiales. - Francetv info

Dans une salle de marché parisienne, l'effet gueule de bois s'estompe. "C'est négatif, mais on n'a pas des enchainements de mouvements de panique", explique Christian Parisot, économiste Aurel BGC.

Toute la matinée, c'est la dégringolade. La bourse de Paris chute de 10%. Celle de Francfort, de 8,3%. Celle de Tokyo de 8%. Dans l'après-midi, celle de Wall Street ouvre en baisse. Les banques centrales ne tentent alors de rassurer, et pour l'instant, il n'y a aucun signe du krach boursier tant redouté. Francetv info 24.06

- A la suite du référendum britannique, la Bourse de Paris termine en très forte baisse de 8,04 % - LeMonde.fr

Les Bourses ont fortement reculé, vendredi 24 juin à travers le monde, à la suite du choc provoqué par le vote des Britanniques en faveur de leur sortie de l'Union européenne, qui a fait dévisser la livre sterling et secoue l'ensemble des marchés mondiaux. La Bourse de Londres termine la journée à – 2,76 %, celle de Francfort chute de 6,82 %, Paris de 8,04 %, Madrid de 12,35 % et Milan de 12,48 %.

Pour Olivier Raingeard, chef économiste chez Neuflize OBC, « la réaction des marchés aujourd'hui est à la mesure de la surprise des investisseurs qui avaient, au cours de ces derniers jours, largement anticipé le scénario inverse ». « La volatilité est clairement de retour et devrait se prolonger dans les prochaines jours et semaines », selon lui.

La saignée a été générale en Europe, tous les secteurs étant affectés, en premier lieu les banques, dont l'indice sectoriel Stoxx a plongé de 14,28 %. A l'inverse, les investisseurs se sont rués sur les valeurs refuges, comme les obligations d'Etat allemandes, le yen, le franc suisse ou l'or. Le choc est tel qu'il pourrait contraindre la Banque centrale européenne (BCE) à assouplir de nouveau sa politique monétaire dans les mois à venir, et la Réserve fédérale américaine (Fed) à renoncer à ses projets de hausse des taux pour cette année. Les banques britanniques les plus affectées

A Londres, l'indice FTSE 100 des principales valeurs a reculé de 175,13 points par rapport à la clôture de la veille, à 6 162,97 points. Paradoxalement, l'indice londonien a moins souffert que ses équivalents du continent, car il compte nombre de multinationales dont certaines ont peu d'activité en Europe.

Les valeurs les plus affectées ont été les titres des promoteurs immobiliers et des banques. Les banques britanniques ont enregistré des plongeons de 17,7 % pour Barclays, 21 % pour Lloyds et 18,04 % pour la Royal Bank of Scotland. Plus tôt dans la journée, en constatant que les marchés financiers décrochaient, la Banque d'Angleterre s'était dite prête « à injecter 250 milliards de livres » pour éteindre la fièvre sur les marchés.

La Bourse de Paris

Le CAC 40 a terminé en baisse de 8,04 %. L'indice CAC 40 a perdu 359,17 points, à 4 106,73 points, dans un volume d'échanges exceptionnellement élevé de 11,7 milliards d'euros. En début de séance, le marché parisien s'est effondré brièvement de plus de 10 %. Il s'est toutefois maintenu au-dessus de ses plus bas annuels, autour de 3 900 points.

Le secteur financier, qui avait progressé ces derniers jours, a été particulièrement touché. Parmi les valeurs bancaires, la BNP Paribas a chuté de 17,40 %, à 39,40 euros ; le Crédit agricole, de 14,00 %, à 7,65 euros ; et la Société générale, de 20,57 %, à 28,80 euros.

« Le marché avait repris de la hauteur depuis le début de semaine », tablant sur un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, donc « le fait qu'il y ait effectivement Brexit c'est la surprise et la douche froide », souligne Renaud Murail, un gérant de Barclays Bourse. L'indice parisien avait fortement progressé ces derniers jours, les investisseurs anticipant, à tort, le maintien du Royaume-Uni dans l'UE.

Francfort

Le DAX a terminé la séance de ce « vendredi noir » par une lourde dégringolade, l'indice lâchant presque 7 %. En une séance, le DAX a effacé tous les gains engrangés depuis le début de la semaine. Finalement, il a reculé de 0,77 % par rapport à vendredi dernier. Balayé par un vent de panique au tout début de la séance avec une chute de presque 10 %, l'indice a en fait abandonné 6,82 %, à 9 557,16 points. Le MDAX des valeurs moyennes a lui un peu limité la casse, avec une chite de 4,54 %, à 19 828,60 points.

Pour le principal indice de la place francfortoise, il s'agit du plus important recul au cours d'une séance depuis l'automne 2008, quand la crise financière prenait toute son ampleur en Europe. Cela reste tout de même loin de la baisse historique de presque 13 % en octobre 1989, ou de celle de 8,49 % le 11 septembre 2001.

Au rang des principaux perdants du DAX figurent les valeurs bancaires. La Deutsche Bank, dont le patron britannique John Cryan voit les conséquences négatives du Brexit « de tous les côtés », a été la plus touchée. Avec une perte de 14,13 %, à 13,37 euros, c'est la plus forte baisse d'un DAX entièrement repeint de rouge. Commerzbank a lâché 12,99 %, à 6,20 euros.

Milan

Plombé par les valeurs bancaires, le FTSE MIB a clôturé en forte baisse de 12,48 %, l'indice atteignant 15 723 points. Selon

l'agence d'informations économiques RadioCor, jamais Milan n'avait clôturé en si forte baisse en trente ans, une séance pire que celle du 11 septembre 2001 (- 7,57 %) ou à l'occasion de la chute de la banque Lehmann Brothers (- 8,24 % le 6 octobre 2008).

Ce sont les banques qui ont le plus souffert de l'annonce du vote britannique en faveur de la sortie du Brexit. Ainsi, la Banca popolare dell'Emilia Romagna a perdu 24,61 %, à 3,492 euros ; la Banca popolare di Milano, 24,08 %, à 0,380 1 euro ; Unicredit, 23,79 %, à 2,076 euros ; la Banco popolare, 23,30 %, à 2,324 euros ; et Intesa San Paolo, 22,94 %, à 1,74 euro.

Madrid

L'indice vedette de la Bourse de Madrid a essuyé la plus forte baisse de son histoire, de 12,35 %, à 7 787,70 points, après la victoire du oui au Brexit. Le secteur bancaire a été le plus affecté : la Banco Santander, très présente au Royaume-Uni, a décroché de 19,89 %, à 3,38 euros, Bankia de 20,78 %, à 0,57 euro ; et la Banco Sabadell, de 19,29 %, à 1,21 euro.

Athènes

La Bourse d'Athènes a clôturé en chute de 13,42 %, l'indice des banques ayant subi d'importantes pertes de 29,68 % à la suite du référendum britannique. L'indice général (Athex) cédait 13,42 %, à 534,78 points, à la fin de la séance à 16 h 20 (heure de Paris), et celui des banques perdait 29,68 %. Dès son ouverture, à 9 h 55 (heure de Paris), l'indice général chutait 13,99 %, à 531,28 points. Pendant la journée, il a creusé ses pertes à plus de 15 % avant de les limiter à la clôture.

Les principales victimes de cet effondrement sont les quatre grandes banques du pays, déjà fragiles en raison de la récession et des créances douteuses. Alfa a cédé 29,66 % ; la Banque nationale de Grèce, 29,45 % ; la Banque du Pirée, 29,6 % ; et Eurobank, 30 %. Wall Street baisse mais évite la panique

Wall Street n'a pas été épargnée par les turbulences, vendredi. Alors que la baisse s'était accélérée, vendredi à la mi-séance, le Dow Jones a finalement clôturé à -3,39 %.

Le recul, qui a frappé quasiment tous les secteurs, a entraîné la Bourse de New York dans sa deuxième semaine de baisse d'affilée. L'indice Dow Jones et le S&P accusent un repli hebdomadaire de 1,6 %, et le Nasdaq de 1,9 %. En effet, ce dernier, à dominante technologique, a lui perdu 4,12 points vendredi soir, par rapport à son niveau d'ouverture.

Le vote britannique « fait planer un énorme nuage d'incertitudes », explique Peter Cardillo, chez First Standard Financial. Selon lui, « la baisse n'est pas près de s'arrêter, car personne ne sait ce qui va se passer », ce qui conduit les investisseurs à chercher des valeurs refuges. LeMonde.fr 24.06

La Fed et la BCE viennent de les rassurer, ouf !

Commentaires d'internautes.

1- Que l'on ne vienne pas nous dire que ce n'est pas la spéculation qui motive les grands acteurs économiques. Pas la production, pas le travail, pas les richesses matérielles. Juste des lignes comptables. Que la City aille au diable.

2- Et le palais Brongniart ? Qu'il aille au diable aussi ?

C'est tout ce qu'on retiendra.

- Brexit : un terrible désaveu pour l'Europe - Francetv info

Populisme. Annnonce sans lendemain.

- L'Union européenne est morte - Pierre Levy - legrandsoir.info 24.06

85%. Sont-ils sûrs à l'Agence Française de propagande qu'elle soit si "nette" ?

- Présidentielle: une nette majorité contre une candidature de Hollande - AFP

Une nette majorité de Français (85%), mais aussi des seuls sympathisants de gauche (68%), ne souhaite pas que François Hollande soit candidat à l'élection présidentielle en 2017, selon un sondage Odoxa diffusé vendredi. AFP 24.06

Les "fruits" de la colère qui gronde...

- Le chômage repart à la hausse en mai (+0,3%) - Libération.fr

La hausse est plus prononcée encore lorsque l'on prend en compte les chômeurs en activité réduite: le nombre total de demandeurs d'emploi en A, B et C progresse ainsi de 31 300 (+0,6%), pour un nombre total d'inscrits de 5,43 millions (5,72 millions avec les Dom).

«Les divers événements du mois de mai ont pu impacter l'activité», explique le ministère, en allusion aux grèves et aux blocages liés au mouvement contre la loi travail.

«Mais les perspectives de croissance et de créations d'emploi pour 2016 sont positives», veut rassurer Myriam El Khomri. Et de vanter, à nouveau, les mesures du gouvernement, qui «portent leurs fruits»: l'aide Embauche PME, qui «concerne déjà 440 000 bénéficiaires», l'apprentissage qui «a augmenté de 5 % sur la dernière année», et le plan «500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi [qui] se déploie sur tout le territoire». (Qui ne sont pas comptés comme chômeurs. - LVOG)

Autre ombre au tableau: le chômage des jeunes repart lui aussi à la hausse, avec +4 400 inscrits en mai, en progression de +0,9 % par rapport à avril. Même si, là encore, la rue de Grenelle relève une «tendance [qui] demeure favorable», avec -9 500 inscrits sur les trois derniers mois et -41 700 depuis un an. Nouvelle embellie, en revanche, pour les seniors, dont le nombre de chômeurs recule pour le troisième mois consécutif (-900 inscrits, soit -0,1 %). (Ils doivent être morts ! - LVOG) Libération.fr 24.06

La revanche des féodaux

La région Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées devient Occitanie - Reuters 24.06

Big Brother ne désarme pas.

- Venezuela: l'opposition dit avoir validé assez de signatures pour un référendum anti-Maduro - AFP

L'opposition vénézuélienne a annoncé vendredi avoir obtenu la validation des signatures nécessaires pour demander la convocation d'un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro. AFP 24.06

Soyez Charlie avec Erdogan !

- Turquie : comparer Erdogan à Gollum = un an de prison avec sursis - Atlantico.fr

L'homme ayant comparé le président turc au personnage du "Seigneur des Anneaux" sur Facebook en 2014 écope d'une peine de prison, rapportent les media turcs le 23 juin. Atlantico.fr 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2016

CAUSERIE

Brexit. Pour les uns ce serait un accident malheureux, pour les autres une heureuse nouvelle. En réalité, il semblerait que ce ne soit ni l'un ni l'autre.

Souvenez-vous que dans une précédente causerie j'avais affirmé que Cameron avait pris le risque d'organiser ce référendum en sachant pertinemment que le Brexit risquait de l'emporter et qu'il le souhaitait. Je ne pense pas qu'un seul dirigeant vous ait tenu ce discours. N'hésitez pas à réagir à cet article.

Lobotomie générale. Quelle misérable et grandiose mascarade ou imposture !

Le Brexit serait une abomination pour les représentants du capitalisme, alors qu'ils pouvaient très facilement passer outre ou le contourner sans prendre le moindre risque politique, tout d'abord parce que ce référendum n'avait pas une valeur coercitive sur le plan constitutionnel, ensuite rien ne les empêchait d'organiser un second référendum (comme en Irlande), et pour finir ils pouvaient s'en remettre au Parlement qui aurait rejeté le Brexit (comme en France) et le tour était joué.

Au lieu de cela, ils se précipitent, il y aurait urgence à organiser la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, ils ont même déjà nommé un "*médiateur*" pour la préparer, avec évidemment l'accord des Américains, qui par la voix d'Obama a confié hier à Cameron qu'il était confiant dans une sortie "*sans heurts*" de l'UE (AFP 25.06), alors de là à penser qu'ils la souhaitaient il n'y a qu'un pas, sans qu'on sache précisément à ce stade à quelle fin. On a tout de même une petite idée : faire en sorte que la Grande-Bretagne ne soit pas tenue par le traité transatlantique de libre-échange EU-UE, qu'elle ne soit pas concernée non plus par l'offensive américaine en cours contre les banques européennes qui devrait se poursuivre ou s'amplifier, libérer la City qui bénéficie déjà d'un régime privilégié de la menace du carcan de la BCE...

Et puis il faut avoir en mémoire que la Banque d'Angletterre a servi de modèle à la fondation de la Fed en 1913, et que c'est la Grande-Bretagne qui a en grande partie peuplé et développé les Etats-Unis au détriment des autres Européens qui en ont été chassés. C'est aussi en Grande-Bretagne que le néolibéralisme a été implanté en premier en Europe, puis poussé le plus loin, alors que l'UE peine à l'imposer dans les 27 autres pays qui la constituent. Ce sont également les pays de l'UE et limitrophes qui sont en première ligne dans la confrontation avec la Russie orchestrée par les Américains et les Britanniques avec le risque de guerre que cela implique, tandis que la Grande-Bretagne pourrait être relativement épargnée du fait de son isolement géographique.

Bref, quelle que soit la politique que mèneront les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à brève échéance, il est clair que ce sont les Européens qui en feront les frais pour les soumettre à leur diktat ou les contraindre à accepter leur hégémonie.

Il faut également inscrire le Brexit dans la perspective de l'élection d'H. Clinton, qui incarne le camp des démocrates et des républicains les plus extrémistes ou favorables au bombardement de la Syrie, à une guerre avec la Russie et l'Iran notamment, bref à mettre le monde et en premier lieu l'Europe à feu et à sang.

L'ensemble de cette politique est dictée par la crise du capitalisme et le refus des peuples d'en supporter plus longtemps les conséquences.

Il leur faut orchestrer des événements qui soient susceptibles de leur permettre de franchir une nouvelle étape dans la mise en oeuvre de leur plan ou pouvoir l'imposer à tous les peuples par n'importe quel moyen, en instrumentalisant leurs réactions pour les orienter dans une direction qui soit favorable au renforcement de leur puissance financière et de leur pouvoir politique.

Pour que leur liberté d'action ne connaisse pas d'entrave, ils ont minutieusement semé la confusion et le chaos dans les principaux pays de l'UE, tout en s'octroyant la soumission de tous les partis institutionnels de droite ou de la pseudo-gauche, de sorte que quelle que soit la réaction des peuples ils savent qu'en l'état actuel ils ne pourront pas s'opposer à leur pouvoir ou à leur politique.

Cela dit, les tensions entre les classes qui en découlent, parce que la classe des exploités résiste malgré tout, fragilise les acteurs et les institutions qui sont chargés d'appliquer leur politique néolibérale impériale, et la plus grande menace qui pèse sur eux serait que les peuples en profitent pour renouer avec l'espoir qu'il serait possible de mettre en oeuvre une autre politique ou cherchent et trouvent une issue politique à la crise du capitalisme, donc qu'ils manifestent la volonté de changer la société en renouant à terme avec le socialisme.

On nous rétorquera qu'on n'en est pas encore rendu là ou qu'on extrapole, pour un peu on prendrait nos désirs pour la réalité. Certes, nous avons bien conscience que nous n'en sommes pas encore rendu là, mais l'oligarchie ne se contente pas de penser à court terme, elle suit une stratégie qui a été élaborée de longue date pour atteindre un objectif politique final ou à long terme, et c'est bien dans cette perspective que s'inscrit l'ensemble de sa politique...

Aussi, non seulement nous aurions tort de ne pas nous y attarder pour en comprendre les ressorts, et de ne pas l'imiter en ne situant pas notre action dans une perspective ou un objectif opposés, à savoir le renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir politique par les masses exploitées afin d'éradiquer le capitalisme de la surface de la planète.

Si maintenant on continue de se raconter des histoires ou on s'avère incapable, pire, on refuse de démasquer leurs impostures, en fait, si on se fie à leur interprétation de la situation, du Brexit ou de tout événement qui survient et on les reproduit, il est vrai qu'on n'a aucune chance de nous en sortir ou de les vaincre.

Les passages entre guillemets proviennent de différents articles de sources diverses, agences de presse, médias institutionnels ou ceux dits alternatifs.

C'est à croire que le Brexit était programmé.

- "*le Brexit aurait pu être évité si les dirigeants européens avaient agi autrement. David Cameron avait adressé un certain nombre de demandes, plutôt modestes, à ses collègues européens.*"

Cameron a pris l'initiative de ce référendum sachant et souhaitant que le Brexit l'emporte, ce qui était parfaitement prévisible de longue date. Je l'ai écrit il y a quelques semaines dans une causerie en précisant qu'il était impensable, impossible que ce soit Cameron qui ait pris cette décision, elle avait forcément été dictée par le sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne dont Cameron était Premier ministre et le porte-parole.

Cameron aurait joué à la roulette russe ou il se serait fié à la boule de cristal des instituts de sondages.

- " *Il convient, en réalité, de comprendre comment l'Union européenne a pu être rejetée par le pays qui, sans doute, était déjà le moins intégré en son sein.*"

Au contraire, elle a parfaitement fonctionné.

- "*Cette démarche a finalement joué contre elle-même.*"

Niaiseries.

On nous dit que ce sont les masses ignorantes qui ont voté pour le Brexit, et en même temps on leur prête un niveau de conscience politique qu'elles n'ont pas.

- "*Ils ont vu, sur le continent, les pressions sur le parlement chypriote, le refus du choix des Grecs en 2015, le déni des référendums français et néerlandais de 2005, le renversement par l'UE des gouvernements italien et grec en 2011…*"

Ben voyons ! Comme si les travailleurs britanniques avaient cela à l'esprit, quelle sornette!

Il faudrait davantage rechercher l'explication du vote ouvrier de ce côté-là.

- "*La politique économique de l'UE a été si peu éloignée de celle que mènent les Conservateurs britanniques depuis six ans dans la destruction des services publics, la libéralisation des marchés du travail, la réduction du droit des travailleurs, que l'argument d'un « socle » protecteur lié à l'UE n'a pas convaincu*."

… ou encore

- "*Une campagne nauséabonde où le discours dominant de responsables conservateurs et du parti xénophobe UKIP a dominé le camp du « leave ».*"

- "*Mais le problème est que justement, en Grande Bretagne, ce n'est pas le rejet de l'austérité et des politiques patronales qui a majoritairement orienté ce vote...*" (NPA)

N'avaient cru dans l'irréversabilité de l'appartenance à l'UE que ceux qui voulaient bien le croire ou des crétins d'intellectuels.

- "*Cette décision fait clairement changer de nature l'Union européenne. Jusqu'ici, l'UE était conçue comme un processus irréversible.*"

La Grande-Bretagne n'existait déjà plus, elle s'était dissoute avant l'heure dans le mondialisme

- "*La fuite en avant pratiquée par des gouvernements successifs (...) vers une immigration illimitée, a radicalement changé la société britannique. Londres n'est plus une ville anglaise depuis longtemps car, selon les chiffres officiels du dernier recensement, les Britanniques blancs y sont minoritaires. Avec son économie performante et son marché du travail souple, le Royaume-Uni aspire des immigrants du monde entier. Mais l'arrivée depuis 2004 de plus de 2 millions de Polonais et d'autres Européens de l'Est a été non pas la goutte qui a fait débordé le vase, mais une vague qui risquait de noyer le peuple britannique.* "

L'analyse qui fera le plus illusion, la plus trompeuse de toute.

- "*Certes, une partie de la bourgeoisie anglaise a soutenu le choix de sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne. Il n'en reste pas moins que le clivage est saisissant : d'un côté, les élites institutionnelles et politiques (et syndicales, à quelques louables exceptions près), la City, les banques, les patrons des grandes entreprises (1300 d'entre eux avaient lancé un ultime appel deux jours avant le scrutin) – et les milieux urbains huppés ; de l'autre, les quartiers populaires, les villes ouvrières et les banlieues délaissées, les régions entières désindustrialisées et à l'abandon*."

Pourquoi se livrer à une nouvelle forfaiture puisqu'ils ont obtenu le résultat qu'ils recherchaient ou dont ils avaient besoin.

- "*Certes, cette volonté de récupérer sa liberté politique collective – le terme juridique est « souveraineté », un concept souvent caricaturé, alors qu'il s'agit du cadre même de la démocratie réelle – relève plus souvent de l'aspiration collective que d'une motivation explicite de chaque citoyen. Reste que les électeurs britanniques n'ont sans doute pas oublié comment fut bafoué le Non français au TCE, de même que la manière humiliante dont furent traités les Irlandais lorsqu'on leur demanda – par deux fois – de recommencer leur vote parce qu'ils n'avaient pas donné la bonne réponse du premier coup…*

Une telle forfaiture ne sera pas possible avec les Anglais. Ceux-ci viennent de délivrer un message simple : on peut s'en aller. "

Beatles : You say yes, I say no, you say no, I say yes... You say goodbye, I say hello, hello, hello...

Il y aurait urgence

- L'UE veut aller vite "*pour ne pas donner une nouvelle fois l'image d'une Europe paralysée, impuissante, et ensuite pour que d'autres pays, sous la pression de leur opinion publique, ne s'engouffrent pas dans cette tentation du référendum*" commente Etienne Leenhardt sur le plateau du 20 Heures. Francetv info 26.06

Jean-Christophe Cambadélis a assuré que la Grande-Bretagne n'était plus en position de "*fixer l'agenda de l'Europe*" manifestement pressé de voir Londres quitter le giron de l'Union européenne.

L'UDI, Jean-Christophe Lagarde, a lui aussi plaidé pour une sortie du Royaume-Uni "*la plus rapide possible*".

M. Ayrault avait ironisé à Berlin au sujet des propositions de ses adversaires politiques: "Il y en a qui, parce qu'ils sont dans le désarroi, ne savent pas quoi proposer. Ils disent "*traité, traité*", d'autres disent "*constituante*", "*référendum*"". "*C'est plutôt des messages d'impuissance. Il faut proposer des choses concrètes, acceptables par les 27*", avait-il préconisé.

- "*...samedi matin le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à une sortie "en bon ordre" de la Grande-Bretagne de l'UE.*"

Bref, il l'a déjà acté, comme Obama et tous les chefs d'Etat des pays occidentaux. Quel empressement... à s'aligner sur Washington !

Un bienfait ou un renforcement du pouvoir de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Le genre de conneries qu'on peut lire depuis hier :

- "*Ce sera donc un Brexit. Déjouant la plupart des instituts de sondages et autres bookmakers auxquels les marchés financiers ont cru aveuglément.*"

Vraiment ? La preuve du contraire.

- "*Le dollar américain est en train de gagner face à toutes les monnaies*

Pertes mais limitées à 2,54% sur le Dow Jones à la mi-journée et de 2.63% sur le S&P 500…

...la livre est en train de perdre près de 8.58% par rapport au dollar. Mais est-ce une mauvaise chose?

Force est de constater qu'en quelques heures, la Banque d'Angleterre a atteint à zéro frais les objectifs recherchés par la BNS (Banque nationale suisse) qui ont coûté des centaines de milliards…

Avec -4,37% les pertes sur le FTSE sont nettement plus limitées… Les prévisionnistes mainstream annonçaient l'apocalypse pour la Grande Bretagne."

Les faits leur donnent tort.

Et puis au casino, il y a des perdants et des gagnants, une réflexion élémentaire qui échappe à la plupart des commentateurs épris de sensationnel ou plus prompts à manipuler les masses à partir des émotions que déclenche un événement.

Il ne faut pas oublier non plus que les traders des banques ont misé à la fois sur le maintien et la sortie de l'UE, donc peu

importait pour eux le résultat de ce référendum, dans tous les cas de figure ils s'y retrouveraient.

Par contre, ils peuvent sciemment faire perdre des sommes importantes ou colossales à leurs clients et en faire gagner aux oligarques, sachant que le Brexit avait toutes les chances de l'emporter et sans tenir compte des sondages, qui pour le coup étaient destinés à semer la confusion dans les esprits de la population.

Qu'ont-ils en tête ?

Situation qui peut préfigurer un scénario catastrophe entièrement orchestré, à la manière de chaque dépression ou précédant chaque guerre présentée comme une épouvantable fatalité, un pur hasard, un accident imprévisible, l'avenir ne tardera pas à le dire.

- "*Nous pouvons dire aujourd'hui, que la zone euro pourrait risquer la faillite. Une faillite systémique grandeur nature qui relèguerait les crises de 2008 ou de 2011 à des épiphénomènes…*"

C'est ce qu'il faut faire croire au peuple ignorant pour les manipuler.

- "*Souvent dans l'histoire, les grands tournants ont lieu par accident*."

Par accident, vraiment ? Ce qui ne risque pas d'être un "*accident*", c'est leur manière d'interpréter l'histoire, surtout celle de la lutte des classes.

Comme par exemple l'ascension ou l'accession d'Hitler au pouvoir et le financement de son régime pendant la guerre par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, un accident fortuit sans doute... Il a été révélé que les banquiers occidentaux et américains avaient financé les deux camps en présence pendant la Seconde Guerre mondiale pour tirer profit des deux côtés à la fois, les malheureux n'avaient plus toute leur tête et ce fut un malencontreux accident, ben voyons, l'histoire en est pleine, de la première à la dernière page des manuels scolaires.

Les opportunistes et charlatans en tous genre se lâchent.

- «*L'effondrement de l'Union européenne est désormais inévitable*»

- "*L'Union européenne est morte*"

- "*Le Brexit : une défaite de l'UE telle qu'elle est*"

- "*Le Brexit mènera a l'effondrement de l'Union européenne, comme la chute du mur de Berlin a mené à l'effondrement du Pacte de Varsovie...*"

- "*Le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE est un événement d'une portée historique majeure...*"

Tout cela pour quoi ? Hors ou dans l'UE, cela change quoi, cela résoud quoi ? Absolument rien.

- "*... et demain, le dirigeant conservateur qui succédera à Cameron sera tout autant réactionnaire et austéritaire que son prédécesseur (...) ce qui est à l'ordre du jour, c'est une réelle unité des exploitéEs et des oppriméEs contre les politiques capitaliste d'austérité, hors ou dans l'UE.*" (NPA)

Nous voilà bien avancés, effectivement "*hors ou dans l'UE*" cela ne change rien ou les exploités sont logés exactement à la même enseigne, aussi le combat politique devrait se réduire à quémander un morceau de beurre pour agrémenter notre plat de lentilles, politique contre-révolutionnaire, antisocialiste qui a pourri le mouvement ouvrier et son avant-garde.

Non tous les peuples exploités et opprimés d'Europe doivent lutter pour l'amélioration de leur sort ou la défense de leurs droits sociaux en inscrivant leur combat politique dans la perspective du renversement des institutions nationales et de la rupture avec le capitalisme dans chaque pays pour établir une République sociale, une Fédération des Républiques sociales d'Europe.

Haut de page

Le 27 juin 2016

CAUSERIE

J'ai décidé de m'associer à l'appel initié par le POID et 1000 signataires "*Pour la rupture avec l'Union européenne et la Ve République*", le lien figure ci-dessous pour le télécharger. Je voulais le mettre en ligne depuis plusieurs jours et je n'en avais pas trouvé le temps ou j'avais oublié. Je vais le signer, s'ils acceptent ma signature.

J'en profite pour signaler aux dirigeants du POID qu'il y a comme une anomalie dans la page que consacre Wikipédia à leur parti, dans les liens externes figure un lien en direction du portail que j'anime.

Il doit s'agir d'une méprise ou d'une mauvaise plaisanterie commise par une personne mal intentionnée à leur égard, car je n'ose pas imaginer un seul instant qu'ils en soient à l'origine, sauf erreur de ma part, en tout cas je n'y suis pour rien. Et pour cause, si j'avais voulu faire une telle plaisanterie à quelqu'un, c'est dans la page du POI que j'aurais inséré ce lien !

- APPEL : "POUR LA RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE ET LA Ve RÉPUBLIQUE"

Brexit. La stratégie du chaos ou du consentement.

Ce référendum était une farce institutionnelle qui jusqu'à présent à relativement bien fonctionnée, puisque le Brexit a pour résultat de rajouter du chaos à celui déjà régnant en Europe et au-delà.

Des petits malins expliquent que la Grande-Bretagne n'était jamais réellement entrée dans l'UE, tandis que d'autres estiment qu'elle n'en sortira jamais vraiment. Et de fait, sans prendre de risques les deux ont en partie raison, puique la Grande-Bretagne bénéficiait (déjà) d'un statut d'exception au sein de l'UE, et les économies des pays de l'UE ne pourront pas se passer de l'une des plus importantes places financières de la planète, ainsi que d'un allié militaire aussi précieux que belliqueux en tant que relais de la politique impériale des Etats-Unis engagés sur tous les champs de bataille, pas forcément officiellement il faut préciser.

Le Brexit, s'il devait être le produit de la lutte des classes, force est constater qu'il n'intervient pas à l'initiative du prolétariat britannique.

Ainsi avons-nous essayer d'éviter les rumeurs et les états d'âme qui ont le don de rendre la situation encore plus confuse.

Il a été révélé hier que la pétition qui aurait déjà recueilli plus de 3 millions de signatures pour exiger un nouveau référendum était en réalité une escroquerie. Parmi les signataires 39.000 disent vivre au Vatican, alors que la cité Etat ne compte que 800 habitants. De même, plus de 23.700 signataires viennent prétendument de Corée du Nord. Or, ce pays ne dispose d'aucun accès à Internet - et les Nord-Coréens ont certainement d'autres préoccupations que le Brexit. (Source : Atlantico.fr 26.06)

Que la Grande-Bretagne sorte de l'UE au bout d'un processus qui prendra des années nous dit-on après avoir scellé avec l'UE ou confirmé des rapports qui existaient déjà ou qu'elle y reste ne changerait rien, sinon qu'elle ne serait pas tenu de supporter les conséquences de la politique de l'UE que seuls les Etats la composant subiraient, on ne voit pas trop en quoi cela nous concernerait.

Quant à l'instrumentalisation du Brexit par l'extrême droite dans d'autres pays de l'UE, c'est du domaine du populisme de la gauche avariée, car dans aucun pays l'extrême droite n'est en mesure de développer une politique indépendante de l'oligarchie et jamais elle ne parviendra au pouvoir, sauf évidemment si l'oligarchie décidait de recourir à ses services comme ce fut le cas en Ukraine par exemple. Reste que pour sortir de l'UE en respectant les clauses de l'article 50 du traité de Lisbonne, les conditions sont si draconiennes que cela semble quasiment impossible. Outre que la Grande-Bretagne et l'UE devraient réexaminer et négocier 80.000 pages de lois qui les lient, l'accord doit être approuvé par les pays membres, le Parlement européen et le Parlement britannique. Chacun des 27 pays peut faire jouer son veto (...), note le Guardian. (source Slate.fr 24.06) Et certains dirigeants européens disent que cela pourrait encore prendre cinq ans. (id)

On n'épiloguera pas sur la crise qui secoue le parti conservateur et le Labour. Y trouveront un intérêt les adeptes des jeux institutionnels stériles qui se prosternent devant le régime et ses institutions et qui ont du temps à perdre.

- La livre plonge, le moral des expats coule à pic - LeParisien.fr

- Erasmus dans le brouillard anglais - LeParisien.fr

- Brexit : les viticulteurs français s'inquiètent - Francetv info

L'autre scénario ou il est urgent de ne pas précipiter les choses.

- Pour consommer la rupture entre le Royaume-Uni et l'UE, le Premier ministre britannique doit notifier la demande de son pays au président du Conseil européen, Donald Tusk. Or David Cameron a laissé entendre que cette procédure devait être entreprise en octobre par son successeur, qui sera issu du camp du Brexit. Il ne devrait pas le faire dès le sommet de mardi. Sur la même ligne, Angela Merkel appelle carrément au « calme ». Son bras droit Peter Altmaier a eu cette drôle de phrase : « La classe politique londonienne devrait pouvoir réfléchir une nouvelle fois aux conséquences d'un retrait. »

Pour l'Allemagne, la situation est suffisamment grave. Un ultimatum n'apporte rien. “Il ne faut pas tirer des conclusions hâtives et définitives de ce référendum britannique”, a de son côté lancé Angela Merkel. L'intérêt pour Berlin est de préserver la Grande-Bretagne, son grand allié libéral en Europe et l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Francetv info 26.06

- Brexit: Et si Londres ne déclenchait jamais sa sortie de l'UE? 20minutes.fr

Un diplomate européen «n'exclut pas» que la Grande-Bretagne ne déclenche pas l'article 50 qui engagerait son retrait... 20minutes.fr 26.06

- Retarder le « Brexit » : l’habile manœuvre de David Cameron ? - lemonde.fr

Pendant la campagne, le premier ministre britannique avait affirmé à plusieurs reprises que l’article 50 des traités, qui déclenche la procédure de sortie de l’Union européenne, devait être utilisé immédiatement en cas de victoire du « Leave ».

Cet article permet à un pays membre de l’Union européenne de lancer un processus de retrait. Bruxelles ne peut pas imposer son rythme : l’« activation » de l’article 50 ne peut être faite qu’à l’initiative du pays membre. Une période de négociation avec l’UE d’un accord fixant les modalités concrètes de cette sortie est censée s’ouvrir dans la foulée. Ces négociations, qui pourraient prendre des années, seront complexes et périlleuses. Sans parler de celles qui seront nécessaires, dans un second temps, pour construire de nouvelles relations – juridiques, commerciales, réglementaires... – entre le Royaume-Uni et l’UE.

Le camp du « Leave » a peut-être gagné le référendum, écrit ainsi le Guardian, « mais ils ne peuvent utiliser le mandat qui leur a été confié, car s’ils le font, ils condamneront à dessein le Royaume-Uni à la récession, la rupture et des années douloureuses ». Celui qui obtiendra la tête du parti conservateur, à l’issue de sa convention d’octobre, et donc les clés du 10 Downing Street après le départ de David Cameron, devra gérer une situation intenable, entre des leaders européens qui pressent le Royaume-Uni vers une sortie rapide et une voie de sortie plus que chaotique et donc coûteuse politiquement. lemonde.fr 26.06

Et ceux qui s'en tiennent aux résultats du référendum du 23 juin.

- La Banque des règlements internationaux (BRI) entérine le Brexit.

La BRI est l'organe international de coordination des grandes banques centrales, c'est pour ainsi dire la banque centrale des banques centrales contrôlée par le sommet de l'oligarchie financière mondiale, autrement dit ses souhaits sont des ordres.

"Il est probable qu'une période d'incertitude et d'ajustement nous attend. Le Royaume-Uni est étroitement intégré à l'économie mondiale, et il héberge l'une des premières places financières au monde. Une bonne coopération à l'échelle mondiale permettra, j'en suis sûr, de limiter les incertitudes et de procéder aux nécessaires ajustements aussi bien que possible" a dit son directeur général, Jaime Caruana. Reuters 26.06

- Brexit: le Royaume-Uni en pleine tourmente, l'UE s'impatiente - AFP

A l'extérieur, l'Union européenne, encore sous le choc, commence à s'impatienter et voudrait que la procédure de divorce s'engage rapidement, mais Londres compte prendre son temps.

Martin Schulz, le président du Parlement européen, a exhorté dimanche M. Cameron à entamer la procédure de sortie de l'UE dès mardi à Bruxelles, où démarre un sommet des chefs d'Etat et de gouvernements européen de deux jours, une source officielle européenne a déclaré que ce ne serait pas le cas.

"Nous nous attendons à ce que Cameron présente les résultats du référendum", mais "nous ne nous attendons pas, à ce stade, à ce que Cameron déclenche l'article 50", la clause du traité de Lisbonne qui enclenchera la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a déclaré cette source.

Samedi, les ministres des Affaires étrangères des six pays fondateurs de l'UE avaient pressé Londres de démarrer le processus de sortie "dès que possible".

Et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a exprimé l'impatience de Bruxelles. "Je ne comprends

pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement", a-t-il dit.

C'est dans ce contexte délicat que le secrétaire d'Etat américain John Kerry se rend lundi à Londres. M. Kerry a déclaré dimanche que les Etats-Unis auraient souhaité voir le Royaume-Uni "prendre une autre direction". AFP 26.06

- Le Brexit est irréversible, déclare François Hollande - Reuters

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, impensable jusqu'au référendum britannique jeudi dernier, est "devenu irréversible", a déclaré dimanche François Hollande lors d'un déplacement dans la Nièvre.

"Ce qui était impensable il y a quelques années est devenu irréversible par le vote d'une majorité du peuple britannique", a ajouté François Hollande, qui recevra lundi le président du Conseil européen, Donald Tusk, avant d'aller à Berlin.

La France souhaite officiellement que la procédure de sortie de l'Union européenne soit engagée sans tarder, alors que l'Allemagne paraît plutôt soucieuse de ne pas précipiter les choses. Les deux pays doivent également s'accorder sur l'étape suivante pour l'Union européenne. Reuters 26.06

- UE: grandes manoeuvres diplomatiques pour accélérer le divorce du Royaume-Uni - AFP "Nous ne nous attendons pas, à ce stade, à ce que Cameron déclenche (lors du sommet) l'article 50" du traité de Lisbonne, qui doit engager officiellement la sortie du Royaume-Uni de l'UE, a affirmé dimanche un officiel européen, sous couvert d'anonymat.

- Un procédure de divorce que les dirigeants européens veulent pourtant acter "au plus vite".

"Nous disons ici, ensemble, que ce processus doit commencer aussi vite que possible pour qu'on ne se retrouve pas embourbé", a plaidé samedi à Berlin le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, entouré de ses homologues des pays fondateurs de l'UE (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas).

Au Berlaymont, le siège de la Commission européenne, l'heure n'est pas non plus aux atermoiements.

"Ce n'est pas un divorce à l'amiable", a tranché le président de la Commission Jean-Claude Juncker. "Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement".

Du côté du Parlement européen, qui se réunira mardi en session extraordinaire, on presse aussi David Cameron de "tenir ses promesses dès maintenant" et de notifier la "clause de retrait" (l'article 50).

Pour le président du Parlement, Martin Schulz, le sommet de mardi à Bruxelles serait "le bon moment".

D'outre-Atlantique, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est invité dans la "polycrise" européenne, selon l'expression de M. Juncker.

Bouleversant son agenda, M. Kerry se rend lundi à Bruxelles pour des entretiens avec la chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini, avant de s'envoler pour Londres.

En visite dimanche à Rome, il a reconnu que les Etats-Unis auraient préféré que les Britanniques prennent une "autre direction". Washington redoute particulièrement l'impact du Brexit sur la croissance mondiale et des secousses sur les marchés financiers.

Le président Barack Obama avait éloquemment plaidé en faveur du maintien de Londres dans l'UE. Mais il a promis que rien n'avait changé dans "la relation spéciale entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni". AFP 26.06

On n'attachera pas d'importance aux regrets exprimés par Kerry qui ne servent qu'à réconforter ses vassaux européens, après que la veille Obama ait acté les résultats de ce référendum en se disant confiant dans une sortie "sans heurts" de l'UE (AFP 24.06).

La palme de l'intox.

- Le Brexit, une punition que la démocratie s'inflige à elle-même - Slate.fr

Le vote des Britanniques nous oblige à interroger et à critiquer son fonctionnement actuel afin qu'offre et demande politique

se rencontrent véritablement. Le Brexit est la punition que la démocratie vient de s'infliger à elle-même. Slate.fr 26.06

Et dans la poubelle des idéologues du néolibéralisme

- BHL. Etrange défaite à Londres - Le Monde

Le réveil est cruel.

Commentaire d'un lecteur du portail Le Grand Soir :

- "J'ai personnellement voté PS à de nombreuses élections pensant être un électeur de gauche parce que c'était l'option la plus à gauche qui restait disponible.

Je découvre grâce à Hollande et Valls, qu'en fait, j'étais un électeur de droite.

Le seul mérite de Hollande et Valls, c'est permettre de découvrir l'électeur de droite qui sommeillait dans chaque électeur du PS."

Pas sûr du tout qu'ils vont vraiment en prendre conscience.

Cela dit, ils savaient à quoi s'en tenir depuis des lustres avec le PS.

Et la réponse d'un internaute :

- "...je suis étonné qu'on puisse être étonné que ce gouvernement ne soit pas de gauche, car personne ne se faisait d'illusion sur la position droitière de celui-ci et du parti se disant socialiste depuis (très) longtemps.

Hollande a été élu en 2012 pour faire partir Sarkozy et sa clique, mais l'accentuation des mesures néolibérales ne faisait pas de doute, son appartenance à la droite non plus."

Mais le problème, c'est que jusqu'à présent personne n'osait le dire à haute voix, et rien ne dit que ceux qui osent l'affirmer en tireront les enseignements politiques qui s'imposent, la nécessité de rompre avec le PS et ses satellites, ainsi que les dirigeants syndicaux liés au PS.

Un autre internaute en rajoute :

- "Pour le reste, y a longtemps que le PS n'est plus de gauche - donc, arrêtons de le nommer comme tel et ça éclairera déjà quelque peu le débat - et fait le lit des fachos... mais là, pour ceux qui ont un peu de mémoire, rien de nouveau...!"

Bref, pour un peu tout le monde savait que le PS était un parti fondamentalement réactionnaire mais personne n'en a tenu compte, alors pourquoi voudriez-vous que cela change ? Comment peut-on imaginer un instant, que ceux qui ont marché dans cette combine pourrie pendant de longues décennies ou ont fait preuve d'une malhonnêteté intellectuelle sans fond parce qu'ils y trouvaient leurs intérêts, pourraient changer et être dignes de notre confiance ? Les discours et la sémantique sont une chose, les actes en sont une autre et eux seuls nous importent.

Un troisième enfonce le clou en citant Marx :

"Seule la défaite convainquit le prolétariat que la plus infime amélioration de sa situation reste une utopie au sein de la République bourgeoise"... (Pas de quoi être nostalgique de cette République ou de réclamer le retour à cette République, encore moins l'inscrire sur son logo. Mais bon, n'est pas socialiste ou communiste qui veut. - LVOG)

"... l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ce effets (...).

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable, ils doivent inscrire sur leurs drapeaux le mot d'ordre révolutionnaire : Abolition du salariat". K.Marx.

Marx était un penseur et un militant révolutionnaire, pas un vulgaire réformiste ou "conservateur", c'est peu flatteur pour nos dirigeants.

Allez dire aux opportunistes que se contenter de lutter "contre les effets et non contre les causes de ce effets" revient à s'adapter au capitalisme, que c'est tourner le dos au marxisme, au socialisme.

A force de s'abaisser toujours plus ou de renier les enseignements du marxisme, on en est arrivé au point de se convaincre soi-même qu'inscrire ce mot d'ordre sur notre drapeau était ridicule ou grotesque, tout simplement parce qu'on a cessé de croire dans le socialisme ou dans la capacité des masses exploitées à s'emparer du pouvoir politique.

Ils nous rétorqueront que nous sommes injuste, parce que ce mot d'ordre serait décalé par rapport à la situation, entre nous, il devait l'être davantage encore à l'époque de Marx, mais bon, Marx était un farfelu, un gauchiste, il n'y connaissait rien à la classe ouvrière...

En guise de partage équitable, il y en a qui en inventant l'altermondialisme ont inventé l'ouvrier alter ego du capitaliste, une illusion fatale...

Rappel. Qui a dit ?

- "Je veux un nouveau modèle social où les syndicats, au lieu d'être une force de conservation, seront une force de transformation sociale, mais où la négociation collective descendra jusque dans l'entreprise, où il sera possible, avec l'accord de tous, de déroger aux règles générales quand le carnet de commandes de l'entreprise l'exigera."

Réponse : Hollande, non Sarkozy à l'occasion du 1er mai 2012.

Ce qui est pratique avec ce régime, c'est que les technocrates qui rédigent les dossiers des présidents de la République qui se succèdent sortent des même écoles, du coup quand ils doivent déménager ils n'emportent que leurs effets personnels et laissent leurs dossiers pour leurs successeurs et ainsi de suite. Et dire qu'il y en avait qui l'ignoraient... parmi nous.

Le Grand Soir - Yann Fievet :

- "... il ne s'agira plus de seulement trahir des promesses mais de piétiner des droits et des principes auxquels la Gauche était jusqu'ici attachée."

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, des naïfs ou des ignorants. Et croire que la gauche aurait été "jusqu'ici attachée" aux droits et aux principes qui caractérisaient la nature de la gauche, c'est lui prêter des intentions qu'elle n'a jamais eu ou manifester son ignorance de ces principes ou encore qu'on ne les partageait pas.

- "M. Valls, avez-vous perdu la raison ? L'Histoire de notre pays vous présentera demain comme celui qui manqua du jugement nécessaire à l'homme d'Etat. Elle vous juge déjà."

C'est là faire un procès d'intention bien mal à propos à Valls. Car, qu'est-ce qu'un "homme d'Etat" qui fait preuve de "jugement" sous la Ve République, sinon celui qui sert les intérêts de la classe des capitalistes, ce que fait minutieusement Valls.

Le Grand Soir - Bernard Gensane :

- "Si Obama, Wall Street et la Cité de Londres n'ont pas réellement paniqué, c'est que rien n'est acquis de par ce référendum car de nombreuses stratégies ont été mises en œuvre pour contourner le vote du 23 juin. Cameron a montré l'exemple quelques heures après sa défaite en proposant un calendrier dilatoire permettant toutes sortes de manœuvres secrètes entre Bruxelles, Merkel (accessoirement Hollande) et le Royaume-Uni. Il faut à tout prix que l'oligarchie mondiale (ceux que le discours dominant appelle « les élites ») garde la main, empêche l'enrayement d'une intégration européenne au service de ses intérêts...

Encore une fois, tout référendum présente un grand risque : celui qui le propose risque d'être battu. Mais il y a pire : l'électorat peut se l'approprier, peut en discuter les tenants et les aboutissants, peut lui donner un autre sens. Bref, cet électorat peut devenir intelligent, sachant. "

Cela peut aussi signifier exactement le contraire sans qu'Obama s'en vante évidemment.

Répétons-le, cela faisait des décennies que les Britanniques manifestaient leur euroscepticisme, chacun en est témoin, et voilà que tout d'un coup Cameron aurait perdu la tête ou serait devenu amnésique, cela ne tient pas debout. Quant au Brexit, sachant que les électeurs qui ont voté en sa faveur avaient à l'esprit des facteurs aussi divers qu'opposés, personne ne pourra en tirer profit, et c'est peut-être cela le fin mot de cette histoire, les seuls qui en tireront avantage seront ceux qui ont voté contre ou plus précisément les commanditaires de ce référendum.

Commentaire d'un internaute :

- "La Grande Bretagne est la grande taupe des USA installée en Europe. Avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'entité sioniste , elle fait partie des territoires d'Outre-Mer US à telle enseigne qu'on les considère comme des étoiles non visibles à ajouter sur la bannière étoilée américaine. "

En quelque sorte...

Un regard de la gauche "ordinaire" américaine.

Encore des gens qui ont tout compris... de travers !

- Ce qui manque en Europe, ce sont des partis de gauche qui prennent au sérieux la nostalgie romantique du nationalisme - opposé à la mondialisation qui broie tout - et la fusionne avec une politique socialiste. Les sociaux-démocrates jouaient ce rôle autrefois, mais sous Blair, Schroeder et Hollande, ils ont dérivé dans la sphère de la mondialisation antinationaliste et néo-libérale.
Le nationalisme est devenu, pour eux, un vilain mot. Cela, au moment même où le nationalisme jouit d'une nouvelle popularité en devenant l'ancre des gens ordinaires perdu dans la mer du néo-libéralisme arbitraire.

L'espace qu'ils ont laissé vide sera rempli par le fascisme.

Moon of Alabama - publié par legrandsoir.info 26.06

J'ai souri en lisant ce passage, car "autrefois" les sociaux-démocrates n'étaient déjà plus socialistes, pour trouver des socialistes chez les sociaux-démocrates il aurait fallu remonter à jadis, il y a un siècle en arrière ou plus, et quand on ajoute leur plaidoirie en faveur du nationalisme, cela donne l'association nationale socialiste qui spontanément nous fait penser à l'extrême droite ou au fascisme, qui selon eux pourrait remplir le vide laisser par les sociaux-démocrates, ce qui reviendrait pour ainsi dire à admettre qu'il existerait un lien entre eux ou qu'ils se partageraient les rôles, selon une sorte de droit de succession qui serait dicté par les aléas de la crise du capitalisme.

ACTUALITÉ DU JOUR

Numéro de prestidigitation qui ne convaincra personne.

- Tafta: "il ne peut pas y avoir d'accord de traité transatlantique", assure Valls - L'Express.fr

Le Premier ministre a estimé ce dimanche que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis "ne va pas dans le bons sens". L'Express.fr 26.06

Ils sont ballots à L'Express, c'est un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne qui irait "dans le bons sens" !

Ah ces casseurs de la CGT !

- Le siège de la CGT à Montreuil «vandalisé» dans la nuit - Libération.fr

Le siège de la CGT à Montreuil a été «vandalisé» dans la nuit de vendredi à samedi par des individus cagoulés qui ont cassé plusieurs portes et vitres, a déclaré ce samedi Philippe Martinez, secrétaire général de la confédération, confirmant une information du Parisien.

Selon le Parisien, des membres de la direction de la CGT dont le secrétaire général Philippe Martinez font l'objet de menaces, et certains ont reçu des lettres anonymes accompagnées de photos de cercueils, des menaces jugées «sérieuses». Libération.fr 25.06

Le tour de passe-passe du référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

- Notre-Dame-des-Landes : pourquoi le «oui» est favori malgré le peu de sondages - LeFigaro.fr

Devinez ?

Grille de lecture.

- Ils ont fait voter 500.000 électeurs situés dans des communes éloignées du futur aéroport qui majoritairement ont voté en faveur de ce projet, tandis que les électeurs des communes directement concernés ont voté contre majoritairement (jusqu'à 73,57%).

- Notre-Dame-des-Landes : large victoire du oui à l'aéroport - Liberation.fr

- Référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes - Francetv info

La Loire-Atlantique dit "oui" à 55,17% à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : et maintenant ?

Les électeurs de Loire-Atlantique se sont nettement prononcés en faveur de la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Les électeurs de Loire-Atlantique se sont rendus aux urnes, dimanche 26 juin, pour se prononcer sur le projet très contesté d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Les 957 000 électeurs de Loire-Atlantique étaient appelés aux urnes, dimanche, pour se prononcer sur le transfert de l'aéroport.

Avec 487 518 votes exprimés, le taux de participation dans le département s'est élevé à 51,08%. Et c'est un oui massif (55,17% des voix) que les électeurs ont décidé d'adresser au projet.

Les communes qui ont le plus massivement voté en faveur du projet sont situées dans le nord-est du département. Le "oui" a, par exemple, atteint des record dans les communes de Ruffigné, de Lusanger et de Noyal-sur-Brutz avec plus de 80% des votes exprimés. A l'inverse, les communes situées aux alentours de la zone dans laquelle l'aéroport sera construit ont sans surprise voté contre le projet. C'est le cas dans la commune de Notre-Dame-des-Landes (73,57% de "non", soit le plus gros score engistré dans le département), dans la commune de Vigneux-de-Bretagne (69,42 % de "non") et dans celle de Grandchamps-des-Fontaines (66,57 %). Francetv info 26.06

Espagne. "Retour à la case départ et aux mêmes blocages."

- Espagne : Mariano Rajoy net vainqueur des élections, amère déception pour Podemos - La Tribune

Les premiers sondages s'étaient entièrement trompés : le PP de Mariano Rajoy a progressé nettement lors des élections générales espagnoles, gagnant 13 sièges de plus. Unidos Podemos ne dépasse pas les Socialistes, toujours deuxième. Mais la crise politique est loin d'être réglée.

Les sondages sortis des urnes - et ceux publiés jusqu'à ce jour de vote en Espagne - s'étaient lourdement trompés. Finalement, Unidos Podemos (UP), l'alliance de Podemos, d'Izquierda Unida, formée des Communistes et des Ecologistes, n'a pas réussi à dépasser le parti socialiste, le PSOE, qui reste la deuxième force politique du pays derrière le Parti Populaire (PP) conservateur de Mariano Rajoy. Les vrais perdant de ce scrutin seront donc les instituts de sondage qui ne se sont révélés guère plus efficaces que leurs confrères britanniques qui n'avaient pas vu la victoire du Brexit le 23 juin.

Le PP, grand vainqueur

Quant au grand vainqueur, ce sera le PP qui, sur 95 % des bulletins dépouillés, a obtenu 32,9 % des voix et 137 sièges contre 28,7 % et 123 sièges le 20 décembre. Le président du gouvernement sortant Mariano Rajoy peut s'estimer satisfait de ce résultat. Il apparaît qu'il a bénéficié, comme le PSOE, mais dans une plus grande ampleur, d'un réflexe de retour aux partis traditionnels. Réflexe certes limité, puisque le PP avait obtenu 45 % des voix et la majorité absolue en 2011, mais la progression de près de quatre points est nette et elle donne clairement à l'équipe sortante la légitimité pour tenter de former un gouvernement. Le président du gouvernement pourra prétendre avoir gagné ces élections du 26 juin et effacé en partie les lourdes pertes subies entre 2011 et 2015. Sans doute faut-il y voir un effet de crainte face à la crise politique que traverse le pays et la volonté, en conséquence, de renforcer le gouvernement sortant.

Les Socialistes en progrès.

Mais la vraie surprise de ces élections, c'est la progression des Socialistes du PSOE que l'on donnait pour moribond.

Avec 22,8 % des voix contre 22 % le 20 décembre, il perd 5 sièges à 85 sièges contre 90 voici six mois. Le secrétaire général du PSOE Pedro Sánchez a fait mentir tous les pronostics et est parvenu à conserver largement la deuxième place dans l'échiquier politique espagnol en se renforçant. Il peut désormais espérer imposer sa candidature alternative à celle de Mariano Rajoy pour la présidence du Congrès qui avait échoué le 2 mars dernier en jouant cette fois sur l'affaiblissement d'Unidos

Podemos. (Dans un autre article, il était précisé que le PSOE avait perdu 100.000 voix par rapport au scutin précédent, bref il est en "progression". Le PP en aurait gagné 500.000. - LVOG)

Défaite pour Unidos Podemos

Car la sensation de cette soirée électorale, c'est que l'alliance menée par Pablo Iglesias n'a pas convaincu l'électorat espagnol de gauche. L'addition de IU et de Podemos avait obtenu 71 sièges et 24,4 % des voix le 20 décembre. Cette fois, la coalition ne recueille que 21,2 %, soit un recul de 3,4 points, mais préserve ses 71 députés. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette défaite : l'effet « Brexit » qui a peut-être effrayé une partie de l'électorat qui a préféré se rallier aux partis « connus », l'alliance avec les « Communistes » d'IU qui a pu là aussi inquiéter une partie de l'électorat de Podemos et les projets de référendum en Catalogne qui ont peut-être provoqué un retour vers les partis « unionistes ». L'abstention, en hausse de 3,5 points à 30,3 %, a sans doute aussi joué négativement. En tout cas, toute la stratégie de Pablo Iglesias, basée sur le « sorpasso » et donc sur une alliance « proposée » au PSOE s'effondre. Podemos va devoir réfléchir à ses choix en vue de la formation de la prochaine coalition gouvernementale.

Recul pour Ciudadanos

Reste qu'il n'est pas le seul perdant de la soirée. Le parti libéral Ciudadanos a obtenu 12,9 % des voix et 32 députés, contre 13,9 % et 40 députés le 20 décembre. La défaite de son président, Albert Rivera, est claire. Ce dernier se présentait pourtant comme un politique pragmatique, seul capable, affirmait-il, s'il était renforcé, de construire autour de lui un gouvernement. Les électeurs ne l'ont pas réellement cru et l'ont même sanctionné. Il est vrai qu'il était difficile de savoir avec qui Ciudadanos, qui avait passé un pacte avec le PSOE en février, mais qui regardait également du côté du PP, voulait gouverner. En tout cas, cette défaite réduit la perspective d'un grand partie du centre après la disparition dans les années 1980 du CDS d'Adolfo Suárez, le "parti de la transition".

Mariano Rajoy renforcé

Que va-t-il se passer à présent ? Le scrutin n'offre pas de majorité claire, mais il change la donne. Mariano Rajoy en sort renforcé et il sera plus difficile de demander sa démission pour gouverner avec le PP. Mais en a-t-il les moyens ? Sa victoire n'est pas suffisante pour construire une majorité gouvernementale et, à part Ciudadanos, il ne dispose pas de partenaires possibles à part le PSOE. Mariano Rajoy va sans doute demeurer ferme sur sa volonté d'établir une « grande coalition » avec le PSOE, mais Pedro Sánchez sort également renforcé du scrutin puisqu'il a réussi à empêcher le « sorpasso » par Unidos Podemos et à maintenir ses positions. Il pourra faire taire ses opposants en interne et imposer davantage ses conditions à ses éventuels partenaires de coalition. Autrement dit, lui aussi va retenter de devenir président du gouvernement.

Les conditions d'une alliance à gauche

Le scrutin apparaît donc comme un statu quo par rapport au 20 décembre, malgré la progression du PP. L'addition des partis de centre-droit est nettement supérieure à celle de la gauche et se creuse (169 contre 157 contre 163 à 160 auparavant). Mais les deux partis de droite ne disposent guère de réserve de voix au Congrès et sans majorité absolue (fixée à 176 sièges), ils auront du mal à obtenir le feu vert du parlement. Reste alors trois solutions, comme auparavant : une « grande coalition », un pacte à trois entre Ciudadanos, le PSOE et Podemos qu'avait proposé en mars Pedro Sánchez et une alliance de gauche avec l'appui des nationalistes catalans ou basques. Les trois cas demeurent toujours aussi peu probables qu'avant le scrutin.

Changement de position sur la Catalogne chez Unidos Podemos ?

Le changement pourrait venir de la déception d'Unidos Podemos. Si Pablo Iglesias et les siens considèrent qu'ils ont payé leur position dure face au PSOE et leur engagement trop fort pour le référendum catalan, ils pourraient décider de se montrer plus ouvert face à Pedro Sánchez. Mais la difficulté sera de faire accepter leurs alliés catalans, basques et galiciens un abandon de cette idée de référendum. Ce serait renforcer en Catalogne les Indépendantistes. Un gouvernement minoritaire de droite ?

En cas de blocage persistant, le PSOE pourrait finalement accepter la victoire du PP et tolérer un gouvernement PP/Ciudadanos qu'il pourrait renverser quand il le désirera. Mais un tel gouvernement n'est pas certain de voir le jour (Ciudadanos acceptera-t-il un pacte avec le PP après une telle défaite ?) et il serait très fragile. Ces élections du 26 juin n'ont donc pas réglé la crise politique espagnole. Tout se passe comme s'il s'agissait d'un retour à la case départ et aux mêmes blocages qu'avant le scrutin.
La Tribune 26.06

Présidentielle en Islande "sans étiquette".

- Présidentielle en Islande : Gudni Johannesson revendique la victoire - AFP

L'universitaire Gudni Johannesson a revendiqué dans la nuit de samedi à dimanche la victoire à l'élection présidentielle de l'Islande, cet homme de consensus arrivant en tête après un scrutin quelque peu éclipsé par l'attente d'un match de football historique.

"Tous les suffrages n'ont pas été comptés, mais je pense que nous avons gagné", a déclaré à son QG de campagne ce candidat sans étiquette, qui fête ses 48 ans dimanche.

Il se fondait sur le dépouillement de près d'un tiers des votes, qui d'après la chaîne de télévision publique RUV le plaçait en tête avec 37,8%.

Il devançait Halla Tomasdottir, femme d'affaires et également sans étiquette, qui obtenait 29,8% des voix.

Hostile à une adhésion de l'île à l'Union européenne, M. Johannesson était aussi en phase avec l'euroscepticisme de la majorité des Islandais. La plupart n'ont pas vu d'un mauvais oeil la victoire du "Brexit" au Royaume-Uni à l'issue du référendum de jeudi.

Le divorce entre la Grande-Bretagne et l'UE "change beaucoup de choses dans le bon sens pour les Islandais", disait vendredi soir M. Johannesson. AFP 26.06

Le prix de la déchéance.

- Clinton à la Gay Pride de New York, marquée par le massacre d'Orlando - AFP

La candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton a défilé dimanche à New York pour la Gay Pride... AFP 26.06

Haut de page

Le 28 juin 2016

CAUSERIE

A ma connaissance personne à ce jour n'a émis l'hypothèse qu'ils n'avaient pas organisé un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE, mais plutôt le Brexit. (Depuis que j'ai rédigé ces lignes hier soir, j'ai découvert un article ce matin qui allait dans le même sens, peut-être que d'autres suivront.)

Hypothèse que j'ai soutenue dans une causerie il y a quelques semaines je précise.

Quand Cameron a annoncé il y a 4 ans qu'il allait soumettre cette question par référendum aux électeurs britanniques, à l'époque personne ne l'a cru, tout le monde pensait que c'était une fanfaronade électoraliste et que les élections passées il n'y penserait plus et plus personne non plus.

Sauf que voilà, les faits viennent de démontrer le contraire, ce qui au minimum mérite une explication.

Si personne n'a voulu y croire il y a 4 ans, c'est parce que tout le monde connaissait par avance le résultat probable d'un tel référendum qui se traduirait par le Brexit, on est bien d'accord, n'est-ce pas ? Et c'est bien pour cette raison que personne ne voulait y croire, le pari était trop risqué, inutile, ridicule pensait-on dans le camp du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

Il l'a brandi comme une menace, et je crois que bien peu l'ont prise au sérieux et encore moins en ont compris la réelle signification, pour ainsi dire aucun y compris à ce jour, sauf peut-être en observant la température monter dans les différentes bourses européennes, tout particulièrement celle des valeurs bancaires ou spéculatives qui plongeait brusquement.

Avant de poursuivre, il faut se souvenir que c'est la Grande-Bretagne qui en Europe a été le fer de lance du néolibéralisme avec Thatcher, que c'est elle ensuite avec Blair qui s'est alignée systématiquement et avec zèle sur la politique impériale américaine, bref, que ce soit sur les plans économique, financier, social, politique, militaire elle a toujours été le meilleur allié des Etats-Unis, et c'est encore elle qui depuis 2011 est aux avant-postes de la guerre contre la Syrie.

Tout laisse à penser que cette opération a été montée de toutes pièces comme un moyen de chantage ou de pression extrême destiné aux chefs d'Etat des pays de l'UE, pour qu'ils cessent de tergiverser ou de traîner les pieds face au diktat américain relayé par la troïka, la Banque mondiale, l'OCDE, etc. qui exigent qu'ils procèdent à des réformes structurelles du marché du travail, des organismes sociaux, de l'éducation, de la santé, etc. sans se soucier des conséquences politiques qui en découleraient et les moyens auxquels ils devraient recourir pour assurer la stabilité de leur régime, y compris par la force si nécessaire, puisque c'est leur rôle de les assumer. On pourrait ajouter que les différents attentats qui ont eu lieu en France et

en Belgique depuis l'annonce de ce référendum, devaient servir d'avertissement ou leur donner un avant-goût de ce qui les attendait s'ils n'obtempéraient pas sur le champ, car le temps presse, la Fed vient pour une énième fois de reporter la hausse de ses taux directeurs et la récession menace aux Etats-Unis.

Maintenant, si les chefs d'Etat de l'UE ne voulaient pas se plier aux exigences formulées par Washington, après ce dernier avertissement qui résonne comme un coup de semonce, ils doivent savoir que la prochaine fois ce ne sera pas une crise politique qu'ils auront à gérer, mais une guerre avec la Russie qui ravagerait l'Europe, car plus personne ne pourrait plus retenir les extrémistes démocrates et républicains qui brandissent aujourd'hui cette option.

Ce qui m'a fait pencher pour cette hypothèse, c'est l'annonce de l'irréversabilité du Brexit par Londres et Washington, et même le Vatican ! alors qu'ils auraient très bien pu l'enterrer au soulagement général de leur camp. S'ils y ont renoncé aussi rapidement et avec une telle fermeté, c'est qu'ils sont déterminés à aller jusqu'au bout de leur plan, quoi qu'il en coûte à l'Europe et à ses peuples, en fait à ceux du monde entier puisque ce sont leurs seuls ennemis.

On se demande si ces chefs d'Etat en ont réellement conscience, cela pourrait expliquer l'empressement de Hollande, mais rien n'est moins sûr, tandis que la désinvolture affichée par Merkel s'accorde assez bien avec le militarisme germanique et le réarmement en cours de l'Allemagne, pays qui vient justement d'accueillir la réunion annuelle du groupe Bilderberg.

On peut se demander également jusqu'à quel point les chefs d'Etat de l'UE sont informés des opérations programmées par l'oligarchie anglo-saxonne, ils ne le sont pas tous au même niveau de toutes évidences, et tout laisse à penser qu'ils n'en sont informés qu'au dernier moment ou lorsqu'ils sont mis devant le fait accompli, hormis les cas où leur collaboration est indispensable à leur réalisation.

Revenons sur le Brexit, car il y a encore des points à éclaircir.

En principe, selon la procédure (article 50 du traité de Lisbonne) que devrait suivre ce processus pour parvenir à son terme, il va falloir plusieurs années avant que la Grande-Bretagne ne fasse plus partie de l'UE, puisqu'apparemment ils ont décidé qu'il devrait en être ainsi, aussi, s'ils ont décidé de laisser traîner les choses en longueur ce n'est certainement pas non plus par hasard, c'est qu'ils ont forcément une idée derrière la tête, ils peuvent avoir envisagé d'exploiter cette longue période pour exercer un chantage permanent sur chacun des pays membres de l'UE, ce qui écarterait temporairement l'option militaire qui cependant demeurerait suspendue au-dessus de leur tête comme une épée de Damocles, ce qui pourrait les dissuader de s'écarter du chemin tracé par Washington ou de s'opposer au traité transatlantique de libre échange, qui constitue une véritable bombe à retardement dans les relations entre les Etats-Unis et l'UE, ce qui pourrait à lui seul expliquer le coup tordu du Brexit, faire en sorte que tous les chefs d'Etat de l'UE s'exécutent sans condition.

Autrement dit ce traité verrait le jour par la voie pacifique, et si pour une raison ou une autre ils s'avéraient en être incapables ou que cela soit impossible, l'option militaire serait activée, l'oncle Sam volant au secours de l'Europe ravagée une nouvelle fois par la guerre, avec en récompense la signature de ce traité accouché dans le sang des peuples d'Europe et de la Russie, la reconstruction étant assurée par les banquiers et les multinationales américaines dorévanant toutes puissantes ou sans concurrence (des Etats étant ruinés et croulant sous les dettes, réduits à l'impuissance, dépossédés de tout pouvoir, à l'exception de la Grande-Bretagne déjà placée sous leur tutelle), selon les critères définis par ce traité et la boucle serait bouclée, ils auraient atteint leur objectif.

Bien entendu un tel scénario n'est pas sans risque et il pourrait se retourner contre eux, encore faudrait-il que les masses laborieuses soient correctement informées de ce qui se passe ou qu'elles en prennent conscience, pour réagir et orienter leur combat dans la bonne direction, or aujourd'hui on en est loin.

Vous aurez remarqué que dans notre camp personne n'a analysé sérieusement le Brexit, on nous a plutôt gratifié de lieux communs en guise de commentaires sans aucun intérêt, déconnectés du reste de l'actualité politique internationale ou sans évoquer l'échéance de ce traité.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On va continuer de réfléchir à la situation en fonction des prochains développements.

Ce qui est intéressant aussi à observer, c'est la réaction des patrons des médias et des intellectuels dont certains figurent parmi les initiés à différents niveaux de l'oligarchie, qui parce qu'ils ne possèdent pas la totalité du scénario, sont obligés d'imaginer les séquences manquantes et de s'écarter du scénario original au point de se contredire sans s'en apercevoir, révélant que leurs analyses sont de la pure propagande et rien d'autre.

Tous les médias ont fait campagne contre le Brexit en croyant savoir pourquoi, mais rares sont ceux qui le savent vraiment, ils se comptent sur les doigts d'une main, ceux dont les patrons sont des oligarques, et encore peut-être pas tous. Ce qui fait que la plupart brodent, spéculent et se répètent sans fin tel un disque rayé en se contentant de relayer la propagande officielle en guise d'information.

Pour interpréter un événement dans un sens ou dans un autre quand on se destine de l'instrumentaliser pour berner les peuples, c'est extrêmement facile.

Il suffit de sur ou de sous-estimer sciemment les rapports qui existent entre les différents facteurs qui composent la situation, de déformer ou d'amplifier certains faits ou au contraire de les occulter jusqu'à rendre méconnaissables la réalité, pour que l'interprétation fabriquée ou falsifiée à destination des masses, qui seront vivement encouragées à l'adopter, se substitue à la réalité et soit prête à l'emploi.

C'est pour ainsi dire du sur-mesure, de sorte qu'il sera impossible de démonter cette machination sans avoir connaissance des faits réels, dont l'accès sera rendu difficile ou leurs sources discréditées, de manière à ce que l'imposture parvienne à la connaissance des peuples le plus tard possible, de préférence quand cette machination a déjà atteint son objectif ou quand elle a permis de modifier l'orientation de la situation de telle sorte que tout retour en arrière s'avère impossible ou très compliqué à réaliser. Ensuite, selon les conditions dans lesquelles cette machination sera éventée, leurs auteurs pourront toujours continuer de le nier ou au contraire se livrer à des aveux, ce qui sans rien leur coûter aura pour vertu de les exonérer de mauvaises intentions histoire de berner à nouveau les peuples en prévision de leurs prochains coups tordus.

On aura compris qu'à tous les niveaux l'information ou la connaissance des faits est capitale pour interpréter correctement un événement ou la situation.

Dénoncer une machination est stérile ou insuffisant pour conquérir la confiance des masses ou pour qu'elles nous prennent au sérieux, faut-il encore pouvoir la démonter de manière cohérente, ce qui implique qu'on soit parvenu à déterminer ses tenants et ses aboutissants à partir des faits.

A cet égard l'expérience libyenne a été un modèle du genre, dont apparemment on n'a toujours pas su tirer les enseignements malheureusement, ce qui est navrant après celle de l'Irak ou du 11 septembre 2001, et bien d'autres, au profit d'un discours qui relève purement de la propagande ou plus précisément qui se réduit à la propagande, ce qui est dommage car son orientation est juste mais les masses ne pourront pas y adhérer ou la reprendre à leur compte, puisqu'elle présente la faiblesse de reposer davantage sur des principes plutôt que sur des faits, qui très souvent se suffisent à eux-mêmes pour dévoiler les réelles intentions de leurs auteurs ou la manières dont ils les ont manipulés ou falsifiés.

C'est extraordinaire qu'on ne parvienne pas à comprendre que la référence à des faits objectifs est un moyen plus efficace pour aider les travailleurs à comprendre la situation, plutôt que s'en remettre à des facteurs subjectifs qui peuvent prêter à divison, à polémique ou inspirer la méfiance. Ce n'est certainement pas le meilleur moyen pour faire passer notre politique auprès des masses exploitées et les aider à progresser ou construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Le Brexit a été décidé à la sortie d'une réunion de l'Otan.

Le Financial Times a publié un article de George Parker et Alex Barker dans lequel les deux journalistes affirment que ce serait le 21 mai 2012 dans une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, que la décision d'organiser un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne aurait été scellé, à l'issue d'une discussion qui aurait eu lieu entre David Cameron et l'ancien ministre des Affaires étrangères William Hague, alors qu'ils attendaient le vol qui les ramènerait en Angleterre après la conférence de l'Otan à laquelle ils venaient de participer.

Il semblerait que ces deux journalistes aient repris les informations figurant initialement dans un article signé Anthony Seldon et paru dans dans le Daily Mail en août 2015 dans lequel il écrivait :

«Mais au printemps 2012, la pression qui pèse sur Cameron pour organiser un référendum est quasiment impossible à contenir. D'abord réticent, Osborne finit par céder. Et le 21 mai, dans le cadre improbable d'une pizzeria de l'aéroport O'Hare de Chicago, l'affaire est conclue. Cameron s'attable avec William Hague et ils conviennent ensemble de proposer un référendum avant la fin 2017. Osborne a encore quelques réserves. Mais Cameron ne peut attendre plus longtemps et le référendum est officiellement annoncé.» (Source : Slate.fr 27.06)

A Slate qui ne digère pas le Brexit, ils ont failli en faire une indigestion.

On retiendra que c'est à peine sortie d'une réunion de l'Otan que Cameron a pris cette décision.

On se disait bien qu'il n'avait pas pu prendre seul une décision d'une portée aussi considérable, sans en connaître les détails, on en connaît au moins l'origine.

Quelques rappels.

Causerie du 4 décembre 2014.

Le ministre des Finances britannique George Osborne n'a pas participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2007 pour rien.

Causerie du 26 septembre 2013.

- Londres conteste en justice la limitation des bonus des banquiers - Reuters

Le Trésor a saisi la Cour européenne de justice, plus haute juridiction de l'UE, au sujet de cette mesure qui visera principalement, dans les faits, des banquiers en poste à la City de Londres, le premier centre financier de l'UE.

La limitation des bonus, entérinée en avril par le Parlement européen, doit prendre effet à partir des sommes allouées au titre de 2014. Elle prévoit que les primes versées aux banquiers ne pourront dépasser le montant de leur salaire, ce seuil pouvant être doublé si une majorité d'actionnaires y est favorable.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, s'était opposé à la mesure dès le début en estimant que Bruxelles allait trop loin dans les réformes censées empêcher une répétition de la crise financière.

Londres a pris les devants en allongeant le versement des bonus sur plusieurs années, mais ne veut pas entendre parler de plafonnement.

Le Royaume-Uni, qui se prépare à un référendum sur l'Europe en 2017, a de plus en plus recours à la Cour européenne de justice pour combattre des décisions qui ne lui sont pas favorables. Il conteste par exemple le projet de taxe sur les transactions financières, à laquelle il ne sera pourtant pas assujetti, en estimant qu'elle aura un impact sur certains marchés à Londres. Reuters 25.09.13

Causerie du 21 janvier 2013.

- Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a estimé que l'Union européenne devait changer si elle voulait que la Grande-Bretagne en reste membre, dans un entretien aujourd'hui au quotidien allemand Die Welt.

"J'espère vraiment que la Grande-Bretagne restera un membre de l'Union européenne. Mais pour que nous restions dans l'UE, l'UE doit changer", a-t-il affirmé au journal conservateur qui lui demandait si Londres en serait encore membre dans 10 ans. AFP 11.01.13

Causerie du 16 octobre 2012.

Londres soutient le projet d'union bancaire dans la mesure où une telle structure aura le mérite de placer les dix-sept pays utilisant l'euro devant leurs responsabilités pour s'occuper de leurs banques et de mieux coordonner l'aide aux pays en difficulté.

Mais le ministre britannique des Finances George Osborne craint que la BCE profite de son autorité pour imposer une régulation à l'échelle européenne favorisant les pays de la zone euro au détriment de Londres.

"Il semble improbable que la BCE piétine les avis de la BoE mais c'est ce qui inquiète le Trésor britannique", a déclaré l'un des responsables européens. "Ils veulent des garanties pour être sûrs que cela n'arrive pas".

La Grande-Bretagne et les autres pays membres de l'Union européenne doivent donner leur feu vert à une union bancaire pour que le projet puisse avancer.

Londres souhaite notamment une modification du système de vote qui intervient lorsque les régulateurs de toute l'Europe doivent s'accorder sur une législation. La Grande-Bretagne aimerait un double vote - les pays de l'union bancaire d'un côté, et les pays hors zone euro de l'autre - avant toute décision finale sur une régulation européenne.

Certains estiment cependant que cela reviendrait à donner un droit de veto à la Grande-Bretagne. Reuters 15.10.12

Causerie du 27 novembre 2012.

- Un ancien de Goldman Sachs à la tête de la Banque d'Angleterre - Lemonde.fr 26.11.12

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le

dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.12

Causerie du 9 novembre 2011.

Quant à la Grande-Bretagne, dont les critiques ont redoublé ces derniers jours, elle a purement et simplement demandé que le dossier soit définitivement archivé.

"Je suggérerais que nous enterrions cette idée selon laquelle il y aura une taxe sur les transactions financières", a dit à ses homologues le ministre britannique des Finances, George Osborne. Reuters 08.11.11

Causerie du 19 mai 2010.

Environ 80% des fonds spéculatifs européens sont basés en Grande-Bretagne, qui plaidait pour donner aux fonds étrangers le droit automatique d'opérer dans n'importe quel pays de l'UE une fois qu'il était autorisé dans un Etat-membre.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier britannique, George Osborne, n'a pas voulu reconnaître dans la position des Vingt-Sept une défaite totale pour le nouveau gouvernement conservateur, estimant qu'il restait encore de la marge lors des négociations avec le Parlement européen. Il a dit s'inquiéter que les nouvelles règles ne soient pas "entièrement compatibles avec le marché unique". Les hedge funds doivent "avoir accès au marché européen tout entier", a-t-il plaidé.

Les règles proposées ne donnent pas aux fonds le droit d'opérer dans l'ensemble de l'Union. Le secrétaire américain au Trésor Tim Geithner avait déjà déploré une initiative qualifiée de "protectionniste" qui pourrait fermer aux fonds américains les portes de l'UE. AP 18.05.10

Bill Gates prend acte du Brexit.

Le Parisien - Etes-vous inquiet des conséquences du Brexit ?

Bill Gates - Je ne m'y attendais pas du tout et cela ouvre une période de fortes incertitudes qui m'inquiète. La Grande-Bretagne est un grand partenaire en matière de développement et j'espère que cela va continuer. L'Union européenne est un partenaire fantastique dans le domaine de la recherche, notamment sur les vaccins, la distribution de médicaments. Je veux croire que cette période de turbulences sera de courte durée. LeParisien.fr 28.06

En ligne de mire : L'adoption du TTIP

Ils continuent de "négocier" comme si le Brexit n'existait pas... ou les arrangeait, ce qu'ils ne pourront pas avouer.

- Washington veut toujours conclure le TTIP d'ici fin 2016, malgré le Brexit - AFP

Les Etats-Unis ont réaffirmé lundi leur souhait de conclure d'ici à la fin de l'année les pourparlers avec l'Union européenne (UE) sur l'accord de libre-échange transatlantique, dit TTIP ou Tafta, malgré le Brexit et l'opposition croissante de la France.

La commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, doit elle-même quitter mardi Bruxelles pour Washington "afin de faire avancer ces négociations", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

"Notre objectif reste de continuer à travailler avec l'UE pour conclure un accord ambitieux, complet et de très haute qualité cette année", a déclaré le représentant spécial au commerce extérieur américain (USTR), Michael Froman.

Le responsable a toutefois reconnu la nécessité "d'évaluer" l'impact de la sortie du Royaume-Uni de l'UE sur ces négociations commerciales controversées, lancées en 2013 et visant à créer une vaste zone de libre-échange de part et d'autre de l'Atlantique.

"La raison d'être économique et stratégique du TTIP reste forte", a redit M. Froman, qui chapeaute les négociations côté américain.

En dépit de la "situation sans précédent" provoquée par le Brexit, "nos négociations avec nos partenaires vont continuer", a assuré son alter ego à Bruxelles, la commissaire européenne Cecilia Malmström. Cette dernière s'est dite "déterminée à faire le plus de progrès possibles dans les mois à venir" sur le front du TTIP.

Le vote britannique jeudi en faveur du "Brexit" semble avoir toutefois renforcé le scepticisme sur ce traité, déjà accusé d'être négocié dans le secret et de promouvoir une dérèglementation généralisée.

Dimanche, trois jours après le référendum sur le Brexit, le Premier ministre français Manuel Valls a ainsi assuré que cet accord n'allait "pas dans le bon sens" et ne pourrait pas être conclu.

Sans faire directement référence aux déclarations françaises, M. Froman a reconnu la difficulté pour les gouvernements européens de mener à bien ces négociations.

"Les Européens ont beaucoup de pain sur la planche - le vote sur le Brexit, la crise des migrants, la montée du scepticisme vis-à-vis de Bruxelles et d'autres questions difficiles," a énuméré le responsable américain qui s'exprimait lors d'une conférence à Washington.

"Nous compatissons et nous espérons qu'ils sauront réunir l'attention et la volonté politique nécessaires pour parvenir" à un accord, a-t-il ajouté. AFP 27.06

Si besoin vous les y aiderez par la ruse, le chantage ou toute autre forme de pression...

Brexit. Kerry confiant

Kerry s'est surpassé, il a été excellent, bravo !

- Brexit : John Kerry appelle les Européens à "ne pas perdre la tête" - AFP

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry a exhorté lundi les dirigeants européens à "ne pas perdre la tête" et à défendre les "valeurs et intérêts qui nous ont rapprochés" lorsqu'ils négocieront la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

"Il est absolument essentiel qu'on reste concentrés, dans cette période de transition, pour que personne ne perde la tête, n'agisse inconsidérément (...) mais que nous regardions comment on peut maintenir les intérêts et les valeurs qui nous ont réunis depuis le début", a-t-il déclaré lors d'un point de presse à Bruxelles. (Traduction : Ne prenez aucune initiative sans notre consentement. - LVOG)

John Kerry a appelé les dirigeants européens à éviter d'agir "de manière confuse ou revancharde", avant de se rendre à Londres où il a rencontré le Premier ministre britannique David Cameron et son ministre des Affaires étrangères Philip Hammond.

"Les intérêts et les valeurs qui nous ont unis pour une période aussi longue n'ont pas changé le jour du vote", le 23 juin, de près de 52% des électeurs britanniques en faveur d'une sortie de leur pays de l'Union, a souligné M. Kerry aux côtés de Mme Mogherini. (Personne n'en doute. - LVOG)

"Les Etats-Unis veulent une UE forte", a-t-il lancé, rappelant sans ambages : "le vote n'a pas donné le résultat que nous souhaitions". (Vraiment ? Qu'il nous soit permis d'en douter fortement, car en réalité les Etats-Unis ont tout fait pour affaiblir l'UE et y semer le chaos. - LVOG)

"Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons tous travaillé à développer ensemble une structure pour rendre nos pays plus forts et offrir une bonne vie à nos concitoyens", a insisté M. Kerry. (Pour un peu il avouerait que ce sont les Américains qui sont à l'origine de l'UE. - LVOG)

"Il n'y a pas un seul sujet aujourd'hui, que ce soit le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, l'immigration, et tant d'autres, où nous ne travaillons pas ensemble", a-t-il rappelé. (Tu parles, les Américains en sont à l'origine ! - LVOG)

"Oui, la relation entre l'UE et le Royaume va changer", a-t-il déclaré à Londres lors d'une conférence de presse conjointe avec M. Hammond. "Mais ce qui ne changera jamais, c'est que nous sommes plus forts lorsque nous sommes ensemble en tant que communauté transatlantique et trouvons un terrain commun ancré dans nos valeurs communes de liberté, libre marché, égalité et tolérance", a-t-il ajouté. (Au moins c'est explicite. Tout un programme, le programme de l'oligarchie financière anglo-saxonne dans lequel s'inscrit le Brexit. - LVOG)

L'administration américaine, le président Barack Obama en tête, s'était nettement engagée au cours des derniers mois en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE, craignant notamment des retombées négatives d'un "Brexit". (C'est l'interprétation de l'Agence Française de propagande qui n'engage qu'elle. - LVOG)

"Je regrette personnellement le fait que le Royaume-Uni ne sera plus à la table des discussions quand il y aura un dialogue Etat-Unis/UE", a dit M. Kerry, aux côtés de M. Hammond. AFP 27.06 (Il pouvait difficilement dire le contraire. - LVOG)

Pure mensonge, son discours en est truffé !

Brexit. Turbulences sous contrôle

- Brexit: Londres n'activera l'article 50 qu'une fois prêt - AFP

Brexit: Le Royaume-Uni est prêt à faire face aux turbulences, promet George Osborne

Le Royaume-Uni ne semble pas presser d'acter son divorce avec l'Union européenne.

Le ministre britannique des Finances, George Osborne, a prévenu lundi que le pays n'activera l'article 50 pour quitter l'UE qu'au moment opportun, assurant que l'économie britannique était prête à affronter les turbulences provoquées par la décision de quitter le bloc des Vingt-Huit.

Donner « du temps » au pays

« Le Royaume-Uni seul peut activer l'article 50. De mon point de vue, nous ne devrions le faire que lorsque nous aurons une vision claire des nouveaux arrangements recherchés avec nos voisins européens », a expliqué George Osborne lors d'un court discours au Trésor, sa première intervention télévisée depuis la décision des Britanniques de quitter l'UE lors du référendum du 23 juin.

Prêt « à affronter ce que l'avenir nous réserve »

Il a ajouté que l'économie britannique était « prête à affronter ce que l'avenir nous réserve », au moment où les marchés financiers s'inquiétaient des conséquences du Brexit.

Après six ans de politique conservatrice, George Osborne a jugé que l'économie était en bien meilleure situation, avec une croissance robuste, des banques bien capitalisées et un déficit budgétaire réduit.

« Résultat, notre économie est plus robuste pour affronter les défis auxquels notre pays fait face », a-t-il souligné.

Les Bourses s'affolent

Il a aussi insisté sur la « coordination » constante entre son gouvernement, la banque centrale britannique et les autorités des autres pays du club des pays riches du G7, de façon à limiter la volatilité sur les marchés.

La livre et les marchés boursiers continuaient de baisser lundi après avoir lourdement chuté vendredi, réagissant au choc du résultat de la victoire des partisans du Brexit au référendum. Les financiers s'attendaient à de nouveaux mouvements brutaux lundi. 20minutes.fr 27.06

Tout se met en place.

- GB: Création d'un département spécial pour s'occuper du Brexit - AFP

Un département spécial va être créé au sein du gouvernement britannique, pour s'occuper du Brexit, annonce lundi le Premier ministre. AFP 27.06

Brexit. Au sein de l'UE c'est l'Allemagne qui mène la danse.

- Brexit : l'Allemagne, l'Italie et la France tentent de s'accorder - Francetv info

L'Italie, l'Allemagne et la France étaient réunies ce lundi 27 juin à Berlin (Allemagne).

Face à la fermeté et l'empressement du président français, la chancelière allemande a quant à elle obtenu gain de cause. La France et l'Italie ont accepté de laissé le temps aux Britanniques de lancer la procédure de sortie quand ils seront prêts. Mardi à Bruxelles, l'Union européenne recevra pour la dernière fois David Cameron en tant que Premier ministre pour un dîner

d'explications, mais dès mercredi, le Conseil de l'Europe se réunira à 27. Francetv info 27.06

Brexit. Comment entretenir la confusion et rassurer les troupes en faveur du "remain" qui vont trinquer.

- « Brexit » : faut-il douter des 3,9 millions de soutiens à la pétition pour un nouveau scrutin ? - LeMonde.fr

Sur le forum 4chan, certains assurent avoir faussé le compteur des signatures des partisans d'un nouveau vote, mais contrairement à ce qu'ils affirment, la plupart ont été enregistrées au Royaume-Uni. LeMonde.fr 27.06

- Brexit: 3 sondages en faveur d'un retour du Royaume-Uni dans l'UE - L'Express.fr 27.06

La Bourse ou la vie. Les grandes manoeuvres. Qui va trinquer, devinez ?

- Le Brexit continue à faire boire la tasse aux marchés - AFP

Le poids des nombreuses incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne continuait à faire boire la tasse aux marchés lundi, les valeurs bancaires et la livre sterling payant le prix le plus élevé.

Le bref répit observé en Asie et à l'ouverture en Europe s'est rapidement dissipé lundi. Les Bourses européennes se sont enfoncées au fil de la matinée et Wall Street leur a emboîté le pas lundi après-midi, avec des pertes toutefois moins spectaculaires que vendredi.

"Les indices européens boivent de nouveau la tasse et se rapprochent des points bas testés vendredi matin en séance. Ils sont entraînés par le secteur bancaire, qui ne sait plus à quoi se raccrocher tant l'incertitude est considérable", résume le courtier Aurel BGC.

"La décision du peuple britannique plonge les marchés mondiaux dans une zone d'incertitudes majeures. Nous entrons maintenant en territoire inconnu", soulignent également les économistes de Groupama AM.

Vers 15H30 (13H30), alors que le Dow Jones perdait 0,90% et le Nasdaq 0,93%, Londres reculait de 1,90%, Francfort de 1,72% et Paris de 2,15%, puis plus de 3% quelques minutes plus tard. Milan lâchait 3% et Madrid 1,01%, après un bond de plus de 3% à l'ouverture, au lendemain de la victoire des conservateurs, qui n'ont toutefois pas de majorité, aux législatives de dimanche.

Les titres exposés au Royaume-Uni souffrait comme Eurotunnel qui plongeait de plus de 10% à Paris. Et les valeurs bancaires, surtout britanniques se faisaient laminées par les incertitudes sur le sort de la City, Barclays chutant par exemple de près de 25%.

"Les banques ont tout à perdre du Brexit en terme de sentiment de marché", analyse Aurel BGC.

"Le Brexit en lui-même est traumatisant car il remet en cause le projet européen et affecte les perspectives économiques de la région. Mais surtout, il remet en cause la place de Londres dans la finance mondiale" et "les banques européennes, toutes plus ou moins présentes à Londres, ne seront pas en mesure d'échapper à un stress financier certain", estime-t-il.

Sur le marché des changes, la livre sterling était sous pression et dégringolait à un nouveau plus bas depuis 1985 à 1,3152 dollar pour une livre.

En Asie, Tokyo a réussi à monter de 2,39% grâce à des espoirs d'intervention des autorités sur le marché des changes.

Dans cet environnement incertain, les investisseurs cherchaient à anticiper les conséquences du Brexit, en guettant les réactions des responsables britanniques et européens. Mais les déclarations des uns et des autres ne permettent pas de dissiper l'incertitude, ce que les marchés détestent le plus.

"Quatre jours après le choc du référendum, la seule chose qui soit sûre c'est que le Royaume-Uni est au milieu d'une sacrée crise politique", notent les analystes de Daiwa Capital Markets.

Le Royaume-Uni doit gérer les demandes pressantes des dirigeants et responsables de l'Union européenne d'accélérer un divorce. En début d'après-midi le parti conservateur a annoncé que le successeur du Premier ministre David Cameron serait nommé d'ici le 2 septembre.

Pour discuter des conséquences du Brexit et préparer ce rendez-vous, la chancelière allemande Angela Merkel reçoit dans la journée à Berlin le président du Conseil européen Donald Tusk, puis le président français François Hollande et le chef

du gouvernement italien Matteo Renzi.

Mme Merkel a dit lundi comprendre que le gouvernement britannique ait besoin de temps pour formaliser sa demande de sortie.

De son côté le secrétaire américain au Trésor Jack Lew s'est voulu rassurant en estimant que ce vent contraire supplémentaire pour l'économie pourrait être surmonté.

Les investisseurs cherchaient néanmoins refuge du côté des valeurs les plus sûres, à l'image des obligations allemandes, le taux d'emprunt à 10 ans du pays reculant en territoire négatif. De même, le taux à 10 ans britannique touchait un nouveau plus bas historique sous 1%.

Comme l'once d'or, le yen, privilégié en cas de tempête sur le marché, demeurait à des niveaux élevés.

Malgré cette accalmie sur les marchés, "il est important de garder à l'esprit qu'on n'en a pas fini avec les retombées du Brexit", a commenté Stephen Innes, courtier chez Oanda Asia Pacific. "Nous allons probablement ressentir les secousses pour les semaines, voire les mois, à venir, mais il est difficile d'anticiper leur fréquence et leur amplitude". AFP 27.06

Un peu plus tard en fin de journée.

- Le Brexit continue de faire tanguer les Bourses mondiales - AFP

Inquiets d'un long et douloureux divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, les marchés financiers ont de nouveau décroché lundi, les banques britanniques et la livre sterling payant le prix le plus fort.

En dépit d'un bref répit sur les places asiatiques, les Bourses européennes n'ont eu de cesse de s'enfoncer au fil de la journée entraînant Wall Street dans leur sillage, tandis que les agences de notation ont commencé à sanctionner le Royaume-Uni.

"Pour le moment tout ce qu'on sait, c'est que le Brexit a des implications négatives pour les marchés mondiaux, et tant qu'on ne comprend pas complètement comment il va se dérouler, les marchés évitent la prise de risque", a précisé David Levy chez Republic Wealth Advisors.

Selon cet analyste, l'état d'esprit des investisseurs peut se résumer en une formule: "Vends d'abord, pose des questions après".

Résultat: Wall Street a fini en nette baisse de 1,50%, limitant légèrement la casse par rapport à Paris (-2,97%), Londres (-2,55%), Francfort (-3,02%). Milan a lâché 3,94% et Madrid 1,93%, après un bond de plus de 3% à l'ouverture, au lendemain de la victoire des conservateurs, qui n'ont toutefois pas de majorité, aux législatives de dimanche.

Les titres exposés au Royaume-Uni ont beaucoup souffert, à l'instar de Eurotunnel qui a plongé de 17% à Paris.

Et les banques britanniques ont vécu un lundi noir, écrasées par les incertitudes sur le sort de la City et sur leur accès au grand marché européen: Barclays a chuté de 17,35%, RBS de 15,10%, Lloyds de 10,26%.

Leurs homologues américaines, présentes en masse à la City, ont elles aussi passé un mauvais moment: Bank of America a cédé 6,34%, JPMorgan Chase 3,34% et Goldman Sachs 1,66%.

"Les banques ont tout à perdre du Brexit, en terme de sentiment de marché", a analysé le courtier Aurel BGC.

Car comme le souligne Crédit Mutuel CIC, les investisseurs ont en tête que "l'effet du Brexit sera durable" car ce vote "remet en cause de nombreux équilibres". Les échéances politiques à l'horizon, tant au Royaume-Uni que dans le reste de l'Europe ou aux Etats-Unis "vont compliquer la donne". AFP 227.06

Rien de tel que le chaos pour imposer des mesures impossibles à faire passer autrement...

D'autres infos en titres

- Brexit: L'UE appelle David Cameron à entamer le divorce au plus vite 20minutes.fr

- Standard & Poor's prive la Grande-Bretagne de son triple A - Reuters

La stratégie de la peur.

- La livre plonge, le moral des expats coule à pic - LeParisien.fr

- L'Italie veut aider ses banques face aux retombées du Brexit - Reuters Brexit : la jeunesse londonienne s'inquiète Francetv info

- Brexit : l'inquiétude des expatriés polonais - Francetv info

- Brexit: "peur et dégoût" devant la xénophobie outre-Manche - AFP

- Brexit : les entreprises britanniques disent déjà souffrir - LeParisien.fr

En complément. Ce n'était que le hors d'oeuvre.

- Pacte de stabilité : Bruxelles envisage de sanctionner Madrid et Lisbonne - LeMonde.fr

L'Espagne n'a pas respecté les engagements du pacte de stabilité européen en 2015, affichant un déficit de 5,1 % du PIB. LeMonde.fr 26.06

L'heure est au réarmement de l'Allemagne.

- Merkel annonce un réarmement militaire massif - Arrêt sur Info

L'Allemagne prépare un renforcement militaire sans précédent. Cela ressort clairement du discours de la chancelière Angela Merkel à la « Journée de l'économie » du CDU, mardi soir, à Berlin. « Nous sommes confrontés à des conflits asymétriques d'une ampleur jusque-là inconnue, » a dit Merkel en s'adressant aux principaux représentants de l'industrie allemande. « Les capacités de défense de l'Union européenne, » n'étaient cependant pas « adaptées à garantir seules la sécurité de notre région. »

La chancelière en a conclu: « Il faut qu'entre un pays comme l'Allemagne qui dépense actuellement 1,2 pour cent de son produit intérieur brut pour la défense et un pays comme les Etats-Unis qui déboursent 3,4 pour cent du produit intérieur brut pour la défense, il y ait un rapprochement. » Ce ne se « passera pas bien pas à la longue si on dit simplement qu'on espère et qu'on attend que d'autres se chargent du fardeau de la défense, » a-t-elle dit.

... un nouveau jalon dans le retour du militarisme allemand après l'annonce du revirement dans la politique étrangère faite par le président Joachim Gauck, le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier et la ministre de la Défense Ursula von der Leyen à la conférence sur la sécurité de Munich, début 2014.

Jeudi, le journal économique Handelsblatt proclamait en grands caractères « L'Allemagne se remet à niveau », qualifiant la déclaration de Merkel de « tournant historique ». Au cours des 25 dernières années, écrit le journal, « Les gouvernements fédéraux, toutes tendances confondues, ont engrangé avec reconnaissance les bénéfices de la paix » et la part des dépenses de défense du PIB avait baissé de 3,4 pour cent au milieu des années 1980 pour n'atteindre que 1,2 pour cent. Merkel signalait à présent « qu'elle [était] prête à s'y mettre. »

L'annonce de Merkel comme quoi l'Allemagne cherchait à « se rapprocher » des dépenses militaires américaines afin « de garantir sa propre région », montre que l'élite allemande est de nouveau prête à préserver si nécessaire ses propres intérêts économiques et géostratégiques face à ses anciens alliés d'après-guerre.

Dans un autre récent article paru dans Foreign Affairs sous le titre « Le nouveau rôle mondial de l'Allemagne, » le ministre allemand des Affaires étrangères Steinmeier s'est distancié des Etats-Unis et a souligné la nouvelle revendication de l'Allemagne à être une superpuissance. Il a carrément déclaré que l'Allemagne était une « importante puissance européenne, » obligée de « réinterpréter les principes qui guident sa politique étrangère depuis plus d'un demi-siècle. »

L'actuel rapport militaire du gouvernement énumère « plus de 20 projets totalisant un budget de 60 milliards d'euros ». Sur la liste, divers modèles de chars, des hélicoptères d'appui « Tigres », un avion de transport A400M, « des Eurofighter », des missiles « Iris-T » et des navires « Meteor » (dont des frégates, des corvettes et le navire de combat multi-mission 180) ainsi qu'un système de défense aérienne tactique. Arrêt sur Info 26.06

Loi travail en famille et nouvelle journée d'action.

- Une nouvelle manifestation anti-loi Travail autorisée à Paris - Reuters

La préfecture de police de Paris a annoncé lundi qu'elle autorisait la manifestation de mardi dans la capitale contre la loi Travail, sur un parcours proposé par sept organisations syndicales et de jeunesse, dont la CGT et Force ouvrière.

Le défilé se déroulera de la place de la Bastille à la place d'Italie, a précisé à Reuters un porte-parole de la préfecture. Reuters 26.06

Vite sortez les ballons !

- Loi travail : quand la droite sénatoriale salue « le courage et les compétences » de Myriam El Khomri - Public Sénat

- Valls et El Khomri vont recevoir syndicats et patronat - Reuters

Manuel Valls et Myriam El Khomri feront le point sur le projet de loi Travail mercredi et jeudi avec les partenaires sociaux, mais il n'est pas question de rouvrir des négociations, ont annoncé les services du Premier ministre. Reuters 26.06

En complément

- Manifestation contre la loi travail : le ras-le-bol des policiers - LeFigaro.fr

Sortez vos mouchoirs, non, c'est interdit !

Collaboration de classes. Eux non plus ils n'aiment pas les travailleurs pauvres.

- Pas d'augmentation des allocations chômage au 1er juillet - Reuters

Il n'y aura pas d'augmentation des allocations chômage au 1er juillet, a annoncé lundi l'Unedic, organisme gestionnaire de l'assurance chômage, lui-même géré par les partenaires sociaux. Les propositions de revalorisation soumises au vote du conseil d'administration de l'Unedic n'ont pas recueilli le nombre de voix nécessaires, précise l'Unedic dans un communiqué.

"Par conséquent, il n'y a pas de revalorisation des allocations à compter du 1er juillet 2016."

Moins de deux semaines après l'échec des négociations sur l'assurance chômage, imputé par les syndicats au Medef, la CGT accuse le patronat, qui assure la présidence tournante de l'Unedic, d'avoir bloqué la hausse des allocations des chômeurs.

La CGT avait demandé une revalorisation de 5% pour compenser une hausse de prix non compensée de plus de 5% selon elle depuis 2011, avant de se rallier à la proposition beaucoup plus modeste (+0,5%) de Force ouvrière, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC. (0,5%, messeigneurs syndicaux sont décidément trop généreux. - LVOG)

"A vote égal entre représentants patronaux et salariés (...) la majorité n'a pas été atteinte", écrit ce syndicat dans un communiqué, qui dénonce un "insupportable veto du Medef" et des autres organisations patronales. Reuters 26.06

Un "veto" sur 0,5%, c'est de l'acharnement.

Flagrant délit. Notre-Dame-des-Landes. Référendum truqué grossièrement et impossible à camaoufler malgré les manipulations médiatiques.

- Notre-Dame-des-Landes : les riverains disent "oui" à l'aéroport - Francetv info

Le "oui" l'a emporté ce dimanche 26 juin au référendum local sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avec plus de 55% des voix. Les opposants subissent un revers... Francetv info 27.06

Dans un autre article.

- Notre-Dame-des-Landes : les communes les plus proches du futur aéroport ont voté non au projet - Francetv info

C'est d'ailleurs à Notre-Dame-des-Landes que l'opposition est la plus forte, avec 73,57% de "non". Francetv info 27.06

D'autres sources prennent le relais.

- Référendum sur Notre-Dame-des-Landes : le non l'emporte essentiellement autour du futur aéroport - LeMonde.fr

Le résultat de la consultation en Loire-Atlantique a placé le oui en tête pour le transfert de l'aéroport de Nantes (55,17 %). La zone autour de Notre-Dame-des-Landes a plus volontiers voté pour le « non ». LeMonde.fr 27.06

- Les zadistes font fi du «oui» - liberation.fr

A leurs yeux, le périmètre retenu par le gouvernement pour la consultation (le seul département de Loire-Atlantique, alors que l'Etat et deux régions doivent participer au financement du projet) a été choisi pour assurer la victoire du oui. «Ceux qui portent le projet sont les mêmes que ceux qui organisaient le vote. On ne luttait pas à armes égales», regrette «Camille 1», un jeune homme d'une vingtaine d'années... liberation.fr 27.06

Le calme avant la tempête ?

- Raid de 2010: Israël va verser 20 millions de dollars d'indemnisation à la Turquie - 20minutes.fr

Les deux pays ont officialisé la normalisation de leurs relations six ans après un assaut israélien sur un navire turc… 20minutes.fr 27.06

- Avion de chasse abattu: Erdogan s'excuse auprès de Poutine - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est excusé auprès de Vladimir Poutine pour l'avion militaire russe abattu par la Turquie en novembre 2015 et a appelé à "restaurer les relations entre la Turquie et la Russie", a annoncé le Kremlin lundi. AFP 27.06

La désinformation en temps réel démasquée.

- En Espagne, horizon plus dégagé pour un nouveau gouvernement de Rajoy - AFP 27.06

Vraiment ?

- Le Psoe et Ciudadanos ne soutiendront pas Mariano Rajoy - Reuters

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (Psoe), qui s'est classé deuxième lors des législatives de dimanche, et le mouvement centriste Ciudadanos ont annoncé l'un et l'autre lundi qu'ils ne soutiendraient pas un gouvernement dirigé le conservateur Mariano Rajoy.

"Nous ne soutiendrons pas Rajoy comme président du gouvernement, et ne nous abstiendrons pas non plus", a déclaré le porte-parole des socialistes, Antonio Hernando.

Les socialistes pourraient théoriquement permettre la formation d'un gouvernement minoritaire constitué par le Parti populaire (droite), en s'abstenant lors d'un vote de confiance au parlement.

De son côté, le chef de file de Ciudadanos, Albert Rivera, a lui aussi dit lundi qu'il ne soutiendrait pas un gouvernement que dirigerait Mariano Rajoy. Reuters 27.06

A l'heure du TTIP

- Pepsi réintroduit l'aspartame dans ses boissons aux Etats-Unis - AFP

PepsiCo a décidé de réintroduire l'aspartame dans ses sodas aux Etats-Unis, après l'échec commercial de nouveaux édulcorants artificiels, a indiqué lundi à l'AFP une porte-parole.

Le géant des boissons non-alcoolisées et des snacks avait décidé en avril 2015 de remplacer cet édulcorant phare par la sucralose, commercialisée en France sous le nom Canderel, après que des études eurent accusé l'aspartame d'être cancérigène.

Mais les ventes n'ont pas suivi car les consommateurs américains continuent à se détourner des sodas produits avec des édulcorants artificiels. AFP 27.06

Stratégie du chaos ou coup d'Etat de Big Brother

- Venezuela : l'opposition marque des points contre le pouvoir chaviste - LeFigaro.fr

Le gouvernement de Nicolas Maduro n'est pas parvenu à empêcher la présentation d'un rapport accablant du secrétaire général de l'OEA sur la démocratie au Venezuela. LeFigaro.fr 27.06

Bienvenue en oligarchie

- Votre chien peut-il vous dévorer vivant comme dans «Game of Thrones»?

Oui, méfiez-vous... Slate.fr

- Le Ritz du XXIe siècle, un joyau magnifiquement préservé - Slate.fr

Haut de page

Le 29 juin 2016

CAUSERIE

Observez attentivement ce qui est en train de se passer, Brexit ou non dans quelques mois ou quelques années ou jamais, en trompe-l'oeil, peu importe, l'essentiel c'est que le mécanisme qui devait s'enclencher dès le 24 juin soit sur les rails. C'est peut-être cela le mot de la fin, non ? Histoire de justifier les mesures toujours plus antisociales, politiques toujours plus réactionnaires qu'ils ne tarderont pas à annoncer. Certains pays comme l'Italie ont déjà annoncé qu'ils allaient refinancer les banques et ce n'est qu'un début.

Brexit. Poker menteur.

Les partis officiels de l'ordre et leurs supplétifs de la pseudo-gauche font l'objet dans toute l'Europe d'un rejet de la majorité de la population laborieuse qui n'a cessé de s'amplifier au cours des dernières années, au point qu'une partie grandissante des électeurs se tournent vers les partis d'extrême droite ou de la pseudo-gauche radicale ou encore s'abstiennent massivement lors de chaque élection.

Ces partis tiennent un discours populiste anti-UE ou critique envers l'UE, de sorte que les porte-parole de l'UE et ses partisans ainsi que leurs relais médiatiques procèdent à un amalgame entre les partis d'extrême droite ou de la pseudo-gauche radicale.

Partant de là, les accuser d'être responsables du Brexit était dans l'ordre des choses, mais pas seulement, des conséquences du Brexit que les tenants de l'UE feront payer au prolétariat et à la classe moyenne britannique notamment. Un prétexte tout trouvé pour en faire du jour au lendemain les boucs émissaires de la crise du capitalisme ou ses conséquences dont seule l'oligarchie et ses représentants dans les institutions nationales, européennes et internationales portent la responsabilité.

Si l'oligarchie est tenté à un moment donné de jouer la carte de l'extrême droite, elle sait pertinemment qu'elle ne peut pas y recourir indéfiniment ou qu'elle ne peut pas à terme constituer une alternative fiable aux partis officiels de l'ordre de droite ou de la pseuso-gauche. Elle peut l'utiliser pour mater la résistance du mouvement ouvrier afin d'imposer au prolétariat les aspects les plus régressifs et violents de sa politique antisociale, tout en sachant qu'il arrivera un moment où les effets de cette politique se retourneront contre leurs auteurs, aussi est-il indispensable de préserver la crédibilité des partis de l'ordre, qui le moment venu seront amenés à gouvernerner à nouveau pour son compte sans remettre en cause les avantages que le gouvernement d'extrême droit lui avait accordés.

Lorsque l'oligarchie décide de jouer la carte de l'extrême droite, ce n'est pas forcément pour la porter au pouvoir, tout dépend du degré atteint par la crise économique et politique, elle peut très bien agiter cette menace afin de faire pression sur le gouvernement en place pour qu'il applique à la lettre sa politique et qu'il l'assume par n'importe quel moyen, la panoplie de ces moyens étant beaucoup plus diversifée et étendue lorsque c'est le supplétif du parti officiel de l'ordre qui gouverne comme on a pu le constater en France depuis 2012, ce qui présente également comme avantage de semer davantage la confusion dans les esprits sachant qu'ils contribueront à faire le jeu de l'extrême droite, et de favoriser ainsi le retour du parti officiel de l'ordre au pouvoir.

Elle porte l'extrême droite au pouvoir lorsque la crise politique se traduit par la paralysie des institutions, quand le parti officiel de l'ordre se retrouve dans l'opposition parlementaire et lorsque son supplétif au pouvoir ne dispose pas ou plus du soutien populaire pour appliquer la politique dictée par les besoins du capitalisme, l'extrême droite est alors chargée d'appliquer cette

politique en recourant à des moyens inconstitutionnels, après avoir suspendu la Constitution et décrété hors la loi le mouvement ouvrier. Cela est rendu possible quand le mouvement ouvrier est divisé, désorganisé, ou dirigé, contrôlé par des dirigeants et des partis traitres ou qui sont acquis au capitalisme, l'ayant conduit à la paralysie de sorte qu'il soit incapable de réagir à un coup d'Etat d'extrême droite, car l'extrême droite ne peut pas parvenir au pouvoir autrement, et si on émettait l'hypothèse qu'il pourrait y parvenir par la voie légale ou législative, c'est ce processus qui mériterait d'être qualifié de coup d'Etat.

Donc une des conditions à remplir pour que l'extrême droite parvienne au pouvoir, réside dans l'affaiblissement du mouvement ouvrier ou que la majorité des travailleurs s'en détournent, qu'il soit dans l'incapacité de mobiliser le prolétariat. Les travailleurs en arrivent à tourner le dos aux partis dits ouvriers ou de gauche quand parvenus au pouvoir ils adoptent une politique de droite. N'ayant jamais eu l'intention d'affronter les capitalistes ou de rompre avec le capitalisme, ils en viennent forcément et très rapidement à renier leurs promesses électorales, y compris leurs programmes politiques se coupant ainsi des masses exploitées.

Dès lors ils offrent l'opportunité au camp officiel de la réaction de leur tomber dessus, et si sa voie ne porte pas ou si elle est inaudible pour avoir précédemment appliqué la même politique antisociale quand elle était au pouvoir, c'est l'extrême droite qui est appelée à monter au créneau et qui raffle provisoirement la mise en reprenant à son compte la partie du programme des partis social-démocrate et stalinien qu'ils ont reniée, ce qui lui permet d'apparaître trompeusement comme une alternative politique pour les travailleurs tout en développant sa propagande xénophobe ou raciste pour les détourner des véritables responsables de leur condition ou du régime qu'il faut préserver à tout prix.

Si l'extrême droite est lié au capital ou en est issue, par sa nature et sa composition elle constitue le complément naturel des partis sociaux-démocrates dégénérés ou tels qu'ils sont devenus après avoir renié le socialisme il y a un plus d'un siècle, composée essentiellement de membres appartenant à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, l'extrême droite n'est pas plus que le PS en mesure de définir une politique indépendante du capital, ce qui explique pourquoi l'un et l'autre adopteront des positions contradictoires en fonction du contexte économique ou politique ou des besoins spécifiques du capital, c'est ainsi que le PS de parti colonial a pu en arriver à adopter une position anticoloniale sans pour autant cesser d'être pro impérialiste, tandis qu'en 1988 FN affichait son soutien à l'UE comme rempart contre la menace de "l'impérialisme soviétique", 4 ans plus tard donc après l'imposion de l'URSS, il fera campagne contre le traité de Maastricht, et ainsi de suite.

Ce ne sont pas pas là des contradictions que l'on retrouve également chez Mélenchon votant oui en 1992 au traité de Maastricht et votant non au TCE en 2005, mais aussi au PCF adepte de l'Algérie française avant de basculer dans le camp de l'indépendance une fois la position de l'impérialisme français devenue insoutenable, c'est uniquement la traduction de leur soumission au régime qui exprime leur incapacité à incarner une politique indépendante qui serait en rupture avec les besoins du capitalisme. Dit autrement, n'ayant jamais eu l'intention d'incarner l'indépendance de classe du prolétariat et ses besoins, selon les circonstances ils s'adaptent aux besoins du capitalisme, en négociant leur soutien pour le compte de la petite bourgeoisie et des classes moyennes en ce qui concerne le PS et le FN.

Je ne sais pas si vous l'avez observé, mais vous pouvez le vérifier vous-même, au cours du XXe siècle et jusqu'à de nos jours, chaque fois que s'est produit un coup d'Etat militaire ou de l'extrême droite il y avait un parti de la IIe Internationale au pouvoir ou sur le point d'arriver au pouvoir ou encore un parti présentant des caractéristiques similaires, faussement populaire ou progressiste, préservant les intérêts de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, mais en aucun cas ceux de la classe ouvrière, petite bourgeoisie ou classes moyennes dont des pans entiers sont les plus prompts à rejoindre l'extrême droite.

Une des conclusions que l'on peut tirer du Brexit au regard du déchaînement de haine débridé qu'il a déclenché, il préfigure une nouvelle offensive de l'UE contre les peuples qu'elle a soumis à son talon de fer.

Ils diabolisent les opposants au Brexit sans hésiter à recourir à des amalgames orduriers, et instrumentalisent par avance ses conséquences pour le compte des deux parties de l'ordre, le PS et LR, en vain sans doute, mais ils n'avaient pas le choix, ils sont aux abois face à la crise sociale et politique qui ne peut que s'amplifier.

Les médias-oligarques sont désormais prisonniers de la rhétorique qu'ils ont adoptée, quite à apparaître un peu plus comme les propagandistes officiels du régime et prendre le risque de se couper un peu plus de la population, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment.

Leur comportement est intéressant, non seulement parce qu'ils ont fait campagne contre le Brexit, mais aussi parce qu'ils constatent qu'apparemment aucun retour en arrière n'est envisagé par les partisans de l'UE, ce qui doit être incompréhensible pour la plupart d'entre eux, on se demandera d'ailleurs des deux facteurs quel est celui qui les rend le plus hystérique, les deux sans doute.

Jouent-ils la comédie ou dans quelle mesure certains ont-ils compris ce qui se tramait, ont-ils été initiés ou réalisent-ils qu'ils ont été mis devant le fait accompli, c'est qu'on essayera de voir une autre fois si j'en trouve le temps, en observant attentivement comment va évoluer leur discours de sorte qu'ils pourraient lâcher certains indices qui pourraient confirmer l'hypothèse que j'ai retenue, bien qu'à ce stade on puisse s'en passer puisque le cours des choses et les informations que l'on a recueillies l'ont en quelque sorte déjà confirmée. A suivre.

Qui a dit ?

"C'était la chose à faire", à propos du référendum britannique du 23 juin ou du Brexit si vous préférez ?

Réponse : David Cameron mardi soir à Bruxelles.

Qui l'Agence Française de Propagande a-t-elle traité hier de "vétéran gauchiste" ?

Réponse : Le dirigeant du Labour, Jeremy Corbyn, qui est accusé d'être responsable en grande partie du Brexit pour n'avoir pas suffisamment milité en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE.

Dans le genre délation ou amalgame pourri l'AFP en connaît un rayon, car un dirigeant d'un parti de droite qui est qualifié de gauchiste, cela donne un dirigeant d'extrême droite, à l'instar de Nigel Farage de l'UKIP qui avait appelé au Brexit.

Dit autrement, indirectement quand l'extrême droite se voit caractériser de gauchisme, c'est qu'il y a quelque chose qui décidément ne tourne pas rond, quoi, mais le fait de soutenir que le Labour serait un parti de gauche.

Parole d'internaute.

- "Comme je le pensais, le Brexit semble être une belle supercherie. Il semble même de plus en plus clair qu'au final, les dirigeants britanniques ne demanderont jamais l'activation de l'article 50 du Traité européen et la sortie de leur pays de l'Union européenne.

J'ai de plus en plus l'impression que le vote a été manipulé pour que le "OUI" à la sortie de l'UE sorte gagnant pour ensuite montrer (à tort et avec mauvaise foi) qu'une telle sortie est impossible en effrayant les gens comme les politiques et les médias sont en train de le faire actuellement avec bien entendu en point de mire une énorme crise financière qui réduirait encore plus notre pouvoir d'achat.

Si tel devait être le cas, les partisans britanniques de la sortie de l'Europe mais aussi tous les autres Europhobes dont je fais partie sortiraient ridiculisés et anéantis de ce scénario intelligemment préparé. Après l'échec du Brexit britannique, qui oserait encore exiger une sortie de son pays de l'Union européenne ? Celui qui oserait encore défendre cette thèse recevrait à chaque fois en pleine face l'échec britannique... Très pratique ! Notez d'ailleurs avec quel empressement les responsables politiques européens réclament maintenant que la Grande-Bretagne demande l'activation de l'article 50. Personne ne fait rien pour retenir ce pays, au contraire, on le pousse vers la sortie, un peu comme si on savait que de toute façon la sortie n'aurait pas lieu... (A moins qu'elle ait été délibérément orchestrée. - LVOG)

Cette théorie que je développe semble surréaliste mais quand on connaît l'identité de ceux qui siègent au Bilderberg, le gouvernement mondial caché, on se dit qu'ils sont assez tordus pour avoir inventé un tel scénario pour lutter contre tous les mouvements qui se battent actuellement pour la sortie de leur pays de l'Union européenne et qui disposent bien souvent d'un large soutien au sein de la population. Je le dis depuis longtemps : ceux qui nous dirigent sont des fous, des tordus de 1ère catégorie. Si le Brexit devait ne pas avoir lieu, cela ne ferait que confirmer mes dires !

Saugrenue cette théorie ? Vu le rôle de la Grande-Bretagne dans le Nouvel ordre mondial, il ne serait nullement surréaliste de penser que Cameron ait pu joué le jeu avec l'aide de la Reine d'Angleterre. D'abord totalement désavoué, Cameron pourrait ainsi revenir rapidement sur le devant de la scène en se présentant comme le sauveur qui éviterait aux Britanniques et à tous les Européens une grave crise économique que ses amis de Goldman Sachs prendraient plaisir à organiser en 2 temps 3 mouvements..."

La faillite de Lehman Brothers est intervenue à cause de la défection d'un de ses principaux créanciers, la Deutsche Bank, alors que des dizaines de banques possédaient la surface financière suffisante pour prendre le relais, mais aucune n'a souhaité jouer ce rôle, vous connaissez la suite.

On nous a présenté la chute de Lehman Brothers comme inéluctable, mais ce qui est étrange, c'est que d'autres banques qui étaient dans une situation similaire ou pire encore n'ont pas subi le même traitement. Et cela n'a interpellé personne ou presque, tout le monde a gobé la version officielle une fois de plus.

Conditionnement, manipulation des masses. Comment fabriquer "le doute".

Brexit : et si le divorce n'avait pas lieu ? - Francetv info

À Londres (Royaume-Uni), des voix s'élèvent. Parlementaires, intellectuels, pétitions ou rassemblements, nombreux sont ceux qui militent pour renoncer au

Brexit. Même s'il y a de l'embarras, tourner le dos aux résultats du vote est-ce vraiment une hypothèse plausible ? "Ce soir, ils sont assez nombreux à vouloir le croire. Des centaines de personnes sont rassemblées en ce moment à Trafalgar Square. Un rassemblement qui pourtant avait été interdit cet après-midi par la mairie de Londres et les organisateurs", explique Clément Le Goff, en direct sur place. Le doute

"Tous contestent les résultats de ce référendum pourtant démocratique. Et il faut bien le dire, ici, à Londres, une petite musique commence à se faire entendre : et si ce fameux Brexit n'avait pas lieu ?", poursuit le journaliste de France 2. Des pétitions avec des millions de signatures, une classe politique plus divisée que jamais... autant de raisons qui permettent ce mardi soir de commencer à en douter. Francetv info 28.06

Commentaires d'internautes

1- Hum..... quelques centaines de personne pour une ville de 12 millions d'habitants....N'en faites pas trop, vous les journalistes aux ordres.

2- Le peuple a voté, c'est tout ! Ne pas respecter cela, cela s'appele une dictature....

3- Les journalistes sont manifestement contre la democratie ...de maniere tres insidieuse . Et c'est ainsi a longueur d'annees .

4- Le référendum est définitif, les pétitions sont truquées et seuls les Londoniens aisés manifestent.

5- Le succès de la pétition anti-Brexit est dû à une manipulation massive par 4chan.

L'écart n'était pas si grand vendredi dernier lors du referendum au Royaume-Uni et le récit d'un frémissement du camp pro-Union européenne plutôt séduisant. Ce week-end, une pétition en ligne déposée sur le site du gouvernement anglais a fait le tour du net et des grands médias. Elle demandait l'instauration d'un deuxième referendum en cas de participation trop faible au premier, celui qui a demandé aux Britanniques si le Royaume-Uni devait ou non rester dans l'Union Européenne.

La pétition à l'origine mise en place par un pro-Brexit a explosé les compteurs après l'annonce des résultats pour atteindre ce dimanche les 3 millions de signatures (seules 10 000 suffisent pour obtenir une réponse officielle des pouvoirs publiques). Il s'agit encore maintenant de la pétition avec le plus de signataires sur le site du gouvernement.

Sauf que tout ça ne tient pas comme le révèle le site Heat Street qui reproche à la BBC d'avoir relayé l'information sans la vérifier. La plupart des signataires de cette pétition trop populaire pour être honnête sont en réalité des bots mis en place par des utilisateurs de 4chan qui moquent l'absence quasi totale de vérification de l'origine des signatures.

Déplorant le manque de rigueur journalistique de la chaîne publique anglaise qui aurait pu découvrir le pot aux roses d'une simple recherche sur 4chan, le site publie des extraits de messages sur lesquels les « anons » s'amusent de la provenance supposée des signataires.

« Presque cinquante mille signatures provenant du Vatican. »

« Ils vont regarder les IP et se demander comment diable les gens de Corée du Nord et du Vatican sont en train de voter. »

« Combien de temps avant qu'ils ne rejettent la faute sur les hackers de Poutine ? »

Heat Street s'agace de voir la BBC ne pas changer son positionnement concernant cette pétition, d'autres grands médias ont quant à eux timidement revu leur copie en parlant d'une pétition qui « pourrait être manipulée ».

Ce n'est pourtant pas la première fois que 4chan s'amuse à influencer les résultats d'une consultation en ligne. En 2009, le site Techcrunch rapportait la manipulation du classement des 100 personnalités de l'année d'après les lecteurs opérée par les utilisateurs de l'imageboard. En prenant la première lettre de chaque occurrence du classement, il était ainsi possible de lire « Marblecake also The Game ». On ne vous conseille pas de vous renseigner sur le « Marblecake », quant à « The Game » c'est un mème aussi vieux qu'internet.

Les sites comme Change§org ne mettent pas forcément plus de moyens que ça pour vérifier l'authenticité des personnes qui signent leurs pétitions. Après tout, si cela fait gonfler les chiffres, c'est même presque dans leur intérêt de laisser faire. Cependant, quand il s'agit d'un site du gouvernement, c'est bien plus problématique, surtout si cela peut aboutir à de nouvelles décisions politiques. Sans nouvelles mesures prises par ces sites de pétitions en ligne, leur force de persuasion risque bien de s'éroder à terme.

27/06/16 Journal du Geek

Brexit. Avec les compliments de l'oligarchie financière

- Bourses européennes : du vendredi noir au mardi rose - Liberation.fr

- La Bourse de Paris se relance après son plongeon lié au Brexit - LeFigaro.fr

La Bourse de Paris a terminé en forte hausse mardi (+2,61%), reprenant des forces après avoir lourdement chuté depuis le Brexit, qui suscite toujours beaucoup d'incertitudes sur les marchés.

L'indice CAC 40 a pris 104,13 points à 4.088,85 points, dans un volume d'échanges étoffé de 4,9 milliards d'euros. La veille, il avait perdu 2,97% après une chute de 8% vendredi, au lendemain du scrutin britannique.

Parmi les autres marchés européens, Francfort a gagné 1,93% et Londres 2,64%. Par ailleurs, l'Eurostoxx 50 a pris 2,27%.

Le marché parisien a ouvert en hausse, puis n'a cessé de gagner du terrain, encouragé dans l'après-midi par un début de séance positif de Wall Street.

Les investisseurs ont profité du plongeon des marchés pour racheter des valeurs dont les cours ont fondu.

«Hier, la pression vendeuse, d'abord concentrée sur les valeurs les plus directement exposées au Royaume-Uni, s'est propagée à l'ensemble de la cote», mais aujourd'hui, «techniquement, les soldes ont commencé et il y a des bonnes affaires sur les plus belles valeurs», remarquent les gérants chez Barclays Bourse. LeFigaro.fr 28.06

Brexit. Pour quelques milliards... de plus.

- Le Brexit plombe les milliardaires - LePoint.fr

Au cours des deux jours suivants le Brexit, la perte totale serait de 196,2 milliards de dollars. "Bloomberg" a détaillé les pertes enregistrées selon les régions du monde. Ainsi, en Europe, 92 milliardaires ont perdu 81,7 milliards de dollars. Amancio Ortega, l'homme le plus riche d'Europe, le propriétaire d'Inditex (Zara Massimo Dutti, Pull and Bear, etc) a perdu 6 milliards de dollars en une seule journée.

La française Liliane Bettencourt a vu sa fortune fondre de 2,2 milliards dans le même temps.

Quant aux 26 milliardaires chinois, ils ont perdu 1 milliard de dollars.

Aux Etats-Unis et au Canada 150 milliardaires affichent une perte de 26,7 milliards soit un total de 62,5 milliards de dollars sur deux journées. Parmi eux, Bill Gates enregistre également une importante baisse de plus de 2 milliards. Jeff Bezos, fondateur et actuel PDG d'Amazon, a, lui, perdu 1,6 milliard. Au Royaume-Uni, la plus grande fortune du pays - le duc de Westiminster Gerald Cavendish Grosvenor - enregistre une perte d'1 milliard de dollars. LePoint.fr 28.06

C'est tout ce qu'ils ont perdu ? Mais alors, qui a perdu le reste, une somme colossale ?

- Brexit: Le Royaume-Uni va quitter l'UE... 2.000 milliards de dollars envolés sur les marchés financiers... - 20minutes.fr

Au total, ce sont 2.000 milliards (2 «trillions» pour les Anglo-saxons) de dollars de capitalisation qui se sont envolés en moins de 24 heures partout dans le monde. 20minutes.fr 24.06

Apparremment ce n'est pas du côté des Soros, Buffett, Gates, Rockefeller ou Rothchilds qu'il faut chercher les pigeons.

Brexit. Ça urge !

- A Bruxelles, Hollande estime qu'il faut "engager le plus vite possible la procédure" du Brexit - Francetv info Le président de la République a assisté, mardi 28 juin, au Conseil européen, à Bruxelles, consacré à la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Francetv info 28.06

- Brexit: Alain Juppé demande à ce que le processus de sortie "soit bref" - AFP

- Pourquoi la France et l'UE poussent le Royaume-Uni vers la sortie- huffingtonpost.fr

Pas question de laisser la plaie britannique à vif sans réaction. A défaut de pouvoir présenter un projet susceptible de relancer la construction européenne après le coup d'arrêt du Brexit, la France et ses partenaires ont multiplié les pressions ce mardi pour pousser le Royaume-Uni à tirer toutes les conséquences du référendum de la semaine dernière.

De François Hollande à Jean-Claude Juncker, de l'Assemblée nationale jusqu'au Parlement européen, tous les responsables politiques européens ont appelé Londres à enclencher le plus vite possible la procédure de divorce de l'article 50 du traité de Lisbonne. Leur objectif: éviter que les hésitations des dirigeants britanniques, qui ne semblent pas pressés de traduire en actes la victoire empoisonnée du "Leave", empêchent l'Europe des 27 de rapidement tourner la page.

"La responsabilité, c'est de ne pas perdre de temps pour traiter convenablement la question du départ du Royaume-Uni" et "pour traiter la question de la nouvelle impulsion que nous devons donner à l'Union européenne à 27", avait déclaré la veille François Hollande depuis Berlin. "Je n'imagine pas un gouvernement britannique, quel qu'il soit, ne pas respecter le choix de son propre peuple", a déclaré ce mardi le chef de l'Etat français aux journalistes, répétant qu'"il n'y a pas de temps à perdre" pour mettre en oeuvre le Brexit.

Ce mardi, les autorités européennes lui ont emboîté le pas. "L'Europe est prête à commencer la procédure de divorce même dès aujourd'hui", a promis le président du Conseil européen Donald Tusk.

"Nous ne pouvons pas nous installer dans une incertitude prolongée (...) Je voudrais que le Royaume-Uni clarifie sa position, pas aujourd'hui, pas demain matin, mais rapidement", a insisté de son côté le président de la Commission Jean-Claude Juncker devant le Parlement européen réuni en session extraordinaire. La veille, l'ancien dirigeant luxembourgeois s'était montré bien moins diplomate: "Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement britannique a besoin d'attendre jusqu'au mois d'octobre pour décider si oui ou non il envoie la lettre de divorce à Bruxelles. J'aimerais l'avoir immédiatement".

A Paris, où le Parlement a procédé à un débat sans vote pour tirer les leçons du Brexit, chacun juge qu'une sortie rapide du Royaume-Uni est la meilleure chance d'endiguer le risque politique et économique que fait peser David Cameron en renvoyant la responsabilité du divorce à son successeur, qui sera désigné en septembre prochain. A la tribune de l'Assemblée nationale, Manuel Valls a mis en garde contre "l'incertitude préjudiciable" des ambiguïtés de la position britannique. Alors que les bourses européennes ont chuté dans le sillage du référendum, "nous avons besoin de stabilité, pas seulement pour les marchés financiers", a plaidé le premier ministre.

Paris redoute en effet que Londres, en laissant traîner la question de départ, cherche à négocier au meilleur prix les conditions de son retrait, offrant ainsi un dangereux précédent aux partis nationalistes européens qui exigent à leur tour un référendum national pour une sortie de l'UE. Surtout, tant que l'article 50 n'a pas été enclenché, difficile pour les dirigeants européens de tirer toutes les leçons du Brexit pour y apporter une réponse collective censée insuffler une nouvelle dynamique au projet européen.

Pris en étau entre le suffrage du peuple britannique, l'effondrement de la livre sterling et la crise politique qui secoue ses deux principaux partis, le Royaume-Uni cherche avant tout à temporiser. David Cameron, dont le successeur sera désigné par le parti conservateur le 9 septembre prochain, a tenté de dédramatiser le retrait britannique. "Même si nous sommes en train de quitter l'UE, nous ne tournons pas le dos à l'Europe", a-t-il insisté, faisant valoir que les 27 autres Etats membres du bloc restaient "des voisins, des amis, des alliés, des partenaires".

Si David Cameron promet une procédure de divorce "aussi constructive que possible", ses partenaires n'ont toutefois aucun moyen de le contraindre à accélérer le tempo du Brexit. Seul l'Etat membre démissionnaire peut activer l'article 50 qui lancera officiellement les négociations sur un traité de sortie. huffingtonpost.fr 28.06

Depuis 5 ans il n'a jamais condamné le moindre attentat commis en Syrie par les barbares soutenus par la Turquie... et la France.

- Attentat à Istanbul: Hollande "condamne fermement" un "acte abominable" - BFMTV

"Je veux condamner fermement cette attaque", a déclaré le chef de l'Etat français après le meurtrier attentat d'Istanbul. BFMTV 28.06

En complément

- "Biens mal acquis": Rifaat al-Assad, oncle du président syrien, mis en examen à Paris - AFP

La loi Travail, c'est pas la santé.

- Loi Travail : Après quatre mois de lutte, les manifestants continuent de croire à un retrait du texte - 20minutes.fr

Le cortège parisien a rassemblé "plus de 55.000 personnes", selon la CGT et Force ouvrière pour une 11ème journée de mobilisation. La préfecture de police en dénombrait entre 14.000 et 15.000. La manifestation de jeudi dernier dans la capitale avait rassemblé de 19.000 à 20.000 personnes, selon la police, et 60.000 d'après les organisateurs.

Pour l'ensemble de la France, le ministère de l'Intérieur a dénombré près de 65.000 manifestants, contre 70.000 jeudi dernier, tandis que la CGT en revendique 200.000; 81 personnes ont été interpellées sur tout le territoire, a-t-il précisé.

En province, les cortèges étaient tous très maigres, au point que les manifestants de Toulouse ont renoncé à se compter. A Marseille, les manifestants étaient 38.000 selon la CGT, 3.000 d'après la police, une affluence légèrement en baisse par rapport à jeudi dernier. De 1.650 personnes, selon la préfecture à 7.000, selon les syndicats, ont défilé à Bordeaux.

La CGT a remis mardi matin à l'Elysée les 704.129 bulletins de sa votation citoyenne, avec une expression de 91,99% pour le retrait du projet de loi Travail.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, qui soutient le projet de loi adopté en première lecture par les députés, comme la CFTC et l'Unsa, exhorte Manuel Valls à tenir bon, en particulier sur l'article 2.

Malgré leur persévérance, certains manifestants s'interrogent sur l'efficacité de leur mode de protestation.

«On peut imaginer des actions sur les réseaux sociaux ou sur les plages pour nourrir la contestation », se réjouit Vincent. G., représentant de la CGT en Essonne.

Représentant de Force Ouvrière dans le Val d'Oise, Vincent Vilpasteur continue de défiler tout en estimant que « les meilleurs moyens de lutter [contre la loi El Khomri] restent les grèves, les blocages. On n'était pas loin de réussir quelque chose avec les blocages des raffineries et les grèves à la SNCF, mais on n'a pas été assez suivis », précisant que « si la protestation prend la forme de manifestations, c'est que la précarité des travailleurs et leur peur de perdre leur emploi les empêchent aussi de s'engager [dans des mouvements de grèves à long terme]. » Frédéric, responsable autoroutier, ajoute, en outre, que « toutes les entreprises n'ont pas de représentation syndicale suffisante pour faire le nombre et s'ajouter à un mouvement de grève global. »

Mais pour certains, un retrait de la loi travail pourrait venir du Parlement. « On a bon espoir de voir une éventuelle motion de censure de gauche à l'initiative des frondeurs, recueillir cette fois-ci une majorité de voix », lance Mathieu.

Vincent.G. refuse de parler du recours parlementaire comme d'un « dernier espoir », et n'est pas le seul. « Il ne faut pas oublier que 2017 approche et que même si on admet que la loi passera en deuxième lecture à l'Assemblée en juillet, le chemin pour qu'elle soit mise en application reste long », martèle Elise, 23 ans, et étudiante en droit. Bref, dans les rangs de la manif'contre la loi El Khomri, on joue la montre dans l'espoir de voir arriver le but salvateur dans les arrêts de jeu. « J'étais déjà là en 2005, pour protester contre le CPE », sourit Frédéric. « La loi avait été adoptée, et Dominique de Villepin avait fini par revenir sur ses pas face à l'ampleur de la protestation. Le schéma peut se reproduire. » 20minutes.fr et Reuters 28.06

- Une nouvelle manifestation anti-loi travail le 5 juillet (et ce n'est peut-être pas fini) - L'Opinion

Philippe Martinez a annoncé ce mardi qu'une nouvelle manifestation anti-loi travail était d'ores et déjà programmée le 5 juillet. D'autres pourraient encore avoir lieu selon le leader de la CGT. L'Opinion 28.06

- Le Sénat a adopté une loi Travail encore plus libérale que le texte d'origine

Le Sénat a adopté mardi 28 juin le projet de loi travail par 185 voix contre 156, après l'avoir rendu nettement plus libéral lors de ses travaux.

Le Sénat a notamment adopté le très controversé article 2 qui instaure la primauté des accords d'entreprises sur les accords de branches. Mais il a en outre fait sauter le verrou des 35 heures en donnant la possibilité aux entreprises de revenir à 39 heures même sans accord.

Le Sénat a aussi relevé, contre l'avis du gouvernement, le niveau des seuils sociaux dans les entreprises, faisant passer de 11 à 20 salariés l'obligation de faire élire des délégués du personnel, et de 50 à 100 salariés la création d'un comité d'entreprise (CE) et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Le seuil minimum de 24 heures pour le temps partiel a

lui été supprimé.

Les sénateurs ont également réinscrit l'instauration d'un plafonnement des indemnités octroyées par le juge en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Une disposition qui figurait dans la version initiale de la loi mais abandonnée par l'exécutif en échange du soutien de la CFDT. Dans le même esprit, les élus LR ont assoupli encore davantage le licenciement économique en restreignant le périmètre des difficultés de l'entreprise au niveau national. De fait, si un groupe réalise des bénéfices à l'étranger mais pas en France, il pourra plus facilement se séparer de ses salariés.

Quant au volet droits des salariés, les sénateurs ont décidé d'assouplir le compte personnel d'activité et de supprimer la généralisation de la garantie jeunes, deux concessions offertes par l'exécutif pour calmer la fronde des syndicats de travailleurs et étudiants.

Cette version devrait toutefois être détricotée par les députés lors d'une nouvelle lecture à partir du 5 juillet, pendant laquelle le gouvernement n'exclut pas de recourir à nouveau à l'article 49-3 pour faire adopter sa version sans vote. Le Huffington Post 28.06

- Sept Français sur 10 contre le 49-3 sur la loi Travail - Reuters

Plus de sept français sur dix sont opposés à ce que le gouvernement engage de nouveau sa responsabilité à l'Assemblée nationale pour faire adopter définitivement le projet de loi Travail, selon un sondage Odoxa pour Le Parisien et France Info. Reuters 28.06

- Avec le texte ultra-libéral voté au Sénat, les anti-loi Travail ont une double raison de manifester - Le Huffington Post

Pendant qu'ils y sont

- Le droit de grève ? Bien sûr qu'il faut le réglementer ! - LePoint.fr

En France, le droit de grève est dévoyé depuis trop longtemps à cause de syndicats irresponsables, de tribunaux laxistes et de politiciens sans courage. LePoint.fr 28.06

Venezuela

- Venezuela : le gouvernement veut dissoudre le Parlement - AFP

Le gouvernement vénézuélien envisage de demander au Tribunal suprême de justice (TSJ) de dissoudre le Parlement, actuellement contrôlé par l'opposition, pour usurpation des fonctions gouvernementales, a annoncé mardi le porte-parole de la coalition au pouvoir, Didalco Bolivar.

Gouvernement et Assemblée sont engagés dans un bras de fer depuis plusieurs mois, l'opposition cherchant à obtenir le départ anticipé de Nicolas Maduro, élu en 2013 jusqu'en 2019, via un référendum révocatoire.

Outre l'accusation d'usurpation, la coalition gouvernementale envisage d'inclure, dans sa requête adressée au TSJ, les charges de trahison à la patrie, violation de la Constitution et d'abus d'autorité en matière de politique extérieure.

"Nous demandons que la dissolution (du Parlement) soit accompagnée de l'appel à des élections législatives pour que ce soit le peuple qui dise si cette Assemblée qui fait de l'obstruction et viole la Constitution doit se maintenir" ou non, a indiqué Didalco Bolivar.

Les discussions sur cette possible saisine du TSJ ont débuté mardi et une décision sera annoncée la semaine prochaine, a-t-il précisé. AFP 28.06

Bienvenue en oligarchie

- Facebook suggère en amis... certaines personnes que vous croisez

Du moins, si la géolocalisation est activée sur votre smartphone. Vous vous êtes peut-être déjà demandé comment une personne que vous aviez croisé se retrouvait soudain suggérée en ami sur Facebook. Ce, alors que vous ne lui aviez pas donné d'informations de votre compte. Slate.fr

Un agent du FBI, du MI6, de la DGSE, du Mossad ?

- Les chats aussi se préoccupent de leur équilibre alimentaire

À long terme, ils ne se laissent pas aller à un abus hédoniste de pâtée au bon goût de poisson. Les chats veulent bien manger. En plus de l'odeur et du goût, ils se soucient, en effet, de l'équilibre nutritionnel de leur nourriture, selon une étude publiée dans la revue Royal ... Slate.fr

Les chats valent mieux que les pauvres qui sont assez cons pour bouffer et picoler n'importe quoi et qui puent...

Haut de page

Le 30 juin 2016

CAUSERIE

Quelques réflexions après le poker menteur du Brexit.

1- Nos dirigeants ont été encore une fois bien inspirés en hurlant victoire suite au Brexit !

Bref, ils se sont ridiculés une fois de plus, montrant que décidément ils avaient des difficultés avec la réalité, ce qui ne les empêchera pas de donner des leçons à ceux qui ne partagent pas leur interprétation de la situation en les accusant d'être coupés de la réalité, très sérieusement s'il vous plaît. Cela devrait les inciter à faire preuve de davantage de modestie et à revoir d'urgence leur copie, si on peut se permettre de leur donner un conseil.

2- Bien qu'on ignore toujours précisément pourquoi ils ont joué cette partie de poker menteur, les derniers développements semblent confirmer cette hypothèse.

Vous admettrez qu'il avait fallu faire preuve d'une certaine audace pour avancer cette hypothèse bien avant ce référendum. Ce serait exagéré d'affirmer que j'aurais fait preuve de perspicacité ou de discernement, puisque je n'avais fait que m'en remettre aux faits dont j'avais eu connaissance en les reliant entre eux, faits que tout le monde possédait, je n'ai donc aucun mérite.

Habitué à étudier toutes sortes de théories, y compris les moins recommandables, à tenir compte de l'ensemble des acteurs ou institutions qui concourent à l'orientation de la situation mondiale, y compris celles qui agissent dans l'ombre, je n'avais absolument aucun a priori en abordant la question des tenants et aboutissants de ce référendum, aussi je n'avais aucun raison de favoriser tel ou tel scénario pour tenter par la suite d'en tirer profit pour justifier je ne sais quelle théorie.

Ainsi libéré de toute entrave, je m'en suis remis aux faits sans chercher à les interpréter. C'était inutile, car il suffisait d'avoir à l'esprit que les Britanniques étaient réputés euroseptiques depuis de longues années, et que les conditions sociales de la majorité d'entre eux n'avaient cessé de se dégrader au cours des dernières décennies, pour en déduire logiquement que le Brexit avait toute les chances de l'emporter, sauf incident de dernières minutes. Ce qui a bien failli se produire avec le meurtre de la députée travailliste pro-UE, Jo Cox qui a entraîné la suspension de la campagne électorale, procurant à Cameron une occasion rêvée pour annuler purement et simplement ce référendum, par exemple au profit d'un vote au Parlement, alors que le Brexit était donné gagnant par tous les sondages, comme quoi ils y tenaient au Brexit pour pouvoir ensuite l'instrumentaliser à leur guise.

Bien qu'on ne fasse qu'aligner des faits, certains estimeront que la théorie du poker menteur relève de la théorie du complot, on n'y échappera pas de la part de ceux qui justement ont quelques problèmes avec la réalité quand il s'agit de la prendre dans sa totalité. On les ignorera.

Tenez, puisqu'on évoque la théorie du complot qu'ils agitent à l'instar des représentants du régime, profitons-en pour leur livrer une information qui témoigne de quel côté il faut chercher ceux qui complotent contre les peuples.

Mohammed Abrini est un informateur des Britanniques - voltairenet.org 28.06

Selon la presse londonienne, Mohammed Abrini, est un informateur des services de sécurité britanniques [1].

Seule personne impliquée à la fois dans les attentats de Paris (13 novembre 2015) et de Bruxelles (22 mars 2016), Mohammed Abrini dit « l'homme au chapeau » est actuellement détenu en Belgique. Le procureur du roi se serait opposé à son extradition vers la France au motif de ses liens avec les services britanniques.

La presse britannique ne précise pas s'il travaillait pour la police ou les services de Renseignement, s'il avait été retourné ou infiltré. Cette information fait également surgir une question sur son frère, officiellement mort au Levant, mais qui pourrait en réalité avoir été exfiltré. voltairenet.org 28.06

[1] "First Isis supergrass helps UK terror police", Tom Harper, The Times, June 26th, 2016. « Terror suspect dubbed 'the man in the hat' after Paris and Brussels attacks becomes British police's first ISIS Supergrass », Anthony Joseph, Daily Mail, June 26th, 2016.

Il est clair que lorsqu'on ne veut pas tenir compte de certains faits, on aura forcément une perception déformée de la réalité, partant de là on sera amené à définir une politique qui s'avèrera erronée.

L'intérêt que je porte au mondialisme et à ses institutions dont les médias ne parlent jamais ou presque, imités en cela par l'ensemble des partis dits ouvriers, ne relève pas d'une quelconque obsession qui dénoterait une orientation malsaine, je n'attache pas davantage d'intérêt à ce facteur plutôt qu'à d'autres, je le prend tel qu'il est, c'est tout, et s'il se trouve qu'il joue un rôle déterminant dans la marche du monde, je n'y suis pour rien.

Quand par exemple un agent ou ex-agent du FBI ou de la CIA déclare qu'au moins 90% des attentats qui se produisent aux Etats-Unis ou dans le monde sont le fait d'Etats et de leurs services secrets ou de renseignement, je prend acte, c'est tout.

Dans le cas de l'assassin d'extrême droite de la député travailliste Jo Cox. Il n'était certainement pas un agent du MI6, de la CIA ou de je ne sais quel service secret, cela dit, les opposants au Brexit ont mené une campagne si hystérique, violente et provocatrice qu'elle devait provoquer la radicalisation de certains opposants au maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE, dont ceux d'extrême droite parmi lesquels certains étaient prêts à tout jusqu'à péter un plomb, ce qui se produisit et était donc prévisible sans forcément en arriver à commettre un meurtre, tout cela pour dire que le recours à un agent du MI6 par exemple était parfaitement inutile et trop dangereux, et que pour arriver à leur fin ou produire le même effet ils pouvaient très bien s'en passer. Et dans les jours qui suivirent, les sondages annoncèrent que les deux camps étaient au coude-à-coude, donnant une légère avance à celui du maintien dans l'UE, comme quoi cet assassinat avait servi le camp des opposants au Brexit, qui cependant ne l'exploitèrent pas à fond puique le référendum fut maintenu par Cameron.

Cameron aurait très bien pu décréter qu'il annulait le référendum parce qu'il constituait un facteur de troubles graves à l'ordre public, annonçant dans la foulée que le Parlement était légitime pour trancher la question posée aux électeurs, puisque c'étaient eux qui l'avaient démocratiquement élu et le tour était joué. Reste qu'il était peut-être un peu tard pour recourir à ce scénario.

Vous connaissez la suite, comme prévu ils exprimèrent leur profonde (et hypocrite) déception à l'annonce de la victoire du Brexit en annonçant sur la champ qu'il était irrévocable, et quant aux Bourses, elles plongèrent pour cinq jours plus tard et pas un de plus essuyer leurs pertes et revenir au même niveau que le 23 juin, comme si elles étaient satisfaites de la situation et qu'elles avaient saisi la nature de cette opération.

Brexit. Intox et désinformation. Bienvenue chez les faussaires.

Les médias-oligarques ont interprété les résultats du référendum du 23 juin en Grande-Bretagne comme le produit d'une guerre entre générations, accusant les vieux d'avoir favorisé le Brexit, tandis que les jeunes s'y seraient opposés.

Or, il s'avère selon un sondage réalisé par Sky News et mis en ligne le 25 juin, que 83% des électeurs de la tranche d'âge supérieure à 65 ans se sont abstenus, 81% des 55-64 ans et 75% des 45-54 ans, tandis que dans la tranche d'âge de 18-24 ans seulement 36% se sont abstenus, et 58% des 25-34 ans (Source : Arrêt sur Info 28.06).

Donc ce sont les tranches d'âge les plus jeunes qui ont voté en faveur du Brexit, ce qui se comprend puisque leur avenir est sacrifié, tandis qu'il est derrière les plus vieux.

On comprend qu'il soit plus aisé ou moins risqué de s'attaquer lâchement à des vieux las ou usés qui n'attendent plus rien de la vie et de leur société pourrie, plutôt qu'à des jeunes toujours prêts à s'enflammer à la moindre étincelle et qui naturellement aspirent à davantage de justice et à une vie meilleure.

A la différence des jeunes, les vieux ont vécu dans et en dehors de l'UE et ils ont pu se rendre compte qu'aucun des problèmes auxquels ils avaient été confrontés n'avaient été réglés en entrant dans l'UE, bien au contraire, ce qui explique peut-être pourquoi ils se sont abstenus massivement, histoire de dire qu'ils n'attendaient rien du pouvoir en place dans ou en dehors de l'UE et que dans tous les cas de figure ils le rejetaient.

Dès lors on comprend pourquoi les médias-oligarques s'en sont pris violemment à eux jusqu'à les insulter, il valait mieux parler du vote des jeunes en le falsifiant au passage.

Brexit. Voici un modèle du genre en terme d'aveuglement ou de confusion.

Quelle cruauté la réalité impose à ces intellectuels qui manquent singulièrement de discernement ou de logique! Leur cerveau gavé jusqu'à la gueule s'essouffle, étouffe et finit par se scléroser pour ne plus produire à longueur de temps que des fadaises dont ils se repaissent et sont les seuls à tirer satisfaction.

Leur faconde cache mal leur absence d'idée ou d'imagination qui s'est tarie à force d'interpréter la réalité à travers le prisme déformant de l'idéologie de la classe dominante.

L'insignifiance de leurs analyses qui en résulte et que la réalité se charge ironiquement de mettre en lumière ne les émeut pas plus que cela, au contraire, tel l'idiot du village ils trouvent encore le moyen d'en tirer satisfaction. Si vous pensiez qu'ils auraient honte que leur crasse ignorance soit ainsi dévoilée, vous vous trompez ou c'est bien mal les connaître, car c'est une émotion ou un sentiment qu'ils ignorent tant ils sont imbus de leur modeste personne, ils trouveront toujours le moyen de retourner la situation en leur faveur, quite à se contredire à nouveau en ne s'embarrassant pas de scrupules inutiles qui à les entendre leur font horreur chez les autres, l'essentiel demeurant qu'ils soient satisfaits d'eux-mêmes et le fassent savoir.

Ils sont censés avoir acquis des connaissances dans certains domaines et avoir développé un niveau de conscience supérieur à la moyenne de la population, qui les autorise estiment-ils à parler en son nom, alors qu'en réalité ils n'ont jamais joué qu'un rôle subalterne dans le développement de la civilisation humaine pour n'avoir produit que des idées qui n'ont jamais nourri un homme.

Pour être étrangers à tous les centres de production, ils se sont développés tels des parasites se repaîtant des victimes que la société devait sacrifier pour se développer et qui devaient figurer parmi les plus faibles et non parmi les puissants qui dominaient, les maîtres qu'ils servent docilement.

Quand un de ces intellectuels nous livre ses états d'âme, cela donne ce que nous allons lire maintenant.

Le premier passage consiste en une sorte de mea culpa, très bref, après qu'il eut expliqué qu'il s'était laisser berner par les derniers sondages qui donnait le camp du "remain" vainqueur. S'il témoigne sa surprise du résultat de ce référendum, c'est aussitôt pour se perdre dans des divagations délirantes, ce qui était inévitable puisqu'il n'a toujours pas encore compris que cette opération s'apparentait à une partie de poker menteur.

Dans le second passage, il va le confirmer de manière magistrale en nous proposant une alliance contre nature qui révèle à quelle source il puise son inspiration, qui s'inscrit en contradiction avec le processus historique à l'oeuvre dans le développement du capitalisme auquel manifestement il n'a rien compris.

Cet article a été publié le 28 juin par le portail suisse Arrêt sur Info.

- J'avoue que malgré toute ma vie consciente passée à évaluer les infos de guerre, moi aussi je me suis laissé égarer. Au lieu de voir les pronostics pour ce qu'ils étaient, concrètement, des efforts effrontés pour persuader l'opinion, ou des désirs pris pour des réalités, j'y ai presque cru. Le pessimisme m'avait gagné, sur le mode « tout est parfaitement ficelé d'avance, dans les chambres noires des puissants ». Les nouvelles de ce vendredi 24 juin au matin m'en ont paru d'autant plus douces. Félicitations, les Anglais : vous avez vaincu la peur et le découragement, vous avez refusé d'accepter la défaite. Vous êtes les vrais fils de ceux qui ont livré la Bataille d'Angleterre au lieu d'accepter le sort décidé pour vous par Berlin et Bruxelles. Vous avez porté un coup au nouveau Reich, et nous avez redonné espoir à tous.

- Le Brexit, c'est un évènement qui change les règles du jeu. Nous discernons une force puissante qui agit contre le gang global des banksters. Il est probable que cette force est rattachée aux industrialistes, les gens de l'économie réelle, qui n'en finissent pas de souffrir sous le régime néolibéral des économies aux mains des banquiers. Les ouvriers peuvent les soutenir, et apparemment ils le font, parce que les banquiers veulent la destruction du monde. Le pouvoir montant que l'on ressent derrière Trump et le Brexit, c'est une alliance entre les travailleurs et les véritables entrepreneurs, en opposition avec ceux qui causent et qui posent, et avec les financiers.

Quel programme, quel délire !

Notre ennemi, ce n'est pas l'oligarchie financière, les banquier, le néolibéralisme : C'est le capitalisme et ses institutions qu'il faut abattre.

Brexit. Quelques rappels.

Causerie du 3 juin 2016

- Grande-Bretagne : le Brexit annoncé par les sondages - euronews.com

Les sondages révèlent un tournant marquant, puisque désormais 52% des électeurs disent oui au divorce, contre 48% qui veulent rester dans l'UE. euronews.com 02.06

Causerie du 7 juin 2016

- Le camp du Brexit creuse l'écart au Royaume-Uni

Trois nouveaux sondages placent lundi le camp du Brexit devant le camp des partisans du maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, avec deux à cinq points d'avance, en vue du référendum du 23 juin. Reuters 06.06

Causerie du 11 juin 2016

- Un sondage donne le camp du Brexit gagnant avec 55% des voix - Reuters 10.06

Causerie du 15 juin 2016

Brexit. Les dés sont pipés.

Grille de lecture.

- Devinez pourquoi nous n'avons pas utilisé cet argument. C'est le milliardaire Rupert Murdoch qui vous fournit la réponse.

- Je m'étais contenté de dire que si c'était Cameron, le représentant de l'oligarchie au pouvoir, qui avait pris cette initiative d'un référendum, c'était qu'il y avait anguille sous roche et qu'en aucun cas il avait pris cette décision seul, c'était totalement impensable, elle lui avait été forcément dictée par l'oligarchie qui souhaitait que la Grande-Bretagne rompt avec l'UE, reste à savoir exactement pourquoi ou qu'est-ce que cela présage dans un proche avenir, rien de bon...

Reuters - A neuf jours du référendum du 23 juin, quatre nouveaux sondages donnent mardi jusqu'à sept points d'avance aux partisans d'un divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne...

Dans un communiqué commun publié mardi, de hauts responsables travaillistes ont mis en garde contre les conséquences d'une éventuelle sortie de l'UE, qui pourrait coûter selon eux 525.000 emplois dans le secteur public.

"Si nous quittons (l'UE), le choc ressenti par notre économie pourrait se traduire par un trou noir de 40 milliards de livres dans nos finances publiques", écrivent-ils, alors que la livre sterling était sous pression sur les marchés des changes. Reuters 14.06

Rien de bon, juste des mauvais coups supplémentaires, il manquait juste un prétexte pour les justifier ou selon eux les rendre légitimes, c'est fait grâce au Brexit, et pour que ce soit le plus indolore possible sur le plan politique, ils vont faire en sorte que ce soit l'UE qui présente la facture au peuple britannique pour que les partisans du Brexit se tournent contre elle et non contre le gouvernement, tandis que les partisans du remain accuseront un certain nombre d'acteurs sociaux d'être responsables de la situation, dont évidemment ceux qui étaient favorables au Brexit, favorisant ainsi un climat de guerre civile ou débouchant sur une résignation générale précipitant la déchéance de la société.

Brexit. Poker menteur. Même pas peur !

Brexit: Obama confiant dans la stabilité du système financier - AFP

Le président des Etats-Unis Barack Obama a exprimé mercredi 29 juin à Ottawa sa confiance dans la capacité du système financier mondial à surmonter le vote des Britanniques en faveur du Brexit. AFP 29.06

La Bourse de Londres efface les pertes accumulées après le référendum sur le Brexit - LeMonde.fr

L'indice FTSE-100 des principales valeurs est passé en séance au-dessus du niveau de la clôture de jeudi 23 juin, veille du résultat du référendum.

Cinq jours après le séisme de la victoire du « Brexit », la Bourse de Londres a effacé mercredi 29 juin les pertes qu'elle avait subies.

L'indice FTSE-100 des principales valeurs est passé en séance au-dessus du niveau des 6 338,1 points, celui de la clôture de jeudi 23 juin, avant que le résultat du scrutin ne soit connu et n'entraîne les marchés en forte baisse. LeMonde.fr 29.06

Marché: les investisseurs reprennent leurs esprits. - Cercle Finance

Les indices actions européens alignent une deuxième séance consécutive de rebond, à l'image du FTSE de Londres (+2,5%), les investisseurs reprenant leurs esprits après le choc provoqué par le vote du Brexit la semaine dernière.

A Francfort où le DAX gagne 1,4%.
Le CAC40 monte de 2,2%
L'AEX d'Amsterdam s'adjuge 2,7%
A Bruxelles où le Bel20 progresse de 2,4%
L'indice PSI de Lisbonne avance enfin de 1,9%. CercleFinance.com 29.06

- Wall Street ouvre en hausse, le Brexit fait moins peur - AFP

- La Bourse de Paris garde la forme - AFP

- Brexit : les adieux de David Cameron à l'Union européenne - Francetv info

- Devant les Français de Londres, Nicolas Sarkozy s'explique sur le référendum. Figaro.fr

Sarkozy : «Il y a eu 74% de participation et 17 millions d'électeurs», a-t-il lancé. «Ils ont choisi de quitter l'Europe. On ne peut pas revenir en arrière!» Figaro.fr 29.06

L'UE de Monsanto, en sortir d'urgence une nécessité de salut public !

- Roundup: l'UE prolonge temporairement l'autorisation de vente - La Tribune

Loi Travail

- Loi travail: Mailly (FO) a obtenu "des garanties" sur le rôle des branches - AFP

Jean-Claude Mailly (FO) a obtenu la "garantie" du gouvernement que les branches professionnelles continueront de primer dans une série de domaines, dont les salaires, mais n'a rien obtenu sur la question des heures supplémentaires, où l'accord d'entreprise primera.

"Ce n'est pas la fin du mouvement", a-t-il déclaré à l'issue de la réunion à Matignon, en déplorant "le blocage du Premier ministre" notamment sur l'article 2 qui cristallise le mécontentement des opposants au texte.

Principal soutien syndical de la réforme de la loi Travail, le CFDT se dit "satisfaite" des amendements présentés par le gouvernement, a déclaré Laurent Berger. "Le cœur du texte n'est pas touché, donc la CFDT est satisfaite", a assuré le secrétaire général du syndicat à sa sortie de Matignon. (Et pour cause, la négociation d'entreprise permettra de déroger aux dispositions sur le temps de travail, notamment, et Mailly s'en fout aussi. - LVOG)

"C'est bien à l'échelle de chaque entreprise que doit se discuter l'organisation du travail", a renchéri en fin de journée Manuel Valls.

"Il n'y a aucune incertitude. La loi sera votée et promulguée dans les délais prévus. Je souhaite qu'une majorité puisse être trouvée. A défaut, il sera de nouveau recouru à l'article 49-3", prévient pour sa part le chef de l'Etat François Hollande dans une interview à paraître jeudi dans Les Echos. AFP et Reuters 29.06

Mailly s'est empressé d'annoncer sans avoir consulté les instances de son syndicat que FO ne participerait pas à la "journée d'action" prévue mardi 5 juillet, un soulagement pour Hollande et le gouvernement du Medef.

L'âge de ses artères n'est pas forcément celui de la raison.

- La retraite, le plus bel âge de la vie pour les seniors - LeFigaro.fr

Plus des trois quarts des personnes âgées de 65 ans et plus vivent bien leur âge et estiment que la vie reste une source de plaisir, selon le baromètre européen de l'Institut du Bien Vieillir Korian. LeFigaro.fr

Mais à 35 ans ce n'est pas mal non plus, je parle pour moi et je peux en témoigner !

Hollande plus illégitime que jamais : Dehors !

- Popularité : Hollande touche le fond. - Francetv info

Jusqu'où descendra-t-il ? Seulement 12% des Français font encore confiance à François Hollande, selon un sondage

TNS Sofres-Onepoint pour Le Figaro Magazine publié mercredi 29 juin. Francetv info

En famille. Hollande n'est légitime que pour les patrons

- Hollande annonce une batterie de mesures en faveur des entreprises - BFM Business

- PME: la prime à l'embauche prolongée

La prime à l'embauche pour les PME de moins de 250 salariés sera prolongée en 2017, de même que "le mécanisme du suramortissement des investissements", indique le président français.

"Nous allons franchir dans quelques jours le seuil des 500.000 embauches dans le cadre de ce dispositif. C'est un succès au bénéfice de l'emploi et des entreprises et j'ai donc décidé de le prolonger sur l'ensemble de l'année 2017, comme d'ailleurs le mécanisme du suramortissement des investissements", déclare le chef de l'Etat.

- La C3S pas supprimée, mais le CICE augmenté

La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) ne sera finalement pas totalement supprimée en 2017, au profit notamment d'un "relèvement" du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

Cette possibilité, qui n'avait pas encore été arbitrée pour l'année prochaine, prévoit que 5 milliards d'euros du Pacte de responsabilité seront finalement consacrés "au relèvement du CICE - qui sera porté à au moins 7% de la masse salariale (6% aujourd'hui, ndlr) - et à la baisse de l'impôt sur les société pour les PME", explique le chef de l'Etat.

- De nouveaux avantages fiscaux pour la place financière de Paris

"Le Royaume-Uni redevenant un pays tiers, le passeport financier européen devra disparaître, de même que ce sera la fin du passeport commercial et du passeport européen tout court", a rappelé François Hollande, évoquant le Brexit. "Nous devons adapter nos règles, y compris fiscales, pour rendre la place financière de Paris plus attractive". BFM Business 29.06

Il y a de quoi avoir des sueurs froides

- Stéphane Le Foll, le VRP chahuté - LeFigaro.fr

Pris à parti par des opposants à l'action gouvernementale, le ministre de l'Agriculture a dû écourter une réunion publique à Bordeaux.

Après une courte réunion publique très houleuse, il s'est échappé chemise trempée et mine déconfite en laissant les militants abasourdis. Et surtout, sans débattre et répondre aux questions du public comme annoncé sur l'affiche.

Ce qui devait être un exercice de pédagogie s'est donc transformé en une grande farce, un simulacre de démocratie dont les véritables militants sortent les plus meurtris. Touché au dos, l'homme qui brandissait un panneau «Valls démission» face au ministre sur le départ, jeté violemment à terre par trois membres du service d'ordre. Touchés au cœur, ceux qui étaient réellement venus pour comprendre ou se rassurer. «C'est une honte, enrage un spectateur. Ils ont les mêmes méthodes que Sarkozy, en pire». «Il a été courageux de venir, il faut le dire, se désole Philippe, un autre sympathisant. Des gens sont venus manifester pour se faire un ministre. Il part avec le paquet plein, que va-t-il en faire? C'est ça la question. Dorénavant, aucun élu ne sortira indemne, il n'y aura plus que des meetings comme ça, jusqu'à l'explosion du PS». LeFigaro.fr 29.06

Violence policière encouragée par le PS

- « Contrôles au faciès » : l'Assemblée rejette le récépissé - LeMonde.fr

La justice d'un paradis fiscale ou le TTIP avant l'heure.

- Procès "LuxLeaks" : deux lanceurs d'alerte condamnés à des peines de prison avec sursis, le journaliste acquitté - Francetv info

Les deux lanceurs d'alerte qui ont permis de révéler un tentaculaire scandale d'évasion fiscale via le Luxembourg ont été condamnés à de la prison avec sursis, mercredi 29 juin, par la justice du Grand-Duché. Antoine Deltour, employé de la firme d'audit PricewaterhouseCoopers a été condamné à 12 mois de prison, avec sursis. Son collègue, Raphaël Halet a été condamné à 9 mois avec sursis.

Les deux lanceurs d'alertes étaient accusés d'avoir fait fuiter 22 000 pages éclairant les pratiques fiscales de grandes multinationales établies dans le pays. Ils encouraient jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.Le journaliste Edouard Perrin, à qui ils avaient transmis des documents dans le cadre d'une enquête de "Cash Investigation" a été acquitté.

L'affaire, surnommée "LuxLeaks" par la presse, avait révélé les pratiques de 340 entreprises entre 2012 et 2014. Le manque à gagner représente des centaines de milliards d'euros pour les États des entreprises citées. Francetv info 29.06

Le Crif rejoint officiellement le Kalifat.

- Francis Kalifat, un homme de l'ombre et de droite à la tête du Crif - liberation.fr

Elu président, le 29 mai, sans concurrent face à lui, Francis Kalifat se situe dans le sillage de son prédécesseur, le très intransigeant Roger Cukierman. «La priorité sera de lutter contre l'antisémitisme sous toutes ses formes, que ce soit sur Internet ou à travers les discours antisémites des Soral et Dieudonné», a annoncé Francis Kalifat, dès son élection. Quant à la défense d'Israël, elle restera, elle aussi, une priorité de l'institution. Francis Kalifat a promis de «s'attaquer à la dimension de l'antisémitisme cachée derrière l'antisionisme et véhiculée notamment par le mouvement BDS [Boycott, désinvestissement et sanctions, ndlr]».

Son arrivée à la tête du Crif est l'aboutissement d'un parcours dans l'ombre de Roger Cukierman. Depuis une quinzaine d'années, Kalifat est l'un des hommes qui comptent dans son entourage. D'abord trésorier du Crif, il est devenu vice-président de l'institution en 2013.

Militant sioniste dès sa jeunesse (il est passé par le Betar, un mouvement qui n'était pas à l'époque aussi extrémiste qu'aujourd''hui), Kalifat, lecteur assidu d'Albert Camus et d'Elie Wiesel, se situe politiquement à droite. Fils d'un inspecteur de police, né à Oran, il est le deuxième président du Crif d'origine séfarade. Self-made-man, il a créé et a fait prospérer, en une vingtaine d'années, une entreprise de chaussures haut de gamme. liberation.fr 29.06

Comment ils rackettent les classes moyennes des pays émergents.

- L'assurance accélère sa croissance dans le monde - La Tribune

Le chiffre d'affaires des assureurs a crû l'an dernier de près de 10% (+9,8% exactement, en volume) dans les pays émergents, alors que la croissance des économies émergentes n'a atteint que 3,5%. L'assurance vie a progressé de 12%, contre +7,8% pour les autres branches du secteur.

La Chine, qui suscitait bien des inquiétudes à l'été 2015, affiche la plus forte croissance: +20% en assurance vie! Au total, l'Asie émergente progresse de 16% en assurance vie -contre +9,1% l'année précédente- alors que l'Amérique latine, en crise, fait évidemment moins bien. Hors assurance vie, la croissance du marché asiatique atteint 15%.

L'activité va bien, mais les profits? Le ROE (Return on equity, rendement des fonds propres) était de 12% en moyenne l'an dernier en assurance vie, soit un niveau inférieur à celui d'avant la crise, relève Swiss Re. Mais il n'a rien d'alarmant.

Les fonds propres des assureurs n'ont jamais été aussi importants, souligne Swiss Re, avec un ratio de solvabilité record de 130%. La Tribune 29.06

A part pour le scooter, comme 90% des Indiens je n'ai souscrit aucune autre assurance.

Bienvenue en oligarchie

- Mon fils s'en foutait du foot (puis l'Euro est arrivé)

Mon fils qui termine son CP s'est transformé en quelques jours en véritable tifoso à qui il faut montrer les buts de la veille au petit-déjeuner. Où et comment cela est-il arrivé? Le foot est-il aussi sexué qu'à l'époque de mon enfance? Aimer le foot, est-ce bon pour mon enfant? ... Slate.fr

- Zombies, dragons, vaisseaux spatiaux… Pourquoi la série « Call of Duty » part dans tous les sens

La franchise de jeux vidéo multimillionnaire a progressivement délaissé la seconde guerre mondiale pour la science-fiction, les zombies et maintenant l'heroic-fantasy. LeMonde.fr

- Le sexe sans lendemain, tellement banal, si peu connu

Site participatif, le casual sex project tente d'avoir une approche qualitative inédite d'un sujet qui fait l'objet de nombreux clichés. Les histoires d'un soir sont souvent regardées comme des expériences négatives, moralement condamnable parce qu'elles risquent de blesser l'autre... Slate.fr

- Pourquoi y a-t-il beaucoup plus d'épidémies depuis ces dernières décennies ?

-Le nombre d'épidémies a cru de près de 400% depuis les années 1980. Atlantico.fr

À cause de l'embargo, les jeunes Russes sont en manque de fromage - Slate.fr

Question : Ont-ils les moyens d'en acheter ? Lesquels ?

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2016

CAUSERIE

La suite de la causerie plus loin pour ceux qui avait lu plus tôt la première partie.

Pondichéry 15h20.

La causerie du jour sera prête d'ici une heure environ, pour patienter je vous propose quelques réflexions sur le référendum britannique du 23 juin ainsi que les premières leçons politiques qu'on peut en tirer

Les premières leçons politiques que l'on peut tirer du Brexit.

On ne peut pas aller jusqu'à prétendre que le Brexit aurait été programmé en mai 2012, bien que l'on sache que les différentes étapes qui ont contribué à la construction de l'UE aient été définies parfois des décennies avant qu'elles ne se réalisent, il en fut ainsi de la BCE et de l'euro par exemple, qui étaient dans les cartons dès la fin des années 40.

Si notre ennemi fait preuve d'une détermination sans faille, il faut en déduire qu'il la met au service d'un plan qu'il a défini qui comporte différents scénarios ou différentes options, auxquels selon les circonstances il compte recourir pour franchir les différentes étapes qui le séparent de son objectif final. C'est ainsi qu'une mesure peut changer à la fois de contenu et d'objectif ou adopter différentes formes sans changer pour autant d'orientation générale puisqu'elle est définie au départ par des besoins qui demeureront inchangés.

Que Cameron ait pensé initialement s'en servir pour mettre au pas certains membres du parti conservateur, c'est possible, c'était la version officielle de l'époque, en 2012. Qu'il ait conservé pendant longtemps cette version, cela semble probable, mais en même temps il ne pouvait pas ignorer que le Brexit était majoritaire au sein de la population britannique, et que maintenir ce référendum c'était prendre un risque énorme, quoique finalement limité, calculé ou relatif au regard de la manière dont les autorités françaises et irlandaises avaient traité les résultats des référendums qu'ils avaient organisés sur le TCE et perdus.

Cameron avait forcément ces différents facteurs et scénarios à l'esprit avant de lancer l'idée d'un référendum, ainsi que tous ceux avec lesquels il avait dû aborder ce sujet, à Bruxelles ou à Washington.

Peu importait les résultats de ce référendum puisqu'ils les instrumentaliseraient : En cas de défaite du Brexit il en sortirait renforcé pour poursuivre sa politique qu'il affirmerait ainsi légitimée, et si le Brexit l'emportait, il reviendrait à son successeur de l'annuler ou de faire en sorte qu'il serve les besoins de l'oligarchie anglo-saxonne, ce qui reviendrait au même, bref, en fonction de l'évolution de

la situation les sommets de l'oligarchie ordonneraient que le scénario correspondant aux résultats de ce référendum soit appliqué, sachant que quels qu'ils soient elle en tirerait profit, elle serait la seule à pouvoir en tirer profit, au regard de l'état de déliquescence avancée du mouvement ouvrier.

Il était pertinent de penser qu'elle tirerait un meilleur profit du Brexit sur le plan politique, parce qu'il allait rapidement démontrer que la sortie de l'UE ne changerait rien à la condition des travailleurs, tout en se chargeant de faire en sorte au contraire qu'elle s'aggrave pour leur en faire porter la responsabilité, avant même que la rupture avec l'UE soit consommée, de sorte qu'elle ne soit jamais menée à son terme, et que cette question qui empoisonnait les partis conservateur et travailliste soit enterrée pour de longues années.

Le scénario inverse, la victoire du camp de l'UE n'aurait pas rapporté grand chose en terme politique, de plus il aurait eu pour inconvénient de laisser pendante la question du Brexit, dont il était préférable de se débarrasser une fois pour toute.

En cas de Brexit, ils pourraient dire, soit qu'ils avaient essayé de le mettre en oeuvre, mais qu'ils n'y étaient pas parvenus parce que le contexte économique était défavorable, soit ils iraient au bout de ce processus laissant un goût amer aux partisans du Brexit. Cependant, cela pourrait les conduire à porter leur réflexion plus loin, et à se dire que si le Brexit n'était pas la solution miracle qu'ils attendaient, c'est qu'il fallait chercher ailleurs la solution, ce qui pourrait les inciter à se retourner contre les institutions britanniques.

En ce qui nous concerne, c'est le seul avantage qu'on concèdera au Brexit et qui pourrait servir de leçon à tous les travailleurs de l'UE : leur montrer que la rupture avec l'UE est impossible sans rompre auparavant avec les institutions nationales dans chaque pays, car eux seuls peuvent rompre avec l'UE, jamais aucun parti ou gouvernement inféodé à l'oligarchie financière ou au capitalisme ne rompra avec l'UE.

Cette expérience prouve que ceux qui avaient fait de la rupture avec l'UE une priorité s'étaient fourvoyés lamentablement ou avaient conduit les travailleurs dans une impasse politique. Manifestement ils n'avaient tiré aucune leçon de l'expérience grecque, à l'exception toutefois de certains dirigeants de l'ex-POI qui ont constitué le POID, tout du moins on veut bien le croire, la suite le confirmera ou non. Dorénavant il est clair que c'est contre les institutions nationales dans chaque pays qu'il faut axer notre politique, sans pour autant abandonner le mot d'ordre de rupture avec l'UE.

En quelque sorte les faits nous ont donné raison magistralement. Je ne sais pas si les militants qui se connectent à ce portail en prendront conscience, qu'ils n'hésitent pas à me le faire savoir, cela fait toujours du bien de se sentir un peu moins isolé, merci à eux.

Si l'hypothèse que j'ai retenue à propos du Brexit choque certains, je peux leur proposer une variante sans avoir à modifier les conclusions émises ci-dessus.

S'ils se sont tous empressés de reconnaître la victoire du Brexit, c'était peut-être pour donner l'illusion qu'ils le respecteraient, sachant que finalement ils le fouleraient aux pieds, puisque d'une manière ou d'une autre ils ne pouvaient pas et ils ne peuvent pas en être autrement, ce sont les besoins du capitalisme mondial et au premier chef ceux de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui l'exige.

Ce référendum ou le Brexit n'était qu'une partie de poker menteur, parce que jamais l'impérialisme britannique ne rompra avec l'UE, qu'il soit dedans ou dehors ne changera rien. S'il restait dedans, tout continuerait comme avant, et s'il en sortait avec ses collègues de l'UE ils feraient en sorte qu'il bénéficie d'un statut d'association avec l'UE équivalent.

Pourquoi ? Mais parce que seul un gouvernement des travailleurs rompra avec l'UE, ce qui implique qu'ils aient pris le pouvoir politique et renversés les institutions dans leur propre pays.

La suite plus tard.

Pondichéry, 16h15. La suite de la causerie et quelques infos en bref.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir - V. Lénine.

Qui a dit ?

- "*... comprendre, c'est déjà apprendre. Apprendre, c'est accumuler l'expérience qui alimente l'imagination et affine les décisions.*"

Réponse : L'ex-ministre de Chirac, Mélenchon ou monsieur je sais tout ou qui comprend avant d'apprendre, il est très fort l'illusionniste ! Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas.

Si "*comprendre, c'est déjà apprendre*", c'est qu'il n'y a finalement rien à apprendre, et que notre discours relève de la propagande pure ou de la démagogie. Comment cela ?

Cela signifie que l'on comprend avant d'apprendre, autrement dit que sans même se donner la peine d'apprendre on est capable de comprendre ou qu'on se livre à une interprétation de la réalité, avant même de posséder les éléments ou les faits sur lesquels reposerait ensuite notre réflexion, cela revient à s'en remettre à des a priori ou des idées reçues ou toutes faites, qui nous tiennent lieu de connaissances ou qui se substituent aux faits, à la réalité.

Du coup, si on comprend ou qu'on est en mesure d'interpréter la réalité avant même d'avoir commencé à l'étudier ou savoir au juste de quoi elle est composée, dès lors "*l'expérience qui alimente l'imagination*" ne sera que pure spéculation sur des idées et non l'étude ou l'analyse des faits auxquels se substituera cette spéculation.

Une telle démarche intellectuelle relève de l'idéalisme qui consiste à placer le verbe avant l'action. Pour ceux qui en doutaient, Mélenchon témoigne ici qu'il a bien rompu avec le matérialisme dialectique ou le marxisme, pour peu qu'il l'ait adopté un jour, ce dont on doute fortement.

(A propos du référendum sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes)

Mélenchon - "*On a constaté que les personnes consultées étaient favorables à ce gâchis. Soit. Donc acte.*

Certes, il s'agit de l'expression de l'opinion majoritaire des personnes qui sont allées voter dans une petite partie de la zone concernée par ce grand projet inutile."

Bref, ce sont vraiment des cons, ils l'auront voulu !

Partant de là, qu'il comprenne ou interprète tout de travers est inévitable, c'est ce que ce populiste démontre ici, puisqu'en réalité la zone qui a été retenue par le gouvernement pour ce référendum ne couvrait pas " *une petite partie de la zone concernée*", mais au contraire elle avait étendu bien au-delà, de manière qu'en faisant voter des électeurs qui n'étaient pas concernés, il espérait rallier ceux qui seraient sensibles à son argumentation économique faisant miroiter des créations d'emplois, opération réussie.

Et quand "*comprendre, c'est déjà apprendre*", on en vient facilement à sombrer dans la mythomanie qui se matérialise ici par le souhait que ce référendum soit étendu à l'ensemble de la population, aux 45 millions d'électeurs que compte le pays, qui forcément se sentiraient concerner par cette question.

Non mais sans déconner, on va se lâcher un peu, quelle connerie, ce type est cinglé, il est totalement déconnecté de la réalité et des préoccupations des travailleurs, il ferait mieux de commencer par apprendre, pour comprendre, pour ensuite agir ou avant de l'ouvrir !

Plusieurs lecteurs de cet article paru dans Le Grand Soir ont fait remarquer que "*le texte de Jean-Luc Mélenchon est truffé de fautes d'orthographe*", ou encore, "*j'avais déjà remarqué ça dans d'autres articles du blog de JLM*", c'est le prix que l'on paie quand on est si sûr de soi et qu'on n'a plus rien à apprendre, il faut dire que dans le domaine de la sémantique ou de la syntaxe l'imagination n'est d'aucun secours !

Qu'il ait de la tchatche ou qu'il manie l'éloquence avec aisance en fait juste un bavard à la manière de ses ex-petits camarades du PS qui sont socialistes en parole et social-impérialistes en acte, vous remarquerez que cela colle bien avec sa conception idéaliste des rapports des hommes au monde extérieur ou l'interprétation qu'il en donne en prétendant que "*comprendre, c'est déjà apprendre*".

Vous me direz que la plupart des militants sont dans le même cas en se réclamant du socialisme sans trop savoir ce que cela signifie de nos jours, ou parlent au nom des travailleurs en ignorant leurs conditions réelles, comme quoi on a toujours quelque chose à apprendre (de plus petit que soi). Le mieux, c'est encore de se dire qu'on ne sait rien et qu'on a encore tout à apprendre et qu'on demeurera un étudiant jusqu'à notre dernier souffle.

Voilà comment se traduit "***comprendre, c'est déjà apprendre***", par un étalage d'idées reçues fausses ou de spéculations hasardeuses.

- Brexit : quelles conséquences ? - République sociale publié par Le Grand Soir le 30 juin

- "*Ce vote va indéniablement mettre en cause la domination des banques et de la commission européenne sur les peuples constituant l'UE*."

C'est indéniable ou cela reste à démontrer ? Et cela leur servirait à quoi, changerait quoi en admettant que tel n'était pas déjà le cas avant ce référendum ? L'auteur de ce lieu commun sait-il pourquoi une partie non négligeable des masses refuse de rompre avec l'UE ?

- "*... l'arrêt de l'injection d'argent par la BCE avaient ensuite conduit à la soumission et à la trahison de Tsipras.*"

Erreur, Tsipras en devenant le porte-parole de la troïka n'a fait que mettre en conformité ses paroles et ses actes, une telle confusion se produit quand "*comprendre, c'est déjà apprendre*".

- "*...ce vote historique doit ravir ceux souhaitant une autre Europe. Car s'il est effectivement possible de la quitter, il est donc forcément possible de la changer et de la transformer de l'intérieur afin d'en faire un espace d'intégration et de coopération entre les peuples.*"

"*comprendre, c'est déjà apprendre*", conduit aussi à prendre ses désirs pour la réalité avant de sombrer politiquement. Y aurait-il une épidémie aiguë de mélenchonite dans le mouvement ouvrier ?

Brexit. La Bourse n'y croit pas.

Wall Street achève une troisième séance de suite en nette hausse - AFP

Wall Street a fini jeudi en nette hausse pour la troisième séance de suite, toujours entraînée par l'optimisme des Bourses européennes malgré les incertitudes liées au "Brexit": le Dow Jones a gagné 1,33%, tout comme le Nasdaq.

... les investisseurs ont une nouvelle fois suivi la tendance des Bourses européennes, confiantes dans la disposition des banques centrales à soutenir l'économie, affichée jeudi par le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

"Le discours dominant est que les événements de la semaine montrent que les conséquences du Brexit ne seront pas aussi catastrophiques qu'on le craignait, en tous cas pour les Etats-Unis. Mais ce serait une erreur de considérer que l'impact du Brexit est terminé", a prévenu pour sa part Patrick O'Hare, chez Briefing, tablant sur des ondes de choc dans les domaines économique et politique "pour plusieurs années".

M. Bilello estimait quant à lui que la courbe en V des indices ces derniers jours montrait que "ce n'est pas le Brexit qui va abattre le marché". AFP 30.06

Ouf, on avait cru le deviner !

Une semaine après le vote sur le Brexit, la Bourse de Londres en très forte hausse, la livre au plus bas - LeMonde.fr

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney a annoncé jeudi 30 juin qu'elle pourrait assouplir sa politique monétaire rapidement, devant des « perspectives économiques [qui] se sont détériorées » à la suite du verdict du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). « Un certain assouplissement monétaire devrait être nécessaire cet été », a précisé M. Carney.

Son discours a immédiatement entraîné une baisse de la livre, tombée à son niveau le plus bas depuis deux ans, et une montée de l'indice vedette de la Bourse de Londres. Les investisseurs tablent en effet sur une baisse des taux d'intérêt et de l'attractivité de la livre si la banque centrale agit de la sorte. L'indice FTSE 100 des principales valeurs britanniques a terminé la journée en forte hausse par rapport à la clôture de la veille (+ 144,27 points ou 2,27 %), à 6 504,33 points.

La Banque d'Angleterre a redit qu'elle s'attendait à ce que le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE modifiât considérablement les perspectives pour la croissance et l'inflation britanniques. « L'incertitude sur le rythme, la profondeur et l'échelle des changements [découlant de la sortie de l'UE] pourrait peser sur nos perspectives économiques pendant un certain temps », a prévenu le gouverneur, dans sa deuxième allocution télévisée depuis le vote en faveur du Brexit. « Toute cette incertitude a contribué à créer une sorte de syndrome de stress post-traumatique dans les foyers et les entreprises ainsi que sur les marchés financiers, c'est-à-dire une sensibilité exacerbée » aux risques et une prudence accrue quant à l'avenir, a observé M. Carney. La banque centrale a redit aussi qu'elle se tenait prête à injecter 250 milliards de livres de fonds additionnels à travers ses outils monétaires existants.

Les marchés européens respirent

Les effets de ces annonces se sont ressentis sur les autres Bourses européennes, qui ont terminé en hausse pour la troisième

séance d'affilée, après avoir vécu des jours mouvementés à la suite du résultat du référendum britannique.

La Bourse de Paris a terminé dans le vert (+ 1 %) pour la troisième fois de suite.
La Bourse de Francfort a clôturé en hausse, comblant petit à petit les pertes causées par le Brexit.
La Bourse de Milan a terminé en hausse de 1,57 %, portée également par l'annonce de l'accord donné par la Commission européenne à l'Italie pour un soutien en liquidités aux banques solvables en cas de besoin.
La Bourse de Bruxelles a progressé de 1,45 %
La Bourse de Madrid a gagné 0,72 % LeMonde.fr 30.06

Commentaires d'internautes

1- "Et ça allait être l'apocalypse, le Brexit, pire que 2007/2008 ou le 11 septembre, sur les "marchés" bénis allaient partir en fumée des dizaines de milliards d'euros... Avec les fluctuations sur les devises (micro-trading) et les produits dérivés, les traders se sont mis des milliards dans les poches, oui. Tout sera redevenu comme avant la semaine prochaine. Tant de bruit pour rien."

2- "La dépréciation de la livre fait augmenter mécaniquement la valeur en livres des entreprises dont une part de l'activité est effectuée en dollars ou euros ... sans grande signification ."

Mais cependant un bon prétexte pour faire payer la note aux Européens, sinon à quoi bon...

- Brexit : l'agence de notation S&P dégrade la note de l'Union européenne - Francetv info

Même le pétrole est de la fête !

- Meilleur trimestre depuis sept ans pour les cours du pétrole - Reuters

Le prix du baril de Brent a progressé de plus de 25% entre le 1er avril et le 30 juin, portant à 85% son rebond depuis le plus bas de 12 ans inscrit en début d'année. Reuters 30.06

Le prix du baril de brut tourne autour de 50 dollars.

Pourquoi le Brexit n'aura pas lieu, c'est John Kerry qui l'a dit.

Tribune des travailleurs - 29 juin 2016 – John Kerry, le secrétaire d'Etat américain qui a rencontré dès dimanche à Bruxelles le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, estime après sa rencontre avec Cameron que le Brexit peut être annulé : « je pense qu'il y a un certain nombre de moyens (…) Je ne veux pas, en tant que secrétaire d'Etat, les exposer aujourd'hui. Je pense que ce serait une erreur. Mais il y a des moyens » de le faire, a-t-il dit. Tribune des travailleurs

Vous avez raison de ne pas "les exposer aujourd'hui", Cameron et Junker sont tellement cons qu'ils n'y avaient pas pensé... et nous non plus.

Boycott !

- Présidentielle : le CSA raccourcit la période d'égalité de temps de parole entre candidats - Public Sénat

Le CSA présentait ce jeudi les nouvelles règles relatives aux temps de parole des candidats à l'élection présidentielle. Issue d'une loi organique promulguée en avril dernier, le principe d'égalité stricte du temps de parole est réduit à 2 semaines en 2017 contre 5 en 2012. Public Sénat 30.06

Mais il s'en trouvera encore pour justifier leur participation à cette élection, histoire de légitimer les institutions à défaut d'avoir la volonté de les affronter... A bas l'opportunisme !

L'Etat ou le gouvernement responsable de la violence et du terrorisme.

- Violences policières : le rapport accablant de «Reporterre» - liberation.fr

Un rapport publié mercredi recense les violences policières exercées contre les opposants à la loi travail depuis le début des manifestations.

Fin avril, une Mission civile d'information a été décidée par un ensemble de journalistes, citoyens et députés afin d'évaluer

les violences policières lors des manifestations contre la loi travail. Leur rapport, long de 80 pages, et publié mercredi sur le site de Reporterre, énumère de nombreux témoignages et entretiens réalisés à Rennes, Paris, Toulouse et Nantes.

«Oreille fendue» et «mollet pété»

«Le policier en tête jette une grenade. Romain Dussaux, un observateur indépendant filmant les événements, est touché à la tête. Il s'effondre au milieu de la foule, la tête ensanglantée. Plaie ouverte à la tempe, fracture temporale avec enfoncement de la boîte crânienne, œdème cérébral. Il a été maintenu onze jours dans le coma artificiel».

Divisé en plusieurs parties, il recense les différentes violences dont sont victimes les manifestants.

Première partie : les blessures, mutilations, violences et tirs dans le dos sont énumérés. Des dizaines de blessures par grenades de désencerclement, grenades lacrymogènes, balles de lanceurs de défense (LBD) et matraques sont évoquées :«Je me suis pris un tir de flashball dans l'oreille. Maintenant elle est fendue», explique à l'association «L'assemblée des blessés 44» un manifestant présent à Nantes, le 31 mars. Il a même fourni une photo, on ne peut plus explicite, de sa plaie.

A Caen, Rennes et Nantes, manifestants, enseignantes, les secouristes bénévoles, appelés aussi «street medics», racontent les mêmes situations de violences : «Une grenade a pété juste sur mon mollet». Les mêmes termes reviennent : plaies, brûlures, tirs tendus, blessures, saignements, hématomes.

«Les grenades pleuvaient»

Les rapporteurs du document soulignent également le climat anxiogène à travers de nouveaux exemples. Ils dénoncent la mise en place de dispositifs générant des tensions comme la présence, au plus proche des cortèges, des forces de l'ordre, «l'encadrement policier spectaculaire et omniprésent», note un «street medic» de Paris, dans un communiqué post-manifestation du 28 avril. Usage des bombes lacrymogènes, cortèges coupés délibérément, enfermement des manifestants au sein d'un dispositif sans issue, mise en joue, interpellations sont illustrés par des cas précis. Des moyens considérés comme «disproportionnés» dans le rapport. Le document condamne «l'usage non-conforme de l'armement» des forces de l'ordre :«Des collègues et moi avons aperçu des personnes recevant des tirs tendus de grenades lacrymogènes au front, dans la mâchoire, au postérieur et dans les jambes», témoigne Laurie Tissière, une manifestante du 10 mai, à Nantes. «A Nation, nous avons pris en charge une personne dont une artère avait été sectionnée, au niveau de la cheville, par un tir tendu de la police. Elle avait donc une hémorragie pulsatile, ce qui la rendait indéplaçable. Nous sommes restés avec elle, pendant que les grenades lacrymogènes pleuvaient partout», évoque un «street médic» de la manifestation, du 1er mai, à Paris.

Dans une nouvelle partie, importante, elle aussi, les rapporteurs notent la multiplication de «répressions sans discernement» dont les agressions sur des journalistes et des photographes, du matraquage à terre mais aussi des menaces, des intimidations et de la destruction de matériel.

Les étudiants, lycéens, passants, secouristes témoignent à la suite, dénonçant, notamment, de choquantes lancées de lacrymogènes, aux alentours d'écoles et de jardins d'enfants : «Le cortège est passé à côté de l'école primaire et les CRS se sont mis à lancer beaucoup de grenades lacrymogènes. C'était irrespirable. Les enfants ont été confinés dans le gymnase. Certains ont été traumatisés», décrit un membre du personnel d'une école nantaise.

Un manque de coordination des équipes policières

«Le plus gros souci, ce sont des questions de dispositif et de choix tactique», explique Grégory Joron, secrétaire national CRS d'Unité SGP Police FO. Dans un entretien retranscrit dans le rapport, le représentant des forces de l'ordre tente d'apporter des explications aux défaillances recensées : elles seraient dues au manque de moyens et une suractivité des compagnies. «On enchaîne les événements terroristes, la mission de Calais, qui est très pénible, et les multiples manifestations contre la loi travail. Les fonctionnaires de police et surtout les CRS sont suremployés», confie-t-il à la rapporteure de Paris. Mais il s'agirait, également, d'un défaut de coordination entre les différents groupes d'intervention : les escadrons de gendarmerie, les CRS et les effectifs locaux de la préfecture de police de Paris. «Je le déplore souvent, on n'a pas de réunion de coordination où l'on pose les bases». Il reconnaît que les rôles de chacun ne sont distribués qu'un quart d'heure, une demi-heure avant la manifestation. Aussi fait-il référence à des «cafouillages» : quand certains ont pour ordre d'être sur la défense, d'autres jouent l'attaque…

«Certains collègues se permettent des choses qu'ils ne se seraient jamais autorisées auparavant»

Alexandre Langrois, secrétaire national de la CGT Police, explique notamment que les affrontements sont le résultat d'une sorte d'escalade : «Des deux côtés, les gens ont envie d'être plus violents. Les manifestants qui se prennent des gaz lacrymos et qui n'ont rien fait, ont un réflexe bêtement humain qui est de se venger sur la personne qui a fait ça». Il appuie sur les faiblesses de l'état d'urgence : «la procédure administrative est devenue très molle. Certains collègues se permettent des choses qu'ils ne

se seraient jamais autorisées auparavant».

Lors de la manifestation du 23 juin, Danielle Bouhanna, retraitée parisienne, expliquait : «J'ai fait toutes les manifestations contre la loi travail. J'étais contre l'état d'urgence. Je n'ai jamais voulu d'une dictature! J'ai vu des choses, pendant les rassemblements, des violences policières, qui ne m'ont pas plu».

«On leur dit "vous tirez sur la foule", pour qu'elle dégage»

Alexandre Langlois, de la CGT, justifie :«Les collègues ne savent souvent même pas où ils ont tiré. Ils ne savent même pas s'ils ont touché quelqu'un. Et c'est ça le problème, c'est une gestion de foule globale mais pas individualisée pour les personnes qui posent problème. On leur dit : "Vous tirez sur la foule", pour qu'elle dégage». Luc Escoda, secrétaire régional d'Alliance Midi-Pyrénées, avoue : «Parfois, on nous fait faire n'importe quoi, n'importe comment. Notre commandement n'est parfois pas clair. Il peut arriver qu'on intervienne trop tard, qu'on voit des gens casser ou s'en prendre à nous, et on n'est pas assez réactifs : c'est là où ça gueule. Ce n'est pas dû à des longueurs dans la transmission des instructions, mais à des lacunes en termes de décisions».

Aux lacunes, les rapporteurs formulent des recommandations, en guise de conclusion : interdiction de l'usage des grenades de désencerclement ou des LBD, recadrement des compagnies d'interventions, interdiction des policiers en civil ou encore respect des secouristes et des journalistes. Les rapporteurs affirment avoir tenté de joindre les préfets des quatre villes de référence et le cabinet du ministre de l'Intérieur, pour les sensibiliser, en vain. liberation.fr 30.06

Dis-moi avec qui tu couches et je te dirai qui tu es.

- Nuit Debout s'est recouché - LeFigaro.fr

Le mouvement place de la République s'est éteint progressivement, même s'il poursuit son activisme sous d'autres formes. Ses militants veulent croire à une transformation politique. LeFigaro.fr 30.06

Dans l'indifférence générale, place à la lutte des classes. On l'avait prévu, mais c'était trop facile...

En famille, un aveu ne coûte rien.

- Valls: "jamais un gouvernement n'a fait autant pour les entreprises" - AFP

Si, celui de Chirac-Jospin, dit les privatiseurs, gouvernement auquel participait un certain Mélenchon, des dirigeants du PCF et des Verts... Mais bon, tout le monde l'a oublié depuis.

Le capitalisme est une plaie qui ne se soigne pas, il faut amputer

- La fracture sanitaire s'aggrave en France - Liberation.fr

Contrairement à l'optimisme du ministère de la Santé, une étude de «Que Choisir» indique que depuis quatre ans les déserts médicaux s'étendent, les dépassements d'honoraires augmentent, et l'accès aux soins recule. Liberation.fr 30.06

En famille en oligarchie. Le gouvernement et le PS sous influence de l'ultra sionisme.

Le Keren Hayessod -défini comme "l'organisme central financier du mouvement sioniste mondial"- organisait un gala en l'honneur de l'Agence juive dont les 120 gouverneurs ont été réunis pour la première fois à Paris.

Parmi les invités ayant tenu un discours : Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État en charge des relations avec le Parlement, intime de Manuel Valls, ex-partisan de Dominique Strauss-Kahn et ancien député capable d'entonner -comme l'avait révélé l'auteur de ces lignes- l'hymne israélien.

À noter : honoré par les participants du gala, le président de l'Agence juive, dénommé Natan Scharansky, a affirmé - le jour même, au Jewish Telegraphic Agency- qu'il n'y avait "pas d'avenir pour les juifs en France à cause des Arabes et du très fort sentiment anti-israélien dans la société". Panamza 27.06

Comment les médias et portails liés à l'oligarchie maquillent leurs mauvaises intentions pour convertir les naïfs au néolibéralisme.

Oui, il s'agit bien des mêmes va-t-en-guerre qui célèbrent à longueur de temps les exploits de l'impérialisme américain ou de ses

alliés, qui distillent à longtemps de temps le poison mortel du néolibéralisme, qui haïssent tous les peuples qui leur résistent, qui dénoncent la violence des manifestants et des syndicats et j'en passe.

Leur populisme ou démagogie est sans limite, jugez plutôt par vous-même.

- «Le temps est venu de cesser d'instrumentaliser la notion de terrorisme»

Avocate au barreau de Paris, Marie Dosé défend deux prévenues dans l'affaire de Tarnac. Elle réagit aux derniers rebondissements d'un dossier devenu emblématique des errements de l'antiterrorisme à la française. Liberation.fr 30.06

Mais ils ne dénonceront pas le terrorisme d'Etat ou la complicité de l'Etat avec les barbares de Daesh ou d'Al-Nosra...

- Peut-on critiquer l'anticonspirationnisme?

La dénonciation du complotisme souffre trop souvent d'un fort mépris de classe et générationnel et d'une pathologisation médicale de l'opinion.Le quotidien Libération vient de publier une tribune critiquant l'action des pouvoirs publics contre le conspirationnisme... Slate.fr 30.06

Mais ils ne dénonceront pas ceux qui à la tête de l'Etat conspirent à longueur de temps contre le peuple...

- L'autoritarisme rampant à la française

Depuis plusieurs mois, défenseurs des droits humains, magistrats et universitaires alertent l'opinion. À un an de l'élection présidentielle, ils pointent du doigt une série de signaux inquiétants pour la démocratie. Slate.fr 30.06

Mais ces Charlies ont salué toutes les lois liberticides adoptées ces dernières années ou décennies et n'en réclameront pas l'abolition...

En famille. Un "consensus" qui méritait bien une récompense ou l'inverse.

- Cent Nobel demandent à Greenpeace de ne plus s'opposer aux OGM - Reuters

Plus de 100 lauréats du prix Nobel ont appelé jeudi l'ONG environnementale Greenpeace à cesser de s'opposer aux cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM), estimant qu'il y avait consensus chez les scientifiques sur leur absence de nocivité et les bienfaits que la société peut en retirer.

"Le vrai problème, c'est ceci: pourquoi tiennent-ils une conférence de presse à Washington à une semaine d'un vote important sur le label OGM?", a dit Charlie Cray, chercheur chez Greenpeace, en faisant allusion à un vote prévu la semaine prochaine au Sénat américain. Reuters 30.06

Commentaires d'internautes

1- "Il faut un moratoire d'au moins cent ans sur toutes les manipulations biologiques dont on ne connait pas les effets à long terme. L'Homme a un million d'années d'évolution et on nous assure que 5 petites années d'expérimentation, c'est suffisant pour les connaitre alors qu'on ne sait même pas ce qu'est la vie ou le cancer... Pendant ces cent ans, on continue à étudier les effets biologiques des ces OGM avant une future et lointaine commercialisation."

2- "Pourrait-on connaître l'origine des financements de leurs recherches ? Cela éclairerait peut-être leur discours qui soit dit en passant est contredit par moult autres scientifiques. De plus trop de mensonges et de silences ont entourés la productions de cultures OGM pour qu'actuellement nous puissions faire confiance aux discours les dédouanant de toute incidence sur l'environnement."

2- "Ils ont bien encaissé le chèque de Monsanto."

Haut de page

Le 2 juillet 2016

CAUSERIE

(Pondichéry 21h30. J'ai corrigé le lien vers le document sur le sionisme et le nazisme, sorry.)

Brexit, quelle "*victoire*" ?

Assurément, on va aller loin avec ce genre d'interprétation foireuse, grotesque.

Quand le Brexit tourne à la tarte à la crème.

Si quelqu'un vous dit que Cameron a pris la décision d'organiser ce référendum en pensant le gagner, parce que les Britanniques étaient de fervents partisans de l'UE et la situation sociale était florissante en Grande-Bretagne, vous vous demanderez s'il ne se fout pas de vous ou s'il est fou.

La preuve, ils le disent eux-mêmes :

- Il y a tout juste une semaine, les Britanniques ont approuvé le Brexit à 51,9%. Un résultat inattendu, mais pourtant assez peu surprenant. Parce que les Anglais ont avant tout voté contre leur gouvernement. libération.fr 02.07

Vous lirez plus loin que Soros avait parié sur la victoire du Brexit et a empoché le pactole !

Je n'ai pas recouru à cet argument plus tôt, parce que c'était trop facile.

Je n'ai pas mis immédiatement en avant les questions que je m'étais posé en abordant ce sujet, puisque je fais l'objet d'ostracisme, et qu'il aurait été inutile de chercher à discuter des réponses que j'aurais pu proposer sachant que personne n'y aurait été disposé ou tout le monde les aurait ignorées. En voici quelques-unes :

- L'opération était-elle uniquement politique ?

- Consistait-elle à dégoûter les partisans de la sortie de l'UE d'autres pays sachant que d'une manière ou d'une autre ils fouleraient aux pieds le Brexit, que la Grande-Bretagne de fait ne romprait jamais avec l'UE, que cela ne changerait strictement rien ?

- Ont-ils voulu faire croire aux peuples qui aspiraient à sortir de l'UE que ce serait possible, pour ensuite leur démontrer que c'était impossible et qu'ils devraient se résoudre à faire avec ?

- Cette opération était-elle destinée à renforcer l'impression d'impuissance qui domine dans le mouvement ouvrier en l'absence d'issue politique, afin de démoraliser ses militants les plus déterminés ou les isoler davantage ? - Ont-il choisi la Grande-Bretagne pour monter cette opération, parce que c'était le pays le plus avancé sur le terrain du néolibéralisme en étant quasiment certains que le Brexit l'emporterait, pour ensuite l'annuler ou en neutraliser les effets ?

- A-t-elle été conçue afin que les peuples se soumettent à l'UE en prévision de l'adoption du TTIP ou préparer les conditions politiques pour qu'il soit adopté sans encombre ?

- L'ont-ils conçu pour accroître le pouvoir de l'UE et le justifier, en procédant de la même manière qu'avec les attentats terroristes qu'ils instrumentalisent afin de favoriser l'adoption de nouvelles lois liberticides ou toujours plus répressives destinées comme on a pu le constater à mâter le mouvement ouvrier ? Lu ce matin dans un article daté du 26 juin : - Les élites ont besoin d'une crise maintenant afin de montrer à tous que le mondialisme est la réponse et non le problème. Si les Britanniques étaient autorisés à prospérer une fois qu'ils se sont éloignés de l'union européenne, cela reviendrait à encourager davantage d'autres pays à faire le même choix. C'est quelque chose que les élites sont déterminés à éviter. Sauf que l'auteur de cet article (businessbourse.com), qui semble être un adepte de la théorie du complot, annonçait dans la foulée l'effondrement des marchés financiers... qui n'a tout simplement pas eu lieu, parce qu'une partie de son analyse était fausse. D'une part, aucun pays de l'UE n'en sortira officiellement ou véritablement autrement que par une révolution, d'autre part parce que les tenants du mondialiste se foutent que la Grande-Bretagne prospère ou non suite au Brexit, car il existe d'autres pays dans le même cas, pas exemple la Suisse ou l'Islande qui n'appartiennent pas à l'UE et ne s'en portent pas plus mal.

Quand les dictateurs décrètent que le rejet de la loi Travail est immorale.

- Loi travail : Jean-Marie Le Guen demande un geste de la part des frondeurs - Public Sénat

Alors que le gouvernement n'exclut pas à nouveau l'utilisation du 49.3 à l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat chargé

des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, appelle les frondeurs à faire un geste et avoir « de la décence morale ». Public Sénat 01.07

La morale de classe du PS est conforme à sa nature : celle du capital.

À hue et à dia. Fin de règne chaotique.

- Manuel Valls hué par des opposants à la loi Travail à Montpellier - Francetv info

Les sifflets ont recouvert la totalité de son discours. Venu inaugurer une ligne de tramway à Montpellier, Manuel Valls a été copieusement hué, vendredi 1er juillet, par plusieurs dizaines d'opposants au projet de loi Travail. Alors que la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, venait d'achever son intervention sans encombre dans le parc du Peyrou, des huées se sont fait entendre dès le début de la prise de parole du Premier ministre.

Les manifestants, qui étaient parvenus à entrer dans le parc malgré un dispositif de sécurité massif et notamment des filtrages et des fouilles systématiques aux entrées du parc, scandaient "A bas la loi travail !". Certains portaient des "cartons rouges" sur lesquels était inscrit "49-3". "L'idée c'est que Manuel Valls comprenne que nous manifesterons partout où il ira et malgré le dispositif policier qui l'entoure tant qu'il ne retirera pas ce projet de loi qui assassine le code du travail", affirme un jeune manifestant à l'AFP. Francetv info 02.07

Loi travai. Les dirigeants vendus des syndicats jouent la carte du pourrissement depuis le premier jour.

- Loi travail: nouvelle manifestation mardi à Paris à l'appel de l'intersyndicale d'Ile-de-France - AFP

Les unions régionales d'Ile-de-France des syndicats opposés au projet de loi travail manifesteront de nouveau mardi à Paris sur un trajet proposé par la préfecture de police, entre la place d'Italie et Bastille, que les syndicats ont accepté, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT et de Solidaires.

"La préfecture nous propose place d'Italie-Bastille mardi à 14H00. Nous avons accepté le parcours proposé", a déclaré à l'AFP Pascal Joly, de l'Union régionale Ile-de-France CGT (Urif-CGT). Les syndicats avaient initialement demandé à défiler entre la place de la République et la place de la Nation.

Le défilé de mardi, jour où le projet de loi travail revient à l'Assemblée nationale, s'inscrit dans le cadre d'une douzième journée de mobilisation nationale contre ce texte. Les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, Unef, UNL et FIDL ont appelé à "poursuivre la mobilisation" à travers le pays "sur des formes à déterminer localement".

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, s'en est cependant démarqué: "Je le dis clairement, je ne souhaite pas qu'il y ait, à Paris en tout cas, une manifestation le 5 juillet", a-t-il dit vendredi dans un entretien à La Croix.

"Nous avons fait respecter la liberté de manifester (le 23 juin, NDLR) grâce au rôle du ministère de l'Intérieur et ça, je m'en félicite", mais avec les casseurs, selon lui, "ça devient compliqué d'organiser ce type de manifestation".

"Il faut assurer la sécurité et, en même temps ça devient difficile d'entrer dans la manif", avec les mesures de sécurité, poursuit-il.

M. Mailly ne sera pas présent à la manifestation parisienne mardi, mais l'Union régionale FO manifestera bien, a précisé l'Urif-CGT.

Le secrétaire général de FO plaide pour "d'autres types d'actions" contre le projet de loi, comme des "opérations péage gratuit". AFP 01.07

En complément.

Les secrétaires généraux des confédérations des organisations syndicales et celles des étudiants et lycéens se sont également mises d'accord pour organiser un meeting, le 6 juillet 2016, au gymnase Japy – 2, rue Japy 75011 Paris à 15h00, contre le 49-3 et une nouvelle atteinte à la démocratie. (https://www.facebook.com/La-Tribune-des-Travailleurs)

Signalez-nous si un parti ouvrier avait décidé de rompre avec ces dirigeants syndicaux corrompus.

En famille. Quand des criminels en jugent d'autres, il y a à craindre qu'ils condament aussi des innocents.

Grille de lecture.

- Alors qu'ils ont adopté comme principe de gouvernance le déni, le populisme et l'imposture.

- Ils entendent "sanctionner la contestation" de faits qu'ils falsifient eux-mêmes tout en s'employant à les instrumentaliser à des fins politiques.

- Ils entendent sanctionner des idées qui précisément trouvent leurs origines dans leurs propres falsifications des faits ou s'en nourissent.

- Il peut arriver à pratiquement n'importe qui d'adopter des idées fausses, sachant que l'immense majorité de la population demeure dans l'ignorance des faits réels ou n'a pas les moyens de les interpréter autrement qu'en s'en remettant aux différentes versions à leur disposition. Les sanctionner est donc commettre une injustice intolérable.

- L'Assemblée adopte un amendement pénalisant la contestation des « crimes contre l'humanité »
- LeMonde.fr

L'émotion a gagné l'Assemblée nationale, dans la soirée du vendredi 1er juillet, après l'adoption à l'unanimité d'un amendement gouvernemental au projet de loi « égalité et citoyenneté ». Celui-ci permettra de sanctionner la contestation des crimes contre l'humanité, dont l'esclavage ou le génocide arménien. Votée en première lecture, cette disposition pénalise leur négation ou leur banalisation d'un an d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende.

Aujourd'hui, seule la contestation de la Shoah est réprimée, a fait valoir devant les députés la secrétaire d'Etat à l'égalité réelle Ericka Bareigts. L'amendement de vendredi permettra d'étendre la pénalisation à l'ensemble des crimes de guerre ou contre l'humanité « dès lors qu'ils auront été reconnus par une juridiction », où dans le cas où ces derniers sont trop anciens, dès lors qu'ils disposent d'une reconnaissance historique. C'est notamment le cas du génocide arménien de 1915, qui a fait l'objet d'une loi votée en 2001 par le Parlement français. Dans ce cas, une sanction interviendra dès lors que « leur contestation ou leur banalisation sera commise dans des conditions incitant à la haine ou à la violence ». LeMonde.fr 02.07

Nous condamnons cette loi liberticide et celle de 2001, parce qu'elle tend à limiter la liberté d'expression qui consiste notamment à permettre à chaque citoyen de s'exprimer ou d'interpréter librement les événements qui se déroulent en fonction de ses convictions personnelles, et parce qu'elle autorise les autorités judiciaires à déterminer quelle interprétation est acceptable et quelle interprétation est condamnable en fonction de critères laissées à son libre arbitre, en réalité en fonction des besoins politiques du parti au pouvoir ou du gouvernement.

D'autant plus, que le législateur quel que soit le parti au pouvoir, a toujours dans le passé interprété l'histoire en la falsifiant, en occultant les faits qui en contrediraient la version, en les tronquant ou en les déformant si nécessaire.

C'est également introduire un élément de censure au niveau de la pensée ou des idées, pour contraindre la totalité de la population à adopter la version officielle des faits, c'est l'oeuvre d'une dictature soumise aux exigences de l'idéologie de la classe dominante, dont le législateur n'est que le porte-parole et l'exécutant zélé ou obéissant.

Il est à noter que les médias ont largement anticipé cette loi en pratiquant l'auto-censure, qui se traduit par une désinformation déguisée et généralisée, afin de conditionner et tromper la population pour qu'elle ne puisse pas interpréter librement la situation et donc réagir en conséquence.

Il ne faut pas oublier non plus, que c'est l'immense majorité des historiens et des intellectuels en général qui, en adoptant les versions officielles falsifiées de l'histoire (de la lutte des classes), portent la responsabilité d'une telle dérive totalitariste par leur hypocrisie, leur lâcheté et leur cupidité.

C'est le même législateur qui a osé brandir dernièrement la menace d'interdire les manifestations appelées par des syndicats, qui a autorisé la répression violente des manifestants exigeant le retrait de la loi Travail, tandis qu'il donnait ordre de laisser les "casseurs" libres de se livrer à des violences provocatrices envers les forces de l'ordre, pour ensuite imputer la responsabilité des violences aux syndicats et aux manifestants pacifiques. Il faudrait aller plus loin et ajouter qu'en revanche ce législateur estime légitime la violence de l'Etat, qui autorise et s'accommode du chômage de masse et de la misère sociale auxquelles sont confrontés des millions de travailleurs et leurs familles.

C'est toujours le même législateur qui permet que les représentants de l'Etat assimilent l'antisionisme à l'antisémitisme, qui tolère que le communisme soit assimilé au nazisme, etc. en attendant que l'antisionisme et le communisme soient déclarés illégaux ou des "crimes de guerre".

De notre côté, nous reconnaissons à quiconque le droit de penser ce qu'il veut à propos de n'importe quel sujet et de l'exprimer librement, dès lors qu'il n'empiète pas sur le droit d'autrui d'en disposer également à sa guise. Parce que nous partons

du principe que seule la libre confrontation des idées peut permettre de faire triompher celles qui coïncident avec les besoins et les aspirations de l'immense majorité de la population dans le respect de la démocratie, aussi nous nous opposons à tout entrave à l'exercice de ce principe.

Ce qui est marrant, c'est une façon de parler, j'ai l'impression que mes lecteurs ne l'ont pas compris...

En complément. Le législateur et les députés ont un couteau à la place du coeur.

- Seine-Saint-Denis : un responsable des Restos du cœur agressé au couteau - LeFigaro.fr

Les faits ont eu lieu vendredi à Montreuil, près de Paris. La victime âgée d'une soixantaine d'années a été conduite à l'hôpital. Les agresseurs, un homme et une femme qui ont pris la fuite, sont activement recherchés. LeFigaro.fr 01.07

Brexit: Quel cataclysme !

Les investisseurs rassurés.

- Wall Street finit en hausse, reprend plus de 3% sur la semaine - Reuter

- La Bourse de Paris finit en hausse (0,86%) une semaine après le Brexit - AFP

"Les investisseurs se rendent compte que le Brexit n'est pas pour aujourd'hui, ni pour demain d'ailleurs, ce qui leur permet de penser un peu à autre chose et de rattraper le terrain perdu", a-t-il ajouté.

"Les marchés commencent à s'apaiser et la volatilité se réduit", ont également estimé les gérants de Barclays Bourse.

Et ce contexte alimente l'espoir de gestes supplémentaires des banques centrales, ce qui offre également un soutien, selon lui.

La Banque d'Angleterre (BoE) pourrait assouplir sa politique monétaire dès cet été, a d'ailleurs prévenu son gouverneur, Mark Carney, lors de sa deuxième allocution officielle en quelques jours, une réponse exceptionnelle à la décision des Britanniques de quitter l'UE. AFP 01.07

- L'Allemagne maintient sa politique budgétaire malgré le Brexit - Reuters

Le milliardaire Soros avait parié sur le Brexit

- Selon les données de S&P Global, bien qu'on ne connaisse pas le montant exact que M. Soros a gagné après le Brexit, des documents publics montrent qu'il a doublé ses paris plus tôt cette année sur le fait que les actions chuteraient.

Four days before the result of the referendum, Mr Soros wrote in The Guardian: "A vote for Brexit would make some people very rich – but most voters considerably poorer. independent.co.uk 25.06

Traduction. Quatre jours avant le résultat du référendum M. Soros avait écrit dans The Guardian: "Un vote en faveur du Brexit rendrait des gens très riches, mais beaucoup plus d'électeurs s'appauvriraient considérablement.

Get back ou la réaction se mobilise

- Brexit: Les initiatives des pro-européens se multiplient au Royaume-Uni - 20minutes.fr

L'idée d'un « Breversal », un retour en arrière sur la décision de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, émerge peu à peu outre-Manche. Ce mardi déjà, quelques milliers de Britanniques se sont rassemblés à Trafalgar Square puis devant le Parlement de Londres pour protester contre la sortie de l'UE. Et les initiatives anti-Brexit fleurissent un peu partout, notamment sur les réseaux sociaux.

Les opposants au Brexit avaient déjà lancé une pétition appelant à l'organisation d'un nouveau référendum. A ce jour, plus de 4 millions de Britanniques ont signé ce texte.

Marche, rassemblement et grève symbolique

Les partisans du « remain » ne s'avouent donc pas vaincus. Les festivités commencent dès ce samedi 2 juillet avec une grande marche pour l'Europe organisée dans la capitale londonienne. Selon The Independant, des milliers de participants sont attendus. Le lendemain, place à la jeunesse. Un rassemblement de jeunes Britanniques qui militent pour le droit de vote dès 16 ans se tiendra le dimanche 3 juillet.

En début de semaine, une grève symbolique sera organisée dans les entreprises. Les Britanniques sont invités à « débrayer » sur leur lieu de travail ce lundi 4 juillet. Kristof Deak, à l'origine de cette initiative, espère mobiliser beaucoup de monde, des milliers de Londoniens devraient notamment suivre cet appel.

La semaine d'après, le mardi 12 juillet, ce sont les immigrés travaillant au Royaume-Uni qui organiseront un rassemblement pour faire part de leurs inquiétudes. D'autres manifestations, plus conviviales, seront également organisées, notamment le samedi 9 juillet avec un pique-nique anti-Brexit. 20minutes.fr 01.07

Get back ou le retour de Thatcher en prime

- Theresa May, la « nouvelle Thatcher » - LeParisien.fr

La dame de fer, le retour ? Theresa May, 59 ans, porte le même genre de brushing carré strict que Margaret Thatcher, l'ex-Premier ministre britannique. Mais la comparaison ne s'arrête pas là. Il y a aussi le caractère bien trempé de l'opiniâtre ministre de l'Intérieur.

Eurosceptique notoire, elle a malgré tout apporté son soutien à Cameron durant la campagne du Brexit. Son manque de visibilité durant cette période lui a permis de ne pas s'aliéner les cadres de son parti. Une prudence disparue depuis l'annonce de sa candidature. « Le Brexit est le Brexit », dit-elle, en affirmant qu'il est hors de question que le Royaume-Uni revienne dans l'UE « par la porte de derrière ». Comble de l'agacement pour ses partenaires européens, elle veut imposer son propre calendrier, refusant de déclencher la procédure de divorce avant fin 2016.

Sa candidature a immédiatement reçu le soutien des médias anglophones, pro comme anti-UE. Le tabloïd « Daily Mail » titrait hier : « Il y a le feu à la maison, et seule Theresa peut l'éteindre. » Un soutien que la ministre a fièrement affiché sur son nouveau compte Twitter de campagne. LeParisien.fr 02.07

Il parle pour ne rien dire : Il ne sera plus là !

- Pour Hollande, la sortie du Royaume-Uni de l'UE ne peut être "reportée" ou "annulée" - Francetv info

Le président de la République a eu un entretien bilatéral avec David Cameron, en marge des commémorations du centenaire de la bataille de la Somme à Thiepval, vendredi. "Le Royaume-Uni restera un partenaire, un allié, un ami de la France, quoiqu'il arrive", a déclaré le président français.

« C'est là qu'on s'en rend compte : être dans l'Union européenne a des avantages. Et c'est, je pense, ce que les Britanniques commencent à comprendre, ceux qui ont pu être tentés par le Brexit sont en train d'y réfléchir (freiner ou revenir sur une sortie de l'Union européenne) », a dit le chef de l'État, en marge des commémorations du centenaire de la bataille de la Somme à Thiepval (Somme), qu'il présidait avec David Cameron.

La perspective de négociations longues avec Bruxelles offre aussi la tentation de faire traîner en longueur la sortie britannique, une option que les dirigeants européens réunis en sommet la semaine dernière s'efforcent de contrecarrer.

Après la notification du « prochain Premier ministre ou la Première ministre » britannique, il y aura une phase de négociations « qui ne durera pas plus de deux ans », a réitéré le président français. « Le plus vite sera le mieux », avait-il d'ailleurs dit au micro de la BBC peu auparavant. Francetv info et 20minutes.fr 01.07

Désinformation. Flagrant délit.

Les faussaires à l'oeuvre.

- Le pouvoir de l'électorat gris : après le Brexit, que réservent encore les baby-boomers aux générations qui leur survivront ? - Atlantico.fr

La faible participation des jeunes combinée au poids démographique et électoral de la génération du baby-boom pose un problème démocratique majeur quand les décisions qui sont tranchées dans les urnes sont structurantes pour l'avenir du pays. Une problématique qui a été révélée au grand jour par Atlantico.fr 01.07

Au contraire, les vieux se sont abstenus massivement à plus de 80%, alors que l'abstention des 18-24 ans n'a été que de 36% (lire la causerie d'hier pour plus de détails).

Pourquoi ont-ils décidé d'avoir la peau de Jeremy Corbyn, demandez-le au lobby néolibéral sioniste.

- Le chef des travaillistes britanniques compare "gouvernement israélien" et "État islamique" - Atlantico.fr

"Nos amis juifs ne sont pas plus responsables des actions d'Israël ou du gouvernement de Benyamin Netanyahou que ne le sont nos amis musulmans de celles de plusieurs États ou organisations soi-disant islamiques".

Ce jeudi, la phrase de Jeremy Corbyn, chef du parti des travaillistes en Grande-Bretagne, même si elle n'accole pas exactement les termes "État" et "islamique", a fait tache, ramassant immédiatement les huées d'un public pourtant acquis à sa cause.

Prononcée lors d'un événement contre l'antisémitisme, cette déclaration sème la confusion, même sans vouloir jouer sur les mots. Et M. Corbyn aura beau nier et essayer de se rattraper aux branches un peu plus tard, la comparaison entre autorités israéliennes et État islamique est bel et bien établie dans les esprits :

"Ce que je veux dire, c'est que l'on ne devrait pas dire à quelqu'un que sous prétexte qu'il est juif, il doit avoir une opinion sur Israël, de la même manière que l'on dit à chaque personne musulmane qu'elle doit avoir une opinion sur les ignobles agissements de la part de ceux qui déforment les justes propos de l'Islam par leurs actions", a-t-il tenté peu de temps après.

Surtout en pleine présentation d'un rapport du parti travailliste sur l'antisémitisme, publié ce jeudi, qui se base sur deux mois d'études pour préconiser justement que les membres du parti "s'abstiennent d'utiliser le nom d'Hitler, des nazis et de l'holocauste pour faire des comparaisons erronées lors des débats sur le conflit israélo-palestinien".

Pour rappel, l'ancien maire de Londres, le travailliste Ken Livingstone, avait été renvoyé de son parti en mai dernier après avoir déclaré que Hitler avait soutenu le Sionisme fin 2015. Arguant que cette affaire est toujours en cours, Jeremy Corbyn et l'auteure du rapport sur l'antisémitisme, Shami Chakrabarti, se sont refusés à tout commentaire à ce sujet lors de la présentation du 30 juin. Atlantico.fr 30.06

Ken Livingstone avait eu raison puisqu'il existe une multitude de documents ou de témoignages qui le confirment. Lire plus loin.

La caractérisation de nazi est si appropriée au sionisme qu'ils se le balancent à la figure et veulent le bannir d'Israël.

- Libération - La Knesset envisage de réprimer l'usage insultant des mots liés au IIIe Reich, pratique répandue dans la vie politique locale.

En Israël on balance du «nazi» à la tête des opposants ou adversaires ou ennemis, dans son propre pays.

Dans le camp opposé, de gauche, les militants des droits de l'homme n'ont pas hésité à dire que le gouvernement se comportait comme les nazis en mettant les immigrés africains dans des camps d'internement. Récemment le ministre des Finances a été affublé d'un uniforme de SS sur Facebook.

La négation de l'Holocauste étant déjà interdite en Israël (comme en France) il s'agit maintenant de bannir le mot «nazi» du vocabulaire israélien.

Le célèbre scénariste et écrivain Etgar Keret a toutefois pris la peine d'écrire une tribune ironique dans le New York Times intitulée «Parfois "Nazi" est le mot juste». Etgar Keret s'amuse à imaginer un Etat d'Israël d'où le mot «nazi» est banni mais où rien ne change, les mêmes répressions, les mêmes tirs de roquettes, les mêmes insultes des hommes politiques qui parlent de «cancer» pour désigner les immigrés africains. Et puis un autre Israël, un «nouveau» où on peut toujours dire «nazi» mais où, par exemple, le gouvernement accueille les réfugiés africains plutôt que de les enfermer dans des camps. liberation.fr 20.01.2014

- Roger Waters (Pink Floyd) compare Israël aux nazis...

J'ai découvert l'article suivant ce matin par hasard. Extraits

- Le sionisme et le régime nazi. par Klaus Polkehn - sott.net 31.10.2013

L'attitude des sionistes à l'égard de la menace d'une domination fasciste totale en Allemagne était déterminée par certains présupposés idéologiques communs : les fascistes tout comme les sionistes croyaient aux pseudo théories raciales, et les uns comme les autres partageaient la croyance dans des généralisations mystiques comme le caractère national» (volkstum) et la « race » les uns et les autres étaient chauvins et penchaient pours « l'exclusivisme racial. » C'est ainsi que l'officiel sioniste Gerhart Holdheim écrivait en 1930 dans une livraison du Süddeutsche Monatshefte consacrée à la question juive (une publication dans laquelle, entre autres, des antisémites notoires faisaient connaître leurs opinions) : « Le programme sioniste conçoit la communauté juive comme étant homogène et indivisible, sur une base nationale. Le critère qui définit la communauté juive n'est pas al confession ou la religion, mais un sentiment global d'appartenance à une communauté raciale que réunissent des liens de sang et historiques et qui est déterminée à préserver son individualité nationale. » C'état le même langage, la même phraséologie que celle utilisée par les fascistes. Il va de soi que les fascistes allemands voyaient d'un bon œil les conceptions sionistes, tel Alfred Rosenberg, le principal idéologue du parti nazi qui écrivait :

« le sionisme doit être soutenu vigoureusement de sorte à ce qu'un certain nombre de juifs allemands partent chaque année en Palestine ou que, du moins, on leur fasse quitter le pays. » Considérant une déclaration de ce genre, Hans Lamm écrira plus tard : « ...il est incontestable que dans les premières étapes de leur politique juive, les nationaux socialistes pensaient qu'il convenait d'adopter une attitude pro sioniste. »

De manière très perspicace, la CVn (Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens ou Union Centrale des Citoyens Allemands de Confession Juive, fondée en 1893 - ndlr) avait remarqué que la reconnaissance par les sionistes de «certains postulats des nationalistes allemands » avait donné des munitions aux antisémites et, dans une déclaration de politique générale émise par la CVn il était même question du sionisme comme ayant mis au mouvement [juif] un «coup de poignard dans le dos» dans la lutte contre le fascisme.

Mais les sionistes pensaient que seul Hitler pouvait pousser les juifs allemands antisionistes dans le bras du sionisme. Robert Welsch, qui était alors rédacteur en chef du journal sioniste allemand Jüdische Rundschau déclarait le 8 janvier 1933 (trois semaines après l'arrivée d'Hitler au pouvoir) lors d' une réunion du comité local de la ZVFD : « Le caractère antilibéral du nationalisme allemand [i.e. les tendances réactionnaires de la bourgeoisie allemande - K.P.] s'accordaient avec la position antilibérale du sionisme et nous nous trouvons maintenant devant une chance de trouver, non une base pour une compréhension [mutuelle, NdT] mais pour la discussion. »

L'appel à Hitler le 30 janvier pour prendre la tête du gouvernement fut suivi par une mainmise sur toutes les positions d'autorité par le parti national Socialiste, ce qui signifiait que des antisémites déclarés étaient désormais au pouvoir. Les juifs allemands regardaient ces évènements avec appréhension parce que dans le programme du parti nazi figuraient le retrait de la citoyenneté aux juifs (Point 5) la révocation des Juifs exerçant dans la fonction publique (Point 6) ainsi que l'expulsion de tous les Juifs qui avaient immigré en Allemagne après le 2 août 1914 (Point 8).

Seuls les sionistes voyaient des avantages à cette tournure des évènements (L'historien britannique Christopher Sykes, qui n'était certes pas antisioniste, est de l'opinion « que les dirigeants sionistes étaient déterminés dès le tout début du désastre nazi à retirer un avantage politique de la tragédie. »

La première expression publique de cela fut l'oeuvre du Dr Joachim Prinz, un rabbin berlinois qui était un sioniste convaincu et qui immédiatement après le 30 janvier 1933 décrivit la prise de pouvoir par Hitler comme étant le « début du retour des juifs à leur judaïsme. »

Évoquant le terrorisme fasciste contre les juifs allemands, Prinz écrivait : « Nous n'avons plus nulle part où nous cacher. Au lieu de l'assimilation, nous souhaitons la reconnaissance de la nation juive et de la race juive. » Ce point de vue n'était pas du tout celui d'un individu isolé. On pouvait lire le 13 juin 1933 dans l'organe officiel de la ZVFD, le Jüdische Rundschau :

« Le sionisme reconnaît l'existence d'une question juive et veut la résoudre d'une manière généreuse et constructive. A cette fin, il veut s'attirer le soutien de tous les peuples ; ceux qui ont de la sympathie pour les juifs tout comme ceux qui leur sont hostiles, dans la mesure où, du point de vue sioniste, ce n'est pas une question sentimentale mais un véritable problème à traiter à la solution duquel tous les peuples sont intéressés. »

En recourant à cette argumentation, le sionisme adoptait la même ligne politique que les fascistes.

Le 21 juin 1933, les sionistes firent une déclaration officielle sur leur politique à l'égard de la prise de pouvoir par les fascistes : « La déclaration de l'Union Sioniste pour l'Allemagne en Référence à la Position des Juifs dans la Nouvelle Allemagne. » Dans une partie de ce long document, il était souligné que « Notre avis est qu'un des principes du nouvel état allemand d'exaltation nationale rendrait possible une solution satisfaisante. » Dans son document, la ZVFD, jetait un regard sur l'histoire de la situation des juifs en Allemagne, en se servant d'un vocabulaire fasciste comme les « liens du sang et de la race » et, exactement comme Hitler, postulait une « âme spécifique » pour les juifs. Les sionistes affirmaient ainsi : « Pour le juif aussi, l'origine, la religion, la destinée commune et la conscience de soi doivent avoir une signification décisive dans sa façon de vivre.

Ce qui nécessite de surmonter l'individualisme égoïste qui s'est répandu à l'époque libérale, et devrait être réalisé à travers l'acquisition d'un sentiment commun d'unité et en assumant avec joie notre responsabilité. »

Après cette admission et cette reprise des thèses fascistes, suivait une reconnaissance ouverte de l'Etat fasciste : « Sur le sol du nouvel Etat [i.e. l'Allemagne fasciste], qui a établi le principe de la race, nous voulons organiser l'ensemble de la structure de notre communauté de la même manière, de sorte que, pour nous aussi, l'aboutissement de la revendication de notre patrie puisse aboutir dans la sphère qui nous est allouée. » En conclusion, les sionistes condamnaient la lutte contre le régime hitlérien menée par les forces antifascistes qui avaient appelé au printemps 1933 au boycott économique de l'Allemagne nazie. « La propagande pour le boycott qu'ils sont en train de faire contre l'Allemagne est dans sa nature même contraire au sionisme dès lors que le sionisme ne veut pas combattre mais convaincre et construire. » (...)

Les fascistes récompensèrent les sionistes pour leur «retenue » et permirent au ZVFD de poursuivre ses activités sans entraves. (C'était au moment où tous les partis et organisations démocratiques et antifascistes en Allemagne étaient soumis à une répression des plus rigoureuses et où leurs cadres et leurs membres étaient en prison ou en camp de concentration)

Dans le même temps, les fascistes mettaient toutes sortes d'obstacles sur le chemin des organisations non sionistes. Ces entraves touchaient en tout premier lieu la CVn parce que, avant 1933 déjà, les fascistes voyaient dans la CVn « leurs principaux opposants juifs, » ainsi qu'il est indiqué dans de nombreux exemples tirés de la presse nazie.

La CVn avait toujours accusé les sionistes de monter peu d'intérêt pour la «lutte [contre le fascisme ... et qu'ils [les sionistes] suivaient une politique d'indifférence [devant l'emprise du péril fasciste] parce qu'il ne se sentait pas concerné.»

Le 1er mars 1933, les SA, des paramilitaires fascistes, occupaient le siège central de la CVn pour le fermer. Le 5 mars 1933, la CVn était interdite en Thuringe pour cause de « complot de haute trahison ». (...)

Après 1933, les fascistes permirent aux sionistes de continuer avec leur propagande. Tandis que tous les journaux en Allemagne étaient placés directement sous supervision du Ministère de la Propagande (les journaux publiés par les communistes, le parti Social-démocrate ou les syndicats et d'autres organisations progressistes étaient interdits) le Jüdische Rundschau pouvait paraître sans entraves.

Winfried Martini, correspondant à l'époque de la Deutsche Allgemeine Zeitung à Jérusalem et qui, selon son propre témoignage, avait des « liens personnels étroits avec le sionisme » observa plus tard ce « fait paradoxal » que « de toute la presse, c'était la presse juive i.e. sioniste] qui pendant des années conserva une certaine marge de liberté qui avait été complètement retirée à la presse non juive. » Il ajoutait que dans le Jüdische Rundschau, on pouvait très souvent trouver des opinions critiques à l'égard des nazis sans pour autant que cela se traduise par l'interdiction du journal.

C'est seulement à partir de fin 1933 que cela conduisit à une interdiction de la vente de ce journal à des non juifs.

Les Juifs devaient, c'est ce que souhaitaient les fascistes, être convertis au sionisme même si cela devait se faire avec une argumentation dirigée contre les fascistes. De la sorte, la diffusion de ce journal sioniste qui était auparavant assez faible connut une rapide augmentation.

Que le journal sioniste ait pu se féliciter d'être dans les bonnes grâces des dirigeants fascistes est compréhensible quand on examine la position de cet organe de presse vis-à-vis du boycott des commerces juifs du 1er avril 1933. Ce pogrom organisé contre des citoyens Juifs en Allemagne, qui avait soulevé l'indignation dans le monde entier et provoqué colère et répulsion chez tous les Allemands honnêtes n'avait pas été condamné franchement par le journal qui l'évaluait plutôt comme une confirmation de la justesse de la position sioniste : « l'erreur fatale de nombreux Juifs [de croire] que quelqu'un peut représenter les intérêts juifs sous une autre casquette [autre que juive en tant que telle, NdT] est écartée, » écrivait le Jüdische Rundschau en parlant du pogrom :

« Le 1er avril 1933 peut être un jour de réveil juif et de renaissance juive. »

La liberté d'action des sionistes incluait aussi l'édition de livres à côté de leur journal. Jusqu'en 1938, plusieurs maisons d'édition (dont entre autres, Jüdische Verlag à Berlin-Charlottensburg et Schochen-Verlag à Berlin) pouvaient publier sans entraves de la littérature sioniste. C'est ainsi que purent être publiés en toute légalité dans l'Allemagne fasciste des textes de Chaim Weizmann, David Ben Gourion et Arthur Ruppin.

Les premiers jours de la domination nazie en Allemagne virent aussi le début d'une collaboration économique entre les fascistes et les sionistes. En mai 1933, la compagnie sioniste de plantation de citronniers en Palestine, Hanotea», avait déjà sollicité du ministère de l'économie du Reich la permission de transférer du capital d'Allemagne, ouvrant ainsi la voie à l'accord de transfert (Haavara) qui interviendra plus tard. Klaus Polkehn

L'intégralité de l'article est disponible au format pdf en haut de la page d'accueil.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF) - legrandsoir.info 20.04

Mais pas le coup d'Etat de Maidan orchestré par l'Otan et auquel ont largement participé des milices néonazis... et des agents du Mossad...

- Ces (nombreux) pays que l'existence de Daech arrange bien - nouvelobs.com

Olivier Roy, spécialiste de l'islam et fin connaisseur du djihadisme, est professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.

- Pour les Israéliens, Daech c'est génial : des Arabes qui tapent sur des Arabes et réciproquement ! Ils ne peuvent que se réjouir de voir le Hezbollah se battre contre des Arabes, la Syrie s'effondrer, l'Iran être empêtré dans une guerre, tandis que la question palestinienne devient une cause secondaire. nouvelobs.com 22.11.2015

- Décrédibiliser la banque auprès de la population est une grosse faute

- Le parquet, avocat fiscaliste de la Société générale - Liberation.fr

Trois médias (Médiapart, France Inter et 20 minutes) exhument un document confirmant la proximité entre le parquet de Paris et la banque dans le traitement de l'affaire Kerviel. L'entreprise avait-elle le droit de bénéficier d'un crédit d'impôt de 2,2 milliards d'euros en se dédouanant des pertes imputées à son ancien trader... Liberation.fr 01.07

- Dégât collatéral ?

- Arbitrage Tapie: le ministère public préconise la validation du renvoi en procès de Christine Lagarde - AFP

L'avocat général a préconisé vendredi le rejet du pourvoi en cassation de la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, contre son renvoi en procès pour négligence dans l'affaire de l'arbitrage qui a accordé plus de 400 millions d'euros à Bernard Tapie. AFP 01.07

Monde policier.

- Données personnelles : un accord « Privacy Shield » très favorable pour les Etats-Unis - LeMonde.fr

Le « bouclier de protection de la vie privée » encadrera le transfert de données personnelles de citoyens de l'Union européenne vers des « data centers » outre-Atlantique. LeMonde.fr 01.07

- Israël va geler des transferts fiscaux palestiniens - Reuters

Israël va geler certains transferts fiscaux et douaniers palestiniens en représailles aux deux attaques commises ces derniers jours en Cisjordanie, ont déclaré vendredi les services du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Ce gel concernera une partie des 130 millions de dollars Reuters 01.07

- L'UE prolonge de six mois ses sanctions économiques contre la Russie - AFP

L'Union européenne a formellement prolongé vendredi jusqu'au 31 janvier 2017 les lourdes sanctions économiques qu'elle avait décrétées contre la Russie à l'été 2014, en raison de son implication présumée dans le conflit ukrainien, une décision immédiatement dénoncée par Moscou. AFP 01.07

- Kenya : un avocat retrouvé mort après avoir été enlevé par des policiers - LeMonde.fr

Willie Kimani travaillait sur des dossiers de violences policières. Il a disparu le 23 juin, après une audience au tribunal de Makovo, en banlieue de Nairobi. LeMonde.fr 01.07

Comment les médias et portails liés à l'oligarchie maquillent leurs mauvaises intentions pour convertir les naïfs au néolibéralisme.

- Le paradoxe nordique ou quand les pays les plus favorables à l'égalité des sexes ont aussi un gros problème de violence domestique - Atlantico.fr

Alors que les pays d'Europe du Nord figurent parmi les sociétés les plus égalitaires au monde, ils sont également en tête de liste des pays européens en termes de violences conjugales. Atlantico.fr 01.07

- «Le féminisme traite mal les hommes. Et c'est mauvais pour le féminisme»

- Les féministes seraient-elles devenues «anti-hommes»? se demande une essayiste américaine. Qui pointe des propos outranciers... avec des arguments bancals. Le féminisme va-t-il trop loin et serait-il devenu anti-hommes? C'est ce que déplore l'éditorialiste et essayiste Cathy Young, dans un post Slate.fr

Bienvenue en oligarchie

- Sodomie médiévale: l'amour entre hommes, envers et contre tous

Quelle était la place de ces relations homosexuelles au Moyen Âge?Au Moyen Âge, l'homosexualité, il serait absurde de le nier, est difficilement acceptée par les religions monothéistes, avec une attention toute particulière portée aux hommes qui gaspilleraient leur semence dans des relations interdites Slate.fr

- Immigration : la révolution culturelle dont l'Europe ne peut plus faire l'économie après le Brexit

Alors que la campagne pro-Brexit au Royaume-Uni a accordé une large place à la question de l'immigration, la manière dont les sociétés européennes (et notamment la France) ont pensé le phénomène migratoire est aujourd'hui clairement remise en cause. Atlantico.fr

Démocratie révolutionnaire (NPA) ne dit pas autre chose :

- "Nous militons pour l'ouverture des frontières, pour la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous, ce qui est incompatible avec tout repli national. Ces mots d'ordre démocratiques sont inséparables d'un programme d'urgence anticapitaliste et révolutionnaire."

Tu parles, c'est marrant de trouver Erdogan, Obama, les chantres du néolibéralisme, la pseudo-gauche et extrême gauche sur la même ligne. Ils ne comprennent rien à l'évolution du capitalisme mondial et à la stratégie du chaos de Washington. Ils tiennent à en être, ce sera sans nous.

Eh dites-donc, moi qui vit en Inde depuis 20 ans, je n'ai même pas ma place en France alors que la frontière est grande ouverte, pour cause de chômage et d'insécurité sociale !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Autriche

- Autriche: la présidentielle annulée en raison d'irrégularités, nouveau scrutin à venir - AFP

Les Autrichiens vont retourner aux urnes pour élire un président après un coup de théâtre sans précédent: l'invalidation du scrutin, qui offre au candidat d'extrême droite Nobert Hofer une deuxième chance de décrocher la magistrature suprême manquée de peu en mai.

Les Autrichiens vont retourner aux urnes pour élire un président après un coup de théâtre sans précédent: l'invalidation du scrutin, qui offre au candidat d'extrême droite Nobert Hofer une deuxième chance de décrocher la magistrature suprême manquée de peu en mai.

La répétition d'un duel extrêmement serré s'annonce entre les deux candidats, que seules 30.863 voix avaient séparés, dans un contexte européen chahuté par le vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

La Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, a donné raison vendredi au recours du parti d'extrême droite FPÖ

qui contestait la régularité de l'élection présidentielle après la défaite de Norbert Hofer, 45 ans, battu par l'écologiste Alexander Van der Bellen, 72 ans.

Ni fraude, ni manipulation du scrutin du 22 mai n'ont été constatées mais une accumulation de négligences dans le dépouillement, qui entachent la validité du résultat.

Première conséquence de ce scénario totalement inédit dans cette petite République de 8,7 millions d'habitants, et dans l'UE: une nouvelle élection sera organisée, sans doute à l'automne.

La haute juridiction, qui a auditionné plus de 60 témoins en deux semaines d'audiences publiques, a confirmé que plusieurs dizaines de milliers de bulletins du vote par correspondance avaient été dépouillés soit en dehors des heures légales, soit sans la supervision requise, une pratique jusque-là largement tolérée.

Le dépouillement de ces votes n'était autorisé qu'à partir de 09H00 le lundi 23 mai, mais certains bureaux avaient débuté plus tôt, sous la pression, selon des témoins, de devoir délivrer le plus vite possible les résultats de cette élection scrutée dans toute l'Europe.

"Nous avons toujours fait comme ça", avaient justifié les responsables des bureaux de vote interrogés par les juges.

Les irrégularités constatées portent sur 77.926 suffrages, plus du double des voix qui ont séparé les candidats.

Au coude-à-coude le soir du scrutin, les deux candidats avaient été départagés par les votes par correspondance, une procédure très utilisée en Autriche, qui ont représenté 16,7% des suffrages exprimés. M. Van der Bellen l'avait emporté avec 50,3% des voix. AFP 01.07

Syrie

- Crise syrienne: Assad craint un effet domino - sputniknews.com

La dégradation de la situation en Syrie sera lourde de conséquences pour toute la région, prévient le président syrien.

La politique menée par la Russie et l'Iran à l'égard de la Syrie vise à assurer la sécurité au niveau de toute la région, ainsi que la propre sécurité de ces pays, et non pas à protéger le président syrien, a annoncé Bachar el-Assad dans une interview accordée à la chaîne australienne SBS.

"C'est une mauvaise interprétation de l'Occident. C'est probablement une partie de la propagande occidentale de dire que la Russie et l'Iran soutiennent le président Assad, mais ce n'est pas le cas. Il s'agit de la situation dans son ensemble", a-t-il indiqué.

Selon lui, la crise syrienne provoquera un effet domino dans toute la région et aura des répercussions pour les pays voisins, pour l'Iran, la Russie ainsi que pour l'Europe.

Au-delà de leur propre sécurité, la Russie et l'Iran cherchent en Syrie à protéger le droit du peuple syrien à l'autoprotection, a indiqué M. Assad, ajoutant que sans l'appui des Syriens et bénéficiant uniquement du soutien apporté par Moscou et Téhéran, il n'aurait pas pu rester au pouvoir pendant cinq ans. sputniknews.com 01.07

Irak

- L’Irak bombarde un convoi de Daesh contre l’avis des États-Unis - voltairenet.org

À l’issue de la bataille de Falloujah, un convoi d’environ 500 véhicules a permis aux combattants de Daesh de fuir la ville vers la Syrie.

Le Pentagone a refusé de le bombarder au motif qu’il s’agissait de véhicules civils et qu’il transportaient probablement les épouses et enfants de certains jihadistes.

L’armée irakienne a cependant décidé de le bombarder, détruisant plus de 200 véhicules et tuant ses occupants.

Les militaires irakiens sont persuadés que le Pentagone avait reçu instruction de laisser s’échapper les conseillers de la CIA qui encadraient les jihadistes. voltairenet.org 01.07

Haut de page

Le 4 juillet 2016

CAUSERIE

Les géopoliticiens ont le mérite de produire des articles ou des ouvrages dans lesquels sont rassemblés une multitude de faits qui nous sont précieux pour comprendre la situation, dont une partie échappera aux lecteurs de la presse écrite parce qu'ils sont disiminés ou sont censurés par les médias institutionnels.

Il faut comprendre que lorsqu'on est maintenu dans l'ignorance de l'existence de certains faits, il paraît évident qu'on aura toutes les difficultés du monde pour en établir l'existence, puisqu'on ne saura pas auprès de quelle source nous pourrions nous informer, à moins de se lancer dans des recherches laborieuses qui prendraient beaucoup de temps le plus souvent ou d'avoir acquis une certaine expérience en la matière, ce qui n'est pas du domaine du citoyen lambda qui travaille.

Quant à leurs analyses, elles sont souvent partisanes ou relèvent de la propagande. Ils ne peuvent pas traiter ces faits de manière objective ou ils n'iront pas au bout de leurs analyses qui aboutissent généralement dans une impasse ou nous laisseront sur notre faim, parce qu'ils ne conçoivent pas que les événements qui se produisent s'inscrivent dans un processus dialectique lié au développement historique du capitalisme et à ses contradictions qui constituent un ensemble de contraintes qui dépassent ceux qui nous gouvernent ou qui se situent hors de leur contrôle.

Leurs analyses sont toutes déterminées à la base ou soumises à un seul facteur qui justifieront leur orientation et détermineront leurs interprétations dess rapports et l'évolution des différents facteurs qu'ils auront à traiter au fil des événements : leur conception politique selon laquelle le capitalisme serait éternel ou indépassable. Cela a donné de leur part des interprétations extravagantes du Brexit et ses conséquences depuis le 24 juin, par exemple.

Chez les plus sérieux d'entre eux ou qui en font profession, donc qui en vivent, les analyses qu'ils nous proposent seront en partie correcte et en partie erronée, parce qu'influencés par leur conception politique ou leurs convictions politiques qui s'écartent du processus dialectique et historique à l'oeuvre dans chaque pays ou à l'échelle mondiale.

Leurs analyses sont en priorité destinées à ceux qui les emploient ou les rémunèrent, destinataires qui seront des chefs d'Etat ou de gouvernement ou des personnages puissants liés à eux qui sont avant tout préoccupés par l'évolution économique, sociale et politique dans leur propre pays, pour les aider à résoudre les difficultées auxquelles ils sont confrontées ou tout seulement rester au pouvoir.

Et comme il n'existe dans le monde aucun régime socialiste ou qui serait favorable aux travailleurs, ils sont au service de réactionnaires qui exploitent et oppriment leurs peuples, ce qui n'en font pas forcément des réactionnaires, mais n'en feront pas pour autant des révolutionnaires, ce qu'ils confirment eux-mêmes en ignorant systématiquement ou en combattant les partis qui incarnent le socialisme, ceci étant conforme avec leur conception politique ou leurs convictions.

En comparaison, Marx rédigeait pour vivre des chroniques pour des journaux américains qui n'étaient pas vraiment socialistes, tout en dirigeant l'Internationale et en combattant pour le renversement du capitalisme. Marx était très pauvre pour ne pas dire miséreux, alors qu'il aurait pu mettre son extraordinaire capacité intellectuelle au service de la réaction et en vivre confortablement ou comme un bourgeois

Il existe également au côté des géopoliticiens professionnels auxquels il faut reconnaître un certain talent et une utilité certaine, une multitude de géopoliticiens amateurs ou dilettantes qui vivent également très bien ou mieux davantage parce qu'ils bénéficient d'un statut social privilégié plutôt que de leur plume ou clavier dirait-on de nos jours. Ils officient occasionnellement pour des médias ou plus généralement pour des portails ou blogs liés au secteur dégénéré du mouvement ouvrier qu'ils alimentent, afin non pas de le régénérer mais de finir de le pourrir.

Si les uns sont des réactionnaires assumés, les autres sont des contre-révolutionnaires qui ne l'assument pas, ce qui explique pourquoi nous aurons une préférence pour les premiers.

Que des militants ou des lecteurs ne l'aient pas compris, montre à quel point nous ne partageons pas tout à fait les mêmes valeurs, d'où le dialogue de sourd entre nous.

Entre une personne qui n'est pas en mesure de s'élever au nouveau du matérialisme dialectique et historique et qui assume sa conception du monde, et une personne qui prétend y être parvenu par des moyens déloyaux pour finalement nous tromper, notre choix est vite fait.

De la même manière entre quelqu'un de sincère ou d'honnête qui se fourvoie sans avoir particulièrement l'intention de nous induire en erreur, et quelqu'un de malhonnête qui recourt à la démagogie ou des moyens détournés pour délibérément nous mener dans une impasse ou nous berner, on concevra facilement qu'il sera possible d'envisager des relations avec la première, alors que ce sera totalement exclu avec la seconde. On peut étendre ce principe à la vie en général.

Ils représentent les intérêts de la petite bourgeois ou des classes moyennes ainsi que les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, que le PS a abandonné en glissant progressivement vers le néolibéralisme. Leur stratégie est basée sur le nationalisme ou le souverainisme qui ne sont pas tout à fait la même chose, mais dont les frontières sont poreuses, de sorte que la concurrence à laquelle ils se livrent se traduira chez certains par une collusion entre les deux, tandis que d'autres demeurent hermétiques à toute alliance entre eux tout en empruntant au besoin des arguments à leurs concurrents.

Etant le produit de la décomposition du PS ou de ce qu'on appelait la gauche réformiste avant son glissement néolibéral, sans en comprendre la nature et en ignorant le socialisme, ils sont conduits à pencher de préférence à droite, voire jusqu'à l'extrême droite. Ne se positionnant pas sur un critère de classe indépendant, ils oscillent entre la droite et la gauche, entre le capital et le travail, empruntant des éléments de programme de l'un et de l'autre pour au final donner un discours démagogique qui leur permettra de s'attirer la sympathie de certaines couches des deux camps en flattant leurs aspirations.

En incarnant la petite bourgeoisie, ils ne peuvent pas proposer à leurs partisans ou sympathisants une issue politique indépendante ou cohérente puisque demeurant liés au capitalisme, aussi leur jeu consistera à privilégier ou à soutenir l'impérialisme qui leur semble le plus fréquentable (Russie, Chine...) au détriment de l'impérialisme dominant (US) ou qui selon eux incarne les intérêts qu'ils défendent, ce qui se comprend du fait que les impérialismes dominés ou les pays dit émergents en sont encore au stade où leurs classes moyennes se développent, ils s'identifient avec elles en quelque sorte en espérant en tirer profit sur le plan politique.

Leur politique est rétrograde dans la mesure où ils sont nostalgiques d'un passé définitivement révolu, réactionnaire ou contre-révolutionnaire en voulant faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, ce à quoi s'emploient justement les tenants du néolibéralisme sur le plan social, ce dont ils se soucient uniquement quand ce sont les intérêts des classes moyennes qui sont durement frappés, ne se penchant sur le sort du mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière ou se souvenant de leur existence, les soutenant éventuellement, épisodiquement, que pour mieux les instrumentaliser ou s'en servir comme moyen de chantage ou de pression sur le pouvoir afin qu'il leur accorde des concessions ou les ménage pour continuer de vivre confortablement en régime capitaliste.

Les faits ou le développement de la crise du capitalisme ne peut que leur donner tort à court terme ou à l'arrivée. Parce que l'ensemble des impérialismes dominés, des pays dits émergents, la totalité des Etats, bien que leur niveau de développement diffère, non seulement ils ne peuvent pas ignorer la crise du capitalisme qui les frappe également, ils sont conduits à se soumettre au néolibéralisme ou à l'adopter à leur tour parce qu'il incarne le stade suprême du développement du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant, sous peine de voir remis en cause leur existence ou la domination de classe de leur propre bourgeoisie, ce à quoi ils n'échapperont pas davantage que les impérialismes dominants dorénavant en proie à une crise sociale et politique permanente qui ne peut que s'approfondir ou s'amplifier dans le futur.

Donc ni le nationalisme ni le souverainisme teintés de réformisme pas plus que le néolibéralisme ne peuvent constituer une issue à la crise sociale et politique qui va s'étendre à tous les pays de la planète dans le cadre du capitalisme en faillite ou en bout de course et qui présente une grave menace sur son existence, ce qui explique pourquoi les sommets du capitalisme, le premier cercle des oligarques les plus puissants, ont conçu une stratégie financière et politique à caractère mafieuse et criminelle pour s'émanciper des contradictions du capitalisme, qui à terme ne peuvent que conduire à des révolutions sociales et mettre en péril leur domination de classe.

Ne pouvant pas se débarrasser du capitalisme d'un seul coup ou par décret, parce que son degré de développement demeure inégal dans le monde, ils vont se servir de sa crise pour accroître la concentration du capital entre quelques mains, tout en soumettant tous les Etats à leur pouvoir ou les déposséder de leur pouvoir politique à l'aide d'institutions supranationales qui ont toute pour vocation à s'inscrire dans cette stratégie, puisqu'il ne peut en exister une autre et que c'est une question de vie ou de mort pour assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Déposséder tous les Etats de leur pouvoir ou de leur souveraineté ne signifie pas leur disparition, car en réalité seuls le pouvoir politique ou la souveraineté des peuples sont amenés à disparaître, ainsi que l'ensemble de leurs droits sociaux, ce qui inclut ou concerne toutes les classes sans exception, hormis l'oligarchie et ses sous-traitants, ainsi que les élites intellectuelles qui lui sont acquis ou qui servent ses intérêts.

Le processus de mondialisation n'est pas encore parvenu à son terme, et seule l'oligarchie ou le néolibéralisme aurait les moyens de l'achever, pour peu qu'ils parviennent à neutraliser ou dévoyer la capacité de résistance des peuples ou du mouvement ouvrier, afin de réduire à l'impuissance ou de rendre la lutte des classes inoffensives à défaut de pouvoir la faire disparaître totalement, bien que ce soit leur objectif final, peu importe puisque le résultat serait sensiblement le même, aboutissant à l'impossibilité de contester et encore plus de renverser un ordre social qui échapperait à toute emprise, du fait qu'il ne reposerait plus sur un antagonisme fondé sur les inégalités entre les classes qui fut à l'origine du développement du capitalisme et de ses

contradictions, ainsi que de la lutte des classes, mais sur un règlement policier de type juridique qui fixerait le statut privé de chacun des membres de la société en accordant arbitrairement les pleins pouvoirs à l'oligarchie, aux multinationales, qui règneraient en maîtres absolus sur le monde, ce qu'on appelle aussi le mondialisme ou le socialisme à l'envers.

Ceux qui s'enthousiasment pour les Brics, la "déglobalisation", la "démondialisation" ou encore le "Brexit", qui voient dans Poutine et Xi des opposants à l'impérialisme américain, qui ouvertement ou plus discrètement voient en eux la solution à la crise du capitalisme, ne tiennent pas compte du développement historique du capitalisme, qu'ils sont en proie aux mêmes contradictions auxquelles les dirigeants de pays occidentaux dominants doivent faire face, et que finalement ils n'ont pas d'autres moyens pour les affronter que recourir aux mêmes expédients ou moyens que l'impérialisme américain ou l'oligarchie anglo-saxonne.

Ce qui explique pourquoi ils ne s'attardent pas sur la situation sociale et politique dans ces pays, qui en quelque sorte est pire que dans les pays capitalistes occidentaux, où à bien des égards prévaut avant l'oeuvre la réalisation des conditions sociales ou des rapports politiques auxquels aspire le néolibéralisme, situation qui n'est pas réservée exclusivement à la Russie et à la Chine, mais qui s'étend dors et déjà à de nombreux pays tel que l'Inde par exemple, où se côtoient des rapports de type féodaux ou issus du modèle capitaliste corrompu et mafieux, combinaison qui réduit pratiquement à néant les droits politiques des Indiens, tandis que leur condition sociale est digne de celle qui prévalait au XVIIIe ou au XIXe siècle dans les pays en voie d'industrialisation, cela vaut pour le Japon, la Corée du Sud, une grande partie des pays en Asie ou pour ainsi dire aucun parti ne représente les intérêts des masses exploitées.

Ces géopoliticiens représentent les intérêts de la petite bourgeoisie amenés à être broyés par la mondialisation. Antimatérialistes, réfractaires à la dialectique, qui plus est à l'association du matérialisme et de la dialectique qui incarne le socialisme qu'ils vomissent. Ils ne parviennent pas à concevoir que la politique néolibérale s'impose au capitalisme ou qu'elle est le produit de ses lois de fonctionnement qui ont déterminé son développement jusqu'à nos jours, car inhérentes aux inégalités sur lesquelles elles reposent et qui ne peuvent que se creuser en alimentant la crise du capitalisme et la lutte des classes, et non le produit de la volonté d'une poignée de milliardaires d'accroître leur fortune.

L'histoire du capitalisme se réduit à un processus matérialiste et dialectique qui s'est développé à l'échelle historique en dehors de la conscience des hommes qui y ont participé ou qui l'ont subi, parce qu'ils en ignoraient les tenants et aboutissants, les origines autant que les étapes par lesquels le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme allait passer au cours des siècles et des millénaires, qui allait se traduire par le développement des forces productives qui donneraient naissance à différents modes de production, avant d'atteindre la limite au-delà de laquelle, soit il entrerait en putréfaction et serait condamné à périr, soit les hommes parviendraient à en prendre conscience pour en modifier l'orientation (du processus dialectique), de sorte qu'en mettant un terme au règne de la nécessité, l'homme se libère des contraintes ou des contradictions qu'il avait contribuées à créer au cours de son développement chaotique et dont il était esclave, pour atteindre un stade supérieur de développement synonyme de progrès social sans fin ou sans entrave, de liberté, dont profiterait l'ensemble de l'humanité.

En tournant le dos à cette interprétation matérialiste et dialectique du processus historique dont le capitalisme est le produit, on est amené à adopter une interprétation de type métaphysique ou idéaliste de la situation et de son évolution, qui finalement et infailliblement aboutira à se soumettre à l'ordre capitaliste qu'on le veuille ou le reconnaisse ou non n'y changeant strictement rien.

Flagrant délit.

POID - latribunedestravailleurs.fr - Rendez-vous à Mumbai, la grande ville industrielle de l'ouest de l'Inde accueillera la Conférence mondiale contre la guerre, l'exploitation et le travail précaire.

Rendez-vous à Mumbai 18-20 novembre 2016

- ...en Inde, le gouvernement veut exclure 90% des travailleurs de l'application du code du travail !

Je ne vois pas comment le gouvernement indien pourrait vouloir exclure "*90% des travailleurs de l'application du code du travail*", puisqu'ils sont justement 90% ou plus à ne pas en bénéficier du fait qu'ils sont employés dans le secteur informel où ils n'ont ni contrat de travail, ni feuilles de paie et évidemment ni certificat de travail, aucun droit hormis la journée de travail de 8 heures, et encore.

Cela confirme à sa manière que ce genre de parti ne représente que 10% des travailleurs ou les intérêts de l'aristocratie ouvrière et en aucun cas ceux de l'ensemble de la classe ouvrière. A moins qu'ils soient mal informés.

Cela me fait marrer, parce que le sympathisant du POID qui me harcèle depuis des années m'avait fait la leçon récemment dans un courriel, en m'invitant sur un ton sarcastique ou emprunt de mépris à m'intéresser à la lutte des classes en Inde au lieu de me mêler de ce qui ne me regarde pas ou la situation en France. Je n'avais pas pris la peine de répondre tellement c'était con ! La preuve.

- L'emploi en Inde : progression de l'informel - juillet 2012 - www.ird.fr

Extraits. L'emploi informel, c'est-à-dire non régulé ni protégé, n'est pas un phénomène résiduel appelé à disparaître. Dans le contexte néolibéral de concurrence globalisée, des processus de flexibilisation et d'informalisation de l'activité sont partout à l'œuvre. Une chercheure de l'IRD et ses collègues(1) explorent le cas indien. La croissance économique du pays coexiste avec une détérioration des conditions de travail et une expansion de l'emploi informel qui représente 92 % de la main-d'œuvre.

L'importance de l'emploi informel

Entre 1999 et 2004, la main-d'œuvre est passée de 397 à 457 millions de personnes. Cette croissance a été entièrement absorbée par l'emploi informel qui représente plus de 90 % du marché du travail. Le travail formel, lui, a reculé, y compris au sein des entreprises enregistrées et régulées, au rythme de 0,32 % par an. Par exemple, la part des emplois sans contrat écrit ou avec un engagement inférieur à un an a augmenté. Dans ce contexte, les progrès accomplis en matière de législation sociale et de protection des travailleurs échouent à s'imposer au plus grand nombre. Le cas indien est représentatif des évolutions à l'œuvre en temps de globalisation néolibérale. C'est par des études de cas localisées qu'une chercheure de l'IRD et ses collègues(1) peuvent en documenter les ressorts.

(1) Ces travaux ont été réalisés avec des partenaires de l'EHESS et de l'Université de Bordeaux IV, de la School of Oriental and African Studies (SOAS) et des Universités d'Oxford et d'East Anglia au Royaume-Uni, de la Jawaharlal Nehru University et de l'Institut français de Pondichéry en Inde. www.ird.fr

En 2015 la masse salariale en Inde est passée à 480 millions.

En Inde, la première revendication pour lequel le mouvement ouvrier devrait luttter devrait être un deuxième jour de congé hebdomadaire, parce que cela changerait la vie des travailleurs indiens en leur permettant de pouvoir s'intéresser à leurs affaires, s'occuper de leurs enfants, de lire, d'acquérir des connaissances, de progresser, etc.

La page nécrologique de la réaction.

Il ne fallait douter de rien pour croire un instant qu'un énarque pouvait être de gauche...

Valls qui se revendique rocardien a salué en Rocard un "*visionnaire*"... du chaos, qui selon L'Est républicain fut un "*social-démocrate avant l'heure*"... un social-libéral, à l'instar des Blair et Shroëder qui influencés par le reagganisme et le thatchérisme firent accomplir à la social-démocratie la conversion ou le tournant au néolibéralisme, qui souhaitons-le lui sera fatal.

Le Journal du dimanche reconnaît en lui "*un réformiste*"... devenu corporatiste, un théoricien de la *deuxième gauche*"... fossoyeur de la gauche s'enthousiasme les éditorialistes aux ordres, qui a laissé un "*un vrai héritage*"... la CSG, celui de la "*gauche moderne*" s'extasie Le Parisien... la plus réactionnaire depuis un siècle, celle qui pour Le Monde allait s'employer sous la direction de Rocard (et Delors) de "*rénover la gauche, la réconcilier avec le réel, allier le concret et la rigueur*", mission qui allait consister à partager l'interprétation de la situation adoptée par les représentants officiels du capitalisme qui fixerait le cadre et le cap de la politique du PS, qui en pratique allait se traduire par l'abandon de toute référence au socialisme, parce qu'il n'appartenait pas au "*réel*" contrairement au capitalisme qui lui existait bel et bien et indépassable, Rocard se faisant ainsi le "*chantre d'un socialisme exigeant et moral*" totalement dénaturé ou méconnaissable exulte naturellement Libération.

En famille, ils sont orphelins.

- Une classe politique unie rend hommage à Rocard - Le Huffington Post

De la gauche à la droite en passant par le centre, c'est une classe politique unie qui a rendu hommage à Michel Rocard, décédé samedi 2 juillet. Le Huffington Post 03.07

- Quand Rocard couvait la deuxième génération de la seconde gauche - Slate.fr

- Le "rocardisme", un héritage largement revendiqué - AFP

"Deuxième gauche"... Réformisme à la française... Le "rocardisme" est-il mort avec Michel Rocard ou peut-il être incarné par ceux qui s'en disent "orphelins" ou bousculent comme lui la gauche, tels Manuel Valls, Emmanuel Macron ou même François Hollande ? AFP 03.07

- Réfléchir avec Rocard, que du bonheur - Slate.fr

Pour rappel, Slate est un portail porte-parole de l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui distille à longueur de temps le venin mortel du néolibéralisme ou "que du bonheur" !

- Mort de Michel Rocard : Hollande salue une « grande figure de la République et de la gauche » - LeMonde.fr

Le premier ministre Manuel Valls, issu lui-même du rocardisme, a jugé qu'il incarnait « la modernisation de la gauche et l'exigence de dire la vérité ». LeMonde.fr 03.07

La vérité selon les idéologues de l'oligarchie...

- Mort de Michel Rocard : "Je perds un mentor, un ami", affirme Manuel Valls sur France 2 - Francetv info

Il a salué en Michel Rocard "un réformateur, un visionnaire, il avait vu juste sur la décentralisation, l'écologie, l'exercice du pouvoir bien avant d'autres". Francetv info 03.07

- Le Michel Rocard dont on se souviendra - Par Bruno Guigue - Arrêt sur Info.

Depuis son ralliement au parti mitterrandien (1974), l'inventeur de la « deuxième gauche » fut l'artisan inlassable de la conversion du PS au social-libéralisme. Avec une remarquable constance, il est de tous les combats pour aligner la gauche française sur les standards libéraux. En 1983, il plaide contre Chevènement pour le funeste tournant de la rigueur, matrice originelle des politiques d'austérité. Premier ministre, il prépare la signature du traité de Maastricht (1992), pièce maîtresse du carcan européen. L'instauration forcée de l'hypermarché communautaire n'a jamais manqué d'avocats, et Michel Rocard fut l'un des meilleurs.

Difficile, en fait, de le prendre en défaut d'incohérence. Européiste convaincu, Rocard était aussi un fervent atlantiste. Lors de la crise franco-américaine de 2003, il se rend auprès de l'ambassadeur US à Paris pour le rassurer. La frénésie gaulliste de Jacques Chirac, lui dit-il en substance, n'est qu'une passade, un feu de paille. Solidement arrimée au bloc occidental, la France demeurera toujours un allié indéfectible des Etats-Unis. Définitivement jetées aux orties, les diatribes contre l'impérialisme du jeune dirigeant du PSU ! Avec l'âge et les responsabilités, Michel Rocard a pris soin de se ranger du côté du manche. Arrêt sur Info 03.07

- Jean-Luc Mélenchon : Un éclaireur nous a quittés. Sa vie est une leçon. (Twitter 02.07)

Le think tank Terra Nova financé à 80% par des multinationales ou des grandes entreprises, qui eut pour directeur un certain Michel Rocard, reprendra le «diagnostic» proposé au PS 15 ans plus tôt par le même Michel Rocard et salué en son temps par Jean-Luc Mélenchon, «diagnostic» qui consistait à "ne peut plus se regrouper au coup d'œil sur les mains calleuses", autrement dit à s'adresser à d'autres classes ou couches de la société que la classe ouvrière qu'il méprisait au passage pour permettre aux affairistes du PS de conserver leurs places au soleil des institutions de la Ve République. Cela donnera la "gauche plurielle" qui s'illustrera dans le gouvernement Chirac-Jospin en devenant le champion des privatisations sous la Ve République.

Le 20 février 1993 dans Libération, dans une tribune en forme de lettre ouverte à Rocard et intitulée «Youpi, cher Michel», Mélenchon est alors sénateur PS de l'Essonne. Extrait.

Libération - Il dit alors se retrouver sur le «diagnostic» posé par Rocard : le socialisme historique ne doit plus seulement répondre au monde ouvrier. «Ce monde actuel où toute hiérarchie naturelle s'est dissoute et où aucun individu ne peut être réduit à sa fonction sociale, son sexe ou sa religion, est bien celui qui donne au projet socialiste sa base la plus large. Je dis : youpi ! s'exclame-t-il. Les mécanismes de base sur lesquels se construisait la représentation politique des nôtres ont changé. Ce qui ne peut plus se regrouper au coup d'œil sur les mains calleuses, comment le réunir ?»

Dans une interview au Parisien en octobre 1993, il explique ainsi : «Rocard, qui plaidait pour le consensus quand il était à Matignon, ne parle plus d'alliance avec les centristes mais d'un axe avec les socialistes, les communistes et les écologistes. Voilà le changement… Et puis c'est vrai, je ne connaissais pas l'autre Rocard, le militant.» liberation.fr 03.07

Pour rappel à propos de Terra Nova.

2015 : Gilbert Cette et Jacques Barthélémy publient un rapport sur l'assouplissement du droit du travail. Ils proposent qu'une « négociation collective puisse modifier plus facilement certains éléments du contrat de travail, tels que la durée du travail et, par conséquent, la rémunération mensuelle des salariés ».

Un "monstre de cynisme" s'en est allé ou le sionisme est en deuil.

- Eloge funèbre à New York d'Elie Wiesel, salué par des hommages du monde entier - AFP

- Elie Wiesel : une vie au service de la paix - Francetv info

- Elie Wiesel est mort - LeParisien.fr

Eli Wiesel, célèbre écrivain juif américain qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 1986, est mort hier à l'âge de 87 ans, a annoncé le mémorial de l'Holocauste Yad Vashem à Jérusalem (Israël).

Un pacifiste qui n'hésite pas à soutenir l'intervention militaire « quand aucune autre option n'est possible », comme il l'écrivait en 2003 dans le « San Francisco Chronicle » à propos de la guerre en Irak. LeParisien.fr 02.07

- Elie Wiesel l'imposteur, n'est plus - Par Georges Stanechy - Arrêt sur Info.

Notre Industrie Médiatique de la Propagande ne cesse de larmoyer, nous imposant un deuil national pour exprimer les regrets éternels que nous lui devrions… Nos cruches ministérielles en tête, ou en chœur…

Injonction s'appliquant avec autant de zèle que dans les autres pays de la « Communauté [internationale] de l'OTAN « . Nos frères en servitude…

Sans entrer dans le détail des remises en cause d'une multitude d'historiens et de chercheurs sur les « témoignages », ou le « storytelling » comme disent nos amis anglophones, de cet « ancien déporté survivant » des camps nazis, d'origine Roumaine, il restera dans l'Histoire un maître de « l'Imposture ». Référons-nous aux travaux et analyses de Norman G. Finkelstein (1) ou d'Alain Gresh (2).

A l'exemple de Tartuffe, le personnage emblématique de la célèbre pièce de Molière, de 1669, dont le titre complet était, ne l'oublions pas : Le Tartuffe ou l'Imposteur.

Pour mémoire, il se retrouva, entre autres lucratives sinécures, à la tête d'une fondation « Fondation Elie Wiesel pour l'Humanité » qui avait pour vocation de lutter, face aux crimes collectifs et génocides, « contre l'indifférence, l'intolérance et l'injustice» … Comme par hasard, les fonds propres de cette fondation, estimés à 15,2 millions de dollars, se sont volatilisés, en décembre 2008, dans l'escroquerie Bernard Madoff… Pschitt !… Plus rien…

Propagandiste le plus encensé de la colonisation européenne au Moyen-Orient, il fut couvert, dans nos pays asservis, de décorations, d'honneurs, de doctorats « honoris causa » (plus de 100 universités !…), et tutti quanti… Liste interminable.

Jusqu'à, comme il est d'usage pour les plus ardents promoteurs de cette abjection, l'incontournable Prix Nobel de la Paix qui lui fut décerné dès 1986.

Et, comme pour tout Prix Nobel de la Paix qui respecte son contrat, il fut un implacable artisan de La Guerre et du Chaos.

Parmi ses plus hystériques appels aux interventions militaires, en clair : aux massacres et destructions, citons le démembrement de la Yougoslavie sous les bombes de l'OTAN, la pulvérisation de l'Irak sur fondement de mensonges connus de tous, et son incessante campagne pour l'anéantissement de l'Iran.

Le cynisme du personnage fit de lui le récipiendaire, en 2005, du Prix Lumière de la Vérité,« pour son action en faveur des Droits de l'Homme et du peuple tibétain« . Accordé, il est vrai, par une des plus efficientes officines de propagande anti-chinoise américaine, via la promotion d'un autre célébre imposteur : le Dalaï-lama.

Lui, qui n'a jamais levé le petit doigt, prononcé la moindre parole, émis la plus insignifiante objection, pour atténuer, si ce n'est empêcher, les atroces souffrances et spoliations infligées au Peuple Palestinien par les colons européens. Encore moins pour ceux enfermés dans un des plus sanguinaires ghettos que l'Humanité ait connu jusqu'à présent : Gaza…

J'espère, avant de se retrouver face aux portes de l'Enfer, qu'il soit celui de Dante ou de Jérôme Bosch, le savoir condamné à embrasser, tenir dans ses bras, tous les enfants Irakiens, Libanais et Palestiniens, massacrés, brûlés vifs, enterrés vivants, sous les bombes et les balles de nos forces armées « démocratiques », dans son silence complice.

La mort de ce monstre de cynisme, symbole de « La Conscience » ou de « L'Ethique » de nos sociétés occidentales pétries de « Vertus » et de « Valeurs », archétype de ces Belles Ames, histrions de nos plateaux médiatiques, ne cesse d'évoquer en moi le titre de l'inoubliable roman de Boris Vian : « J'irai cracher sur vos tombes« … Arrêt sur Info 03.07

1. Norman G. Finkelstein, L'Industrie de l'Holocauste : Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des juifs (traduit de l'américain par Éric Hazan, avec une postface de Rony Brauman), éditions La Fabrique, Paris, 2001.

2. Alain Gresh, « Elie Wiesel l'imposteur et Jérusalem », Les blogs du Monde diplomatique, 18 avril 2010.

Qui sème la violence peut craindre la violence.

- Face aux "risques de violence", le PS veut reporter son université d'été - AFP

Face aux "risques de violence" et à moins d'un an de la présidentielle, le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a annoncé dimanche le report de l'université d'été de la Belle Alliance populaire, initialement prévue à Nantes du 26 au 28 août. AFP 03.07

Ils violentent les préjugés des masses en les humiliant pour mieux faire régner le chaos et les réprimer

- Les députés votent en faveur de l'abolition de la violence corporelle faite aux enfants - LeMonde.fr

La notion d'autorité parentale définie dans le code civil a été précisée par le vote d'un amendement au projet de loi égalité et citoyenneté. LeMonde.fr 03.07

Ayant été un enfant battu, à 60 ans je leur refuse le droit de juger mes parents, et je les accuse ainsi que leur société pourrie d'avoir été responsable de leur comportement violent à mon égard.

Qui les écoute encore ? Plus personne.

- Pierre Moscovici : "Il n'y a pas d'austérité en France, il n'y en a jamais eu !" - Atlantico.fr

Brexit.

Rassurez-vous, les Bourses ont ouvert en hausse.

Quand Valls est instrumentalisé ou n'a rien compris à la manoeuvre, il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

- Le démenti cinglant du New York Times au rêve de Manuel Valls de voir Paris remplacer Londres dans le cœur des financiers - Atlantico.fr

Ils sabrent le champagne... et dans les impôts des sociétés

- Après le Brexit, Londres prêt à sabrer l'impôt sur les sociétés - La Tribune

Alors que George Osborne avait déjà annoncé en mars une baisse de l'impôt sur les sociétés de 20% à 17% en 2020, voilà désormais le ministre britannique des Finances prêt à le réduire davantage. Le Royaume-Uni projette ainsi de faire passer sous la barre des 15% l'impôt sur les sociétés afin de retenir les entreprises, inquiètes après le référendum en faveur d'un Brexit, a indiqué le ministre au Financial Times dimanche.

"Tirer parti de la situation donnée"

Georges Osborne a dit vouloir mettre en place une "économie super-compétitive", avec une baisse de plus de 5 points de l'impôt sur les sociétés, actuellement de 20%, ce qui en ferait le plus faible parmi les grandes puissances économiques, selon le Financial Times.

"Il nous faut rester concentrés sur l'horizon et la route devant nous et tirer parti de la situation donnée", a déclaré le ministre au quotidien économique.

Cette mesure, qui réduirait l'écart avec l'Irlande voisine, où l'impôt sur les sociétés à 12,5% est un important facteur d'attractivité, interviendrait alors que des entreprises envisagent de quitter le Royaume-Uni en raison de l'incertitude pesant sur ses futures relations avec l'Union européenne.

Le FT, qui cite le chancelier de l'Echiquier, indique par ailleurs que Londres entend renforcer ses relations avec la Chine

pour compenser les effets possibles du Brexit sur ses échanges commerciaux avec l'UE. latribune.fr 04.07

L'opération consistait à tirer ou conserver le meilleur de l'UE tout en s'affranchissant de son carcan, pour finalement lui laisser les rogatons et une situation sociale ingérable ou de plus en plus incontrôlable.

Quand la réaction néolibérale appelle à mater "les débiles hargneux" qui ont voté pour le Brexit.

- Il est temps que les élites se soulèvent contre les masses - slate.fr

Le Brexit a dévoilé le schisme politique de notre époque. Ce n'est pas la gauche contre la droite, mais les sains d'esprit contre les débiles hargneux...

L'extrémisme est devenu mainstream. L'une des caractéristiques les plus manifestes du vote pro-Brexit aura été la répudiation totale des banquiers, des économistes et des chefs d'État occidentaux ayant mis en garde les électeurs contre les dangers d'une scission avec l'Union européenne. Le Premier ministre britannique David Cameron était persuadé que les électeurs allaient se ranger du côté des experts et de leur quasi consensus. Ce qui prouve combien il s'est leurré sur son propre peuple. (...)

Dans une majorité de pays, les partis d'extrême droite et nativistes arrivent en tête des sondages. Pour l'instant, aucun n'a réussi à rafler une majorité d'électeurs, même si fin mai, Norbert Hofer, leader du FPÖ et friand de symbolique nazie, était à un cheveu de remporter la présidentielle.

À gauche et à droite, les partis traditionnels pourraient de plus en plus combiner leurs forces pour repousser les nationalistes. Un phénomène qu'a connu la Suède, où un parti de centre droit fait office de partenaire minoritaire au gouvernement de centre-gauche. En France, si le Parti socialiste est effectivement distancé dès le premier tour, il appellera très certainement à voter pour le candidat des conservateurs LR afin de barrer la route au Front national.

De telles coalitions informelles réussiront peut-être à survivre en attendant que la fièvre baisse. (...)

Fondamentalement, c'est bien la mondialisation qui est au cœur du problème. Le Brexit, Trump, le Front national et consorts montrent combien les élites politiques ont sous-estimé la colère que pouvaient susciter les mouvements trans-nationaux, et cette soif que quelqu'un, quelque part et par des moyens quelconques, réussisse à faire revivre le monde d'hier. On pourrait s'étonner que cette réaction arrive aujourd'hui, et pas au lendemain immédiat de la crise de 2008, sauf que l'atténuation de la crise aura fait naître une impression nouvelle de stagnation. Face aux perspectives de croissance nulle en Europe, et d'augmentation minimale des revenus aux États-Unis, les électeurs se rebiffent contre les sombres heures que leur promet le long terme. (...)

Il est possible que la politique se réaligne elle-même autour de l'axe de la mondialisation, avec les teigneux d'un côté et les pragmatiques de l'autre. (...)

Évidemment, à droite comme à gauche, les partis traditionnels cherchent à s'attirer les faveurs des nationalistes renfrognés. (...) Reste que la gauche et la droite se divisent sur la meilleure marche à suivre pour atténuer les effets de la mondialisation et gérer le vaste afflux de réfugiés et de migrants. La menace extrémiste pourrait ne pas être suffisante pour les inciter à faire cause commune.

Le schisme qui s'ouvre sous nos yeux ne relève pas uniquement de la politique, mais aussi du rapport à la réalité. Les forces pro-Brexit l'ont emporté parce que des politiciens cyniques n'ont eu aucun scrupule à alimenter la paranoïa des électeurs, en leur mentant sur les dangers de l'immigration et les coûts de l'adhésion à l'UE. Certains commencent à admettre leurs mensonges. (...)

Oh, pardon, j'ai utilisé le terme d'«ignorant»? Oui, tout à fait. Non seulement faut-il dire aux gens qu'ils hallucinent, mais la tâche des gouvernants est bien de les faire sortir de leur délire. Est-ce que c'est «élitiste»? Sans doute. Ou peut-être en sommes-nous tellement venus à glorifier l'authenticité de la moindre conviction personnelle qu'il est désormais «élitiste» de se fier à la raison, à l'expertise et aux leçons de l'histoire. Dans ce cas, les partis qui admettent la réalité doivent se préparer à affronter ceux qui la nient et combattre les borgnes qui règnent sur ces aveugles. Si tel est le réajustement à venir, il y a des raisons d'être impatient. Slate.fr 04.07

Bienvenue en oligarchie

- Quand les Anglais partaient faire la Grande Guerre entre amis - Slate.fr

- Google va bientôt vous demander l'autorisation de collecter plus de données personnelles : mais s'agit-il d'un choix réel ou d'une illusion de choix ? - Atlantico.fr

- Après Orlando, «venir à la Marche des fiertés est un acte de résistance» - LeFigaro.fr

Haut de page

Le 5 juillet 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, je dois cuisiner, il est 16h10 et je suis en retard, à 18 heures je dois arroser le jardin et ainsi de suite... L'homme au foyer quelle galère vous avouerez ! A bas le féminisme ! Toujours dans la bonne humeur...

Quand des intellectuels polémiquent sur le Brexit.

- Sapir, Onfray, Chevènement, tigres de papier du souverainisme - Arrêt sur Info

« Brexit : vingt intellectuels* eurocritiques lancent un appel pour un nouveau traité », tel est le titre d'une tribune publiée par « Le Figaro » du 30 juin. Ce texte signé par Jacques Sapir, Michel Onfray et Jean-Pierre Chevènement rend un hommage appuyé au « peuple britannique » qui a « exprimé souverainement sa volonté de rester maître des décisions qui le concernent. » Car « ce vote courageux et massif » est « une claque pour la dérive technocratique dans laquelle l'Union européenne actuelle s'est laissé enfermer ». Et « tout montre que dans la plupart des pays européens, les citoyens n'acceptent plus d'être gouvernés par des instances non élues, fonctionnant en toute opacité ».

Fort bien, mais lisons plutôt la suite. « Le vote britannique peut être une chance : il doit être l'occasion de réorienter la construction européenne, en articulant la démocratie qui vit dans les nations avec une démocratie européenne qui reste à construire ».

Et nos intellectuels, pour finir, demandent la réunion d'une conférence qui aurait pour objet « la renégociation des traités sur les trois questions cruciales dont la méconnaissance a conduit à l'affaissement de l'actuelle construction européenne : la souveraineté, c'est-à-dire la démocratie et l'indépendance stratégique. »

En somme, les signataires saluent ostensiblement le courage du peuple britannique, mais ils ne manifestent nullement l'intention de suivre son exemple. Ils tressent des couronnes au « Brexit », mais ils suggèrent à nos dirigeants l'artifice permettant de faire l'économie d'un « Frexit ». Au lieu d'inviter les Français à la même intrépidité, ces héros par procuration laissent aux Britanniques le privilège d'avoir ouvert une brèche qu'ils rêvent de refermer. Coïncidence troublante, cette tribune est parue le jour même où Alain Juppé déclare sur Bfm/Tv : « On peut craindre un Frexit, et c'est pourquoi je suis hostile à un référendum ».

Il faut croire que « Frexit » et « référendum » sont des termes d'une parfaite obscénité, car ils ne figurent pas dans la tribune précitée de nos « intellectuels eurocritiques ». Prolixe en projets de « réorganisation », « refondation » ou « réorientation » de l'Europe, ce texte oublie l'essentiel : qui décide de l'appartenance à l'UE ? Alors qu'on devrait demander au peuple français s'il veut y rester avant d'envisager de la réformer, on préfère mettre la charrue avant les bœufs. Ce faisant, on exclut le peuple du processus, on fait comme s'il n'existait pas. Au lieu d'organiser sans délai l'exercice de la souveraineté, on la court-circuite.

Une conférence des chefs de gouvernement de l'UE jouit-elle d'une légitimité supérieure à celle du peuple français ? Nos intellectuels le pensent, puisqu'ils omettent de poser la question principielle de la volonté populaire. « Il faut rendre à la souveraineté populaire et à la démocratie leurs droits dans une Europe confédérale qui serait faite de l'entente et de la coopération entre les nations », disent-ils. Mais l'acte fondateur de cette souveraineté ayant été passé par pertes et profits, que vaudra cette restitution des « droits de la démocratie » dans « une Europe confédérale » qui n'a jamais existé ? Et puis, est-on sûr que le peuple en veuille vraiment, si l'on s'obstine à ne pas lui poser la question ?

C'est pourquoi les propositions qui émaillent ce texte, insignifiantes, ressemblent au filet d'eau tiède qui se remet à couler, invariablement, à chaque crise communautaire. On y lit le projet, par exemple, d'une « réorganisation profonde des compétences et, le cas échéant, du mode de désignation des institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement, Cour de justice, BCE) ». Oui, mais pour quoi faire ? Qu'est-ce que la démocratie y gagnera ? On attend la réponse. Il faudrait aussi, dit-on, « outiller le Conseil européen où vit la légitimité démocratique en le dotant des services capables de préparer et exécuter ses décisions ». Mais ce même Conseil avalise depuis trente ans les injonctions ultra-libérales de la Commission. Croit-on vraiment qu'il s'en affranchira si on augmente le nombre de ses fonctionnaires ?

Au demeurant, cette consolidation de l'exécutif est équivoque, car on ne sait si elle vise à favoriser un surcroît d'intégration ou à border les prérogatives des Etats-membres. Comme le propos est conceptuellement flou, le moins qu'on puisse dire est qu'il demeure politiquement mou. Moyennant quelques réformes, toute l'architecture institutionnelle de l'UE, en tout cas, est promise à une remarquable longévité. Le texte mentionne la Banque centrale européenne, par exemple, mais sans mettre en question une indépendance statutaire, exigée par le dogme monétariste, qui en fait le levier des politiques d'austérité. Croit-on

sérieusement conserver la BCE tout en évacuant l'orthodoxie financière qui en est le principe fondateur ?

Cet irréalisme brouillon reflète la contradiction insoluble dans laquelle s'enferrent les signataires, prompts à diagnostiquer le mal mais apeurés à l'idée du remède. Faute de vouloir l'administrer, ils se contentent de soins palliatifs et s'obstinent à prolonger l'agonie d'une Union européenne dont ils ne veulent pas voir qu'elle est condamnée. Qu'est-ce que l'UE ? Historiquement contingent, cet artefact supranational a été construit sur une idée fausse, il s'est maintenu grâce à une supercherie et il périra à cause de l'aveuglement des élites qui l'ont imposé. L'idée fausse est le préjugé selon lequel le marché autorégulé peut créer un espace de prospérité. La supercherie est celle qui consiste à flouer la souveraineté au nom de cette idée fausse. L'aveuglement des élites consiste à croire que cette supercherie passera définitivement inaperçue.

Des signataires de cette tribune, on pouvait sans doute attendre autre chose que cette contribution insipide à la soupe européiste. En occultant la question principielle du référendum, ils passent par-dessus-bord les principes démocratiques dont ils se réclament. Tigres de papier d'un souverainisme attiédi, ils fuient devant le verdict populaire, s'effraient du tumulte des urnes en colère et se rangent derrière nos dirigeants dans cet appel pathétique, expression d'un déni de la réalité qui fait irrésistiblement penser aux cabris chers au général de Gaulle :

« Nous avons la conviction qu'il appartient à la France de lancer cette grande initiative qui proposera de remettre l'Union européenne sur ses pieds. Les peuples européens et pas seulement le nôtre, l'attendent. Nous faillirions à notre devoir de citoyens français mais aussi d'Européens si nous n'agissions pas pour que la France se porte aux avant-postes de cette grande tâche ». Arrêt sur Info 01.07

Article intéressant car perspicace, jusqu'à un certain point seulement, puisque sa conclusion à caractère nécrologique est pathétique, mais conforme à ce qu'on est en droit d'attendre d'intellectuels tournant le dos au socialisme.

Les idées fausses sur l'UE.

- "Les bourgeoisies des pays européens ont pris l'initiative d'une construction européenne pour faire face à la concurrence des bourgeoisies des autres continents..." (NPA - Démocratie révolutionnaire - N° 2 du 1° juillet 2016)

Faux, parce que ce sont les Américains qui en sont à l'origine, voir les documents qui existent datant de 1947-48 qui le prouvent. Ce qui est normal puique l'impérialisme amérivain dominait le capitalisme mondial.

Faux, parce que leur objectif était de favoriser la concentration du capital là où le capitalisme était le plus développé ou sur le continent qui l'avait vu naître, l'Europe.

Quelle est l'orientation directrice du capitalisme mondial dictée par les lois de fonctionnement du capitalisme et ses contradictions ?

La concentration du capital et la rationalisation poussée à l'extrême de la production, qui incluent ou impliquent l'augmentation de la productivité et de la division du travail.

C'est donc dans le but de réaliser ces deux objectifs que les capitalistes et leurs institutions sont amenés à décider un certain nombre de mesures sur les plans économiques et politiques.

Tout le reste est du baratin. Celui qui n'a pas en permanence à l'esprit ces deux facteurs déterminants ne peut pas comprendre la situation et son évolution.

Les éléments que nous avons fournis dans les causeries des derniers jours à propos du Brexit le confirmèrent ou permettait de le comprendre. Vous aurez observé que, si les commentateurs ont concentré leur attention sur l'aspect politique du Brexit, en revanche les premières mesures annoncées par Londres l'ont été sur le plan économique ou financier, dont la baisse importante des impôts des entreprises.

C'est ainsi que tous les discours sur l'UE qui se concentrent sur son fonctionnement relève de la démagogie ou du charlatanisme, dans la mesure où ils consistent à éviter soigneusement d'aborder l'aspect économique qui est à l'origine de la fondation de l'UE, décision qui a été dictée par la nature même et les besoins du système économique capitaliste pour assurer sa survie.

Pourquoi ? Mais parce qu'il est impossible d'appliquer une autre politique ou de s'attaquer à ses conséquences sans rompre avec le capitalisme ou sans remettre en cause ses fondements, ce à quoi ces populistes refuseront toujours par crainte de s'attirer les foudres du régime et de ses misérables porte-parole médiatiques.

La question de la rupture avec l'UE est pratique, parce qu'elle évite de poser la question de la rupture avec le capitalisme

qui démasquerait tous les opportunistes. Et lorsqu'on affirme après Marx qu'elle constitue une nécessité historique, cela signifie qu'au stade pourrissant de l'impérialisme aucun progrès social n'est acquis durablement ou définitivement ou encore n'est envisageable dans le cadre du maintien en place du capitalisme, et que la lutte de classe qui ne se situe pas dans la perspective de l'abolir s'avèrera impuissante à inverser cette tendance qui est inhérente au capitalisme, de sorte que la société deviendra de plus en plus inégalitaire et injuste, voire décomposée, décadente, policière, militarisée, autoritaire, dictatoriale, barbare.

Si c'est l'aspect économique qui guide en dernière analyse l'action des représentants du capitalisme, force est de constater que ce n'est pas le cas des représentants des exploités et des opprimés, puisqu'ils ont relayé au second plan ou aux oubliettes la nécessité historique de dépasser le mode de production capitaliste ou de passer au socialisme, sous prétexte que cette question ne serait pas à l'ordre du jour, alors que la politique du gouvernement et les conséquences qui en découlent quotidiennement pour les travailleurs permettent de la poser.

Il faut donc en déduire qu'ils s'y opposent. Soit parce qu'ils sont acquis au capitalisme et ils en sont des agents au sein du mouvement ouvrier ou à sa marge pour l'influencer et l'orienter dans la mauvaise direction, soit ils n'ont pas (ou plus) confiance dans la capacité des masses exploitées pour réaliser cette nécessité historique, et dans cas-là resterait à savoir précisément pourquoi. Soit qu'ils ne soient pas en mesure de comprendre en quoi consiste cette nécessité historique pour avoir lâché le fil du marxisme dont ils se réclament les héritiers ou assurent péremptoirement assurer la continuité tout en démontrant manifestement le contraire, soit qu'ils soient influencés de différentes manières par l'idéologie de la classe dominante ou encore les deux à la fois.

On comprendra qu'en relayant la rupture du capitalisme au second plan ou au stade d'une option à envisager éventuellement ou uniquement si les conditions le permettaient, alors que ces conditions n'existeront jamais si nous ne les provoquions pas nous-mêmes, discours relevant du sophisme, ils se détournent de cette nécessité historique, ce qui explique pourquoi dès lors ils sont incapables de défendre le socialisme ou de le populariser auprès des travailleurs.

On peut encore se poser une autre question : pourquoi ?

On a déjà répondu plus haut, mais on peut apporter une précision supplémentaire. Parce qu'ils en sont restés à la conception de la lutte de classe qui préavalait au début du XXe siècle, qui ne tient pas compte des profondes transformations qu'ont subies les différentes classes, les superstructures du capitalisme et de la société qu'avait perçues Trotsky, lorsqu'il affirmait en guise d'enseignement de la lutte des classes de son époque, que dorénavant et qui plus est dans le futur, pour envisager de s'emparer du pouvoir politique les masses exploitées devraient fournir un effort plus considérable encore que dans le passé ou avoir acquis un niveau de conscience supérieur aux prolétariats qui avaient participé aux révolutions antérieures, y compris celle de 1917 en Russie, sans quoi toute révolution serait impossible ou serait vaincue.

Nos dirigeants n'ont pas voulu ou n'ont pas su mettre en pratique cet enseignement ou en tirer profit, ils ne l'ont pas compris pour finalement basculer dans le réformisme qui fit illusion tout un temps, et qui parce qu'il est désormais définitivement révolu, ne laisse plus aux militants en guise de théorie qu'un cadavre ou le néant politique.

En guise d'épilogue à cette réflexion politique, je vous propose un extrait d'un article publié hier par Arrêt sur Info

L'exercice de la démocratie est incompatible avec une information lacunière et l'absence de conscience pour la traiter.

- Une démocratie repose surtout et avant tout sur un peuple qui prend les décisions stratégiques soit directement, soit à travers des représentants.

La démocratie se définit en effet en tant que « régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple (principe de souveraineté), sans qu'il y ait de distinctions dues à la naissance, la richesse, la compétence… (principe d'égalité). »

Mais pour qu'un pouvoir puisse s'exercer pleinement et de manière optimale, les détenteurs dudit pouvoir doivent être informés au maximum et au mieux.

Dans une démocratie, l'industrie du pouvoir est le pivot central par lequel l'information est transmise de manière saine ou travestie.

Force est de constater qu'actuellement, à l'heure où l'information est « massifiée » à travers la planète, elle s'intéresse toujours plus aux faits divers (idéalement bizarres ou sordides) et toujours moins aux analyses objectives et explicatives qui rendraient le détenteur final du pouvoir démocratique au fait des réalités et des enjeux. Arrêt sur Info 04.07

Donc pour que la démocratie puisse s'exercer, il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions, d'avoir des idées bonnes ou généreuses, de faire une révolution et qui plus est pour conserver le pouvoir, les "détenteurs dudit pouvoir" ou le peuple, les citoyens, les travailleurs qui représentent l'immense masse de la population, leurs représentants doivent disposer d'une

information "saine" ou non "travestie", bref, qu'ils soient informés correctement afin de pouvoir suivre ou de participer à une discussion relative à une question qu'on leur soumet, ou quand ils sont amenés à se prononcer sur un sujet ou une mesure, sinon les interprétations qu'ils s'en feront ou leurs décisions risqueront fortement d'en être faussées... ainsi que la démocratie.

Pour revenir à ce que nous disions plus haut, je crois qu'on n'a pas réellement pris la dimension de ce que signifiait le passage du capitalisme au socialisme, qui implique une réelle prise de conscience du monde dans lequel on vit, puisqu'il s'agit de commencer à faire notre propre histoire consciemment ou de rompre avec le processus inconscient qui a accompagné le développement de la civilisation humaine depuis ses origines jusqu'à cette ultime étape du cycle du règne de la nécessité à laquelle nous sommes parvenus ou aux portes du socialisme, même si nous semblons en être plus éloignés que jamais.

On ne peut pas faire l'économie de cette prise de conscience, qui ne signifie évidemment pas être spontanément en mesure de se prononcer sur n'importe quel sujet ou avoir acquis une connaissance encyclopédique, mais posséder les instruments logiques ou la méthode qui permettent d'interpréter librement n'importe quelle situation ou n'importe quel fait, bref, de faire la part des choses ou de se prononcer entre différentes propositions pour adopter celle qui convient le mieux à nos besoins et à ceux de la collectivité, de sorte qu'on ait une vie meilleure et que la société évolue dans une direction qui préserve les intérêts des générations à venir ainsi que notre planète.

On s'étonnera que des pédagogues de profession (nos dirigeants) ne comprennent pas cela. Je me demande quelle conception des rapports avec leurs élèves ou étudiants ils ont pu adopter, et pourquoi ils ne sont pas capables de mettre au point une méthode ou une didactique qui permettrait de rendre leur discours accessible aux masses pour les aider à progresser. En ont-ils la volonté ou cela leur semble-t-il accessoire, ce sont des questions qu'on peut se poser.

En écrivant ces lignes, mais pas seulement parce que je l'ai en permanence à l'esprit, je me demande encore comment l'ouvrier pauvre et profondément arriéré, l'abruti, le crétin fini que j'étais à 19 ans a-t-il pu s'élever à ce niveau de conscience, pratiquement sans l'aide de personne ou presque il faut préciser, à part Marx, Engels, Lénine et accessoirement Trotsky. C'est beaucoup penserez-vous peut-être, pas tant que cela si on considère que j'aurais pu m'en détourner ou ne pas saisir leurs enseignements, comme ce fut le cas de millions et millions de travailleurs qui ont croisé un jour leur oeuvre au cours de leur existence sans en tirer le moindre profit ou sans rien en conserver ou si peu malheureusement.

Je crois que c'est cela le plus triste pour notre classe et notre cause, être passé à côté d'une occasion exceptionnelle et n'avoir pas été en mesure de la saisir. Mille fois j'ai eu l'occasion de les imiter, tant j'ai eu un parcours chaotique qui m'a amené à m'établir dans un village indien. Alors pourquoi n'ai-je pas lâché prise, pourquoi n'ai-je pas régressé ou ne suis-je pas retombé dans l'état de crasse ignorance qui m'habitait quand j'étais adolescent ou un jeune adulte, je n'en sais rien. Peut-être était-ce dû au fait qu'en étant confronté à une multitude de difficultés, cela m'a obligé à réfléchir intensément, et que le meilleur moyen de penser était encore d'employer la méthode du matérialisme dialectique ou ce que j'en maîtrisais, pour un peu je dirais qu'inconsciemment, à un niveau relativement modeste mais suffisant pour m'en sortir, j'étais devenu marxiste. Sans déconner, ce n'est pas une question existentielle, car c'est ce qui m'a sauvé d'un naufrage mille fois annoncé, d'où ma reconnaissance infinie aux maîtres du matérialisme dialectique. Et si j'en tire une grande satisfaction, c'est parce que cela m'aide à penser et à vivre au quotidien, je n'en tire aucune fierté, ce serait franchement déplacé et ridicule.

Brexit. Le poker menteur dévoile son jeu.

- Selon Pascal Saint-Amans, en charge de la fiscalité à l'OCDE, dans un article du journal - Le Monde

"L'impact négatif du Brexit sur la compétitivité britannique pourrait pousser le Royaume-Uni à faire une offre fiscale encore plus agressive [...] Un pas de plus dans cette direction ferait vraiment du Royaume-Uni une économie de type paradis fiscal."

Le maire de Londres travailliste, Sadiq Khan, demande à ce que la Grande-Bretagne reste dans le marché unique. Il réclame aussi plus d'indépendance économique pour Londres. L'Express.fr 04.07

- Hollande et Merkel rassurent les Balkans après le Brexit - Reuters

François Hollande et Angela Merkel ont déclaré lundi aux pays des Balkans désireux de se rapprocher de l'Union européenne que la récente décision des Britanniques de quitter l'UE ne changeait rien les concernant.

Le président français et la chancelière allemande ont participé à un sommet à Paris où étaient représentés six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie).

Outre la France et l'Allemagne, quatre pays de l'UE étaient présents à ce sommet notamment consacré aux inquiétudes liées au résultat du référendum britannique du 23 juin : l'Autriche, la Croatie, l'Italie et la Slovénie.

"Il était important de réaffirmer très clairement que la décision britannique ne remet en aucune façon en cause les engagements

qui ont été pris à l'égard des pays de la région des Balkans", a déclaré François Hollande devant la presse au terme de la réunion. "Ils seront respectés aux conditions qui ont été initialement fixées et qui devront être vérifiées", a ajouté le président français.

Angela Merkel lui a fait écho dans une déclaration distincte devant la presse allemande.

En ce qui concerne le processus de rapprochement des pays des Balkans, "la décision de la Grande-Bretagne n'a rien changé. C'est ce que ces pays craignaient", a souligné la chancelière.

Dans la cour de l'Elysée, la Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires européennes, Federica Mogherini, a délivré un message similaire : "Notre détermination à poursuivre le processus d'élargissement est là, et il est très important de le réaffirmer maintenant", a-t-elle dit.

Les Premiers ministres de la Serbie, du Monténégro et de l'Albanie, dont les pays espèrent rejoindre l'Union européenne, se sont déclarés confiants.

"Dans les Balkans, on ne craint rien", a dit en français le dirigeant albanais, Edi Rama. A ses yeux, le "choc" du Brexit doit aussi servir "à se rendre compte qu'il faut plus d'Europe."

Le ministre des Affaires étrangères macédonien, Nikola Poposkito, a lui aussi dit sa détermination à aller de l'avant.

"Nous avons perdu un allié, un pays qui soutenait l'élargissement avec force. Mais l'idée de l'élargissement ne devrait pas être affectée", a-t-il dit à Reuters. Reuters 04.07

Les chiens ne font pas des chats !

Hé oh la gauche à Lille : «Blum aussi a été traité de traître !» - Liberation.fr

Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement a tenté dans le Nord de rendre la «fierté» à des militants et élus socialistes copieusement insultés par des anti-loi travail.

Stéphane Le Foll a du arriver par une porte arrière où avaient pris position quelques CRS. Le déploiement policier était spectaculaire. Un car et une vingtaine de camionnettes étaient en effet présents.

Regroupée sur un trottoir juste en face du lieu de la réunion, une cinquantaine de militants ont accueilli bruyamment les participants à coups de banderoles déployées et de slogans. "La gauche c'est nous! Cassez-vous!".

Tout près de là, quelques militants de l'union locale CGT avaient déployé deux banderoles: "Retrait de la loi Travail" et "Non à la casse du code du Travail"

En dépit du filtrage à l'entrée de la salle, un manifestant a réussi à se faufiler à l'intérieur, réclamant à l'ouverture de la réunion le droit de parler au nom du "49.3 citoyen". Mais il a été évacué sans violence par le service d'ordre.

Ces rassemblements n'ont pas empêché les soutiens de François Hollande à se réunir. Près de 250 personnes avaient pris place à l'intérieur de la salle. Liberation.fr et lexpress.fr 04.07

250 personnes, cela ne représente même pas le dizième des élus du PS de la région...

Enterrement de seconde classe dans l'indifférence générale.

- Jean-Luc Mélenchon enterre le Front de gauche - liberation.fr

Dans une interview à Mediapart, Jean-Luc Mélenchon a allumé la dernière mèche. Le candidat à la présidentielle a enterré le Front de gauche qui «n’existe plus», selon ses mots. liberation.fr 04.07

Toutes les coalitions composées de formations politiques de la pseudo- gauche (Unidos Podemos, Bloc de gauche, Front de gauche, Syriza, Die Linke) ont ou vont exploser à moins qu'elles ne se sclérosent ou ne revêtent les oripeaux du social-libéralisme parce qu'elles sont à l'origine une supercherie qui repose sur des contradictions insoutenables à gérer à la longue ou que la crise du capitalisme va s'emploier à faire éclater, révélant leur véritable nature opportuniste, contre-révolutionnaire, réactionnaire.

Loi Travail.

- Loi travail: Le Guen prévient que le texte ne bougera plus - AFP

Le ministre des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, assure que le gouvernement ne "dénaturera pas le projet" de loi travail, quitte à passer à nouveau mais plus rapidement par un 49-3. AFP04.07

La palme de la désinformation du jour.

- Au Smic, un Français coûte moins cher pour l'employeur qu'un Polonais, calcule la rapporteure générale du Budget - francetvinfo.fr

En prenant en compte les effets du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du pacte du responsabilité,"les cotisations patronales ne sont désormais plus que de 10% du montant du salaire brut pour un salaire au Smic contre 20% en 2007 et 2012", a affirmé lundi soir Valérie Rabault à l'occasion du débat sur le projet de loi sur le règlement du budget 2015 à l'Assemblée nationale.

De quoi estimer le coût de revient d'un salarié français smicard à "1 609 euros par mois", contre "1 756 euros" s'il était Polonais et "1 619 euros" si il était roumain, selon elle. francetvinfo.fr 04.07

Mais qui dit que l'employeur qu'un Polonais le déclare ou le paie au smic, il peut très bien le faire travailler 10 heures par jour et le déclarer et le payer à mi-temps...

Amnesty international ou une officine mafieuse et criminelle

Manipulation des consciences par le tandem infernal ONG-média. Mode d'emploi.

Des rebelles islamistes coupables de « crimes de guerre » en Syrie, selon Amnesty - lemonde.fr

Amnesty international a accusé mardi 5 juillet des groupes rebelles islamistes en Syrie « d'exécutions sommaires et de torture » appelant la communauté internationale à retirer tout soutien aux mouvements responsables de crimes de guerre. L'organisation de défense des droits de l'Homme basée à Londres pointe du doigt des milices dans les provinces d'Alep (nord) et d'Idleb (nord-ouest). Certaines « auraient le soutien du Qatar, de l'Arabie saoudite, de la Turquie et des Etats-Unis », insiste l'ONG.

L'organisme estime ainsi dans un nouveau rapport que ces groupes armés ont aujourd'hui « le champ libre pour commettre en toute impunité des crimes de guerre et d'autres violations du droit humanitaire international ». Amnesty cite les formations Noureddine Zinki, le Front Al-Chamia et la Division-16, qui font tous trois partie de la coalition islamiste « Fatah Halab » (« la conquête d'Alep »), mais aussi la puissante milice salafiste Ahrar Al-Cham, soutenu par Riyad, ainsi que les djihadistes du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaida.

La voix de l'Opposition de gauche. - Arrêtons-nous là un instant. A la lecture de ces deux paragraphes les lecteurs seront censé croire qu'Amnesty international (et Le Monde) a fait leur travail, qu'elle a fait preuve d'audace, qu'elle est indépendants du pouvoir politique quel qu'il soit, etc.

En réalité, ces deux paragraphes ont été conçus pour mettreles lecteurs en confiance, afin qu'ils adhèrent à leur conclusion qui figure dans le dernier paragraphe de cet article (reproduit ci-dessous), qui va les jeter dans les bras des parrains des barbares dont Amnesty vient juste de dénoncer la cruauté, parrains auxquels cette ONG se charge de garantir la légitimité et évidemment l'impunité :

Le Monde - Amnesty en appelle aux pays du Groupe international de soutien à la Syrie (GISS), notamment les Etats-Unis, le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite, pour « cesser tout transfert d'armes ou tout autre soutien aux groupes impliqués dans des crimes de guerre ou d'autres violations flagrantes ». lemonde.fr 04.07

Cet épisode confirme si besoin était qu'Amnesty international est une ONG au service de l'oligarchie anglo-saxonne, tout comme la totalité des ONG transnationales ou internationales.

Attentats d'Istanbul : Akhmed Tchataïev, terroriste protégé par Amnesty et la Cour de Strasbourg - Arrêt sur Info

Le 29 juin l'aéroport d'Istanbul fut l'objet d'un sanglant attentat perpétré par trois kamikazes, dont un tchétchène, évidemment réfugié politique en Autriche, souvent arrêtés dans différents pays européens, toujours relâché sous la pression conjointe de groupes nationalistes locaux, d'Amnesty International et de la Cour européenne des droits de l'homme qui refusait son extradition

vers la Russie. Il serait peut être temps de demander des comptes à ces organismes dont les intérêts conjoncturels rejoignent ceux de terroristes et prennent le parti de les protéger de la justice.

Le 29 juin, trois kamikazes font irruption dans l'aéroport d'Istanbul et se font exploser. Résultat, 44 morts et 239 blessés. Très rapidement, la Turquie annonce la piste de l'Etat islamique. Et le lendemain, le nom du terroriste tchétchène Akhmed Tchataïev est lancé à la presse.

Sauf qu'il ne semble pas entrer dans l'intérêt des médias français de trop répercuter l'information et surtout d'expliquer de qui il s'agit. L'on voit, par exemple, cet entrefilet d'une très grande pudeur dans Le Figaro :

Selon le quotidien Yeni afak, l'organisateur de l'attentat s'appelle Akhmed Tchataïev. L'homme d'origine tchétchène est présenté comme un chef de l'État islamique chargé de la formation des djihadistes russophones. Il est également recherché par les autorités russes.

Lors de la deuxième guerre en Tchétchénie, Akhmed Tchataïev fut arrêté pour participation illégale à un groupe armé. Il arrive à s'évader et en 2001 il quitte le pays. En 2003, il obtient le statut de réfugié politique en Autriche. Logique, tchétchène, donc victime du pouvoir tortionnaire et impérial russe. Bref, il est a priori un pauvre être innocent qu'il faut protéger.Quelle sobriété. Revenons sur cet individu « recherché par les autorités russes ».

Et voyant l'évolution de sa carrière terroriste, il est évident que cet individu ne manque pas de protection. Tant au niveau des autorités publiques de certains pays européens, que d'organismes chargés de la défense des droits de l'homme. Il est tchétchène, ne l'oublions pas, eux ne pensaient qu'à ça.

Dès 2008, un avis de recherche est lancé. Pourtant, à chaque fois, en 2010, 2011 et 2012 il fut libéré.

En 2010, il est arrêté en Ukraine et le ministère de l'intérieur ukrainien a déclaré que des informations concernant des affaires de terrorisme ont été retrouvées dans son téléphone. La Russie demande son extradition, mais une étrange coalition se met en place. Le groupe nationaliste ukrainien Trizoub au nom de Bandéra manifeste pour sa libération, Amnesty international y joint sa voix et même la CEDH refuse qu'il ne soit extradé en Russie, car il bénéficie du statut de réfugié et en Russie il ne pourrait pas bénéficier d'un procès équitable, sans compter que les autorités russes risquent fortement de le maltraiter.

En 2011, il est arrêté à la frontière entre la Bulgarie et la Turquie. Mais son statut le protège à nouveau et l'extradition vers la Russie est refusée.

Ensuite, en septembre 2012, il est encore arrêté en Géorgie, cette fois lors d'une opération des forces spéciales … en possession de grenades. Il est inculpé pour détention d'armes. Son extradition est encore refusée et il est libéré sous caution … pour 3000$.

La suite nous la connaissons.

Reste une question : quelle est la responsabilité des états européens, de la CEDH et des organismes de défense des droits de l'homme tels que Amnesty International dans l'attentat d'Istanbul ? Vont-ils présenter leurs excuses aux familles endeuillées en leur expliquant … mais c'était un tchétchène, vous comprenez, il fallait le protéger de la justice russe .

Non, l'hypocrisie continue. Washington, l'ONU et toute la communauté internationale demandent tous en choeur une plus grande coopération. Certes … avec qui ? Arrêt sur Info 03.07

Bienvenue en oligarchie

- Le plus fou des marchés noirs russes

Ce ne sont pas des armes ou du pétrole mais des thèses de doctorat et des diplômes qui circulent sous le manteau. Tout médecin, avocat et politicien russe qui se respecte veut avoir le sien. Slate.fr

- Corey, transgenre de 14 ans et phénomène viral - Rue89

- Au travail, les femmes ne savent pas dire non

Elles accomplissent bien plus que leurs collègues masculins toutes les petites tâches que personne ne veut faire, et qui ne mènent à aucune promotion. Slate.fr

Esclaves des hommes, ah non alors ! Esclaves des patrons, ah oui alors ! Comment, ils n'organisent pas une campagne mondiale contre leurs amis les patrons ? Non, c'est réservé aux féministes dégénérés du mouvement ouvrier qui tapent... sur la classe ouvrière.

- Il faut réapprendre à apprécier ces moments que l'on passe seul

La tâche est de moins en moins aisée en ces temps de contact permanent. Pourtant, prendre du temps pour soi, rien qu'à soi reste toujours aussi salvateur. Slate.fr

Ah quand les chiottes connectées wifi !

- Ce psychiatre peut vous dire si vous êtes possédé par le démon

Richard Gallagher pose un diagnostic médical sur certaines personnes qui pourraient être amenées à être exorcisées aux États-Unis. Culturellement, la détection d'humains possédés par le diable relève de la croyance, en particulier dans la religion catholique ou dans des rites païens. Slate.fr

On savait que les néolibéraux étaient des détraqués démoniaques...

Haut de page

Le 7 juillet 2016

CAUSERIE

Cette causerie ne tient pas compte des infos du 6 juillet, je l'ai terminé seulement à midi aujourd'hui.

J'ai modifié le titre de la rubrique *Défense du marxisme* par *Les enseignements du marxisme* qui me semblait plus approprié.

Je ne pourrais pas continuer de travailler à ce rythme de dingue. Pas question de me contenter de mettre des infos en ligne sans les commenter ou les analyser, j'aurais l'impression d'être un employé des médias scélérats. Aussi j'ai eu l'idée de réduire ou de condenser mes commentaires ou analyses pour les faire tenir en quelques lignes à la suite des extraits d'articles que je reproduis. J'essaierai cette formule demain si possible.

Parfois on peut se contenter d'un titre, faut-il encore qu'il me vienne à l'esprit et qu'il suggère une réflexion aux lecteurs. Mon idée est de se concentrer sur les sujets les plus importants, ceux qu'on n'a jamais traité ou pas suffisamment. Pour le reste les lecteurs n'auront qu'à se reporter aux causeries antérieures.

Je cherche à gagner du temps, en étant le plus précis et concis possible, ce qui n'est pas toujours évident.

Et puis si les lecteurs ne comprennent pas au quart de tour où je voulais en venir ou mes tournures d'esprit, cela les forcera à réfléchir un peu, cela ne fera pas de mal à la plupart, ah je sens que je vais encore me faire des amis ! Je dis cela gentiment, entre nous, on est bien dans la même galère, n'est-ce pas ? On peut se parler franchement et tranquillement, sans animosité, et n'y voyez aucune forme de mépris, ne soyez pas susceptible, n'interprétez pas tout de travers bordel, que dire encore, on est assez dans la merde comme cela, non ?

Arrivé à un certain âge, on peut s'exprimer en se passant de certaines conventions tout en respectant les autres.

La dictature en marche ou la fabrication du consentement.

Le mode de gouvernance qu'ont adopté ceux qui nous gouvernent répond au rejet ou à la "crise de légitimité" dont fait l'objet le régime capitaliste et ses institutions, dont les partis qui le soutiennent ou y participent sur fond de crise du capitalisme devenue permanente.

Pour contrer cette remise en cause de leur pouvoir qui menace à terme le régime et ses institutions, ils recourent à différents procédés ou moyens de propagande qui tous appartiennent au registre de la guerre idéologique ou psychologique que leurs représentants mènent contre la population laborieuse en priorité mais pas seulement. Et si leur discours a sensiblement évolué, sa trame n'a pas changé depuis un siècle : inspirer la peur au moyen d'ennemis dédignés ou imaginaires de manière à

mieux les isoler de la population pour ensuite les réprimer avec son consentement.

En prémices, généralement après avoir monté une opération sous un faux drapeau ou s'être livré à une provocation, ils annoncent que la société serait en proie à un grave péril, ensuite ils le personnifient en identifiant l'ennemi qui en serait la cause, et pour terminer ils expriment le besoin de le neutraliser et de légiférer pour se protéger d'une telle menace dans l'avenir, ce qui permettra en procédant par amalgame de désigner des boucs émissaires et d'étendre cette menace à d'autres acteurs, au mouvement ouvrier par exemple ou aux opposants politiques du régime, afin de justifier la répression dont ils feront l'objet.

Ce seront les médias-oligarques qui seront chargés d'étayer ce mécanisme à l'aide de faussaires experts en sophismes ou syllogismes boiteux créés de toutes pièces pour l'occasion, de sorte qu'à coup de démontrations ou de sondages fabriqués ou truqués la majorité de la population en arrive à réclamer ou soutenir les mesures que le gouvernement préconisaient pour la protéger de cette épouvantable menace.

Nous verrons dans un autre article que cette rhétorique finit par se gripper ou par devenir inopérante à force d'être employée à tout va, tout simplement parce que le peuple n'écoute plus ceux qui sont censés le représenter, s'en détourne en constatant que sa condition ne fait qu'empirer.

Si on s'attarde ici sur ce processus, ce n'est pas seulement pour bien comprendre comment il fonctionne, mais pour en déterminer la nature qui nous ramène à la crise insoluble du capitalisme qu'il faut abolir, pour que les aspirations et les besoins des travailleurs puissent être pris en compte ou satisfaits.

De BDS à la CGT: chronique d'une criminalisation par une politique de la peur - investigaction.net 03.07

Extraits.

Les systèmes de domination ont consubstantiellement besoin de susciter la peur et de mettre en scène un péril. Ne pouvant pas se présenter pour ce qu'ils sont, ils sont contraints de se légitimer par cette menace construite de laquelle ils affirment nous préserver. Devant masquer leur violence structurelle et systémique, ils ont besoin d'une figure de la menace pour justifier les répressions contre les résistances à ces violences premières. Au plus la légitimité d'un pouvoir d'Etat est en difficulté, au plus la production d'un ou de plusieurs ennemis publics est nécessaire. A ce titre la multiplication des discours de désignation des ennemis est un révélateur d'une crise de légitimité.

A l'échelle internationale c'est l'absence de légitimité des nouvelles guerres coloniales pour le pétrole, le gaz et les minerais stratégiques, qui conduit à la production d'un « ennemi civilisationnel » avec la figure du « musulman ». Du Choc des civilisations de Samuel Huntington à l' « axe du mal » de Georges Bush nous avons la déclinaison du champ théorique au champ de la propagande de ce processus de production d'un ennemi civilisationnel.

Le premier théorise dès les premières lignes de la préface du Choc des civilisations :

« Les conflits entre groupes issus de différentes civilisations sont en passe de devenir la donnée de base de la politique globale. » (1) (...)

Le Philosophe Marc Crépon a mis en évidence l'objectif principal de la démonstration « scientifique » d'Huntington : « Savoir de qui nous devons avoir peur » (3)

Une fois l'ennemi désigné, la chaîne des relais visant à transformer cette thèse en « arôme idéologique immédiat », pour reprendre l'expression d'Antonio Gramsci, peut se déployer. Les médias sont, bien entendu, le premier relais de diffusion.

Donnons quelques exemples :

1) Le Nouvel Observateur titre un des hors-série « La guerre des Dieux » (4) avec trois sous-titres « Le conflit des valeurs est-il inéluctable ? Les droits de l'homme sont-ils universels ? Le choc des huit civilisations majeures » Même le nombre de civilisations est emprunté à Huntington.

2) L'hebdomadaire Le Point lui fait écho avec un numéro portant comme titre : « Les chrétiens face à l'Islam, enquête sur un choc mondial». (5) La reprise du mot « choc » et de l'adjectif qualificatif « mondial » est en lien direct avec la théorie d'Huntington.

3) L'hebdomadaire « Valeurs actuelles » tire lui des conclusions guerrières : « La France en guerre, – contre la barbarie au nom de l'Islam, – contre la barbarie antisémite, – contre l'aveuglement des élites». (6)

La référence à « l'axe du mal » de Bush est évidente. Les trois étapes de la théorie du choc des civilisations sont ainsi

présentes : l'annonce d'un péril ; la désignation d'un ennemi ; l'appel à l'action virile et guerrière.Bien sûr la désignation de l'ennemi peut se moduler en fonction des préoccupations tactiques. Si globalement l'Islam est l'ennemi, des nuances sont apportées pour les « pays modérés ».

La distinction binaire entre « modérés » et « radicaux » recouvre entièrement les intérêts économiques et géostratégiques états-uniens. Ainsi l'Arabie Saoudite et les monarchies pétrolières sont considérées comme modérées, alors que la Syrie et l'Iran sont placés dans l'axe du mal.

La presse européenne en général et française en particulier a été un relais de la théorie du choc des civilisations et de la production de l'ennemi qui l'accompagne. Reproduisant les canevas, les logiques, les leitmotive des grands médias états-uniens, elle a contribué à produire un « choc des représentations » :

Après les attentats du 11 septembre 2001, les chaînes américaines, par l'intermédiaire de leurs réseaux dominants de couverture et de diffusion, se sont surimposées comme référentes des autres grands médias occidentaux selon le schéma inapproprié, inadapté et idéologiquement fabriqué du « choc des civilisations » : le mal absolu venait du Proche et du Moyen-Orient dont il fallait se protéger et se différencier en faisant retour aux ethnotypes de l'orientalisme le plus éculé. Transposé sur le plan de la fabrication des images, cet impératif idéologique a fortement contribué à la fabrication d'un « choc des représentations. (...)

Depuis l'arrivée de ce gouvernement à la tête du pays, on ne compte plus les déclarations de ministres ou de délégués interministériels qui annoncent le péril « communautariste » et désignent un ennemi qu'il convient de réprimer urgemment. Le relais médiatique assure à chacune de ces déclarations une diffusion massive laissant accréditer la véracité du péril. La préparation de l'opinion étant faite, il ne reste plus que le prétexte pour déclencher une remise en cause du droit de manifester. C'est alors au tour d'un préfet ou du ministre de l'intérieur d'entrer en scène en invoquant les risques de violence. Ainsi la manifestation prévue à Paris le 19 juillet 2014 en soutien eu peuple palestinien est-elle interdite « au vu des risques graves de trouble à l'ordre public qu'engendrerait sa tenue dans un contexte de tension accrue ». (11)

Le rappel de ces déclarations et faits est nécessaire pour prendre la mesure du scénario qui s'est déployé pour tenter d'interdire une manifestation syndicale le 23 juin dernier au motif que les manifestations précédentes ont « donné lieu à d'importants débordements et à de graves violences ». (12)

Le prétexte déclencheur est donc similaire. Il est mis en avant après le même scénario en trois phases : annonce d'un péril, désignation d'une cible ennemie et relai médiatique.

L'utilisation de la peur comme outil politique n'est pas une pratique neuve. Le journaliste états-unien Henry Louis Mencken déclarait déjà au début du siècle dernier que « le but de la politique est de garder la population inquiète et donc en demande d'être mise en sécurité, en la menaçant d'une série ininterrompue de monstres ». (13) (...)

La communication gouvernementale anxiogène n'a pas manqué à l'endroit des manifestations contre la loi El Khomri. Le péril est ici de nature économique. L'abandon de la loi conduirait à une remise en cause du redressement de l'économie française que Hollande perçoit et répète à longueur d'antennes.

Curieusement ce péril est exactement le même que celui que souligne le FMI par la bouche de sa présidente Christine Lagarde qui encourage la France à aller plus loin dans les réformes.

« L'économie française est en train de se redresser, mais d'importants efforts sont toujours nécessaires pour renforcer la création d'emplois et mettre les finances publiques sur une voie plus soutenable » note l'évaluation annuelle du FMI pour l'année 2015.

Les efforts supplémentaires nécessaires sont explicitement cités : « réformer les normes de l'assurance-chômage », « rallongeant la période minimale de cotisation qui est actuellement de quatre mois », « renforcer le soutien à la recherche d'emploi », faciliter la régulation pour les start-up et les auto-entrepreneurs », « réduire encore plus le déficit budgétaire afin de garantir que la dette, toujours en hausse, se retrouve sur une ferme trajectoire à la baisse. » (14)

Avec de tels objectifs, le droit du travail devient un obstacle à faire sauter entièrement afin d'ouvrir la voie à des accords entreprise par entreprise. Maintenir une régulation même minimum serait un péril pour une économie fragile. Ceux qui nient cette évidence ultralibérale seraient soit des inconscients, soit des irresponsables, soit des égoïstes défendant leur propre intérêt. Pierre Gattaz considère ainsi que « le signe CGT est égal à chômage ». (15)

Décrivant la fabrique d'un ennemi en temps de guerre, le livre La construction de l'ennemi précise : « La figure de l'ennemi prépare, accompagne et soutient l'effort de guerre. Des rhétoriques et des scénographies la construisent. Des savoirs à prétentions scientifiques ou religieuses la légitiment. Des médias la transmettent. » (16)

Force est de constater que la même logique est repérable dans les discours politiques et médiatiques portant sur la CGT dans le mouvement social en cours. Il est vrai que pour ce gouvernement nous serions en guerre depuis le 11 janvier.

Ainsi le président du MEDEF appelle le 30 mai dans le journal Le Monde à ne pas céder « au chantage, aux violences, à l'intimidation, à la terreur » et à résister à des « minorités qui se comportent un peu comme des voyous, comme des terroristes.» (17)

Le 15 juin le premier ministre dénonce l'attitude « ambigüe» du service d'ordre de la CGT à l'endroit des « casseurs qui veulent sans doute tuer ». (18) Le 19 juin c'est au tour du ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve d'accuser : « Le mardi 14 juin des militants de la CGT ont pris violemment à partie les forces de l'ordre au point de dispersion pourtant convenu avec les organisateurs ». (19)

Le 21 juin c'est au tour du syndicat de police Alliance d'exiger «le report de cette manifestation comme d'ailleurs de tout rassemblement statique car nos collègues sont sur tous les fronts et sont épuisés, usés et fatigués. Ils vivent d'autant plus mal ces manifestations qu'elles sont répétitives et très violentes ». (20)

La désignation de l'ennemi CGT a été précédée par une couverture médiatique quasi-consensuelle visant à soutenir la loi travail comme nécessaire et incontournable pour combattre le chômage. L'argument clef récurrent quel que soit le média est martelé en permanence : le chômage serait dû en grande partie à la « rigidité » et à la « lourdeur » du code du travail.

Dès le 9 septembre 2015 Arnaud Leparmentier dans Le Monde appelle à « passer en force ». Il décrit ainsi son « espoir » : « Comme souvent, nous nous sommes mis à espérer. Avec le rapport Combrexelle, la France socialiste va s'attaquer au Code du travail. Enfin un mouvement pour combattre cette préférence nationale qu'est le chômage ! […] La France s'attaque, veut-on espérer, au sujet comme l'ont fait toutes les social-démocraties apaisées de la vieille Europe. En passant en force. Courageusement. » (21)

L'argument du MEDEF est repris tel quel sans aucune nuance critique. Le président de celui-ci Pierre Gattaz considère en effet que « L'attente créée par la loi El Khomri est grande, à la mesure des blocages que vivent les chefs d'entreprise et de la crise du marché de l'emploi ». (22)

Le second acte de la pièce médiatique consiste à expliquer les oppositions à la loi. Celles-ci ne sont, bien entendu, pas abordées comme une défense des intérêts des salariés. Elles sont soit le fait d'un corporatisme syndical, soit le fait d'une incompréhension, soit enfin le fait d'une minorité qui ne serait même pas concernée comme les « jeunes » et les « fonctionnaires ».

Le troisième acte est le centrage des couvertures sur les conséquences catastrophiques pour les usagers, c'est-à-dire le choix d'aborder les sujets sous l'angle des conséquences du mouvement en éludant quasi-complètement celui des causes. Le vocabulaire des journalistes fait, sur cet aspect, preuve d'une grande diversité : pagaille, galère, chaos, etc. Toujours sous l'angle des conséquences, on trouve la focalisation sur les « casseurs » et les « violences » permettant de passer sous silence l'ampleur des mobilisations.

Il reste à tirer les conclusions dans un dernier acte à l'image de Nathalie Saint-Cricq dans le Journal de 20 h de France 2 en accusant doctement la CGT de « jouer l'explosion sociale [et de] prendre finalement la responsabilité qu'il y ait un accident, un blessé ou un mort ». (23)

Donnons le dernier mot à l'hebdomadaire Le Point qui lance le 26 mai un sondage en ligne avec une question significative : « la CGT est-elle un syndicat dépassé et dangereux pour la France ? » (24)

Le résultat est bien sûr à l'avenant : 47.473 Oui contre 4.851 NON.

Pour la quasi-totalité de la presse comme pour le gouvernement il y a un péril indiscutable, un ennemi désigné et le besoin d'une réponse ferme et virile.

Le besoin d'ennemis révèle une crise de légitimité ouvrant à une tentation totalitaire qu'il ne faut pas sous-estimer. Selon le bilan du ministre de l'intérieur se sont 1300 manifestants qui ont été interpellés depuis le début du mouvement se traduisant par 819 gardes à vue et « 51 personnes ont été condamnées en comparution immédiate, souvent à de lourdes peines ». (25)

Ces chiffres sont à la hauteur de la délégitimation de la politique économique menée par le gouvernement avec les encouragements du MEDEF, de l'Union Européenne et du Fond Monétaire International. D'autres « ennemis » ont été construits antérieurement et parallèlement, en particulier contre les mouvements de soutien au peuple palestinien et contre les associations dénonçant les violences policières. A ne pas prendre en compte les liens qui relient les différentes catégories criminalisées, c'est la capacité de résistance commune qui est affaiblie. Ne nous trompons pas, la notion d'ennemi est extensive. investigaction.net 03.07

Le passage suivant s'incrit dans le cadre de cette propagande appliquée au Brexit, que l'on va s'employer à démonter.

D'emblée le titre désigne l'ennemi vers lequel la population doit se tourner et qui ne peut pas être l'UE, mais "les autres" peuples, ou la version xénophobe de leur propagande de guerre.

Europe : l'enfer, c'est les autres - liberation.fr

Trop solidaire avec les pays du sud de l'Europe, trop généreuse avec les migrants, pas assez protectrice vis-à-vis des travailleurs : notre sondage Viavoice post-Brexit montre le repli des Français vis-à-vis d'une UE qu'ils n'aiment pas… mais ne veulent pas quitter.

(Les deux premiers motifs évoqués correspondent à ce que les médias se sont employés à présenter à la population sans qu'ils reflètent forcément la réalité, le troisième correspond à ce que les travailleurs vivent au quotidien, et s'ils ne veulent pas quitter l'UE, c'est parce qu'on ne leur offre pas le choix ou on ne leur a proposé aucune alternative. Le questionnaire a été conçu de manière à opposer les pays du sud et les migrants aux "Français", pour les faire passer pour des xénophobes ou racistes et pouvoir ensuite les assimiler à l'extrême droite, qui parce qu'elle a un programme débile les ramènera dans le giron des partis institutionnels favorables à l'UE et la boucle est bouclée. - LVOG)

On savait que l'Europe n'allait pas bien. On se doutait que cette crise existentielle réveillait de vieux clivages politiques, sociologiques et générationnels. (Alors qu'il s'agit d'une crise économique et politique à laquelle il ne faut surtout pas que les peuples cherchent une issue conforme à leurs intérêts. D'où l'intérêt qu'il se divise selon des critères de statut social ou de génération pour que toutes les couches des masses exploitées finissent par se haïr et s'affonter entre elles au lieu d'affronter ensemble le régime. - LVOG) Mais à lire notre sondage Viavoice, on ignorait que les attentes des Français étaient à ce point contradictoires qu'elles rendaient l'idée même de projet européen de plus en plus problématique. (Pure hypocrisie qui ne sert qu'à mettre les lecteurs en confiance pour la suite. Ils le savaient d'autant plus que le référendum les effraie. - LVOG)

Le Brexit n'a pas suscité en France une envie particulière de quitter l'UE (Non, elle est permanente. - LVOG). Mais il n'a pas non plus permis une réhabilitation de la construction européenne. (Mission impossible. Ou l'art de mêler une vérité et une contre-vérité, d'avouer que leur propagande peut certes influencer la population, mais jusqu'à un certain point seulement. - LVOG)

Des attentes mais sans débouché politique (C'est bien cela le drame pour avoir évacué l'alternative du socialisme. - LVOG)

Les Français n'ont pas peur de penser à la fois que les décisions de l'Europe sont allées dans le mauvais sens (à 68%) et que quitter l'UE aujourd'hui serait une très mauvaise chose à long terme pour l'économie (à 61%) et donc pour leur situation personnelle. (C'est un réflexe alimentaire. - LVOG) En clair, les Français ne veulent pas divorcer, mais ils veulent que l'Europe change. (C'est leur attribuer une intention qui correspond davantage à celle des tenants de l'UE, car à la longue le peuple est capable de comprendre qu'il n'a rien de bon à attendre de l'UE, et c'est ce qu'il manifeste quand il se prononce lors d'un référendum, les réponses à la question suivante le prouvent. - LVOG)

A la question «diriez-vous que ces dernières années les décisions de l'UE sont allées plutôt dans le bon sens?» les catégories sociales supérieures répondent non à 63% et les ouvriers et employés à 72%. (Elles sont donc majoritaires, mais on leur interdira d'exiger l'abrogation de ces décisions, de sorte que leurs voix n'existent pas, c'est leur conception de la démocratie qui le veut ainsi. Ce qui a été fait par l'UE ne peut être défait que par l'UE, c'est le règne du despotisme. - LVOG)

«Aujourd'hui, l'Europe ne se suffit plus à elle-même, tente de répondre François Miquet-Marty de Viavoice. Les Français ont tourné la page de l'Europe des valeurs et des idéaux, ils souhaitent une Europe plus utile, plus concrète qui réponde aux préoccupations des peuples.» liberation.fr 05.07

Un souhait qui restera lettre morte aussi longtemps que les travailleurs n'auront pas pris le pouvoir, en forgeant leurs propres institutions sur les cendres de celles du capital.

L'idée que l'UE garantirait la paix en Europe a pu séduire un temps une partie des générations qui avaient connu la Première ou la Seconde Guerre mondiale, mais ces générations sont en voie de disparition, ce sont donc plutôt les jeunes dont l'avenir est sacrifié ou hypothéqué qui exigent des réponses "concrètes" et immédiates à leurs problèmes, qu'ils rejettent ou non l'UE.

Ils adoptent un profil bas pour finalement avouer indirectement qu'ils sont impuissants à satisfaire les aspirations des peuples et plus particulièrement de la jeunesse, sans trop s'en inquiéter puisqu'ils savent que leurs "attentes" sont actuellement "sans débouché politique" et les appeler à prendre leur mal en patience ou à se contenter de leur condition dans le cadre de l'UE à défaut de mieux.

Ils feignent de ne pas comprendre que la population est de plus en plus allergique à leur propagande à deux balles ou usée jusqu'à

la corde, au point qu'en désespoir de cause Hollande en soit arrivé à affirmer que "cela va mieux", alors que le peuple pense exactement le contraire, cela va de mal en pis chaque jour qui passe.

Du coup, ils en arrivent à adopter un discours désabusé qui sera fortement emprunt d'hypocrisies, face à des peuples qui ne comprennent pas forcément la situation ou qui ne savent pas comment y mettre un terme, qui en ont marre d'être abusés et trompés en permanence, qui cherchent à résister par n'importe quel moyen à l'arbitraire auquel ils sont soumis, et quand sournoisement ils compatissent à leurs malheurs ou leur désarroi, c'est pour tenter à nouveau de les convaincre qu'il n'existe pas d'alternative au néolibéralisme qui sème le chaos, la guerre, la terreur à travers le monde, autant dire peine perdu d'avance, ce qui a le don de les exciter au plus haut point.

Dans l'article suivant que l'on doit à un idéologue sioniste du néolibéralisme, Moisés Naim, on peut observer à quel point ils sont dépités, reprochant aux peuples d'avoir "cédé la place aux émotions, aux passions et aux intuitions" qu'ils ont eux-mêmes instrumentalisées, substituées à la réflexion, ignorant que les émotions, les passions et les intuitions correspondaient également à des besoins ou aspirations élémentaires, universelles qui se trouvent être bafouées par les politiques que les différents gouvernements ont adoptées, et qu'un jour ces émotions, passions ou intuitions finissent par se révolter contre ceux qui en on trop abusé en les détournant au profit de plaisirs dérisoires ou éphémènes qui ne font pas le compte.

Bienvenue dans le monde des apprentis sorciers politiques - slate.fr

Extraits.

Toutes les enquêtes portant sur les indices de confiance dans différents pays montrent que ceux-ci sont en chute libre. Les populations se méfient de leur gouvernement, des entreprises privées et des ONG, sans parler des médias. (Comme quoi ils oeuvres bien ensemble contre les peuples, c'est toujours mieux lorsque ce sont eux qui l'affirment. - LVOG) Pire, des institutions qui étaient autrefois au-dessus de tout soupçon n'échappent désormais plus à la déferlante de remises en cause. (...) (L'alliance du sabre et du goupillon entre les cuisses d'un petit garçon, quoi de plus légitime en somme, divin ! - LVOG)

D'autre part, au cours des dernières années, les crises économiques et politiques ont sapé la confiance de l'opinion publique dans les «experts». Ces études nous apprennent que, partout et de plus en plus, les gens ont tendance à se fier principalement à leurs proches, famille et amis. Sauf exception. (Experts de l'entourloupe. - LVOG)

Quelquefois, une population en principe sceptique choisit de fonder tous ses espoirs sur certains leaders ou mouvements politiques, ce qui revient en somme à une réaction bipolaire. C'est tout ou rien. Il en va de la confiance comme de l'économie: le gagnant rafle tout. Soudain, des individus se manifestent qui parviennent à susciter une foi inconditionnelle et à l'abri, en l'occurrence, de toute remise en question. On a peine à croire que des électeurs puissent accorder une confiance indéfectible à certains leaders malgré leur tendance à déformer la vérité, à manipuler les chiffres, à faire des promesses qu'ils ne pourront manifestement pas tenir, à lancer des accusations sans fondement ou, tout simplement, à mentir. Et qu'importe si cette propension au mensonge est mise au jour…(Leaders mis en scelle par la même machine médiatique ou institutionnelle qui avait fabriqué les menteurs officiels. - LVOG)

Tout ce qui précède fait bien sûr penser à Donald Trump. Les médias ont beau vérifier et infirmer, jour après jour, les affirmations du magnat-candidat républicain à la Maison Blanche, cela ne diminue en rien l'enthousiasme de ses sympathisants. Pour beaucoup, ce sont au contraire les journalistes et les médias qui mentent. Pour d'autres, les faits n'ont pas d'importance. Trump leur offre de l'espoir, des protections et formule des revendications à l'emballage irrésistible; ils n'ont pas la moindre intention de changer d'avis à cause d'informations ou de faits qui les dérangent. (Il oublie de préciser que la candidature de Trump n'est pas descendue du ciel, il est soutenu par une partie de l'oligarchie anglo-saxonne. Et puis quand la quasi-totalité des institutions américaines et des médias s'emballaient pour la version abracadabrante de Bush du 11 septembre 2001, ne mentaient-ils pas effrontément au peuple américain ? Non, mais là c'était différent, c'était pour la bonne cause... - LVOG)

Le Brexit s'inscrit dans une dynamique de cet ordre. Au lendemain du référendum actant la sortie du Royaume-Uni de l'UE, il était étrangement spectaculaire de voir et d'entendre les zélateurs du Brexit revenir sur les promesses et les chiffres qui étaient à la base de leur campagne anti-européenne. (...) (Parce que prétendre que ce serait le bonheur de vivre dans l'UE, ce ne serait pas un énorme et grossier mensonge ou prendre les Britanniques pour des demeurés... - LVOG)

Là encore, les faits et les données ne comptent pas. (Au contraire et c'est ce qui le désespère ! - LVOG) On laisse ça aux experts et «[les Britanniques] en ont marre des experts». (...) Aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie et dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique latine…, le même son de cloche retentit partout. (Vous avez raison, on en a plus que marre de cette saloperie d'experts dans votre genre, et c'est à l'échelle mondiale qu'il faut en finir avec le capitalisme. - LVOG)

On évolue aujourd'hui dans un monde «post-factuel», dit-on, où, malgré la révolution des technologies de l'information, du big data, d'internet, entre autres avancées majeures, les faits et les statistiques ne comptent plus. Ils ont cédé toute la place aux émotions, aux passions et aux intuitions, lesquelles orientent désormais les décisions politiques de millions de citoyens. Rien de neuf là-dedans quand on sait que, dépourvue d'émotions, la politique n'aurait rien de politique. Malheureusement, lorsque

les gouvernements se mettent à prendre des décisions sans tenir compte des faits, il ne s'agit plus de choix politiques, mais de sorcellerie. (Cameron en sorcier ? Et Soros qui avait parié sur le Brexit ? - LVOG)

Les Britanniques ne tarderont pas à se rendre compte que se laisser guider uniquement par leurs émotions et leur intuition en ignorant les réalités de ce monde engendrera inévitablement de grandes souffrances humaines. slate.fr 06.07

Parce que "les réalités de ce monde" n'engendreraient pas déjà "de grandes souffrances humaines" ? Osons penser qu'elles ne sont pas inévitables et qu'on parviendra à en venir à bout en abattant l'ordre établi, cynique et aussi cruel que l'auteur de cet article.

L'article suivant montre qu'ils savent ce qu'ils font. Leur constat est accablant pour le capitalisme, aussi faut-il le présenter comme une fatalité

Pays riches, pays en voie de développement, le clivage disparu ? - atlantico.fr

...en 10 ans, les classes moyennes des pays émergents et les très riches se sont enrichis tandis que les classes moyennes des pays développés se sont appauvries.

... les classes populaires des pays riches. Ce sont eux qui, en termes relatifs, sont les perdants de la période. Si l'on considère que l'évènement majeur de cette période est l'essor de la mondialisation - avec la fin du bloc soviétique et l'entrée de la Chine sur le marché mondial - on peut les qualifier de perdants de la mondialisation. Ceux qui avaient un emploi manufacturier dans les pays riches par exemple.

On parlait avant de pays du Nord et de pays du Sud, les premiers toujours plus riches et les seconds toujours plus pauvres ; on déplorait la croissance des inégalités mondiales. Cette grille de lecture n'est plus pertinente. La sortie de masses de gens de la pauvreté dans les pays pauvres d'Asie (Chine et Inde en particulier) a fait reculer les inégalités mondiales pour la première fois. (A coups de surexploitation, d'endettement, d'énormes sacrifices et souffrances, etc. - LVOG) Mais ce gain de la mondialisation n'a pas eu que des avantages : il a coïncidé avec la croissance des revenus des 1% les plus riches et avec la stagnation des classes populaires des pays du monde développé. Et cette stagnation a des conséquences politiques : elle crée des gens qui ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la mondialisation. (C'est plus qu'un vulgaire "sentiment" ou une impression, la triste et cruelle réalité. - LVOG)Ce sont ces gens qui nourrissent les votes protestataires, même si la grille de lecture économique n'est pas la seule pertinente. (Non, ces gens ne nourrissent pas les "votes protestataires" qui viendraient dont on ne sait où, ils expriment un vote contestataire, ce qui n'est pas la même chose, car cela témoigne un début de prise de conscience de leur condition, certes déformée ou mal orientée, ce sur quoi il est préférable de ne pas insister pour mieux les assimiler à l'extrême droite. - Ce qu'ils ne supportent pas et ne comprennent pas, c'est que de plus en plus de gens ne suivent plus les consignes que les médias leur inoculent du matin au soir ou qu'ils manifestent leur volonté d'indépendance, ce qui est lourd de menaces pour le régime, car cette indépendance pourrait trouver un jour la voie qui lui serait fatale. LVOG) Mais les partisans du Brexit, les gros bataillons d'électeurs de Trump, ou du Front national en France, se trouvent dans ces catégories sociales que l'on qualifie parfois, non sans mépris, de "petits blancs " : des gens qui voient leur environnement social se dégrader sous l'effet des fermetures d'usines, qui redoutent la concurrence des immigrés sur le marché du travail et ne trouvent que peu d'intérêt dans la multiplication de restaurants ethniques, le multiculturalisme des grandes capitales et la libéralisation des moeurs. Ils ont le sentiment que leur situation se dégrade et qu'ils sont méprisés. atlantico.fr 06.07

C'est plus qu'une "impression", la réalité.

Ce qui sauve le régime capitaliste, c'est que des couches entières des masses laborieuses ne réagissent qu'une fois les conséquences de la crise du capitalisme devenues insupportables pour elles, sans avoir conscience qu'elles sont le produit auquel conduit infailliblement ou inexorablement un processus dialectique qui leur échappe ou dont elles ignorent le fonctionnement et l'origine, du fait qu'elles en donnent une interprétation faussée parce qu'elles ne situent pas leur réflexion ou analyse sur un plan historique, qui leur ferait apparaître le rapport de cause à effet qui existe entre la nature du mode d'exploitation capitaliste et ce qu'il leur fait subir ou leur condition, de sorte qu'elles sont incapables de concevoir qu'il en sera toujours ainsi sans inverser le rapport existant entre les classes et qu'il n'existe pas d'autre issue politique pour mettre un terme à leurs difficultés et leurs souffrances, changer la société pour vivre dans un monde meilleur ou plus juste.

Ce qui manque aux masses laborieuses, c'est l'instrument logique pour interpréter la situation, de manière à comprendre que leur condition n'est pas le produit de la fatalité ou qu'elle serait uniquement le résultat de mauvaises mesures ou d'une politique erronée ou néfaste, mais qu'elle est l'aboutissement d'un processus objectif, matérialiste, dialectique, historique, qui est orienté dans une direction précise que seules elles peuvent modifier dès lors qu'elles prennent leur destin en mains ou s'emparent du pouvoir politique, afin de pouvoir changer les rapports sociaux qui figurent à l'origine de ce processus, tâche ou condition indispensable à réaliser pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins et aspirations tout en préservant notre planète pour les générations futures.

C'est une question de logique somme toute élémentaire ou qui est à la portée de millions de travailleurs et jeunes éduqués, pour peu qu'on les aide à se débarrasser du fatras idéologique qui obscurcit ce processus historique et les empêche de progresser.

Le problème, c'est qu'on n'a pas saisi qu'on avait désormais à faire à des travailleurs qui avaient été scolarisés, éduqués, qui avaient acquis des bribes éparpillées de la logique, sans parler de leurs propres expériences où elle se manifeste hors de leur contrôle, volonté ou de leur conscience, expériences toujours plus riches, nombreuses et diversifiées, même confinés dans une routine abrutissante, car la complexité de l'existence ou la multiplication de leus besoins les conduit à réfléchir toujours plus, bref, il leur manque donc peu de choses pour relier entre eux tous les facteurs qui composent la réalité qu'ils vivent au quotidien afin de saisir pourquoi et comment ils se sont transformés ou ils ont évolué.

Nous avons fait notre propre malheur en leur daignant cette capacité, donc en nous détournant du socialisme.

Ceux qui estiment qu'il suffirait que les conditions objectives soient mûres pour que les masses exploitées se soulèvent et s'emparent du pouvoir politique se trompent lourdement et font preuve d'une crasse ignorance, car toute l'histoire de la lutte de classe du XXe siècle a amplement prouvé le contraire ou que les conditions subjectives ne mûriront jamais spontanément au point de pouvoir réaliser la tâche historique qui consiste à écrire consciemment notre histoire, et à enclencher le processus qui à terme permettra de mettre fin au règne de la nécessité ou de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui jusqu'à présent a servi de support au développement de la civilisation humaine, mais qui désormais menace sérieusement son existence.

Si nous devions enseigner une seule chose aux travailleurs et à la jeunesse, ce serait le matérialisme dialectique, l'outil indispensable pour comprendre comment fonctionne et ont évolué, la nature, leur condition, la société, le monde.

En guise d'épilogue.

Chapitre XIII : Dialectique. Négation de la négation. Friedrich Engels : Anti-Duhring (1878).

Extraits.

C'est déjà un manque total d'intelligence de la nature de la dialectique, que de la tenir, comme fait M. Dühring, pour un instrument de pure démonstration, à la façon dont on peut se faire une idée bornée, disons de la logique formelle ou des mathématiques élémentaires. Même la logique formelle est avant tout une méthode pour trouver des résultats nouveaux, pour progresser du connu à l'inconnu, et cela est vrai, mais dans un sens bien plus élevé encore, de la dialectique qui, en outre, en brisant l'horizon étroit de la logique, contient le germe d'une vue plus vaste du monde.

(La négation de la négation) Une procédure très simple, qui s'accomplit en tous lieux et tous les jours, que tout enfant peut comprendre, dès qu'on élimine le fatras mystérieux sous lequel la vieille philosophie idéaliste la dissimulait et sous lequel des métaphysiciens incurables de la trempe de M. Dühring continuent à avoir intérêt à la cacher. Prenons un grain d'orge. Des milliards de grains d'orge semblables sont moulus, cuits et brassés, puis consommés. Mais si un grain d'orge de ce genre trouve les conditions qui lui sont normales, s'il tombe sur un terrain favorable, une transformation spécifique s'opère en lui sous l'influence de la chaleur et de l'humidité, il germe : le grain disparaît en tant que tel, il est nié, remplacé par la plante née de lui, négation du grain.

Mais quelle est la carrière normale de cette plante ? Elle croît, fleurit, se féconde et produit en fin de compte de nouveaux grains d'orge, et aussitôt que ceux-ci sont mûrs, la tige dépérit, elle est niée pour sa part. Comme résultat de cette négation de la négation, nous avons derechef le grain d'orge du début, non pas simple, mais en nombre dix, vingt, trente fois plus grand. (...)

Il n'en va pas autrement en histoire. Tous les peuples civilisés commencent par la propriété en commun du sol. Chez tous les peuples qui dépassent un certain stade primitif, cette propriété en commun devient, au cours de l'évolution de l'agriculture, une entrave pour la production. Elle est abolie, niée, transformée en propriété privée après des stades intermédiaires plus ou moins longs. Mais à un stade plus élevé du développement de l'agriculture atteint grâce à la propriété privée du sol elle-même, c'est inversement la propriété privée qui devient une entrave pour la production, - comme c'est aujourd'hui le cas aussi bien pour la petite que pour la grande propriété foncière. On voit surgir avec un caractère de nécessité la revendication qui tend à ce qu'elle soit niée également, à ce qu'elle soit retransformée en propriété commune. Mais cette revendication ne signifie pas la restauration de l'ancienne propriété en commun primitive, mais l'établissement d'une forme bien plus élevée et plus développée de propriété collective qui, bien loin de devenir une barrière pour la production sera, au contraire, la première à la libérer de ses entraves et à lui permettre la pleine utilisation des découvertes chimiques et des inventions mécaniques modernes.

Autre exemple encore. La philosophie antique était un matérialisme primitif naturel. En tant que tel, elle était inc apable de tirer au net le rapport de la pensée et de la matière. Mais la nécessité d'y voir clair conduisit à la doctrine d'une âme séparable du corps, puis à l'affirmation de l'immortalité de cette âme, enfin au monothéisme. Le matérialisme antique fut donc nié par l'idéalisme. Mais dans le développement ultérieur de la philosophie, l'idéalisme à son tour devint insoutenable et fut nié par le matérialisme moderne. Celui-ci, négation de la négation, n'est pas la simple réinstallation de l'ancien matérialisme, mais ajoute aux fondements persistants de celui-ci tout le contenu de pensée d'une évolution deux fois millénaire de la philosophie et des sciences de la nature, ainsi que de ces deux millénaires d'histoire eux-mêmes. Après tout ce n'est plus une philosophie, mais une simple vue du monde qui n'a pas à faire ses preuves et à se mettre en oeuvre dans une science des sciences à part, mais dans les sciences réelles. La philosophie

est donc ici “ levée ”, c'est-à-dire à la fois “ surmontée et conservée”, surmontée dans sa forme, conservée dans son contenu réel.

Enfin, même la doctrine de l'égalité de Rousseau...

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement 2; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ” (La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

“ Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain. ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

“ Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir.”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

“ C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître.”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi “ sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel. ”

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égal ité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation. (...)

Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe : est obligé à son insu d'obéir à sa manière. (...)

Si je dis de tous ces processus qu'ils sont négation de la négation, je les comprends tous ensemble sous cette unique loi du mouvement et, de ce fait, je ne tiens précisément pas compte des particularités de chaque processus spécial pris à part. En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

Eugen Dühring, un social-démocrate allemand tardif, universitaire vaniteux, ennemi de la dialectique et donc du socialisme scientifique développé par Marx et Engels, au profit de "vérités éternelles", un vulgaire fatras de "de stupidité(s) d'une part et de banalité(s) d'autre part, écrira le 28 mai 1876 Engels à Marx en lui communiquant son "plan" d'Anti-Dühring.

J'ai reproduit ces passages parce qu'ils sont à la portée de tous. Ne pas populariser la dialectique au sein de la population est inexcusable.

Brexit. Le hold up du siècle.

Le Brexit devait-il servir à couvrir la récession qui menace les Etats-Unis et l'UE ?

- Bien sûr, il ne faut pas exclure que le Brexit soit une mise en scène des Britanniques pour renégocier à leur avantage leur «

relation spéciale » avec les « Américains ». Cependant, il est beaucoup plus probable que Londres espère étendre ses relations à Pékin et à Moscou sans pour autant lâcher les avantages de son entente avec Washington. Le Réseau Voltaire 04.06

Gagner sur tous les tableaux, n'était-ce pas une spécialité des banquiers anglo-saxon depuis plus d'un siècle ?

Brexit : un vent de panique dans la finance - Francetv info

L'avertissement ce 5 juillet du gouverneur de la Banque d'Angleterre a glacé les milieux économiques. "Les risques annoncés sont déjà en train de se cristalliser. Le Royaume-Uni est rentré dans une période d'instabilité et d'ajustement, et la Banque d'Angleterre ne pourra pas totalement et immédiatement calmer les marchés", a-t-il déclaré à la presse.

Moins de deux semaines après le vote pour la sortie du royaume de l'UE, les grands groupes semblent sur le point de faire des annonces drastiques. C'est le cas de WPP, le géant mondial de la publicité, avec 180 000 employés. "La Grande-Bretagne va souffrir. Ce sera le résultat des conséquences du Brexit. On va se marginaliser, devenir plus isolé, à l'heure où le monde s'ouvre de plus en plus", a ainsi exprimé son directeur général. Mais c'est du secteur financier et bancaire que sont venues les menaces les plus fortes : le fonds d'investissement Aviva et son homologue Standard Life, ont déjà gelé les comptes de leurs bénéficiaires, face à l'afflux des demandes de retraits d'argent. Francetv info 05.07

Brexit : la livre plonge face au dollar, à son plus bas depuis 31 ans - Francetv info

Mardi 5 juillet, le cours de la monnaie britannique a chuté à son niveau le plus bas depuis 1985 face au dollar, entraînant l'euro avec elle. (Une bonne nouvelle pour le dollar et les exportateurs britanniques. Sans parler de la baisse du pouvoir d'achat des ménages britanniques, une aubaine quoi. - LVOG)

"La livre sterling enregistre une mauvaise performance (...) après de mauvais chiffres économiques au Royaume-Uni, dont un ralentissement plus fort de l'activité dans les services", a souligné Eric Viloria, de Wells Fargo. (Ils vendent la mèche, ces mauvais chiffres ne sont pas le produit de l'activité économique des derniers jours, ils nous prennent pour des abrutis. Leur discours ne sert qu'à masquer le ralentissement de l'activité économique mondial qui se répercutait sur la Grande-Bretagne. - LVOG)

"Comme pour la livre, le potentiel de hausse de la monnaie unique risque de rester limité tant que les marchés n'auront pas une vision plus claire de l'impact du Brexit sur la croissance en Europe", a écrit Joe Manimbo de Western Union, cité par l'AFP.
Il remarquait que l'euro était aussi probablement affecté par un mauvais indice sur l'activité du secteur privé dans la zone euro, au plus bas depuis la fin 2014. (Rien de tel que le chaos pour avancer sur les dossiers qui étaient en panne ou sur lesquels ils peinaient à avancer, dont le TTIP qui concerne en priorité les Etats-Unis, pour un peu ils vont le présenter prochainement comme le sauveur de l'UE, qui sait de quoi ils sont capables ? - LVOG) Francetv info 05.07

Une publication qui tombe à point pour redorer le blason des autorités britannique.

Le rapport sur l'engagement controversé du Royaume-Uni en Irak enfin publié - AFP

Attendu depuis sept ans, le rapport de la commission d'enquête sur l'engagement controversé du Royaume-Uni dans la guerre en Irak en 2003 est enfin publié mercredi et promet d'être sévère envers l'ex-Premier ministre Tony Blair.

M. Blair, chef du gouvernement britannique entre 1997 et 2007, est accusé d'avoir trompé sa population en affirmant que l'Irak possédait des armes de destructions massives, ce qui n'a jamais été avéré.

Un premier rapport officiel publié en 2004 avait conclu que Tony Blair avait exagéré devant le Parlement la menace représentée par le président irakien Saddam Hussein...

L'an dernier, il s'est excusé pour "le fait que les informations données par les services secrets étaient fausses".

L'intervention en Irak continue aujourd'hui à influer sur la politique britannique. Elle explique les fortes réticences du Royaume-Uni à s'engager militairement depuis, et la question déchire régulièrement le Parti travailliste, dirigé actuellement par le pacifiste Jeremy Corbyn. AFP 06.07

En complément

L'Italie, ce nouvel homme malade de l'Europe qui pourrait faire passer le Brexit pour une partie de plaisir - Atlantico.fr

Dans la foulée du référendum sur le Brexit, les attaques contre les banques italiennes, au bord de l'effondrement, ont redoublé. Une situation économique qui complique davantage encore la situation politique de l'Italie, où le Mouvement 5 Etoiles poursuit

son ascension dans les urnes et dans les sondages. Tous les éléments pour une explosion semblent réunis, avec les risques que cela comporte pour l'Europe. Atlantico.fr 05.07

Le Brexit ou comment justifier l'adoption du traité de libre échange Etats-Unis - Union européenne. Premier acte.

- Les parlements nationaux voteront sur l'accord UE-Canada - Reuters

Les parlements nationaux de l'Union européenne seront appelés à se prononcer sur l'accord de libre-échange négocié par l'UE et le Canada, a annoncé la Commission (CE) mardi, une décision destinée à parer aux critiques de ceux qui jugent les négociations trop opaques et leurs résultats trop favorables aux multinationales mais qui risque de freiner la stratégie commerciale de l'UE.

"J'ai examiné les arguments juridiques et écouté les chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que les parlements nationaux", a déclaré le président de la CE Jean-Claude Juncker. "Maintenant, il est temps d'agir; la crédibilité de la politique commerciale de l'Europe est en jeu."

L'exécutif européen espère que le CETA (Comprehensive Economic Trade Agreement ou Accord économique et commercial global), un texte de 1.600 pages qui a nécessité cinq années de négociations, pourra être signé en octobre.

Il devra donc auparavant être soumis au vote de chacun des 28 parlements nationaux de l'UE, et dans certains cas, comme en Belgique, aux assemblées régionales.

Paris et Berlin avaient réclamé ces derniers jours que le CETA soit ratifié par les parlements nationaux, alors que certains commissaires voulaient qu'il soit qualifié d'accord "européen" qui ne devrait être ratifié que par le Parlement européen.

La commissaire au commerce, Cecilia Malmström, a souligné lors d'une conférence de presse à Strasbourg que, pour la première fois, tous les droits de douane seraient supprimés entre les deux partenaires, dès la mise en œuvre du traité entre le Canada et l'Union européenne.

"C'est un bon accord. L'Union européenne le veut, les Etats membres ont affirmé à l'unanimité leur soutien, tous les domaines concernés relèvent de la compétence de l'Union européenne. Ce qui est très clair, c'est que juridiquement, c'est un accord de l'Union européenne", a-t-elle affirmé en évoquant le processus de ratification.

Mais "face à la difficulté de trouver un consensus, la Commission a décidé de présenter le CETA comme un accord mixte", a-t-elle ajouté.

"Nous le présentons comme un accord mixte pour que les Etats se l'approprient", a-t-elle précisé.

Les partisans du CETA assurent qu'il pourrait augmenter les échanges bilatéraux de 20%, à 26 milliards d'euros par an.

La ministre canadienne du Commerce, Chrystia Freeland, a estimé mardi que la majeure partie des dispositions nouvelles prévues par l'accord pourraient entrer en vigueur dès l'an prochain.

L'adoption du CETA par le seul Parlement européen permettrait en effet une telle application à titre provisoire.

"Il est important pour l'Europe et pour le monde que nous montrions qu'il est possible de conclure des accords commerciaux ambitieux et porteurs de progrès", a déclaré Chrystia Freeland à Reuters en citant les volets sociaux et environnementaux du CETA.

"C'est la riposte du Canada et de l'Europe contre le populisme de colère qu'on observe dans tant de régions du monde"

Les milieux favorables au libre-échange craignent toutefois de voir le CETA sabordé par les instances nationales, ce qui risque de sonner le glas de l'accord de commerce entre l'UE et les Etats-Unis, contre lequel la France a désormais pris position.

Le ministre italien de l'Industrie, Carlo Calenda, a ainsi estimé mardi que les négociations sur ce Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) étaient dans l'impasse.

"Je pense que le TTIP va tomber à l'eau, et l'accord avec le Canada risque de subir le même sort. Nous négocions dessus depuis trop longtemps", a dit le ministre à Rome, en regrettant l'absence d'un climat de confiance propice à ces négociations. Reuters 05.07

La question est de savoir si l'oligarchie financière anglo-saxonne est parvenue ou non à infiltrer ou influencer suffisamment les

partis de l'ordre qui disposent de la majorité parlementaire dans les différents pays de l'UE, pour que le CETA et le TTIP soient adoptés. Tout le reste est du baratin. Personne ne peut croire un seul instant que Valls s'y opposerait par exemple. Les réticences affichées ou à venir de certains dirigeants de l'UE relève d'une manoeuvre pour obtenir des concessions en échange. Et puis, si un dirigeant européen récalcitrant s'y opposait malgré tout, soit ils s'emploieraient à le débarquer à l'aide d'un coup tordu, soit ils passeraient par le Parlement européens.

Désinformation. Les médias au secours de l'UE

- Quand Bruxelles a bon dos - LeParisien.fr

Courbe des bananes, taille des concombres, interdiction des grille-pain britanniques : le bashing antieuropéen accuse Bruxelles de pondre des directives technocrates et tatillonnes. Mais, souvent, avec des arguments mensongers qui font de l'Europe un bouc émissaire idéal. « On ne peut pas vendre de bananes avec une courbe anormale » : ce fut l'un des arguments de l'ex-maire de Londres Boris Johnson en faveur du Brexit. Mais voilà : la directive de la Commission européenne indique que la banane doit être « exempte de malformations et de courbures anormales », mais ne précise pas ce qu'est une « courbure anormale ». De plus, cette directive s'appuie sur les normes édictées par l'ONU.

Il existe bien une « recommandation » de la Commission européenne à la France. Sauf qu'une « recommandation » n'est en aucun cas contraignante. C'est donc bien le gouvernement français qui est à l'origine du contenu de la loi El Khomri ! LeParisien.fr 05.07

Contre-arguments.

- Justement, la Commission européenne ne "précise pas ce qu'est une « courbure anormale »" d'une banane, parce qu'elle est la seule à en décider arbitrairement. Gageons qu'elle a pris pour modèle la courbure des bananes produites par les multinationales américaines.

- Chacun sait par expérience qu'une « recommandation » de la Commission européenne à valeur de décision, de diktat, de menace, de sanction au cas où l'Etat concerné n'en tiendrait pas compte.

Loi Travail ou quand le gouvernement piétine la démocratie

- La mobilisation contre la loi Travail au plus bas depuis le 9 mars - Le Huffington Post

- Jean-Marie Le Guen : « L'intransigeance n'est pas du côté du gouvernement » - L'Opinion

- Loi Travail : le gouvernement a utilisé le 49.3 - Francetv info

Ce mardi 5 juillet après-midi, Manuel Valls a sifflé la fin du match. "Malgré les avancées, je constate une alliance des immobilismes et des conservatismes", a dénoncé le Premier ministre. Pour le symbole, les députés de droite quittent l'hémicycle au moment de l'annonce du recours au 49.3. Le débat est clos, l'opposition en prend acte, elle laissera la gauche se déchirer.

Ce mardi matin devant les députés socialistes, Manuel Valls a balayé les ultimes tentatives de compromis sur le texte. Les frondeurs, eux, dénoncent la brutalité du Premier ministre. Ils ont d'ailleurs jusqu'à mercredi 15h pour déposer une éventuelle motion de censure. Après un dernier passage au Sénat, il reviendra à l'Assemblée le 20 juillet prochain.

Pour une adoption définitive du texte, il faudra "attendre le 20 juillet, jour où le texte revient devant l'Assemblée nationale, avec un nouveau 49.3 probable. Si c'est le cas, il faudra trois 49.3 à Manuel Valls pour venir à bout du texte. Un texte qui ne satisfait pas le patronat et qui déchire sa majorité", conclut la journaliste.

A 15 h 11, les manifestants parisiens apprenaient la nouvelle, scandant à tue-tête : « 49-3 ou pas, on n'en veut pas. Retrait, retrait, retrait du projet de loi ! » Des troupes moins fournies que lors du rassemblement du 28 juin -- entre 6 500 et 7 500 personnes selon les autorités et 45 000 selon la CGT et FO --, mais toujours aussi motivées.

Brigitte, retraitée et apparentée CGT, est très remontée contre le gouvernement : « Plus jamais je ne voterai pour un candidat PS. » Une colère générale stimulée aussi par l'important dispositif policier mis en place pour encadrer le défilé. Contrôles systématiques et filtrages à tous les coins de rue. « J'ai été fouillé deux fois en arrivant. C'est une grave atteinte à la liberté de manifester. Je n'ai jamais vu ça », déplore Yohan, ingénieur et militant CGT.

Défaite ou pas, ils entendent bien ne pas en rester là. Certains sont prêts à reprendre le combat dès le retour des vacances. D'ailleurs, les sept syndicats promettent une rentrée chaude, et pourquoi pas une 13 e mobilisation. D'ici là, d'autres se préparent

déjà à participer à des actions militantes cet été, comme des opérations péage gratuit, déjà planifiées à CGT et à FO. Francetv info et LeParisien.fr 05.07

- Loi travail: le groupe Les Républicains ne déposera pas de motion de censure - AFP

- VGE conseille à Macron d'acquérir de l'expérience avant de se lancer dans une présidentielle - AFP

- Un proche de Le Foll à l'Inra, la nomination qui passe mal - Liberation.fr

- Entre les radicaux de gauche et le PS, la rupture est-elle consommée ? - Public Sénat

Le patron du PRG, Jean-Michel Baylet, a fait savoir ce mardi que le « pacte fondateur » était rompu avec le PS. Il lui reproche d'avoir annoncé une primaire de gauche sans consulter son allié. Public Sénat 05.07

- Israël a-t-il espionné le portable de Manuel Valls? 20minutes.fr -

Ça fait un peu désordre. Lors de sa visite en Israël, en mai dernier, Manuel Valls et ses conseillers ont dû confier leurs téléphones sécurisés aux services de sécurité israéliens avant de rencontrer les haut-dirigeants du pays, révèle L'Express. Or, depuis les révélations Wikileaks, se séparer de son téléphone, et pire le donner à une puissance étrangère, fusse-t-elle amie, relève au minimum de l'imprudence. (De l'impuissance, de la vassalité ou de la soumission, manifestant un rapport de maître à domestique. - LVOG)

D'ailleurs, toujours selon L'Express, «en les reprenant [les portables, ndlr], la délégation a eu la mauvaise surprise de constater que plusieurs d'entre eux présentaient des signes "d'anomalie"». Etrange, non? Les téléphones ont donc été remis, dès le retour en France, à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) pour savoir si, oui ou non, les mobiles ont bien été manipulés par des tiers. Matignon a d'ailleurs confirmé qu'un téléphone était bien tombé en panne au cours du voyage diplomatique. En matière de renseignement, il n'y a décidément pas d'amitié qui vaille. 20minutes.fr 06.07

Et après ? Rien naturellement.

En famille. La preuve que Mélenchon n'est pas de gauche

- Emmanuel Macron: "Michel Rocard a renouvelé la vie de la gauche" - L'Express.fr

Entre le ministre de l'Economie qui rêve de la fonction suprême et celui qui ne put jamais y accéder, une complicité s'était installée. Nourrie de convictions communes. L'Express.fr 05.07

Ils se déchirent l'héritage de la CSG et de la première guerre du Golfe contre l'Irak. On leur laissera volontiers.

- Le "rocardisme", "quasiment du gauchisme" par rapport à Valls et Macron, dit Mélenchon - AFP

Jean-Luc Mélenchon a réfuté mardi que Manuel Valls soit le "fils spirituel" de Michel Rocard, dont le courant de pensée fait "maintenant figure quasiment de gauchisme à côté" de Manuel Valls ou d'Emmanuel Macron.

"Non, non, Rocard n'aurait pas affronté comme cela une majorité syndicale à coups de triques, n'aurait pas fait matraquer des manifestants, n'aurait pas permis tout ça, comme Premier ministre", a réagi le député européen sur BFMTV, à qui on demandait s'il considérait Manuel Valls comme le "fils spirituel" de Michel Rocard.

"Quand il était Premier ministre, il y a eu des mouvements sociaux (...) et il (Michel Rocard) n'a jamais eu un comportement d'une telle violence, d'une telle brutalité. Non, le rocardisme maintenant fait figure quasiment de gauchisme à côté des Valls, des Macron", a poursuivi le candidat à l'élection présidentielle. (Rocard a fait pire en bombardant l'Irak en 1991. On prend acte qu'indirectement Mélenchon le revendique en 2016. - LVOG)

"Le projet social-démocrate à la suédoise de Michel Rocard, ce n'est pas Clémenceau, plus des CRS et ainsi de suite. Ce n'est pas ça", a-t-il insisté. (La Suède où le taux de suicides est un des plus élevés, où pour cause d'alcoolisme chronique tellement il y fait bon vivre, les bistrots doivent fermer tôt en soirée, j'ai oublié l'heure exacte, le pays qui fait partie de ceux où le corporatisme a été poussé le plus loin, où les syndicats sont intégrés dans les institutions, etc. Quelle référence, quelle modèle ! - LVOG

"Michel Rocard était un personnage extrêmement intéressant, toujours très fécond intellectuellement. J'ai rarement été d'accord

avec lui (...) Il était un anti-communiste absolument primaire... Mais c'était un esprit engagé dans la gauche", a développé encore l'ancien membre du PS. AFP 05.07

Il semblerait que Mélenchon a provoqué l'éclatement du Front de gauche qu'il impute au PCF, pour se positionner toujours plus à droite, à l'instar de Die Linke, Syriza, Podemos, le Bloc de gauche... A suivre.

Pour bien comprendre ce que signifie pour Mélenchon être de gauche, c'est se revendiquer de gauche et être un "anti-communiste absolument primaire", autrement dit être une pourriture de droite. Vous comprendrez mieux pourquoi je le caractérise de charlatan, d'aventurier, de sale type dont il n'y a absolument rien à tirer. Et dire qu'il y a des militants ouvriers pour lui faire confiance, quel délire !

Le sort qui attend tous les escrocs de la "gauche de la gauche".

- Un an après avoir voté contre l'austérité, les Grecs en plein marasme - slate.fr

D'après de récents sondages, le parti de la gauche radicale n'est plus crédité que de 17% des intentions de vote, loin derrière la Nouvelle démocratie (centre-droit) avec 24%.

Il cherche à pérenniser son pouvoir en modifiant la loi électorale et en étendant son contrôle sur divers rouages de l'État et sur les médias.

Le chômage reste à un niveau élevé, 24%, même si le taux a baissé de deux points. Chez les jeunes, il atteint toujours les 50%. Depuis le début de la crise, 400.000 Grecs ont émigré vers des pays d'Europe du nord. Ce ne sont plus des travailleurs non qualifiés, comme dans les années 1960-1970, mais des diplômés de l'enseignement supérieur. Dans les années 1990, la Grèce avait été un pays d'immigration.

Malgré les grèves à répétition, notamment dans la fonction publique et parapublique, à l'appel des syndicats proches du Parti communiste, Alexis Tsipras compte sur le fait que la résignation l'emportera dans une population dont le niveau de vie a baissé d'un quart depuis le début des années 2010. slate.fr 05.07

La candidate du groupe Bilderberg ou de l'oligarchie financière est déjà élue présidente des Etats-Unis.

Quand le FBI se substitue à un procureur ou à la justice... en démocratie bien sûr.

- Le FBI recommande de ne pas poursuivre Clinton sur les courriels - Reuters

De l'avis du FBI, "aucun procureur sensé" n'engagera des poursuites contre Hillary Clinton. « Bien qu'il y ait des preuves de violations potentielles des lois en ce qui concerne le traitement des informations classifiées, notre opinion est qu'aucun procureur raisonnable n'intenterait de poursuites », a déclaré le directeur du FBI, James Comey, lors d'une conférence de presse à Washington.

Le candidat républicain à la Maison blanche Donald Trump, qui a déjà estimé que l'enquête sur les courriels devrait disqualifier Hillary Clinton de la course à la Maison blanche, a estimé mardi après l'annonce du FBI que "le système est truqué".

Le camp républicain reproche en outre à l'époux d'Hillary Clinton, Bill, d'avoir rencontré en privé Loretta Lynch la semaine dernière

La ministre de la Justice dit avoir regrette cette entrevue tout en assurant que la question des courriels n'avait pas été abordée. Reuters

Et comment l'Agence Française de Propagande se fait le porte-parole du FBI.

- Clinton soulagée, a évité le pire dans l'affaire de ses emails - AFP L'annonce, par le directeur du FBI, qu'il ne pensait pas qu'Hillary Clinton doive faire l'objet de poursuites pour avoir utilisé un serveur privé pour ses mails quand elle était secrétaire d'Etat, a privé les républicains du rebondissement spectaculaire dont ils rêvaient. Hillary Clinton avait été interrogée par le FBI, la police fédérale, pendant trois heures et demi durant le long week-end de la fête nationale américaine du 4 juillet, et les conclusions du FBI n'ont pas traîné, alors que de nombreux Américains étaient encore en congé, ne suivant que de loin les informations. AFP 06.07

Le Monde prend acte et s'aligne sur le FBI en poussant un ouf de soulagement..

C'est probablement la fin d'un long cauchemar pour Hillary Clinton. Le FBI a recommandé, mardi 5 juillet, de ne pas poursuivre la candidate démocrate à la présidentielle pour avoir utilisé sa messagerie personnelle quand elle était secrétaire d'Etat entre 2009 et 2013. lemonde.fr 06.07

Propagande xénophobe et de guerre. Deux poids deux mesures.

- Russie : nouveau coup de gel sur les libertés - libération.fr

Les nouvelles mesures votées fin juin, qui entreront en vigueur dès le 20 juillet si le président russe, Vladimir Poutine, les ratifie, modifient des dizaines de lois existantes et vont affecter de manière sensible la vie des citoyens ordinaires en Russie. Et pas seulement celle des terroristes et extrémistes auxquels elles sont officiellement destinées. (Alors que ce ne serait pas le cas en France avec la loi sur le renseignement. - LVOG)

La délation, l'une des plaies de la période soviétique, retrouve droit de cité. Désormais, tout individu détenant des informations relatives à la préparation d'un acte terroriste, d'un coup d'Etat ou d'une quinzaine d'autres délits, qui n'en aura pas informé les autorités à temps, sera puni : jusqu'à un an de prison ferme pour la non-délation. « L'article sur la non-délation peut s'avérer très utile pour poursuivre aussi bien de potentiels terroristes qu'un grand nombre de détracteurs du régime. Et compte tenu de l'activité effrénée de nos législateurs, nous verrons bientôt une liste étendue des délits qu'il faut rapporter sous peine d'être poursuivi en justice», commente la sociologue Ekaterina Khodjaeva, chercheuse à l'Institut de droit de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg. L'une des lois qui a fait le plus de bruit oblige les opérateurs de télécommunications à conserver tous les enregistrements d'appels et de messages échangés entre utilisateurs durant six mois, et pour une durée de trois ans pour les métadonnées. Qui plus est, les services de messagerie instantanée et de mails, les réseaux sociaux, et tout autre service en ligne «organisateur de diffusion d'information», qui ont recours au cryptage, seront obligés de fournir au FSB, les services de renseignement russes, les clés pour décrypter n'importe quel message, sans décision judiciaire préalable. En cas de refus, une amende de 800 000 à 1 million de roubles (11 000 à 14 000 euros) est prévue.

La délation, l'une des plaies de la période soviétique, retrouve droit de cité. Désormais, tout individu détenant des informations relatives à la préparation d'un acte terroriste, d'un coup d'Etat ou d'une quinzaine d'autres délits, qui n'en aura pas informé les autorités à temps, sera puni : jusqu'à un an de prison ferme pour la non-délation. « L'article sur la non-délation peut s'avérer très utile pour poursuivre aussi bien de potentiels terroristes qu'un grand nombre de détracteurs du régime. Et compte tenu de l'activité effrénée de nos législateurs, nous verrons bientôt une liste étendue des délits qu'il faut rapporter sous peine d'être poursuivi en justice», commente la sociologue Ekaterina Khodjaeva, chercheuse à l'Institut de droit de l'Université européenne de Saint-Pétersbourg. L'une des lois qui a fait le plus de bruit oblige les opérateurs de télécommunications à conserver tous les enregistrements d'appels et de messages échangés entre utilisateurs durant six mois, et pour une durée de trois ans pour les métadonnées. Qui plus est, les services de messagerie instantanée et de mails, les réseaux sociaux, et tout autre service en ligne «organisateur de diffusion d'information», qui ont recours au cryptage, seront obligés de fournir au FSB, les services de renseignement russes, les clés pour décrypter n'importe quel message, sans décision judiciaire préalable. En cas de refus, une amende de 800 000 à 1 million de roubles (11 000 à 14 000 euros) est prévue.

«Idée effrayante»

Les principaux opérateurs russes sonnent le tocsin. Ces mesures sont une menace directe à la vie privée, garantie par la Constitution. Mais, plus grave encore pour les entreprises, la mise en place d'infrastructures nécessaires au stockage et traitement d'une telle masse d'informations va coûter des milliards d'euros, rendre les compagnies déficitaires et multiplier par deux ou trois tous les tarifs pour les utilisateurs. Dans certaines régions de Russie, il n'y a tout simplement pas assez d'énergie pour fournir l'électricité suffisante au fonctionnement de ces centres de données. «L'objectif des nouvelles lois n'est pas d'améliorer les capacités de surveillance, écrit Andrei Soldatov, expert des services secrets et d'Internet, mais de jeter une idée effrayante sur la table qui forcerait les entreprises à faire appel au Kremlin. L'idée du Kremlin est de créer autant de points de pression que possible […]. [Les autorités] pensent que cela leur ferait gagner du temps pour verrouiller Internet à l'intérieur du pays.» Le ministre russe des Télécommunications a déjà fait part de projets pour «nationaliser» 99% du trafic internet d'ici à 2020.

La réglementation de la sphère religieuse se durcit également. Le nouveau texte de loi s'étend sur «l'activité missionnaire» qui ne pourra plus être menée que par des groupes et des organisations enregistrés auprès des autorités, dans des lieux spécifiquement désignés à cet effet. Il sera interdit par exemple de faire du prosélytisme dans les lieux de résidence privés, à l'exception des sacrements. Tout missionnaire devra être en mesure de fournir des documents officiels justifiant de son activité, délivrés par l'institution qui l'envoie. Cette loi n'affectera pas tant l'Eglise orthodoxe que les autres confessions, qui peinent déjà à faire respecter leurs droits. Face à l'impossibilité d'obtenir des autorisations pour construire des lieux de culte, les protestants se réunissent parfois dans de simples logements. Du reste, les contours de la loi sont suffisamment flous pour faire craindre qu'elle ne serve à porter atteinte à la liberté d'expression personnelle et de culte, garanties elles aussi par la Constitution.

Adolescents jugeables

Déjà diminuée comme peau de chagrin par une série de lois mises en place depuis 2012 et le retour de Vladimir Poutine au Kremlin dans un contexte de contestation sans précédent, le droit de rassemblement a encore été rogné. Un point est apparu dans le code pénal, à l'article relatif aux désordres de masse : «incitation, recrutement, ou autre engagement» dans leur organisation. Une personne qui encourage simplement les gens à «descendre dans la rue», sans forcément participer à l'organisation de la manifestation, encourt désormais 5 à 10 ans de prison ferme.

Autres innovations : les réseaux sociaux sont assimilés aux médias traditionnels et les appels au terrorisme ou sa justification en ligne sont criminalisés, la responsabilité des citoyens ordinaires devenant équivalente à celle des médias, avec une peine maximale de 7 ans d'emprisonnement. La responsabilité pénale pour certains délits, dont le nombre est passé de 22 à 32, est abaissée à 14 ans. Les adolescents pourront être jugés pour terrorisme international, participation à des groupes terroristes et désordres de masse, ainsi que pour non-délation. Une nouvelle loi sur le «terrorisme international» servira à juger et condamner pour mise en œuvre ou complot d'attentat terroriste à l'extérieur du pays, dans lequel ont péri ou souffert des Russes.

Deux lois, qui avaient provoqué un tollé général lors de la première lecture, tant elles entraient ouvertement en contradiction avec la Constitution russe, ont été finalement abandonnées : la déchéance de nationalité pour crime terroriste ou extrémiste, ainsi que pour les personnes collaborant avec des organisations étrangères ; et l'interdiction de sortie du territoire aux individus qui ont reçu un avertissement, hors procédure judiciaire. Selon les experts, il s'agissait d'un calcul pour faire passer ces lois répressives : l'attention générale est d'abord mobilisée par des lois aberrantes, finalement abandonnées. Dans un soupir de soulagement, un paquet de loi extrêmement coercitif est adopté. libération.fr 06.07

Poutine ne se conduit pas autrement que Hollande ou Obama. C'est semble-t-il avant tout une réponse à la tentative de déstabilisation des institutions russes par les Américains et l'Otan à l'aide de médias et d'ONG, qu'ils ont recrutés ou qu'ils ont formés à cet effet notamment.

- La propagande de l'UE contre la Russie - Réseau Voltaire

Le Parlement européen devrait adopter le 12 juillet 2016 une résolution sur « les communications stratégiques de l'Union européenne ».

À l'initiative de Zbigniew Brzezinski et de personnalités polonaises qui ont déjà lancé une « initiative pour la guerre de l'Information » contre la Russie au sein du Center for European Policy Analysis (CEPA) à Washington, l'Otan a créé un Centre des Communication stratégiques en Lettonie et l'Union européenne devrait se doter d'une structure équivalente.

Il s'agit de centraliser tous les efforts de manipulation des médias jusqu'ici divisés selon les compétences en guerre psychologique, propagande etc.

Le programme initial était entièrement dirigé contre la Russie. Cependant, au cours des derniers mois, un volet a été ajouté contre Daesh (et non pas contre le jihadisme).

Dans les documents internes de l'Otan et de l'UE, nous avons eu la surprise de lire qu'un des auteurs du Réseau Voltaire était un des chefs de la propagande russe en Europe ; signe que les travaux des anti-Russes ne sont pas très sérieux.

Actuellement, l'Union dispose d'un groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est (East StratCom Task Force) au sein de son service Action extérieure (EEAS). Cette cellule envoie par e-mail deux fois par semaine à plusieurs centaines de journalistes des éléments à introduire dans leurs articles en vue de discréditer les médias russes.

Malgré un énorme budget de sponsoring des médias, l'Union est particulièrement inquiète d'avoir perdu le contrôle d'Euronews et d'assister au développement de l'audience de Sputnik et de RT.

La résolution visant à créer un véritable service des communications stratégiques au sein de l'Union sera introduite par un rapport de l'ancienne ministre polonaise des Affaires étrangères, Anna Elzbieta Fotyga. Réseau Voltaire 05.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Syrie: au moins 16 morts dans un attentat suicide dans le nord-est - AFP

Au moins 16 personnes ont été tuées et 40 blessées mardi dans un attentat suicide commis par un kamikaze en moto dans un quartier kurde de la ville syrienne de Hassaké (nord-est), a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 05.07

- Le bilan de l'attentat de samedi à Bagdad atteint 250 morts - Reuters

Le bilan de l'attentat au camion piégé qui a visé samedi un centre commercial de Bagdad atteint désormais 250 morts, a annoncé mardi le ministère irakien de la Santé. Reuters 05.07

- Yémen : double attentat à la voiture piégée à Aden - LeMonde.fr

Une source militaire affirme qu'une base de soldats a été la cible d'une attaque, mercredi matin, près de l'aéroport d'Aden, dans le sud du pays. LeMonde.fr 05.07

Bienvenue en oligarchie

- Toutes en soutiens-gorge de sport?

Les jeunes femmes ne sont pas satisfaites des évolutions de la lingerie. Elles sont donc de plus en plus nombreuses à préférer les soutiens-gorge de sport, souvent jugés plus confortables. Dans les années 1970, les femmes voulaient brûler leur soutien-gorge, ou c'est en tout cas le mythe qui demeure... Slate.fr

- «Je suis obsédée par l'ex de mon petit ami» - Slate.fr

Des obsédés tout court...

- Bienvenue dans le monde des apprentis sorciers politiques - Slate.fr

Eux, quoi !

Haut de page

Le 8 juillet 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer, plus loin vous trouverez une analyse sur le capitalisme.

Autres enseignements politiques du Brexit. C'est un brouillon.

Le Brexit a eu pour conséquence politique de semer la panique à l'extrême droite en mettant en lumière l'inanité de son programme économique, et d'y associer au passage en recourant à un amalgame ordurier tous ceux qui s'étaient prononcés pour la sortie de l'UE, pour le compte de l'UE et des partis de l'ordre, qui à ce jour ne semblent pas capitaliser les effets de cette propagande.

Ils sont en train de se servir du Brexit pour déclencher une panique qui affecte certaines institutions financières britanniques (à hauteurs de 17 milliards d'euros).

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sérieusement sur cet aspect. Il semblerait qu'ils aient bloqué les comptes de certains actionnaires qui voulaient vendre leurs actions sous prétexte qu'ils ne disposaient pas de suffisamment d'argent liquide pour les régler, mais rien ne dit qu'ils aient enregistré leurs actes de vente qu'ils pourraient enregistrer lorsque le cours de ces actions se sera effrondré, ce qui leur permettrait de faire une économie substantielle de quelques milliards d'euros, tandis que certains courtiers ou certaines grosses fortunes les rachèteraient au rabais... La question est de savoir si ces titres sont toujours cotés ou si leurs cours a été bloqué. A suivre.

Qui a dit ?

- « Il nous laisse une démarche : celle du compromis, véritable fondement de la sociale démocratie ».

Réponse : François Hollande hier à propos de Rocard, qui a recouru 28 fois au 49.3 dont lors de l'adoption de la CSG.

Que Hollande ait tenu à le rappeler en se revendiquant de la sociale-démocratie était somme toute normal, puisque son "véritable fondement" est aussi antidémocratique que la Ve République et son article 49.3.

En famille. Mélenchon : Un misérable populiste.

Pour rappel (causerie du 7 juillet).

Avant-hier Mélechon avait revendiqué "le projet social-démocrate à la suédoise de Michel Rocard", projet corporatiste qui a consisté à intégrer davantage les syndicats dans l'Etat. Et il a affirmé qu'il n'aurait jamais fait matraquer des manifestatants, taisant qu'il avait recouru 28 fois au 49.3 et fait mieux encore en faisant bombarder l'Irak lorsqu'il était Premier ministre en 1991.

- Hollande rend hommage à Rocard... et au 49-3 ! - LeParisien.fr

- 49-3: pourquoi Rocard est-il encensé tandis que Valls est vilipendé? - Slate.fr

Cinq recours à l'article 49-3 de la Constitution pour Manuel Valls, vingt-huit pour Michel Rocard. Et c'est le premier qui est accusé de déni de démocratie. Slate.fr 06.07

N'en jetez plus la poubelle est pleine !

- Mort de Michel Rocard : la patrie reconnaissante réunie aux Invalides - LeParisien.fr

Un triple hommage pour un seul homme. LeParisien.fr 07.07

Machination corporatiste.

- Thierry Mandon veut rénover "notre machine à fabriquer la décision publique" - lexpress.fr

Thierry Mandon, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

- J'observe que tout le monde était content qu'il y ait un référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. Aujourd'hui, on nous explique que les gens seraient prêts à voter différemment, qu'ils se sont trompés ou l'ont été. Une démocratie refondée n'est pas nécessairement une démocratie où il y a plus de référendums.

- ...la suppression de l'article 49-3 de la Constitution permettrait de redonner de la fluidité à notre vie parlementaire et d'obliger à du compromis. Cette perspective change tout.

- Une rénovation d'ensemble de notre machine à fabriquer la décision publique. Depuis dix ans, tous nos voisins l'ont fait: l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark. Nous sommes complètement passés à côté de ce mouvement pour deux raisons.

- Mes premières propositions visent donc la fabrique de la loi.

- ... il faut aussi favoriser les lois d'expérimentation, réservées à une région, par exemple, ce qui est très difficile actuellement.

- A plus long terme, les hautes administrations doivent s'entourer de profils différents de ceux des seuls élèves de l'ENA.

- Enfin, il faut aussi mieux valoriser les savoirs d'usage et les savoirs citoyens et revoir les procédures des consultations.

L'histoire séculaire de la gauche montre qu'il y en a deux. Quand elles s'affrontent, c'est la droite qui gouverne. Quand elles concluent des compromis, elles ont des chances d'arriver au pouvoir. lexpress.frr 06.07

La collaboration de classe au pouvoir ou l'antichambre de Pétain, de Gaulle, Sarkozy au pouvoir...

Pardem - Jacques Nikonoff appelle les gaullistes à démondialiser - le 7 juillet 2016.

C’est à Lille, le 4 juillet dernier, devant la maison où Charles de Gaulle est né le 22 novembre 1890, que Jacques Nikonoff, candidat à l’élection présidentielle, a appelé les gaullistes à rejoindre le Rassemblement pour la démondialisation.

Ils y retrouveront d’autres démondialisateurs : communistes, syndicalistes, jeunes, retraités, ouvriers, enseignants, abstentionnistes, altermondialistes devenus « démondialistes »… Pardem

Simplet la serpillière.

- Les 4 Vérités - Jean-Vincent Placé : "Hollande est celui qui rassemble le plus" pour 2017 - Francetv info

Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat chargé de la Simplification et ancien membre du parti EELV. Francetv info 07.07

Dans le resgistre tous pourris.

- Hommage à Rocard : « C'est déjà une prouesse de réunir la famille socialiste » souligne Catherine Tasca - publicsenat.fr

Ce matin, aux Invalides, des socialistes de tous bords étaient présents, frondeurs ou pro-gouvernement. « C'est déjà une prouesse de réunir la famille socialiste. Ça, on le lui doit aussi » remarque Catherine Tasca. publicsenat.fr 07.07

- Les frondeurs ont-ils (vraiment) tout fait pour déposer leur motion de censure? - Le Huffington Post

L'échec des frondeurs était-il évitable? Le Huffington Post 07.07

- Affaire Bettencourt : Françoise Bettencourt Meyers mise en examen pour subornation de témoin - Francetv info

- Affaire Tapie: Christine Lagarde assure avoir agi «de bonne foi» - 20minutes.fr

- Sévères réquisitions contre Serge Dassault - Liberation.fr

- Roquebrune-sur-Argens: définitivement condamné, le maire (DVD) quitte son fauteuil - AFP

Pauvres pécheurs, repentez-vous !

- Le pape François demande aux plus pauvres de prier...pour les riches - LeFigaro.fr

La rencontre entre le pape François et des croyants en grande précarité s'est déroulée mercredi matin au Vatican. Les participants ont demandé au Pape de leur confier une mission et le Pape leur a demandé de prier pour les riches. LeFigaro.fr 06.07

Priez pour Liliane Bettencourt... ou pour sa fille, par exemple.

- Affaire Bettencourt : Françoise Bettencourt Meyers mise en examen pour subornation de témoin - Francetv info

- Liliane Bettencourt, première fortune de France selon le classement de « Challenges » - lemonde.fr

Avec un patrimoine estimé à 31,2 milliards d'euros, Liliane Bettencourt détrône Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, qui dominait le classement depuis 2009 et se place désormais en second, avec une fortune de 30,3 milliards d'euros.

La troisième place du classement est occupée par Gérard Mulliez et sa famille, qui contrôlent le groupe de grande distribution français Auchan, avec 26 milliards d'euros.

Le classement compte une cinquantaine de nouveaux entrants bien que le « ticket d'entrée », qui s'établit aujourd'hui à 100 millions d'euros, ait été multiplié par sept en vingt ans, d'après Challenges.

L'enquête montre aussi « une progression de la fortune médiane », qui tourne autour de 280 millions d'euros, et une « augmentation des fortunes moyennes », fait savoir Eric Tréguier, journaliste au magazine Challenges et co-auteur du classement.

« Contrairement aux grandes fortunes qui ont souffert avec la Bourse, les fortunes moyennes non cotées, moins tournées vers l'économie internationale, ont bénéficié d'une conjoncture économique française de plus en plus favorable. » lemonde.fr 06.07

Commentaire d'un internaute.

- "Par exemple sur la période 2012-2016, leur montant cumulé est passé de 267 à 456 milliards d'euros : +71%. Le quinquennat du président Hollande, qui se réclame du socialisme, c'est une forte augmentation du chômage et la stagnation des revenus de beaucoup, mais c'est aussi une bénédiction pour les très grandes fortunes."

Mais monsieur, chaque fois que le PS s'est retrouvé au pouvoir la Bourse a flambé en reconnaissant en lui son porte-parole ou son représentant.

Le plus dramatique, c'est que pendant ce temps-là ou depuis pendant des décennies il y en a au sein du mouvement ouvrier qui ont continué malgré tout de marteler qu'il était de gauche, que c'était un parti ouvrier, les petits bourgeois ajouteront bourgeois pour se donner bonne conscience ou se conformer à la caractérisation qu'avaient donné Engels puis Lénine de tels partis une fois fossilisée ou élevée au rang de dogme car fâchés avec la dialectique...

UE. Conditionnement en prévision d'une nouvelle offensive contre les peuples.

Grille de lecture.

- Comment préparer psychologiquement les peuples de l'UE aux prochaines mesures qu'ils prendront contre eux, en leur faisant croire par le biais de sondages à valeur suggestive que ce seraient eux qui les réclameraient et qu'elles seraient destinées à répondre à leurs besoins qu'ils fouleront aux pieds évidemment.

- Brexit, Frexit, euro... L'Europe coupe la France en deux - Le Huffington Post

Deux semaines après la décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE, les Français sont plus que jamais divisés sur leur adhésion à la construction européenne. Alors que le Brexit a bouleversé la scène politique britannique et que ses premières conséquences économiques commencent à se faire ressentir outre-Manche, l'opinion publique hexagonale hésite à son tour entre un approfondissement du projet européen et l'envie de renverser la table communautaire.

Preuve de l'indécision qui règne en France, à peine plus d'un tiers (35%) des personnes interrogées par l'institut YouGov pour Le HuffPost et Itélé désapprouvent la décision des britanniques de quitter l'UE, tandis que 34% soutiennent ce vote souverain. Tout aussi signifiant, un petit tiers des Français affiche son indifférence ou ne préfère pas se prononcer sur le sujet.

Après le choc du référendum britannique, l'opinion française se montre pessimiste pour l'avenir de l'Europe. Un Français sur deux (50%) juge l'avenir de l'UE "compromis" et parie sur de nouveaux départs venant d'autres Etats membres dans un futur plus ou moins proche. Seul point sur lequel tout le monde semble s'accorder: l'Europe ne peut plus s'offrir le luxe d'un nouveau statu quo. 77% des Français estiment ainsi que l'UE devrait profiter du Brexit pour repenser sa politique d'intégration européenne. Mais là encore, tout le monde se divise sur la marche à suivre.

A la question "que faudrait-il faire pour remédier à la crise européenne", 20% des sondés réclament plus de pouvoir pour l'Europe, 35% demandent moins de pouvoirs pour l'UE et 22% suggèrent une suppression pure et simple de l'Union européenne. Une proportion sensiblement égale (24%) ne choisit aucune de ces options.

S'agissant du Frexit (la sortie de la France de l'Union européenne), aucune majorité absolue ne se dégage, même si le maintien au sein de l'UE et plus encore au sein la zone euro se classe en tête.

Comme la présidente du FN Marine Le Pen, une majorité relative des personnes interrogées se dit toutefois favorable à l'organisation d'un référendum qui poserait la question d'une sortie de la France de l'Union européenne (44% contre 36% y étant défavorables). Mais dans le même temps, 47% indiquent qu'ils voteraient pour le maintien au sein de l'UE.

A peine 41% des Français (contre 38% défavorables) se disent favorables à l'organisation d'un référendum qui poserait la question d'une sortie de la France de la zone euro. 49% des sondés indiquent qu'ils voteraient pour le maintien, 30% voteraient contre. 20% des personnes interrogées ne se prononcent pas. Le Huffington Post 06.07

Ils peinent visiblement à faire passer leur propagande, pire, près d'un quart des personnes interrogées refusent de se prononcer ou de répondre aux questions qui leur sont posées comme si leur méfiance ou rejet de l'UE s'étendait aux instituts de sondage.

Le message qu'ils essaient de faire passer :

La majorité des gens interrogés désapprouvent la décision des britanniques de quitter l'UE.

Une écrasante majorité estime qu'un nouveau statu quo est intenable et que l'UE doit "repenser sa politique d'intégration européenne".

Où cela déraille.

C'est quand une majorité demande "moins de pouvoirs pour l'UE" ou suggère une "suppression pure et simple de l'UE" et

demande l'organisation d'un référendum.

Faites sauter la banque ? Non pas vraiment.

- Qui est Theresa May, la probable prochaine Première ministre britannique? - lexpress.fr

La ministre de l'Intérieur, Theresa May fait la course en tête pour la succession de David Cameron à la tête du parti conservateur et au poste de chef du gouvernement.

Elle est mariée depuis 1980 à Philip John May, un banquier. lexpress.fr 07.07

Quand l'extrême droite est compatible avec l'UE.

- Autriche : l'extrême droite au pouvoir... par intérim - LeParisien.fr

L'extrême droite, qui a échoué de peu au second tour de la présidentielle du 22 mai, va tout de même exercer partiellement le pouvoir en Autriche, où débute aujourd'hui une présidence partagée. LeParisien.fr 07.07

Propagande de guerre de l'Otan.

- Les pays baltes voient l'Alliance atlantique comme une "sorte d'assurance vie contre la Russie" - Francetv info

La recette néolibérale : salaires à la "traine" et "emplois faiblement rémunérés"

- Emploi : redressement dans l'OCDE mais les salaires trainent - AFP

L'emploi dans les 35 pays membres de la zone OCDE se redresse et devrait rejoindre en 2017 son niveau d'avant la crise, mais la croissance des salaires est faible et la qualité des emplois préoccupante, selon un rapport de l'organisation publié jeudi.

En Allemagne, au Chili et en Turquie notamment, "le taux d'emploi a déjà dépassé son niveau d'avant crise", mais dans certains pays européens, "le déficit d'emplois par rapport à fin 2007 reste important, surtout en Espagne, en Grèce et en Irlande", selon l'organisation.

Ce "redressement" du marché de l'emploi "n'est qu'à moitié achevé car les salaires restent à la traîne", estime le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurria, dans un communiqué.

"Les gains de productivité stagnent depuis ces dernières années, et parmi les travailleurs qui ont perdu leur emploi dans l'industrie manufacturière ou la construction pendant la crise, nombreux sont ceux qui ont retrouvé, dans le secteur des services, des emplois faiblement rémunérés qui ne correspondent pas à leurs compétences", analyse l'organisation.

Elle rappelle que pendant la crise, les salaires ont "fortement chuté" en Espagne, en Grèce, en Irlande, au Japon, au Portugal et dans les États baltes. Ils ont "nettement ralenti" en République tchèque et au Royaume-Uni.

La qualité des emplois est aussi "source d'inquiétude" pour l'OCDE, qui souligne en outre que la proportion de "jeunes déscolarisés, sans emploi et ne suivant aucune formation était encore supérieure, en 2015, au niveau constaté en 2007". Les inégalités hommes-femmes persistent également sur ce point.

Le taux de chômage dans la zone "devrait reculer à 6,1% fin 2017 mais 39 millions de personnes resteront sans emploi, soit 6,3 millions de plus qu'avant la crise", relève l'OCDE. Un chômeur sur trois environ est par ailleurs sans emploi depuis 12 mois ou plus, soit une hausse de 54,6% depuis fin 2007.

L'OCDE appelle les pouvoirs publics à "adopter des mesures structurelles supplémentaires sur les marchés de produits et du travail", afin de "relancer la productivité, les salaires et la création d'emplois. AFP 07.07

Lors des grandes crises ou dépressions qui avaient accompagné les deux guerres mondiales au cours du XXe siècle, pour relancer la machine capitaliste qui s'était enrayée, tout d'abord ils allaient procéder à la destruction de millions d'emplois, de forces productives et des infrastructures des pays qui se situaient sur les champs de bataille, pour ensuite reconstruire à l'aide des moyens de production les plus modernes ou sophistiqués pour gagner en productivité et dégager des profits supérieurs à la période d'avant-guerre, ce qui leur permettrait de redistribuer une partie sous forme d'augmentation de salaires (ou de réformes sociales), afin de facilité l'accès au crédit à de nouvelles couches de travailleurs, pour finalement pouvoir écouler

leurs marchandises, accumuler de nouveaux profits et garantir ainsi la paix sociale...

Depuis des années on assiste au même processus, à ceci près que les destructions causées par une guerre mondiale sont sans commune mesure avec celles résultant de la mondialisation, du coup les destructions causées par la mondialisation devaient se traduire par des conséquences inverses, la baisse ou la stagnation des salaires pour l'immense majorité des travailleurs des pays occidentaux ou les plus industrialisés, la remise en cause de leurs acquis sociaux en guise de réformes progressistes, tandis que l'augmentation de la productivité allait s'avérer insuffisante pour rivaliser avec leurs concurrents sur le marché mondial, alors pour palier cette faiblesse ils allaient recourir à une multitude d'expédients ou d'astuces législatives pour réduire le coût du travail, rallonger la durée du travail, tout en développant un chômage de masse qui servirait notamment de moyen de chantage pour faire pression sur les salaires, de sorte que ces mesures allaient se traduire par une stagnation économique ou une faible croissance, que les capitalistes compenseraient en partie grâce au développement des marchés émergents et d'une nouvelle classe moyenne, laissant derrière eux un champ de ruine sociale dans leur pays respectif, ainsi qu'une crise politique de plus en plus difficile à contrôler.

On peut comprendre qu'en fermant des milliers d'usines ou en procédant à des délocalisations en Europe centrale et en Asie principalement, ils ont favorisé une main d'oeuvre sous-payés ou moins rémunérés soumise à une surexploitation effrénée ou à une législation du travail plus avantageuse pour les exploiteurs, s'ils ont supprimé des millions d'emplois en Europe au cours des années antérieures tout en adoptant des lois plus favorables au patronat, ce n'était certainement pas pour en embaucher demain des millions à des conditions supérieures, non, c'était bien pour leur imposer des conditions inférieures.

C'est là qu'on s'aperçoit que, si les guerres mondiales ont permis de résoudre provisoirement la crise du capitalisme après avoir imposé de sévères et sanglantes défaites au mouvement ouvrier, la situation actuelle est totalement différente dans la mesure où le mouvement ouvrier n'a pas été défait (sauf en Ukraine ou ses partis et syndicats sont interdits), il est seulement profondément gangrené et divisé, et le prolétariat résiste à la remise en cause de ses acquis sociaux, mieux, il rejette de plus en plus massivement les institutions et ses partis, au point que la crise du capitalisme ne connaît plus de répit et que ses représentants ne peuvent tirer pratiquement aucun bénéfice sur le plan politique des mesures antisociales qu'ils ont adoptées faisant planer une sérieuse menace sur le régime qui se traduit également par le rejet de l'UE.

On se demandera pourquoi ils ne se servent pas de leur système financier mafieux pour contenir la crise qui menace le capitalisme. Mais c'est ce qu'ils font lorsqu'ils risquent d'en perdre le contrôle, sinon il sert plutôt à l'alimenter. Et puis il n'a pas été conçu uniquement dans cet objectif. Quel intérêt aurait-il à tenter de résoudre la crise du capitalisme, puisqu'ils savent que c'est impossible et qu'ils en tirent profit pour accroître leur puissance. Croire qu'il aurait été conçu pour sauver le capitalisme est une grave erreur, il a plutôt été créé pour le liquider afin d'en finir avec la menace qui pèse sur leur domination de classe. Quant à ceux qui se demandent pourquoi ils ne s'en serviraient pas pour satisfaire les besoins des masses exploitées et avoir la paix sociale, ils sont tombés sur la tête ou ils n'ont manifestement pas compris qu'ils devaient leur légitimité au pouvoir qu'ils détiennent sur la population laborieuse, et que satisfaire ses besoins reviendraient à partager le pouvoir avec elle ou traiter d'égal à égal avec elle, ce qu'ils ne peuvent pas concevoir, puisqu'à terme les masses encouragées par les concessions qu'ils leur auraient accordées exigeraient toujours plus de pouvoir, ce qui leur ferait courir le risque de perdre le leur, ce qu'ils n'admettront jamais sous peine de disparaître.

Les capitalistes tirent leur existence du règne de la nécessité, dont ils sont un des facteurs déterminant ou le produit, ils ne peuvent donc pas envisager de s'en passer, il leur faut donc l'entretenir, et le meilleur moyen de l'entretenir consiste encore à maintenir les peuples dans un état de dépendance permanent, ce qui est incompatible avec la satisfaction de leurs besoins. S'ils maintiennent en état de survie artificielle le capitalisme, c'est uniquement pour garantir la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout du moins c'est leur objectif car rien ne permet d'affirmer qu'ils y parviendront indéfiniment.

A l'heure qu'il est, ce sont davantage les contradictions qu'a engendré le développement du capitalisme à l'échelle mondiale qui sont leur principale menace, plutôt que le mouvement ouvrier qui subit défaite sur défaite et qui ne parvient pas à se doter d'une nouvelle direction. Contradictions qui se manifestent à travers la concurrence que se livrent les différents capitalistes ou impérialistes, et qui, parce qu'elles sont reliées autant au développement inégal du capitalisme qu'à l'histoire des peuples, demeurent le principal obstacles à la réalisation de leur plan, sinon pourquoi s'acharneraient-ils à mener des expéditions militaires ou des opérations secrètes pour déposer tel ou tel chef d'Etat.

Les sommets du capitalisme ou les cercles les plus puissants de l'oligarchie financière internationale incarnent le degré de développement le plus élevé atteint par le capitalisme, il est donc normal que leur politique incarne à un degré comparable les contradictions du système capitaliste dans son ensemble et que leurs décisions apparaissent contradictoires, voire incompréhensibles, alors qu'en réalité elles ne le sont pas. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il leur faut sauver le capitalisme en faillite pour mieux l'achever, mais pas n'importe quand ni n'importe comment, et à mon avis les enjeux politiques sont tellement énormes et risqués, qu'ils ne savent pas trop comment s'y prendre, ils doivent s'y reprendre à maintes reprises ou ils commettent de graves erreurs qui peuvent compromettre leurs aventures.

On pourrait peut-être relier cela à la nature de l'homme, qui lorsqu'il détient une bribe de pouvoir s'y accroche désespérément, et à l'impossibilité de prévoir à tous les coups la réaction des masses. On sait qu'elles ont une mauvaise mémoire, mais on sait aussi que le conditionnement auquel les médias les livrent principalement ne fonctionne qu'un temps, qu'il arrive un moment où il n'a

plus d'emprise sur elles, surtout quand leur condition sociale s'est profondément dégradée, période extrêmement dangereuse car elles peuvent en profiter pour manifester leur indépendance et trouver la voie pour s'attaquer au régime capitaliste.

Comme quoi, monsieur Buffett n'a pas encore gagné la guerre de classes, le Brexit vient de le prouver, même s'il fait l'objet d'une misérable manipulation et récupération, il n'en demeure pas moins que la majorité des travailleurs britanniques ou de larges couches de travailleurs britanniques viennent de le prouver.

On arrêtera là pour aujourd'hui. On aurait pu ajouter que ce qui fait le plus défaut aux travailleurs, c'est la compréhension de la nature du régime capitaliste qui demeurera toujours incompatible avec leurs aspirations au bien-être, à la justice sociale, à la démocratie, à la paix, à la liberté, parce qu'il repose sur leur négation, et quand on étudie son développement historique depuis ses origines qui nous ramènent bien avant son avènement, on ne peut qu'en être absolument convaincu.

Toute son histoire est synonyme de guerres incessantes et de milles souffrances qu'ont dû endurer les peuples pendant des siècles, et le progrès social qu'il pourrait revendiquer n'a été que le produit de torrents de sueurs, de larmes et de sang qu'il a infligés à ceux qu'il avait réduits en esclavage, qui étaient obligés de vendre leur force de travail pour survivre misérablement, qui produisaient les richesses dont ils ne profitaient même pas ou si peu, aux travailleurs des villes et des campagnes et à leurs familles qu'il n'a eu de cesse d'exploiter et d'opprimer.

Le développement du capitalisme est le produit d'un processus dialectique inconscient, du coup les capitalistes ne peuvent même pas revendiquer son héritage sans laisser apparaître sa cruauté. La pire menace qui pèse sur lui, serait encore que les peuples en prennent conscience pour s'en débarrasser une fois pour toute.

Abolir le capitalisme demeure au premier abord quelque chose de compliquée ou portant à polémique, si on s'en remet à des valeurs ou des principes que les peuples interprètent différemment selon leur histoire ou les acteurs qui leur ont enseignés, aussi c'est à leur conscience qu'il faut s'adresser, à leur capacité de discerner ce qui leur semble compatible avec leurs aspirations les plus profondes, et que sincèrement ils ne peuvent que partager.

Que messieurs les capitalistes sachent que même le condamné à mort aspire à la liberté jusqu'à son dernier souffle, et que leur acharnement à nous imposer leur modèle de société sera vain, parce qu'en dernière analyse c'est ce que les peuples ont de plus cher et à quoi ils ne renonceront jamais.

Au passage, c'est aussi sur ce facteur que repose aussi le socialisme, ce qui suffit à le légitimer.

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Au Venezuela, cinq visages pour raconter la crise - AFP

Eugenia veut émigrer, Jenner vend moins, Elizabeth pleure son frère victime de meurtre, Yasmari peine à trouver des médicaments et Denia fait de la contrebande. Au Venezuela, personne n'échappe vraiment à la crise. AFP 06.07

- Pékin se fait menaçant avec le libraire hongkongais «disparu» - LeFigaro.fr

La République populaire exige le retour en Chine de Lam Wing-kee, placé sous protection policière par Hong Kong. LeFigaro.fr 06.07

Assassinats racistes ordinaires et impunité en dictature oligarchique.

- Enquête après la mort d'un Noir tué par la police en Louisiane - Reuters

Le département de la Justice américain a annoncé mercredi qu'il allait enquêter sur la mort d'un Noir, abattu de plusieurs balles par deux policiers blancs qui l'avaient au préalable plaqué au sol devant une épicerie de Baton Rouge, en Louisiane.

Les images de la mort d'Alton Sterling, 37 ans, ont provoqué des manifestations et l'indignation sur les réseaux sociaux contre ce qui semble être un nouveau cas de violence policière contre un Afro-Américain, après ceux de Ferguson, Baltimore ou New York.

Sur une vidéo tournée par Abdullah Muflahi, le propriétaire de l'épicerie, on voit l'un des deux policiers tirer cinq balles à bout portant dans la poitrine de Sterling, tandis que l'autre retire un objet de la poche de son pantalon pendant qu'il agonise.

"Je suis dévasté. C'est révoltant, c'est dingue", a commenté Muflahi, qui avait autorisé Sterling, père d'un garçon de 15 ans, à vendre des CD, DVD et jeux vidéo piratés devant son magasin.

Muflahi a fourni une copie de la vidéo à Reuters et précisé que le policier avait retiré un pistolet de la poche du vendeur ambulant. Juste avant qu'il ouvre le feu, on entend l'un des policiers crier "il a une arme".

Des centaines de personnes se sont rassemblées mercredi près du lieu où Sterling a été tué pour un rassemblement pacifique, présenté par ses organisateurs comme une démonstration d'unité face à "l'usage excessif de la force" contre les Noirs.

Les autorités locales ont tenté d'apaiser les tensions. Le gouverneur de Louisiane, John Bel Edwards, a parlé d'une vidéo "très perturbante", tandis que le maire de Baton Rouge, Kip Holden, et la police de la ville ont dit se féliciter de l'ouverture d'une enquête par le département de la Justice, le FBI et les procureurs fédéraux.

Les deux policiers, tous deux d'anciens militaires ayant été au combat, ont été mis en "congé administratif" en attendant le résultat de l'enquête, a annoncé le chef de la police de Baton Rouge, Carl Dabadie, pendant une conférence de presse.

Ils avaient répondu à un appel au 911 à propos d'un Noir en chemise rouge qui menaçait les passants avec une arme, a-t-il ajouté. Reuters 06.07

Philando Castile a été mortellement blessé par balle par un policier, dans la banlieue de Minneapolis, au cours d'un contrôle routier, mercredi 6 juillet dans la soirée. Le contrôle a eu lieu à Falcon Heights, dans le Minnesota, autour de 21 heures locales (4 heures en France), a déclaré la police de St Anthony.

La petite amie de Philando Castile se trouvait à bord du véhicule et a filmé avec son téléphone portable les derniers instants de son compagnon, qui ont suivi les coups de feu. Elle explique que le policier a tiré sur son ami alors qu'il cherchait ses papiers d'identité, après que la voiture avait été arrêtée pour un phare cassé.

Lors du contrôle, a-t-elle raconté jeudi à des journalistes, l'agent a émis des demandes contradictoires, exigeant de Philando Castile qu'il lève les mains en l'air et qu'il présente ses papiers d'identité, qui se trouvaient dans sa poche arrière. La police, pour sa part, a simplement confirmé la mort d'un homme tard mercredi après un contrôle routier. Jeudi, face à l'émoi suscité par la mort de Philando Castile, le gouverneur du Minnesota a reconnu que la réaction du policier à l'origine des tirs semblait « démesurée. »

La mort de plusieurs personnes noires tuées par la police ces dernières années a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis et a suscité de nombreuses manifestations, qui ont parfois dégénéré en émeutes. Selon le Washington Post, cinq cent cinq personnes ont été tuées par la police depuis le début de l'année 2016. Vox ajoute que les Afro-Américains, qui constituent 13 % de la population des Etats-Unis, représentent 31 % de ces victimes. Le Monde.fr 07.07

Du coup en désespoir de cause, il ne reste plus qu'à se faire justice soi-même.

- Des policiers pris pour cible par des snipers en marge d'un rassemblement à Dallas - Le Monde.fr

Quatre policiers ont été tués et sept autres blessés par balle dans la soirée du jeudi 8 juillet, à Dallas, a annoncé la police de la ville. Les faits se sont déroulés en marge d'un rassemblement organisé pour dénoncer les violences policières après la mort cette semaine de deux Noirs.

Le chef de la police David Brown, a précisé dans un communiqué qu'au moins deux tireurs embusqués avaient ouvert le feu sur les officiers. Un homme dont la photo avait été diffusée par les forces de l'ordre sur Twitter s'est rendu. Un autre individu a été interpellé. Le Monde.fr 07.07

En oligarchie, c'est sa police qui fait justice elle-même.

- Etats-Unis: pas d'inculpation d'Hillary Clinton pour ses emails - AFP

La justice américaine ne poursuivra pas la candidate démocrate à la Maison Blanche Hillary Clinton pour avoir utilisé des serveurs et une messagerie d'emails privés quand elle dirigeait le département d'Etat, a annoncé mercredi la ministre Loretta Lynch.

Le rival républicain de l'ancienne Première dame, Donald Trump, a immédiatement dénoncé la décision, y voyant une nouvelle preuve que le système est, selon lui, vicié.

"J'ai accepté les recommandations unanimes (du FBI et des procureurs chargés de l'enquête) selon lesquelles l'enquête fouillée, d'une durée d'un an, est désormais close et qu'elle ne déclenchera pas de poursuites", a indiqué dans un communiqué Mme Lynch.

Cette décision de la justice américaine était attendue, car Loretta Lynch avait prévenu vendredi qu'elle se rangerait aux recommandations de la police fédérale et des procureurs impliqués dans l'enquête, tentant ainsi d'écarter tout

soupçon d'interférence politique dans ce dossier ultra-sensible, susceptible de faire dérailler la course vers la Maison Blanche de Mme Clinton.

Le FBI avait recommandé mardi de ne pas poursuivre Hillary Clinton pour l'usage de ses emails hébergés sur des serveurs privés, en transmettant à la justice son dossier d'enquête qui concluait toutefois que l'ex-secrétaire d'Etat a fait preuve d'une "négligence extrême".

"Elle a fait tant de fausses déclarations", s'est indigné le milliardaire Donald Trump mercredi soir lors d'un meeting à Cincinnati, dans l'Ohio (nord-est). "Va-t-elle être présentée devant le Congrès (pour se justifier) ? Est-ce qu'il va se passer quelque chose ? C'est une honte", a-t-il ajouté en réaction à la décision de la ministre de la Justice. AFP 06.07

Une parodie de justice... policière.

- Le département d'Etat va rouvrir son enquête sur les e-mails d'Hillary Clinton - LeMonde.fr

Selon le porte-parole, l'enquête du département d'Etat peut désormais être menée à terme dans la mesure où le ministère de la justice vient d'achever ses propres investigations sans inculper Mme Clinton. LeMonde.fr 08.07

Brésil. A qui le tour ?

- Au Brésil, Cunha démissionne de la présidence de la Chambre - Reuters

Suspendu de ses fonctions depuis deux mois pour entrave à la justice dans une enquête pour corruption, le président de la Chambre des députés brésilienne Eduardo Cunha a annoncé jeudi sa démission.

Une commission éthique du Congrès a recommandé le mois dernier que le président de la Chambre soit démis de ses fonctions et interdit de toute activité politique pendant huit ans pour avoir menti au sujet de comptes bancaires en Suisse. L'interessé a nié toute malversation.

La Chambre au complet devrait se prononcer à la mi-juillet. Les médias brésiliens estiment que cette démission du poste de la présidence de la Chambre pourrait faire partie d'un accord passé entre Cunha et ses alliés afin que ces derniers votent contre son éviction totale du Congrès.

Eduardo Cunha est membre du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), la formation du chef de l'Etat par intérim Michel Temer. Reuters 07.07

Bienvenue en oligarchie.

- Le Brexit, ou la politique de l'orgasme bidon

L'éditorialiste irlandais Fintan O'Toole s'est fendu d'un billet assassin envers les leaders du mouvement pro-Brexit qui, une fois la bataille remportée, quittent le navire. Depuis la victoire surprise des pro-Brexit le 24 juin... Slate.fr

- Hillary Clinton s'inpire de Bernie Sanders et veut rendre les études gratuites

Le plan de Clinton rend l'université publique gratuite pour les classes moyennes, un signe de l'influence de Bernie Sanders qui l'avait proposé. Slate.fr

- PMA : le «oui mais» des Français

Alors que le sujet de la PMA devrait s'inviter dans la campagne présidentielle, un sondage révèle que les Français approuvent à 54% son ouverture aux couples de femmes et à 60% aux célibataires. Une opinion favorable qui ne les empêche pas d'émettre des réserves sur cette technique... LeFigaro.fr

- Lutte contre les discriminations: les militants LGBT doivent-ils s'inquiéter?

C'est désormais la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra) qui s'occupera de la lutte contre les LGBTphobies. Une décision qui inquiète certains militants, après des propos tenus par son responsable, Gilles Clavreul, sur le communautarisme. Slate.fr

- Pour faire manger plus de légumes à la cantine, il y a le marketing

Pour que les enfants choisissent plus de légumes au self, des chercheurs proposent d'utiliser des techniques classiques de la pub. Pourquoi ne pas employer les méthodes marketing des fast-foods et des marques de sucreries pour promouvoir la consommation de légumes à la cantine? Slate.fr

- Après les touristes ivres, Barcelone chasse les armées de Segways

La mairie catalane vient d'interdire aux gyropodes l'accès au front de mer, zone touristique par excellence.Bonne nouvelle pour les Barcelonais qui déplorent l'ère du tourisme gadget. Les conducteurs de Segways et de taxis à deux roues circulant sur les trois kilomètres de promenade entre... Slate.fr

- Apple devrait enfin résoudre l'enfer du «j'ai plus de place sur mon iphone»

32 Go d'espace disponible au lieu de 16 en entrée de gamme. De quoi peut-être changer la vie des irréductibles de la marque «à la pomme». Aucune trace d'un port SD et toujours le même problème pour les possesseurs des différentes générations d'iPhones: l'espace de stockage se révèle rapidement... Slate.fr

- Les pubs pour yaourt, ce cadeau empoisonné fait aux femmes

Depuis très longtemps, les innocents yaourts sont devenus des objets de désir pour les femmes. Mais à quel prix? Manger un yaourt n'a rien d'anodin quand on est une femme. Du moins, si l'on en croit la publicité. Comme le signale le New York Times... Slate.fr

- Le texte contre la fessée sera lu lors des mariages civils

L'Assemblée a adopté ce mercredi en première lecture le projet de loi «égalité et citoyenneté» contenant notamment l'amendement contre les violences corporelles sur les enfants. Le texte devrait être définitivement adopté d'ici à la fin de l'année. LeFigaro.fr

- Quand ils vieillissent, les singes aussi deviennent ronchons et solitaires

Ils veulent de moins en moins d'amis quand ils deviennent vieux. C'est une situation que beaucoup de monde a dû connaître: devoir forcer sa grand-mère ou son grand-père à aller à la rencontre d'autres personnes de son âge, dans des clubs ou lors de soirées qui leurs sont dédiés. Slate.fr

- Les voitures autonomes vont nous obliger à être plus attentifs

Reprendre les commandes peut être plus complexe dans un véhicule semi-autonome que dans un avion.Si vous pouviez vous glisser dans le cockpit d'un avion, vous ne vous sentiriez probablement pas comme Mav, Goose ou Iceman, les héros de Top Gun. Vous seriez au contraire un peu déboussolé. Slate.fr

- Et maintenant, on quitte Snapchat?

L'application renonce à l'éphémère et son audience vieillit. Avec le risque de perdre tout intérêt.Quand on me demande d'expliquer ce qu'est Snapchat, deux mots me viennent à l'esprit: instantané et éphémère. Slate.fr

Haut de page

Le 9 juillet 2016

CAUSERIE

En complément à l'extrait d'Anti-Dühring sur la dialectique de F. Engels que nous avons reproduit hier, je vous propose L'ABC de la dialectique matérialiste de L. Trotsky, extrait du recueil de textes de la seconde moitié des années 30 intitulé Défense du marxisme.

Le matérialisme dialectique est un mode de pensée dynamique pour interpréter le monde ou l'histoire de la civilisation humaine, qui en les abordant sous un angle diachronique permet d'en saisir l'évolution et donc d'en prendre conscience pour agir sur eux afin de les orienter dans une direction déterminée conforme aux besoins de l'humanité ou qui réconcilie l'homme avec sa propre nature.

Trotsky - La dialectique n'est ni une fiction ni une mystique mais la science des formes de notre pensée, quand cette pensée ne se limite pas aux soucis de la vie quotidienne mais tente d'appréhender des processus plus durables et plus complexes.

Le vice fondamental de la pensée vulgaire consiste à se satisfaire de l'empreinte figée d'une réalité qui, elle, est en perpétuel mouvement. La pensée dialectique précise, corrige, concrétise constamment les concepts et leur confère une richesse et une souplesse, j'allais presque dire une saveur, qui les rapprochent jusqu'à un certain point des phénomènes vivants. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. (...)

La pensée dialectique est à la pensée vulgaire ce que le cinéma est à la photographie. Le cinéma ne rejette pas la photo, mais en combine une série selon les lois du mouvement. La dialectique ne rejette pas le syllogisme, mais enseigne à combiner les syllogismes de façon à rapprocher notre connaissance de la réalité toujours changeante. Dans sa Logique, Hegel établit une série de lois: le changement de la quantité en qualité, le développement à travers les contradictions, le conflit de la forme et du contenu, l'interruption de la continuité, le passage du possible en nécessaire, etc., qui sont aussi importantes pour la pensée théorique que le simple syllogisme pour des tâches plus élémentaires. Hegel a écrit avant Darwin et Marx. Grâce à l'impulsion puissante donnée à la pensée par la révolution française, Hegel a anticipé en philosophie le mouvement général de la science. Mais précisément parce qu'il s'agissait d'une géniale anticipation, elle a pris chez Hegel un caractère idéaliste. Hegel opérait avec des ombres idéologiques, comme si elles étaient la réalité suprême Marx a montré que le mouvement des ombres idéologiques ne fait que refléter le mouvement des corps matériels.

Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquence un caractère entièrement matérialiste. (...)

Marx, qui à la différence de Darwin était un dialecticien conscient, a trouvé les bases d'une classification scientifique des sociétés humaines dans le développement des forces productives et la structure des rapports de propriété, qui constituent l'anatomie de la société. Le marxisme a substitué la classification matérialiste dialectique à la classification vulgaire, descriptive des sociétés et des Etats, qui, aujourd'hui encore, fleurit dans les chaires universitaires.

On retiendra.

- La dialectique embrasse la totalité des manifestations de la matière et des expériences humaines au-delà des processus immédiats.

- La pensée vulgaire est sans doute ce qui caractérise le mieux les sondages auxquels les gouvernants recourent dorénavant systématiquement pour mieux conditionner le peuple.

- La pensée vulgaire s'applique à merveille à tous les dogmatismes.

- La réalité toujours changeante nous fera penser à l'eau de la rivière qui semble être toujours la même, alors qu'en réalité elle change en permanence en s'écoulant de sa source vers son embouchure.

"Hallucinant". Quand l'armée française vous protège, non, les barbares de Daesh.

- Des militaires étaient en faction devant le Bataclan et ne sont pas intervenus - voltairenet.org

Selon le député belge social-chrétien Georges Dallemagne (ancien médecin proche du ministère français de la Défense), des militaires en faction devant Le Bataclan à Paris, lors des attentats de Daesh du 13 novembre 2015, ne sont pas intervenus.

Interrogé par RTL Belgique, l'homme politique a déclaré : « On sait que la gendarmerie n'est pas intervenue alors qu'elle était présente sur place. On sait que la force Sentinelle, qui avait six militaires en armes devant le Bataclan n'est pas intervenue au moment où le carnage se produisait au Bataclan » (…) « Ils ont estimé qu'ils ne devaient pas intervenir car leurs règles d'engagement ne prévoyaient pas qu'ils devaient intervenir. Leurs règles prévoyaient qu'ils ne pouvaient que se protéger eux-mêmes. C'est tout-à-fait incroyable, hallucinant ».

Le député a regretté un manque de bon sens, tandis que le ministère belge de la Défense a confirmé que ses hommes avaient instruction d'intervenir dans pareil cas. voltairenet.org 06.07

Question: Qui complote contre le peuple ? Hollande, son gouvernement français et leur armée.

Brexit. Quel épouvantable cataclysme ?

- Marché: les indices US prochent des plus hauts historiques. - Cercle Finance

- Les Bourses européennes clôturent en nette hausse . - Reuters

- Après le Brexit, l'ancien patron de la Commission José Barroso rejoint Goldman Sachs. - Le Huffington Post

La loi travail fappée d'illégitimité.

- Loi travail : l'usage du 49-3 condamné par 7 Français sur dix. -

Plus de sept Français sur dix estiment que le Premier ministre Manuel Valls a eu tort d'utiliser mardi le 49-3 pour faire adopter en deuxième lecture le projet de loi travail, selon un sondage Odoxa pour iTELE publié vendredi. AFP 08.07

Nouvelle "journée d'actions et d'initiatives" bidon annoncée.

- Appel à l'action des opposants à la loi Travail le 15 septembre. - Reuters

Sept organisations syndicales et de jeunesse hostiles à la loi Travail, dont la CGT, Force ouvrière, Solidaires et la FSU, ont appelé vendredi à une "journée d'actions et d'initiatives" le 15 septembre pour demander l'abrogation de ce texte.

Dans un communiqué commun, la CGT, FO, la FSU, Solidaires, le syndicat étudiant Unef et les organisations lycéennes Unl et Fidl dénoncent dans ce nouveau recours du gouvernement à l'article 49-3 de la Constitution un "déni de démocratie".

"C'est bien la preuve (...) que ce texte de régression sociale reste minoritaire", écrivent ces organisations, qui invitent les salariés, les chômeurs, les retraités, les lycéens et les étudiants à envoyer une carte postale au chef de l'Etat, pour lui dire qu'elles seront encore mobilisées à la rentrée.

Ces organisations "donnent rendez-vous à l'ensemble des salariés, privés d'emplois, étudiants, lycéens, retraités pour une journée d'actions et d'initiatives le 15 septembre, pour obtenir l'abrogation de la loi Travail".

Celle-ci doit revenir devant les députés le 20 juillet pour une lecture définitive et être promulgué en août. Mais il faudra encore de nombreux décrets d'application pour qu'elle entre pleinement en vigueur. Reuters 08.07

Simultanément ils feraient mieux de profit de l'occasion pour engager une campagne nationale pour l'abolition de Constitution de la Ve République. Impossible, car lorsqu'ils n'ont pas leur carte du PS dans leur poche, c'est pour s'aligner sur le PCF qui soutiennent le régime.

En famille. Un accord scélérat "remarquable" (Valls).

- Automobile: un nouvel accord social signé chez PSA - AFP

Le groupe automobile PSA a officiellement signé vendredi avec cinq de ses six syndicats un nouvel accord social triennal (2017-2019) succédant à l'accord de compétitivité de 2013 qui a permis de redresser le groupe.

Cet accord baptisé "Nouvel élan pour la croissance" a reçu l'aval de cinq organisations (FO, CFE-CGC, CFTC et SIA-GSEA, CFDT), représentant 80% du personnel, ce qui montre la "relation de confiance avec les partenaires sociaux", a souligné Xavier Chéreau, directeur des Ressources humaines du groupe PSA. Selon lui, il s'agit d'"un acte suffisamment rare pour être signalé".

Lors de la signature, au siège du groupe à Paris, la CFDT a mis en avant un "équilibre acceptable" entre "plus de flexibilité" et la "pérennisation de nos emplois". Elle a salué aussi les expérimentations lancées en matière de qualité de vie au travail.

Pour Franck Don (CFTC), l'accord "amplifie la dynamique de performance économique" initiée avec le précédent. Rebondissant sur la qualification des Bleus pour la finale de l'Euro, il a salué "la victoire de la coconstruction", sur le modèle de la cogestion à l'allemande.

Dans un tweet, le Premier ministre a salué un "accord remarquable" qui permet de "trouver avec les syndicats de l'entreprise les solutions pour s'adapter et rebondir". Manuel Valls a ajouté déceler là l'"esprit de la loi Travail".

Cet accord comprend des objectifs en matière d'emploi (1.000 embauches CDI, 6.000 emplois jeunes)...

Avec le millier de recrutements pérennes promis, l'entreprise "va changer de visage", selon Christian Lafaye (FO), pour qui il était "indispensable de retrouver du sang neuf" après un quasi gel des embauches depuis huit ans.

En contrepartie, il fixe de nouvelles mesures de flexibilité (davantage de samedis travaillés, travail de nuit aménagé), notamment pour adapter l'organisation du travail aux variations de l'activité.

"Honteux" selon la CGT, seule organisation non signataire, qui refuse de nouveaux efforts au moment où la santé financière de PSA s'améliore.

L'accord de compétitivité de 2013 avait été rejeté par la CGT et la CFDT. Conclu à un moment où PSA accumulait jusqu'à "7 millions d'euros de pertes par jour", rappelle FO, il comprenait notamment un gel des augmentations générales et une baisse de la rémunération des heures supplémentaires.

Il a permis au groupe d'achever son redressement avec un an d'avance, se félicitent ses partisans.

En 2015, les comptes de PSA sont repassés dans le vert - une première depuis 2010 - avec un bénéfice net de 1,2 milliard d'euros, contre un demi-milliard de pertes l'année précédente. Le groupe a vendu en 2015 près de trois millions de véhicules, dont un tiers produit en France. AFP 08.07

Que Mélenchon se rassure, l'"héritage" de Rocard est assuré.

- Sondage: Macron incarne le mieux l'héritage de Michel Rocard. -

Emmanuel Macron, ministre de l'Économie, est la personnalité politique qui "incarne le mieux l'héritage" de Michel Rocard, devant Martine Aubry et Manuel Valls, selon un sondage Odoxa pour iTELE et Paris-Match publié vendredi. AFP 08.07

Flagrant délit. Quand le gouvernement français tient un "double langage" sur le Tafta ou TTIP.

- Tafta: Montebourg dénonce le "double langage" de la France. - AFP

L'ancien ministre de l'Economie Arnaud Montebourg dénonce dans une interview à l'hebdomadaire Marianne le "double langage" de la France à propos du traité de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (TTIP/Tafta).

"J'ai entendu le Premier ministre dire (...) le 26 juin dernier, à Belleville-sur-Mer, que ce traité ne pouvait être accepté. Or, deux jours plus tard, Jean-Claude Juncker a expliqué qu'un Conseil de l'Union européenne venait de se réunir et qu'en son sein aucun pays ne s'était opposé au Tafta".

"La France parle donc un double langage, un pour les Français, un autre pour l'oligarchie européenne, et chacun comprend qui sera trompé à la fin", attaque M. Montebourg, qui pourrait être candidat à la primaire du PS en janvier. AFP 08.07

Chaque fois que Hollande, Valls ou un ministre l'ouvre, il est fortement recommandé de se demander quand, où et à qui ils s'adressent, sinon on leur prêtera des intentions infondées ou erronées.

Populisme ou la "révolution par les urnes" pour légitimer la Ve République

- Mélenchon lance une campagne d'inscription sur les listes: "je vote, ils dégagent". - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon lance une campagne intitulée "Je vote, ils dégagent" pour encourager les Français à s'inscrire sur les listes électorales en vue de 2017, a annoncé vendredi son équipe.

Sur ceux-ci (des tracts - ndlr), un encart présente M. Mélenchon comme "le seul candidat qui propose de remettre entièrement à plat les règles politiques", en passant par l'élection d'une assemblée constituante "chargée de réécrire complètement la Constitution". AFP 08.07

Et que restera-t-il de ce vote au soir du second tour de l'élection présidentielle de 2017 ? L'illusion criminelle que les institutions de

la Ve République seraient compatibles avec les besoins des travailleurs. Dit autrement, rien du côté des travailleurs, par contre les tenants du régime pourront être soulagés ou satisfaits du fait que leur candidat élu pourra se prévaloir de la légitimité accordée par les urnes et gouverner en appliquant son programme entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs.

L'assemblée constituante de Mélenchon n'est rien d'autre que l'Assemblée nationale agrémentée d'une dose de proportionnelle, de manière à ce que toutes les classes de la société soient représentées, et qu'à travers leurs élus elles collaborent ensemble à la survie du régime capitaliste. La IVe République avait la même saveur trompeuse préparant l'avènement de la Ve qui sera franchement bonapartiste et antidémocratique avec pour objectif l'établissement de rapports corporatistes entre les classes dont le dialogue social est l'expression.

Nous n'accordons aucun intérêt au discours de l'admirateur de de Gaulle, Rocard, Mitterrand notamment et ex-ministre de Chirac, qui n'entend pas rompre avec les institutions européennes et internationales du capital, encore moins avec le capitalisme, cela va de soi. On aura également en mémoire que sa VIe République ne remettait même pas en cause l'existence du Sénat, en réalité aucune institution de la Ve République, et surtout pas son appareil de répression, sa police, son armée.

En admettant que la convocation d'une assemblée constituante figurerait parmi les tâches ou les obejctifs que les travailleurs devraient réaliser, il devrait être inclus dans ses statuts que ses élus seraient révocables à tout moment dès lors qu'ils auraient violé le mandat qui leur aurait été confié, ce qui implique que le peuple disposerait du pouvoir de contrôler leur activité, donc qu'il soit organisé et dispose de ses propres organismes indépendants de pouvoir pour que ses décisions soient respectées.

Comment le pouvoir de ces différentes institutions pourrait-il se combiner, de manière à ce que la volonté du peuple ou la démocratie soit respectée ou s'exerce réellement ? On a envie de répondre que cela paraît impossible et que l'une devra se soumettre à l'autre. Et dans l'hypothèse où ce seraient les organismes politiques indépendants créés par le prolétariat révolutionnaire qui devraient se soumettre à l'assemblée constituante, cela signifierait que l'orientation de celle-ci ne correspondait pas aux besoins des travailleurs, autrement dit elle incarnait ceux des capitalistes exactement comme le fait l'Assemblée nationale sous la Ve République. Dès lors un conflit ou une crise jaillirait entre les deux institutions qui ne pourrait se résoudre que par la disparition de l'une ou de l'autre. Si c'était l'organisme politique indépendant créé par le prolétariat qui devait d'effacer ou disparaître au profit de l'assemblée constituante, on retournerait à la case départ ou pire encore. Dans le cas inverse, l'assemblée constituante serait dissoute et la révolution suivrait son cours...

Une assemblée constituante qui serait décrétée n'aurait aucune valeur, car elle se bornerait à reproduire les rapports existant entre les classes qui sont favorables à la classe qui détient le pouvoir, celle des capitalistes. Pour qu'on adopte provisoirement cet objectif politique, il faudrait qu'elle jaillisse au cours d'un soulèvement révolutionnaire des masses, et qu'elle soit conçue comme un instrument pour aider la classe ouvrière à conquérir le pouvoir politique, dans tous les autres cas de figure elle serait un instrument politique de la réaction pour conserver le pouvoir.

L'assemblée constituante présente un défaut insurmontable dans la mesure où les représentants ou agents de la réaction peuvent y participer, elle est davantage un produit du régime que le produit d'une rupture avec le régime.

D'ailleurs ses partisans le disent eux-mêmes en temporisant, quand ils expliquent qu'elle devra prendre un certain nombre de mesures après moultes discussions, rapports, délibérations ou votes, ce qui signifie qu'elle ne les prendra pas sur le champ, que leur application sera renvoyée à plus tard, etc. alors qu'un organisme de pouvoir indépendant du prolétariat ou le gouvernement qui en serait issu décrèterait par exemple l'abolition d'un certain nombre de lois antisociales, liberticides, réactionnaires, des institutions et de la Constitution de la Ve République, avec application immédiate, concrétisant ainsi le nouveau rapport entre les classes en faveur des masses exploitées tout en renforçant leur pouvoir, car cela témoignerait de la détermination infaillible de ses représentants à changer la société et déciderait de nouvelles couches de travailleurs à s'engager dans la révolution ou à la soutenir contre la réaction afin de la vaincre... A suivre.

Le collectif des collabos.

- Université d'été : « Des utopies aux alternatives, agissons ensemble ! » - Collectif 30 juin 2016 - legrandsoir.info

L'université d'été des mouvements sociaux et de la solidarité internationale se déroule du 6 au 9 juillet prochain, à Besançon. Objectif : y débattre des utopies, des alternatives et expérimentation pour accompagner nos sociétés sur la voie d'un développement solidaire et durable à tous les niveaux. legrandsoir.info 07.07

Sans poser au préalable comme condition la rupture avec le capitalisme et ses institutions, cela revient à "accompagner nos sociétés" dans le chaos, la guerre, vers l'abîme... Ces gens ou mouvements autoproclamés n'ont aucune légitimité.

Propagande de guerre de l'Otan

- L'Otan reste ferme, mais dans le dialogue, avec la Russie. - Reuters

- L'Otan renforce sa présence militaire dans l'est de l'Europe. - AFP

L'Otan conclut samedi à Varsovie un sommet de deux jours au cours duquel elle a parachevé le renforcement de sa présence militaire dans l'est de l'Europe. AFP 08.07

- Etats-Unis : des responsables russes expulsés en représailles d'une attaque contre un diplomate. - AFP

Le porte-parole de la diplomatie américaine a annoncé, vendredi, que cette décision avait été prise après l'agression perpétrée par un policier russe début juin à Moscou. LeMonde.fr 08.07

>Quand Le Monde "confond" les Noirs et la police.

Avant-hier Le Monde a écrit que "la mort de plusieurs personnes noires tuées par la police ces dernières années a ravivé les tensions raciales aux Etats-Unis" (voir la causerie d'hier)

Sauf que le nombre de Noirs assassinés par la police est en réalité beaucoup plus important.

Slate.fr - 2.911 noirs ont été tués de la sorte entre 1890 et 1965, selon l'université Tuskegee en Alabama. Environ 39 personnes par an. La pire année, 1892, a fait 161 morts, selon ce décompte.

Le nombre d'Afro-Américians tués pas la police l'année dernière est bien plus élevé: 258 personnes sont mortes sous ces balles.

Depuis le début de l'année 2016, environ 123 Afro-Américains ont été tués par la police américaine. C'est bien plus que le nombre de noirs lynchés en dehors de tout procès par des Blancs chaque année durant la ségrégation, fait remarquer le magazine Quartz, qui a fait la comparaison. (Source : Les noirs sont plus tués par la police qu'ils n'ont été lynchés pendant la ségrégation - slate.fr 08.07)

Bienvenue en oligarchie.

- Nos données chez les Yankees : les pays européens (et la France) disent oui

Que peuvent faire Facebook et Google avec les infos qu'on leur laisse ? Les espions américains ont-ils le droit de nous espionner en masse ? Laissés en friche depuis octobre dernier, ces dossiers sont sur le point d'être bouclés. Pas sûr, néanmoins, que les réponses apportées conviennent à tout le monde. Rue89

- La liste des actions qui ont menées à la mort d'Américains noirs est effrayante

Porter un sweat à capuche, rigoler...Alton Sterling et Philando Castile ont été tués ces mardi 5 et mercredi 6 juillet par des policiers de Baton Rouge, en Louisiane, et dans le Minnesota. Le premier vendait des CDs à la sauvette, avant d'être plaqué au sol pour refus d'obtempérer et tué... Slate.fr

- Au niveau local, les agents soupçonnés de bavures sont surprotégés

Aux États-Unis, l'enquête ouverte suite à l'homicide d'un Afro-Américain par un policier en Louisiane a été confiée aux instances fédérales, et non à la police locale. Et c'est tout sauf un hasard. «Guerre civile». Le New York Post a lâché ce vendredi 8 juillet un cri d'alame... Slate.fr

- Pour Beyoncé, «la guerre contre les minorités doit prendre fin»

La chanteuse lance un appel fort sur son site internet pour la fin des violences envers toutes les minorités. Slate.fr

- « On a besoin d'endroits où discuter sans être trop jugés »

Pouhiou a 34 ans. D'abord engagé dans les milieux LGBT+ comme Arc-en-ciel Toulouse, puis dans les milieux féministes, libristes et culturels, il cultive un « libertarisme pépère ». Rue89

Haut de page

Le 10 juillet 2016

CAUSERIE

Notre axe de combat demeure les institutions de la Ve République et le capitalisme et non l'UE.

L'essentiel, ce n'est pas que la Grande-Bretagne sorte de l'UE (sans jamais vraiment en sortir pour ne jamais y être entrée totalement, chut!), mais qu'elle demeure l'allié le plus fidèle des Etats-Unis au sein de l'OTAN... et de la Fed, on l'oublie toujours.

L'UE, l'OTAN, Goldman Sachts, la Fed, Wall street, la City, le Pentagone, Bilderberg, la BRI, la Commission Trilatérale, le CFR, le Tafta, etc. c'est la même boutique du mondialisme...

L'opium du peuple ou la légitimité usurpée.

- Plus de 200 km de bouchons sur les routes pour le premier week-end de départ, selon Bison Futé - LeMonde.fr

Plus de 200 km de bouchons étaient signalés en milieu de matinée sur l'A7 en direction de Marseille et l'A10 vers Bordeaux. LeMonde.fr 09.07

- Euro 2016 : sur Twitter, les politiques refont le match - LeParisien.fr

Plus de 19 millions de fans devant leur écran de télévision, des supporteurs en liesse partout en France et les politiques en pleine euphorie... sur Twitter. LeParisien.fr 09.07

- Hollande table sur un regain de confiance grâce à l'Euro - Reuters

- PS: Valls et Le Foll surfent sur le foot pour regonfler le moral des militants - AFP

"Tout n'est pas joué" pour 2017: Manuel Valls et son ministre Stéphane Le Foll se sont efforcés vendredi, en meeting dans l'Aude, de remonter le moral des militants PS, en s'appuyant opportunément sur la victoire de la France en demi-finale de l'Euro de football. AFP 09.07

...mission impossible.

- Pyrénées-Atlantiques: le PS empêché de tenir une "université" par des opposants à la loi Travail - AFP

Une "université d'été" organisée pour la première fois par la Fédération départementale du Parti socialiste (PS) à Cambo (Pyrénées-Atlantiques) a dû être annulée samedi en raison de l'irruption d'opposants à la loi Travail, a constaté une correspondante de l'AFP. AFP 09.07

Désinformation ou populisme, la palme revient à Hollande. Non, l'Otan les désigne !

"L'Otan ne se cherche pas d'ennemis", rappelle Hollande à Moscou - La Tribune

En réponse aux irritations de Moscou, le chef de l'Etat a rappelé que la consolidation de la défense antimissile décidée par l'Alliance "ne concerne pas la Russie".

"La posture de l'Alliance est strictement défensive, l'Otan ne se cherche pas d'ennemis", a-t-il insisté.

"Elle ne menace aucun pays". (Il a adopté la rhétorique de Bush. - LVOG)

François Hollande a de nouveau défendu l'idée d'une défense à l'échelle du continent, en complément de l'Alliance atlantique.

"Une défense européenne séparée de l'Otan n'aurait aucun sens", a-t-il dit. "Il est important que l'UE et l'Otan puissent travailler en bonne intelligence et en pleine coopération." La Tribune 09.07

L'UE est le pendant économique de l'UE militaire ou l'Otan dirigée par les Américains pour le compte du complexe militaro-industriel-financier.

Mimétisme ou Hollande la voix de l'OTAN ou de Washington.

- L'OTAN espère que « la fermeté et le dialogue » vont payer face à la Russiee - LeMonde.fr

Devant la presse François Hollande a prôné samedi à Varsovie, au sommet de l'Otan, un mélange de dialogue et de fermeté envers la Russie... - La Tribune

Deux ans après l'invasion de la Crimée par Moscou, les 28 membres de l'Alliance ont décidé de déployer des bataillons dans les pays baltes et la Pologne. LeMonde.fr 09.07

En complément

- Deux diplomates américains expulsés de Russiee - Reuters

Deux membres du personnel de l'ambassade américaine à Moscou ont été expulsés en juin après une décision similaire de la part des Etats-Unis, rapporte samedi le ministère russe des Affaires étrangères, parlant d'un geste "inamical". Reuters 09.07

- La guerre est la poursuite de la politique pour satisfaire des besoins économiques...

- Un milliard de dollars rassemblés à l'Otan pour l'armée afghane - Reuters

Les alliés ont rassemblé le milliard de dollars (900 millions d'euros) nécessaire pour soutenir les Etats-Unis sur les trois années à venir dans leur projet de constituer une armée en Afghanistan, a déclaré samedi le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. Reuters 09.07

Brexit. Poker menteur, fermé le banc.

- Goldman Sachs recrute José Manuel Barroso - Francetv info

Seulement deux semaines après le Brexit, Goldman Sachs, la banque d'affaires américaine, engage l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour la conseiller.

En clair, l'homme qui a incarné l'institution pendant dix ans devient superlobbyiste au profit du plus influent établissement financier mondial.

Une nomination choquante et qui ne pouvait pas plus mal tomber pour une Europe en proie à l'« euro-bashing » après le Brexit.

Rappelez-vous, Goldman Sachs, c'est une des banques à l'origine de la crise des subprimes en 2007 qui déclencha ensuite la plus grave crise économique mondiale depuis 1929. C'est aussi elle qui est accusée d'avoir, au début des années 2000, aidé la Grèce à maquiller ses comptes pour répondre aux exigences de la zone euro. Avant, pire, de spéculer contre la dette grecque, accélérant ainsi la crise qui manqua de provoquer la faillite du pays et le Grexit.

Pas de Grexit finalement mais un Brexit et un nouveau symbole désastreux pour l'image de l'Europe. Donnant du grain à moudre à tous ceux qui dénoncent la collusion entre les « technocrates de Bruxelles » et un monde de la finance qui serait le réel détenteur du pouvoir.

Mais que va faire Barroso chez Goldman Sachs ? Tout simplement défendre les intérêts de la banque d'affaires (5 Mds€ de bénéfices en 2015), au moment où ses activités en Europe sont menacées. Implantée à Londres, elle était jusqu'ici idéalement placée pour vendre ses services dans toute l'Europe. LeParisien.fr 09.07

Quoi de plus naturel quand la mafia de la finance est aux commandes !

- Obama appelle les Occidentaux à préserver le projet européen - Reuters

Qui en réalité n'a jamais été réellement menacé...

Message reçu 5/5.

- Les Britanniques ne revoteront pas lors d'un second référendum - Reuters

Le gouvernement britannique a exclu samedi la tenue d'un nouveau référendum sur l'appartenance à l'Union européenne, malgré les 4,1 millions de signatures recueillies en ce sens dans le cadre d'une pétition en ligne.

Les Britanniques se sont prononcés à 52% contre 48 - soit 17,4 millions de voix contre 16,1 - pour la sortie de l'UE, le 23 juin. La plupart des responsables politiques se sont engagés à respecter ce choix, mais certains partisans du maintien ont du mal à l'accepter.

"Le Premier ministre et le gouvernement ont clairement indiqué qu'il s'agissait d'un vote unique pour toute une génération et, comme l'a dit le Premier ministre, la décision doit être respectée", souligne samedi le ministère des Affaires étrangères.

"Nous devons désormais nous préparer au processus de sortie de l'UE et le gouvernement est déterminé à obtenir les meilleures conditions possibles pour les Britanniques", ajoute-t-il.

Theresa May et Andrea Leadsom, ministres de l'Intérieur et de l'Energie, toutes deux candidates à la succession de David Cameron, ont exclu de remettre en question du résultat du référendum. Reuters 09.07

L'Otan la branche militaire de l'UE ou Maidan et le Brexit.

«Nous sommes unis», a déclaré ce samedi le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg, au deuxième jour du sommet qui se tient en présence du président Barack Obama et des autres dirigeants des 28 pays membres. 20minutes.fr 09.07

Obama ayant appelé "les Occidentaux à préserver le projet européen", dès lors ils feront donc tout pour que les Britanniques obtiennent "les meilleures conditions possibles" pour ne pas froisser leur maître.

En famille. L'ordre de Vichy règne.

- Vaccination : Henri Joyeux radié par l'Ordre des médecins - LeMonde.fr

En mettant en garde contre certains vaccins, le chirurgien a franchi une ligne rouge aux yeux des autorités sanitaires.

Henri Joyeux, professeur controversé pour ses prises de position, notamment sur les vaccins, a été radié de l'Ordre des médecins à compter du 1er décembre, selon l'Agence de presse médicale (APM). Retraité depuis 2014, ce chirurgien cancérologue aura donc interdiction de faire état de son statut de docteur en médecine.

Cette décision, de la chambre disciplinaire ordinale de première instance du Languedoc-Roussillon, fait suite à une plainte du Conseil national de l'Ordre des médecins en raison de ses propos sur la vaccination. En juin 2015, lors du dépôt de cette plainte, le président de l'instance, Patrick Bouet avait résumé les « deux infractions » qui lui étaient reprochées : « la tenue de propos non appuyés sur des bases scientifiques [et portant] atteinte à la profession », et « un discours qui peut être dangereux pour la population parce qu'il s'agirait de discréditer le mécanisme de vaccination préventive ».

Selon la chambre disciplinaire, le professeur Joyeux « a commis des manquements d'une extrême gravité au code de déontologie », et a enfreint la loi, notamment « en indiquant des dangers pour la santé de suivre les recommandations du Haut Conseil de la santé publique ». Il n'a pas non plus respecté l'article stipulant que « le médecin doit apporter son concours à l'action entreprise par les autorités compétentes en vue de la protection de la santé et de l'éducation sanitaire » et qu'« il participe aux actions de vigilance sanitaire ».

C'est surtout dans le domaine de la santé que M. Joyeux a trouvé une large audience et de nombreux partisans. Avec plus de 150 000 exemplaires vendus, son livre Changez d'alimentation (Le Rocher) est un succès de librairie, certaines de ses vidéos sur le Web ont été vues des dizaines de milliers de fois, les conférences qu'il tient deux à trois fois par semaine en France ou à l'étranger font salle comble, et 580 000 personnes recevraient régulièrement, dans leur boîte e-mail, sa lettre électronique d'information.

En mettant en garde contre certains vaccins, Henri Joyeux a toutefois franchi une ligne rouge aux yeux des autorités sanitaires. Dans un texte publié sur Internet et affichant aujourd'hui plus d'un million de signatures de soutien, le médecin dénonce les substances « dangereuses », voire « très dangereuses », contenues selon lui dans les adjuvants des vaccins dits hexavalents (qui protègent de six maladies) que les parents sont obligés d'utiliser pour leurs enfants, en raison de la pénurie de vaccins contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP) – les trois seuls obligatoires. Il assure y voir une « arnaque des laboratoires »

pour imposer un vaccin « sept fois plus cher ». LeMonde.fr 09.07

On aura compris que ce médecin a commis un crime impardonnable en s'attaquant à la poule aux oeufs d'or des trusts pharmaceutiques. Et comme cela ne suffisait pas ou pour tenter de le décrédibiliser, les ordures qui nous gouvernent et leurs porte-parole ont trouvé des arguments imparables ou recouru à un amalgame qui figuraient dans le passage suivant de cet article :

LeMonde.fr - Ancien président de Familles de France, une association qui s'est opposée au mariage homosexuel, M. Joyeux est connu pour ses prises de position conservatrices sur la famille. La ministre de la santé, Marisol Touraine, l'a décrit il y a un an comme « un médecin qui s'est déclaré contre la pilule, contre l'avortement, qui a pris des positions rétrogrades sur toute une série de sujets ». LeMonde.fr 09.07

Syndicaliste = casseur, voyou, terroriste...

Anti loi Travail = conservateurs, réactionnaires, rétrogrades...

Antisioniste = antisémite.

Anti-Otan = suppôt de Daesh...

Anti-UE = xénophobes, racistes, débiles arriérés...

Etc. etc. etc.

Quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que pratiquement tous les hommes ou toutes les femmes qui ont participé depuis des millénaires au développement inconscient de la civilisation humaine, n'ont pas eu un comportement franchement exemplaire vis-à-vis de leurs contemporains ou de leur entourage, ou ils n'ont pas toujours été guidés par des intentions ou des idées géniales ou progressistes, ce qui était toutefois inévitable. Et si malgré tout pour cette raison ils avaient dû être persécutés, excommuniés ou pire exécutés, nous en serions encore au stade de la sauvagerie de jadis.

La prétention affichée par les inquisiteurs qui nous gouvernement aujourd'hui de les bâillonner ou de les châtier, coïncide avec l'orientation actuelle de la société vers le retour à la pire barbarie. S'en débarrasser au plus vite est une mesure de salut public pour la société.

Retour à l'âge de pierre.

- La construction en terre ne se cache plus - AFP

- Cette maison en carton venue des Pays-Bas veut conquérir l'Europe - BFM Business

- A Madrid, les femmes de ménage disent « basta » à la précarité - lemonde.fr

C'est la face cachée du tourisme en Espagne. L'envers du « Sol et playa ». Contrats précaires, heures supplémentaires non payées, baisse des salaires, dégradation des conditions de travail, les femmes de chambre des hôtels ont décidé de dire « basta ». Depuis quelques mois, « Las Kellys » comme elles se font appeler (pour « Las que limpian », celles qui nettoient) multiplient les rassemblements aux portes d'établissements hôteliers pour dénoncer « l'exploitation » dont elles se disent victimes.

Tout a commencé en 2014 par des témoignages sur Internet. Sous couvert d'anonymat, plusieurs femmes de chambre dénoncent les contrats abusifs qu'elles acceptent pour ne pas pointer au chômage, dans un pays où 21 % des actifs sont sans emploi. Peu à peu elles se regroupent, parfois masquées pour ne pas risquer d'être licenciées. Aujourd'hui, leur association compte plus de 500 membres.

Déçues des syndicats « qui ne les défendent pas assez », les Kellys sont passées à l'action : elles suspendent aux fenêtres des chambres qu'elles nettoient des banderoles pour faire prendre conscience aux touristes de leur situation ou organisent des piquets de grève. En juin, elles ont remporté l'une de leur première bataille judiciaire à Lanzarote, dans les îles Canaries, contre l'entreprise Alterna BPO, à laquelle un hôtel de la chaîne Barcelo avait externalisé les services de nettoyage. Rémunérées beaucoup moins que ce que fixe la convention collective du secteur hôtelier, puisque l'entreprise de nettoyage se définissait comme une entreprise de service, elles ont obtenu réparation.

« Notre travail a toujours été dur, précaire et mal payé, mais depuis la crise et la réforme du travail, je n'avais jamais vu, en vingt et un ans de profession, un tel niveau d'exploitation, affirme Isabel Rodriguez, fondatrice du groupe des Kellys de Barcelone.

Les nouvelles femmes de chambre ont perdu tous les droits que nous avions conquis au fil des années : congés payés, libération de certains week-ends, plannings en avance… Aujourd'hui, elles sont souvent à la libre disposition des chefs d'établissement. »

En cause, l'externalisation de plus en plus fréquente des services de nettoyage des hôtels à des entreprises de services qui cassent les prix. « Avec la réforme du travail, les grands hôtels ont licencié à bas coût leur personnel de nettoyage ou de blanchisserie et fait jouer la concurrence d'entreprises externes pour réduire les coûts au détriment du respect des conventions collectives et des droits des travailleurs », résume l'avocat Alex Tisminetsky, du collectif Ronda. Spécialiste en droit du travail, il conseille les Kellys et se bat pour obtenir la reconnaissance de leurs maladies professionnelles (lumbago, sciatiques, etc.) par la sécurité sociale.

« La dernière mode est de nous payer par chambre, pour 1,80 euro. On sait à quelle heure on commence mais pas à quelle heure on finit, ajoute encore Isabel Rodriguez. Pendant ce temps, les chaînes hôtelières font des millions de bénéfices. Mais nous ne sommes pas au tiers-monde ! » lemonde.fr 09.07

Commentaires d'internautes

1- "Mais c'est pourtant bien au niveau de l'entreprise que les accords devraient idéalement bien se négocier..."

2- "Oui, il est bien connu que le salarié de base, la femme de chambre par exemple, est tout à fait sur un pied d'égalité pour négocier localement face à son patron appartenant à un groupe hôtelier. De même que le routier face à son beau-frère qui possède une flotte de camions. Ceux qui nous sortent ce type d'arguments n'ont jamais travaillé en entreprise et croient qu'on négocie alors que bien souvent on est contraint d'accepter ou bien de prendre la porte, la "négociation" s'arrête là..."

3- "S'il n'y avait pas des conventions collectives différentes pour chaque secteur, il n'y aurait aucun intérêt à externaliser vers une entreprise d'un autre secteur. Mais les syndicats ont toujours tendance à défendre les corporatismes avant l'intérêt général, ils ont une part de responsabilité dans cette situation."

Votre haine des syndicats vous aveugle, car l'externalisation est une manière de modifier la répartition du capital au sein du processus de production ou la division du travail pour faire baisser le coût du travail. On peut ajouter qu'une entreprise qui dégagera un bénéfice comptable, pourra décider d'en reverser une partie à ses salariés à l'issue de l'exercice fiscal, et moins ils seront nombreux, plus la part (ou les dividendes) revenant aux actionnaires sera importante, les salariés dorénavant employés par des sous-traitants en étant exclus évidemment.

Mais je vous donne en partie raison en partant d'un constat différent et d'intentions opposées aux vôtres.

D'une part les différents secteurs d'activité ne dégagent pas le même profit ou taux de profit, ce qui explique la différence de traitement dont bénéfient les salariés, que l'on ne peut pas imputer aux syndicats ou aux conventions collectives. vEn revanche, pour palier à cette inégalité de traitement ou cette injustice, il aurait été possible de les compenser en instaurant une prime ou allocation qui aurait été réglée par l'Etat, de sorte qu'un ouvrier qui travaille pour une grande entreprise ou une multinationale ou une PME ou un sous-traitant perçoivent un salaire équivalent, prime ou allocation qui aurait été financée grâce à une fiscalité variable en imposant davantage les grandes entreprises ou multinationale à défaut ou en attendant de les nationaliser ou socialiser.

Les syndicats, qui collaborent avec le régime plus qu'ils ne le combattent, profitent au même titre de l'hétérogénéité du prolétariat et de la division du travail, pour n'avoir jamais combattu ses conséquences qui profitent aux capitalistes et à l'aristocratie ouvrière, au détriment des ouvriers des secteurs les plus défavorisés ou promis à un statut inférieur, de manière à assurer la stabilité politique du régime et des institutions.

Les syndicats n'ont fait qu'accompagner ou participer au processus inconscient qui fut à l'oeuvre dans le développement du capitalisme à défaut de combattre pour son renversement. Du coup, toutes les mesures qu'ils allaient avancer devaient être marquées du sceau de cette inconscience et se traduire par de nouvelles inégalités ou injustices jusqu'à favoriser la décomposition de la société à laquelle conduit le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant et dont nous pouvons observer quotidiennement les manifestations ou mesurer les effets dévastateurs, par exemple à travers les droits des femmes travailleuses qui demeurent bafoués, les salaires des hommes misérables pour une grande partie d'entre eux, les enfants livrés à eux-mêmes parce que leurs deux parents travaillent, etc.

Le procès du capitalisme et de ses méfaits pour être complet ou mené à son terme devrait être également celui de la conception réformiste du syndicalisme et de la lutte de classe.

Bienvenue en oligarchie.

- Timothy Garton Ash: «Les démocraties doivent dépasser les lois contre les discours de haine»

L'essayiste américain s'inquiète des menaces qui pèsent, selon lui, sur la liberté d'expresssion.Avec Free Speech: Ten Principles for a Connected World («Liberté d'expression: dix principes pour un monde connecté»)... Slate.fr

- La grande peur de l'autonomie

Toute la politique française se noue depuis vingt ans autour de l'évolution de l'autonomie individuelle. L'opinion se partage entre ceux qui y voient une opportunité de réussir sa vie et ceux qui y voient une aliénation.L'impossibilité des réformes, les grèves, la fuite dans la nostalgie... Slate.fr

Haut de page

Le 11 juillet 2016

CAUSERIE

La France a perdu et Hollande aussi, youpi !

Brexit poker menteur ou qui perd gagne. Et les cornes du cocu, elles sont pour qui ?

C'est marrant comment nos dirigeants sont prompts à célébrer des victoires qui aussitôt tournent en eau de boudin, c'est à croire qu'ils le font exprès pour se décrédibiliser auprès des militants et des travailleurs. S'ils croient encore que c'est en faisant dans la démagogie qu'on s'en sortira, on est mal barré !

Si on avait retenu que les votes en faveur du Brexit sur la base du rejet de la politique antisociale de l'UE et du gourvernement, c'est le oui au maintien dans l'UE qui l'aurait emporté, qui de fait l'a emporté si on exclut les votes xénophobes ou racistes, souverainistes ou nationalistes. Mais cela il ne faut surtout pas le dire, ce n'est pas politiquement correct.

Mais rien ne vous empêche d'analyser la situation sur la base d'illusions ou de rapports faussés, c'est votre droit, on le respecte, et qu'il nous soit permis de ne pas en être.

C'est désespérant de devoir encore apporter ces précisions, c'est à croire qu'on ne s'en sortira jamais...

Enfin une bonne nouvelle !

Ce matin en consultant les titres des infos (France et Politique) sur Yahoo, j'ai été surpris de ne pas en trouver un sur l'Euro2016, du coup je me suis dit que la finale devait peut-être avoir lieu dimanche prochain. Et c'est en allant ensuite sur la page économie que j'ai découvert en première ligne un titre de La Tribune m'apprenant la défaite de la France de Hollande :

- La défaite est amère, et François Hollande, qui avait souligné l'impact positif de l'épopée de l'équipe de France, ne pourra pas compter sur une victoire dans "son" Euro" pour invoquer "la France qui gagne" comme emblème d'une candidature à sa réélection. La Tribune.fr 10.07

Le Frère musulman et parrain de l'Emirat islamique, Erdogan, avait assuré à Hollande qu'il n'y aurait pas d'attentat pendant l'Euro2016, et force est de constater qu'il a tenu parole, alors Hollande devra s'en contenter, ce n'est pas tous les jours le 11 janvier ou le 13 novembre !

A propos du massacre du 13 novembre 2015 annoncé quelques jours plus tôt par Erdogan, on est en droit de se demander pourquoi c'est seulement huit mois plus tard qu'on apprend que 6 ou 8 (selon les sources) militaires de la force Sentinelle étaient en faction devant le Bataclan ainsi que plusieurs policiers, ou pourquoi cet élément qui avait dû être dû être relevé à l'époque n'a jamais été exploité jusqu'à présent.

Dans les quelques articles qui relatent cet élément depuis quelques jours en France, leurs auteurs se sont attardés sur la passivité des militaires français, mais ils ont oublié un aspect de cette question : Alors qu'il y a des militaires en uniforme et armés en faction devant le Bataclan, donc qui ne peuvent pas passer inaperçus, pourquoi les terroristes n'ont-ils pas renoncé à leur projet ou ne l'ont-ils pas annulé pour le reporter à plus tard en désignant une autre cible non gardée par des militaires, pourquoi ne se sont-ils pas dits que leur projet risquait de foiré lamentablement en présence de ces militaires, qui en principe étaient là pour protéger la population et donc faire usage de leurs armes en cas d'attaque, et non pour les laisser tranquillement commettre leur massacre, pour un peu, pourquoi se sont-ils sentis plutôt protégés que menacés par ces militaires, étaient-ils au courant

qu'ils n'interviendraient pas avant que le ministre de l'Intérieur ne leur en donne l'ordre et seulement une fois qu'ils auraient terminé leur carnage ?

La réponse à ces questions réside peut-être en la présence d'un agent ou informateur du MI6 (services de renseignement britannique), Mohamed Abrini (actuellement détenu en Belgique), sur les lieux au côté de Salah Abdeslam présenté comme le "cerveau" des attaques du 13 novembre 2015. Question : Y avait-il d'autres agents d'autres services de renseignement sur les lieux qui en quelque sorte devait s'assurer du bon déroulement des opérations ou de cette tuerie, qui sera officiellement présentée comme une attaque terroriste imputée aux barbares de Daesh ?

En attendant, le même jour se déroulait à Paris une opération similaire à celle qui avait eu lieu le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, le 7 juillet 2005 à Londres, 15 avril 2013 à Boston, etc. consistant à simuler une attaque terroriste, qui pure coïncidence allait avoir lieu ces jours-là précisément.

Lorsque le 20 avril 2016, le Raid, le GIGN et la BRI ont simulé une attentat terroriste en gare Montparnasse, le ministre de l'Intérieur avait déclaré : « Je suis particulièrement fier de me trouver aux côtés des chefs des trois unités ainsi que du préfet de police, qui sont tous rassemblés pour protéger les Français. » (20minutes.fr 20.06), mais pas les militaires et les policiers présents devant le Bataclan le 13 novembre 2015, mais alors s'ils ne servaient pas à protéger la population, s'ils ne servaient même pas à dissuader une poignée de terroristes de réaliser une attaque sous leurs yeux, à quoi servaient-ils à part rappeler en permanence à la population qu'elle devrait vivre dorénavant dans la peur ou la terreur d'une attaque de manière à mieux la neutraliser ou la contrôler.

On pourrait terminer ce passage par la conclusion d'un article qui a été publié avant-hier par Le Grand Soir sur le même sujet :

- Bien qu'il soit extrêmement important d'éduquer le public quant à la nature et au but des false flags (fausses bannières. - ndlr), l'éducation ne peut être un but en soi. Le public a besoin non seulement de connaître la vérité autour des événements spécifiquement false flags lorsqu'ils apparaissent, mais il a besoin de comprendre la méthodologie pour les identifier par eux-mêmes et en temps réel.

Créer une culture où le public est capable de reconnaître un attentat false flag sans recourir à l'aide des sources médiatiques, des chercheurs ou des militants, est la première étape pour rendre la tactique inutile et rassembler la force des gens vers une action réelle ou en dernier ressort, créer une culture dans laquelle cette force ne peut être rassemblée par la classe dirigeante. Fin.

Effectivement, un constat aussi juste soit-il n'aura jamais qu'une valeur de témoignage qui s'estompera ou tombera dans l'oubli rapidement, autrement dit, il ne présentera qu'un intérêt relatif ou ponctuel, et on n'en tirera aucun enseignement utile pour la suite ou pour décrypter des événements similaires, si on ne remonte pas aux conditions qui en sont à l'origine.

De la même manière on parviendra à définir la nature d'une pensée ou d'une idée en déterminant le processus qui a participé à leur formation, et sachant qu'en fonction de certains critères et selon les individus ce processus présentera des variantes, il n'en demeure pas moins qu'il devra passer par des étapes obligées qui à titre de repères permettront d'identifier son cheminement et donc de s'en servir pour interpréter n'importe quelle pensée ou idée.

Habituellement on n'aborde ou on ne traite que les effets ou les conséquences du comportement de certains facteurs ou rapports, alors que l'essentiel réside dans la compréhension du processus qui en est à l'origine.

Une courte vidéo.

Banques,Crise mondiale et 'Shadow banking'. - https://www.youtube.com/watch?v=GbdP5Xek0oo

Brexit ou qui perd gagne.

- Un internaute : "*Les vainqueurs du référendum se retirent et les perdants restent en place.* " Pourquoi ? Parce que les "vainqueurs" refusent d'affronter le régime, dont l'extrême droite britannique, ils se mettent dans la peau des perdants comme Syriza en Grèce en révélant au passage leur imposture ou leur véritable nature réactionnaire.

- "Lorsque David Cameron décida de laisser les Britanniques voter sur le « Brexit », il n'a pas réalisé qu'il ouvrirait une boîte de Pandore. Avant le référendum, j'avais déclaré que le « Brexit » ne serait pas la raison d'un effondrement de l'économie mondiale, mais qu'il serait le catalyseur d'un tel effondrement." (L'Union européenne se disloque politiquement et financièrement - arretsurinfo.ch 09.07)

Vous brûler, encore un petit effort, le Brexit devait intervenir quelques jours à peine avant une importante réunion de l'Otan en Pologne, ainsi qu'une réunion du G20 en Chine, deux réunions au cours desquelles les Britanniques devaient confirmer

leurs engagements militaires et financiers dans le cadre de la mondialisation.

Apparemment, si je ne suis pas passé à côté d'un élément essentiel, jusqu'à présent le Brexit n'a pas servi à grand chose ou il est encore trop tôt pour en juger.

J'ai encore lu des articles publiés ces derniers jours sur ce sujet, qui faisaient la part belle à la crise financière qui ravagerait la Grande-Bretagne et les principales places boursières, en ne retenant que la cotation du 24 juin et des quelques jours qui ont suivi, mais qui occultaient totalement leur redressement spectaculaire les jours suivants, ce qui est malhonnête, tout cela pour permettre à leurs auteurs de justifier la théorie selon laquelle le Brexit serait le début de la dislocation de l'UE, de la mondialisation, etc. qui ne pourrait intervenir en réalité qu'à la suite du soulèvement révolutionnaire des masses dans un pays de l'UE, et encore, puisque c'est le seul facteur qui est en mesure d'affronter l'UE et de s'opposer au mondialisme, d'en ralentir la marche, de contrarier leur plan, de le mettre en pièces.

Tous ces articles relèvent de la démagogie d'intellectuels petits bourgeois, dont les intérêts sont mis à mal par la mondialisation ou le néolibéralisme, et qui pour cette raison sont prêts à s'en remettre à n'importe quoi ou n'importe qui pour obtenir satisfaction ou conserver leurs priviléges, un jour ce seront les Brics, un autre Poutine ou la nouvelle route de la soie chinoise, ou encore tel ou tel dirigeant issu de la gauche dégénérée, le Brexit, certains secteurs du capitalisme industriel, etc. comme s'ils auraient la volonté ou les moyens de modifier l'orientation du capitalisme, d'affronter l'oligarchie, alors que ce n'est pas du tout le cas, seul le prolétariat révolutionnaire en aurait la capacité, mais ils l'ignorent (et le prolétariat aussi hélas !), et c'est pour cette raison qu'ils invoquent désespérément ces différents acteurs qui tous incarnent le capitalisme.

Le Brexit ne pouvait pas être le "catalyseur" de l'effondrement de l'économie mondiale parce qu'il se serait déjà produit, puisque c'est l'oligarchie qui l'avait programmé (le Brexit), par contre il peut servir d'alibi pour modifier certains rapports au sein du capitalisme financier ou mondial ou entre différents Etats et institutions, afin que l'oligarchie anglo-saxonne accroît son pouvoir ou sa domination sur l'UE.

Au lieu de prendre nos désirs pour la réalité et de partir dans des théories à dormir debout, on privilégie les objectifs (ou besoins) économiques qui guident les décisions politiques prises par les représentants du capitalisme.

Encore une précision, je n'ai malheureusement pas le temps de développer.

Remarquez bien qu'ils pourraient se servir du Brexit pour précipiter l'effondrement de l'économie mondiale, dans le genre ils ne sont pas à un coup tordu près histoire d'accuser le peuple britannique (notamment) d'en être responsable à la place du système capitaliste voué à la faillite (déjà vituellement en faillite), pendant qu'ils prépareraient discrètement la suite des festivités.

Depuis la dépression de 1929, jamais ils n'ont laissé l'économie mondiale s'effondrer, certes le capitalisme était en crise et proche de la paralysie... mais chaque fois ils se sont arrangés pour que les crises n'éclatent pas spontanément, ils les ont toujours pilotées de manière à en tirer un maximum de profit sur les plans financier et politique. Et dorénavant avec les instruments financiers mafieux dont ils disposent, le pouvoir politique qu'ils ont acquis, le contrôle des médias, c'est un jeu d'enfant de monter toutes sortes d'opérations à l'insu de la population.

- Wall Street espère battre des records avec les résultats - Reuters

- Brexit: l'article 50 dès la désignation d'un PM, souhaite Merkel - Reuters

La Grande-Bretagne devra invoquer l'article 50 du Traité de Lisbonne gérant sa sortie de l'Union européenne dès qu'elle aura désigné un nouveau Premier ministre, a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel, dimanche.

Dans un entretien à la chaîne publique ZDF, Merkel rappelle que les Britanniques ne pourront pas "choisir" ce qu'ils entendent conserver de l'époque où ils étaient membres de l'UE.

"La décision des Britanniques a été prise et la prochaine étape est d'invoquer l'article 50 et la Grande-Bretagne le fera seulement quand elle aura un nouveau Premier ministre", a déclaré Angela Merkel.

"Je m'attends à ce que ce soit le cas. Je suis réaliste et j'attends fermement que cette demande soit faite", a-t-elle ajouté.

La nouvelle chef du gouvernement britannique devrait être connue le 9 septembre.

Theresa May, qui est donnée favorite, a déjà indiqué qu'elle prendrait son temps pour invoquer l'article 50, estimant que le calendrier prévu est de nature à affaiblir la position des Britanniques. Reuters 10.07

- Le G20 promet de lutter contre le protectionnisme - Reuters

Face au retour "inquiétant" du protectionnisme, les ministres du Commerce des Etats membres du G20 réunis à Shanghai se sont entendus pour réduire les droits de douane, accroître la coopération et améliorer les finances, a annoncé dimanche leur homologue chinois Gao Hucheng.

Ils ont en outre approuvé un plan de relance des échanges mondiaux et une série de recommandations en matière de gestion de l'investissement international, a-t-il ajouté, à l'issue de cette réunion de deux jours.

... le contexte est maussade. Le rythme de progression des échanges commerciaux internationaux s'est effondré dans le sillage de la crise financière, pour stagner désormais sous 3% par an depuis 2009, contre plus de 7% en moyenne lors des deux décennies précédentes.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui établit ces statistiques, n'est point optimiste pour cette année, mais poursuit son travail. "Nous restons engagés (dans le sens) d'une économie mondiale ouverte, et nous travaillerons encore davantage vers la libéralisation et la facilitation des échanges", a affirmé le ministre chinois du Commerce Gao Hucheng, citant les termes approuvés par les participants à la rencontre.

Le souci, c'est que les pays du G20 eux même ne jouent que partiellement le jeu: leur communiqué de Shanghai reconnaît sans ambages et "avec inquiétude" la montée des mesures protectionnistes adoptées par les membres du groupe. "En dépit des engagements répétés pris au G20, le nombre de mesures restreignant les échanges de biens et services a continué d'augmenter", s'alarme-t-il. "Les 3/4 des mesures observées depuis 2008 sont toujours en vigueur, le nombre de mesures protectionnistes imposées par les membres du G20 affectant biens et services a atteint un sommet depuis que l'OMC a commencé ses décomptes, en 2009".

La Chine, qui assure cette année la présidence du G20, se trouve particulièrement visée. En effet, les aciers chinois sont sous le coup de multiples mesures antidumping de Bruxelles et de taxes prohibitives infligées par les Etats-Unis, Pékin étant accusé d'inonder le monde d'acier bon marché pour soulager les surcapacités colossales de ses sidérurgistes.

Et le Brexit n'a pas amélioré la situation. Sujet des surcapacités industrielles, il s'est invité dans les discussions shanghaïennes - mais la déclaration finale se contente de les décrire comme "un problème mondial qui exige des réponses collectives". Reuters et atlantico.fr 10.07

Qui a dit ?

Ne serait-ce pas le discours des dirigeants syndicaux, de la pseudo-gauche et extrême gauche ?

- "... l'austérité est un "facteur d'explication important des frustrations et inquiétudes tangibles en Europe", plaidant pour des politiques de stimulation de la demande."

Réponse : Mailly, Martinez, Berger, Laurent, Mélenchon, etc. oui mais pas ici, là c'était le président américain Barack Obama, dimanche dans un entretien au quotidien espagnol El Pais. (Source : latribune.fr 10.07)

On vous avait prévenu que le réformisme était de droite et non de gauche...

Commentaires d'internautes.

1- "Quand on joue sur plusieurs tableaux, rien de tel que de caresser dans le sens du poil pour ménager les susceptibilités! Mais l'hypocrisie est le maître mot!"

Reste à savoir ce qu'elle recouvre vraiment et ne pas se borner aux apparences...

2- "De la part du pays qui fait "payer" ses dettes par le reste du monde de par la domination de sa monnaie c'est assez comique... "

Cynique serait plus approprié par respect pour leurs centaines de millions de victimes innocentes...

3- "Très beau discours plein de vérité Monsieur Obama, mais qu'en est-il de l'austérité qui est imposée à Puerto Rico avec toute la pauvreté qui en découle? (Pour rappel Puerto Rico est un état des USA avec un statut particulier certes mais sa population à la nationalité américaine) "

Chut ! Et puis il n'y a pas plus de pauvres que de racisme aux Etats-Unis...

Dossier Syrie.

Quand les « rebelles modérés » soutenus par les Etats-Unis et la France s'allient au Front al Nosra ou Al-Qaïda en Syrie qualifié par ailleurs d'organisation terroriste... par les Etats-Unis.

- Syrie – Les « rebelles modérés » pilonnent Alep: 60 morts et 300 blessés - arretsurinfo.ch

Alors que le bilan des bombardements intenses des zones résidentielles par les soi-disant rebelles « modérés » ne cesse de s'alourdir, les responsables de Damas ont envoyé une lettre à l'Onu, dénonçant l'hypocrisie des nations occidentales.

L'opposition « modérée » et le Front al-Nosra continuent d'attaquer Alep, essayant de la reprendre à l'armée syrienne.

La veille, les pilonnages de foyers collectifs dans la ville d'Alep par les djihadistes du Front al Nosra a fait plus de 60 morts et près de 300 blessés civils [et non 200 comme signalé précédemment, ndlr], annonce le centre russe pour la réconciliation en Syrie.

« Les tirs de roquettes de fabrication artisanale visant des foyers collectifs dans le quartier Furqan à Alep, effectués par les djihadistes du Front al Nosra, ont fait plus de 60 morts et près de 300 blessés civils. La plupart des victimes sont des femmes et des enfants », indique un communiqué du ministère russe de la Défense.

L'attaque a été perpétrée par les membres de l' « opposition modérée » soutenue par les Etats-Unis et les djihadistes du Front al-Nosra, malgré le régime de cessez-le feu imposé lors de ces dernières 72 heures. En même temps, la population d'Alep, deuxième ville la plus importante de la Syrie, continue de subir le siège, privée de nourriture et de carburant. Selon l'agence SANA, le ministère syrien des Affaires étrangères a envoyé une lettre au secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et au Conseil de Sécurité de l'Onu, dénonçant les puissances occidentales pour leur soutien des groupes « d'opposition modérée » qui attaquent sans répit la ville malgré le mois sacré de ramadan et l'accord sur le cessez-le-feu.

« En soutenant les « modérés », la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, au lieu de lutter contre le terrorisme, visent à renverser le président Bachar el-Assad », indique la lettre qui qualifie de « très hypocrite » la position de ces pays.

Par ailleurs, Damas a demandé à l'Onu de « condamner immédiatement ces attaques terroristes et de prendre des mesures contre les Etats et les régimes qui soutiennent et financent le terrorisme, notamment Riyad, Doha et Ankara ».

Les troupes gouvernementales font face à des groupes armés de différentes origines qui comprennent des mercenaires étrangers. arretsurinfo.ch 10.07

Quand l'Agence Française de Propagande prend ouvertement partie pour les barbares armés par Riyad, Doha et Ankara et soutenus par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis

Cet article reprend inlassablement toutes les accusations formulées depuis 5 ans par les Américains et leurs alliés, pour tenter de monter les peuples contre le président syrien, afin de justifier la guerre par procuration qu'ils mènent contre le peuple syrien en armant des hordes de barbares qui détruisent la Syrie.

Bachar el-Assad est accusé d'"*affamer sa population*", d'avoir "*tué "délibérément et avec préméditation*" une reporter sous un "*déluge de bombes*", de s'être livré à de "*nombreuses reprises à des massacres*", d'avoir "*fait usage d'armes chimiques*" et de la "*torture*", sans oublier qu'il a "*également favorisé la montée en puissance de l'EI*".

Bref, Bachar el-Assad serait un tyran cruel et cynique soutenu par l'immense majorité des Syriens, tandis que les monstrueux bourreaux du peuple syrien sont qualifiés d'"*insurgés*", de "*forces rebelles syriennes*", de " *rebelles modérés* ", de braves révolutionnaires qui légitimement décapitent, amputent, cruxifient, massacres hommes, femmes, enfants et vieillards accusés de soutenir l'horrible despote ennemi de la démocratie encore au pouvoir.

Comme l'a constaté justement un internaute, l'AFP fait ouvertement l'apologie des terroristes.

- Syrie: les rebelles d'Alep s'acharnent à rouvrir leur dernière route d'accès - AFP

Les forces rebelles syriennes ont échoué dimanche à rouvrir la dernière route d'approvisionnement vers leurs quartiers dans la ville d'Alep (nord), perdant une trentaine de combattants au cours de violents combats.

Les insurgés avaient lancé samedi soir une contre-attaque pour reprendre le contrôle de la route dite du Castello, au nord d'Alep, que les forces du régime étaient parvenues à couper de facto jeudi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette route est cruciale puisqu'elle représente la dernière voie d'approvisionnement vers les quartiers contrôlés par l'opposition, où vivent quelque 200.000 personnes.

Les troupes du régime de Bachar al-Assad, qui contrôlent l'autre moitié d'Alep, cherchent à reprendre ces quartiers. Elles ont de nouveau bombardé dimanche la route de Castello et ses environs selon l'OSDH.

L'arrêt de tout ravitaillement par cette route y a renforcé les craintes de pénurie, les produits de première nécessité devenant de plus en plus rares.

Au moins 29 combattants du groupe rebelle islamiste Faylaq al-Cham et de son allié le Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) ont été tués dans les combats ou par des mines. Les affrontements ont aussi fait des victimes dans les rangs des forces du régime, mais aucun bilan n'était disponible, a ajouté l'OSDH.

Par ailleurs, au moins 9 civils dont 6 enfants ont péri dans des bombardements menés par des avions non identifiés sur un village de la périphérie ouest d'Alep, toujours selon l'Observatoire.

Les combats autour d'Alep interviennent malgré la trêve entrée en vigueur mercredi et prolongée de 72 heures par le régime.

Cette décision n'a pas empêché les troupes du régime de viser la ville rebelle de Douma à l'est de Damas, où les raids aériens ont tué au moins quatre civils dans la nuit de samedi à dimanche, selon l'OSDH.

Et dans la province de Homs (centre), les raids aériens du régime ont tué huit civils dont trois enfants d'une même famille et trois autres d'une autre, a ajouté l'Observatoire.

Sur le plan humanitaire, le premier avion du Programme alimentaire mondial (PAM) a atterri dimanche à Qamichli (nord-est). Il transportait 40 tonnes de nourriture - riz, légumineuses, huile et sel -, a indiqué l'agence onusienne, qui estime à 275.000 le nombre de personnes nécessitant une assistance humanitaire dans la province de Hassaké.

"Au cours du mois (de juillet), l'avion effectuera au moins 25 aller-retours entre Damas et Qamichli pour livrer plus d'un millier de tonnes (...) de nourriture, suppléments alimentaires et médicaments", selon le PAM.

Au total, près de 600.000 personnes vivent dans 18 zones ou localités assiégées en Syrie, dans la plupart des cas par les forces gouvernementales.

Damas n'est pas seulement accusé d'affamer sa population. La famille de la journaliste américaine Marie Colvin a porté plainte samedi aux Etats-Unis contre le régime syrien de M. Assad, l'accusant d'avoir tué "délibérément et avec préméditation" la reporter dans un bombardement à Homs en 2012.

L'armée syrienne a intercepté les communications de la journaliste du Sunday Times avant d'envoyer un déluge de bombes sur le lieu où elle se trouvait, un appartement transformé en centre de presse dans le quartier rebelle de Bab Amr, selon la plainte déposée devant un tribunal à Washington.

Par ailleurs, à Paris, la famille d'un médecin syrien mort en 2014 à 37 ans dans une prison du régime a porté plainte pour qu'une enquête soit ouverte pour torture et assassinat, a-t-on appris auprès de son avocat dimanche.

Depuis le début du conflit, né d'un soulèvement populaire en 2011, le régime de Bachar al-Assad a été accusé à de nombreuses reprises de massacres, d'usage d'armes chimiques et de torture. Cette guerre a coûté la vie à plus de 280.000 personnes et poussé des millions à la fuite.

L'implication de multiples acteurs syriens et étrangers dans la guerre a également favorisé la montée en puissance de l'EI.

Selon une analyse de la firme américaine IHS publiée dimanche, le groupe jihadiste a cependant perdu 12% du territoire qu'il contrôle en Syrie et en Irak depuis le début de l'année. Il en avait déjà perdu 14% en 2015. AFP 11.07

Qu'on ne nous demande pas un jour de prendre la défense de journalistes des médias institutionnels ou d'une agence de presse qui auraient été kidnappés ou qui seraient menacés de mort : Qu'ils crèvent ! Quand la quantité se change en qualité, vaut mieux en tenir compte en temps de guerre...

Un internaute apporte une précision non mentionnée par l'AFP :

- "75 terroristes morts dans cette tentative au moins, dont 7 commandants de haut niveau, dont celui du Faylaq Al-Sham, Zuheir Harba. "

Un internaute démasque la collusion de l'AFP avec les barbares d'Al-Qaïda

- "Eh oui, l'AFP considère Al Qaida comme des insurgés voir des rebelles ! Ces mêmes terroristes que Fabius admirait et que Hollande est entrain d'armer."

Trois autres enfoncent le clou :

- "Les journalistes font l'apologie du terrorisme."

- "Article de propagande pro jihadiste comme aux plus grandes heures du début de cette pseudo-révolution. A la poubelle."

- "Les combattants du groupe terroriste Al-Nosra ne sont pas des rebels. Ce sont des terroristes. Même selon l'ONU ce sont des terroristes. Mais ils ne le sont pas pour l'AFP"

Un internaute questionne :

- ""Plainte contre Damas". Quelle blague! Une journaliste située dans un quartier rebelle et dont les communications ont été interceptées par l'armée syrienne avant que celle ci n'envoie "un déluge de feu". Reste à savoir le contenu des communications."

Et à qui elles étaient destinées...

Un internaute répond :

- "Journaliste ou agent de la fameuse CIA, vrai faux journaliste ..."

C'est pas du jeu, la réponse figure dans la question !

Un autre renchérit :

- "Porter plainte auprès des Américains, c'est un peu comme demander l'aide du diable le jour du jugement dernier !"

Quand l'officine de la CIA, Reporters sans frontières, assure la propagande de Washington.

- Plainte contre Damas pour la mort d'une journaliste américaine Reuters

La famille de Marie Colvin, journaliste américaine tuée en 2012 en Syrie, a porté plainte à Washington contre le gouvernement de Bachar al Assad qu'elle accuse d'assassinat, rapporte le New York Times.

La famille de Marie Colvin a reçu l'appui de Reporters sans frontières (RSF). "Cette procédure légale démontre que des actions sont possibles pour mettre fin à l'impunité des responsables de crimes contre les journalistes", déclare Christophe Deloire, secrétaire général de l'organisation, dans un communiqué.

"RSF espère que ces efforts aideront à faire éclater la vérité, à savoir que ces journalistes ont été délibérément ciblés et tués parce qu'ils diffusaient des informations sur les crimes de l'armée syrienne contre les populations civiles", ajoute-t-il.

RSF est par ailleurs partie civile depuis 2013 dans l'information judiciaire ouverte en France pour homicide involontaire et tentative d'homicide concernant Rémi Ochlik et Edith Bouvier. Reuters 10.07

Le Canard enchaîné, à quoi ?

- Quand une chaîne de télévision israélienne rend hommage au Canard enchaîné. - Panamza

Mercredi 6 juillet, la chaîne israélienne i24news -possédée par le milliardaire "sioniste" autoproclamé Patrick Drahi- a

chaleureusement salué le centième anniversaire du journal Le Canard enchaîné {http://dai.ly/x4jp52x}.

Considéré en France comme le summum du journalisme d'investigation indépendant, l'hebdomadaire satirique cultive une particularité : n'avoir jamais exposé les réseaux sionistes de l'Hexagone et leur influence occulte sur l'appareil d'État.

Hormis quelques papiers légèrement taquins sur Netanyahou, le Crif ou le Bétar, aucune enquête approfondie ne fut jamais consacrée au maillage de l'activisme pro-israélien en France.

Rappels :

- Frédéric Haziza (à droite de l'image), salarié du service public audiovisuel et propagandiste notoire de la cause sioniste, est un "échotier" du journal : il y effectue des piges à partir de renseignements glanés auprès du personnel politique.

- À l'origine d'un scoop retentissant sur la corruption du gouvernement Pompidou (en 1972), l'un des plus célèbres informateurs du journal fut Gabriel Aranda, ancien haut-fonctionnaire "vengeur" qui livra au journal des documents confidentiels dans le but déclaré d'aider Israël contre la Libye, pays alors armé par la France.

- Le principal rédacteur en chef en exercice, dénommé Erik Emptaz, avait été épinglé en juillet 2014 par le chroniqueur Sébastien Fontenelle pour avoir déclaré ceci, en pleine phase de bombardements israéliens sur la population palestinienne : "Le Hamas doit cesser, pour se requinquer politiquement, de transformer la population civile de Gaza en chair à canon".

- La vedette littéraire du journal, dénommé Sorj Chalandon, avait débattu (en 2013, avec Jean-Pierre Elkabbach) de la guerre du Liban et du massacre de Sabra/Chatila (1982) sans jamais mentionner la responsabilité avérée de l'armée israélienne {http://dai.ly/x14z5t2?start=2099}. Panamza

Etats-Unis. Quand être noir est un délit.

- Etats-Unis: plus de 200 arrestations, vives tensions entre Noirs et policiers - AFP

Les forces de l'ordre américaines ont procédé à plus de 200 interpellations dans plusieurs villes lors de manifestations dans la nuit de samedi à dimanche, dans un contexte de vives tensions entre Noirs et policiers, selon la police et les médias.

Ces arrestations sont intervenues 48 heures après qu'un ancien soldat noir a ouvert le feu sur des policiers de Dallas, tuant cinq d'entre eux et en blessant sept autres.

Mais les manifestants qui se sont rassemblés samedi soir voulaient eux rendre prioritairement hommage aux Noirs abattus par des policiers, après deux décès en Louisiane et dans le Minnesota filmés par des témoins.

Ces vidéos ont été visionnées des millions de fois sur internet et ont choqué l'opinion publique.

Un total de 21 agents maintenant l'ordre dans cette ville du Minnesota ont été blessés dans la nuit de samedi à dimanche, ont indiqué les autorités, quand une manifestation a dégénéré, les participants jetant des pierres et refusant d'évacuer un axe routier. Un total de 102 personnes ont été interpellées.

"Cela n'a rien à voir avec le deuil, cela n'a rien à voir avec une manifestation, cela s'appelle une émeute", a déclaré le maire de Saint Paul, Chris Coleman. "Nous ne tolèrerons pas ce genre de violences inqualifiables".

"Les manifestants se sont transformés hier soir en délinquants. Je suis littéralement révolté par les actes de certains d'entre eux. Nous ne l'accepterons pas", a prévenu pour sa part le chef de la police de la ville, Todd Axtell.

Une autre manifestation tendue s'est déroulée à Baton Rouge, ville de Louisiane où un Noir, vendeur de CD à la sauvette, a été plaqué au sol par deux policiers avant d'être abattu mardi à bout portant. Plus de 100 personnes ont été interpellées selon la presse locale citant la police.

Lors de ce rassemblement, Deray McKesson, une figure du groupe "Black Lives Matter" (les vies des Noirs comptent), mouvement à la pointe des dénonciations des bavures policières à l'encontre des Noirs, a filmé sa propre arrestation via l'application Periscope.

"La police nous a provoqués toute la nuit", a affirmé ce militant très actif sur les réseaux sociaux.

"L'heure a sonné de dire "trop, c'est trop"!", a réagi sur CNN dimanche Cornell William Brooks, le président de la NAACP, la

plus grande organisation de défense des Noirs américains.

"Un jeune Noir court 21 fois plus de risques qu'un Blanc de perdre la vie en étant confronté avec la police", a-t-il souligné. AFP 09.07

Pourquoi veulent-ils la peau de Corbyn ? Parce qu'il est réformiste et antisioniste.

Le titre de l'Agence Française de Propagande à valeur de prise de position.

- Royaume-Uni : les étapes pour renverser Corbyn de la tête du Labour - AFP

Après l'annonce samedi par la députée travailliste Angela Eagle de son intention de poser lundi sa candidature pour la direction du Labour britannique, voici les étapes avant un possible changement à la tête du premier parti d'opposition. AFP 10.07

- Royaume-Uni : le Labour s'enfonce un peu plus dans la crise - LeMonde.fr

La députée Angela Eagle a décidé de contester à Jeremy Corbyn, fragilisé, son leadership sur le parti de gauche.

Soutenu par les syndicats, M. Corbyn refuse de jeter l'éponge, se targuant du soutien des quelque 250 000 militants travaillistes qui l'ont élu il y a neuf mois, avec 59,5 % des suffrages.

Depuis Varsovie, David Cameron a peut-être ouvert un front dans le conflit au sein du Labour, en annonçant que le Parlement britannique allait voter le 18 juillet sur le renouvellement des quatre sous-marins nucléaires Trident, un autre sujet de discorde au sein du Parti travailliste. Jeremy Corbyn compte parmi les opposants à ce projet, tandis qu'Angela Eagle et nombre de députés travaillistes sont favorables à son renouvellement. LeMonde.fr 10.07

Déstabilisation d'un Etat en organisant la pénurie.

- Des milliers de Vénézuéliens s'approvisionnent en Colombie - AFP

"Au Venezuela, il n'y a rien! Même pas de médicaments pour les enfants!", s'exclame Tulia Somaz. Comme des milliers d'autres Vénézuéliens, elle s'est ruée à la frontière avec la Colombie, ouverte temporairement dimanche, afin d'aller s'y approvisionner. AFP 10.07

Leur monde : exode, massacre, assassinat...

- Soudan du Sud: des milliers d'habitants fuient Juba, l'ONU demande l'aide de la région - AFP

Le Conseil de sécurité de l'ONU a sollicité dimanche l'aide des pays de la région, leur demandant des Casques bleus supplémentaires, pour mettre fin aux combats au Soudan du Sud qui font fuir des milliers d'habitants de la capitale Juba. AFP 10.07

- Inde: dix-huit personnes tuées au Cachemire après la mort d'un chef rebelle - AFP

Dix-huit personnes ont été tuées et plus de 200 blessées en deux jours d'affrontements au Cachemire indien entre forces gouvernementales et manifestants en colère après la mort du chef rebelle Burhan Wani, ont annoncé dimanche les autorités. AFP 10.07

- Cambodge: meurtre d'un commentateur critique envers le pouvoir - AFP

Un commentateur politique et analyste de renom cambodgien, connu pour ses critiques acerbes contre le gouvernement, a été tué par balle dimanche dans un magasin de Phnom Penh, a annoncé la police. AFP 10.07

Bienvenue en oligarchie.

- La PMA à l'étranger reflète les incohérences éthiques des politiques

À la demande des associations LGBT, François Hollande a choisi d'abroger un texte pris en 2013 sous son autorité. Il fragilise du même coup la loi française de bioéthique. Slate.fr

- Ces trois hôtels sur la Côte d'Azur ont conquis la crème des «rich & famous»

Ces trois palaces méditerranéens sont des refuges mythiques pour qui aime le luxe, la bonne chair et les pieds dans l'eau.Sur la Côte d'Azur, la parenthèse estivale paraît peu impactée par la crise... Slate.fr

- Timothy Garton Ash: «Les démocraties doivent dépasser les lois contre les discours de haine»

L'essayiste américain s'inquiète des menaces qui pèsent, selon lui, sur la liberté d'expresssion. Slate.fr

- La grande peur de l'autonomie

Toute la politique française se noue depuis vingt ans autour de l'évolution de l'autonomie individuelle. L'opinion se partage entre ceux qui y voient une opportunité de réussir sa vie et ceux qui y voient une aliénation. L'impossibilité des réformes, les grèves, la fuite dans la nostalgie... Slate.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Japon

- Japon: le conservateur Abe renforce sa mainmise sur le Parlement - AFP

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe a renforcé dimanche sa mainmise sur le Parlement japonais à l'issue d'élections sénatoriales, malgré les résultats jugés mitigés de sa politique et la méfiance suscitée par son ambition de révision constitutionnelle.

Son Parti libéral démocrate (PLD) et son allié le Komeito ont pris 69 ou 70 des 121 sièges du Sénat à renouveler pour six ans, contre 59 précédemment.

Il s'agit des résultats donnés par la chaîne de télévision publique NHK et d'autres médias à l'issue du dépouillement.

"Je suis soulagé que nous ayons pu nous assurer plus de 61 sièges, soit la moitié de ceux soumis au vote. Je pense que c'est un appel à accélérer les abenomics", a déclaré en fin de soirée M. Abe à la chaîne privée TBS, dans une allusion à sa politique économique.

L'autre moitié des 242 sièges du Sénat sera renouvelée dans trois ans. Les deux partis au pouvoir en contrôlent 77.

Le PLD, aux commandes de façon quasi ininterrompue depuis 1955, associé à la formation centriste Komeito, avait en face de lui une opposition affaiblie. Le Parti démocrate (centre-gauche), principal adversaire, peine à se remettre d'un passage au pouvoir d'un peu plus de 3 ans (2009 à 2012), marqué par des revirements incessants et le tsunami de mars 2011 à l'origine de la catastrophe nucléaire de Fukushima.

Au pouvoir depuis décembre 2012, M. Abe n'est toujours pas parvenu à redresser la troisième économie du monde en dépit de largesses budgétaires et d'une politique monétaire ultra-accommodante, deux piliers des abenomics.

Le taux de participation a été légèrement supérieur à celui du précédent scrutin sénatorial en 2013, mais n'a pas dépassé 54,70% selon la chaîne NHK. Ce total prend en compte les 16 millions de personnes qui ont voté par anticipation, soit 15% de l'électorat. Plus de 106,6 millions de citoyens étaient invités à voter, dont pour la première fois les mineurs de 18 et 19 ans. AFP 10.07

Haut de page

Le 12 juillet 2016

CAUSERIE

Le populisme de gauche : C'est la droite, la réaction. La preuve.

Bernie Sanders et Hillary Clinton unis contre Trump mardi - 20minutes.fr

- Ils vont faire campagne ensemble dans le New Hampshire, pour afficher leur réconciliation... 20minutes.fr

Hillary Clinton a les faveurs des néoconservateurs ou néolibéraux, elle est la candidate des pires extrémistes du Pentagone, de la CIA et de la Fed, adulée par les médias américains, Wall Street, bref tout ce qu'il y a de plus pourri aux Etats-Unis pour être le clone de Bush.

Bernie Sanders a décidé sans surprise de la soutenir. Ils pourront compter aussi sur... Mélenchon.

Mélenchon est "*plein d'enthousiasme pour ce qu'il entreprend*", et "*si les Etats-Unis ont pour président Bernie Sanders, l'histoire du monde va changer*", il "*est en train d'apporter un défi inouï au système*", sur France Info le 7 avril. - Marianne.net 07.04.2016

Quel pauvre type !

Brexit ou qui perd gagne. Histoire d'une imposture.

Brexit ou mission accomplie... en chantant !

- "Doodouuu, doodou": David Cameron quitte son poste en chantant - LExpress.fr

Quelques secondes après avoir annoncé son départ à la télévision, le Premier ministre britannique David Cameron, oubliant que son micro était allumé, après avoir quitté les caméras et remercié les journalistes présents, il a poussé la porte du 10, Downing Street en fredonnant quelques notes de musique, conclues par un "doo, doo, doo, doo. Right...Good" ("bien, bien"), comme l'a relevé un journaliste de la BBC. David Cameron semble avoir pris le Brexit et la fin de son mandat avec philosophie.

Était-il soulagé, heureux, tentait-il de soulager son stress? La question qui a agité de nombreux téléspectateurs et internautes demeurera probablement sans réponse. La scène, elle, restera gravée comme un énième raté du futur ex-Premier ministre britannique. LExpress.fr et Francetv info

La finance s'en fout royalement ou s'en réjouit

- Wall Street reste sur sa lancée et finit sur un record - AFP

Une bonne occasion pour favoriser l'aile droite du Parti conservateur

- Royaume-Uni : Theresa May devient Premier ministre - Francetv info

"C'était la candidate la plus crédible pour prendre la tête du gouvernement. La ministre de l'Intérieur depuis 2010 est très respectée ici, elle représente l'aile droite du Parti conservateur. Une nouvelle dame de fer ? Elle va en tout cas devenir la première femme Premier ministre depuis Margaret Thatcher", note Ashley Chevalier, correspondante dans la capitale britannique.

Theresa May a affirmé lundi 11 juillet qu'elle ne tenterait pas de faire rester son pays dans l'Union européenne et qu'il n'y aurait pas de second référendum. Francetv info et AFP

... et des sanctions punitives infligées aux peuples espagnole et portugais en prime...

La zone euro va déclarer l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire - AFP

Les ministres des Finances de la zone euro vont déclarer mardi l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, ouvrant la voie à une procédure de sanctions inédite dans l'histoire de la monnaie unique.

"Les membres de la zone euro vont soutenir demain la recommandation de la Commission européenne", qui avait déclaré jeudi l'Espagne et le Portugal en dérapage budgétaire, a annoncé Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, à l'issue d'une réunion des grands argentiers de la monnaie unique, à Bruxelles.

... et la cerise sur le gâteau : de nouveaux cadeaux aux banques à coup de centaines de milliards d'euros...

- Rome va adopter d'ici août un décret sur une garantie bancaire - Reuters

Le Trésor italien compte obtenir d'ici début août un décret permettant d'accorder aux banques une garantie de l'Etat pour les aider à se débarrasser de leurs créances douteuses, a-t-on appris lundi d'une source informée de ce projet.

Le gouvernement de Matteo Renzi est parvenu en février à un accord avec la Commission européenne sur la création de ce mécanisme en faveur des banques italiennes, dont les bilans sont plombés par 360 milliards d'euros de créances douteuses.

Les banques italiennes rechignent toutefois à vendre ces créances car le prix auquel les investisseurs spécialisés paraissent disposés à les acquérir est souvent inférieur à leur valeur comptable. La garantie de l'Etat permettrait de combler cet écart.

Pour que ce mécanisme devienne opérationnel, le gouvernement doit encore approuver un décret sur les détails techniques de cette garantie. La première vente d'un portefeuille de créances douteuses bénéficiant de cette garantie de l'Etat est prête à être lancée et n'attend plus que le décret gouvernemental, a déclaré lundi l'un des conseillers de cette opération, Riccardo Serrini.

Elle concerne une petite banque non cotée, Banca Popolare di Bari, qui veut vendre un portefeuille de 500 millions d'euros. Reuters 11.07

Hollande assure le service après-vente des anti-Brexit.

- Après-Brexit : le « Hollande-tour » va commencer - L'Opinion

Minable instrumentalisation d'un pouvoir ultra minoritare et illégitime

- La France a réussi le pari de l'Euro 2016 - Reuters

- Euro : les Bleus reçus à l'Élysée - Francetv info

- Sondage: légère embellie pour Hollande et Valls en juillet - AFP

- L'esprit de l'Euro 2016, une victoire que le gouvernement veut faire durer - Le Huffington Post

L'avenir des futurs générations est gravement hypothéqué et menacé avec la survie du capitalisme.

- «C'était mieux avant» : 46% des Français se sentent déclassés - Liberation.fr

Selon une enquête menée par la Drees, le nombre de personnes considérant que leur situation personnelle est moins bonne que celle de leurs parents est en forte hausse : + 10 points en dix ans.

Un «sentiment de déclassement inter-générationnel» à mettre en perspective en fonction de la place occupée par les individus interrogés sur le marché du travail, mais aussi de leur âge. Ainsi, selon l'étude, les personnes de 60 ans et plus «ont une bien meilleure opinion de leur situation que de celle de leurs parents», a contrario de la majorité des 25-59 ans, qui estiment que leur situation s'est dégradée par rapport à leurs aïeux. Les moins de 25 ans, eux, seraient 44% à juger leur situation moins bonne, même si ce résultat recouvre plusieurs réalités : parmi eux, les jeunes actifs sont plus pessimistes que les étudiants (respectivement 51% contre 36% considèrent être déclassés).

Mais c'est la précarité sur le marché du travail qui reste, logiquement, le principal facteur d'explication du sentiment de déclassement. 67% des chômeurs ont l'impression que la situation de leurs parents étaient meilleure, contre 48% pour les personnes travaillant à temps plein. Celles exerçant à temps partiel ou en intermittent pensent également en majorité être déclassées (respectivement 55% et 61%). A noter que le niveau de vie des ménages est également un élément important : les 20% les plus aisés ont un risque de se sentir déclassé moindre de 13 points par rapport aux 20% les moins riches.

Autre conclusion de ce baromètre : 45% des Français qui pensent que leur situation est moins bonne que celle de leurs parents craignent de basculer dans la pauvreté au cours des cinq prochaines années. C'est seulement le cas de 28% des personnes estimant que la situation de leurs parents étaient moins bonne ou identique à la leur.

Les gens qui se sentent déclassés et les optimistes sont toutefois d'accord sur un point : les trois-quarts de chaque groupe

considèrent que la méritocratie à la française ne fonctionne pas, et que la société est «plutôt injuste». Liberation.fr 11.07

Objectif en partie atteint : Toujours plus de retraités pauvres.

- Touraine: « L'âge du départ en retraite n'a plus de raison d'être posé pour des questions financières » - publicsenat.fr

« La question de savoir si l'on pouvait garantir aux Français qu'ils toucheraient une retraite convenable au moment où ils partiraient en retraite […] est derrière nous. C'est un message de confiance qui ressort des rapports qui ont été remis au Premier ministre », explique la ministre des Affaires sociales au micro de Public Sénat. publicsenat.fr 11.07

De 2013 à 2016.

De 1 à 6 millions de retraités pauvres, différence qui s'explique par le fait que certains déduisent des retraites les charges fixes, impôts, taxes, assurances, loyer, etc. Une fois déduite ces dépenses incompressibles, plusieurs millions de retraités se retrouvent avec une somme dérisoire pour survivre, entre 500 et 700 euros par mois, ce que la ministre appelle "une retraite convenable".

Cela dit, ceux qui vivent encore en couple avec deux petites retraites ne devraient pas entrer dans cette catégorie des retraités pauvres, sauf à fausser l'interprétation qu'on se fera de la situation, idem pour les travaileurs dits pauvres. Certes on n'est pas des nantis avec 2.000 ou 2.500 euros nets par mois, mais on n'est pas tout à fait pauvres non plus.

- Six millions de retraités confrontés à la pauvreté franceinfo.fr - franceinfo.fr 21.01.2013

En 2012, sur 14 millions de retraités, six millions sont considérés comme pauvres. Ils vivent se logent et se nourrissent avec moins d'un smic. franceinfo.fr 21.01.2013

- 1,243 million de retraités sous le seuil de pauvrété - bienpublic.com 06.09.2014 1,243million. C'est le nombre de retraités vivant sous le seuil de pauvreté en France, selon l'Insee, soit près d'un retraité sur dix. Ces personnes vivent avec moins de 977 euros par mois. Pour l'ensemble des retraités, la pension moyenne s'établit à 1288 euros mensuels. bienpublic.com 06.09.2014

- Au total, ce sont désormais 1,08 million d'entre eux qui se situent sous le seuil de pauvreté, soit près de 40.000 de plus en un an. - capital.fr 22.9.2015

La pauvreté augmente chez les retraités : 39 000 retraités pauvres supplémentaires en 1 an !

Mais comment entendre et comprendre que de plus en plus de retraités sont pauvres.

Chez les plus de 50 ans, le taux de pauvreté a augmenté de 2012 à 2013 de 0,3% passant à 9,5% de cette catégorie d'âge soit 101 000 personnes seniors pauvres supplémentaires.

Le taux de pauvreté chez les retraités avait baissé de 2010 à 2012 car le minimum vieillesse avait augmenté de 25% à l'époque. Mais là, avec le gel des retraites, des retraites complémentaires et de l'allocation de solidarité pour les personnes âgées, la situation des retraités va s'empirer.

Le 1er Octobre, normalement les retraités devraient être revalorisées mais attendons nous au pire. Il faut se préparer à une année supplémentaire de gel des retraites soit 42 mois consécutifs, d'avril 2013 à octobre 2016! seniorenforme.com 22.06.2016

Bienvenue en oligarchie

- La folie référendaire

La consultation sur le Brexit au Royaume-Uni a ouvert une véritable frénésie en la matière, en France par exemple, alors que le référendum instille l'idée que les élus sont illégitimes et que la recherche du compromis n'est pas une priorité. Slate.fr

- Après les concours de hot-dogs, la compétition du plus gros mangeur de chou kale

Il existe désormais un nouveau record du monde. Chaque année, un grand concours du plus gros mangeur de hot-dogs est organisé à Coney Island par la chaîne Nathan's. En 2016, l'épreuve a été remportée par Joey Chestnut, avec 70 hot-dogs avalés en dix minutes. Slate.fr

- «Pokémon Go» nous livre déjà un tas de belles histoires (et d'horribles aussi)

Le jeu vous envoie dans la rue et nous confronte à la magnifique et terrible réalité. S'il n'est pas encore officiellement sorti en France, Pokémon Go fait beaucoup parler de lui à l'étranger et pour cause: il vous propose de sortir dehors pour attraper (virtuellement) des Pokémon... Slate.fr

- Les onze séries à regarder cet été (et celles qu'on attend le plus)

Vous ne partez pas cet été, ou bien la maison de vacances a une bonne connexion internet? On a ce qu'il vous faut en cas d'ennui, d'insomnie ou de temps pourri.1.BrainDead (CBS) Saison 1 en cours Si The Good Wife vous manque, navrée mais la nouvelle série de ses créateurs, Robert et ... Slate.fr

Haut de page

Le 13 juillet 2016

CAUSERIE

Cette causerie a été préparée à partir des infos disponibles hier en fin d'après-midi en France.

Le mot du jour : ILS ONT OSÉ LE FAIRE.

Autrement dit, ils sont en train de lancer une nouvelle et brutale offensive tout azimut contre tous les peuples en franchissant une nouvelle étape vers l'instauration d'un modèle de société basée sur la négation de tous leurs droits.

L'audace ou le mépris, l'arrogeance ou la provocation dont ils font preuve, témoigne qu'ils se moquent éperdument des critiques que suscite leur politique ultra réactionnaire, agissant en maîtres incontestés de la situation ou du monde comme si finalement il n'existait plus d'opposition, ce qui est le cas en quelque sorte puisqu'elle s'est disloquée ou se retrouve profondément divisée et marginalisée, incapable de mobiliser massivement les peuples.

Que dire de ceux qui se sont imaginés à coup de déclarations ou communiqués triomphants que le Brexit pourrait ou allait donner une nouvelle impulsion au combat des peuples ou du mouvement ouvrier, alors qu'on est en train d'assister au contraire à une offensive de la réaction, ce qui était prévisible puisqu'il était entendu qu'elle procéderait à un hold up sur le Brexit afin de mieux soumettre les peuples au talon de fer de l'oligarchie ?

Le décalage entre la situation et la manière dont nos dirigeants l'interprète est frappante et plus que préoccupante. Ils croyaient peut-être ainsi armer les militants et les travailleurs, alors que les balivernes qu'ils leur ont racontées se voient contrarier ou se fracassent sur la réalité et ne devaient que les diviser un peu plus ou laisser sceptiques les plus déterminés qui continueront de s'entre-déchirer.

Pourquoi cela ? Parce que au lieu de partir des faits sur lesquels tout le monde pourrait tomber d'accord, nos dirigeants se livrent à une propagande basée sur l'interprétation tronquée qu'ils en ont faite, et qui parce qu'elle est faussée par les intérêts de leurs appareils, de leurs partis ou les leurs, induira les militants en erreur, portera à polémique et contribuera un peu plus à la démoralisation des militants et à leur dislocation.

Ils ont osé pousser l'opportunisme jusqu'à à faire croire aux travailleurs et aux militants que l'Union européenne permettrait ou accepterait de bonne grâce qu'un Etat rompt avec elle, quelle infâmie ou crasse ignorance! En réalité, l'UE n'acceptera qu'un Etat rompt avec elle à condition uniquement qu'elle le décide elle-même ou plutôt ses parrains, les oligarques anglo-saxons.

Apparemment nos dirigeants n'ont rien retenu de l'expérience grecque. Ils ont simplement oublié de se poser la question, qui détient le pouvoir, vous avouerez que pour des gens qui prétendent combattre pour renverser le pouvoir en place ou prendre le pouvoir, cela la fout plutôt mal ou c'est à croire qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités ou qu'ils se foutent de nous. Partant de là, on ne leur en voudra pas de ne pas s'être posés une autre question en rapport avec la précédente : dans quelles conditions le pouvoir en place pourrait être renversé ou être conduit à stopper son offensive contre les travailleurs, uniquement s'ils descendaient par millions et millions dans la rue, et non en glissant un bulletin de vote dans une urne, sinon cela se saurait ! C'est tellement élémentaire que cela en est pathétique.

Cet exemple est intéressant, car il prouve que nos dirigeants abordent les questions les plus déterminantes à l'envers. Une nouvelle fois ils ont tenu absolument à ce que la réalité se plie à leurs dogmes en instrumentalisant les convictions ou les

bonnes intentions des militants qui eux s'y plieraient volontiers puisqu'il étaient en quête d'une victoire qu'ils croyaient enfin tenir, alors que la réalité allait se charger de leur infliger un rapide et cinglant démenti qui les ridiculiserait. Ah vraiment Cameron avait de quoi chantonner !

Je comprends parfaitement que les militants n'accordent aucune confiance ou aucun intérêt à l'auteur de ce portail ou l'animateur de ce courant politique, c'est leur droit, en revanche je me demande comment ils peuvent l'accorder à de tels dirigeants.

On nous rétorquera qu'ils ont cru bien faire en se servant du Brexit comme levier pour alimenter la lutte de classe du prolétariat. On répondra qu'on n'en a rien à faire de leurs bonnes intentions pour rester poli, et qu'en attendant lorsque les travailleurs et les militants vont rapidement découvrir - si cela n'est pas déjà fait, que le Brexit était en réalité une imposture ou une mauvaise farce et qu'ils vont prendre ce levier en pleine figure, je ne suis pas sûr qu'ils apprécieront qu'on se soit ainsi moqué d'eux. Après que le Grexit eut été foulé aux pieds, on s'était dit que nos dirigeants avaient enfin compris que rompre avec l'UE demeurerait impossible aussi longtemps que les masses exploitées n'auraient pas pris le pouvoir politique ou renversé les institutions nationales dans leur pays respectif, parce que seul un parti inféodé au capitalisme et à l'UE parviendrait au pouvoir par la voix constitutionnelle, et que donc en aucun cas il ne faudrait s'attendre à ce qu'une rupture avec l'UE intervienne dans ce cadre institutionnel, partant de ce constat émettre l'illusion qu'il pourrait en être autrement relevait soit de l'incurie politique, soit d'une tromperie délibérée ou les deux à la fois.

Il y a décidément quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de nos dirigeants.

En fait, ils ne prennent en compte qu'une partie de la réalité qui leur tiendra lieu de propagande, à la manière du marchand de tapis qui nous vantera la qualité de sa marchandise sans avouer qu'elle a été en partie fabriquée par des enfants ou des ouvriers surexploités, ce qui en gâcherait l'attrait et risquerait de compromettre sa vente et son profit.

Et quand on se penche sur leurs interprétations d'évènements importants du passé, disons des années 30 à nos jours, on s'aperçoit qu'ils n'ont jamais procédé autrement, extrapolant, spéculant, surinterprétant certaines situations ou rapports et émettre des hypothèses sur leur éventuelle évolution, qui allaient s'avérer foireuses car ne tenant pas compte qu'un certain nombre de conditions étaient loin d'être réalisées ou s'y opposaient ou que certains facteurs les contredisaient de manière grossière, semant des espoirs inconsidérés ou sans fondement dans des évènements dont ils surestimeront la portée, des dirigeants, des partis et même des chefs d'Etat qu'ils qualifieront de marxistes, de révolutionnaires, de socialistes, alors qu'ils ne l'avaient jamais été et ne le deviendront jamais par la suite.

En comparaison, lorsque la toute nouvelle république socialiste russe fut en proie à des difficultés économiques qui la mettait en danger à l'issue de trois années de guerre civile (et quatre années de guerre impérialiste...), Lénine adopta une nouvelle politique économique (NEP) au lieu de compter sur une hypothétique victoire de la révolution dans un autre pays, après avoir dressé le constat lucide que le prolétariat européen et ses dirigeants n'étaient pas encore mûrs, à aucun moment il ne manifesta la moindre illusion sur tel ou tel dirigeant ou parti de l'Internationale communiste.

On a pris cet exemple pour montrer aux militants qu'à un moment donné la forme pouvait déterminer l'orientation d'une politique, tandis que son contenu passait au second plan, ou que la réalité pouvait coïncider avec la nécessité de faire des compromis sur nos principes sans pour autant les dénaturer ou s'écarter de notre objectif. Les capitalistes aussi allaient être contraints de passer des compromis avec le jeune Etat ouvrier, de se placer sous sa direction ou d'accepter ses conditions, à la différence du Brexit si on osait une comparaison, où se sont les représentants du capitalisme qui ont pris l'initiative d'organiser un référendum et qui sont aux commandes pour en gérer les conséquences ou confisquer le Brexit en cas de victoire de son camp, tandis que les travailleurs britanniques devraient les subir, si après cela on appellait cela une victoire et on comptait en profiter, ce serait se faire de graves illusions ou ne rien comprendre à la situation, qui contrairement aux apparences ne s'est pas traduite par un renversement du rapport de forces en faveur des travailleurs, ce que démontrent l'avalanche de mesures réactionnaires que viennent d'annoncer les représentants de la classe dominante dans de nombreux pays et que vous trouverez ci-dessous.

Maintenant on peut privilégier les contes de fées pour petites filles et petits garçon destinés à développer leur imagination, et à mettre en relief ce qui appartient à la réalité qu'ils sont amenés à découvrir petit à petit et ce qui relève de la chimère, méthode impossible à transposer à des adultes sous peine de les induire en erreur, car ils sont censés être parvenus à un stade de développement leur permettant de saisir la réalité pour peu qu'on leur expose simplement, sauf bien sûr si on soustrait à leur connaissance une partie de la réalité, ce qui permettra d'alimenter leur imagination, leurs illusions ou la confusion qui les habite, ce qui n'est pas notre objectif.

Ils ont osé le faire. L'Euro ou la marque déposée d'un gang d'usurpateurs.

- Sondage: la cote de popularité de François Hollande en forte hausse après l'Euro - L'Express.fr

François Hollande enregistre en juillet une hausse de popularité de sept points, avec 28% d'opinions favorables. A droite, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé tirent également profit de "l'effet Euro". L'Express.fr 12.07

Là où cela devient franchement débile, c'est lorsque simultanément un autre sondage le donne 10% en dessous !

- Popularité de François Hollande : un Euro et ça repart (doucement) - L'Opinion

La cote de satisfaction du président enregistre une légère hausse en juillet avec 18% d'opinions positives, selon un sondage Opinionway pour Metronews et LCI. L'Opinion 12.07

Peu importe, l'essentiel est ailleurs...

- Les Européens lient l'arrivée des réfugiés au terrorisme et au chômage - LeFigaro.fr

Une étude du think-tank américain Pew Research Center démontre la montée d'un sentiment de peur à l'égard des migrants, en partie dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud. LeFigaro.fr 12.07

Dans les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, les ONG, les tiers-mondistes, les altermondialistes, la pseudo-gauche et extrême gauche putréfiées, etc. tous soutiennent cette opération orchestrée par l'oligarchie, en fait toutes ses campagnes : féminisme, écologie, antiracisme, homophile, théorie du genre, etc.

Ils ont osé le faire. Pour la ministre du Travail, un militant syndicaliste doit être briseur de grève.

- Sodexo: le ministère du Travail valide le licenciement d'un délégué CGT - bfmbusiness.bfmtv.com

Contre l'avis de l'inspection du travail, les services de Myriam El Khomri ont autorisé le licenciement d'un employé du groupe Sodexo, qui avait refusé de cesser un mouvement de grève.

Au moment où le droit du travail fait l'objet de nombreux débats, l'affaire pourrait faire tâche. Un délégué CGT de l'entreprise Sodexo a en effet eu la désagréable surprise d'être licencié pour faute lourde après un mouvement de grève, révèle Mediapart. Le tout avec la bénédiction du ministère du Travail.

En novembre dernier, ce chauffeur-livreur avait, en compagnie de ses collègues, entamé une grève pour protester contre les conditions de travail au sein de l'entreprise. Quelques jours et un accord de fin de conflit plus tard, tous les salariés s'étaient remis au travail. Ou presque: 19 d'entre eux, pas vraiment satisfaits de l'issue des négociations avec la direction, avaient décidé de poursuivre le mouvement. Avec autant de licenciements à la clé.

Une "décision politique"

Deux mois plus tard, 11 employés trouvaient un accord avec les ressources humaines de Sodexo et étaient réintégrés, en échange de l'abandon des poursuites engagées contre le groupe. Sept autres ont de leur côté préféré quitter l'entreprise, moyennant finances.

Restait le cas d'un dernier salarié récalcitrant, qui avait refusé les précédents accords avec la direction. Licencié pour faute lourde, soit sans aucune indemnité, celui-ci avait sollicité sa réintégration. Et avait été appuyé dans sa démarche par l'inspection du travail, celle-ci exigeant l'annulation de son licenciement. Mais cette décision vient d'être cassée par le ministère du Travail qui estime notamment que le délégué syndical "a joué un rôle d'incitation sur ses collègues grévistes", indique Mediapart.

L'avocat du salarié, lui, dénonce une "décision politique". "La ministre du Travail donne raison à Sodexo qui n'est pas la SARL du coin mais le premier employeur privé de France et elle sanctionne ainsi la CGT à la pointe de la lutte contre la loi sur le travail avec laquelle elle est en délicatesse", déclare-t-il ainsi au site d'investigation. bfmbusiness.bfmtv.com 12.07

Ils ont osé le faire. Le dernier transfert de souveraineté des peuples de l'UE imposé par les maîtres du nouvel ordre mondial à leur profit, prélude au bouquet final : le Tafta (TTIP).

- UE : un nouveau cadre juridique pour le transfert des données personnelles vers les Etats-Unis - latribune.fr

La Commission européenne a annoncé mardi le lancement officiel d'un nouveau cadre juridique pour protéger les données personnelles de citoyens européens transférées vers le sol américain, après des mois d'incertitude juridique pour les entreprises recourant à ce type d'échanges. (Donc la Commission européenne ne s'y oppose pas, mieux, ce "nouveau cadre juridique" est uniquement destiné à légitimer ce procédé mafieux utilisé illégalement par Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft notamment. - LVOG)

C'est la fin de plusieurs mois d'incertitude juridique sur une épineuse question. Un nouveau cadre pour protéger les données personnelles de citoyens européens transférées vers le sol américain va être mis en place au sein de l'Union Européenne. C'est du moins ce qu'a officiellement annoncé la Commission européenne ce mardi, après deux ans de négociations avec Washington. (La Commission européenne ne s'y oppose pour la bonne raison que ce procédé mafieux de renseignement est destiné à protéger les braves citoyens européens, de quoi, de quel ennemi invisible, disons d'eux-mêmes ! - LVOG)

Ce "Privacy Shield" ("bouclier de protection des données", en français) va "protéger les données à caractère personnel des Européens et procurer une sécurité juridique aux entreprises", a assuré la commissaire européenne à la Justice, Vera Jourova. Cette dernière espère ainsi rétablir " la confiance des consommateurs dans le contexte du transfert transatlantique de données". (C'est la piraterie organisée au niveau de l'oligarchie financières pour mettre sous surveillance la totalité de la population, c'est un procédé totalitaire digne du fascisme. - LVOG)

Plusieurs milliers d'entreprises concernées

Les données en question englobent toutes les informations pouvant permettre d'identifier un individu, de manière directe (nom, prénom ou photo) ou indirecte (numéro de sécurité sociale ou même numéro de client). Plusieurs milliers d'entreprises sont concernées. (Piraterie industrielle, ils n'espionnent plus, ils sont partout ! - LVOG)

Or, jusqu'ici, ces entreprises faisaient face à une situation d'incertitude juridique depuis la décision historique de la justice européenne, le 6 octobre 2015. A l'époque, la Cour de justice européenne (CJUE) avait mis fin à l'accord du Safe Harbor, en vigueur depuis quinze ans. Cette « sphère de sécurité » autorisait environ 4.500 entreprises américaines, dont les géants Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft, à transférer les données aux États-Unis, pour les traiter et les analyser. (Estimez-vous heureux, vous allez passer d'"une situation d'incertitude juridique" à la certitude que Google, Facebook, Amazon, Apple et Microsoft manipulent vos données personnelles légalement, vous devriez vous sentir rassurés, en sécurité... - LVOG)

Une entrée en vigueur immédiate

La CJUE avait alors estimé que "Safe Harbor" n'offrait plus de garanties suffisantes aux Européens pour leurs données personnelles, à la lumière des révélations de l'ancien consultant Edward Snowden sur l'ampleur des programmes de surveillance aux Etats-Unis. (Il suffit de pondre une décision de justice pour que vous ayez des "garanties suffisantes" sur quoi, sur l'utilisation ultérieure qui sera faite de nos données personnelles, qui sans rire sera garantie par Washington, et s'il vous plaît, en cas de plainte, ce sera le département d'Etat américain qui se chargera de votre affaire, alors cela devrait vous mettre en confiance, non ? - LVOP)

Formellement, la "décision d'adéquation" adoptée mardi, et dont l'entrée en vigueur est immédiate, garantit aux 28 Etats membres que les Etats-Unis assureront désormais une protection suffisante aux Européens, grâce à une série d'engagements de Washington. (On adore l'entrée en vigueur immédiate, il s'agissait juste d'habiller juridiquement une activité illégale qui n'a jamais cessé. C'est un peu comme la dernière loi française sur le renseignement. - LVOG) Le nouveau "bouclier" prévoit notamment des obligations pour les entreprises et l'installation d'un médiateur ("ombudsman") au sein du département d'Etat américain, pour suivre les éventuelles plaintes de ressortissants européens concernant un accès abusif à leurs données. latribune.fr 12.07 (Cela préfigure les tribunaux d'exception prévus dans le projet de traité transatlantique de libre-échange. - LVOG)

Ils ont osé le faire. Alors que les Etats-Unis et la plupart de ses alliés violent les droits souverains de dizaines d'Etats dans le monde.

- Mer de Chine: La Haye donne raison à Manille contre Pékin - AFP

La Chine a été sévèrement désavouée mardi par une cour internationale à La Haye qui a donné raison aux Philippines en statuant que les revendications de Pékin en mer de Chine méridionale n'ont "aucun fondement juridique", une décision qui pourrait exacerber les tensions déjà vives dans la région.

Dans sa décision de 479 pages, la Cour permanente d'arbitrage (CPA) a également conclu que la Chine avait "violé les droits souverains des Philippines", que des navires chinois avaient commis des "actes illicites" et que certaines zones revendiquées par Pékin étaient "comprises" dans les eaux territoriales philippines.

La Chine, qui a boycotté les audiences, "n'accepte, ni ne reconnaît" l'arbitrage de la CPA, "nul et non avenu", a réagi le ministère chinois des Affaires étrangères.

"Quelles que soient les circonstances, la soi-disant décision d'arbitrage (...) n'aura aucune influence sur les droits de souveraineté territoriale et les intérêts maritimes de la Chine", a de son côté commenté le président Xi Jinping, cité par l'agence

de presse Chine nouvelle.

Ce pays martèle depuis des mois que cette cour n'a pas compétence dans cette affaire, érigée en véritable "cause nationale" via son puissant appareil de propagande.

De son côté, Manille, qui avait proposé de partager les ressources avec les Chinois, a "salué" la décision des cinq arbitres, tout en appelant à la retenue, tandis que des manifestants se rassemblaient devant l'ambassade de Chine, scandant "La Chine dehors !".

La Chine - comme du reste Taïwan - estime que la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale - un carrefour de routes maritimes vitales pour le commerce mondial -, relève de sa souveraineté, au grand dam d'autres pays riverains : Philippines, Vietnam, Malaisie, et Brunei.

Dans une longue déclaration, le ministère chinois des Affaires étrangères a réaffirmé "les droits historiques de la Chine sur la mer de Chine méridionale".

Celle-ci "est toujours fermement opposée à l'invasion et à l'occupation illégales par certains Etats de certaines îles et récifs de l'archipel chinois des Nansha (nom donné par Pékin aux îles Spratleys, NDLR) et aux activités enfreignant les droits et intérêts de la Chine", a-t-il insisté.

En revanche, Pékin "se tient prêt à continuer de régler pacifiquement les différends en question à travers des négociations et des consultations directement avec les Etats concernés", sans passer par un tiers et "en respectant les faits historiques et le droit international", tout comme "la liberté de navigation et de survol" dans la zone.

La Chine se fonde sur une délimitation en "neuf traits" apparue sur des cartes chinoises datant des années 1940.

"Le tribunal juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la "ligne en neuf traits"", a fait savoir la CPA dans un communiqué.

Dans leur requête introduite en 2013, les Philippines demandaient à la CPA de déclarer que les prétentions de la Chine violaient la Convention de l'ONU sur le droit de la mer (CNUDM), dont les deux pays sont signataires.

Pour asseoir leurs revendications, les Chinois ont agrandi des îlots ou des récifs et y ont mis en place pistes d'atterrissage, ports et autres installations dont, récemment, quatre phares sur des récifs, tandis qu'un cinquième est en cours de construction, a précisé lundi Chine nouvelle.

Mais ces "éléments" revendiqués par la Chine ne sont pas à même d'accueillir une population humaine et "n'ont donc pas le statut d'île", ce qui les rend "incapables de générer une zone économique exclusive", a statué la CPA.

En entravant les activités liées à la pêche et l'exploration pétrolière, en construisant sur ces "éléments" et en permettant la pêche chinoise dans la zone, "la Chine a violé les droits souverains des Philippines dans sa zone économique exclusive", à savoir un espace allant jusqu'à 200 milles marins sur lequel un Etat exerce des droits souverains.

Les "navires de la force publique chinoise" (garde-côtes) ont par ailleurs, selon la CPA, commis des "actes illicites".

"Clairement, d'un point de vue légal, ça (le verdict de la CPA) n'est pas bon pour la Chine. Mais je ne pense pas que cela va changer physiquement grand-chose", a commenté Tim Johnston, directeur du programme Asie de l'International Crisis Group, cependant que pour Julian G. Ku, de l'Université Hofstra de New York, les membres de la CPA n'ont "pas vraiment pris en compte l'impact géopolitique de leur décision".

La marine chinoise a effectué ces derniers jours des manoeuvres entre l'archipel des Paracels et l'île chinoise de Hainan (sud de la Chine).

Pour leur part, les Etats-Unis, qui affirment ne pas prendre position sur le différend Manille-Pékin - le Département d'Etat s'est à cet égard borné à noter que la décision de la CPA est "une importante contribution à une solution" -, mais qui sont alliés militairement aux Philippines, ont envoyé des navires de guerre patrouiller près du récif de Scarborough et dans l'archipel des Spratleys, revendiqués par la Chine, d'après le journal américain Navy Times.

A la recherche de soutiens diplomatiques, Pékin a obtenu dernièrement celui de l'Angola, de Madagascar et de la Papouasie-Nouvelle Guinée.

Quant au nouveau président philippin, Rodrigo Duterte, il a dit vouloir apaiser les tensions. AFP 12.07

Commentaires d'internautes

1- Les Anglais ont les îles Malouines aux côtes de l'Argentine pourquoi Pékin ne ferait-il pas la même chose ?

Les Français la Nouvelle Calédonie, etc.etc.etc.

2- C'est un jour de fête pour les médias occidentaux qui cherchent tout le temps à emmerder la Chine. Cette cour n'a rien fait lorsque les occidentaux envahissaient Irak, Libye, Syrie. Est-elle compétante pour juger les souverainetés territoriales?

Ils ont osé le faire. Le mouvement Black Lives Matter est financé... par G. Soros !

- À Dallas, cette embrassade entre militants pro-Black Lives Matter et anti est un beau symbole -

Un manifestant blanc avec un drapeau sudiste s'est réconcilié avec des militants de Black Lives Matter après la fusillade qui a causé la mort de cinq policiers. Slate.fr 12.07

Ils ont osé le faire. Etats-Unis. Quand la police se livre à un massacre et les médias s'auto-censurent.

- Tuerie d'Orlando : l'équipe tactique d'intervention de la police (SWAT) était-elle impliquée? - Michel Chossudovsky - mondialisation.ca 11.07

Le fil des événements établi par le service de police d'Orlando qui est résumé dans un communiqué de presse du bureau du FBI à Tampa laisse entendre non seulement que personne n'a été tué avant 5 h 13, lorsque l'équipe SWAT a fait irruption dans l'immeuble, mais confirme aussi que les premières salves mortelles ont été tirées à 5 h 14 et que le suspect a été tué une minute plus tard, soit à 5 h15. Cette version des faits a été confirmée par le juge Napolitano dans un reportage de Fox News :

« Voici ce qui ressort du résumé – personne n'a été tué avant 5 h 13 du matin, lorsque l'équipe SWAT est entrée. Personne n'a été tué avant cela. Les 53 blessés et les 49 morts ont tous subi leur sort lorsque les policiers sont entrés dans l'immeuble, »

Mateen aurait été impliqué dans un échange de tirs avec l'équipe SWAT à partir de 5 h 13. Pendant que l'équipe SWAT lui tirait dessus, Mateen ne peut avoir tué et blessé plus de 100 personnes en une minute ou deux (le rapport du FBI confirme qu'il a été tué à 5 h 15).

Des gens ont-ils pu être tués par l'équipe SWAT?

C'est à peine mentionné dans les médias institutionnels, mais des policiers ont admis que certaines personnes ont pu être tuées (« accidentellement ») par les membres de l'équipe SWAT : « Le chef du service de police d'Orlando John Mina et d'autres policiers ont fourni de nouveaux détails à propos de l'échange de tirs, y compris la possibilité que certaines des victimes ont pu être tuées par des agents qui tentaient de les sauver. » (Naples Daily News, 14 juin 2016)

Les tuer afin de les sauver? Quel concept diabolique tordu! Tuer pour sauver des vies?

Le chef de police John Mina a laissé entendre que 8 ou 9 agents de l'équipe SWAT pourraient avoir tué des personnes dans la boîte de nuit par accident (voir l'extrait ci-dessous).

Ce « détail » important révélé par le chef du service de police d'Orlando n'a pas fait les manchettes dans les médias institutionnels. Il n'a été rapporté que localement, en Floride (Florida Naples News). Les organes de presse nationaux n'ont pas repris la révélation...

Le chef Mina a dit que sa décision de prendre d'assaut l'immeuble avec une telle violence était difficile : « C'était une décision difficile à prendre, mais c'était la bonne décision ». Notre priorité numéro un est de sauver des vies et c'était la décision qu'il fallait prendre. »

« Certaines des victimes pourraient avoir été tuées par des agents qui tentaient de les sauver. » Sauver des gens en les tuant? C'est la « nouvelle norme »? Les agents de l'équipe SWAT ont été considérés comme des HÉROS par les médias institutionnels « pour avoir sauvé des dizaines de vies ». Source : Daily Mail de Londres

La possibilité que des clients du club Pulse aient été tués par l'équipe SWAT a été évoquée, pour ensuite être écartée nonchalamment par le Washington Post (20 juin 2016) :

Est-ce Omar Mateen ou l'équipe SWAT qui a tiré sur les victimes?

Le fil des événements établi par le service de police d'Orlando (voir ci-dessous), que le juge Napolitano a cité, laisse entendre que personne n'a été tué avant 5 h 13, lorsque l'équipe SWAT a pris d'assaut l'immeuble. Il confirme aussi que les premières salves mortelles ont été tirées à 5 h 14 et que le suspect a été tué une minute plus tard, soit à 5 h15.

En l'espace d'une minute ou deux, Mateen aurait tué 49 personnes et en aurait blessé 53 autres. Tout cela pendant que l'équipe SWAT lui tirait dessus.

Les onze agents de l'équipe SWAT ont fait irruption dans l'immeuble à 5 h 13 et le suspect a été déclaré mort à 5 h 15. Selon le chef du service de police d'Orlando, 8 ou 9 agents sur les 11 que comptait l'équipe SWAT auraient tiré accidentellement sur des otages.

Cette déclaration du chef Mina ne fait pas référence à une erreur d'un ou deux agents, mais de l'équipe SWAT au complet (8 ou 9 sur 11) sous le commandement du capitaine Canty, qui aurait atteint « accidentellement » des clients du club.

Séquences des caméras de surveillance

Des responsables de l'application de la loi ont dit avoir visionné et examiné les séquences de plusieurs caméras de surveillance placées à l'intérieur du club Pulse. Jusqu'à maintenant, les séquences montrant ce qui s'est passé à l'intérieur de la boîte de nuit, y compris les « tirs amis » par l'équipe SWAT, n'ont pas été rendues publiques. Mateen était-il capable de tuer 49 personnes et d'en blesser 53 autres en moins de 2 minutes, pour ensuite sortir de l'immeuble par un trou dans le mur à 5 h 14 et s'engager dans un échange de tirs avec l'équipe SWAT? Est-ce corroboré par les séquences des caméras de surveillance?

Les rapports d'autopsie et les rapports balistiques n'ont pas été rendus publics non plus.

La question balistique

À ce sujet un reportage du USA Today signale que Mateen utilisait des armes semi-automatiques, ce qui laisse entendre que des tirs « amis » de la police pourraient avoir tué des gens :

« On ignore combien de munitions Mateen avait en sa possession, et les autorités vérifient si certaines des personnes ont été tuées par des tirs amis. ».

L'affirmation du USA Today reconnaît tacitement que les agents de l'équipe SWAT pourraient être responsables de la mort de certaines personnes à l'intérieur du club Pulse. Mais cette vérité doit être réprimée. Elle ne mérite pas de faire l'objet d'une enquête approfondie.

2. Les membres de l'équipe SWAT utilisaient les mêmes armes que celles que Mateen avait en sa possession (le SIG Sauer et le Glock 17 de calibre 9 mm), ce qui fait en sorte qu'il sera difficile d'établir l'origine des tirs ayant causé la mort à l'intérieur de la boîte de nuit d'Orlando.

Ce qu'il faut garder à l'esprit, et ce, peu importe le nombre de munitions à la disposition de Mateen, c'est qu'il n'aurait pu tuer ou blesser plus d'une centaine de personnes en moins de deux minutes.

Ce qui importe, ce sont les efforts déployés pour camoufler ce qui s'est passé à l'intérieur de la boîte de nuit, qui est à la fois admis tout bonnement et nié dans les médias institutionnels.

La vérité cachée est rejetée, les faits sont dénaturés.

Conclusion

Nous parlons ici d'une dissimulation orchestrée. La vérité qui ne peut être dévoilée doit être réprimée.

Les médias institutionnels rapportent des mensonges, des « demi-vérités » et des insinuations. N'empêche que de la bouche même des principaux concernés, on constate que l'équipe SWAT pourrait être impliquée dans la tuerie du club Pulse à Orlando...

L'administration Obama, le FBI et les médias ont nonchalamment écarté la possibilité d'une implication de la police dans la tuerie, malgré les déclarations provenant de sources policières. On nous balance une absurde mise en scène : La version officielle est que la tuerie a été commandée par le groupe État islamique (EIIL, EIIS, Daesh) basé à Raqqa, au nord de la Syrie, qui se

trouve être soutenu et financé par la Turquie et l'Arabie saoudite, deux des plus fervents alliés des USA, en liaison étroite avec Washington.

Il serait très étonnant que les séquences des caméras de surveillance à la disposition des responsables de l'application de la loi soient rendues publiques. mondialisation.ca 11.07

En complément. France. L'Etat accusé de complicité de terrorisme.

- L'Etat mis en cause dans les attentats du 13 novembre - Reuters

Me Samia Maktouf, qui défend 17 victimes, a estimé que ce rapport mettait en évidence la responsabilité de l'Etat et des services de renseignement français.

"On fera tout pour obtenir la condamnation de l'Etat français pour ne pas avoir empêché le passage à l'acte de terroristes dont certains étaient sous contrôle judiciaire", a-t-elle dit sur BFM TV.

Le rapport montre notamment que l'un des kamikazes du Bataclan avait pu se rendre en septembre en Syrie malgré son contrôle judiciaire, lié à sa mise en examen pour un projet de départ avorté au Yémen en 2012. Reuters 12.07

- L'Etat condamné pour faute dans l'affaire Merah - Reuters

L'Etat a été condamné mardi pour faute par le tribunal administratif de Nîmes (Gard) pour l'assassinat du caporal-chef Abel Chennouf, tué en mars 2012 à Montauban (Tarn-et-Garonne) par Mohamed Merah.

Le père d'Abel Chennouf - tué avec un autre militaire Mohamed Legouad le 15 mars quatre jours après la mort d'un autre soldat, Imad Ibn Ziaten, à Toulouse - avait déposé plainte contre l'Etat pour non-assistance à personne en danger.

"La décision de supprimer toute mesure de surveillance de Mohamed Merah (...) est constitutive d'une faute engageant la responsabilité de l'Etat compte tenu notamment du profil de Mohamed Merah et du caractère hautement suspect de son comportement, établi depuis plusieurs années et renforcé par ses récents voyages en Afghanistan et au Pakistan", écrit le tribunal dans un communiqué.

"Alors notamment que Mohamed Merah avait déjà fait une première victime quatre jours avant l'assassinat de M. Abel Chennouf, le tribunal juge que cette faute a compromis les chances d'empêcher l'attentat et fixe à un tiers la part de responsabilité de l'Etat", ajoute-t-il.

Le tribunal condamne également l'Etat à indemniser l'épouse, l'enfant et les beaux-parents d'Abel Chennouf ainsi que le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme. Reuters 12.07

Ils ont osé le faire. Google vous espionne légalement.

- Google transforme les cabines new-yorkaises en instruments d'espionnage à ciel ouvert - Slate.fr

Elles seront bientôt 7.500 à récupérer via des balises wifi et Bluetooth des informations privées pendant que les New Yorkais déambuleront sur le trottoir. Une opération de commercialisation de la ville que la mairie ne semble pas encline à abandonner.

Au cours de négociations avec l'entreprise Gimbal, spécialisée dans la vente de balises (beacon) Bluetooth, un salarié se voit proposer une très belle ristourne s'il accepte de vendre les données récoltées par ces technologies de microlocalisation auprès d'un annonceur tiers. Une pratique interdite par la ville de New York.

La proposition est d'autant plus inquiétante que Gimbal collabore sur le grand projet des bornes wi-fi gratuit ultra-équipées LinkNYC, censées remplacer les cabines téléphoniques rouges. Équipées d'une connexion téléphone gratuite, d'une prise USB, d'une tablette numérique, elles bénéficieront d'une vitesse de wi-fi dernier cri (gigabit). Cinq cents bornes seront installées fin juillet 2016, 7.000 autres suivront dans les prochaines années.

Derrière le projet LinkNYC: le consortium Citybridge, dont la moitié des sociétés appartient à Google via l'entreprise Alphabet. Celui-ci a déboursé 300 millions de dollars sans toucher aucune aide de la ville pour développer ce réseau wifi gratuit. En échange, chaque borne proposera de la publicité, mais surtout les bornes collecteront votre e-mail et tout un tas de données «anonymisées et agrégées» concernant vos déplacements, vos recherches internet, etc. Après la traque de nos comportements numériques, place donc à celle de nos comportements physiques?

«Un pacte avec le mal»

«Si CityBridge utilise ce business model qui ne coûte rien, et en mettant un tas d'argent sur ces choses, c'est qu'ils vont monétiser les données statistiques», explique Lee Tien, un avocat de l'association non-gouvernementale Electronic frontier Foundation. Selon le théoricien des médias Douglas Rushkoff, il s'agit même «d'un instrument de propagande personnalisé en temps réel», d'«un pacte avec le mal».

Les doutes sont nombreux sur la transparence et les promesses faites par Google. Le traitement des données sera-t-il réellement agrégé et anonymisé? Plusieurs défenseurs des libertés publiques en doutent. Le Village Voice rappelle que l'entreprise s'était fait prendre à collecter tout un tas de données de bornes wifi au moment des prises de vues pour Google Street View. L'Union des libertés civiles de New-York a fait part de ses inquiétudes en mars 2016 dans une lettre publique à destination de l'avocat du maire. Il y est notamment question de la rétention des données. La maire a indiqué qu'elle n'envisageait pas de répondre.

«Ce sera le réseau le plus grand et le plus rapide dans le monde –et entièrement gratuit, se vantait le maire Bill De Blasio lors de l'inauguration, en février dernier. Je suis sûr d'une chose à propos de mes concitoyens new-yorkais, ils aiment les choses qui sont tout à fait gratuites.» Pas sûr que tous apprécient tant que ça que l'édile vende leur vie privée sur le trottoir... D'autant plus qu'une affaire similaire avait été révélée en 2014 au sujet, cette fois, des vraies cabines téléphoniques. Slate.fr 12.07

Brexit, poker menteur ou qui perd gagne.

- George Soros: l'UE ne s'effondrera pas après le Brexit, sous quatre conditions - sputniknews.com

Premièrement, il faut séparer l'appartenance à l'UE et à la zone euro. Deuxièmement, l'UE doit mobiliser son énorme potentiel de crédits, presque jamais utilisé. Troisièmement, il faut que l'UE augmente sa défense vis-à-vis des ennemis extérieurs qui peuvent profiter de sa faiblesse actuelle. Finalement, les projets européens du règlement de la crise migratoire doivent être soigneusement révisés.

Et le Brexit, malgré une surprise désagréable, a entraîné une réponse bien positive. La nervosité à la suite du référendum montre ce que la Grande-Bretagne perd en sortant de l'UE.

"Si ce sentiment (le désir de rester dans l'UE, ndlr) se propage à travers l'Europe entière, l'effondrement de l'UE considéré comme inévitable peut donner un élan contraire, positif vers une Europe forte et meilleure", explique M. Soros. sputniknews.com 12.07

Rappelons que le Brexit ne fut pas "une surprise désagréable" pour tout le monde, puisque Soros avait parié dessus. Oui, une nouvelle occasion de se demander comment une bonne surprise pour le milliardaire Soros pourrait être également une heureuse surprise pour les travailleurs britanniques, il faudra qu'on nous l'explique...

To be or not to be, but that isn't the question.

- Pourquoi le Royaume-Uni a une Première ministre qui veut rester dans l'Union européenne - Slate.fr

Que la Grande-Bretagne se dote d'une Première ministre opposée au Brexit quelques semaines seulement après un vote consacrant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne peut sembler paradoxal. Mais cela ne veut pas dire que le choix du Brexit ne sera pas respecté.

Theresa May l'a déjà promis: «Il n'y a pas d'alternative au Brexit. Et nous allons le réussir.» Et cela ne veut pas non plus dire que c'est un mauvais choix: pour réconcilier le pays, et apaiser les craintes de ceux qui ont voté «remain» («rester»), quoi de mieux, finalement, que de confier le processus du Brexit à une opposante très modérée? Slatefr 12.07

Ah les "affres" de la démocratie !

- « Faute d'un accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'Union, le "Bremain" pourrait s'imposer » - LeMonde.fr Les dirigeants britanniques n'ont toujours pas enclenché la procédure de sortie de l'Union Européenne, et une série d'obstacles juridiques doivent pouvoir ralentir voire enrayer le procès, estiment les deux juristes Stéphane Platon et Francesco Martucci.

« Le Premier ministre du Royaume-Uni a informé le Conseil européen du résultat du référendum qui a eu lieu au Royaume-Uni ». Laconique, le point 23 des conclusions du Conseil européen du 28 juin 2016 est juridiquement éloquent. D'une part, le Premier ministre britannique David Cameron n'a pas notifié la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union, conformément à l'article 50 du Traité sur l'Union européenne (TUE). D'autre part, aucune négociation ne sera engagée préalablement à cette notification. Le doute s'installe dès lors… Et si, finalement, le Brexit n'avait pas lieu et que le Bremain l'emportait ? Si la

réponse est éminemment politique, encore faut-il apprécier la faisabilité juridique d'un non retrait.

L'article 50 du TUE constitue la seule base juridique pour un retrait de l'Union. Il dispose que « L'État membre qui décide de se retirer notifie son intention au Conseil européen ». Cette notification déclenche un délai de deux ans à l'expiration duquel, faute d'accord de retrait entre le « futur-ex Etat membre » et l'Union, les traités de l'Union européenne cessent de lui être applicables. Ce délai est pour le moins dissuasif, car il soumet l'Etat « partant » au risque d'une rupture sèche en cas d'échec des négociations ; faute d'accord de retrait, l'ex-Etat membre devient un pays « tiers », sans aucun lien juridique avec l'Union. Les relations du Royaume-Uni avec l'Union seraient bien plus similaires à celles entretenues avec la Corée du Nord qu'avec la Suisse…

Indispensable notification de sortie

Aussi la notification est-elle cardinale ! Pour certains, elle aurait déjà eu lieu, se matérialisant par les déclarations du premier ministre britannique, voire du seul fait des résultats du référendum. Pour d'autres, l'accord obtenu au Conseil européen par David Cameron en février 2016, portant « nouvel arrangement » pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne, vaudrait notification « en avance ». L'entrée en vigueur de cet arrangement étant conditionnée par la notification, par le Royaume-Uni de son intention de rester dans l'Union, le silence post-référendum voudrait alors… retrait ! En droit, tout cela ne tient pas. D'une part, ledit arrangement ne devait entrer en vigueur qu'en cas de victoire du « Remain » ; il est désormais caduc ainsi que les présidents des institutions de l'Union l'ont déclaré le 24 juin. D'autre part, l'article 50 du TUE exige une notification en bonne et due forme : une décision aussi grave, bien que dénuée de formalisme, doit être expresse, claire et sans équivoque.

Le droit de l'Union européenne n'oblige pas davantage le gouvernement britannique à sortir de l'ambiguïté. Certes, en vertu du principe dit de « coopération loyale », posé à l'article 4 § 3 du TUE, « les États membres facilitent l'accomplissement par l'Union de sa mission et s'abstiennent de toute mesure susceptible de mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union ». Il pourrait alors être argué que le silence gardé par le Royaume-Uni « met en péril » la réalisation des objectifs de l'Union en laissant planer une incertitude préjudiciable à l'Union et à ses États membres. Il est cependant loin d'être certain que l'on puisse faire produire à cette disposition une telle interférence dans un choix que l'article 50 laisse à la discrétion d'un Etat membre. Ce serait à la Cour de justice, saisie par la Commission, d'en décider, mais alors seulement au terme d'une procédure assurément trop longue et à l'issue bien incertaine.

Obstacles juridiques

Le droit britannique impose-t-il au gouvernement de notifier ? Purement consultatif, le référendum du 23 juin ne lie pas le gouvernement. Mieux ou pire, selon les points de vue, il pourrait exister des obstacles juridiques à une telle notification. Tout d'abord, selon certains juristes (il n'y a cependant pas unanimité), une telle décision ne peut être prise sans l'accord du Parlement. Or, la majorité de la chambre des Communes est favorable au « Remain ». Considérer que l'expression d'une volonté « directe » du peuple s'impose à ceux qui ne sont que ses représentants serait ici méconnaître un principe cardinal du droit britannique : la souveraineté du Parlement. En cas de « veto » parlementaire, il faudrait convoquer de nouvelles élections et si celles-ci venaient à consacrer une majorité nettement pro-Bremain, il reviendrait au (futur) gouvernement la délicate tâche d'arbitrer entre deux expressions contradictoires de la volonté du peuple.

S'y ajoutent les règles de « dévolution », qui donnent une forte autonomie aux institutions des « Nations » composant le Royaume-Uni, en particulier l'Irlande du Nord et l'Écosse, favorables au « Bremain ». Si l'Irlande du Nord est bien démunie, le Parlement écossais peut tout au plus s'opposer aux modifications législatives nécessaires pour priver d'effet le droit de l'Union sur le territoire écossais, voire britannique. La menace d'un tel « veto indirect » risque fort d'être brandie pour convoquer un nouveau référendum d'indépendance de l'Écosse.

Quid dès lors de l'hypothèse, certes alambiquée, d'un « Groenland inversé ». En 1985, les États membres avaient modifié les traités pour qu'ils cessent de s'appliquer au Groenland, partie du Danemark. Si l'on procédait « à l'envers », au lieu de ne plus s'appliquer à une région périphérique, ce serait cette fois à la « région centrale » (Angleterre et Pays de Galles) que les traités cesseraient de s'appliquer. En tant qu'Etat, le Royaume-Uni, resterait membre de l'Union, évitant d'activer l'article 50. D'une complexité inextricable, une telle solution ne satisferait personne, mais elle en dit long sur l'inventivité juridique dont sont capables les juristes outre-manche.

Il existe donc une série de « haies » juridiques qui sépare encore le Royaume-Uni de l'activation de la procédure de retrait. Si elles ne sont pas infranchissables, ces haies peuvent servir ceux qui voudraient revenir sur la décision du peuple. Espoir pragmatique pour les uns, crainte théorique pour les autres, le « de-Brexit » renvoie à l'éternelle question des affres et vertus de la démocratie directe.

Sébastien Platon est professeur de droit public à l'université de Bordeaux et Francesco Martucci, professeur de droit de l'Union européenne à l'université Panthéon-Assas. LeMonde.fr 12.07

Brexit ou à chacun ses sanctions.

- Déficits excessifs: Lisbonne dénonce une injustice, Madrid augmente les impôts - L'Express.fr

Les ministres de la zone euro ont enclenché ce mardi une procédure inédite de sanctions contre l'Espagne et le Portugal, accusés d'avoir laissé filer leur déficit. Les deux pays sont passibles de lourdes amendes.

La décision était attendue. Les ministres des Finances de la zone euro ont enclenché ce mardi une procédure de sanctions, inédite dans l'histoire de la monnaie unique, à l'encontre de l'Espagne et du Portugal en dérapage budgétaire.

Réunis dans le cadre d'un conseil des grands argentiers de l'UE à Bruxelles, les ministres ont constaté que l'Espagne et le Portugal "n'ont pas pris les mesures nécessaires" pour corriger leurs déficits, ce qui déclenche un processus de sanctions, écrivent-ils dans un communiqué.

Moins de trois semaines après la décision par référendum des Britanniques de sortir de l'Union européenne, cette démarche sans précédent pourrait faire craindre de nouvelles critiques contre l'orthodoxie budgétaire préconisée par Bruxelles, même si plusieurs signaux laissent penser que la clémence sera de mise. L'Express.fr 12.07

Ils ont osé le faire. En oligarchie. Le hold up du siècle sur 1 600 milliards d'euros.

- Comment le secteur bancaire européen suscite les craintes d'une nouvelle crise - sputniknews.com

Les banques ne sont pas toujours associées à une stabilité financière, et les pays de l'Union européenne ont aujourd'hui beaucoup à reprocher à leurs secteurs bancaires. Cela doit-il faire craindre une nouvelle crise européenne?

Il semble que les banques européennes constituent une vraie source d'inquiétude pour la population et pour les autorités des pays de l'UE.

Selon Guillaume Vuillemey, professeur d'économie à HEC, dans un entretien accordé à Sputnik, les banques sont actuellement confrontées à deux questions principales. D'abord, elles ont besoin de fonds propres. Mais qui devrait apporter ces fonds propres aux banques? Soit l'Union européenne ou les gouvernements, soit les marchés, souligne l'économiste.

"Clairement, ce qui est aujourd'hui préférable, ce ne sont pas des recapitalisations publiques, mais des recapitalisations par le marché. Il faut donner des incitations pour que les actionnaires détiennent davantage et supportent les risques des banques, et non les contribuables", poursuit l'interlocuteur de Sputnik. sputniknews.com 12.07

Un internaute précisait dans un post que la Deutsch Bank possédait 70 000 Milliards d'actifs pourris.

Que cela ne tienne ce seront les contribuables qui seront rackettés, dépouillés, volés le plus légalement du monde. Mode d'emploi.

- Les épargnants incités à mettre du risque dans leur assurance-vie - lemonde.fr

- Le projet de loi Sapin 2 prévoit plusieurs mesures touchant directement le placement vedette des Français. LeMonde.fr

C'est une petite révolution qui se prépare au sein du monde de l'épargne et elle concerne le placement préféré des Français : l'assurance-vie. Les pouvoirs publics et les compagnies financières ont décidé de changer les règles du jeu afin de réorienter l'épargne des contrats sans risque en euros vers les unités de compte. La tâche s'annonce complexe car sur les 1 600 milliards d'euros placés en assurance-vie à fin mai, 80 % le sont sur des fonds en euros. Et inciter les particuliers à prendre du risque au moment où la Bourse joue au yo-yo ne sera pas chose aisée.

Toutefois, les réformes sont désormais lancées. Après avoir été débattu devant l'Assemblée nationale, le projet de loi Sapin 2 a été adopté au Sénat. Le texte qui vise notamment à donner plus de pouvoir au Haut Conseil de stabilité financière pour limiter les taux de rémunération des contrats en euros, jusqu'à présent librement fixés par les assureurs.

La loi prévoit aussi de bloquer pendant un certain temps (de trois à six mois, mais cette durée est encore sujette à débat) les retraits des fonds en euros en cas de fortes fluctuations des taux obligataires. « C'est très inquiétant car les fonds appartiennent aux assurés, on peut s'interroger sur le problème de droit de la propriété », note Françoise Odau, directrice déléguée de CGPC (l'Association française des conseils en gestion de patrimoine certifiés).

Le texte évoque aussi la possibilité de transférer les plus-values des fonds en euros vers les contrats eurocroissance alors qu'il y a « un manque d'enthousiasme des Français pour ces produits et peut-être même des distributeurs, vu le peu de contrats proposés

», constate Françoise Odau.

Orienter l'épargne des Français

Si les pouvoirs publics cherchent à orienter l'épargne des Français vers le tissu économique, notamment des PME, plutôt que vers le marché obligataire, les assureurs y ont aussi un intérêt car les contrats en euros les privent d'une marge de rentabilité.

Selon les règles prudentielles, renforcées encore en ce début d'année, une compagnie financière doit, pour couvrir ce type de contrat, immobiliser une part importante de ses fonds propres. C'est le prix de la garantie des fonds, de la sécurité pour le client. Mais pour la compagnie, c'est de l'argent stérile.

En leur faisant prendre des unités de compte, c'est le client qui portera finalement le risque du placement – et potentiellement la rentabilité associée –, ce qui donnera plus de marges de manœuvre à la compagnie financière.

Ces dernières sont ainsi en train de mettre en place des mécanismes pour désintéresser les épargnants des contrats en euros. Plusieurs compagnies, comme AXA, conditionnent désormais la souscription d'un fonds en euros uniquement si 25 % à 30 % des sommes épargnées sont investies en unités de compte. Pour sa part, Generali va plus loin en précisant que la garantie accordée aux fonds en euros s'entendait désormais brute des frais de gestion.

Autant de mesures qui, couplées à la forte baisse attendue de la rémunération des contrats en euros (ils pourraient tomber à 2 % dès cette année), sont censées inciter les épargnants à réorienter leurs futurs placements. lemonde.fr 12.07

Si vous avez placé vos économies dans une assurance-vie, vous avez intérêt à vous dépêcher de l'annuler si c'est possible avant qu'ils ne fassent main basse dessus.

Ils ont osé le faire. Quand "le fascisme "fleurit" en Israël. Les sionistes le disent eux-mêmes.

- Israël: le Parlement approuve une loi controversée sur le financement des ONG - AFP

Le Parlement israélien a approuvé une loi controversée qui oblige les ONG recevant la plus grande partie de leur financement de gouvernements étrangers de le déclarer officiellement, a annoncé mardi un porte-parole de la Knesset.

La loi, qui selon ses détracteurs cible les groupes de gauche qui font campagne pour les droits des Palestiniens, a été votée par 57 voix contre 48, après un long débat.

"La loi entend s'occuper du phénomène des ONG qui représentent des intérêts étrangers d'Etats étrangers, tout en agissant sous le couvert d'organisations locales cherchant à servir les intérêts du public israélien", est-il écrit en préambule.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a déclaré que le but de la loi était "d'empêcher une situation absurde où des Etats étrangers se mêlent des affaires intérieures d'Israël en finançant des ONG, sans que le public israélien n'en soit conscient".

"Contrairement aux revendications de la gauche, l'approbation de la loi va augmenter la transparence, contribuer à créer un discours qui reflète l'opinion publique israélienne et renforcer la démocratie", a-t-il écrit sur sa page Facebook après le vote final.

De précédentes versions de la loi avaient inclus l'obligation pour les représentants d'ONG se trouvant sous le coup de cette loi de porter une indication distinctive les identifiant comme tels et de déclarer leurs sources de financement lors de leurs interventions devant une commission de la Knesset, le Parlement israélien.

L'ONG israélienne Peace Now a qualifié la loi de "flagrante violation de la liberté d'expression" et dénoncé dans un communiqué la tentative de "détourner l'opinion publique israélienne (...) de l'occupation et de museler l'opposition".

Le chef de l'opposition israélienne Isaac Herzog a affirmé que la loi constitue "les bourgeons du fascisme qui fleurit en Israël".

Pour le chef de la liste arabe au Parlement israélien, Ayman Odeh, la loi cherche à "intimider et faire disparaître les quelques organisations qui agissent et se battent dans la sphère publique pour l'égalité" de traitement envers les Arabes.

L'Union européenne craint pour sa part que la loi nuise à la démocratie israélienne.

"Israël jouit d'une dynamique démocratie, liberté d'expression et d'une société civile plurielle, qui sont une partie intégrante de (ses) valeurs", a-t-elle indiqué dans un communiqué. Mais "cette nouvelle législation risque d'ébranler ces (mêmes) valeurs".

La loi ne se réfère pas spécifiquement aux organisations de gauche, mais pourra être appliquée à 25 ONG. Les ONG de droite, celles en faveur par exemple de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, ont tendance à dépendre de dons privés, auxquels la loi ne s'applique pas.

Plusieurs ONG israéliennes de gauche reçoivent une grande partie de leur financement de l'étranger, y compris de gouvernements européens. AFP 12.07

On retiendra que les ONG de droite ne sont pas concernées...

France. L'échec inavouable de la réforme du collège.

Grille de lecture.

- 40% des collégiens ne maîtrisent pas la langue, et parmi les 60% qui la maîtriseraient "la moitié d'entre eux doit encore progresser"... ce qui sans rire démontre à quel point les réformes successives de l'école primaire au collège sont un véritable succès !

- Maîtrise de la langue en fin de collège : « peut mieux faire » - Le Monde

9 000 jeunes de 361 collèges ont pris part, en 2015, au « cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon » – Cèdre, selon l'acronyme en vigueur – introduit il y a une douzaine d'années.

Haro aux déclinistes : ces nouveaux résultats, sans justifier de roulements de tambours, ne sont pas la catastrophe annoncée. Si la dernière évaluation Cèdre, en 2009, montrait un glissement vers le bas des performances des collégiens, la tendance inverse n'est pas loin de se dessiner. (Pour qui veut y croire ! Pour interpréter les effets dévastateurs de leur politique de saccage de l'école publique ils recourent à la méthode Coué, à l'autosatisfaction et à la spéculation. - LVOG)

Près de 60 % des élèves ont « une maîtrise de ces compétences qui devrait les mettre à même de poursuivre une formation, peut-on lire dans la note publiée par le service statistique du ministère (DEPP), même si la moitié d'entre eux doit encore progresser ». Un peu plus d'un quart des jeunes testés ont un excellent niveau. A l'opposé, 15 % s'avèrent n'avoir pratiquement « aucune maîtrise ou une maîtrise réduite » de ces compétences, avec un noyau dur de 3 % en grande difficulté. Le Monde 12.07

Il est vrai que pour croire les fables du ministère de l'Education nationale relayées par Le Monde, il n'est pas indispensable de maîtriser la langue, il suffit d'être un crétin.

Bienvenue en oligarchie

- Kellogg's veut vendre ses céréales au rayon fruits et légumes

Dans une chaîne de supermarchés américaine, le géant de la céréale industrielle veut s'incruster entre les pommes et les bananes. Placer des paquets de céréales pour le petit déjeuner au milieu des étals de fruits et de légumes, voilà la nouvelle idée de Kellogg's. Slate.fr

- Sur «Pokémon Go», un combat homérique entre mouvements LGBT et anti-gays s'engage

Les deux communautés profitent du succès du nouveau jeu pour se livrer une bataille sans merci. Virtuelle et rhétorique. Leur conflit idéologique va se régler dans l'arène Pokémon, à grands renforts d'Écras' Face et de Torgnoles. Grâce (ou à cause, on ne sait pas trop) au nouveau jeu de réalité... Slate.fr

Haut de page

Le 19 juillet 2016

CAUSERIE

Non, je n'étais pas en vacances.

Je n'ai pas le courage et le temps de formater cette causerie, aussi je vous livre un brouillon qui comporte cependant un tas

de réflexions à creuser. Je ne suis pas de mauvaise humeur, mais exaspéré et il y a de quoi.

A quoi bon se casser la tête puisque mes analyses n'intéressent personne ou ne peuvent déboucher sur rien au crépuscule de la civilisation humaine, car c'est bien là où nous en sommes rendus, et je ne vois pas très bien ce qui pourrait inverser le cours des choses.

Made in USA.

Quand le philosophe montre la lune avec son doigt, l'idiot regarde le doigt. Proverbe chinois. On en est là !

On devrait remercier Mohamed Lahouaiej-Bouhlel d'avoir fait don de sa personne pour nous le rappeler ou ouvrir les yeux des ignorants qui n'ont que la lutte à la bouche ou un tube digestif en guise de cerveau. Que les bonnes conscience se rassurent, aucun commentateur n'a encore osé avancer cette explication et en tirer la moindre leçon politique. Les bonnes conscience peuvent partir en vacances l'esprit tranquille.

Les masques tombent, en famille, bienvenue en oligarchie, vous avouerez qu'on a du flair ou de la suite dans les idées et qu'on est bien en phase avec la réalité, trop au goût de nos chers lecteurs qui préfèrent cultiver des illusions.

Pour vous mettre en condition, deux infos toutes fraîches d'hier :

- Etats-Unis. Trois policiers tués à Baton Rouge, un tireur abattu

Trois policiers ont été tués et trois autres blessés à Baton Rouge, en Louisiane, dimanche, par un tireur qui a ensuite été abattu, selon les autorités de cette ville déjà sous le choc de la mort récente d'un Noir, tombé sous les balles des forces... Reuters 18.07

- Quatre policiers et un civil tués à Almaty, au Kazakhstan

Des hommes soupçonnés d'appartenir à un groupe djihadiste ont abattu lundi au moins quatre policiers et un civil à Almaty, capitale économique du Kazakhstan, a-t-on appris de sources au sein des services de sécurité et de santé. Reuters 18.07

Tout est relatif, c'est si commode.

Leur vieux monde pourri auquel on devrait s'adapter, dont il faudrait s'accommoder, avec lequel il faudrait composer, dans lequel il faudrait croire, duquel notre avenir dépendrait, auquel on devrait se soumettre de gré ou de force, au jeu de massacre demander le programme.

C'est le monde que je décrivais dans mes causeries et qui m'ont valu d'être caractérisé de gauchiste ou d'extrémiste, alors que j'étais encore en dessous de la réalité que je connaissais fort bien déjà, mais que je ne pouvais pas retranscrire telle quelle, car elle était insupportable à bien des égards et risquait de raidir les lecteurs les plus susceptibles ou de refroidir les âmes fragiles ou sensibles prêtes à s'enflammer d'émoi au point de les transformer en momies.

Dans quel monde vivons-nous ?

Quels sont les objectifs des maîtres du monde? Instaurer un nouvel ordre mondial déshumanisé, antisocial, nihiliste, policier, militarisé, dictatorial, destiné à perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour l'éternité. Mais pourquoi ont-ils adopté cette orientation politique ? Pour des raisons économiques, parce qu'ils n'avaient pas le choix. Nous non plus, mais on l'ignore, c'est cela le drame.

Parce qu'ils ont pris conscience de longue date que le développement des forces productives conduisait à l'exacerbation des contradictions du capitalisme, au point que sa crise devienne permanente et menace l'existence ou l'avenir de leur système économique ou plus précisément leur pouvoir sur l'ensemble de la société, aussi leur fallait-il trouver un moyen de s'affranchir de cette contrainte sans modifier la nature des rapports sociaux de production en vigueur, mais en s'émancipant des rapports politiques qui en découlaient entre les classes (neutraliser la lutte des classes ou la rendre inopérante), de manière à pouvoir recourir à des méthodes ou des instruments de type mafieux sur le plan financier qui seraient légalisées juridiquement par la suite sous forme de lois ou de traités, de sorte que plus rien ne puisse menacer leur domination de classe sur le plan économique, et que l'orientation ainsi donnée à la société soit irréversible.

Cela impliquait que la majorité du peuple et le mouvement ouvrier ne soient plus en mesure de contester le pouvoir en place, ce qu'ils sont parvenus à réaliser en achetant leur neutralité ou leur passivité ou en les corrompant.

Le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde ont commis l'erreur fatale de sous-estimer la capacité des

masses exploitées à saisir les rapports existant entre les décisions politiques adoptées par ceux qui gouvernaient et les besoins du capitalisme, en étant incapables de les traiter dans une perspective historique dans laquelle était inscrit son développement à venir ou permettant de percevoir son orientation qui devait conduire à la situation actuelle. Privilégier le court terme (le mouvement spontané des masses) impliquait l'abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier ou le socialisme, alors qu'ils auraient dû se combiner.

Nos dirigeants ont refusé de tenir compte de l'orientation du capitalisme en adaptant leur propagande en fonction des seuls besoins immédiats des travailleurs, au lieu de s'en servir comme levier pour conquérir leur émancipation, l'amélioration de leur condition allait se transformer en son contraire, ou à terme elle devait contribuer à les corrompre et les désarmer politiquement, pour finalement se traduire par la liquidation de tous leurs acquis sociaux et politiques.

Ce qu'ils nous ont présenté comme un bien, un avantage, autant de succès ou de victoires de la lutte de classe avait une toute autre signification qu'ils ont soigneusement passée sous silence, car il allait en réalité se transformer en un cauchemar effroyable, dont plus personne ne devrait savoir quelle en était l'origine exacte et quand il prendrait fin.

Quand la propagande s'est substituée à l'analyse lucide de la situation, c'est qu'elle était forcément erronée ou reposait sur une théorie foireuse, et il sera très difficile de la remettre en cause, le pire étant à venir. La génération précédente et la nôtre (j'ai 60 ans) ainsi que celle de nos enfants sont mortes politiquement, trop imprégnées ou corrompues par l'idéologie de la classe dominante, le réformisme, le stalinisme, ce sera à celle de nos petits-enfantes et celles à venir ensuite de renouer avec le marxisme et de définir une stratégie politique pour tenter de vaincre l'oligarchie.

Si on avait observé attentivement de quelle manière avaient évolué les rapports entre les classes aux Etats-Unis et quelle allait être leur orientation dès les années 30 ou depuis le début du XXe siècle, on aurait compris ce qui nous pendait au nez pour adapter notre stratégie en conséquence. Lénine l'avait décrit en grande partie dans Impérialisme stade suprême du capitalisme dans le prolongement du Capital de Marx et Engels, mais par malheur nos dirigeants figés dans un dogmatisme mortel se sont avérés incapables de le traduire en termes politiques.

Pour donner un exemple, à l'époque de Lénine, quand la lutte de classe était favorable au développement de la révolution socialiste, il s'exprima sur un certain nombre de rapports économiques ou politiques qui selon lui ne verraient jamais le jour ou qui devraient évoluer dans une direction déterminée ou disparaître, le tout à condition que certaines conditions soient remplies ou que certains facteurs évoluent dans une direction donnée, l'un de ces facteurs déterminants étant le comportement du mouvement ouvrier et en premier lieu de son avant-garde, qui à leur tour pouvait orienter leur combat dans une direction ou une autre, rompre résolument avec le capitalisme ce qui impliquait d'en comprendre l'orientation déterminée pas ses contradictions ou ses besoins ou s'y adapter, conditionnant ainsi le sort du capitalisme ou entrevoir la possibilité de passer au socialisme.

Le prolétariat et le mouvement ouvrier n'ayant pas été capables de se doter d'une nouvelle direction après l'effroyable épreuve du stalinisme, certains de ces rapports (ou objectifs) qui semblaient irréalisables ou que Lénine avait catégoriquement exclus en s'appuyant sur un développement optimiste de la lutte de classe du prolétariat finirent pas se concrétiser et donnèrent l'UE par exemple, suite à la débandade du mouvement ouvrier et à l'incurie politique de son avant-garde ou sa trahison.

L'impossible devenait soudain possible, de la même manière que l'organique est issu de l'inorganique, la conscience de l'inconscience, etc. ce qui demeure encore incompréhensible à la presque quasi-totalité des militants, qui lorsqu'on souligne ce constat nous traitent de renégat et j'en passe, parce qu'ils ont une conception mécanique de la lutte des classes ou empirique du développement du capitalisme, alors qu'ils sont le produit d'un processus dialectique inconscient, ces militants sclérosés ou dogmatiques faisant étalages de leur propre ignorance ou inconscience.

Comment s'y sont-ils pris ? Par étapes.

Pourquoi ont-ils unifié le nord et le sud des Etats-Unis ? Pour des raisons économiques que nous laisserons de côté ici, avec pour conséquence politique d'avoir créé un Etat monstrueux, impossible à contester, à renverser, à démanteler, qui allait devenir le plus puissant du monde sur les plans économique et politique, pour finalement dicter sa loi au reste de la planète à qui il enjoindra de l'imiter en se plaçant sous son hégémonie, son contrôle ou sa direction.

Pourquoi ont-ils conclu des traités aboutissant à la création d'institutions supranationales ? Dans le but qui vient d'être évoqué, afin de spolier les droits politiques des peuples de la totalité des Etats regroupés dans des entités tout aussi monstrueuses impossibles à ignorer ou à contourner, dans lesquels sur chaque continent tous les Etats étaient appelés à s'intégrer (se dissoudre, abandonner leur souveraineté) en recourant à des méthodes démagogiques ou antidémocratiques. Et une fois que ces Etats auraient transféré leur pouvoir à ces institutions supranationales en adoptant leurs législations ou directives, au cas où un Etat déciderait d'en sortir ou de rompre avec elles, il se verrait menacer de si lourdes sanctions économiques, qu'il s'en suivrait une menace de désordre social et politique incontrôlable qui conduirait leurs représentants à renoncer à cette rupture ou à revenir sur leur décision.

Pourquoi ont-ils créé al-Qaïda puis l'Emirat islamique ou Daech ?

Pour que l'Europe vive en permanence sous la menace d'un massacre pouvant intervenir n'importe où et n'importe quand exactement comme aux Etats-Unis.

Pourquoi ont-ils institué Schengen ? Pour permettre à des armes de guerre en tous genres de circuler librement en Europe comme aux Etats-Unis, afin que des désespérés, déséquilibrés ou fanatisés s'en servent pour se livrer à des massacres.

Alors que la liberté d'expression est inscrite dans la Constitution américaine, l'UE s'en est fait le chantre ce qui a permis à des organisations mafieuses de différentes espèces de s'en servir pour répandre sa propagande de haine, violence et cruauté. Avant-hier Valls s'en est réclamé face à ceux qui le pressaient de légiférer, tout comme Hollande le 11 janvier 2015.

Pourquoi ont-il créé les réseaux sociaux ? Afin que ces organisations mafieuses ou criminelles puissent disposer d'un canal pour répandre leur propagande, commercer, recruter.

Pourquoi tenaient-ils tant à ce qu'un tribunal d'exception représentant de fait les intérêts des multinationales américaine soit inclus dans leur traité de libre-échange ? Pour qu'elles puissent étendre leur pouvoir et commettre leurs forfaits en toute légalité ou impunité de fait. C'était donc prémédité ? Ballot, évidemment, c'est dans la nature de l'impérialisme !

Comment se fait-il qu'un banquier escroc s'en sorte en payant une caution qu'il a négociée, alors qu'un simple citoyen sera envoyé en prison pour un simple larcin ? Parce que l'oligarchie détient le pouvoir de vie ou de mort sur tout individu, et qu'elle en use comme bon lui semble. Qui en a vraiment conscience ?

Comment se fait-il qu'ils en arrivent à changer les termes d'un contrat (assurance vie) qui concerne vos économies pour vous exposer à un risque qui n'existait pas antérieurement sans votre accord préalable ? Mais voyons, privé de pouvoir, votre voix ne compte plus, pourquoi s'en soucieraient-ils ?

Pourquoi ont-ils porté Hollande, Valls, Macron, Fabius, etc. au pouvoir ? Parce que c'était le meilleur moyen pour écoeurer au dernier degré les masses et les détourner de la politique, ce qui devait contribuer à leur laisser les mains libres pour appliquer la suite de leur plan. La gauche est détestable, la gauche c'est pire que la droite, la gauche et la droite c'est la même chose, la gauche est morte, disent les uns, les autres répondent qu'elle vit toujours et qu'elle s'adapte au monde réel sans renier ses principes. Deux discours en apparence diamétralement opposés qui alimentent les discussions, qui présentent l'avantage de ne jamais remettre en cause le postulat de départ, à savoir que le PS (et ses satellites ou alliés électoraux) était de gauche, alors qu'en réalité il ne l'était plus depuis plus d'un siècle.

Dès lors toutes les analyses qu'on nous sert sont faussées ou erronées, mêmes celles dans lesquelles leurs auteurs en sont arrivés à la conclusion qu'il était devenu de droite, puisque pour eux ce serait juste une erreur de casting ou ce serait dû à un concours de circonstance, sous-entendant que ce serait accidentel ou passager. Ainsi avec le PS et LR, on se retrouve avec deux partis équivalents aux partis démocrate et républicain américains qui alternent au pouvoir et le monopolisent, faisant disparaître toute représentation politique de la classe ouvrière. Ils organisent des primaires avant les élections présidentielles de plus en plus calquées sur les primaires américaines à défaut de légitimité, qui doivent leur servir de caution démocratique, alors qu'ils en sont la négation.

L'évolution et l'orientation du PS étaient parfaitement prévisibles au regard de la crise du capitalisme qui n'a cessé de s'approfondir et qui mine les institutions et le régime, jusqu'à assumer son rôle de liquidateur de tous nos acquis sociaux pour le compte de l'oligarchie financière. Son alignement complet sur Washington et Bruxelles qui ne datait pas d'hier, n'était qu'une simple formalité conforme à sa nature de parti de la réaction.

Maintenant, quand pendant plus de 70 ans on a nié en connaissance de cause sa véritable nature réactionnaire, on a ménagé ou soutenu le PS, on s'est évertué à lui faire jouer un rôle au sein du mouvement ouvrier en le faisant passer pour un parti ouvrier, ouvrier bourgeois ou de gauche, on s'est rendu complice de l'imposture à laquelle il se livrait au détriment du socialisme ce qui devait lui permettre de se convertir tranquillement au néolibéralisme. Partant de là tous ceux qui ont marché dans cette combine sont indignes de la confiance des travailleurs, et pour n'avoir pas été capables de prévoir l'orientation qu'allait prendre le capitalisme mondial à partir du début des années 70. On est en droit de se demander quelle légitimité on devrait leur accorder, sous peine à notre tour d'être les complices de cette supercherie politique, idée qui nous est insoutenable.

Les éléments ou facteurs qui me sont venus à l'esprit en réfléchissant à la situation avant de rédiger le passage précédent.

- L'Amérique a exporté son modèle de société infâme...

- L'UE bâtie dès l'origine sur le modèle américain...

- L'horrible Mohamed, mais pas la société, pas les Etats-Unis...

- L'interprétation qui arrange tout le monde...

- Le bouc émissaire du musulman, de l'Arabe...

- C'est la faute à l'islam...

- Fusillades et massacres à répétition aux Etats-Unis, banals, la norme en oligarchie...

- Je pratiquerais un horrible anti-américanisme primaire selon un lecteur, s'il voulait parler du modèle immonde de société qui prévaut aux Etats-Unis, je le revendique.

- Une société pourrie où trois quart de petits-bourgeois se complaisent dans leur petit confort et se contrefoutent de sort du reste de la population et des autres peuples...

- Et ils arrivent à se donner bonne conscience...

- Ceux qui nous gouvernent en France revendiquent la liberté d'expression, tout comme ceux qui gouvernent aux Etats-Unis en se réclamant de la Constitution...

- Hollande, Valls, Macron liquidateur de la gauche, histoire que le peuple en arrive à la conclusion qu'il n'existe aucune alternative au pouvoir actuel et qu'il doit s'y soumettre...

- Le maccartisme et la CIA avaient eu la peau du mouvement ouvrier américain, on peut ajouter le dollar...

La fabrication d'une menace invisible.

Comment caractérisent-ils un simple candidat au suicide, un vulgaire kamikaze ?

Lu dans des articles de presse ces derniers jours :

- Les enquêteurs tentent désormais de comprendre les motivations de l'auteur de cet attentat.

- Pourquoi le profil de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel intrigue-t-il les enquêteurs ?

- Les motivations qui ont poussé Mohamed Lahouaiej Bouhlel à mener son attaque à Nice restent floues.

- Le lien entre le tueur et "les réseaux terroristes" pas établi.

- Un profil inédit pour les policiers chargés de la lutte antiterroriste, qui pourrait poser de nouveaux défis.

Peu importe, il faut instrumentaliser ce massacre, Hollande, Valls et Cazeneuve à la manoeuvre.

François Hollande a évoqué dans une intervention télévision dans la nuit une «attaque dont le caractère terroriste ne peut être nié». Avant même l'ouverture d'une enquête, il se substitue à la justice.

Valls lui emboîte le pas, mais Cazeneuve le contredit... avant de se rétracter !

Si Manuel Valls a estimé sur France 2 que l'homme était «sans doute lié à l'islamisme radical», son ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve estimait le contraire sur le plateau du JT de TF1.

Mohamed Lahouaiej-Bouhlel avait repéré les lieux, et orchestré le massacre des jours auparavant.

«Il semble» que le chauffeur livreur tunisien de 31 ans se soit «radicalisé très rapidement», a ainsi déclaré samedi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Lundi.

Les liens entre le tueur de Nice Mohamed Lahouaiej-Bouhlel et "les réseaux terroristes", et notamment le groupe jihadiste Etat islamique qui a revendiqué l'attaque, "pour l'instant ne sont pas établis par l'enquête", selon le ministre de l'Intérieur.

Quand connaîtra-t-on les résultats des analyses toxicologiques de Mohamed Lahouaiej-Bouhlel? Quelle radiographie faire de l'auteur d'une tuerie sans précédent en France, quatre-vingt quatre morts écrasés sur

Un moyen comme un autre de canaliser sa haine de la société et de justifier son suicide.

Sa soeur, Rabeb Bouhlel, a confié qu'il avait des "problèmes psychologiques" et "avait vu des psychologues pendant plusieurs années"

Tous décrivent un «fou», «à la limite de la psychiatrie».

Karim, l'ancien voisin, est encore plus direct : «Si lui est terroriste, moi je suis Obama ! Ce mec a pété un câble.»

- La revendication de Daech parvenue tardivement, au bout de 36 heures n'inspire pas confiance ou porte à caution selon plusieurs commentateurs. Il faut dire que cette explication présente plusieurs avantages, désigner à la vindicte populaire un Arabe, un musulman, l'islam, une organisation terroriste, histoire d'alimenter le racisme et la xénophobie, et justifier la poursuite ou le renforcement de l'engagement de la France en Irak et en Syrie. Alors que la version d'un type devenu fou présenterait l'inconvénient de remettre en cause le modèle de société merveilleuse qu'ils sont en train de mettre en place non sans rencontrer des résistances.

Après Nice, le terrorisme continue de modifier la carte mentale de la France

Ville après ville, symbole après symbole, il faut s'habituer à voir notre géographie mentale polluée par une dimension violente qu'il sera difficile d'effacer ou de circonscrire.Il est démoralisant de voir un à un les lieux qu'on associe à tout, sauf à la mort, changer d'un instant... Slate.fr

L'oligarchie, un nouveau modèle de société, la barbarie.

- Attentat de Nice: les enquêteurs sur la piste d'une «nouvelle barbarie terroriste» - LeFigaro.fr

Le nouvel attentat qui a fait au moins 84 morts le 14 juillet à Nice relance la question des moyens de la lutte contre le terrorisme. La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'enquête. LeFigaro.fr

- Valls: "Nous avons changé d'époque, la menace terroriste est désormais durable" - L'Express.fr

Dans une interview au Journal du Dimanche, le Premier ministre reconnaît que le terrorisme risque de faire partie du quotidien des Français "pour longtemps". L'Express.fr

La menace terroriste durable, justifie l'état d'urgence permanent... pour mater le mouvement ouvrier.

Fin 2015 j'avais écrit qu'en 2016 notre combat se concentrerait contre l'impérialisme américain, je ne pensais pas si bien dire. Et le pire est à venir à partir de 2017.

- Hillary Clinton, une candidate à la Maison Blanche pas si rassurante que ça - Atlantico.fr

Libye, Yémen, Syrie, Irak, Ukraine, etc. Hillary Clinton s'est retrouvée impliquée, plus ou moins directement, dans chacune de ces crises. Un constat qui met en avant son côté va-t-en-guerre et qui pourrait représenter une menace pour la paix dans le monde dans le cas où elle serait élue. Atlantico.fr

Illégitime et antidémocratique.

- Hillary Clinton et Donald Trump, toujours aussi mal aimés - LeMonde.fr

Un tiers seulement des électeurs ont une opinion favorable de Donald Trump (30 %) ou de Hillary Clinton (28 %). Une majorité estime qu'Hillary Clinton est mieux préparée à présider. LeMonde.fr

Contrairement à nos dirigeants qui se cantonnaient à des lieux communs en guise d'analyses ou de pronostics pour être sûrs de ne pas être désavoués par le cours des évènements, sur un grand nombre de sujets je me suis exprimé ou j'ai adopté des positions

qu tranchaient radicalement avec la démagogie et la lâcheté ambiantes, et force est de constater que les faits m'ont généralement donné raison. Entre nous, j'ai envie de dire que j'ai peut-être commis une grave erreur politique en refusant le statut de dirigeant, car lorsqu'on voit où en sont arrivés ceux qui le revendiquent, j'ai franchement rien à leur envier.

Cet article m'a été inspiré par les évènements survenus le 14 juillet à Nice, ainsi que mon engagement politique à travers ce portail qui m'avait conduit à la conclusion dans une causerie antérieure, qu'il n'existait aujourd'hui aucun élément réel ou sérieux permettant d'envisager le passage au socialisme dans le futur ou que les chances qu'il se réalise un jour s'amenuisait au fil du temps.

Sur quoi basai-je ce constat terrifiant ? Sur les Etats-Unis qui sont devenus depuis bien longtemps déjà la négation de la civilisation humaine, que l'Europe ainsi que tous les pays développés ou en voie de développement étaient irrésistiblement en train d'imiter en reproduisant les mêmes monstruosités de cruauté.

Et ce qu'on juge ici, ce ne sont pas les pauvres, mais ceux qui ne le sont pas, les pousses au crime, ceux qui jugent les pauvres ou les malheureux, alors que par neutralité ou passivité (pour ne pas dire mépris ou indifférence) ce sont eux qui sont responsables de leur condition misérable. Même sans avoir de conscience politique, on peut tout de même avoir une conscience, sauf que ces gens-là n'en ont pas, ils ont leur bonne conscience pour eux histoire de sauver les apparences. Personnellement ils m'emmerdent au possible et je les trouve insupportables, suffisants, méprisants, hautains, arrogeants, mesquins, indécents, ignobles et cyniques, bref ils ont tout pour plaîre, ils sont à l'image de leurs maîtres et c'est logique.

Je viens d'expliquer cela à ma compagne Selvi qui est ultra arriérée et elle a compris. Plus tu es éduqué et plus tu as d'argent, plus tu deviens con en somme. Et méchant ou mauvais parce que cela va ensemble. La société progresse jusqu'au point où elle ne peut plus progresser, il faut la changer sous peine qu'elle se décompose et disparaisse, c'est simple à comprendre. Qu'à la limite on ne comprenne pas certaines choses se conçoit très bien, mais qu'on n'agisse pas quand cela ne nous coûte rien de nous opposer à une politique antisociale ou ultra réactionnaire, cela relève de la négligence, de la lâcheté, de l'infâmie. Il faut être dénué de toute conscience pour encore aller voter, allumer son poste de télé à 20h, achetez Libération ou Le Monde, changez trois fois de portable dans l'année, s'achetez une quatrième paire de chaussures, etc., j'allais oublier, célébrer ou participer au 14 juillet !

Attentat terroriste, loup solitaire, violent, asocial...

Non, un simple travailleur que la société a rendu fou de haine envers la terre entière, et qui avait décidé d'en finir avec ce cauchemar en commettant un crime pas si aveugle que cela, pour se venger de l'injustice dont à juste titre il s'estimait victime. Il était le produit de cette société capitaliste.

Mais ces victimes, elles étaient innocentes, vraiment ? Le penser, c'est décidément ne pas se donner la peine de réfléchir, non pas à la nature de son acte qui serait relativement banal en Israël ou aux Etats-Unis, mais à la gravité de la situation où nous en sommes rendus, au-delà de cet acte de désespoir qui sonne comme une condamnation sans appel de la société immonde dans laquelle nous vivons et qui annonce le crépuscule de la civilisation humaine, puisqu'elle est semble-t-il de plus en plus condamnée à disparaître à petit feu ou brutalement.

Société immonde avec laquelle plus des trois quart de la population s'est accommodée dans son hypocrisie et sa lâcheté davantage que par ignorance ou inconscience, car la population de nos jours est largement informée, elle sait ce qui se passe dans le pays (et ailleurs) et laisse faire, elle en est complice parce que cela l'arrange, c'est sa faiblesse, elle lui sera fatale.

La plupart des gens qui ont acquis un niveau de connaissance ou de conscience leur permettant de dire non mais qui continuent malgré tout de dire oui sont minables.

Quand on tire satisfaction de sa situation ou qu'on profite du temps libre dont on dispose pour se distraire ou prendre du plaisir, pourquoi irions-nous le gaspiller à vouloir changer la société, à penser à des choses si laides, si tristes alors qu'on peut s'en passer et se laisser vivre, profiter de la société telle qu'elle est sans se poser trop de questions, surtout celles qui sont embarrassantes et viendraient troubler notre petite tranquillité.

Après tout, on n'est pas responsable des gens qui sont bourrés de problèmes, s'ils en sont arrivés là c'est qu'ils l'ont bien voulu quelque part, nous, si nous nous en sommes bien sortis c'est que nous avons fait ce qu'il fallait, ils n'avaient qu'à faire de même au lieu de pleurnicher sans arrêt ou de nous emmerder avec leurs histoires.

Vous êtes pauvre, chômeur, malade, handicapé, vieux, cela a de quoi vous rendre bilieux, aigri, dépressif, agressif, triste à broyer du noir ou à mourir quand en plus on vous méprise, on vous ignore ou on vous traite en parasite, les gens, votre famille, vos amis vous tournent le dos, vous rejette, vous n'existez plus pour personne, vous êtes déjà mort.

Cette société bien pensante, qui ne manque de rien, qui a un salaire confortable, un statut supérieur ou garanti, un compte en banque bien garni, qui profite d'héritages, qui a les moyens d'économiser, qui juge, critique, censure, méprise, bannit, se croit supérieure aux autres, elle est somme toute superficielle, insignifiante, médiocre.

Brexit ou qui perd gagne.

- Brexit : une majorité de Britanniques contre un nouveau référendum - La Tribune

Les pro-remain ont compris où étaient leurs intérêts...

- Londres veut "réussir le Brexit" avec des accords de libre-échange - La Tribune

La nouvelle première ministre britannique Theresa May semble vouloir engager rapidement des discussions pour établir des accords de libre-échange entre le Royaume-Uni après la sortie de ce dernier de l'Union européenne. Samedi 16 juillet, la locataire du 10 Downing Street s'est entretenu avec le premier ministre australien, Malcolm Turnbull, qui a affirmé être « décidé à conclure un traité aussi vite que possible avec le Royaume-Uni ». De son côté, le nouveau secrétaire au Commerce Liam Fox va entamer cette semaine une tournée aux Etats-Unis pour tenter de lancer les fondements d'un accord commercial avec Washington.

Selon le quotidien eurosceptique Telegraph, la priorité du gouvernement de Theresa May sera de conclure un accord avec les Etats-Unis.

Les discussions devraient être plus faciles avec l'Australie. Malcolm Turnbull a fait part de son « enthousiasme » à Theresa May pour conclure un accord.

Elle en a profité pour dresser les grandes lignes de l'action commerciale de son gouvernement. « Il est très clair que ce gouvernement veut faire de notre sortie de l'UE un succès et une des façons de le faire est de saisir les opportunités de conclure des accords de libre-échange avec nos partenaires autour du globe ». Et de poursuivre à propos de l'Australie : « c'est très encourageant qu'un de nos plus proches partenaires internationaux cherche à réaliser un tel accord. Cela prouve que nous pouvons réussir le Brexit ». Une dizaine de pays avait fait part de leur volonté d'engager des discussions commerciales avec le Royaume-Uni dans le cadre du Brexit. La Tribune

- John Kerry invoque le Brexit pour vendre le traité transatlantique - BFM Business

- L'UE va négocier un accord de libre-échange avec l'Indonésie - AFP

- Wall Street à de nouveaux sommets avec JPMorgan et les banques - Reuters

- Brexit : "`Quitter l'UE ne signifie pas quitter l'Europe" (Boris Johnson) - La Tribune

Boris Johnson, le nouveau ministre britannique des Affaires étrangères, a affirmé jeudi que quitter l'Union européenne ne signifiait pas quitter l'Europe, dans sa première déclaration publique depuis sa nomination.

"Il y a une différence énorme entre le fait de quitter l'UE et nos relations avec l'Europe qui vont s'intensifier", a-t-il déclaré devant son ministère. "Bien sûr nous allons appliquer la volonté de la population lors du référendum mais cela ne veut aucunement dire quitter l'Europe", a-t-il ajouté.

De son côté, le commissaire britannique démissionnaire Jonathan Hill a appelé jeudi son pays et l'UE à prendre le temps d'organiser "calmement" leur divorce.

"Nous devons gérer ce processus intelligemment et ne pas aboutir à une situation" où les deux parties nuiraient à leurs intérêts respectifs, a-t-il plaidé, après avoir été interrogé sur le sujet par la presse. La Tribune

Ils ont osé le faire.

- Le Brexit provoque un regain du sentiment européen - LeMonde.fr

La tempête du Brexit suscite un regain du sentiment européen dans plusieurs capitales européennes, selon une enquête organisée dans six pays par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, publiée par Le Monde, vendredi 15 juillet.

Après le Brexit, les six pays de l'étude considèrent que « c'est plutôt une bonne chose » d'appartenir à l'UE : cela va de 59 % en Italie à 89 % en Pologne. Le sondage Ifop montre une nette progression du sentiment européen. En France (67 %) comme en Allemagne (81 %), la progression est de près de 20 points par rapport à 2014.

Les principaux pays européens – à l'exception de l'Italie – n'adhèrent pas à une vision pessimiste de l'après Brexit. Ils sont 54 % en Allemagne, 47 % en Espagne, 44 % en Pologne, 41 % en Belgique, 37 % en France et 36 % en Italie à considérer que « l'UE va repartir sur de nouvelles bases et sortira renforcée de cette crise ». 41 % des Italiens estiment au contraire que le départ d'autres pays va provoquer la disparition de l'UE, ce qui est le cas de 32 % des Français et de seulement 19 % des Allemands.

De qui viendra la relance de l'UE ? Les Européens ont peu confiance en leurs dirigeants pour cela. C'est le cas de moins de 30 % d'entre eux en Espagne, en France et en Italie. Ils préfèrent les autres dirigeants européens et les responsables des institutions européennes (Jean-Claude Juncker, Donald Tusk, Martin Schulz) pour « engager une nouvelle relance de la construction européenne ».

Le renforcement des institutions est largement plébiscité, qu'il s'agisse de la création d'un poste de ministre des finances européen ou de l'élection d'un président de l'UE au suffrage universel. Plus des deux tiers des personnes interrogées ne veulent pas d'un retour à une monnaie nationale, à l'exception de l'Italie, où la majorité n'est que de 57 %. La nostalgie de la monnaie nationale a baissé de neuf points en France, de sept points en Belgique et de trois en Espagne. Seul en Italie, le rejet de l'euro a progressé de sept points en deux ans.

Les Européens interrogés sont globalement assez sévères avec les Britanniques. Ils jugent pour la plupart que le Brexit va « affaiblir l'économie » du Royaume-Uni. LeMonde.fr 14.07

- David Cameron quitte la scène en plaisantant - LeFigaro.fr

Avant de présenter sa démission à la reine, le premier ministre sortant s'est livré à une ultime séance de questions au chef du gouvernement à la Chambre des communes, sur un ton badin. LeFigaro.fr

- Theresa May, nouvelle Premier Ministre, nomme son gouvernement - Reuters

Consciente des défis qui l'attendent, Theresa May a précisé d'emblée: "Le gouvernement que je vais diriger ne sera pas animé par la défense des intérêts de quelques privilégiés mais par les vôtres. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour vous donner plus de contrôle sur votre existence."

"Quand nous prendrons de grandes décisions, nous ne penserons pas aux puissants mais à vous, lorsque nous adopterons des lois nous n'écouterons pas les puissants mais vous, quand il s'agira de fiscalité nous ne favoriserons pas les nantis mais vous", a-t-elle promis. (Extraordinaire, quelle menace ! - LVOG)

Elle devra également tenter de réunifier un Parti conservateur fracturé par le Brexit et une nation divisée par un scrutin au cours duquel se sont exprimés la colère et le ressentiment de la population à l'égard des élites et de la mondialisation.

Très attentive à ce Brexit, la présidence américaine a réagi rapidement pour féliciter Theresa May de sa nomination et se réjouir que les premières déclarations de la nouvelle chef du gouvernement soient en accord avec les conseils offerts par Barack Obama. Reuters

Pour un peu ils en arriveraient à avouer que le Brexit était un coup monté depuis Washington, non ?

- David Davis, un europhobe libertarien pour gérer le Brexit - lemonde.fr

Un long article, publié le 11 juillet sur le site ConservativeHome, détaille sa stratégie de rupture avec l'UE et présente le Brexit comme une excellente opportunité pour « construire notre place dans le monde », une expression reprise depuis lors par Mme May. Il promet « des effets bénéfiques » sur l'économie britannique, « avant même le départ formel de l'UE », qu'il prévoit autour de décembre 2018.

David Davis critique le type de croissance dont profite actuellement l'économie britannique, basée, selon lui, sur une faible productivité, des bas salaires et le recours à une « immigration de masse incontrôlée ». Il estime que le Brexit offre la possibilité d'une réorientation vers une « stratégie de croissance tirée par les exportations », grâce à des traités de libre-échange beaucoup plus rapidement conclus qu'à travers l'Union européenne.

Il estime que de tels traités peuvent être signés d'ici un à deux ans avec les Etats-Unis, l'Australie, la Chine et l'Inde. L'attractivité du Royaume-Uni serait assurée par une nouvelle baisse (à 15 %) de l'impôt sur les sociétés.

Le nouveau ministre du Brexit estime que l'UE va continuer d'offrir à Londres un libre accès à son marché unique sans droits de douane, car c'est, selon lui, son intérêt. « Une fois que les pays européens auront compris que nous resterons fermes sur le contrôle de nos frontières, ils voudront discuter, dans leur propre intérêt », écrit-il. M. Davis reste cependant muet sur la question

du maintien de la libre circulation des personnes, corollaire de l'accès au marché unique.

Selon le nouveau ministre, le Royaume-Uni devrait enclencher l'article 50 du traité de Lisbonne, qui formalise le début des négociations de sortie, « avant ou dans le courant de l'année prochaine ». Dans une autre déclaration, faite en mai, il plaidait pour une stratégie de Brexit centrée sur la recherche d'un accord avec Berlin et non Bruxelles. Theresa May pourrait donc tenter de constituer un axe avec la chancelière allemande, Angela Merkel, à laquelle elle est souvent comparée. lemonde.fr 14.07

Une « immigration de masse incontrôlée » est souhaitable pour l'UE, mais pas pour la Grande-Bretagne... ni pour les Etats-Unis, vous l'aviez remarqué aussi, bravo !

Bienvenue chez les aristocrates.

- Polémique : un coiffeur à 9 895 € par mois pour François Hollande - Francetv info

C'est une polémique dont l'Élysée se serait bien passé : le contrat du coiffeur personnel du chef de l'État a été dévoilé par le Canard Enchaîné. Il a été recruté comme agent contractuel pour la durée du mandat, pour un salaire mensuel de 9 895 euros brut.

L'avocate du coiffeur, elle, affirme qu'il est corvéable à merci, disponible pour chaque intervention et déplacement à l'étranger de François Hollande. De son côté, l'exécutif assume, non sans un certain embarras. "Je peux comprendre les interrogations, je peux considérer que là-dessus il y a des jugements, mais il est là 24h/24", a expliqué Stéphane Le Foll, le porte-parole du gouvernement devant la presse. A son époque, Nicolas Sarkozy avait aussi embauché une maquilleuse à l'Élysée, rémunérée selon certaines sources, 8 000 euros par mois. Francetv info

Concours de populisme.

- Manuel Valls accuse Emmanuel Macron de "céder aux sirènes du populisme" après son meeting - Francetv info

Manuel Valls hausse encore le ton contre son ministre. Devant les députés, le Premier ministre a étrillé une nouvelle fois Emmanuel Macron, mercredi 13 juillet, en l'accusant de céder "aux sirènes du populisme", après les propos qu'il a tenus la veille, lors du premier meeting de son mouvement "En Marche !".

Le ministre de l'Economie, qui cache de moins en moins ses ambitions présidentielles, s'est revendiqué comme "anti-système". "On ne peut pas dénoncer un prétendu 'système' en cédant aux sirènes du populisme quand, circonstance aggravante, on est soi-même le produit le plus méritant de l'élite de la République", a rétorqué Manuel Valls devant les députés. Après Anne Hidalgo mercredi matin, le Premier ministre a rappelé qu'Emmanuel Macron était diplômé de l'ENA, comme un grand nombre de dirigeants politiques.

"Un climat pourri par l'ambiguïté"

S'il ne nomme pas son ministre directement, le chef du gouvernement a multiplié les attaques contre Emmanuel Macron. "Je le dis en présence de ministres, de parlementaires qui ont toujours su montrer leur loyauté. L'éthique de responsabilité, c'est le devoir de clarté, pas l'entretien d'un climat, pourri par l'ambiguïté", a-t-il continué. Francetv info

- Présidence de l'INRA : sénateurs et députés valident la candidature de Philippe Mauguin, dircab de Le Foll - Public Sénat

Alors que sa nomination par François Hollande fait polémique, les députés et sénateurs ont validé ce mercredi la candidature de Philippe Mauguin, dircab de Stéphane Le Foll à la tête de l'INRA. Public Sénat

Honneur à l'indignité.

- Légion d'honneur : qui sont les décorés du 14 Juillet ? - lefigaro.fr

Chaque année, environ 3.000 personnes sont distinguées par la Légion d'honneur. Fondée par Napoléon Bonaparte en 1802, elle est la plus élevée des distinctions nationales. Elle compte aujourd'hui environ 93.000 membres, un chiffre stable depuis dix ans. Le code prévoit un maximum de 125.000 décorés vivants. lefigaro.fr

En famille.

- 4 Vérités - NKM : "Les idées de Macron ne me posent pas de problème" - Francetv info

Etat policier, monde militarisé

- Défense: Marine Le Pen (FN) veut que le budget soit "au minimum" à 2% et puisse "tendre vers les 3%" - AFP

Marine Le Pen, présidente du Front national, souhaite que le budget de la Défense soit "sanctuarisé" et "porté au minimum à 2% du PIB, puis tendre vers les 3%", dénonçant les "choix politiques irresponsables" de Nicolas Sarkozy, puis de François Hollande. AFP

- Affiches et fresque anti-police, Eric Ciotti saisit la justice - Reuters

Le député et président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti (Les Républicains), demande à la justice d'engager des poursuites à la suite de la publication d'affiches controversées contre la police par une branche de la CGT.

Ce proche de Nicolas Sarkozy, qui a annoncé sa plainte jeudi sur Twitter, vise également la réalisation "d'une fresque anti-police" sur un mur dans le cadre d'un festival de street art "subventionné par la commune de Grenoble" (Isère), oeuvre dont la destruction, qui était prévue, a eu lieu le 8 juillet.

"Ces publications stigmatisent l'action des forces de sécurité aujourd'hui confrontées à un niveau d'engagement particulièrement intense" écrit-il dans un courrier adressé au procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris, lettre dont Reuters a obtenu une copie.

"A défaut d'avoir d'ores et déjà été saisi par Monsieur le ministre de l'Intérieur, il serait opportun que les faits visés fassent l'objet des poursuites qu'ils méritent à votre initiative", conclut-il dans les deux courriers relatifs aux affiches et à la fresque. Reuters

- Nest veut booster ses ventes d'objets connectés - LeMonde.fr

Après le départ de son fondateur, le spécialiste américain des produits connectés pour la maison mise sur la sortie d'une caméra d'extérieur pour développer ses ventes. LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie

- La bataille est culturelle et nous sommes en train de la perdre

Au nom du rationalisme et du chiffre, les politiques ont décidé de totalement ignorer la bataille culturelle et idéologique. Slate.fr

- S'habitue-t-on à vivre sous le terrorisme? - Slate.fr

- Donald Trump, le pantin de Poutine

Si le président russe pouvait désigner un candidat pour saper les intérêts américains (et favoriser les siens), il ressemblerait beaucoup au milliardaire. Vladimir Poutine a un plan pour détruire l'Occident, et ce plan ressemble beaucoup à Donald Trump. Slate.fr

- Le discours de Macron, un vrai renouveau du logiciel politique - Slate.fr

- Les insultes faites aux États par Boris Johnson, nouveau ministre des Affaires étrangères britannique - Slate.fr

- Royaume-Uni : Boris Johnson, ministre des bourdes étrangères - LeParisien.fr

- Plusieurs milliers de Vénézuéliens vont acheter leur papier toilette en Colombie

La pénurie de nourriture et de médicaments se transforme en crise humanitaire au Venezuela. Slate.fr

- L'Agence mondiale antidopage appelle à l'exclusion de la Russie des JO de Rio -

L'Agence mondiale antidopage a publié lundi un rapport qui démonte le système russe mis en place notamment lors des Jeux de Sotchi, en 2014. LeMonde.fr

- «Beaucoup de femmes et d'hommes, LGBT et noirs, sont victimes de racisme et d'homophobie»

Du 15 au 17 juillet se tiendra la première édition de la «Paris Black Pride». Une association propose, le temps d'un week-end, des événements culturels, des tables-rondes et des soirées pour réfléchir au quotidien d'une personne LGBT de couleur. Liberation.fr

La causerie des jours antérieurs.

Il y a à peine quelques jours j'interprétais la rupture de Mélenchon avec le PCF et le Front de gauche comme l'annonce de sa droitisation ou sa confirmation plutôt.

- Le NPA accuse Mélenchon de reprendre "la rhétorique de l'extrême droite" - AFP

Bingo, le voilà qui vient de reprocher à l'ouvrier polonais de venir bouffer le pain du brave ouvrier français, sans doute pour être en phase avec le discours dominant ou des commentateurs officiels qui ont interprété ainsi le Brexit contre lequel il était (J'en suis resté à son refus de rompre avec l'UE), histoire de récupérer l'effet du Brexit, le crétin n'ayant pas encore réalisé qu'il avait été confisqué ou qu'il avait été le produit d'une mise en scène des dirigeants de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Le Brexit présentait plusieurs avantages pour l'oligarchie :

- Montrer aux peuples de l'UE qu'il ne servirait à rien, puisque les liens existant entre l'UE et la Grande-Bretagne ne seraient pas rompus et aucune directive européenne intégrée dans la législation britannique ne serait abrogée, sauf peut-être celles encore trop contraignantes régulant la finance, bref, le tout concourant à renforcer le pouvoir de l'impérialisme britannique davantage lié à l'impérialisme américain et donc à l'oligarchie financière anglo-saxonne ;

- Qu'ils en paieraient les conséquences, démontrant qu'il n'existait pas d'alternative à l'UE...

Mélenchon est un populisme de droite incapable de s'assumer.

Il a soutenu l'opération ayant consisté à déverser brutalement des centaines de milliers de migrants sur l'Europe depuis la Turquie avec l'aval de Washington et de l'Otan, mais lorsqu'il s'est agi d'en assumer les conséquences sociales et politiques qui devaient favoriser l'extrême droite, il n'a rien trouvé de mieux que de s'en prendre à des travailleurs immigrés qui ne demandaient qu'à vivre de leur travail. Que faudrait-il faire une fois qu'ils sont sur le sol français, les jeter à la mer, les renvoyer chez eux les menottes aux poignets comme de vulgaires délinquants, les enfermer derrière des fils barbelés, les priver de travail, c'est ce que suggère Mélenchon.

A l'opposé depuis des années je me suis prononcé pour le rétablissement des frontières et l'abolition de Schengen qui profite aux esclavagistes et à l'extrême droite, partant du principe que c'était dans leur propre pays que les travailleurs devaient lutter pour l'amélioration de leur sort et pour en finir avec le régime qui les exploite et les opprime, car personne d'autres ne pourraient le faire à leur place.

Ceux qui n'ont pas compris ma position ont adopté celle de Mélenchon qui devait le conduire là où il en est, alors que je passais pour un réactionnaire sans jamais tenir le discours ignoble que vient de tenir ce charlatan.

J'ai l'avantage sur mes contradicteurs d'avoir immigré en Inde il y a bientôt 20 ans, le 16 août 1996, et donc d'avoir un statut particulier qui stipulait que je n'avais pas le droit de travailler et que j'ai violé, sans que les autorités n'en aient tenu compte, risquant toutefois à tout moment si elles l'avaient décidé, d'annuler mon visa et de me reconduire à la frontière ou de m'expulser.

Quand j'ai décidé d'aller vivre en Inde, j'ai pris une décision individuelle et j'entends qu'elle soit traitée à ce niveau, aussi je considère que je n'ai pas à revendiquer un statut différent de celui m'était proposé en connaissance de cause, je ne réclame aucun avantage particulier ni même d'être traité comme un Indien puisque je ne le suis pas, c'est à moi de m'adapter aux conditions qui m'ont été offertes avec les restrictions qu'elles comportaient ou de retourner en France si elles ne me convenaient pas.

Quand j'ai travaillé à l'Alliance française comme professeur de français, la responsable des cours avec laquelle je m'étais lié d'amitié était chargée de répartir les heures de cours entre les différents professeurs sachant qu'elle ne pourrait pas contenter tout le monde. Jamais je n'ai contesté ses décisions quand elles ne m'étaient pas favorables, estimant que les Indiens étaient prioritaires, car si moi j'avais le choix entre vivre en France ou en Inde, eux ne l'avaient pas.

Pour vous donner une meilleure idée de mon état d'esprit qui n'a rien à voir avec l'affairiste Mélenchon, j'ai été confronté à une situation analogue quand je faisais les études dirigées de classes de 6e et 5e au lycée français. Le proviseur décida de les donner à une professeur d'allemand installée en Inde de longue date, qui avait vu ses heures de cours amputées parce que peu d'élèves avaient choisi l'allemand en option, sa rémunération s'en trouvait réduite d'autant. En apprenant que je ne travaillerais plus au Lycée Français je n'ai pas protesté, j'ai estimé que cette décision était justifiée et j'ai embrassé Marion, on était pote.

La décomposition du mouvement ouvrier fut un acte politique délibéré.

Les opportunistes n'ont pas "donné corps dans la vie à ce mot d'ordre" « plus profondément dans les masses », ils l'ont ignoré !

(Extraits de la résolution du IIe congrès de l'Internationale Communiste)

- "Un des obstacles les plus graves au mouvement ouvrier révolutionnaire dans les pays capitalistes développés dérive du fait que grâce aux possessions coloniales et à la plus-value du capital financier, etc., le capital a réussi à y créer une petite aristocratie ouvrière relativement imposante et stable. Elle bénéficie des meilleures conditions de rétribution ; elle est, par-dessus tout, pénétrée d'un esprit de corporatisme étroit, de petite bourgeoisie et de préjugés capitalistes. Elle constitue le véritable « point d'appui » social de la IIe Internationale des réformistes et des « centristes », et elle est bien près, à l'heure actuelle, d'être le point d'appui principal de la bourgeoisie. Aucune préparation, même préalable, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est possible sans une lutte directe, systématique, large, déclarée, avec cette petite minorité, qui, sans aucun doute (comme l'a pleinement prouvé l'expérience) donnera nombre des siens à la garde blanche de la bourgeoisie après la victoire du prolétariat.

Tous les partis adhérant à la IIIe Internationale doivent, coûte que coûte, donner corps dans la vie à ce mot d'ordre, « plus profondément dans les masses », en comprenant par masse tout l'ensemble des travailleurs et des exploités par le capital, et surtout les moins organisés et les moins éclairés, les plus opprimés et les moins accessibles à l'organisation."

(Quelle précision, quelle insistance... tombée dans l'oreille d'un sourd, mille fois hélas ! - LVOG)

(Un programme de "transactions aimables avec les capitalistes" ou de collaboration de classe avec les capitalistes était plus alléchant. - LVOG)

N'englobant que les ouvriers spécialisés les mieux rétribués par les patrons, n'agissant que dans des limites corporatives très étroites, enchaînés par un appareil bureaucratique, complètement étranger aux masses trompées par leurs leaders opportunistes, les Syndicats ont non seulement trahi la cause de la Révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de la vie des ouvriers qu'ils avaient organisés. Ils ont abandonné le terrain de la lutte professionnelle contre les patrons et l'ont remplacé, coûte que coûte, par un programme de transactions aimables avec les capitalistes. Cette politique a été non seulement celle des Trade-Unions libérales en Angleterre et en Amérique, des Syndicats libres, prétendûment socialistes d'Allemagne et d'Autriche, mais aussi des Unions syndicales de France. (...)

(Politique dite contractuelle, négociations, réunions, conférences, dialogue social, accords en tous genres, etc. une trahison permanente. - LVOG)

On constate dans tous les pays capitalistes une croissance prodigieuse des Syndicats qui ne représentent plus maintenant l'organisation des seuls éléments avancés du prolétariat, mais celle de toute sa masse. En entrant dans les Syndicats, les masses cherchent à en faire leur arme de combat. L'antagonisme des classes devenant toujours de plus en plus aigu force les Syndicats à organiser des grèves dont la répercussion se fait sentir dans le monde capitaliste tout entier, en interrompant le processus de la production et de l'échange capitalistes. En augmentant leurs exigences à mesure qu'augmente le prix de la vie et qu'elles-mêmes s'épuisent de plus en plus, les masses ouvrières détruisent par cela même tout calcul capitaliste qui représente le fondement élémentaire d'une économie organisée. Les Syndicats, qui étaient devenus pendant la guerre les organes de l'asservissement des masses ouvrières aux intérêts de la bourgeoisie, représentent maintenant les organes de la destruction du capitalisme.

(D'où à cette époque l'intérêt d'y militer, ce qui ne sera plus le cas lorsque les syndicats accompagneront les fermetures d'usine, les délocalisations, la politique d'austérité, etc. Les syndicats ne représentent plus "les organes de la destruction du capitalisme" depuis le milieu des années 20, quand le stalinisme s'est emparé de la CGT, mais des organes de soutien au capitalisme, et après il y en a qui prétendent qu'ils seraient indépendants ! Oui, du socialisme, assurément. - LVOG)

3. Mais la vieille bureaucratie professionnelle et les anciennes formes de l'organisation syndicale entravent de toute manière cette transformation du caractère des Syndicats. La vieille bureaucratie professionnelle cherche partout à faire garder aux Syndicats leur caractère d'organisations de l'aristocratie ouvrière ; elle cherche à maintenir en vigueur les règles rendant impossible l'entrée des masses ouvrières mal payées dans les Syndicats. La vieille bureaucratie syndicale s'efforce encore de remplacer le mouvement gréviste qui revêt chaque jour de plus en plus le caractère d'un conflit révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat par une politique de contrats à long terme qui ont perdu toute signification en présence des variations fantastiques des prix. Elle cherche à imposer aux ouvriers la politique des communes ouvrières, des Conseils réunis de l'industrie (Joint Industrials Councils) et à entraver par la voie légale, grâce à l'aide de l'Etat capitaliste, l'expansion du mouvement gréviste. Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'oeuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat ; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de

leurs besoins et leur manque de sécurité.

C'est de cette manière que la bureaucratie syndicale substitue de faibles ruisseaux au puissant courant du mouvement ouvrier, substitue des revendications partielles réformistes aux buts révolutionnaires généraux du mouvement et entrave d'une manière générale la transformation des efforts isolés du prolétariat en une lutte révolutionnaire unique tendant à la destruction du capitalisme.

Etant donnée la tendance prononcée des larges masses ouvrières à s'incorporer dans les Syndicats, et considérant le caractère objectivement révolutionnaire de la lutte que ces masses soutiennent en dépit de la bureaucratie professionnelle, il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des Syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste et le triomphe du Communisme. Ils doivent prendre l'initiative de la création des Syndicats partout où ces derniers n'existent pas encore.

Toute désertion volontaire du mouvement professionnel, toute tentative de création artificielle de Syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle (dissolution des filiales locales révolutionnaires syndicales par les centres opportunistes) ou par leur étroite politique aristocratique fermant aux grandes masses de travailleurs peu qualifiés l'entrée des organes syndicaux, présente un danger énorme pour le mouvement communiste. Elle écarte de la masse les ouvriers les plus avancés, les plus conscients, et les pousse vers les chefs opportunistes travaillant pour les intérêts de la bourgeoisie... Les hésitations des masses ouvrières, leur indécision politique et l'influence que possèdent sur eux les leaders opportunistes ne pourront être vaincus que par une lutte de plus en plus âpre dans la mesure où les couches profondes du prolétariat apprendront par expérience, par les leçons de leurs victoires et de leurs défaites, que jamais le système économique capitaliste ne leur permettra d'obtenir des conditions de vie humaines et supportables, dans la mesure où les travailleurs communistes avancés apprendront, par l'expérience de leur lutte économique, à être non seulement des propagandistes théoriques de l'idée communiste, mais aussi des meneurs résolus de l'action économique et syndicale. Ce n'est que de cette façon qu'il sera possible d'écarter des Syndicats leurs leaders opportunistes, de mettre des communistes à la tête et d'en faire un organe de la lutte révolutionnaire pour le Communisme. Ce n'est que de cette manière qu'il sera possible d'arrêter la désagrégation des Syndicats, de les remplacer par des Unions industrielles, d'écarter la bureaucratie étrangère aux masses et de lui substituer un organe formé par les représentants des ouvriers industriels (Betriebsvertreter) en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires.

(Sauf que voilà, "les couches profondes du prolétariat" ne vaincront pas "les leaders opportunistes" qui demeureront en place pour avoir fui ou n'avoir pas rejoint les syndicats, et elles ne tireront aucune leçon de luttes auxquelles elles ne participeront pas et dont le profit devait aller principalement à l'aristocratie ouvrière. C'est dans "les couches profondes du prolétariat" que l'on trouve de nombreux désespérés, dépressifs, psychopathes, cinglés, suicidaires, criminelles... - LVOG)

5. Comme les communistes attachent plus de prix au but et à la substance des Syndicats qu'à leur forme, ils ne doivent pas hésiter devant les scissions qui pourraient se produire au sein des organisations syndicales si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire, de se refuser à organiser la partie la plus exploitée du prolétariat. S'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront par leur participation économique à convaincre les larges masses ouvrières, que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore très éloigné et vague, mais par les intérêts concrets immédiats de la classe ouvrière, correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière.

(Nos dirigeants attachent plus de prix à la forme des syndicats qu'à leur "but et à (leur) substance", aussi n'envisageront-ils jamais une scission, leurs partis ne s'en remettraient pas. - LVOG)

6. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des Syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des Syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces Syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du Communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se cons tituent des organisations industrielles (soit sur la base des Syndicats, soit en dehors d'eux), tels les Shop Stewards, les Betriebsraete (Conseils de Production), organisations se donnant pour but de lutter contre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est bien entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux Syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des Syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien au contraire, c'est en s'efforçant de hâter cette révolution de la masse des Syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruction du régime capitaliste.

7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque de développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les

ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possible, une union parfaite entre les Syndicats et le Parti Communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution. Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces Syndicats et Conseils de Production (Betriebsraeie) des fractions communistes, qui les aideront à s emparer du mouvement syndical et à le diriger.

(Quelle horreur, laissez-les vivre s'écrient nos dirigeants ! Malheureux, laissez les syndicats subordonnés au PS et au PCF, aux partis de la réaction ou de la contre-révolution, donc à l'Etat et au capitalisme... - LVOG)

II

1. La lutte économique du prolétariat pour la hausse des salaires et pour l'amélioration générale des conditions de la vie des masses accentue tous les jours son caractère de lutte sans issue. La désorganisation économique qui envahit un pays après l'autre, dans une proportion toujours croissante, démontre, même aux ouvriers les plus arriérés, qu'il ne suffit pas de lutter pour la hausse des salaires et la réduction de la journée de travail, que la classe capitaliste perd de plus en plus la capacité de rétablir la vie économique et de garantir aux ouvriers ne fut ce que les conditions d'existence qu'elle leur assurait avant la guerre. La conscience toujours croissante des masses ouvrières fait naître parmi eux une tendance à créer des organisations capables d'entamer la lutte pour la renaissance économique au moyen du contrôle ouvrier exercé sur l'industrie par les Conseils de Production. Cette tendance à créer des Conseils industriels ouvriers, qui gagne les ouvriers de tous les pays, tire son origine de facteurs différents et multiples (lutte contre la bureaucratie réactionnaire, fatigue causée par les défaites essuyées par les Syndicats, tendances à la création d'organisations embrassant tous les travailleurs) et s'inspire en définitive de l'effort fait pour réaliser le contrôle de l'industrie, tâche historique spéciale des Conseils industriels ouvriers. C'est pourquoi on commettrait une erreur en cherchant à ne former ces Conseils que d'ouvriers partisans de la dictature du prolétariat. La tâche du Parti Communiste consiste, au contraire, à profiter de la désorganisation économique pour organiser les ouvriers et à les mettre dans la nécessité de combattre pour la dictature du prolétariat tout en élargissant l'idée de la lutte pour le contrôle ouvrier, idée que tous comprennent maintenant.

(On doit proposer aux travailleurs qui rejettent plus ou moins consciemment le régime et ses institutions, une forme d'organisation qui leur permette de s'adresser aux autres travailleurs, afin de partager leurs expériences et d'élever à leur rythme leur niveau de conscience au niveau du socialisme, de construire de nouveau comités ou conseils et par la même occasion construire le parti... - LVOG)

2. Le Parti Communiste ne pourra s'acquitter de cette tâche qu'en consolidant dans la conscience des masses la ferme assurance que la restauration de la vie économique sur la base capitaliste est actuellement impossible ; elle signifierait d'ailleurs un nouvel asservissement à la classe capitaliste. L'organisation économique correspondant aux intérêts des masses ouvrières n'est possible que si l'Etat est gouverné par la classe ouvrière et si la main ferme de la dictature prolétarienne se charge de l'abolition du capitalisme et de la nouvelle organisation socialiste.

Comment les staliniens exploitent le Brexit au nom de la "souveraineté nationale".

La libération du pays de la soumission à l'Euro, condition pour son développement et la souveraineté nationale - Jeronimo de Sousa, secrétaire général du PCP (parti communiste portugais) - Le Grand Soir

L'OTAN ou l'armée de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

- «L'OTAN, c'est l'empire américain sur lequel le soleil ne se couche jamais» - Par Russia Today - Le Grand Soir 12.07

L'Union européenne est depuis le traité de Lisbonne (2010) «un partenaire stratégique de l'OTAN», c'est-à-dire une succursale de celle-ci...

Pour souligner d'abord que la tenue du sommet relève du pur symbolisme. L'OTAN, c'est l'empire américain sur lequel le soleil ne se couche jamais; le sommet, c'est la cour de Versailles où il faut être vu en train d'orbiter autour du président-soleil pour exister. C'est une alliance dont les Etats-Unis assurent 72% du financement; les autres pays en sont des vassaux. Le symbolisme sert à en souder la solidarité : avec 29 pays membres et autant d'autres pays participants, il est évident que rien ne peut être décidé dans ses réunions elles-mêmes. Tout a été décidé à l'avance par on ne sait quelle méthode.

Un empire, c'est un projet universel légitimé par des gestes sémiotiques et par la menace d'un ennemi extérieur. Cet ennemi, c'est la Russie...

L'OTAN est devenu beaucoup trop grande pour pouvoir exister sans un ennemi presque aussi grand qu'elle.

Si Hillary Clinton est élue présidente des Etats-Unis en novembre, de nouvelles provocations sont une quasi-certitude en 2017. arretsurinfo.ch 12.07

Un scoop, une découverte avec près d'un siècle de retard.

- Après la lutte contre la loi travail, on peut établir une première certitude : le PCF/FDG est un usurpateur et il trahit les travailleurs. - Jimmy Dalledoo - Le Grand Soir 12.07

- La dictature du capital a donc besoin d'une opposition loyale, c'est-à-dire d'opposants qui resteraient acceptables pour la dictature du capital. Et c'est à ce petit jeu qu'aime jouer le PCF/FDG, qui n'est autre qu'une formation de type social-démocrate voulant rester à la gauche du PS, lui-même un des deux grands partis du capital. Le PCF usurpe le nom de communiste, alors qu'il n'est plus communiste depuis longtemps, car il a abandonné tous les principes communistes : dictature du prolétariat, lutte de classe, analyse matérialiste de l'État, etc, etc.

En conservant le non de « communiste », le PCF empêche la reconstruction d'un véritable parti révolutionnaire basé sur des principes communistes. Le PCF rallie donc une partie des couches populaires et les subordonne à la dictature du capital. Sa volonté de rester à la gauche du PS peut se constater dans des régions où le PCF est à la gauche du PS pour gérer ces régions.

Le PCF/FDG est donc une opposition loyale à la classe capitaliste et ils espèrent un bel avenir dans le capitalisme : le PCF/FDG est un sas de décompression pour la dictature du capital. Le PCF/FDG est donc un mensonge très organisé, faisant croire qu'ils seraient les défenseurs des intérêts des couches populaires : en réalité, il oriente ces couches populaires dans la gueule du loup.

Pour que ce mensonge puisse fonctionner, le PCF/FDG détient un outil efficace : la direction syndicale. En effet, la direction syndicale est fournie par le PCF/FDG. Il s'ensuit que c'est le PCF/FDG qui donne les directives politiques à certaines directions syndicales. Lors de la lutte sociale contre la loi travail, nous avons pu constater que le PCF/FDG était très présent dans la lutte syndicale. Lors de la lutte sociale contre la loi travail, les ballons du PDG, FDG, PCF flottaient aux côtés des ballons des organisations syndicales.

Les directions syndicales fournies par le PCF/FDG avaient donc pour consigne de développer la lutte économique, mais de stopper la lutte politique et idéologique. En effet, si cela avait été effectué, si le développement de la lutte de classe avait été complet, la véritable nature du PCF/FDG aurait été avouée : les travailleurs auraient pris conscience que le PCF/FDG veut rester à la gauche du PS et prendre sa place dès que possible.

S'ajoutent aussi des perspectives électoralistes, car après l'élection présidentielle de 2017, il y aura les élections législatives et le PCF/FDG aura besoin du PS pour décrocher des mandats et conserver ses mandats en cours. Il fallait donc pour le PCF/FDG développer la lutte économique contre la loi travail au maximum, afin d'absorber la colère des masses en les asphyxiant économiquement (la grève est limitée car il faut payer les factures et pouvoir se nourrir).

Ceci étant dit, une ligne de démarcation doit être effectuée entre les directions syndicales fournies par le PCF/FDG d'un côté, et les militants et travailleurs à la base de l'autre : il y a même contradiction entre les deux. La solution au problème est d'arracher ce masque social du PCF/FDG dans un premier temps, car il oriente les travailleurs dans la gueule du loup. Il faut en finir avec ces usurpateurs du PCF, afin de reconstruire un véritable parti révolutionnaire pour les travailleurs.

De là renaîtrait un syndicalisme de classe et de lutte et dans laquelle les idées révolutionnaires seraient dominantes. Les travailleurs organisés, conscientisés et armés idéologiquement seraient alors en capacité d'en finir avec ce système pourri et d'en finir avec le mode de production capitaliste.

La seule solution, c'est le socialisme ! Le Grand Soir 12.07

Commentaires d'internautes

- *Texte parfaitement lumineux...*

Cependant le problème à prendre en compte est l'écart entre l'espace et le temps de la prise de conscience.

Combien a-il fallu de trahisons, de reniements de la part de dirigeants félon pour pouvoir publier un tel texte sur un site ou dans un média anti-système tels que LGS, (Et sur d'autres médias), sans se retrouver couvert d'anathèmes allant de "valet de l'Impérialisme" à "traître à la classe ouvrière" ?

Et ceci par des militants sincères qui en parallèle avaient rejeté en bloc les notions de "lutte de classe" ainsi que celles de "dictature

du prolétariat". Des militants qui alors prônaient alors sans arrêt la nécessité de séparer les actions politiques, économiques et syndicales alors que toutes ces actions ne peuvent fonctionner que par syncrétisme interactif.

Combien -t-il fallu de coup de pieds au cul et de baffes de la part de ces dirigeants ignares, incapables ou félons, à ces militants pour que ces derniers se rendent compte de l'état réel des lieux ?

Je n'exagère pas. J'ai écris et rendu public dans le PCF et dans la CGT à mon niveau local il y a plus de 20 ans une analyse presque équivalente. Et même à l'époque je n'étais pas seul, loin de là, à penser ainsi ; nous n'avons obtenu que des quolibets, des accusations de trahison même pas voilées, ou pour ceux qui nous aimaient bien une commisération certaine.

Le vrai problème n'est pas simplement la partie visible de l'iceberg, soit le constat qui vient d'être fait de la déstructuration des organismes "révolutionnaires" suite à ce vide de coordination, mais surtout le fait que c'est dans la conscience même des masses que le travail de déstructuration a été réalisé de l'intérieur de nos orgas par des dirigeants syndicaux et politiques que je ne citerai pas mais que nous connaissons tous très bien.

Pour cela ils ont utilisé la désinformation, l'acculturation des militants, la destruction des systèmes d'éducation politiques et syndicaux au sein de nos orgas, et la trahison de la confiance aveugle de nos militants, quand ça n'est pas l'appel aux instincts les plus bas de l'opportunisme humain.

Aujourd'hui, même si de plus en plus de camarades et de travailleurs sont à même de faire ce constat, on peut tout de même regretter que cela se réalise à travers une des plus graves atteintes aux droits fondamentaux alors que le temps est compté et que la menace d'atteintes bien plus graves y compris envers les libertés publiques tout simplement sont à l'ordre du jour.

Ca n'est pas tout de faire les bonnes analyses, et de découvrir le taureau lorsqu'on en voit les c.....s mais ça n'est certainement pas ainsi qu'on peut gagner les guerres. Ca sert tout au plus à désigner des boucs émissaires, qui de toute façon sont à l'abri, pour se dédouaner de n'avoir pas su être vigilants et actifs, ainsi qu'à à s'auto-flageller inutilement.

Et ce que nous vivons aujourd'hui est bien une "guerre". Non pas une simple "lutte de classe" avec un sous-entendu de fair-play et de sport lié au concept de "lutte", mais une vraie "guerre de classes", sinon même un "génocide de classes" dans certaines parties de la planète dont nous ne sommes pas exclus de faire partie un jour ou l'autre.

Je sais que pour des "pacifistes" le concept de "guerre" sonne comme un "gros mot" imprononçable, mais si on continue à jouer à l'autruche et à attendre après d'hypothétiques hésitations ou remords de nos ennemis pour les empêcher de nous nuire, si nous continuons à mener nos stratégies selon leur canevas, dans 10 ou 20 ans, si ça n'est pas avant, nous ou nos enfants n'auront pas dans leur esclavage le souci de savoir si ce type d'analyse peut s'écrire ou pas... Ou si c'est politiquement correct ou pas.

Je souhaite donc à tous ceux qui au travers de ce texte se rendent enfin compte dans quelle m...e nous sommes, et dans quelle situation nous avons entraîné ceux que nous avions vocation à défendre et à aider d'enfin comprendre qu'il faudrait qu'ils commencent à penser par eux-même et surtout à apprendre à se battre en commun.

Qu'ils comprennent aussi qu'aider les travailleurs ça n'est pas uniquement de poser des emplâtres sur les jambes que le capital a coupés, (afin d'apaiser l'opinion publique au bénéfice des coupeurs de jambes), mais que c'est avant tout montrer et démontrer aux travailleurs par notre exemple qui sont leurs vrais amis et qui est leur seul et unique ennemi.

Politiquement, socialement, syndicalement ; et les trois à la fois si possible.

Il est temps de recréer un vrai Parti communiste révolutionnaire, de vraies orgas sociales de masse, et un vrai syndicat CGT qui travaillent en symbiose." Fin.

Je vous fais grâce de la note nostalgique figurant à la suite de ce commentairen vantant le glorieux passé du PCF qui servait en réalité les mêmes intérêts qu'aujourd'hui, le régime en place.

Ce constat est juste mais insuffisant, encore un effort et vous parviendrez peut-être aux mêmes conclusions que nous. Dans ce commentaire figure des éléments qui expliquent également la scission du POI et la dislocation de l'avant-garde après la mort de Trotsky.

En gros, la question qui est posée aux militants ouvriers est de savoir si oui ou non nous seront capables un jour de renouer avec le marxisme. Attention aux apparences, il est facile de concevoir un discours aux accents marxistes, aussi faut-il veiller à ce qu'il ne s'accompagne pas d'un double langage consistant à refuser de rompre avec les appareils vendus des syndicats ou de caractériser de droite le PS et ses satellites ou alliés électoraux...

Alors que tout le monde sait que la Turquie sert légalement de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique et d'al-Qaïda.

- Paris s'interroge sur La fiabilité d'Ankara face à l'EI - Reuters

La France posera la semaine prochaine à Washington lors d'une réunion de la coalition militaire la question de la fiabilité de la Turquie dans la lutte contre le groupe Etat islamique, a déclaré dimanche Jean-Marc Ayrault. Reuters

- Alain Juppé estime que la Turquie n'a pas sa place dans l'UE -

L'ancien Premier ministre français Alain Juppé a plaidé lundi pour un arrêt de l'élargissement de l'UE, estimant que la Turquie n'y avait pas sa place et demandant la suspension des négociations avec les pays des Balkans. AFP

Syrie. L'Agence Française de Propagande est bien le porte-parole des putschistes du Pentagone.

Désinformation et propagande en faveur des barbares de Daesh et du Front al-Nosra qualifiés de rebelles.

- Syrie: les quartiers rebelles d'Alep totalement assiégés par l'armée - AFP

Les quartiers est de la ville septentrionale d'Alep tenus par les rebelles sont maintenant "complètement assiégés", a indiqué dimanche une ONG, après que l'armée syrienne a repris le contrôle de la dernière route d'approvisionnement y menant.

"Les combattants du régime sont désormais sur la route du Castello et l'ont totalement coupée", a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). De ce fait, "les quartiers de l'est sont complètement assiégés", a-t-il ajouté. AFP

- Syrie : John Kerry s'accorde avec la Russie - Réseau Voltaire 15.07

Le secrétaire d'État John Kerry s'est rendu en urgence à Moscou. Il a successivement rencontré le président Vladimir Poutine, puis le ministre des Affaires étrangères Sergeï Lavrov.

Le secrétaire d'État était venu proposer de joindre les efforts militaires états-uniens et russes contre Daesh, ainsi que l'avait proposé la Russie plusieurs fois en vain.

La discussion devait porter sur les groupes à attaquer et ceux à préserver. Jusqu'ici, Washington soutient une distinction entre jihadistes étrangers qu'il condamne et opposition syrienne modérée qu'il encadre. Cependant, lors du Festival d'Aspen, John Kerry avait surpris ses auditeurs en déclarant : « Il y a plusieurs sous-groupes de Daesh et du Front al-Nosra, notamment Jaysh al-Islam et Ahrar al-Sham, qui ne respectent pas les conditions du cessez-le-feu et mènent des combats ».

Jaysh al-Islam (Armée de l'islam) est un groupe financé par l'Arabie saoudite et encadré, jusqu'au Brexit, par des SAS britanniques. Son représentant, Mohammed Allouche, a présidé la délégation de l'opposition « modérée » aux pourparlers de Genève. Il est particulièrement actif dans la région de Damas.

Ahrar al-Sham (Mouvement islamique des hommes libres du Sham) est un groupe créé au tout début de la guerre contre la Syrie, avant même l'Armée syrienne libre, par la Turquie qui l'encadre. Il est financé par le Qatar et ses relations publiques étaient assurées jusqu'au Brexit par le MI6 britannique. La plupart de ses dirigeants sont membres d'al-Qaïda, mais l'organisation elle-même n'y est pas affiliée. Ainsi, le groupe a-t-il pu publier une tribune libre dans le Washington Post. Il est particulièrement actif dans le gouvernorat d'Alep.

La coordination militaire entre la Russie et les États-unis devrait se faire depuis la Jordanie. Après quatre ans de guerre, les deux Grands seraient convenus d'une interprétation unique du Communiqué de Genève (2012) : la création d'un gouvernement d'union nationale sous la présidence de Bachar el-Assad.

Il n'est toujours pas confirmé que la Maison-Blanche ait approuvé l'accord de Moscou. Réseau Voltaire 15.07

Haut de page

Le 21 juillet 2016

CAUSERIE

Il est tard, 22 h10 à Pondichéry. Je viens de faire une petite balade la nuit en scooter dans la campagne, en fait une course, c'était super.

J'ai passé l'après-midi à terminer l'enclos pour les chèvres, je l'avais fait trop bas, encore une nouvelle expérience. C'est leur nouveau logis. Elles sont paumées et elles pleurent dès qu'elles ne me voient plus, alors quand je suis dans la maison je leur parle, au moins j'ai enfin quelqu'un à qui parler ! J'ignore tout des chèvres. Elles sont adorables, pendant que je bossais elles sont venues me lécher les bras, j'en ignore la signification, je les ai caressées, je n'imagine pas ces braves bêtes animées de mauvaises intentions, j'ai l'impression qu'elles sont très sensibles, on se ressemble, quoi.

En sirotant mon cocktail ce soir, je me suis fait une réflexion qu'il va falloir creuser, je me suis dit qu'il existait un lien entre leur propagande pour la liberté d'expression, les lois liberticides qu'ils adoptent, la violence aveugle qu'ils suscitent par leur politique, le contrôle de la population qu'ils exercent, ces facteurs s'articulant de différentes manières selon qu'il s'agit de la France ou des Etats-Unis, la France ayant la palme de la provocation, de l'arbitraire et de la répression depuis que le tandem Hollande-Valls gouverne. A suivre.

Serais-je devenu anti-américain sans le savoir ?

Hier soir pour me détendre un peu en début de soirée avant de regarder *La fille du puisatier* de Pagnol, j'ai regardé trois courtes vidéos, Lenny Kravitz (American woman) avec une amazone à la batterie à vous faire devenir sado-masochiste, Lynyrd Skynyrd (Sweet home Alabama), fucking de sudistes racistes, ZZ Top (Legs), fucking de texans, en fait je ne comprends pas trop les paroles et je m'en tape, seule la musique m'intéresse, et à part quelques groupes anglais et un groupe allemand, 95% de la musique que j'écoute depuis 50 ans est américaine.

J'ai bien enregistré un concert de Georges Brassens, de Jacque Brel et de Léo Ferré, mais je n'en ai écouté que de courts morceaux, je n'accroche pas, cela ne me fait pas rêver, ne m'inspire rien, pour déconner, je dois être trop américanisé ! Je fais partie de la génération post-soixante-huitarde, Brassens et Ferré étaient déjà morts politiquement, et Brel avait déjà pris sa retraite (son dernier concert remonte à 1964) aux Marquises, on pourrait ajouter Antoine qui l'imita plus tard, "pourquoi, pourquoi ces canons"... parti de Liverpool j'allais atterrir à Nashville... pour finir ma vie en Inde. Entre temps j'allais découvrir la musique classique et devenir fan de Beethoven (ses sonates), le jazz et adorer John Coltrane (Meditation), la musique indienne avec Ravi Shankar, en passant par Kingston avec Bob Marley, et un détour surprenant plus tôt adolescent par James Brown, bref, j'étais voué à devenir internationaliste ou citoyen du monde.

J'allais faire preuve du même éclectisme en littérature, philosophie, cinéma, etc. voyager, vivre sur plusieurs continents, étudier un tas de sujets pendant des décennies, déménager plus de 25 fois, bosser dans plus de 45 entreprises, rencontrer tant de gens différents que je ne vois pas comment je pourrais être devenu anti-américain, anti-français ou je ne sais quoi, raciste, bobo, homophobe, sexiste, conspirationniste, gauchiste, sur quelle base sociale, c'est ridicule, dans quel intérêt, aucun puisque je suis relativement épanoui et mentalement équilibré, intellectuellement développé, matériellement satisfait, sexuellement et sentimentalement comblé, là cela devient grotesque et je vais me fâcher. Il n'y a que sur le plan politique où je me sens frustré, mais c'est aussi de ma faute, donc j'assume.

Si j'ai quitté la France, c'est parce que je ne me voyais pas devoir me battre avec mes semblables pour avoir un boulot et le conserver, faire preuve de bassesses et d'hypocrisies, faire un tas de concessions humiliantes, le tout dans une ambiance nauséabonde, je parle de mon entourage direct, de ma famille. J'ai déserté parce que je n'avais plus d'avenir en France, je devais recommencer une nouvelle vie ailleurs ou l'abréger, j'y ai pensé évidemment. Et dire que j'étais casanier au possible, je n'étais pas du tout préparé à ce changement radical d'existence, j'y ai été contraint par la force des choses comme d'autres se suicident ou commettent des actes monstrueux qui leur oteront la vie et faucheront celle de leurs innocentes victimes. Sans le 11 septembre 2001 je ne serais peut-être jamais revenu à la politique et j'ignore comment j'aurais vécu depuis, comme un légume sans doute, j'aurais régressé, dégénéré, comme quoi je suis ingrat avec le Pentagone, quelle bonne idée d'avoir réalisé ce coup le jour de mon anniversaire, un jour mémorable, mieux qu'un vulgaire feu d'artifice un 14 juillet !

Cela dit, anti ou pro-américain, c'était se situer sur le terrain où notre ennemi veut nous entraîner, et si malgré tout je l'ai traité ainsi, c'était parce que je ne crains pas la controverse.

Aux Etats-Unis, un homme à une station service, dans un cinéma, une école, une entreprise, une boîte de nuit, un supermarché, un parking, bref n'importe où, sort une arme de guerre et tire sur tout ce qui bouge, hommes, femmes et enfants réalisant un carnage, quoi de plus naturel en oligarchie.

Ah oui, c'est vrai, vous n'y étiez pas préparés, on vous avait présenté les Etats-Unis comme une démocratie et vous l'aviez cru béatement, trop tard pour réagir, vous y êtes en France aussi !

Ah vous aviez un train de retard, c'est dommage, navrant, pathétique ! Si cela vous effraie, regardez-vous donc dans un miroir, attention, vous allez vous faire peur !

A vous entendre vous qui saviez tout, en fait vous ne saviez rien, c'est bien cela n'est-ce pas ?

En fait, c'est faux, vous saviez pertinemment ce qui était en train de se passer, mais cela vous arrangeait de faire comme si vous ne le saviez pas en pensant que vous seriez toujours épargnés, et bien c'est raté la réalité vous rattrape au moment où elle est devenue un vrai cauchemar, et vous n'en êtes qu'au hors d'oeuvre, voyez où en sont rendus les Américains, la plupart sont dégénérés, lobotomisés, déshumanisés. Plus de 365 millions d'armes à feu sont en circulation aux Etats-Unis, il suffirait que chaque Américain tire une balle sur un de ses concitoyens pour que le peuple américain disparaisse.

Si tu ne bois pas de Coca Cola et que tu ne manges pas de McDo, c'est que tu n'es pas normal, c'est ce qu'on m'a sorti en France pas aux Etats-Unis, pas hier, il y a environ 30 ans déjà.

Il y a à peu près 40 ans un de mes potes était allé en vacances aux States, il avait loué une grosse bagnole américaine et il était revenu émerveillé. Il bossait comme magasinier dans une boîte américaine, il était fan de Jimi Hendrix et grattait Woodoo Child sur une Fender Stratocaster, il fumait des pétards tous les jours, c'est lui qui m'a fait connaître Informations ouvrières. Quand je l'ai revu 20 ans plus tard, il était devenu chef magasinier dans la même boîte, il habitait dans la HLM de ses parents, il n'écoutait plus Hendrix, il ne se défonçait plus, et il était devenu un sympathisant du PS histoire de ménager ses intérêts.

Quand ils ont rasé une partie de Puteaux pour construire les tours de la Défense j'étais encore un gosse, un grand gosse plutôt niais, très niais, sans que je sache pourquoi parce qu'à cette époque je n'étais pas foutu d'aligner deux idées l'une derrière l'autre, je me suis dit qu'on était en train de s'américaniser. Il faut dire que tous les dimanches soirs à l'ORTF, on avait le droit à un film américain, un film de guerre ou un film policier de préférence, la virilité, la force, la haine, la violence, le pouvoir étaient au rendez-vous, ils étaient déjà omniprésents.

- Pour réussir dans la Silicon Valley, les Français apprennent à s'américaniser - Slate.fr 20.07

Que cela soit dit une fois pour toute, c'était un terroriste et ce fut un attentat.

Mohamed Lahouaiej Bouhlel picolait, se défonçait, il était obsédé sexuel, bisexuel, il se prostituait semble-t-il, il était violent, dépressif, bref, un déchet tel que la société en fabrique à la pelle et va en fabriquer de plus en plus.

Nos héritiers du trotskysme qui prétendaient assurer la continuité du marxisme, emploient volontiers la sémantique des représentants du capitalisme ou ses porte-parole en parlant de terrorisme, alors qu'on a à faire au lumpenprolétariat qui se caractérise par l'absence de conscience politique, à ne pas confondre avec les anarchistes qui peuvent commettre des attentats à caractère politique.

AFP - "Aucun élément de l'enquête ne démontre à ce stade l'allégeance" du Tunisien au groupe État islamique (EI), qui a revendiqué l'attentat, selon le procureur de la République de Paris, François Molins. AFP 19.07

Le tueur de Nice : Amateur de femmes et d'hommes… - Arrêt sur Info 18.07

Le tueur de Nice : Bisexuel, obsédé…

La police française a interpellé un homme de 73 ans, identifié comme le principal amant de Mohamed Lahouaiej Bouhlel, auteur de l'attaque, jeudi dernier, à Nice.

«Ce terroriste peut être qualifié d'obsédé sexuel au regard des auditions de ses différent(e) s partenaires», indique le journal »20 Minutes » citant un proche de l'affaire. Arrêt sur Info 18.07

- Valls: face au terrorisme, "nous devons plus que jamais faire bloc" - AFP

Manuel Valls a estimé mardi soir qu'il fallait "plus que jamais faire bloc" et prendre les mesures "qui s'imposent" face au terrorisme, en ouverture du débat à l'Assemblée nationale sur une quatrième prolongation de l'état d'urgence post-attentats. AFP 19.07

- Jacob à Valls: "contre le terrorisme, on n'a pas le droit de dire qu'on a tout essayé" - AFP

Le chef de file des députés LR, Christian Jacob, a lancé mardi au Premier ministre Manuel Valls que "contre le terrorisme, on n'a pas le droit de dire qu'on a tout essayé", lors du débat sur la prolongation de l'état d'urgence post-attentat de Nice. AFP 19.07

- L'état d'urgence va être prolongé de six mois - AFP

Cinq jours après l'attentat de Nice, l'Assemblée nationale devait prolonger mardi soir l'état d'urgence de six mois, le gouvernement satisfaisant une demande d'une partie de l'opposition, dans un climat gauche-droite tendu et de surenchère politique.

Le projet de loi va rétablir les perquisitions administratives et permettre d'exploiter les données des ordinateurs et téléphones saisis. AFP 20.07

- Le terrorisme, un processus de vieillissement accéléré - Slate.fr

Une année de terrorisme nous fait vieillir de plusieurs siècles. Slate.fr

Il nous ramène plutôt des siècles ou des millénaires en arrière, là où veut nous conduire l'oligarchie...

- Le fantasme de la sécurité à tout prix - Liberation.fr

L'inquiétude de la population, la réponse à la menace, le contexte électoral : tout pousse les politiques à céder au tout-sécuritaire. Avec quels risques pour les libertés ? Liberation.fr

Lobotomie des générations à venir ou des futurs esclaves en oligarchie.

Après la sodomie qui devrait être enseignée dès la maternelle pour que vous puissiez vivre librement votre sexualité et éviter bien des frustrations par la suite, voici comment enclencher le processus de la désagrégation schizoïde de la personnalité, afin que vous ne soyez jamais mentalement équilibré sans en avoir conscience.

- «Parler de l'attentat de Nice en colonie de vacances, c'est une bonne idée» - LeFigaro.fr

Le gouvernement a décidé de transmettre aux directeurs de colonies de vacances, un texte pour aborder auprès des tout-petits, l'attentat de Nice qui a endeuillé la France le 14 juillet. Une bonne idée ? LeFigaro.fr 19.07

Comment créer un climat propice à l'épanouissement du néolibéralisme ?

- Comment l'attentat de Nice a-t-il provoqué un climat malsain en France ? - lefigaro.fr 21.07

Comment cette horreur a-t-elle conduit certaines personnes à ce type d'agissements ? Eléments de réponse avec Olivier Douville, psychologue clinicien et psychanalyste.

Il nous explique que "certaines personnes, atteintes de troubles psychologiques (...) ont l'impression de pouvoir enfin jouer un rôle dans une histoire de laquelle elles avaient été exclues", effectivement, à l'instar de Mohamed Lahouaiej Bouhlel qui était pour le moins particulièrement perturbé sur le plan psychologique sans en rechercher les causes sociales, ce qui ne lui viendra pas à l'esprit puisqu'il a adopté la version officielle de l'attentat terroriste. Vous voyez à quoi cela mène d'adopter aveuglément la version officielle, à ignorer tout un pan de la réalité qu'on interprètera de manière erronée par conséquent, sans remonter à ses origines.

Sans en avoir conscience semble-t-il, il fait ensuite référence à l'objectif de la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de l'oligarchie et par quels moyens elle compte y parvenir : "Notre société risque de devenir malade si la peur génère l'indifférence, la xénophobie ou plus largement le rejet", à l'instar des Américains que les peuples de l'UE sont invités à imiter. Pour finalement adopter le discours néolibéral de Bush ou Valls : "Notre culture politique doit adopter une vision globale du terrorisme. Il faut que chacun comprenne qu'il s'agit d'un mal qui touche non pas seulement notre pays mais de nombreux Etats. La peur (...) peut conduire à des clivages entre «les bons et les méchants.»", sans évoquer une seule fois le développement des inégalités et des injustices qui en sont le corrolaire et qui sont à l'origine de tous les maux de la société ou plus précisément la survie du capitalisme.

Un abonné du Figaro résumait bien l'état d'esprit qui anime la réaction :

- "*... je côtoie beaucoup d'Allemands et avec la politique actuelle , ils sont beaucoup moins ouverts, les choses changent et les occidentaux en ont marre de ce radicalisme et de ces jeunes qui refusent de rentrer dans le cadre de la société ... Et soyons clair des jeunes des cités ils y en a qui s'en sortent très bien donc c'est possible et pour les rebelles, nos lois pénales devraient être plus dures, plus fermes et ça en calmerait déjà une bonne partie, ça les forçerait aussi à rentrer dans le moule de la société mais en France nous sommes beaucoup mais beaucoup trop gentils et souples.*

Pour finir on en souhaiterait presque que la police ait les mêmes droits qu'au USA, ou du moins pendant un certain temps peut être ça remettrait l'église au milieu du village..."

Rassurez-vous le gouvernement ou le législateur y pense. Nous traduirons ce discours par la nécessité politique de faire sauter "le cadre de la société" qui interdit à tous les jeunes et à tous les travailleurs de pouvoir vivre décemment de leur travail, de s'épanouir sur le plan individuel, de profiter du progrès social...

Etat policier.

État d'urgence prolongé : les nouvelles mesures concernant les fouilles - Francetv info

Les policiers auront désormais le droit de fouiller un bagage ou un coffre de voiture grâce aux mesures complémentaires adoptées dans le cadre de la prolongation de l'état d'urgence. "Ouvrir son coffre ou sa valise va être, dans le cadre d'un contrôle d'identité, une obligation. Avant le vote de cette nuit, il n'y avait que le douanier qui avait le droit de fouiller dans nos affaires. Dorénavant, la voiture n'est plus considérée comme un domicile, mais c'est en revanche considéré comme un lieu privé. Jusqu'à présent, les policiers et gendarmes devaient respecter un certain nombre derègles", explique Dominique Verdeilhan en plateau.

3 mois de prison et 3 750 euros d'amende pour refus d'obtempérer

C'était difficile pour eux hors des heures légales, mais possible en cas de flagrant délit. En revanche, ils avaient l'obligation de demander l'accord du procureur si le conducteur était opposé à cette perquisition. "Il faut rappeler que ce ne sont des dispositions applicables que dans le cadre de l'état d'urgence. Si on refuse d'ouvrir son coffre ou sa valise pour une fouille, cela s'analyse comme un refus d'obtempérer qui peut couter jusqu'à trois mois de prison et 3 750 euros d'amende", conclut le journaliste. Francetv info 20.07

La stratégie du chaos et de la guerre

La stratégie du chaos et de la guerre (pour parvenir à leur fin), vous avouerez que le titre d'une de nos rubriques était bien choisi.

On attend de voir la suite, mais jusqu'à présent tous les partis dits ouvriers se sont toujours alignés sur les versions officielles, du 11 septembre 2001 au carnage du 14 juillet 2016 à Nice en passant par le Brexit...

Quelques exemples.

NPA - Massacre de Nice - 18.07

- Ces attentats vont justifier tous les discours...

Mais n'est-ce pas la barbarie des guerres d'Afghanistan, d'Irak, de Syrie ou d'Afrique qui a engendré le chaos social et politique, la misère sociale dont se nourrit Daech, et qui met en mouvement des tueurs animés de son idéologie apocalyptique et meurtrière?

Pour le NPA il s'agit d'un attentat commis par un tueur animé par l'idéologie de Daech, donc un terroriste.

LO - L'attentat de Nice et ceux qui exploitent l'émotion - 18.07

Même si ce n'était pas un attentat, puisque Hollande et Valls ont dit que cela en était un, pour LO également, cela en sera forcément un, même si l'évidence prouve le contraire :

- "Qu'il l'ait voulu ou non, son acte a pris une signification politique parce que foncer dans une foule, écraser enfants, femmes, hommes en voulant faire le plus de morts possible, correspond à la politique voulue par Daech, qui a d'ailleurs fini par revendiquer l'attentat.

- Cette organisation terroriste veut dresser un mur de haine dans la population. (...)

- Sur le plan intérieur, l'attentat de Nice...

La propagande officielle qui consiste à faire en sorte que la population écoeurée au dernier degré se détourne sans nuance de la politique ou se sente impuissante ou dépasser par les événements, et laisse les deux partis officiels de l'ordre, LR et le

PS, gouverner tranquillement.

La guerre et la violence que l'Etat peut exploiter sont la poursuite de la même politique sous une autre forme, afin que ses représentants appliquent les mesures que nécessite la crise du capitalisme et qu'ils ne pouvaient pas ou qu'ils ne pourraient pas imposer au peuple autrement.

POI. Brexit

Il y a ceux qui font preuve d'honnêteté intellectuelle, de perspicacité et de lucidité, qui cherche à comprendre et qui pour cela observent sereinement le développement de la situation, tiennent compte de l'ensemble des faits avant de livrer leurs analyses ou conclusions, et puis il y a les manoeuvriers professionnels, les faussaires toujours prêts à instrumentaliser les faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés en déformant la réalité pour uniquement justifier leur politique, s'agissant du POI, pour nous vendre le front unique avec les organisations qui nous a mené où nous en sommes.

Les faits ont amplement démontré à travers une multitude de réactions politiques et l'orientation des bourses ou des marchés depuis le 24 juin, que le Brexit avait été une victoire pour ceux qui avaient décidé d'organiser ce référendum, au-delà de leurs espérances puisque tous les partis ont repris en choeur la version officielle prouvant à quel point ils étaient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et incapables de faire preuve d'indépendance.

- Communiqué du bureau national du POI - samedi 25 juin 2016 : Une onde de choc mondiale

- Wall Street termine en hausse avec de nouveaux records - Reuters 20.07

Les "marchés financiers européens (...) se sont effondrés", patati patata, cela a duré en tout et pour tout 24 heures. N'étant plus lecteurs d'Informations ouvrières, j'imagine sans prendre le moindre risque que par la suite le POI n'a pas rectifié son interprétation du Brexit. Passons.

Pour éviter les jalousies...

POID. Les réseaux sociaux gangrenés par la réaction.

Le POID dispose d'une page Facebook. Dans cette page figure des infos sur l'actualité et des lecteurs peuvent laisser des commentaires.

J'en ai trouvé un daté du 9 juillet particulièrement scélérat qui explique que s'abstenir aux élections, c'est faire le jeu de l'extrême droite, et appeler à l'abstention carrément militer pour le FN. Qui en est l'auteur ? Apparemmet un militant du mal nommé Parti de gauche qui assure ainsi la promotion de l'ex-ministre de Chirac, Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle de 2017.

Il pose une question : "Le fait de ne pas voter amènera-t-il un changement ?", servira-t-il à quelque chose et formule la réponse : "Strictement à rien parce que ça ne fera rien changer." Il suffit d'inverser cette question pour comprendre pour qui roule le PdG : Le fait de voter amènera-t-il un changement ? Servira-t-il à quelque chose ? Réponse : "Strictement à rien parce que ça ne fera rien changer" sinon cela se saurait depuis que le vernis démocratique trompeur du suffrage universel existe. En fait ce n'est pas tout à fait exact, il sert les intérêt du régime.

Le suffrage universel a servi essentiellement à faire croire aux masses exploitées qu'il serait possible de satisfaire leurs besoins ou aspirations sous le régime capitaliste et dans le cadre des institutions en place, de manière à ce que la classe dominante conserve le pouvoir et ses privilèges, ce qui a amené le parti qui allait gouverner à l'issue de chaque élection à octroyer des concessions à la marge au peuple histoire d'alimenter cette illusion dans le régime. Il n'a pas été conçu pour changer les bases de la société mais au contraire pour en assurer leur pérennité, cautionner, légitimiter les rapports sociaux de production ou d'exploitation en vigueur.

Le suffrage universel devait desservir le mouvement ouvrier et sa cause, dans la mesure où il allait se transformer en un puissant instrument de sa corruption. Il avait aussi comme vertu suprême si l'on peut dire, d'être à la base la négation de la lutte des classes, dès lors qu'il n'était pas l'expression collective de la conscience politique d'une classe, mais d'aspirations individuelles ou de travailleurs atomisés.

Par excellence, le suffrage universel est un instrument de la collaboration de classes, considérant que tous les électeurs seraient égaux en droit ou partageraient le même statut, alors qu'en réalité ils appartiennent à des classes distinctes aux intérêts antinomiques et irréconciliables.

On pourrait dire qu'il fut une revendication démocratique bourgeoise au XIXe siècle, et après avoir été satisfaite elle s'est transformée immédiatement en un instrument antidémocratique destiné à asservir plus solidement les travailleurs au régime en place. Hormis quelques rares exceptions qui confirment la règle, principalement en Allemagne et en Russie au début du XXe siècle, les élus au suffrage universel ne servirent que les intérêts de la réaction, j'entends fondamentalement et en aucun cas le socialisme.

L'auteur de ce commentaire, Hugo Rossi, est un contre-révolutionnaire partisan de l'histrion du régime Mélenchon.

Il nous explique que la révolution n'est pas à l'ordre du jour et qu'en cas de révolution, parce que l'Etat aurait développé un arsenal répressif si puissant, elle serait forcément vaincue, alors qu'il peine à réprimer une émeute dans un quartier ou ne peut prévenir l'assassinat de policiers. Autant dire que cet argument est le fait d'un petit-bourgeois vivant confortablement et que la crainte d'affronter le régime lui inspire la terreur, ce qui ne serait pas le cas de millions de travailleurs se mobilisant pour le renverser.

Ce qui nous renvoie au charlatan Mélenchon que l'on ne présente plus et pour lequel il faudrait voter. Rappelons que tout dernièrement encore Mélenchon faisait partie du Front de Gauche qui a appelé à voter pour Estrosi à Nice.

En conclusion, sur la page Facebook du POID, vous ne trouverez aucun commentaire de militants ou dirigeants de ce parti à la suite de cette prise de position en faveur de la candidature de Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017. Faut-il en déduire que les militants et les dirigeants du POID partagent cette position ?

On conçoit que chacun puisse s'exprimer librement, encore faut-il que chacun use de ce droit et qu'une véritable confrontation des idées existent, or ce n'est pas le cas ici, simple constat. Personnellement je ne suis inscrit à aucun réseau dit social, qui sert davantage à dilluer la conscience politique au lieu de l'affermir ou l'aider à mûrir.

J'ai noté également qu'Attac faisait l'objet d'une promotion dans la page Facebook du POID, il ne manque plus que la Fondation Ford, Coca Cola et les autres multinationales américaines qui financent le mouvement altermondialiste ou le Forum social mondial auxquels participent Attac, sans oublier le PCF...

La France devait être à l'image de ce monde merveilleux...

Qu'y a-t-il de pire que méconnaître la nature humaine ? Se passer d'analyser son propre comportement parce que généralement il n'est guère flatteur. Rassurez-vous, 99% des gens en sont incapables.

Une fois soulagé, voyons le monde merveilleux dans lequel chacun accepte de vivre en ne se sentant pas vraiment concerné ou sans trop se poser de questions.

Tous les titres qui figurent ci-dessous ne concernent que la journée d'avant-hier.

- Syrie : près de 60 civils tués dans des raids de la coalition

C’est vraisemblablement une erreur», selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Amnesty International appelle la coalition à «redoubler d'efforts pour empêcher la mort de civils». Liberation.fr

- Turquie: l'épuration s'étend à l'enseignement et à l'audiovisuel

Le régime Erdogan a étendu mardi à l'enseignement et l'audiovisuel ses purges dans les milieux proches du prédicateur Fethullah Gülen accusés d'être derrière le putsch avorté en Turquie, qui ont désormais tout d'une véritable épuration. AFP

- Disparitions, torture et meurtres par dizaines : un rapport accable l’armée du Kenya

Selon l’ONG Human Rights Watch, l’armée et les services secrets kényans multiplient les exactions contre les réfugiés somaliens dans le nord-est du pays. LeMonde.fr

- Mali: 17 soldats tués dans une attaque revendiquée par deux groupes armés

Dix-sept soldats maliens ont péri mardi dans l'attaque de leur base au centre du Mali, le gouvernement dénonçant une opération "terroriste coordonnée", revendiquée par deux groupes armés, un peul et un jihadiste. AFP

- Libye : deux militaires français tués dans l'attaque de leur hélicoptère à Benghazi

L'assaut est survenu dimanche, rapporte l'agence Associated press, mardi. Francetv info

- Cisjordanie : un enfant palestinien tué par des tirs israéliens

La police israélienne a affirmé avoir tiré des grenades lacrymogènes et assourdissantes sur des manifestants dans le secteur où l'enfant a été tué. LeMonde.fr

- L'OMS redoute une "crise humanitaire d'ampleur" au Soudan du Sud

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dit mardi craindre une "crise humanitaire d'ampleur" au Soudan du Sud et dans la capitale, Juba, où la situation sanitaire s'est encore aggravée à la suite de la dernière flambée de violence. Selon l'OMS, plusieurs Reuters

- Attaque en Allemagne: selon le procureur l'assaillant ne présentait aucun signe de radicalisation islamiste

Au lendemain de l'attaque, l'allemagne a découvert le visage du jeune homme qui a semé la panique dans un train régional de Bavière. Un adolescent d'à peine 17 ans, ressortissant afghan et demandeur d'asile en Allemagne. euronews.com

Aux Etats-Unis, non, en France.

- Nombre record de détenus dans les prisons françaises - Reuters

Un record de surpopulation a été enregistré dans les prisons françaises avec 69.375 personnes incarcérées au 1er juillet pour 58.311 places opérationnelles, selon les chiffres diffusés mardi par le ministère de la Justice. Reuters 19.07

- Nuit tendue dans le Val-d'Oise, après la mort d'un homme à la suite d'une interpellation - lemonde.fr

Suite à la mort d'un jeune homme de 24 ans à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), le quartier de Boyenval a été bouclé pendant quelques heures, dans la nuit du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet, après que des incidents ont éclaté entre de jeunes riverains et la gendarmerie.

Alors que l'individu avait été arrêté dans l'après-midi pour une affaire « d'extorsion de fonds et d'agression à domicile », il aurait fait « un malaise cardiaque », selon le procureur de la République de Pontoise, Yves Jannier. Des proches affirment eux qu'« il a été tabassé ». Une trentaine d'entre eux sont, dans un premier temps, allés s'en prendre à la gendarmerie en guise de représailles, avant de se replier dans leur quartier, et de brûler poubelles et voitures, selon les informations du Parisien.

Un important dispositif de sécurité – 150 gendarmes et policiers, et 60 sapeurs-pompiers – a alors été déployé. Des coups de feu ont été entendus dans le quartier, ainsi qu'à Persan, comme en témoignaient certains riverains sur les réseaux sociaux Twitter et Periscope.

En effet, un peu avant 2 heures du matin, « une centaine d'individus se sont livrés à des dégradations, des incendies volontaires et des tirs à l'encontre des forces de gendarmerie », a précisé le directeur de cabinet de la préfecture du département du Val-d'Oise, Jean-Simon Mérandat.

D'autres témoins ont évoqué un nuage de fumée et plusieurs hélicoptères survolant la ville, et éclairant la commune à l'aide de leurs projecteurs. Le poste de police municipale de Persan aurait également fait l'objet d'une tentative d'incendie – rapidement maîtrisée par les pompiers – et l'avenue Jean-Jaurès était bouclée par d'imposantes forces de gendarmerie, entre le pont reliant Persan à Beaumont-sur-Oise (ainsi que la gare de Persan). Il a fallu attendre 3 h 30 du matin pour que la tension retombe.

Un gendarme a été légèrement blessé, et une personne a été interpellée. Deux enquêtes ont été ouvertes – l'une de la section de recherches, l'autre de l'inspection générale de la gendarmerie – pour « éclairer » les circonstances du décès de l'homme interpellé, a indiqué le procureur. lemonde.fr 20.07

Loi travail : Adoptée !

- Loi travail: Valls déclenche un ultime 49-3 pour l'adoption définitive - AFP

Manuel Valls a déclenché mercredi un troisième et ultime 49-3 pour faire adopter définitivement, et sans vote, le projet de loi travail, vanté comme "une grande réforme de ce quinquennat", après cinq mois de polémiques politiques et de contestation sociale émaillée de violences.

Fruit d'une "large concertation" ayant débouché sur "un compromis solide avec les organisations syndicales et de jeunesse réformistes", ce texte "de progrès", porteur "de nombreuses avancées", est "indispensable pour l'avenir de notre pays", a affirmé le Premier ministre à la tribune.

"Sur certains textes, le gouvernement ne dispose que d'une majorité relative (?) mais il n'y a pas de majorité alternative dans cet hémicycle", a-t-il lancé à l'adresse des députés de gauche, notamment PS, opposés à un texte qu'ils qualifient de "régression sociale". AFP 20.07

Soutenir la rupture entre le syndicalisme et le socialisme, entre le combat syndical et le combat politique pour le socialisme au nom de la défense de l'indépendance des syndicats devait fatalement le conduire à épouser la réaction et ses besoins ou objectifs.

Le syndicalisme qui n'était pas orienté consciemment vers l'émancipation du capital, se condamnait à la collaboration de classes et à la trahison.

Quel parti situe aujourd'hui le syndicalisme dans cette perspective politique ? Aucun par crainte d'affronter leurs appareils qui incarnent le régime.

- Adoption définitive de la loi Travail : les conséquences dans le monde du travail - Francetv info

Cinq mois de contestation de la loi Travail n'auront pas changé grand-chose. Au final, les accords d'entreprise pourront bien primer sur les accords de branche avec des conséquences possibles sur le temps de travail. Une signature des syndicats qui représentent au moins 50% des salariés suffira par exemple pour déroger aux 35 heures et passer à 46 heures hebdomadaires.

Les entreprises pourront licencier plus facilement

Même principe pour la majoration des heures supplémentaires. Elles étaient généralement payées 25 % de plus. Désormais, selon les entreprises, elles pourront êtres majorées de seulement 10 %. C'était aussi un chiffon rouge pour la CGT, les entreprises pourront bel et bien licencier plus facilement en cas de baisse significative des commandes ou du chiffre d'affaires. En fait, le gouvernement n'a cédé que sur des points de détails. Francetv info 20.07

L'adoption de cette loi signe la faillite du mouvement ouvrier et de la conception de la lutte de classe de nos dirigeants depuis 70 ans.

La néolibérale va-t-en-guerre Hillary Clinton est la candidate des médias-oligarques français.

- Donald Trump : un programme de promesses mensongères ou irréalistes

Aux États-Unis, Donald Trump sera bien le candidat républicain dans la course à la Maison-Blanche. France 2 s'intéresse à son programme et à son réalisme. Francetv info

- Un conseiller de Trump appelle à "fusiller" Hillary Clinton

La haine envers Hillary Clinton atteint des sommets inimaginables dans le camp républicain, survolté par la convention d'investiture de Donald Trump qui se déroule à Cleveland du lundi 18 au jeudi 21 juillet. Le Huffington Post

- Echauffourées en marge de la convention républicaine à Cleveland

Dix-sept personnes ont été interpellées. Deux policiers souffrent de blessures légères. LeMonde.fr

Haut de page

Le 23 juillet 2016

CAUSERIE

Ils se trompent énormément.

Ceux qui avaient pronostiqué que Trump ne serait pas investi par le parti républicain pour le représenter à la prochaine élection présidentielle américaine se sont plantés. Pourquoi ?

Parce qu'ils n'ont pas pris en compte qu'en présentant un tel pître, c'était le meilleur moyen de faire élire la candidate favorite du groupe Bilderberg, H. Clinton. Vous n'en êtes pas convaincus ? La preuve, une de plus disons :

- Ce jeudi 21 juillet soir, alors que Donald Trump venait à peine d'être investi comme candidat officiel du parti républicain à l'élection présidentielle américaine de 2016, Google a révélé que le terme "3ème candidat indépendant" avait connu peu de temps après un pic d'augmentation… de 1150% sur le moteur de recherche. Atlantico.fr 23.07

Aux Etats-Unis, non en France.

Vous étiez jeune et Noir, vous vous baladiez tranquillement avec des potes, vous apercevez des policiers qui se dirigeaient dans votre direction, vous n'aviez pas vos papiers sur vous, vous prenez peur et vous détallez, pas assez vite, les policiers vous rattrapent, vous plaquent violemment au sol, vous menotte dans le dos et vous embarquent sans ménagement dans leur fourgeon, et quelques minutes plus tard vous en sortirez... les pieds devant, mort.

Un banal accident selon le procureur de la République, à l'entendre vous étiez pratiquement à l'agonie, vous étiez atteint sans le savoir d'« une infection très grave touchant plusieurs organes », en fait vous devriez remercier ces policiers de vous avoir évité bien des souffrances à venir. (Source : A Beaumont-sur-Oise, entre 1 500 et 5 000 personnes réclament « justice » pour Adama Traoré - Le Monde 23.07)

Moi ce qui m'étonne, c'est que personne parmi sa famille n'ait pris un fusil à pompe ou une kalachnikov pour se soulager ou pour venger cet assassinat qui restera impuni.

Tabloïd. Paris Match, le choc des mots... version lutte de classe.

C'est La Tribune des Travailleurs (POID) avec en couverture : Nice l'horreur frappe à nouveau.

Ils ont tout compris... de travers !

Extrait de l'éditorial de la Tribune des travailleurs du 20 juillet 2016 :

- "*13 novembre 2015 : le soir des attaques contre le Bataclan (...) notre parti souligne que le combat « pour la défense des droits ouvriers, pour la démocratie, pour la paix, pour la souveraineté, pour la civilisation humaine contre la barbarie (…) implique – plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons – que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat »*", ignorant délibérément le fait que "*les organisations*" soutenaient DÉJA l'intervention militaire du gouvernement français en Syrie et en Irak notamment, l'ensemble de sa politique antisociale et impérialiste.

Que ne feraient-il pas pour ménager les appareils corrompus de la CGT et de FO, car à travers "les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière", c'est bien de leurs dirigeants dont il s'agit, et non des militants qui luttent au côté des travailleurs contre ces appareils. Il faut bien que d'une manière ou d'une autre les opportunistes justifient leur refus de rompre avec les appareils vendus des syndicats.

Alors que la totalité des partis présents à l'Assemblée nationale et tous les syndicats auront tout fait pour faire passer la loi Travail ou El Khomri, soit en soutenant ouvertement le gouvernement et en s'alignant sur le Medef, soit en le soutenant indirectement en ne rompant pas le dialogue social et en organisant 13 journées d'action bidons, le POID prétend que l'union sacrée serait un "mythe" en France.

L'union sacrée existe belle et bien depuis ou bien avant la fondation de la Ve République, les uns et les autres se répartissant les rôles entre légitimistes et opposants d'opérette se relayant au pouvoir pour le compte des capitalistes.

- "Cinq mois de lutte de classe acharnée pour le retrait de la réforme El Khomri ont rétabli les lignes de classe et fait voler en éclats le mythe de l'union sacrée."

Pourquoi ce déni ? Pardi pour remettre le couvert aux syndicats corrompus et aux partis de droite qui les contrôlent.

La Tribune des Travailleurs - 21 juillet 2016 – Cinquante-huit députés, PCF, frondeurs du PS, Verts …publient dans le journal du dimanche une tribune, réagissant à l'utilisation du 49-3 par le gouvernement pour faire passer la loi Travail en force en dernière lecture à l'Assemblée. « On aurait tort de croire le débat clos avec l'adoption de la loi Travail. Il ne fait au contraire

que commencer. Nous y prendrons toute notre part », avertissent-ils.

Quelle audace ! Cette citation ne faisant l'objet d'aucun commentaire, les lecteurs seront appelés à "croire" si cela les arrange, que ces "cinquante-huit députés, PCF, frondeurs du PS, Verts" seraient de véritables opposants à la loi Travail, mieux encore ou pire selon nos convictions, que l'Assemblée nationale remplirait le rôle d'un véritable parlement dans une démocratie bourgeoise, et servirait de tribune à des partis qui représenteraient réellement les intérêts des travailleurs, nous serions donc en démocratie (certes étriquée) et non en oligarchie, bref, la nature du régime en place n'aurait pas évolué depuis 1958.

Guerre idéologique. Quand la propagande de l'oligarchie se propage à l'école.

La modification des rapports sociaux au sein de la société sans que les rapports sociaux de production n'aient été inversés va de paire avec le passage progressif du capitalisme à l'oligarchie, de la soumission inconsciente au servage consenti.

C'est ainsi que l'école devrait dorénavant enseigner des valeurs telles que les interprète le législateur, et ne plus transmettre des connaissances mais uniquement leurs interprétations en tenant compte de ces valeurs, les faits devenant secondaires au profit de leur interprétation, de manière à formater les esprits de nos enfants ou petits-enfants pour les orienter dans une direction conforme au rôle qui leur serait révolu en oligarchie. Evidemment, le développement de leur personnalité ou de leur esprit critique en fonction de leurs expériences de l'existence serait inutile et banni d'un tel processus.

Comment au nom de la défense de vos droits, ils entendent imposer au peuple un mode de pensée et de vie qui soit conforme aux critères et aux objectifs ou besoins définis par les idéologues néolibéraux ou de l'oligarchie financière.

L'Etat s'emploie à opposer les différentes générations entre elles afin de mieux les contrôler. Aussi pour parvenir à cet objectif faut-il que chacun des membres qui les composent adoptent les mêmes idées et les mêmes comportements quelle que soit la classe à laquelle ils appartiennent. Et le meilleur moyen est encore que l'Etat ou le législateur leur dicte, et que sous la menace d'être livrés à la vindicte publique ou de poursuites judiciaires, ils abdiquent leur droit de pensée et d'adopter un comportement en fonction de leur interprétation de leur condition ou de la société, et se soumettent de gré ou de force à ceux que l'Etat aura définis une fois pour toute, baîllonnant la liberté d'expression ou la réduisant à un exercice.

C'est ainsi que l'Etat et l'école entendent se substituer aux parents pour éduquer leurs enfants, pour déterminer les rapports que les parents doivent avoir avec leurs enfants (et que les enfants doivent avoir entre eux) sans se soucier des différences sociales et des différents niveaux de conscience qui existent dans la société, qui selon les cas rendront ce réglement de police dangereux ou inapplicable ou participera à la déstabilisation des rapports entre les parents et leurs enfants, une fois les parents destitués du pouvoir ou des prérogatives qu'ils pouvaient faire prévaloir pour être respectés par leurs enfants, ces derniers seront livrés à eux-mêmes ou adopteront un comportement échappant totalement au contrôle de leurs parents que le législateur réprimera pour en être responsables.

Le 11 janvier 2015, tous les enfants scolarisés quel que soit leur âge devaient être Charlie, et gare à ceux qui ne l'auraient pas été en adoptant une autre attitude qu'ils auraient pu copier sur leurs parents, l'Etat se substituant arbitrairement à leur autorité ou à leur responsabilité.

Un autre exemple, la fessé. Ils veulent l'interdire et sanctionner les parents qui s'y adonneraient. Sauf que voilà, il y a de nombreux parents qui à court d'arguments face à la conduite de leurs enfants ou le refus de leur obéir recourent à la violence envers leurs enfants.

Je parle en connaissance de cause pour avoir été ce qu'on appelle un enfant battu de ma naissance jusqu'à mon adolescence, et même plus tard, à 36 ans il a voulu me cogner dessus mais il était déjà trop malade et affaibli, il se contentera de me foutre dehors, c'était après mon retour d'Inde après avoir échoué à m'y installer la première fois j'avais atterri chez mes parents, la nuit tombée je me retrouverai à la rue.

Quand on a été battu tout au long de son enfance, on a forcément subi une expérience traumatisante et on en conservera une trace à vie. Parmi ceux qui une fois adultes auront des enfants, ceux qui n'auront pas développé leur conscience reproduiront de préférence quasiment mécaniquement avec leurs enfants l'éducation qu'ils avaient reçue de leurs parents, et les autres adopteront une autre méthode ou d'autres rapports avec leurs enfants en s'adressant à leurs facultés de raisonnement ou de logique qui ne demandent qu'à s'épanouir.

Faut-il avoir le temps de s'occuper de ses enfants, faut-il encore avoir conscience qu'ils ont besoin de leurs parents au-delà des questions alimentaires, faut-il avoir conscience qu'il faut consacrer du temps à nos enfants, même quand celui-ci est restreint parce qu'on travaille et qu'on doit faire face à d'autres obligations quotidiennes, faut-il encore être capable de se mettre au niveau d'un enfant quel que soit son âge, faut-il encore être en mesure d'aborder les questions qu'il se pose ou qu'il nous pose pour y apporter des réponses qui soient à sa portée et vérifier qu'il les a bien saisies, encore faut-il être préparé au rôle de père ou de mère, de préférence faut-il encore avoir souhaité cet enfant et l'aimer tendrement, en faire la démonstration plusieurs fois par jour, qu'il soit aimé par sa mère et son père et que ceux-ci s'entendent suffisamment bien, bref, cela fait beaucoup de conditions

à réunir pour que les relations entre des parents et leurs enfants soient harmonieuses ou se développent harmonieusement et se passent de toute parole ou geste déplacé ou violent.

Si par chance, je n'ai jamais élevé la voix ou la main sur ma fille, je conçois très bien que d'autres parents n'en soient pas capables et recourent à la violence envers leurs enfants. Je ne les juge pas, comme je ne juge pas mes parents, car je considère que la société dont les rapports sociaux reposent sur la violence est à l'origine de leur comportement violent, qui témoigne davantage de leur manque de patience et de leur désarroi face aux diffultés de l'existence que leur cause cette société. Aussi, c'est uniquement elle que je juge et que je condamne, contrairement aux législateurs qui fait porter les conséquences de ses tares sur les parents qui seraient indignes d'avoir des enfants, alors que c'est leur société infâme qui est indigne d'exister une minute de plus.

Il existe aussi des parents qui font preuve de laxisme envers leurs enfants, qui leur accordent un maximum de liberté ou ne s'en occupent pour ainsi dire pas, qui les gâtent ou les flattent à longueur de temps pour avoir la paix pensent-ils, jusqu'au jour où ils tournent mal ou rencontrent de graves problèmes avec eux, ils ne les frapperont pas forcément, ils les réprimanderont et seront impuissants à leur faire entendre quoi que ce soit car il sera trop tard, les liens se seront trop distendus au fil des ans, les deux seront autant à plaindre sans que cela ne serve à quelque chose non plus.

Comme quoi il n'est pas facile de trouver la bonne formule pour élever un enfant, qui a autant besoin de la présence de ses parents, de leur tendresse, de leur complicité, de leurs facultés de discernement, etc. autant de choses que ni l'Etat ni l'école ne peuvent leur apporter contrairement à ce que prétend le législateur, ou plutôt il se moque qu'il doive s'en passer, puisqu'il sera destiné une fois adulte à se soumettre à une société qui aura perdu toute trace de valeurs humaines.

L'autorité de l'Etat qui nous écrase tend à réduire toujours plus le champ de notre liberté qui était déjà réduit, s'y soumettre, c'est abdiquer nos droits, mais cela va encore plus loin puisque c'est formater les consciences de sorte qu'il soit impossible de penser autrement, de penser librement quelle orientation nous voulons donner à la société, à notre existence.

Si parfois on emploie de manière excessive le terme de lobotomie qui pourrait s'appliquer ici, c'est parce qu'on a conscience du danger qui menace la civilisation humaine, car passer du capitalisme à l'oligarchie, c'est sortir du cadre de la civilisation humaine, des valeurs et des principes qu'elle s'est forgée aux cours des millénaires antérieurs tout en profitant de façon inégale aux différentes classes sociales de la société, le but de notre combat politique étant de les rendre universels afin que tous les hommes puissent se les approprier et en jouir librement sans empiéter sur la liberté d'autrui, en passant, comme quoi le communisme demeure bien l'idéal humaniste le plus élevé.

Trois titres et extraits d'articles qui m'ont fait réfléchir à ce sujet.

- L’Ecole de la désillusion - legrandsoir.info

Le déclin du niveau des élèves est une affirmation qui n’est plus à contester. Il suffit de comparer leurs acquis linguistiques et culturels avec ceux de leurs prédécesseurs des années 60 - 70 pour mesurer l’ampleur de ce constat. legrandsoir.info 20.07

Un désastre qui les met au même niveau que les Américains, par exemple.

- Un centre aéré déconseille aux fillettes de porter des jupes

Une centre de loisirs de Reims a distribué une note aux parents demandant aux filles de porter un short sous leur jupe, pour éviter les «comportements déplacés» des garçons, provoquant l'indignation sur les réseaux sociaux. Liberation.fr

Si on comprend bien, il faut interdire aux filles et aux garçons de se découvrir, de découvrir leurs différences, un jour ils en viendront à interdire aux femmes les robes et les jupes, il leur restera le niqab, c'est mieux !

- Les enfants contrôlent-ils le monde?

Avoir un enfant en 2016 et depuis quelques années déjà, semble nécessiter de choisir son camp: Thénardier ou Bisounours. Elle est étrange, tout de même, cette société où la formule de l'«Enfant roi», désignant une génération de petits cons ingrats pourris gâtés, est si vite lâchée... Slate.fr

Libération exprime le voeux que la société devienne encore plus policière

La rédaction de Libération a été accusée de complotiste par Bernard Cazeneuve, après que Libération a contesté le dispositif de sécurité mis en place à Nice le 14 juillet dernier.

Cette polémique a été fabriquée pour vendre leur torchon et faire croire aux ignorants qu'il manipule à l'indépendance de ce

média-oligarque, afin qu'ils adhèrent à leur conclusion que ne reniera pas le ministre de l'Intérieur. Et si Libération se défend avec véhémence de faire dans le complotisme, c'est pour mieux tromper ses lecteurs.

La défense adoptée par Libération est intéressante, car pour se justifier Libération reprend les arguments qu'il refuse aux journalistes d'investigation des médias dits alternatifs, quand en conclusion de leurs enquêtes ils remettent en cause la version officielle concoctée par le gouvernement suite à certains événements et que Libération s'empresse d'adopter, celui du 14 juillet 2016 ne faisant pas exception à la règle.

Voici ce que Libération a publié hier dans un article à propos des journalistes mis en cause par le ministre de l'Intérieur :

Libération - Ils n'ont fait que leur travail, dans le plus grand respect de la déontologie : enquêter sur des faits ; débusquer les contradictions dans le flot des déclarations ; recouper les informations ; poser des questions ; donner la parole à tous, y compris ceux qui ont été mis en cause. (...) Nous posons les questions et demandons de simples réponses sur les circonstances de l'attentat de Nice. (Complotiste, la rédaction de «Libération» ? Non, monsieur le ministre - liberation.fr 21.07)

Par contre, poser des questions et exiger "de simples réponses sur les circonstances" du 11 septembre 2001 ou du 11 janvier 2015 en France était illégitime ou vous valait d'être accusé de complotisme (ou de soutenir le terrorisme), selon la définition que Libération a jugé utile de rappeler à Cazeneuve "donner une vision de l'histoire et du monde perçue comme le produit de l'action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre" précisant que "Libération n'agit pas dans l'ombre" puisqu'il participe à visage découvert au complot de l'oligarchie contre le peuple, qui consiste à nier que l'origine des maux qui accablent la société et en premier lieu la classe ouvrière provient de l'orientation et de la survie du capitalisme. Au passage, on se souviendra de la définition qu'avait donnée Hollande de la Finance dans son discours du Bourget en 2012, qui correspondait à l'"action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre" sans qu'aucun média ne l'ait relevé. L'oligarchie adopte différentes tactiques selon les circonstances qu'aucun média aux ordres ne mettra en évidence ou ne démasquera.

Libération dans sa bassesse a tenu à préciser sans que cela soit nécessaire, qu'il demeurait un média institutionnel qui "ne mène aucune campagne contre «les préfets, les forces de l'ordre et les services de renseignement qui, dans un contexte très difficile, luttent contre la menace terroriste»", ajoutant que "Libération ne mène pas «de campagnes politiques ou de presse qui visent à atteindre le ministère de l'Intérieur dans sa réputation, faisant fi du travail considérable accompli par ces femmes et ces hommes de devoir»" (id), l'Etat et ses représentants sont au-dessus de tout soupçon.

Libération se contente de relayer la propagande de l'oligarchie, ici en faisant du zèle, car finalement il reproche à Cazeneuve ou plutôt exprime le regret qu'il n'ait pas pris davantage de mesures pour rendre encore plus policière la société face à "la menace terroriste".

La parole de l'Etat est divine et impénétrable

- Nice: le préfet réfute un "mensonge des autorités" - AFP

Valls juge "insupportable la remise en cause permanente de la parole" de l'Etat

Le Premier ministre Manuel Valls a jugé jeudi "insupportable la remise en cause permanente de la parole de l'Etat, du préfet, des policiers", lors d'un déplacement à Saint-Martin-de-la-Porte (Savoie). AFP

Depuis le 11 septembre 2001, chaque fois que se produit un "attentat" ou une attaque, ils subtilisent les images comme s'ils craignaient qu'elles remettent en cause leur version des faits, et ce sont eux qui hurlent au complot quand on dénonce cette pratique. Mais ils ont raison, parce qu'il y en a qui sont encore assez cons pour leur donner raison.

- Attentat de Nice : quand la justice demande à la mairie de détruire 24 heures d'images - lefigaro.fr

Une réquisition judiciaire urgente a été envoyée au centre de supervision urbain de Nice mercredi 20 juillet. Le parquet de Paris évoque un souci «d'éviter la diffusion non contrôlée de ces images». lefigaro.fr

Fabrication d'un terroriste.

Pour accréditer la thèse de l'attentat terroriste prémédité, voilà qu'ils prêtent des complicités à Mohamed Lahouaiej Bouhlel, qui pour se procurer des armes aurait été en contact avec au moins cinq personnes, ce qui ne constitue pas une preuve suffisante pour établir leur complicité, puisque au cas où vous ne le sauriez pas encore, les armes ne sont pas en vente libre en France, donc il n'existe pas d'autres moyens pour s'en procurer que de faire appel à des gens qui sont susceptibles d'en avoir à leur disposition, voyous, gangsters, terroristes potentiels.

tribunemlreypa.wordpress.com - « On est presque soulagés... » décrète, sur France Info, un de ses « grands spécialistes » médiatiques, suite à la revendication par Daech de l'horrible attentat de Nice !

Ainsi, ce n'est plus « un simple déséquilibré » surgi de nulle part, mais un « soldat de Daech », qui a fait ce coup sordide et monstrueux. Nos journaleux se retrouvent ainsi rassérénés, en terrain connu, pour faire la propagande guerrière pour laquelle ils sont rémunérés...

En effet, comment expliquer à tout un chacun que le monde est devenu une sorte de roulette permanente où à tout instant votre voisin de palier, le quidam que vous croisez au volant, peut, sans le moindre signe précurseur, se révéler être une bombe vivante, une arme fatale improvisée, avec un minimum de moyens, constamment disponibles autour de lui...

Le nombre de fous agressifs aurait-il crû brutalement, de façon quasi-exponentielle, en quelques mois, telle une maladie mentale contagieuse faisant brusquement épidémie ? Et de plus une maladie transformant les fous agressifs en meurtriers de masse ?

Alors ? Fous furieux ou soldats de Dieu ?

On doit considérer sérieusement le fait que la société capitaliste en crise, sans perspectives fiables et stables pour le commun des mortels, entraîne de nombreux et profonds déséquilibres psychologiques, du stress, de la dépression de type burn-out ou simplement due à l'isolement, et de la désocialisation, d'une manière générale, en dépit, ou à cause, du développement exponentiel de la communication médiatique.

Autrement dit, le « vivier » s'est agrandi et approfondi, dans lequel peuvent puiser les manipulateurs de tous bords, incluant les organisations terroristes comme les « services spéciaux » des états légalement constitués et reconnus. tribunemlreypa.wordpress.com (Luniterre)

En complément. Quand l'appareil policier de l'Etat sème la terreur.

- COR-Opération antiterroriste menée à Argenteuil, près de Paris - Reuters

Bien lire jeudi dans le 1er paragraphe. Une opération antiterroriste a été menée jeudi après-midi par la DGSI et le Raid à Argenteuil, dans le Val d'Oise, à la demande du parquet spécialisé, a-t-on appris de sources policière et judiciaire. Reuters

La palme de la scélératesse et du cynisme.

- Attentat de Nice: Julien Dray évoque une "faille" liée à la "pression populaire" - L'Express.fr

Le conseiller régional d'Ile-de-France a épinglé ce vendredi l'impatience des Niçois venus assister au feu d'artifice, qui aurait conduit les autorités à relâcher le dispositif de sécurité le soir de l'attentat. L'Express.fr

- Fusillade à Munich: La police «suspecte un acte terroriste» - 20minutes.fr

- Interpol rejoint la coalition internationale pour lutter contre Daesh - 20minutes.fr

La collusion entre l'oligarchie et le pouvoir politique... est Total.

- Hollande perd son conseiller économique qui part chez…Total - 20minutes.fr

Révélé par « L'Express », il s'agit du troisième départ d'un conseiller économique du président vers le secteur privé… 20minutes.fr

Quand Valls en appelle à la guerre civile en ciblant les musulmans responsables du salafisme.

Qui a dit "le discours antimusulman « nourrit les mensonges des terroristes »" ? Réponse : Le populiste Obama. (LeMonde.fr 21.07)

Les drones militaires, les assassinats, massacres, détentions arbitraires, crimes racistes, occupations militaires, etc. nourrissent bien mieux le terrorisme que des discours, Obama sait de quoi il parle...

- Valls: aux musulmans français de mener "partout" le combat contre le salafisme - AFP

Manuel Valls a récusé mercredi à l'Assemblée la proposition de la députée Nathalie Kosciusko-Morizet (LR) de mettre "hors la loi"

le salafisme en tant que "dérive sectaire", estimant qu'il appartient aux musulmans français de mener le combat "partout, dans les mosquées, dans les quartiers, dans les familles".

"Il est temps de déclarer le salafisme hors la loi. Comme dérive sectaire, ou comme atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, choisissons la voie la plus sûre", avait déclaré Nathalie Kosciusko-Morizet dans sa question.

"Les musulmans français ont leur part et nous devons les aider, les encourager, dans la défense de la République. A eux aussi, bien sûr avec notre soutien, de mener le combat pour clairement séparer ce qui est la réalité de l'islam de France et ces idéologies perverses. Ce combat doit être mené partout dans les mosquées, dans les quartiers, dans les familles, sans aucune complaisance, de la manière la plus claire et la plus nette", a-t-il ajouté.

Minoritaire dans l'islam de France, le salafisme est prêché dans "un peu plus de 120 lieux de culte" dans "plus de 2.300 mosquées", et concerne "quelques dizaines de milliers de fidèles", a précisé Manuel Valls. AFP

C'est la survie du capitalisme qui est "responsable de tous les maux"

- Irak, Syrie, Algérie, Afghanistan, Palestine : le “Grand Satan” occidental responsable de tous les maux ? - Atlantico.fr

L'image de l'Occident comme principal facteur de guerre dans le monde est largement inscrite dans les opinions publiques arabo-musulmanes, mais également parmi certains courants de pensée comme les communistes ou la droite nationaliste de nos sociétés occidentales. Atlantico.fr

Les parrains du terrorisme

- Le Canard enchaîné évoque la « complaisance » France/Etats-Unis envers Al-Quaida en Syrie - arretsurinfo.ch

« Ne jamais toucher à un cheveu d’Al-Nosra »

Dans un article du Canard enchaîné en date du 20.07.16, Claude Angeli revient sur le soutien de la France et des Etats-Unis envers la filiale syrienne d’Al-Quaïda : le groupe Al-Nosra.

Selon Angeli, les Etats-Unis se seraient tout récemment décidés à combattre conjointement l’Etat islamique en s’alliant avec les Russes, une demande faite par les Russes depuis fin septembre 2015.

Dans l’article intitulé « Une Coopération USA-Poutine en Syrie et en Irak », Claude Angeli revient sur la « complaisance » franco-étatsunienne jusqu’à présent envers les combattants d’Al-Nosra.

« Une Coopération USA-Poutine en Syrie et en Irak ». (Washington propose « un commandement conjoint » pour bombarder Daesh et Al-Nosra,)

Canard enchaîné, le 20.07.16. Page 3.

Extrait :

« …Il s’agit de passer d’un accord de fait – depuis plus d’un an, Américains et Russes bombardent en évitant que leurs avions ne se percutent – à une franche coopération. L’ambition commune est d’en finir avec Daech et Al-Nosra, la filiale syrienne d’Al-Quaida.

Pour Obama, Kerry et le Pentagone, c’est une véritable autocritique. Jusqu’à présent, si les pilotes de l’US Air Force arrosaient de missiles les positions de Daech, ils avaient ordre de ne jamais toucher à un cheveu d’Al-Nosra. Et les Rafale et Mirage français épargnaient, eux aussi, ces terroristes intouchables, si l’on ose dire. Cette complaisance franco-américaine envers les combattants d’Al-Nosra, aussi cruels que ceux de Daech, mérite une explication. Dans la guerre menée contre l’armée syrienne, « une alliance de circonstance », formule d’un militaire français, s’est constituée, sur le terrain, entre ces partisans d’Al-Quaida et quelques groupes de rebelles, dits modérés, qui rêvaient d’entrer en vainqueurs à Damas et avaient le soutien de Washington et de Paris, où l’on espérait se débarrasser ainsi de Bachar.

Terroristes tolérables

Autre information, partagée, d’ailleurs, avec d’autres médias, et à déguster lentement pour éviter un violent mal de tête : Al-Nosra a des associés dans son combat, les groupes Ahrar Al-Sham et Jaïsh Al-Islam, des terroristes en tout genre financés par nos amis du Qatar, d’Arabie saoudite et de Turquie. A Paris et Washington, personne ne reproche à ses Etats de jouer, depuis bien des

années, aux supporteurs du terrorisme.

Le comportement ambigu des Etats-Unis à l'égard d'Al-Nosra et d'Al-Quaida n'a pas davantage provoqué de hurlements à l'Elysée ou au Quai d'Orsay... » arretsurinfo.ch 20.07

Confirmation

- Qui sont ces rebelles "modérés" soutenus par les USA qui décapitent un enfant près d'Alep ? - atlantico.fr

Ce genre d'horreur est associé à l'Etat islamique. Mais, cette fois, ce sont des rebelles armés par les Etats-Unis qui coupent la tête d'un garçonnet.

Et le magazine Foreign Policy a indiqué que ce groupe recevait aussi des fonds de l'Arabie Saoudite. atlantico.fr 21.07

Quand Hollande vient en aide aux barbares.

- La Syrie impute à la France des frappes ayant tué plus de 120 civils dans le nord du pays - par RT - arretsurinfo.ch

La Syrie demande à l'ONU de prendre des mesures après qu'un raid aérien français a causé la mort de plus de 120 civils le 19 juillet à la frontière turco-syrienne, selon Damas, qui déplore en outre que la coalition soutienne des groupes terroristes.

Le ministre des Affaires étrangères syrien a envoyé des missives au secrétaire général des Nations unies, ainsi qu'au président du Conseil de sécurité pour alerter l'organisation sur les présumés crimes commis par l'aviation française dans le pays. Lors du bombardement du village de Toukhan al-Koubra, situé près de la frontière turco-syrienne, cette dernière aurait provoqué la mort de plus de 120 civils.

«L'injuste agression française a coûté la vie à plus de 120 civils, dont la majorité sont des enfants, des femmes et des personnes âgées, en plus des dizaines de blessées, donc beaucoup sont aussi des femmes et des enfants. Le nombre de civils toujours présents sous les décombres reste inconnu à ce jour», a écrit le ministre syrien cité par l'agence Syrian Arab News.

Ces frappes meurtrières ont lieu un jour seulement après que des avions américains aient tué au moins 20 personnes, majoritairement des femmes et des enfants, près de la ville de Manbij.

«Le gouvernement de la République arabe syrienne condamne, de la façon la plus ferme, les deux massacres sanglants perpétrés par les bombardiers français et américains et ceux qui sont affiliés à la prétendue coalition internationale qui lancent leurs missiles et leurs bombes sur des civils au lieu de viser les groupes terroristes… La Syrie affirme aussi que ceux qui veulent sérieusement combattre le terrorisme devrairnt se coordonner avec le gouvernement et l'armée syrienne», a ajouté le ministère.

En Syrie, la coalition anti-EI tue plusieurs dizaines de civils

Dans la lettre, on peut aussi lire que le ministère des Affaires étrangères syrien condamne aussi le soutien apporté par les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni et le Qatar à des organisations terroristes telles que le Front Al-Nosra et Jaysh al-Islam, malgré le fait que ces groupes aient des liens établis avec l'Etat islamique et Al-Quaïda.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty Internation a condamné les frappes américaines, rappelant que «toute personne responsable de violations du droit international doit être traduite en justice».

Un porte-parole du département de la Défense américain a déclaré avoir eu vent d'informations concernant ces victimes civiles mais n'a pas confirmé la responsabilité américaine des morts causés par ces frappes. «Nous prenons toutes les mesures pour éviter ou réduire au minimum les pertes civiles ou les dommages collatéraux afin de nous conformer aux lois des conflits armés», a-t-il ajouté.

La coalition internationale menée par les Etats-Unis apporte un soutien aérien à la coalition arabe syrienne, un groupe rebelle impliqué dans des combats autour de la ville de Manbij, sous contrôle de Daesh depuis 2014. arretsurinfo.ch 20.07

Partout ils soutiennent les barbares qu'ils prétendent combattre.

- L'ancien président du Yémen dénonce les Saoudiens, les États-Unis et Israël pour leur soutien aux djihadistes - arretsurinfo.ch

Dans une interview avec la chaîne de télévision libanaise Al Mayadeen fin juin 2016, l'ancien président du Yémen Ali Abdullah

Saleh, démis par la révolution de couleur manigancée en 2011 par l'Occident et dite Printemps arabe, s'est exprimé contre le financement saoudien de groupes terroristes et contre l'intervention occidentale au Yémen à des fins géostratégiques.

En plus d'indiquer que les Saoudiens ont soutenu et financé des groupes terroristes, non seulement au Yémen mais dans tout le monde arabe, Saleh a aussi déclaré que les États-Unis et Israël utilisent le wahhabisme et l'idéologie djihadiste pour étendre leur propre influence et déstabiliser leurs ennemis.

Il faut aussi relever que, tandis que Saleh était renversé par des manifestations dirigées par l'Occident, lui-même était largement contrôlé par Washington, D.C. Saleh a travaillé avec les États-Unis dans le cadre de leur programme de bombardement par drones au Yémen, ainsi que pour la cession de territoires aux terroristes d'al-Qaïda. Il était notoire que le gouvernement de Saleh était oppressif et, pour avoir tué et torturé des manifestants, il a été récompensé par une chambre d'hôtel somptueuse aux États-Unis après avoir été chassé du pouvoir, laissant la place au nouveau patron. Celui-ci était identique à l'ancien, sinon encore plus évidemment dans la poche de l'Occident et encore plus désireux de suivre les instructions du CCG.

Les actions militaires et la position prise par l'OTAN, les États-Unis et l'Occident par rapport au Yémen, contre la Syrie et l'Ukraine, sont une nouvelle position ouvertement hypocrite de ces puissances, dans leur tentative de justifier leurs objectifs géopolitiques.

Par exemple, au Yémen, c'est considéré comme une offense pire qu'une invasioncoalisée de la Ligue arabe, que les Houthis renversent un président qui avait été, à la base, installé dans sa position par une puissance étrangère. Cela après que celle-ci eût coordonné la révolte qui l'a d'abord mis carrément à la porte. C'est considéré comme une violation du droit international que les Houthis chassent leur dirigeant et le remplacent par quelqu'un d'autre.

En Syrie, cependant, il n'y a pas d'atrocité barbare ou de crime contre l'humanité au sens propre, qui ne soient pas justifiés dans le but de faciliter la destruction du gouvernement de Bachar al-Assad. Alors que les Yéménites sont condamnés pour le renversement de leur gouvernement oppresseur et corrompu, celui de Bachar el-Assad, légitime, laïque et réformateur, est considéré comme illégitime. Les soi-disant rebelles en Syrie sont considérés comme l'incarnation de la démocratie. Les rebelles au Yémen sont considérés comme une menace pour l'ordre international.

En Ukraine aussi, les États-Unis ont instigué une révolution de couleur qui a débouché sur le renversement d'un président démocratiquement (relativement parlant) élu. En Ukraine, contrairement au Yémen, les individus sur place qui ont renversé ce gouvernement engagé dans une campagne visant à l'extermination de membres choisis parmi leurs compatriotes, ont été salués comme des héros dignes de soutien, au point même d'accroître la possibilité d'une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis.

De toute évidence, certains rebelles sont plus égaux que d'autres. Les concepts de droit international, de démocratie, de droits humains et d'autodétermination sont clairement des impasses. arretsurinfo.ch 20.07

Quelques infos en vrac

C'est plus qu'une vocation, une révélation, un don !

- Arnaud Montebourg a lancé son micro-parti - Francetv info

C'est ce que rapporte "L'Express", jeudi. Avec la création de ce mouvement, Arnaud montebourg peut maintenant collecter des dons. Francetv info

J'ai été con, pour récolter du fric c'est cela que j'aurais dû faire, un micro-parti !

L'Union européenne des multinationales

- L'Agence européenne du médicament veut suspendre des génériques - Reuters

- Monsanto reçoit l'agrément européen pour du soja OGM - AFP

Pourquoi ne pas en profiter ?

- Nice: des mesures de soutien au tourisme et aux acteurs économiques - AFP

- France: trois nouveaux hôtels rejoignent le club des "palaces" - BFM Business

- Bolloré attaque France 2 en justice - Atlantico.fr

Payez donc au smic les ingénieurs puisqu'ils le méritent, cela les fera peut-être réfléchir.

- Intel : 80 % des effectifs français vont être supprimés - lemonde.fr

Mi-avril, le groupe informatique américain avait annoncé un vaste plan de licenciement, prévoyant la suppression de 11 % de ses effectifs au niveau mondial, soit 12 000 emplois. Pour les salariés français, la pilule est particulièrement difficile à avaler : 80 % des effectifs tricolores devraient disparaître, soit près de 750 emplois.

Une situation qui indigne Mustapha Aqachmar, délégué syndical CFE-CGC :

« En France, nous avons la crème de la crème des ingénieurs. Grâce aux subventions de l'Etat et [au] crédit impôt recherche, nos ingénieurs ont le coût salarial le plus faible de tout l'Occident. Intel se cache derrière un discours et un dispositif rôdés. Les chiffres et l'incohérence des justifications stratégiques sont là. Nous savons déjà qu'Intel transfère la R&D et ses savoir-faire français à l'étranger. »

Inquiets de ces coupes massives dans les effectifs, les salariés se disent aujourd'hui prêts à faire les efforts nécessaires pour conserver leurs emplois et à « identifier toute solution pour assurer la continuité des activités de R&D ».

« Nous sommes prêts à envisager toute mesure permettant de conserver des emplois même à des coûts inférieurs par l'utilisation des accords de compétitivité qui seront mis en place par le gouvernement, quitte à les anticiper », précise Arnaud Lenoir, représentant CE d'Intel Corp, qui appelle par ailleurs les pouvoirs publics à se mobiliser. lemonde.fr 22.07

Stratégie du chaos et xénophobie.

- JO-2016: 14 agences antidopage pressent le CIO d'exclure la Russie

Quatorze agences nationales de lutte contre le dopage, dont l'Usada américaine et la Nada allemande, ont envoyé jeudi une lettre commune au président du CIO Thomas Bach l'exhortant à exclure la Russie des jeux Olympiques 2016. AFP

- Le Big Mac, dernière victime de la pénurie au Venezuela

Selon les médias vénézuéliens, le sandwich ne peut plus être commercialisé car la tranche de pain plate qui doit se trouver au milieu du célèbre sandwich est devenue introuvable. Francetv info

- La purge se durcit en Turquie, mandats d'arrêt contre 300 membres de la garde présidentielle - lemonde.fr

Une semaine après le coup d'Etat manqué contre le président Recep Tayyip Erdogan et alors que la Turquie est désormais en état d'urgence depuis deux jours, des mandats d'arrêt ont été délivrés vendredi 22 juillet contre 300 membres de la garde présidentielle en Turquie, a annoncé un responsable du pays.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur Efkan Ala a fait état sur la télévision CNN Turk de l'annulation de 10 856 passeports de personnes, soit déjà arrêtées, soit présentant un risque de fuite, alors qu'une vaste purge est en cours dans le pays.

Bruxelles se montre de plus en plus préoccupée face au tournant autoritaire que prend la Turquie depuis le putsch manqué. La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Federica Mogherini, et le commissaire européen à l'élargissement, Johannes Hahn, se sont exprimés jeudi soir pour faire part de leur « inquiétude » :

« Nous suivons les développements concernant l'état d'urgence que la Turquie a déclaré après la tentative de coup d'Etat, que l'UE a condamné, de très près et avec inquiétude. »

Vaste purge

L'entrée en vigueur de l'état d'urgence, instauré pour trois mois, est survenue « dans la foulée des récentes décisions inacceptables concernant l'enseignement, la justice et les médias », ont-ils souligné. L'UE appelle donc une nouvelle fois les autorités turques « à respecter, en toutes circonstances, l'Etat de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris le droit de chacun à un procès équitable ».

L'état d'urgence avait été prononcé par le président, mercredi soir, alors que l'étendue de la reprise en main, qui a surtout

frappé l'armée, la justice, l'enseignement et les médias, s'est encore accrue ces derniers jours, suscitant une vive inquiétude, de Washington à Bruxelles. Selon un comptage de l'Agence France-Presse (AFP), au moins 25 000 fonctionnaires ont été suspendus ou démis de leurs fonctions dans cette véritable épuration nationale. lemonde.fr 22.07

- Turquie : « Ce n'est pas seulement une purge, mais un reformatage de l'Etat » - LeMonde.fr

Bienvenue en oligarchie

- 25 ans, toujours puceaux, ils racontent leur calvaire

Régulièrement, sur des forums de discussion, des jeunes hommes postent des messages pour évoquer leur virginité, qu'ils vivent comme un fardeau. Voici les témoignages de deux d'entre eux. Liberation.fr

- La France condamnée pour les enfants nés de GPA

La France a été de nouveau condamnée jeudi par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses réticences à reconnaître la filiation des enfants nés d'une gestation pour autrui (GPA), une pratique qu'elle interdit sur son sol. Conformément à ses deux arrêts de 2014 concernant Reuters

- Pokemon Go enfin au Japon, berceau de Pikachu et consorts

La chasse à Pikachu et autres créatures imaginaires peut enfin débuter au Japon, patrie des Pokemon: le jeu Pokemon Go, qui défraye la chronique partout dans le monde, a été lancé vendredi matin, après une attente insoutenable pour des milliers de fans. AFP

- Après l'attentat de Nice, une «armée de l'amour»

Jérôme Jarre, star des réseaux sociaux Vine et Snapchat, appelle chacun à filmer des actions positives pour «combattre la morosité». LeFigaro.fr

- L'alcool comme cause principale de 7 types de cancers, selon une nouvelle étude

Eh non, pas même avec modération. Une étude publiée le 21 juillet place l'alcool comme cause directe de divers cancers, comme celui du sein ou du foie. Atlantico.fr

Haut de page

Le 27 juillet 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Populiste.

Quand le populisme s'est emparé des opportunistes.

On enrage d'être représenté par de tels pantins.

Tous les jours je me dis, tu continues ou tu arrêtes, à quoi bon, mais ce qui se passe me rend malade, je ne me reconnais dans aucun intervenant, aucun dirigeant, aucun parti, c'est désespérant, leur démagogie me donne la nausée. Du coup je me demande si je ne suis pas devenu fou à mon tour !

Le pire, c'est que dans ma situation, bloquée à l'autre bout du monde dans mon trou, j'ai l'occasion de prendre tranquillement du recul sur ce qui se passe, je n'ai que cela à faire en dehors de mes petites affaires, le jardin et les deux chèvres, penser, réfléchir encore et encore, et j'en arrive toujours aux mêmes conclusions dramatiques indépendamment de ma volonté.

Comment peuvent-ils qualifier d'attentat terroriste l'acte d'un jeune désoeuvré d'à peine 19 ans que je considère encore comme un gosse, à croire qu'ils n'ont jamais eu 19 ans, c'est sidérant! Nos dirigeants sont décidément étrangers à notre classe, ils

n'ont jamais pensé un jour à se suicider et j'en passe. J'ai au moins quatre potes qui se sont suicidés quand ils étaient encore jeunes, tous de la même manière en se foutant une balle dans la tête. Dorénavant nos dirigeants sont vieux, parfois avant l'âge, ils sont bien trop satisfaits d'eux-mêmes (j'avais écrit bien trop cons et je me suis repris !) pour comprendre ce genre de truc ou apprendre à penser par eux-mêmes.

Je pense et je m'exprime ici en ouvrier qui en a plus que marre de leur incurie politique, ceux que cela incommode peuvent aller voir ailleurs, on ne les retient pas, chez nous ou entre nous on se comprend, c'est l'essentiel, on n'a pas été élevé dans la soie. Sur ce, on verra si on continue ou non.

Quelques réflexions politiques

1- Plus de 560 kms de bouchons, au secours, c'est la crise !

Bon, pas pour tout le monde, ouf, nos dirigeants respirent ! Vous savez ceux qui veulent absolument éviter que vous en subissiez les conséquences pour que vous puissiez continuer de vivre normalement en vous foutant de ce qui se passe autour de vous ou ailleurs, ce qui vous vaudra de soutenir le régime si nécessaire, les mêmes dirigeants s'en contrefouent éperdument, même que cela les arrange à dire vrai. Allez, que la paix soit avec vous, amen, prière de dirigeants laïques et socialistes version trotskystes, s'il vous plaît.

2- Quand la désinformation en continue sert l'entreprise des ouvriéristes, tiers-mondistes qui se prennent pour des internationalistes et marchent dans les combines criminelles de l'OTAN.

Souvenez-vous, il n'y avait pas de mercenaires étrangers dans le nord de la Syrie selon la journaliste Florence Aubenas. Puis petit à petit on apprit qu'ils étaient en réalité 10.000, 30.000, 80.000, voire plus, de 20, 50, 85 nationalités différentes.

Le Monde - L'influence de djihadistes "salafistes" étrangers fait l'objet d'une controverse intense entre le pouvoir régulier et les rebelles. Avez-vous des éléments sur cette question ?

Florence Aubenas : Oui, c'est l'argument principal du régime contre les rebelles. Dans la région du Nord où j'ai passé un mois, je n'en ai pas rencontré. Il serait impossible pour des combattants étrangers d'y passer inaperçus : la rébellion recrute par famille, par village. Tout le monde se connaît, loge au même endroit.

J'ai longuement interrogé des commandants sur l'existence de camps d'entraînement ou de soldats venus d'ailleurs. Eux non plus n'en connaissaient pas. Autre élément : la manière dont les rebelles se battent montrent la pauvreté de leur moyens, en armes et même en nourriture. Il n'y a même pas une kalachnikov par personne. Je pense que si Al-Qaida les épaulait, ils auraient moins de difficultés face à l'armée de Bachar Al-Assad. Cela dit, il faut rester modeste : la situation peut être différente dans d'autres parties du pays. Le Monde.fr 16.08.2012

En famille. "Je pense que si Al-Qaida les épaulait", tout était dit ici. On comprend mieux pourquoi cette ex-otage en Irak en 2005 avait été libérée...

Il n'y avait pas non plus de barbares d'EI ou d'al-Qaïda parmi les migrants ou réfugiés qui se sont déversés les mois précédents en Europe.

3- Pendant que tout le monde dit ce sont des criminels en parlant des différents auteurs des attaques ou attentats, le gouvernement français qui bombarde l'Irak et la Syrie (notamment, le Mali aussi, etc.) se voit épargner ce qualificatif mille fois mérité.

4- Particularité des différents auteurs des attaques des derniers jours en France et en Allemagne : ils avaient moins de 20 ans, des jeunes adultes qui se sentaient exclus de la société, sans avenir, à devenir fou au point de souhaiter abréger leur vie prématurément.

Dans cette société infâme basée sur l'individualisme forcené, l'hypocrisie, l'argent et la méritocratie, les plus vulnérables qui cumulent les handicaps n'ont aucune chance de s'en sortir, sauf exceptions qui confirment la règle, parmi lesquels figurent les arriérés qui se fondent dans le système et s'estiment heureux de leur sort , et qui se permettent de donner des leçons de civisme ou de morale à la terre entière, ils y sont encouragés par les abrutis qui flattent leurs qualités misérables qu'ils partagent avec eux.

5- Valls a été hué à Nice lors de l'hommage officiel aux victimes de l'attaque du 14 juillet. Quelle affaire, mais personne ne se demandera par qui il a été hué, vaut mieux pas, des fois que ce soit des sympathisants ou des militants d'extrême droite...

6- L'art de prêcher dans le désert ou sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante.

Le terrorisme n'est pas un problème religieux mais un problème politique, et c'est une solution politique qui y mettra fin. Ce n'est pas par la destruction de la démocratie et la guerre que nous parviendrons à empêcher nos jeunes en perdition de devenir des terroristes mais en leur offrant l'espoir qu'ils seront respectés ici pour ce qu'ils sont, quoiqu'ils pensent et d'où qu'ils viennent, en accord avec les principes pourtant affichés sur tous les frontons de nos mairies : liberté, égalité, fraternité. legrandsoir.info 26.07

Plus loin vous trouverez un sondage que j'ai qualifié de policier, parce que parmi "les priorités que devrait se fixer le gouvernement en réponse aux attentats récents" ne figurait aucun facteur social, ici non plus, les jeunes sont invités à adhérer aux principes de la République qu'ils rejettent à juste titre parce qu'ils ne comportent pour eux que des devoirs et aucun droit...

- Prêtre égorgé: tuer un prêtre, "c'est profaner la République", estime Hollande - AFP

"Tuer un prêtre, c'est profaner la République, qui garantit la liberté de conscience. C'est semer l'effroi, car ce que veulent les terroristes, c'est nous diviser, nous séparer, nous déchirer", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée, depuis l'Elysée. AFP 26.07

Rien que pour "nous diviser, nous séparer, nous déchirer" votre République qui incarne le pouvoir de l'oligarchie est haïssable. Votre "liberté de conscience" qui justifie le bombardement de la Syrie, de l'Irak, etc. est haïssable.

Reuters - Le président a renouvelé son appel à "faire bloc" face une guerre qui sera longue et face à laquelle la démocratie constitue selon lui "un bouclier".

"Je vous l'assure, cette guerre nous la gagnerons", a-t-il conclu. Reuters 26.07

En bombardant les populations civiles en Syrie...

legrandsoir.info - Le représentant permanent de la Syrie devant l'ONU, Bashar Jaafari, a révélé ce lundi que l'attaque aérienne de la France du 19 juillet dernier sur le village de Tokhar, Manbij, au nord de la Syrie, a été une vengeance pour l'attentat de Nice, alors que celui-ci a pourtant été revendiqué par le Daesh.

Le bombardement de la localité syrienne a causé 164 morts de civils, le double de l'attentat de Nice. Selon Jaafari, le gouvernement français cherchait à punir l'Etat islamique (Daesh en arabe) pour l'attentat de Nice du 14 juillet dernier. Pourtant, les terroristes avaient abandonné le village peu avant l'attaque aérienne pour avoir appris que François Hollande avait promis de se venger. legrandsoir.info 26.07

Revenons à la démocrassie.

Pour être détruite, faudrait-il encore que la démocratie existe. Mais, quoi mais ? Mais quand de Gaulle a perdu son référendum en 1969 il a démissionné, c'était la démocratie. C'est ce qu'on vous a raconté et vous l'avez gobé comme des milliers d'arguments démagogiques. En réalité il a sauvé la paix sociale et son parti qui dans la foulée allait rafler la mise en remportant les deux tiers des sièges de députés, pour l'occasion on appelera l'Assemblée nationale la chambre bleue de la couleur du sigle de l'UDR, l'ex-LR.

La démocratie, cela n'a jamais été qu'un vernis, un voile, une illusion pour rendre plus présentable au peuple le régime en place, une dictature de la minorité sur la majorité. Tous les discours sur la démocratie (et la République) ne servent qu'à tromper les militants et les travailleurs, ils tiennent du populisme.

7- C'est étrange, depuis déjà quelques années il ne se passe pas une semaine ou un mois sans que des personnes soient abattues en pleine rue à l'arme de guerre à Marseille ou dans d'autres villes dans toutes la France, et tout le monde semble s'en être accommodé. Et les personnes impliquées dans ces meutres sont sensiblement les mêmes ou issus du même milieu, que ceux qui se sont livrés ou ont été impliquées dans différentes attaques ou attentats depuis le 11 janvier 2015.

Il faut croire que dans un cas les jeunes victimes n'auraient que ce qu'elles méritent, parce que quelque part elles ne seraient pas tout à fait innocentes, alors que dans l'autre cas elles le seraient. Cela se discute, non ? L'inconscience ou la douce insouciance, c'est un peu la roulette russe en oligarchie. Et puis il y a ceux qui tentent le diable comme l'on dit, par exemple les centaines de milliers de personnes qui se sont entassées dans les "fans zones" lors de l'Euro2016.

8- Nous avions affirmé il y a plus de 5 mois que la loi Travail serait adoptée, c'est fait. Les mauvaises langues diront qu'on a l'air d'en être satisfait. Non, nous avions analysé lucidement la situation, c'est tout. Cela vous étonne, qu'est-ce que vous voulez, les mégalomanes ou les charlatans ne sont pas toujours ceux qu'on croie, il faudra vous y faire.

Un portail d'information qui mérite notre soutien.

14-18 : “On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels” de Investig'Action
https://vimeo.com/99236165

En cette année anniversaire, les médias racontent « comment » a eu lieu la Première Guerre mondiale (dix millions de morts), mais jamais pourquoi.

« Morts pour la patrie », proclament tous nos monuments officiels. Mensonge ! 14-18, c’était déjà une guerre du fric. Non seulement chez les « méchants » (Allemagne, Autriche), mais aussi chez les « gentils (France, Angleterre, Belgique…), le véritable enjeu était : quelle puissance dominera le monde et contrôlera ses richesses ?

C’était aussi une guerre des classes dominantes contre les pauvres, contre leurs propres travailleurs exterminés froidement.

Michel Collon mène l’enquête avec trois historiens : Jacques Pauwels (« 14-18, une guerre de classe »), Anne Morelli (« Principes de la propagande de guerre ») et Lucas Catherine (« Des tranchées en Afrique »). Vous serez surpris par leurs révélations à contre-courant.

La question est donc : comment peut-on, aujourd’hui, répéter les médiamensonges d’il y a un siècle ? Serait-ce lié aux médiamensonges d’aujourd’hui ?

Un tout grand merci à Denise Vindevogel (montage), Jean-Jacques Mathy (images), Romain Dormal (son), ainsi qu’à Nicolas Castillo et Jean-Pierre Vanparys. Merci à vous de regarder cette vidéo entièrement. Pour comprendre à quel point on nous manipule, aussi sur l’Histoire.

Et merci de nous soutenir. En effet, avec cette équipe et d’autres amis, Investig’Action prépare pour la rentrée une chaîne vidéo avec toutes sortes de productions, de formes et durées diverses, afin de mener aussi la bataille de l’info sur le terrain des images. Projet stratégique, projet ambitieux, on a besoin de votre soutien ! Pour donner un coup de main à l’équipe vidéo : coordination@investigaction.org

J'ai téléchargé et visionné cette excellente vidéo destinée à informer et à rétablir le réalité des faits, la vérité qui demeure révolutionnaire et que nos gouvernants haïssent tant par conséquent.

Merci à monsieur Michel Collon qui fait figure ici de socialiste, de marxiste. Il y est dit dans cette vidéo relativement courte, elle dure à peine plus de trente minutes, plus de choses que ce j'avais appris lors de mon GER en 1978 avant d'être coopté à l'OCI (De nos jours, le courant communiste internationaliste du POI et du POID).

Evidemment, tout ne pouvait pas être dit ou abordé dans cette courte vidéo, aussi le rôle de chaque facteur entrant dans la composition de la situation de l'époque se devait d'être traité brièvement ou évoqué succintement, de manière concise mais suffisamment précise et concentrée pour que les spectateurs comprennent les rapports qui existaient entre eux et qu'ils ignoraient pour la plupart d'entre eux, et aboutir à une interprétation de la guerre de 14-18 totalement différente de la propagande de l'époque qui figure encore de nos jours dans les manuels scolaires où la part de non-dits l'emporte.

On aura retenu le choix délibéré des dirigeants de la classe dominante des deux belligérants officiels d'opter pour la guerre en présence d'une crise économique impossible à réduire autrement et qui menaçait l'existence du système capitaliste, leur pouvoir, leurs privilèges tandis que la classe ouvrière s'impatientait ou frappait à la porte du pouvoir. On relèvera également l'entente entre les industriels et les militaires des deux camps pour faire durer la guerre qui leur rapportait de gigantesques profits, et ne pas bombarder leurs quartiers généraux, seuls les ouvriers et les paysans envoyés à la boucherie devant périr lors cette guerre.

Si une partie importante de cette vidéo est consacrée au rôle du colonialisme dans la montée en puissance de l'impérialisme et le rôle qu'il joua dans le déclenchement de cette guerre inter-impérialistes, on peut regretter que bien qu'il soit fait mention de la trahison des socialistes ou sections de l'Internationale ouvrière ou IIe Internationale en Europe, le lien entre les deux facteurs ne soit pas établi, ce qui ne permettra pas aux spectateurs de comprendre pourquoi les dirigeants de la IIe Internationale avaient abandonné l'internationalisme au profit du nationalisme, ce qui pourrait les induire en erreur ou les amener à penser que ce revirement en apparence soudain aurait été dû à la personnalité de leurs dirigeants, qui auraient pu se laisser corrompre suite aux succès électoraux de leurs partis, autrement dit, il aurait suffi par la suite qu'ils changent de dirigeants pour que ces partis adoptent à nouveau l'internationalisme prolétarien.

Illusion fatale et criminelle qui sera minutieusement entretenue pratiquement pendant un siècle par les représentants de la classe dominante et l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier à l'exception des communistes jusqu'au décès de Lénine en 1924, ainsi que Trotsky et quelques dirigeants de l'Opposition de gauche, en aucun cas ceux qui plus tard s'en réclameront les héritiers, alors que la cause de ce revirement était à rechercher à l'intérieur de ces partis, dans leur composition petite-bourgeoise, mais aussi dans les syndicats qu'ils contrôlaient, qui ne regroupaient essentiellement que les couches supérieures de la classe ouvrière déjà corrompues par le capitalisme ou sur laquelle son idéologie excerçait une influence croissante au fur et

à mesure que leur mode de vie s'améliorait (et que la guerre approchait) et se distinguait de celui du reste du prolétariat, grâce aux gigantesques profits réalisés par la surexploitation des colonies, Lénine ayant défini l'aristocratie ouvrière comme le pendant de l'aristocratie financière, leur combinaison constituant un des éléments majeurs déterminant la nature de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Et comme quoi ce processus de dégénérescence des partis de la IIe Internationale et des syndicats était irréversible, ils récidiveront lors de la Seconde Guerre mondiale, puis soutiendront les guerres coloniales de l'impérialisme français contre l'Algérie, le Vietnam, sans oublier l'Irak et la Syrie notamment de nos jours.

Si maintenant cet aspect de la Première Guerre mondiale n'a pas été abordé dans cette vidéo pour une raison que j'ignore, on a du mal à comprendre pourquoi nos dirigeants l'ont toujours occulté, ou si on le comprend très bien, parce qu'ils avaient eux-mêmes délibérément rompus avec le socialisme et le marxisme.

Les dirigeants de la IIe Internationale étaient placés face à l'alternative suivante : soit affronter leur propre bourgeoisie en refusant de voter les crédits de guerre et en appelant à la mobilisation révolutionnaire des masses expoitées pour s'opposer à la guerre, déclencher immédiatement la grève générale, etc. soit se ranger sous son aile protectrice et assurer leur propre avenir en trahissant leur idéal qui n'était finalement qu'une simple posture opportuniste. En adoptant le nationalisme, il pouvait espérer que leurs privilèges seraient garantis ou que la patrie leur en serait généreusement reconnaissante à l'issue de la guerre, et ce fut le cas effectivement.

En conclusion, on peut se détourner de la classe ouvrière, de ses couches les plus défavorisées, mais dans ce cas-là, on ne peut pas se revendiquer du socialisme ou du marxisme, sauf à commettre une imposture politique. Aucune issue politique ne peut être envisagée en se détournant des masses et du socialisme, cela vaut aujourd'hui plus que jamais.

On s'est fourvoyé dans notre définition du militant du parti ouvrier révolutionnaire et notre conception de la lutte de classe. Comment ? En affirmant que le parti était l'expression consciente du processus inconscient qui préside au développement du capitalisme, comme s'il suffisait de l'énoncer pour que chaque militant ou dirigeant en ait pleinement conscience ou maîtrise ce processus une fois pour toute, alors qu'ils subissent en permanence, quotidiennement au cours de leur existence et de la lutte des classes, la pression ou l'influence de l'idéologie de la classe dominante, ce qui pour y résister nécessite de maîtriser toujours davantage la méthode pour interpréter ce processus, afin d'expurger de leur conscience les éléments parasites qui s'y seraient introduits et qui fausseraient leurs analyses, affaibliraient leur détermination, modifieraient la nature de leurs convictions.

C'est ainsi par exemple que nos dirigeants ont pu faire de la démocratie leur axe de combat, tout en abandonnant le modèle de parti qu'avait conçu Lénine et qui justement était le seul à pouvoir l'incarner une fois le régime renverser, ce qui signifie qu'en abandonnant l'un ils ont abandonné l'autre, ni plus ni moins, tout en prétendant poursuivre ces deux objectifs et évidement partant de là n'en atteindre aucun.

Il faudra vous y faire en oligarchie ou quand le monde est dirigé par des psychopathes.

Vous n'avez pas voulu revenir sur votre définition de la démocratie qui était frelatée, vous y serez obligés par la force des choses. Et ne dites pas qu'on ne vous avait pas prévenu ce serait un grossier mensonge.

- France. «Fou», «ordinaire», les mots des voisins d'Adel Kermiche - LeFigaro.fr

À Saint-Etienne-du-Rouvray, les riverains de la rue Nikola Tesla, bouleversés, décrivent pour la plupart un jeune homme normal. Samir est en colère: «(...) Ces gens sont des fous, ils ont le cerveau lessivé.» (...) «Ces gens ne sont pas des musulmans, qui ne tueraient pas un chat. Ce sont des drogués, une secte. Ils vendent de la drogue la journée et ils tuent le soir» s'exclame Farida.

Près de la maison familiale du jeune homme de 19 ans, les avis du voisinage sont partagés. Une voisine immédiate dit qu'«il était fou, il parlait tout seul, il disait n'importe quoi». Pour Emmeline, 26 ans, sa famille était «ordinaire, normale», et «lui aussi».

Bodri est plus disert. Ce jeune homme de 23 ans, assistant d'administration dans un club local de fitness, habite lui aussi tout à côté du pavillon d'Adel Kermiche. Il a «grandi avec lui», raconte-il en le définissant «comme un petit frère», et a même travaillé un temps avec lui. Ils étaient animateurs dans un centre aéré de Saint-Etienne du Rouvray, fin 2015. «Je l'épaulais, il était stagiaire BAFA, il était adorable avec les enfants, il se comportait bien. Il était polyvalent, s'occupait des ateliers manuels et de danse, et il était force de propositions pour organiser des grands jeux». Bodri n'a «jamais remarqué aucun signe de radicalisation». Il portait une barbe très courte, pas de djelaba.

«Hier soir encore (la veille de l'attentat, NDLR), je l'ai croisé sur le parking ici. Il était habillé en jean, il souriait, il était content, normal», souligne-t-il en précisant qu'il ignorait que le jeune homme portait un bracelet électronique. «On partageait le même goût pour la musique, de la variété, des musiques urbaines, il aimait le mannequinat car il était très beau gosse. Mais c'était un mec posé, qui ne draguait pas les filles». Bodri ne savait pas qu'«il voulait partir en Syrie, il ne parlait jamais de ça, je ne connaissais pas

du tout ce côté-là de lui». Au pire de ce qu'il a pu constater, c'est qu'«Adel commençait à traîner avec des mecs des quartiers». «Je suis choqué, ajoute-t-il, car cet attentat est atroce mais c'était une bonne personne, avec une famille qui a des valeurs». LeFigaro.fr

Dans les rues, l'effroi est sur tous les visages. Martine, «sous le choc», répète-t-elle, est en larmes. Prostrée dans «la peur et la douleur», Delphine, employée de la municipalité, attend des nouvelles de ses deux enfants, confinés au centre aéré un peu plus loin. Corinne, sa collègue, entrevoit «la fin d'un monde», touché jusque dans ses ruralités où l'«on ne pourra même plus se retrancher» car «plus personne n'est désormais à l'abri». «C'est inimaginable que cela arrive ici. Maintenant, ce sera partout, tout le temps, et jamais quand on s'y attend. On ne sera plus tranquilles», ajoute Christian, un habitant. Sur le pas-de-porte des habitations, quelques rares personnes regardent, interdites, le ballet impressionnant des policiers, des nombreuses blouses blanches et uniformes de pompiers.

Victime de la désindustrialisation, Saint-Étienne-du-Rouvray souffre du chômage depuis plusieurs années. Selon l'Insee, 21,9% des Stéphanais âgés de 15 à 64 ans étaient au chômage en 2013. Un taux deux fois plus haut que le niveau national (stable autour de 10% cette année-là). La pauvreté fait également des victimes dans cette banlieue rouennaise, puisque le taux de pauvreté s'élevait à 24% en 2012. slate.fr 26.07

Il n'aura fallu que quelques heures après la prise d'otages dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), pour que l'organisation Etat islamique (EI) revendique l'attentat, à travers son agence de presse Amaq : «L'attaque dans l'église de Normandie en France a été effectuée par des soldats de l'Etat islamique en réponse aux appels de cibler les pays croisés de la coalition». Alors que le parquet antiterroriste de Paris a été saisi, l'enquête commence pour tenter de déterminer le profil des assaillants, dont l'allégeance à la mouvance islamiste radicale ne semble guère faire de doute. Munis d'armes blanches, d'«un vieux pistolet inopérant» et d'un «dispositif factice» d'explosifs, ils auraient crié «Allah Akbar» à la sortie de l'édifice. Il s'agit de «deux terroristes se réclamant de Daech», a déclaré très rapidement François Hollande.

Des policiers de la BAC, présents sur place, ont néanmoins rapidement reconnu un visage familier : celui d'Adel Kermiche, un jeune homme originaire de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui, un an et demi plus tôt, faisait déjà l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire et venait pointer toutes les semaines au commissariat. Ce dernier est en effet connu des services judiciaires pour avoir tenté, par deux fois, de rejoindre les rangs de l'Etat islamique en Syrie.

Son premier périple, entrepris en mars 2015, s'est soldé par une arrestation à Munich, en Allemagne. Retour à la maison. Comme il est encore mineur, la justice décide donc de l'astreindre à un contrôle judiciaire. Apparemment, cet échec n'entame pas les velléités de départ d'Adel Kermiche : un mois et demi plus tard, le 11 mai 2015, devenu majeur, il repart pour la Syrie mais change d'itinéraire. Il transite cette fois par Genève, avant d'embarquer pour la Turquie.

Une fois encore, son voyage sera de courte durée : il est aussitôt intercepté à l'aéroport d'Istanbul puis renvoyé à Genève. Selon certaines sources, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) l'affuble alors d'une fiche S - pour Sûreté de l'Etat. Sous le coup également d'un mandat d'arrêt international, il restera incarcéré à la prison suisse de Champ-Dollon avant d'être extradé vers la France. Le 22 mai 2015, il est mis en examen pour «association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme». Après un nouveau séjour derrière les barreaux, il bénéficie, le 18 mars 2016, d'une libération conditionnelle, assortie d'un placement sous bracelet électronique. Le parquet antiterroriste a fait appel de cette ordonnance, sans obtenir gain de cause. Adel Kermiche a donc profité de sa permission de sortie quotidienne, entre 8h30 et 12h30, pour commettre l'attentat. Il portait encore son bracelet au moment de sa mort sur le parvis de l'église de Saint-Etienne de Rouvray.

Selon des informations de la Tribune de Genève, qui avait, à l'époque, suivi cette affaire, il semble que Adel Kermiche a subitement changé de comportement après l'attentat de Charlie Hebdo survenu en janvier 2015. Sa mère, qui le décrit dans le journal suisse, comme «un gamin joyeux qui aime la musique et sortir avec des copines» note qu'il se renferme soudainement et se met à fréquenter la mosquée de sa région. Il se serait ainsi «métamorphosé» en trois mois sous les yeux de ses proches, impuissants. «Heureusement, on a réussi à le rattraper à temps par deux fois, déplorait sa mère dans les colonnes de la Tribune de Genève. S'il avait pu passer en Syrie, je pouvais faire une croix sur mon fils. J'aimerais bien savoir qui a chamboulé notre gamin.» Actuellement, la police scientifique œuvre encore à l'identification du deuxième assaillant. Des prélèvements d'empreintes digitales sont en cours d'analyse. Mardi, un mineur, visiblement proche de l'un des deux terroristes, a été placé en garde à vue. Mardi en fin de journée, deux perquisitions étaient toujours en cours, selon l'AFP.

La ville de Saint-Etienne-de-Rouvray apparaît déjà dans un dossier antiterroriste assez médiatisé. En août 2013, Maxime Hauchard, un jeune homme de 22 ans, originaire du village du Bosc-Roger-en-Roumois, dans le département voisin de l'Eure, avait rejoint les rangs jihadistes en Syrie. Avant de ressurgir, en novembre 2014, sur une vidéo de propagande comme l'un des bourreaux de 18 otages syriens égorgés. L'enquête avait mis au jour un «foyer de dérive radicale» concernant notamment trois autres jeunes convertis à l'islam fréquentant, selon le Parisien, des mosquées à Saint-Etienne-du Rouvray et à Elbeuf. Malgré ces similitudes géographiques, aucun lien n'a pour l'instant été établi entre cette affaire et l'attentat perpétré dans l'église. libération.fr

- Etats-Unis: Ce que l'on sait sur la fusillade devant une boîte de nuit en Floride - 20minutes.fr

Une fusillade s'est produite dans la nuit de dimanche à lundi dans la ville de Fort Myers, dans le sud-ouest de la Floride. Une vingtaine de coups de feu ont été entendu dans une boîte de nuit de la ville, le Club Blu.

Quel est le bilan de l'attaque?

«Deux morts ont été confirmées et au moins 14 à 16 personnes ont été blessées» dont certaines grièvement, a indiqué dans la matinée dans un premier communiqué la police de Fort Myers, précisant que les faits avaient eu lieu vers 00h30 lundi (heure locale) sur le parking de la boîte de nuit.

Dans un communiqué publié cette après-midi vers 16h (heure française), la police a livré l'identité des deux victimes, âgées de 14 et 18 ans.

Le club accueillait ce soir-là une soirée réservée aux adolescents. Selon le communiqué publié ce lundi après-midi, l'attaque «n'est pas un acte de terrorisme» mais les enquêteurs «travaillaient encore activement sur la scène de crime pour tenter de déterminer le motif de l'attaque». 20minutes.fr 24.07

En complément.

- En 2012, selon l'Institut de sondages WIN/Gallup International, un tiers des Français répondaient être « non religieux » et presque un autre tiers « athées », soit près de deux tiers de Français sans religion.

Moins de la moitié font encore baptiser leurs enfants et seuls 4,5 % des catholiques assistent à la messe chaque semaine. legrandsoir.info

Rien à foutre de la religion !

"L'objectif" de l'attentat dans une église catholique est de "provoquer une guerre de religions", a estimé le Premier ministre Manuel Valls sur TF1, peu après le discours du président. AFP 26.07

Dans l'histoire, il n'y a jamais eu de guerres de religion, il n'y a jamais eu autre chose que des guerres pour des intérêts économiques, il n'y a que dans les manuels scolaires débiles que l'on trouve ce genre de conneries ou dans la bouche d'un Premier ministre.

- Au Japon, un déséquilibré tue 19 handicapés pour «revitaliser l'économie» - Liberation.fr

Japon: 19 morts et 25 blessés dans une attaque au couteau, un acte terroriste semble écarté

Au moins 19 personnes ont été tuées et 25 blessées au Japon dans la nuit de lundi à mardi dans une attaque au couteau. C'est un centre pour handicapés de Sagamihara, à l'ouest de Tokyo, a été visé par un déséquilibré. A ce stade, la piste terroriste semble écartée.

Le suspect est un homme de 26 ans qui s'est rendu, indique l'agence NHK News. Il a affirmé aux autorités qu'il était un ancien employé du centre. Il a été identifié comme Satoshi Uematsu, selon l'agence de presse Kyodo. Il aurait dit à la police : « Les handicapés devraient tous disparaître », selon des propos cités par le quotidien Asahi.

Les tueries de masse sont rares au Japon, qui dispose d'une législation de contrôle des armes très stricte et d'un taux de criminalité relativement faible. Mais des déchaînements de violence aveugle et coups de folie meurtrière endeuillent occasionnellement l'archipel. 20minutes.fr

- Suède: Un blessé dans une fusillade dans un centre commercial de Malmö - 20minutes.fr

Une fusillade a éclaté ce mardi après-midi dans un centre commercial du quartier de Rosengard à Malmö en Suède, rapporte le journal suédois anglophone The Local. 20minutes.fr

- Somalie: 13 tués dans un double attentat-suicide des shebab - AFP

Au moins 13 personnes ont été tuées mardi 26 juillet 2016, près de l'aéroport de Mogadiscio en Somalie, dans un double attentat-suicide à la voiture piégée revendiqué par les islamistes shebab, démontrant une nouvelle fois la capacité de nuisance du groupe affilié à Al-Qaïda au coeur de la capitale AFP

- Israël détruit 15 maisons palestiniennes en bordure de Jérusalem - AFP

Israël a détruit tôt mardi une quinzaine de maisons palestiniennes à Jérusalem et dans sa proche banlieue Qalandia, ont rapporté des sources palestiniennes et une ONG israélienne, accusant l'Etat hébreu de vider Jérusalem-Est de ses habitants palestiniens. AFP

- Daech frappe Kaboul - LeParisien.fr

Au moins 80 morts et 231 blessés : c'est le terrible bilan d'un attentat suicide qui a frappé hier Kaboul, la capitale afghane. LeParisien.fr

- Bagdad: Un attentat suicide a fait au moins 12 morts et 22 blessés - 20minutes.fr

L'attaque a été menée ce dimanche près d'un point de contrôle dans un secteur du nord de la capitale irakienne… 20minutes.fr

- Irak: au moins 12 morts dans un attentat au nord de Bagdad - AFP

Un kamikaze a fait exploser lundi 25 juillet une voiture piégée près d'un barrage bondé au nord de la capitale irakienne Bagdad, faisant au moins 12 morts. AFP

- Afghanistan: plus de 5.000 victimes en 6 mois, un record - AFP

L'ONU a comptabilisé un "nombre record" de morts et blessés en Afghanistan au premier semestre 2016, témoignant de la dégradation régulière de la sécurité dans ce pays, dont les enfants payent le prix fort. AFP

- L'Australie pourrait durcir sa législation sur le terrorisme - Liberation.fr

Le gouvernement australien, qui craint une attaque terroriste de grande ampleur sur son territoire, envisage de maintenir en prison des personnes condamnées pour terrorisme, même après avoir purgé leur peine. Liberation.fr

- Australie: Des images de maltraitance de détenus mineurs choquent le pays - 20minutes.fr

Une enquête a été ordonnée après la diffusion lundi soir d'images, filmées en 2014 et 2015, lors d'une émission de la chaîne publique ABC… 20minutes.fr

Brexit. Poker menteur. La preuve.

Article de l'AFP à propos du G20 qui se tenait ce week-end à Chengdu en Chine.

AFP - Il y a trois mois, bien avant le vote britannique fin juin, le G20 avait déjà placé le Brexit parmi "les menaces" pour l'économie mondiale. AFP 24.07

Cameron a eu trois mois minimum pour annuler le référendum sachant que le Brexit risquait de l'emporter pour l'avoir évoqué lors du précédent G20. Cela ne vous fait-il pas penser au référendum du 5 juillet 2015 en Grèce où le vote en faveur de la sortie de l'euro risquait également de l'emporter et qui l'emporta.

Quoique vous votiez qui ne soit pas conforme à notre stratégie, nous ne vous permettrons pas de l'appliquer, vous devrez vous soumettre, vous n'avez aucun pouvoir, voilà ce qu'il s'agissait de dire et de faire admettre aux peuples grec et britannique et de l'ensemble des pays de l'UE, de leur imposer.

Bienvenue chez les faussaires. L'Agence Française de Propagande de l'oligarchie à l'oeuvre.

- L'AFP efface les huées à l'attention de Manuel Valls - arretsurinfo.ch

Dans sa vidéo, l'Agence France Presse ne montre que la minute de silence, respectée, lors du recueillement devant le monument aux morts, puis les applaudissements de la foule. Des applaudissements qui étaient destinés aux forces de l'ordre, et pas à Manuel Valls et Christian Estrosi.

Pourtant, comme les internautes ont pu le constater sur de nombreuses autres vidéos, la cérémonie a surtout été marquée par d'importantes huées à l'attention du Premier ministre et des officiels.

Pourquoi l'Agence France Presse a-t-elle choisi de faire l'impasse de ces sifflets, à la fois symboliques et qui marquent un tournant dans la série d'attentats qui frappe la France depuis 2015 ? arretsurinfo.ch 22.07

Valls hué à Nice - 18/07/2016
https://www.youtube.com/watch?v=S6gyYqXT3xY

Des minutes de honte : Manuel Valls sifflé à Nice lors de la minute de silence - RT France
https://www.youtube.com/watch?v=8qjIX2raVyo

Remake. Ils nous le ressortent à chaque fois.

- Face au terrorisme, 67% des Français pour un gouvernement d'union nationale - L'Express.fr Pour faire face à la menace terroriste, deux tiers des Français sont pour cette idée, selon un sondage Ifop pour le JDD. Les 18-24 ans y sont le plus favorables. L'Express.fr

Union nationale avec qui ?

- Popularité: toujours faible niveau pour Hollande, à 19%, et Valls, à 24% - AFP

France. En Etat policier.

Les sondages policiers.

- Les Français sceptiques sur l'efficacité de l'état d'urgence - LeMonde.fr

Une courte majorité de Français (54 %) estime que l'état d'urgence n'est pas efficace dans la lutte contre le terrorisme, selon un sondage BVA pour Orange et iTélé publié samedi 23 juillet.

Interrogés sur les priorités que devrait se fixer le gouvernement en réponse aux attentats récents, les sondés citent majoritairement la lutte contre la propagande djihadiste et la radicalisation (86 %), la sécurité intérieure (75 %) et l'éducation (73 %), loin devant la situation des banlieues (54 %), la question de l'intégration (51 %) et la lutte contre le racisme (36 %). LeMonde.fr 23.07

Mais en aucun cas le gouvernement ne devrait se fixer comme priorités de résoudre les problèmes sociaux auxquels sont confrontés les travailleurs et plus particulièrement les jeunes. La violence sous toutes ses formes n'aurait pas de causes sociales, l'Etat et le capitalisme ne seraient pas en cause. On aura compris qu'il ne faut surtout pas que les travailleurs et les jeunes les remettent en cause.

J'ai noté que 72 % des sympathisants du PS sont convaincus de son efficacité, alors que "les sondés proches du parti" Les Républicains ne sont que 38 % a estimé qu'il serait efficace et 34% proche du Front national, c'est à croire que les sympathisants du PS sont encore plus réacs ou à droite que ceux de LR et du FN, ce qui ne nous étonne pas.

Du coup je me suis demandé comment des dirigeants se réclamant du trotskysme ou du marxisme avaient pu imaginer que pour construire un nouveau parti ouvrier il fallait courtiser les sympathisants du PS.

- Le soutien moral et financier de Hollande aux militaires de Sentinelle - fr.news.yahoo.com

L'ennemi : Les musulmans. Ils l'assument ouvertement dorénavant.

- Terrorisme: Fillon évoque "une forme de guerre mondiale" - AFP

L'ancien Premier ministre François Fillon (LR) a estimé, dans le JDD, qu'"une forme de guerre mondiale" est engagée et que "la société française tout entière doit se mobiliser contre le totalitarisme islamiste", avec les valeurs de la République à "imposer" aux musulmans.

"La République a su imposer aux catholiques, aux protestants et aux juifs le respect de ses valeurs. Il n'existe aucune raison pour qu'elle ne les impose pas avec autorité aux musulmans", selon lui. AFP

"L'objectif" de l'attentat dans une église catholique est de "provoquer une guerre de religions", a estimé pour sa part le Premier ministre Manuel Valls sur TF1, peu après le discours du président. AFP 26.07

Rappel. Causerie du 23 juillet.

Quand Valls en appelle à la guerre civile en ciblant les musulmans responsables du salafisme.

- Valls: aux musulmans français de mener "partout" le combat contre le salafisme - AFP 22.07

Quand on est gouverné par des psychopathes il ne faut s'étonner de rien, surtout pas que leurs créatures passent à l'acte.

- Apparemment pas de lien entre le tireur de Munich et l'EI - Reuters

Le jeune homme qui a ouvert le feu vendredi soir dans un centre commercial de Munich, tuant neuf personnes, et semé la panique dans la ville n'avait apparemment aucun lien avec l'organisation Etat islamique (EI), a déclaré samedi la police bavaroise.

Les enquêteurs sont arrivés à cette conclusion à l'issue d'une perquisition menée samedi à l'aube au domicile du tireur, qui faisait par ailleurs l'objet d'un suivi psychiatrique et n'était pas connu des services de police.

"Des documents concernant des tueries ont été découverts (lors de la perquisition), donc l'assaillant a manifestement fait des recherches intensives sur le sujet", a ajouté le chef de la police locale.

Lors de la perquisition menée samedi, les policiers ont découvert dans sa chambre la version allemande d'un ouvrage rédigé par un auteur américain et intitulé "Pourquoi les adolescents tuent, dans la tête des tueurs dans les écoles".

Les enquêteurs cherchent aussi à comprendre comment l'assaillant s'est procuré une arme alors même que la législation allemande en la matière est l'une des plus restrictives d'Europe, selon le centre de recherche du Congrès américain.

- Mais pourquoi la police allemande parle-t-elle du «forcené» de Munich, et pas d'un «terroriste»? - Slate.fr

- Allemagne: l'attentat suicide commis après "allégeance" à l'EI - AFP

Le Syrien qui s'est fait exploser dimanche soir près d'un festival de musique à Ansbach en Allemagne (sud) avait "fait allégeance" au groupe jihadiste Etat islamique (EI) d'après une vidéo retrouvée sur son téléphone portable, a annoncé lundi le ministre bavarois de l'Intérieur.

Le Syrien, résidant dans un foyer à Ansbach, avait tenté par deux fois dans le passé de mettre fin à ses jours et séjourné dans une clinique psychiatrique. AFP 24.05

France. La violence sociale, mère de toute les violences.

- La remontée du chômage se prolonge - Reuters

La remontée du chômage amorcée en mai après deux mois de baisse s'est prolongée en juin en France sous l'effet d'une hausse sensible du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, selon les chiffres publiés mardi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs de catégorie A (sans aucune activité) a ainsi progressé de 0,2% le mois dernier pour atteindre 3.525.700, soit 5.400 de plus qu'à fin mai.

En ajoutant les catégories B et C (personnes exerçant une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté de 0,1%, soit 6.300 personnes de plus en un mois, à 5.434.600 (5.733.900 en incluant les départements d'Outre-mer).

La hausse de juin est due pour l'essentiel aux moins de 25 ans, catégorie dont les demandeurs d'emploi progressent de 0,8% à 511.400, un plus haut de quatre mois.

Les sorties de Pôle emploi ont progressé de 8,1%, avec un niveau toujours élevé de radiations administratives (+17,4%) et d'entrées en stage (+53,5%). Reuters 26.07

Dossier sur la Turquie

- Turquie: Ankara prévient l'UE qu'elle ne faiblira pas dans sa riposte - AFP

La Turquie a porté samedi à 30 jours la durée des gardes à vue, a dissous plus de 2.000 institutions, dont la garde présidentielle, et prévenu l'UE qu'elle ne faiblirait pas dans sa riposte aux partisans du prédicateur Fethullah Gülen, accusés d'être à l'origine du putsch manqué.

Ce que les responsables européens "disent ne m'intéresse pas et je ne les écoute pas", a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan dans une interview à la chaîne française France 24.

Enième critique venue de responsables de l'UE, peu après la diffusion de cet entretien samedi, le chef du gouvernement italien Matteo Renzi reprochait à Ankara de "mettre en prison l'avenir" du pays, où l'état d'urgence a été instauré jeudi pour la première fois en quinze ans.

Ses premiers effets concrets ont été déclinés dans le Journal officiel: extension de quatre à 30 jours de la durée maximale de garde à vue; radiation à vie des fonctionnaires liés à Fethullah Gülen. Et samedi soir, un responsable a annoncé l'arrestation de Hails Hanci, qualifié de "bras droit" de M. Gülen.

Ont été fermés 1.043 établissements d'enseignement, 15 universités, 1.229 associations et fondations, 19 syndicats... Le président Erdogan a répété sa volonté d'éradiquer ce "virus", ce "cancer" qui se serait "métastasé" dans les institutions.

Certes, la justice a annoncé l'élargissement de 1.200 militaires du rang, une décision de libération inédite depuis le début des purges massives après l'échec du coup d'Etat qui s'est soldé par 270 morts, dont 24 mutins.

Mais dans la soirée de samedi, le Premier ministre Binali Yildirim a annoncé à la télévision la dissolution de la garde présidentielle, car "elle n'a pas de raison d'être". Après le putsch manqué, 283 de ses 2.500 membres ont été arrêtés.

M. Yildirim a également indiqué que 13.002 gardes à vue avaient été prononcées depuis les événements de la nuit du 15 au 16 juillet et 5.837 personnes placées en détention, dont 3.718 soldats et 123 généraux.

"Venez ici! Venez voir à quel point c'est grave!", a lancé le ministre des Affaires européennes Omer Celik à ceux qui penseraient "que c'est juste un jeu de Pokémon". M. Gülen, a-t-il ajouté, est "plus dangereux qu'Oussama Ben Laden" et son mouvement "plus sauvage que Daech", acronyme arabe du groupe Etat islamique (EI).

Le responsable a toutefois assuré que l'accord du 20 mars entre Ankara et Bruxelles, qui a permis d'assécher le flux des migrants en route vers l'Union européenne (UE), avait continué à être appliqué "sans accroc" et appelé de ses voeux "un nouvel élan" dans les négociations d'adhésion avec l'UE.

Le président Erdogan s'est montré moins volontariste et a répété que si le peuple l'exigeait et si le Parlement le votait, il accepterait le rétablissement de la peine de mort, ce qui risque de torpiller le processus d'adhésion.

Avant une manifestation qui s'annonce massive dimanche place Taksim à Istanbul, les partisans de M. Erdogan redescendaient dans les rues samedi soir, crier leur haine de Fethullah Gülen, dont un neveu a été interpellé, outre son proche collaborateur Hails Hanci.

"On ramènera aussi ce traître (...) de Pennsylvanie", a affirmé vendredi le ministre des Affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu lors d'un de ces rassemblements dans la ville côtière d'Antalya (sud).

Dans un contexte de tensions entre Ankara et Washington, le président Barack Obama a prévenu que la question d'une éventuelle remise du septuagénaire, exigée par les Turcs, serait traitée conformément à la loi américaine.

Par le passé, les Etats-Unis "nous ont fait plusieurs demandes d'extradition, (...) nous ne leur avons jamais demandé aucun document", a déclaré M. Erdogan, qui a assuré que des preuves seraient envoyées d'ici "une dizaine de jours".

Le président turc a affirmé que le chef d'état-major de l'armée Hulusi Akar, resté loyal et pris en otage par les putschistes, s'était vu proposer par ses ravisseurs de s'entretenir au téléphone avec Fethullah Gülen.

Si les autorités sont déterminées à poursuivre le grand ménage dans les services de sécurité, Hakan Fidan, le patron des puissants services de renseignement, le MIT, pris en défaut par le putsch, a pour le moment sauvé sa tête.

Le principal parti prokurde (HDP) a réuni quelques milliers de personnes à Istanbul, pour protester contre le putsch mais aussi contre l'état d'urgence. AFP 23.7

- Turquie: 42 journalistes arrêtés, nouvelles victimes des purges - AFP

Une quarantaine de journalistes ont été les nouvelles victimes lundi des purges tous azimuts lancées en Turquie par le président Erdogan, qui a eu un long entretien avec des chefs de l'opposition sur les conséquences du coup d'Etat manqué du 15 juillet.

La justice a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de 42 journalistes, dont la célèbre Nazli Ilicak, dernier épisode d'une chasse aux sorcières déclenchée contre les partisans de Fethullah Gülen, prédicateur exilé aux Etats-Unis accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch.

Dans un rare geste d'unité, Recep Tayyip Erdogan a eu un entretien de près de trois heures lundi avec le dirigeant du parti CHP, Kemal Kiliçdaroglu. Ce dernier, qui avait juré qu'il ne mettrait jamais les pieds au palais présidentiel, en est ressorti en se déclarant satisfait de cet "entretien positif (pour la) normalisation", sur la télévision NTV.

M. Erdogan avait aussi invité le chef du Parti de l'action nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahceli. Mais celui du HDP prokurde, Selahattin Demirtas, régulièrement qualifié de "terroriste" par le président, n'avait pas été convié.

Sur les 42 journalistes visés par des mandats d'arrêt, cinq ont été déjà arrêtés et 11 auraient quitté le pays, a assuré lundi l'agence de presse privée Dogan. La police recherchait dans la station balnéaire de Bodrum (ouest) Nazli Ilicak, figure de premier plan du monde des médias en Turquie.

Mme Ilicak avait été limogée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 pour avoir critiqué des ministres impliqués dans un scandale de corruption.

"C'est le dernier signe alarmant dans ce qui devient de plus en plus une purge éhontée fondée sur l'appartenance politique", a jugé Amnesty International.

Le monde des médias avait déjà été frappé par la purge avec le retrait, le 19 juillet, des licences de nombreuses chaînes de télévision et de radio.

Par ailleurs, lors d'une nouvelle descente de police lundi, 40 suspects de l'académie militaire d'Istanbul ont été arrêtés, a annoncé l'agence progovernementale Anadolu.

Et 31 universitaires, dont des professeurs, ont été placés en garde à vue à l'issue de coups de filet dans des milieux supposés gulenistes d'Istanbul, a indiqué Dogan.

La purge s'est étendue également à la compagnie nationale Turkish Airlines. Le fleuron du transport aérien turc a annoncé le licenciement de 211 employés en raison de leurs liens allégués avec Gülen.

Après dix jours de cavale, sept soldats suspectés d'avoir fait partie du commando ayant attaqué l'hôtel de Marmaris (ouest) où se trouvait en vacances le président au début du putsch, ont été mis en garde à vue. Trois d'entre eux ont été capturés lors d'un contrôle routier dans le cadre d'une vaste chasse à l'homme.

Depuis le putsch raté, plus de 13.000 personnes ont été placées en garde à vue, 5.800 en détention et près de 50.000 fonctionnaires suspendus ou limogés dans le cadre de la plus vaste purge depuis l'arrivée de M. Erdogan au pouvoir en 2003.

Le chef d'état-major Hulusi Akar, qui avait été retenu en otage par les putschistes lors de cette dramatique nuit du 15 au 16 juillet, a assuré aux procureurs lundi que les conjurés lui avaient proposé de parler directement avec Gülen s'il se ralliait à eux.

"Je leur ai dit "vous faites fausse route (...), ne faites pas cela, ne versez pas le sang"", a expliqué Le général Akar. Ce à quoi le chef rebelle Mehmet Disli aurait répondu : "C'est le chemin que nous avons pris. C'est sans retour." AFP 24.7

- Turquie: Une marée de drapeaux rouges pour la démocratie - 20minutes.fr

Après le coup d'Etat manqué du 15 juillet, des milliers de Turcs sont venus dire leur attachement à la démocratie place Taksim à Istanbul.

La figure tutélaire qui flotte sur la mer rouge de drapeaux turcs n'est pas cette fois celle du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, dont les louanges sont chantées chaque soir par la foule de ses partisans. « Nous sommes les soldats de Mustafa Kemal » Atatürk, le père de la république laïque, scande dimanche la foule de Taksim, place emblématique des luttes turques.

« La Turquie est un pays laïc et doit le rester », dit Esra, une retraitée de 66 ans qui ne donne pas son nom complet. Cette opposante à Erdogan a « prié pour qu'ils (les putschistes) soient empêchés de gagner ». « Contre le coup d'état militaire, contre aussi le coup d'état civil »

Tous sont venus crier leur opposition aux putschistes, mais beaucoup expriment aussi leur inquiétude devant l'état d'urgence et les purges massives des institutions de l'Etat. « J'étais contre le coup d'état militaire et je suis contre le coup d'état civil » que voudrait mettre en place Recep Tayyip Erdogan, dit Kemal, un trentenaire.

Professeur de 33 ans, Osman Can ne cache pas « avoir peur pour l'avenir » : « Tous ces professeurs virés ou en prison, ça pourrait être moi, (…) beaucoup de gens arrêtés sont innocents », estime cet homme qui prend soin de préciser qu'il n'a « rien à voir » avec Fethullah Gülen, le prédicateur accusé d'avoir ourdi le coup d'Etat.

L'appel à ce rassemblement a été lancé par le parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate et laïc), celui des héritiers d'Atatürk, dont les députés n'ont pas voté l'état d'urgence le 21 juillet. Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan s'y est rallié.

Mais ses partisans sont clairement minoritaires place Taksim, survolée par un hélicoptère, scrutée par des tireurs d'élite en treillis, bouclée par des blindés légers et des canons à eau. Pour y entrer, il faut se soumettre à trois fouilles. « Beaucoup de supporters du gouvernement… pas l'unité »

Le drapeau turc se vend 5 livres (moins de deux euros). Frappé du portrait de Mustafa Kemal, son prix quadruple.

Les organisateurs avaient demandé de venir avec la bannière rouge frappée du croissant, sans marquer d'obédience politique. Certains ont enfreint la consigne : « Des drapeaux turcs ! Sortez des drapeaux turcs ! », crie un homme à des syndicalistes qui arborent leur bannière.

« Je suis venu une fois place Taksim la nuit pour veiller, mais il y avait beaucoup de supporters du gouvernement. Aujourd'hui, c'est beaucoup de sympathisants du CHP. Ce n'est pas l'unité, malheureusement », regrette Onur, un étudiant.

Présents en 2013 lors des manifestations de Taksim qui avaient ébranlé le pouvoir d'Erdogan, des supporters du club de football de Besiktas sont revenus. Sous couvert de l'anonymat, un de ses membres prévient : « Aujourd'hui c'est contre le coup d'Etat », en 2013 « c'était Erdogan, et si demain Erdogan déconne, ce sera encore contre lui ».

« Le plus grand, c'est Atatürk ! », crie en fin de rassemblement une Turque en robe rouge. « Le plus grand c'est Allah ! », répondent trois femmes voilées. Un homme intervient : « Dégagez ! Ce n'est pas une République islamique ici, c'est une République laïque ! ». 20minutes.fr 24.07

- Turkish Airlines licencie 211 employés après le putsch avorté - Reuters

La compagnie aérienne nationale turque Turkish Airlines a licencié lundi 211 employés, le groupe évoquant notamment leurs liens avec un groupe religieux qui est, selon le président turc Recep Tayyip Erdogan, à l'origine du putsch manqué du 15 juillet.

Dans un communiqué, la compagnie aérienne affirme que ses employés ont été renvoyés pour cause d'inefficacité, de performances médiocres et en raison de leurs liens avec le mouvement de Fethullah Gülen, le prédicateur en exil aux Etats-Unis accusé par Ankara d'être l'instigateur du putsch avorté.

L'opérateur Turk Telekom, détenu à 30% par l'Etat, a mis à pied vendredi 198 employés en "coopération avec les forces de sécurité". La compagnie a précisé dans un communiqué que certains responsables avaient été convoqués par la justice pour témoigner dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué.

Les autorités ont suspendu, interpellé ou placé sous enquête judiciaire plus de 60.000 militaires, policiers, magistrats, enseignants, fonctionnaires et autres personnes depuis l'échec du putsch. Reuters 24.07

- Le gouvernement turc va élaborer une nouvelle Constitution - AFP

Le gouvernement turc est prêt à travailler avec les principaux partis d'opposition pour élaborer une nouvelle Constitution, a déclaré lundi le Premier ministre Binali Yildirim, après des mois de blocage sur cette question.

"Tous les principaux partis sont prêts à commencer à travailler à une nouvelle Constitution", a déclaré M. Yildirim à la presse à Ankara, précisant que la question avait été réglée lors d'une réunion entre le président Recep Tayyip Erdogan et deux responsables de l'opposition plus tôt dans la journée, consacrée aux conséquences de la tentative de putsch militaire du 15 juillet.

AFP 25.07

- Ankara remercie Moscou de son soutien pendant le putsch - sputniknews.com

Le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a remercié le président Vladimir Poutine et d'autres officiels russes pour leur plein soutien pendant la tentative de coup d'Etat en Turquie.

"La Russie nous a accordé son soutien total et inconditionnel pendant la tentative de coup d'Etat. Nous en remercions Vladimir Poutine et tous les officiels russes. Une rencontre entre les deux présidents aura très probablement lieu en août avant le sommet du G20. Elle aura au programme des sujets importants, comme la levée des barrières économiques et certaines autres mesures visant le plein rétablissement des relations", a dit M.Cavusoglu lundi en direct sur la chaîne de télévision Haberturk. sputniknews.com 25.07

Info sur le Venezuela

- Venezuela : le gouvernement demande l'interdiction de la coalition d'opposition - lemonde.fr

Le gouvernement vénézuélien a demandé mardi 26 juillet à la commission électorale que la coalition d'opposition MUD (centre droit), qu'il accuse de fraude dans la collecte de signatures pour un référendum révocatoire contre le président Nicolas Maduro, soit considérée illégale.

« Nous sommes venus demander l'annulation de l'enregistrement du parti politique appelé Table de l'unité démocratique (MUD), pour avoir participé à la plus grande fraude électorale qu'ait connue l'histoire du pays », a annoncé à la presse le dirigeant chaviste Jorge Rodríguez. Ce dernier a été délégué par M. Maduro pour surveiller le processus qui devrait mener au référendum révocatoire.

Le porte-parole a remis la demande à la présidente du Conseil national électoral (CNE), Tibisay Lucena, avançant que le parti MUD avait inclus des milliers de signatures de personnes décédées, de mineurs et des détenus dans sa demande de référendum contre le président. « Cela préfigure, sans aucun doute, une fraude gravissime », a assuré Jorge Rodríguez, en soulignant que l'organisme électoral avait lui-même décelé ces fraudes au cours du processus de vérification des signatures.

Composée d'une trentaine de partis de différentes tendances politiques, la coalition d'opposition MUD, qui contrôle le Parlement, est à l'origine d'un processus visant à tenir un référendum révocatoire contre le président Maduro.

Cette requête contre la coalition a été déposée le jour même où la MUD espérait obtenir du CNE le feu vert au référendum anti-Maduro. Le CNE devrait finalement annoncer dans les prochains jours si la MUD a réussi à faire valider les 200 000 signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum.

Cette requête s'ajoute à une action pour fraude présentée par Nicolas Maduro lui-même devant le Tribunal suprême de justice (TSJ). Les chavistes ont présenté devant le parquet et le TSJ quelque 8 600 autres recours contre cette collecte de signatures. lemonde.fr 26.07

Bienvenue en oligarchie.

- Pokémon Go, c'est comme «Sixième Sens», «tu vois des trucs que personne ne voit» - Slate.fr

- L'univers Star Trek s'agrandit avec une nouvelle série : « Discovery » « Star Trek : Discovery », la sixième série télévisée de la franchise de science-fiction, a été présentée samedi au Comic Con de San Diego. LeMonde.fr

- Six ruses pour travailler incognito à la plage

Mensonge, camouflage et stratégie ou comment gérer une fusion-acquisition les pieds dans l'eau et le cerveau au boulot. LeMonde.fr

- Le sexe sans conséquences est-il possible ?

Faut-il vraiment courir après le graal sexuel contemporain, un plaisir gratuit émotionnellement ? La chroniqueuse Maïa Mazaurette préfère la prise de risque au vapotage sexuel et à la liposuccion des sentiments. LeMonde.fr

Haut de page

Le 28 juillet 2016

CAUSERIE

Je profite de l'absence de ma compagne Selvi durant cette semaine pour actualiser le site, alors que je n'en ai pas du tout envie!

Je n'ai plus le temps d'aborder la situation en Turquie. Je dois encore lire quelques articles.

Ce que je crois avoir compris provisoirement, c'est qu'un quarteron de généraux du Pentagone poussés par un cercle d'oligarques anglo-saxons minoritaires parmi les plus extrémistes auraient fomenté à la hâte ce coup d'Etat, ce qui expliquerait pourquoi il a lamentablement foiré, après le rapprochement d'Erdogan avec Poutine. Etait-ce voulu ?

A moins qu'ils aient instrumenté les opposants à Erdogan en leur faisant miroiter je ne sais pas quoi et qu'ils l'aient cru, piège qui devait permettre ensuite à Erdogan d'épurer tous les centres de pouvoir...

Reste à savoir si Erdogan en avait été informé ou plus précisément quand, car on nous dit que ce qui l'a sauvé serait son discours réalisé à l'aide de son téléphone portable pendant qu'il était dans un avion, et qui a été retransmis par... l'agence turque de la télévision américaine CNN. Or, si les Américains avaient vraiment voulu sa peau, ils ne lui auraient pas fourni l'unique occasion qu'il avait de s'adresser au peuple turc en l'appelant à descendre dans la rue pour faire échec à ce coup tordu, à première vue cette explication semble logique ou la plus probable. Il se peut également que les dirigeants de CNN n'appartiennent pas au même cercle d'oligarques ou qu'ils ne partagent pas la même stratégie que les commanditaires de ce coup d'Etat, peu importe, c'est un détail. A suivre.

Populistes et légitimistes.

En famille. Quand le 14 juillet ils célèbrent l'union nationale entre la monarchie et la République.

On a pu lire un peu partout : L’attaque de Nice, le jour-même de la fête nationale, le 14 juillet 2016.

Une fête nationale, de qui, pour qui ?

- La date du 14 juillet comme date de fête nationale fut longtemps contestée et l'on ne commémore pas, comme on le croit souvent la prise de la Bastille en 1789... Alors que célèbre-t-on exactement le 14 juillet ? Qu'est-ce que la Fête de la Fédération ? (...)

Mais surprise : notre fête nationale ne commémore pas directement le 14 juillet 1789, même si cette première journée révolutionnaire a une portée symbolique. Le 14 juillet fait officiellement référence à un autre événement, moins connu, bien qu'appris par tous les élèves français dès leur plus jeune âge : la fête de la Fédération, organisée un an plus tard, le 14 juillet 1790... 14 juillet 1790

Après l'été 1789, partout dans les provinces françaises, se sont créées des "fédérations" régionales de gardes nationaux. Une réaction à l'affaiblissement du pouvoir central. Afin de contrôler ce mouvement spontané, la Commune de Paris, sous l'impulsion de Lafayette, décide de fonder une grande Fédération nationale regroupant des représentants des fédérations locales et de les réunir à Paris le 14 juillet. La cérémonie est censée célébrer la prise de la Bastille, un an après cette date symbolique, mais aussi apporter un semblant d'ordre et d'unité dans un pays en crise.

Le jour dit, 14 000 soldats fédérés arrivent donc à Paris et défilent sous la bannière de leur département, de la Bastille jusqu'au Champ-de-Mars. Sur une esplanade aménagée pour l'occasion, une grande messe est célébrée, à la suite de quoi le roi Louis XVI jure de maintenir "la Constitution décidée par l'Assemblée nationale". Les 400 000 Parisiens présents ce jour-là acclament leur souverain : la monarchie n'est donc pas remise en cause. L'aspiration à l'union nationale triomphe et la cérémonie se transforme en grande fête populaire. Mais la réconciliation nationale sera de courte durée. Deux ans plus tard, le roi est arrêté et condamné à mort. (Source : http://www.linternaute.com/actualite/histoire/1030307-14-juillet-non-la-fete-nationale-ne-celebre-pas-la-prise-de-la-bastille-2016/)

- La lecture du rapport de séance du Sénat du 29 juin 1880 établissant cette fête nationale éclaire le débat sous-jacent portant sur laquelle de ces deux dates (1789 ou 17910 - ndlr) est commémorée le 14 juillet :

« M. le rapporteur (Henri Martin) : - Il y a eu ensuite, au 14 juillet 1789, il y a eu du sang versé, quelques actes déplorables ; mais, hélas ! dans tous les grands événements de l’histoire, les progrès ont été jusqu’ici achetés par bien des douleurs, par bien du sang. Espérons qu’il n’en sera plus ainsi dans l’avenir (« très bien » à gauche, interruptions à droite).

À droite : - Oui, espérons !

M. Hervé de Saisy : - Nous n'en sommes pas bien sûrs !

M. le rapporteur : - Nous avons le droit de l'espérer. Mais n'oubliez pas que, derrière ce 14 juillet, où la victoire de l'ère nouvelle sur l'ancien régime fut achetée par une lutte armée, n'oubliez pas qu'après la journée du 14 juillet 1789 il y a eu la journée du 14 juillet 1790 (« très-bien ! » à gauche).

Cette journée-là, vous ne lui reprocherez pas d'avoir versé une goutte de sang, d'avoir jeté la division à un degré quelconque dans le pays, Elle a été la consécration de l'unité de la France. Oui, elle a consacré ce que l'ancienne royauté avait préparé. L'ancienne royauté avait fait pour ainsi dire le corps de la France, et nous ne l'avons pas oublié ; la Révolution, ce jour-là, le 14 juillet 1790, a fait, je ne veux pas dire l'âme de la France – personne que Dieu n'a fait l'âme de la France – mais la Révolution a donné à la France conscience d'elle-même (« très-bien ! » sur les mêmes bancs) ; elle a révélé à elle-même l'âme de la France. »

Un peu plus loin, le rapport du Sénat, préalable à l'adoption de la proposition de loi, fait également référence au 14 juillet 1790 :

« Mais, à ceux de nos collègues que des souvenirs tragiques feraient hésiter, rappelons que le 14 juillet 1789, ce 14 juillet qui vit prendre la Bastille, fut suivi d'un autre 14 juillet, celui de 1790, qui consacra le premier par l'adhésion de la France entière, d'après l'initiative de Bordeaux et de la Bretagne. Cette seconde journée du 14 juillet, qui n'a coûté ni une goutte de sang ni une larme, cette journée de la Grande Fédération, nous espérons qu'aucun de vous ne refusera de se joindre à nous pour la renouveler et la perpétuer, comme le symbole de l'union fraternelle de toutes les parties de la France et de tous les citoyens français dans la liberté et l'égalité. Le 14 juillet 1790 est le plus beau jour de l'histoire de France, et peut-être de toute l'histoire. C'est en ce jour qu'a été enfin accomplie l'unité nationale, préparée par les efforts de tant de générations et de tant de grands hommes, auxquels la postérité garde un souvenir reconnaissant. Fédération, ce jour-là, a signifié unité volontaire. » wikipedia.org

Vive l'ONU "gendarme du monde" ! Vive les guerres impérialistes !

Grille de lecture.

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU ont une valeur coercitive sur tous les Etats, sauf les Etats-Unis, Israël, et selon le contexte leurs alliés du moment.

L'ONU a été créée par la grâce de l'oligarchie anglo-saxonne, à New York, sa capital, celle de Wall Street, sur un terrain lui appartenant (Rockefeller) qui par ce biais s'autorise à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats à la place de leurs peuples, dont la souveraineté ou l'autodétermination se trouve ainsi spoliée. Dès lors, ils deviennent des proies faciles pour l'impérialisme dominant.

L'ONU n'a jamais eu pour mission d'apporter le bien-être à tous les peuples, de leur permettre de se développer harmonieusement, de garantir la paix entre eux, mais d'intervenir en fonction des besoins économiques, politiques ou militaires de l'impérialisme hégémonique, les Etats-Unis d'Amérique.

Donc en résumé, l'ONU est un instrument destiné à permettre aux Etats-Unis et plus précisément à son oligarchie financière, de conserver et d'accroître sa suprématie sur le reste du monde.

Tout le reste est du baratin d'intellectuels malhonnêtes ou corrompus, destiné à duper les peuples et à donner bonne conscience à ceux qui s'expriment en leur nom après avoir fait allégeance au capitalisme.

Tous ceux qui se réfèrent ou en appellent à l'ONU sont des faussaires ou des manipulateurs, dans la mesure où ils s'emploient sciemment à lui trouver des qualités ou des mérites, en sous-estimant ou en occultant systématiquement les assassinats, massacres, guerres, coups d'Etat, guerres civiles, famines, déportations de populations, etc. que l'ONU a couverts pendant 71 ans et dont furent victimes des milliards d'hommes, femmes et enfants innocents issus du prolétariat urbains ou rurals sur pratiquement tous les continents.

L'ONU est le fer de lance de la réaction internationale qui regroupe tous les gouvernants de la planète et les représentants de leur opposition officielle, de la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante pour briser la résistance de tous les peuples, qui se dressent contre les conséquences sociales injustes qui leur sont imposées par la survie du système capitaliste.

C'est à cette réaction que le portail stalinien Le Grand Soir a offert généreusement une tribune. Un modèle dans le genre, on pourrait caractériser de négationnisme l'exercice auquel s'est livré l'auteur de cet article. Jugez plutôt.

- Stoppons nos frappes en Syrie et renforçons l'ONU - par Chloé Maurel - legrandsoir.info 25.07

Extrait. Ce n’est pas à la France de faire le gendarme du monde, il y a une organisation internationale qui a été créée pour cela voilà plus de 70 ans : c’est l’ONU, l’Organisation des Nations unies ! Elle a justement été créée pour éviter que de telles dérives se produisent. L’ONU est souvent taxée d’impuissance et d’inefficacité, et c’est vrai qu’elle est souvent insuffisamment efficace ou court-circuitée par d’autres instances (OTAN, G7, OCDE...), mais justement c’est à nous, les États, c’est à nous, les peuples, de pousser pour rendre à l’ONU tout son rôle, le rôle qui lui a été attribué dans la Charte de l’ONU de 1945, très beau texte et toujours d’actualité. L’ONU a créé en 1948 les « casques bleus », qui ont depuis leur création été engagés dans une soixantaine de missions de paix, et ont souvent permis de régler des conflits épineux et de rétablir la paix. Ils ont d’ailleurs obtenu le Prix Nobel de la Paix en 1988. Au delà du « maintien de la paix » (peacekeeping), l’ONU est aussi à même de faire de la « consolidation de la paix » (peacebuilding), comme l’a théorisé son Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali en 1992, c’est-à-dire aider un pays à construire ou reconstruire, sur le long terme, un État de droit, démocratique, en organisant des élections, en formant les citoyens aux idées démocratiques, etc. Et, depuis 2001, l’ONU a développé l’idée de la « responsabilité de protéger », qui affirme que si un État n’est pas en mesure de protéger sa population, il revient à la communauté internationale, donc à l’ONU, de le faire. Ainsi, l’ONU est particulièrement bien placée pour intervenir dans le conflit syrien et le résoudre. legrandsoir.info 25.07

Voilà en quelques lignes justifiées son soutien à toutes les guerres impérialistes menées par les Américains ou l'Otan depuis le bombardement de la Serbie.

Parmi les merveilleuses réalisations de l'ONU, en voici une tirée d'un article publié hier par le portail sioniste Slate.fr (L’«israélisation» de la France n’existe pas) qui sait de quoi il parle :

- La guerre entre Israël et la Palestine est un conflit tantôt latent, tantôt ouvert, ayant pour objet fondamental un contentieux territorial, et qu’a déclenché le plan de partage de la Palestine adopté en 1947 par les Nations Unies, créant l’Etat d’Israël. Slate.fr 27.07

Ces intellectuels vivent très confortablement, ils ne risquent pas le "burn out", bref ils peuvent remercier le régime de leur avoir octroyé un statut privilégié. Ces nantis tiennent à profiter de la vie, à vivre en paix qu'ils sentent menacer par la montée de la violence aveugle ou téléguidée par l'Etat ou les sommets de l'oligarchie au sein de la société, aussi sont-ils prêts à toutes les compromissions, à se faire les relais de la propagande de l'Otan ou de Washington sur laquelle est alignée l'ONU qui par exemple réclame à feu et à sang un changement de régime en Syrie : "si l’on confie à l’ONU la mission de rétablir la paix en Syrie et d’y organiser des élections et l’arrivée au pouvoir d’un gouvernement démocratique, on pourra résoudre ce dangereux guêpier.", alors que le gouvernement et le peuple syrien ont encore prouvé récemment qu'ils n'avaient pas besoin de l'ONU ou d'un pays tiers pour organiser des élections auxquelles tous les partis et toutes les couches de la société avaient participé.

On aura compris que pour reprendre à son compte cette revendication avancée par l'impérialisme américain, il a fallu à l'auteur de cet article nier que le gouvernement syrien actuel et le chef de l'Etat, les députés syriens, avaient été élus au cours d'un processus électoral similaire à celui qui existe chez les puissances occidentales dont la France.

Finalement, pour vivre à nouveau en paix en France et profiter de son petit confort, s'il faut débarquer les autorités syriennes légitimes ou mises en place par le peuple syrien lui-même au profit d'un gouvernement adoubé par les Américains et leurs alliés, pourquoi pas.

C'est là qu'on s'aperçoit que ces intellectuels n'ont pas plus de principes que Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy ou Hollande, leur discours et leur conscience sont dictés uniquement par leurs seuls intérêts, qui pour berner les ignorants ou se donner bonne conscience seront présentés comme conformes à ceux du peuple syrien, alors qu'en réalité leurs intérêts se confondent avec ceux de la pire réaction.

Ils n'adoptent pas cette rhétorique ou cette idéologie par hasard, c'est leur boulot, c'est bassement alimentaire. Ils sont encore plus dangereux que les porte-parole officiels ou assumés du néolibéralisme ou du néoconservatisme, parce qu'ils camouflent ou enrobent leurs réelles intentions sous des arguments faussement humanistes ou progressistes ou se mêlent vérités et contrevérités sans que les lecteurs dont les convictions sont destinées à être manipulées ou orientées dans une direction précise ne s'en aperçoivent forcément ou n'en aient réellement conscience. Cet exercice ne relève pas de l'information ou de la transmission de faits, il tient de la propagande pure. Que des éléments du mouvement ouvrier diffusent cette propagande n'étonnera plus personne.

En complément.

- Lavrov confirme l’échec des entretiens Putin-Kerry au sujet de la Syrie - Arrêt sur Info

Comme The Duran l’avait précédemment annoncé, les russes ont rejeté l’offre de l’américain Kerry d’une place dans une coalition anti-ISIS menée par les Etats-Unis en échange du départ d’Assad. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a confirmé publiquement ce que nous avions dit précédemment : les pourparlers à Moscou avec le secrétaire d’Etat américain John Kerry ont été un échec.

Voici ce que nous avions dit à propos de la proposition que Kerry a présenté à Moscou :

… Il semble que les Etats-Unis ont offert aux russes de se joindre à eux dans une campagne militaire conjointe en Syrie contre Al-Qaïda et Daesh. Avant de se rendre à Moscou, Kerry a laissé entendre que des « sous-groupes » affiliés à Al-Qaïda seraient aussi pris pour cible. En retour, les russes étaient censés accepter le commandement des Etats-Unis pour cette campagne militaire, cesser de bombarder les groupes rebelles en Syrie qui sont alignés sur les États-Unis, et accepter la destitution éventuelle du président Assad.

Nous avions rendu compte de cette proposition comme suit :

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les russes ont rejeté la proposition de John Kerry. Dans les grandes lignes, le cœur de cette proposition était la destitution du président syrien avec l'aide des russes, en échange d'une place dans une coalition dirigée par les militaires américains.

Lavrov, ministre russe des affaires étrangères, a confirmé que c'est exactement ce qui est arrivé. Lors d'un forum de l'éducation nationale de la jeunesse russe, Sputnik rapporte les paroles de Lavrov :

Les américains disent que nous devrions les rejoindre dans la lutte contre le terrorisme […] mais pour cela, nous devons d'abord accepter la destitution d'Assad.

Sputnik rapporte que Kerry a dit aux russes que Assad avait perdu le soutien de la « grande majorité de la population syrienne ». Selon Lavrov, les russes ont répondu que c'étaient aux Syriens – et non aux États-Unis ou à la Russie – de choisir d'une manière démocratique, leur prochain président.

En d'autres termes, les Russes ont rejeté l'offre de Kerry. Sputnik souligne que Lavrov condamne la politique américaine de changement de régime telle qu'elle a été appliquée au Moyen-Orient :

Ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est le résultat d'une incompétence, d'une attitude non professionnelle. Dans une tentative de maintenir leur domination, nos partenaires occidentaux ont agi comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

C'est la position de la Russie depuis le début du conflit syrien en 2011.

En vérité, l'histoire de la diplomatie du conflit syrien a été la répétition continue du même événement : les États-Unis poussent les Russes à accepter que le président Assad soit destitué. Les États-Unis font diverses offres et même des menaces pour forcer les russes à adhérer à leur accord. Les russes répondent que l'avenir du président Assad est une affaire interne strictement syrienne ; ils ne veulent pas s'impliquer. Alors les américains s'éloignent, déconcertés et en colère.

Le même scenario se renouvelle régulièrement, les discussions de Kerry à Moscou avec Poutine et Lavrov étant le dernier exemple.

Les américains ne sont pas les seuls à avoir fait la même proposition aux russes. En Juillet 2013, le chef du renseignement saoudien, le prince Bandar bin Sultan bin Abdelaziz Al Saud, a fait un voyage secret à Moscou, où il a également présenté diverses offres et menaces lors d'une réunion privée avec Poutine pour obtenir un accord sur la destitution du président Assad. A sa perplexité et colère, les Russes ont dit non – comme ils le font toujours.

En vérité, l'incapacité des États-Unis et de ses alliés occidentaux et arabes d'accepter que l'opposition russe à leur politique en Syrie et ailleurs est réelle, et que les Russes ne peuvent pas être intimides ou soudoyés, est l'une des choses les plus étranges à propos de l'ensemble du conflit syrien.

Les russes ont expliqué leur politique à plusieurs reprises, mais les États-Unis et ses alliés semblent incapables de croire que les russes sont vraiment sérieux à ce sujet. Ils semblent toujours penser que les russes sont en train de jouer un jeu cynique, et que s'ils font une offre alléchante, ou mettent la pression là où il faut, les russes lâcheront Assad et seront d'accord pour sa destitution.

A l'heure actuelle – cinq ans après le début du conflit – il est évident que cela ne va pas se produire. Le voyage de Kerry à Moscou et les longues heures de négociations infructueuses, montrent cependant que les États-Unis n'acceptent toujours pas le fait. Arrêt sur Info 26.07

C'est dommage pour l'auteur de l'article précédent, Chloé Maurel, dont la petite vie tranquille va continuer d'être perturbée par des attaques ou des attentats... Même en nous forçant, on n'arrive pas à la plaindre.

En complément.

Du régime policier ou régime militarisé.

La gangrène stalinienne s'illustre ou le stalinisme à la hauteur de sa réputation répugnante, réactionnaire.

L'ancien maire de Vénissieux réclame des mesures contre la "gangrène" islamiste - Lexpress.fr

Dans une lettre ouverte adressée à François Hollande, André Gerin estime qu'il existe, en France, "des territoires perdus de la République".

L'ancien maire communiste de Vénissieux monte au créneau. André Gerin exhorte ce mercredi le président François Hollande à mettre en oeuvre des mesures "sans précédent" contre la "gangrène" islamiste.

Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat au moment où se déroulait l'attentat de Saint-Etienne-du-Rouvray, l'élu se dit "convaincu" qu'il faut "franchir une étape sans précédent pour rétablir l'ordre républicain et redonner à l'Etat son autorité et sa légitimité". "La France est gangrenée par l'islamisme", dénonce l'ancien maire, qui dirigea pendant 24 ans cette ville ouvrière de la banlieue de Lyon. Pour lui, il ne fait aucun doute qu'il existe "des territoires perdus de la République".

"Une véritable idéologie de rupture et de haine de la France". (Conforme à celle de Hollande, Valls, Fabius, Macron. - LVOG)

En mars, les propos du ministre de la Ville Patrick Kanner affirmant qu'il existait en France une centaine de Molenbeek (le quartier de Bruxelles d'où avaient été pilotés les attentats de Paris), avaient fait polémique.

Depuis le milieu des années 90, affirme André Gerin, "une véritable idéologie de rupture et de haine de la France s'est développée, pourrissant la tête de nos gamins et la vie de nos quartiers. Elle s'est insinuée tel un virus idéologique, communautariste, antisémite, complotiste, anti-France et anti-blanc, diffusant en continu sa haine de la France". (Qui a soutenu le wahhabisme, qui a soutenu le communautarisme au nom de la lutte contre le racisme depuis le milieu des années 70 ? Le PCF et le PS notamment. - LVOG)

"Quand les ghettos sociaux deviennent des ghettos ethniques, le constat est clair: le quartier n'est plus black, blanc, beur, c'est le communautarisme qui prédomine et la loi de la charia qui devient la norme dans l'espace public", écrit-il. (Les régimes féodaux d'Arabie saudite et du Qatar où la charia est en vigueur sont les "amis" de la France, ses alliés contre la République arabe syrienne laïque. - LVOG)

"Un diagnostic commun en définissant l'ennemi intérieur"

D'après l'ancien édile, "certains de nos adolescents ne se considèrent pas comme étant Français. Ils sont d'abord et avant tout musulmans. Ils l'affirment avec arrogance et nous distillent les discours préformatés et victimaires qui leur ont été inoculés". (Qui a laissé se répandre ce discours, qui a fourni des visas aux imams salafistes, qui l'a encouragé en commerçant avec ses commanditaires ? - LVOG)

Pour celui qui se définit toujours comme "communiste et républicain", droite et gauche doivent d'abord partager "un diagnostic commun en définissant l'ennemi intérieur". Afin de lutter contre cette réalité "enkystée dans la société depuis plusieurs décennies", il propose une "hausse massive des budgets régaliens et de sécurité", la création d'un service civique obligatoire, la mise hors d'état de nuire des terroristes potentiels, la réhabilitation des frontières nationales et la maîtrise des flux migratoires.

André Gerin, qui, comme député, avait été l'un des promoteurs de la loi contre le voile intégral, exige par ailleurs que ce texte soit véritablement appliqué. Lexpress.fr avec AFP 27.07

- Sécurité : de nouvelles mesures annoncées - Francetv info

François Hollande. "Deux éléments nouveaux annoncés par Bernard Cazeneuve : d'abord ce seront au total 23 500 hommes qui seront affectés à la protection des grands évènements culturels, festifs et sportifs de cet été sur tout le territoire. Cela comprend les 10 000 soldats de l'opération Sentinelle, mais aussi plus de 13 000 réservistes de la gendarmerie et de la police nationale", affirme Sophie Brun. Sécurisation des grands évènements

La journaliste de France 2 continue en expliquant "qu'instruction est donnée aux préfets de définir, en relation avec les maires, la responsabilité de chacun quant à la sécurisation de ces grands évènements et si les conditions ne sont pas réunies c'est à l'État de prendre la responsabilité d'annuler au coup par coup. Une mesure qui vise sans doute à prévenir toute nouvelle polémique

après celle intervenue entre le ministre de l'Intérieur et la mairie de Nice après l'attentat du 14-juillet." Francetv info 27.07

En famille, la prière des assassins des peuples innocents

C'est parce qu'on vous aime qu'on vous bombarde, qu'on détruit méticuleusement les infrastructures de votre pays, votre existence et qu'on vous souhaite de vivre en paix, une paix éternelle, amen.

- La République réunie à Notre-Dame en hommage au prêtre égorgé - AFP

"Seigneur, rassemble-nous dans la paix de ton amour"...

Sans rire, ce sont les seigneurs de la guerre Hollande, Valls, Sarkozy, etc qui ont repris en choeur ce refrain...

"Délivre-moi des hommes criminels, des meurtriers, sauve-moi"...

Alors d'eux-mêmes !

"Le monde est en guerre", mais pas de religions, dit le pape - Reuters

Sauf entre chiites et sunnites, s'il vous plaît...

Quand Mélenchon fait la retape pour sa boutique ou les maquereaux de la Ve République.

Grille de lecture

De plus en plus de couches de travailleurs s'abstiennent à chaque élection ou estiment inutiles de s'inscrire sur les listes électorales, parce qu'ils n'attendent rien du régime et de ses représentants, ils rejettent les institutions qui l'incarnent, les rendant chaque fois un peu plus illégitimes, ce qui n'est pas sans conséquences pour la stabilité du régime qui s'en trouve fragilisé.

Aussi, faut-il tout faire pour les ramener dans le droit chemin ou qu'ils fassent allégeances au régime en retrouvant le chemin des urnes... funéraires pour leurs droits. C'est le sale boulot auquel a décidé de se livrer le Parti de gauche, qui consiste aussi à faire croire aux travailleurs que le régime serait compatible avec la démocratie et leurs droits.

A la Grande Borne, la caravane de Mélenchon face aux «dégoûtés de la politique» - Libération.fr

Le dispositif lancé par l'ex-président du Parti de gauche s'est arrêté dans le quartier populaire de Grigny, en banlieue parisienne, notamment pour inciter les habitants à s'inscrire sur les listes électorales.

«La tablette numérique, elle est à gagner ?» lance un gamin, attiré à la base par un bol de bonbons. «Non, elle sert à s'inscrire sur les listes électorales.»

«Il faut que tous ces gens cessent de se considérer comme des sous-citoyens.» Cette phrase n'est pas de Jean-Luc Mélenchon, non présent sur l'étape de Grigny, mais de Mathilde Panot, militante et coordinatrice du projet caravane insoumise.

Via ce qu'il nomme «la caravane pour l'égalité des droits», dont le parcours entamé le 12 juillet prévoit 26 dates dans toute la France cet été, le candidat à l'élection présidentielle de 2017 entend sensibiliser les quelque 10 millions de personnes non inscrites ou mal inscrites sur les listes électorales.

Mais son constat sur la Grande Borne est sans appel : «Ici, il y a beaucoup de gens qui sont dégoûtés de la politique. C'est un des quartiers les plus pauvres d'Ile-de-France, le sentiment de relégation est très fort.» C'est vrai : à Grigny, 45 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Un plan d'urgence substantiel a bien été annoncé mardi par Manuel Valls pour aider la ville. «De l'opportunisme lié à l'échéance présidentielle», estime Patrick Magnin, membre de la France insoumise venu donner un coup de main. Pour lui, ici, «tout est délaissé».

«Bonjour, vous êtes inscrite sur les listes électorales ?» Danielle Simonnet, coordinatrice du Parti de gauche et conseillère de Paris, a aussi fait le déplacement. Elle alpague un jeune homme – «J'suis mineur moi Madame!» – ou des mamans pressées avec leurs poussettes, qui prennent poliment tracts et autocollants et s'en vont. «On réussit tout de même à distribuer une vingtaine de papiers pour s'inscrire sur les listes et à faire quatre ou cinq inscriptions directement en ligne dans chaque ville», estime Mathilde Panot. Elle se félicite également de petites victoires : «A Nanterre, on a une dame qui est venue faire la simulation et qui s'est rendu compte qu'elle avait le droit à 500 euros d'aides par mois. C'est important.»

Le porte-à-porte compte aussi, de l'avis des militants.

Toc toc, bonjour Madame, vous êtes inscrite sur les listes électorales ? «Non.» «C'est important de s'inscrire car, sinon, c'est toujours les autres qui décident pour vous.» «Oui, c'est vrai.» La dame prend les papiers. Ira-t-elle réellement s'inscrire ? liberation.fr 27.07

La caravane passe et «l'égalité des droits» aussi...

Il faut être un opportuniste forcené à l'heure où les inégalités explosent pour tenir un discours sur l'égalité des droits qui doit faire sourire jaune les travailleurs auxquels il s'adresse, car personne n'y croit. C'est à Neuilly-sur-Seine, à Saint-Cloud ou dans le XVIe arrondissement de Paris que le PdG devraient aller tenir ce discours.

Brexit ou le poker menteur.

- La Fed voit moins de risques économiques malgré le Brexit - AFP

Tiens donc, non, qui l'aurait cru franchement !

Dossier Turquie

- Militaires congédiés et organes de presse fermés en Turquie - Reuters

Les autorités turques ont annoncé mercredi avoir congédié près de 1.700 militaires et fermé plus de 130 organes de presse dans le cadre d'une vaste répression suivant la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, rapporte la chaîne de télévision CNN Turk.

Selon elle, 1.684 soldats ont été démis de leurs fonctions tandis qu'il a été ordonné à, entre autres, trois agences de presse, 16 chaînes de télévision et 45 quotidiens de mettre la clef sous la porte.

Dans la journée, CNN Turk avait dit que les autorités turques avaient interpellé plus de 15.000 personnes, dont plus de 10.000 militaires, depuis le putsch avorté d'il y a près de deux semaines.

Les nouvelles mesures prises par Ankara ne manqueront pas de soulever les inquiétudes les associations de droits de l'homme ainsi que les alliés occidentaux du pays, qui redoutent de voir le président Recep Tayyip Erdogan profiter de la tentative ratée de coup d'Etat pour accentuer son emprise sur le pays.

Lors d'un point de presse, le porte-parole du département d'Etat américain a ainsi dit que les Etats-Unis, tout en comprenant la nécessité éprouvée par la Turquie d'arrêter les auteurs du putsch, voyaient l'arrestation d'encore plus de journalistes comme une évolution "troublante". Reuters 27.07

Où cela, en Syrie, on s'en fout !

- Syrie: 44 morts dans un attentat de l'EI - AFP

Au moins 44 personnes ont été tuées mercredi dans la ville syrienne à majorité kurde de Qamichli dans une attaque suicide revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), disant répondre aux raids de la coalition antijihadistes soutenant les forces kurdes. AFP 27.07

Etats-Unis. Ce sont les assassins qui font la loi en oligarchie.

- Mort de Freddy Gray: Tous les policiers dédouanés - 20minutes.fr

No justice, no peace. Le cri des manifestants afro-américains face à la violence policière va sans doute à nouveau résonner à Baltimore, avec l'abandon des poursuites, mercredi, contre tous les policiers impliqués dans l'homicide de Freddie Gray, un Noir mortellement blessé l'an dernier dans un fourgon de police.

"Les services du procureur de la ville de Baltimore ont décidé d'abandonner les poursuites dans les dossiers restants liés à l'arrestation et à la mort de Freddie Gray", a indiqué une cour du Maryland, dont dépend Baltimore, dans un bref communiqué. Pour la procureure Marilyn Mosby, il s'agit d'un revers cinglant.

Des procès précipités

Le premier procès dans cette affaire avait débouché sur un non-lieu surprise, les jurés n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur un verdict. Les deux procès suivants, y compris celui de Caesar Goodson, le chauffeur de la fourgonnette qui faisait face aux chefs d'inculpation les plus graves (« meurtre par indifférence », passible de 30 ans de prison), avaient débouché sur des acquittements.

Marilyn Mosby, une jeune procureure de 36 ans, en poste depuis seulement quatre mois, a expédié la procédure. Les six policiers ont été inculpés moins de deux semaines plus tard, le 1er mai. Le premier procès a suivi huit mois plus tard. Il a révélé qu'il y avait peu de preuves matérielles sur ce qu'il s'est passé dans le fourgon. Le chauffeur, acquitté en juin, a-t-il volontairement conduit le véhicule brutalement pour secouer Freddie Gray, menotté mais pas attaché avec une ceinture de sécurité ? « Je ne peux pas me prononcer », a conclu un expert médical pourtant mandaté par le bureau du procureur.

Enquête des affaires internes

Après un premier procès devant un jury populaire, les deux autres policiers avaient choisi de comparaître devant un juge, qui se concentre davantage sur les preuves matérielles que sur l'émotion autour d'un tel procès médiatique.

Les officiers ne sont cependant pas complètement sortis d'affaire. Une enquête des affaires internes de la police est en cours et pourrait déboucher sur des sanctions. Mais celles-ci sont extrêmement rares : les policiers sont dédouanés dans neuf cas sur dix en moyenne. 20minutes.fr 27.07

Bienvenue dans le garde-manger que vous réserve l'oligarchie.

- Le premier burger végétarien «saignant» va être servi à New York

Et tout ça grâce à une molécule qui donne à la fausse viande le goût de la vraie. Le burger, on en mange à tous les coins de rue quand on ne le porte pas à même la peau ou qu'on n'écrit pas des lignes sociologiques très sérieuses dessus. Slate.fr

Vous ne croyez tout de même pas qu'eux ils bouffent cette merde, non ils vous la destinent. Vous vous souvenez peut-être que l'actionnaire de Monsanto, Bill Gates, en visite dans une unité de cette multinationale s'était abstenu de manger à la cantine par crainte de s'intoxiquer. Quand on vous dit qu'ils sont moins cons que nous, la preuve, si nécessaire.

Le « lait » de cafard est bien plus nutritif qu'on ne l'imagine

Une espèce de cafard produit une des substances les plus caloriques et nutritives jamais découvertes. Mais qui en mangerait ? LeMonde.fr

Je ne pense que le jour où on exterminera les cafards qui nous gouvernent, nous goûterons leurs restes pour voir de quoi ils étaient faits, merci on est déjà servi, à en vomir ! Ils nous haïssent, c'est réciproque et amplement mérité, n'est-ce pas ?

Haut de page

Le 29 juillet 2016

CAUSERIE

Je suis obligé de laisser certaines infos de côté faute de temps. On traite de préférence l'actualité politique et économique.

Ici l'approximation a valeur d'aveu de manipulation des faits.

En moins de 15 jours, la France et l'Allemagne ont connu chacune deux attaques revendiquées ou inspirées par l'idéologie jihadiste. Tuerie de masse ou opérations ciblées, ces attentats restent extrêmement difficiles à décrypter mais se produisent dans une Europe affaiblie et en pleine crise existentielle. AFP 28.07

Traitre, corrompu, vendu ? Non, des agents loyaux au capital rémunérés pour service rendu.

- Thierry Lepaon (ex-leader CGT) chargé par Matignon de créer la future Agence de la langue française - AFP

L'ex-leader de la CGT Thierry Lepaon, poussé à la démission en 2015 après un scandale sur son train de vie, a été missionné par Manuel Valls pour "préfigurer" la future Agence de la langue française pour la cohésion sociale, a-t-on appris jeudi. AFP 28.07

Vous avouerez qu'ils ne sont pas ingrats envers leurs larbins.

Il ne lui restera plus qu'à postuler à l'Académie française ou au Collège de France !

France. Etat policier.

L'Etat de droit sans l'Etat social, c'est l'arbitraire permanent en dictature du capital.

- Terrorisme : doit-on s'affranchir de l'Etat de droit ? - LeParisien.fr

Pour certains, dernier rempart avant l'aliénation de nos libertés ; pour d'autres, seul frein à une lutte enfin efficace contre le terrorisme, l'Etat de droit n'en finit pas de diviser la classe... LeParisien.fr 28.07

L'Etat d'exception appelle à son renversement.

- « Changeons la Constitution ! » - LeParisien.fr

-Faut-il modifier notre Etat de droit pour lutter contre le terrorisme ? LeParisien.fr 28.07

Connais pas !

- « La démocratie peut gagner » - LeParisien.fr

Je n'ai pas encore trouvé par quel terme précis on pourrait remplacer démocratie. Il reste à inventer, démocrassie est trop vulgaire. Démocratie signifie que la souveraineté appartiendrait aux citoyens, mais ce ne fut jamais le cas, il faudrait donc trouver un mot qui exprime la négation de ce droit. Balzac signalait dans *le Cabinet des Antiques*: Il n'y a plus de noblesse, il n'y a que de l'aristocratie. Montesquieu en donnera une définition dans *l'Esprit des lois* : Dans l'aristocratie, la souveraine puissance est entre les mains d'un certain nombre de personnes. Ce sont elles qui font les lois et qui les font exécuter; et le reste du peuple n'est tout au plus à leur égard que comme dans une monarchie les sujets sont à l'égard du monarque. Renan dans *Questions contemporaines* apportait une précision intéressante : Il est de l'essence des États modernes, sortis de la féodalité, de posséder une aristocratie, reste des familles autrefois souveraines, dont le rôle consiste à limiter la royauté et à empêcher le développement exagéré de l'idée de l'État. Exactement comme le fait de nos jours l'oligarchie et ses représentants au pouvoir.

Le Grand Robert de la langue française note que *L'aristocratie dégénère quelquefois en oligarchie*, dont il donne la définition suivante qui va comme un gant à tous les régimes qui se sont succédés depuis l'Antiquité : "*Régime politique dans lequel la souveraineté appartient à un petit groupe de personnes, à quelques familles, à une classe restreinte et privilégiée*", la souveraineté du peuple ayant toujours été bafouée, y compris en République ou tout au long de la lutte des classes jusqu'à nos jours, à l'exception des périodes de la Commune et de la révolution russe de 1917.

La souveraineté se confond avec la classe qui détient le pouvoir économique, comme les masses exploitées ou l'immense majorité de la population n'a jamais détenu le pouvoir économique, on ne voit où et comment la démocratie aurait pu exister. Ce fut un leurre basé sur le fait que la classe au pouvoir pouvait en certaines circonstances prendre des mesures en faveur de l'ensemble ou de la majorité de la population dictées en réalité par ses propres besoins pour ne pas entraver le développement économique dont dépendait ses propres privilèges et son pouvoir.

Ce qui a pu faire illusion également, c'est lorsqu'elle fut amenée au cours de la lutte des classes à prendre des mesures qui en apparence allaient à l'encontre de ses besoins, lorsque des troubles sociaux ou une révolution menaçait son pouvoir, pour par la suite revenir dessus ou s'en servir pour maintenir la paix sociale et consolider son pouvoir, sans rien concéder sur le fond, sans que le régime d'exploitation et sa domination politique ne soient remis en cause.

D'une manière ou d'une autre on n'a jamais cessé de vivre en oligarchie, même si sa forme et son contenu ont évolué au fil du temps, de la lutte des classes et du développement des forces productives. C'est la débâcle du mouvement ouvrier et l'incurie politique de son avant-garde qui de nos jours met en lumière crûment ce constat ou remet au goût du jour l'oligarchie, qui apparaît soudain toute puissante, d'une violence extrême. On va continuer de réfléchir à ce sujet, ceci n'est qu'une esquisse.

Disons provisoirement qu'on est en train de passer d'une République oligarchique à un régime oligarchique tout court, le vernis démocratique dont s'était dotée la République oligarchique ayant servi à accompagner le développement chaotique de

l'ultime cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, avant de s'en séparer et de retourner à la barbarie à défaut de pouvoir permettre à la civilisation humaine d'atteindre un stade social supérieur, qui ne pourra voir le jour ou être envisagée qu'au-delà du capitalisme, quand le prolétariat l'aura renversé et se sera emparé du pouvoir politique.

Mais le prolétariat non plus ne peut pas incarner la démocratie, il demeure trop ignorant face à un ennemi qui a une conscience de classe, qui dispose de tous les pouvoirs, qui est organisé, dispose de l'Etat, de son appareil judiciaire, policier, militaire, de puissantes officines de propagande, il ne peut vaincre son ennemi qu'on rassemblant dans un parti ses éléments les plus conscients et les plus déterminés qui l'aideront à s'organiser et le guideront jusqu'à la victoire, sans cet instrument qui seul peut incarner réellement la démocratie, il demeurera indéfiniment sous le joug cruel de l'oligarchie, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce fut la conclusion des travaux et des expériences de la lutte de classes qu'ont vécu Marx et Engels et que mit en pratique Lénine et dont nous nous sommes détournés malheureusement. Si nous ne renouons pas avec cet enseignement, jamais nous ne vaincrons.

Milice de la pensée. Cadenasser Internet pour étouffer toute opposition ou toute contestation du régime.

- Pourquoi « l'armée numérique » proposée par François Fillon n'a rien de nouveau - LeMonde.fr

Le candidat à la primaire de la droite préconise la création d'une « armée numérique » pour lutter contre l'Etat islamique. Un dispositif déjà largement engagé en France. LeMonde.fr 28.07

Milice de l'ordre nouveau.

- La réserve fait un tabac - LeParisien.fr

En avant, marche ! Politiques, journalistes, syndicalistes, professeurs ou simples citoyens, les demandes de renseignements pour adhérer aux différentes réserves proposées par le gouvernement sont en train de connaître un pic inédit depuis les derniers attentats et notamment l'assassinat du prêtre Jacques Hamel à Saint-Etienne-du-Rouvray. LeParisien.fr 28.07

Quand les porteurs de valises se font despotes.

- A Cannes, les valises interdites sur le littoral par mesure de «sécurité» - Liberation.fr

Pour prévenir le risque d'attentat, David Lisnard, le maire LR de Cannes, a pris un arrêté qui interdit aux piétons de se promener avec des valises ou des bagages volumineux en bord de mer. Liberation.fr 28.07

Invivable la France ! Imaginez le type qui sort du train ou qui a garé sa bagnolle à quelques centaines de mètres du lieu où il devait se rendre et qui trimballe sa valise...

Bordel, à côté, qu'est-ce qu'on est tranquille en Inde ! C'est le contraire de la France où quand tu es bronzé ou franchement coloré, tu es suspect, on ne te respecte pas, en Inde quand tu es blanc, on te fout une paix royale.

Ils sont directement impliqués dans le soutien aux barbares.

- Les médias peuvent-ils aider à limiter la propagation du message terroriste? - Slate.fr

Le Monde annonce qu'il ne publiera plus les photos des auteurs d'attentats en France ni d'images produites par Daech. Les médias peuvent-ils par ces pratiques juguler la propagation de la terreur? Slate.fr 28.07

Alors qu'ils sont à la solde de l'OTAN, de l'oligarchie anglo-saxonne qui a créé al-Qaïda et Daech.

Le Monde spécialisé dans la fabrication de faux témoignages, dont une partie des reporters tiennent davantage de l'agent de renseignement plutôt que du journaliste, qui par exemple a exprimé ouvertement le souhait qu'al-Qaïda s'empare du pouvoir en Syrie (voir la causerie du 27) se faisant de fait le relai de la propagande de ces barbares...

France. Policier, procureur, médias : Complicité de meurtre.

Grille de lecture.

Quel titre ! Mais il faut le prouver.

Un jeune est embraqué manu militari et vivant dans un fourgeon de la police, il en ressort quelques minutes plus tard mort, et un rapport d'autopsie statue à une mort par asphyxie. Il était menotté dans le dos, il n'a pas pu s'asphyxier lui-même, il était accompagné uniquement de policiers, c'est donc que quelqu'un parmi eux qui l'a asphyxié.

Mais peut-être qu'il était déjà souffrant.

La première autopsie réalisée à la hâte avait statué que plusieurs de ses organes étaient atteints d'«un phénomène infectieux», ce qui aurait pu expliquer cette asphyxie ou mort soudaine et disculper ainsi la thèse de l'assassinat par un ou des policiers, puis étrangement dans le rapport de la seconde autopsie cette mystérieuse infection avait disparu tout simplement parce qu'elle n'avait jamais existé.

Qui avait eu intérêt à fabriquer cette infection et cette version des faits ? A vous de juger.

- Mort d'Adama Traoré : la contre-autopsie ne montre «aucune trace de violence» - LeFigaro.fr

- Plus de mention d'infection dans la deuxième autopsie d'Adama Traoré - liberation.fr

Une mort sans fin. La nouvelle autopsie, effectuée mardi, à la demande de la famille, sur le corps d'Adama Traoré – décédé le 19 juillet lors de son interpellation à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) – ne révèle «aucune trace de violences» susceptible d'expliquer la mort du jeune homme, a annoncé, ce jeudi, le procureur de la République de Pontoise. «Lorsque les secours sont intervenus, la température du jeune homme était très élevée, et c'était un jour de canicule», a-t-il rappelé. La semaine passée, le premier rapport d'autopsie avait souligné «un phénomène infectieux» sur plusieurs organes. Cette fois, il n'en est pas fait mention.

En attendant, la mort d'Adama Traoré reste sans raison officielle.

De son côté, Frédéric Zajac, l'avocat de la famille, explique à Libération : «Les résultats de la première et seconde autopsie sont totalement différents : elles ne constatent pas les mêmes choses. Le rapport de la seconde évoque une mort par asphyxie. Si c'est le cas, qu'est ce qui a provoqué l'asphyxie ? On a besoin de comprendre.» Cet élément n'a pas été abordé par le procureur. Ce jeudi, Frédéric Zajac a demandé, avec l'accord de la famille, une nouvelle contre-expertise afin d'être fixé et donner une «réponse aux proches».

Samedi, un grand rassemblement est prévu à Paris, devant la gare du Nord. Il est organisé par le collectif Urgence notre police assassine en «soutien» à la famille d'Adama Traoré. liberation.fr 28.07

Il suffit d'empêcher quelqu'un de respirer pendant moins de deux minutes pour provoquer sa mort par asphyxie. Si vous voulez tenter l'expérience ou vous suicider, mettez-vous la tête dans un sac plastique, fermez-le et observez le résultat, c'est pas cher, rapide, sans souffrance et infaillible.

Attention, si un jour vous êtes témoin d'un tel suicide et que vous étiez en rapport avec cette personne, surtout ne touchez à rien avant l'arrivée de la police, laissez le sac en plastique à sa place, sinon vous feriez disparaître la preuve matériel du suicide et on pourrait vous soupçonner de meurtre. Vous voulez supprimer quelqu'un, la méthode est infaillible et sans risque, à condition de ne laisser aucune empreinte sur le sac en plastique. Quant à votre alibi, cela ne posera pas de problèmes puisque la mort intervient en moins de 2 minutes, vous ne devez pas fuir ou prétendre que vous n'étiez pas sur les lieux vous vous accuseriez, non, vous êtes seulement arrivé quelques minutes trop tard et personne ne pourra prétendre le contraire, la présomption d'innocence jouera en votre faveur et vous serez libre de savourez votre oeuvre, et plus si héritage à la clé. Démoniaque assurément, mais terriblement efficace.

C'est ainsi que le peintre expressionniste Bernard Buffet atteint de la maladie de Parkinson avait mis fin à ses jours le 4 octobre 1999. Ce qui avait retenu mon attention à l'époque en entendant cette info, c'est qu'il avait peint de nombreux portraits de clowns qui étaient tous tristes.

J'ai une mémoire déplorable, et j'ignore pourquoi je me suis souvenu jusqu'à maintenant de cette anecdote. Mais bon, vous savez ce que c'est chez les gens qui ont de la suite dans les idées...

Brexit. Ne me quitte pas...

- Malgré le Brexit, "nous ne quittons pas l'Europe pour autant", assure Boris Johnson - Francetv info

Pour sa première visite à Paris en tant que nouveau chef de la diplomatie britannique, l'ex-maire de Londres a tenu à rassurer les Français sur les intentions du Royaume-Uni malgré la décision de quitter l'Union européenne. Francetv info 28.07

Espagne.

- Les partis espagnols campent sur leurs positions - Reuters

Les principaux partis espagnols ont campé sur leurs positions jeudi lors de leurs premiers entretiens au palais royal avec Felipe VI et refusé de soutenir un gouvernement conservateur dirigé par Mariano Rajoy.

L'impasse politique perdure depuis sept mois en Espagne, aucun parti n'ayant obtenu de majorité au Parlement lors des élections législatives du 20 décembre dernier puis du 26 juin, ce qui contraint les formations politiques à négocier en vue de constituer une coalition.

Jusqu'à présent, les partis politiques n'ont pas réussi à s'entendre, mais les analystes espèrent que la date butoir pour adopter le budget 2017, fin septembre, va exercer sur eux une certaine pression.

Les chefs de parti ont rencontré séparément jeudi le roi Felipe, pour la quatrième fois cette année, mais les socialistes du PSOE, arrivés deuxièmes aux législatives, et le parti de gauche radicale Unidas Podemos, arrivé troisième, ont réaffirmé après les discussions qu'ils voteraient contre un nouveau gouvernement Rajoy. Le parti centriste Ciudadanos, quatrième du scrutin du 26 juin, a quant à lui indiqué qu'il s'abstiendrait.

"Nous voulons changer le gouvernement Rajoy est c'est pour cette raison que nous voterons 'non' lors d'un vote de confiance", a déclaré aux journalistes le chef du PSOE Pedro Sanchez.

Sans le soutien ou au moins l'absention des socialistes, Mariano Rajoy est dans l'impossibilité de réunir une majorité pour soutenir son éventuel second mandat, d'autant que les partis régionaux de centre droit de Catalogne et du Pays basque ont d'ores et déjà dit qu'ils voteraient contre lui.

Le Parti populaire (PP) du président du gouvernement par intérim a été le seul des quatre grands partis à progresser en sièges le 26 juin, mais avec 137 députés, il est encore loin des 176 nécessaires pour avoir la majorité absolue à la chambre basse des Cortes.

Selon le chef de Ciudadanos Albert Rivera, si une coalition entre le PP, le PSOE et Ciudadanos n'est pas possible, il faudra laisser le Parti populaire former un gouvernement minoritaire.

"Il y a deux options: un gouvernement fort créé par consensus ou un gouvernement minoritaire du parti qui a eu le plus de voix", a estimé Albert Rivera.

Le dirigeant centriste a également déclaré que, s'il le fallait, Mariano Rajoy devrait se retirer pour conclure un accord. Reuters 28.07

Turquie

- Turquie : alors que la purge continue, deux importants généraux démissionnent - LeParisien.fr

Deux importants généraux de l'armée turque ont démissionné, jeudi, avant une réunion au sommet du Conseil militaire suprême à Ankara. Comptant parmi les plus hauts gradés de l'armée turque, le chef de l'armée de terre, le général Ihsan Uyar, et le chef des «entraînements et de la doctrine de commandement», le général Kamil Basoglu, ont démissionné quelques heures avant le Conseil militaire suprême qui devra décider du remplacement des militaires limogés et poursuivis en justice. LeParisien.fr 28.07

Hillary Clinton est leur candidate. Il n'y a rien de plus naturel que les inégalités extrêmes.

- Avec Michael Bloomberg, les électeurs riches se sentent désormais chez eux au Parti démocrate - Slate.fr

Pendant la majeure partie des cinquante dernières années, les Républicains ont largement devancé leurs adversaires démocrates chez les électeurs fortunés. Depuis 2000, l'écart se rétrécit. Et le discours de Michael Bloomberg, ancien maire de New York qui a amassé une fortune plus de dix fois supérieure à celle de Donald Trump, en atteste.

Les responsables de la campagne d'Hillary Clinton se seraient parfaitement contentés de voir Bloomberg rester en retrait. Son intervention lors de la convention démocrate fait donc figure de cerise sur le gâteau.

J'y vois également un signe annonciateur. Pour la plupart des fins observateurs de la vie politique américaine, les primaires démocrates de cette année indiquent clairement que le parti vire à gauche, comme le démontre le déluge de

votes, d'enthousiasme et de petites contributions individuelles engrangé par Bernie Sanders –le social-démocrate autoproclamé de l'État du Vermont, qui avait rejoint les Démocrates à reculons.

Lee Drutman, responsable au sein du think tank New America, estime que les Démocrates sont désormais le parti favori des électeurs les plus riches, rôle d'ordinaire dévolu aux Républicains. En 2012, c'est Barack Obama, et non Mitt Romney, qui a engrangé le plus de contributions de foyers gagnant plus de 220 000 dollars par an. C'était la première fois depuis 1964 que les électeurs appartenant aux 4% de foyers américains disposant des plus hauts revenus préféraient un Démocrate à un Républicain. Il y a fort à parier que nombre de ces électeurs aisés ont choisi Obama pour les mêmes raisons que Bloomberg: Romney le RINO était tout simplement trop conservateur à leurs yeux. Et si ces électeurs n'ont pas trouvé Romney à leur goût, je vous laisse imaginer ce qu'ils pensent de Trump.

Pendant la majeure partie des cinquante dernières années, les Républicains ont largement devancé leurs adversaires démocrates chez les électeurs fortunés. Seulement, voilà: depuis 2000, l'écart se rétrécit. Lee Drutman attribue ce phénomène à la forte progression du Parti démocrate chez les électeurs instruits, et au fait que les électeurs riches sont plus diplômés que ceux des dernières décennies. Par ailleurs, pour beaucoup d'électeurs à revenus intermédiaires élevés ou très élevés, les réductions d'impôt sont beaucoup moins motivantes que le progressisme social. Qu'est-ce qu'une légère réduction des charges fiscales aux yeux d'un électeur déjà aisé? Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de libre échange et d'équilibrage des budgets, Hillary Clinton s'avère beaucoup plus «conservatrice» que le populiste Trump, qui privilégie les droits de douane, les murs-frontières et des mesures économiques qui provoqueraient un gonflement du déficit. De fait, Gary Johnson (candidat du Parti libertarien) est sans doute plus susceptible que Trump de prendre des électeurs riches et progressistes à Clinton.

Ce qui nous ramène à Michael Bloomberg, le parfait représentant du courant «socialement progressiste et économiquement conservateur» (ce qui ne veut pas dire que Bloomberg est un libertarien – pour preuve, sa guerre contre la cigarette et les sodas sucrés et sa défense de la mesure dite du «stop-and-frisk»). Il serait plus juste de le qualifier de modéré favorable aux entreprises; d'homme politique n'ayant jamais réellement partagé l'opinion des progressistes alarmés par la hausse des inégalités économiques. Bloomberg ne s'émeut pas des inégalités extrêmes qui règnent dans une ville comme New York, au contraire: pour lui, il n'y a rien de plus naturel. Qu'attendre d'autre d'une économie qui voit des travailleurs immigrés à bas revenus gagner leur vie en répondant aux besoins des plus riches? Par ailleurs, Bloomberg a bâti sa fortune en mettant des terminaux de haute technologie entre les mains des traders de Wall Street; vous ne le verrez donc jamais dire du mal des grandes banques. Après tout, ce sont bien les bonus des banquiers qui financent les revenus des chauffeurs de taxis, des portiers et des serveurs de tous acabits.

Toutefois, contrairement à d'autres, Bloomberg ne se contente pas de suggérer aux pauvres manquant de pain un régime à base de brioche. Il estime que les travailleurs à bas revenus devraient bénéficier de Medicaid ainsi que du SNAP, et qu'ils devraient pouvoir envoyer leurs enfants dans des écoles gratuites de bonne qualité. Parce qu'il s'agirait de mesures justes, certes, mais aussi –parlons franchement– parce qu'elles permettraient d'éviter l'émergence d'une révolution à la française. Cette philosophie politique n'est pas entièrement délirante: elle est partagée par un nombre respectable de progressistes urbains aisés et de modérés vivant dans les banlieues résidentielles. Le bloombergisme n'est pas très éloigné du républicanisme progressiste, jadis incarné par Nelson Rockefeller et Jacob Javits. Slate.fr 28.07

Quel boulot pour les rendre fréquentables à la population occidentale !

Al-Qaïda se prépare à une rupture avec Al-Nosra - AFP

Le réseau Al-Qaïda a préparé le terrain jeudi à une éventuelle rupture avec le Front al-Nosra sur fond de spéculations sur internet quant à une possible annonce en ce sens par sa branche en Syrie.

Dans l'enregistrement diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera, son chef Abou Mohammad al-Jolani a annoncé que son groupe avait changé de nom et qu'il s'appelait désormais "Front Fateh al-Cham".

La branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, continue d'être considérée comme un "groupe terroriste" et une menace pour les Etats-Unis malgré sa rupture annoncée avec le réseau jihadiste, a indiqué jeudi l'administration américaine.

Les Etats-Unis "continuent d'estimer que les dirigeants du Front al-Nosra maintiennent leur intention de mener des attaques contre les pays occidentaux", a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest.

Al-Nosra "tente d'unifier et de galvaniser les autres groupes d'opposition syriens" a estimé de son côté le directeur du renseignement américain, James Clapper, lors d'un forum sur la sécurité à Aspen, dans l'ouest des Etats-Unis.

Sa décision de rompre avec Al-Qaïda est "un geste de relations publiques" et la réalité de la séparation "reste à établir", a-t-il déclaré.

Al-Nosra est apparu officiellement en Syrie en janvier 2012, soit dix mois après le début de la révolte pacifique contre le régime

de Bachar al-Assad, réprimée dans le sang, qui s'est transformée en conflit dévastateur.

Al-Nosra est allié à des rebelles combattant le régime et s'est constitué un soutien populaire. Il ne contrôle aucun territoire syrien mais domine la ville d'Idleb, d'où il a chassé l'armée du régime en 2015.

"Au centre de tout ça, c'est toujours Al-Qaïda", a estimé le général Joe Votel, le commandant des forces américaines au Moyen-Orient, lui aussi invité au forum d'Aspen.

"Nous devrons continuer de nous préoccuper d'eux à long terme, nous ne pourrons pas nous fier à ce qu'ils font aujourd'hui", a-t-il estimé. AFP 28 et 29.07

Commentaires d'internautes.

1- La communauté internationale (occidentale bien entendu) essaye de mettre en selle les décapiteurs d'enfant pour combattre l'armée syrienne et renverser Assad ; car l'objectif est toujours le même. Cette annonce ne changera rien à la barbarie du groupe.

2- Le hic c'est qu'apparemment pour les principaux dirigeants occidentaux impliqués dans le conflit syrien, Assad à la tête de ce qu'il reste de la Syrie serait plus dangereux, qu'Al-Nosra et consorts djihadistes, enfin c'est ce qu'ils veulent faire croire, par contre qu'Assad soit plus gênant pour leurs magouilles qu'Al-Norsa et consort islamopithèques, ça c'est bien plus plausible.

3- Al-Nosra s'achète une virginité ? Afin de mieux revêtir le costume de "rebelles modérés" que lui a fourni la communauté internationale hypocrite et peu encline à défendre les droits de la population syrienne.

4- Al-Nosra est une organisation de "rebelles modérés" vont nous dire les USA.

5- Al-Nosra: pour Washington, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda n'a pas changé.

Et pour Fabius, elle a changé ou pas ? Elle fait toujours du bon boulot ou pas ?

6- Et pourtant comme dirait notre ancien ministre des Affaires étrangères et actuel Président du Conseil Constitutionnel, al-Nosra "fait du bon boulot", entendez notre soutien massif à cette filiale d'Al-Qaida financée et armée par la France et les USA était justifié, dans la volonté farouche de s'opposer à Assad dont les forces laiques combattent valeureusement les forces de l'obscurantisme, ce qui déplait fortement au Royaume wahhabite qui est avec Israël la principale source de déstabilisation du Moyen-Orient.

Bienvenue en oligarchie.

- Le jour où Lucile a échangé des photos sur Twitter avec une inconnue, elle a transformé son couple

Longtemps, raconte le sociologue Serge Chaumier dans La Déliaison amoureuse, le mariage n'était pas fait pour les sentiments mais pour le devoir. L'amour fonctionnait en parallèle: amants et maîtresses. Slate.fr

- Pour la 1ère fois, une personne trans a parlé à la convention d'un parti américain

La convention démocrate de 2016 n'en finit pas de rentrer dans l'Histoire des États-Unis. Après avoir officiellement désigné Hillary Clinton comme la première candidate d'un grand parti à l'élection présidentielle, elle a permis à une personne transgenre de s'exprimer... Le Huffington Post

- Comment le portrait du Che est devenu un phénomène capitaliste

Ce portrait, symbole de révolte anti-américaine, s'est fait happer par l'ennemi capitaliste.«Je suis désolé pour la famille de Che Guevara et les gens qui l'ont connu avant qu'il ne devienne un T-shirt.» Slate.fr

Haut de page

Le 30 juillet 2016

CAUSERIE

On ajoutera 5 articles demain, plus le temps, je dois cuisiner, arroser le jardin...

En république oligarchique, les principes de la République servent uniquement de caution démocratique et morale à la dictature de l'oligarchie pour que la pseudo-gauche (et extrême gauche) puisse y participer, afin de mieux tromper et asservir le peuple.

Au nom de la liberté, ils la mettent sous surveillance, l'encadrent strictement, la réduisent, la suppriment...

Au nom de l'égalité, les inégalités et les injustices explosent. Ils ont tous les droits, vous n'en avez aucun...

Au nom de la fraternité, ils exigent des exploités toujours plus de sacrifices pour que les exploiteurs s'enrichissent toujours plus. Autrement, ils peuvent briser votre vie, celle de votre famille, vous assassiner et assurer l'impunité aux coupables.

Quel monde merveilleux, ils veulent vous rendre dingues !

On the edge (sur le fil du rasoir).

Le plus dingue, c'est qu'il y a, quoi, à peine un an ou un peu plus, c'est moi que la plupart des lecteurs ou militants prenaient pour un dingue. Si, si, vous n'avez pas à vous en cacher puisque je l'assume, et pour cause, ce qui est con, pour eux, c'est que les faits m'ont donné raison, bon, cela je ne leur demanderai pas de le reconnaître puisque c'est au-dessus de leurs forces. A moins qu'ils aient évolué.

La règle du jeu consiste au départ à être aussi dingue ou encore plus dingue que les dingues qui nous gouvernent et qui veulent absolument nous rendre dingue, pour comprendre ce que ces dingues mijotent, mais, car il y a un mais et heureusement, en maîtrisant la règle du jeu on le destine à déjouer leur plan ou à un tout autre objectif que le leur.

Ceux qui n'ont pas encore compris que la civilisation humaine courait à l'abîme sont en danger et peuvent devenir dangereux, et pour beaucoup seront irrécupérables. Pour beaucoup moins que cela ou dans de toute autre circonstance, combien de gens ou de militants n'avons-nous pas vu sombrer ?

Ne pratiquons pas l'auto-censure, c'est ce qui nous perdra. Soyons lucides, c'est ce qui nous sauvera.

Sur cette note optimiste, bon week-end.

Nouvel ordre mondial totalitaire. Etre manipulé, vous ne demandez que cela ou on ne vous demande pas votre avis.

Je rappelle que je ne suis présent sur aucun "réseau social". Tous les partis ouvriers ont décidé de s'y mettre, du coup quand juste pour s'informer on se connecte sur leur page Facebook, au bout de quelques secondes au centre de l'écran un cadre apparaît dans lequel on vous demande de vous connecter ou de vous abonner à Facebook si cela n'est pas déjà fait pour faire disparaître ce cadre et accéder au contenu de la page en question qu'on peut malgré tout visualiser. Cependant certains passages qui nécessite d'ouvrir une autre fenêtre demeureront inaccessible si vous n'êtes pas abonnés à Facebook.

Alors qu'il aurait été plus simple et sain de communiquer les mêmes infos à partir d'un blog ou d'un portail réalisé à cet effet.

- Sept arnaques des réseaux sociaux que vous avez acceptées sans le savoir - sputniknews.com

C'est très simple. Vous téléchargez une appli ou vous vous enregistrez sur un site, puis vous faites défiler le texte énorme des conditions d'utilisation jusqu'au bouton "J'accepte". Mais les avez-vous jamais lues attentivement?

On vous propose de découvrir des points curieux parmi les conditions d'utilisation rédigées par les réseaux sociaux populaires. Laquelle de ces arnaques vous semble la plus révoltante? Qu'est-ce que vous n'auriez jamais accepté… si vous l'aviez su dès le début?

1 - Facebook possède tout ce que vous publiez. Tout, littéralement.

"Vous nous accordez une licence non exclusive, transférable, sous-licenciable, sans redevance et mondiale pour l'utilisation des contenus de propriété intellectuelle que vous publiez sur Facebook ou en relation avec Facebook"

En termes simples, Facebook peut faire tout ce qu'il veut avec tout ce que vous avez publié sur votre page. Par exemple, publier un livre de vos posts ou en faire une adaptation cinématographique. Et même transmettre vos informations aux agences publicitaires.

2 - Twitter peut vous sanctionner pour la publication d'un tweet contenant un lien sur des matériaux protégés par un droit d'auteur.

"Nous nous réservons le droit de supprimer les contenus présumés frauduleux sans préavis, à notre seule discrétion et sans engager notre responsabilité envers vous. Lorsque les circonstances le justifient, Twitter sera également en droit de résilier le compte d'un utilisateur si l'utilisateur est considéré à plusieurs reprises comme frauduleux"

Twitter interdit d'utiliser des matériaux protégés par un droit d'auteur. Ce point n'est pas surprenant. Alors, si vous violez cette règle, le site supprime les contenus en question et bloque votre compte.

3 - Snapchat prend soin de vous et ne veut pas que vous risquiez votre santé en cherchant un angle parfait.

"Votre sécurité quand vous utilisez nos services est importante pour nous. N'utilisez donc pas nos services d'une manière qui pourrait vous mettre dans une situation où vous enfreindriez le code de la route ou les lois sur la sécurité routière. Ne mettez jamais votre sécurité, ou celle des autres, en danger juste pour prendre un Snap"

Si vous voulez prendre un Snap à une vitesse de 100 km/h, vous risquez d'avoir un accident de voiture. Ainsi, afin d'éviter l'utilisation si dangereuse d'un portable, Snapchat a inclus dans ses conditions d'utilisation le conseil de ne pas mettre en danger votre sécurité et la sécurité de vos proches.

Cela veut dire que Snapchat n'est pas responsable de toutes les bêtises que vous pouvez faire en utilisant l'application. Cela autorise également Snapchat à vous bannir si vous violez cette règle. Actuellement, on doit y réfléchir à deux fois avant de demander à son ami de lui tenir les pieds, pendu du haut d'un immeuble à plusieurs étages, tout en espérant prendre un Snap idéal.

4 - Il est interdit de suivre des gens sur Instagram.

"Il est interdit d'insulter, de menacer, d'intimider ainsi que de suivre les gens et les personnes morales"

Si insulter et menacer sont des actions objectivement mauvaises, en quoi est-il mal de suivre les vies d'autres personnes dans des réseaux sociaux?

Le fait est que dans la vie réelle et sur les réseaux sociaux la notion de "filature" se distingue. Cela veut dire qu'il n'y a rien de terrible si vous suivez "cette meuf sympa de la soirée". Et quant à vie réelle, le mot "filature" est associé à des intentions sombres.

Sur les réseaux sociaux, "la filature" se manifeste par l'afflux de messages personnels indésirables et des commentaires menaçants. Ne faites jamais ça sur Internet!

5 - Il est interdit de mentir sur LinkedIn.

"Vous devez présenter seulement une information sincère sur votre profil" Mentir est mal en général. Notamment quand il s'agit de votre CV.

Afin de conserver son statut de réseau social professionnel crédible, LinkedIn demande aux utilisateurs de ne pas mentir à propos de leurs accomplissements et de leur expérience professionnel antérieure.

Dites adieu à votre page LinkedIn, si on vous pince sur un mensonge.

6 - Instagram peut vous faire changer votre surnom à n'importe quel moment.

"Nous nous réservons le droit de faire changer son surnom à n'importe quel utilisateur pour n'importe quelle raison"
Personne n'échappe à la colère d'Instagram.

Apparemment, Instagram a inclus ce point pour sanctionner des personnes qui s'enregistrent sous de faux noms.

Cependant, cela ne veut pas dire qu'Instagram peut vous priver de votre surnom. Actuellement, Instagram n'abuse pas de ce privilège, mais on ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve. Peut-être un jour quelqu'un aura-t-il l'intention de s'approprier la popularité d'une célébrité, qui sait?

7 - Twitter n'est pas responsable du piratage éventuel de votre mot de passe.

"Vous êtes responsable de la protection du mot de passe que vous utilisez pour accéder aux services et pour toutes les activités ou les actions faites après authentification avec votre mot de passe. Nous vous encourageons à utiliser pour votre compte des mots de passe forts (mots de passe constitués d'une combinaison de lettres majuscules et minuscules, de chiffres et de caractères spéciaux). Twitter ne saurait être tenue responsable d'une perte ou d'un dommage quelconque résultant d'un manquement de votre part à ce qui précède."

Un mot de passe sûr, c'est important. Même si votre mot de passe comprend des lettres, des chiffres et des symboles, cela ne garantit pas qu'il ne puisse pas être piraté.

Si on pirate de nouveau la base de données de Twitter (et c'est déjà arrivé) et si vos mots de passe tombent entre les mains de hackers, vous serez toujours tenu pour responsable. Twitter ne reconnaît aucune responsabilité.

Nous faisons défiler toutes les conditions d'utilisation en les acceptant sans les lire, alors que parfois elles contiennent beaucoup d'informations inattendues. Mais nous sommes sûrs que même après cet article, vous n'allez pas le faire… sputniknews.com 29.07

Pas concerné. A cause du passage de Reliance en G4, j'ai dû racheter un téléphone portable, j'ai opté pour le moins cher, 1500 roupies, environ 20 euros.

Internet et toutes leurs applications ou réseaux sociaux à la con, c'est fait pour vous distraire, mieux vous endormir ou vous abrutir... Et ça marche à fond !

Le règne de la nécessité est bien la négation du règne de la liberté.

- Comment Pokémon Go est-il lié à la CIA? - arretsurinfo.ch 29.07

Alors que Pokémon Go donne le tournis à la planète entière, les joueurs ont-ils jamais pensé à quoi aussi pourrait servir ce jeu à priori innocent? Sputnik a fait une petite recherche sur l'affaire.

Voici quelques faits curieux sur le jeu Pokémon Go — et ce ne sont pas des astuces afin d'augmenter son niveau de jeu mais des détails sur le fonctionnement du projet qui sont facilement accessibles et vérifiables sur Internet. Détails qui peut-être réduiront à néant votre envie de vous lancer à la poursuite des Pokémon, ou encore de poursuivre l'aventure.

Sputnik vous propose ainsi de jeter un oeil sur ces informations et vous laisse en tirer vos conclusions.

Le projet Pokémon Go a été créé conjointement par The Pokémon Company, Nintendo et Niantic, ancienne filiale de Google. Niantic a été fondé par John Hanke, également fondateur de la compagnie Keyhole, Inc. spécialisée dans la création de cartes géospatiales. La compagnie a été financée par In-Q-Tel, un fonds américain de capital-investissement mis en place par la CIA en 1999.

A l'époque, plusieurs tâches ont été accomplies:

— la cartographie de la planète régulièrement mise à jour, y compris les autoroutes et tous les grands objets de l'infrastructure urbaine en général, — des robots-véhicules ont mis leurs nez dans tous les coins du monde et ont cartographié des villes entières, des rues…

Et voilà en 2016 que Niantic fait un pas en avant lance un jeu génial et viral basé sur le principe de la réalité augmentée. Une fois qu'il l'a installé et qu'il a lui autorisé l'accès à sa caméra qui filme tout ce qu'il voit autour de lui, son microphone, son gyroscope, son GPS et tous ses appareils connectés, le smartphone de l'utilisateur se met à vibrer et signale que plusieurs Pokémon se trouvent à proximité.

Que se passe-t-il ensuite? L'application vous félicite pour votre premier succès parce qu'elle sait comment il est important pour le joueur d'être encouragé. Puis, elle requiert que vous filmiez vos premiers Pokémon captés de tous les angles — et obtient donc les photos de votre appartement en détail, y compris les coordonnées et l'angle d'inclinaison du smartphone.

A propos, les règles d'utilisation qu'il faut accepter pour installer le jeu recèlent d'informations intéressantes. Ainsi, Niantic vous informe en ces termes officiels:

« Nous coopérons avec le gouvernement, les autorités compétentes ou des parties privées pour appliquer et respecter la loi. Nous pouvons divulguer toute information vous concernant (ou votre enfant autorisé) en notre possession ou sous notre contrôle au gouvernement, aux autorités compétentes ou aux parties privées dans le cas où, à notre seule discrétion, nous le penserions nécessaire ou approprié ».

Mais qui lit les règles de l'utilisation? On appuie sur « J'accepte » et on se dépêche de lancer le jeu.

Pourtant, les règles s'avèrent être une lecture bien excitante. Elles signalent par exemple que les servers de Pokémon Go enregistrent automatiquement certaines informations sur la façon dont une personne utilise ses services et s'en sert pour administrer ces services et analyser (petit détail: ils peuvent recourir à des tiers pour effectuer cette analyse).

Et cerise sur le gâteau:

« Les informations que nous collectons auprès de nos utilisateurs, y compris les données à caractère personnel, sont considérées comme un actif de l'entreprise ».

Voilà ce que vous acceptez en effet en installant l'appli.

« Si nous étions rachetés par un tiers à la suite d'une transaction telle qu'une fusion, une acquisition ou une vente d'entreprise, ou si nos actifs étaient rachetés par un tiers pour cause de faillite ou de cessation de commerce, une partie ou la totalité de nos actifs, y compris vos données à caractère personnel (ou celles de votre enfant autorisé), pourraient être divulguées ou transférées à un tiers acquéreur dans le cadre de la transaction », poursuivent les règles.

Imaginez-vous cela: le renseignement veut savoir ce qui se passe actuellement, par exemple… au Palais de l'Elysée. Et une minute plus tard les députés, les journalistes, les employés qui s'y trouvent sont tous rivés sur leurs portables qui leur signalent qu'un certain nombre de Pokémon sont dans la place…

Vous connaissez la suite. sputniknews.com 28.07

L'agence de renseignement du régime sioniste a plus de pouvoir que les agences de renseignements du monde entier. La preuve.

Comment un journaliste israélien a pu se trouver présent sur la scène de deux attaques perpétrées dans deux pays différents à quelques jours d'intervalle ? Il a forcément été informé que ces attaques allaient avoir lieu, CQFD.

Grille de lecture.

Etes-vous en mesure de fournir une explication différente de celle figurant dans le titre ?

On ne vous dit pas tout. Vous prétendez le savoir, on ne vous la fait pas à vous, vous êtes plus malins que les autres, c'est bien connu, mais en réalité vous n'en tenez pas compte et vous vous comportez comme le dernier des crétins qu'on peut manipuler aussi facilement qu'un gosse de 5 ans. Vous avez là l'occasion de prouver le contraire ou d'évoluer, profitez-en.

Attention, terrain glissant ! Les esprits faibles ou fragiles pourraient basculer de l'antisionisme dans l'antisémitisme. Tandis que les petits messieurs je-sais-tout avant tout le monde ou mieux que tout le monde pourraient être choqués par la révélation d'un fait qui les forcerait à remettre en cause la version officielle de l'attaque du 14 juillet à nice qu'ils s'étaient eux-mêmes empressés d'adopter, parce que cela les arrangeait ou cadrait avec leur interprétation fossilisée du monde, pour finalement nier la réalité et décréter qu'ils sont le fait de complotistes.

- Nice, Münich : un journaliste lié à Israël présent aux deux endroits - presstv.ir

L'ancienne parlementaire du Parti Démocrate U.S. Cynthia McKinney pose des questions sur les liens d'Israël avec les attaques récentes en France et en Allemagne, après qu'un journaliste israélien a réussi à filmer les deux attaques au moment où elles avaient lieu.

« Le même photographe a filmé les tragédies de Nice et de Munich, » a déclaré samedi dans un tweet Cynthia McKinney, qui a été six fois membre du Congrès pour la Géorgie.

Le journaliste en question qui a filmé l'attaque du camion à Nice, en France, qui a tué plus de 80 personnes et en a blessé des dizaines d'autres le 14 juillet, s'appelle Richard Gutjahr.

De nationalité allemande, il est marié à une Israélienne nommée Einat Wilf, une femme qui a fait son service militaire dans l'unité d'espionnage 8200, a été un temps députée à la Knesset, et qui est un agent d'influence et de propagande avéré.

Huit jours plus tard, Richard Gutjahr, qui se dit « journaliste indépendant », une appellation passe-partout, se trouvait sur le site d'une autre attaque à Münich, en Allemagne, où une fusillade a fait neuf victimes.

« Vraisemblable ? Vous vous souvenez des Israéliens en train de danser ? » a demandé McKinney, se référant aux célébrations israéliennes signalées pendant les attaques du 11 septembre 2011 aux États-Unis.

L'ancienne parlementaire américaine a aussi posté une vidéo, montrant un article avec le titre : « Le même photo-propagandiste israélien pré-positionné à Nice ET MAINTENANT A MUNICH ».

« Le fait que ce type est arrivé à être là aux deux évènements, ce ne peut pas être une coïncidence, » dit le commentateur de la vidéo.

Il fait également un commentaire sur Einat Wilf, dont il rappelle le pedigree, avant de conclure « c'est 100 % clair que les empreintes digitales d'Israël sont partout dans ces événements. »

Lors de l'attaque de Nice, Gutjahr a filmé tout l'incident depuis un balcon à l'Hôtel Westminster, juste à côté de la rue où avaient lieu les célébrations de la Fête Nationale sur la Promenade des Anglais.

Il a également donné aux principaux médias occidentaux des reportages importants sur l'attentat de Münich, postant des images et des vidéos sur son compte Twitter.

Le chef de la Police de Munich Hubertus Andrae a identifié le tireur comme étant un individu irano-allemand âgé de 18 ans de Munich, qui n'avait pas de casier judiciaire et dont les motivations étaient « complètement obscures. » presstv.ir 25.07

Traduction d'un article paru sur le site iranien Press TV lundi 25 juillet 2016.

La presse française a aussi évoqué la curieuse coïncidence : c'est le cas par exemple de BFMTV, qui se garde cependant bien de noter les connexions israéliennes de Gutjahr, « en vacances à Nice » selon ses propres dires. L'article de BFMTV :http://www.bfmtv.com/societe/a-nice-puis-a-munich-un-journaliste-se-retrouve-par-2-fois-temoin-des-attaques-1019076.html

Source: http://www.europalestine.com/spip.php?article12075

- Nice : le vidéaste israélien est issu d'une agence gouvernementale - panamza.com

L'homme qui a réalisé la vidéo troublante de la tuerie de Nice avait longtemps collaboré avec une agence dirigée par un ex-espion du Mossad.

...au lendemain de l'attentat de Nice, Panamza dévoilait l'étrange vidéo capturée –selon le site israélien Ynet– par « Silvan Ben Weiss », un « Israélien vivant en France ».

Panamza a identifié l'individu : en réalité, il s'appelle Sylvain Benouaich.

C'est via son compte Facebook que cet homme -que la chaîne américaine NBC présente comme un simple « manutentionnaire »– a publié sa vidéo, filmée nonchalamment depuis la « terrasse » du restaurant La Canne à Sucre.

Particularité de Benouaich : après avoir exercé le métier d'agent de protection pour le compte de la compagnie vinicole Baron Edmond de Rothschild, l'homme a travaillé -pendant douze ans- pour l'Israel Export Institute, une agence gouvernementale qui fut longtemps dirigée par Rafi Eitan, célèbre cadre du Mossad.

À souligner : la consultation de sa page publique Facebook permet de cerner rapidement ses accointances idéologiques. Benouaich est un sympathisant décomplexé de l'extrême droite sioniste et islamophobe comme en témoignent plusieurs de ses publications. panamza.com 22.07

- Nice : Epouse du vidéaste allemand, l'espionne israélienne passe sa présence sous silence. - panamza.com

Vendredi 22 juillet, Einat Wilf, ex-députée israélienne pro-Netanyahou, a publié un tweet -le premier depuis avril- pour se plaindre que le monde soit "devenu fou" et se féliciter qu'Israël "apparaisse désormais comme un oasis de calme rationalité".

Issue du renseignement militaire (avec le grade de lieutenant dans l'unité d'élite 8200), Wilf -figure ambitieuse de la vie politique israélienne qui commente régulièrement l'actualité internationale- passe curieusement sous silence son passage par Nice, au jour de l'attentat.

Le 21 juillet, Panamza soulignait sa présence aux côtés de son mari : Richard Gutjahr, comédien et "journaliste indépendant" à l'origine de la vidéo exclusive du camion ralentissant sur la Promenade des Anglais.

Détail à souligner : le tweet de Wilf date de la soirée du 22 juillet, soit quelques heures après la présence de son mari aux abords de la fusillade de Munich. panamza.com 22.07

- Affabulateur : Pour attaquer Panemza, un employé de Valls vous baratine. - panamza.com

Le 19 juillet, Gilles Clavreul, délégué interministériel "à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme", s'est réjoui de la publication -par le site Spicee- d'une vidéo (payante) censée, d'après lui, "démonter de façon imparable les élucubrations complotistes de Panamza sur l'attentat de Nice" {http://panamza.com/bug}.

L'auteur de cette vidéo, dénommé Thomas Huchon et obsédé par le prétendu "complotisme", affirme sur son site (payant) s'être attaqué à "3 théories conspirationnistes".

"1. Le tueur ne serait pas mort puisqu'il n'y a pas d'impact de balle côté conducteur

2. Il n'y aucune trace de sang sur le camion donc personne n'est mort

3. Le tueur est toujours vivant et vit désormais en Tunisie".

Problème : Aucune de ces 3 affirmations n'a jamais été formulée par Panamza.

Conclusion : décidément obnubilé par Panamza, Gilles Clavreul affabule -purement et simplement- en prétendant que la vidéo de Spicee aurait "démonté" les enquêtes étayées du site sur l'attentat de Nice. panamza.com 26.07

Certes, l'auteur du portail Panamza est obnubilé par le sionisme, un peu trop à notre goût, mais ce n'est pas une raison pour ne pas y récolter des informations qui peuvent nous aider à mieux comprendre la situation et que l'ensemble des médias aux ordre censurent.

Au temps (OTAN) des barbares modérés.

- Syrie: pour se protéger, le Front Al-Nosra rompt avec al-Qaïda et change de nom - Arrêt sur Info

Les puissances occidentales, furieuses de voir la Russie frapper le groupe terroriste al-Nosra actif depuis fin 2011 en Syrie – un groupe qu'elles ont armé et financé alors que, dès fin 2011, il commettait les mêmes atrocités que l'EI (apparu en 2014) – ont trouvé le moyen de sauver al-Nosra des frappes russes en lui suggérant de se détacher d'al-Qaida pour pouvoir dire ensuite qu'il s'agit d'une «opposition modérée ». Ce sont des manœuvres criminelles destinées à tromper l'opinion qui entrent dans le cadre de la guerre que livre l'Occident à la Syrie et à la Russie par groupes terroristes interposés. [Arrêt sur Info]

Al-Qaïda a indiqué à sa branche syrienne, le Front Al-Nosra, qu'elle pouvait rompre ses liens organisationnels avec al-Qaïda afin de préserver son unité et de poursuivre son combat en Syrie, dans un communiqué audio diffusé le 28 juillet.

Le chef du Front Al-Nosra, Abou Mohammad al-Jolani, a annoncé que son groupe rompait ses liens avec le groupe terroriste al-Qaïda, lors d'une opération inédite : un enregistrement audio diffusé par la chaîne de télévision Al-Jazeera. Son but : faire en sorte que les Etats-Unis et la Russie n'invoquent plus ses liens avec l'organisation djihadiste pour prendre cette organisation pour cible. Pour cela le groupe a changé de nom s'appelle désormais «Front Fateh al-Cham».

«Nous remercions les commandants d'Al-Qaïda pour avoir compris la nécessité de rompre les liens […]», a indiqué le chef du deuxième groupe djihadiste le plus important en Syrie, soulignant que cette décision visait à «protéger la révolution syrienne».

Le leader d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahri, avait précédemment déclaré dans un communiqué audio : «Vous pouvez sacrifier sans hésiter les liens organisationnels s'ils rentrent en conflit avec votre capacité à fonctionner de façon unie.»

La diffusion de cet enregistrement du feu Front Al-Nosra intervient une semaine après l'accord conclu entre les chefs des diplomaties russe et américaine, Sergueï Lavrov et John Kerry, pour lutter conjointemnet contre le Front Al-Nosra et l'Etat islamique (EI).

L'expert en groupes djihadistes Charles Lister a tweeté cette semaine que l'objectif du Front Al-Nosra était de se protéger d'une éventuelle campagne russo-américaine, de s' «incruster davantage dans la révolution syrienne et de garantir son avenir à long terme». Le Front Al-Nosra est officiellement né en janvier 2012, soit dix mois après le début de la guerre civile syrienne, qui s'est transformée en une guerre civile sanglante. Le groupe, considéré comme «terroriste» par la Russie depuis le début du conflit, ne l'était pourtant pas pour certains pays occidentaux qui considéraient que le Front Al-Nosra faisait partie des «rebelles modérés». Néanmoins, si l'organisation est aujourd'hui classée comme groupe «terroriste» par Washington, l'attitude de la coalition internationale à son égard reste ambigüe. En juin dernier, la Russie s'était vue demander, en vain, de ne pas bombarder les positions du groupe en Syrie par les Etats-Unis. RT 28.07

Etat policier. La vérité asphyxiée et impunité pour les assassins

- Adama Traoré : les deux expertises font état d'une «asphyxie» - Liberation.fr

Une mort, toujours, sans raison officielle et un nouveau personnage : Yassine Bouzrou, avocat à la cour de Paris, a été désigné, ce vendredi, par une partie de la famille Traoré.

Vendredi, Yassine Bouzrou a expliqué à Libération, après voir consulté, pour la première fois, le dossier d'Adama Traoré qu'il «y a beaucoup de points en commun entre les deux autopsies». L'avocat argumente: «L'asphyxie est présente dans les deux rapports. Reste à savoir ce qui l'a provoquée. Une strangulation ? Une compression thoracique ?»

Autre interrogation : pourquoi le procureur n'a jamais évoqué l'asphyxie. Bouzrou ajoute: «Il a communiqué après un rapport intermédiaire du médecin légiste de Garches. Ce n'est pas sérieux et cela n'a aucune valeur médicale. Ce rapport intermédiaire dit qu'Adama était malade du cœur alors que les deux experts parisiens, après la seconde autopsie, disent qu'il y a une absence d'anomalie cardiaque. Et cette précision, le procureur s'est bien gardé bien de la faire.» Liberation.fr 29.07

- Un « syndrome asphyxique » pourrait expliquer la mort d'Adama Traoré - LeMonde.fr

Une nouvelle piste, celle du « syndrome asphyxique » pourrait expliquer la mort d'Adama Traoré, 24 ans, lors de son interpellation dans le Val-d'Oise, le 19 juillet. Selon des informations publiées vendredi 29 juillet sur le site Internet de L'Obs, plusieurs éléments concordants pourraient permettre d'aboutir à cette conclusion.

Il y a d'abord les témoignages des gendarmes qui ont interpellé Adama Traoré. Ils ont assuré aux enquêteurs : « Nous avons employé la force strictement nécessaire pour le maîtriser. » Mais ont également ajouté, selon L'Obs : « Il a pris le poids de nos corps à tous les trois au moment de son interpellation. » Or, les conclusions des deux expertises médicales ordonnées successivement évoquent un « syndrome asphyxique » à l'origine de la mort d'Adama Traoré.

Le nouvel avocat de la famille d'Adama Traoré, Yassine Bouzrou, se demande donc si le jeune homme ne serait pas mort après « une compression thoracique, méthode habituellement utilisée au cours de certaines interpellations, dont on sait qu'elle peut être mortelle ».

Deux autopsies ont déjà été réalisées, excluant que le jeune homme de 24 ans ait subi des violences. Mais la cause du décès n'est toujours pas formellement établie. La famille a donc demandé une nouvelle expertise médico-légale qui a été refusée, a annoncé vendredi le procureur de la République de Pontoise, Yves Jannier.

M. Jannier avait d'abord évoqué « une grave infection touchant les poumons, le foie et la trachée ». Puis, vendredi, il a parlé d'une « pathologie cardiaque, pour laquelle il peut n'y avoir aucun signe avant-coureur », a-t-il précisé. Deux hypothèses que la deuxième autopsie a pourtant démenti.

La famille d'Adama Traoré accuse de « bavure » les gendarmes qui ont procédé à son interpellation. LeMonde.fr 29.07

Imaginez un peu l'effet qu'une telle injustice peut produire sur des cerveaux encore jeunes et fragiles, qui cumulent tous les handicaps et en proie à des conditions sociales déplorables, elle peut servir de déclic et les conduire à épouser ou à se convertir à une idéologie d'extrême droite ou fanatique qui achèvera de les déstabiliser.

Inconscient que cette idéologie les manipule et désigne des victimes innocentes responsables de leur malheur ou de leur difficulté à s'insérer dans la société, ils trouveront la la justification aux actes violents ou cruels qu'ils leur infligeront éventuellement.

De simples paumés, ils se transformeront en criminels ou barbares, en cibles idéals à abattre pour l'ensemble de la société, car parvenus à ce stade, plus personne ne pourra plus rien pour eux.

La stratégie du chaos se généralise.

"Faudrait arrêter la psychose et la désinformation, ça devient du grand n'importe quoi" (un Toulonnais)

- Deux interpellations pour risque d'attentat dans un TGV à Toulon - Reuters

Deux personnes soupçonnées de préparer un attentat ont été interpellées par la police vendredi après-midi à Toulon (Var) dans un TGV reliant Nice à Paris, a annoncé le conducteur du train.

"Il y avait deux individus suspectés de risque d'attentat et nous les avons évacués", a déclaré par haut-parleur le conducteur du TGV dans lequel se trouvait une journaliste de Reuters.

Le train a été arrêté 50 minutes en gare de Toulon où des policiers armés sont montés à bord, ouvrant notamment les portes de toilettes, a rapporté la journaliste. Reuters 29.07

Un internaute précise :

- Var Matin... " L'information selon laquelle la police a procédé ce vendredi à l'interpellation de "terroristes présumés" dans un TGV immobilisé à Toulon est fausse. La rumeur, relayée par une agence de presse, s'est propagée sur les réseaux sociaux et même sur des sites d'informations.

Une opération antiterroriste dans un TGV à Toulon? La préfecture a démenti catégoriquement, évoquant "un contrôle de police Vigipirate" sans aucune interpellation à la clé. Ce train, effectuant la liaison Nice-Paris, a été immobilisé pendant 45 minutes.

Selon nos informations, la brigade anticriminalité (Bac) de Toulon a été appelée pour contrôler deux personnes, manifestement de nationalité étrangère, signalées aux contrôleurs par une passagère. L'une était parfaitement en règle, confie une source policière, et l'autre, a échappé aux policiers qui soupçonnent une infraction à la législation sur les étrangers.

Ils le disent eux-mêmes. "Plus c'est mauvais pour l'économie réelle, meilleur c'est pour les marchés"

- Les Bourses européennes finissent la semaine en hausse - Reuters

- Taux:mauvais chiffres US ou la promesse de taux toujours bas - Cercle Finance

Nouvelle démonstration du principe selon lequel plus c'est mauvais pour l'économie réelle, meilleur c'est pour les marchés: Wall Street est en train de battre de nouveaux records historiques absolus alors même que la croissance semble retombée à ses plus faibles niveaux semestriels (moyenne de 2 trimestres) depuis fin 2009.

Le chiffre du PIB américain au 2ème trimestre 2016 ressort à +1,2% contre +2,6% anticipé, et celui du 1er trimestre est révisé de +1,1% à +0,8% (estimation initiale qui semblait peu réaliste parce que trop basse).

Comment expliquer la contreperformance du PIB quand la consommation qui 'pèse' 70% du PIB est estimée dans le même temps en hausse de +4,2% en rythme annuel à fin juin ?

Et comment la consommation peut-elle s'envoler 3 fois et demi plus vite que le PIB quand les salaires ne progressent que de +2,5% en rythme annuel ? C'est un peu comme si dans des essais de F1, un bolide venait de crever à l'arrière et de couler une bielle... mais réalisait à partir de ce moment le meilleurs temps des qualifications: cela paraîtrait un peu 'singulier'.

Il n'aura pas fallu longtemps aux opérateurs pour conclure que Wall Street vient de gagner au moins 6 mois supplémentaires sans hausse de taux.

Au plus tôt, la FED aurait pu agir en décembre, c'est de nouveau repoussé à juin 2017, comme après le 'Brexit'. Cercle Finance 29.07

Dossier Turquie.

- Turquie/putsch: 17 journalistes placés en détention préventive - AFP

Un tribunal turc a ordonné samedi le placement en détention préventive de 17 journalistes accusés de liens avec le prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah Gülen, qu'Ankara désigne comme le commanditaire du putsch raté, a rapporté l'agence de presse Anadolu.

Les dix-sept journalistes sont poursuivis pour appartenance à "un groupe terroriste". Vingt-et-un d'entre eux comparaissaient vendredi, dix-sept ont été écroués et quatre remis en liberté.

Parmi les reporters mis derrière les barreaux figure Nazli Ilicak, ancienne députée, licenciée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption -- orchestré, selon Ankara, par Gülen.

Bulent Mumay, ancien éditeur du quotidien Hurriyet et figure connue du monde des médias, a en revanche été remis en liberté.

Les médias sont en première ligne des vastes purges en cours en Turquie après le coup d'Etat avorté du 15 juillet qui avait fait vaciller le pouvoir islamo-conservateur du président Recep Tayyip Erdogan. Plus de 130 médias ont été fermés par le gouvernement cette semaine et près de 90 mandats d'arrêts émis contre des journalistes, des mesures très critiquées par les ONG de défense des droits de l'Homme. AFP 29.07

- Le président turc dit aux Occidentaux de se "mêler de leurs affaires" - AFP

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a rejeté vertement les critiques des Occidentaux inquiets des purges de masse en cours deux semaines après le putsch raté, leur conseillant de "se mêler de leurs affaires".

Le grand "coup de balai" en Turquie s'est étendu vendredi au monde des affaires, avec de premières gardes à vue de dirigeants d'entreprise, tandis que 17 journalistes dont des figures de premier plan ont été inculpés pour appartenance "à une organisation terroriste" et écroués.

A ce jour, plus de 18.000 personnes ont été mises en garde à vue à un moment donné, dont près de 10.000 sont poursuivies et placées en détention préventive, a dit le ministre de l'Intérieur vendredi, et 3.500 ont été libérées.

Quelque 50.000 passeports ont été annulés, une "précaution contre le risque de fuite des terroristes", a précisé un responsable turc, alors que la Turquie s'est installée dans l'état d'urgence pour trois mois.

Accusé du putsch par le président Erdogan sans qu'aucune preuve publique n'ait été fournie, le prédicateur septuagénaire Fethullah Gülen a démenti tout rôle dans le coup d'Etat avorté, depuis son exil américain.

Mais ses sympathisants présumés sont les victimes d'une chasse aux sorcières radicale qui touche l'armée, les médias, la justice et l'éducation.

Le ministre allemand des Affaires étrangères a dénoncé jeudi des purges qui "dépassent toute mesure" et l'Union européenne laissait entrevoir un gel des négociations d'adhésion d'Ankara en cas de violation de l'Etat de droit.

Mais M. Erdogan a fait fi de ces mises en garde.

"Certains nous donnent des conseils. Ils se disent inquiets. Mêlez-vous de vos affaires!", a lancé M. Erdogan depuis son palais présidentiel à Ankara.

"Ces pays dont les leaders ne sont pas inquiets pour la démocratie turque, ni pour la vie de nos citoyens et leur avenir alors qu'ils sont tellement préoccupés par le sort des putschistes, ne peuvent pas être nos amis", a-t-il ajouté.

Signe de la tension avec l'UE, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a estimé que l'accord entre l'Union et la Turquie pour freiner l'afflux de réfugiés en Europe occidentale risquait de capoter, dans un entretien au journal autrichien Kurier.

Le président turc a toutefois fait un geste de bonne volonté en affirmant abandonner les poursuites en justice lancées contre des personnes accusées de l'avoir insulté.

Un des leaders de l'opposition était notamment poursuivi ainsi que plus de 2.000 autres personnes, selon des chiffres officiels.

Vendredi, la purge s'est étendue aux secteurs des affaires. Mustafa Boydak, président du conglomérat familial Boydak Holding, a été arrêté à Kayseri (centre), en même temps que deux dirigeants de son groupe, Sukru Boydak et Halit Boydak, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anadolu.

Des mandats d'arrêt ont également été délivrés contre l'ex-président de ce groupe qui a des intérêts dans l'énergie, la finance et les meubles, ainsi que contre deux proches.

Vingt-et-un journalistes ont aussi comparu devant un tribunal, dont Nazli Ilicak, ancienne députée, licenciée du quotidien progouvernemental Sabah en 2013 après avoir critiqué des ministres empêtrés dans un scandale de corruption -- orchestré, selon Ankara, par Fethullah Gülen.

Des confrères s'étaient rassemblés devant le tribunal pour les soutenir, a constaté une journaliste de l'AFP.

Sur les 21 journalistes, 17 dont Nazli Ilicak ont été placés en détention préventive et sont poursuivis pour appartenance à "un groupe terroriste", a rapporté l'agence Anadolu.

Les quatre autres ont été remis en liberté, dont Bulent Mumay, ancien éditeur du quotidien Hurriyet et figure connue du monde des médias.

Le Premier ministre Binali Yildirim a par ailleurs affirmé que l'armée était maintenant "nettoyée" de ses éléments pro-Gülen.

Le chef de la diplomatie Mevlut Cavusoglu a assuré que l'armée turque continuerait la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique et sortirait renforcée de son remaniement, en réponse aux critiques "ridicules" du général américain Joe Votel, chef des forces américaines au Moyen-Orient.

Le président Erdogan a accusé ce général de "prendre le parti des putschistes", des accusations démenties par le chef militaire américain.

"Toute information selon laquelle j'ai quoi que ce soit à voir avec la récente tentative de coup d'Etat en Turquie est complètement fausse", a déclaré le général Votel.

La veille, il avait dit "craindre l'impact" des purges dans l'armée turque sur les relations entre Washington et la hiérarchie militaire turque, selon des médias américains.

L'armée turque a subi un vaste remaniement après le limogeage de près de la moitié de ses généraux (149).

"Toutes les bases dont sont partis les hélicoptères et les chars seront fermées", a annoncé le Premier ministre, "nous éliminerons tous les risques de nouveau putsch", a-t-il tonné devant la presse.

Par ailleurs, après le Kirghizistan, Ankara a mis en garde le Kazakhstan concernant des écoles "turco-kazakhes" liées à Fethullah Gülen. AFP 29.07

Après la lecture de ces infos réjouissantes, vous êtes en état d'overdose, pas de problèmes.

- Ne pas mourir d'une overdose à domicile, c'est désormais possible -

Les autorités sanitaires françaises viennent de donner un feu vert expérimental: les grands toxicomanes pourront disposer d'un spray nasal antidote contre les overdoses. Slate.fr 29.07

Haut de page

Le 31 juillet 2016

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'ajouter des articles.

Guerre et manipulation psychologique.

Une vidéo à but subversif ou au contraire destinée à terroriser et neutraliser ceux à qui elle est destinée ?

Il y a quelque chose d'étrange dans la vidéo La Stratégie du Choc signée Alfonso Cuarón et Naomi Klein, qui se présentent comme de farouches ennemis de la politique conduite par l'administration américaine depuis le 11 septmebre 2001.

Dans le générique qui figure à la fin de cette vidéo on apprend qu'elle a été réalisée en Grande-Bretagne (UK pour United Kindom) et que le Foreign Office, le ministère des Affaires étrangères, s'est chargé du design et de l'animation, ce qui est pour le moins surprenant, plus troublant encore, l'institution Hoover et l'université de Stanford ont fourni aimablement certaines photos présentes dans cette vidéo.

Voyons rapidement à quoi ressemblent l'institution Hoover et l'université de Stanford.

La Hoover Institution, archives réservées aux Républicains
http://www.voltairenet.org/article15342.html

Extrait. Fondée à l'université de Stanford par l'ancien président Herbert Hoover, l'institution qui porte son nom a constitué une gigantesque bibliothèque sur les guerres du XXe siècle et les régimes communistes. Financée par de grandes entreprises, employant de nombreux pontes du Parti républicain, cet institut universitaire ambitionne de mettre la recherche scientifique au service de la défense du « système américain ». Après avoir organisé la formation des parlementaires républicains, les meilleurs professeurs de la Hoover et la doyenne de Stanford, Condoleezza Rice, ont constitué le groupe des « Vulcains » et formé George W. Bush. voltairenet.org 26.10.2004

Dans le groupe des « Vulcains » "qui a formulé la politique étrangère mise en œuvre lors du premier mandat Bush Jr", figurait quelques sombres personnages que vous devez connaître : James Baker, Dick Cheney, Richard Perle, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Robert Zoellick, Colin Powell.

Sous Reagan "la Hoover Institution tissa des liens avec la CIA" et elle abrite les archives de Friedrich von Hayek et de la Société du Mont-Pèlerin. Elle est financée (en 2004 - ndlr)) à hauteur de 25 millions de dollars annuels par de grandes entreprises proches du parti républicain (Exxon-Mobil, General Motors, Ford, Boeing, Chrysler etc.). (id)

Du coup, on se demande si *La Stratégie du Choc* n'était pas davantage destinée à tétaniser ou effrayer à l'extrême ceux qui entendaient s'opposer aux tenants du nouvel ordre mondial néolibéral pour qu'ils cessent de le combattre. Pourquoi ?

Parce que cette vidéo relaie des scènes d'une extrême violence et tend à présenter leurs auteurs comme tout puissants, de sorte que pour y résister ou oser les affronter, il faut avoir acquis une détermination et des convictions inébranlables, être psychologiquement bien structuré, ce quifait justement défaut chez la plupart des gens ou des opposants au capitalisme qui peuvent être choqués par de telles images, le but pourrait être davantage de les dissuader de le combattre ou de s'y soumettre.

Cette explication semble assez plausible, dans la mesure où ce qui fait le plus défaut aux opposants déclarés au capitalisme, réside dans leur absence de volonté de l'affronter par crainte de la violence ou de la répression qui en découlerait et qu'ils ne sont pas prêts à assumer, préférant le réformer, autrement dit s'en accommoder.

Comment l'idéologie de la classe dominante parvient-elle à influencer, à infester le mouvement ouvrier. Un exemple.

Nous parlerons ici du terrorisme islamiste inspiré et justifié par l'idéologie wahhabite qui pratique une lecture rigoriste de l'islam.

La guerre engendre le terrorisme nous dit-on.

Non, la guerre n'engendre pas le terrorisme. Pourquoi ?

Tout simplement parce ceux qui déclenchent ces guerres et ceux qui recourent au terrorisme sont les mêmes, dans la mesure où ils appartiennent au même camp, où tout en étant complémentaires ils combattent en poursuivant les mêmes objectifs qui ne sont évidemment pas ceux affichés, auquel cas leur complicité serait avérée : Soit pour obtenir la chute de gouvernements en place qui refusent de se placer sous la coupe de l'impérialisme américain, afin de le remplacer par un gouvernement à sa solde, soit pour semer le chaos et la terreur dans les pays où les gouvernements sont acquis à l'impérialisme américain, mais ne disposent pas de la légitimité nécessaire ou du soutien populaire indispensable pour appliquer la politique qui leur est dictée par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Qui financent les guerres et le terrorisme ? Les mêmes Etats. Qui recrutent, forment ou encadrent, arment les armées impérialistes et les organisations terrroristes ? Les mêmes Etats. Qui combat pour un changement de régime en Syrie ? L'impérialisme américain et ses alliés, l'Emirat islamique et Al-Nosra, tous les deux issus d'al-Qaïda. Ils poursuivent donc bien le même objectif politique.

Il est d'autant plus faux de dire que la guerre engendrerait le terrorisme, qu'on a pu observer le contraire en Syrie à partir de mars 2011 ou plus exactement, la guerre est venue se greffer sur le terrorisme pour en fait le soutenir plutôt que le combattre. Ils sont donc complémentaire et non ennemis.

Quand le terrorisme frappe un pays qui fait la guerre à un pays qui n'est pas en mesure de répliquer comme c'est le cas entre la France et la Syrie, ce terrorisme s'il n'est pas commandé ou inspiré par le pays agressé aura pour parrain ou commanditaire un ou des Etats qui attendent quelque chose de l'Etat agresseur avec lequel ils sont alliés, ici les Etats-Unis ou Israël, ou au contraire sans que cela ne change sa finalité, le terrorisme pourra être un acte de vengeance isolé ou réalisé par une organisation indépendamment de ses parrains, en réponse à la répression dont elle a fait l'objet de la part de ses parrains.

Dans les deux cas, les auteurs de ce terrorisme servant les objectif politiques des Etats qui en sont à l'origine, qui l'ont directement créé ou qui ont favorisé son développement, seront liquidés par ces Etats une fois leur sale besogne accomplie, ce qui explique pourquoi n'acceptant pas qu'ils leur réservent ce destin, ils les frappent à leur tour.

Ces Etats à leur tour frappés par le terrorisme, qu'ils n'auront pas forcément commandité, l'instrumentaliseront sur le plan politique afin d'obtenir le soutien de leurs populations, ce qui leur servira de caution ou delégitimité pour poursuivre ou amplifier leurs guerres ou encore en déclencher de nouvelles à l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur ils en profiteront pour faire passer des lois liberticides ou antisociales qu'ils n'auraient pas pu adopter en temps normal.

Syrie. Démonter la propagande de guerre des puissances occidentales et leurs agents.

Alep: « STOP à la manipulation » - Arrêt sur Info

Arrêt sur Info a demandé au Dr Nabil Antaki, qui réside à Alep, si l' « Appel au secours des médecins en Syrie » lancé par Union des organisations de secours et soins médicaux (UOSSM – France) – dont fait état l'article de L'Orient Le Jour et que nous reproduisons plus bas – est partagé par les médecins syriens qui se trouvent à l'Ouest de la ville d'Alep, sous la protection de l'Etat syrien. Voici sa réponse.

Par le Dr Nabil Antaki.

NON, ce n'est pas Alep qui est assiégée par l'armée syrienne, mais les quelques quartiers à l'Est d'Alep qui ont été envahis par les groupes armés en juillet 2012.

OUI, Alep était assiégée par les terroristes depuis 4 ans et l'offensive de l'armée syrienne a justement pour but de la libérer. C'est chose en partie faite depuis jeudi 28 juillet quand l'armée syrienne a finalement chassé les groupes armés du quartier de Bani Zeid. Ces groupes ont pendant 4 ans terrorisé les habitants d'Alep en lançant quotidiennement des mortiers et des bonbonnes de gaz remplies de clous et d'explosifs faisant tous les jours des dizaines de tués et de blessés.

NON, les structures de santé ne sont pas visées délibérément par les bombardements aériens. Les hôpitaux cités n'existaient pas avant la guerre et donc ces lieux de soins sont, s'ils existent, installés dans des immeubles ordinaires. De plus, même de l'aveu de Médecins sans frontières (MSF), ces structures de santé n'ont pas été signalées à l'ONU, ni aux Etats-Unis, ni à la Russie.

Il faudrait aussi signaler que les immeubles abritant des structures de santé sont utilisés par les terroristes pour leur sinistre besogne: l'hôpital ophtalmologique situé à Alep-Est est le quartier général de Al Nosra pour la région d'Alep. Pourquoi ne pas mentionner les hôpitaux bombardés [dans les zones sous le contrôle de l'Etat syrien, Ndlr], incendiés ou détruits par les terroristes depuis le début du conflit.

OUI, les terroristes qui occupent Alep-Est appartiennent à Al Nosra, groupe considéré par toute la communauté internationale (Europe et USA compris) comme groupe terroriste. Il devrait être neutralisé comme Daech, ce que ne font pas les avions de la coalition internationale menée par les USA.

NON, les habitants d'Alep-Est n'ont pas peur de venir à Alep sous le contrôle de l'Etat Syrien par les couloirs humanitaires que les autorités ont ouverts pour les laisser rentrer minimisant ainsi le risque de pertes civils lors des raids ou des batailles. Au contraire, ils voudraient rejoindre les 500.000 habitants d'Alep-Est ayant déjà fui les régions d'Alep sous contrôle des terroristes pour se réfugier sous la protection de l'Etat syrien. Ce sont les rebelles-terroristes qui les empêchent de venir les gardant comme boucliers humains.

OUI, les habitants d'Alep ont souffert pendant 4 ans. Ils ont subi de nombreux blocus imposés par les terroristes et les 1.500.000 habitants d'Alep ont subi des pénuries très graves sans que personne n'en parle, ne s'indigne, ni ne proteste.

NON, l'Etat syrien et son allié russe ne veulent pas qu'il y ait des victimes civiles lors des combats. Ils ne veulent pas qu'il y ait des dommages collatéraux comme lors des bombardements français du village de Al Tokhar le 19 juillet dernier tuant 164 civils ou des bavures comme le bombardement américain de l'hôpital de Kunduz

OUI, arrêtez de manipuler l'opinion public par la désinformation. A chaque fois que les terroristes sont assiégés quelque part en

Syrie, les gouvernements et médias lancent des cris d'alarme. Ils veulent soit disant éviter une prétendue catastrophe humanitaire; alors que leur vrai but est en réalité de desserrer l'étau de l'armée gouvernementale sur les terroristes.

Ces derniers n'arrêtent pas leurs tirs. Comment sont-ils donc approvisionnés en munitions et en armes alors qu'ils prétendent que les produits alimentaires et les carburants ne peuvent leur parvenir, faisant craindre le pire pour les civils?

Nabil Antaki, Alep le 29 juillet 2016

Les habitants d'Alep préfèreraient vivre sous la protection des barbares, plutôt que celle du gouvernement et de l'armée syrienne.

- Le cri d'alarme des médecins d'Alep - L'Orient-Le Jour

Extrait

Dans les quartiers est d'Alep, la situation humanitaire se dégrade chaque jour davantage, alors que la population suffoque depuis que les forces du régime ont repris la route du Castello, coupant ainsi toutes possibilités de ravitaillement pour les rebelles.

En moins de 24h, quatre hôpitaux de campagne et une banque de sang d'Alep ont été pris pour cible lors de raids du régime syrien. Dans la nuit du 23 au 24 juillet, les hôpitaux d'al-Bayan, al-Hakim, al-Zahra et al-Dakak ont été détruits. Ce n'est pas la première fois que Damas s'en prend à des hôpitaux. Le 15 février dernier, un hôpital soutenu par Médecins sans frontières (MSF) à Maaret al-Naaman, dans le Nord syrien, avait été touché. Le ministre français des Affaires étrangères avait condamné ces attaques « délibérées » contre les structures de santé en Syrie par « l'armée ou ses soutiens », les qualifiant de « constitutives de crimes de guerre ». (...)

Depuis le début du conflit en 2011, plus de 700 médecins et personnels médicaux ont été tués lors d'attaques d'hôpitaux, selon le président de la commission d'enquête de l'Onu sur les droits de l'homme en Syrie, Paulo Pinheiro, qui s'est exprimé à Genève le 21 juin dernier. (...)

Si la manœuvre utilisée par le régime depuis le début du conflit a pour but de faire fuir les populations et de libérer la zone des civils, à Alep assiégée, l'objectif est de priver les habitants de tout pour les pousser à déposer les armes. Aucune aide internationale n'a pu entrer dans les secteurs rebelles depuis le 7 juillet. (...)

Depuis près d'un an et demi, les hôpitaux et les médecins sont devenus les cibles privilégiées des aviations syrienne et russe. (...)

Le 26 juillet, un appel de l'armée a été relayé par l'agence officielle Sana, exhortant les habitants des quartiers rebelles à « rejoindre la réconciliation nationale et chasser les mercenaires étrangers ». L'armée aurait envoyé des SMS aux habitants et aux combattants identifiant des « passages sécurisés » pour les civils désirant fuir et exhortant les rebelles à rendre les armes.
Hier, Moscou est allée dans le même sens en déclarant que 4 corridors allaient être ouverts. Mais la crainte et l'angoisse persistent au sein de la population. « Les gens ont très peur et ils vont certainement refuser d'aller côté régime », estime le Dr Chahine.
Des habitants, contactés via Facebook, confient que « les civils n'ont pas confiance en ce régime et ne seraient pas prêts à quitter ainsi la ville », affirme l'un d'entre eux. (Le Dr Chahine est chirurgien général et directeur de recherche de l'UOSSM à Alep, dans le dernier communiqué de l'ONG - ndlr)

Le silence assourdissant de la communauté internationale laisse les habitants d'Alep et ses médecins en plein désarroi. OLJ 29.07

Bref, la propagande américaine et de ses alliés.

Vous aurez compris qu'Orient le Jour se fait le porte-parole des "rebelles", de la "communauté internationale", d'une "ONG" française, du "ministre français des Affaires étrangères", de "Médecins sans frontières", de la "commission d'enquête de l'Onu sur les droits de l'homme en Syrie, qui tous ceux combattent pour renverser Assad. Tandis que l'ennemi de la population d'Alep serait "l'armée" syrienne, les "aviations syrienne et russe", le "régime".

Sans surprise, la pourriture stalinienne tient le même discours que L'Orient-Le Jour.

- Syrie: situation dramatique dans Alep assiégée - humanite.fr 29.07

Les rebelles et les secouristes contactés par les agences de presse comme par les ONG dans la partie assiégée de la ville ont avoué leurs doutes, notament du fait que l'armée aurait tiré sur des civils dans l'un de ces "corridors", dans le quartier de Salah al Dine.

Selon le Dr Taoufik Chamaa, de l'Union des Organisations de secours et soins médicaux (UOSSM) pour la Syrie, les quartiers d'Alep tenus par la rébellion, où habiteraient encore quelque 300.000 habitants, comptent seulement 31 médecins et trois dentistes. humanite.fr 29.07

En fait de "rebelles", ce sont les barbares d'al-Nosra ou de Daech...

France24 a publié un article qui rétablit en partie les faits.

- Alep : les rebelles empêchent les civils d'approcher les corridors humanitaires - france24.com

Seul un petit nombre d'habitants d'Alep ont pu sortir vendredi de la zone contrôlée par les rebelles et assiégée par le régime, malgré l'ouverture de corridors humanitaires par Damas. De son côté, l'ONU a proposé de prendre le contrôle des couloirs.

"Une douzaine" sur 250 000. Seul un petit nombre d'habitants d'Alep ont pu sortir vendredi 29 juillet des quartiers contrôlés par les rebelles et assiégés par le régime syrien, avant que les insurgés n'empêchent les civils d'accéder aux couloirs humanitaires ouverts par le pouvoir.

Depuis l'annonce par la Russie, alliée du régime dans le conflit, de l'ouverture des couloirs, "une douzaine de personnes ont pu sortir via l'un des corridors à partir du quartier Boustane al-Qasr", a indiqué le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane. "Mais les groupes rebelles ont ensuite renforcé les mesures de contrôle vers ces corridors empêchant les habitants de s'y approcher", a-t-il ajouté.

(Sans surprise, le gouvernement français s'oppose à la solution adoptée par Damas et Moscou. LVOG)

Pour Paris, ces "couloirs humanitaires" ne constituent pas une solution satisfaisante. "Le droit international humanitaire exige que l'aide puisse être acheminée de toute urgence" aux populations assiégées, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Romain Nadal. "Dans ce contexte, l'hypothèse de 'couloirs humanitaires' qui consisterait à demander aux habitants d'Alep de quitter la ville n'apporte pas une réponse crédible à la situation", a-t-il précisé.

Selon des analystes, une perte d'Alep pourrait signifier le début de la fin pour la rébellion et représenter un tournant majeur dans la guerre syrienne qui a fait plus de 280 000 morts. france24.com 29.07

Et la position officielle de la France : Alep doit rester sous la coupe des barbares

- Syrie - Proposition russe de mettre en œuvre des "couloirs humanitaires" à Alep (28 juillet 2016) - diplomatie.gouv.fr

Il s'agit du portail du gouvernement français.

- Les habitants d'Alep doivent pouvoir rester chez eux en sécurité et bénéficier de toute l'aide dont ils ont besoin. Telle est la priorité. diplomatie.gouv.fr

Les habitants des quartiers d'Alep occupés par les barbares d'Al-Nosra et de Daech qui s'en servent de boucliers humains seraient "en sécurité", alors que ceux qui se trouvent dans les quartiers sous contrôle de l'armée syrienne ne le seraient pas.

Ils ont osé.

- Adama Traoré : le «New York Times dénonce «l'impunité» de la police française - Liberation.fr

Dans un éditorial consacré à la mort du jeune noir à Beaumont-sur-Oise, le quotidien américain fustige le racisme de la police hexagonale et l'indifférence du gouvernement. Liberation.fr 30.07

- A Pau, François Bayrou va finalement armer sa police municipale - L'Express.fr

François Bayrou a changé d'avis. Le maire de Pau a décidé d'armer sa police municipale. Une décision prise à la suite de l'attentat de Nice. L'Express.fr 30.07

- Croissance française : les mouvements sociaux auraient plombé l'économie - Francetv info

Alors que l'Insee prévoit une croissance nulle pour la France au second trimestre de 2016, le gouvernement a pointé la responsabilité des grèves contre la loi Travail. Francetv info 30.07

- Un « syndrome asphyxique » a causé la mort d'Adama Traoré - LeMonde.fr

Les gendarmes qui ont procédé à son interpellation le 19 juillet ont dit aux enquêteurs avoir maîtrisé le jeune homme avec « le poids de [leurs] corps à tous les trois ».

Les proches du jeune homme mort lors de son interpellation dans le Val-d'Oise avaient appelé à un nouveau rassemblement, samedi, pour demander la «vérité» sur les conditions du drame.

Un cordon de CRS a bloqué le cortège qui venait juste de se mettre en marche devant la gare du Nord à Paris. Près de 600 personnes étaient présentes, samedi 30 juillet, pour réclamer la « vérité » sur les circonstances de la mort d'Adama Traoré, 24 ans, mort onze jours plus tôt, après son interpellation par la gendarmerie à Beaumont-sur-Oise.

Plusieurs associations luttant contre les violences policières et les discriminations étaient également présentes. Personne n'a cependant pu défiler.

La préfecture de police de Paris s'y est opposée pour « des raisons tenant à la protection des institutions », « à la préservation de l'ordre public » et pour assurer « la propre sécurité des manifestants », a-t-elle justifié dans un communiqué. Elle a argué que la manifestation n'avait pas été déclarée, alors que les organisateurs affirmaient avoir déposé une déclaration 24 heures avant. LeMonde.fr et lefigaro.fr 30.07

- Un dirigeant de Publicis suspendu pour des propos sexistes - Le Monde.fr

Le patron de l'agence Saatchi & Saatchi, Kevin Roberts, également membre du directoire de Publicis, « a été prié de prendre congé de Publicis Group avec effet immédiat » en raison de la « gravité de ses propos », selon un communiqué. Il appartiendra « à la fin » au conseil de surveillance de Publicis d'« envisager la suite » sur le cas de M. Roberts, ajoute le communiqué du numéro un de la communication numérique.

Interrogé sur la question de la parité homme-femme dans le secteur publicitaire, vendredi 29 juillet sur le site d'information économique et technologique Business Insider, le patron de Saatchi & Saatchi a balayé le problème : « Ce putain de débat est dépassé. » Puis il a assuré à la journaliste qu'il ne passe « pas de temps » sur ces enjeux.

Avant d'expliquer pourquoi, selon lui, les femmes occupent moins de postes à responsabilité :

« Leur ambition n'est pas verticale, c'est une ambition intrinsèque, circulaire, d'être heureuses. Alors elles nous disent : "Nous ne nous évaluons pas avec les critères selon lesquels vous, dinosaures idiots, vous vous jugez." Je ne pense pas [que le manque de femmes à des postes de direction] soit un problème. Je ne suis pas inquiet, simplement parce qu'elles sont très heureuses, qu'elles ont beaucoup de succès et qu'elles font du très bon travail. Je ne peux pas parler de discrimination parce que nous n'avons jamais rencontré ce problème, Dieu merci. » Le Monde.fr 30.07

« Ce putain de débat est dépassé », voilà comment je le vis en Inde.

Même chez moi, en présence d'un enfant de 5 ans je ne peux pas ne serait-ce que toucher la main de ma compagne Selvi et vice versa, donc encore moins en présence d'adultes dans un lieu public, dans la rue. En quoi cela me pose-t-il un problème ? En rien. Franchement on peut se passer de se toucher en public et continuer de vivre normalement.

Ce n'est pas pour rien que je dis que les rapports en Inde sont féodaux ou semi-féodaux. Cela dit, ils ne me choquent pas. Je ne juge pas les Indiens, je n'entends pas changer ces rapports même si je ne les partage pas, j'estime qu'ils reflètent le sous-développement économique et social du pays.

Cela ne vous choque pas qu'ils aient créé des produits qu'ils mettent à la disposition de la population, tout en sachant qu'ils sont nocifs pour sa santé ou son existence, par exemple les cigarettes, des alcools forts, des bagnoles ou des motos qui peuvent rouler à des vitesses insensées.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- Turquie : le président Erdogan veut renforcer son emprise sur l'armée et le renseignement - LeMonde.fr

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé, samedi 30 juillet, à la télévision, vouloir contrôler directement les services de renseignement et les chefs d'état-major de l'armée, renforçant encore son pouvoir deux semaines après un putsch raté.

« Nous allons introduire une petite réforme constitutionnelle [au Parlement] qui, si elle est approuvée, fera passer le service national de renseignement (MIT) et les chefs d'état-major [de l'armée [sous le contrôle de la présidence. »

Le président turc a par ailleurs annoncé samedi son intention de fermer toutes les écoles militaires et de les remplacer par une université nationale chargée de former les forces armées. LeMonde.fr 30.07

1.2- Putsch manqué en Turquie: les autorités ont intercepté des messages cryptés - AFP

Les autorités turques ont commencé à intercepter plus d'un an avant la tentative de coup d'Etat les messages qu'échangeaient sur un service de messagerie crypté des sympathisants du prédicateur en exil Fethullah Gülen accusé par Ankara d'avoir ourdi le putsch manqué du 15 juillet, a déclaré samedi un responsable turc.

Selon ce responsable qui a requis l'anonymat, les services de renseignement turcs (MIT) se sont mis à décrypter ces messages échangés sur l'application ByLock dès le mois de mai de l'année dernière.

Il affirme que cette surveillance leur a permis de connaître les noms de 40.000 sympathisants du mouvement guléniste dont 600 militaires de haut rang.

"Un grand nombre de gens identifiés grâce à Bylock ont été directement impliqués dans la tentative de coup d'Etat", a affirmé ce responsable turc.

D'après lui, les partisans du prédicateur Gülen avaient pris l'habitude d'échanger par des systèmes de messagerie sécurisés depuis 2013 et ont commencé à utiliser ByLock en 2014.

Fethullah Gülen était devenu la bête noire de Recep Tayyip Erdogan en 2013 après qu'un scandale de corruption eut publiquement éclaboussé des proches de ce dernier, qui était à l'époque Premier ministre -il est devenu président en août 2014- et qui avait accusé son ancien allié d'avoir orchestré ce scandale.

"Les données collectées sur ByLock nous ont permis de réaliser un schéma de leur réseau, tout au moins d'une large partie de celui-ci. Ils ont ensuite changé de messagerie quand ils ont réalisé que ByLock n'était plus sûr", a indiqué le responsable turc.

Selon Ankara, les participants au putsch ont échangé via la messagerie WhatsApp pendant la tentative de coup d'Etat.
Cette messagerie (groupe Facebook) propose depuis cette année un cryptage "total" de ses communications. Elle a été suivie par d'autres géants de l'internet (Apple, Google) qui souhaitent renforcer leurs dispositifs pour échapper à toute surveillance.

Le ministre turc de l'Energie Berat Albayrak avait déclaré cette semaine que les autorités avaient déjà préparé des listes de membres du réseau de Fethullah Gülen avant le putsch et s'apprêtaient à purger différentes institutions dont l'armée. AFP 30.07

2- Pologne

- Pologne : le président promulgue une nouvelle loi controversée sur le Tribunal constitutionnel - LeMonde.fr

Le texte ne tient pas compte des recommandations adressées par la Commission européenne. Mercredi, Bruxelles a donné trois mois à Varsovie pour les intégrer, sous peine de sanctions.

Le président conservateur polonais Andrzej Duda a promulgué samedi 30 juillet une nouvelle loi controversée sur le Tribunal constitutionnel, source de préoccupations pour la Commission européenne et Washington.

Mercredi 27 juillet, au nom de la protection de l'Etat de droit en Pologne, Bruxelles a donné trois mois à Varsovie pour revoir le fonctionnement de son Tribunal constitutionnel, cible des conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir. Ces derniers considèrent cette instance comme un rempart de l'opposition qui risque de freiner leurs réformes.

C'est une nouvelle étape, la deuxième, franchie dans la procédure inédite déclenchée par l'UE contre Varsovie sur l'Etat de droit,

qui peut éventuellement aboutir en dernier recours à des sanctions comme une suspension des droits de vote de la Pologne au sein de l'UE.

Varsovie remet en cause la légitimité de la Commission européenne dans ce dossier, posant la question de savoir si celle-ci « respecte les principes de la coopération loyale avec les gouvernements des pays membres ».

En contresignant ce texte, M. Duda a ignoré différents appels à le rejeter, de la part notamment de plusieurs organisations nationales de juges ou de la Fondation d'Helsinki des droits de l'Homme qui l'a qualifié d'« attentat à la démocratie constitutionnelle ».

Bruxelles a adressé mercredi à la Pologne une série de « recommandations sur l'Etat de droit », dont celle de rendre publics et de mettre en application les jugements rendus par le Tribunal constitutionnel, notamment celui dans lequel sont considérés comme contraires à la Constitution les modifications concernant la nomination des juges que le gouvernement tente d'imposer à cette juridiction. Or, la nouvelle loi n'en tient pas compte.

Bruxelles a aussi demandé à Varsovie de s'assurer que toute révision de la loi soit conforme au jugement du Tribunal constitutionnel et prenne en compte l'opinion de la Commission. LeMonde.fr 30.07

3- Tunisie

- Tunisie: le gouvernement de Habib Essid démissionnaire - AFP

Le Parlement tunisien a comme attendu retiré samedi soir sa confiance au gouvernement de Habib Essid, sous pression depuis que le président Béji Caïd Essebsi s'est dit en faveur d'un cabinet d'union nationale il y a deux mois.

Le départ de M. Essid, un indépendant de 67 ans dont le passage au gouvernement a été mouvementé, fait craindre une nouvelle période d'incertitudes en Tunisie, un pays fragilisé. AFP 30.07

4- Burundi

- Burundi: manifestation à l'appel du pouvoir contre la France et l'ONU - AFP

Le gouvernement du Burundi a organisé samedi une manifestation devant l'ambassade de France à Bujumbura, pour manifester son hostilité à la résolution de l'ONU adoptée vendredi à l'initiative de la France et prévoyant le déploiement de 228 policiers dans le pays. AFP 30.07

Bienvenue en oligarchie

- Lutte contre le terrorisme : un dispositif de blocs de béton à Nancy

Comme dans plusieurs villes et dans un contexte terroriste, Nancy (Lorraine) accueille un dispositif à base de blocs de béton pour bloquer les véhicules. Francetv info

- «Partir en vacances ne signifie pas devoir se protéger dans un abri anti-atomique»

Pour le psychologue clinicien Olivier Douville, il est important d'accepter nos peurs et de continuer à vivre malgré le drame de Nice et l'attentat survenu dans une église à Saint-Étienne-du-Rouvray. LeFigaro.fr

- Le sexe à l'Ancien Régime: "Embrasser une femme mariée est passible de décapitation"

A la Renaissance, l'Eglise et l'Etat oeuvrent main dans la main pour réprimer sexe et plaisir charnel. Mais les classes populaires parviennent à s'émanciper malgré tout. Pour le moderniste Jacques Solé, "les paysans ont inauguré le mariage d'amour". L'Express.fr

L'Ancien Régime synonyme de décadence des moeurs, de libertinage absolue... chez la noblesse...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er août 2016

CAUSERIE

Je suis toujours à la recherche d'un cadre ou dirigeant qui partagerait ma démarche et l'essentiel de mes idées pour réfléchir ensemble.

Etat terroriste ou quand les Etats sèment la terreur parmi leurs peuples.

- Canada. Complot : Quand la police incite des marginaux à commettre un attentat. - panamza.com

Grille de lecture.

La même méthode que celle utilisée avec brio aux Etats-Unis par le FBI. Rappelons qu'en France M. Merah était en rapport avec un agent de la DGSI, et un des complices des attaques du 13 novembre 2015 actuellement détenu serait une recrue du MI6 britannique.

Que des attentats soient commis directement par des agents de l'Etat ou d'un Etat allié, par des personnes avec lesquels leurs services de renseignement étaient en contact et auxquelles ils auraient fourni renseignements ou matériel pour commettre leurs crimes, ou encore par des individus isolés qui les aient imités, dans tous les cas de figure ils seront instrumentalisés politiquement dans le but d'atteindre certains objectifs politiques.

Quand les gouvernements occidentaux mettent en garde la population contre les théories du complot, ils ne sont pas animés par la bonne intention qui consisterait à faire jaillir ou à privilégier la vérité. Bien au contraire, en dénonçant comme complotiste toute version qui contredirait la leur ou qui seulement émettrait un doute, poserait des questions, ils tiennent à se prémunir contre les révélations qui mettraient à jour leurs propres complots plannifiés contre leurs peuples qui doivent absolument demeurer secrets. Ceci explique pourquoi leur interprétation officielle des faits doit être systématiquement falsifiée et toute autre version censurée ou diabolisée, pour que les peuples demeurent dans l'ignorance, condition indispensable pour les manipuler et les faire adhérer ensuite aux mesures que ces gouvernements vont adopter à la hâte dans la foulée d'attentats ou attaques.

Panamza - Vendredi 29 juillet, la justice canadienne a accusé la police fédérale d'avoir manipulé John Nutall et Amanda Korody, deux ex-toxicomanes, dans le but de perpétrer un faux attentat à caractère islamiste {https://youtu.be/8WVY7tFnw9A}.

La juge Catherine Bruce de la Cour suprême de Colombie-Britannique a estimé que des agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) avaient piégé le couple lors d'une opération d'infiltration de plusieurs mois ayant mené au projet d'attentat qui devait

se concrétiser durant la fête du Canada en 2013.

Les policiers infiltrés avaient ainsi joué le rôle d'un homme d'affaires arabe assisté par des musulmans extrémistes qui ont progressivement approché le couple afin de l'encourager à commettre un acte terroriste.

"La police a décidé d'orchestrer un plan pour John Nuttall et Amanda Korody de façon agressive et leur a fait croire que c'était le leur. Il existe déjà assez de terroristes dans le monde et il serait déplorable que la police se mette à en inventer d'autres", a affirmé la juge.

Rappel : comme la France, le Canada est membre de l'OTAN, organisation militaire transatlantique qui a régulièrement organisé sur le sol européen des attentats sous faux drapeau, notamment dans le cadre de l'opération secrète "Gladio". (Lire les articles du Réseau Voltaire sur ce sujet - LVOG)

Info-Bonus Panamza : selon un document interne au corps hospitalier parisien et relatif à la simulation d'un attentat multi-sites qui fut organisée au matin du 13 novembre (soit 11 heures avant les véritables attentats), le principal décisionnaire de cet exercice fut Philippe Boutinaud, patron des sapeurs-pompiers de Paris (nommé par François Hollande) et ex-conseiller militaire de l'OTAN. Panamza.com 29.07

Syrie. Valait mieux que cela ne tombe pas dans d'autres mains...

- Syrie. Main basse sur les secrets de Daech - LeParisien.fr

Grâce à la reprise partielle de Manbidj, les Américains ont mis la main sur 10 000 documents appartenant à l'EI.

Alors que le groupe djihadiste ne cesse de perdre du terrain depuis quelques mois, regroupant ses forces autour de ses fiefs de Raqqa et de Mossoul, les services de renseignement occidentaux récupèrent au fur et à mesure des précieuses indications sur ses méthodes, ses réseaux, ses sources de financement dans les territoires reconquis.

... en tout plus de 10 000 objets différents et 4,5 téraoctets de données (soit plusieurs millions de pages) vont atterrir entre les mains expertes des spécialistes de la CIA et du Pentagone.

Les responsables américains ont d'ailleurs promis de communiquer des éléments à leurs alliés quand cela les concernerait directement. LeParisien.fr 31.07

Vous aurez apprécié "*entre les mains expertes des spécialistes de la CIA et du Pentagone*", assurément expertes en coups pourris en tout genre. C'est à ce genre de détails qu'on peut distinguer la presse de propagande de celle qui informe.

Scènes ordinaires en oligarchie.

- Fusillade à Austin: un mort et quatre blessés, selon la police - AFP

Au moins une personne a été tuée et quatre blessées par balles dimanche matin dans le centre d'Austin (Texas), au cours d'une fusillade dont l'auteur était en fuite, selon la police.

La fusillade a commencé peu après 02H15 locales (07H15 GMT) dans un quartier de bars et boîtes de nuit. La police a alors averti la population sur Twitter d'éviter le centre ville, un "tireur en action" ayant fait "plusieurs victimes".

Une femme est décédée sur les lieux de la première fusillade, tandis que trois autres femmes, blessées, ont été transportées à l'hôpital, selon les services d'urgence médicale. Une cinquième victime, un homme, a refusé les secours, selon les urgences.

La police a ensuite fait état d'un second échange de coups de feu dans la même zone à quelques minutes d'intervalle, dans lequel seul le tireur a été blessé.

La police est en alerte dans tout le pays, en particulier au Texas, quelques semaines après qu'un militant noir eut tué cinq policiers qui protégeaient une manifestation pacifique contre les brutalités policières le 7 juillet à Dallas.

Lors d'une conférence de presse diffusée via Periscope, le chef de la police d'Austin Brian Manlay a indiqué que le tireur non identifié impliqué dans la première fusillade, un homme d'une vingtaine d'années de type hispanique, était toujours en fuite.

A leur arrivée sur les lieux dans le centre ville, les policiers ont été confrontés à des "scènes très chaotiques", a-t-il dit. A la suite

d'une altercation, un homme aurait dégainé son arme et tiré sur la foule des piétons, a-t-il dit. Une femme âgée d'une vingtaine d'années a été touchée et est morte sur le coup.

Sept minutes plus tard la police avait connaissance d'un second échange de coups de feu dans un parking de la zone. Un homme a dégainé son arme et a tiré mais des témoins se sont interposés, l'ont mis à terre et désarmé. Le tireur présumé, blessé, a été interpellé et transporté à l'hôpital.

L'enquête devrait permettre d'établir si les deux tireurs connaissaient leurs cibles, selon le chef de la police. AFP 31.07

- Trois jours en prison sans pantalon ni serviette hygiénique - Liberation.fr

A Louisville (Kentucky), une femme s'est présentée devant la juge sans pantalon. La prison où elle était détenue ne lui avait proposé ni vêtement de rechange, ni serviette hygiénique.

«Est-ce que je suis dans la Twilight Zone ?» s'interroge une juge alors qu'elle reçoit une prévenue enfermée pendant trois jours, sans pantalon ni serviette hygiénique. Lors d'une comparution le 29 juillet à Louisville (Kentucky), la juge découvre les conditions «scandaleuses» d'accueil qu'a reçues une prévenue.

Elle était en prison pour ne s'être pas présentée à un programme de substitution de peine à la suite d'un vol à l'étalage. Le responsable de la prison a déclaré que la prévenue n'avait pas été détenue assez longtemps pour recevoir un uniforme de prisonnier.

La juge la condamne à 100 dollars d'amende et au temps qu'elle avait déjà effectué en prison – elle n'aurait dû faire qu'un jour en prison. La juge essaie ensuite de démêler la situation au téléphone, appelant la prison. Elle déclare que la prévenue ne sortirait pas du tribunal tant qu'elle n'aurait pas un pantalon sur elle. «Je voulais juste vous dire que je suis extrêmement désolée de la manière dont on vous avait traitée. Personne ne mérite cela, surtout dans une situation où vous n'avez commis aucun nouveau délit.»

La femme explique alors que d'autres détenues sont dans la même situation qu'elle, qu'elles ne reçoivent ni tenue ni serviette hygiénique. «Tout ceci est inhumain et injustifiable», a conclu la juge. Liberation.fr 31.07

Sans tri. Têtes et poubelle trop pleines.

- Poubelle, mode d'emploi : pourquoi vous commettez certainement beaucoup plus d'erreurs de tri des déchets que vous ne croyez. - Atlantico.fr 31.07

Ici, il n'y a pas de poubelles, c'est donc une source de culpabilisation en moins...

Pour me débarrasser de ma poubelle, avant je la brûlais, n'ayant plus de feuilles ou de bois, dorénavant je l'emmène en scooter et je la dépose dans l'espace réservé à cet effet dans le village de ma compagne Selvi à 2 kms de chez moi. Quand aux bouteilles en verre que personne ne veut, je les balance sur une des nombreuses décharges rencontrées en chemin, je n'ai pas le choix. Les objets en plastique ou en fer sont collectés par des biffins qui parcourent les villages.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentat au camion piégé devant un hôtel pour étrangers à Kaboul - LeMonde.fr

Les talibans ont revendiqué l'opération. Le nombre de victimes est encore inconnu. LeMonde.fr 31.07

- Au moins six morts dans un double attentat en Somalie - LeMonde.fr

Des personnes soupçonnées d'appartenir aux Chabab sont régulièrement détenues dans le département des enquêtes criminelles, visé par cet attentat à la voiture piégée. LeMonde.fr 31.07 Toujours pas d'espoir de paix au Yémen - LeMonde.fr 31.07

- Mali : Prorogation de l'état d'urgence - presstv.com

L'état d'urgence au mali vient d'être prolongé de 8 mois. presstv.com 31.07

Bienvenue en oligarchie.

- Sommes-nous tous égaux en maillot de bain?

Éclairages sur le sens du maillot de bain et les contradictions sociales qui s'y attachent. Revoilà (enfin) l'été, et, avec le soleil, le temps des piscines, ou des plages pour ceux qui ont la chance de partir à la mer... Slate.fr

- Quand la France va-t-elle se mettre aux livres audio?

Le livre audio s'est très bien implanté dans les pays anglo-saxons, les pays nordiques et l'Allemagne. Pourquoi reste-t-il si peu présent en France? Il y a quelques semaines, j'ai enfin sauté le pas. Slate.fr

Bientôt, les mutants ou les zombies qui peupleront la terre ne sauront plus ni lire ni écrire, pour quoi faire quand réduits à l'état de serfs il ne leur restera plus qu'à subir l'ordre établi de leur naissance à leur mort...

La voiture synonyme de liberté n'est plus: vive la voiture autonome!

Pour les plus âgés, conduire a toujours été synonyme de liberté individuelle, celle d'aller où on veut, quand on veut.Le 22 janvier 1984, une des plus célèbres publicités de l'histoire des États-Unis a été lancée pendant le Super Bowl XVIII, et ce fut la seule et unique fois où elle fut diffusée... Slate.fr

Vous ne saurez même plus conduire. En fait, toutes vos pensées et tous vos actes auront été programmés, de sorte que vous ne serez même plus en mesure d'en produire qui correspondraient à votre volonté, même cette ultime liberté vous l'aurez perdue.

- Le héros le plus intelligent de Marvel est une petite fille noire

Ce n'est plus Mister Fantastique. Alors à votre avis, c'est qui? Qui est le héros le plus intelligent de Marvel? Non, ce n'est pas (ou plus) Mister Fantastique, l'homme élastique qui est aussi un scientifique hors-pair. C'est Lunella Lafayette, une petite fille noire de neuf ans... Slate.fr

Quelle merveille, une petite fille noire ! Cela existe vraiment ? Oui, une, pas deux après cela ferait trop, pour un peu j'aurais pu oublier que j'étais le seul blanc (vélai cara en tamoul, littéralement la peau blanche) dans mon village, quel privilège !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Ethiopie

- Ethiopie: les Amhara manifestent en masse contre le gouvernement - presstv.com

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé dimanche à une marche contre le gouvernement éthiopien à Gondar (nord-ouest), dans la région Amhara, la manifestation la plus importante des dernières semaines, selon des médias locaux.

"Arrêtez de tuer les Amhara", "Rendez-nous notre frontière historique", pouvait-on lire sur les panneaux brandis par les manifestants, dans des vidéos qui ont largement circulé sur les réseaux sociaux.

Gondar est depuis plusieurs semaines le théâtre de manifestations parfois violentes, contre la décision du gouvernement éthiopien de rattacher le district de Wolkait à la région voisine du Tigré.

Les manifestants estiment que ce district appartient à la région Amhara et accusent le gouvernement de favoriser le Tigré, d'où sont issus nombre des dirigeants éthiopiens.

Les manifestations ont déjà fait au moins une douzaine de morts dans des heurts avec la police, selon les autorités éthiopiennes. La marche de dimanche, d'une ampleur peu commune, s'est déroulée sans heurts.

Certains manifestants exprimaient également leur solidarité avec les manifestations des Oromo, entre novembre et mars dernier, contre un projet d'appropriation de terres, et qui ont fait plusieurs centaines de morts selon des organisations de défense des droits de l'Homme.

Les autorités éthiopiennes n'ont pas réagi dans l'immédiat. Le gouvernement a expliqué il y a une quinzaine de jours que les manifestations à Gondar avaient éclaté après une tentative de la police fédérale d'arrêter des dirigeants amhara accusés "d'activités criminelles".

Le porte-parole du gouvernement Getachew Reda, injoignable dimanche, avait accusé les manifestants d'être soutenu par l'Érythrée pour déstabiliser l'Éthiopie.

Les Amhara forment la deuxième ethnie la plus importante d'Éthiopie derrière les Oromo. Les manifestations dans ces deux régions témoignent d'un ressentiment grandissant des membres des deux ethnies, qui estiment faire l'objet de discriminations en faveur des Tigréens, accusés d'occuper les postes-clés au sein du gouvernement et des forces de sécurité.

Principalement des agriculteurs qui vivent dans le Nord de l'Éthiopie les Amhara parlent une langue sémitique qui indiquent que leurs ancêtres sémites sont venus de ce qui est le Yémen actuel. Selon leurs traditions, ils tracent leurs racines à Ménélik I, l'enfant né de la reine de Saba et du roi Salomon.

Amharique est la langue de la culture et de l'éducation, parlée par des millions d'autres Éthiopiens et Érythréens comme seconde langue.

Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie est aussi la maison pour beaucoup Amhara. presstv.com 31.07

Haut de page

Le 2 août 2016

CAUSERIE

Pas d'infos aujourd'hui, ce sera pour demain, peut-être, à la place une analyse politique.

Mélenchon l'ex-ministre d'un président de droite, Chirac, ne tarit pas d'éloges sur Mitterrand et Rocard qui seraient pour lui des sources d'inspiration intarissable.

Le Point avait posé une question à Rocard au sujet de Mitterrand dans une interview dont *Atlantico* publia des extraits le 23 juin 2016 : Diriez-vous que Mitterrand était un homme de droite? Réponse : tout le démontre. "*C'est évident. Mitterrand était un homme de droite*".

Ce qui est intéressant fut la réponse qu'il donna à une autre question que nous relierons plus loin à la précédente à propos de la gauche : "*Oui, la gauche a perdu la bataille des idées, et pas seulement en France.*"

Constatons tout d'abord que tout en arborant une étiquette de gauche, les dirigeants du PS avaient parfaitement conscience d'être de droite, et d'ainsi tromper sciemment ceux qui croyaient qu'ils étaient de gauche.

Question : La gauche n'a-t-elle pas "*perdu la bataille des idées*" justement parce qu'elle était de droite ?

Mais qu'est-ce qui était de droite ? Leur politique, autrement dit le réformisme qui a pour cadre et limite le régime capitaliste auquel il se soumet.

Le réformisme, c'est le socialisme compatible avec le capitalisme, capitalisme qui fixe les conditions dans lesquelles des réformes progressistes peuvent être adoptées, selon qu'elles sont compatibles ou non avec son existence, facteur qui en dernier lieu détermine l'orientation de tous les autres ou auquel ils doivent se soumettre, puisque pour un réformiste il ne sera aucunement question d'affronter le régime ou de le renverser par une révolution pour réunir les conditions qui permettraient de répondre positivement aux besoins ou aspirations de la classe ouvrière, c'est ainsi que le réformisme est une idéologie de droite, étrangère au socialisme et à la gauche.

Quand on a compris cela, on a presque tout compris.

Presque et hélas presque, parce qu'il sera extrêmement difficile d'aller au-delà ou d'admettre pour un militant, que sans remettre en cause la conception de la lutte de classe qui avait été adoptée par tous les courants du mouvement ouvrier depuis plus de 70 ans qui avait consisté à couvrir cette imposture, il demeurera impossible de comprendre comment on a pu en arriver à la

situation actuelle, et donc d'adopter une orientation politique qui rompt radicalement avec l'opportunisme et renoue avec le socialisme de Marx et Engels.

Pourquoi cela serait-il si difficile pour un militant ouvrier d'admettre l'évidence que les intéressés eux-mêmes reconnaissent dorénavant publiquement ?

Pendant plus d'un demi-siècle, nos dirigeants ont prétendu que le PS était de gauche, on peut même affirmer sans crainte d'être accusé de leur faire un faux procès, que durant toute cette longue période ils se seront acharnés méticuleusement avec détermination et persévérance (sournoisement aussi) à maquiller ou couvrir son imposture selon la méthode habituelle du double langage consistant à affirmer qu'il avait rompu avec le socialisme, mais (le mais de trop) que certains de ses dirigeants organisés dans un ou des courants au sein du PS pourraient évoluer à gauche ou renouer avec le socialisme ou encore pourraient servir la cause du socialisme, tout en collaborant avec ce parti, en s'enchaînant à ce parti serait-il plus juste de dire, en voulant lui faire jouer absolument un rôle progressiste au sein du mouvement ouvrier à travers la tactique du front unique contre-nature qui sera élevée au rang de stratégie du propre aveu de leurs auteurs (qui signaient là leur capitulation ou leur propre imposture), d'un gouvernement ouvrier qui ne le serait jamais, pour en arriver à une Assemblée constituante où il pourrait continuer d'oeuvrer non pas pour mais contre le socialisme.

C'est ainsi que ceux qui se présentaient comme les champions du combat pour l'unité de notre classe allait en réalité la combattre, en introduisant un facteur de division de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui un jour ou l'autre devrait fatalement précipiter sa dislocation. Il faut préciser, sans que les militants, cadres ou dirigeants qui contesteraient l'orientation politique de la direction de leur parti ne soient en mesure de prendre conscience de l'origine de cette dislocation puisqu'ils allaient continuer d'affirmer que le PS était de gauche.

N'avez-vous pas observé au cours des dernière années avec quelles précautions ou circonvolutions de langage et autres guillemets il leur avait fallu manoeuvrer plus ou moins habilement pour tenter de prendre leur distance avec le PS, se contentant généralement d'affirmer que seule sa politique était de droite, mais surtout pas le PS, à ce jour ils en sont toujours incapables, Mailly a la carte du PS dans sa poche et ils ne peuvent pas concevoir rompre avec lui ou l'appareil de FO pour fournir un exemple concret qui démontre le degré de corruption de nos dirigeants.

La "*bataille des idées*" qui a été perdue, ce n'est pas celle du socialisme, c'est celle du réformisme auquel l'étiquette du trotskysme servait de caution de gauche, de l'opportunisme pour ne pas dire pire encore.

Le mouvement ouvrier entraîné dans cette direction devait devenir corporatiste, réactionnaire, impérialiste.

En se compromettant ainsi avec le PS (et le PCF) l'avant-garde devait fatalement dégénérée à son tour au point par exemple d'adopter la politique de l'Otan consistant à semer le chaos et la terreur au sein de la société, le tout enrobé maladroitement dans un internationalisme dogmatique plus prompt à diviser encore une fois plutôt qu'à rassembler, et qui devait confiner à l'impuissance et finir de la disloquer.

S'acharner ainsi à vouloir concilier l'inconciliable témoignait que nos dirigeants avaient abandonné la lutte pour le socialisme, ce que nous n'avons pas compris lorsque nous étions de jeunes militants.

Leur objectif était de porter le PS au pouvoir, ce qui ouvrirait la voie à une crise politique qui se transformerait en crise révolutionnaire qui de fait ne vit jamais le jour, parce que leur analyse de l'évolution des différents facteurs qui composaient la situation mondiale depuis le début du XXe siècle était erronée. Sans prétendre l'être le moins du monde, n'est pas Marx, Engels ou Lénine qui veut, croire que cela se décrète comme ce fut le cas signe la tragédie que vit actuellement le mouvement ouvrier et le prolétariat international.

Récemment dans un courriel, un militant soutenant ces dirigeants crut bon de balayer d'un geste méprisant toute discussion sur ce sujet, on comprend pourquoi.

Pour l'anecdote ou pour montrer aux jeunes militants de quelle manière nos dirigeants s'arrangeaient avec la nature de droite du PS, avant les élections de 1981 ces dirigeants avançaient le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, qui prétendaient-ils incarnait la question de l'Etat ou du pouvoir selon le marxisme ou le socialisme, sous prétexte que les travailleurs aspiraient à un tel gouvernement ou qu'il s'inscrivait dans le processus politique devant mener à la révolution socialiste.

En réalité, ce mot d'ordre flattait et allimentait les illusions que les travailleurs auraient pu avoir dans le PS ou le PCF au lieu de les combattre, alors que déjà à cette époque suite à la lutte de classes des décennies précédentes, plus ou moins consciemment ils n'ignoraient pas qu'ils n'avaient pas grand chose à en attendre, certainement pas un changement de société auquel ils n'aspiraient pas ou plus forcément tellement ils étaient déjà éloignés du socialisme, par contre ils se contenteraient bien de quelques réformes qui leur permettraient d'améliorer leur condition ou de mieux supporter l'existence du capitalisme qu'il n'était pas du tout question dans leur esprit de renverser, les confortant ainsi dans la voie du réformisme parvenu à son crépuscule, mais cela ils l'ignoraient et personne ne leur dirait et pour cause le réveil allait être particulièrement cruel, au détriment de la voie vers

le socialisme qui était définitivement abandonnée.

Dans ce mot d'ordre, la distinction entre le PS et le PCF d'un côté et les ministres bourgeois de l'autre servait également à couvrir la véritable nature bourgeoise ou de droite du PS, sinon il aurait été impossible et inutile de l'avancer.

Il faut aussi relever que les représentants de l'Etat, de la classe dominante et leurs relais médiatiques n'ont cessé avec une constante infaillible de clamer que le PS était de gauche, ce qui relevait de la propagande plus que de la réalité, et comme absolument tous les partis et syndicats leur emboîteront le pas, il était normal que les travailleurs se disent qu'ils étaient effectivement de gauche pour finir par avoir en horreur tout ce qui incarnerait la gauche, y compris tous les autres partis qui s'étaient corrompus en présentant le PS de gauche, donc en les trompant, et éventuellement atterrir dans les bras de l'extrême droite.

Après cela, comment peut-on s'étonner ou présenter comme une fatalité l'incapacité dans laquelle nous nous sommes trouvés de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, et en arriver à la conclusion que nos dirigeants auront tout fait pour ne jamais y parvenir ou que cela n'avait jamais été leur objectif ou encore qu'ils l'abandonnèrent rapidement après la mort de Trotsky, parce qu'ils n'avaient pas les qualités requises pour mener à bien cette tâche difficile et grandiose dont dépend le destin de l'humanité, il faut bien en avoir conscience.

En abandonnant le marxisme, en se détournant du socialisme, en rejettant les enseignements de la Commune mis en pratique lors de la révolution russe de 1917 par le parti bolchevik, nos dirigeants allaient se corrompre en épousant le réformisme, ce qui nécessiterait de maquiller la nature du principal parti qui l'incarnait, le PS, pour finalement être voués au même sort, tandis que travailleurs et militants seraient abandonnés aux leurs sous le joug d'une dictature de plus en plus implacable, cynique et monstrueuse. Au point qu'ils iront jusqu'à liquider leurs partis qui avaient comme un air de révolution socialiste mais apparemment frelaté au profit de partis inspirés... de la SFIO, soit du PS, cela ne s'invente pas.

Je ne lance pas ici une chasse aux sorcières dans le mouvement ouvrier, qui serait plus néfaste que bénéfique à notre cause. J'expose simplement des faits en les reliant entre eux selon les rapports qu'ils entretenaient, que l'on peut toujours nier ou contester. Disons que l'analyse que je viens de vous présenter peut comporter des lacunes ou des faiblesses, cependant il me semble que l'orientation générale qui s'en dégage est cohérente, sérieuse et correspond à la réalité.

Il faudrait tout reprendre à zéro. Mais quoi ?

On nous a expliqué qu'il fallait reprendre la lutte des classes en remontant à la fin du XIXe siècle comme si la lutte des classes qui s'était déroulée depuis et ses enseignements auraient miraculeusement disparu, passant là d'une collusion avec le réformisme à une conciliation avec des pans entiers de la bourgeoisie, ce qui devait permettre de faire diversion ou de ne pas remettre à plat ou en question notre conception de la lutte de classe qui avait été totalement pervertie par notre conciliation avec le réformisme, reprendre tout à zéro, procédé qui aurait pu consister à dresser un inventaire complet et honnête de la lutte de classe depuis 1940, ce qui demeurera impensable, impossible temps que nous conserverons les dirigeants qui nous ont menés là où nous en sommes, puisque reconnaître leurs erreurs ou plutôt leur incurie politique légendaire restera au-dessus de leurs forces.

En feignant l'ignorance ou en ignorant qui est vraiment le franc-maçon Mélenchon "*éclairé*" par Rocard (Twitter 02.07), on pourrait aussi se demander comment il en est arrivé à poser la question de l'Assemblée constituante sans rompre avec les institutions de la Ve République puisqu'il conserverait le Sénat, ni rompre avec l'UE, l'euro, l'Otan et l'ONU... Parce qu'elle serait une sorte de clone de l'Assemblée nationale agrémentée de la proportionnelle auquel même le FN pourrait adhérer, ainsi que les nationalistes issus du gaullisme, shéma qui ramènerait à la IVe République dont sont nostalgiques tous ceux qui sont issus du stalinisme et bon nombre de trotskystes (lambertistes), ce qui ne changerait en rien la nature du régime qui demeurerait en place.

La plupart des lecteurs vont sans doute penser que caractériser de droite le PS n'a aucun sens ou que l'aveu de Rocard en guise de testament politique ne présentait aucun intérêt, parce que cela les arrange et ils ne tiennent pas vraiment à regarder la réalité en face et on peut comprendre pourquoi, quand à leurs yeux ne présenterait un intérêt que ce qu'ils ont décrété qui en aurait un. Désolé, mais ce n'est pas du tout notre manière de procéder ou d'aborder la réalité. Ce qu'ils ignorent ou semblent ignorer du haut de leur piédestal, c'est qu'en procédant de la sorte ils s'exposent à être manipulés par des gens qui procèdent de même beaucoup plus finement ou sournoisement pour en avoir fait profession ou carrière.

Mélenchon avait également écrit sur Twitter que la vie de Rocard avait été une "*leçon*" dont apparemment notre philistin s'était inspiré ou avait tiré profit au cours de sa brillante carrière d'affairiste, alors que les militants s'obstinent à ne tirer (à fond) aucune leçon de leurs propres expériences, sans doute par crainte de devoir réviser leurs certitudes ou que cela les emmènerait trop loin, ce qui nécessiterait de leur part de faire preuve de modestie et un effort considérable que dans la situation actuelle ils jugent inutile ou qu'ils ne sont pas prêts à faire, on les plaint sincèrement et amicalement.

Les plus à plaindre sont les supporters de Mélenchon qui est un dirigeant de droite, admirateur déçu de Tsipras (Syriza), d'Iglesias (Podemos), eux aussi de droite. On assume, on signe et on persiste. On est ou on n'est pas conséquent, cohérent avec soi-même.

Mélenchon a été un dirigeant d'un parti de droite pendant 30 ans, le PS, il a été ministre (ou secrétaire d'Etat à l'enseignement professionnel, c'est pareil) d'un président de la République de droite (RPR), Chirac, il aurait bien postulé au poste de Premier ministre d'un président de droite, Hollande, vous vous en souvenez n'est-ce pas, il revendique avoir pour mentors deux dirigeants de droite, Mitterrand et Rocard, caractérisation assumée par ce dernier au crépuscule de sa vie, etc. après cela vous ne voudriez tout de même pas qu'on le caractérise de gauche, n'est-ce pas ?

Je comprends que cela vous choque, mais c'est la réalité, il faudra vous y faire ou vous faire faussaires, au choix. Soit on demeure fidèle au socialisme ou aux enseignements de la lutte des classes, soit on s'en écarte en empruntant le chemin des aventuriers et on s'expose à en subir les conséquences qui ne seront pas agréables. Eh oui, c'est la vie !

A suivre.

PS: Que le lambertiste qui me harcèle ne perde pas son temps à m'écrire, son courriel partira directement à la poubelle sans même avoir été ouvert.

Haut de page

Le 3 août 2016

CAUSERIE

Vous avez dit "des opérateurs voyous" à propos de SFR, Bouygues Telecom, Orange, etc. (un internaute)

Ici en Inde, c'est la même chose, en pire naturellement, ce ne sont pas des voyous, mais des mafieux.

On a une longueur d'avance sur vous en oligarchie, car vous ne le savez peut-être pas mais passer d'un système féodal à l'oligarchie va parfois plus vite que de passer du capitalisme en oligarchie.

Il y a un an j'ai été obligé de m'équiper d'un deuxième téléphone portable, parce que ma compagne avait des horaires flexibles (sic!) et j'allais la chercher en scooter après son boulot, on a donc chacun un portable, le modèle le moins cher évidemment, 20 euros environ.

L'opérateur Reliance décidant de passer en G4, j'apprends que nos deux portables ne sont pas compatibles avec la G4, comme entre temps j'ai récupéré un portable compatible G4, j'ai dû en racheter un seul, donc dépenser 1.500 roupies. Bien entendu mon nouveau modem acheté 1.200 roupies à Reliance il y a environ 6 mois n'est pas non plus compatible G4, je dois donc en acheter un autre, à Reliance uniquement, je n'ai pas le choix puisque c'est le seul opérateur à couvrir hier en G3 demain en G4 le village où j'habite, sinon plus d'Internet ! Il y a un mois "en promotion" ils proposaient le nouveau modem G4 à 899 roupies, mais pas de bol il n'était pas disponible, il y a 15 jours non plus, mais là il était passé à 1.499 roupies, et ce n'est peut-être pas fini car le prix public affiché est de 3.299 roupies !

Pour le passage du téléphone de G3 en G4, j'ai dû me rendre à leur agence (à 10 kms de chez moi) 4 fois parce que contrairement aux dates qu'ils m'avaient données, ils n'étaient toujours pas prêts, et chaque fois ils me menaçaient de me couper le téléphone si je ne venais pas avant la date qu'ils m'avaient fixée. Finalement nous sommes passés en G4 après qu'ils nous eurent coupé le téléphone pendant 48 heures, un week-end, et le lundi devant la meute qui se pressait à leur bureau, j'ai préféré faire demi-tour et me passer de téléphone 24 heures de plus, on n'en meurt pas.

Quant au modem, j'attends toujours avec une pointe d'angoisse, car apparemment c'est encore plus compliqué, épouvantable en fait, le règlement doit se faire via Internet, sauf que Reliance n'accepte pas la banque (d'Etat) qui m'a délivré une carte que je n'ai jamais utilisée, de plus je suis dans l'incapacité de leur donner une adresse complète pour qu'on me livre le modem, l'endroit où j'habite est un chemin, donc pas de nom et de numéro de rue ! Quand je suis passé chez Reliance pour la 5e fois, ils n'étaient toujours pas prêts, donc j'attends...qu'ils coupent ma connexion ! Et tous les jours ils m'envoient un SMS, un texto chez vous en France ! Et je vous ai passé les détails à devenir dingue...

L'ancien opérateur Tata Indicom avait fait aussi fort, après que j'eus résilié mon abonnement par courrier, ils ne m'ont jamais remboursé ma caution de 1.000 roupies. Mieux, quelques mois plus tard je recevais une mise en demeure pour factures impayées qui concernaient la période postérieure à ma résiliation. Je n'ai jamais répondu et je n'ai jamais récupéré mes 1.000 roupies, des voleurs ordinaires, quoi. Des gangsters, mafieux, le terme est approprié. Quel recours ? Question qu'on ne se pose même pas ici, aucun voyons.

Vous comprenez mieux pourquoi on est un peu ou beaucoup sur les nerfs ici en Inde ? Moins quand on est Indien, parce qu'on n'a jamais connu autre chose, pour moi c'est un supplice.

Quelques réflexions politiques

Entre la planche à billets dont ils disposent à leur guise, les paradis fiscaux, les rescrits fiscaux, les bilans truqués, les instruments financiers opaques, le contournement de la réglementation financière, les délits d'initiés, le trucages des taux d'intérêts et la manipulation des taux de change, etc. les exonérations en tous genres, sans oublier les cadeaux genre aide financière à la recherche, la baisse de l'impôt sur les sociétés, le recours à des contrats de travail précaire, à des travailleurs détachés, à des stagiaires, au travail au noir, le non-respect de la législation du travail, etc. bref, à un moment donné la quantité se transforme en qualité et on ne vit plus tout à fait dans le même monde ou le système économique ne répond plus aux mêmes normes, règnes ou principes.

Le dollar devait s'effondrer, Wall Street aussi, tout comme le régime, les institutions, l'économie mondiale devait exploser, ils n'avaient plus les moyens d'entretenir une armée pléthorique, l'hégémonie des Etats-Unis était compromise, une troisième guerre mondiale menaçait, etc. tout ceci était à la fois vrai et faux, faux parce que cela ne s'est pas encore réalisé, vrai parce que c'est malgré tout dans l'air du temps.

Tout comme l'imminence de la révolution depuis les années 70 dont on sait qu'elle est renvoyée aux calendes grecques suite à l'inexistence d'une Internationale ouvrière.

Peut-être bien que ceci explique en grande partie cela, pourquoi ils se comportent en maîtres du monde avec une arrogeance assortie d'un cynisme qui frisent en permanence la provocation qui incite à une réaction violente. Ils sont parvenus à corrompre le mouvement ouvrier ainsi que son avant-garde et à pour ainsi dire neutraliser la lutte des classes leur laissant les mains libres pour mener leur offensive contre le prolétariat mondial. N'ayant pu s'élever à la hauteur du socialisme, il a commencé par sombrer dans le réformisme, le social-chauvinisme, patriotisme ou impérialisme, pour finir dans le corporatisme que les uns revendiquent en collaborant ouvertement avec le gouvernement et le patronat, tandis que les autres le flattent sans oser le caractériser de la sorte, parce que ce n'est plus que sous cette forme que s'exprime la lutte de classe.

A défaut de passer au socialisme, le réformisme devait mener au corporatisme, parce que le capitalisme devait conduire à l'oligarchie, stade ultime de la concentration du capital ou de la financiarisation de l'économie mondiale au stade de l'impérialisme pourrissant au passage les moindre rapports dans la société.

On ne peut pas comprendre la situation si on n'analyse pas comment ont évolué les rapports entre le capitalisme et la lutte des classes, dit autrement, si on n'a pas en permanence à l'esprit que ces deux facteurs demeurent intimement liés selon un processus dialectique inconscient à l'échelle mondiale sur un plan historique.

Imaginez que distrait ou pressé vous quittiez votre maison en oubliant de fermer les fenêtres et la porte d'entrée et qu'un voleur potentiel passait justement par là. Il profitera de cette condition favorable que vous avez créée vous-même pour commettre son larcin, en estimant que c'était une aubaine et qu'il aurait tort de ne pas en profiter.

L'insouciance ou l'inconscience dans laquelle les travailleurs ont été maintenue sous prétexte que leurs conditions de travail et d'existence s'amélioraient, devaient servir à les plumer plus tard sans qu'ils soient en mesure de comprendre ce qui leur arrivait ou de réagir. Tout aura été fait pour qu'il en soit ainsi. Pendant ce temps-là leur ennemi avançait tranquillement ses pions et un jour il déclara échec et mat. Evidemment il était trop tard ou il était impossible de revenir en arrière ou de rejouer la partie. Et chaque partie se déroula et se termina de la même manière, à ceci près qu'elle devenait de plus en plus courte et que pour le perdant la défaite devenait de plus en plus cuisante ou coûteuse, au point de se demander si s'avouant vaincu ou reconnaissant la supériorité de son ennemi, il n'allait pas déclarer forfait ou combien de parties il leur restait à jouer.

Prétendre que l'oligarchie romprait avec le capitalisme est également vrai et faux si l'on veut, dans la mesure ou l'oligarchie s'inscrit dans la continuité du capitalisme, là où il y a rupture, c'est dans les moyens (de type mafieux) mis en oeuvre pour assurer cette continuité, qui consiste davantage à assurer la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme et donc garantir les priviléges de la classe domante, plutôt que sauver coûte que coûte un système économique mauribond ou en faillite, condamné, parvenu au bout du rouleau pour faire bref.

Et ce qui a rendu possible le passage du capitalisme à l'oligarchie, c'est uniquement la propre faillite du mouvement ouvrier.

La lutte de classe, les centaines de milliers de grèves, manifestations, meetings, réunions, conférences, tracts, discours, analyses depuis 70 ans ne se sont pas traduits par l'élévation de la conscience politique des travailleurs et des militants, ils ont servi strictement à rien, hormis permettre à certaines couches de vivre plus confortablement que le reste de la classe ouvrière, pas seulement en France, dans le reste du monde aussi. Inconsciemment ou dans l'indifférence de nos braves ouvriéristes internationalistes, les privilèges qui allaient être arrachés ou consentis aux uns seraient systématiquement compensés en le faisant payer aux autres travailleurs, là encore en France ou ailleurs dans le monde. Le développement ici avait pour corollaire

le sous-développement ailleurs, là-bas, c'est loin, très loin, loin des yeux loin du coeur, la bonne conscience est aveugle, n'est-ce pas ?

Chacun sait ou devrait savoir que lorsqu'on analyse l'évolution des différents facteurs qui entre en ligne de compte dans la composition du capital, par exemple le taux de profit, c'est à l'échelle mondiale qu'il faut le calculer, parce qu'il influe sur l'ensemble des autres facteurs, dont la lutte des classes et son pendant politique. La classe dominante en avait parfaitement conscience et elle a pris ses dispositions en conséquence, vous aurez remarqué qu'elle n'a jamais loupé une bonne occasion pour accroître le taux d'exploitation ou étendre son pouvoir politique, créer de nouvelles institutions internationales financières ou politiques, tandis que de notre côté on a négligé les différents aspects de ce processus dialectique qui se combinaient pour les traiter séparément ou comme autant d'abstractions sans liens entre eux, rendant incompréhensible la situation ou ne permettant pas de tirer le moindre enseignement de nos propres expériences de la lutte des classes.

Tous les discours sur la démocratie ou la République ou encore la laïcité en sont une brillante illustration, et témoignent à quel point on s'est éloigné du marxisme et du socialisme. Quand on recourt à la démagogie en guise de méthode pour justfier sa ligne politique, c'est que les intentions et les objectifs de son auteur ne correspondent pas à ceux qu'il affiche ou prétend poursuivre.
A suivre.

Parole d'internaute

(A propos de Nice le 14 juillet)

- "Effectivement, tout le monde pense à filmer depuis le balcon de son hôtel un camion qui s'est à priori paumé, c'est humain et tellement naturel !"

Monsieur, vous faites dans le complotisme, c'était un souvenir de vacances, un beau camion frigorifique, en Israël personne n'en a jamais vu !

Ajoutons, et si le 22 juillet, "c'est le même individu qui s'est rapidement trouvé devant l'entrée du centre commercial de Munich dans lequel vient de se dérouler une fusillade" (Panamza) c'était un pur hasard, une simple coïncidence.

C'est le gouvernement pro-sioniste Hollande-Valls qui est responsables de l'atmosphère de pogrom raciste et xénophobe qui est en train de se développer en France.

Un correspondant de « Ouest-France » expulsé d'une messe « en raison de ses origines » - lemonde.fr

Le site Ouest-France raconte comment son correspondant local a été expulsé de l'église Saint-Nicolas de Châteaubriant (Loire-Atlantique) par deux gendarmes, dimanche 31 juillet. Les autorités l'ont jugé « suspect » à cause de son sac, de son casque de moto, et « en raison de ses origines » franco-marocaines, selon le quotidien.

Toujours selon Ouest-France, un paroissien avait contacté la gendarmerie pour leur signaler sa présence, jugeant qu'il était « suspect ».

A la fin de la messe, le maire de Châteaubriant et plusieurs paroissiens sont restés avec le correspondant pour le « réconforter ». La rédaction locale de Ouest-France a dit au Monde que l'homme, qui souhaite rester anonyme, ne souhaitait pas revenir sur l'incident. Au lendemain des faits, il se disait « encore peiné mais "debout" ».

Le père Patrice Éon, qui célébrait la messe, a publié un message d'excuses sur le site de la paroisse. Il demande pardon « au nom de toute la communauté chrétienne » et appelle les fidèles à « raison garder » dans le climat actuel de peur et d'anxiété. lemonde.fr 02.08

Attentats de Nice : le ministre de la défense explique les annulations de festivités - LeMonde.fr

Le ministre de la défense a évoqué une « situation de guerre » alors que plusieurs spectacles, concerts et rassemblements culturels prévus cet été ont été annulés. LeMonde.fr 02.08

Sécurité : La Baule annule son feu d'artifice du 15 août - Francetv info

Avec la crainte des attentats, de nombreuses villes ont décidé d'annuler des festivités prévues cet été, notamment à l'occasion du 15 août. Francetv info 02.08

A Pau, François Bayrou va finalement armer sa police municipale - L'Express.fr

François Bayrou a changé d'avis. Le maire de Pau a décidé d'armer sa police municipale. Une décision prise à la suite de l'attentat de Nice. L'Express.fr 02.08

Sécurité: des patrouilles militaires sur les navires à passagers entre France et Grande-Bretagne - AFP

Le maître Drahi a dit je veux !

- SFR veut un accord cette semaine sur la réduction des effectifs - Reuters

SFR Group, qui veut réduire d'un tiers ses effectifs d'ici 2019, a proposé aux organisations syndicales un plan de 5.000 départs volontaires qui prévoit une indemnité de 2,5 mois de salaire brut en moyenne par année d'ancienneté, a déclaré mardi le délégué Unsa Abdelkader Choukrane.

"Ils veulent trouver un accord cette semaine", a précisé à Reuters ce représentant du syndicat majoritaire dans l'entreprise, à l'issue d'une rencontre avec la ministre du Travail Myriam El Khomri. "Il vaut mieux un bon accord qu'un très mauvais conflit."

Ce plan se traduira par des provisions de "centaines de millions d'euros" réparties sur les comptes 2016 et 2017, a ajouté une source proche du dossier.

Le groupe publie ses résultats semestriels le 9 août.

La direction de SFR a présenté sa proposition aux quatre syndicats représentatifs du groupe lors d'une réunion qui s'est tenue lundi soir et s'est poursuivie tard dans la nuit, avant des discussions mardi après-midi avec Myriam El Khomri.

Le PDG de SFR Michel Combes a été reçu en fin de journée rue de Grenelle, après les syndicats.

Selon Abdelkader Choukrane, la direction "est dans une logique d'essayer de trouver un accord".

"On a du mal à comprendre la stratégie de monsieur Drahi", a-t-il toutefois dit. "A part réduire les coûts et être dans une logique financière pure, on a du mal à comprendre où il veut aller pour les clients, pour les salariés et pour l'emploi".

Le dialogue social avec les représentants du personnel et les organisations syndicales "est très constructif et très concret", a déclaré un porte-parole de SFR.

"Nous avons pris en 2014 un engagement sur l'emploi. Nous le respectons et continuerons de le respecter. Nous avons une stratégie industrielle claire, de très long terme, et une priorité aujourd'hui: préparer, dans le dialogue, l'avenir de SFR pour en faire une entreprise moderne, avec une organisation adaptée", a-t-il ajouté.

Prenant acte de "la volonté d'avancer manifestée par ses interlocuteurs", Myriam El Khomri souhaite pour sa part "que le dialogue engagé au sein du groupe SFR se poursuive afin que les conditions d'un accord puissent être réunies".

Dans un contexte très concurrentiel et après les échecs de plusieurs tentatives de consolidation du marché français des télécoms, le deuxième opérateur télécoms français entend réduire d'un tiers ses effectifs à compter de la fin de ses engagements sur l'emploi, entre juillet 2017 et 2019. Ce qui ramènerait à 10.000 le nombre de ses salariés.

Lors du rachat de SFR à Vivendi fin 2014, Altice, holding de l'homme d'affaires Patrick Drahi, s'était engagé à ne pas toucher à l'emploi pendant trois ans, soit jusqu'en juillet 2017 mais, sur les 5.000 départs, 1.000 interviendraient dès cette année parce qu'ils concernent des personnes travaillant dans des filiales.

Pour les 4.000 autres, les conditions présentées sont similaires à celles proposées par SFR lors d'un plan de départs volontaires organisé en 2013 avant sa vente à Altice, soit 2,5 mois par année d'ancienneté dans l'entreprise.

SFR souhaite simplifier l'organisation de SFR, issu du rapprochement de plusieurs entreprises, en unifiant notamment les systèmes d'information et les fonctions support.

Concurrents de SFR, Bouygues Telecom a déjà mis en oeuvre deux plans de départs volontaires représentant environ 2.000 suppressions de postes et l'opérateur historique Orange a décidé de ne pas remplacer une partie des départs en retraite. Reuters 02.08

Il y avait les volontaires pour la boucherie, il y aurait maintenant des milliers de volontaires pour rejoindre l'armée de réserve du capital, les chômeurs, à moins qu'il manque un élément dans cet article...

Peu importe, ils auront l'un ou l'autre en oligarchie.

- Seulement 9% des habitants des États-Unis ont choisi Clinton ou Trump - Slate.fr

Résultat final le 8 novembre. Ces derniers jours, Hillary Clinton et Donald Trump ont été formellement intronisés comme candidats des partis démocrate et républicain à la présidentielle américaine, qui se tiendra le 8 novembre prochain. Slate.fr 02.08

Lui, il nous donne plus qu'envie de vomir...

- Pour Hollande, les "excès" de Trump donnent un "haut-le-cœur" - Le Huffington Post

La survie du capitalisme est incompatible avec celle de notre planète.

- Environnement : où sont passées les fleurs des champs ? - Francetv info

Coquelicots, camomille ou bleuets, où sont passées les fleurs sauvages qui poussaient naturellement dans les champs ? Elles ont disparu à cause des pesticides. Francetv info 02.08

Et tout cela pour produire de la merde en plus ! Les peuples ne manquent pas seulement de conscience politique, mais de conscience tout court.

UE. Non merci. Une info censurée par les médias mainstream.

- Chut! Ne le dites à personne, mais la Suisse refuse de rejoindre l'UE - sputniknews.com

La semaine dernière, le Conseil de l'Union européenne qui représente tous les pays membres de l'organisation a reçu un avertissement formel sur le retrait de la demande suisse en date de 1992 pour rejoindre les institutions européennes. On n'en parle pas beaucoup. Les autorités suisses ne veulent pas l'afficher?

Le Conseil de l'Union européenne a reçu l'avertissement formel sur le retrait de la demande suisse déposée en 1992 pour rejoindre les institutions de base de l'organisation, annonce le représentant du Conseil à RIA Novosti.

Selon l'interlocuteur de l'agence, la lettre avec l'avertissement suisse concerné a été reçue mercredi dernier.

La Suisse a déposé sa demande pour rejoindre l'UE en 1992. Mais cette même année, les citoyens du pays ont rejeté l'idée d'adhérer à la Communauté économique européenne (CEE) lors d'un référendum. Le processus d'intégration a ainsi été arrêté. La demande suisse est restée gelée plus de 20 ans avant que le parlement du pays ne soutienne son retrait officiel en juin 2016.

La Suisse a des relations étroites avec l'UE. Mais elle semble être résolue à ne jamais adhérer à cette organisation. Ce qui est le plus étonnant, c'est le fait que le retrait de la demande ne semble pas émerger dans l'espace médiatique. Pourquoi cette initiative passe-t-elle si discrètement? La Suisse ne veut peut-être pas indiquer à ses partenaires européens que leur union est loin d'être prospère? sputniknews.com 02.08

Les voilà à nouveau hystériques sur la Syrie. Et il y a de quoi.

Une info que vous n'avez pas pu lire dans Le Monde, Le Figaro, Libération, Le Parisien... Et pour cause.

- Erdogan rend hommage à Assad - presstv.ir

Le journal turc « Al Sabah » cite le président Erdogan qui semble toujours ne pas s'être remis du coup d'état manqué du 15 juillet : » Assad a condamné le coup d'état, mais l'Arabie Saoudite nous a planté le couteau dans le dos »!

Il s'agit de la première prise de position claire du président Erdogan contre la politique turque de Riyad. Erdogan a salué ensuite le Président syrien pour ses prises de position après la tentative du coup d'état.

Toujours selon ce journal, Erdogan n'a pas hésité à lancer : » en dépit de l'animosité qui existe entre moi et mon homologue syrien, il

a condamné le coup d'état alors que nos alliés nous ont planté le couteau dans le dos. Ils nous ont lâchés quand nous avions le plus grand besoin d'eux.

C'est la première fois que le Président turc salue son homologue syrien ce qui pourrait témoigner de la volonté d'Ankara de revoir ses relations avec la Syrie. presstv.ir 01.08

L'Agence Française de Propagande de Hollande et des barbares exprime un regret.

- Syrie: les rebelles freinés par l'aviation russe près d'Alep - AFP

Moscou s'est écharpé une nouvelle fois avec Washington. Malgré leurs antagonismes -- la Russie soutient Damas, les Etats-Unis l'opposition -- les deux puissances disent chacune lutter contre l'organisation de l'Etat islamique.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exhorté les protagonistes à Alep à faire preuve de retenue. "Il est évidemment essentiel que la Russie se maîtrise et freine le régime Assad dans ses attaques, tout comme il est de notre responsabilité d'obtenir de l'opposition qu'elle évite de s'engager dans ses opérations".

Un appel qui a été jugé "inacceptable" par Moscou. "Dès qu'il y a des progrès dans les combats contre les terroristes, grâce à l'armée syrienne avec notre soutien, les Américains (...) nous demandent d'arrêter de combattre les terroristes", a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergei Ryabkov à l'agence Ria Novosti.

Barack Obama a assuré qu'en dépit d'une relation "difficile" avec la Russie, les Etats-Unis cherchaient toujours à coopérer pour trouver des solutions diplomatiques aux conflits comme en Syrie.

Dans la bataille d'Alep, les rebelles sont soutenus par le groupe jihadiste Front Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra qui a coupé ses liens avec Al-Qaïda). Le régime est lui aidé par l'aviation russe et au sol par des combattants iraniens et du Hezbollah libanais, selon l'OSDH.

Selon cette ONG, l'offensive lancée dimanche est la plus importante menée par les rebelles d'Alep depuis celle de 2012 qui leur avait permis de conquérir la moitié de la métropole du nord de la Syrie et de faire vaciller le régime de Bachar al-Assad.

L'objectif est d'ouvrir une nouvelle route d'approvisionnement vers les quartiers rebelles dans l'est de la ville et d'empêcher le régime de s'emparer de la totalité d'Alep.

Alep est divisée depuis juillet 2012 entre quartiers ouest aux mains du régime et quartiers est contrôlés par les rebelles et totalement assiégés par l'armée depuis le 17 juillet.

Les frappes russes "ont ralenti la contre-offensive et permis au régime de reprendre cinq des huit positions conquises par les rebelles", a indiqué à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH.

Les combats ont fait au moins "50 morts" dans les rangs des rebelles et jihadistes et "des dizaines de morts" du côté du régime depuis le début de l'offensive, a précisé l'ONG.

"C'est une bataille de la dernière chance pour les rebelles. S'ils la perdent, il leur sera difficile de se lancer dans une nouvelle offensive pour briser le siège", a dit M. Abdel Rahmane.

"Pour le régime aussi, c'est une question de vie ou de mort. Cela fait des mois qu'il prépare cette bataille et ce sera un coup dur (...) s'il la perd", a-t-il ajouté. (Vous aurez compris qu'il le souhaite. - LVOG)

Déclenché par la répression de manifestations pro-démocratie, le conflit s'est complexifié avec l'intervention militaire de puissances régionales et internationales et la montée en puissance de groupes jihadistes dont l'EI. AFP 02.08

Toujours les mêmes monstrueux mensonges de l'AFP matraquées quotidiennement depuis 5 ans. Il faudrait leur dire que plus personne ne les croit.

Mais ils ne désarment pas, la preuve.

- Un groupe humanitaire syrien affirme que des gaz toxiques ont été largués sur Sarakeb - LeMonde.fr

- Attaque chimique à Alep : 5 Syriens tués et 15 autres blessés - presstv.ir

Au moins 5 Syriens ont été tués et 15 autres blessés dans des tirs d'obus de mortier contenant des substances chimiques en direction de la ville de Kadima, à Alep, ont annoncé les responsables sanitaires syriens.

Mohammad Hazouri, directeur du bureau général de la Santé d'Alep a déclaré que des éléments terroristes avaient tiré, mardi, des obus de mortier contenant des gaz toxiques, en direction de Kadima, à Alep. presstv.ir 03.08

Les habitants d'Alep préfèreraient vivre sous le joug des barbares

- Syrie : des habitants d'Alep brûlent des pneus pour empêcher les bombardements -

Des habitants des quartiers rebelles d'Alep, assiégés par le régime, allument des pneus dans l'espoir de perturber l'aviation gouvernementale et réduire les frappes dans l'est de la ville. Francetv info 02.08

Le même traitement médiatique envers le président et le gouvernement vénézuélien.

- Venezuela : l'opposition avance vers le référendum, toujours incertain - AFP

L'opposition vénézuélienne entamait mardi une nouvelle étape capitale vers le référendum contre le président Maduro, au lendemain du feu vert du Conseil national électoral (CNE) à cette consultation populaire, qui reste menacée par de nombreuses procédures.

Vent debout depuis des mois contre le président Nicolas Maduro, les antichavistes (du nom de l'ex-président Hugo Chavez, 1999-2013) cherchent par tous les moyens à le destituer, car ils le rendent responsable des pénuries alimentaires et de la situation de plus en plus chaotique du pays.

Pour destituer Nicolas Maduro, le "oui" devra dépasser son score à la présidentielle de 2013 (7,5 millions de voix). Selon un sondage de l'institut Venebarometro, 64% des Vénézuéliens (soit quelque 12 millions) voteraient pour le départ du président.

Le président Maduro, qui ne s'était pas encore exprimé sur l'avancée du référendum, a accusé lundi soir l'opposition de "coup d'Etat parlementaire contre le pouvoir judiciaire". AFP 02.08

Turquie. Erdogan reprend l'avantage.

- Turquie: charge d'Erdogan contre l'Occident accusé de soutenir "le terrorisme" - AFP

Le président Erdogan a lancé son attaque la plus virulente contre l'Occident depuis la tentative de coup d'Etat ratée en Turquie, accusant les pays occidentaux de soutenir le "terrorisme" et les putschistes qui ont failli le renverser.

"Malheureusement, l'Occident soutient le terrorisme et se range aux côtés des putschistes", a déclaré le président turc dans un discours à Ankara, en réponse aux critiques des Etats-Unis et de l'Europe sur l'ampleur des purges après le putsch avorté du 15 juillet.

"Ceux que nous imaginions être nos amis prennent le parti des putschistes et des terroristes", a-t-il répété lors d'un forum économique à la présidence.

Ces déclarations interviennent à la veille d'une visite mercredi à Ankara du secrétaire général du Conseil de l'Europe Thorbjørn Jagland, qui doit rencontrer M. Erdogan, le Premier ministre Binali Yildirim et les chefs de l'opposition.

Le président turc a affirmé que le scénario du putsch "avait été écrit depuis l'étranger". Ankara accuse le prédicateur Fethullah Gülen, en exil aux Etats-Unis, d'être le cerveau du coup d'Etat, ce que ce dernier dément vigoureusement.

M. Erdogan s'en est également pris à l'Union européenne (UE) "qui n'a pas rempli ses promesses" en ce qui concerne le versement de trois milliards d'euros dans le cadre de l'accord sur les migrants et des visas facilités pour les Turcs.

"Rien ne se passe sur le front des visas", a-t-il affirmé.

"Quand on dit cela tout haut, ces messieurs (de l'UE) sont très mal à l'aise. Pardonnez-moi mais ce pays n'est pas un esclave".

Le chef de l'Etat s'est par ailleurs insurgé contre la décision des autorités allemandes de lui interdire de s'adresser par un lien vidéo

à ses partisans rassemblés dimanche dernier à Cologne (ouest) pour soutenir la démocratie.

"Bravo! les tribunaux en Allemagne travaillent très vite", a-t-il lancé avec ironie.

Il a enfin rejeté les critiques des Européens sur les mesures prises après le coup, soutenant que "l'état d'urgence respecte les procédures européennes".

"Regardez ce qu'a fait la France: trois plus trois plus six, elle a déclaré un an d'état d'urgence", a-t-il rappelé.

La purge tous azimuts lancée en Turquie depuis le putsch raté a gagné mardi l'un des derniers secteurs qui semblaient épargnés, la santé, avec des mandats d'arrêt contre 98 membres du personnel d'un grand hôpital militaire d'Ankara, dont des médecins, a annoncé un responsable turc.

La chasse aux sympathisants réels ou présumés du prédicateur Fethullah Gülen est implacable depuis deux semaines et demie. Elle avait jusqu'ici surtout touché massivement l'armée -- dont près de la moitié des généraux a été limogée -- de même que la justice, l'éducation et la presse.

Mais mardi, une cinquantaine d'employés du GATA (Gulhane Military Medical Academy) ont été placés en garde à vue, dont des médecins militaires, a annoncé l'agence Anadolu, après un raid de la police.

Le responsable turc, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat, a expliqué qu'ils étaient soupçonnés d'avoir permis l'infiltration de sympathisants de Gülen dans l'armée et leur rapide progression dans la carrière militaire.

"Il y a des éléments forts qui laissent penser que les membres du FETO (terme désignant les réseaux de Gülen) ont infiltré cette institution" hospitalière, a-t-il affirmé.

La purge s'est aussi étendue au sport, la Fédération turque de football (TFF) ayant annoncé avoir licencié 94 de ses membres, dont des arbitres opérant apparemment en première division, selon la presse.

Dans une déclaration à la télévision italienne, M. Erdogan a par ailleurs sommé mardi les juges italiens de "s'occuper de la mafia" plutôt que de son fils aîné Bilal, visé à Bologne par une enquête pour blanchiment d'argent.

"Dans cette ville ils m'appellent dictateur et ils manifestent pour le PKK. (...) C'est ça l'Etat de droit ?" a-t-il déclaré.

"Dans ce pays, les juges suivent la loi et la Constitution italienne, pas le président turc", a répliqué le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, sur Twitter.

Par ailleurs, le ministre du Commerce M. Bulent Tüfenkci a livré dans le quotidien Hurriyet une première estimation du coût économique du putsch : près de 90 milliards d'euros.

Le ministre a ajouté que "de nombreuses commandes de l'étranger" avaient été annulées et que beaucoup d'étrangers avaient cessé de visiter la Turquie, un pays où les attentats attribués depuis un an aux jihadistes ou à la guérilla kurde ont durement touché le tourisme. AFP 02.08

Une autre partie de pokeur menteur après le Brexit.

Brexit. En toute sécurité !

- UE : Juncker confie la Sécurité au futur commissaire britannique Julian King - AFP

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a choisi de confier au Britannique Julian King le nouveau portefeuille de la Sécurité au sein de l'exécutif européen, un enjeu majeur au moment où l'Europe est en proie à une vague d'attentats jihadistes.

"Les attaques terroristes à répétition ont souligné l'importance et l'urgence de faire des progrès rapides vers une Union de la Sécurité opérationnelle et efficace", écrit M. Juncker dans sa lettre de mission à Sir Julian.

Ce dernier hérite ainsi d'un poste stratégique dans un domaine où son pays dispose d'un "opt-out" (option de retrait), c'est-à-dire d'une possibilité de ne pas appliquer les décisions européennes et de décider au cas par cas de sa participation aux politiques communes.

Le Royaume-Uni a ainsi par exemple annoncé son souhait d'appliquer la nouvelle directive sur le PNR européen, visant à détecter des suspects potentiels d'actes de terrorisme en partageant entre pays de l'UE des informations collectées par les transporteurs aériens sur leurs passagers.

Londres ne participe pas en revanche à un autre instrument européen emblématique, l'espace de libre-circulation Schengen.

Spécialiste des questions de défense, Sir Julian, 51 ans, "appuiera la mise en ?uvre du programme européen en matière de sécurité adopté par la Commission européenne" en avril 2015. Ce programme sur cinq ans, adopté après l'attaque contre l'hebdomadaire Charlie Hebdo à Paris, vise à lutter contre le terrorisme, le crime organisé et la cybercriminalité.

M. Juncker a informé la Première ministre britannique Theresa May de son choix lundi soir.

"Nous nous réjouissons de la décision", a réagi le 10 Downing Street, réaffirmant dans un communiqué que le Royaume-Uni "continuera à remplir (ses) droits et (ses) obligations en tant qu'Etat membre jusqu'à ce que nous quittions l'Union européenne".

"La sécurité est une question vitale pour l'ensemble des Etats membres. La coopération à travers l'UE peut contribuer à mieux tous nous protéger de l'éventail des menaces auxquelles nous sommes confrontés", souligne le communiqué britannique. AFP 02.08

Etats-Unis. Pourquoi cette frénétique campagne contre Trump ?

- Trump est réaliste lorsqu'"il cherche une réconciliation avec la Russie" - sputniknews.com

Toute tentative de reprendre la Crimée à la Russie par la force conduirait à la Troisième guerre mondiale, a déclaré Donald Trump. Le milliardaire américain cherche une réconciliation avec la Russie parce qu'il comprend que la politique antirusse de Washington est complètement défavorable aux Etats-Unis.

Intervenant devant ses partisans dans l'Ohio, le candidat républicain a également préconisé une alliance avec la Russie dans la lutte contre le groupe terroriste Etat islamique. Selon lui, cette alliance pourrait également engager les pays de l'Otan.

Auparavant, Donald Trump avait déclaré qu'en cas de victoire aux élections de novembre, il pourrait étudier la question de la reconnaissance de la Crimée comme étant russe. sputniknews.com 02.08

Vous avez compris, Trump incarne un cercle de l'oligarchie anglo-saxonne adepte d'une autre stratégie pour amener la Russie dans son giron.

Les médias fer de lance de cette campagne.

Ces titres ne concernent que la journée du 2 août.

- Donald Trump attaqué de toutes parts - LeMonde.fr 02.08

- Barack Obama étrille Donald Trump, "pas qualifié pour être président" - AFP 02.08

- USA : le parti républicain sur le fil après la polémique “Khantroversy” - euronews.com

- Le CV de Trump : petits arrangements avec la vérité, mensonges et omissions - Liberation.fr 02.08

- Le petit mensonge de Donald Trump sur son exemption du service militaire - Francetv info 02.08

- Barack Obama aux Républicains : « Pourquoi soutenez-vous encore Donald Trump ? » - LeMonde.fr 02.08

- Etats-Unis: nouvelle polémique de Trump, autour d'une décoration militaire - AFP 02.08

- Quand Donald Trump mange un poulet KFC, il sort… ses couverts - slate.fr 02.08

- Etats-Unis : des femmes musulmanes répondent à Donald Trump (et lui prouvent qu'elles ont bien le droit de s'exprimer) - Francetv info

- Comment les Républicains américains sont devenus le parti de la stupidité - Slate.fr 02.08

Bienvenue en oligarchie

- Terrorisme: comment la peur s'insinue-t-elle en nous?

Etre exposé à des attentats de manière répétée affecte l'être humain en profondeur. Avec des conséquences essentiellement négatives, mais pas aussi quelques réactions qui donnent de l'espoir. Dans une scène du film Brazil, de Terry Gilliam, on voit quatre personnes en train de manger... Slate.fr

- En famille aussi, il est important de lutter contre les hoaxes d'internet

En période estivale, les discussions familiales sont parfois nourries de fausses rumeurs circulant sur le web. Il peut être utile d'apprendre à ses proches à les débusquer. Slate.fr

- Pourquoi l'émoji pistolet à eau d'Apple pose quand même problème

En changeant l'emoji revolver, la marque prend le risque de nombreux problèmes de communication. La nouvelle a été très bien accueillie. Slate.fr

- Comment les Républicains américains sont devenus le parti de la stupidité À force de mépriser les élites intellectuelles, le discours des républicains a abouti à la promotion d'un candidat stupide, regrette un éditorialiste conservateur. Dans le New York Times, l'auteur conservateur Max Boot, qui a conseillé John McCain, Mitt Romney et Marco Rubio, explique que la Slate.fr

- Des associations dénoncent « l'oubli » des victimes juives dans une tribune de Français musulmans

Le CRIF « note avec inquiétude » cet « oubli lourd de sens » des victimes de Mohamed Merah à Toulouse et d'Amedy Coulibaly à l'Hyper Cacher à Paris. LeMonde.fr

- Chez les ados, le harcèlement ne prend pas de vacances

Si pour beaucoup l'été marque une vraie pause avec les soucis rencontrés pendant l'année scolaire, d'autres peinent à sortir de leur enfer. Surtout avec la multiplication des objets connectés.Les vacances scolaires arrivent généralement comme une bénédiction pour les élèves, en particulier Slate.fr

- «Je crois que j'étais plus heureuse en n'ayant jamais cédé à l'amour»

Cette semaine, Lucile conseille Anna, une femme indépendante qui, à l'approche de la cinquantaine, s'angoisse de l'intense liaison qu'elle vit avec un homme marié.«C'est compliqué» est une sorte de courrier du coeur moderne dans lequel vous racontez vos histoires -dans toute leur Slate.fr

- Ce que les séries nous ont appris de la sexualité féminine

Dialogue avec la chercheuse Iris Brey, auteure de «Sex and the séries», autour de la façon dont le genre a repensé la représentation des sexualités féminine et queer.Desperate Housewives, Sex and The City, Orange Is The New Black, Grey's Anatomy, Transparent... Le point commun de ces séries américaines Slate.fr

- Quel jeu vidéo était le plus populaire l'année de votre naissance?

Si vous êtes né après 1981. Notre relation aux jeux vidéo commence à des âges bien différents. Tout dépendait de l'acceptation de vos parents après des années de lobbying ou de celle des parents de votre meilleur(e) ami(e), qui vous laissait alors jouer à sa Playstation ou sa Game Boy. ... Slate.fr

- Manga : « Berserk », monument immortel d'heroic-fantasy

La diffusion d'une nouvelle adaptation animée de « Berserk » vient de débuter sur la plateforme Crunchyroll, en attendant la sortie d'un jeu vidéo à l'automne. LeMonde.fr

- Voici les dix mots les plus et les moins «heavy métal»

Étonnamment, on parle plus de démons et de cendres que de comité, et de secrétaire... Après les mots préférés des rappeurs américains, voici ceux qui reviennent le plus souvent dans le heavy metal. Iain, un développeur web qui publie des articles sur le blog Degenerate State, a scrappé le site Dark Lyrics Slate.fr

- «Suicide Squad» ou le marketing du cool et du pop jusqu'à l'overdose

Le teasing omniprésent du film aura duré quatorze mois. Et cela risque de marcher. Pour Warner Bros. et DC Comics, l'été s'annonce chaud. Alors que Batman v Superman, sorti en mars dernier, est un échec critique et public, les deux entreprises californiennes misent tout désormais sur un autre Slate.fr

- Pourquoi l'arrivée de Five Guys à Paris provoque un tel engouement

La fascination autour de l'arrivée de Five Guys à Paris remet au goût du jour un paradoxe très français: un plaisir coupable pour les burgers malgré notre aversion pour la malbouffe. Slate.fr

- En vacances, pourquoi ne pas taquiner l'écran, plutôt que le goujon ?

Jeu de course, de stratégie, de plates-formes, en solitaire ou multi-joueurs, il y a toujours une appli en phase avec l'humeur du moment ou le tempérament du joueur. LeMonde.fr

Haut de page

Le 5 août 2016

CAUSERIE

"Nous ne nous laisserons pas diviser", éditorial (n°50) de la Tribune des travailleurs (POID)

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! : La Voix de l'Opposition de gauche.

Fabrication du consentement.

Selon le baromètre YouGov pour Le HuffPost et iTélé.

"Il faut accepter une certaine limitation des libertés fondamentales des individus pour mieux garantir la sécurité de tous" considèrent ainsi 64% des personnes interrogées. Elles ne sont que 18% à estimer que "l'état d'urgence porte atteinte aux libertés fondamentales des individus".

Sans surprise, 80% des personnes interrogées sont favorables à la décision de maintenir l'opération Sentinelle à son maximum.

Dans les mêmes proportions ou presque (76%), les Français aimeraient que le gouvernement réponde favorablement à la volonté de l'opposition de placer en centre de rétention les personnes fichées S. huffingtonpost.fr 04.08

Le questionnaire a été rédigé de telle sorte que les "bonnes" réponses étaient suggérées aux personnes interrogées.

Un film à voir ou revoir, I comme Icare avec Yves Montand.

Le scénario a été tiré de l'assassinat de JFK, il rappelle aussi la liquidation de procureurs en Italie par le Gladio dans les années 70. Il comporte surtout une scène relative à la manipulation psychologique de personnes vulnérables, qui en réalité ressemblent aux citoyens lambdas dépourvus de conscience politique.

Des personnes ont répondu à une annonce passée dans un journal pour gagner 6 dollars. L'une sera le moniteur, l'autre l'élève, le moniteur soumet à l'élève une liste de noms auquels sont associés des adjectifs, l'élève doit mémoriser cette association et en cas d'erreur le moniteur en guise de punition lui enverra une décharge électrique de plus en plus élevée pouvant aller jusqu'à 450 volts, et en aucun cas l'expérience ne pourra être interrompue avant qu'elle ne soit achevée.

Ce que va révéler cette expérience, c'est qu'après avoir accepté de se placer sous l'autorité d'un pouvoir supérieur les

personnes jouant le rôle du moniteur deviendront capables de se rendre coupables d'actes monstrueux commis sur une personne qu'elles savaient totalement innocente, et lorsque par la suite on leur demandera de justifier leur attitude, elles répondront qu'elles n'étaient pas responsables de cet acte de cruauté pour n'avoir fait qu'obéir à des ordres venant d'une autorité supérieure, ici les professeurs du service de psychologie d'une université qui leur révèleront plus tard que l'expérience à laquelle elles avaient accepté de se livrer était en fait factice, et que la personne qui leur avait été présentée comme l'élève ou qui avait servi de cobaye était un des membres de l'équipe de ce service.

Cela fait réfléchir, on est en droit de se demander jusqu'où peut aller la bonne conscience des gens pour s'accommoder au quotidien ou en temps normal d'hypocrisie ou de mensonges bénins jusqu'à justifier les pires injustices ou leur indifférence envers les crimes les plus monstrueux, à part peut-être leur inspirer une vengeance aveugle.

Cette réflexion je me la fais régulièrement en m'estimant personnellement victime de cette injustice sans pour autant en faire une fixation ou m'en formaliser au point de haïr la terre entière ou tout ce qui ne me ressemble pas, parce que j'ai acquis une conscience politique, cela m'évite de me comporter dans la vie quotidienne comme mes procureurs dont le comportement a quelque chose d'imprévisible et somme toute d'effrayant. Voilà ce que m'a inspiré ce film que j'ai revu hier soir.

Etre lucide ou conscient vous vaudra d'être jugé injustement.

Quand le jeune couple d'Indiens pauvres évidemment qui habite pratiquement en face de chez moi m'a demandé de leur fournir de l'eau quotidiennement pendant des semaines pour construire leur petite maison, j'ai accepté immédiatement. En échange, à peine avaient-ils emménagé qu'en me croisant sur le chemin menant à chez eux, ils détournaient la tête ou me regardaient sans me dire bonjour comme s'ils ne me connaissaient pas.

Quelques mois plus tard ma compagne Selvi, qui fait partie de leur famille, se mit à leur adresser la parole, la jeune femme vint même chez nous le dimanche à plusieurs reprises pour bavarder avec Selvi. Puis vint le deuxième anniversaire de leur fils, ils demandèrent à Selvi si je pourrais les prendre en photo. J'ai accepté immédiatement. Ils sont venus à la maison, j'ai pris des photos et je leur ai remis quelques jours plus tard. C'est moi qui est payé le tirage de leurs photos 160 roupies sans qu'ils me remercient ou me demandent combien ils me devaient.

Chaque fois je n'ai rien dit, je les ai observés, je leur ai rendu service, c'est tout, je me suis passé de les juger. Chaque semaine je leur donne des courgettes et des aubergines du jardin gratuitement, c'est ma façon de les remercier.

A l'opposé, ma famille, mes proches et bien des lecteurs qui apparemment ne partagent pas mes idées se permettent de me juger et de me condamner, sinon à quoi bon. Ce qu'ils ne doivent pas supporter ou comprendre, c'est qu'on puisse être différents d'eux ou qu'on puisse avoir un comportement dans la vie quotidienne qui soit en adéquation avec ses idées, parce que sinon avoir de belles ou généreuses idées ne sert strictement à rien si on ne les met pas en pratique, ou alors c'est qu'on n'y croit pas, ce qui n'est pas mon cas.

Je suis à leurs yeux assurément infréquentable, borné, dogmatique, prétentieux ou arrogeant, médisant et j'en passe, bref, un pauvre type sans intérêt, assurément, peut-être que si j'étais une autorité supérieure, ils porteraient un autre regard sur moi, à moins que contestant toute autorité supérieure ils en viennent à revendiquer ce statut, qu'il ne faudrait pas confondre avec la prise de conscience de leur condition qui les amènerait à réviser leurs jugements, non, pour se faire plus méprisants ou despotiques encore.

Je conçois très bien qu'il ne soit pas donné à tout le monde de penser et d'agir de manière totalement désintéressé, ou de concevoir que faire le bonheur de quelqu'un puisse suffire à faire notre bonheur, en cela j'ai le pirivilège d'être comblé, j'allais écrire sans rien devoir à personne puis je me suis ravisé puisque c'est faux, en acceptant mes services ce jeune couple d'Indiens me rend heureux, c'est donc moi qui leur ai redevable de quelque chose et non l'inverse, comme quoi j'ai eu raison de ne pas les juger.

Il fallait oser le dire. Alors que les inégalités sociales, le chômage, la précarité, la pauvreté battent des records.

- Valls défend une politique antiterroriste sur "deux piliers", sécuritaire et social - AFP

Le Premier ministre Manuel Valls dénonce jeudi la critique faite par deux intellectuels de gauche de son traitement de la lutte antiterroriste, selon eux seulement sécuritaire les accusant de défendre le "déterminisme" d'un terrorisme qui serait lié à la misère ou la relégation sociale.

Dans une tribune à paraître vendredi dans Libération, le chef du gouvernement répond longuement et point par point à une tribune rédigée par le jeune écrivain Edouard Louis et le sociologue et philosophe Geoffroy de Lagasnerie, intitulée "Manuel Valls, vous n'avez rien fait contre le terrorisme", parue jeudi dans ce même quotidien.

"Deux intellectuels de gauche, dans un journal de gauche, méritent une réponse claire, d'un Premier ministre de gauche", commence M. Valls, accusant les deux auteurs de souffrir d'une "cécité -sans doute très confortable- mais qui est selon [lui] une faute".

"Qui peut sérieusement soutenir que le gouvernement détourne les yeux face aux inégalités sociales, au chômage, à l'exclusion, aux discriminations, à la situation dans nos quartiers??", s'indigne M. Valls en citant notamment les réformes décidées dans le domaine de l'Education. AFP 04.08

En complément. Comment réduire les inégalités sociales dont sont victimes les patrons.

- Le Conseil constitutionnel valide la loi Travail - Reuters

Au temps des procurateurs en oligarchie.

- "Casse-toi pov' con" à Emmanuel Macron: un jeune homme sera jugé - L'Express.fr

Une nouvelle affaire "casse-toi pov con"? Selon France Bleu, un jeune homme va être jugé en décembe prochain pour avoir insulté Emmanuel Macron, lors de son déplacement à Laval, le 25 juillet dernier.

La justice appréciera-t-elle l'hommage à l'ancien chef de l'Etat? Un jeune homme d'une vingtaine d'années va passer devant les juges le 6 décembre prochain pour avoir repris à son compte la célèbre phrase de Nicolas Sarkozy, dirigée cette fois à l'encontre d'Emmanuel Macron selon France Bleu.

Lundi dernier, alors que le ministre de l'Economie se rendait à Laval pour assister à une cérémonie de remise du label "French Tech", il a été accueilli par un: "Casse toi pauvre con", lancé par un badaud.

Si le ministre n'a pas réagi sur le coup, le jeune homme à l'origine de la phrase a été contrôlé par les forces de l'ordre présentes sur place et sera jugé pour outrage, en décembre prochain.

Le jeune homme pourra sûrement plaider la liberté d'expression. La France avait été condamnée en 2008, par la Cour européenne des droits de l'Homme après le jugement du tribunal correctionnel de Laval. Celui-ci avait poursuivi pour offense au chef de l'Etat un homme ayant brandi une affichette qui portait la mention "Casse-toi pov'con" devant la voiture de Nicolas Sarkozy. Les juges avaient fait valoir la liberté d'expression. L'Express.fr 04.08

Assassinat avec préméditation.

Grille de lecture.

Le ministère de l'Intérieur et les policiers n'étaient pas sans le savoir, ils sont donc responsables et coupables de meurtre.

Le plaquage ventral, une technique policière controversée - Liberation.fr

Lors de son arrestation, Adama Traoré, décédé par asphyxie, a fait l'objet d'une pratique d'immobilisation interdite dans plusieurs pays, mais qui continue d'être autorisée en France.

Le 19 juillet vers 17h20, Adama Traoré échappe à une première interpellation des forces de l'ordre et se réfugie dans un appartement du centre de Beaumont-sur-Oise. Rapidement, les gendarmes le retrouvent caché sous un drap. «Il était à plat ventre, les bras cachés sous le corps. Mes deux collègues ont tiré ses bras fortement […], raconte un des trois militaires présents. Un de mes collègues l'a menotté les bras dans le dos. Il a commencé à se débattre et je lui ai fait une petite torsion de sa cheville gauche. Il a commencé à nous dire qu'il avait du mal à respirer. On se trouvait à trois dessus pour le maîtriser.» Un des autres gendarmes fait un récit analogue : «Nous nous jetons sur lui. […] Il a pris le poids de notre corps à tous les trois au moment de son interpellation.»

La scène décrite par les membres de la gendarmerie correspond parfaitement à une arrestation par plaquage ventral. Cette méthode consiste à maintenir un individu ventre contre sol, par des moyens de contention comme une pression thoracique, une clé de bras ou un menottage dans le dos. Par l'entrave de la respiration, cette technique peut conduire à une asphyxie dite positionnelle. La Revue médicale suisse, qui y consacrait un article en 2011, la définit selon trois critères : «Une position corporelle entravant l'échange normal de gaz, l'impossibilité de se libérer de cette position et l'exclusion d'autres causes possibles de décès.»

...les polices belge, suisse, et des villes de Los Angeles et de New York ont fait le choix de la bannir de leur arsenal.

Une discrète réflexion est aussi engagée en France par la direction générale de la police nationale, qui indiquait déjà en 2008, dans une note aux différents services, les limites de cette pratique : «Lorsque l'immobilisation d'une personne est nécessaire, la compression – tout particulièrement lorsqu'elle s'exerce sur le thorax ou l'abdomen – doit être la plus momentanée possible et relâchée dès que la personne est entravée par les moyens réglementaires et adaptés. Ainsi, […] l'immobilisation en position ventrale doit être la plus limitée possible, surtout si elle est accompagnée du menottage dans le dos de la personne allongée.»

Les conclusions des deux autopsies d'Adama Traoré font mention d'un «syndrome asphyxique» comme cause de la mort. Une constatation qui pourrait correspondre à un décès dû à la pression exercée par les gendarmes, comme l'explique Mariannick Le Gueut, professeure de médecine légale à l'université de Rennes-I : «Un syndrome asphyxique peut effectivement être provoqué par une compression trop forte du thorax, laquelle empêche de bien respirer. Mais dans ce cas, ça m'étonnerait qu'il n'y ait pas de fractures de côtes». Les autopsies d'Adama Traoré font bien état d'une «fracture de l'arc antérieur de la cinquième côte droite», mais qui serait associée au massage cardiaque, selon les légistes. Liberation.fr 04.08

Parole de banquier. Vive le Brexit !

- Les Bourses européennes finissent en hausse avec Londres - Reuters

- Taux: la BoE ne déçoit pas, détente générale de 6Pts de base - Cercle Finance

- Après le « Brexit », grand plan de relance de la Banque d'Angleterre - LeMonde.fr

Le taux d'intérêt a été réduit à 0,25 % jeudi, et un plan de « quantitative easing » est lancé. LeMonde.fr 04.08

Nous avons négligé que c'était l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes qui assuraient la stabilité politique du régime.

Grille de lecture.

A entendre la Premier ministre britannique, la main sur le coeur, les mesures économiques qu'elle était sur le point de prendre seraient destinées à venir en aide aux "gens qui travaillent dur", à condition toutefois que cela se traduise par une amélioration de la productivité, autrement dit une amplification de l'exploitation.

Le patronat britannique a manifesté bruyamment sa satisfaction, et pour cause, cette manne financière devrait profiter aux grandes entreprises ou multinationales, les plus compétitives, et leur permettre de rivaliser davantage ou d'éliminer leurs concurrents sur le marché mondial, dont européen.

Sa générosité n'a pas été jusqu'à remettre en cause le "contrat zéro heure".

...le zero-hours contract prévoit que le salarié se rende disponible à n'importe quel moment de la journée. Dans la pratique, les employés sont en général informés d'une semaine à l'autre du nombre d'heures à effectuer, et sont priés d'être d'astreinte si besoin. Chaque heure travaillée est rémunérée au salaire minimum, soit 7,30 euros. De son côté, l'employeur n'est pas tenu de garantir une durée de travail minimum.

D'après l'étude menée par le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) qui se fonde sur les déclarations des employeurs, ils seraient un million de Britanniques à travailler sous ce statut.

En tête, McDonald's, qui emploie quelque 82 000 salariés sous ce statut précaire, soit 90 % de ses effectifs. Fin juillet, le Guardian révélait que Sports Direct, le premier vendeur d'articles sportifs de Grande-Bretagne, employait 90 % de ses effectifs – soit 20 000 personnes – sous le zero-hours contract. Plus surprenant, le palais royal n'échappe pas à la polémique : les 350 saisonniers de Buckingham, déjà à temps partiel, sont embauchés sous ce statut.

En avril 2013, le Financial Times estimait que les hôpitaux publics de Grande-Bretagne employaient 100 000 personnes sous ce statut. Une augmentation de 24 % en deux ans.

A l'incertitude de travailler et d'être rémunéré, s'ajoute l'absence de congés payés et d'indemnités maladie, auxquels le statut ne donne pas droit. (source : Le Monde 13.08.2013)

- Theresa May annonce un plan de relance industrielle, du jamais-vu depuis trente ans - latribune.fr

Elle avait promis de venir en aide aux "gens qui travaillent dur", en prenant ses nouvelles fonctions à la suite du référendum du 23 juin. Hier, elle a annoncé ce que sera sa politique industrielle, ce qu'elle fera pour soutenir l'activité dans les régions qui

souffrent comme dans celles qui profitent de la mondialisation.

A l'issue du référendum britannique du 23 juin, (...) Theresa May, prenant la relève de David Cameron, avait promis de venir en aide aux "gens qui travaillent dur" :

Il nous faut une véritable stratégie industrielle qui se concentre sur une amélioration de la productivité, qui récompense ceux qui travaillent dur par de plus hauts salaires, et crée plus d'opportunités pour que les jeunes gens, quel que soit le milieu dont ils sont issus, aillent aussi loin que là où leur talent les porte", avait-elle notamment déclaré.

(...) le défi consiste à enrayer le long déclin du secteur industriel en portant secours aux entreprises mises à mal par la mondialisation, sans pour autant menacer la compétitivité britannique.

De son côté, le ministre des Finances, Philip Hammond, a déclaré qu'une réduction de l'écart de compétitivité entre Londres et le sud-est de l'Angleterre, d'une part, et le reste du pays, d'autre part, pourrait entraîner une hausse de 9% de la production.

Le volontarisme affiché pourrait (...) être destiné à des fleurons historiques de l'industrie britannique, comme le constructeur automobile Jaguar Land Rover ou le groupe aéronautique BAE Systems, mais aussi à des entreprises de nouvelles technologies. latribune.fr 03.08

Syrie. Désinformation et propagande au quotidien.

- Syrie: Dans les quartiers assiégés d'Alep, tous les vivres commencent à manquer - 20minutes.fr

Depuis ce dimanche, des combats violents opposent les rebelles aux forces de Bachar Al-Assad…

Depuis ce dimanche, les combats opposant les insurgés aux troupes du régime syrien ont redoublé de violence : les rebelles mènent la plus importante opération depuis 2012 pour briser le siège des quartiers de l'est d'Alep, mais les troupes de Bachar Al-Assad, appuyées par des raids russes, contrent leur progression à coups d'attaques aériennes. Pour les populations assiégées, la situation empire de jour en jour : environ 300.000 personnes, dont un tiers d'enfants selon l'Unicef, sont prises en étau, sans aucune issue possible et aucune route permettant d'acheminer du ravitaillement.

Mais sans possibilité d'entrer dans la ville, les ONG ne peuvent rien faire et les couloirs « humanitaires » censés avoir été installés par le régime syrien pourraient n'être que des leurres. Le gouvernement a promis l'amnistie aux rebelles qui déposeraient les armes en empruntant ces couloirs. Une promesse un peu trop belle pour être vraie aux yeux des habitants d'Alep, qui redoutent d'être pris pour cible par des soldats de Bachar Al-Assad s'ils prennent ces chemins. « Ces couloirs humanitaires n'existent pas, assène Alexa Reynolds. Pour les habitants d'Alep, il est tout aussi dangereux de rester dans la zone assiégée que d'en sortir. Ce n'est pas une proposition "humanitaire" de laisser le choix entre deux options dangereuses. » 20minutes.fr 04.08

Question: A qui donne ainsi le parole 20minutes.fr ou plutôt l'AFP, qui est Alexa Reynolds ? Réponse : Un représentant du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) de l'ONU !

- Quand le JT de France 2 soutient de facto Al-Nosra, quel combat contre le terrorisme? - Arrêt sur Info

Après la série d'attentats qui ont frappé la France, plus sanglants et plus barbares les uns que les autres, l'on aurait pu espérer que France2 réalise que soutenir des terroristes parce qu'ils n'aiment pas un Président étranger que les Etats Unis [et la France, Ndlr] veulent faire tomber, est un peu léger comme justification.

Aucune leçon n'a été tirée, comme le montre le JT de 20H ouvertement en faveur des forces « d'opposition » qui se battent contre l'Etat syrien. Rappelons que ces forces « d'opposition » sont des membres de Al-Nusra, organisation reconnue comme terroriste non seulement par la Russie, mais aussi par l'ONU et les Etats Unis. Manifestement pas par la France.

Voici la dernière mouture du « grand reportage » de France2 sur Alep qui laisse entendre à quel point le peuple syrien souffre, non pas en raison de Daesh, mais à cause de « l'armée d'Assad » et de la Russie, qui en plus seraient dans le tort d'ouvrir des corridors humanitaires. Livrer de l'aide humanitaire à une population au bord de la catastrophe humanitaire est selon France2 très douteux.

Regarder à partir de la 15e minutes: JT de 20H présenté par Julian Bugier sur France2 le 2 août 2016.

Ainsi, les journalistes rapportent la propagande des forces d'opposition ».

Deux remarques: 1) Les journalistes français ont de bons contacts avec les groupes de cette « opposition modérée »; 2) France2

se transforme en organe de propagande des groupes terroristes « modérés » en Syrie.

Et d'insister sur le caractère douteux de l'aide humanitaire apportée par la Russie – sans expliquer pourquoi la coalition « démocratique américaine » préfère livrer des armes aux groupes terroristes qui combattent l'Etat syrien plutôt que de la nourriture aux populations.

Suite à l'intensification des combats autour d'Alep la Russie a décidé le 28 juillet de lancer une grande opération humanitaire pour aider la population de la ville, qui se déroule en deux temps: largage de nourriture, de produits pour bébés et autres produits de premières nécessités et ouverture de corridors humanitaires:

« Les organisations humanitaires internationales ont été invitées à se joindre à cette opération. Pour le sauvetage des civils pris en otage, ainsi que pour les combattants qui veulent rendre les armes, le Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes a demandé d'ouvrir 3 couloirs humanitaires. […]

La suite, nous la connaissons. Un hélicoptère russe en mission humanitaire a été abattu le 1er août par les missiles d' Al-Nusra. 5 morts. Al-Nusra continue à attaquer Alep, ces gentils opposants dont parle France 2, sans les citer bien sûr, bombardent des quartiers de la vieille ville, des centres commerciaux, l'aéroport d'Alep. Et pendant ce temps, la presse parle, sans que l'information ne soit encore confirmée, de bombes chimiques de chlore lancées sur les populations avec morts et blessés par dizaines.

Amnesty International estime que les corridors humanitaires ne servent à rien. Que ça ne résoudra pas le problème. Puisque, selon -AI, c'est le « régime est responsable » du fait que les terroristes maintiennent en otage la population. Vouloir libérer cette population semble ne pas plaire à Amnesty.

Et pour cause, les Etats Unis également condamnent cette opération humanitaire, l'armée syrienne doit tout bonnement cesser d'attaquer … les terroristes. Comme cela, les populations civiles seront libres. Est-ce une plaisanterie?

Pendant ce temps, des groupes armés se rendent et l'armée syrienne avance, ce qui fait manifestement enrager les « partenaires américains ». Et explique cette campagne de dénigrement.

Quel jeu joue France2, chaîne publique? Elle retransmet le message que la France officielle veut faire passer? Seulement il faut choisir: soit pleurer sur les victimes de Nice, soit pleurer sur les terroristes d'Alep. Arrêt sur Info 04.08

- Obama promet de détruire l'EI, déplore l'action de Poutine en Syrie - AFP

Le président américain Barack Obama a promis jeudi de détruire le groupe Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak, tout en critiquant son homologue russe Vladimir Poutine pour l'appui militaire sans faille qu'il fournit au régime syrien. AFP 04.08

- La Russie défait le terrorisme ... tandis que les Etats-Unis cherchent à faire diversion - Arrêt sur Info

Extrait. S'il y a quelque chose de curieux dans les médias occidentaux ce week-end c'est bien le peu de couverture qu'ils accordent à la victoire considérable qui se déroule en Syrie. Les forces de l'armée Arabe Syrienne et russes sont sur le point de fermer le dernier volet d'une guerre longue de cinq ans – et les médias occidentaux ne semblent pas vouloir le savoir.

La ville d'Alep au nord de la Syrie – qui était la plus grande ville du pays avant que le conflit n'éclate en 2011 – est sur le point d'être entièrement reprise par l'armée syrienne, soutenue par la force aérienne russe. Des couloirs humanitaires ont été créés pour permettre aux civils d'échapper et aux combattants de se rendre avant que ne commence l'assaut final contre les milices anti-gouvernementales retranchées dans l'est de la ville.

Les militants sont un mixage de groupes armés illégaux, y compris des brigades terroristes affiliés à al-Qaïda. Les gouvernements et les médias occidentaux jouent sur les mots de manière cynique en qualifiant certains de ces combattants de «modérés» et de «rebelles». Par exemple, un rapport de CNN affirme que : « Les forces syriennes et russes sont en train d'ouvrir des couloirs humanitaires pour que les civils puissent fuir la ville assiégée d'Alep, ont déclaré jeudi les responsables des deux pays, un jour après que l'armée syrienne ait annoncé qu'elle avait encerclé la ville et coupé les voies d'approvisionnement des rebelles [sic] « . Notez comment le bienséant mot «rebelle» est invoqué pour occulter le fait que la ville a été assiégée [durant cinq ans] par des extrémistes qui n'ont pas hésité à couper les têtes de leurs victimes, y compris celle d'un gamin de 10 ans.

Ce que les forces syriennes et russes sont en train d'accomplir par la reconquête d'Alep est rien de moins qu'une victoire historique. Il ne s'agit pas seulement de la récupération symbolique de la deuxième ville de Syrie, qui a autant d'importance stratégique que Damas, et qui repasserait ainsi sous le contrôle du gouvernement. Grâce à sa proximité avec la frontière Turque, Alep a été un bastion pour la propagation illicite d'armes et de mercenaires qui ont alimentés tout le conflit syrien.

Les États-Unis et ses alliés de l'OTAN, la Grande-Bretagne et la France, ont joint leurs efforts à ceux de leurs partenaires régionaux que sont l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie pour utiliser Alep comme point de ravitaillement dans leur sale guerre de changement de régime contre le président Syrien Bachar al-Assad. Les mercenaires au culte de la mort utilisés par cette conspiration étrangère de changement de régime en Syrie sont venus de partout, de quelque 100 pays, dont d'Etats Occidentaux et Arabes, ainsi que du Caucase russe.

À bien des égards, Alep représente la dernière position des forces qui voulaient un changement de régime. Lorsqu'Alep sera finalement tombée, dans les prochaines semaines, cela annoncera la fin du tortueux conflit qui a été imposé à la Syrie par les Etats-Unis et ses alliés, en vue d'un changement de régime imposé, déguisé en soulèvement «pro-démocratique».

Quel acte d'accusation contre les criminels de Washington et des Etats voyous qui lui sont alliés!

La victoire contre le terrorisme en provenance d'Etats étrangers, qui a affligé la Syrie, est le fruit de la ténacité et du courage du peuple syrien, de son gouvernement et de son armée.

Et dans cette victoire la Russie a joué un rôle héroïque et redoutable. Le président Assad a reconnu le rôle essentiel de l'intervention militaire de la Russie pour sauver sa nation du sort auquel d'autres tels que l'Afghanistan, l'Irak et la Libye ont succombé, tous victimes de machinations dirigée par les USA.

Lorsque le président russe Vladimir Poutine a décidé d'envoyer ses forces militaires pour sauver la Syrie à la fin de Septembre 2015, le redressement a été immédiat et crucial.

Les itinéraires de contrebande de pétrole à l'échelle industrielle gérés par les réseaux djihadistes dans l'est de la Syrie c'est la force aérienne russe qui les a anéantis. En conséquence le principal soutien financier des djihadistes, facilité par l'État turc, a été tari. Cela, à son tour, a condamné le centre terroriste de Raqqa à dépérir dans l'isolement.

La reprise de l'ancienne Palmyre dans le centre de la Syrie, avec son patrimoine archéologique d'importance mondiale, a également été une autre victoire capitale pour l'armée syrienne et son alliée russe.

Pas étonnant alors que les médias occidentaux tiennent à ignorer ce qui se passe en Syrie. Pendant des années, ils ont vomi un torrent de mensonges et d'informations fabriquées, prétendant que des «rebelles» se battaient pour la démocratie contre un «régime tyrannique». Maintenant que les forces syriennes et russes frappent ce qui reste de ces « rebelles » la vérité s'impose. Ils sont vus pour ce qu'ils sont : un réseau de mercenaires terroristes déployés par les États-Unis et leurs alliés, confrontés à la défaite ultime. Et afin d'éviter le moment de vérité atroce, celui de leur propre complicité avec le terrorisme d'Etat, les médias occidentaux, se voient contraints de détourner l'attention loin de la Syrie et de la bataille d'Alep.

Ils se tournent vers un nouveau « spectacle », la merveilleuse nomination d'Hillary Clinton comme « première femme à briguer la présidence des Etats-Unis ». Ils montent en épingle des citations de Clinton sur la façon dont elle dirigera l'Amérique et le monde pour vaincre le terrorisme djihadiste, typique d'une manœuvre maladroite pour changer de sujet. C'est cette même Clinton, qui en tant que secrétaire d'État américain (2009-2013) a orchestré la guerre en sous-main pour obtenir un changement de régime en Syrie, avec l'utilisation honteuse de mercenaires terroristes dirigés par la CIA. C'est cette même guerre dans laquelle la Russie s'est engagée pour y mettre un terme, en exterminant les groupes terroristes dits modérés, parrainés par les Américains. Washington et Clinton en particulier, peuvent commencer des guerres, mais c'est évidemment la Russie qui les termine.

Pourtant, aussi surprenant que cela puisse paraître, ses partisans ont applaudi le discours de Clinton lors de la convention démocrate de cette semaine. On ne peut que s'incliner devant tant d'aberrante dissonance cognitive. Une archi-belliciste se posant en championne de la paix dans le monde, de la loi et de l'ordre ! Cette supercherie absurde à en couper le souffle n'est possible qu'en raison de la façon dont les médias occidentaux déforment les informations, faussent les perspectives et occultent les faits.

Mais le fait incontestable est que la Russie et la Syrie sont en train de gagner une guerre historique contre l'agression terroriste soutenue par l'Occident. Alep est le signal de cette victoire.

Les médias occidentaux sont impuissants à gérer cela. En lieu et place ils sont obligés d'essayer de détourner l'attention. Et vers qui tournent-ils leurs projecteurs ? Vers l'un des pires architectes de la guerre criminelle faite à la Syrie – Hillary Clinton – et vers ses promesses de défendre l'Amérique des Russes et des terroristes. Arrêt sur Info 04.08

- Du soft power russe - Arrêt sur Info

Par Alexandre Orlov

Ambassadeur de la Fédération de Russie en France

Extrait. Commençons par une déclaration, qui pourrait paraître paradoxale : la Russie n'a pas de soft power. La Russie a une culture, des idéaux et des valeurs, des traditions séculaires et, bien sûr, des intérêts. Mais elle n'a pas de soft power.

Ce terme de soft power possède une connotation particulière : il sous-entend l'expansion, la violence, la contrainte. Ce n'est pas par hasard que cette notion va de pair avec le hard power. Et ce n'est pas par hasard, non plus, que ce terme nous vient des États-Unis. Ces dernières années, à plusieurs reprises, les États-Unis ont fait usage du soft power pour promouvoir, voire imposer, leur idéologie, en faire un instrument de domination géopolitique, d'élargissement de leur sphère d'influence, de diabolisation des « régimes incommodes ». Et si le soft power ne suffisait pas, le hard power était là pour l'épauler. Aujourd'hui, les conséquences en sont visibles en Irak, en Libye, en Syrie ou encore en Ukraine.

La Russie moderne, elle, n'impose rien à personne. Elle n'est pas moins attachée que les États-Unis aux idéaux de la démocratie et aux principes de l'économie de marché. Contrairement aux années de guerre froide, lorsqu'il s'agissait d'une confrontation de deux systèmes socio-politiques différents, la Russie, aujourd'hui, n'a aucun antagonisme idéologique avec l'Occident. Elle est respectueuse des particularités historiques et culturelles des autres peuples et considère qu'aucune valeur, aucun modèle social ne peut être imposé par une décision arbitraire. Chaque pays est libre de choisir et de suivre son propre chemin.
Les particularités et les traditions russes doivent être, elles aussi, respectées. Il est inutile de vouloir imposer une vision du « bien » et du « mal ». L'expérience de l'Union soviétique, de ses ambitions d'exporter ses valeurs idéologiques partout dans le monde, ne doit pas être occultée – rien de bon n'en est sorti. La Russie est prête à défendre ses intérêts et sa sécurité, mais cela ne signifie pas qu'elle suit une logique de lutte pour les sphères d'influence. Arrêt sur Info 02.08

- JO-2016: le CIO accepte 271 sportifs russes à Rio - AFP Le chiffre est enfin tombé, jeudi soir. Les sportifs russes seront 271 à défiler vendredi soir au mythique Maracana, après avoir reçu le feu vert du CIO, qui a ainsi fermé, au moins provisoirement, le brûlant dossier du dopage d'Etat russe. AFP 04.08

- JO 2016 : l'auteur du rapport sur le dopage en Russie en colère contre le CIO - LeMonde.fr

Dans son rapport du 18 juillet, Richard McLaren dénonce un système, pas des athlètes. 118 sportifs russes ont été suspendus sur les 387 sélectionnés pour Rio. LeMonde.fr 04.08

- Chef de l'AMA piégé au téléphone : «pas de preuve de dopage en Russie sauf les propos de Rodchenkov» - rt.com

Le chef de l'AMA ose parler ouvertement sur le manque absolu de preuves mais cela ne touche personne.

Après l'exclusion par le Tribunal arbitral du sport (TAS) de 68 athlètes russes des Jeux de Rio, la chaîne de télévision russe NTV a décidé de diffuser un programme enregistré le 28 mai dans lequel le chef de l'AMA, Craig Reedie, et le chef de l'Agence antidopage américain, Travis Tygart, déclaraient par téléphone qu'il n'existait pas de faits tangibles venant prouver la culpabilité des sportifs russes.

Se présentant comme le ministre de la Jeunesse et des Sports ukrainien Igor Zhdanov, l'imitateur Alekseï Stoliarov, connu sur le net comme Lexus, a prétendu dans une conversation téléphonique avec le président de l'Agence mondiale antidopage et membre du Comité international olympique Craig Reedie que l'Ukraine s'inquiétait sur le sort des athlètes convaincus de dopage.

En parlant de manière amicale, Craig Reedie a raconté qu'il n'y avait pas à sa connaissance la moindre preuve affirmant que les sportifs russes ayant participé aux Jeux olympiques de Sotchi étaient dopés. Toutes les accusations ne s'appuient que sur les propos de l'ex-chef de l'Agence antidopage russe, Grigori Rodtchenkov.

«Les articles du New York Times avaient un caractère accusateur concernant de nombreuses irrégularités survenues dans le laboratoire de Sotchi. […] Nous avons encore besoin de voir les preuves de Rodtchenkov», a-t-il souligné.

Grigori Rodtchenkov est l'ancien directeur de l'Agence antidopage russe. Après que la commission d'enquête de l'AMA l'a accusé d'avoir détruit plus d'un millier d'échantillons en septembre 2015, il a émigré aux Etats-Unis où, six mois plus tard, le 12 mai, il a publié un article dans le New York Times sur un soi-disant système de dopage à Moscou. Il a prétendu, sans fournir de preuves, que «des dizaines d'athlètes russes, y compris 15 médaillés, faisaient partie d'un programme gouvernemental de dopage à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver de 2014 de Sotchi». Selon lui, il «a développé un cocktail de trois substances interdites» qu'il a mélangées avec de l'alcool et fait prendre aux athlètes pendant que «des experts de la lutte contre le dopage et des membres des services de renseignement russes remplaçaient subrepticement leurs échantillons d'urine».

Ses propos ont provoqué une vive réaction de la part des autorités russes. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, les a qualifiés de «diffamation d'un défectionnaire». «Ces déclarations semblent absolument infondées, elles ne se basent pas sur des données crédibles, ne sont pas appuyées par des faits», a-t-il indiqué.

Lors du même programme, Alekseï Stoliarov a également appelé le chef de l'Agence américaine antidopage, Travis Tygart, en se présentant toujours comme le ministre de la Jeunesse et des Sports ukrainien. Sa réponse diffère également de celle servie aux médias.

«C'est de la politique, mon ami», a déclaré Travis Tygart au canular téléphonique qui s'intéressait à la possibilité de l'exclusion des athlètes russes des Jeux de Rio.

«On peut exclure l'équipe nationale russe d'athlétisme pour 12 mois, puis nous verrons ce qui changera», a-t-il poursuivi. rt.com 22.07

- L'Agence mondiale antidopage aurait monté l'affaire de dopage contre la Russie - arretsurinfo.ch

L'Agence mondiale antidopage (AMA) se retrouve au centre d'un scandale après les révélations du journal The Australian quant aux projets de l'AMA de suspendre toute l'équipe russe des Jeux olympiques de Rio.

Le journal The Australian a accusé l'AMA d'amplifier le scandale de dopage contre la Russie. Des journalistes de ce média ont reçu des informations d'un responsable de l'industrie du sport dont nom et poste n'ont pas été divulgués et qui aurait été témoin de la préparation de la décision de l'AMA oncernant l'équipe russe.

The Australian affirme que la commission de l'AMA aurait appuyé ses décisions sur des informations «détruites, dissimulées ou altérées» concernant environ 170 athlètes russes. Il s'est avéré, un peu plus tard, que ces sportifs avaient été divisés en quatre catégories quant au sérieux des résultats de leurs tests de dopage, l'une d'entre elles étant : «pas sérieux du tout».

«Il nous a été demandé de rendre un verdict sur des compétiteurs russes en nous basant sur le rapport McLaren mais sans avoir aucun détail pour comprendre l'importance qu'ils [les athlètes] soient nommés. Désormais, ils nous disent qu'il y a quatre catégories différentes. Pourquoi cela n'a-t-il pas été dit dès le départ ? C'est un vrai gâchis», explique le responsable anonyme au du journal australien.

Ainsi, plusieurs athlètes russes accusés par l'AMA de dopage ne se seraient en réalité pas dopés.

Selon The Australian, l'AMA préparait son rapport en espérant que le Comité international olympique (CIO) étudie ce document et suspende toute l'équipe russe des Jeux olympiques de Rio. Cela ne s'étant pas passé, l'AMA a été «prise au dépourvu, n'ayant pas assez de détails pour justifier ses accusations contre les athlètes».

Le journal révèle aussi que le CIO «manque de confiance» en l'AMA : c'est ce que le vice-président du CIO et le président du Comité olympique australien John Coates ont écrit à la ministre de la Santé, Sussan Ley. arretsurinfo.ch 04.08

En complément.

- Le Burundi refuse le déploiement de la police de l'Onu - Reuters

Le Burundi refuse l'envoi de 228 officiers de police de l'Onu sur son territoire, voté vendredi dernier par le Conseil de sécurité pour faire respecter l'ordre et les droits de l'homme dans le pays en crise depuis un an. Reuters 03.08

- Brésil : un pas de plus vers la destitution pour Dilma Rousseff euronews.com

Un pas de plus vers la destitution pour la présidente brésilienne Dilma Rousseff. Jeudi, à la veille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Rio, une commission sénatoriale a voté en faveur de son renvoi définitif alors que la popularité de la présidente est en berne. euronews videos

Ce vote ne constitue qu'une étape. Il doit encore être validé par une majorité de sénateurs en seance plénière. Un vote décisif est prévu à la fin du mois. euronews.com 04.08

Les médias vous trompent énormément.

Cette rubrique n'a pas pour objet de soutenir Trump vous l'imaginez bien, mais de montrer au quotidien comment les médias se font les porte-parole du cercle d'oligarques financiers le plus réactionnaire des Etats-Unis et de prendre conscience à quel point ils sont archi pourris.

- Bad Trump pour les républicains - Liberation.fr

- États-Unis : ces Républicains qui s'élèvent contre Donald Trump - Francetv info

- Mauvaise passe pour Trump - LeParisien.fr

- Obama trouve "ridicule" que Trump prédise une élection "truquée" - AFP

- États-Unis : pour Obama, Trump est "inapte" à lui succéder - Francetv info

- Élection présidentielle américaine : Barack Obama monte le ton face à Donald Trump - Francetv info

- Etats-Unis: les républicains s'inquiètent des derniers dérapages de Trump - AFP

- Les petits arrangements de Donald Trump avec la guerre du Vietnam - 20minutes.fr

- Présidentielle US: Donald Trump est-il sur une pente savonneuse? - 20minutes.fr

- Trump, la gaffe de trop… ? - Atlantico.fr

- Donald Trump aurait menti sur son passé militaire, selon le New York Times - Atlantico.fr

Bienvenue en oligarchie ou chez les dégénérés.

- Les jeunes américains font moins l'amour que leurs parents

Qui l'eut cru? La génération Tinder est plus prude que celle des babyboomers, selon une étude américaine. Et l'essor d'internet ne serait pas étranger à cette curieuse baisse de libido... À l'heure de Tinder et des conquêtes en un clic... Slate.fr

- La chute de Take Eat Easy, une très mauvaise nouvelle pour la bulle internet

Ce que l'arrêt soudain d'une start-up du secteur ultra-médiatisé de la «foodtech» nous dit du modèle économique de course à l'hyper-croissance. Take Eat Easy, une start-up fondée à Bruxelles à l'été 2013, qui a lancé un service de livraison à vélo de plats de restaurateurs à domicile... Slate.fr

- Pourquoi il faut avoir pitié des narcissiques (et être gentil avec eux)

Derrière ces personnalités complexes, un manque de confiance en soi et un petit coeur qui souffre.Ils sont (presque) partout. On les reconnaît à leur capacité à se mettre en avant, à vanter leurs propres qualités et à ne jamais douter de leur potentiel.
Les narcissiques, qui ont hérité leur nom ... Slate.fr

- Christianisme: Jésus n'est pas le pacifiste que vous croyez et sa religion est persécutrice

La religion chrétienne n'est pas seulement, par essence, la religion d'amour que l'on croit parfois. Rien n'est plus faux par exemple que de brosser le portrait de Jésus-Christ, fondateur du christianisme, comme celui d'un prophète non-violent. Slate.fr

- Les femmes bottent les fesses aux harceleurs des sites de rencontre

Dénonciation, développement de nouveaux outils... Les femmes tentent par divers moyens de se réapproprier internet.Aaaaah, les relous des sites de rencontre. Ces mecs qui harcèlent de messages dès qu'une fille ne répond pas, qui insultent celles qui refusent de leur parler... Slate.fr

- Pourquoi la propagande de l'EI s'adresse aux BAC +5 occidentaux?

Dans son dernier numéro, Dabiq, revue officielle de l'Etat islamique, accumule de manière étonnante les noms de grand auteurs, les développements théologiques obscurs. Pourquoi?En lisant la propagande djihadiste, on croit parfois rêver (c'est toujours un bien mauvais rêve). Slate.fr

- Voter à la primaire de droite quand on se revendique de gauche, est-ce éthique?

Nous avons cherché les arguments philosophiques qui permettent de les justifier.En novembre prochain, des millions d'électeurs

iront voter à la primaire de droite. Et parmi eux, comme nous le racontions en juin, quelques centaines de milliers de sympathisants de gauche. Slate.fr

- Etats-Unis: Un chef de Los Angeles propose des menus 100% cannabis

Le jeune chef Christopher Sayegh cherche à démocratiser l'art culinaire à la marijuana… 20minutes.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

- Ces cotons-tiges seront interdits à la vente en France à partir de 2020 - BFM Business

Ils pollueraient les océans, je ne plaisante pas...

- Jeux olympiques de Rio : 50% des Brésiliens y seraient opposés - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

Génération après génération l'occupant sera combattu et finalement vaincu, chassé.

- Israël abaisse à 12 ans l'âge minimum de détention pour terrorisme - LeFigaro.fr

Le Parlement israélien a abaissé de 14 à 12 ans l'âge minimal pour être jugé et condamné à un emprisonnement pour les actes terroristes, face à une série d'attentats commis par de très jeunes Palestiniens.

Le but de la loi est d'abaisser à 12 ans l'âge minimal pour être jugé et condamné à un emprisonnement. Jusqu'alors, la barrière juridique en Israël était fixée à 14 ans. Proposé par Anat Berko, députée du parti Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu, le texte a été définitivement adopté mardi soir en troisième lecture par le Parlement. Depuis 2015, la Knesset est dominée par une coalition formée par le Likoud, le Foyer Juif (parti nationaliste religieux, proche des colons), Koulanou (centre) et les deux partis juifs ultra-orthodoxes, Shas et le Judaïsme unifié de la Torah.

Dans les faits, la nouvelle loi s'appliquera pour l'État d'Israël, où la loi civile est en vigueur, comme à Jérusalem, annexée en 1980 et considérée comme la capitale du pays. En Cisjordanie occupée, la loi militaire permet déjà à l'armée israélienne d'emprisonner des mineurs âgés de 12 ans. Un tribunal militaire a récemment condamné une jeune Palestinienne de 12 ans à quatre mois de prison. Elle a été libérée à la fin de sa peine, en avril dernier. LeFigaro.fr 03.08

Commentaire d'un internaute

- "Qui sont les vrais terroristes dans cette région ? Des enfants armés de couteaux ou des soldats d'un pays super armés qui détruisent villages, maisons, expulsent manu militari des habitants attachés à leurs terres, et colonisent toute une région appellée Cisjordanie ? L'état d'Israël se construit avec le sang des Palestiniens en dehors de ses vraies frontières crées en 1947 faisant suite à La Déclaration Balfour de 1917 !"

2- Turquie

2.1- Turquie : la purge des institutions jugée nécessaire (Conseil de l'Europe) euronews.com

Les arrestations qui ont suivi le coup d'Etat manqué en Turquie étaient nécessaires. C'est ce qu'a déclaré mercredi à Istanbul le secrétaire général du Conseil de l'Europe en visite officielle.

Thorbjorn Jagland a parlé en terme cru : il reconnu la necessité de nettoyer (sic) les institutions de la Turquie.

Thorbjorn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe :

"La tentative de coup d'Etat était choquante. Les personnes impliquées dans ce projet ont non seulement tiré sur la foule, dans la rue, mais savaient que beaucoup de personnes allaient être tuées. Ils ont aussi bombardé le Parlement, l'institution démorcratique de ce pays. Ce coup d'Etat doit être condamné de la manière la plus ferme."

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe a appelé le gouvernement à respecter la Convention européenne des droits de l'Homme après la vaste purge qui continue de s'abattre sur le pays. euronews.com 03.08

2.2- Putsch raté: la Turquie émet un mandat d'arrêt contre Gülen - AFP

Un tribunal d'Istanbul a émis jeudi un mandat d'arrêt à l'encontre du prédicateur exilé aux Etats-Unis Fethullah

Gülen, accusé par Ankara d'être le cerveau du coup d'Etat manqué, ce que l'intéressé nie. - AFP

Cette démarche ouvre la voie à une demande formelle d'extradition de la bête noire du président Recep Tayyip Erdogan auprès de Washington.

Le chef de l'Etat turc a annoncé jeudi soir la venue du secrétaire d'Etat américain John Kerry pour la fin du mois, ce qui serait la première visite d'un haut diplomate occidental depuis le coup d'Etat manqué le 15 juillet.

Les plus hauts responsables de Turquie ont déjà réclamé de nombreuses fois aux Etats-Unis l'extradition du "terroriste" Gülen.

Dans les deux prochaines semaines, une délégation emmenée par les ministres turcs des Affaires étrangères et de la Justice doit également se rendre aux Etats-Unis pour expliquer l'implication supposée de M. Gülen dans la tentative de coup d'Etat, a ajouté M. Erdogan dans la soirée.

La Turquie avait déjà émis un mandat d'arrêt contre Fetullah Gülen en décembre 2014 notamment pour avoir "monté et dirigé une organisation terroriste armée" alors que les relations de

Recep Tayyip Erdogan avec son ancien allié s'étaient dégradées en raison d'un scandale de corruption impliquant des proches du président et des ministres. Ankara avait vu derrière ce scandale la main de Gülen.

Par ailleurs, deux juges de la Cour constitutionnelle ont été limogés jeudi, a annoncé Anadolu.

Comme chaque jour depuis le coup d'Etat manqué, le président Erdogan a dénoncé en termes très vifs le "virus" des sympathisants de Gülen "qui s'est répandu partout" et que la Turquie "est obligée de nettoyer".

"Chaque école, chaque maison (...) et chaque compagnie de cette structure (le réseau des proches de Gülen) est un nid de terroristes", a lancé le chef de l'Etat: "ces gens sont des meurtriers, des hypocrites (...) des voleurs".

"Ceux déjà arrêtés ne sont que le sommet de l'iceberg", a-t-il poursuivi, "les autres restent à l'oeuvre. Il ne fait pas de doute que le monde des affaires est un pilier de l'organisation", a-t-il assuré devant un groupe de membres des Chambres de commerce à Ankara.

"Nous couperons tous leurs liens d'affaires, tous les revenus des entreprises liées à Gülen", a-t-il promis.

Selon les données fournies par le ministre de l'Intérieur Efkan Ala, près de 26.000 personnes ont été placées en garde à vue et 13.419 étaient en détention préventive. Au total plus de 50.000 limogeages ont eu lieu.

Ce "nettoyage radical" a entraîné de vives critiques dans les capitales occidentales et notamment en Europe où l'Autriche a appelé à une rupture des négociations d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne, s'attirant les foudres d'Ankara.

Mais rompre les négociations serait une "grave erreur", a déclaré le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker à la chaîne allemande ARD, dans un entretien qui doit être diffusé dimanche. AFP 04.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les syndicats et la direction de SFR signent un accord sur les départs volontaires de 5 000 salariés - LeMonde.fr

Le texte a été signé jeudi par l'UNSA et la CFDT, syndicats majoritaires chez l'opérateur français de télécommunications. LeMonde.fr 04.08

ECONOMIE

Etats-Unis

- Le gouvernement américain poursuivi pour ses mesures contre l'exil fiscal - lemonde.fr

L'US Chamber of Commerce et la Texas Association of Business, deux organisations patronales, ont déposé plainte jeudi 4 août devant un tribunal du Texas pour bloquer une règlementation de l'administration Obama cherchant à combattre l'exil fiscal. Le gouvernement vise en particulier la technique de l'inversion fiscale, qui permet à une entreprise américaine de délocaliser son siège social dans un pays à l'imposition plus avantageuse en étant rachetée par une société étrangère de plus petite taille.

Selon les règles du Trésor adoptées en avril, les actionnaires d'une entreprise américaine rachetée par un groupe étranger doivent détenir moins de 60% des parts de la nouvelle entité pour que le changement de domiciliation fiscale soit complètement effectif. Cette mesure avait notamment fait renoncer les laboratoire Pfizer et Allergan qui prévoyaient de fusionner pour un montant record de 160 milliards de dollars. Cette opération aurait permis à Pfizer d'économiser 35 milliards de dollars d'impôts selon le Washington Post.

Dans un communiqué, Thomas Donohue, le président de l'US Chamber of Commerce, accuse l'exécutif d'avoir outrepassé ses droits en modifiant le code des impôts sans passer par le Congrès. Le Trésor « a simplement réécrit unilatéralement la loi. Ce n'est pas la manière dont le gouvernement est supposé fonctionner en Amérique », explique M. Donohue.

Mais le Congrès, contrôlé par les républicains, n'aurait pas approuvé une telle mesure. Le Trésor s'est défendu dans un communiqué, assurant qu'il aurait « préféré que le Congrès adopte une législation pour stopper l'inversion fiscale » et qu'il a pris les devants en « l'absence d'action » au niveau législatif. Le communiqué ajoute : « Nous continuerons à défendre ces régulations qui aideront à ralentir l'érosion de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. »

D'après les chiffres cités par le Washington Post, les entreprises américaines auraient stocké à l'étranger 2 000 milliards de dollars de profits, dont 200 milliards rien que pour Apple.

« Plutôt que contourner les règles pour punir des entreprises menant des transactions légales, Washington devrait juste faire son travail et réformer le code de l'impôt sur les sociétés », conseille Thomas Donohue. Le taux de l'impôt sur les sociétés s'élève à 35% aux Etats-Unis. C'est l'un des plus élevés au monde même si peu d'entreprises le payent en totalité. lemonde.fr 04.08

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 7 septembre 2016

CAUSERIE

Ma connexion Internet a été coupée le 9 août par Reliance. J'ai réussi à résoudre ce problème le 23 août. J'ai dû changer d'opérateur (Vodafone). Depuis, elle a été coupée à deux reprises pendant 6 jours.

Cela dit, j'ai décidé de supprimer les Infos en bref, on se contentera dorénavant de causeries ou de chroniques politiques mensuelles ou bi-mensuelles. La suite demain, en principe, rien ne presse, n'est-ce pas?

Dorénavant également, je ne me connecte plus à Internet que 2 ou 3 fois par semaine, et quand je sors je n'emmène pas mon téléphone. En à peine 2 semaines j'ai réussi à me désintoxiquer de cette épouvantable addiction qui vous abrutit plutôt qu'autre chose, il suffit de voir où en sont arrivés tous ceux qui y sont accrocs pour ne pas avoir envie de les imiter plus longtemps.

Il y a un siècle en arrière, on parvenait à penser ou à analyser la situation mondiale, à décider de tâches politiques tandis que les infos mettaient des jours, des semaines, voire plus d'un mois avant de parvenir aux dirigeants des partis politiques, et à ma connaissance ils n'ont pas écrit ou fait pour autant plus de conneries que nos dirigeants qui nous ont mené là où nous en sommes, non ? Réfléchissez-y. A demain... peut-être !

Haut de page

Le 9 septembre 2016

CAUSERIE

Cette causerie est très longue car j'ai bossé depuis le 5 août. Elle est un peu bordélique ou comporte des répétitions. Je n'ai pas le temps d'y mettre de l'ordre car cela nécessiterait de réécrire de longs passages. Elle a été conçue pour faire réfléchir à nouveau à certaines questions déterminantes et non pour imposer quoi que ce soit à qui que ce soit. Son ton polémique ne vous surprendra pas, vous y êtes habitués, et puis entre nous, ceux qui ne polémiquent pas sont des démagogues sournois de la pire espèce.

Je n'ai pas le temps d'aborder les derniers textes publiés par différents courants politiques (GMI, DR du NPA) ou portails de

médias dits alternatifs (Investig'Action) dont je mettrai certains en ligne parce que j'en partage en gros le contenu et l'orientation, et parce que je les ai trouvés encourageant à l'heure où tout est fait pour démoraliser les militants. En fait, j'ai retrouvé dans leurs orientations et leurs positions, celles que j'avais déjà adoptées depuis longtemps, je me sens un peu moins seul !

Le 16 août cela faisait 20 ans que j'avais quitté la France pour m'établir en Inde, et le 11 septembre je fêterai mon 61e anniversaire. Passons à la causerie.

1er sujet

A nos chers lecteurs. Nous ne vous avons pas abandonné, c'est vous qui nous traitez de la sorte.

- Le nombre d'animaux abandonnés pendant l'été a augmenté de près de 25 % - LeMonde.fr 30.08

Cette causerie et celles à venir auront forcément un caractère polémique plutôt incisif puisqu'elles seront consacrées en grande partie au combat contre toutes les formes d'impostures et d'opportunisme qui essaiment le mouvement ouvrier et au-delà qui nous ont conduits où nous en sommes.

On ne se laissera pas duper par des déclarations ou appels qui en apparence se veulent radicaux (POID), mais qui rappellent fâcheusement ceux auxquels les mêmes dirigeants nous avaient habitués depuis les années 70, tandis qu'en pratique ils devaient mener une toute autre politique, absolument rien n'a changé sur ce plan-là.

On évitera également soigneusement de se comporter comme ces militants ou cadres sans principe ou qui font preuve d'une étonnante amnésie, et qui sont particulièrement prompts à tirer un trait sur le passé au fur et à mesure qu'il se déroulait, pour finalement faire comme s'il n'avait jamais existé et s'en tenir à ce qui les arrange dans le moment présent, pour aboutir infailliblement au même résultat ou le néant politique en terme de progression vers nos objectifs politiques. Dans les partis passoires ou caméléon, leurs appareils ne changent pas, donc rien ne change en réalité sur le fond.

Illusionnistes, démagogues professionnels rivalisent sans grande imagination il faut bien le dire pour tenter de nous berner une nouvelle fois, si bien que les confondre en devient un exercice déconcertant, dont le seul intérêt consiste à rappeler leur véritable nature à ceux qui auraient tendance à l'oublier ou à en prendre connaissance pour ceux qui l'ignoraient, de manière à ce qu'ils sachent qu'ils sont en présence de manipulateurs ou pour éviter qu'ils soient victimes de manipulations, qui évidemment n'ont pas été conçues pour servir la cause pour laquelle ils combattent sincèrement.

L'honnêteté ou la loyauté envers une personne ou une cause est une et indivisible, non négociable, et tout comme la confiance une fois qu'elle a été trompée, de préférence délibérément et de manière répétée plus ou moins sournoisement ou habilement, elle ne mérite plus aucun intérêt car elle est morte une fois pour toute. Maintenant on peut toujours s'employer à ses risques et périls à faire vivre son cadavre pendant des décennies et s'illusionner ou se leurrer soi-même sur le profit qu'on serait en droit d'attendre de cette compagnie pour le moins nauséabonde, qui à l'arrivée finira par nous pourrir complètement l'existence.

La classe dominante recourt à une multitude de stratagèmes et instruments pour mener à bien sa lutte de classe et corrompre, aliéner, abrutir un peu plus les masses laborieuses, non sans un certain succès jusqu'à présent il faut bien l'avouer, faute de l'avoir combattue sur tous les plans pour avoir ignoré tout un pan de la nature humaine ou avoir décrété qu'elle se réduisait à son aspect social, gravissime erreur que les idéologues de l'oligarchie n'auront pas commise, mieux, dont ils se seront servis pour mieux les influencer et les asservir à leur idéologie qui aura fini par infester leurs cerveaux toujours aussi faibles ou maléables à merci.

Quand on observe la propagande idéologique hystérique du gouvernement et des médias, il ne faut guère chercher plus loin d'où leur vient cette audace et quel en est l'objet véritable.

Sur la fin de sa vie (1893) Engels avait perçu que cette question occupait une place déterminante au sein de la lutte des classes contrairement à ceux qui le nient de nos jours et font ainsi le jeu de la réaction, et il regrettera amèrement de ne l'avoir pas suffisamment traitée avec Marx, évoquant même une faute politique que nos dirigeants s'empresseront de reproduire évidemment..."à dessein".

Engels - "...il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. "

Comment ces représentations idéologiques se constituent et à l'aide de quels instruments de propagande il faudrait ajouter, à l'aide de quelles mécanismes psychologiques vont se forger ces représentations idéologiques, alors qu'elles reflètent de manière

déformée la réalité ou tous les rapports qui en sont à l'origine ou la compose, afin que l'idée qu'en auront les travailleurs pénétre profondément dans leur cerveau et influence leur comportement, de sorte qu'ils subiront leur condition.

Et Engels de préciser qui cela concerne, en fait l'ensemble de la population.

Engels - "C'est cette apparence d'histoire indépendante (...) des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens."

Donc pour les aider à ne pas être aveuglés par l'idéologie de la classe dominante, il faut s'employer à la démonter pièce par pièce inlassablement dans tous les domaines, pour démontrer aux travailleurs qu'on les manipule et que l'interprétation qu'on leur sert de la situation n'a finalement que l'apparence d'une histoire indépendante qui ne sert que les intérêts de ceux qui l'ont fabriquée pour mieux les asservir ou leur interdire d'accéder au processus matérialiste dialectique et historique inconscient qui a façonné leur propre histoire, leurs propres chaînes qu'ils doivent briser.

Engels poursuivait et allait encore plus loin, considérant que l'idéologie et tout ce qui y rapportait remplissait également une fonction objective et pas seulement subjective, ou qu'elle jouait à part entière "un rôle dans l'histoire" capable d'influencer son cours, on pourrait même dire que c'est la règle ou une des lois du processus matérialiste historique inconscient qui a présidé au développement de la civilisation humaine.

Engels - "A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein. "

A l'heure où la réaction mène une violente offensive tout azimut quasi permanente sur le plan idéologique et psychologique pour façonner les consciences des peuples dans le moule du nihilisme et du néolibéralisme, il y a ceux qui désertent sciemment ce combat et lui laisse le champ libre, et il y a ceux dont nous faisons partie qui la combattent avec acharnement et sans relâche depuis des années en se situant sur le terrain du socialisme.

Maintenant on a bien conscience qu'en présence d'imposture de part et d'autre, du côté de la réaction et du côté de ceux qui prétendent la combattre en la soutenant en réalité, toute discussion sur cette question tend à exprimer des interprétations influencées ou plutôt pervertis par des facteurs subjectifs à l'insu ou non de leurs auteurs qui ne peuvent mener que dans une impasse. Aussi il existe un moyen pour éviter de perdre son temps en tombant dans ce piège. Il suffit de déterminer de quelle manière ces représentations idéologiques dont parlait Engels s'insèrent dans le processus matérialiste dialectique et historique inconscient pour en découvrir la nature, la fonction et l'objectif, sans quoi on tombera soi-même dans la spéculation idéologique ou l'existentialisme, on s'égarera en s'éloignant de la réalité matérielle ou objective pour sombrer dans l'idéalisme, qui a pour seule fonction d'interpréter le monde mais non de le changer, abandonnant de fait l'objectif de notre combat politique.

Mais encore faut-il admettre ou avoir compris (donc avoir étudié) que chaque expérience ainsi que le cours de l'histoire correspondait à la mise en oeuvre des lois de ce processus matérialiste dialectique inconscient, sans quoi on sera amené à recourir à d'autres instruments pour interpréter chaque expérience sur lesquelles nous serons amenés à nous prononcer, qui nous induirons en erreur à la manière d'un philosophe idéaliste évitant soigneusement de s'attaquer aux rapports sociaux établis qui sont à l'origine de l'impasse dramatique dans laquelle se trouve plongée l'humanité de nos jours et y qui demeurera à défaut de parvenir à la compréhension de la nécessité historique de les renverser.

Notre interprétation de la société ou du monde, de la nature ou de l'univers doit refléter le plus fidèlement possible ce processus matérialiste dialectique, c'est le seul moyen pour pouvoir agir consciemment ou efficacement sur lui ou se donner les moyens de modifier consciemment son orientation, et si nous n'y parvenons pas, nous nous condamnerons à subir notre sort indéfiniment.

Le matérialisme dialectique est à la fois un processus objectif qui participe à la transformation de chaque chose (ou être vivant) selon ses propres lois, et un instrument au départ subjectif, qui en ayant le pouvoir d'agir sur la matière qu'on se destine de traiter, possède la vertu de pouvoir la transformer ou d'agir sur son destin à la manière d'un facteur objectif.

On en revient toujours à la même question qu'on préfère souvent éviter de se poser, à savoir quelles est sincèrement la véritable nature de notre engagement politique, son objectif, ce qu'on veut vraiment, continuer de vivre sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, s'y adapter en tentant de s'en sortir individuellement le mieux possible, auquel cas on se contentera d'infléchir l'orientation du cours de l'histoire, de réformer le capitalisme, on se servira du matérialisme dialectique uniquement à cette fin, ou au contraire on en fera un puissant instrument pour élever le niveau de conscience et d'organisation des masses exploitées afin de parvenir à s'émanciper de ce carcan et conquérir le règne de la liberté.

Comme nous l'avions observé dans plusieurs causeries antérieures, les discussions sur la laïcité et les conséquences de la propagande idéologique de la classe dominante avaient pour vertu de nous écarter de l'essentiel, à savoir qu'il n'existe pas cinquante manières d'interpréter le monde, idéaliste ou matérialiste dialectique, toute autre méthode consistant à mêler une touche d'idéalisme au matérialisme étant destiné ou conduisant à dénaturer le matérialisme, pour qu'on ne parvienne pas à saisir de quelle manière s'opère la transformation de la matière ou de la société et qu'on ne remonte pas à l'origine des rapports qui en ont déterminé l'orientation parce qu'on ne se destine pas de les changer.

On aurait pu tout aussi bien dire que l'idéalisme est le mode de pensée de la réaction pour interpréter le monde, et que le matérialisme dialectique était destiné à ceux qui combattaient sincèrement pour le changer. On pourrait aussi assimiler l'idéalisme à l'inconscience ou à l'ignorance des lois qui président à la transformation de chaque chose ou être, à l'évolution des rapports qui déterminent le cours de leur existence.

Rejeter le matérialisme dialectique revient à décider de demeurer ignorant ou inconscient. Dans ce cas-là, tout d'abord il faut l'assumer, ensuite on ne voit pas très bien quelle discussion on pourrait avoir avec des gens ou des militants aussi bornés, qui refusent d'évoluer ou de progression, et pour finir on ne voit pas très bien en quoi ils pourraient être utiles à notre cause.

En fait cette question est fort simple à poser. C'est comme pour faire une addition, soit on admet que dans le système décimal 1 plus 1 font 2, 2 plus 1 font 3, etc. soit on s'y refuse et on ne saura jamais compter, c'est aussi simple que cela. C'est déconcertant, n'est-ce pas ? On se demandera comment on a pu passer à côté aussi longtemps, mais c'est ainsi.

2e sujet

Ma connexion Internet a été coupée sans préavis par l'opérateur indien Reliance le 9 août dernier pour m'obliger à acquérir son nouveau modem au protocole G4. Celui-ci n'étant pas disponible dans un premier temps, puis passant de 899 roupies à 1.500 roupies une semaine plus tard, puis à 2.700 roupies vers le 20 août, de plus n'étant disponible qu'en ligne sur Internet avec un délai de livraiment indéterminé, 10 jours, 15 jours, voire plus m'a-t-on dit, ce n'est que le 23 août que je suis parvenu à me doter d'un nouveau modem de l'opérateur Vodafone, dont l'abonnement est quatre fois plus cher, mais je n'avais pas le choix puisqu'aucun autre opérateur ne couvre le village où j'habite. Et entre le 24 août et le 9 septembre Vodafone a coupé trois fois ma connexion pendant 7 jours au total (sur 14).

Privé d'Internet pendant 13 jours jusqu'au 23 août, il ne m'aura pas fallu plus de temps pour me désintoxiquer de cette addiction et prendre de nouvelles résolutions ou tirer des enseignements de cette expérience.

Dorénavant, je n'actualiserai plus les infos en bref, on se contentera de causeries ou de chroniques.

Je ne me connecterai à Internet que 3 fois par semaine maximum pour m'informer et lire mon courrier. Quand je ne m'occuperai pas de mes affaires, je consacrerai mon temps libre à la lecture et à l'écriture.

Personne ne m'ayant contacté ou s'étant enquis de ce que je devenais depuis le 5 août, date à laquelle le portail avait cessé d'être actualisé, j'en ai conclu sans surprise que tout le monde s'en foutait et que je pouvais encore repousser son actualisation.

Le monde est bien moche et les gens sont logiquement à son image, ce dont ils n'ont pas conscience, tout comme ils ignorent sans être forcément être habités de mauvaises intentions le mal qu'ils peuvent causer autour d'eux, pour cette raison et pour rester fidèle à nos principes, nous nous passerons de les juger, la vie est assez injuste ou s'en charge à sa manière pour qu'on n'en rajoute pas.

Les causeries ne serviront plus désormais qu'un objectif uniquement personnel, qui consistera à fixer mes idées pour ne pas les perdre et pouvoir y réfléchir à nouveau ou les pousser plus loin, en vérifier leur valeur au fil du temps ou les modifier si nécessaire, si bien que personne n'est appelé à les partager, encore moins encouragé à les adopter, selon le principe que chacun doit assumer ses responsabilités, et tant pis pour ceux qui n'en sont pas capables.

On a passé beaucoup trop de temps à se justifier, dans un contexte de réaction sur toute la ligne où on avait conscience de lutter à contre-courant à l'intérieur d'un mouvement ouvrier toujours plus décomposé, dont l'orientation était dirigée dans une direction opposée à l'objectf (historique) politique de son combat, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'étonner du résultat quasi nul auquel nous sommes parvenus.

Cela dit, mes convictions politiques demeurent intactes, j'ai même l'impression de n'avoir jamais été aussi calme et lucide. Cependant il m'aura manqué certaines qualités ou plutôt capacités qu'il est trop tard pour acquérir, il serait inutile de le regretter.

Il y a encore un tas de choses à étudier, mais il y en a une qui me tient particulièrement à coeur de clarifier.

Quelle stratégie adoptée qui combinerait à la fois (ou simultanément) le combat pour l'amélioration de la condition ouvrière et le combat pour conquérir notre liberté, notre émancipation du règne du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la servitude humaine, le premier ne devant pas annihiler le second comme ce fut le cas jusqu'à présent malheureusement.

Comment concilier les deux combats en une prise de conscience unique, universelle. Comment profiter des avantages ou privilèges liés à notre statut personnel quand c'est le cas sous le régime capitaliste, tout en combattant pour être libre de choisir notre destin, en ayant conscience que cela demeurera toujours inaccessible dans une société divisée en classes.

Comment profiter de la vie, des moments de bonheur ou de plaisir qu'elle nous procure, ce qui est parfaitement légitime, sans jamais perdre de vue la nécessité d'agir pour qu'ils ne soient plus le pendant des nombreux sacrifices qui nous sont imposés par leur société ou qu'on s'impose soi-même, et que l'humanité toute entière y ait droit également.

Comment répartir notre temps libre qui est forcément compté ou réduit, de sorte qu'on en consacre une partie au combat pour notre idéal.

Comment faire prendre conscience aux différentes couches de travailleurs qu'ils doivent prendre en mains leur destin et que c'est parfaitement possible, dès lors qu'on ne leur demande pas de sacrifier leurs relations familiales, leurs passions quand ils en ont, leur activité culturelle, artistique, sportive, etc.

Jusqu'à présent nous avons été incapables d'y parvenir puisque toutes les conceptions de la lutte de classe qui ont été adoptées pour construire le parti se sont soldées par un échec.

En reliant cette réflexion aux idées que j'ai développées sur la démocratie, j'en suis arrivé à la conclusion qu'en aucun cas il ne faudrait construire un parti de masse et que ce fut la plus grave erreur des bolcheviks. Car à partir de ce moment-là, la démocratie qu'incarnait les travailleurs organisés les plus conscients devait se dilluer et se transformer en son contraire, dans le cas du parti bochevik cela déboucha sur le stalinisme et sa bureaucratie monstrueuse qui étouffera la démocratie et lui sera fatale, mais pas seulement ce qui est une autre histoire.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait construire un parti réservé à une élite quelconque, de préférence des intellectuels ou des membres des couches supérieures du prolétariat qui auraient acquis un certain niveau de conscience politique, pas du tout puisqu'ils seraient condamnés à stagner puis à se scléroser pour terminer complètement décomposés comme on a pu l'observer, un peu à la manière des aristocrates qui sous l'Ancien régime se reproduisaient entre eux et étaient voués à la décadence ou à la débilité.

Le parti correspond à la fois à une nécessité historique disons sociale qui est liée au développement des forces productives et de la lutte des classes dans des conditions qui nous sont imposées et dont il faut parvenir à prendre conscience, et à une nécessité qui ressort de la nature (psychologique) imparfaite de l'homme, mais qui est susceptible d'évoluer ou de s'élever à un niveau de conscience couvrant l'ensemble du processus dialectique matérialiste qui parcourt la longue et douloureuse épopée de la civilisation humaine.

Le parti doit combiner ces deux nécessités pour réunir les conditions qui lui permettront de mener à bien sa tâche historique, dont celle d'incarner la démocratie puisque les masses ne disposent pas des qualités requises pour l'exprimer.

Tous les discours sur la conquête ou reconquête de la démocratie ne sont que pure démagogie, parce que la démocratie qui ne se décrète pas ou ne correspond en aucun cas à un acte de volonté, à une décision politique, elle n'est pas et ne sera jamais le produit spontané conscient qu'on a voulu nous faire croire. Pour exister à l'échelle des masses ou de la majorité du peuple, il faudrait qu'il soit placé dans des conditions sociales favorables, de sorte qu'il soit en mesure de capitaliser les enseignements des nombreuses expériences auxquels il aurait participé au cours d'une longue période, afin de venir définitivement à bout des idées (préjugés, superstitions, etc.) et des comportements (archaïques, rétrogrades, etc.) profondément ancrés dans son inconscience, qui lui furent inculqués par la classe des exploiteurs, autrement dit que la quantité se transforme en qualité à la longue pour donner naissance à un homme nouveau, libre, débarrassé des rapports issus de la société divisée en classe qui l'empêchait de faire consciemment sa propre histoire.

Le parti ne doit être composé que de militants conscients de l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique, les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et au-delà de cette classe, qui s'engagent à acquérir un niveau de conscience toujours supérieur, à agir dans la vie quotidienne ou en toutes circonstances conformément à ce niveau de conscience, ce qui nécessite qu'ils soient en permanence en contact avec les masses d'où ils tireront matière à leur propre évolution, mais aussi pour vérifier qu'ils mettent bien en pratique la théorie dont ils se réclament ou qu'ils sont censés avoir acquis.

Le parti doit être ouvert à tous ceux qui sont prêts à s'engager sincèrement dans cette voie, et qui acceptent de suivre une formation (continue, pratiquement à vie) pour progresser sur les plans politique et individuel, en plus de participer à la lutte de classes ou aux différentes activités politiques du parti en fonction de leur disponibilité, facultés, sans remettre en cause leur vie de famille ou porter préjudice à leur activité professionnelle, partant du principe que chaque militant dispose de sa propre

personnalité qu'il faut à tout prix respecter, sachant que chacun a connu au cours de son existence des expériences particulières dont il faut impérativement tenir compte, afin que ce processus de maturation ne soit pas vécu comme une contrainte ou prenne la forme d'un embrigadement auquel cas il conduirait infailliblement à un échec ou à une désertion, mais s'inscrive dans la vie comme une nécessité, un engagement conscient donnant un sens à leur vie, pour incarner l'idéal humaniste le plus élevé qui soit donné à l'homme de concevoir.

On a parfaitement conscience que cette définition du parti écarte d'emblée des millions de travailleurs, ce qui est inévitable, mais rien n'empêcherait de les organiser dans d'autres structures ou de les faire participer à nos activités politiques, c'est même une obligation. Car il s'agit là uniquement de redonner au parti sa place dans le processus révolutionnaire, et non de se substituer aux masses et aux institutions qu'elles créeraient au cours de la révolution, et si c'était au parti et aux courants ou tendances du mouvement ouvrier qui auraient participé à la prise du pouvoir que reviendrait de former le gouvernement, le renversement du régime ne pourrait être que le produit du soulèvement révolutionnaire du prolétariat, encore faudrait-il que le parti ait conquis au préalable la direction du mouvement ouvrier.

La situation politique actuelle prouve à sa façon, que rejeter les enseignements de la lutte de classe du passé ou tourner le dos au socialisme ne pouvait conduire qu'à la déchéance du mouvement ouvrier, ne pas en être convaincu, c'est n'avoir rien compris et annonce inévitablement des jours encore plus sombres et dramatiques. On se demande jusqu'où il faudra que le monde s'enfonce dans la barbarie pour que se produise un sursaut salutaire du mouvement ouvrier ou que son avant-garde rompe avec l'opportunisme qui la mine depuis plus d'un demi-siècle. Il faudra peut-être attendre que ses dirigeants aient trépassé pour qu'on veuille bien porter un regard objectif ou impartial sur leurs théories et analyses, et qu'on s'aperçoive du bien-fondé de nos critiques, ce qui paraîtra peut-être prétentieux mais est inévitable, car nous n'oserions pas formuler cette prétention si nous n'avions pas acquis la conviction que nos propres théories et analyses étaient fondées, cohérentes et sérieuses.

Sachez encore que j'en suis le premier choqué et que plus d'une fois, que dis-je, en permanence, jusqu'à l'obsession je n'ai cessé de me demander si je n'étais pas dans l'erreur, et si j'avais le droit de m'exprimer de la sorte pour ne l'avoir jamais envisagé ou souhaité ; en fait je ne m'étais jamais préparé à devoir affronter une telle situation, préférant rester confortablement dans l'ombre plutôt que me mettre ainsi en avant, sans être certain de pouvoir l'assumer. La seule chose qui m'a convaincu d'agir ainsi ou de poursuivre cette activité politique, reposait sur le fait que je n'avais jamais été guidé par de mauvaises intentions et d'avoir fait preuve d'une loyauté absolue, et en être arrivé à la conclusion que dans de telles conditions je ne pouvais pas nuire à notre cause, au socialisme.

3e sujet

- L'Inde déconseille aux touristes de porter des jupes ou des robes «trop courtes» - 20minutes.fr 30.08

Vivant en Inde depuis plus de 20 ans (22 au total), compte tenu de la profonde arriération de la majorité de la population, de la promiscuité régnante due à la surpopulation, de la frustration sexuelle dont souffre la plupart des Indiens des deux sexes due à des principes religieux ou une éducation archaïque, j'estime que cette recommandation relève du bon sens le plus élémentaire ou sert à protéger les femmes du harcèlement et du viol très répandus, et qu'il n'y a pas lieu de la condamner, contrairement aux abrutis de petits-bourgeois, gauchistes ou opportunistes du mouvement ouvrier qui crient au scandale et considèrent que ce conseil porterait atteinte aux droits des femmes ou aux libertés individuelles.

Comme très souvent et on peut l'observer dans tous les pays, les petits-bourgeois ont la fâcheuse tendance de se comporter en irresponsables ou inconscients impatients en prenant leurs désirs pour la réalité, et qui tels des réactionnaires encouragent les pires provocations gratuites qui feront par la suite éventuellement l'objet d'actes violents dont des innocents seront victimes, et qui serviront de prétexte au législateur pour adopter de nouvelles mesures répressives ou liberticides.

Non, quels que soient notre condition, notre statut social, notre degré de conscience, tout n'est pas possible dans une société divisée en classes soumise à des rapports de domination qui engendrent inégalités et injustices en tous genres. Et gare à celui qui n'en a pas conscience, qui pourrait facilement se tromper de combat et se retrouver au côté de la réaction, ce qui est de plus en plus le cas de nos jours.

L'évolution des mentalités ou le respect du principe selon lequel on ne peut empiéter sur la liberté individuelle de chacun pour faire valoir nos droits, ne peut concerner qu'une infime minorité de la population dans une société où l'immense majorité demeure exclue du progrès social, ou lorsque le progrès social n'a pas été le produit de la lutte de classe, mais a été importé avec les capitaux des puissances occidentales qui ont été à l'origine du développement économique et industriel.

4e sujet

L'éditorial n°51 de La Tribune des Travailleurs (POID) signé D. Gluckstein titrait : Le Brexit leur brûle les doigts. Vous le trouverez sur Facebook à l'adresse de La Tribune des Travailleurs en date du 17 aôut.

Voilà l'analyse et la conclusion auxquelles je suis parvenu à la lecture de ce savoureux éditorial. On y reviendra ensuite point par

point pour étayer chacune de mes affirmations ou chacun de mes arguments, ainsi chacun pourra suivre ma démarche et vérifier

L'opération consistait ici à instrumentaliser le Brexit en falsifiant à la fois son origine, son contenu, son objectif ainsi que les conséquences que les différents protagonistes étaient en droit d'en attendre, de manière à justifier une ligne politique opportuniste axée sur la rupture avec l'Union européenne qui consiste à faire croire qu'elle contribuerait à modifier les rapports entre les classes en faveur de celle des exploités et à alimenter l'illusion que ce facteur serait déterminant pour rompre avec la politique mise en oeuvre par les représentant de la classe dominante, alors qu'en réalité il ne changerait absolument rien, puisque c'est la Constitution et les institutions nationales britanniques qui demeurent les garants des intérêts de la classe des capitalistes et des rapports établis entre les classes, ainsi qu'avec l'ensemble des institutions financières et politiques internationales, institutions nationales britanniques que les travailleurs britanniques doivent impérativement abattre pour pouvoir envisager sérieusement leur émancipation du capital, objectif que ne partage pas le POID pour se contenter de réformes démocratiques bourgeoises qui profiteraient à certaines couches privilégiées du prolétariat ou qui contribueraient à assurer la stabilité du régime dans la mesure où elles seraient compatibles avec son existence, conformément à sa nature sociale qui est étrangère au socialisme.

Il commençait par dresser une liste d'arguments avancés par les autorités britanniques figurant comme autant d'obstacles ou de prétextes pour retarder la rupture avec l'UE, donc laissant entendre qu'elles auraient été opposées au Brexit, alors qu'on se souvient que le Brexit l'emportait dans tous les sondages y compris avant même que ce référendum soit officialisé et qu'il a été conçu ou provoqué par l'oligarchie financière anglo-saxonne dans le cadre de sa stratégie pour mieux soumettre l'UE à son talon de fer en émancipant l'impérialisme britannique des contraintes économiques et politiques croissantes qu'elle allait imposer à l'UE, tout en lui permettant de conserver les avantages liés aux rapports ou traités signés antérieurement avec l'UE sans en subir les inconvénients, autrement dit créer une situation favorable à l'expansion de l'impérialisme britannique lié organiquement à l'impérialisme américain (depuis le XIXe siècle) au détriment de l'UE qui leur est soumise.

Il ira plus loin dans l'imposture, pour la couvrir en quelque sorte, en affirmant que la bourgeoisie britannique ne voulait pas s'engager dans la voie du Brexit, pardi, pourquoi ne pas lui demander d'avouer qu'elle en était à l'origine ou qu'elle l'avait provoqué, ce qui devait aboutir à rendre confuse au possible ou incompréhensible la situation aux militants ou aux travailleurs, qui de fait se retrouvaient face à une impasse politique, étant donné que rien n'était possible sans rompre avec l'UE et que manifestement cette rupture était impossible en observant ce qui se passait en Grande-Bretagne.

Vous croyez qu'à ce stade Gluckstein se serait dit, bon, d'accord, j'ai compris on s'est fourvoyé depuis 24 ans en axant notre politique contre l'UE, c'est contre les institutions nationales qu'il fallait concentrer notre combat, et bien pas du tout, la suite le confirmera.

Passons sur le lieu commun qui en guise de diversion consistait à rappeler que toutes les couches de la bourgeoisie britannique n'étaient pas alignées sur la même position, que certaines étaient favorables au Brexit, alors que d'autres y étaient farouchement opposées, puisque la Grande-Bretagne demeure l'une des places financières parmi les plus puissantes du monde, la seconde après les Etats-Unis, et que dans ces conditions la bourgeoisie britannique est totalement inféodée à l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, ses états d'âmes témoignent uniquement de son impuissance face à la crise du capitalisme dont elle subit les conséquences qui se traduisent par des réajustements permanents ou des purgent parmi ses membres quand certains ne sont pas contraints à disparaître comme d'ailleurs dans tous les pays occidentaux. Que chacune de ses couches tienne à tirer le meilleur parti de ses rapports avec l'UE, cela fait partie de la règle du jeu et pas davantage.

Cet aspect de la situation ne nous concerne qu'à la marge, puisque l'objectif de notre combat politique ne consiste pas à se contenter de conditions d'existence plus ou moins supportables sous telle ou telle régime dirigée par telle ou telle couche de la bourgeoisie, mais à renverser la bourgeoisie au pouvoir. Que l'on exploite quand cela est possible les contradictions qui existent entre les différentes couches de la bourgeoisie est une chose, encore faut-il que cette tactique demeure subordonnée à notre objectif politique, la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Ensuite, le contenu du vote du 23 juin devait être sciemment et systématiquement occulté, car parmi les diverses raisons pour lesquelles des millions d'électeurs avaient voté oui à la sortie de l'UE, figurait un nationalisme exacerbé alimenté par la montée du racisme et de la xénophobie liée à l'immigration encouragée par l'UE (et les Etats-Unis via la Turquie) combinés à la crise sociale, qui ne pouvait pas constituer un argument pour se féliciter du Brexit ou lui donner un caractère social permettant de justifier la ligne politique du POID axée sur la rupture avec l'UE, il fallait donc nier les faits ou les tronquer, pour finalement falsifier les rapports existant entre les classes, ce qui une fois de plus devait contribuer à rendre incompréhensible la situation.

Une telle manipulation est d'une extrême gravité, car elle sert à camoufler sur quelle orientation politique se situent les partisans de la rupture de l'UE, qu'il s'agisse des travailleurs ou des militants en général, corporatiste, nationaliste, réactionnaire, donc très éloignée du contenu social que les opportunistes lui prêtent pour justifier leur ligne politique, qui du coup prend un tout autre éclairage ou permet de comprendre que l'objectif politique qu'ils affichent ne sert qu'à masquer leurs réelles intentions.

Pour mener à bien cette opération de camouflage, Gluckstein avait appelé en renfort le Financial Times qui avait déclaré que Brexit avait été "un vote de classe", on vient de voir de quoi il en retournait en réalité pour ne pas s'y attarder. Ce qui ne pouvait pas être le cas de Gluckstein, qui au contraire et sans se soucier de l'orientation politique du vote des électeurs en faveur du Brexit,

y verra un levier dont la classe ouvrière britannique pourrait se servir dans son combat pour rompre avec l'UE ou imposer le Brexit et non pour mener le combat politique dans la perspective du renversement des institutions nationales britanniques et de la rupture avec le capitalisme qu'il faut préserver à tous prix.

Cette dernière affirmation pourrait laisser perplexe plus d'un lecteur et ce serait normal, faut-il encore l'étayer, c'est ce à quoi nous allons nous employer sur le champ et nous finirons par là.

L'axe du Brexit ou de la rupture avec l'UE demeure l'unique ligne politique de ce courant politique fossilisé, POID ou POI, leur référence à la rupture avec la Ve République n'étant pas suivie d'effets, elle leur sert uniquement de gage ou de couverture disons de gauche. Gluckstein devait le rappeler lui-même en affirmant à propos du Brexit que "la question sera au centre des congrès du Labour Party et des Trades Unions prévus au mois de septembre", comme si quelque chose de bon pour les travailleurs et les militants pouvait encore sortir des congrès de ces organisations totalement inféodées au capital, pourries jusqu'à la moelle depuis des lustres, on baigne là en plein délire ou négation de la réalité une fois de plus, mais il n'en a cure, témoignant que la culture des illusions dans les appareils contre-révolutionnaires coïncide avec ses véritables intentions politiques et que partant de là il ne peut pas définir une ligne politique indépendante du régime en place ou axée sur son renversement.

En France, il a réussi pendant plus de 25 ans à imposer cette impasse politique à ses troupes non sans quelques péripéties accessoires et il continue en écrivant "Le même problème n'est-il pas à l'ordre du jour en France" qu'en Grande-Bretagne, la rupture avec l'UE, mais bon, il aurait pu aller raconter cela aux Grecs, quoique ils n'ont toujours pas compris non plus qu'il leur faudrait au préalable renverser leurs institutions nationales pour se débarrasser ensuite du capitalisme et de l'UE, de la troïka.

Travailleurs, militants britanniques, votre destin est suspendu aux résolutions des congrès des organisations qui vous ont conduits là où vous en êtes, autant dire que si "le Brexit (...) brûle les doigts" de la bourgeoisie britannique, avec la ligne politique définie par Gluckstein si vous ne supportez plus de crever à petit feu vous pouvez tout de suite vous brûler la cervelle, les travailleurs et militants français sont invités à en faire autant en poussant un dernier cri de désespoir : vive le socialisme !

En épilogue (à développer).

Le stalinisme prit la place de la social-démocratie dégénérée, le trotskysme qui épaulait la social-démocratie dégénérée devait prendre celle du stalinisme devenu trop faible pour poursuivre son oeuvre destructrice...

Une histoire s'achève, soit le mouvement ouvrier tel qu'il s'était manifesté à l'heure de gloire du marxisme et de la révolution d'Octobre disparaîtra, soit il renaîtra des cendres purifiées des différents courants qui se sont consummés pour le meilleur et pour le pire lors de la lutte des classes au cours du XXe siècle et du début du XIXe siècle.

5e sujet

Apprenons à faire preuve de rigueur, bannissons autant que possible les généralités, les approximations, etc.

Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 - F. Engels

F. Engels - Le nombre des prolétaires et leur misère s'accroissent de plus en plus. Cela, affirmé d'une façon aussi absolue, n'est pas exact. Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la misère. Mais ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence. Fin

Ce qui n'est pas rigoureusement exact induit en erreur, contribue à donner une idée fausse de la situation à partir de laquelle on déduira des conclusions erronées ou on définira des tâches inappropriées...

De nos jours les uns et les autres évoquent la pauvreté sans qu'on sache précisément qui elle concerne et à quel niveau elle se situe vraiment, bref, ils racontent et en déduisent n'importe quoi ou ce qui les arrange... Un travailleur vivant seul au smic est pauvre, deux travailleurs vivant ensemble et disposant de deux salaires au smic le seront déjà beaucoup moins, etc.

6e sujet

Que vaut l'info suivante dans un pays où 90% des travailleurs n'ont absolument aucun droit, la plupart du temps même pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, où ils n'existent pas pour ainsi dire ?

Facebook - La Tribune des travailleurs - 2 septembre 2016 – Grève générale en Inde : plus de 150 millions de travailleurs sont appelés à la grève en Inde pour demander le doublement du salaire minimum. Lors des négociations de ces derniers jours, le gouvernement central l'a augmenté à 5 euros par jour de travail. Les syndicats, revendiquent près de 10 euros par jour. Fin

On ne vit décidément pas dans le même monde ou alors il y a quelque chose qui m'a échappé.

5 euros quand le taux de change entre l'euro et la roupie se situe aux alentours de 75 roupies, cela donne un salaire journalier de 375 roupies brut ou net puisqu'il n'y a pas de retenues sur les salaires pour cause d'avantages sociaux inexistant, sachant que 90% des travailleurs indiens travaillent 6 jours sur 7 sans congés payés évidemment, cela donne en moyenne 24 à 27 jours de travail mensuel, multipliés par 375 roupies cela donne 9 à 10125 roupies, or autour de moi je ne connais pas d'Indiens qui perçoivent ce salaire, hormis les employés de Nilgiris une chaîne de supermarchés destinés aux classes moyennes et supérieures, des profs et quelques fonctionnaires.

En réalité le salaire minimum ne doit concerner que le salaire d'embauche des salariés de l'aristocratie ouvrière ou des grandes entreprises, des multinationales ou les fonctionnaires que représentent uniquement les syndicats.

Il faut savoir que lorsqu'une grève est annoncée en Inde, ce jour-là pour éviter les violences et les dégâts matériels l'immense majorité des patrons des grandes entreprises ou des multinationales indiennes ou étrangères ainsi que les commerçants prennent les devants, ils décident de laisser baissés leur rideau ou pratiquent le lock-out préventif, tous les transports en commun publics ou privés sont à l'arrêt systématiquement, toutes les administrations sont fermées, bref,c'est dimanche ou un jour férié supplémentaire pour leurs salariés si vous préférez. Tandis que l'immense majorité des travailleurs des PME et du secteur informel ou encore agricole trimeront normalement ce jour-là. Kumar, 36 ans, superviseur dans une exploitation agricole a travaillé le 2 septembre, Manikandan, 27 ans, qui est salarié dans un cabinet comptable a travaillé, Vidge, 20 ans, ouvrier au bobinage dans une société indo-germanique a travaillé, Murugan, 22 ans, chauffeur-livreur dans une PME a travaillé, Adilakshmi, 45 ans, ouvrière à l'emballage d'encens et savons dans une PME a travaillé, Selvi, 46 ans, femme de ménage a travaillé, etc.

Je ne connais pas tous leur salaire, celui de Vidje est de 6.000 roupies seulement, celui d'Adilakshmi 5.500 roupies, Manikandan et Murugan perçoivent le même salaire environ, Kumar, 6700 roupies pour un emploi de cadre, Jayanthi, 20 ans environ, pompiste, 4500 roupies, et je sais par Selvi que les femmes de ménage qui travaillent dans l'usine (de chaussures destinées à l'Italie) de sa patronne à Sanarapet qui emploie 200 ouvriers, perçoivent un salaire mensuel de 5000 roupies seulement pour 8 heures de travail journaliers 6j/7 hebdomadaire, les ouvriers 10.000 roupies pour des cadences de travail infernales et pas un seul jour de congé annuel, etc. Autant dire que la revendication salariale des syndicats ne les concerne pas et qu'ils s'en foutent éperdument.

Comment cela direz-vous, mais le salaire minimum c'est la loi, c'est inscrit dans le droit, les patrons doivent la respecter, non mais vous voulez rire ou quoi, l'Inde n'est pas un Etat de droit, ce n'est pas la France, puisque les travailleurs n'ont aucun moyen de faire respecter la loi, c'est comme si elle n'existait pas, c'est tout. Bien entendu si vous croyez les conneries qu'on vous raconte vous ne risquez pas de comprendre la situation sociale qui prévaut dans ce pays et bien d'autres dans le monde. On roule sans permis, sans assurance, sans casque, à 3, 4 ou 5 sur une petite moto ou un scooter, sans lumière, les pneus lisses, sans frein à l'avant, on s'arrête à un feu rouge devant un agent de police qui se tapera que vous ne respectiez pas la loi, la paix sociale n'a pas de prix, voilà tout.

Par contre il existe une autre revendication qui pourrait concerner des centaines de millions de travailleurs indiens que les syndicats ne s'aventurent pas avancer, celle des deux jours de repos hebdomadaires dont profite l'aristocratie ouvrière, généralement mais pas toujours, et les fonctionnaires, mais pas toujours non plus d'après ce que j'ai pu observer. Même sans contrat de travail, en dehors des travailleurs journaliers, la quasi totalité des salariés seraient concernés et il serait possible d'imposer ce droit aux patrons et aux travailleurs de le faire respecter, ce qui est le cas en grande partie du seul droit dont ils disposent, la journée de travail de 8 heures. Les patrons ne veulent pas en entendre parler évidemment, les syndicats corrompus non plus évidemment, tout est dans l'ordre des choses établies.

7e sujet

Populisme en oligarchie. Flagrant délit.

Mélenchon veut abolir «la monarchie présidentielle pour faire la VIe République» (LeParisien.fr 28.08), la preuve, il ne loupe pas une occasion pour faire allégeance à la Ve République quand il "félicite la décision du conseil d'Etat", la plus plus haute juridiction administrative de l'Etat, pour avoir suspendu vendredi l'arrêté pris le 5 août dernier par le maire Les Républicain, Villeneuve-Loubet, interdisant le burkini sur les plages de sa commune. Personne n'a précisé si l'apnée en surface était autorisée ou si les porteuses d'un burkini devraient plonger en eaux profondes au risque évidemment de se noyer pour échapper à ces milices de la pensée.

Notre charlatan a osé reprocher à "la droite et les autres" d'avoir l'intention de "mettre en place une police des mœurs", tandis qu'il n'a cessé dans le même registre de vilipender les préjugés des masses sur un tas de sujets traitant de l'égalité notamment en emboîtant le pas à la réaction néolibérale incarnée par Hollande et son gouvernement, le PS.

8e sujet

Les vives discussions que Trotsky eut avec des dirigeants américains sur la nature de l'URSS au milieu des années 30, se concentrèrent essentiellement sur le rôle de la bureaucratie stalinienne. (dans Défense du marxisme)

Trotsky estima que bien qu'elle soit au pouvoir et qu'elle incarnait la contre-révolution au sein de l'Etat ouvrier, la défense de l'URSS était la seule position conforme au marxisme qu'on pouvait adopter, dès lors il faut préciser qu'elle était combinée au combat pour une révolution politique ou le renversement de la caste bureaucratique au pouvoir. C'était une position de principe qui semble-t-il ne prenait pas en compte tous les aspects de la réalité liés à cette question ou ne tenait pas compte de la totalité de la dimension du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme à l'échelle mondiale ou sur le plan historique.

Car il se trouve que l'existence de la bureaucratie stalinienne était subordonnée à celle de l'Etat ouvrier issu de la révolution d'Octobre ou coïncidait avec lui, et que sans l'Etat ouvrier de l'URSS l'existence du stalinisme était compromise ou le stalinisme n'avait tout simplement plus aucune raison d'exister ou ne se justifiait plus puisqu'il était né uniquement en réaction à la révolution socialiste et dirigé contre elle.

On a pu observer en guise de preuve à cette affirmation, qu'un demi-siècle plus tard lorsque l'URSS implosera ou disparaîtra, le stalinisme se disloquera à son tour, aucun parti ou aucune section du Komintern ne passa cette épreuve sans en sortir laminé, partout dans le monde, à des rythmes différents, ils furent laminés, marginalisés, quand ils ne se fondirent pas dans des partis de nature réformiste bourgeoise ou disparurent, en Italie par exemple, en France, en Espagne, au Portugal, etc. ils devinrent moribonds, en Inde ils perdirent le Kerala qu'il gouvernait depuis des décennies, ainsi que Calcutta, bastion ouvrier ou industriel du nord de l'Inde, ailleurs en Asie, en Afrique ainsi qu'en Amérique latine, nulle part ils ne purent résister à la force centrifuge qui devait les emporter au cours de cette épreuve.

La dislocation du stalinisme ne signifia pas forcément qu'il aurait perdu le contrôle du mouvement ouvrier, principalement dans les syndicats, bien que sa direction soit dorénavant remise en cause ou largement entamée après avoir adopté ouvertement le réformisme bourgeois ou renoncé au socialisme conformément à sa véritable nature contre-révolutionnaire, il devait cependant continuer de se réclamer de la lutte de classes et revendiquer son héritage, condition sans laquelle il aurait totalement disparu et aurait dû céder la place à un véritable courant socialiste ou révolutionnaire, d'où le soutien que lui apportera le régime capitaliste sous différentes formes ou sur différents plans, électoral et financier essentiellement.

La question que je me suis posé est la suivante. Dès le milieu des années 30 qui devait se solder par la liquidation du parti bolchevik et de l'Internationale Communiste par Staline et ses misérables larbins, sachant que l'existence du stalinisme était conditionnée à celle de l'URSS, au pouvoir bureaucratique et dictatorial qu'il avait acquis au sein de l'Etat, et que ce pouvoir lui permettait de saboter toutes les révolutions dans le monde, Allemagne, Chine, Espagne, France, etc. de soumettre le mouvement ouvrier international à l'impérialisme ou au capitalisme mondial, de pourrir littéralement le mouvement ouvrier dans tous les pays où il était implanté, de préparer partout ses futurs et tragiques (multiples) défaites afin d'assurer la pérennité du capitalisme pendant encore de longues décennies avec les conséquences dramatiques que l'on sait pour des centaines de millions de travailleurs et leurs familles dans le monde, en fait sacrifier l'existence de plusieurs générations d'ouvriers, le tout au nom du socialisme ou du communisme totalement défiguré qu'il allait faire haïr à autant de travailleurs ou qui s'en éloigneraient définitivement, je me suis demandé si la défense de l'URSS valait vraiment ce prix, comment dire, incommensurable, ce sacrifice qu'on n'ose même pas évalué tant il fut hors norme, déterminant l'orientation ou le destin de la civilisation humaine, et si tel était le cas, j'aurais voulu qu'on m'expliqua pourquoi, au nom de quoi au regard de l'oeuvre destructrice qu'il allait minutieusement acccomplir avec ses conséquences catastrophiques pour l'humanité tout entière, je voudrais comprendre comment on a pu concevoir une telle position et s'y tenir pendant encore plus d'un demi-siècle, qui consistait à soutenir la principale condition (l'existence de l'URSS et sa défense) qui déterminait l'existence de ce monstre, le stalinisme, et quel profit le prolétariat mondial et le mouvement ouvrier international, le socialisme, étaient censés être en droit d'en attendre, absolument aucun comme chacun a pu ou peut le constater de nos jours.

J'en suis arrivé à la conclusion (en réalité depuis des années déjà sans avoir trouvé le temps de revenir sur cette question déterminante), que Trotsky s'était focalisé sur la défense de l'URSS en privilégiant (en le déformant) l'aspect objectif ou social qu'elle incarnait, au détriment de l'aspect subjectif ou politique lié au stalinisme, alors que rien ne permettait de le justifier puisque l'URSS était vouée à terme à disparaître, l'embourgeoisement du prolétariat en occident et la soumission du mouvement ouvrier contrôlé par les staliniens au réformisme bourgeois ne devaient pas contribuer à l'avènement d'une nouvelle direction renouant avec le marxisme ou le socialisme, dans ces conditions aucune révolution socialiste ne pourrait se produire et encore moins triompher, de sorte que l'espoir d'une révolution politique en URSS s'appuyant sur le développement de la lutte de classe en occident était un voeu pieux ou une vue de l'esprit sans rapport avec la réalité, abattre le stalinisme ou faire en sorte qu'il cesse de nuire au mouvement ouvrier international le plus tôt possible, aurait pu être aussi une position de principe, quitte à sacrifier l'existence de l'URSS qui ne correspondait pas à l'idée qu'on pouvait se faire d'un Etat ouvrier, et qui de toutes manières était condamné à disparaître.

Entre la fonction que le stalinisme remplissait en Russie et celle qu'il assumait à l'échelle mondiale, malgré lui parfois mais dont il se servira pour tromper des millions d'ouvriers dans le monde qui le confondront avec le socialisme ou le communisme pour assurer la stabilité du régime capitaliste, on a envie d'ajouter puisqu'il en est issu lui-même ou son existence en dépendait, j'en suis arrivé à la conclusion que lui couper les vivres aurait été le meilleur moyen de se débarrasser de cette vermine le plus rapidement possible.

L'Etat ouvrier de l'URSS a fait l'objet d'un fétichisme pour ainsi dire par principe, sans trop se préoccuper de savoir à qui il profitait ou à quoi il devait servir, pire encore, en s'en tenant à sa nature sur la base des rapports de propriété dont le contrôle ou la gestion en était inséparable, correspondait davantage aux critères qui définissent le fascisme plutôt que le socialisme, sur le plan politique, toute opposition au régime étant férocement réprimée, pendant que sur le plan économique une bureaucratie monstrueuse gérait les moyens de production pour son propre compte et celui de l'impérialisme en attendant des jours meilleurs ou d'en reprendre directement le contrôle.

Quant à l'argument selon lequel la bureaucratie stalinienne aurait joué malgré elle un rôle progressiste en certaines circonstances, il tenait davantage de la démagogie ou du proverbe qui veut qu'à quelque chose malheur est bon sans se demander à qui le malheur devait échoir et qui devait en profiter. Quand la bureaucratie stalinienne fut amenée à défendre l'existence de l'Etat ouvrier ou à prendre position en faveur de mouvements de libération nationale, ce fut uniquement pour briser son isolement et préserver son fond de commerce, en outre simultanément dans tous les pays où elle était implantée, elle soutenait la totalité des régimes réactionnaires en place et sabotait tout espoir de révolution.

Un demi-siècle plus tard ou davantage encore, on ne peut même pas lui attribuer d'avoir joué un rôle progressiste comparable à celui de la bourgeoisie lors de la période ascendante du développement du capitalisme, au regard de l'état de sous-développement dans lequel ont été maintenus la plupart des pays décolonisés ou ayant conquis leur indépendance dans lesquels elle était intervenue. Et ne cherchons pas quels avantages les peuples auraient pu tirer de son intervention politique sur le plan moral, sachant que l'existence du stalinisme tout comme le fascisme était incompatible avec l'expression des valeurs de la République ou les principes les plus élémentaires même déformés ou étriqués de la démocratie.

Un tel dévoiement du marxisme a peut-être eu pour origine le fait d'avoir confondu la nature et la fonction de l'URSS et du stalinisme ou de leur avoir attribué par erreur des propriétés qui correspondaient plus à l'un qu'à l'autre, pour avoir manqué de discernement lors de l'appréciation de l'évolution de leurs rapports ou n'en avoir pas tenu suffisamment compte en leur attribuant un pouvoir subjectif qui relevait plus de l'autosuggestion ou de la prophétie, au lieu de s'en tenir aux différents facteurs qui composaient le processus dialectique qui déterminait quelle nature et quelle fonction dominaient et seraient amenées à dominer dans le futur dans l'URSS et le stalinisme, au point de les diluer dans un fatras théorique relevant du sophisme en leur prêtant une double nature et une double fonction en perdant de vue qu'une seule l'emportait et l'emporterait par la suite, ce que les faits démontrèrent amplement par la suite, l'URSS était vouée à disparaître et elle a disparu et le stalinisme dont l'existence en dépendait devait l'imiter.

Au lieu de partir de ce constat et de s'y tenir pour définir une stratégie politique afin de doter le mouvement ouvrier international d'une nouvelle direction, on s'évertuera à défendre l'instrument à travers lequel le stalinisme exerçait sa dictature sur le peuple russe ainsi que sur le mouvement ouvrier international et qui garantissait son existence au profit du capitalisme mondial en dernière analyse, dont il était un agent avant d'en devenir une composante à part entière une fois le capitalisme rétabli en URSS (et ses satellites).

Et comment s'y est-on pris ? En leur prêtant une double nature, dont l'une ou l'autre devait être avancée ou l'emporter en fonction des circonstances, de sorte qu'il serait possible de se réclamer de l'une ou de l'autre en fonction de critères arbitraires ou pour justifier une ligne politique correspondant uniquement à des intérêts d'appareil, au point que leur véritable nature et fonction deviendront incompréhensibles pour la plupart des travailleurs et des militants, indéfendables s'agissant de l'Etat ouvrier pour peu qu'on aurait adopté cette position ou impossible à combattre efficacement s'agissant du stalinisme.

Après cela on pouvait se prévaloir de la dialectique ou du matérialisme dialectique qu'on avait mutilé entre temps, ce qui ne manquerait pas d'impressionner les ignorants ou les naïfs. Car si la transformation de la quantité en qualité constitue effectivement le rapport déterminant de la dialectique pour comprendre l'évolution de la matière, il aurait fallu en déduire sur la base des faits ou d'une simple observation, que l'Etat ouvrier issu de la révolution russe de 1917 avait changé de nature une fois conquis par le stalinisme, que les rapports de propriété établi en faveur de la classe ouvrière avaient été renversés par une contre-révolution qu'incarnait une caste bureaucratique réactionnaire qui dorénavant l'administrait provisoirement avant d'en remettre les clés aux capitalistes qui seraient issus de cette même caste parasitaire.

Non, tout n'est pas possible dans n'importe quelle circonstance.

Un chien qui a la rage, c'est toujours un chien, mais ce n'est plus tout à fait le même chien, jamais il ne redeviendra le chien en bonne santé que vous avez connu, et faute de pouvoir le soigner il faudra bien se résoudre à abattre cette malheureuse bête qu'on aimait tant.

Cela nous ramène à tous ces beaux et généreux principes dont on nous rebat les oreilles à longueur de temps pour nous convaincre qu'ils existeraient, alors qu'en réalité ils n'existent que sur le papier ou leur existence n'a jamais dépassé le stade de l'incantation, de la spéculation ou de la démagogie.

Le stalinisme s'était tellement identifié à cet Etat ouvrier que nous nous sommes évertués à défendre, que plus de deux décennies plus tard, pas un peuple de l'ex-URSS ou de ses satellites de l'Europe de l'Est ne le regrette ou n'aurait l'idée d'avoir

la tentation de vouloir renouer avec ce monstre, et pour l'avoir vécu au quotidien, j'estime qu'ils étaient suffisamment bien placés pour savoir de quoi il retournait et leur faire confiance.

Lénine, que citera Trotsky, affirmera qu'en fait d'Etat ouvrier, à bien des égards l'URSS présentait plutôt les caractéristiques d'un Etat bourgeois dont seule l'orientation était ouvrière ou socialiste, et que par conséquent sa bureaucratie présentait les mêmes défauts contre lesquels il fallait lutter pour qu'elle ne finisse pas par l'étouffer...

Lénine ne se faisait aucune illusion et analysait avec une lucidité implacable la situation critique de l'URSS et la bureaucratisation croissante de l'Etat qu'il combattait. C'était un héritage de l'ancien régime et non le produit du bolchevisme ou du socialisme, tout comme le stalinisme.

Il savait que le plus grand dirigeant, le penseur le plus génial de tous les temps, le parti le plus parfait, les intentions les plus généreuses, les discours les plus fameux, les institutions les plus démocratiques qui n'aient jamais existé ne suffiraient pas à eux seuls à venir à bout de plusieurs siècles d'obscurantisme, de superstition, d'ignorance, d'arriération, d'exploitation et d'oppression qui avait pénétré profondément le caractère des hommes, qui avaient façonné leur mode de pensée, qu'il faudrait des années ou des décennies avant que les hommes parviennent à penser autrement ou à intégrer les nouveaux rapports sociaux de production en tant qu'acteurs de leur propre destin sur un plan collectif, historique et conscient, et que pendant cette longue période il faudrait lutter sans relâche pour venir à bout définitivement des vieilles habitudes du passé...

Tout cela paraîtra peut-être à certains pour de la spéculation sans grand intérêt, sauf qu'on n'invente rien, qu'ils veuillent bien se remémorer les décennies pendant lesquelles la bourgeoisie lutta pour imposer son pouvoir face aux tentatives de restauration de l'Ancien régime juqu'au milieu du XIXe siècle.

On peut être pris de vertige ou de découragement face à la tâche colossale qui nous attend, sauf qu'on n'a pas le choix et on ne peut pas l'aborder en se berçant d'illusions qui seraient fatales à notre combat ou notre cause, en fait la question se réduit à savoir si on en a parfaitement conscience et si on accepte librement de s'engager dans cette voie ou si au contraire on baisse les bras ou on renonce à lutter pour notre émancipation.

En épilogue (à développer)

Dans d'autres textes ou entretiens de Trotsky de la fin des années 30, j'ai constaté qu'il avait bâti ses stratégies politiques sur des suppositions pour le moins hasardeuses ou des hypothèses, qui pires encore n'avaient absolument aucun lien avec la réalité et son évolution probable disons à 90% et auraient dû être éliminées juste après les avoir formulées, refusant d'admettre que le prolétariat ne prendrait le pouvoir nulle part dans le monde et qu'il n'y aurait jamais de révolution politique en URSS ou chez ses satellites, tout simplement parce qu'il n'existait pas la moindre trace d'un facteur subjectif permettant d'aboutir d'envisager sérieusement une autre conclusion, difficile à digérer, certes, mais conforme à la réalité à laquelle Trotsky avait tourné le dos.

Plus tard en France ses héritiers autoproclamés (lambertistes) s'en inspireront de toute évidence en sortant de leurs chapeaux la théorie foireuse de l'imminence de la révolution, ils tiendront ainsi en haleine pendant plusieurs décennies des dizaines de milliers de militants avant d'autodissoudre le parti (PCI) que ces militants sincères et courageux s'étaient acharnés à essayer de construire pour finalement en revenir... à un parti du type de la SFIO !

9e sujet

Défense inconditionnelle de la Syrie malgré Bachar al-Assad.

J'ai retrouvé le passage dont j'avais parlé un jour dans une causerie, où j'affirmais avoir adopté une position identique à celle de Marx, et l'avoir découvert par la suite et m'en être félicité. Extrait du recueil de textes Défense du marxisme.

Quand Marx et Engels défendirent l'Allemagne "malgré le Hohenzollern et ses junkers".

- L'exemple des guerres nationales bourgeoises renferme, effectivement, des leçons extraordinairement instructives, mais Shachtman est passé à côté sans y réfléchir. Marx et Engels aspiraient à une Allemagne républicaine unifiée. Pendant la guerre de 1870-71 ils se rangèrent du côté des Allemands, bien que les parasites dynastiques exploitassent et déformassent ce combat.

Shachtman insiste sur le fait que Marx et Engels se tournèrent sans délai contre la Prusse dès qu'elle annexa l'Alsace et la Lorraine. Mais ce changement d'attitude ne fait qu'illustrer notre pensée avec encore plus de clarté. Il est impossible d'oublier une seule minute qu'il s'agissait d'une guerre entre deux Etats bourgeois. Ainsi le dénominateur de classe était commun aux deux camps. On ne pouvait donc décider de quel côté se trouvait le "moindre mal" -dans la mesure où l'histoire laissait le choix- qu'en fonction de facteurs complémentaires. Du côté des Allemands il s'agissait de créer un Etat bourgeois national, comme arène de l'économie et de la culture. L'Etat national constituait alors un facteur historique progressiste. Dans cette mesure Marx et Engels

se tenaient du côté des Allemands, malgré le Hohenzollern et ses junkers. L'annexion de l'Alsace et de la Lorraine brisait le principe de l'Etat national, tant vis-à-vis de la France que vis-à-vis de l'Allemagne et préparait la guerre de revanche. Il est naturel que Marx et Engels se soient alors brutalement retournés contre la Prusse. Ils ne risquaient pas en cela de rendre service à un système économique inférieur face à un système supérieur, les rapports bourgeois, je le rappelle, dominant dans les deux camps. Si la France, en 1870, avait été un Etat ouvrier, Marx et Engels se seraient trouvés de son côté dès le début du conflit puisque - on éprouve quelque malaise à le rappeler- le critère de classe dirigeait toute leur activité.

(...)

Lénine déduisait la politique du défaitisme du caractère impérialiste de la guerre; mais il ne s'arrêtait pas là. Il déduisait le caractère impérialiste de la guerre d'un stade spécifique du développement du régime capitaliste et de sa classe dirigeante. Et précisément parce que le caractère de la guerre est déterminé par le caractère de classe de la société et de l'Etat, Lénine nous recommandait de faire abstraction de circonstances "concrètes" telles que démocratie ou monarchie, agression ou défense nationale, pour définir notre politique vis-à-vis de la guerre impérialiste...

10e sujet

Après la bikinisation de la fin des années 60 qui annonçait l'émancipation pornographique des bonnes consciences de gauche qui rivalisera avec celle de la réaction, voilà le temps venu de la burkinisation des esprits placée sous le signe du populisme généralisé flirtant avec le communautarisme et le corporatisme en guise de camisole de force dans laquelle ils veulent enfermer ou étouffer la société, dont la décadence et le délitement préfigurent l'agonie des valeurs et principes que la civilisation humaine avait mis des millénaires à se forger.

Quand un militant a demandé naïvement sur la page Facebook de La tribune des travailleurs pourquoi le POID ne se prononçait pas sur cette question, il s'est vu répondre le 25 août : "notre boussole reste la lutte de classes...", ce qui signifiait qu'il n'entendait pas se mêler à la guerre idéologique et psychologique que menait la classe dominante pour briser la résistance des travailleurs à sa politique ultra réactionnaire, qui se traduira par la neutralisation de la lutte des classes au profit de la classe au pouvoir ou du régime en place, CQFD.

Vaut mieux s'attarder sur les conséquences plutôt que les causes pour que rien ne change. Les commentateurs de tous poils sont prolixes quand il s'agit de traiter les déclarations et les mesures prises suite à la prolifération du burkini, mais quand il s'agit d'en analyser les causes et de remonter à son origine pour le caractériser politiquement, il n'y a plus personne.

Les partis ouvriers refusant toujours de caractériser le PS, ses satellites et ses alliés, la nature du régime en place ou plus précisément son évolution, ils ne peuvent pas non plus caractériser l'orientation du mouvement ouvrier, ils en sont même arrivés à un degré de décomposition qui leur interdit de caractériser les miliciens de Daesh et autres fanatiques acquis à l'idéologie wahhabite, qui parce qu'ils s'attaquent à la classe ouvrière ont rejoint les rangs du lumpenprolétariat au côté de l'extrême droite. Quand une femme n'est plus vraiment une femme, qu'un homme n'est plus tout à fait un homme, alors il est permis de penser tout et son contraire, c'est pratique pour camoufler toute sorte d'impostures.

Les penseurs ou idéologues chargés de la propagande de la réaction doivent observer non sans une certaine satisfaction la lente et inexorable désagrégation de tous les courants du mouvement ouvrier tous corrompus par le régime. Un exemple.

J'ai lu sur Facebook que le POID avait publié l'info relative à la rencontre programmée entre les dirigeants de la CGT et de FO prochainement comme si cela présentait un intérêt supérieur et surtout sans y ajouter le moindre commentaire. Du coup, comme c'était à prévoir parce que les dirigeants de ce courant politique savent parfaitement ce qu'ils font ou pourquoi ils le font sans toutefois l'assumer, un militant a cru bon d'ajouter un commentaire laissant planer le doute sur ce qui pourrait ressortir de cette réunion, histoire d'alimenter les illusions dans les appareils pourris de ces syndicats que partagent les militants de ce parti notamment, tandis que ses dirigeants leur sont soumis, alors que la CGT a appelé à voter pour le candidat de l'extrême droite néolibérale en 2012, Hollande, et que Mailly à sa carte au PS qui soutient la politique ultra réactionnaire du gouvernement, et qu'ensemble ils ont organisé 13 journées d'action bidon pour faire passer la loi Travail.

Si la transformation de la quantité en qualité constitue le processus déterminant de la dialectique (selon Trotsky) et donc du marxisme, force est de constater que le POID l'ignore, puisque parvenu à un certain nombre de journées d'action sans lendemain (ou même avant !), 3,4, peut-être 5, il était devenu évident ou il fallait en conclure qu'elles avaient été conçues uniquement dans le but d'aider le gouvernement à faire passer cette loi et qu'il fallait cesser d'y participer, pire, d'y appeler, qu'il fallait les condamner en tant que telles de manière à briser les illusions que les militants et les travailleurs auraient pu placer dans les appareils vendus des syndicats, afin de les organiser sur une ligne politique indépendante de ces agents du capital, de façon à tisser des liens avec de nouveaux travailleurs et éventuellement en recruter, c'est en tout cas l'orientation politique qu'aurait adoptée un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Toujours dans la page Facebook du POID (La Tribune des travailleurs), j'ai constaté qu'il y avait eu un échange entre des militants et la direction du POID sur la question du burkini, et l'attitude du POID ayant été épinglée par un militant, quelques jours plus tard

le commentaire qui avait été ajouté par la direction du POID avait disparu. En quoi cela aurait-il une importance ? Dans la mesure où cela démontre que les dirigeants du POID naviguent à vue, qu'ils n'ont en réalité aucune ligne politique, aucune stratégie pour construire le parti, ce sont de vulgaires manoeuvriers à l'instar de feu Lambert et rien de plus.

On conçoit très bien qu'on puisse adopter une position sur une question et qu'on soit amené à en changer à un moment donné, cela nous est tous arrivé un jour, encore faut-il le faire proprement, en ne camouflant pas ses erreurs ou errements ce qui est le pire des comportements, mieux en les reconnaissant, en les caractérisant politiquement de manière à en tirer des enseignements, sans quoi il sera impossible de corriger la manière hasardeuse ou approximative dont on appréhende les événements ou la situation.

11e sujet

Si j'ai continué à actualiser ce portail, c'est parce que je ne supportais pas qu'on laissa à des réactionnaires déguisés en progressistes le monopole de l'interprétation de la guerre idéologique et psychologique que menait la classe dominante contre tous les peuples, d'autant plus que leurs conclusions contribuaient à cautionner ou justifier, à pérenniser son hégémonie sur la société au lieu de la combattre pour y mettre un terme.

Ce qui caractèrise la situation, c'est l'impasse politique dans laquelle nous nous retrouvons, situation qui semble inextricable où l'extrême confusion règne, ce qui est dû au rôle que joue le PS et ses satellites et alliés, ce qui a été rendu possible par le fait que pendant 70 ans on s'est acharné à refuser de le caractériser tel qu'il était réellement, tout en le justifiant par des procédés malhonnêtes qu'on a été jusqu'à théoriser, ce qui rend le combat contre l'opportunisme difficile et incompréhensible à la plupart des militants.

Aucune expérience humaine n'a de sens, dès lors qu'on en ignore l'origine et l'effet qui en découlera selon les conditions historique dans lesquelles elle s'est réalisée. Cette ignorance est à l'origine du processus dialectique inconscient qui a déterminé ou accompagné le développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours. Les hommes s'employèrent à la combattre sans jamais parvenir à en prendre réellement conscience, hormis quelques rares penseurs géniaux en avance sur leur époque, qui parvinrent à découvrir les lois qui l'entretenaient pour le meilleur et pour le pire, et les moyens d'y mettre un terme afin que les hommes parviennent à faire leur propre histoire consciemment pour enfin vivre en paix.

Ces lois et ces moyens nous les connaissons à travers l'oeuvre que nous ont léguée les marxistes. Mais là encore ils ne devaient pas suffire, il fallut que les hommes les interprètent et les déforment chacun à leur manière en fonction de leurs propres expériences ou plus précisément de l'interprétation de leurs propres conditions au point de rendre cette théorie méconnaissaible ou inopérante, ce qui devait nous ramener au niveau de l'arriération politique qui prévalait plus de deux siècles en arrière.

Il était entendu que cette ignorance ne serait définitivement vaincue que lorsque les hommes seraient parvenus à s'émanciper du règne de la nécessité, et qu'avant d'y parvenir leur principale tâche devrait consister à la combattre sur tous les fronts, pour préparer les conditions qui permettraient enfin d'en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui incarnait plus que tout cette ignorance du développement historique qui avait contribué à forger la civilisation humaine et à la faire progresser.

Au lieu de combiner le combat sur le plan social et politique et le combat contre la guerre idéologique et psychologique menée par la classe dominante, on jugea que la lutte des classes suffirait à atteindre cet objectif ou à faire progresser le niveau de conscience des masses exploitées, sans se soucier du cours qu'elle pourrait prendre ou de la manière dont elles interprétaient la lutte des classes, sachant que seule une infime minorité y participait pendant que l'immense majorité continuait de la subir. Du coup, au lieu de progresser, le mouvement ouvrier et l'ensemble de la société ne cessèrent de regresser, de se décomposer pour finalement être livrés à la pire barbarie et s'éloigner un peu plus du règne de la liberté, idéal qu'on n'ose même plus formuler ou espérer, pour ne pas dire qu'on s'est résigné à notre triste sort.

Les opportunistes, traîtres, renégats, charlatans, aventuriers, nous abreuvent de grands discours faisant l'apologie de la résistance du peuple opprimé, qu'ils n'auront eu aucun mal à produire pour être la copie conforme de ceux qu'ils tenaient un demi-siècle ou plus en arrière, et qui déjà à cette époque sous couvert qu'ils répondaient au mouvement spontané des masses exploitées étaient inadaptés, du fait qu'ils se situaient en dehors de toute perspective historique, en se gardant bien de caractériser son orientation qui faisait la part belle aux pires illusions (réformistes), longue expérience au cours de laquelle les travailleurs ne retiendraient aucun enseignement, tandis que les militants du mouvement ouvrier ne progresseraient pas non plus, bien au contraire.

Si de nos jours des réactionnaires en tous genres passent pour des résistants au régime et se font entendre bruyamment, tandis que les véritables opposants politiques sont marginalisés et inaudibles, c'est parce qu'ils n'ont pas réussi à tenir un discours aux masses qui corrrespondait à leur véritable condition, dans laquelle est incluse leur perception ou leur interprétation de la société autant que leur propre condition sociale, déterminant la manière dont s'exerce sur eux l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui conditionne en grande partie leur comportement (et leurs idées), y compris envers la lutte des classes et le mouvement ouvrier à laquelle elles ne participent pas ou dans lequel elles refusent de s'engager.

On dit que les conditions objectives seraient amplement réunies depuis longtemps déjà pour passer du capitalisme au socialisme. On affirme que le niveau atteint par le développement des forces productives, des sciences et des techniques permettrait de satisfaire les besoins de l'humanité entière. On estime qu'au stade de l'impérialisme, le capitalisme en concentrant et en rationalisant au maximum la production, en la socialisant, a réalisé une des conditions favorisant le passage au socialisme, alors qu'on n'a pas cessé de s'en éloigner au cours des dernières décennies pour ne pas remonter plus loin, sans réellement se demander ou comprendre pourquoi dès lors que la réponse à cette question débordait du cadre étroit de notre conception figée et bornée, dogmatique de la lutte de classe, qui finalement ne concernait qu'une minorité de travailleurs engagés dans le mouvement ouvrier parmi les mieux nantis et abandonnant au passage l'immense majorité qui servirait à assurer la stabilité du régime et des institutions.

La classe dominante l'a fort bien compris, et c'est la raison pour laquelle elle a développé une multitude d'instruments (de propagande) pour mieux maintenir les travailleurs dans l'ignorance ou les abrutir, on pense immédiatement aux médias, à la publicité, aux instituts de sondages, auxquels il faut ajouter l'alcool, la drogue, la pornographie, le sport, les jeux vidéos, les jeux d'argent, internet, etc. en multipliant aussi les ONG ou les associations en tous genres, les partis, les syndicats, les think tanks, etc. qui tous véhiculent son idéologie, ce qui ne devait pas vraiment aider à la combattre (sic!), mais plutôt pour y être davantage soumis à leur dépend.

On peut toujours nier que tous ces instruments exerceraient une influence sur le mode de pensée ou le comportement des travailleurs ou faire comme s'ils n'existaient pas, c'est ce qu'on s'est appliqué à faire jusqu'à présent avec le résultat que l'on sait. Sachant que leur objectif est de neutraliser la lutte de classe du prolétariat, on peut dire que ces instruments s'inscrivent parfaitement dans cette perspective ou la servent sans que les travailleurs et la plupart des militants en aient conscience. Donc ne pas les aider à en prendre conscience revient à les laisser là où ils en sont, ou à permettre à ceux qui les manipulent ainsi ou formatent leur conscience de continuer leur sale besogne ou nuire à leurs intérêts.

12e sujet

L'espèce humaine a évolué et elle aspire au progrès social, sans pour autant être parvenue à se réapproprier sa propre nature, ce qui lui fait courir le risque de s'accommoder de la barbarie (ce qui a toujours été plus ou moins le cas soit dit en passant) ou de s'y identifier pour n'avoir pas été capable de franchir la dernière épreuve ou le stade du règne de la nécessité, ce qui la condamnerait à une dépendance pire que toutes celles qu'elle a connues dans le passé ou à une régression sans fin qui la ramènerait à l'époque de la sauvagerie.

13e sujet

Nous disions que la démocratie n'a jamais existé et que les conditions pour qu'elle se réalise un jour n'étaient pas prêts d'être réunies, sauf à se leurrer et prétendre que la majorité de la population pourrait parvenir à s'élever à un niveau de conscience supérieur, ce qui manifestement demeurera du domaine de l'utopie pendant encore de nombreuses décennies ou davantage encore.

Ainsi la démocratie ne peut exister qu'à travers les éléments les plus conscients de la société qui sont une minorité et le resteront encore fort longtemps et il ne peut pas en être autrement. Partant de ce constat, soit on admet que cette minorité peut gouverner pour le compte de la majorité qui demeurera encore en grande partie ignorante ou inconsciente, tout en s'appuyant sur celle-ci et en l'aidant à progresser, soit on le refuse et dans ce cas-là on se condamnera à ce que ce soit toujours une minorité qui gouverne pour le compte de la minorité des exploiteurs. Il n'existe pas de troisième voie ou de voie du milieu.

Autrement dit, on a le choix entre tenir compte des enseignements de la lutte de classes du passé et notamment de la Commune et de la révolution russe de 1917, ce qui implique de construire un parti qui rassemble ces éléments conscients et d'en former de nouveaux, soit on rejette ces enseignements et on se condamne à vivre sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui ne peut plus prendre désormais qu'une tournure particulièrement violente ou barbare.

On a cru que les enseignements du marxisme n'étaient plus appropriés à notre époque et qu'il fallait les abandonner ou s'en détourner parce qu'ils constituaient un obstacle à toute issue politique à la crise du capitalisme, alors qu'en fait ils recelaient les moyens pour vaincre tous les obstacles qui se dressaient sur notre chemin pour renverser l'ordre établi.

On peut prêter aux hommes toutes sortes de qualités ou de défauts, toutes sortes d'illusions ou d'idées lumineuses, il n'en demeure pas moins que le constat que nous venons de dresser s'impose à nous qu'on le veuille ou non, et le fait que l'immense majorité le rejette prouve à sa manière le bien-fondé de nos conclusions ou leur légitimité.

Personne, pas un militant ne peut se réclamer du marxisme, du socialisme ou du communisme s'il rejette ces conclusions, s'il se détourne tout simplement de la réalité puisqu'il s'agit uniquement de cela ici, et non d'une interprétation, d'une théorie, d'une doctrine ou je ne sais quoi encore où se mêleraient inconsciemment les intentions (subjectives) de son auteur qui pourraient contribuer à déformer la réalité.

Même en Russie en 1917 ou de 1917 à 1924 la démocratie n'a jamais existé réellement ou alors seulement à travers une toute petite poignée de dirigeants du parti bolchevik qui impulsaient sa politique, et encore puisque lorsque l'occasion se présenta ils furent submergés par une horde d'éléments inconscients qui les renversa. La démocratie fut renversée dès que le majorité qui n'y était pas préparée ou ne remplissait pas les conditions pour l'incarner et la faire vivre s'émancipa du pouvoir qu'exerçaient sur elle ces dirigeants les plus conscients et ainsi vainquit la contre-révolution ennemi de la démocratie.

Si maintenant on confond la démocratie avec la libre expression de la majorité sans se soucier de son niveau de conscience ou qu'on attribue à la démocratie les mêmes qualités qu'à n'importe quelle assemblée qui réunirait la majorité du peuple, cette définition l'abaisserait au niveau d'un exercice ne présentant aucun intérêt puisque les délibérations qui en sortiraient ne pourraient pas correspondre aux besoins de la majorité dont le niveau de conscience n'aurait pas suffisamment évolué, et les représentants qui pourraient s'exprimer en son nom ne pourraient qu'appartenir également à des couches plus ou moins arriérées de la population.

La question n'est pas de savoir si on est pour ou contre la démocratie, puisque nous sommes tous censés y adhérer, mais de savoir comment ou dans quelle condition elle pourrait s'exprimer avant de pouvoir être réellement effective de manière à finir par s'imposer.

Il est évident que pour qu'une assemblée de représentants du peuple puisse fonctionner démocratiquement, il ne suffit pas qu'ils soient élus comme le veut l'idée reçue, il faut qu'ils soient en mesure de se prononcer librement sur des mesures qui appartiennent à des domaines très divers qu'ils n'ont pas forcément étudiés ou qu'ils ne maîtrisent pas ou encore qu'ils méconnaissent totalement, pour les éclairer des études ou des rapports ainsi que leurs conclusions peuvent être mis à leur disposition pour qu'ils y réfléchissent tranquillement, faut-il encore qu'ils disposent des capacités intellectuelles requises pour mener à bien ou à fond leurs travaux, investigations ou réflexions, les placer dans une perspective historique. Or ce sera rarement le cas ou seule une minorité en aura réellement les moyens, du coup ce sera la majorité qui décidera de l'orientation de la société, majorité qui ne sera pas apte à incarner la démocratie ou qui sera influencée par des facteurs étrangers à la démocratie, de telle sorte que les décisions qu'elle sera amenée à adopter ne correspondront pas à l'exercice de la démocratie ou ne pourront donc pas forcément exprimer la démocratie tout en se parant des apparences de la démocratie.

Jusqu'à présent on s'était contenté d'une définition de la démocratie approximative qu'il nous faut corriger, restrictive ou limitée à l'expression de la majorité en négligeant un facteur déterminant qui allait être à l'origine de bien des confusions et qu'il nous faut introduire dans notre définition pour la rendre cohérente, à savoir que l'exercice de la démocratie ne se réduit pas à donner la parole à la majorité ou à ses représentants sans se soucier de leurs intentions, de leurs expériences, de leur niveau de connaissance ou de conscience, faut-il encore qu'ils aient conscience que les mesures qu'ils adopteront s'inscriront dans un processus matérialiste, dialectique et historique (à l'échelle mondiale) et correspondront bien aux besoins de la majorité du peuple sans empiéter sur ceux des générations futures, sans oublier les ressources de notre planète qui ne sont pas illimitées.

On aura compris que la démocratie est une forme de gouvernance idéale, qui requiert des conditions qui ne peuvent pas être remplies sous un régime où la minorité exploite et opprime la majorité ou détient tous les pouvoirs. Dans le cadre du règne de la nécessité où l'homme en est encore à faire sa propre histoire inconsciemment, la République que l'on peut considérer comme la forme juridique la plus élevée ne peut être compatible avec l'exercice de la démocratie, hormis lorsque les intérêts de la minorité se confondent avec ceux de la majorité ou de l'ensemble de la société, dans tous les autres cas elle sera bannie de l'exercice du pouvoir. Elle est donc réduite ou soumise aux caprices ou à l'évolution des besoins du capitalisme, de la minorité qui détient le pouvoir, ainsi qu'aux aléas de la lutte des classes.

C'est d'ailleurs uniquement la lutte de classe du prolétariat qui permet de nos jours d'exprimer la démocratie, tandis que l'oligarchie financière y est farouchement opposée. Plus la couche de la classe dominante qui concentre le pouvoir économique est réduite, plus son pouvoir politique tendra à être despotique.

L'élection présidentielle est l'expression achevée de la négation de la démocratie, dans la mesure où un seul homme ou une seule femme se substitue à tout un peuple pour déterminer son destin, tel un monarque, un empereur ou un bonaparte.

Cette question n'est pas sans rapport avec celle de la tutelle d'une autorité supérieure sous laquelle la plupart des gens acceptent de se placer, ce qui revient à admettre qu'ils ne sont pas aptes à décider de leur propre sort. Quant à ceux qui prétendent s'en passer, leur statut n'est guère plus enviable, puisqu'en réalité ils subissent passivement le sort qui leur a été réservé ou s'en accommodent hypocritement parce qu'ils en tirent quelques satisfactions, quand ils ne se prennent pas pour cette autorité supérieure elle-même!

Dieu, l'Etat et l'uniforme en général en imposent à tous les crétins de la terre, autant que leur propre ignorance qui leur tient lieu de guide ou leur inspirent le respect, la crainte jusqu'à l'ivresse du fanatisme déguisée en anges gardiens de leur misérable destin qu'ils auront pour seul horizon tout au long de leur existence.

Pour l'ignorant la camisole de force de la servitude dans laquelle il évolue est rassurante, et il y demeurera attaché aussi longtemps qu'il n'aura pas fait personnellement l'expérience qu'il peut s'en passer et continuer de vivre normalement ou mieux

de préférence.

On a pu observer qu'il ne suffisait pas de vivre une expérience, d'en prendre conscience, d'en tirer des enseignements pour la reproduire ou non dans l'avenir ou pour qu'elle se grave profondément dans notre cerveau et détermine un changement radical ou irréversible dans notre comportement ou notre manière d'appréhender la réalité. Comme on a pu observer que la modification ou plutôt l'amélioration de notre condition sociale d'existence, ne se traduirait pas forcément par une élévation de notre niveau de conscience, qui demeurera en grande partie surfaite car présentant inconsciemment de nombreuses lacunes, au point d'être remise en cause à la première occasion quand l'évolution de la situation nous sera défavorable. Et lorsqu'on ne tiendra pas compte de l'ensemble de ces rapports ou qu'on se leurrera sur leur nature et leur évolution, on sera amené à interpréter de façon erronée la signification de leurs manifestations ou leur orientation, allant jusqu'à adopter ou soutenir des mesures contraires à nos intérêts ou à notre cause, passant de la gauche à la droite, voire à l'exxtrême droite sans même s'en apercevoir.

Pour qu'il en soit autrement, une des deux conditions suivantes devraient être impérativement réunie, soit qu'on soit parvenu en régime capitaliste à saisir l'ensemble du processus dialectique historique inconscient dans lequel s'insère notre propre expérience, soit que les rapports sociaux aient été inversés au profit de la classe des exploités au pouvoir et qu'on participe consciemment à l'élaboration d'une société nouvelle sur cette base, de sorte que notre niveau de conscience se nourrisse de notre expérience et progresse sans cesse.

On a pu constater qu'il ne suffisait pas de participer à la lutte de classe pour élever son niveau de conscience politique, tout comme il ne suffisait pas d'avoir lu l'ensemble des oeuvres des marxistes pour maîtriser le matérialisme dialectique et l'appliquer à la lutte de classe, parce qu'on continue à des degrés divers de subir inconsciemment l'influence de la société divisée en classe dominante et dominée ou tous les rapports dans lesquelles s'exprime cet antagonisme qu'on tend à reproduire, c'est-à-dire, sans que notre expérience de la lutte de classe aussi riche et longue qu'elle ait pu être ou que nos lectures aussi savantes fussent-elle, n'aient contribué à modifier notre comportement dans la vie quotidienne ou nos rapports à l'ensemble de la société qui finalement l'emportent sur nos bonnes ou généreuses intentions, ainsi que notre engagement politique sur lequel on se leurrera volontiers.

Si on commet une grave erreur en pensant qu'il suffirait d'accumuler des connaissances et des expériences pour atteindre un niveau de conscience supérieure ou qui coïnciderait avec la prise de conscience du processus dialectique historique inconscient qui détermine le cours de l'humanité ou le développement de la civilisation humaine, on en commet une toute aussi grande en croyant qu'il suffirait d'avoir pris conscience de l'existence de la lutte des classes ou qu'il suffirait d'avoir développé une conscience politique pour véritablement progresser, puisque les faits ne cessent de démontrer le contraire au regard des rapports qu'on entretient quotidiennement, autrement dit, il ne suffit pas de tout ramener à la politique ou avoir acquis une conscience politique ne nous conduit pas la plupart du temps à utiliser le matérialisme dialectique pour interpréter nos expériences de la vie quotidienne de sorte que notre état de conscience ne progressera pas ou tendra en permanence à nous tirer en arrière, à nous faire régresser, y compris sur le plan politique.

Ce que je voulais dire par là, c'est que la conscience politique à elle seule ne suffit pas à faire un militant conscient incarnant le socialisme ou apte à revendiquer la direction du mouvement ouvrier ou de prendre la direction des masses à un moment donné.

On sait que pour que le passage au socialisme puisse être sérieusement envisagé, il faut impérativement que certaines conditions objectives et subjectives soient réunies. Mais ce qu'on a ignoré ou laissé de côté, c'est que ces conditions objectives pouvaient constituer un obstacle à la prise de conscience de la nécessité historique de se débarrasser du capitalisme ou au mûrissement des conditions subjectives en corrompant les couches du prolétariat qui par leur statut privilégié devaient en tirer profit en priorité et s'adapteraient au capitalisme au lieu de le combattre, tandis que les couches les moins favorisées et les plus arriérées continueraient de vivre comme si ces conditions objectives n'étaient toujours pas mûres pour être confrontées quotidiennement à une multitude de difficultés matérielles et connaître des conditions de travail ou d'existence plus largement insupportables qui accapareraient entièrement leurs cerveaux et donc les empêcheraient de penser à autres choses ou d'envisager la possibilité de changer la société, pour finalement se détourner de la politique ou laisser le soin à d'autres de décider de leur sort et ainsi ne jamais progresser.

Sans que cela corresponde forcément, ceux qui bénéficient de conditions matérielles privilégiées parmi les exploités ont généralement acquis un niveau intellectuel, de connaissance et de conscience supérieur par rapport aux couches les plus défavorisées ou arriérées du prolétariat, ce qui les désignent de préférence pour parvenir à élever leur niveau de conscience politique à celui du socialisme ou prendre conscience du processus matérialiste dialectique inconscient qui préside au cours de l'histoire, pour prendre la direction du prolétariat organisé, le mouvement ouvrier, afin d'entraîner au combat contre le régime capitaliste les couches les plus arriérées ou l'ensemble des exploités...

Or il s'avère que parmi les dirigeants de ces couches privilégiées, aucun n'a réellement été capable d'atteindre ce niveau de conscience et d'accomplir cette tâche pour n'avoir pas identifié la nature des nouveaux obstacles que le développement et l'orientation du capitalisme mondial allait contribuer à faire naître au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours et qu'il fallait combattre résolument et inlassablement, lorsqu'ils ne s'en sont pas détournés volontairement pour ne pas avoir à affronter le régime et à avoir à justifier leur adaptation au capitalisme ou au réformisme après avoir renié ou trahi secrètement le socialisme.

Les auto-proclamations, les étiquettes gratuites, les légendes mêmes, les formules et autres citations apprises par coeur et répétées en boucle, les discours dithyrambiques, l'emploi de sophismes maquillés en syllogismes, le culte du secret et de la personnalité, la théorisation de leurs errements, de l'opportunisme en fait, le tout frappé du sceau du marxisme ou du socialisme (du trotskysme) allait contribuer à marquer si profondément les esprits des travailleurs de bonne foi ou plutôt naïfs qui allaient rejoindre leurs organisations, qu'ils ne se rendraient jamais compte qu'ils renonçaient à acquérir un esprit libre ou critique qui leur serait indispensable pour progresser et participer à l'orientation de leurs partis que finalement ils subiraient, jusqu'au jour pour l'immense majorité d'entre eux où ils ne le supporteraient plus, en seraient exclus ou en démissionneraient discrètement ou avec fracas sans véritablement comprendre ce qui leur était arrivé.

Ce sont ces couches privilégiées dont sont issus la quasi-totalité des dirigeants de l'avant-garde, qui ont failli à doter le mouvement ouvrier d'une nouvelle direction.

14e sujet

Encore un mot sur la démocratie.

Quand environ 80% du peuple continue de voter aux élections présidentielles pour un monarque, un empereur ou un bonaparte, on est en droit de déduire de cette simple observation, qu'il est toujours aussi ignorant et qu'il n'est pas prêt pour la démocratie, en fait c'est comme s'il n'avait pas évolué depuis l'Antiquité, ce que confirme le retour actuel à la pire des barbaries.

Combien, 90 à 95% de la population est exclu des institutions qui gèrent la société et décident de son orientation , et à peu près le même nombre ne participent pas aux organisations ou partis qui sont censées combattre pour l'influencer ou à la lutte de classes.

La démocratie représentative, du suffrage censitaire au suffrage universelle, n'a jamais incarné que les intérêts d'une minorité d'exploiteurs ou d'exploités, excluant de fait l'immense majorité des travailleurs spoliés du droit de faire valoir leurs besoins légitimes, ce qui est tout à fait logique ou inévitable et compréhensible, puisqu'ils entreraient forcément en contradiction avec ceux de la classe des exploiteurs qui détient le pouvoir.

La démocratie représentative en régime capitaliste ou le parlementarisme bourgeois devait servir l'illusion que le peuple opprimé pourrait utiliser cet instrument politique pour satisfaire ses besoins ou éventuellement conquérir le pouvoir politique à cette fin, or cela allait s'avérer impossible, pire, une fois cette expérience vécue une multitude de fois pendant de nombreuses décennies ou admis que théoriquement il ne parviendrait jamais ni au pouvoir ni à satisfaire ses besoins par cette voie, au lieu de la dénoncer et de cesser d'y participer on a persisté à la cautionner et à conduire ainsi le peuple dans une impasse politique dont il ne devait rien sortir évidemment, s'en étonner de nos jours révèle notre ignorance ou notre incapacité à faire preuve du moindre discernement.

Ce sont les mêmes qui revendiquent la démocratie et la liberté d'expression, sans se soucier de leur contenu ou à qui, à quelle classe elles profitent de préférence, à quelle fin ou pour quel usage dont devait inévitablement être exclue la majorité de la population laborieuse ou pire, en faire les frais en collaborant à cette escroquerie qui devait la précipiter dans la barbarie.

Quand on sait pertinemment que la règle d'un jeu est faussée, on a le choix d'y participer ou non, et si on décide malgré tout d'y participer, non seulement on va au-devant de déboires annoncées, on accepte par avance plus ou moins inconsciemment d'en partager la responsabilité ou qu'elle nous soit imputée, ainsi que les conséquences cruelles ou dramatiques qui l'accompagneront, autrement dit en acceptant de lier notre sort à ceux qui nous ont imposé cette règle, on a abdiqué notre indépendance sans laquelle il sera impossible de changer cette règle de sorte qu'elle nous soit favorable, du coup il ne nous restera plus qu'à subir notre condition.

Ce qui nous intéresse en priorité, c'est de découvrir ou de remonter à l'origine des difficultés que nous rencontrons pour avancer vers le socialisme, contrairement aux opportunistes, charlatans ou aventuriers qui s'en réclament et ne s'intéressent qu'aux conséquences de la survie du capitalisme.

J'ai bien été obligé de constater que ma démarche n'intéressait finalement personne, ce qui ne m'a étonné qu'à moitié à vrai dire. Chacun de mes lecteurs ou correspondants se sont focalisés sur tel ou tel aspect de ma démarche, prétexte qui devait finalement les conduire à la rejeter en bloc, sans jamais que je sache pourquoi, alors qu'elle consistait à intégrer dans notre analyse de la situation l'ensemble des facteurs qui la composaient, dont il faut préciser qu'une grande partie d'entre eux faisaient justement l'objet d'une censure ou d'un déni de la part des représentants de la classe dominante et des dirigeants du mouvement ouvrier sans que cette coïncidence ne les interroge ou ne les choque plus que cela, à croire qu'ils ne sont pas davantage mûrs pour la démocratie.

Ils sont comme tous ces gens qui ne supportent pas qu'on dise ce qu'on pense, sans se soucier de savoir s'ils sont particulièrement susceptibles ou trimballent derrière eux un tas de problèmes de tout ordre qui leur rendent l'évocation de la réalité douloureuse ou insupportable, au point de se sentir systématiquement visés ou jugés et de ne pas le tolérer, alors qu'en fait cette intention m'a toujours été étrangère, sauf envers moi-même. En réalité, ils se supportent pas eux-mêmes tels qu'ils sont

mais ils ne peuvent pas l'admettre. Ils préfèrent semble-t-il la compagnie des menteurs, des flatteurs, des démagogues, des imposteurs, bref, tous ces gens pour lesquels la loyauté, la sincérité, l'honnêteté, la modestie, sont autant de qualités incompatibles avec leur ambition, leur statut ou l'exercice de leur fonction d'agents du régime.

Il faut dire aussi que tous ceux qui se sont connectés sur ce portail ou courant politique avaient connu auparavant des désillusions plus ou moins douloureuses qui ne les portaient pas à s'engager à nouveau ou qui allaient servir de repoussoir à tout nouvel engagement, ce contre quoi j'ai essayé de lutter en vain, sans avoir vraiment le choix des instruments pour mener ce combat puisque je ne disposais que d'Internet pour communiquer avec eux, rien ne remplaçant apparemment le contact physique.

Ce qui prédomine désormais chez les militants, c'est le scepticisme, la conviction que le combat pour le socialisme serait perdu d'avance, et que tout discours ou toute orientation politique axé sur le socialisme ne mérite plus aucun intérêt, alors que je me serai démené comme un forcené pour les convaincre du contraire.

Ce sont les éclopés de la lutte de classe qui ont atterri vers ce portail, les paumés, les déçus qui n'espéraient ou ne croyaient déjà plus en rien, ils n'étaient plus aptes à entendre un discours différent des autres, cherchant la moindre petite faille pour vous fausser compagnie à la première occasion ou disparaître sans la moindre explication, jamais je ne chercherai à les rattraper car je savais que ce serait inutile.

De mon côté, si j'avais trouvé un groupe de militants ou un parti qui partageait ma démarche, ma méthode, mes principes, mon analyse de la situation, qui cultivait les qualités auxquelles je suis attaché, j'y aurais adhéré immédiatement même si nous avions eu quelques désaccords politiques sur certaines questions. C'était peut-être trop demander à mon tour pourrait-on penser. Je ne le crois pas, si demain Marx ou Lénine revenait parmi nous et créait un parti, je suis certain que j'y retrouverais ma démarche, ma méthode, mes principes, mon analyse de la situation, ainsi que les qualités auxquelles je suis attaché, et si le compte n'y était pas ou presque, je me dirais que c'était sans doute de mon côté qu'il faudrait en chercher l'origine.

J'en suis arrivé à la conclusion qu'aucun courant du trotskysme n'était parvenu à assurer la continuité du marxisme et qu'on avait commis la terrible erreur de croire le contraire, pour n'avoir pas compris que ce qu'ils avaient retenu du trotskysme, c'était justement ce que Lénine n'avait jamais supporté chez Trotsky. Et ce n'est pas un hasard si le premier principe que les courants lambertiste et pabliste balancèrent était celui qui incarnait le léninisme, le parti de type communiste ou bolchevik, pour revenir à un type de parti social-démocrate qui est voué à connaître le même sort que celui de la IIe Internationale, il suffit d'observer le POI, le POID et le NPA pour ne même pas avoir à se poser la question. LO n'est qu'une caricature grotesque du parti bolchevik, populiste ou gauchiste, dogmatique selon les circonstances, crypto-stalinienne, qui sert de repoussoire à la construction du parti.

15e sujet

- Présidentielle : un sondage donne la gauche éliminée au premier tour dans tous les cas - LeMonde.fr 07.09

Et dire que les uns et les autres se précipitent pour participer à cette mauvaise farce. A rayer des partis de gauche (ou centriste), tous les partis qui participeront à cette élection présidentielle, tous ceux qui n'appelleront pas à son boycott.

Vous voulez faire table rase du passé et vous n'êtes pas foutus de faire le ménage au présent. Bordel, soyez cohérent, sérieux. Diable, un peu d'audace, un peu de courage !

Haut de page

Le 22 septembre 2016

CAUSERIE

Remettre les pendules à l'heure prend du temps.

Cette causerie est aussi bordélique que celle du 9 septembre et je n'ai pas ni le courage ni le temps de la mettre en forme. Mettez-vous un instant à la place d'un homme au foyer, c'est déprimant parfois, mais jamais humiliant, vive les ménagères, quelles braves femmes, et au diable les féministes que j'enverrai bien trimer au fond d'une mine, égalité avec les hommes oblige ! Vous me connaissez, j'adore les femmes, propres seulement !

Depuis le 9 septembre j'ai cumulé les emmerdements : l'inverteur qui me fournit du courant par l'intermédiaire de deux batteries quand il y a une coupe d'électricité a brûlé lors d'un violent orage, tropical évidemment, c'est très exotique mais franchement je

m'en passerais bien. J'ai attendu trois semaines la réparation, on me l'a enfin rapporté, mais quelques jours plus tard je me suis aperçu qu'il était brûlant parce que le ventilateur ne fonctionnaire, ils sont venus le reprendre il y a une semaine et depuis je téléphone chaque jour pour savoir où ils en sont, heureusement en attendant ils m'ont fourni un autre inverteur ; ensuite la machine à laver est tombée en panne pour la énième fois, j'ai réussi à la réparer ; après ce fut le tour du mixeur que j'ai réparé également ; j'ai pété mes lunettes de soleil, ici c'est indispensable puisque le soleil est au rendez-vous quotidiennement, sauf disons une trentaine de jours par an ; en me levant la nuit j'ai marché sur mon sac posé sur le sol et je les ai écrasées, quelle connerie vous avouerez, je deviens vieux ! des Ray Ban, un luxe ici, mais mes yeux n'ont pas de prix, donc je suis bon pour économiser pour m'en racheter une paire ; ma compagne Selvi est tombée malade, puis ce fut le tour de sa fille, son frère, bref, la galère car chaque fois Selvi se rend chez eux pendant plusieurs jours pour s'occuper de leurs gosses, faire le ménage, ils la prennent pour leur bonne, ce qui a le don de m'exaspérer, ils sont incapables de s'assumer, passons ; comme je le raconte plus loin je suis allé un nombre de fois incalculable à Pondichéry chez Reliance et Vodafone ; les trois avocats que j'avais contactés par courriel à Marseille et Aubagne pour s'occuper de l'affaire de mon épouse (dont je suis séparé) contre la Caf se sont désistés, j'en déduis que le monde judiciaire est bien pourri aussi, mais par chance la Caf ne lui réclame plus que 1.600 euros au lieu de 21.000, suite semble-t-il à tous les courriels que je leur avais adressés pour démontrer qu'elle n'était pas une fraudeuse et que la Caf était dans son tort, enfin, quand même une bonne nouvelle, un grand soulagement ; j'ai eu moins de succès dans l'affaire qui m'oppose au sale type qui m'avait volé 500.000 roupies, il a réussi à filer en douce en France il y a deux mois, parce mon abruti d'avocat n'a pas fait son boulot, depuis je l'ai recontacté par téléphone et SMS (texto) et j'attends toujours ses explications, une sérieuse prise de tête en perspective, il est aussi arriéré qu'un conducteur de rickshaw illettré ; et pour finir mes chèvres qui sont trois maintenant m'ont fait des misères, j'ai dû réhausser et consolider leur enclos fait de morceaux de bois et de ficelles qu'elles bouffent ! mais bon elles sont adorables et parfument agréablement l'atmosphère.

Et puis j'ai continué mes travaux et c'est encore loin d'être terminé, ce n'est franchement pas du luxe vous pouvez me croire, c'est juste pour ne pas avoir davantage d'emmerdements, je vous passe les détails. Quand on n'a pas de fric, le matériel et l'outillage adéquats, tout devient forcément très ou plus compliqué, mais bon cela force à faire preuve de patiente et d'imagination, ce qui ne veut pas dire que je le prenne toujours très bien pour être honnête.

1er sujet

Hollande vient à nouveau d'appeler à bombarder la Syrie à l'ONU, pendant que les Américains multiplient les provocations envers la Russie et affichent leur soutien aux barbares de Daesh en pilonnant une position de l'armée syrienne... Voilà qui rend urgent de s'organiser pour renverser cette dictature et instaurer la démocratie incompatible avec l'existence du capitalisme et l'intégralité de ses institutions.

L'heure de la République sociale universelle a sonné, elle doit devenir le cri de ralliement des exploités et des opprimés du monde entier. Prolétaires de tous les pays, vous êtes la majorité, vous êtes la démocratie, unissez-vous pour vaincre la dictature, en finir avec l'exploitation et la guerre.

2ème sujet

Epilogue à propos de l'opérateur Reliance.

Par curiosité, le 14 septembre je me suis rendu à l'agence où j'avais l'habitude d'aller, en réponse à mes questions une employée me répond que mon compte a été fermé, bonne nouvelle car cela signifie que je ne paierai pas leurs deux dernières factures. Ensuite elle me dit que Reliance ne propose plus de modem G4 au format USB et que si je veux m'en procurer un je dois aller dans un des magasins de téléphonie de Pondichéry. Je lui demande alors si la formule à 40 GB existe toujours, là elle me montre les nouveaux tarifs de Reliance, 1800 roupies pour 10 GB, alors que précédemment pour 40 GB je payais 1146 roupies taxes incluses, ce qui signifie que pour le même volume je devrais débourser 7200 roupies, 7200 roupies au lieu de 1146, c'est tellement dingue que j'ai éclaté de rire, c'était nerveux, je me suis dit quelle bande de gangsters, on est bien en oligarchie il n'y a pas de doute.

A défaut de faire payer l'accès à tous les services, ils augmentent les tarifs dans des proportions gigantesques ce qui revient au même.

Et depuis que je me suis abonné à Vodafone, ils ont coupé ma connexion 8 fois, soit 15 jours sur 29, et j'ai dû me rendre 7 fois à leur agence de Pondichéry. Tout cela parce que mon adresse ne comporte ni nom de rue ni de numéro, je leur ai montré le titre de propriété à mon nom mais cela ne leur a pas suffi, ils devaient envoyé un employé vérifier sur place que j'habitais bien à cet endroit-là, vous avouerez qu'on a vraiment à faire à des cinglés. En fait personne n'est venu et je viens de recevoir un message m'indiquant qu'ils statueraient sur mon cas le 26 septembre. Sinon je devrais verser une caution de 1.500 roupies, de mieux en mieux !

Hier on vivait bien sans Internet, et bien à partir de maintenant on réduira son usage au plus strict minimum, on s'en passera autant que faire se peut. Surtout ne faites pas la connerie de vous séparer de vos livres, disques, photos, etc. vous pourriez le regretter un jour.

Le téléphone et Internet entre autres avantages constituent une rente équivalente, garantie, gigantesque, inépuisable et plus sûre que le pétrole pour l'oligarchie, le jackpot du XXIe siècle en somme, à côté duquel le socialisme du XXIe siècle fait figure d'ectoplasme.

C'est aussi un extraordinaire moyen de surveillance ou de contrôle de la population, de divertissement ou d'abrutissement, de manipulation des masses et d'asservissement au règne de la nécessité, qui grignotte un peu plus chaque jour le peu de liberté qu'il nous restait encore avec le consentement de ses victimes inconscientes, et évidemment nous éloigne un peu plus davantage du règne de la liberté.

3ème sujet ou suite du précédent.

La civilisation humaine est entrée dans un état psychopathique profond, où elle poursuit inexorablement à vitesse accélérée sa désagrégation schizoïde (W. Reich) qui la conduit à sa désintégration finale, à défaut d'avoir eu la capacité de s'élever au-dessus de ses contradictions et de conquérir sa liberté. Ceux qui se revendiquent encore du socialisme feraient bien d'y réfléchir un jour, si ce n'est pas trop leur demander, à moins qu'ils considèrent qu'il est déjà trop tard, ce qu'on pourrait peut-être déduire du comportement de nos lecteurs, dans ce cas-là l'honnêteté commanderait qu'ils le déclarent.

A défaut de m'apportez votre soutien ou de partager mes convictions, ce que je ne vous demande même plus, vous aurez au moins constaté que les idées que je développe tranchent singulièrement tant sous l'angle sous lequel j'aborde certains sujets, que par l'imagination dont je fais preuve en puisant dans la réalité pour aller le plus loin possible dans mes analyses, afin d'éclaircir des questions qui nous concernent tous directement, avec la médiocrité des idées (ou discours) préformatées, prêtes-à-l'emploi, précuites, prédigérées, mille fois réchauffées, obsolètes, insipides ou indigestes que les partis ouvriers nous servent à longueur de temps, et qui traduisent un mode de pensée confus ou sclérosé, étranger au matérialisme dialectique, parce que leur intervention dans la lutte des classes leur est dictée uniquement par des intérêts ou objectifs immédiats, corporatistes ou institutionnels qui ne départent pas de l'orientation inconsciente du processus historique qui se déroule sous leurs yeux, et sur lequel dans ces conditions ils ne peuvent avoir aucune emprise, qu'ils accompagnent en acteurs impuissants, qui ne se traduit par aucune avancée vers le socialisme comme si le mouvement ouvrier et son avant-garde étaient condamnés à régresser indéfiniment, mille fois hélas !

La situation politique semble si inextricable au premier abord, qu'on conçoit très bien qu'il soit difficile de s'y retrouver ou qu'il soit facile de se méprendre sur la manière dont nous abordons certaines questions ou l'évolution de nos positions.

Là où certains auront la certitude d'avoir détecté des contradictions dans nos positions et s'empresseront de s'en délecter, je leur conseillerai amicalement de se hâter lentement sous peine de commettre une erreur de jugement, je vais en donner un exemple pour qu'on se comprenne bien.

Dans cette causerie je reviens à la charge sur la question de la démocratie qu'on a sans doute négligé, mais qu'à aucun moment on a traité en opportuniste. Il est exact que j'ai vivement vilipendé ceux qui la mettaient en avant, pourquoi, parce qu'ils le faisaient sans principe ou en ayant renié le marxisme pour uniquement gagner des adhérents de tous bords politiques, alors que contrairement à eux je conditionne la démocratie à la construction d'un nouveau parti communiste, à la révolution prolétarienne, au renversement du régime en place, à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce qui figure nulle part dans le programme, les appels ou déclarations d'aucun parti.

Ce qui nous intéresse particulièrement dans la démocratie, c'est sa nature de classe. Voilà qui devrait rappeler quelques souvenirs aux trotskystes qui l'ont oublié depuis longtemps ou à tous ceux qui se réclament du marxisme, puisque c'est Marx qui en avait donné un contenu précis en la faisant coïncider avec la dictature du prolétariat honnie par les staliniens et bien entendu tous les représentants officiels ou non du capitalisme. Pour le vérifer, plus loin vous trouverez la citation extraite du Manifeste du parti communiste qu'avait repris Lénine dans l'Etat et la révolution.

Je préviens tout de suite les lecteurs que je n'ai pas la prétention d'avoir épuisé ce sujet dans cette causerie, d'ailleurs au fur et à mesure que je la relisais et que les jours passaient de nouveaux arguments n'ont cessé de me venir à l'esprit auxquels je n'ai pas encore eu le temps de réfléchir suffisamment pour les exposer ici. Disons que je vous propose une piste de réflexion.

J'ai bien conscience que mettre en avant ce mot d'ordre pose un certains nombres de questions ou difficultés d'ordre théorique, et plus nous nous poserons de questions mieux cela vaudra pour disposer d'une argumentation cohérente et sérieuse pour répondre à ceux qui tenteront de s'y opposer ou qui serait tentés de la récupérer pour la dénaturer ou la détourner de son objectif. L'idéal aurait été qu'un maximum de militants participent à cette discussion, mais hélas on sait par expérience qu'on ne peut compter sur personne, donc on avancera à notre rythme.

Tout le monde a employé dans le passé et emploie encore de nos jours la démocratie à toutes les sauces, pour parler de tout et de n'importe quoi, si nous nous comportions également de la sorte nous participerions à notre tour à sa dilution, alors que si on s'en tient à sa définition originelle à l'instar de Marx qui se l'était approprié pour définir la stratégie du mouvement ouvrier

pour conquérir le pouvoir, on a besoin au contraire d'en donner une version concentrée, explosive pour le régime que l'on caractérisera simplement de dictature ou dictature du capital, des exploités comme vous voudrez, on peut adapter la formule en fonction de notre interlocuteur sans qu'elle soit dénaturée ou qu'elle perde en intensité.

Chacun comprendra qu'on ne puisse pas d'emblée avancer le mot d'ordre de la dictature du prolétariat. Les vieux travailleurs nous traiteraient de cinglés et les jeunes de dictateurs, en revanche ils adopteront volontiers la démocratie qui traduit les mêmes rapports entre les classes et sous-entend que le prolétariat serait devenu la classe dominante détenant tout le pouvoir, tandis que la classe des capitalistes occuperait la place correspondant à son rang, celle de la minorité une fois son pouvoir de nuisance sur la société neutralisée.

Conquérir la démocratie pose directement la question du pouvoir politique et de l'Etat, jusqu'à présent on se demandait comment on pouvait la poser sans tomber dans des formules qui consistaient à la plaquer plus ou moins maladroitement sur la situation, et bien voilà finalement c'était si facile qu'on était passé bêtement à côté.

Cela implique qu'attribuer une vertu démocratique à tel ou tel aspect du régime ou de la politique du gouvernement, du fonctionnement de telle ou telle institution relève de la démagogie ou de l'imposture politique et doit être absolument banni de nos discours, éradiqué de notre cerveau, ce qui ne sera pas facile pour les militants qui ne disposent pas forcément des arguments pour répondre à toutes les questions qu'une telle position engendrera forcément, d'où la nécessité d'y réfléchir encore et encore, à fond pour ne rien ne laisser au hasard, il en va de notre crédibilité.

Pour s'entraîner, les militants peuvent tailler en pièces les discours qui consistent à réclamer plus de démocratie, le respect de la démocratie, qui attribuent à tel ou tel acteur politique ou telle ou telle institution le rôle de gardien de la démocratie, l'ONU par exemple.

Comment expliquer très simplement en quelques mots que la démocratie n'a jamais existé et que prétendre le contraire est une erreur ou une escroquerie politique ne présente aucune difficulté en réalité.

Si par exemple on vous dit que le suffrage universelle est l'expression de la démocratie, après avoir rappelé la définition originelle de la démocratie, vous demanderez à votre interlocuteur lorsque la majorité des électeurs votent pour des candidats qui vont ensuite appliquer une politique allant contre les intérêts de la majorité du peuple, si ce n'est pas la preuve éclatante que la démocratie n'existe pas. Il sera bien obligé d'en convenir. Ensuite, si la majorité du peuple n'a pas voté pour les candidats qui incarnaient réellement les intérêts de la majorité du peuple, c'est que quelque chose les a empêché de voter pour eux, soit qu'il ne connaissaissait pas ces candidats, leurs programmes, soit qu'il ne disposait pas de la faculté de discernement suffisante pour distinguer en quelque sorte le vrai du faux ou les intérêts de quelle classe ils représentaient, ceux de la minorité guidée par le profit ou ceux de la majorité à laquelle appartiennent les travailleurs et qui se confondent avec ceux de la collectivité toute entière.

Dans tous les cas de figure il sera bien obligé de convenir sauf à être de mauvaise foi ou un crétin que la démocratie n'existe pas, parce que la majorité du peuple ou ses représentants n'ont jamais gouverné, ce qui présente l'avantage de renvoyer tous les partis qui ont gouverné jusqu'à présent dans le camp de la droite, de la réaction, de la minorité des exploiteurs, des capitalistes, là où on aurait dû les placer depuis des lustres, ce qu'on a eu la faiblesse de ne pas oser faire, erreur politique gravissime qui explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

Si votre interlocuteur rejette cette argumentation, cela ne sert à rien de poursuivre la discussion avec lui, dites-lui tranquillement qu'il y réfléchisse à tête reposée et que vous êtes tout disposé à reprendre cette discussion avec lui le jour où il s'en tiendra strictement aux faits.

Si maintenant vous tombiez sur un interlocuteur qui vous objecterait que des mesures en faveur de la majorité ont été adoptées, vous pourrez toujours lui répondre qu'elles n'ont pas changé fondamentalement le sort des travailleurs qui continuent de subir injustement leur condition et mille difficultés de leur naissance jusqu'à leur mort. Toutes les mesures qu'ont adoptées les représentants de la classe dominante ont été, soit le produit de la lutte de classe du prolétariat, soit elles correspondaient aux besoins spécifiques du capitalisme pour se développer, ou encore elles ont servi à corriger des inégalités ou des injustices insupportables qui ternissaient l'image que le régime voulait donner de lui-même face à la menace du socialisme toujours en embuscade, la preuve, nous sommes toujours là pour le harceler et le renverser.

Il y a deux sortes d'interlocuteurs, ceux qui sont disposés à essayer de comprendre ce qui se passe et pourquoi nous en sommes arrivés là, avec eux il est possible de discuter, parce qu'ils veulent sincèrement progresser, et il y a ceux qui ne vous écouteront pas, qui ont réponse à tout, avec lesquels vous n'aurez qu'un monologue, parce que finalement ils s'accommodent très bien de leur condition et du régime, auquel ils vont s'employer à trouver un tas de vertus qui correspondent en réalité aux intérêts individuels qu'il leur accorde, ils souhaitent juste les conserver ou en obtenir d'autres et ils se foutent du reste, c'est perdre son temps que de discuter avec eux.

4ème sujet

- Pour imposer sa dictature la classe dominante dispose d'une batterie de moyens coercitifs de dissuasion ou de répression, plus sophistiqués, plus raffinés, plus sournois, plus étendus qu'autrefois, au point qu'on se demandera comment on a pu faire pour la reléguer au second plan ou pire l'édulcorer si longtemps, sinon pour avoir négligé les transformations de la société et s'être conformé à une caractérisation du régime de manière à ne pas choquer l'état d'esprit du petit-bourgeois qui sommeillait chez chaque travailleur ou militant embourgeoisé ou plus enclin au réformisme qu'au socialisme par ignorance, paresse ou lâcheté.

On entend généralement par dictature le comportement qui consiste à imposer à quelqu'un, un groupe d'individus, une couche de la population, une communauté, une classe, des mesures ou un mode de vie, un destin, une conception ou une orientation de la société qu'il n'a pas choisi tout en piétinant leurs droits, dont celui d'en décider librement autrement.

De nos jours, le comble du raffinement consiste à mettre les sciences et les technologies au service de la dictature du capital.

Celui qui ne possède pas ou ne maîtrise par l'ordinateur, Internet et le téléphone portable est pour ainsi exclu de la société ou ravalé au rang préhistorique du néandertalien, cela concerne plusieurs pans des masses exploitées, les travailleurs les plus âgés et les plus pauvres. Ces nouvelles contraintes conduisent malicieusement à enchaîner davantage les travailleurs dès le plus bas âge au capitalisme ou à un ordre, à une orientation de la société nuisible à leurs intérêts ou leur équilibre mental, mais parce qu'elles flattent leur individualisme et les distraient, elles acquièrent facilement leur consentement sans qu'il y ait besoin de recourir à la violence pour leur imposer.

En les harcelant de messages ou de publicités, d'offres commerciales, elles empiétent sur le peu de liberté qu'il leur restait, elles parviennent à pénétrer son intimité, ses idées, en exerçant un contrôle permanent sur les rapports qu'ils entretiennent avec le monde extérieur, de sorte qu'il devient un jeu d'enfants de les influencer, de formater leur conscience, de conditionner leur comportement à leur insu, de manière à ce qu'ils se fondent inconsciemment dans la société déshumanisée qu'on leur a réservée.

Voilà un des tours qu'a pris ou qu'a réalisé la dictature en resserrant toujours plus les mailles du filet qui étouffent les libertés individuelles, en vous rendant toujours plus dépendant du règne de la nécessité dont nous devons nous émanciper ou qui constitue l'objectif de notre combat politique.

5ème sujet

- L'existence du régime, donc la dictature, repose toujours sur l'ignorance ou l'arriération des masses qu'il lui faut entretenir en permanence pour qu'elles ne parviennent pas à prendre conscience de l'origine de leur condition. En soi ce constat pourrait suffire à affirmer qu'elles ne sont pas mûres pour la démocratie et encore moins pour le socialisme, en ce qui nous concerne c'est un fait d'une logique implacable, incontestable qui justifie nos tâches politiques et notre stratégie subordonnée à la construction du parti.

Vous constaterez qu'on ne se livre pas à une interprétation, on se contente d'un simple témoignage qu'on a quotidiennement sous les yeux, mais dont malheureusement on préfère généralement détourner le regard, car il a une portée qui vient heurter les convictions qu'on s'est forgé sans en tenir compte, parce que notre amour propre est mal placé ou on s'identifie aux idées qu'on a adoptées et auxquelles on s'accroche, même lorsqu'on a la preuve sous le nez qu'elles étaient erronées.

Au fur et à mesure du développement du capitalisme mondial, de la crise qui le mine inexorablement, la tension extrême de ses contradictions qui devait en découler ou qui en est l'expression devait laisser apparaître de plus en plus au grand jour, violemment et sans fioritures, sa véritable nature dictatoriale qu'on s'est employé à minimiser ou pire, avec laquelle on s'est finalement accommodé en abandonnant le socialisme au profit du réformisme bourgeois qui a forgé l'état d'esprit de la plupart des militants.

Il faut dire que caractériser le régime de dictature impliquait de modifier radicalement la plupart des rapports qu'on entretenait avec les différents acteurs ou partis politiques ainsi que les syndicats, l'Etat, les institutions, et que cette position aurait été beaucoup moins confortable que celle consistant à le parer de vertus démocratiques qui justifiait sans le reconnaître bien des compromissions honteuses, le révisonnisme du marxisme.

Quand les peuples colonisés se soulevèrent, c'est la violence ou la cruauté de leurs oppresseurs, l'aspect dictatorial des impérialistes qui les frappa le plus et qui contribua à leur radicalisation politique, et non les humiliations ou l'exploitation auxquelles ils étaient habitués ou dont ils faisaient déjà l'objet avant la colonisation, y compris l'esclavage à plus ou moins grande échelle.

Et bien même cet aspect dictatorial ignoble de l'impérialisme français qui dure depuis l'instauration de la Ier République jusqu'à nos jours, tous les partis du mouvement ouvrier ont trouvé le moyen de s'en accommoder puisqu'il n'a jamais cessé en réalité, ses expéditions militaires autrefois en Afrique du Nord et en Indochine, de nos jours au Mali, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, etc. le prouvent suffisamment, aucun n'a trouvé utile de rectifier sa caractérisation du régime qualifié de république démocratique bourgeoise, alors qu'on était en présence d'une dictature, y compris militaire, jusqu'à se donner pour président un général ou doter le pays d'une Constitution faisant du chef de l'Etat le chef des armées en lui accordant des droits exhorbitants que tous les dictateurs de la planète envient à la France!

Rien n'y fera, la Constitution de la Ve République sera caractérisée de bonapartiste et d'antidémocratique... pour finalement participer à ses institutions miraculeusement dotées de vertus démocratiques il faut croire. Une telle compromission devait un jour ou l'autre être fatale à tous ceux qui avaient adopté cette orientation politique, ce qui revenait à tourner le dos au combat pour la démocratie et le socialisme.

6ème sujet

La camisole de force.

Par curiosité hier je me suis connecté pour regarder les infos, toujours les mêmes sujets en boucle jusqu'à en avoir la nausée, primaires, élections présidentielles, journées d'action, déclarations, terrorisme, guerres, etc., on a mieux à faire dorénavant que de les commenter.

Si j'avais trouvé le temps j'aurais appelé à boycotter la journée d'action du 15 septembre. Après 13 journées d'action destinées à faire passer la loi Travail, aucun parti n'a trouvé bon de rompre avec les appareils pourris des syndicats, la dialectique (transformation de la quantité en qualité) n'est décidément pas leur truc, ils sont tous irrécupérables.

7ème sujet

Mise au point. A l'origine de l'opportunisme, le légalisme et le réformisme.

- En fait, ceux, qui ont supporté la loi du gouvernement accordant de nouveaux droits aux homosexuels, ont d'une part saisi une occasion supplémentaire pour apporter leur soutien à un président de la République et à un gouvernement de droite, les plus impopulaires depuis l'avènement de la Ve République et appliquant avec détermination et persévérance une ligne politique ultra réactionnaire depuis 2012, et d'autre part, cette loi et la campagne hystérique à laquelle elle a donné lieu pendant 6 mois ayant été essentiellement conçues et tournées contre les préjugés d'une partie des masses exploitées pour les diviser ou les monter les unes contre les autres, ils ne se sont pas seulement illustrés en se posant à l'instar du législateur en procureurs ou miliciens du mode de pensée des travailleurs, ils ont agi en commis du régime considérant qu'une loi pouvait suffire à changer les mentalités ou les comportements des plus arriérés d'entre eux, alors qu'en réalité seule l'inversion des rapports sociaux établis entre les classes mettant un terme à la domination de la minorité sur la majorité favoriserait la prise de conscience qu'aucune couche de la population laborieuse n'avait intérêt à en opprimer une autre, et que partant de là toutes leurs aspirations sans distinction de communauté étaient légitimes du moment qu'elles n'empiétaient pas sur la liberté des autres.

Ils n'ont pas tenu compte qu'une partie des idées auxquelles étaient attachés les travailleurs leur avaient été transmises ou inculquées par les représentants de la classe dominante au cours des décennies ou des siècles antérieurs, et que pour archaïques ou réactionnaires qu'elle puissent être par ailleurs, elles tendaient à reproduire inconsciemment les rapports d'exploitations sur lesquels reposaient le régime et qui définissent sa nature de classe, régime qui par conséquent portait l'entière responsabilité de cette instrumentalisation infâme à laquelle ces "progressistes" ou "humanistes" ont cru bon de collaborer.

Finalement ces légalistes (tous partis dits ouvriers confondus) ont démontré que leur conception de la lutte de classe était étrangère au marxisme ou au socialisme, c'est tout ce qu'on voulait préciser ici.

8ème sujet

Ils osent appeler cela la "gauche américaine".

- Le Washington Post se moque des théories conspirationnistes tout en en échafaudant une - Moon of Alabama - 13 septembre 2016

Vraiment, c’est triste de voir un journal comme le Washington Post, qui était autrefois sérieux, se noyer dans un marécage des ragots inventés et de journalisme de caniveau. (Publié par Arrêt sur Info)

On en a la larme à l'oeil, Graham, Donald E. Chairman et CEO du Washington Post a participé aux réunions du groupe Bilderberg en 2007 et 2008... En fait, tous les médias mainstreams états-uniens sont inféodés à l'oligarchie et pourris jusqu'à la moelle depuis au moins la fondation de la Fed en 1913, dixit Rockefeller...

Une preuve de plus toute fraîche.

Une première dans l’Histoire du journalisme : le Washington Post demande l’inculpation de sa propre source (Snowden) - après avoir accepté le prix Pulitzer (The Intercept) - legrandsoir.info 19.09

9ème sujet

Comment les opportunistes ont déformé la définition de la démocratie qu'en avaient donnée les marxistes.

- ...la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. (K. Marx, F. Engels : le manifeste du parti communiste)

Si la démocratie est le produit de "la constitution du prolétariat en classe dominante" au cours de "la révolution ouvrière", cela signifie qu'elle n'existe pas avant ou en dehors de ces conditions, notre tâche doit consister à oeuvrer pour réunir (ou préparer) ces conditions, qui coïncident avec l'objectif de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Le processus est donc simple à comprendre, sans révolution prolétarienne le prolétariat demeure incapable de s'élever au rang de classe dominante et par conséquent de faire vivre la démocratie. Ceux qui affirment que la révolution n'est pas leur tasse de thé ou qui rejettent ce processus sont des agents du régime, conscients ou qui s'ignorent, des ennemis de la démocratie et du socialisme.

- Lénine reproduira ce passage du Manifeste dans L'Etat et la révolution en apportant les précisions suivantes :

"Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives" (pp. 31, 37 de la 7e édition allemande de 1906).

L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'Etat, celle de la "dictature du prolétariat" (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris); nous y trouvons ensuite une définition de l'Etat, intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des "paroles oubliées" du marxisme : "L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante."

Cette définition de l'Etat n'a jamais été commentée dans la littérature de propagande et d'agitation qui prédomine dans les partis social-démocrates officiels. Bien plus : elle a été très précisément oubliée parce qu'elle est absolument inconciliable avec le réformisme; elle heurte de front les préjugés opportunistes habituels et les illusions petites-bourgeoises quant à l'"évolution pacifique de la démocratie". Fin de l'extrait.

Nous avons là développée la stratégie politique posant la question de l'Etat et du pouvoir et y apportant une réponse incompatible avec la convocation d'une Assemblée constituante où pourrait s'épanouir les illusions petites-bourgeoises qui incarnent une "évolution pacifique de la démocratie", romanesque ou pastorale.

10ème sujet

La formule de la démocratie bourgeoise était un oxymore.

Le concept de démocratie bourgeoise employé pour qualifier la manière dont les capitalistes exerçaient leur pouvoir, présentait la faiblesse de concilier deux facteurs antinomiques, la démocratie qui en principe ou selon la définition la plus répandue correspond au pouvoir du peuple, donc de la majorité de la population, et la bourgeoisie qui représente une minorité de la population, qui dans une société divisée en classes aux intérêts opposés et irréconciliables gouvernera en fonction des besoins de sa propre classe minoritaire et non en fonction de ceux de la majorité, ne serait-ce que pour perpétuer sa domination de classe ou conserver le pouvoir.

L'emploi de ce concept se justifiait au XVIIIe et au XIXe siècle après que des régimes républicains remplaçèrent les régimes monarchiques ou féodaux, du fait que le peuple avait été associé à la lutte de classe de la bourgeoisie pour s'emparer du pouvoir ou renverser l'Ancien régime, mais plus tard lorsque la bourgeoisie devait s'en servir pour mieux asservir le peuple et lutter contre sa prétention à revendiquer à son tour le pouvoir, il aurait dû être abandonné car il n'avait plus qu'un contenu contre-révolutionnaire ou réactionnaire destiné à tromper le prolétariat sur la nature réelle du régime en place et ainsi empêcher qu'il se rassemble pour le combattre et le renverser.

Au lieu de cela il a été élevé au rang de dogme, tout comme le suffrage universel ou le parlementarisme qui de conquêtes politiques démocratiques firent rapidement la preuve une fois mis en pratique qu'ils n'étaient plus entre les mains de la réaction au pouvoir que des instruments pour maintenir le peuple dans la soumission ou assurer la stabilité politique du régime en place.

Maintenant les représentants de la bourgeoisie affirment que le régime et ses institutions qu'ils président serait démocratique, parce qu'il serait l'émanation de la volonté du peuple qui se serait exprimé librement lors d'élections au suffrage universel, ce qui n'est pas faux, si on perd de vue que l'immense majorité du peuple composé d'exploités n'a pas développé une conscience de classe lui permettant de répondre au critère déterminant de la démocratie qui implique qu'il ait acquis ou développé cette faculté, ce qui ne peut être le cas en étant soumis par le régime à un traitement (ou des rapports) aliénant destiné à le maintenir dans un

état d'ignorance qui le rend impropre à remplir cette fonction.

En admettant qu'on ait vécu en démocratie, cela signifierait que le peuple a exercé ce pouvoir contre ses intérêts, qui plus est pour ensuite l'avoir perdu puisqu'on nous parle de "reconquête de la démocratie". Dans ce cas-là cela confirmerait que le peuple n'était pas et n'est toujours pas mûr pour la démocratie ou pour exercer le pouvoir, ce qui justifierait que le parti conscient des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir gouverne et fournisse aux masses laborieuses les moyens de franchir ce pas décisif vers leur émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, en les associant le plus largement possible ou progressivement à l'exercice du pouvoir à travers les institutions politiques indépendantes qu'elles auraient forgées au cours de la révolution, dans la mesure où il leur reviendrait d'élaborer la politique qui serait appliquée en concertation avec le gouvernement qui leur en fournirait les moyens...

Cette stratégie pose un certain nombre de questions.

Si les masses ne sont pas prêtes à assumer la démocratie et qu'un parti prétend l'être en son nom, comment parvenir à ce que les masses lui fassent confiance ? Comment un parti ouvrier peut-il faire la démonstration qu'il serait prêt à remplir ce rôle, qu'il incarne la démocratie et non des intérêts particuliers ou ceux d'une autre classe que celle des exploités, comment peut-il le justifier de manière cohérente, crédible, sérieuse ?

Il dispose d'une multitude d'arguments pour se faire : sa référence au socialisme scientifique, au marxisme dont le développement du capitalisme mondial et le cours de la lutte des classes depuis la moitié du XIXe siècle à nos jours ont confirmé ou validé les conclusions ; la méthode du matérialisme dialectique qui permet d'interpréter le processus historique inconscient ou toute manifestation organique ou inorganique, de comprendre comment la civilisation humaine s'est développée, quelles furent les forces motrices à l'origine de son développement et qui déterminèrent son orientation ; son engagement constant au côté des exploités et des opprimés du monde entier ; son refus de toute collaboration ou compromission avec le régime, ses institutions ou ses représentants ; sa fidélité aux enseignements de le lutte de classe du passé dont sont issus les principes qu'il a adoptés et qui définissent sa nature, son fonctionnement, ses statuts, ses rapports aux différentes classes ou institutions, à l'ensemble des acteurs sociaux ou politiques qui interviennent dans la lutte des classes ; il considère que les droits, besoins ou aspirations de chaque travailleurs sont les seuls légitimes, que rien n'est situé au-dessus et que le seul fait de les formuler suffit à les justifier ; dans chacune de ses analyses, il réserve le même traitement aux évènements les plus insignifiants de la vie quotidienne qu'à ceux qui ont influencé le cours de l'histoire en partant uniquement des faits, en s'en remettant aux faits dans lesquels il faut inclure les idées qui ont pu contribuer à leur réalisation ; en ayant pour objectif la fin du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui a pris de nos jours la forme du capitalisme, la fin de la société divisée en classes sociales, de l'Etat, ce parti a adopté l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme a pu concevoir, la liberté, ce qui en soi pourrait suffire à légitimer son existence et son combat à partir du moment où à chaque instant il s'en montre digne.

11ème sujet

Où va se nicher la démocratie.

Quant à l'affirmation selon laquelle "maintenir un équilibre entre l'Exécutif, le Législatif et le Judiciaire est indispensable au bon fonctionnement et à la préservation de la démocratie", que signifie-t-elle ? S'agit-il vraiment de la démocratie ou bien d'autre chose ?

Si l'exécutif, le législatif et le judiciaire ne sont pas sous le contrôle du peuple ou ne sont pas une émanation consciente de son pouvoir, parler de démocratie est commettre un excès de langage ou une imposture.

L'exécutif, le législatif et le judiciaire en place sont compatibles avec le pouvoir détenu par une minorité quand ils n'en sont pas directement une émanation, constatant qu'une classe minoritaire gouverne pour conserver ou accroître son pouvoir, le pouvoir d'exploiter et opprimer la majorité, que ses besoins guident exclusivement en dernier ressort son exercice du pouvoir, un tel régime ne peut être qualifié de démocratique, c'est une dictature.

Une telle confusion ou forfaiture provient du fait que leurs auteurs sont servis par un tel régime, dès lors leurs prises de position ou tout simplement leurs idées ne serviront plus qu'à le justifier en le dotant de qualités ou de vertus qu'il n'a pas, bref, ils interprètent la démocratie à leur convenance.

La lutte de classe du prolétariat constitue le seul acte démocratique.

12ème sujet

Comment appelle-t-on le procédé qui consiste à demander à quelqu'un de se prononcer sur une question, alors que cette personne ne possède manifestement pas les connaissances ou les compétences requises pour y répondre ?

Procéder à un excès de pouvoir camoufler en généreuse intention... dans l'intention de conserver le pouvoir.

C'est une manière détournée pour imposer à cette personne une mesure à son insu et de pouvoir le justifier ou le légitimer de la sorte, et si elle le conteste après avoir pris connaissance de son erreur, on lui rétorquera qu'il était dorénavant trop tard pour s'en rendre compte ou faire machine arrière, et qu'elle n'avait qu'à savoir plus tôt ce qu'elle voulait en se demandant si elle le sait vraiment, mettant cette fois en doute sa faculté à le savoir elle-même un jour.

13ème sujet

Pour qu'une société soit vivable ou puisse se développer, il faut que la majorité de la population en partage l'orientation qui a été définie par la classe qui détient le pouvoir, il faut qu'elle y adhère, qu'elle y collabore, et le meilleur moyen d'y parvenir demeure encore de faire en sorte que des représentants élus des différentes classes y participent en donnant l'impression ou l'illusion qu'ils vont également défendre les intérêts respectifs de leur classe, alors qu'en réalité ils n'adopteront que des mesures compatibles avec les besoins du régime en place auquel ils sont soumis, tout en prétendant qu'elles relèveraient de l'intérêt général ou qu'elles concourraient au bien-être de la population.

Etant donné qu'une seule et unique classe peut détenir le pouvoir économique et partant de là le pouvoir politique, parce qu'il ne peut pas cohabiter sous le même régime deux modes de production reposant sur des rapports sociaux opposés, aussi longtemps qu'une classe d'exploiteurs, minoritaire, détiendra le pouvoir, la démocratie n'existera pas, et aucune société ne pourra se prévaloir d'être démocratique aussi longtemps que la droite la dirigera, droite qui de nos jours inclut la gauche qui n'est qu'une escroquerie politique.

Il faudrait qu'on nous explique comment une société gouvernée par une minorité pour une minorité pourrait être démocratique, sauf à confondre le particulier et le général, la forme et le fond, à prendre les apparences pour la réalité. Dans la mesure où les représentants élus du peuple représentent les intérêts de la classe minoritaire qui détient le pouvoir économique, qualifier ces institutions, leurs statuts et leur fonctionnement de démocratique relève du charlatanisme ou consiste à raconter n'importe quoi, où tout et son contraire serait finalement équivalent ou ne voudrait rien dire, et quand c'est effectivement le cas, il faut que la distinction qui avait été établie à l'origine entre la droite et la gauche qui incarnait des rapports de classes ait disparu ou ait été dissoute au profit de la classe dominante au pouvoir.

On a opposé à la dictature du capital la dictature du prolétariat, ce qui sur le plan théorique se justifiait, l'une et l'autre formule signifiant seulement quelle classe détenait tout le pouvoir et l'imposait à celle qui n'en avait aucun.

La classe dominante a octroyé généreusement ou parfois contrainte et forcée des droits aux exploités à condition qu'ils n'en fasses pas usage, voilà pour le contenu démocratique du régime en place.

Opposer ces deux formules se justifiait quand les peuples n'avaient pas encore fait l'expérience de ce qu'on allait leur servir sous l'étiquette de la démocratie, on a évoqué la dictature démocratique de la bourgeoisie à propos des régimes constitutionnels républicains parlementaires, alors qu'en réalité les exploités allaient davantage faire l'expérience d'une dictature plutôt que de la démocratie, puisque quel que soit leur vote ou le niveau de leur mobilisation jamais la société n'imprunterait une orientation conforme à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, jamais leurs aspirations légitimes ne seraient respectées.

En conclusion, fondamentalement ou en dernier ressort ils ont vécu sous une dictature recouverte d'un vernis démocratique destiné à les tromper et dans lequel ils placèrent leurs illusions, mais jamais ils ne vécurent en démocratie puisqu'elle est incompatible avec l'existence d'un régime conçu par une minorité et pour cette minorité.

Fort de cette expérience, à condition et à condition seulement à la fois de caractériser de la sorte le régime en place, une dictature de la minorite exploitant et opprimant la majorité, et de s'en tenir strictement à la signification originelle de la démocratie, le pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple dont la majorité est composée d'exploités, on pourrait adopter la démocratie comme axe de notre combat politique, mais répétons-le encore une fois, seulement si on accepte ces définitions et ces conditions qui reposent sur des rapports entre les classes clairs, nets et précis.

La dictature incarne la violation du droit, un excès de pouvoir dans l'imagination collective, la démocratie, en pratique, la libre expression de la majorité et le respect de ses délibérations ou de ses choix qui sont conformes à l'idée et à l'orientation progressiste, au principe humaniste qu'on peut adopter ou se faire de la société ou qu'on peut lui souhaiter, cela revient à mettre en pratique la dictature du prolétariat sans recourir à cette terminologie, qui plus est cela évite toute référence ou confusion avec le stalinisme qui avait prétendu appliquer la dictature du prolétariat, alors qu'il s'agissait d'une dictature tout court, féroce ou imposé au prolétariat.

Il ne s'agit évidemment pas de retourner à un ordre des choses qui n'a jamais existé que sous-entend le mot d'ordre de la "reconquête de la démocratie", car si les régimes antérieurs avaient acquis une vertu ou s'étaient dotés d'un vernis démocratique, s'ils avaient pu s'en prévaloir auprès des masses exploitées aussi longtemps, c'était uniquement parce que l'orientation de la lutte de classe du mouvement ouvrier avait été opportuniste au point d'en faire son unique objectif ou de s'en accommoder, après

avoir abandonné le combat pour renverser le régime ou pour le socialisme, après justement avoir abandonné la lutte pour la démocratie qui ne pourrait voir le jour qu'une fois le régime en place renversé, avant, seule la dictature du capital existerait, et en ne s'en tenant pas strictement à cette définition du régime, en lui accordant des vertus démocratiques, les conciliateurs se sont employés à en diluer l'aspect dictatorial qui était fondamental pour en saisir la nature, et lorsque de nos jours le régime s'est séparé des oripeaux de la démocratie devenus trop encombrants, qu'en reste-t-il sinon son aspect despotique, bureaucratique, antisocial, répressif, policier, militarisé, guerrier, impérial... qui en réalité ne l'avait jamais quitté.

Les partisans de la reconquête de la démocratie sont des réformistes, car ils ne pensent la lutte de classe qu'en terme de droits sociaux dans le cadre du régime en place, et non en terme de droits politiques incompatibles avec l'existence du régime..

Car, chacun peut observer qu'aucun de nos droits politiques existant il y a un demi-siècle ou plus n'a disparu, qu'il s'agisse des droits de vote, de s'organiser ou de s'exprimer, etc. et qu'on ne vienne pas nous opposer la violation du résultat du référendum de 2005 sur le TCE puisqu'il équivaut à ce que pratique systématiquement chaque candidat à une élection, qui une fois élu ne respecte pas ses engagements ou ses promesses électorales faites auprès des électeurs. En revanche nous avons perdu un grand nombre de droits sociaux collectifs qui avaient une valeur politique, donc démocratique. Donc quand on vous raconte qu'il faut reconquérir la démocratie pour reconquérir ces droits sociaux, on se moque littéralement de vous, cela ne veut absolument rien dire, ne correspond à rien, sinon que leurs auteurs sont nostalgiques de l'époque où les représentants du régime troquaient avec les dirigeants du mouvement ouvrier contrôlé par les staliniens et les sociaux-libéraux des réformes sociales ou de nouveaux droits pour les travailleurs en échange de la paix sociale et l'abandon du combat pour le socialisme.

On pourrait admettre en faisant preuve de beaucoup de bonne volonté, que cette formule de la reconquête de la démocratie serait plutôt malheureuse ou prêterait à confusion, si elle signifiait qu'il fallait conquérir la direction du mouvement ouvrier pour lui donner une autre orientation politique, et que pour y parvenir il fallait construire un nouveau parti ouvrier, mais ce n'est pas ce qu'expliquent les auteurs de cette formule.

Quand la lutte des classes était plus favorable à la classe ouvrière, entre le milieu des années 40 jusqu'à la fin des années 70, sa mobilisation se traduisait régulièrement par des avancées sociales, pour peu qu'on ait été peu exigeant ou non socialiste, on pouvait en déduire que la démocratie était respectée ou vivait au gré des rapports de force entre les classes en somme. En réalité ce n'était qu'une illusion qui allait s'avérer cruelle et dramatique à l'étape suivante de la lutte des classes.

Depuis, la disparition de l'URSS étant passée par là et le capitalisme étant entré dans un cycle de crises sans fin, les staliniens et les sociaux-libéraux qui contrôlaient et qui contrôlent toujours le mouvement ouvrier, après l'avoir soumis au réformisme ou totalement gangrené servent d'obstacles à la mobilisation de la classe ouvrière et s'emploient à empêcher la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes de rejoindre le combat du prolétariat, à les diviser, de sorte que tous les mouvement sociaux importants échouent systématiquement depuis des décennies, retraite, sécu, code du travail, etc. tandis que la classe ouvrière demeure incapable de se doter d'une nouvelle direction, aucun parti ouvrier ne souhaitant rompre ses liens avec le PS, le PCF ainsi que les appareils corrompus des syndicats, ce qui s'est traduit par la dislocation de l'avant-garde pour ne pas dire sa disparition ou tout du moins sa marginalisation, ne laissant aucun espoir de pouvoir inverser le rapport de force favorable à la classe dominante, qui en profite pour poursuivre de plus belle son offensive antisociale tout azimut contre les travailleurs et leurs droits.

Bref, l'exercice de la démocratie ne tenait qu'à un fil ténu ou illusoire qui devait forcément rompre un jour ou l'autre, la crise du capitalisme se répercutant au sein du mouvement ouvrier. L'expression de la démocratie fut éphémère, car liée à des circonstances ou des rapports instables ou en perpétuelle évolution, ce qu'on savait pertinemment, mais dont on n'a pas voulu en tenir compte, car cela aurait impliqué de modifier les rapports à tous ces partis et aux directions syndicales, notre conception de la lutte de classe, ce à quoi nos dirigeants n'étaient pas préparés ou se refuseront obstinément jusqu'à nos jours.

La théorie de la reconquête de la démocratie s'adresse aux nostalgiques de la IVe République, aux nostalgiques des heures de gloire (quelle monstruosité!) du PS ou du PCF sur fond de guerres coloniales ou pendant que des millions de travailleurs croupissaient dans la misère, aux nostalgiques de la Ve République lorsqu'elle n'était pas attelée à l'UE, c'était le bon temps, il suffisait de voter non à un référendum pour que le président de la République (de Gaulle) dégage... et soit aussitôt remplacé par un autre (Pompidou) du même parti de droite et ainsi de suite.

Une question que les lecteurs attentifs ou sérieux ne manqueront pas de se poser ou de me poser.

Comment pourrait se combiner notre conception de la lutte de classe axée sur la construction d'un nouveau parti communiste destiné uniquement aux éléments les plus avancés des masses ayant la capacité de s'élever au niveau du socialisme, ainsi qu'une organisation regroupant les sympathisants du socialisme ou de la démocratie destinée à l'ensemble des travailleurs en rupture avec les institutions et le régime, avec l'axe de combat contre les institutions de la Ve République, le capitalisme et pour une République sociale et la démocratie ?

Notons d'emblée que l'ensemble de ces facteurs sont compatibles entre eux, complémentaires, ensuite ils correspondent à une stratégie cohérente et logique, et enfin la tactique est subordonnée à la stratégie de la lutte politique pour conquérir le

pouvoir politique.

Le combat pour en finir avec la Ve République s'inscrit dans la perspective de la démocratie dès lors qu'on caractérise le régime d'antidémocratique ou de dictature du capital ou des exploiteurs.

La République sociale répond à la question de savoir pour quoi établir la démocratie, à quoi servirait-elle, puisque la République sociale reposerait sur les droits ou besoins sociaux légitimes des travailleurs.

Quand au lien entre le socialisme et la démocratie, il renvoie au parti et aux institutions que les masses créeraient au cours du processus révolutionnaire pour exercer le pouvoir politique et changer les rapports sociaux de production, donc se doter des instruments permettant de donner à la société une nouvelle orientation en s'attaquant aux fondements du capitalisme, ce à quoi travaillerait notamment l'organisation des sympathisants du socialisme ou de la démocratie.

14ème sujet

Un "clivage" imaginaire entretenu

Hollande dans un entretien réalisé par le philosophe Marcel Gauchet et l'historien Pierre Nora pour la revue Le Débat (septembre-octobre, n°191 -

- « Je continue de penser que le clivage gauche-droite reste fondateur de la démocratie ». Source : Le Monde 15.09

On aura compris pourquoi il y tient tant !

15ème sujet

Redondance et aventurisme.

- Il y a aussi les adeptes d'"une révolution communiste démocratique" portée par Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle de 2017

Nous avons besoin de discuter aussi que le communisme ne pourra être que démocratique et révolutionnaire... (Démocratie révolutionnaire - Lettre n° 6 du 16 septembre 2016)

Sur le plan syntaxique ils ont encore des progrès à faire...

Avant d'en arriver au communisme il faudrait peut-être déjà être parvenu à l'étape préliminaire du socialisme et qu'elle ait épuisé son rôle historique. Ensuite, puisque le communisme devait selon les marxistes correspondre à la période marquée par l'extinction des classes et de l'Etat, donc des partis politiques et de la démocratie, la "révolution communiste démocratique" ne veut rien dire...

16ème sujet

Le 13 août à Strasbourg, Juppé a pété les plombs.

Juste après son discours, je cite Le Parisien, il quitte la scène du palais des congrès devant un mur de micros et de caméras. Une journaliste l'interroge avec insistance sur Nicolas Sarkozy. La question est visiblement celle de trop. Juppé la rembarre, file la mine sombre dans l'arrière-scène avec son épouse Isabelle, puis lâche devant quelques témoins médusés : « Ils me font tous ch... ! » (LeParisien.fr 16.09)

Au départ, après avoir participé à une réunion annuelle du groupe Bilderberg on pensait qu'ils avaient opté pour Fillon manifestement en perte de vitesse. Ensuite constatant que les médias s'employaient à faire monter Juppé, on s'était dit qu'ils s'étaient rabattus sur lui. Quant à Sarkozy, après lui avoir tapé dessus comme des forcenés pour affaiblir l'UMP au profit du PS qui soutenait Hollande, on pensait qu'il était cuit, mais tout compte fait, ils pourraient se rabattre sur lui à défaut de meilleur candidat de l'oligarchie.

A moins que ce soit un coup de poker si Hollande était le candidat du PS face à Sarkozy au premier tour en 2017 pour qu'il soit réélu face à Le Pen, car il faut reconnaître qu'il a fait un parcours sans faute depuis 2012, de l'adoption du TSCG à la loi Travail en passant par son appel (répété) à bombarder la Syrie il aura été le meilleur président dont pouvait rêver les oligarques, le plus à droite, le plus réactionnaire depuis 1958.

17ème sujet

En observant comment la condition ouvrière a évolué depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'à nos jours, il est extraordinaire que notre conception de la lutte de classe n'ait pas évolué ou qu'elle n'en ait pas tenu compte, et c'est encore plus sidérant de rencontrer des militants qui trouvent cela normal ou que cela n'étonne pas, comment pourrait-il en être autrement puisque tous les partis s'en accommodent et sont par conséquent pareillement fossilisés.

18ème sujet

La plupart des gens se complaisent dans leur condition, font preuve d'insouciance et préfèrent ne pas se poser trop de questions.

On a abordé tant de sujets au cours des dernières années dans nos causeries, qu'on a l'impression d'avoir fait le tour de la question qui nous occupent et qu'il n'y a plus rien à ajouter. Et pourtant nous ne sommes parvenu à rien. Et pourtant ce n'est pas faute de l'avoir abordée sous tous les angles, en vain. Changer la société est incompatible avec le dilettantisme et le pessimisme réducteur à la fatalité.

Je suis venu au militantisme en ayant la conviction qu'il fallait changer la société quand j'avais 21 ou 22 ans, après avoir passé deux ans à tatonner, à chercher et à étudier, passant d'un système philosophique à l'autre pour aboutir à la conclusion qu'aucun ne permettrait de changer la société, quand je les eue épuisés, je découvris Marx et Engels.

J'était parvenu à la conclusion avant de me lancer dans cette aventure, que ma condition pourrait changer ou s'améliorer mais que je n'en serais pas plus heureux pour autant, car cette voie serait pavée de multiples complications, contrariétés, désillusions qui me pourrirait la vie et ne changerait rien au fait que je ne serais toujours pas maître de mon destin. Avoir un salaire avoisinant le smic ou avoir un revenu trois à six fois supérieur au smic ne changerait rien au fait que mon mode de vie me serait toujours imposé, métro, boulot, dodo... Je ne pouvais pas me résoudre à l'idée de cette perspective ou de reproduire le mode de vie de mes parents. J'en suis rapidement arrivé à la conclusion qu'il fallait changer la société au lieu de se contenter de vouloir l'améliorer, et c'est ainsi que je mis en quête d'un moyen pour y parvenir.

Ce processus se déroula en grande partie inconsciemment, surtout au commencement, et c'est seulement lorsque j'acquis des repères que je commençai à en tirer des enseignements et à progresser réellement, m'illusionnant plus d'une fois sur ce que je croyais avoir compris, et c'est uniquement lorsque je découvris le matérialisme dialectique que je parvins à lui donner un sens, qui devait sa traduction sur le plan pratique par mon engagement dans le militantisme.

Si s'engager dans le militantisme manifeste la volonté de prendre en mains notre destin, cela ne signifie nullement qu'on aurait pris conscience du processus matérialiste historique qui le détermine, loin de là, très loin de là même, autrement dit, c'est juste faire un petit pas dans une voie mais tout reste à faire pour ainsi dire, le plus dur avant de pouvoir plus ou moins le maîtriser car c'est l'oeuvre de toute une vie en réalité, et entre temps on aura eu mille occasions de lâcher le fil avant d'avoir atteint cet objectif.

Notre prise de conscience du monde dans lequel nous vivons doit se faire à deux niveaux, sur les plans personnel et collectif, sinon elle sera faussée, je veux dire par là que nous ne devons pas seulement lutter pour changer le monde pour vivre autrement ou satisfaire nos aspirations individuelles légitimes, mais pour faire en sorte que pas un seul homme ou une seule femme continue de vivre sous le règne de l'exploitation et de l'oppression dans le monde, tout simplement parce que nos destins sont dialectiquement ou historiquement liés.

Comme je l'ai expliqué, je ne suis pas parvenu au militantisme, puis au marxisme, par la voie de la lutte de classe ou après avoir baigné dans un milieu favorant cette prise de conscience, c'est le refus de ma condition et du sort qui m'était réservé qui m'y a conduit inconsciemment, car je ne pense pas que le militantisme devait forcément découler de lectures philosophiques ou que la philosophie inciterait à militer.

Au départ je n'avais aucune expérience du mouvement ouvrier, à vrai dire j'étais si arriéré que j'en ignorais jusqu'à l'existence. C'est en discutant avec des jeunes un peu plus âgés et mûrs que moi, que je découvris qu'il existait quelque chose au-delà du riche et du pauvre, et qu'il existait une explication à leur condition respective dont j'ignorais absolument tout.

Politiquement j'étais de droite comme mes parents, gaullistes, mais j'ignorais totalement ce que cela signifiait, j'étais vraiment le parfait abruti à 19 ans, pour faire bref. Ce qui m'a sauvé, c'est de m'en être rendu compte et surtout de l'avoir admis tout en étant profondément choqué, honteux, humilié, ce qui fut salutaire en quelque sorte puisque j'en vins à me promettre de progresser par tous les moyens pour mettre fin à cette situation insupportable. Ce n'était pas un voeu pieux, mais une décision irrévocable à laquelle j'allais me tenir durant le restant de mes jours. Car encore aujourd'hui j'ai à l'esprit d'être revenu de très très loin, et je n'ai nullement l'intention de régresser pour finir mes jours en baignant dans un océan d'inconscience comme cela sera le cas de la plupart de mes contemporains ou des gens que j'ai croisés un jour.

Un des moyens déterminant qui m'a permis de progresser, c'est d'avoir entrepris d'apprendre à me connaître moi-même, après

avoir découvert que j'étais un sot de la dernière espèce, je me suis demandé comment j'avais pu en arriver là sans m'en apercevoir ou en étant convaincu du contraire. Pourquoi c'est si important, c'est simple, pour ne pas se leurrer soi-même, pour demeurer modeste, pour remettre sans cesse en cause nos connaissances acquises ou vérifier qu'elles sont toujours valables, les améliorer, etc. sinon à un moment donné cela bloque et on ne progresse plus, c'est le cas de la plupart des militants, on devient sectaire ou dogmatique, je suis passé par là aussi, on se croit autorisé à juger les autres et à leur donner des leçons, on est injuste et on se ridiculise, parce qu'en réalité on a un esprit étroit et borné, plutôt insignifiant ou sans profondeur, que l'on confond avec un niveau de conscience supérieur qu'on n'atteindra jamais dans ces conditions. C'est ainsi qu'avant d'étudier le marxisme, j'ai consacré la quasi totalement de mon temps jours et nuits pendant deux années entières à étudier la psychanalyse. Ce n'était pas programmé, cela m'est venu spontanément après avoir étudié la philosophie, ces deux domaines m'ont semblé immédiatement complémentaire et utiles à mes recherches. Pour comprendre comment fonctionnait la société, il pouvait être utile de comprendre comment les hommes qui la composaient fonctionnaient sur le plan psychologique, cela m'a toujours semblé logique par la suite. Quand vous faites un cours de français à des collégiens et que vous abordez un ouvrage, la première chose à faire avant de l'ouvrir, c'est de cerner son auteur, sa personnalité, son milieu social, l'époque à laquelle il vivait, etc. et vous faites la même chose avec l'ouvrage en question. Avec les hommes il faut faire la même chose en quelque sorte.

Tout cela pour dire que si rien ne me prédestinait à progresser, puisque j'étais programmé pour demeurer profondément arriéré toute ma vie à l'instar de mes parents et de mes deux soeurs qui le sont restés, j'en suis arrivé à la conclusion, sachant qu'en partant de très loin cela ne prenait pas forcément un temps infini, deux ou trois ans tout au plus pour se mettre sur les rails, un grand nombre de travailleurs en sont parfaitement capables, d'autant plus qu'ils pourraient profiter de notre expérience ou de notre aide pour y parvenir, encore faut-il que nous en ayons conscience et la volonté, que nous leur fassions confiance, ce qui n'est pas gagné d'avance hélas, car c'est le principal obstacle qui se dresse devant nous de nos jours, tous les partis étant sourds à cet argument.

Pour résumer, il y a 40 ans la démarche que j'avais adoptée avait consisté en premier lieu à refuser ma condition et l'avenir que me réservait la société, ensuite j'étais parvenu à la conclusion qu'il faudrait changer la société de fond en comble pour espérer un avenir meilleur, pour finalement m'engager dans le militantisme pour atteindre cet objectif. Mais à cette époque j'ai commis l'erreur de faire de cet objectif une question personnelle ou de privilégier cet aspect-là, je n'avais pas conscience que ce n'était pas sous cet angle qu'il fallait l'aborder et qu'il pourrait très bien ne pas être atteint de mon vivant, et qu'en réalité il correspondait davantage à une nécessité historique, ce qui pouvait suffire pour donner un sens à ma vie qu'à partir où j'en aurais conscience, ce qui ne fut pas le cas et expliquera pourquoi je cesserai de militer à peine trois ans plus tard.

L'amélioration de la condition ouvrière n'a pas fondamentalement modifié le mode de vie du prolétariat dans le sens où il lui est toujours imposé (on est bien en dictature), partant de là elle aurait dû servir de levier pour envisager d'atteindre cet objectif, ce qui impliquait un changement radical des bases sociales sur lesquelles la société reposait à condition de mener la lutte de classe dans cette direction-là jusqu'au bout au lieu de s'arrêter à mi-chemin, ce qui devait être le pire scénario.

L'amélioration de la condition ouvrière n'a pas fondamentalement modifié non plus son mode de pensée, elle a contribué à l'éloigner du socialisme au lieu de s'en rapprocher, au point de l'avoir abandonné sous l'influence ou l'emprise croissante de l'idéologue nihiliste de la classe dominante.

19ème sujet

Décryptage.

Ce ne sont pas les Etats-Unis qui sont «le dernier et meilleur espoir du monde», mais le système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme parvenu au stade suprême néolibéral du capitalisme, l'impérialisme, et les qualités "exceptionnels" ou "indispensables" que leur prêtent ses représentants ne servent pas à préserver le monde du "chaos", dans la mesure où il a été conçu uniquement pour protéger leur système de domination de classe en crise ou leur pouvoir de la seule menace qui pèse sur lui, le socialisme.

Si maintenant on fait abstration ou on sous-estime les contradictions du capitalisme ou de la crise qui le mine inexorablement, autrement dit, si arbitrairement on attribue au capitalisme une origine quasi divine ou une destinée éternelle, niant le fait qu'il ait épuisé son rôle historique qui correspondait à un stade du développement des forces productives, on se condamne à refuser de les aborder ou de les traiter dans le cadre de la lutte des classes et des perspectives historiques dans lesquelles elles se sont développées, et à nier le droit ou la capacité de la classe ouvrière à gérer la société, à assumer la responsabilité de l'avenir progressiste de l'humanité qui passe par l'établissement de nouveaux rapports sociaux de production et de distribution des richesses, ce qui revient à nier ou à falsifier le processus matérialiste dialectique à l'origine du développement de la civilisation humaine, parce qu'aveuglé par l'idéologie de la classe dominante on s'interdit d'envisager que le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pourrait prendre fin un jour ou mieux que ce serait une nécessité historique, dans ces conditions-là il ne reste plus qu'à s'en remettre au capitalisme et à ses représentants, à ses institutions, à se ranger au côté de la réaction ou à jouer le rôle d'agent ou de serviteur du régime en place. Précisons qu'il suffit d'omettre sciemment ou inconsciemment un seul de ces facteurs, d'en modifier le contenu ou le rôle historique pour endosser ce rôle au lieu de servir la cause pour laquelle on croyait combattre.

On a là en condensé l'interprétation marxiste ou socialiste qui permet de décrypter n'importe quelle déclaration ou fait ou de comprendre la situation, de caractériser n'importe quel acteur ou parti politique.

Tous ceux qui s'en remettent à une institution du capital, qui réclament le respect ou l'application d'un traité qu'elle aurait adopté un jour pour résoudre une question sociale ou politique, un conflit, une guerre, se placent eux-mêmes dans le camp de la réaction ou des ennemis du socialisme, cela inclut tous les partis du FN au PCF en passant par le PS et leurs satellites respectifs, tous les partis qui en sont issus sans exception, et évidemment les appareils de tous les syndicats.

Vouloir faire jouer encore un rôle progressiste au capitalisme sur le plan économique ou social trouve son pendant ou son prolongement politique chez les opportunistes et autres imposteurs du mouvement ouvrier, qui prétendent que les partis cités précédemment devraient ou pourraient encore remplir un rôle politique dans la lutte de classe du prolétariat, dévoilant au passage leur caractère réactionnaire en subordonnant leur stratégie à cette perspective politique où le sort de la classe ouvrière serait lié à celui du capitalisme au lieu de se situer sur le terrain de son indépendance de classe pour conquérir le pouvoir politique et s'émanciper du joug du capitalisme.

- Une nation «exceptionnelle et indispensable» : la politique américaine est fidèle à elle-même Par John Laughland - Arrêt sur Info 08.09

Les Etats-Unis sont toujours «le dernier et meilleur espoir du monde» ?

Pour Hillary Clinton, comme pour tous les théoriciens néo-conservateurs, qui sont tout aussi puissants au sein du Parti démocrate que chez les Républicains, les Etats-Unis ne sont pas seulement exceptionnels : ils sont aussi indispensables. Indispensables parce que, sans la super-puissance américaine, le monde sombrerait dans le chaos.

Quand les Etats-Unis ne dirigent pas, nous laissons un vide qui crée le chaos, ou alors d'autres pays et d'autres réseaux remplissent le vide. Par conséquent, aussi difficile que ce soit, aussi grand le défi, l'Amérique doit mener (le monde). La question est de savoir comment…

Cette vision du monde relève d'une philosophie hobbésienne. Quoi que le grand philosophe politique anglais du dix-septième siècle n'a pas abordé les relations internationales, son nom est associé avec la doctrine de «la guerre de tous contre tous» au sein de la société primitive. Afin d'éviter cette anarchie, les citoyens de dotent d'un souverain qui est garant de l'ordre. C'est très exactement la pensée néo-conservatrice, et donc clintonienne, que d'affirmer que sans la puissance américaine, le système international sombrerait dans l'anarchie.

A l'opposé de cette vision il existe pourtant une autre philosophie: celle de l'ordre naturel. Selon cette vision, il existe un certain nombre de données qui sont inscrites dans la nature. La liberté des nations de se disposer d'elles-mêmes était, pour le grand théoricien du droit international Emmerich de Vattel (1714 – 1767) un élément fondamental de l'ordre international, tout aussi inviolable que la liberté individuelle:

C'est une conséquence manifeste de la Liberté et de l'indépendance des Nations, que toutes sont en droit de se gouverner comme elles le jugent à propos, et qu'aucune n'a le moindre droit de se mêler du Gouvernement d'une autre. De tous les Droits qui peuvent appartenir à une Nation, la Souveraineté est sans doute le plus précieux, et celui que les autres doivent respecter le plus scrupuleusement, si elles ne veulent pas lui faire injure (Emmerich de Vattel, Le droit des gens, Tome 1, Livre 2, paragraphe 54). Arrêt sur Info 08.09

Ce que dit John Laughland est intéressant, mais à l'arrivée voilà encore un intellectuel qui a quelques siècles de retard et dont les conclusions ne nous serons d'aucune utilité.

20ème sujet

Méfiez-vous des médias dits alternatifs ou indépendants qui en réalité roulent pour le capitalisme.

Le titre du texte suivant publié par le portail Arrêt sur Info et qui a semble-t-il été adopté délibérément correspond à une orientation politique qui n'a rien d'anodine, puisqu'elle ne correspond pas à celle de l'auteur de ce texte, Georges Orwel, qui défendait le socialisme ou plaçait ses espoirs dans le socialisme bien que tout avait été fait pour l'en dissuader après avoir été en contact avec ses fossoyeurs sociaux-démocrates ou staliniens, et d'autre part, pire, elle s'attache à faire passer le socialisme pour incohérent afin d'en éloigner les lecteurs, alors qu'il est la seule alternative au capitalisme.

On a retenu que les passages qui le prouvent, pour montrer les réelles intentions de l'auteur de ce portail qu'ignorent généralement ceux qui s'y connectent et qui peuvent se laisser influencer ou berner par son orientation politique, elles consistent à maintenir les lecteurs dans le giron du capitalisme, la totalité des articles publiés par ce portail provenant d'auteurs s'employant à critiquer le capitalisme sans toutefois manifester l'intention de rompre avec lui.

Vous noterez que les critiques de Georges Orwell s'adressaient à ceux qui se prétendaient socialiste et non au socialisme.

- L'incohérence du socialisme: le mythe du progrès & le culte de la machine par Georges Orwell - Arrêt sur Info 08.08

- Et malheureusement, en raison du complexe associatif « socialisme-progrès-machinisme-Russie-tracteur-hygiène-machinisme-progrès » présent dans l'esprit de la quasi-totalité des gens, le même individu se trouve, en général, être également hostile au socialisme.

- En attendant, l'homme de réflexion, généralement de gauche par ses idées mais souvent de droite par tempérament, ne se décide pas à franchir le pas. Assurément, il se rend compte qu'il devrait être socialiste. Mais, constatant l'épaisseur d'esprit des socialistes pris individuellement, puis la mollesse flagrante des idéaux socialistes, il passe son chemin. Jusqu'à une date récente, il était naturel de se réfugier dans l'indifférentisme.

- Les socialistes ont assez perdu de temps à prêcher des convertis. Il s'agit pour eux, à présent, de fabriquer des socialistes, et vite.

- ... les socialistes ont, pour ainsi dire, présenté leur cause par le mauvais bout. Ils ne se sont jamais attachés à montrer de manière suffisamment nette que le socialisme a pour fins essentielles la justice et la liberté.

- L'heure est grave, très grave. A supposer qu'aucune plus grande catastrophe ne s'abatte sur nous, il y a la situation que j'ai décrite dans la première partie de ce livre, situation qui ne saurait s'améliorer dans le cadre du système économique actuel. Encore plus pressant est le danger d'une mainmise fasciste sur l'Europe. Et, à moins que la doctrine socialiste ne connaisse une diffusion très large et très rapide dans une formulation efficace, rien n'autorise à penser que le fascisme sera un jour vaincu. Car le socialisme est le seul véritable ennemi que le fascisme ait à affronter. Il ne faut pas compter sur les gouvernements impérialistes-capitalistes, même s'ils se sentent eux-mêmes sur le point d'être assaillis et plumés comme des volailles, pour lutter avec quelque conviction contre le fascisme en tant que tel. Nos dirigeants, du moins ceux qui comprennent les données du problème, préféreraient sans doute céder jusqu'au dernier pouce de l'empire britannique à l'Italie, à l'Allemagne et au Japon plutôt que de voir le socialisme triompher. Il était facile de rire du fascisme quand nous nous imaginions qu'il était fondé sur une hystérie nationaliste, parce qu'il paraissait alors évident que les États fascistes, se considérant chacun comme le peuple élu et l'incarnation du patriotisme contra mundum, allaient se déchirer les uns les autres. Mais rien de tel ne s'est produit. Le fascisme est aujourd'hui un mouvement international, ce qui veut dire non seulement que les nations fascistes peuvent s'associer dans des buts de pillage, mais aussi qu'elles tendent, d'une manière qui n'est peut-être pas encore absolument concertée, vers l'instauration d'une hégémonie mondiale. Car à l'idée d'un État totalitaire commence à se substituer sous nos yeux l'idée d'un monde totalitaire. Comme je l'ai déjà signalé, le progrès de la technique machiniste doit en fin de compte conduire à une forme de collectivisme, mais une forme qui ne sera pas nécessairement égalitaire. C'est-à-dire, qui ne serait pas forcément le socialisme. N'en déplaise aux économistes, il est très facile d'imaginer une société mondiale, placée économiquement sous le signe du collectivisme (c'est-à-dire ayant éliminé le principe de profit), mais où tout le pouvoir politique, militaire et pédagogique se trouverait concentré entre les mains d'une petite caste de dirigeants et d'hommes de main. Une telle société, ou quelque chose de très voisin, voilà l'objectif du fascisme. Et cette société, c'est bien sûr l'Etat esclavagiste, ou plutôt le monde esclavagiste. Ce serait vraisemblablement une société stable et, si l'on considère les immenses richesses que recèle un monde scientifiquement mis en valeur, on peut penser que les esclaves seraient convenablement nourris et entretenus, de manière à être satisfaits de leur sort. On a l'habitude d'assimiler l'ambition fasciste à la mise en place d'un État-ruche — ce qui est faire gravement injure aux abeilles. Il serait plus approprié de parler d'un monde de lapins gouverné par des furets. C'est contre cette sinistre éventualité que nous devons nous unir.

La seule chose au nom de laquelle nous pouvons combattre ensemble, c'est l'idéal tracé en filigrane dans le socialisme : justice et liberté. Mais ce filigrane est presque complètement effacé. Il a été enfoui sous des couches successives de chicaneries doctrinales, de querelles de parti et de « progressisme » mal assimilé, au point de ressembler à un diamant caché sous une montagne d'excréments. La tâche des socialistes est d'aller le chercher où il se trouve pour le mettre à jour. Justice et liberté ! Voilà les mots qui doivent résonner comme un clairon à travers le monde. Depuis déjà un bon bout de temps, et en tout cas au cours des dix dernières années, le diable s'est adjugé les meilleurs airs. Nous en sommes arrivés à un point où le mot de socialisme évoque, d'un côté, des avions, des tracteurs et d'immenses et resplendissantes usines à ossature de verre et de béton ; et de l'autre côté, des végétariens à la barbe flétrie, des commissaires bolcheviks (moitié gangster, moitié gramophone), des dames au port digne et aux pieds chaussés de sandales, des marxistes à la chevelure ébouriffée mâchouillant des polysyllabes, des Quakers en goguette, des fanatiques du contrôle des naissances et des magouilleurs inscrits au parti travailliste. Le socialisme, du moins dans cette île qui est la nôtre, ne sent plus la révolution et le renversement des tyrannies, mais l'excentricité incohérente, le culte de la machine et la stupide béatification de la Russie. Si l'on ne fait pas disparaître cette odeur, et vite, le fascisme peut gagner.

Un enregistrement audio proposé par le même portail.

Comment le nihilisme s'inscrustre profondément dans les cerveaux.

- Vincent Badré : «Le réel n’est ni de droite ni de gauche - Arrêt sur Info 04.09

Vincent Badré est professeur d’histoire et de géographie à Paris.

Qu'est-ce le réel sinon l'expression d'ensemble de facteurs et de rapports entre les classes qui sont bien concrets, matériels, objectifs ? Le nier, c'est ignorer la réalité ou les faits ou s'en détourner, dès lors toute interprétation de la situation relèvera de la spéculation ou de la propagande qui de préférence servira le gouvernement ou le régime en place.

L'article suivant provient également du même portail

Quand "la pensée libre" rime avec despotisme.

- Simone Weil : vérité, justice et bien public contre les partis politiques par Matthieu Giroux, 29 mai 2014 - Arrêt sur Info 07.09.2016

Extraits

- « Les partis sont des organismes publiquement, officiellement constitués de manière à tuer dans les âmes le sens de la vérité et de la justice », estime Simone Weil dans sa Note sur la suppression générale des partis politiques écrite en 1940. (...) Cette Note est un manifeste lumineux pour la pensée libre.

- Pour Simone Weil, la notion de parti implique nécessairement la possibilité de la dérive totalitaire.

- Des partis politiques ne peut découler aucun bien puisqu’ils sont fondamentalement mauvais.

- Un parti politique n’a pas pour but de dire la vérité, de rendre justice ou encore de se consacrer au bien public.

- L’adhésion à un parti implique le renoncement à la pensée libre. Nul ne peut penser par lui-même dès lors qu’il est lié à un parti. Le parti produit pour l’individu le contenu de sa pensée de manière exclusive.

- La conquête illimitée du pouvoir devient la fin même du parti.

- Le parti réclame la soumission absolu au dogme et menace d’anathème ceux qui font entendre une voix discordante.

- Cette maladie de la pensée, cette « lèpre » doit être combattue. La première étape de ce combat implique la suppression des partis politiques. Fin des extraits.

Vous avouerez que cet article était digne de figurer dans un portail néoconservateur ou d'extrême droite.

Parmi les milliers d'articles publiés par Arrêt sur Info, Le Grand Soir, Le centre pour la recherche sur la mondialisation, le Réseau Voltaire et bien d'autres encore, je n'en ai jamais lus un seul au cours des années précédentes dont j'aurais pu adopter l'orientation politique, pas un seul.

21ème sujet

- Les physiciens européens remettent en cause la version officielle du 11-septembre - voltairenet.org 19.09

Depuis quinze ans des experts stipendiés par le gouvernement fédéral états-unien assurent que l’effondrement des Tours jumelles et de la Tour 7 du World Trade Center, le 11 septembre 2001, sont imputables à la projection de deux avions de ligne sur les deux premières tours.

La très prestigieuse European Physical Society ne l’entend pas ainsi. Elle vient de publier, dans sa revue European Physics News, un article de Steven Jones, Robert Korol, Anthony Szamboti et Ted Walter, mettant en évidence qu’il s’agit d’un cas de démolition contrôlée. voltairenet.org 19.09

Reste-t-il des irréductibles pour croire encore la version officielle ?

Attention bourreaux de sorcières, à une autre époque vous auriez rejoint les rangs de l'inquisition ! Moi je ne sais pas, mais cela me ferait réfléchir. Si vous êtes un militant ouvrier et que vous croyez encore la version officielle du 11/9 après qu'une multitude de preuves et de témoignages eurent été rendus publics qui la contredisaient, c'est que vous êtes fâchés avec la dialectique, eh

oui encore la transformation de la quantité en qualité, on n'y coupe pas que voulez-vous, observez bien elle rythme votre vie.

22ème sujet

Quelques infos en bref.

Syrie : un drone russe repère des djihadistes à proximité du convoi humanitaire incendié.

De nouvelles images permettent d'en savoir plus sur les circonstances dans lesquelles un convoi humanitaire a été en grande partie détruit ce mardi 20 septembre. Mais les images dévoilent aussi la présence de djiahdistes à proximité du convoi.

«L'aviation russe ou syrienne n'a mené aucune frappe aérienne sur un convoi humanitaire de l'ONU au sud-ouest d'Alep», a déclaré le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère dans un communiqué cité par les agences russes. «Nous avons étudié attentivement les images vidéo des soit-disant "activistes" présents sur place et nous n'avons pas trouvé de signes de frappes sur le convoi par des armes», a poursuivi le ministère russe de la Défense.

A l'appui de son analyse, le ministère a mis en ligne les images tournées par un drone russe. On peut constater sur la vidéo la présence d'un véhicule tractant une arme lourde qui remonte la colonne des poids lourds, ces derniers étant identifiés en rouge.

Le convoi humanitaire détruit dans les environs d'Alep était escorté de djihadistes équipés d'un mortier. La destruction du convoi, qui transportait une aide d'urgence à destination de quelque 78 000 civils, a causé la mort de 21 membres de l'organisation du Croissant-Rouge syrien. Selon les Nations unies, 18 véhicules parmi les 31 du convoi avaient été touchés.

Le ministère de la Défense russe avait d'emblée indiqué que le convoi n'avait pas pu être la cible de frappes, que ce soit d'origine russe ou syrienne. Moscou a fait valoir que l'examen attentif des lourds dommages constatés sur les véhicules ne pouvaient pas permettre de conclure à des frappes aériennes. La destruction des véhicules est plus vraisemblablement due à l'incendie même de la cargaison.

«Il n'y a pas de cratère, la structure des véhicules n'est pas endommagée et ils n'ont pas subi le souffle d'une frappe aérienne», a fait valoir le porte-parole russe qui ne constate là que «le résultat d'un incendie, qui s'est comme par hasard déclenché au moment d'une offensive d'ampleur des rebelles vers Alep».

Le ministère russe des Affaires étrangères a fait part de son «indignation et colère» et dénoncé «les tentatives de certains protecteurs des terroristes et des bandits» de mettre en cause les aviations russe et syrienne dans ces bombardements. Des «accusations hâtives, non étayées» qui semblent être «calculées pour détourner l'attention de l'étrange "erreur" des pilotes de la coalition». Moscou faisant ainsi allusion aux frappes aériennes de la coalition menée par les Etats-Unis qui ont fait au moins 90 morts dans les rangs de l'armée régulière syrienne. (Source : RT 20/09/16)

En dictature, ses représentants assassinent froidement des innocents en toute impunité.

- Etats-Unis : encore un Noir non armé abattu par la police - AFP

Terence Crutcher avait les mains en l'air lorsque Betty Shelby, une policière de l'Oklahoma, l'a abattu. AFP 20.09

Il s'agit donc d'un homicide volontaire ou d'un assassinat.

Plus loin dans cet article l'AFP requalifie les meurtres semblables d'Afro-Américains commis par des policiers au cours des mois ou des années précédentes de "brutalités policières" ou "d'abus des forces de l'ordre".

Pendant qu'ils ravagent le Moyen-Orient, la Libye, l'Afghanistan...

- Obama à l'ONU : "Nous devons ouvrir nos cœurs et faire davantage pour aider les réfugiés" - Franceinfo

- Obama annonce l'engagement de 50 pays sur l'accueil de 360.000 réfugiés - AFP

Il vaudrait mieux parler de populations déplacées par l'impérialisme américain et ses alliés...

Busherie.

- Hollande sur la Syrie: «Ça suffit» - 20minutes.fr

A la tribune des Nations Unis ce mardi, le président Français a appelé la communauté internationale à mettre fin au conflit syrien... 20minutes.fr 21.09

Ils n'ont jamais cessé de le faire...

- Ces électeurs de gauche qui veulent voter à droite - LeParisien.fr 20.09

Ils ont des idées à la hauteur de leurs ambitions

- Après "Hé oh la gauche", les Hollandais lancent "Notre idée de la France" - AFP

- Prisons : Jean-Jacques Urvoas annonce un plan ambitieux de construction de cellules - Public Sénat

Quand un système financier mafieux gouverne le monde.

- UBS France souhaite être partie civile dans l'enquête à Paris - Reuters

- Banque Wells Fargo : le patron s'excuse pour les comptes fantômes - La Tribune

Plus de 2 millions de comptes non autorisés ont été ouverts, permettant à la banque de prélever à ces clients des commissions et autres frais.

De l'ordre de 5.300 employés de la banque de San Francisco ont été licenciés pour avoir ouvert pendant cinq ans des comptes bancaires fictifs au nom de clients, à leur insu.

... les employés de la banque "falsifiaient des signatures, volaient des pièces d'identité, des numéros de Sécurité sociale et l'argent durement gagné de leurs clients pour conserver leurs emplois mal payés et faire gagner de l'argent aux dirigeants bien payés de Wells Fargo."

D'anciens salariés ont rapporté qu'ils subissaient de très vives pressions pour multiplier les comptes de chaque client.

Wells Fargo a accepté au début du mois de verser 190 millions de dollars (170 millions d'euros environ) d'amendes et d'indemnités pour avoir créé ces comptes à l'insu des clients concernés, une pratique qui permettait à certains de ses salariés d'atteindre leurs objectifs commerciaux.

Mais sur ces 190 millions, cinq seulement seront consacrés à l'indemnisation des clients alors que, selon les parlementaires, les "faux" comptes ont pu se traduire pour certains d'entre eux, au-delà des frais de tenue de compte, par des coûts indirects, lors d'emprunts par exemple.

Les pratiques frauduleuses ont été identifiées dès 2011 mais les dirigeants de la banque n'ont réalisé l'étendue du problème qu'au début de 2015, s'est défendu John Stumpf, le PDG de Wells Fargo.

Auditionné par la commission bancaire du Sénat américain, le patron de Wells Frago a fait acte de contrition ce mardi, deux semaines après l'éclatement de l'affaire des comptes "fantômes". Il a déclaré : "Je suis profondément désolé que nous ayons échoué à remplir nos obligations vis-à-vis de nos clients"

Hillary Clinton, qui a été accusée pendant les primaires de représenter les intérêts de Wall Street, a dit vouloir un terme à ce qu'elle appelle "la culture de la mauvaise gestion et de l'imprudence" dans le système bancaire. reuters et latribune.fr 21.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2016

CAUSERIE

Je ne me casse plus la tête, j'ai largement de quoi faire ici sur place en Inde.

Ce qui m'écoeure le plus ce n'est pas la tournure que prennent les choses, mais la manière de l'aborder de nos dirigeants toujours plus sclérosés. De plus en plus de militants constatant que ces dirigeants leur tiennent toujours les mêmes discours manifestent leur impatience, se posent des questions, ils ont de quoi en présence d'un tel aveuglement ou déni, d'une telle incurie politique.

Sans renouvellement de l'avant-garde, point de salut, car on ne pourra jamais accorder la moindre confiance aux dirigeants qui nous ont menés où nous en sommes. Et quant à ceux parmi les militants qui ont la faiblesse de les suivre, ils ne font que précipiter leur propre perte. On en reparlera, comme toujours quand il sera trop tard. Et on nous dira alors, à quoi bon ruminer ce qui appartient au passé, ce qui est fait est fait, si au moins ce n'était plus à faire peut-être qu'on parviendrait à avancer mais ce ne sera pas le cas je le crains, hélas !

Le cri de guerre du jour : Antisionisme !

Carnet personnel

Faites un bon placement, adopter la modestie. On a toujours besoin de plus petit que soi.

Les cons, ça ose tout, et c'est même à ça qu'on les reconnaît (Réplique de Lino Ventura à Francis Blanche dans les Tontons flingueurs, 1963, dialogue de Michel Audiard.)

Certes, mais il faut bien admettre que dans bien des cas, c'est parce qu'ils estiment avoir à faire à plus cons qu'eux, ce qui n'est pas très difficile à trouver dans la mesure où on ne compte pas ceux qui se considèrent plus intelligents que la moyenne, ce qui entre nous est une grosse connerie parce qu'on est toujours le con de quelqu'un.

Qui peut le plus, peut le moins.

Il en va de même du plus beau, du plus fort, du plus riche, etc. qui vit par rapport aux autres et qui passe son temps à les juger à défaut de se connaître ou de s'accepter tel qu'il est. Il en va ainsi de la plupart des gens qui parlent au nom de je ne sais pas qui

ou quoi qu'ils ignorent avec arrogeance, on aurait le droit de les prendre pour des cons rien que pour cela, mais on n'en fera rien.

Cette réflexion m'est venue à l'idée en repensant au comportement des gens développés que j'avais croisés ou côtoyés en France au cours des décennies précédentes, en le comparant avec celui des Indiens ultra arriérés avec lesquels je vis quotidiennement ou que j'ai rencontrés, après avoir constaté que finalement ils en étaient pour ainsi dire au même point sur l'échelle de l'évolution, car les seules éléments les distinguant proviennent uniquement des conditions économiques dans lesquelles ils évoluent respectivement et qui leur ont été imposées, de sorte que les premiers ont acquis des éléments de conscience pour ainsi dire par mimétisme ou mécaniquement, ce que prouve leur inaptitude à s'en servir pour analyser les expériences qu'ils seront amenés à faire au cours de leur vie et dont ils ne tireront aucun enseignement susceptible de faire progresser leur niveau de conscience, qui stagnera ou régressera avec la vieillesse.

Personnellement je n'ai jamais méprisé personne, pas même les cons, en revanche je me suis toujours attaqué à la connerie, dans un langage réservé ou plus soutenu on dirait l'ignorance, à commencer par la mienne. Quand on est jeune et qu'on prend conscience qu'on est voué à avoir une vie de merde, il est permis ou même recommandé de se demander pourquoi. Tout de suite la première chose qui vous vient à l'esprit, c'est pourquoi une telle injustice. Ensuite seulement on se demandera s'il existe un moyen d'y échapper, du coup cette idée d'injustice vous accompagnera toute votre vie parce qu'on n'échappe pas à son destin, qui nous ramène toujours à la réalité ou à ce que nous sommes qui ne peut respirer le bonheur dans un monde perpétuellement en guerre. Nous sommes victime de cette guerre qui porte un nom, la lutte des classes.

Nous demander pourquoi cette injustice nous conduit à devoir regarder la réalité en face, à devoir l'affronter pour la changer. Quand on la fuit, cela revient à reporter à plus tard le moment où nous y serons confronté lors du jugement dernier comme diraient les chrétiens, à moins qu'on passe encore à côté, ce qui serait pire car nous n'aurions fait que la subir.

C'est mon oncle Marcel, décédé de vieillesse il y a quelques années, déjà qui avait développé le niveau de conscience le plus élevé dans ma famille, il était balayeur municipal à la ville de Rueil (92). Il n'a pas vécu en ascète, il s'est juste passé de ce qu'on a appelé le confort moderne, refusant de s'encombrer de charges et d'objets, il en appréciait l'usage chez les autres, mais pas chez lui, son confort à lui, c'était le dénuement (dénûment) où l'homme est plus proche de lui-même parce qu'il n'a rien d'autre à penser, donc dans un contexte social favorable il est porté à penser aux autres où à les aimer. Pendant la guerre il avait adhéré au PC, je ne sais plus s'il était parti ou non au STO en Allemagne, une adhésion à vie qui était plus de principe car il n'a jamais milité, il est resté fidèle à la générosité ou à l'humanisme qu'il y avait dans le communisme, mais non dans le PC.

A 20 ans j'avais une dégaîne d'enfer, jean usé jusqu'à la corde ou plus, treillis du surplus américain acheté au Puce de Saint-Ouen dans le même état, chemise canadienne si ample qu'on aurait pu tenir à deux dedans, savates en corde et toile, cheveux frisés, bouclés naturellement recouvrant les épaules en fredonnant Led Zeppelin, personne ne me parlait avec autant de gentillesse que Marcel.

Mon allure ne le choquait pas, lui ne se séparait jamais de son bleu de travail qui lui servait de vêtement de ville. Ah ben oui mon gars, si on lui a donné, il doit le porter, c'est logique, pourquoi dépenser de l'argent pour se vêtir lorsque c'est gratuit, pas tout à fait car c'est une part du salaire du besogneux ! Pourquoi s'acheter des fringues, cela devrait être gratuit, cela coule de source effectivement, mais c'est trop simple, trop simple pour les esprits compliqués, tordus, occupés, en burn-out de shopping!

Marcel ne s'est pas laissé acheter. Il a vécu modestement et il a été plus heureux que les repus, sans un tas d'objets qui vous encombre, y compris l'esprit qu'ils embrouillent. Ce fut un brave homme, un résistant à l'exploitation et à l'oppression marqué à vie par la guerre, s'il ne milita pas, son mode de vie dépouillé incarnait davantage le réel niveau de conscience des masses laborieuses, il était pour ainsi dire plus proche de la réalité que ceux de sa classe qui mimaient les bourgeois et qui allaient le payer très cher plus tard.

Il était l'objet de railleries parce qu'il n'avait pas adopté un mode de vie conforme à ses semblables qu'il n'a jamais enviés. Il avait rejeté cette société que nous honnissons tant et il l'assumait sans amertume. Durant 40 ans il a dû économiser au moins la moitié de son salaire, alors quand il est mort il devait avoir un sacré pécule de côté qu'il légua à un de mes oncles et à son épouse qui était sa demi-soeur. Ironie de l'histoire, il est mort riche sans en avoir jamais profité, parce que c'était superflu ou pas vraiment le but de sa vie. Je ne l'ai jamais tapé d'un centime, j'en aurais eu honte. Il m'aimait bien et j'avais tellement besoin qu'on m'aime un peu, comme j'étais, nos relations me comblaient telles qu'elles étaient pour ne pas prendre le risque de les gâcher.

Il a appartenu à l'espèce la plus rare et la plus digne, celle des humanistes désintéressés. Il aurait pu devenir aigri et mauvais pour être demeuré un vieux garçon. Il était nostalgique de sa jeunesse ou de la période qui a suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme pour partager encore et encore les bons moments qu'il avait passés avec les uns ou les autres, avant que chacun emprunte une route différente qui nous éloigne, parce que lui aussi il avait besoin qu'on l'aime, tel qu'il était, quoi de plus naturel.

C'est une parabole, parce que Marcel n'a pas eu conscience de tout ce que je viens de raconter. A sa façon, il a été un dogmatique à l'envers.

Je veux mourir !

- Ma tante Réjane a dit à ma mère qu'elle en avait marre, qu'elle n'en pouvait plus... Ma mère a bredouillé quelques mots incompréhensibles en guise de réponse. Que pouvait-elle faire d'autre, Réjane a 94 ans et elle se déplace très difficilement, elle ne sort plus de chez elle depuis déjà plusieurs années, et son époux qui a 97 ans a été hospitalisé récemment et il en est rendu au même point qu'elle, elle n'en peut plus d'attendre de mourir et son voeux le plus cher doit être de s'endormir un soir pour ne pas se réveiller le lendemain matin, quelle fin triste et pathétique !

Pendant qu'il y en a qui se battent pour vivre, d'autres souhaitent mourir et n'y arrivent pas !

Il y a bien quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête des hommes. Ils passent à côté de la vie ou elle leur réserve un sort qu'ils n'ont pas choisi tant qu'ils sont valides, et quand ils ne le sont plus, elle s'accroche à eux comme pour faire durer leur souffrance, c'est dire à quel point elle peut être injuste et cruelle.

Une société plus juste et plus humaine leur proposerait d'abréger cette souffrance dans la dignité ou de ne pas attendre qu'elle devienne insupportable pour leur éviter cette épreuve inutile.

Voilà une raison de plus pour lutter pour le socialisme. Quand on dit que c'est l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme puisse concevoir, on ne nous croit pas, on se moque de nous, moi ce qu'endure ma tante ne me fait pas rire du tout.

Réformiste ou internationaliste, il faut choisir son camp.

- Le montage d'images que j'ai mise en page d'accueil pour illustrer l'actualité témoigne de l'orientation internationaliste de notre politique. Ce n'est pas un hasard ou ce n'est pas dû au fait que je vivrais en Inde, encore moins une posture, c'est conforme à notre interprétation de la lutte de classe qui ne se limite pas au minuscule hexagone mais qui intègre l'actualité sociale et politique du reste du monde dans la mesure où ils sont indissociables.

Mais ce n'est qu'un aspect de cette question, il y en a un beaucoup plus sensible que les uns et les autres ne souhaitent pas aborder, et pour cause.

L'interprétation par les opportunistes de la lutte des classes des décennies qui ont précédé et suivi l'après-guerre se devait d'être conforme autant à leur conception de la lutte de classe qu'à la véritable nature de leur engagement politique, le réformisme qui s'accommodera du colonialisme et du pillage des richesses des continents africain et asiatique ainsi que sud-américain, mieux qui le perpétuera lors du Front populaire ou sous la IVe République, et qui ne sera conduit à le condamner ou à l'abandonner (provisoirement ou en réalité une simple posture ou manoeuvre) que lorsque les peuples se soulèveront pour conquérir leur indépendance ou leur souveraineté, qui seront immédiatement confisquées par leurs propres bourgeoisies. Quelques décennies plus tard, les mêmes partis soutiendront de nouvelles agressions militaires contre d'autres peuples ou parfois les mêmes, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, mais aussi au Mali, en Centrafrique, au Tchad, et bien d'autres pays en Afrique, sans oublier la Serbie, témoignant si nécessaire que leur penchant pour l'impérialisme et la guerre faisait partie intégrante de leur nature réactionnaire.

De fait, on a pu constater que le réformisme (et le capitalisme d'Etat) n'était pas incompatible avec le colonialisme et les guerres impérialistes, mieux ou plus sordide, il s'en nourrissait sans que cela ne choque plus que cela les courants du mouvement ouvrier qui vont s'associer aux PS et au PCF, tisser des liens avec eux, les soutenir sur le plan électoral, parfois siéger à leur côté, notamment dans les syndicats, ce qui permet de mesurer à sa juste valeur leur attachement au principe internationaliste dont ils osent se réclamer.

La guerre avec toutes ses horreurs, l'exploitation des pays colonisés maintenus dans un état de sous-développement permanent que des centaines de millions de travailleurs vivaient quotidiennement, qui en avait vraiment conscience, qui cela empêchait-il de dormir, c'était si loin, des images, du cinéma en somme qui ne devait pas peser bien lourd dans les préoccupations du brave travailleur ou militant français vivant en paix, ils avaient mieux à faire que se demander comment mettre fin à cette situation qui ne les concernait pas directement, surtout dès lors qu'il profitait de l'amélioration de leur condition, pas tous loin de là, peu importe à vrai dire là encore, réformes sociales financées grâce à ces guerres et au colonialisme qui permettaient au capitalisme français de conserver ou accroître ses parts de marché de l'économie mondiale tout en préservant la paix sociale en France.

Comme avec le proverbe chinois où l'idiot regarde le doigt du philosophe au lieu de regarder la lune qu'il lui montre, on se satisfera que le mouvement ouvrier combatte pour des réformes sociales sans tenir compte de son orientation politique, en refusant de le caractériser par crainte des questions et des conséquences inévitables qui en découleraient, dont la nécessité de changer de stratégie et de rompre avec les partis qui le contrôlaient, ce qui se traduira par un appel au front unique de ces partis au moment même où ils soutenaient les guerres coloniales de leur propre impérialiste et démontrait dans quel camp ils se situaient, celui des ennemis des exploités et des opprimés. Une telle politique opportuniste ne pouvait que diviser l'avant-garde de la classe ouvrière, la vouer à l'impuissance et préparer à terme sa dislocation.

Qu'on s'imagine un instant la situation, on s'adressait à des partis pour qu'ils s'engagent au côté de la classe ouvrière, alors qu'ils prenaient ouvertement ou publiquement en charge les besoins de leur impérialiste, quand on y repense on se dit que c'était impossible de ne pas s'apercevoir qu'on se retrouvait en présence de positions inconciliables ou qui se neutralisaient au profit des partis qui contrôlaient et instrumentalisaient le mouvement ouvrier et qu'on courrait fatalement à notre perte en persistant dans cette voie.

Deux vidéos de contre-propagande.

Michel Collon: journalisme ou propagande?

https://www.youtube.com/watch?v=eyKpMVX0JEk

Eh oui mon brave monsieur, il n'y a que les vauriens qui n'ont pas besoin de se justifier, hormis lorsqu'ils feignent l'honnêteté tellement elle leur est étrangère !

Les gens sont devenus susceptibles ou suspicieux, sauf envers eux-mêmes qu'ils ne connaissent pas ou trop bien. Ils sont disposés à croire n'importe quoi, sauf la vérité des faits qu'ils fuient ou leur échappent. Ce qu'il y a de pratique avec la propagande, c'est qu'elle entre en scène immédiatement après un évènement, pratiquement simultanément, sans attendre les conclusions d'une enquête, elle a réponse à tout ou plutôt elle se substitue à tout, de sorte que vous n'avez même pas à vous poser de questions, c'est la vérité révélée qui fait office de réalité... fabriquée.

- Quelques observations après avoir visionné la conférence : Ilan Pappe & Michel Collon. La Propagande d'Israël, la décèle. (http://www.michelcollon.info)

Par certains côtés cela ressemble un peu trop à une opération de marketing, parce qu'à plusieurs reprises et de manière insistante les intervenants font référence à leurs livres qu'ils appellent le public à acheter. Quant à la quête pour financer la venue à Lille d'un professeur d'université enseignant à Londres comme s'il était dans le besoin ou avait un salaire misérable, elle était plutôt déplacée.

Il manque aussi des images de la salle, du public, à croire qu'il se résumait à quelques dizaines de personnes à peine, ce qui n'est pas un problème en soi, mais le devient quand on l'occulte, cela donne une image faussée et c'est dommage.

On ne s'étonnera pas que la CGT (Educ) coorganisatrice de cette manifestation n'ait pas mobilisé ses troupes pour en assurer le succès, service minimum qui est du même ordre d'idée que les journées d'action juste pour qu'on ne les accuse pas de ne pas avoir participé à ces batailles, de la démagogie destinée aux esprits faibles ou influençables... On s'étonnera aussi que parmi le corps enseignant adhérent de la CGT, il n'ait pas trouvé un seul professeur maîtrisant l'anglais pour assurer la traduction. Ceci confirme cela.

Cela dit et c'est là l'essentiel, Ilan Pappe et Michel Collon ont tenu selon nous des positions sur la question palestinienne que nous partageons et que vous connaissez déjà, ils méritent donc notre soutien.

Selon le stratège "révolutionnaire" Mélenchon, sans rire nous vivrions en démocratie.

Les militants ou les travailleurs ayant participé à des manifestations au cours des derniers mois et victimes de la répression policière aveugle, poursuivis en justice et risquant la prison apprécieront.

Mélenchon : En France, c’est la République qui fonde la nation, et non l’inverse. La nation fait partie de la stratégie révolutionnaire que je défends en tant que cadre dans lequel s’exerce la démocratie et comme point d’appui de la volonté populaire. Une certaine gauche est en panne de réflexion, elle ne tient aucun compte de la nature du capitalisme financier international, ni des points d’appui que sont l’ONU ou l’OIT, des organisations fondées sur les nations.

(Source : Jean-Luc Mélenchon : « Le rassemblement de la ’gauche’ empêcherait le peuple de se fédérer » - legrandsoir.info 25 septembre 2016)

Question qu'élude soigneusement notre illusionniste : Quelle est la nature des rapports de classe de cette République ? Quelle est la nature de classe de l'ONU et accessoirement de l'OIT ? Qui les a fondées, pour qui ? Réponse : La classe minoritaire des capitalistes qui détenaient le pouvoir économique et politique pour le conserver, c'est leur seule raison d'être, exploiter et opprimer le peuple travailleur, ce sont donc des institutions antidémocratiques par nature destinées à permettre à la classe dominante d'exercer son hégémonie politique sur la classe dominée et de préserver son système économique basée sur des rapports d'exploitation d'où elle tire son pouvoir.

Le candidat du capital Mélenchon dévoile au passage que la nature sociale de la VIe République qu'il appelle de ses voeux n'est pas incompatible avec ces rapports d'exploitation qu'il ne faut surtout pas abolir, en revendiquant non pas leur renversement ou leur inversion au profit de la classe majoritaire des exploités, puisqu'il s'agirait uniquement de procéder à "une autre répartition entre le capital et le travail", ce qu'il confirme en ajoutant qu'elle se réaliserait dans le cadre d'une "planification écologique" qui se substitue ici (ou qui s'oppose) à une planification de la production à partir des besoins sociaux et aspirations légitimes de la population qui impliquerait une révolution sociale qui ne fait pas partie du programme de cet histrion du régime.

Qui apportera son soutien au candidat social-impérialiste Mélenchon nourrit par l'UE, porte-parole revendiqué de l'ONU qui a légitimé notamment toutes les guerres impérialistes, depuis sa création et l'existence d'Israël ?

Dans cet entretien publié par L'Humanité le 20 septembre, il a tenu un propos sur Hollande qui lui va comme un gant :

Mélenchon : Cet homme, en mentant et en trahissant la parole donnée, a désorienté des millions de gens qui ne savent plus ce que veulent dire gauche et droite.

On se demandera qui sont ces "millions de gens qui ne savent plus ce que veulent dire gauche et droite", alors qu'ils étaient censés le savoir depuis belle lurette, petits-bourgeois, membres des classes moyennes ou de l'aristocratie ouvrière, intellectuels, des hypocrites que cela arrangeait de le caractériser de gauche pour ne pas heurter leur bonne conscience et qui le savaient pertinemment, mais ils feignirent de l'ignorer en espérant tirer profit de l'élection de Hollande, ils espéraient qu'en retour il les épargnerait sans se soucier de sa nature sociale réactionnaire et des conséquences catastrophiques qui découlerait de sa politique pour la classe ouvrière. Voilà le fond de commerce de cet imposteur, le même que celui de Syriza ou Podemos ou leurs semblables ailleurs.

Entre nous, pour croire un instant que Hollande aurait pu avoir de bonnes intentions envers les travailleurs il fallait être un crétin fini. Or les gens auxquels s'adresse notre prestidigitateur professionnel ne le sont pas vraiment. Ils présentent la particularité en général d'avoir développé des besoins correspondant à un niveau de vie supérieur à la majorité des travailleurs, statut privilégié qu'ils entendent préserver par n'importe quel moyen, d'où leur penchant pour le Front de gauche ou le Front national, l'un et l'autre n'ayant pas plus de principes ou versant dans la démagogie ou le populisme.

A défaut d'avoir une réelle conscience de classe, quand ils se définissent de gauche, ils doivent se livrer à un exercice périlleux qui consiste à soutenir une politique antisociale et impérialiste en contradiction ou incompatibles avec les convictions ou valeurs auxquelles ils prétendent tenir et qui se veulent progressistes ou humanistes.

Mélenchon ne leur propose pas d'en finir avec cette politique antisociale ou impérialiste légitimée par l'OIT et l'ONU dont ils se réclament. Il leur tient un discours consistant à leur faire croire qu'en redistribuant les cartes sans changer la règle du jeu cela suffirait à modifier l'orientation de la société, ce qui évidemment est impossible. Alors à quoi cela rime ? A gagner du temps, à occuper le terrain pour éviter ou interdire à ces couches de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, donc de rompre avec le capitalisme et ses institutions, de renouer avec le socialisme. Mélenchon n'est rien d'autre qu'un Tsipras, un Iglesias, un Sander, un Corbyn.

La fabrication des sondages ou cachez-moi ces "recettes de cuisine".

LeMonde.fr - Jean-Baptiste de Montvalon, journaliste au service politique du Monde, a répondu dans un tchat aux interrogations des internautes sur l'enquête électorale conduite par le Cevipof, dont les résultats ont été publiés lundi 26 septembre.

Pourquoi ne pas donner accès aux données brutes du sondage, ainsi qu'à son cahier des charges, etc., bref réaliser un sondage « open source » !

Jean-Baptiste de Montvalon : S'agissant des données brutes, aucun institut n'est tenu de les publier, aucun ne le fait. On peut considérer qu'il s'agit pour eux de cacher des recettes de cuisine… Mais publier ces données rendrait la lecture des sondages illisibles et incompréhensibles. On peut bien sûr le critiquer, le contester, mais c'est précisément le travail des sondeurs de corriger ces données en tenant compte, notamment, de la représentativité des sondés et de leur comportement électoral antérieur.

Dans les deux pages consacrées à ce sondage on ne parle pas des niveaux d'abstention. Ce sondage n'en tient-il pas compte ?

Concernant l'abstention, il est bien trop tôt pour l'évaluer. (On devine pourquoi. - LVOG) (LeMonde.fr 27 septembre)

On imagine le prof de français qui doit corriger la dictée d'un élève, et qui parce qu'il lui trouvera des circonstances atténuantes lui attribuera une note en fonction de sa situation sociale, des difficultés passagères qu'il devait affronter, de facteurs subjectifs ou objectifs étrangers à cet exercice et qui selon lui avaient influencé sa copie désavantageusement, au point d'en modifier la notation qui à l'arrivée ne voudra plus rien dire.

Et si on regardait la réalité telle qu'elle est.

Pratiquement tous les sujets que nous avons traités au cours des dernières années et que nous avons intégrés dans notre stratégie font la Une de l'actualité, alors qu'ils ont fait fuir la plupart ou pratiquement tous nos lecteurs. On se demande comment ils vont s'en sortir pour les aborder. On ne posera pas cette question à leurs partis puisqu'ils continuent de les ignorer.

1914, le PS choisi le camp de la guerre impérialiste contre le socialisme. 2011 il soutient un coup d'Etat fomenté par l'OTAN et réalisé par des milices fascistes en Ukraine. Depuis 2012 Hollande envoie des ames lourdes aux barbares sanguinaires qui détruisent la Syrie. Belle constance qui montre que le PS n'a jamais changé en un siècle, ce que s'efforcent d'ignorer les partis dits ouvriers.

1939, Henry Ford choisit le camp du nazisme. 2001 la Fondation Ford finance le Forum social mondial. Cela s'appelle avoir de la suite dans les idées.

1947, Européens et Américains se rencontrent à l'initiative de ces derniers en vue de fonder l'Union européenne. Un an plus tard à l'ONU ils soutiendront la création de l'Etat sioniste. 2016, l'armée, la police et le service de renseignement de l'Etat juif (comme ils l'appellent eux-mêmes) sont chargés de former les policiers des Etats de l'UE aux techniques d'interrogation des prisionniers inspirés de celles des nazis et de la CIA.

Etc. etc. etc.

Question : Après qui peut dire, on ne savait pas, on avait oublié ?

- L'heure de vérité. Les Etats-Unis ne distinguent pas al-Nosra de «l'opposition modérée» - Arrêt sur Info

- Interview avec un commandant du Front al-Nosra : «Nous formons l'une des composantes d'al-Qaïda» - Arrêt sur Info

- Al-Qaïda confirme collaborer avec la coalition internationale en Syrie - Arrêt sur Info Un commandant du Front Al-Nosra : «Les USA sont de notre côté et nous arment via des pays tiers» - Arrêt sur Info

- L'ambassadeur russe à l'ONU accuse l'Occident de fournir des armements au Front al-Nosra en Syrie - Arrêt sur Info

- Quand les USA viennent à la rescousse de Daech : les terroristes sous la protection d'Obama. Témoignages de soldats syriens victimes des frappes aériennes des USA - mondialisation.ca

- L'attaque de Deir Ezzor permet la création de la « Principauté salafiste » prévue par la DIA en 2012 - Arrêt sur Info

- Syrie «Les avions de la coalition achevaient les blessés à la mitrailleuse» - Arrêt sur Info

- Le Quai d'Orsay, l'UE et les USA financent le «Aleppo Media Centre», qui défend la cause des djihadistes - Arrêt sur Info

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info

- Syrie: Les «Casques Blancs» nominés pour le prix Nobel de la paix, un camp dans la guerre? - Arrêt sur Info

- Pourquoi le cessez-le-feu a échoué en Syrie - Réseau Voltaire

- 85 % des Kurdes irakiens ayant rejoint Daesh ont été formés dans des écoles coraniques - Réseau Voltaire

- Confirmations - Réseau Voltaire

Qui ne sait pas maintenant qu'Obama et Hollande notamment arment ces barbares ? Comment peut-on caractériser ce genre de régime ? De dictature oligarchique et impériale, par exemple, en opposition à la démocratie et au socialisme.

Collusion entre l'Etat sioniste et Facebook.

- L'Etat juif des sionistes est impérialiste, théocratique, raciste, fasciste. Un Etat pour les catholiques, un Etat pour les protestants, un Etats pour les sunnites, un Etats pour les chiites, un Etats pour les hindous, un Etat pour les bouddhistes, un Etat pour les Noirs, un Etat pour les Blancs, un Etat pour les aryens, etc. cela ne vous dit-il rien ?

L'adhésion à la psychologie collective «coalitionnelle », implique un conformisme qui est une abdication de son propre jugement sous l'effet du jugement du plus grand nombre. L'individu se retire face au groupe car l'opinion de plusieurs est ressentie comme étant supérieure à l'opinion d'un seul ! (Le rôle des médias : guerre de manipulation par la désinformation - Jean-Yves Jézéquel mondialisation.ce 23.09)

Nos détracteurs, qui ne supportent décidément pas qu'on ne partage pas leurs idées ou leurs positions, ne manquent pas d'imagination quand il s'agit de nous accuser de révisionnisme ou pire encore. Cependant, ils en manquent singulièrement dès lors qu'on aborde certains facteurs qui composent la situation mondiale ou tout simplement la réalité avec laquelle ils sont fâchés. Par exemple, cela les incommode lorsqu'on met l'accent sur le sionisme et la place qu'il occupe dans la stratégie politique des sommets de la classe dominante en l'associant à l'oligarchie financière anglo-saxonne ou à l'idéologie néolibérale dont le sionisme est inséparable.

- Facebook et Israël annoncent officiellement leur collaboration pour censurer les contenus par Whitney Webb - Arrêt sur Info 26.09

Suite à la controverse soulevée par la censure sur Facebook d'une photo mondialement célèbre de la guerre du Vietnam, Facebook a accepté de « travailler ensemble » avec le gouvernement d'Israël pour censurer des contenus jugés inappropriés par les responsables israéliens.

Mais la reconnaissance officielle par Facebook de ses relations avec le gouvernement d'Israël n'est pas la plus récente étape d'un accord qui a été à l'œuvre depuis des mois. En juin de cette année, le bureau israélien de Facebook a embauché Jordana Cutler comme chef de la politique et de la communication. Cutler est une conseillère de longue date de Netanyahou et, avant sa récente embauche par Facebook, elle était chef d'équipe à l'ambassade d'Israël à Washington, DC. Facebook a pu avoir été intimidé par Gilad Erdan, ministre israélien de la Sécurité publique, des Affaires stratégiques et de l'information, qui a menacé de promulguer et faire promulguer des lois, en Israël et à l'étranger, qui rendraient Facebook responsable d'attentats dont les auteurs auraient été « incités » par ses contenus. Erdan avait déjà dit que Facebook « a la responsabilité de surveiller sa plate-forme et de supprimer des contenus. »

En outre, comme le site The Intercept l'a rapporté en juin dernier, Israël examine activement le contenu des messages Facebook palestiniens et a même arrêté certains Palestiniens pour des posts sur le site de médias sociaux. Ils transmettent ensuite les demandes de censure à Facebook, qui accepte les demandes dans 95% des cas.

Dans ce qui apparait comme une disparité flagrante et troublante, des messages Facebook incitant à la violence contre les Palestiniens sont étonnamment courants et Facebook les censure rarement. Selon le journaliste lauréat du prix Pulitzer Glenn Greenwald, dans l'article mentionné de The Intercept* cette disparité souligne « le grave danger de voir notre discours public supplanté, régulé et contrôlé par un petit nombre de techno-géants n'ayant de comptes à rendre à personne. »

En fonctionnant sans doute comme la force la plus dominante dans le journalisme, Facebook a un contrôle significatif sur la circulation de l'information. Le fait qu'une entreprise privée avec une influence si énorme ait établi un partenariat avec un gouvernement pour censurer ceux qui s'opposent à lui est une étape indéniable vers le fascisme des médias sociaux.

Vendredi 23 septembre, la Cour fédérale des Etats-Unis a par ailleurs déclaré que Facebook facilitait la connexion entre terroristes, et considère désormais que le géant du net se trouve socialement et moralement dans l'obligation de tempérer certaines communications.

Depuis octobre 2015, plus de 20 000 Israéliens poursuivent Facebook en justice via l'ONG israélienne Shurat Hadin, afin d'obtenir une injonction visant à forcer le réseau social à lutter contre l'incitation à la violence. Arrêt sur Info 26.09

Quand le régime fasciste de Tel-Aviv sert de modèle aux polices de l'Union européenne

- Un succès BDS : le Portugal se retire d'un projet de l'UE impliquant la police israélienne - legrandsoir.info

Le ministère portugais de la Justice a annoncé qu'il s'était retiré d'un projet conjoint – financé par l'Union Européenne – avec le ministère israélien de la Sécurité publique, la police nationale israélienne et l'université israélienne Bar Ilan. Le projet intitulé Law Train, qui vise à uniformiser les méthodes d'interrogatoire de la police, a suscité la controverse au Portugal en raison de la vive opposition à la participation d'Israël dans le programme européen « Horizon 2020 » et les violations répétées des droits de l'homme par les institutions et organisations israéliennes qui participent à ce programme.

Le gouvernement portugais a subi une forte pression des groupes de la société civile qui militent pour la fin de la coopération avec Israël. Les partis politiques ont dénoncé au Parlement l'usage systématique de la torture par la police israélienne et le rôle du ministère israélien de la Sécurité publique dans la détention illégale de milliers de prisonniers politiques palestiniens.

Le projet de cinq millions d'euros vise à développer les techniques pour unifier les méthodes de questionnement par les polices [européennes] par « l'amélioration des compétences d'interrogatoire » et en comblant ce que l'on qualifie de « lacunes dans la culture, la législation, le style des interrogatoires ». Les forces de police impliquées contribueront avec leur « expérience dans l'interrogatoire et la lutte contre la criminalité, à développer le système ».

Le ministère israélien de la Sécurité publique et la police d'Israël sont accusés par les organisations de défense des droits de l'homme et par les Nations Unies, de pratiquer les détentions illégales, d'user de façon routinière la torture lors des interrogatoires, et de se servir d'une violence excessive contre les manifestants palestiniens.

Intensifier la campagne pour le Boycott, et mettre un terme aux projets de l'Union Européenne.

Le Service Public Fédéral de Justice de Belgique et le ministère de l'Intérieur et la police de l'Espagne, des entreprises privées, des universités et des institutions de recherche, restent impliqués dans le projet dans le cadre de l'initiative européenne pour la recherche : « Horizon 2020 ». Après cette nouvelle victoire, les groupes soutenant le mouvement BDS en Espagne et en Belgique se sont engagés à intensifier leur campagne pour mettre fin au projet.

Dans le cadre de la campagne dans le reste de l'Europe, des députés du Portugal, d'Espagne et de Belgique ont écrit à la Commission européenne pour dénoncer le projet. Les groupes de la société civile envisagent des actions de protestation. L'an dernier, 73 députés ont publié une lettre dans une initiative inter-partis, appelant l'UE à mettre fin au financement des entreprises militaires israéliennes impliquées dans des violations graves du droit international.

Depuis le début du cycle de financement « Horizon 2020 » en 2015, la campagne Stop the Wall, le Comité directeur du mouvement palestinien pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BNC) et la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP), ont ciblé conjointement la participation d'Israël au programme « Horizon 2020 », en particulier la coopération avec le secteur militaire et répressif d'Israël. Dans le cycle précédent, qui s'est étalé de 2007 à 2013, l'UE a financé plus de 1500 projets de recherche et de développement avec participation israélienne. L'industrie aérospatiale israélienne (IAI) a été à elle seule impliquée dans plus de 16 projets, bénéficiant d'un financement européen et public pour un total de 148,5 millions d'Euros.

La torture est systématique dans les prisons d'Israël. Un rapport récent dévoile que 97% des mineurs palestiniens en détention n'ont eu accès à aucune assistance juridique avant et pendant leur interrogatoire. Durant les interrogatoires, 28,7% d'entre eux ont été soumis à des violences verbales ou à de l'intimidation, à l'isolement ou aux agressions sexuelles, tandis que 27,5% ont été soumis à la violence physique, y compris l'étouffement, les coups de poing, et à la pratique consistant à cogner la tête des enfants interrogés contre les murs. legrandsoir.info 28.09

En famille. Hommage de criminels à l'un des leurs.

- François Hollande, « Homme d'État [pro-israélien] de l'année » - Réseau Voltaire

En marge de l'Assemblée générale de l'Onu, la Fondation Appeal of Conscience (Appel de la Conscience) a remis son prix « Homme d'État de l'année » au président François Hollande.

Cette fondation est inter-confessionnelle, mais elle est présidée depuis sa création, en 1965, par le rabbin Arthur Schneier, connu pour son engagement en faveur de l'État hébreu. Elle honore chaque année une personnalité qui a œuvré à la fois pour la liberté religieuse et en faveur de l'État hébreu.

Depuis la création de ce prix, celui-ci est toujours remis à New York par l'ancien conseiller national de sécurité et secrétaire d'État Henry Kissinger et par l'ancien directeur national du Renseignement John Negroponte (celui de l'affaire Iran-Contra et de l'Émirat islamique en Irak).

Au cours des années précédentes, la Fondation avait également honoré des personnalités comme José-Maria Aznar, Nicolas Sarkozy, Stephen Harper, Enrique Peña Nieto ou David Cameron.

Cette année, la Fondation entendait remercier le président Hollande pour son action contre la Syrie et ses tentatives contre l'accord sur le nucléaire iranien. M. Hollande était accompagné par Jack Lang et Bernard-Henri Lévy.

La plupart des journaux français qui ont rendu compte de l'événement semblaient ignorer qui sont Henry Kissinger et John Negroponte ainsi que la caractère politique de leur association. Réseau Voltaire - 25 septembre

Le lobbying sioniste et désinformation en continu. Les preuves.

Avertissement aux âmes sensibles.

On regrettera que l'auteur de ces articles fasse une fixation sur le sionisme sans toutefois tomber dans l'antisémitisme il faut préciser, sauf à faire un amalgame entre les deux à la manière de Valls ou du Crif. Les faits qu'il rapporte sont exacts et c'est uniquement cela qui nous intéresse ici.

On se demandera comment une communauté aussi infime a-t-elle pu se hisser dans tous les rouages de l'Etat ou au sommet de toutes les institutions internationales afin d'influencer leur politique, sinon qu'elle est en prise directe avec l'oligarchie financière qui domine le capitalisme mondial auquel sont acquis tous les dirigeants de la planète.

Nous, nous n'avons pas d'idées et pas de pétrole, eux ils possèdent les deux, et cette alliance ou cette combinaison a un pouvoir redoutable.

En finir avec les institutions de la Ve République pour couper la tête de l'oligarchie mettra par la même occasion un terme au règne du sionisme. Telle est l'usage politique qu'on vous propose de ces informations.

« Sergent d'Israël » : le gouvernement a menti pour cacher l'origine de la fausse alerte terroriste - panamza

Samedi 17 septembre, à la suite de la fausse alerte attentat commise à Paris, le ministère de l'Intérieur a fabriqué un récit pour occulter le profil politique de l'imposteur : un adolescent se déclarant "sergent" israélien.

19 septembre - Stupéfiante tentative de désinformation de la part des médias traditionnels de l'Hexagone : à l'image du Monde, du Parisien, de Marianne et de BFM TV, la plupart ont passé sous silence une information-clé pourtant rapportée par leurs confrères de l'Obs. Hier soir, l'hebdomadaire révélait que la fausse alerte commise à Paris provenait d'un adolescent de 16 ans qui se présente -via son compte Facebook dénommé Tylers Swatting et aujourd'hui désactivé- comme un "sergent de l'armée de défense d'Israël".

Dès samedi après-midi, il était pointé du doigt -et dénoncé à la police- par des internautes ayant assisté en direct à son imposture.

Assisté d'un complice surnommé Zakhaev Yamaha, l'ado sioniste fanfaronne : "J'ai dit que j'étais caché dans la cave et que dix Maghrébins étaient rentrés avec des armes dans l'église".

Réaction des autorités?

Fabriquer un mensonge médiatique : selon I-Télé, le "ministère de l'Intérieur" avait alors prétendu qu'une paroissienne aurait pris "peur" en voyant un groupe d'hommes et aurait ainsi "alerté" le prêtre qui aurait donc appelé lui-même la police.

À noter : dimanche soir, Panamza a pu consulter le compte Facebook -alors accessible- du jeune sioniste et raciste anti-maghrébin qui se vante depuis d'avoir mobilisé en vain la police. À la date du 20 août, il se félicitait -via la mise en ligne d'une vidéo- d'avoir été personnellement "validé" par le cybercriminel franco-israélien Grégory Chelli, alias Ulcan.

Info-bonus : Tylers Swatting -dit aussi Taylers WB- a laissé des traces sur Internet. Ex-membre de la communauté virtuelle "web hacking", il se prénommerait Dylan et résiderait dans la région Champagne-Ardenne.

NÉGA-SIONISME : POUR DIABOLISER PANAMZA, THOMAS HUCHON DE SPICEE NIE LA NATIONALITÉ ISRAÉLIENNE DU VIDÉASTE DE NICE.

Mardi 20 septembre, un utilisateur de Youtube a mis en ligne une vidéo issue du site Spicee et initialement dénommée "Nice : déconstruction des théories du complot" {https://youtu.be/0JkZVkyqdkY?t=3m22s}.

Pour tenter de discréditer Panamza (présenté comme une "star de la complosphère"), le prétendu journaliste Thomas Huchon nie les faits : selon lui, Sylvain Benouaich -l'homme qui a filmé les tirs policiers contre le camion de l'attentat de Nice- serait "un passant israélien SELON Panamza".

Problème : Panamza a donné -à 2 reprises- la source de cette information factuelle dévoilée à l'origine par le média israélien Ynet {http://panamza.com/16569; http://panamza.com/16668}.

Bref : Thomas Huchon, l'homme parrainé par le ministère de l'Éducation nationale et qui avait récemment réalisé (pour la télévision israélienne) une interview risible sur le 11-Septembre avec Paul Amar, continue de VOUS baratiner {http://panamza.com/huchon-comedy-club}.

Rappel : son site SPICEE, qui a disposé -chose étonnante au vu de la médiocrité de sa vidéo- d'une levée de fonds de plus d'un million d'euros, est recommandé par le candidat à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon {http://panamza.com/byk}.

ATTENTAT DE NICE : TWITTER CENSURE UNE INFO DE PANAMZA.

Le lundi 12 septembre, Panamza publiait un article intitulé "Attentat de Nice : la connexion israélo-américaine qui implique Hollande et Valls" {http://panamza.com/nice-elnet}.

Le papier exposait en détail le lien, via un lobby israélo-américain dénommé ELNET, qui unit plusieurs protagonistes de l'affaire de Nice : François Hollande, Manuel Valls, Christian Estrosi, Einat Wilf, Pierre Dassas et Arié Bensemhoun.

Le lundi 19 septembre, Panamza a été notifié par Twitter que le tweet relayant l'article avait été "retiré" en France {https://twitter.com/Panamza/status/775364313536143361}.

Aucune explication pour cette censure géographiquement ciblée n'a été fournie.

11-SEPTEMBRE : LE FRANCO-AMÉRICAIN À L'ORIGINE DE LA PREMIÈRE VIDÉO-CHOC ÉTAIT LIÉ À UN MÉCÈNE DE L'ARMÉE ISRAÉLIENNE.

13 septembre - À gauche de l'image : le documentariste franco-américain Jules Naudet. Souvenez-vous : au lendemain du 11 septembre 2001, ses images avaient été diffusées dans le monde entier. Il fut celui qui avait réalisé la seule vidéo de l'arrivée du premier avion et de son crash dans le World Trade Center. Jules Naudet avait raconté être en train tourner un documentaire sur les pompiers new-yorkais (avec son frère Gédéon) quand il observa -"par hasard"- le passage bruyant d'un avion dont il dit avoir pu lire les mots "American Airlines" {https://youtu.be/4xvF-gTVxuE; https://youtu.be/rV2RbYup9FM; http://panamza.com/byc}.

Le 11 septembre 2016, CNN diffusa une nouvelle version de son documentaire sur l'évènement {https://youtu.be/s2dv62WbnnI; http://panamza.com/byd}.

À droite de l'image : le producteur américain Benjamin Silverman. En mars 2002, il a créé sa première compagnie -dénommée "Reveille"- pour produire le documentaire des frères Naudet sur le 11-Septembre. Sa particularité : l'homme -qui s'est marié en Israël, pays dans lequel il va régulièrement puiser des sujets de film- est membre et généreux donateur de "l'Association des amis de l'armée israélienne". Silverman a également été décoré par la "Ligue anti-diffamation", influent lobby sioniste aux États-Unis {http://panamza.com/bxo; http://panamza.com/bxp; http://panamza.com/bxq; http://panamza.com/bxr; http://panamza.com/bxs; http://panamza.com/bxt}.

En avril 2015, Wikileaks avait dévoilé son engagement radical en faveur d'Israël à travers la publication de sa correspondance électronique avec des cadres de Sony {http://panamza.com/bxu}.

Ancien salarié de l'agence William Morris (alors dirigée par Jim Wiatt, un ami de l'agent secret israélien et producteur de cinéma Arnon Milchan), Benjamin Silverman continue d'être le principal délégué des frères Naudet : au printemps, il fut en charge de négocier l'acquisition de leur film actualisé par CNN -diffusé le 11 septembre 2016 {http://panamza.com/bxv; http://panamza.com/bxw; http://panamza.com/bxx}.

À noter : les frères Naudet ont été formés à la réalisation audiovisuelle au sein de la Tisch School of Arts, prestigieux établissement new-yorkais dont le nom provient de Laurence Tisch, ancien président de la chaîne américaine CBS (qui avait acheté leur film) et généreux mécène de la cause sioniste {http://panamza.com/bxy; http://panamza.com/bxz; http://panamza.com/bya}.

Rappel : le 11-Septembre est essentiellement une opération israélo-américaine sous faux drapeau islamiste {http://panamza.com/byb}.

ISLAMOPHOBE, SIONISTE-CHRÉTIENNE, ZEMMOURIENNE : TIERCÉ GAGNANT POUR LA NOUVELLE RECRUE DE FRANCE 2. .

Lundi 5 septembre, la chaîne publique France 2 diffuse la première édition de sa nouvelle émission quotidienne (à 17h45) dénommée "Actuality."

Parmi les chroniqueurs recrutés (avec VOTRE argent) pour animer ce talk-show : la "journaliste" Eugénie Bastié {http://panamza.com/bwo}.

Les particularités de cette proche d'Éric Zemmour : entre autres, sa diabolisation de la lutte contre l'islamophobie, sa promotion du fourestien Mohamed Sifaoui et son éloge de l'ultra-sioniste Pierre-André Taguieff {http://panamza.com/awg; http://panamza.

com/awh; http://panamza.com/awi; http://panamza.com/awj; http://panamza.com/9621}.

En outre, Bastié a débuté sa carrière avec Causeur, revue dirigée par la pro-israélienne radicale Elisabeth Lévy et l'ex-militaire israélien Gil Mihaely, avant de réaliser ses premiers reportages pour Le Figaro, journal islamophobe du mécène sioniste Serge Dassault {https://youtu.be/KkYi2bpKDJc; http://panamza.com/awk}.

À noter : rédactrice en chef d'une revue (dénommée "Limite") qui revendique son "combat culturel et politique, d'inspiration chrétienne ", Eugénie Bastié est à l'origine du principal écran de fumée médiatique dans l'affaire de l'attentat de Nice.

Elle rédigea l'article censé "révéler" la pseudo-demande de suppression de la vidéosurveillance par le gouvernement.

Résultat : après quelques jours de polémique et des explications confuses de la part de Sandra Bertin (policière en charge de cette vidéosurveillance et soutien de l'ultra-sioniste Christian Estrosi), cette controverse - qui a dissipé d'autres éléments plus troublants- s'est évaporée {http://dai.ly/x4opgn9}.

Détail à souligner : parmi les nombreux chroniqueurs d'Actuality, nouvelle émission du service public audiovisuel, le seul "Arabe" (l'homme d'affaires Mourad Boudjellal, Français d'origine algéro-arménienne) avait comparé -le 20 décembre 2013, sur RMC- le "voile islamique" à un déguisement de "carnaval" et son port à une "règle stupide" {https://youtu.be/06CXPtBisYc}.

ATTENTATS DE PARIS : UN COMMANDO DÉTRUIT DES PREUVES.

3 septembre - Lundi 29 août, vers 2h du matin, une camionnette a défoncé les clôtures de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, situé en Belgique. 3 bonbonnes contenant du gaz ou de l'essence ont été jetées dans ce bâtiment fédéral qui a pris feu. Les incendiaires n'ont pas été identifiés {http://panamza.com/bvz} .

Six laboratoires sur dix ont été fortement endommagés, notamment ceux analysant les traces de poudre, les produits accélérateurs de feu, les fibres textiles et les microtraces biologiques tels des cheveux {http://panamza.com/bwa; http://dai.ly/x4qu5nx} .

Les pièces à conviction concernaient des dizaines d'affaires relatives au grand banditisme, aux réseaux pédocriminels (affaire Dutroux), à des tueries non élucidées (affaire Brabant/Gladio) et des actes terroristes {http://panamza.com/bwb}.

Exemple : le ministère de la Justice avait ainsi collecté des indices à Charleroi des terroristes présumés du "commando des terrasses" du 13 novembre -tels Abdelhamid Abaaoud et Chakib Akrouh {https://youtu.be/1KRF6Hcw5zY}.

"Concorde" internationale pour rendre hommage à un des pires criminels de guerre de l'histoire.

- Obsèques de Shimon Peres : un moment de concorde - Franceinfo

- Mort de Shimon Peres : le père fondateur d'Israël - Franceinfo

Les présidents américain, français, allemand ou polonais, l'ancien président américain Bill Clinton (mais pas son épouse en pleine campagne), le prince Charles, le roi d'Espagne Felipe VI et des dizaines de personnalités sont attendus à l'enterrement.

M. Obama a ordonné que les drapeaux soient mis en berne jusqu'à vendredi soir sur la Maison Blanche, ainsi que tous les bâtiments officiels et militaires américains dans le pays et à l'étranger. AFP

- Comment Shimon Peres a obtenu la bombe atomique pour Israël - Atlantico.fr

...Shimon Peres peut pourtant s'enorgueillir d'une réussite bien différente : son plan réussi de doter Israël de l'arme atomique. Atlantico.fr

- Obsèques de Shimon Peres : Hollande et Sarkozy vont prendre le même avion -

Selon nos informations, le président François Hollande et son prédécesseur à l'Elysée iront aux obsèques de Shimon Peres à bord du même avion vendredi. LeParisien.fr

- Il y a quelque chose de gênant dans l'hommage à Shimon Peres - slate.fr

Shimon Peres fut ce jeune haut fonctionnaire à qui David Ben Gourion, premier ministre et fondateur du pays, confia une part de la survie d'Israel: l'alliance française, alors déterminante, qui fournit à l'Etat juif les armes des ses victoires de 1956 et 1967,

et l'énergie nucléaire de son ultime garantie. Shimon Peres fut ce soldat d'Israel, sans l'uniforme, qui irait jusqu'en Afrique du Sud, au temps de l'apartheid, chercher des alliances pour la sécurité des siens. Il fut ce chef de gouvernement à la main trop lourde, qui fit bombarder le Sud-Liban du Hezbollah et tuer, par erreur, des dizaines d'innocents à Cana, en 1996. Il fut cet homme d'Etat protégeant de son aura un pays déstabilisé sur la scène internationale, après la deuxième Intifada.

Ben Gourions et ses successeurs n'avaient pas construit le socialisme mais un pays, troquant le kibboutz contre l'armée, la bourgeoisie, la diplomatie. Shimon Peres, élégant, raffiné, courageux, ambitieux, politique, francophile, utopiste, pacifique, était de cette gauche de l'Etat. Il est d'autres gauches, par le monde, qui en tiennent pour le libéralisme et la patrie, et prétendent faire simplement un meilleur travail que les droites… slate.fr

Raison de plus pour haïr la gauche plus proche de l'extrême droite que la droite ! Merci.

- Shimon Peres : le criminel de guerre israélien dont l'Occident a toujours ignoré les victimes (1923-2016).
- Arrêt sur Info.

Mieux connu en Occident pour son rôle dans les accords d'Oslo.
Sa famille s'était installée en Palestine dans les années 1930.
A combattu avec la Haganah durant la Nakba.
Présenté comme l'architecte du programme nucléaire clandestin d'Israël.
Percevait les citoyens palestiniens comme une « menace démographique ».
A joué un rôle majeur dans les premiers jours des implantations en Cisjordanie.
Responsable du massacre de Qana au Liban, en 1996.
A soutenu le blocus de Gaza et les récentes offensives israéliennes.

Shimon Peres, décédé ce mercredi à l'âge de 93 ans, après avoir subi une crise cardiaque le 13 septembre dernier, incarnait la disparité entre l'image d'Israël en Occident et la réalité de la politique coloniale sanglante d'Israël en Palestine et dans l'ensemble de la région.

Peres était né en 1923 dans ce qui, plus tard, allait devenir la Biélorussie, et sa famille s'était installée en Palestine dans les années 1930. Jeune homme, Peres s'était enrôlé dans la Haganah, la milice responsable en tout premier lieu de l'épuration ethnique des villages palestiniens en 1947-1949, durant la Nakba.

Bien que le déplacement par la violence des Palestiniens fasse l'objet de rapports historiques, Peres a toujours insisté sur le fait que les forces sionistes « avaient gardé la pureté des armes », au cours de l'installation de l'État d'Israël. En effet, prétendait-il même avant l'existence d'Israël, « il n'y avait rien, ici ».

Durant sept décennies, Peres a servi en tant que Premier ministre (à deux reprises) et président, bien qu'il n'ait jamais remporté directement la moindre élection nationale. Il a été membre de 12 cabinets et a assumé les tâches de ministre de la Défense, des Affaires étrangères et des Finances.

Il est peut-être mieux connu en Occident pour son rôle dans les négociations qui ont abouti aux accords d'Oslo, en 1993, et qui lui ont valu le prix Nobel de la paix en compagnie de Yitzhak Rabin et de Yasser Arafat.

Pourtant, pour les Palestiniens et leurs voisins du Moyen-Orient, le palmarès de Peres est très différent de sa réputation en Occident d'infatigable « colombe » de la paix. Ce qui suit n'est en aucun cas un résumé complet du palmarès de Peres au service du colonialisme et de l'apartheid.

Les armes nucléaires

Entre 1953 et 1965, Peres a d'abord servi comme directeur général du ministère israélien de la Défense et, ensuite, comme vice-ministre de la Défense. En raison de ses responsabilités de l'époque, Peres a été décrit comme « l'un des architectes du programme d'armement nucléaire d'Israël » qui, à ce jour, « a toujours échappé à la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ».

En 1975, comme l'ont révélé depuis des documents secrets, Peres rencontrait le ministre sud-africain de la Défense Pieter Willem Botha et « proposait de vendre des ogives nucléaires au régime de l'apartheid ». En 1986, Peres autorisait l'opération du Mossad au cours de laquelle le lanceur d'alerte nucléaire Mordechai Vanunuallait être kidnappé à Rome.

Le ciblage des citoyens palestiniens

Peres a joué un rôle clé dans le régime militaire imposé aux citoyens palestiniens jusqu'en 1966, régime sous lequel les autorités ont massivement volé des terres et déplacé des populations.

L'un des outils de ce régime n'était autre que l'article 125, qui permettait de déclarer des terres palestiniennes zones militaires fermées. Une fois que leurs occupants s'en voyaient interdire l'accès, les terres étaient alors confisquées nomme « non cultivées ». Peres encensait cet article 125 comme un moyen de « poursuivre directement la lutte pour l'implantation et l'immigration des Juifs ».

Une autre des responsabilités de Peres dans ses attributions de directeur général du ministère de la Défense consistait à « judaïser » la Galilée, c'est-à-dire à poursuivre une politique censée réduire dans la région la proportion entre les citoyens palestiniens et les citoyens juifs.

En 2005, en tant que vice-Premier ministre du cabinet d'Ariel Sharon, Peres réitéra ses attaques contre les citoyens palestiniens via des plans visant à encourager lesIsraéliens juifs à s'installer en Galilée. Son plan de « développement » couvrait 104 communautés – dont 100 juives.

Lors d'entretiens secrets avec des hauts fonctionnaires américains cette même année, Peres prétendit qu'Israël avait « perdu un million de dounams [100 000 hectares, soit 1 000 kilomètres carrés] de terres du Néguev au profit des Bédouins », ajoutant que le « développement » du Néguev et de la Galilée pouvait « atténuer ce qu'il appelait une menace démographique ».

Soutien aux colonies illégales en Cisjordanie

Alors que le projet israélien d'implantation en Cisjordanie a été associé en premier lieu au Likoud et à d'autres partis nationalistes de droite, c'est en fait le Parti travailliste qui donna les premiers coups de fouet à la colonisation du territoire palestinien nouvellement conquis – et Peres y participa avec enthousiasme.

Durant le mandat de Peres en tant que ministre de la Défense, de 1974 à 1977, le gouvernement Rabin installa un certain nombre de colonies clés en Cisjordanie,parmi lesquelles Ofra, dont d'importantes sections furent construites sur des terres confisquées à leurs propriétaires palestiniens.

Plus récemment, après avoir joué un rôle clé dans les premiers jours de l'entreprise d'implantation, Peres intervint également pour annuler toute espèce de mesure, aussi modeste ait-elle été, visant à sanctionner les colonies illégales et ce, chaque fois, naturellement, sous le prétexte de protéger les « négociations de paix ».

Le massacre de Cana

En 1996, en tant que Premier ministre, Peres ordonna et supervisa l'opération« Raisins de la colère », lorsque les forces armées israéliennes tuèrent quelque 154 civils au Liban et en blessèrent 351 autres. L'opération, dont on croit généralement qu'elle fut une démonstration de force pré-électorale, ciblait intentionnellement des civils libanais.

L'incident le plus notoire de la campagne fut le massacre de Cana, qui vit Israël bombarder une enceinte des Nations unies et tuer ainsi 106 civils qui s'y étaient réfugiés. Un rapport de l'ONU expliqua à l'époque que, contrairement aux dénégations israéliennes, il était « improbable » que le bombardement «eût été le résultat d'erreurs techniques et/ou de procédure ».Selon le site Internet officiel des Forces aériennes israéliennes (en hébreu, pas en anglais), l'opération impliquait « le bombardement massif des villages chiites du Sud-Liban afin de provoquer un exode de civils vers le Nord, en direction de Beyrouth, appliquant ainsi des pressions sur la Syrie et sur le Liban afin qu'ils freinent le Hezbollah ».

Plus tard, les artilleurs israéliens dirent à la télévision israélienne qu'ils ne regrettaient aucunement le massacre, puisque les morts n'étaient « qu'un ramassis d'Arabes ». Quant à Peres, sa conscience était tout aussi propre : « Tout a été accompli selon une logique claire et de façon responsable », dit-il. « Je suis en paix. »

Gaza – La justification du blocus et de la brutalité

Peres connut sa consécration comme l'un des plus importants ambassadeurs d'Israël dans le monde de ces dix dernières années, au moment où la bande de Gaza était soumise à un blocus dévastateur et à trois offensives majeures. En dépit de la colère mondiale à l'égard de cette politique, Peres ne cessa jamais de soutenir les punitions collectives et la violence militaire.

En janvier 2009, par exemple, malgré les appels des « organisations israéliennes des droits de l'homme pour que soit mis un terme à l'opération »Plomb durci » », Peresdécrivit « la solidarité internationale derrière les opérations militaires » comme « les plus belles heures d'Israël ». Selon Peres, le but de l'offensive « était d'asséner un coup très dur aux gens de Gaza afin de leur faire passer l'envie de tirer [des missiles] sur Israël ».

Lors de l'opération « Pilier de défense », en novembre 2012, Peres « prit sur lui la tâche de contribuer à l'effort israélien en matière

de relations publiques en transmettant le discours israélien aux dirigeants mondiaux », pour reprendre les termes utilisés dans Ynetnews. À la veille de l'offensive israélienne, « Peres prévint le Hamas que s'il voulait que les gens de Gaza puissent mener une existence normale, il devait cesser de lancer des missiles contre Israël ».

En 2014, lors d'une vague de bombardements sans précédent sur Gaza, Peres se dressa une fois de plus pour blanchir ces crimes de guerre. Après que les forces israéliennes eurent tué quatre petits enfants qui jouaient sur une plage, Peres sut parfaitement sur qui jeter le blâme – sur les Palestiniens : « Nous avions mis en garde que nous allions bombarder cette zone », dit-il. « Et, malheureusement, ils n'ont pas fait partir les enfants. »

Le blocus honteux, internationalement condamné comme une forme de punition collective interdite, a également été défendu par Peres – sur les bases, précisément, qu'il s'agit d'une punition collective. Comme le disait Peres en 2014 :« Si Gaza cessait ses tirs, il n'y aurait pas besoin de blocus. »

Le soutien de Peres aux punitions collectives s'étendait également à l'Iran. En 2012, commentant des rapports disant que six millions d'Iraniens souffrant de cancer ne pouvaient recevoir de traitement en raison des sanctions, Peres déclara : « S'ils veulent retrouver une existence normale, qu'ils redeviennent donc normaux. »

Pas un mot d'excuse jusqu'à la fin

Peres a toujours été clair à propos du but de l'accord de paix avec les Palestiniens. Il déclara en 2014 : « La première priorité est de préserver Israël en tant qu'État juif. Voilà notre but prioritaire, c'est pour cela que nous nous battons. » L'an dernier, il réitéra ces sentiments dans une interview accordée à AP, en disant : « Israël devrait appliquer la solution à deux États dans son propre intérêt », de façon à ne pas« perdre notre majorité [juive] ».

Ceci, rappelons-le, est ce qui a donné forme au soutien du Parti travailliste auxaccords d'Oslo. Rabin, parlant devant la Knesset peu de temps avant d'être assassiné en 1995, avait été clair en disant que ce qu'Israël cherchait dans les accords d'Oslo était une « entité » palestinienne qui serait « moins qu'un État ». Jérusalem serait la capitale non divisée d'Israël, les colonies clés seraient annexées et Israël resterait implanté dans la vallée du Jourdain.

Il y a quelques années, Peres décrivait les Palestiniens comme des gens « se posant eux-mêmes en victimes ». Et poursuivait : « Ils se victimisent eux-mêmes. Ils sont les victimes de leurs propres erreurs, qu'ils commettent sans aucune nécessité. » Une condescendance aussi cruelle caractérisait bien un homme pour qui la « paix »fut toujours synonyme de pacification coloniale.

Ben White - 28 septembre 2016 -The Middle East Monitor

Ben White est un journaliste dont les travaux ont été notamment publiés dans le quotidien britannique The Guardian, dans The New Statesman, ainsi que par Al Jazeera etElectronic Intifada. Il est l'auteur de Israeli Apartheid (Ed. Pluto Press – 2009) et de « Être Palestinien en Israël » (Ed. La Guillotine – 2015)

Fabrication du consentement. Sous la tutelle de technologie ou la mise en esclavage de l'humanité par la technologie.

Nos ennemis sont malins et sournois, à défaut de pouvoir s'attaquer frontalement à nos droits sociaux acquis les plus fondamentaux, dont celui de ne pas travailler 7j/7, ni même 6j/7 dans les pays dits les plus développés, à défaut de pouvoir déclencher une nouvelle guerre mondiale, tout du moins jusqu'à présent, il leur faut tirer profit de la situation telle qu'elle existe par tous les bouts pour parvenir à leurs fins.

Puisque pour le moment ils n'osent pas s'attaquer aux deux jours de repos hebdomadaires dont dispose chaque salarié, puisqu'il ne leur est pas possible de réintroduire ou de généraliser la journée de travail de 10 ou 12 heures, autant faire en sorte que le temps libre dont dispose chaque travailleur serve utilement leur plan.

Déjà qu'au lieu d'employer leur temps libre pour s'instruire ou accroître leurs connaissances pour mieux comprendre le monde dans lequel ils vivaient et éventuellement s'engager afin de le changer, ils le consacraient généralement à des activités futiles, inoffensives ou mieux encore abrutissantes, alors en les rendant addictifs au téléphone portable et à ses multiples applications ainsi qu'à Internet il devient possible d'inverser l'ordre des choses en les rendant encore plus dépendant du règne de la nécessité qui leur sert de prison, afin qu'ils ne pensent même plus à s'en émanciper un jour, en quelque sorte cela revient à réussir le tour de force qu'ils ne disposent pratiquement plus de temps pour penser librement.

Et dans ces conditions il sera encore plus facile de formater leur mode de pensée dans une direction déterminée sans qu'ils s'en aperçoivent ou leur emprise sur la réalité s'en trouvera d'autant réduite qu'ils subiront passivement l'influence de la propagande et des idées qu'on leur inculquera à leur dépend. En présence d'individus atomisés, faibles, sans défense, dépourvus de conscience politique, cela devient un jeu d'enfant de les manipuler ou de leur faire adopter un certain comportement en agissant

sur des mécanismes psychologiques inconscients dont la plupart des gens ignorent jusqu'à l'existence.

Sur le modèle du temps disponible du cerveau destiné à recevoir la publicité, il s'agit en l'affinant de faire en sorte que chacun éprouve ou adopte un nouveau besoin ou une idée comme si elle venait de lui-même, en fonction de sa personnalité telle qu'elle apparaît à travers l'usage qu'il fait du web, de sa carte bancaire, du contenu de ses courriels, des personnes qu'il rencontre, des lieux qu'il fréquente, l'ensemble de ces données étant enregistrées et croisées pour définir quels produits ou quelles idées on va lui soumettre.

Ce n'est pas de la science-fiction. D'ailleurs on en a un aperçu avec les courriels que l'on reçoit de divers sociétés ou organismes ou lorsqu'on fait une recherche avec Youtube par exemple, il s'affiche des propositions de films ou de documentaires en relation avec ceux qu'on a téléchargés précédemment parce qu'ils les ont conservés en mémoire.

Pour parvenir à un tel résultat, il fallait que toutes les multinationales impliquées dans ces différents domaines, services ou secteurs économiques partagent leurs données, il fallait au préalable qu'un minimum d'acteurs soient impliqués dans cette gigantesque opération, qu'ils aient réussi à concentrer entre leurs mains outre une fortune colossale la plupart de ces activités de façon à ce que personne ne puisse leur échapper ou pouvoir surveiller ou contrôler la population entière, dans le but d'accroître leur pouvoir sur elle sans que personne ne puisse les concurrencer ou échapper aux mailles de leur filet.

Pour finir, il fallait qu'elles se coordonnent selon une stratégie arrêtée que la population devait ignorer pour être efficace.

La guerre de classe, qui ne dépasse pas le niveau d'une salle de classe, devait être inapte à combattre une telle stratégie que nos dirigeants se sont employés à ignorer pour en être restés à une conception de la lutte de classe datant du XIXe siècle.
Les lacunes ou failles qu'elle comportait déjà du temps de Marx et relevées par Engels à la fin de sa vie, sont devenues des gouffres béants de nos jours que l'oligarchie comble à sa manière sans rencontrer d'obstacles majeurs puisque les opposants à sa guerre idéologique et psychologique sont inconsistants ou corrompus ou figure pour les plus sérieux en marge du mouvement ouvrier.

Grille de lecture.

- Les oligarques dont on connaît ou plutôt on est censé connaître les bonnes intentions envers les peuples seraient des adeptes de « bonnes pratiques », notamment en termes d'éthique...

- Philanthropes et désintéressés, pas du tout engagés dans une guerre de classe à mort contre les exploités et les opprimés de la terre entière, ils oeuvreraient « au bénéfice des citoyens et de la société »...

- Les technologies qu'ils contrôlent n'auraient pas pour objet de surveiller ou contrôler la population comme chacun sait ou devrait le savoir, mais de « l'éduquer et de l'écouter », quelle méprise vraiment ! Surtout quel aveu, car de quel droit devrions-nous être éduqués à quoi que ce soit par des multinationales ?

- Aussi pour prévenir les critiques et convaincre la population que ces nouvelles technologies sont pour son bien ou seraient totalement inoffensives, ils préfèrent prendre les devants en promouvant « la transparence », autrement dit ils se font juges et parties en comptant sur les médias et les gouvernement une fois qu'ils les auront "éduqués" (ce qui ne devrait pas poser de problèmes puisqu'ils leur sont acquis) pour les promouvoir et les faire adopter par les peuples, ce qui relève de la propagande...

- N'ont-elles pas prouvé dans le passé que « protéger la vie privée et la sécurité des individus » était leur principe le plus cher, comment pourrait-on imaginer un seul instant que leurs pratiques « violeraient les conventions internationales ou les droits humains » ? Le penser serait leur faire un procès d'intention qui relèverait de la théorie du complot.

- D'ailleurs, si les technologies d'intelligence artificielle ont été mise au service « de la reconnaissance d'images, la reconnaissance vocale » et l'université Stanford liée à la CIA de longue date est associée à ce projet, il ne faut surtout pas y voir une entreprise à caractère policière ou liberticide...

- Intelligence artificielle : les géants du Web lancent un partenariat sur l'éthique - lemonde.fr

A l'heure où les technologies d'intelligence artificielle (IA) progressent à grands pas, soulevant quelques inquiétudes, les géants du secteur ont annoncé mercredi 28 septembre un partenariat pour définir de « bonnes pratiques », notamment en termes d'éthique. Google, Facebook, IBM, Microsoft et IBM ont officialisé dans un communiqué commun la création du « Partnership on Artificial Intelligence to Benefit People and Society » (« partenariat pour l'intelligence artificielle au bénéfice des citoyens et de la société »).

Ses domaines d'activité concerneront notamment l'éthique, et plus largement l'impact de ces technologies sur la société. Son bureau devrait être constitué pour moitié de représentants de ces entreprises, l'autre moitié étant composée de

chercheurs, d'associations et autres membres de la société civile.

Ce projet a aussi pour objectif de communiquer auprès du grand public afin de « l'éduquer et de l'écouter » sur ces questions, en promouvant « la transparence ». En expliquant mieux ce qu'est l'IA et les réalisations qui en découlent, ces entreprises espèrent désamorcer certaines craintes et favoriser l'adoption de ces technologies dans la société.

Toutefois, promet l'organisation, elle « ne compte pas effectuer de lobbying auprès des gouvernements ». Même si, a-t-on appris lors d'une conférence de presse rassemblant toutes ces entreprises, « le but sera d'éduquer le public, mais aussi les gouvernements ».

La note d'intention reste encore très vague, et n'engage en rien les entreprises participantes à appliquer les « bonnes pratiques » que définira cette organisation. Quelques principes forts sont néanmoins mis en avant : ce partenariat vise à « protéger la vie privée et la sécurité des individus », et « s'oppose au développement et à l'usage de technologies d'IA qui violeraient les conventions internationales ou les droits humains ». Même si, concrètement, il sera difficile de définir ce que sont des « technologies qui violeraient les droits humains », c'est davantage l'usage que la technologie elle-même qui serait en mesure de le faire. Qui plus est, si l'organisation dit « promouvoir des technologies qui ne font pas de mal », elle ne dit à aucun moment interdire celles qui en font.

Ces questions sont urgentes, à l'heure où les progrès de l'IA la rendent de plus en plus présente dans nos vies. La méthode du « deep learning » a notamment permis de grandes avancées ces dernières années, par exemple dans la reconnaissance d'images, la reconnaissance vocale et ce qui s'apparente à la « compréhension » du langage.

L'université Stanford a lancé un observatoire de l'IA qui prévoit de publier régulièrement, durant les cent prochaines années, un état des lieux de l'IA, de ses évolutions et de ses enjeux. lemonde.fr 28.09

Ils ont séquensé le génome humain. Ils travaillent depuis des années à la réalisation d'une puce électronique miniature qui serait implantée sous-cutanée chez chaque habitant de la planète, dans laquelle figureraient une multitude d'informations qui permettraient d'en avoir le contrôle total. Pour le bien de l'humanité évidemment.

Pendant que nous on passe notre temps à discutailler dans la cour de récréation d'une école maternelle et à élaborer des stratégies à deux balles dépassées ou inefficientes, notre ennemi progresse.

Pas vraiment un cas isolé, cela correspond à une stratégie.

- Des expériences scientifiques auraient provoqué la recrudescence de Zika sputnik.fr

Les scientifiques travaillaient sur la création de moustiques génétiquement modifiés pour arrêter la transmission d'une autre maladie, la dengue, en 2012. Certains pensent que ces expériences auraient pu entraîner les cas actuels liés au virus Zika en Amérique.

C'est exactement la sous-espèce de moustiques Aedes aegypti qui transmet aujourd'hui le virus Zika qui était le but des travaux scientifiques de modification du code génétique destinée à réduire la reproduction de l'animal.

Les experts exprimaient leur inquiétude concernant ce programme au moment de son lancement, et soulignaient la nécessité d'étudier plus en profondeur les conséquences possibles. Actuellement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est extrêmement préoccupée par l'épidémie du virus Zika.

Les moustiques capables de transmettre le virus Zika sont très répandus dans les pays tropicaux. Par ailleurs, la répartition de ces moustiques à travers le monde pourrait considérablement accélérer la dispersion de la maladie. Dans les régions au climat modéré ou froid, le virus peut être amené par des voyageurs du sud.

Le virus Zika, repéré pour la première fois en Ouganda en 1947, tire son nom d'une forêt située au sud de la capitale du pays Kampala. Jusqu'à 2007, 15 cas de contamination seulement avaient été enregistrés en Afrique centrale et australe, dans les îles de Micronésie ainsi que dans les îles Fidji, au Vanuatu et en Australie. En 2014, le virus a été détecté sur tout le continent américain. sputnik.fr 28.09

Quelques précédents.

- Ces laboratoires secrets qui mènent leurs expériences sur des humains - sputnik.fr 28.09

- GB : expériences secrètes avec des fragments de corps humains - sputnik.fr 02.11.2014

Des expériences secrètes avec des fragments de corps humains qui pourraient être livrés à partir des États-Unis sont effectuées dans les laboratoires du Royaume-Uni. Cela a été rapporté par le journal Mail on Sunday.

Le journal a indiqué que les tests « visent à identifier la nature des blessures subies dans des explosions de bombes improvisées qui ont tué et blessé des centaines de militaires en Afghanistan ».

Le journal désigne l'Imperial College London, connu pour sa faculté de médecine, comme l'un des endroits, où ces travaux sont effectués. sputnik.fr 02.11.2014

L'UE ou le lobbying institutionnalisé.

- La Commission propose de durcir l'encadrement du lobbying - Reuters

La Commission européenne a proposé mercredi de durcir les règles encadrant le lobbying et de restreindre aux lobbyistes enregistrés l'accès aux responsables européens, parlementaires et diplomates. Reuters 28.09

C'est comme les banquiers de Wall Street qui s'intitulent gendarmes de la Bourse ou législateurs pour réguler la finance...

- Le Congrès rejette un veto d'Obama sur les attentats du 11/9 - Reuters

Le Congrès américain a rejeté mercredi le veto opposé par Barack Obama à une loi autorisant les familles des victimes des attentats du 11-Septembre à engager des poursuites judiciaires contre l'Arabie saoudite.

La Chambre des représentants s'est prononcée contre le veto présidentiel par 348 voix contre 76 tandis que le Sénat avait fait de même auparavant par 97 voix contre une, celle du chef de la minorité démocrate au Sénat, Harry Reid.

Le gouvernement saoudien avait financé une intense campagne de lobbying pour empêcher le passage de cette loi et de grandes entreprises comme General Electric et Dow Chemical, ainsi que l'Union européenne et d'autres alliés des Etats-Unis, y étaient également opposés. Reuters 28.09

Entre "la peste et le choléra", un "fou" et une "va-t-en-guerre", "ça fait peur".

- Élections américaines - Oliver Stone : "Ça se joue entre un fou et une va-t-en-guerre" - lepoint.fr

Interviewé sur la Radio télévision suisse (RTS) par le journaliste Darius Rochebin, le cinéaste américain Oliver Stone (JFK, Wall Street...) renvoie dos à dos Donald Trump « un fou dangereux » et Hillary Clinton « une va-t-en guerre ».

Darius Rochebin : Vous êtes très sévère sur Hillary Clinton. Vous dites qu'elle a un côté guerrière...

Oliver Stone : Hillary Clinton est plus dure qu'Obama. Lui n'est pas allé à plein régime en Syrie. Je pense que nous devons nous attendre à ce qu'elle le fasse si elle est élue. Je pense aussi qu'elle sera plus agressive contre la Russie. Elle l'a prouvé. Elle voulait détruire le régime de Kadhafi, et ça a été un désastre. Elle était certainement pour la guerre en Irak et pour les interventions en Afghanistan.

Mais d'où ça vient, ce côté belliqueux ?

Je ne sais pas d'où ça vient, Margaret Thatcher était pareille. Je pense qu'elle aime les militaires, elle pense qu'ils sont forts. Peut-être qu'elle a quelque chose à prouver psychologiquement. Elle n'admet jamais ses erreurs non plus, ça fait peur. Bush était comme ça. Je pense qu'elle est un peu comme Bush.

Le New York Times appelle à voter pour Hillary Clinton. Il insiste sur son intellect, sa fermeté. Vous partagez cet enthousiasme ?

En fait, le New York Times a depuis toujours supporté toutes les guerres auxquelles les États-Unis ont participé.

Le jour où il faudra voter, il faudra choisir entre Hillary Clinton et Donald Trump, vous choisirez...

Très franchement, aucun d'eux n'a parlé de l'État fouineur, ils veulent tous les deux le renforcer. Aucun d'eux n'a parlé des guerres dans lesquelles nous sommes impliqués. Ou du changement climatique, enfin quoi que ce soit de sérieux. C'est une affaire d'ego, de personnalités... Je pense qu'elle va gagner, mais je ne pense pas que ça rendra les choses plus simples pour le

pays, en aucune façon.

Vous avez connu, « pratiqué » Donald Trump. Il a vraiment un ego maladif, pathologique ?

Je ne suis pas un psychiatre certifié, mais oui, je pense qu'il est dangereux. Il y a quelque chose de fou en lui. Et une va-t-en-guerre en elle. Donc ça se joue entre un fou et une va-t-en-guerre...

Est-il vrai que, quand vous le faisiez tourner, juste après les prises, il disait : « J'ai été génial » ?

Oui, mais il est charmant. Il a une manière de faire les choses qui le rend très télégénique.

Il a du charme ?

Il a un charme spécial, à lui.

Il peut gagner ?

Je ne crois pas. Je ne crois pas, non. Sauf si... Leurs mensonges à tous les deux recèlent des scandales, je pense que vous le savez. Clinton, les gens ne l'aiment pas, ils sentent qu'elle ment, qu'elle joue. Même quand elle sourit, ça sonne faux. Donc je pense que les Américains, s'ils votent contre elle parce qu'ils ne l'aiment pas, ce serait un peu... Malheureusement, nous avons le choix entre la peste et le choléra... lepoint.fr 26.09

Trump le milliardaire n'est pas aussi fou qu'il en a l'air.

- Jérusalem, capitale indivisible d'Israël selon Trump - AFP

"M. Trump a reconnu que Jérusalem est la capitale éternelle du peuple juif depuis plus de 3.000 ans, et que les Etats-Unis, sous une administration Trump, accepteront finalement le mandat de longue date du Congrès de reconnaître Jérusalem comme la capitale indivisible de l'Etat d'Israël", a précisé la campagne du candidat républicain dans un communiqué.

"M. Trump a reconnu qu'Israël et ses citoyens ont souffert beaucoup trop longtemps sur les lignes de front du terrorisme islamique. Il s'est dit d'accord avec le Premier ministre Netanyahu que le peuple israélien veut une paix juste et durable avec ses voisins, mais que cette paix ne viendra que lorsque les Palestiniens renonceront à la haine et la violence et accepteront l'Etat d'Israël comme un Etat juif", ajoute aussi le communiqué.

Benjamin Netanyahu a de son côté remercié Donald Trump pour "son amitié et son soutien à Israël", selon un communiqué de son bureau, qui précise que les deux hommes se sont vus plus d'une heure et ont évoqué "les sujets concernant la sécurité d'Israël et ses efforts pour arriver à la paix et à la stabilité". AFP 25.09

Crédulité ou crétinisme ou tout simplement complice d'une imposture ?

Les 7 propositions de Donald Trump que les grands médias nous cachent - Par Ignacio Ramonet - arretsurinfo.ch 23.09

Après l'annonce de ces propositions Donald Trump aurait déjà dû avoir été abattu dans un pays où les hommes de main de l'oligarchie financière pratiquent en toute impunité l'assassinat d'opposants à sa politique en Afrique et en Amérique latine ou les autorités couvrent les meurtres de citoyens noirs innocents par des policiers.

Ils ont abattu JFK et destitué R. Nixon pour avoir voulu s'attaquer au pouvoir de la Fed, si le clan mafieux des oligarques ne réserve pas le même destin à Trump, c'est parce qu'ils ont de bonnes raisons de ne pas le prendre au sérieux ou ils savent qu'il n'appliquera aucune des mesures qu'il a annoncées.

Alors pourquoi faire croire le contraire, qu'est-ce que cela signifie, sinon entretenir des illusions dans un oligarque milliardaire, son passé et son statut ne suffirait-il pas à démontrer ses réelles intentions, qui ne peuvent pas correspondre aux besoins ou aspirations du peuple américain.

Ignacio Ramonet fait partie de ces intellectuels dont l'engagement politique à multiples facettes, rémunéré s'il vous plaît, sert à maintenir ses semblables dans le giron du capitalisme qu'il critiquera tout en lui demeurant loyal. Il lui sert de couverture de gauche, éventuellement gauchiste, démagogique.

Il a été à l'origine de la création de l'association ATTAC dont il est Président d'honneur. Il a été également parmi les promoteurs

du Forum social mondial de Porto Alegre financé par les multinationales anglo-saxonnes telles Coca Cola ou la Fondation Ford.

Entré au mensuel Le Monde diplomatique en février 1973, il en est élu directeur de la rédaction et président du directoire en janvier 1990 ; réélu à l'unanimité à deux reprises (1996 et 2002), il demeurera directeur du Monde diplomatique jusqu'en mars 2008.

En 2012, il soutient Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle. (source Wikipedia)

Raison de plus pour ne pas voter pour cet ex-ministre d'un président de la République issu du parti de Sarkozy. Ou alors voter directement pour Sarkozy ou Juppé.

Selon vous, est-ce un hasard si le portail stalinien Le Grand Soir fait de la pub pour le Monde diplomatique ?

Nantis et réactionnaires, ceci explique cela.

- Les Suisses disent oui à la surveillance électronique par les services secrets - 20minutes.fr

Selon les résultats définitifs, deux tiers (65,5 %) des électeurs ont accepté la nouvelle loi sur le renseignement, autorisant les services secrets à surveiller les communications téléphoniques et les activités sur internet pour notamment déjouer les nouvelles menaces terroristes.

En revanche, ils sont 59,4 % à avoir dit non à une hausse des retraites dont le gouvernement avait souligné la charge financière très élevée qu'elle représentait. Ils ont aussi rejeté à 63,6 % une initiative populaire défendue par les Verts qui demandaient une réduction de la consommation des ressources naturelles. 20minutes.fr 25.09

Fabrication de preuves et propagande xénophobe.

- Le MH17 abattu par un missile acheminé de Russie en Ukraine - AFP

Le missile qui a abattu l'avion du vol MH17 de la Malaysia Airlines en 2014 dans l'est de l'Ukraine avait été acheminé de Russie avant d'être tiré, a affirmé mercredi le parquet néerlandais, soulignant avoir identifié une centaine de personnes ayant "joué un rôle actif" dans ce drame.

La Russie a aussitôt qualifié de "biaisée" et de "politiquement motivée" cette enquête pénale internationale ayant abouti à ces premiers résultats rendus publics aux Pays-Bas, tandis que l'Ukraine a conclu à "l'implication directe" de Moscou dans la destruction du Boeing 777 reliant Amsterdam à Kuala Lumpur.

Washington a salué ces "conclusions provisoires", qui ne font "aucun doute", venant confirmer les soupçons américains d'une implication russe émis dans les jours ayant suivi la tragédie.

L'enquête a également confirmé que le missile avait été tiré d'un champ alors situé sur le territoire contrôlé par les séparatistes pro-russes, qui ont de leur côté affirmé ne pas avoir tiré le missile étant donné qu'ils ne disposent pas "de telles armes".

Si les enquêteurs ont apporté de nombreuses réponses semblant appuyer des accusations de longue date contre la Russie, qui avaient conduit à des sanctions de la part de l'Union européenne, ils se sont refusés à mettre directement en cause Moscou, suscitant de la frustration chez certains proches.

"Nous pouvons conclure que l'avion du vol MH17 a été abattu le 17 juillet 2014 par un missile BUK de série 9M38 apporté du territoire de la Fédération de Russie et qu'après le tir, le système a été réacheminé en Russie", a déclaré Wilbert Paulissen, l'un des responsables de l'enquête.

Sur la base de cinq milliards de pages internet, d'un demi-million de photos et de vidéos, de plus de 200 témoignages, de données de télécommunications et d'environ 150.000 conversations téléphoniques, les enquêteurs ont recréé l'itinéraire emprunté par le convoi ayant transporté le BUK, une batterie antiaérienne de fabrication russe puissante et précise.

Celle-ci avait été "transportée dans un camion Volvo blanc avec une semi-remorque à plateau", ont souligné les enquêteurs venus de Belgique, de Malaisie, d'Australie et d'Ukraine, dont le travail a été coordonné par le parquet néerlandais. "Le camion était escorté de plusieurs autres véhicules et par des hommes armés en uniforme".

Les conversations téléphoniques rendues publiques par l'équipe, dont le mandat a été prolongé jusqu'au début de l'année 2018, suggèrent que le BUK a traversé la frontière pendant la nuit du 16 au 17 juillet.

Le 16 juillet 2014 à 19H09 heure locale, un homme identifié comme étant Nikolayevich assure que, s'il pouvait "recevoir un BUK le matin, ce serait bien". "Sinon, tout serait foutu", s'exclame-t-il. Un homme du nom de Sanych répond : "si tu en as besoin, nous l'enverrons vers ta zone".

Selon les enquêteurs, il existe "des preuves irréfutables", dont des témoignages et des photos montrant une colonne de fumée blanche, qui permettent de repérer le lieu du tir : "un champ près de Pervomaïski à l'époque contrôlé par les combattants prorusses".

Les enquêteurs ont identifié une centaine de personnes "ayant joué un rôle actif" dans le drame mais n'ont pas encore de suspects officiels. Lançant un appel à témoins, les enquêteurs ont affirmé être à la recherche d'informations supplémentaires sur deux hommes en particulier, utilisant les noms de code d'"Orion" et de "Delfin".

Pour la première fois publiquement, les enquêteurs, qui disent ne pas avoir de preuves que les appels téléphoniques entre ces deux hommes soient "directement liés" au drame, ont identifié ces personnes comme étant Andrey Ivanovich et Nikolay Fiodorovich.

Moscou et les rebelles de l'est de l'Ukraine démentent toutefois cette version et montrent du doigt les forces ukrainiennes. AFP 28.09

Pendant deux ans ils n'ont pas pu produire une seule photos, une seule preuve matérielle, un seul témoignage humain, et voilà qu'un beau matin de septembre 2016 ils en disposeraient à profusion, "irréfutables" s'il vous plaît, au point de lancer un appel à témoin pour les confirmer !

La contre-enquête qui démonte les arguments et les conclusions du parquet néerlandais.

- MH17: le nouveau rapport qui accable Bellingcat - sputnik.fr 20.09

- Quels faits concrets ? Cinq failles qui sèment le doute sur l'enquête néerlandaise sur le MH17 - Russia Today 29.09

Selon l'enquête, le MH17 aurait été abattu depuis une région contrôlée par des rebelles par un système de missiles Bouk venu de Russie. Néanmoins, les enquêteurs ont refusé de rendre publiques des preuves essentielles pour des raisons de sécurité.

Faisant état de leurs découvertes, les enquêteurs ont déclaré qu'ils ne divulgueraient pas toutes les informations et preuves réunies. «Nous ne pouvons pas et ne voulons pas tout vous dire, parce que cela peut compromettre l'enquête et [des éléments] se retrouver entre les mains des coupables», ont-ils expliqué.

Des témoins anonymes

Selon l'enquête, le missile Bouk a été transporté en Ukraine depuis la Russie dans un semi-remorque et apporté sur le site de lancement présumé. La pierre angulaire de cette conclusion tient en des preuves libres d'accès et «des déclarations de témoins». Néanmoins, les enquêteurs n'ont préféré révéler l'identité d'aucun de ces derniers sous prétexte de sécurité.

Les enquêteurs ont aussi mentionné des témoignages évoquant une trainée de fumée après le lancement du Bouk. L'équipe d'enquêteurs dirigée par les Pays-Bas n'a publié aucune vidéo attestant de cette autre preuve.

Interceptions de conversations téléphoniques

Hormis l'utilisation de témoignages, les enquêteurs ont analysé «environ 150 000 conversations téléphoniques interceptées», mais en ont présenté seulement une infime partie. Dans l'une de ces conversations est évoquée la nécessité d'un système de missiles et la confirmation que les rebelles en auraient reçu un.

Si les enquêteurs ont présenté la date de ces appels, l'identité de ceux qui prennent part à ces conversations et de ceux les ayant communiquées n'est pas donnée. L'enquête affirme les avoir analysés en toute indépendance, mais la Russie, comme d'autres pays, n'a pas pu participer à l'enquête.

Simulation sur ordinateur et preuves vidéo

Soulignant avoir pu traquer «la majeure partie de la route» du système de missiles depuis la Russie, les enquêteurs n'ont présenté que quelques vidéos et photos dudit système, prises en Ukraine.

La preuve essentielle du chemin emprunté par le semi-remorque doté du Bouk est une reconstitution par ordinateur affichant la

route présumée du système de missile dans l'est de l'Ukraine.

Les enquêteurs ont une fois encore souligné l'importance de l'anonymat, voulant par là assurer la sécurité de ceux qui leur ont fourni les matériaux.

Données radar et images satellites

Identifier la localisation exacte du site de lancement du missile Bouk était l'une des tâches principales de l'enquête. Les enquêteurs ont cité des données reçues des Etats-Unis, selon lesquelles le missile ayant abattu le MH17 avait été «lancé depuis un site à six kilomètres au sud du village de Snezhnoye». Ce rapport n'était accompagné d'aucune photo.

Le 26 septembre, la Russie a quant à elle publié les données brutes d'un radar situé en Russie qui n'avait enregistré aucun objet s'approchant du MH17 depuis des territoires sous contrôle rebelle. Moscou a aussi appelé l'Ukraine à publier ses données radar, qui comme le dit le ministère russe de la Défense, n'ont jamais été rendues public.

Type de missile et trajectoire de vol

Les enquêteurs n'ont pu préciser le type exact de missile qui avait abattu le MH17, arguant néanmoins qu'il s'agissait d'un missile Bouk de série 9M-38.

Pour autant, le producteur des Bouk, Almaz Antei, a déclaré qu'il pouvait identifier clairement s'il s'agissait d'un missile 9M-38, déjà déclaré obsolète en Russie après des essais l'année dernière. Cela n'a pas été mentionné dans le rapport de l'enquête.

Enfin, l'enquête a décidé d'étudier un missile américain «similaire» pour modéliser l'impact, mais selon Almaz-Antei, ce missile américain diffère beaucoup du Bouk russe, notamment en termes de trajectoire de vol. Russia Today 29.09

Les syndicats sont indépendants... sauf de l'Etat et du patronat.

- Nouailhac - Les finances secrètes des syndicats - lepoint.fr 26.09

Les auteurs du "Livre noir des syndicats" nous révèlent le côté obscur d'un monde opaque et parfois hors la loi.

Rozenn Le Saint et Erwan Seznec (...) Tous les deux sont des journalistes expérimentés : Le Saint collabore à Marianne et Liaisons sociales tandis que Seznec a longtemps œuvré pour le quotidien La Tribune puis le magazine de défense du consommateur Que Choisir. (Quelles références ! - LVOG)

Que nous racontent-ils dans leur ouvrage Le Livre noir des syndicats (éditions Robert Laffont) ? D'abord qu'en France « situation unique dans le monde occidental, les cotisations des adhérents représentent moins de 4 % de leurs sources de financement réelles ». Premier choc ! Ensuite que ces organisations syndicales « se sont transformées au fil du temps en appareils administratifs complexes, lourds et largement déconnectés de la réalité du terrain ». Ces appareils constituent « un véritable millefeuille bureaucratique » et sont essentiellement composés de « permanents en détachement de la fonction publique ou de grandes entreprises d'État ». Deuxième choc ! (Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es. Vous comprenez pourquoi il y en a qui prétendent que les syndicats seraient indépendants, parce qu'ils sont financés par l'Etat et le patronat seulement à hauteur de 96%. Et oui à 100% ils n'existeraient tout simplement plus donc la question de savoir s'ils seraient ou non indépendants ne se poserait plus ! Quelle démagogie et imposture ! - LVOG)

« Ces appareils, écrivent-ils, ont vécu ou vivent encore aux crochets de l'État, des collectivités, du 1 % logement et de la formation professionnelle.

Le taux de syndicalisation en France est tombé à 15 % dans le public et à 5 % dans le privé, avec un total officiel de 1,9 million de syndiqués contre 6 millions en Italie et 12 millions en Grande-Bretagne. En revanche, le nombre de syndicalistes à plein temps est monté aux environs de 50 000 permanents, ce qui est considérable, dont 28 000 salariés détachés de la fonction publique, ce qui est proprement scandaleux. À quoi il faut ajouter les 900 000 délégués de base, bénéficiant d'un statut protégé, auxquels leurs employeurs donnent 20 heures par mois pour exercer leur mandat syndical. (Une armée de bureaucrates payés ou corrompus par l'Etat et le patronat, pas étonnant après que le socialisme ne les tente pas vraiment. - LVOG

C'est la commission d'enquête parlementaire sur les finances des syndicats, présidée par le député du centre Nicolas Perruchot, qui a établi pour les cotisations des syndiqués un ordre de grandeur de 3 à 4 % du total des ressources réelles de leurs syndicats. Le rapport Perruchot de 2012 ayant évalué ces cotisations annuelles à 232 millions d'euros, on peut valablement en conclure que le total de leurs ressources légales et illégales, officielles et officieuses, serait de l'ordre de 7 milliards d'euros… « La zone grise des financements publics illégaux », écrivent nos deux auteurs, qui représentent de véritables « détournements d'argent public

», touche la plupart des organismes paritaires de l'économie sociale, et spécialement ceux de la formation professionnelle, un ensemble assez flou et peu réglementé qui pèserait plus de 30 milliards d'euros par an de volume d'affaires. (Vous comprenez pourquoi nous sommes opposés au financement des syndicats par l'Etat, et pourquoi nous sommes pour qu'ils sortent des organismes paritaires. On ne peut pas combattre la collaboration de classe des syndicats sans prendre position pour briser ces pratiques qui l'alimentent, logique, non ? Refondre le mouvement ouvrier sur des bases saines l'exige impérativement. - LVOG)

Et tout cela, sans compter les 28 000 salariés issus de la fonction publique ou d'entreprises publiques qui sont détachés en permanence dans les syndicats mais continuent d'être payés par le contribuable. Pour la seule fonction publique, le rapport Perruchot en avait évalué le coût annuel à 1,34 milliard d'euros : un budget totalement méconnu du grand public et un énorme racket d'emplois fictifs ! (Ce sont des parasites au même titre que les tondeurs de coupons des conseils d'administration des grandes entreprises. - LVOG)

Leur gigantesque machinerie administrative – la CGT compte à elle seule 18 000 organisations adhérentes, dont 17 000 syndicats, soit une moyenne ridicule de 33 personnes par syndicat – permet à chaque entité juridique de réclamer des subventions et de se procurer de l'argent, tout en entretenant une providentielle opacité sur leurs comptes. lepoint.fr 26.09

Leur société, un modèle d'exclusion et de discrimination.

- Sept millions de Français ont besoin des autres pour se déplacer - lefigaro.fr

16% des personnes âgées de 56 à 74 ans et 44% des plus de 75 ans ont du mal à se déplacer au quotidien. C'est le résultat d'une étude conduite par le Laboratoire de la Mobilité inclusive.

Aujourd'hui, un Français sur quatre à plus de 60 ans. Et d'après le baromètre de la dépendance 2016, réalisé par TNS Sofres, un individu sur trois a parmi ses proches une personne concernée . «7 millions de citoyens, autrement dit 20 % de la population active, ont des difficultés à se déplacer. Ces personnes ont besoin des autres au quotidien, que ce soit pour aller travailler, participer à une activité, ou rendre visite à des proches», déplore Florence Gilbert, présidente du Laboratoire de la Mobilité inclusive. Un nom un peu barbare, pour désigner un collectif qui rassemble plusieurs institutions publiques et privées, sensibilisées à la problématique de la mobilité des séniors. Jeudi, sa dernière étude sur la question sera présentée au public. Avec ces nouvelles données chiffrées, le collectif espère alerter les pouvoirs publics sur la question de la dépendance.

«La mobilité durable, c'est quelque chose d'extraordinaire, qui favorise le développement économique, résume Florence Gilbert. C'est aussi un enjeu de santé publique. La capacité d'accueil des Ehpad est insuffisante aujourd'hui. Si l'on permettait à chacun de garder son indépendance, beaucoup pourraient rester à domicile». lefigaro.fr 29.09

- Un sans-abri sur dix est diplômé de l'enseignement supérieur - lemonde.fr

Pas moins de 14 % de sans-abri ont suivi des études supérieures et 10 % sont diplômés, selon une étude de l'Insee et de l'Institut national d'études démographiques (INED) publiée mercredi 28 septembre. Leurs travaux se fondent sur un recensement mené en janvier et février 2012 dans les centres d'hébergement, les hôtels, les centres maternels, les lieux de distribution de repas ou encore les banques alimentaires.

Le nombre de personnes privées d'un domicile personnel était, à l'époque, estimé à 143 000, dont 30 100 enfants. Il avait déjà bondi de 50 % par rapport à la précédente enquête, datant de 2001, avec une poussée très forte des familles, notamment étrangères. Ces données n'ont fait qu'empirer depuis. Cette année, pour la seule région Ile-de-France, la préfecture déclare mettre à l'abri 80 000 personnes chaque soir.

Ce diagnostic recoupe les observations du SAMU social de Paris qui, dans une enquête de 2011, avait dénombré 12 % de sans-abri ayant suivi des études supérieures et même 24 % de ceux hébergés dans des structures d'accueil. « Faire des études, être diplômé n'empêche évidemment pas les maladies psychiatriques ou des addictions qui peuvent conduire à perdre son logement », remarque Françoise Riou, qui dirige l'Observatoire du SAMU social de Paris.

Diplômés ou non, qu'ils aient ou non suivi des études, un quart des SDF ont, au moment de l'enquête, un emploi. « Ce n'est pas négligeable et cela corrige sensiblement la figure classique du SDF très éloigné de l'employabilité », commentent les deux chercheurs. Et parmi les diplômés, 41 % ont régulièrement travaillé.

Pour les diplômés en France, l'absence de logement est, dans 20 % des cas, motivée par une séparation d'avec leur conjoint, dans 10 %, par la perte de leur emploi et, dans 9 %, par l'incapacité de payer leur loyer.

Au moment de l'enquête, 9 % des SDF dormaient dans la rue ou un abri de fortune, mais 61 % d'entre eux avaient connu la rue au cours des douze derniers mois. C'est donc une expérience très répandue. Y compris chez les diplômés, mais de manière moins forte : seuls 49 % d'entre eux ont connu un épisode de grande précarité et vécu cette épreuve.

Enfin, la précarité étudiante est considérée comme « un phénomène mal connu dont il est difficile de mesurer l'ampleur, probablement sous-estimée ». Ainsi, 6 % des SDF diplômés auraient été à la rue au cours de leurs études et même 31 % pour ceux qui ont échoué à obtenir leur diplôme. « Leur sans-domiciliation joue un rôle prépondérant dans la non-obtention de leur diplôme », analysent les auteurs. lemonde.fr 28.09

Le gendarme des banquiers et des assureurs vous réserve une agréable surprise.

- Assurance-vie: une nouvelle menace pour les épargnants? - bfmtv.com

Le gouvernement va-t-il s'attirer les foudres des épargnants? Ce mercredi 28 septembre, le projet de loi Sapin II est de nouveau examiné en séance par les députés. Un article de cette loi, le 21 bis, fait actuellement couler beaucoup d'encre. Celui-ci prévoit que le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) puisse, sur proposition du gouverneur de la Banque de France, et après avis du collège de supervision de l'ACPR, le gendarme des banquiers et des assureurs, "suspendre, retarder ou limiter temporairement, pour tout ou partie du portefeuille, le paiement des valeurs de rachat, la faculté d'arbitrages ou le versement d'avances sur contrat". En clair, les épargnants ayant souscrit des contrats d'assurance-vie pourraient se voir forcés de patienter avant de pouvoir procéder à des retraits.

Certes cette possibilité n'est prévue "que dans le cas de menaces graves pour la stabilité du système financier ou la situation financière de l'ensemble des organismes", précise Romain Colas, rapporteur du texte à l'Assemblée et auteur des amendements en première lecture dont est issu cet article 21 bis. Et elle serait limitée à trois mois.

Panique bancaire

Cette mesure, qui s'appliquerait à tous les contrats d'assurance-vie, a en fait pour but d'éviter qu'en cas de crise financière ou de remontée forte et subite des taux des obligations d'État, dont les contrats d'assurance-vie sont remplis à ras bord, les épargnants ne se précipitent pour retirer leurs avoirs et créent l'équivalent d'une panique bancaire.

"Cet article prévu dans la loi Sapin II relève d'une attention noble qui est de s'assurer de la stabilité des compagnies d'assurance-vie. Mais les effets de cette intention sont techniquement erronés, socialement dangereux et politiquement funestes", regrette Gérard Bekerman, le président de l'Afer, la plus grande association d'épargnants avec 750.000 adhérents et 2 millions de bénéficiaires.

Le président de l'Afer maintient que ce texte est "techniquement erroné". "Les compagnies d'assurance-vie détiennent tous les moyens pour faire face à ce risque (de remontée des taux ou de crise financière) via ce que l'on appelle la réserve de capitalisation, alimentée par les plus-values obligataires encaissées lors des périodes de taux bas", explique-t-il.

"Un extincteur anxiogène"

"Le gouvernement prend une énorme responsabilité à un moment où il doit donner de la confiance, il sort un article de loi anxiogène, contre les épargnants", ajoute-t-il.

"Cela revient à considérer qu'un extincteur est anxiogène", répond Romain Colas. "Tant mieux s'il n'y aucune raison de s'inquiéter. Mais cette mesure permet de montrer que nous avons appris les leçons de la crise. Le premier intérêt de l'épargnant c'est bien qu'il ait la garantie que son capital soit préservé", insiste-t-il (Dans le coffre d'un banquier, c'est rassurant... pour lui, le banquier évidemment ! - LVOG) . Le député fait également valoir qu'avec tous les gardes-fous mis en place, il est quasi-impossible qu'une décision contraire aux intérêts des épargnants soit prise. (Ben voyons, comme en Grèce ou à Chypre. - LVOG) "Il n'y a aucune raison de penser que les pouvoirs publics veuillent faire n'importe quoi. (Si on vous le dit ! - LVOG) Quel ministre des Finances (le président du HCSF, ndlr) aurait intérêt à nuire aux assurés et bénéficiaires?" (Franchement, plus honnête tu meurs ! Rien que leurs arguments puent à plein nez leurs mauvaises intentions, un aveu pour qui sait lire ou écouter. - LVOG) bfmbusiness.bfmtv.com 27.09

Quelques infos en bref.

Communautarisme provocateur et extrémiste. Du wahhabisme au naturisme.

- Paris va expérimenter le naturisme - LeMonde.fr

Le Conseil de Paris a voté, lundi, un vœu en ce sens présenté par le groupe écologiste. LeMonde.fr

Il faut donc en déduire qu'ils vont légaliser le voyeurisme. Et dire que ces prostitués viennent de s'en prendre... aux

prostituées ! Quelle bande de scélérats dégénérés !

Comment les inégalités se creusent.

16% des français n'ont pas internet chez eux et 21% des personnes qui ont internet ne se sentent pas à l'aise pour l'utiliser. AFP

Le capitalisme est incompatible avec l'air qu'on respire, comme quoi il y a urgence à l'abolir.

- Santé: 92% de la population mondiale respire un air ambiant trop pollué - AFP

Pas moins de 92% des habitants de la planète vivent dans des lieux où les niveaux de qualité de l'air extérieur ne respectent pas les limites fixées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon un rapport publié mardi. AFP

Qui l'aurait cru ?

- Forte hausse du chômage en août... contre toute attente - LeParisien.fr

Pourquoi donc ? Réponse :

- Inversion de la courbe du chômage : qu'en est-il de la promesse de François Hollande ? - Franceinfo

- Chômage : les chiffres repartent à la hausse - Franceinfo

C'est la plus forte hausse depuis plus de trois ans. Au mois d'août, le nombre de chômeurs sans aucune activité augmente de 50 200, soit une hausse de 1,4%. La courbe du chômage remonte... Franceinfo 27.09

Mimétisme et propagande.

- Le président Obama inaugure un musée afro-américain à Washington - Reuters 25.09

Plutôt un cimetière.

- Californie : des manifestants demandent justice après la mort d'un Noir abattu par la police - franceinfo

Selon le chef de la police locale, Jeff Davis (38 ans - ndlr), Alfred Olango a ignoré les directives des agents lui demandant de retirer une main de sa poche. franceinfo 29.09

- Hollande "reconnaît la responsabilité des gouvernements français dans l'abandon des harkis" - Franceinfo 25.09

Extrait d'un rappel figurant dans la Lettre n°7 de Démocratie révolutionnaire (NPA)

- ... un certain Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Mendes-France, puis de la Justice de Guy Mollet, signera en 1956 le décret donnant les pleins pouvoirs à l'armée française, fort du vote des députés, dont ceux du PCF, accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement. Fin de l'extrait.

Mitterrand pour lequel tous les courants trotskystes appelleront à voter en mai 1981. Pour un peu on pourrait dire qu'ils ne s'en sont jamais remis... Ce qu'on ne regrettera pas, il faut assumer.

Qu'est-ce qui chagrine tant cette antenne de la NED ?

- Avancée du régime syrien à Alep, MSF dénonce "un bain de sang" - AFP

Le régime de Damas a progressé face aux rebelles dans Alep... AFP

MSF souhaite ouvertement la défaite de la République arabe syrienne laïque au profit de ces supplétifs barbares du Pentagone. A bas MSF, dehors de Syrie !

Social

- Afrique du Sud: l'agitation étudiante s'étend - AFP

Les protestations étudiantes contre l'augmentation des frais de scolarité pour 2017 sont montées d'un cran mercredi, la police faisant usage de balles en caoutchouc contre des manifestants sur des campus de Johannesburg et de Grahamstown.

Des campus ont été temporairement fermés en raison des actions de protestation, en particulier à l'université du Cap, l'université Wits à Johannesburg et l'université de Technologie de Durban.

La police anti-émeutes utilise depuis dix jours face aux étudiants protestataires des balles en caoutchouc et des grenades paralysantes.

Le gouvernement sud-africain a donné la semaine dernière son aval à une augmentation des frais universitaires limitée à 8%, soit une hausse supérieure à l'inflation annuelle de 6%.

Les frais de scolarité annuels oscillent, selon les universités, entre 30.000 et 60.000 rands (1.900 à 3.800 euros environ).

Même si les autorités ont laissé le soin à chaque établissement de fixer le montant de l'augmentation, leur feu vert a provoqué la colère des étudiants, qui réclament l'éducation gratuite pour tous. AFP 28.09

- Aux Philippines, des centaines d'étudiants défient le controversé président Rodrigo Duterte - Franceinfo

Des centaines de jeunes ont manifesté vendredi contre les méthodes musclées du président. Franceinfo

Erdogan fait des émules, Duterte vient d'en appeler à Hitler pour justifier son régime, j'ai entrevu cela dans le titre d'un article ce matin...

Des Jordaniens manifestent à Amman contre le gaz israélien - AFP

Des centaines de personnes ont manifesté vendredi dans le centre de la capitale jordanienne Amman pour dénoncer un accord d'approvisionnement en gaz israélien signé cette semaine par le royaume. AFP

Haut de page

Le 2 octobre 2016

CAUSERIE

Prétendre que le PS ou le gouvernement Hollande-Valls seraient de gauche, participe à la fabrication du consentement destinée à soumettre les travailleurs au sort que le capitalisme leur réserve.

Comment peut-on encore écrire de telles énormités en septembre 2016 : "patronat et gouvernement, de gauche aujourd'hui ou de droite demain" ? (Démocratie révolutionnaire - Lettre n°7 - NPA)

Question :

- Qui a dit que le gouvernement était de gauche ?

- Qui a intérêt à le faire croire ?

- Qui en tire profit ?

Réponse :

- Les mêmes, ceux qui détiennent le pouvoir et leurs représentants.

Question :

- Mais alors, cela ne signifie-t-il pas que ceux qui reprennent à leur compte cette caractérisation de gauche participent à cette imposture ?

Réponse :

- La réponse est incluse dans la question, évidemment qu'ils s'en font les complices.

Question :

- Pourquoi la classe dominante a-t-elle intérêt à déclarer qu'un parti ou un gouvernement de droite serait de gauche ?

Réponse :

- L'avantage de faire passer un gouvernement (ou un parti) de droite pour un gouvernement de gauche, réside dans le fait que si les travailleurs rejettent la droite officielle ou le parti de l'ordre (LR) à cause de sa politique antisociale, spontanément ils vont se porter vers le parti (institutionnel) qui est censé incarner une autre politique et qu'on leur présente de gauche, mais comme en réalité il fera la même politique qu'un parti de droite, cela revient à les conduire à en déduire que quel que soit le parti vers lequel ils se tourneront ils se retrouveront en présence de partis qui auront adopté la même politique réactionnaire, finalement comme s'il n'existait aucune alternative à cette politique et qu'ils devaient se résigner à l'accepter ou s'y soumettre.

Si ce parti de gauche qui en fait est de droite était caractérisé de droite par la classe dominante et ses représentants, cela serait reconnaître que les principaux partis institutionnels représentent les mêmes intérêts de classe, et les travailleurs en rejetant l'un serait logiquement porté à rejeter l'autre, ce qui présenterait le risque ou le danger de les inciter à chercher s'il n'existerait pas un autre parti cette fois de gauche ou qui incarnerait réellement leurs intérêts de classe et vers lequel ils pourraient se tourner, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment car cela représenterait une grave menace pour le régime.

En conclusion, chacun aura compris que c'est la classe dominante qui a intérêt à entretenir cette escroquerie politique le plus longtemps possible, car elle permet de détourner les travailleurs des partis ouvriers...

Elle est aidée dans son entreprise par tous les partis dits ouvriers sans exception qui refusent de caractériser de droite le PS et ses satellites et alliés, et qui montrent ainsi qu'ils sont corrompus par le régime.

Ceci est la stricte réalité, implacable et cruel à laquelle les militants feraient bien de réfléchir.

Ceci est aussi un des facteurs déterminant qui permet de comprendre pourquoi et comment l'avant-garde du mouvement ouvrier a pu dégéner ainsi et se disloquer.

On pourrait nous rétorquer que peu importe que le PS soit caractérisé de droite ou de gauche puisqu'on affirme que tous les partis ouvriers sont corrompus.

A cet argument nous répondrons que les travailleurs ne le savent pas forcément, et surtout c'est ce qu'ils sont censés représenter qui présente davantage un danger pour le régime, aussi faut-il en détourner les travailleurs, particulièrement les couches supérieures, celles qui traditionnellement soutiennent le PS et assurent la stabilité du régime.

On mesure là l'enjeu de cette question, puisque la manière dont on y répond détermine l'orientation politique du mouvement ouvrier ou la nature de son engagement politique, réactionnaire ou révolutionnaire. Je sais que les militants ne sont pas habitués à se poser cette question ou qu'ils évitent de se la poser, et bien c'est un tort, car on n'avancera jamais avant d'y avoir répondu.

Quant au régime, on le qualifiera d'oligarchie ou de dictature oligarchique, dans la mesure où c'est l'oligarchie financière qui trône au sommet du capitalisme, et parce que ce sont les besoins de l'oligarchie qui dictent la politique mise en oeuvre par tous les gouvernements ou à laquelle se soumettent l'ensemble des institutions de l'Etat, politique dite néolibérale qui correspond au stade du développement de la crise du capitalisme, et qui est destinée à garantir la pérennité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit de la classe hégémonique ou qui détient le pouvoir.

Les lois de fonctionnement du système économique capitaliste sont le produit des contradictions des rapports sociaux sur lequel repose le capitalisme. Son développement va alimenter ces contradictions au point que ses propres lois vont représenter un danger pour son existence.

Lors de chaque crise et quel que soit le moyen auquel recourent les capitalistes, non seulement ils ne feront que la résoudre temporairement, car ces expédients vont contribuer à terme à amplifier ces contradictions au point de les

rendre incontrôlables, mais ils n'ont pas le choix. En fait chaque mesure qu'ils seront amenés à prendre va les conduire inexorablement à accumuler toujours plus de capital et à réduire le nombre de ceux qui en possède, à concentrer toujours plus leur pouvoir de sorte qu'il leur faut à tous prix s'emparer du pouvoir politique ou le soumettre pour imposer ces mesures aux peuples qui sont une question de vie ou de mort pour les capitalistes, d'où le recours à des méthodes de plus en plus violentes pour y parvenir.

Le mode de gouvernance que l'oligarchie va instaurer lui est dicté par la crise du capitalisme qui a atteint un niveau inédit dans son histoire, dans la mesure où quel que soit le coût de production qui inclut le coût de la force de travail, le taux de profit tendra inexorablement vers zéro, le condamnant à produire toujours plus afin de réaliser en volume un profit toujours plus important sans toutefois atteindre le niveau colossal des capitaux engagés dans le cycle de production, dit autrement sans que le rendement de leur placement soit suffisant pour couvrir leur avance en capital ou leur investissement, ce qu'ils parviennent à masquer uniquement en recourant à un endettement faramineux que prennent en charge les gouvernements lorsqu'ils volent au secours des banques, ce qui signifie qu'en est en présence d'un système économique en faillite qui ne peut tenir que grâce à l'intervention ou au soutien des gouvernements, d'où la nécessité pour l'oligarchie de s'assurer que le pouvoir politique lui soit acquis par n'importe quel moyen, corruption, guerre civile, coup d'Etat ou guerre, sans oublier le fascisme. On laissera de côté ici le fonctionnement mafieux de l'économie mondiale soumise à cette oligarchie.

Pour asseoir son pouvoir politique, l'oligarchie va dicter aux partis qui gouvernent pour son compte, non seulement la politique qu'ils devront appliquer, mais aussi l'idéologie et les moyens de l'inculquer aux peuples afin qu'ils s'y soumettent. Elle va recourir aux médias, aux instituts de sondages, aux think-tanks, aux réseaux sociaux, à tout un réseau d'acteurs sociaux acquis à sa cause (syndicats, partis, associations ou ONG, universitaires, chercheurs), au communautarisme, au terrorisme, à la guerre psychologique, etc. afin que le législateur puisse réduire tranquillement les libertés individuelles ou collectives des peuples tout en s'attaquant à leurs droits politiques ou en les neutralisant, pendant que leurs droits sociaux seront liquidés les uns après les autres, sans déclencher une révolution sociale ni même permettre au mouvement ouvrier de se doter d'une nouvelle direction, ce qui au final reviendra à avoir déclaré hors la loi (ou l'ennemi) la démocratie, ce qu'il faudra absolument éviter de divulguer pour ne pas attirer l'attention des véritables opposants au capitalisme sur cet aspect de la situation politique, puisque pour que cette entreprise soit menée à bien il faut que cette imposture ne soit pas dévoilée.

On comprend immédiatement pourquoi toute référence à la démocratie ou au soit-disant fonctionnement démocratique du régime ne fait que contribuer à entretenir cette imposture ou à soutenir le régime.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

Celui qui n'est pas capable de caractériser avec précision notamment le PS, le gouvernement, les institutions, le régime n'est pas apte à parler au nom des travailleurs, encore moins du socialisme.

On aura compris que ne pas caractériser le PS de droite est faire le jeu de la réaction, après on peut s'intituler ce qu'on voudra, se coller n'importe quelle étiquette, on ne leurra personne à part peut-être soi-même. On a toujours dit que pour combattre un ennemi il fallait commencer par l'identifier, et bien en refusant de caractériser le PS on s'interdit de le combattre ainsi que sa politique.

C'est logique, dialectique, c'est ainsi et personne n'y peut rien, même quand c'est un con d'ouvrier qui le dit cela reste valable, puisque c'est ce que pensent la plupart des lecteurs qui font preuve d'un attachement quasi supersticieux, maladif, compulsif au PS (et aux appareils pourris des syndicats qu'il contrôle, dont celui de FO).

"L'avenir de la société, de l'Humanité même, dépend de la capacité des classes exploitées à prendre conscience de leur rôle, de leurs possibilités révolutionnaires pour sortir le monde du chaos capitaliste." (Yvan Lemaitre - Démocratie révolutionnaire - NPA)

Non, il passe par la caractérisation du PS, des institutions et du régime.

Commencez par prendre conscience vous-même de la nature et du rôle du PS , après peut-être vous pourrez vous adresser aux "classes exploitées". Eh oui, c'est à ce prix-là, et si le prix vous semble excessif, c'est que vous n'en êtes pas digne !

Haut de page

Le 12 octobre 2016

CAUSERIE

Cette causerie est un peu moins bordélique que les deux précédentes.

Ce n'est pas toujours facile d'être loin du terrain et d'être aussi isolé. Si je ne risque pas de subir l'influence de l'atmosphère détestable qui règne en France, en revanche j'ai du mal à saisir avec précision comment réagisse chaque couche de travailleurs aux différents sujets de l'actualité politique, comment ils entrevoient leur avenir.

Ce qui est aberrant, c'est qu'Internet ne soit pas utilisé pour en faire un outil pédagogique à destination des travailleurs afin de les aider à faire progresser leur conscience de classe. Rien n'est fait pour leur donner envie, alors qu'ils se comportent comme de grands enfants qui n'ont pas évolué ou sont insouciants.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit en observant le comportement des Indiens, qui en attendant les prochaines élections qui ne changeront rien à leur sort, se démerdent comme ils peuvent pour survivre au quotidien, car ici le niveau de la précarité ou le risque d'y tomber est autrement plus élevé qu'en France.

Ici comme en France on a l'impression d'être pris dans un engrenage infernal dont on ne verra jamais le bout, ce qui est forcément démoralisant ou ne poussent pas à se mobiliser. Du coup tout le monde prend la vie comme elle vient sans se poser de questions puisqu'il n'existe pas de réponses, et toute discussion politique prend une tournure surréaliste ou se cantonne à des lieux communs sans intérêt. On est loin de toute notion de lutte de classes et c'est un euphémisme...

Introduction et réflexions politiques

Eat the rich. (Bouffer le riche)

Oreilles sensibles ou cerveau ratatiné s'abstenir.

Le concert d'Aerosmith de 2013 au Brésil est à savourer sans modération pour se détendre un peu, it's feeling good. Celui de 2007 à New York fut également une véritable performance...

Les concerts de hard rock sont les manifestations les plus populaires dans le monde en affluence.

Quand la muse des médias est une pute siliconnée de luxe.

- Kim Kardashian, est le meilleur exemple pour les filles ? - LeMonde.fr

Il ne pouvait y avoir que des maquereaux pour oser poser une question aussi déplacée, choquante...

Putain tout court !

- Bruno Le Maire veut que les jeunes se disent «putain, être Français, c'est la classe» - 20minutes.fr C'est tellement la honte que lorsqu'un Indien me demande ma nationalité, je réponds que je viens d'un pays qui s'appelle la France en m'empressant d'ajouter que je n'y suis pour rien, je ne tiens pas à être identifié avec un "putain" de Rafale !

Comment reconnaître les agents du capitalisme ?

Ils soutiennent ou ménagent un impérialisme qui serait plus fréquentable ou supportable qu'un autre, le russe ou le chinois par exemple. Ils font donc le choix délibéré de se situer dans le camp impérialiste au détriment des travailleurs qui le combattent dans leur pays, en Russie ou en Chine par exemple.

Ils font feu de tout bois.

Quand la Turquie s'est attaquée aux intérêts russes, ils ont pris le parti de la Russie. Ils se sont déchaînés contre Erdogan le despote infréquentable. Et quand quelque temps plus tard la Turquie et la Russie se sont réconciliés... ils sont restés muets dans un premier temps, et plus tard ils salueront ce rapprochement.

Ils hurlent contre l'UE et l'ONU un jour, et un autre ils s'en remettent à ces institutions pour régler un conflit.

Ils n'ont aucun principe, excepté la démagogie sur fond d'amnésie.

Bref, on aura compris que ces soit-disant intellectuels, journalistes, militants se présentant comme des opposants au capitalisme ou dénonçant ses excès sont en réalité des imposteurs roulant pour le capitalisme.

Cela nous fait penser spontanément aux partis ouvriers qui dénonçaient le sectarisme, le dogmatisme, le culte de la personnalité, les méthodes staliniennes, etc. et qui en réalité se livraient eux-mêmes à ces pratiques détestables.

De nos jours, les mêmes partis ou dirigeants prétendent être ouverts à la discussion, mieux, ils n'exigent plus que vous partagiez leurs principes ou leur programme, encore moins les moyens pour atteindre des objectifs dont finalement ils se foutent pas mal ou auxquels ils ne croient pas eux-mêmes, ce qui permet de trouver des accords sur une ligne politique suffisamment élastique avec des gens qui n'ont pas davantage de principes qu'eux.

Mais alors sur quoi repose leurs accords ? Sur la base de la préservation de leurs intérêts respectifs (quand ils ne se confondent pas) qui prévalent sur les intérêts collectifs pour lesquels ils sont censés combattre ensemble. Autrement dit, tu ne me poses pas de questions gênantes et je ne t'en poserai pas, tu ne reviens pas sur le passé, sur mon passé, et j'en ferai de même, tu ne cherches pas à m'imposer des faits que volontairement je n'ai pas retenus dans mes analyses, et je ne chercherai pas à t'en imposer, peu importe nos réelles intentions ou qu'elles soient contradictoires, contentons-nous de déclarations formelles en guise d'accord, l'essentiel est de sauver les apparences car nous avons tous à y gagner...

A cette braderie indigne, nous opposons le respect des principes et des enseignements de la lutte de classes que nous ont légué les marxistes

A l'école de la vie.

Quand une gangrène a été diagnostiquée, soit on ampute la partie du corps qui a été atteinte pour sauver la vie du patient, soit on le condamne à mort en la laissant envahir tout le corps.

Quand la gangrène du réformisme s'empara du mouvement ouvrier, le communisme l'amputa grossièrement de ce courant pourri, ce qui permit de le sauver momentanément, sans toutefois parvenir à extraire la totalité des cellules souches de la gangrène profondément ancrée en lui et qui devait l'envahir lorsque le terrain lui serait à nouveau favorable. Puis quand ce fut au tour du stalinisme de le gangrener, il n'existait plus aucun courant suffisamment puissant pour s'en débarrasser ou s'y opposer, il l'infesta permettant aux cellules purulentes du réformisme de se reproduire. La gangrène trouva un terrain favorable dans le développement du capitalisme, qui était lui-même condamné dès l'origine à subir le même sort et à le partager avec tous ceux qui seraient en contact avec lui. Les partis du mouvement ouvrier s'étant toujours construits par le haut, c'est la tête ou l'organe le plus vulnérable qui la première fut atteinte, et comme il était délicat de désolidariser la tête du reste du corps sans que cela lui soit fatal, la gangrène finit par descendre pour atteindre tous les organes jusqu'à la base des pieds, qui dorénavant s'agitent sans direction à la manière du corps d'un serpent dont on aurait coupé la tête et devenu inoffensif... sauf sa tête !

Ne cherchez pas d'où vient mon inspiration ailleurs que dans la réalité, pour avoir encore tué un serpent dans le jardin la semaine dernière. Le cerveau fonctionne beaucoup mieux ou il est beaucoup plus disponible quand on prend le temps de vivre pleinement les expériences que la vie quotidienne nous procurent, au lieu de se torturer l'esprit à chercher à comprendre des choses qui ne sont pas directement en rapport avec la réalité que nous vivons. Celui qui ne tire pas un enseignement de chaque expérience passe à côté de sa propre existence, puisque c'est principalement grâce à ce moyen-là qu'il peut en prendre conscience.

La matière à réflexion pour progresser, on l'a sous les yeux où qu'on soit et quoi qu'on fasse. Il y a dans la situation sociale et politique suffisamment matière à réflexion pour y puiser notre inspiration, nourrir notre imagination ou y confronter nos idées.

Ici ou ailleurs, partout et en toute chose, à travers chaque expérience, c'est le même processus dialectique matérialiste qui est à l'oeuvre, le découvrir pour mieux cerner comment il fonctionne nous aidera à mieux comprendre comment fonctionne les hommes, la société ou le monde. S'il n'y a pas de sot métier, il n'y a pas non plus de sottes expériences, sauf chez ceux qui pensent le contraire. Cela ne signifie évidemment pas que chaque expérience mériterait d'être vécue, mais que toutes celles que nous avons vécues méritent notre attention...

En finir avec une illusion qu'on a alimentée et qui n'a que trop duré.

Comment se fait-il que la réaction (le PS et le gouvernement) puisse reprendre à son compte le combat contre les inégalités ? Quel parti ouvrier aurait-il déjà abordé cette question ? Aucun naturellement, ce qui ne nous surprend pas.

Au détour du XXe siècle, le combat contre les inégalités tel qu'il figurait dans le programme du mouvement ouvrier s'inscrivait dans la perspective de l'abolition du capitalisme, ce qui était logique puisque le capitalisme ou les rapports sociaux de production reposaient sur l'inégalité entre la classe qui possèdait les moyens de production et celle qui ne possédait que sa force de travail qu'elle était obligée de vendre aux conditions qui lui étaient imposées pour survivre.

Depuis le mouvement ouvrier a abandonné cette perspective politique, du coup le combat contre les inégalités a non seulement changé d'orientation politique mais aussi de contenu, il ne s'agit plus que d'imiter vulgairement le mode de vie

des bourgeois sans trop se soucier de la manière dont on y parvient, au prix de quel sacrifice surtout quand ce sont d'autres couches d'exploités ou d'autres peuples qui en feront les frais.

Dans ces conditions, les idéologues de la classe dominante ont eu l'idée de l'instrumentaliser sachant qu'il ne se retournerait pas contre ceux qui détenaient le pouvoir et qui le mettaient en avant en figurant comme progressiste, mais contre ceux qui étaient censés en profiter et ceux qui s'y opposeraient au nom de préjugés archaïques et qu'il suffirait de présenter comme des conservateurs ou des réactionnaires réalisant d'une pierre deux coups.

C'était magistralement joué, puisqu'ils allaient ainsi inverser les rôles et rendre un peu plus incompréhensible la situation, embrouiller un peu plus les rapports qui existaient entre les classes et à l'intérieur de chaque classe, où leurs différentes couches allaient se déchirer sur cette question, pour finalement imposer leur modèle de société caractérisée par l'explosion des inégalités sociales sans que personne ne puisse s'y opposer ou même y comprendre quoi que ce soit.

C'est ainsi qu'on allait parvenir à une situation où l'oligarchie allait concentrer tous les pouvoirs et les exploités allaient voir tous leurs droits sociaux acquis disparaître les uns après les autres, à l'exception toutefois de l'aristocratie ouvrière, des nantis, de ceux qui disposent d'un statut privilégié et qui assurent la stabilité du régime, qui peuvent estimer à juste titre que le combat pour l'égalité des droits n'aura pas été un vain mot puiqu'ils en tirent profit.

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point le réformisme peut être pernicieux et cruellement efficace pour assurer la pérennité du régime capitaliste. Si la création d'une aristocratie ouvrière et d'une classe moyenne devait accompagner le développement du capitalisme, elles ne cessaient pas pour autant d'être exploitées et opprimées, et au lieu de se servir comme levier de ces privilèges pour conquérir tout le pouvoir, elles s'en contentèrent et apportèrent leur soutien aux représentants officiels du capitalisme ou à ses supplétifs réformistes.

L'homme présente la faiblesse d'avoir une courte vue d'esprit, d'être facilement pris d'amnésie et de ne tirer aucun enseignant ou si peu de ses expériences passées, ce qui en fait un être particulièrement vulnérable, mais perfectible ou qui peut malgré tout évoluer, faut-il encore qu'il soit capable de saisir les occasions favorables qui se présentent à lui, et malheur à lui s'il les laisse s'échapper car il sera condamné à régresser pour finalement se retrouver à un niveau d'évolution antérieur à celui qu'il avait atteint précédemment. En terme de lutte des classes, on sait que lorsqu'on laisse échapper une situation révolutionnaire ou que les masses sont incapables de s'élever au niveau des tâches qu'elles ont à accomplir, une nouvelle période réactionnaire pire que la précédente s'en suivra. C'est le même processus dialectique inconscient qui scelle le sort des hommes et de la société selon l'orientation qu'ils lui donnent.

J'ai abordé ici cette question sous cet angle-là, mais il en existe d'autres. On comprend mieux pourquoi Hollande, Valls et le PS se sont emparés de ce thème ou de cette revendication qui a été détournée de sa fonction ou de son objectif originel, en finir avec les inégalités qui constituent les rapports de classe sur lesquels reposent les fondements du capitalisme, sachant à quel point le mouvement ouvrier et son avant-garde étaient gangrenés ou corrompus, ils pouvaient compter sur leur discrétion ou leur collaboration pour que leur imposture ne soit pas dévoilée pour appliquer leur politique tout en continuant de se prétendre de gauche.

Ce n'est pas par hasard si Marx avait lié dans son combat politique droits et devoirs égaux, pour tous, y compris les exploiteurs, ce qui évidemment devait être incompatible avec l'existence du régime capitaliste qui ne pourrait supporter ou survivre à la satisfaction de l'ensemble des besoins de chaque exploité. Puisque seuls les exploités devaient accomplir leurs devoirs, il devait en résulter qu'ils seraient spoliés de leurs droits, dont celui à pouvoir s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'ils devaient abandonner pour demeurer en esclavage.

Une société qui n'est pas capable de permettre à l'ensemble des citoyens de vivre décemment ou de pourvoir à leurs besoins, manque à son devoir le plus élémentaire et ne mérite pas d'exister un jour de plus, cela s'applique au capitalisme.

Si le niveau du droit atteint par une société est déterminé par son niveau de développement économique, il faut en déduire que le capitalisme est entré dans une phase de régression économique sans fin, que caractérise l'état de crise permanente qu'il doit affronter et qui le conduit à niveler par le bas les droits des peuples.

En Inde où je vis, j'ai assisté depuis 20 ans au développement économique du pays, mais les travailleurs n'ont obtenu aucun droit nouveau, hormis celui d'être davantage exploité pour pouvoir s'endetter et consommer davantage ou pouvoir accéder au marché pour faire marcher la machine capitaliste et voir le nombre de milliardaires ou millionnaires se mutiplier. Le développement économique ne s'est pas traduit par l'élévation du niveau du droit, parce qu'il a été le produit du capitalisme en crise à l'échelle mondiale qui dicte à quel niveau il doit se situer en le calquant sur l'économie où cette crise est la plus avancée, les Etats-Unis.

Le seul droit nouveau que peut consentir le capitalisme aux peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de nos jours, c'est celui d'être exploité et de consommer le produit de cette exploitation au-delà de laquelle ils ne doivent escompter absolument rien, pas même la garantie que ce droit ne leur sera pas retiré du jour au lendemain puisqu'ils sont condamnés à vivre dans une

précarité sociale permanente en l'absence de droits pour les protéger.

On évoque souvent les aléas de l'existence ou les accidents de la vie comme l'on dit qui peuvent briser une vie ou vous plonger du jour au lendemain dans la misère, chômage, maladie, divorce ou séparation, accident de la route, violence aveugle, etc. Ici en Inde, c'est vécu comme une malédiction effroyable, cela prend systématique des proportions dramatiques parce que vous en subirez les conséquences désastreuses jusqu'à la fin de votre vie, tout simplement parce que vous ne disposez d'aucun droit, d'aucune protection sociale, et il sera très difficile de trouver quelqu'un qui viendra généreusement ou de manière désintéressé à votre secours sans exiger en retour que vous en payez le prix fort au centuple qui viendra s'ajouter à vos difficultés ou votre peine, ajoutant un maillon de plus à votre chaîne au poids déjà insupportable, prostitution ou esclavage déguisés, suprême humiliation que vous vivrez comme un moindre mal à défaut de mieux.

C'est un sujet que j'ai souvent l'occasion d'aborder avec ma compagne, qui est confrontée à cette situation avec une partie de sa famille qui la considère comme son esclavage pour lui être venue en aide dans le passé, mais aussi pour que nos rapports ne prennent jamais cette tournure détestable, qui, si cela devait se produire un jour conduirait à notre séparation immédiate.

Le niveau du droit d'un pays est déterminé à la fois par son développement économique et celui de la lutte des classes, et quand son développement économique a été davantage le produit brusque et violent ou à marche forcé de l'importation massive de capitaux, plutôt que celui d'un lent processus historique auquel le peuple aurait participé et qu'il serait parvenu à intégrer pour agir éventuellement dessus, le droit progressera peu ou ne concernera que l'élite au pouvoir et ses serviteurs, il s'identifiera de préférence au niveau de l'étape historique économique antérieure, féodale en l'occurence, qui perdurera et ponctuera l'ensemble des rapports qui existent dans la société.

Un occidental qui serait venu en Inde il y a 20 ou 30 ans et qui débarquerait de nos jours s'écrierait en observant uniquement le spectacle de la rue : Quel progrès vertigineux accompli en si peu de temps, c'est magnifique, quel bonheur ! Ce serait la réaction d'un vulgaire touriste. C'est le discours dominant aussi.

Le "miracle" ne s'est pas produit, la démocratie ou le pouvoir politique par les travailleurs reste à conquérir.

- Grandes et petites questions sur nos temps difficiles - Robert Charvin - investigaction.net 06.10

Extraits.

Ainsi, ce que l'on appelle communément en Occident « la démocratie » est un ensemble de faux-semblants laissant la majorité des individus démunie. Jour après jour, on convainc le pseudo-citoyen qu'il n'y a pas d'autre choix : la solution « démocratique » serait la « moins pire ». Il échapperait ainsi au « totalitarisme », phénomène indéfini mais dont on diffuse régulièrement quelques images : les horreurs nazies et le goulag stalinien. (...)

Tous les arguments sont utilisés pour tuer toute espérance d'un autre monde que celui existant et pour enfermer les dangereux insatisfaits dans le « paradis » du possible que serait « la bien-heureuse démocratie à l'occidentale » !

Tous les jours sont répétées de soi-disant vérités d'évidence.

« L'égalité sociale tue l'esprit de compétition et anesthésie la société. Ceux d'en-haut sont donc les plus méritants ».

« Collectiviser la production des richesses, utopie communiste de mauvais aloi, même s'il s'agit d'autogestion ou de coopérative, détruit l'efficacité économique qui a besoin de chefs, c'est-à-dire de managers de haute volée, ainsi que d'actionnaires et de banquiers pour les financer ! ».

« L'information réelle des citoyens sur les réalisations locales ou sur les mesures nationales ou internationales rend la Cité ingouvernable. Il convient donc de ne laisser filtrer que ce qui est indispensable à la crédibilité du bien fondé des décisions déjà prises. Il faut faire admettre les clivages entre les Bons et les Méchants et user de la répétition pour convaincre. A défaut, se crée un climat anarchique et subversif ».

« L'enseignement a une finalité utilitariste qui doit être renforcée. Napoléon I, après avoir fait son expérience robespierriste, avait bien raison de retirer des programmes l'Histoire et la Philosophie ! Les employeurs ont besoin « d'employables » et non d'esprits critiques susceptibles de perturber l'ordre naturel des choses ! ».

Etc. etc. etc.

Face à ces conceptions qu'imposent le monde des affaires et la médiocratie politique au pouvoir, n'y a-t-il rien de possible et aucun espoir ? (...)

Il n'est pas impossible de détruire les illusions à la source de la servilité : le mot « liberté » est un mot creux si l'on ne prend pas conscience de tous les déterminismes et de toutes les limites dont il faut se libérer pour approcher de cette liberté ! Est-ce au-dessus de nos forces ?

On peut comprendre au seul spectacle du monde que les hommes vivent encore en pré-histoire et qu'il n'est nulle part de démocratie, car elle est une création continue, un projet toujours « à-venir », édifié par de vrais citoyens, « centres d'initiatives » toujours responsables mais encore minoritaires ! (...)

Alors que depuis des siècles, aucun régime politique n'a effectivement admis le pouvoir du peuple, peut-on croire qu'aujourd'hui le miracle s'est produit ? investigaction.net 06.10

Choisissez votre camp.

A droite, les défenseurs de l'ordre établi ou du capitalisme, à gauche ceux qui combattent pour le renverser et l'abolir. Et il n'existe pas d'autre voie ou alternative économique et politique, ceux qui s'emploient à faire croire le contraire sont des agents du régime en place, aventuriers ou charlatans, imposteurs ou escrocs.

- C'est en 1789, lors de l'Assemblée constituante, que sont nées la « gauche » et la « droite », quand les députés appelés à se prononcer sur le droit de veto du roi se séparèrent dans la salle : à gauche ceux qui étaient contre le maintien de ce droit royal, à droite ceux qui étaient pour… Une répartition qui se répéta entre ceux qui étaient favorables à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et ceux qui y étaient opposés. La droite devint ainsi, à l'Assemblée, l'emplacement traditionnel des députés conservateurs, défenseurs de l'ordre établi ; la gauche celui des progressistes ou supposés tel. (Source : Démocratie révolutionnaire - Lettre n° 7 du 30 septembre 2016)

En 1789, être "progressistes" ou de gauche signifiait combattre pour le renversement de l'ordre établi, féodal, monarchique et non pour le réformer, cela signifiait combattre pour l'abolition du mode de production en vigueur afin de libérer les forces productives qui étouffaient sous le joug du régime féodal.

En 2016, être "progressistes" ou de gauche signifie combattre pour le renversement de l'ordre établi, capitaliste et non pour le réformer, cela signifie combattre pour l'abolition du mode de production de la propriété privée des moyens de production et de répartition des richesses en vigueur afin de libérer les forces productives qui étouffent sous le joug du régime capitaliste.

- Le mouvement ouvrier, socialiste puis communiste, né au lendemain de la révolution industrielle et du développement de la classe ouvrière, s'est construit sur un tout autre terrain, celui de la lutte de classe, internationaliste. Les statuts de la première internationale, écrits par Marx en 1864, débutaient par l'affirmation « que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ; que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de toute domination de classe ». (id)

Ce rappel est intéressant, car il met en relief à quel point tous les partis dits ouvriers de nos jours se sont fourvoyés ou ont reniés leurs convictions en abaissant l'objectif ou l'idéal de leur combat politique, en réduisant leurs prétentions pour les rendre plus présentables comme s'ils n'y croyaient plus vraiment.

Quelle importance cela présente-t-il nous objectera-t-on. Ceci que la société sans classe, sans Etat, sans frontières, sans monnaie, sans banques, sans armée, sans police, sans prisons, etc. parvenue à s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, de la nécessité, n'est pas seulement un idéal, le produit de travaux ou de réflexions théoriques ou l'une des conclusions potentielles du processus matérialiste historique à l'oeuvre, mais un droit légitime, naturel qui justifie à lui seul l'aspiration de tous les peuples au bien-être, à vivre en paix, à accéder à la liberté, c'est lui finalement qui sert de fil ou de guide à nos convictions ou à notre combat politique qui sinon n'auraient aucun sens et dont la légitimité pourrait être contestée.

Et c'est justement ce qui se passe dès qu'on s'en écarte ou lorsqu'on l'abandonne, on va chercher à se concilier les bonnes grâces du régime en place, on va le ménager, s'en accommoder pour finalement donner un tout autre contenu à nos convictions ou à notre combat politique et renier ce droit ou cet idéal.

- L'essor du mouvement ouvrier, ses premiers succès politiques et électoraux, le confrontèrent dès la fin du 19ème siècle à la question du pouvoir, de ses relations avec la bourgeoisie et à la question « réforme sociale ou révolution » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Rosa Luxemburg. Polémiquant en 1898 avec Bernstein, tenant du courant révisionniste au sein de la social-démocratie allemande, elle écrivait : « Les thèses révisionnistes ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même »... (id)

Le révisionnisme est donc de droite, ce qui signifie qu'il faut classer à droite tous les partis qui "ne cherchent pas à abolir le système du salariat" ou qui se contentent de vouloir "réformer l'ordre capitaliste", cela inclus toutes les composantes de feu le Front de gauche.

Cela pourrait poser un cas de conscience aux militants qui en viendraient à se demander comment on pourrait encore s'adresser à des militants de ces partis caractérisés de droite.

En réalité c'est un faux problème, dans la mesure où la nature de notre engagement politique et son orientation sont déterminés par l'idéal qu'on a adopté ou les objectifs politiques qu'on s'est fixé pour l'atteindre ou s'en rapporcher, et à partir du moment où on s'y tient, c'est ce facteur qui va déterminer la nature des rapports qu'on entretiendra avec le monde extérieur ou les différents acteurs politiques ou économiques, il n'y a donc aucune contradiction ou crainte à avoir de côtoyer des partis ou des militants qu'on a caractérisés de droite, encore faut-il que notre idéal ou nos convictions soient profondément ancrées en nous et qu'on soit prêt à les défendre en toutes circonstances, dans le cas contraire évidemment cela pourrait poser un problème, qu'on aurait créé soi-même cela dit en passant.

Chacun aura pu observer que Marx n'avait fait aucune concession sur les principes ou qu'ils affichaient ses idées socialistes sans se soucier de savoir si elles seraient bien ou mal accueillies par son interlocuteur ou son auditoire, et bien voilà l'exemple à suivre si nous voulons être digne de notre idéal et ne pas prendre le risque de le renier un jour ou l'autre.

Reste maintenant à savoir si nos convictions sont correctement étayées, si notre argumentation est suffisamment solide, cohérente, en deux mots si nous maîtrisons notre sujet, car c'est souvent parce que ce n'est pas le cas qu'on a la faiblesse de les brader ou pire de les abandonner, d'où la nécessité de progresser, de parfaire nos connaissances, de lire et d'étudier les oeuvres des marxistes pour saisir comment inconsciemment le matérialisme dialectique à façonner le développement de la civilisation humaine et a déterminé son orientation jusqu'à nos jours, ainsi armé nous serons capable à notre tour d'interpréter n'importe quel évènement ou rapport de manière impartiale et objective, conforme à la réalité qu'on n'aura plus à craindre et qui nous servira de point d'appui, on aura enfin réalisé que la réalité est en somme notre meilleur allié quand on ne s'en détourne pas ou quand on ose la regarder en face.

Que cela ne soit pas donné à tout le monde cela paraît évident, ce qui justifie ce que j'avais écrit dans une précédente causerie à propos du parti qui ne doit pas être ou se transformer en un parti de masse. A ce propos me vient une idée que je vous livre.

La transformation d'un parti ouvrier révolutionnaire en un parti de masse qui aurait pris le pouvoir ou qui serait au pouvoir serait le meilleur moyen pour reproduire le processus qui a débouché sur le stalinisme et ses différentes versions.

Le parti ne devrait assumer le pouvoir que pendant une période de transition pendant laquelle les masses exploitées feraient l'apprentissage de la démocratie, et lorsqu'elles seraient prêtes à l'assumer directement ou entièrement ce serait à leurs institutions de prendre le relais, processus politique dans lequel la place déterminante du parti céderait le pas au lieu de se renforcer au profit des travailleurs qui exerceraient tout le pouvoir, d'où ma déduction qu'un parti de masse n'est pas nécessaire, encore moins souhaitable et ne doit pas être notre objectif.

Cela implique deux conditions, d'une part que l'avant-garde qui constitue le parti soit irréprochable à tout point de vue, qu'elle ait parfaitement assimilé le socialisme, d'autre part que le niveau de conscience politique des travailleurs progresse et parvienne à matûrité pour incarner la démocratie.

Selon vous, quelle est la condition qui présente la plus grande difficulté ? La première selon moi. Pourquoi ? Je ne répondrai pas à cette question ici car j'ai déjà eu l'occasion de l'aborder dans d'autres causeries, disons plutôt qu'il suffira d'observer la réaction des militants à ce qu'ils viennent de lire pour comprendre que c'est le principal problème que nous avons à résoudre, ils vont rejeter en bloc mon argumentation sans même y avoir réfléchi ou l'avoir étudiée, c'est écrit d'avance, je ne prends aucun risque en l'affirmant, cela vaut d'autant plus pour les cadres ou leurs dirigeants qui n'osent même pas aborder ce genre de sujets.

Pour aborder une question aussi importante, il faut avoir en tête les enseignements de la lutte des classes, il est préférable de connaître les différentes étapes du développement de l'homme et de la société au cours des millénaires précédents ou tout du moins de disposer de suffisamment de points de repères pour ne pas s'y perdre ou tout confondre, il faut également remonter à l'origine ou à la source de chacun des facteurs ou des rapports qu'on est amené à aborder, il faut en avoir la volonté, cela nécessite d'autres qualités, du courage et de la détermination, mais aussi de la modestie car dans bien des cas on est obligé de reprendre tout de zéro et de faire fi de ses propres connaissances qui peuvent présenter de graves lacunes ou imperfections. Bref voilà autant de facteurs que les uns et les autres prétendent maîtriser ou prendre en compte, alors qu'en réalité ce n'est pas du tout le cas.

Voilà le principal obstacle auquel nous sommes confrontés dans la mesure ou personne ou presque ne veut l'admettre. C'est bien simple, ce sujet n'intéresse personne comme si tout le monde l'avait épuisé, personnellement c'est ce comportement qui m'épuise !

Inventaire inachevé et conclusion bâclée ou inacceptable.

Démocratie révolutionnaire a brossé un rapide tableau des faits d'arme de ce qu'ils appellent encore la gauche avec ou sans guillemets, alors que le PS et le PC avaient adopté en permanence le comportement de partis de droite. Ils sont fâchés avec la dialectique ou la transformation de la quantité en qualité, à croire que le monde tel qu'il est est immuable et ne changera jamais, autant dire qu'avec de tels dialecticiens on ne va pas bien loin, mais cela vous avez eu largement l'occasion de vous en rendre compte.

-...en 1914, l'Union sacrée emportait la quasi-totalité de la social-démocratie et des syndicats, solidaires de leur propre bourgeoisie dans sa guerre pour le partage des colonies...

-... en Allemagne la sociale démocratie portée au pouvoir venait d'écraser la révolution et de participer à l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht (en 1919 - ndlr)...

-... La SFIO s'engageait dès lors dans la constitution d'une coalition électorale avec des partis de la bourgeoisie...

-... En 1935, la signature du pacte Laval Staline (qui cherchait alors des alliés face à Hitler) allait faire renoncer le PCF à toute propagande antimilitariste...

-... La crise passée (36 et le Front populaire - ndlr), la classe ouvrière politiquement désarmée, la bourgeoisie reprendra sa marche vers la guerre… jusqu'au vote des pleins pouvoirs à Pétain en 1940 par le parlement, dont une majorité des députés SFIO...

-... A la fin de la guerre, le PCF(...) rallie De Gaulle et participe au gouvernement pour la « bataille de la production », le redressement de la France… et le maintient de l'ordre dans ses colonies, de la Cochinchine à l'Algérie ou Madagascar.

-...Le 8 mai 1945, le communiste Charles Tillon est ministre de l'Air quand l'armée française bombarde Sétif, début d'une longue guerre de la bourgeoisie française en Algérie. Une sale guerre coloniale pour laquelle un certain Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Mendes-France, puis de la Justice de Guy Mollet, signera en 1956 le décret donnant les pleins pouvoirs à l'armée française, fort du vote des députés, dont ceux du PCF, accordant les pouvoirs spéciaux au gouvernement.

-... En 1972, un programme commun de gouvernement est signé entre le PS, le PCF et les Radicaux...

-... En 81, après 23 ans passés loin du pouvoir, la gauche y revient alors que la bourgeoisie opère le virage libéral pour faire payer sa crise aux peuples. C'est Mitterrand et Mauroy, avec 4 ministres PC, qui vont engager la mise en œuvre de cette politique. Les années 80 seront celles de l'austérité, de la dérégulation bancaire, des odes à la Bourse

-... De 1997 à 2002, le gouvernement Jospin s'adjoindra à nouveau des ministres PC, qui prendront sans rechigner leur part de responsabilité dans la casse économique et sociale, tel Gayssot avec la privatisation d'Air France et de la SNCF… ainsi que des ministres Verts dont Voynet et de la minorité « gauche socialiste » du PS tels Lienemann ou Mélenchon qui s'y chargera de la réforme de la formation professionnelle…

-... Mélenchon expliquait en 2008 « Nous sommes tous des socialistes, des communistes, des écologistes, des trotskystes et même des libertaires à notre manière ! Nous sommes tout cela et nous sommes passionnément républicains ! Bref, nous sommes de gauche, en général et en particulier »…

-... Depuis plus d'un siècle, la bourgeoisie a utilisé la « gauche » pour duper les travailleurs, les faire marcher au pas, mieux désamorcer les résistances ouvrières. Du Front populaire à l'Union de la gauche en passant par la guerre d'Algérie, elle n'a pas craint de lui confier le pouvoir pour gérer les situations de crise, dans des moments où s'exacerbait la lutte de classe ou quand, comme dans les années 30, se posait de façon concrète la question « socialisme ou barbarie ». Fin des extraits.

On se demandera qui des travailleurs ou de ces militants la bourgeoisie a le plus dupés.

Crédibilité zéro. Un exemple caricatural du réformisme au populisme en passant par l'électoralisme.

- Analyse des élections allemandes - République sociale - legrandsoir.info 30.09

Extrait.

- Ces élections en Allemagne, bien que simplement cantonnées à une ville, sont révélatrices de plusieurs choses. La première c'est que les politiques prônées par la grande alliance de la CDU et du SPD ont été vivement sanctionné par les électeurs de Berlin. La deuxième c'est que contrairement à d'autres pays, et notamment le nôtre, les voix manquantes n'ont pas toutes été

adressé à l'extrême-droite, au contraire. Et la troisième c'est donc de fait qu'il existe bel et bien une alternative crédible à gauche incarnant les aspirations populaires de justice sociale et refusant la haine et la racisme. Ce sera désormais aux électeurs et aux électrices français de s'en inspirer et d'éviter le piège de l'extrême-droite. République sociale.

Ils ont juste oublié de signaler aux lecteurs que cette " alternative crédible à gauche" (Die Linke) gouvernait des landers ou administraient des communes avec le SPD (land de Berlin en 2011, Thuringe en 2014, etc.), qui lui-même allait gouverner avec la CDU de Merkel, ou encore avec les Verts eux-mêmes associés à la CDU, et c'est "bel et bien" la réalité.

En guise d'"alternative crédible à gauche" die Linke ou Syriza, Podemos ou feu le Front de gauche, c'est la social-démocratie dégénérée réhabilitée.

En famille. Il avait une double vie ou heureusement qu"on a le droit d'avoir plusieurs ambitions".

- Thierry Lepaon, ex-patron de la CGT : «Je construis ma seconde vie» - LeParisien.fr

Poussé à la démission en 2015 après un scandale sur son train de vie, l'ex-leader syndical a été chargé fin juillet par Manuel Valls d'une mission pour « préfigurer » la future Agence de la langue française pour la cohésion social.

LeParisien.fr - Le « recasage » des syndicalistes au sein de l'état fait polémique, le vôtre en particulier. Vous le comprenez ?

... Ce qui compte c'est d'avoir des envies, des passions et des compétences. On a le droit d'avoir plusieurs parcours, plusieurs ambitions, plusieurs centres d'intérêts dans la vie, heureusement.

LeParisien.fr - Pourquoi vous avoir confié cette mission ?

Manuel Valls sait que ce sujet me tient à cœur. (Ils sont intimes ! - LVOG)

LeParisien.fr - Quel est le montant de votre rémunération ?

Avant comme secrétaire général de la CGT j'avais un salaire de 4 400 euros net sur 13 mois et je n'étais, et de loin, pas le mieux payé. Pour cette mission je touche 4 200 euros par mois. LeParisien.fr 02.10

Collaboration de classes.

- Sélection à l'entrée du master: la ministre fixe les nouvelles règles du jeu - Liberation.fr

Un accord a été trouvé entre les organisations étudiantes et les universités. A partir de 2017, les étudiants recalés au master de leurs vœux, se verront proposer trois autres choix. Liberation.fr

Guerre psychologique ou la machine infernale destinée à embrouiller les esprits. Petite "vertu", aveu, provocation, déni collectif.

Qui a dit :

- "La théorie du genre, qui explique l'identité sexuelle des individus autant par le contexte socio-culturel que par la biologie, a pour vertu d'aborder la question des inadmissibles inégalités persistantes entre les hommes et les femmes ou encore de l'homosexualité, et de faire œuvre de pédagogie sur ces sujets."

Réponse : Najat Vallaud Belkacem, interview accordée à 20 minutes, 31 août 2011.

On aura compris que les inégalités entre les hommes et les femmes n'auraient pas une cause sociale en rapport avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de préserver.

Stratégie du chaos appliquée à l'ensemble de la société, destinée à créer des tensions ou des affrontements entre ses différentes couches ou communautés jusqu'aux plus élémentaires afin de briser la cohésion sociale ou la communauté d'intérêts qui existe entre elles pour les déstabiliser, les affaiblir ou les rendre plus vulnérables encore, de façon à pouvoir plus facilement les manipuler pour leur inculquer ou les soumettre au modèle de société que l'oligarchie a conçue pour elles. C'est machiavélique assurément, mais bien réel puisqu'ils en font la démonstration quasi quotidiennement.

lefigaro.fr - Ces études de genre se sont développées depuis une quarantaine d'années dans le monde universitaire, notamment

outre-Atlantique. Elles visent, selon leurs partisans, à comprendre les mécanismes sociaux qui conduisent aux inégalités entre les hommes et les femmes, et non à nier la différence des sexes.

La loi française prévoit l'enseignement de l'égalité homme-femme à l'école depuis 1989 et des cours d'éducation sexuelle depuis 2001. lefigaro.fr 03.10

Vous avez bien lu le paragraphe précédent, l'enseignement de l'égalité homme-femme à l'école existe depuis 1989, soit 27 ans, cependant voilà ce qu'a déclaré Francette Popineau, du syndicat majoritaire SNUIpp (classé à gauche précise Le Figaro : «...il n'y a pas de programme spécifique dans les manuels scolaires sur l'égalité homme-femme.» (id) L'article du Figaro était illustré avec une image montrant une page d'un manuel scolaire prouvant manifestement le contraire de ce qu'affirme cette "syndicaliste". Question : Pourquoi un tel déni ?

Quel monde de dingues quand on écoute madame Popineau : "On explique aussi que si un garçon veut faire de la danse et une fille de la boxe, ce n'est pas un problème, et on rappelle à l'ordre en cas de propos homophobes. " Donc si un gamin voulait faire de la danse et qu'un de ses camarades se moquait de lui en le traîtant de fille, il serait immédiatement accusé d'homophobie par notre procureur en chef gardienne de l'idéologie officielle qu'elle est encharge de diffuser dans les écoles pour que les enfants y soient formatés dès le plus bas âge.

Qu'est-ce que cela peut bien vous foutre qu'un gosse estime que la danse est un truc de fille et pas de garçon, pourquoi n'aurait-il pas le droit de le penser, il n'en sait sans doute rien lui-même, tout comme vous vous ne savez même pas pourquoi vous lui reprocher.

Vous voulez jouer à ce jeu-là, alors allons-y. Comment se fait-il qu'une personne aux capacités intellectuelles aussi primaires ou limitées, aux facultés mentales manifestement déficientes, au comportement aussi despotique a-t-elle pu obtenir des responsabilités syndicales, au nom de qui vous exprimez-vous, qui légitime votre mandat, ceux qui subventionnent votre syndicat, l'Etat ? Qui vous permet de porter un jugement sur ce que pense un gosse et d'orienter ses idées ? Certainement pas ce gosse ou ses parents que vous ne connaissez même pas ou qui ne vous ont rien demandé en la matière. Au lieu de vous transformer en milicienne de la pensée de ces gosses, vous feriez mieux de vous en tenir à votre fonction originelle qui est de transmettre des connaissances ainsi que les instruments logiques pour les rendre attrayantes et compréhensibles.

Ne serait-ce pas plutôt la société qui serait responsable de ce que ces parents et leur gosse pensent ? Sauf que voilà, une telle appréciation aboutirait à la conclusion qu'il faut la changer, ce qui nécessiterait un autre niveau d'engagement que le vôtre, de faire preuve de plus de discernement et de courage, car c'est plus facile de s'en prendre à des gosses et leurs parents, de les culpabiliser, de les juger et de leur donner des leçons, de s'accommoder de cette société que de l'affronter.

C'est très grave de caractériser d'homophobes les propos naïfs d'un jeune enfant, vous portez un jugement et vous outrepassez vos droits. On n'ose même pas imaginer ce que vous devez penser de ses horribles parents, mais ce gosse l'a bien compris, ainsi vous le dressez contre ses parents qui seraient responsables de ses idées ou de son comportement, poussant ce gosse à leur reprocher donc à juger à son tour ses parents, provoquant un affrontement entre eux inutile et dommageable qui contribuera à un peu plus compliquer les rapports qu'ils ont entre eux, bref, en terme d'éducation on ne peut pas imaginer pire pédagogie. C'est le législateur, bien connu pour ses intentions généreuses, qui vous a autorisé à vous substituer aux parents, et vous, vous avez accepté de jouer ce rôle auprès de leurs enfants quitte à les déconsidérer à leurs yeux, comme si la tâche des parents n'était pas déjà suffisamment compliquée pour assumer leurs responsabilités envers leurs enfants. Vous faites sans doute partie de ceux qui leur reprochent de ne pas avoir suffisamment d'autorité sur leurs enfants, et là vous la sapez un peu plus, parce que selon vous l'ensemble de la population sans distinction de classe, de statut ou de condition sociale devrait adopter unanimement les mêmes idées et les même rapports que les vôtres, ce qui au demeurant est fort injuste, une prétention exorbitante qui a uniquement cours sous un régime despotique.

Votre conception de la liberté de pensée pour le moins étriqué et archaïque se limite à la vôtre en somme, elle ne peut constituer un exemple à suivre ni par des enfants ni par leurs parents.

La même question vaut pour les éditeurs.

- Les éditeurs assurent qu'il n'y a "nulle part de théorie du genre dans les manuels scolaires" - Franceinfo 03.10

Guerre psychologique. Comment formater de force les consciences dans une société de plus en plus individualiste et inégalitaire de manière à ce que tous les rapports tournent à l'affrontement entre personnes de sexe différent ou générations différentes.

L'OMS alerte sur les discriminations dont sont victimes les personnes âgées

- Moqueries, brimades, préjugés… - LeFigaro.fr 03.10

Heureusement encore que le peuple n'a pas de péjugé sur la police, l'armée, les patrons, les actionnaires et les banquiers...

Guerre psychologique. La pornographie à l'aide du populisme.

Une pub pour un salon érotique s'attaque à la société espagnole "hypocrite" - Franceinfo

Censée faire la promotion d'un salon érotique, la vidéo s'attaque à plusieurs institutions traditionnelles de l'Espagne et a été vue près de trois millions de fois en quelques jours.

"Je m'appelle Armana Miller. Je suis une actrice porno née dans un pays hypocrite". La vidéo, de l'agence publicitaire Vimema, démarre fort. Les institutions espagnoles en prennent pour leur grade. Eglise, famille, corrida, système politique... Cette campagne, lancée le 27 septembre pour assurer faire la promotion d'un salon érotique, a déjà été vue près de trois millions de fois dans le pays.

"Un pays qui traite les migrants comme des déchets"

Contre la corrida, de plus en plus contestée en Espagne, la vidéo attaque : "Un pays qui aime la vie, mais où l'on l'on tue au nom de l'art." Sur la politique migratoire, dans un pays confronté à l'arrivée de nombreux clandestins par le détroit de Gibraltar : "Un pays qui traite les migrants en héros et les immigrants comme des déchets." On y aperçoit également des représentants religieux et des symboles de corruption des élites politiques.

Les producteurs se posent en résistants : "Oui, nous vivons dans un pays écœurant d'hypocrisie, mais nous sommes quelques-uns à résister." Une résistance qui fait parler d'elle dans le royaume et dépasse largement le cadre des amateurs d'érotisme. Franceinfo 03.10

Pour beaucoup, c'est à ne rien y comprendre. Ils dénoncent un procédé (l'hypocrisie) auquel ils recourent eux-mêmes, de sorte qu'on ne sera pas tenté de les accuser d'y recourir. Et ça marche !

En fait ils font preuve d'une démagogie inouie en instrumentalisant les préjugés d'une partie des masses pour la dresser contre le reste de la société au lieu de s'unir, et pendant ce temps-là le gouvernement applique tranquillement sa politique.

Si on devait relever, dénoncer et combattre les pratiques ou les rapports détestables qui ont cours dans leur société on en viendrait à se coller une balle dans la tête ou à fuir sur une île déserte, mais comme on n'en aurait pas le courage, on en arriverait à détester la terre entière, c'est leur objectif.

Bien sûr que la corrida est une coutume barbare d'un autre âge, comme tant d'autres à travers le monde. Que dire alors du traitement épouvantable réservé aux animaux dans les élevages intensifs ou les abattoirs, la vivisection et autres expérimentations que pratiquent les laboratoires pharmaceutiques (y compris parfois sur des humains), etc. ces pratiques sont réalisées sur une échelle industrielle et sont légitimes, de la même manière que pour la corrida elles trouveront des adeptes ou perdureront aussi longtemps que nous n'auront pas renversé l'ordre établi.

Plus basique encore, que dire du sport en général, jouer à la ba-balle, se taper sur la gueule, rouler ou courir le plus rapidement possible, etc. je ne dirais pas que c'est inutile, quelque part c'est complètement débile. Alors que faut-il penser quand on observe les foules qui y participent ou en sont les spectateurs hystériques, que c'est finalement à l'image de cette société qui pour le meilleur et le plus souvent pour le pire continue de faire son histoire inconsciemment ou contribue à son propre malheur.

Dénoncer les tares de cette société est le pendant ou le complément démagogique de la dénonciation des excès du capitalisme pour le réformer et non pour l'abolir, cette entreprise sert les mêmes intérêts politiques.

Corruption. Comment votre force de travail sert à financer une entreprise destinée à assurer la stabilité du régime.

- CICE : c'est acté pour les associations - latribune.fr

Quatre ans après la création du CICE en faveur des entreprises, le monde associatif bénéficiera à son tour d'un crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires, à compter du 1er janvier 2017. La mesure déflorée à plusieurs reprises était attendue. L'annonce doit être officialisée par Manuel Valls, le Premier ministre, ce vendredi 7 octobre à 17 heures, en présence notamment de Yves Blein, député maire PS de Feyzin, dans le Rhône. Ce dernier, rapporteur du projet de loi sur l'économie sociale et solidaire, a été investi de missions parlementaires à ce sujet.

Le secteur privé non lucratif réunit 1,4 million d'associations. Elles sont 165 000 à employer les 1,8 million de salariés de cet

univers. Et 80 % des postes sont concentrés dans des associations employant plus de 50 personnes. De loin le premier employeur, la Croix Rouge totalise 18 000 collaborateurs. S'il ne s'agit pas d'améliorer la compétitivité économique de la France, à proprement parlé, l'enjeu économique n'est pas insignifiant. Reste à connaître le coût de ce geste et les modalités précises d'application de ce renouveau de la fiscalité des associations soulevé dès la fin 2012. latribune.fr

Que vous travaillez ou non , vous payez des impôts ne serait-ce qu'indirects (TVA), cet argent va dans les caisses de l'Etat qui va s'en servir pour financer les services publics notamment (et ses guerres). Quand des entreprises privées de type associatif ont pris le relais de services publics qui ont disparu, elles perçoivent des subventions de l'Etat tirées sur vos impôts, elles emploient des salariés qu'elles rémunèrent, alors pour les soulager de cette charge, l'Etat va prendre en charge une partie de leurs salaires sous forme de "crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires", parce qu'elles subissent les mêmes lois de fonctionnement du capitalisme que n'importe quelle entreprise privée commerciale qui voient ses charges augmenter et ses profits diminuer, pour qu'elles ne disparaissent pas.

Stratégie du chaos.

Une provocation destinée à l'extrême droite, autant pour l'exciter que pour alimenter sa propagande xénophobe et raciste. Un coup de maître pour amener le mouvement ouvrier dans le camp de l'OTAN.

- Nouvelle manifestation contre le projet d'un camp de migrants dans les Yvelines - LeFigaro.fr

La municipalité LR de Louveciennes attend plusieurs milliers de personnes dimanche dans un défilé allant de la mairie jusqu'au terrain convoité par l'État. LeFigaro.fr

- Accueil de migrants : la justice s'oppose à un référendum local - LeMonde.fr

Le conseil municipal d'Allex (Drôme), où l'Etat a ouvert un centre d'accueil et d'orientation, envisageait une consultation populaire. Le tribunal administratif de Grenoble l'a jugée illégale. LeMonde.fr

- Indignation après des tirs sur un centre de migrants - Reuters

- Des élus d'Occitanie hostiles à l'accueil de migrants - Reuters Reuters

- Manifestations apolitiques contre des centres pour migrants - AFP

Quelques centaines de personnes ont manifesté samedi de façon apolitique à Pierrefeu-du-Var (Var) et à Forges-les-Bains (Essonne) contre des centres d'accueil pour migrants, dénonçant un "projet imposé" par le gouvernement. AFP

- Centre de déradicalisation : les élus de Beaumont-en-Véron rappellent l'État à l'ordre -LeFigaro.fr

«Constatant des difficultés» liées au site, dans le superbe château de Pontourny, le maire, Bernard Château, et 23 conseillers municipaux, «demandent à l'unanimité» au gouvernement «de tenir intégralement ses engagements», notamment sur le profil des candidats à la déradicalisation. LeFigaro.fr

Guerre psychologique et fabrication du consentement.

Pas de démocratie sans pétards (balles perdues incluses) !

- Sondage : 52% des Français favorables à la vente du cannabis sous contrôle de l'Etat - LeParisien.fr

- Légalisation du cannabis : « il faut sortir du tabou » plaide Esther Benbassa - Public Sénat

À la différence des politiques, les Français sont-ils prêts pour la légalisation du cannabis ? C'est ce que veulent croire les intervenants d'un colloque au Sénat ce lundi organisé à l'initiative de la sénatrice EELV, Esther Benbassa. Public Sénat

- Au Canada, une école va former à la culture du cannabis - LeMonde.fr

La formation doit débuter l'an prochain au Nouveau-Brunswisck, où deux entreprises prévoient d'ouvrir des sites de production de cannabis. LeMonde.fr

Et à la consommation ?

Hollanderies en oligarchie. Juppé le recours. Cosse la vermine.

En famille. En votant ou en appelant à voter Hollande en 2012 ouvertement ou à demi-mot, c'est comme si vous aviez voté Sarkozy.

- 2017 : Hollande prêt à voter pour Sarkozy au second tour face à Le Pen - LeFigaro.fr

En dernière analyse, que vous soyez de droite ou de gauche, cela revient au même. Il n'est pas politiquement correct d'aborder ce sujet au sein du mouvement ouvrier et on peut comprendre pourquoi. Nous ne faisons pas un amalgame, nous nous en tenons aux faits, sur le fond.

Si nos dirigeants se figurent qu'ils pourront éternellement faire l'économie de cette discussion, ils se leurrent, car il se trouvera toujours un militant pour leur rappeler qu'en agissant de la sorte ils se seront rendus complices d'une imposture aux conséquences tragiques et incalculables, jamais ils ne pourront dormir l'esprit tranquille, nous y veillerons.

En famille avec l'extrême droite. Quand Hollande s'aligne sur les ultra sionistes en déclarant que l'islam et les musulmans sont un "problème".

La Point - Dans Un président ne devrait pas dire ça..., le nouvel ouvrage des journalistes du Monde Gérard Davet et Fabrice Lhomme à paraître mercredi 12 octobre, François Hollande apparaît sous un visage troublant. François Hollande n'hésiterait pas à voter pour Nicolas Sarkozy si celui-ci était opposé, au second de la présidentielle, en mai 2017, à la présidente du Front national, Marine Le Pen. « Oui, moi je le ferais. J'irais, pour voter contre Le Pen. Il faut se rappeler, c'était déjà très dur pour moi d'appeler à voter Chirac en 2002. (...) S'il fallait appeler à voter Sarkozy, on le ferait », confie-t-il.

« Qu'il y ait un problème avec l'islam, c'est vrai. Nul n'en doute », déclare encore le président lors d'une des conversations avec les journalistes.

« Après, ce qui peut poser un problème, c'est si les musulmans ne dénoncent pas les actes de radicalisation, si les imams se comportent de manière antirépublicaine », dit encore François Hollande, pour qui « la femme voilée d'aujourd'hui sera la Marianne de demain ». « Parce que d'une certaine façon, si on arrive à lui offrir les conditions de son épanouissement, elle se libérera de son voile et deviendra une Française, tout en étant religieuse si elle veut l'être, capable de porter un idéal », plaide le chef de l'État. lepoint.fr 11.10

Pourquoi Hollande est-il toujours le candidat préféré de l'oligarchie ?

Parole d'internautes

1- "Délirant, subitement ces guignols veulent réformer la constitution, construire des prisons, réduire les impôts, etc. et ils ont la Une des médias non seulement France Télévision (les esclaves du pouvoir payés par le contribuable !), même le Figaro est aux premières loges..."

2- "Il n'y a que des philosophes dans les commentaires "yahoo". Soit on est pro-américain et on doit dire à longueur de journées que les bombardements américains ne tuent que des djihadistes et que Assad et Poutine ne tuent que des civils. Et que tout crime que les Américains peuvent commettre sur la terre ce n'est que pour le bien de l'humanité. Sinon on est fiché FN, nazis, alliés de Bachar et de Poutine, donc un traître, un terroriste."

Fabrication du consentement. Soit, si vous ne voulez plus de Hollande, on vous imposera Juppé.

En oligarchie, c'est pratique, on connaît le nom des élus à l'avance.

- L'élection de 2017 est-elle déjà jouée ? - Liberation.fr

Le sondage Viavoice que publie «Libération» confirme la tendance d'un second tour Alain Juppé-Marine Le Pen. Mais ce ne sont pas toujours les structures d'opinion qui font l'élection...

Sous la richesse de l'actualité, l'élection présidentielle de 2017 serait-elle gouvernée par de puissantes logiques structurelles ? L'analyse des données d'opinion recueillies par Viavoice pour Libération révèle trois constantes majeures, confirmées depuis près de deux ans : la diversité des gauches, la pérennité de la stature présidentielle d'Alain Juppé, et les scores élevés en faveur de Marine Le Pen.

La diversité des gauches, en amplification depuis le début du quinquennat de François Hollande, est une nouvelle fois confirmée par le sondage que publie Libération ce lundi : interrogés sur le «meilleur candidat pour rassembler la gauche», les sympathisants de gauche citent à équivalence Emmanuel Macron (22%), Manuel Valls (21%), François Hollande (21% également), Jean-Luc Mélenchon (20%) et Arnaud Montebourg (18%).

La prééminence présidentielle d'Alain Juppé est un cas d'école : 47% des Français estimaient déjà en décembre 2015 qu'il serait un «bon président de la République pour la France à partir de 2017», et ce score est encore exactement identique aujourd'hui, après deux années d'oscillations comprises entre 45% et 51%, et un score toujours supérieur de plus de dix points à ceux de ses possibles compétiteurs de droite. L'ancien Premier ministre bénéficie de qualités perçues de rassemblement, de compétences et d'apaisement, et peut faire valoir la confiance qui lui est décernée comme un atout concurrentiel pour «battre Marine Le Pen» au second tour. Liberation.fr 03.10

Alain Juppé figure parmi les signataires d'un traité secret consacré à la partition de la Syrie (Article du Réseau Voltaire), rien que pour cela il méritait d'être désigné par l'oligarchie comme leur second candidat avec Hollande au cas où celui-ci déclarerait forfait ou serait battu au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Ils pourraient se rabattre vers Valls, mais il semble déjà usé jusqu'à la corde, tout comme Sarkozy, ils ont besoin d'un président plus discret, qui se maîtrise ou qui porte moins à polémique, ils peuvent avoir des doute sur Juppé.

Le candidat de l'oligarchie vous emmerde et franchement il aurait tort de se gêner.

- Juppé "emmerde" ceux qui le trouvent "très conventionnel" - Le Huffington

Alain Juppé, candidat à la primaire de la droite, "emmerde" ceux qui le jugent "très conventionnel", lance-t-il dans un documentaire diffusé lundi soir sur France 3. Que répond-il "aux gens qui disent 'Juppé il est très conventionnel, qu'est-ce qu'on va se faire chier...'?", lui demande Franz-Olivier Giesbert dans un documentaire consacré au maire de Bordeaux. "Je les emmerde! Moi, je ne m'emmerde pas dans la vie. Alors s'ils se font chier avec moi, qu'ils aillent voir ailleurs, hein!", lance-t-il tout à fait sérieusement.

Interrogé sur la politique, ses proches mais aussi ses goûts musicaux ou encore la religion, il confie: "J'aime bien aller à la messe parce qu'au moins pendant une heure, personne ne vous emmerde." Le Huffington 04.10

- Primaire à droite : 71% des Français pensent que le vainqueur sera le prochain président de la République - Franceinfo

Pour les Français, Alain Juppé est le candidat qui offre le plus de chances à la droite de remporter la prochaine élection présidentielle. Franceinfo 09.10

- Sondage: Macron, jugé le plus présidentiable à gauche... mais pas vraiment de gauche. - Liberation.fr

Sa candidature, s'il se présentait, pourraît être destiné à faire perdre des électeurs à Juppé, qui sur le fil du rasoir serait battu au premier tour par Hollande le candidat préféré de l'oligarchie ou son supplétif, Valls par exemple.

Vichysme. Appel à la délation.

- Migrants: Emmanuelle Cosse appelle à dénoncer les "actions racistes" - L'Express.fr

En oligarchie l'imposture devient un mode de gouvernance permanent.

- Hollande veut plus de démocratie en préservant les institutions. - Reuters

Comment ? La réponse :

- Manuel Valls annonce un objectif de 33 nouvelles prisons - Reuters

Mais encore ou pour cause :

- Loi travail : cinq manifestants condamnés à de la prison avec sursis - LeMonde.fr

Cinq manifestants ont été condamnés à de la prison avec sursis, mardi 5 octobre, pour avoir commis des violences à l'occasion d'une journée d'action anti-loi travail à Lille à la fin du mois de juin, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

L'un d'eux a été condamné à six mois de prison avec sursis, quatre autres à trois mois avec sursis assortis de 140 heures de travail d'intérêt général et un sixième a été condamné à 200 euros d'amende.

Six manifestants, parmi lesquels un militant CGT, avaient été interpellés le 28 juin, tôt le matin, après avoir entravé l'accès à un important nœud routier dans le sud de Lille, notamment en brûlant des pneus.

Les six prévenus étaient notamment poursuivis pour « entrave à la circulation des véhicules sur une voie publique », « participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou dégradations de biens », et aussi pour « dégradations ou détériorations du bien d'autrui aggravées ».

Le tribunal a relaxé l'ensemble des personnes mises en cause pour le chef de participation à un groupement. Les condamnations sont conformes aux réquisitions du parquet, a précisé une source judiciaire. LeMonde.fr 05.10

Et pour qu'on comprenne bien finalement sous quel régime nous sommes :

- Les tarifs bancaires s'envolent - bfmtv.com

Selon une étude dévoilée par Le Parisien ce jeudi 6 octobre, les tarifs bancaires ont connu des évolutions entre 2012 et 2016 allant parfois jusqu'à plus de 100% de hausse pour certains services. Dans le même temps, plusieurs établissements ont imposé des frais pour tenue de compte depuis janvier.

Pour justifier ces hausses de tarifs, les établissements rappellent qu'ils sont confrontés à un certain nombre de difficultés: contraintes réglementaires plus lourdes, plafonnement des commissions d'intervention ou encore des taux bas qui rognent les marges. bfmtv.com 06.10

Ou encore :

- Cotisations chômage: Valls exclut "une taxation des plus hauts salaires" - AFP

Le Premier ministre, Manuel Valls, a "exclu" dimanche, dans le cadre de la lutte contre les déficits du régime d'assurance chômage, de déplafonner les cotisations chômage des hauts salaires, lors du Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro. AFP 02.10

Plus fort encore :

- EDF va récupérer environ un milliard auprès de ses clients - Reuters

EDF va récupérer environ un milliard d'euros auprès de ses clients français après une hausse rétroactive des factures imposée au gouvernement par le Conseil d'Etat, selon deux arrêtés publiés au Journal officiel (JO).

La juridiction administrative avait annulé mi-juin un arrêté qui limitait à 2,5% l'augmentation des tarifs de l'électricité survenue en 2014, une hausse jugée trop faible pour compenser les augmentations insuffisantes des années précédentes.

Selon deux arrêtés et deux délibérations de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) publiés au JO, la hausse rétroactive atteindra 999 millions d'euros pour la période du 1er août 2014 au 31 juillet 2015 et concernera principalement les tarifs "bleus" appliqués à quelque 28 millions de ménages.

La CRE a précisé dans ses délibérations que le rattrapage sur les factures des particuliers atteindrait environ 30 euros en moyenne, pour un total de 815 millions. Reuters

Mélenchonneries et intentions douteuses.

En famille. Au-delà des "bavardages".

- Des crimes de guerre en Syrie ? Mélenchon parle de "bavardages" - AFP

Mélenchon a qualifié de "bavardages" l'attitude de Hollande envers Poutine, alors qu'en réalité la position adoptée par Hollande a été dictée par le rejet par la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution présentée par la France, résolution calquée sur le scénario qui avait ouvert la voie au bombardement de la Libye par l'OTAN... "bavardages" qui se rapporte en fait au sort de tout un peuple, et au-delà de ceux du Moyen-Orient.

Mélenchon s'est bien passé de citer les "crimes de guerre" commis par le gouvernement français (américain, etc.) en Syrie depuis 2012 qui n'a cessé d'armer les barbares de Daesh et du Front al-Nosra qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple.

En condamnant la révolution prolétarienne, Mélenchon a fait le choix du capitalisme au détriment du socialisme.

- 2017: Mélenchon défend sa "stratégie révolutionnaire, pacifiste et démocratique" - AFP

Le candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon a décrit dimanche sa "stratégie révolutionnaire, pacifiste et démocratique", pour permettre, s'il est élu en 2017, "le retour du pouvoir du peuple sur ses affaires" par la convocation d'une Assemblée constituante.

"Les révolutions, en général, ne surgissent pas à la commande, mais elles sont le résultat de grandes tensions que la société a été incapable d'évacuer par des méthodes pacifiques et démocratiques, comme c'est le cas aujourd'hui", a expliqué le candidat de "La France insoumise" lors de l'émission Le Grand Jury (RTL/Le Figaro/LCI).

"Le bouchon est là, et à un moment donné, la superstructure explose et les choses se mettent en place", a-t-il développé, estimant que les révolutions violentes "sont toujours des échecs". (Reprenant à son compte les analyses qu'en ont faites les historiens et commentateurs du régime. - LVOG)

"Je ne prône, d'aucune façon, aucune violence, au contraire, je les combats", a insisté le député européen, assurant encourager par son programme "la lutte à fond contre la violence que représentent 530 morts au travail par an ou le suicide tous les 2 jours d'un paysan". AFP 09.10

Discours populiste qui consiste à condamner d'emblée la violence révolutionnaire dont devra faire usage le prolétariat pour s'emparer du pouvoir politique face à la machine répressive dont l'Etat fera forcément usage pour préserver les privilèges et le pouvoir de la classe des capitalistes, ce qui revient à les légitimer, à capituler devant notre ennemi en interdisant aux travailleurs de recourir au seul moyen à leur disposition pour renverser l'ordre établi.

Vous aurez constaté que cet agent du capital le confirme lui-même, lorsqu'il préconise pour résoudre les "grandes tensions" qui secouent "la société" de recourir à des "méthodes pacifiques et démocratiques" qui n'ont jamais permis nulle part dans le monde aux travailleurs de prendre le pouvoir, ce qui est normal puisque ce n'est pas son objectif politique.

Ce contre-révolutionnaire ou cet ennemi déclaré de la classe ouvrière s'emploie ici à donner à ses maîtres un gage de bonne conduite consistant à dire : Ne vous inquiétez pas messieurs les oligarques, je n'irai jamais jusqu'à remettre réellement en cause votre pouvoir ou le régime, d'où les tribunes que leurs médias lui accordent si généreusement.

POID. Internationalisme prolétarien et intentions pour le moins douteuses ou inavouables.

On ne vit décidément pas dans le même monde et on n'a assurément pas les même objectifs politiques.

- Yémen. Les Emirats Arabes Unis rejoignent la coalition contre les Houthis - lepetitjournal.com/dubaï 31.03.2015

Les Yéménites apprécieront cette info :

(Facebook) POID - La Tribune des Travailleurs

10 octobre 2016 (15 h) – Alstom qui avait décidé il y a quelques semaines de transférer son usine de construction ferroviaire de Belfort se porte bien. L'entreprise vient de signer un contrat de 1,3 milliards d'euros pour la construction du métro de Dubaï.

Commentaire d'un militant du POID:

Philippe Tribouillard : J'avais des doutes sur la santé d'Alstom...

Quelle noble attention, vous êtes actionnaire ? Nous n'en avions pas sur celle des Yéménites

Médias, Syrie et Russie.

Syrie : Une journaliste britannique révèle la gigantesque intox médiatique sur Alep - arretsurinfo.ch 12.10

Alep - L'intox monstrueuse dénoncée (Journaliste britannique)

https://www.youtube.com/watch?v=R87yEY_s2xk

Média-oligarque. Le Parisien propriété de Bernard Arnault, un instrument populaire de propagande.

- Meeting à Strasbourg : la leçon de démocratie de Macron - LeParisien.fr

- Syrie : Poutine, le cauchemar d'Alep - LeParisien.fr

- La Destruction de la Syrie : Une entreprise criminelle conjointe - Counterpunch 04.10

Avaaz fait actuellement circuler une pétition qui a recueilli plus d'un million de signatures et vise un million et demi. Il est susceptible de les obtenir, avec des formules telles que : « 100 enfants tués à Alep depuis vendredi dernier. Ça suffit ! » Avaaz poursuit : « Il n'y a pas de moyen simple pour mettre fin à cette guerre, mais il n'y en a qu'un pour faire cesser cette terreur venue du ciel – que partout les gens exigent l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne pour protéger les civils. »

Une zone d'exclusion aérienne ? Ça ne vous rappelle rien ? Ce fut le stratagème qui a servi à détruire les défenses aériennes de la Libye et qui a ouvert la voie à un changement de régime en 2011. Il fut promu avec zèle par Hillary Clinton, qui est également connue pour être favorable à l'application de cette même stratagème en Syrie. Et lorsque l'Occident parle de « zone d'exclusion aérienne », cela signifie que certains peuvent utiliser l'espace aérienne et d'autres pas. Avec la zone d'exclusion aérienne en Libye, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont pu faire voler leurs avions partout où ils voulaient, en tuant d'innombrables civils, en détruisant les infrastructures et en permettant aux rebelles islamiques de s'emparer d'une partie du pays. La pétition d'Avaaz fait la même distinction. Certains auraient le droit de faire voler leurs avions et d'autres pas. « Lançons un appel mondial retentissant à Obama et à d'autres dirigeants pour qu'ils résistent à la terreur de Poutine et d'Assad. C'est peut-être notre dernière et meilleure chance pour aider à mettre fin à cette assassinat en masse d'enfants sans défense. Signez. » Il ne s'agirait donc que d'une affaire d'assassinat en masse d'enfants sans défense, qu'il faudrait arrêter, et pour ce faire il faudrait faire appel au Roi des Drones, Obama, pour mettre fin à cette « terreur venue du ciel. »

Pas seulement Obama, mais aussi d'autres dirigeants « bons » et membres de l'OTAN : « A l'attention du président Obama, du président Erdogan, du président Hollande, du Premier Ministre May, et à d'autres dirigeants du monde : en tant que citoyens du monde entier horrifiés par le massacre d'innocents en Syrie, nous vous appelons à faire respecter une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie, y compris Alep, pour arrêter le bombardement des civils syriens et veiller à ce que l'aide humanitaire parvienne à ceux qui ont le plus besoin. »

Le moment choisi pour lancer cette pétition est éloquente. Elle arrive au moment même où le gouvernement syrien fait le forcing pour mettre fin à la guerre en reconquérant la partie orientale d'Alep. Elle fait partie de la campagne de propagande massive en cours pour réduire la conscience de l'opinion publique de la guerre en Syrie à deux aspects : les enfants victimes et l'aide humanitaire. (...)

La guerre n'est plus que l'étrange caprice d'un « dictateur », qui se divertit en bombardant des enfants sans défense et en bloquant l'aide humanitaire. Un tel point de vue réduit la guerre de cinq ans en Syrie à la situation telle qu'elle fut décrite en Libye pour justifier la zone d'exclusion aérienne : rien qu'un méchant dictateur qui bombarde son propre peuple. Pour le public qui aime consommer les événements mondiaux sous forme de conte de fées, tout ça se tient. Signez une pétition sur votre ordinateur et sauvez les enfants.

La pétition d'Avaaz ne vise pas à mettre fin à la guerre et à rétablir la paix. Elle vise à l'évidence à faire obstacle à l'offensive du gouvernement syrien pour reprendre Alep. L'armée syrienne a subi de lourdes pertes en cinq ans de guerre, ses recrues potentielles ont en effet été invités à échapper à un service militaire dangereux en se rendant en Allemagne. La Syrie a besoin d'une puissance aérienne pour limiter ses propres pertes. La pétition d'Avaaz appelle à paralyser l'offensive syrienne et donc à se ranger du coté des rebelles. (...)

Le résultat le moins pire serait que le gouvernement d'Assad remporte la victoire, afin de préserver l'Etat. Pour cela, les forces armées syriennes doivent reprendre la partie orientale d'Alep occupée par les rebelles.

Le travail d'Avaaz est d'obtenir de l'opinion publique une opposition à cette opération militaire, en la décrivant comme rien d'autre qu'un effort conjoint russo-syrien visant à assassiner des civils, en particulier des enfants. Pour cela, ils appellent à une opération militaire de l'OTAN pour abattre (c'est cela que signifie « zone d'exclusion aérienne ») les avions syriens et russes qui offrent un soutien aérien à l'offensive de l'armée syrienne. Même des mesures aussi drastiques ne visent pas à mettre fin à la guerre. Elles visent seulement à affaiblir le vainqueur pour l'empêcher de gagner. Pour prolonger l'impasse. Cela signifie - pour employer l'absurde expression populaire en cours pendant la guerre de Bosnie - la création d'un « terrain de jeu équitable », comme si la guerre était un match sportif. Cela signifie prolonger la guerre jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien de la Syrie, et que ce qui reste de la population syrienne aille remplir les camps de réfugiés en Europe. (...)

La vérité est que la Syrie est victime d'une entreprise criminelle prévue de longue date pour détruire le dernier état laïc nationaliste arabe indépendant au Moyen-Orient, après à la destruction de l'Irak en 2003. Bien qu'attribué à la répression gouvernementale des « manifestations pacifiques » en 2011, le soulèvement armé avait été prévu depuis des années et a été soutenu par des puissances extérieures : l'Arabie Saoudite, la Turquie, les Etats-Unis et la France, entre autres. (...)

Cette conspiration flagrante et tout à fait transparente pour détruire la Syrie est un grand crime international, et les États mentionnés ci-dessus sont co-conspirateurs. Ils sont rejoints dans cette entreprise criminelle collective par des organisations soi-disant « humanitaires » comme Avaaz qui diffusent une propagande de guerre sous couvert de la protection des enfants. Cela fonctionne parce que la plupart des Américains ne peuvent tout simplement pas croire que leur gouvernement serait capable de telles choses. Parce que les gens ordinaires normaux sont bien intentionnés et détestent voir des enfants tués, ils imaginent que leur gouvernement doit être pareil. Il est difficile de surmonter un telle foi réconfortante. Il est plus naturel de croire que les criminels sont des gens méchants dans un pays auquel on ne comprend rien. (...)

Et parmi les complices de cette entreprise criminelle on trouve toutes les organisations pro-gouvernementales « non gouvernementales » telles que Avaaz qui repoussent les limites de l'hypocrisie en exploitant la compassion pour les enfants afin de justifier et perpétuer ce crime majeur contre l'humanité et contre la paix dans le monde. (La Destruction de la Syrie : Une entreprise criminelle conjointe (Counterpunch) 04.10)

Cibles à abattre.

- Syrie : les casques blancs au coeur de l'enfer - LeParisien.fr

- Les gouvernements « occidentaux » ont versé plus de 70 millions de dollars aux « Casques blancs », la fausse « Défense civile syrienne » créée par la firme de relation publique Purpose Inc. de New York, pour faire et pour diffuser des photos et des films qui désignent l'insurrection islamique en Syrie comme « bonne » et le gouvernement syrien et ses alliés comme « méchant » (des milliards (!) supplémentaires sont consacrés chaque année à l'approvisionnement en armes des mercenaires du camp djihadiste et à leurs salaires). (Moon of Alabama 06.10)

A lire aussi :

- Casques Blancs: Des sauvetages soigneusement mis en scène - Arrêt sur Info 07.10

- Les « Casques Blancs » main dans la main avec les groupes terroristes en Syrie - Arrêt sur Info 25.09

L'entreprise commerciale américaine Netflix, qui diffuse des films et séries télévisées en ligne, a consacré aux Casques Blancs un « documentaire choc« . Diffusé depuis le 16 septembre, sur tous les continents et à grand renfort de publicité, ce film de pure propagande, à la gloire des Casques Blancs – une prétendue organisation « humanitaire syrienne » financée par les puissances qui épaulent les groupes terroristes dits « rebelles modérés » -, est destiné à entretenir la fiction que le gouvernement Assad et l'armée régulière syrienne n'agissent pas en faveur de leur peuple, mais bombardent délibérément des civils.

Le documentaire de Netflix, est une compilation d'images prises en zones terroristes où opèrent ces prétendus défenseurs civils qui se disent « a-politiques ». Il s'agit d'une propagande fort bien orchestrée qui n'en est pas moins abondamment reprise ces jours-ci par les grands médias sans aucunement vérifier qui sont ces Casques Blancs, qui les finance, où ils se situent et qui sont ces « vies » qu'ils prétendent sauver.

Les Casques Blancs ont reçu plus de 60 millions dollars et auraient « sauvé 60 000 vies »

Quand il s'agit de la guerre en Syrie – comme démontré par de nombreux témoignages dans nos colonnes [1] – les médias traditionnels, et nombre de grosses ONG, prennent fait et cause pour les forces qui financent les groupes de combattants armés (95 % d'entre eux viennent de l'étranger selon les services de renseignement allemands) engagés à renverser l'Etat syrien en violation du droit international.

« Les Caques Blancs se présentent eux-mêmes en héros de la guerre de Syrie, se donnant pour des sauveteurs médicaux humanitaires indépendants. En réalité, comme l'ont démontré l'écrivain Vanessa Beeley et le réalisateur Steve Ezzedine, cette ONG est étroitement liée à Jabhat al Nusra et a participé à des regroupements confessionnels forcés et à des exécutions. Alors qu'e cette organisation prétend ne recevoir de subventions de la part d'aucun Etat, les gouvernements du Royaume Uni et des États-Unis ont reconnu lui avoir versé des dizaines de millions de dollars. »

« Dans la tentative d'obtenir une légitimité morale, Washington utilise des ONG proches des milices, pour confirmer la fiction que l'armée syrienne n'agit pas, mais attaque les civils. Au premier rang de ces ONG [Organisations non gouvernementales, ndlr] sont Les Casques blancs alias «défense civile syrienne », qui est devenue la source principale des accusations affirmant que les avions syriens et russes ciblent les hôpitaux. »

« En fait Les Casques blancs, qui prétendent être indépendants, sont dirigé par l'ancien soldat britannique James le MESURIER, cofinancé par le gouvernement américain et britannique, opérant dans les zones sous le contrôle de l'organisation terroriste Front al Nosra; groupe interdit par le Conseil de sécurité de l'ONU. Chaque attaque contre al Nosra est ainsi décrite comme une attaque dirigée contre des «civils» et des centres de soins, ou sur des personnels de santé. La même chose vaut pour Médecins sans frontières (MSF), qui finance les cliniques d' al Nosra (la plupart du temps sans bénévoles étrangers) dans plusieurs zones tenues par les terroristes. »

« Les contradictions entre la politique et la pratique des États-Unis ont récemment été mises en évidence lorsque le chef syrien des Casques Blancs, Raed SALEH, s'est rendu aux Etats-Unis pour recevoir un prix humanitaire, mais n'a pas eu la permission d'entrer sur le sol Américain et a été renvoyé à Istanbul car il est associé à Al-Nosra. »

Seconde cible à abattre.

- Syrie: les terroristes utilisent un camion d'aide humanitaire pour le transfert de roquettes - presstv.com

Le groupe terroriste Ahrar al-Cham se sert des camions d'aide humanitaire de la Croix rouge pour transporter ses missiles dans le nord de la province de Hama.

Le bureau médiatique de ce groupe affilié à Al-Qaïda a diffusé dimanche 2 octobre des images de tir de roquettes sur l'aéroport militaire de la province de Hama. Ces images montrent également les camions d'aide humanitaire de la Croix Rouge en train de transporter des dizaines de roquettes Katioucha pour le groupe terroriste Ahrar al-Cham.

Auparavant, un autre groupe affilié à Al-Qaïda, le Front al-Nosra, qui s'est rebaptisé Fatah al Cham, avait volé un véhicule des forces de maintien de la paix, en juillet dernier, l'utiliser dans des attaques contre les unités de l'armée syrienne dans la province de Quneitra.

A la suite du bombardement, la semaine dernière, d'un convoi des Nations unies dans la cité d'Ourum al-Kobra, située à l'est de la province d'Alep, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, avait accusé les gouvernements syrien et russe d'avoir mené cette attaque. presstv.com 02.10

Les barbares d'Ahrar al-Cham sont dorénavant qualifiés de "rebelles" par la plupart des médias institutionnels.

En oligarchie massacrer des innocents doit demeurer impuni.

- Londres veut protéger ses soldats contres les plaintes abusives - euronews.com

Les soldats britannques qui combattent à l'étranger seront bientôt à l'abri de certaines poursuites judiciaires jugées abusives : Londres va déroger à la Convention européenne des droits de l'Homme en période de guerre.

Michael Fallon, secrétaire d'Etat britannique à la Défense :"Une grande partie des litiges auxquels nous faisons face sont liés à l'extension de la Convention européenne des droits de l'homme sur les champs de bataille. Cela a causé du tort à nos troupes, a compromis nos opérations militaires et a coûté des millions aux contribuables qui auraient pu être investis dans la défense".

Critiquée par les associations des droits de l'homme, la demande de dérogation devrait permettre d'éviter des procès en cascade contre d'anciens soldats britanniques comme ce fut le cas après la guerre d'Irak. Le Royaume Uni a dû débourser jusqu'à présent 23 millions d'euros aux victimes en guise de compensation.

Les plaintes pour tortures ne seront pas concernées par cette dérogation.

La France, la Turquie et l'Ukraine ont déjà dérogé à la Convention européenne des droits de l'Homme de manière temporaire. euronews.com 04.10

Médias au service de la propagande de guerre de l'OTAN et du Pentagone.

Les médias qui sont devenus la propriété de quelques oligarques tiennent tous le même discours, ils ne représentent plus les intérêts des différentes couches de capitalistes, ils sont tous alignés sur les besoins des sommets du capitalisme qu'exprime la politique de l'OTAN et du Pentagone que relaient l'AFP ou Reuters.

Ce ne sont plus des médias d'information, ils diffusent en boucle les mêmes messages préfabriqués en direction de la population, de manière à ce qu'elle ait l'impression que c'est la seule interprétation possible de la situation pour qu'elle la reprenne aveuglément

à son compte. Sauf, que cela ne fonctionne qu'avec les esprits faibles ou les couches qui ne sont pas familiarisées avec Internet, et qui pour cette raison ignoreront que les médias institutionnels les manipulent et pratiquent la désinformation en permanence.

Encore une fois ce sont les couches les plus défavorisées, arriérées, vulnérables, qui seront leurs victimes privilégiées, parmi lesquels figurent les vieux qui représentent un quart de la population, le sous-prolétariat des banlieues ouvrières et des campagnes.

Qui s'en remet à l'UE pour "libérer l'information" ?

- "... le Parlement européen ne peut plus se contenter de multiplier les rapports sur la concentration des médias et sur les atteintes au pluralisme ; il est urgent, aujourd'hui, de légiférer pour libérer l'information."

Réponse : SNJ-CGT (Vent mauvais sur l'information en Europe - legrandsoir.info 11.10.

Stalinien for ever !

Hollande ministre du Pentagone aurait pu être nommé ministre de la propagande du IIIe Reich.

- Vladimir Poutine renonce à sa visite parisienne - LeFigaro.fr

- Les portes se ferment autour de Poutine - Liberation.fr

- Syrie : la Russie, de nouveau seule contre tous - lemonde.fr

- Syrie: Alep replonge dans l'enfer des raids aériens russes - AFP

- Syrie: Des bombardements aériens russes sur Alep plus violents que jamais - 20minutes.fr

Le petit chef de guerre de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste a de quoi être contrarié ces derniers jours, outre les progrès de l'armée de la République arabe syrienne pour vaincre les barbares à Alep.

- La Chine et la Russie s'accordent sur la Syrie et l'Afghanistan - Sputnik

- La Russie et la Turquie signent un accord sur le gazoduc Turkish Stream - Sputnik

- Poutine: Moscou et Ankara œuvreront pour le départ des terroristes d'Alep - Sputnik 10.10

Pourquoi les autorités et les médias américains sont-ils fébrile au point de ne plus maîtriser leur discours envers la Russie et la Syrie qui relève de la déclaration de guerre ?

Parce qu'ils se rendent comptent qu'ils ont perdu la guerre de la communication ou que les intellectuels aux Etats-Unis et dans le monde ainsi que le mouvement ouvrier (les militants) en occident rejettent à une large majorité leur propagande de guerre et xénophobe envers la Russie ou ne la soutiennent pas.

Ils comptaient sur eux pour faire fléchir le peuple syrien qui continue de plébisciter Bachar al-Assad.

Dans un premier temps le Pentagone avait mis tous ses espoirs dans la minorité armée qui affrontait le gouvernement et l'armée syrienne qui s'est avérée quasiment inexistante et sans soutien parmi le peuple syrien. Ensuite, ils ont reporté leurs espoirs sur les groupes issus d'Al-Qaïda et du Front al-Nosra qu'ils ont instrumentalises et armés en pensant que cela pourrait infléchir l'état d'esprit des intellectuels à travers le monde qui sont opposés à l'intervention des Etats-Unis et de sa coalition en Syrie, et que fort de ce soutien le peuple et l'armée syrienne se retrouveraient plus isolés que jamais et finiraient par lâcher Bachar al-Assad, ce qui ne fut pas le cas, qui plus est en bénéficiant du soutien militaire de la Russie et de l'Iran.

Les Russes et les journalistes d'investigation opposés à cette guerre fomentée par les Américains divulgèrent par le biais de leur agences de presse et de nombreux portails Internet le double langage et jeu de Washington (et ses alliés, Turquie, France, Grande-Bretagne, UE, etc) qui en réalité soutenait militairement Daesh et les différentes milices du Front al-Nosra, et les Syriens qui étaient le mieux placés pour observer les manoeuvres des Américains, Français, Britanniques, etc. et qui depuis longtemps ne se faisaient plus aucune illusion sur leur véritable objectif, ne marchèrent pas dans leur combine pourrie qui consistait à les rallier à leur cause pour faire chuter le régime syrien, du coup ce sont les Américains et leurs alliés qui se retouvent isolés ou sans soutien populaire à leur guerre, ce qui les empêche tout du moins pour le moment de recourir à un engagement militaire direct en Syrie.

Il faut bien distinguer les peuples qui dans leur majorité peuvent être réceptifs à la propagande du Pentagone et de l'OTAN, et les intellectuels toutes tendances confondues qui sont opposés à une confrontation armée entre les Etats-Unis et la Russie, position partagée par l'immense majorité des militants du mouvement ouvrier, ainsi que tous les citoyens engagés dans des associations plus ou moins liées au mouvement ouvrier ou qui en sont issues.

Certes, la majorité du peuple qui demeure ignorante et manipulable peut apporter son soutien aux Américains ou au gouvernement français qui en est le vassal, mais comme elle demeure silencieuse en n'étant pas organisée ou engagée dans cette bataille politique, sa voix ne compte pour ainsi dire pas, contrairement aux intellectuels ou aux dirigeants du mouvement ouvrier qui disposent d'un réel pouvoir en s'exprimant publiquement sur des tribunes ou dans divers médias, et qui par ce biais au nom du peuple sont les seuls interlocuteurs officiels du gouvernement, et qui en dénonçant ou en s'opposant à sa politique impérialiste sapent tous les efforts entrepris pour légitimer la poursuite de cette guerre.

Quand le New York Times, le Washington Post ou le Wall Street Journal ou encore la porte-parole de Ketty hurlent au loup en déclarant hors la loi la Russie, ils ne font que manifester leur impuissance à obtenir l'adhésion des peuples ou plutôt ceux qui s'expriment en son nom (qu'ils soient qualifiés pour le faire ou non est une autre histoire), ils tentent de passer outre pour rallier directement les peuples à leur cause, en vain, soit qu'ils aient de préoccupations sociales plus urgentes à affronter, soit qu'ils sachent déjà qu'ils ont à faire à des démagogues qui passent leur temps à leur mentir.

Les déclarations de guerre à la Russie du New York Times, du Washington Post ou du Wall Street Journal sont à prendre au second degré, c'est de la gesticulation de psychopathes frustrés parce que le monde n'est pas soumis à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, il n'y a pas matière à s'affoler pour si peu à mon avis. Ce sont de vulgaires propagandistes spécialistes en désinformation que rien n'arrête, qu'on se souvienne de quelle manière ils ont traité le 11 septembre 2001 et toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis, sans oublier le coup d'Etat de l'OTAN en Ukraine réalisé par des milices fascistes qu'ils ont qualifié de démocratique.

Leur problème réside désormais dans leur perte de confiance ou de crédibilité auprès des intellectuels, du mouvement ouvrier ou des personnes excerçant une réelle influence sur le peuple, alors en désespoir de cause ils aboient, éructent, insultent ceux qui osent leur tenir tête pour tenter de sauver un régime aux abois.

Je n'ai pas donné d'exemples précis pour argumenter mon analyse, vous en trouverez quotidiennement dans l'actualité ou dans certains passages de cette causerie.

Quand j'ai dit que des intellectuels de toutes tendances n'étaient pas prêts à soutenir aveuglément Washington, c'est parce que j'ai lu des articles de médias ou de portails parmi les plus farouchement réactionnaires où c'était écrit noir sur blanc, par exemple dans Le Point ou Atlantico.fr.

Et de nombreux travailleurs à l'esprit critique, curieux, soucieux de ne pas se faire manipulés ou bien informés sans être forcément des intellectuels ou être organisés dans un parti ouvrier se sont forgés une conviction sur les médias institutionnels ou propriétés d'oligarques au cours des dernières années, deux exemples tirés de commentaires figurant à la suite d'un article de France Info sur la Syrie et diabolisant Assad :

- De la propagande médiatique en démocratie

Il n'aura échappé à personne que le postulat démocratique affirme que les médias sont indépendants, déterminés à découvrir la vérité et à la faire connaitre; et non qu'ils passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions, qu'ils sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit de voir, d'entendre ou de penser, et de gérer l'opinion à coup de campagnes de propagande...

Première page de "La fabrication du consentement" - Noam Chomski et Edward Herman

- Depuis pas mal de temps la presse dite libre et professionnelle, a prouvé à maintes reprises qu'elle est loin de l'être, faut se rappeler les mises en scènes par les televisions françaises de massacres de bébés par la securitate roumaine, faut se rappeller des deux guerres du Golfe et leur manière de les couvrir, au lieu de faire de l'information, ils faisaient des campagnes de propagande et de diabolisation de Saddam, la CIA n'aurait pas fait mieux, et ils ont mené la m^sme propagande en Libye, en Ukraine et Syrie, cette presse occidentale n'est ni plus ni moins que des boites annexes de CIA, DGSE ou M5...

Et quand à l'état d'ignorance de la majorité du peuple, en principe il ne devrait pas être nécessaire de le prouver, mais bon, on rencontre toujours de furieux ouvriéristes qui tiennent à montrer à quel point ce sont des crétins, on citera les propos anonymes d'une personne reproduits par Le Monde à propos des "réfugiés" qui montrent que la propagande gouvernementale fonctionne sur les esprits faibles :

- Posté devant sa 2 CV bleu ciel, Dominique, 61 ans, retraité du secteur des assurances, répond aux deux opposants : « Cinquante, c'est quand même pas Calais ! » Et de poursuivre discrètement : « On tombe dans la psychose. Il faut bien qu'ils aillent quelque part. En France, on a une tradition de terre d'accueil, il faut la garder. Quand tu reçois des bombes de ton chef d'Etat et que t'es menacé par Daech, et ben tu te casses. ». LeMonde.fr 03.10

Le chef d'Etat syrien qui bénéficie du soutien de l'immense majorité des Syriens est mis sur le même plan que les barbares de Daech conformément au discours d'Obama ou de Hollande.

A propos de cette guerre, quand ce sont les Américains, Français et leurs alliés qui bombardent la Syrie et font des milliers de victimes civiles innocentes, c'est normal, c'est inévitable, cela fait partie de la guerre, bref, c'est légitime et il n'y a pas lieu de le condamner, mais en revanche lorsque c'est l'armée de la République arabe syrienne appuyée par l'armée russe qui procède de même parce qu'elle n'a pas le choix pour défendre la souveraineté et l'intégrité de la Syrie, là c'est condamnable.

Or dans toute guerre ou révolution il y a inévitablement des milliers de victimes innocentes sacrifiées, on peut en être choqué, refusé de l'admettre, le nier, le condamner, etc. mais c'est ainsi et il en sera toujours ainsi. A ceci près toutefois qu'il faut établir une distinction entre les intentions ou objectifs des différents belligérants engagés sur le champ de bataille qui déterminent s'ils disposent en quelque sorte d'une légitimité pour sacrifier une partie de la population, la première distinction consistant à départager les agresseurs des agressés dans le cas d'une guerre, la police et l'armée d'un régime antidémocratique d'un côté, et les exploités partisans du renversement de ce régime de l'autre dans le cas d'une révolution prolétarienne.

Il n'existe donc aucun principe morale pour condamner en général l'usage de la violence lors d'une guerre ou une révolution qui se traduira par la mort de civils innocents parmi la population. En revanche, ce sera les motivations et les objectifs des différents belligérants qui détermineront si l'usage de la violence auquel ils recourent peut se justifier ou non sur le plan de la morale, autrement dit si on le condamnera ou non.

La Syrie ayant été agressée par les Etats-Unis et ses alliés au départ par une armée de barbares (Daesh et Al-Nosra) qu'ils avaient recrutés, entraînés, armés, financés, puis ayant été directement bombardée par l'aviation de cette coalition internationale, les autorités syriennes et ses alliés se retrouvent donc en situation de légitime défense pour répondre à cette agression et peuvent revendiquer l'autorité morale pour repousser et vaincre leurs agresseurs en recourant à une stratégie et des moyens militaires qui leur sont imposés par leurs agresseurs, qui eux seuls devront porter à l'issue de cette guerre la responsabilité ainsi que ses nombreuses victimes, sans parler des destructions qu'elle aura causées.

Cette mise au point me semblait indispensable pour ne pas se tromper de camp ou démêler la confusion à laquelle peut conduire la propagande officielle.

Les âmes sensibles qui ne comprendraient pas notre argumentation ou notre position, feraient bien de se dire que le mode de vie relativement confortable dont ils bénéficient fait quotidiennement des milliers de morts innocents parmi les travailleurs et leurs familles aux quatre coins du monde, et qu'il est dans leur intérêt comme dans celui de ces peuples sacrifiés que les agresseurs de la Syrie soient vaincus, que leur propre impérialiste soit défait en Syrie, donc affaibli pour mieux pouvoir le combattre en France.

Dans la vie on ne fait pas toujours ce qu'on voudrait, il n'y a que le petit-bourgeois misérable pour le penser. Sa bonne conscience mise à l'épreuve des balles de la guerre ou de la révolution révèle sa véritable personnalité faible ou couard, hypocrite ou égoïste, prêt à troquer ses beaux principes dès qu'il estime que sa petite vie tranquille et confortable serait menacée.

C'est en dernière analyse le degré de conscience politique que nous avons acquis qui déterminera notre morale de classe, quel camp nous soutenons, pour quel idéal nous combattons.

C'est la raison pour laquelle il nous faut avoir parfaitement connaissance de la situation, avoir à l'esprit de quelle manière et dans quelle direction elle évolue, et en chercher l'origine pour déterminer quelle peut en être l'issue et quelle devrait en être l'issue conformément aux droits légitimes des travailleurs et des peuples qui se passent de toute justification morale, puisqu'il n'existe rien de supérieur à leurs droits.

En complément. La Turquie prolonge son état d'urgence de trois mois - L'Express.fr

Ce lundi, la Turquie a annoncé qu'elle reconduisait son état d'urgence, une mesure prise initialement pour trois mois, après le putsch raté du 15 juillet. L'Express.fr

Social

Chômage. Désinformation et falsification.

- Comment compter les chômeurs ? - LeParisien.fr

L'Insee meilleur que Pôle emploi pour compter le nombre de chômeurs en France. Un rapport sénatorial publié hier révèle en effet que les chiffres mensuels fournis par Pôle emploi ne sont pas « à eux seuls un indicateur fiable et pertinent du chômage ».

Pour les parlementaires, les chiffres de l'Insee, établis selon les critères du Bureau international du travail (BIT), constituent « une meilleure mesure ». Selon ces critères, il y a 2,8 millions de personnes au chômage en France alors que la catégorie A de Pôle emploi recense 3,56 millions de personnes sans aucune activité.

Le saviez-vous ?

- Le RSA pour une personne seule est d'environ 535 euros par mois, auxquels on peut ajouter, pour un locataire seul à Paris, une aide au logement d'environ 310 euros.

Soit environ 850 euros, somme à laquelle on peut ajouter la prime de Noël des bénéficiaires du RSA (150 euros pour une personne seule, soit environ 12,5 euros si on rapporte ce montant au mois) et à laquelle il faudrait, pour être tout à fait exhaustif, ajouter quelques autres dispositifs selon le cas (par exemple, les réductions sur les cartes de transports selon les villes). Au final, l'écart est effectivement limité avec la personne seule qui travaille et touche le smic (1 140 euros nets), puisque cette dernière ne touchera rien ou presque côté allocation logement (moins de 50 euros par mois dans les mêmes conditions que pour le locataire parisien au RSA, selon nos calculs). lemonde.fr 05.10

A ceci près qui fait toute la différence, la personne qui est au chômage devra déduire du RSA la part du loyer qu'il lui restera à payer, en considérant que son loyer est du même montant que celui de la personne au smic, il lui restera la moitié de la somme dont disposera celle au smic, soit 300 euros environ pour faire le mois, une misère. Ce n'est pas qu'on s'en sortirait mieux avec 500 euros, mais 200 euros c'est une somme importante quand on est en état de survie, ce qui ne pouvait pas effleurer le journaliste du Monde.

- En réalité, le niveau des charges sur les salaires au niveau du smic est déjà très proche du zéro absolu. Face au chômage, les gouvernements successifs les ont progressivement allégées, si bien que le taux de cotisations patronales est d'environ 14 % du salaire brut au niveau du salaire minimum. Alors qu'il se situe autour de 40 à 45 % sans allégement.

Si l'on ajoute le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), qui permet de récupérer après coup environ 6 points de charge, les charges patronales sur un salarié au niveau du smic sont d'environ 8 %. lemonde.fr 05.10

Là le compte est bon et c'est tout naturel !

Non seulement ces mesures servent à abaisser le coût du travail, mais en plus elles tirent les salaires vers le bas ou poussent les patrons à embaucher au smic...

Les hôpitaux américains étouffés par le prix des médicaments LeMonde.fr

Entre 2013 et 2015, les hôpitaux américains ont fait face à une augmentation de plus de 23 % de leurs dépenses en médicaments par patient affirme une étude publiée mardi 11 octobre et commandée par l'association des hôpitaux américains et la fédération des hôpitaux américains, deux des plus gros lobbys du secteur.

Cette étude conduite par l'université de Chicago conclut que c'est l'augmentation du coût des médicaments et non de leur utilisation qui est à l'origine d'une hausse décrite comme « aléatoire, incohérente et imprévisible ». Elle aurait un impact « sévère » sur le budget d'un tiers des 712 hôpitaux observés.

« Clairement, le système ne fonctionne plus », a critiqué Scott Knoer, en charge de l'acquisition des médicaments à la clinique Cleveland. S'exprimant lors d'une téléconférence, il a attaqué l'industrie pharmaceutique qui « a maintes et maintes fois prouvé qu'elle ne savait plus s'autoréguler ».

Pharmaceutical Research and Manufacturers of America, un des lobbys de l'industrie pharmaceutique, a dénoncé un rapport qui donnerait une vision « déformée » des coûts. Mais avant les hôpitaux, patients comme assureurs s'étaient déjà plaint du prix des médicaments. Si les deux organisations à l'origine de l'étude préféreraient éviter une régulation directe du gouvernement, elles appellent à une action rapide. LeMonde.fr

Economie

En oligarchie, la concentration de la richesse et du pouvoir n'est pas un vain mot.

Top 100 des marques les plus puissantes au monde, les valeurs automobiles et technologiques caracolent en tête - usinenouvelle.com

Interbrand a publié ce mardi 5 octobre la 17ème édition de son Best Global Brands des 100 marques les plus puissantes au monde. A eux deux, les secteurs de l'automobile et des technologies représentent 49% de la valorisation du classement avec près de 880 000 milliards de dollars. usinenouvelle.com 06.10

Une rente à vie qui ne cesse d'augmenter garantie par l'état.

- Dette française : + 31,7 milliards d'euros au deuxième trimestre pour un total de 2 170,6 milliards - rt.com 30.09

La dette publique de la France atteint les 2 170,6 milliards d'euros au deuxième trimestre, en hausse de 31,7 milliards par rapport au trimestre précédent, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Rapportée à la richesse nationale, la dette de l'ensemble des administrations publiques françaises, mesurée selon les critères de Maastricht, atteint 98,4% du PIB, contre 97,5% à la fin du premier trimestre de l'année.

Selon l'Insee, «cette hausse provient de l'essentiel de la dette négociable à long terme (+30,7 milliards d'euros)».

Par ailleurs la dette publique nette, qui tient compte de la trésorerie présente dans les caisses des administrations publiques, a augmenté de 24,9 milliards d'euros, représentant 88,3% du PIB. rt.com 30.09

Quelques infos en bref

- Brésil: les députés votent pour un gel des dépenses budgétaires pendant 20 ans - AFP

- Les enseignants vent debout contre la réforme de l'éducation en Pologne - euronews.com

Des milliers d'enseignants sont descendus dans la rue ce lundi en Pologne pour dénoncer la réforme de l'éducation portée par le gouvernement conservateur (du Parti Droit et Justice, PiS). euronews.com

- Nouvelle flambée de violences dans les universités sud-africaines - euronews.com

Des affrontements violents ont à nouveau opposé lundi la police à des étudiants hostiles à l'augmentation annoncée des frais de scolarité dans plusieurs universités d'Afrique du Sud, dont celle de Witwatersrand (Wits) à Johannesburg. euronews.com

- Choléra et risque de famine: Haïti face à une crise humanitaire inquiétante - AFP

Faites sauter la banque pour conquérir la démocratie.

- Meeting à Strasbourg : la leçon de démocratie de Macron - LeParisien.fr

Haut de page

Le 19 octobre 2016

CAUSERIE

Ma compagne Selvi ayant été absente ces derniers jours, j'en ai profité pour rédiger cette causerie.

Levé à l'aube, mon premier acte a été d'aller éteindre la lumière extérieure et de caresser les chèvres.

Qui aurait pu imaginer qu'à 61 ans à 6 plombes du mat j'aurais été discuté avec une chèvre ? Maintenant je me souviens qu'il y a 35 ans environ, j'avais envisagé de me retirer en Bretagne pour élever des moutons, cela ne s'était pas fait parce que personne n'avait voulu nous aider, tout le monde nous avait plutôt découragé, non sans raisons valables peut-être je n'en sais rien, toujours est-il qu'à chaque fois que vous voulez entreprendre quelque chose qui sort de la norme et qui présente un risque, votre famille et vos proches s'emploient à vous décourager en ne voyant que les côtés négatifs de votre entreprise, vous faisant comprendre

qu'en cas de difficulté il ne faudra pas compter sur eux ce qui vous pousse généralement à renoncer à votre projet.

Quand j'ai décidé de partir m'installer en Inde en 1990, je me suis passé de demander l'avis de qui que ce soit. La première tentative fut un échec, j'en tirai des enseignements et la seconde fut la bonne, et je n'ai pas à le regretter après coup, puisque j'étais mal préparé ou outillé pour affronter les profondes transformations qu'allait connaître la société française. Je ne dirais pas que si c'était à refaire je le referais, je n'en sais rien et personne ne peut le dire à ma place, toujours est-il j'ai réussi à m'en sortir, alors que ce n'était pas gagné d'avance, je me voyais plutôt finir clochard dans la misère noire.

Tout est donc dans l'ordre des choses, ce que deux nouvelles expériences extraordinaires m'ont confirmé les derniers jours, je me souviens que d'une seule malheureusement ma mémoire étant défaillante. Sans être le moins du monde superstitueux ou croire aux phénomènes surnaturels que j'ai également eu le loisir d'étudier autrefois, je pense qu'il existe encore des énergies qu'on n'a pas encore découvertes qui relient entre eux tous les éléments qui composent l'univers, sous la forme d'ondes imperceptibles ou hors de portée des sens des hommes. Depuis août 2008 où j'ai commencé ces causeries, à deux ou trois reprises j'ai abordé ce sujet à l'occasion d'expériences comparables.

Le 11 octobre j'ai rencontré l'assistante sociale (et adjointe du consul) du consulat de France à Pondichéry pour relancer ma demande de retraite. Cette dame fort sympathique et très professionnelle est apparemment issue d'une famille aristocratique ou d'une classe supérieure, elle se nomme de Marguerye, mais n'ayant jamais entendu prononcé son nom et l'ayant lu distraîtement sur sa carte de visite sans lunettes je l'ai prénommée Margerie, comme l'ex-patron de Total. Ce n'est évidemment pas un nom ou un prénom courant, en tout cas pas à ma connaissance, c'est la première fois de ma vie que je croise une femme qui porte ce nom. Le jour même, le soir en regardant un film français des années 50 que j'avais téléchargé quelques jours plus tôt, à un moment donné survient une petite fille qui se prénomme Margerie.

Vous avouerez que c'était une coïncidence pour le moins inattendue ou troublante, aussi me suis-je dit comme les fois précédentes que cela signifiait que j'étais bien à la place où j'étais et que je n'avais pas à en changer, que je ne devais rien changer, que tel devait être mon destin ou que tout était dans l'ordre des choses. Si maintenant cela revenait à dire que j'étais au bon endroit au bon moment, cela signifie que les conditions sont favorables pour exploiter à fond cette situation sans pour autant en conclure qu'elle serait figée, bien au contraire elle n'a jamais autant incarné le mouvement qui est source de changement et toutes créations (et des créatures).

Il arrive parfois dans la vie qu'on se pose des questions sur notre parcours, on s'interroge sur l'orientation qu'on a donné à notre vie, on n'est jamais totalement satisfait puisqu'on subit notre condition, aussi cherche-t-on par quel moyen on pourrait l'améliorer, on se demande qu'est-ce qu'on pourrait modifier dans notre mode de vie, des idées nous viennent à l'esprit, on échaffaude des projets pour la plupart farfelus ou sans consistance qu'on abandonne aussitôt, etc.

Il faut dire que la sédentarisation à laquelle l'homme est contraint de nos jours défie les lois de la nature, et réduit singulièrement l'espace à partir duquel il nourrit son imagination, ce qui aboutit le plus souvent à la fossilisation de sa pensée ou à restreindre considérablement sa portée et ses expériences, ce qui constitue une sérieuse entrave à son évolution ou un handicap pour progresser et saisir l'existence dans son universalité, d'où généralement son esprit étroit et borné, sans profondeur ou amplitude, sa tendance à se recroqueviller davantage sur lui-même, parfois jusqu'à la folie.

Cette expérience est la réponse à toutes ces questions en quelque sorte, réconfortante, une façon de me signaler que le fil qui me relie à la réalité n'est pas coupé ou que je suis en phase avec la réalité, bref que je suis plutôt mentalement équilibré, ce dont je n'ai jamais douté, mais après tout sans m'en apercevoir j'aurais pu développer une tendance schizophrénique puisque c'est à la mode de nos jours. Je vais donc continuer de regarder de vieux films le soir, qui une fois terminé je résume pour en extraire la substance en guise d'enseignement, et je ne me fais pas de souci pour le dossier de ma retraite qui suit son cours.

Cela pourrait servir pour les gens particulièrement anxieux ou qui se demandent ce qu'ils ont fait de leur vie ou encore, qui ne savent plus très bien où ils en sont.

La proclamation universelle des droits de l'homme est tout juste bonne à justifier l'esclavagisme des temps modernes.

- "On a démontré comment la reconnaissance des droits de l'homme par l'État moderne ne signifie pas autre chose que la reconnaissance de l'esclavage par l'État antique. La base naturelle de l'État antique, c'était l'esclavage; celle de l'État moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'État moderne, dont c'est là la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme". (K. Marx – F. Engels : La sainte famille ou Critique de la critique critique)

Question adressée à tous ceux qui se proclament de gauche ou d'extrême gauche, à commencer par les dirigeants du mouvement ouvrier.

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de prétendre que le PS était de gauche avec ou sans guillemets, alors que pendant un siècle il n'a cessé de manifester la preuve du contraire ?

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de prétendre qu'ils existeraient des syndicats ouvriers indépendants, alors que pendant un siècle ils n'ont fait que prouver le contraire ?

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de caractériser de tyrans feu Kadhafi ou Assad et leurs régimes qui n'avaient déclaré la guerre à aucun pays, et refuser de qualifier de tyrans Hollande, Obama, Merkel, etc. ainsi que leurs régimes qui sont en guerre avec les peuples de la terre entière ?

Pendant combien de temps encore allez-vous continuer de prétendre que l'on aurait vécu sous un régime démocratique, alors que le peuple n'a jamais réellement détenu ou exercé le pouvoir ?

Pendant combien de temps cette supercherie ou ce déni inouï et criminel de la réalité va-t-il encore durer ?

Où avez-vous la tête, avez-vous toute votre tête, êtes-vous sous influence, laquelle, quelles sont vos réelles intentions?

Il est clair que ces caractérisations sont le produit d'une interprétation partisane des rapports qu'entretiennent ces différents acteurs ou facteurs avec la classe des capitalistes ou leurs Etats, et révèlent au passage le refus des auteurs de ces caractérisations d'affronter le régime, leur volonté d'épargner ses représentants.

Aussi longtemps que les partis dits ouvriers conserveront ce discours agrémenté d'un double langage pour mieux brouiller les pistes ou camoufler au choix, leur incurie politique, leur corruption, leur collusion avec l'ennemi de classe, leur trahison, il demeurera impossible de rassembler les éléments les plus avancés ou les plus conscients du prolétariat, d'avancer vers le socialisme.

Et le PC ? Le PS, de parti ouvrier social-démocrate il s'est transformé en parti bourgeois social-impérialiste, et le PC a emprunté une voie similaire en devenant stalinien, il mérite donc le même traitement.

Je me suis demandé pourquoi cela répugnait-il tant aux militants et à leurs dirigeants de caractériser ces partis de droite, et j'en suis arrivé à la conclusion que cela provenait du fait qu'ils ne combattaient pas pour prendre le pouvoir ou dans cette perspective, qui d'ailleurs n'a jamais été mise en avant par aucun courant de l'avant-garde du mouvement ouvrier, ils se sont condamnés eux-mêmes à être la cinquième roue du carrosse à la remorque du PS et du PC, ce qu'on a pu constater des milliers de fois dans la littérature ou la ligne politique adoptée par les différents courants se réclamant du trotskysme au cours des 70 dernières années, ce qui à partir de là était inévitable et les condamnait d'avance à stagner ou à régresser, à se décomposer (POI, POID, NPA) ou se fossiliser (LO). Poser la question du pouvoir est une chose, combattre pour prendre le pouvoir en est une autre, et quand les deux ne sont pas reliées, on se condamne à ne jamais construire le parti.

Vous vous demandiez sans doute pourquoi nous en sommes arrivés là sans trouver d'explication satisfaisante à cette question, celle que je vous propose ici est cohérente, elle repose uniquement sur les faits, on peut même ajouter que l'examen rigoureux de leur enchaînement contribue à la confirmer et la renforce chaque jour qui passe.

Quand les dirigeants de ces partis doivent analyser ou caractériser des faits ou des rapports, ils s'appliquent à faire en sorte que leurs analyses ou les conclusions auxquelles ils parviendront, coïncident avec les théories qu'ils ont adoptées et qui déterminent un certain nombre de rapports, dont ceux qu'ils entretiennent avec différents acteurs, partis ou institutions, faisant en sorte que leurs positions politiques soient en adéquation avec leurs théories sans se soucier de savoir si la réalité les contedirait puisqu'elle sera minutieusement passée sous silence, tronquée ou falsifiée, ce qui permettra de manipuler ceux qui l'ignorent ou qui ne lui attachent guère plus d'importance pour être eux-mêmes sous l'emprise des mêmes théories ou de leurs vérités qui les rendent aveugles et sourds.

Le refus de caractériser le PS (notamment), les syndicats, les gouvernements, les régimes, etc. se traduit par un manque de repères qui alimente toutes les confusions possibles ou n'aide pas à la clarification politique indispensable pour aller de l'avant. Cette attitude ne peut que diviser nos rangs et contribuer à la dislocation de l'avant-garde ouvrière au lieu de contribuer à son unité pour construire un puissant parti ouvrier révolutionnaire sur la base du programme de la révolution socialiste internationale

Les positions que j'ai adoptées sur les 5 questions évoquées plus haut, font ainsi figure de principes non négociables après coup seulement. Pour cette raison, il me semble que cette démarche est légitime ou mérite d'être examinée sérieusement selon moi.

Si maintenant il arrivait que les faits démontraient que je m'étais fait des illusions en estimant qu'un jour ou l'autre il se trouvera des dirigeants et des militants pour adopter à leur tour ces principes, cela signifierait que le socialisme était voué à demeurer une utopie, et que la destruction de la civilisation humaine sous les coups de la pire des barbaries était inévitable ou que tel devait être son destin.

Bien entendu, je n'en fais pas une question personnelle ou je ne m'identifie pas aux idées que j'ai adoptées qui demeurent libres de tout droit d'auteur. J'ai juste essayé de faire preuve de discernement, de logique, d'appliquer les rudiments du matérialisme dialectique que je maîtrise pour servir notre cause, de nommer un chat un chat tout simplement, sans en tirer le moindre profit individuel.

Le procédé qui a consisté à vouloir recopier à l'identique les analyses d'autrefois devenues en partie obsolètes, à adopter aveuglément des formules ou principes appris par coeur qui étaient valables à une autre époque, à opter sans réfléchir pour des rapports et des conceptions qui avaient vu le jour dans un monde profondément différent de celui dans lequel nous vivons, ne pouvait conduire qu'au dogmatisme ou à l'opportunisme.

On en est arrivé au point où on devrait s'interdire de dire ce qu'on pense, sous prétexte que cela choquerait la plupart des militants, dont le niveau de conscience politique est tombé si bas qu'ils ne sont plus aptes à soutenir la controverse qu'ils vivent comme une agression ou les rend méprisants et hystériques. On notera au passage que nos idées ne choqueront pas la plupart des travailleurs, particulièrement ceux des couches les plus défavorisées.

Les militants qui sont aussi des travailleurs que mes idées choqueraient, feraient bien de se poser des questions sur la nature de leur engagement politique, un simple conseil d'ami. A leur place je me dirais : stop, on arrête tout (dans leur tête), j'ai besoin d'y voir clair, de remettre de l'ordre dans mes idées, où j'en suis, qu'est-ce qui se passe, ce que je viens de lire est juste, je dois en convenir, pourquoi, pourquoi, je ne comprends pas, je veux absolument comprendre pourquoi, il le faut, je le veux et je n'aurais pas l'esprit tranquille tant que je n'aurais pas trouvé une réponse satisfaisante à cette question.

Reprenons chaque sujet à zéro, sans a priori et nous verrons bien où cela nous mènera, peut-être que j'en arriverais aux mêmes conclusion ou peut-être que ce gars-là à raison, au point où nous en sommes qu'est-ce que j'ai à perdre d'essayer, tout au plus cela va nécessité quelques efforts supplémentaires, de lire, étudier et réfléchir à tête reposée, cela ne sera pas perdu de toutes manières, qu'est-ce que je risque sinon d'être grandi par cette expérience si je la mène jusqu'au bout, sincèrement, modestement.

Essayons au moins une fois d'être lucide, de regarder tranquillement les choses en face, d'examiner rigoureusement la réalité telle qu'elle est, dans sa totalité, cessons de nous leurrer nous-même sur le rôle de certains acteurs ou institutions, hypocritement le plus souvent, avant qu'il ne soit trop tard, avant d'avoir atteint le point de non-retour au-delà duquel toute tentative pour rattraper le coup serait illusoire, ce serait dommage sachant qu'au départ nous étions tous animés de bonnes ou généreuses intentions, mais qui hélas ne suffisent pas à nous forger des principes ou à nous indiquer la bonne direction à prendre, et pour personnellement avoir atterri dans ce trou en Inde où je vais sans doute finir mes jours, je sais de quoi je parle, ce n'est pas glorieux je vous assure, ce qui par chance n'empêche pas de penser à notre cause.

Je vais vous avouer un truc assez paradoxal en apparence, je crois que je ne me suis jamais autant leurrer et fourvoyer dans ma vie qu'en interprétant ce que j'avais lu dans les oeuvres des marxistes, parce que je ne maîtrisais pas les bases du marxisme ou du matérialisme dialectique.

Aussi la priorité des priorité, c'est d'acquérir cet instrument logique jusqu'à ce qu'il soit profondément incrustré dans votre cerveau, de sorte que jamais plus vous n'interprèterez la situation avec votre ancien mode de pensée qui faisait la part belle à l'idéalisme et à l'idéologie de la classe dominante. C'est tellement saisissant qu'il fera de vous un homme ou une femme nouvelle, vous y gagnerez en lucidité, en confiance ou en maîtrise de vous-même, en modestie surtout, car vous aurez pris conscience du degré de votre propre ignorance, de vos faiblesses, de vos lacunes, la plupart du temps irréversibles, quelque part pour la première fois de votre vie vous aurez l'impression irremplaçable que là où vous êtes vous êtes à votre place, votre existence prendra une toute autre dimension, vous en sortirez plus fort.

Cela produit en quelque sorte le même effet que l'alcool ou une drogue mais sans leurs inconvénients, la descente s'effectue en douceur sous contrôle de cette prise de conscience qui constitue dorénavant un acquis, jamais plus vous ne redescendrez au niveau inférieur ou antérieur à cette expérience étonnante, à condition toutefois que vous ne lâchiez pas le fil qui vous a conduit à ce stade-là, sinon tout le processus s'évaporerait et tous les gains acquis seraient perdus. En somme c'est un peu comme si vous aviez découvert le secret du bonheur et que vous aviez le devoir de l'alimenter, pour le transmettre, le partager, pour qu'enfin un jour il puisse se réaliser ou que tous les hommes puissent en profiter, si par malheur il vous arrivait de lâcher ce fil, vous seriez à nouveau perdu ou livré au tourment de l'incertitude ou de la confusion, c'est apparemment que vous ne vous étiez pas suffisamment préparé pour être digne de ce bonheur qui vous échappe, avouez que ce serait dommage.

Ce fil, cet instrument, cette méthode logique pour interpréter toute manifestation parcourt l'oeuvre des marxistes, il suffit à travers tous les sujets qu'ils ont traités de saisir comment ils les ont abordés pour acquérir ce merveilleux instrument de mesure à la précision redoutable et qui lui vaut la haine infinie et bien méritée de nos ennemis. A suivre.

Pensons-y

- Penser procure un réel plaisir, et ceux qui ne l'ont jamais ressenti sont en droit de se dire qu'ils n'ont jamais pensé. On entend

par penser non pas le fait de remuer ou malaxer sans cesse les mêmes idées sans qu'il n'en sorte quoi que ce soit, mais l'acte créateur qui consiste à faire émerger de la réalité le fil qui relie entre eux tous les facteurs qui la composent, et qui nourrit l'imagination d'où émergera une théorie ou une stratégie en rapport avec la situation sur laquelle on agira dans une direction précise, même si on n'est pas en mesure temporairement d'en modifier l'orientation, l'essentiel étant d'être libre de l'interpréter à notre manière pour conserver la capacité d'agir dessus le moment venu, ce qui nécessite beaucoup de patience et une détermination à toute épreuve. On retrouve cela chez les artistes, qui à partir des matériaux bruts que la réalité ou la nature leur offre, vont la modeler pour la sublimer pour parler comme un psychanalyste.

- On a mis en avant la démocratie, on l'oppose à la dictature, au règne de l'exploitation et de l'oppression de la majorité par une minorité de parasites, mais on a délaissé trop longtemps l'humanisme que le socialisme et le communisme caractérisent au plus haut degré, notre idéal en somme. Constat plutôt troublant, vous ne trouvez pas et ô combien révélateur. D'ailleurs on se demande comment on a pu en arriver à une situation où on se trouve en difficulté pour justifier le passage au socialisme et au communisme, pour les défendre, sinon qu'on s'en était éloigné, non ? Cela semble si évitant que cela en est navrant. Après cela allez raconter à d'autres qu'on ne serait pas gravement fourvoyé.

Les enjeux de la guerre en Syrie et en Ukraine résumés simplement.

- Jusqu'en février 2014, au moment du coup d'état étasunien en Ukraine, la Russie, en utilisant les gazoducs de l'ère soviétique passant par l'Ukraine pour la plupart, a été la source d'approvisionnement majeure pour le gaz européen, venant des énormes gisements de gaz russes. L'objectif de Washington était, et est toujours, de briser ce lien entre la Russie et l'UE. L'administration Obama, guidée par Nuland et le vice-président Joe Biden, a installé un régime vassal à Kiev et a ordonné à ses pions de défier le russe Gazprom pour le paiement du gaz livré, qui se compte par milliards. Ils ont ordonné à leurs vassaux à Kiev de lancer une guerre contre le Donbass russophone de l'Est de l'Ukraine en bordure de la Russie. Kiev a obéi.

Cela a provoqué une crise stratégique à cause de la base navale russe en mer Noire, qui était administrativement, depuis l'époque soviétique, une partie de l'Ukraine, mais historiquement russe et tatar. Un référendum, dans lequel plus de 90% des citoyens de Crimée ont voté pour être rattachés à la Russie, a été utilisé comme prétexte pour Washington pour pousser l'UE à prendre des sanctions économiques autodestructrices contre la Russie. Les sanctions ont visé des personnes et des entreprises clés de l'industrie pétrolière et gazière russe.

L'escalade, menée par une guerre de propagande de l'OTAN et des médias traditionnels contrôlés de l'UE, a permis à la Commission de Bruxelles de placer des entraves bureaucratiques à la réalisation d'un deuxième gazoduc, ne passant pas par l'Ukraine, le South Stream.

En collaboration avec le gazoduc sous-marin, le North Stream, qui vient d'être construit entre Saint-Pétersbourg et le nord de l'Allemagne, le South Stream aurait éliminé la capacité de Washington, via l'Ukraine, de faire chanter ou de nuire à Gazprom. La Bulgarie, le point d'ancrage destiné au passage entre le sud est de l'Europe et l'Italie, a été contrainte par Bruxelles de se retirer de l'accord South Stream avec Gazprom et, en décembre 2014, le président Poutine a annoncé que South Stream était mort.

Maintenant, en Syrie, Bachar al Assad et, à un degré moindre, l'Irak dominé par les chiites, se présentent comme l'obstacle pour que le gaz qatari, sous contrôle américain, arrive jusqu'aux principaux marchés européens. (Le silence des agneaux - Par William Engdahl - Arrêt sur Info 15.10)

Quelle confusion !

- Les échecs de la gauche occidentale - Par André Vltchek - Arrêt sur Info 15.10

Extrais.

André Vltchek - Pendant des années et des décennies, la soi-disant «gauche» en Occident a été modérément critique à l'égard de l'impérialisme et du colonialisme nord-américain (et parfois même de l'européen). Mais chaque fois qu'un individu ou un pays se levait et commençait ouvertement à défier l'Empire, la plupart des intellectuels de gauche occidentaux fermaient tout simplement les yeux et refusaient d'offrir leur soutien total et inconditionnel à ceux qui mettaient leurs vies (et même l'existence de leurs pays) en jeu. (...)

LVOG - "la soi-disant «gauche» en Occident a été modérément critique à l'égard de l'impérialisme et du colonialisme nord-américain (et parfois même de l'européen)", normal pour être elle-même impérialiste ou colonialiste !

André Vltchek - Mais la question est celle-ci : est-ce que la plupart des gens de gauche en Occident soutiennent vraiment les révolutions et les luttes anti-colonialistes du monde opprimé ?

LVOG - Quelles révolutions ? Celles fomentées par le Pentagone, la CIA, le MI5, le Mossad, l'OTAN ?

André Vltchek - Je crois que non. Et c'est clairement visible à la lecture de la plupart des soi-disant médias alternatifs, tant en Amérique du Nord qu'en Europe.

Celui qui se lève, celui qui mène son pays à la bataille contre la dictature mondiale de l'Occident est presque immédiatement défini comme un démagogue. Il ou elle est très probablement baptisé comme «non démocratique», et pas seulement par les médias de masse et «libéraux», mais aussi dans les pages de la soi-disant presse occidentale «alternative» et «progressiste». Pas tous, mais certains, et franchement : la plus grande partie !

LVOG - Je ne suis pas seul à caractériser les régimes occidentaux de dictatures. Demandez-vous quelle est la nature de classe des rapports que les personnes qui animent la presse occidentale «alternative» et «progressiste» et vous aurez les réponses à vos questions en constatant qu'elles sont toutes liées au capitalisme par un bout ou un autre parce qu'elles refusent d'envisager l'existence d'une alternative au capitalisme, le socialisme.

Elles sont corrompues par le capitalisme auquel elles sont redevables de leurs statuts privilégiés ou de leur mode vie confortable, qu'elles n'entendent pas troquer contre ce qu'elles considérent comme des chimères ou une utopie.

Le véritable humanisme pour ne pas parler ici de l'internationalisme prolétarien qui est manifestement étrangers à ces personnes, devrait en principe se situer au-dessus des classes, donc au-delà du capitalisme, ce qui est impensable pour ces gens-là puisqu'il est leur horizon indépassable, ce qui explique pourquoi à l'arrivée ce sont des démagogues ou de piètres humanistes car sans principes, ce qui par certains côtés les rend aussi ou plus insupportables que ceux qui gouvernent le monde et qui n'en ont pas davantage.

Qui a dit ?

«... que tout candidat du Parti socialiste ayant «gouverné» avec lui (Hollande - ndlr) devra «assumer la sanction collective». Il ajoute : «Je ne serais pas d'accord avec un tour de bonneteau où viendrait un autre PS pour nous dire : "moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale".»

Réponse : Ce "tour de bonneteau" vous a été offert dimanche à Lilles par Mélenchon, l'ex-ministre de Chirac qui valait bien Hollande et qui ne peut pas dire "moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale".

Mélenchonneries

Il parlait pour lui ?

Le candidat estime, dans le JDD, que François Hollande doit se représenter en 2017, mais que tout candidat du Parti socialiste ayant «gouverné» avec lui devra «assumer la sanction collective». Il ajoute : «Je ne serais pas d'accord avec un tour de bonneteau où viendrait un autre PS pour nous dire : "moi, je ne suis pas impliqué, je ne suis ni responsable ni coupable ! Amnistie générale".»

Quand les "rêves" d'un usurpateur s'accomplissent, c'est un cauchemar pour ceux auxquels ils sont destinés !

Il a ajouté «... vous ne voyez pas la belle histoire qu'on est en train d'écrire. Vous ne voyez pas nos rêves s'accomplir ?» libération.fr 16.10

On ne voit que cela, mais uniquement dans les tribunes que les médias-oligarques vous accordent si généreusement...

Le recours... du régime.

- Jean-Luc Mélenchon : le recours de la gauche ? - Franceinfo

Selon une enquête publiée ce dimanche 16 octobre dans le JDD, Jean-Luc Mélenchon est celui qui incarne le mieux les idées de la gauche. De quoi donner des ailes aux ambitions du leader de "La France insoumise". Franceinfo

Comme Tsipras, Mélenchon s'emploie à leur donner des gages de ses bonnes intentions envers le régime.

- Jean-Luc Mélenchon ne veut plus faire chanter "L'Internationale" - rtl.fr

Le fondateur du Parti de gauche s'est prêté à une petite confidence devant quelques journalistes, parmi lesquels Olivier Bost de

RTL : il songe à arrêter de faire chanter L'Internationale à la fin de ses rassemblements politiques. La décision semble mûrement réfléchie.

Jean-Luc Mélenchon a constaté que beaucoup de ses militants ne connaissaient pas les paroles de L'Internationale. Les temps changent. rtl.fr 13.10

Quand Mélenchon appelle Hollande à se démentir ou témoigne qu'il n'a jamais rompu avec lui.

Mélenchon met en garde Hollande contre les «assassinats ciblés» de djihadistes

Les confessions de François Hollande dans le livre Un président ne devrait pas dire ça (Stock) continuent de faire réagir la sphère politique. Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a mis en garde ce mardi le chef de l'Etat sur le fait que les « assassinats » de djihadistes évoqués dans ce livre « relev [ai] ent en principe du tribunal pénal international ».

Dans le livre écrit par les journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, François Hollande explique en octobre 2015 avoir « décidé au moins quatre » assassinats ciblés pendant son mandat. « Mais d'autres présidents ont fait davantage », ajoute-t-il.

« Je mets en garde François Hollande. Il ferait bien d'y réfléchir. La France a signé [pour] le tribunal pénal international et le Mali aussi ». « Il y a un problème, il y en aura un bien vite. J'espère qu'il va démentir ce qu'il y a dans le livre qui lui est consacré où il reconnaît des assassinats ciblés », a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur RMC et BFMTV.

« La vérité, c'est que c'est un assassinat décidé en haut lieu ». « En principe, ce genre de comportements relève du tribunal pénal international, mais c'est une autre histoire », a insisté Jean-Luc Mélenchon. 20minutes.fr 18.10

Ils vous ont fait le coup de la chèvre et vous avez marché à fond dedans, bravo !

- Sarcelles capitale du Grand Défi Facebook pour nourrir les migrants - Liberation.fr

Ah ben si Wall Street se joint au concert, c'est que c'était forcément une grande cause humaniste ou internationaliste !

Une "bonne idée". En oligarchie, tout doit se monnayer.

- Rémunérer les bons résultats des élèves, quelle bonne idée ! - LePoint.fr

Aux États-Unis, au Brésil et au Mexique, les jeunes qui obtiennent de bons résultats sont récompensés par des gratifications financières. Une idée à suivre ? LePoint.fr

En oligarchie, démocratie rime forcément avec dictature et guerres.

- "C'est la démocratie même qui est en jeu" dans cette élection, met en garde - Obama

"C'est la démocratie même qui est en jeu" dans l'élection présidentielle américaine du 8 novembre, a prévenu le président sortant Barack Obama vendredi lors d'une réunion de soutien à la candidate démocrate Hillary Clinton. AFP

L'Internationale socialiste récompensée par ses maîtres.

- Antonio Guterres, nouveau secrétaire général appelé à muscler l'ONU - Reuters

Le Portugais Antonio Guterres succédera le 1er janvier au Sud-Coréen Ban Ki-moon au poste de secrétaire général de l'ONU.

L'ancien Premier ministre portugais, âgé de 67 ans, succédera au Sud-Coréen Ban Ki-moon, de cinq ans son aîné, dont le deuxième mandat s'achève le 31 décembre.

Antonio Guterres, qui sera le neuvième secrétaire général de l'organisation, a été chef du gouvernement portugais de 1995 à 2002 puis haut commissaire de l'Onu aux réfugiés de 2005 à 2015.

La nomination de l'ex-Premier ministre socialiste portugais, premier ex-chef de gouvernement à accéder à ce poste, a été saluée par un tonnerre d'applaudissements à l'ONU à New York.

Après son élection de jeudi, Antonio Guterres a prononcé un discours au cours duquel il a annoncé vouloir combattre « populistes » et « terroristes ».

Avec lui, « les Nations Unies se dotent du meilleur barreur possible pour cette période de tempêtes : un leader capable de tracer une direction et de rassembler, un grand professionnel capable de réformer et d'innover, un humaniste doté d'une vraie boussole morale », avait estimé avant sa confirmation l'ambassadeur français à l'ONU, François Delattre. Reuters et AFP 13.10

Le clone de Barroso en somme !

Hollanderies.

D'un sot, hommage vaut dommage.

AFP - Les propos du chef de l'État, rapportés par deux journalistes du Monde dans un livre paru ce jeudi 13 octobre, n'ont pas du tout plus au monde judiciaire.

Il n'a donc fallu que deux jours pour que vole en éclats la relation plutôt apaisée depuis 2012 entre l'institution judiciaire et François Hollande.

Jusque-là, les magistrats savaient gré à François Hollande de laisser travailler les parquets. Signe de ce climat apaisé, le président avait été reçu le 7 octobre au congrès de l'Union syndicale des magistrats, organisation majoritaire de la profession, dont de nombreux membres s'étaient levés pour applaudir son intervention.

L'USM s'est depuis dite "stupéfaite" du "double discours" tenu par le chef de l'État.

LVOG - Qu'a-t-il écrit qui fait polémique ?

AFP - Dans le livre "Un Président ne devrait pas dire ça..." des journalistes Fabrice Lhomme et Gérard Davet, François Hollande déclare ainsi : "Cette institution, qui est une institution de lâcheté... Parce que c'est quand même ça, tous ces procureurs, tous ces hauts magistrats, on se planque, on joue les vertueux... On n'aime pas le politique. La justice n'aime pas le politique..."

LVOG - Alors que ce n'est pas faute de l'épargner. Elle lui a rendu service en s'attaquant à Fillon et Sarkozy. Se soumettre ne suffit plus à Hollande, cette institution doit s'engager plus loin dans son soutien à sa politique policière, liberticide, répressive, militariste, guerrière, elle doit chanter ses louanges en s'engageant idéologiquement à ses côtés à l'instar des médias, des gens du spectacle ou de la culture qui rivalisent de servilité.

AFP - ...le premier président de la Cour de cassation Bertrand Louvel a asséné qu'il n'était "pas concevable que la charge de président (...) puisse être utilisée par son titulaire pour contribuer à diffuser parmi les Français une vision aussi dégradante de leur justice".

LVOG - Quand la justice fait preuve de mansuétude envers ceux d'en bas, c'est le pendant de sa tendance à faire preuve d'une mansuétude plus grande encore ceux d'en haut.

AFP - M. Louvel et le procureur général de la plus haute juridiction française, Jean-Claude Marin, avaient été reçus à leur demande en catastrophe mercredi soir par le chef de l'État.

Selon M. Marin, l'entretien de la veille à l'Elysée "n'a pas atténué le sentiment que la magistrature (avait) ressenti face à une nouvelle humiliation".

Le premier président a même estimé que, venant du garant constitutionnel de l'indépendance de la justice, les commentaires de M. Hollande posaient "un problème institutionnel".

Les deux plus hauts magistrats de France ont été rejoints dans leur indignation par le Conseil supérieur de la magistrature, qui a dénoncé des propos "dangereux et injustes", et par les avocats, qui ont fait part de leur "consternation" et "incompréhension" selon le président du Conseil national des barreaux (CNB) Pascal Eydoux.

"Il doit s'excuser, il doit réparer", enjoint même l'avocat Jean-Pierre Mignard, proche du président.

Les organes regroupant présidents et procureurs des tribunaux et cours d'appel ont de leur côté "vivement" déploré des propos

qui "portent gravement atteinte au crédit et à la confiance que doivent avoir les citoyens dans leur justice".

Les propos ont été d'autant plus mal compris que la semaine dernière, François Hollande ne tarissait pas d'éloges à l'égard des magistrats. "La justice n'a rien d'abstrait. Elle a vos visages, elle a votre vigilance, elle a votre énergie, elle a votre professionnalisme (...) Je me suis toujours abstenu de critiquer la justice", déclarait-il alors. AFP et Francetv info 13.10 La justice, parlons-en, quelle justice ? Les trois avocats que j'avais contactés pour s'occuper du différent qui oppose mon épouse à la Caf se sont désistés tour à tour, parce qu'ils n'avaient pas le temps ! Des pourritures.

Le FN vole au secours de Hollande.

- Le FN dénonce "les attaques" des magistrats contre "la fonction présidentielle" - AFP

"Les attaques très sévères de magistrats contre un président de la République sont difficilement tolérables pour tous ceux qui sont attachés à la fonction présidentielle et au respect républicain qu'on lui doit", a écrit dans un communiqué Florian Philippot, vice-président du FN.

"Il faut avoir du respect pour la fonction présidentielle. Manifestement les hauts-magistrats se croient absolument intouchables. J'en suis assez stupéfait", a ajouté sur France 3 le sénateur David Rachline, directeur de campagne de Marine Le Pen pour la présidentielle. AFP 13.10

Le Monde roule pour Hollande

- Economie, immigration, terrorisme : les intox du débat de la primaire à droite - LeMonde.fr 13.10

En oligarchie. Militarisation de la société.

- La garde nationale, une réserve opérationnelle - liberation.fr

Fin 2018, la garde nationale comptera 85 000 hommes répartis entre la défense (terre, air, mer) avec 40 000 personnels, 40 000 autres rejoindront la gendarmerie. Enfin les 5 000 restants seront destinés à renforcer les rangs de la police nationale.

...les réservistes, souvent mal formés, devaient se contenter d'équipements de deuxième main et d'un entraînement plutôt rare.

Les futurs membres de cette garde nationale rempliront exactement les mêmes missions que les soldats d'active. Y compris de possibles participations aux Opex, les opérations extérieures. D'ailleurs rien sur leur uniforme ne les distinguera des soldats de métier. Ils ne sont pas uniquement destinés à venir renforcer le dispositif «Sentinelle», prévu pour s'installer dans la durée. liberation.fr 13.10

- Cazeneuve porte plainte après la découverte de tags antipolice à la Sorbonne - lefigaro.fr

Quatre inscriptions appelant à la mort des policiers ont été découvertes mardi soir sur les murs de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Le syndicat Alliance dénonce «une situation alarmante».

Quatre inscriptions appelant à la mort des fonctionnaires de police ont en effet été écrites en gros sur les murs de l'université parisienne du XIIIe arrondissement. En réaction, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a déposé plainte ce mercredi contre des inscriptions «constitutives d'apologie de crimes contre des policiers». «Ces insultes et incitations aux violences contre les représentants des forces de l'ordre (...) sont intolérables et seront sanctionnées avec la plus grande sévérité», a indiqué le ministre dans un communiqué.

L'université a elle aussi annoncé qu'elle portait plainte après ces «messages intolérables à l'encontre des fonctionnaires de police laissés sur ses murs», «aux antipodes des valeurs qu'elle défend». La ministre de l'Éducation Najat Vallaud-Belkacem et le secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur Thierry Mandon ont demandé au recteur de l'Académie de Paris de prendre «les sanctions contre les auteurs de ces faits dès que ceux-ci seraient appréhendés». lefigaro.fr 13.10

- Bagelstein : les peines de prison ferme de militants féministes commuées en sursis - Liberation.fr

Les quatre jeunes condamnés en mai pour des violences à l'encontre du gérant d'une sandwicherie Bagelstein à Rennes ont vu leurs peines de prison ferme commuées en sursis, a-t-on appris mardi auprès de la cour d'appel. Liberation.fr

Tout est "relatif", ouf les "heureux élus" selon l'AFP sont rassurés !

- Les milliardaires plus nombreux sur le globe mais un peu moins riches AFP

L'année dernière, 210 personnes sont entrées dans le club très fermé des ultra-riches, qui compte désormais près de 1.400 membres dont près d'un tiers (538) d'Américains, selon cette étude co-réalisée avec le cabinet PricewaterhouseCoopers.

La région Asie-Pacifique et ses 520 milliardaires arrivent en deuxième position et menace l'hégémonie américaine, grâce à l'Asie qui voit éclore un nouvel ultra-riche tous les trois jours. L'Europe ferme le peloton avec 339 heureux élus.

Leur fortune totale reste colossale, à 5.100 milliards de dollars, soit près de deux fois le produit intérieur brut de la France, mais elle a reculé d'environ 6% en un an.

Ce mauvais cru 2015 s'explique, selon eux, par les "vents contraires" qui pèsent sur l'économie mondiale, telles que la chute des cours des matières premières et l'appréciation du dollar.

Leurs déboires restent toutefois relatifs: la fortune moyenne de ces ultra-riches s'élève à 3,7 milliards de dollars quand près 800 millions de personnes vivent, selon la Banque mondiale, avec 1,90 dollar pour jour. AFP 13.10

Quand la civilisation humaine chavire.

Animalerie.

- Insémination post mortem : une Française obtient la possibilité d'utiliser le sperme de son mari décédé - LeMonde.fr

La requérante, âgée de moins de 30 ans, a perdu en janvier 2016 son mari malade, puis son enfant in utero à quelques jours du terme. LeMonde.fr 13.10

Acharnement thérapeutique

- L'affaire Vincent Lambert de retour devant le Conseil d'Etat - LeMonde.fr La Cour administrative d'appel de Nancy qui a ordonné en juin à l'hôpital de Reims une reprise de la réflexion sur l'arrêt des traitements de cet homme de 40 ans en état végétatif, a saisi la plus haute juridiction administrative. LeMonde.fr 13.10

Le suppositoire de trop au pays de Bilderberg.

Eugénisme ou comment se débarrasser légalement s'il vous plaît de tous ceux qui ne supportent plus de vivre dans leur monde pourri. Vous aurez constaté que lorsque l'oligarchie se confond avec la monarchie qui lui sert de modèle, elle fait figure de laboratoire dans la guerre qu'elle livre tout azimut à la population laborieuse, et tout particulièrement à ses couches les plus vulnérables, les jeunes, les femmes, les vieux, pour leur bien cela va s'en dire.

- Aide au suicide: Les Pays Bas veulent autoriser la pratique aux personnes âgées non malades - 20minutes.fr

Avec la Belgique, les Pays Bas ont été en 2002 le premier pays au monde à légaliser l'euthanasie. Ils envisagent désormais d'autoriser l'aide au suicide pour les personnes âgées qui ont le sentiment d'avoir « accompli » leur vie, même si elles ne sont pas malades.

« Les personnes qui pensent, après avoir mûrement réfléchi, avoir achevé leur vie, doivent, sous de strictes conditions et selon des critères très précis, être autorisées à finir leur vie d'une manière qui leur semble digne », ont affirmé les ministres de la Santé et de la Justice dans une lettre adressée au parlement.

Le futur texte, qui sera élaboré après des discussions avec des experts, ne portera que sur les personnes âgées mais le gouvernement n'a pas encore évoqué d'âge spécifique. Les personnes concernées « ne voient plus de possibilité pour donner un sens à leur vie, vivent mal leur perte d'indépendance, ont un sentiment de solitude », assure le gouvernement.

Le projet est cependant loin de faire l'unanimité et a été critiqué par plusieurs partis de l'opposition. A l'image du parti socialiste, qui estime qu'un éventuel texte ne peut que mener à « une pression sur les autres personnes âgées qui vont se sentir de trop dans la communauté ».

Il ne s'agit pas d'une « mort sur commande »

« Il faut organiser un processus très consciencieux (…) Il ne doit pas s'agir ici de personnes qui, par exemple, sont seules ou qui sont dépressives ou dont les problèmes peuvent être résolus d'une autre manière », s'est défendue la ministre de la Santé à la télévision publique NOS, assurant qu'il ne s'agissait pas d'une « mort sur commande ».

Selon un sondage publié au début de l'année, 64 % des Néerlandais sont favorables à la mise à disposition d'une « pilule de fin de vie » pour les personnes âgées qui le désirent. 20minutes.fr 13.10

Cela permettrait de résoudre de manière thérapeutique le problème du déficit des caisses de retraite...

"Les personnes concernées « ne voient plus de possibilité pour donner un sens à leur vie, vivent mal leur perte d'indépendance, ont un sentiment de solitude », assure le gouvernement", c'est le cas de tous les clochards, les exclus de leur société, cela pourrait concerner des centaines de milliers ou des millions de personnes.

Vous imaginez les ministres d'un gouvernement impliqué dans les bombardements de la Syrie ayant le sens de la dignité, qui peut croire un instant qu'ils pourraient être animés de bonnes intentions envers le peuple ?

Après les jeunes qu'ils ont livrés à la drogue, les femmes à la prostitution, tout cela pour garantir la stabilité du régime, il leur faut maintenant se débarrasser des vieux qui ne supportent plus leur condition misérable d'existence et qui pourraient se joindre aux autres générations qui contestent la légitimité du régime.

Milice de la pensée et atteinte à la liberté d'expression ou quand l'enfer est pavé de bonnes intentions.

- Proposition de loi PS pour pénaliser des sites internet anti-IVG - AFP

Les députés socialistes ont déposé leur proposition de loi pour élargir le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) aux sites internet diffusant de "fausses informations" sur l'avortement, considérant que leurs pratiques doivent être pénalisées. AFP 13.10

S'ils commencent par réprimer les sites internet qui diffusent de "fausses informations", où s'arrêteront-ils ?

En oligarchie la guerre des sexes doivent faire rage.

- Etats-Unis : les tables à langer bientôt obligatoires dans les toilettes pour hommes - Franceinfo

La proposition de loi BABIES Act a été votée à l'unanimité, vendredi. Elle vise à rendre obligatoire les tables à langer dans toutes les toilettes pour hommes des bâtiments publics américains. Franceinfo 13.10

- Le Sénat réforme la loi sur la presse en facilitant les poursuites contre les internautes - LeMonde.fr

Les sénateurs ont achevé dans la nuit de mercredi 12 au jeudi 13 octobre l'examen en séance publique de l'article 37 du projet de loi sur l'égalité et la citoyenneté, qui modifie en profondeur la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Un texte fondateur qui encadre notamment les délits de diffamation ou d'injure.

Malgré son appellation, la loi de 1881 sur la liberté de la presse ne concerne pas seulement la presse. Il est loin, le temps où les journalistes avaient le monopole de la parole publique : ils le partagent désormais avec les 40 millions d'internautes français, à qui la loi de 1881 s'applique également et que les changements concoctés par les sénateurs concernent au premier chef.

Les sénateurs ont ainsi modifié les dispositions concernant la prescription des délits de presse (injure, diffamation, etc.). Aujourd'hui, une personne qui s'estime injuriée ou diffamée dispose de trois mois pour porter plainte – à l'issue de ce délai, l'auteur d'un contenu ne peut plus faire l'objet de poursuites. La nouvelle version de la loi étend ce délai à un an, avec une dérogation pour les articles publiés sur Internet qui seraient aussi imprimés dans un journal papier.

Les sénateurs ont aussi mis à bas un mécanisme fondamental de loi sur la liberté de la presse : celui qui empêchait le juge de requalifier les faits qui lui étaient soumis. Autrement dit, si un individu se présentait au juge affirmant être diffamé et que ce dernier estimait au contraire qu'il s'agissait d'une simple injure, la procédure était annulée. Ce dispositif obligeait l'accusation à parfaitement préciser son attaque, au risque d'être déboutée : en miroir, cela protégeait la défense et donc la liberté d'expression.

Plus inquiétant encore, le texte fait sauter un autre verrou essentiel : les poursuites au civil, parfois entreprises en complément des poursuites au pénal, seront affranchies des obligations formelles spécifiques au droit de la presse, qui sont largement favorables à la défense. Cela facilitera donc de nombreuses poursuites et « cela concernera n'importe quel propos portant préjudice à autrui », souligne M. Bigot.

Les sénateurs ont souhaité exclure les « journalistes professionnels » de ce champ – mais pas les internautes de manière générale qui pourront donc se voir assignés devant les tribunaux de commerce, sans bénéficier du régime favorable actuel, par quiconque s'estimera lésé par leurs propos. lemonde.fr 13.10

En bref

Si le patronat y tient autant que les bureaucratie syndicales corrompus, est-ce vraiment l'intérêt des travailleurs ?

- Pour le paritarisme, il nous faut décréter l'union sacrée - huffingtonpost.fr 18.10

Thibault Lanxade - Entrepreneur, vice-président du Medef, administrateur dans le monde paritaire de la protection sociale.

Comme à Alep en Syrie ou les barbares sont protégés... par le Pentagone !

- Mossoul: Daesh empêche les civils de quitter le ville et s'en sert comme boucliers humains, selon le Pentagone 20minutes.fr

Haut de page

Le 27 octobre 2016

CAUSERIE

On a laissé de côté beaucoup d'infos que vous trouverez facilement ailleurs.

On poursuivra l'actualisation du site ce soir, on ajoutera notamment l'interview qu'a donné le 19 octobre le Président syrien Bachar al-Assad à la télévision suisse SRF1, dont les propos pourraient servir de leçons aux gauchistes et autres misérables internationalistes qui tiennent un discours similaire à celui de Hollande ou qui ont opté pour le camp de la guerre, celui du Pentagone et de l'OTAN, de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste. Apparemment cela ne les dérange pas, normal quand on est sous influence.

On attend avec un brin d'angoisse le début de la mousson. Ils ont annoncé des cyclones et des pluies diluviennes pendant des semaines, mais bon, avec toutes les conneries qu'ils racontent, ils terrorisent la population plutôt qu'autre chose. En urgence je dois construire un abris pour les chèvres.

Samedi ce sera Diwali ou Dipawali, trois jours de fête, de grosses bouffes et de dépenses, mais pas chez moi, on se ménage, et puis Selvi travaillera samedi et lundi.

J'ai envoyé mon dossier pour ma retraite début avril et je n'ai eu aucune nouvelle. J'ai renvoyé un dossier complet plus un fax. C'est le bordel complet à la Sécu. Ils réclamaient 21.000 euros à mon épouse, puis 1.700, ensuite c'est remonté à 4.500 pour redescendre à 1.400, et à l'heure qu'il est ils ne lui réclament plus que 670 euros.

J'ai été obligé de changer de téléphone portable alors que j'y suis allergique. Une dépense imprévue, une de plus, mais je suis prévoyant !

Celui que j'avais acheté il y a quelques mois suite au passage au G4 est tombé en panne. Je l'ai fait réparer et il est retombé en panne trois jours plus tard, normal quoi. La réception du signal et le haut-parleur étaient médiocres, du coup j'ai cassé ma tirelire pour acheter un truc à écran tactile. La réception est au maximum, au lieu d'aller au fond du jardin pour répondre au téléphone ou passer un coup de fil, je le pose sur la table dans la maison, c'est quand même plus pratique, surtout quand il pleut ou le soir à cause des serpents et autres scorpions !

Je ne pensais pas qu'ils pouvaient commercialiser des produits aussi merdiques, 20 euros, cela ne les méritait même pas, là j'ai dû en dépenser près de 100, une fortune pour moi. Autres avantages, je peux enregistrer les conversations téléphoniques et il est possible de le connecter à l'ordinateur, donc je n'ai plus besoin d'appareil photo. Je vais voir ce que donne la vidéo pour mettre des fichiers dans le site. Et puis je n'ai pas besoin de recharger la batterie tous les jours même quand je ne m'en sers pas, une ou deux fois par semaine suffise. C'est un appareil indien fabriqué près de Delhi, Vivo, j'ai pris le modèle de base, c'était le moins cher. Mais bon, je dois vous paraître archaïque avec mes histoires, même auprès de beaucoup d'Indiens qui se ruinent dans ces trucs-là.

A part cela, une autre petite histoire indienne. J'ai fait réparer le ventilateur d'une dame de mon village qui fait partie de la famille de ma compagne Selvi. Je l'avais démonté et j'en étais arrivé à la conclusion que c'était la capacité ou l'axe du rotor qui posait problème et non le bobinage. Je l'ai emmené chez un réparateur qui m'a réclamé 750 roupies pour changer le moteur complet, j'ai décliné l'offre. Ensuite je suis allé à deux reprise à Pondichéry (25 kms aller-retour) chez un autre réparateur et je m'en suis tiré pour 300 roupies. Cette dame étant pauvre, je me suis dit que j'allais lui faire économiser un peu de sous et qu'elle serait contente. Effectivement, au point qu'elle a imaginé que c'était moi qui paierait sa facture ! Je lui ai répondu non, sans qu'elle me rembourse pour autant. Plusieurs jours ont passé, puis je la croise sur la route du village, je m'arrête et je lui réclame mon argent. Elle me répond qu'elle a un problème avec une douille dans sa maison et qu'il faudrait la changer, en fait elle ne m'a pas écouté. Je lui ai répondu que je passerai plus tard et elle m'attend toujours, elle risque d'attendre aussi longtemps que moi mon argent.

C'est la troisième personne qui me fait le coup, précédemment c'était pour des photos. Elles débarquent chez moi, je prends des photos, je les fais tirer et je paie avec mon argent, je leur remets les photos et puis plus rien. J'ai dit à Selvi que si quelqu'un du village ou de sa famille demandait à ce que je les prenne en photo, elle devait répondre que mon appareil était en panne. Et c'est sans parler de ma voisine qui avait fini par s'introduire chez moi quatre fois par jour sous des motifs divers, me réclamant des aubergines, des bouteilles vides, de l'eau, des fleurs, quand elle ne se servait pas elle-même dans le jardin. Je l'ai raconté à Selvi qui l'a remise en place, du coup j'en suis débarrassé !

Le mieux, c'est qu'après elles vous détestent ou racontent volontiers des conneries sur votre dos.

J'avais pris l'habitude de nourrir le soir quelques chiens errants du village, puis un jour je me suis retrouvé avec une meute de clébards devant ma grille qui hurlaient à la mort à n'importe quelle heure de la nuit. Aussitôt on m'accusa d'en être responsable, du coup je cessai aussitôt de nourrir ces chiens pour éviter les ennuis avec les villageois. En fait, parmi les quatre chiens que je nourrissais figurait une jeune femelle qui était en chasse, ce qui explique pourquoi une dizaine de mâles affamés ont rappliqué. Jusque là je croyais que c'était un jeune mâle, il faut dire que je ne m'étais jamais penché dessus pour l'examiner de près, surtout sans mes lunettes, cela n'aurait servi à rien. C'est Selvi qui m'assura que c'était une femelle, je pris la peine de m'en assurer et effectivement elle avait raison, elle aurait pu me le dire plus tôt, ça c'est Selvi ! Tout cela pour dire qu'à la moindre occasion je peux me mettre à dos tout le village et je n'y tiens pas vraiment.

Une dernière pour la route.

Pendant plusieurs mois la soeur de Selvi a habité plus ou moins chez nous pour faire bref. Je lui ai prêté de l'argent pour construire sa petite maison (qu'elle doit me rembourser sur deux ans), une pièce unique en fait, je lui ai acheté des vêtements, plus un tas de trucs, bref, on l'a nourrie et entretenue pendant des mois, on lavait son linge, jusqu'au jour où elle a réclamé 4.000 roupies, Selvi m'en a parlé, j'ai refusé, du coup du jour au lendemain on ne l'a plus revue et elle ne nous adresse plus la parole.

Vivre au quotidien parmi les couches les plus profondément arriérées est une épreuve qui nécessite beaucoup de patience, et de faire preuve de beaucoup de tact, de discernement, de tolérance et de modestie pour ne choquer personne ou ne pas s'emporter. C'est un excellent exercice pour juger si nous en sommes capables ou si nous ne nous racontons pas d'histoires. Car c'est facile de parler à tort et à travers des pauvres ou des mes masses quand on les côtoie de loin seulement.

La plupart des gens les méprisent ou sont injustes à leur égard, et quant à ceux qui se penchent sur leur sort, ils ne trouvent pas mieux à faire que de flatter leurs côtés détestables, quand ils ne s'en prennent pas tout aussi injustement aux travailleurs qui ont la chance d'avoir des conditions meilleures, comme s'ils ne les méritaient pas ou s'ils étaient responsables de la pauvreté, ce qui est infâme. Etre juste dans tous les cas de figure n'est pas facile ou n'est pas donné à tout le monde, il faut en convenir. Avant de juger le comportement d'une personne et non cette personne en tant que telle pour peu qu'on se l'autorise, nécessite de bien connaître sa condition, son degré de conscience, avant de se mettre à sa place pour estimer ce qu'elle est en mesure de comprendre ou de faire, et lorsque ce n'est pas possible, il vaut mieux tout simplement s'en abstenir ou garder poliment et respectueusement ses distances, ce sera préférable pour tout le monde.

La question du respect entre nous est déterminante, cela aussi est un principe non négociable. On subit tous le mépris des classes supérieures, on devrait s'en inspirer pour ne pas les imiter. J'arrête là, car je pourrais encore continuer longtemps sur ce sujet qui me tient particulièrement à coeur. C'était improvisé.

Quelques réflexions politiques.

1- Des mal nommés réseaux sociaux à l'Opposition de gauche.

Ce n'est pas pour des prunes qu'ils ont appelé réseaux sociaux leurs instruments de propagande planétaires qui leur rapportent un fric monstre, il suffit de voir la cotation de Google à Wall Steet pour en avoir une petite idée, mieux, qui leur font économiser un fric tout aussi faramineux puisqu'ils n'ont pas à débourser un rond de plus pour répandre leur idéologie dans quasiment tous les foyers et atteindre toutes les générations, toutes les classes de la société, ce sont les internautes qui se chargent de la diffuser eux-

mêmes, génial !

Et vous direz-vous ? Je les boycotte. Je boycotte également TV, radio et presse écrite. Mais comme Internet est le seul instrument de communication à ma disposition, je suis bien obligé de m'y connecter, sauf à me couper du reste du monde.

Je me borne aux infos gratuites publiées par Yahoo rédigées par les agences de presse ou les médias institutionnels, qui ne peuvent avoir absolument aucune influence sur mes idées, car je les recoupe par la suite avec les articles publiés plus tard par des médias dits alternatifs ou indépendants en prenant bien soin de distinguer entre ce qui relève des faits et ce qui provient de l'interprétation subjective de leurs auteurs.

Et pour m'exprimer je n'utilise que mon portail, la voix de l'Opposition de gauche.

J'ai refusé d'en faire un instrument de leurs réseaux sociaux dans lesquels figurent également les forums, où n'importe qui peut s'exprimer et raconter n'importe quoi, où des provocateurs peuvent facilement s'infiltrer, sans parler des personnes particulièrement mal intentionnées à votre égard, belliqueuses, aigries, etc. , bref, des déséquilibrés en tous genres qui ne cherchent qu'à nuire à ceux qui ne pensent pas comme eux ou plus généralement qui sont mal dans leur peau ou sont incapables de s'assumer, qui ont adopté le plus souvent inconsciemment une conception étroite ou bornée de la liberté d'expression, qu'ils n'accordent qu'à ceux qui leur ressemblent ou partagent leurs idées.

N'ayant nullement l'intention de traiter ces cas cliniques ou de proposer des solutions à leurs problèmes, je m'en tiens à la ligne de conduite que j'ai adoptée, qui consiste à être tel que je suis le plus sincèrement possible avec mes qualités et mes défauts que nul n'est obligé d'imiter, laissant à chacun la liberté de penser et d'agir à sa guise, sans que personne ne porte de jugement sur l'un ou sur l'autre, puisque cela n'a jamais été l'objet de notre démarche qui consiste uniquement à faire avancer nos idées ou servir la cause du socialisme.

Le soutien que l'on peut accorder à un parti ouvrier est une autre question. Il doit être motivé ou justifié.

Il peut être plein ou entier, c'est-à-dire aveugle ou au contraire conditionnel en comportant des réserves qui incluent des désaccords clairement identifiés ou de simples constats faits au fil des jours, qui ne doivent pas forcément servir à alimenter la polémique, disons qu'ils témoignent du bien-fondé de nos critiques ou de nos désaccords. Quelques mots suffisent parfois pour les mettre en relief, car ils témoignent de l'état d'esprit de leurs auteurs ainsi que leurs réelles intentions, dont ils n'ont pas forcément conscience ou sur lesquelles ils ne se sont pas interrogés eux-mêmes.

Je veux dire par là qu'on peut tenir des propos qui révèlent la véritable nature de notre engagement politique sans y prêter attention (ou notre niveau de conscience en général), ce qui arrive aux gens qui ignorent que la dialectique s'applique également à leur pensée et à leur inconscience, à chacune de leurs manifestations qui peuvent être analysées et faire l'objet d'un enseignement. Et si peu de gens se livrent à cet exercice, par ignorance de préférence, il va de soi que c'est parce que la plupart du temps ils seraient effrayés par ce qu'ils découvriraient sur eux-mêmes.

Allons plus loin, et s'ils ne le supporteraient pas, il va de soi également qu'ils ne supportent pas les gens qui pratiquent ce genre d'exercice et qui peuvent s'y livrer sur eux-mêmes, ce qui contribuerait à mettre à nu leur inconsistance, leur incohérence, leurs contradictions, leur hypocrisie, etc. bref, tout ce qu'ils ne veulent pas voir sur eux-mêmes qui n'est pas vraiment à leur avantage. Ne comprenant pas votre démarche, ils vous accuseront de porter un jugement sur eux ou de leur faire un procès d'intention, alors que cela n'a jamais été votre intention, ce qui mettra fin à votre discussion ou à vos rapports.

On peut avoir été rodé à ce genre d'exercice pendant des décennies, il n'en demeure pas moins qu'on ne passe pas son temps à observer et analyser chacune de nos pensées ou chacun de nos actes. La conscience ou la lucidité sont des états qui peuvent se manifester en certaines occasions ou qui peuvent exister au-delà à différents degrés sans qu'on y prête attention, rythmés par des périodes plus ou moins longues où c'est notre inconscience qui prend le dessus, de sorte qu'aucun d'entre nous ne peut se prétendre parfait ou invulnérable, ce qui devrait nous porter naturellement à faire preuve de modestie et nous inciter à éviter de juger nos semblables, à porter des jugements catégoriques ou définitifs souvent à la hâte et injustes.

Si l'idiot est à plaindre car il subit sa condition sans en connaître la nature et sans être en mesure d'agir dessus pour l'améliorer, celui qui est parvenu à s'élever au-delà de cet état primaire n'est pas forcément mieux loti, car il ignore quel niveau de conscience il a atteint, quel champs elle couvre, quelle en est la profondeur, et surtout quel chemin il lui reste à parcourir pour atteindre un degré de conscience si élevée qu'elle peut embrasser n'importe quelle manifestation, pour ainsi dire ne jamais plus en redescendre ou ne jamais plus se retrouver aveuglément sous l'emprise de son inconscience (ou l'influence de l'idéologie de la classe dominante), de sorte qu'en ignorant où se situe le curseur, il va se méprendre sur lui-même au point de commettre de nombreuses et graves erreurs lui portant préjudice ainsi qu'à son entourage, qui plus est devenant arrogeant, méprisant, intolérant, invivable en somme pour les autres.

Il faut donc tenir compte du fait que chacun se situe à un niveau de conscience différent, et que quel que soit le niveau de conscience qu'on a atteint ou qu'on prête à quelqu'un, on n'atteindra jamais le point d'invulnérabilité ou de perfection, tout du

moins dans l'absolu à chaque instant ou dans chacune des expériences que nous serons amenés à vivre au cours de notre existence. On continuera de commettre des erreurs, ce qui est le lot inévitable de tous ceux qui ne se contentent pas de leur sort et qui cherche à aller de l'avant.

On a évidemment toute les peines du monde à se situer et à tenir compte de ce facteur.

On s'en rend compte facilement chaque fois qu'on interprète la moindre idée ou le moindre fait, puisque cela déclenche des polémiques, des incompréhensions, des critiques virulentes, des accès de haine ou de violence aveugle parfois, etc. qui sont parfaitement injustes mais pas injustifiés, car on peut détecter qu'elles en sont les origines sociales ou psychologiques ou les deux à la fois, elles sont souvent imbriquées, il faut les identifier pour ne pas commettre de méprise.

Prenons un exemple.

Si j'annonçais que je soutiens le POID après le torrent de critiques que j'ai déversées sur ce parti et ses dirigeants, je ne prends aucun risque en affirmant que cette prise de position serait interprétée de travers par la plupart des lecteurs ou militants, qui parce qu'ils ont leurs propres raisons pour ne pas y adhérer ne se donneraient même pas la peine d'examiner mes arguments. Ils interprèteraient ce ralliement comme une preuve de mon opportunisme, en guise de réflexion ils adopteraient un comportement primaire, parce que le curseur de leur conscience qu'il surestime se situe plus proche de l'idiot dont il a été question précédemment que de l'être doté d'un niveau de conscience supérieur qui devrait nous servir de modèle ou d'idéal, c'est en tout cas de cette manière que j'interprèterais leur réaction, sans leur en vouloir ou les juger évidemment. Inutile de dire qu'avec mon parcours pour le moins archaïque, je suis plutôt mal placé pour prétendre incarner ce modèle, il serait donc ridicule de me balancer une telle accusation.

Je ne ferais pas une telle annonce, cependant j'apprécie l'orientation du POID à sa juste valeur, à la fois critique envers les appareils pourris des syndicats (indépendants le week-end ou les jours de fête ai-je lu quelque part...), toutefois cela reste à confimer dans les faits, tournée contre les institutions de la Ve République, je dirais qu'à ce stade là encore cela exige confirmation, le POID doit abandonner définitivement le double langage qui était la marque de fabrique de l'opportunisme lambertiste, ses dirigeants doivent manifester résolument ou sans ambiguité leur rupture avec le PS et tous ses satellites qu'ils doivent caractériser de droite, et quant au règlement de nos désaccords qui portaient sur le passé, je pense que le développement de la lutte de classes à venir aidera à en venir à bout en se passant de procès, de séances d'autocritiques ou de chasses aux sorcières qui sont des procédés détestables.

Pourquoi affichez-vous une telle confiance, direz-vous peut-être? C'est simple, parce que si vous avez bien observé, les faits ce sont chargés de trancher dans un sens ou dans un autre un tas de questions qui nous divisaient, et peu importe ici de savoir qui avait raison, il en ira de même pour les désaccords encore en suspens. Par exemple, le développement de la crise en Grèce ou le Brexit a montré qu'axer sa politique contre l'UE au lieu de la concentrer contre les institutions nationales était une erreur ou menait à une impasse.

Maintenant, le POID s'est lancé dans l'aventure des réseaux sociaux en ouvrant une page sur Facebook. Cette décision partait sans doute de bonnes intentions, mais je ne suis pas certain qu'elle ait été judicieuse ou alors il faut la recadrer d'urgence, car les commentaires qui y figurent s'inscrivent très souvent à contre-courant de l'état d'esprit qui est censé animé les militants et les dirigeants de ce parti, les auteurs de ces commentaires poursuivant des objectifs politiques ouvertement opposés à ceux du POID.

C'est comme si dans mon portail je permettais à des personnes véhiculant le réformiste ou l'idéologie de la classe dominante de s'exprimer sans ajouter le moindre commentaire, donc en laissant le soin aux lecteurs de les adopter sans qu'ils aient forcément les moyens d'identifier leur nature de classe, ce qui reviendrait à les laisser induire en erreur sans réagir, au demeurant ce serait prendre le risque qu'ils m'attribuent le contenu politique de ces commentaires, ce qui est incevable évidemment.

En voici quelques exemples.

Le 24 octobre à 13h

- "La Cour des Comptes a, elle aussi, été polluée par les théories néolibérales de la bonne gouvernance dont le raisonnement ne repose que sur l'aspect financier et en aucun cas sur l'aspect humain."

Pourquoi, parce qu'avant "l'aspect humain" était pris en compte par la Cour des Comptes, comme on vivait bien alors, vous sans doute... Vous combattez les institutions de la Ve République ou vous les ménagez ? Il n'y a pas lieu de leur accorder dans le passé, le présent ou le futur le moindre crédit, le moindre avantage, la moindre vertu, c'est une question de principe non négociable. Quand on se prétend indépendant, on commence par l'être envers l'Etat et ses institutions.

Le 23 octobre à 14h

Le PSOE va laisser le PP gouverner en Espagne :

- "L'intérêt général, ils ne savent même plus ce que ça signifie !", parce qu'ils l'ont su un jour, pour le compte de quelle classe ? Au PS aussi sans doute.

Il faut avoir à l'esprit en permanence que sans la trahison de la social-démocratie il y a un siècle et sans le stalinisme ensuite, le cours de l'humanité aurait été totalement différent et peut-être qu'aujourd'hui le capitalisme ne serait plus qu'un vieux souvenir. Le perdre de vue un instant et vous basculez dans le camp de la réaction.

Le 22 octobre à 04:35

A propos de Valls, un commentaire :

- "La gauche, ça fait longtemps qu'il l'a laissée tomber"

Vraiment ? Pourquoi Valls aurait-il été un jour de gauche ou pour le renversement du régime, tiens donc, première nouvelle...

Et puis, la gauche n'existait-elle pas avant Valls, avec Mitterrand par exemple, avec Blum sans doute, sans oublier Jaurès l'antithèse de Marx...

La présence de dirigeants de la SFIO dans des cabinets ministériels de droite au début du XXe siècle n'était pas le fait du hasard, elle avait une signification politique, elle était le produit de l'ambiguité de la SFIO pour ne pas dire qu'elle révélait sa véritable nature de classe.

Il y a deux choses avec lesquelles nos dirigeants sont décidément fâchés, caractériser la nature des partis et particulièrement ceux de la pseudo-gauche, caractériser leurs dirigeants, ensuite, fournir la signification politique de certains faits ou de certaines déclarations, parce que dans les deux cas cela ne collerait pas avec leurs propres interprétations présentes ou passées, sur lesquelles ils ne peuvent revenir sans mettre en lumière les erreurs d'appréciation ou d'analyse qu'ils n'ont eu de cesse de répéter inlassablement, qui poseraient de trop nombreuses questions auxquelles il est préférable de ne surtout pas chercher de réponses de crainte de découvrir l'inavouable...

Quand un courant politique est marginalisé, la tentation sera grande d'imiter le discours dominant pour briser son isolement, d'emprunter ses paradigmes au sens grammatical du terme, économie qui lui sera préjudiciable, car dans certains cas il intègrera un contenu et des rapports en contradiction avec ses propres définitions ou interprétations ce qui contribuera à modifier son orientation politique et à l'écarter de ses objectifs, qu'il pourra finir par abandonner à force de ne plus être vraiment lui-même.

La gauche n'est pas morte ou elle ne s'est jamais suicidée puisque nous sommes bien vivants !

Ce n'est pas la gauche qui est morte en 1914, mais le courant politique qui s'était identifié à la gauche après l'avoir abandonnée, et qui a continué à s'identifier à elle frauduleusement en le dotant d'un objectif opposé à celui de la gauche consistant à s'en remettre au capitalisme pour réaliser le socialisme au lieu de le combattre pour le renverser. Cette substitution marquait la fin de l'appartenance de ce courant politique à la gauche, qui dorénavant ne pouvait plus se revendiquer du socialisme qu'en parole, ses actes étant conformes aux besoins de l'impérialisme qu'il avait adoptés. Dès lors il figurait dans le camp de la droite ou des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, et c'est comme tel qu'il aurait dû être caractérisé et combattu. Cela vaut pour le PC une fois stalinisé ou devenu contre-révolutionnaire au milieu des années 20.

Ce sont les militants et les partis qui combattent pour un changement de régime ou pour abattre le régime en place qui seuls incarnent la gauche. Nous pouvons affirmer que la gauche ou la véritable c'est nous, mais cela peut passer pour une prétention exhorbitante aux yeux des travailleurs en proie à une grande confusion sur sa réelle signification ou qui l'ignore tout simplement, ce qui peut les conduire sous l'influence du discours dominant à nous identifier aux mystificateurs qui se prétendent de gauche, PS et PCF ainsi que leurs satellites, aussi est-il préférable de prendre nos distances avec ce signifiant au contenu devenu réactionnaire et d'adopter la formule de l'Opposition de gauche à défaut de mieux car elle ne présente pas que des avantages, sans rapport avec Trotsky, elle peut laisser penser qu'on pourrait se contenter d'un rôle d'opposants au régime ou à la politique du gouvernement, alors que nous combattons pour changer de régime ou prendre le pouvoir ce qui justifie ou légitime la référence à la gauche à laquelle on restitue sa signification originelle ou historique.

La gauche n'est pas morte puisque l'Opposition de gauche existe.

On nous rétorquera que cette argumentation s'inscrit en contradiction avec les analyses de Lénine ou Trotsky sur le PS et le PC ou les rapports que l'avant-garde devait avoir avec ces courants politiques, c'est un fait et je l'assume entièrement.

Cela dit, il faut noter pour être tout à fait honnête, que mon argumentation ne s'inscrit en contradiction avec les leurs qu'en partie seulement, car il ne faut pas oublier qu'ils n'ont jamais considéré le PS et le PC comme de véritables partis socialiste ou communiste, ce que ces partis ont amplement confirmé par la suite, aussi est-il indispensable d'en tenir compte ou de tenir compte que près d'un siècle ou un demi-siècle s'est écoulé depuis, et qu'à un moment donné la quantité s'étant transformée en qualité il faut impérativement rectifier la caractérisation de ces partis à partir de l'évolution de leurs rapports avec les différentes classes, avec l'Etat, le cours de la lutte des classes, le rôle réactionnaires qu'ils ont été amenés à jouer ouvertement au sein des institutions ou en bons gestionnaires de l'Etat bourgeois pour le compte des capitalistes quand ils étaient au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire.

Il faut même aller plus loin et concevoir que si Lénine et Trotsky étaient vivants de nos jours, à la manière d'Engels qui peu de temps avant de mourir avait été extrêmement critique envers la manière dont il avait abordé avec Marx certaines questions, donc après coup, après avoir observé attentivement l'évolution de la social-démocratie et du mouvement ouvrier en général, il est probable que Lénine et Trotsky, qui n'avaient pas l'esprit borné ou limité de bien des militants et qui plus est de nos dirigeants, auraient corrigé bien des erreurs qu'ils avaient commises par le passé et qui leur seraient parues évidentes au regard du développement de la situation, ce qui lui aurait amené à modifier ou préciser certaines appréciations, on n'ose même pas imaginer qu'il aurait pu en être autrement par respect pour leur mémoire.

N'étant pas là malheureusement pour nous éclairer, nous n'en dirons pas davantage. Cependant, rien ne doit nous empêcher de nous livrer à nos propres analyses, qui vaudront ce qu'elles vaudront en fonction de notre capacité à avoir réussi ou non à maîtriser le matérialisme dialectique pour interpréter le cours de la lutte des classes pendant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, seuls les faits pourront en témoigner, on le précise à l'adresse de nos adversaires.

- "Calendrier du POID". 22 octobre, 09:07

2017 le centenaire de la révolution russe patati patata... pour finalement inscrire en couverture la devise démagogique de l'Etat bourgeois fustigée par Marx en Engels : Liberté, égalité, fraternité...

Un tel amalgame est intolérable, mais non sans signification politique assurément.

Au lieu de Liberté, égalité, fraternité, je leur propose, Prolétaires du monde entier unissez-vous qui est en phase avec les enseignements du marxisme ou de la révolution russe de 1917.

Balancez Jaurès et le réformisme, la collusion entre l'idéalisme et le matérialisme, la collaboration de classes, adoptez Marx ou Lénine, le matérialisme dialectique, la révolution socialiste...

Ces commentaires ont été lus par les responsables du POID avant d'être publiés sur leur page Facebook, on est bien d'accord ? Vous n'imaginez pas un seul instant qu'ils pourraient publier un seul de mes commentaires, n'est-ce pas ? Pour autant je n'en ferai pas toute une histoire, l'essentiel demeure l'orientation politique du POID que je partage.

A ceux qui pourraient croire que j'aurais pris soudain un coup de vieux, je les rassure, ma position est conforme à mes principes, elle s'inscrit dans la dialectique de la lutte de classe qui impose dans cette période difficile et dramatique que nous traversons, de se rassembler dans ou au côté du parti ouvrier qui incarne le mieux les objectifs politiques pour lesquels nous luttons et les tâches que le parti de l'avant-garde doit se fixer pour construire l'instrument politique sans lequel nous ne pourrons jamais vaincre notre ennemi de classe, permettre aux masses révolutionnaires de s'emparer du pouvoir politique en portant ce parti au pouvoir. Car c'est bien de cela dont il s'agit, construire un parti ouvrier révolutionnaire pour prendre le pouvoir, en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et les organismes politiques indépendant qu'ils auront créés, garantissant ainsi l'avènement et le fonctionnement de la démocratie.

Si les sympathisants de ce parti, ceux qui acceptent de s'associer à son combat politique sont susceptibles de faire preuve de faiblesse, de faillir, ce que l'on conçoit parfaitement, on ne peut l'accepter de la part des dirigeants de ce parti, et dans une moindre mesure de la part de ses militants, sans compromettre la crédibilité du parti auprès des travailleurs ou la confiance qu'ils lui accordent qui aura été si difficilement acquise. S'il faut faire preuve d'une détermination sans faille et de discipline pour construire cet instrument politique, il ne faut pas confondre fermeté et autoritarisme.

On ne peut exiger le meilleur de quelqu'un en général qu'à partir du moment où il dispose des conditions ou des moyens pour l'atteindre, dans le cas contraire on se comporte en procureur et on produit une injustice, ce n'est évidemment pas notre intention puisque cela serait nuisible à notre cause.

Quand on se fixe des principes, des règles, on doit se donner les moyens de pouvoir les appliquer ou de les respecter, de les défendre aussi, sinon ce n'est pas sérieux, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. De la même manière, si ce n'est pas parce qu'on se fixe un idéal ou un objectif politique qu'on sera en mesure de l'atteindre du jour au lendemain, ce n'est pas parce qu'on adopte des principes qu'on sera forcément en mesure d'en saisir la portée ou de les respecter. Il faut donc faire preuve de patience, de persévérance et cultiver bien d'autres qualités avant d'y parvenir, alors quand cela s'applique à des milliers

de militants, il est impossible de leur imposer le même rythme ou les mêmes exigences, il faut faire preuve de beaucoup de pédagogie et de souplesse avant qu'ils ne maîtrisent suffisamment ces principes qui sont indissociables de la nature de ce parti, de ses tâches et de ses objectifs politiques.

Je suis un ouvrier et mon père était menuisier en bâtiment, et bien je vais vous dire un truc. Avez-vous déjà essayé de scier correctement une planche avec une scie mal aiguisée ? Moi j'ai essayé et le résultat a été lamentable, feu mon père m'aurait traité d'incapable ou plutôt de crétin pour avoir seulement essayé et il aurait eu raison. Et bien avec notre affaire, c'est exactement la même chose.

2- Quand "la modernité libérale" rime avec fascisme.

Comment la pseudo-gauche utilise les instruments de propagande des nazis pour le compte de l'oligarchie, afin d'alimenter le fascisme et discréditer ses ennemis à défaut de pouvoir les faire taire ou de les éliminer physiquement.

C'est là qu'on s'aperçoit de l'aspect particulièrement nauséabond et criminel de l'entreprise qui a consisté à caractériser de gauche des acteurs et des partis qui en réalité étaient de droite, qu'il faut mettre au compte des représentants de la classe dominante mais pas seulement, puisque l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier en ont été leurs complices jusqu'à ce jour.

Au départ de cette imposture on trouve des journalistes qui se prétendent de gauche et qui sévissent dans des médias réputés de gauche, les Inrocks et Libération, appartenant aux oligarques, hommes d'affaires ou banquiers, Niel, Pigasse et Bergé.

Pourquoi avoir choisi des journalistes et des médias prétendument de gauche pour diffuser la propagande de l'oligarchie plutôt que des journalistes ou des médias réputés de droite ou d'extrême droite ? Parce qu'elle cible un public particulier, celui des intellectuels, des membres des classes moyennes, de la petite-bourgeoisie, les couches supérieures ou moyennes du prolétariat qui constituent les lecteurs de cette presse, et qui par leur niveau d'études ou le niveau de connaissances qu'elles sont censées avoir acquises sont les plus à même de développer un esprit critique envers l'orientation de la société définie par l'oligarchie ou le néolibéralisme qui porte atteinte à leurs privilèges, afin de les culpabiliser si elles n'y adhèrent pas au moyen d'un amalgame insupportable avec l'extrême droite, que le cas échéant elles sont appelées à rejoindre du fait de la proximité idéologique qui existerait entre eux selon les auteurs de ce livre, ou au mieux qu'elles cessent leur critique de la politique du gouvernement et se contentent de leur sort.

Cette entreprise consiste à dénoncer sans distinction comme "fachos" tous les personnes qui ne se reconnaissent pas dans la politique ultra réactionnaire du gouvernement, dont celles qui ne sont pas des "catholiques traditionalistes" ou des "fans de Dieudonné", qui graviteraient inconsciemment ou sans le savoir autour d'un "astre central" constitué par "le Front National", au point que certaines d'entre elles surprisent d'apprendre qu'elles appartiendraient à la "fachosphère" s'en sont félicités, par dérision peut-être, cela dit, il n'en demeure pas moins qu'ils ont été amenés à prendre connaissance qu'elles partageaient certaines idées avec l'extrême droite sous-entendant ou laissant imaginer que dans d'autres circonstances elles pourraient en partager davantage.

On s'aperçoit donc ici que cette entreprise était destinée à agir à différents niveaux sur les lecteurs et à conditionner ceux dont les principes sont fragiles ou dont la conscience est pour le moins volatile ou inconsistante, de sorte à les préparer le cas échéant à une mutation future vers l'extrême droite, à laquelle ils seraient préparés inconsciemment de longue date et ce qui ne les rebuterait pas le moment venu.

En quelque sorte, aussi incroyable que cela puisse paraître au premier abord, quelle que soit vos convictions politiques ou la manière dont vous vous définissez, de gauche, de droite, centriste, conservateur, etc. soit vous êtes appelé à soutenir aveuglément la politique de réaction sur toute la ligne du gouvernement que pour cette raison on peut qualifier d'extrême droite sans pour autant disposer des moyens politiques pour appliquer la totalité d'un programme d'extrême droite, on précise pour les esprits pointilleux, soit vous êtes un facho, de toutes manières, si vous n'êtes pas d'extrême droite aujourd'hui, vous le deviendrez demain, vous n'avez pas d'autres alternatives, donc autant vous rendre tout de suite à l'évidence. Et puis cela vous évitera de culpabiliser inutilement, faites comme nous disent les auteurs de ce livre, assumez, abandonnez vos vieux principes, vos vieilles valeurs, dépouillez-vous de votre bonne conscience hypocrite, devenez ouvertement des ordures, on n'en meurt pas et le monde en est plein, votre hiérarchie ou votre patron vous en sera gré, mettez votre esprit critique au service du néolibéralisme.

C'était là un des autres aspects de cette opération, leur véritable intention, le Figaro l'avoue au passage, sinon ils n'auraient pas sorti cette saloperie, multipliez au sein de la population les porte-parole de la "modernité libérale" aujourd'hui contestée par une large frange de la population pour étouffer dans l'oeuf toute contestation à tous les étages de la société, dans tous les milieux, faire régner l'ordre sans avoir à recourir à la force, pour le moment.

Quand il y a quelques années déjà, j'avais écrit que ce qu'ils appelaient la gauche était en réalité l'antichambre du fascisme, je n'étais pas trop en avance sur la situation, j'avais seulement prévu quel devrait être son développement à venir, en vain, puisque personne ne m'a pris au sérieux.

- « Nos très chers Emirs »: « une bouffonnerie insupportable » pour Nathalie Goulet - Public Sénat

La sénatrice centriste Nathalie Goulet répond aux journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot qui dans leur dernier livre rapportent qu'elle aurait réclamé cadeau et rétributions à plusieurs pays du Golfe. « Une bouffonnerie insupportable » selon la sénatrice qui envisage de porter plainte... Public Sénat

- Éric Woerth: "Mediapart, c'est la société de la malveillance" -Le Huffington Post

"Vous préférez être obligé de vous informer uniquement sur Mediapart, ou de lire tous les livres de Yann Moix?". En réponse à cette question posée dans ".pol", la nouvelle webémission politique du HuffPost en partenariat avec... Le Huffington Post

- «L'unité de la fachosphère, c'est l'opposition à la modernité libérale et aux médias» - lefigaro.fr

David Doucet est rédacteur en chef aux Inrocks et auteur avec Dominique Albertini de Libération de La Fachosphère, Comment l'extrême droite remporte la bataille du net, une enquête très factuelle et fouillée sur les coulisses de l'extrême droite sur internet.

Derrière un titre un tantinet racoleur et une expression controversée, c'est à une véritable plongée dans un continent 2.0 de plus en plus puissant que nous invitent les auteurs. On y croise des catholiques traditionalistes remontés contre la loi Taubira, des youtubeurs complotistes, mais aussi des identitaires et des fans de Dieudonné. Une nébuleuse qui a pour astre central le Front National, et qui dicte de plus en plus souvent l'agenda politique. Ce qui fait l'unité de ce vaste réseau sans convergences apparentes, selon David Doucet, c'est d'abord une opposition à la modernité libérale, ainsi qu'une hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé. Un livre qui peut inquiéter, mais qui questionne aussi objectivement sur la capacité des médias traditionnels à rattraper une audience de plus en plus défiante et happée par la tentation radicale qu'offre internet. lefigaro.fr 21.10

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro).

1- "ainsi qu'une hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé". En somme, les "faschos" sont outrés que les médias à 98 % mentent et ne soient pas objectifs. Comme dans "Tintin en Amérique" : "oh cet homme là est très méchant, quand on l'attaque il se défend" ! Cela montre d'emblée le niveau de réflexion des auteurs.

2- Que ce monsieur commence d'abord par nous expliquer en quoi la modernité est libérale, ou encore en quoi le libéralisme est "moderne".

A partir de là on pourra commencer à discuter des mérites comparés de la fachosphère, de la gauchosphère, de la bobosphère, et de l'idéolosphère.

Le but de ce livre est avant tout un guide permettant aux novices antifachos de repérer ceux qu'il considère comme des fachos selon ses propres critères à géométrie variable et de les rassembler pour les enfermer définitivement dans un ghetto, celui de la fachosphère.

3- La fachosphère, c'est tout ce qui ne se laisse pas manipuler par la propagande et le politiquement correct. Ce n'est pas nouveau, mais ces personnes qui ne pouvaient pas s'exprimer en ont acquis la possibilité grâce aux réseaux sociaux.

Les médias officiels ont perdu le monopole de la fabrication de l'opinion et c'est une révolution dont on ne mesure pas encore toutes les conséquences.

4- A partir du moment où on ne pense pas comme eux on est immédiatement qualifié de facho et ils refusent tout débat au seul motif qu'on n'adresse pas la parole à un membre de la fachosphère. Un débat n'est pour eux concevable qu'entre membres de la gauchosphère.

5- Un journaliste de Libération cela veut tout dire.... Lire par contre le bouquin d'Ingrid Riocreux sur "la langue des médias" il vous donne une idée de la destruction du langage et la fabrication du consentement.

6- Cela ne trompe personne. Désigner un adversaire politique comme un fasciste est déjà d'une telle bêtise que je me doute de l'acabit du reste de l'ouvrage...

7- La fameuse citation de Bossuet est clairement d'actualité et s'applique encore une fois à ce livre.

"Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes " .

8- "une opposition à la modernité libérale, ainsi qu'une hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé"

En logique pure, c'est ce que l'on appelle une pétition de principe: on pose que le journalisme ne relaye que "la modernité libérale", et que tout ce qui la critique s'y oppose, et donc postule la défiance aux médias. Et que tout cela constitue la "fachosphère".

C'est évidemment un procédé hautement critiquable, et je crains que la défiance à l'égard des médias traditionnels, et donc leur ruine financière (voir les chiffres de libé, par ex.) n'aille croissant en travaillant sur foi de tels postulats.

9- "une opposition à la modernité libérale" Phrase purement dogmatique qui accole la modernité à l'économie libérale, comme s'il y avait le moindre rapport. .

"hostilité marquée envers les journalistes appartenant à un «système» dénoncé" Quand on voit le traitement de la Syrie, de l'Ukraine et de l'Irak par les médias, tous dans la ligne atlantiste, il serait plutôt normal de s'en défier.

10- Fachosphère, nouveau terme diabolisant pour tenter de discréditer la Résistance à la pensée unique. En réalité le Web offre un formidable espace de liberté et de réinformation, que Voltaire lui même aurait louangé ! Les idéologues sont fébriles parce qu'il ne maîtrisent plus tout. Ça sent la fin de règne à boboland.

11- Il y a une vraie activité intellectuelle en ligne pour faire avancer le débat que les médias ne font plus : les journalistes des Inrocks ont totalement perdu leur pouvoir et plus personne n'a envie de les lire = ils sont soutenu à fond perdu par des milliardaires

12- C'est un bouquin sur l'OTAN ? Depuis Hitler et Mussolini des types en uniformes qui veulent faire la guerre au monde entier en commençant par les plus faibles, les similitudes sont évidentes.

13- Le Fascisme n'est pas ià où que l'on veut nous le montrer du doigt...c'est le doigt qu'il faut regarder ... Ce doigt ne respire pas la tolérance , la solidarité ni la démocratie...mais le sectarisme dogmatique qui sécrète les privilèges d'une seule classe d'Apparatchiks...sous couvert de faux égalitarisme...

14- Je ne crois plus du tout les médias, j'analyse, je fais mes recherches, mais je constate que les médias (TV et grands journaux) ne sont plus objectifs et çà, c'est une certitude. On nous dis ce que l'on veut bien nous dire et c'est très dommage, et dommageable !

15- 1er principe pour gagner une bataille intellectuel, si l'adversaire a des arguments solides, il faut le décrédibiliser lui-même puis le reléguer au rang de paria. Ses arguments en feront de même.

Qui sont les fachos qui imposent des lois et des codes de conduites depuis 5 ans ?

16- Ce flic du Net me fait peur. Déjà le Ministère de la Santé veut interdire tout site qui ne dit pas que du bien de l'avortement. Bientôt l'interdiction de tout site non autorisé par le Ministre de l'Intérieur?

17- À New York, lors d'un banquet, le 25 septembre 1880, le célèbre journaliste John Swinton se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse : « Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurions à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent. Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »

Ca n'a pas pris une ride bien au contraire.

19- "les journalistes appartenant à un «système» dénoncé"

La connivence journaliste/politique n'est plus à démontrer. Les journalistes ne devraient pas suivre aveuglément l'agendat officiel, ils devraient fouiller la merde, mettre les politiques face à leurs contradictions. Les journalistes devraient mettre de côté leurs tendances politiques personnelles, et non pas servir la soupe aux dirigeants. Les journalistes ne devraient pas moraliser leurs publications, mais rapporter froidement les faits et rien que les faits.

Les journalistes ne devraient pas prendre parti, que ce soit pour un parti, une personne, un référendum, un projet de loi...

Les journalistes sont, dans leur majorité, vendus aux politiques. Il est donc normal que leur opinion ne compte plus.

20- Le Figaro faisant la propagande d'un bouquin qui "marque une hostilité marquée envers les gens" qui ne pensent pas comme eux! C'est vrai que la liberté d'opinion c'est dur à accepter.

21- Le simple fait de considérer toute opposition aux idées libérales analysée par nos deux auteurs comme preuve de l'adhésion à la fachosphère signe la grande objectivité de ce genre d'enquête.

Disons le autrement: ceux qui n'adhèrent pas à notre vision du monde libéral ne peuvent être que des fachos. Notre instruction à charge vous le démontrera.

LVOG - Je ne partage pas toutes les idées qui figurent dans ces commentaires.

Outre l'amalgame qui est un procédé scélérat, l'intolérance qui se manifeste à travers le refus d'admettre que des gens peuvent être différents de vous ou développer des idées différentes des vôtres, sécrète la xénophobie, le racine, la violence aveugle que les guerres impérialistes légitiment en prenant un caractère de masse.

3- D'un populisme à l'autre. Le "conflit gauche/droite" ne servait qu'à masquer la collusion gauche/droite".

- ""Le conflit gauche/droite perd de l'intensité pour être remplacé par le combat peuple/oligarchie". C'est le point qui me gêne, chez Mélenchon, car le clivage droite/gauche garde toute sa pertinence. C'est pourquoi des partis comme le parti communiste doivent absolument rejoindre le mouvement pour que l'aspect lutte de classes ne soit pas abandonné."

Vous êtes vous soucié de savoir quel "aspect lutte de classes" incarnait le PCF ? Apparemment non, sinon vous auriez observé que depuis le milieu des années 20 en guise de "conflit gauche/droite" il s'était employé à le réduire à la collaboration de classes, qu'il consacra ou assuma officiellement en renonçant à la dictature du prolétariat 60 ans plus tard, autrement dit en abandonnant le socialisme au profit du capitalisme. A l'instar du PS, d'allié objectif de la droite il est devenu lui-même un parti de droite puisqu'il n'entend pas renverser le régime en place.

Quant au clivage "peuple/oligarchie", il sert juste à camoufler la soumission de Mélenchon au capitalisme qu'il n'entend pas affronter pour y être soumis depuis près de 40 ans.

Retirez vos oeillères

A partir du moment où la gauche avait trahi ou abandonné la cause et les objectifs politiques pour lesquels elle était censée combattre, le clivage droite/gauche n'existait plus qu'à la marge et n'était plus qu'une formidable escroquerie politique, la seule distinction qui demeurait entre la droite et la gauche correspondait aux différents moyens dont disposait le capitalisme pour assurer sa pérennité, donc compatible avec sa survie, tout en ayant pour fonction de neutraliser le mouvement ouvrier ou de l'empêcher de trouver une issue politique à la crise du capitalisme, de renouer avec le socialisme.

Le clivage droite/gauche n'était dès lors plus qu'un pur produit idéologique destiné à corrompre le mouvement ouvier pour mieux le diviser et l'affaiblir, de sorte qu'il ne soit plus en mesure de se passer des partis pourris PS et PCF qui en conserveraient le contrôle et la direction, ruinant au passage la crédibilité de tous les courants politiques extérieurs à ces partis qui ont refusé de dénoncer cette supercherie et de rompre avec le PS et le PCF, ainsi que les dirigeants des syndicats. Bref, le clivage droite/gauche n'existait plus dès lors qu'ils défendaient la même politique et partageaient les mêmes objectifs politiques, le maintien de l'ordre établi.

Pour que cette illusion puisse vivre et pour qu'elle soit adoptée par les militants du mouvement ouvrier, il fallut que soit occulté ou passé sous silence le passé aominable de ces partis, qu'il soit sciemment sous-estimé, tronqué, déformé, réécrit ou fabriqué, que leur rôle contre-révolutionnaire soit minimisé, évoqué au passage pour être aussitôt enterré, de sorte que leur véritable nature réactionnaire n'apparaisse jamais de manière flagrante et insupportable ou ne figure pas au premier plan, pour pouvoir ensuite leur attribuer des mérites ou des vertus les rendant présentables, fréquentables aux yeux des travailleurs et des militants qui se laisseraient facilement abusés ou manipulés, pour être incapables de discerner que leur combat était orienté dans une direction contraire à leurs intérêts fondamentaux les menant sur la voie du corporatisme, à défaut d'emprunter celle les rapprochant de leur émancipation du capital.

Le clivage droite/gauche est comparable à une association de malfaiteurs incapables de s'assumer, puisqu'en guise de rupture existe au contraire une collusion d'intérêts entre eux. L'origine de cette duperie repose sur l'abandon du combat pour une société sans classes ou le refus d'envisager qu'une telle société pourrait exister, objectif politique que ne peuvent pas concevoir les partisans bornés ou vendus de ce clivage qui demeure leur horizon indépassable ou auquel ils se raccrochent désespérément, tout comme au capitalisme.

L'Opposition de gauche est la meilleure réponse à lui opposer, dans la mesure où elle est guidée par une stratégie qui la conduit à mettre au premier plan la nature sociale ou politique de tous les acteurs de la lutte des classes et particulièrement ceux qu'elle combat, de manière à éviter toute confusion sur ses véritables motivations ou objectifs politiques qui nécessitent une indépendance absolue envers le PS et le PCF qui ne sont que des agents du régime que nous devons renverser.

Partant de là nous n'avons aucun intérêt à nous adresser particulièrement à ces partis ou à leurs militants, alors que des millions de travailleurs issus de différentes couches ou classes ne supportent plus leur condition, rejettent ces partis ou tous les partis institutionnels, et sont prêts à rompre avec le régime pour peu qu'on leur propose une stratégie politique claire et cohérente. Il suffirait d'arriver à convaincre quelques pourcents d'entre eux du bien-fondé de notre politique pour construire le parti.

L'Opposition de gauche témoigne de la rupture avec ce faux clivage qui incarne la collaboration entre le capital et le travail par la voix du PS et du PCF qu'il nous faut combattre sans relâche. Pour l'Opposition de gauche, la fausse gauche associée à la droite figure parmi ses ennemis à abattre. Que l'un et l'autre alimentent l'extrême droite ou lui servent de marchepied devrait suffire comme argument pour convaincre les militants les plus pointilleux qui refusent plus longtemps de soutenir cette escroquerie politique.

L'amélioration de la condition ouvrière, les réformes sociales concédées ou arrachées aux capitalistes dans le passé, l'ont été par les millions de travailleurs engagés dans la lutte de classes, jamais elles n'ont été le produit de la politique du PS ou du PCF, qui avait pour seul objectif le maintien de la paix sociale, de l'ordre établi, jamais ils n'ont combattu pour que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique et qu'ils s'attaquent aux fondements du capitalisme qu'ils ont toujours laissé intacts quand ils étaient au pouvoir.

Quand la pression était trop forte sur le régime ou lorsque les travailleurs se mobilisaient parce qu'ils ne supportaient plus leur condition, ces partis se sont emparés de leurs revendications pour mieux contrôler ou encadrer leurs mouvements, afin qu'ils ne dégénèrent pas et ne parviennent pas à poser la question du pouvoir. De la même manière, lorsque la position qu'ils avaient adoptée à l'égard du colonialisme qu'ils soutenaient ouvertement était devenue insoutenable, du jour au lendemain ils devenaient soudainement de fervents anticolonistes, ce dont nous sommes censés nous souvenir uniquement pour que le clivage gauche/droite puisse continuer d'exister au profit de la classe qui détient le pouvoir.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur ce sujet.

Par exemple comment doit-on caractériser ceux qui comptent profiter d'une escroquerie infâme? De recéleurs, d'escrocs, non ? Même sur le plan de la morale nous n'aurions plus rien à envier à nos ennemis avec lesquels nous rivaliserions, vous avouerez que c'est un sort si peu enviable qu'on préfère ne pas le partager.

Le pire encore, c'est que le PS assume ouvertement que le clivage gauche/droite n'existe pas, on parle ici des faits qui seuls nous intéresse et non des déclarations, ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier et de ce qui reste de son avant-garde fossilisée qui y sont le plus accrochés. J'allais écrire que cela devrait faire réfléchir les militants, mais je ne suis pas certain qu'ils y tiennent vraiment, car cela les forcerait à revoir leur copie de fond en comble...

Un exemple d'actualité.

23 octobre 2016 – Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) décide de laisser la voie libre à Rajoy (conservateur, président du gouvernement sortant) pour former un nouveau gouvernement. Le Parti populaire de Rajoy, qui est arrivé en tête des deux dernier scrutins législatifs mais n'a pas réussi à former une coalition gouvernementale, assure l'intérim depuis décembre dernier. Le PSOE s'abstiendra lors du vote de confiance auquel Rajoy, a prévu de se soumettre la semaine prochaine au Parlement pour sortir de la crise gouvernementale.

A défaut de pouvoir être de gauche, le PS penche de plus en plus vers l'extrême droite.

- Comment la gauche s'est suicidée - Slate.fr

Slate.fr - (depuis 2002 et la défaite de Jospin) "... le centre de gravité s'est déplacé vers la droite et qui fait une part de plus en plus grande à l'extrême droite. Il faut ici incriminer moins la crise et ses conséquences (un chômage record) que le rejet de l'immigration (fer de lance de la progression de l'extrême droite) et, les attentats aidants, une demande d'autorité qui flirte dangereusement avec l'aspiration à un régime autoritaire.

LVOG - C'est autant la crise du capitalisme que l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui permet à l'idéologie de la classe dominante de gagner en influence dans la société ou de gangrener tous les cerveaux. En dehors du ou des partis qui ont résolument pour objectif le renversement du capitalisme et des institutions de la Ve République, tous les autres partis sont amenés à se droitiser, y compris ceux d'extrême gauche qui n'ont jamais rompu avec la social-démocratie dégénérée ou le stalinisme.

Les trois facteurs avancés ici par l'auteur de cet article sont liés ou ont la même origine, la crise du capitalisme débouchant sur une crise politique dont l'oligarchie et ses larbins instrumentalisent les conséquences qui leur sont imposées (chômage de

masse, précarité, pauvreté découlant des lois de fonctionnement du capitalisme, donc inhérents à sa nature, à ses fondements, les inégalités entre les classes) ou qu'ils ont créées de toutes pièces (immigration et attentats sur fond de guerres à usage politique mais surtout économique) dans le seul et unique but d'assurer la pérennité de leur système économique et de conserver le pouvoir politique.

Slate.fr - Au-delà de ces circonstances, ce qui rend inévitable et profond le divorce entre l'extrême gauche et la gauche de gouvernement est la place prise par le modèle Syriza. C'est-à-dire par une extrême gauche qui est parvenue à se substituer aux sociaux démocrates, lesquels paraissent avoir plongé dans les oubliettes de l'histoire. Et ce, malgré l'impopularité du gouvernement Tsipras: si les Grecs devaient voter aujourd'hui, la droite reviendrait en force.

LVOG - Rectifions, Syriza ne s'est pas substitué à la social-démocratie dégénérée, il a pris sa place et l'assume puisque leurs objectifs sont identiques. Syriza est un parti de droite comme le PASOK.

Slate.fr - La situation des socialistes français n'est guère séparable d'un contexte plus général, là aussi marqué par une crise profonde. Les travaillistes britanniques, hier modèles avec les sociaux démocrates allemands d'une gauche sachant réformer, sont ceux qui sont allés le plus loin dans la tentation suicidaire. Ils sont coupés en deux et semblent avoir pour ambition de garantir aux conservateurs un bail de longue durée…

LVOG - Quand ils ne font pas le lit de l'extrême droite, ils se contentent de faire celui de la droite officielle.

Slate.fr - Les socialistes espagnols, sous la pression de Podemos (autre modèle de l'extrême gauche française), se sont presque suicidés en tentant de bloquer le système, avant de se reprendre. En Italie, Matteo Renzi rencontre, à peu de choses près, au sein du parti démocrate la même «fronde» hostile que François Hollande au sein du PS. Les socialistes autrichiens se sont gravement compromis un temps avec l'extrême droite et les sociaux démocrates allemands ont du s'incliner durablement face à Angela Merkel.

LVOG - Entre le socialisme et le national-socialisme, les sections de la IIe Internationale ont toujours eu une préférence pour le second, y compris au Chili.

Slate.fr - Ainsi, partout ou presque, la social-démocratie peine à redéfinir et à incarner une alternative aux politiques classiquement libérales de la droite.

LVOG - Autrement avouer que si la social-démocratie ne peut "incarner une alternative aux politiques classiquement libérales de la droite", c'est parce qu'elle est de droite.

Slate.fr - Elle souffre plus que d'autres du mal qui atteint les classes moyennes; et qui est moins le niveau des inégalités que l'absence de perspectives claires en terme d'élévation des conditions de vie et de statut social offertes aux jeunes. slate.fr 24.10

LVOG - Les classes moyennes sont prêtes à vendre leurs âmes aux plus offrants, y compris à l'extrême droite du moment qu'on garantit le maintien de leurs statuts et privilèges. Il faudrait qu'elles soient menacées de prolétarisation et que la classe ouvrière soit massivement mobilisée sur des objectifs politiques claires pour qu'elle se range à ses côtés, et quand ces conditions ne sont pas réunies, elles répondent à la menace qui pèse sur ses intérêts en penchant de plus en plus à droite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Quand la survie du capitalisme nécessite de recourir à un Etat policier.

Bernard Cazeneuve dans une lettre aux policiers : «Vous êtes mobilisés sur tous les fronts à la fois : la menace terorriste, les conséquences de la crise migratoire, le maintien de l'ordre public, la lutte contre des formes de plus en plus violentes de la délinquance.» liberation.fr 21.10

- La menace terorriste est à mettre au compte du gouvernement français en tant que membre de la coalition militaire qui bombarde la Syrie et l'Irak. Sans parler qu'il instrumentalise le terrorisme ou commet des attentats qu'il attribue ensuite à des terroristes. La menace terorriste est le produit du double langage du gouvernement qui prétend combattre Daesh et Al-Nosra et leur livre des armes.

En déclarant que Bachar el-Assad n'aurait jamais dû exister et qu'Al-Nosra faisait du bon boulot (décembre 2012), c'est l'ex-

ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius qui a encouragé une frange de la jeunesse à rejoindre les rangs des barbares qui combattaient l'armée de la République arabe syrienne, qui en a fait des terroristes.

- Les conséquences de la crise migratoire sont à mettre au compte du gouvernement français en tant que membre de la coalition militaire qui bombarde la Syrie et l'Irak... Elle a été fomentée par l'OTAN donc Washington, pour contraindre la population à s'apitoyer sur le sort de ces migrants instrumentalisés par ceux qui ont déclenché ces guerres, de sorte qu'elle soutienne la politique du gouvernement alignée sur celle des Etats-Unis.

Les images de leur guerre sur les écrans de télévision ou d'ordinateur ne suffisaient pas. Il fallait y faire participer directement la population, de manière à ce qu'elle soit forcée de prendre position ou de s'engager au côté du gouvernement, qui pouvait compter pour mener à bien cette opération sur la collaboration active des humanistes et des internationalistes de pacotille, tout un réseau d'ONG subventionnées par les puissances occidentales relayant la propagande de guerre de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, ainsi que la quasi-totalité du mouvement ouvrier.

- Les formes de plus en plus violentes de la délinquance sont à mettre au compte de la politique néolibérale et antisociale mise en oeuvre par Hollande depuis 2012. Sans le chômage de masse, la précarité généralisée pour des couches entières de jeunes travailleurs, des salaires de misère, la délinquance n'aurait pas pris un tournant aussi violent, c'est donc l'Etat, le gouvernement et sa cohorte de complices assumés ou inavoués qui en portent la responsabilité et est coupable d'entraîner le peuple vers la guerre civile, qui épargnerait ceux qui détiennent le pouvoir et qui en seraient les seuls bénéficiaires, car sur sont passage elle broierait la plupart de ceux qui l'auraient attisée, qui n'hésiteraient pas à réclamer notre soutien, ce dont nous ne sommes pas certains de leur accorder cette fois-ci pour nous avoir trahis. Il faut bien tirer des leçons des expériences du passé et ne pas commettre les mêmes erreurs, par mansuétude, donc par faiblesse, car les principes de la guerre de classe qui nous animent ne peuvent supporter qu'on puisse nous abuser en toute connaissance de cause et volontairement pour soutenir le camp de notre ennemi.

- Quant au maintien de l’ordre public, c'est la définition de fonction par excellence de l'appareil répressif de l'Etat pour le compte de la classe dominante, les capitalistes que nous devons chasser du pouvoir. C'est sûrement au nom du "maintien de l’ordre public" que Hollande a affirmé que l'Islam et les musulmans étaient un problème en les rendant responsables du développement du djihadisme islamiste, ce qui nous renvoie au paragraphe précédent, en constituant une preuve qu'il pousse le peuple à s'engager dans la voie de la guerre civile.

Ils ont contribué à la formation d'un sous-prolétariat de masse pouvant sombrer dans le lumpenprolétariat, manipulable et facile à corrompre. Idéologiquement ils l'orientent vers la xénophobie, le racisme, la violence aveugle pouvant aller jusqu'à la cruauté la plus extrême, motivée par des objectifs et guidée par des aphorismes archaïques ou simplets destinés à des cerveaux maléables, déstabilisés, faciles à manipuler, à fanatiser. Là encore, les éructations hystériques de Hollande, Valls, etc. sur la Syrie ou la Russie lui montre la voie.

Chaque manifestation de violence aveugle correspond à un appel du gouvernement, une loi, une mesure, une injustice qui eux demeurent impunis, ce qui contribue à laisser croire qu'elle devrait aussi bénéficier de l'impunité.

En complément.

- Les agressions contre le corps enseignant se multiplient - LeFigaro.fr

En l'espace de cinq jours, six membres du corps enseignant ont été agressés, dont trois en banlieue parisienne. LeFigaro.fr

- Incidents chez les médecins : «les incivilités verbales sont loin d'être exceptionnelles» - LeFigaro.fr

Un nouveau rapport de l'Observatoire du Conseil national de l'Ordre des médecins pointe le nombre préoccupant d'agressions verbales et physiques dans les cabinets médicaux. De leur côté, les praticiens ne sont guère surpris. LeFigaro.fr

- Des Parisiens soutiennent les policiers qui manifestent - lefigaro.fr

La manifestation nocturne de policiers vendredi dans la capitale avait des airs de 11 janvier 2015, quand les Français avaient clamé leur attachement aux forces de l'ordre. lefigaro.fr 22.10

- Sondage : neuf Français sur dix soutiennent la protestation des policiers - lefigaro.fr Alors qu'une rencontre entre François Hollande et les représentants de policiers est prévue mercredi soir, un sondage Ifop publié ce mardi révèle que 91 % des Français estiment la grogne policière «justifiée». LeFigaro.fr 25.10

Une "opportunité formidable".

- Les légionnaires au Larzac, une "opportunité formidable", selon Le Drian - AFP

Le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a visité vendredi le camp du Larzac (Aveyron), où 1.300 légionnaires doivent s'installer à terme, évoquant une "opportunité formidable" pour le plateau, lieu d'une longue contestation antimilitariste dans les années 1970. AFP

Hollanderie à 4%.

C'est le "meilleur", le "mieux placé".

- Sondage: avec 4% de satisfaits, Hollande atteint un record d'impopularité - L'Express.fr

Selon un sondage du Cevipof mené auprès de 17 000 personnes pour Le Monde, le chef de l'Etat atteint un niveau d'impopularité inédit, jamais enregistré depuis la création de cette enquête. L'Express.fr

- Le Roux (PS): Hollande reste le meilleur pour rassembler - AFP

- Présidentielle : « Je ne vois aucun candidat de gauche qui soit mieux placé que François Hollande pour - rassembler » selon Sapin Public Sénat

Les médias conseillent Hollande

- Nos conseils à Hollande s'il souhaite renoncer à une candidature pour 2017 - 20minutes.fr

Une officine de la CIA aussi.

- Corruption : François Hollande reprend certaines des recommandations de l'ONG Transparency International - Public Sénat

Transparency International fait 10 recommandations aux candidats à la présidentielle pour lutter contre la corruption. François Hollande en a déjà repris lors de son discours sur les institutions. Public Sénat

Le terrorisme (d'Etat) n'a surtout pas une origine économique (sociale) ou politique.

- "Nous avons besoin du travail des chercheurs, des universitaires, des spécialistes pour analyser, appréhender ce phénomène dans sa globalité, et dans sa complexité. Il s'agit de comprendre les différents ressorts, sociologiques, psychologiques, psychiatriques, qui amènent à basculer dans le terrorisme" a déclaré le chef du gouvernement, en clôturant à la Villette, à Paris, les "Rencontres nationales État-Collectivités territoriales: tous les territoires mobilisés contre la radicalisation". AFP 24.10

Ce qu'il y a de bien avec Valls et ses semblables fanatiques, c'est qu'on sait à l'avance que tout traitement psychiatrique serait voué à l'échec pour les empêcher de nuire à la société...

Le pire, on est d'accord.

- François Hollande sur le livre de ses confidences: "Ce qui compte, c'est ce que j'ai fait" - Le Huffington Post

Valls le recours.

- Malek Boutih veut lancer une «vraie offensive antiracaille» et inciter Valls à se présenter en 2017 - 20minutes.fr

Le député PS de l'Essonne veut « isoler les voyous du reste de la population et de la jeunesse »… 20minutes.fr

- Primaire socialiste: Et si le meilleur pour remplacer Hollande était... Valls? - 20minutes.fr

Manuel Valls s'attire en revanche les faveurs de 54 % des sympathisants de gauche, qui estiment qu'il ferait un bon chef de l'Etat... 20minutes.fr

- Si François Hollande renonce, Manuel Valls est le mieux placé à gauche pour 2017 selon un sondage - Le Huffington Post

Pas d'engouement massif, mais un candidat qui tire son épingle du jeu. Dans un sondage Odoxa révélé par France info vendredi 21 octobre, plus de la moitié des interrogés estiment que le Premier ministre Manuel Valls ferait un bon président... Le Huffington Post

- «François, fais ton devoir, n'y va pas»: L'appel de parlementaires PS contre la candidature de Hollande - 20minutes.fr

« C'est l'honneur d'un président de la République de mettre fin au suspense qui paralyse et glace le système et d'annoncer qu'il renonce », est-il notamment écrit dans cet appel… 20minutes.fr

- Présidentielle: Pour Jean-Christophe Cambadélis, Valls est l'un des plus «présidentiables» du PS - 20minutes.fr

Si François Hollande ne se représente pas à la présidentielle, « il y a quatre ou cinq personnalités qui peuvent se présenter », selon le patron du Parti socialiste… 20minutes.fr

- Standard & Poor's relève la perspective de la note de la France, Valls exulte - La Tribune

Standard&Poor's relève la note de la France, Valls exulte. L'agence de notation américaine Standard&Poir' s'invite dans la campagne. Ce vendredi soir, elle a relevé la note de la République française à "stable" contre "négative" depuis qu'elle avait dégradé la dette de notre pays à AA.

"Nos réformes pour redresser notre économie, notre attractivité, sans rien sacrifier de notre modèle social, paient. Continuons !", a réagi le Premier ministre Manuel Valls, triomphant. La Tribune 21.10

- Pourquoi Manuel Valls n'ira pas à la présidentielle de 2017 - LePoint.fr

Il y a bien eu une tentation, mais elle a fait long feu. Manuel Valls a compris que l'élection présidentielle de 2017 était injouable pour lui. Il se range derrière le chef de l'État qui s'active, en coulisses, à préparer l'annonce de sa candidature en dépit d'un climat de défiance constatée chez les cadres du Parti socialiste. Même dans l'hypothèse - peu probable - où François Hollande renoncerait, Manuel Valls a compris que la partie était perdue d'avance. « Cette primaire, je ne suis pas certain de la gagner. Et de toute façon, Hollande me collerait Ségolène Royal dans les pattes », a-t-il confié à ses proches. LePoint.fr 24.10

Propulser Juppé président.

- Voici pourquoi, élu Modem, je vais voter Alain Juppé - Le Huffington Post

- «Mon électorat est populaire, ce sont des ploucs», aurait déclaré Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

Cette confidence, rapportée par « L'Obs », est évidemment démentie par l'entourage de l'ancien président… 20minutes.fr

- Jean d'Ormesson : «Juppé sera un Hollande de gauche» - LeFigaro.fr

Dans un entretien à la télévision suisse, l'écrivain et académicien pronostique la victoire d'Alain Juppé à la prochaine présidentielle mais estime qu'il «ne fera rien». LeFigaro.fr

Quand le nihilisme devient la religion d'Etat.

La rapporteure du Conseil d'Etat recommande de ne pas s'opposer aux crèches de Noël dans les mairies - LeMonde.fr

Pour Aurélie Bretonneau, le principe de neutralité « n'interdit pas d'installer des crèches sur le domaine public », sauf quand une « intention religieuse » préside à une telle manifestation. LeMonde.fr

Si une crèche ne manifeste pas une « intention religieuse », un homme en soutane ne professe aucune religion et la cupidité du banquier n'a aucune origine inavouable, de sorte qu'on n'a pas de questions à se poser sur leur légitimité, il suffit de le poser comme acquis et de s'y tenir pour déclarer toute autre interprétation illégitime.

Le principe de neutralité est un détournement de celui de laïcité dont nous ne sommes pas friand, mais qui là présente une certaine utilité en dévoilant les intentions du Conseil d'Etat.

Je pense que Marx aurait dit que la laïcité était un sous-produit des droits de l'homme qu'il a étrillés, tout comme la liberté d'expression.

Le jury du tribunal d'exception qui devrait trancher les différents entre les Etats et leurs citoyens avec les multinationales dans le TTIP est censé être neutre lui aussi.

En France, les institutions de la Ve République, l'Etat, sont neutres, c'est bien connu. Mais pourquoi diable ? Pour qu'on n'ait pas l'idée de les affronter, ce serait injuste, ils sont neutres ! Neutre dans le sens où ils ne produisent pas d'effets nuisibles, sans rire, car leurs intentions envers le peuple sont toujours généreuses ou bien attentionnées.

Le principe de neutralité répond à un besoin pratique, car dans bien des cas il n'existe pas d'échelle et de curseur entre l'injustice et la justice, le droit et le non-droit, ce qui est légitime et ne l'est pas, de sorte que ne pouvant invoquer ni l'injustice ni la justice sans s'exposer à être accusé d'un parti pris idéologique ou politique, ils utilisent ce principe pour camoufler leur forfaiture qui n'est rien d'autre qu'un abus de pouvoir en dictature.

Objectif atteint... mais qui ne change rien !

Ils ont toujours été à l'origine des guerres civiles, des génocides, des pogroms...

- L'accueil des migrants de Calais divise les Français - Franceinfo

Le démantèlement de la jungle de Calais provoque des réticences dans certaines communes, qui doivent accueillir des migrants. Exemple dans le Vaucluse, la Sarthe ou en Normandie. Franceinfo

- Accueil des migrants : la ville de Saint-Brévin-les-Pins divisée (Loire-Atlantique) près de Nantes. - Franceinfo

- Les Alpes-Maritimes votent une motion de soutien aux forces de l'ordre - AFP

Le conseil départemental des Alpes-Maritimes a voté vendredi une motion de soutien aux policiers qui expriment leur ras-le-bol à la suite d'une violente attaque au cocktail Molotov contre 4 policiers à Viry-Châtillon (Essonne) le 8 octobre. AFP

- Hauts-de-Seine : Colombes instaure un couvre-feu pour les mineurs de moins de 16 ans - LeMonde.fr

L'arrêté concerne les quartiers de la ville classés en zone de sécurité prioritaire (ZSP) et s'applique durant les soirs de week-end ou les vacances scolaires. LeMonde.fr

- De l'Yonne au Vaucluse, le FN poursuit sa mobilisation anti-migrants - Liberation.fr

Alors que débute ce lundi l'évacuation de la jungle de Calais, le parti d'extrême droite multiplie les rassemblements sur le terrain. Liberation.fr

- La justice valide le principe du démantèlement de la «Jungle» de Calais - LeFigaro.fr Le tribunal administratif de Lille a rejeté mardi la demande d'interdiction du démantèlement du camp de migrants de la «jungle», à Calais, formulée par onze associations en référé-liberté. Le démantèlement est «une question de jours», a affirmé Bernard Cazeneuve. LeFigaro.fr

- Un important campement rom évacué à Saint-Ouen - LeMonde.fr

Ce campement, évacué vendredi matin, comptait jusqu'à 600 habitants sur un terrain appartenant à la SNCF. LeMonde.fr

- L'arrivée de migrants divise le village de Troisgots dans la Manche - LeFigaro.fr

Après le démantèlement de la «jungle» de Calais, dix à quinze migrants pourraient venir s'installer provisoirement à la Chapelle-sur-Vire, un lieu-dit rattaché à ce village de 300 habitants. Une annonce qui suscite des remous au sein de la population locale. LeFigaro.fr

- Béziers : Robert Ménard fait adopter un référendum anti-migrants - LeFigaro.fr

Une centaine de manifestants ont protesté devant l'hôtel de ville, certains ont même été expulsés de la salle, avant le débat. Le préfet a annoncé qu'il ferait annuler le référendum en justice. LeFigaro.fr

- Béziers : une campagne publicitaire «pro-migrants» pour contrer Robert Ménard - LeFigaro.fr

Opposé à la communication «anti-migrants» de Robert Ménard, un jeune entrepreneur projette d'acheter des espaces publicitaires pour diffuser des affiches «humanistes» dans les rues de Béziers. LeFigaro.fr

En oligarchie, comment la propagande fonctionne au quotidien.

RDC. Ils ont décidé de se débarrasser de Kabila devenu trop encombrant.

- Crise politique en RDC : l'opposition appelle à une « journée villes mortes » - LeMonde.fr

La majeure partie de l'opposition a appelé à une nouvelle mobilisation, mercredi, pour pousser le président Joseph Kabila à partir à la fin de son mandat, le 19 décembre. LeMonde.fr

Turquie. Ils ont décidé de se débarrasser d'Erdogan.

- Une vie de paria : le témoignage de citoyens turcs, victimes des purges d'Erdogan - Franceinfo

Depuis la tentative de coup d'État, il y a trois mois, plus de 30 000 personnes ont été arrêtées et plus de 90 000 fonctionnaires mis à pied. Alice Serrano, envoyée spéciale de franceinfo en Turquie, a rencontré une partie de ces personnes mises au ban de la société. Franceinfo

Le Réseau Voltaire a révélé qu'Erdogan avait fait l'objet de trois tentatives d'assassinats commandités par les Etats-Unis...

Irak. La stratégie du Pentagone à l'honneur

- François Hollande : « Le défi de Mossoul est militaire, humanitaire et politique » - Public Sénat

Le président de la République s'est exprimé lors de la conférence consacrée à l'avenir politique de la ville irakienne, qui a eu lieu à Paris. Public Sénat

- Irak : avec les peshmergas sur le front de Mossoul - LeParisien.fr

Le jour se lève à peine sur la plaine de Mossoul et les combattants kurdes (peshmergas) arrivent par centaines sur un grand terrain vague qui domine le village de Naweran... LeParisien.fr

Quand l'Empire accuse, c'est qu'il a forcément des raisons inavouables de le faire.

- Syrie: trêve fragile à Alep, l'UE dénonce "les atrocités" russes et du régime d'Assad - AFP

La "pause humanitaire" décrétée par Moscou dans la ville syrienne d'Alep (nord) est entrée en vigueur, mais presqu'aucun habitant des quartiers rebelles n'avait emprunté les couloirs établis pour évacuer les civils et les rebelles. AFP

- Attaques chimiques en Syrie: La France réclame des «sanctions» contre des actes «inhumains» - 20minutes.fr

Le Quai d'Orsay a officiellement demandé des sanctions ce samedi après la publication d'un nouveau rapport de la mission d'enquête conjointe (JIM) de l'Organisation des Nations unies… 20minutes.fr

- Syrie: trêve prolongée à Alep, des experts de l'ONU accusent le régime d'attaque chimique - AFP

L'ONU, dont des experts accusent le régime syrien d'une nouvelle attaque chimique en 2015, a dû retarder l'évacuation de blessés des quartiers rebelles de la ville d'Alep (nord), les conditions de sécurité n'étant pas réunies malgré une trêve décrétée par Moscou. AFP

- La justice française saisie sur la disparition de deux Franco-Syriens à Damas - LeFigaro.fr

Ce pourrait être la première fois qu'un juge français enquête sur des crimes attribués au régime de Bachar el-Assad. LeFigaro.fr

- Yémen: les rebelles accusés de violer la trêve - AFP

La coalition militaire arabe intervenant au Yémen accuse les rebelles chiites Houthis de violer systématiquement la trêve de 72

heures entrée en vigueur sous pression internationale mercredi soir. AFP

Le 1% qui veut renverser le gouvernement vénézuélien, légitimement bien sûr.

- Le Venezuela suspend la collecte des signatures nécessaires pour un référendum anti-Maduro - LeMonde.fr

Des tribunaux locaux dans au moins cinq Etats fédérés ont annulé une première collecte de paraphes représentant 1 % de l'électorat, réalisée en juin. LeMonde.fr

- Des milliers de femmes défilent contre le président du Venezuela - LeMonde.fr

Après les étudiants, ce sont les « resteadas » qui dénoncent le gel de la collecte de signatures. Une séance extraordinaire de l'Assemblée nationale doit se tenir dimanche. LeMonde.fr

- Venezuela: l'opposition dénonce un "putsch" gouvernemental - AFP

L'opposition vénézuélienne, furieuse du gel du processus référendaire contre l'impopulaire président Nicolas Maduro, a appelé les Vénézuéliens à manifester dans tout le pays pour dénoncer le "coup d'Etat" perpétré, selon elle, par le gouvernement. AFP

- Venezuela : le Parlement vote pour destituer Maduro, qui dénonce un "putsch" - tempsreel.nouvelobs.com

La tension monte à Caracas... Le Parlement vénézuélien, contrôlé par l'opposition de centre droit, a voté ce mardi 25 octobre l'ouverture d'un procès en destitution contre le président socialiste Nicolas Maduro, accusé de "coup d'Etat", précipitant davantage ce pays pétrolier dans la crise.

Les députés ont adopté "l'ouverture d'une procédure contre Nicolas Maduro" afin d'examiner sa "responsabilité pénale, politique et les manquements au devoir de sa charge", selon la résolution.

Réplique immédiate du principal intéressé : le président socialiste a accusé l'opposition d'ourdir un "putsch parlementaire".

"En vertu des mes attributions en tant que président de la République bolivarienne du Venezuela [...] j'ai convoqué demain à 11 heures (17 heures en France) un conseil de défense national, afin que tous les pouvoirs publics puissent évaluer le putsch parlementaire de l'Assemblée nationale", a déclaré Nicolas Maduro devant plusieurs milliers de ses partisans à Caracas. tempsreel.nouvelobs.com 25.10

- Harcèlement et revanche. C'est bien un gouvernement pro-impérialisme américain et sioniste en place en Argentine.

- Attentat antisémite de 1994: Buenos Aires veut l'extradition d'un responsable iranien - AFP

Un juge argentin a réclamé jeudi à l'Irak, où il se trouve, l'extradition de l'ex-ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati, un des accusés d'un attentat antisémite en 1994 à Buenos Aires, indique le site internet du ministère de la Justice argentin. AFP

Copier/coller.

- Maison Blanche: Obama accuse Trump de saper la démocratie américaine - AFP

Le président américain Barack Obama a accusé jeudi Donald Trump de "saper" la démocratie américaine, alors que le candidat républicain souffle le chaud et le froid sur la façon dont il accueillera le verdict des urnes le 8 novembre. AFP

- Barack Obama accuse Donald Trump de saper la démocratie américaine - LeMonde.fr

L'influence du lobby sioniste est indissociable de celui du néolibéralisme.

Quand évoquer les « lobbies sionistes » ou "les super-financiers de Wall Street" est jugé antisémite

- NKM saisit la Haute Autorité de la primaire après des propos jugés antisémites de Poisson - 20minutes.fr

La polémique enfle après les propos de Jean-Frédéric Poisson sur les « lobbies sionistes » aux Etats-Unis. La candidate à la primaire de la droite Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé jeudi soir qu'elle saisirait ce vendredi la Haute Autorité de la primaire après des propos tenus par l'un de ses adversaires.

Dans un entretien à Nice-Matin, Poisson a affirmé que « la proximité de (la candidate à la présidence américaine Hillary) Clinton avec les super-financiers de Wall Street et sa soumission aux lobbies sionistes sont dangereuses pour l'Europe et la France ».

Cette déclaration a également été condamnée par Bruno Le Maire, qui participait jeudi soir à l'Emission Politique sur France 2. « Il y a dans notre pays des actes antisémites qui vont jusqu'à l'assassinat et je ne comprends pas qu'on puisse tenir de tels propos. Je le condamne et ce sera aux électeurs de juger », a-t-il dit.

Dans la journée le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) avait demandé à « la Haute Autorité de la primaire de la droite et du centre une condamnation ferme des propos » de Poisson. Avec cette déclaration, le candidat « se place en dehors du cadre de la primaire et s'installe aux côtés d'un Alain Soral ou d'un Dieudonné, dont il épouse les thèses », selon son président Francis Kalifat. 20minutes.fr 20.10

Confirmation. Le FN est pro-sioniste puisque l'heure est à l'islamophobie.

- "Lobbies sionistes": Philippot (FN) "ne partage rien avec M. Poisson" - AFP

Florian Philippot, l'un des vice-présidents du Front national, a assuré samedi "ne rien partager" avec le candidat à la primaire de la droite Jean-Frédéric Poisson, qui a évoqué des "lobbies sionistes" aux Etats-Unis. AFP 22.10

On comprend pourquoi M. Poisson vient de déclarer qu'il votera Le Pen au second tour de la présidentielle en 2017

- « Lobbies sionistes » : Poisson « demande pardon » à la communauté juive de France - 20minutes.fr

Après la tempête déclenchée par ses propos sur les « lobbies sionistes », Jean-Frédéric Poisson a demandé « pardon » à la communauté juive de France, ce lundi lors d'une interview sur France Info.

« Je vois bien que les propos que j'ai prononcés ont provoqué de l'inquiétude et de la peur chez beaucoup de personnes membres de la communauté juive en France, j'en suis désolé, je leur demande pardon », a déclaré le président du Parti chrétien-démocrate (PCD), candidat à la primaire de la droite. 20minutes.fr 24.10

SOCIAL

La pauvrophobie, c'est chic !

- Le futur centre d'accueil pour SDF dans le 16e arrondissement parisien incendié - LeMonde.fr

Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « dégradation volontaire par incendie ». Ce centre a suscité de nombreuses oppositions de la part de riverains et du maire de l'arrondissement, Claude Goasguen. LeMonde.fr

- Qu'est-ce que la «pauvrophobie»? - LeFigaro.fr

Le néologisme admis par l'association ATD Quart Monde pour désigner les discriminations pour précarité sociale doit permettre de donner un sens à des actes souvent dissimulés. Avant de rentrer dans le dictionnaire ? LeFigaro.fr

Chômage. Masturbation statistique ou quand il n'y a pas de mal à se faire "du bien".

- Une baisse qui fait du bien - LeParisien.fr

- La baisse historique du chômage en septembre rassure le gouvernement - LeMonde.fr

- Pôle emploi: le chômage connaît sa plus forte baisse mensuelle depuis 1996 - Public Sénat

En pourcentage (-1,9%), il s'agit de la plus forte baisse depuis novembre 2000.

...mais...

...la baisse est légèrement inférieure en comptant l'Outre-mer (-1,8%)...

...mais encore...

Les statistiques baissent aussi, mais nettement moins, si on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité (-0,7%), à 5,48 millions en métropole, 5,78 millions en France entière. Public Sénat 25.10

Haro sur le social !

- La France, championne du monde des dépenses sociales -LePoint.fr

Selon les données de l'OCDE, notre pays dépasse désormais les pays scandinaves, pourtant réputés pour leur grande générosité dans ce domaine. LePoint.fr 21.10

... mais...

Mais si les chiffres français paraissent impressionnants, ils restent à relativiser. En France et en Finlande, les dépenses sociales publiques représentent la quasi totalité des dépenses sociales nettes (public + privé). Les citoyens n'ont donc théoriquement plus rien à débourser de leur poche.

Ce qui est loin d'être le cas dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni, au Canada et surtout aux Etats-Unis, qui talonnent la France si l'on cumule les dépenses sociales publiques et privées, avec 28,8% du PIB, contre 19,3% pour les seules dépenses publiques. Et qui dit dépenses privées, dit inévitablement cotisations supplémentaires en amont, pour les pensions notamment. Pas forcément moins coûteux, au final, et pour un ratio de dépenses quasiment similaire. latribune.fr 21.10

Un référendum sur mesure.

- Économie : les référendums dans l'entreprise se précisent. - Franceinfo

Le gouvernement a envoyé aux syndicats le projet de décret. Concrètement, il peut permettre à un syndicat minoritaire, en opposition avec un syndicat majoritaire sur une proposition d'accord de la direction, de demander un référendum. Seule condition : représenter au moins 30% des salariés.

Le vote serait organisé par le syndicat minoritaire qui l'a réclamé et par la direction. Ensemble, ils définiront la date, la question posée et les votants. Les syndicats qui refusent l'accord seront alors exclus de l'organisation du référendum. Franceinfo 24.10

En oligarchie, pour le PS l'exception sociale devient la règle.

- "Oui" aux 12 dimanches à Paris pour les emplois et l'économie. - Le Huffington Post

Le débat sur le travail le dimanche réapparaît au Conseil de Paris. En effet, notre Assemblée va devoir décider des autorisations exceptionnelles d'ouverture dominicale pour les commerces parisiens en 2017. Le Huffington Post

Quand les parrains du terrorisme vous rackettent.

- Fonds d'indemnisation des victimes du terrorisme : la taxe sur les assurances va être relevée - LeMonde.fr

Afin d'accroître sa capacité de financement, la taxe sur les contrats d'assurance va passer de 4,30 à 5,90 euros. LeMonde.fr

Le capitalisme synonyme de "ravages".

- Japon: le surmenage au travail continue de faire des ravages -

Il n'est pas rare au Japon que les salariés cumulent jusqu'à 100h supplémentaires par mois. Les suicides de personnes en "burn out" sont fréquents. L'Express.fr

- Les pays chasseurs de baleines torpillent une proposition de sanctuaire - siècle. AFP

ECONOMIE

Richophilie

- Kering porté par les brillantes performances de Gucci et YSL - Reuters

Concentration du capital... et du pouvoir politique.

- USA: AT&T et Time Warner proches d'une méga-fusion - AFP

Le géant américain des télécoms AT&T, en pleine offensive dans la vidéo, est en discussion avancée pour racheter Time Warner, propriétaire des chaînes de télévision CNN et HBO, a indiqué vendredi à l'AFP une source bancaire proche du dossier.

L'annonce de cette méga-fusion, qui pourrait dépasser 90 milliards de dollars, devrait intervenir d'ici lundi, a ajouté cette source, sous couvert d'anonymat.

Un mariage AT&T-Time Warner devrait être examiné de près par les autorités de la concurrence car la nouvelle entité pèserait à elle seule plus de 300 milliards de dollars en Bourse, avec des activités allant du téléphone aux médias en passant par le câble et l'internet. AFP

La transaction se ferait en cash et en échanges d'actions, selon la source. Et il n'est pas exclu que d'autres acquéreurs se manifestent, notamment le géant informatique Apple regarderait de près l'évolution du dossier, d'après le Wall Street Journal.

Ce rapprochement complèterait le recentrage stratégique vers la vidéo impulsé ces dernières années par AT&T.

L'une des opérations les plus "transformatrices" pour l'opérateur de télécoms avait été l'achat à près de 50 milliards de dollars (sans la dette) de DirecTV, bouclé l'été dernier, qui a fait du groupe l'un des plus gros acteurs sur le marché américain de la diffusion télévisée payante.

Avec Time Warner, propriétaire des studios Warner Bros ainsi que des chaînes de télévision HBO et CNN, AT&T mettrait cette fois la main sur un important catalogue de contenus recherchés dans le sport, le cinéma et les séries télévisées.

Plusieurs analystes prévenaient toutefois qu'un tel mariage risquait de se heurter à des objections des régulateurs américains. AFP

INTERNATIONAL

UE. Le désarroi.

- Le rejet wallon du traité commercial CETA avec le Canada plonge l'UE dans le désarroi - LeMonde.fr

Le gouvernement de la région belge a maintenu son opposition au projet d'accord de libre-échange, et bloque ainsi sa ratification. LeMonde.fr

Pour l'ONU, le modèle de la femme est une pute ou une pin-up siliconnée... made in USA, mais cela on s'en serait douté.

- Wonder Woman ambassadrice de l'ONU : une mauvaise blague ? - lepoint.fr

L'ONU a tranché : Wonder Woman mettra bien ses super-pouvoirs au service d'une campagne d'un an sur l'émancipation des femmes et des filles.

La super-héroïne (et son seyant maillot aux couleurs de l'Oncle Sam) a été désignée vendredi ambassadrice honoraire des

Nations unies, en présence de l'actrice Lynda Carter, qui l'a incarnée à la télévision, et de la présidente de DC Entertainment Diane Nelson, qui détient les droits du personnage.

Le lancement de cette campagne coïncide avec le 75e anniversaire de la première apparition de Wonder Woman dans un « comic book », pendant la Seconde Guerre mondiale, et avec un film produit par Warner Bros qui doit sortir l'été prochain. Derrière la mission de Wonder Woman en faveur des femmes, c'est donc aussi une opération de com inespérée pour Hollywood !

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, initialement annoncé, était absent. Son adjointe à la communication Cristina Gallach a salué « l'engagement de Wonder Woman en faveur de la justice, la paix et l'égalité ».

Sur un site internet créé par des protestataires, on pouvait lire que Wonder Woman est « l'incarnation de la pin-up : une femme blanche à la poitrine opulente et aux mensurations improbables », vêtue d'un kitchissime costume moulant aux couleurs du drapeau américain. Les commentaires postés sont cinglants : « mauvaise plaisanterie », « insulte faite aux femmes », ou encore « il vaudrait mieux nommer plus de femmes à des postes de direction à l'ONU ».

Mais Cristina Gallach, a balayé ses réserves : plus que son apparence, « ce sont les valeurs incarnées par Wonder Woman » qui comptent. lepoint.fr 22.10

Commentaire d'un internaute

- "Wonder Woman ne peut être que le symbôle de la toute puissance des États-Unis, elle ne représente aucun idéal autre."

Afrique. Au temps des colonies

- Agadez, nouvelle tête de pont pour l'armée américaine en Afrique - lemonde.fr

La ville nigérienne située en plein Sahel a été choisie par l'armée américaine pour accueillir une nouvelle base de drones.

La construction de cette base est l'investissement le plus important actuellement réalisé par le Pentagone sur le sol africain : son coût est estimé à environ 100 millions de dollars, selon The Intercept.

La base d'Agadez, précise The Intercept, sera ainsi dotée d'une piste d'atterrissage d'une longueur de plus de 1 800 mètres, capable d'accueillir des avions-cargos C-17.

En édifiant la base d'Agadez, qui devrait être opérationnelle en 2017, les Etats-Unis se montrent fidèles à leur approche en Afrique : hormis une base permanente à Djibouti, d'où décollent les drones qui frappent en Somalie et au Yémen, pas d'engagement massif, mais de petits détachements de forces spéciales à des endroits très spécifiques (Ouganda, République centrafricaine et sans doute Libye), des instructeurs dans le Sahel et des moyens de surveillance sophistiqués permettant de renseigner leurs alliés et de cibler eux-mêmes les chefs terroristes. lemonde.fr 25.10

Haut de page

Le 29 octobre 2016

CAUSERIE

Ma compagne Selvi est absente, j'en profite pour actualiser le site. En fait, j'ai besoin d'être seul pour penser...

On ajoutera plus tard 4 ou 5 articles d'actualité.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 36 pages seulement.

Toujours politiquement incorrect.

1- Il est minuit dans le siècle.

Il n'existe plus de limite à l'imposture, au cynisme et à la barbarie.

Effrayant ? Assurément pour qui est incapable de faire preuve d'indépendance dans ses analyses ou son interprétation de la situation. C'est là que l'on mesure à quel degré se situe sur les cerveaux l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Si vous avez marché dans leur combine ou si vous avez soutenu une de leurs opérations ou positions dans un passé récent, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, il est normal que vous vous sentiez mal, ne cherchez pas ailleurs.

2- Je pense donc je suis. J'ai été injuste de me moquer de Descartes qui fut un de mes maîtres & philosophie au milieu des années 70. En fait je tournai plutôt en dérision ceux qui estimaient que chaque homme pense et qu'il suffisait de penser - de préférence comme eux, pour améliorer le sort des hommes, en réalité les choses sont un peu plus compliquées que cela.

3- Il faut inverser cette formule car c'est le seul moyen de s'en débarrasser ou de conquérir notre émancipation du capital : Le capitalisme pour les travailleurs, le socialisme pour les capitalistes.

4- Pourquoi le développement économique est-il à la base du progrès social ? Pardi, parce qu'il engendre la lutte des classes ou le marxisme pour les nuls.

Le développement économique correspond à des besoins que partagent tous les hommes.

Or, sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la division de la société en classes, seule une minorité détenant les moyens de production (des richesses) peut satisfaire ces besoins, du coup il s'en suit une lutte entre les classes pour que chacun de leurs membres puissent satisfaires ses besoins.

Or, cela s'avère impossible puisque la classe qui possède les moyens de production s'accapare l'essentiel des richesses produites pour pouvoir continuer de satisfaire ses besoins qui au fil du temps ne cessent de croître, et comme il est impensable d'envisager que chaque homme puisse disposer de moyens de production, le seul moyen à sa disposition pour parvenir à satisfaire ses besoins réside dans la mise en commun de ces moyens de production qui deviennent la propriété de la collectivité toute entière.

Voilà pourquoi nous ne devons pas lutter pour le partage des richesses, mais pour la socialisation ou la collectivisation des moyens de production, pour exproprier les capitalistes, sans leur verser un centime cela va de soi.

Les moyens de production doivent être transférés à l'Etat que les travailleurs ont créé pour les gérer eux-mêmes, ils deviennent ainsi la propriété collective de l'ensemble des travailleurs. Autrement dit chaque travailleur en devient propriétaire, mais aucun ne peut les accaparer ou en revendiquer la propriété à titre personnel, du fait qu'il ne possède légalement aucun titre de propriété qu'il pourrait faire valoir à cet effet, il en est davantage le gestionnaire afin de satisfaire les besoins de l'ensemble du peuple. Qui plus est, son travail cesse d'être aliéné, puisque l'intégralité du produit de sa force de travail lui revient...

On aura compris que tous ceux qui mettent en avant le mot d'ordre du partage des richesses n'entendent pas remettre en cause le système d'exploitation, ils réclament juste du capitalisme qu'il leur réserve une plus grande partie du gâteau pour eux et leurs semblables.

On aura compris également que le capitalisme repose sur la négation du droit à la propriété qu'il se réserve exclusivement. Concentrons-nous sur cette notion de droit.

Immédiatement, on a envie de dire de quel droit le capitalisme peut-il revendiquer un tel privilège, qu'il ne peut justifier autrement qu'en l'estimant arbitrairement légitime, donc en bafouant toute notion de justice ou d'égalité, ce qui effectivement constituent les fondements du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle ceux qui se réclament du capitalisme d'une manière ou d'une autre, qui s'en accommodent ou n'entendent pas l'abolir, et qui par ailleurs prétendent lutter contre les injustices et les inégalités, sont des charlatans ou des opportunistes, de vulgaires agents du capitalisme.

Maintenant si l'existence du capitalisme repose sur le droit que les exploiteurs s'octroient et qu'ils refusent aux exploités et aux opprimés, il va s'en dire qu'en permanence et quels que soient les droits revendiqués par les travailleurs, les capitalistes considèreront de la même manière qu'ils sont illégitimes, ce qui est logique puisqu'ils possèdent l'exclusivité du droit de propriété, ils ne voient pas pourquoi il ne devrait pas s'étendre à celui du droit tout court, autrement dit ils revendiquent tout le pouvoir ou ne peuvent pas concevoir le partager avec leur ennemi de classe.

Les droits que s'accordent ou revendiquent les capitalistes, qu'ils estiment légitimes constituent un privilège exhorbitant, et pour les imposer ou le justifier ils doivent piétiner les notions universelles les plus élémentaires du droit ou de la démocratie, que

les exploités doivent défendre ou conquérir uniquement par leur lutte de classe, et non en s'en remettant aux institutions que les capitalistes ont créées pour justement légitimer leur dictature.

On aura compris que tous ceux qui s'en remettent aux parlements nationaux, à l'UE, à l'ONU ou à toute autre institution du capital ne peuvent pas représenter les droits des travailleurs.

Si la négation du droit des exploités est à l'origine du capitalisme, son expression achevée réside dans le fascisme, auquel les capitalistes recourent quand ils ne parviennent plus à imposer leur politique antisociale par des moyens démagogiques ou à imposer leur conception du droit qui prend alors ouvertement une tournure dictatoriale. Vous remarquerez au passage qu'on a soigneusement évité d'accorder au régime une quelconque prétention démocratique, comme quoi il est facile et possible de se passer de ce genre de référence, qui a pour seul mérite de ménager le régime en place.

Les travailleurs (et bien des militants) n'ont pas conscience que leurs droits sont parfaitement légitimes, ils n'ont même pas cette notion élémentaire à l'esprit. L'intérêt qu'ils en prennent conscience est déterminant, puisque cela influencera directement l'orientation de leur lutte de classe ou déterminera sur quel plan ils mèneront leur combat politique, et en manifestant ainsi leur indépendance de classe ils pourront entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il existe une alternative au capitalisme, le socialisme.

Entre nous, il paraît évident que les militants qui ne parviennent pas à concevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, manifestent leur incapacité à se situer sur un terrain de classe indépendant, en somme ceci explique cela.

5- En réfléchissant bien, la question de l'Union européenne était secondaire, pour ne pas dire sans intérêt. Pourquoi ? C'est simple, ce n'est qu'un instrument ayant pour fonction de faciliter l'adoption ou d'accélérer l'adoption par les Etats d'une législation concoctée par les multinationales ou les idéologues néolibéraux devant remplacée les législations nationales, afin d'uniformiser les législations des différents pays de l'UE et graver dans le marbre les rapports qu'ils entretiennent avec le reste du monde conformément à la politique de l'impérialisme américain.

Une fois cette législation adoptée par les Etats, les directives de la Commission européenne, et les traités signés avec l'UE, l'UE peut exploser ou disparaître, cette législation et ces traités qui régissent les rapports avec les multinationales ou entre les différents Etats continueront d'exister et de s'appliquer.

Les Américains ont créé l'Union européenne en vue d'imposer le néolibéralisme à tous les peuples qui la composent. Ils ont saisi l'opportunité de l'annonce de l'implosion de l'URSS dès le début des années 90, pour franchir une nouvelle étape sur la voie qui doit conduire à l'instauration d'une gouvernance mondiale ou d'un nouvel ordre mondial sous les auspices de l'oligarchie anglo-saxonne conformément à leur stratégie.

Stratégie qui a été fondée sur le constat qu'ils ne pourraient plus recourir aux expédients du passé pour temporairement répondre à la crise du capitalisme qui était vouée à prendre une dimension aux conséquences incontrôlables. Pourquoi ? Parce que du fait du formidable développement démographique exponentiel au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les deux pôles qui constituaient les facteurs antagonistes entre les classes n'avaient cessé de se renforcer et de s'éloigner l'un de l'autre et devenaient des facteurs de dislocation de leur système économique, car cette distorsion et cette tension croissante devait alimenter la lutte des classes qu'il s'agissait justement de neutraliser.

Les contradictions exacerbées du capitalisme leur imposaient de concentrer toujours plus de richesses à un pôle représentant moins d'1% de la population mondiale, tandis qu'ils seraient dans l'impossibilité de satisfaire les besoins des 99% restants qui n'allaient cessé de croître en nombre et en volume au fil du temps, (de 3 milliards environ dans les années 40, la population mondiale dépasse dorénavant les 7,40 milliards d'habitants) rendant de plus en plus périlleux la préservation de cet équilibre entre les classes, d'autant plus que les classes exploitées étaient plus éduquées que par le passé, donc étaient davantage susceptibles de prendre conscience de leur condition pour tenter d'en changer ou de renouer avec le socialisme. Ils savent donc que leur système économique est condamné à terme et que le temps joue contre eux, car l'évolution de tous les facteurs leur sont défavorables. C'est à cela que devraient se raccrocher les militants pour conserver le moral.

Ils ont réussi à corrompre tous les partis institutionnels, ils sont parvenus à prendre le contrôle de l'ensemble des institutions nationales de chaque pays de l'UE, à des degrés divers, qu'ils s'agissent des parlements, de la magistrature, des médias, des ONG, du mouvement ouvrier et des syndicats, absolument partout leur emprise ou leur influence a progressé, soit qu'ils aient des agents dans la place, soit qu'ils aient des éléments zélés qui leur soient acquis idéologiquement, au point que l'UE est devenue pratiquement inutile pour que soit appliquée leur politique.

Et qui plus est, du fait du développement économique inégal entre les pays de l'UE et de leur histoire respective, l'UE n'a jamais été foutue de constituer une unité politique durable, même si les Américains n'ont jamais envisagé qu'elle devienne une puissance politique ou militaire capable de rivaliser avec la leur. Bref, ils ont démontré ces dernières années qu'ils pouvaient s'en passer du moment qu'ils avaient le soutien de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Espagne, accessoirement de l'Allemagne, des pays baltes ou scandinaves, car en fait ce n'est pas l'UE qui décide la

politique étrangère de ses 27 pays ou qui dispose du pouvoir militaire en Europe, mais l'OTAN sous direction américaine.

Axer sa ligne politique contre l'UE fut une colossale erreur politique.

L'adoption du TTIP, qualifiée d'OTAN économique par H. Clinton, va parachever ce processus d'intégration économique et sociale de l'Europe dans cette gouvernance mondiale néolibérale présidée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, de sorte que le rôle de l'UE ne consistera plus qu'à mettre à jour les directives déjà adoptées.

Sur le plan politique, il se peut qu'elle soit mise à contribution pour légitimer le recours à l'OTAN pour ramener l'ordre dans les pays en proie à une explosion sociale, à moins qu'elle justifie une guerre contre la Russie qui demeure improbable à l'heure actuelle sans qu'on puisse l'écarter définitivement.

Les masques tombent. Opposition droite/gauche : une mystification criminelle qui n'a que trop duré.

- Pour les Palestiniens sous occupation israélienne il n'y a jamais eu aucune différence de traitement entre partis de « gauche » et d'extrême droite ». Ce qu'on appelle chez nous « gauche » israélienne n'a jamais exercé une politique moins brutale que celle pratiquée par la « droite » la plus dure. Les gouvernements successifs ont habilement su gagner du temps et endormir l'opinion internationale, en avançant tactiquement; en allant toujours plus loin dans la brutalité et le refus de céder quoi que ce soit aux Palestiniens. Aidés en cette tâche par le lobby pro israélien dans le monde, mais également par la narration biaisée répandue par des propagandistes israéliens soit disant de « gauche ». Arrêt sur Info

Cherchez l'erreur.

Donc si on comprend bien, à l'arrivée la pseudo-gauche a contribué à consolider le pouvoir de la droite officielle (et de l'extrême droite) et favoriser la propagation de son idéologie infâme au sein de la population...

C'est étonnant, parce que tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception avaient affirmé ou prédit au contraire que cela produirait le résultat inverse, y compris en France. Inutile d'attendre leurs explications, ils passeraient leur temps à se contredire et ne feraient qu'aggraver leur cas.

Vous comprenez peut-être un peu mieux pourquoi on en est rendu là. Si non, vous n'acceptez pas cette explication. Pourquoi, parce que vous vous en sentez responsables ? Il n'y a franchement pas lieu je vous assure.

Les militants ne doivent pas culpabiliser, cela ne ferait que freiner leur engagement politique. Maintenant vous savez à quoi vous en tenir, vous n'accorderez plus votre confiance à des dirigeants sur leurs bonnes mines ou leurs bagouts, si vous gardez cela à l'esprit et que vous ne vous leurrez pas vous-mêmes, vous n'avez pas à craindre d'être manipulés une fois de plus.

PS. Une fonction sur mesure pour monsieur SOS sionisme.

- CETA : Harlem Désir se « réjouit de l'accord intervenu en Belgique » - Public Sénat

Interrogé dans l'émission Sénat 360, Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se « réjouit de l'accord qui est intervenu en Belgique ». Accord qui permettrait une sortie de crise dans le dossier du CETA. Public Sénat 27.10

- Le député "anri-racaille" Melek Boutit confesse avoir été formé par le lobby sioniste. - Panamza

Panamza - Jeudi 20 octobre, interrogé sur RTL à propos des policiers agressés à Viry-Châtillon, le député PS Malek Boutih a prôné une "offensive anti-racaille dans les banlieues".

Rappel : Malek Boutih -qui aime poser torse nu (à gauche de l'image, portrait paru dans Libération en 2003; à droite, autoportrait de 2013 en soutien aux Femen)- pratique régulièrement l'amalgame "antisionisme=antisémitisme".

Serviteur zélé du clan Valls, ex-président de SOS Racisme et ancien disciple du sioniste radical Julien Dray, Malek Boutih avait saisi l'opportunité des attentats du 13 novembre pour fustiger -trois jours seulement plus tard, sur France Inter, au micro de Patrick Cohen- le port du voile.

Le 19 mai, l'association "Les Amis du Crif" avait chaleureusement reçu le député Malek Boutih pour une longue "conférence".

Le 1er novembre 2015, Malek Boutih était également l'invité de la 6ème convention nationale du Crif (organisée par l'islamophobe Roger Cukierman) au cours de laquelle il avait rendu hommage -entre autres- à l'Union des étudiants juifs de

France, organisation qui avait soutenu Israël durant les bombardements de Gaza, pour avoir contribué à le former. panamza 20.10

En consultant ce portail, j'ai découvert que ce qui vaut pour cette ordure concernait également la plupart des animateurs télé ou radio, les journalistes de la presse écrite, les experts et autres spécialistes auxquels ils donnent la parole, liés à l'extrême droite sioniste et porte-parole de l'OTAN, du néolibéralisme...

Splendeur et décadence ou quand leur régime accouche un monstre.

- Changement d'identité sexuelle: les conséquences folles de la nouvelle loi - lefigaro.fr

Le texte facilite le changement d'identité sexuelle sur les papiers d'identité: il n'est désormais plus nécessaire de passer par la stérilisation ou l'opération lourde. Ce qui pourrait mener à des situations ubuesques, où une femme, devenue homme pour l'administration, pourrait néanmoins accoucher...

Un homme enceint? Cet incroyable scénario pourrait se produire en France. Avec la nouvelle procédure de changement de sexe à l'état civil pour les personnes trans, sans obligation de stérilisation, une personne née femme mais reconnue comme un homme par l'administration pourrait accoucher. L'enfant aurait alors deux pères dont l'un lui aurait donné le jour. lefigaro.fr 27.10

Selon l'auteur de cet article, cela devrait concerner environ 30 personnes en France, pays de 66 millions d'habitants. Le sujet en soi ne nous intéresse absolument pas. En revanche ce qui doit questionner, c'est pourquoi l'Etat, le chef de l'Etat, le gouvernement, le parlement, bref, pourquoi le législateur a-t-il répondu positivement à une requête ou à un besoin qui ne concerne que 30 personnes, soit une infime minorité de la population, alors qu'il témoigne du mépris ou répond négativement aux besoins exprimés par des millions de citoyens ou pire légifère contre leurs intérêts.

Ils s'emploient à mettre en scène et manipuler des questions relatives à la nature biologique de chaque personne (ou citoyen si vous préférez), sachant qu'il n'existe pas au monde deux être humains biologiquement (et socialement) identiques, de sorte qu'à partir de ce constat il leur sera possible de les opposer entre eux en favorisant un des aspects qui permet de les distinguer les uns des autres, dans l'espoir que cela entraînera une réaction quasi épidermique de la part de ceux qui ne leur ressemblent pas, en la suscitant si besoin était.

Pour bien comprendre ce que recouvre leur intérêt névrotique ou obsessionnel pour toutes les questions se rapportant au sexe, il ne faut pas oublier qu'il s'inscrit dans une société où ils ont favorisé la diffusion de la pornographie et l'expansion de la prostitution, donc ils ne peuvent pas faire prévaloir que leur démarche correspondrait à un besoin morale puisqu'ils en sont dépourvus. Elle correspond donc à un objectif politique. Or c'est ce qu'on a le plus de mal à identifier dans ce genre d'opérations.

Toutes ces campagnes sont bien plus que de simples opérations de diversion. Elles contribuent à l'atomisation de la population, elles visent à la dislocation des bases sur lesquelles la civilisation humaine s'est développée et qui furent le corollaire du progrès social, les rapports entre les sexes et l'organisation sociale de la société ayant évolué au rythme du développement des forces productives et des modes de production qui se sont succédés, c'est l'ensemble de ces rapports qu'il leur faut détuire systématiquement conjointement à la régression sociale qui est censée l'accompagnée, les deux questions ou objectifs étant intimement liés. A ce stade on est fondé à se demander quelle modèle de société ils envisagent de nous imposer à la place de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui présentait bien des lacunes pour ne pas dire davantage.

Ils s'inspirent de la monarchie absolue, où chaque personne serait un sujet ou un serf dépourvu de tout droit, où tous les rapports seraient régis par un règlement auquel chacun serait sommé de se soumettre sous peine d'excommunication, puisque chaque sujet serait anonyme, sans identité propre, un numéro, un vulgaire matricule qu'il suffirait d'effacer d'un fichier pour qu'il disparaisse dans l'indifférence générale. A suivre.

INFOS EN BREF

Pourquoi nous avons eu raison de ne pas relayer cette info.

- Traité de libre-échange : un accord trouvé in extremis - Franceinfo

La Belgique a finalement trouvé un accord sur le CETA, le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Franceinfo 27.10

En famille. Il était de gauche, peut-être que vous aussi !

- Pas de "ni-ni" pour Sarkozy à la présidentielle: il choisirait Hollande contre Le Pen - AFP

Répondant à Hollande qui venait d'affirmer qu'il choisirait Sarkozy, c'est touchant !

Ni ni : Boycott des institutions de la Ve République !

- Sondage 2017 : les Français ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy - L'Opinion

Selon un sondage BVA pour Orange, plus de deux sondés sur trois (69%) déclarent ne souhaiter ni la candidature de Nicolas Sarkozy, ni celle de François Hollande en 2017. L'Opinion 27.10

Votre avenir est assuré ! Et ne dites pas que ce n'est pas mérité, car il fallait oser.

- Hélène Geoffroy dit à Hollande "d'y aller" - Franceinfo

Secrétaire d'État chargée de la Ville, Hélène Geoffroy est l'invitée de Jeff Wittenberg sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce jeudi 27 octobre. Franceinfo

Qui n'ose rien, n'a rien à attendre !

Ils sont en train d'implanter les ferments de la guerre civile qu'ils se sont employés à développer en Syrie.

- Paris : les riverains de Stalingrad «à bout de nerfs» face aux campements de migrants - lefigaro.fr

Plus de 2000 migrants campent dans les environs de la Gare du Nord à Paris. Des voix s'élèvent chez les riverains qui ne supportent plus les nuisances, et craignent que la situation s'aggrave avec la fermeture de la jungle de Calais.

Les langues se délient parmi les riverains du XIXème arrondissement de Paris, confrontés depuis plusieurs mois à l'arrivée massive de migrants dans leur arrondissement. Pour Marie, qui habite à côté du métro Stalingrad, «c'est devenu tout simplement insupportable.» Un mois après l'évacuation de près de 2500 migrants installés entre les stations de métro Jaurès et Stalingrad, la situation est revenue à l'identique: plus de 2000 migrants dorment dans des tentes sur le terre-plein central de l'avenue de Flandre, sur le quai de Jemmapes et sous le pont aérien de la ligne 2. «Il en arrive tous les jours. Ici, il n'y avait qu'une seule tente hier soir», dit Marie en passant devant la bibliothèque Claude Lévi-Strauss. Trois autres tentes se sont installées dans la nuit. «La fermeture de la jungle de Calais va en faire venir d'autres, c'est certain.»

Les commerçants perdent patience

Les riverains se plaignent de nuisances quotidiennes. «La situation est innommable», assure Monique, qui habite boulevard de la Villette. «Ce sont des ordures et des excréments dans la rue, des cris pendant la nuit, des batailles rangées où les migrants s'affrontent avec des pierres et des barres de fer», énumère-t-elle. Place Stalingrad, un agent d'entretien de la mairie du XIXème passe du nettoyant sur les bordures où des migrants ont installé leurs tentes. «C'est de pire en pire», dit-il. «On balaye, on aspire et on lave tous les jours. On leur donne des bacs pour qu'ils mettent leurs ordures, mais ils ne les respectent pas.»

Les rapports se tendent avec les associations qui interviennent auprès des migrants. «Ils leurs donnent des tentent Quechua et les nourrissent trois fois par jour, évidemment que les migrants ont tout intérêt à venir ici! Et quand on explique aux associations que ça nous rend la vie impossible, on nous répond que nous au moins, on a un toit sur la tête», s'agace une passante. David, qui vit avenue de Flandre, abonde: «Les riverains sont vraiment à bout de nerfs. On ne supporte plus le discours de la préfecture qui nous dit que le devoir de l'Etat est de prendre ces personnes en charge. Il n'y a pas un mot pour nous les riverains qui subissons ça depuis des mois!»

La présence des migrants pèse aussi sur les commerçants qui commencent à perdre patience. «La situation est désastreuse pour notre quartier», juge Naji, gérant du pressing au départ de l'avenue de Flandre. «A chaque descente des forces de l'ordre, la rue est bloquée pendant des heures.» Sur le mois de septembre 2016, le pressing a eu 590 clients en moins par rapport à l'année précédente à la même période. «La survie de mon activité commence à se poser», assure-t-il. Le café mitoyen estime avoir perdu 30% de ses couverts. «Les gens qui travaillent en face ne s'aventurent plus à traverser le terre-plein central pour venir déjeuner chez nous», explique Mehdi, le gérant. Même discours au laboratoire de biologie médicale. «Nos patients n'osent plus venir chez nous», déplore le docteur François Toulat. «Il peut y avoir des cas de tuberculose, de typhoïde ou d'amibes chez les personnes qui campent dehors. Désormais, j'ai des personnes âgées ou de patients en chimiothérapie, dont les défenses immunitaires sont très affaiblies, qui préfèrent ne plus venir dans mon laboratoire. Cela pose clairement un problème d'accès aux soins dans le quartier.»

«La pression monte depuis des semaines»

La mairie du XIXème assure prendre conscience de la gravité de la situation. «Nous interpellons quotidiennement l'Etat pour demander la mise à l'abri immédiate de ces personnes», explique Colombe Brossel, conseillère du XIXème arrondissement et adjointe à la mairie de Paris en charge de la Sécurité et de l'Intégration. «La situation est insupportable pour elles, mais aussi pour les riverains car elle est en train d'asphyxier le quartier.»

La mairie de Paris doit ouvrir prochainement un Centre d'accueil humanitaire, avec la promesse de mettre fin à ces campements sauvages. «Entre 50 et 60 personnes arrivent tous les jours à Paris», estime Colombe Brossel. «Il faut qu'elles soient prises en charge immédiatement par ce centre pour éviter qu'elles ne finissent à la rue.» En attendant, deux associations de riverains excédés se sont formées: le collectif «habitants-réfugiés: dignité pour tous» et le collectif «habitants associés». Elles se réuniront pour la première fois ce jeudi soir pour discuter d'actions à venir.

«On sait que la situation est terrible pour les migrants. Mais on n'en peut plus», explique Pierre, membre des «Habitants associés». Il habite boulevard de la Villette, à côté du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile géré par France terre d'asile (FTA). «La pression monte depuis des semaines, et on s'attend à ce que la situation s'aggrave avec les migrants qui vont arriver de Calais. L'ordre public n'est plus respecté devant le centre d'accueil. C'est devenu invivable, on demande sa fermeture», ajoute-t-il. Une pétition en ce sens a rassemblé une centaine de signatures. Mais pour le président de FTA, Pierre Henry, le problème n'est pas là. «Ce n'est pas la suppression du Centre d'accueil qui va supprimer les flux. La situation ne s'arrangera pas tant que des centres d'accueil et de répartition ne seront pas mis en place en amont dans toute la France, pour orienter les migrants avant qu'ils ne se retrouvent à la rue.» lefigaro.fr 27.10

Ceux-là peuvent bien crever dans l'indifférence générale !

- En 2016, au moins 323 sans-abri sont morts dans la rue - LeFigaro.fr

L'année n'est pas encore terminée, mais le collectif Les Morts de la Rue a déjà recensé le décès de 323 personnes vivant dans la rue. Selon l'association, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 49 ans. LeFigaro.fr

C'est marrant tout de même, cette bonne conscience qui s'apitoie sur la misère du monde, à l'autre bout du monde, qui se plie en quatre pour les secourir ou leur venir en aide, pour ne pas les laisser crever comme des chiens, et qui s'avère impuissante à sauver 323 malheureux innocents qu'ils laissent crever sous leurs yeux, devant leurs portes, à croire qu'ils avaient la rage...

Le TTIP avant l'heure.

- Lactalis obtient l'interdiction de rediffusion d'une partie d'un reportage d'« Envoyé spécial » - LeMonde.fr

Le géant laitier a saisi le tribunal de grande instance de Laval en référé afin de « mettre un terme à ces attaques injustifiées ».

Le reportage intitulé « Août 2016 : la crise du lait bat son plein » racontait le bras de fer entre les producteurs laitiers et Lactalis. Il dénonçait « les cours intenables imposés par le numéro un mondial du lait », qui assure 20 % de la collecte en France, et « en profite pour dicter ses règles ».

Lactalis exploite des marques très connues de lait de consommation (Lactel), de fromage ou de beurre (Bridel, Président, Lanquetot, Roquefort Société...), et affiche, selon son site Internet, un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros en 2015. Il compte environ 15 000 employés en France et 75 000 au total dans le monde. LeMonde.fr

Militarisation. Au temps de la milice.

- Le regard sur les réservistes transformé par les attentats - LeMonde.fr

- Garde nationale, la génération « Charlie Hebdo » - LeMonde.fr

Depuis 2015, les attentats poussent de jeunes Français à s'engager dans la réserve de l'armée de terre. Leur objectif : être « utiles » face à la menace terroriste. LeMonde.fr

Eat the rich. Mais attention, certains sont plus comestibles que d'autres !

Il est autorisé, voire recommander d'affirmer que des riches soutiennent Trump, mais pas Clinton.

- États-Unis : les riches qui soutiennent Donald Trump - France 2

- WikiLeaks révèle les dessous de «Bill Clinton Inc.» - 20minutes.fr

La fondation Clinton encore dans l'oeil du cyclone. Une note de 2011, tirée des messages volés d'un proche de Bill et Hillary Clinton et publiée par le site WikiLeaks, révèle les dessous des multiples sources de revenus de l'ancien président américain, également visage de la fondation Clinton.

Doug Band, proche de Bill Clinton depuis la Maison Blanche et cofondateur de la petite firme de conseil Teneo en 2011, explique dans une note rédigée en novembre 2011 les services qu'il a rendus à la fondation et à l'ancien président démocrate personnellement.

Plus de 100 millions de dollars pour Bill Clinton

Doug Band y décrit les sommes versées au fil des années à la fondation, sous son impulsion, par certains de ses clients, dont Coca Cola, Dow Chemical ou encore la banque UBS. Selon lui, ni lui ni Teneo n'étaient rémunérés pour ce travail de levée de fonds.

Doug Band raconte également avoir personnellement servi d'intermédiaire principal pour toutes les activités privées de Bill Clinton, qui lui ont rapporté des dizaines de millions de dollars depuis son départ de la Maison Blanche en 2001, dont des services de conseil et des conférences rémunérées.

« Nous avons également sollicité et obtenu, au besoin, des services en nature pour le président et sa famille - pour ses déplacements personnels, son hébergement, ses vacances et autres », écrit-il aussi.

Il estime avoir ainsi rapporté à Bill Clinton personnellement plus de 50 millions de dollars, ainsi que 66 millions en contrats futurs.

Conflits d'intérêts

La note, dont l'authenticité n'a été ni confirmée ni démentie par l'entourage de Mme Clinton, a été piratée du compte Gmail de John Podesta, ancien secrétaire général de la Maison Blanche sous le président Clinton et actuel président de l'équipe de campagne d'Hillary Clinton. A l'époque, il était alors temporairement conseiller à la fondation. La note en elle-même n'évoque pas Hillary Clinton.

Mais elle lève un coin de voile sur les méandres de conflits d'intérêts entourant les activités de Bill Clinton, à la fois président d'une grande organisation caritative levant des fonds auprès de grandes entreprises et d'Etats étrangers, époux de la chef de la diplomatie de 2009 à 2013, et mari de la possible prochaine présidente américaine. 20minutes.fr 27.10

L'Empire toujours à l'offensive, hystérique.

- Poutine dénonce l'"hystérie" antirusse aux Etats-Unis - Reuters

"Il y a un climat d'hystérie aux Etats-Unis à propos de l'influence de la Russie sur l'élection présidentielle américaine", a déclaré Vladimir Poutine devant un parterre d'experts en politique internationale réunis à Krasnaïa Poliana, dans le sud de la Russie.

"Il est bien plus simple de détourner l'attention des gens avec des soi-disant pirates informatiques, espions et agents d'influence" que de s'attaquer à des problèmes comme la dette ou le contrôle des armes, a poursuivi le président russe.

"Est-ce que quelqu'un pense sérieusement que la Russie peut influencer le choix du peuple américain? L'Amérique est une république bananière, ou quoi? L'Amérique est une grande puissance", a-t-il ironisé.

Commentant le "comportement extravagant" de Donald Trump, qui a multiplié provocations et déclarations choc depuis le début de la campagne, Vladimir Poutine a estimé que le candidat républicain avait adopté cette stratégie délibérément "pour toucher le coeur des électeurs".

Tout en se disant prêt à engager le dialogue avec le futur président américain, quel qu'il soit, il n'a en revanche pas eu de mots assez durs pour l'actuel locataire de la Maison blanche, Barack Obama, qu'il a accusé de n'avoir respecté aucun accord conclu avec Moscou, y compris sur la Syrie.

Vladimir Poutine a plus largement accusé l'administration Obama et d'autres pays occidentaux d'exagérer la menace que représenterait l'armée russe pour justifier leurs propres dépenses militaires, assurant que Moscou n'a "aucune intention d'attaquer un autre pays". Reuters 27.10

- Syrie : la Russie nie être à l'origine de la frappe qui a tué 22 enfants - LeMonde.fr

Ban Ki-moon a demandé une « enquête immédiate », alors que certains médias arabes et occidentaux avaient aussitôt accusé le régime de Poutine, après le bombardement de l'école. LeMonde.fr

- Venezuela: le président Maduro à l'épreuve de la grève générale - AFP

Le président socialiste du Venezuela Nicolas Maduro affronte vendredi une grève générale lancée par l'opposition pour le pousser vers la sortie et a menacé de faire intervenir l'armée dans les entreprises participant à ce mouvement social. AFP

- Brésil: accusé de corruption Lula interpelle l'ONU - AFP

Acculé par le scandale de corruption Petrobras, l'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a allumé un contre-feu international en prenant l'ONU à témoin de la "persécution politique" dont il s'estime victime. AFP

Haut de page

Le 29 octobre 2016

CAUSERIE

Ma compagne Selvi est absente, j'en profite pour actualiser le site. En fait, j'ai besoin d'être seul pour penser...

On ajoutera plus tard 4 ou 5 articles d'actualité.

Les causeries de septembre sont disponibles au format pdf, 36 pages seulement.

Toujours politiquement incorrect.

1- Il est minuit dans le siècle.

Il n'existe plus de limite à l'imposture, au cynisme et à la barbarie.

Effrayant ? Assurément pour qui est incapable de faire preuve d'indépendance dans ses analyses ou son interprétation de la situation. C'est là que l'on mesure à quel degré se situe sur les cerveaux l'influence de l'idéologie ou de la propagande de la classe dominante.

Si vous avez marché dans leur combine ou si vous avez soutenu une de leurs opérations ou positions dans un passé récent, un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, il est normal que vous vous sentiez mal, ne cherchez pas ailleurs.

2- Je pense donc je suis. J'ai été injuste de me moquer de Descartes qui fut un de mes maîtres & philosophie au milieu des années 70. En fait je tournai plutôt en dérision ceux qui estimaient que chaque homme pense et qu'il suffisait de penser - de préférence comme eux, pour améliorer le sort des hommes, en réalité les choses sont un peu plus compliquées que cela.

3- Il faut inverser cette formule car c'est le seul moyen de s'en débarrasser ou de conquérir notre émancipation du capital : Le capitalisme pour les travailleurs, le socialisme pour les capitalistes.

4- Pourquoi le développement économique est-il à la base du progrès social ? Pardi, parce qu'il engendre la lutte des classes ou le marxisme pour les nuls.

Le développement économique correspond à des besoins que partagent tous les hommes.

Or, sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la division de la société en classes, seule une minorité détenant les moyens de production (des richesses) peut satisfaire ces besoins, du coup il s'en suit une lutte entre les classes pour que chacun de leurs membres puissent satisfaires ses besoins.

Or, cela s'avère impossible puisque la classe qui possède les moyens de production s'accapare l'essentiel des richesses produites pour pouvoir continuer de satisfaire ses besoins qui au fil du temps ne cessent de croître, et comme il est impensable d'envisager que chaque homme puisse disposer de moyens de production, le seul moyen à sa disposition pour parvenir à satisfaire ses besoins réside dans la mise en commun de ces moyens de production qui deviennent la propriété de la collectivité toute entière.

Voilà pourquoi nous ne devons pas lutter pour le partage des richesses, mais pour la socialisation ou la collectivisation des moyens de production, pour exproprier les capitalistes, sans leur verser un centime cela va de soi.

Les moyens de production doivent être transférés à l'Etat que les travailleurs ont créé pour les gérer eux-mêmes, ils deviennent ainsi la propriété collective de l'ensemble des travailleurs. Autrement dit chaque travailleur en devient propriétaire, mais aucun ne peut les accaparer ou en revendiquer la propriété à titre personnel, du fait qu'il ne possède légalement aucun titre de propriété qu'il pourrait faire valoir à cet effet, il en est davantage le gestionnaire afin de satisfaire les besoins de l'ensemble du peuple. Qui plus est, son travail cesse d'être aliéné, puisque l'intégralité du produit de sa force de travail lui revient...

On aura compris que tous ceux qui mettent en avant le mot d'ordre du partage des richesses n'entendent pas remettre en cause le système d'exploitation, ils réclament juste du capitalisme qu'il leur réserve une plus grande partie du gâteau pour eux et leurs semblables.

On aura compris également que le capitalisme repose sur la négation du droit à la propriété qu'il se réserve exclusivement. Concentrons-nous sur cette notion de droit.

Immédiatement, on a envie de dire de quel droit le capitalisme peut-il revendiquer un tel privilège, qu'il ne peut justifier autrement qu'en l'estimant arbitrairement légitime, donc en bafouant toute notion de justice ou d'égalité, ce qui effectivement constituent les fondements du capitalisme.

C'est la raison pour laquelle ceux qui se réclament du capitalisme d'une manière ou d'une autre, qui s'en accommodent ou n'entendent pas l'abolir, et qui par ailleurs prétendent lutter contre les injustices et les inégalités, sont des charlatans ou des opportunistes, de vulgaires agents du capitalisme.

Maintenant si l'existence du capitalisme repose sur le droit que les exploiteurs s'octroient et qu'ils refusent aux exploités et aux opprimés, il va s'en dire qu'en permanence et quels que soient les droits revendiqués par les travailleurs, les capitalistes considèreront de la même manière qu'ils sont illégitimes, ce qui est logique puisqu'ils possèdent l'exclusivité du droit de propriété, ils ne voient pas pourquoi il ne devrait pas s'étendre à celui du droit tout court, autrement dit ils revendiquent tout le pouvoir ou ne peuvent pas concevoir le partager avec leur ennemi de classe.

Les droits que s'accordent ou revendiquent les capitalistes, qu'ils estiment légitimes constituent un privilège exhorbitant, et pour les imposer ou le justifier ils doivent piétiner les notions universelles les plus élémentaires du droit ou de la démocratie, que les exploités doivent défendre ou conquérir uniquement par leur lutte de classe, et non en s'en remettant aux institutions que les capitalistes ont créées pour justement légitimer leur dictature.

On aura compris que tous ceux qui s'en remettent aux parlements nationaux, à l'UE, à l'ONU ou à toute autre institution du capital ne peuvent pas représenter les droits des travailleurs.

Si la négation du droit des exploités est à l'origine du capitalisme, son expression achevée réside dans le fascisme, auquel les capitalistes recourent quand ils ne parviennent plus à imposer leur politique antisociale par des moyens démagogiques ou à imposer leur conception du droit qui prend alors ouvertement une tournure dictatoriale. Vous remarquerez au passage qu'on a soigneusement évité d'accorder au régime une quelconque prétention démocratique, comme quoi il est facile et possible de se passer de ce genre de référence, qui a pour seul mérite de ménager le régime en place.

Les travailleurs (et bien des militants) n'ont pas conscience que leurs droits sont parfaitement légitimes, ils n'ont même pas cette notion élémentaire à l'esprit. L'intérêt qu'ils en prennent conscience est déterminant, puisque cela influencera directement l'orientation de leur lutte de classe ou déterminera sur quel plan ils mèneront leur combat politique, et en manifestant ainsi leur indépendance de classe ils pourront entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme ou qu'il existe une alternative au capitalisme, le socialisme.

Entre nous, il paraît évident que les militants qui ne parviennent pas à concevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, manifestent leur incapacité à se situer sur un terrain de classe indépendant, en somme ceci explique cela.

5- En réfléchissant bien, la question de l'Union européenne était secondaire, pour ne pas dire sans intérêt. Pourquoi ? C'est simple, ce n'est qu'un instrument ayant pour fonction de faciliter l'adoption ou d'accélérer l'adoption par les Etats d'une législation concoctée par les multinationales ou les idéologues néolibéraux devant remplacée les législations nationales, afin d'uniformiser

les législations des différents pays de l'UE et graver dans le marbre les rapports qu'ils entretiennent avec le reste du monde conformément à la politique de l'impérialisme américain.

Une fois cette législation adoptée par les Etats, les directives de la Commission européenne, et les traités signés avec l'UE, l'UE peut exploser ou disparaître, cette législation et ces traités qui régissent les rapports avec les multinationales ou entre les différents Etats continueront d'exister et de s'appliquer.

Les Américains ont créé l'Union européenne en vue d'imposer le néolibéralisme à tous les peuples qui la composent. Ils ont saisi l'opportunité de l'annonce de l'implosion de l'URSS dès le début des années 90, pour franchir une nouvelle étape sur la voie qui doit conduire à l'instauration d'une gouvernance mondiale ou d'un nouvel ordre mondial sous les auspices de l'oligarchie anglo-saxonne conformément à leur stratégie.

Stratégie qui a été fondée sur le constat qu'ils ne pourraient plus recourir aux expédients du passé pour temporairement répondre à la crise du capitalisme qui était vouée à prendre une dimension aux conséquences incontrôlables. Pourquoi ? Parce que du fait du formidable développement démographique exponentiel au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les deux pôles qui constituaient les facteurs antagonistes entre les classes n'avaient cessé de se renforcer et de s'éloigner l'un de l'autre et devenaient des facteurs de dislocation de leur système économique, car cette distorsion et cette tension croissante devait alimenter la lutte des classes qu'il s'agissait justement de neutraliser.

Les contradictions exacerbées du capitalisme leur imposaient de concentrer toujours plus de richesses à un pôle représentant moins d'1% de la population mondiale, tandis qu'ils seraient dans l'impossibilité de satisfaire les besoins des 99% restants qui n'allaient cessé de croître en nombre et en volume au fil du temps, (de 3 milliards environ dans les années 40, la population mondiale dépasse dorénavant les 7,40 milliards d'habitants) rendant de plus en plus périlleux la préservation de cet équilibre entre les classes, d'autant plus que les classes exploitées étaient plus éduquées que par le passé, donc étaient davantage susceptibles de prendre conscience de leur condition pour tenter d'en changer ou de renouer avec le socialisme. Ils savent donc que leur système économique est condamné à terme et que le temps joue contre eux, car l'évolution de tous les facteurs leur sont défavorables. C'est à cela que devraient se raccrocher les militants pour conserver le moral.

Ils ont réussi à corrompre tous les partis institutionnels, ils sont parvenus à prendre le contrôle de l'ensemble des institutions nationales de chaque pays de l'UE, à des degrés divers, qu'ils s'agissent des parlements, de la magistrature, des médias, des ONG, du mouvement ouvrier et des syndicats, absolument partout leur emprise ou leur influence a progressé, soit qu'ils aient des agents dans la place, soit qu'ils aient des éléments zélés qui leur soient acquis idéologiquement, au point que l'UE est devenue pratiquement inutile pour que soit appliquée leur politique.

Et qui plus est, du fait du développement économique inégal entre les pays de l'UE et de leur histoire respective, l'UE n'a jamais été foutue de constituer une unité politique durable, même si les Américains n'ont jamais envisagé qu'elle devienne une puissance politique ou militaire capable de rivaliser avec la leur. Bref, ils ont démontré ces dernières années qu'ils pouvaient s'en passer du moment qu'ils avaient le soutien de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas, de l'Italie et de l'Espagne, accessoirement de l'Allemagne, des pays baltes ou scandinaves, car en fait ce n'est pas l'UE qui décide la politique étrangère de ses 27 pays ou qui dispose du pouvoir militaire en Europe, mais l'OTAN sous direction américaine.

Axer sa ligne politique contre l'UE fut une colossale erreur politique.

L'adoption du TTIP, qualifiée d'OTAN économique par H. Clinton, va parachever ce processus d'intégration économique et sociale de l'Europe dans cette gouvernance mondiale néolibérale présidée par l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste, de sorte que le rôle de l'UE ne consistera plus qu'à mettre à jour les directives déjà adoptées.

Sur le plan politique, il se peut qu'elle soit mise à contribution pour légitimer le recours à l'OTAN pour ramener l'ordre dans les pays en proie à une explosion sociale, à moins qu'elle justifie une guerre contre la Russie qui demeure improbable à l'heure actuelle sans qu'on puisse l'écarter définitivement.

Les masques tombent. Opposition droite/gauche : une mystification criminelle qui n'a que trop duré.

- Pour les Palestiniens sous occupation israélienne il n'y a jamais eu aucune différence de traitement entre partis de « gauche » et d'extrême droite ». Ce qu'on appelle chez nous « gauche » israélienne n'a jamais exercé une politique moins brutale que celle pratiquée par la « droite » la plus dure. Les gouvernements successifs ont habilement su gagner du temps et endormir l'opinion internationale, en avançant tactiquement; en allant toujours plus loin dans la brutalité et le refus de céder quoi que ce soit aux Palestiniens. Aidés en cette tâche par le lobby pro israélien dans le monde, mais également par la narration biaisée répandue par des propagandistes israéliens soit disant de « gauche ». Arrêt sur Info

Cherchez l'erreur.

Donc si on comprend bien, à l'arrivée la pseudo-gauche a contribué à consolider le pouvoir de la droite officielle (et de l'extrême droite) et favoriser la propagation de son idéologie infâme au sein de la population...

C'est étonnant, parce que tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception avaient affirmé ou prédit au contraire que cela produirait le résultat inverse, y compris en France. Inutile d'attendre leurs explications, ils passeraient leur temps à se contredire et ne feraient qu'aggraver leur cas.

Vous comprenez peut-être un peu mieux pourquoi on en est rendu là. Si non, vous n'acceptez pas cette explication. Pourquoi, parce que vous vous en sentez responsables ? Il n'y a franchement pas lieu je vous assure.

Les militants ne doivent pas culpabiliser, cela ne ferait que freiner leur engagement politique. Maintenant vous savez à quoi vous en tenir, vous n'accorderez plus votre confiance à des dirigeants sur leurs bonnes mines ou leurs bagouts, si vous gardez cela à l'esprit et que vous ne vous leurrez pas vous-mêmes, vous n'avez pas à craindre d'être manipulés une fois de plus.

PS. Une fonction sur mesure pour monsieur SOS sionisme.

- CETA : Harlem Désir se « réjouit de l'accord intervenu en Belgique » - Public Sénat

Interrogé dans l'émission Sénat 360, Harlem Désir, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se « réjouit de l'accord qui est intervenu en Belgique ». Accord qui permettrait une sortie de crise dans le dossier du CETA. Public Sénat 27.10

- Le député "anri-racaille" Melek Boutit confesse avoir été formé par le lobby sioniste. - Panamza

Panamza - Jeudi 20 octobre, interrogé sur RTL à propos des policiers agressés à Viry-Châtillon, le député PS Malek Boutih a prôné une "offensive anti-racaille dans les banlieues".

Rappel : Malek Boutih -qui aime poser torse nu (à gauche de l'image, portrait paru dans Libération en 2003; à droite, autoportrait de 2013 en soutien aux Femen)- pratique régulièrement l'amalgame "antisionisme=antisémitisme".

Serviteur zélé du clan Valls, ex-président de SOS Racisme et ancien disciple du sioniste radical Julien Dray, Malek Boutih avait saisi l'opportunité des attentats du 13 novembre pour fustiger -trois jours seulement plus tard, sur France Inter, au micro de Patrick Cohen- le port du voile.

Le 19 mai, l'association "Les Amis du Crif" avait chaleureusement reçu le député Malek Boutih pour une longue "conférence".

Le 1er novembre 2015, Malek Boutih était également l'invité de la 6ème convention nationale du Crif (organisée par l'islamophobe Roger Cukierman) au cours de laquelle il avait rendu hommage -entre autres- à l'Union des étudiants juifs de France, organisation qui avait soutenu Israël durant les bombardements de Gaza, pour avoir contribué à le former. panamza 20.10

En consultant ce portail, j'ai découvert que ce qui vaut pour cette ordure concernait également la plupart des animateurs télé ou radio, les journalistes de la presse écrite, les experts et autres spécialistes auxquels ils donnent la parole, liés à l'extrême droite sioniste et porte-parole de l'OTAN, du néolibéralisme...

Splendeur et décadence ou quand leur régime accouche un monstre.

- Changement d'identité sexuelle: les conséquences folles de la nouvelle loi - lefigaro.fr

Le texte facilite le changement d'identité sexuelle sur les papiers d'identité: il n'est désormais plus nécessaire de passer par la stérilisation ou l'opération lourde. Ce qui pourrait mener à des situations ubuesques, où une femme, devenue homme pour l'administration, pourrait néanmoins accoucher...

Un homme enceint? Cet incroyable scénario pourrait se produire en France. Avec la nouvelle procédure de changement de sexe à l'état civil pour les personnes trans, sans obligation de stérilisation, une personne née femme mais reconnue comme un homme par l'administration pourrait accoucher. L'enfant aurait alors deux pères dont l'un lui aurait donné le jour. lefigaro.fr 27.10

Selon l'auteur de cet article, cela devrait concerner environ 30 personnes en France, pays de 66 millions d'habitants. Le sujet en soi ne nous intéresse absolument pas. En revanche ce qui doit questionner, c'est pourquoi l'Etat, le chef de l'Etat, le gouvernement, le parlement, bref, pourquoi le législateur a-t-il répondu positivement à une requête ou à un besoin qui ne concerne que 30 personnes, soit une infime minorité de la population, alors qu'il témoigne du mépris ou répond négativement aux besoins exprimés par des millions de citoyens ou pire légifère contre leurs intérêts.

Ils s'emploient à mettre en scène et manipuler des questions relatives à la nature biologique de chaque personne (ou citoyen si vous préférez), sachant qu'il n'existe pas au monde deux être humains biologiquement (et socialement) identiques, de sorte qu'à partir de ce constat il leur sera possible de les opposer entre eux en favorisant un des aspects qui permet de les distinguer les uns des autres, dans l'espoir que cela entraînera une réaction quasi épidermique de la part de ceux qui ne leur ressemblent pas, en la suscitant si besoin était.

Pour bien comprendre ce que recouvre leur intérêt névrotique ou obsessionnel pour toutes les questions se rapportant au sexe, il ne faut pas oublier qu'il s'inscrit dans une société où ils ont favorisé la diffusion de la pornographie et l'expansion de la prostitution, donc ils ne peuvent pas faire prévaloir que leur démarche correspondrait à un besoin morale puisqu'ils en sont dépourvus. Elle correspond donc à un objectif politique. Or c'est ce qu'on a le plus de mal à identifier dans ce genre d'opérations.

Toutes ces campagnes sont bien plus que de simples opérations de diversion. Elles contribuent à l'atomisation de la population, elles visent à la dislocation des bases sur lesquelles la civilisation humaine s'est développée et qui furent le corollaire du progrès social, les rapports entre les sexes et l'organisation sociale de la société ayant évolué au rythme du développement des forces productives et des modes de production qui se sont succédés, c'est l'ensemble de ces rapports qu'il leur faut détuire systématiquement conjointement à la régression sociale qui est censée l'accompagnée, les deux questions ou objectifs étant intimement liés. A ce stade on est fondé à se demander quelle modèle de société ils envisagent de nous imposer à la place de celle que nous connaissons aujourd'hui, qui présentait bien des lacunes pour ne pas dire davantage.

Ils s'inspirent de la monarchie absolue, où chaque personne serait un sujet ou un serf dépourvu de tout droit, où tous les rapports seraient régis par un règlement auquel chacun serait sommé de se soumettre sous peine d'excommunication, puisque chaque sujet serait anonyme, sans identité propre, un numéro, un vulgaire matricule qu'il suffirait d'effacer d'un fichier pour qu'il disparaisse dans l'indifférence générale. A suivre.

INFOS EN BREF

Pourquoi nous avons eu raison de ne pas relayer cette info.

- Traité de libre-échange : un accord trouvé in extremis - Franceinfo

La Belgique a finalement trouvé un accord sur le CETA, le traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Franceinfo 27.10

En famille. Il était de gauche, peut-être que vous aussi !

- Pas de "ni-ni" pour Sarkozy à la présidentielle: il choisirait Hollande contre Le Pen - AFP

Répondant à Hollande qui venait d'affirmer qu'il choisirait Sarkozy, c'est touchant !

Ni ni : Boycott des institutions de la Ve République !

- Sondage 2017 : les Français ne veulent ni de Hollande, ni de Sarkozy - L'Opinion

Selon un sondage BVA pour Orange, plus de deux sondés sur trois (69%) déclarent ne souhaiter ni la candidature de Nicolas Sarkozy, ni celle de François Hollande en 2017. L'Opinion 27.10

Votre avenir est assuré ! Et ne dites pas que ce n'est pas mérité, car il fallait oser.

- Hélène Geoffroy dit à Hollande "d'y aller" - Franceinfo

Secrétaire d'État chargée de la Ville, Hélène Geoffroy est l'invitée de Jeff Wittenberg sur le plateau des 4 Vérités de France 2 ce jeudi 27 octobre. Franceinfo

Qui n'ose rien, n'a rien à attendre !

Ils sont en train d'implanter les ferments de la guerre civile qu'ils se sont employés à développer en Syrie.

- Paris : les riverains de Stalingrad «à bout de nerfs» face aux campements de migrants - lefigaro.fr

Plus de 2000 migrants campent dans les environs de la Gare du Nord à Paris. Des voix s'élèvent chez les riverains qui ne supportent plus les nuisances, et craignent que la situation s'aggrave avec la fermeture de la jungle de Calais.

Les langues se délient parmi les riverains du XIXème arrondissement de Paris, confrontés depuis plusieurs mois à l'arrivée massive de migrants dans leur arrondissement. Pour Marie, qui habite à côté du métro Stalingrad, «c'est devenu tout simplement insupportable.» Un mois après l'évacuation de près de 2500 migrants installés entre les stations de métro Jaurès et Stalingrad, la situation est revenue à l'identique: plus de 2000 migrants dorment dans des tentes sur le terre-plein central de l'avenue de Flandre, sur le quai de Jemmapes et sous le pont aérien de la ligne 2. «Il en arrive tous les jours. Ici, il n'y avait qu'une seule tente hier soir», dit Marie en passant devant la bibliothèque Claude Lévi-Strauss. Trois autres tentes se sont installées dans la nuit. «La fermeture de la jungle de Calais va en faire venir d'autres, c'est certain.»

Les commerçants perdent patience

Les riverains se plaignent de nuisances quotidiennes. «La situation est innommable», assure Monique, qui habite boulevard de la Villette. «Ce sont des ordures et des excréments dans la rue, des cris pendant la nuit, des batailles rangées où les migrants s'affrontent avec des pierres et des barres de fer», énumère-t-elle. Place Stalingrad, un agent d'entretien de la mairie du XIXème passe du nettoyant sur les bordures où des migrants ont installé leurs tentes. «C'est de pire en pire», dit-il. «On balaye, on aspire et on lave tous les jours. On leur donne des bacs pour qu'ils mettent leurs ordures, mais ils ne les respectent pas.»

Les rapports se tendent avec les associations qui interviennent auprès des migrants. «Ils leurs donnent des tentent Quechua et les nourrissent trois fois par jour, évidemment que les migrants ont tout intérêt à venir ici! Et quand on explique aux associations que ça nous rend la vie impossible, on nous répond que nous au moins, on a un toit sur la tête», s'agace une passante. David, qui vit avenue de Flandre, abonde: «Les riverains sont vraiment à bout de nerfs. On ne supporte plus le discours de la préfecture qui nous dit que le devoir de l'Etat est de prendre ces personnes en charge. Il n'y a pas un mot pour nous les riverains qui subissons ça depuis des mois!»

La présence des migrants pèse aussi sur les commerçants qui commencent à perdre patience. «La situation est désastreuse pour notre quartier», juge Naji, gérant du pressing au départ de l'avenue de Flandre. «A chaque descente des forces de l'ordre, la rue est bloquée pendant des heures.» Sur le mois de septembre 2016, le pressing a eu 590 clients en moins par rapport à l'année précédente à la même période. «La survie de mon activité commence à se poser», assure-t-il. Le café mitoyen estime avoir perdu 30% de ses couverts. «Les gens qui travaillent en face ne s'aventurent plus à traverser le terre-plein central pour venir déjeuner chez nous», explique Mehdi, le gérant. Même discours au laboratoire de biologie médicale. «Nos patients n'osent plus venir chez nous», déplore le docteur François Toulat. «Il peut y avoir des cas de tuberculose, de typhoïde ou d'amibes chez les personnes qui campent dehors. Désormais, j'ai des personnes âgées ou de patients en chimiothérapie, dont les défenses immunitaires sont très affaiblies, qui préfèrent ne plus venir dans mon laboratoire. Cela pose clairement un problème d'accès aux soins dans le quartier.»

«La pression monte depuis des semaines»

La mairie du XIXème assure prendre conscience de la gravité de la situation. «Nous interpellons quotidiennement l'Etat pour demander la mise à l'abri immédiate de ces personnes», explique Colombe Brossel, conseillère du XIXème arrondissement et adjointe à la mairie de Paris en charge de la Sécurité et de l'Intégration. «La situation est insupportable pour elles, mais aussi pour les riverains car elle est en train d'asphyxier le quartier.»

La mairie de Paris doit ouvrir prochainement un Centre d'accueil humanitaire, avec la promesse de mettre fin à ces campements sauvages. «Entre 50 et 60 personnes arrivent tous les jours à Paris», estime Colombe Brossel. «Il faut qu'elles soient prises en charge immédiatement par ce centre pour éviter qu'elles ne finissent à la rue.» En attendant, deux associations de riverains excédés se sont formées: le collectif «habitants-réfugiés: dignité pour tous» et le collectif «habitants associés». Elles se réuniront pour la première fois ce jeudi soir pour discuter d'actions à venir.

«On sait que la situation est terrible pour les migrants. Mais on n'en peut plus», explique Pierre, membre des «Habitants associés». Il habite boulevard de la Villette, à côté du Centre d'accueil pour demandeurs d'asile géré par France terre d'asile (FTA). «La pression monte depuis des semaines, et on s'attend à ce que la situation s'aggrave avec les migrants qui vont arriver de Calais. L'ordre public n'est plus respecté devant le centre d'accueil. C'est devenu invivable, on demande sa fermeture», ajoute-t-il. Une pétition en ce sens a rassemblé une centaine de signatures. Mais pour le président de FTA, Pierre Henry, le problème n'est pas là. «Ce n'est pas la suppression du Centre d'accueil qui va supprimer les flux. La situation ne s'arrangera pas tant que des centres d'accueil et de répartition ne seront pas mis en place en amont dans toute la France, pour orienter les migrants avant qu'ils ne se retrouvent à la rue.» lefigaro.fr 27.10

Ceux-là peuvent bien crever dans l'indifférence générale !

- En 2016, au moins 323 sans-abri sont morts dans la rue - LeFigaro.fr

L'année n'est pas encore terminée, mais le collectif Les Morts de la Rue a déjà recensé le décès de 323 personnes vivant dans la rue. Selon l'association, la moyenne d'âge des personnes décédées est de 49 ans. LeFigaro.fr

C'est marrant tout de même, cette bonne conscience qui s'apitoie sur la misère du monde, à l'autre bout du monde, qui se plie en quatre pour les secourir ou leur venir en aide, pour ne pas les laisser crever comme des chiens, et qui s'avère impuissante à sauver 323 malheureux innocents qu'ils laissent crever sous leurs yeux, devant leurs portes, à croire qu'ils avaient la rage...

Le TTIP avant l'heure.

- Lactalis obtient l'interdiction de rediffusion d'une partie d'un reportage d'« Envoyé spécial » - LeMonde.fr

Le géant laitier a saisi le tribunal de grande instance de Laval en référé afin de « mettre un terme à ces attaques injustifiées ».

Le reportage intitulé « Août 2016 : la crise du lait bat son plein » racontait le bras de fer entre les producteurs laitiers et Lactalis. Il dénonçait « les cours intenables imposés par le numéro un mondial du lait », qui assure 20 % de la collecte en France, et « en profite pour dicter ses règles ».

Lactalis exploite des marques très connues de lait de consommation (Lactel), de fromage ou de beurre (Bridel, Président, Lanquetot, Roquefort Société...), et affiche, selon son site Internet, un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros en 2015. Il compte environ 15 000 employés en France et 75 000 au total dans le monde. LeMonde.fr

Militarisation. Au temps de la milice.

- Le regard sur les réservistes transformé par les attentats - LeMonde.fr

- Garde nationale, la génération « Charlie Hebdo » - LeMonde.fr

Depuis 2015, les attentats poussent de jeunes Français à s'engager dans la réserve de l'armée de terre. Leur objectif : être « utiles » face à la menace terroriste. LeMonde.fr

Eat the rich. Mais attention, certains sont plus comestibles que d'autres !

Il est autorisé, voire recommander d'affirmer que des riches soutiennent Trump, mais pas Clinton.

- États-Unis : les riches qui soutiennent Donald Trump - France 2

- WikiLeaks révèle les dessous de «Bill Clinton Inc.» - 20minutes.fr

La fondation Clinton encore dans l'oeil du cyclone. Une note de 2011, tirée des messages volés d'un proche de Bill et Hillary Clinton et publiée par le site WikiLeaks, révèle les dessous des multiples sources de revenus de l'ancien président américain, également visage de la fondation Clinton.

Doug Band, proche de Bill Clinton depuis la Maison Blanche et cofondateur de la petite firme de conseil Teneo en 2011, explique dans une note rédigée en novembre 2011 les services qu'il a rendus à la fondation et à l'ancien président démocrate personnellement.

Plus de 100 millions de dollars pour Bill Clinton

Doug Band y décrit les sommes versées au fil des années à la fondation, sous son impulsion, par certains de ses clients, dont Coca Cola, Dow Chemical ou encore la banque UBS. Selon lui, ni lui ni Teneo n'étaient rémunérés pour ce travail de levée de fonds.

Doug Band raconte également avoir personnellement servi d'intermédiaire principal pour toutes les activités privées de Bill Clinton, qui lui ont rapporté des dizaines de millions de dollars depuis son départ de la Maison Blanche en 2001, dont des services de conseil et des conférences rémunérées.

« Nous avons également sollicité et obtenu, au besoin, des services en nature pour le président et sa famille - pour ses déplacements personnels, son hébergement, ses vacances et autres », écrit-il aussi.

Il estime avoir ainsi rapporté à Bill Clinton personnellement plus de 50 millions de dollars, ainsi que 66 millions en contrats futurs.

Conflits d'intérêts

La note, dont l'authenticité n'a été ni confirmée ni démentie par l'entourage de Mme Clinton, a été piratée du compte Gmail de John Podesta, ancien secrétaire général de la Maison Blanche sous le président Clinton et actuel président de l'équipe de campagne d'Hillary Clinton. A l'époque, il était alors temporairement conseiller à la fondation. La note en elle-même n'évoque pas Hillary Clinton.

Mais elle lève un coin de voile sur les méandres de conflits d'intérêts entourant les activités de Bill Clinton, à la fois président d'une grande organisation caritative levant des fonds auprès de grandes entreprises et d'Etats étrangers, époux de la chef de la diplomatie de 2009 à 2013, et mari de la possible prochaine présidente américaine. 20minutes.fr 27.10

L'Empire toujours à l'offensive, hystérique.

- Poutine dénonce l'"hystérie" antirusse aux Etats-Unis - Reuters

"Il y a un climat d'hystérie aux Etats-Unis à propos de l'influence de la Russie sur l'élection présidentielle américaine", a déclaré Vladimir Poutine devant un parterre d'experts en politique internationale réunis à Krasnaïa Poliana, dans le sud de la Russie.

"Il est bien plus simple de détourner l'attention des gens avec des soi-disant pirates informatiques, espions et agents d'influence" que de s'attaquer à des problèmes comme la dette ou le contrôle des armes, a poursuivi le président russe.

"Est-ce que quelqu'un pense sérieusement que la Russie peut influencer le choix du peuple américain? L'Amérique est une république bananière, ou quoi? L'Amérique est une grande puissance", a-t-il ironisé.

Commentant le "comportement extravagant" de Donald Trump, qui a multiplié provocations et déclarations choc depuis le début de la campagne, Vladimir Poutine a estimé que le candidat républicain avait adopté cette stratégie délibérément "pour toucher le coeur des électeurs".

Tout en se disant prêt à engager le dialogue avec le futur président américain, quel qu'il soit, il n'a en revanche pas eu de mots assez durs pour l'actuel locataire de la Maison blanche, Barack Obama, qu'il a accusé de n'avoir respecté aucun accord conclu avec Moscou, y compris sur la Syrie.

Vladimir Poutine a plus largement accusé l'administration Obama et d'autres pays occidentaux d'exagérer la menace que représenterait l'armée russe pour justifier leurs propres dépenses militaires, assurant que Moscou n'a "aucune intention d'attaquer un autre pays". Reuters 27.10

- Syrie : la Russie nie être à l'origine de la frappe qui a tué 22 enfants - LeMonde.fr

Ban Ki-moon a demandé une « enquête immédiate », alors que certains médias arabes et occidentaux avaient aussitôt accusé le régime de Poutine, après le bombardement de l'école. LeMonde.fr

- Venezuela: le président Maduro à l'épreuve de la grève générale - AFP

Le président socialiste du Venezuela Nicolas Maduro affronte vendredi une grève générale lancée par l'opposition pour le pousser vers la sortie et a menacé de faire intervenir l'armée dans les entreprises participant à ce mouvement social. AFP

- Brésil: accusé de corruption Lula interpelle l'ONU - AFP

Acculé par le scandale de corruption Petrobras, l'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a allumé un contre-feu international en prenant l'ONU à témoin de la "persécution politique" dont il s'estime victime. AFP

Haut de page

Le 30 octobre 2016

CAUSERIE

En forme ? Le moral ? Il faut, il faut, on n'a pas le choix.

Ne vous laissez pas distraire par l'actualité, prenez de la distance, de la hauteur, profitez-en pour faire le bilan, l'inventaire de la lutte de classe, réfléchissez à toutes les questions que nous avons abordées depuis des années, sous quels angles, sans jamais rompre avec le terrain de la lutte des classes. Ne vous laissez pas enfermer dans des modes de pensée préfabriqués qui n'en valent vraiment pas la peine, forgez-le vous-même. Soyez logique, cohérent, rigoureux, méthodique, discipliné, courageux, patient, modeste, vous verrez que cela en vaut la peine à la longue, ce sont des conseils d'ami à prendre ou à laisser, ici on ne vous impose rien.

On ne cherche pas à avoir raison, c'est tellement stupide, on cherche juste à mieux comprendre dans quel monde nous vivons et dans quelle direction il s'oriente pour mieux le combattre. On est au service d'une cause qu'on est censé partager. La faire avancer devrait être notre seule motivation. Ce n'est pas facile. On a du mal à comprendre pourquoi ce qui nous semble si évident ne l'est pas pour la plupart des gens, d'où la nécessité de soigner notre discours, la manière de le présenter.

Quand on a l'habitude de réfléchir intensément, on a du mal à admettre ou on n'a pas à l'esprit que beaucoup de gens réagissent à partir des apparences, il faut donc en tenir compte, les intégrer dans notre discours, en donner la signification, ensuite seulement on peut aller plus loin et peut-être se comprendre.

La plupart de nos désaccords reposent sur des méprises ou des quiproquos, on croit parler de la même chose ou que la personne est sur la même longueur que nous, alors que pas du tout. Il est inutile de faire de longs discours ou de partir dans des démonstrations à rallonge, car il arrive toujours un moment où notre interlocuteur décroche, et en perdant le fil, c'est le rapport que vous essayiez de tisser avec lui qui est rompu.

Je crois que ce qui est important, c'est que votre interlocteur perçoive que vous recourez à une méthode originale pour interpréter la situation ou aborder n'importe quelle question, de sorte que cela le captive ou qu'il ait envie de savoir d'où vous la tenez ou en quoi elle consiste, car vous faites preuve d'un naturel peu ordinaire, d'une simplicité qui suscite la curiosité ou le respect, par ce biais et quel que soit l'avancement de votre discussion, cela peut faciliter la naissance de relations fraternelles entre vous, une certaine complicité qui ne demande qu'à se développer et qui pourquoi pas débouchera sur une confiance mutuelle. Il faut laisser les choses se faire naturellement, éviter d'être maladroit, ne pas forcer le destin, même si un petit coup de main peut aider, c'est comme dans une relation amoureuse, il ne faut pas en abuser car cela peut devenir facilement oppressant, brusquer les choses est la pire erreur à commettre, elle suscitera le rejet.

Et puis surtout, on doit analyser chaque échec, comprendre pourquoi, en tirer un enseignement pour progresser, cela devrait être notre obsession de chaque instant, ne jamais vivre un jour ou s'endormir le soir sans se demander en quoi on a progressé dans la journée, est-ce qu'on a réellement été digne des idées qu'on a adoptées ou qu'on prétend défendre, de notre idéal, tout en sachant qu'on présente des défauts ou des faiblesses incurables avec lesquels on doit bien vivre, l'essentiel étant que le bilan soit positif. Il est nuisible de se mortifier ou de culpabiliser.

De la même manière, on ne juge pas en dernière analyse un parti à ses erreurs, à ses errances qui sont inévitables, mais à son orientation générale, à sa volonté d'aller de l'avant... A ce propos cela m'est arrivé plus d'une fois d'être injuste, mais sans jamais être animé de mauvaises intentions, bien au contraire, j'en suis incapable, je m'en voudrais trop par la suite.

La plupart des gens et des militants ne retiennent que les aspects négatifs d'une expérience, alors que bien souvent cela n'en représente qu'une infime partie. Allez savoir pourquoi ils se focalisent dessus et gâchent les meilleures occasions de leur existence pour finalement se retrouver dans une situation pire ou peu flatteuse qu'ils enjoliveront ou refuseront d'admettre évidemment. Il y a plusieurs explications possibles à cela, mais cela serait trop long de les exposer ici.

En complément à ***Splendeur et décadence ou quand leur régime accouche un monstre*** publié hier

En oligarchie. Fabrication du consentement.

Quand l'idéologie s'attribue le privilège d'interpréter le monde réel en accordant à son interprétation le statut de vérité objective, toute connaissance antérieure relative ou absolue est annihilée, tous les instruments logiques permettant de discrimer la matière deviennent hors la loi, le règne de l'arbitraire qui a envahi le pensée va pouvoir dorénavant régner en maître absolu.

L'identité sexuelle d'une personne n'est plus établie en fonction des critères qui distinguent biologiquement une femme d'un homme selon la nature, mais en fonction de critères purement idéologiques. Autrement dit, toute distinction entre deux êtres ou choses ne doit plus reposer sur des critères matériels ou objectifs, mais subjectifs laissés à l'appréciation exclusive du législateur.

Cette prétention ou ce droit relève manifestement du totalitarisme. Ce qui est intéressant à travers cet exemple, c'est qu'on voit poindre nettement les intentions dictatoriales des représentants de l'idéologie néolibérale. Ce serait faire preuve de laxisme ou

de dilettantisme de le prendre à la légère ou à la rigolade.

Un homme enceint et qui accouche, on se dit au premier abord que c'est une farce grotesque même pas digne d'une mauvaise comédie de boulevard, et pourtant le législateur y tient, et s'il y tient tant que cela, c'est que forcément il y a une intention inavouable derrière, c'est une affaire sérieuse que l'on doit considérer comme telle.

Telle que je la comprends, cette opération consiste à imposer une interprétation subjective ou idéologique à toute manifestation de toute nature (faits, évènements, discours, lois, etc.) dans tous les domaines (société, culture, art, politique, économie, sciences, etc.), dans l'intention de la substituer à toute interprétation objective prenant en compte des facteurs matériels ou reposant sur des faits, ce qui laisse le loisir à celui qui en est l'auteur de lui donner un contenu hors de tout contrôle ou toute contestation, puisqu'elle n'a aucun lien matériel ou physique avec la réalité, elle est purement du domaine de la subjectivité. Dès lors qu'il sera impossible de la réfuter, chacun sera censé l'adopter aveuglément.

C'est l'idéal pour orienter les idées ou le mode de pensée de la population (son mode de vie aussi) dans une direction donnée à son insu et l'obliger à s'y soumettre, puisqu'elle ne disposera d'aucun lien matériel pour contester cette interprétation. Il y a pire encore.

Puisque cette interprétation constitue un déni flagrant de la réalité, il va de soi qu'elle va faire l'objet d'un rejet massif de la majorité de la population et tout particulièrement de la part de ces éléments les plus avancés disposant d'un esprit critique ou libre et y étant attachés. Et dans la mesure où cette interprétation ne peut être justifiée sans heurter violemment le sens de l'observation ou la logique la plus élémentaire, les représentants de cette idéologie devront recourir à des méthodes de plus en plus scélérates et expéditives pour l'imposer et discréditer ses opposants, comme ils le font déjà quand quelqu'un ose les défier en contestant la version officielle d'un évènement.

Sauf que là ce procédé prend une autre dimension, car il est destiné à couvrir l'ensemble des expériences auxquelles les hommes sont confrontés au cours de leur existence ou l'ont été dans le passé depuis jadis, puisqu'il s'agit de modifier ou de réinterpréter l'ensemble des connaissances qu'ils ont acquises au cours du développement de la civilisation humaine. En guise de conclusion on peut affirmer que cette entreprise vise tout simplement à la détruire, aussi incroyable que cela puisse paraître à un esprit sain, progressiste ou évolué.

Et peu importe que leurs auteurs en aient conscience ou non, car ils visent uniquement en annihilant les progrès réalisés par les hommes pendant des millénaires pour conquérir leur liberté à assurer la préservation de leur domination de classe, qu'ils savent menacée par la lutte de classe du prolétariat mondial qu'ils doivent pervertir, discréditer, neutraliser par n'importe quel moyen, d'où la guerre psychologique et idéologique qu'ils lui mènent, et dont cette entreprise que l'on peut assimiler à une lobotomisation du cerveau fait partie.

C'est une entreprise à caractère purement dictatorial.

Les idiots utiles de l'OTAN

La Lettre n° 9 de Démocratie révolutionnaire comporte un article (signé Isabelle Ufferte) particulièrement nauséabond, où à chaque paragraphe on retrouve la propagande de l'OTAN ou du camp de la guerre contre les peuples adoptée par Hollande.

Que la République arabe syrienne et les Russes cessent leurs bombardements pour que les plans des Américains se réalisent via leur armée de barbares.

- "*à Alep, dévastée par les bombes, où 500 personnes sont mortes en moins d'un mois*"

La même caractérisation et le même amalgame ordurier que celui repris en boucle par les médias aux ordres depuis 2011.

- "*chaque jour des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants qui fuient la guerre, les dictatures, la misère et tentent de rejoindre l'Europe*"

Quand bien des jeunes renoncent à poursuivre leurs études dans un pays comptant plus de 5 millions de chômeurs et près d'autant de travailleurs précaires.

- "*Dans « la jungle » ou dans les bus qui les amènent dans les « centres d'accueils », les jeunes Soudanais, Afghans, Irakiens ou Pakistanais ont les mêmes espoirs et ambitions, faire des études pour devenir médecins, technicien-ne-s, professeurs, avocat-e-s, sportif-ve-s ou autres...*"

Décidément, la féminisation des esprits était destinée aux esprits faibles ou déjà fort déséquilibrés, décomposés.

C'est là qu'on s'aperçoit que l'auteur de cet article ne doit pas être une ouvrière ou une employée, un monde qui manifestement lui est étranger. Car voyez-vous, tous les jeunes devraient devenir médecins, techniciens, professeurs, avocats, sportifs, pourquoi pas mécaniciens, boulangers, maçons ? Allons plus loin.

Je suis sûr que parmi les parents des jeunes mécaniciens, boulangers ou maçons de ce pays car il en existe encore, la plupart rêvaient d'un meilleur avenir pour leurs enfants, mais cela n'a pas été rendu possible, cependant cela le devrait forcément pour les jeunes Soudanais, Afghans, Irakiens ou Pakistanais qui débarquent, tout sera fait pour qu'il en soit ainsi, c'est juré.
On imagine d'ici ces parents lire ces lignes, ils enrageraient que leurs enfants n'aient pas fait l'objet d'une telle solicitude à vomir qui pour sûr alimente la xénophobie et le racisme.

Et de citer Lénine au secours de leur discours scélérats qu'elle détourne, car Lénine évoquait des "*ouvriers émigrés*" qui répondaient à l'appel d'offre des industriels occidentaux, et non des aventuriers à la conquête d'un eldorado qui n'existe pas, la seconde citation le confirme.

- "*En 1913, dans un article sur« le capitalisme et l'immigration des ouvriers », Lénine écrivait :"...Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.*

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés...."

- "*En 1913, dans le texte cité plus haut, Lénine écrivait « Après la révolution de 1905 [en Russie], le nombre des immigrants en Amérique a particulièrement augmenté.*"

Il s'agissait d'une terre d'immigration, de peuplement, ce que n'est pas la France ou l'Europe. Il a toujours existé une immigration, sauf que là il s'agit d'autre chose, de masses manipulées, instrumentalisées à des fins politiques, qui sont pour ainsi accompagnés aux portes de l'Europe pour déstabiliser des Etats ou favoriser la mise en oeuvre d'une politique que les peuples en Europe rejettent.

Les pays de l'OTAN disposent de suffisamment de satellites et de moyens terrestes et navales pour repérer et intercepter toute embarcation se dirigeant vers les côtes européennes ou une foule se dirigeant à pied vers les frontières terrestes d'un des pays de l'UE. Qu'on cesse de nous raconter des conneries, s'ils les laissent passer, c'est parce qu'ils y ont intérêt ou ils ne veulent pas affronter les Américains.

Non, elle a été plannifiée depuis Washington.

- "*La crise des migrants est une des conséquences majeures de la crise internationale économique, sociale et militaire.*"

Et pour témoigner leur incurie politique légendaire, il fallait qu'elle fasse référence aux "révolutions arabes" également plannifiées de longue date par Washington. Ce qui est logique puisque les "révolutions arabes", la "crise des migrants" et la création de Daesh, les attentats en Europe font partie de la même stratégie du chaos dont ces crétins n'ont apparemment jamais entendu parler.

- "*Aujourd'hui, ce sont les germes de bien des révoltes, d'expériences de luttes qui sont disséminés, en particulier de l'expérience des révolutions arabes…*".

La NED ou la CIA n'ont même pas besoin de les recruter ou de les former à leur propagande, ainsi va le NPA. Ce parti est à fuir en prenant ses jambes à son cou, quelle ignominie ! Vous avez là la nature du NPA.

Je peux me permettre d'écrire cet article dans la situation qui est la mienne, car absolument personne ne peut me traiter de xénophobe ou de raciste. Pour rien au monde je ne quitterai l'Inde et ma compagne pour la France. Et si j'avais à choisir entre signer l'article de Démocratie révolutionnaire ou l'interview de Bachar el-Assad qui figure dans cette page, c'est ce dernier que je signerais.

Cela choquera sans doute certains militants qui ont lu l'interview de Bachar el-Assad, qui assimile ici toute opposition armée à des terroristes, donc quelque part je pourrais me sentir concerné dans un autre contexte, alors qu'en réalité il a grâcié ou réintégré dans la société (ou dans l'armée) des milliers d'opposants armés qui avaient déposé les armes et qui luttaient contre son gouvernement, mais qui n'avaient pas fait partie d'organisations issues d'Al-Qaïda. Il faut préciser encore un point.

En 2011, il n'existait pas d'opposition armée à l'Etat syrien, parce que la contestation du régime n'avait pas atteint le degré de matûrité politique où le peuple s'empare des armes pour se lancer à l'assaut du pouvoir, pas davantage en Tunisie ou en Egypte où la mobilisation du peuple fut sans commune mesure avec ce qu'elle fut en Syrie à cette époque. Il faut avoir en tête la chronologie exacte des faits pour s'exprimer sur cette question ou pour éviter de porter un jugement à l'emporte-pièce, il est

préférable de remettre les choses à leur place et de savoir de quoi on parle précisément.

Et puis peu importe dans quel sens les lecteurs interprèteront ma position, elle est motivée uniquement par le sort du peuple syrien et non par des considérations idéologiques, qui manifestement font le jeu des barbares en Syrie. Dans toute guerre il y a deux camps, celui qui est favorable à la guerre et celui qui s'y oppose, à chacun de choisir son camp.

Pour rappel, quand la fondation d'un Etat national en Allemagne se présenta comme un facteur historique progressiste, Marx et Engels le défendirent contre la France et cela malgré le Hohenzollern et ses junkers. (Causerie du 9 septembre 2016) Je défends l'Etat national syrien qui demeure "un facteur historique progressiste" face à ceux qui envisagent de le disloquer et cela malgré Bachar el-Assad, ma position est conforme à celle de Marx et Engels que cela plaise ou non je m'en moque éperdument.

Ce n'est pas le Noir ou le Jaune, l'Arabe, le musulman ou l'hindou, l'immigré, qui me donne envie de gerber, mais le nantis, le tiers-mondiste, l'ouvriériste, l'opportuniste. Quel manque de discernement, quel avilissement, quelle déchéance, quel gâchis aussi, dommage !

Cela ne date pas d'hier que le mouvement ouvrier relaie la propagande officielle.

Quand le mouvement ouvrier adoptait aveuglément la version officielle des évènements survenus en Syrie en 1982, c'était évidemment celle que j'avais encore en mémoire il y a peu.

J'appelle les militants à le vérifier eux-mêmes en consultant les archives des journaux des partis ouvriers de l'époque, ils seront stupéfaits par ce qu'ils découvriront en renouvelant l'expérience à partir d'autres évènements importants depuis 1945, Hongrie, Algérie, Tchécoslovaquie, Chine, Yougoslavie, Allemagne, etc. A moins qu'ils les aient en mémoire depuis longtemps sans avoir jamais osé s'en servir... Ils peuvent aussi consulter les ouvrages que leurs dirigeants y ont consacrés, dont ils compareront le contenu avec les faits réels, la totalité des faits, non tronqués ou arrangés qu'ils auront trouvés ailleurs.

Sans cette mise au point qui doit être sans concession, nous n'avancerons jamais, chacun doit en prendre conscience et commencer par balayer devant sa porte.

- Cette « révolution » syrienne qui n'existe pas…(26.10) - Arrêt sur Info.

Extrait - L'Occident se souvient davantage des événements de Hama en 1982 (s'il s'en souvient du tout), non pas pour les atrocités commises par les Islamistes, mais pour la réaction de l'armée syrienne qui, comme il faut s'y attendre de la part de n'importe quelle armée, a impliqué l'usage de la force pour restaurer la souveraineté de contrôle du territoire saisi par les insurgés. Des milliers de troupes furent déployées pour reprendre Hama aux Frères Musulmans. L'ancien responsable du State Department US William R. Polk a décrit les suites de l'assaut de l'armée syrienne sur Hama comme similaire à celles de l'assaut US contre la ville irakienne de Falloujah en 2004, (à la différence évidemment que l'armée syrienne agissait de manière légitime à l'intérieur de son propre territoire, tandis que les militaires US agissaient de façon illégitime en tant que force d'occupation pour écraser l'opposition à leurs activités.) Le nombre de morts au cours de l'assaut contre Hama demeure encore disputé. Les chiffres varient. « Un rapport précoce paru dans Time affirmait que 1000 personnes y avaient trouvé la mort. La plupart des observateurs estimaient que 5000 personnes avaient été tuées. Des sources israéliennes et les Frères Musulmans » – des ennemis jurés des nationalistes arabes laïcs qui avaient donc intérêt à exagérer le bilan des morts – « ont déclaré que le nombre de morts avait dépassé les 20 000 victimes. » Robert Dreyfus, qui a écrit sur la collaboration de l'Occident avec l'Islam politique, plaide que les sources occidentales ont délibérément gonflé les chiffres du bilan des morts afin de diaboliser les Ba'athistes et les dépeindre en tueurs sans pitié, et que les Ba'athistes ont laissé courir ces histoires pour intimider les Frères Musulmans. Arrêt sur Info.

L'intégralité de cet article figure dans cette page, il est à lire, télécharger et à diffuser largement.

A tout prendre, 5000 Frères Musulmans ou partisans de ces barbares massacrés par l'armée syrienne, valaient mieux que le massacre de tout un peuple et la destruction de tout un pays de 23 millions d'habitants (en 2016).

Je crois me souvenir que Hafez al-Assad avait pendu en place publique des Palestiniens, je serais curieux d'en connaître la cause exacte. On nous a raconté tellement d'histoires, de mensonges, qu'on a colportés inconsciemment à notre tour, que je ne peux plus me fier à aucun auteur issu du mouvement ouvrier des 70 dernières années, c'est trop grave.

Haut de page

Le 31 octobre 2016

CAUSERIE

On a le droit d'apprendre à penser et on n'autorise personne à le faire à notre place.

Qui n'apprend pas à penser, ne peut prétendre penser librement.

Léon Trotsky : Il faut apprendre à penser (1938)

Extrait.

- "*Une attitude intransigeante envers le militarisme bourgeois ne signifie nullement que le prolétariat entre en lutte dans tous les cas contre son armée « nationale ». (...)*

Si demain les fascistes français tentaient de se lancer dans un coup d'Etat et que le gouvernement Daladier se trouvât contraint de faire agir l'armée contre les fascistes, les ouvriers révolutionnaires, tout en maintenant une indépendance politique complète, lutteraient contre les fascistes, à côté des troupes. Ainsi, dans toute une série de cas, les ouvriers se trouvent contraints non seulement d'admettre et de tolérer, mais encore de soutenir activement des mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois."

Cela se discute ou tout dépend ce qu'on entend par "*soutenir*" et le contenu qu'on donne aux "*mesures pratiques*", non pas du gouvernement mais des ouvriers pour lutter contre les fascistes.

J'aurais préféré que l'on dise plus clairement que les ouvriers ne devraient pas entraver l'action de l'armée contre les fascistes, dès lors qu'il s'agissait de les neutraliser, afin qu'ils ne s'emparent pas du pouvoir pour ensuite s'attaquer et liquider le mouvement ouvrier, puisque c'est leur principal raison d'être ou objectif politique, qui n'ont rien à voir ici avec ceux de l'armée qui est avant tout de protéger ou de garantir l'existence des institutions en place aussi longtemps que les sommets de la classe dominante l'exigent.

C'est à mon sens aller trop loin que de laisser penser que les ouvriers pourraient être amenés dans certaines circonstances particulières à assurer la défense des institutions qu'ils sont censés combattre pour les renverser, car lorsqu'elles sont menacées, une fois que le danger sera écarté ou tout du moins semblera s'être éloigné, elles se retourneront contre ceux qui les auront défendues comme on a pu le constater en France, non pas contre la bourgeoisie, mais contre la classe ouvrière car il ne peut pas en être autrement. Ce qui était hier un danger pour les institutions allait se transformer demain en bénédiction pour la bourgeoisie. C'est le gouvernement Daladier ou le Parti radical et leurs complices de la SFIO et du PC qui ont permis à un militaire, au maréchal Pétain, de suspendre les institutions de la IIIe République et transmis le pouvoir au régime de Vichy.

On a semble-t-il tendance à perdre de vue la nature de ces institutions auxquelles on attribue volontiers des vertus (démocratiques) qu'elles n'ont pas, du fait qu'elles constitueraient un élément progressiste par rapport à une monarchie ou un régime absolutiste ou dictatorial dépourvu de représentation populaire, et parce qu'elles seraient le produit du processus dialectique qui parcourt la lutte des classes, un peu comme si son orientation était linéaire ou programmé et que quoiqu'il arrive il oeuvrerait à notre côté ou nous serait forcément favorable, or l'issue finale de la lutte des classes n'est inscrite nulle part et rien ne permet d'affirmer quel camp l'emportera.

Pour que ce qui est valable sur le plan historique le demeure sur le plan théorique, il faut concevoir que certaines adaptations ou certains ajustements théoriques soient indispensables. Pourquoi ? Parce que ceux qui sont censés le mettre en pratique sont des hommes qui généralement ne sont pas en mesure de l'assimiler tel quel, à moins bien sûr de doter les hommes de qualités innées ou d'une conscience politique qu'ils n'ont pas. Nous ne nous faisons aucune illusion en la matière et nous ne sommes ni des gauchistes ni des opportunistes.

On a aussi tendance à oublier qu'on est en présence d'un processus dialectique inconscient, et que ce qui apparaît à un moment donné comme un progrès se transforme presqu'aussitôt en obstacle à de nouveaux progrès. Et quand on évoque ce processus dialectique inconscient, on doit avoir à l'esprit que ce sont les hommes tels qu'ils sont qui lui donnent ce caractère inconscient et rien ou personne d'autre.

On peut parfaitement concevoir qu'il faille défendre des institutions qui nous permettent de mener notre combat pour les renverser, cela ne nous pose aucun problème, historiquement c'est justifié, un peu moins théoriquement, car combien sommes-nous à avoir atteint ce niveau de conscience politique, pour comprendre que ce qui apparaît au premier abord comme une contradiction renferme en réalité les conditions qui permettront de liquider les institutions ou de modifier l'orientation de la société.

Si nous passons outre, notre discours pourra induire en erreur militants et travailleurs, les uns estimant qu'on a trahi le socialisme, et les autres en profiteront pour soutenir aveuglément les institutions, bref, on aura faux sur toute la ligne.

On admettra que trouver la formule idéale est difficile ou pratiquement impossible, et que l'essentiel demeure l'orientation générale de notre combat politique.

Pour revenir au cas qui nous intéresse ici, la question est de savoir jusqu'où on peut s'engager à soutenir un gouvernement bourgeois sans se corrompre, sans se soucier que de toutes manières on nous portera cette accusation puisque leurs auteurs sont de manière générale soumis au régime. Tout dépendra des rapports entre les classes et plus particulièrement de l'état d'esprit du prolétariat envers les institutions.

Si les rapports entre les classes sont favorables à la classe dominante et que le prolétariat manifeste de profondes illusions dans les institutions, on pourra alors se contenter du minimum syndical pour ne pas alimenter inutilement ses illusions, ce qui plus est facilitera nos rapports pour approfondir la discussion dès lors qu'en apparence un accord se sera manifesté entre nous, il ne restera plus ensuite qu'à passer du plan historique au plan théorique, ce qui sera une autre paire de manches !

Si au contraire le prolétariat manifeste une méfiance croissante envers les institutions et conspue la classe dominante, on pourra alors charger la barque en prenant un minimum de risques et j'explique pourquoi, histoire qu'il s'interroge sur la véritable nature de ces institutions et qu'il se demande pourquoi on lui demande de les soutenir pour devoir à terme les renverser, autrement dit qu'il saisisse le processus dialectique qui se déroule sous ses yeux ou dont il n'avait pas conscience jusque là et que nous avons intégré dans notre politique, de sorte qu'elle ne lui apparaisse pas contradictoire avec les tâches qu'il a à accomplir conformément à ses intérêts de classe.

La question revient à se saisir de la situation pour aider les travailleurs à prendre conscience du processus dialectique inconscient à l'oeuvre afin qu'ils s'en saisissent et entrevoient qu'il est possible d'en modifier l'orientation pour avancer sur la voie de leur émancipation ou changer la société.

Contrairement à ce que certains pourraient penser ou à ce que les apparences trompeuses pourraient laisser entendre en lisant ces lignes, il ne s'agit pas de se livrer à des manoeuvres pour gagner la confiance des travailleurs ou à leur insu, pas du tout, on intègre dans notre tactique tout un ensemble de facteurs dont les rapports sont contradictoires, on prend la réalité telle qu'elle se présente à nous, aussi tordue, confuse, désordonnée ou inextricable soit-elle, pour au contraire y mettre bon ordre ou s'y retrouver, condition sans laquelle on ne peut pas espérer agir sur elle ou la modifier à terme.

Souvenez-vous de Lénine qui n'arrêtait pas de répéter aux dirigeants et militants du parti bolchevik qu'il fallait encore et encore inlassablement, patiemment expliquer leur politique aux travailleurs, car s'était indispensable pour qu'ils progressent et les gagner au parti, parce que faire grève ou participer à des manifestations n'était pas suffisant en soi pour conquérir le pouvoir politique.

Les ouvriers n'ont pas besoin de soutenir des mesures adoptées par un gouvernement bourgeois, ils doivent au contraire définir les "*mesures pratiques*" qu'ils doivent appliquer eux-mêmes pour combattre les fascistes. Ils peuvent reprendre à leur compte ces mesures, et le mouvement ouvrier doit désigner les fascistes comme leur ennemi sans qu'il soit nécessaire d'appeler ouvertement à soutenir le gouvernement. Si temporairement l'armée et le gouvernement ne sont pas leur ennemi, ce n'est pas une raison pour qu'ils deviennent leurs amis ou permettre que la moindre ambigüité ou illusion puisse naître dans leur esprit ou persister sur cette question. Et puis, il faut tenir compte que bien des militants auxquels on n'avait pas cessé d'expliquer le contraire ne le comprendraient pas, ce pourrait être une source de confusion ou de division supplémentaire.

Trotsky poursuivra et ne dira pas autre chose à sa manière :

- "*Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas il sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire, — en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ; non, le parti révolutionnaire doit s'orienter chaque fois de façon indépendante dans la situation tant intérieure qu'extérieure, en prenant les décisions qui répondent le mieux aux intérêts du prolétariat. Cette règle concerne aussi bien une période de guerre qu'une période de paix.*"

Je ne suis pas certain que les ouvriers mettent "*un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus*" dans "*quatre-vingt-dix cas sur cent*", sauf peut-être à confondre ouvriers et ouvriers révolutionnaires, en tout cas certainement pas au début d'une guerre ou pendant la période qui précède une guerre, à la fin ou à l'issue d'une guerre c'est plus probable comme on a pu l'observer lors des deux guerres mondiales (Russie, Allemagne, Italie, France, Grèce notamment), et encore je doute que ce pourcentage soit atteint, sauf peut-être lorsque la situation devient ouvertement révolutionnaire.

Voyons comment cela pourrait être transposé à la Syrie.

Il existe une grande différence entre une armée et un chef d'Etat menacé de mort qui combat les fascistes ou leurs équivalents. L'armée peut être vaincue sans que fondamentalement le régime ne change, hormis le fait qu'il devient plus répressif

ou violent, alors que la liquidation physique de Bachar el-Assad entraînerait la démoralisation de l'armée et du peuple syrien qui annoncerait leur défaite face aux barbares de Daesh et d'Al-Nosra, qui précéderait un changement de régime.

Vous me direz que c'est bien joli tout cela, mais pratiquement qu'entendez-vous par soutien à Bachar el-Assad ? Les ouvriers syriens sont face à une alternative : soit soutenir les barbares dont ils connaissent les exactions et les actes de cruauté envers des civils innocents de tout âge ou sexe, soit se ranger au côté de Bachar el-Assad et son armée, car on n'imagine pas qu'un seul Syrien puisse demeurer neutre très longtemps en présence d'un tel drame, même s'il est tenté de se réfugier dans la passivité pour sauver sa peau et celle de sa famille. Ils peuvent s'engager dans la résistance contre les envahisseurs, et si c'est le gouvernement qui a pris l'initiative de créer des milices populaires qu'il a armées pour combattre au côté de l'armée, c'est parce que le mouvement ouvrier était dans l'incapacité de le faire, les ouvriers peuvent ou doivent s'engager dans cette milice populaire dans laquelle les plus politisés ou avancés d'entre eux peuvent militer.

Vous aurez constaté qu'il s'agit d'un engagement au côté de l'armée, indépendant de l'armée même si j'imagine que les milices doivent être encadrées par l'armée, cela peut leur éviter bien des maladresses qui sur le champ de bataille leur seraient fatales.

On nous dira que certains ouvriers seront tentés de rejoindre l'armée. Et alors, vous croyez qu'ils auront attendu cette opportunité pour se poser la question, redescendez sur terre. Je n'ai jamais participé à une guerre et je n'en ai jamais observée de visu, mais c'est assez facile de s'imaginer par quel état d'esprit on doit passer. L'ouvrier révolutionnaire combat pour la souveraineté du peuple syrien et la préservation de son unité dans le cadre de l'intégrité du territoire national syrien, il ne combat pas pour assurer une quelconque victoire politique ou militaire de Bachar el-Assad ou alors on s'est mal compris, car dans mon esprit il n'a jamais été question d'autres choses.

Si maintenant il existe des milices constituées à l'origine par des travailleurs syriens, les ouvriers peuvent les rejoindre, tout en sachant que leur champ d'action sera limité ou quasiment nul si elles ne collaborent pas avec les milices populaires et l'armée, à moins que dans son quartier, chacun puisse s'improviser militaire et possèdent des rudiments de la guerre, ce dont je doute fortement, ou alors elles ne participent pas directement au combat. Donc dans ce cas-là, elles se livrent à d'autres types d'activités contre l'ennemi. Ce qui au demeurant est fort utile quand il s'agit de déloger un ennemi qui s'est fondu dans la population. Il ne faut négliger ou pire mépriser aucune forme de résistance, mais il ne faut pas pour autant être aveugle sur leur orientation politique, si on tient à conserver son indépendance politique.

Tout est une question de mesure et de discernement. C'est dialectique que voulez-vous.

On a parfaitement conscience que Bachar el-Assad représente une couche de la bourgeoisie syrienne, mais s'il arrive que les intérêts de cette couche de la bourgeoisie syrienne coïncident ou convergent avec ceux du peuple syrien tout entier, est-ce qu'on va se mettre à hurler à bas cette couche de la bourgeoisie syrienne et Bachar el-Assad, ce serait incompréhensible à la plupart des Syriens, ce serait suicidaire, or on n'a pas envie que le peuple syrien se suicide, on combat au contraire pour qu'il soit libre et vive en paix.

La bourgeoisie syrienne est ou demeure historiquement l'ennemi de la classe ouvrière syrienne, comme dirait Marx et Engels, si à un moment donné dans des circonstances précises elle peut jouer un rôle progressiste, on ne va tout de même pas la condamner pour cela ou alors cela signifie qu'on est incapable de combattre pour le même objectif tout en conservant notre indépendance politique, sinon qu'aurions-nous à craindre d'une telle proximité, qu'elle nous influence, autant dire que cela signifierait que nos convictions seraient bien mal assurées.

Quand on doit faire face à plusieurs ennemis, il faut commencer par éliminer ceux qui nous empêchent d'accéder à ceux qui se trouvent au sommet du régime, pour ensuite pouvoir s'attaquer à ces derniers ou alors on se condamne à la défaite perpétuelle, ce qu'affectionnent par exemple des partis comme le NPA ou LO, les gauchistes et l'ultra gauche.

Parfois on énumère des principes en se demandant à quoi cela correspond ou à quoi cela peut servir concrètement, et bien là vous en avez un exemple : sans ordre ou sans discipline, non seulement on n'arrive à rien, on ne comprend rien ou pas grand chose, c'est une leçon élémentaire que l'on peut tirer de notre expérience de la vie quotidienne, même en temps de paix, quelle chance nous avons, nous devrions en profiter pour nous entraîner, au lieu de nous lamenter sur la tournure que prennent les évènements aussi tragique soient-ils.

La guerre en Syrie nous ramène aux guerres coloniales menées par des puissances impérialistes et nous devons la traiter comme telle. Que bien des dirigeants et militants s'en avèrent incapables démontrent simplement qu'ils ont tourné le dos aux enseignements qu'en avaient tiré Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ce qui les amènent inévitablement à se situer sur le même plan que leur impérialiste.

Aux marxistes et autres trotskystes devenus jaurésiens, subitement, pas tant que cela.

L'unification des socialistes français - Rosa Luxemburg 1905

Extraits. Une première unification, bien qu'encore très lâche, des différentes organisations socialistes existant en France depuis longtemps avait eu lieu en 1899. Mais, la même année, l'un des députés socialistes, Millerand, accepta le portefeuille de ministre du Commerce dans le gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau. Le motif invoqué était que la République française aurait été menacée par les cléricaux et les conservateurs visant à restaurer la monarchie en France et que, partant, tous les républicains sincères devaient s'unir pour défendre solidairement la République contre les attaques des monarchistes. Une partie des socialistes — les partisans de Jaurès — décida de soutenir le gouvernement « républicain » de Waldeck-Rousseau dans lequel, à côté du socialiste Millerand, prit place, en tant que ministre de la Guerre, le général de Galliffet, un de ceux qui, de la manière la plus sauvage et la plus cruelle, avaient écrasé, en 1871, la glorieuse insurrection des ouvriers: la Commune de Paris. Ces socialistes conclurent une alliance (dite « Bloc Républicain ») avec divers partis bourgeois radicaux, donc avec des ennemis de la classe ouvrière, et ils consentirent à la participation de Millerand au gouvernement bourgeois.

C'est alors que tous les socialistes révolutionnaires avec Guesde en tête, ayant compris le danger d'une pareille trahison des principes du socialisme, lesquels exigent une lutte de classe impitoyable et irréconciliable contre tout gouvernement bourgeois, même démocratique, rompirent leur alliance avec les partisans de Jaurès, alliance qui au départ était censée aboutir à la fusion totale des différentes fractions socialistes. Quelque temps après, les blanquistes dirigés par Vaillant rompirent également avec les jaurésistes et, en commun avec les guesdistes, créèrent le Parti socialiste de France. Ils déclarèrent une lutte sans merci aux fondateurs du Parti socialiste français dirigé par Jaurès et Millerand, partisans de la collusion avec les partis bourgeois et du « ministérialisme » — c'est-à-dire de la participation d'un socialiste à un gouvernement bourgeois.

Le danger majeur d'une telle participation était qu'elle engageait la responsabilité des socialistes dans les agissements de ce gouvernement. Quant à ce dernier, le fait qu'il comprenait un socialiste ne l'empêchait nullement de demeurer un gouvernement de domination de classe, l'organisation politico-policière de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, et il continua de servir fidèlement les intérêts de la classe capitaliste dans tous les domaines de la vie sociale. C'était précisément cette circonstance – la participation d'un socialiste au gouvernement – qui encourageait davantage le gouvernement bourgeois à agir de la manière la plus brutale contre les ouvriers en grève et de recourir en toute occasion à la force armée. Ironie du sort, le sang des ouvriers français n'avait peut-être jamais coulé aussi souvent que du temps du gouvernement « socialiste » de Waldeck-Rousseau.

Dans la période antérieure au récent congrès qui décida l'unification, Millerand n'était plus depuis longtemps au gouvernement, mais les partisans de Jaurès restaient toujours alliés avec les partis bourgeois pour une prétendue « défense » de la République : c'est alors qu'à Limoges coula à flot le sang des ouvriers français qui revendiquaient d'être mieux traités par leurs contremaîtres. En devenant un parti qui soutenait toujours et partout la politique du gouvernement, les jaurésistes étaient obligés de voter un budget dont les plus beaux fleurons étaient les fonds secrets (aux fins de rétribuer les mouchards), des dépenses sans cesse accrues pour la marine et l'armée – cet instrument le plus puissant de la bourgeoisie dans sa lutte contre les revendications ouvrières – , un budget fondé dans sa quasi-totalité sur les impôts indirects et qui pèse donc de tout son poids sur les épaules des couches sociales les plus pauvres. Pris dans cet engrenage, les partisans de Jaurès durent également soutenir l'alliance franco-russe, en tant que prétendue « garantie » de la paix européenne. Tant et si bien que pendant l'Exposition universelle de Paris en 1900, Millerand s'abstint d'assister au congrès socialiste international qui se tenait au même moment, afin de ne pas se compromettre aux yeux de ses collègues bourgeois du ministère, tandis que ses convictions « socialistes » ne l'empêchaient pas d'accueillir à l'Exposition le tsar sanglant et même de laisser orner sa propre poitrine d'une décoration impériale. Fin de l'extrait.

Si après cela vous n'êtes pas dégoûté de Jaurès et des jaurésiens, c'est que vous êtes bon pour rejoindre le PS !

Tous finirent par sombrer dans le social-chauvinisme ou le social-impérialisme, comme quoi le ver de l'opportunisme était dans le fruit dès l'origine et qu'il devait le pourrir entièrement. Cela ne s'invente pas, je suis désolé. On a mis beaucoup trop de temps à le comprendre, y compris Trotsky, ce qui donnera naissance au lambertisme...

On peut également refuser ce constat ou tourner le dos aux enseignements politiques que Lénine en avait tirés, quand on voit le résultat on se dit que se compromettre à ce point-là n'en valait vraiment pas la peine.

On arrêtera là pour aujourd'hui.

En guise d'épilogue.

Quand on a un enfant, on peut avoir différents rapports avec lui ou il existe différentes méthodes pour l'éduquer. Soit on y consacre peu de temps, on y accorde peu d'intérêt ou on demeure distant avec lui ou au contraire on l'opprime, on ne répond pas à ses questions ou de façon lapidaire, on lui inculque des manières ou des principes sans prendre la peine de lui expliquer réellement en quoi ils consistent, on se contente de lui dire pourquoi il doit les appliquer, il doit obéir, aveuglément, de préférence sans poser de questions ou sur un ton autoritaire, parce que cela nous énerve, et pour cause on n'est pas en mesure d'y répondre, qu'il s'en aperçoive et on perdrait l'autorité qu'on a sur lui que l'on estime légitime...

Soit on y consacre beaucoup de temps, on fait preuve de beaucoup de tendresse envers lui, on y prête une attention soutenue et bienveillante, on l'écoute, on joue chaque jour avec lui, non seulement on répond à toutes ses questions de manière argumentée en se mettant à son niveau, on devance même ses questions pour favoriser son éveil ou sa curiosité, on lui explique

patiemment pourquoi il doit adopter certains principes, en quoi ils consistent et les bienfaits qu'il est en droit d'en attendre dans la vie, sans jamais brusquer les choses, élever la voix ou le brutaliser, et si jamais il ne doit avoir l'impression qu'il serait de trop, il n'aura pas la tentation de prendre votre place et vous n'aurez pas besoin de le remettre à sa place, vous n'aurez pas besoin d'user de votre autorité naturelle sur lui, les choses se passeront dans la bonne humeur et sans heurts...

J'ai subi la première méthode et j'ai testé la seconde sur ma fille.

La première est détestable et j'en porterai des séquelles toute ma vie, par chance ma fille est épanouie et a réussi sa vie pour autant que je sache.

Si c'était nécessaire, cette expérience m'a enseigné et a conforté la conviction qui me vient du marxisme, que s'adresser à l'intellect d'un enfant, d'un homme ou d'une femme était le meilleur moyen pour qu'il comprenne ce que nous avions à lui dire ou pour qu'il puisse progresser dès lors qu'on a des connaissances ou un enseignement à lui transmettre, et que l'usage de la force ou de toute autre méthode contraignante ou malhonnête était inutile, stupide, car inopérante ou ne permettrait jamais d'atteindre cet objectif.

Vous me direz que cela ne marche pas toujours, effectivement, avec des adultes c'est plus compliqué, y compris avec des enfants qui deviennent adultes, car ils subissent l'inflence nocive de la société sans qu'ils en aient forcément conscience. La question est alors de les aider à en prendre conscience, en utilisant la même méthode.

Et si cela ne marche pas, c'est parce qu'on s'y est mal pris ou que les conditions pour qu'on vous écoute n'existaient pas. Si vous pouvez faire en sorte qu'elles se réalisent tant mieux, et si cela n'était pas de votre ressort ou dépendait de facteurs extérieurs, il ne resterait plus qu'à prendre votre mal en patience ou attendre des jours meilleurs sans désespérer.

Je ne me suis jamais senti aussi seul de ma vie, et pourtant j'ai l'impression du contraire, cela doit être dû au mode de pensée que j'ai adopté, d'où ma reconnaissance infinie aux grands philosophes ou penseurs, et surtout aux maîtres du marxisme.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 3 novembre 2016

CAUSERIE

Quelle solution nous reste-t-il ? La révolution.

Je souhaite le succès de la Conférence nationale de délégués pour la rupture avec Ve République et avec l'UE initiée par le POID, qui doit se tenir dans deux jours.

C'est à l'ordre du jour.

CONFÉRENCE LE SAMEDI 19 NOVEMBRE À 14h30 AU CERMTRI 28 rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Liliane Fraysse qui a coécrit avec Marika Kovács L'OCTOBRE HONGROIS DE 1956 – La révolution des Conseils présentera 1956 : la révolution hongroise des conseils ouvriers

S'il est un anniversaire peu commémoré, c'est bien celui de la Révolution hongroise des conseils ouvriers. Et Pourtant les évènements qui se déroulent du 23 octobre 1956 au mois de janvier 1957 constituent le point le plus élevé de la vague révolutionnaire qui secoue l'Europe, l'URSS et les autres parties du monde dans les années 50.

Cette montée révolutionnaire commence par la grève des travailleurs d'Allemagne de l'Est, puis par la grève générale en France d'août 1953, et se poursuit par les révoltes de détenus dans les camps staliniens, par la défaite de Dien Bien Phu infligée à l'impérialisme français, suivie de peu par le début de la révolution algérienne. Impérialisme et bureaucratie en effet subissent une crise conjointe qui provoquent ces mouvements révolutionnaires.

C'est en Pologne et en Hongrie que ces mouvements trouvent leur plein épanouissement après qu'en mars 1956, au XX° congrès du PCUS, la bureaucratie stalinienne a dénoncé les crimes de Staline. Cette dénonciation, même partielle, libère la parole et aggrave les fissures de l'appareil bureaucratique stalinien.

Cette Révolution met au centre de son combat la révolution politique : chasser la bureaucratie stalinienne pour en revenir à un socialisme véritable «à visage humain» selon l'expression d'Imre Nagy.

Révolution qui s'organise dans les conseils ouvriers dont le prolétariat a conservé le souvenir depuis 1919. Conseils ouvriers qui établissent la vraie démocratie, celle de la classe ouvrière et créent de fait une situation de double pouvoir.

Révolution isolée du mouvement ouvrier international par la collusion entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, et qui sera écrasée par les chars de la seconde intervention russe.

La révolution des conseils ouvriers, avec ses traits spécifiques liés à l'histoire de la Hongrie et de sa classe ouvrière reste une leçon universelle dans le combat pour l'émancipation des travailleurs. CERMTRI

Une brève analyse politique

- Etats-Unis. La bataille fait rage au sein de l'oligarchie financière entre les clans favorables à Clinton ou à Trump...

- France. La crise politique s'est amplifiée ces dernières semaines, Hollande cristalisant dorénavant la crise du régime fragilisant les institutions. Paradoxalement, cette tournure de la situation politique, dont Hollande a pris l'initiative, pourrait être destinée à les protéger, dans la mesure où ses mentors savent qu'il est condamné à être évincé de l'élection présidentielle dans le pire des cas ou du second tour de cette élection au mieux au profit de Juppé ou Sarkozy, comme si sa disparition annoncée de la scène politique pouvait soulager ceux qui l'ont porté à la présidence ainsi que la menace qui pèse sur les institutions ou leur redonner un semblant de légitimité. Quoi qu'il dise ou fasse Hollande ne peut qu'attiser la crise du régime sans que personne ne puisse prévoir quel pourrait en être le dénouement.

Les conditions sont en train de se réunir pour que la crise politique se transforme en crise révolutionnaire à la moindre étincelle mettant à l'ordre du jour la nécessité d'abolir la Constitution et les institutions de la Ve République, à ceci près qu'il n'existe aucun parti ouvrier susceptible d'en profiter pour prendre la direction du mouvement ouvrier et assigner cette tâche aux masses révolutionnaires, à défaut la situation favorable à une révolution prolétarienne pourrait prendre au contraire la tournure dramatique d'une révolution nationale-socialiste, fasciste, on ne peut pas écarter ce scénario qui ouvrirait la voie à une guerre civile dont l'issue serait incertaine...

Fabrication du consentement.

John Pilger, journaliste et écrivain américain.

Aujourd'hui, le gouvernement invisible n'a jamais été aussi puissant et aussi peu compris. Dans toute ma carrière de journaliste et de cinéaste, je n'ai jamais connu de propagande aussi influente sur nos vies que celle qui sévit aujourd'hui, et qui soit aussi peu contestée.

Imaginez deux villes. Les deux sont en état de siège par les forces gouvernementales de ces pays. Les deux villes sont occupées par des fanatiques, qui commettent des atrocités, comme la décapitation.

Mais il y a une différence essentielle. Dans une des deux villes, les journalistes occidentaux embarqués avec les soldats gouvernementaux décrivent ces derniers comme des libérateurs et annoncent avec enthousiasme leurs batailles et leurs frappes aériennes. Il y a des photos en première page de ces soldats héroïques faisant le V de la victoire. Il est très peu fait mention des victimes civiles.

Dans la deuxième ville – dans un pays voisin – il se passe presque exactement la même chose. Les forces gouvernementales assiègent une ville contrôlée par la même trempe de fanatiques.

La différence est que ces fanatiques sont soutenus, équipés et armés par « nous » – par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ils ont même un centre de médias financé par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Une autre différence est que les soldats gouvernementaux qui assiègent cette ville sont les méchants, condamnés pour avoir agressé et bombardé la ville – ce qui est exactement ce que les bons soldats font dans la première ville.

Déroutant ? Pas vraiment. Tel est le double standard de base qui est l'essence même de la propagande. Je parle, bien sûr, du siège actuel de la ville de Mossoul par les forces gouvernementales irakiennes, soutenues par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne et le siège d'Alep par les forces gouvernementales de la Syrie, soutenues par la Russie. L'un est bon ; l'autre est mauvais.

Ce qui est rarement signalé est que les deux villes ne seraient pas occupées par des fanatiques et ravagées par la guerre si la Grande-Bretagne et les États-Unis n'avaient pas envahi l'Irak en 2003. Cette entreprise criminelle fut lancée sur la base de mensonges étonnamment semblables à la propagande qui déforme maintenant notre compréhension de la guerre en Syrie.

Sans ce battement de tambour de propagande déguisé en informations, les monstrueux Daesh, Al-Qaida, al-Nusra et tout le reste de ces bandes de djihadistes pourraient ne pas exister, et le peuple syrien ne serait pas en train de se battre pour sa survie.

Certains se souviendront peut-être de tous ces journalistes de la BBC qui en 2003 défilaient devant les caméras pour nous expliquer que l'initiative de Blair était « justifiée » pour ce qui allait devenir le crime du siècle. Les chaînes de télévision US fournissaient les mêmes justifications pour George W. Bush. Fox Newsinvita Henry Kissinger pour disserter sur les mensonges de Colin Powell.

La même année, peu après l'invasion, j'ai filmé une interview à Washington de Charles Lewis, le célèbre journaliste d'investigation. Je lui ai demandé, « Qu'est-ce qui se serait passé si les médias les plus libres du monde avaient sérieusement remis en question ce qui s'est avéré être une propagande grossière ? »

Il a répondu que si les journalistes avaient fait leur travail, « il y a de très fortes chances qui nous ne serions pas entrés en guerre contre Irak. »

Ce fut une déclaration choquante, et confirmée par d'autres journalistes célèbres à qui j'ai posé la même question – Dan Rather de CBS, David Rose du Observer et des journalistes et producteurs de la BBC, qui souhaitaient rester anonymes.

(...)

La propagande est plus efficace lorsque notre consentement est fabriqué par l'élite éduquée – Oxford, Cambridge, Harvard, Columbia – qui fait carrière à la BBC, au Guardian, New York Times, Washington Post.

Ces médias sont réputés pour être progressistes. Ils se présentent comme des gens éclairés, des tribuns progressistes de la morale ambiante. Ils sont anti-racistes, pro-féministes et pro-LGBT.

Et ils adorent la guerre.

En même temps qu'ils défendent le féminisme, ils soutiennent les guerres rapaces qui nient les droits d'innombrables femmes, dont le droit à la vie.

(...)

La destruction de la Libye fut un triomphe médiatique.

(...)

L'Ukraine est un autre triomphe médiatique. Des journaux libéraux respectables tels que le New York Times, le Washington Post et le Guardian, et les diffuseurs traditionnels tels que la BBC, NBC, CBS et CNN ont joué un rôle crucial dans le conditionnement de leurs téléspectateurs pour accepter une nouvelle et dangereuse guerre froide.

Tous ont déformé les événements en Ukraine pour en faire un acte maléfique de la Russie, alors qu'en réalité, le coup d'Etat en Ukraine en 2014 fut le travail des États-Unis, aidés par l'Allemagne et de l'OTAN.

L'occultation de la vérité sur l'Ukraine est une des opérations de censure les plus complètes que j'ai jamais vue. Les fascistes qui ont conçu le coup d'Etat à Kiev sont de la même trempe que ceux qui ont soutenu l'invasion nazie de l'Union soviétique en 1941. Alors que l'on se répand sur les craintes d'une montée de l'antisémitisme fasciste en Europe, aucun dirigeant ne mentionne les fascistes en Ukraine – sauf Vladimir Poutine, mais lui ne compte pas.

Beaucoup dans les médias occidentaux ont travaillé dur pour présenter la population russophone ethnique de l'Ukraine comme des étrangers dans leur propre pays, comme des agents de Moscou, presque jamais comme des Ukrainiens qui cherchent une fédération en Ukraine et, en tant que citoyens ukrainiens, qui résistent à un coup d'Etat orchestré depuis l'étranger contre leur gouvernement élu.

Chez les bellicistes règne pratiquement le même état d'excitation que lors d'une réunion de classe. Le batteurs de tambour du Washington Post qui incitent à la guerre contre la Russie sont les mêmes qui publiaient les mensonges sur les armes de destructions massive de Saddam Hussein.

(...)

En 1946, le procureur du Tribunal de Nuremberg a déclaré au sujet des médias allemands : « Avant chaque agression majeure, ils lançaient une campagne de presse calculée pour affaiblir leurs victimes et préparer psychologiquement le peuple allemand pour une attaque. Dans le système de propagande, la presse quotidienne et la radio étaient les armes les plus importantes. » Arrêt

sur Info 28.10

En complément. La palme de la désinformation revient à ?

- Pujadas, Barthès, Bourdin... qui sont les meilleurs journalistes politiques selon les Français? - Le HuffPost

Selon un sondage par l'institut Ipsos pour l'hebdomadaire Télécâble Sat Hebdo.

En terme de crédibilité, le(...) vainqueur est David Pujadas. Présentateur du JT de France 2 et co-animateur de "L'Emission politique", il recueille 37% des suffrages et devance largement Jean-Jacques Bourdin (31%). Gilles Bouleau (TF1) est sur la troisième marche du podium. Chez les femmes, Laurence Ferrari est numéro 1 (19%) devant Ruth Elkrief et Léa Salamé seulement troisième. Le HuffPost 30.10

Personnellement je l'aurais attribuée à Thierry Meyssan et Michel Collon.

Vous regardez encore la télé ?

Dans la poubelle puante du Parlement européen

- BHL affirme que le BDS est un « mouvement fasciste » - Arrêt sur Info

Bernard-Henri Lévy, alias BHL, alias Bernard, alias le philosophe en chemise blanche, était invité le 27 septembre dernier au Parlement européen pour participer à une conférence intitulée “L’avenir des communautés juives en Europe”.

Une intervention d’une quinzaine de minutes, passée relativement inaperçue, au cours de laquelle le libérateur de la Libye a tenté de donner un aperçu de la situation des Juifs en Europe et des “nouveaux visages” de l’antisémitisme.

Et comme de bien entendu, BHL n’a pu s’empêcher de reprendre à son compte l’antienne selon laquelle “l’antisionisme est la forme nouvelle de l’antisémitisme”, amalgamant sans aucun scrupule l’extrême-droite la plus abjecte et le mouvement de solidarité avec les Palestiniens.

Le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) a fait les frais de ces amalgames, au cours d’une grandiloquente envolée dont BHL a le secret :

“Je suis le premier à me mobiliser sans le moindre quartier contre le mouvement BDS dont je pense que c’est un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d’anciens nazis recyclés dans certains pays arabes en 1946-47.”

Oui, vous avez bien lu : “un mouvement fasciste, né au moment du fascisme, organisé à partir d’anciens nazis”.

En 2013, BHL publiait un livre intitulé Les Aventures de la vérité. De toute évidence, la vérité historique ne semble guère intéresser l’aventurier BHL.

Pour mémoire :

1) Le mouvement BDS est “né” d’un appel signé par plus de 170 organisations de la société civile palestinienne le 9 juillet 2005, un an après l’avis de la Cour internationale de justice exigeant d’Israël qu’il détruise le mur construit en Cisjordanie. Soit 60 ans après la chute du nazisme.

2) La liste des membres de l’instance dirigeante de BDS, le Boycott National Committee (BNC), est publique, et il ne figure en son sein aucun “ancien nazi”.

3) “Au moment du fascisme”, l’État d’Israël n’existait pas, et il aurait donc été malaisé d’appeler à le boycotter.

4) Le mouvement BDS n’a jamais tué personne. Contrairement au fascisme. Et à l’État d’Israël.

Il est de notoriété publique que BHL est un énergumène malfaisant, et d’aucuns pensent que relever ses outrances est une perte de temps.

Mais BHL continue d’être un invité récurrent des plateaux de télévision et des antennes de radio, où l’on s’acharne à le

présenter comme un “intellectuel”, un “philosophe”, un “penseur”.

PS : Pour mémoire (bis), selon l’article 29 de la loi sur la Liberté de la Presse du 29 juillet 1881, “toute allégation ou imputation d’un fait qui porte atteinte à l’honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation” et peut être punie d’une amende de 12.000 euros. Arrêt sur Info 29.10

En complément. Dark in the world.

Clin d'oeil à un titre de Pink Floyds *Dark in the moon*.

- “American Express” punit Roger Waters pour son soutien aux Palestiniens - Arrêt sur Info

Le militantisme pro-palestinien de Roger Waters, membre fondateur des Pink Floyds, aurait – selon le tabloïd New York Post – entraîné la perte du sponsoring de l’émetteur de cartes de crédit “American Express”, d’un montant de 4 millions de dollars US au bénéfice d’un festival auquel il doit prendre part en 2017.

Le quotidien dit “populaire” a présenté la chose comme des représailles directes contre les propos jugés “anti-israéliens” de Roger Waters, auxquels American Express ne voudrait en aucun cas être associé de quelque manière que ce soit; un porte-parole officiel de la firme a affirmé que American Express n’a jamais formellement pris d’engagement financier concernant la tournée 2017 de Roger Waters, et n’a donc pas eu à décider de retirer un sponsoring qui n’a jamais été décidé. “Quand nous avons été approchés, nous n’avons pas fait de propositions”, a dit le porte-parole d’American Express.

Lors de sa prestations sur scène au festival de Oldchella, Roger Waters avait durement attaqué le candidat des “Républicains” à la présidence des États-Unis, Donald Trump – particulièrement à propos de son projet d’ériger un mur supposé infranchissable à la frontière entre le Mexique et les États-Unis – et il avait appelé au boycott d’Israël dans le cadre de la campagne BDS.

Roger Waters avait déclaré récemment dans une interview que les artistes ont souvent peur de s’exprimer à propos de la politique d’Israël, peur des conséquences financières que cela peut avoir pour elles. “J’ai parlé avec beaucoup d’entre elles, et elles ont peur. S’ils osent s’exprimer publiquement, leur carrière est finie. Ils seront détruits”, avait-il expliqué.

Les propos de Roger Waters ont été, à de multiples reprises, qualifiés d’antisémites par les lobbies pro-israéliens, notamment l’AIPAC. Arrêt sur Info 31.10

France. Etat policier.

- Les policiers mécontents vont se regrouper en association - LeFigaro.fr

Après des jours de manifestation, les policiers ont annoncé leur intention de se regrouper au sein d'une association «apolitique et hors syndicat», afin d'être mieux structurés et représentés. Ils espèrent ainsi se faire enfin entendre.

L'annonce est venue du profil Facebook de Robert Paturel mardi soir: les policiers ont l'intention de créer une association afin de militer pour «l'amélioration (générale) des conditions de travail pour tous et la révision de la légitime défense.» En témoigne la nouvelle mobilisation devant la Pyramide du Louvre mardi, les mesures annoncées par Bernard Cazeneuve le 27 octobre n'ont pas suffi à calmer la grogne des policiers, bien au contraire. Un policier, témoignant sous couvert de l'anonymat, souligne au Figaro que «cette enveloppe de 250 millions d'euros était déjà prévue, il n'y a donc pas eu de grande nouveauté.» Si les contours de l'association ne seront établis que demain, il devrait s'agir d'une association de loi 1901. Elle pourrait rassembler aussi bien des policiers que des civils, sur le modèle de l'ADEFDROMIL, l'Association de Défense des Droits des Militaires. LeFigaro.fr

Commentaires d'internautes

1- Une association de policiers qui veut concurrencer les syndicats policiers finira tôt ou tard par devenir un nouveau syndicat. Par effet d'entrisme, les meneurs de l'association finiront par être politisés et elle sera noyautée par un parti politique. Son évolution est à surveiller.

L'apparition de cette nouvelle association prouve que les syndicats traditionnels sont peu efficaces pour défendre les intérêts généraux de la police.

2- Du jamais vu dans un pays, les policiers qui sont obligés de se cacher. Il n'y a plus de droit d'expression et les droits de l'homme sont balayés.

3- Grâce à ces policiers, on sait désormais qu'en France on peut manifester cagoulés et armés, de nuit. Et sous état d'urgence.

Les activistes du Black Bloc auront compris le message.

4- La fin de la mainmise des syndicats, collaborateurs des partis politiques et des gouvernements en place....

LVOG - Place à l'extrême droite ?

Un rapport de police.

- Police et citoyens : pourquoi le divorce persiste - LeMonde.fr

Un rapport du think tank Terra Nova (PS - ndlr) appelle à rétablir des relations de confiance entre la police et la population. LeMonde.fr

A quand le tirage au sort ?

- Extractions judiciaires : l'inquiétant audit - LeFigaro.fr

Un rapport révèle qu'un détenu sur quatre ne peut actuellement être sorti de prison faute de personnels suffisants. Le garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas, a récemment obtenu des moyens pour mieux gérer ces extractions. LeFigaro.fr

Vous savez quand vous y entrez mais vous ne savez pas quand vous en sortirez.

- Georges Ibrahim Abdallah a entamé sa 33ème année de détention en France - Investig'Action

Arrêté en 1984, ce militant des Forces armées révolutionnaires libanaises (FARL) a ensuite été condamné à perpétuité pour complicité dans les assassinats, en 1982, de deux diplomates, agents de la CIA et du Mossad, les services secrets israéliens, l'Américain Charles Robert Ray et l'Israélien Yacov Barsimantov. Georges Ibrahim Abdallah est libérable depuis 1999.

Le samedi 22 octobre 2016, 400 personnes ont défilé jusqu'au centre pénitentiaire de Lannemezan, dans les Pyrénées, pour exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Comment expliquez cet acharnement des gouvernements français successifs de le maintenir en détention ?

Les gouvernements français successifs, qu'ils soient de droite comme de gauche, ont une justice de classe que l'on veut nous faire croire indépendante. Au regard des interventions connues et dénoncées des élus étasuniens auprès de nos ministres en 2003 et en 2012, qui n'acceptaient pas la libération de Georges Abdallah prononcée ces deux années-là par les tribunaux, nous n'avons aucune illusion à ce sujet. Dernièrement, Monsieur Urvoas, actuel ministre de la Justice, a donné publiquement Georges Abdallah comme exemple de perpétuité réelle (qui n'existe pas normalement en France…).

Mais voilà, Georges Abdallah ne se renie pas depuis plus de 32 ans. Et le but des démarches judiciaires, est de substituer au prisonnier politique, un docile criminel repentant. Il ne suffit pas que leurs organisations combattantes n'existent plus, ils leur faut gommer de la mémoire collective toute trace qui pourrait faire lien avec une contestation légitime contemporaine. Tant que le prisonnier se comporte en militant révolutionnaire, la justice bourgeoise lui déniera tout aménagement de peine. Et en plus… son principal combat ayant toujours été, jusqu'à nos jours, la libération de la Palestine, on comprend bien pourquoi on le maintient en prison… Investig'Action 30.10

Ils ne sont pas d'extrême droite, ce sont juste des radicaux de droite.

- Présidentielle 2017 : les réformes radicales de Sarkozy et Juppé - leparisien.fr

En cas de victoire à la présidentielle, Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé vont-ils jeter des centaines de milliers de français mécontents dans la rue ? Difficile évidemment de prédire une crise sociale six mois avant une élection mais, pour Boris Walbaum, le fondateur de Couragepolitique.fr, pas de doute : « Cela risque d'être très très chaud. »

Et pour cause : les deux favoris à la primaire de la droite ont concocté des programmes carrément... explosifs. « On a changé de paradigme », résume Boris Walbaum qui a décortiqué les mesures préconisées par les candidats.

Certes, en 2007, Nicolas Sarkozy avait déjà ouvert une brèche, en proposant une rupture très nette et des réformes parfois radicales. Mais rien de comparable avec le remède de cheval préconisé pour 2017 par la droite. « On tape dans le dur : il y a une remise en cause du modèle économique et social français. C'est logique : en dix ans, la crise s'est accentuée et les Français sont plus favorables aux réformes », assure Boris Walbaum.

Entre les deux favoris du scrutin, très peu de différences : ils s'attaquent bille en tête à des totems, notamment l'éducation ou l'enseignement supérieur. « C'est dans ces deux domaines qu'ils prennent le plus de risques en défendant des réformes comme la sélection à l'université », constate l'expert.

Leurs projets en matière économique et sociale — entre dégressivité des allocations chômage ou baisse drastique du nombre de fonctionnaires — tranchent également. Audacieux, certes, mais très risqués. Et difficiles à vendre à des Français qui restent toujours fondamentalement attachés à leur modèle. leparisien.fr

Parmi les mesures du projet de budget de la Sécurité sociale pour 2017 présenté par le gouvernement figure une ausse des taxes sur le tabac à rouler avec une hausse des prix anticipée de 15%. Ou encore : L'hôpital devra réaliser 1,5 milliard d'euros d'économies, notamment en optimisant ses dépenses (845 millions) et grâce à l'ambulatoire (640 millions). (AFP 02.11)

Même en oligarchie une crise du régime est possible.

- «Rassemblement» à gauche ? Quel rassemblement ? - Liberation.fr

Valls, Le Foll ou encore Cambadélis ont appelé leur famille politique à ne pas se diviser. Le refrain pourrait s'entendre si l'exécutif n'était pas le premier responsable de cet éclatement de la gauche à quelques mois de la présidentielle.

Depuis la déflagration provoquée par la sortie du livre "Un Président ne devrait pas dire ça...", François Hollande n'est plus seulement (violemment) critiqué pour son action politique. La personne même du chef de l'Etat se retrouve désormais (brutalement) attaquée tant par l'opposition que par sa propre majorité. Signe de la gravité de la crise de respect à l'oeuvre, même le premier ministre Manuel Valls prend désormais des libertés inédites sous la Ve République avec la sacro-sainte solidarité gouvernementale, alimentant le scénario d'une crise de régime imminente. Liberation.fr 31.10

Libération n'est jamais en reste quand il s'agit de voler au secours des institutions de la Ve République.

- "Le président de la République peut méditer cet avertissement de Machiavel: le Prince ne doit point s'offenser d'entendre la vérité. Mais si chacun a la liberté de la lui dire, c'est alors que se perd le respect."

Autrement dit, en oligarchie nuls autres que les membres de l'aristocratie ou tout serviteur autorisé par le monarque ne doit pouvoir s'exprimer librement ou dire sincèrement ce qu'il pense de son excellence. C'est conforme à l'esprit de Charlie ou à leur conception de la liberté d'expression.

Le coup d'Etat manqué ou la corde autour du cou.

- François Hollande face à une crise de respect inédite sous la Ve République - huffingtonpost.fr

La paranoïa ambiante au Parti socialiste est telle que l'Elysée a pris au sérieux une rumeur selon laquelle Manuel Valls aurait cherché à lancer un appel dans Le JDD visant à l'empêcher de se représenter en 2017.

Preuve que l'incendie a gagné le lac, cette crise du respect s'étend en effet au plus haut niveau de l'Etat où le premier ministre en personne ne cache plus son exaspération à l'égard du président de la République. Et ce de manière de plus en plus assumée.

"Il y a une rupture de confiance avec le Président. Comment faire confiance à quelqu'un que vous connaissez depuis longtemps, avec lequel vous travaillez quotidiennement, et qui fait écouter vos conversations à des journalistes? C'est un manque de respect incroyable à l'égard de moi-même, de ses autres interlocuteurs comme des institutions", aurait confié le chef du gouvernement la semaine dernière, selon des propos rapportés par Le Canard Enchaîné.

Après avoir refusé de considérer François Hollande comme le candidat naturel de son camp, le même Manuel Valls a poussé la transgression jusqu'à exprimer ouvertement dans Le Monde sa "colère" et la "honte" des militants socialistes face aux bavardages indiscrets du président.

"Un premier ministre qui dit qu'il est en colère contre le président de la République et qu'il a honte de lui, vous vous rendez compte? Je veux bien qu'il n'y ait plus aucun principe dans cette République mais quand même... C'est énorme, c'est délirant!", s'étrangle un ministre cité par Le Figaro. huffingtonpost.fr Le Huffington Post 31.10

- Valls, Le Maire, Filoche... Plus personne ne respecte le président - LePoint.fr

En se mettant au diapason du Premier ministre, Bruno Le Maire et Gérard Filoche ont tous deux déclaré ne plus avoir de respect

pour le chef de l'État. LePoint.fr 31.10

- Quelle vanité, vous sous-estimez vos qualités !

Pour Valls, la gauche française "peut devenir la plus bête du monde" - Franceinfo

La preuve :

- Benoît Hamon : « Hollande doit être candidat » - LeParisien.fr

Quand les charognards et imposteurs changent de masques.

- PS : la révolte des sans-dents ! - LePoint.fr

Entre François Hollande et les élus socialistes, les ponts sont désormais rompus. La défaite, oui, mais le déshonneur, non, gronde le peuple de gauche.

La parution du livre de Davet et Lhomme a levé un vent de fronde chez les élus et les militants socialistes. La défaite, d'accord, mais l'humiliation, non ! Or le visage de cette humiliation est tout entier incarné par François Hollande. Il y a un mois, avec un gros effort d'imagination et de mansuétude, l'essentiel des élus accordait au président sortant le droit de concourir à nouveau. Mais aujourd'hui, disent-ils, il est temps d'arrêter les frais tant chaque semaine qui s'écoule met en danger l'idéal socialiste et les valeurs de gauche que le premier des Français était censé porter.

Déjà décimés aux régionales et absents de deux régions hautement symboliques comme Provence-Alpes-Côte d'Azur ou les Hauts-de-France, les élus locaux jouent leur peau aux (...) LePoint.fr 31.10

La suite était réservée aux abonnés du Point, mais on la connaît.

Ces élus et militants seraient de gauche quand viennent des élections et le reste du temps ils sont de droite, autant dire qu'ils le sont tout court. Ils n'ont cessé d'appliquer ou de soutenir la politique de Hollande depuis mai 2012, qui aurait incarné "l'idéal socialiste et les valeurs de gauche" démontrant ainsi qu'ils leur sont étrangers.

Autant l'achever puisqu'il est fini

Les seigneurs de la guerre n'aiment guère que leurs zélés serviteurs exposent leurs intentions inavouables à leurs ennemis, cette erreur leur sera fatal : ils les achèvent.

- Le jour où François Hollande est devenu un "mort-vivant" - lepoint.fr

Même François Hollande fête Halloween... du moins bien malgré lui. Le président de la République vient d'être qualifié de "mort-vivant" dans un article du New York Times paru vendredi 28 octobre. Le quotidien américain réagit sévèrement au nouveau record d'impopularité de François Hollande...

"Les morts-vivants hantent depuis longtemps la politique française. Certains ressuscitent après avoir frôlé la mort, alors que d'autres continuent d'exister politiquement alors qu'ils sont déjà morts. Le président français François Hollande appartient à cette deuxième catégorie", écrit le New York Times. Dans un article au vitriol, le quotidien américain analyse ensuite les derniers tollés qui ont marqué le quinquennat Hollande. lepoint.fr 31.10

Ils sont sur les nerfs. Ca vole bas ou quand ils ne parviennent plus à se contrôler.

- « Il devrait la fermer » : Alain Rousset ne visait pas François Hollande mais Michel Sapin - L'Opinion

Dans Sud Ouest, Alain Rousset a regretté l'ambiguïté de ses propos. Le président socialiste de la Nouvelle-Aquitaine a assuré qu'il s'adressait en réalité à Michel Sapin et pas François Hollande. L'Opinion

- La droite ferait mieux de "la fermer", lance Stéphane Le Foll - Huffington Post

- En plein discours, Manuel Valls recadre sèchement un ministre distrait par son téléphone - franceinfo

Facile à dire depuis Washington.

- Courage politique : selon Lagarde, «il faut être prêt à prendre des risques» - LeParisien.fr LeParisien.fr

Quitte à se suicider.

- Hollande : "Personne ne fait mieux que moi à gauche" - LePoint.fr

Le chef de l'État se dit certain d'être le mieux placé pour rassembler la gauche de gouvernement en 2017. LePoint.fr

La preuve

- Dans les banlieues, le soutien à la gauche "s'est totalement effondré" - Franceinfo

Et encore...

- Il y avait plus de journalistes que d'habitants pour accueillir Alain Juppé sur la dalle d'Argenteuil - Le Huffington Post

Profil bas

- A Argenteuil, Alain Juppé joue la carte de la sobriété - 20minutes.fr

Le candidat à la primaire de la droite est venu « écouter »… 20minutes.fr

Le journaliste voulait dire s'écouter...

People et tabloïd. Mélenchonnerie ou galéjade. Voter Sanders qui a rallié Clinton, c'était voter révolutionnaire. Digne de Gala.

- Sophia Chikirou, l'atout com de Jean-Luc Mélenchon lepoint.fr

Pour Le Journal du dimanche, qui lui consacre un portrait ce dimanche, c'est la femme qui "murmure à l'oreille de Jean-Luc Mélenchon". Qui a convaincu le député européen de se livrer sur le canapé de Karine Le Marchand dimanche 6 novembre pour la deuxième d'Une ambition intime, l'émission qui a suscité tant de controverses, entre adoration et aversion ? C'est Sophia Chikirou. Qui a orchestré la séance quinoa au magazine Gala ? Encore Sophia Chikirou ! "Nous avons considéré que la question de l'alimentation et des modes de production était un sujet populaire qui trouve davantage d'écho dans Gala que dans la presse politique", détaille-t-elle dans les colonnes du JDD. Son but est simple : "Dévoiler le vrai Mélenchon."

Cette ancienne du Parti socialiste de 37 ans - elle a claqué la porte du PS lorsque son investiture pour la 21e circonscription est refusée en 2006 - a côtoyé Jean-Marie Bockel avant de rejoindre Mélenchon en 2012 où elle est son attachée de presse. Après le bon score du candidat du Front de gauche il y a cinq ans, Chikirou rêve plus haut pour son grand homme. Elle est partie du côté des États-Unis intégrer le staff de campagne de Bernie Sanders, le candidat "hype" de l'autre gauche, pour y prendre les meilleures pratiques. Et les calquer dans la future campagne. "J'ai dans un premier temps choisi de voir comment la campagne se passait au niveau local. Porte-à-porte, phone banking, texting, facebooking : j'ai participé à toutes les actions militantes de terrain, expliquait-elle au Monde au printemps dernier, lorsque Sanders tenait la dragée haute à Hillary Clinton. Je veux comprendre comment on passe d'un vote social-démocrate à un vote révolutionnaire." lepoint.fr 31.10

Et ce n'est pas avec Mélenchon qu'elle va l'apprendre puisqu'il a emprunté le chemin inverse il y a plus de 30 ans. Pour eux le militantisme est une question de com, de marketing. Tout comme le mandat d'un élu est juste une affaire de tiroir-caisse, par ici la monnaie.

Pour allez chercher son inspiration dans le parti des Clinton, autant dire qu'en guise d'insoumis vous avez à faire à des carpettes. Le titre de charlatan ou d'aventurier qu'on lui décerne est amplement mérité. Au moins il sera épargné à Mélenchon de se rallier à Hollande ou son supplétif le soir du 1er tour de la présidentielle, l'honneur (perdu) sera sauf, c'est tout ce qu'il lui reste.

Cela vaut son pesant d'or...

- Barroso chez Goldman Sachs : le comité d'éthique européen estime qu'il n'y a pas d'infraction - LeMonde.fr

Normal, ils sont juges et parties !

Cruauté ou barbarie. Un jour ils vous feront crever à petit feu de faim et de soif.

- Dignité des personnes en fin de vie : une association "accuse - francetvinfo.fr

Sur une affiche s'inspirant du fameux "J'accuse" rédigé par Émile Zola au cours de l'affaire Dreyfus, l'ADMD entend dénoncer la loi du 2 février 2016 sur la fin de vie qui, selon elle, "n'ouvre aucun droit supplémentaire" pour les patients.

Cette loi autorise "une sédation profonde et continue jusqu'au décès", alors que l'association escomptait, sur la foi d'engagements de François Hollande, "un droit à une assistance médicalisée pour finir sa vie dans la dignité".

Invité du Magazine de la santé ce 2 novembre, le Dr Jean-Marie Gomas, responsable des soins palliatifs à l'hôpital Sainte-Perrine, ne cache pas sa colère à l'égard de la nouvelle campagne de l'ADMD. "On n'empêche jamais les gens de boire et de manger s'ils ont envie de manger. [Il faut cependant savoir que quand] vous êtes très malade, [boire et manger] n'est vraiment pas votre préoccupation. Et si ça l'est, je ne connais pas d'équipe soignante qui refuserait à boire et à manger à un patient."

Dans certains cas très précis, on arrête d'alimenter les patients ou interrompt l'hydratation afin de ne pas "encombrer" la vessie des patients, précise pudiquement le médecin. "Ce sont des stratégies graduées, sur lesquelles on a beaucoup travaillé : le premier patient que j'ai sédaté ainsi, c'était il y a 25 ans", explique le Dr Gomas. "On fait très attention à respecter le confort du patient."

Le médecin reconnaît toutefois que "beaucoup de patients ont des fins de vie difficiles, […] qu'il y a des services où ça n'est pas encore optimal, et […] que tous les médecins ne sont pas encore suffisamment assez formés". Mais il récuse ce qu'il juge être "un raccourci" de la part de l'ADMD, et juge la campagne prompte "à angoisser les patients" en fin de vie. francetvinfo.fr

Quelle ignominie, quel cynisme et cela se dit médecin ! Vous crèverez déshydraté, je n'y avais pas encore pensé. Putain, je vais boire un coup de fotte pendant qu'il en est encore tant, je me déshydrate devant ce foutu écran... Comme quoi vaut mieux prendre la décision d'en finir avant...

Etat d'exception permanent. Liberté surveillée généralisée.

Fichage universel pour imposer une dictature universelle.

60 millions de Français fichés dans une base de données commune des titres d'identité - lemonde.fr

Soixante millions de Français glissés, à l'occasion d'un week-end de pont de la Toussaint, dans une même base de données : un décret paru au Journal officiel dimanche 30 octobre, et repéré par le site NextInpact, officialise la création d'un « traitement de données à caractère personnel commun aux passeports et aux cartes nationales d'identité ». En clair, les données personnelles et biométriques de tous les détenteurs d'une carte d'identité ou d'un passeport seront désormais compilées dans un fichier unique, baptisé « Titres électroniques sécurisés » (TES). Cette base de données remplacera à terme le précédent TES (dédié aux passeports) et le Fichier national de gestion (dédié aux cartes d'identité), combinés dans ce nouveau fichier.

La base de données rassemblera ainsi des informations comme la photo numérisée du visage, les empreintes digitales, la couleur des yeux, les adresses physiques et numériques… Au total, la quasi-totalité des Français y figurera, puisqu'il suffit de détenir ou d'avoir détenu une carte d'identité ou un passeport pour en faire partie – les données sont conservées quinze (pour les passeports) à vingt ans (pour les cartes d'identité). lemonde.fr 31.10

Les mailles du filet d'une implacable dictature se resserrent jour après jours.

Pourquoi ont-ils absolument besoin de se doter de nouveaux instruments de police pour surveiller la totalité de la population et pouvoir loger n'importe quelle personne n'importe quand ? Pour pouvoir intervenir préventivement en cas d'insurrection ouvrière et emprisonner, torturer ou faire disparaître ses dirigeants ou cadres, les "meneurs"...

- Le "décret Halloween", le plus impressionnant système de fichage - Le Huffington Post

Nos libertés individuelles et le respect dû à nos vies privées ont passé un sale week-end !

Le 28 octobre 2016, le Gouvernement a signé et publié un Décret instituant le plus impressionnant système de fichage qui n'ait jamais été mis en place. Mais que l'on en juge plutôt ; tout porteur d'une pièce d'identité ou passeport biométrique verra l'ensemble des données personnelles qu'il a transmis regroupées dans un fichier comportant ainsi l'identité, l'adresse postale et électronique, la signature, la taille, le sexe, la couleur des cheveux, mais aussi les empreintes digitales.

Ce fichier comportera ainsi les données personnelles de 60 millions de personnes !

Plus encore que la façon presque clandestine de légiférer, la manière de ce gouvernement de porter cette atteinte à nos libertés est choquante. Elle procède d'un choix manifeste d'éviter le débat public. Comment ne pas s'indigner d'une telle façon de faire, une telle manière de contourner le débat parlementaire et de surprendre les défenseurs habituels des libertés individuelles ? Comment ne pas s'indigner de ce que les décisions et avis des plus hautes autorités de l'Etat soient simplement contournés par un artifice qu'il convient de dénoncer.

Le 22 mars 2012, le Conseil Constitutionnel avait rendu une décision censurant un projet équivalent porté par la précédente majorité. Il avait statué que ce projet portait en lui des atteintes disproportionnées par rapport aux atteintes qu'il était susceptible de porter aux libertés individuelles. Est-ce pour éviter pareille censure que ce Gouvernement a choisi de passer par la voie du Décret plutôt que celle de la loi ?

La Commission Nationale Informatique et Liberté quant à elle avait émis un avis de mise en garde contre l'institution d'un tel fichier. Il a été lui aussi tristement ignoré. Le Huffington Post

- Pourquoi le nouveau fichier qui stocke les données biométriques de tous les Français pose problème - Huffington Post

Mercredi 2 novembre, le député LR Lionel Tardy a posé une question au gouvernement à l'Assemblée Nationale au sujet de ce décret "passé en douce" lors du long week-end de la Toussaint. Il a notamment critiqué le fait que ce fichier ait été créé par décret et non via une proposition de loi, rappelant qu'un système "similaire", proposé par le gouvernement de Nicolas Sarkozy en 2012, avait été critiqué par la gauche, "notamment par M. Urvoas, aujourd'hui ministre de la Justice".

Le député a également mis en avant le risque d'un piratage, ou encore d'un détournement de ce décret dans le cadre des futures changement de majorités. "Il est très étonnant de voir ceux qui la condamnaient jusqu'alors mettre en place une telle mesure en catimini", a lancé Lionel Tardy.

Effectivement, un tel mégafichier était déjà inscrit dans une proposition de loi de la droite adoptée en 2012 à la fin du précédent quinquennat, avec deux finalités principales. Celui-ci devait aider à lutter contre l'usurpation d'identité pour éviter qu'une personne s'approprie le document d'une autre, comme le fichier actuellement mis en place.

Mais il devait également permettre l'identification d'une personne à partir de ses données (empreintes digitales notamment), y compris à des fins judiciaires. En raison de cette seconde finalité, la création du fichier avait été retoquée par le Conseil constitutionnel. Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- États-Unis : un dernier sondage donne Donald Trump vainqueur - Franceinfo

Conséquence des dernières affaires qui ébranlent le clan Clinton, pour la première fois depuis des mois, Donald Trump est donné vainqueur de l'élection présidentielle. Selon un sondage de NBC, le candidat républicain devance la candidate démocrate d'un point. "On se dit ce soir que tout est possible, car cet inversement de tendance était tout simplement inenvisageable il y a seulement quelques jours", rapporte Jacques Cardoze. Depuis le mois de mai, jamais Donald Trump n'avait été donné en avance sur Hillary Clinton, au plan national.

"Un deuxième institut de sondage donne une égalité parfaite entre les deux candidats", ajoute le correspondant de France 2 à Washington avant d'ajouter : "Ce qui est intéressant, c'est que ce sont les premières enquêtes d'opinion post-scandale du FBI". Franceinfo

1.2- États-Unis : une nouvelle affaire embarrasse le clan Clinton - Franceinfo

Lorsque Hillary Clinton entre en scène, en mars dernier, pour débattre avec son rival de la primaire, personne n'imagine alors que

les dés sont pipés. La chaine CNN donne alors la parole à des habitants de Flint, une ville secouée par le scandale de l'eau contaminée au plomb. Les questions et réponses semblent spontanées, mais en réalité, Hillary Clinton connaissait déjà la question grâce à Donna Brazile, une dirigeante démocrate, consultante pour CNN, qui a informé l'équipe de campagne de la candidate.

Une semaine plus tard, nouveau débat et même scénario. " De temps en temps j'obtiens des questions à l'avance, je peux vous en fournir d'autres", aurait confié Donna Brazile au clan Clinton. Elle avertit ensuite qu'il y aura une question sur la peine de mort. Aussitôt ses révélations connues, Donald Trump enfonce le clou : " Imaginez si ça avait été moi qui avait fait ça, qu'est-ce qu'il me serait arrivé ? La chaise électrique ?". Hillary Clinton s'est bien gardée de réagir, mais cette nouvelle affaire renforce les attaques du milliardaire qui l'accuse régulièrement d'être malhonnête. Franceinfo

2- Afrique du Sud

- Afrique du Sud : typhon rouge dans les rues de Pretoria - LeMonde.fr

Les rues de Pretoria, ce mercredi 2 novembre, appartiennent aux militants vêtus de rouge de la tête aux pieds de la formation de Julius Malema, les Economic Freedom Fighters (« combattants pour la liberté économique », EFF). EFF se présente comme un mouvement d'extrême gauche, dissident de l'ANC, parti au pouvoir jugé, en gros, « racial traître ».

Julius Malema se propose de briser la misère, les inégalités, les faux-semblants de l'Afrique du Sud post-aparthied par des mesures radicales (nationaliser les terres, les mines, les banques). Mais aujourd'hui, l'heure n'est pas aux discussions de programme. Les militants d'EFF ont un mot à la bouche, simple et net comme un coup de cutter : « Zuma doit partir ! » LeMonde.fr

3- Maroc

- Les Marocains dans la rue après la mort d'un poissonnier - Francetv info

De simple fait-divers, la nouvelle finit par déclencher un mouvement national. La mort tragique d'un vendeur de poisson, broyé par une benne à ordures, a suscité une vague d'indignation et de manifestations au Maroc.

Mouhcine Fikri, un marchand de poisson d'une trentaine d'années, est mort vendredi soir à Al-Hoceima, dans le Rif, happé par une benne à ordures alors qu'il tentait apparemment de s'opposer à la saisie et à la destruction de sa marchandise par des agents de la ville.

Dimanche, des milliers de personnes ont participé aux funérailles du jeune homme, avant d'envahir le centre-ville d'Al-Hoceima. "Criminels, assassins", scandaient notamment les milliers de manifestants, "Arrêtez la hogra (l'arbitraire)", ou encore "Ecoute Makhzen (le palais royal), on n'humilie pas le peuple du Rif !".

Des manifestations de moindre ampleur ont eu lieu dans plusieurs autres villes du Rif, mais aussi à Casablanca, Marrakech et Rabat... Francetv info 31.10

4- Côte-d'Ivoire

- Référendum sur la Constitution ivoirienne : le pouvoir confiant, « fiasco total » pour l'opposition - lemonde.fr

Avant la publication de chiffres officiels, l'opposition estime déjà que le taux de participation a été très faible. La compilation des résultats ne devrait être connue que lundi ou mardi, selon la Commission électorale indépendante (CEI).

Le ministre de l'intérieur, Hamed Bakayoko, a évoqué des incidents dans une « centaine de bureaux de votes », sur un total d'environ 20 000 au total, mais a assuré que les « choses se [déroulaient] bien dans l'ensemble ».

L'opposition avait appelé au boycottage du scrutin, reprochant au pouvoir de n'avoir consulté ni l'opposition ni la société civile, ainsi que de vouloir faire passer le projet « à la sauvette » avec une campagne de sept jours et une diffusion faible d'un texte qu'elle qualifie de « monarchique » et « rétrograde ».

L'issue du vote de dimanche ne fait toutefois pas de doute, le taux de participation étant la principale inconnue de ce scrutin. En août 2000, six mois après le coup d'Etat de Noël 1999, la deuxième Constitution ivoirienne avait recueilli 87 % de « oui » pour un taux de participation de 56 %. L'opposition et certains observateurs estiment qu'il faut que le pouvoir actuel obtienne au moins le même score pour que le nouveau texte soit légitime.

Dimanche dans la soirée, la coalition Front du refus parle d'un taux de participation entre 3 % et 5 % alors que la coalition autour

du Front populaire ivoirien (FPI) assure qu'il se situe entre 6 % et 7 %. Le chef du FPI, Pascal Affi Nguessan, qui considère que ce vote s'est soldé par « un fiasco total, un désert électoral sur l'ensemble du territoire national », estime qu' « il appartient au président Ouattara de tirer les conséquences (…) Soit il retire le texte, soit il démissionne ».

Selon des relevés des journalistes de l'AFP, le taux de participation tournait autour de 20 % à Ecole Riviera-Golf à Abidjan, et de 43,5 % au premier bureau de l'école Dauphins de Cocody. A Bouaké (centre-nord), ancienne capitale de la rébellion, il était de 40 % à l'école Kamonoukro et de 46,22 % au collège Saint-Jacques. lemonde.fr 31.10

5- Turquie

Le sultan de l'OTAN est toujours le Charlie de Hollande.

- Opération de la justice turque contre le quotidien Cumhuriyet - Reuters

La police turque a procédé lundi à l'arrestation d'une douzaine de membres du personnel du quotidien d'opposition Cumhuriyet, dont son rédacteur en chef, accusés de crimes commis au nom des séparatistes kurdes et du réseau du prédicateur Fethullah Gülen, qu'Ankara considère comme l'instigateur du coup d'Etat manqué du 15 juillet.

Dans un communiqué, le bureau des procureurs d'Istanbul précise que l'enquête a été ouverte en août à la suite de la publication d'articles potentiellement de nature à légitimer l'action des putschistes.

Sur son site internet, le quotidien indique que 11 de ses salariés, dont le rédacteur en chef Murat Sabuncu, ont été arrêtés et que cinq autres font l'objet de mandats d'arrêt. Il ajoute que les ordinateurs portables de plusieurs d'entre eux ont été saisis à leur domicile.

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant les locaux du journal à Istanbul pour exprimer leur soutien à la rédaction. "Le journalisme n'est pas un crime !", ont-ils scandé.

Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet, 37.000 personnes ont été arrêtées et 100.000 fonctionnaires limogés. Reuters 31.10

En complément chez les Charlie.

- Un célèbre journaliste israélien tombe pour harcèlement sexuel - lefigaro.fr

Ari Shavit avait acquis une renommée internationale, il y a environ trois ans, en publiant un ouvrage remarqué sur l'histoire et les contradictions de l'État hébreu. Accusé par deux femmes, il vient de démissionner du quotidien Haaretz.

Le journaliste israélien Ari Shavit s'était attiré une renommée mondiale en publiant, à l'automne 2013, Ma terre promise. Ce récit évocateur et nuancé prétendait retracer l'épopée sioniste en s'appliquant à remettre en cause les dogmes et les caricatures de droite comme de gauche. La critique et le public réservèrent à l'ouvrage un accueil enthousiaste, qui valut à son auteur d'être invité à le présenter dans de nombreux pays.

Quelques jours après la parution de l'article l'incriminant de façon anonyme, Ari Shavit s'est publiquement dénoncé avant d'exprimer des regrets mesurés.

Après un moment d'hésitation, l'éditorialiste, qui travaillait depuis le milieu des années 90 pour le quotidien de centre gauche Haaretz ainsi que pour la dixième chaîne de télévision israélienne, a présenté dimanche sa démission. lefigaro.fr 31.10

6- Syrie

Quand l'Agence Française de Propagande exprime le regret du gouvernement français qui supporte ouvertement les barbares d'Al-Qaïda.

6.1- Syrie: l'offensive rebelle piétine à Alep - AFP

L'offensive rebelle dans l'ouest de la ville d'Alep piétinait lundi face à la résistance des forces du régime syrien, l'ONU condamnant le grand nombre de victimes civiles provoqué par les tirs des insurgés.

Depuis vendredi, les rebelles opposés au président syrien Bachar al-Assad mènent une offensive lancée de l'extérieur de la ville pour briser le siège imposé par le régime aux quartiers d'Alep tenus par l'opposition. AFP 31.10

6.2- Le Royaume-Uni reprend la formation des jihadistes en Syrie - Réseau Voltaire

Le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, a annoncé que son pays allait reformer l'Armée syrienne libre. Son gouvernement reprend ainsi le programme de formation de combattants dits « modérés » qui avait été lancé par le président Obama en 2014.

L'Armée syrienne libre a été créée par la France en 2011 autour du chef libyen d'al-Qaïda Abdelhakim Belhaj. L'opération avait été présentée comme une aide à des déserteurs syriens conduits par le colonel Riad el-Asaad. Progressivement les membres de l'ASL ont rejoint al-Qaïda. En 2016, l'étiquette de l'ASL a été ressuscitée par la Turquie qui en a fait usage pour ses milices turkmènes.

Les États-Unis avaient quant à eux dépensé un demi milliard de dollars pour la formation de nouveaux « combattants rebelles ». Cependant, la totalité des personnes formées a aujourd'hui rejoint al-Qaïda.

Il donc fort probable que le nouveau programme britannique masque une nouvelle aide à al-Qaïda. Réseau Voltaire 01.11

7- Brésil

- Brésil: Crivella, évangélique puritain maire de Rio la sensuelle - AFP

Marcelo Crivella sénateur néo-pentecôtiste de 59 ans accomplit des miracles: il est devenu dimanche le premier maire évangélique de l'histoire Rio de Janeiro la sensuelle, capitale mondiale du carnaval de tous les excès.

Le nouvel édile de la "Ville merveilleuse" tient du caméléon: ingénieur de formation, il a été chauffeur de taxi, militaire, missionnaire en Afrique, chanteur de gospel, avant d'embrasser une carrière politique il y a 14 ans.

Pendant sa campagne, il a tout fait pour cacher une facette méconnue de son parcours: un passé de prédicateur intégriste diabolisant catholiques et homosexuels.

Tout comme il a tenté de minimiser son passage dans le gouvernement de gauche de la présidente Dilma Rousseff destituée en août pour maquillage des comptes publics, dont il a été ministre de la Pêche de 2012 à 2014.

Pendant sa campagne, ce sénateur du Parti républicain brésilien (PRB, droite), émanation de la puissante Eglise universelle du royaume de Dieu (EURD, néo-pentecôtiste) a lissé son image.

Il s'est présenté en pasteur tolérant et modéré, ouvert même au mariage gay. Oubliées les prises de positions décapantes qu'il avait exposées en 1999 dans un livre exhumé par la presse pendant la campagne: "En évangélisant l'Afrique" (1999), où on le voit sur des photos en train de pratiquer des exorcismes.

Racontant son expérience de missionnaire en Afrique, M. Crivella y accusait l?Église catholique de "prêcher des doctrines démoniaques", alors que le Brésil est le pays comptant le plus de catholiques au monde.

Il qualifiait également l'homosexualité de "mal terrible". Il condamnait les "esprits immondes" des religions afro-brésiliennes.

Marcelo Crivella était alors l'un des responsables de l'implantation en Afrique de l'EURD, fondée en 1997 par son oncle, le polémique "évêque" Edir Macedo.

De dernier a bâti une fortune considérable avec le succès de son église, de ses livres. Il est propriétaire de Record TV, la deuxième chaîne de télévision du Brésil basée à Sao Paulo, derrière TV Globo, toute puissante à Rio.

Sur la défensive entre les deux tours, il a attribué ses positions extrémistes à de "lamentables erreurs de jeunesse" d'un jeune missionnaire au zèle immature.

Son succès électoral symbolise l'expansion du culte évangélique au Brésil, notamment dans les milieux les plus défavorisés comme les favelas.

Né à Rio de Janeiro en 1957, Crivella est marié depuis 36 ans avec Sylvia Jane, a trois enfants et deux petits-enfants.

Toujours vêtu d'une chemise bleu ciel et d'une veste, il soigne son image. Sa femme a confié récemment qu'il avait comblé ses pattes d'oie avec du botox.

"Nous avons quatre ans pour construire le Rio de Janeiro de nos rêves", a clamé M.Crivella à l'issue de sa victoire à Bangu dans la zone nord et pauvre de Rio.

Il a "remercié l'Eglise catholique qui nous a appuyés" et toutes les autres religions, critiquant la campagne diffamatoire de certains médias "contre" sa candidature. AFP 31.10

ECONOMIE

Concentration du capital.

General Electric absorbe Baker Hughes et crée un géant mondial - LeMonde.fr

Le conglomérat industriel américain fusionne ses activités dans les technologies et services au secteur pétrolier et gazier avec son compatriote. La nouvelle société réalisera un chiffre d'affaires de 32 milliards de dollars. LeMonde.fr 31.10

Haut de page

Le 4 novembre 2016

CAUSERIE

J'ai failli suffoquer en lisant l'éditorial de Daniel Gluckstein du dernier numéro de La Tribune des travailleurs paru le 2 novembre : Sous les noms d'oiseaux : le consensus contre la démocratie.

LVOG - Quelle démocratie, où, quand, comment ? Mystère !

Pourquoi, devrait-il en être autrement ? Etrange.

De quoi ce consensus est-il la signification ? Mystère ! Pourquoi ?

A quel moment est-il apparu sous cette forme ? Le mystère s'épaissit ! Pourquoi ?

Briser ce consensus et la démocratie se réalisera. Saint Daniel est passé par là. Faut-il en déduire que la démocratie serait soudainement compatible avec le régime en place ? Les voies du seigneur sont impénétrables. Qui doit briser ce consensus, comment ? Là vous commencez à nous les briser menu avec vos questions. Attendez, on en a d'autres en magasin.

Ne serait-ce pas plutôt la lutte des classes plutôt que le consensus qui serait l'ennemie de la démocratie ? Car à tout prendre le consensus consiste à neutraliser la lutte des classes au profit de la classe dominante ou qui détient le pouvoir, non ? Affirmer que le consensus est un instrument des "intérêts capitalistes" relève du lieu commun, en réalité c'est bien plus que cela, il doit servir à mettre en place et imposer un nouveau modèle de société au peuple ravalé au rang de serf. Là on va m'accuser de subir l'influence de la théorie du complot, c'est si facile. Cela expliquerait bien des choses qu'apparemment il est politiquement incorrect d'aborder.

La question ne serait-elle pas pourquoi les syndicats et les partis du mouvement ouvrier sont-ils corrompus et inféodés au régime et aux institutions, participent-ils tous à ce consensus. Là vous touchez un point particulièrement sensible. Impossible de la poser sans réviser de fond en comble sa copie, sa stratégie, sa ligne politique, ses rapports avec les syndicats et les partis ouvriers, y compris les institutions, sa conception de la lutte de classe et sa conception du parti, bref, c'est l'édifice tout entier du lambertisme qui s'écroulerait, son parti n'y résisterait pas.

Pour comprendre le sens de ma polémique et avant de continuer, il faut rappeler que consensus signifie accord librement consenti entre deux ou plusieurs parties. Autrement dit, cela sous-entend que les partis impliqués partagent au minimum le même constat et le même objectif, sans toutefois forcément partager les mêmes intentions générales qui incluent leur identité propre qu'ils tiennent à préserver, donc ce qui permet de les distinguer.

Un accord entérine des rapports déjà existants ou en scelle de nouveaux, il peut être reconduit ou prendre fin à son terme ou

être rompu unilatéralement à tout moment par l'une des partis selon des modalités convenues entre eux qu'ils interprèteront à leur manière ou respecteront ou non.

Dans le cas présent, sommes-nous en présence de rapports déjà existants entre le PS et la droite officielle ou au contraire s'agirait-il de nouveaux rapports ? Force est constater que la collusion qui existe entre le PS et la droite officielle date de plus d'un siècle. La seule modification qu'on pourrait envisager à leurs rapports résiderait dans le fait que le PS assume dorénavant ouvertement son soutien indéfectible au régime et le défend même avec zèle. C'est dialectique comme toujours.

Or, c'est ce qu'il fit dès le début du XXe siècle en participant à un gouvernement bourgeois, ensuite en votant les crédits de guerre en 1914, puis lors du Front populaire en 1936, puis quand il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, puis lorsqu'il participa à la liquidation du mouvement révolutionnaire à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, puis sous la IVe République ou l'union nationale colonialiste, puis sous la Ve République à laquelle il n'a jamais cessé de participer jusqu'à nos jours, passant d'une position social-patriote-impérialiste à une position antisocial-mondialiste-impérialiste ou si vous préférez du réformisme bourgeois au néolibéralisme pour s'adapter à l'évolution des besoins du capitalisme en crise, qui exigeait qu'il assume ouvertement son soutien au régime ou être un parti de la réaction, de droite, ce qu'il fit en adoptant officiellement l'économie de marché en 1983, entérinant sa rupture définitive avec le socialisme, fidélité qu'il s'emploiera scrupuleusement à respecter ou à renouveler chaque fois qu'il sera au pouvoir à l'adresse des capitalistes, histoire qu'ils n'aient aucun doute sur ses intentions et son orientation politique, de sorte qu'ils le soutiendront lorsque le parti de l'ordre officile ne sera plus en mesure de gouverner pour garantir la stabilité des institutions et du régime.

La fidélité du PS au capitalisme n'a jamais été prise en défaut, il ne cessera de le servir avec constance et détermination pendant plus d'un siècle. Dès lors envisager que le consensus qui le lie au régime pourrait être brisé constitue un déni flagrant de la réalité et relève du pur opportunisme.

Au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, le PS a adopté différentes postures, il s'est présenté sous différents masques selon qu'il figurait dans l'opposition parlementaire ou qu'il était au pouvoir sans jamais se départir de sa nature réactionnaire.

Pourrait-il en être autrement demain, dans d'autres conditions, c'est ce qu'on nous suggère fortement et que nous récusons.

Faudrait-il en attendre quelque chose, il vaudrait mieux poser cette question aux banquiers ou aux actionnaires du CAC40 qui sont les mieux placés et les premiers intéressés, pour les travailleurs la réponse définitive sera négative, sauf à entretenir des illusions criminelles dans ce parti fossoyeur du socialisme, dans le réformisme bourgeois auquel adhère les couches corrompues de la petite bourgeois ou des classes moyennes, de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels qui entendent préserver leurs statuts ou privilèges, quitte à ce que ce soit la classe ouvrière qui en fasse les frais en France ou ailleurs dans le monde, puisque cette idéologie inclut le soutien aux entreprises guerrières de leur impérialiste.

C'est ainsi qu'il n'y a rien à attendre non plus du côté des sympathisants, des adhérents, des militants, des élus et encore moins des dirigeants de ce parti qui auraient plus à perdre qu'à gagner à rompre avec le capitalisme et ses institutions, vers lequel lorgnent en permanence le POI et le POID notamment, à l'instar du PCF, du PG, etc. Ils se tourneront vers le premier charlatan venu qui leur racontera ce qu'ils voulaient entendre ou ils rejoindront la droite officielle ou l'extrême droite.

A défaut de stratégie pour combattre le régime et construire le parti ouvrier révolutionnaire, les dirigeants du POID s'accrochent désespérément à la main du bourreau de la classe ouvrière, sans qu'on sache très bien s'ils savent eux-mêmes ce qu'ils en attendent, hormis ce qui a été précisé précédemment, dès lors le même sort attendrait leur parti, qui n'aurait pas davantage de légitimité pour représenter la classe ouvrière et le socialisme.

En ont-ils conscience, était-ce leurs intentions ?

Briser le consensus entre le PS, LR et le régime pour lui redonner un vernis démocratique trompeur, cela y ressemble puisque ce serait le seul moyen de justifier cette orientation politique droitière, et par la même occasion de permettre au PS de camoufler à nouveau sa nature réactionnaire, ce qu'il s'emploiera à faire (maladroitement parce qu'il ne peut pas en être autrement) dès qu'il retournera dans l'opposition parlementaire en 2017, ce qui justifiera comme dans le passé les adresses du POID (et POI) en direction du PS, le front unique, etc.

Venons-en à l'éditorial de Daniel Gluckstein que j'avais commenté avant de rédiger cette introduction.

Daniel Gluckstein - Donc, pour résumer : Valls est fâché contre Hollande, et Sarkozy contre Juppé ; Juppé fait copain avec Bayrou, lui-même en guerre contre Sarkozy ; Montebourg est prêt à s’allier au PCF, qui n’exclut pas de soutenir Mélenchon, lequel salue la mémoire de Mitterrand dont se réclame aussi Hollande (1).

Sur la rive droite de la Seine, le palais de l’Élysée est l’objet de toutes leurs convoitises. Mais, comme le dit la chanson : « Il suffit de passer le pont… » pour se retrouver à l’Assemblée nationale, en plein débat sur le projet de loi de financement de la

Sécurité sociale (lire page 4).

Un débat limité, en fait, à une question : qui est le plus grand pillard de la Sécurité sociale, propriété collective des travailleurs ? C'est nous, affirme le député (du parti Les Républicains) Accoyer, qui rappelle les réformes successives de Balladur (1993), Fillon (2003) et Woerth (2010).

Certes, vous avez fait le travail, notamment avec votre réforme de 2010 qui a permis de détourner 11 milliards d'euros, concède le « socialiste » Issindou qui revendique néanmoins le titre : nous, les socialistes, nous avons pillé 39 milliards supplémentaires entre 2012 et 2017, plastronne-t-il !

Si gauche et droite se « disputent » le trophée du plus grand détournement du salaire différé, tous s'accordent sur le principe même des exonérations patronales : plus de 45 milliards cette année, et plus de 435 milliards d'euros depuis leur instauration par le « socialiste » Rocard en 1992.

Au même moment, à quelques centaines de mètres de là, il ne se trouvera pas un seul sénateur pour voter contre le projet de loi imposant la sélection aux étudiants (lire page 3).

LVOG- Quelle misère ! S'en serait-il trouvé un qu'il aurait fallu s'en féliciter ou l'acclamer?

Daniel Gluckstein - Sous les noms d'oiseaux qu'ils se jettent à la figure, les dirigeants des partis institutionnels de droite et de gauche sont liés par un profond consensus, qu'il s'agisse d'imposer la sélection à la jeunesse, ou de frapper la classe ouvrière et ses conquêtes. A commencer par la principale d'entre elles : la Sécurité sociale.

A la base de ce consensus : l'Union européenne (LVOG - Non, la crise du capitalisme). La sélection à l'université ? Recommandation européenne ! Le pillage de la Sécu ? La règle des 3 % des déficits publics, instaurée par le traité de Maastricht au nom de la stabilité de la monnaie commune !

Le consensus est ennemi de la démocratie, tout comme son corollaire : le corporatisme qui prétend intégrer les syndicats à l'État.

LVOG - Tout syndicat qui ne combat pas ou plus pour l'émancipation de la classe ouvrière du capital est corporatiste à des degrés divers, sans forcément être intégré à l'Etat, bien qu'en étant subventionné entre 70 et 90% par l'Etat, on comprend pourquoi les syndicats n'ont pas vraiment envie de couper la main qui les nourrit ou d'affronter le régime. Vous comprenez au passage pourquoi nous affirmons qu'ils sont corrompus ou pourquoi c'est justifié de l'affirmer.

Pour développer la théorie du consensus il fallait au préalable prétendre que le PS et Les Républicains n'appartenaient pas à la même famille politique sans tenir compte que le signifié de la gauche et de la droite était identique, qu'ils incarnaient les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. Pourquoi ? Nous allons le savoir tout de suite.

Daniel Gluckstein - Briser le consensus est la condition pour reconquérir la démocratie.

LVOG - Autrement dit le PS pourrait se départir de son rôle de supplétif du parti de l'ordre, il ne serait pas voué à demeurer un parti de droite, bref il pourrait évoluer à gauche après un siècle passé à droite, et en tant que tel il est indispensable au mouvement ouvrier pour "reconquérir la démocratie" qui en réalité n'a jamais existé, une forfaiture en appel une autre pour justifier la précédente en procédant à un déni de la réalité et ainsi de suite. Autant appeler à voter pour le candidat du PS, voter utile quoi, sinon comment "reconquérir la démocratie", stupéfiant !

Daniel Gluckstein - Briser le consensus, c'est dresser la défense des conquêtes ouvrières contre les intérêts capitalistes (dont le consensus est l'instrument).

LVOG - Le PS est lié organiquement à la réaction, en adoptant le régime son sort devait suivre son destin au point de s'identifier au régime, pour en devenir indissociable, se fondre dedans, de sorte qu'il s'est condamné lui-même à disparaître avec lui et à ne jouer aucun rôle dans le changement social qui découlerait d'une insurrection ouvrière, hormis celui que le régime lui assignerait qui consisterait à briser tout mouvement social, à le réprimer violemment, férocement si nécessaire, envoyant aujourd'hui en prison des militants syndicalistes qui refuse le traitement que leur accorde Hollande, son gouvernement et le PS, les conditions que leur impose le régime, sa conception policière du droit, de la justice.

Plus qu'un consensus, c'est une adhésion indéfective à l'idéologie de la droite, au capitalisme, à ses institutions financières ou politiques françaises, européennes, internationales, qui caractérise le PS définitivement de droite. Le PS a fusionné avec le régime, ce qui scelle ses rapports à la classe ouvrière, qu'il considère comme son ennemi sans pouvoir l'avouer ouvertement, mais que confirme dans les faits sa politique et son orientation (depuis un siècle), ce qui a valeur de preuve.

Le consensus serait brisé, le PS ou un de ses courants prendrait la direction du prolétariat pour le dresser contre le régime en lui attribuant des vertus dont il n'a jamais fait usage depuis plus d'un siècle, une chimère. Sinon il continuerait de jouer le même rôle, ce qui est le plus probable, plausible, inévitable, certain, puisqu'il se confond avec sa nature réactionnaire. Si le PS ne disaparaissait pas, par miracle il deviendrait inoffensif, il serait neutre, c'est à la mode, il ne tenterait pas d'entraver la marche en avant du mouvement ouvrier.

On préfère au consensus qui renifle à plein nez la conciliation pour ne pas dire la collusion, l'alliance objective de toutes les forces de la réaction pour nous imposer un modèle de société déshumanisé, privatisé, individualisé, dictatorial, avec un penchant pour la cruauté ou la barbarie en prime. C'est à croire qu'il manquerait de forces au sein du mouvement ouvrier pour la combattre jusqu'au bout, pour vouloir faire jouer un rôle utile au PS auprès des travailleurs, et sachant qu'il s'emploierait à représenter ou à défendre le régime, il ne pourrait que combattre l'idée d'un soulèvement révolutionnaire pour renverser le régime.

En Grèce, le PASOK a pratiquement disparu, et le consensus est resté en place, on pourrait en dire autant dans plusieurs pays en Europe. A croire que le consensus serait plus large et plus profond que ce qu'on veut bien nous faire croire, il engloberait en fait des pans entiers et des acteurs de la société qui n'appartiennent pas à la classe dominante, ceux que flattent Gluckstein ou auxquels il s'adresse au lieu de les combattre.

Daniel Gluckstein - Briser le consensus, c’est briser le carcan de l’Union européenne et de ses traités.

LVOG- Les institutions de la Ve République passant à la trappe à peine 3 jours avant la Conférence de délégués initiée par son parti, une ultime manoeuvre bien dérisoire. Il n'a décidément tiré aucun enseignement du référendum de 2005 et de l'adoption du TCE, du référendum grec et de l'adoption des mémorandums suivants de la troïka, du Brexit qui va se solder par une nouvelle offensive contre la classe ouvrière britannique, on avait voulu espérer le contraire, dommage.

Daniel Gluckstein - (1) A propos de Mitterrand et du 100e anniversaire de sa naissance : on ne saurait trop recommander la lecture du roman De nos frères blessés dans lequel Joseph Andras rappelle le rôle joué par Mitterrand comme ministre de la Justice, en 1957, dans la décision de faire guillotiner le militant communiste Fernand Iveton, condamné pour avoir aidé au combat du peuple algérien contre le colonialisme.

LVOG - Quand il ne lorgne pas vers le PS, il lorgne vers le PCF, c'est apparemment incurable.

"Combat du peuple algérien contre le colonialisme" qui n'était pas davantage la position du PCF il faut préciser, qui à l'instar du PS devait se rallier à l'anticolonialisme une fois seulement que le colonialisme s'avérera condamné. Par la suite, les uns et les autres s'emploieront à faire preuve d'amnésie sur cette épisode et bien d'autres tout aussi inavouables, histoire de présenter le PS puis le PCF sous un jour plus fréquentable, à seule fin de pouvoir justifier une ligne politique de front unique adoptée sans tenir compte des rapports entre ces partis et les différentes classes ou l'Etat dans le passé, en occultant des pans entiers de leur épouvantable passé que cruellement la réalité se charge régulièrement de nous rappeler sous la forme de mesures ou de déclarations qui révèlent leur véritable nature réactionnaire.

En conclusion, quand Gluckstein fait référence au combat contre la Ve République, on a l'impression que c'est juste un os à ronger ou ce qu'il en reste qu'il balance aux militants de son parti demeurés fidèles au socialisme, ce n'est pas l'orientation politique du POID, mais cela demeure la nôtre.

Haut de page

Le 8 novembre 2016

CAUSERIE

Soyez naturel et la nature vous le rendra.

L'égalité homme/femme ou la transgression sexuelle à l'épreuve redoutable de la lentille.

Un exemple parmi des centaines d'autres pris au hasard.

- Il est recommandé de consommer 25 g de fibres par jour pour les femmes de 19 ans à 50 ans, et 38 g par jour pour les hommes du même groupe d’âge.

Source - Apports nutritionnels de référence-Recommandations d'apports individuels pour les Canadiens et les Américains. Manuel

de nutrition clinique en ligne 2004.

- La lentille est une excellente source de fer pour l'homme et une bonne source pour la femme, leurs besoins étant différents.

- La lentille est une excellente source de manganèse pour la femme et une bonne source pour l'homme, leurs besoins étant différents.

- La lentille est une bonne source de zinc pour la femme et une source pour l'homme, leurs besoins étant différents.

- La lentille est une bonne source de vitamine B1 pour la femme et une source pour l'homme, leurs besoins étant différents.

Source - Université Laval. Canada.

Suite de la polémique sur les transsexuels.

- État civil : quand la loi introduit la confusion des genres - lefigaro.fr

Ce cas de figure s'est déjà présenté à l'étranger. Aux États-Unis, Thomas Beatie a eu trois enfants. Né femme, il est devenu homme en 2002 après des démarches administratives en conservant ses organes reproducteurs féminins. Marié à une femme qui ne pouvait pas avoir d'enfant, il a suspendu son traitement hormonal et bénéficié d'une insémination artificielle pour enfanter. lefigaro.fr 27.10

Confirmation en France.

« Le seul fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne pourra fonder un refus de faire droit à la demande », indique le texte tel que réécrit par le gouvernement. senat.fr

Quatres monarchies ont servi de laboratoires et de fer de lance à cette opération, et compte tenu que la monarchie est un modèle de société progressiste et démocratique comme chacun sait, il ne fait aucun doute que les intentions politiques des législateurs étaient généreuses et n'avaient rien d'inavouable.

Les premières de ces lois ont été adoptées par la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, puis par la Grande-Bretagne suivie d'autres pays...

Commentaire d'un internaute.

- "Glissement continu vers l'irrationnel, vers l'opinion contre la connaissance, vers le déni du réel."

J'ai raconté cette histoire à ma compagne Selvi qui est hyper arriérée, elle a parfaitement compris de quoi il s'agissait, à cette occasion elle m'a appris qu'elle savait ce qu'était un ou une transsexuelle qui n'est pas un sujet tabou en Inde. A vrai dire on s'est payé une bonne tranche de rigolade.

En guise de démonstration je lui ai dis ceci : tu vois cette petite cuillère, et bien c'est une vache, non, c'est une fleur, ou plutôt une banane, en fait tout ce que tu veux. Imagine que demain dans une classe un professeur demande à ses élèves ce qu'il tient dans la main, s'il y a un éléve qui lève la main et dit que c'est une cuillère, le professeur pourra lui répliquer que cela pourrait très bien être une vache, une fleur ou une banane, et cela vaudrait pour une vache qui pourrait être un arbre, un poisson ou n'importe quoi et ainsi de suite, de sorte qu'à l'arrivée plus rien ne veux plus rien dire, tu peux absolument tout contester, y compris les bases élémentaires de la connaissance qui deviennent impossibles à acquérir.

Le rapport entre signifiant et signifié étant rompu, le recours à la logique la plus élémentaire sur la base d'une simple observation ou le concours des sens devient une hérésie, tout classement, toute définition reposant sur ce qui distinguent deux choses ou êtres ou ce qu'ils partagent, sur ce qu'ils ont en commun, concluant des études scientifiques n'ont plus aucune valeur.

L'interprétation de la réalité dans ce qu'elle a de plus banal ou élémentaire est supplantée par l'appréciation individuelle que peut en avoir chaque personne en fonction de critères relevant de son seul arbitre, c'est le règne du relativisme absolutisme, de l'individualisme poussé à l'extrême, hystérique, hypertrophié, au-delà de l'absurde. Puisque toute représentation n'a plus un lien avec la matière, puisque le rapport de l'idée à la matière ne repose plus sur la matière telle qu'elle se présente à nous dans son plus simple apparat, jusqu'à présent un caillou demeurait un caillou quel qu'ait été l'usage auquel on le destinait, dorénavant on ne pourra plus le dénommer de la sorte et le distinguer d'autre chose car le caillou aura disparu par une opération du saint-esprit.

Chez un trans masculin qui dispose d'un sexe féminin, il suffira de nier l'existence de ce sexe ou de procéder à une ablation suivi

de l'implant d'une prothèse pour en faire un homme, sauf que génétiquement ou biologiquement il demeurera une femme toute sa vie, ce qui le distingue d'un homme ne disparaîtra pas pour autant, mais du moment que cela ne sera plus apparent, on pourra faire comme si cela était possible, sauf pour la personne concernée qui continuera de souffrir de cette ambivalence ou d'être différente des hommes ou des femmes parce que la société a été incapable de concevoir ou d'assumer que la reproduction d'une espèce et pas seulement de l'espèce humaine n'était pas parfaite ou pouvait comporter des anomalies ou cataloguées comme telles par des ignorants ou des esprits bornés.

Un homme peut apparaître sous les traits d'une femme et une femme sous ceux d'un homme sans que cela ne pose aucun problème, cela en devient un dès lors qu'on ignorait que cela fut possible ou lorsqu'on les stigmatise, ce à quoi s'emploie le législateur, qui exige d'eux qu'ils modifient leur comportement et qu'ils suivent un traitement pour changer de genre, au lieu de les aider à s'intégrer dans la société tels qu'ils sont, puisque ce n'est pas un délit d'être transsexuel, pas plus par ailleurs pour des hétérosexuels de devenir homosexuels, chacun devant être libre de vivre la sexualité qui lui convient, ce qui n'est pas le cas dans cette société et ne le sera jamais quelle que soit l'évolution de la législation.

La réaction éprise de justice sociale, d'humanisme et de démocratie le justifie.

- « Une histoire marquée par la souffrance, la violence des institutions », a résumé le radical de gauche Alain Tourret. lemonde.fr

- Pour Amnesty international France, le fait qu'on puisse de nouveau exiger d'un.e. trans qu'il apporte la preuve qu'il «ne possède plus tous les caractères de son sexe d'origine» est un recul «très inquiétant sur un sujet qui touche au respect des droits fondamentaux des personnes». «Etre une femme se résume-t-il à l'apparence physique ? Non. Selon moi, c'est avant tout notre rôle social qui nous donne la reconnaissance d'autrui», affirme Emilie Dumont, femme transgenre qui a confié son témoignage à Amnesty International. «Je suis la seule à savoir qui je suis vraiment et quelle est mon identité de genre»…lemonde.fr

L'hyper individualisme qui caractérise le modèle de société néolibérale que la classe dominante entend imposer au peuple en détruisant tous les liens de nature collective issus du développement de la civilisation humaine et de la lutte des classes, aura ou a déjà pour conséquence sociale et psychologique de maintenir les hommes une fois devenus adultes au stade infantile au cours duquel se manifeste une puissante tendance égocentrique et irrationnelle, de telle sorte que leur mode de pensée et leur comportement, les rapports qu'ils entretiendront les conduisent à un affrontement permanent entre eux sur la base de ce qui les distingue sur le plan individuel et qui peut être développé à l'infini, au détriment de ce qui les rapproche, de ce qu'ils ont en commun ou partagent sur le plan social ou collectif, afin qu'ils ne puissent pas s'en saisir pour combattre ensemble le régime en place.

Faire croire que les hommes pourraient s'épanouir harmonieusement sur le plan individuel dans une société basée sur la négation de leurs droits sociaux ou politiques collectifs est un leurre ou une imposture.

Flatter, encourager l'individualisme pour faire croire aux hommes qu'ils disposeraient d'un quelconque pouvoir sous le régime actuel, tandis qu'ils n'en ont aucun sur le plan politique ou ne disposent pas du pouvoir de contester sa légitimité, a pour fonction de les détourner des origines de leurs conditions et des difficultés qu'ils rencontrent dans leur existence, de manière à ce que leur attention ne se focalise pas contre le régime, mais qu'au contraire ils réservent leurs coups à la société qu'ils vont ainsi contribuer eux-mêmes à détruire. Apparemment on a beaucoup de mal à admettre qu'ils aient pu concevoir une telle entreprise de démolition, parce qu'on s'obstine à refuser de prendre en compte qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie politique qu'ils ont élaborée sur la base du constat qu'ils ne pourraient pas sauver à terme le système économique capitaliste dont la société actuelle est le produit et qu'il leur faut les détruire ensemble, morceau pas morceau, étape par étape, à un rythme ou dans un délai qui leur sont imposés par la résistance des travailleurs ou leur lutte de classe sur lesquels à leur désespoir et ce qui les rend hystérique, ils ne peuvent pas exercer un contrôle total pour la neutraliser.

Et qu'on ne nous attribue pas l'intention de vouloir conserver à tout prix la société actuelle, puisqu'au contraire en expliquant les tenants et les aboutissants de leur guerre psychologique et idéologique, en démontant les différents mécanismes auxquels ils recourent pour conditionner les masses et parvenir à leurs fins, on contribue à armer théoriquement les militants et les travailleurs pour mieux y résister et la combattre, affronter le régime.

Il faut avoir à l'esprit que l'ensemble des rapports sociaux et plus généralement la société qui existe, sont le produit de l'évolution de la civilisation humaine, du développement des forces productives, du capitalisme, dont ils sont indissociables, aussi perfectibles ou imparfaits soient-ils, et s'ils en sont l'aboutissement, ils peuvent périr ensemble.

Les différentes civilisations connurent des destins divers, souvent tragiques.

Les plus avancées ne purent résister à celles qui étaient moins développées mais les plus nombreuses, puis lorsque celles-ci intégrèrent les progrès réalisés par les plus avancées, ils adoptèrent leur mode de production qui allait porter à un niveau plus élevé le développement des forces productives, de sorte que dorénavant ce seraient les civilisations les plus avancées qui évinceraient systématiquement les moins développées.

De nos jours on parlera davantage de pays ou de sociétés plutôt que de civilisations. Les pays les plus développés font face à une autre menace, l'incapacité de passer à un mode de production supérieur et la concurrence que leur livre les pays moins développés qui les rattrapent, du fait que pour palier aux contradictions de leur mode de production les pays développés ont dû recourir au développement des forces productives des pays dominés, concourant de la sorte à élever le niveau de vie de leur population et à créer de nouveaux besoins qu'elle exige de voir satisfait, ce qui est rendu impossible du fait que leur production est pillée par les pays dominants ainsi que leur bourgeoisie locale, l'expansion de l'économie mondiale ne coïncidant pas avec celui du marché mondial concourt à son tour à créer une situation sociale et politique explosive dans de très nombeux pays dominés menaçant les intérêts et à terme l'existence même des puissances impérialistes en crise.

Pour conserver leur hégémonie, assurer la satisfaction de leurs besoins et de leur développement futur, les pays dominants doivent conserver ou accroître leur emprise sur les pays dominés et leurs richesses, mater leur velléité d'indépendance, piétiner la souveraineté de leurs peuples, créer les conditions favorables à des guerres, des guerres civiles, des génocides, des famines, des pandémies, de sorte que leurs pays demeurent sous-développés et qu'ils s'entretuent, tout en créant une classe moyenne surexploitée avident de consommer leurs marchandises ou services et sur laquelle repose la stabilité de leurs régimes généralement corrompus.

Les pays les plus développés se sont dotés d'institutions financières ou politiques internationales destinées uniquement à satisfaire leurs besoins économiques et à imposer leur orientation politique aux pays dominés auxquels ils déclarent la guerre et détruisent s'ils leur résistent.

La guerre ou la soumission sont les seules réponses à leur impossibilité de passer à un mode de production supérieur.
Et puisqu'aucun pays (ou peuple) ne peut venir à bout de leur folie destructrice ou ne peut les menacer, le développement des forces productives ne contribue plus au progrès social et se solde par un gigantesque gâchis ou destruction de forces productives menaçant jusqu'à l'existence de la civilisation humaine.

Toute les civilisations hautement développées qui se sont éteintes avaient conçu leur pouvoir à partir d'une dynastie de souverains héréditaires entourés d'une aristocratie restreinte qui concentait les richesses produites par des armées d'esclaves, et seule cette élite profitait réellement du progrès. Cet archaïsme s'est maintenu jusqu'à nos jours dans de très nombreux pays, et ce n'est pas par hasard si les puissances occidentales comptent le plus de monarchies dans le monde, et si l'oligarchie financière fonctionne comme une monarchie absolue, en totale contradiction avec les aspirations des peuples à la démocratie.

Cette distorsion qui croît un peu chaque jour davantage ne peut conduire qu'à un affrontement général entre les classes.

En guise d'épilogue.

Je suis allé au marché central de Pondichéry hier. Pendant que je discutais avec ma vieille vendeuse de citrons qui vit dans le village de ma compagne, j'aperçois le bras d'une belle femme qui se lève et s'agite dans ma direction à une vingaine de mètres de là, en fait le transsexuel que je salue chaque fois que je passe dans son allée. Du coup je vais le voir.

On discute un peu et je lui achète des navets. Je m'approche de lui pour lui remettre l'argent et discrètement je l'examine attentivement. Je m'aperçois qu'il a de grosses lèvres et les traits d'un homme, mais aussi les mains, il a aussi la voix d'un homme. Je constate qu'il porte autour du cou le cordon des femmes mariées, et alors que je voulais lui poser une question relative à sa condition, il me dit qu'il a un fils qui est parti vivre en France. Je profitai de l'arrivée d'autres clients pour lui souhaiter une bonne journée et continuer mes courses.

Vêtu d'un beau sari, maquillé, portant un tas de bijoux, des fleurs dans ses cheveux longs, un enfant le prendrait pour une femme, un adulte qui l'observerait à une certaine distance aussi. Il a décidé d'adopter une apparence qui coïncide avec son sexe féminin et il vit très bien sa condition et il est parfaitement intégré dans la société. Après coup je me suis dit qu'il m'aurait peut-être pris pour un arriéré avec mes questions sur la transsexualité, à juste titre dans une certaine mesure, je lui aurais répondu que c'était plutôt le pays d'où je venais qui était arriéré ou plutôt que l'Inde et la France n'avaient pas eu la même histoire et le même développement économique, ce qui expliquait la survivance d'idées archaïques ou reçues sur certaines questions sociales.

La question est de savoir pourquoi en Inde les transsexuels vivent bien leur état ou pourquoi la question de leur identité et de leur genre sexuel ne pose pas de problèmes, du fait qu'il adopte le mode de vie de leur genre, par exemple ce vendeur de légume qui a tout d'un homme hormis le sexe, et qui a tout fait pour ressembler à une femme ou pour faire disparaître les traits qui l'apparentaient à un homme. Par contre j'ignore si les transsexuels qui possèdent un organe sexuel masculin sont aussi bien intégrés, s'ils apparaissent ou non sous les traits d'un homme.

Et puis, que certains transsexuels vivent mal leur état, à ma connaissance des millions d'hommes ou de femmes en Inde comme en France ou dans tous les pays sont incapables d'assumer leur sexualité ou de s'épanouir sur le plan sexuel, mais là c'est normal où il n'y a pas de raison (suffisante)pour en chercher l'origine, et on comprend pourquoi, puisque la population en général vit sous un régime oppressif qui la condamne à ne pas pouvoir s'épanouir sur le plan individuel comme dans bien d'autres domaines pour ne pas dire tous.

L'Inde traditionnellement reconnaît le statut de transsexuel et la législation les reconnaît comme tel, du coup tout le monde les respecte ou personne n'y prête une attention particulière.

En France, ils sont stigmatisés et instrumentalisés à des fins idéologiques, donc politiques, de la même manière que les homosexuels, les femmes, les immigrés, les musulmans, les communautés minoritaires en général, bref, tout ce qui ne correspond pas au modèle du Français moyen, blanc, athée ou chrétien ou juif, hétérosexuel, mâle de préférence...

N'allez pas croire que ce sujet m'intéresserait particulièrement, il est d'actualité et je le traite, c'est tout. Mais bon, je m'en serais bien passé.

On passe beaucoup de temps à se justifier. Bien qu'ingrat, c'est un excellent exercice pour éprouver notre sincérité ou notre honnêteté ou mettre au contraire en lumière notre hypocrisie. Un autre exemple.

Il faut savoir faire des compromis

Pour avoir négligé le statut et les besoins de la soeur (Adi) de ma compagne (Selvi) alors qu'elles avaient pratiquement les mêmes, Adi avait pris ses distances avec moi et sa soeur et ne venait plus chez nous. Je suis parvenu à comprendre pourquoi et je m'en suis confié à elle tout en lui témoignant que j'étais prêt à rectifier mes rapports avec elle, ce qui a permis de rétablir notre relation. Je n'ai pas une grande expérience des femmes et je commets des maladresses ou des erreurs.

J'avais négligé le fait que les deux femmes bénéficiant du même statut à peu de choses près, étaient en droit d'attendre le même traitement de ma part et que seul un rustre pouvait leur refuser. Comme quoi je suis aussi capable de faire preuve d'écoute et de tact. Mais Adi ne m'avait pas tout dit. Elle m'a expliqué hier soir que sa soeur était jalouse d'elle. J'ai écouté ses arguments que j'ai trouvé plausibles, et à l'arrivée j'en ai conclu qu'elle l'était tout autant ! Elle m'a demandé de ne pas parler de ses visites chez moi quand sa soeur n'est pas là, sinon elle ne remettrait plus les pieds chez moi, je lui ai donc promis de garder mes distances avec elle en présence de sa soeur... pour ne pas attiser leur jalousie réciproque, en prenant soin de n'évoquer que celle de sa soeur

Vous me direz que c'est parce que je suis intéressé que j'entretiens ces relations. Je ne le nie pas, mais à ma connaissance elles le sont tout autant, donc tout est dans l'ordre des choses. J'ai réparé une injustice et je n'en suis pas fier, car c'était la seconde fois en 12 ou 13 ans que je la commettais. C'est en repensant à cette expérience précédente et les leçons que j'en avait tirées, trop tard, que j'ai pu rectifier le tir avant que mes relations avec une autre femme ne soit définitivement rompue. Comme quoi cela sert toujours de tirer des enseignements de nos expériences pour comprendre ce qui s'est réellement passé, au lieu de s'en tirer en faisant reporter la responsabilité de nos erreurs sur les autres, une telle hypocrisie étant indigne.

J'ai dû aussi rectifier mes rapports avec Selvi.

Dès que sa fille a un pied de travers, son compagnon ou leurs gosses ont un problème, ils font appel à Selvi qui reste chez eux et leur sert de bonne. Cela peut durer une journée à un mois. Tous les vendredi quand elle rentre, elle consacre une heure et demi à préparer sa puja, la cérémonie hindou, donc c'est comme si elle n'était pas là. Tous les lundis elle reste déjà chez sa fille. Cela avait le don de m'énerver.

On a eu plusieurs discussions à ce sujet, parce que j'estimais que c'était trop à la fin. Ayant fait des concessions à sa soeur, je me suis dit que ce serait injuste de pas lui en faire également, et puis je suis habitué à vivre seul, j'ai de la ressource et je ne m'emmerde jamais. Du coup j'ai saisi cette opportunité pour me raisonner, et j'ai décidé de ne plus l'importuner avec ces histoires-là, elle fait sa vie comme elle l'entend et je fais de même de mon côté, et si j'estime qu'il y a quelque chose d'irrationnel ou d'excessif dans son comportement, je n'ai pas à intervenir ou à lui en faire le reproche, tant que cela ne présente aucun danger pour notre intégrité évidemment, car il lui arrive de faire de très grosses conneries, là ce serait irresponsable de ma part de ne pas intervenir.

J'avais le défaut de croire qu'elle évoluerait à mon contact, or ce n'est pas forcément le cas, les choses sont beaucoup plus compliquées en réalité. Comme quoi on a toujours quelque chose à apprendre des autres, et qu'avant d'interpréter leur comportement il vaut mieux s'y prendre à plusieurs fois ou être très prudent, patient, et être modeste, c'est préférable pour ne pas être injuste et se compliquer la vie davantage.

Une dernière petite histoire.

Je vous ai raconté que j'avais fait réparer le ventilateur d'une femme de mon village et qu'elle ne m'avait pas remboursé. En fait c'est la belle-soeur d'Adi, elle mesure moins d'1,5 m et doit bien peser plus de 100 kilos ; elle est énorme la pauvre femme, et je ne suis pas attiré par les femmes grosses ou obèses je précise. Finalement elle m'a remboursé devant Adi, du coup sur les 300 roupies je lui ai rendu 100 pour payer une bière à son compagnon, le pauvre garçon est sourd et muet, ripeur et très pauvre.

A sa demande le jour suivant je suis allé chez elle pour changer une prise électrique et je lui ai installé la lumière derrière sa maison dans la partie du jardin qui lui sert de salle de bain, après qu'elle m'eut dit qu'elle craignait les serpents, surtout la nuit tombée, le tout bénévolement, un grand sourire suffisant à mon bonheur.

Il y a des choses qu'on peut faire pour les autres gratuitement et d'autres non quand elles peuvent avoir des répercussions fâcheuses, notamment quand au lieu d'apprendre dans la vie à essayer de s'en sortir par soi-même, on attend tout des autres.

Les plus pauvres sont en proie à des difficultés innombrables que malheureusement on ne peut pas régler. Cela m'afflige, c'est très triste. Ils pourraient en éviter ou en régler certaines eux-mêmes, alors ce ne serait pas leur rendre service de les prendre en charge à leur place. Etre attentionné ou généreux, cela ne doit pas signifier sombrer dans l'ouvriérisme ou le tiers-mondisme que j'exècre pour cette raison.

C'est mon milieu depuis ma naissance, je le connais bien, j'en connais les qualités et les défauts, je peux en parler sans aucune gêne sans l'idéaliser ni le mépriser. Et si j'ai eu la chance de m'élever au-dessus de cette condition, viscéralement je demeure lié à ce milieu ouvrier défavorisé, c'est pour lui que je mène ce combat politique.

La sémantique empruntée trahit souvent les réelles intentions de son auteur ou sa véritable nature.

- La VIème République - République sociale - Le Grand Soir 03.11

Il ne pouvait pas en être certain puisqu'il baigne dedans :

- "la Vème République semble avoir atteint ses limites"...

Dans le doute, vaut mieux conserver la quasi-totalité de ses institutions, y compris le Président de la république, le Sénat et l'appareil répressif de l'Etat, puisqu'ils sont destinés à continuer de servir les intérêts de la même classe.

Il adopte le champ lexical du législateur ou du commentateur bourgeois :

- "la représentation nationale"

Relent nationaliste à vomir.

- "aux yeux de la loi"

Dont l'interprétation est à géométrie variable en fonction des acteurs...

- "notre système politique"

Si le leur, c'est le vôtre, ce n'est pas le nôtre, on vous le laisse volontiers

- "par référendum"

C'est avoué que le système de représentation politique qu'ils préconisent avec leur VIe République et ses élus n'expriment pas les intérêts des travailleurs qui composent la majorité de la population, car si c'était le cas ils n'auraient pas besoin de recourir à un référendum où toutes les classes et toutes les illusions pourraient s'exprimer. Car cela signifie que leur Assemblée nationale Constituante ne serait pas souveraine. Vous me direz que c'est logique puisque la classe qui détient actuellement le pouvoir le conserverait. Bref, leur VIe République s'inscrirait dans la continuité de la Ve antidémocratique.

Mais surtout il faut éviter de faire référence aux différentes classes :

- "tous les secteurs de la société" (Même les banquiers !)
- "les électeurs" (x3) (Même les banquiers !)
- "la classe politique" (x3) (Même les banquiers !)
- "plus de monde" (Même les banquiers !)
- "le peuple" (x2) (Même les banquiers !)

On conçoit très bien qu'on puisse utiliser ces expressions dans un article ou un ouvrage, mais à condition de ne pas s'y cantonner. De la même manière, on peut concevoir qu'il existe des intérêts communs à l'ensemble de la population à l'exception de

l'infime minorité des capitalismes, mais il existe aussi des intérêts distincts à chaque classe.

- "Le vote obligatoire"

Une mesure autoritaire qui a pour but de légitimer les institutions ou forcer les masses exploitées à ce soumettre au régime en place. Intolérable.

- "vote à 16 ans

Et si demain le législateur décidait de rendre l'école obligatoire que jusqu'à 14 ans, le vote des gosses de cet âge-là deviendrait une revendication politique légitime, quel farfelu !

- "Une amende"

Merci tout de même de nous épargner d'avance la prison ou la corde ! En guise de démocratie, un esprit et un régime policier, bravo !

En conclusion, la "révolution par les urnes" ou "citoyenne" a pour unique fonction d'adopter des mesures constitutionnelles qui permettraient aux masses exploitées de prendre davantage en charge les conséquences de la crise d'un régime en faillite au profit des couches et des classes moyennes.

Bref, rien de nouveau, c'est sous un autre masque, celui d'une VIe République, une version du programme de droite du PS ou des partis qui en sont issus.

La faillite d'une imposture

- "la faillite du clivage droite/gauche tel qu'il est habituellement instrumentalisé." - Huffington Post

Vous constaterez qu'une fois de plus ce ne sont pas les militants du mouvement ouvrier qui font preuve de lucidité, mais la réaction sous la forme d'un aveu qui a valeur de regret, car ce constat est plein d'incertitude et de danger pour l'avenir, qui s'annonce particulièrement sombre quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde.

C'est la faillite de la droite et de la gauche, qui ne parviennent plus à incarner ou à promouvoir une société qui serait basée sur des valeurs progressistes ou sociales même au stade le plus élémentaire, et qui ne rime plus qu'avec inégalités et injustices croissantes, individualisme débridé, guerre et chaos.

Le vernis démocratique des institutions est élimé jusqu'à la corde. Il n'a pas résisté à l'orientation néolibérale de l'impérialisme qui devait exiger de l'Etat qu'il prenne exclusivement en compte les besoins de l'oligarchie financière, de sorte que toutes les autres couches ou classes de la société se sentent trahies, abandonnées, et ne leur accordent plus aucun crédit ou confiance, pour finalement s'en détourner sans pour autant que le prolétariat entrevoit le moindre espoir qu'il existerait une issue politique, puisque le mouvement ouvrier a été incapable de se débarrasser de son orientation opportuniste ou de se doter d'une nouvelle direction.

Le clivage droite/gauche a été repris par tout le monde, alors qu'il avait été conçu par ceux qui devaient en tirer profit, et qui le jour où il serait devenu inutile ou trop encombrant s'en débarrasseraient au profit d'une dictature assumée. Marcher dans cette imposture, c'était se condamner à épouser son destin et à y perdre son âme, puisque cela signifiait qu'on se plaçait sur le même plan idéologique que le capitalisme.

Dès lors que la caractérisation des différents partis ne reposait plus sur les rapports qu'ils entretenaient avec les différentes classes, il devenait possible pour le mouvement ouvrier de soutenir des partis qui incarnaient la réaction au point devenir réactionnaire à son tour, les déboirs et la confusion qui allaient s'en suivre ne feraient que hâter sa dislocation ou sa fossilisation en fonction de l'histoire de ses différents courants, allant de la compromission la plus éhontée au gauchisme ou versant dans l'aventurisme.

En guise de bilan transitoire, les rapports entre les classes favorables à l'oligarchie qui n'a cessé de renforcer son pouvoir, semblent dorénavant figés dans une société condamnée à subir le même sort que le capitalisme ou à supporter les conséquences désastreuses de la crise qui le minent, livrée à une décomposition et à une décadence sans fin, promise à une déchéance à son image, de sorte que chacun de ses membres espère trouver son salut en s'en remettant à des solutions individuelles qui ne font qu'aggraver leur condition, accélérer ce processus et précipiter leur perte.

Il en ira ainsi tant qu'on n'aura pas rompu avec l'idéologie de la classe dominante ou tant qu'on demeurera sous son influence, qui s'est manifestée en adoptant cette interprétation falsifiée des rapports entre les classes sous prétexte le plus souvent qu'il ne fallait pas se couper des masses, qu'il fallait se situer sur le terrain de leurs illusions pour les aider à s'en débarrasser,

vous connaissez le refrain, alors qu'en réalité c'est exactement l'inverse qui allait se produire, leurs illusions envahirent ou submergèrent littéralement le mouvement ouvrier attaqué de l'intérieur et de l'extérieur à la fois, et le socialisme en fut pour ainsi dire expulsé au profit du capitalisme resté seul en lice.

C'était méconnaître la nature humaine, ignorer ses faiblesses, et qu'à défaut de conscience politique ou de classe, de s'être doté d'un instrument logique pour interpréter la situation, le prolétariat et ses représentants se laisseraient séduire par les apparences et corrompre.

Cela dit il n'y a pas lieu de perdre espoir, car cette faillite concerne davantage l'instrumentalisation du "clivage droite/gauche" tel qu'ils l'ont conçu ou leur supercherie qui ne prend plus, la majorité des travailleurs assimilant à juste titre la gauche à la droite, ce qui présente le risque qu'ils cherchent s'il n'existerait pas une véritable gauche pour affronter le régime.

C'est aux partis ouvriers d'en apporter la preuve, d'en faire la démonstration en commençant par rompre avec cette conception frauduleuse de la gauche à l'origine de ce clivage, qui devait les conduire à élaborer des théories ou des stratégies foireuses uniquement destinées à le justifier, ce qui devait les détourner de l'objectif politique du combat du mouvement ouvrier qui demeure la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière.

Adopter ce clivage revenait à s'identifier à l'idéologie de la classe dominante, à troquer son indépendance de classe au profit de la collaboration de classes et préparer le terrain à l'épanouissement du corporatisme, que dès lors on allait être impuissant à combattre.

La classe ouvrière et plus particulièrement ses couches inférieures ont logiquement rompu les premières avec le PS, parce que leurs conditions déjà précaires ne devaient cesser de se dégrader rapidement, tandis que les couches et classes moyennent furent longtemps relativement épargnées et y demeurent fidèles, jusqu'à ce qu'elles réalisent qu'elles étaient devenues sa cible ou que pour préserver leurs statuts privilégiés, elles devraient accepter des sacrifices de plus en plus insupportables, dans une société où il allait devenir de plus en plus improbable de donner un sens à sa vie qui ne soit pas inavouable ou de profiter des avantages qu'elle leur accordait sans ressentir un profond malaise au regard de la condition déplorable faite à la classe ouvrière.

Les couches et les classes moyennes, la petite-bourgeoisie, n'ont plus aucune raison de ne pas se tourner vers la droite officielle ou l'extrême droite qui incarnent l'offensive du capital contre les travailleurs, ce qui signifie qu'elles sont poussées à prendre davantage encore leur distance avec la classe ouvrière. La droite et l'extrême droite vont les instrumentaliser pour amplifier leur offensive contre la classe ouvrière, et lorsqu'ils estimeront avoir atteint leurs objectifs, ils se retourneront contre elles dorénavant seules, affaiblies, haïes par la classe ouvrière. A ce moment-là, on peut concevoir que certains de leurs membres seront tentés de se rapprocher de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier pour chercher une issue politique, ce qui pourrait favoriser l'espoir qu'il est encore possible de changer la société, à condition toutefois qu'il existe réellement un parti ouvrier indépendant du capital et de ses institutions corrompues qui l'incarne, sinon ils seront marginalisés, leur détermination s'en trouvera amoindrie ou ils capituleront et c'est le fascisme qui s'imposera.

Le nombre de capitalistes, leurs troupes, seuls ou sans le soutien de ces couches et classes moyennes ils n'auraient jamais pu assurer la stabilité du régime. Elles ont monnayé leur soutien au capitalisme, sauf que maintenant le capitalisme n'a plus les moyens de les entretenir ou de leur offrir un statut digne du grand bourgeois. En se laissant corrompre, elles ont scellé leur sort. Il ne leur reste plus que l'alternative suivante : soit adopter la fuite en avant, autrement dit le discours ou la propagande, l'idéologie nauséabonde officielle et s'en faire le porte-parole, soit en désespoir de cause se tourner vers le sauveur suprême qui semble représenter au mieux leurs intérêts, sans rompre avec le capitalisme puisqu'elles n'y sont manifestement pas préparées, et dont le discours démagogique aux relents nationalistes flattera leurs exigences, ce ne sont pas les candidats qui manquent en la matière et qui de manière caricaturale reproduisent ce clivage droite/gauche ou extrême droite/extrême gauche ou gauche de la gauche.

Qui du désastre annoncé ou du ralliement honteux l'emportera ?

La question de la présence du candidat issu du PS au soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 étant réglée, celle du ralliement du PCF au PS au second tour ne se pose pas, du coup cette élection sera sans incidence sur l'appareil du PCF quelle que soit l'option qu'il aura choisi pour le premier tour, entre présenter un candidat ou soutenir Mélenchon. J'ignore les motif invoqués par la majorité des délégués du PCF qui a refusé de soutenir Mélenchon. Lui reproche-t-il d'être trop à droite ou au contraire de pencher trop à gauche ?

- Présidentielle 2017 : "Pierre Laurent a conscience qu'une candidature communiste s'exposerait à un résultat désastreux" - Franceinfo

Le parti communiste se réunit samedi 5 novembre à Paris pour se prononcer sur une alliance avec Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle. Une candidature strictement communiste entraînerait un résultat désastreux selon Roger Martelli, spécialiste du Parti Communiste. Franceinfo

Deux jours plus tard...

- Présidentielle: les cadres du Parti communiste refusent le ralliement à Mélenchon - AFP

A rebours de ce que proposait le secrétaire national Pierre Laurent, les cadres du Parti communiste ont refusé samedi de se rallier à Jean-Luc Mélenchon en vue de l'élection présidentielle de 2017, en attendant la décision finale des militants fin novembre. AFP

A bas les institutions de la Ve République ! Ils seront bien obligés d'y venir, disions-nous.

Pendant des décennies on nous a expliqué qu'il fallait axer notre politique et nos coups contre l'UE, au détriment du combat contre les institutions nationales dans chaque pays. Après que plusieurs expériences eurent démontré l'inanité de leur stratégie, plusieurs acteurs effectuent de timides revirements sans avoir tiré les enseignements de leur erreur, sans même les avoir admis, de sorte qu'il y a à craindre que ce ne soit qu'une simple posture ou un discours sans lendemain, car toujours bourré d'illusions ou d'erreurs d'analyse.

- Pardem - Après deux semaines de comédie le CETA a été signé - par Jacques Nikonoff 01.11

Extraits.

- Paul Magnette, le ministre-président de la Wallonie, avait refusé de signer le traité, au demeurant pour de bonnes raisons, empêchant sa signature prévue le jeudi 27 octobre, en présence du Premier ministre canadien. Mais Monsieur Magnette a dit oui, sans avoir rien obtenu de tangible, contrairement à ce qu'il prétend, décevant tous ceux qui avaient cru en lui. On rappellera que Monsieur Magnette est socialiste, et que le métier des partis socialistes est précisément la trahison. C'est dans leur ADN.

LVOG - Mais alors, si vous le saviez, pourquoi avoir fait partie de "ceux qui avaient cru en lui" (et vous n'êtes pas les seuls évidemment) ou pourquoi n'avoir pas affirmé d'emblée qu'il se récuserait, pour alimenter des illusions dans ce parti parce que pour vous aussi le sort de la classe ouvrière devrait être suspendu à celui du PS comme la corde au cou du pendu. - LVOG

Tant que la situation politique ou les rapports entre les classes ne posent pas la question de l'affrontement direct entre les classes ou ne remettent pas en cause les intérêts fondamentaux des différentes classes, n'importe qui peut se prétendre socialiste en parole ou se placer au côté de la classe ouvrière, mais lorsque l'heure de l'affrontement direct entre les classes a sonné ou lorsque les intérêts fondamentaux des différentes classes deviennent l'enjeu de la lutte des classes, ils changent soudainement de camp et se placent au côté des capitalistes trahissant ainsi leur engagement au côté de la classe ouvrière ou plutôt témoignant leur véritable nature qui finalement n'a pas changé.

Il faut être naïf ou ignorant pour imaginer qu'un tel revirement serait uniquement le produit de circonstances particulières ou exceptionnelles. En fait, elles devaient plutôt servir à révéler au grand jour les contradictions de l'auteur de la trahison ou l'inconsistance de son engagement dont il devait avoir conscience. S'agissant du PS, les dirigeants du mouvement ouvrier les ont minimisées ou sous-estimées pour ensuite estimer qu'elles pourraient évoluer favorablement, à tort ou pas suffisamment apparemment pour avoir formulé un diagnostic aussi erroné.

Trahir la confiance d'une personne consiste à briser unilatéralement les rapports qu'on avait établis avec elle en la mettant devant le fait accompli, à violer les termes du contrat qui les unissaient de sorte que la partie lésée ne soit pas en mesure de défendre ses intérêts, dont la spoliation devait constituer l'enjeu de cette trahison. L'auteur d'une trahison révèle les intentions inavouables qui l'animaient ou qui existaient à l'état latent chez lui, et qui ne demandaient qu'à s'épanouir pour peu que les conditions leur soient favorables. Elle révèle aussi l'absence de principes chez cette personne ou le peu de cas qu'il leur accordait.

N'importe qui peut se prévaloir de qualités, d'idées, de principes, des meilleures intentions du monde, qui n'ont en soi aucune valeur tant qu'ils n'ont pas été soumis à l'épreuve de l'exercice pratique.

Tout état est composé d'un ensemble de facteurs régis par des rapports qui forment une combinaison complexe, dont ressort ou domine une tendance générale qui évoluera en fonction du comportement de chacun de ces facteurs qui influencera leurs rapports dans une direction ou une autre. La stabilité relative affichée par tout état est le produit de cet équilibre auquel on attribue une valeur absolue (ou éternelle) qui demeure valable aussi longtemps qu'il n'a pas été rompu.

Quand on ne parvient pas à déterminer dans quelles conditions cet équilibre pourrait être rompu ou à quel moment cette rupture pourrait intervenir, on aura forcément tendance à tout confondre ou à se méprendre sur les rapports qui existent entre différents facteurs, parce qu'on en ignore la composition qui détermine le potentiel qu'ils renferment en terme de développement et leur destin.

- Paul Magnette voulait simplement donner un petit coup de vernis de gauche à son parti, le Parti socialiste belge, talonné sur sa gauche par le Parti du travail belge…

LVOG - Voilà ce qui arrive quand on considère le PS de gauche ou quand on a une conception de la gauche héritée de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme qui s'empressa de l'adoptée. On n'a pas fini de faire l'inventaire des multiples conséquences néfastes pour la classe ouvrière causées par cette caractérisation frauduleuse, opportuniste. - LVOG

- Paul Magnette aujourd'hui en Belgique, comme Alexis Tsipras hier en Grèce et Jean-Luc Mélenchon demain en France, a capitulé. (Mais non, ils ont agi conformément à leur nature, un point c'est tout. Ils sont de droite, ce sont des agents du régime, ils ne capitulent pas, ils se découvrent tels qu'ils sont, des réactionnaires, ils s'exécutent parce qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter le régime. - LVOG)

- Un tout petit parlement régional, de 3,6 millions d'habitants, peut faire reculer l'Union européenne. (On vient plutôt d'assister au contraire. - LVOG) C'est un formidable encouragement. Imaginons ce qu'il se serait passé si la Belgique avait maintenu son refus. (Quelle naïveté (feinte ?) ! L'UE et le Canada seraient passés outre ou auraient trouvé une combine pour contourner ce refus. - LVOG) C'est bien la preuve que la pression doit s'organiser principalement à l'échelle nationale, sur les parlements et les gouvernements. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire en direction des autorités européennes, Commission ou Parlement européen. Mais oublier le niveau national, c'est faire de la diversion et préparer la défaite. (Vous aurez toujours le temps d'y penser après coup ou les jours de fête. - LVOG)

- C'est bien la preuve que c'est à l'échelle nationale que l'on peut obtenir des victoires, et nulle part ailleurs. Bien évidemment, il faut continuer à faire pression sur l'oligarchie européenne, mais il ne faut surtout pas oublier les gouvernements et parlements nationaux.

LVOG - Pourquoi cette insistance, faut-il le prendre comme un aveu ? On se demande contrairement aux travailleurs, comment des dirigeants de partis dits ouvriers peuvent "oublier les gouvernements et parlements nationaux" s'ils n'en avaient pas eu toujours l'intention. - LVOG

En complément.

Le Monde recourt à un oxymore entre deux facteurs qui s'excluent mutuellemment, l'existence de l'UE étant incompatible avec l'exercice de la démocratie, et la démocratie étant irréalisable dans le cadre de l'UE pour légitimer le CETA.

« Au cœur du CETA », épisode 4 : la démocratie européenne sera-t-elle dépossédée ? - LeMonde.fr

« Le Monde » et le site allemand Correctiv se plongent dans l'accord conclu le 30 octobre entre l'Europe et le Canada, pour tenter de savoir si les craintes de ses opposants sont fondées ou non. LeMonde.fr 4.11

Dossier Etats-Unis

Etats-Unis. Une "lumière crue (éclaire) le degré de pourriture de la République".

- Le dénouement cataclysmique de la campagne 2016 (Counterpunch) - Chris Floyd 03.11

Extrait.

En 2008, l'électorat désespéré se retourna vers une figure qui paraissait être un outsider qui apporterait enfin un véritable changement. Il présentait toutes les apparences du changement – il était noir, il portait un nom musulman, il s'exprimait avec éloquence sur la paix et la justice sociale, et même si peu pensaient qu'il était réellement de gauche, ils ont voté pour lui malgré tout. Mais Barack Obama était bien-sûr un « centriste » méritocratique pur jus. Surfant sur une énorme vague de popularité, et bénéficiant d'une forte majorité au Congrès, il procéda au… sauvetage des fraudeurs et escrocs de Wall Street avec l'argent des contribuables et à la création d'un système d'assurance santé imaginé par un think-tank de droite et destiné à favoriser les profits des entreprises privées – et qui a probablement réduit à néant toute chance d'instaurer un véritable système d'assurance santé pour des générations à venir, sinon pour toujours. Il a aussi redoublé la guerre contre le terrorisme, en l'étendant à d'autres pays, démultiplié les escadrons de la mort de Bush, participé à la destruction de nations comme la Libye et le Yémen (provoquant ainsi plus de chaos et de terreur), élargi la surveillance illégale de la population (et du monde) à une échelle bien au-delà des rêves les plus fous de la Stasi ou du KGB. Et après avoir sauvé Big Money de ses propres turpitudes et garanti au complexe santé-assurances ses profits, il passa la majorité de son temps sur le front de la politique intérieure à chercher « un accord historique » avec les Républicains pour réduire la couverture de sociale et médicale.

Une fois de plus, tous les espoirs de changement furent déçus. A présent le pays hésite entre une pseudo progressiste et un candidat belliciste de droite, cherchant celle ou celui qui apportera le changement qu'on lui refuse. Après la politique de la terre brûlée du néolibéralisme et l'inévitable dégradation morale et l'agressivité qui résultent des années et des années de guerres d'agression, le choix de Trump est plus nihiliste. C'est comme si les gens ne croyaient plus à un changement positif –

cassons tout et voyons ce qui en sortira (Ce qui est, soi-dit en passant, la philosophie affichée du gang de Breitbart, qui dirige actuellement la campagne de Trump).

Même si Cliton l'emporte, le nihilisme sera toujours omni-présent. Et étant donné qu'elle représente avec fierté l'élite qui est actuellement méprisée de tous côtés pour les nombreux dégâts occasionnés, le nihilisme ne fera que s'amplifier – d'autant plus qu'elle n'a donné aucun signe de ne serait-ce qu'esquisser un changement du système militaro-néolibéral qui nous étrangle. Au contraire.

Alors oui, il n'y a jamais eu de campagne électorale comme celle-ci, mais surtout parce qu'elle éclaire d'une lumière crue le degré de pourriture de la République et nous montre, plus clairement que jamais, que le camp militaro-néolibéral n'offre aucun espoir d'une vie meilleure, d'un monde meilleur. En réalité, il n'offre absolument rien, sinon plus de violence, plus d'amertume, plus de ruines et plus de destructions pour nous tous. Counterpunch 03.11

Etats-Unis. Une analyse qui sonne comme un verdict sans appel.

L'époque des guerres et des révolutions n'est pas révolue. Reste à savoir si la majorité du peuple américain et des peuples occidentaux en général continueront d'être conditionnés par l'idéologie de la classe dominante, auquel cas les guerres continueront de plus belles avec en prime le risque d'une guerre mondiale, soit le temps des révolutions et du socialisme aura sonné, auquel cas il sera encore long à prendre forme...

- La leçon Trump, ce que nous confirme la présidentielle américaine - latribune.fr

L'élection américaine révèle un pays plus divisé que jamais, à l'avant garde macabre de la mondialisation. L'événement doit nous interpeller, sur la révolte des peuples: la situation européenne n'est pas si différente. Par Jean-Christophe Gallien, Professeur associé à l'Université de Paris 1 la Sorbonne

Au delà de l'emballement final, des vrais faux rebondissements et malgré la remontée réelle de Donald Trump dans plusieurs États clefs, Hillary Clinton devrait l'emporter et poursuivre l'écriture de la légende Clinton. Mais est-ce bien là l'essentiel ? Le pays saura-t-il digérer sereinement ce combat ultra-violent ? On a du mal à croire à un véritable coup de sifflet final à cette incroyable compétition.

En 2000, Al Gore s'était effacé d'un final chaotique « pour préserver l'unité du pays et la solidité de notre démocratie ». La légitimité présidentielle de George W. Bush et celle du système était sauvegardée. La candidature si peu Républicaine de Donald Trump s'est progressivement dirigée contre ce « système » pour faire écho à une exaspération sociale profonde, protéiforme mais si réelle que la moindre anomalie de fin de campagne pourrait transformer en incendie démocratique.

Une Amérique plus divisée que jamais

Pourtant crédité d'une cote de popularité record pour un chef d'État en fin de mandat, Barack Obama lègue une Amérique plus divisée qu'elle ne l'a peut-être jamais été depuis la guerre de sécession. Il ne s'agit pas de 2 Amériques, c'est une société multi-fracturée avec un seul point commun, la difficulté de choisir entre « le moins pire des deux ». La seule « colère de l'homme blanc » principale victime du déclin américain ne peut expliquer l'ampleur du phénomène. Une Amérique à la renaissance économique en trompe l'œil et si peu redistributrice, basée sur les pari énergétiques court termistes et la tiers-mondisation économique de sa classe moyenne post industrielle. Une société sans perspective comme peu souvent dans son histoire. Et surtout sans destin dans un Monde bouleversé. Il s'agit d'une tendance lourde et partagée par tous les pays dits développés.

La colère d'un peuple déclassé

Certes la base électorale de Donald Trump est plus masculine, plus rurale, plus âgée et ... plus blanche que celle d'Hillary Clinton, qui a misé sur la conquête du vote des femmes, des citadins, des jeunes et des ... minorités mais aussi des médias qui sauf Wikileaks la soutiennent, de la finance aussi. Donald Trump fait si peur à Wall Street. C'est bien la colère d'un peuple déclassé, d'un pays en ébullition, qu'en cavalier opportuniste Donald Trump s'est contenté de chevaucher qui a fait exploser les grilles des analyses traditionnelles et les vieilles frontières idéologiques. Le peuple rejette : « les Bush et les Clinton, c'est la même chose » !

On pourrait penser à un nouveau Andrew Jackson, planteur populiste du Tennessee, porté en, 1829 à la Maison-Blanche par ce qu'on qualifia de « révolution jacksonienne » et qui voulait « reprendre aux élites le contrôle du pays ».

Donald Trump, trop mauvais politicien

En fait Donald Trump, est trop mauvais politicien et surtout trop isolé, manquant de moyens, délaissé, pour ne pas dire flingué par les élites d'un Parti Républicain pas encore remis de leur défaite à la primaire, pour faire réellement écho à cette nouvelle vague

de colère qui ne va pas refluer avec la fin de la campagne et que pour l'instant aucune organisation ne semble en mesure d'exploiter à son profit.

Car rien, même en cas de résultat clair et net pour Hillary, ne sera réglé le lendemain. Les 2 candidats portaient une telle dose d'impopularité, n'avaient en rien réellement expliqué encore moins incarné les raisons d'une candidature au delà d'un narcissisme affranchi pour l'un et d'une arrogante certitude en légitimité élective pour l'autre.

Un monde devenu tellement ouvert, complexe, injuste et violent à la fois

Que ce soit à la gauche du Parti Démocrate qui déteste tout de la ploutocratie conservatrice incarnée par les Clinton que chez la base républicaine plongée dans la détresse économique et la dépression identitaire, rien ne sera pardonné. Cette Amérique à l'avant garde macabre de la mondialisation qui crie son désespoir ne s'arrêtera pas là. Voilà une source mixte d'inquiétude et d'espoir selon d'où l'on écoute ce grondement, que l'on redoute l'incendie civil qui vient ou qu'on en espère grand jour social et citoyen.

Cette élection événement nous interpelle, nous devons la prendre comme une alerte : méfions-nous de la caricature simpliste, de la vision vue d'en haut et de loin à la fois, l'Europe et la France vivent sur le même bateau et affrontent les mêmes tempêtes d'un Monde devenu tellement ouvert, complexe, injuste et violent à la fois. Après le Brexit, entendrons nous ce nouveau signal ?

En France, notre réel social c'est 50 % des salariés qui gagnent moins de 1650 euros net par mois et qui vivent loin des centres urbains de la décision où se crée la richesse. Chez nous aussi, un grondement encore sourd monte peu à peu et la classe moyenne disparaît progressivement. Chez nous aussi les arguments de compétence voire d'autorité émis par les corps politiques, médiatiques et académiques qui façonnaient encore il y a 10 ans les comportements électoraux ne sont plus audibles. Les Français comme les autres européens et comme les américains qui votent demain n'acceptent plus le « tutorat » d'en haut. Ce qu'Horst Seehofer, leader de la CSU allemande exprimait avec justesse récemment : « Notre responsabilité ne peut être de dire : « Nous avons tous les droits et vous, les citoyens, vous n'avez pas compris » ». latribune.fr 07.11

Jean Christophe Gallien, Professeur associé à l'Université de Paris 1 la Sorbonne. Directeur associé de Zenon7, Président de j c g a, Membre de la SEAP, Society of European Affairs Professionals

Et ce ne sera pas la dernière fois que l'Agence Française de Propagande du régime cultive le mauvais goût.

L'Amérique goûte au charisme d'Obama, une dernière fois - AFP

Un large sourire, une réelle aisance sur scène, une façon bien à lui de créer la complicité avec la foule: Barack Obama a tenu lundi soir à Philadelphie, avec un plaisir évident, son dernier meeting de campagne. Pour "Hillary". AFP

Wall Street vote pour la guerre !

Wall Street rebondit fortement en pariant sur Clinton - Reuters

Son agence française lui emboîte le pas.

La Bourse de Paris finit en hausse - AFP

La Bourse de Paris a clairement repris de la hauteur lundi ("1,91%), rassurée par l'absence de poursuites du FBI contre Hillary Clinton, à la veille du scrutin présidentiel américain. AFP 7.11

En famille. Comment l'OTAN et son sultan financent Daesh en pillant la Syrie.

- La famille Erdogan et Daesh (suite) - Réseau Voltaire

Un groupe de hackers turcs, RedHack, a piraté les e-mails du ministre de l'Énergie. Immédiatement, un tribunal turc a interdit la publication et la reproduction de ces e-mails.

Cependant, ces 20 gigabites de données ont été analysées par le professeur Ahmed Yayla, directeur adjoint de l'ICSVE (Centre international pour l'étude de l'extrémisme violent) et ancien responsable de l'antiterrorisme turc [1]. Elles confirment des rumeurs persistantes et donnent de nouveaux détails.

Le pétrole volé par Daesh en Syrie était transporté par 8 500 camions citernes appartenant à une société ayant obtenu, sans appel d'offre, le monopole du transport du pétrole sur le territoire turc, Powertans. Elle est détenue par la très mystérieuse

Grand Fortune Ventures, basée à Singapour, puis transférée aux îles Caiman. Derrière ce montage se cache, Çalik Holding, la compagnie de Berat Albayrak, le gendre du président Erdogan et son ministre de l'Énergie.

"Hacked Emails Link Turkish Minister to Illicit Oil", Ahmed Yayla, World Policy, October 17, 2016. Réseau Voltaire 03.11

[1] « Selon l'ancien chef de l'antiterrorisme turc, Erdogan protège Daesh », Réseau Voltaire, 17 septembre 2016.

Pour un peu ils réaliseraient qu'elle n'existe pas. Faudra-t-il une guerre pour qu'ils le comprennent enfin ?

- Pour 8 Français sur 10, la démocratie fonctionne de moins en moins bien -

Près de huit Français sur dix (77%, "14) pensent que la démocratie fonctionne de moins en moins bien dans le pays, ce qui traduit une nette détérioration de la perception du système en deux ans, selon un sondage Ipsos-Sopra Steria publié lundi. AFP

Hollanderie. Entre croyance, crépuscule ou marche funèbre et règlements de compte.

Croire est décidément un vilain défaut. Voici venu le temps de la rédemption.

- Jouyet admire "la sérénité et la résistance" de Hollande et croit en "la résurrection" - AFP Le secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet, invité vendredi de l'émission "Bibliothèque Médicis" (Public Sénat), confie admirer "la sérénité et la résistance" de François Hollande et croire "en la résurrection". AFP

Qui peine à convaincre :

- Aurélie Filippetti descend en flèche François Hollande « qui appartient au passé » - L'Opinion

- Mégafichier : Lemaire-Cazeneuve, nouvelle brouille au sein du gouvernement - LeParisien.fr

- Pour Anne Hidalgo, la candidature de Myriam El Khomri à Paris est « une très mauvaise idée » - LeMonde.fr

- En soutenant Valls, "Le Drian a voulu envoyer un message à Hollande" - LePoint.fr

Le fidèle menhir breton lâche-t-il François Hollande ? En évoquant l'hypothèse d'une candidature Valls en 2017, Le Drian se voit accuser de haute trahison. LePoint.fr

Combien de pages comporte le livre du PS ?

- « Il faut tourner la page du PS » - LeParisien.fr

Dans le livre qu'il publie aujourd'hui, le chef de file des frondeurs Christian Paul étrille François Hollande... LeParisien.fr 07.11

Mort ou vif !

- Défense: Lellouche (LR) propose la destitution de Hollande - AFP

Le député LR Pierre Lellouche a lancé lundi une proposition de résolution visant à la "destitution" de François Hollande, après la publication par des journalistes du Monde d'"informations secrètes concernant la sécurité nationale", qui leur auraient été divulguées par le chef de l'Etat.

Le député de Paris et ancien ministre indique dans un communiqué avoir ouvert "à la signature de l'ensemble de ses collègues de l'Assemblée nationale, une proposition de résolution visant à la destitution du président de la République, M. François Hollande, aux termes de l'article 68 de la Constitution".

"Dès lors que la résolution sera signée par 58 députés, celle-ci sera transmise au Bureau de l'Assemblée nationale avant de poursuivre son examen en Commission des lois puis en séance publique", précise M. Lellouche.

Le président de la République "ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat", par le Parlement constitué en Haute Cour, stipule notamment cet article de la Constitution.

Guillaume Larrivé, porte-parole du parti Les Républicains, a affirmé que "de nombreux députés" LR allaient "co-signer" cette proposition de résolution, sans avancer de chiffre. AFP 07.11

En famille on joint les deux bouts. Après la «droite avec Macron», voici la «gauche avec Macron» Plusieurs élus socialistes ont lancé lundi un appel à rejoindre le mouvement «En Marche» de l'ancien ministre de l'Economie. Liberation.fr

En famille, il est bien connu qu'on peut se traîter de tout.

- "Facho", "voyou" : les doux mots de Rachida Dati à Brice Hortefeux - LePoint.fr

Etat policier.

- Manuel Valls veut plus de moyens pour la justice et la police - AFP

- Mégafichier: fait en toute "transparence" assure Cazeneuve - AFP

Social et antisocial

- Un centre pour sans-abri à Paris à nouveau la cible d'une tentative d'incendie - LeFigaro.fr

Un début d'incendie volontaire a touché samedi soir le centre d'hébergement qui accueille déjà 27 adultes et 24 enfants. LeFigaro.fr

- Des centaines de personnes défilent à Paris pour Adama Traoré - LeFigaro.fr

Les 800 manifestants, selon la police, ont marché dans Paris en soutien à la famille du jeune homme, dont le décès fin juillet après son interpellation par les gendarmes avait entraîné des échauffourées dans le Val-d'Oise. LeFigaro.fr

- 700 000 infirmiers en colère - LeParisien.fr

Dix-huit syndicats infirmiers et associations d'étudiants appellent à manifester ce matin à Paris contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Cela n'était plus arrivé depuis... 1988. Mais, aujourd'hui, c'est bien la totalité des 700 000 infirmier(e)s, étudiant(e)s compris, et quel que soit leur mode d'exercice, salarié ou libéral, qui sont appelés à manifester par dix-huit organisations représentatives. Un défilé commun est prévu de la gare Montparnasse jusque sous les fenêtres du ministère de la Santé, avenue de Ségur (VII e). « Il faut vraiment que la situation soit grave pour que l'union se fasse à ce point », reconnaît la porte-parole du mouvement, Nathalie Depoire, présidente de la Coordination nationale infirmière. LeParisien.fr

Quand le ministère de la Justice se transforme en tribunal d'exception à perpétuité, suite ou confirmation.

Le cas de Georges Ibrahim Abdallah tient lieu de jurisprudence à ces pro-sionistes.

- Le principal suspect de l'attentat de la rue Copernic reste en prison - LeMonde.fr

La chambre de l'instruction de la cour d'appel a décidé de prolonger de six mois la détention d'Hassan Diab, invoquant « le risque de fuite » et de « trouble à l'ordre public » s'il était libéré.

La cour d'appel de Paris a ordonné vendredi 4 novembre le maintien en détention provisoire d'Hassan Diab, principal suspect de l'attentat de la rue de Copernic en 1980 à Paris, annulant ainsi une nouvelle décision qui autorisait sa remise en liberté, selon des sources proches du dossier.

La chambre de l'instruction de la cour d'appel a décidé de prolonger sa détention de six mois, invoquant « le risque de fuite » et de « trouble à l'ordre public » si Hassan Diab était libéré.

Le juge d'instruction chargé de cette enquête avait ordonné le 27 octobre la remise en liberté d'Hassan Diab, avec assignation à résidence et port d'un bracelet électronique. Décision aussitôt suspendue par le parquet de Paris, qui a fait appel.

Extradé du Canada en novembre 2014, Hassan Diab, 62 ans, est mis en examen en France comme auteur présumé de cet attentat qui avait fait quatre morts et une quarantaine de blessés le 3 octobre 1980 devant une synagogue.

La défense de cet universitaire déplore « une situation exceptionnelle ». « Ce qu'on comprend, c'est qu'après trente-six ans, il y a eu tellement de dysfonctionnements qu'il n'y a pas d'autre option à part Hassan Diab », ont dit à l'Agence France-Presse ses avocats, William Bourdon, Apolline Cagnat et Amélie Lefebvre.

« Le bras de fer continue entre une appréciation précipitée par le juge des charges pesant sur M. Diab et la vision de la chambre d'instruction, qui cherche à préserver la sérénité de l'enquête, ce qui est la moindre des choses après trente-six ans », a réagi Eric Morain, avocat d'une des victimes, un policier en faction devant la synagogue.

En mai, la question de la détention du suspect avait déjà fait l'objet d'un débat entre magistrats. Le 12 mai, une juge des libertés et de la détention (JLD) avait autorisé sa remise en liberté avec assignation à résidence et sous surveillance électronique, mais le parquet avait fait appel.

Quelques jours avant la décision de la JLD, le juge d'instruction avait aussi accepté une remise en liberté, aussitôt suspendue par le parquet. Et la cour d'appel avait déjà confirmé la détention.

L'enquête a connu un rebondissement en avril avec l'audition devant le juge d'instruction de son ex-épouse Nawal Copty, qui a conforté la version d'Hassan Diab. Elle a affirmé qu'il l'avait bien accompagnée à l'aéroport de Beyrouth le 28 septembre 1980, date à laquelle le détenteur d'un passeport au nom d'Hassan Diab se trouvait déjà en Europe d'après les tampons sur le document. LeMonde.fr 04.11

Si on a bien compris, la preuve a été apportée qu'une autre personne détenteur d'un passeport au même nom était déjà présente en Europe avant que monsieur Hassan Diab n'embraque à Beyrouth pour la France, mais le parquet a décidé d'ignorer cet élément matériel parc qu'il n'a jamais essayé d'identifier la seconde personne ou de mettre la main dessus, et pour cause si c'était un agent du Mossad.

Fascisme ordinaire. Il l'aurait appelé Lénine en Ukraine, qu'il aurait subi le même châtiment pour apologie du communisme.

- Il renomme son wifi "Daesh 21" et écope de trois mois de prison avec sursis pour "apologie du terrorisme" - franceinfo

Il renomme son wifi "Daesh 21" et écope de trois mois de prison avec sursis pour "apologie du terrorisme"

La box que vous utilisez pour vous connecter à internet s'appelle peut-être SFR-32XD ou Numericable-33V2. Si vous avez plus d'imagination, elle porte peut-être le nom de votre animal de compagnie. Mais si vous aviez la très mauvaise idée de lui donner le nom d'un groupe terroriste, sachez que vous risqueriez gros.

Le tribunal correctionnel de Dijon a en effet condamné un jeune homme de 18 ans à trois mois de prison avec sursis pour "apologie publique d'un acte de terrorisme", jeudi 3 novembre, rapporte Le Bien public. La raison ? Sa box et le réseau wifi associé étaient dénommés "Daesh 21".

Dénoncé par un passant

Selon le quotidien régional, présent à l'audience, c'est un passant qui a remarqué que le réseau wifi émis par la box portait comme nom l'acronyme arabe désignant le groupe Etat islamique. Un nom accompagné du nombre 21, sans doute par fierté locale – c'est le numéro du département de la Côte-d'Or. Le passant a alors prévenu la police.

Prévenu, le commissariat a remonté la trace du réseau jusqu'à un jeune homme de 18 ans. Le Bien public le décrit comme "totalement hébété" devant le tribunal, et assure qu'il n'a "rien d'un terroriste". D'abord condamné à des travaux d'intérêt général qu'il a refusés, il a finalement écopé de trois mois de prison avec sursis. franceinfo

Commentaires d'internautes

1- Un passant ? Plutôt un voisin bien intentionné non ? Que je sache le nom des réseaux disponibles n'est affiché que sur un ordinateur, pas dans la rue. Encore des gens qui savent de quoi ils parlent !

2- Condamner quelqu'un pour un nom? Mais où va t on?

3- Où est-il marqué dans la Loi que Daesh est interdit ? A ce moment-là les journaleux doivent être condamnés.

4- 3 mois de sursis pour une blague et le gamin n'a que 18 ans, par contre quand Finkielkraut fait l'apologie du racisme à la télé,

ils sont où les juges ?

5- Il aurait du l'appeler "Hollande 21" il aurait eu la légion d'honneur !

Dire que les flics et les juges n'ont que ça foutre !

6- Punition, vous me copierez 20 fois : “je ne dois pas utiliser le mot Daesh”.

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

- Une enquête contre Zuckerberg en Allemagne! - sputniknews.com

Le Parquet municipal de Munich a entamé une investigation à l’égard de Mark Zuckerberg et d’autres gestionnaires de Facebook, soupçonnés de complicité d’incitation à la haine raciale.

L'avocat de la ville de Würtzbourg a livré au parquet une liste de cas prouvant que des publications violant la législation en vigueur ne sont pas supprimées par la société de M. Zuckerberg.

Auparavant, le ministre fédéral allemand de la Justice Heiko Maas avait promulgué les résultats d'un examen, indiquant que Facebook supprimait moins de 50 % des publications, contre lesquelles les internautes portaient plainte. sputniknews.com 04.11

Zuckerberg fait partie de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui est responsable du développement du racisme, l'alimente, l'instrumentalise, en a fait la promotion grâce aux réseaux antisociaux dont Facebook. Maintenant ce n'est pas l'image qu'en donnent les médias ou les gouvernements occidentaux qui le présente comme un démocrate au service de l'humanité. Après tout, ce n'est pas lui qui tient des propos racistes sur Facebook, mais le peuple toujours en proie à des idées archaïques que Zuckerberg condamne et combat, bref, c'est un brave homme à la morale irréprochable.

Les réseaux antisociaux fonctionnent comme une provocation permanente destinée à permettre aux adeptes de idéologies les plus répugnantes de s'exprimer sans retenue, pour ensuite justifier la réaction du législateur, qui se traduira par une surveillance accrue et généralisée du Net ou l'adoption de nouvellles lois liberticides.

Cette provocation sert également à justifier la délation et la censure, à créer une atmosphère nauséabonde sans comparaison avec l'infime minorité des adeptes de ces idéologies ignobles dont l'écho se trouvera amplifié, afin d'y rallier ceux qui hésitaient encore à les adopter ou à les encourager à exprimer leurs idées putrides de sorte que le reste de la population ait l'impression qu'elles seraient majoritaires et soutiennent les mesures prises par le législateur qui s'en trouveraient ainsi légitimité.

Elle sert à ficher et donc à mieux contrôler la population en fonction de sa réaction à certains discours...

Le ministre tunisien des Affaires religieuses limogé - Reuters

Le ministre tunisien des Affaires religieuses a été limogé vendredi après avoir établi un lien entre wahhabisme saoudien et terrorisme. Le Premier ministre, Youssef Chahed, dit un communiqué du gouvernement, "a relevé de ses fonctions le ministre des Affaires religieuses Abdeljalil Reuters

Indonésie : 50 000 islamistes réclament le jugement pour blasphème du gouverneur chrétien de Jakarta - Atlantico.fr

De violents affrontements ont eu lieu entre la police et des milliers de manifestants. Atlantico.fr

Economie.

Brexit. La partie de poker menteur continue.

- Brexit : la Haute Cour de justice de Londres autorise un vote du Parlement - Franceinfo

Mauvaise nouvelle pour les partisans du Brexit et pour la Première ministre Theresa May. La Haute Cour de justice de Londres (Royaume-Uni) autorise un vote du Parlement sur le Brexit. "Beaucoup d'observateurs pensent que Theresa May aura du mal à tenir sa promesse de déclencher le fameux article 50 avant la fin mars prochain. Il va y avoir de nombreux recours et rebondissements", explique Loïc de La Mornais en direct de Londres.

On assiste à la rébellion du Parlement. Si les députés ne veulent pas revenir sur le Brexit en lui-même, voté de manière démocratique, ils souhaitent orienter les négociations vers un Brexit plus soft qui préserve notamment les liens économiques avec l'Europe. "Tout ça se déroule dans un climat d'extrême tension voire d'extrême violence. Certains tabloïds accusent trois juges en Une d'être 'les ennemis du peuple'", conclut le journaliste. Franceinfo 04.11

Un avant-goût de TTIP où lorsque les multinationales font la loi.

- "Persona non grata" à Florence, McDonald's réclame 20 millions de dollars - L'Express.fr

La mairie de la ville italienne de Florence mène la vie dure au géant du hamburger McDonald's en lui interdisant l'ouverture d'un restaurant sur la place du Duomo. La firme contre-attaque et demande près de 20 millions d'euros de dommage et intérêts. L'Express.fr

Haut de page

Le 11 novembre 2016

CAUSERIE

35°C, un temps radieux et toujours pas de mousson à l'horizon, le moral est au beau fixe.

Les causeries d'octobre sont disponibles au format pdf, 106 pages. Je vais devoir ralentir le rythme car j'ai les articulations des deux genoux qui commencent à coincer ! Je ne marche pas assez.

Cette causerie a été réalisée sans consulter les infos d'hier, et sans lire les articles publiés par des médias dits alternatifs depuis l'annonce de l'élection de Trump, ils me soûlent !

Le mot du jour : Ça Trump énormément !

Nous vous y trompez pas... Voilà ce qui a le don de nous mettre de bonne humeur.

POID. Vous n'avez pas toujours dit cela.

Soutenir le PS dans le passé au nom du « *moindre mal* » n'a-t-il pas débouché en réalité sur le « *pire mal* » ? Prenez le temps de bien réfléchir avant de répondre.

- "*Répétons le : la preuve est faite, une nouvelle fois, que la politique du « moindre mal », au nom de laquelle les responsables des organisations ouvrières ont appelé à soutenir Clinton a débouché en réalité sur ce qu'ils présentaient comme le « pire mal », l'élection de Trump.*

Cela a déjà été le cas dans l'histoire. Et ceux qui, en France aujourd'hui, au nom de la lutte contre le « moindre mal », voudraient justifier l'alliance avec les partis du gouvernement, ceux-là ne font que préparer les conditions du « pire mal » français."

Cela dit, je partage le contenu et l'orientation politique du communiqué du POID du 9 novembre.

J'ai lu le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs de D. Gluckstein, il me convient globalement avec des réserves mineures.

C'est mon avis personnel, on a perdu plus de 35 ans en ne concentrant plus notre combat politique contre les institutions de la Ve République. Cela a eu pour conséquence d'entraîner la perte de milliers de militants et de centaines de cadres très précieux qui auraient pu former les milliers de militants qui nous auraient rejoints, et peut-être que l'objectif des 10.000 militants aurait été atteint et pulvérisé depuis des décennies. (j'ai corrigé l'orthographe)

La formation des militants devrait être une tâche prioritaire, pas seulement aux enseignements de la lutte de classe, en y ajoutant le volet de la guerre idéologique et psychologique contre la propagande officielle, bref, en s'inspirant de la pédagogie que j'emploie, en l'améliorant. Toute mesure politique correspondant à un besoin économique du capitalisme, les militants devraient recevoir une solide formation économique pour comprendre au moins les mécanismes élémentaires du capitalisme. Et surtout, ils devraient maîtriser les bases du matérialisme dialectique pour pouvoir progresser à leur rythme dans tous les domaines. Qui ne progresse pas est condamné à régresser.

Au passage, l'occasion est rêvée pour broyer les médias mensonges, toute cette pourriture de vendus qui roulent pour l'oligarchie, pour la guerre. J'en avais fait un de mes axes de combat, et je suis satisfait de constater que j'avais vu juste. Les faits viennent de confirmer qu'en me plaçant au plus près des masses sans accorder de concessions particulières à leurs illusions, j'avais adopté un positionnement en phase avec leur état d'esprit...

Cela dit, on a encore du boulot sur la planche. Mr. Buffett n'a pas encore gagné la guerre de classes et Trump va rapidement s'en apercevoir aussi.

J'ignore si cet épisode sera suffisant pour entamer la recomposition du mouvement ouvrier américain sur des bases saines, je pense qu'il en faudra davantage, la lutte des classes en France jouera un rôle déterminant...

Notre position :

- « Trump contre Clinton : ni l'un ni l'autre ! » (The Organizer), article paru dans la tribune des travailleurs (POID) du 2 novembre 2016

Demander à un travailleur, qui d'un milliardaire ou d'une millionnaire représente le mieux ses intérêts, c'est comme demander à une poule de confier ses poussins à un renard ou à un de ses prédateurs.

Information ou propagande ?

Quand on relaie l'actualité politique, il est recommandé de distinguer ce qui tient de l'information, de ce qui tient de la désinformation ou de la propagande officielle, sinon on prend le risque de se faire le porte-parole ou l'agent du régime et de participer ainsi au conditionnement idéologique des lecteurs (ou électeurs).

Quand l'information a pour origine une officine du régime, l'AFP, Reuters, AP, Euronews par exemple, relayée telle quelle par la totalité des médias, on doit redoubler de précaution et se demander pourquoi ils la diffusent, quel profit le régime ou ses représentants comptent-ils en tirer, quel est leur mobil, il faut réfléchir, se concentrer, mener une enquête d'investigation en se servant de notre mémoire de ou de nos expériences, de nos connaissances, il faut s'interroger, sans négliger la manière dont est construit et rédigé leurs discours, il est donc préférable de posséder les bases de la syntaxe et d'autres attributs de la linguistique qui peuvent influencer la psychologie d'une personne selon l'usage qu'on en fait.

L'information qu'ils diffusent est destinée à être propagée parmi la population, elle peut cibler certaines catégories, couches ou classes spécifique de la population, elle a toujours une fonction qui répond à un besoin que la plupart des gens ignorent ou qu'ils n'ont pas adopté, et qu'on leur impose en formatant leur cerveau à coup d'images et de propagande qui vont influencer et instrumentaliser leurs réflexes, leurs émotions, leurs manières de réagir, l'interprétation de leur condition, de la réalité ou de la situation, ce n'est donc pas négligeable.

C'est un puissant instrument servant à manipuler les esprits, à implanter l'idéologie nihiliste néolibérale de la classe dominante dans le cerveau de la population, ils s'en sont servis pour colporter le wahhabisme, comme avant-hier pour répandre le fascisme en Allemagne ou hier en Ukraine ou rendre fréquentables les différents gouvernements d'extrême droite qui se sont succédés en Israël depuis sa création, toujours à partir de bonnes intentions trompeuses affichées pour les présenter sous un angle avantageux, la lutte contre la discrimination, pour l'égalité, la défense à la liberté d'expression, le droit à la différence, la démocratie, la liberté, etc.

Chacun pour soi et la guerre pour tous, une devise qui va bien au fascisme, une idéologie répugnante dira Trotsky. Ils ne sont pas complètement fous, ils ont subi une ablation du cerveau proche de la lobotomie qui a singulièrement réduit leur champ de vision, et laisser un grand vide qu'ils comblent par leur fanatisme en quête de toujours plus de richesses et de pouvoir, puisque faire preuve d'attention ou de concentration est une épreuve au-dessus de leurs moyens, ils ne peuvent se départir d'une vision tronquée et étriquée de la réalité, on parle des idéologues néolibéraux et de ceux qui ont pour mission de la colporter qui finissent par croire que le monde est conforme à celui qu'ils ont fabriqué dans leurs têtes. On pourrait parler de schizophrénie aggravée.

Chez ceux qui ont adopté le néolibéralisme, c'est devenu la norme, la normalité, la réalité.

Le néolibéralisme correspond à un besoin ou une conception de la société qui ont été conçus pour votre bien et que vous êtes censé adopter. Dès lors, ils peuvent s'autoriser à dénoncer l'extrême droite ou le fascisme qu'ils agitent comme un épouventails ou une menace, de manière à ce que personne n'imagine ou n'ose leur reprocher de partager la même idéologie et les mêmes objectifs politiques, d'être eux-mêmes d'extrême droite alors qu'ils usent déjà des méthodes du fascisme ou soutiennent des régimes fascistes, ce qui leur permet d'entretenir leur crédibilité auprès de la population et de protéger leurs commanditaires ou ceux qui profitent de leurs discours, l'oligarchie.

Pour en revenir à notre manière de traiter l'information.

Concrètement, j'ai pris soin de ne publier aucun article de l'AFP ou des médias mainstreams diabolisant Trump ou le présentant au contraire comme un recours pour les Américains contre Clinton, considérant qu'ils représentaient deux clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Il n'était donc nulle part question d'un clivage droite/gauche dans l'affrontement Trump/Clinton contrairement à ce qu'affirmèrent certains intellectuels américains, que la confusion extrême ou l'incohérence de leurs convictions ont conduit à soutenir la candidature du républicain milliardaire Trump, ce qui les classe à droite et non à gauche, si on considère que la gauche incarne un changement de régime ou oeuvrer pour en finir avec le capitalisme.

On pourrait en déduire que ces intellectuels ne sont plus à une contradiction près, alors qu'en fait ils ignorent ce qu'incarnait la gauche ou ils s'en sont détournés volontairement en lui préférant la version corrompue qu'ils ont héritée des opposants à la république bourgeoise du XVIIIe et XIXe siècle dont devait s'inspirer par la suite la social-démocratie, passant du socialisme utopique ou bourgeois au réformisme après avoir délaissé le socialisme scientifique et ses conclusions jugés hasardeuses et trop violentes, au profit d'une théorie non scientifique prétendant que le capitalisme ne connaîtrait plus de crises et que progressivement il satisferait les besoins de l'ensemble de la population qui vivrait en paix, ce que les faits n'ont cessé de démentir depuis deux siècles, sans qu'ils en tiennent compte par crainte de devoir affronter le régime et de perdre les privilèges qu'il leur accorde, ce qu'ils ne sont pas prêts d'admettre non plus.

En voici un exemple qui l'illustre à merveille.

- La trahison de la gauche américaine par Charles Gave - Arrêt sur Info 07.11

Comme tout bon libéral, je crois en effet que les deux protections essentielles pour tout un chacun sont l'égalité de tous devant la Loi (c'est à dire une justice indépendante) et la liberté d'information (ce qui veut dire une presse non contrôlée par le capitalisme de connivence ou évidemment, l'état)…

Mentionnons au passage que ces deux conditions n'existent pas en France et depuis bien longtemps.

Mentionnons aussi que sous la présidence Obama, ces deux garde-fous ont disparu. Nous arrivons -enfin- à la fin de la campagne présidentielle aux USA et je ne peux pas m'empêcher d'être à la fois stupéfait et déçu. Je m'explique. Il est traditionnel de dire que le parti démocrate représente aux USA la gauche tandis que le parti républicain représenterait la droite, ce qui n'est pas tout à fait exact, le parti démocrate ayant soutenu l'esclavagisme et la ségrégation dans le Sud pendant toute son histoire. Cependant, tout au long de l'histoire des USA, je crois pouvoir dire que gauche et droite acceptaient sans barguigner les deux principes mentionnés plus haut.

Ce qui voulait dire que lorsque l'un des membres du parti au pouvoir se faisait pincer dans une manœuvre illégale, en général grâce à la presse, les gens de son propre parti étaient les premiers à demander sa destitution.

On songe à Nixon et au scandale du Watergate: quand il devint évident que Nixon avait commis des crimes justifiables de « l'impeachment » les sénateurs Républicains sous la conduite de Goldwater vinrent lui signifier qu'il fallait démissionner pour éviter une grave crise constitutionnelle, faute de quoi ils seraient obligés de le débarquer. Ou encore on songe à Truman virant le général MacArthur pour insubordination.

Or dans cette dernière campagne, la gauche américaine représentée par la candidate démocrate a trahi de façon tout à fait remarquable ces deux principes essentiels à la bonne marche de toute Démocratie.

Nous avons eu toutes les évidences que le citoyen de base pouvait demander prouvant que madame Clinton avait commis de nombreux crimes, mais nous avons vu également que madame Clinton échappait aux poursuites qui auraient dû suivre parce que le ministère de la Justice aux USA était tombé sous le contrôle d'une véritable mafia qui n'avait qu'un but, porter au pouvoir leur candidate même si cela nécessitait d'entraver les enquêtes (ce qui aux USA et partout ailleurs est un crime).

Et le pire est apparu récemment : le Président sortant, sans doute l'un des plus mauvais de l'histoire, était parfaitement au courant de ces turpitudes et les couvrait. (Addendum : Nous avons aussi appris que son premier cabinet ministériel lui avait été fourni « clefs en main » par Citicorp et Goldman-Sachs, source Wikileaks, ce qui montre sa grande indépendance par rapport à Wall-Street.)

Comme je l'ai écrit plus haut, ce n'était pas la première fois que nous avions ce cas de figure puisque nous l'avions déjà croisé avec le scandale du Watergate. Mais c'est là qu'était entrée en lice la presse qui avait vigoureusement recherché la vérité pour la faire éclater.

Or cette fois encore, nous avons toutes les preuves dont nous avons besoin qui montrent que la Loi n'est plus la même pour tous aux USA, ce qui devrait faire bondir tout homme ou femme de gauche. Apres tout la presse, tant aux USA qu'en dehors est à 90 %

de gauche et la gauche aime à s'identifier avec la Justice…

Que nenni.

La presse a choisi non seulement de ne pas enquêter, mais recommande de voter pour quelqu'un dont tout le monde sait qu'elle est une criminelle et qu'elle a menti sous serment. Curieuse défense de la justice…la gauche n'aimerait elle pas une justice indépendante et ne serait ce pas là une idée bourgeoise ? J'ai des doutes.

En fait la vérité est sortie non pas grâce à la presse officielle mais bien grâce aux média alternatifs issus de l'Internet (Wikileaks, Breitbart, ZéroHedge, Newmax) et bien entendu à la grande fureur des média officiels qui sont devenus depuis de grands partisans de la théorie du complot et donc de la nécessité de censurer tous ces irresponsables…La presse officielle demandant la censure, voila qui est plaisant. (...)

Une première question se pose alors: qui sont ces gens, soi disant de gauche, qui acceptent de voter pour une personne aussi pourrie et pourquoi le font-ils?

La réponse est simple.

Tout d'abord nous avons les minorités, c est à dire les noirs, les latinos et les femmes seules qui ont toujours suivi le parti démocrate en arguant du fait que c'était lui qui distribuait les subventions publiques. Voilà qui est excusable et même peut être compréhensible dans la mesure où l'on peut penser que ces gens sont mal informés, ont une vie très dure et craignent qu'elle ne devienne encore plus difficile si la droite venait à l'emporter.

L'autre moitié du corps électoral de madame Clinton est constituée par ceux qui ont fait des études supérieures et aucun de ceux là ne peut utiliser les excuses que l'on peut trouver pour la première catégorie.

Et donc nous nous trouvons face à une deuxième question: qu'est-ce qui amène ces gens soi disant intelligents car éduqués (un non sequitur d'anthologie) à voter pour une crapule?

Et là, je suis obligé de rechercher ce qu'Aristote appelait la cause première, c'est à dire dans ce cas à remonter jusqu'au système d'éducation qui leur a permis d'être là où ils sont. Revenons en arrière.

À la fin des années soixante, une véritable révolution eut lieu dans tous les systèmes éducatifs en Occident : nous passons d'un système rigoureux qui cherchait à former des citoyens responsables à un autre système fondé non pas sur une morale absolue (les dix commandements) mais sur une morale ancrée dans la notion de morale relative (tout se vaut). Le bien ou le mal n'existent pas, seules comptent les intentions. La vérité n'existe pas et quiconque la recherche est automatiquement traité de fasciste ou de raciste…(...)

Mais pour nos relativistes, le crime n'existe pas, tout se vaut et donc ils votent pour madame Clinton simplement parce que les Clinton leur permettent de se sentir bien avec eux-mêmes, puisque ces deux vieux criminels ne parlent que de justice sociale, de fraternité humaine et de partage. La ressemblance avec le redoutable (pour ses proches et pour la France) président Mitterrand est foudroyante. (...)

Ces braves bobo ne se rendent même pas compte, tant on ne leur à rien appris, que c'est la le modus operandi de la mafia en Sicile et que toute société fondée sur une morale relative finit toujours dans le chaos, la violence et la loi du plus fort.

Et donc cette classe à moitie éduquée n'a que le plus profond mépris pour ceux qui n'ont pas eu leur chance et méprise les « sans dents » puisqu'ils sont gros, laids, ignorants, pauvres et pire que tout, blancs et qu'ils ont « échoué », alors qu'eux ont « réussi ». Nous assistons donc une fois de plus à ce que Julien Benda appelait en 1927 la trahison des clercs, phénomène vieux comme les rues : Le peuple résiste, les intellectuels trahissent telle est la loi de l'histoire. Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui dans les sociétés occidentales, j'ai honte d'être un intellectuel. (Et dire qu'un crétin de lambertiste m'avait pris à partie pour avoir tenu le même discours, comme quoi il s'agissait bien d'un procès d'intention. - LVOG)

Le rôle de l'intellectuel (qui fait automatiquement partie de l'élite) n'est pas de se servir mais de servir. Il faut instruire le peuple et l'aider, pas le mépriser. Le tirer vers le haut, et non pas le considérer avec condescendance. Accessoirement, et comme le disait Toynbee il faut que la dite élite dégage des solutions pour que le sort du peuple s'améliore, faute de quoi le système s'écroule. (De toutes manières il s'écroulera, il s'est déjà effondré dans de nombreux pays où les conditions de vie de couches entières du prolétariat ont régressé au niveau des années 60 (Grèce, Portugal, Italie et Espagne, France dans une moindre mesure). Le système ne tient plus que grâce aux méthodes mafieuses de la finance qui en accélère la décomposition, qui finira par l'emporter s'ils ne parvenaient pas à temps à lui substituer un modèle de société qui ne soit plus basée sur l'antagonisme entre les classes issu des rapports sociaux servant de fondements au capitalisme, mais sur un régime d'exception établi à perpétuité ou une impoyable dictature reposant sur un règlement de type policier que les Etats nationaux ou les Etats supranationaux

seraient chargés d'imposer aux peuples. Quoi qu'il en soit ou quel que soit le modèle de société qui prévaudra dans l'avenir, le capitalisme est contraint de poursuivre dans la voie du néolibéralisme, de concentrer toujours plus le capital entre quelques mains, de rationaliser la production à outrance, d'étendre toujours plus la division internationale du travail, etc. et de créér ainsi les conditions favorables au passage au socialisme pour peu que les exploitées parviennent à s'emparer du pouvoir politique. L'impérialisme est plus que jamais incompatible avec le progrès social et l'exercice de la démocratie- LVOG).

Montaigne a écrit dans ses essais qu'il aimait les gens de son village qui n'en savaient pas assez pour raisonner de travers. La force de monsieur Trump est que sa campagne fait appel à ceux qu'aimaient Montaigne (alors que lui même fait partie de l'élite) et de proposer des solutions, qui ne sont peut être pas les bonnes, mais qui ont le mérite de trancher sur les solutions de l'élite actuelle qui ne cherche qu'à s'enrichir personnellement sans prendre de risques et qui ont donc failli lamentablement dans les vingt dernières années.

Mais le plus amusant est que si vous dites dans un dîner en France que madame et monsieur Clinton sont des crapules et que monsieur Trump est peut être un homme honorable, vous êtes immédiatement perçu comme traître à votre classe et vous n'êtes jamais réinvité. (L'élite ou les intellectuels français sont parmi les plus réactionnaire de la planète, à l'image de Hollande côté pile, de Sarkozy ou Juppé côté face. - LVOG)

Être pour Trump en France (et partout dans le monde) est de fait un puissant marqueur social qui vous entraîne automatiquement vers le bas.

Car cette classe qui parle sans arrêt de tolérance est d'une intolérance totale pour tout intellectuel dissident, comme le montre le sort de Renaud Camus en France par exemple. Les intellectuels dissidents aujourd'hui ne sont guère mieux traités par la soit-disant élite qu'ils ne l'étaient pendant la période McCarthy aux USA.

Si madame Clinton est élue, je crains donc le pire pour les USA. (...)

Nous sommes donc à un moment important de l'histoire des USA.

Les valeurs de la classe dirigeante américaine actuelle telle que représentée par les Obama ou les Clinton sont de facto et de jure complètement incompatibles avec celles de la Constitution.

Si madame Clinton l'emporte, elle nommera des juges à la cour suprême pour mettre la Constitution en accord avec les valeurs (?) qu'elle représente et les États-Unis continueront de glisser vers le gouffre, et de façon accélérée.

J'ai rarement été aussi inquiet.

Heureusement, tout en n'ayant aucune confiance dans les élites, j'ai une grande confiance dans le peuple.

Je pense et j'espère que le peuple Américain va voter pour monsieur Trump, y compris une large partie des minorités.

(...)

Optimiste je suis, et optimiste je resterai. Entre le Brexit et la défaite des Clinton, les nuages reculent. Prochaine étape la disparition de l'euro. Arrêt sur Info 07.11

Cet intellectuel appelait donc à voter pour l'oligarque Trump, c'est lui qui l'a écrit. Mais au fait, c'était quoi le titre de son article, La trahison de la gauche américaine, c'est pathétique de s'aveugler à ce point-là, comme quoi la gauche américaine est bien morte. On attend la relève...

Hier comme aujourd'hui vous êtes invités à croire ou à soutenir la version officielle. Et comme d'habitude cela fonctionne à merveille, fantastique !

Mais vous ne serez pas invités à sabrer le champagne avec eux, et pour cause.

Le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan a déclaré : "Il (Trump - ndlr) vient de remporter un mandat et nous avons à présent un gouvernement républicain unifié", s'est félicité Paul Ryan. "L'opportunité est là, maintenant. Et l'opportunité est de voir grand, d'oser et de faire avancer les choses." Reuters 10.11

Celui que la quasi-totalité des médias présentaient encore le matin du 8 novembre comme un "républicain populiste", est miraculeusement devenu deux jours plus tard un respectable "homme d'affaires new-yorkais" (France info).

Qui des instituts de sondage, des médias, des gouvernements occidentaux d'un côté, des journalistes d'investigation, des militants pour le socialisme de l'autre, complotent ou conspirent contre les peuples en leur servant des données volontairement truquées ou des analyses délibérément faussées pour orienter leurs votes, qui ?

Qui ignorait que les sondages favorables à Clinton étaient truqués, à part ceux qui reprenaient en boucle leurs résultats et y trouvaient leurs comptes ?

- 96% des médias ont soutenu Clinton.
- 99% des sondages furent favorables à Clinton.
- 100% des chefs d'Etat occidentaux et des alliés des Etats-Unis prirent position pour Clinton.

Ils menèrent une violente campagne à charge contre son adversaire, hystérique, le traitant de fasciste, de sexiste, d'homophobe, de raciste, de xénophobe, ce qu'il est sans doute ou serait par nécessité si la situation sociale ou politique l'exigeait, tout autant que Clinton soutenant des régimes fascistes, sexistes, homophobes, racistes, xénophobes, Arabie saoudite, Qatar, Israël, Ukraine, etc.

Il n'y a que des fanatiques pour s'en remettre à la méthode Coué au-delà de l'absurde le plus grotesque.

Qu'ils se soient convaincus que Clinton ne pouvait que l'emporter, c'est possible, cependant ils n'étaient pas sans savoir qu'un ou deux instituts de sondage marginaux ou impartials donnaient Trump vainqueur depuis des mois, ils les ont ignorés délibérément pour aller jusqu'au bout de leur machination ou conspiration contre le peuple américain.

Cette version ne vous convient pas, c'est dommage car elle est conforme aux propos tenus par Paul Ryan :

- "Donald Trump a entendu une voix dans ce pays que personne d'autre n'avait entendu. Il est entré en relation avec les gens comme personne d'autre. Il a mis la politique sens dessus dessous", a-t-il déclaré, saluant en outre la part jouée par le candidat dans les victoires républicaines au Congrès. Reuters 10.11

Un aperçu du programme de Trump.

- Donald Trump a promis de baisser les impôts des plus riches en ramenant le nombre de tranches d'imposition sur le revenu de sept à trois avec la plus élevée à 33%, contre 39,6% aujourd'hui. Les classes moyennes seront également à la fête puisque toute imposition sera supprimée sous le seuil de 29 000 dollars (26 400 euros) annuels. L'impôt sur les successions devrait également être supprimé pour les particuliers et la taxation des plus-values mobilières réduite. Du côté des entreprises, le programme prévoit de ramener l'impôt sur les bénéfices à 15% contre environ 35% aujourd'hui. Au total, l'imposition des entreprises baisserait de 3 000 milliards de dollars sur dix ans, soit 1,6 point de PIB. Une politique qui vise à inciter les multinationales à rapatrier aux Etats-Unis les centaines de milliards de dollars de profits accumulés à l'étranger, en employant si nécessaire la manière forte. Un choc fiscal dans la plus pure tradition libérale, qui devrait contribuer, selon son programme, à créer 25 millions d'emplois aux Etats-Unis ces dix prochaines années, avec l'objectif de retour à une croissance de 4% par an. libération.fr 09.11

Hier le diable en personne et aujourd'hui la divine chance, pourquoi ?

Trump, c'est Reagan, Bush, Clinton et Obama réunis, la synthèse des partis républicain et démocrate, de l'oligarchie. Après avoir présenté Trump président comme le pire destin qui pourrait échoir aux Américains, une fois élu, le pire appartenant désormais au passé, l'avenir est à nous clament les représentants et les porte-parole de l'oligarchie et Wall Street flambe.

Entre une millionnaire et un milliardaire, les Américains ont préféré le milliardaire, extraordinaire, quelle aubaine, quelle occasion exceptionnelle s'exclament les oligarques pour accroître encore notre fortune et notre pouvoir.

Un petit milliardaire président peut faire des envieux, dommage pour les hypers riches Buffett ou Soros qui trop vieux et trop haïent ne seront jamais président des Etats-Unis d'Amérique. Ils se consoleront vite ou leur déception sera de courte durée, car en y regardant de plus près ils n'auront rien à regretter bien au contraire, car si Clinton, leur favorite, n'a pas été élue, cela signifie que le temps où il était nécessaire d'assimiler perfidement le parti démocrate à la gauche ou de le présenter comme tel au bon peuple est révolu. Il ne reste plus en lice que la droite, que des partis de droite, des candidats et des élus de droite, concrétisant le pouvoir qu'a acquis l'oligarchie depuis 2001 , au point qu'il est devenu inutile de s'encombrer de ce concept de gauche qui faisait référence à la lutte des classes et qui était une concession plutôt encombrante, puisque les Américains viennent de démontrer qu'ils sont dorénavant prêts à élire un oligarque à la tête des Etats-Unis, à vivre en oligarchie, qu'ils en redemandent, ils vont être servis !

Bien sûr, des millions de travailleurs américains n'ont pas participé à ce scrutin, mais leurs voix est inaudible, impuissante, marginale, qui plus est, ils ne sont pas organisés, et quand ils le sont, c'est dans des partis de droite qui se prétendent de

gauche. C'est aussi une grande partie des classes moyennes corrompues qui ont fait défection à Clinton.

- Pourquoi la victoire de Donald Trump est une chance à saisir - huffingtonpost.fr 09.11

Suicide ou euthanasie ou touche pas au capitalisme.

L'auteur de cet article a employé la première personne du pluriel (nous) pour intégrer les lecteurs dans son analyse, mais pas n'importe comment, en mettant sur le même pied d'égalité le riche et le pauvre, le nantis et l'indigent, le luxe et la misère, le confort et la précarité, en nous accusant d'être des privilégiés et en nous invitant à nous dépouiller de nos privilèges, sachant que les riches, les nantis, ceux qui vivent dans le luxe et ceux qui vivent confortablement n'en feront rien, vous aurez compris immédiatement qui devrait se sacrifier, les pauvres, les indigents, les miséreux, les travailleurs soumis à la précarité.

Nous devrions consentir à ce sacrifice pour nous en sortir. Mais comment se fait-il qu'on en soit arrivé au point où les travailleurs devrait se retrouver dans une situation, où ils devraient endurer des privations, des frustrations, des souffrances supplémentaires pour uniquement pouvoir survivre ou essayer de s'en sortir comme si leur existence était menacée ? La menace, elle porte un nom, c'est le capitalisme.

- La victoire de Trump permise par le vote d'Américains désespérés doit être pour nous un électrochoc salutaire.

LVOG - En fait de "salutaire", il nous invite plus loin à être les victimes de cet "électrochoc" qu'on devrait nous imposer nous-même.

- Que nous soyons de gauche ou de droite, (pour beaucoup cela ne signifie rien d'autre qu'une tradition familiale) chacun-e peut commencer par exprimer à haute voix la conscience qu'il ou elle a de ses propres privilèges.

LVOG - Vous devrez consentir à appliquer cet "électrochoc" à vos "privilèges", vos droits ou besoins qui seraient responsables de la situation, de vos difficultés, de la crise du capitalisme...

- La Fraternité dont le concept est tellement à la mode devrait nous obliger à penser à ce que nous sommes prêts, chacun et chacune à lâcher, à abandonner, à céder.

LVOG - Rien répondra l'oligarque, par contre vous, les travailleurs, vous êtes appelés à vous délester de ce fardeau, vos "privilèges"... au profit de vos frères milliardaires...

- L'histoire nous a habitués à penser que l'autre est le problème et que la solution est de le combattre. La révolution anthropologique en cours permet de considérer l'individu comme libre et égal à tout autre individu, une femme à un homme, un homo à un hétéro. Et donc d'admettre que le problème est aussi "moi".

LVOG - Vous êtes le problème, alors ne vous attendez pas à être la solution.

L'autre est le problème s'il accapare les richesses des autres, de ceux qui travaillent, produisent ces richesses, elles leur appartiennent collectivement, de sorte que la notion d'égalité est inappropriée, dépassée, et que personne ne soit lésée ou laissée pour compte.

- Et il faut observer que les privilèges qui nous favorisent ne nous empêchent pas de dormir.

LVOG - Et même que le banquier ou l'actionnaire s'enrichit en dormant, mais pas question de lui retirer ce privilège, de l'abolir.

- Il ne s'agit pas de se soumettre à un fatalisme politique suicidaire mais de considérer que dans le rapport de force qui s'impose, nous ne sommes pas tous intégralement des victimes dès que nous n'appartenons pas à une oligarchie. Déclarer illégitimes nos propres privilèges et en assumer les conséquences est le seul moyen d'abolir tous les privilèges, y compris ceux qui pèsent sur nous.

LVOG - L'oligarchie est épargnée une fois de plus. Si nous avons ce que vous appelez des privilèges, ils correspondent à des besoins qui ne demandent qu'à être satisfaits, ce serait un crime, autant dire que ce serait nos droits sociaux et politiques que l'on devrait déclarer illégitimes, mais pas le capitalisme.

En aparté.

C'est marrant, souvent il me revient à l'esprit la question de l'abolition de l'argent ou de la monnaie sans que je sache d'où me vient cette idée au premier abord farfelue. Peut-être parce que tout tend à se monnayer, à devenir une marchandise, l'argent et ce

qu'il représente devenant omniprésents, envahissants, au point qu'il semble difficile de concevoir qu'il serait possible de freiner son emprise tentaculaire sur la totalité de la société sans envisager de le supprimer d'un coup et qu'il n'existe aucune autre alternative.

En une fraction de secondes vous auriez résolu tous vos problèmes. Le règne de la nécessité appartiendrait au passé et l'exploitation de l'homme par l'homme, les classes sociales, les Etats et les frontières également... C'est merveilleux, on peut imaginer un monde merveilleux, c'est d'ailleurs pour cela que je suis révolutionnaire depuis 40 ans. Ce serait trop beau, il n'y aurait plus de conflits ou de guerres, et cela ne coûterait rien, mais apporterait beaucoup à l'humanité.

Dès que vous voulez modifier l'ordre des choses et surtout des sujets, on vous tombe dessus à bras raccourcis parce que le coût serait exorbitant, ruinerait l'économie, etc. bref, ce serait une catastrophe, parce que ce qu'on vit ne serait pas déjà une catastrophe, pas pour tout le monde assurément puisque le nombre de riches augmente et leur fortune croît.

Vous supprimez l'argent et d'un coup vous réalisez le communisme.

On a imaginé dans le passé un tas d'étapes pour y parvenir, mais force est de constater qu'on n'a pas cessé de s'en éloigner, du coup je me demande naïvement si on ne devrait pas revoir l'ensemble de notre théorie, je ne dirais pas qu'elle serait devenue obsolète, je m'interroge à voix haute. A suivre.

Trump président ou la victoire des millionnaires américains qui rêvaient de devenir milliardaires.

Après le coup du poker menteur avec le Brexit, au tour de Trump.

Il y aura plus de candidats que d'élus. Trump pourrait être tenté par une sorte de New deal qui favoriserait la classe ouvrière (en terme d'emplois seulement) et les entrepreneurs au détriment de la classe moyenne qui ne récolterait que les miettes ou en ferait les frais. Avec une fortune estimée à 7 milliards de dollar seulement, Trump n'appartient pas à la couche supérieure des supers et hypers riches de l'oligarchie.

Il va devoir composer avec le Sénat et la Chambre des représentants acquis au parti républicain, mais dont la majorité des délégués ne sont pas sur la même longueur d'onde que lui, ce qui pourrait conduire les Etats-Unis à la paralysie. Quoique le plus vraisemblable, c'est qu'il appliquera le programme qui lui sera imposé par le parti républicain en prenant davantage en compte les intérêts de la couche des oligarques qu'il représente. Confirmation immédiate :

- Paul Ryan veut saisir l'opportunité de la victoire de Trump - Reuters

Le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan, qui avait pris ses distances avec Donald Trump pendant la campagne, a promis mercredi de travailler en lien étroit avec le nouveau président pour mettre en oeuvre un programme républicain agressif dès 2017. Reuters 10.11

Comment va-t-il composer avec la gigantesque dette de l'Etat, quelque 20.000 milliards de dollar, va-t-il être tenté de la porter à 25 ou 30.000 milliards de dollars pour éviter la récession ou créer artificiellement de la croissance économique. Qui va la financer, car il ne suffit pas de faire marcher la planche à billets ? Le marché, les Chinois ou les investisseurs étrangers, en échange de quoi la Fed pourrait rapidement annoncer une hausse plus importante que prévue de ses taux directeurs pour rendre le dollar plus attractif sur le marché mondial, ce qui entraînerait une hausse du dollar face aux autres monnaies, ce qui reviendrait à faire payer son New deal aux autres économies que délaisseraient les investisseurs américains. Cela pourrait se traduire par une remontée de l'inflation dans des pays en proie à de graves difficultés économiques, qui ne pourraient le supporter et en reporteraient les conséquences sur leurs travailleurs, tandis que la croissance économique des pays émergents ralentirait entraînant une hausse brutale du chômage et des tensions sociales.

Deux indicateurs au lendemain de l'élection de Trump, les marchés se sont repris et les sionistes jubilent.

- Élection de Donald Trump : les réactions dans le monde - Francetv info

Donald Trump a quant à lui voulu rassurer le monde, sous-entendant que le futur président ne reprendra pas toutes les idées du candidat. Francetv info 09.11

Sans blague !

La cinglante défaite de la monstreuse machine médiatique corrompue. Ils avaient pratiquement tous voté Clinton.

Sur 200 médias américains, 194 avaient soutenu Hillary Clinton - BFMTV

Le scrutin de mardi 8 novembre s'est achevé sur la victoire surprise de Donald Trump. La veille de l'élection présidentielle encore, tous les analystes prédisaient le sacre d'Hillary Clinton. BFMTV

Excès de naïveté ou de modestie pour faire oublier leur collusion avec Clinton ou pour se la faire pardonner.

- Comment la victoire de Donald Trump a-t-elle pu échapper aux sondages et aux médias ? - LeMonde.fr

Hillary Clinton devait, selon les observateurs et les prévisions, remporter l'élection américaine et devenir la première femme présidente des Etats-Unis. Une prédiction balayée par les urnes. LeMonde.fr

Etre une femme est une vertu suffisante pour devenir Présidente des Etats-Unis, autant dire que la fonction tient du guignol et que derrière d'autres tirent les ficelles, ceux qui détiennent le nerf de la guerre, l'argent qui donne du pouvoir, permet d'accéder au pouvoir, d'exercer le pouvoir, de préférence pour accroître le leur, jusqu'au jour où ils ont confisqué le pouvoir, ils l'ont privatisé pour que seuls les plus puissants puissent en profiter.

Clinton est une ultra néolibérale pour le compte des supers et hypers riches du premier cercle de l'oligarchie financière anglo-saxonne et Trump est un ultra néolibéral pour le compte des riches, mais il ne pourra pas gouverner sans le soutien du premier cercle de l'oligarchie, en échange de quoi il fera en sorte qu'il puisse accroître sa fortune sans toutefois rejoindre le club très fermé des supers ou hypers riches.

Le premier cercle de l'oligarchie ne pouvait pas présenter un candidat et le soutenir, il aurait été battue. Il a donc décidé de soutenir plus ou moins discrètement Clinton, en vain parce qu'elle incarnait trop Wall Street, tout en permettant à Trump de remporter la primaire du parti républicain, de sorte qu'à l'arrivée quel que soit le candidat qui l'emporterait l'attention ne se focalise pas sur lui, et de ce point de vue-là la victoire de Trump est plutôt une bonne nouvelle pour ces oligarques, ils ne feront pas les frais de la défaite de Clinton et ils vont pouvoir afficher ouvertement leur soutien à Trump, c'est déjà commencé, ils ne perdent pas de temps, et Trump va s'empresser de modifier son discours pour qu'il soit en phase avec les besoins de ce premier cercle de l'oligarchie, à moins que ce ne soit même pas nécessaire, les républicains détiennent tout le pouvoir, donc ils vont pouvoir passer à l'offensive sans tarder.

On était donc en présence d'une nouvelle énorme imposture couverte par la voix du mensonge, de l'hypocrisie et du silence, que tous les commentateurs attitrés de la planète s'emploient à couvrir, y compris à Moscou ou Pékin.

Sans avoir épuisé sa capacité de nuisance, la machine à fabriquer du consentement à ses limites.

Clinton ou Trump devait être élu sur la base d'illusions trompeuses, seule l'oligarchie pouvait sortir gagnante de cette élection.

Notre lot de consolation aura été d'observer que de plus en plus d'Américains se détournent des médias mainstreams ou aux ordres, parce que leurs conditions d'existences ou de travail se sont gravement dégradées au cours des dernières années. On se gardera pour l'heure d'en tirer davantage de leçons. On peut spéculer sur leur capacité à rompre avec les institutions ou à affronter le régime, sans aller jusqu'à affirmer que ce serait ce que les travailleurs américains auraient démontré clairement à travers cette élection.

Un titre qui tombe à point. Quand la "machine à rêver" s'enraie.

TV : « 120 ans d'inventions au cinéma » et de machines à faire rêver - LeMonde.fr 10.11

Le comble du "raffinement" en matière de machination tenu en échec.

"La victoire de Trump est un échec monumental pour les prévisionnistes électoraux américains, qu'il s'agisse des sondeurs ou des analystes, dans un pays où la science de la prévision électorale semblait avoir atteint un haut degré de raffinement." slate.fr 09.11

Sondages truquées, analyses bidonnées et prévisions faussées sur la base des résultats fabriqués de ces sondages, pour influencer le vote des électeurs en faveur du candidat favori de l'oligarchie, c'est assurément une science aussi malfaisante que les experts, spécialistes, chercheurs et autres universitaires qui se sont chargés de la cautionner, aux Etats-Unis comme en France ou ailleurs.

Maintenant il leur faut désigner un coupable.

"Si ces analystes se sont trompés, c'est notamment parce que leurs «fournisseurs» de matière première, les sondeurs, se sont trompés. "(id)

Mais encore, par chance, ce n'est plus un secret de polichinelle :

"la plupart des analystes ne se contentaient pas de calculer le résultat final en se fondant sur une simple moyenne arithmétique des sondages, ils y ajoutaient leur «sauce (plus ou moins secrète)»"

Un mauvais tour de magie de la «matière noire» :

"Pour expliquer cette «matière noire» des sondages, plusieurs hypothèses ont été avancées: un vote «caché» en faveur de Trump, une composition de l'électorat mal évaluée qui a débouché sur des échantillons erronés (l'équipe de campagne de Trump avait fait ses ultimes calculs en se basant sur un électorat âgé et sur une baisse de la participation des Afro-Américains) ou encore le nombre d'indécis, quatre fois plus élevé qu'au même point de la campagne en 2012. (id)

Ils sont dépités :

"Si l'on vous dit que, demain, il y a 70% de chances qu'il fasse beau toute la journée, même si cette prévision ne se réalise pas, il est possible qu'il fasse quand même beau pendant quatre heures –et au pire, il y a toujours une autre journée le surlendemain. " (id)

Le Figaro vole au secours des instituts de sondage pour sauver sa crébilité taillée en pièces.

La victoire de Donald Trump place à nouveau les instituts de sondage sur le banc des accusés. Maudits sondages, odieux sondeurs. Encore une fois à côté de la plaque. Et le procès à nouveau.

Avec l'élection de Donald Trump les voilà à nouveau sur le banc des accusés. Depuis le début de la campagne américaine, ils n'ont rien vu, rien su, rien entendu. Mépris du peuple, élites coupées du monde, arrogance de l'oligarchie au pouvoir... tout ou presque a été dit, notamment en France par ceux-là même que les sondages malmènent. LVOG - Le Figaro enrage. Le Figaro - Depuis mardi soir, c'est donc acquis, les sondages se trompent. Tous. Tout le temps. En réalité, François Hollande est populaire. Jean-François Copé a toutes ses chances dans la primaire de droite. Benoît Hamon sera le candidat socialiste de l'élection présidentielle. Et Marine Le Pen la remportera. Dès le premier tour. Figaro.fr 09.11

Commentaires d'internautes.

1- Le Figaro est le premier à s’acoquiner avec les entreprises de sondages et leurs prévisions pipées tout comme leurs collègues américains...

2- Les sondages ne se trompent pas ....ils essayent de nous manipuler avec des fausses données ce qui est très different...

La palme du crétinisme revient à un porte-parole du populisme.

Philippe Moreau-Defarges, chercheur à l’Institut Français des Relations Internationales (IFRI), spécialiste de la montée des populismes, mercredi sur France info.

Il s'inquiétait du discours tenu par H. Clinton après sa défaite, qui selon lui "semble nier la rupture introduite par Trump."... qui de fait renoue avec l'ère Bush qui n'avait jamais réellement pris fin sous Obama ! (source : France info)

C'est manifestement le genre de chercheurs spécialisé dans la fabrication et l'instrumentalisation du populisme.

- Donald Trump président : l’immense surprise. - L'Opinion

Le candidat républicain a été élu 45e président des États-Unis. Un grand étonnement. L'Opinion

Un souhait contrarié qui tourne à l'aveu.

- Est-ce que ce monde est sérieux? L'Amérique donne le vertige - Slate.fr

Tout devait bien se passer, on voulait croire aux sondages qui donnaient Hillary Clinton présidente. Slate.fr

- Le triomphe de Trump a fait exploser toutes les boules de cristal - Slate.fr

Les sondages d'opinion se sont trompés. Ceux qui les analysent aussi.

La victoire de Trump est un échec monumental pour les prévisionnistes électoraux américains, qu'il s'agisse des sondeurs ou des analystes, dans un pays où la science de la prévision électorale semblait avoir atteint un haut degré de raffinement. Slate.fr

On ignorait que la boule de cristal était un instrument scientifique...

Entre nous, s'ils en sont arrivés là, c'est qu'ils sont loin d'être sûrs de pouvoir gagner la guerre de classes...

Une introspection plutôt suspecte pour des introvertis hystériques.

Les médias en pleine introspection après la victoire surprise de Trump - AFP

Comment les journalistes n'ont-ils pas vu venir la victoire du populiste Donald Trump à la tête des Etats-Unis? Les médias, qualifiés par le républicain de malhonnêtes et corrompus, menaient mercredi une introspection sur leur couverture de l'élection présidentielle. AFP

Des experts ont souligné que des chaînes comme CNN, Fox et MSNBC, qui peinent à revigorer leur audience, ont retrouvé des couleurs pendant cette campagne, principalement grâce à M. Trump.

- "Les médias ont fait plutôt du bon travail en soulignant les défauts de la personnalité de Donald Trump", selon Dan Kennedy, professeur de journalisme à l'université de Northeastern AFP 09.11

Défauts partagés par une majorité d'Américains qui de ce fait se sont reconnus dans Trump, autant dire que les médias ont assuré son élection, CQFD.

Plus fort encore.

Evidemment, ces analyses sortent aujourd'hui, une fois que Trump est élu, et il ne viendra pas à l'esprit des crétins qui gobent tout ce que les médias leur servent, qu'ils n'y avaient pas pensé avant... puisqu'ils vous le disent, il faut bien les croire.

Le plus vraisemblable, c'est qu'ils s'en étaient rendus compte, mais emportés par leur enthousiasme délirant ils ont voulu croire que le matraquage quotidien auquel il se livrait sur Trump contrebalancerait avantageusement la publicité gratuite qu'ils lui accordaient.

Ils n'ont pas manqué de psychologie, c'est leur schizophrénie qui leur a joué un mauvais tour.

Et ils continuent avec ce slogan repris en choeur par la totalité des médias et chefs d'Etat occidentaux :

- "Le populiste républicain est devenu le 45e président des États-Unis, et la candidate démocrate Hillary a été battue." Le Huffington Post

Trump incarnait le populisme, l'extrême droite, le fascisme, tandis que la brave Clinton incarnait le progrès social, la démocratie, la liberté, la paix... Bref, le bien contre le mal, discours élimé...

L'oligarchie a le triomphe modeste.

Après la victoire de Trump, la chute annoncée de Wall Street n'a pas eu lieu - Franceinfo

- Contre toute attente, les marchés financiers rebondissent - LeMonde.fr

L'élection de Donald Trump a été digérée par les marchés. Wall Street, comme les bourses asiatiques, sont reparties à la hausse dès mercredi. LeMonde.fr

Contre toute attente, vraiment ?

Comment se camoufle la pire réaction.

Les plus pourris qui soient se demandent comment combattre les réactionnaires, à partir de là on peut prendre la mesure du degré de schizophrénie atteint par la propagande de la réaction.

Juppé: "Honte aux manipulateurs d'extrême-droite et à leur complices!" - AFP 09.11

- Valls promet de lutter "sans relâche" face au risque populiste - Reuters 09.11

- Comment combattre les réactionnaires - Slate.fr

La vague réactionnaire qui submerge les démocraties occidentales est construite sur un mythe, celui d'un âge d'or... qui n'a jamais existé. Et sur un faux postulat selon lequel l'humanité serait en perdition. Ce qui semblait impossible semble finalement se produire. Slate.fr 08.11

- Ne nous y trompons pas : la première puissance mondiale est désormais aux mains de l'extrême droite. Liberation.fr 08.11

Comme Libération avec l'ultra sioniste Drahi (et Joffrin).

Ils roulaient pour Clintion et ils auront tenu le même discours jusqu'à la dernière minute.

- Est-ce déjà gagné pour Hillary Clinton ? - La quasi-totalité des sondages et des analyses des derniers jours donnent la candidate démocrate victorieuse. Liberation.fr

- Election américaine : « Il est important pour Clinton de l'emporter avec une marge aussi large que possible » LeMonde.fr Elle aura été battu « avec une marge aussi large que possible »...

- Etats-Unis: une femme ou un populiste pour la Maison blanche - AFP

A vous faire détester les femmes...

- Hillary Clinton : première femme présidente des États-Unis ? - Franceinfo

Quel cauchemar, à quoi devenir chaste, homo ou eunuque !

- À Paris, le Harry's New York Bar choisit Hillary Clinton - LeFigaro.fr

- Tout Donald Trump est résumé dans cette photo où il vote avec Melania à l'élection présidentielle américaine 2016 - Le Huffington Post

- Donald Trump vote sous les huées à Manhattan - AFP

- Quand Roger Waters traitait Trump de «cochon» - Liberation.fr

Libération ne précise pas, «cochon» de sioniste, et pour cause...

- "Les Américains, préparez-vous à la Berlusconi experience" - Le Huffington Post

- Quand Hollande pariait ouvertement sur un succès de Clinton - L'Opinion

Comme d'autres personnalités politiques, le président avait une préférence pour la candidate démocrate. Le 7 octobre, il l'exprimait publiquement. Mauvais choix. L'Opinion

C'était inévitable ! Mais il faut admettre que l'oligarchie avait fait le bon choix en pariant sur Hollande...

- Rocco Siffredi salue le "non" des Californiens au port du préservatif obligatoire dans les films porno - Franceinfo

Un référendum sur l'obligation du port du préservatif pour les acteurs porno était organisé dans cet Etat en même temps que l'élection présidentielle, mardi. Franceinfo

On ne comprend pas pourquoi avec un tel soutien elle n'a pas été élue, elle aurait peut-être dû essayer avec un préservatif sur la tête, qui sait ?

Et après, ils continuent le matraquage...

- 71% des Français se disent inquiets et surpris par la victoire de Donald Trump (et 59% sont choqués) - Atlantico.fr

- "La victoire de la colère": la presse mondiale catastrophée - AFP

On comprend pourquoi !

- Trump a gagné, les Américains veulent quitter le pays - Slate.fr

- Présidentielle américaine : le désespoir des expatriés en France - Franceinfo

- Trump vainqueur, les Etats-Unis et le monde ont sauté dans l'inconnu - Liberation.fr

Ne nous y trompons pas : la première puissance mondiale est désormais aux mains de l'extrême droite. Liberation.fr

- "On se croirait dans les années 1930": le témoignage d'une Américaine à Paris après les premiers résultats de l'élection présidentielle américaine - Le Huffington Post

- Les musulmans américains partagent leur peur face au résultat de l'élection - Le Huffington Post

- La nuit où le Canada a proposé d'accueillir les réfugiés du trumpisme - LePoint.fr

- Après la victoire de Trump, le hashtag #NotMyPresident devient viral - BFMTV

- La victoire de Trump vient miner le bilan économique flatteur d'Obama BFM - LeMonde.fr

...avant de se rallier...

- Obama souhaite que Trump "rencontre le succès" - Franceinfo Barack Obama s'est exprimé depuis les jardins de la Maison Blanche, mercredi, après l'élection de Donald Trump. Franceinfo 10.11

- Présidentielle américaine : Donald Trump, la success-story - Franceinfo 09.11

- Election de Trump : euphorie en Israël, inquiétude palestinienne - Reuters 09.11

L'amitié entre les États-Unis et Israel sera "meilleure que jamais", promet un conseiller de Donald Trump -

"Le niveau de l'amitié entre les États-Unis et Israël va croître comme jamais auparavant et elle sera meilleure que jamais", selon David Friedman, conseiller de Donald Trump pour le dossier israélien. Atlantico.fr

Du coup :

- Résultats de l'élection américaine 2016: Le New York Times et le Washington Post s'excusent après la victoire de Donald Trump - Le Huffington Post 09.11

Et encore :

- Election de Donald trump: les marchés se sont fait peur et se reprennent - L'Opinion 09.11

La bourse a moins plongé qu'à l'annonce du Brexit, en juin dernier. "Certaines des mesures de Donald Trump, notamment concernant la baisse de la fiscalité des entreprises, sont aussi favorables pour les investisseurs", analyse Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque. Francetv info 09.11

- Wall Street fait bon accueil à Trump - Reuters 10.11

- Wall Street signe une nette hausse après l'élection de Trump - AFP 10.11

- Asie: les marchés rebondissent, oubliant leurs peurs d'une présidence Trump - AFP 10.11

- General Motors va supprimer 2.000 emplois aux Etats-Unis - AFP

General Motors, le premier constructeur automobile américain, a annoncé mercredi la suppression de plus de 2.000 emplois dans des usines du nord des Etats-Unis. AFP 10.11

- Le point sur les secteurs gagnants au terme de l'élection, du point de vue des investisseurs. - AFP

- Les valeurs pharmaceutiques ont été nettement dopées par la défaite d'Hillary Clinton, alors que le discours de la candidate démocrate sur une baisse des prix des médicaments pesait sur le secteur depuis plusieurs mois.

A la Bourse de Paris, Sanofi a progressé de 5,84% à 77,15 euros, de même que Bayer à Francfort ("5,16% à 93,48 euros).

A New York vers 17H45 GMT, Pfizer bondissait de 7,73% à 32,32 dollars et Merck de 6,89% à 64,74 dollars.

- Donald Trump "veut réduire les régulations sur le secteur financier", a rappelé Chris Low de FTN Financial.

Cette perspective a occulté les incertitudes liées à une présidence Trump et profitait aux titres des grandes banques. A New York, Goldman Sachs prenait 3,44% à 188,18 dollars , JPMorgan 4,78% à 73,37 dollars et Wells Fargo 4,89% à 47,77 dollars.

- "Donald Trump, depuis le début de sa candidature, parle d'une hausse du budget de la défense, c'est l'un des secteurs qui pourrait le plus bénéficier de la victoire", précise auprès de l'AFP Andrea Tuéni, analyste pour Saxo Banque.

Les valeurs de l'industrie bondissaient à l'image de Thales qui a pris 4,94% à 89,49 euros tandis qu'à New York Lockheed Martin prenait 5,86% à 253,20 dollars et Raytheon 7,20% à 146,34 dollars.

- "Des plans d'infrastructures ambitieux ont été proposés par Trump", note Andréa Tuéni. C'est un élément positif" alimentant la hausse du secteur, poursuit-il.

"Nous allons reconstruire nos autoroutes, nos ponts, nos tunnels, nos aéroports, nos écoles et nos hôpitaux", a en effet déclaré le républicain lors de sa première intervention publique depuis sa victoire. En réaction, les cours du cuivre ont atteint leur plus haut niveau en près d'un an et demi mercredi.

A la Bourse de Paris, ArcelorMittal a bondi de 10,49% à 6,48 euros et Glencore à Londres a pris 6,84% 2,70 livres. A New York, les canadiens Goldcorp et Barrick prenaient respectivement 4,48% à 20,53 dollars et 1,88% à 23,28 dollars. Le BTP en profitait aussi, Caterpillar (engins de chantier) prenait 6,90% à 90,53 dollars à New York. AFP 10.11

Cela en dit plus que de longs discours...

Quelques réactions politiques.

- Nicolas Sarkozy, qui avait dénoncé la vulgarité de Donald Trump, change quant à lui de ton : "Le message du peuple américain doit être entendu. Comme le choix du Brexit par les Britanniques, il exprime une volonté de changement", a-t-il pour sa part soutenu.

- Alain Juppé s'inquiète : "Je ne veux pas que la France s'engage dans la voie de l'extrémisme et de la démagogie". (Parce que cela ne serait pas déjà le cas... - LVOG)

- "Il va falloir essayer de savoir ce que veut faire ce nouveau président", a affirmé Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères. (Eh dit, on nous a déjà fait le coup en mai 2012... - LVOG)

- Pour Jean-Luc Mélenchon, la faute revient à Hillary Clinton. "[Bernie] Sanders aurait gagné", selon lui. (Offre de service. Sanders aurait été plus à même qu'Hillary Clinton de gouverner pour le compte de l'oligarchie, comme Mélenchon en France servirait mieux que n'importe quel candidat les intérêt de la réaction à partir de mai 2017, c'est retenu. - LVOG)

- La chef de la diplomatie européenne a déclaré ce mercredi 9 novembre que "les liens avec les États-Unis sont plus profonds que n'importe quel changement politique". Francetv info 09.11 (Qui en douterait ? Personne. - LVOG)

Commentaires d'internautes après la victoire de Trump.

1- Le trio, sondeurs, journaleux et politicards n'ont plus la main, le peuple et le classe "moyenne" se révolte dans tout l'occident.

2- "un coup humiliant pour les médias, les sondeurs et l'élite démocrate".

En cela c'est une bonne chose! Depuis le temps qu'on déplore les manipulations des médias !

3- "la presse mondiale catastrophée" pas longtemps, même la bourse a fini en hausse. Comme pour le brexit, ils nous prévoyaient une catastrophe et puis tout est calme.

4- Le formatage de la pensée unique a atteint ses limites !

Le formatage peut-être, la pensée unique sans doute moins, car faut-il encore la remplacer par une alternative cohérente, consistante, bref par une politique qui rompt avec le capitalisme et ses institutions...

5- Une tragédie ? J'aurais dit une énorme bouffonnerie...

6- les médias menteurs sont les grands perdants de cette élection.

7- les médias ont bien été "unfair" comme disent les Américains, à savoir injustes, incorrects, outranciers et totalement à charge dans leurs accusation et le peuple Américain a bien ressenti cela, à juste titre, comme une imposture.

8- 97% des médias américains ont soutenu Hillary Clinton ... Ça fait beaucoup de malheureux dans les rédactions...et chez Yahoo.

9- L'Angleterre a quitté l'Europe... Les médias nous ont promis une catastrophe.

Obama a été président... Les médias nous ont promis un monde meilleur.

Hollande a été élu... Les médias nous ont promis que le changement était pour maintenant.

Assad est au pouvoir... Les médias nous ont promis une chute totale du régime.

Poutine est au pouvoir... Les médias nous ont promis la guerre et la destruction.

Stop aux médias mensonges ! Les médias mentent et l'Histoire est en marche.

10- Tous ces titres ne prouvent qu'une chose: que la dictature n'est pas du côté que l'on croit...se plaindre du résultat du vote d'une élection est vraiment lamentable pour des pseudos journalistes.

11- Si la presse mondiale est catastrophée, elle doit se regarder dans une glace et mesurer l'ampleur de sa malhonnêteté. Aujourd'hui, les peuples retrouvent de l'espoir. Un espoir d'être enfin respectés, un espoir de mettre fin à cette dictature déguisée en démocratie qui nous opprime depuis beaucoup trop longtemps !

Votre espoir sera rapidement déçu, observez l'attitude de Wall Street...

En complément. C'est la récréation. Après, en rang, marche : Une, deux, une, deux, une deux, une, deux, une, deux...

- La marijuana à usage récréatif légalisée par référendum en Californie - LeMonde.fr

Les électeurs de Californie ont légalisé par référendum, mardi, la marijuana à usage récréatif. LeMonde.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Lâche.

- Cohn-Bendit lâche Hollande, et envisage de voter pour Macron - L'Express.fr

Dans des propos rapportés par Paris-Match, le cofondateur d'EELV estime que François Hollande "ne peut pas" être candidat, et évoque la possibilité de soutenir Emmanuel Macron si Nicolas Sarkozy venait à être le candidat de la droite. L'Express.fr

Ne soyez pas si injuste envers le PS.

- Le stationnement à Paris sera géré par des sociétés privées à partir de 2018 - LeMonde.fr

Le Conseil de Paris a voté mardi pour le projet controversé y compris au sein de la majorité municipale. LeMonde.fr

- Le conseil de Paris vote en faveur des douze dimanches travaillés pour les commerces - LeMonde.fr

Cet « avis consultatif » a été voté par les socialistes, qui ont reçu pour l'occasion l'appui de la droite et du centre. Il doit désormais être entériné par un avis conforme de la métropole du Grand Paris. LeMonde.fr

- Explosion du nombre de chômeurs handicapés en cinq ans - Public Sénat

En cinq ans, le nombre de personnes handicapées sans emploi a augmenté de 65%, passant de 295 000 en 2011 à 486 000 en 2015. Le chômage s'élève ainsi à 21% pour les personnes en situation de handicap, un chiffre qui représente le double du taux de chômage de l'ensemble de la population. Parmi eux, 46% ont 50 ans et plus.

Pour l'association, cette augmentation s'explique notamment par les multiples ponctions réalisées sous le quinquennat de François Hollande dans le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (FIPH), et dans l'association de Gestion de Fonds pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées). Un manque que l'association estime aujourd'hui à environ 204 millions d'euros pour aider les personnes en situation de handicap à trouver un emploi. Public Sénat 09.11

- L'Etat n'aura pas à indemniser intégralement les victimes du Mediator - LeMonde.fr

Le Conseil d'Etat a cassé un arrêt de la cour administrative d'appel. LeMonde.fr

- Crèches: le Conseil d'État les autorise sous strictes conditions dans les bâtiments publics - LeFigaro.fr

Le « caractère culturel, artistique ou festif » de leur installation devra être établi. LeFigaro.fr

Cette réserve suffit à le rendre légitime et gare à ceux qui le contesterait...

La décomposition de la société touche toutes les couches de la société disions-nous.

- Le niveau en orthographe des écoliers français plonge - LeMonde.fr

Pour une dictée équivalente, les élèves de CM2 ont fait, en 2015, 17,8 erreurs contre 14,3 en 2007, et 10,6 en 1987. LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Monténégro

- Au Monténégro, un ex-chef de la police secrète Premier ministre - Reuters

Le président du Monténégro a confié mercredi à Dusko Markovic, un ancien chef de la police secrète, la charge de tenter de former le nouveau gouvernement.

Dusko Markovic, 58 ans, est le numéro deux du Parti démocratique socialiste (PDS) au pouvoir et l'un des plus fidèles alliés du chef du parti, le Premier ministre sortant, Milo Djukanovic, qui a perdu sa majorité lors des élections législatives du 16 octobre.

Le PDS, pro-occidental, espère former une coalition gouvernementale avec plusieurs petits partis, ce qui ne lui garantirait qu'une majorité de deux sièges dans le Parlement de 81 élus.

Les principaux partis d'opposition refusaient d'entamer des discussions avec Milo Djukanovic, qu'ils accusent de corruption et d'autoritarisme pendant les 25 années qu'il a passées à la présidence du pays ou à la tête du gouvernement, ce qui a poussé le PDS à désigner Dusko Markovic à sa place.

Dans son communiqué, le président Filip Vujanovic explique qu'il a confié au candidat du parti arrivé en tête du scrutin le soin de former un gouvernement qui devra "se consacrer à l'intégration européenne et la prospérité économique".

L'ancienne république yougoslave espère intégrer à la fois l'Union européenne et l'Otan. Reuters 09.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili : des fonctionnaires en colère manifestent dans le parlement - euronews.com

Au Chili, la séance de travail de ce mardi au parlement a été agitée.

Les députés se penchaient sur une réforme concernant les salaires dans la fonction publique.

Plusieurs représentants de fonctionnaires ont alors manifesté leur colère, réclamant une hausse des salaires bien supérieure à celle proposée par le gouvernement.

Le président de la chambre a ordonné l'expulsion des manifestants, ce qui a amplifié la contestation.

Les députés ont finalement rejeté la proposition de réformes, obligeant le gouvernement à revoir sa copie. euronews.com 10.11

Haut de page

Le 14 novembre 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Etats-Unis. L'auto-censure et l'auto-suggestion peut rendre fou, mais pas ceux qu'on croyait.

J'ai reçu une importante contribution politique rédigée par un camarade (422 pages), intitulé : *Ce que je sais de ce que fut L'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. pour la Reconstruction de la IVème Internationale)*. Avant de la mettre en ligne, je lui ai envoyé un courriel pour lui demander son autorisation, j'attends sa réponse. Il s'agit d'un ex-dirigeant de l'OCI-PCI.

Après le choc de l'implosion de l'URSS en 1991, la formidable imposture du 11 septembre 2001 et son cortège de guerres, voici venu le temps de l'explosion en plein vol du clivage gauche/droite, qui fut une construction méticuleusement mise en place et savamment entretenue tout au long de la seconde moitié du XXe siècle pour parvenir à détruire le mouvement ouvrier international de l'intérieur et asservir le prolétariat mondial à l'impérialisme pourrissant... sauf qu'ils n'y sont pas parvenus entièrement, la preuve, l'Opposition de gauche existe encore, le socialisme n'est pas mort !

Une vidéo

Hillary Clinton exige que Trump retire cette vidéo - Trump révèle Hillary comme jamais auparavant
https://www.youtube.com/watch?v=6JMB9GKB8jw

Il ne s'agit pas ici de faire la promotion de Trump. Cette vidéo dévastatrice est un condensé de toutes les accusations que vous avez pu lire ou entendre de la part de médias dits alternatifs contre Clinton, sans bavure et sans appel.

Inde. Quand le gouvernement organise "le chaos partout".

- Colère et désordre en Inde avec la démonétisation de gros billets - Reuters

Le retrait des gros billets en circulation en Inde provoque colère et désordre, et samedi, des centaines de milliers de personnes faisaient la queue devant les banques pour échanger leurs coupures contre de nouvelles.

Le remplacement des billets de 500 et de 1.000 roupies en circulation vise à lutter contre l'évasion fiscale et à permettre à l'Etat de récupérer l'équivalent de milliards d'euros de richesses non déclarées au fisc.

Les deux valeurs faciales retirées représentent plus de 80% de la monnaie en circulation, et la période de transition laisse des millions de personnes sans cash et menace de paralyser provisoirement une économie fortement dépendante des liquidités.

"C'est le chaos partout", a estimé le chef de l'exécutif de la ville de New Delhi, Arvind Kejrilwal, adversaire politique du Premier ministre indien Narendra Modi.

Dans le sud de la capitale indienne, la foule maugréait et frappait les portes de verre d'une succursale de la banque Standard Chartered, dont des gardiens interdisaient l'entrée en disant qu'il y avait déjà trop de monde à l'intérieur.

La banque centrale indienne s'est voulue rassurante : « Il y a suffisamment d'argent disponible en banque et toutes les dispositions ont été prises pour que les billets atteignent toutes les parties du pays », a-t-elle affirmé dans un communiqué ; elle appelle les Indiens à la « patience ».

Certains s'en prenaient à Narendra Modi, critiquant sa visite en cours au Japon pendant que ses concitoyens sont dans la difficulté. "Il prend des trains à grande vitesse au Japon et ici les personnes âgées frappent aux portes des banques pour obtenir de l'argent liquide", déclarait un étudiant qui faisait la queue depuis six heures, et d'après lequel Narendra Modi "a commis là une terrible erreur".

Le gouvernement indien a demandé à la population de restituer les billets démonétisés de 500 et 1.000 roupies d'ici au 30 décembre. Modi, qui entend viser l'"argent noir" -- terme qui concerne les transactions effectuées en dehors des circuits officiels et qui pourraient équivaloir à 20% du PIB -- veut entre autres éliminer les billets de contrefaçon qu'utilisent, selon lui, des ennemis de l'Inde pour financer leurs actes de violence. Reuters 12.11

Toujours à côté la plaque ces journalistes.

Cette mesure est davantage destinée à permettre de remplir les coffres des banques, à obliger les Indiens à y déposer leurs économies, car ils n'ont pas confiance dans les banques. En attendant l'économie du pays est en grande partie paralysée puisque la plupart des Indiens ne disposent pas d'argent liquide. On peut utiliser les cartes bancaires, mais peu d'Indiens en possèdent.

Personnellement, je ne dispose que de 800 roupies en petites coupures. J'ai reporté certains achats, en une semaine j'ai économisé 300 roupies. Par contre, j'ai dû utiliser ma carte bancaire pour prendre de l'essence, le réservoir était vide, donc je vais payer une taxe inutilement qui ira dans le coffre de la banque (d'Etat).

Pourquoi la France des Sarkozy et Hollande a assassiné Kadhafi

- Grave révélation sur le pacte colonial entre la France et quelques pays africains Par Vox Africa - mondialisation.ca 07.11

La chaîne de télévision Vox Africa vient de diffuser une information qui fait froid dans le dos et qui pourrait sans doute renforcer le sentiment anti-français en Afrique.

Selon cette chaîne panafricaine, la France oblige encore de nos jours, plusieurs pays d'Afrique francophone à payer un impôt colonial à la France. En d'autres termes, il y a encore des pays africains qui reversent d'importantes sommes d'argent à la France pour la simple raison que ces pays d'Afrique francophone sont redevables envers la France pour les avoir colonisés.

Cet impôt colonial continue d'être versé malgré l'indépendance des pays africains. Aujourd'hui, 13 pays d'Afrique Francophone ainsi que la Guinée-Equatoriale sont obligés par la France de mettre 85% de leurs réserves à la banque centrale de France.

Ces quatorze pays africains qui sont obligés de payer l'impôt colonial et de verser 85% de leurs réserves à la banque centrale de France sont entre autres: le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée Bissau, la Côte d'ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Cameroun, le Togo, la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo Brazzaville, la Guinée-Equatoriale, et le Gabon.

La France permet à ces différents pays africains d'avoir accès à seulement 15% de leur argent. S'ils veulent avoir un montant un peu plus élevé que ces 15%, ils doivent nécessairement emprunter à des taux commerciaux. Il faut dire que cette démarche est grave de conséquence, car elle suscite la révolte des peuples africains qui se sentent grossièrement exploités mais aussi, cette méthode française d'exploitation du continent africain cultive une haine profonde de la part des Africains envers la France.

Plusieurs observateurs africains convergent sans exception à l'idée que les africains doivent mettre un terme à de tels accords qui visiblement maintiennent l'Afrique dans le sous-développement et par conséquent entraine le continent dans la misère permanente. mondialisation.ca 07.11

Si vous avez marché dans la combine de l'anticomplotisme, vous avez été manipulés.

- Soyons clairs. Le « conspirationnisme » n'existe pas, c'est une farce, une supercherie monumentale. C'est une ruse servant à discréditer par amalgame le discours critique sur les relations internationales. C'est un moyen d'intimidation qui vise à tétaniser l'opinion en lui faisant croire qu'il y a des idées qui sentent le soufre et qu'il faut disqualifier avant tout examen. Car ces idées dérangent, elles échappent à l'emprise de l'oligarchie dont les anticonspis sont les larbins. L'anticomplotisme est le nouvel instrument de la doxa impérialiste, et le cache-sexe de la nullité intellectuelle des nouveaux censeurs. (Bruno Guigue - Arrêt sur Info 08.11)

Bruno Guigue est un ancien diplomate...

Pardem. Balbutiements qui ne feront "jouir" personne.

- Élection de Trump : la démondialisation balbutiante - Jacques Nikonoff - 09.11

Il y a quelque chose de jouissif dans la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine. C'est la panique qu'elle provoque chez les élites, la caste, les importants et les suffisants. Les journalistes vedettes des grands médias, chiens de garde du système, les économistes à gage qui récitent le bréviaire néolibéral, les politiciens mondialistes de gauche et de droite, beaucoup d'intellectuels drapés dans leur posture morale, tous sont tombés de l'armoire. Cela fait plaisir à voir ! (Une simple posture, il lui en faut peu pour se réjouir, à moins qu'il ne soit blasé. - LVOG)

Cela montre simplement que le peuple ne les intéresse pas, qu'ils ne le comprennent pas et ne veulent surtout pas le comprendre. Pour tous ces gens biens, le monde se divise désormais entre ceux qui sont instruits, et qui ne peuvent qu'être favorables à la mondialisation, à l'évolution des mœurs, au multiculturalisme…, et les incultes qui restent congelés dans leurs identités frustres, leurs routines, leur horizon borné.

Tous ces perroquets et perruches qui squattent les antennes de radio et télé matin midi et soir n'ont qu'un mot à la bouche : « populisme ». Un mot qu'ils ne définissent jamais et qui leur sert à masquer leur inculture sociale, historique et politique, leur paresse intellectuelle, leurs préjugés et leurs idées reçues. À aucun moment ils ne cherchent à comprendre ce qu'il se passe en profondeur dans la société. Ils ont traité Trump de « fasciste », de nouvel « Hitler », de « bouffon », de « clown »…(Vous vous méprenez ou vous les sous-estimez, il y a certes parmi des abrutis, mais ce n'est pas le cas de la majorité des journalistes qui sont surtout corrompus, qui ont adopté l'idéologie néolibérale, par forcément par conviction, mais par intérêt personnel ou carriérisme. - LVOG)

Or, la victoire de Trump est à mettre en lien avec le référendum sur le Brexit (en train d'être remis en cause par une alliance entre les conservateurs et le Parti travailliste). À mettre en lien, aussi, avec le référendum en Grèce, trahis, lui aussi (par Monsieur Tsipras). À mettre en lien avec la montée des votes contre l'Union européenne, partout sur notre continent. Et à mettre en lien, en France, avec le vote FN.

La meilleure synthèse vient pour moi du Wall Street Journal de ce matin qui titre « Trump chevauche la vague populiste ». Si on remplace « populiste » par « démondialisation », nous avons probablement capté l'essentiel du phénomène qui s'est produit outre-Atlantique. Le peuple rejette désormais de plus en plus la mondialisation.

Mais nous en sommes à une phase balbutiante, où le peuple n'en est pas encore à une claire compréhension qu'il s'agit de la mondialisation néolibérale. Le peuple américain, comme le peuple britannique, agit un peu comme les canuts qui se révoltaient au premier tiers du XIXe siècle, se vengeaient de leurs maîtres, sans analyse des causes de leurs malheurs et des issues possibles.

Si j'étais américain des États-Unis, je n'aurais voté ni pour Donald Trump, ni pour Hillary Clinton. Celle-ci est un faucon, une représentante directe en politique du big business et de Wall Street. Donald Trump quant à lui, outre ses travers personnels, n'a pas de véritable projet cohérent et efficace de démondialisation. Le peuple l'a choisi pour « faire bouger » le système, c'est tout, parce qu'il n'avait rien d'autre sous la main. Car les classes populaires, qui autrefois étaient représentées politiquement par la gauche, s'en sont détourné. (Cela ne lui viendrait pas à l'esprit que s'il s'était réellement agi de la gauche, cela ferait belle lurette

que le "système" aurait été renversé. - LVOG) Nous sommes même à la fin d'un cycle, celui né au XIXe siècle avec le clivage gauche-droite. (Quelle horreur, n'est-ce pas ? Quelle bonheur au contraire, il était plus que temps que cette imposture à laquelle vous continuer de participer se termine. - LVOG)

J'aurai voté carton rouge, comme font les arbitres de football lorsqu'ils veulent sortir du terrain des joueurs ayant commis des fautes. Bien sûr, il se serait trouvé de bonnes âmes pour expliquer que tel candidat est moins pire que l'autre. Mais peut-on raisonnablement continuer ainsi, à voter toujours par défaut, en choisissant le moins pire ? Mieux vaut délégitimer les candidats qui n'offrent aucune véritable perspective politique. (Quel aveu ! Il n'aurait pas pu y penser plus tôt, en fait il essaie de prendre le train en marche comme pour faire oublier son passé de stalinien qu'il n'a jamais renié. On appelle cela de la récupération et c'est malhonnête. - LVOG)

Telle est la tâche exaltante à accomplir : créer le nouveau monde qui tente, confusément, de se frayer un chemin. Fabriquer les outils politiques qui pourront y contribuer est la vocation du Parti de la démondialisation (Pardem), c'est le sens de ma candidature à l'élection présidentielle.

ACTUALITE EN TITRES

Négationnisme. C'est la combinaison de la crise du capitalisme et de la trahison de la social-démocratie.

- François Hollande : "La Première guerre mondiale avait éclaté à cause de nationalismes qui n'avaient pas été dominé." - Zap Politique

Chef d'oeuvre en péril.

- Manuel Valls annonce un prolongement de l'état d'urgence pour «protéger notre démocratie» - Liberation.fr

OTAN en emporte le FN.

- Commémorations du 11 novembre: Marine Le Pen veut «sanctuariser» le budget de la Défense - 20minutes.fr

Laprésidente du FN souhaite la sanctuarisation du budget de la Défense à un minimum de 2 % du PIB ... 20minutes.fr

Hollanderies.

- Le Foll: Hollande le mieux placé à gauche pour 2017 - AFP

- Présidentielle 2017: Sapin «souhaite la candidature» de Hollande - 20minutes.fr

- Echec pour la gauche si Hollande ne se présente pas, dit Le Roux - Reuters

Il est bien piqué.

- Présidentielle 2017 : Hollande veut "piquer" des idées à... Hillary Clinton - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossiers Etats-Unis

La preuve en est que les sionistes se sont réjouis de son élection.

- Donald Trump, le « candidat des djihadistes » ? - LeMonde.fr

L'arnaque.

- États-Unis : pourquoi Donald Trump change-t-il d'attitude ? - Franceinfo Présidentielle américaine : Trump entame sa métamorphose - Franceinfo

- Donald Trump élu président : les ralliements d'anciens adversaires ont débuté - Franceinfo

Chercher l'erreur

- Hillary Clinton paie le prix d'une mauvaise campagne - LePoint.fr

Ce n'est pas le FBI qui a fait échouer la candidate démocrate, mais ses erreurs tactiques. Elle n'a pas su répondre aux inquiétudes des Américains. LePoint.fr

La crapuleuse interprétation de l'Agence Française de Propagande au service du clan Clinton.

- Comment Trump a contourné des médias hostiles pour faire passer son message - AFP

Face à l'hostilité de nombreux grands médias (194 sur 200 - ndlr), Donald Trump a fait passer son message par des médias conservateurs et les réseaux sociaux, pris d'assaut par ses partisans qui en ont fait une plateforme d'information alternative. (CNS, CNN, Fox news, etc. ne seraient pas des médias "conservateurs". - ndlr)

Le format de Twitter permettait à Donald Trump de dérouler son discours sans contradiction sur son fil, qui plus est dans un format attractif, direct et percutant.

Chez les républicains se développe le sentiment que "la presse traditionnelle est à gauche et que les conservateurs devraient avoir leurs propres plateformes" d'information, explique Alan Rosenblatt, consultant numérique pour les cabinets de conseil Lake Research Partners et Turner4D. (CNS, CNN, Fox news, etc. sont de gauche ! On le savait déjà. - ndlr)

Malgré la publication continue d'informations compromettantes par les médias traditionnels, de sa situation fiscale aux accusations de gestes déplacés envers plusieurs femmes, le promoteur immobilier est parvenu à conserver un élan tout au long de la campagne. (Ces " médias traditionnels" ont censuré les "informations compromettantes" concernant Clinton, mais cela l'AFP ne peut pas y faire référence et on aura compris pourquoi. - ndlr)

"Il lui est devenu possible de construire un discours alternatif, je dirais même une réalité alternative", estime Gabriel Kahn, professeur à l'Annenberg School of Journalism de l'université d'USC. (Comme l'administration Obama en Syrie ou en Ukraine par exemple. Chut !- ndlr)

"De cette façon vous avez des contre-vérités et des mensonges qui se sont mis à transiter dans l'écosystème médiatique pour devenir une lame de fond", poursuit-il. (Parce que le parti démocrate ne propage pas "des contre-vérités et des mensonges", il est honnête, lui. - ndlr)

Ce phénomène a passablement amoindri l'influence du travail de vérification mené par les médias traditionnels, qui ont passé au peigne fin les moindres déclarations du candidat Trump. (Le comble de l'imposture ! - ndlr)

Ignorant les médias traditionnels, beaucoup de supporteurs de Trump ont utilisé Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux comme leur seule source d'information, laquelle était souvent mise en forme par d'autres partisans du candidat républicain. (Ce n'est pas nouveau, voir le sondage plus loin sur ce sujet. - ndlr)

"Les mensonges et les exagérations ont toujours été un élément central des vraies campagnes politiques", a reconnu l'éditorialiste du New York Magazine, Max Read. "Facebook les a simplement rendus plus faciles à diffuser". (Kadhafi qui massacre son peuple, Assad qui fait de même, ce ne sont pas des "mensonges" ou des "exagérations", puisqu'on vous le dit, vous devez les croire sur parole. - ndlr)

Placé devant ses responsabilités, Facebook a assuré, dans un premier temps, qu'il menait actuellement une réflexion sur le sujet, dans une déclaration au site TechCrunch.

Mais jeudi, son directeur général et fondateur, Mark Zuckerberg, a contre-attaqué, estimant "assez dingue" l'idée que les fausses informations publiées sur Facebook aient pu influencer le résultat du scrutin présidentiel.

"Si vous croyez ça", a-t-il ajouté lors d'une conférence en Californie, "alors je pense que vous n'avez pas intégré le message que les supporteurs de Trump ont essayé d'envoyer à travers cette élection". AFP 11.11

Tiens donc, Mark Zuckerberg suggère-t-il que lui aussi il aurait prévu la victoire de Trump ?

Commentaire d'un internaute

- "De la propagande médiatique en démocratie

Il n'aura échappé à personne que le postulat démocratique affirme que les médias sont indépendants, déterminés à découvrir la vérité et à la faire connaitre; et non qu'ils passent le plus clair de leur temps à donner l'image d'un monde tel que les puissants souhaitent que nous nous le représentions, qu'ils sont en position d'imposer la trame des discours, de décider ce que le bon peuple a le droit de voir, d'entendre ou de penser, et de gérer l'opinion à coup de campagnes de propagande...

Première page de "La fabrication du consentement" - Noam Chomski et Edward Herman"

LVOG - Les masques tombent. Chomski a appelé à voter Trump, encore un intellectuel inconsistant ou corrompu... de gauche.

Voilà ce qui arrive quand on se leurre sur la nature des représentations idéologiques créées par le règime, on en vient à leur attribuer des vertus qu'elles n'ont jamais eu et dont le mérite revient au régime ou qu'elles partagent avec lui, ce qui permet ensuite de justifier le soutien qu'on apporte à un de ses représentants.

L'entourloupe.

- Manipulation par les médias contre manipulation par les réseaux sociaux : l'équilibre de l'entourloupe, en quelque sorte.

LVOG - Pour la même cause.

- C'est surtout que les médias sont tellement évidents avec leur propagande multiculturaliste, LGBT, féministe et globaliste, que ça commence à faire gerber beaucoup de monde, et pourtant la plupart seraient prêt à avaler n'importe quoi pour réussir - comme Madonna !

Cette campagne était tellement grotesque, et Clinton traîne tellement de casseroles, que c'est à se demander si les élites n'ont fait exprès de s'attaquer à Trump de manière aussi lourde, pour le faire élire par une contre-réaction populaire ? ce qui leur permettrait de cacher leur jeu et de mieux faire gober au peuple ce qu'ils vont lui servir à travers Trump (qui en réalité fait bien évidemment partie du système, et plutôt 2 fois qu'une !)!

LVOG - Bravo, vous avez bien résumé la manoeuvre, non seulement ils n'y perdent pas au change, ils sont dorénavant aux commandes de toutes les institutions.

L'auto-mystication pendant de l'auto-censure ou quand l'espoir sans conscience rend aveugle ou idiot les intellectuels.

- Donald Trump, un espoir pour la paix? par Julie Lévesque - mondialisation.ca 11.09

- Les grands médias ne semblent pas voir à quel point Hillary Clinton est une femme dangereuse.

LVOG - Vraiment ? En réalité les médias sont à son image, aussi corrompus et répugnants, dès lors ils n'ont plus qu'un seul réflexe : l'autocensure pour justifier leur ligne politique.

Pensez-vous réellement qu'ils ignorent qui elle est, ce qu'elle a fait, pourquoi et comment elle l'a fait que vous décrivez brièvement ensuite ? N'est-ce pas voler au secours de ces médias tout aussi corrompus en leur accordant le bénéfice du doute ? On peut se demander pourquoi ?

Parce que cette intellectuelle comme 99,99% des intellectuels ne peut pas imaginer un monde sans ces médias, sans le capitalisme et ses institutions, du coup son discours prend une tournure incohérente qui aboutit dans une impasse pour vouloir leur faire jouer un rôle qui n'est pas le leur ou leur attribuer des vertus qu'ils n'ont pas.

Si son constat est correct, l'interprétation qu'elle en fait est faussée, parce qu'elle ignore que les lois du fonctionnement capitalisme qui ont présidé à son développement et la lutte des classes qui en a été le corrolaire, sont le produit d'un processus dialectique matérialiste historique inconscient.

Du carcan du capitalisme à la fabrication du consentement.

Dès lors qu'on néglige ou ignore ce facteur inconscient, on sera porté à considérer que les hommes font leur histoire consciemment, donc qu'ils sont responsables du sort qui leur échoit, pour un peu ils n'ont que ce qu'ils méritaient, et si par malheur il s'avérait épouvantable, comme il ne pouvait pas en être autrement, c'est que c'était leur destin. Partant de là, tout ce qui sera tenté pour y échapper sera fatalement inopérant, impuissant à le changer, il faut s'en accommoder, au mieux, on pourra espérer infléchir ce processus pour le rendre un peu plus supportable, quant à y échapper ou l'orienter dans une autre direction, il ne faut pas y compter, vaut mieux y renoncer tout de suite.

En résumé, quand on occulte ce facteur ou lorsqu'on n'en a pas conscience, on se condamne à légitimer le capitalisme, à penser ou imaginer la société ou le monde uniquement sous le joug du capitalisme pour l'éternité, en lui attribuant des qualités, des capacités, des vertus qu'il n'a pas et qu'il ne peut pas développer car elles sont antinomiques avec son existence ou sa survie.

Et si vous persistez à soutenir cette théorie, alors que les faits s'emploient à démontrer quotidiennement qu'elle ne correspond pas à la réalité, vous êtes amené à endosser toujours davantage les conséquences dramatiques de la survie du capitalisme, qui traduit l'influence grandissante qu'exerce sur vous l'idéologie de la classe dominante. Inconsciemment au départ, et si vous en prenez conscience plus tard et que malgré tout vous ne rompez pas avec cette théorie, alors vous devenez consciemment un agent ou un porte-parole du régime, un ennemi des exploités et des opprimés. Pour finir, vous pouvez le nier ou l'assumer.

Allons plus loin.

Maintenant, toute caractérisation mérite une explication. Pourquoi prétend-on que le processus historique s'est déroulé inconsciemment jusqu'à nos jours ?

Pardi, parce que tous les hommes viennent au monde ignorant, inconscient ! Et s'il en existe, rares sont ceux qui parviennent au cours de leur vie à un niveau de connaissance ou de conscience permettant de comprendre le processus historique dont ils sont les acteurs, de saisir le fil directeur qui le parcourt depuis son origine, qui a contribué à son développement, qui a déterminé son orientation, ainsi que le potentiel ou les contradictions qu'il renferme, dont l'évolution ou les rapports façonneront le devenir dans une direction ou une autre, sans qu'on puisse savoir à l'avance à quel rythme ou dans quel délai.

Ne serait-ce que l'énoncer demeurera opaque ou intraduisible, incompréhensible à la plupart des hommes, alors de là à prétendre qu'ils auraient pu s'en saisirent ou le maîtriser dans le passé, reviendrait à commettre un déni ou à vivre dans un monde chimèrique qu'on fabriquerait pour justifier une théorie aberrante à laquelle on s'accrocherait désespérément.

Affirmer que les hommes font inconsciemment leur histoire ne signifie pas qu'ils ne pourraient pas en prendre conscience ou qu'il serait impossible d'accéder à la connaissance, d'élever leur niveau de conscience. C'est un constat que chacun peut faire en observant que le développement de la civilisation humaine n'a cessé de rimer avec progrès et régression sociale, paix et guerres.

Si nous sommes parvenus à découvrir quels étaient les moteurs du développement de la civilisation humaine, le développement des forces productives et de la lutte des classes, en revanche nous ne sommes pas encore parvenus à résoudre les contradictions que renfermaient ces deux facteurs et les rapports qui les unient, de manière à ce que l'humanité se développe harmonieusement et vive définitivement en paix, c'est donc toujours le facteur inconscient qui prédomine et conditionne son orientation, son avenir ou son destin.

Affirmer que l'action précède le verbe ne nous avance pas à grand chose, hormis le fait qu'on remet les choses à leur véritable place. Ce n'est pas un axiome, mais un postulat que l'on peut facilement vérifier. Le foetus se développe avant que le cerveau, la première pensée ou idée ne se forme. On a attribué aux hommes le pouvoir d'agir sur leur environnement ou de le modifier en fonction de leurs besoins comme si cette faculté était innée chez l'homme, alors qu'en réalité elle est le produit de l'évolution de leurs rapports au monde extérieur autant que l'interprétation qu'ils en ont faite.

Or, il se trouve qu'il existe un décalage entre les expériences que font les hommes et la conscience qu'ils en ont, conscience qui survient plus tard, lentement ou jamais, qu'ils acquièrent par bribes, partiellement, elle se manifeste de façon épisodique, désordonnée, sans buts ni liens entre elles, de ce fait ils ne parviennent pas à en saisir l'orientation et ne peuvent pas agir dessus, leur inconscience continue de les dominer, si bien qu'ils peuvent progresser, puis régresser à un niveau inférieur à celui qu'ils avaient atteint antérieurement.

D'où la nécessité d'agir et de tirer les enseignements de chacune de nos expériences pour que notre niveau de conscience progresse, mais aussi pour déterminer quelles tâches il nous reste à accomplir. Il existe donc une interaction entre l'action et l'idée ou la conscience qu'on en a, les séparer ou les traiter séparément et ils deviennent incompréhensibles car on peut leur faire dire n'importe quoi.

Pour terminer reprenons l'exemple qui a servi de support à notre démonstration.

Si le capitalisme est le produit d'un processus conscient, à quoi donc pourrait correspondre le socialisme sinon à une obscure manifestation de notre inconscience à laquelle il ne faut prêter aucune attention, à une sorte de lubie inconsistante, une idée farfelue, une désir mal assumée, une frustration morbide

La question qui tue.

- En quoi l'élection d'une menteuse avérée, va-t'en-guerre, financée par le régime le plus misogyne de la planète, l'Arabie saoudite, qui, par ailleurs, finance le terrorisme au Moyen-Orient, aurait été un meilleur choix pour l'humanité et la condition féminine?

Cette femme a appuyé des coups d'État en Ukraine et au Honduras, s'est réjouie de la torture et de l'exécution extra-judiciaire d'un chef d'État africain, elle a contribué à la destruction de la Libye et de la Syrie en appuyant des terroristes qui font reculer les droits des femmes, elle parle de guerre contre l'Iran et la Russie, et de guerre nucléaire pour régler des conflits. Cette femme est plus violente et antiféministe que bien des hommes.

L'élection de Donald Trump n'est pas en soi une bonne nouvelle.

Les promesses électorales étant ce qu'elles sont, vaut mieux ne pas y croire. Barack Obama, le prix Nobel de la paix qui a bombardé sept pays en huit ans, en est le meilleur exemple. Trump, lui, a promis à la fois de hausser les dépenses militaires et de réduire les interventions militaires, ce qui est totalement incohérent.

Au lendemain de sa victoire, les actions des grands marchands d'armes ont bondi. Cela laisse malheureusement présager un avenir sombre. mondialisation.ca 11.09

Une "victoire" en Trump l'oeil.

- Pour la première fois dans l'histoire moderne, un candidat dénonçant la manipulation médiatique de masse et le système de corruption mis en place par les élites globalistes, est ainsi parvenu à s'imposer au sein d'un système politique par ailleurs conçu précisément pour que de tels événements ne puissent pas advenir.

Cette victoire signe non seulement la défaite de l'idéologie mondialiste mais également la défaite de ses relais médiatiques chargés d'imposer une réalité parallèle dans laquelle aucun choix raisonnable, contraire aux intérêts de la classe prédatrice, n'est possible. Les tombereaux de sondages commandés par les médias ralliés à Hillary Clinton, CNN, CNBC, ou encore ABC, et chargés d'imposer au peuple américain, par avance, la certitude et la fatalité de la victoire de leur candidate, ont ainsi vu leur crédibilité démentie par les faits comme cela avait été le cas avec le Brexit.

De manière générale, c'est l'ensemble de la réalité parallèle construite par les médias de l'establishment, qui s'est aujourd'hui encore fracassé. La victoire de Trump signe ainsi la prise de conscience par le peuple américain de la réalité de la collusion politico-médiatique et du système de corruption mis en place par l'establishment au niveau mondial; de l'influence de Georges Soros et des principautés wahhabites sur le système politique américain ; et plus généralement, de la réalité d'un pouvoir et d'une classe prédatrice mondiale, dont la source se trouve à Washington, et qui œuvre dans le but de maintenir et asseoir ses privilèges contre les intérêts des peuples et des nations, à travers un vaste système de corruption politico-financier et de collusion dont l'appareil médiatique est un élément essentiel.

La victoire de Trump signe l'adhésion de la majorité des électeurs américains à l'analyse anti-globalisation portée jusqu'à présent uniquement par les médias indépendants, qualifiés de « conspirationnistes », et marque la défaite du système de légitimation médiatique ; elle marque la victoire d'Infowars sur CNN et le New-York Times.

En ce sens, elle constitue un formidable espoir pour tous ceux qui luttent en Europe et ailleurs pour informer honnêtement les populations, pour tous ceux qui dénoncent au sein des médias indépendants, constamment attaqués et disqualifiés, les supercheries politiques et géopolitiques, la fiction de la lutte contre le terrorisme, les agressions néocoloniales en Ukraine, en Libye ou en Syrie, et la collusion des systèmes politico-médiatiques. (Guillaume Borel - Arrêt sur Info 09.11)

Deux des médias fétiches du premier cercle de l'oligarchie rassemblée au sein du groupe Bilderberg l'avaient annoncé publiquement.

- Guillaume Borel, partant de simples calculs, avait prédit, le 22 octobre déjà, la victoire de Trump.

Voici ce qu'il écrivait:

« Un sondage en ligne réalisé sur le site du Washington Post avec près de 18 290 votants donne ainsi Trump vainqueur du dernier débat à 74%, contre 52% en faveur de Clinton pour CNN ! De même, lors du premier débat, alors que la presse française

titrait sur la victoire d'Hillary Clinton, tous les sondages, sauf celui de CNN, annonçaient Trump vainqueur, parmi lesquels.

Il ne serait donc pas surprenant de voir les élections américaines de novembre accoucher d'un « cygne noir » sur le modèle du Brexit, avec une victoire « surprise » de Donald Trump à l'encontre de la réalité médiatique. » (Arrêt sur Info 09.11)

En fait, un secret de polichinelle.

- L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis n'est pas une surprise pour Laure Mandeville, journaliste au Figaro et invitée du Soir 3.

Laure Mandeville a senti l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, comme elle l'explique dans son livre "Qui est vraiment Donald Trump ?" (Éditions Équateur). "Toute cette année, j'ai senti cette colère monter. J'ai été frappée par la déconnexion entre l'Amérique d'en haut et l'Amérique d'en bas, le rejet profond des élites. Il y a aussi un rejet du politiquement correct, une fronde contre le diktat des politiques libérales. Il y a une rébellion et Donald Trump l'a portée", explique la journaliste du Figaro.

"Un personnage surprenant"

"C'est un personnage surprenant, il est toujours là où on ne l'attend pas. Il peut proposer des mesures radicales, comme sur l'immigration, mais c'est aussi le premier Républicain depuis des décennies à proposer un plan de sauvetage des banlieues et des ghettos noirs", ajoute Laure Mandeville. Francetv info 12.11

En guise d'adieu anticipé, les médias mainstreams ont salué le "charisme" d'Obama... digne du prix Nobel de la guerre.

- Durant son mandat, M. Obama a ordonné dix fois plus d'assassinats ciblés que M. Bush, étendu le war business à vingt-sept théâtres de conflits et bombardé sept pays.

Au nom de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme, il a permis des interventions qui ont fait, directement ou indirectement, des millions de victimes musulmanes dont on parle très peu. Il a armé Al Qaïda. Il a bombardé sept pays musulmans. Il a prévu investir un billion de dollars au cours des 30 prochaines années pour augmenter l'arsenal d'armes nucléaires américain. Il a autorisé la surveillance des citoyens et des citoyennes au nom de la sécurité. Il a autorisé des milliers de déportations, entre autres. Arrêt sur Info

Comment canaliser la colère de la classe ouvrière pour la retourner contre les classes moyennes...

- Cette dernière (H. Clinton - ndlr) était sans conteste la candidate de toutes les élites dirigeantes – politiques, économiques et médiatiques.

Il (D. Trump - ndlr) a eu l'habileté de sentir la colère populaire, et de catalyser sur son nom ressentiments, exigences et espoirs, certes de manière pour le moins confuse. Pour la première fois depuis des décennies, le sentiment populaire a fait irruption dans le débat public, alors qu'il n'avait guère jusqu'à présent que l'abstention comme traduction.

La victoire surprise du milliardaire lors des primaires républicaines tient notamment au fait qu'il a amené ou ramené vers les urnes des citoyens qui s'en tenaient écartés depuis longtemps.

Un des exemples les plus significatifs a trait au succès que s'est taillé le magnat de l'immobilier grâce à son opposition proclamée au libre-échange, aux délocalisations, à l'immigration de travail. Ce qui est en cause est bel et bien la sacro-sainte libre circulation : des marchandises, des services, des capitaux et de la main d'œuvre. Autrement dit la base – du reste inscrite dans tous les traités de l'UE – qui fonde la mondialisation que les Occidentaux ont imposée à la faveur de la chute de l'URSS.

Logiquement, cette polarisation idéologique s'est bâtie sur une polarisation de classe. C'est certes paradoxal au regard de la fortune personnelle de M. Trump, mais ses électeurs se sont massivement recrutés parmi les ouvriers et les plus faibles revenus. Plus on montait dans l'échelle sociale, plus les soutiens de Mme Clinton devenaient nombreux. Arrêt sur Info

Le naufrage annoncée d'une "planche pourrie"...

- Pourquoi Donald Trump a-t-il gagné ?

On peut formuler trois hypothèses.

Premièrement, de larges couches de la population ont vu dans le candidat républicain un recours contre des politiques libre-échangistes qui les ont appauvries. Les mêmes analystes qui fulminent contre Donald Trump oublient généralement de rappeler qu'aux USA il y a 20 à 25% de pauvres. Les classes moyennes ont encaissé le choc en retour de la crise de 2008 et les travailleurs ont fait les frais de la mondialisation libérale encensée par les démocrates. Après huit années de présidence Obama, ce délabrement de la société américaine peut difficilement être porté au crédit du président sortant. Première leçon de cette élection : quand ceux qui se disent progressistes ne le sont qu'en paroles, le peuple essaie autre chose.

Deuxièmement, Donald Trump a gagné parce qu'il est apparu à tort ou à raison comme un électron libre, sans allégeance particulière, voire étranger au système politique traditionnel. Le milliardaire qui pavoise les gratte-ciel de son nom en lettres géantes, bien sûr, est un pur produit du système capitaliste.

Deuxièmement, Donald Trump a gagné parce qu'il est apparu à tort ou à raison comme un électron libre, sans allégeance particulière, voire étranger au système politique traditionnel. Le milliardaire qui pavoise les gratte-ciel de son nom en lettres géantes, bien sûr, est un pur produit du système capitaliste. Il aime se présenter comme un self-made man qui s'est taillé un empire immobilier dans la jungle new-yorkaise. Evidemment ce n'est qu'une belle histoire enjolivée pour les besoins de la cause, mais peu importe puisque les Américains qui votent pour lui ont follement envie d'y croire.

Représentatif d'une couche de managers chevillée au marché intérieur, il a fait fortune dans l'immobilier, la télé-réalité et les élections de miss. Trump, c'est l'homme qui vend du rêve aux Américains, de préférence « blancs, masculins et peu éduqués », comme disent aimablement les sociologues. Il a choisi son cœur de cible et il s'y est tenu, quitte à caresser dans le sens du poil les tendances xénophobes et islamophobes de l'Amérique profonde, avivées par le climat international et les problèmes liés à l'immigration clandestine.

Du coup, il a pu tenir un discours contre le système oligarchique tout en étant lui-même un parfait oligarque. Contrairement à Hillary Clinton, il n'a pas sollicité le soutien des lobbies qui font et défont les carrières politiques aux USA. Les magnats de l'armement, les financiers de Wall Street et les prête-nom d'Israël lui ont préféré son adversaire. N'étant pas leur débiteur, rien ne le retenait de faire le procès de « l'establishment » comme s'il n'en faisait pas partie. Capitaliste sans complexe, mais franc-tireur, il a su détourner à son profit la vindicte populaire contre les vautours de la finance qui se sont enrichis pendant la crise sur le dos des classes moyennes.

Deuxième leçon de cette élection : quand le peuple en veut à l'oligarchie, il vaut mieux montrer qu'on ne dépend pas d'elle, même si on en fait partie.

Troisièmement, Donald Trump doit aussi son succès massif, bien sûr, au climat pestilentiel qui régnait autour de la candidate démocrate. Experte en double langage, Hillary Clinton s'est pris les pieds dans le tapis à force de multiplier les mensonges. Elle s'est mouillée jusqu'au cou avec Wall Street, allant jusqu'à confesser qu'elle se sentait « plus proche des financiers que de la classe moyenne depuis qu'elle et Bill avaient gagné des dizaines de millions de dollars ». Le trucage éhonté des primaires démocrates et l'affaire rocambolesque des emails ont fait le reste. Les ploucs qui se lèvent tôt le matin pour aller nourrir leur famille ou payer les études de leurs enfants viennent de renvoyer l'ascenseur à celle dont ils ne supportaient plus la duplicité. Direction le sous-sol.

On va beaucoup dire, à gauche, que la victoire de Trump est surtout la défaite de Clinton parce que c'était une mauvaise candidate. Mais peu d'observateurs iront jusqu'à admettre que c'était une mauvaise candidate parce que le parti démocrate lui-même est une véritable planche pourrie. C'est pourtant vrai. Et si ce parti est en putréfaction, c'est parce qu'il s'est livré au clan Clinton, cheval de Troie des intérêts capitalistes les plus rapaces au sein du système politique américain. (Bruno Guigue - Arrêt sur Info 09.11)

Les médias américains massivement rejetés.

- Un sondage Gallup publié cette année a montré que 32% seulement des personnes interrogées avaient confiance en la capacité des médias à "publier une information complète, exacte et équilibrée".

Les partis institutionnels rejetés.

- Tribune des travailleurs – Election présidentielle aux USA : la réduction du corps électoral et l'augmentation de l'abstention ont fait perdre plus de 6 millions de voix à Hillary Clinton par rapport à Barack Obama en 2012. Tandis que Donald Trump a perdu près de 2 millions de voix par rapport au candidat républicain Mitt Romney en 2012.

L'"establishment" et le "système économique" rejetés.

- L'élection de M. Donald Trump est la preuve d'un rejet indiscutable par les masses de l'establishment et d'un système économique qui ne fonctionne que pour une infime minorité.

Rébellion des masses.

- L'élection du 45e président américain est un débordement aux conséquences incalculables, une rébellion des masses qui ont votées contre la mondialisation et ses excès, contre la gabegie d'une minorité qui, depuis la crise de 2008, a raflé 90% de toute la richesse créée dans l'économie mondiale. C'est la victoire du « petit blanc » pauvre, certes mais aussi des couches sociales démunies qui étaient restées en panne d'American way.

Les "classes éduquées" sont corrompues et cela ne date pas d'hier.

- Donald Trump n'est en rien un ovni ; c'est au contraire une synthétisation d'un non-dit, de l'arrière-boutique capitaliste, sale, nauséabonde, impérialiste, raciste (« l'humanité n'existe pas hors du monde libre »), sexiste, ignorante, égoïste, obsédé seulement par l'argent, l'appât du gain coûte que coûte et un habillage esthétique fait de bling bling, de CNN et de Disneyland ! La réalité du monde néolibéral est pour ses victimes un enfer esclavagiste, sexiste, raciste et violent. Jusqu'à présent les classes éduquées feignaient-elles de l'ignorer car, enfin, elles s'en accommodaient plutôt bien ?

On nous avait fait croire le contraire

- Trump a fait mieux chez les électeurs noirs (+5) et latino (+2) que Romney (en 2012).

Peut-être pas en voix ?

Quand les droits politiques du peuple ont été confisqués.

- Comment ne pas comprendre le désenchantement des classes populaires et moyennes qui se sont abstenues massivement ? Près de 55% des électeurs sont restés chez eux soit plus de la moitié du corps électoral à quoi il faut ajouter des millions de non inscrits ou de radiés. (Où va le monde ? - Jose Espinosa - legrandsoir.info 10.11)

S'agit-il d'une adhésion ou d'un reproche ou encore d'un constat ? En France les électeurs s'abstiennent moins à l'élection présidentielle et privilégient un système présidentiel, ils sont conditionnés pour à l'arrivée se voir confisquer leurs droits politiques et se retrouver dans la même situation que les Américains.

- On comprend mieux pourquoi nos gouvernants rêvent de nous imposer un système présidentiel semblable à celui des Etats-Unis. Une primaire à droite, un primaire à gauche, le tour est joué : plus de candidats contestataires et le peuple est muselé. (id)

Si on vous impose ces candidats, vous cessez d'aller voter, c'est une réaction salutaire. Vous devez exiger l'abolition des institutions et préparer les masses populaires à prendre le pouvoir. Il faut passer à l'offensive.

Commentaire d'un internaute

- Pas encore marre du Trump bashing ? Tout cela sonne très convenu, mais je pense qu'il y a beaucoup plus de citoyens que ce que les médias veulent faire croire qui n'ont absolument rien contre lui.

Ce n'est pas parce que la plupart des auteurs duPoint font comme si tout le monde prenait Trump pour un abruti et un fou que ça va se mettre à être vrai... Je dirai même que c'est contre-productif, ça produit curieusement sur moi l'effet inverse. Plus vous dites du mal de M. Trump, plus je l'aime bien ! : Réfléchissez-y.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: soupçons de financement illégal de la campagne du président Temer - AFP Une enquête a été ouverte par la justice brésilienne pour savoir si un versement d'un million de réais (425.000 dollars) du groupe de BTP Andrade Gutierrez à la campagne électorale de 2014 de l'actuel président conservateur Michel Temer provient du réseau de corruption de Petrobras. AFP

Turquie

- Turquie: arrestation du patron du quotidien d'opposition Cumhuriyet - AFP

Les autorités turques ont arrêté vendredi le patron du quotidien d'opposition Cumhuriyet. AFP

Moldavie

- Un candidat prorusse remporte la présidentielle en Moldavie - L'Express.fr

Igor Dodon a remporté l'élection présidentielle en Moldavie, l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Le rappochement avec la Russie permettra de lever l'embargo russe sur les fruits et la viande.

Pour la première fois depuis 1997 en Moldavie, un pays pauvre de 3,5 millions d'habitants situé entre la Roumanie et l'Ukraine, le chef de l'Etat a été élu au suffrage universel. Le taux de participation au scrutin surveillé par plus de 4000 observateurs moldaves et étrangers a atteint 53,3%, selon la Commission électorale. L'Express.fr

Bulgarie

- Le candidat pro-russe remporte la présidentielle en Bulgarie - Reuters

Roumen Radev, candidat prorusse soutenu par l'opposition socialiste, a remporté dimanche le second tour de l'élection présidentielle en Bulgarie avec 59,4% des voix contre 36.2% pour sa rivale Tsetska Tsatcheva, candidate du parti de centre droit GERB (au pouvoir)... Reuters

---

ECONOMIE

France

- Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les entreprises françaises en 10 chiffres - lemonde.fr

L'Insee a publié, mardi 8 novembre, l'édition 2016 de son étude annuelle sur « les entreprises en France », qui présente un état des lieux chiffré et des dossiers thématiques à partir des données disponibles sur les entreprises (datant de 2014 pour la plupart).

- 4,4 millions

C'est le nombre d'entreprises en France au sens de l'Insee, c'est-à-dire le nombre d'unités légales, disposant d'un code SIREN (code d'identification unique utilisé notamment dans toutes les relations avec les administrations publiques).

Cette classification n'est toutefois pas nécessairement la plus pertinente, note l'Institut : en effet, de nombreux grands groupes sont constitués de myriades d'entités légales (pour des raisons d'effets de seuil notamment) ; à l'inverse, de petites PME peuvent dépendre d'une maison-mère plus importante, en tant que filiale commerciale ou de production par exemple.

De quoi relativiser la supposée impossibilité des PME françaises à grossir. Ainsi, parmi le million d'unités étudiées par l'Insee dans une étude sur le sujet, un tiers de celles de 10 salariés appartiennent à un groupe, la moitié de celles de 20 salariés et quatre sur cinq autour de 50 salariés. A partir de 30 salariés, les groupes sont plus nombreux que les entités indépendantes.

Par ailleurs, dans les groupes de plus de 5 000 salariés, on trouve un tiers des unités légales de 10 salariés et un tiers de celles de 10 à 50 salariés. « On ne raconte pas du tout la même histoire sur les PME en France selon que l'on prend en compte ou non leur appartenance à un groupe », conclut Julien Deroyon, de la division industrie et agriculture de l'Insee.

- 4 150

C'est le nombre d'entreprises de 250 salariés ou plus, ce qui correspond à la définition des ETI (entreprises de taille intermédiaire) en France en 2014. Elles employaient 5,2 millions de personnes (42 % des salariés des secteurs principalement marchands).

- 274 C'est le nombre de grandes entreprises (à partir de 5 000 salariés). Elles employaient, en 2014, 4,3 millions de salariés, soit 29 % du total.

- 1 sur 2

C'est la part de salariés des entreprises des secteurs marchands travaillant dans une multinationale, soit 6,6 millions de salariés. Parmi eux, 1,8 million travaille dans une firme sous contrôle étranger.

- Un quart C'est la part des sociétés ayant une activité en France qui sont assujetties à l'impôt sur les sociétés.

- 15 000 euros

C'est la valeur ajoutée médiane des 600 000 entreprises sans salarié. Elles ne financent donc pas l'équivalent d'un smic – dont le coût annuel à temps plein, charges patronales comprises, est estimé à près de 20 000 euros –, remarque l'Insee.

- 67 %

C'est la part des salariés français employés dans des groupes, en 2014. Près de la moitié (46 %) le sont dans des multinationales, françaises (33 % des emplois salariés) ou étrangères (13 %).

- 1 sur 2

C'est la proportion d'entreprises tricolores qui ont investi (investissement corporel) en 2014. Elle varie nettement selon la taille des entreprises : moins d'un tiers des entreprises sans aucun salarié investit, alors que près des deux tiers (60 %) de celles de moins de 10 salariés le font, et 90 % des plus grosses PME (10 à 249 salariés).

- 50

C'est le nombre d'entreprises qui réalisaient un tiers (34 %) des exportations françaises en 2014, ce qui montre la concentration de ce phénomène. Le chiffre d'affaires total à l'exportation atteignait alors 608 milliards d'euros (+1,5 % sur un an) dont 80 % réalisés dans deux secteurs : l'industrie (341 milliards d'euros) et le commerce (145 milliards d'euros).

- 20 %

C'est la part des entreprises de l'industrie manufacturière et du commerce de gros qui déclaraient un chiffre d'affaires à l'exportation en 2013. Les PME exportatrices, plus grandes que les autres, ont en moyenne 12 salariés, contre 2 salariés pour les non exportatrices, indique l'Insee. lemonde.fr 08.11

Haut de page

Le 15 novembre 2016

CAUSERIE

Hier je vous ai informé que j'avais reçu une importante contribution politique rédigée par un camarade, Pierre Salvaing, intitulé : *Ce que je sais de ce que fut L'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. pour la Reconstruction de la IVème Internationale)*, et j'avais précisé que je ne la mettrai en ligne qu'une fois après avoir reçu son accord, c'est fait, il m'a répondu notamment : "*Bien entendu, tu peux faire de ce texte ce que tu veux.*"

Le révisionnisme à nu. C'est un réquisitoire sans complaisance et sans appel contre l'opportunisme qui s'était emparé très tôt de ce courant politique, à mon avis beaucoup plus tôt encore que ce que signale Pierre Salvaing pour en être arrivé à la conclusion que P. Lambert avait troqué le socialisme ou le trotskysme pour le réformisme bourgeois dès le début des années 50 ou même avant.

Cette contribution étayée par des centaines de faits, témoignages, documents, confirme tout ce que j'ai écrit depuis des années sur ce courant politque. Je rappelle que j'ai milité à l'OCI entre 1977 et début 1981 sur le secteur de Clichy (92). Bien que nous ayons vécu des expériences et que nous ayons eu un parcours très différents, nos analyses se recoupent et nous sommes parvenus pratiquement aux mêmes conclusions, disons sur l'essentiel. J'y reviendrai sans doute une autre fois.

Il s'agit d'un témoignage exceptionnel, sans équivalent à ma connaissance, qui permet de comprendre la scission du POI en 2015, qui sont réellement les dirigeants du POI et du POID, leurs véritables intentions politiques, la dérive révisionniste de ce courant politique (CCI dans le POI, TCI dans le POID, qui en réalité contrôlent ces deux partis) qui se définissait à l'origine

comme trotskyste pour finalement sombrer définitivement dans le réformisme bourgeois

Militant, puis dirigeant et permanent à l'OCI-PCI de 1968 jusqu'à sa démission en juin 1989. Etudiant (C.L.E.R. et le groupe Révolte), puis enseignant syndicaliste, permanent à l'appareil technique et du local parisien de l'OCI (Actuellement celui du POI situé 87 rue du Faubourg Saint-Denis), puis du journal de l'AJS, Jeune Révolutionnaire. Il rejoindra le Comité constitué par S. Just en 1992, qu'il quitta en 2005 "épuisé physiquement et psychiquement par un combat dont je ne voyais pas l'issue positive", ce camarade a dépassé la soixantaine.

En préambule il a tenu à préciser :

-"*Même après avoir cessé de militer depuis plus de dix ans, je n'ai jamais renié le marxisme comme demeurant le seul instrument actuel pour ceux qui veulent s'employer à comprendre, pour l'abattre, « le vieux monde », le monde dominé par le capitalisme qui conduit l'humanité à la catastrophe dans un avenir qui pourrait être proche.*"

Les militants qui ont eu l'occasion de pénétrer en profondeur la substance du marxisme et qui s'en sont imbibés, y resteront attachés le restant de leurs jours, car c'est devenu leur mode de pensée pour interpréter le monde, mais pas seulement toute manifestation de la matière et ses transformations. C'est notre bien, notre acquis le plus précieux.

Quand on a adopté le matérialisme dialectique, après avoir abandonné l'idéalisme et ses différents systèmes de pensée philosophique, et s'être dépouillé des différents états primaires, vulgaires, utopiques du matérialisme, mécanique, empirique, etc. qu'on l'a utilisé des milliers et milliers de fois y compris ou surtout dans la vie quotidienne pour interpréter toutes les expériences qui se présentaient à nous, de la moindre pensée au fait le plus anodin, des gestes les plus bénins aux évènements de portée historique, on a pu en vérifier la justesse, et établir qu'il constituait un instrument fidèle et sûr sur lequel on pouvait s'appuyer en toute circonstance pour comprendre comment fonctionnent la nature, les hommes, les sociétés et le monde.

C'est un instrument merveilleux d'une remarquable précision, jamais pris en défaut, et si quelque part on était tenté de lui attribuer une erreur, la défaillance devrait être attribuée aux faiblesses des hommes qui ne le maîtrisent pas suffisamment ou ne savent pas s'en servir, au demeurant en maîtriser l'usage est l'oeuvre de toute une vie, et encore elle n'y suffirait pas, d'où une fois de plus la nécessité d'être modeste.

Armer d'un tel instrument, d'une telle méthode, on ne craint rien ni personne, on est invulnérable mais pas invincible, on peut essuyer des échecs cuisants, de lourdes défaites, mais le processus matérialiste dialectique et historique (inconscient) se poursuit, il n'a pas disparu, il n'est pas mort, la gauche, cette gigantesque imposture est morte et c'est tant mieux, mais le socialisme est toujours bien vivant et il vaincra !

Faites cette expérience, adoptez le matérialisme dialectique et votre vie s'en trouvera transformée à jamais.

Pour un peu, après avoir observé attentivement mon entourage composé uniquement de gens profondément arriérés, j'aurais envie d'ajouter qu'à partir de ce jour vous ne cesserez plus de penser, vous apprendrez par vous-même à penser et vous en tirerez une profonde satisfaction qui vous comblera de bonheur, malgré les vicissitudes ou les aléas de la vie quotidienne vous ne cesserez de progresser, d'élever votre niveau de cosncience, d'en élargir le champ, bref, d'aller de l'avant, de vous rapprocher de votre idéal de liberté qui correspond à l'objectif de notre combat politique, au socialisme et au communisme.

C'est aussi le meilleur moyen pour lutter contre le mode de pensée nihiliste inscrit dans l'idéologie néolibérale qu'on veut nous imposer, qui consiste à nous empêcher de parvenir à la compréhension du monde dans lequel nous vivons, pour nous interdire de le combattre et d'envisager de le changer.

Le nihilisme substitue la pensée ou l'idée à la matière pour faire en sorte que toute connaissance demeure inaccessible, c'est une forme de conditionnement assimilable à un lavage de cerveau, à une lobotomie destinée à faire de chaque exploité un sujet docile et soumis dans un monde de plus en plus inégalitaire et injuste, voué au chaos et à la barbarie si on ne parvenait pas à le renverser.

Défendre et adoter le matérialisme dialectique, le marxisme, c'est le meilleur moyen de ne pas sombrer dans l'individualisme, l'opportunisme, de se faire manipuler, corrompre, de rester fidèle à notre idéal humaniste, répétons-le une énième fois, le plus élevé et le plus noble que les hommes n'ont jamais conçu.

Haut de page

Le 18 novembre 2016

CAUSERIE

Nos causeries ne sont pas destinées à déclencher une émotion ou une réaction particulière chez les lecteurs, à imposer un point de vue, elles servent juste à faire réfléchir ou à se poser des questions dans la mesure du possible, et au-delà à partager des idées, en partant du principe que nous tendons vers le même idéal ou combattons pour la même cause, le socialisme, tout en sachant cependant que ce n'est pas forcément le cas.

La didactique adoptée ou la manière de s'adresser aux lecteurs, la syntaxe retenue, la sémantique ou le recours à un champ lexical déterminé, les différents niveaux de langue qui se côtoient ou s'entremêlent, le style, le rythme, etc. l'ensemble des éléments qui structurent le discours n'a pas été conçu pour se conformer à un modèle, une règle ou une norme, une concention, un style, au contraire il a été imaginé pour être le plus naturel ou authentique que possible, donc forcément avec ses qualités et ses défauts ou faiblesses, de manière à être accessible à chacun.

J'ai essayé de tenir compte de l'ensemble des facteurs psychologiques et sociaux qui participent à la structuration de la personnalité de chacun à commencer par la mienne, de manière à être le plus près possible des lecteurs sans avoir à procéder à des concessions sur des principes, procédé qui m'aurait amené à endosser le rôle d'un personnage qui ne m'aurait pas ressemblé ou qui m'aurait été étranger, privilégiant la sincérité au détriment de tout artifice de langage ou tournure d'esprit qui serait destiné à produire un effet sur les lecteurs.

J'ai essayé de lever tous les obstacles qui pouvaient se dresser entre nous et fausser nos rapports, non pas afin que les lecteurs partagent mon état d'esprit, mais pour qu'ils prennent conscience du leur et qu'ils saisissent que nous avons tout intérêt à essayer d'avancer ensemble. Ils conviendront qu'aucun dirigeant ne leur tient ce genre de discours, la plupart en sont totalement incapables ou ne le souhaitent pas et on aura compris pourquoi. Mieux, il leur inspire le plus profond mépris, ils considèrent que c'est se fourvoyer ou que cela n'aurait rien à voir avec la lutte des classes, alors que je prétends le contraire.

Ils en sont restés à une société composée majoritairement de travailleurs illettrés ou non éduqués, non développés, non évolués, bref, arriérés, et d'une élite qui présenterait toutes les qualités opposées, au point de perdre de vue qu'elle est particulièrement vulnérable ou qu'elle présente les mêmes faiblesses ou lacunes que les travailleurs arriérés qu'ils méprisent tant ou ignorent. Car bénéficier d'un statut social supérieur ou participer à la lutte de classe n'a jamais constitué un gage d'intégrité morale ou intellectuelle, et le degré de démagogie des membres de cette élite révèle ou reflète son déséquilibre psychologique qui n'inspire pas vraiment à la sérénité, parce qu'ils n'ont pas plus conscience du processus inconscient qui leur a permis de s'élever à ce statut ou à adopter cet engagement politique que du processus dialectique matérialiste et historique dont est issue la société ou dont ils sont le produit.

On a tendance à perdre de vue de quoi sont faits les hommes, d'où on vient et qu'il en va ainsi pour l'ensemble des travailleurs quel que soit leur statut social ou leurs conditions. Je me demande qui de la personnalité de nos dirigeants ou de leurs discours inspire le plus de méfiance aux travailleurs et aux militants. Ils auront sans doute tendance à les identifier à leurs discours, dont la conception empruntée aux marxistes n'en est qu'une caricature, après en avoir expulsé les aspects que je développe ou que j'ai tenu à conserver pour justement jamais nous couper des préoccupations ou de l'état d'esprit général des travailleurs, de leurs conditions, qui font partie intégrante de la réalité ou de la situation politique, ce qui contribue à faire de leurs discours une construction idéologique figée ou fossilisée suspendue au-dessus de la réalité, impersonnelle, sortie de nulle part donc insaisissable, indigeste ou inaudible, ce qui a le don de produire une impression désagréable ou qui met mal à l'aise, car on ne saisit pas quelles sont les intentions véritables de leurs auteurs bien qu'ils s'emploient à l'exposer dans leurs argumentations, ce qui manifestement ne suffit pas à convaincre les travailleurs qui restent sur leur faim.

Il y en a qui s'imaginent qu'il suffirait de lire des milliers de livres pour comprendre comment fonctionne la société, ils se leurrent eux-mêmes.

Il est préférable de commencer par apprendre à observer et écouter, on appelle aussi cela l'école de la vie. Pourquoi ? C'est simple, parce que chaque manifestation de la nature ou chaque expérience humaine fonctionne selon les lois de la dialectique, et que si on ne maîtrise pas cet instrument logique on aura beau avoir lu des milliers de livres rédigés par d'illustres penseurs ou philosophoses, on ne sera pas plus avancé. C'est la combinaison des deux méthodes, observer et écouter d'une part, lire d'autre part, qui permet réellement de s'élever, pas forcément, mais disons qu'on met ainsi toutes les chances de notre côté pour y parvenir.

Je vous avouer un truc impensable qui illustre ce qui vient d'être dit.

Parvenu à l'âge de 19 j'étais très arriéré, un abruti complet pour faire bref. Jusque là je n'avait pas vraiment été apte à observer ou écouter, je subissais mon sort. Puis soudainement j'ai pris conscience de ma crasse ignorance, j'en ai été profondément choqué, humilié, à en pleurer, oui à en pleurer je m'en souviens encore parfaitement, je n'en dormais plus la nuit, j'y pensais 24h/24. Je me suis demandé comment cela avait pu être possible, et surtout pourquoi je ne m'en étais pas aperçu plus tôt, en me disant, mais combien de fois mon pauvre garçon tu as pu te ridiculiser aux yeux de tes copains, quelle honte, j'en étais épouvanté.

Ce fut un tel traumatisme, que je pris la résolution de consacrer le restant de mes jours à tout mettre en oeuvre pour mettre un terme à ce cauchemar épouvantable. Un pote plus âgé que moi à qui je m'étais livré m'a orienté sur la philosophie, alors que j'ignorais ce que signifiait ce terme abscons. Au départ il m'a prêté des manuels scolaires dans lesquels figuraient des extraits d'ouvrages rédigés par des philosophes, je notai leurs noms, puis j'achetai leurs ouvrages en livres de poche. En vérité, c'était pour moi du chinois, je butais presque sur chaque mot, je devais relire chaque phrase plusieurs fois avant de passer à la suivante, une vraie torture. Je devais lire en consultant sans cesse le dictionnaire et je notais sur un cahier les définitions des expressions que j'ignorais, toutes ou preque. C'était fastidieux, car ensuite quand je reprenais ma lecture je ne savais plus où j'en étais, j'avais déjà oublié ce que je venais de lire, il fallait donc le relire et ainsi de suite.

Parvenu à la fin d'un ouvrage, je le relisais plusieurs fois en entier, je devais faire un effort surhumain pour essayer d'y comprendre quelque chose, je finissais par me persuader que j'y étais arrivé, mais fort de l'expérience que j'avais faite en découvrant ma profonde ignorance, je ne me faisais guère d'illusions sur mes capacités intellectuelles qui demeuraient rudimentaires ou défectueuses, au point que je n'étais jamais réellement satisfait du résultat, mais en attendant il fallait bien s'en contenter, le chemin allait être long pour sortir de l'obscurité.

Au bout de deux ans d'études solitaires ou laborieuses, j'étais parvenu à Hegel et j'allais passer à Marx, donc j'estimais être parvenu à mon objectif. En fait je me leurrais une fois de plus, car en réalité je n'avais rien compris ou peu de choses. Et c'est cela qui est plus incroyable, c'est que malgré tout, inconsciemment, sans professeur ou aucune aide extérieure, sans plan d'aucune sorte, j'avais emprunté le chemin des grands philosophes depuis Aristote jusqu'à Hegel (et même ceux du début du XXe siècle), j'étais parvenu au bout de la philosophie avec l'idée absolue de Hegel. Ce n'est qu'en y repensant plusieurs décennies plus tard que j'ai compris comment cela avait pu se produire, parce que je m'étais identifié à chaque philosophe que j'étudiais, j'avais adopté leur mode de pensée, leur rhétorique, donc j'avais intégré des instruments logiques qui avaient rendu cet enchaînement possible et qui allaient me servir par la suite. En même temps j'avais compris que leurs systèmes philosophiques ne répondaient pas à une de mes préoccupations qui allait donner un sens aux restants de mes jours, pourquoi nous vivons dans un monde aussi injuste et comment le changer, aucun ne pouvait me donner une réponse satisfaisante à ces questions.

Si je suis parvenu à mon objectif, je le dois ma volonté, à une résolution inébranlable, à la persévérance et au courage dont j'ai dû faire preuve sans relâche, mais surtout parce que je poursuivais un but pratique, changer la société. Devenir plus intelligent, certes, mais pour quoi faire, pour reproduire le mode de vie de mes parents, trop peu pour moi, je le détestais, pour partager leur sort, il me faisait horreur, mon idéal devait forcément être plus élevé, ce sera le socialisme. Ce qui ne m'empêchera pas de l'abandonner pendant 20 ans, comme quoi adopter l'idéal le plus élevé ne signifie pas forcément qu'on aurait atteint un niveau de conscience suffisant ou qui en soit digne, avis aux bonnes consciences au passage qui se disent socialistes, communistes ou trotskystes, une étiquette usurpée dans la plupart des cas.

Cela pour dire, que sans grille de lecture, sans instruments logiques, et qui plus est quand on aborde la politique, sans le matérialisme dialectique, on est pratiquement incapable d'interpréter correctement ce qu'on lit ou étudie ou d'en tirer un enseignement pratique qui demeure l'unique expérience qui permet de le vérifier ou d'en juger, car ce qu'on pense de soi-même ou de l'état de conscience auquel on est parvenu, cela n'a vraiment aucune espèce d'importance, sauf si on se dit qu'on a encore tout à apprendre ce qui est bénéfique, au-delà, il est conseillé de ne pas y penser ou de ne pas se poser ce genre de questions qui relève d'un manque de modestie dont il faut faire preuve absolument pour progresser.

Quoiqu'on en dise les Américains ont plébiscité un oligarche.

D'un acteur médiocre de série B, Reagan, à un misérable personnage de télé réalité, Trump, ou comment l'oligarchie est parvenue à faire élire l'un des siens à la présidence du pays le plus puissant de la planète, les Etats-Unis d'Amérique. Quelle terrible défaite pour le prolétariat américain et mondial !

On peut se gargariser avec le taux d'abstention qui n'a jamais fait ni une orientation politique ni un programme ni un parti. En attendant, l'alliance entre l'oligarchie, des pans entiers de la classe moyenne et le lumpenprolétariat laisse augurer le pire. Comment pourrait-il en être autrement puisque cette élection n'a rien réglé sur le plan économique, elle a au contraire révélé la faillite ou l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme.

Il y a tout lieu de penser qu'on va assister à une violente fuite en avant à la fois sur le plan économique et politique sans qu'on puisse dire comment elle se traduira, on en saura davantage quand Trump aura désigné son équipe et les ministres qui feront partie de son gouvernement en janvier prochain. En guise d'avant-goût, on a entendu parler du chef du parti républicain, Reince Priebus, d'un dirigeant notoire de l'extrême droite, Stephen Bannon, d'un ex-banquier de Goldman Satchs, d'un ex-travesti et maire de New York, Rudy Giuliani, d'un magnat du pétrole...

On nous dira encore une fois qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, en tout cas ce qu'on constate c'est que la réaction a le vent en poupe, parce que le mouvement ouvrier n'a pas été foutu de se doter d'une nouvelle direction pour n'avoir jamais rompu avec la social-démocratie dégénérée ou le stalinisme en France, pour s'être vendu à Wall Street aux Etats-Unis.

Quelques réflexions politiques

Entre nous.

Quand on pense à la gauche, on ne peut pas s'empêcher de se dit qu'on a à faire à de véritables ordures, et quand on pense à l'extrême gauche, on se dit qu'on a à faire à son service après-vente assuré par des crétins tout aussi authentiques. Comme vous y allez fort... Attendez, ils soutiennent des guerres impérialistes tout de même, il ne faudrait pas l'oublier.

Tu m'étonnes qu'ils sont mûrs pour le national-socialisme, la gauche ou le néolibéralisme, c'est le socialisme à l'envers et l'extrême gauche n'y voit que l'expression du socialisme qui sert en réalité les desseins de la droite ultra réactionnaire. On comprend dès lors pourquoi quand un mouvement se dessine en faveur de telle ou telle minorité ils ne s'attardent pas sur les intentions inavouables qui en sont à l'origine, ils préfèrent les ignorer.

Quand vous trouvez côte à côte l'oligarchie, la gauche, l'extrême gauche, l'ultra gauche, les ONG, vous pouvez vous dire que vous êtes en présence d'une opération téléguidée par la réaction. Le fait de ne pas caractériser la gauche de droite est fort utile, car cela permet toutes les manipulations inimaginables pour le compte du régime et d'y participer.

Pire, c'est par ce biais que ces opérations peuvent se doter d'un verni populaire ou démocratique trompeur qui permet de leur octroyer une légitimité, que le régime ne renierait pas puisqu'il est destiné à en être le principal bénéficiaire.

Chaque fois qu'on nous soumet un droit, un besoin, une revendication, un appel à participer à une manifestation politique quelconque, il faut commencer par nous demander quelle en est la nature de classe ainsi que celle de ceux qui en sont à l'initiative, ensuite on est en droit de se poser la question de savoir quelles sont leurs véritables intentions et objectifs politiques, sont-ils les mêmes que les nôtres, question à laquelle on pourra répondre correctement uniquement en l'inscrivant dans le contexte social et politique du moment et au-delà.

Si vous estimez à juste raison que toute revendication ou tout droit social est légitime, mais qu'à tort vous ne vous posez pas ces questions et bien d'autres qui en découlent directement, quasi-infailliblement vous vous ferez manipulé puisque vous n'aurez pas tenu compte des réponses qu'appelaient ces questions pour n'en avoir tiré aucun enseignement politique tant théorique que pratique. Il en ira chaque fois ainsi si vous ne vous souciez pas de savoir qui en est à l'origine, qui orchestre ces opérations, qui s'y rallie, qui les légitime, qui va en être le bénéficiaire, et si vous êtes parvenu jusque là, qui en sera la victime.

Est-ce à dire que dans certains cas il ne faudrait pas soutenir une revendication ou un droit, une mesure, une loi qui profiterait à la classe ouvrière ? Effectivement, notamment lorsque ce sont les représentants de la classe dominante ou de l'Etat qui en sont à l'initiative, le gouvernement ou un de ses partis, les partis de droite ou de la réaction, puisque cette opération aura pour seul objectif de se prévaloir d'un soutien populaire pour faire passer leur politique antisociale ou impérialiste, vous ne voudriez tout de même pas qu'on leur donne un coup de main pour tromper les travailleurs ou qu'on soit complice de leur machination, n'est-ce pas ?

Alors pourquoi l'extrême gauche et plus généralement tous les partis du mouvement ouvrier y participent-ils ? Pardi, mais parce qu'ils sont incapables de défendre ces revendications ou droits en se situant sur le terrain de classe indépendant du prolétariat, sinon pourquoi glisseraient-ils sur celui de la classe des capitalistes, cela n'aurait aucun sens, réfléchissez un peu, il n'existe pas d'autres explications.

Ménager le régime, lui trouver des vertus ou des qualités qu'il n'a jamais eu sans être animé de mauvaises intentions envers les travailleurs, est incompatible avec la cause pour laquelle nous combattons. Pourquoi ? Parce que nos objectifs politiques sont incompatibles avec les intérêts du régime et sa survie, nous combattons pour le renverser, et non pour qu'il puisse se refaire une santé dès qu'il est en difficulté, en se parant de vertus ou de qualités usurpées pour se prévaloir des atours de la démocratie.

La lutte des classes est une lutte à mort.

Comme vous y aller va-t-on nous rétorquer encore, une fois de plus vous versez dans l'outrance, vous êtes un gauchiste, non, je suis d'extrême gauche, Lénine le revendiquait. Les millions de morts que font encore de nos jours les guerres impérialistes ne vous suffisent donc pas, mais alors qu'est-ce qu'il vous faut pour comprendre dans quel monde nous vivons, une troisième guerre mondiale, qu'une énorme comète s'abatte sur la terre, une collision inter galactique ou alors un miracle ?

Il ne faut pas compter sur nous pour participer à ces petits arrangements avec nos principes, notre conscience, notre morale, nos convictions, notre idéal, pour justifier l'injustifiable, notre adaptation au capitalisme. On ne porte pas là un jugement ou on ne fait de procès d'intention à personne puisqu'on sait qu'elle repose sur une faiblesse théorique qui conduit à bien des confusions.

Fidèle au marxisme ou au socialisme, nous estimons que le combat pour les revendications ou les droits des travailleurs quels qu'ils soient doit être mené dans la perspective du renversement de l'ordre établi et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, de la révolution socialiste.

- "Le front unique ouvrier n'a de sens que si ses animateurs principaux, les révolutionnaires, tout en respectant le cadre de ce qui fait l'unité, défendent leur programme et leur orientation. Sinon, il n'y a qu' « unité » conjoncturelle et de façade, derrière laquelle se dissimule leur capitulation." Pierre Salvaing.

Autrement dit, le front unique ouvrier ne peut être conçu que dans une perspective révolutionnaire, dans le cas contraire il ne sert que les intérêts des appareils pourris des syndicats liés au PS ou au PCF, donc du régime. On en a l'illustration quand on assigne au front unique ouvrier l'objectif de défendre l'indépendance des syndicats (POI et POID), qui dès lors qu'ils sont subordonnés à l'Etat ou au régime revient à les soutenir qu'on le veuille ou non.

Le front unique ouvrière doit être résolument dirigé contre les appareils contre-révolutionnaires des syndicats en dénonçant leur double langage ou jeu au profit du patronat et du gouvernement, et s'il ne se réalise pas contre eux, il se réalisera contre les travailleurs.

On nous dira que c'est parfois ou souvent inévitable... Certes, à ceci près que lorsqu'on a mené ce combat scrupuleusement sur le terrain de classe du prolétariat dans la perspective de la chute du régime on n'aura pas à supporter la responsabilité de son échec ou les conséquences négatives pour les travailleurs que l'on mettra au compte des appareils et de notre propre faiblesse en tant que courant révolutionnaire, qu'on pourra ensuite appeler à renforcer pour mener les combats à venir dans de meilleures conditions et vaincre.

C'est donc refuser de se tenir scrupuleusement sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, qui interdit aux militants et aux travailleurs d'en tirer des enseignements, de tirer les leçons politiques du front unique ouvrier pour construire le parti.

Quand par exemple un parti publie les déclarations ou des extraits choisis de déclarations de dirigeants syndicaux sans le moindre commentaire ou la moindre analyse, sans formuler la moindre réserve, qu'est-ce que sont appelés à en déduire les lecteurs, que fait-il sinon mettre en valeur ces braves dirigeants, leur servir la soupe en réalité, les hisser à la tête du front unique ouvrier ou leur en attribuer le mérite qui plus est si la bataille se termine par une victoire, dans le cas contraire ils pourront toujours faire supporter aux travailleurs la responsabilité de la défaite sans que personne là non plus ne viennent les contredire, ils pourront être satisfaits de constater que tout sera resté dans l'ordre des choses établies dans le meilleur des mondes.

Ce qui caractérise l'opportunisme, c'est son double langage permanent dont nous ne sommes pas dupe.

On peut affirmer dans un discours prétendre combattre pour la rupture avec la Ve République, pour l'indépendance des organisations, mais quand dans les faits on refuse de rompre avec les appareils corrompus des syndicats, on refuse de caractériser de droite le PS et ses satellites et alliés, on soutient de facto le régime.

Il n'existe pas de syndicats indépendants de l'Etat et de la classe des capitalistes en France, prétendre le contraire consiste donc à faire croire que leurs dirigeants ne seraient peut-être pas aussi corrompus qu'on veut bien le dire ou qu'ils ne maîtriseraient pas l'orientation de leurs syndicats, bref, qu'ils n'en auraient pas le contrôle, ce qui laisse entendre que les syndicats pourraient malgré tout jouer un rôle révolutionnaire au côté des travailleurs et les aider à conquérir leur émancipation du capital, alors qu'en réalité cela s'avèrera impossible aussi longtemps que leurs dirigeants n'auront pas été chassés des syndicats, ce qui s'avèrera tout aussi impossible, car s'ils n'ont pas la maîtrise de la totalité des militants, par contre ils ont solidement cadenassé leurs appareils depuis des lustres, ils préfèreront saborder leurs syndicats plutôt qu'ils ne tombent entre les mains d'ennemis du régime qu'ils servent avec zèle.

D'où la nécessité de construire un nouveau syndicat ouvrier ou une tendance socialiste-révolutionnaire dans les syndicats, qui constituera un pôle de regroupement au cours de la révolution destiné aux militants du reste des syndicats qui rompront avec le régime au cours de ce combat politique.

Les étiquettes et les intentions auto-proclamées des uns et des autres ne servent qu'à camoufler cette imposture destinée à tromper militants et travailleurs.

Quant à l'instrumentalisation par la droite (ou gauche réactionnaire) du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, du sexisme, etc. qui sert à dresser les unes contre les autres les différentes couches de travailleurs, elle aurait rapidement été abandonnées ou elle n'aurait jamais pris une telle ampleur sans le soutien des populistes du Front de gauche et de l'extrême gauche crypto-stalinienne, NPA et LO.

Chacun aura pu observer que ce sont les pires réactionnaires qui soient qui se réclament du combat contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, etc. à l'instar de l'oligarque américain Georges Soros qui a participé au financement du coup d'Etat d'extrême droite en Ukraine. Cela ne dérange pas le moins du monde la vermine de gauche et d'extrême gauche qui les épaulent, marchent dans ces combines pourries. A aucun moment ils ne se demanderont pourquoi l'oligarchie est à l'origine de toutes ces campagnes, quels objectifs politiques elles servent, sinon à faire diversion, à

nous diviser, à briser l'unité de notre classe, à disloquer son avant-garde, à pourrir davantage le mouvement ouvrier.

Voilà qui devrait vous mettre de bonne humeur pour le restant de la journée :

- Un diamant bleu très rare vendu 17 millions de dollars à Genève - AFP 16.11

Les peuples innocents sacrifiés, massacrés, oubliés :

- 20 mois de guerre : 7 000 morts, 37 000 blessés, plus de trois millions de déplacés, dont un million et demi d'enfants… AFP 16.11

Voilà pour le Yémen.

- Chaque nuit ou presque sont retrouvés au milieu des détritus les corps d'enfants, voire de bébés. D'où viennent-ils ? Ont-ils été abandonnés à leur sort ou tués ? Personne ne le sait et ne semble s'en soucier. A commencer par la police, ainsi que le concède son porte-parole : « On ne part pas sur tous les homicides. » Après un passage à la morgue, les petites dépouilles placées dans des cartons sont inhumées sommairement, au hasard des places que les ambulanciers parviennent à trouver au cimetière. lemonde.fr 16.11

Voilà pour Haïti.

Cherchez l'erreur ou parole de faussaires.

- Sur Facebook, les fausses informations ont eu plus de succès que les vrais articles pendant les trois derniers mois avant l'élection de Donald Trump - Le Huffington Post

Une ode à la désinformation, à l'auto-censure, au mensonge éhonté...

Leur matraquage hystérique prédisant à 100% la victoire de Clinton aura eu un double effet : Certains de ses électeurs potentiels ont dû se demander pourquoi aller voter ou ajouter inutilement une voix de plus, et ceux qui ne voulaient pas spécialement voter pour Trump se sont convaincus qu'ils devaient y aller...

Les masques tombent.

Quand une officine de la NED (CIA) financée par Soros récompense Al-Qaïda.

- France: le prix du « journaliste de l'année » remporté par un soutien d'Al-Qaïda - Arrêt sur info

Le reporter syrien Hadi Abdullah, proche du chef terroriste Shaykh Abdullah al-Muhaisany, a remporté le 7 novembre le prix Reporters sans frontières (RSF)

Hadi Abdullah, ami du terroriste d'al-Qaïda nommé Muhaysini, vient de recevoir le prix Reporters sans frontières de 2016, une ONG financée par la fondation Soros.

Est-ce que cela signifie que Hadi Abdullah est lui-même un homme de la CIA? Il ne serait pas le premier « journaliste » à l'être en Syrie. Arrêt sur info

Confirmation. Amnesty International officine de la réaction.

- La CPI, désavouée par la Russie, lance un appel: "ne partez pas!" - AFP

La Russie a porté un nouveau coup à la Cour pénale internationale mercredi en annonçant son intention de retirer sa signature du traité fondateur, la quinzième Assemblée de la CPI s'ouvrant sur des appels à ne pas abandonner cette juridiction "unique".

Plusieurs pays africains avaient auparavant annoncé quitter la CPI, faisant notamment écho aux critiques récurrentes sur le continent de persécution à l'encontre des Africains.

"Je leur adresse un message solennel : ne partez pas !", a déclaré le président de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome, Sidiki Kaba, à La Haye.

La Gambie a officiellement notifié lundi son retrait de la CPI auprès des Nations unies, après l'Afrique du Sud et le Burundi en octobre. Ce retrait doit prendre effet un an après la réception de cette notification.

Et mercredi, c'est la Russie qui a pris une décision hautement symbolique en souhaitant retirer la signature qu'elle avait apposée en 2000 au Statut de Rome, qu'elle n'avait jamais ratifié, reprochant à cette juridiction de ne pas être "véritablement indépendante" et de ne pas avoir été à la hauteur des espoirs suscités.

Amnesty International a de son côté condamné cette mesure "cynique" de Moscou qu'elle a qualifiée de tentative de "saper les progrès vers une justice internationale".

Sur le continent africain, le Kenya, la Namibie et l'Ouganda, grands détracteurs de la Cour pénale internationale, pourraient suivre dans un "effet domino", d'après les experts, cependant que le Soudan a lancé fin octobre un appel à tous les pays africains à quitter la CPI. AFP 16.11

ACTUALITE EN TITRES

Les valseuses

- 2017 : Sans le dire, Jean-Marie Le Guen pousse Manuel Valls à être candidat -

Interrogé par France 3 ce mercredi, le Secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement a estimé que le Premier ministre avait « la personnalité, le parcours, la densité et la vision » pour être candidat. L'Opinion

- Sondage: Valls meilleur candidat si Hollande ne se représente pas - AFP

Parole d'un banquier ou candidat millionnaire en euros.

- Macron candidat à la présidentielle contre "le système" - AFP

- Présidentielle 2017 : Emmanuel Macron se lance dans la course - Franceinfo

- Législatives: les députés pro-Macron briguent l'investiture PS - AFP

- Macron candidat: "c'est le pire scénario pour la gauche" (Ifop) - AFP

En famille.

- Marine Le Pen dévoile son logo de campagne: «C'est le grand remplacement du Parti socialiste par le Front national» - 20minutes.fr

La candidate du FN à l'élection présidentielle a repris plusieurs codes de droite et de gauche, et notamment la rose socialiste… 20minutes.fr

- De gauche à droite, ils veulent tous voir Macron tomber - Slate.fr

L'ex-ministre de l'Économie est en marche vers l'Élysée. Et d'Alain Juppé à François Hollande en passant par François Bayrou, Manuel Valls et Jean-Luc Mélenchon, sa candidature gêne un peu tout le monde. Pas sûr que ça suffise...«C'est le candidat des médias», attaque Arnaud Montebourg... Slate.fr

A défaut de pourvoir faire réélire Hollande, ils rament pour le candidat du parti de l'ordre officiel.

Le candidat un temps favori du groupe Bilderberg (2013) finira-t-il par l'emporter ?

- Fillon à égalité avec Sarkozy, battrait Juppé au second tour - Reuters

François Fillon, en plein rebond dans une série de sondages récents, fait désormais jeu égal avec Nicolas Sarkozy en vue du premier tour de la primaire de la droite avec 25% des intentions de vote, selon une enquête OpinionWay publiée mardi. Reuters

- Baromètre Ipsos : Fillon et Juppé ex aequo chez Les Républicains - LePoint.fr

Dans notre -baromètre Ispos-"Le Point", ils sont les deux hommes -politiques en exercice les plus populaires à droite. Une surprise à la primaire ? LePoint.fr

Ils veulent tester votre capacité de résistance...

- Voies sur berge : le rapport qui dénonce l'explosion des embouteillages à Paris - LeFigaro.fr

La prostitution consentie serait-elle en panne de clientèle?

- Ni Putes ni Soumises expulsé de ses locaux pour loyers impayés - LeFigaro.fr

Chut, vous êtes les amis de leurs amis !

- Dubaï: Victime d'un viol collectif, une touriste britannique porte plainte et se fait inculper pour relation sexuelle extra-conjugale - 20minutes.fr

Définition en ploutocratie. Cette nature inférieure de l'espèce humaine qu'est la femme, ne peut disposer de son sexe que pour se prostituer, comme ceux qui nous gouvernent et l'élite à leur service en somme.

La France, Hollande et le PS sont les amis des régimes archaïques du Golfe, n'est-ce pas ? Hollande et le PS qui ont mené des campagnes (démagogiques) contre le sexisme, l'homophobie, campagnes auxquels vous vous êtes peut-être associés pendant qu'ils continuaient d'entretenir les meilleurs relations du monde avec ces régimes répugnants, business oblige, qui participaient au bombardement de la Libye, de la Syrie, de l'Irak, du Yémen ou soutenaient le blocus de Gaza, etc., cela ne vous a pas dérangé le moins du monde apparemment, et quant aux sorts des femmes dans les pays du Golfe, Hollande et le PS n'y pensaient pas, alors pourquoi auriez-vous dû y penser, franchement, pourquoi ?

Je me demande si les gens ne tiennent pas à se poser de questions par crainte des réponses qu'ils devraient y apporter et qu'ils ne supporteraient pas, ou tout simplement parce qu'ils ne sont pas suffisamment évolués ou libres pour se les poser.

Nos gouvernants sont les premiers à supporter les différences entre les classes, donc les inégalités de traitement qui existent entre les différents membres de la société en fonction de leur condition ou statut social, de leur richesse et du pouvoir qui en découle

Comment banaliser la barbarie.

- Cette étude qui nous apprend comment les jeux vidéo entraînent notre cerveau à justifier le meurtre - Atlantico.fr

Une étude réalisée par des chercheurs de l'Université du Queensland en Australie a montré que certains jeux vidéos de plus en plus réalistes dans les situations de violence auraient un impact sur le cerveau des joueurs et notamment sur la façon dont ils justifient les crimes. Atlantico.fr

Syrie. Le Figaro se lamente, les barbares supplétifs du Pentagone sont en train de perdre la guerre...

- Syrie : Alep de nouveau sous les bombes, l'aide alimentaire s'épuise - LeFigaro.fr

A Tripoli, Badgad, Damas, Kabul, Gaza...

- La défaite de Clinton laisse de nombreuses femmes désemparées - AFP

- Obama: les Etats-Unis doivent rester "un phare de l'espérance" - AFP

Dossier Etats-Unis

- L'ensemble de la situation internationale, mais aussi sur le territoire américain ainsi que leur évolution à venir, pose directement la question du renversement du régime en place aux Etats-Unis, avions-nous affirmé en décembre 2015.

- Quelle qu'eut été le résultat de l'élection présidentielle américaine, il était destiné à incarner l'inconsistance et la corruption qui ont pourri la gauche américaine. Les deux principaux candidats en lice incarnaient l'oligarchie financière, l'impérialisme,

le néolibéralisme, la réaction, donc la seule position correcte consistait à appeler au boycott de cette élection.

Quels que soient les enseignements qu'on tire de ces élections, si on ne les relie pasà ce constat ou si on l'occulte, on s'interdit d'envisager une issue politique favorable aux classes laborieuses aux Etats-Unis, qui ne pourra se construire qu'une fois affirmée la rupture de la classe ouvrière avec l'ensemble des partis qui incarnent le capital et les institutions, la Constitution américaine, dont le parti démocrate, ce qui reviendra à renouer avec l'orientation originelle de la gauche ayant pour objectif le renversement du régime en place.

La gauche telle qu'elle existe aujourd'hui est réactionnaire, antisociale, impérialiste. Les hypocrites, opportunistes ou traites en tous genres passent leur temps à se demander comment la gauche a pu en arriver là, alors qu'ils en portent l'entière responsabilité, je veux parler de l'ensemble des partis du mouvement ouvrier sans exception, hélas ! Ils ont voulu ménager la chèvre et le choux, courir après plusieurs lièvres à la fois, pour finalement n'en attraper aucun ou se faire dévorer.

Ils ont confondu compromis et compromission, collusion, corruption, collaboration de classes, à moins qu'ils en aient pris conscience plus ou moins tôt, c'est ma conviction.

Le reniement le plus infime de nos principes nous condamne à devoir le justifier en recourant à des procédés que l'on qualifiait d'ignobles la veille encore, qui iront crescendo au fur et à mesure que notre imposture prendra de l'ampleur ou qu'on s'éloignera toujours davantage des intentions qui nous animaient au départ et qu'on a depuis totalement abandonnées au profit d'objectifs politiques inavouables, un mensonge, une falsification, une manoeuvre déloyale, etc. servant à en couvrir une autre, inutilement puisque la ligne politique qu'ils tentent ainsi de justifier transpire désormais l'opportunisme à plein nez sans qu'ils puissent l'éviter.

Jugez plutôt, aussi infâme, répugnante ou cynique que puisse être la gauche, ils se refusent à la caractériser politiquement, à la condamner, ce qui en soi à valeur d'aveu et confirme l'appréciation qu'on porte sur eux.

Conclusion hâtive

- La signification profonde de la présidentielle américaine est le «rejet du projet de globalisation à l'américaine par les Américains eux-mêmes», estime l'écrivain politique Diana Johnstone.

LVOG - Pas sûr qu'ils aient atteint ce niveau de conscience... La signification pourrait être plus alimentaire...

La sociologie du néant.

Extraits. Emmanuel Todd : Le modèle que j'utilise d'habitude ne fonctionne pas ici. - atlantico.fr 15.11

J'ai consacré l'essentiel de ma vie de chercheur à dire qu'il fallait chercher les déterminants de la vie politique et idéologique au-delà de l'économie : dans les structures familiales, les valeurs religieuses, les stratifications éducatives.

Mais cette approche m'aurait amené à conclure que la société américaine pouvait supporter à l'infini le néolibéralisme, l'hyperindividualisme, la montée des inégalités, la stagnation ou même la baisse du revenu médian des ménages. La famille nucléaire anglo-saxonne est individualiste, libérale, mais pas du tout égalitaire. Le protestantisme des sectes, avec ses élus et ses damnés, est inégalitaire. La nouvelle stratification éducative en supérieurs, secondaires et primaires a rajouté une couche d'inégalitarisme à la société américaine. Il était donc possible d'imaginer (comme l'ont fait Hillary Clinton et la presse de l'establishment) que tout allait continuer. Le monde anglo-américain aurait engendré le néo-libéralisme parce que, pour le meilleur et pour le pire, il lui convenait. La résistance à la globalisation ne pouvait être qu'ailleurs, dans des pays attachés à l'égalité, comme la France, à l'intégration collective comme l'Allemagne ou le Japon, ou aux deux comme la Russie.

Je crois que c'est l'augmentation de la mortalité des Américains blancs de 45 à 54 ans entre 1999 et 2013 qui m'a fait craquer. La mortalité a un peu baissé pour les Blancs qui avaient fait des études supérieures complètes, elle a stagné pour ceux qui avaient fait des études supérieures incomplètes, elle a augmenté en-dessous de ce seuil, entraînant l'élévation du taux global. Nous en sommes au point où le groupe majoritaire, les Blancs, représentant 72% du corps électoral, est tellement en souffrance que sa mortalité augmente. Les causes de cette augmentation ne sont pas "naturelles" : il s'agit de suicides, d'alcool, de drogue, d'empoisonnements médicamenteux. A l'instinct je me suis dit : à ce stade, le système idéologique néo-libéral peut craquer. Cet indicateur est vraiment le signe que la globalisation économique a fini par conduire à une insécurité individuelle et sociale insupportable même en pays anglo-saxon. Les sondages "sortie des urnes" ont bien montré qu'au fond, la principale motivation du vote Trump était la volonté de changement. Tout sauf ce que représente Clinton.

(...)

Le capitalisme est plastique, multiforme : il devrait permettre une reconstruction assez rapide de la nation américaine..

(...)

Il est vrai que Donald Trump a fait ses meilleurs scores chez les non éduqués blancs, mais il reste le fait que Trump est aussi un phénomène de classe moyenne, et qu'il fait un peu mieux que Clinton dans l'électorat blanc éduqué. Les Noirs ont voté à 88% pour Clinton, avec pourtant un taux de participation plus faible que pour Obama. Mais les mouvements les plus importants, par rapport aux élections précédentes, ont bien eu lieu en fonction des niveaux de revenus. Alors que le parti républicain était le parti des riches, il se contente aujourd'hui de faire jeu égal avec le parti démocrate chez ceux qui gagnent plus de 200 000 dollars par an. Globalement certes, on a l'impression que le niveau économique n'est plus tellement déterminant. Mais c'est le résultat d'une mutation extraordinaire : beaucoup de riches ont fui le parti républicain. D'ailleurs, pendant la campagne, l'argent est allé vers le parti démocrate. Wall Street a voté Clinton. Tout comme les chanteurs et acteurs branchés perçus comme "de gauche", liberal au sens américain, mais qui sont quand même, au fond, des milliardaires qui bénéficient à leur manière de la globalisation.

(...)

Ces prétendus "prolos blancs incultes", de la Rust Belt, entre Grands Lacs et Pennsylvanie, ont voté démocrate lorsque le candidat était noir, ils ont cessé de voter démocrate lorsque la candidate est devenue blanche.

Mais soyons sérieux. Si l'on veut comprendre la question raciale, il faut remonter au fondement même de la démocratie américaine.

Le problème racial est en Amérique d'une épaisseur, d'une résistance extraordinaire. Il n'a aucun équivalent en France. Il n'y a pas chez nous de groupes où le taux de mariage mixte soit aussi faible que celui des femmes noires aux États Unis. Loïc Wacquant a bien montré dans Urban Outcast (parias urbains) que les banlieues françaises les plus pourries n'avaient rien à voir avec l'hyperghetto américain. Il y a pire : les États-Unis sont depuis l'origine une démocratie raciale. Les Anglais qui ont fondé l'Amérique ne croyaient pas en l'égalité des hommes. La seule façon d'expliquer leur conversion à un idéal égalitaire démocratique, c'est d'admettre que les Blancs sont devenus égaux en Amérique parce que la notion d'infériorité y a été collée sur des groupes raciaux ; sur les Indiens, puis sur les Noirs.

Dès Nixon, les Républicains ont utilisé le ressentiment blanc contre la déségrégation et contre l'émancipation politique des Noirs comme un instrument de lutte et de conquête électorale. Subtilement, en utilisant un langage codé, ils ont établi l'idée que l'État Providence (le welfare) était un truc pour les Noirs. Le parti Républicain, le parti de Lincoln et de l'abolition de l'esclavage, est rapidement devenu un parti blanc. La question raciale a été à partir de Reagan un levier fondamental de la révolution néolibérale. C'est largement par racisme que les électorats de Reagan, de Bush père et fils, ont applaudi aux suppressions d'impôts, à la destruction de l'Etat social de Roosevelt. C'est en tapant sur les Noirs que les classes moyennes et les classes populaires blanches se sont autodétruites... Une bonne partie de l'électorat blanc a voté, des décennies durant, contre ses propres intérêts économiques, silencieusement contre les Noirs, bruyamment pour des valeurs religieuses ou contre l'avortement. En 1984, spécifiquement, contre le protectionnisme de Walter Mondale, candidat démocrate écrasé par Reagan. On pourrait dire qu'il s'est agi d'un électorat fou, ou peut-être seulement masochiste. C'est cet électorat raciste et masochiste que les éditorialistes du Washington Post, du New York Times aux Etats-Unis, du Guardian et de l'Independent au Royaume-Uni, et de la presse française, semblent regretter. Ils ont la nostalgie de ces gens qui votaient contre leur intérêt et qui élisaient des Présidents qui réduisaient les impôts et faisaient la guerre en Irak.

Mais aujourd'hui, sur tous les plans, l'opinion, la sensibilité américaine bouge. L'irrationnel recule. La vague religieuse fondamentaliste est en régression comme l'a montré Putnam. L'idée d'intervention de l'Etat redevient populaire. C'est ça la véritable toile de fond de l'élection de Trump. C'est aussi pour cela qu'il a pu mettre l'intérêt économique réel des gens – le protectionnisme, le retour à la nation - au cœur de l'élection, plutôt que la passion religieuse ou raciale. La question du racisme doit être posée sans illusion mais le discours qui vise à dire que le vote Trump est le vote des petits blancs racistes, n'est pas seulement absurde, c'est juste le contraire.

Mais les Noirs n'ont pas voté Trump…

Exact mais à ce stade, il faut se demander qui est responsable de la racialisation persistante du vote. Je suis convaincu que cette fois-ci, elle est venue des démocrates, par un discours raciste inversé. Les démocrates proposaient une alliance électorale perverse, ou vicieuse, je ne sais que dire, associant aux vrais privilégiés économiques et éducatifs du système, toujours blancs majoritairement, une sorte de mercenariat électoral des minorités, hispanique et noire, pour casser le cœur blanc de la démocratie américaine. Ce qui m'a le plus écoeuré dans ce processus, c'est la façon dont Hillary Clinton a évincé Bernie Sanders, dont je me sentais évidemment très proche. J'ai suivi les primaires démocrates Etat par Etat. Et c'est bien l'électorat noir qui a empêché la victoire de Sanders. En 2016 l'aliénation politique a changé de couleur. On est passé d'un système où le cœur de l'électorat blanc votait contre ses intérêts à un système où l'électorat noir a voté contre ses intérêts. En effet, les Noirs, surreprésentés dans le monde ouvrier, moins éduqués malgré des progrès importants, sont le groupe qui a le plus souffert du libre-échange, et qui continue d'en souffrir le plus. Le paradoxe ultime de l'élection qui vient d'avoir lieu est que si Trump applique son programme protectionniste, les Noirs seront les premiers à en bénéficier. atlantico.fr 15.11

L'hymne national des Etats Unis est aussi un hymne à l'esclavage - mounadil.wordpress.com

Par Jon Schwarz, The Intercept (USA) 28 août 2016 - Jon Schwarz a été un collaborateur du cinéaste Michael Moore

« La bannière étoilée » ... ce chant fait littéralement l'apologie du meurtre des Afro-américains.

Peu de gens le savent parce qu'on ne chante que le premier couplet. Mais lisez la fin du troisième couplet et vous verrez pourquoi « La bannière étoilée » n'est pas qu'une atrocité musicale mais est aussi une atrocité du point de vue intellectuel et moral :

Aucun refuge n'a pu sauver ni le mercenaire ni l'esclave

De la frayeur des déroutes et de la tristesse de la tombe :

Et la bannière étoilée flottera triomphalement

Sur cette terre de liberté et sur la demeure du brave

Les Américains savent vaguement que « La bannière étoilée » a été écrite par Francis Scott Key pour célébrer la résistance du Fort McHenry à Baltimore pendant la guerre de 1812 [contre l'Angleterre]. Mais on ne parle jamais du fait que la guerre de 1812 fut une guerre d'agression qui commença par une tentative par les Etats Unis d'arracher le Canada à l'Empire britannique.

Nous avions cependant largement surestimé la puissance de l'armée des Etats Unis. Au moment de la bataille du Fort McHenry en 1814, les Britanniques avaient contre-attaqué et effectué un raid sur la ville de Washington où ils incendièrent la Maison Blanche.

Et une des clefs des succès de l'armée britannique fut sont recrutement actif d'esclaves américains. Comme l'explique un article fouillé paru dans Harper's en 2014, l'amiral de la Royal Navy Sir George Cockburn avait reçu les ordres suivants :

Vos débarquements [sur la côte des Etats Unis] devront viser surtout à la protection des populations noires qui désertent avant toute autre considération… L'objectif prioritaire à atteindre est le soutien chaleureux de la population noire.. Quand ils seront bien armés et soutenus par 20 000 soldats britanniques, M. Madison [le président des Etats Unis] sera éjecté de son trône.

Des familles entières avaient trouvé le chemin vers la flotte britannique qui acceptait tout le monde et donnait l'assurance qu'aucun d'entre eux ne serait rendu à ses « propriétaires. » Les hommes adultes suivirent un entraînement pour constituer un régiment appelé le Colonial Marines qui participa à beaucoup des batailles les plus importantes dont le raid d'août 1814 sur Washington.

Puis, la nuit du 13 septembre 1814, les Britanniques bombardèrent le Fort McHenry. Key, voyant que le drapeau flottait toujours le lendemain matin, en tira l'inspiration pour écrire les paroles de « La bannière étoilée ».

Donc, quand Key a écrit « Aucun refuge n'a pu sauver ni le mercenaire ni l'esclave/ De la frayeur des déroutes et de la tristesse de la tombe », il témoignait de sa grande satisfaction devant la mort d'esclaves qui avaient pris leur liberté. Sa façon de voir avait probablement été influencée par le fait qu'il possédait lui-même quelques esclaves.

Avec ça à l'esprit, réfléchissez encore aux deux vers qui suivent : « Et la bannière étoilée flottera triomphalement/ Sur cette terre de liberté et sur la demeure du brave »

La réalité, c'est que des êtres humains se battirent pour la liberté avec un courage incroyable pendant la guerre de 1812. Cependant, « La bannière étoilée » glorifie le « triomphe » de l'Amérique sur eux – et inverse complètement cette réalité, transformant leurs tueurs en courageux combattants de la liberté.

Quand les Etats Unis et les Britanniques signèrent un traité de paix fin 1814, le gouvernement des Etats Unis exigea le retour des « propriétés » américaines qui, à ce moment, se chiffraient à environ 6 000 personnes. Les Britanniques refusèrent. La plupart de ces 6 000 personnes finit par s'établir au Canada, certains s'installant à Trinidad où leurs descendants sont encore appelés « Merikins ».

En outre, si ceux qui sont en pointe dans la campagne contre Kaepernick ont besoin de plus d'inspiration, ils peuvent la trouver dans la suite de la vie de Francis Scott Key.

Vers 1883, Key était procureur de district à Washington D.C.. Comme l'a relaté l'ancien journaliste du Washington Post Jefferson Morley dans son livre « Snowstorm », la police était notoirement infestée de voleurs qui volaient impunément les biens

des Noirs libres. Une nuit, un des agents de police avait essayé d'agresser une femme noire qui avait réussi à lui échapper en courant – pour malheureusement chuter d'un pont et se noyer dans le Potomac.

« Il n'y a ni pitié, ni justice pour les gens de couleur dans ce district, » écrivait un journal abolitionniste. « Il n'y a eu ni tapage, ni émotion autour de cette affaire. On l'a sortie du fleuve, elle a été enterrée et l'affaire était close. »

Furieux, Key avait poursuivi le journal pour avoir cherché à « insulté, diffamé et attenté à la renommée, au crédit et à la réputation de la magistrature et de la police du Comté de Washington. » mounadil.wordpress.com

L'affaire en question est relative à un footballeur [football américain] professionnel de San Francisco qui refuse obstinément de se lever pendant qu'on joue l'hymne national de son pays. (id) Cette affaire remonte à la fin août de cette année.

Ravage du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

- Les ravages de la politique de l'oligarchie financière

Dans le journal La Tribune, Romaric Godin écrit : « Les victoires du Brexit et de Trump sont le produit à la fois d'un lent phénomène à l'œuvre depuis trois décennies, la mondialisation financière, et de sa crise, débutée en 2007.

Le succès de Donald Trump s'est appuyé sur un double mouvement : il a convaincu une grande partie de la classe moyenne dans des Etats où elle domine comme la Floride, mais aussi les populations des régions désindustrialisées de la Rust Belt de Pennsylvanie, du Michigan, de l'Ohio et du Wisconsin. En gagnant ces Etats qui étaient tombés aux mains des Démocrates en 2012, le milliardaire a fait pencher la balance de son côté. Le phénomène est exactement le même que le 23 juin au Royaume-Uni où le vote avait basculé en raison du vote des régions désindustrialisées du nord de l'Angleterre et du Pays de Galles. Or, ce mouvement peut s'expliquer par un échec d'une mondialisation couplée à une financiarisation avancée. »

Oui, sauf qu'on ne peut pas parler d'un « échec » de cette mondialisation qui est le résultat de l'offensive des classes dominantes pour augmenter ou maintenir leur profit au détriment des travailleurs et des peuples. Elle a, de ce point de vue, atteint son but, elle n'en avait pas d'autre, mais à quel prix pour la société.

La mondialisation, le libéralisme, ne sont pas une idéologie mais une politique de classe, d'une classe qui tire sa puissance de la propriété privée capitaliste, financière des moyens de production et d'échange. (La mondialisation est une politique qui correspond aux besoins du capitalisme, le mondialisme est une idéologie destinée à servir la mondialisation, et tous les deux partagent le même objectif... - LVOG)

Cette bourgeoise avait réussi à construire un mythe, celui de la « mondialisation heureuse », où le marché apporterait la démocratie, la paix et le bien-être, mensonge et poudre aux yeux. Ce mythe s'effondre.

Jusqu'au début du XXIème siècle, les progrès technologiques combinés à une prolétarisation massive de la paysannerie ruinée dans les pays dits émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil faisant baisser les coûts de production ont alimenté la machine à profit, le casino de la finance. Mais cela au prix d'un endettement généralisé et d'une bulle financière « exubérante ». L'anticipation des profits donnant lieu à une spéculation effrénée. L'accident était inévitable, la crise des subprimes aux USA en a été le déclencheur.

Le vrai choc, le vrai tournant, 2007-2008

En 2007, avec la crise des subprimes, le monde de la finance a explosé. La crise des pays émergents à partir de 2012 a rendu le moteur de cette mondialisation inopérant. Le crédit, alimenté par les banques centrales, a pu permettre une relative reprise, notamment aux États-Unis, mais sans résorber le chômage, en généralisant la précarité, en licenciant et délocalisant la production.

La réponse des classes dominantes à leur propre crise obéit à une logique implacable, à défaut d'espérer obtenir suffisamment de nouveaux profits à partir de la production de nouvelles richesses les classes dominantes se livrent à un transfert en grand, « l'accumulation par dépossession », en baissant les salaires directs et indirects, en pillant les peuples.

La paupérisation d'une fraction croissante de la population est bien une terrible réalité. Le vrai choc dont Trump et tous les courants réactionnaires d'extrême droite, populistes, sont nés ce fut bien la crise de 2007-2008. La politique de sauvetage des banques puis la politique de relance à crédit que les États ont fait payer aux travailleurs et à la population ont entraîné le discrédit des partis qui les ont mis en œuvre ici, dans toute l'Europe. Aux USA, ce furent les années Obama.

Obama au service de Goldman Sachs and co

Obama est devenu président, il y a 8 ans, porté par une nouvelle génération qui voulait liquider l'ère de Bush et des Républicains, l'ère de la politique du « chaos créateur », des guerres d'Irak et d'Afghanistan, une génération qui ne voulait plus de 11 septembre, qui rêvait d'une société multiraciale et multiculturelle, démocratique et pacifique. Obama l'avait conviée à changer leur pays et le monde. En 2009, il avait invité les pays du monde arabe à de nouvelles relations, il avait promis de fermer Guantanamo comme une assurance sociale pour toutes et tous.

Non seulement il n'a rien fait de tout cela mais il a fait l'inverse.

La situation des classes laborieuses s'est dégradée. L'endettement de larges couches de la population ne cesse de croître. Les tensions sociales s'accentuent et, dans le même temps, le racisme en particulier contre les Afro-américains.

Le renflouement des banques est allé au-delà de tout ce qui avait été fait auparavant. Le gouvernement a signé un chèque en blanc à la bourgeoisie lui distribuant avec largesse des milliards de dollars. La dite croissance américaine, c'est un endettement colossal tant des particuliers, des entreprises que de l'État.

Quant à la politique étrangère, le prix Nobel de la paix ou plutôt des déclarations d'intention, loin de rompre avec la politique de Bush a renforcé le déploiement militaire américain dans le monde. Alors qu'Obama avait promis de se retirer d'Irak et d'Afghanistan, les USA y sont encore engagés. Au mépris des espoirs que son discours du Caire, en 2009, avait suscités dans le monde arabe, Obama a engagé plus avant encore les États-Unis dans le chaos créé au Moyen-Orient par la guerre de George W. Bush en Irak.

Le bilan d'Obama, c'est celui de la mondialisation libérale et impérialiste arrivée au bout de ses possibilités qui devient une guerre ouverte contre les classes populaires.

Lutte de classe et pouvoir personnel

Donald Trump n'est pas l'élu des classes populaires, il n'est pas non plus un coup d'éclair dans un ciel serein même si bien des illusions nous ont aveuglés. Il est le produit d'une convergence de phénomènes qui ont fait de celui que tout le monde prenait pour un milliardaire acteur de télé-réalité le chef d'État de la première puissance mondiale. Le mécontentement de la petite bourgeoisie blanche, le rejet des Démocrates discrédités auprès des pauvres, des plus défavorisés, des travailleurs, d'une large fraction des Afro-américains et des latinos écœurés, la mue déjà engagés par les Républicains avec le Tea Party, la nouvelle offensive militaire des USA au Moyen Orient, l'exacerbation de la concurrence mondialisée, les risques de krach, un ensemble de phénomènes ont convergé pour faire du clown un chef d'État. (...)

« America great again » ou la nouvelle phase de l'offensive libérale et impérialiste

En proclamant vouloir « rendre l'Amérique à nouveau grande », Donald Trump n'a pas seulement fait écho à la petite bourgeoisie ou à la bourgeoisie américaine voire à une partie du prolétariat en particulier blanc, il a surtout défini une orientation que partage tout l'establishment, les élites qu'il prétendait combattre. Derrière ce slogan, il y a la défense des intérêts du capital américain face à la concurrence mondialisée, contre les peuples et contre sa propre classe ouvrière. Les discours nationalistes et protectionnistes ne visent pas principalement à séduire « le peuple », il vise à l'associer à la politique des bourgeoisies confrontées à une concurrence exacerbée. C'est vrai aux USA comme ici. (La LCR, puis le NPA, n'ont pas fait autre chose en s'associant à toutes les campagnes initiées par le PS depuis 50 ans quels qu'en aient été les thèmes, en faisant croire que les discriminations ou les injustices dont faisaient l'objet certaines minorités pourraient disparaître par enchantement sans procéder au préalable à un changement de régime... - LVOG)

Personne ne sait aujourd'hui le visage que prendra cette politique, elle ne dépend pas tant de Trump que de Wall Street. (...)

Mettre les événements en perspective

L'élection de Trump est un coup de semonce qui attire les regards sur le degré atteint par la décomposition sociale et politique qu'engendre l'offensive des classes dominantes. Aussi sur les logiques qui pourraient brutalement s'accélérer dans des enchaînements dont personne n'est en mesure de prévoir les conséquences. Mais personne ne peut écarter le pire. Une logique est à l'œuvre qui ne peut, à plus ou moins long terme, n'avoir que deux issues : soit une exacerbation des tensions qui débouche sur une nouvelle crise financière aux conséquences probablement pires que celles de 2007, soit l'irruption des travailleurs sur le terrain social et politique pour mettre un coup d'arrêt à la fuite en avant anti-sociale, sécuritaire et militariste et à l'offensive réactionnaire xénophobe, raciste, nationaliste qui l'accompagne.

Il serait illusoire de croire que les classes dominantes peuvent apporter des réponses progressistes aux drames qu'elles ont créés. L'élection de Trump en est une démonstration. La fuite en avant s'exprime dans des surenchères, la concurrence est par nature destructrice, elle ne connaît comme mode de régulation que la loi aveugle du marché. Elle détruit toute démocratie et travaille au renforcement des États pour mener leur guerre de classe contre les travailleurs et les peuples...

(Démocratie révolutionnaire (NPA) - Yvan Lemaitre 11.10)

La machine à fabriquer le consentement a ses limites.

Elle ne détient pas la vertu de pouvoir transformer le plomb de la vie quotidienne de centaines de millions d'Américains en or.

- Non, les médias français n'ont pas "cru" en la victoire de Clinton, ils ont simplement pensé très fort qu'en la donnant comme acquise, cela suffirait pour que les urnes le confirment. Or, non seulement ce n'est pas ce qui se produisit mais cela entraîna exactement l'effet inverse en constituant un appel à la mobilisation en direction de ses opposants, même si elle recueillera un nombre de voix supérieur à son adversaire républicain.

Non, les médias français n'ont pas "cru" en la victoire de Clinton, ils voulaient cette victoire, ils ont fait campagne pour la candidate officielle des sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, corrompue jusqu'à la moelle, parce qu'ils appartiennent eux-mêmes à des oligarques, banquiers ou hommes d'affaires qui ont adopté la stratégie néolibérale du nouvel ordre mondial élaborée par les idéologues et banquiers de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, parce que cette stratégie est la seule à pouvoir répondre au formidable défi que représente l'évolution des contradictions du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. Finalement, les médias institutionnels n'ont fait qu'exprimer bruyamment et violemment le souhait que l'orientation idéologique adoptée par ceux qui nous gouvernent soit préservée en étant partagée par le plus grand nombre, afin de pouvoir franchir une nouvelle étape indispensable vers l'instauration de cette gouvernance mondiale, leur souhait n'avait pas une autre signification politique.

Il était incorrect ou imprécis d'affirmer que les médias auraient été alignés sur une idéologie ou sur les besoins d'une classe, puisqu'ils appartiennent à une classe déterminée, ils ne sont pas soumis à une idéologie puisqu'ils l'ont sciemment adoptée, ce qui n'est pas du tout la même chose et n'a pas la même portée, pire, en se leurrant sur leur véritable nature, on ne peut que se méprendre sur leurs réelles intentions et leurs objectifs politiques et entretenir les pires illusions sur leur rôle qui se réduit à diffuser la propagande qui a été conçue par les idéologues de l'oligarchie pour imposer sa politique aux masses exploitées ou pour qu'elles y adhèrent.

Cette confusion est révélatrice de l'opportunisme.

Le milliardaire fasciste George Soros à la manoeuvre.

- Dans la correspondance de John Podesta dévoilée par WikiLeaks, un échange entre le milliardaire George Soros et le conseiller de Hillary Clinton évoque le financement de l'organisation MoveOn.org, qui pousse aux manifestations anti-Trump.

Juste après l'annonce des résultats des présidentielles le 9 novembre, la plateforme MoveOn.org, affiliée au milliardaire mondialiste George Soros, a publié un communiqué de presse où les Américains étaient appelés à manifester.

«Les citoyens étasuniens sont invités à se rassembler par centaines afin de participer à des rassemblements pour exprimer solidarité, résistance et convictions face aux résultats des élections. Des centaines d'Américains et des dizaines d'organisations appellent à se réunir de manière pacifique, aux abords de la Maison Blanche et dans les villes et mégalopoles de tout le pays, afin de s'opposer à la misogynie, au racisme, à l'islamophobie et à la xénophobie», lit-on dans le communiqué.

«Ces rassemblements, organisés par MoveOn.org et leurs alliés, serviront à affirmer notre rejet face à l'intolérance, la xénophobie, l'islamophobie et la misogynie de Donald Trump, et à montrer notre détermination à combattre ensemble pour que les États-Unis auxquels nous croyons aient un avenir», poursuivit l'organisation dans son communiqué.

Depuis la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles, les manifestations, dans plusieurs villes américaines, ne cessent pas. Au moins une dizaine de grandes villes, dont Chicago, New York, Los Angeles, Philadelphie, Boston, Washington D.C., Portland, Saint Paul et Seattle, en sont le théâtre depuis le 9 novembre. Certains manifestants même appellent à faire sécession des Etats-Unis pour dénoncer la victoire des républicains.

Les relations de George Soros et Donald Trump sont connues pour ne pas être des meilleures. Pendant la campagne présidentielle, George Soros a investi dans la fondation Clinton environ 13 millions de dollars.

Même avant l'annonce des résultats, WikiLeaks avait publié une lettre de John Podesta à George Soros, où était évoqué le financement de MoveOn.org.

«Les groupes qui opèrent sur le terrain ont besoin d'un financement conséquent. Des groupes comme MoveOn.org», y écrivait ainsi John Podesta. Arrêt sur Info - RT 12.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Les fonctionnaires de l'Etat de Rio manifestent contre l'austérité - AFP

Des milliers de professeurs, infirmiers, pompiers et policiers manifestaient mercredi dans le centre de Rio contre une série de mesures d'austérité proposées par le gouvernement de cet Etat du sud-est du Brésil, en pleine crise financière.

Au cours des derniers jours, le gouvernement de Rio a déjà fait marche arrière sur un projet qui augmentait de 11% à 30% les déductions sur les retraites des fonctionnaires, les limitant finalement à 14%.

D'autres propositions prévoient des hausses des tarifs des transports publics, de l'électricité, du gaz et des télécommunications, ainsi que des coupures dans les programmes sociaux comme l'aide au logement.

Dans un Brésil en pleine récession économique, Rio de Janeiro, un Etat pétrolier, est frappé par la chute du prix du brut et pratiquement en faillite avec un déficit de 17.500 milliards de réais (5,4 milliards de dollars) prévu en 2016.

La semaine dernière, quelque 200 fonctionnaires et policiers avaient envahi l'Assemblée législative et cassé des ordinateurs, pour protester contre ce plan d'austérité. AFP 16.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Jura : le lunetier Logo en liquidation judiciaire - Franceinfo

Le fabricant de lunettes Logo va fermer ses portes et licencier les 180 salariés de Morez dans le Jura. C'est l'épilogue de plusieurs mois de difficultés pour cette entreprise créée il y a 120 ans. Franceinfo 16.11

Haut de page

Le 21 novembre 2016

CAUSERIE

A propos de l'Inde.

Il y a deux semaines, le gouvernement a décidé brusquement de supprimer les billets de 500 et 1000 roupies qui représentaient 80% de la monnaie en circulation, pour inciter les Indiens à recourir à d'autres moyens de paiement que la monnaie fiduciaire, les chèques, les virements ou les cartes bancaires. Il est toujours très difficile de se procurer de l'argent, les commerçants refusent les nouveaux billets de 2000 roupies parce qu'ils ne peuvent pas rendre la monnaie, et il est impossible de se procurer d'autres billets dans les banques, quant aux distributeurs, ils les ont fermés ! Bref, c'est l'Inde quoi !

Un accident de train vers Poona, plus de 120 morts et plus de 150 blessés, en 20 ans je n'ai jamais pris le train.

23 millions d'Indiens l'empruntent chaque jour pour aller bosser essentiellement, pas le choix !

Toujours pas de mousson à l'horizon.

Quand j'en parle avec un Indien, avec son doigt il me montre le ciel, c'est dieu qui décide. Du coup je me demande si je dois

faire comme l'idiot du proverbe chinois et regarder son doigt ou scruter le ciel... comme un idiot ! L'année dernière dieu avait fait dans la démesure, on avait eu le droit à la plus forte mousson depuis un demi-siècle, j'espère que cette année il fera preuve de plus de mesure... Je déconne parce que cela me fait marrer, je ne vais pas pleurer tout de même.

Autre chose de plus sérieux.

Le document de Pierre Salvaing sur l'OCI a été téléchargé 81 fois et 712 internautes (et moteurs de recherche) l'auraient simplement ouvert ou consulté. N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions, je les transmettrai à Pierre et je les publierai (anonymement) si vous en exprimez le souhait uniquement. Si maintenant vous optez pour le silence, c'est que vous n'avez rien à dire, alors taisez-vous cela vaudrait mieux.

De quoi parle-t-on au juste ?

Comment détourner les travailleurs de la lutte des classes.

La classe dominante a parfaitement intégré dans sa stratégie que les masses étaient dépourvues de conscience de classe. Comment ? Mais en les observant tout simplement.

Elle a compris qu'en fonction de leur statut leur attention se portait de préférence vers un ou plusieurs aspects qui caractérisaient leur condition, et qu'il suffisait de les isoler des rapports sociaux qui en étaient à l'origine pour les détourner de la lutte des classes, il ne restait plus qu'à les flatter pour qu'elles se focalisent dessus et les instrumentaliser afin qu'elles participent à leur propre manipulation à leur insu.

Comment cela allait-il se traduire ?

Il devait être relativement facile d'influencer des pans entiers de chaque couche de la population concernée toutes classes confondues, et pour que l'opération soit pérenne et une réussite, ils allaient leur fournir un cadre organisé extérieur au mouvement ouvrier dans lequel ils pourraient se regrouper, dès lors le travail de sape ou de conditionnement de leur conscience pourrait commencer, il ne leur restait plus qu'à financer ou subventionner une multitude d'ONG ou associations qu'ils allaient créer eux-mêmes ou dont les initiateurs témoignaient qu'ils étaient sous l'emprise de leur idéologie et le tour était joué.

L'absence d'un parti ouvrier incarnant une issue politique ou une alternative au capitalisme allait favoriser cette opération, qui présentait l'avantage politique de se situer sur le terrain du corporatisme en y associant toutes les classes. Il allait être possible en fonction de la situation de l'activer contre telle ou telle classe, y compris celle des capitalistes qui est aussi hétérogène que celle des travailleurs.

Mieux encore, tous les partis ouvriers (et les syndicats) marginalisés ou discrédités allaient s'y engoufler, ce qui devait contribuer à donner à cette opération une légitimité inespérée dont le régime n'avait même pas osé rêver. Ils allaient une fois de plus gravement se compromettre en se plaçant sous la direction de partis réactionnaires au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire, qui n'auraient plus qu'à actionner un de ces thèmes au fur et à mesure que le gouvernement mettrait en oeuvre sa politique antisociale, ces opérations étant principalement destinées à lui faciliter la tâche en participant à la division et à la dislocation du mouvement ouvrier.

Pire encore ou pour couronner le tout, ces opérations allaient être soutenues ou orchestrées par les oligarques eux-mêmes par le biais de leurs propres fondations, instituts ou organisations à caractère philanthropique ou humanitaire, indiquant par là dans quelle direction elles étaient orientées ou quelle classe elles devaient servir les intérêts, sans que cela n'embarrasse le gauchiste, le petit-bourgeois de gauche ou d'extrême gauche qui devait ainsi combattre au côté de son ennemi contre son propre camp, puisque dans leur propre parti ou au cours de leur engagement politique ils étaient déjà habitués à en côtoyer quotidiennement, en somme ils y étaient préparés.

Il n'est pas indispensable d'appartenir à une classe spécifique pour se réclamer de l'anti-racisme, de l'anti-xénophobie, de l'anti-homophobie, de l'anti-sexisme, de l'écologie, de la laïcité, du pacifisme, etc. de la même manière qu'un bourgeois ou un petit-bourgeois pourra au même titre qu'un ouvrier se déclarer progressiste, républicain ou démocrate, à ceci près que seuls le bourgeois et le petit-bourgeois en auront conscience en leur donnant un contenu de classe correspondant à leurs besoins de manière à pouvoir les satisfaire.

Tous ces thèmes ou principes pour se situer en dehors de toute perspective révolutionnaire ont un contenu et une orientation politique réactionnaire, car ils ont tous en commun de légitimer l'Etat, le régime en place, puisque c'est à ses représentants que leurs auteurs d'adressent ou leur demandent d'agir pour la bonne cause.

C'est par ce biais que l'idéologie de la classe dominante peut facilement pénétrer dans toutes les têtes et tous les foyers pour mieux les soumettre à l'ordre établi, tout en détournant les travailleurs de la lutte de classe.

Les bourgeois et les petits-bourgeois n'ont pas de principes en dehors de ceux qui servent leurs intérêts, ce qui leur tient lieu de morale et de conscience de classe. Les travailleurs et la plupart des militants qui participent à leurs campagnes démagogiques confondent les apparences avec la réalité, les intentions qu'ils affichent avec leurs objectifs inavouables, ils se font dupés en diffusant leur propagande et deviennent ainsi leurs meilleurs agents auprès ou plutôt contre le reste de la société.

A bas les ONG et ce qu'ils appellent le monde associatif, démagogique et lucratif, corrompu ! Vive la lutte de classe et le socialisme, je complète au passage l'éditorial de Gluckstein...

Ils se disent marxistes, socialistes, communistes, trotskystes, mais ils n'y croient pas, dans qui, devinez ?

Dans sa préface au Manifeste du parti communiste, Engels expliquera en 1888 pourquoi Marx n'avait pas pu reproduire intégralement le Manifeste dans le programme de fondation de l'Association internationale des travailleurs... sans y renoncer et en précisant pourquoi :

- "*Pour la victoire définitive des propositions énoncées dans le Manifeste, Marx s'en remettait uniquement au développement intellectuel de la classe ouvrière, qui devait résulter de l'action et de la discussion communes.*"

Inutile de vous frotter les yeux, vous avez bien lu, parce que Marx estimait que la classe ouvrière pourrait et devrait se développer intellectuellement en tirant les enseignements de sa lutte de classe au contact des militants communistes ou révolutionnaires... qui malheureusement entre temps en sont devenus incapables pour avoir abandonné le socialisme, dommage.

Mais il n'est jamais trop tard pour y revenir, à condition de se tourner résolument vers les masses exploitées, de croire en leur capacité à s'élever intellectuellement, au lieu de se livrer à de misérables manoeuvres d'appareils ou de se tourner vers tout ce que compte le pays de petits-bourgeois corrompus par le régime...

En complément. Détendez-vous.

- Qui a écrit à l'adresse de ses lecteurs : "*La politique de Trump aboutira-t-elle à créer des emplois ? L'avenir le dira*" à la manière d'un chroniqueur bourgeois commentant d'un air distant ou badin l'actualité politique ?

Réponse : D. Gluskstein dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs du 16 novembre. Il ajoutait toutefois pour rassurer ses lecteurs : "*Mais une chose est sûre : son intention n'est pas de créer des emplois avec des salaires corrects, ni des emplois stables ni des emplois avec couverture de Sécurité sociale et de retraite, et surtout pas d'emplois couverts par le droit syndical !*", ouf, des fois qu'on aurait pu imaginer le contraire ! Il est fin, n'est-ce pas ?

- Qui a dit : "*Les braises des révolutions arabes d'il y a à peine cinq ans peinent à maintenir les espoirs suscités.* "... sur lesquels les différentes factions des barbares d'Al-Qaïda, l'OTAN et le Pentagone s'emploient à souffler avec les décomposés du mouvement ouvrier... Bravo !

Réponse : le NPA par la voix de Robert Pelletier le 16 novembre (L'Anticapitaliste - 359)

Décryptage de la propagande officielle.

Une question qui ne les concernent pas ou à laquelle ils ne peuvent pas répondre... et pour cause !

- La vérité importe-t-elle encore en politique ? - Franceinfo

Syrie. Quand ils prennent ouvertement le parti des barbares et s'apitoient sur leur triste sort.

- La communauté internationale « horrifiée » par les bombardements à Alep - LeMonde.fr

- Syrie: "le temps est compté" à Alep prévient l'ONU, Damas inflexible - AFP

L'émissaire de l'ONU en Syrie a averti que le "temps était compté" pour éviter un "écroulement" des quartiers rebelles d'Alep, soumis à des bombardements meurtriers du régime qui avance face aux insurgés. AFP

L'inverse aurait satisfait l'ONU, normal. Au fait, le PG, le Front de gauche, le Pardem et d'autres partis dits faussement de gauche se reconnaissent dans l'ONU, pour qui roulent-ils sinon le camp de la guerre...

- Syrie: Washington condamne des actes "atroces" à Alep, l'ONU "horrifiée" - AFP

- Syrie: Jean-Marc Ayrault condamne la «stratégie de guerre totale» de la Russie et du régime syrien - 20minutes.fr

- Syrie: sept enfants tués par des tirs rebelles à Alep-ouest - AFP

Dix personnes, dont sept enfants, ont été tuées dimanche par des tirs rebelles sur les quartiers gouvernementaux d'Alep-Ouest, a rapporté la télévision d'Etat. AFP

L'AFP les évoque pour faire bonne mesure mais personne n'est dupe, c'est la guerre !

Ne vous y trumpez pas !

En oligarchie ou entre extrême droite et droite extrême.

- États-Unis : Donald Trump bâtit une équipe de droite extrême - Franceinfo

Mais alors, c'est que toutes leurs campagnes contre le raciste, la xénophobe et l'homophobe, etc. devaient servir un autre objectif... politique.

- Drôle d'ambiance dans l'Amérique post-Trump - LeMonde.fr

L'élection du candidat républicain a décomplexé une parole raciste, xénophobe et homophobe chez une partie des Américains. LeMonde.fr

Le candidat du groupe Bilderberg en 2013 devient le huitième Président de la Ve République en 2017.

Question :

- Qui complote contre la classe ouvrière, ceux qui tiennent compte de l'existence du groupe Bilderberg ou ceux qui l'ignorent ? Avis aux négationnistes-révisionnistes.

Qui a dit ?

- "Il n'y en aura que deux, Juppé et Sarkozy. (...) Fillon n'a aucune chance."

Réponse : Hollande qui avait également prédit le 15 octobre l'élection de Hillary Clinton à la présidence des États-Unis dans "Un Président ne devrait pas dire ça".

J'écrivais dans la causerie du 18 novembre : Le candidat un temps favori du groupe Bilderberg (2013) finira-t-il par l'emporter ?

Quel pif, n'est-ce pas ? Vos dirigeants ne peuvent pas en dire autant, ils sont empêtrés dans trop de contradictions depuis des lustres pour être libres ou indépendants, et surtout ne vous fiez pas à leur discours...

Les infos du 19 novembre que nous n'avons pas eu le temps de mettre en ligne.

- Primaire à droite : François Fillon grand vainqueur du dernier débat télévisé, selon deux sondages - Franceinfo

Selon une enquête Elabe, l'ancien Premier ministre a été jugé "le plus convaincant" par les téléspectateurs, et en particulier par les sympathisants de la droite et du centre. Franceinfo

- Fillon reçoit le soutien de Valéry Giscard d'Estaing - Reuters

L'ex-chef de l'Etat Valéry Giscard d'Estaing a apporté son soutien à François Fillon dans la course à la primaire de la droite et du centre en vue de l'élection présidentielle de 2017, rapporte Le Figaro vendredi. "François Fillon est sérieux et honnête"... Reuters

Le traitement médiatique

- Comment François Fillon, le "Thatcher de la Sarthe", a réussi son pari - Challenges

- Primaire à droite: place au duel entre Fillon et Juppé - AFP

Un sondage Opinionway diffusé mardi donnait M. Fillon vainqueur à 54% face à M. Juppé (46%) en cas de duel au second tour. Un autre, réalisé par Ifop Fiducial et diffusé jeudi, donnait les deux concurrents à égalité (50-50). Mais l'ampleur de la victoire de M. Fillon laisse à penser que ces enquêtes sont dépassées.

Bonne nouvelle pour la droite française en vue de 2017, la première primaire ouverte de son histoire est déjà un succès de participation. Cette dernière devrait dépasser les 4 millions d'électeurs, près de 10% du corps électoral français. En 2011, le premier tour de la primaire socialiste avait réuni, 2,66 millions de participants.

Selon l'institut de sondage Elabe, 63% des votants sont des sympathisants de la droite et du centre, contre 15% de sympathisants de gauche, 14% affirmant n'avoir aucune sympathie particulière et 8% de sympathisants du Front national.

Avec 44,2% des suffrages, M. Fillon est l'éclatant vainqueur du premier tour.
Alain Juppé (28,5%).
Nicolas Sarkozy (20,6%).
Nathalie Kosciusko-Morizet (2,5%)
Bruno Le Maire (2,4%).
Jean-Frédéric Poisson (1,4%).
Jean-François Copé (0,3%).

"J'ai beaucoup d'estime pour Alain Juppé, mais les choix politiques de François Fillon sont plus proches (...) Je voterai François Fillon", a annoncé M. Sarkozy dans une déclaration teintée d'émotion depuis son QG. AFP 20.11

Le programme ultra réactionnaire de Fillon

Publicsenat.fr - Fillon propose de baisser les dépenses publiques à hauteur de 110%. Pour cela, il promet 500 000 emplois en moins dans la fonction publique.

En ce qui concerne les réformes sociales, il souhaite supprimer les 35 heures en laissant la liberté totale aux accords d'entreprises pour négocier. François Fillon fixe la seule limite à 48 heures (le maximum autorisé par le droit européen). Les fonctionnaires seront aussi concernés par ce changement et devront passer aux 39 heures. L'ancien Premier ministre prône également la dégressivité des allocations chômage, le report de l'âge légal à la retraite à 65 ans en 2022, et l'harmonisation du régime des retraites du public et du privé.

Parallèlement, l'impôt de solidarité sur la fortune sera supprimé et les prélèvements sur les sociétés seront baissés de 50 milliards d'euros.

Le député de Paris s'engage à réécrire la loi Taubira afin de supprimer le droit à l'adoption plénière pour les couples homosexuels. Il veut rendre plus sévères les conditions du regroupement familial pour les étrangers et instaurer des quotas annuels d'immigrés fixés par le Parlement. L'aide médicale d'urgence sera supprimée et l'accès aux aides sociales pour les étrangers sera conditionné à au moins deux ans de résidence sur le sol français.

Il s'est prononcé pour l'expulsion des « individus dans la mouvance terroriste ». La déchéance de nationalité pour les terroristes qui a suscité de nombreuses polémiques cette année sera remise au goût du jour par François Fillon qui souhaite l'appliquer pour les Français partis faire le djihad. Ajoutée à cela une peine pouvant aller jusqu'a trente ans de prison pour toute personne entretenant des relations avec l'Etat Islamique, selon l'article IV du code pénal concernant « l'intelligence avec l'ennemi ». 16000 places de prison supplémentaires seront construites. Le budget de la défense sera lui augmenté de 10 milliards.

L'éducation subira également le « choc » de François Fillon. Les programmes d'Histoire de primaire seront réécrits pour en faire un « récit national ». Il défend le port de l'uniforme à l'école et de manière générale veut instaurer le respect de l'autorité dans les établissements scolaires et surtout consacré les trois quarts du temps scolaire dans les écoles à l'apprentissage des matières fondamentales (le Français, les mathématiques et l'anglais). publicsenat.fr 20.11

Lemonde.fr - François Fillon est favorable à un rapprochement stratégique avec la Russie et la Syrie. Il souhaite lever l'embargo imposé à Moscou après l'annexion de la Crimée et coopérer avec le Kremlin sur la question syrienne. Il prône aussi une alliance avec Bachar Al-Assad et une coalition avec la Russie pour éradiquer l'organisation Etat islamique (EI).

François Fillon veut augmenter la TVA (la taxe sur la valeur ajoutée) à 22 %. Il veut réduire l'impôt sur le revenu des particuliers investissant dans des PME, à hauteur de 30 % de leur investissement, et créer une « flat tax » – une taxe à taux unique

– sur les revenus du capital.

François Fillon veut interdire le burkini.

Il souhaite supprimer le principe de précaution de la Constitution entré dans la Constitution en 2005, qui permet de prendre des mesures préventives même quand la preuve scientifique du danger pour la santé ou l'environnement n'est pas établie, le qualifiant de « dévoyé et arbitraire ». lemonde.fr 20.11

Etats-Unis. Infos et derniers développements

- Trump, c'est un empire économique comportant plus de 500 entreprises dans au moins 22 pays...

- Trump choisit le général Flynn comme conseiller à la sécurité nationale - LeFigaro.fr

- Ancien directeur du renseignement militaire...

AFP- Donald Trump a nommé vendredi à son cabinet trois tenants d'une ligne dure sur les questions de sécurité nationale et d'immigration tout en laissant filtrer des noms de personnalités plus consensuelles pour diriger la diplomatie américaine et rassurer les alliés de l'Amérique.

Le président élu des Etats-Unis a décidé de confier le ministère de la Justice au sénateur Jeff Sessions, 69 ans, partisan d'une extrême fermeté sur l'immigration illégale, un des grands thèmes de campagne du président élu qui a promis pendant la campagne d'expulser 11 millions de clandestins.

M. Sessions avait suscité aussi la controverse pour des propos racistes tenus il y a plusieurs décennies.

Natif du sud des Etats-Unis, Jeff Sessions, dont la nomination a été saluée par le sénateur ultra conservateur du Texas (et rival malheureux de Trump) Ted Cruz comme "une grande nouvelle", a représenté l'Alabama au Sénat à partir de 1997.

Il s'y est illustré durant les présidences de George W. Bush et Barack Obama en s'opposant à plusieurs projets de régularisation de sans-papiers.

Le milliardaire, élu le 8 novembre sur un programme populiste, a aussi annoncé que la CIA allait être pilotée par Mike Pompeo, 52 ans, qui représente le Kansas à la Chambre des représentants. Il avait été élu dans la vague d'arrivée au Congrès du Tea Party, l'aile ultra-conservatrice du parti républicain. AFP

- Stoltenberg a eu "une bonne discussion" avec Trump sur l'avenir de l'Otan - AFP

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a indiqué vendredi dans un tweet avoir eu "une bonne discussion" au téléphone avec Donald Trump sur l'avenir de l'Otan et l'importance d'"une hausse des dépenses de défense" des pays alliés. AFP

ACTUALITE EN TITRES

En oligarchie, la charia est compatible avec les institutions britanniques.

- Ces tribunaux britanniques privés qui appliquent la charia et brisent la vie de milliers de femmes outre-Manche - Atlantico.fr

En Grande-Bretagne, des tribunaux islamiques privés pratiquent la charia, dans le cadre de la loi. Ils sont accusés de nier l'égalité entre hommes et femmes et de couvrir toutes sortes d'abus. Atlantico.fr 17.11

Candidature articielle devenue inutile.

- Macron candidat : une "bonne chose" pour 57% des Français qui le classent "au centre" - Franceinfo

57% des Français estiment que la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle est une "bonne chose", c'est ce que révèle un sondage Odoxa pour franceinfo, rendu public vendredi. Franceinfo

- Macron promet une "révolution démocratique" - Reuters

Pour qui roulent-ils ?

Après avoir appelé Hollande à se présenter en 2017.

- Parlement: Hamon revendique le soutien de la majorité des frondeurs - AFP

Benoît Hamon, candidat à la primaire initiée par le PS, a dévoilé vendredi une première liste de soutiens parlementaires, qui compte outre lui-même 18 frondeurs, soit la majorité d'entre eux selon son entourage. AFP

Les mains sales jusqu'au bout.

- Ban Ki-Moon reçoit la légion d'honneur - AFP

À un mois et demi de la fin de son mandat en tant que secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon a reçu jeudi 17 novembre la légion d'honneur des mains de François Hollande. AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Birmanie

- Violences dans l'ouest de la Birmanie: quelque 30.000 déplacés - AFP

Quelque 30.000 personnes ont été déplacées par les violences qui ont fait des dizaines de morts depuis octobre dans l'Etat Rakhine, dans l'ouest de la Birmanie où se concentre la minorité rohingya, a annoncé l'ONU vendredi. AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Pauvres et mal aimés.

L'année dernière, 1.463.000 personnes en difficulté ont poussé les portes de l'association le Secours catholique-Caritas France. Soit 38.000 de plus qu'en 2014, selon son rapport annuel publié ce jeudi.

«Le nombre de familles en situation de précarité avec des enfants continue d'augmenter», écrit le Secours catholique. Les mères et les pères isolés continuent de représenter la plus grande part des ménages accueillis (28,8 %), suivis par les hommes seuls (22,8). Plus proches du seuil de pauvreté (1008 euros/mois), ces ménages «n'arrivent plus à joindre les deux bouts», constatent les auteurs du rapport. Leurs maigres ressources ne leur permettent plus de faire face à des dépenses de plus en plus lourdes. Ainsi, plus de la moitié des ménages rencontrés par le Secours catholiques faisaient état d'impayés, souvent liés au logement et à l'énergie.

Par ailleurs, de plus en plus d'étrangers précaires se sont tournés vers l'association: ils représentent désormais 36% des accueillis. «C'est une population jeune et féminine, arrivée récemment, ayant une moindre maîtrise du français, isolée et sans réseaux d'entraide», remarquent encore les auteurs du rapport. «Ces caractéristiques rendent leur situation plus précaire». De plus, «ceux qui sont sans ressources n'ont peut-être pas connaissance de leurs droits ou sont tout simplement sans droits reconnus, notamment au travail». Par conséquent, le recours à des associations comme le Secours Catholique est alors «la seule alternative possible», soulignent les rapporteurs.

La situation des plus démunis a peu évolué ces dernières années. En cinq ans, leur revenu médian* a augmenté de 35 euros pour atteindre les 932 euros par mois. Ainsi, l'immense majorité des personnes accueillies par le Secours catholique (92%) restent en dessous du seuil de pauvreté (1008 euros/mois*) et 65% vivent avec moins de 672 euros par mois. Ce sont souvent des hommes seuls, des couples avec enfants ou des mères isolées. Parallèlement, la proportion des ménages sans ressources a continué d'augmenter pour atteindre 19,5% en 2015. Soit quatre points de plus qu'en 2010.

Contre toute attente, le premier besoin exprimé par les ménages les plus fragiles est l'écoute (57%), devant les besoins alimentaires (55%). Vient ensuite le besoin d'aide pour effectuer des démarches administratives, pour payer le loyer, les factures et les besoins en vêtements.

«La pauvreté n'est pas seulement matérielle et l'isolement est de plus en plus ressenti», commentent les responsables de l'association en introduction du rapport. Concrètement, «plus de 60 % [des personnes prises en charge] déclarent n'avoir aucun proche sur qui compter et près de 80% n'ont aucune activité sociale ou collective». En franchissant les portes du Secours catholique, ils sont en fait nombreux à chercher «du lien social et un rapport humain».

L'étude du Secours catholique vient aussi battre en brèche quelques préjugés sur les aides sociales, et en particulier sur le RSA. Selon ses calculs, 38% des ménages qu'elle a accueillis en 2015 n'ont fait aucune demande de RSA socle (accordé à ceux qui ne travaillent pas), alors qu'ils y étaient éligibles. Plus nombreux encore, les foyers qui ne recourent pas au RSA activité, devenu prime d'activité (accordé à ceux qui travaillent): ils sont 66% à ne pas en bénéficier alors qu'ils pourraient le demander. Le non-recours au RSA n'est pas nouveau. En 2012, une enquête réalisée par la Caisse nationale des allocations familiales avait déjà mis en avant ce non-recours aux RSA.

Comment l'expliquer? Souvent, les ménages ne connaissent pas bien ce dispositif ou sont persuadés de ne pas y avoir le droit. «Les procédures et critères d'attribution sont illisibles pour le grand public», regrette le Secours catholique. D'ailleurs, ceux qui ont des difficultés à lire ou à écrire sont très nombreux à ne pas entamer les démarches (voir infographie ci-dessous). Parfois, c'est la honte qui freine les ménages ou l'absence de logement stable. Pour bénéficier d'une aide sociale, il est impératif de communiquer une adresse. «Si les services sociaux sont à même de d'aider ces ménages à obtenir une domiciliation, beaucoup ne le font pas et donc, n'accède pas au RSA», constatent les auteurs du rapport.

Contrairement aux idées reçues, les étrangers ont moins recours au RSA (37%) que les Français (72%). «Le manque d'information ou une moindre maîtrise du français expliquent vraisemblablement cet écart», commente le Secours catholique. lefigaro.fr 17.11

1.2- Transports : les chauffeurs de Megabus en grève - Franceinfo

Les chauffeurs de Megabus, compagnie de transport low-cost, sont en grève. Nombre d'entre eux manifestaient devant Bercy ce vendredi 18 novembre à 11 heures du matin. Leur plateforme basée dans le Rhône va cesser ses activités. 175 emplois sont menacés. Franceinfo

2- Allemagne

- Volkswagen va supprimer 30.000 postes dans le monde - Reuters

Volkswagen a annoncé vendredi qu'il allait supprimer 30.000 emplois dans le monde au sein de sa marque éponyme dans le cadre d'un plan visant à réaliser 3,7 milliards d'euros d'économies par an d'ici à 2020. Reuters

Haut de page

Le 24 novembre 2016

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

La causerie est prête, il ne reste plus qu'à formater les paragraphes, ce soir ou demain matin.

Si vous voulez prendre contact avec Pierre Salvaing, faites-moi parvenir un courriel que je lui transmettrai avec votre adresse électronique pour qu'il puisse vous contacter directement s'il le souhaite.

Juste un mot, un gros mot !

Un conseil en somme : Faites comme moi, ne cherchez pas à avoir raison à tous prix, personnellement c'est au-dessus de mes moyens, ne vous racontez pas d'histoires, tenez-vous en simplement aux faits, vous verrez, ce sera largement suffisamment, selon que vous aurez fait preuve ou non de discernement ils vous donneront tort ou raison, et si vous êtes honnêtes et que vous n'êtes pas bornés, ce que je suppose par principe, il suffira de le reconnaître et nous pourrons ainsi aller de l'avant, sinon nous serons condamnés au pire. A chacun de prendre ses responsabilités, j'assume les miennes.

Bonne continuation.

Haut de page

Le 25 novembre 2016

CAUSERIE

Mauvaise nouvelle, mon ordinateur portable ou de secours est tombé en panne.

Quatres réflexions politiques.

Le nouveau monde ou le nouvel ordre mondial.

Et dire que le système électoral américain date du début du XIXe siècle, lorsque l'esclavagisme avait cours aux Etats-Unis. Et avec les primaires en France, c'est vers un tel système que le PS qui a ouvert le bal des négriers veut nous entraîner.

Le ventre ou la tête ? Non, la tête et le ventre.

Autrefois les conditions de travail et d'existence du peuple étaient si précaires ou misérables, qu'il exigera leur amélioration immédiate, mais force était de constater que cela ne faisait pas le compte ou que ses besoins ou ses aspirations fondamentales ne seraient jamais satisfaits de la sorte, car ils étaient incompatibles avec le régime d'exploitation ou les rapports sociaux de production en vigueur. C'est ainsi qu'il en vint à engager le combat politique pour renverser l'ordre établi et fonder une société qui ne serait plus basée sur le profit et l'exploitation, l'oppression, mais sur ses propres besoins ou aspirations qu'il estimait légitimes.

Pour mener son combat politique il se dota de différentes théories qu'il testa au cours de la lutte des classes. Aucune ne devait résister à cette épreuve, hormis une seule qui était basée sur une analyse scientifique du processus dialectique qui parcourait l'ensemble des rapports qui régissaient la matière, donc la nature, les hommes, la société, le monde, l'univers en général, ainsi que les transformations qu'elle avait pu être amenée à connaître depuis son origine, de sorte qu'il était dorénavant possible de parvenir à la compréhension de sa nature ou de ses différentes composanes telle qu'elle se présentait à l'état présent, afin d'évaluer dans quelle direction elle pourrait évoluer en fonction de l'action de certains critères qui finalement en détermineraient le destin.

Cette théorie ne pouvait pas reposer sur des idées, auquel cas elle n'aurait été que pure spéculation ou divagation philosophique ou métaphysique, et jamais elle ne serait parvenue à la compréhension du fonctionnement de la matière et de ses différentes manifestations. Elle n'avait rien de mystérieuse, elle était uniquement le produit de la découverte du processus dialectique qui parcourait la matière tout au long de son existence, d'une simple observation, d'un banal constat, qui allait s'appliquer également à l'histoire des hommes.

Cette théorie reposait donc uniquement sur l'observation du comportement de la matière, sur des faits, ce qui devait constituer une nouvelle manière d'interpréter le développement de la civilisation humaine, qui jusque là avait été largement romancé ou idéalisé et par certains aspects était demeuré obscur aux hommes...

Pour être plus précis, il ne s'agit pas à proprement parler d'une interprétation, car ceux qui sont à l'origine de cette découverte en élargissant le champ de la dialectique à l'ensemble de la matière et de ses manifestations, n'ont fait à ce stade que transposer la réalité telle quelle sous la forme scripturale ou orale. Et ce n'est qu'au stade de la théorisation que ces penseurs apporteront leur touche personnelle à la réalité, en indiquant de quelle manière ou dans quelle direction la société pourrait s'orienter en étant soumise à l'action organisée et consciente des exploités et des opprimés.

Précisons encore, quand par commodité nous parlons d'interprétation à propos du matérialisme dialectique, nous faisons référence uniquement à la forme explicative employée dans le discours de ces penseurs, qui ne relate que des faits en dehors de toute appréciation ou jugement subjectif qui serait de nature à déformer la réalité.

Et quand par commodité encore on emploie le terme de théorie concernant le marxisme, on le déforme littéralement puisqu'il n'a rien d'abstrait ou de spéculatif. Bref, on utilise ces expressions qui ne correspondent pas exactement à leur objet par économie de langage, parce qu'elles sont couramment utilisés pour distinguer le matérialisme dialectique des autres modes d'interprétation qui vont du matérialisme vulgaire ou non dialectique à l'idéalisme absolue d'Hegel.

Nous terminerons en revenant à cette découverte parce que sa signification à une portée historique qui se confond avec l'existence et le destin de la civilisation humaine. Cette découverte correspond à une prise de conscience.

Jusqu'à nos jours les hommes n'ont fait que subir le sort que leur avait réservé la société, ou ils l'ont orientée dans une direction sans trop savoir ou sans se préoccuper des conséquences qui en résulteraient, puisqu'ils ne sont jamais parvenus à la compréhension du processus dialectique qui y présidait, c'est la raison pour laquelle nous évoquons un processus matérialiste dialectique inconscient.

La question qui est posée à l'humanité est simple : Serons-nous un jour capable de venir à bout des obstacles qui nous empêchent encore d'en prendre conscience, comment faire, par quels moyens parvenir à ce que ce processus matérialiste dialectique inconscient devienne conscient ou accessible à la majorité des exploités et des opprimés pour qu'ils conquièrent leur émancipation du règne de la nécessité?

Force est de constater que parmi ceux qui se prétendent conscients, il est exceptionnellement rare d'en rencontrer qui aient atteint ce niveau de conscience qui somme toute n'a rien d'extraordinaire.

Dites-nous, qui n'est pas capable de comprendre qu'un grain d'orge une fois planté va céder la place à une plante, qui à son tour va disparaître pour céder la place à de nouveaux grains d'orge, autrement dit, la matière passe par différentes phases contradictoires pour aboutir à un état supérieur ? Dites-nous, qui n'est pas capable de comprendre qu'en élevant la température de l'eau, parvenue à 100°C ce corps liquide elle va se transformer en gaz, et qu'en l'abaissant à 0°C il va prendre l'aspect d'un corps solide, autrement dit, que la transformation quantitative de la matière aboutit à sa transformation qualitative ?

Et ce sont ces mêmes lois qui régissent le fonctionnement du capital, et qui inexorablement le mène à la faillite ou le conduit à son effrondrement, effondrement qui peut emprunter différentes formes mais produira les mêmes effets, mais ce n'est l'objet de notre exposé.

Alors pourquoi la tête et le ventre, plutôt que le ventre ou la tête ? Parce qu'on ne vit plus tout à fait dans le monde du XIXe et de la première moitié du XXe siècle, il a subit de si profondes transformations qui nous imposent d'adapter notre conception de la lutte de classe, s'y refuser, c'est se condamner par avance à la défaite, et on comprend parfaitement que ce soit démoralisant ou démobilisateur.

Jadis le prolétariat était en grande partie illettré, son niveau de connaissance ou de conscience n'allait pas plus loin que le bout de sa rue ou celui de l'usine, du village ou de son champ, ses conditions d'existence et de travail étaient misérables, éreintantes, il ne disposait pas ou peu de temps libre, il avait peu de distractions, il ne tirait pratiquement aucune satisfaction de son existence faites de sueurs, de larmes et de sang, le contraire de celle de l'aristocrate ou du bourgeois auquel il aurait bien couper la tête pour mettre un terme aux multiples humiliations, privations ou souffrances qu'il lui faisait subir.

Au cours de la seconde milieu du XXe siècle sa condition s'est considérablement améliorée, au point qu'il s'en désintéresse car il a l'esprit ailleurs dorénavant. Une importe classe moyenne s'est développée qui vit dans la plus parfaite insouciance du lendemain et du sort du reste de la société. Tous ou presque ont été scolarisés, ont reçu une éducation, la majorité bénéficie d'un mode de vie relativement confortable, de moyens d'existence leur permettant de s'adonner au superflu et au gaspillage, ils disposent de moyens d'informations pour suivent l'actualité sociale et politique en France et dans le monde, d'une multitude d'instruments pour parfaire leurs connaissances, hormis le fait qu'ils ne disposent de pratiquement aucune liberté, peu de choses distinguent dorénavant leur mode de vie de celui des bourgeois ou des capitalistes qu'ils envient plus qu'ils n'envisagent de les chasser du pouvoir.

De ventres vides, on est passé à des ventres trop pleins, sauf chez les miséreux évidemment et ils en existent, tandis que les têtes, quand elles ne se sont pas vidées, elles sont trop pleines aussi ou ressemblent à des décharges remplies d'immondices dans lesquelles il faut fouiller pour faire émerger un brin de conscience ou creuser profondément pour trouver trace de leur volonté de changer la société rendue à l'état apoplexique.

Inutile de dire que l'on ne souhaite pas revenir à la condition du début du XXe siècle ou au-delà en arrière, cela, c'est le projet des néolibéraux. Maintenant si la plupart ont la tête pleine et aucun ne dispose réellement de liberté sauf à se leurrer par ce qu'on entend par là, c'est dans cette direction qu'il faut orienter notre discours pour toucher un maximum de travailleurs de toute condition sociale, puisqu'il y a autant de têtes pleines en bas qu'au milieu de l'échelle sociale.

Un ouvier qui travaille dans une usine ou sur un chantier, dans un commerce, ou un cadre, un ingénieur, un médecin, etc. tous

sont susceptibles d'être intéressés par notre discours, tous peuvent parfaitement le saisir, cela représente quand même quelques millions de travailleurs et jeunes. Tout dépend comment on s'y prend, de quelle manière on les aborde.

Peu, très peu peuvent rejoindre notre combat en réalité, peu importe à ce stade, il n'y en aurait qu'1% que ce serait pratiquement déjà de trop ! Si cela vous fait penser au 1% qui concentre l'essentiel des richesses mondiales et influent sur le cours de la situation mondiale, vous n'auriez pas tort, pour un peu vous partageriez presque mes convictions, mais bon, je ne pense pas qu'on en soit rendu là, sinon cela se verrait et se saurait.

Il n'y a donc pas de quoi désespérer, au contraire.

Maintenant n'allez pas croire qu'il s'agirait de changer les hommes pour changer la société, pas du tout, on sait où mène cette théorie, à ne rien changer du tout. Non, il s'agit de poursuivre la lutte de classe en défendant tous nos droits et acquis dans une perspective révolutionnaire, tout en s'adressant aux travailleurs afin d'élever leur niveau de conscience en leur fournissant la méthode pour y parvenir par eux-mêmes, sinon cela n'aurait aucune valeur ou tout progrès serait éphémère.

Nous ne leur demanderont jamais de nous faire confiance ou de nous croire sur parole, surtout pas, la méthode que je préconise s'inscrit en rupture avec celle que nous avons employée jusqu'à présent, qui consistait en gros à obtenir leur adhésion sans principe, à engrenger des résultats sans lendemain, ce qui est au passage aussi irresponsable que méprisable.

Vous ne trouverez jamais ce genre de discours dans la littérature des différents partis ouvriers qui existent de nos jours et vous aurez compris pourquoi, on vient juste de l'expliquer si vous avez suivi.

Un camarade vient de me proposer de m'envoyer un de leurs journaux par Internet en précisant qu'il était "triste à pleurer", ennuyant, destiné à une clientèle de militants enfermés dans une conception de la lutte de classe obsolète, qui a fait ses preuves quand on voit où nous en sommes rendus, mais à laquelle ils s'accrochent parce qu'ils sont incapables d'en imaginer une autre. Comment le pourraient-ils quand leurs dirigeants et leurs partis sont aussi déconnectés de la réalité, ils n'ont jamais lu un seul article qui traiterait des rapports qui existent au sein des différentes classes ou ce que vivent au quotidien les travailleurs à la manière d'un Marx, Engels ou Lénine qui m'ont inspiré.

J'ignore si en s'y mettant à plusieurs, on parviendra un jour à proposer une alternative à tous ces partis ou courants politiques faillis. On garde l'espoir, on pense qu'il arrivera un moment où les militants et les travailleurs avancés sauront faire la part des choses et se manifesteront.

A droite toute avec le PS.

Le pays n'a jamais été aussi à droite feint de s'offusquer Le Parisien qui avait sans peine adopté la même tendance après l'avoir encouragée. Et de poursuivre, si la rupture déjà promise par Nicolas Sarkozy en 2007 n'a pas encore vu le jour, c'est que le pays n'était pas prêt, grâce à qui le serait-il dorénavant, pardi, à la gauche qui devait préparer le terrain à la réaction en appliquant méticuleusement son programme, de telle sorte que la droite apparaisse comme un moindre mal, alors qu'en réalité elle s'apprête à poursuivre et amplifier la même politique antisociale et impérialiste.

Cela n'est rendu possible que parce que la majorité du peuple s'est embourgeoisé, est corrompu, demeure incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant, en proie à une confusion extrême il s'est accommodé avec une imposture qui lui sera fatale s'il ne la brise pas à temps. Tous ceux qui se sont rendus coupables en couvrant cette imposture en partagent la responsabilité, c'est-à-dire la totalité des partis du mouvement ouvrier et les syndicats.

Dès le début du XXe siècle des ministres du PS (SFIO) devait siéger dans des gouvernements de droite ou les soutenir, c'était anodin ou pour la bonne cause diront ses dirigeants dont Jaurès, au point qu'ils en viendront à voter les crédits de guerre quelques années plus tard, par adhérer à la guerre impérialiste, à prendre parti pour la guerre contre la paix, pour la grande boucherie, refusant de dresser les exploités contre les exploiteurs, par crainte du socialisme qu'ils étaient censés représenter. Ils remettront cela lors de la Seconde Guerre mondiale, lors des guerres coloniales jusqu'à nos jours.

Le PS a fait la démonstration il y a plus d'un siècle qu'il était non pas de gauche mais de droite, non pas socialiste, mais impérialiste, non pas progressiste mais réactionnaire, non pas humaniste mais partisan de la barbarie capitaliste. Et cela n'a pas suffit pour l'expulser définitivement du mouvement ouvrier, pour le caractériser comme un pure produit de la réaction. Parce qu'il incarnait les illusions d'un peuple ignorant, il fallait composer avec lui, ce qui eu pour conséquence désastreuse de faire durer cette formidable imposture jusqu'à nos jours. On ira jusqu'à nous expliquer que c'était pour notre bien, qu'il n'aurait pas été possible de faire autrement, même après coup en constatant les ravages que cela avaient causés on nous dira que cela avait été la meilleure stratégie à adopter, qu'il nous soit permis d'en douter, de la condamner, de la combattre.

Réglons la question de Trump.

Il s'est présenté aux primaires en tant que membre du parti républicain, à l'issue des primaires du parti républicain il est devenu le candidat du parti républicain à l'élection présidentielle, à l'issue de cette élection il est devenu le président des Etats-Unis, et en tant que tel il appliquera le programme du parti républicain.

Entre la copie et l'original, le parti démocrate et le parti républicain, c'est l'original qui l'a emporté. Trump a été présenté comme un "clown", un "farfelu", un "original", un "électron libre", il a tenu un discours outrancier et provocateur envers l'oligarchie qui n'était pas sans rappeler celui de Hollande sur la finance, on connaît la suite, et il en ira de même avec Trump, c'est ce que nous avons pronostiqué immédiatement après l'annonce de sa victoire sans vraiment prendre de risque puisqu'il est lui-même oligarque.

Donc la question de savoir qui va gouverner les Etats-Unis et sur quel programme est réglée, et contrairement aux apparences ou à ce qu'on voudrait nous faire croire ce n'est pas Trump qui désignera les membres du gouvernement. Quant aux nominations qu'il a annoncées, il n'est pas certain que pour certaines d'entre elles elles franchiront le cap de son investiture.

L'oligarchie a choisi Trump parce que c'est une espèce de roturier dans son milieu, un nouveau riche, un petit millionnaire qui a su profiter de la vague néolibérale destinée à accroître sans cesse la fortune des plus riches pour s'enrichir au passage ou devenir milliardaire, comment, en investissant dans les secteurs économiques qui allaient correspondre aux nouveaux besoins des plus riches ainsi qu'à ceux des nouveaux riches, c'était le moyen le plus efficace pour s'enrichir considérablement rapidement sans prendre réellement de risques. En résumé, il suffisait d'observer ou d'avoir conscience de l'orientation du capitalisme et de s'inscrire dans ce processus pour en tirer un maximum de profit, banal et déconcertant à la fois.

Ainsi, Trump n'appartient pas aux grandes dynasties d'oligarques qui sur le plan politique n'ont jamais pris le risque de se mettre en avant, elles tirent les ficelles ou gouvernent en coulisse en détenant le cordon de la bourse. Elles méprisent profondément Trump qu'elles considèrent comme une sorte d'affairiste ou d'arriviste minable qui a profité de leur enrichissement pour s'enrichir à son tour. Elles disposent de suffisamment de pouvoir pour le briser quand elles veulent et Trump le sait pertinemment.

Trump est faible et vulnérable, c'est un vulgaire pantin entre leurs mains, et c'est en grande partie pour cette raison qu'elles l'ont désigné pour assumer la politique ultra réactionnaire qu'elles vont lui imposer, elles savent que par conséquence il va devoir affronter une situation qui ne pourra que se dégrader et qui sera de plus en plus périlleuse à gérer, il fera donc l'objet d'attaques de toutes parts ou il subira une pression énorme, de sorte que si la situation l'exigeait ou risquait de dégénérer, ce serait alors un jeu d'enfant pour elles de le destituer ou de le liquider, et connaissant leur cynisme, il est même impensable d'imaginer que cela ne figurait pas dans leur programme quand ils l'ont désigné. Et les signes avant-coureurs de ce qui l'attend ne manquent pas, outre qu'il vient de louer les qualités d'Obama et Clinton qu'ils avaient violemment vilipendés pendant sa campagne électorale, le 22 novembre après avoir annoncé sur twitter qu'il refuserait tout entretien au New York Times qu'il avait également pourfendu, il a fait soudain volte-face et il s'est plié à cet exercice qu'exigeait de lui ses pairs comme une vulgaire marionnette sans réel pouvoir.

On dira plus tard que Trump aura été le pire président des Etats-Unis de tous les temps, et il est déjà sur la bonne voie pour confirmer cette prédiction. Il ne lui aura pas fallu deux semaines pour renier l'essentiel de ses promesses électorales ou adoucir ses positions pour emprunter un euphémisme des médias. Qu'en restera-t-il le 20 janvier, pratiquement rien, hormis ses propositions qui auront obtenu l'agrément du parti républicain.

Maintenant pourquoi le sommet de l'oligarchie a-t-elle préféré Clinton à Trump ? Pardi, parce que Clinton était la caution idéale pour camoufler leur imposture. Imaginez un instant, elle était censée incarner la gauche, soutenue par les syndicats ouvriers corrompus, les représentants des différentes minorités et ce qu'ils appellent le monde associatifs, de la culture, etc. de la même manière qu'Hollande en France, cette crasse réaction qui ne veut pas dire son nom. Avec une telle couverture, l'oligarchie comptait aller beaucoup plus loin dans l'application de son programme ultra réactionnaire qu'avec Trump, un oligarque.

C'est cela qui explique la violente réaction des médias que l'oligarchie contrôle, parce qu'avec Trump la situation allait s'avérer plus compliquée car d'emblée la nature des mesures qu'il prendrait risquait d'être aussitôt dévoilée et ces mesures contestées dans la rue.

Vous appartenez à une communauté et vous vous apprêtez à commettre un forfait, tout en sachant que par sa nature c'est votre communauté qui en sera collectivement désigné responsable. Vous devez trouver une solution pour la protéger. Qu'est-ce que vous allez faire ? Vous allez avoir l'idée géniale de désigner un membre d'une autre communauté pour l'accomplir à votre place, ainsi le blâme ou le châtiment, l'opprobe retombera sur sa communauté et non sur la vôtre, vous serez ainsi gagnant sur les deux tableaux car la communauté adverse sera déconsidérée aux yeux de la population.

Vous remplacez ces deux communautés par la classe des capitalistes et ses représentants d'un côté, et celle des travailleurs et leurs représentants corrompus ou leurs pseudo-représentants d'un autre côté, soit la droite et la gauche, et vous aurez compris le rôle que devait jouer ce qu'ils ont continué d'appeler la gauche pour le compte du régime.

Facile à comprendre, non ? Trop semble-t-il puisque la totalité des partis et des syndicats du mouvement ouvrier sans exception

ont trempé dans cette combine pourrie et leurs militants les soutiennent à quelques très rares exceptions. Le simple fait que pratiquement aucun militant n'ait exprimé la volonté et le courage de soutenir le courant politique que j'incarne suffit à le prouver. Ensuite ils peuvent penser tout le bien qu'ils veulent d'eux-mêmes, ils ne leurrent qu'eux-mêmes, car cela n'a strictement aucune signification, sinon de confirmer ce qui n'est finalement qu'un simple constat.

En choisissant Trump, l'oligarchie n'a voulu prendre aucun risque ou pas davantage qu'en optant pour Clinton et c'est logique. Elle préserve ainsi son indépendance de classe, elle conserve les mains libres pour agir à sa guise, contrairement au mouvement ouvrier qui a les mains et les pieds liés pour avoir troqué son indépendance de classe au profit de candidat de la réaction aux Etats-Unis comme en France et ailleurs.

Ainsi là où nous avons failli misérablement, notre ennemi s'en sort plutôt bien et nous le fait payer très cher, et le pire est à venir assurément.

Comme me l'a écrit en substance hier un camarade, aussi longtemps qu'on n'aura pas compris que tous les partis issus du trotskysme (ne parlons pas des autres!) constituent un obstacle à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, à tout pas en avant vers le socialisme, on ne s'en sortira pas.

Un tel manque de discernement et de logique de la part des militants, une telle absence de principes, une telle morale car cela va ensemble, cela va s'en dire, sont indignes de notre cause, de notre idéal, un tel comportement y est totalement étranger, il n'est pas le produit du hasard ou de la fatalité, ils portent le sceau infâme du mensonge, de l'hypocrisie, de la bonne conscience de l'imposteur, de la profonde corruption qui a gangréné les esprits et les a détournés du socialisme.

Pour illustrer notre analyse à propos de Trump :

- Les combats en Syrie s’intensifient alors qu’une escalade militaire se dessine de plus en plus sous Trump - wsws.org - mondialisation.ca

Extrait.

... la Chambre des représentants a adopté mardi par acclamation de nouvelles sanctions importantes contre la Syrie et quiconque entretiendrait des relations commerciales avec le pays. De plus, la loi requiert que le président américain présente un rapport sur la possibilité d’établir une «zone d’exclusion aérienne ou une zone sécurisée sur une partie ou la totalité de la Syrie», un acte qui, d’après les commandants de l’armée des États-Unis, entrainerait une confrontation armée avec la Russie.

Le même jour, la Chambre a voté à 419 contre 1 pour une nouvelle autorisation d’une durée de 10 années de la Loi sur les sanctions contre l’Iran, ou ISA, une loi d’abord adoptée en 1996 pour punir ceux qui entretiendraient des relations commerciales avec l’industrie énergétique de l’Iran, supposément pour bloquer le programme de développement d’armes nucléaires dont est accusé Téhéran. La volonté de réimposer cette mesure, même après négociations d’une entente internationale sur le programme nucléaire de l’Iran, est conforme aux dénonciations que faisait Trump de cette entente et les indications durant sa campagne présidentielle qu’il s’y opposerait.

Les inquiétudes dont fait part l’élite dirigeante américaine concernant le supposé danger de «complaisance» envers la Russie posé par la rhétorique lors de la campagne de Trump ou l’abandon de la guerre de changement de régime de Washington en Syrie est réfuté par la politique de ceux qu’il a recruté pour sa transition et qui pourraient occuper des postes importants de son administration.

L’ancien maire de New York, Rudy Giuliani, qui a été nommé le choix numéro un comme secrétaire d’État, a suggéré lors d’un discours devant une audience patronale lundi que toute «remise à zéro» avec Moscou serait atteinte par la confrontation militaire. «La Russie pense qu’elle est un compétiteur militaire, quand elle ne l’est vraiment pas», a dit Giuliani. «C’est notre manque de volonté sous Obama de même menacer d’utiliser notre armée qui rend la Russie si puissante.»

Stephen Hadley, l’ancien conseiller en matière de sécurité nationale pour George W. Bush, qui serait actuellement considéré au poste de secrétaire de la Défense, a plusieurs fois réclamé des frappes de missiles Tomahawk contre la Syrie, une arme produite par l’entreprise d’armement Raytheon, où il a siégé au conseil d’administration.

Plusieurs sources proches du Pentagone ont exprimé un optimisme par rapport à l’entrée de l’administration Trump qui va entreprendre de développer massivement l’armée américaine.

Le Navy Times soulignait mardi que la promesse du président élu de construire une flotte navale de 350 navires dans un article intitulé «Donald Trump souhaite entreprendre la plus importante construction navale militaire depuis des décennies». La flotte de la Marine est constituée actuellement de 272 navires.

L'Army Times, pour sa part, a publié un article mardi intitulé «On peut anticiper une armée plus grosse et agressive sous Trump».

L'article citait l'ancien général quatre étoiles Barry McCaffrey prédisant que malgré les critiques de l'OTAN faites par Trump, il s'attendait à voir une mobilisation majeure des forces américaines, pas seulement dans le Pacifique, mais également en Europe de l'Est.

«Il faut avoir une capacité de combat militaire qui est perçue par les Russes et les Coréens du Nord, entre autres, comme étant en mesure et ayant la volonté de les confronter dans une bataille aérienne, terrestre et maritime», a-t-il dit.

McCaffrey a ajouté qu'il y avait un «appui majeur pour Trump pendant la campagne de la part des forces armées de la base», en partie à cause de ses critiques des «règles d'engagement» restrictives.

Cet article a également cité le sénateur républicain de l'Alabama Jeff Sessions, un partisan réputé de Trump qui est également cité comme étant parmi les premiers choix au poste de secrétaire de la Défense, disant que Trump «propose une augmentation de l'armée».

«Nous avons environ 480.000 soldats. Il propose que l'armée soit maintenue à 540.000 soldats», a dit Sessions.

En bref, peu importe ce que prétendait la rhétorique de campagne de Trump sur un rapprochement avec la Russie ou la cessation de l'intervention américaine en Syrie, tout indique que la nouvelle administration se prépare à une campagne encore plus agressive et dangereuse d'agression militaire américaine mondiale. wsws.org 17.11

Qui a dit ?

- "*... je n'ai pas l'habitude de vendre mon âme pour un plat de lentilles*"

Réponse : Le député PCF du Puy-de-Dôme, André Chassaigne, qui a confirmé qu'il serait candidat à sa succession aux législatives de juin. lemonde.fr 23.11

Il a raison, pour si peu, cela ne vaut pas le coup, aux PCF ils valent mieux, les lentilles ont toujours été le plat du pauvre...

On rigole, mais en Inde qui est le premier ou le second producteur mondial de lentilles, elles sont très chères, plus de 100 roupies le kilo, les tomates sont à 6 roupies, les pommes de terre à 20 rs pour vous donner un ordre d'idée, d'ailleurs elles font parties des denrées alimentaires présentent dans le carnet de rationnement destiné aux pauvres, dont ma compagne et sa famille.

Chassaigne ignorera toujours qu'il n'y a pas que la députation (prostitution) qui soit héréditaire, la pauvreté aussi...

Tenez monsieur Chassaigne et vos ignobles semblables, un article qui vous concerne

- La notion de richesse n'est pas celle que vous croyez - huffingtonpost.fr Le monde est frappé d'un mal dont on pensait qu'il était de mieux en mieux combattu: la pauvreté. huffingtonpost.fr 22.11

Les médias aux ordres passent leur temps à tout dire (ou presque) et son contraire, à se contredire sans cesse comme un ministre de l'Intérieur manie la carotte et le bâton.

Qui franchement pensait sérieusement qu'ils combattaient réellement la pauvreté, à part ceux qui étaient chargés de relayer cette propagande ? Personne. Ses conséquences étant devenues trop voyantes et surtout imprévisibles en période électorale, pris de panique ou en proie à une crainte incontrôlable ils doivent bien se résoudre à admettre le contraire.

Dossier Etats-Unis

Leur masque est tombé et ils ne s'en remettent pas, on les comprend...

Hillary Clinton a encore une infime chance de remporter l'élection présidentielle 2016 et cela va se jouer d'ici le 25 novembre

Hillary Clinton a beau avoir reconnu sa défaite à l'élection présidentielle américaine il y a deux semaines, il lui reste encore une infime chance de s'installer dans le Bureau ovale à la place de Donald Trump le 20 janvier 2017. Mais le temps est compté.

Pour ce faire, une vérification du scrutin dans plusieurs États où les résultats ont été très serrés doit en effet être demandée d'ici au vendredi 25 novembre par l'un des candidats. Après, il sera trop tard pour contester la répartition des voix.

Cette idée a fait surface dans les médias américains mardi 22 novembre quand le New York Magazine a rapporté qu'un groupe d'experts informatiques et d'avocats avaient des soupçons de fraudes électorales et tentaient de convaincre ardemment les équipes de la démocrate de s'en saisir. Le Huffington Post

- Hillary Clinton a perdu l'élection mais a battu Donald Trump de plus de 2 millions de voix

S'il arrive que le candidat qui emporte le vote populaire perde le collège électoral jamais, depuis 1876, un président n'a été élu avec autant de voix de retard. Franceinfo

- Trump revient sur plusieurs promesses de campagne

Changement climatique, Hillary Clinton en prison, torture, immigration : deux semaines après son élection, le futur président Trump continue d'assouplir ses positions clés. Au point de susciter la colère de certains de ses partisans. Liberation.fr

Trump s'en tape littéralement, ses pairs, c'est Wall Street, le sommet de l'oligarchie, la Fed, le Pentagone, la CIA, le complexe militaro-industriel, le pétrole...

La preuve :

- 19 000 points : un record historique pour le Dow Jones

Dopé par l'élection de Donald Trump, l'indice vedette de la bourse de New York a franchi pour la première fois de son histoire le seuil des 19 000 points. euronews

- Maison Blanche: Trump nomme deux femmes dans son administration - AFP

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a insufflé une dose de diversité dans son équipe en cours de formation en nommant mercredi au poste d'ambassadrice à l'ONU Nikki Haley, une jeune gouverneure d'origine indienne, et une autre femme, Betsy DeVos, à l'Education.

Le magnat de l'immobilier pourrait aussi annoncer la nomination de son ancien rival de la primaire républicaine Ben Carson, un Noir, au poste de ministre du Logement.

Mercredi, Donald Trump a aussi nommé la femme d'affaires milliardaire et philanthrope Betsy DeVos, 58 ans, comme ministre de l'Education.

Ben Carson comme Betsy DeVos appartiennent à l'aile chrétienne traditionaliste et conservatrice du parti républicain. AFP

- Qui est Nikki Haley, la nouvelle ambassadrice américaine aux Nations unies - lefigaro.fr

La gouverneure de Caroline du Sud est une étoile montante du parti républicain.

«La gouverneure Haley a fait ses preuves en rassemblant des gens, peu importe leur origine ou leur parti politique, pour faire adopter des politiques importantes pour le bien de son État et de notre pays», a indiqué Donald Trump dans un communiqué, ce mercredi.

Nikki Haley a 44 ans, elle est la fille d'immigrants originaires d'Inde. Étoile montante du parti républicain, elle devient donc la première femme nommée dans son administration par Donald Trump. Elle a été la première femme à devenir gouverneure de Caroline du Sud, et est actuellement la plus jeune des gouverneurs du pays. Elle est mariée à un capitaine de la garde nationale qui a notamment été déployé en Afghanistan. Ils ont deux enfants, âgés de 15 et 18 ans. Initialement de confession sikh, elle se définit maintenant comme chrétienne et a rejoint le culte méthodiste, un mouvement religieux protestant.

L'équipe de Trump a justifié son choix, en partie, avec l'action de Nikki Haley pour ouvrir son État à l'étranger. «En tant que gouverneure, elle a mené sept missions commerciales à l'étranger et a réussi à attirer des emplois et des investissements grâce à des négociations avec des entreprises étrangères.» Donald Trump a lui-même commenté la nommination: «Elle est aussi une négociatrice reconnue et nous avons l'intention de négocier plein d'accords. Elle sera une grande leader pour nous représenter sur la scène mondiale.» Selon le Washington Post, ses points de vue en matière de sécurité nationale et de l'action militaire américaine sont semblables à ceux du Parti républicain «mainstream».

La jeune femme n'a beau avoir que peu d'expérience en politique internationale, elle apporte une dose de diversité dans l'équipe du président élu...

L'ambassadeur aux Nations unies est un diplomate dirigeant une mission diplomatique auprès de l'ONU. Les plus haut placés sont ceux assignés au siège des Nations unies à New York. Nikki Haley, accompagnée d'une équipe, représentera les intêrets des États-Unis à l'ONU. À travers des missions, des propositions et des votes elle devra négocier ou renégocier les traités et accords internationaux. Plusieurs dossiers et chantiers sont déjà en cours. lefigaro.fr 23.11

- Le premier jour de sa présidence, Trump retirera les Etats-Unis d'un accord commercial - AFP

Le président américain élu Donald Trump n'a pas encore constitué son cabinet, mais il vient d'annoncer la première mesure qu'il prendra à la Maison Blanche: porté au pouvoir sur des propositions anti-mondialisation, le milliardaire retirera les Etats-Unis du traité commercial transpacifique (TPP).

Il s'agit de "réformer" la classe politique, de "reconstruire notre classe moyenne" et de "rendre l'Amérique meilleure pour tout le monde", a souligné M. Trump, qui sera investi 45e président des Etats-Unis le 20 janvier.

Au premier jour de sa présidence, Donald Trump engagera le retrait des Etats-Unis du TPP, signé en 2015 par douze pays de la région Asie-Pacifique, mais sans la Chine.

Ce partenariat commercial est « un désastre potentiel pour notre pays », a expliqué M. Trump. « A la place, nous négocierons des traités commerciaux bilatéraux et justes qui ramèneront les emplois et l'industrie sur le sol américain », a ajouté M. Trump.

Pour entrer en vigueur, ce partenariat porté par le président sortant Barack Obama devait encore être approuvé par le Congrès américain, dominé par les républicains. Sa remise en cause inquiète les pays de cette région, grande priorité géostratégique et économique de l'administration démocrate.

En matière d'énergie, M. Trump, qui s'est entouré de responsables climatosceptiques, a indiqué qu'il "annulerait les restrictions tueuses d'emplois dans la production" d'énergie, y compris le gaz et le pétrole de schiste et le charbon propre, "créant ainsi plusieurs millions d'emplois bien payés". AFP 21.11

- L'Asie-Pacifique veut approfondir le libre-échange, avec ou sans Trump - AFP

Les dirigeants de l'Apec ont pris l'engagement de "conserver (leurs) marchés ouverts", de ne pas dévaluer leurs monnaies "à des fins compétitives" et d'oeuvrer activement à la création à long terme d'une zone de libre-échange Asie-Pacifique totalement intégrée.

Le retour au protectionnisme n'aurait selon eux pour effet que de réduire les échanges commerciaux et de "ralentir les progrès dans la récupération de l'économie internationale".

"Le commerce international est fondamental pour la prospérité du monde", a insisté le président péruvien Pedro Pablo Kuczynski à l'issue de la réunion.

Inquiets face à "l'opposition croissante à la mondialisation" aux États-Unis et en Europe et face à "l'émergence de tendances protectionnistes", ils ont insisté sur la nécessité d'une "plus juste répartition des bénéfices" de la mondialisation entre "toutes les couches des sociétés".

Le sommet de l'Apec s'est déroulé dans un climat d'inquiétudes quant aux intentions réelles, encore floues, du futur locataire de la Maison Blanche, qui prendra ses fonctions le 20 janvier.

L'élection de Donald Trump risque de rebattre en profondeur les cartes au sein de l'Apec, qui représente 60% du commerce mondial pour 40% de sa population.

Xi Jinping a affiché à Lima l'ambition chinoise d'assumer le leadership unique des négociations de libre-échange dans la région Asie-Pacifique, pour combler l'éventuel vide laissé par la future administration Trump.

"Nous n'allons pas fermer la porte au monde extérieur mais l'ouvrir encore plus largement", avait ainsi lancé le dirigeant chinois.

Pendant sa campagne, Donald Trump a attaqué avec virulence le Partenariat transpacifique (TPP) signé en 2015 entre 12 pays de la région. Mais cet accord, qui laissait la Chine sur la touche, nécessite pour entrer en vigueur l'approbation désormais fort improbable du Congrès américain dominé par les Républicains.

La Chine s'est engouffrée dans la brèche pour relancer à Lima son initiative alternative de Partenariat économique intégral (RCEP), un projet d'accord de libre-échange entre l'Asean (Association des nations du Sud-Est asiatique), l'Australie, la Chine et l'Inde, notamment... mais sans les États-Unis. AFP 20.11

ACTUALITE EN TITRES

En famille.

- «Emmanuel, participe à la primaire», lance Jean-Christophe Cambadélis - 20minutes.fr

Examen post mortem de la vérité pas ses assassins.

- «Post-vérité» : les politiques mentent-ils plus qu'avant ? - LeFigaro.fr

Pas plus que les journalistes en général...

- Le PM slovaque qualifie des journalistes de "prostituées" - Reuters

- C'est encore leur accorder trop de vertu !

Vive le Brexit !

- Le premier budget post-Brexit - liberation.fr

«Je souhaite que le Royaume-Uni reste la première destination pour le business», a affirmé le ministre des Finances britannique, Philip Hammond. liberation.fr 23.11

Le capitalisme a enfanté un monstre hideux.

- Royaume-Uni : le grand business de la fertilité - Franceinfo

En France, le marché est très encadré en la matière, mais en Grande-Bretagne les futures mères peuvent commander un père. Tout se fait sur catalogue : couleur des yeux, taille ou pratique religieuse. Franceinfo

Et même que la charia était compatible avec la version chinoise du stalinisme.

- La Chine investit dans la finance islamique - LeMonde.fr

Notre chroniqueur fait le point sur la montée en puissance des fonds chinois qui respectent les principes de la charia, notamment en Afrique. LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- Seize morts dans des affrontements en Centrafrique - Reuters

Deux jours de combats entre groupes armés en République centrafricaine ont fait 16 morts et 10.000 déplacés, a déclaré mercredi la mission des Nations unies dans le pays (Minusca). Les affrontements se sont produits dans la ville de Bria, à 600 km environ au nord-est de Bangui, la Reuters

- Yémen : 12 civils tués dans un raid de la coalition arabe - euronews.com

Une nouvelle bavure de la coalition arabe au Yémen. Douze civils ont été tués dans une frappe aérienne menée à Hiran, une localité de la province de Hajja, dans le nord-ouest du pays. Selon des habitants, un véhicule faisant route vers un marché a été pris pour cible par un raid. euronews.com

- Violences au Cachemire : au moins neuf civils tués - euronews.com

Vives tensions entre l'Inde et le Pakistan dans la région disputée du Cachemire. Des tirs d'artillerie provenant du côté indien de la frontière ont touché un bus civil. Bilan : près de dix morts et plusieurs blessés. Trois soldats pakistanais et sept soldats indiens ont par la suite été tués... euronews.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi les médias s'en prennent-ils à Fillon ?

Cela dit, si la guerre est la continuité de la politique sous une autre forme ou par d'autres moyens, la politique extérieure est la continuité de la politique intérieure, le programme de Fillon étant conforme à la réaction sur toute la ligne pour ce qui concerne la politique intérieure, il n'y a donc aucune raison qu'elle le soit moins à l'extérieur ou à l'international...

- Primaire à droite : la Russie se réjouit de la victoire de François Fillon au premier tour - Franceinfo

Les relations avec la Russie sont une des grandes divergences entre les deux candidats à la primaire. Contrairement à Alain Juppé, François Fillon souhaite un rapprochement avec Vladimir Poutine et une levée des sanctions. Franceinfo

Pure propagande ou vouloir nous faire prendre Poutine pour un demeuré, il sait très bien à quoi s'attendre avec Trump et avec le futur président français...

- Juppé "observe" des "soutiens d'extrême droite" pour Fillon - AFP

Alain Juppé a observé mardi que "depuis quelques jours les soutiens d'extrême droite arrivent en force" en faveur de François Fillon, son adversaire au second tour de la primaire de la droite. AFP

L'Agence française de propagande du régime oublie de préciser aux lecteurs qu'ils ont annoncé qu'ils n'iraient pas voter au second tour de la primaire de la droite officielle.

- François Fillon repeint en rose les années Thatcher - LeMonde.fr

Le candidat à la primaire de la droite a rejeté mercredi toute critique du bilan économique de la « Dame de fer », quitte à nier certaines réalités. LeMonde.fr

C'est qu'il est de gauche... ou d'extrême droite !

- Le programme de François Fillon inquiète la communauté homosexuelle - Franceinfo

François Fillon réussira-t-il à rassurer la communauté homosexuelle, inquiète de son projet de supprimer l'adoption plénière pour les couples du même sexe ? Franceinfo

Peu importe, Juppé et Fillon sont rejetés.

- Plus de la moitié des Français opposés aux programmes de Fillon et Juppé - 20minutes.fr

La réaction planétaire ou un monde policier.

- Surveillance : ce que contient la nouvelle loi sur le renseignement britannique - LeMonde.fr

Le Parlement britannique a adopté un texte qui étend largement les pouvoirs de surveillance des services de renseignement et de la police. LeMonde.fr

- Philippines: Les enfants de 9 ans pourraient être condamnés à des peines de prison - 20minutes.fr

Le projet de loi prévoit également le rétablissement de la peine de mort... 20minutes.fr

- Turquie : polémique autour d'un projet de loi sur la dépénalisation des viols de mineurs - Franceinfo

- Turquie : la romancière Asli Erdogan risque la perpétuité - LePoint.fr

Après l'annonce de sa libération provisoire, la romancière accusée de complicité de terrorisme reste incarcérée et encourt la prison à perpétuité. LePoint.fr

- Quinze mille fonctionnaires de plus écartés en Turquie - Reuters

Les autorités turques ont annoncé mardi 15.000 nouveaux limogeages dans la fonction publique, l'armée et la police ainsi que la fermeture d'organes de presse soupçonnés d'être impliqués dans le coup d'Etat manqué du 15 juillet. Reuters

Syrie. Propagande des officines de la barbarie.

L'AFP et Le Monde se lamentent, car ils ne voient pas comment venir en aide aux barbares...

- Le régime avance à Alep, un million de personnes assiégées en Syrie - AFP

Les troupes du régime syrien progressent rapidement dans les quartiers rebelles d'Alep, qui sont soumis depuis quatre mois à la "tactique cruelle" du siège comme "près d'un million" de personnes au total en Syrie selon l'ONU. AFP

En réalité, c'est le Front al-Nosra qui a pris en otage la population d'Alep-Est, qui s'en sert de bouclier humain, qui assiège Alep-Est.

- Alep-Est abandonnée aux bombardements russo-syriens, dans l'indifférence des Occidentaux - LeMonde.fr

La transition engagée aux Etats-Unis et les élections à venir dans plusieurs pays européens, dont la France, compliquent la donne pour la rébellion syrienne. LeMonde.fr

Haut de page

Le 28 novembre 2016

CAUSERIE

Je vous conseille de lire attentivement l'article mis en ligne aujourd'hui et de le diffuser largement, même si nous ne partageons pas les conclusions ou les illusions de l'auteur : Le néo colonialisme de l'empire et sa stratégie du chaos.

Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir (Lénine). Voilà un formidable instrument politique pour combattre le néolibéralisme, le capitalisme, le sionisme, la réaction, démonter leur propagande, faire avancer la conscience politique des militants et des travailleurs. Le jour où on aura compris que ce n'est pas à coup de propagande qu'on peut briser la propagande de notre ennemi, on aura réalisé un grand pas en avant.

Intox. Vous y croyez vraiment ?

- " la CIA a tenté à 638 reprises de se débarrasser du dirigeant cubain" (Le Monde 26.11)

Quelle mauvaise volonté ou incompétence franchement ! Surtout quand on pense aux dizaines de chefs d'Etat, d'ex-personnalités politiques ou opposants, qu'ils n'ont eu aucun mal à supprimer au cours des 50 dernières années à travers le monde... Quelle fable !

Un pays de 6 millions d'habitants en 1950, Cuba, situé à un coup de canon d'un pays de 150 millions d'habitants à l'époque, les Etats-Unis, qui s'avèrera impuissant à réaliser un changement de régime dans ce minuscule Etat pendant plus de 50 ans. La fable prend la tournure d'une farce.

Un ex-dirigeant ou diplomate russe révèlera qu'en cas d'attaque ou d'invasion de Cuba par les Américains, la décision avait été prise au Kremlin de ne pas intervenir et que les Américains en avaient été informés, fin de l'imposture.

Quels étaient leur objectif politique ? Permettre l'existence d'un allié de l'URSS à une encablure de la côte ouest des Etats-

Unis présenté comme une menace, qui justifierait leur propagande hystérique anticommuniste afin de se présenter comme les défenseurs de la démocratie et de la liberté.

Il leur fallait un ennemi pour justifier leur énorme budget militaire auprès du peuple américain, la mise sous surveillance de la terre entière, au besoin ils allaient le fabriquer. Une fois l'URSS disparut, ils créeront les Talibans, puis Al-Qaïda, et ils entonneront le même refrain répandant le chaos et la guerre sur tous les continents...

Fidel Castro n'était qu'un idiot utile qu'ils manipulaient à distance, un fossoyeur du socialisme, un stalinien. Chaque fois que Cuba interviendra dans un pays en Afrique ou en Amérique latine, les Américains en profiteront pour déployer leur armée et leurs services secrets dans ces pays-là pour finalement parvenir à leurs fins, installer des régimes tyranniques ou des dictatures militaires, les forces en présence ou les moyens logistiques et financiers employés étant disproportionnés à l'avantage des Américains.

L'histoire qu'on nous a servie sur Castro et la révolution cubaine fut en grande partie romancée, les uns et les autres s'en tenant à ses discours aux relents anti-impérialistes qui au passage faisaient le bonheur du Kremlin menant la contre-révolution dans le monde au côté des Américains. Castro soutint les mouvements ou organisations gauchistes et faussement révolutionnaire, qui devaient faire un tort terrible à l'avant-garde du mouvement ouvrier fidèle au socialisme qui ont hérité de la même étiquette peu flatteuse qui leur colle encore à la peau.

Qu'en dehors de Trump, l'intégralité des chefs d'Etat lui rendent hommage n'a rien d'étonnant, c'était la moindre des choses.

Qu'on nous accorde le droit de ne pas verser dans le politiquement correct qui s'est emparé du mouvement ouvrier depuis des lustres et qui l'a complètement défiguré ou corrompu. Nombreux sont ceux qui parmi nous ont une mémoire sélective.

De notre côté, nous préférons inscrire ou replacer les évènements importants qui jalonnent le développement de la lutte des classes, dans le cadre du processus historique qui en est à l'origine, de manière à pouvoir les interpréter en toute indépendance et en tirer les enseignements politiques pour la suite de notre combat.

Finalement, le culte du castrisme ou du guévarisme revient à faire le culte du stalinisme, qu'il nous soit permis s'il vous plaît de ne pas nous y associer et de le combattre.

En oligarchie, la majorité est fixée à 10%.

Avec une participation de 10% du corps électoral à la primaire de la droite officielle, l'heureux élu du second tour qui aura récolté 50% ou légèrement plus de ces 10%, soit 5 à 6% du total des électeurs inscrits et qui deviendra sans doute le prochain Président de la Ve République antidémocratique, pourra se prévaloir du même taux de légitimité.

Ces 10% d'électeurs représentent l'ensemble de la classe des capitalistes auxquels il faut ajouter l'élite ou les parasites qui ont décidé de lier leurs destin à cette classe ultra minoritaire dans la société. Quant à ceux qui n'en font pas partie et qui lui apporteront leurs suffrages en 2017, en manifestant ainsi leur absence de conscience politique, ils ne feront que confirmer l'absence de légitimité des institutions de la Ve République, du fait que cette élection aura été conçue uniquement pour les plébiciter et non pour élire le représentant de la classe qui constitue la majorité de la population, la classe ouvière ou celle de l'ensemble des travailleurs, ce qui en soi constituerait encore un déni de la démocratie.

Nous n'accorderons aucune légitimité au Président de la République, à son gouvernement et à son parlement, parce que nous leur dénions le droit de gouverner à la place des travailleurs ou de fouler aux pieds la démocratie pour le compte des capitalistes.

Si comme on nous le rabâche depuis des lustres, les démocrates doivent respecter les résultats de cette cynique mascarade, c'est que manifestement nous ne partageons pas la même conception de la démocratie, que seuls les représentants élus parmi les masses laborieuses au sein des institutions qu'elles auraient créées pour décider de l'orientation de la société pourraient incarner, ce qui impliquerait qu'au préalable elles se seraient soulevées pour renverser les institutions de la Ve République incompatible avec l'exercice de la démocratie ou du pouvoir politique par le peuple travailleur.

Depuis 1958, le mouvement ouvrier n'a cessé de se prosterner devant les institutions de la Ve République et d'y participer, flattant les mérites d'une démocratie usurpée ou les dotant d'une vertu démocratique qui ne servit qu'à les légitimer, et permettre aux chefs de l'Etat et aux différents gouvernements qui se sont succédés d'appliquer le programme correspondant aux besoins du capitalisme afin d'en assurer la survie sans se soucier des conséquences désastreuses ou dramatiques qui en découlaient pour des millions de travailleurs et leurs familles.

Le moment est venu de dénoncer et de rompre avec cette imposture qui n'a duré que trop longtemps.

La voie du réformisme et du parlementarisme empruntée par le mouvement ouvrier tout au long du XXe siècle ou presque jusqu'à

nos jours à largement fait la démonstration qu'elle ne permettait pas de résoudre les difficultés auxquelles l'ensemble des travailleurs étaient confrontés, car une fois parvenu à la fin du nouveau cycle du capitalisme (d'accumulation du capital) engagé à l'issue de la Seconde Guerre mondiale de nouvelles crises du capitalisme toujours plus profondes et étendues que les précédentes devaient jaillir et se traduiraient par la remise en cause des droits ou acquis sociaux conquis par les travailleurs par leur lutte de classe au cours des décennies antérieures ou des concessions que les capitalistes avaient dû leur accorder pour assurer son développement. Seule la voie de la révolution socialiste et une République sociale où les travailleurs disposent de tous les pouvoirs peut permettre de venir à bout des maux qui les accablent.

C'est la guerre, le colonialisme et la hausse du taux d'exploitation qui ont rendu compatible l'amélioration de la condition de la classe ouvrière avec l'existence du régime capitaliste sur fond de lutte des classes, et une fois que les capitalistes avaient épuisés le profit qu'ils avaient pu en tirer, c'était logiquement sur les travailleurs que devaient retomber les conséquences de la nouvelle crise du capitalisme et ainsi de suite. C'est ce processus infernal et destructeur conduisant à la décomposition de la société, à la régression sans fin de la civilisation humaine sur fond de chaos, de guerres et de barbarie, qu'il nous faut briser net.

Cela doit se manifester par l'adoption d'une position intransigeante envers le régime, qui doit se traduire par le refus de toute collusion, tout compromis, toute collaboration avec ses institutions et ses représentants, ce qui implique impérativement de caractériser leur nature de classe réactionnaire ou contre-révolutionnaire ou de droite, de ne leur accorder aucune vertu ou qualité, de les combattre avec acharnement sans répit, sans chercher à les ménager ou à s'en accommoder sous aucun prétexte, en faisant toujours ressortir que quelles que soient les (bonnes) intentions qu'ils affichent ou le masque sous lequel ils se présentent, au final ils ne serviront qu'à mieux duper les travailleurs afin de pouvoir appliquer leur politique antisociale et impérialiste.

Nous devons dénoncer, refuser de participer et combattre férocement toutes les campagnes dont les représentants du régime prennent l'initiative sur les thèmes du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, du sexisme, de l'écologie, etc. qui ne servent qu'à éloigner les travailleurs et les militants de la lutte de classe, à briser leur indépendance de classe indispensable pour mener leur combat politique contre le régime en les associant avec leurs représentants, ce qui conduit à la pire des confusion et revient à corrompre leur faculté de les combattre.

Il n'existe pas de demi-mesure en la matière. Soit on s'associe avec nos ennemis et on renonce à les combattre, on accepte d'avance le sort qu'ils nous réservent, on capitule. Soit on s'y refuse en demeurant strictement sur un terrain de classe indépendant et on se donne ainsi les moyens politiques de combattre nos ennemis et de les vaincre. Gare à ceux qui auraient la faiblesse de passer ne serait-ce que le bout du petit doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes, car ils en arriveront infailliblement à y laisser tout le corps pour le justiifier, ou à abandonner leurs convictions ou leur idéal au profit de ceux de ses ennemis, à rejoindre leur camp.

Nous devons avancer drapeau déployé.

Il faut également rompre avec le comportement hypocrite des traitres ou des capitulards, des agents du régime, qui a consisté à renoncer à situer le combat politique dans une perspective révolutionnaire, attitude qui s'est traduite par le renoncement au programme de la révolution socialiste suite à une multitude de reniements, pour finalement adopter le discours et l'idéologie de notre ennemi, processus qui devait concourir à l'affaiblissement théorique des militants qui en sont parvenus au point d'ignorer en quoi consistait le socialisme, et par conséquent dans l'incapacité de le répandre parmi les travailleurs ou de le défendre, dans le cadre de partis démocratiques petit-bourgeois, qui jamais ne pourraient conduire les masses exploitées à l'assaut du régime et encore moins le renverser, partis qui sont devenus des obstacles à la révolution socialiste.

Les dirigeants de ces partis se sont compromis à jamais au cours des 50 ou 60 dernières années. S'encanaillant avec la social-démocratie dégénérée, les staliniens, les appareils vendus des syndicats qu'ils contrôlaient et qui en échange de leur collaboration leur ont cédé des postes de permanents dans leurs instances et bien d'autres avantages en nature, participant aux institutions de la Ve République, le tout sous l'étiquette du trotskysme ou du marxisme avec lesquels ils avaient rompu rapidement ou dès le début de leur carrière politique.

Dorénavant, ces partis, le POI, le POID, le NPA et LO, occupent la place ou remplissent le rôle qui avaient échu au PS et au PCF sans avoir les moyens de l'assumer pour avoir lié leur sort à ces partis. Leurs dirigeants n'hésitent pas à adopter parfois un discours aux relents radicals destiné aux ignorants ou naïfs, aux esprits faibles ou facilement manipulables, qui ne servent qu'à camoufler leurs intentions inavouables ou leur corruption.

Dans les faits cela se traduit par leur soutien et leur participation aux journées d'action programmées par les appareils syndicaux avec lesquels ils refusent obstinément de rompre, mieux, dont ils assurent la promotion en publiant leurs déclarations sans émettre la moindre réserve sur leurs réelles intentions ou leur signification politique, quand ils ne participent pas directement aux campagnes du gouvernement pour détourner les travailleurs de la lutte de classe, ils évitent soigneusement de les évoquer pour ne pas indisposer le PS, ils pratiquent l'autocensure à l'instar des médias en refusant d'évoquer le rôle joué par les institutions fondées par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui trône au sommet du capitalisme mondial, le groupe Bilderberg, le réseau Gladio ou stay-behind, le CFR, la Commission trilatérale, BRI, etc. ils adoptent les versions officielles des attentats commis à travers le monde par les services de renseignements américains, occidentaux ou sionistes, CIA, MI6, DGSE, MITE, Mossad, et logiquement pour couronner le tout, ils en arrivent à nier l'existence de la stratégie néolibérale et du système financier mafieux qui

en est le pendant, qui ont pour objectif d'accompagner l'effondrement du capitalisme tout en instaurant un nouvel ordre mondial ou une dictature mondiale qui prend forme un peu plus chaque jour sous nos yeux.

On aura compris que de telles pratiques et que de tels dénis ne peuvent qu'aboutir à des analyses foireuses ou inconsistantes qui ne peuvent que diviser les militants... au nom de l'unité, s'il vous plaît. Que de telles analyses alimentent un sentiment d'impuissance, c'est légitime. Qu'elles n'aient pas permis au mouvement ouvrier de se doter d'une nouvelle direction, dans de telles conditions c'était inévitable...

Qui a dit ?

- "il s'agit d'une période d'épanouissement « extraordinaire »" à propos de la situation en général en Russie à la veille de la révolution de 1917.

Réponse : L'ex-apparatchik de la perestroïka et écrivain, Vladimir Fédorovski, un faussaire qui au terme de son "enquête" de chien policier sur cette période de l'histoire de la Russie (Dictionnaire amoureux de Saint-Pétersbourg), révèle selon Le Point (BHL) qu'"un grand malentendu persiste quant à cette période historique" qu'il faut réécrire à destination des manuels scolaires, de sorte que les cerveaux maléables de nos enfants ou petits-enfants retiennent qu'il faisait si bon vivre dans ce pays que les horribles communistes ou bolcheviks ont livré à la guerre civile, tandis qu'en réalité le peuple russe vivait sous un régime féodal tyrannique et subissait une guerre impérialiste avec ses conséquences effroyables, ce qui n'était pas précisé dans l'article du Point, évidemment.

Qui a dit ?

- « Les bonnes informations sont celles sur lesquelles nous avons un contrôle. »

Réponse : Barack Obama, lors d'une conférence de presse donnée à Lima, au Pérou.

Traduire : Pour exercer notre contrôle de la population, rien de telle que la désinformation. Dit autrement, les informations que l'on fabrique sont les bonnes, les autres sont les mauvaises...

Quelques vidéos.

Le 11 septembre 2001 pour les nuls

Le 11-Septembre expliqué en 5 minutes (11 septembre 2001)
http://www.dailymotion.com/video/xldbpd_le-11-septembre-explique-en-5-minutes-11-septembre-2001_fun

Stay-behind ou le réseau Gladio ou quand l'OTAN flanquée de l'extrême droite se fait terroriste.

Daniele Ganser / Raw interview (p 1) / avril
https://www.youtube.com/watch?list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&v=NbVmQA1GXN0

Daniele Ganser / Raw interview (p 2)
https://www.youtube.com/watch?v=x2bvy8A1jGM&index=2&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 3)
https://www.youtube.com/watch?v=Rq6npyf_da0&index=3&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 4)
https://www.youtube.com/watch?v=1WsVJGnTg6k&index=4&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 5)
https://www.youtube.com/watch?v=bBphdzCCn8w&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=5

Daniele Ganser / Raw interview (p 6)
https://www.youtube.com/watch?v=cWf5wDgzfsI&index=6&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 7)
https://www.youtube.com/watch?v=Zg4l3K8401A&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=7

Daniele Ganser / Raw interview (p 8)
https://www.youtube.com/watch?v=SOApn1WkXhg&index=8&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 9)
https://www.youtube.com/watch?v=0UyOsBGlfw8&index=9&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 10)
https://www.youtube.com/watch?v=AVr6bnh0A_E&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=10

Daniele Ganser / Raw interview (p 11)
https://www.youtube.com/watch?v=eg4jvihcRu8&index=11&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn

Daniele Ganser / Raw interview (p 12)
https://www.youtube.com/watch?v=fib9HUTqkXg&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=12

Daniele Ganser / Raw interview (p 13)
https://www.youtube.com/watch?v=2hoX_5mWyU4&list=PLlCj0fyk4KjtfM0sD1YinVtwW80AqlrHn&index=13

Le réseau Gladio - Armée secrète d'Europe. Fr (Arte)
https://www.youtube.com/watch?v=nz5Kf0kNauw

Gladio, le scandale des armées secrètes de l'OTAN (France 5)
https://www.youtube.com/watch?v=M0Ie_WUJGH0

Le réseau Gladio - L'armée secrète de l'OTAN (RTBF)
https://www.youtube.com/watch?v=d4xuzz2xcLk

Lecture.

- Guerres du-pétrole. Tout a commencé en Irak en 1916 - Mondialisation.ca, 24 novembre 2016

Par Gilles Munier et Fabrice Monnier

Tous ceux qui suivent la situation en Irak doivent absolument se procurer « 1916 en Mésopotamie » de Fabrice Monnier, qui vient de paraître aux Editions du CNRS. Ils apprendront – s'ils ne le savaient pas – que dans l'Empire ottoman, qui s'effondrait, les musulmans ne se laissaient pas envahir facilement par les grandes puissances, les « kouffars » comme ils les appelaient déjà. Ils étaient capables, ne serait-ce que par obligation religieuse – sunnite ou chiite – ou pour l'honneur, de leur résister courageusement, voire de les battre à plate couture.

La « Force D », expédition militaire venue des Indes britanniques - débarquée à Fao en 1914, près de Bassora - l'a appris à ses dépens en avril 1916 : 18 000 morts rien qu'à la bataille de Kut al-Amara et 9 500 prisonniers emmenés en Turquie dont beaucoup ne revinrent jamais.

L'ouvrage de Fabrice Monnier, passionnant, se lit comme un roman historique. Il m'a tenu en haleine de bout en bout, notamment avec son récit du siège de Kut et de la reddition du général Charles Townshend qui croyait conquérir Bagdad sans difficulté. Ce n'est pas l'impréparation des militaires britanniques chargés d'occuper la Mésopotamie – appelée, selon eux, à être peuplée avec des paysans indiens – qui m'a sidéré le plus, mais l'arrogance et le mépris des officiers anglais pour les forces armées ottomanes, les tribus arabes, et même pour leurs propres « harkis » indiens. A croire que l'armée de Sa Majesté ne venait pas de subir une cuisante défaite face à la Turquie dans le détroit des Dardanelles…

Tandis que la Première guerre mondiale faisait rage en Europe, à Londres il n'était pas seulement question d'empêcher le Kaiser Guillaume II de contrôler la route des Indes. On y parlait déjà d'Or noir. Certes, il fallait protéger la raffinerie de l'Anglo-Persian Oil Company d'Abadan (Iran) qui approvisionnait la marine britannique en mazout mais, au-delà, il s'agissait de s'emparer d'une région connue de quelques spécialistes – et de l'Intelligence service - pour être gorgée de pétrole.

A cette fin, et pour effacer l'humiliante défaite de Kut al-Amara – quasiment passée sous silence dans la presse londonienne -, les Britanniques durent envoyer en Irak un corps expéditionnaire de 100 000 hommes, 176 canons et des avions leur assurant la supériorité dans les airs. Commandés par le général Frederick Maude, les Britanniques prirent Bagdad le 11 mars 1917. Mossoul qui résistait ne sera occupée que le 10 novembre 1918, sans respect pour l'armistice conclu avec les Turcs à Moudros dix jours plus tôt.

« Cent ans plus tard, les conséquences de cette guerre », écrit Fabrice Monnier, « les promesses non tenues et des humiliations infligées se font toujours sentir dans un Moyen-Orient où on a la mémoire longue».

Elles sont de toute évidence avec les deux guerres du Golfe, l'embargo international et plus d'un million de victimes civiles, à l'origine du chaos irakien actuel.

Les Américains - Bush père et surtout fils - n'ont tiré aucun enseignement de l'occupation de l'Irak par les Britanniques. Les résistances irakiennes sunnites et chiites - avec l'Armée du Mahdi et le Hezbollah irakien – les ont contraints à rappeler leur corps expéditionnaire. Un Etat islamique (EI) remettant en cause les accords Sykes-Picot a aussitôt émergé dans les provinces majoritairement sunnites d'Al-Anbar et de Ninive. Ce qu'il représente ne disparaîtra pas après sa défaite à Mossoul, loin de là. La partition de facto du pays en entités plus ou moins autonomes semble maintenant en cours. Il va s'en dire qu'elles ne demeureront pas longtemps en paix.

Mais en attendant cet éventuel redécoupage, ce sont les déclarations de campagne de Donald Trump - nouveau président des Etats-Unis – qui inquiètent. Elles ne laissent présager rien de bon dans la région, puisqu'il considère que les Américains ont le droit de s'emparer des champs de pétrole irakiens pour se rembourser des dépenses occasionnées par la guerre contre le terrorisme (terrorisme qu'ils ont eux-mêmes provoqué !). C'est plus facile à dire qu'à faire. Comme disent les anglo-saxons : Wait and see… Mondialisation.ca

Url de l'article:
http://www.mondialisation.ca/guerres-du-petrole-tout-a-commence-en-irak-en-1916/5558703

Tandis que les Etats-Unis, le France et Israël notamment, les recyclaient.

- Vaste enquête en Allemagne sur l'influence des nazis après 1945 - lexpress.fr

Le gouvernement allemand a annoncé ce samedi qu'il allait allouer quatre millions d'euros pour enquêter sur l'influence des réseaux nazis sur les "autorités centrales" après la guerre, en particulier au sein de la chancellerie.

Les enquêtes vont pouvoir se poursuivre jusqu'en 2020. Berlin a annoncé ce samedi que le gouvernement allemand consacrait quatre millions d'euros pour décrypter l'influence des réseaux nazis sur les "autorités centrales" après 1945.

L'objectif est de compléter la vingtaine d'études sur le même sujet déjà réalisées dans certains ministères et institutions, tout en examinant pour la première fois l'héritage nazi au coeur du pouvoir, avec un million d'euros consacrés à la seule chancellerie. Clarifier la politique de recrutement

Il s'agit de clarifier "la continuité personnelle" au sein de la chancellerie avant et après 1945, soit le maintien en poste d'anciens responsables du IIIe Reich, ainsi que la politique de recrutement et l'évolution "des mentalités et de la culture politique", explique le ministère de la Culture dans un communiqué.

Selon l'hebdomadaire Der Spiegel, l'étude vise en particulier à éclaircir le rôle de Hans Globke, patron de la chancellerie ouest-allemande de 1953 à 1963, qui supervisait à ce titre les recrutements et reste considéré comme le plus proche conseiller de l'ancien chancelier conservateur Konrad Adenauer.

Or, Hans Globke, juriste et haut-fonctionnaire au sein du ministère nazi de l'Intérieur, avait notamment travaillé au durcissement des lois raciales de Nuremberg, avant de contribuer au "Code juif" appliqué dans la Slovaquie alliée du IIIe Reich.

77% des dirigeants du ministère de la Justice étaient d'anciens nazis en 1957

L'influence des juristes nazis bien après la fin de la guerre, à des postes clés de la jeune démocratie ouest-allemande, est l'un des principaux enseignements des différentes études réalisées au sein de chaque ministère.

Un rapport gouvernemental publié début octobre révélait par exemple qu'en 1957, 77% des cadres dirigeants du ministère de la Justice étaient d'anciens membres du parti national-socialiste (NSDAP), une proportion jusqu'alors insoupçonnée. Le plus célèbre de ces cadres, l'ancien magistrat nazi Eduard Dreher, avait forgé en 1968 une loi d'apparence technique, qui avait considérablement compliqué les poursuites contre d'ex-criminels du IIIe Reich, mettant fin à la quasi-totalité des enquêtes en cours. lexpress.fr 26.11

Voudraient-ils banaliser le nazisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Car, ne faudrait-il pas en conclure que l'Allemagne a été bien gérée par des nazis ou ex-nazis après la fin de la guerre ? Merkel et le gouvernement allemand se sont bien accommodés du régime néo-nazi de Kiev, on est donc en droit de penser que parmi eux un certain nombre seraient prêts à soutenir un

même régime en Allemagne ou dans d'autres pays de l'UE ou ailleurs.

Les illusions criminelles colportées sur Trump par des intellectuels qui se prétendent progressistes ou de gauche.

Passages extraits d'articles publiés par Mondialisation.ca ou Arrêt sur Info.

- Trump se prépare à prendre le contrôle de la Réserve fédérale des États-Unis (FED)

Maintenant, il va passer au niveau suivant en lançant une attaque surprise sur la Fed qui dépouillera les banques de Wall Street de leur pouvoir et les laissera se débrouiller toutes seules. (...) Maintenant, leur petite fête est terminée. Mike Whitney

- Trump a lancé une OPA sur la Maison Blanche. Maintenant, il est le PDG. Si – et c'est un si important – il parvient à la gérer comme une entreprise saine, cela peut être une bonne affaire, non seulement pour les États-Unis, mais pour la planète entière. Pepe Escobar

- Le candidat Trump a déclaré la guerre à l'establishment . Nous verrons jusqu'à quel point le président Trump est capable de mener cette guerre. Ricky Twisdale

- De même qu'il a récusé le libre-échangisme, Trump a répudié le néo-conservatisme en casque lourd et le cynisme au petit pied des apprenti-sorciers du djihad. Cette double orientation le place sur une trajectoire différente de celle de ses prédécesseurs, démocrates ou républicains. Bruno Guigue

- Alors, que risque-t-on en fait, à explorer, avec ce nouveau président américain, les possibilités d'un tel rééquilibrage ?

Que risque-t-on à lui faire confiance ? De toute façon, notre monde se noie et l'Occident est à la manœuvre de ce naufrage. Caroline Galacteros

- La probable nomination de Michael Flynn en fera l'un des pivots, du moins dans les relations internationales, de l'administration Trump. Son « réalisme », s'il se confirme, sera un changement bienvenu par rapport à la dimension très doctrinaire actuelle de la politique étrangère américaine. Jacques Sapir

- Si Trump constitue une réponse tardive à l'initiative de paix de Mikhaïl Gorbatchev, il pourra ramener les troupes US au pays, et l'Age d'Or pourra se répandra sur l'humanité souffrante. Israel Shamir

Et dire qu'ils ont dû lire l'article suivant, quelle horreur !

Il faut avoir à l'esprit que ces intellectuels font figure de progressistes, d'opposants à l'impérialisme américain. Vous comprendrez peut-être mieux pourquoi nous faisons preuve d'une telle intransigeance intellectuelle ou politique, pour ne pas induire les lecteurs en erreur ou nous tromper de camp, c'est préférable !

L'oligarchie financière anglo-saxonne a le choix entre trois scénarios possibles pour imposer sa stratégie ou instaurer une dictature mondiale : Soit liquider les Etats et s'en remettre exclusivement à des institutions supranationales, ce qui paraît irréaliste, soit s'en remettre aux Etats les plus puissants pour qu'ils instaurent eux-mêmes le fascisme dans leur propre pays, cela peut prendre beaucoup de temps et n'est pas sans risques, soit une combinaison des deux selon le degré de résistances rencontrées dans chaque pays, ce qui serait la solution la plus économique, car elle permettrait d'avancer sur tous les fronts à la fois.

Ils peuvent aussi être tentés de précipiter les choses en orchestrant une guerre conventionnelle en Europe. Il faut avoir à l'esprit qu'ils ont la capacité à n'importe quel moment d'appuyer sur un simple bouton pour faire chuter n'importe quelle place boursière et gouvernement par la même occasion, ils sont les maîtres du jeu si l'on veut.

On enrage rien que d'y penser, mais bon, cela ne sert à rien, sachons garder notre sang froid et soyons lucide. Ne nous laissons pas intimider ou démoraliser. Demandons-nous plutôt qui en a vraiment conscience. Là cela devient plus inquiétant. Quoique, tous ceux qui jusqu'à présent ont rejeté notre stratégie ou préfèrent l'ignorer pourraient y venir très rapidement si la situation prenait une telle tournure, en prenant enfin conscience qu'ils n'ont plus rien à perdre, tous les obstacles au rassemblement de l'avant-garde et au-delà sauteraient les uns après les autres pratiquement spontanément, et dans ce cas-là, seraient bien mal avisés ceux qui leur reprocheraient leurs errements passés.

On me reproche d'être outrancier, trop radical ou intolérant dans mes analyses ou mon discours, alors qu'en réalité je ne fais que situer mon combat politique au même niveau que celui de notre ennemi qui nous agresse en permanence, donc je ne pense pas être décalé par rapport à la réalité, au contraire. Reste à savoir si on est prêt ou non à affronter le régime, si cette

perspective nous effraie ou si au contraire on s'y prépare avec la volonté de vaincre, d'abattre notre ennemi. Lui il fait preuve d'une détermination cynique et sans faille, et bien la nôtre doit se situer au même niveau ou à un niveau supérieur encore, et ayant le nombre et la force de notre côté, nous sommes invincibles pour peu qu'on sache s'y prendre. Il n'y aurait rien de pire que de prendre les travailleurs pour des idiots incurables. Il ne reste plus qu'à nous mettre en ordre de bataille pour mener ce combat jusqu'au bout, et nous sommes certains de l'emporter.

Mais bon, force est de constater que nous en sommes très éloignés, hélas ! Nous gaspillons un temps précieux qui nous fera défaut demain, nous le paierons très cher en sacrifices inutiles, chacun doit y réfléchir tranquillement. Il faut que les militants se libèrent du carcan du dogme ou du sectarisme qu'incarnent leurs différents partis, la parole et leur personnalité doivent se libérer de ce joug pour qu'ils puissent donner le meilleur d'eux-mêmes et progresser, briser les obstacles que nos dirigeants ont érigés entre nous, il faut remettre en cause leurs vérités, cesser de leur octroyer des qualités ou des vertus qu'ils n'ont jamais eu, de leur accorder une confiance qu'ils n'ont jamais méritée, sinon nous ne nous en sortirons pas.

Il faut se ressaisir, laisser de côté nos a priori, faire preuve de modestie, remettre les compteurs à zéro et repartir sur des bases saines. Qu'est-ce qu'on risque au point où nous en sommes ? Et si vous avez suivi comment j'ai essayé de mettre en oeuvre la méthode du marxisme ou le matérialisme dialectique vous ne risquerez pas de vous faire manipuler ou de vous fourvoyer vous-même.

Dites-moi sincèrement entre nous, est-ce que je serais tomber dans le piège du complotisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, du racisme, de l'homophobie, du réformisme, du gauchisme, du social-patriotisme, du souverainisme, du nationalisme, du social-impérialisme, du féminisme, de l'écologie ou de l'écosocialisme, du socialisme du XXIe siècle, etc. je les ai démasqués, identifiés, caractérisés et combattus sans relâche, c'est donc que cette méthode est efficace, non ? Je ne demande pas aux lecteurs de me faire confiance ici ou ailleurs, cela ne m'intéresse pas, je leur demande juste d'expérimenter cette méthode. A suivre.

- Les « amis » terroristes de Trump - Arrêt sur Info

Malgré sa rhétorique d'homme fort contre le terrorisme, Trump est heureux de faire affaire avec des gouvernements qui ont des liens avec des extrémistes

Le président élu Donald Trump s'est ingénié à se présenter comme un homme fort dans la lutte contre le terrorisme. (...)

Cependant, la rhétorique de Trump ressemble beaucoup à son autobronzant orange : effrayante, inoubliable… et bien trop fausse.

Terrorisme d'État saoudien

Si Trump est persuadé que les attentats du 11 septembre ont été financés par l'Arabie saoudite, il est clair qu'il n'en est pas moins heureux de fricoter avec les ennemis de l'Amérique, tant qu'il peut se faire rapidement du fric.

Au cours de sa campagne l'année dernière, Trump a enregistré huit nouvelles sociétés en Arabie saoudite. La Commission électorale fédérale a révélé que quatre d'entre elles étaient encore en activité en mai 2016.

THC Jeddah Hotel Advisor et DT Jeddah Technical Services Advisor sont les sociétés dont il est désigné comme propriétaire ou président et elles seraient liées au développement potentiel d'un projet hôtelier.

Le même jour où il créait ces sociétés, Trump avait annoncé lors d'un rassemblement en Alabama : « Les Saoudiens, je m'entends avec tous. Ils m'achètent des appartements. Ils dépensent 40 millions de dollars, 50 millions de dollars.

Suis-je censé les détester ? Je les aime beaucoup. »

Les relations lucratives de Trump avec les Saoudiens sont anciennes. Trois mois avant le 11 septembre, Trump aurait vendu le 45e étage de Trump World Tower au royaume d'Arabie saoudite pour 4,5 millions de dollars.

Groupe terroriste iranien

Cela n'a pas empêché Trump et ses représentants d'utiliser avec hypocrisie la question saoudienne pour discréditer leurs opposants politiques.

Rudy Giuliani, principal candidat de Trump pour le poste de secrétaire d'État selon des sources au sein de son équipe de transition, a appelé Hillary Clinton, alors rivale de Trump, à s'excuser publiquement pour avoir reçu des dons d'Arabie saoudite.

« Je voudrais la voir s'excuser pour tout l'argent que la Fondation Clinton a accepté, venant disons-le d'Arabie saoudite, où les femmes ne sont pas autorisées à conduire. On me dit qu'elle est féministe et elle accepte de l'argent d'un pays où les femmes ne sont pas autorisées à conduire ? » a souligné Giuliani.

Pourtant, Giuliani est un lobbyiste rémunéré pour le compte de l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (Moudjahidine e-Khalq, MeK), organisation pour laquelle il a fait campagne (avec succès) afin qu'elle soit retirée de la liste des organisations terroristes étrangères du Département d'État en 2012.

« Le MeK a beaucoup de sang américain sur les mains, ainsi que celui de milliers d'Iraniens tués alors que le groupe était une force de frappe au service de Saddam Hussein dans les années 1980 et 1990 », a écrit Daniel Benjamin, un ancien coordinateur de la lutte contre le terrorisme au sein du Département d'État.

Giuliani a également reçu des indemnités pour des conférences de la part du MeK pour s'être exprimé plusieurs fois au nom du groupe en 2011 et 2012. Il est intéressant de noter que Giuliani a profité de son plaidoyer pour le MeK alors que le groupe était encore répertorié comme une entité terroriste. Comme le remarque Benjamin, son lobbying pour le MeK pourrait bien avoir été illégal.

Autoritarisme turc

Pourtant, le lobbying pour les terroristes semble être un passe-temps régulier pour les personnes nommées par Trump.

Il a été révélé que son conseiller à la sécurité nationale, le lieutenant-général Michael Flynn, ancien chef de la Defense Intelligence Agency (DIA) du Pentagone, avait signé un contrat avec une entreprise néerlandaise servant de façade à un entrepreneur turc étroitement lié au régime d'Erdogan.

En septembre 2015, la société de Flynn, Flynn Intel Group, a signé un accord de lobbying avec Inovo BV, une façade pour Inovo Turkije. Les deux entités ont été fondées par Ekim Alptekin, un représentant d'Erdogan qui préside le Conseil d'affaires turco-américain, lui-même division de la Commission des relations économiques étrangères de la Turquie, dont les membres sont désignés par le ministre de l'Économie et la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Pendant ce contrat, Flynn a écrit une tribune regorgeant d'éloges exubérantes pour la répression post-coup d'État menée par Erdogan. Il a même repris la propagande de l'État turc en affirmant que le coup d'État avait été orchestré par le religieux exilé Fethullah Gülen – qu'il qualifiait de terroriste.

Pourtant, selon le Comité pour la protection des journalistes, la Turquie emprisonne désormais plus de journalistes que n'importe quel pays, notamment la Chine, alors que les opposants politiques d'Erdogan sont arrêtés par milliers – tous sur des accusations de « terrorisme ».

Ce mois-ci, l'indice d'État de droit du World Justice Project a placé la Turquie à la 99e place sur 113 pays, juste derrière l'Iran et le Myanmar.

« Si Flynn connaissait les liens d'Alptekin avec le gouvernement turc, il a violé la loi américaine en ne s'inscrivant pas en vertu de la Foreign Registration Act (FARA) et en ne se déclarant pas comme agent étranger », fait remarquer David Phillips, ancien conseiller du Département d'État sous les administrations Clinton, Bush et Obama.

Djihadistes syriens

Cependant, Flynn en sait beaucoup plus sur la duplicité de la Turquie que d'autres. En août 2012, alors qu'il était chef de la DIA, cet organisme a obtenu des informations alarmantes prouvant que les « États du Golfe et la Turquie » appuyaient « l'insurrection en Syrie » en soutenant al-Qaïda en Irak.

La DIA a averti que la poursuite d'un tel soutien aux rebelles islamistes conduirait à la création d'une « principauté salafiste » dans l'est de la Syrie et, éventuellement, à la déclaration d'un « État islamique… en Irak et en Syrie ».

Dans les interviews concernant le rapport, Flynn a confirmé que l'exactitude de cette information.

Malgré les allégations de financement de djihadistes syriens par l'État turc, Flynn est heureux de s'accorder avec Erdogan.

Interdire le territoire aux musulmans, mais prendre leur argent

Trump lui-même n'a aucun scrupule à investir dans ces régions.

À ce jour, Trump a reçu des redevances pour plus de 10 millions de dollars pour la licence de son nom sur l'immeuble Trump Towers à Sisli, une tour résidentielle de 40 étages à Istanbul.

Trump aime aussi prendre l'argent des pays du Golfe, même si son propre chef de la sécurité nationale a connaissance de leur financement direct des djihadistes syriens.

L'entreprise publique Qatar Airways, par exemple, loue de l'espace dans une tour Trump pour son quartier général de New York. Et Trump a un grand projet immobilier aux Émirats arabes unis. En 2015, The Trump Organization a indiqué à Hotelier Middle East que sa ligne d'hôtels de luxe, Trump Hotel Collection, prévoit de construire d'autres hôtels importants à Dubaï, à Abu Dhabi, au Qatar et en Arabie saoudite.

L'argent est roi. Trump sait cela mieux que la plupart des gens. Et ses alliés qui financent le terrorisme également. Arrêt sur Info 26.11

Turquie. L'aveu.

- Turquie : Erdogan menace de laisser passer les migrants vers l'Europe - Franceinfo

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé, ce vendredi 25 novembre, de rouvrir les frontières pour laisser passer les migrants voulant se rendre en Europe. Franceinfo

Erdogan avoue que sur ordre de l'OTAN, il y a un an, il a ouvert les frontières de la Turquie pour que plus d'un million de "migrants" se déversent sur les pays d'Europe occidentale, afin d'y semer le chaos qui profiterait à l'extrême droite et déstabiliserait certains chefs d'Etat ou gouvernement qui traînaient les pieds pour augmenter leurs budgets de la Défense ou n'appliquaient pas à la lettre la politique de Washington, tandis que ceux qui lui étaient soumis mais peinaient à la mettre en oeuvre, bénéficieraient du soutien inespérés de la pseudo-gauche et extrême gauche...

Quand les sionistes fabriquent l'antisémitisme.

- Pourquoi il est possible à Steve Bannon d'être pro-Israël et antisémite - arretsurinfo.ch

Voici ce que les dirigeants juifs pensent du choix de Donald Trump pour le poste de responsable de la stratégie

Steve Bannon, ancien patron de Breitbart News, a pendant des années et avec une grande fierté donné aux nationalistes blancs et aux antisémites une plateforme pour répandre leur haine.

Lorsque l'Anti-Defamation League, une des plus anciennes organisations juives américaines consacrées à la lutte contre l'antisémitisme, a dénoncé la décision de Donald Trump de faire de Bannon son stratège en chef , les soutiens juifs du président élu se sont précipités pour défendre Bannon – le dépeignant comme un «défenseur d'Israël ».

Aaron Klein, chef du bureau de Breitbart à Jérusalem, a déclaré à BuzzFeed que Bannon est un «patriote engagé qui est profondément préoccupé par les menaces croissantes sur Israël. »

Mais certains leaders intellectuels et religieux juifs ne sont pas disposés à accepter l'argument selon lequel être pro-Israël ou s'engager fermement à protéger Israël ne disculpe pas automatiquement quelqu'un d'être un antisémite.

En fait, soutiennent ces leaders, il est absolument possible que des gens soutiennent Israël et soutiennent dans le même temps des réseaux qui promeuvent la haine à l'égard des Juifs américains.

Le rabbin Abraham Cooper, vice-doyen du Centre Simon Wiesenthal, a longtemps travaillé à pister l'antisémitisme en ligne. Il a déclaré par courriel à The Huffington Post qu'il n'a pas vu de « preuve définitive » que Bannon est personnellement un antisémite, ou quelqu'un qui hait les Juifs, le judaïsme, et les valeurs juives.

« En 2016, Israël est le foyer de la plus grande communauté juive dans le monde. Il est également le centre spirituel du judaïsme et du monde juif « , a déclaré Cooper à The Huffington Post. «Compte tenu de ces faits, il serait difficile de classer quelqu'un comme un antisémite de type classique, s'il soutient et défend l'Etat juif et ses 8,3 millions de citoyens (dont plus de 6 millions de Juifs). »

Le rabbin Jack Moline, Président de Interfaith Alliance [alliance interreligieuse], a déclaré à The Huffington Post penser qu'une personne peut «absolument» être pro-israélienne et antisémite dans le même temps. Moline se définit à la fois comme juif et sioniste. Mais il a prévenu qu'il était dangereux de confondre ces deux identités.

« Certains ont des raisons politiques, religieuses et idéologiques pour soutenir l'Etat d'Israël qui ont peu ou rien à voir avec le soutien pour le peuple juif lui-même », a affirmé Moline au Huffington Post dans un courriel. «Le fait que Bannon a gagné le soutien d'une poignée de juifs américains de droite qui partagent ses opinions politiques ne fait rien pour effacer ses propos antisémites ou la nature antisémite du mouvement alt-right que son site a favorisé. «

Jane Eisner, rédactrice en chef du site juif Forward, a parlé des propos haineux tenus sur internet contre elle et d'autres journalistes juifs pendant la campagne électorale. Elle pense qu'ils venaient en bonne partie de ceux qui s'identifient avec la candidature de Trump. Dans une tribune libre, Eisner a insisté sur ce qu'elle a appelé l'hypocrisie à couper le souffle » des Juifs qui soutiennent Bannon, et a condamné la logique qui veut que « tant que vous soutenez certaines politiques du gouvernement israélien actuel, il est correct de copiner avec des gens qui haïssent les Juifs « . arretsurinfo.ch - Carol Kuruvilla - 17 novembre 2016

Il faut dire qu'après le pacte passé entre Hitler et les sionistes, plus rien ne devait nous surprendre de leur part.

En oligarchie, qui gouverne, devinez ?

- Wayne Madsen : « La CIA a toujours servi les intérêts de Wall Street » - Arrêt sur Info

Dans votre livre très pertinent consacré à George Soros : Soros : Quantum of Chaos, vous dévoilez le véritable visage de ce personnage qui est le fer de lance de plusieurs opérations de déstabilisation dans le monde. D'où vient tout le pouvoir que détient ce criminel et pourquoi est-il intouchable ?

Soros est très riche et est en fait une façade pour une personne encore plus puissante et riche, Evelyn de Rothschild avec sa famille. Ce sont tous les vrais maîtres marionnettistes du monde.

Soros reste une pièce maîtresse dans le dispositif anti-Trump. Trump peut-il lui résister ?

Trump est en réalité actuellement entouré de gens qui serviront dans son administration et qui seront fidèles aux maîtres marionnettistes Soros-Rothschild et certainement pas à Trump. (...)

Selon vos diverses analyses très intéressantes, peut-on affirmer que le gouvernement mondial ou les faux prophètes du nouvel ordre mondial sont les vrais décideurs de ce monde ?

J'en ai déjà parlé, Soros/Rothschild. D'autres sont les Bilderberg, le Bohemian Club, et le Council on Foreign Relations et leurs homologues.

Vous connaissez très bien certaines agences américaines de renseignement telles la NSA. Ces agences de renseignement servent-elles les intérêts des États-Unis ou plutôt les intérêts de l'oligarchie ?

La CIA a toujours servi les intérêts de Wall Street. La NSA sert maintenant les intérêts du réseau mondial de sécurité qu'elle dirige. (...)

La quantité et surtout la qualité de vos rapports nous dévoilent un monde inconnu par des millions d'êtres humains. Comment toutes ces vérités ont-elles pu être cachées ?

Les principaux médias collaborent avec le gouvernement pour couvrir les événements d'actualité. Je conseille à tout le monde de lire le Wayne Madsen Report ainsi que vos livres et de suivre vos diverses interventions dans les médias alternatifs.
Comment expliquez-vous que nous, les résistants à ce que je nomme la caste oligarchique fasciste, sommes nommés « théoriciens du complot » ou « conspirationnistes » ? Ce concept est-il la seule arme des impérialistes fascistes pour réduire au silence tous ceux qui leur résistent et pour renforcer les rangs de ceux dont qui ont subi un lavage de cerveau, les «brainwasheds» ?

Le terme théoricien du complot a été développé par la CIA au milieu des années 1960 pour ridiculiser ceux qui croyaient qu'il y avait un grand rôle gouvernemental dans l'assassinat du Président Kennedy. Il a été utilisé depuis lors pour décrire les chercheurs légitimes sur l'Iran-Contra, le 9/11, et d'autres crimes de l'Etat profond.

Votre livre The Star and The Sword est l'un des rares à évoquer les liens intimes et opaques entre l'entité sioniste d'Israël et l'Arabie Saoudite. Vous avancez qu'ils organisent des attentats sous fausse bannière, dont celui du 11/9. Quelle sont l'origine et la nature de cette alliance stratégique israélo-saoudienne ? Pensez-vous que la loi JASTA va aboutir ou bien va-t-elle être contrée par les alliés sionistes de l'Arabie Saoudite ? Le fait que les USA et les Occidentaux ferment les yeux sur la guerre criminelle que mènent les Saoudiens au Yémen n'est-il pas dû au poids du lobby sioniste ?

L'alliance sioniste-wahhabite/saoudienne remonte à Ibn Saoud qui a écrit aux dirigeants britanniques et sionistes qu'il ne

s'opposait pas à une patrie juive en Palestine tant qu'elle ne revendiquait pas le territoire saoudien sur la rive orientale du golfe d'Aqaba. La relation a toujours été étroite, sauf du temps du roi Faisal, qui a été comme par hasard visé dans le visage et tué par un parent. (...) Arrêt sur Info 25.11

Les saoudiens sont sémites, les sionistes n'en sont pas pour la plupart et sont antisémites, les Palestiniens sont sémites, mais eux par malheur ils n'ont pas de pétrole !

Propagande xénophobe. Ne dites pas que les multinationales des puissances occidentales pilleraient l'Afrique.

- Que restera-t-il aux pêcheurs d'Afrique de l'Ouest quand les Chinois auront fini d'épuiser les fonds marins avec leur flotte industrielle ? - Atlantico.fr

En Afrique de l'Ouest, la surpêche épuise les fonds marins. Les industriels chinois installés dans cette région sont les principaux responsables de ce désastre environnemental. Atlantico.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Aux armes camarades, non, c'était aux urnes les nantis !

- Votez pour les Trophées du Golf 2016 ! - LeFigaro.fr

Et si vous n'aviez rien d'autres à foutre :

- Trois bonnes raisons de venir au Salon des grandes écoles, organisé ce week-end par - LeMonde.fr

Enfin une bonne nouvelle...

- Nouveaux records de Wall Street pour le "Black Friday" - Reuters

... et une mauvaise pour les suppôts des barbares, les mêmes.

- Syrie: la chute des quartiers rebelles s'enchaîne à Alep - AFP

Selon l'Agence Française de Propagande, les Syriens plébisciteraient les barbares.

- Syrie: avancée de l'armée à Alep, détresse des civils en zone rebelle - AFP

L'armée syrienne a encore gagné du terrain vendredi à Alep et bombardé les quartiers rebelles de la ville, faisant de nouvelles victimes chez les civils et ajoutant au désespoir des habitants assiégés. AFP

Cette rhétorique ne vous rappelle-t-elle rien ? Ce n'est pas une horde de mercenaires d'Al-Qaïda qui se seraient emparés de Bengazi et qui auraient pris en otage sa population, c'est Kadhafi le tyran qu'il faut renverser...

ACTUALITÉ DU JOUR

La fabrication du consentement a du plomb dans l'aile.

- Primaire de la droite : "C'est une très belle victoire de la démocratie" - Franceinfo

Si un scrutin auquel n'a pas participé 90% des électeurs est "une très belle victoire de la démocratie", c'est bien qu'elle n'existe pas...

La preuve.

- Fillon, un candidat en phase avec son parti, pas avec le pays - Liberation.fr

Le régime en quête d'un sauveur suprême pour poursuivre son offensive contre la classe ouvrière.

Au premier étage, un suppositoire euphorisant et explosif.

- La "fusée Fillon décolle", la gauche "s'autodétruit", juge la presse - AFP

Le parallèle est ravageur : la presse de lundi souligne le "triomphe" de François Fillon dans la primaire de la droite et sa mise sur orbite élyséenne alors qu'"aux antipodes" la gauche "s'autodétruit". AFP

Ils ont déjà largué Hollande, usé prématurément comme Sarkozy, et ils ont signifié à Valls qu'ils le gardaient en réserve, en sortant deux sondages dans lesquels ils ont recueilli moins de 10% face aux autres candidats potentiels à l'élection présidentielle de 2017. On voudrait être plus dissuasif qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Au second, un luxueux suppositoire soporifique.

- Après la victoire de François Fillon à la primaire de droite, Emmanuel Macron appelle François Bayrou à le rejoindre - Le Huffington Post

Emmanuel Macron a appelé ce dimanche 27 novembre François Bayrou à soutenir son mouvement En Marche et donc sa candidature à la présidentielle de 2017. Le Huffington Post

Au troisième, un suppositoire à fragmentation.

- Au Front national, la candidature Fillon va déplacer le débat sur le terrain économique - LeMonde.fr

Le parti d'extrême droite dépeint le nouveau champion des Républicains comme le promoteur d'une « politique ultralibérale », « contre le peuple ». LeMonde.fr

Sylvia Pinel candidate (PRG), Valls qui pourrait l'être: le gouvernement au bord de l'explosion? - Challenges

Pinel candidate à la présidentielle contre Hollande, Valls qui hésite : le gouvernement peut-il résister à la crise qui vient de s'ouvrir? Challenges 26.11

Primaire de la gauche : Valls se tient prêt à être candidat face à Hollande - Franceinfo

Manuel Valls accentue encore la pression sur François Hollande en vue de la présidentielle de 2017. Dans un entretien au Journal du Dimanche, daté du 27 novembre, le Premier ministre n'exclut pas d'être candidat face au président lors de la primaire de la gauche. Il explique vouloir "casser cette mécanique qui conduirait (la gauche) à la défaite".

Choisira-t-il d'affronter le chef de l'Etat, comme l'a évoqué, samedi, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone ? "Chacun doit mener ses réflexions en responsabilité. Je prendrai ma décision en conscience. Quoi qu'il arrive, le sens de l'Etat m'animera toujours", répond Manuel Valls dans le JDD. "C'est une question de jours", précise encore le Premier ministre alors que les candidats à la primaire de la gauche ont jusqu'au 15 décembre pour se déclarer.

J'ai des rapports de respect, d'amitié, et de loyauté avec le président. Mais la loyauté n'exclut pas la franchise. Force est de constater qu'au cours de ces dernières semaines, le contexte a changé. La parution du livre de confidences a créé un profond désarroi à gauche. Comme chef de la majorité, ma responsabilité est donc de tenir compte de ce climat.

Manuel Valls dans "Le Journal du dimanche" :

"Je n'oublie pas que le président a été élu par les Français en 2012. Mais toute candidature doit intégrer le rapport avec les Français, avec la gauche, avec notre famille politique. Toute décision qui ferait fi de ces trois dimensions apparaîtrait comme bancale ou fragile. Me concernant, j'intègre en permanence ces trois éléments", poursuit Manuel Valls. Pour lui, la primaire initiée par le PS "doit donner un élan, de l'espoir. Il faut se préparer au face-à-face". Et d'ajouter : "Je m'y prépare, j'y suis prêt." Franceinfo

En famille. Pour assurer le service-après-vente...

- Présidentielle : les militants communistes votent d'une courte tête pour le soutien à Mélenchon - LeMonde.fr

Le suspense aura duré jusqu'à la dernière minute, samedi 26 novembre. Avec plus d'une heure de retard sur l'horaire prévu, le Parti communiste (PCF) a annoncé les résultats de la consultation de ses adhérents quant à leur stratégie présidentielle. A 53,6 % des voix, les militants ont choisi d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon tout en menant « une campagne autonome ». Plus de 40 000 adhérents à jour de cotisation se sont exprimés.

Ce score, très serré, vient contredire celui des cadres du PCF. Le 5 novembre, ces derniers avaient opté à 55,7 % des suffrages pour une candidature communiste. Mais les militants avaient le dernier mot. « C'est une majorité, pas un raz-de-marée, commente Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Ça montre des communistes en responsabilité, très préoccupés, qui n'ont pas voulu rajouter un bulletin de vote à une gauche déjà très divisée. » Marie-Pierre Vieu, une autre dirigeante du parti, reconnaît des « débats difficiles » mais assure que sa formation peut encore « manier le rapport de force ».

« Bonne nouvelle »

On voit pourtant mal quelle est désormais la marge de manœuvre de l'organisation dirigée par Pierre Laurent. M. Mélenchon parvient à rallier les communistes sans avoir fait aucun compromis ni sur son programme, qui doit être publié début décembre, ni sur le cadre pour les législatives qu'il veut leur imposer. Reste que pour Alexis Corbière, son porte-parole, il s'agit d'« une bonne nouvelle ». « C'est la conséquence de la dynamique construite depuis février, juge-t-il. Toutes les énergies sont les bienvenues pour faire cette campagne. » Si ce dernier regrette certains « mots vifs » lancés ces derniers temps contre le leader du mouvement La France insoumise, il souligne que ce résultat montre que « la candidature de Jean-Luc Mélenchon est la seule qui permette d'éviter un second tour droite-extrême droite » – l'objectif revendiqué par la direction du PCF. Pour sa part, M. Dartigolles invite celui qui est désormais son candidat à la présidentielle à prendre « positivement » la décision de ses camarades. « Par son attitude et ses propos, on pouvait penser que Jean-Luc Mélenchon ne souhaitait pas ce soutien », estime-t-il.

Ce choix des communistes pourrait grandement faciliter la quête des 500 signatures du fondateur du Parti de gauche.

Les élus communistes qui attendaient la fin du processus interne de leur parti pourront désormais lui apporter leur précieux sésame. Selon M. Corbière, le candidat a déjà récolté 370 promesses de parrainages. Début novembre, un proche de M. Mélenchon assurait cependant au Monde que, quelle que soit l'option du PCF, la recherche des signatures continuerait indépendamment de celles promises par leurs ex-alliés afin de ne pas leur offrir un moyen de pression.

« Soutien critique »

Si ce vote peut sembler une victoire pour M. Mélenchon, il ne règle pas tout, loin de là. On est loin des conditions qui avaient amené le PCF à soutenir M. Mélenchon en 2011. Ce dernier avait en effet été désigné candidat du Front de gauche à plus de 59 % des voix. A l'époque, un accord liait les deux partenaires, et les communistes étaient pleinement investis dans la campagne du député européen – M. Dartigolles avait le titre de codirecteur de campagne.

Six ans plus tard, l'ambiance risque d'être tout autre et le ralliement du PCF pourrait se révéler bien encombrant pour M. Mélenchon. « C'est un soutien critique mais constructif », précise M. Dartigolles, qui participait samedi après-midi à une rencontre organisée par la maire socialiste de Lille, Martine Aubry, à Bondy (Seine-Saint-Denis). Si les communistes partagent l'essentiel du programme du candidat de La France insoumise, des divergences sont apparues ces derniers mois, comme sur l'Europe. Certains propos de M. Mélenchon, notamment sur l'immigration, ont également été peu appréciés au sein de feu le Front de gauche.

De son côté, Pierre Laurent peut pousser un soupir de soulagement. Le secrétaire national du PCF s'était résolu, au dernier moment et du bout des lèvres, à appeler à rejoindre la campagne de M. Mélenchon avant d'être désavoué par les cadres de sa formation. L'honneur est donc sauf pour le sénateur de Paris, réhabilité par ses militants. Sa position n'en est pas moins très inconfortable, lui qui se retrouve à la tête d'un parti plus fracturé que jamais. LeMonde.fr 26.11

En complément

Le porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles a participé samedi au "carrefour des gauches", organisé par les amis de Martine Aubry en vue de 2017.

En partant, un proche de Benoît Hamon pestait : "Si tout ça, c'est pour dire à la fin, 'je vote pour François Hollande', c'est vraiment décevant." Comme si les personnalirés présentes avaient avant tout pris date pour l'avenir et le congrès socialiste d'après-2017. Pour l'heure, chacun a pu noter que ni Christiane Taubira, ni Martine Aubry, ni Anne Hidalgo n'ont exclu de soutenir une nouvelle fois le président de la République. marianne.net 27.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

- Corée du Sud: plus d'un million de manifestants contre la présidente - AFP

Plus d'un million de personnes ont bravé samedi le froid et la neige à Séoul pour réclamer de nouveau la démission de la présidente Park Geun-Hye empêtrée dans un retentissant scandale de trafic d'influence, selon les organisateurs. AFP

Brésil

- Brésil: démission d'un ministre-clé pour trafic d'influence, Temer mis en cause - AFP

La démission d'un ministre-clé du gouvernement brésilien dénoncé pour trafic d'influence a relancé vendredi la crise politique au Brésil, le président Michel Temer étant accusé d'avoir exercé des pressions en sa faveur dans une affaire patrimoniale privée. AFP

Philippines

- Philippines : colère et indignation après l'enterrement de Marcos - euronews.com

"Pas d'honneurs pour un tyran". C'est derrière ce slogan que plusieurs milliers de Philippins ont manifesté ce vendredi à Manille. Ils tenaient à exprimer leur indignation après l'enterrement la semaine dernière de l'ex-dictateur Ferdinand Marcos dans le cimetière réservé aux héros de la Nation. euronews.com

Haut de page

Le 29 novembre 2016

CAUSERIE

Le document de P. Salvaing sur l'OCI a été chargé 295 fois et il a été consulté ou ouvert (moteurs de recherche inclus) 1710 fois.

J'ai actualisé les pages d'accueil suivantes : *Tribune libre* et *Sur le Parti ouvrier indépendant et le Parti des travailleurs*.

Les lecteurs pourront retrouver plus facilement les documents que nous avions publiés de juillet 2015 à novembre 2016 sur la crise et la scission du POI.

Ce qui donne un caractère particulièrement dramatique et très préoccupant à la situation sociale et politique en France, c'est évidemment les multiples difficultés et souffrances auxquelles sont confrontés quotidiennement des millions de travailleurs et leurs familles, on les a à l'esprit en permanence, mais c'est surtout le constat alarmant que ce qu'on considérait jusqu'alors comme l'élite de l'avant-garde ouvrière et révolutionnaire était en réalité faillie ou corrompue dans tous les sens du terme et pas seulement sur le plan politique depuis des décennies, voire depuis les années 40, d'où la crise qui devait un jour ou l'autre l'emporter et révéler au grand jour l'ampleur de ce que j'ai appelé personnellement une imposture manifeste, compte tenu que les dirigeants de ce courant politique en avaient parfaitement conscience, l'avaient couverte et y avaient participé, on en a fourni une multitude de preuves, de sorte que le prolétariat et le mouvement ouvrier allaient se retrouver littéralement seuls ou sans défense, sans perspective politique révolutionnaire pour affronter l'offensive néolibérale du capital, qui de son côté pouvait compter sur le soutien du PS et du PCF ainsi que leurs satellites et alliés respectifs, sans oublier les appareils vendus de tous les syndicats.

J'ignore si tous les dirigeants de ce courant politique (POI-CCI et POID-TCI) qui sont pratiquement tous des intellectuels ou des diplomés d'études supérieures, ont véritablement conscience de la signification politique et de la portée de leurs actes, de leur faillite politique ou de leur trahison à des degrés divers, de leur responsabilité dans la situation politique actuelle, car il ne fait absolument aucun doute que les représentants et idéologues de la classe dominante en ont parfaitement conscience et tiennent compte de ce facteur politique.

Ils savent qu'il n'existe plus en France aucun courant politique, aucun parti digne de confiance susceptible de constituer un pôle de regroupement pour les éléments les plus déterminés ou avancés de la classe ouvrière, pour les membres des couches ou des classes moyennes qui auraient pu être tentés à un moment donné de rejoindre un véritable parti ouvrier révolutionnaire, ils n'ont donc plus à craindre que leur offensive se traduise par le renforcement d'un tel parti ou la construction d'un nouveau parti communiste, puisque tous les dirigeants et les partis dits de l'avant-garde révolutionnaire se sont discrédités eux-mêmes à jamais, car il suffirait qu'un ouvrier ou un membre de la classe moyenne rejoigne un de ces partis pour qu'il prenne rapidement connaissance de son passé et en démissionne sur le champ, sauf évidemment s'il y trouvait son compte, ce qui est improbable dans la situation actuelle puisqu'il n'y a plus rien à gratter ou le réformisme est mort (au passage, avec la pseudo-gauche), hormis la bonne conscience du petit-bourgeois satisfait de lui-même qui évoquera le socialisme entre le fromage et le dessert.

C'est cette situation qui a diférents moments nous a amené à nous interroger sur le bien-fondé de soutenir une tendance du NPA ou du POI, puis du POID, à tort sans doute, tout en sachant qu'aucun de ces partis ne pourraient désormais constituer la base d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. J'avais émis l'espoir que des militants ou ex-militants, cadres ou mêmes dirigeants de ces partis ainsi que de LO, comprendraient ma démarche et partageraient l'essentiel de mes analyses ou de mes positions, or tel n'a pas été le cas, du coup cela bouchait toute perspective organisationnelle.

Mais peut-être que je m'y suis mal pris et j'aurais dû en proposer une dès le départ, sauf qu'à ce moment-là je n'étais pas prêt à assumer la direction d'un quelconque regroupement politique. J'ai d'ailleurs toujours affirmé que je ne possédais pas les capacités indispensables pour assumer la fonction et les responsabilités d'un dirigeant, qui plus est mon niveau théorique comportait encore trop de lacunes ou faiblesses il y a quelques années en arrière, d'où mon acharnement à progresser et à corriger mes erreurs.

Si maintenant des dizaines ou des centaines de militants s'étaient manifestés les choses se seraient présentées différemment, mais sans que cela ne change grand chose, puisqu'ils auraient eu besoin de cadres expérimentés ou de dirigeants pour les encadrer, car même avec la meilleure volonté du monde je n'aurais pas pu remplir ce rôle en étant à 10.000 kms de la France, cela n'aurait pas été sérieux de l'envisager, à moins de se transformer en aventurier, l'expérience aurait tourné court assurément. A aucun moment je n'ai voulu embarquer les quelques militants qui m'avaient contacté dans une aventure sans lendemain.

Si des cadres ou des dirigeants s'étaient manifestés et que nous partagions les mêmes analyses sur l'essentiel, là évidemment la situation aurait été totalement différente et nous aurions pu envisager de créer une structure politique avec des statuts, un programme, etc. mais tel n'a pas été le cas malheureusement.

On m'a fait un procès d'intention en voulant me faire passer pour un ennemi des intellectuels (et des fonctionnaires entre autres), alors qu'ils sont indispensables pour fonder un parti ouvrier et le faire fonctionner, j'ai eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises dans des causeries consacrées au mouvement ouvrier. Mais on a absolument besoin d'intellectuels qui soient en mesure de penser également en ouvriers, et c'est cela qui est le plus difficile à trouver. Sinon le parti prend une tournure aristocratique destinée à une élite composée d'intellectuels, d'ouvriers qui devenus militants s'imaginent que spontanément ils auraient acquis un niveau de conscience supérieure et en deviennent arrogeants, alors qu'en réalité ils démontrent exactement le contraire en reproduisant le discours de leurs dirigeants et en étant incapables de penser par eux-mêmes, ce dont ils n'ont pas conscience la plupart du temps, ils se leurrent sur eux-mêmes ou s'auto-manipulent pour ainsi dire, ce qui au passage fait l'affaire de leurs dirigeants qui n'ont même pas à se donner ce mal. Un tel parti, entre autres défauts irréversibles, emploiera une rhétorique toute aussi élitiste, inaudible ou inaccessible à la plupart des travailleurs qui instinctivement s'en méfieront, parce que leur discours, plus par la forme que par le contenu, est déconnecté de la manière dont ils abordent et perçoivent la situation. D'où la nécessité d'avoir à la direction du parti des intellectuels qui pensent en ouvriers, et des ouvriers évolués évidemment.

Le parti que nous devons construire doit être l'écho, la voix des ouvriers, et non uniquement un appareil de propagande destiné à une élite qui présente le défaut d'avoir été formatée à l'école de l'idéologie de la classe dominante, de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme. Toutes les couches des masses exploitées comportent des qualités et des défauts, le sachant et après les avoir identifiés, à nous de trouver le moyen d'exploiter au mieux leurs qualités tout en combattant leurs défauts, de manière à ce que le fil qui nous relie à notre objectif politique soit en permanence tendu sans jamais rompre.

On a bien vu que c'était inimaginable ou impossible dans des partis perclus de croyances qui n'avaient rien à envier à une vieille bigote bourrée de superstitions. La laïcité leur sert uniquement de feuille de vigne pour mieux camoufler leur compromission honteuse avec le régime ou ses représentants, et se donner bonne conscience au passage, car ils tiennent à donner d'eux-mêmes à l'extérieur une image avantageuse ou flatteuse, qu'ils ne méritent pas ou qu'on leur refuse.

Ce qu'on n'a pas compris semble-t-il, c'est qu'un parti (ou des dirigeants) qui se comportait uniquement comme un appareil de propagande, allait rapidement se déconnecter de la réalité dès lors que le développement de la situation contredirait la théorie qui lui servait de support, ce qui amènerait ses dirigeants à falsifier la réalité pour justifier leur orientation ou leur stratégie politique et ainsi de suite, car une fois mis le doigt dans cet engrenage infernal, il deviendrait impossible de l'arrêter ou d'en sortir par crainte que toute la machine du parti ne se brisa nette, mais un jour ou l'autre l'accélération brutale de la crise du capitalisme s'en chargerait.

Dans mes causeries je fais très peu de propagande si vous avez bien remarqué. J'expose essentiellement des faits, ensuite on essaie de voir comment les différents facteurs réagissent, comment les différents rapports évoluent, et à partir de là on essaie de comprendre quelle tendance se dégage de la situation ou dans quelle direction il est problable qu'elle s'oriente, sans recourir à aucune citation des marxistes, sans recourir à aucune formule, aucun théorème, aucune définition ou alors ponctuellement, mais rarement au bout du compte, la lutte de classe est un organisme dynamique ou vivant destiné à évoluer, et non une substance inorganique, sclérosée ou fossilisée.

Et quant aux enseignements de la lutte de classes que nous ont légués les marxistes, on ne devrait s'en servir qu'après coup, une fois notre démonstration terminée, pour vérifier qu'on ne s'est pas fourvoyé, mais jamais pour justifier nos positions ou nos analyses, sauf quand la concordance entre des analyses ou des positions espacées de plusieurs décennies ou siècles peut être établie, et encore en étant extrêmement prudent ou en rappelant chaque fois le contexte qui en fut à l'origine ou leur servit de support autrefois, ce qui nécessite de faire preuve d'une honnêteté intellectuelle sans faille, ce qui vous l'avouerez n'est pas vraiment donné à tout le monde !

Nous vivons dans un monde qui a subi trop de profondes transformations depuis 7 décennies, un ou deux siècles, pour qu'on puisse se permettre de recourir à longueur de temps à des citations des marxistes. Leurs enseignements peuvent guider nos réflexions ou nos recherches, nous servir de repères dans certains cas, mais en aucun cas ils ne doivent se substituer à notre propre analyse de la situation ou on ne devrait calquer nos positions sur les leurs, sauf si le contexte le permet comme nous l'avons précisé précédemment, ce qui sera de plus en plus rare. On doit garder à l'esprit que c'est la théorie qui doit s'adapter à la réalité et non l'inverse, pour ne pas verser dans l'opportunisme.

En revanche, ce qu'on en retiendra, c'est leur méthode (le matérialisme dialectique) pour interpréter le monde, la société, les hommes, la nature et l'univers, qui, comme un fil parcourt leur oeuvre de part en part, d'où l'intérêt de lire et d'étudier leurs ouvrages, davantage pour en acquérir la substance, ce mode de pensée qui correspond au processus historique inconscient qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine qui est indissociable de celui des forces productives et de la lutte des classes. On s'abstiendra de reprendre à notre compte ou pire, de reproduire à la lettre, bien des positions que les marxistes avaient adoptées et qui sont devenues obsolètes depuis.

C'est grâce à cette méthode que j'ai pu aborder sereinement une multitude de sujets ou de questions d'actualité sur lesquels nos dirigeants ont préféré faire l'impasse, tout en sachant que je mettais les pieds sur des planches pourries et que je prenais le risque d'être incompris, ce qui était inévitable dans une certaine mesure et ne manqua pas d'arriver, sans que cela me fasse renoncer pour autant, car j'estime qu'aucune question ne doit être laissée de côte, qui plus est quand la réaction se charge d'y apporter des réponse, vous ne vouliez tout de même pas qu'on imite ces dirigeants et qu'on lui laisse le champ libre.

J'appartiens à cette espèce de gens qui sont obsédés par des questions qu'ils vont se poser des centaines ou des milliers de fois pendant des années, voire durant toute leur vie, sans jamais être tout à fait satisfaits des réponses qu'ils auront trouvées, qui se repassent sans cesse le film des évènements ou des expériences passées, car il y a toujours quelque chose à y puiser pour comprendre le présent. Ne dit-on pas que celui qui n'a pas de passé n'aura pas de futur, je l'ai interprété de cette manière-là, de même que, qui ne progresse pas, régressera obligatoirement, d'où la nécessité d'avoir la conviction de n'être jamais parvenu au bout du chemin ou de notre recherche pour toujours progresser.

Or la plupart des gens et des militants font du sur-place, sont bornés en somme, ils sont bloqués à un niveau et ils ne parviennent plus à progresser, souvent ils y restent ainsi le restant de leurs jours, ce qui est bien triste. Seuls un choc ou de terribles souffrances peuvent leur être salutaire, et encore si quelqu'un les aide à les interpréter à ce moment-là.

On se demande pourquoi l'humanité n'a pas progressé plus rapidement, car à bien des égards l'homme n'est pas plus évolué qu'il y a des milliers d'années en arrière quand il se comporte en barbare ou y reste indifférent comme on peut le constater quotidiennement autour de nous. Tout simplement parce qu'elle ignore toujours les lois ou le processus matérialiste dialectique qui président au fonctionnement de la matière, des hommes, de la société.

L'humanité est parvenue à un stade de développement où les conditions objectives sont mûres pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou conquérir sa liberté, mais les conditions subjectives pour parvenir à cet objectif ne le sont pas. Autrement dit, les exploités demeurent toujours prisonniers de leur ignorance, d'où notre devoir de les aider à élever rapidement leur niveau de conscience pour pouvoir changer la société, ce qui passe évidemment par leur organisation. Et sachant que l'ensemble ni même la majorité des exploités ne sont susceptibles de s'élever à un niveau de conscience suffisant dans un premier temps, la nécessité s'impose de rassembler les éléments les plus conscients d'entre eux dans un parti, afin que le moment venu ils entraînent le reste des exploités à l'assaut du régime et s'emparent du pouvoir politique, d'où la nécessité absolue de construire ce parti...

Que les partis dits de l'avant-garde répugnent à former leurs propres militants, à élever le niveau de conscience des travailleurs, s'accompagne logiquement du refus de s'attaquer à la propagande officielle ou à la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante livre en permanence aux travailleurs pour les conditionner et briser leur résistance, du refus de dénoncer ses campagnes engagées sur des thèmes communautaires destinée à éloigner les travailleurs de la lutte de classe et à les diviser, témoigne si besoin était que leurs dirigeants n'ont jamais eu l'intention de construire le parti qui nous fait tant

défaut aujourd'hui, qu'ils ne partagent ni nos principes, ni notre méthode, ni notre théorie, ni notre programme, ni notre stratégie, ni notre drapeau, ni notre objectif.

Bref, on aura compris qu'en procédant de la sorte, ils ont résolument tourné le dos au socialisme, quel que soit le discours en apparence radical qu'ils peuvent tenir un jour, pour ensuite en tenir un plus proche de leurs véritables intentions, par exemple lorsqu'ils font référence à Jaurès qui était l'antithèse de Marx et du marxisme, un vulgaire social-patriote dont l'éloquence ne pouvait duper que des esprits prompts à la conciliation dans un moment de faiblesse, la négation du socialisme. A suivre.

Haut de page

Le 30 novembre 2016

CAUSERIE

Adoptez le matérialisme dialectique, un filtre qui ne laisse passer aucune impureté, un filtre d'amour pour ceux en quête d'un idéal.

Fabrication du consentement. Décidément, quel monde merveilleux ! Ils seraient humanistes, progressistes, démocrates...

Si maintenant ce sont eux qui s'emploient à vouloir le démontrer, il ne faut surtout pas les croire, car c'est forcément qu'ils ont des intentions inavouables ou mauvaises à l'égard des exploités et des opprimés et qui ne doivent surtout pas parvenir à leurs oreilles, car cela pourrait compromettre leurs plans...

- Les multinationales bientôt responsables des agissements de leurs fournisseurs - Challenges

L'Assemblée nationale a voté en nouvelle lecture la proposition de loi PS instaurant la responsabilité aux multinationales de prévenir les atteintes aux droits de l'Homme et à l'environnement de leurs sous-traitants. Challenges 29.11

Ils en tremblent déjà venant d'un parti qui les bafouent en permanence.

Il faut garder à l'esprit que les dirigeants des multinationales ou de l'oligarchie savent parfaitement à quoi s'en tenir à propos du PS, qui ne présente aucun danger pour leurs intérêts. Les travailleurs savent également à quoi s'en tenir.

Apparemment, il n'y a malheureusement que les militants du mouvement ouvrier qui ne parviennent pas à partager leurs convictions, qui n'en tirent aucun enseignement pratique. Après ils s'étonnent de la situation dans laquelle nous nous trouvons, qu'ils ne s'en prennent qu'à eux-mêmes dans ce cas-là, car ils sont censés aussi savoir à quoi s'en tenir sur le PS, sinon c'est qu'ils ne sont pas dignes des idées qu'ils prétendent représenter.

- La démocratie tunisienne engrange des soutiens pour sa fragile économie - AFP

- L'Europe et les monarchies du Golfe au chevet de l'économie tunisienne - BFM Business

La banque européenne d'investissement, mais aussi le Qatar ou l'Arabie saoudite, ont promis que plusieurs milliards d'euros seraient investis dans l'économie tunisienne d'ici à 2020. BFM Business 29.11

Vous aurez relevé l'astuce dans le titre de l'AFP, qui consistait à associer la démocratie à ces généreux donateurs, le Qatar et l'Arabie saoudite.

- L'Assemblée réhabilite les communards victimes de la répression - Le Monde.fr

... le président PS de la commission des affaires culturelles et élu parisien, Patrick Bloche, a plaidé que « le temps est désormais venu »... Le Monde.fr 29.11

Cela ne leur coûte rien et justifiera que les partis dits ouvriers ménagent le PS quand l'occasion se présentera. Quels braves camarades tout de même, n'est-ce pas D. Gluckstein ?

- L'armée US reconnaît des erreurs dans une frappe en Syrie - Reuters

"Plusieurs erreurs humaines" sont à l'origine d'une frappe aérienne de la coalition sous commandement américain qui a coûté la vie à des soldats défendant le régime syrien près de Daïr az Zour en septembre, conclut une enquête de l'armée américaine. Reuters 29.11

Le général Richard Coe, qui a conduit l'enquête, a expliqué par télé-conférence à des journalistes réunis au Pentagone mardi, que l'armée américaine avait été victime d'une "mauvaise identification des cibles" pour avoir confondu les forces progouvernementales syriennes avec des combattants de l'organisation Etat islamique en partie parce qu'elles ne portaient pas leurs uniformes habituels, je cite Reuters. Foutaise !

Parce que voyez-vous les satellites et autres avions de reconnaissance américains qui planent dans le ciel syrien, ainsi que les pilotes de l'escadrille qui ont bombardé l'armée syrienne, n'avaient pas identifié les tanks et autres matériels lourds de l'armée syrienne qui se trouvaient sur place...

Bref, ils reconnaissent "des erreurs" pour ne pas avoir à reconnaître des actes de guerre délibérés.

- Travaux forcés, exploitation d'enfants... Des abus dans la production d'huile de palme - LeMonde.fr

Dans un rapport, Amnesty International dénonce les conditions de travail dans des plantations en Indonésie et souligne l'apathie des multinationales. LeMonde.fr 29.11

Tout le monde ou presque sait dorénavant pour qui roule Amnesty International...

Qui a dit ?

1- "***Fillon a plus un côté libéral à la Thatcher que libéral social comme l'était Schröder***".

Un supporter de Schröder et de Hartz IV, du salaire à 1 euro de l'heure en Allemagne, assurément.

Réponse : Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, lundi dans le Grand Soir 3. (France Info 29.11)

Suite. Qui a dit voir en François Fillon "*plutôt Schröder*" que Thatcher.

Réponse : Le patron du Medef, Pierre Gattaz, dans une interview aux Echos. (L'Express.fr 29.11)

Jean-Claude Mailly, agent du Medef, du capitalisme ? Impossible, il a sa carte du PS en poche, comme Blondel et Bergeron. Diable, mais raison de plus !

Combien de permanents des différents partis ouvriers (dont ceux du POI et POID) ont-ils depuis démissionné de leurs postes ? Aucun, et c'est normal puisqu'ils partagent la même conception que Mailly de l'indépendance des syndicats vis-vis de l'Etat et du patronat. Question : Sont-ils corrompus ? Question grotesque !

2- "(Avec Mélenchon) ***... je ne vois pas comment on va pouvoir arriver à une candidature de rassemblement de toute la gauche antilibérale", laquelle "aurait eu une chance d'être au second tour" en 2017 vu "la sorte de contre-révolution libérale portée par François Fillon***".

Réponse : Le député PCF André Chassaigne.

Parce que Hollande (rejoint par Valls) n'aurait pas mené une "*sorte de contre-révolution libérale*" depuis 2012 (TSCG, ANI, loi Travail, intervention armée au Mali, Centrafrique, Syrie, Irak, etc.) ?

Mieux, Hollande ou Valls pourrait incarner le "*rassemblement de toute la gauche antilibérale*", mais comme Hollande et Valls se sont employés à démontrer (sans efforts) avec zèle qu'ils étaient de droite, cela signifie que toute les composantes de ce qu'ils appellent la gauche antilibérale le serait également.

Mieux encore, étant entendu que seul un candidat issu du PS pourrait représenter "*toute la gauche antilibérale*" dans l'esprit d'André Chassaigne, il laisse clairement entendre que que Mélenchon et le PCF ou feu le Front de gauche soutiendraient le candidat du PS quel qu'il soit s'il parvenait au second tour de la présidentielle de 2017. Nous devons remercier André Chassaigne de ces précisions qui légitiment à leur manière si nécessaire notre caractérisation du PS et de ses satellites ou alliés de droite, dont le PCF.

3- « ***il faudra dire que les plus riches ne seront pas les seuls bénéficiaires de notre projet. La droite doit s'adresser aux classes moyennes*** ».

Réponse : Le 1er vice-président des Républicains , Laurent Wauquiez, dans une interview accordée au Journal du Dimanche.

Cela ne mange pas de pain, surtout pour les sans-dent !

Normal qu'ils s'arrachent les classes moyennes et fassent dans la surenchère contre la classe ouvrière, puisqu'ils n'existent plus de partis ouvriers dignes de ce nom dans ce pays.

Les inspirés du sabre, du goupillon et du coffre-fort

- Garde nationale: Cambadélis propose le rétablissement de la conscription - AFP

Le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis a proposé mardi de rétablir le service militaire... AFP 29.11

- Jacques Attali : « Je suis entièrement d'accord avec un grand nombre de propositions de François Fillon » - Public Sénat

Invité de l'émission « L'épreuve de vérité », Jacques Attali, l'ancien conseiller de François Mitterrand, a loué les qualités de François Fillon et d'Emmanuel Macron... Public Sénat 29.11

- Environnement: Hulot regrette que Fillon ne soit pas plus "inspiré par l'encyclique du pape" - AFP

Le plus dur reste à faire : "Croire que Fillon a été élu sur son programme économique est un contresens qui se paiera".

- Geoffroy Didier (LR): «Il va falloir faire beaucoup de pédagogie pour montrer que le projet Fillon est positif» - L'Opinion

- Après sa victoire à la primaire, le discours de François Fillon ressemble beaucoup à celui de François Hollande en 2011. - Le Huffington Post

- Fillon, le candidat des patrons et des riches ? - LePoint.fr

- Guaino sur Fillon : « Soit le mensonge est dans le discours, soit le mensonge est dans le programme » - Public Sénat

- Buisson: Fillon n'a pas été élu sur son programme économique - AFP

Croire que François Fillon a gagné la primaire de la droite "sur son programme économique est un contresens qui se paiera", a mis en garde Patrick Buisson, conseiller-clé de l'ombre de Nicolas Sarkozy pendant son quinquennat qui a rompu avec l'ancien président.

"Son succès s'explique par deux facteurs: il est apparu capable de restaurer la fonction présidentielle dans sa dignité et sa sobriété. Et il a attiré un électorat davantage préoccupé par l'abrogation de la loi Taubira que par la suppression de l'ISF", déclare-t-il dans un entretien mardi au Parisien.

"Croire que Fillon a été élu sur son programme économique est un contresens qui se paiera".

"La France sénatoriale et provinciale de François Fillon n'est pas la France en souffrance des catégories populaires, qui ne sont pas allées voter", analyse-t-il. "Pour l'emporter en 2017, il doit impérativement sortir du ghetto des inclus et des privilégiés s'il veut disputer l'électorat populaire à Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon".

"Il a été porté par un électorat conservateur et catholique qui n'était pas du tout tenté par le vote Le Pen", développe-t-il. "L'élection de Fillon ne dit rien des 20 millions d'électeurs de la "France périphérique" qui feront l'élection présidentielle" et qui "ne se sont pas déplacés dimanche".

Les primaires "accentuent la dérive vers le suffrage censitaire", affirme encore M. Buisson. "Ne vont voter que les inclus, les catégories favorisées, les retraités". AFP 29.11

Mélenchonnerie ou l'art du lieu commun du populiste.

- Mélenchon alerte sur le "coup d'Etat social" que préparerait Fillon - AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle pour La France insoumise, s'est livré mardi soir à Bordeaux à une attaque en règle du candidat de la droite, François Fillon, qui prépare un "coup d'Etat social", une "guerre sociale éclair".

"Sa politique, c'est un coup d'Etat social", a affirmé le co-fondateur du Parti de gauche dans un meeting à Bordeaux, où il a concentré une grande partie d'une intervention d'1H45 sur le programme du vainqueur de la primaire de droite, tenant, selon lui, à la fois "du libéralisme économique le plus absolu et du conservatisme intellectuel et moral le plus total".

Le théâtre de 1.100 places étant comble, environ 600 personnes ont dû rester dans la rue suivant son discours via haut-parleurs.

Jean-Luc Mélenchon s'est attardé sur la "Blitzkrieg" ("guerre-éclair"), via ordonnances, vote bloqué, 49.3, pour changer le "climat de l'économie, le climat du travail" qu'a promis François Fillon pour ses premiers mois s'il est élu président, lors d'une rencontre en mars avec des patrons, au cercle de réflexion libéral Fondation Concorde.

"Contre qui compte-t-il faire une guerre-éclair? Puisqu'il compte faire la guerre? C'est une guerre sociale qu'il prépare et il l'a dit!", a lancé Jean-Luc Mélenchon. "Quand vous défaites toutes les lois et que vous le faites passer en force, et que vous vous en vantez (...) "je vais passer en force, il n'y aura même pas de pause pendant l'été", c'est un coup d'Etat social!".

Fin de la durée légale du travail, réforme de l'assurance-chômage, de la couverture santé, fin du CDI... le dirigeant de La France insoumise a passé en revue les mesures de François Fillon, tantôt les qualifiant de "recul jusqu'aux années 1900, avant les premières définitions de durée légale du travail". Tantôt les tournant en dérision, tel le focus de l'assurance-maladie sur la prise en charge des "affections graves et de longue durée".

"Personne ne lui a expliqué que quand on est "un peu malade" et qu'on peut se soigner, on ne devient pas "très malade", mais que si on ne se soigne pas, on devient très malade?", a-t-il ironisé.

Dans son long discours, Jean-Luc Mélenchon a à peine évoqué le chef de l'Etat et pas une fois le chef du gouvernement. AFP 29.11

En complément.

S'ils sont de gauche, c'est bien que vous êtes de droite.

- PCF: Hollande, Valls et Macron "responsables" de la division à gauche - AFP

Vive la Ve République et vive la France !

Pardem.

- Appel aux maires de tradition gaulliste ou communiste par Jacques Nikonoff, le 28 novembre 2016.

ACTUALITÉ DU JOUR

En oligarchie. L'Etat policier est la règle.

- Les policiers municipaux peuvent porter des pistolets - Reuters

Les policiers municipaux et les services de sécurité de la SNCF et de la RATP peuvent désormais être armés de pistolets semi-automatiques 9 mm en vertu d'un décret paru au Journal officiel, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Reuters 29.11

- Vignettes antipollution dans Paris: mode d'emploi - LeFigaro.fr

À compter du 16 janvier prochain, une vignette indiquant le niveau de pollution de votre véhicule devra impérativement être collée au pare-brise de votre voiture ou sur la fourche de votre moto pour rouler dans Paris.

Le contrevenant devra payer une amende.

Les conducteurs de véhicules ou de deux roues motorisés qui seront en infraction s'exposent à une amende de troisième classe de 68 euros. Les poids lourds encourent une amende de 135€. Le prix de la vignette est fixé à 4,18 euros. LeFigaro.fr 29.11

Syrie. Les barbares perdent du terrain à Alep et leurs porte-parole occidentaux s'en inquiètent.

- "Descente aux enfers" à Alep, des milliers de civils fuient - AFP

L'ONU condamne la "descente aux enfers" vécue par les civils à Alep-Est, où des milliers d'entre eux fuient les combats et les bombardements à mesure qu'avancent les forces du régime syrien face à des rebelles aux abois. AFP 29.11

- « La tragédie d'Alep montre l'impuissance de l'ONU avec tous ses verrous » - LeMonde.fr

Marc Semo, journaliste au service International du « Monde », est revenu, mardi, sur les enjeux diplomatiques face au calvaire alépin. LeMonde.fr 29.11

Tiens, ils auraient compris la manoeuvre :

- Damas veut reprendre Alep avant l'investiture de Trump - Reuters 29.11

Etats-Unis. Les dernières nominations des gangsters ou mafieux de l'équipe Trump.

M. Trump s'apprête aussi à nommer Wilbur Ross, un patron spécialisé dans la reprise d'entreprises en difficultés, au Commerce, affirme le Wall Street Journal.

Le président élu a officialisé mardi la désignation d'un élu républicain anti-avortement et opposant à la réforme de l'assurance maladie Obamacare, Tom Price, comme ministre de la Santé.

Il a aussi nommé Elaine Chao, ancienne ministre du Travail sous George W. Bush, aux Transports. Mme Chao est par ailleurs l'épouse du chef de la majorité républicaine du Sénat, Mitch McConnell. AFP 29.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

- Sept soldats indiens tués dans l'attaque d'une base au Cachemire - Reuters

Sept soldats indiens ont été tués mardi dans l'attaque d'une base militaire proche de Jammu, capitale d'hiver du Cachemire indien.

Elle a été suivie d'une prise d'otages de plusieurs heures qui s'est achevée par la mort de trois assaillants, selon un porte-parole de l'armée en poste à Jammu.

"Nous avons renforcé le cordon (de sécurité) et les recherches reprendront dans la matinée. S'il y a des activistes, ils seront neutralisés", a-t-il ajouté. Deux officiers figurent parmi les tués.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis celle du 18 septembre, qui a coûté la vie à 19 soldats indiens. Les accrochages indo-pakistanais se sont ensuite multipliés le long de la "ligne de contrôle" qui sépare la région himalayenne.

Au Pakistan, le général Qamar Javed Bajwa a pris mardi ses fonctions de chef d'état-major de l'armée et son prédécesseur Raheel Sharif a lancé à cette occasion un sévère avertissement à New Delhi concernant le Cachemire. Reuters 29.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- L'Unef n'est plus le premier syndicat étudiant, devancé par La Fage - Le HuffPost

Révolution dans les Campus. L'Unef n'est plus le syndicat numéro un des étudiants. A l'occasion des élections dans les Crous dont les résultats ont été communiqués mardi 29 novembre, La Fage a remporté plus de sièges.

La Fage totalise 76 élus (sur 196) contre 66 pour l'Unef qui avait toujours eu la majorité lors de ce scrutin qui a lieu tous les deux ans. Comme le rappelle Le Monde, l'écart s'était resserré en 2014 puisque la Fage était revenu à sept élus de l'Unef (77 contre 70).

Malheureusement, comme toujours pour ces élections, le taux de participation est très bas. Seulement 7,5% des étudiants ont pris part au scrutin qui s'est déroulé entre le 8 et le 24 novembre.

Durant l'année écoulée, les deux syndicats avaient eu une attitude différente lors du débat sur la loi Travail. A l'instar de la CFDT, La Fage avait salué les avancées proposées au printemps (notamment la garantie jeune) et n'avait plus appeler à manifester.
Le HuffPost 29.11

2- Fonctionnaires : manifestation des agents de la fonction publique à Paris - Francetv info

Les fonctionnaires ont organisé une journée de mobilisation ce mardi 29 novembre. Une centaine d'agents de la fonction publique ont répondu à l'appel des quatre principaux syndicats de fonctionnaires."Ils se sont réunis devant le musée d'Orsay avant qu'une délégation ne soit reçue par le ministre de la Fonction publique", explique Luc Bazizin en direct sur place. Francetv info 29.11

ECONOMIE

Etats-Unis

- Les bénéfices des banques en hausse de 12,9% au T3 aux USA - Reuters

Le bénéfice net des banques américaines a augmenté de 5,2 milliards de dollars au troisième trimestre, soit de 12,9% sur un an, rapporte mardi le fonds de garantie des dépôts bancaires. Reuters 29.11

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2016

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 3 décembre 2016

CAUSERIE

Je n'ai pas pu accéder à Internet pendant 48h. Comme le téléphone ne fonctionnait pas non plus, je n'ai pas pensé que le problème pouvait provenir de la carte sim, et c'était le cas, elle n'ont pas supporté le début de la mousson, taux d'humidité ambiant 83%.

Parfois on manque de logique, ou on ne conçoit pas que des coïncidences improbables puissent malgré tout se produire et entrer dans la logique. J'analyse chacune de mes expériences, même les plus insignifiantes, en apparence.

Tenez, en voilà une qui vaut son pesant de cacahuètes, ne rigolez pas, j'en ai récoltés environ un kilo ou plutôt Selvi ma compagne, on s'enrichit comme l'on peut !

Un soir, il y a de cela deux ou trois semaines, j'ai regardé un film français des années 70, la dernière image représentait la mer avec des vaques ondulantes. Le lendemain soir, je vais pour regarder un autre film, exactement la même image apparaît à l'écran. Etonnant, incroyable, non ?

Un autre soir après avoir dîné avec Selvi (ma compagne) et Adi (sa soeur et ma demi-compagne!) j'ouvre le téléphone portable et on regarde un passage d'un concert d'Aerosmith, elles adorent le hard, le metal et le heavy rock, mélodieux j'entends et interprété par des virtuoses, pas du bruit. Quelques temps plus tard, je les laisse papoter et je rejoins la pièce qui me sert de bureau, j'allume l'ordinateur pour regarder un film. Et qu'est-ce que j'allais entendre au beua milieu de ce film, Aerosmith, un des morceaux du même concert. Troublant comme coïncidence, la seconde en à peine quelques jours.

Comme d'habitude quand ce phénomène se produit, j'en ai déduit que tout était dans l'ordre des choses et que je ne devais surtout rien changer, bref que j'étais sur la bonne voie ou que tel était mon destin.

S'il vous arrive de réfléchir à la situation, entre nous c'est recommandé, mais chacun fait comme il l'entend, soyez logique, mais méfiez-vous de ce que vous entendez pas logique. Tout l'est assurément, et seul ce qui nous échappe ne semble pas l'être.
Les expériences que je viens de relater prouve qu'il existe un lien entre des évènements espacés dans le temps, qui ne sont pas perceptibles à l'heure actuelle par l'être humain

Les causeries de novembre sont disponibles au format pdf, 117 pages.

Le document de Pierre Salvaing a été téléchargé 473 fois et ouvert ou consulté par 2781 internautes, bravo à eux !

Et n'oubliez pas de tirer la chasse derrière vous, monsieur le président, merci !

Dites, si Fillon prépare un "coup d'Etat social" (dixit Mélenchon), c'est quoi un coup d'Etat antisocial ? Mélenchon président ?

Ne vous laissez pas distraire par cet illusionniste, observez plutôt ce qui est en train de se mettre en place aux Etats-Unis, une machine de guerre d'une puissance de feu comme jamais l'humanité n'en a connu contre tous les peuples.

Leur stratégie politique devait les conduire à prendre tout le pouvoir, ils y sont parvenus.

La règle du jeu est pipée, les cartes sont fausses, l'enjeu inavouable.

- Les cartes rebattues dans une gauche disparate avec 10 candidats - AFP

Après le renoncement de François Hollande à briguer un deuxième mandat, les cartes sont rebattues dans une gauche très disparate et qui compte déjà une dizaine de candidats à l'élection présidentielle, à l'intérieur ou à l'extérieur de la primaire.

Après le renoncement de François Hollande à briguer un deuxième mandat, les cartes sont rebattues dans une gauche très disparate et qui compte déjà une dizaine de candidats à l'élection présidentielle, à l'intérieur ou à l'extérieur de la primaire.

Dans la primaire organisée par le Parti socialiste:

- Arnaud Montebourg (PS), 54 ans

L'ex ministre de l'Economie de Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls a été le premier à déposer ses parrainages rue de Solférino jeudi. Celui qui avait totalisé 17% des voix à la primaire de 2011 apparaît comme le favori contre Manuel Valls qu'il avait contribué à faire nommer à Matignon.

- Benoît Hamon (PS), 49 ans

L'ancien ministre de l'Education nationale de Manuel Valls a réaffirmé vendredi son souhait de participer à la primaire. Il a prévu de déposer ses parrainages le 9 décembre.

- Marie-Noëlle Lienemann (PS), 65 ans

Issue comme les deux précédents de l'aile gauche du PS, la sénatrice de Paris a ses parrainages, mais veut inciter ses camarades à "réfléchir à une candidature unique" des frondeurs. Elle rédigera prochainement une lettre en ce sens.

- Gérard Filoche (PS), 70 ans

Membre du Bureau national du Parti socialiste, ancien syndicaliste et inspecteur du travail, Gérard Filoche se "bagarre" pour réunir les parrainages requis.

- François de Rugy, 42 ans

Le Député de Loire-Atlantique transfuge d'EELV, vice-président de l'Assemblée nationale, est candidat au nom de son parti, le Parti écologiste.

- Jean-Luc Bennahmias, 62 ans

Président du Front démocrate et co-président de l'Union des Démocrates et Ecologistes, ex-secrétaire national des Verts puis vice-président du MoDem, est lui aussi candidat au nom de son parti, associé à la Belle alliance populaire (BAP).

- Pierre Larrouturou, 52 ans

Cofondateur de "Nouvelle Donne" avec Nathalie Cayet, ancien membre du PS et d'Europe Ecologie-Les Verts, Pierre Larrouturou a annoncé sa candidature jeudi. Mais elle doit encore être validée par le Conseil national d'organisation de la primaire.

Candidature attendue dans le cadre de la primaire :

- Manuel Valls (PS), 54 ans Le Premier ministre apparaît avec le renoncement de François Hollande comme le candidat "naturel" de la gauche de gouvernement -de nombreux proches du chef de l'Etat s'étaient exprimés en ce sens ces dernières semaines. Il doit encore confirmer sa participation.

Candidatures en dehors de la primaire:

- Yannick Jadot, 49 ans

Le député européen EELV a été investi à la présidentielle à la faveur d'une victoire lors de la primaire EELV. Il a réaffirmé jeudi soir sa volonté d'être candidat en dehors de la primaire initiée par le PS. Mais il pourrait avoir des difficultés à réunir les parrainages nécessaires.

- Emmanuel Macron, 38 ans

L'ancien ministre de l?Economie, qui a contribué à affaiblir François Hollande en déclarant sa candidature à la présidentielle le 16 novembre, a lui aussi réaffirmé jeudi sa volonté d'être candidat sans passer par la primaire. - Sylvia Pinel, 39 ans La présidente du Parti radical de gauche a été désignée la semaine dernière pour porter les couleurs de son parti à l'élection présidentielle.

- Jean-Luc Mélenchon, 65 ans

Fondateur du mouvement "La France insoumise", candidat à l'élection présidentielle de 2012. Ancien député européen, sénateur de l'Essonne, et ministre délégué à l'enseignement professionnel de Lionel Jospin (sous Jacques Chirac).

- Nathalie Arthaud, 46 ans

Professeur d'économie et de gestion. Membre de Lutte ouvrière. Candidate à l'élection présidentielle en 2012. - Philippe Poutou, 49 ans Ancien ouvrier. Membre du Nouveau parti anticapitaliste. Candidat à l'élection présidentielle en 2012.

- Bastien Faudot, 37 ans

Il portera les couleurs du MRC, le mouvement fondé par Jean-Pierre Chevènement. AFP 02.12

En complément.

Deux jours plus tôt.

- Hollande "le mieux placé pour rassembler la gauche et les Français", selon Sapin - AFP

Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances, a affirmé mercredi que François Hollande était "le mieux placé pour rassembler la gauche" et "les Français" en vue de l'élection présidentielle de 2017. AFP 30.11

De la planète des singes.

- Valls sur orbite après le renoncement de Hollande - AFP

Ordre nouveau.

- Sans Hollande ni Sarkozy, la présidentielle de 2017 annonce le renouveau ! - Le Huffington Post

Etats-Unis. Bienvenue en oligarchie chez les "enragés".

Et dire qu'il en a encore dans nos rangs pour caractériser tous les régimes des puissances occidentales de démocratie !

Bravo aux oligarques anglo-saxons-sionistes, vous tenez le bon bout, ne lâchez rien ! Nos sincères condoléances au peuple américain qui en est la première victime.

Nos ennemis sont manifestement en ordre de bataille. Et nous ? Nous, nous sommes les otages de dirigeants incapables et corrompus auxquels les militants continuent malgré tout d'accorder leur confiance, c'est l'aspect tragique de la situation

du prolétariat mondial...

- Etats-Unis: Steven Mnuchin, ancien dirigeant de Goldman Sachs, nommé secrétaire au Trésor - 20minutes.fr

Il est inconnu du grand public mais bien connu du monde de la finance. Steven Mnuchin, un banquier de Wall Street et ancien dirigeant de la banque d'affaires Goldman Sachs, a annoncé mercredi avoir été nommé secrétaire au Trésor de Donald Trump.

L'ancien « Goldman boy » a aussi confirmé la nomination de Wilbur Ross à la tête du département du Commerce, en charge de la politique industrielle américaine.

Wilbur Ross, qui se trouvait à ses côtés pendant l'interview télévisée, est également un banquier qui gère son fonds d'investissement et s'est spécialisé dans le redressement d'entreprises en difficultés.

Wilbur Ross, 79 ans, avait notamment travaillé avec le magnat de l'immobilier lorsque certains de ses casinos traversaient des difficultés à la fin des années 1980. 20minutes.fr

"Je les connais, les banquiers de Goldman Sachs! Ils exercent un contrôle total sur Hillary Clinton", lançait Donald Trump au printemps 2016.

Inconnu du grand public (Steven Mnuchin), ancien donateur du parti démocrate, ce grand brun de 53 ans à l'allure svelte surprend son entourage quand il devient directeur financier de la campagne de Donald Trump en avril 2016.

La presse économique prête à l'époque à ce père de trois enfants, deux fois divorcé, l'intention de s'installer au Trésor afin d'ajouter la touche finale à un parcours l'ayant conduit dans les principales sphères du pouvoir aux Etats-Unis: Wall Street, Hollywood et maintenant Washington.

Steven Mnuchin se voit ainsi récompensé de s'être rallié à Donald Trump au moment où les gros donateurs traditionnels du parti républicain, tels les milliardaires frères Koch, s'en détournaient

Il a un CV atypique: études à l'université de Yale, Goldman Sachs, création d'un fonds d'investissement avec le soutien du financier démocrate George Soros, production avec succès de blockbusters hollywoodiens comme "Avatar" et "Suicide Squad".

Donald Trump a promis des baisses d'impôts, une réforme fiscale pour inciter les multinationales à rapatrier leurs bénéfices et le démantèlement de la loi Dodd-Frank, adoptée après la crise de 2008 pour protéger le système financier et les consommateurs des abus des banquiers.

"Il y a beaucoup à faire mais les priorités sont clairement les impôts, la règlementation, le commerce et les infrastructures", a-t-il énuméré récemment, disant espérer engager ces chantiers dans les 100 premiers jours. huffingtonpost.fr

- Le prochain chef du Pentagone, "l'enragé" de l'armée américaine - AFP

Le général retraité James Mattis, 66 ans, que Donald Trump a nommé jeudi pour devenir le prochain secrétaire à la Défense, est une figure légendaire dans l'armée américaine, réputé pour ses qualités militaires et son franc-parler, mais aussi pour sa défiance vis- à-vis du régime iranien.

Le chef de guerre, très aimé de ses troupes, a commandé sur les champs de bataille les plus difficiles, en Irak et en Afghanistan, des missions qui lui ont valu son surnom de "mad dog", l'enragé.

"Nous allons nommer "l'enragé" Mattis secrétaire à la Défense", a annoncé Donald Trump jeudi soir lors d'un meeting à Cincinnati, dans l'Ohio, le premier de la tournée de remerciements qu'il a initiée. "Mais nous ne l'annoncerons pas avant lundi, donc ne le dites à personne", s'est-il amusé devant un public conquis.

"L'enragé, il est excellent, il est excellent", a ajouté M. Trump. "C'est le meilleur. Ils (les autres généraux) disent que c'est ce qu'on a de plus proche du général George Patton", a-t-il ajouté en référence à l'ancien officier qui s'était illustré durant la Seconde guerre mondiale.

Mais James Mattis est aussi un intellectuel, surnommé le "moine soldat", connu pour détenir une impressionnante bibliothèque de plus de 7.000 livres, et pour donner de copieuses listes de lecture à ses officiers.

Ce célibataire natif du nord-ouest des Etats-Unis, né le 8 septembre 1950, a commandé une brigade des Marines pendant l'invasion de l'Afghanistan après le 11-Septembre, avant de diriger la Première division du corps des Marines au début de la guerre d'Irak en 2003, puis pendant la terrible bataille pour reprendre la ville rebelle de Falloujah, en 2004.

"Soyez poli, soyez professionnel, mais soyez prêts à tuer quiconque vous rencontrez", avait-il expliqué à ses Marines au début de cette guerre, pour résumer la situation périlleuse dans laquelle se trouvaient les militaires américains occupant le pays.

Mattis est également connu pour ses phrases "salées". Juste après l'invasion et la capitulation de l'Irak, il rencontre des homologues de l'armée irakiennes, et déclare : "J'arrive en paix. Je n'ai pas apporté d'armes. Mais je vous supplie, les larmes dans les yeux : si vous me baisez, je vous tuerai tous." (Atlantico 12.04.2016)

Le général dérape parfois, comme en 2005. Sur la guerre en Afghanistan, il avait déclaré une fois : "Vous savez, vous débarquez en Afghanistan, et vous avez des mecs, ça fait cinq ans qu'ils tabassent leurs femmes parce qu'elles ne veulent pas mettre de voile. Des mecs comme ça ne sont pas des vrais hommes. Donc c'est vraiment très rigolo de leur tirer dessus. En fait, c'est très sympa de se battre. C'est très marrant. C'est sympa de tirer sur des gens. Je vais être honnête avec vous, j'aime me battre." (Atlantico 12.04.2016)

Ces propos, pour lesquels il s'est excusé, lui valent des remontrances, mais n'entament pas la confiance du Pentagone dans cet homme réputé pour être "direct, vif comme l'éclair et d'une résolution sans faille", selon les mots de l'ancien secrétaire à la Défense Leon Panetta.

James Mattis occupe de 2007 à 2009 le poste de commandant suprême allié de la transformation de l'Otan.

En 2010, l'administration Obama le nomme à la tête du Centcom, le commandement des forces américaines au Moyen-Orient, qui compte encore 150.000 militaires, dont 66.000 en Afghanistan.

Mais la Maison Blanche n'aura jamais vraiment confiance dans le général, le voyant comme trop prompt à une confrontation avec l'Iran alors que la communauté internationale tente de négocier un accord pour empêcher Téhéran de se doter de l'arme nucléaire.

Début 2013, elle le pousse vers la sortie, quelques mois avant son départ prévu. Le général quitte l'armée. Mais contrairement au général Michael Flynn, le futur conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, également poussé dehors par l'administration Obama, il évite les propos incendiaires contre l'administration et reste une voix écoutée à Washington.

Au printemps 2016, il est poussé par certains républicains à se présenter comme candidat indépendant à la Maison Blanche, pour couper court à l'ascension de Donald Trump, mais il décline la proposition.

"Nous avons été lents à identifier les menaces émergentes, nous n'avons pas voulu prioriser nos intérêts, et nous avons envoyé des signaux déroutants à nos ennemis comme à nos alliés", écrivait-il dans une tribune co-signée en août dans le quotidien San Francisco Chronicle.

"Notre pays doit d'urgence renforcer sa posture, faire cause commune avec les pays qui sont prêts à nous aider à réparer et soutenir un ordre international qui a si bien servi les Etats-Unis et leurs alliés", écrivait-il.

James Mattis est le premier ancien général à devenir secrétaire à la Défense depuis George Marshall en 1950, sous Harry Truman.

Il aura besoin d'une autorisation spéciale du Congrès pour pouvoir entrer en fonction. AFP 02.12

ACTUALITE EN TITRES

Une méthode directement inspirée de l'extrême droite sioniste.

- Les propriétaires pourront bientôt résilier le bail des dealers condamnés - LeFigaro.fr LeFigaro.fr

Et s'ils sont propriétaires, vous raserez leurs maisons ou vous confisquerez leurs logements ?

Etat policier.

- Mort de Rémi Fraisse à Sivens : le Défenseur des droits dédouane le gendarme - LeFigaro.fr

Jacques Toubon «critique le manque de clarté des instructions données aux militaires déployés sur la zone». Rémi Fraisse, jeune militant écologiste, a été tué le 26 octobre 2014 par un tir de grenade offensive lors d'affrontements entre forces de l'ordre

et manifestants... LeFigaro.fr

- Chauffard condamné pour avoir tué deux policiers en 2013 : le parquet fait appel - LeMonde.fr

La condamnation à douze ans de réclusion de l'accusé a provoqué la réaction des familles des victimes, qui ont dénoncé une peine sans rapport avec la gravité des faits. LeMonde.fr

La loi du talion. Pourquoi ne pas le tuer tout de suite ? Je propose de l'écarteler et de faire passer dessus un rouleau compresseur, en place publique s'il vous plaît, entrée gratuite, buvette, fanfare... militaire, etc.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Brésil

1.1- Le président du Sénat brésilien inculpé de détournement de fonds - Reuters

La Cour suprême brésilienne a inculpé jeudi le président du Sénat, Renan Calheiros, de détournement de fonds publics. Huit magistrats de la plus haute instance judiciaire du pays ont voté pour le renvoi du sénateur devant un tribunal pour une affaire vieille de neuf ans impliquant Reuters

1.2- Brésil: le Sénat adopte le gel des dépenses publiques - AFP

Le Sénat brésilien a approuvé mardi en première lecture une mesure prévoyant de geler les dépenses publiques pendant 20 ans, mesure phare du gouvernement de Michel Temer, qui a généré des manifestations à Brasilia où des protestataires ont affronté la police. AFP

2- Syrie

Jour après jour les officines qui soutiennent les barbares se lamentent sur leur sort.

2.1- Les rebelles syriens défendent avec acharnement Alep-Est - AFP

Les rebelles défendaient avec acharnement vendredi un grand quartier d'Alep-Est après de violents combats nocturnes avec l'armée de Bachar al-Assad qui a réussi à reprendre près de la moitié de leur principal bastion en Syrie à la faveur d'une offensive destructrice. AFP

2.2- Syrie : à Alep-Est, "le régime d'Assad vise clairement les civils" - LePoint.fr

Haut de page

Le 5 décembre 2016

CAUSERIE

De nouveau littéralement épuisé.

Les maîtres du monde.

Ce qu'on découvre en tapant Georges Ibrahim Abdallah sur Google.

Comment ça marche la censure sur le web ? Un exemple.

La société Lumen basée aux Etats-Unis (Cambridge, Massachusetts) a reçu une plainte d'un média français, Libération, via le moteur de recherche Google, concernant la reproduction partielle ou intégrale d'un article publié par Libération relatif à Georges Ibrahim Abdallah. Je n'ai pas pu en prendre connaissance parce qu'il a disparu du Net.

Qu'est-ce que Lumen (lumendatabase.org)

The Lumen database collects and analyzes legal complaints and requests for removal of online materials, helping Internet users to know their rights and understand the law. These data enable us to study the prevalence of legal threats and let Internet users see the source of content removals.

Traduction : La base de données Lumen recueille et analyse les plaintes juridiques et les demandes de retrait des documents en ligne, aidant les internautes à connaître leurs droits et à comprendre la loi. Ces données nous permettent d'étudier la prévalence des menaces légales et de laisser les utilisateurs d'Internet voir la source des renvois de contenu.

Lumen fait référence à la DMCA.

Qu'est ce que la DMCA ?

Qu'est-ce que la DMCA qui détient le pouvoir de censurer des images, textes, vidéos publiés par des blogs ou portails de ressortissants de nationalité française ou qui dépendent de la législation française ?

Réponse. Google : La loi Digital Millennium Copyright Act (DMCA) est la loi de protection des droits d'auteur aux États-Unis).

Qui peut saisir la DMCA ?

DMCA: Is someone complaining that images, text, video, or other content found online infringe their copyrights?

DMCA: Est-ce que quelqu'un se plaint que les images, le texte, la vidéo ou tout autre contenu trouvé en ligne violent leurs droits d'auteur? (J'ajoute que le champ de Lumen concerne d'autres types de plaintes, par exemple la diffamation.)

420 blogs ou portails censurés par Google.

Suite à cette plainte, Google pour le compte de Libération a censuré les adresses de 420 blogs ou portails dont certains ne comportaient que le terme "libération" sans que Georges Ibrahim Abdallah n'apparaisse une seule fois. Pourquoi une telle aberration ? Parce que Google s'est conformé à la liste qu'il avait reçu de Lumen qui avait été établie, je cite, sur la base "d'allégation d'infraction au copy right" (Allegedly infringing), donc sans vérifier au préalable que le contenu de ces 420 blogs ou portails était bien en rapport avec la plainte de Libération ou constituait réellement une infraction au copy right.

On retiendra qu'une loi américaine s'applique en France ou qu'elle s'impose au-delà des frontières américaines au reste du monde, ce qui est également le cas dans le domaine du commerce dès lors qu'une entreprise utilise le dollar pour ses transactions internationales ou qu'elle est implantée sur le sol américain.

Tous les articles (6), que Lumen-Google-Libération ont bloqué en rapport avec Georges Ibrahim Abdallah, provenaient d'un seul blog : http://liberonsgeorges.over-blog.com.

En guise de complément. L'Empire en dictateur mondial.

Non, mais alors, qui vous a donné l'autorisation ?

- "Est-ce que la Chine nous a demandé si c'était OK de dévaluer leur monnaie (ce qui complique la tâche de nos entreprises pour être compétitives), de lourdement taxer nos produits importés dans leur pays (les Etats-Unis ne les taxent pas) ou de bâtir un vaste complexe militaire en mer de Chine du sud ? Je ne crois pas !", peut-on lire dans les deux tweets du président élu. AFP 04.12

- Obama bloque le rachat d'Aixtron par le Chinois Grand Chip - LeFigaro.fr

Le président américain a publié un décret qui empêche le chinois Grand Chip Investment Fund de racheter les actifs américains de l'équipementier des semi-conducteurs allemand Aixtron, en raison des risques que l'opération fait peser sur la sécurité nationale américaine.

C'est par un décret publié vendredi et signé de la main du président Barack Obama, invoquant «des risques pour la

sécurité nationale», que les États-Unis ont bloqué le rachat des actifs américains du spécialiste allemand des semi-conducteur Aixtron, par le chinois Grand Chip Investment (FGC). Avec ce nouveau revers, la fusion envisagée entre les deux groupes semble désormais sérieusement compromise.

Les États-Unis se disent préoccupés par l'accès de la Chine à la production de nitrure de gallium, un composé chimique utilisé dans les diodes électroluminescentes (LED), les radars, les antennes et les lasers, selon des spécialistes de la sécurité cités par Reuters. Une autre source a déclaré, toujours à Reuters, que la technologie de nanotubes d'Aixtron acquise lors du rachat en 2007 de Nanoinstruments était également un motif de préoccupation car les produits de cette société basée à Cambridge ont des applications militaires. Le ministère chinois des Affaires étrangères, a estimé que l'opération relevait d'une activité commerciale normale» et que Pékin espérait qu'une intervention politique n'allait pas interférer dans la transaction.

En novembre, l'Allemagne avait stoppé le rachat d'Aixtron par Grand Chip Investment. Berlin avait alors invoqué les inquiétudes des services de renseignement américains d'une possible utilisation à des fins militaires des techniques de cette entreprise, en pointe dans le secteur des semi-conducteurs.

Certains analystes doutent toutefois de la capacité d'Aixtron à survrir en l'absence d'un adossement à un investisseur aux épaules solides, en raison des surcapacités sur ce marché dominé par les entreprises chinoises. LeFigaro.fr 04.12

Quand la réaction a une mémoire sélective. La France serait un exemple en terme de droits politiques et de "droits de l'homme".

- Prisonniers politiques, droits de l'homme... Trois choses que Ségolène Royal semble avoir oubliées sur Cuba - Franceinfo 04.12

On va rafraîchir la mémoire des journalistes pourris de France Info.

Georges Ibrahim Abdallah. Le plus ancien prisonnier politique en France.

Georges Abdallah est, selon le droit français, libérable depuis 1999.

- En janvier 2012, Georges Abdallah dépose une huitième demande de libération. Le 21 novembre 2012, le tribunal d'application des peines compétent en matière de terrorisme, réuni à Lannemezan le 23 octobre 2012, prononçait un avis favorable à la demande de libération de Georges Abdallah. Le 10 janvier 2013, la chambre d'application des peines de Paris qui examinait l'affaire en appel, accède à sa huitième demande de libération, en la conditionnant à un arrêté d'expulsion du territoire français. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, reçoit à l'époque un coup de téléphone de son homologue américaine Hillary Clinton qui lui demande de ne pas rendre la liberté à Georges Ibrahim Abdallah. La décision de libération est annulée en avril 2013 par la Cour de cassation...

Dans une entrevue à La Dépêche du 7 janvier 2012, Yves Bonnet, directeur de la DST au moment de l'arrestation, juge anormal et scandaleux le fait de maintenir encore emprisonné Georges Ibrahim Abdallah. Il considère par ailleurs qu'« il avait le droit de revendiquer les actes commis par les FARL comme des actes de résistance. Après on peut ne pas être d'accord, c'est un autre débat. Mais il faut se souvenir du contexte, aussi, des massacres de Sabra et Chatila dont les coupables n'ont jamais été punis. Et aujourd'hui, la France garde cet homme derrière les barreaux alors qu'elle a libéré Maurice Papon ? » Il pense ainsi à une vengeance d'État, « c'est absolument lamentable » conclut-il. Wikipédia.org

Rémi Fraisse.

- Sivens : Rémi Fraisse aurait eu les mains en l'air quand il a été tué - lemonde.fr

Sionisme. La griffe du Crif.

Valls a ses priorités...

Dimanche 4 décembre, le Conseil représentatif des institutions juives de France organise à Paris un colloque en présence de nombreuses figures politico-médiatiques du clan pro-israélien et/ou islamophobe {Frédéric Haziza, Yves Thréard, Zineb El Rhazoui, Patrick Pelloux, Rudy Reichstadt, Roger Cukierman, Richard Prasquier, Jean-Yves Camus, Mohamed Sifaoui, Aliza Bin Noun, Meyer Habib,Yann Moix -liste non exhaustive}.

Un prestigieux invité se distingue : l'Américain Ronald Steven Lauder alias Ron Lauder.

Milliardaire et président du Congrès juif mondial depuis 2007, Lauder, proche de l'extrême droite israélienne et décoré en 2013 par François Hollande, est un ancien haut-fonctionnaire du Pentagone (en charge de l'OTAN) et un mécène des services

secrets israéliens.

Dimanche 4 décembre, il prononcera en fin de journée un discours en présence de Manuel Valls qui a maintenu sa participation.

À l'inverse, le Premier ministre a fait savoir aujourd'hui qu'il annulait sa venue à un meeting du Parti socialiste (prévu le samedi 3 décembre) suite à l'annonce-surprise de la non-candidature aux élections présidentielles de François Hollande.

Particularité de Ronald Steven Lauder : sa participation occulte dans l'opération israélo-américaine (sous faux drapeau islamiste) du 11-Septembre.

Il fut le personnage-clé ayant favorisé la privatisation des tours jumelles du World Center (qui seront ainsi acquises par Larry Silverstein, ami personnel d'Ariel Sharon et Benyamin Netanyahou, avant d'être secrètement soumises à une démolition contrôlée le jour des évènements). Il est également celui qui oeuvra à la privatisation éphèmère de l'aéroport américain Stewart Air Force Base (au-dessus duquel les deux premiers avions détournés ont mystérieusement vu leur transpondeur interrompu avant de repartir, en même temps et du même lieu, en direction du World Trade Center).

À noter : consacré au "terrorisme", le débat du 4 décembre auquel participe Lauder réunira Francis Kalifat, président du Crif, et Georges Fenech, le député -professionnelement lié au clan Netanyahou- qui fut en charge de la version officielle (élaborée par sa commission d'enquête parlementaire) sur les attentats de 2015 (Charlie Hebdo, Hyper Cacher, Stade de France, commando des terrasses, Bataclan, Saint-Denis). panamza.com

Valls la magouille...

Mercredi 16 novembre, le site de l'hebdomadaire Le Point rapporte que le Premier ministre "a fait en sorte" que la 8ème circonscription des Français de l'étranger (aujourd'hui représentée par le député UDI Meyer Habib) soit "gelée" par le PS (au détriment du principe démocratique) en faveur de son conseiller Benjamin Djiane}.

Djiane? En avril 2014, Panamza avait révélé que cet homme chargé d'élaborer les discours du Premier ministre -et qui l'a récemment accompagné en Israël- est un militant communautaire et sioniste lié à "Socialisme et judaïsme", association (adhérente du Crif) dont il a été le vice-président.

Science-fiction : imaginez le tollé politico-médiatique si le "conseiller pour les discours" du Premier ministre de France était un membre pro-palestinien de l'Union des organisations islamiques de France en charge de la vice-présidence d'une association dénommée "Islam et socialisme".

Réalité : le cas Djiane n'a jamais été débattu ou exposé par les nombreux éditorialistes et pamphlétaires de l'Hexagone. panamza.com 16.11

Bientôt nous ne rendrons plus compte des infos glanées sur ce portail dont l'animateur à des fixations douteuses, puisqu'il va devenir payant.

L'aveu.

- Philippe Poutou - Porte-parole du NPA, candidat à la présidentielle 2017.

- "Pour cela, il n'y a pas d'autre choix que de rompre radicalement avec la gauche gouvernementale, avec les institutions. Les institutions de la Ve République, la fonction présidentielle, il faut tout balayer." huffingtonpost.fr 04.12

Ce qui signifie que jusqu'à présent le NPA entraitenaient des rapports avec "la gauche gouvernementale" que de notre côté nous caractérisons de droite. Est-ce que cette déclaration sera suivie d'effets ? Ayons la faiblesse de lui accorder le bénéfice du doute, on jugera sur pièces d'ici mai 2017. Cela vaut pour Gluckstein et le POID.

Si maintenant le NPA et le POID peut-être rejoints par d'autres partis, groupes, tendances ou courants du mouvement ouvrier adoptaient ou confirmaient l'adoption d'une ligne politique axée contre les institutions de la Ve République, alors ils pourraient constituer une plate-forme politique ou fusionner dans un seul parti comportant différentes tendances.

S'ils le disent eux-mêmes...

- Le 22 octobre 2015, lors d'une interview avec TV Libertés, Philippe de Villiers avait rapporté une confidence révélatrice de François Fillon : «Les Bilderberg, c'est eux qui nous gouvernent».

- François Fillon confie à Philippe de Villiers "Les Bilderbergs, c'est eux qui nous gouvernent"
https://www.youtube.com/watch?v=XhAuCSDAy_w&feature=youtu.be&t=2m31s

La gauche, c'était la réaction ou le temps des chrysanthèmes.

Le réformisme menait au social-libéralisme, le socialisme mène à l'émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression qui l'accompagne.

Adoptez le socialisme, c'est oeuvrer pour le bien-être, l'harmonie et la paix, la liberté.

Lui ou un autre.

- François Hollande a-t-il tué le Parti socialiste? - Le Huffington Post

Ce parti n'était plus socialiste depuis plus d'un siècle, en admettant qu'il l'ait été un jour. Hollande ou un autre, le PS ne pouvait qu'adopter une politique toujours plus réactionnaire à mesure que la crise du capitalisme se développait, puisqu'il ne pouvait pas s'orienter dans la direction opposée et adopter le socialisme, parce qu'il était devenu un parti du capital, de droite, une fois adopté le capitalisme. Il incarnait des couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui avaient lié leur destin à celui du capitalisme, une fois entré en crise, il n'incarnera plus que les intérêts du capitalisme, ruinant la base sociale sur laquelle il reposeait et devait s'écrouler, car il n'a pas disparu en tant que parti,en tant que parti de gauche, si besoin était, Hollande lui a porté le coup de grâce.

- Le PS, un parti en lambeaux - LeParisien.fr

« Maintenant, il nous faut reconstruire à partir des décombres du Parti socialiste qui est dans un état pire que celui de la SFIO en 1969 : plus de projet, plus d'idées, plus de stratégie, plus d'alliance... et maintenant, plus de leadeur ! »

Ce constat accablant, d'une froideur clinique, vient d'être consigné sur son blog par Jean Glavany.

« En fait, il s'agit du chiffre des adhérents potentiels (120.000 avancé par Cambadélis -ndlr), ceux qui peuvent se mettre à jour de cotisation pour pouvoir voter lors d'une désignation ou d'un congrès, à la condition qu'ils aient moins de deux ans de retard de cotisation », décrypte un permanent du PS. A l'entendre, le parti compte 42 300 militants à jour de cotisation, comme révélé par « le Canard enchaîné ».

« C'est un des chiffres les plus bas que nous ayons jamais connus », reconnaît un dirigeant PS. « On va finir à 50 000 adhérents », redoute le député de la Nièvre Christian Paul, chef de file des frondeurs. LeParisien.fr

- Primaire à gauche : la Belle Alliance tourne... à la veillée funèbre - LeParisien.fr

Comment propulser Valls ? Mode d'emploi.

- Hollande renonce : une bonne nouvelle pour Manuel Valls ? - Franceinfo

L'annonce surprise de François Hollande ouvre un véritable boulevard pour le locataire de Matignon. Franceinfo

- Présidentielle : le Premier ministre prêt à foncer - LeParisien.fr

Tous les prétendants du PS partagent son bilan.

- Plus des 3/4 des Français jugent négatif le bilan de Hollande, selon un sondage - AFP

Plus des 3/4 des Français (78%) jugent négatif le bilan de François Hollande à la présidence de la République, selon un sondage OpinionWay pour Le Figaro à paraître lundi. AFP

Du coup, la quadrature du cercle.

- Valls face au défi du rassemblement à l'approche de sa candidature - AFP

- Manuel Valls candidat préféré de la gauche pour la présidentielle - LeMonde.fr

Le courant de la gauche le plus réactionnaire...

Flagrant délit de populisme.

- Jean-Luc Mélenchon : "Une campagne présidentielle n'est pas une séance de communication". - Francetv info 04.12

Vraiment ? Et une multitude de "séances de communication" : Pure propagande sans consistance ou lendemain.

- Jean-Luc fait des vidéos : comment le candidat Mélenchon est devenu le "champion" de YouTube en deux mois. - francetvinfo.fr 02.12

La tentation de la dictature féroce. Ils ont de la suite dans les idées ou intention inavouable.

Autriche, Italie, Brexit, Trump... Contre le populisme et le vote de rejet, certains veulent en finir avec les élections et les référendums - huffingtonpost.fr

La majeure parti de la population qui votent aspire à la démocratie, elle se sert de ce moyen pour exprimer son aspiration à la démocratie, ce qui ne signifie pas que le régime serait démocratique, attention à ne pas confondre les deux, ce qu'on n'a pas cessé de faire dans le passé et qui nous a conduit où nous en sommes.

Nous ne sommes pas des partisans acharnés du suffrage universelle, et si dans les conditions dans lesquelles il se déroule il est antidémocratique, il n'en demeure pas moins qu'il correspond à un droit politique qui exprime la lutte des classes, de manière déformée.

La signification politique de notre appel à boycotter les élections présidentielles et législatives de 2017 est claire.

C'est un acte politique. Il consiste à condamner le cadre de la Constitution de la Ve République dans lequel on nous demande d'exercer ce droit, sachant que sa mise en oeuvre ou le contenu social qu'il renferme est incompatible avec le régime et sera piétiné par le prochain président de la République et l'Assemblée nationale, dans ces conditions nous n'avons pas à légitimer un processus électoral qui consiste à cautionner la survie des institutions de la Ve République qui ont été fondées par et pour le capital que le prolétariat révolutionnaire doit renverser...

A leur manière dans la suite de cet article, ils confirment l'appréciation que l'on porte sur les institutions et cela est valable pour tous les pays

Huffington Post - "Tout le monde pense que 'démocratie' et 'élections' sont synonymes, mais elles ne le sont pas", explique David Van Reybrouck, interrogé par Télérama. L'historien, qui rappelle que le terme "élections" est étymologiquement de la même famille que "élite", estime que ce principe, contrairement à l'illusion populaire, n'est pas des plus démocratiques: les élections ne seraient qu'un "moyen privilégié par les élites pour désigner un leader". Même s'il choisit son leader tous les cinq ans, le citoyen est, le reste du temps, incapable d'influencer ses idées, et donc de participer à la démocratie. Pour le politologue Bernard Manin, le gouvernement représentatif est "mixte": il "combine des éléments démocratiques et des éléments non-démocratiques".

Avec les élections, Van Reybrouck remet en cause un autre outil particulièrement vanté par les politiques jugés les plus populistes (et promis par François Fillon s'il est élu en mai): le référendum. "Ces deux procédures restent extrêmement primitives, quand on y songe: avec les élections, il s'agit de cocher une case à côté d'un nom; avec le référendum, à côté d'une question (à laquelle on répond oui ou non)", tout cela sans être forcé de se documenter sur les programmes ou les conséquences de son choix.

Le vote pourrait-il devenir inefficace car trop souvent irréfléchi? huffingtonpost.fr 03.12

Vous avez peut-être encore en tête des causeries récentes dans lesquelles j'affirmais que la démocratie n'a jamais existé, ils en arrivent à le dire eux-mêmes, et que prétendre le contraire était une escroquerie politique qui ne pouvait que contribuer à embrouiller davantage les travailleurs. A ceci près que notre critique s'inscrit dans un objectif diamètralement opposé aux représentants du régime qui rêvent d'instaurer le corporatisme pour mieux museler nos droits politiques ou empêcher les travailleurs de les exercer.

Régime policier. Ils ont horreur de la vérité, un crime.

- Suisse : un journaliste condamné après avoir démontré les failles du vote électronique - franceinfo

Un journaliste suisse, qui avait voté deux fois lors d'un scrutin en mars 2015 pour dénoncer une faille du vote électronique à Genève, a été reconnu coupable de fraude électorale par le Ministère public de la Confédération (MPC), rapporte

Le Matin Dimanche, dimanche 4 décembre.

Journaliste à la RTS, Joël Boissard a écopé de jours-amendes avec sursis. "Cette affaire est hallucinante, estime Jamil Soussi, avocat du journaliste. Mon client a dévoilé un problème d'intérêt public, mais le Ministère public de la Confédération en fait abstraction totale et le sanctionne."

Joël Boissard et la RTS ont décidé de porter l'affaire devant le Tribunal pénal fédéral, qui statuera début 2017 lors d'un procès public. franceinfo 04.12

Relent excrémentiel du capitalisme.

- En Caroline du Nord, le Ku Klux Klan croit à sa renaissance - Liberation.fr

Après la victoire de Donald Trump, le groupe suprémaciste blanc appelle à un rassemblement ce samedi, dans cet Etat où il jouit d'un fort soutien depuis les années 60. Liberation.fr 03.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

1.1- Italie: Matteo Renzi démissionne après un camouflet électoral - AFP

Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a annoncé tôt lundi matin sa démission après le rejet massif de "sa" réforme constitutionnelle par des électeurs qui ont préféré renvoyer chez lui l'homme qui avait promis de changer l'Italie au pas de charge. AFP 04.12

1.2- Les Italiens votent massivement contre la réforme de Renzi - latribune.fr

Les Italiens ont rejeté massivement dimanche la réforme constitutionnelle portée par le chef du gouvernement Matteo Renzi, selon des sondages réalisés à la sortie des urnes. Le "non" au référendum réaliserait un score situé entre 54 et 58% (peu avant 01h00 (00h00 GMT) le non à 59,59% des voix. - AFP) contre 42 à 46 % pour le oui, un résultat qui devrait conduire M. Renzi à démissionner.

Les préoccupations des investisseurs s'expliquaient avant tout par la fragilité du secteur bancaire italien exposé à 360 milliards d'euros de créances douteuses. Le sort de la plus ancienne banque du monde encore en activité, Monte Dei Paschi di Siena, troisième établissement du pays, est également en jeu. La banque a besoin de lever de nouveaux capitaux à hauteur de cinq milliards d'euros pour avoir une chance de nettoyer son bilan, plombé par 46 milliards d'euros de créances douteuses. Avec le "non" Monte dei Paschi pourrait être contrainte de renoncer à l'opération, ce qui l'obligerait à appeler les pouvoirs publics à l'aide pour tenter d'échapper au dépôt de bilan. Une telle issue risquerait de provoquer une contagion désastreuse par effet de dominos dans le secteur. latribune.f 04.12

2- Grande-Bretagne

Réaction. La surenchère.

- L'opposition britannique déposera un amendement au texte sur le Brexit - Reuters

3- Venezuela

- Le Venezuela qualifie de "coup d'Etat" et d'"agression" sa mise à l'écart du Mercosur - AFP

Le Venezuela a qualifié vendredi de "coup d'Etat" et d'"agression" sa mise à l'écart du Mercosur par les autres membres du

principal bloc économique sud-américain, qui reprochent notamment au gouvernement socialiste vénézuélien de ne pas respecter les valeurs démocratiques AFP

4- Syrie

L'autodétermination du peuple syrien leur reste en travers de la gorge.

4.1- Alep: le régime syrien maître de plus de la moitié de la partie rebelle - AFP

L'armée syrienne contrôlait samedi plus de la moitié de la partie rebelle d'Alep, après la prise d'un nouveau secteur dans son offensive pour reprendre la totalité de la deuxième ville du pays, ignorant les protestations internationales face à la mort de nombreux civils. AFP

L'armée de la République arabe syrienne avait repris samedi le contrôle de la moitié de la partie d'Alep occupée par une horde de barbares venus de l'extérieur de la Syrie, après la reprise d'un nouveau secteur dans son offensive pour reprendre la totalité de la deuxième ville du pays, ignorant les protestations des commanditaires de ces mercenaires fanatiques qui se servent de la population comme bouclier humain.

4.2- Syrie : les rebelles cèdent un nouveau quartier d'Alep aux forces du régime - LeMonde.fr

Le régime de Bachar Al-Assad contrôlerait désormais 60 % du secteur rebelle d'Alep qui lui échappait depuis 2012. LeMonde.fr

---

Le 6 décembre 2016

CAUSERIE

Cloué à la maison ! J'explique plus loin pourquoi. J'ai téléchargé en retard une trentaine d'articles, je verrai par la suite s'il y en a qui méritent d'être publiés dans le portail.

- Inde : le Tamil Nadu en état d'alerte après la mort d'une dirigeante idolâtrée - lefigaro.fr

Comme d'habitude en pareille circonstance, on m'a fortement déconseillé de sortir de chez moi par crainte pour ma sécurité. Mon voisin le plus proche qui bosse avec sa petite camionnette n'a pas osé la sortir par crainte qu'elle soit caillassée ou brûlée, donc je ne raconte pas de conneries.

Le Figaro - Jayalalithaa Jayaram est morte ce lundi soir dans son État natal du Tamil Nadu. Ancienne vedette de cinéma devenue femme politique, elle était adorée, voire divinisée par ses partisans. L'exécutif a pris des mesures pour éviter des émeutes.

Jayalalithaa Jayaram faisait l'objet d'un culte en Inde. Affectueusement appelée «Amma» («Mère») dans l'État du Tamil Nadu, dans le sud du pays, l'extravagante ex-vedette de cinéma devenue femme politique de premier ordre est morte ce lundi soir d'une llongue maladie à l'âge de 68 ans, a annoncé le chef de l'exécutif du Tamil Nadu. «C'est avec une peine indescriptible que nous annonçons le triste décès de notre estimée honorable ministre en chef du Tamil Nadu (...) à 23h30 aujourd'hui», a déclaré l'hôpital Apollo à Chennai, la capitale régionale, dans un communiqué transmis aux médias.

Jayalalithaa Jayaram, qui avait dirigé par intermittence son État natal depuis le début des années 1990, n'avait plus été vue en public depuis son hospitalisation en septembre. Traitée dans un établissement privé de Chennai (autrefois appelée Madras), elle avait fait un arrêt cardiaque dimanche soir et se trouvait depuis dans un état critique. En prévision de son décès et par crainte de violences, la police de l'État avait été mise en alerte et des contingents de forces de l'ordre déployés devant l'établissement où elle était traitée. Au total, plus de 6000 policiers ont été mobilisés pour maintenir l'ordre et prévenir les émeutes. Le culte autour de sa personne était tel que des personnes sont allées jusqu'à se mutiler, voire se suicider, pour lui manifester leur soutien.

Des centaines de fidèles ont veillé jour et nuit devant l'hôpital depuis son premier séjour en septembre suite à une forte fièvre. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis que sa santé s'est détériorée dimanche. Lundi dans la journée, quelques esprits échauffés au sein d'une foule de plusieurs milliers s'étaient heurtés aux barrages de police. Mais à la confirmation du décès, les chaînes de télévision ne montraient que des visages d'hommes et de femmes en pleurs. De nombreux admirateurs se sont également massés devant sa résidence, dans un autre quartier de la ville.

Dans un Tamil Nadu où cinéma et politique sont historiquement poreux, Jayalalithaa s'était faite la championne d'un mouvement d'affirmation des basses castes. Jouant habilement de l'aura conférée par sa célébrité cinématographique, elle

avait rapidement grimpé les échelons du parti tamoul All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK), jusqu'à devenir la ministre en chef du Tamil Nadu en 1991. Elle occupera cette position à plusieurs reprises, régulièrement interrompues par des condamnations pour corruption.

En 1997, les policiers avaient découvert lors de perquisitions de ses propriétés pas moins de 10.500 saris, 750 paires de chaussures, ainsi qu'une ceinture en or incrustée de diamants de 1,5 kg. Jayalalithaa avait été brièvement incarcérée à deux reprises, la dernière en 2014. Mais les accusations de mensonge et d'autoritarisme à son encontre n'avaient pas entamé sa popularité, le Tamil Nadu étant devenu sous sa férule l'un des États les plus prospères de l'Inde. Son conseiller et homme de confiance, O Panneerselvam, qui avait déjà assuré son intérim lors de démêlés liés à la corruption, lui a succédé pendant la nuit. lefigaro.fr et AFP 05.12

Je n'étais pas "fan" de Jayalalithaa que ma compagne et sa soeur adoraient, la 3e ou 4e fortune du Tamil Nadu, autour de 60 millions d'habitants.

Cela dit, vous aurez constaté que Le Figaro n'avait pas pu s'empêcher de relayer "les accusations de mensonge et d'autoritarisme à son encontre" comme si ce n'était pas le cas des dirigeants des autres partis (DMK, BJP et le parti du Congrès), et d'insister lourdement sur le culte de la personnalité dont elle faisait l'objet de la part des plus pauvres que Le Figaro honnit par dessus tout, là encore culte qui vaut pour les dirigeants de tous les partis dans un pays où la population est demeurée arriérée, bigote, superstitueuse, etc., y compris les membres des nouvelles classes moyennes qui penchent vers l'extrême droite, pour finalement la présenter comme une populiste qui a une valeur négative ou dépréciative, alors qu'en réalité c'est bien à un exercice de populisme, de démagogie ou d'hypocrisie que s'est livré lui-même Le Figaro.

Cela vaut pour le traitement de l'information en générale par les médias mainstream en France et dans tous les pays, c'est pour cela que je l'ai relevé, afin d'aider les lecteurs à décrypter leur rhétorique et à démonter les mécanismes auxquels ils recourent pour déformer la réalité et les influencer.

Deux vidéos

Je n'ai pas eu le temps de les visionner.

L'Arabie saoudite dévoilée, documentaire
https://www.youtube.com/watch?v=DgSfJGfaWyI

Kékidi le Journal Officiel 2 : L'OTAN et la France... Le retour!
https://www.youtube.com/watch?v=qk0G_7AZae4

Suite de l'article d'hier ***Les maîtres du monde.***

- Alliance de Facebook, Microsoft, YouTube et Twitter contre les « contenus terroristes » - LeMonde.fr

Grille de lecture.

A lire en ayant à l'esprit qu'ils sont les parrains du terrorisme, en remplaçant terroristes par militants ouvriers.

Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube – filiale de Google/Alphabet – ont annoncé lundi 5 décembre un partenariat à l'échelle mondiale visant à identifier plus rapidement les « contenus à caractère terroriste » sur leurs plateformes, et ainsi freiner leur diffusion. Les quatre entreprises américaines ont prévu de créer une base de données commune comprenant les « empreintes digitales » numériques de photos ou vidéos de propagande et de recrutement retirées de leurs plateformes.

Aucun message ne sera toutefois retiré ou bloqué automatiquement : il reviendra à chaque entreprise d'évaluer si les contenus identifiés enfreignent ses propres règles. Chacune décidera également indépendamment des contenus qu'elle décide d'ajouter à la base commune. Elles précisent vouloir commencer avec les images et vidéos « les plus extrêmes et flagrantes », et donc « les plus susceptibles de violer les règles de toutes entreprises ».

Microsoft, Facebook, Twitter et YouTube disent en outre vouloir examiner comment impliquer d'autres firmes à l'avenir, mais insistent sur le fait que chacun des partenaires continuera de traiter de manière indépendante les demandes d'informations ou de retrait de contenus émanant des gouvernements ou des forces de l'ordre.

L'initiative intervient alors que les Etats-Unis, la Commission européenne et une série d'autres pays ont multiplié les appels ces derniers mois à ce que les réseaux sociaux intensifient leur lutte contre la propagande djihadiste en ligne. LeMonde.fr 05.12

Chacun aura compris que les fondateurs de ces réseaux sociaux qui appartiennent tous au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne, savaient parfaitement ce qu'ils faisaient en mettant ces instruments au service notamment de la propagande des barbares dont elle était le parrain et de l'extrême droite qui constitue leur dernier recours pour conserver le pouvoir, à la portée de tous les cinglés qui peuplent le monde.

En complément.

Ils vous surveillent partout pour mieux vous réprimer et vous soumettre..

- En Ecosse, fumer en voiture en présence d'un enfant est désormais interdit - L'Express.fr

Depuis ce lundi matin, les Ecossais qui fumeront dans leur voiture alors qu'ils transportent des enfants s'exposent à une amende de 119 euros. L'Express.fr 05.12

ACTUALITE EN TITRES

Infantilisme ou crétinisme d'un ex-banquier.

- Emmanuel Macron, idole des enfants new-yorkais - 20minutes.fr

Le candidat à la présidentielle est venu chercher soutiens et inspirations... 20minutes.fr 05.12

La tentation du fascisme.

- Antiterrorisme: faut-il suivre le modèle israélien? - Causeur.fr

La vague d'attentats qui a frappé la France et le monde depuis le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et depuis le Bataclan à Paris, a fini par faire comprendre, avec retard, à de nombreux observateurs occidentaux, ce qu'Israël répète depuis de nombreuses années... Causeur.fr 05.12

En oligarchie. La fabrique à exclusion, à déchets, à esclaves.

- Un Français sur dix vit dans la solitude - LeFigaro.fr

Selon une étude réalisée par le Crédoc pour la Fondation de France, 5 millions de Français sont dans une situation d'isolement. LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Valls. Tour de chauffe en attendant 2022 ou le dernier recours avant le fascisme.

- Manuel Valls se déclare candidat à la primaire de la gauche et annonce son départ de Matignon - huffingtonpost.fr

Huffington Post - Son slogan: Faire gagner tout ce qui nous rassemble. "Je n'ai jamais cédé à la tentation de l'individualisme", a-t-il affirmé, avant d'annoncer qu'il quitterait Matignon dès le lendemain.

LVOG - Valls s'est livré à un exercice de faussaire relativement médiocre, mais il n'avait pas le choix. Il faut lire sa rhétorique en inversant tous les termes pour saisir ses réelles intentions nauséabondes et réactionnaires.

Huffington Post - Ciblant la droite et l'extrême droite, Manuel Valls s'est érigé en rempart contre "le communautarisme, la ségrégation sociale, les actes antimusulmans, les actes antichrétiens..." (Autant d'actes qu'il s'est employé à alimenter. Parole de sioniste ou porte-parole du Crif - LVOG)

"La mondialisation doit être mise au service des peuples", a-t-il affirmé en s'affichant comme un européen convaincu, promettant

de "refonder le projet européen" et de "mettre la France à la hauteur d'un monde nouveau": économie verte, transition énergétique, formation continue, recherche et santé. (Discours éculé, plus qu'usé jusqu'à la corde, grotesque. - LVOG)

Critiquant la droite qui propose de gouverner par ordonnances, Manuel Valls a promis de proposer des réformes institutionnelles visant à mieux impliquer les citoyens tout en rééquilibrant les pouvoirs en faveur du Parlement. huffingtonpost.fr 05.12

Après avoir recouru à trois reprises je crois à l'article 49.3 de la Constitution.

On se demande comment ils peuvent ainsi faire feu de tout bois. C'est facile à comprendre et cela vaut dans la vie en général.

Le peuple demeure toujours incapable de tirer les enseignements des expériences qu'il a vécues. Du coup, il peut revivre les mêmes expériences indéfiniment sans que son niveau de conscience ne progresse.

C'est ainsi que la plupart des gens finissent leurs jours pratiquement aussi ignorants ou inconscients que lorsqu'ils étaient des enfants ou de jeunes adolescents, certains s'étant hypocritement convaincus du contraire, mais à l'article de la mort, on est trop faible, il n'existe plus d'enjeu, les dernières résistances craquent et alors il devient impossible de se leurrer soi-même plus longtemps, et on est bien obligé de se rendre à l'évidence que cela n'avait servi à rien de se mentir, bien triste destin ou fin en vérité, qu'on ne souhaitera à aucun de nos lecteurs qui sont résolus à progresser, n'est-ce pas ? C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

- Comment Manuel Valls peut être le candidat légitime du bilan sans être celui de l'échec de François Hollande? - Le Huffington Post

- #TSV : "Tout sauf Valls", le hashtag des irréductibles pro-Hollande sur Twitter - Franceinfo

- Après la candidature de Manuel Valls, des doutes sur sa capacité à rassembler - LeMonde.fr

- Valls: Aubry ne croit pas qu'il puisse réunir la gauche - AFP

- Valls candidat : "Nous n'aurons pas François Hollande, mais nous aurons son suppléant" - Franceinfo

- Manuel Valls : la ville d'Évry divisée sur son ancien maire - Franceinfo

- Manuel Valls : près de Toulouse, sa candidature ne fait pas l'unanimité - Franceinfo

Hommage du vice à la vertu.

- Forte remontée de Hollande depuis l'annonce de sa sortie - Reuters

Les masques du populisme tombent... en famille.

L'appel de Thomas Piketty et une quinzaine de personnalités pour "une seule primaire à gauche" - HuffPost

Une quinzaine de personnalités, dont l'économiste Thomas Piketty, signent ce mardi 6 décembre dans Libération un appel pour "une seule primaire à gauche", estimant qu'à cette seule condition "nous n'avons pas encore perdu l'élection présidentielle".

"Il faut donc que les dirigeants des différentes mouvances de la gauche et des écologistes et les candidats qu'elles ont investis, d'Emmanuel Macron à Jean-Luc Mélenchon, se rencontrent d'urgence au cours des prochains jours pour transformer la primaire organisée par le Parti socialiste et ses alliés, les 22 et 29 janvier prochains, en une véritable primaire de toute la gauche", lit-on dans cet appel baptisé "A gauche, tout n'est pas perdu!".

Les signataires, dont l'avocat William Bourdon, l'économiste Daniel Cohen ou encore la philosophe Dominique Méda, estiment que "si nous nous mobilisons suffisamment vite et fort pour éviter la dispersion, et donc l'élimination, de la gauche et des écologistes nous n'avons pas encore perdu l'élection présidentielle !" Le HuffPost 05.12

Il n'y a pas à être choqué qu'il réclame une primaire de Macron à Mélenchon puisqu'ils incarnent tous le régime en place.
Ces intellectuels sont moins idiots ou plus conséquents que les militants du mouvement ouvrier qui considérent Mélenchon de gauche ou qui s'apprêtent à voter pour lui.

Quel est le commanditaire des barbares puisqu'il en existe forcément un des deux ?

- Russes et Américains vont discuter du départ des rebelles d'Alep - AFP

Russes et Américains vont discuter cette semaine, selon Moscou, du départ de "tous les rebelles" d'Alep où le régime syrien ne cesse de gagner du terrain, une proposition immédiatement rejetée par des groupes insurgés. AFP 04.12

- Moscou et Pékin mettent leur veto à une résolution de l'ONU sur une trêve à Alep - LeMonde.fr

La Russie et la Chine se sont opposées au texte, mentionnant la tenue de pourparlers américano-russes, mardi, sur le retrait des rebelles de la ville. LeMonde.fr 05.12

- Jean-Marc Ayrault "déplore" le veto russe à l'Onu pour une trêve en Syrie - Franceinfo

Pas de trêve des confiseurs pour les barbares "déplore" Ayrault...

Le Brésil ingouvernable.

- La Cour suprême destitue le président du Sénat brésilien - Reuters

La Cour suprême du Brésil annonce lundi qu'elle a démis de ses fonctions le président du Sénat, Renan Calheiros, qu'elle avait inculpé voici quelques jours pour détournement de fonds publics. Reuters 05.12

Le 8 décembre 2016

CAUSERIE

Bienvenue en oligarchie ou chez les truies.

- L'aéroport de San Francisco embauche une truie pour calmer les voyageurs - Slate.fr

L'aéroport avait déjà une équipe de chiens, chats et lapins de soutien thérapeutique, mais LiLou la truie a désormais rejoint la troupe. Slate.fr

- Absolutely Fabulous : les deux Anglaises les plus déjantées de l'histoire de la télé britannique débarquent sur le grand écran - Atlantico.fr

Edina et Patsy sont de retour, toujours aussi alcoolisées et dévergondées dans Absolutely Fabulous. Si la série est mieux que le film, vous allez adorer les retrouver. Atlantico.fr

D'où tirent-ils leur inspiration ? Frustration obsessionnelle ou idolatrie... inavouée.

- Voici le calendrier de l'Avent, version nazie - Slate.fr

Qui a dit ?

- (Il) avait prôné la rupture avec "toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes". (Reuters 22.01)

Réponse : François Mitterrand lors du Congrès d'unification du PS à Epinay en juin 1971. (causerie 21.01.2012)

Cela ne vous rappelle-t-il pas le discours de Hollande au Bourget en 2012 ? Et en cherchant bien vous en trouverez l'équivalent chez Blum et Jaurès.

En état de survie artificielle. Pour combien de temps ?

Mise en scène. Acte I.

- Primaire à gauche: Comment le public (devant et derrière) Valls a été mobilisé par ses équipes - 20minutes.fr Rien n'a été laissé au hasard. Manuel Valls a annoncé lundi soir sa candidature à la présidentielle avec une mise en scène particulièrement soignée. Ni le cadre - celui de la mairie d'Evry, la ville où tout a commencé pour l'ex-Premier ministre -, ni le fond - orange, loin du bleu présidentiel et du rouge socialiste - et encore moins le public.

Un public métissé en arrière-plan

En arrière-plan derrière le candidat, une assistance variée a été rassemblée : hommes, femmes, Blancs, Noirs, jeunes et vieux, que les caméras des nombreux médias présents ont cadrés et diffusés à la télé... 20minutes.fr 07.12

Même la méthode Coué n'est plus efficace.

- Primaire à gauche: «Je crois que nous pouvons gagner», lance Valls à 150 parlementaires PS - 20minutes.fr

Mise en scène. Acte II

- Valls : quel échec ! quelle désillusion ! - lepoint.fr

Manuel Valls incarnait la modernisation du socialisme. Mais sa déclaration de candidature a rassemblé les vieilles lunes de la gauche...

... on a continué à respecter, voire à admirer l'énergie que déployait cet homme-là pour réinventer la gauche, pour rénover le socialisme, pour le libérer de ses pesanteurs et de ses archaïsmes, à l'image de ce qu'avaient fait Blair et Schröder, chacun à sa façon. Et le temps a passé. Et on a pu croire, il y a bientôt trois ans, lors du virage libéral opéré par Hollande, que le souhait de Valls allait connaître un début de réalisation. Et l'on sait ce qu'il est advenu de cette espérance...

On se rappelait tout cela en entendant Manuel Valls lundi soir. Quel échec ! Quelle désillusion ! Il y avait quelque chose de pathétique dans l'effort qu'il faisait pour donner le change. Le voilà qui se lance dans une aventure aléatoire où l'on distingue mal ce qui le motive, de la part d'ambition personnelle ou de la part de dévouement à la cause. Comment peut-il croire qu'il est le rassembleur qu'il se veut être, lorsqu'on sait les hypothèques qui pèsent sur son dessein ? C'est un rêve qu'il a livré, rien que cela, sur les ruines d'un quinquennat désastreux, c'est une utopie, cette « splendide utopie » qu'il dénonçait avant son accession au pouvoir. Lui qui incarnait autrefois l'avenir n'a utilisé lundi que le langage du passé, celui de la légende socialiste. Tout y était : l'emphase, le lyrisme désuet, le vocabulaire inépuisable du sentiment et de la morale, la vanité des mots. Écoutons-le : « La gauche est grande et belle », dit-il au moment où elle donne d'elle-même une image mortifère. Écoutons-le énumérer la litanie des lieux communs, des références grandiloquentes, des concepts éculés de la mythologie républicaine et démocratique. Écoutons cette énormité d'un incroyable cynisme, qu'il lance comme un hommage : « La gauche, c'est le débat », alors que c'est justement le débat qui est en train de tuer la gauche, c'est le débat interne à la gauche qui, depuis bientôt cinq ans, paralyse la France. C'est vraiment trop d'arrogance ou de frivolité ou d'inconscience. Jusqu'à quand vont-ils nous faire payer leurs discussions byzantines sur leur sexe idéologique ?

On veut bien admettre que, campagne électorale oblige, l'annonce d'une candidature puisse s'accompagner d'une exhortation à l'enthousiasme. Encore faut-il que celui-ci prenne en compte la réalité du contexte. On attendait de Manuel Valls un minimum d'humilité après la déroute de la gauche. On est frustré. On attendait ensuite qu'il définisse les « valeurs » qu'il défend. On est tout aussi frustré. Car, paradoxalement, il y en a trop. Elles font ratatouille, et elles sont communes à la plupart des familles politiques, en ces temps de confusion démocratique. Ce que l'on attend de lui, enfin et surtout, c'est que dans les quelques semaines qui nous séparent de la primaire, il informe le pays de son projet politique. Ou bien du sien propre, fidèle aux promesses novatrices que portaient ses propositions passées et nourri de ses récentes expériences. C'est ce que l'on souhaite à la gauche. Ou bien d'un projet rassembleur issu d'une série de compromis passés avec ses concurrents. C'est ce que l'on redoute pour la gauche, mais cela semble très aléatoire. Car, quoi qu'il en soit, il est fortement douteux que l'un ou l'autre de ces projets emporte l'élection présidentielle ! Dans tous les cas de figure, l'ambition de l'ancien Premier ministre est illusoire. lepoint.fr 06.12

Mise en scène. Acte III.

Commentaire d'un abonné du Point

- "Mr Tesson, vous savez bien que, comme une primaire de droite se gagne à droite (Fillon), une primaire de gauche se gagne à gauche. Valls serait bien sot de ne pas l'avoir compris. Vous savez bien aussi que Valls ne croit guère qu'il pourra réussir 2017. Les socialistes ont intériorisé le fait qu'ils seront balayés. Valls prépare donc le coup d'après. La bataille qui s'annonce à gauche est celle de la recomposition... C'est pas gagné. "

Epilogue.

Mission impossible.

- Valls appelle au rassemblement de toute la gauche - Reuters

Manuel Valls s'est défendu mardi d'avoir contraint François Hollande à renoncer à briguer un second mandat à l'Elysée et appelé à un rassemblement de l'ensemble de la gauche, y compris Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron... Reuters 06.12

- Rebsamen à Valls: "On ne gouverne pas la gauche avec un 49-3" - AFP

- Sondage: Fillon et Le Pen au second tour, la gauche divisée - AFP

François Fillon et Marine Le Pen se qualifieraient dans toutes les hypothèses pour le second tour de la présidentielle 2017, Manuel Valls ne parvenant pas à prendre l'avantage sur les autres candidats de gauche, selon un sondage BVA-Salesforce diffusé mercredi.

Avec 23% à 29% d'intentions de vote, le vainqueur de la primaire de la droite serait au coude à coude au 1er tour avec la présidente du Front national, créditée de 24% à 26%.

Au second tour, François Fillon l'emporterait largement avec 67% contre 33% à Marine Le Pen, selon cette enquête pour Orange et la Presse régionale. Un tiers des personnes interrogées n'ont pas exprimé d'intentions de vote.

Au 1er tour, la gauche apparaît quant à elle parfaitement divisée entre Emmanuel Macron (14%), Jean-Luc Mélenchon (14%) et Manuel Valls (13%).

Dans cette configuration, le centriste François Bayrou obtiendrait 6%.

Dans l'hypothèse où il remporterait la primaire socialiste fin janvier, Arnaud Montebourg n'est crédité que de 6,5% au 1er tour, contre 19% à Emmanuel Macron et 13% à Jean-Luc Mélenchon.

Manuel Valls, qui a annoncé lundi sa candidature à la présidence, ne franchirait la barre des 20% (21% d'intentions de vote) que si Emmanuel Macron et François Bayrou renonçaient à se présenter, sans toutefois pouvoir se hisser au niveau de Fillon (29%) ou de Marine Le Pen (26%).

Bien que bousculée par la dynamique en faveur de François Fillon, la patronne du FN résiste plutôt bien, sans rééditer ses scores du mois d'octobre qui la situaient entre 27,5% et 29%.

Le chômage est le sujet qui influe le plus sur les intentions de vote des électeurs de François Fillon (92%), Manuel Valls (85%), Jean-Luc Mélenchon (91%) et Emmanuel Macron (92%), devant la sécurité, la menace terroriste ou la loi travail. Ceux de Marine Le Pen placent la sécurité (93%) en tête, devant la crise des migrants et la menace terroriste. AFP 07.12

Et quel taux d'abstention ?

Pourquoi ce qu'ils appellent encore la gauche sera-t-elle balayée ? Parce qu'elle ne peut pas incarner à la fois les intérêts des nantis et ceux des travailleurs. Ce sera parmi ceux étiquetés à gauche les plus éloquents, les plus populistes, les pires cyniques qui s'en tireront le mieux.

Fin du bal masqué.

- Pour survivre, le Parti socialiste va devoir faire peau neuve - Le HuffPost

Méfions-nous des avis de décès avant terme. L'histoire du parti socialiste est ponctuée de crises. On le donnait moribond en 1958 (scission due à la guerre d'Algérie et au retour de De Gaulle au pouvoir), en 1969 (quand Gaston Defferre obtint péniblement un peu plus de 5 % à la présidentielle) ; il était au bord de l'abîme en 1993 (désastre électoral aux législatives)... À chaque fois, et parfois assez vite, le parti a repris force. Mais ses divisions persistaient, entre des individus, entre des doctrines, entre des courants. Quand Hollande devint premier secrétaire, il déploya un art de la synthèse qui, à chaque congrès, permettait de sauver les apparences grâce à des motions chèvre-chou. Cet art, il n'a pas pu en faire preuve au pouvoir, car il avait alors à trancher pour gouverner.

Si je ne crois pas à la fin annoncée du parti socialiste, je pense, en revanche, que pour se redresser il aura à faire peau neuve.

Les anciens frondeurs, les nostalgiques du congrès d'Épinay, les pseudo-marxistes, ceux qui ont fait chuter Hollande devraient, d'eux-mêmes, quitter le parti et s'inscrire sous le drapeau de Mélenchon où ils seraient mieux à leur place. "La" gauche n'en existerait pas pour autant, mais, du moins, les choses seraient plus claires. À cela j'ajouterai ce que j'écrivais déjà en 2006, que pour retrouver sa cohérence et son audience, "il faudra sans doute à la tête du parti socialiste une forte personnalité, respectée et écoutée, portant les espoirs du parti au lieu de la médiocre concurrence actuelle des présidentiables qui pousse aux compromissions, aux discours doubles, aux tractations de couloir, au détriment de la clarté des objectifs." Le HuffPost 07.12

De nos jours en quelques clics de souris, chaque fois qu'un dirigeant politique ou un parti s'exprime il est possible de le confronter à ses contradictions ou à ses mensonges, à son bilan, à son passé peu recommandable, de sorte qu'il en ressort affaibli, déstabilisé, broyé.

Manipuler les esprits ou mentir effrontément devient un exercice plus compliqué et plus risqué qu'autrefois, et la sanction ne se fait plus attendre, bien qu'elle soit encore trop longue à venir à notre goût.

La gauche, c'était la bonne conscience de la droite, des couches de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes, des intellectuels et des couches supérieures du prolétariat qui avaient épousé le destin du capitalisme pour avoir rejeté le socialisme. Ménagées autrefois, attaquées en période de crise du capitalisme, elles éclatent, c'est ce qu'exprime la multitude de candidats déclarés à la primaire du PS, ainsi que Macron ou Mélenchon et d'autres encore.

On pourrait retenir que le PS tomba à 5% pour ensuite se relever, porté à bouts de bras par la bourgeoisie qui en avait un sérieux besoin pour contrer l'influence du PC auprès des classes moyennes. Mais c'était à une autre époque, quand le capitalisme entamait un nouveau cycle d'expansion qui s'est achevé aux alentours de la fin des années 60, et qui apparemment est révolu pour être entré en crise permanente sans aucun espoir d'en sortir, de sorte qu'une refondation du style de celle d'Epinay sera impossible puisque les bases économiques ou sociales sur laquelle elle reposerait n'existent plus.

Aussi le PS est condamné à se droitiser toujours plus à l'instar du parti démocrate américain qui est devenu la coqueluche de l'oligarchie financière ou Wall Street, et à incarner les couches supérieures de la petite bourgeoisie les plus corrompues et réactionnaires, qui pour être mieux servis par le régime pourront continuer à parer leur discours d'un vernis faussement humaniste ou progressiste, histoire de tromper le peuple ignorant en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme ou de toute alternative au capitalisme. C'est Valls qui assurément est le mieux placé pour incarner cette transition.

Dictature ou régime impérial.

- La Cour de cassation s'indigne d'un décret gouvernemental - Reuters

Les deux plus hauts magistrats de France réclament dans une lettre publiée mercredi des explications au Premier ministre sur un décret qui place selon eux la Cour de cassation "sous le contrôle direct du gouvernement".

Le décret qu'ils fustigent permet à une nouvelle inspection générale de la justice de contrôler le mode de fonctionnement de la plus haute juridiction française, alors qu'elle ne pouvait jusque-là le faire que pour les juridictions de première et deuxième instance, explique-t-on à la Cour. Cette modification engendrée par le décret est "en rupture avec la tradition républicaine observée jusqu'à ce jour", écrivent dans leur courrier le premier président Bertrand Louvel et le procureur général Jean-Claude Marin.

"Aussi, nous vous serions obligés de bien vouloir nous recevoir afin de nous communiquer des explications sur les raisons de ce décret (daté de lundi-NDLR) dont la Cour a pris connaissance par le Journal officiel", ajoutent-ils, précisant que le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas ne leur a "pas fait part, à ce jour, de disponibilités" pour les recevoir.

Jusque-là, la Cour de cassation se contrôlait elle-même, et rendait compte de son activité dans son rapport annuel ainsi qu'à l'occasion de sa rentrée solennelle, explique-t-on à l'institution.

Elle pouvait faire l'objet de contrôles ponctuels de la part de la Cour des comptes, comme ce fut le cas en 2015, mais échappait, comme le Conseil d'Etat, à un contrôle externe par le gouvernement.

Avec ce changement, la Cour s'interroge sur une porosité croissante entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, dit-on.

Le décret dénoncé par les magistrats crée une inspection générale de la justice, attachée au ministre de la Justice, dont le rôle est notamment d'exercer "une mission permanente d'inspection, de contrôle, d'étude, de conseil et d'évaluation sur l'ensemble (...) des juridictions de l'ordre judiciaire". Reuters 07.12

Syrie. Derniers développements.

- L'armée syrienne a pris le contrôle de la vieille ville d'Alep - Reuters

L'armée syrienne a pris le contrôle de tous les quartiers de la vieille ville d'Alep, qui était aux mains des insurgés, rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Une nette progression des forces gouvernementales en direction de la vieille ville avait commencé mardi et s'est prolongée dans la nuit.

Les forces gouvernementales, appuyées par l'aviation russe et des milices chiites libanaises, iraniennes et irakiennes, semblent désormais sur le point de reprendre le contrôle de l'ensemble des quartiers orientaux de la ville, où vivent encore 200.000 personnes, selon les Nations unies.

Selon les forces russes, l'armée s'est emparée de 35 quartiers depuis le début de sa progression dans la grande ville du nord de la Syrie, devenue un enjeu majeur de la guerre civile qui ravage le pays depuis près de six ans.

Face à l'intensification des combats et à une situation sur le plan humanitaire que l'Onu juge "désastreuse dans l'est d'Alep", les rebelles ont demandé mercredi la mise en place d'un cessez-le-feu de cinq jours pour permettre l'évacuation d'environ 500 personnes ayant besoin de soins médicaux urgents.

Le gouvernement syrien a fait savoir mardi qu'il n'accepterait aucune offre de cessez-le-feu à Alep-Est tant que les mouvements qu'il considère comme des organisations terroristes n'auront pas évacué le secteur.

La Russie et la Chine ont opposé lundi leur veto aux Nations unies à un projet de résolution du Conseil de sécurité exigeant une trêve de sept jours à Alep et l'arrêt des combats dans l'ensemble de la Syrie. Moscou a fait valoir qu'une cessation des hostilités permettrait aux rebelles de se regrouper.

L'armée syrienne a indiqué qu'elle entendait terminer la reconquête d'Alep avant l'entrée à la Maison blanche du nouveau président américain, Donald Trump, le 20 janvier.

Impuissants, les pays occidentaux tenteraient désormais de convaincre les rebelles de quitter la ville pour éviter un bain de sang encore plus grand lorsque les forces gouvernementales attaqueront les zones les plus densément peuplées.

Pour l'heure, les rebelles n'ont donné aucune indication en ce sens et se disent déterminés à se battre jusqu'au bout.

Un représentant de l'opposition syrienne a néanmoins reconnu en privé que les insurgés seraient peut-être contraints de partir pour éviter un massacre de la population civile, bombardée quotidiennement et affamée par le siège d'Alep-Est.

Le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, a une nouvelle fois dénoncé mardi la "logique de guerre totale" du régime de Damas et de son allié russe. "Ce n'est parce qu'Alep va tomber peut-être dans quelques semaines que la question de la paix sera réglée", a-t-il dit. Reuters 07.12

Ils sont au désespoir : le peuple syrien va être libéré.

- Syrie : Alep, la victoire de Bachar Al-Assad ? - Franceinfo

En Syrie, la deuxième ville du pays, Alep, est quasiment retombée entre les mains de l'armée de Bachar Al-Assad après une nouvelle offensive éclair. Franceinfo 07.12

- Asphyxiés à Alep, les rebelles appellent à un cessez-le-feu - AFP

Les rebelles syriens ont appelé mercredi à un cessez-le-feu immédiat de cinq jours à Alep et à l'évacuation des civils, après avoir perdu encore du terrain dont la vieille ville face aux troupes du régime. AFP 07.12

- L'appel des barbares entendu.

- Cécile Duflot appelle à une visite parlementaire à Alep : "On ne peut pas laisser la population mourir sans réagir" - Franceinfo

Sur proposition du maire d'Alep, la députée écologiste tente de monter avec d'autres parlementaires une visite dans la ville martyre syrienne, sous le feu des bombes depuis plusieurs mois. Franceinfo 07.12

On ne peut même pas la traiter d'ordure, car cette abrutie ne connaît pas la situation sur place, elle se fit aveuglément à la propagande officielle et elle est loin d'être la seule.

Entendez que c'était le bonheur quand les Syriens étaient sous la coupe des mercenaires cruels et sanguinaires d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda armée par les puissances occidentales et du Golfe : Dans la ville martyre, c'est principalement le front al-Nosra qui combat Assad et ses supplétifs iraniens et hezbollahis, dixit l'ultra sioniste et membre de la direction du Crif, l'avocat franco-israélien, Gilles-William Goldnadel, président de l'Association France-Israël, dans un article publié le 7 décembre par Le Point. Il est également rédacteur du portail Atlantico.

ACTUALITE EN TITRES

L'Etat d'urgence personnalisé.

- Cazeneuve "ticket tranquillité" de Hollande, selon la presse - AFP

L'arrivée de Bernard Cazeneuve à Matignon récompense un "fidèle" de François Hollande et une assurance "tranquillité" pour la fin de règne du chef de l'Etat, commente la presse de mercredi. AFP 07.12

God save the queen... et le Brexit !

- Brexit : les députés britanniques votent le calendrier de Theresa May - euronews.com

La Première ministre britannique a obtenu la validation par les députés de son calendrier pour déclencher la procédure pour lancer le Brexit au plus tard le 31 mars 2017. En échange de cet accord, Theresa May accepte de révéler les grandes lignes de son plan pour le Brexit. euronews.com 07.12

L'oligarchie a pondu un oeuf... pourri.

- L'UE dévoile son "Oeuf de l'espace", nouveau quartier-général - AFP

L'UE a dévoilé mercredi 7 décembre son nouveau siège à l'allure futuriste, un symbole de "joie"... à 321 millions d'euros... AFP 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- OTAN

1.1- UE et Otan renforcent leur coopération avant l'arrivée de Trump - Reuters

L'Otan et l'Union européenne sont parvenues mardi à mettre de côté leurs rivalités pour s'accorder sur un programme en sept points sur des sujets allant de la protection contre les attaques informatiques à la guerre de l'information en passant par la contre-guérilla.

Cet accord, conclu lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles n'est pas contraignant et permettra aux six Etats membres de l'Union absents de l'Otan de bénéficier d'un soutien militaire américain.

Les propositions mises sur la table sont censées rassurer l'Europe sur les intentions des Etats-Unis, chef de file de l'Otan, alors que le populiste Donald Trump s'apprête à entrer à la Maison blanche.

Lors de sa campagne électorale, le futur président américain avait laissé entendre qu'il pourrait conditionner le soutien militaire américain à un accroissement des budgets de défense en Europe.

"Nous renforçons le lien transatlantique et le lien vital entre l'Amérique du Nord et l'Europe", a déclaré le secrétaire général de

l'Otan, Jens Stoltenberg, lors d'une conférence de presse.

L'accord UE-Otan intervient quelques semaines après un accord conclu entre membres du bloc communautaire sur le financement d'un fonds de défense destiné à l'acquisition d'hélicoptères, d'avions et d'autres équipements militaires, en partie dicté par la volonté d'adresser un message à Donald Trump.

"Avec la modification du contexte sécuritaire, c'est une bonne chose que l'Otan et l'Union européenne combinent leurs efforts", a commenté le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier. Reuters 06.12

1.2- Ukraine : l'Otan appelle à maintenir les sanctions contre la Russie - euronews.com

L'Alliance Atlantique a renouvelé son soutien à l'Ukraine lors d'une réunion à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Otan. euronews.com 07.12

2- États-Unis

2.1- Trump nomme un ami du pétrole et du charbon à l'Environnement - 20minutes.fr

Scott Pruitt, 48 ans, s'est récemment fendu d'un édito affirmant que le débat sur le climat est « encore loin d'être tranché » et que « les scientifiques ne sont pas d'accord sur l'importance du réchauffement climatique ni sur son lien avec actions humaines ». Surtout, l'ancien ministre de la Justice de l'Oklahoma a mené la fronde des Etats républicains en traînant en justice l'EPA pour contester certaines régulations sur les émissions carbone. Son CV ne s'arrête pas là.

Selon une enquête du New York Times, Pruitt a participé, en 2014, à une alliance secrète avec des représentants de l'industrie du pétrole et du charbon pour combattre l'EPA. 20minutes.fr 07.12

2.2- États-Unis: un ex-général des Marines pressenti pour l'Intérieur - Reuters

Le président élu américain Donald Trump compte nommer l'ancien général des Marines John Kelly à la tête du département de la Sécurité intérieure dans son futur gouvernement, rapporte mercredi la chaîne d'information CBS News.

L'ancien chef du Commandement Sud de l'armée américaine, qui couvre l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes, a accepté l'offre, ajoute CBS, citant des sources anonymes.

Si cette nomination se confirme, John Kelly sera le troisième général à la retraite choisi par Donald Trump pour diriger un poste de haut rang au sein de son administration.

Donald Trump a déjà choisi Michael Flynn comme conseiller national à la sécurité et James Mattis comme secrétaire à la Défense. Reuters 07.12

3- Brésil

- Brésil : scènes de guérilla urbaine à Rio - Francetv info

Des scènes de guérilla urbaine en plein cœur de Rio. Des affrontements entre policiers et manifestants ont éclaté, mardi 6 décembre, aux abords de l'assemblée législative de cet Etat du

Brésil, en pleine crise financière, au premier jour du vote d'une série de mesures d'austérité proposées par le gouvernement local. Au moins deux blessés

Les heurts ont commencé lorsque les 300 manifestants, en majorité des fonctionnaires, ont tenté d'envahir l'assemblée législative locale, avant d'être dispersés par la police. Un groupe de manifestants a lancé des projectiles contre les forces de l'ordre et le bâtiment. Les policiers ont répliqué avec des grenades assourdissantes et du gaz lacrymogène. Des agents ont pris position en hauteur pour tirer sur les manifestants depuis les fenêtres. Au moins deux personnes ont été blessées par les balles en caoutchouc tirées par la police. Francetv info 07.12

4- Israël

- Israël: nouvelle étape pour la loi décriée sur les colonies - AFP

Un projet de loi légalisant 4.000 logements dans des colonies israéliennes construites sur des terres privées palestiniennes en Cisjordanie occupée a été voté mercredi en première lecture, malgré les multiples critiques qu'il suscite dans le pays et à l'étranger.

Ce texte soutenu par le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu a été approuvé par 57 voix contre 51 à la Knesset. Il doit encore être voté en seconde et troisième lecture avant d'avoir force de loi.

Le lobby de la colonisation est représenté dans le gouvernement par le Foyer juif, un parti nationaliste religieux. Pour ce parti, cette loi constitue un premier pas vers une annexion partielle de la Cisjordanie où quelque 400.000 colons sont installés sous la protection de l'armée israélienne.

Le texte vise à légaliser au regard du seul droit israélien 4.000 logements disséminés notamment dans 55 colonies dites sauvages, selon l'organisation israélienne anti-colonisation "La Paix maintenant".

Sur le front intérieur, le procureur général Avichaï Mandelblit, personnage central dans le système légal israélien et censé défendre les positions du gouvernement, a jugé le projet non conforme aux droits israélien et international. Selon les commentateurs, la loi une fois votée définitivement risque d'être retoquée par la Cour suprême.

C'est "la loi la plus dangereuse édictée par Israël depuis 1967", début de l'occupation de la Cisjordanie par Israël, a pour sa part affirmé à l'AFP Walid Assaf, ministre palestinien suivant le dossier de la colonisation.

Isaac Herzog, le chef de l'opposition de gauche, a assimilé le texte à un "suicide national".

L'opinion publique est pour sa part divisée. Selon un sondage de l'Institut pour la Démocratie en Israël, 46% des Israéliens sont favorables à cette loi tandis que 43% y sont opposés. Ces résultats ne concernent que la majorité juive et n'inclut pas la minorité arabe (17,5 %) de la population israélienne.

Le projet de loi est le fruit d'un compromis entre Benjamin Netanyahu et Naftali Bennett, chef du Foyer juif et ministre de l'Education, qui n'a pas hésité à mettre à l'épreuve la cohésion gouvernementale pour faire avancer ses vues.

"C'est un grand jour pour Israël malgré le goût d'amertume dû au sacrifice" des habitants d'Amona, a déclaré M. Bennett en séance plénière avant le vote.

L'arrangement laisse en effet de côté la colonie sauvage (illégale pour Israël) d'Amona près de Ramallah, vouée par une décision de la Cour suprême à la démolition d'ici au 25 décembre.

L'évacuation de cette colonie fait craindre des affrontements entre les colons et les forces de sécurité, malgré l'appel de M. Bennet mercredi à "ne pas lever la main sur qui que ce soit".

Des dirigeants des colons venus mercredi dans la colonie d'Ofra pour examiner la possibilité d'évacuer les 40 familles vivant à Amona dans cette colonie voisine ont été agressés par des jeunes colons leur reprochant de n'avoir pas réussi à "sauver Amona". AFP 07.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Au cœur d'une «crise sociale», les employés de la Poste appellent à la grève ce jeudi - Liberation.fr

Trois syndicats enjoignent les 220 000 agents de l'opérateur à cesser le travail, face à la «souffrance généralisée» des personnels, dixit Sud PTT. Liberation.fr 07.12

Le 9 décembre 2016

CAUSERIE

Plus le temps de causer.

Priez pour eux ou bigoterie en famille (entre frères) au chevet du PS et du régime.

Il paraîtrait que le chômage serait la préoccupation prioritaire des travailleurs interrogés par un institut de sondage, une confirmation en somme. Que cela ne tienne.

Comment détourner les travailleurs et militants de la lutte de classe et du combat pour le socialisme au profit de l'Etat des capitalistes, leur République oligarchique, bananière, du 49.3, de l'état d'urgence, de la répression du mouvement ouvrier, de la guerre, bref, à l'heure de la réaction sur toute la ligne, où les injustices et les inégalités sociales explosent en faveur des plus riches, en agitant la laïcité comme un hochet qui sert une énième fois à un exercice de collaboration de classes des fossoyeurs des droits sociaux légitimes de la classe ouvrière et ceux qui sont destinés à en tirer profit, quand ce ne sont pas les mêmes.

Ils rivalisent dans l'imposture avec les représentants officiels du régime dont ils servent les intérêts sans avoir forcément besoin d'être intégrés à l'Etat. Comment voler au secours du PS, servir ou légitimer l'ordre établi, les institutions ou l'Etat à l'heure où ils sont isolés ou rejetés par la majorité des travailleurs, tous les partis et toutes les organisations qui y participent ou y sont subordonnés, pardi en emboîtant le pas aux pires démagogues en instrumentalisant l'extrême droite qui constituerait une menace, tandis que la principale menace et les mauvais coups assénés aux travailleurs ne viendraient pas de l'Etat en guerre contre tous les peuples qui refusent de se soumettre au talon de fer de l'oligarchie, ceci expliquant cela.

La montée de l'extrême droite ne serait pas liée à la politique de démolition sociale systématique engagée par tous les partis qui ont participé aux différents gouvernements depuis des décennies ou qui les ont soutenus, elle serait le produit d'un tour de magie des dirigeants d'extrême droite, qui auraient le don de reprendre à leur compte tous les thèmes du mouvement ouvrier à des fins inavouables ou condamnables, elle ne serait pas le produit du refus des représentants du mouvement ouvrier d'affronter le gouvernement ou de situer leur combat dans la perspective du renversement du régime en place, ce qui ne peut que contribuer à laisser le champ libre à l'extrême droite pour propager son idéologie nauséabonde. Les initiateurs de cet appel en sont les complices car ils savent pertinemment ce qu'ils font, aucun n'a l'excuse de ne pas être en possession de ses facultés intellectuels. Ils n'en sont pas à leur premier coup d'essai.

Il ne vous aura pas échappé qu'ils sont unis pour défendre la laïcité, contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie, etc. mais dès lors qu'il s'agit de réaliser l'unité contre le chômage, les licenciements, la précarité, pour préserver tous nos acquis ou droits sociaux, soit ils sont aux abonnés absents, soit ils adoptent des positions ou des moyens qui ne permettent pas de dresser les masses exploitées contre le régime, mais au contraire contribuent à semer la confusion et à les diviser, ce qui permet au gouvernement en place d'appliquer sa politique antisociale bien qu'il soit ultra minoritaire et illégitime.

On nous rétorquera que les signataires de cet appel sont animés de bonnes intentions. Qu'il nous soit permis d'en douter fortement ou plutôt de penser le contraire pour les raisons évoquées ci-dessus (et plus loin), dont on trouve confirmation à quasiment chaque paragraphe. Et si vous aviez encore un doute, pour vous l'oter il vous suffira d'observer dans quel perspective se situe cet appel, à savoir, permettre "à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie" de s'exprimer, alors qu'en réalité chacun a pu constater au cours des décennies qui viennent de s'écouler que le régime (en crise) était incompatible avec l'exercice de la démocratie ou qu'elle n'a jamais existé.

Un régime où règne l'exploitation de l'homme par l'homme ne peut pas se prévaloir de la démocratie, parce qu'aucun homme n'a jamais été livré à l'esclavage avec son consentement, il lui a toujours été imposé et il a toujours été réprimé quand il tentait de s'en émanciper. Toute autre interprétation est oeuvre de faussaires ou d'esclavagistes, d'agents du régime.

Nous sommes donc en présence d'une énième opération de récupération, de manipulation destinée uniquement à redorer le blason de l'Etat et du PS.

Vive la libération d'Alep, vive le peuple syrien !

Ceux qui ont pratiqué l'autocensure en ne diffusant pas les informations sur la situation en Syrie qui contredisaient la version officielle concoctée par Washingtion, Bruxelles et l'OTAN ont clairement montré dans quel camp ils se situaient, frappés ainsi du sceau indélébile de l'infâmie.

Ils se sont compromis honteusement à jamais en reprenant à leur compte la propagande de guerre des agresseurs de la Syrie, soit ouvertement soit en recourant au double langage en faisant un amalgame entre les différents belligérants en présence sur le champ de bataille, démontrant ainsi leur détermination ou leur volonté à soutenir leur propre régime au détriment du droit légitime de tous les peuples à aspirer à leur auto-détermination, ce qui se traduit dans leur propre pays par le refus d'accorder aux exploités le droit légitime de s'émanciper du joug du capitalisme.

Ils ont fait plus que refuser leur soutien au peuple syrien et déserter le combat politique, ces lâches et corrompus ont

trahi l'internationaliste (prolétarien) dont ils se réclamaient.

Ils ont été jusqu'à devenir les complices des puissances occidentales impérialistes et de leur armée supplétive de mercenaires barbares recrutés dans plus de 83 pays qui ont ravagé la Syrie et massacré son peuple depuis 2011. Dès lors, de quelle légitimité peuvent-ils se réclamer hormis le régime dont ils constituent un des maillons, un des remparts.

De 11 septembre 2001 jusqu'en décembre 2016, pendant 15 ans ils auront couvert toutes les guerres impérialistes et tous les attentats plannifiés par des officines à la solde de Washington ou d'Israël en adoptant leur version officielle, qui devait servir à justifier ces guerres auprès des populations pour qu'elles les approuvent ou instrumentaliser ces attentats pour justifier l'instauration de l'état d'urgence et l'adoption de nouvelles lois toujours plus liberticides destinées à placer sous surveillance policière, c'est ainsi qu'ils ont oeuvré à renforcer l'appareil répressif de l'Etat, dont ils s'affirment être les dignes représentants dans cet appel.

Comble de l'infâmie, ils osent se présenter en défenseur de la laïcité et des musulmans ou des Arabes, alors qu'ils n'ont cessé d'apporter leur soutien aux impérialistes qui ciblaient systématiquement des régimes laïcs pratiquant la tolérance envers toutes les religions.

Ils se sont les chantres de la désinformation au même titre que les médias institutionnels.

Ils passeront soigneusement sous silence cet aspect de la situation dans chacun des pays du Moyen-orient agressés par l'impérialisme américain et ses alliés, comme par exemple le fait que chrétiens et musulmans partageaient le même lieu de culte dans la capitale syrienne Damas avant le début de la guerre ou que 75% de l'armée de la République arabe syrienne étaient composés de sunnites épaulés par les milices chiites syriennes, libanaises et iraniennes luttant ensemble pour la libération de la Syrie.

Pire, est-ce possible, disons plus abjecte encore car généralisé, ils participeront ou soutiendront toutes les campagnes provocatrices initiées par le gouvernement et le PS sur des thèmes communautaristes destinées à dresser les différentes couches de la société les unes contre les autres, afin que la haine du peuple accumulée contre le régime s'oriente vers les membres de ces communautés ou minorités ou se traduisent par des actes violents et aveugles qu'ils pourront condamner par la suite, en se faisant passer pour des défenseurs de leurs droits, qui évidemment ne seront jamais respectés aussi longtemps que le régime en vigueur qu'ils refusent d'affronter n'aura pas été renversée par une révolution prolétarienne et socialiste.

Vive le capitalisme, vive l'Etat, vive la République, vive la France !

L'Etat (d'urgence) et la république des copains et des coquins sont dotés de tant de vertus qu'on en resterait presque muet, ne pas les louer serait faire preuve d'ingratitude ou pire, d'intolérance. Vous refusez de leur reconnaître, de vous prosterner devant eux, ils vous ignoreront ou ils n'auront aucun argument à vous opposer, hormis se réfugier dans la collaboration de classes qu'ils refuseront logiquement d'assumer pour ne pas exposer leurs véritables intentions et leur nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire.

Extraits commentés de cet appel reproduit intégralement plus loin.

- La République est séparée des religions, elle n’a pas à organiser les cultes.

LVOG - Leur république organise l'exploitation et doit déjà gérer le culte du capitalisme, c'est déjà pas mal ! On se demandera d'où les religions tiennent-elles leur pouvoir et leurs moyens de subsistance. Demandez-le à un exploiteur...

- Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d’analyse, en appelons à la constitution d’un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905

LVOG - Entre patrons et ouvriers il n'y aurait plus que des "divergences d’analyse", les militants restés fidèles au socialisme ou combattant au côté des travailleurs apprécieront.

Vous avez là le front unique ouvrier version front populaire de la racaille qui a plannifié la procession des journées d'action pour faire passer la loi Travail ou encore, qui ont appelé à voter Hollande, qui soutiennent tous les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU, etc. Mailly, Martinez, Mélenchon, etc.

- Être laïque, c’est reconnaître que l’État assure en même temps la liberté de conscience

LVOG - Etat qui a créé les conditions pour que l'idéologie barbare wahhabite puisse s'implanter et proliférer sous sa protection. Quand l'Etat a bonne conscience, c'est qu'il a forcément quelque chose à se reprocher dont les travailleurs ne doivent pas avoir connaissance.

La liberté de conscience ou de pensée aux uns, la liberté d'agir aux autres, et gare à ceux qui confondraient les deux ou qui ne disposent que de la liberté de conscience ou de pensée, s'ils étaient tentés d'en user, ils seraient férocement réprimés par l'Etat qui en use en toute liberté et que cautionne cet appel.

- Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte.

LVOG - Hormis celui du marché !

- La République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables

LVOG - Inutile, elle est pro capitaliste depuis son origine. Un aveu de complicité. Elle laisse trancher des têtes d'innocents, ce qui est assurément " plus ou moins respectable", quand elle ne tient pas la main des bourreaux.

- Ses Elus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions

LVOG - Dotés d'une majuscule comme hier les aristocrates une particule, l'élégance en moins pour cause de décadence ou de fin de régime. Les voilà en conseillers spirituels des représentants du régime, c'est touchant !

- La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées.

LVOG - Qu'elle soit hypocrite, on l'avait deviné, merci. La rhétorique adoptée par les trotskystes lambertistes francs-maçons.

Non, elle ne juge personne, elle matraque de préférence ceux qui ont commis le péché mortel de cesser de croire, ainsi soit-il. Même que le roi d'Arabie saoudite, l'émir du Qatar ou le sultan de Turquie sont ses amis, c'est pour dire à quel point elle est tolérante et mérite le respect, inclinez-vous peuples ingrats !

- Elle accorde à l'Ecole publique la noble mission d'instruire les enfants

LVOG - Elle les formate à l'image du régime, et son interprétation de l'histoire n'est pas vraiment destinée à permettre aux enfants une fois devenus adultes de posséder les connaissances requises pour comprendre le monde dans lequel ils vivent et oeuvrer pour le changer.

- c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'Ecole aujourd'hui.

LVOG - Les dociles serviteurs de l'Etat bourgeois sont intéressés, vous l'ignoriez, et bien maintenant vous le savez.

- La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie.

LVOG - Vous avez rêvé en estimant vivre sous un régime policier, une société de plus en plus militarisée, une dictature, en oligarchie. L'Etat des capitaliste garant de la démocratie, il fallait oser le sortir.

- La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. LVOG - A commencer par celle des exploiteurs, des négriers, des esclavagistes des temps modernes, des parrains des barbares d'Al-Qaïda, merci pour eux, ils vous le revaudront. Vous pensiez jusque là que c'était la lutte de classe qui permettrait de conquérir notre liberté, et bien vous vous étiez trompés, c'est au législateur ou greffier du régime que vous la devez

- Elle doit donc être préservée.

LVOG - Au passage vous aurez admirés le syllogisme, c'est leur spécialité pour enrober leur forfaiture de manière à abuser les naïfs ou ignorants.

Le premier prémisse : La loi de 1905 est une loi de liberté. (Pour qui et au détriment de qui ?)

Le second prémisse : Qui permet toutes les autres libertés. (Pour qui et au détriment de qui ?) Sauf celle de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et qu'il faut préserver s'il vous plaît.

La conclusion : Elle doit donc être préservée.

Là en l'occurence, ce n'est ni le premier ni le second prémisse qui est incorrect, faux ou relève de l'escroquerie, ce sont les

deux. Attention, à condition seulement de se placer sur notre terrain de classe indépendant, car du point de vue de celui des capitalistes ou des religieux il est juste, puisque ce sont eux qui en tirent profit ; les écoles ou institutions religieuses proliférent sur fond de démantèlement de l'école publique, et les nantis ne cessent d'accroître leur fortune, tandis que la pauvreté et la précarité gagnent sans cesse de nouvelles couches de la population.

Bref, longue vie à l'obscurantisme, au capitalisme, au règne de l'exploitation de l'homme par l'homme bénie par les anges gardiens de la laïcité, amen.

La liberté en général sous le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ne vaut que pour ceux qui détiennent le pouvoir d'en faire l'expérience ou de la mettre en pratique, autrement dit, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

Quand des trotskystes (POI) s'associent à des membres, des représentants ou des agents ouvriers de cette classe, à des bigots et à leur porte-parole dans le seul but que la liberté de conscience soit respectée, c'est uniquement la leur qu'ils entendent défendre qui se confond avec l'ordre établi

Pour qu'on ne m'accuse pas de faire un procès d'intention à ces braves paroisiens de la République bourgeoise ou de l'Etat des capitalistes, je reproduis leur appel ainsi que la liste des signataires disponibles hier sur Internet.

Pour le respect de la laïcité

A l'occasion du 9 décembre 2016, jour anniversaire de la promulgation de la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat

Pour le respect de la laïcité

C'est peu de dire que la laïcité va mal : malmenée, manipulée, vilipendée, on n'ose plus s'affirmer laïque par peur des amalgames et des contresens. Principe de paix, elle serait devenue sujet de discorde. Principe d'unité par-delà les différences, on lui assigne des fins identitaires.

L'extrême-droite, de tradition pourtant anti-laïque depuis toujours, veut s'approprier le mot pour mieux distiller son venin xénophobe. Hier les juifs, les arabes, aujourd'hui les musulmans. On ne peut se réclamer de la laïcité, quand on condamne les prières de rue, quand elles se font aux abords des mosquées, mais qu'on les soutient quand il s'agit de l'église Sainte Rita. On n'est pas laïque, quand on se fait le porte-parole des discours les plus réactionnaires du Vatican en appelant à la suppression du Planning familial.

Non, l'Islam ne serait pas par nature plus hermétique aujourd'hui à la laïcité que ne l'était le culte catholique en 1905. La laïcité n'a pas à s'adapter à une religion, de même qu'aucun croyant ne peut réclamer de droits particuliers. La République est séparée des religions, elle n'a pas à organiser les cultes.

Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d'analyse, en appelons à la constitution d'un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905. Être laïque, c'est reconnaître que l'État assure en même temps la liberté de conscience - croyant et non croyant - et le libre exercice des cultes. Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte. Par conséquent la République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables : elle demeure indifférente dans la seule limite du respect de l'ordre public et des lois communes.

Ses Elus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions. La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées. Elle accorde à l'Ecole publique la noble mission d'instruire les enfants : c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'Ecole aujourd'hui.

Nous, militants de la cause laïque, appelons à la plus grande vigilance contre toute tentative de détourner la laïcité de ses objectifs. En cette date anniversaire de la loi de 1905, nous en appelons au respect plein et entier de ses principes fondateurs. La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie. Ce n'est ni une police de la pensée, ni une option philosophique parmi d'autres valeurs particulières.

La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. Elle doit donc être préservée.

Premiers signataires : Guiseppe Aviges (vice-Président de l'Union Nationale Lycéenne – UNL), Jean Baubérot (ancien titulaire de la chaire Histoire et sociologie de la laïcité à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes), Alain Barbier (Secrétaire général de l'UFR de la FERC-CGT), Hervé Basire (Secrétaire général de la FERC- CGT), Thierry Baudet (Président de la MGEN), Christian Beauvais (Délégué Général de la Fédération du Pas de Calais et de l'Union Régionale des Hauts de France de la Ligue de l'enseignement), Nadia Bellaoui (Secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement), Hassan Benhsain (Président de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne – FIDL), Daniel Bénichou (Président de l'Association Le Chevalier de la Barre), Roland Biache (Délégué général de Solidarité Laïque), Jean-Marie Bonnemayre (Président du CNAFAL, Edith

Boulanger (Commission « Laïcité » du Mouvement de la Paix), Edouard Brézin (Président de l'Union Rationaliste, Ancien Président de l'Académie des Sciences), Marcel Caballero (Président d'honneur de l'Institut de Coopération Sociale Internationale (ICOSI) - vice-Président du Centre international de recherche et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC), Monique Cabotte-Carillon (Présidente du CEDEC : Chrétiens pour une Eglise Dégagée de l'Ecole Confessionnelle), Jean-Luc Cazaillon (Directeur général des CEMEA), Philippe Corcuff (maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon), Daniel Callewaert (Président fondateur du Cercle Laïque Maria et Gustave Dron – Tourcoing), Jacques Calvier (militant laïque), Jean-Yves Cerfontaine (Président du Cercle Laïque Jean Macé et ancien Secrétaire National de la FEN), Guy Cirla (Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Ariège), Charles Conte (Chargé de mission laïcité à la Ligue de l'enseignement), Guy Coq (administrateur de Confrontation et Membre de l' OFC), Dominique Dattola (Auteur réalisateur humaniste, citoyen du monde), Claude Dejean (Présidente du Cercle Condorcet de l'Ariège, Vice- présidente de la Ligue de l'Enseignement Fédération de l'Ariège), Abdoulaye Diarra (membre du Bureau national de l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF), Jean-Michel Ducomte (Président de la Ligue de l'Enseignement), Françoise Dumont (Présidente de la Ligue des Droits de l'Homme), Michel Eliard (Docteur ès-lettres, professeur émérite des universités), Christian Eyschen (vice-Président de la Libre Pensée), Philippe Forget (essayiste), Judith Fouillard (Secrétaire nationale de la FSU), Anne-Marie Franchi (ancienne Vice-présidente de la Ligue de l'Enseignement et ancienne Secrétaire générale des DDEN), Jean-Claude Frey (Président d'un groupement de mutuelles interprofessionnelles), Mireille Fridman (militante laïque de Toulouse), Gabriel Gaudy (Secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France de FO, libre penseur), Jean-Yves Gallas (Président du Comité francilien du Mouvement de la Paix), Maurice Gelbard (chercheur), Jacques Gelly (Président de l'Union Régionale des Fédérations des Œuvres Laïques Auvergne Rhône-Alpes de la Ligue de l'enseignement), David Gozlan (Secrétaire général de la Libre Pensée), Anne-Marie Harster (vice-Président de Solidarité laïque), Pascal Joly (Secrétaire général de l'Union régionale Ile-de-France de la CGT), Dadou Khel (Président du groupe "diversité/laïcité" de la Ligue de l'enseignement), Annie Lacroix-Riz (professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7), Pascal-Eric Lalmy (Conseiller municipal d'Osny (95), Hélène Langevin-Joliot (Présidente 2004-2012 de l'Union rationaliste), Lilâ Le Bas (Président de l'Union Nationale des Etudiants de France – UNEF), Jo Le Lameur (Président de la Fédération Française de Crémation), Polo Lemonnier (Secrétaire national de la FSU), Jacky Lesueur (syndicaliste), Jean-Claude Mailly (syndicaliste), Michel Miaille (professeur honoraire à l'Université de Montpellier, Président de la Ligue de l'Enseignement de l'Hérault), Paul Markidès (Vice-Président de l'Association Républicaine des Anciens Combattants), Roger Martelli (codirecteur du magazine Regards), Philippe Martinez (Secrétaire général de la CGT), Jean-Luc Mélenchon (Eurodéputé), Maurice Montet (militant pacifiste), Pascal Nakache (Avocat, membre du Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme), Michel Naud (ingénieur, chef d'entreprise, rationaliste scientifique), Gauthier Ngumbu (Président de la Ligue de l'Enseignement de Haute-Garonne), Françoise Olivier-Utard (militante laïque), Rémy Pech (professeur émérite et Président honoraire de l'Université de Toulouse - Jean Jaurès), Jean-Claude Pecker (Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France), Catherine Picard (ancienne Députée), Jean Louis Petriat (President d'Honneur du Groupe GMF et de la FNAC), Jean-Sébastien Pierre (Président de la Libre Pensée), Bernard Quelquejeu (membre de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité, co-fondateur du Groupe International, Interculturel, Interconvictionnel (G3i), Jean-Michel Quillardet (l'Observatoire international de la laïcité contre les dérives communautaires), Jean-Robert Ragache (Historien et Ancien Grand Maître du Grand Orient De France), Hubert Raguin (syndicaliste), Jean-Marc Raynaud (responsable des Editions libertaires), Caroline Rebhi (co-présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial), Liliane Rehby (Secrétaire Nationale de l'ARAC), Jean Riedinger (Secrétaire de l'Observatoire Chrétien de la Laïcité), Johannés Robyn (Président de l'Union des Athées - France), Patrice Rolland, (professeur de droit public), Joël Roman (Président de Islam et laïcité), Jean-Luc Romero (Président de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité), Pierre Roy (Président de la Fédération nationale laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et Anticléricaux), Frank Sammeth (Président de la société d'histoire du radicalisme), Jean-Marc Schiappa (Président de l'Institut de Recherche et d'Etudes de la Libre Pensée), Benoit Schneckenburger (Philosophe), Véronique Sehier (co-présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial), André Sirota (Président de l'Association nationale des CEMEA), Patrick Staat (Secrétaire général de l'ARAC), Benjamin Stora (Historien), Michèle Talfer (Bureau de l'Union rationaliste), Dominique Thys (Président de Solidarité laïque), Bernard Toulemonde (Inspecteur général honoraire de l'Education nationale), Pierre Tournemire (vice-Président de la Ligue de l'Enseignement), Michel Tubiana (Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme), Raphaël Vahé (Président de l'ARAC), Valentine Zuber (Historienne ou Directrice études à l'Ecole pratique des hautes études)

Syrie. Une vidéo

Pourquoi l'armée syrienne et ses alliés ont-ils bombardé des écoles, des hôpitaux ou d'autres infrastructures de l'est d'Alep tenu jusqu'à hier par les barbares d'Al-Nosra (Al-Qaïda) ? La réponse figure dans cette vidéo, ils les avaient transformées en QG, casernes, laboratoires ou dépôts d'armes.

Ecole minée et armes chimiques : une journaliste de RT explore un quartier d'Alep libéré (EXCLUSIF)
https://www.youtube.com/watch?v=drdupZmR614

La version vichyste du travail de retour

- Macron veut être "le président du travail" - Reuters

Emmanuel Macron, candidat aux prochaines élections présidentielles, a appelé jeudi à Rennes à l'avènement d'"une république contractuelle" qui fasse la part belle aux accords d'entreprise et dont il serait "le président du travail". Reuters

En oligarchie il n'existe aucun pouvoir placé au-dessus des banquiers et des multinationales

La "liberté de conscience" et la "liberté d'entreprendre" sont comme la République, une et indivisible, qu'on se le dise.

- L'obligation de publication des données des multinationales retoquée par le Conseil constitutionnel - 20minutes.fr

Selon les Sages, elle porte « une atteinte disproportionnée à la liberté d'entreprendre ». 20minutes.fr 08.12

En complément. Ils sont blasés, alors ils aiment bien se faire peur... pour rien !

- Affaire Cahuzac : «Ce jugement marque un virage et inquiète les banquiers» - LeFigaro.fr

Fillon invité en 2013 à participer à la réunion du groupe Bilderberg dont Rockefeller est le président d'honneur s'attaquer aux banquiers, vous y croyez vous ?

Comment, elle n'est pas belle la vie ?

- Malgré les difficultés, les étudiants français se disent satisfaits de leur situation - Liberation.fr

Obligés de travailler pour joindre les deux bouts et confrontés à des loyers très chers qui siphonnent leurs budgets, les étudiants jugent néanmoins leurs conditions de vie correcte. Liberation.fr 08.12

Des rejetons de nantis. A force d'augmenter les tarifs d'inscription à l'université, ils finiront par exclure les gosses de pauvres des études supérieures, ainsi les gosses de privilégiés seront entre eux et estimeront leur condition supportable.

Ah, ça coince déjà pour le châtelain Fillon!

Dans un article publié par Le Grand Soir figurait la photo de son château pour illustrer un article.

- Front contre la purge des dépenses publiques - Reuters

La baisse draconienne des dépenses publiques, dont le candidat de la droite à l'élection présidentielle de 2017 François Fillon s'est fait le champion, suscite un front du refus dans l'opinion publique française, selon une enquête de l'institut Elabe.

Selon ce sondage réalisé auprès de 1.003 personnes les 6 et 7 décembre pour Les Echos, l'Institut Montaigne et Radio classique, 90% des Français jugent ainsi inacceptable une réduction des dépenses publiques de santé.

Les sondés sont 89% à juger également inacceptable la réduction des dépenses en matière de sécurité ou de retraites, 86% quand il s'agit d'éducation, 82% concernant la justice et 70% s'il s'agit de l'environnement.

Ce front du refus traverse toutes les préférences partisanes, souligne l'institut de sondage.

Les avis sont en revanche moins tranchés quand il s'agit de réduire les aides sociales (50% se disent contre), les dépenses en matière de culture (53%) et l'indemnisation des demandeurs d'emploi (également 53% contre). Reuters 08.12

Le Brexit, it's very very big business ! C'est le paradis... fiscal !

Ah ben alors, qui l'aurait cru s'exclament les crétins !

- McDonald's transfère sa base fiscale européenne au Royaume-Uni - Reuters

McDonald's a annoncé jeudi qu'il transfèrerait sa holding d'optimisation fiscale européenne du Luxembourg au Royaume-Uni, une réorganisation qui intervient alors que l'Union européenne s'intéresse aux pratiques fiscales du géant de la restauration rapide dans le Grand Duché.

Le groupe américain a dit vouloir créer une nouvelle holding domiciliée au Royaume-Uni, qui percevra la plus grande partie des royalties générés par les accords de franchise hors des Etats-Unis. Reuters 08.12

Commentaire d'un internaute.

- "On parie sur le Brexit chez MacDo? Il faut dire que Londres et les paradis fiscaux c'est une longue histoire d'amour."

Allez au pif, un peu plus de trois siècles !

Ah ben ça alors, Wall Street ausi ?

- Wall Street poursuit sur sa lancée, le Dow gagne 0,33% - Reuters

Wall Street a fini sur de nouveaux records jeudi, couronnant un mois de hausse quasi continue depuis la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle du 8 novembre. Reuters 08.12

Ils ont de quoi.

- Trump nomme un "dur" au Travail - AFP

Donald Trump a confirmé jeudi l'orientation résolument conservatrice de sa future administration en choisissant le patron d'une chaîne de restauration rapide opposé à la hausse du salaire minimum comme ministre du Travail.

Le futur président des Etats-Unis qui s'est rendu jeudi à Colombus, dans l'Ohio, et était attendu en soirée dans l'Iowa pour une troisième réunion publique de sa tournée de "remerciements", a choisi Andrew Puzder, 66 ans, comme ministre du Travail et Scott Pruitt, un républicain de 48 ans, pour diriger l'Agence de protection de l'environnement (EPA).

Patron millionnaire de la chaîne de fast-food CKE Restaurants, Andrew Puzder estime qu'une hausse du salaire minimum génère des pertes d'emplois chez les moins qualifiés et soutient l'abrogation de la réforme de l'assurance-santé Obamacare.

"Puzder a démontré qu'il ne soutient pas les travailleurs", a réagi la présidente de l'Union internationale des employés de services (SEIU), Mary Kay Henry. AFP 08.12

Syrie. Désinformation et propagande hystérique des mauvais perdants.

Médecins du Monde est au serment d'Hyppocrate, ce que Reporter sans frontière est à l'information, la CIA ou la NED ou encore Robert Ménard à la démocratie.

- Alep-Est : "Ce n'est pas normal de tuer des civils et des soignants de manière délibérée" - Franceinfo

Des médecins se sont rassemblés jeudi 8 décembre à Paris en soutien aux médecins syriens qui essaient de soigner les victimes civiles habitant notamment dans la partie est de la ville d'Alep. L'un d'eux, Jean-François Corty, médecin et directeur des opérations internationales à Médecins du Monde, a expliqué à franceinfo que cette mobilisation avait pour but de rappeler que "ce n'est pas normal de tuer des civils et des soignants de manière délibérée".

"Depuis le début du conflit, les civils paient un lourd tribut dans cette guerre. Ce sont des centaines de milliers de blessés et de morts, des millions de réfugiés et de déplacés", relève le médecin qui dénonce "une destruction aussi quasi-systématique des hôpitaux et des centres de soins". Franceinfo 08.12

Médecins du Monde restera muet sur l'info suivante, normal.

- Alep: l'opposition « modérée » bombarde un hôpital militaire russe avec la protection de l'Occident - Arrêt sur Info

La communauté internationale est en train de commettre un crime contre l'humanité et les structures comme l'ONU, la Croix Rouge en sont les complices.

Hier, l'opposition dite modérée a bombardé un hôpital militaire russe qui venait juste d'être installé à Alep, au moment où il allait recevoir les civils. Tirs très bien ciblés, les terroristes furent parfaitement informés du lieu et de l'heure. Deux médecins militaires russes sont morts, un est gravement blessé et plusieurs civils ont été touchés. Mais aucune condamnation de la communauté internationale qui se bat à l'ONU pour faire cesser les combats contre tous les combattants, y compris Al Nusra et Daesh.

Alors que les tentes venaient d'être dressées, que les médecins militaires étaient en place et que les premiers patients arrivaient – heureusement les bus étaient en retard et le gros des civils n'était par hasard pas sur place – le groupe Nureddin-an-Zinkin a bombardé très justement le lieu. Attention, vidéo +18 ans. (...)

Manifestement, le sort des groupes terroristes inquiètent beaucoup plus cet étrange Occident, dans lequel il devient difficile de se reconnaître, que la vie des civils. Et le soutien qui est apporté à ces groupes qui commettent des crimes sans nom contre les civils, les enfants, les femmes, égorgeant, violant, les mettant enceinte de force, ces crimes commis contre l'homme parce qu'il est homme et non animal. L'Occident se rend coupable, de soutenir, protéger, favoriser la commission de crimes contre l'humanité. Arrêt sur Info 05.12

- Le Ministère de la Défense russe commente le bombardement de l'hôpital russe à Alep - Arrêt sur Info

Le porte-parole du ministère russe de la défense n'a pas mâché ses mots :

« Le sang de nos militaires repose également sur les mains des commanditaires de cet assassinat. De ceux qui ont créé, fait grandir, armé ces animaux dans des peaux d'homme, les appelant, comme justification devant leur conscience et leur électorat – opposition. Oui oui, sur vous, Messieurs les protecteurs des terroristes, les Etats Unis, la Grande Bretagne, la France et autres organisations et pays sympathisants. »

« Nous exigeons que la communauté internationale, ainsi que le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Médecins sans frontières et d'autres organisations internationales condamnent fermement l'assassinat délibéré des médecins militaires russes qui assumaient leur devoir médical en portant assistance à des civils d'Alep. Tous les acteurs et les auteurs du bombardement de l'hôpital mobile russe à Alep doivent en porter la responsabilité proportionnée ». Arrêt sur Info 06.12

Quand j'indique dans un article que telle ou telle ONG ou association est liée à la CIA, la NED, etc. vous pouvez le vérifier vous-même sur le Net, si toutefois vous ne trouviez pas d'articles convaincants ou suffisamment étayés, contactez-moi, j'ai archivé tout cela dans le disque dur. C'est le cas de la totalité des grosses ONG occidentales. Demandez-vous qui les financent à coups de millions de dollars ou d'euros et vous aurez tout compris.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Les travailleurs sociaux de la ville de Paris manifestent face au manque de solutions pour les précaires - LeMonde.fr

200 fonctionnaires ont débrayé jeudi pour dire leur ras-le-bol et leur épuisement. Une mobilisation inhabituelle.

La mobilisation est exceptionnelle pour ces 1 000 fonctionnaires peu syndiqués et peu habitués à faire grève, tant ils répugnent à pénaliser les plus précaires qu'ils sont chargés d'aider.

Ces soldats du social, en première ligne sur le front de la pauvreté qui s'aggrave, étaient venus témoigner leur ras-le-bol devant la charge de travail qui s'alourdit avec un public de plus en plus nombreux et en grande difficulté sans que les effectifs suivent. Les absences et les temps partiels nombreux dans cette profession jeune et féminine ne sont pas remplacés et retombent sur les collègues.

Ils ou plutôt elles – la profession compte 90 % de femmes – sont aussi venus dire leur épuisement, voire leur écœurement devant un travail « qui n'a plus de sens tant on a peu de solutions à proposer. On n'a pas de places d'hébergement, le 115 ne répond plus. C'est extrêmement violent d'annoncer à une famille qu'elle va dormir cette nuit dehors, témoigne Severine Parrot, déléguée FSU. Parfois, on fait les permanences la boule au ventre. »

« C'est un flux continu de réfugiés, de migrants. On accueille mal les gens, on n'a rien à proposer », renchérit un agent d'accueil à la permanence des sans-abri, qui préfère comme la plupart garder l'anonymat. « Moi je me demande pourquoi je fais ce boulot, d'ailleurs les familles nous le disent : vous parlez, mais à quoi servez-vous ? », confirme une assistante sociale dans le 20e arrondissement.

C'est aussi la pression du chiffre : fournir toujours plus de statistiques, justifier chaque tâche qui exaspère. « Obtenir une aide financière est de plus en plus complexe, il faut tout justifier, la demande se fait en ligne et donc les bénéficiaires ne peuvent le faire », raconte Elodie, qui travaille dans le 15e.

La pression s'est intensifiée avec le « Nouveau Paris solidaire », selon l'expression d'Anne Hidalgo, une nouvelle organisation mise en place en 2016 qui redéploie les effectifs mais ne les augmente pas. « On oriente une famille vers une association, il faut le dire au logiciel ; on obtient un colis alimentaire, il faut remplir les cases. Autant de temps à nourrir les logiciels qu'on ne passe pas à écouter et à comprendre ! », témoigne Deborah, assistante sociale dans le 14e arrondissement.

Cette informatique de plus en plus envahissante, ces fichiers collectant des données sensibles sur les familles bénéficiaires qui prolifèrent et circulent entre services posent un « problème d'éthique ». « Je sais que cette famille a réclamé, il y a près de dix ans une aide, et alors ! Il y a un droit à l'oubli ! », s'indigne Deborah. « Notre but c'est que quand quelqu'un sort de notre bureau, il aille un peu moins mal que lorsqu'il est entré », conclut cette syndicaliste.

Jeudi, les manifestants ont tambouriné à la porte du centre social Olympe de Gouges dans le 11e arrondissement, où se tenait la coordination annuelle des cadres de l'action sociale parisienne, copieusement hués à leur arrivée, notamment celle de Florence Pouyol, directrice du Centre d'action sociale de la ville de Paris (CCASVP).

Les manifestants auraient souhaité rencontrer des politiques : Anne Hidalgo, la maire de Paris, ou son adjointe à la solidarité Dominique Versini, ou Emmanuel Grégoire, chargé des ressources humaines. « Il ne peut nous recevoir il est à la fédération du PS, une espèce en voie de disparition », annonce un représentant de la CFDT dans le mégaphone.

Les travailleurs sociaux n'obtiendront que quelques minutes d'entretien avec Mme Pouyol, qui a consenti à s'extraire un instant de la réunion sous l'œil attentif de cinq CRS dépêchés pour l'occasion. LeMonde.fr 08.12

2- Fret ferroviaire: Deutsche Bahn supprime 300 postes en France - AFP

La filiale française de fret ferroviaire du groupe allemand Deutsche Bahn va supprimer environ 300 postes, déclenchant le premier plan social depuis l'ouverture à la concurrence du secteur en France en 2006. AFP 08.12

Grèce

- Grèce : grève générale contre l'austérié - euronews.com

Des navires restés à quai, symbole d'une Grèce partiellement paralysée ce jeudi par une grève générale de 24 heures, initiée par les principaux syndicats du public et du privé. Le mouvement a impacté le trafic maritime et ferroviaire, les transports en commun, les services publics ou encore les banques euronews videos

À Athènes, quelque 15.000 personnes ont défilé pour protester contre la poursuite de l'austérité réclamée par les créanciers du pays, UE-FMI. Parmi les mesures, figurent une révision du droit du travail, davantage de privatisations et de nouvelles taxes et hausses d'impôts. Pour ces Grecs, trop, c'est trop :

"Il y a un sentiment de déprime dans presque toutes les familles. Il y a d'énormes difficultés, non seulement économiques, mais aussi dans la sphère sociale", explique cette manifestante.

"Nos pensions de retraites ont été amputées d'au moins 40%. Les gens n'ont pas assez d'argent pour payer davantage de taxes. Ils ont travaillé dur et cotisé énormément, dit ce retraité grec.

Notre correspondant à Athènes, Stamatis Giannisis : "La possibilité d'une révision de l'accord entre le gouvernement et les bailleurs de fonds du pays, qui doit probablement conduire à davantage d'austérité, a alarmé les syndicats des travailleurs grecs, qui redoutent encore plus de coupes dans les salaires et les pensions de retraite." euronews.com 08.12

Le 10 décembre 2016

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée.

Correction.

Causerie du 6. Vidéos à visionner, c'est mieux que visionnée ! Je ne fais pas attention, je relis en coup de vent, les idées vont trop vite!

En attendant la suite de la causerie, il est 13h30 et je dois préparer ma salade de crudités et déjeuner, un complément à la causerie d'hier sur la laïcité.

C'est l'Etat, les représentants de la classe dominante et leurs armées de larbin de gauche et d'extrême gauche qui sont responsables des atteintes portées à la laïcité, du développement du racisme, de la xénophobie, etc

Je ne l'ai pas précisé hier, cependant les lecteurs honnêtes auront bien compris qu'il ne s'agissait pas de s'attaquer à la laïcité, mais de montrer qu'en s'en remettant à l'Etat ou à ses représentants officiant au sein des différentes institutions de la Ve République, l'orientation de cet appel n'était pas destinée à défendre ce principe et constituait au contraire un soutien au régime qui le piétine ou avec lequel il est incompatible au même titre que la démocratie.

Quand on nous propose une pétition, un appel, une déclaration, un communiqué, un article, un texte, un programme, ou lorsqu'on nous propose de participer à une réunion, un meeting, une conférence, un débat, une manifestation, un mouvement social, on doit impérativement se demander quelle en est l'orientation politique ou si cet exercice qui relève des moyens d'expression reflète l'orientation politique qu'on a adoptée ou s'il permet la libre confrontation des différentes orientations politiques, de sorte qu'il soit utile à la cause que nous défendons sous peine de participer à une opération destinée à la combattre.

Quand son orientation politique enrobée dans une rhétorique démagogique est manifestement destinée à servir les intérêts de notre ennemi de classe, s'y associer relève du reniement, de la trahison.

Le principe de la laïcité est aussi poreux ou élastique que ceux de la liberté, de l'égalité ou de la fraternité que l'on doit traiter de la même manière que Marx, en faisant ressortir que sa soit-disant neutralité garantie par l'Etat est un leurre ou un grossier mensonge destiné à duper les naïfs, et à permettre à ceux qui détiennent le pouvoir de le contourner à leur avantage en toute impunité, ce qu'on peut constater quotidiennement.

En fait, c'est davantage un principe contraignant pour ceux qui s'en réclament et qui sont appelés à le respecter, sous peine que ses opposants dénoncent leurs violations et s'en servent pour légitimer leur refus de s'y soumettre.

La laïcité est à la liberté de pensée, ce que l'apolitisme est à l'indépendance syndicale. Vous pouvez ajouter la propagande à l'information.

Vous aurez pu observer que pour accéder aux différentes instances des syndicats, être promus permanents par leurs dirigeants ou être intégrés à leurs appareils, il fallait que les militants aient renoncé à combattre pour l'émancipation du capital ou pour le socialisme dans les syndicats, qu'ils aient renoncé à se constituer en tendances sur la base de leur orientation politique, tandis que les dirigeants corrompus qui les contrôlent définissent une orientation politique conforme aux besoins de la classe des capitalistes qu'ils imposent à tous leurs adhérents, davantage par les moyens auxquels ils recourent et qui ne permettent pas de dresser les travailleurs contre le gouvernement ou le régime.

Des bureaucrates syndicaux corrompus prétendent ainsi êtres apolitiques ou rester neutre sur le plan politique, alors qu'en réalité il n'en est rien.

Avec la laïcité, c'est ce même principe de neutralité qui est avancé, cela vaut évidemment avec les principes de la République qui ont également un caractère démagogique, ce qui n'avait pas échappé à Marx. (A lire dans cette page)

Que de prétendus marxistes ou trotskystes qui se revendique de Jaurès se livrent à une telle opération nous éclaire sur leurs réelles intentions et est somme toute normal, puisque Jaurès n'avait eu de cesse de vouloir concilier matérialisme et idéalisme destinés à se neutraliser mutuellement, de sorte que ce mode de pensée relevant de la confusion ou de l'impuissance aboutissait au néant ou à une impasse politique, laissant le champ libre à toutes les interprétations possibles ou de préférence à ses différentes versions idéalistes, qui pouvaient s'épanouir tranquillement pour être les plus répandues dans la société. Jaurès ici comme ailleurs n'a jamais dépassé le stade de l'affrontement oral avec le régime, ce qui fera dire à Trotsky qu'entre son patriotisme et son internationalisme, il n'y avait pas lieu de se demander pour lequel il aurait opté s'il n'avait pas été assassiné à la veille de la Première Guerre mondiale.

Mettre en avant la question de la laïcité permet également d'évacuer la confrontation entre idéalisme et matérialisme et de se soustraire à la défense du matérialisme dialectique pour interpréter l'orientation de la société ou le développement de la situation mondiale.

Les pires réactionnaires à l'instar de Sarkozy ou Valls ou encore Le Pen par exemple, peuvent ainsi se réclamer de la laïcité et des principes de la République à des fins politiques qu'ils n'hésitent pas à afficher, autrement dit la laïcité fait partie de la panoplie des arguments démagogiques qu'ils emploient dans leurs discours pour finalement justifier ou faire passer leur politique antisociale ou réactionnaire.

Ils sont d'autant plus encouragés à y recourir, après avoir observé qu'en face aucun de leurs opposants ne liera dans leurs discours la défense de la laïcité à la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République auxquelles en réalité ils sont soumis, ne manquant pas une occasion pour le démontrer si besoin était, comme c'est le cas ici en l'occurrence.

Garde-à-vous.

Bientôt une formation au respect de la laïcité pour tous les agents du service public - LeMonde.fr

La commission « laïcité et fonction publique » a rendu son rapport vendredi. Le ministère de la fonction publique entend mettre en œuvre « immédiatement » six propositions. LeMonde.fr 09.12

Le "fait religieux" est dorénavant enseigné au collège, mais pas le matérialisme dialectique, et pour cause... On laissera de côté l'athéisme qui peut prêter également à bien des amalgames.

Ce qui est étonnant, c'est qu'on ne dispose déjà pas de forces suffisantes pour propager nos idées, mais on en trouve pour colporter celles qui flattent la bonne conscience des démagogues ou s'encanailler avec des membres du Parti radical, du PS ou de la franc-maçonnerie...

La suite de la causerie.

La question qui tue.

Lu dans un article ce matin.

- "Les régimes et les médias de l'Ouest n'ayant de toute évidence aucun respect à l'égard de la vérité, comment l'Occident peut-il être démocratique ?"

Quelle vérité, de qui ? On va aller loin comme cela, assurément.

La démocratie se décline à deux niveaux qui sont indissociables.

En quoi le "respect à l'égard de la vérité" serait-il un gage de démocratie ? Vous pourrez sortir toutes les vérités que vous voudrez, si le peuple n'est pas apte à s'en saisir, elles vous resteront sur les bras. Au minimum il faudrait qu'il ait les moyens d'élire les représentants qui en ont la capacité et qui incarnent ses besoins. Ensuite il faudrait qu'il se donne les moyens de la faire respecter, ce qui implique qu'il disposerait du pouvoir politique, ce qui n'est pas le cas

La démocratie à toutes les sauces a conduit à toujours plus de confusion. On devrait pratiquement le bannir de notre discours, cesser d'en parler au passé ou au présent.

Syrie. Décryptage de la propagande officielle.

- La grande tricherie mise à découvert à Alep - Par Oscar Fortin - Mondialisation.ca 05.12

Extraits.

Lorsque les terroristes se révèlent être des mercenaires à la solde de la coalition internationale, la lutte contre les terroristes prend un tout autre sens.

Ce qui se passe présentement à Alep, ville de 1 693 603 habitants, met à découvert cette grande mise en scène d'une coalition internationale qui se proclame contre le terrorisme tout en l'alimentant, le soutenant et l'orientant militairement.

Les derniers évènements de la confrontation des forces gouvernementales syriennes et de ses alliés contre ces terroristes qui utilisent la population locale comme bouclier humain mettent en évidence ces liens étroits qui existent entre ces terroristes et Washington.

De fait, pendant que l'armée arabe syrienne et ses alliés combattent fermement ces terroristes, Washington et la presse qui en est l'écho transforment ces combats contre ces terroristes en combats contre les civils et le peuple syrien.

Autant les médias se portaient à la défense de ces pauvres civils, cibles perpétuelles des attaques des forces armées gouvernementales, autant leur libération et hébergement dans des milieux sécurisés par ce même gouvernement est

passé sous-silence.

Ce qui devient une bonne nouvelle pour ceux qui souhaitent la libération de cette partie d'Alep, sous contrôle des terroristes, devient une mauvaise nouvelle pour ceux qui se présentent pour les défenseurs des populations civiles tout en soutenant ces terroristes confrontés à une défaite inévitable. Une fois que nous savons que ces terroristes sont des leurs au service de la cause visant le départ du président Bachar Al Assad, nous pouvons comprendre qu'ils souhaitent les sauver de l'extermination qui les attend.

La guerre pour la vérité fait lever les boucliers de la censure qui ne cesse de se multiplier dans les médias, dans les agences gouvernementales, dans les réseaux sociaux. Tout récemment, l'Union Européenne a émis une résolution visant à limiter l'accès des réseaux à l'information russe.

Ce que nous reprochions à l'ex URSS est ce que l'Occident applique au niveau de l'information, c'est à dire la censure la plus stricte. Mondialisation.ca 05.12

Ils ne peuvent plus contenir la réalité.

- Des rebelles empêchent les civils de fuir Alep-Est - LeFigaro.fr

Selon l'ONU, des djihadistes n'hésitent pas à faire usage de leurs armes pour les obliger à rester. LeFigaro.fr

Ils se lamentent.

- « Assad va rester au pouvoir » - LeParisien.fr

- Les moyens de l'Otan utilisés par les jihadistes pour attaquer un hôpital à Alep-Ouest - Le Réseau Voltaire 08.12

Le 5 décembre, les jihadistes d'Alep-Est ont tiré sur un hôpital militaire que la Russie venait d'installer à Alep-Ouest pour soigner les enfants fuyant la dictature d'Al-Qaïda.

L'hôpital avait été déployé le jour-même.

Immédiatement, les autorités russes ont accusé les États-Unis, la France et le Royaume-Uni d'avoir fourni aux jihadistes les coordonnées de leur hôpital.

Plusieurs membres de l'Otan ont répondu en accusant la Russie de « bloquer le Conseil de sécurité de l'Onu » [1].

Après vérification, il apparaît que les jihadistes ont directement touché l'hôpital sans procéder aux tirs de réglage habituels de l'artillerie ; qu'ils ont effectivement reçu les coordonnées de l'hôpital sous forme d'image satellitaires ; que ces images ont été fournies par le LandCom —le centre de commandement des Forces terrestres de l'Otan, situé à Izmir (Turquie)—.

Comme en Libye où les moyens de l'Otan ont été utilisés par quelques États membres sans autorisation du Conseil atlantique et donc en violation des statuts de l'Organisation, la guerre contre la Syrie est menée depuis le premier jour sous la coordination de l'Alliance atlantique. Le Réseau Voltaire 08.12

Note

[1] « Déclaration des chefs d'Etat et de Gouvernement de la France, de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de l'Italie et du Royaume-Uni à propos de la situation à Alep », Réseau Voltaire, 7 décembre 2016.

Les "escadrons de la mort" de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

- Obama étend la portée mondiale des escadrons de la mort des Forces d'opérations spéciales des États-Unis - Par Patrick Martin Mondialisation.ca 03.12

Dans les grandes mesures qui n'ont été rapportées que brièvement par la presse de l'establishment, le président Obama a donné une nouvelle portée au Joint Special Operations Command (JSOC), le Commandement des opérations spéciales interarmées du Pentagone, l'autorisant dorénavant à mener des assassinats partout dans le monde.

Obama a approuvé une proposition de donner au JSOC l'autorité de fonctionner en autonomie en dehors des commandements régionaux, essentiellement comme une force d'assassinat mondialisée. Les unités du JSOC ne relèveront donc plus des commandants régionaux, mais directement du Special Operations Command (SOCOM), le Commandement des opérations spéciales siégeant au Pentagone.

Selon le Washington Post, «Des missions pourraient être menées bien au-delà des champs de bataille de l'Irak, de la Syrie et de la Libye, où le Commandement des opérations spéciales interarmées (JSOC) a déjà effectué des opérations clandestines dans le passé. Une fois opérationnel, le JSOC passera d'un outil de frappe utile et très apprécié des commandements militaires régionaux à une nouvelle force de renseignement et d'intervention multi-agences.»

Le mandat de la nouvelle formation, qui sera appelée la «Counter-External Operations Task Force» (Force opérationnelle de contre-opérations extérieures), ou Ex-Ops dans le jargon du Pentagone, embrassera toute la planète. Les escadrons de la mort américains pourront dont être déployés pratiquement n'importe où, des villes européennes aux jungles sud-américaines, en passant par les États-Unis mêmes.

Cette décision est probablement, à tout le moins en partie, une réaction à la débâcle des États-Unis dans leur «guerre contre le terrorisme» du point de vue des objectifs mondiaux de l'impérialisme américain.

Les guerres menées par les États-Unis en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, et les frappes de drones répétées dans d'autres pays, y compris au Pakistan, au Yémen et en Somalie, ont infligé des niveaux catastrophiques de mort et de destruction, mais elles ne sont pas parvenues à imposer le contrôle hégémonique espéré par les États-Unis sur la région et ses vastes ressources énergétiques. La décision d'Obama représente une volonté d'escalader la violence militaire américaine en Asie centrale, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà.

Dans sa première déclaration postélectorale, Obama s'est bien efforcé de minimiser les vitupérations de la campagne électorale, déclarant que la lutte électorale entre les démocrates et les républicains n'était rien de plus qu'une «mêlée intramurale». Il n'y a là rien de plus vrai: les deux partis représentent bien en effet la même classe, la même aristocratie financière américaine et ses intérêts mondiaux, défendus en fin de compte par la mort et la destruction qu'elle sème avec sa machine de guerre. Mondialisation.ca 03.12

En complément

- Un troisième dirigeant passé par Goldman Sachs va rejoindre l'administration Trump -

- Selon la presse américaine, Gary Cohn, le numéro deux de la banque, devrait diriger le Conseil national économique. LeMonde.fr 09.12

La crise du capitalisme les déstabilise.

- Fillon confronté à ses premières difficultés jusque dans son propre camp - AFP

Moins de deux semaines après avoir remporté haut la main la primaire de la droite, François Fillon est confronté à ses premières difficultés, en partie issues de son propre camp, inquiet de son projet de réforme de la Sécurité sociale. AFP 09.12

- Julien Dray menace de "mettre son poing dans la face" du chef de cabinet de Le Foll - LePoint.fr

Moquant la candidature de Vincent Peillon, dont certains soupçonnent Julien Dray d'en être l'instigateur, Rémi Branco a provoqué le courroux du "baron noir". LePoint.fr 09.12

Sur Peillon, hormis sa loi scélérate sur l'école. Longue causerie du 15 février 2014 lors de la sortie de son livre *La Révolution française n'est pas terminée*.

Un internaute avait noté ceci :

- "Vincent Peillon a célébré en 2009 la Bar-Mitsva de son fils Elie à la synagogue de la Place des Vosges à Paris. Pour la circonstance, Vincent Peillon, qui a épousé en seconde noces la journaliste Nathalie Bensahel, avait mis les tefillins « amulettes » et était monté à la Torah. Il est père de quatre enfants : Salomé, Maya, Elie et Izaak." Il déteste apparemment les prénoms qui n'ont pas une consonnance juive.

Le candidat du Crif supplétif de Valls. Justement à propos de Valls :

- "Il a le souci de la synthèse", se félicite-t-on à l'Elysée, où l'on sait apprécier cette qualité. "C'est un mécanicien du génie politique, qui excelle dans la tactique", explique un proche de Vincent Peillon, cité par L'Opinion. francetvinfo.fr 27.05.2015

Le 23 septembre 2012.

Causerie : Infos trouvées en naviguant d'un lien à un autre sur Internet.

Vincent Peillon – Ministre de l'Education Nationale : Issu d'une famille juive par sa mère (lui-même nomme ses quatre enfants Salomé, Maya, Elie et Izaak), son père fut banquier (directeur général de la Banque Commerciale d'Europe du Nord). Marié à la journaliste Nathalie Bensahel. Militant trotskyste à ses débuts. Soutien de Dominique Strauss-Kahn en 2011, il se rallie ensuite à François Hollande. Sioniste, il est Franc-Maçon membre du Grand Orient de France. Il prône une « république spirituelle », considérant « la Franc-Maçonnerie et la laïcité » comme « religions de la république ». Il soutient la ratification du Traité de Lisbonne par la France, et milite pour le fédéralisme européen, et « une harmonisation politique, économique et fiscale au sein de l'Europe ». Au Parlement Européen, il défend les intérêts sionistes et collabore activement au projet de déstabilisation de la Syrie.

Il fait aussi partie du comité d'honneur du Cercle Léon Blum dont les membres se revendiquent ouvertement du sionisme.

Juif et sioniste assumé, franc-maçon fils de banquier, il a en effet le profil d'un candidat du PS

Et en plus ça rapporte déjà !

- Le programme de Jean-Luc Mélenchon parmi les dix meilleures ventes de livres - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Corée du Sud

Corée du Sud : cris de joie, danses et manifestations pour fêter la destitution de la présidente - Francetv inf

Vendredi 9 décembre, les rues de Séoul ont vu défiler des milliers de manifestants pour fêter leur victoire. La raison ? Les députés ont adopté une motion de destitution contre la présidente

Park Geun-hye, éclaboussée par un vaste scandale de corruption.

L'adoption par l'Assemblée nationale de cette motion de destitution transfère l'autorité de Park Geun-hye au Premier ministre.

Le texte a été adopté par 234 voix contre 56, soit largement la majorité des deux tiers des 300 votes nécessaires, ce qui a déclenché des manifestations de joie parmi les opposants à la présidente rassemblés devant l'Assemblée.

Cette destitution s'explique en bonne partie par les manifestations monstres qui ont vu des millions de Sud-Coréens en colère exiger le départ de la présidente. Après un peu moins de quatre ans de mandat, elle affronte ainsi la perspective de devenir le premier chef de l'Etat sud-coréen démocratiquement élu à être mis dehors. Francetv info 09.12

ECONOMIE

Russie

- La Russie cède 19,5 % de Rosneft à Glencore et au Qatar - voltairenet.org

La Fédération de Russie, qui détient directement 50% du capital de Rosneft, vient d'en céder 19,5% à Glencore et au Qatar.

On ignore la répartition exacte du capital.

Rosneft est la première entreprise pétrolière mondiale.

Cette décision intervient alors que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis laissent prévoir la levée des sanctions économiques contre Moscou, et alors que l'accord de réduction de la production pétrolière prise au sein de l'OPEC devrait permettre à la hausse des prix de se poursuivre lentement.

Rosneft avait par ailleurs acquis le pétrolier Bachneft juste avant cette privatisation. À cette occasion, selon le Comité d'enquête de la Russie, le ministre de l'Économie, Alexeï Oulioukaïev, aurait illégalement perçu 1,8 million d'euros pour donner son accord. Le ministre a été placé en résidence surveillée.

La valeur boursière de Rosneft est évaluée à 55,02 milliards d'euros. Les actions cédées à Glencore et au Qatar l'ont été avec une décote de 2%, soit 10,5 milliards d'euros.

Le Qatar est déjà actionnaire majoritaire de Glencore.

Les 10,5 milliards d'euros de recettes seront reversés à l'entreprise publique Rosneftegaz, qui devrait en verser à son tour une partie à l'État. Ils seraient alors utilisés pour couvrir le déficit provoqué par les sanctions économiques européennes.

Séparant totalement sa politique économique de sa politique étrangère, la Russie a ainsi scellé une alliance avec le Qatar qu'elle combat militairement en Syrie. voltairenet.org 08.12

Le 13 décembre 2016

CAUSERIE

Le document de Pierre Salvaing a été téléchargé 558 fois depuis sa mise en ligne et consultés 3660 fois, bravo à lui et à vous !

Les médias dits alternatifs multiplient la publication d'articles sur la situation à Alep (Syrie) qui révèlent l'ampleur de la propagande et de la désinformation auxquelles se livrent les gouvernements occidentaux et les médias institutionnels. On publiera les plus significatifs.

On se demande au passage comment des militants ouvriers peuvent-ils encore soutenir des partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui soutiennent ces entreprises pilotées par l'OTAN ou refusent de communiquer les informations contenues dans ces articles, et sans lesquels il est impossible de comprendre la situation ou de ne pas se faire manipuler. C'est une manière comme une autre de soutenir le gouvernement français impliqué au côté des Américains dans la guerre contre la Syrie.

Autre chose plus personnel.

En raison de la mousson qui a fait des siennes hier, on a été privé de courant pendant près de 24 heures, du coup mon travail a été perturbé. Mes batteries de secours sont HS et j'économise pour les remplacer, 30.000 roupies, soit environ 400 euros. Donc j'éteins l'ordinateur dès que le courant est coupé, et je garde le peu de courant que délivre encore les deux batteries pour avoir de la lumière en soirée ou une partie de la nuit.

Si je continue l'actualisation du portail, je demanderai aux lecteurs une participation financière, car depuis la nouvelle tarification d'Internet ma facture est passée de 1.100 roupies à 2.500 roupies, et encore je limite les recherches sur le Net pour ne pas l'alourdir davantage. J'ai même restreint le téléchargement de films en tamoul pour ma compagne, parce qu'ils sont très volumineux.

Je ne parviens pratiquement plus à économiser parce que l'inflation flambe et mes revenus n'ont cessé de diminuer depuis 3 ans. De plus j'aide des membres de la famille de ma compagne Selvi qui sont très pauvres et doivent faire face à de graves difficultés. Je me démunis pour aider des gens qui ne peuvent pas faire face à des besoins élémentaires. Cet argent me fait défaut, j'en aurais besoin pour remplacer certains équipements défectueux ou finir les travaux de ma maison, mais j'estime que leurs besoins passent avant les miens. Cela me force à me priver davantage pratiquement sur tout, comme la semaine dernière où je suis allé au marché de Pondichéry, par curiosité j'ai demandé le prix du kilo de poisson, du saumon et du requin, quand on m'a dit le prix, 700 roupies, j'ai renoncé à en acheter, d'ailleurs le marché était pratiquement vide, Selvi achètera des sardines trois fois moins chères et on s'en contentera, une fois bien cuisinées ce sera excellent. Et ma famille direz-vous ? Je suis déjà mort pour elle.

Tout chez nous est ancien ou a déjà été réparé plusieurs fois, l'ordinateurs (6 ans) que je bricole sans cesse, la machine à laver

(12 ans) qui fait un bruit infernal et va lâcher d'un jour à l'autre, le scooter d'occasion que j'ai encore réparé la semaine dernière, un ventilateur tout rouillé aussi, le climatiseur que je n'entretiens pas, tous les articles électroménagers ou autres équipements ont plus de 20 ans et je n'en ai pas remplacé certains, pas de fer à repasser, pas de chaîne hifi, pas de radio, plus d'appareil photo, plus de télé et évidemment pas de bagnole, bref rien de superflu ou d'inutile, seule le réfrigérateur est récent, on ne peut pas s'en passer ici, j'oubliais le téléphone. Quant aux meubles, ils ont subi le tsunami de 2004 et je n'ai rien racheté, je les ai raffistolés et ça tient ainsi. Aucun colifichet, pas de rideaux, pas de tapis, pas d'abat-jour, pas de livres, disques, cassettes, pas de resto, cinéma, concert, sortie, vacances, etc. quand j'affirme qu'on survit, je n'exagère pas, c'est l'expression qui convient le mieux à notre condition. Et je peux vous dire que cela suffit au bonheur de ma compagne, donc au mien. Malgré tout on est de bonne humeur et on garde le moral.

On n'ose pas se plaindre ou trop nous étendre sur cette question par respect pour tous ceux dont la condition est bien pire que la nôtre, on pense notamment à nos soeurs et frères syriens, soudanais, yéménites qui souffrent de la faim et de la guerre. On leur dédie notre travail.

Pour commencer la semaine dans la bonne humeur, j'avais retenu cet instant de détente offert par le Monde ou plutôt sa face "cachée".

Le Monde montre ici qu'une bien piètre considération pour ses lecteurs qu'il prend pour des demeurés, quoiqu'il faille admettre qu'il sait de quoi ou de qui il parle (les Csp+ pour cas socio-psychiatrique.).

- La face cachée du sexe féminin - LeMonde.fr 11.12

Par Maïa Mazaurette, journaliste au Monde.

Le sexe féminin n'est pas invisible (En effet il s'expose partout, la prostitution fait partie de l'art de la gouvernance chez les oligarques. - ndlr) : nous refusons de le voir (Il faudrait être aveugle. - ndlr). Il n'est pas impensable (Mais qui pense encore de nos jours, les abonnés du Monde ?- ndlr), seulement ignoré, par paresse intellectuelle (Crétinisme intellectuel ou défaillance cérébrale serait plus précis. - ndlr) et par pur égoïsme (Un lieu commun. - ndlr). Et pourtant. Le désir des femmes est là (Affirmation bien péremptoire après cela. - ndlr), présent, complexe, tissé de chair, de neurones (C'est à démontrer dans votre cas. - ndlr) et de terminaisons nerveuses (Hystérique, elle voulait dire. ndlr). Il est mesurable (Au pied à coulisse ! - ndlr). Malgré notre culture du déni (Ah si vous l'avouez, on ne vous contredira pas. - ndlr), il parvient à exister (Ca a du bon parfois le matérialiste. - ndlr) , il commence même à s'exprimer (A devenir envahissant. - ndlr) : le sexe parle (Pense à la place du cerveau chez les obsédées dans votre genre. - ndlr), tendons l'oreille (Poliment vous nous les cassez déjà ! - ndlr)– ça nous changera. (Il y en a qui ferait mieux de la fermer, ça nous soulagerait !- ndlr)

LVOG - Tous à poil !

Que de telles dégénérées officient dans les rédactions des médias officiels expriment la décadence d'un régime qui ne survit que grâce à l'absence d'une nouvelle direction du mouvement ouvrier.

LeMonde.fr - De toute façon, s'il fallait voir le désir féminin, pourquoi s'acharner à le couvrir ? Pourquoi ce double standard qui veut qu'un homme puisse montrer ses seins, mais pas une femme, alors même que cette tolérance permettrait de rendre visibles au moins certaines manifestations d'envie ? (Vous ignoriez que la physionomie des seins d'une femme changeait quand elle avait envie, et bien vous venez de l'apprendre, une pure invention en fait. Quelle cinglée !- ndlr) Pourquoi nous priver de parole sexuelle, de mots cochons, de la liberté de faire des avances (« Dans la bouche d'une femme c'est vulgaire ») ? (Quelle allumeuse ! Encore une frustrée. - ndlr)

LVOG -Quand une femme vous adresse des regards languissants n'allez surtout pas vous figurer des choses... Vous n'avez encore rien vu.

LeMonde.fr - Plutôt que de s'interroger sur un désir intrinsèquement invisible, il faudrait se demander pourquoi nous refusons de voir. Pourquoi nous détournons, non pas notre regard, mais des corps en entier. On peut avancer des raisons morales ou religieuses, du double standard, une pudeur sélective. Mais aussi de la méchanceté : on castre les femmes. (On se disait bien qu'elle avait développé un complexe de castration aurait dit Freud. - ndlr) On les réduit à des orifices, on les réduit au vide. (Quelle vulgarité, dans le reste de son article elle n'aura que le mot "trou" à la bouche pour en parler ! - ndlr) On tente de les anéantir. (L'attitude des hommes serait criminelle, mais celle des femmes portées à l'auto-castration ne serait pas suicidaire. - ndlr). Ce n'est pas très sympa. (C'est très con ! - ndlr)

Quand l'invisibilité tourne à l'obsession chez cette clitoridienne refoulée.

Même si le désir féminin était réellement invisible, on pourrait toujours le rendre dicible. (C'est à croire qu'elle en doute ou ignore de quoi elle parle. - ndlr) Il suffirait de nous poser la question. Il suffirait de nous demander si nous avons envie. (On ne la posera

pas à cette névrosée par crainte de la réponse ! - ndlr) Une fois encore, si l'ordre social s'en abstient, c'est dans l'intérêt des hommes : ne pas savoir, c'est pouvoir outrepasser. (C'est peut-être la seule chose sensée qu'elle a sorti dans cet article. Alors attaquons-nous à "l'ordre social" établi. -ndlr)

LVOG - La division de la société en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables se traduit par un complexe de supériorité chez ceux qui détiennent le pouvoir, et un complexe d'infériorité chez ceux qui n'en détiennent aucun, par conséquent comme la société est bâtie sur un modèle patriarcal, ce sont les hommes dominants qui seront portés à développer un complexe de supériorité et les femmes dominées un complexe d'infériorité. Il en découle que les comportements des deux sexes et les principes moraux qui servent à les justifier ont été édictés par des hommes en faveur des hommes et au détriment des femmes. Au lieu de faire le procès des hommes, c'est celui du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faudrait faire.

Les théologiens les ont théorisés non sans une arrière pensée, pas n'importe comment, en sanctifiant le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme instauré sur la base de la division du travail instaurée très tôt entre les hommes et les femmes et les vouant donc à un statut social distinct, en privilégiant les hommes du fait que c'était eux qui produisaient les richesses ou pourvoyaient à la subsistance de la tribu, du clan, etc. tandis que les femmes ne jouaient plus qu'un rôle mineur réduit à la reproduction de l'espèce une fois que le patriarcat s'était imposé.

Quant au désir féminin, rassurons nos lecteurs : il existe ! Vous vous en doutiez, bravo !

En complément.

- Le plus vieil oiseau marin a encore pondu, à 66 ans. - AFP

Les biologistes de la réserve naturelle américaine des Iles Midway dans le Pacifique ont observé l'albatros de laysan, appelé Wisdom, retourner pondre début décembre. C'est l'oiseau marin sauvage le plus âgé à concevoir, à au moins 66 ans. AFP

Braves gens vivez en paix ou le mur de la honte des bonnes consciences qui s'accommodent du capitalisme.

- Le mur « anti-intrusions » de la rocade de Calais est achevé - lemonde.fr

La construction d'un mur « anti-intrusions » à Calais est terminée, a annoncé lundi 12 décembre la préfecture du Pas-de-Calais. L'édifice de 4 mètres de hauteur et 1 kilomètre de long prolonge les grillages déjà installés sur la rocade près du port.

Financé par le Royaume-Uni – à hauteur de 2,7 millions d'euros –, il doit être progressivement végétalisé côté circulation et vise à empêcher les migrants de monter clandestinement dans des camions.

Les travaux d'édification avaient débuté le 20 septembre, alors que « le camp de la Lande » – le nom officiel de la « jungle » où vivaient plusieurs milliers de migrants – était situé à proximité. Le camp a été démantelé à la fin d'octobre.

« C'est un outil extrêmement important, ça montre que l'autoroute est sécurisée », avait déclaré Jean-Marc Puissesseau, PDG du port de Boulogne-Calais, à la fin de novembre à l'occasion d'une conférence de presse. lemonde.fr13.12

Un baron vert à la tête de l'Autriche. Un brave "réfugié", c'est à la mode, dont les parents avaient fui l'URSS pour se réfugier dans l'Allemagne nazi. .

On se disait bien qu'il y avait un ver dans ce fruit pourri.

- Le petit "réfugié" autrichien - Jean Levy - Le Grand Soir

Autriche : quand "le petit réfugié", "qui a fui l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale" pour gagner la grande Allemagne de Hitler, est devenu "le président qui a barré la route à l'extrême-droite"

Le Monde (05/12/16) se réjouit de l'échec du candidat du FPÖ. Pour le quotidien, dit de référence, l'extrême-droite a été battue en Autriche. Et de désigner le vainqueur, "un petit réfugié" venu d'ailleurs, le candidat Van der Bellen, qui a vaincu le dragon, présenté comme une résurgence du nazisme.

Chacun comprend le sens de l'allégorie : il a fallu que ce soit un miraculeux fils d'étranger qui opère le miracle. En ces temps où l'immigré est la cible de la "'fachosphère", l'élection autrichienne devient symbolique. Et l'allégresse du Monde est telle que le journaliste en rajoute sur l'itinéraire européen de la famille du nouvel élu, afin de "prouver qu'un petit réfugié peut devenir un grand président".

Ainsi le journaliste précise que "les parents de M. Van der Beullen ont fui l'Union soviétique pendant la seconde guerre mondiale". Cette précision donnée sans commentaire étonne le lecteur averti : fuir l'Armée rouge boutant les hordes nazies n'apparaît pas comme une référence d'antifascisme, surtout que le correspondant du Monde en Autriche insiste et donne des détails sur l'itinéraire suivi par les parents Van der Bellen : "La famille Van der Bellen, a émigré au XVIIIéme siècle des Pays-Bas vers la Russie, d'où elle fut chassée en 1917 en direction de l'Estonie par les bolcheviks, avant de gagner Vienne où Alexander naître en 1944. L'occupation soviétique du secteur obligera encore tout le monde à partir, cette fois pour rejoindre la profondeur rassurante des vallées alpines les plus reculées".

Or, au 31 décembre 1944, l'Autriche faisait encore partie de la "Grande Allemagne"... Ainsi les parents Van der Bellen ont fait retraite avec l'armée hitlérienne pour s'installer en Autriche, où règne encore le Führer, et ils décampent à nouveau quand Vienne est libérée par les Soviétiques.

On peut s'étonner que le journaliste semble trouver normal ce périple... Faut-il lui rappeler que c'est grâce à l'Union soviétique que la France à été libérée, car si les 200 divisions allemandes du front de l'Est avaient pris leurs quartiers en Normandie, le débarquement allié n'aurait pas eu lieu. Et puis, revenons à l'élection autrichienne, disons que si son vainqueur n'est pas responsable du choix de ses parents, le parrainage de ceux-ci fait tache en matière de référence de lutte contre l'extrême-droite.

LGS : pour ce qui est de ses origines familiales, le petit "réfugié" ne vient pas de nulle part. Citons Wikipédia : "En 1763, ses ancêtres néerlandais immigrent à Pskov et y sont anoblis. Son grand-père, né à Pskov, fuit l'Empire russe pendant la révolution bolchévique de 1917, en Estonie où lui et sa famille trouvent refuge. Entre 1940 et 1941, après l'occupation de l'Estonie par l'Union soviétique, le père d'Alexander Van der Bellen, un baron de l'Empire russe, parvient, avec sa future femme Alma Siebold, d'origine germano-estonienne, à se rendre en Allemagne, puis, de là, à Vienne." Le Grand Soir 11.12

Dossier Syrie.

L'une des manifestations que vous n'avez sans doute jamais vue.

Le 19 Octobre 2011, plus d'un million de Syriens sont sortis dans les rues pour manifester leur soutien au Président Bashar Al Assad.

Plus d'1 million de syriens manifestent pour soutenir Bashar Al Assad à Alep
https://www.youtube.com/watch?v=u-O6xpEIA1w

Sur CNN. L'Empire craque de partout...

Rep. Tulsi Gabbard Introduces Bill to Stop Arming Terrorists
https://www.youtube.com/watch?v=uKV1sTw8zOc

La députée Tulsi Gabbard dit que le gouvernement US finance l'EI et Al-Qaïda (en français)
https://www.youtube.com/watch?v=ENgIK3qWCzw

Valls soutient la dictature effroyable d'Arabie saoudite alliée des Etats-Unis et Israël.

Valls sur l'Arabie Saoudite
https://www.youtube.com/watch?v=tB_ZpCrWrR0

- Yémen: 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë - AFP 12.12

Valls le justifie au nom de l'économie et des emplois que créent ou préservent les bonnes relations et le commerce avec la monarchie wahhabite saoudienne.

Désinformation, comment cela fonctionne ? Mode d'emploi.

La libération d'Alep.

- Syrie : "La chute d'Alep est vraisemblablement actée" - Franceinfo

Le soulagement de la population civile.

- Alep : le martyre de la population civile - Franceinfo

Elle est le symbole de l'impuissance de la communauté internationale, la ville d'Alep en Syrie est sur le point d'être reprise par l'armée syrienne. Franceinfo

L'armée de mercenaires sanguinaires supplétive de l'OTAN vaincue.

- Syrie : la bataille d'Alep s'achève dans les atrocités selon l'ONU - M6info

Ce mardi, la bataille d'Alep entre dans sa phase finale. Les rebelles sont en passe de perdre leurs derniers bastions et les militaires de Bachar Al Assad et leurs alliés russes de remporter la victoire après un siège terrible de plusieurs semaines. M6info

Soutien aux barbares d'Al-Nosra.

- Trois députés français à Alep pour "affirmer un soutien à la population" - L'Express.fr

Dimanche, Cécile Duflot (EELV), Hervé Mariton (LR) et Patrick Mennucci (PS) devraient se rendre en Syrie avec le maire d'Alep-Est, Brita Hagi Hasan pour "affirmer [leur] soutien à la population" et alerter sur la situation de la ville martyre d'Alep. L'Express.fr 10.12

Les Etats-unis coupables de "crimes contre l'humanité".

Alep: Le régime coupable de "crimes contre l'humanité" (Kerry) - AFP

Les forces armées syriennes qui bombardent la ville d'Alep sont responsables de "crimes contre l'humanité" et de "crimes de guerre", a jugé samedi 10 décembre lors d'une conférence internationale sur la Syrie à Paris le secrétaire d'Etat américain John Kerry. AFP

La France est devenue le fer de lance de la réaction mondiale.

L'agence de presse britannique titre prudemment :

- Obama veut une enquête sur le piratage de la présidentielle américaine - Reuters

L'Agence France de Propagande (AFP) désigne le coupable avant même qu'une enquête démarre :

- Obama veut un rapport sur les cyberattaques, Moscou en ligne de mire - AFP

C'est établi, l'AFP en livre déjà les conclusions :

- Jusqu'où la Russie s'est-elle immiscée dans l'élection de Trump ? -

Jusqu'à quel point la main de Moscou a-t-elle battu les cartes de l'élection qui a amené Donald Trump à la Maison Blanche ? La réponse ne changera rien à l'issue du scrutin mais permettra d'étaler au grand jour les interférences de la Russie dans le processus démocratique. AFP

Démocratie et ses déclinaisons sont à bannir de notre discours en évoquant le régime oligarchique.

Mise au point. Fabrication probable de fausses informations par des agents de la CIA.

- Piratage russe: micmac au sein de la CIA - challenges.fr

Surprise. Le Bureau du directeur national du renseignement (Odni), chargé de chapeauter les agences américaines de renseignement, n'a pas validé les conclusions de la CIA sur l'ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle du 8 novembre, a-t-on appris lundi auprès de trois sources proches du dossier.

Si l'Odni ne conteste pas l'analyse de la CIA, il n'appuie pas pour autant ses conclusions, jugeant que l'agence manque de preuves pour étayer ses accusations.

Le FBI, dont le mode de fonctionnement l'oblige à ne se saisir que de dossiers qu'il sera capable de défendre devant la justice, a pour les mêmes raisons refusé lui aussi de souscrire à l'analyse de la CIA, parvenue à ses conclusions par des déductions

fondées sur les renseignements en sa possession, ont dit les trois sources. challenges.fr et Reuters 12.12

Harcèlement et xénophobie.

- Syrie : Vladimir Poutine soutient toujours le régime de Bachar Al-Assad - Franceinfo

- Rapport McLaren: la Russie du dopage, entre système d'Etat et bricolage - AFP

L'UE n'est pas en reste.

- Les sanctions de l'UE contre Moscou prolongées après le 15/12 - Reuters

- L'UE "troublée" par la détérioration des droits en Chine - Reuters

Boycott. Pressetituée, merdia, média-mensonge, média-oligarque.

Comment fonctionne la désinformation. Ils se partagent les rôles.

En fonction des lecteurs ciblés, ils leur proposent une interprétation tronquée ou déformée de la réalité, basée sur une sélection de faits qui sera conforme à leur état d'esprit supposé, ou qu'ils orienteront dans une direction en fonction d'un objectif déterminé, qu'à ce stade les lecteurs ne soupçonneront pas, de sorte qu'ils l'adoptent à leur tour, ce qui contribuera à renforcer ou à détourner leurs convictions à leur insu.

Vérités et contrevérités, faits réels et inventés, réalité et allégation, déni et révélation, similitude et amalgame, etc. se côtoieront, se superposeront ou s'imbriqueront sur un ton affirmatif ou assuré, de manière à ce que les lecteurs aient l'impression d'être en présence d'un journaliste ou d'un expert honnête ou impartial et inspirant le respect, ce qui inconsciemment aura pour effet d'affaiblir leur vilgilance et de les mettre en confiance pour mieux les manipuler ou les conditionner.

Ces professionnels de l'imposture ou de la désinformation usent ainsi d'une multitude d'artifices destinés à agir sur la psychologie des lecteurs de sorte qu'ils soient réceptifs à un certain discours ou qu'ils soient préparés à le recevoir. Donc leur opération de conditionnement ne fonctionne pas uniquement sur le plan des idées, mais aussi sur celui du mental ou psychologique, leur guerre contre les masses étant à la fois idéologique et psychologique à des fins sociales (économiques) ou politiques.

Ceux qui prétendent les combattre et négligent un des deux aspects de cette guerre ne peuvent atteindre leurs cibles, leurs discours seront inefficaces, ils seront impuissants à démonter et à briser les mécanismes qui concourent à influencer à la fois la psychologie des travailleurs et leur manière d'interpréter leur condition ou la situation, donc entravent leurs moyens d'action.

La guerre idéologique et psychologique que leur mène la classe dominante a pour objectif de les conduire à accepter leur condition ou à se satisfaire de la situation telle qu'elle, est après les avoir amenés à partager son interprétation, dès lors il ne leur plus qu'à s'y soumettre ou à se faire une raison en attendant d'hypothétiques jours meilleurs qui ne viendront jamais, sombrant dans un fatalisme destructeur qui leur sera fatal.

- Malgré les difficultés, les étudiants français se disent satisfaits de leur situation - Liberation.fr 8.12

- Les étudiants plus stressés, déprimés et isolés en 2016 - LeMonde.fr 09.12

La révolution (social-) nationale en marche...

- Le Figaro sarcastique : Valls et Macron parlent de révolte et de révolution, Mélenchon se réjouit...

La macronite est la nouvelle maladie infectieuse des nantis.

- Et Macron prit le virage humaniste - LePoint.fr La preuve :

- Pour Macron, les syndicats font «trop de politique» - 20minutes.fr

- Ségolène Royal n'exclut pas de soutenir Emmanuel Macron - AFP

- Thomas, jeune soutien d'Emmanuel Macron à son meeting parisien: "C'est un peu l'homme providentiel qui arrive une fois par

siècle" - Le Huffington Post

- Qui finance la campagne d'Emmanuel Macron ? - Francetv info

Depuis le lancement de son mouvement En marche !, Emmanuel Macron a pu compter sur le soutien de 11 000 généreux donateurs. De quoi récolter plus de 3 millions d'euros.

Pour augmenter son budget de campagne, Emmanuel Macron organise aussi des dîners, à Londres ou à New York. A cette occasion, chaque convive doit débourser 7 500 euros pour pouvoir s'asseoir à sa table, le don maximum autorisé par la loi.

Enfin, l'ancien banquier compte bien emprunter plusieurs millions d'euros, de quoi rapidement atteindre la limite autorisée de 16 millions d'euros pour la campagne du premier tour à l'élection présidentielle. Francetv info 11.12

Ca craque de partout !

- Hervé Morin : «Si rien ne change, nous partirons de l'UDI» - LeParisien.fr

- Déjà balkanisé par la présidentielle, le centre compte (encore) un nouveau parti - Le Huffington Post

Vous connaissiez le Modem, l'UDI, le Parti radical, l'Alliance centriste, Force européenne démocrate, La Gauche moderne... Découvrez "Les Centristes", le dernier-né des partis de la nébuleuse centriste. Le Huffington Post

- Sécurité sociale : Woerth appelle Fillon à amender son programme - LeParisien.fr

- «C'est une purge» : coup de gueule d'Henri Guaino contre le projet de François Fillon - LeParisien.fr

Fillon rectifie le tir trois jours plus tard... mais ses intentions scélérates demeurent.

- Fillon fait machine arrière sur son projet de réforme de l'Assurance-maladie - Challenges

François Fillon, candidat de la droite pour 2017, a assuré lundi qu'il n'entend pas "privatiser l'assurance maladie", qui "continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui", dans une tribune au figaro.fr publiée lundi.

"La situation de notre système de santé est inquiétante et ceux qui prétendent le contraire sont dans le déni et la démagogie. Mon objectif est de sauver notre système de santé qui fut l'un des meilleurs au monde et qui doit le redevenir", écrit-il dans cette tribune intitulée "Ce que je veux pour la Sécurité sociale".

"J'entends réaffirmer le principe d'universalité dans l'esprit des ordonnances de 1945. L'assurance-maladie obligatoire et universelle, pilier de la solidarité, doit rester le pivot dans le parcours de soins dont le médecin généraliste est l'acteur-clé" et "elle continuera à couvrir les soins comme aujourd'hui et même, mieux rembourser des soins qui sont largement à la charge des assurés, comme les soins optiques et dentaires", défend-il. "Il n'est donc pas question de toucher à l'assurance-maladie et encore moins de la privatiser", martèle le champion de la droite.

François Fillon a plaidé durant la campagne de la primaire pour une prise en charge par la "Sécu" des seuls gros risques, les petits étant remboursés par les mutuelles ou assurances privées. Sa position a suscité inquiétude et critiques jusque dans son propre camp. Certains tel Bernard Accoyer, secrétaire général du parti LR, avait estimé qu'une "clarification" était nécessaire.

"Mes adversaires s'érigent en défenseurs de notre +modèle social+ mais ils en sont, en réalité, ses fossoyeurs" car "ils refusent de voir que ce modèle craque de toutes parts, que le chômage, la pauvreté et les injustices se propagent, que les déficits menacent la solidarité nationale", estime le député de Paris.

"Au lieu de regarder les faits, mes détracteurs me soupçonnent de vouloir +privatiser+ l'assurance-maladie et diminuer les remboursements. C'est évidemment faux!", affirme François Fillon, relevant "au passage" que "la gauche préfère oublier que le poids des mutuelles et des assurances personnelles n'a cessé d'augmenter depuis des décennies, y compris dans le cadre des réformes qu'elle a elle-même votées".

Il souhaite placer "l'Assurance-maladie obligatoire et les organismes complémentaires sous le pilotage d'une agence de régulation et de contrôle". Il entend aussi "faire en sorte que tous les Français puissent bénéficier d'une protection complémentaire appropriée sur la base de contrats homogènes" et "responsabiliser chacun en simplifiant les nombreux dispositifs de franchise actuels et le ticket modérateur qui sont un maquis incompréhensible". Il répète en outre vouloir "l'abandon de la généralisation du

tiers payant".

"J'entends garantir un égal accès aux soins pour tous en enrayant la désertification médicale, grâce à la multiplication des maisons médicales, grâce à la revalorisation de la médecine libérale" notamment, soutient François Fillon. "Il faut assurer l'équilibre financier", souligne-t-il enfin. "N'en déplaise aux charlatans du +toujours plus à n'importe quel prix+, on ne peut pas continuer de financer notre assurance-maladie à crédit et d'en faire porter le poids aux générations futures, d'autant que les dépenses de santé vont continuer de croître", ajoute-t-il. "Ces réformes se feront dans la concertation avec tous les acteurs", promet François Fillon. challenges.fr et AFP 12.12

- Plus que jamais, le PS court vers la catastrophe - Le Huffington Post

- Au Parti socialiste, "il y a l'idée que cette élection présidentielle est perdue" - Franceinfo

- Marion Maréchal-Le Pen tacle Florian Philippot - 20minutes.fr

- Marine Le Pen appelle à la fin des "chicayas" au FN - Reuters

En complément.

Comme ils les aiment les travailleurs...

- Hollande: nouveau plaidoyer en faveur du "modèle social" français - AFP

- A Paris, Macron se pose en "candidat du travail" - AFP

- Le gouvernement prolonge l'état d'urgence - Franceinfo

Pour la cinquième fois consécutive, le Parlement devrait valider la prolongation de l'état d'urgence demandée par le nouveau Premier ministre. Franceinfo 10.12

Quand l'UE compte pas moins de 8 paradis fiscaux

- Quel est le pire paradis fiscal du monde ? - latribune.fr

L'archipel des Bermudes est donc le pire paradis fiscal pour l'année 2016 selon Oxfam. Souvent citées comme paradis fiscal, les Iles Caïmans se placent sur la deuxième marche du podium. L'identité du troisième pays est en revanche beaucoup plus surprenante, car cette place est occupée par les Pays-Bas. Viennent ensuite la Suisse (4), Singapour (5), l'Irlande (6), le Luxembourg (7), Curaçao (8), Hong Kong (9), Chypre (10), les Bahamas (11), l'île de Jersey (12), la Barbade (13), l'Île Maurice (14), et les Îles Vierges Britanniques (15).

On constate que les îles et archipels sont sur-représentés dans ce top, et en particulier les îles dépendantes de la couronne britannique, au nombre de 3 avec les Îles Caïmans, Jersey et les Iles Vierges Britanniques. Cela porte le nombre de pays et territoire européens du classement à huit, soit plus de la moitié du top 15... latribune.fr 12.12

Faites sauter la banque.

- Banques : comment éviter la hausse des frais de tenues de compte ? - Yahoo Finance

Au 1er janvier, les frais de tenus de compte vont augmenter. Yahoo Finance 12.12

- L'UE prête à étudier diverses options avec Rome sur les banques - Reuters

La Commission européenne est prête à discuter avec l'Italie de différentes solutions possibles pour résoudre les problèmes du secteur bancaire de la péninsule, a déclaré lundi son vice-président.

En complément.

- "L'Etat accompagnera les efforts d'Air France" (Alain Vidalies) - latribune.fr

L'Etat a déjà fait des efforts conséquents. Air France bénéficie notamment du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), à hauteur de 70 millions d'euros environ. Si l'on ajoute les 60 millions d'euros d'économies engendrés par l'exonération de la taxe de l'aviation civile pour les passagers en correspondance que nous avons décidée à la suite du rapport Le Roux (remis au gouvernement fin 2014, ndlr), cela fait près de 130 millions d'euros d'aides nouvelles annuelles à Air France sur deux ans. Ce n'est pas rien ! S'ajoutent aussi les 26 millions d'euros correspondant à la dernière partie du produit de la taxe de l'aviation civile, qui était jusque-là toujours reversée au budget général. Après l'amendement voté au Sénat l'année dernière, j'ai obtenu qu'ils ne soient plus captés par budget général, mais qu'ils soient destinés au soutien du secteur. Cette mesure concerne toutes les compagnies mais Air France en sera bénéficiaire très largement.

Ceci étant, je suis favorable à ce que l'Etat accompagne les efforts que feraient les salariés de la compagnie. Je l'ai dit à la direction d'Air France dans une lettre transmise le 2 novembre dernier (jour du conseil d'administration au cours duquel le plan stratégique était présenté, NDLR). Il y a un engagement écrit du gouvernement pour dire que s'il y a des évolutions à Air France sur la compétitivité, l'Etat est prêt, lui aussi, à faire des efforts. J'ai l'idée d'un contrat social dans ce dossier : ce serait une bonne chose que la puissance publique, les syndicats et les actionnaires fassent chacun des efforts. On avait l'impression que chacun restait dans la posture de dire « que l'autre commence d'abord et notamment l'Etat», ce que je dis c'est que l'Etat a déjà commencé avec les 130 millions d'aides apportées en deux ans.

Quels peuvent être les efforts supplémentaires de l'Etat ?

Cela ne peut être que budgétaire, c'est à dire sur les taxes, en affectant par exemple au transport aérien les sommes d'une taxe qui dépasse son plafond. Cet écrêtement s'applique à toutes les taxes en France et pas seulement à celles du transport aérien. Aujourd'hui, il y a un tel écrêtement sur deux taxes aériennes : la taxe contre les nuisances sonores et la taxe de Solidarité, qui dépasse d'une dizaine de millions d'euros son plafond de 210 millions d'euros. Par deux amendements différents, la première vient d'être déplafonnée, la seconde vient de voir son surplus reversé au secteur. Il faut attendre la fin du processus budgétaire. Je ne prends pas cela pour argent acquis à ce jour. En tout cas, le potentiel de reversement de la taxe de Solidarité est important. Car, même si le surplus de cette taxe n'est d'environ que 10 millions d'euros aujourd'hui, il s'élèvera à 310 millions d'euros au cours des 7 prochaines années, en se basant sur les prévisions de croissance du trafic sur cette période. Si ce n'est pas fait cette année, je pense que c'est une vraie piste pour répondre à la question de l'utilisation de ce surplus.

L'Etat est un partenaire dans ce dossier comme le sont les actionnaires et la compagnie mais il ne fera pas l'essentiel de l'effort. On a déjà apporté 130 millions d'euros. Le temps est venu maintenant de voir s'il peut y avoir du contenu du côté de la négociation sociale. Je le dis clairement pour que personne ne se perde : la compagnie ne peut pas faire un effort de 1 et l'Etat un effort de 9. Cela ne marchera pas. Il faut un partage des efforts. Si l'objectif du plan est de faire 500 millions d'euros d'économies d'ici à 2020, et que cet effort est partagé par les salariés, les actionnaires et l'Etat, ce n'est pas infranchissable.

Mon objectif principal était d'empêcher la mise en place d'une taxe sur les billets d'avion tant que l'infrastructure ne fonctionnerait pas, c'est-à-dire, pas avant 2024. C'était ma seule exigence et je l'ai obtenue. Le gouvernement a fait voter un amendement en ce sens. Le montage financier a par conséquent une autre configuration. Il prévoit un engagement du gestionnaire de l'infrastructure composé d'ADP, de SNCF Réseau et probablement de la Caisse des Dépôts, portant sur un montant total de fonds propres de 400 millions d'euros et sur 100 millions d'avances remboursables sur lesquelles ADP s'est prononcé, ce qui devrait permettre la bancabilité du projet. Nous allons pouvoir désormais notifier le dossier à Bruxelles. latribune.fr 12.12

Ils ont des idées et du pétrole.

Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo possèdent Exxon Mobil, Royal Dutch/Shell, BP Amoco et Chevron Texaco.

- Premier accord pétrolier depuis 2001 entre pays membres et hors Opep - LeMonde.fr

Les pays qui ne font pas partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se sont engagés, samedi 10 décembre, à Vienne, à réduire leur production de 562 000 barils par jour dans le cadre d'un accord avec les membres du cartel pétrolier sans précédent depuis 2001.

Outre la Russie, onze pays hors Opep étaient représentés ou avaient envoyé leurs engagements à la réunion de Vienne : Azerbaïdjan, Bahreïn, Bolivie, Brunei, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Soudan et Soudan du Sud.

La décision, en discussion depuis près d'un an, a été finalisée lors d'une réunion avec les pays membres de l'Opep visant à réduire la production mondiale de pétrole et soutenir les cours, malmenés depuis deux ans. Le ministre iranien du pétrole, Bijan Zanganeh, a précisé à l'agence Reuters que ces réductions de production s'appliqueraient à partir du 1er janvier.

Fin novembre, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole s'étaient déjà engagés à diminuer leur production de 1,2 million de bpj (barils par jour) à compter également du 1er janvier. « Absolument historique »

Le secrétaire général de l'Opep, Mohammed Barkindo, avait déclaré avant même réunion de samedi :

C'est une réunion absolument historique qui va porter l'économie mondiale et aidera certains pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) à atteindre leurs objectifs d'inflation.

Les 562 000 bpj consentis par les pays extérieurs à l'Opep représentés à Vienne sont légèrement en deçà de l'objectif de 600 000 bpj. La Russie devrait y contribuer à hauteur de 300.000 bpj au cours du premier semestre de 2017.

Le baril de pétrole, qui avait atteint les 115 dollars à la mi-2014, a plongé depuis lors sous les 50 dollars, parfois même sous les 30 dollars.

Si ce recul des cours a eu pour effet de réduire l'extraction, coûteuse et donc non rentable sous un certain niveau de prix, du pétrole de schiste aux Etats-Unis, il a également frappé au coeur les pays largement dépendant de leurs exportations de pétrole, à commencer par l'Arabie saoudite et la Russie. LeMonde.fr 10.12

En oligarchie. Quand les Rockefeller prirent le pouvoir... ils le conservèrent.

ExxonMobil, c'est Rockefeller. ExxonMobil était un des clients du pétrole volé à la Syrie par Daesh. Rockefeller c'est Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Conseil en Relation Etrangère (CFR). Les Rockefellers sont les banquiers les plus riches et les plus puissants du monde.

- Le PDG d'ExxonMobil pressenti pour diriger la diplomatie américaine - AFP

Le patron du géant pétrolier ExxonMobil Rex Tillerson, qui entretient d'étroites relations d'affaires avec Vladimir Poutine, est le favori de Donald Trump pour diriger sa diplomatie, selon des médias américains, à l'heure où la CIA s'inquiète de l'immixtion de Moscou dans la dernière présidentielle.

Citant deux sources proches de l'équipe du président élu, la chaîne NBC rapporte également que John Bolton, l'ancien ambassadeur à l'ONU controversé de George W. Bush (2001-2009), pourrait être retenu comme secrétaire d'Etat adjoint.

Mais ces mêmes sources préviennent que rien ne sera arrêté jusqu'à l'annonce officielle de ces nominations, qui devrait probablement intervenir la semaine prochaine.

Le PDG d'Exxon, 64 ans, s'est entretenu avec M. Trump pendant deux heures samedi, croit savoir le New York Times.

M. Tillerson "est beaucoup plus qu'un chef d'entreprise (...) je veux dire par là que c'est un acteur à l'échelle mondiale", a déclaré Donald Trump à Fox News, dans un extrait d'une interview diffusée dans son intégralité dimanche.

"Il connaît un grand nombre de dirigeants mondiaux et il les connaît bien", a fait valoir M. Trump.

Rex Tillerson "a conclu des affaires énormes avec la Russie pour sa société, pas pour lui-même", a-t-il encore noté.

ExxonMobil a des activités pétrolières et gazières dans plus de 50 pays et a conclu une dizaine de partenariats avec Rosneft, la principale compagnie pétrolière russe, détenue par l'Etat, depuis 2011.

En 2013, M. Tillerson a reçu des mains de Vladimir Poutine la décoration russe de l'ordre de l'Amitié.

Les contrats conclus avec la Russie par ExxonMobil pourraient potentiellement générer 500 milliards de dollars, selon des médias américains.

Le choix de M. Tillerson irait dans le sens de la volonté affichée par M. Trump, durant sa campagne, d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Russie, mises à l'épreuve ces dernières années, notamment au sujet de la guerre en Syrie.

Mais la perspective de voir M. Tillerson mener la diplomatie américaine fait des vagues jusque dans le camp républicain.

A l'instar de John McCain qui a exprimé "ses inquiétudes" concernant les liens entre le patron d'ExxonMobil et Vladimir Poutine que le sénateur qualifie "de voyou et d'assassin".

Son entrée en fonctions est soumise à l'approbation du Sénat. AFP10.12

Complément du 12.12

Pour la presse américaine lundi soir, et notamment le New York Times, le Washington Post et NBC News, les jeux seraient mêmes faits, en faveur de l'ancien PDG.

Le choix de M. Tillerson irait dans le sens de la volonté affichée par M. Trump, durant sa campagne, d'améliorer les relations entre les Etats-Unis et la Russie, mises à l'épreuve ces dernières années, notamment au sujet de la guerre en Syrie. AFP12.12

- Rabibochage en vue entre Trump et la Silicon Valley ? - latribune.fr

Donald Trump et la Silicon Valley vont-ils enfin enterrer la hache de guerre ? D'après le site américain Re/code, une douzaine de pontes de la Silicon Valley se rendront mercredi 14 décembre à New York, dans la Trump Tower, pour rencontrer, à sa demande, le président-élu.

La presse américaine indique que Tim Cook (Apple), Sheryl Sandberg (Facebook), Larry Page (Google), Elon Musk (Tesla, SpaceX), Jeff Bezos (Amazon), Satya Nadella (Microsoft), ainsi que des dirigeants de Cisco, d'IBM ou encore d'Oracle devraient participer au sommet. La rencontre a été organisée par l'équipe de transition de Donald Trump, par l'intermédiaire du puissant investisseur Peter Thiel. Le co-fondateur milliardaire de Paypal, également premier investisseur de Facebook, faisait partie des rares soutiens de Trump dans la Silicon Valley pendant la campagne, à laquelle il a versé un chèque de plus de 1 million de dollars. Un engagement à contre-courant, mais payant : Thiel est désormais le conseiller du futur président sur les nouvelles technologies.

L'élection a rebattu les cartes et le futur président doit collaborer avec l'épicentre de l'innovation mondiale. Apple et Google sont les deux premières capitalisations boursières dans le monde et la Silicon Valley pèse, à elle seule, 6% du PIB américain...

De leur côté, les dirigeants de la Silicon Valley, qui ont tant critiqué le programme de Trump, doivent désormais faire preuve de pragmatisme. Pour protéger leurs intérêts, ils doivent convaincre le futur président de ne pas mettre en œuvre certaines de ses promesses, notamment par rapport à l'immigration, au renforcement du copyright ou encore au chiffrement des données, que Trump voulait affaiblir après le conflit Apple/FBI.

Certains des participants à la réunion ont d'ores et déjà annoncé la couleur. « Je veux dire au président-élu que nous sommes avec lui et disposés à l'aider », a déclaré la directrice générale d'Oracle, Safra Catz. L'industrie des nouvelles technologies, réunie au sein du lobby Internet Association, a déjà fait part à Donald Trump de ses préoccupations. Dès le 14 novembre, les quarante membres (dont Google, Facebook, Twitter, Amazon, Netflix, Uber, Airbnb ou encore Paypal) cosignaient une longue lettre à l'attention du nouveau président.

En tête de leurs demandes : ne pas affaiblir le chiffrement des données, « indispensable à la sécurité nationale et individuelle » ; faciliter l'embauche des travailleurs qualifiés non-Américains, dont la Silicon Valley dépend ; réformer « la surveillance », qui serait « en contradiction avec les valeurs importantes de la vie privée défendues par la Constitution » ; et promouvoir un « marché unique transatlantique numérique » pour lutter contre la sévérité grandissante des régulateurs européens envers les plateformes en ligne. latribune.fr 12.12

L'auteur de cet article qui manifestement n'a rien compris terminait ainsi : "Pas sûr que l'oreille de Donald Trump soit sensible à toutes ces revendications.", comme si c'était lui qui détenait le pouvoir.

- Trump menace de ne plus reconnaître le principe de la "Chine unique - FP

Le président élu des Etats-Unis Donald Trump a menacé dimanche de ne plus reconnaître le principe de la "Chine unique", qui a conduit Washington à interrompre en 1979 ses relations diplomatiques avec Taïwan, si Pékin ne fait pas de concessions surtout en matière commerciale.

"Je ne sais pas pourquoi nous devons être liés à une politique d'une Chine unique, à moins que nous passions un accord avec la Chine pour obtenir d'autres choses, y compris sur le commerce", a-t-il estimé. AFP 11.12

- La BRI s'interroge sur l'impact sur la finance de l'élection de Trump - AFP

La Banque des règlements internationaux (BRI) est longuement revenue sur les élections américaines dans son rapport trimestriel, publié dimanche, ses économistes s'interrogeant quant à savoir si cet événement marquait un changement de paradigme dans le monde de la finance.

Dans les premiers jours qui ont suivi l'élection de Donald Trump, les marchés d'actions et obligataires aux États-Unis ont

rapidement rebondi, les économistes de la BRI notant que la réaction n'était pas sans rappeler la dynamique observée lors de l'élection de Ronald Reagan au début des années 1980.

Les marchés émergents n'en ont pas moins connu de vastes corrections, la dépréciation de leurs monnaies et les sorties d'argent dans les fonds investis en actions étant même plus marqués que durant l'épisode de secousses de mi-2013.

Pendant la période qui a suivi les élections américaine, "et c'est là une très bonne nouvelle, les marchés ont fonctionné sans heurts en dépit des fluctuations", a cependant relevé Claudio Borio , le chef du département monétaire et économique de la BRI.

"Pour une fois, les banques centrales n'étaient pas en première ligne", a-t-il ajouté.

Avec les élections américaines, les investisseurs semblent tout d'un coup avoir remis en question l'idée que les taux d'intérêt allaient rester durablement bas, que la croissance allait rester structurellement basse et que l'économie soit marquée par des tensions dés-inflationnistes, a-t-il argumenté.

Un resserrement des taux d'intérêt pourrait d'ailleurs avoir des effets bénéfiques pour les banques et le secteur financier, une courbe de rendements plus pentues leur donnant un "coup de pouce bienvenu" pour dégager des bénéfices durables qu'elles peinent à redresser depuis la crise financière.

Les banques non-américaines, qui dépendent des financements en dollar devraient, par contre s'adapter. De même, les économies émergentes subiraient probablement des pressions supplémentaires, les plus vulnérables étant celles qui ont accumulé des déséquilibres en s'endettant en dollars.

Sous cet angle, ces événements pourraient marquer "le début tant attendu" d'un processus de normalisation après des années de conditions extraordinaires sur le front des politiques monétaires, a observé le chef économiste de la BRI, une institution considérée comme la banque centrale des banques centrales.

"Mais cela reste à voir, et la prudence s'impose", a-t-il affirmé, tout en soulignant au passage qu'un tel processus serait également progressif et irrégulier.

A plus long terme, les signes les plus inquiétants concernent, selon lui, le risque de renforcement du protectionnisme, qui induit un ralentissement de la croissance mondiale, et éventuellement une hausse de l'inflation.

"Personne n'y gagnerait: il n'y aurait que des perdants", a-t-il mis en garde. AFP 11.12

La BIS est la banque la plus puissante du monde, une banque centrale globale pour les huit familles qui contrôlent les banques centrales de presque toutes la nations occidentales et des pays en voie de développement. Le premier président de la BIS fut le banquier de Rockefeller Gates McGarrah, un officiel de la Chase Manhattan Bank et de la réserve fédérale. McGarrah était le grand-père de l'ex-directeur de la CIA Richard Helms. Les Rockefellers, tout comme les Morgans, avaient des relations très étroites avec Londres. David Icke écrit dans "Les enfants de la matrix", que les Rockefellers et les Morgans n'étaient que des "prête-noms" pour les Rothschilds.

La BIS est une propriété de la réserve fédérale, de la banque d'angleterre, de la banque d'italie, banque du canada, banque de suisse, banque de hollande, banque fédérale allemande et la banque de france.

La BIS détient au moins 10% des fonds de réserve d'au moins 80 banques centrales au monde, du FMI et autres institutions multilatérales.

Pour comprendre qui contrôle le monde.

D'après les déclarations d'entreprise 10K enregistrées avec la SEC (NdT: la commission des cotations boursières, le "shériff" de Wall Street, ou ce qui devrait l'être), les quatre cavaliers de la banque (Bank of America, JP Morgan Chase, Citigroup and Wells Fargo) sont parmi les 10 actionnaires majeurs de pratiquement toutes les entreprises figurant dans le ghotta du Fortune 500

Un des monument de la richesse de l'oligarchie globale qui possède ces compagnies de holding bancaire est la US Trust Corporation, fondée en 1853 et maintenant propriété de Bank of America. Un des récents directeurs de l'US Trust Corporation et administrateur honoraire était Walter Rothschild. D'autres directeurs furent Daniel Davison de JP Morgan Chase, Richard Tucker d'Exxon Mobil, Daniel Roberts de Citigroup et Marshall Schwartz de Morgan Stanley. [2] J.W. McCalister, un membre éminent de l'industrie du pétrole avec des entrées dans la maison des Saouds, écrivit dans le Grim Reaper, qu'il a obtenu des informations de banquiers saoudiens, qui citaient le fait que 80% de la banque fédérale de New York, de loin la plus puissante branche de la réserve fédérale, étaient détenus par juste huit familles, dont quatre résident aux Etats-Unis. Ce sont

les familles Goldman Sachs, Rockefellers, Lehmans et Kuh Loebs de New York, les Rothschild de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourd, les Lazards de Paris et les Israël Moses Seifs de Rome.

CPA Thomas D. Schauf confirme les dires de McCallister, ajoutant que 10 banques contrôlent les douze branches de la réserve fédérale. Il nomme N.M Rothschild de Londres, Rotshschild Bank de Berlin, la banque Warburg de Hambourg, la banque Warburg d'Amsterdam, Lehmans Brothers de New York, Lazard Brothers de Paris, la banque Kuhn Loeb de New York, la banque Israel Moses Seif de Rome, Goldman Sachs de New York et la banque JP Morgan Chase de New York. Schauf également cite William Rockefeller, Paul Warburg, Jacob Schiff et James Stillman comme étant les individus qui ont le plus d'actions à tire individuel dans la réserve fédérale. [3] Les Schiffs sont étroitement liés à Kuhn Loeb, les Stillmans de Citigroup, qui se marrièrent dans le clan Rockefeller au début du siècle.

Eustace Mullins arriva aux même conclusions dans son livre "Les secrets de la réserve fédérale", dans lequel il montre des diagrammes connectant la Fed et ses banques membres avec les familles Rothschild, Warburg, Rockefeller et autres. [4] Le contrôle exercé par ces familles sur l'économie globale ne peut pas être exagéré et est couvert volontairement du sceau du secret. Leur bras médiatique est prompt à discréditer toute information exposant ce cartel de banques privées comme étant une "théorie du complot". Pourtant, les faits demeurent.

Les banques de Rockefeller contrôlent 25% de tous les biens des 50 plus grandes banques commerciales des Etats-Unis et 30% de tous les biens des 50 plus grosses compagnies d'assurance aux Etats-Unis.

Les Rockefeller possèdent tout ou en partie, contrôlent les entreprises suivantes, liste très loin d'être exhaustive :

- JP Morgan Chase (fusion de JP Morgan et Chase Manhattan Bank)
- Citigroup
- Bank of America
- Merrill Lynch
- la Standard Oil
- Metropolitan Life
- Equitable Life
- Prudential and New York Life
- Exxon Mobil
- Chevron
- Texaco
- BP Amoco
- Marathon Oil,
- Freeport McMoran
- Quaker Oats
- United
- Delta
- Northwest
- ITT
- International Harvester
- Xerox
- Boeing
- Westinghouse
- Hewlett-Packard
- Honeywell
- International Paper
- Pfizer
- Mororola
- Monsanto
- Union Carbide et General Food
- Rockefeller Institute for Medical Research
- General Foundation Board
- 30 Rockefeller Plaza - Rockefeller University
- L'Université de Chicago
- Les fondations Carnegie et Ford
- Etc. etc. etc.

Il fait des bonds...

- Bond du déficit budgétaire américain en novembre - Reuters

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a atteint 137 milliards de dollars (129 milliards d'euros) en novembre, un montant en hausse

de 112% sur un an, a annoncé lundi le Trésor.

En novembre 2015, les comptes budgétaires avaient fait ressortir un déficit de 65 milliards de dollars. Pour le mois dernier, les analystes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne un déficit de 135 milliards.

Sur les deux premiers mois de l'exercice budgétaire 2017, entamé le 1er octobre, le déficit atteint 181 milliards de dollars, soit 20 milliards de moins sur la même période l'an dernier.

En novembre, les recettes budgétaires ont diminué de 2% à 200 milliards tandis que les dépenses, à 337 milliards, augmentaient de 25% par rapport au même mois de 2016. Reuters 12.12

... et devinez qui va le financer ?

- Vers un relèvement des taux de la Fed: quel impact ? - AFP

La très probable hausse mercredi des taux d'intérêt aux Etats-Unis, largement attendue par les marchés, n'aura qu'un impact minime sur les consommateurs américains mais pourrait davantage affecter les économies à l'étranger, estiment les économistes.

La Réserve fédérale (Fed) devrait relever mercredi d'un quart de point de pourcentage les taux d'intérêt au jour le jour, à l'issue d'une réunion monétaire de deux jours, affirment les économistes, quasi-unanimes. Ce sera la première hausse des taux depuis un an et la deuxième seulement en une décennie.

Pour les consommateurs américains, ce renchérissement minime du coût du crédit, qui reste historiquement bas, ne devrait guère freiner la dynamique des dépenses et des investissements immobiliers, estiment les analystes.

"L'impact ne va pas être dramatique. Cela va relever le coût des emprunts à taux variables comme les cartes de crédit ou certains crédits immobiliers", admet Robert Hughes, économiste à l'American Institute for Economic Research (AIER).

Dans le sillage de l'élection surprise du républicain populiste Donald Trump et des perspectives d'une relance budgétaire massive, le rendement des bons du Trésor a grimpé d'un quart de point et les taux du prêt immobilier à 30 ans, référence aux Etats-Unis, a augmenté légèrement aussi pour se situer en moyenne à 4%, son plus haut niveau depuis juillet 2015, selon la Mortgage Banking Association.

Comme le résume Jim Glassman, directeur chez JP Morgan Chase: "que la Fed lève son pied de la pédale d'accélérateur" en réduisant la masse monétaire par un resserrement des taux "ne va pas faire dérailler l'économie américaine".

Pour Joe Gagnon du PIIE, l'incidence d'un renchérissement du crédit va aussi être compensée aux Etats-Unis par les mesures de relance, si elles se concrétisent: "les réductions d'impôts vont donner de l'argent aux ménages pour acheter un logement même si les taux montent", promet-il.

A l'étranger, l'impact de la politique monétaire de la banque centrale la plus puissante du monde risque d'être plus délicat. Certains craignent même une réédition du "taper tantrum" lorsqu'en 2013, Ben Bernanke, alors patron de la Fed, avait annoncé une réduction progressive des achats d'actifs et donc du soutien monétaire. Les flux de capitaux avaient fui les économies émergentes pour se rapatrier sur le dollar aux perspectives plus rémunératrices, provoquant des dévaluations en série.

Déjà en novembre, les investisseurs étrangers ont retiré près de 25 milliards de dollars de fonds des économies émergentes, principalement placés en obligations, selon l'Institute of International Finance (IIF). C'est le plus fort exode de capitaux depuis juin 2013.

"Anticipant des mesures de relance et un resserrement monétaire, il y a déjà eu des ventes d'actions et d'obligations en Asie par les étrangers en novembre", a noté Bejoy Das Gupta, économiste pour cette région à l'IIF. "A l'avenir, les changements dans la politique américaine risquent de provoquer une volatilité chronique sur les marchés financiers de la région", ajoute-t-il.

Le renforcement du billet vert va aussi peser sur les économies qui doivent rembourser leur dette libellée en dollars.

"Le dollar plus fort va devenir un problème pour les pays étrangers qui ont d'importants montants de leur dette souveraine libellés en dollars", reconnaît Robert Hughes.

Certains sont plus optimistes, comme les économiques de Barclays Research, qui ne croient "pas à une réaction des économies émergentes à moins que le Comité monétaire de la Fed ne change sa rhétorique sur les taux" et cesse de répéter qu'il est favorable à des hausses graduelles pour adopter un ton plus brutal. AFP 12.12

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentat meurtrier au camion piégé en Somalie - LeMonde.fr

- Turquie: près de 30 morts dans un double attentat à Istanbul - AFP

- Attentat suicide à Aden, une cinquantaine de soldats tués - Reuters

- Yémen: 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë - AFP

- Egypte: un attentat fait 23 morts dans une église copte du Caire - AFP

- Le journaliste algérien Mohamed Tamalt meurt en prison - LeMonde.fr

Il avait été condamné à deux ans de prison pour « offense aux institutions et au président ». Il est mort dans des conditions floues, après une grève de la faim et trois mois de coma. LeMonde.fr 11.12

Le 14 décembre 2016

CAUSERIE

A discuter tranquillement entre camarades, si c'est encore possible.

Pourquoi ne pas participer au Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne initié par le POID ?

Cela pourrait devenir une plate-forme d'action politique regroupant les militants des différents courants ou des différentes tendances du mouvement ouvrier qui combattent sincèrement pour en finir avec le régime en place. J'ignore comment il est structuré et comment il fonctionne actuellement, mais cela peut aider à rassembler toutes les forces disponibles éparpillées dans une multitude d'organisations ou micro-organisations qui sont impuissante à faire entendre leurs voix, sauf à les mêler à celles d'opportunistes qui finalement ne combattent ni pour les mêmes objectifs, ni pour la même cause.

S'engager dans le combat pour la rupture avec la Ve République, cela signifie aussi dénoncer et combattre les opérations de type communautaire montées par le PS et ses alliés destinées à détourner l'attention des travailleurs de la responsabilité des institutions de la Ve République dans la crise sociale qui frappe des millions de travailleurs en France, et des conséquences tragiques que vivent quotidiennement des centaines de millions de travailleurs en Afrique et au Proche-Orient soumis aux guerres auxquelles participe (ou soutien) l'impérialisme français.

C'est désigner clairement la cible à abattre pour instaurer une République sociale, membre de la Fédération des Républiques sociales d'Europe une fois rompues les chaînes de l'UE et du capitalisme.

C'est ne pas craindre d'affronter les capitalistes et leur Etat, d'avancer vers le socialisme.

Cela implique de rompre avec tous leurs représentants au sein des institutions et des syndicats, condition indispensable pour définir et garantir une politique réellement indépendante du capital.

Il faut admettre qu'il existe des désaccords entre les militants, cadres ou dirigeants provenant de différents courants ou différentes tendances du mouvement ouvrier, du fait qu'ils ont vécu des expériences différentes ou ont une culture ou une approche de la lutte de classe différente, cela fait partie de la vie et ne pas l'admettre serait commettre une grave erreur politique.

Si maintenant nous ne sommes pas capables de nous mettre d'accord sur l'essentiel ou si nous privilégions nos ressentiments ou querelles passées, c'est que nous ne sommes pas digne du combat que nous menons ou des idées que nous représentons.

Ayons à chaque instant à l'esprit le sort atroce et injuste que subissent des centaines de millions, plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants qui ont eu le malheur de venir au monde au mauvais moment au mauvais endroit, vous lirez cela plus loin dans les infos du jour, c'est terrifiant. Face à cette situation abominable que vit notre classe au quotidien, comment peut-on hésiter un instant à s'organiser, comment peut-on avoir le réflexe du petit-bourgeois frustré et capricieux qui trouvera toujours un prétexte pour refuser de s'associer au combat qu'on lui propose ?

L'idée que je me fais de cette association, et la faculté qui est laissée à chacun de ses membres de d'exprimer librement en fonction de ses convictions personnelles, est comparable au droit de tendance qui devrait exister dans un parti ouvrier, et donc chacun de ses militants devrait pouvoir user dans le respect de ses statuts, car sans un minimum discipline consentie ou assumée aucune organisation ne peut fonctionner ou se construire, chaque militant doit en avoir pleinement conscience.

Il est normal que les militants se posent des questions auxquelles il faut apporter des réponses satisfaisantes ou qu'ils soient particulièrement méfiants, j'avoue en faire partie et pour cause.

On a connu autrefois des dirigeants et des partis qui avaient adopté l'axe de la rupture avec la Ve République, et qui à côté fréquentaient les ministres et mêmes les Présidents de la Ve République dans le dos de leurs militants qui ne l'ont appris par hasard que bien des décennies plus tard.

Pour s'assurer de la loyauté absolue des dirigeants de ce mouvement, il faut impérativement qu'il n'y ait aucune entrave à la liberté d'expression des militants, et que ses dirigeants répondent à toutes leurs questions, aucune exception ne doit être tolérée dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à l'existence même de cette organisation ou à l'intégrité d'un de ses militants.

Ce n'est donc pas seulement la forme et le contenu qui structure ce mouvement qui doivent répondre aux besoins des militants, mais aussi les principes qui le guident et l'état d'esprit fraternel qui y règne, sinon il ne se développera pas ou sera condamné à disparaître.

Et puis, il faut avoir à l'esprit que le combat que l'on mène à l'intérieur d'une organisation pour imposer loyalement nos idées est une chose, et que le combat que l'on mène en direction des travailleurs en est une autre, et que celui-ci prime sur le premier, dans la mesure où si l'on parvient à ce que la majorité des militants partagent nos idées, mais que l'organisation ne se développe pas parce qu'on consacre la plupart de notre temps à polémiquer, on n'atteindra jamais notre objectif.

Ce n'est pas dans une structure organisée qu'on peut ou qu'on doit vérifier en pratique la cohérence de nos idées, bien que ce ne soit pas négligeable, mais de préférence sur le terrain, en allant à la rencontre des travailleurs, et ce sont les résultats obtenus qui permettent de valider ou non nos idées ou notre méthode. Vous allez me dire que je suis bien mal placé pour tenir ce genre de discours, qui plus est, c'est la raison pour laquelle j'insiste sur ce point.

Comment aborder les travailleurs dans un article, un tract, un appel, un communiqué, une déclaration, etc. si on ne sait pas de quelle manière ils abordent la situation, comment ils la vivent au quotidien, reste évidemment à savoir si c'est à eux que notre littérature s'adresse, on ose le supposer, sinon à quoi bon.

Quand Marx et Engels ont rédigé Le manifeste du parti communiste, à ma connaissance ils ne l'ont pas décliné en différentes versions en fonction des différentes couches d'exploités, ils ont trouvé le ton, le rythme, le niveau de langue, la rhétorique, la sémantique, la syntaxe, etc. adaptés à l'ensemble des travailleurs, et leur discours conquit aussi bien des ouvriers que des membres des classes moyennes, il ne s'adressait pas particulièrement à des militants ou à une élite intellectuelle, à nous de nous en inspirer, et si nous n'en sommes pas capables, et bien il faut avoir la modestie de le reconnaître et de retourner à l'école pour apprendre à s'exprimer dans un langage qui soit accessible au plus grand nombre.

Voyez le populiste Mélenchon et le succès qu'il rencontre, dont les uns et les autres vantent l'éloquence, qui d'ailleurs tient plus de Jaurès que de Marx ou Engels, du sophisme que du socialisme, c'est peu de le dire, mais il a saisi comment il fallait s'adresser aux masses. Evidemment, on ne demandera à personne d'imiter cet illusionniste.

Pour revenir à notre question, peut-on participer au Mouvement pour la rupture avec la Ve République et l'Union européenne, a priori je n'y vois aucun obstacle, dans la mesure où c'est ce que chaque militant peut lui apporter à partir de son expérience qui doit primer sur toute autre considération et il n'en manque pas.

Cette structure étant plus souple qu'un parti, chacun doit être en mesure de conserver sa personnalité, mieux de lui permettre de s'épanouir dans cette structure tout en progressant. Et quand on n'est pas organisé, c'est toujours mieux que de refaire le monde entre quatre murs ou de ronger son frein dans son coin, ayons l'audace de faire cette expérience pour faire avancer nos idées, elle ne présente pas un caractère irréversible, elle ne nécessite aucun sacrifice, elle ne constitue pas une menace, elle permet juste à chaque militant d'assumer ses responsabilités et de vérifier qu'il en est capable, quelle chance vous avez, ne la laissez pas passer !

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Comment atomiser la classe ouvrière ou mieux l'arrimer au capitalisme, comme par exemple en Grèce.

- Ce pays de l'Union européenne va tester le "revenu de base" - bfmbusiness.bfmtv.com

Le Parlement finlandais a donné son feu vert mardi pour tester auprès de 2.000 chômeurs le versement d'un "revenu de base" de 560 euros par mois,

Le gouvernement espère ainsi "promouvoir l'emploi" et "réduire la bureaucratie et simplifier le système complexe des aides sociales". Il a été adopté à 143 voix pour, 21 contre et 35 abstentions.

Sur deux ans, en 2017 et 2018, l'État comparera la trajectoire de ces 2.000 chômeurs entre 25 et 58 ans, choisis au hasard et contraints de participer à l'expérience, avec celle d'un "groupe-test" de chômeurs touchant environ ce même montant en prestations sociales.

Motiver les chômeurs à trouver un emploi ou créer une entreprise.

L'objectif est de savoir si, comme le pense le gouvernement, les chômeurs recevant le revenu de base seront plus motivés à trouver un emploi ou à créer une entreprise sachant qu'ils garderont dans ce cas leur revenu de base. Le revenu de base, parfois appelé allocation universelle, est une réforme radicale qui a ses partisans aussi bien à gauche, chez ceux qui appellent l'État-providence à assurer à tous un niveau de vie décent, que parmi les libéraux, dont certains défendent une remise à plat de la protection sociale.

Juha Sipilä ancien homme d'affaires à la tête d'un gouvernement de centre-droit pro-austérité, est convaincu qu'il inciterait les Finlandais à être plus entreprenants et mobiles, et que la réforme répond aux évolutions du marché du travail, plus instable. Sans être hostile à l'idée, l'opposition a estimé que le test était d'ampleur trop limitée, dans un pays de 5,5 millions d'habitants, pour livrer des enseignements décisifs.

Une allocation mensuelle de 560 euros ne permet de vivre que très chichement en Finlande, où le revenu net disponible moyen dépasse 2.200 euros par personne et par mois selon l'OCDE. Mais le pays est le premier en Europe à tester la mesure au niveau national. bfmbusiness.bfmtv.com avec AFP 13.12

Descente en enfer dans l'univers carcéral français.

- A Fresnes, le « traitement inhumain » et « dégradant » des détenus - LeMonde.fr

C’est une lecture édifiante qu’offre mercredi 14 décembre le Journal officiel. Le Contrôleur général des lieux de privation de liberté fait usage de la procédure d’urgence pour alerter publiquement le gouvernement sur la situation de la maison d’arrêt des hommes de Fresnes.

Entre la surpopulation carcérale, la prolifération des punaises et des rats, le délabrement des locaux, le « climat de violence constant qui règne » et un « usage de la force [à l’égard des détenus] ni maîtrisé ni contrôlé », on pourrait penser qu’il s’agit d’un rapport sur les geôles d’un pays peu recommandable. Cela se passe dans le Val-de-Marne, à 7 km des portes de Paris, dans la seconde plus grande prison de France.

A l’issue d’une visite effectuée dans cet établissement par douze contrôleurs du 3 au 14 octobre, « un nombre important de dysfonctionnements graves » ont été constatés. Adeline Hazan, la Contrôleure générale, estime ainsi que « les conditions de vie des personnes détenues constituent un traitement inhumain ou dégradant au sens de l’article 3 de la Convention européenne des droits de l’homme ».

Un taux d’occupation de 202 %

Il n’y a guère de surprise sur le niveau de surpopulation et les conséquences néfastes que cela entraîne pour les conditions de vie des détenus et de travail pour le personnel pénitentiaire. Dans son courrier de réponse adressé le 13 décembre à Mme Hazan, Jean-Jacques Urvoas, le ministre de la justice, reconnaît lui-même que la maison d’arrêt des hommes affiche un taux d’occupation de 202 % avec 2 474 détenus pour 1 226 places.

C’est d’ailleurs dans cette même prison de Fresnes que le ministre avait convoqué une conférence de presse le 20 septembre pour dévoiler son plan baptisé « En finir avec la surpopulation carcérale ». Mais là où la Contrôleure générale demande des mesures urgentes comme « la suppression immédiate des encellulements à trois », le ministre répond que trois nouvelles maisons d’arrêt pourraient sortir de terre en Ile-de-France d’ici cinq ou dix ans.

La prison de Fresnes n’est dotée que de cellules individuelles d’environ 10 m2 dont l’espace vital est limité à 6 m2, « une fois déduit l’emprise des lits, des toilettes et de la table ». Or, 56 % des détenus vivent à trois dans de telles « cellules individuelles » et 31 % à deux dans le même espace. La surpopulation pénale n’est pas l’apanage de cet établissement, mais, écrit Mme Hazan, ici

« son caractère massif et durable lui confère un caractère particulièrement indigne ».

« Brutalités et violences »

Autre point noir, l'état des parloirs, « constitués de boxes de 1,3 m2 ou 1,5 m2 dans lesquels deux personnes ne peuvent se tenir assises face-à-face qu'en croisant leurs jambes ». Pourtant s'y installent régulièrement un détenu et trois visiteurs. Autre lieu exigu, les salles d'attente des détenus, baptisées « placards ». Dans ces espaces pas plus grands qu'une cellule sans sanitaire et sans point d'eau, les détenus sont amenés en attendant un parloir ou un rendez-vous avec un avocat. Or, ils peuvent y rester debout « pendant de longues heures », parfois « jusqu'à trois par mètre carré ». « Des brutalités et des violences se déroulent dans les "placards" hors de tout contrôle », peut-on lire dans le Journal officiel.

C'est aussi que le personnel est en nombre insuffisant. « Les contrôleurs ont été en permanence témoins du travail effréné des surveillants soumis à une pression constante qui les empêche de faire face à leur programme. » En quatre ans, le nombre de surveillants est resté stable à Fresnes, mais 70 % seraient stagiaires sortis d'école. Dans le même temps, le nombre de détenus augmentait de 20 % et l'effectif d'encadrement baissait. 30 % des postes d'officiers seraient aujourd'hui vacants. Résultat, certains détenus sont privés de soins, de visite ou de travail faute de personnel suffisant pour gérer les mouvements internes.

Autre conséquence du sous-encadrement et du manque d'expérience des surveillants, la « discipline rigide » de Fresnes, « autrefois objective et ferme, est devenue illisible et brutale ». Les contrôleurs évoquent « un climat de tension et d'affolement », « incompatible avec un usage serein et proportionné de la force ». Quitte à tronquer les compte rendus d'incidents pour justifier a posteriori le recours à une intervention musclée contre un détenu. Le garde des sceaux se veut rassurant en objectant que la fréquence des violences entre détenus et celles à l'égard du personnel a baissé en quatre ans.

Dératisation et désinsectisation

Dans cette triste litanie, Mme Hazan remarque que « l'anomalie la plus grave, tant pour les personnes détenues que pour le personnel », vient de l'état d'hygiène « déplorable » de la prison. Les rats prolifèrent, jusque dans le lit d'un surveillant de permanence… « L'odeur persistante de leur pelage, de leurs excréments et de leurs cadavres, s'ajoute à celle des amas d'ordures qui jonchent les pieds des bâtiments », relate-t-elle.

Le 6 octobre, l'Observatoire international des prisons obtenait du tribunal administratif de Melun une décision ordonnant à l'Etat d'intensifier la lutte contre les rats à Fresnes. La Contrôleure affirme que la situation est telle que la France risque une sanction de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le garde des sceaux assure que les choses sont aujourd'hui prises en main. Pour la dératisation, « une prestation exceptionnelle » confiée à une entreprise extérieure a démarré le 2 novembre, écrit-il. Quant aux punaises et cafards, les opérations de « désinsectisation » menées par des détenus spécialement formés ont été jugées « très insuffisantes », souligne M. Urvoas qui précise qu'un marché pour tous les établissements d'Ile-de-France sera notifié en mars. Parmi les investissements prévus à Fresnes, le ministre affirme qu'un programme de rénovation des parloirs est inscrit sur trois ans, de 2017 à 2019 pour 400 000 euros.

A court terme, rien ne devrait changer à Fresnes. LeMonde.fr 14.12

Au bout de l'enfer : l'extrême pauvreté. On crève de faim, de sous-alimentation, de l'eau polluée, d'absence de médicaments ou de soin...

- Les pays les plus pauvres de plus en plus à la traîne du reste du monde - Libération.fr

Sous l'égide de l'ONU, la quatrième Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés a lieu en Turquie. Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, chefs de gouvernement, représentants de la société civile, tout le monde a répondu présent à cette grand-messe internationale.

Les objectifs définis par les Nations unies en 2011 lors de la conférence d'Istanbul sont loin d'avoir été atteints. A peine 10 des 49 PMA de l'époque (ils sont 48 aujourd'hui), répondront en 2020 aux critères de reclassement qui leur permettront de devenir des pays en développement. Les experts onusiens espéraient, à l'époque, que la moitié d'entre eux seraient en mesure de pouvoir le faire à cette date. Depuis 1990, la proportion de pauvres vivant dans les 48 PMA a plus que doublé à l'échelon mondial. La part de ceux n'ayant pas accès à l'eau a également doublé pendant la même période, s'établissant à 43,5%. Et ces pays représentent désormais la majorité (53%) du 1,1 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas accès à l'électricité, en hausse de 50%. Le taux d'extrême pauvreté se situe entre 70 et 80% dans 6 PMA et entre 50 et 70% dans 10 autres.

Le constat de la Cnuced est pour le moins préoccupent. «De nombreux PMA sont ainsi pris au piège de la pauvreté, cercle

vicieux dans lequel la pauvreté se traduit par une mauvaise alimentation, une détérioration de la santé, un manque d'accès à l'éducation, aboutissant à une baisse de la productivité et de l'investissement». Seuls quatre pays ont relevé le défi et sont sortis de la liste des PMA : le Botswana, le Cap-Vert, les Maldives et les Samoa. Les trois derniers, classés parmi les Petits États insulaires en développement (PIED), bénéficient de conditions très particulières, avec des économies de petite taille et de faibles populations, où la moindre évolution positive se fait immédiatement sentir. Libération.fr 13.12

En complément.

Dans le nord-est du Nigeria, un demi-million d'enfants menacés par la faim. - LeMonde.fr 13.12

Et dire qu'on accepte de vivre dans ce monde cruel, monstrueux. Pire, de procréer encore, en occident !

Dossier Syrie.

Ils ne digèrent pas leur défaite et la victoire du peuple syrien sur leurs barbares jusqu'à en devenir hystérique.

- « Alep est devenue la ville de la mort » - LeParisien.fr

- Syrie : que reste-t-il de la rébellion syrienne alors qu'Alep est sur le point de tomber ? - Franceinfo

Le régime et ses soutiens étaient, mardi, tout proches de la victoire dans la deuxième ville du pays, dont les rebelles contrôlaient certains quartiers depuis 2012.

- Alep : "Tuer des civils et des soignants est devenu la norme" - Sciences et Avenir

Médecins du Monde et l'UOSSM font un point avec Sciences et Avenir sur les atrocités commises à Alep.

- "A travers la population d'Alep, c'est le droit humanitaire international qui est en train d'être tué" - Franceinfo

En Syrie, la partie est d'Alep tombe peu à peu entre les mains de l'armée.

- Syrie : Bernard Cazeneuve dénonce des "atrocités qui peuvent être constitutives de crimes contre l'humanité" - Franceinfo

- Paris demande une réunion du Conseil de sécurité sur Alep - Reuters

La France a réclamé mardi la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité de l'Onu pour évoquer les exactions qui auraient été commises à Alep, la deuxième ville de Syrie, par les forces de Bachar al Assad et de ses alliés... Reuters 13.12

- Pour éviter le blocage de la situation à Alep, la France demande la suspension du droit de veto à l'ONU - huffingtonpost.fr

Qualifiée de "réforme essentielle", cette proposition a été soumise lors de la réunion exceptionnelle qui s'est tenue ce mardi à New York. Son objectif: mettre un terme à la paralysie de l'ONU alors que de nombreux messages décrivant des exactions de masse ont été relayés ces dernières heures.

Ce projet est pourtant loin d'être nouveau. Dès 2013, François Hollande proposait en effet l'encadrement du recours au veto, qui consisterait "pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à s'engager volontairement et collectivement à ne pas recourir au veto lorsqu'une situation d'atrocité de masse est constatée."

Une demande réitérée en septembre 2015, à l'occasion de la 70e Assemblée générale à New York: "La France veut que les membres permanents du Conseil de sécurité ne puissent plus recourir au droit de veto en cas d'atrocités de masse. Comment admettre que l'ONU, encore aujourd'hui, puisse rester paralysée, lorsque le pire se produit? Là aussi, montrons l'exemple. Je m'engage ici à ce que la France n'utilise jamais son droit de veto lorsqu'il y a des atrocités de masse" avait ainsi déclaré le président de la République.

Cette démarche "volontaire" n'entraînerait pas de modification de la Charte des Nations Unies. Mais plusieurs points restent encore à définir, et notamment la notion de "situation d'atrocité de masse". Dans la proposition française, les génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre à grande échelle pourraient être considérés comme tels.

Des termes qui résonnent particulièrement alors que Washington accusait le régime syrien de "crime contre l'humanité" le 10 décembre dernier. En septembre, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon avait quant à lui qualifié de "crime de guerre"

les bombardement d'hôpitaux dans les quartiers Est d'Alep. huffingtonpost.fr 13.12

- Mariani (LR) : «Ceux qui combattent le terrorisme devraient se féliciter de la reprise d'Alep» - LeFigaro.fr

Proche de François Fillon, le député des Français de l'étranger va se rendre en Syrie le mois prochain. Une nouvelle rencontre avec Bachar el-Assad est en train d'être organisée.

Proche de François Fillon, le député des Français de l'étranger va se rendre en Syrie le mois prochain. Une nouvelle rencontre avec Bachar el-Assad est en train d'être organisée.

La reprise d'Alep par les troupes de Bachar el-Assad est saluée, mardi, par Thierry Mariani. Le député des Français de l'étranger, qui entretient une relation privilégiée avec la Russie, estime que «tous ceux qui combattent le terrorisme devraient se féliciter» de la défaite des rebelles dans la deuxième ville de Syrie. L'élu reconnaît également que des civils ont été victimes des troupes loyalistes: «Je suis consterné, mais j'ai une pensée pour toutes les victimes. Il ne faut pas oublier les victimes des exactions des terroristes lorsqu'ils sont arrivés à Alep», assure-t-il, rappelant que la coalition des rebelles, visée par le régime de Damas, est notamment composée de factions proches d'al-Qaida.

Selon un premier bilan communiqué mardi par l'ONU, 82 personnes auraient été tuées lundi soir. «On n'en sait rien, la première victime d'une guerre, c'est la vérité», élude Thierry Mariani qui dit craindre la «manipulation» des différents protagonistes du conflit. «Malheureusement il y a toujours des victimes civiles lorsqu'une ville est reprise... Mais parle-t-on des victimes de Mossoul (où les troupes irakiennes, aidées par les occidentaux, se battent contre l'Etat islamique, ndlr)?», s'interroge l'ancien ministre. Et pas question de critiquer l'action de la Russie en soutien du régime à Alep: «On passe notre temps à dire que nous sommes en guerre contre le terrorisme. Alors nous devrions nous féliciter du recul des terroristes. C'est un risque en moins pour nous».

Dans son viseur, les trois parlementaires (Duflot-Mennucci-Mariton) qui ont tenté lundi de se rendre à Alep pour imposer une trève humanitaire. «J'aurais bien aimé qu'ils soient aussi actifs lorsque les terroristes arrivaient», dit-il. Leur échec à entrer en Syrie le fait sourire: «Le seul espace au monde où on peut entrer sans visa, c'est Schengen».

Thierry Mariani, lui, n'aura pas de problème de visa lorsqu'il se rendra une nouvelle fois en Syrie début janvier, avec d'autres parlementaires. Il fêtera le Noël arménien et orthodoxe à Alep et se rendra «probablement» à Damas. Une rencontre avec Bachar el-Assad n'est pas à exclure. «Le voyage est en cours d'organisation», précise le député. le figaro.fr 13.12

Commentaire d'un internaute.

- "On a bien foutu le bordel dans des pays souverains au nom d'une démocratie que l'on n'applique même pas chez nous, et on désigne un coupable, un seul, alors que nous avons réveillés de vieux démons tenus en laisse par des dictateurs dont l'éviction a généré les vagues de terrorisme que nous vivons actuellement. Allez plutôt demander aux irakiens ou aux syriens rescapés si leur vie était aussi compliquée avant l'arrivée des islamistes et les conséquences qui en découlent. "

Le populisme ou l'imposture est devenu le mode de gouvernance des puissances occidentales dont la France.

- Bernard Cazeneuve devient la personnalité politique la plus populaire - L'Express.fr

- Cazeneuve jure de défendre le modèle social - Reuters

- Cazeneuve cite Jaurès dans son discours de politique générale : "Le courage, c'est de se donner aux grandes causes" - Franceinfo

- Bernard Cazeneuve : il obtient le vote de confiance des députés - Francetv info

Petite consolation pour un gouvernement né dans l'épreuve : les députés frondeurs du PS ont voté la confiance. Avec 305 voix contre 239, Bernard Cazeneuve a le feu vers pour dit-il "préparer l'avenir". Francetv info

- Macron veut "de nouvelles protections" face au défi de la mondialisation - AFP

- François Fillon : le candidat adoucit son discours - Franceinfo

Alors que ses propos sur la sécurité sociale sont au cœur de la polémique, François Fillon est reparti en arrière.

Vraiment ?

- Sécu: "absolument aucun recul" de Fillon, selon Jacob - AFP

Le chef de file des députés Les Républicains, Christian Jacob, a estimé mardi qu'il n'y a "absolument aucun recul" de François Fillon. AFP13.12

Deux autres infos en bref

Après "je les emmerde" de Juppé et le "pauv'con" de Sarkozy, on comprend pourquoi ils ont préféré Fillon.

- "Petite saloperie" : Juppé dérape en plein conseil municipal - LePoint.fr

Comment recruter gratis.

- Le nouveau plan de compétitivité de Renault - BFM Business

La direction de la marque au losange propose de recruter 3.600 CDI d'ici 2019 en échange de la possibilité de pouvoir demander une heure supplémentaire de travail par jour. BFM Business 13.12

Etats-Unis. Trumperie qui veut bien. Les sommets de l'oligarchie financière et son pendant militaire le Pentagone sont servis.

Si cela pouvait aider à briser la soi-disant opposition à l'impérialisme qui ont pris la place de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qui n'a cessé de colporter des illusions dans Trump avant et après son élection, les médias dits alternatifs et autres géopoliticiens soumis au capitalisme, ce serait le seul aspect positif de l'élection de Trump, place à la véritable opposition de gauche, au socialisme. Il faut être très patient.

- Records pour Wall Street, le Dow près des 20.000 points Reuters

- Les trois indices de Wall Street ont à nouveau battu leurs records mardi... Reuters 13.12

- Pétrole: le cours finit sans tendance après une nette hausse AFP

Les cours du pétrole ont fini sans réelle tendance mardi, les investisseurs prenant du recul au lendemain d'une nette hausse à la suite d'un accord sur l'offre entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres pays.

Le cours du baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, a gagné 15 cents à 52,98 dollars sur le contrat pour livraison en janvier au New York Mercantile Exchange (Nymex). AFP 13.12

En oligarchie. Quand le business ou l'économie prend le dessus sur la diplomatie et la politique.

- Etats-Unis: Trump nomme le PDG d'ExxonMobil à la diplomatie - AFP

Donald Trump a nommé mardi comme chef de la diplomatie américaine Rex Tillerson, PDG du géant pétrolier ExxonMobil qui a ses entrées à Moscou, une nomination qui provoque des remous chez certains conservateurs inquiets du rapprochement annoncé avec la Russie.

M. Tillerson, 64 ans, connaît très bien la Russie où il a conclu de nombreux contrats depuis les années 1990, avant de prendre en 2006 la direction du premier groupe pétrolier mondial coté en Bourse. Il a au fil des ans développé une relation personnelle avec le président russe Vladimir Poutine. Le Kremlin a d'ailleurs immédiatement salué un "professionnel" qui a "de bonnes relations de travail" avec le chef de l'Etat russe.

Ce choix risque toutefois de se heurter à l'opposition du Sénat, qui devra confirmer cette nomination ministérielle, au moment où Moscou est accusé par la CIA d'avoir interféré dans la présidentielle américaine du 8 novembre en faveur de Donald Trump.

Mais en faisant de ce puissant homme d'affaires la voix et le visage de la diplomatie américaine, le président élu confirme qu'il veut amorcer une détente avec la Russie.

Je ne peux imaginer une personne mieux préparée et aussi dévouée pour servir en tant que secrétaire d'Etat à ce moment crucial de notre histoire", s'est félicité M. Trump en annonçant la nomination de M. Tillerson dans un communiqué.

Justifiant ce choix inhabituel, l'équipe Trump a souligné que M. Tillerson saura "comment s'orienter dans l'architecture complexe des affaires du monde et de différents dirigeants étrangers".

L'enjeu fondamental du moment est la relation Washington-Moscou, mais Rex Tillerson aura aussi à traiter avec la Chine.

Plus tard dans la journée, M. Trump a reçu dans sa tour à Manhattan le milliardaire philanthrope Bill Gates, qui vient de lancer avec d'autres riches donateurs un nouveau fonds pour investir dans des technologies propres.

Le fondateur de Microsoft a déclaré "avoir eu une bonne conversation sur l'innovation, comment elle peut aider dans la santé, l'éducation, l'impact de l'aide étrangère et l'énergie". AFP 13.12

Le Pentagone prend le contrôle de l'intérieur.

- Trump propose le département de l'Intérieur à un ex-Navy Seal Reuters

Donald Trump a proposé le poste de secrétaire à l'Intérieur au représentant républicain Ryan Zinke qui vient de décrocher son premier mandat parlementaire dans le Montana, annoncent plusieurs médias américains.

Ryan Zinke, ancien commandant des Navy Seals, n'a pas encore donné sa réponse et n'a pas précisé si la proposition l'intéressait, précise le site d'information Politico.

Le secrétariat à l'Intérieur emploie plus de 70.000 agents dans les Etats-Unis et supervise notamment 20% du foncier fédéral, les parcs nationaux de Yellowstone et du Yosemite notamment.

Ryan Zinke est un partisan du maintien du territoire public au sein du domaine public fédéral, une position qui va à l'encontre des positions d'un certain nombre d'élus républicains, favorables à leur privatisation ou à ce que leur administration soit déléguée aux Etats. Reuters 14.12

Guerre au sommet de l'oligarchie

- Le testament bancaire de Wells Fargo encore retoqué par la Fed - bfmbusiness.bfmtv.com

Les régulateurs bancaires américains ont retoqué une nouvelle fois le plan de simulation de faillite de la banque systémique Wells Fargo qui montre encore "des défauts", ont indiqué la Fed et la FDIC mardi.

La troisième banque américaine en terme d'actifs va être limitée dans sa croissance internationale et celle de ses services non-bancaires jusqu'à ce qu'elle corrige les lacunes de son "testament".

Cette décision n'a pas de rapport avec les déboires du groupe bancaire sur l'ouverture de comptes factices.

En avril, cinq grandes banques avaient été sommées par les autorités de régulation de soumettre de nouvelles versions de ces "testaments", jugés non-crédibles.

Les versions amendées présentées par Bank of America, Bank of New York Mellon, JP Morgan Chase et State Street ont été satisfaisantes, ont précisé la Fed et la FDICmardi.

Les plans de simulation de faillite, mis en place par la loi Dodd-Frank après la crise financière de 2008-2009, visent à prévoir de façon pratique comment une banque ferait face à sa banqueroute sans recevoir de fonds publics.

Ils sont demandés à toutes les banques avec plus de 50 milliards de dollars d'actifs opérant sur le territoire américain ainsi qu'aux compagnies financières non-bancaires qui ont été désignées comme présentant des risques systémiques.

Wells Fargo "n'a pas remédié à toutes ses déficiences et va être restreinte dans ses activités jusqu'à ce qu'elle le fasse", précise un communiqué commun à la banque centrale (Fed) et à l'agence d'assurance des dépôts bancaires (FDIC).

La banque a jusqu'au 31 mars 2017 pour soumettre une version amendée de son scénario de faillite 2015.

D'ici là, dès maintenant, elle ne peut pas s'étendre à l'international ni acquérir de filiales non-bancaires. Ces sanctions seront levées si sa version amendée est jugée satisfaisante. Si à nouveau, les défauts persistent, les régulateurs vont "limiter la taille des activités non-bancaires" de Wells Fargo ainsi que le niveau de ses activités de courtage.

Ces décisions concernent les plans de faillite 2015 mais les grandes banques devront soumettre cet été de nouveaux scénarios de liquidation pour 2017. La date limite est fixée au 1er juillet 2017.

Wells Fargo a réagi en se disant "déçue" de la décision des régulateurs mais assure qu'elle "sera capable de remédier" dans les délais impartis aux déficiences relevées par la banque centrale.

"Nous avions pris les remarques" des régulateurs "très sérieusement et pris plusieurs mesures pour y remédier, en créant un programme à cet effet, en y consacrant aussi des ressources supplémentaires", affirme la banque qui assure avoir "substantiellement renforcé ses capacités dans les secteurs identifiés" comme la séparation des activités et des structures commerciales. bfmbusiness.bfmtv.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- Le Parlement vénézuélien porte un coup sévère au Président Maduro - euronews.com

Le très controversé successeur d'Hugo Chavez, fait l'objet d'un texte de loi approuvé cette nuit par des députés de l'opposition, après le départ des chavistes de l'Assemblée. Les auteurs du texte estiment que Nicolás Maduro est responsable de la crise économique et sociale. Ce vote pourrait permettre de le chasser du pouvoir et de le traduire en justice.

De plus en plus impopulaire, le président vénézuélien a de son côté annoncé lundi le retrait des billets de 100 bolivars, la plus importante coupure du pays, dans les 72 heures. Officiellement, il s'agit de lutter contre les mafias.

La monnaie nationale a dégringolé depuis l'arrivée au pouvoir de Maduro. Ce dernier a, dans le même temps, ordonné la fermeture de la frontière avec la Colombie pour éviter une demande massive de change chez son voisin. euronews.com 13.12

Brésil

- Brésil: affrontements après le passage du gel des dépenses - AFP

Affrontements entre manifestants et police après que le Sénat brésilien a définitivement validé mardi 13 décembre le gel des dépenses publiques sur 20 ans, mesure phare du gouvernement de Michel Temer, qui prône une cure d'austérité pour sortir le pays d'une récession historique, mais rejetée par la majorité des Brésiliens. AFP 13.12

Turquie

- L'UE tiraillée sur les négociations d'adhésion de la Turquie - AFP

Les pays européens n'ont pas réussi mardi à adopter une position unanime face à la "dérive" de la Turquie, partagés entre la volonté de lui envoyer un avertissement et la crainte de rompre les relations avec ce partenaire devenu incontournable.

Les 28, réunis à Bruxelles, étaient tous d'accord pour réagir aux atteintes à la démocratie du gouvernement turc, qui se sont intensifiées depuis le coup d'Etat avorté du mois de juillet.

Mais ils se sont divisés sur l'intensité de la réplique, dans un contexte de lutte contre le terrorisme, de guerre en Syrie et de gestion des migrations, où le président Recep Tayyip Erdogan s'impose comme un interlocuteur central.

"Dans les circonstances actuelles, l'ouverture de nouveaux chapitres" dans les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE "n'est pas envisagée", a annoncé la présidence du Conseil de l'UE (instance regroupant les Etats membres), à l'issue de la réunion de ministres européens.

Mais malgré de longues dicusssions, le texte n'a pas obtenu l'unanimité des 28. L'Autriche a en effet refusé jusqu'au bout de soutenir des conclusions communes si elles ne se prononçaient pas en faveur d'un "gel" des négociations d'adhésion de la Turquie au bloc européen.

"Un pays n'a pas apporté son soutien au compromis soutenu par les 27 autres", a regretté le ministre slovaque des Affaires étrangères, Miroslav Lajcak, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil. D'autres pays défendant une ligne dure, comme les Pays-Bas ou la Belgique, se sont eux rangés au compromis.

Une large majorité des pays européens se refusaient à franchir le pas d'une rupture avec Ankara, qui plus est dans un moment où le pays est confronté sur son sol à des attaques terroristes, comme celle - revendiquée par un groupe radical kurde - qui a fait plus de 40 morts samedi.

"Il faut un dialogue maintenu, sur la base de la clarté et de la fermeté", a ainsi plaidé mardi à Bruxelles le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Harlem Désir, excluant le "gel" formel des négociations, comme demandé par le Parlement européen dans une résolution votée en novembre.

Mais "compte tenu de la dérive du pouvoir en Turquie en matière de violation des droits de l'Homme et de répression contre les journalistes, contre les universitaires, et contre des parlementaires, il ne peut pas y avoir d'ouverture de nouveaux chapitres de négociations", a ajouté M. Désir.

"Nous ne devrions pas claquer la porte dans ce moment difficile", a également soutenu le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères, Michael Roth, jugeant qu'il fallait "un signal clair de l'UE" y compris en direction des "citoyens turcs qui partagent nos valeurs".

Jugeant "très décevante" l'absence d'unanimité des 28 mardi, l'Allemand a cependant assuré qu'elle n'avait pas de conséquence concrète sur la position de l'UE dans les négociations d'adhésion avec la Turquie.

Ces tractations, découpées en 35 chapitres portant sur des domaines spécifiques, ont commencé en 2005, mais elles avancent depuis au ralenti. A ce jour, 16 chapitres seulement sont ouverts et un seul a été bouclé.

La question du gel ou non des négociations d'adhésion est "un débat artificiel, parce que les négociations d'adhésion sont au point mort depuis des mois", a jugé le commissaire européen Johannes Hahn, chargé des questions d'élargissement.

Dans un rapport publié en novembre, la Commission européenne a déploré le "retour en arrière" de la Turquie sur les critères d'adhésion, en particulier concernant la liberté d'expression et l'Etat de droit.

Mais l'exécutif européen juge qu'une rupture avec Ankara serait une erreur diplomatique, quelques mois après que l'UE a accepté de "redynamiser" les négociations d'adhésion, en contrepartie des efforts turcs pour freiner les flux migratoire vers l'Europe.

Un nouveau chapitre, portant sur des questions budgétaires, avait ainsi été ouvert fin juin et des "travaux préparatoires" lancés pour en ouvrir d'autres.

Le président Erdogan a lui plusieurs fois menacé de ne plus appliquer le pacte migratoire conclu en mars 2016, qui a permis de faire chuter sensiblement les traversées de la mer Egée.

"Il existe pour la Turquie de très nombreuses alternatives" à l'UE, a-t-il averti fin novembre. AFP 13.12

Le 17 décembre 2016

CAUSERIE

Le mot du jour : Incroyable, l'heure est au combat politique !

Qui l'aurait cru franchement, les uns et les autres s'étant vautrés pendant des décennies dans le trade-unionisme, le syndicalisme réformiste et pire encore au détriment du combat contre les institutions de la Ve République, pour le socialisme. Ils y viennent timidement, sur la pointe des pieds, à reculons, à suivre.

Une question à multiples entrées à poser aux travailleurs en tenant compte de leur statut social de manière à ne pas les culpabiliser,

le but étant de les aider à prendre conscience que ce n'est pas en subissant sans réagir le sort que la société leur a réservé depuis leur naissance que leur condition, celle de leurs enfants ou petits-enfants va s'améliorer dans le futur, bien au contraire, et qu'ils disposent du droit légitime de prendre en mains leur destin ou d'exiger que leurs besoins ou aspirations soient satisfaits.

Qui peut s'estimer satisfait de ses conditions de travail et d'existence, qui peut affirmer qu'il a réussi à donner un sens à sa vie et dispose des moyens de le réaliser, qui peut s'estimer satisfait des conditions dans lesquelles il élève ses enfants, qui peut affirmer que sur le plan personnel il s'est épanoui, qui peut affirmer qu'il est parvenu à s'en sortir individuellement sans l'avoir payé au prix de lourds sacrifices injustes ou sans avoir causé du tort à ses semblables, qui peut prétendre avoir des rapports harmonieux avec l'ensemble de la population, qui peut s'estimer satisfait de l'orientation de la société et du monde ? A ma connaissance absolument personne en dehors des exploiteurs et l'élite intellectuelle qui sert leurs intérêts.

On pourrait leur demander s'ils estiment normal qu'un enfant, une femme ou un homme n'ait pas de quoi se nourrir, se vêtir, se loger, se chauffer, se soigner, etc. mais cela ne les concernerait pas forcément ou ils répondraient tous qu'ils trouvent cela anormal sans qu'on soit plus avancé, ils ajouteraient qu'ils n'y sont pour rien et nous n'aurions rien à leur répondre sous peine de les juger injustement, ce qui n'est évidemment pas notre intention.

L'arrogance belliciste des dirigeants des puissances occidentales témoigne de leur impuissance face à la crise du capitalisme et aux difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour imposer aux peuples un modèle de société régi par un règlement policier au profit de l'oligarchie, elle est la seule réponse qu'ils peuvent opposer aux peuples qui résistent et luttent pour leur souveraineté ou leur émancipation, pour la liberté en attendant de trouver la voie du socialisme.

Autrefois le parti bolchevik ou communiste russe avait renversé le régime en place en ayant pour mot d'ordre, le pain, la paix, la liberté, si de nos jours la plupart des travailleurs bénéficient du pain, ils ne disposent pas vraiment de la paix et de la liberté qu'on pourrait reprendre à notre compte.

A la place du pain, qui a un côté trop alimentaire et pourrait avoir un relent de réformisme, on pourrait retenir la dignité qui fait tant défaut à ceux qui nous gouvernent, à tous les représentants du capitalisme, aux affairistes, aux philistins, à la racaille qui contrôle le mouvement ouvrier, aux saloperies d'exploiteurs petits, moyens ou grands, à leurs porte-parole médiatiques...

L'hypocrite, le menteur, le faussaire, le manipulateur, le corrompu, bref, la pourriture qui s'emploie à justifier l'ordre établi, la politique antisociale du gouvernement, toutes les guerres impérialistes, l'exploitation et l'oppression des peuples, ils ont tous en commun de manquer de dignité, d'être indigne du pouvoir qu'ils ont dans la société, de parler en son nom, de décider de son sort, nous ne leur accordons pas la légitimité d'y prétendre qu'ils ont usurpée en profitant de l'ignorance du peuple qu'ils haïssent.

Menons donc cette guerre de classe pour la dignité, la paix et la liberté. Ne nous laissons pas impressionner par tous ces bonimenteurs, ces illusionnistes, ces escrocs d'un cynisme sans fond. Debout nous sommes et debout nous resterons, digne jusqu'au bout. Refusons tout compromis sur ce principe qui incarne les valeurs de la civilisation humaine. Soyons intolérant envers ceux qui s'emploient à les corrompre, à les instrumentaliser, à les piétiner. Forgeons-nous un caractère en acier trempé, inoxydable, pour être fier des idées que nous portons et nous vaincrons notre ennemi.

Quelques réflexions politiques.

1- Aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne peut dire qu'il ne savait pas, aucun.

Les lignes qui suivent ont été écrite en 1919, sans doute par Lénine, on les croirait écrites spécialement pour notre époque.

- En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste. (1er Congrès de l'Internationale Communiste)

LVOG - C'est effectivement les mêmes moyens ou armes qu'ils utilisent de nos jours en plus sophistiqués et plus diversifiés pour conditionner les masses, les soumettre en esclavage. Et que font les partis de la soi-disant avant-garde ? Ils les ignorent, ils considèrent que la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses laborieuses n'a aucune influence sur leur comportement, donc ils refusent de la combattre sur ce plan-là.

C'est un des aspects de la collaboration de classes les plus nocifs auquel ne pensent pas les militants qui partagent la conception archaïque de la lutte de classe de leurs dirigeants faillis ou corrompus, qui ne prennent pas le temps de réfléchir, qui ne

le souhaitent pas ou qui en sont incapables.

Si en 1919 on pouvait observer que c'était une oligarchie financière qui gouvernait dans les coulisses de la démocratie parlementaire, que devrait-on dire un siècle plus tard sachant qu'elle a conquis pratiquement tous les rouages du pouvoir politique en s'assurant le contrôle de la totalité des centres de pouvoir.

Ce qui est aberrant mais apparemment ne choque pas les militants, c'est que nos dirigeants ont continué de l'ignorer en refusant de modifier leur conception de la lutte des classes, comme si les rapports entre les classes n'avaient finalement pas changé ou si peu, s'interdisant ainsi de définir une stratégie politique indépendante ou conforme au socialisme, ce qui devait conduire à la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier ou à sa corruption. Oui, effectivement dans ces conditions c'était inévitable.

- Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi ne s'en serve pas. (id)

LVOG - Vous comprenez mieux pourquoi nous rejetons l'argument du retour à la démocratie politique, toute participation aux institutions, la rupture avec tous les partis liés aux institutions ainsi que les appareils syndicaux corrompus. Sous ce régime oligarchique, toute référence à la démocratie est une tromperie, elle est à bannir de notre discours, hormis quand on la lie à la prise du pouvoir par les exploités.

- La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. (id)

LVOG - Sauf qu'au lieu de lutter contre le PS, on l'a ménagé, flatté, on s'y est associé, on l'a soutenu, pire, on a été jusqu'à souhaiter qu'il accède au pouvoir, pire encore, une fois au pouvoir on a continué de s'adresser à lui comme s'il s'agissait d'un parti ouvrier, en 1981, et on a remis cela en 2012, plus sournoisement. La situation actuelle du mouvement ouvrier en est la conséquence. Cela vaut pour le PC évidemment.

Excès d'enthousiasme ou manque de discernement, certes en employant le conditionnel, Les dirigeants de l'IC ne furent pas toujours aussi lucides dans leurs analyses de la situation et son évolution prévisible, ils commirent également de graves erreurs d'appréciation, voici deux exemples d'affirmations péremptoires qui furent contredites par les faits. Mais l'essentiel n'est pas là, il consiste à détecter là où ils ont failli et à chercher pourquoi, pour ne pas répéter les mêmes erreurs.

- Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. (id)

LVOG - 20 ans plus tard ce sera possible, il faut donc en déduire que de "tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières". C'était prévisible à bien des égards. Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

- L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible.

LVOG - Et pourtant, la domination des trusts et autre holdings tentaculaires est une réalité en 2016. Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-telle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

LVOG - Une "clique mondiale" qu'on appellera oligarchie financière est "triomphante" un siècle plus tard sous l'enseigne de l'ONU, au moyen d'une armée « internationale », l'OTAN... Quels enseignements en avons-vous tiré près d'un siècle plus tard ? Aucun ou si peu.

Quand Lénine évoque une "clique mondiale" en parlant de l'oligarchie financière, on ne comprend pas, on se demande pourquoi

les militants qui se disent trotskystes notamment, donc léninistes, se bouchent les oreilles. Ils feraient mieux d'essayer de comprendre... pour agir.

2- Si vous êtes adepte des lieux communs, plus loin je vous propose deux articles dans lesquels est soigneusement évacué un facteur qui semble-t-il (un euphémisme) a pu avoir une influence sur le cours de l'économie mondiale ces dernières années et donc de la lutte des classes, précision indispensable puisqu'on a perdu l'habitude de lier ces deux facteurs, ce qui est pour le moins révélateur d'une décomposition politique avancée.

A savoir quelque 30.000 milliards de dollars ou beaucoup plus apparemment que les banquiers (privés) de la Fed ont fabriqués et se sont généreusement distribués depuis 2008 par le biais du gouvernement américain à leur solde, et dont au bas mot 9.000 milliards se sont volatilisés dans la nature (en 8 mois seulement) ou ne figurent nulle part au bilan de la Fed (révélé par Bloomberg), voir à ce propos l'interview (toujours disponible sur You Tube en tapant : Les 9000 milliards de dollars volatilisés de la FED 2009, j'ai vérifié ce matin) révélateur d'une inspectrice générale de la Fed à la commission des finances du Congrès américain, qui avoue ne pas savoir à qui cet argent a été distribué, où il est passé, sans pour autant que les mêmes banquiers ne soient inquiétés par la justice...

Ensuite, ne pouvant pas expliquer pourquoi le capitalisme ne s'était pas encore soudainement et brutalement effondré bien qu'il ait de fait dépasser le stade de la faillite selon le processus et la définition qu'en avaient donné les auteurs du Capital (Marx et Engels), en quoi cette monstreuse création monétaire débordait du cadre du capitalisme ou violait ses lois de fonctionnement, et surtout à quelle fin sachant qu'elle n'a jamais cessé depuis, l'agence européenne de la Fed, la BCE, s'y étant mis à son tour, sans pour autant pouvoir juguler encore moins stopper la crise du capitalisme qu'on nommera une crise de décomposition du capitalisme sapant au passage les bases du socialisme.

Ce serait trop long ici de développer cette argumentation. Disons que depuis l'introduction d'un côté de l'intérim, puis des CDD longs, courts et finalement à la carte en fonction des besoins des entreprises, pour aboutir à la remise en cause du contrat de travail tout court ; de l'autre, le passage de la grande entreprise à une multitude de sous-traitants qui ne sont rien d'autres que des services détachées créés avec l'aide des banquiers pour notamment diminuer leur bilan et payer moins ou pas d'impôts sur les bénéfices, augmenter le taux d'exploitation, bénéficier d'un tas d'avantages fiscaux, exonérations ou aides en tout genre de l'Etat, pour en arriver à l'auto-entrepreneur et finalement à l'ubérisation en passant par le travail détaché, le travailleur se retrouve atomisé et pratiquement sans droit, on peut ajouter les multiples remises en cause du Code du travail, l'ensemble du tableau consacre la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière sur fond de décomposition du capitalisme, accompagnée de l'atomisation du prolétariat, qui plus est se retouve sans représentation politique et concourant à la neutralisation de la lutte des classes, sa résistance se situant sur un terrain purement défensif et corporatiste que l'ensemble des syndicat corrompus ne démentiront pas.

Ainsi on se trouve en présence d'une société, de rapports à l'intérieur des classes et entre les classes, entre les classes et l'Etat radicalement différents de ce qu'on avait connu jusque là. Comme dans toute analyse d'un processus dialectique à l'oeuvre, observer de quelle manière s'opère la transformation de la quantité en qualité est relativement aisée, il suffit d'ouvrir les yeux et les oreilles, ce qui l'est moins en revanche, c'est de déterminer à quel moment précis cette transformation de la qualité se réalise, et comment à partir de là elle va contribuer à modifier la nature de certains facteurs et influencer leurs rapports dans une direction donnée qui agira sur leurs destins.

Jusqu'à présent, nous en avons été incapables. Et lorsqu'on cherche à résoudre ce problème en avançant une analyse qui rompt avec les discours convenus en la matière qu'on nous sert depuis des lustres, systématiquement on nous traite de farfelu ou de théoricien du complot, parce qu'on aurait commis un crime abominable en tenant compte de la totalité des facteurs en présence, au lieu de ne retenir compte que de ceux conventionnellement admis ou soigneusement sélectionnés par des idéologues ou des militants pour justifier leur théorie ou leur interprétation, qui justement pêche par l'absence de réponses à tout un tas de questions qu'ils ne souhaitent manifestement pas aborder ou qu'ils rejettent avec mépris d'un geste du bras.

Répétons-nous une énième fois, soit la théorie de l'effondrement du capitalisme telle que l'ont définie Marx et Engels demeure valable, mais dans ce cas-là il faudrait nous expliquer pourquoi le capitalisme ne s'est-il pas effondré depuis des décennies autrement qu'en recourant à des tours de passe-passe, soit cette théorie telle qu'elle a été conçue à l'origine j'insiste bien car c'est important, ne s'applique plus exactement de la même manière qu'autrefois ou l'évolution d'un ou de plusieurs facteurs est venue la contrarier, de sorte que l'effondrement du capitalisme se réalise selon d'autres mécanismes, sans pour autant remettre en cause non pas le capitalisme, mais le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il s'agit de préserver pour ceux qui détiennent le pouvoir et entendent bien le renforcer afin de le conserver, sans changer de mode de production mais en modifiant radicalement les rapports entre les classes à leur avantage de sorte qu'ils ne constituent plus une menace pour leur domination de classe ou qu'il devienne impossible d'envisager en changer dans l'avenir, ce qui implique qu'ils parviennent à contrôler l'ensemble des activités humaines, y compris les idées des hommes, ce à quoi ils s'emploient activement comme chacun a pu le constater.

Vous me direz qu'il y a là bien des contradictions ou qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, mais je n'ai jamais affirmé le contraire... A y regarder de plus près, on se rend compte qu'on a tout pris à l'envers pour n'avoir pas analyser à fond le développement du capitalisme sur le plan historique qui devait déboucher sur une crise économique permanente qui ne pourrait trouver une

solution (bancale) que sur le plan politique, y compris pour les capitalistes. On nous explique que l'UE s'attaque à nos droits sociaux pour le compte des capitalistes comme si c'était là son unique fonction, on pourrait prendre le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, l'ONU, l'OTAN, etc. et en arriver au même constat, alors qu'en réalité, elle a été spécialement conçue pour nous soumettre à un modèle de société déterminé une fois nos droits politiques confisqués, ce qui n'est pas du tout la même chose. Et si on regarde ce qui se passe dans chaque pays, on s'aperçoit que c'est le même processus qui est en cours ou qui l'a même précédé.

Le mouvement ouvrier a rompu avec le socialisme en adoptant le parlementarisme qui a pu faire illusion à une autre époque sans en avoir tiré la moindre leçon, ce qui permet de justifier d'avoir conserver des rapports avec le PS et le PCF ainsi que leurs satellites, ainsi que les appareils des syndicats qu'ils contrôlent ou qui prônent la même politique de collaboration de classes. Voilà pour tous les partis dits ouvriers. Quant aux autres formations politiques et à un grand nombre de militants inorganisés, ils en sont restés aux manuels de la lutte de classe du XIXe siècle ou de la première moitié du XXe sicècle comme si rien ne s'était produit ensuite, et comme ils l'ignorent il ne leur reste plus qu'à verser dans le sarcasme ou le déni dès qu'on avance des facteurs qu'ils n'ont jamais traités, car il leur faut avoir raison à tous prix. Dans ces conditions, on ne voit pas vraiment pas comment on pourrait arriver à se comprendre puisqu'on ne parle pas de la même chose.

3- Extrait sur le même sujet d'un passage rédigé en réponse à un courriel reçu que je ne reproduirai pas ici puisque son expéditeur n'y tient pas. Dans ce passage il y a forcément des répétitions.

Pour qu'il y ait une révolution sociale, soit il faut que la situation du prolétariat soit devenue insupportable au quotidien ainsi que celle de certaines couches des classes moyennes, soit il faut que le capitalisme s'effondre brutalement entraînant des conséquence sociales désastreuses pour le prolétariat et précipitant les classes moyennes dans sa chute.

Dans le premier cas, l'existence d'un puissant parti révolutionnaire sera indispensable pour entraîner le mouvement ouvrier au combat ou submerger l'obstacle de ses appareils corrompus, dans le cas contraire les appareils réussiront à contenir et briser tout mouvement des masses. Dans le second cas, les masses pourront déferler par millions sans parvenir à renverser le régime si le parti révolutionnaire n'existe pas ou est trop faible, les appareils parviendront à faire refluer la mobilisation des masses.

Si maintenant au prix de nouveaux sacrifices les masses et surtout les classes moyennes parviennent tant bien que mal à s'en sortir, elles ne se dresseront pas contre le régime, elles continueront d'essayer d'en obtenir des concessions pour mieux supporter leur condition, il faudrait qu'elles en soient rendues au stade de l'indigence ou de la misère noire pour chercher une issue à leur condition ou pour que spontanément elles se soulèvent, sans aucune garantie quant à l'issue de leur mobilisation, tout dépendrait de son orientation politique, et encore une fois, si toutefois il existait un parti révolutionnaire pour leur indiquer la direction à prendre ou les objectifs politiques qu'elles devraient se fixer.

Or, hormis la question du parti, pour en arriver à ces conditions il faut que ce soit produit un choc violent, une chute brutale du capitalisme entraînant une réaction aussi brutale et violente des masses qui refusent d'en subir les conséquences. Mais si maintenant l'oligarchie financière parvient à agir en aval en recourant à des moyens exceptionnels pour prévenir un tel soudain effondrement, le stoppe ou y met un terme rapidement afin d'éviter qu'il soit suivi d'effets en cascade qui auraient de vastes conséquences sur le plan social, elle va supprimer les conditions qui auraient servi de levier à la mobilisation révolutionnaire du mouvement ouvrier et des masses et conserver le contrôle de la situation et des institutions.

On aura compris que l'oligarchie financière pour parvenir à ses fins à tout intérêt à s'attaquer progessivement aux droits sociaux des travailleurs ou en procédant par étapes, patiemment pas à pas, brusquer ou précipiter les choses présentant un risque, elle y recourra qu'une fois assurée qu'elle sera toujours en mesure de contenir ce risque, autrement dit, qu'elle n'a rien à craindre du mouvement ouvrier divisé et profondément gangrené, toujours sous le contrôle des appareils pourris de la social-démocratie ou des staliniens, tandis qu'aucun nouveau parti communiste n'a émergé. Elle parviendra ainsi au même résultat qu'en cas d'effondrement brutal du capitalisme, puisqu'elle ne peut pas empêcher l'effondrement de son système économique, autant qu'il se réalise en douceur en minimisant les risques.

Pour comprendre ce processus, faut-il encore qu'on s'entende sur la définition de l'effondrement du capitalisme qui correspond à l'incapacité du capitalisme de survivre en satisfaisant les besoins des masses, en ayant la vertu de servir de prétexte pour s'attaquer à leurs droits sociaux qui correspondent à des besoins ou en les réduisant, de sorte que les conditions soient réunies afin que la part de la plus-value qui revient aux capitalistes augmente, car il ne faut pas s'imaginer que le capitalisme pourraît disparaître pour autant.

On a observé au contraire qu'il pouvait survivre en état de crise permanente pendant de longues décennies, mieux encore, il est parvenu à se doter de pouvoirs politiques et d'instruments financiers permettant à l'oligarchie financière de réaliser un effondrement contrôlé du capitalisme pays par pays grâce au soutien de leur institution nationale respective ou à une plus vaste échelle, par exemple celle de l'Europe en se servant de l'UE.

Mais leur problème, c'est que ces mesures ne suffiront pas à résoudre la crise du capitalisme, car ses contradictions continuent onexorablement de le ronger de l'intérieur et font peser une menace à brève échéance sur son existence, ce qui n'est

pas sans rapport avec la résistance des travailleurs ou la lutte de classe des exploités qui contribue à amplifier ces contradictions. Il faut avoir à l'esprit que quelle que soit les mesures qu'ils sont amenés à prendre pour améliorer la situation du capitalisme, systématiquement elles se traduiront par des effets inverses ou elles seront accompagnées de leurs pendants négatifs qui le déstabilisera à nouveau à terme ou rendra sa crise encore plus incontrôlable.

On a aussi évoqué ailleurs qu'ils étaient dans l'impossibilité de déclencher une nouvelle guerre mondiale du fait de l'arsenal nucléaire, chimique, bactériologique que possède les progatonistes potentiels, donc de détruire des forces poductives dans des proportions gigantesques.

Privés de ce moyen pour accroître le taux de productivité et d'exploitation au cours de la reconstruction de l'appareil productif (de la plus-value), ils ont dû opter pour d'autres moyens pour parvenir à cet objectif, grâce notamment à la complicité des dirigeants syndicaux corrompus ainsi que ceux des partis dits de gauche ou d'extrême gauche, briser la résistance des travailleurs et des militants restés fidèles au socialisme ou combattant à leur côté.

Par le biais de magouilles ils ont pris le contrôle de l'économie grecque et ils ont ramené la condition des travailleurs un demi-siècle en arrière en liquidant tous les droits sociaux qu'ils avaient acquis au cours de cette période, dans une moindre mesure en Irlande, en Espagne, au Portugal, en Italie et en France, etc. où leurs objectifs sont les mêmes. Et il en va ainsi dans tous les pays sur tous les continents, à commencer par les Etats-Unis où pour ainsi dire le prolétariat et les classes moyennes sont déjà privés de tous droits sociaux ou politiques.

De la même manière qu'ils avaient fondé la Fed en 1913 et pris le contrôle de la création monétaire, prolongé artificiellement la Première Guerre mondiale au-delà de 1916, créé la BRI (ou BSI), balkanisé l'Afrique jusqu'au Soudan récemment, orchestré la crise de 1929 et toutes celles qui allaient suivre jusqu'en 20018, financé le régime nazi de Hitler, créé de toutes pièces le prétexte (Pearl Harbour) pour que les Etats-Unis participe à la Seconde guerre mondiale, fondé le FMI, la Banque mondiale, l'ONU, les paradis fiscaux, etc., dicté leur loi lors des accords de Bretton Woods, du Gatt puis à l'OMC, engagé immédiatement de nouvelles guerres (Corée, Vietnam, etc.), crée l'OTAN et les réseaux terroristes Gladio ou stand-behind en collaboration avec l'extrême droite, installé entre 500 et 1000 bases militaires sur tous les contients, renversé ou assassiné les leaders du nationalisme arabe, soutenu les dictateurs africains, proche ou moyen-orientaux, asiatiques, mis en place des dictatures militaires en Amérique latine, désindexé le dollar de l'or en 1971, fait adopter la dérégulation de la finance (Steal Glass), créé des instruments financiers pour contrôler tous les marchés, monnaie (taux de change), obligations, actions, matières premières, produits dérivés, etc. fondé des institutions destinées à plannifier la mise en oeuvre de leur stratégie politique (Bilderberg, CFR, Commission Trilatérale), sur lesquels sont venus se greffer des think tanks animés par leurs idéologues, créé ou financé une multitude d'ONG par le biais de la NED (CIA) ou de fondations, plannifié le 11 septembre 2001 et la "chute" de Lehman Brothers, la plupart des attentats terroristes survenus depuis dans le monde ainsi que toutes les guerres, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, créé les talibans, Al-Qaïda, puis Daesh, décidé la hausse du pétrole en 1973, sa baisse à la fin des années 80 et sa chute en 2016, pris le contrôle de la quasi-totalité des secteurs clés de l'économie mondiale, desmédias, de l'ensemble ou presque des institutions qui existent dans le monde, des parlements, des partis politiques, des syndicats, etc. tout ceci juste pour montrer l'étendu de leur pouvoir.

Pour revenir à une question économique de la première importance ou leur rôle de faux monnayeurs qui sert à financer toute sorte d'opérations, mais surtout influencer le cours de l'économie mondial dont dépend la lutte des classes afin d'accroître encore leur pouvoir politique.

On pourrait se dire que si la Fed a fabriqué plus de 30.000 milliards de dollars depuis 2008 qu'elle a remis au gouvernement américain qui les a ensuite distribués à son tour à des entreprises en difficulté ou prétendument en difficulté, car avant 2008 ou depuis les mêmes entreprises font face à un énorme endettement sans pour autant qu'elles soient déclarées en faillite ou ne s'effondre il faut bien le noter au passage, ces entreprises (financières ou banques) ont remboursé depuis le gouvernement. Certes, à ceci près que la Fed avait accordé ou prêté cette somme colossale au gouvernement avec intérêt, et que même à seulement à un taux de 1%, cela représentait tout de même la coquette somme de 3.000 milliards de dollars qui tombaient au bout d'un an dans l'escarcelle des banquiers privés de la Fed, en fait les plus grandes banques américaines, somme qui permet de financer gratuitement bien des opérations (Maidan, les "printemps arabes" et des guerres).

Donc nous sommes dans la configuration où l'oligarchie financière anglo-saxonne peut à tout moment décider de faire chuter l'économie d'un pays ou de la secourir selon les intérêts économiques ou politiques qu'elle est en droit d'en attendre, elle en a les moyens financiers, politiques et militaires. Elle peut déstabiliser n'importe quel Etat qui lui résiste en orchestrant des mouvements de masse ou en paralysant son économie, en fomentant des guerres civiles, des attentats terroristes qui déboucheront sur des génocides ou de terribles famines, l'exode de leur population, etc.

Elle a montré depuis 2008 qu'elle était pratiquement en mesure de faire face à n'importe quelle situation ou crise économique ou politique, parce qu'en face elle n'a aucun ennemi organisé de taille à lui résister, elle agit donc en maître absolu du monde, bien qu'elle ne soit pas encore parvenue à le contrôler totalement.

C'est une faille dans leur stratégie ou l'une des difficultés qu'ils ne sont pas encore parvenues à résoudre,qui constitue la petite fenêtre de tir qu'il nous reste pour les atteindre et les faire chuter, encore faut-il qu'on ne soit pas aveugle ou qu'on ait une bonne

vue, qu'on ait l'honnêteté intellectuelle et la modestie d'admette enfin que notre conception de la lutte des classes basée sur une lecture linéaire et erronée de l'évolution du capitalisme était inadaptée pour combattre efficacement ses représentations politiques, dont nous avons gravement sous-estimé le rôle pour en être restés au fonctionnement classique du capitalisme dont l'oligarchie avait violé les lois.

Nous en étions restés à la définition selon laquelle la politique était le concentré de l'économie sans comprendre que si le système économique en vigueur était défaillant, car présentant des contradictions telles que quel que soit le pouvoir économique acquis par une poignée d'oligarques, il leur serait impossible à un moment ou à un autre d'éviter son effondrement, les oligarques devraient s'emparer du pouvoir politique pour disposer des moyens de prévenir cet effondrement, le contrôler, l'accompagner de manière à en tirer profit. Dit autrement, le pouvoir politique devrait prendre l'ascendant sur l'économie, et les oligarques tenteraient de s'en emparer par n'importe quel moyen, pour finalement imposer un modèle de société qui reposerait davantage sur l'arbitraire absolu que sur des facteurs économiques à ce stade devenus obsolètes car contournables du fait qu'ils concentraient l'essentiel des richesses mondiales produites.

Ce qu'on ne parvient pas à comprendre ou plutôt à faire comprendre, c'est que si le lien existant entre la politique et l'économie ne disparaît pas pour autant, les rapports qui les régissent ont été bouleversés du fait du pouvoir économique acquis par l'oligarchie financière.

Un jour, un militant m'a demandé pourquoi les oligarques ne fabriquaient-ils pas autant de billets qu'il en faudrait pour résoudre la crise du capitalisme qui les menace, ne comprenant pas que ce n'étaient pas ou plus leur priorité, bien qu'ils recourent encore à ce moyen lorsqu'ils le jugent nécessaire, tout dépend du pays en question, de sa place au sein de l'économie mondiale, etc. s'ils n'y recourent pas systématiquement, c'est parce qu'ils comptent instrumentaliser la crise économique pour renforcer leur pouvoir politique qui est la clé de la situation et de leur domination de classe, sur le monde, ne pas y penser prouve simplement qu'on n'a pas tiré ou retenu les leçons de la Seconde Guerre mondiale. Tous les Etats qui y avaient participé étaient endettés jusqu'au cou, ils se sont tournés vers l'oligarchie pour financer leur reconstruction et stabiliser leur régime en proie à des mouvements révolutionnaires, en échange de quoi ils ont cédé une grande partie de leur souveraineté ou de leur pouvoir politique aux institutions internationales qui allaient être créées sous l'égide des Etats-Unis et qui devaient consacrer son hégémonie mondial, en réalité celle de l'oligarchie financière anglo-saxonne (sioniste).

On se figure toujours lorsqu'un gouvernement prend une mesure antisociale qu'elle est de nature économique, mais on n'en mesure pas ou pas suffisamment la portée politique, alors de là à imaginer qu'elle correspondrait à un objectif politique à long terme, pure folie, on refuse de l'envisager, car aveuglé qu'on est par le mouvement spontané des masses et incapable de penser plus loin que les conséquences immédiates de cette mesure, on préfère se réfugier dans la propagande à deux balles faite de citations ou de formules avariées que l'on récite comme des mantras... ou un professeur d'université.

Si on admet volontiers qu'on est en présence d'un processus dialectique inconscient en évoquant le développement de la civilisation humaine, apparemment on a du mal à concevoir que cet aspect inconscient concerne toutes les classes sans exception ou que toutes en sont tributaires, donc que les sommets de oligarchie aient pu imaginer une stratégie politique qu'on pourrait qualifier de surréaliste ou d'hallucinante, en désespoir de cause et qu'ils s'y accrochent parce qu'ils n'ont pas le choix.

On se demandera jusqu'à quel point ils y croient eux-mêmes, peu importe ici, en attendant elle existe belle et bien, et la plus grave erreur à commettre serait de l'ignorer, car lorsqu'on y regarde de plus près on s'aperçoit que par bien des aspects elle permet d'apporter des réponses politiques au défi que constitue l'aggravation des contradictions du capitalisme pour maintenir en survie leur système économique.

Alors si on veut vraiment le renverser, on ferait mieux d'en tenir compte ou de l'inclure dans notre stratégie politique, qui ne s'en trouvera pas bouleversée pour autant, au contraire, et je dis cela à l'attention de mes détracteurs, elle contribue à la confirmer.

Et si on nous rétorquait malgré tout que cette stratégie politique de l'oligarchie financière c'était du vent, patati patata, on répondrait qu'à partir du moment où elle l'applique, elle devient un facteur objectif et qu'on ne brasse pas de l'air en la combattant, on s'en tient au processus matérialiste dialectique dont il a été question précédemment. Sur ce je veux bien admettre que ma démonstration mériterait d'être affinée, j'y pense, je ne pense qu'à cela !

- François Chesnais: Le cours actuel du capitalisme…(novembre 2016)
http://www.inprecor.fr/article-Crises-Le%20cours%20actuel%20du%20capitalisme%20et%20les%20perspectives%20de%20la%20soci%C3%A9t%C3%A9%20humaine%20civilis%C3%A9e?id=1952

François Chesnais: Crise de suraccumulation mondiale ouvrant sur une crise de civilisation (janvier 2010)
http://www.inprecor.fr/article-Economie-Crise%20de%20suraccumulation%20mondiale%20ouvrant%20sur%20une%20crise%20de%20civilisation?id=859

Dans sa brève biographie, ils ont oublié de signaler qu'il avait été membre du comité central de l'OCI-PCI, ancêtre du courant POI-CCI ou POID-TCI.

La plupart des hommes évoluent depuis leur naissance jusqu'à acquérir un certain niveau de conscience qui peut arriver très tôt, au cours de l'adolescence ou pendant les premières années de leur vie d'adulte au contact de la dure réalité de la société, puis plus rien, il reste bloquer à ce niveau-là durant le reste de leur vie ou progresse très peu.

Et ce n'est pas le fait d'avoir atteint un certain niveau intellectuel ou acquis des convictions qui favoriserait ou garantirait une éventuelle évolution (supérieure) future, bien au contraire, on s'y identifie comme le disciple ou le chien à son maître, on développe un état d'esprit proche de celui du possédant qui ne supporterait pas d'être dépossédé de son titre de propriétaire, on devient dogmatique sans même s'en apercevoir...

Juste un constat.

Dossier Syrie.

Une vidéo.

ONU : une journaliste démonte en deux minutes la rhétorique des médias traditionnels sur la Syrie
https://www.youtube.com/watch?v=0DZSPy5KkWg

Mimétisme.

- Piratage électorale : la Maison Blanche accuse Poutine, Obama annonce des représailles - Liberation.fr

- L'UE va prolonger de six mois les sanctions contre la Russie - Reuters

L'Agence Française de Propagande fait du zèle.

- Assad, le paria qui a renversé la situation grâce à ses alliés - AFP

Nuisible jusqu'au bout.

- François Hollande condamne l'attitude de la Russie à Alep : "Il y a un moment où il faut répondre de ses actes" - Franceinfo

Alors quand est-ce qu'on vous excécute ?

La réaction se mobilise.

- Alep : face à l'urgence, la mobilisation s'intensifie sur plusieurs fronts à Paris - LeMonde.fr

- Alep: les Occidentaux se mobilisent à Bruxelles et à l'ONU - AFP

Les diplomaties occidentales s'efforçaient jeudi de se mobiliser au secours des civils d'Alep... AFP

- Rassemblement de soutien aux habitants d'Alep à Paris - Reuters

- Amnesty International France
- CCFD - Terre Solidaire
- Collectif pour une Syrie libre et démocratique
- FIDH
- Souria Houria
- MRAP
- Vague Blanche pour la Syrie
- CFDT
- CARE
- Union Syndicale Solidaires
- Appel d'Avignon à la solidarité avec le peuple syrien
- Solidaires
- Euromed Rights
- Fédération Syndicale Unitaire
- CGT

- A Paris, l'hommage et la solidarité aux personnels de santé visés à Alep et en Syrie - Sciences et Avenir

- Alep-Est : les "Casques blancs" se disent prêts à partir, par crainte de représailles - Franceinfo

Qu'en est-il vraiment ?

- Les vidéos sur les prétendues «atrocités à Alep» filmées par les terroristes - sputniknews.com

Les scènes de prétendues «atrocités à Alep-Est», qui ont bouleversé la communauté internationale, ont été filmées par les terroristes.

Des équipes de tournage spéciales des terroristes ont filmé les vidéos dénonçant les prétendus « bombardements russes », « exécutions » et autres « atrocités » à Alep, a annoncé mardi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Selon le général Konachenkov, il s'est avéré qu'il n'y avait pas « de combattants d'opposition », ni « d'organisations humanitaires » ou « défenseurs des droits de l'homme » à Alep-Est, c'était le secteur où les djihadistes semaient la mort et la terreur.

Le général russe a également démenti les informations selon lesquelles environ 250 000 civils resteraient toujours encerclés à Alep.

« Tous les appels dramatiques à protéger « les 250 000 civils encerclés à Alep », qui ont été émis par certains représentants des autorités britanniques et leurs collègues français, ne sont que des propos russophobes », a ajouté le responsable.

Le général a rappelé que les terroristes avaient retenu près de 100 000 habitants d'Alep pour les utiliser comme boucliers humains. Mais ces civils ont quitté la partie orientale d'Alep à la première occasion venue. Ils ont reçu une aide humanitaire dans les quartiers contrôlés par l'armée gouvernementale. Qui plus est, « nos collègues occidentaux et les organisations internationales ont laissé sans réponse les appels de Moscou à envoyer l'aide humanitaire qu'ils avaient promise aux civils ayant échappé aux terroristes à Alep », a rappelé M. Konachenkov.

À la place d'aide, les Syriens n'ont eu pour seule réponse que le silence ou les déclarations sur les « menaces de sécurité ».

« Or personne à Londres, à Paris, à Berlin ou à Washington n'a jusqu'ici jamais craint d'envoyer l'aide dans les quartiers est d'Alep alors qu'ils étaient contrôlés par les terroristes », a rappelé le général. Le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, Vitali Tchourkine, a annoncé mardi, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, que le gouvernement syrien avait repris le contrôle d'Alep-Est et que les actions militaires y étaient terminées. sputniknews.com 13.12

Les enragés.

- Paris va éteindre la Tour Eiffel mercredi soir en soutien à Alep - Reuters

- Syrie : «Il n'y aura pas d'évolution politique avec Al-Assad», prévient Ayrault - LeParisien.fr

Le conditionnel est de rigueur quand la réalité ou la vérité transpire.

- Des groupes rebelles bloqueraient les civils à Alep-est, selon l'ONU - AFP

Des groupes rebelles empêcheraient des civils de quitter les quartiers assiégés d'Alep-Est et s'en serviraient comme boucliers humains, selon la Commission d'enquête sur la Syrie de l'ONU.

Dans un communiqué, cette Commission déclare avoir "reçu des allégations à propos de groupes de l'opposition, dont le groupe terroriste Fateh al-Cham (ex-Front al-Nosra) et Ahrar al-Cham, qui empêcheraient des civils de partir, et à propos de combattants de l'opposition qui se mêleraient à la population, augmentant ainsi le risque pour les civils d'être tués ou blessés".

Le Front Fateh al-Cham est l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda. Ahrar al-Cham est un autre influent groupe rebelle islamiste qui lutte contre le régime du président Bachar al-Assad.

Vendredi dernier, le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, avait déjà dénoncé le Front Fateh al-Cham et les Kataëb Abou Amara, qui, selon plusieurs sources, auraient exécuté des civils parce qu'ils tentaient de fuir les derniers quartiers d'Alep-Est encore aux mains de l'opposition. AFP 14.12

Xénophobie d'Etat... contrariée

Grille de lecture.

A ce jour, ils n'ont rien trouvé de mieux qu'un parti estampillé de gauche et censé représenter les classes moyennes pour mener une politique de droite, voire d'extrême droite.

L'Etat doit protéger ses arrières. Une affaire intérieure.

Obama et le parti démocrate refusent d'endosser la responsabilité de la défaite d'H.Clinton lors de l'élection présidentielle, tout comme ils refusent d'assumer la responsabilité de la défaite des Etats-Unis à Alep en Syrie, et dans les deux cas ils ont trouvé un bouc émissaire : La Russie ou Poutine.

Bouc émissaire pratique mais ridicule, puisque la majorité des Américains ont davantage confiance en Poutine qu'en Obama, ce n'est donc pas la cible de cette attaque, mais plutôt le parti républicain ou Trump, au moment où se dessinent les contours du prochain gouvernement américain qui sera plus à l'extrême droite que jamais, histoire de ramener au bercail les brebis égarés qui avaient fait défaut à Clinton lors de l'élection présidentielle sur fond de discours toujours plus démagogiques à même espèrent-ils de ranimer des illusions dans le parti démocrate lié également à l'oligarchie financière.

Embourbés dans la guerre en Syrie et en Irak, dans une crise économique dont il leur est impossible de sortir, dans l'impossibilité d'accélérer la mise en oeuvre de leur stratégie à l'échelle mondiale au regard des résistances ou des oppositions qu'elle suscite chez tous les peuples, il leur faut gouverner à vue en recourant à un populisme grossier par médias interposés pour tenter de sauver les apparences et empêcher que la situation sociale et politique tourne au cauchemar ou ne dégénère, car elle pourrait entraîner la perte soudaine de confiance d'un grand nombre d'investisseurs dans leur capacité à maîtriser la situation, ce qui déclencherait un effondrement en cascade de l'économie qui serait suivi d'un mouvement de panique aux conséquences incalculables et incontrôlables qui auraient des répercussions sur l'économie mondiale et plus particulièrement sur les Etats les plus fragiles ou qui ne demandent qu'à s'effondrer également.

Dès lors, on comprend mieux leur propagande hystérique, qui témoigne de leur impuissance à résoudre les contradictions économiques et politiques auxquelles ils ont de plus en plus de mal à faire face ou à contenir, car il n'existe pas d'issue à la crise du capitalisme qui leur serait favorable, et à ce stade ils ne sont toujours pas en mesure d'imposer leur modèle de société néolibérale qu'ils appellent le nouvel ordre mondial, ce qui offre une formidable opportunité pour le mouvement ouvrier et le prolétariat international pour s'organiser et les combattre afin de renverser l'ordre établi, pour le socialisme, pour peu qu'on sache l'exploiter, rien n'est moins sûr hélas si on en juge par la manière dont les partis dits ouvriers ont rendu compte de la guerre en Syrie ou de la bataille d'Alep sur laquelle ils sont restés muets ou ils ont repris à leur compte les arguments de la propagande officielle.

On peut ajouter que la libération d'Alep va donner lieu à d'importantes révélations (cela a déjà commencé) sur les soi-disant rebelles que les Américains et leurs alliés ont soutenus et armés, qui porteront un sérieux coup à leur propagande et à leur crédibilité déjà bien entamée auprès des peuples, ce qui contribuera à déstabiliser un peu plus certains régimes, dont celui de la France.

J'ai réalisé cette analyse en m'appuyant notamment sur les éléments suivants tirés de l'actualité politique, ainsi que ceux figurant dans le dossier sur la Syrie.

La Tribune - L'affaire du présumé piratage russe a été relancée la semaine dernière par un rapport de la CIA. Alors que le Congrès a décidé d'ouvrir une enquête, un média américain avance que Vladimir Poutine serait personnellement impliqué.

Cette demande fait suite à un rapport de la CIA, dévoilé vendredi dernier par le Washington Post. Il assure que des "agences de renseignement ont identifié des personnes ayant des liens avec le gouvernement russe".

Fin juillet, des milliers d'emails du parti démocrate ont été diffusés. Ils dévoilaient la cuisine interne du parti, préférant la candidature d'Hillary Clinton à celle de Bernie Sanders. La responsable du parti, Debbie Wasserman Schultz, avait alors quitté ses fonctions. La polémique est réapparue la semaine dernière. latribune.fr 16.12

Récapitulons par ordre chronologique.

- une fuite, disons opportune,
- un rapport de la CIA à partir du contenu de cette "fuite",
- un article et une conclusion du Washington Post relayant ce rapport,
- des personnes ayant des liens avec le gouvernement russe, cela ne manque pas,
- le tout repris (légitimé pour ainsi dire) dans les différents discours d'Obama.

- Obama: le monde est "uni dans l'horreur devant l'assaut sauvage" sur Alep - AFP

- Obama tire à boulets rouges sur Poutine et la Russie - LeFigaro.fr

- Obama promet un "message clair" à Moscou - AFP

- États-Unis : "l'arme parfaite" de la Russie contre le camp démocrate - LePoint.fr

- Vladimir Poutine est toujours l'homme le plus puissant du monde devant Donald Trump, selon le magazine "Forbes" - franceinfo

- 81% des Allemands font confiance à Poutine - arretsurinfo.ch

Les résultats d'un récent sondage allemand sont plutôt étonnants pour un pays où de nombreux médias diabolisent le président russe et la Russie.

81 % des Allemands ont déclaré faire confiance au président russe Vladimir Poutine à la télévision du pays lors d'un sondage organisé début décembres.

Le sondage par téléphone portant sur l'attitude des Allemands à l'égard de Vladimir Poutine s'est tenu le 1er décembre, pendant la diffusion du Message annuel du président russe au parlement par certaines chaînes de télévision. Les sondés étaient invités à répondre à la question « Peut-on faire confiance à Vladimir Poutine ? ». arretsurinfo.ch

Une vidéo

- Poutine aux services secrets occidentaux : « Je lis toutes vos instructions »
https://www.youtube.com/watch?v=zKikbAr3Eo8

Les premières révélations.

- Dans le QG déserté par les rebelles, une caverne d'Ali Baba euronews.com

Quand les rebelles de Jaysh al-Islam, "L'armée de l'Islam", ont déserté mardi leur QG, dans le quartier de Al kalasa, les voisins se sont précipités dans cette ancienne école.

C'est une véritable caverne d'Ali Baba pour ceux qui souffrent de la faim depuis des semaines. "Ils nous empêchaient de tout prendre, dit Hanan. Il n'y avait pas de lait, rien pour cuisiner, pas de viande, pas de citron, ils ne nous donnaient rien." "Ils gardaient tout ça pour eux ici, ajoute Amer. Ils ne nous permettaient même pas de manger un morceau de pain. On mourait de faim et on se couchait affamés."

Au milieu des sacs de nourritures, des colis d'aide humanitaire, qui ne sont jamais parvenus aux civils. Si les combats perdurent à Alep-Est, cette découverte dans le QG abandonné est un cadeau inespéré. euronews.com 14.12

Les premières aveux.

- L'aveu de John Kerry - Kharroubi Habib - legrandsoir.info

Les dix pays dont les représentants ont participé à la réunion de Paris sur la situation à Alep ont en commun que depuis le début du siège que subissent les quartiers de cette ville tenus par la rébellion hétéroclite qui s'y terre, ils soutiennent que la population qui y est prise au piège est totalement acquise à cette dernière et que si elle n'a pas emprunté les couloirs humanitaires ayant été mis en place pour lui permettre de quitter les quartiers assiégés, c'est à la fois par solidarité avec les combattants anti régime et par peur de la répression qui s'abattrait sur elle dans les zones sous contrôle des forces du régime.

Faisant de cette désinformation le leitmotiv de leur propagande anti régime, ils martèlent l'accusation que ce régime poursuit une opération génocidaire contre une population ayant pris fait et cause pour ses adversaires. C'est ce qu'ils ont encore rabâché au cours de leur réunion à Paris. Sauf qu'au sortir de cette réunion à laquelle il a participé, le secrétaire d'Etat américain John Kerry à fait à la presse une confondante révélation : à savoir que la rébellion qui occupe les quartiers assiégés d'Alep et qu'il a toujours qualifié de « modérée » a empêché la population sous son contrôle de fuir les zones bombardées et a dans certains cas empêché l'assistance humanitaire d'être délivrée.

C'est de sa part un aveu qui démolit tout ce que la propagande anti régime a déversé à l'encontre du régime et de ses forces tout

au long de la bataille d'Alep.

Le sidérant est que l'aveu vient de John Kerry qui a systématiquement fait porter au régime la responsabilité de l'échec des multiples accords de trêve et cessez-le-feu qu'il a négociés avec son homologue russe Serguei Lavrov alors qu'il savait que c'est celle de cette rébellion « modérée » à laquelle les participants à la réunion de Paris tentent néanmoins encore de sauver la mise. Son aveu s'est cependant limité à admettre pour avéré qu'à Alep les protégés de son pays et de l'Occident en général ne sont pas les « purs défenseurs » du peuple syrien contre un régime criminel et génocidaire. Il ne s'est pas fait obligation de reconnaître que son pays et ses alliés européens ont trompé le monde sur la nature de la rébellion à laquelle ils ont octroyé aide et assistance qui lui ont permis de détruire la Syrie et de prendre en otage une partie de son peuple. Encore moins de condamner cette rébellion et d'arrêter d'en cautionner la folie meurtrière. Son aveu vaut preuve que les pays qui la soutiennent sont complices de crimes de guerre et contre l'humanité. Il y a que les dix pays qui ont pris part à la réunion de Paris persistent, malgré l'aveu de John Kerry, dans leur complicité avec cette rébellion dont la conduite est à l'identique de celle de l'organisation terroriste auto proclamée Etat islamique. Qui peut par conséquent croire encore en leurs hypocrites déclamations sur l'horreur qui se déroule à Alep et à la sincérité de leurs gesticulations censées vouées à tenter de faire taire les armes à Alep et en Syrie ? legrandsoir.info 15.12

Le vassal emboîte le pas de son suzerain

- Syrie: Ayrault veut "négocier" avec Assad, mais dénonce le "cynisme" de Fillon - lexpress.fr

Quelques jours après la victoire décisive du régime syrien à Alep, le ministre des Affaires étrangères se dit favorable à une discussion avec les représentants de Bachar el-Assad. Une position semblable à celle de François Fillon.

Sans l'admettre, Jean-Marc Ayrault vient de faire prendre un tournant symbolique à la diplomatie française. Trois jours après la reprise d'Alep par les forces de Bachar el-Assad, le ministre des Affaires étrangères a annoncé ce vendredi sur RTL qu'il était urgent de "relancer le processus de paix à Genève". Pour cela, le proche de François Hollande souhaite convier des représentants de l'opposition syrienne, mais aussi ceux du régime. Ce qui ne l'a pas empêcher de lui reprocher son cynisme et sa stratégie de "guerre totale".

Par ailleurs, la position exprimée par Jean-Marc Ayrault ressemble à s'y méprendre à celle de François Fillon, qui défend de longue date une réinsertion de Bachar el-Assad et de son principal soutien, la Russie de Vladimir Poutine, dans le jeu diplomatique mondial. lexpress.fr 16.12

La Russie accuse l'ONU d'imposture et de complicité avec les barbares qui affament la population qu'ils ont pris en otage à Alep.

- La Russie exhorte l'Onu à livrer de l'aide humanitaire aux Syriens - Arrêt sur Info

Qui affame qui?

Encore une information qui ne fait pas les titres de la presse occidentale, entièrement occupée à relayer la propagande émanant d'ONG proches des rebelles accusant l'Etat syrien et ses alliés d'affamer les civils !

Moscou appelle l'Onu à participer à la livraison d'aide humanitaire aux Syriens. La partie russe exige également que l'organisation cesse de discréditer les efforts russes et syriens dans la lutte antiterroriste.

La Russie a appelé les institutions de l'Onu à s'engager dans la livraison d'aide humanitaire aux Syriens, y compris les résidents d'Alep.

En outre, la situation où certains hauts fonctionnaires du secrétariat de l'Onu deviennent une partie de la propagande lancée par des pays occidentaux ayant pour but de discréditer les efforts des autorités syriennes ainsi que des forces aérospatiales russes est inacceptable, lit-on dans un communiqué publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères.

« Nous appelons les structures pertinentes du segment humanitaire de l'Onu à s'engager activement et immédiatement dans la livraison d'aide humanitaire dont ont tellement besoin les Syriens, en particulier les habitants d'Alep, libérés des groupes terroristes et extrémistes », demande le ministère russe des Affaires étrangères. Le ministère a notamment souligné que les pays occidentaux n'aidaient pas la Syrie en termes d'aide humanitaire d'urgence en décrivant cependant inlassablement les souffrances de la population civile. « Il est temps de passer des paroles aux actes, pour ceux qui veulent vraiment l'amélioration de la situation humanitaire des Syriens ».

« Je voudrais rappeler encore une fois aux personnel de l'Onu la nécessité de respecter les principes bien connus de livraison d'aide humanitaire, y compris le respect de la souveraineté, de neutralité et d'impartialité. Nous considérons inacceptable quand certains hauts fonctionnaires du secrétariat de l'Onu font partie de la campagne de propagande lancée par certains

pays occidentaux et visant à discréditer les efforts anti-terroristes des autorités syriennes et des forces aérospatiales russes ainsi qu'à dénigrer nos efforts dans le domaine humanitaire en faisant circuler des informations non vérifiées et de vrais bobards de temps en temps », a ajouté le ministère.

« En même temps, la réalisation des opérations (demandée, ndlr) par le personnel de l'Onu sur l'humanitaire est accompagnée de conditions absolument incroyables et manifestement irréalisables dont le but est évident — pour la énième fois mettre en péril les autorités syriennes. Nous espérons que les membres du personnel administratif des Nations unies abandonneront les jeux politiques autour du sujet humanitaire syrien et se mettront à effectuer leurs fonctions directes », ont conclu les diplomates russes. sputniknews.com 15.12

Etats-Unis. Trumpitudes et tempête annoncée.

- La Fed relève ses taux avant l'arrivée de Trump à la Maison Blanche - AFP

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a décidé mercredi de relever de nouveau ses taux d?intérêt face à l'amélioration de la conjoncture aux Etats-Unis, à un mois de l'entrée en fonction du président élu Donald Trump.

"C'est un vote de confiance dans l'économie", a commenté la présidente de la Fed Janet Yellen, lors d'une conférence de presse.

A l'issue d'une réunion de deux jours à Washington, le comité monétaire de la Fed (FOMC) a annoncé une hausse d'un quart de point de son taux directeur, qui évoluera désormais dans une fourchette comprise entre 0,50 et 0,75%, au risque d'entraîner une hausse du coût du crédit aux Etats-Unis.

Le FOMC, qui se réunissait pour la première fois depuis l'élection de M. Trump, semble désormais convaincu de détenir les "preuves supplémentaires" de l'amélioration de la conjoncture américaine qu'elle attendait pour passer de nouveau à l'action.

"Une hausse modeste (des taux, ndlr) est appropriée au vu des progrès solides que nous avons vus concernant nos objectifs de plein emploi et d'inflation à 2%", a résumé Mme Yellen.

Le taux de chômage a continué sa décrue aux Etats-Unis pour tomber en octobre à son plus bas niveau en neuf ans (4,6%), se rapprochant du plein emploi au coeur de la mission de Fed. "Les gains d'emplois ont été solides au cours des récents mois", note le FOMC dans son communiqué.

L'inflation annuelle continue par ailleurs de remonter très progressivement vers le seuil de 2%, l'autre objectif de la Fed qui table désormais sur une inflation annuelle de 1,9% pour l'année prochaine.

Signe supplémentaire de ce regain d'optimisme, la Fed a également revu à la hausse mercredi ses prévisions de croissance économique aux Etats-Unis, notamment en 2017 où le produit intérieur brut devrait progresser de 2,1%.

Certaines faiblesses subsistent toutefois notamment l'investissement des entreprises qui reste "faible", déplore le FOMC dans son communiqué. AFP 14.12

- Etats-Unis: Trump tend la main à la Silicon Valley - AFP

Le président élu américain Donald Trump a tendu la main mercredi aux patrons de la Silicon Valley dont beaucoup ont soutenu son ex-adversaire Hillary Clinton et s'opposent aux mesures protectionnistes qu'il entend appliquer.

"Je suis là pour vous aider à réussir", a déclaré d'emblée M. Trump lors d'une rencontre au sommet dans sa tour "Trump" sur la célèbre 5e avenue à New York.

M. Trump, qui avait initié ce rendez-vous, a poursuivi son numéro de charme devant une dizaine de grands noms de la Silicon Valley dont les entreprises ont une capitalisation boursière cumulée de plus de 2.500 milliards de dollars et sont à l'origine de nombreuses innovations, dont le très populaire iPhone.

"Dans le monde, il n'y a personne comme les gens se trouvant dans cette salle. Et nous ferons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte que ça continue et nous serons vraiment là pour vous. Vous pouvez appeler mes équipes ou m'appeler directement", a-t-il ajouté, visiblement décidé à enterrer la hache de guerre.

Le reste des discussions, qui ont duré un peu moins de deux heures, s'est tenu à huis clos.

Un autre pas pour rétablir la confiance entre les deux parties a été effectué un peu plus tôt mercredi lorsque M. Trump a annoncé que Travis Kalanick, le patron d'Uber, et Elon Musk allaient intégrer son Forum stratégique composé déjà de 16 patrons qu'il consultera pour élaborer et évaluer sa politique économique. AFP 14.12

- Trump choisit un partisan de la colonisation pour représenter les Etats-Unis en Israël - LeFigaro.fr

David Friedman a publiquement pris ses distances avec la solution des deux Etats et ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'Israël annexe une partie de la Cisjordanie. Si l'on en juge par ces déclarations récentes, le choix du prochain ambassadeur américain auprès de l'Etat hébreu annonce une rupture franche avec la ligne qui fut celle de Barack Obama. «Les relations intenses qu'il a nouées avec Israël constitueront la base de sa mission diplomatique», a commenté Donald Trump dans un communiqué publié jeudi pour annoncer cette nomination. «Je suis impatient de prendre mes fonctions à l'ambassade américaine dans la capitale éternelle d'Israël, Jérusalem», a pour sa part indiqué cet avocat spécialisé dans la gestion des faillites qui, selon le quotidien libéral Haaretz, «ferait presque passer Nétanyahou pour un gauchiste».

Ses premiers mots d'ambassadeur désigné, validés par l'équipe de transition, semblent indiquer que Donald Trump entend traduire dans les faits sa promesse de faire déménager l'ambassade actuellement située à Tel Aviv pour l'installer à Jérusalem.

Une loi en ce sens a été votée par le Congrès américain en 1995, mais les présidents Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama ont constamment refusé de l'appliquer au nom de la «sécurité nationale». Les Etats-Unis, tout comme la France et les autres pays de l'UE, persistent à considérer Jérusalem comme un corpus separatum qui a vocation à être placé sous supervision internationale aussi longtemps qu'Israéliens et Palestiniens n'auront pas signé un accord de paix. L'actuel locataire de la Maison-Blanche a signé, début décembre un décret qui gèle jusqu'au 1er juin 2017 le transfert de l'ambassade. Toute la question est maintenant de savoir ce que décidera Donald Trump à l'issue de cette période.

Au lendemain de l'élection américaine, de nombreux commentateurs ont estimé que le futur président pourrait bien oublier sa promesse de campagne comme d'autres candidats l'ont fait avant lui. Ils ont souligné que l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem risquerait de provoquer un regain de tension dans les territoires palestiniens, ainsi que de compromettre les efforts engagés par Benyamin Nétanyahou en vue de se rapprocher des grands pays arabes sunnites.

Mais l'entourage du président-élu a, depuis, assuré qu'il souhaite avancer «assez vite» sur ce dossier. «J'ai bon espoir que ce déménagement intervienne plutôt rapidement», indique pour sa part le maire de Jérusalem, Nir Barkat, qui dit s'être récemment entretenu avec des membres de l'équipe de transition.

La nomination de David Friedman envoie, à cet égard, un message assez explicite. Ce partisan de la colonisation, qui succèdera dans les prochaines semaines à l'ambassadeur Dan Shapiro, ne cache pas son peu d'enthousiasme pour la solution des deux Etats. Lors d'un entretien accordé en juin dernier à Haaretz, il résumait ainsi la «doctrine» du candidat républicain: «Les Israéliens doivent décider s'ils veulent renoncer à des territoires pour créer un Etat palestinien. S'ils ne le souhaitent pas, alors [Donald Trump] ne pense pas qu'ils doivent y être contraints. Il ne croit pas que la création d'un Etat de Palestine indépendant soit un impératif américain.»

«David Friedman parle couramment l'hébreu et qu'il a passé sa vie à étudier l'histoire d'Israël»

Interrogé sur les intentions de certains dirigeants nationalistes israéliens, qui prônent l'annexion unilatérale de certaines zones de la Cisjordanie, Friedman s'est également montré assez ouvert. «Je ne pense pas que ça lui poserait problème», a-t-il indiqué, tout en admettant qu'une telle décision ne manquerait pas de soulever de lourdes objections juridiques. «Nous soutenons que les Israéliens ont tout autant de droits que les Palestiniens sur la Judée-Samarie [le nom biblique de la Cisjordanie]», a-t-il par ailleurs récemment indiqué à une radio conservatrice américaine.

La courte notice biographique publiée par l'équipe de transition du président élu précise que «David Friedman a célébré sa bar mitzvah au mur des Lamentations il y a 45 ans, qu'il parle couramment l'hébreu et qu'il a passé sa vie à étudier l'histoire d'Israël». Elle le décrit en outre comme «un généreux philanthrope envers les causes juives» - notamment l'association de secouristes United Hatzalah of Israel et l'ONG Aleh Negev, qui s'occupe d'enfants handicapés. Mais elle omet de rappeler que le futur ambassadeur préside l'Association des amis de Beit El, qui soutient et finance à coups de millions de dollars l'entreprise de colonisation en Cisjordanie.

«Friedman éprouve un amour profond pour la terre et le peuple d'Israël - y compris ceux qui résident en Judée-Samarie. Sa sagesse et sa connaissance des enjeux va fortifier les ponts entre nos deux grandes nations», s'est réjoui, ce vendredi, Oded Revivi, l'un des responsables du conseil qui représente les colons. Quoi que généralement présenté comme l'une des principales figures de l'opposition au gouvernement nationaliste de Benyamin Nétanyahou, le centriste Yaïr Lapid s'est pour sa part dit «impatient de travailler avec David Friedman, un grand ami d'Israël, dès qu'il sera installé dans ses locaux légitimes au cœur de notre capitale, Jérusalem». LeFigaro.fr 16.12

Le brave Trump a reçu le soutien des médias dits alternatifs pendant la campagne électorale, malgré les nominations qu'il

a annoncées aux postes de clé de la future administration américaine, certains continuent malgré tout de le soutenir ouvertement (Le Réseau Voltaire notamment). Ils méritaient donc bien toutes les critiques que nous en avons faites et les avertissements que nous avions adressés à nos lecteurs. Sur le fond, absolument aucun média dit alternatif n'est digne de votre confiance, ils sont tous corrompus par le capitalisme.

Insouciance et hypocrisie ou la réaction habituelle de tous ceux qui peuvent encore vivre comme avant : Je ne suis pas concerné, je m'en tape.

- Au moins 497 personnes sans domicile sont mortes en 2015 - LeMonde.fr

Ils sont morts à 49 ans en moyenne, soit plus de trente ans plus tôt que l'âge moyen de décès dans la population globale, et il ne s'agit que de la « partie visible de l'iceberg ». En 2015, 497 sans-domicile-fixe sont morts en France dans la rue, dans un abri de fortune ou à l'hôpital, a dénombré le collectif Les Morts de la rue, qui publie mercredi 14 décembre son décompte annuel.

A ce nombre s'ajoutent les décès de 88 personnes « anciennement à la rue », précise le collectif, qui s'attache à compter les personnes mortes sans abri, grâce aux témoignages de riverains ou d'associations. « Le nombre réel de décès de personnes SDF est estimé à plus de 2 800 », affirme cependant le collectif. En 2012, l'Insee évaluait à 141 500 le nombre de sans-abri en France.

Six mineurs de moins de 15 ans

Plus de neuf personnes sur dix mortes dans la rue en 2015 (92 %) étaient des hommes. Quarante-trois étaient des femmes et six étaient des mineurs de moins de 15 ans (dont les parents sont tous étrangers).

Si les causes de décès sont connues dans seulement 55 % des cas répertoriés par le collectif, 28 % sont morts de causes violentes (chutes, accidents, agressions, suicides) et 27 % de maladie.

Ces personnes sans abri ont rendu leur dernier souffle sur la voie publique ou dans des abris de fortune (44 %), dans un lieu de soins (37 %) ou dans une structure d'hébergement (13 %).

L'association Les Morts de la rue s'attache à démontrer que plus que le froid, c'est la précarité qui tue :

« Attribuer ces décès à des causes climatiques pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une fatalité à laquelle nul ne peut rien. L'hiver comme l'été sont immuables, alors que la situation précaire face au logement ne l'est pas : nous pouvons agir contre la précarité. Pas contre les saisons. »

Si les SDF meurent davantage en hiver qu'en été, comme la population générale, cinq personnes sont mortes d'hypothermie, soit moins de 1 %, en 2015.

Les Morts de la rue a annoncé avoir déjà recensé 388 morts de sans-domicile-fixe en 2016 et précise : « La liste n'est pas exhaustive. » lemonde.fr 14.12

Cela a toujours existé, chéri, tu veux encore un peu de fromage ou on passe directement au dessert ?

Désinformation et fabrication du concentement. Comment cela fonctionne. Mode d'emploi.

- La population musulmane largement surestimée en France - lefigaro.fr

Selon une étude de l'institut Ipsos Mori publiée ce mercredi, les Français interrogés estiment que 31% de la population de l'Hexagone est musulmane, contre 7,5% en réalité, et que ce chiffre grimpera à 40% en 2020.

Ce que l'on perçoit n'est pas toujours conforme à la réalité et peut même en être très éloigné. C'est ce que constate une étude de l'institut de sondage britannique Ipsos Mori intitulée «Les périls de la perception 2016». L'expérience a été menée dans 40 pays du monde, dont la France, sur des sujets d'actualité et sensibles.

Premier constat marquant de cette étude, la surévaluation globale de la population musulmane dans les 40 pays étudiés. Hormis l'Indonésie et la Turquie, tous les pays surestiment leur nombre sur leur territoire. Et en tête de classement arrive la France. Les sondés estiment que sur 100 personnes, 31 sont musulmanes. Un score très éloigné de la réalité puisque les musulmans représentaient 7,5% de la population française en 2010 (chiffres du Pew Research). D'autres pays d'Europe font la même erreur: l'Italie (20% de musulmans estimés contre 3,7% en réalité), l'Allemagne (21% estimés contre 5% en réalité) ou encore la Belgique (23% estimés contre 7% en réalité).

À la question: «Quand on leur demande dans un sondage, quel pourcentage des gens disent qu'ils pensent personnellement que l'homosexualité est moralement inacceptable?», les sondés sont globalement dans le faux. Les Néerlandais arrivent en première position, estimant que 36% de leurs compatriotes trouvent l'homosexualité moralement inacceptable, contre 5% en réalité, selon le Pew Research Center. La France arrive 10e/40 de ce classement, puisque les personnes interrogées pensent que 35% des gens trouvent l'homosexualité moralement inacceptable, contre 14% en réalité. A contrario, dans des pays comme l'Indonésie (79%), l'Afrique du sud (51%) ou encore l'Inde (56%), les sondés surestiment l'acceptabilité de l'homosexualité.

À la question: «Quand on leur demande dans un sondage, quel pourcentage des gens disent qu'ils pensent personnellement que l'avortement moralement inacceptable?», les sondés sont, comme pour l'homosexualité, largement éloignés de la réalité. lefigaro.fr 14.12

Le Figaro avoue juste qu'il passe son temps comme les autres médias à manipuler les esprits à partir de données qu'ils savaient pertinemment être fausses, mais ils vont faire comme s'ils le découvraient... Pas sûr qu'ils pourront continuer ainsi à berner le plus grand nombre, si les véritables données ou les faits réels parviennent à leurs destinaires beaucoup plus rapidement que par le passé.

La question qui concerne le temps qui s'écoule entre leurs grossiers mensonges et leur découverte est donc de la première importance, puisque de là découle l'ampleur ou la profondeur des ravages que leurs mensonges auront causés.

Si des militants ou de simples lecteurs m'envoyaient des infos ou des articles dont ils disposent en la matière, ils participeraient ainsi au combat pour réduire le délai pendant lequel l'oeuvre des faussaires peut agir sur tous ceux qui se connectent à ce portail. Ils peuvent évidemment les envoyer à Je ne suis pas du genre à conserver des infos

---

ACTUALITE EN TITRES

2017. Abstention massive en perspective ?

- Les jeunes ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels - Franceinfo

Pour la prochaine élection présidentielle, une personne sondée sur trois n'exclut pas de ne pas aller voter. 12% d'entre elles sont quasiment sûres de ne pas s'y rendre. Franceinfo 15.12

La blanchisseuse du parquet

- Arbitrage Tapie: le parquet demande la relaxe de Christine Lagarde - AFP

- Attentat de Karachi : le parquet de Paris refuse aux victimes l'ouverture d'une enquête pour violation du secret défense - Franceinfo

Le parquet de Paris a refusé aux victimes de l'attentat de Karachi au Pakistan, qui a tué 11 Français de la Direction des constructions navales en 2002, l'ouverture d'une enquête pour violation du secret défense, a appris, vendredi, franceinfo.

Populisme sans limite.

- Coignard - Valls et le 49.3 : la grande foire de la démagogie est ouverte - LePoint.fr

- Montebourg propose une "relance keynésienne de nature écologique" - AFP

Crise politique devenue également permanente.

- La Cour constitutionnelle contre un référendum en Catalogne - Reuters

- Le gouvernement italien déjà en sursis malgré la confiance du Parlement - AFP

Auto-piratage.

- Yahoo: Un milliard d'utilisateurs victimes de piratage en 2013 - AFP

Le groupe internet Yahoo a admis mercredi avoir été victime d'une cyberattaque en 2013 ayant frappé plus d'un milliard de ses utilisateurs et qui vient s'ajouter à un précédent piratage de 500 millions de ses comptes. AFP

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Royaume-Uni: grèves en série à l'approche des fêtes - AFP

Les trains, les avions, la poste... les grèves se multiplient au Royaume-Uni à l'approche des fêtes de fin d'année contre les conditions de travail ou les salaires dans un pays où l'austérité a frappé durement malgré une économie florissante.

Cette semaine, ce sont les 300.000 usagers des trains de la compagnie Southern Railways reliant le sud de l'Angleterre à Londres qui ont dû trouver des solutions alternatives, les 2.242 liaisons quotidiennes ayant été intégralement annulées mardi, mercredi et vendredi.

Ce conflit au long cours pourrait s'étendre à l'ensemble du réseau ferré du pays, les syndicats ayant menacé de durcir leur mouvement.

Il a aussi un impact sur le métro londonien, qui doit absorber un flot de voyageurs supplémentaires alors qu'avec plus de quatre millions de voyageurs quotidiens il est déjà saturé en temps normal.

Le plus vieux métro du monde, et l'un des plus chers, est confronté depuis plus de trois semaines à des suppressions de trains sur la Piccadilly Line, provoquant des perturbations qui s'étendent à tout le réseau.

Plusieurs trains de la ligne, qui traverse la capitale d'est en ouest et dessert l'aéroport d'Heathrow, premier aéroport européen en termes de passagers, ont dû être retirés de la circulation en raison de dommages provoqués aux roues par l'accumulation de feuilles mortes sur les voies.

Les difficultés de circulation pourraient s'étendre la semaine prochaine aux transports aériens. Près de 2.000 membres du personnel naviguant de la compagnie aérienne British Airways (soit 15% du total) ont en effet voté la grève, à l'appel du syndicat Unite, dans un conflit sur les salaires des nouveaux embauchés depuis 2010.

"Un nombre significatif d'employés sont contraints de prendre un second emploi et beaucoup vont travailler alors qu'ils ne sont pas en état de le faire parce qu'ils ne peuvent pas s'offrir le luxe d'être malades", a dénoncé Matt Smith, un responsable de Unite.

Le syndicat n'a pas encore arrêté la date de cette grève qui pourrait démarrer mercredi 21 décembre et provoquer de fortes perturbations pour les voyageurs alors que les vacances scolaires de Noël britanniques commencent le même jour.

Vendredi, ce sont une majorité de pilotes de Virgin Atlantic qui ont voté en faveur d'un mouvement social à partir du 23 décembre pour faire reconnaître leur syndicat, le PPU, sans faire grève mais en n'assurant qu'un "service minimum". La compagnie aérienne a toutefois affirmé qu'aucun vol ne devrait être affecté.

Par ailleurs, certains cadeaux pourraient manquer sous le sapin, les salariés des bureaux de poste (The Post Office, public) ayant également annoncé cinq jours de grève la semaine prochaine pour dénoncer "les attaques continuelles contre la sécurité de l'emploi et les retraites".

Face à la multiplication de ces conflits sociaux, qui ont également touché les hôpitaux avec plusieurs grèves des internes cette année, le gouvernement a durci en mai la législation sur le droit de grève, a rappelé mardi la porte-parole de la Première ministre conservatrice Theresa May.

"Nous allons continuer à examiner la façon dont ces mesures sont appliquées", a-t-elle ajouté. AFP 15.12

Le 18 décembre 2016

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité.* en ajoutant deux articles sur la Syrie.

Vive Alep libéré !

Alépins : «Quand les caméras s'éteignent, les Casques blancs laissent les gens sous les décombres» (RT)
https://www.youtube.com/watch?v=mU_valZ4tts

Bachar el-Assad à RT : la trêve proposée par les Occidentaux a pour but de sauver les terroristes.
https://youtu.be/uRbgipkikbU

Le saviez-vous ?

Notre portail figue en 533e position sur une liste de "sites conspirationnistes" établie par un portail de l'extrême droite néolibérale, c'est trop d'honneur ! Gageons que n'y figure aucun portail de vénérés partis révolutionnaires.

Sites conspirationnistes (liste ultime), version 1.0 (janvier 2016)
https://archive.is/vvpf9#selection-9.0-9.67 ou http://complosphere.dynu.com/

533 - Français - Lutte de Classe (.org) - Site Web - luttedeclasse.org - Jean-Claude Tardieu

La pensée unique, cela existe aussi dans le mouvement ouvrier, au-delà de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme, elle fait l'objet d'un consensus entre tous les partis... Comment, vous l'ignoriez ? Si c'est le cas, c'est que vous en êtes la victime sans le savoir. Mais on ne s'inquiète pas trop pour vous, vous trouverez le moyen de le nier parce que vous êtes très fort ou vous avez une idée de vous-même qui transpire la suffisance, vous pourrez ainsi continuer de colporter des illusions et des mensonges criminels tout en conservant votre bonne conscience. Les intéressés qui doivent être nombreux, se reconnaîtront facilement eux-mêmes, ils auront haussé les épaules d'un signe réprobateur en lisant ces lignes.

La jeunesse révolutionnaire : A bas les institutions de la Ve République, à bas le capitalisme !

Enfin une découverte, presqu'une bonne nouvelle après avoir pris des décennies de retard... Saurons-nous capables de le rattraper ?

La vérité est révolutionnaire dit-on, bien, mais qui dit vérité dit honnêteté intellectuelle et sincérité absolues, nos dirigeants en sont-ils capables ? Ce n'est pas ce qu'ils ont démontré dans le passé, hélas! Ont-ils retenu la leçon ? On ose l'espérer, en fait on n'a pas le choix sans jamais relâcher notre vigilance.

Ce qu'on a à leur dire : C'est qu'on doit admettre nos faiblesses ou lacunes, et ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, et qu'aucun prétexte ne peut justifier de renier ou brader nos principes pour parvenir à nos fins, en aucune circonstance, rien ni personne ne peut légitimer de recourir à des méthodes déloyales pour imposer ses idées.

On dit aussi que la pratique doit être en adéquation avec la théorie, cela signifie qu'on doit avoir un comportement irréprochable dans la vie en général, en toute circonstance, et rapporté à son propre parti que chaque militant doit impérativement être respecté.

Maintenant nous devons avoir à l'esprit que chacun peut interpréter de manière différente ce qu'on entend par principe ou valeur ou plus généralement tout ce qui parvient à notre cerveau par le biais des sens, aussi devons-nous nous prémunir contre toute conclusion hâtive ou jugement catégorique qui pourrait s'avérer erroné ou injustifié et discréditer ou porter préjudice à nos idées ou à notre idéal. Pour se faire, nous devons avoir la modestie de reconnaître que nos idées ne nous appartiennent pas, et que la pire erreur à commettre consisterait à s'y identifier, de sorte que toute confrontation des idées serait vécue inconsciemment comme une agression ou un drame personnel et tournerait en un affrontement stéril aboutissant à une impasse.

Si les militants estiment que les dirigeants de leur parti ne sont pas tenus de respecter ces principes élémentaires, qu'ils sachent qu'ils n'arriveront jamais à rien parce qu'ils n'obtiendront jamais la confiance des travailleurs, jamais.

- Une étude publiée, par le Cevipof (CNRS/Sciences Po), à partir du volet français de l'enquête « Generation What ?» sur les jeunes européens (18 à 34 ans) témoigne du pessimisme des jeunes sur leur avenir et de leur défiance vis-à-vis de la politique, des institutions et des médias. Elle relève en même temps une colère profonde : 62 % déclarent pouvoir « participer demain ou dans les prochains mois à un grand mouvement de révolte». 99 % des jeunes pensent que les hommes politiques sont corrompus,

et 63 % « tous corrompus »; 87 % n'ont pas confiance dans les responsables politiques et les médias. L'idée que « c'est la finance qui dirige le monde» reçoit l'assentiment de 93 %. latribunedestravailleurs.fr 14.12

Comme quoi il ne faut pas désespérer.

Faisons en sorte que le discernement dont fait preuve une grande partie de la jeunesse se transforme en un puissant levier révolutionnaire pour renverser l'ordre établi qu'elle honnit.

Après qu'on ne vienne pas nous dire que les conditions ne seraient pas favorables pour construire le parti, avouons plutôt qu'on n'a jamais su (voulu) nous y prendre, parce qu'on s'était accroché à des analyses erronées en recourant à des méthodes douteuses ou condamnables.

Les jeunes ont raison, on ne peut pas avoir confiance dans des partis qui passent leur temps à dire : faites ce qu'on vous dit et qui exactement le contraire, autrement dit, faites ce qu'on vous dit mais pas ce qu'on fait, parce que leurs véritables intentions sont inavouables et leurs actes répréhensibles, dès lors ils ne méritent aucun respect et ne peuvent inspirer la moindre confiance.

On voudrait dire ici particulièrement aux jeunes, qu'il existe une multitude de moyens pour les tromper, et que leur expérience limitée de la société ne permet pas forcément de les détecter, qu'ils doivent l'admettre ou en prendre conscience. Ils ignorent sans doute que le meilleur moyen de déformer la réalité ou de soutenir la propagande officielle ou la politique du régime consiste à adopter l'autocensure ou à recourir au non-dit souvent plus efficace que de grotesques mensonges. Quel portail ou blog de partis politiques publie quotidiennement ou régulièrement des infos sur la situation réelle à Alep ? Ne cherchez pas, absolument aucun !

S'ils se connectent sur Facebook, qu'ils vérifient quel parti n'est pas corrompu ou ne se réfère pas exclusivement aux dépêches des agences de presse du camp de la guerre ou de l'OTAN (AFP, Reuters, AP, Euronews), ou qui relaie les infos censurées par les médias institutionnels qui publient les médias dits alternatifs, ils s'apercevront qu'il n'y en a aucun. Ils peuvent le vérifier sur le champ sur Alep (Syrie) par exemple, j'invite tous les militants ou lecteurs qui lisent ces lignes à en faire de même, c'est éloquent et en dit davantage que de longs discours.

A vrai dire, ce constat est plus alarmant ou effrayant que toutes les guerres dans le monde, car il augure mal la suite... Souvenez-vous, soyons lucide en toute circonstance, même lorsque ce qu'on doit affronter est dur à supporter, car c'est le seul moyen de nous en sortir. Honnêteté, sincérité, modestie, ayez confiance en vous, le reste suivra et vous n'aurez jamais à le regretter, soyez digne jusqu'au bout.

"Tous corrompus" disiez-vous, c'est effectivement le cas sans exception, on ne pouvait vraiment pas dire mieux.

D'autres infos sur Alep

Alep libéré : Un échec, l'aveu !

- Syrie : constat d'échec - Franceinfo

Barack Obama a regretté son impuissance dans le drame syrien. Franceinfo 17.12

- Le Conseil de sécurité siège à huis clos, ce vendredi 16 décembre 2016 à 17h temps universel, alors que des officiers de l'Otan ont été arrêtés ce matin par les Forces spéciales syriennes dans un bunker à Alep-Est. voltairenet.org 16.12

- Syrie : quand les médias font l'apologie du terrorisme. L'aveuglement, la russophobie des élites journalistiques, leur asservissement aux élites politiques – qui peuvent faire et défaire les carrières et les rédactions – ont abouti à une véritable catastrophe déontologique, une monstruosité que le journal l'Express résumait ainsi malgré lui et qui fera office de conclusion : « Alep, tombeau de nos principes ». Arrêt sur Info

- En France, 2.000 manifestants défilent pour soutenir les civils d'Alep - M6info

Naïveté feinte ou réelle ? Cette ONG de la réaction fait son travail.

Que fait Amnesty international une nouvelle fois parmi les organisateurs d'une manifestation où flotte le drapeau à trois étoiles, emblème des groupuscules qui combattent – au coté d'al Norsa – l'Etat légal syrien soutenu par la grande majorité du peuple ? Arrêt sur Info.

Alors pourquoi vous en réclamez-vous ?

- L'idéologie des droits de l'homme pour justifier l'ingérence humanitaire, que Glucksmann met en avant, a fait le lit des guerres qui ont détruit et ensanglanté des pays entiers – Irak, Yougoslavie, Libye, Syrie – jeté sur les routes des millions de gens, laissés ensuite à l'abandon… Arrêt sur Info.

Commentaires d'internautes à la suite de l'article de M6info

1- Si Yahoo indique le chiffre de 2000 nous pouvons dire qu'ils n'étaient guère plus de 500 lorsque l'on voit les chiffres annoncés à paris la dernière fois ou l'on disait "plusieurs centaines" alors qu'ils n'étaient que quelques dizaines.

2- Ils soutiennent qui ? Les islamistes de Daesh ou d'al-Qaïda ?

3- Est ce qu'ils soutenaient Alep quand les rebelles islamistes attaquaient les quartiers ouest ?

4- L'évacuation des terroristes a été interrompue par leur fait. Ils ont tenté de faire passer des armes lourdes et des otages à l'insu de l'armée régulière qui s'est aperçue de la tentative. Ils ont donc rompu les termes de l'accord conclu entre Moscou et Ankara. Ils sont au nombre de 900 à 1000 max. Le nombre total des assiégés (terroristes et leurs familles) serait entre 4 à 5000 personnes. On est loin des 40 000. Ceux qui défilent sont des doux rêveurs. Ils sont manipulés et sont loin de comprendre le jeux politique sordide auquel se livre les dirigeants des pays occidentaux... la France en tête.

5- Poutine tout comme Bachar ne veulent pas la guerre. Poutine comme Bachar veulent la destruction de Daesch and co. Apparemment, les médias et les gens comme Hilary et ses complices veulent tout le contraire.

6- Dans une France normale, ces manifestations pro-terroristes islamiques devraient être interdites ! Ces gens qui manifestent devraient tous être arrêtés et interrogés par la police et les services secrets.

7- Les seuls à avoir soutenu les habitants d'Alep, ce sont les Russes qui les ont libéré des islamistes. Honte à nos élites d'avoir armé et financé ces nazis de l'islam !

8- Ces gens qui défilent sont soit de mauvaise foi, soit mal informés, soit stupides. La version que nous vendent les médias : Poutine et Bachar sont les vilains est un travestissement de la réalité, de la propagande éhontée, mais quand les choses sont répétées suffisamment souvent, elles finissent par tenir lieu de vérité, d'où ces gens qui défilent. Renseignez-vous vraiment.

9- Le Conseil de sécurité se réunit à huis clos après l'arrestation d'officiers de l'Otan à Alep Réseau Voltaire — Le Conseil de sécurité siège à huis clos, ce vendredi 16 décembre 2016 à 17h temps universel, alors que des officiers de l'Otan ont été arrêtés ce matin par les Forces spéciales syriennes dans un bunker à Alep-Est.

10- ils devraient manifester pour l'arret de l'interventions des Occidentaux en Syrie, qui avec les monarchies du Golf ont crié, armé et financé cette doit disant opposition pour changer au régime en place, c'est Obama, Hollande et Cameron qui sont responsable du drame Syrien, ceux qui devraient etre poursuivis pour crime de guerre et crime contre l'humanité, Assad ne fait que défendre son peuple et son pays que ces mercenaires ont prit on otage la population d'Alep et ont mis à feu a sang le pays.

11- Et pour Mossoul y a personne, silence radio des mass merdias, pour le Yemen y a personne, silence radio des mass merdias

12- Le jour où une armée de mercenaires, venus des 4 coins de la planète, viendra renverser la république française... allez-vous encore les qualifier de "rebelles" ?!? C'est exactement ce qui se déroule en Syrie , laissez le président élu défendre sa terre comme tout homme d'État qui se respecte , et qui ne dispose pas d'autres moyens.

13- Quel cynisme de la part de la France, quand on sait que ces manifestations n'ont rien d'humanitaire au contraire sauver ce qui reste de terroristes made in Otan.

14- Assad et son allié russe poutine ont réussi à libérer Alep de la vermine rebelle islamiste et c'est pourquoi la France, l'Angleterre, l'Amérique et l'Arabie Saoudite qui fournissent les armes aux rebelles sont très très en colère!

15- Sur la photo, on voit des barbus et une voilée à la belphégor.. ils manifestent pour qui exactement ? Ces "manifestants ne se demandent pas pourquoi des Syriens sont restés auprès de Bachar Al-Assad à Damas plutôt que rejoindre les "rebelles djihadistes" ? Que tous ces pro djihad se renseignent sur les femmes Syrienne de Damas et ce qu'elles pensent de ces "fameux rebelles" si Bachar leur avait laissé le pouvoir en Syrie !

16- La Maison Blanche a pris la décision d'aider les rebelles armés en Syrie malgré les avertissements des services de renseignements prévoyant l'avènement du groupe État Islamique. Aveu de l'ancien chef de la DIA : la création de DAESH fut une

« décision délibérée » de l'Administration américaine. Dans le dernier épisode d'Head to Head sur Al Jazeera, l'ancien directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA), Michael Flynn, confirme au journaliste Medhi Hasan qu'il a non seulement bien étudié le rapport de la DIA prédisant que l'Occident soutenait l'idée d'un État islamique en Syrie lorsque ce dossier lui fut soumis en 2012, mais prétend même que le sponsoring de djihadistes radicaux (qui deviendront EI et Nusra) par la Maison Blanche pour contrer le régime syrien fut « une décision délibérée ». Sources : tappez sur le net " Who is to blame for the rise of ISIL? " ou " Pgs. 287-293 (291) JW v DOD and State 14-812 "

Le 19 décembre 2016

CAUSERIE

No pain no gain.

Puisque depuis août 2008 personne exceptée une poignée de militants n'a accepté de financer ce portail, alors que cela me coûte de plus en plus cher pour l'actualiser et que je me prive déjà sur absolument tout, tandis que mes lecteurs doivent avoir une situation financière sans commune mesure avec la mienne, j'envisage de rendre l'accès aux causeries payant.

Ici en Inde les prix flambent, le beurre, le lait, la viande, le poisson, les oeufs, etc. augmentent à une vitesse vertigineuse, entre 15 et 25% par an, je fume les cigarettes les moins chères et les plus dégueulasses et elles viennent de passer de 30 à 35 roupies le paquet de 10 et le prix du paquet dépassera les 40 roupies à la fin de 2017. Quant à ma connexion Internet, avec la nouvelle tarification je dois débourser plus du double par rapport au début de l'année, 2300 au lieu 1100 roupies, et je télécharge beaucoup moins d'articles, de vidéos et de films.

Je pourrais lancer une souscription, mais cela ne marchera pas. Il me reste aussi la solution de tout arrêter. Pourquoi pas après tout, je crois que j'ai déjà suffisamment donné sans compter, y compris ma santé, pour n'avoir rien à me reprocher si je devais en arriver là. Il existerait bien une autre solution, faire participer des militants à ce portail, mais là encore toutes mes tentatives se soldées par des échecs donc je n'y crois plus, en plus je suis très exigeant, très rigoureux même si ce n'est pas l'impression qui se dégage toujours de mes causeries. Disons que je n'écris jamais rien gratuitement ou au hasard et je sais où je veux en venir, et je sais également qu'il est très difficile de trouver plusieurs militants qui seraient exactement sur la même longueur d'onde, je n'en ai jamais rencontrés en 8 ans.

C'est le seul portail et courant politique à ma connaissance qui engloge dans sa stratégie la mondialisation et le mondialisme, la crise du capitalisme et la lutte des classes, le combat contre l'impérialisme et l'opportunisme, qui mène la guerre à la classe dominante sur tous les fronts à la fois, politique, idéologique, psychologique, qui diffuse les enseignements du marxisme et essaie de populariser la méthode du matérialisme dialectique, qui défend le socialisme. A vous de voir si cela vaut le coup (ou coût !) de faire en sorte qu'il continue d'exister. J'arrive à un âge où on n'a plus rien à se prouver.

Enfin, après avoir trahi la IVe Internationale, ils entérinent sa liquidation avec un demi-siècle de retard.

POID - Mumbai (Inde) : « le Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière » est constitué par 350 délégués de 28 pays, soutenus par des militants de 20 autres pays. latribunedestravailleurs.fr 15.12

Ils se passeront bien de publier sur le Net le document adopté à cette occasion qui doit rester confidentiel, cela doit être le meilleur moyen de le partager, ils ne changeront décidément jamais.

Si un militant pouvait me l'envoyer, je pourrais en analyser le contenu pour voir si je peux ou non le partager, je n'ai aucun a priori, je juge uniquement sur pièces.

France. Comment ils répriment, terrorisent la population. Un exemple.

La dictature ordinaire en France ou le terrorisme d'Etat frappe quotidiennement.

- Gard : une conductrice de 72 ans contrôlée positive au cannabis - M6info

Arrêtée pour un banal contrôle routier mercredi 14 décembre, cette septuagénaire était en fait sous l'emprise de stupéfiants.

Mercredi 14 décembre, les gendarmes arrêtent la vieille dame pour un banal contrôle routier. Et si les papiers de sa voiture sont en règle, quelque chose d'autre se charge de mettre la puce à l'oreille des agents. Les pupilles de la septuagénaire apparaissent dilatées et la conductrice ne semble pas être dans son état normal. Pour couronner le tout, une odeur de cannabis

se dégage de l'habitacle…

A la surprise des gendarmes, le test salivaire conduit dans la foulée se révèle positif. La conductrice a été verbalisée et son permis de conduire retiré. Son véhicule a été quant à lui immobilisé. M6info 18.12

Commentaires d'internautes.

- Les grand mères bourrées de neuroleptiques peuvent en revanche circuler normalement

- Ca fait cinquante ans qu'elle conduit, 50% de bonus ça ils ne le disent pas.

- Dans ce pays, si je fume un joint le samedi je suis détectable pendant des semaines avec suspension de permis à la clé. Mais il est toléré de se taper 3 nuits blanches, se taper 2 valium et 3 actifed nuit et prendre le volant... Cherchez l'erreur !

Bon, ici en Inde on peut rouler sans permis ni assurance, sans lumière, sans rétroviseurs, avec des pneus rechappés, une portière ou le capot en moins, monter à 5 sur un scooter ou à 10 dans une bagnole, rouler avec des freins tout de même, c'est fortement recommandé ! Alors téléphoner en conduisant, bourré ou défoncé, tout le monde s'en tape !

Je ne dis pas que ce ne serait pas sans inconvénients évidemment ou que ce serait un modèle à suivre, mais sachant à quel point les Indiens sont exploités et opprimés par ailleurs, si en plus on leur pourrissait la vie au quotidien avec ce genre de contrôle, je crois bien que le pays deviendrait ingouvernable et sombrerait dans les pires violences.

En fait, c'est le peu de liberté dont on dispose encore et on y tient. Et quand les Indiens font l'objet d'un contrôle routier, en cas d'infraction, ils glissent un billet de 50 ou 100 roupies dans la main du policier et ils continuent leur chemin.

Un conseil d'ami, ne jugez pas trop vite ce qui se passe dans les autres pays que vous ne connaissez pas. Et entre nous, qu'est-ce que cela peut bien nous foutre que cette mémère de 72 printemps se fasse du bien en fumant du cannabis.

Le législateur recourt à la répression à titre préventif sur les citoyens, comme il autorise le bombardement de peuples au nom du même principe pour les soumettre à sa politique, non, excusez-moi, c'est pour leur bien !

Dossier sur la Syrie.

Le camp du peuple syrien et de la paix.

Même l'ONU (dont nous exigeons la dissolution) est obligée de changer de ton (temporairement).

- Onu: aucune preuve d'atrocités de l'armée arabe syrienne sur les civils à Alep - Arrêt sur Info

Le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme n'a pas d'informations attestant que les troupes gouvernementales syriennes perpètrent des atrocités sur les civils à Alep, a déclaré mercredi à Sputnik Rupert Colville, porte-parole du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

« Nous n'avons pas d'informations à ce sujet, parce que le gouvernement syrien ne permet pas à nos représentants d'entrer dans le pays (…). Or il importe de le faire pour dissiper les craintes des habitants d'Alep et d'autres villes syriennes », a indiqué M. Colville. sputniknews.com 14.12

Comment un horrible dictateur aurait pu conserver la confiance de son armée et de ses services de renseignement ainsi que celle du peuple au cours d'une guerre qui dure depuis près de 6 ans, s'il maltraitait le peuple.

- Même la commission de l'ONU a dû admettre qu'il y a eu manipulation des faits. Et déclarer que les «rebelles» empêchaient les civils de quitter Alep-Est.

Onu: les terroristes empêchaient les civils de quitter Alep-Est - sputniknews.com

Les terroristes des groupes Front al-Nosra et Ahrar al-Cham empêchaient les civils de quitter Alep-Est et se déguisaient en civils pour échapper aux militaires syriens, d'après une commission de l'Onu.

« La commission a reçu des informations sur des groupes d'opposition, dont les groupes terroristes Front Fatah al-Cham et Ahrar al-Cham, qui empêchaient les civils de partir, ainsi que sur les rebelles qui se déguisaient en civils, augmentant ainsi le risque pour

les civils d'être tués ou blessés », est-il indiqué dans un communiqué de la commission. sputniknews.com 14.12

Le CICR officine de Washington.

- Appeler aux dons pour les civils de la partie d'Alep-Est au moment où ils étaient otages des groupes terroristes du Front al-Nosra et Ahrar al-Cham, qui manipulaient l'information et empêchaient les civils d'aller se réfugier à Alep-Ouest sous contrôle gouvernemental, n'est pas une manière d'informer équilibrée et neutre de la part du ICRC. C'est une manière de surfer sur la vague émotionnelle suscitée par les informations biaisées des médias, et la propagande d'ONG proches des terroristes et de leurs familles, sans prendre aucune distance. Arrêt sur Info

Caroline Galactéros : «À Alep, sortons enfin des vues manichéennes» par Alexis Feertchak - Arrêt sur Info

Docteur en Science politique et colonel au sein de la réserve opérationnelle des Armées, Caroline Galactéros dirige le cabinet d'intelligence stratégique Planeting.

FIGAROVOX. – L'armée syrienne a repris aux rebelles la ville d'Alep, ancienne capitale économique du pays. Comment percevez-vous le traitement médiatique de cette bataille décisive dans le conflit syrien?

Caroline GALACTEROS. – Si vous me pardonnez cette franchise, je le trouve globalement déplorable et surtout dangereux. Par ignorance, goût du sensationnalisme et de la polarisation manichéenne des situations, confiance excessive dans les réseaux sociaux, ou par inclination à relayer la doxa véhiculée par le pouvoir et ses alliés, la plupart des médias se sont engouffrés depuis des mois dans la brèche de la facilité et ont relayé bien des informations parcellaires voire fausses (cf. l'affaire des «Casques Blancs» ou «l'opération OSDH» – source unique elle aussi anglaise, clairement contestable et pourtant devenue la référence depuis cinq ans). Ils ont en conséquence nourri une interprétation déformée des enjeux et des faits. Bref, l'immense majorité des médias occidentaux s'est fait la caisse de résonnance naïve ou parfois sciemment complice d'une vaste entreprise de désinformation sur la nature des «rebelles», les objectifs réels de la guerre, l'idée même d'une guerre civile ou encore la dimension confessionnelle du conflit de fait secondaire mais montée en épingle, etc…

Comment voyez-vous les événements?

La partie Est de la ville d'Alep a été, dans la douleur et au prix d'une tragédie humaine indéniable, libérée de djihadistes qui s'en étaient emparés dès 2012. La méthode russe de bombardement intensif est évidemment difficilement acceptable au plan humain, au plan des individus. Les forces occidentales notamment françaises, c'est tout à leur honneur, cherchent davantage à éviter des pertes civiles massives. Elles en font malgré tout nécessairement car la précision de ces frappes n'a de «chirurgicale» que le nom. On les appelle alors pudiquement des «bavures» ou des «dommages collatéraux», on les passe sous silence ou on les relaie très peu médiatiquement. Pourquoi? Parce que depuis le début de ce conflit (comme dans bien d'autres d'ailleurs) et notamment depuis l'intervention militaire russe d'octobre 2015, il s'agit de délégitimer voire de criminaliser l'action de Moscou, comme si elle était de nature fondamentalement différente de la nôtre. Or, la différence n'est pas là. Ce sont nos objectifs politiques et militaires qui, malheureusement, sont très différents et c'est d'ailleurs cet écart béant qui, – pour une grande part-, fait durer le conflit et qui fait beaucoup de morts… La polarisation politique délibérée autour d'un «bon» et d'un «mauvais» camp bat son plein. Ce manichéisme est pour moi extrêmement dangereux et renvoie à l'agenda véritable de la Coalition en Syrie aujourd'hui clairement mis en échec par l'intervention de Moscou mais qui est surtout depuis le début, diamétralement opposé à celui de la Russie. En effet, il ne s'agissait pas pour les Etats-Unis, les puissances européennes et les monarchies du Golfe ou la Turquie, de réduire le cancer islamiste sous toutes ses formes – pas seulement celle de Daech, bouc-émissaire spectaculaire -, mais de déstabiliser l'Etat syrien et faire tomber le régime d'Assad coûte que coûte. Il en a coûté effectivement bien des vies innocentes. On a donc crédibilisé dès 2011 les groupes islamistes radicaux issus d'Al-Qaïda pour délégitimer radicalement la résistance du régime syrien (certes brutale et qui au début a volontairement joué sur les islamistes en embuscade pour balayer l'embryon d'opposition démocratique presque immédiatement débordé puis disparu).

Quid de la responsabilité des rebelles dans la situation humanitaire?

Elle est première. On a passé sous silence les pratiques horrifiantes de ces groupes islamistes (exécutions, tortures, racket, enrôlement des enfants…) pour tenir en otages les populations syriennes – toutes communautés confondues – sous leur coupe afin de se protéger des frappes. Au-delà, le problème de la médiatisation relève de la quadrature du cercle. Il est évident que l'on ne peut que s'indigner en tant qu'humain de ce que subissent les civils dans les guerres car notre focus systématique sur l'individu escamote la dimension politique et stratégique. Et là, on a un problème. Car pour en finir avec les djihadistes d'Alep, il faut pouvoir les séparer de leurs populations-boucliers. Soit par la persuasion, soit par la force. C'est ce qui a fini par arriver lorsqu'enfin ont pu être mis en place (pas grâce aux Etats-Unis) des corridors d'exfiltration des civils et de reddition des derniers djihadistes souhaitant eux-mêmes éviter la mort.

Parleriez-vous de guerre civile? Il n'y a pas de guerre civile à proprement parler en Syrie. Il y a une guerre contre tous les Syriens (toutes confessions et communautés confondues) qui est menée de l'extérieur contre ces populations. Les rebelles les retiennent sous leur coupe nous l'avons dit, les rançonnent, menacent les familles de ceux qui voudraient fuir, utilisent écoles

et hôpitaux pour s'y retrancher, y disposer leurs snipers et provoquer l'opprobre occidental contre ceux qui n'hésitent pas à les en déloger.

Bachar al-Assad s'érige depuis longtemps en rempart contre le «terrorisme». Dans quelle mesure s'agit-il là d'un moyen tactique pour écarter l'opposition modérée?

Bien sûr, cela a été un moyen du régime au tout début de la Guerre, lorsqu'existait un embryon d'opposition modérée. Mais depuis quatre ans, il n'y a plus un «rebelle modéré» en Syrie. C'est une pure utopie voire un mensonge éhonté et délibéré. C'est d'ailleurs tout le problème de la représentativité des interlocuteurs patronnés par les uns ou les autres dans la perspective de négociations. Il faut d'abord vider l'abcès djihadiste et pas seulement reprendre Raqqa à Daech. Puis chercher à favoriser un dialogue inter-Syriens entre personnalités ayant du poids dans la population syrienne et souhaitant une Syrie unitaire, laïque, pluraliste et stable. Et pour tout cela, il faut que Washington et Moscou s'entendent et ne se tirent plus dans les jambes.

La morale est-il tout ce qui reste à l'Occident qui, en Syrie, a perdu la main politiquement?

Précisément l'attitude occidentale en Syrie est tout sauf «morale». La morale en relations internationales n'existe pas. Il n'y a qu'un entrechoquement plus ou moins violent de forces, d'ambitions, d'intérêts, de capacités de nuisance et d'influence... Lefigaro.fr 16.12 - Arrêt sur Info

- Les médias ont créé une tempête de fausses nouvelles autour de l'effondrement de la partie « rebelle » d'Alep par Moon of Alabama - Arrêt sur Info

C'est la première fois que j'assiste à un pareil assaut de nouvelles mensongères. Tous les grands médias et toutes les agences semblent avoir perdu toute inhibition et ils présentent n'importe quelles rumeurs concernant la libération d'Alep-Est comme des faits.

Voyez cette annonce de la BBC en ouverture du journal :

Bataille d'Alep: selon l'ONU, 82 civils ont été abattus sur place

Les forces pro-gouvernementales syriennes ont pénétré dans des maisons d'Alep-Est et ont tué ceux qui étaient à l'intérieur, y compris des femmes et des enfants, selon l'ONU.

Le bureau des droits de l'homme de l'ONU a affirmé avoir des preuves fiables que dans quatre zones 82 civils avaient été abattus à vue.

1-Il n'y a pas de bureau des droits de l'homme de l'ONU, cela n'existe pas. La BBC veut parler du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Ce commissaire est le prince jordanien Zeid Ra'ad Al Hussein, un hachémite qui a fait ses études au Royaume-Uni et aux États-Unis et qui un parent du roi dictateur jordanien. C'est intéressant de noter que la Jordanie est fortement impliquée dans le soutien des « rebelles » contre le gouvernement syrien.

2-Le bureau n'a pas « dit » que « 82 civils avaient été abattus », ni rien d'aussi monstrueux. Il a dit qu'il y avait des « sources » qui avaient « rapporté » que cela s'était produit. Voilà un extrait de son communiqué de presse aujourd'hui:

Selon de nombreuses sources, des dizaines de civils ont été abattus hier place al-Ahrar, dans le quartier d'Al-Kallaseh, ainsi qu'à Bustan al-Qasr, par les forces gouvernementales et leurs alliés, dont le groupe irakien al-Nujabaa.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH) a affirmé que « de nombreuses sources » ont reçu des informations » de XYZ, sans révéler ni le nom des « sources » ni la provenance des soi-disant « informations » de XYZ.

Je trouve irresponsable que le HCDH mentionne des informations non vérifiées dans ses conférences de presse. Mais c'est encore plus irresponsable de la part de la BBC de titrer « L'ONU dit que… » en ouverture de bulletin d'information à propos de ces rumeurs, surtout sans apporter le moindre élément supplémentaire dans le reste de son « reportage »

Il y a aussi cette info récente sur les chats tués à Alep.

#Flash info – Activistes: Tous les chats résidents et de passage au dernier refuge d'Alep ont été tués dans une attaque au gaz du Hezbollah.

Le porte-parole du Haut-Commissariat a eu connaissance de cette nouvelle. Nous attendons maintenant le titre de la BBC: « L'ONU dit que le Hezbollah a gazé les derniers chats d'Alep ».

La BBC n'est pas la seule à sortir #de fausses nouvelles. En effet, il semble que les agences de presse recherchent la « sécurité du nombre » en rapportant toutes les mêmes sottises partout où elles le peuvent :

Reuters – Alep pourrait tomber 'à tout moment', selon l'ONU des civils ont été tués

AFP – Les forces syriennes ont tué dernièrement au moins 82 civils à Alep: ONU

AP – Selon une agence de l'ONU, des dizaines d'enfants sont prisonniers d'un bâtiment en feu de l'aéroport d'Alep en Syrie

Là encore, l'ONU a seulement dit qu'elle avait connaissance de tels rapports. Elle ne les a pas vérifiés et ne s'en porte pas garante. Cela n'empêche pas les influentes organisations « humanitaires » habituelles, comme Amnesty International, de se joindre au chœur de ceux qui brodent sur le thème de « l'ONU a dit que… ». Des milliers de sites d'information et de sites Web copient les faux rapports de l'agence et de la presse « humanitaire » et font en sorte de rendre la fausse nouvelle encore plus sensationnelle. La désinformation déraille complètement.

Mais il se passe aussi des merveilles à Alep.

Les vrais habitants et les vrais journalistes d'Alep disent que les connexions internet y sont lentes et instables. Mais les « militants » qui se trouvent sous un feu d'artillerie intense dans l'est semblent avoir des quantités de gigabits de bande passante fiable à leur disposition. C'est un miracle. Photos et vidéos dans des tweets comme celui-ci « sortent d'Alep » à chaque instant. [Cette image les pro-rebelles l'ont tirée d'un clip réalisé en 2014 au Liban, ndlr].

Bien sûr, une telle quantité de gigabits pourrait être utilisée à meilleur escient que pour des captures d'écran de vieux clips musicaux, mais personne n'est parfait, surtout subit un feu d'artillerie lourde.

Les agences de presse et les médias grand public considèrent tous les tweets des « militants », les échanges sur la situation, les téléchargements vidéo et les diffusions en direct de Periscope comme la pure vérité sans même savoir d'où ça vient. Ces « militants » pourraient se trouver n'importe où sur terre et les journalistes n'ont aucun moyen de vérifier leur location.

Je suis inquiet pour la sécurité de toutes ces opérations d'information (pdf). Quand les « derniers militants d'Alep » tweetent que l'armée syrienne se rapproche d'eux, veulent-ils dire que les chars d'Assad s'approchent en vrombissant de Vauxhall Cross (le building du M16, les services secrets britanniques, ndt)?

Mais tant que tout le monde répète les mensonges de ces « militants » sur « les événements sur le terrain » personne ne pourra être tenu pour responsable. « Nous nous sommes tous honnêtement trompé », est l'excuse habituelle, et elle passe comme une lettre à la poste. Arrêt sur Info 14.12

Post scriptum

Au sujet de la désinformation des médias le Dr Nabil Antaki nous écrit ceci:

Ils sont très forts. Tous les médias en Europe reprennent les mêmes vidéos et les mêmes images sans dire aucun mot sur ce qui se passe a Alep-Ouest. Rien qu'hier 18 tués par les tirs « rebelles ». Aujourd'hui mercredi 14, déluge d'obus partout sur Alep-Ouest.

La plupart des vidéos sont des faux. La vidéo montrant un homme au milieu d'une rue jonchée de cadavre a été prise au Pakistan il y a des années. Celle d'un médecin aux abois a été prise a Gaza en 2014…

Ils sont vraiment très forts et beaucoup de nos amis commencent à douter de ce que nous leur disons tellement le matraquage médiatique est impressionnant. Ils se disent que ce n'est pas possible de mentir autant.

Nabil Antaki, le 14 décembre - Arrêt sur Info

Deux vidéos

Une députée démocrate accuse le gouvernement Obama de livrer des armes à Daech
ttps://www.youtube.com/watch?v=B0UW0pnvIHE

Attaque de Palmyre: orchestrée par les USA? (PressTV Français)
https://www.youtube.com/watch?v=jv-3BV6Oby4

Des instructeurs de l'Otan ont-ils prêté main forte aux extrémistes à Alep-Est? - sputniknews.com

Passage de Palmyre sous le contrôle de Daech, libération d'Alep et réunion à Paris des pays qui soutiennent l'opposition syrienne dite «modérée», tous ces éléments font partie d'une stratégie mise en place par les pays occidentaux, dont les militaires soutiennent les extrémistes à Alep-Est, écrit l'agence Life.

Toute la défense d'Alep-Est a été assurée avec le soutien des instructeurs militaires des pays de l'Otan, y compris la France, qui ont prêté main forte aux terroristes occupant cette partie de la ville, a déclaré dans un entretien à l'agence Life Semion Bagdassarov, directeur du Centre d'étude des pays du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

D'ailleurs, assure-t-il, il existe un lien entre la prise de Palmyre et la tenue de la réunion des pays occidentaux et arabes qui soutiennent l'opposition syrienne modérée le week-end même à Paris. Ce n'est qu'un levier de pression sur la Russie, pays qui a contribué à la libération de cette ville du joug de Daech au printemps dernier. « La prise de Palmyre est une décision stratégique dans le règlement de la crise en Syrie et maintenant les pays occidentaux mettront toute la pression sur la Russie afin de faire sortir (d'Alep-Est) des combattants et les instructeurs occidentaux qu'ils y combattent », a-t-il indiqué. Et d'ajouter que la Russie ne devait pas céder à ces pressions « et présenter à la presse et au monde entier les instructeurs occidentaux capturés et les traduire en justice ». À la question de savoir de quels instructeurs il s'agissait, il a répondu : « Des militaires des pays l'Otan — États-Unis et Turquie — il y a également parmi eux des instructeurs français. Tout le monde le sait, d'ailleurs les pays concernés ne le nient pas ».

Selon M. Bagdassarov, il est crucial d'arrêter les représentants d'organisations terroristes telles que le Front al-Nosra et le Harakat Nour al-Din al-Zenki pour obtenir des informations sur ceux qui prêtaient main forte aux djihadistes. sputniknews.com 18.12

- Crise à l'Otan - Réseau Voltaire

Dimanche 18 décembre 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies examinera la proposition de résolution française demandant le déploiement d'observateurs de l'Organisation et de ses « partenaires » (sic) [§3 de la proposition] à Alep-Est pour superviser l'évacuation aussi bien des civils que des « combattants de l'opposition » (re-sic) [§1 de la proposition].

Lundi 19 décembre 2016, se tiendra un sommet Otan-Russie alors que des officiers de l'Alliance viennent d'être faits prisonniers à Alep-Est où ils encadraient les jihadistes. Comme lors de la prise de Tripoli, en août 2011, et contrairement à l'article 9 des statuts de l'Otan, le Conseil atlantique n'avait pas été consulté sur cette opération secrète.

Mardi 27 décembre 2016, la Russie et l'Iran recevront à Moscou une délégation turque alors que des officiers turcs ont été faits prisonniers à Alep-Est dans le bunker de l'Otan et que l'Alliance a tenté par quatre fois d'assassiner le président Erdogan. Réseau Voltaire 18.12

Des questions que nombre d'Allemands se posent légitimement.

- ... que fait Mme Merkel pour mettre fin à cette effroyable situation? Pourquoi ne s'investit-elle pas pour désarmer en premier lieu tous ceux n'ayant pas le droit de porter des armes? Ou bien se peut-il que Mme Merkel fasse partie des «révolutionnaires» ne respectant plus aucune légalité, plus aucun pouvoir étatique et monopole de la force détenu par l'Etat? Pourquoi continue-t-elle à être l'alliée de ceux qui promeuvent le terrorisme au Proche Orient depuis des décennies? Pourquoi ne réagit-elle pas aux propos de Jürgen Todenhöfer, son collègue de parti, suite à son voyage à Alep-Est après avoir interviewé un terroriste du Front al-Nosra? L'interview a été publiée le 26 septembre dans le «Kölner Stadt Anzeiger», le journal régional de Cologne, sous le titre «Les Américains sont de notre côté»(!).

Et pourquoi en 2003, Mme Merkel s'est-elle prononcée ouvertement en faveur de la guerre contre l'Irak? Pourquoi n'exprime-t-elle aucune compassion pour les populations civiles ayant vécu l'épouvantable horreur de cette guerre? Pourquoi aujourd'hui, alors qu'elle déplore les violations du droit international, ne souffle-t-elle pas un mot de regret concernant son engagement d'alors en faveur d'une guerre d'agression contraire au droit international? Et pourquoi ne parle-t-elle pas des conséquences dévastatrices durables de cette guerre?

Et ainsi de suite. Karl Müller 18.12 - Arrêt sur Info

- Outil de propagande ultime: La vérité sur la «blogueuse Bana» révélée - Sputnik

Un militant syrien a contacté en novembre la célèbre blogueuse de 7 ans, Bana Alabed, dont l'histoire a fait le tour des médias mainstream, pour proposer d'aider sa famille à quitter d'Alep-Est. Un mois plus tard, il a reçu une réponse qui l'a convaincu que le compte en question est un «outil de propagande ultime».

Désigné sur Twitter comme « vérifié », le compte de Bana, une fillette syrienne de sept ans qui raconte en anglais les horreurs de la guerre qu'elle vit au quotidien, compte près de 310 000 abonnés. L'authenticité de ce compte a été mise en cause à plusieurs reprises, car tout laisse à penser que dans « ses » vidéos, la fillette ne fait que reproduire un texte appris par cœur ou soufflé.

Mais les médias opposés aux autorités syriennes officielles ont fait de ce personnage une véritable icône de la guerre civile, une « Anne Frank d'Alep ».

Maytham Al-Achkar, un militant syrien installé actuellement à Beyrouth, a décidé d'établir un contact avec Bana. Il s'est accordé avec les autorités syriennes pour évacuer la petite fille et les membres de sa famille de la ville en toute sécurité et a même réussi à obtenir une amnistie pour son père, membre d'une organisation islamiste.

Le 27 novembre, il a écrit à Bana en lui proposant d'aider à évacuer sa famille d'Alep.

« Au bout du compte, vous êtes nos compatriotes. On va s'occuper de vous », a-t-il écrit dans son message.

Or, le 12 décembre, Maytham a reçu un message en arabe, dans lequel un utilisateur Twitter lui demandait si la proposition était toujours d'actualité. Après avoir confirmé ses intentions, c'est Bana elle-même qui a répondu.

« Lorsque j'ai été contacté depuis le compte de Bana, j'ai commencé à bavarder en arabe, car nous sommes tous Syriens et l'arabe est notre langue maternelle. Mais, la personne de l'autre côté a préféré communiquer en anglais », relate-t-il.

Selon les informations relayées par les médias, la mère de Bana, Fatima, qui aide la fille à gérer son compte, est institutrice.

Tweet, dont l'auteur a été bloqué par Bana: « Hi Bana, peux-tu demander à ton père pourquoi il est amis avec des djihadistes du Front al-Nosra et Ahrar al-Sham ? »

Toutefois, ni la « mère », ni la « fille » ne se sont exprimées en arabe à l'écrit.

« La mère de Bana a étudié la loi, ce qui veut dire qu'elle a étudié le programme syrien, qui est entièrement en arabe, pendant 12 ans à l'école, puis pendant quatre ans à l'université », explique Maytham à Sputnik.

Quoi qu'il en soit, l'évacuation de la famille de Bana avait été coordonnée avec l'armée gouvernementale et avec les autorités de la ville, prêtes à les évacuer en toute sécurité.

Maytham : « Nous allons vous évacuer en toute sécurité d'Alep-Est quand vous serez prêts et ce en présence des médias, des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge. (…) Il me faut juste ton numéro de téléphone pour te contacter. Nous pouvons garantir votre sécurité. Personne ne touchera à vous ».

Bana : « Qu'est-ce qui va se passer lorsque vous m'appellerez ?»

Maytham : « On va vous guider vers un couloir sécurisé ».

Bana : « Je ne peux pas faire confiance au gouverneur de la province. Organise une conférence Skype avec lui. Je suis prête à être évacuée ».

Maytham: « D'accord, d'accord. Ton compte Skype, s'il te plait. Le gouverneur va vous contacter par Skype immédiatement ».

Bana: « Hussein Diab, c'est ça ? »

Maytham : « Oui ».

« J'ai même invité tous les médias à me contacter pour couvrir l'évacuation, ce qui était une excellente garantie de son salut », indique-t-il.

Mais au bout du compte, prétendant que Maytham la pressait trop, Bana a fini par rejeter l'offre.

« La personne qui me répondait depuis ce compte n'était pas terrifiée (par les bombardements permanents dont elle fait part sur Twitter, ndlr) », avoue l'interlocuteur de l'agence.

Mais alors qui est derrière ce compte ? « La fille est juste une figure, un outil employé par les renseignements britanniques. Et je dis britanniques car il y a un lien fort entre le compte de Bana et les Casques blancs (The White Helmets) qui sont sponsorisés par le Royaume-Uni », estime-t-il.

Tweets : « Chère Bana, pourquoi ton compte est-il enregistré au Royaume-Uni et pourquoi bloques-tu ceux qui te posent cette question? »

« Une personne a lu les métadonnées de son compte, lui a posé la même question, et s'est fait bloquer ».

« Je croyais que cette fille était à Alep, mais je ne le crois plus. Son rôle était de prendre quelques photos et vidéos, et une fois fait elle est partie », poursuit Maytham.

Aujourd'hui, il est convaincu que les représentants de Bana ont accepté d'établir un contact avec lui pour l'accuser de mensonge. Ceci leur aurait permis de le présenter comme un propagandiste de Damas.

« Peut-être qu'ils voulaient me laisser les menacer ou leur écrire des choses indécentes pour ensuite les utiliser contre les autorités syriennes. Mais, à leur plus grande surprise, je n'ai pas menti. Je voulais sincèrement aider cet enfant syrien dont on se sert, et les autorités syriennes ont accepté de coopérer avec moi », conclut Maytham. Sputnik 18.12

Le camp de la guerre contre le peuple syrien.

C'est aux pieds du mur qu'on juge le maçon dit-on, ici en la matière il n'y a pas photo. On est en présence de partis dits ouvriers fondamentalement réactionnaires, pourris jusqu'à la moelle, à vomir, prêts à soutenir les pires entreprises criminelles, cruelles, barbares, pourquoi, mais parce qu'ils sont inféodés au régime qu'ils prétendent combattre, ce sont des agents de la réaction tout simplement.

Ils se démasquent eux-mêmes remarquez bien, car les représentants du régime, partis, syndicats, ONG et médias, ne vont pas tarder à faire volte-face ou à changer de discours après leur défaite à Alep, d'ailleurs ils ont déjà commencé, l'ONU a donné le ton, mais il va falloir du temps à ces imposteurs pour adapter à nouveau leur propagande à celle de leurs maîtres à Washington ou à Bruxelles.

Depuis 2011 leur lâche discours a consisté à renvoyer dos-à-dos les différents protagonistes de cette guerre, à les traîter de la même manière, à les accuser des mêmes crimes, comme si leurs statuts étaient identiques, refusant d'accorder la légitimité à l'Etat indépendant et souverain syrien, à la République arabe syrienne, à son peuple et à son armée de se défendre contre leurs agresseurs à la solde des Etats-Unis.

Pas un instant il ne l sera venu à l'esprit de ces démagogues que l'armée syrienne avait perdu plus de 100.000 soldats au cours de cette guerre ,et qu'il lui aurait été impossible de continuer cette guerre de libération si des dizaines de milliers de civils ne s'étaient pas enrolés dans l'armée, et que lorsqu'aujourd'hui ils évoquent l'armée syrienne (et les milices populaires) en réalisant un ignoble amalgame avec les barbares de Daesh ou Al-Nosra, c'est du peuple syrien qu'ils parlent, qu'ils traitent comme un chien. Honte aux dirigeants de tous ces partis ! Honte aux militants qui connaissent la vérité et qui se taisent, c'est vous qui êtes les fossoyeurs du mouvement ouvrier, du socialisme, honte à vous, vous n'êtes pas dignes de parler en notre nom !

Lutte ouvrirère - La destruction d'Alep et la barbarie du monde capitaliste 12.12

Alep agonise sous les bombes. Depuis plusieurs mois, les habitants de cette ville grande comme Marseille sont pilonnés par l'armée syrienne soutenue par la Russie. « Les rues sont pleines de gens sous les décombres. Ils meurent parce qu'on ne peut pas les sortir de là », expliquent les secouristes. Même les hôpitaux sont pris pour cible, tandis que l'armée reprend rue par rue les quartiers qui lui échappaient encore.

Les grandes puissances se renvoient la balle. Le rôle de la Russie est certes révoltant ; et que penser de politiciens comme Le Pen ou Fillon qui font l'éloge de Poutine ! (...)

Il n'y a pas si longtemps, elles (les grandes puissances - LO - ndlr) soutenaient la dictature féroce d'Assad, que Sarkozy avait invité en 2008 pour le défilé du 14 juillet. Puis en 2011, lors des « printemps arabes », les dirigeants occidentaux l'ont lâché. Ils ont soutenu des milices, y compris celles d'islamistes aussi barbares que le régime. (...) Elles critiquent Assad et Poutine, mais leur laissent faire le sale boulot (...) LO

NPA - Syrie : Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise - 17.12

Alep-est pousse à cet instant, peut-être, son dernier soupir. Les forces du régime et ses alliés avancent à grande vitesse sous

un déluge de feu dans les derniers quartiers résistants d'Alep. Et on ne compte plus les civils morts ou blessés.

Comme à l'accoutumée, l'ONU exprime son «?inquiétude?», mais aucune réaction ni condamnation du Conseil de sécurité de l'ONU, qui n'est que le terrain de jeu des grandes puissances. Le quatrième véto russo-chinois a tout bonnement avorté une résolution d'aide aux populations d'Alep. Les autres puissances occidentales se bornent à exprimer leurs regrets et «?inquiétude?», mais n'agissent même pas dans le domaine humanitaire. Le peuple syrien, à Alep et ailleurs, peut continuer à mourir dans le silence général. NPA

PG - A Alep, la situation est terrifiante 13.12

Comme cela devient hélas désormais systématiquement le cas, en Syrie comme en Irak, les civils y sont pris en otage, et la nécessité d'éradiquer Daech, le Front Fatah al Cham (branche d'Al Qaïda en Syrie) et tous les groupes pratiquant la terreur ne peut justifier le massacre de populations civiles. Ces massacres sont intolérables d'où qu'ils viennent. Cette situation nécessite de toute urgence, comme le Parti de Gauche le réclame depuis des années, une résolution politique dans le cadre de l'ONU. (...)

La France doit jouer son rôle de médiation en ne prenant parti ni pour Bachar El Assad, ni pour les États-Unis, ni pour la Russie, ni pour les monarchies du Golfe, mais en trait d'union pour construire un corridor humanitaire, face à ces massacres terribles de civils. PG

PCF - Alep/Syrie : Pour un cessez-le-feu immédiat et la mise en œuvre des accords de Genève - 14.12

La population d'Alep est la principale victime de la bataille d'Alep.

Chacun des belligérants, et de leurs soutiens, se livrent à des combats sans merci rejetant sur leurs ennemis la responsabilité de la violence de la guerre alors que des crimes de guerre ont été commis par toutes les parties en présence, et leurs alliés, depuis le début de l'offensive sur Alep et de la guerre en Syrie. PCF

POID

- La France présente une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire déployer à Alep (Syrie) le personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie « pour une surveillance adéquate neutre et une observation directe » de « l'évacuation des parties assiégées d'Alep ». Les observateurs arriveraient après la conquête presqu'entière d'Alep par le régime de al-Assad, à la suite d'une violente offensive aérienne et terrestre qui a duré un mois, doublée d'un siège hermétique depuis juillet. Selon l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, il reste environ 40 000 civils et entre 1 500 et 5 000 combattants avec leurs familles dans le seul quartier non repris par les troupes de al-Assad et leurs alliés. latribunedestravailleurs.fr 18.12

On retrouve là les termes du discours des colonisateurs qui suggèrent que l'agressé (la Syrie) est l'agresseur (Mercenaires venus de plus de 83 pays à la solde des Etats-Unis et ses alliés) : la conquête, le régime, une violente offensive aérienne et terrestre, destiné à refuser toute légitimité à la République arabe syrienne et au peuple syrien pour mettre fin à cette guerre au profit d'une horde de barbares sanguinaires encadrés et armés par l'impérialisme américain et ses alliés dont la France.

Juste une précision, un détail que ces braves défenseurs des services publics ont omis de mentionner en soulignant qu'Alep était soumis à un "siège hermétique", le gouvernement syrien a continué de verser les salaires de tous les fonctionnaires depuis mars 2011, y compris à ceux se trouvant dans les villes occupées par les barbares d'Al-Nosra ou de Daesh, afin que dans la mesure du possible (en période de guerre) la population ne soit pas privée des services élémentaires indispensables pour satisfaire ses besoins quotidiens.

France. Concours de populisme de la réaction.

- Valls s'en prend au "cynisme" de Fillon - AFP

Montebourg se veut "au coeur des différentes gauches" - Reuters

"Mon projet se situe au coeur des différentes gauches, la gauche sociale, la gauche du travail - je suis favorable à l'abrogation de la loi El Khomri -, la gauche des valeurs, la défense des libertés publiques, de la laïcité", dit-il.

"Je suis également favorable à la gauche entrepreneuriale", ajoute Arnaud Montebourg, qui estime que son socialisme est "incarné de façon contemporaine tant par Dominique Strauss-Kahn que par Jean-Pierre Chevènement" tout en soulignant que son projet "est aussi d'inspiration gaulliste, écologique et républicaine".

Alors que Manuel Valls propose de supprimer le recours à l'article 49-3 de la Constitution, Arnaud Montebourg estime nécessaire

de pouvoir continuer à utiliser ce dispositif en matière budgétaire.

Arnaud Montebourg propose enfin la création d'une mutuelle de soins "à prix modérés" dans le giron de Sécurité sociale et la mise en place d'un service national civil, militaire ou humanitaire de six mois. Reuters 18.12

- Primaire à gauche : Filoche éliminé - LeParisien.fr

La candidature du socialiste Gérard Filoche à la primaire de la gauche a été invalidée.

«Arrête ton cirque Gérard Filoche. Ce que tu ne supportes pas c'est que la gauche du PS t'ait boycotté! Ils n'ont pas voulu te parrainer point à la ligne!» a de son côté répondu sur Twitter M. Cambadélis. LeParisien.fr 17.12

Comment, la gauche du PS n'existerait pas ? Parce que même le réformisme était de droite, qui l'aurait cru sans blague ? Je sens qu'il y en a qui vont devoir revoir leur copie de fond en comble, quelle horreur ! Bon courage tout de même, car ils vont avoir du pain sur la planche. Entre nous, je suis passé par là, et on n'en meurt pas vous savez.

Même pas encore élu et il est déjà contesté de partout.

- Présidentielle: Fillon, le candidat à abattre - Challenges

2017, concentre désormais toutes les attaques.

Il est l'homme abattre dans la compétition présidentielle. (...) Ce week-end, les flèches sont parties aussi bien de la gauche, que du centre ou de droite. challenges.fr 18.12

- Présidentielle : déjà Fillon se "hollandise" - L'Obs

Programme contesté, recherche de la synthèse et défiance de 7 Français sur 10... Le vainqueur de la primaire souffre des mêmes handicaps que le candidat Hollande, il y a cinq ans de cela. Inquiétant ? … L'Obs 18.12

- François Fillon, un favori sans boulevard devant lui - Libération.fr

Contraint de rassurer jusque dans son camp, concurrencé par le libéralisme ouvert de Macron et sous la pression d'une nouvelle candidature de Bayrou, le champion de la droite a perdu des plumes ces dernières semaines.

Et si François Fillon avait gagné la primaire par défaut, autrement dit pour ce qu'il n'est pas au moins autant que pour ce qu'il est ?

Depuis qu'il est sorti vainqueur de la primaire, l'ancien Premier ministre peine en tout cas à trouver le bon rythme et surtout le bon ton.

Selon une étude l'Ifop* pour le JDD, seuls 28% des Français souhaitent sa victoire en 2017.

Alors qu'en novembre 61% des Français jugeaient que Fillon a la stature présidentielle, à quatre mois du premier tour ils ne sont plus que 54% à le considérer. Quant à son programme qui, on l'a dit, n'a pas forcément été le premier critère de sa victoire à la primaire et qui va être de plus en plus décortiqué par ses adversaires, celui-ci continue d'inquiéter 62% des Français mais surtout 50% des sympathisants LR (+16 points par rapport à la fin novembre). Autre chiffre qui sonne comme une alerte : Fillon est considéré par 72% des Français comme insuffisamment attentif à leurs problèmes (+9 points par rapport à novembre). Libération.fr 18.12

- Accoyer: 500.000 emplois publics seront supprimés en 5 ans - AFP

Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, a confirmé dimanche la volonté de François Fillon, s'il est élu, de supprimer 500.000 AFP 18.12

Précarité généralisée au programme.

- La philosophie d'Emmanuel Macron est de créer une protection sociale plus universelle - Le Huffington Post

Etats-Unis. Tout est une question de rythme et de délai.

Quand le clan Rockefeller est au pouvoir.

- La société Exxon Mobil ouvre la voie vers la levée des sanctions antirusses - sputniknews.com

Comme l'indique le journal Politico, le géant pétrolier américain Exxon Mobil exerce une influence sur le Sénat américain afin de retarder l'examen du projet de loi censé rendre plus compliquée la levée des sanctions antirusses.

Le 13 décembre dernier, Rex Tillerson, qui était le chef de la société Exxon Mobil, a été proposé par Donald Trump en tant que candidat au poste de secrétaire d'État américain. Il a démissionné de son poste au sein de l'entreprise pétrolière suite à cette décision du président élu américain. sputniknews.com 18.12

Quand les Américains deviennent moins crédules...

- Les hackers ont conduit Trump à la victoire? La majorité des Américains n'y croient pas - sputniknews.com

Plus de la moitié des Américains ne croient pas que les attaques des hackers aient aidé le président élu américain Donald Trump à remporter le scrutin présidentiel, révèlent les résultats d'une enquête réalisée par le Wall Street Journal et la chaîne de télévision NBC News.

À la question « Croyez-vous que ceci a aidé Donald Trump à remporter la présidentielle », 57% des personnes interrogées ont répondu par la négative et 37% par l'affirmative. 6% des sondés sont sans opinion fixe.

Une des questions du sondage portait sur les « relations » entre le président élu américain et le dirigeant russe Vladimir Poutine. 31% des sondés considèrent que les relations entre ces deux personnalités politiques qui ne se sont jamais rencontrées étaient « très amicales », 24% des Américains soutenant le contraire. sputniknews.com 18.12

ACTUALITE EN TITRES

Le régime est entre de bonnes mains jusqu'en mai 2017

- Mailly craint « le choc libéral » de Fillon - LeMonde.fr

Mailly n'a pas craint celui de Hollande puisqu'il reste au PS.

Savez-vous ce qu'ils répondent ? Vous exagérez, minimisant les conséquences de la politique antisociale menée par Hollande et le PS depuis 2012 sur les travailleurs, qui effectivement auraient pu être pire sans la résistance des travailleurs et sans la mobilisation des militants qui combattaient à leur côté, ce qu'ils s'attribuent. Car voyez-vous, dans le fond ils n'ont jamais été animés de mauvaises intentions à leur égard, c'est la situation qui leur a imposé cette politique scélérate, eux ils n'y sont pour rien et c'est leur faire un bien vilain procès d'intention de leur reprocher et la boucle de l'enfumage est bouclée.

C'est le discours ou ce que retiennent les bureaucrates ou permanents pourris des syndicats.

- Cote de popularité du Premier ministre à 51% - AFP

Ou comment légitimer artificiellement Hollande et son gouvernement par un tour de passe-passe...

Décadence et fin de règne.

- Une fillette transgenre en couverture du National Geographic - LeParisien.fr

- National Geographic fait sa Une avec Avery Jackson, une jeune fille transgenre. Et c'est une première - Le Huffington Post

Ils n'ont pas encore trouvé une chienne ou une chatte transgenre, étonnant !

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

- Espagne: les syndicats mettent la pression sur Rajoy - euronews.com

Mettre la pression d'entrée sur le gouvernement de Rajoy. C'était l'objectif de la manifestation de dimanche à Madrid.

Organisée par les deux syndicats espagnols majoritaires, l'UGT et la CCOO, le rassemblement a mobilisé près de 30 000 personnes selon les organisateurs. Réunis pour obtenir un retour aux droits sociaux d'avant la crise de 2010. "Ces manifestations continueront si nécésssaire. Cela dépend seulement de la capacité du gouvernement à dialoguer, à négocier et passer des accords", prévenu Josep Maria Alvarez, secrétaire général de l'UGT.

Dans le cortège, en plus des syndicats; des représentants de la gauche espagnole, certains membres du Parti socialiste dont Mario Jiménez, porte-parole du parti ou Pablo Iglesias de Podemos.

Côté gouvernement, la ministre du Travail, Fátima Báñez a expliqué attendre que les syndicats s'assoient à la table des négociations. euronews.com18.12

ECONOMIE

UE-Japon

Un accord de libre-échange UE-Japon évoqué pour début 2017 - Reuters

L'Union européenne a annoncé samedi être proche de la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Japon, une mesure d'importance pour les deux partenaires après l'élection de Donald Trump qui a promis de retirer les Etats-Unis de l'accord de partenariat transpacifique (TPP).

Un accord pourrait intervenir dès le début de l'année prochaine si le Japon ouvre ses frontières aux produits agricoles européens et si l'Europe s'accorde sur l'ouverture de son marché automobile aux véhicules japonais, a déclaré le chef des négociateurs européens dans un communiqué.

"Ces négociations sont très proches de leur conclusion", a commenté Mauro Petriccione, faisant état de "progrès significatifs" au cours des deux dernières semaines. Le Japon a même évoqué la possibilité d'un accord d'ici la fin décembre.

"Nous allons devoir continuer à travailler dans les prochaines semaines pour parvenir à un accord de principe au début de l'année prochaine", a dit Mauro Petriccione.

Pour l'Europe, cet accord représenterait une impulsion pour son économie mais également une avancée symbolique dans ses négociations commerciales qui ont fait l'objet d'une opposition de certaines opinions publiques.

Pour le Japon, c'est l'occasion de montrer que d'autres partenariats peuvent être conclus alors que Donald Trump a décidé de revenir sur le TPP, dont l'administration Obama a fait un des piliers de la politique américaine en Asie.

Le Japon, troisième économie mondiale, est le sixième débouché commercial de l'Europe tandis que l'UE est le troisième débouché commercial du Japon. Reuters 17.12

Le 20 décembre 2016

CAUSERIE

Enfin une vraie bonne nouvelle, comme cela fait du bien !

J'assume, depuis mars 2011 je combats au côté du peuple syrien, donc je ne pouvais pas passer à côté de la libération d'Alep. C'est aussi notre victoire, celle de tous les peuples luttant pour le droit à l'autodétermination qu'a déserté ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche.

Autrefois, en s'inspirant des enseignements du marxisme, l'avant-garde du mouvement ouvrier soutenait les pays dominés agressés par un ou des pays dominants quel que soit le régime en place dans les pays dominés.

Depuis la guerre contre l'Aghanistan on a pu observer qu'elle avait tourné le dos à ces enseignements, elle vient une fois de plus de l'illustrer avec la Syrie en traitant de la même manière pays dominés et pays dominants. Leur principe internationaliste fait partie du double langage de leurs dirigeants, mêlant vérités, contrevérités et autocensures pour ne pas contrarier le régime qu'ils soutiennent dont ils ont repris en partie la propagande. En espérant que nos lecteurs n'auront pas été dupes.

Entre les lignes. Lutte quotidienne contre la propagande officielle du régime.

Tombée ou libérée.

- La ville d'Alep est « tombée » regrettait l'AFP, Hollande et le gouvernement français, pas les habitants d'Alep libérés de l'effroyable cauchemar qu'ils ont vécu depuis 2012.

Otage ou assiégé.

- Les habitants d'Alep n'avaient pas été pris en otage par les barbares d'Al-Nosra et Daesh armés par les Etats-Unis et ses alliés dont la France, non, ils étaient "assiégés" par les forces armées de Bachar al-Assad ou de leur propre pays.

La Russie soutient la République arabe syrienne qui combat Al-Nosra et Daesh, alors qui donc la Turquie pouvait-elle représenter ?

- L'opération d'évacuation a débuté jeudi aux termes d'un accord entre la Russie et la Turquie.

Succès diplomatique de la France, vraiment ?

La résolution présentée à l'initiative de la France et rejetée tenait à l'écart les autorités syriennes. Celle adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU hier soir après que la France eut accepté un amendement de la Russie stipulant "que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris Damas". Vous avez la réponse à la question posée plus haut.

La dépêche (extrait) de l'AFP falsifiant les faits au profit des autorités françaises.

AFP - A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité une résolution prévoyant le déploiement rapide à Alep du personnel humanitaire de l'ONU déjà présent en Syrie pour surveiller les évacuations. Un premier signe d'unité depuis des mois entre les grandes puissances mondiales sur le conflit. AFP 19.12

Le rétablissement des faits.

- Alep : les enjeux de l'évacuation - sputniknews.com

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté à l'unanimité une résolution visant à envoyer des observateurs surveiller l'évacuation des dernières poches de résistance dans les quartiers est d'Alep.

Pas de veto russe, comme le craignaient de nombreux observateurs. Il faut dire que cette fois, son texte a fait l'objet de tractations préalables entre la France et la Russie. C'est d'ailleurs la méthode standard au sein de l'Onu quand on souhaite vraiment faire voter les résolutions, méthode qui n'avait pas été appliquée lors de la présentation des derniers projets à l'Onu concernant la Syrie.

Dans la copie présentée au Conseil, amendée, la Russie a obtenu l'ajout d'un paragraphe imposant que toutes les parties intéressées soient consultées, y compris Damas. Un résultat obtenu a prix de négociations jusque tard dans la nuit, qui ont de facto reporté le vote de cette résolution à ce matin, faute pour les ambassadeurs d'obtenir l'aval de leurs capitales. Un point que souligne le général Dominique Trinquant, fin connaisseur de cette institution qu'il a servi à plusieurs reprises au cours de sa carrière:

Même si une partie de la presse tablait ce matin sur « l'incertitude » du vote, rappelant les précédents vetos russes, les différents représentants s'étaient quittés en bons termes. En témoignent les déclarations Vitali Tchourkine, l'ambassadeur russe à l'Onu, qui a estimé dimanche soir qu'il s'agissait « d'un bon texte » et de son homologue français, qui se voulait rassurant. Un optimisme que partageait en début d'après-midi Dominique Trinquant, à notre micro:

« Si François Delattre dit que cela va passer, c'est qu'il a des certitudes, je le connais, il ne s'avancerait pas sans. » Il faut dire que le premier jet de la résolution français avait été recalé par l'ambassadeur russe qui avait jugé le texte « impraticable et dangereux », évoquant « des éléments discutables ». « Déployer des observateurs prend des semaines, penser qu'on peut le faire en deux ou trois jours n'est pas du tout réaliste. » Ce énième projet de résolution survient alors que les combats à Alep touchent à leur fin, une grande partie des quartiers insurgés ayant été libérés par l'armée régulière. De même pour l'évacuation, un grand nombre de civils, de combattants et leurs familles ont déjà été évacués depuis plus d'une semaine. Les images des fameux « bus verts », mis à disposition par Damas dans cette optique, ont d'ailleurs fait le tour des médias. Mais celles de ces mêmes bus verts incendiés par les rebelles ont été moins diffusées.

La résolution étant à présent adoptée, il ne reste plus qu'à savoir si les observateurs des Nations Unies seront en mesure d'arriver avant la fin des opérations d'évacuation entreprises par Damas, Moscou et Ankara. sputniknews.com 19.12

Médias au service de la guerre.

- Syrie-Russie : assez de manipulation et d'imposture médiatiques ! par Daniel Vanhove - Mondialisation.ca, 16 décembre 2016

La guerre qui ravage la Syrie depuis près de 6 ans est un sinistre exemple de plus de la désinformation organisée et systématique de la part des tenants du pouvoir des pays occidentaux et de leurs médias aux ordres, menant le monde à toujours plus de barbarie. Et cela, dès le début de ce conflit, présenté comme un « soulèvement populaire » alors qu'il fait partie de ces complots qui finissent en guerres, fomentés et orchestrés de l'extérieur par les USA et leurs alliés (lire : Le jour avant Deraa : Comment la guerre a éclaté en Syrie – La véritable histoire - http://arretsurinfo.ch/le-jour-avant-deraa-comment-la-guerre-a-eclate-en-syrie-la-veritable-histoire/).

Dans son irrésistible et légitime reconquête du pays, ces derniers jours l'armée officielle syrienne soutenue par son allié russe a entamé la reprise d'Alep – seconde ville du pays après Damas – face aux mercenaires djihadistes qualifiés régulièrement par nos médias de « rebelles modérés » – ceux-là mêmes qui égorgent, violent et massacrent les civils quand ils ne les prennent pas pour « boucliers humains » – et à cette heure, la ville semble enfin libérée de ses tortionnaires. Or, que lit-on et qu'entend-on dans ces médias orientés : que la ville d'Alep est « tombée »… une terminologie qui en dit long sur la désinformation !

L'habituelle clique de bobos, tant de droite, de gôôche, du centre que des verts, bien installée dans ses certitudes – les Kouchner, Glucksmann, B-H Lévy, Fabius, Cohn-Bendit, Ayrault, Duflot, Mariton, etc… – qui à longueurs d'ondes nous a rabâché son refrain élimé de « droits de l'homme et blablabla… », falsifiant les faits, les chiffres, relayant la propagande occidentale, mentant sur le quotidien des populations syriennes et ne ratant jamais l'occasion de flamber le président Al Assad, fulmine de cette situation imprévue qui met à mal ses plans sordides, et pousse le ridicule – pour ne pas dire l'abject – à demander l'intervention de Normal 1er – déjà complètement grillé sur ce dossier – à se rendre sur place, à Alep… (...)

(LVOG - Je n'ai pas reproduit la dernière phrase dans laquelle l'auteur de cet article affirmait que Hollande avait commis des "erreurs en ce dossier", alors qu'en réalité il n'a fait que s'aligner sur l'extrême droite néolibérale américaine ou Israël, c'est la même chose, pour finalement déplorer que la diplomatie de la France était "moribonde", ce qui nous réjouirait au contraire, considérant que la France n'existe pas pour nous indépendamment de son régime auquel on ne souhaite pas vraiment une bonne santé puisque nous combattons pour le renverser.

La différence entre l'auteur de cet article et nous, c'est qu'il se situe sur un plan intégrant le capitalisme dans la France, alors que nous nous situons sur le terrain de classe indépendant du prolétariat qui combat pour en finir avec le capitalisme, donc nous nous situons sur des terrains de classe opposés. Nous ne nous réclamons pas de la France telle qu'elle existe ou soumise au capitalisme. Chaque fois que dans un article ou une déclaration son auteur s'exprime au nom de la France, il se situe sur le même terrain que l'auteur de cet article.)

Un siècle après les accords désastreux de Sykes-Picot (1916), la France « sionisée » de l'intérieure, se pense encore au temps des colonies. A tel point que Le Figaro ose proposer à ses lecteurs un referendum leur demandant s'ils sont pour ou contre le maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir ! (Souhaitez-vous que Bachar el-Assad reste à la tête de la Syrie, Le Figaro, Mise à jour le 14 décembre 2016). De quel droit ce piètre canard s'autorise-t-il à croire qu'il peut intervenir dans les affaires intérieures d'un pays souverain et que sa voix aurait un quelconque poids ?! C'est d'un grotesque ! Où vont ces médias – Mediapart compris – et leur bande d'affidés avec de telles pratiques ?! Pour qui se prennent-ils ?! Ignorants des réalités des civils syriens et aveuglés par une idéologie qui a déjà produit tant de dégâts et de désastres en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Palestine, au Liban, au Yémen, … que cherchent donc ceux qui s'acharnent contre la Syrie, à moins de vouloir écarter le principal obstacle résistant au projet d'extension sioniste de l'Etat d'Israël ?

Par ailleurs, qu'aurait donc fomenté la Syrie comme plan funeste à l'égard de l'un ou l'autre pays européen pour que ceux-ci s'octroient le droit d'intervenir dans cet Etat souverain ?! Après avoir démasqué les complots qui n'avaient pour seuls objectifs que de s'en approprier les richesses puis les contrats de reconstruction, les cuisants échecs des interventions dans d'autres pays du M-O depuis près de 30 ans ne servent-ils pas de leçon ?! Ce petit monde politico-médiatique va-t-il encore s'obstiner longtemps dans ce réflexe grossier de se croire supérieur à ce qui fut le berceau de nos civilisations, sous le label aisé des droits de l'homme et du droit d'ingérence ?! Quand donc, ces « spécialistes » vont-ils avoir la modestie élémentaire qui convient face à des Etats qui sont millénaires et savent mieux que la plupart d'entre eux ce que le mot « civilisation » recouvre ?! Quand donc ces « experts » autoproclamés auront-ils un vrai respect pour les populations que d'aucuns affirment vouloir soutenir et aider quand tout indique que leurs sordides manœuvres mènent ces dernières au pire et ne sont qu'un encouragement aux multinationales pour piller ces pays en toute impunité ?! (La libération imminente d'Alep a déjà des conséquences géopolitiques inquiétantes pour l'Europe, 12 décembre 2016 - http://www.arretsurinfo.ch/la-liberation-imminente-dalep-a-deja-des-consequences-geopolitiques-inquietantes-pour-leurope/)

Le propos n'est pas d'exprimer ici ou là une admiration inconsidérée pour tel dirigeant plutôt qu'un autre. Le propos est de dénoncer une abjecte propagande anti-syrienne qui dure depuis bientôt 6 ans, en trompant délibérément l'opinion publique occidentale sur le dos de milliers de victimes qui sont allées rejoindre celles des guerres précédentes dont on sait qu'elles étaient déjà orchestrées pour et par les puissances occidentales en tête desquelles, les USA ! Et dont on ne dira jamais assez que les retombées dans nos pays sont les attentats terroristes face auxquels nos gouvernements ne répondent jamais de leurs responsabilités directes !

Il y a quelques années déjà, je soulignais le changement qui s'annonçait par l'usage de plus en plus étendu des moyens de communication. Aujourd'hui, internet permet à un nombre croissant de citoyens de croiser les informations dont certains médias pensent qu'ils ont encore le monopole en continuant à tromper leurs lecteurs et auditeurs. Ce temps-là est révolu, mais d'aucuns ne l'ont pas encore compris. Abonnés des micros qui leur sont tendus et des plateaux-télés où ils ont leurs entrées, certains s'imaginent que le peuple « attend » leur message comme un rai de lumière jeté sur d'obscurs évènements. Qu'ils se ravisent : comme les derniers résultats des élections à travers le monde, les peuples ont appris à réfléchir par eux-mêmes et n'ont plus besoin qu'on leur dise qui croire, pour qui voter, ni comment penser ! Que tous ces prétentieux retournent donc à leurs antres et se fassent discrets, tremblant qu'on les oublie, au risque de devoir un jour rendre des comptes ! Mondialisation.ca 16.12

On comprend mieux maintenant pourquoi et comment Alep a pu être libérée en faisant un minimum de victimes civiles.

- Le rôle des Spetsnaz dans la libération d'Alep par Valentin Vasilescu - Mondialisation.ca, 16 décembre 2016

En libérant la route Castello à la mi-2016, l'armée arabe syrienne a permis l'isolement quasi total de 10 000 rebelles dans l'est d'Alep. Après cinq années de guerre civile, l'armée arabe syrienne a surpris par son niveau d'efficacité maximale prouvé par l'opération de libération de la partie Est de la ville d'Alep. La base de cette efficacité se trouve dans une vaste action de désorganisation de la direction des groupes des mercenaires islamistes menée par les opérations des forces spéciales de l'armée russe, les Spetsnaz. Les Spetsnaz sont directement subordonnés au GRU, le service de renseignement militaire de la Fédération de Russie et disposent de 13000 combattants. 25% seulement des effectifs des Spetsnaz, c'est-à-dire un régiment (45 parachutistes), sept groupes de troupes terrestres (les groupes 2, 3, 10, 14, 16, 22 et 24) et quatre groupes de la Marine (420, 431, 442 et 561), sont autorisés à mener des actions clandestines, loin de la Russie.

Pour agir dans un environnement hostile nécessitant de l'intelligence, la force physique et mentale, la motivation, la capacité de travail en équipe et la prise de décision rapide, l'armée russe a sélectionné pour le contingent de la Syrie trois bataillons de Spetsnaz, autorisés à l'action clandestine qui connaissent parfaitement la langue arabe et les coutumes locales. Durant un an, un bataillon Spetsnaz s'est infiltré progressivement à Alep, dans les zones contrôlées par les rebelles islamistes. Le bataillon des Spetsnaz a été structuré en 30 équipes Alpha, formées de 10 soldats chacune dotées de matériel de communications ayant les dimensions d'une tablette qui permet la communication à voix basse et la transmission de vidéos et de données par satellite dans la bande X (de 7 à 11 2 GHz). Des terminaux similaires existent dans le système russe de collecte et de traitement de l'information C4I (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement et interopérabilité) que les Russes ont créé en Syrie. Les équipes de Spetsnaz disposent en plus d'appareils de vision nocturne, les exposants, de GPS, de balises, d'émetteurs de faisceaux laser et une multitude de capteurs avec lesquels ils surveillent, en continu, des individus ou des groupes de personnes.

Les activités de recherche par les informateurs (HUMINT) et par les moyens techniques (SIGINT IMINT, MASINT) de l'armée russe ont mené à la conclusion que des sponsors étrangers fournissent des informations (certaines obtenues par satellite ou des drones de reconnaissance) relatives aux faiblesses du dispositif de l'armée arabe syrienne et ses plans opérationnels, à destination de seulement 50 commandants de groupes islamistes à Alep. C'est également par l'intermédiaire de ces commandants que passent le paiement des soldes des mercenaires, la livraison d'armes, de munitions et les instructeurs militaires. C'est la raison pour laquelle les Russes ont décidé de leur élimination physique.

10% seulement des combattants islamistes dans l'est d'Alep sont Syriens, ce qui explique que la population d'Alep, non seulement refuse de collaborer avec eux, mais tentent de fournir, autant que possible, des informations à l'armée arabe

syrienne. Cette réalité sur le terrain a facilité l'infiltration des Spetsnaz et leur présence devenue légendaire dans les quartiers Est d'Alep, où ils ont créé des abris, des points d'observation, et effectué le recrutement de groupes de soutien parmi les civils syriens. En quelques mois, chaque équipe a recueilli des informations sur l'emplacement des membres de la structure de direction, les habitudes et les faiblesses des dirigeants de groupe islamiste tenant les zones d'occupation. Sous prétexte de procurer de quoi manger, certains membres des équipes Alpha Spetsnaz se sont portés volontaires pour participer au creusement des abris et des tunnels destinés à stocker les armes et les munitions des djihadistes. Disposant d'énormes quantités d'euros et de dollars, les membres des équipes Alpha Spetsnaz ont ensuite soudoyé des combattants islamistes de bas niveau pour obtenir des permis de libre passage et la possibilité de travailler dans des ateliers pour la réparation ou l'entretien de véhicules, de blindés ou de matériel de communication. Les djihadistes ont déclaré qu'ils possédaient des camionnettes Toyota Tacoma modernes fabriqués à San Antonio (Texas), dont le moteur de 3,5 litres de 278 chevaux est assisté par un microprocesseur.

Au final, pour de l'argent, de nombreux rebelles sont devenus des informateurs pour les membres des équipes Alpha Spetsnaz. Dans chaque équipe Alpha, il y avait deux spécialistes de réparation et de gestion pour tous les matériels autos et blindés, et trois spécialistes de l'exploitation, la programmation et la réparation de matériels de communication (y compris le déploiement de dispositifs de repérage par satellite et qui permettent d'émettre). L'équipe comporte également trois tireurs d'élite qui sont chargés de guider les attaques de l'aviation par le biais de commandes vocales ou en plaçant des balises ou grâce à des faisceaux laser pointant sur l'objectif visé. Deux autres membres de l'équipe font partie du génie, spécialisés dans la fabrication de système de camouflage intégral, d'explosifs artisanaux et dans le déminage. Tous les membres d'une équipe alpha sont spécialisés dans l'utilisation de tous les types d'armes et sont formés à la manière d'apporter les premiers soins.

Ceci explique le fait que quelques jours avant le début de l'opération de libération de la zone Est d'Alep menée par l'armée arabe syrienne, on a vu apparaitre sur les comptes des réseaux sociaux de la soi-disant opposition syrienne des info sur la liquidation de plus de 10 commandants parmi les plus hauts placés des groupes islamistes, tous abattus avec des fusils de sniper de gros calibre, par des tireurs d'élite Spetsnaz postés à une grande distance de leurs cibles.

Huit autres commandants rebelles ont été tués par l'aviation russe pendant qu'ils parlaient sur les téléphones cellulaires ou par satellite. Les téléphones avaient été « travaillés » au préalable par les équipes Alpha des Spetsnaz de telle sorte que les missiles « intelligents » soient guidés par le signal qu'ils émettent. 12 autres commandants islamistes ont été éliminés par des frappes aériennes sur les voitures ou les blindés dans lesquels ils se déplaçaient dans Alep. Les équipes Alpha des Spetsnaz avaient monté sur ces véhicules des dispositifs miniatures de marquage localisables par satellite. Dans le même temps, des missiles de croisière ou des bombes lancées par l'aviation russe, se fiant aux coordonnées GPS reçues des équipes Alpha des Spetsnaz, pour pulvériser les bâtiments ou les bunkers d'Alep-Est au moment exact où s'y tenaient les réunions de commandements de chefs islamistes.

La veille de l'offensive de l'armée arabe syrienne, des avions russes ont effectué 24 raids et ont bombardé les abris et les tunnels souterrains, laissant les rebelles sans munitions. Les bombes de l'aviation russe ont été guidées par des balises de marquage mises en place par les équipes Alpha. Les activités de ces équipes ont continué pendant l'offensive de l'armée arabe syrienne, transmettant par satellite des informations et des images sur les dispositifs de défense adoptés par les groupes islamistes à Alep, et localisant avec précision les zones de concentration, les moyens de feu. Cela a permis aux avions russes de neutraliser les blindés et l'artillerie des islamistes et syrienne. Ils ont permis à l'armée arabe syrienne de découvrir des couloirs d'infiltration et de les utiliser pour contourner et envelopper leurs points d'appui, réussissant à fragmenter les dispositifs de défense et à détruire chacun d'eux.

Conclusions.

Nous assistons à la transformation militaire des forces spéciales des grandes puissances mondiales, de simples combattants de type Rambo pour devenir des professionnels de haute technologie.

La Russie a démontré qu'elle disposait de forces spéciales, comme les Etats-Unis, et dont le professionnalisme peut changer le sort de la guerre.

Les islamistes en Syrie peuvent être faciles à battre quand ils sont isolés, sans possibilité de recevoir des renforts, de l'argent, des armes et des informations de leurs sponsors externes.

Après cette première tentative réussie, les Russes peuvent infiltrer les équipes Alpha des Spetsnaz en territoire détenu par l'État islamique. Ce qu'ils n'avaient fait jusqu'à présent. Les actions des Spetsnaz ont influencé de manière décisive l'opération de libération menée par l'armée arabe syrienne contre le groupe Etat islamique. Mondialisation.ca 16.12

Format pdf : http://www.mondialisation.ca/le-role-des-spetsnaz-dans-la-liberation-dalep-en-savoir-plus-sur-
httpreseauinternational-netle-role-des-spetsnaz-dans-la-liberation-dalepori2zs3dsxqhvbi7-99/5562927?print=1

Quelques courtes vidéos

"Syriennes" - "Syrians"
https://www.youtube.com/watch?v=EhL8D0wYevo

Libération d'Alep : triomphe pour Damas et ses alliés, tragédie pour l'Occident
https://www.youtube.com/watch?v=fUuVZxvydcU

Vidéo en arabe, mais les images sont parlantes.
https://www.youtube.com/watch?v=fpw3oTDeIyk

« Les centaines de missiles entassés dans leurs caisses en bois ne détruiront plus Alep. Des munitions pour armes lourdes et des missiles anti-char que les terroristes n'auront pas eu le temps d'embarquer dans leur fuite devant l'avancée fulgurante de l'Armée syrienne. Des dizaines de caisses dont les numéros de série montrent qu'elles ont été achetées par le Pentagone en Bulgarie, en Roumanie et en Serbie, en trois transactions entre décembre et juin de l'année dernière. Les missiles Grad sont arrivées à Alep via les ports de Turquie et de Jordanie à travers la brèche d'Al-Ramoussa ; ce qui prouve que l'administration américaine a continué à envoyer des armes malgré l'accord conclu avec la Russie…

Les numéros de série des missiles TOW américains montrent qu'ils sont arrivés des entrepôts de l'Armée US en juin dernier et le « contingent 16 » de l'ASL [la soi-disant Armée Syrienne Libre], entraîné par les USA, n'a pas mieux défendu les missiles d'une valeur de plus de 100 millions de Dollars US, lesquels sont désormais entre les mains de l'Armée syrienne…

La découverte de plusieurs caches d'armes et de missiles dans les sous-sols du vieux Alep témoigne du nombre considérable de transactions conclues durant l'agression contre Alep et des milliards de dollars dépensés pour ravir la ville à la Syrie ». Mondialisation.ca

---

ACTUALITE EN TITRES

Qui sauvera le PS ?

- Une pétition pour arrêter «le massacre» des rats à Paris - LeFigaro.fr

Qui sauvera un régime moribond ?

- Lutte contre la corruption : Transparency France salue "une amorce de changement de culture" depuis l'affaire Cahuzac - Franceinfo

Pour rappel : Transparency International liée à la NED, vitrine de la CIA...

La preuve... du contraire :

Selon que vous soyez puissant ou misérable...

- Christine Lagarde jugée coupable mais sans peine : un régime de faveur ? - Franceinfo

Des politiques s'interrogent sur l'indépendance de la Cour de justice de la République après que Christine Lagarde ait été déclarée coupable de négligence dans l'affaire Tapie, mais non sanctionnée par une peine ce lundi 19 décembre.

- Le FMI apporte sa "pleine confiance" à Lagarde malgré le jugement de Paris - AFP

Double peine

- Le Smic augmentera de 11 euros en janvier, sans "coup de pouce" - AFP

Une nouvelle année sans "coup de pouce": le gouvernement a annoncé lundi une hausse du Smic de 0,93% au 1er janvier, soit une revalorisation de 11 euros net par mois.

Début 2017, le Smic horaire passera de 9,67 à 9,76 euros brut, a annoncé la ministre du Travail Myriam El Khomri aux partenaires sociaux. Un salarié rémunéré au Smic touchera ainsi 1.480,27 euros brut mensuels. Après déduction des cotisations sociales, il recevra 1.153 euros sur son compte bancaire, soit une hausse de 11 euros par rapport à 2016.

Le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, a expliqué qu'il ne fallait "pas obérer le redressement des entreprises au moment où la croissance recommence à poindre", et souligné que le niveau très bas de l'inflation "permet malgré tout d'engranger du pouvoir d'achat pour ceux qui sont au Smic".

L'exécutif n'a plus accordé de "coup de pouce" au Smic depuis le 1er juillet 2012. AFP 19.12

Qui en doute encore ?

- La classe politique française est-elle intégralement corrompue ? - Franceinfo

Il reste La voix de l'opposition de gauche, incorruptible, inoxydable, lucide, trop apparemment au goût des militants qui pratiquent la ségrégation ou le sectarisme envers son auteur, ils préfèrent la compagnie des imposteurs, c'est leur droit.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le meurtre de l'ambassadeur russe en Turquie est signé.

Il peut aussi être le fait d'un homme isolé qui a été particulièrement réceptif à la propagande hystérique des médias occidentaux... A suivre.

- Meurtre de l'ambassadeur: «Une tentative de saboter la rencontre sur la Syrie» - sputniknews.com

L'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie intervient à la veille de la rencontre des ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la Russie, de l'Iran et de la Turquie au sujet de la Syrie. Ce n'est pas un hasard, estime l'expert militaire Koray Gurbuz dans son commentaire pour Sputnik.

« La Russie, la Turquie et l'Iran souhaitent sincèrement établir une paix stable dans la région. C'est pourquoi les décisions qui seront prises demain seront très importantes. Tout le monde sait que les Américains ont des plans pour la reconfiguration du Grand Proche-Orient. C'est pour réaliser ces plans que la discorde dans la région a été semée », explique l'expert militaire Koray Gurbuz dans son commentaire pour Sputnik.

Dans cette situation, la rencontre à Moscou est très importante, d'autant qu'elle se tient à la veille de la rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan à Astana, au Kazakhstan, indique M. Gurbuz.

La rencontre à Moscou est un terrain préparatif, seuls les efforts communs de la Russie, de la Turquie et de l'Iran permettent d'espérer un règlement de la crise syrienne, déclare l'expert. Selon lui, l'attaque contre l'ambassadeur russe à Ankara peut être considéré comme une tentative de saboter les contacts planifiés entre ces trois pays au sujet de la Syrie. sputniknews.com 19.12

- Conseiller d'Erdogan: l'ambassadeur russe tué pour saper les efforts russo-turcs à Alep - sputniknews.com

« Le meurtre de l'ambassadeur russe en Turquie visait à ébranler les relations russo-turques qui nuisent aux intérêts occidentaux ».

Et de conclure :

« Certes, l'excellente coopération entre la Turquie et la Russie à Alep aurait pu mettre en colère plusieurs personnes qui ont provoqué cet assassinat. Cependant, ils ciblent la coopération entre les deux pays dans tous les domaines. », a-t-il rajouté. sputniknews.com 19.12

Commentaire d'un internaute :

- "Il est évident que derrière l'assassina ignoble d'Andre? Karlov les ennemis de la Russie libre sont passés à un niveau supérieur dans leurs crimes abjects. Cet homicide, bien préméditée, a certainement beaucoup à voir avec la victoire de Damas et ses fidèles alliés qui ont repris aux terroristes la grande ville d'Alep. En quelque sorte, c'est la réponse du berger à bergères qui, en parallèle, à programmer, le même jour, une attaque au camion-bélié en Allemagne. Une façon astucieuse de détourner l'attention du public et de l'aiguillonner surtout vers l'événement meurtrier qui a eu lieu à Berlin. Quoi qu'il en soit, dans les 2 cas, les "braves journalistes" de BFM TV, Itélé, LCI, France 24, Euros-News, RFI, France Info, France Inter, Le Monde, le Figaro, Libération, Le Parisien etc..... ne manqueront pas, comme d'habitude, d'aborder cette actualité biaisée du terrorisme

durant des heures, des jours, des semaines etc.... en prenant toujours le soin de ne jamais dénoncer les sponsors des terroristes."

Le meurtre d'un ingénieur palestinien en Tunisie est signé.

- Tunis enquête sur le meurtre d'un membre du Hamas - Reuters

Le gouvernement tunisien a jugé possible l'implication d'une organisation étrangère dans l'assassinat jeudi dernier près de Sfax d'un Tunisien que l'organisation radicale palestinienne Hamas présente comme l'un de ses experts en matière de drones. Reuters 19.12

- Le Mossad assassine Muhammad al-Zawahri, ingénieur de la résistance palestinienne - Arrêt sur Info

L'aile militaire du mouvement Hamas, les Brigades Izz ad-Din al-Qassam, a diffusé samedi soir une déclaration confirmant que l'ingénieur aéronaval tunisien Muhammad al-Zawahri, assassiné jeudi en Tunisie, était l'un de ses dirigeants et avait organisé la fabrication de drones pour le mouvement de la résistance islamique. Selon le communiqué, al-Zawahri, âgé de 45 ans, est un « martyr de la Palestine, de la Tunisie et des nations arabes et islamiques ». Toujours selon le communiqué, l'ingénieur aurait été assassiné par le Mossad, et était un des responsables de l'aile militaire du Hamas.

Le Hamas a accusé directement Israël de l'assassinat, en disant que « les mains sionistes lâches ont assassiné le responsable des brigades d'al-Qassam », et a déclaré que al-Zawahri était un « pionnier du printemps arabe et un soutien de la révolution et de la résistance palestiniennes ».

La déclaration souligne que les drones Ababil, le drone développé par l'Iran et fabriqué par al-Zawahri, ont joué un rôle majeur dans la résistance pendant l'offensive militaire israélienne de 2014 sur la bande de Gaza assiégée.

Selon la déclaration du Hamas, al-Zawahri avait rejoint l'aile militaire du Hamas il y a dix ans, en suivant les « exemples connus » de plusieurs combattants arabes et musulmans qui ont lutté contre « l'ennemi sioniste » et défendu la Palestine.

Selon le journal israélien Haaretz, le journaliste tunisien Burhan Basis a déclaré que le Mossad avait mené l'assassinat et que le travail d'al-Zawahri sur les drones pour le mouvement Hamas avait conduit les services de renseignements israéliens à cibler l'ingénieur.

Al-Zawahri aurait été « abattu à bout portant avec six balles, dont trois à la tête, alors qu'il était dans sa voiture », a ajouté Haaretz, ajoutant que les rapports indiquaient que l'assassin était « hautement professionnel et compétent et n'a laissé aucune trace. » Arrêt sur Info 19.12

Etats-Unis Le complexe militaro-industriel-financier est comblé.

- Trump nomme un milliardaire au poste de secrétaire à l'Armée - sputniknews.com

Le président américain élu Donald Trump prévoit de nommer le milliardaire fondateur de la société Virtu Financial, spécialisée dans le trading à haute fréquence, et propriétaire majoritaire des Panthers de Floride, Vincent Viola, au poste de secrétaire à l'Armée des États-Unis, annonce lundi son équipe de transition.

Le président élu des États-Unis se dit heureux, dans un communiqué, de pouvoir compter sur les services d'un homme, « que ce soit par son activité militaire ou son impressionnante performance dans le milieu des affaires, (qui) a prouvé tout au long de sa vie qu'il sait comment être un leader et obtenir des résultats lorsqu'il affronte des défis ».

L'ancien militaire Vincent Viola, par le passé élève de la prestigieuse académie de West Point, a par ailleurs contribué à fonder le Combating Terrorism Center après les attentats du 11 septembre 2001. sputniknews.com 19.12

CAUSERIE

Cette causerie est consacrée à la Syrie. Je ne sais pas si j'aurai le temps aujourd'hui d'actualiser les infos en bref.

On pourrait la dédier à Daniel Gluckstein qui vient d'écrire dans le dernier éditorial de la Tribune des travailleurs : "*Un journal ouvrier doit-il donner les faits ?*", assurément et ce n'est pas nous qui dirons le contraire, à condition qu'il s'agisse de tous les faits, et pas seulement des faits qu'on a soigneusement sélectionnés pour justifier une ligne politique ou une position.

Sur ce plan le POI et le POID ont publié depuis 2011 un grand nombre d'informations que les autres partis et médias ont censurées, il faut le reconnaître puisque c'est la vérité. Par contre, ils ont continué de caricaturer le chef d'Etat syrien en le présentant comme un horrible dictateur de concert avec l'ensemble de la réaction, dont Hollande et le gouvernement français qui leur seront grè d'avoir repris à leur compte leur propagande. C'est ce double langage ou jeu que nous dénonçons et combattons ici.

Guerre implacable à l'opportunisme qui en versant dans le déni, la désinformation et le mensonge rend un service inestimable au camp de la réaction et de la guerre.

On peut comprendre pourquoi des travailleurs peuvent passer de partis du mouvement ouvrier au FN, ils y sont poussés par les discours adoptés par les dirigeants des partis dits ouvriers que nous condamnons.

Dans la rubrique *Défense du marxisme*, j'ai ajouté un texte de Léon Trotsky rédigé à Coyoacan, le 24 janvier 1940, qui traitait des guerres nationales bourgeoises.

A la suite de ces extraits j'ai ajouté le commentaire que vous trouverez ci-dessous, auquel je rajoute le brouillon que j'avais rédigé la veille qui traite de la même question en apportant quelques précisions. Ayant prévu de publier cette causerie hier, mais ayant manqué de temps pour le faire, depuis j'ai rédigé une troisième partie ou un complément que vous trouverez à la suite, c'est l'analyse la plus élaborée qui nous servira de conclusion pour le moment.

Première partie rédigée le matin du 22 décembre.

En 2011, 140 ans plus tard il ne restera plus rien de ces "leçons extraordinairement instructives" au sein du mouvement ouvrier français (notamment).

Que Kadhafi ait incarné l'unité et la souveraineté de la Lybie, le pays le plus développé du continent africain, qu'Assad ait incarné une république laïque et un des pays les plus développés du Proche-Orient, face à des régimes monarchiques, féodaux, archaïques, de terribles dictatures pratiquant la charia, alors que ces deux Etats indépendants et souverains résisteront à l'impérialisme américain prêt à les détruire, à les disloquer si nécessaire en recourant à une horde de barbares sanguinaires pour parvenir à ses fins, les dirigeants du mouvement ouvrier de tous les partis sans exception reproduiront le discours des représentants de la réaction en présentant leurs chefs d'Etat comme de terribles dictateurs à la tête de régimes tyranniques.

Les dirigeants de tous les tous les partis sans exception du mouvement ouvrier ne tiendront pas compte non plus que Kadhafi et Assad bénéficiaient du soutien de l'immense majorité de leurs peuples. A aucun moment ils ne produiront une analyse sur la situation en Libye et en Syrie sur la base des rapports existant entre les classes dans ces pays en les reliant au développement du capitalisme mondial.

Pire, à l'instar des représentants des puissances occidentales et des médias ils pratiqueront l'autocensure en refusant d'utiliser les arguments ou les faits en leur possession qui leur auraient permis de démonter la propagande de guerre de Washington, Bruxelles et de l'OTAN.

Un grand nombre de commentateurs bourgeois se sont demandés pourquoi contrairement à autrefois quand des pays dominés étaient agressés par des pays dominants le mouvement ouvrier international se mobilisait au côté des pays dominés agressés par des impérialistes, ou lorsque que des pays luttaient pour conquérir leur indépendance ou leur souveraineté, de nos jours il les abandonnait à leur triste sort, sans pouvoir répondre à cette question, puisqu'il leur aurait fallu mettre en lumière que le mouvement ouvrier international était totalement corrompu à quelques exceptions près marginales, et qu'il était complice des impérialistes intervenant militairement en Libye et en Syrie.

En résumé, les dirigeants de tous les tous les partis sans exception du mouvement ouvrier se livreront au double langage habituel, consistant à dénoncer une agression impérialiste tout en reprenant à leur compte les arguments des représentants de l'impérialisme qui la justifiaient ainsi, de sorte que l'ensemble de ces arguments se neutralisaient réciproquement et laissait le champs libre au camp du plus puissant, au camp de la guerre, ce qui explique pourquoi ils se mirent dans une situation qui ne leur permettait pas de mobiliser les masses au côté des peuples libyen et syriens contre ces guerres néocolonialistes, pour peu qu'ils en aient eu l'intention un jour, ce dont on est en droit de douter fortement au regard de cette expérience.

Cette méthode du double langage et jeu était fort pratique ou présentait l'avantage de laisser à chaque militant ou travailleur l'opportunité d'interpréter la situation en fonction de ses intérêts individuels et non en se situant sur le terrain de la lutte des classes, ce qu'ils ignoreront évidemment. Comment, en s'appuyant sur l'un de ces arguments contradictoires de manière à diviser le mouvement ouvrier, à le paralyser, mieux, de sorte qu'aucune tendance ne s'en dégage, ce qui offrirait pas la suite l'opportunité à ses dirigeants de manoeuvrer ou d'instrumentaliser les conclusions de ces guerres à leur profit sans scrupule et pratiquement sans risque, puisque militants et travailleurs n'y ayant rien compris continueront de se faire manipuler. Il suffira d'invoquer la situation en France ou de reporter sur les travailleurs leur propre impuissance ou trahison et le tour sera joué.

Les dirigeants de tous les tous les partis sans exception du mouvement ouvrier ont ainsi trahi le principe de l'internationalisme prolétarien, du droit des peuples à l'autodétermination, et démontré si nécessaire qu'ils avaient bien rompu avec le marxisme et le socialisme dont ils continuent de se réclamer.

En guise de deuxième partie, le brouillon rédigé le 21 décembre.

- Depuis mars 2011 ils ont adopté le même discours ou la même propagande de la réaction sur la Syrie et la Libye.

Ils ont commencé par affirmer que Kadhafi était en train de massacrer son peuple à Bengazi qui aurait manifesté pacifiquement, alors que c'était faux. Ils ont déclaré qu'Assad massacrait son peuple à Deraa, alors que c'était faux.

En réalité Assad tout comme Kadhafi furent confrontés à une provocation armée menée par des salafistes ou des takfiristes recrutés et armés à cet effet par Washington, Riad, Doha, Tel Aviv, Londres et Paris notamment. Ils y répondirent en recourant à l'armée pour la réprimer, parce qu'aucun Etat ne peut répondre à ce genre d'agression armée en distribuant des fleurs ou des cachous. En Syrie pour parfaire l'opération, les Américains firent en sorte que ses mercenaires armés se mêlent à un mouvement social pour que l'armée fasse des victimes parmi les manifestants, pour ensuite pouvoir accuser Assad de réprimer férocement un mouvement pacifiste et justifier une intervention militaire occidentale pour renverser cet ennemi de la démocratie.

Cette falsification des faits était destinée à justifier une intervention militaire des puissances occidentales dite préventive à caractère humanitaire, pour que les populations occidentales y adhèrent et que leurs aventures guerrières soit ainsi légitimées, les médias aux ordres se chargeant du matraquage quotidien pour leur imposer.

De mars 2011 à décembre 2016 les Etats-Unis et leurs alliés, l'OTAN, l'UE, tous les partis de la réaction, tous les dirigeants des partis dits ouvriers et des syndicats, tous les représentants des ONG ont affirmé que la Libye et la Syrie étaient gouvernés par d'horribles dictateurs qui massacraient leurs peuples, alors qu'il s'est avéré que c'était une infâme falsification de la réalité que tous se sont employés à systématiquement censurer.

Etant donné que cet argument devait servir à justifier une intervention militaire des puissances occidentales auprès de leur population dans le but affiché de renverser les chefs d'Etat libyen et syrien, afin d'installer un gouvernement qui appliquerait la politique que leur dicterait l'impérialisme américain, tous ceux qui ont eu recours à cet argument partagent la responsabilité de la destruction de la Libye et de la Syrie et du massacre de ces peuples.

Dès lors, les mêmes partis dits ouvriers pouvaient tranquillement condamner le bombardement de ces pays en recourant au principe de l'internationalisme prolétarien pour couvrir leur ignominie ou se donner bonne conscience.

A la place de Kadhafi ou d'Assad, n'importe quel gouvernement dans le monde aurait réagi de la même manière, un gouvernement ouvrier révolutionnaire également, sans doute plus rapidement et plus férocement encore pour empêcher que la situation ne dégénère ou avant que la réaction internationale n'ait le temps de se retourner.

Tout cela pour dire que tous les partis dits ouvriers ont fait preuve d'un cynisme, d'une hypocrisie criminelle et inutile en s'alignant sur la réaction dans l'affaire libyenne et syrienne, mais aussi irakienne. Pire encore, ils auront ainsi empêché le prolétariat international de partager la victoire du peuple syrien à Alep contre les forces coalisées de la réaction et de pouvoir en tirer la leçon politique qu'il est possible de la vaincre dans chaque pays et à l'échelle mondiale, qu'aucun peuple n'acceptera jamais d'être réduit en esclavage, y compris au moyen de la pire barbarie, et qu'uni il est invincible.

Tous ceux qui ont aveuglément approuvé la politique de ces partis ne peuvent revendiquer la victoire que vient de remporter le peuple syrien, ils sont du côté des vaincus, cela devrait les faire réfléchir s'ils en sont capables.

Nous avons à juste titre dénoncé la conception de la lutte de classe de ces partis dont les discours se résument à de la propagande stérile ou pire encore comme on vient de le voir, au lieu de reprendre la méthode du marxisme basée sur les faits, l'enchaînement des faits, consistant à parvenir à des conclusions politiques à partir de l'interprétation de la situation dans un pays qu'il est impératif de connaître au préalable pour comprendre sur quoi reposent les rapports entre les classes auxquels aucun principe au monde ne peut se substituer.

Ces abominables manoeuvriers ce sont sciemment servis du principe de l'internationalisme prolétarien et du droit des peuples à leur autodétermination pour emmener leurs militants au côté de la réaction à leur insu ou inconsciemment le plus souvent.

Quand les bolcheviks firent la paix de Brest-Litovsk avec l'impérialisme allemand, quand ils matèrent la révolte de Cronstadt, quand ils opérèrent le brutal tournant de la NEP, etc. ils n'avaient pas vraiment le choix des armes pour défendre l'Etat, la révolution prolétarienne, le nouvel Etat ouvrier. La comparaison avec la Libye et la Syrie s'arrête là, vaut mieux le préciser.

Si les braves dirigeants du POI, du POID, du NPA, de LO ainsi que ceux de tous les groupes de militants qui en sont issus avaient vécu à cette époque, ils auraient hurlé à la trahison, ils auraient sans doute été parmi les premiers à capituler en rase campagne devant l'ennemi comme on vient de le voir. Assez d'imposture !

Leur comportement pose une foule d'autres questions politiques qu'on a déjà largement abordées dans de précédentes causeries. Je me suis demandé si les trotskystes avaient réellement adopté une position correcte au cours de la Seconde Guerre mondiale après la mort de Trotsky, je n'en suis plus si sûr que cela. On y réfléchira plus tard, si possible, car je manque cruellement de documentation.

La troisième et dernière partie rédigée entre le 22 au soir et le 23 au matin.

Pourquoi ont-ils caractérisé S.Hussein, M. Kadhafi et Bachar al-Assad de dictateurs, alors qu'ils n'ont pas employé cette expression envers Reagan, Thatcher, Clinton, Bush père et fils, Obama, Cameron, Sarkozy, Mitterrand, Hollande, pour ne citer que quelques-uns des dirigeants occidentaux parmi bien d'autres qui se sont illustrés par des guerres impérialistes, des génocides, des guerres civiles, des famines qui ont fait des millions et millions de morts innocents, pas dans leur propre pays, ceci doit expliquer cela, on ne peut pas couper le bras de ceux qui vous nourrissent, on comprend, en fait les rapports (complaisants ou de soumission) qu'ils entretiennent avec les représentants de ces Etats sont les mêmes que ceux qui ont cours à l'ONU ou au TPI.

Depuis le début ils ne cesseront de présenter complaisamment Assad et le gouvernement syrien sous les pires auspices à l'instar des médias et des représentants des puissances occidentales.

En revanche, à aucun moment ils ne tiendront compte de la structure sociale et du niveau de développement économique de la Syrie et des rapports qui les caractérisent à la fois capitalistes et moyenâgeux, féodaux ou tribaux, de sorte que leur analyse des rapports politiques entre les classes, les institutions ou sur la nature du régime qui en sont le produit, la société syrienne en général, sera faussée pour les avoir appréciés à l'aide d'instruments (principes et valeurs) appropriés pour évaluer la situation des pays économiquement les plus développés.

Dans un pays où l'agriculture et l'élevage occupent encore 50% de la population ou davantage, les masses sont demeurées profondément arriérées et reproduisent les rapports féodaux qui existaient précédemment et qui structurent les rapports sociaux. Ils sont omniprésents à tous les niveaux de la société, ils constituent avec la religion leur fond culturel ou ils fondent leur identité, d'où leur profond attachement à des rites ou des coutumes archaïques, ce que des esprits occidentaux bornés ne peuvent pas comprendre.

Dans ce genre de pays au développement inégal et combiné, où les frontières ont été imposées par différents impérialistes ou à l'issue de guerres, où la majorité ou les trois quart de la population est encoreprofondément arriérée, où le développement économique n'a pas été le produit d'un long processus historique, mais a été largement influencé par l'importation de capitaux en provenance de différents puissances qui sont venus se greffer sur leur économie semi-féodale, de ce fait la lutte des classes n'y a pas joué un rôle prépondérant, ce qui explique la faiblesse du mouvement ouvrier dans ces pays-là, et les rapports entre les classes, l'Etat, sa structure politique et juridique, son appareil de répression, devaient s'adapter à cette réalité, être influencés par l'ensemble de ces facteurs pour garantir leur unité nationale ou assurer la stabilité du régime ou des institutions, leur indépendance ou leur souveraineté sous peine de se disloquer à tout moment.

Il suffit d'occulter ou de nier l'un de ces facteurs pour avoir une vision déformée ou confuse de ces pays-là.

La question était de savoir si on pouvait soutenir ou non la Syrie victime d'une agression impérialiste, sachant que temporairement ou durant la durée de cette guerre cela contribuerait à renforcer le pouvoir de Bachar al-Assad, ce qui devenait impossible dès lors qu'on le présentait comme un dictateur, mais notez bien, non les chefs d'Etat qui avaient déclenché cette guerre contre la Syrie et qui demeuraient respectables ou fréquentables aux yeux de ceux qui refuseraient de soutenir l'Etat syrien indépendant et souverain.

Et que personne ne s'avise à jouer sur les mots, car lorsque Marx et Engels qui luttaient pour une "*Allemagne républicaine unifiée*" soutinrent un moment la Prusse du Hohenzollern, c'était uniquement parce qu'il était engagé dans un processus politique devant conduire à la création d'un Etat national, un Etat bourgeois national qui constituait alors un "*facteur historique progressiste*", aucun militant n'aurait l'idée d'accuser Marx et Engels de s'être compromis, assumant jusqu'au bout leur position.

Marx et Engel firent preuve de discernement et de courage pour tenir et défendre cette position qui fit l'objet d'une polémique, ce qui fait le plus défaut à nos vaillants dirigeants.

Entre une Syrie républicaine unifiée et une Syrie théocratique islamique éclatée, est-il utile de préciser aux lecteurs quelle est celle qui constitue un "*facteur historique progressiste*".

Le courage, c'est comme la générosité, on peut en user tant que cela ne nous coûte rien ou ne vient pas perturber notre

petite tranquillité ou confort.

En guise d'épilogue

Je reproduis un passage de l'éditorial de D. Gluckstein dont je partage la méthode.

Je préciserai qu'il ne suffit pas d'affirmer qu'il faut "*toujours lier le but (la perspective politique) et le mouvement*", faut-il encore que le mouvement soit subordonné au but, sinon cela peut donner lieu à toute sorte de dérives ou à abandonner le but qu'on s'était fixé ou en adopter un autre sans forcément l'avouer.

Il faudrait qu'il nous explique pourquoi pendant des décennies son courant politique s'était employé minutieusement à faire exactement l'inverse. Je ne sais pas ce que vous en pensez (ou si je le sais très bien), mais j'ai comme l'impression qu'avoir soutenu le PS et les appareils corrompus des syndicats n'a pas vraiment servi notre but si on en juge par la situation actuelle ou l'état actuel du mouvement ouvrier et de son avant-garde.

- "*Tel est le sens de la campagne engagée par le Parti ouvrier indépendant démocratique.*

Suffira-t-elle à changer l'ordre des choses ? Évidemment non. Briser la dictature des traités européens et du capital financier, seul un mouvement de millions et de millions pourra l'imposer. C'est de lutte de classe qu'il s'agit.

Mais alors, à quoi sert la campagne politique du POID ? C'est un vieux débat dans le mouvement ouvrier, presque aussi vieux que le mouvement ouvrier lui-même : celui du rapport entre le mouvement et le but.

Il y a toujours eu ceux pour qui seul compte le mouvement, peu importe le but ; limitant l'horizon de la classe ouvrière à la revendication immédiate, ils confortent l'idée que l'ordre social ne changera pas, et que, de ce fait, on ne peut, au bout du compte, qu'accompagner les contre-réformes.

Il y a toujours eu ceux qui, au nom d'un but idéal (mais inatteignable), multiplient les promesses et renoncent à aider au mouvement pratique de la classe ouvrière, seul à même d'abolir l'ordre actuel des choses.

Nous sommes, pour notre part, les héritiers d'un courant qui a toujours lié le but (la perspective politique) et le mouvement."

Il faut en déduire que le POID s'identifie à sa tendance communiste internationaliste et que la Tribune des travailleurs est l'organe de cette tendance. Si ce n'est pas le cas, il y a un gros problème, car il ne me semble pas que les membres du POID issus du PS ou du PCF partagent ni même but ni les mêmes moyens pour l'atteindre que la tendance de D. Gluckstein, du coup on est en droit de se demander quel but ils poursuivent réellement et par quels moyens.

En annexe.

J'ai parcouru quelques numéro d'*Informations ouvrières* dont D. Gluckstein était le directeur de la rédaction en 2011 et 2012, et j'ai relevé de quelle manière son parti présentait le président syrien élu au suffrage universel. Vous aurez compris pourquoi ils ne tenaient pas à ce que je reçoive leur journal...

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 157 - SEMAINE DU 14 AU 20 JUILLET 2011

- "*Et puis, il y a la Syrie. Alors que le peuple manifeste contre le régime, qui n'hésite pas à réprimer sauvagement, le gouvernement refait le coup de la défense des populations civiles et menace la Syrie.*"

C'était le gouvernement qui menaçait la Syrie, pas les Américains et les monarchies du Golfe...

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 187 - SEMAINE DU 16 AU 22 FÉVRIER 2012

"*En Syrie, l'armée du régime a, comme à son habitude, violemment réprimé et massacré les manifestants*."

La propagande officielle depuis mars 2011 à décembre 2016...

Communiqué des secrétaires nationaux du POI à propos de la Syrie - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 189 - SEMAINE DU 1er AU 7 MARS 2012

"*Depuis longtemps, le régime syrien opprime et réprime son peuple, avec la complicité des grandes puissances.*"

La même rhétorique péjorative qu'à Washington sur le "*régime syrien*"...

Extraits de la déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale sur les menaces de guerre en Syrie et en Iran, à paraître dans le n° 73 de La Vérité

"*Le déclenchement d'une guerre civile signifie que le peuple, pris entre deux feux, est terré, soumis à la violence et la barbarie de tous côtés*."

Là le gouvernement était qualifié de barbare... Entre barbares, laissons-les s'entretuer...

INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 198 - SEMAINE DU 3 AU 9 MAI 2012

"*Qui est en mesure aujourd'hui de répondre aux " aspirations " du peuple syrien ? Ni le régime policier et sa politique de privatisation, ni l'opposition externe qui (…) n'a aucune légitimité… ni les Etats-Unis ni l'Union européenne.*"

La rhétorique de l'OTAN sur le "*régime policier*"... Et en France dites-nous, c'est quoi au juste ? Ce n'est pas un régime policier, ce n'est pas une dictature, pourtant vous avez (depuis) les militaires dans la rue, la police réprime violemment les manifestants, il arrive même qu'elle en tue, la France a occupé la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Mali... Elle a bombardé l'Irak et la Syrie, elle a appuyé le coup d'Etat fasciste en Ukraine, elle soutient le régime d'apartheid en Israël, c'est quoi au juste, dites-nous, c'est quoi ce régime?

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 203 - SEMAINE DU 7 AU 13 JUIN 2012

- "*A de nombreuses reprises, dans ces colonnes, le régime syrien a été caractérisé comme corrompu, brutal à l'égard de ses opposants, et partisan de la mise en oeuvre des privatisations ordonnées depuis plusieurs années par le FMI.*

Aujourd'hui en Syrie, le peuple souffre. Il y a d'un côté le régime militaire de Bachar el- Assad et de l'autre côté, les « rebelles »."

Ah au fil des semaines, ils étaient passés d'un régime policier à un régime militaire, et au-delà ? Au fait, le gouvernement syrien faisait face à une agression armée, à une guerre, il était en guerre, lui il n'avait jamais déclaré la guerre à aucun pays, on le rappelle des fois qu'il y en aurait qui l'auraient oublié !

Lucien Gauthier

- "*Le régime a toujours réprimé le peuple sans que les grandes puissances n'en disent mot.*"

Quel dommage, sans doute parce qu'elles étaient bien placées pour juger "*le régime*" d'Assad....

Lucien Gauthier - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 206 - SEMAINE DU 28 JUIN AU 4 JUILLET 2012

- "*Le peuple syrien est soumis à ce déchaînement de violence de part et d'autre.*"

Le pays était en guerre messieurs les opportunistes en chef...

François Forgue - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 210 - SEMAINE DU 26 JUILLET AU 1ER AOÛT 2012

- "*D'une manière générale, la presse répète qu'une insurrection armée « libératrice » fait face à un régime sanglant.*

Pourtant, le reportage montre que des « groupes de rebelles » terrorisent eux aussi la population, qui est prise en otage entre le régime actuel et ceux qui réclament sa chute."

Vous aurez remarqué que tout au long de ces articles ils plaçaient délibérément sur le même pied le gouvernement syrien et les barbares de Daesh et Al-Nosra.

François Forgue -

- "*Répression et atrocités s'intensifient des deux côtés*"

Idem, une constante dans l'ignominie digne des porte-parole du Pentagone, bravo !

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 212 - SEMAINE DU 9 AU 14 AOÛT 2012

- "*Pour autant, dans sa majorité, le peuple syrien ne veut ni de l'opposition armée islamiste, ni des Frères musulmans, ni du régime représenté par Bachar al-Assad (qu'il soutient essentiellement par peur du chaos violent que ne manquerait pas de produire sa chute).*"

Même les observateurs de l'ONU, les ONG à la solde des Américains ont dû reconnaître que l'immense majorité des Syriens soutenaient Bachar al-Assad. Ils ont même organisé des sondages qui le confirmèrent à leur grand dam, et je ne parle même par des élections législatives qui l'ont confirmé. Là le POI se faisait faussaire.

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 214 - SEMAINE DU 23 AU 29 AOÛT 2012

- "*Le pouvoir réplique avec la brutalité qui caractérise ce régime.*"

Parce que face à une horde de dizaines de milliers de mercenaires armés en provenance de plus de 83 pays détruisant le pays et mitraillant sa population, la réplique du gouvernement ne devrait pas être brutale. Avec ce genre de dirigeants le tout nouvel Etat ouvrier en Russie en 1917 aurait duré encore moins longtemps que la Commune de Paris (72 jours).

François Lazar - INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 217 - SEMAINE DU 13 AU 19 SEPTEMBRE 2012

- "*Derrière le flot continu d'informations délivré par les médias, il apparaît dans les reportages que dans sa grande majorité le peuple syrien ne soutient pas les « rebelles », dont la brutalité n'a rien à envier à celle des forces de répression du régime*"

Parce qu'en plus ils se fient aux "*informations délivré par les médias*"... Tiens donc, les médias diffuseraient des informations, ils ne feraient pas systématiquement dans la désinformation. En guise d'informations, en réalité ils diffusent uniquement la propagande de guerre de l'OTAN, du Pentagone.

Encore une fois, ils accusaient gratuitement ou sans preuve le gouvernement syrien, qui ne faisait que se défendre contre une agression armée il faut le rappeler, d'user de la même "*brutalité*" que les barbares qui égorgeaient des innocents, hommes, femmes et enfants, coupaient des mains, arrachaient des yeux, éventraient des corps en place publique, cruxifiaient, brûlaient vifs des civils innocents, etc.

Partant de là, vous aurez compris que le travailleur sans conscience politique ou le lecteur d'Informations ouvrières ou encore le militant dont le niveau théorique était proche de zéro ne pouvait que donner raison à Obama, Hollande ou Fabius qui avaient décidé d'avoir la peau de l'horrible "*dictateur*" Bachar al-Assad ou de renverser son régime à n'importe quel prix. Après cela tout le reste était du baratin destiné à faire oublier la complicité du POI avec les bourreaux du peuple syrien ou à donner bonne conscience à ses militants, quelle honte, un vrai cauchemar !

On arrêtera là pour aujourd'hui on est pris de nausée ! Les faits, rien que les faits Daniel Gluckstein, vous avez raison.

Au fait, savez-vous qu'environ la moitié des effectifs de l'armée syrienne est morte au combat souvent dans des conditions effroyables, et que depuis ce sont quelque 100.000 travailleurs qui ont endossé l'uniforme pour défendre l'unité et la souveraineté de la Syrie, cela vous cause n'est-ce pas l'unité et la souveraineté de la nation, la République une et indivisible, laïque, alors s'il vous plaît un peu de respect envers ces travailleurs, faites preuve d'un peu de dignité au-delà de vos beaux discours destinés uniquement à galvaniser vos troupes qui ont franchement de quoi douter des intentions de leurs dirigeants.

Pour ne pas faire de jaloux, j'ai retrouvé ce passage qui concernait le NPA.

La palme de l'infâmie reviendra comme il se doit au NPA, qui ira jusqu'à justifier l'armement des barbares qui détruiront la Syrie et se livreront à des actes de cruautés dignes des nazis.

INFORMATIONS OUVRIÈRES N0 222 - SEMAINE DU 18 AU 24 OCTOBRE 2012

- "*Le numéro 168 de Tout est à nous, l'hebdomadaire du NPA, publie un article consacré à l'appel de Bernard- Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner à la guerre en Syrie. On peut y lire : « Tout n'est pas faux dans ce texte, loin de là. » L'article poursuit à propos de nos trois va-t-en-guerre : « Ils évoquent à plusieurs reprises l'idée de "livrer des armes à la révolution" en Syrie. On ne saurait pas être contre, à condition toutefois de préciser certaines conditions. Ainsi faudrait-il proposer de livrer avant tout des armes dont les rebelles puissent facilement se servir en toute autonomie, sans tomber dans le besoin d'avoir recours à des "conseillers" (…). Ces conditions étant précisées on pourrait dire : chiche ! »*"

Vous avouerez, le NPA flanqué de Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann et Bernard Kouchner, je ne comprends pas comment on peut adhérer à un parti aussi pourri.

Tout cela nous attriste et nous désole profondément.

Mes meilleurs voeux à tous, sans rancune ou arrière-pensées, j'en suis bien incapable.

Le 24 décembre 2016

CAUSERIE

Happy Christmas and New Year !

On a ajouté quelques articles sur la Syrie dans la rubrique *Articles d'actualité*

En oligarchie ou voyage... vers le passé. C'est bien leur objectif.

- Ces drôles de jeunesses qui rêvent d'un nouveau Moyen Âge - Slate.fr

Comment combiner un régime politique avec un système économique en proie à des contradictions qui menacent son existence tout en sachant qu'elles sont destinées à se tendre toujours plus dans l'avenir, sinon en recourant à un régime despotique du type ploutocratique, une sorte de monarchie absolue constitutionnelle reposant sur des traités rédigés par les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale et adoptés ensuite par des institutions internationales auxquelles sont soumis les institutions nationales qui n'ont plus pour seule fonction que de les faire appliquer contre la volonté des peuples de grès ou de force.

Au fait, Charlie, cela ne vous dit rien, ça y est, vous avez compris pourquoi ? Bravo !

Vous aviez affirmé qu'il existait en France un consensus entre LR et le PS pour faire porter aux travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme, ce qui est exact sans pour autant constituer une nouveauté, puisqu'il existait depuis plus d'un siècle pour assurer la stabilité ou la survie du régime...

Aussi est-il étrange que vous ne perceviez pas celui qui existait sur la Syrie, dont le chef d'Etat et le régime étaient systématiquement présentés comme tyranniques, sanguinaires et j'en passe et des meilleurs. Que cette présentation ait été largement exagérée et frauduleuse ne vous aurait pas effleuré l'esprit un instant, ce qui pose un problème. Car on ne peut pas le croire, pour la bonne raison que : soit vous avez fourni des éléments sur la situation en Syrie qui prouvait justement le contraire, soit vous les avez lus dans des articles publiés par des portails dont vous connaissiez forcément les adresses.

En adoptant ainsi la propagande officielle au lieu de vous en tenir aux faits ou à la réalité, vous avez repris à votre compte le principal argument avancé par l'impérialisme américain et ses alliés pour justifier l'armement des barbares oeuvrant à la destruction de la Syrie et au massacre de son peuple.

C'était un parti pris de votre part, conscient, de ne pas faire preuve de discernement ou de manquer de mesure.

La situation en Syrie ne correspondant pas à ce que vous auriez souhaité qu'elle fut au début de cette guerre, et ne pouvant pas non plus correspondre à ce que vous auriez souhaité qu'elle soit à l'issue de cette guerre, par conséquent vous avez adopté la posture la plus confortable en colportant celle propagée par la majorité qui détient le pouvoir et les médias, de sorte, et là on vous rassure, personne ne vous reprochera d'avoir dérogé à ce consensus.

Autrefois vous pouviez raconter ce que vous vouliez aux militants ou aux travailleurs et leur faire croire pratiquement n'importe quoi , ils n'avaient pratiquement aucun moyen de vérifier la véracité de vos assertions. Dorénavant, depuis qu'Internet s'est développé ce n'est plus possible, on est en mesure de vous prendre en flagrant délit de falsification de la réalité et de le prouver sur le champ à l'aide d'informations sourcées, publiques, vérifiables.

Quelle crédibilité peuvent revendiquer des gens qui adoptent les mêmes discours que Bush, Obama, Cameron, Erdogan, Sarkozy, Hollande, l'UE, la CIA, le Pentagone? Qui sont les tyrans, qui ont agressé ou envahi une dizaine de pays en Afrique et au Proche-Orient depuis 2001, la Syrie, la Russie, l'Iran, qui ? Qui a créé ces monstres de cruauté que sont les talibans, Al-Qaïda, Daesh, Al-Nosra ? Qui soutient la confrérie des Frères musulmans, qui soutient les pays régis par la charia et

l'idéologie wahhabite diffusée partout dans le monde et que partagent les djihadistes barbares, qui ? Qui plannifie ou supervise des attentats terroristes en Europe et ailleurs dans le monde ? A toutes ces questions, une seule et unique réponse : Les mêmes.

Est-il encore utile de rappeler que la priorité ou la tâche du moment pour le peuple syrien était de chasser du pays l'envahisseur, les mercenaires armés qui l'avaient envahi, et qu'ensuite les masses laborieuses poursuivraient leur lutte de classe pour obtenir davantage de droits politiques et sociaux en posant la question du gouvernement ouvrier et paysan...

Il y en a qui se bercent d'illusions et qui croient que ce serait possible du jour au lendemain, sans que le pays et le mouvement ouvrier se développent, sans un véritable parti révolutionnaire, ils font fi des conditions objectives et subjectives qui n'existent pas, peu importe, ils les inventent !

Leur discours en apparence radical cache mal une autre réalité peu à leur avantage, à savoir que dans un pays comme la France où les conditions objectives existent, ils ne sont pas foutus de réunir les conditions subjectives pour envisager sérieusement le renversement du régime en place déjà largement ébranlé et discrédité ou qui ne tient que justement parce que les conditions subjectives ne sont pas mûres ou pourrissent sur pieds du fait de la corruption des partis ouvriers.

Ne soyons pas dupe, quand ils gueulent qu'il faudrait renverser le régime du dictateur syrien, c'est pour faire oublier leur incurie politique en France. S'il n'existe pas plus aujourd'hui qu'en 2011 une force pour renverser Assad, comment expliquer que cela vaut également pour la France sans dévoiler leurs propres contradictions. A suivre.

Maintenant, je ne suis ni borné ni sclérosé, je veux bien croire tout ce qu'on veut, mais uniquement sur la base des faits en les situant dans le développement de la situation.

Jusqu'en 2014, j'ai publié plus de 1200 articles sur la Syrie et depuis j'ai dû en lire autant. Si Assad était réellement un dictateur, je pense que je m'en serais aperçu et je ne vois pas vraiment quel intérêt j'aurais à le nier si tel était le cas, à moins qu'on n'ait pas tout à fait la même définition d'un dictateur, ce qui est possible aussi. Mais la question n'est pas là à mon avis. Qu'il soit un dictateur ou non était secondaire dans la situation actuelle en Syrie.

La question était plutôt de savoir comment serait perçu par les travailleurs et les militants la manière dont on le présenterait et si cela servirait ou non le combat que nous menons au côté du peuple syrien et de la classe ouvrière en France.

En le présentant comme un dictateur à l'instar de Sarkozy, Juppé, Hollande, Valls, Fabius et Le Drian, etc. les travailleurs et les militants pourraient en déduire que nous partageons également la politique qu'ils ont menée sur la Syrie, et que bombarder Damas aurait été légitime, ce qu'au passage le NPA ira jusqu'à déclarer. Cela pourrait justifier l'envoie d'armes aux barbares caractérisés de rebelles par le gouvernement français, donc cela irait très loin, il fallait en avoir conscience avant d'adopter un tel discours, comme avec la Libye.

Et puis évidemment par la suite, pour peu qu'Assad libère la Syrie de ces mercenaires et reste au pouvoir, qu'il organise de nouvelles élections et qu'il soit plébiscité une nouvelle fois par le peuple syrien, il faudrait qu'on explique aux travailleurs et aux militants comment un dictateur avait-il pu réussir ce tour de force. Sans parler des révélations qui vont suivre dans les semaines et mois à venir, le retournement de situation entraînant un changement de discours radical de tous ceux qui l'avait présenté comme un tyran sanguinaire, ils lâcheront l'armée de mercenaires qu'ils avaient engagés pour faire leur sale besogne et parmi eux il s'en trouvera pour lâcher le morceau comme l'on dit. Et une fois le pays plus ou moins sécurisé, des journalistes, des diplomates, des personnalités en tous genres vont se rendre en Syrie, parmi lesquels il y en aura encore pour se livrer à des confidences, etc.

Bref, tous ces éléments ou témoignages tendront à présenter Assad comme une brave chef d'Etat légitime ayant vaillamment défendu son pays et son peuple, de sorte que tous ceux qui avaient soutenu le contraire pendant des années se trouveront totalement discrédités aux yeux des travailleurs et des militants pour avoir été les complices des ennemis de la Syrie et du peuple syrien. Vous nous permettrez de ne pas avoir eu envie d'en faire partie.

Si maintenant on ne le présentait pas comme un dictateur ou si on faisait passer cet élément au second plan, cela nécessitait d'expliquer pourquoi, cela nécessitait un peu de courage pour affronter la propagande officielle ou l'idée dominante parmi la population, ce qui en soi n'était pas réellement un problème insurmontable au regard de l'argumentation grotesque avancée par le gouvernement français et son relais médiatique, qui ne reposait que sur une interprétation de faits tronqués ou fabriqués, sur des témoignages frauduleux provenant de personnes qu'il avait mis en place ou sélectionnés pour justifier sa politique. Comment croire sur parole un chef d'Etat ou un gouvernement "ami" de l'Arabie saoudite, du Qatar ou de la Turquie ? Franchement, un peu de sérieux.

Et puis, il était d'autant plus inexcusable de se faire les relais du discours officiel, que le gouvernement, les partis institutionnels et les médias faisaient déjà l'objet d'un profond rejet par la majorité des travailleurs, donc finalement rien ne justifiait de s'aligner sur leur discours, sinon des intentions inavouables.

Syrie, dans le camp du peuple syrien.

- Un habitant d'Alep : "Alep n'est pas tombée, Alep est libérée" - (Valeurs Actuelles - 23.12)
http://www.dailymotion.com/video/x563slv_un-habitant-d-alep-alep-n-est-pas-tombee-alep-est-liberee_news

Syrie. Vahan Vaghian habite à Alep. Au milieu des ruines de la ville syrienne, qu'il considère libérée des djihadistes grâce à l'armée gouvernementale, il adresse un message aux médias occidentaux : "Regardez ce qui arrive à cause de ceux que vous appelez 'rebelles modérés' ".

C'est la fin de la bataille d'Alep. Hier soir, l'armée arabe syrienne a repris le contrôle de la deuxième ville du pays. Les médias français et occidentaux titrent en chœur : le revers est cinglant pour les "rebelles", les "insurgés" qui se battent contre les forces du régime.

"Comment pouvez-vous dire qu'Alep est tombée ?"

Dans la ville, où peu de journalistes mettent les pieds, les habitants ont souvent une autre interprétation de ce tournant de la guerre en Syrie. Vahan Vaghian fait partie de ceux-là. Ce Syrien arménien de 23 ans étudie la littérature anglaise à l'université d'Alep. Jusqu'à l'offensive du régime, il habitait à 50 mètres de la ligne de front.

Filmé par le responsable de mission SOS Chrétiens d'Orient en Syrie, il contredit en grande partie le discours véhiculé dans les médias occidentaux. Alep est tombée sous les coups de canon de Bachar al-Assad ? "Alep n'est pas tombée, Alep est libérée" répond le Syrien. "Si vous ne le croyez pas, vous devriez venir ici et voir de vos propres yeux les gens fêter sa libération. Comment pouvez-vous dire qu'Alep est tombée ?"

Pour venir à bout des islamistes qui occupaient la ville, le régime syrien l'a bombardée et transformée en champ de ruines. Mais Vahan Vaghian fait porter cette responsabilité aux djihadistes qui l'occupaient :

A quoi vous attendiez-vous ? C'est la guerre. Nous sommes tristes que la ville soit détruite, mais tout sera reconstruit. Les parties de la ville qui sont détruites étaient aux mains des djihadistes, et l'armée a tout fait pour les récupérer. Nous ne pouvons pas reprocher [cela au gouvernement], parce que ces djihadistes voulaient détruire nos vies. Ces djihadistes nous bombardaient aussi, il était normal que l'armée réponde !

Dans une rue dévastée d'Alep, il adresse un message amer aux Français : "Vous les appelez 'rebelles' ou 'rebelles modérés', regardez ce qui arrive quand vous les appelez ainsi". Et de conclure : "Alep est une ville libre désormais, libérée des djihadistes". valeursactuelles.com 23.12

- Alep : l'ancien ambassadeur britannique en Syrie démonte la propagande occidentale (BBC)
https://www.youtube.com/watch?v=sRjAQYXiQso

- Alep : une foule en liesse célèbre Noël pour la première fois depuis 5 ans (22.12)
https://www.youtube.com/watch?v=2ufHJ57I1Zo

Quand ils ne peuvent plus cacher la vérité

- OMS : la «générosité de la Russie» envers les citoyens syriens est «impressionnante» - Arrêt sur Info

La reprise des évacuations à Alep-Est et dans les villages chiites au nord d'Idleb a été constatée sur le terrain. La représentante de l'Organisation mondiale de la santé a de son côté salué le soutien apporté aux Syriens par la Russie.

«J'ai été impressionnée par la générosité et le soutien fournis par la Russie à un moment où les [citoyens syriens] en avaient le plus besoin», a déclaré à l'agence russe RIA Novosti Elizabeth Hoff, la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Damas.

La reprise des évacuations n'a pas été officiellement annoncée le 19 décembre mais, sur le terrain, les convois semblent reprendre de manière continue, annonce l'agence Reuters. rt.com - Arrêt sur Info 19.12

Confidence accablante.

- Interview de Peter Ford, ancien ambassadeur britannique en Syrie, le 21 décembre 2016 (BBC Radio 4) - Arrêt sur Info 23.12

Extraits.

Peter Ford : Nous nous sommes accrochés bien trop longtemps à l'illusion selon laquelle la soi-disant opposition modérée allait vaincre Assad. C'est maintenant évident avec la reconquête d'Alep par le gouvernement, il faut cesser de nous voiler la face et nous devrions regarder la réalité telle qu'elle est : Assad ne sera pas renversé par la force des armes ni à la table des négociations...

Journaliste : Mais comme nous le savons, pour beaucoup de dirigeants occidentaux, le règlement politique de la situation ne laisse pas de place à Assad.

Peter Ford : Oui, mais c'est absurde. C'est vraiment absurde. Assad contrôle maintenant plus de 80% des zones habitées de Syrie. Il n'y a aucune raison pour que dans les mois à venir, lui et ses forces ne reprennent pas les 10, 15 voire 20% restants. Il sera alors le maître absolu du pays. Bien sûr, il y aura toujours des groupes mécontents de la situation. Mais dans toute l'histoire écrite de l'humanité, y a-t-il eu une seule guerre civile d'une telle durée après laquelle tout le monde ait été satisfait d'un dirigeant ? Il n'y a pas de [Nelson] Mandela syrien. Il n'y a aucun [autre] dirigeant. Pouvez-vous me nommer ne serait-ce qu'un chef de l'opposition qui pourrait assumer le rôle d'Assad ? C'est absurde. C'est grotesque. Boris Johnson et Theresa May ont perdu contact avec la réalité. (...) Quand allons-nous nous réveiller ?.

Peter Ford : Ecoutez, ce soir, il y a un sapin de Noël et des festivités au centre d'Alep. Je pense que si Assad était renversé et que l'opposition était au pouvoir, vous ne verriez pas de sapin de Noël à Alep. La diabolisation du régime a pris des proportions grotesques. Même pour la fin de ce conflit avec les bus [d'évacuation] verts. Il n'y avait pas de bus verts à Gaza. Il n'y avait pas de bus verts lorsque l'OTAN bombardait la Yougoslavie sans merci. Cette campagne d'Alep est menée, dans ses dernières étapes, avec une certaine humanité. Ce n'est pas à la débâcle de l'humanité qu'on assiste, contrairement à ce que prétendent certains, mais à la débâcle de la rationalité. Où se trouvent les moindres preuves des prétendues atrocités, de Guernica, des massacres, du génocide, de l'Holocauste ?

Journaliste : En attendant, il y a certes des critiques contre les deux côtés, oui, mais vous vous opposez violemment à énormément de figures de premier plan dans les gouvernements du monde, selon lesquelles, et je terminerai là-dessus, qu'il n'y a pas de place pour le Président Assad dans la Syrie de demain...

Peter Ford : C'est vraiment être aux antipodes de la réalité. Qui mettraient-ils donc à la place d'Assad ? Persister à vouloir renverser le régime en Syrie comme nous l'avons fait ailleurs, en Irak, en Libye, ne mène qu'à plus de souffrance chez les simples citoyens. Arrêt sur Info 23.12

Dans le camp des ennemis du peuple syrien.

La défaite est dure à avaler.

- Alep, un désert de ruines et une citadelle fantôme - euronews.com

- Les images qui témoignent de la violence «inouïe» des combats à Alep - LeFigaro.fr

- Le Trésor américain place sur sa liste noire des ministres syriens - LeMonde.fr

Vous avez dit confusion, aveuglement dogmatique, cerveau sclérosé.

- Yvan Lemaitre (Démocratie révolutionnaire - NPA) - Lettre n°13 du 23 décembre 2016

- "La tragédie d'Alep suscite, à travers le monde, émotion et révolte non seulement contre les bourreaux du peuple syrien mais aussi contre leurs complices qui s'indignent, cyniques et impuissants, pour mieux faire oublier tant leur abandon du peuple syrien que leurs propres crimes en Irak, à Mossoul, en Afghanistan ou au Yémen."

Ici "les bourreaux du peuple syrien" ne peuvent être que les barbares d'Al-Nosra puisque les puissances occidentales ne sont pas les "complices" d'Assad, n'est-ce pas ? Et que dit Yvan Lemaitre, qu'elles seraient impuissantes, qu'elles auraient oublié le peuple syrien, vraiment ? En nous, il aurait mieux valu, cette guerre n'aurait jamais eu lieu ou elle serait terminée depuis longtemps. Quel crétin !

Les puissances occidentales ne sont pas demeurées les bras croisés ou impuissantes, puisqu'avec leurs alliés saoudien, qatari, turc, israélien, etc.elles ont recruté, financé, formé, encadré, équipé, armé ces mercenaires sanguinaires qui dévastent la Syrie depuis 2011, dites-donc pour des "impuissants" elles ont plutôt fait du "bon boulot" en Syrie pour parodier Fabius. Sans oublier les sanctions qu'elles ont adoptées contre la Syrie, qui n'ont fait qu'aggraver les conditions de vie du peuple syrien.

Bref, il faut donc en déduire qu'elles n'en ont pas fait assez et qu'il aurait été préférable qu'elle réédite leur exploit en Libye.

Voilà la signification politique de ce genre de discours réactionnaire.

La crasse ignorance du gauchiste le conduit à adopter le discours de la réaction et à se retrouver à ses côtés.

- « Je pense qu'avec la libération d'Alep, on dira que la situation a changé, pas seulement pour la Syrie, pas seulement pour la région, mais pour le monde entier, il y aura un avant et un après la libération d'Alep » a pu déclarer avec cynisme le dictateur sanglant de Syrie.

On interprétera l'aveu suivant comme une sorte de testament politique du NPA.

- "Nous avons besoin de nous dégager des effets de mode, analyses superficielles, qui confondent l'écume avec le mouvement de fond. "

A quoi servent l'ONU et les ONG ou quand un paradis fiscal dépose une résolution à l'ONU contre les libérateur d'Alep.

- L'ONU se prépare à constituer des dossiers sur des crimes de guerre en Syrie - LeMonde.fr

L'Assemblée générale des Nations unies a approuvé mercredi 21 décembre une résolution visant à créer un groupe de travail sur les crimes de guerre en Syrie. Ce groupe aura pour mission de constituer les dossiers nécessaires à l'éventuelle poursuite en justice des responsables.

La résolution, proposée par le Liechtenstein et parrainée par 58 pays dont la France, a été approuvée par 105 votes contre 15, avec 52 abstentions, sur les 193 Etats membres de l'Assemblée. « Nous faisons enfin un pas significatif en direction des attentes que nous avons déçues si longtemps », a déclaré Christian Wenaweser, ambassadeur du Liechtenstein auprès des Nations unies.

La Syrie dénonce l'initiative

La préparation des dossiers se fera en collaboration avec la commission d'enquête des Nations unies mise en place dès 2011. Celle-ci a déjà soumis plusieurs rapports détaillant les atrocités commises depuis le début d'un conflit ayant déjà fait plus de 310.000 morts. Ce travail de collecte de preuves et de documents est mené en parallèle par des ONG.

« Les auteurs savent désormais que les preuves de leurs méfaits seront rassemblées pour qu'arrive plus rapidement le jour où ils se retrouveront dans le box des accusés », s'est réjoui Balkees Jarrah, de Human Rights Watch.

L'ambassadeur syrien aux Nations unies, Bachar Jaafari, a dénoncé cette initiative, la qualifiant « d'intromission flagrante dans les affaires internes d'un Etat membre de l'ONU ». La Russie et la Chine, toutes deux alliées du régime de Bachar Al-Assad, ainsi que l'Iran se sont opposés à l'adoption de la résolution. LeMonde.fr 22.12

Comment l'Etat sioniste à "instituer un discret canal de communication" avec les barbares de Daesh et Al-Nosra en Syrie qu'il soutient

- Plus de 2600 blessés syriens accueillis dans des hôpitaux israéliens - lefigaro.fr

Chaque nuit ou presque, des combattants rebelles et des civils franchissent la clôture sécurisée qui traverse le plateau du Golan pour être transférés vers les hôpitaux de Safed, Nahariya, Tibériade et Haïfa. La plupart y resteront jusqu'à ce que l'amélioration de leur état de santé permette de leur faire retraverser la frontière.

«Nous ne leur demandons pas d'où ils viennent, pour qui ils se battent ou ce en quoi ils peuvent nous être utiles», assure le colonel Alon Galsberg, qui dirige le service de Santé des armées dans le nord d'Israël. Pourtant il n'est pas interdit de penser que l'État hébreu tire un bénéfice indirect de cet engagement. L'armée en aurait profité pour instituer un discret canal de communication avec les factions rebelles établies sur le versant syrien du Golan, dans l'espoir de préserver le calme à sa frontière mais aussi de «gagner les cœurs» de la population syrienne». lefigaro.fr 21.12

La fabrication de preuves en panne.

Enquête non conclusive sur l'attaque d'un convoi de l'Onu près d'Alep - Reuters

Le convoi humanitaire de l'Onu attaqué le 19 septembre dernier près d'Alep, en Syrie, a été la cible d'une frappe aérienne, selon les conclusions de l'enquête menée par les Nations unies qui notent cependant qu'il est impossible de dire qui en est l'auteur et s'il s'agit d'une attaque "délibérée".

Au moins dix personnes ont été tuées et 22 autres blessées dans l'attaque contre ce convoi de l'Onu et du Croissant-rouge arabe syrien à Ourem al Koubra qui a également détruit 17 camions.

Selon un résumé remis mercredi au Conseil de sécurité par les services du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, le rapport d'enquête indique que "bien que l'incident ait été provoqué par une attaque aérienne, il n'a pas été possible d'en identifier le ou les auteurs".

Les enquêteurs font cependant observer que seuls les forces gouvernementales syriennes, les Russes et la coalition sous commandement américain disposent de moyens aériens, au contraire des forces de l'opposition, et ajoutent qu'il est "hautement improbable" qu'un avion de la coalition US ait été impliqué dans cette attaque.

A Washington, des responsables américains ont exprimé leur conviction que l'aviation russe était mêlée à cette attaque. La Russie a démenti et le ministère russe de la Défense a affirmé qu'un drone américain se trouvait dans le secteur au moment de l'attaque. Reuters 22.12

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie.

- Le Dow Jones finit à un record à Wall Street - AFP

Président par défaut, quelle importance en oligarchie...

- François Fillon a-t-il pris un mauvais départ ? - Franceinfo

L'état de grâce a été de courte durée pour François Fillon. Trois semaines après sa désignation, le candidat de la droite est sous le feu des critiques. Franceinfo

- Présidentielle 2017 : François Fillon a-t-il déjà gagné ? - Yahoo Actu

55% des Français pensent que le candidat Les Républicains va l'emporter mais seulement 28% le souhaitent. Laurent Joffrin, directeur de la rédaction de Libération, nous explique pourquoi ces sondages ne sont pas si contradictoires que cela. Yahoo Actu

Comment faire monter la sauce Macron

- Emmanuel Macron ferait un meilleur président que François Fillon pour 55% des Français - Franceinfo

Selon un sondage Odoxa pour franceinfo révélé vendredi.

- Macron personnalité politique de 2016, devant Fillon - AFP

Emmanuel Macron est la personnalité politique de 2016, devant François Fillon, selon un sondage Elabe publié mercredi...

Plus va-t-en-guerre que moi tu meurs !

- François Hollande : « Le budget de la défense a déjà été augmenté tout au long du quinquennat. » - Zap Politique

- Élue, Marine Le Pen commanderait un deuxième porte-avions - L'Express.fr

- Valls pour un budget de la défense à 2% du PIB face au terrorisme - AFP

Vive l'Etat policier !

- Police: large soutien à la réforme assouplissant la légitime défense - AFP

Xénophobie ordinaire et amalgame facile.

- Front national : Le Pen, Poutine et... les millions - LeParisien.fr

- Présidentielle : un parlementaire américain réclame une enquête sur les liens entre Vladimir Poutine et Marine Le Pen - Franceinfo

- Financement du FN : le rapprochement Le Pen-Moscou inquiète Washington - LePoint.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Italie

- L'Italie vote 20 milliards d'euros pour les banques - Liberation.fr

Le Parlement a voté un plan d'aide alors que la Banca Monte dei Paschi di Siena, la plus vieille banque du monde, suscitait mercredi de nombreuses interrogations. Liberation.fr

Etats-Unis

- Trump fait appel à Carl Icahn et à un contempteur de la Chine - Reuters

Donald Trump a nommé le milliardaire et homme d'affaires américain Carl Icahn conseiller spécial chargé de la simplification des "règles excessives" qui pèsent sur les entreprises américaines, a annoncé mercredi son équipe de transition.

Le président élu, qui prendra ses fonctions le 20 janvier prochain, a par ailleurs désigné l'économiste Peter Navarro, qui préconise une ligne dure face à l'expansion de la Chine, à la tête du Conseil du commerce national, une structure nouvellement créée dépendant de la Maison blanche.

Carl Icahn, qui est âgé de 80 ans, ne sera pas rattaché à l'administration fédérale et n'aura non plus de missions spécifiques mais interviendra en tant que conseiller spécial sur des domaines comme la régulation financière ou les règles environnementales. Il ne sera pas rémunéré pour ses conseils, a précisé un membre de l'équipe Trump.

"Il est temps de nous libérer de la régulation excessive et de laisser nos entrepreneurs faire ce qu'ils font le mieux: créer des emplois et soutenir les communautés", souligne Icahn dans un communiqué diffusé par l'équipe de transition.

Icahn, qui juge que la loi bancaire Dodd-Frank adoptée en 2010 est allée "trop loin" dans les normes imposées à Wall Street, a également exprimé son opposition aux obligations réglementaires en matière d'énergies renouvelables.

Ses préconisations seront surveillées de près, Icahn détenant notamment des parts dans l'assureur American International Group et dans les raffineries CVR Energy

Lors de la campagne électorale, Trump avait soulevé l'idée de lui confier le soin de négocier de meilleures relations commerciales avec la Chine. Ce dossier sera suivi de près par Peter Navarro, qui va prendre la tête d'un nouveau Conseil du commerce national auprès de la Maison blanche.

Agé de 67 ans, cet économiste qui fut conseiller de Trump durant la campagne prône une redéfinition des relations commerciales et politiques avec la Chine.

Il est l'auteur de plusieurs livres, dont un essai au titre limpide, adapté ensuite en documentaire, "Death by China: How America Lost its Manufacturing Base" (La mort provoquée par la Chine: comment l'Amérique a perdu sa base industrielle), dans lequel il décrit la menace chinoise sur l'économie américaine et l'ambition de Pékin de devenir la puissance économique et militaire dominante en Asie.

Un "visionnaire" qui sera à même de "mener des politiques commerciales qui réduiront notre déficit commercial, porteront notre croissance et contribueront à stopper l'exode des emplois loin de nos côtes", dit de lui l'équipe Trump dans le communiqué annonçant sa nomination.

Navarro défend également un engagement accru des Etats-Unis avec Taïwan que la Chine interdit à ses partenaires de reconnaître diplomatiquement et appelle à remettre en cause le "principe de Chine unique" défendue par Pékin, sans pour autant proposer de reconnaître Taïwan. "Il n'est pas nécessaire de titiller inutilement le panda", dit-il.

Sa nomination pourrait accentuer l'inquiétude de Pékin, déjà troublé depuis que Trump a rompu le mois dernier avec une tradition établie depuis 1979 aux Etats-Unis en faisant savoir qu'il s'était entretenu par téléphone avec la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et en s'interrogeant à voix haute sur la pertinence de la politique de "Chine unique".

"J'ai lu il y a quelques années un des livres de Peter sur les problèmes commerciaux de l'Amérique et j'ai été impressionné par la clarté de ses arguments et l'exhaustivité de ses recherches. Il a consigné de façon visionnaire les torts infligés par la mondialisation aux travailleurs américains et dégagé une voie pour rétablir notre classe moyenne", a déclaré Trump. Reuters 21.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le travail du dimanche concerne 18% des salariés - AFP

Quelque 18% des salariés, soit 4,2 millions, ont travaillé au moins un dimanche par mois en 2015, et ce travail était souvent associé à celui du samedi et à des horaires tardifs, selon des données du ministère du Travail publiées vendredi.

En moyenne sur l'année 2015, 21% des actifs occupés (18% des salariés, 37% des non-salariés, soit 5,3 millions de personnes) ont travaillé au moins un dimanche par mois, sur leur lieu de travail, à leur domicile ou ailleurs. Environ 12% des salariés ont travaillé au moins deux dimanches.

Les employés sont les plus concernés (24%), "en raison notamment de leur place dans les activités de service, assurées en partie ce jour-là", explique la Dares.

Les professions de la sécurité et de la santé sont les premiers concernés: 46% des salariés du domaine de la santé travaillent au moins un dimanche par mois, et 31% au moins deux par mois pour assurer la permanence de soins.

Viennent ensuite les professions assurant "la continuité de la vie sociale": 32% de salariés de l'hôtellerie-restauration, des transports, du commerce, de la culture ou des loisirs travaillent le dimanche. Dans le commerce, où 17% des salariés travaillent le dimanche, les boulangers et pâtissiers sont les plus sollicités.

L'étude souligne que le travail dominical va le plus souvent de pair avec celui du samedi (pour 92% des salariés travaillant le dimanche) et avec des horaires tardifs ou variables d'une semaine sur l'autre. AFP 23.12

Le 26 décembre 2016

CAUSERIE

Ma compagne et sa soeur ont foiré ma soirée de Noël.

Alors que j'avais préparé un super repas indien, j'y avais passé près de 3 heures, elles sont hindoues et se foutent autant que moi de Noël, c'était juste une occasion de se faire plaisir, elles sont si rares dans l'année. Je les attendais sur les coups de 19h30, c'était convenu ainsi, personne, 20 heures, personne, 21 heures personne et pas un coup de fil, elles ont débarqué tranquillement, séparément, pratiquement simultanément à 21h30.

J'avais déjà siroté deux cocktails en regardant des concerts de Satriani, Vaï et Petrucci. J'en avais eu marre d'attendre et je venais juste de tout plier sans avoir touché à un plat, j'étais en train de me faire chauffer un café avant de rejoindre mon bureau pour regarder tranquillement un film. Elles m'ont sorti des histoires à dormir debout, je les connaissais par coeur, j'ai refusé de

les écouter, je leur ai dit que tout était prêt et qu'elles n'avaient plus qu'à se servir et j'ai fermé la porte de mon bureau pour ne plus les voir.

Du coup elles n'ont rien mangé non plus, sans que cela ne me culpabilise le moins du monde, c'est le genre de truc qui ne marche plus avec moi, je suis vacciné. Je suis gentil, serviable, attentionné, patient, mais j'aime bien qu'on me respecte un peu, un tout petit peu parfois, c'est à croire que je n'existe pas, vous me direz que pour mes lecteurs ou ma propre famille non plus et que cela ne me change guère. En effet, mais il y a des trucs comme cela qui ne passeront jamais. Je me faisais une joie de leur offrir cette soirée et elles ont tout gâché. Car il faut préciser que cela faisait suite à un nombre incalculable d'expériences similaires, de plus je leur avais répété à plusieurs reprises que je tenais à cette petite fête car je les connais bien, elle m'ont privé du bonheur de leur faire plaisir, tant pis. Je les ai déjà prévenues qu'au jour de l'An je ne préparerai rien, et qu'à 19h30 tapantes je me mettrai à table sans les attendre.

Cela dit, je suis d'excellente humeur, j'en ai vu d'autres. J'aurais pu agir autrement et j'y ai bien pensé, mais ce sont comme des enfants, il faut marquer le coup pour que cela imprime dans leurs petites têtes, qu'elles ne sont pas les seules au monde et qu'en se comportant de cette manière-là on n'est jamais vraiment heureux et on s'expose à bien des tourments inutiles.

The show must go on... et mes meilleurs voeux à tous, désintéressés s'il vous plaît, merci de les accepter.

Une vidéo sur Alep.

Situation à Alep: différence entre propagande France 2 et réalité !
https://www.youtube.com/watch?v=1WBsTl9LRSQ

Le témoignage de ce jeune garçon est sincère et poignant, respectable et digne, c'est si rare de nos jours.

Il a raison d'insister sur le fait qu'on n'a jamais entendu au cours des mois ou des années passées depuis 2012, lorsque les barbares se sont emparés des quartiers est d'Alep tous ceux qui pleurniquent aujourd'hui sur le sort des habitants d'Alep-Est, tandis que pendant 4 ans les 1,5 million d'habitants d'Alep-Ouest sous contrôle du gouvernement syrien étaient bombardés quotidiennement par Daesh et Al-Nosra.

Il faut croire que pour ces abominables porte-parole de Washington, la vie des 150 à 250 000 Syrien (selon les sources) qui avaient été pris en otage par les barbares à Alep-Est valait mieux que celle des 1,5 million de Syriens d'Alep-Ouest qui survivaient comme ils pouvaient sous la protection de l'armée de la République arabe syrienne.

Il précisera une chose importante, à savoir que la population d'Alep-Ouest était pacifiste ou qu'elle ne disposait pas de missiles ou de rockets pour se défendre face aux bombardements quotidiens des barbares, et qu'elle estimait normal que l'Etat syrien et son armée répliquent en bombardement leurs positions à Alep-Est, y compris en visant les écoles et les hôpitaux si nécessaire puisqu'ils servaient de QG aux terroristes, la plupart des Syriens n'envoyant plus leurs enfants à l'école et les hôpitaux étant désertés depuis longtemps par les malades ou les civils blessés car trop risqués.

La décomposition du mouvement ouvrier a franchi un échelon suplémentaire dans l'infâmie en relayant systématiquement la propagande du gouvernement et des médias aux ordres, alors que par ailleurs il disposait d'une multitude de sources d'information pour connaître la situation réelle en Syrie.

Répétons-le encore une fois, après ses dirigeants s'étonnent que parmi les travailleurs et surtout les jeunes qui ne supportent pas l'injustice, cette guerre et qui voudraient agir, il s'en trouve qui rejettent le traitement ignoble qu'ils en font et lorgnent vers l'extrême droite ou préfèrent son discours populiste, ils en sont directement responsables.

En Trump l'oeil.

Avant, pendant et après l'élection de Trump, nombreux sont les publicistes ou géopolitologues et autres analystes qui se sont demandés quelle politique il allait adopter comme s'il s'agissait d'un mystère, alors qu'il suffisait d'avoir entendu son discours sur Israël pour savoir qu'il ne changerait pas de stratégie, parce qu'il n'en existe aucune autre face à la crise du capitalisme, et qu'Israël constitue un des facteurs déterminants de leur stratégie néolibérale.

La nomination par Trump du prochain ambassadeur américain en Israël l'a confirmé. Puis celle comme chef de la diplomatie américaine du président d'ExxonMobil, Rex Tillerson, dont l'un des principaux actionnaires est l'oligarque et banquier le plus puissant du monde, Rockefeller. Passons les autres nominations liées à l'oligarchie financière, au Pentagone, au complexe militaro-industriel.

Certains se sont précipités comme des chiens affâmés sur un os à ronger sur ces déclarations à propos de la Russie, en y voyant un signe d'apaisement des tensions entre les Etats-Unis et la Russie sur la scène mondiale, et l'espoir que la paix revienne

rapidement au Proche-Orient, que la nomination du président d'ExxonMobil aurait confirmé selon eux.

Manifestement, il semblerait qu'ils aient pris une fois de plus leurs désirs pour la réalit, l'avenir ne tardera pas à le confirmer. Car j'en ai fait une toute autre interprétation sachant que les sommets de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste ne lâcheront jamais le morceau, parce que ce sont des gens faisant preuve avant tout d'une détermination sans faille.

J'en ai déduis qu'ils avaient décidé de changer de tactique, puisque celle qui devait conduire à affaiblir et isoler Poutine et la Russie a manifestement échoué, ce qui explique en partie pourquoi ils se sont rabattus sur Trump, discrètement apparemment. Chacun sait qu'ExxonMobil a pour partenaire Rosnef, son équivalent russe. Chacun sait ou devrait savoir qu'il existe en Russie un clan d'oligarques qui soutiennent Poutine, et un autre clan d'oligarques qui soutiennent les Américains.

N'étant pas parvenu à éliminer Poutine ou à obtenir sa capitulation lors de la guerre contre la Syrie, la provocation ukrainienne, les sanctions économiques contre la Russie, etc., la nomination de Rex Tillerson à la tête de la diplomatie américaine par Trump pourrait être au contraire un signal envoyé aux oligarques russes pro-américains, qui s'en trouveraient ainsi renforcés en prévision de troubles importants qui pourraient surgir en Russie même, et dans lesquels ils pourraient jouer un rôle important en sous mains pour déstabiliser Poutine de l'intérieur et non plus de l'extérieur, puisqu'ils ont échoué sur ce plan-là. Ensuite, s'ils parvenaient à leur fin par cette voie-là, ils pourraient à nouveau s'attaquer à la Syrie, qui ne bénéficiant plus de son principal et décisif allié pour la protéger, tomberait dans l'escarcelle américaine comme un fruit mûr prêt à être cueilli, à moindre frais cette fois ou sans risque d'essuyer un nouveau revers politique. A suivre.

Quelle chute ! Avec nos sincères condoléances.

Après la chute d'Alep : déclaration du Collectif révolution permanente dont fait partie le GMI (Groupe marxiste internationaliste). 18.12

Le 13 décembre 2016, les forces du régime bassiste de Bachar Al-Assad, avec l'aide des troupes du Hezbollah du Liban, les milices chiites d'Iran et l'appui décisif de l'impérialisme russe sont parvenues à reprendre Alep (Alep-Est, il faut préciser. On croirait qu'ils le regrettent. Qui d'autre aurait pu la "reprendre" ? Personne, il aurait mieux valu qu'Alep-Est reste entre les mains des mercenaires qui terrorisaient et persécutaient la population depuis 2012 et bombardaient quotidiennement Alep-Ouest où résidaient 1,25 million d'habitants, sans doute au nom de l'internationalisme prolétarien. - LVOG). Personne ne peut dire combien de personnes ont fui depuis le début de l'attaque de cette ville autrefois prospère. À l'est, il devait vivre encore 250 000 personnes quand les troupes d'Assad sont entrées (En réalité beaucoup moins, autour de 150.000, mais peu importe. - LVOG. Des mois de siège (Rectifions, Alep-Est était occupé illégalement par des assaillants étrangers armés essentiellement. - LVOG) ont abouti à un effondrement des soins, du ravitaillement, des logements, des équipements. (Quand un ennemi s'empare d'une ville, les autorités du pays agressé en font le siège pour affaiblir les assaillants ou les empêcher de se répandre dans le reste du pays, ensuite elles passent à l'offensive pour reprendre la place, c'est parfaitement légitime, tout en sachant que cela se traduira forcément par des victimes civiles. En réalité, nourriture et médicaments existaient en abondance mais étaient confisqués par les djihadistes. 80% avaient été livrés par le gouvernement syrien, 20% par l'ONU. De plus le gouvernement syrien continuait de verser les salaires des fonctionnaires. - LVOG) Les frappes des hélicoptères de l'armée syrienne et des avions de l'armée russe, de l'artillerie, ainsi que les exactions des milices djihadistes ont entretenu une atmosphère de terreur inimaginable. (Et la terreur quotidienne des habitants d'Alep-Ouest, rien à foutre ils étaient protégés par l'armée syrienne. En réalité, ces frappes étaient parfaitement ciblées grâce à l'emploi de moyens ou armes hyper sophistiqués et elles n'ont fait qu'un minimum de victimes civiles. - LVOG) (...)

En 2011, dans le flux des protestations de masse de Tunisie et d'Égypte qui ont conduit à la chute des deux régimes dictatoriaux (Interprétation frauduleuse. - LVOG), se produisit en Syrie une mobilisation plus modeste. En particulier, le centre de Damas n'a guère été affecté (A Alep en 2012 une manifestation en soutien à Assad avait rassemblé près d'un million de personnes. - LVOG). Le régime des Assad, avec une brutalité inégalée (Même pas celle des décapiteurs dites-donc, bravo les bourreaux ! - LVOG), a immédiatement écrasé les manifestations (Des provocations armées où des snipers tiraient à la fois sur les manifestants et les force de l'ordre faisant de nombreuses victimes. Assad aurait dû laisser faire. - LVOG). Le manque de partis ouvriers révolutionnaires dans la région a conduit toutes les tentatives des masses pour renverser le joug des oppresseurs locaux et de leurs protecteurs impérialistes à l'échec. La responsabilité principale en incombe au stalinisme. (Encore ? Ils en sont encore là, ils sont incurables, c'est pratique pour camoufler sa propre incurie ou faillite politique. LVOG) (...)

Avec l'intervention militaire directe de l'impérialisme russe en Syrie en septembre 2015, la situation s'est aggravée. (C'est ce que n'avait pas manqué de mentionner Obama et Hollande. Le peuple syrien pense exactement le contraire. Alors une question : Dans quel camp combattez-vous au juste ? - LVOG) (...)

Les abominations et la marche à la barbarie causées par la domination du système impérialiste en Asie de l'Ouest ont alimenté des raisonnements absurdes et dangereux chez les centristes de tout genre dans le monde (On peut observer qu'ils ne sont pas les seuls en la matière. - LVOG).

D'un côté, ceux qui justifient un « front uni anti-impérialiste » avec l'islamisme, puisqu'ils sont censés être des combattants conséquents contre « l'impérialisme ». Sous différentes variantes, telle est la position de la LOI argentine et de sa

FLTI, du CWG néo-zélandais et de son CLC, du RKOB autrichien et de sa TICR… Le prétendu FUAI, selon ces opportunistes, serait le seul moyen de défendre une mythique « révolution syrienne » qui durerait depuis plus de 5 ans sans parti ouvrier révolutionnaire ni même d'activité de la classe ouvrière. (Toute cette infâme pourriture soutient ce que vous appelez les islamo-fascistes, et vous les caractérisez encore de centristes, donc vous estimez qu'ils pourraient un jour évoluer vers le socialisme (comme hier la tendance de gauche du PS qui en réalité n'a jamais existé, vous vous souvenez, n'est-ce pas ?) quelle incohérence, quelle manque de lucidité, quelle opportunisme ! LVOG)

De l'autre côté, on trouve des « révolutionnaires » comme le britannique SF et son CLQI, le site américain WSWS et sa « 4e Internationale » qui défendent le régime, présentant comme un « front uni anti-impérialiste » leur soutien au tortionnaire de masse Assad et à ses béquilles réactionnaires (l'Iran islamiste et la Russie impérialiste).

(L'accusation de "tortionnaire de masse" portée contre Assad est du domaine de la propagande et n'est étayée par aucun fait, là encore on croirait entendre les généraux du Pentagone. Cela dit, je ne participe pas à ce « front uni anti-impérialiste ».

Je suis un ouvrier et non un intellectuel comme ces gens-là, je suis pragmatique, alors je réagis comme le peuple syrien, au côté du peuple syrien, je soutiens toutes les opérations destinées réellement à libérer la Syrie quels qu'en soient les acteurs et leurs intentions qu'on n'est pas obligé de partager, toute autre considération est dès lors secondaire, c'est une question de vie ou de mort quand on est en guerre faut-il le rappeler. Vous nous excuserez de ne pas faire preuve du même aveuglement dogmatique et de la même hypocrisie que vous.

Je suis littéralement scandalisé par cette présentation des choses, excédé, en rage, car c'est particulièrement dégueulasse de prétendre que ceux qui se placent au côté du gouvernement syrien ou Assad en partageraient forcément les intentions politiques, c'est du domaine de la diffamation, c'est inqualifiable, indigne de militants ouvriers. - LVOG) (...)

Pour montrer sa solidarité avec les masses syriennes, la classe ouvrière internationale doit imposer des fronts des syndicats et des partis ouvriers pour ouvrir les frontières aux réfugiés, pour combattre l'impérialisme dans son propre pays, pour s'opposer à toute intervention aux côtés d'un camp ou de l'autre, pour imposer le retrait immédiat de tous les avions, navires, forces spéciales impérialistes. En même temps, le mouvement ouvrier ne doit faire aucune concession à la peu laïque bourgeoisie panarabe ou à la bourgeoisie hyper-réactionnaire panislamiste.

(Pour ces gens-là, et cela vaut pour la quasi-totalité du mouvement ouvrier en France (et ailleurs), le peuple syrien et la libération de la Syrie importe peu, ce n'est pas une guerre qu'ils subissent mais un conflit qui se situerait sur le plan idéologique, car la seule chose qui compte à leurs yeux c'est que les alliés des Syriens qui combattent pour libérer la Syrie soient idéologiquement purs, vertueux, comme peuvent l'être ces braves "trotskystes" en somme.

Et vous aurez pu observer qu'à aucun moment ils n'évoqueront le combat héroïque du peuple syrien, à aucun moment ils ne vous diront comment il résiste, comment il mène ce combat, car cela les forcerait à avouer qu'il s'est engagé dans l'armée syrienne ou dans les milices populaires qu'Assad a armés. Ils ne vous diront pas non plus que l'horrible dictateur Assad a accordé la nationalité syrienne aux Palestiniens et aux Kurdes réfugiés en Syrie et qu'ils disposaient des mêmes droits que les Syriens, y compris pour les Kurdes d'enseigner dans leur langue dans les écoles...

Bref, à défaut de pouvoir adopter une position conforme aux intérêts du peuple syrien et plus particulièrement des masses exploitées dans une perspective historique, de soutenir le camp engagé dans le combat pour libérer la Syrie parce que ceux qui le mènent ne vaudraient pas mieux que les barbares qui ravagent ce pays, ils en arrivent infailliblement à pratiquer la désinformation, le déni, l'autocensure ou le non-dit ou à étaler leur ignorance des faits tout simplement, on retrouve ici le cocktail idéologiquement pur dominant ou de la propagande officielle destinée à empêcher les travailleurs et les militants de comprendre la situation en Syrie et dans quel cadre cette guerre s'inscrit à l'échelle mondiale...

En fait, ils se servent des réfugiés comme caution morale pour masquer leur incurie politique ou leur soutien aux agresseurs de la Syrie à défaut de pouvoir le justifier ou l'assumer.

Parce que ces gens-là sont purs, ils refuseront la moindre concession "à la peu laïque bourgeoisie panarabe", rompant ainsi avec la tradition du mouvement ouvrier international révolutionnaire ayant combattu au XXe siècle pour la décolonisation au côté des mouvements nationaux arabes de libération qui par nature était bourgeois, ignorant que si on ne choisit pas ses ennemis dans la lutte de classe, il arrive également qu'on ne soit pas en mesure de choisir non plus ses alliés, mais allez faire comprendre cela à des gens bornés ou dogmatiques, qui passent leur temps à refaire le monde non pas à partir de ce qu'il est, mais de ce qu'ils voudraient qu'il soit, ce qui conduit aux pires confusions ou compromissions. - LVOG)

« L'ennemi principal est dans notre pays » est le principe de base du prolétariat international. Il montre la voie pour la victoire, le renversement de la bourgeoisie, la proclamation d'un gouvernement ouvrier et paysan en Irak et en Syrie, l'établissement de la fédération socialiste du Proche-Orient et de la république universelle des conseils.

(Comme tout bon dogmatique et sectaire qui se respecte, ils sont évidemment farcis de principes qui viendront utilement le

moment voulu se substituer à la réalité ou à toute analyse cohérente et sérieuse de la situation, histoire de pouvoir avoir toujours raison, ce dont il ne leur arrivera jamais de douter un instant.

Leur discours apparaîtra complètement surréaliste ou délirant ou pire encore aux masses syriennes et irakiennes, spontanément il nous fait penser au dernier éditorial de D. Gluckstein qui aurait pu leur être destiné : "Il y a toujours eu ceux qui, au nom d'un but idéal (mais inatteignable), multiplient les promesses et renoncent à aider au mouvement pratique de la classe ouvrière, seul à même d'abolir l'ordre actuel des choses", ici de mettre un terme à cette guerre qui dure depuis bientôt 6 ans, objectif et tâche que ces aventuriers gauchistes désertent.

Puisque le mouvement ouvrier est incapable de se situer au côté du peuple syrien, parce qu'il aurait des alliés peu recommandables ou franchement infréquentables, des tyrans aux intentions forcément néfastes envers les masses exploitées, il offre l'opportunité à l'extrême droite d'occuper la place laissée vacante par ces déserteurs et de se présenter en humaniste en récupérant la libération d'Alep, bravo ! Ils rétorqueront que le FN aurait de toutes manières tenu ce discours, ce qui est exact, à ceci près qu'il sera le seul bénéficiaire du développement de la situation en Syrie, encore bravo ! - LVOG)

Le ParDem fait amende honorable et propose un toilettage de la Ve République.

- La VIe République, un slogan creux par Jacques Nikonoff. 23.12

- Jacques Nikonoff a été invité, le 13 décembre dernier, à faire une conférence devant l'Académie du gaullisme à Paris. Il devait répondre à la question suivante : « Pourquoi une VIe République ? »

Dans son discours, il a estimé que sans nul doute il faudra, un jour, passer à une VIe République à la suite des travaux d'une assemblée constituante. Mais ce moment, de son point de vue, n'est pas encore arrivé, pour de solides raisons qu'il développe dans son discours.

En revanche, il considère comme une urgence absolue de réviser en profondeur, sur quelques questions-clés, la Constitution actuelle. Et ceci, bien entendu, par référendum. ParDem 23.12

Nikonoff stalinien for ever, on ne se refait pas !

France. Double peine. Quand un Etat policier, terroriste, guerrier se mêle d'éducation, il est fortement recommandé de s'inquiéter.

Ils haïssent la classe ouvrière et à défaut de pouvoir la soumettre, ils lui imposent des lois humiliantes.

- La «violence éducative ordinaire» désormais interdite - Liberation.fr

Les députés ont donné leur feu vert définitif jeudi au projet de loi «Egalité et Citoyenneté», qui prévoit notamment l'interdiction de «tout traitement cruel, dégradant ou humiliant, y compris tout recours aux violences corporelles» sur les enfants. Aucune sanction n'est cependant prévue. Liberation.fr 24.12

Dans la société, il existe des classes qui sont plus ou moins hétérogènes, celles qui le sont le plus sont les classes moyennes ou la petite bourgeoisie ainsi que la classe ouvrière. Et à l'intérieur de ces classes, chacune de leurs couches disposent d'un statut social différent, supérieur, intermédiaire ou inférieur, allant du plus au moins favorisé, de sorte qu'elles ne disposeront pas des mêmes conditions pour interpréter l'ensemble des rapports qui leur seront imposés.

Cela se traduira par un niveau de conscience ou de développement intellectuel différent pour répondre aux défis ou résoudre les difficultés auxquels elles seront confrontées tout au long de leur existence.

Les éléments parmi elles les plus développés disposeront de moyens matériels ou financiers ou de capacités ou facultés intellectuelles leur permettant d'affronter la multitude de rapports sous lesquels se décline la réalité dans les meilleures conditions, dont ceux que les parents entretiennent avec leurs enfants.

Leurs enfants grandiront dans un environnement favorable, leurs besoins affectifs et matériels seront pour ainsi dire satisfaits, ils auront donc tendance à se développer harmonieusement, leurs parents seront trouvés les mots pour transformer les expériences désagréables auxquelles ils seront exposés ou les contraintes qui leur seront imposés en enseignements ou bienfaits garants de leur bonheur futur, sans avoir à recourir à la violence physique en cas de conflit, la menace orale agrémentée éventuellement d'une récompense suffisant à maintenir l'autorité des parents sur leurs enfants sans laquelle leurs rapports partiraient à vau l'eau.

Ce que je viens de décrire, ce sont les conditions dans lesquelles avec mon ex-épouse nous avons eu la chance de pouvoir élever notre fille unique et le résultat a été concluant autant qu'on pouvait l'espérer. Jusqu'à notre divorce et séparation lorsque notre fille avait 8 ans, nous avons fait preuve à son égard d'une attention et d'une tendresse de tous les instants, personnellement j'avais opté pour une éducation basée sur l'écoute et la complicité, prenant la patience de répondre à toutes ses questions en me mettant à son niveau tout en consacrant en moyenne une heure par jour à jouer avec elle, souvent plus, de sorte que le rapport de dominant à dominé existant forcément entre nous soit vécu par l'un et par l'autre comme le produit d'une nécessité naturelle plus que comme une contrainte imposée par la société, ainsi je voulais la protéger des méfaits de cette société pourrie aussi longtemps que possible, afin qu'elle puisse se forger un caractère et une personnalité qui lui permettraient de résister à son influence une fois devenue une jeune fille, puis une femme.

En agissant de la sorte, j'allais prendre le contre-pied de la méthode employée par mes parents, qui de ma naissance jusqu'à mon adolescence et même plus tard avait consisté à user de la violence physique à mon égard. Mais mes parents n'avaient pas bénéficié des mêmes conditions matérielles et intellectuelles que moi et mon épouse, ils appartenaient aux couches les plus arriérées et les plus pauvres de la classe ouvrière.

Harceler de difficultés sans espoir d'en voir un jour le bout, ayant eu une scolarité écourtée par la guerre, étant logés dans une chambre de bonne exiguë sans confort au 6e étage sans ascenseur, pas de cuisine, pas de salle de bain, pas de toilettes, pas de chauffage urbain. Alors que mes parents se privaient absolument sur tout, le salaire (au pièces à l'époque) de mon père menuisier en bâtiment ne suffisait pas pour finir le mois, c'était ma grand-mère maternelle, forain ou camelot, qui apportait le complément en nourriture, vêtements, etc.

Quand mon père rentrait du boulot, il était éreinté par sa journée de travail. Il supportait mal l'injustice dont il était victime, il n'en comprenait pas l'origine, aussi cela l'avait rendu irascible. Il n'avait pas la patience d'écouter ses enfants, ses conditions d'existence étaient telles qu'il n'en avait pas les moyens, alors il frappait quasi quotidiennement ses enfants. Il reproduisit l'éducation qu'il avait reçue ou les rapports violents de dominant à dominé que lui imposait la société. J'ignore si cela le soulageait, car il ne nous parlait jamais, hormis pour nous donner des ordres. Et ma mère l'immitait quand elle ne prenait pas un malin plaisir à lui raconter mes bêtises, ce qui a fait dire plus tard à mon ex-épouse que la lourde main qui s'abattait sur moi était en fait celle de ma mère, qui par ailleurs me frappait aussi, mais pas assez fort, pas jusqu'à me faire hurler de douleur. En fait, d'avoir eu des enfant devait aggraver leur condition déjà très précaire ou misérable et ils ne le supportaient pas, au point qu'un jour ma mère m'a dit qu'ils ne m'avaient pas désiré et que j'étais venu au monde trop tôt, par accident, ce qui explique pourquoi ils ne m'ont jamais supporté, aimé serait un grand mot, un gros mot ici.

Cela dit, certes j'allais être un enfant battu, mais mes parents allaient me donner une bonne éducation. Ils n'étaient pas croyants, mais je ne fréquenterai que des écoles privées catholiques quite à se saigner chaque mois. Ils ne pivolaient pas, ils avaient un langage châtié, ils étaient courageux, dignes, et ils respectaient les gens en général, avec le défaut de vouer un culte aux plus puissants, ils étaient gaulistes, le "libérateur" de la France. Mentir, voler, avoir ne serait-ce qu'une mauvaise pensée me valait un passage à tabac en règle, ce dont je suis encore incapable 61 ans plus tard.

Ils m'ont inculqué un tas de principes et de valeurs auxquels je suis très attachés et que j'ai communiqués à ma fille, mais en recourant à une autre méthode que celle de mes parents parce que j'en avais les moyens, et pas un instant il ne me viendrait à l'esprit de penser qu'ils auraient agi autrement que moi s'ils en avaient eu les moyens, c'est là que je voulais en venir. Car je ne tolère pas que des ordures finies comme ceux qui nous gouvernent et leurs larbins de merde de la pseudo-gauche ou extrême gauche les jugent, ceux qui sont responsables du massacre ou du sacrifice de millions d'enfants dans le monde par les guerres (génocides, famines, etc.) auxquelles ils ont participé ou qu'ils soutiennent.

Ces procureurs généraux jugent les couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, alors que ce sont eux qui leur rendent la vie impossible, qui leur interdisent de sortir de leur condition infâme ou d'accéder à une condition d'existence meilleure qui leur permettrait d'être à l'écoute de leurs enfants.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il y a plus grave encore, car cette loi, même si pour le moment elle ne s'accompagne pas de sanctions, elle peut causer des effets désastreux dans bien des familles dont les parents ne disposent pas d'autres moyens pour conserver le contrôle sur leurs enfants que le recours à la force.

Elles vont se retrouver dans une situation très délicates, totalement démunies face parfois à des gosses qui peuvent se livrer à un tas de conneries, des gosses qui ne leur obéiront plus du tout puisqu'ils n'auront plus à craindre, cela va les encourager à en faire davantage, plus rien ni personne ne protègera plus ces gosses qui seront ainsi abandonnés à leur triste sort.

Il faut croire que c'est l'objectif du législateur, parce que si je suis parvenu à tirer les enseignements désastreux d'une telle mesure, j'imagine que je ne suis pas le seul. Ils veulent vraiment pourrir la société, accélérer sa décomposition, c'est clair, cela fait partie de leur stratégie politique. Chut ! C'est un gros mot de l'évoquer au sein du mouvement ouvrier, mieux, c'est pour notre bien-être, car voyez-vous le gouvernement ne pense qu'à cela, si, si, vous devez vous en convaincre.

Je condamne sans réserve cette loi scélérate tournée une fois de plus principalement contre les couches les plus défavorisées et

les plus pauvres de la société.

Bienvenue chez les barbares.

- Bienvenus à Idlib. La patrie d'al-Nusra et le modèle américain de ville syrienne par Ulson Gunnar - Arrêt sur Info

Un rapport publié par The Century Foundation (TCF), un groupe de réflexion sur les politiques américaines, aide à éclairer le fonctionnement interne de la petite ville du nord de la Syrie, Idlib.

Idlib est à l'organisation terroriste Jabhat al-Nusra (également connue sous le nom de Jabhat Fateh al-Sham ou al-Qaïda en Syrie), ce que la ville d'al-Raqqa est au soit disant État islamique, sa « capitale ».

Mais la ville abrite également un large éventail d'autres groupes militants coopérant avec l'organisation terroriste, ainsi qu'une myriade d'organisations non gouvernementales (ONG) financées et dirigées par les États-Unis, l'Europe, la Turquie et les États du Golfe.

Bien que de grands espoirs soient proclamés dans les déclarations des politiciens des États-Unis, de l'Europe et du Golfe, espoirs répercutés par leurs plates-formes médiatiques respectives, pour le rôle possible de cette ville comme « capitale » alternative pour un « gouvernement » alternatif, c'est-à-dire opposé à l'État et à la nation syrienne, ce rapport est une douche froide sur ce qui n'était qu'une étincelle, pas même une flamme d'espoir.

L'« opposition » n'existe que grâce au soutien d'intérêts étrangers

Le rapport intitulé Garder les lumières allumées dans l'Idlib rebelle, décrit une ville si dangereuse et dysfonctionnelle que les auteurs du rapport n'ont même pas pu s'y risquer pour réaliser leurs entrevues, qui ont plutôt été menées à distance de l'autre côté de la frontière turco- syrienne.

Le rapport admet même que le « conseil provincial », destiné à remplacer le gouvernement syrien, est resté en Turquie pendant des années et y maintient encore un bureau.

Ce rapport dit :

« Dans la province d'Idlib détenue par les rebelles en Syrie, les habitants ont créé des organes locaux de gouvernance qui fournissent les services nécessaires et posent simultanément un défi politique au régime de Bachar al-Assad. Aucune autorité dominante n'a remplacé l'État après qu'il a été évincé d'Idlib. Les groupes armés islamistes et jihadistes détiennent le pouvoir au niveau local et ont développé des organes de coordination des services relativement sophistiqués. Pourtant, le pouvoir décisionnel ultime reste généralement entre les mains des organisations donatrices étrangères. »

Le rapport souligne que les groupes armés sont en compétition non seulement pour exercer une influence au sein d'Idlib, mais aussi pour avoir accès au flux constant de ressources dont disposent les bailleurs de fonds étrangers. Le rapport admet que cette aide étrangère (dominée par l'USAID) soutient les occupants d'Idlib qui n'ont pas la capacité d'unifier la ville, de financer leurs activités, et encore moins de contester l'État syrien par eux-mêmes.

Le rapport admet également qu'au départ, le gouvernement syrien était en mesure de protéger les centres urbains d'Idlib et qu'ils ne sont tombés qu'après la prise de possession de la frontière de Bab al-Hawa, qui rejoint la Turquie. Cela suggère qu'un afflux d'armes, de fournitures et de combattants passant par la frontière turque, avec le soutien des Turcs et d'autres sponsors étatiques, ont aidé à inverser la tendance contre les forces syriennes, et non l'élan du « soulèvement » lui-même.

La province d'Idlib est maintenant l'une des rares régions du pays qui a encore une frontière non sécurisée avec la Turquie, ce qui explique qu'Idlib continue à échapper au contrôle du gouvernement syrien. Le rapport admet également que les organisations terroristes (Ahrar al-Sham et al-Nusra) dominent cette région, contrairement à la rhétorique américaine et européenne [qui l'a dit aux mains de « modérés », NdT].

Le dysfonctionnement d'Idlib reflète ceux de la Libye ou de l'Afghanistan

Le rapport de TCF explore les différentes facettes du dysfonctionnement qui afflige Idlib, y compris la corruption, le népotisme et l'ingérence des groupes armés. La dépendance à l'égard de l'aide étrangère et les luttes intestines constantes ne sont pas qu'un avant goût des choses à venir dans tout le pays si le gouvernement syrien était renversé, c'est aussi le reflet de la situation en Libye et en Afghanistan après l'intervention des États-Unis et de l'OTAN.

Avec des entrepreneurs intéressés seulement par être payés, et des groupes locaux consumés par les luttes intestines, Idlib fournit

le dernier exemple de l'échec de la politique de « construction de nation » occidental.

Idlib une ville faillie, présiderait un État failli.

Le rapport présente Idlib comme un « microcosme de la guerre ». Il stipule :

« L'administration et le secteur des services d'Idlib ont été, à bien des égards, un microcosme de la guerre syrienne et du mode de gouvernance des rebelles. Comme pour l'opposition armée de la province, une tendance au localisme et des flux disparates et non coordonnés de soutien extérieur ont abouti à un secteur des services déchiré et inefficace. »

Même si les États-Unis et leurs alliés pensaient qu'il était politiquement possible de présenter Idlib comme une « capitale » pouvant remplacer Damas, en réalité un tel rôle lui serait impossible à assumer. Entre sa petite taille, le fait qu'elle soit dominée de façon transparente par des terroristes armés et complètement dépendante de l'aide étrangère signifie qu'Idlib ne peut même pas s'auto-administrer, ni la province dans laquelle elle réside, et encore moins tout le pays. Tout État soumis au pouvoir de la ville défaillante d'Idlib serait sans aucun doute un État failli.

Idlib ne sert qu'à entretenir l'illusion d'une opposition viable. L'administration de la ville et de la province est aussi artificielle que le conflit armé qui est la cause de son état actuel de dysfonctionnement. L'administration municipale et provinciale dépend entièrement du soutien étranger qui ne s'intéresse qu'au renversement de Damas, pas à la paix ni à la prospérité d'Idlib.

Comme l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, une fois la guerre terminée et le changement de régime accompli, les entrepreneurs chercheront à faire autant d'argent que possible sur la reconstruction, plus intéressés à retourner à la maison pour dépenser leurs nouvelles fortunes qu'à partir en laissant un État-nation libre et fonctionnant bien.

Le rapport conclut sur la question de savoir si oui ou non le gouvernement syrien peut se réinstaller à Idlib. Le gouvernement syrien possède absolument tout ce qui manque aux « administrateurs » actuels d'Idlib, à savoir l'unité, la capacité et les ressources. Tout comme ce qui se passe à Alep, quand les zones sont finalement retournées au contrôle syrien et la fourniture d'aide étrangère sous forme d'armes a été arrêté, l'illusion d'une opposition s'est d'elle-même arrêté. Arrêt sur Info 23.12

Non évènement. L'Etat sioniste n'a jamais respecté les résolutions votées à l'ONU depuis 1948, et Trump l'a encouragé à ne rien changer.

- ONU : Israël sur la défensive après la résolution sur la colonisation - AFP

"Honteuse", "absurde": Israël a fait pleuvoir les critiques sur la résolution contre les colonies adoptée à l'ONU, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'en prenant plus particulièrement au gouvernement Obama, qui aurait enfin montré son "véritable visage".

Le Conseil de sécurité a voté le texte vendredi, l'abstention des Etats-Unis ayant permis l'adoption de la première résolution de l'ONU depuis 1979 condamnant Israël pour sa politique de colonisation.

"La décision qui a été prise est biaisée et honteuse, mais nous la surmonterons (...) cela prendra du temps mais cette décision sera annulée", a déclaré M. Netanyahu lors d'une cérémonie retransmise à la télévision israélienne samedi.

De son côté, le président élu américain Donald Trump a regretté dans un tweet samedi cette "grande défaite (...) pour Israël", estimant que cette résolution allait rendre "beaucoup plus difficiles" les négociations de paix.

"Dommage, mais nous y arriverons quand même!", a-t-il encore tweeté après ce vote lors duquel les Etats-Unis se sont abstenus au lieu de mettre leur veto, ce qui constituait un renversement de leur position habituelle sur ce dossier.

Dès vendredi, Donald Trump avait déjà promis sur Twitter qu'après sa prise de fonction, le 20 janvier, "les choses seraient différentes" à l'ONU.

Benjamin Netanyahu, qui entretient des relations notoirement exécrables avec l'actuel président Barack Obama, s'en est pris à son gouvernement, qu'il a accusé d'avoir fait "un coup anti-israélien honteux aux Nations unies".

M. Netanyahu a affirmé que M. Obama avait brisé un engagement américain datant de l'époque du président Jimmy Carter de ne pas "dicter les termes de la paix à Israël au Conseil de sécurité des Nations unies".

Un haut responsable israélien, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, avait estimé plus tôt dans la journée que l'abstention des Etats-Unis à l'ONU révélait "le véritable visage de l'administration américaine". "Maintenant, nous sommes en mesure

de comprendre avec qui nous avons eu affaire ces huit dernières années", avait-il ajouté.

Même si la résolution ne prévoit pas de sanctions contre Israël, les responsables israéliens craignent qu'elle ne facilite les poursuites à la Cour pénale internationale et n'encourage des sanctions contre les produits des colonies.

Vendredi, dans un communiqué, les services de M. Netanyahu avaient accusé le gouvernement Obama de s'être "associé en coulisses" à la "ligue anti-israélienne" à l'ONU.

L'Etat hébreu "attend avec impatience de travailler avec le président élu Donald Trump et avec tous nos amis au Congrès, Républicains comme Démocrates, pour neutraliser les effets néfastes de cette résolution absurde", selon le communiqué.

Washington, plus important allié d'Israël, a traditionnellement servi de bouclier diplomatique à l'Etat hébreu en le protégeant des résolutions de l'ONU.

Mais, frustrés par des années d'efforts diplomatiques infructueux, les Etats-Unis ont justifié leur abstention par l'impact de la colonisation sur la recherche de la paix au Proche-Orient.

"On ne peut en même temps défendre l'expansion des colonies israéliennes et une solution à deux Etats", comme le fait Benjamin Netanyahu, a déclaré l'ambassadrice américaine aux Nations unies Samantha Power.

La résolution votée vendredi exhorte Israël à "cesser immédiatement et complètement toute activité de colonisation en territoire palestinien occupé, dont Jérusalem-Est", affirmant par ailleurs que les colonies israéliennes "n'ont pas de valeur juridique" et sont "dangereuses pour la viabilité d'une solution à deux Etats".

En réaction, M. Netanyahu a très vite annoncé une réévaluation de "tous les engagements d'Israël avec l'ONU (...) et la présence en Israël de représentants de l'ONU". Il a précisé qu'il avait donné l'ordre de réduire de 30 millions de shekels (environ 7,5 millions d'euros) le financement par Israël de cinq organismes de l'ONU "particulièrement hostiles" à Israël.

Nabil Abu Roudeina, un porte-parole du président palestinien, Mahmoud Abbas, a qualifié cette résolution de "grand camouflet" pour Israël, estimant qu'il s'agissait "d'une condamnation internationale unanime de la colonisation".

Pour le numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Saëb Erakat, il s'agit "d'un jour historique" et d'une "victoire (...) du droit international".

Le secrétaire général de la Ligue arabe Ahmed Aboul Gheit a dit espérer que cette résolution fasse naître "un élan permettant d'intensifier les appels pour pousser la partie israélienne à se conformer à cette résolution et à l'ensemble des décisions internationales liées à l'arrêt de la colonisation". AFP 25.12

- Israël rappelle dix ambassadeurs après la résolution de l'Onu - Reuters

En colère après l'adoption d'une résolution de l'Onu demandant l'arrêt immédiat des activités de colonisation en Cisjordanie, le gouvernement israélien a rappelé dix de ses ambassadeurs et formulé de nouvelles critiques contre l'administration Obama.

Les autorités israéliennes ont rappelé pour consultation leurs ambassadeurs dans 10 des 14 pays qui se sont prononcés en faveur de la résolution et avec lesquels elles entretiennent des relations diplomatiques. Il s'agit de la Grande-Bretagne, la France, la Chine, la Russie, l'Egypte, la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'Uruguay, l'Espagne et l'Ukraine.

Ce rappel, qui intervient le jour de Noël, est particulièrement inhabituel.

Dans un premier temps, la résolution avait été portée par l'Egypte mais sous la pression d'Israël et du président élu Donald Trump, les autorités égyptiennes avaient renoncé à leur initiative.

Celle-ci avait ensuite été reprise par la Nouvelle-Zélande, le Sénégal, le Venezuela et la Malaisie.

"Depuis des décennies, les administrations américaines et les gouvernements israéliens sont en désaccord à propos des colonies mais nous étions d'accord sur le fait que le Conseil de sécurité n'était pas le lieu pour régler cette question", a commenté Netanyahu.

"Nous savons que ce qu'il s'est passé là-bas va rendre les négociations plus difficiles et éloigner encore plus la paix. Comme je l'ai dit à John Kerry : "des amis ne traduisent pas d'autres amis devant le Conseil de sécurité'", a poursuivi le Premier ministre israélien.

De nombreux pays estiment que les activités de peuplement en Cisjordanie occupée sont illégales. Israël affirme que ces colonies se justifient par des raisons bibliques et des questions de sécurité. Reuters 25.12

Entre hypocrites et menteurs ils sont faits pour s'entendre sur le dos du peuple palestinien et des israéliens juifs qui aspirent à vivre ensemble en paix.

ACTUALITE EN TITRES

Leur société, leur monde, quel bonheur !

- La pensée positive, une entreprise très lucrative - Le Monde

Dans cette époque prétendument morose, le bonheur est un marché porteur. Le Monde 24.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Moscou répond aux nouvelles sanctions américaines contre la Russie et la Syrie - M6info

“Cet élargissement des sanctions américaines contre la Russie (…), au moment où des attaques sanglantes à Ankara et à Berlin devraient unir les personnes raisonnables dans leur résistance à la menace terroriste, témoigne de la perte totale par Washington du sens de la réalité”, affirme le ministère dans un communiqué. Moscou accuse les Etats-Unis de punir le pays pour le soutien qu’in a apporté au gouvernement syrien dans la lutte contre le terrorisme « qui menace non seulement ce pays, mais aussi le monde entier ».

Les Etats-Unis ont annoncé vendredi avoir placé sur leur liste noire économique six ministres syriens et des responsables de la banque russe Tampbank pour leur rôle présumé dans les « violencesé commises par le régime du président Bachar al-assad.

Le communiqué accuse Washington d’avoir une “aspiration si forte à changer le régime en Syrie qu’il est prêt à aider n’importe quelles forces destructrices”, parmi lesquelles le groupe jihadiste Fateh al-Cham (ancien Front al-Nosra, branche syrienne d’Al-Qaïda).

Mais “nous ne cèderons pas face aux sanctions”, affirme le communiqué, en assurant que les compagnies russes visées continueraient de “fonctionner normalement”. M6info 24.12

Le 27 décembre 2016

CAUSERIE

Les militants ne supportent pas la réalité telle qu'elle se présente à eux, parce qu'elle ne correspond pas à ce qu'elle devrait être selon l'idée qu'ils s'en étaient faites ou à leur corpus théorique. Vous savez, cet obscur objet du désir aux angles droits et aux dimensions si précises qu'un corps étranger aussi fin que l'aile d'une libellule ne pourrait y pénétrer sans déclencher chez eux un signal d'alarme qui signifierait attention danger.

Assurément cette rigidité cérébrale est néfaste à la santé et à leur équilibre mental, car que font-ils ?

Puisque la réalité ne leur convient pas, ils lui substituent la leur, fantasmagorique, un bric-à-brac constitué d'éléments disparates qu'ils ont été piochés dans leur imagination et qu'ils ont rassemblés en les mêlant à des débris soigneusement sélectionnés de la réalité, qui ne servent qu'à sauver les apparences sur lesquelles la plupart des gens basent leur jugement, histoire de pouvoir affirmer par la suite qu'ils ne sont pas coupés du monde réel ou des masses en langage politique.

Les avantages de ce processus de substitution psychotique sont indéniables, puisqu'il leur permet à la fois de se rassurer tout en ayant la conviction d'être dans le vrai, à ceci près toutefois, mais cela ils ne peuvent pas y penser, c'est que si c'était réellement le cas, ils n'auraient pas besoin de se livrer à cette contorsion de la réalité pour la faire rentrer dans leur petite boîte.

Qu'on ne se méprenne pas, ils ne tirent pas leur imagination de la réalité pour agir dessus dans la perspective de la changer, non, ils la puisent dans ce qu'ils estiment avoir compris de leurs expériences passées et qu'ils ont théorisé de manière à ce qu'elle s'y conforme, quitte à lui faire subir bien des mauvais traitements à l'aide de procédés plus ou moins malhonnêtes ou inavouables, et c'est ainsi qu'ils ne risquent pas de se contredire, puisque finalement leur imagination évolue dans un univers aussi fermé, figé, sclérosé que leur théorie rendue à l'état de fossile et donc rendue inapte à tout emploi, même en temps de guerre.

En procédant de la sorte ils seront à la fois impuissants à agir sur la réalité et à la changer, mais ils pourront toujours s'en sortir en affirmant qu'ils n'y étaient pour rien parce qu'ils avaient fait tout ce qui devait être fait pour qu'il en soit autrement, hélas, et si vous insistez, comme dans toute imposture ils vous sortiront un bouc émissaire et vous devrez vous en contenter. Et sinon, après ? Après quoi, rien, qu'est-ce que vous voulez qui se passe ?

Cela dit, si cela vous chante de les imiter, c'est votre droit, au moins vous savez où cela vous mènerait. Et si nous en sommes arrivés au point où toute discussion sérieuse et constructive est devenue pratiquement impossible entre militants, vous savez également pourquoi, parce qu'on ne vit pas vraiment dans le même monde, eux refusent de partir de la réalité telle qu'elle est, alors que je préfère la regarder en face et l'affronter. Chacun est libre d'adopter la méthode qui lui convient le mieux pour l'interpréter, ensuite les faits diront laquelle était conforme à la réalité en fonction de l'objectif (politique) qu'on s'était fixé, précisons, sans avoir à porter de jugements sur les personnes, puisque ce n'était ni l'objet de notre réflexion ni notre intention qui au demeurant nous est étranger.

Voyons maintenant comment cela se traduit sur le plan politique avec la question syrienne, attention, âmes trop sensibles s'abstenir.

On comprend l'amertume ou la frustration de tous les militants qui s'interdisent de fêter la libération d'Alep-Est au côté du peuple syrien de crainte d'être accusés de soutenir Bachar al-Assad l'horrible despote selon leurs dirigeants, après tout ils ne le méritaient pas pour avoir épousé aveuglément la propagande de guerre officielle ou avoir fait preuve de tant de couardise.

Après on se demande pourquoi aucun intellectuel influent ne rejoint la cause du mouvement ouvrier, pardi, pour ne pas se couvrir de honte !

Mes causeries enflammées qui sentent la poudre à canon n'ont suscité aucun courriel de la part de lecteurs, seraient-ils tous devenus autistes ? Mais peut-être ne désirent-ils pas se compromettre avec l'auteur de ce portail et préfèrent-ils garder l'anonymat, quel courage ou c'est l'aveu que leurs convictions n'en valaient pas vraiment la peine, ce serait la confirmation qu'on ne partageait pas exactement les mêmes.

Je prie les travailleurs et les militants inorganisés qui ont refusé de rejoindre un des partis dit ouvriers de bien vouloir m'excuser d'avoir tant insisté auprès d'eux pour qu'ils entament cette démarche, qui au regard du traitement qu'ils ont réservé à la guerre contre la Syrie était injustifiée, notamment, car j'aurais pu le déclarer en bien d'autres occasions, qu'ils veuillent bien admettre que j'étais animé uniquement de bonnes intentions et que je n'ai jamais eu celle de les tromper ou de les mystifier. Je suis sincèrement désolé.

Si vous avez l'habitude de vous connecter à ce portail, vous n'êtes pas sans ignorer que je tire des enseignements politiques de chaque expérience bien au-delà des faits auxquels elles se rapportent, en les reliant à d'autres expériences passées qui ont été interprétées en leur temps sans qu'on revienne dessus, comme si leurs auteurs avaient été dignes de foi. Or, il se trouve que depuis on a appris qu'ils ne méritaient pas notre confiance, sans pour autant qu'on se penche à nouveau sur leurs assertions ou enseignements théoriques, autrement dit, leurs méfaits continuent de produire des effets néfastes au sein du mouvement ouvrier bien qu'ils ne soient plus de ce monde pour certains d'entre eux.

Si la libération d'Alep-Est par l'armée de la République arabe syrienne et ses alliés russes et iraniens doit être considérer comme une défaite ou un crime, il faut croire que la libération de la France du nazisme et du régime de Vichy par l'armée américaine était également une défaite, et que se placer au côté des forces de la résistance où se côtoyaient staliniens et gaullistes notamment aurait été une trahison, c'est bien cela n'est-ce pas ? Pourquoi, mais parce qu'Assad et Poutine à l'issue de cette guerre qui est loin d'être terminée n'envisagent rien d'autre que la survie du régime en place, tout comme staliniens et gaullistes n'envisageaient pas autre chose que la reconstruction de l'Etat bourgeois en France, autrement dit, comme on ne pouvait pas partager leurs intentions ou perspectives politiques il aurait fallu s'abstenir de combattre à leur côté, c'est bien cela n'est-ce pas ? Il aurait donc mieux valu que la France demeure sous le régime de Vichy et devienne une province de l'Etat allemand fasciste, et que la Syrie passe sous le contrôle des barbares de Daesh ou d'Al-Nosra, une fois qu'on aurait refusé le soutien des seuls forces capables de libérer la France et la Syrie, on est bien d'accord, vous suivez ? Mais dans quel monde vivrions-nous alors aujourd'hui si tel avait été le cas, vous êtes-vous posé un instant cette question terrifiante ? Qu'on en vienne à poser une telle question permet de mesurer à quel point le mouvement ouvrier n'a cessé de se fourvoyer depuis 70 ans,

et particulièrement son avant-garde.

Sans être ni stalinien ou gaulliste, ni partisan d'Assad ou de Poutine, j'aurais rejoint la résistance française et syrienne contre l'envahisseur, et une fois la France et la Syrie libérée j'aurais retourné mes armes contre l'Etat français et syrien, car à aucun moment je n'aurais bradé mes convictions ou mon idéal, le socialisme. Je n'aurais eu de cesse de combattre pour la fin de ces guerres le plus tôt possible par tous les moyens à ma disposition, sachant très bien que je n'aurais pas vraiment eu le choix des armes ou des alliances pour la mener aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est le cours de l'histoire qui nous les impose, soit on fait avec, soit on se leurre sur notre propre action qui confine à l'impuissance ou encore on déserte...

En accusant Assad de dictateur au moment même où il s'apprêtait à libérer Alep-Est, vous vous êtes rangés au côté des ennemis du peuple syrien que vous avez littéralement poignardé dans le dos, vous vous êtes trompé de camp, les militants intéressés se reconnaîtront. Il faut en prendre conscience sans attendre pour rectifier le tir, car plus tard ce sera plus difficile, voire impossible, car il ne vous restera plus qu'à justifier l'injustifiable jusqu'à la fin de vos jours en recourant à des procédés infâmes, quel cauchemar, vous méritez mieux assurément !

Vous avez eu là l'occasion de tester en pratique vos convictions, pour ainsi dire sur le champ de bataille. Etes-vous satisfait de cette expérience, des conclusions auxquelles vous êtes parvenu sachant que vous avez été évincé de la fête qui a suivi la libération d'Alep-Est, et que vous vous retrouvez en bien mauvaise compagnie avec les vaincus, Hollande, Cameron, Obama et les monarques du Golfe, etc. qui sont les seuls responsables de cette guerre et qui ont armé les barbares. Assad et Poutine ne valent pas mieux, on n'a jamais dit le contraire, à ceci près qu'ils n'ont pas joué du tout le même rôle dans cette guerre, vous saisissez la nuance ? On parle de cette guerre et non de la nature du régime de Poutine ou d'Assad, ne confondons pas tout.

Etes-vous capable de faire preuve de discernement ou de mesure pour comprendre que dans toute situation il existe des facteurs prépondérants qui ne sont pas forcément ceux qui nous viennent en premier à l'esprit, et que parfois des facteurs secondaires s'avèrent temporairement déterminants, autrement dit, que les choses ne se passaient pas toujours, pas souvent en réalité comme on les aurait souhaitées, et qu'il fallait en prendre son parti à défaut de mieux ou en attendant des jours meilleurs, qui viendront tôt ou tard si on fait preuve de suffisamment de patience et de détermination, même si ses jours meilleurs s'avèrent éloignés. Il faut savoir se contenter de ce que nous réserve le présent pour mieux préparer l'avenir, sinon on passe à côté de l'occasion qui nous est donnée de faire un pas en avant dans la direction qu'on s'est tracé et c'est dommage, car en procédant de la sorte on n'ira jamais nulle part et on ne changera jamais la société. L'essentiel, c'est de ne jamais lâché le fil qui nous relie à notre objectif.

Ce qui me fait marrer, c'est une façon de parler, c'est de me retrouver dans une situation où j'ai l'impression de donner un cours de léninisme à des lecteurs ou militants qui me prenaient pour un extrémiste, un fou furieux, un gauchiste, qui ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre qu'on est parfois obligé de faire des compromis, ce qui ne signifie pas forcément se compromettre. On m'a accusé de manquer de mesure, excusez-moi, c'est vous qui avez prouvé que vous en manquiez singulièrement, n'inverser pas les rôles s'il vous plaît. Dans la vie quotidienne on est bien obligé d'en faire, ne serait-ce que lorsqu'on va vendre notre force de travail sur le marché aux esclaves pour subvenir à nos besoins élémentaires, est-ce pour autant qu'on aurait trahi notre cause ou qu'on serait devenu des esclaves soumis satisfaits de notre sort ?

Il y a quelque chose de pourri dans le mouvement ouvrier qu'il faut extirper une bonne fois pour toute, sinon nous ne nous en sortirons jamais. Que vous soyez militant de base, cadre ou dirigeant, ne craignez pas de vous exprimer librement, donnez-vous en les moyens si ce n'est pas le cas aujourd'hui, affranchissez-vous de la tutelle de ces appareils corrompus, vous valez mieux. On ne peut pas imaginer un instant que la totalité des militants, cadres ou dirigeants soient passés sous l'influence de l'idéologie ou du discours de la classe dominante.

Je terminerai par une note plus personnelle.

Hier je vous ai raconté que ma compagne et sa soeur avaient foiré ma soirée du 24 décembre et que je l'avais mal pris. Vous voulez savoir pourquoi. Parce que j'avais l'intention de la dédier au peuple syrien, je voulais célébrer à ma manière la libération d'Alep-Est, j'avais cela en tête, enfin une bonne nouvelle, c'est si rare, et encore une fois peu importe comment elle avait été arrachée. Moi aussi je voulais savourer ce répit, ce moment de bonheur, cet espoir de paix après près de 6 ans de guerre que je suis quotidiennement depuis le premier jour.

Et puis vivre en Inde n'est pas vraiment une partie de plaisir, loin s'en faut, je dirais même qu'en dehors des occasions qu'on doit se créer soi-même, c'est une notion pratiquement inconnue ici, car le peuple indien baigne dans un océan de difficultés sans nombre, au point d'être gêné d'éprouver un peu de bonheur, mais celui du peuple syrien est légitime, qui oserait affirmer le contraire.

Dossier sur la Syrie

- Syrie: découverte d'un charnier dans l'ex-bastion rebelle à Alep - AFP 25.12

Commentaires d'internautes à la suite de cet article.

1- Les "civils (ont été) exécutés par les groupes terroristes avant leur sortie des quartiers est de la ville d'Alep", a indiqué Sana dimanche soir, utilisant le terme qui dans la phraséologie du régime signifie les groupes rebelles. Ou c'est le contraire : l'AFP utilise le terme "groupes rebelles" qui dans la phraséologie de propagande signifie terroristes.

2- Fabius et Hollande doivent rendre des comptes ! Et surtout qu'ils ne disent pas "nous ne le savions pas " !

3- "La plupart ont été tués d'une balle dans la tête, beaucoup de corps ne sont pas entiers"

Les bras m'en tombent...

4- Quelle surprise ! Les "insurgés" ne seraient donc pas tous des pauvres victimes innocentes et les soldats de Bachar tous d'horribles tortionnaires ?

5- Voyez les pauvre protéger de la France, des USA, ces rebelles terroristes modérés, qui protégeaient soi-disant les civils à Alep ; et c'était l'armée régulière syrienne et l'armée russe qui était les grands assassins d'après la presse partiale occidentale ! Enfin la vérité triomphe toujours n'en déplaise à certains, anti-Assad et anti-russe.

- Aucune trace des Casques blancs n'a été détectée à Alep - sputniknews.com

Mais où sont donc passés les secouristes volontaires des Casques blancs à Alep, ceux qui «font chaque jour l'impossible dans cette ville martyre, face au déferlement de violence»? Aucune trace de ces derniers, selon le ministère russe de la Défense.

Aucune trace des secouristes volontaires des Casques blancs (White Helmets) n'a été détectée à Alep, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov. « Les seuls que nous n'avons toujours pas retrouvés à Alep-Est ce sont les soi-disant "secouristes volontaires" des "Casques blancs", qui sont accueillis en grande pompe dans les meilleures maisons de Paris et de Londres et qui ont failli être proposés pour le Prix Nobel de la Paix », a-t-il déclaré.

Les Casques blancs, cette soi-disant ONG de défense des droits de l'homme, ont été maintes fois accusés de mener un sale jeu en Syrie. Parmi les griefs retenus contre eux figurent une propagande anti-gouvernementale visant le régime de Bachar el-Assad, des tentatives pour encourager une intervention étrangère dans le pays, ainsi que des « preuves » fabriquées dénonçant les « bavures » commises lors de la campagne russe en Syrie.

François Hollande a reçu le 19 octobre le chef des Casques blancs. « Les Casques blancs et le Comité civil d'Alep font chaque jour l'impossible dans cette ville martyre, face au déferlement de violence. Leur action a permis de sauver des dizaines de milliers de vies », a alors indiqué l'Élysée dans son dossier de presse consacré à la visite. sputniknews.com 26.12

La Moldavie rompt avec l'UE et l'OTAN.

- Pourquoi le drapeau de l'UE ne flotte-t-il plus sur la résidence du président moldave? - sputniknews.com

Peu après l'investiture du nouveau président moldave Igor Dodon, le drapeau de l'Union européenne a été retiré de sa nouvelle résidence.

Juste après la cérémonie d'investiture du président moldave Igor Dodon, le drapeau de l'Union européenne ne flotte plus sur sa résidence. On ignore si le drapeau a été enlevé à l'initiative du président ou pour d'autres raisons, rapporte Rossiya Segodnya.

Le nouveau président a également déclaré quelques semaines avant son investiture qu'il avait l'intention de saisir la justice pour replacer sous contrôle présidentiel le Service d'information et de sécurité (SIS), de supprimer le bureau de l'Otan à Chisinau et de remplacer le procureur général qui lui a été imposé.

De même, Igor Dodon a promis un référendum pour annuler l'accord d'association et d'échange signé avec l'Union européenne en 2014. Il propose au contraire de rejoindre la Communauté économique eurasiatique créée par la Russie. M. Dodon a confirmé que son premier déplacement en tant que président se fera à Moscou, comme prévu. sputniknews.com 26.12

Les pauvres d'esprit sous influence, qui sans rire se présentent comme des opposants à l'UE et à l'OTAN, vont s'écrier : A quoi bon rompre avec l'UE et l'OTAN, si c'est pour se ranger au côté de la Russie.... C'est cela, vous avez raison comme toujours, la Moldavie ferait mieux de rester sous la coupe de l'UE et de l'OTAN, bravo les charlatans !

Le 28 décembre 2016

CAUSERIE

Vous imaginez un peu, vous seriez prisonnier ou otage, les dirigeants du mouvement ouvrier refuseraient que les seuls forces capables de vous sortir de là passent à l'action pour vous libérer de vos tortionnaires, sous prétexte que vos libérateurs ne seraient pas fréquentables, ils préfèreraient vous laisser moisir ou crever, et après cela il faudrait leur accorder notre confiance, on croit rêver !

J'ai été qualifié d'ennemi de la classe ouvrière par un dirigeant du PT en 2005, et je sais que beaucoup de militants le pensaient également pour ne pas avoir voulu tenir compte des éléments sur lesquels reposaient mes conclusions, que les faits viennent encore une fois de confirmer malheureusement. Je ne leur en veux pas, tout le monde peut se tromper, le tout est d'en tirer des enseignements tant individuels que politiques pour aller de l'avant.

Certes, cette victoire du peuple syrien a un goût amer, mais c'est mieux qu'une terrible défaite dans un gigantesque bain de sang, non ?

En bref

1- Un courriel reçu d'un militant : D'accord avec ton analyse sur la Syrie (datée du 27-12).

Je ne sais pas si cela se fait, je l'en remercie sincèrement et lui souhaite mes meilleurs voeux.

2- J'habite en Inde depuis plus de 20 ans, j'y ai travaillé, enseigné. Je vis dans un petit village avec une femme indienne. J'ai été amené à croiser des Indiens de toutes conditions sociales, y compris des professeurs indiens et un grand nombre d'étudiants des universités indiennes. Pendant des années avec mon épouse indienne dont je suis séparée, j'ai regardé quotidiennement différentes chaînes de télévision en tamoul ou en anglais.

Je peux affirmer que le niveau de connaissances générales des couches de la population les plus développées est misérable pour ne pas dire quasiment nul, au mieux elles sont surfaites ou superficielles. Pourquoi ? Parce l'éducation et l'information sont conçues de telle sorte que seul ce qui est susceptible de vous apporter quelque chose pour vous enrichir individuellement ou augmenter votre pouvoir personnel est mis en avant pour attirer l'attention des jeunes ou de la population, c'est le culte de l'individualisme qui a valeur d'idéal suprême à l'image de la société.

Aussi il ne faut pas s'arrêter aux apparences, un jeune peut porter un T-shirt de Che Guevara sans savoir qui il était par exemple. Alors qu'à Taïwan des lycéens défilent en uniforme nazi n'a aucune signification à mes yeux, hormis que le culte d'Hitler peut être cultivé en haut lieu dans ce pays sous influence américaine, souverons-nous qu'un portrait de Ford trônait dans le bureau d'Hitler à Berlin dans les années 30.

Un jeune indien ou taïwanais ou dans n'importe quel pays ne verra pas quel intérêt il pourrait tirer plus tard de connaissances en histoire, géographie ou sciences naturelles, si on ne leur enseigne pas que la société et le monde dans lesquels ils vivent sont le produit de leur développement depuis des millénaires, et qu'ils ont intérêt à comprendre comme ils fonctionnement pour pouvoir s'y intégrer plus tard ou s'en sortir, ce qui ne s'apprend pas en un jour ou en dormant.

- Taïwan : un proviseur démissionne après un défilé nazi dans son lycée - francetvinfo.fr

Le proviseur d'un lycée taïwanais a présenté sa démission, mardi 27 décembre, après la célébration de l'anniversaire. Des élèves y avaient défilé en uniforme nazi derrière un char en carton. Des photos et et des vidéos postées sur internet ont suscité un déluge de critiques contre le Lycée Kuang Fu de Hsinchu City.

On y voit les élèves portant des répliques d'uniformes du IIIe Reich riant et dansant tout en brandissant des bannières ornées de la croix gammée. Un professeur a également participé selon les médias locaux à ce défilé, se faisant notamment photographier en faisant le salut nazi de la tourelle du blindé en carton.

"Voici Hitler ! Etudiants, saluez-le ! Ou le char vous écrasera, ou vous serez emmené dans la chambre à gaz !", peut-on entendre sur une vidéo publiée par le site internet de l'Apple Daily. Cheng Hsiao-ming, le proviseur, a annoncé dimanche sa démission. "Je présente mes excuses aux victimes et au public", a-t-il dit en promettant aussi des sanctions contre les autres responsables de l'établissement.

Le ministère taïwanais de l'Education a également présenté ses excuses et demandé au lycée de prendre des mesures pour améliorer l'éducation historique de ses élèves.

La culture pop et l'art commercial en Asie ont souvent exploité l'image d'Adolf Hitler et l'iconographie du IIIe Reich. Dans les années 1990, un "bar nazi" avait brièvement ouvert à Taipei. francetvinfo.fr 27.12

3- J'ai appris que Libération et Le Monde avaient créé respectivement une rubrique désintox et décodeur, qui consiste à décrédibiliser les auteurs d'articles ou de déclarations remettant en cause à partir des faits réels ou de témoignages les versions officielles du déroulement des évènements dans le monde que la quasi-totalité des médias et des partis institutionnels relaient, ne supportant plus que leur présentation frauduleuse de la réalité ou leurs mensonges éhontés soient démontés dans des centaines de supports sur Internet principalement, et que le peu de crédibilité qui leur restait soit ainsi entamée, ils n'ont pas d'autre alternative que la fuite en avant en versant dans la diffamation.

Un fait est absolument certain, retirez-leur les subventions de l'Etat et ils mettent pratiquement tous la clé sous la porte, à commencer par L'Humanité. Comme les syndicats et la plupart des partis si vous y tenez, puisque leurs financements sont comparables ou ont la même origine, le régime en place.

La diversité de la presse serait un gage de démocratie nous dit-on. Foutaise, imposture, elle a une seule ligne éditoriale, celle de Washington, Bruxelles, Tel-Aviv, cette assertion a toujours servi à faire oublier qu'on ne vivait pas en démocratie, mais sous une dictature, celle du capital.

Dossier sur la Syrie

Une vidéo.

Les médias contre la réalité en Syrie - Eva Bartlett parle à RT
https://www.youtube.com/watch?v=D5OW2tuoS3Q

La journaliste canadienne qui a critiqué la couverture médiatique de la crise syrienne lors d'un récent sommet de l'ONU, a déclaré à RT que ses rapports avaient été qualifiés de «partiaux» en faveur des gouvernements russe et syrien.

J'ajouterai que cette brave journaliste semblait profondément troublée par ce déversement de haine auquelle elle ne s'attendait apparemment pas.

- Alep libérée : quand l'AFP qualifie des décapiteurs d'enfants de «rebelles» - Arrêt sur Info

Si sur le plan humain, l'agence se réjouit du retour de la paix dans Alep, elle déplore la défaite des djihadistes toujours qualifiés de «rebelles modérés», même lorsqu'il s'agit d'un groupe à l'origine de la décapitation d'enfants.

Le 23 décembre, l'Agence France Presse (AFP) publie une dépêche dans laquelle, après avoir précisé que «pour la rébellion armée s'opposant au régime du président Bachar al-Assad, la perte d'Alep représente un revers cinglant», elle donne la parole à un certain Yasser al-Youssef.

« Sur le plan politique, c'est une grande perte […] pour la révolution, c'est une période de recul et un tournant difficile », a estimé Yasser al-Youssef, un responsable du bureau politique du groupe rebelle Nourredine al-Zinki», explique la dépêche de l'AFP.

Le texte oublie cependant de rappeler que les membres de ce fameux groupe «rebelle» allié au front Al-Nosra (désormais Fatah al-Cham), avaient, il y a quelques mois, publié une vidéo sur laquelle on les voyait égorger un enfant.

Par ailleurs, Amnesty International a signalé dans un rapport de juillet 2016 que Nourredine al-Zinki s'était rendu coupable de crime de guerres, notamment d'actes de torture sur des membres du personnel humanitaire, ainsi que sur… des journalistes.

Outre l'AFP, d'autres médias mainstream ont interviewé l'obscur Yasser al-Youssef, porte-parole du groupe Nourredine al-Zinki, comme le quotidien américain The Wall Street Journal dans un article du 30 septembre dernier, dans lequel les membres de cette organisation étaient là aussi qualifiés de «rebelles».

L'AFP a également interrogé Ahmad Qorra Ali, responsable «du puissant groupe islamiste rebelle modéré» Ahrar al-Cham, dont les membres fondateurs sont de hauts cadres d'Al-Qaïda. Ce dernier a martelé qu'Alep était maintenant «sous l'occupation de la Russie et de l'Iran».

Pour reprendre le contexte, l'AFP explique également : «en quatre semaines, du 15 novembre au 15 décembre, l'opération militaire a tué plus de 465 civils, dont 62 enfants, à Alep-Est». Et d'ajouter … «selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH)», se basant donc sur une source unique et dont le manque de crédibilité a été démontré à maintes reprises.

Ainsi, la presse mainstream qui certes, semble se réjouir que les Alépins puissent enfin regagner leur domicile et retrouver leur antique cité restée près de cinq ans aux mains des djihadistes qui ont livré la ville à feu et à sang, continue cependant de qualifier ces derniers de «rebelles modérés».

Pourtant, ces djihadistes, qu'ils soient membres du Front Fatah al-Cham (ex Front al-Nosra) ou d'autres groupuscules, ont commis des atrocités contre la population civile d'Alep, n'hésitant pas à utiliser hommes, femmes et enfants comme boucliers humains durant les bombardements des forces syriennes et de leurs alliés russes et iraniens.

L'été dernier, plusieurs dirigeants du groupe Al-Nosra, rebaptisé depuis Fatah al-Cham, avaient déclaré être soutenus matériellement par Washington dans leur opposition au gouvernement du président Bachar el-Assad. Arrêt sur Info 27.12

Manipulation des masses.

Il est certain que parmi la population dans n'importe quel pays, ils trouveront toujours des gens mal informés qu'ils pourront embrigader dans leurs aventures criminelles.

- Marche citoyenne : en route pour Alep - euronews.com

En Allemagne, une centaine de Berlinois a décidé d'entreprendre une longue marche citoyenne jusqu'en Syrie, pour demander l'arrêt des bombardements et attirer l'attention sur le sort des réfugiés qui ont dû fuir leur pays. Ils communiqueront via les réseaux sociaux.

Près de 3000 personnes se sont déjà portées candidates pour suivre tout ou partie de l'itinéraire. euronews.com 26.12

Les bombardements de l'armée syrienne et ses alliés auraient causé 465 morts parmi la population civile d'Alep-Est depuis le 15 décembre, chiffres contestés par les autorités syriennes, mais peu importe, prenons-les comme tels. Sur 250.000 habitants, cela fait 0,2% de victimes pour libérer la seconde ville du pays qui était à un carrefour stratégique pour les barbares et infliger une cinglante défaite aux Etats-Unis et ses alliés, ce n'est pas cher payé, même si ce sont des civils innocents qui en ont fait les frais ou la vie n'ayant pas de prix, sauf en temps de guerre.

La guerre n'est pas terminée.

- L'armée syrienne intensifie son offensive près de Damas - Reuters

L'aviation syrienne a intensifié les bombardements sur une zone rebelle au nord-ouest de Damas dans le cadre d'une offensive lancée vendredi pour reprendre ce lieu stratégique qui fournit en eau la capitale, ont annoncé mardi des rebelles et des habitants.

Des tirs de mortiers et des frappes aériennes ont touché plusieurs villes de la vallée de Wadi Barada, à 18 km au nord-ouest de la capitale, rapportent-ils.

Les routes menant aux villes et les montagnes bordant la vallée sont contrôlées par la garde républicaine syrienne ainsi que des milices du Hezbollah libanais, allié du régime de Bachar al Assad.

Des habitants précisent que les combats se sont concentrés lundi dans le village de Baseimeh, où les forces du régime tentent une percée pour rejoindre une enclave d'une dizaine de villages comptant environ 100.000 habitants.

"Ils cherchent à nous pousser à conclure un accord de reddition, nous n'abandonnerons pas notre terre", a déclaré un commandant du groupe rebelle Ahrar al Sham, Abu al Baraa. Reuters 27.12

Pour info : Ahrar al Sham présenté comme "un groupe rebelle", est en réalité un groupe salafiste qui regroupe 1 500 hommes et dont les membres fondateurs sont de hauts cadres d'Al-Qaïda, soutenu par le Qatar.

Avertissement. La fabrique du consentement comporte des failles, ils optent pour la censure.

- Israël : Le Parlement va examiner une loi pour retirer d'Internet les « incitations » à la violence - LeMonde.fr

Des ministres israéliens ont approuvé dimanche 25 décembre un projet de loi qui autorisera un tribunal à ordonner à des sites comme Facebook ou YouTube de supprimer certains contenus considérés comme des incitations à la violence. Connu sous le nom de « projet de loi Facebook », le texte pourrait permettre au gouvernement de demander, par l'intermédiaire d'un tribunal,

la suppression sur un site web d'un contenu dans les cas où il poserait « un vrai risque pour la sécurité d'une personne, du public ou de l'Etat », selon la ministre de la justice Ayelet Shaked, du parti d'extrême droite Foyer juif.

Israël a tenu cette année des discussions avec des responsables de Facebook à ce sujet, et en septembre Mme Shaked avait affirmé que le géant américain avait supprimé 95 % des publications qu'Israël lui avait demandé de retirer. Elle a ajouté qu'en 2016 71 % des 1 755 demandes formulées par Israël concernant le retrait de contenus avaient reçu une réponse favorable.

Elle a cependant souligné qu'il était important qu'une telle collaboration soit « obligatoire ». « La nouvelle loi est essentielle pour nous donner les outils pour agir immédiatement et supprimer du contenu qui pourrait mener à des actes terroristes et au meurtre », a renchéri le ministre de la sécurité publique, Gilad Erdan, autre défenseur du projet de loi.

L'Etat hébreu assure qu'Internet a joué un rôle clé dans l'incitation aux violences perpétrées contre les Israéliens par des Palestiniens depuis octobre 2015.

Selon l'Institut pour la démocratie en Israël, le projet est « sans précédent » dans sa forme actuelle, comparé à d'autres législations ailleurs dans le monde. Il a dit craindre qu'il ne « facilite un niveau de censure disproportionné ».

Les Palestiniens redoutent aussi que cette campagne ne conduise à une censure de l'information et soupçonnent Israël d'être derrière la fermeture de deux comptes en septembre. Facebook s'était alors excusé pour avoir temporairement rendu inaccessible deux comptes liés à des sites d'informations palestiniens critiques à l'égard d'Israël, évoquant « une erreur ». LeMonde.fr 26.12

Commentaires d'internautes abonnés au Monde.

1- La premier des violences c'est l'occupation colonisation.

2- "retirer l'Internet les incitations a la violence", quid de de la violence du texte de loi lui même et ce qui soustend ce projet ?

3- Les incitations à la violence anti-arabes ne seront évidemment pas concernées, ça va de soi.

4- Quand on constate que les critiques à l'égard de l'oppression des Palestiniens sont qualifiées "d'antisémites", on imagine ce que l'état israélien nomme violence.

Vous avez raison, en voici une démonstration, sachant que cette critique concerne un gouvernement acquis au sionisme :

- Israël: Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman qualifie la conférence de paix française de "procès Dreyfus" - AFP

- Fausses nouvelles par omission – Bientôt interdit de les dénoncer ? Par Moon of Alabama - Arrêt sur Info

Des gradés israéliens prétendent que le Hezbollah utilise des transporteurs de troupes blindés en Syrie, une affirmation correcte des transporteurs de troupes qu'il a reçus des Forces armées libanaises (FAL), un mensonge. Les transporteurs en question sont de très très vieux véhicules à chenilles et les FAL ont reçu une seule fois des véhicules un peu plus perfectionnés des États-Unis. Israël fait ce genre de déclaration régulièrement.

Mais comme cela a été dit les fois précédentes, le Hezbollah a pris ces APC à l'Armée Libanaise du Sud (ALS) qui était une force de procuration israélienne pendant l'occupation israélienne du Liban. Lorsque, en 2000, le Hezbollah a finalement expulsé Israël du Liban, l'ALS s'est dissoute et toutes les armes qu'Israël lui avait livrées ont été ajoutées aux stocks du Hezbollah. Il les a utilisées depuis pour combattre Israël et les différents états du Golfe, les Djihadistes par procuration au Liban et en Syrie.

Mais vous n'apprendrez pas cela du principal organe de presse israélien aux États-Unis, le New York Times. Son article ne mentionne pas la source originale des APC (...)

Il s'agit manifestement d'une campagne de diffamation israélienne contre les FAL et le très modeste soutien matériel qu'elles reçoivent des États-Unis sous formes d'armes obsolètes. C'est de la calomnie. (...)

Israël accuse les FAL de soi-disant transférer des armes alors que ces armes proviennent d'un stock, appartenant à sa force de procuration, qui est resté sur place après l'échec de son occupation du Liban. C'est de la chutzpah* caractérisée ou plutôt de la calomnie et de la diffamation venimeuse.

Mais le soi-disant journal de référence dont la devise est « toutes les nouvelles qu'il est nécessaire de publier » ne trouve

pas nécessaire de rétablir la vérité en disant pour que les responsables israéliens font des allégations clairement fausses. Les « nouvelles » qu'il publie sont consciemment fausses par omission. Il ne s'agit pas de nouvelles« fabriquées de toutes pièces » – aucun des faits imprimés n'est tout à fait faux, mais ça n'en est pas moins une fausse nouvelle qui désinforme les lecteurs en laissant de côté les faits pertinents.

On parle beaucoup en ce moment de « fausses nouvelles ». La plupart de ce que les organes de presse à la solde du gouvernement des États-Unis affirment sur ses différents « ennemis » en sont. Presque tous articles du NYT sur la guerre en Syrie n'ont peut-être pas été et ne sont pas entièrement fabriqués, mais ils demeurent des fausses nouvelles. Cependant maintenant il y a davantage de sources d'information alternatives accessibles aux gens qui veulent s'informer.

Les tentatives actuelles pour diffamer ces sources alternatives en les accusant de conspirationnisme ou de relayer la propagande russes sont les derniers soubresauts d'un combat pour arrêter le flot de la réalité qui va bientôt emporter le NYT, d'autres organes d'informations similaires, et les « officiels chevronnés » qu'ils servent. Je pense que la violence de ce combat va s'intensifier pendant un an ou deux. Trop d'argent et trop d'egos sont menacés.

La question qui se pose maintenant est celle de la capacité de ces sources alternatives, espérons-le plus honnêtes et plus réalistes, à se protéger contre les attaques qui ne manqueront pas. Les grandes multinationales d'Internet (qui sont toutes aussi employées par le département de la Défense) commencent à supprimer des blogs et des sources alternatives d'information qu'elles accusent de publier des « nouvelles fausses ». Il va y avoir des (cyber-) attaques directes. Que peut-on faire pour contrer toutes ces attaques ? Arrêt sur Info 25.12

- L'Egypte se dote d'un Conseil suprême de la presse et des médias - Reuters

Un organe de tutelle de la presse et de l'audiovisuel dont les membres seront désignés par le président Abdel Fattah al Sissi va être créé en Egypte en vertu d'une loi promulguée lundi par le chef de l'Etat.

Le Conseil suprême de la presse et des médias sera notamment chargé de veiller au respect des règles de la concurrence, de l'éthique journalistique, de l'indépendance et de la neutralité de l'information. Il aura le pouvoir d'infliger des amendes et de suspendre la publication ou la diffusion des journaux et des émissions, et pourra également retirer les autorisations de la presse étrangère.

Son président sera désigné par Abdel Fattah al Sissi, qui choisira également les autres membres sur recommandation de différentes instances, dont l'appareil judiciaire et le Parlement.

Les organisations de défense des droits de l'homme et le Comité pour la protection des journalistes estiment que les atteintes à la liberté de la presse sont courantes en Egypte. Le pays figurait en 2015 à la deuxième place du classement mondial par le nombre d'arrestations de journalistes. Reuters 26.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Trump nomme Greenblatt, un proche conseiller, « négociateur international » - lemonde.fr

Le président élu américain, Donald Trump, a nommé, mardi 27 décembre, son conseil juridique en chef à un poste de « représentant spécial en charge des négociations internationales », une nouvelle fonction au sein de l'administration américaine.

Dans un communiqué de l'équipe de transition, M. Trump affirme que Jason Greenblatt l'assistera « dans les négociations internationales de tout type et pour les accords commerciaux à travers le monde ». L'intéressé dirige de longue date le cabinet d'avocats de l'entreprise du président élu : Trump Organization.

Durant la campagne électorale, Jason Greenblatt, avocat du droit immobilier âgé d'une cinquantaine d'années, a notamment conseillé Donald Trump sur les questions proche-orientales. Il a déclaré que les colonies de peuplement juives construites sur des territoires où les Palestiniens veulent créer leur propre Etat n'étaient pas un obstacle à la paix, et qu'une solution à deux Etats n'était pas viable.

Selon CNN, M. Greenblatt va se concentrer sur le conflit israélo-palestinien, les relations des Etats-Unis avec Cuba et les

accords commerciaux avec d'autres pays.

Au commerce, le président élu sera déjà assisté par le milliardaire Wilbur Ross, 79 ans, qu'il a désigné comme secrétaire au commerce. M. Trump n'a pas encore nommé son représentant au commerce extérieur (USTR). lemonde.fr 27.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France. Titrisation des chiffres du chômage.

- Chômage : trois mois de baisse consécutifs - Libération.fr

Au total, les effectifs de la catégorie A, la plus observée des cinq employées par Pôle Emploi, ont diminué de près de 110 000 depuis septembre, et de 133 500 depuis le début de l'année. Non sans controverses sur la nature de cette baisse, soutenue notamment par un recours massif à la formation. C'est ainsi qu'en novembre, les effectifs de la catégorie D, regroupant notamment les demandeurs d'emploi en formation, ont bondi de 4,3%, soit environ 14 000 personnes. En incluant les catégories B et C (activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi est ressorti à 5.475.800 fin novembre 2016, en hausse de 0,3% sur un mois (+15.000 personnes), mais en baisse de 0,8% sur trois mois (soit -42.400 personnes).

En novembre 2016, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A étaient 525 000 de plus qu'en mai 2012. Libération.fr 26.12

Haut de page